REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME Ier. — 1er JANVIER 1853.

PARIS. — IMPRIMERIE J. CLAYE ET Ce,
RUE SAINT-BENOÎT, 7.

REVUE

DES

DEUX MONDES

XXIIIe ANNÉE

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE

TOME PREMIER

PARIS

BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES

RUE SAINT-BENOÎT, 20

1853

17144
c.

AP
20
R5
n. pér.
sér. 2
t. 1

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

PREMIÈRES IMPRESSIONS.

TRAVERSÉE. — NEW-YORK. — BOSTON. — UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE. — UN POÈTE AMÉRICAIN.

Quand on a parcouru l'Europe du nord au midi et mis le pied dans les deux autres parties de l'ancien monde, quand on a étudié l'antiquité en Grèce, en Italie, en Egypte, — le moyen âge et les temps modernes en Scandinavie, en Allemagne, en Espagne et en Angleterre, — le monde musulman, dont le caractère dominant est l'uniformité, au Caire et à Constantinople, — si on veut voir quelque chose d'entièrement nouveau, je crois qu'il faut aller en Amérique, du moins tant que la Chine ne sera pas ouverte et que la lune ne sera pas accessible. Voilà pourquoi je vais m'embarquer aujourd'hui à Southampton pour les Etats-Unis. Ce départ surprendra peut-être un peu ceux des lecteurs de cette *Revue* qui ont bien voulu me suivre dans d'autres pérégrinations, dont le motif se rattachait à la littérature ou à l'érudition; à ces lecteurs assez bienveillans pour se souvenir de mes travaux, je répondrai qu'après avoir contemplé les monumens des sociétés du passé, j'ai été tenté d'observer dans son progrès une société nouvelle. Il était curieux sans doute de chercher à déchiffrer, sous des hiéroglyphes de quatre mille ans, une civilisation presque effacée; il ne l'est pas moins peut-être de chercher à lire dans les traits d'une civilisation encore jeune ce qu'elle sera un jour. Les prodiges de l'industrie humaine, appelée à changer

rapidement la face du globe, ne doivent pas être méprisés, quelque admiration que méritent les statues de Phidias et les vers de Dante ou d'Homère. Or, de notre temps, il s'est formé ou plutôt il se forme une société à laquelle un immense avenir semble promis. Nulle part sous le soleil une plus grande activité n'est déployée dans le champ de la civilisation nouvelle. J'ai été tenté de donner à mes yeux et à mon esprit ce spectacle après tant d'autres spectacles. Ajouterai-je que le beau livre de M. de Tocqueville sur *la Démocratie en Amérique* et les entretiens de l'illustre auteur, qui veut bien m'appeler son ami, ont encore excité mon désir en l'éclairant? Dirai-je enfin que, sur ce continent utilitaire, à travers la fumée des usines et des locomotives, j'ai entrevu, pour les curiosités du savoir, quelques antiquités sur les bords de l'Ohio et sur le plateau mexicain; pour les plaisirs de l'imagination une poétique nature, la chute du Niagara, les palmiers des tropiques? Je m'arrête; j'en ai dit assez pour m'excuser d'écrire, si, en finissant, le lecteur me pardonne d'avoir écrit.

27 août 1851. Southampton.

Hier j'étais à Londres, dans le *palais de cristal*. Je viens d'assister à l'*exposition universelle*, le premier fait vraiment universel dans l'histoire des hommes. Oui, c'est la première fois, depuis le commencement du monde, que les hommes font quelque chose en commun, que tous les peuples se réunissent dans l'unanimité d'une même entreprise, sans distinction de patrie, de race ou de croyance : événement mémorable et prophétique, car il annonce et inaugure, pour ainsi dire, l'unité future du genre humain.

Aujourd'hui je vais quitter l'Angleterre pour les Etats-Unis; je vais aller contempler dans toute la liberté de son action cette puissance de l'industrie, dont j'ai admiré à Londres les résultats cosmopolites; mais avant de laisser derrière moi le rivage de l'Europe, je demande la permission de raconter une rencontre que j'ai faite et qui a été pour moi une piquante et gracieuse anticipation de l'Amérique.

Dans le wagon qui m'a amené de Londres à Southampton, ainsi qu'un Américain très-distingué, M. Sedgwick, avec lequel je vais m'embarquer, se trouvait une dame anglaise, qui accompagnait la mère et la sœur de M. Sedgwick. Cette dame me frappa tout de suite par la fermeté de son langage et le tour original de son esprit : c'était Fanny Kemble, dont le capricieux et poétique volume sur les Etats-Unis, vrai livre de jeune fille, m'avait charmé il y a bien des années, et, bien qu'un peu sévère pour les mœurs américaines, m'avait donné pour la première fois l'envie de faire le voyage que je fais aujour-

d'hui. La nièce de Mme Siddons a sur le front, dans le regard, dans tout l'ensemble de sa personne, un reflet de Melpomène. Bien des choses se sont passées depuis qu'elle écrivait ce qu'elle appelle aujourd'hui ses *impertinences* sur les mœurs américaines et ses courses à cheval au bord de l'Hudson, et les vers charmans que ces lieux lui inspiraient. Quoiqu'elle ait emporté de tristes souvenirs du pays qu'elle avait choisi, elle comprend mieux aujourd'hui les avantages sociaux de ce pays, où, me disait-elle, on a le sentiment que personne ne souffre de la misère autour de vous; mais elle paraît refroidie sur les beautés naturelles qu'il peut offrir. Pour moi, je m'en tiens, sous ce rapport, à ses impressions de vingt ans.

M. Sedgwick, avec lequel j'ai le bonheur de faire la traversée, est un avocat et un jurisconsulte éminent de New-York; il a toute la vivacité d'esprit et tout l'entrain qu'on attribue à nos compatriotes. Du reste, en vrai voyageur américain, il ne se presse point, regarde tranquillement sa montre, et déclare que nous avons encore un quart d'heure pour nous rendre à bord, comme s'il s'agissait d'aller de Paris à Saint-Cloud. Les dames ne sont pas plus agitées que lui. En effet, nous arrivons à temps, et au bout de deux heures nous sommes sur le *Franklin*, parti ce matin du Havre, et qui attendait à Cowes, dans l'île de Wight, la correspondance de l'omnibus à vapeur de Southampton. Nous ne partirons pas ce soir, parce qu'il y a du brouillard. Cette prudence chez un capitaine américain m'étonne; mais M. Wooton est un officier aussi sage que hardi. Pour tempérer l'audace naturelle aux marins des Etats-Unis, le capitaine d'un bateau à vapeur de cette compagnie doit avoir 28,000 dollars à bord, environ 150,000 francs.

28 août.

Je me suis levé avant que le bâtiment fût en marche. Tout à coup les roues ont commencé à tourner, et nous voilà en route pour l'Amérique.

Tandis que nous longions l'île de Wight, un Américain m'a dit : C'est à peu près comme *Long-Island*, en face de New-York. Le premier trait de caractère que je remarque sur ce bâtiment où la grande majorité des passagers appartient aux Etats-Unis, c'est l'occupation constante et la glorification perpétuelle de la patrie. L'Amérique est l'idée fixe des Américains : la conviction de la supériorité de leur pays est au fond de tout ce qu'ils disent; on la retrouve même dans l'aveu de ce qui leur manque. Ainsi chacun a soin de me prévenir qu'il ne faut pas m'attendre à trouver dans une société nouvelle les raffinemens des vieilles sociétés de l'ancien monde : rien de plus sensé; mais dans cet empressement à m'avertir de ce qu'il ne faut

pas chercher aux Etats-Unis, je reconnais les précautions d'un patriotisme inquiet, toujours en défiance des jugemens de l'étranger. Ces précautions ressemblent assez aux avertissemens d'un auteur invitant, dans sa préface, à ne point chercher dans son livre des qualités qu'il ne serait pas fâché qu'on y découvrît. Les Américains diraient volontiers de leur pays, né d'hier : *Nous n'avons mis qu'un quart d'heure à le faire.* Il est vrai qu'il serait souverainement injuste de leur répondre avec le misanthrope :

.... Le temps ne fait rien à l'affaire.

Je n'entends guère articuler de louanges directes des Etats-Unis, mais je ne sais comment il arrive que, dans tout ce qu'on en dit, ils se trouvent toujours avoir l'avantage. Les farines françaises sont excellentes, mais les farines de Virginie sont encore meilleures ; les huîtres qu'on mange aux Etats-Unis sont supérieures à toutes les huîtres. Ce sont de petits faits qui viennent se placer naturellement dans la conversation, à titre de renseignement, et dont on vous laisse tirer la conséquence. Je ne saurais me défendre de la pensée que c'est un chagrin pour les habitans des Etats-Unis de ne pouvoir prétendre qu'un Américain a découvert l'Amérique. Du reste, ce sentiment de prédilection pour leur pays n'a jusqu'ici rien d'offensant ni d'agressif; j'ai plaisir à le voir percer sans cesse. Les occasions qu'il saisit pour se produire peuvent me faire sourire, mais en somme il m'inspire de l'estime pour le peuple américain. En France, surtout depuis quelque temps, nous faisons trop bon march de nous-mêmes, nous sommes trop dénués d'illusions sur notre propre compte. Il vaut mieux, pour une nation, se respecter et même s'admirer un peu trop, que se dénigrer à plaisir et se prendre philosophiquement en pitié.

Sur ce bâtiment, je trouve déjà l'occasion d'observer comment le principe d'égalité se combine avec les inégalités que l'éducation et les habitudes tendent inévitablement à établir entre les hommes. Parmi les passagers, nul n'a de titre ou de rang fixe, mais il arrive tout naturellement qu'il se forme des associations entre les personnes dont la condition sociale est analogue. Il y a une table où se trouvent réunis le fils et la fille du gouverneur de l'état de New-Jersey, M. Sedgwick et sa famille, un planteur de Virginie dont les manières et la tournure sont tout à fait européennes, et qui, avec sa jeune et charmante femme, vient de visiter l'Italie, la Grèce et Jérusalem. Des négocians de la Nouvelle-Orléans se sont assis à une autre table, des Français qui vont en Californie à une troisième : il n'existe aucune séparation absolue entre ces différens groupes, rien n'empêcherait ceux qui font partie de l'un de se mêler à l'autre ; mais cela n'arrive point,

et je commence à comprendre comment des mœurs démocratiques peuvent ne pas entraîner nécessairement un pêle-mêle universel.

On parle beaucoup politique autour de moi; j'écoute avec un grand empressement ces conversations; elles roulent rarement sur les intérêts généraux de l'Union, presque toujours sur les intérêts particuliers des différens états dont la fédération se compose, et qui, comme on sait, ont chacun leur code et leur gouvernement. En ma qualité de Français, il m'est arrivé de demander comment tel ou tel point de droit, tel ou tel détail de l'administration étaient réglés aux Etats-Unis; on me demandait à mon tour duquel des vingt-trois états je voulais parler. Il y avait quelquefois vingt-trois réponses à ma question. Les hommes, fort éclairés du reste, que je consultais me paraissaient connaître surtout la législation et l'organisation politique de leur état; bien qu'un esprit analogue pénètre dans toutes les parties de l'Union, les diversités de détail sont grandes. L'indépendance et la vie propre des états, en tout ce qui ne touche point à l'intérêt universel de la fédération, sont un des premiers traits qui frappe un Français dans les institutions américaines.

Un autre résultat de ces institutions, c'est la facilité avec laquelle elles peuvent être modifiées sans secousse et sans danger. J'entendais sans cesse parler de *conventions* et de *révolutions* auxquelles plusieurs personnages présens avaient pris une part active. Chez nous, ces mots réveillent des idées terribles. Aux Etats-Unis, le jour où l'on veut changer quelque article de la constitution d'un état, on s'adresse à la législature, qui propose la réunion d'une convention. Le peuple consulté prononce que la convention sera convoquée. La constitution amendée par celle-ci est soumise à la ratification du suffrage populaire. C'est ce qu'on appelle ici une *révolution*.

Une de ces révolutions a changé dans l'état de New-York l'organisation judiciaire, et ce changement a été imité dans plusieurs autres états; il consiste à faire nommer les juges par les électeurs. C'est une application bien étrange et bien extrême du principe de l'élection que de faire voter ceux qui doivent être pendus pour la nomination de ceux qui doivent les pendre, d'autant plus que les juges ainsi élus ne le sont que pour un temps et pour un temps assez court. Il me paraît impossible que cette mesure n'ait de grands inconvéniens, ou au moins n'offre de grands dangers. Voilà le droit sacré de rendre la justice, ce droit qu'on doit s'efforcer de maintenir dans une région supérieure aux passions politiques, tombé dans leur domaine et devenu le prix du combat, la proie du vainqueur. On me répond par cette expression transportée du langage de la mécanique dans l'idiome politique des Etats-Unis : *it works well*, cela fonctionne bien. On m'assure que les choix ont été jusqu'ici excellens,

que le discernement populaire a décerné la magistrature aux meilleurs jurisconsultes. Je n'en pense pas moins que ce mode d'élection est un empiétement du suffrage universel sur ce qu'il serait le plus important de lui soustraire, que cette magistrature précaire n'a ni la majesté ni la force convenable, et que les états qui n'ont pas encore essayé de cette *révolution* feront bien de ne pas l'accomplir.

Tout en recueillant ces renseignemens et bien d'autres de la bouche des hommes les plus compétens, en m'initiant par eux aux secrets de la société singulière que je viens visiter, je n'oublie pas la mer et le ciel. Je passe de longues heures tantôt à l'avant du bâtiment, m'enivrant de la brise, plongeant mon regard dans cette étendue si courte pour les yeux, mais que ma pensée déroule devant moi jusqu'aux rivages de l'Amérique, tantôt à l'arrière, suivant du regard l'allée verdoyante que trace le sillage du vaisseau. Je ne trouve point que la mer offre un spectacle monotone, comme on le dit souvent : elle change à chaque instant d'aspect, de couleur, de physionomie. Cette puissance formidable a le charme du caprice : tantôt sombre et troublée, tantôt calme et radieuse, la mer est tour à tour d'azur, d'émeraude, de plomb fondu, d'huile, d'encre ou d'or. La vie de bord ne m'ennuie point. Je vais de groupe en groupe, comme on va le matin à Paris d'un salon dans un autre. A deux pas sont la solitude, la rêverie, l'immensité. En présence de cette immensité, les enfans jouent sur le pont; la partie jeune de la société rit et danse gaîment, tandis que le ciel se rembrunit et que l'Océan commence à gronder. Enfin, après onze jours de cette vie de conversations, de lectures, de promenades même, car le pont du *Franklin* ferait une assez belle allée de jardin, nous approchons du nouveau continent, ayant franchi mille lieues presque sans nous en apercevoir. Avant d'arriver, un brouillard épais nous enveloppe : ce sont les brumes de Terre-Neuve qui s'étendent jusqu'ici et qui sont formées surtout par la condensation de la vapeur de l'eau plus chaude qu'entraîne vers le nord le grand courant maritime appelé *gulf-stream*. La machine s'arrête, et si elle recommence à marcher, on sonne une cloche pour avertir les bâtimens qui pourraient nous heurter. Le capitaine et le pilote s'évertuent à percer du regard ces ténèbres; elles se dissipent enfin. Nous entrons dans la rade de New-York, qui, quoi qu'on en dise autour de moi, ne ressemble point à la rade de Naples, mais qui n'en est pas moins une rade magnifique, et le *Franklin* vient, à l'embouchure de l'Hudson, toucher le quai que borde à perte de vue une foule d'autres bâtimens à vapeur. Nous sommes en Amérique.

Avant de mettre pied à terre, et tandis que nous attendons nos bagages, nous apprenons l'issue de l'expédition de Cuba; elle a échoué, Lopez a été pris et exécuté. Ces nouvelles nous sont données par

un jeune cocher de fiacre auquel M. Sedgwick me recommande après avoir causé un moment politique avec lui. Je quitte le bateau, chargé de lettres de recommandation, comblé d'invitations cordiales pour toutes les parties des Etats-Unis; je n'ai pas lieu de me plaindre jusqu'ici.

Il est vrai que je n'ai pas trouvé les cochers américains aussi aimables que les *gentlemen*. Celui qui parlait si bien sur les affaires de Cuba, et qui devait me conduire à l'hôtel d'Astor pour un demi-dollar, a exigé le double. J'ai fait ce que j'aurais fait en Europe, j'ai demandé en arrivant ce que je devais donner. Deux messieurs étaient au bureau; je me suis adressé à l'un d'eux en lui montrant ma lettre de recommandation pour le propriétaire de l'hôtel. Je dois dire qu'on n'a pas eu l'air de faire la moindre attention à ma lettre, et que l'un des deux employés, sans me répondre, a remis un dollar au cocher avec une facilité qui eût été pleine de bonne grâce s'il eût tiré l'argent de sa poche.

Bientôt le tam-tam, qui remplace la cloche du dîner ici comme à bord, m'a averti d'aller m'asseoir à une table d'hôte de deux cents couverts; je n'ai eu aucune peine à me placer; on ne se précipitait point sur les plats. Suivant l'usage universel aux États-Unis, on buvait de l'eau glacée. Un menu qu'on imprime chaque jour était placé près de chaque convive, et, sur un signe, on était servi par des garçons qui ne manquaient point d'empressement, quoique, ignorant l'usage américain, j'eusse négligé de stimuler leur zèle en donnant d'avance un pour-boire à celui qui, dès lors, se charge spécialement de votre personne. En revanche, on ne donne rien pour le service en partant. Le dîner n'a pas été long, mais il ne m'a pas semblé démesurément rapide. On était très silencieux : ce silence n'était interrompu que par les bouteilles de vin de Champagne, dont les bouchons sautaient en l'air; mais je n'ai pas un tel goût pour les conversations de table d'hôte que j'en aie beaucoup regretté l'absence.

Je ne connais pas de plus grand plaisir en voyage que d'errer au hasard dans une ville inconnue. Chaque ville, en effet, a sa physionomie, son air, et jusqu'à ses bruits particuliers. Ici cet intérêt est plus vif encore. Arrivé depuis quelques heures en Amérique, cette nouvelle ville est en même temps pour moi un nouveau monde. Je suis longtemps la *Large Rue* (*Broadway*), et, au mouvement des voitures et des omnibus, je pourrais presque me croire à Londres, dans le *Strand*. Je marche pendant une heure entre de beaux magasins. *Broadway*, c'est la rue Vivienne de New-York; mais cette rue est plus longue que l'avenue des Champs-Élysées. Ce vacarme, cet éclat, font un singulier effet quand depuis onze jours

on n'a vu que les flots. Je cherche un quartier moins étourdissant; je longe les bords de l'Hudson. Ici c'est une autre agitation, un autre bruit : les ateliers où l'on construit les machines à vapeur retentissent du fracas des marteaux. Sur le fleuve passent et se croisent les bateaux à vapeur qui le montent ou le redescendent. Une très-vive lumière éclaire cette scène, pour moi nouvelle. Mon premier coucher de soleil en Amérique est bien américain : c'est à travers des mâts, et par-dessus des chantiers, que je vois l'astre étincelant disparaître dans un ciel d'or. Suivant alors des rues silencieuses, je crois retrouver l'ancienne petite ville hollandaise, aussi calme, aussi flegmatique que la ville américaine est active et ardente, et dont Washington Irving a raconté si drôlement l'histoire imaginaire : les trottoirs en brique, les arbres qui bordent les rues, aident à l'illusion de la Hollande. Puis je rentre dans la partie animée de New-York; je m'arrête devant un magasin comme il n'en existait pas dans le *Nouvel-Amsterdam*, comme il n'en existe peut-être ni à Londres ni à Paris; le *Petit Saint-Thomas* est éclipsé. Je viens de compter cinq étages et soixante-quinze fenêtres. Je n'étais pas seul à admirer; en me retournant, que vois-je? deux sauvages en grand costume, le visage peint, des plumes sur la tête, là, au milieu de cette foule, dans cette rue, devant ce magasin! les propriétaires naturels du sol, devenus étrangers sur ce sol, et presque aussi dépaysés dans la patrie de leurs ancêtres que le serait un Chinois dans les rues de Paris! Toute l'histoire des deux races est là. Le plus redoutable chef indien, dans ses forêts, aurait moins frappé mon imagination par sa présence, m'aurait moins donné à réfléchir et à rêver, que ces deux badauds du désert flânant dans la grande rue de New-York.

Je rentre; il y a un concert dans l'hôtel. Je m'endors, la fenêtre ouverte, au bruit de la musique, au murmure d'une eau jaillissante, par un clair de lune napolitain.

De New-York à Boston.

Je reviendrai à New-York; mais je suis pressé d'aller voir la ville qu'on dit la plus intellectuelle des Etats-Unis, Boston, et l'université de Cambridge auprès de Boston. Trois ou quatre *steamers* partent aujourd'hui; j'en prends un au hasard. Un domestique noir, en me remettant les numéros gravés sur de petites plaques de cuivre qui doivent me servir à réclamer mon bagage, a soin de les glisser adroitement dans ma main sans la toucher. Ce procédé peut avoir ses avantages, mais il fait faire une réflexion pénible sur le rapport des deux races.

Le bateau à vapeur côtoie une rive bordée de vaisseaux, couverte de magasins, d'entrepôts, dont l'aspect n'a rien de poétique, mais

qui parlent à l'imagination par leur étendue et par leur nombre. Combien tout cela représente de volonté, d'activité, de puissance! A droite, je ne vois d'autres bâtimens que des hôpitaux, des prisons aux murs gris, à l'air triste et froid, nécessités sévères de la civilisation. A mon retour, j'irai visiter ces hôpitaux et ces prisons, comme en Italie j'allais visiter des galeries et des palais. En attendant, j'ai ce soir la nature à contempler. Depuis l'Egypte, je n'ai pas vu un semblable coucher de soleil. Même en Italie, on ne trouverait point ces teintes enflammées et sanglantes. A l'horizon, je découvre en face de moi une fournaise d'où jaillissent des traits de feu et des lignes d'ombre. Bientôt la fournaise devient un volcan au cratère de nuages lézardés de lignes rouges, puis le cratère semble se briser et faire explosion dans le ciel. Voilà ce qu'est la lumière à cette époque dans l'Amérique du Nord.

Ces bords ne sont pas assez élevés et assez hardis pour être pittoresques; mais le pittoresque n'est pas tout, la grandeur est quelque chose, et la grandeur n'est pas absente, surtout quand, dépassant au clair de lune une foule de bâtimens à voiles qui semblent fuir comme des fantômes, on se représente les mêmes eaux alors qu'elles baignaient des forêts séculaires, et n'avaient vu que la pirogue de l'Indien glisser à l'ombre de ces forêts, au lieu d'être labourées comme aujourd'hui par les roues bruyantes de ce char triomphal de l'industrie et de la civilisation. Je salue cette puissance de la vapeur, qui est l'âme de la société américaine, en répétant ces vers prophétiques de Darwin :

« Bientôt, ô vapeur encore indomptée! ton bras traînera la barque paresseuse ou poussera le char rapide, ou bien portera un chariot aérien, déployant ses ailes et fuyant à travers les champs de l'espace. »

Une partie de la prédiction reste encore à accomplir; mais la réalisation de la première semble un garant de l'accomplissement de la seconde.

Sur le bateau, j'ai remarqué, ce qui est assez aristocratique, que les passagers des secondes n'entrent dans la salle du souper que lorsque les passagers des premières sont assis. En revanche, voici qui est très démocratique : après le souper, j'ai demandé un verre d'eau à un garçon; celui-ci, sans répondre, m'a montré un verre, à deux pas, sur la table, avec un geste d'une incomparable majesté.

A moitié route, on quitte le bateau à vapeur pour le chemin de fer. Dans cette partie du trajet, j'ai commencé à faire connaissance avec le caractère américain. On a passé d'un wagon sur un autre. Moi, avec le laisser-aller de mes habitudes européennes, je suis arrivé sans me presser au moment où l'on venait de détacher les deux

wagons, et où ils commençaient à s'écarter l'un de l'autre. Tout le monde avait déjà passé du premier sur le second; j'ai sauté, mais dans cette opération, ma redingote s'est accrochée au wagon que je venais de quitter. L'homme qui les séparait s'est mis à les rapprocher, et, parlant vivement, mais sans élever la voix, m'a commandé l'exercice : « Sautez en arrière ! — Attendez ! — Sautez en avant! » Du reste, ni une explication, ni une excuse, ni un reproche. Il me semble que ce petit incident offre un frappant exemple du sang-froid et du laconisme des Américains. Plusieurs fois déjà j'ai cru voir comme une exactitude militaire transportée dans les habitudes de la vie civile. Souvent les domestiques qui apportent les plats arrivent au pas, les déposent, à un signal donné, sur la table, y placent ensuite les assiettes en exécutant un mouvement uniforme et mesuré, puis les couteaux et les fourchettes, qui retentissent en même temps comme des crosses de fusil frappant simultanément la terre. Ici tout se fait avec ponctualité, précision, rapidité; nul n'a de temps ni de mots à perdre.

Boston, 10 septembre.

Le chemin de fer qui m'amène à Boston suit pendant quelque temps une rue de la ville. Les enfans courent près des portières de nos wagons, et les habitans debout devant leurs portes nous regardent passer. On est loin des précautions européennes; point d'hommes sur la route du train, le bras tendu, tenant un signal. Ici, lorsqu'un chemin de fer traverse un autre chemin, en général il n'y a point de barrière ; seulement on sonne une cloche au passage du train, et un écriteau avertit les passans de faire attention quand la cloche sonnera. Si un passant ne fait pas attention ou ne se presse pas assez, si une vache se trouve sur la voie, il arrive un accident. On met dans le journal un article avec ce titre en grosses lettres : *Horrible catastrophe !* et il n'en est que cela. Les wagons sont très-peu comfortables; il n'y a point de seconde classe, chacun s'établit dans de longs omnibus attachés à la suite les uns des autres, et qui communiquent ensemble par une plateforme; de chaque côté est une banquette à deux places, au milieu un sentier étroit et un poële de fonte. Les dossiers des banquettes ne sont pas assez élevés pour qu'on puisse appuyer la tête. On n'a ni sécurité ni commodité ; mais il y a trois mille lieues de chemins de fer aux Etats-Unis. Ces chemins traversent des forêts où il n'existait naguère que des sentiers d'Indiens. Si on était plus difficile et plus exigeant, on attendrait encore les chemins de fer, qui, malgré leurs imperfections, sont, il faut en convenir, plus commodes que les sentiers d'Indiens.

Boston ressemble plus à une ville anglaise que New-York; on y

trouve un plus grand nombre de rues d'un aspect tranquille et retiré, mais la ville n'a rien de sombre ni de puritain. La brique rouge des maisons est plus gaie que la brique noire de Londres. L'entourage des portes et les marches par lesquelles on y arrive sont communément en granit. Très souvent les maisons font saillie par une sorte de demi-cylindre, ce qui rompt l'uniformité des façades. Les colonnes de grès rouge, les jalousies vertes et les cheminées blanches égaient le regard. Devant la plupart des maisons, on voit un peu de verdure, des arbustes et quelques fleurs. Cependant le vieux puritanisme n'est pas mort; je lis dans le journal d'aujourd'hui que deux jeunes garçons ont été condamnés à l'amende pour avoir joué au bouchon le dimanche.

Dans la promenade publique, une affiche avertit que les infractions aux règlemens de police seront punies plus sévèrement *le jour du Seigneur* que les autres jours. Ceci me semble très caractéristique. Partout ailleurs, les délits que l'on peut commettre dans un jardin public, contre les gazons et les fleurs, sont punis uniquement pour empêcher qu'ils ne se multiplient : ici, ils sont envisagés au point de vue de leur criminalité morale. Il est naturel alors que cette criminalité soit plus grande les dimanches, et que, par suite, les punitions soient plus fortes.

Cette promenade est très agréable. C'est un parc planté sur un terrain incliné; vers le milieu est une petite élévation d'où l'on voit la mer. Un jet d'eau énorme s'élève du milieu d'un bassin en forme de croissant. Cette pièce d'eau est le reste d'un petit lac caché autrefois dans l'épaisseur de la forêt primitive, dont a fait partie un vieil orme qui existe encore, et qu'on entretient religieusement. C'est un bel arbre que l'orme américain, avec son tronc blanc jusqu'à une certaine hauteur, son feuillage élégant qui retombe et qui rappelle à la fois le chêne et le bouleau. Michaux l'appelle le plus magnifique végétal de la zone tempérée. Dans la promenade publique de Boston, on bat des tapis, comme dans celle de New-York on séchait du linge. Le peuple est chez lui, il fait son ménage. L'autre extrémité de Boston a un caractère tout différent : c'est le quartier commercial. Là est le mouvement, l'activité : c'est la ville des Etats-Unis à côté de la ville anglaise.

Après tout ce qu'on a écrit sur le sans-gêne des habitudes américaines, j'ai été surpris qu'un *policeman* m'ait invité à éteindre mon cigare. A Boston, il n'est pas permis de fumer dans la rue. C'était, il faut bien le reconnaître, le Français qui était le barbare.

Quoi qu'on en dise, il y a des souvenirs en Amérique, au moins l'on n'y oublie pas la lutte pour l'indépendance. En 1840, une colonne a été élevée sur l'une des hauteurs de Boston, avec cette

noble et touchante inscription : « Américains, tandis que de cette éminence votre vue se promène sur une contrée fertile, sur les merveilles d'un commerce florissant et sur les asiles du bonheur social, n'oubliez pas ceux qui, par leurs efforts, vous ont assuré ce bonheur. » Il y a même des légendes sur ce passé encore si voisin. Dans le parc, on montre la place où était l'*arbre de la liberté*, le père de tous ceux du continent, qui fut détruit par les Anglais en 1775, et, dit-on, en écrasa un en tombant. Cette grande maison, d'un aspect singulier, avec son toit pointu, ses nombreuses fenêtres, son air d'un autre temps, c'est *Faneuil-Hall*, lieu célèbre dans l'histoire de la révolution par les délibérations patriotiques dont il fut alors le théâtre, et qu'on appelle le *berceau de la liberté*. On pourrait donner ce nom à la ville même de Boston. C'est d'ici que partirent les miliciens qui poursuivirent si rudement les troupes anglaises dans les prés de Lexington, premier combat livré pour la cause de l'indépendance. La ville est dominée par les hauteurs de Bunker-Hill, sur lesquelles s'élève un monument commémoratif de la résistance que ces troupes novices y opposèrent aux soldats anglais. On a placé dans le monument l'ingénieux appareil imaginé par M. Foucaut pour rendre sensible le mouvement de la terre ; un autre appareil semblable existe près de Boston, à l'université de Cambridge. Cette double reproduction d'une expérience curieuse semble indiquer qu'on cherche à se tenir ici au courant des travaux de l'Europe.

On voit à Boston le lieu où est né Franklin, et où fut la boutique dans laquelle il commença, en faisant des chandelles, cette carrière qu'il termina après avoir agrandi le champ des connaissance humaines, après avoir été à la mode dans les salons de Paris, et concouru, ce qui vaut mieux encore, à fonder l'indépendance de son pays.

Franklin est un personnage à part dans l'histoire des Etats-Unis. Homme de science, de raisonnement pratique, de philosophie positive, bien que né à Boston, il est entièrement étranger à l'élément puritain de la Nouvelle-Angleterre. Philosophe du XVIIIe siècle, par la direction de son esprit il a été le lien de l'Amérique nouvelle et de l'Europe. Les autres hommes de la révolution, Washington à leur tête, avaient beaucoup du type anglais. Il est moins marqué chez Franklin : Franklin aurait plutôt quelque chose de l'esprit français, s'il n'était parfaitement Américain.

Je vais commencer le cours de mes visites et de mes conversations. Aux Etats-Unis, ce qui est intéressant, ce ne sont pas les monumens, mais les institutions et les hommes. J'irai donc étudiant les unes et interrogeant les autres. En ce pays, où tout change sans cesse, où tout se fait par le concours des efforts individuels, on ne peut trouver rassemblés nulle part les renseignemens dont on a

besoin; il faut s'enquérir de toute chose à tout le monde. Heureusement les Américains répondent volontiers aux questions et en général avec une précision remarquable. A propos des hommes distingués dans la politique, la religion, les sciences ou les lettres, que je trouverai sur mon chemin, je dirai ce que j'aurai observé ou recueilli sur les partis, les sectes, les travaux scientifiques, les productions littéraires, car je tâche que ma *promenade en Amérique* s'accomplisse à la fois à travers le pays que je parcours et à travers les idées, les mœurs, la vie sociale et intellectuelle de ce pays. C'est dans ce double sens que j'entends une *visite au Nouveau-Monde.*

Parmi les écrivains renommés de Boston, il en est trois surtout dont la réputation est européenne, et que j'étais impatient de connaître : c'étaient M. Prescott, l'historien d'*Isabelle*, du *Mexique*, du *Pérou*; M. Bancroft, qui écrit l'*Histoire des Etats-Unis*, et M. Ticknor, l'auteur de l'*Histoire de la littérature espagnole.* Malheureusement, M. Prescott n'est pas à Boston. Tout le monde sait en Europe que M. Prescott est un écrivain judicieux de la famille de Robertson; on ajoute en Amérique qu'il est un homme aimable et excellent. Je regrette vivement de ne l'avoir pas rencontré; mais, si je vais au Mexique, j'y retrouverai son histoire. M. Bancroft est également absent; j'espère le rejoindre à New-York. M. Ticknor a donné la première histoire complète de la littérature espagnole; il est assez singulier que ce livre soit venu des Etats-Unis. M. Ticknor a résidé longtemps en Espagne; il y a formé, à l'aide d'un zèle soutenu et d'une assez grande fortune, une bibliothèque espagnole, sans rivale même dans la Péninsule. Cette bibliothèque a servi de base à un livre remarquable surtout par les notions variées qu'il suppose sur une littérature vaste et en général peu connue. C'est un ouvrage que devront consulter tous ceux qui s'occupent de l'histoire de la littérature espagnole. M. Ticknor a vécu à Paris; il connaît tout le monde; il a les manières françaises, et parle notre langue sans le plus léger accent, ce que je n'ai guère rencontré chez les Anglais, mais que j'ai remarqué chez plusieurs de ses compatriotes. Sa bibliothèque est celle d'un dilettante, d'un raffiné de la littérature; il a sur Dante, sur Shakspeare une foule de raretés et de curiosités bibliographiques, et, comme je l'ai dit, sa collection de livres espagnols est certainement une des plus complètes qu'il y ait au monde.

Encore aujourd'hui, en revenant sur la jetée de Charlestown, j'ai été stupéfait de ces teintes empourprées et dorées du couchant, qui me rappellent les plus éblouissantes soirées de l'Orient. La ville avec ses maisons de briques rouges, et noyée dans un reflet rouge, offrait un spectacle extraordinaire. Nulle part je n'ai vu l'atmosphère plus diaphane, les contours des objets plus nets. Cette lumière ne

diffère qu'en un point de la lumière de l'Italie et de la Grèce : elle a quelque chose de sec et de dur, tandis que, dans ces pays favorisés, la lumière est à la fois vive et moelleuse. En ce pays, tout est, comme l'homme, énergique et décidé; il semble qu'il n'y ait place nulle part pour la mollesse et la grâce.

J'ai été aujourd'hui entendre un prédicateur unitairien qui a de la réputation, le docteur Walker. Il est assez remarquable que dans Boston, qui fut longtemps le foyer du calvinisme le plus rigide, où régnaient avec le plus d'empire les doctrines de la nécessité absolue de la grâce et de l'impuissance radicale de la volonté humaine à faire le bien, la secte qui est aujourd'hui en progrès, qui rallie chaque jour davantage la portion la plus éclairée de la société, soit la moins mystique, la plus rationaliste des sectes chrétiennes, l'unitairianisme. On nomme unitairiens tous ceux qui rejettent le dogme de la Trinité. Leur croyance est donc une sorte d'arianisme inclinant au déisme. Ce changement est évidemment le produit d'une réaction. Les *indépendans*, qui furent les premiers colons de la Nouvelle-Angleterre et jetèrent les fortes bases de la nationalité future des Etats-Unis, étaient croyans jusqu'à la férocité. Tandis que les catholiques, à Baltimore, et Roger William, à Providence, donnaient, avant Penn, l'exemple de la tolérance, les puritains de Boston condamnaient cette tolérance comme un crime; tout en protestant de leur attachement à *leur mère l'église épiscopale d'Angleterre,* ils ne permettaient pas qu'on reconnût l'autorité de cette église, et se vengeaient des persécutions qu'on leur avait fait subir en brûlant des sorcières et en pendant des quakeresses. La tyrannie qu'ils imposaient à la communauté, au nom de la religion, fut poussée par eux jusqu'au plus minutieux et au plus ridicule despotisme; il n'était pas permis d'avoir des cheveux longs et de porter perruque. Les femmes ne pouvaient porter des manches courtes ou ayant plus d'une demi-aune de largeur dans l'endroit le plus large. Il était défendu, sous peine du fouet, d'embrasser sa femme dans la rue, et aux mères d'embrasser leurs enfans le dimanche. Il ne fallait pas préparer la bière le samedi, de peur qu'elle ne *travaillât* pendant le jour du sabbat. La Bible était le code de cette société, et, la Bible à la main, on mettait à mort la femme adultère, oubliant le pardon du Christ. Deux théologiens signèrent une déclaration par laquelle ils approuvaient qu'on ôtât la vie à l'enfant d'un chef indien vaincu et tué par les puritains, parce que la race de l'impie devait être exterminée.

La doctrine théologique de ces sectaires impitoyables anéantissait le libre arbitre, elle niait que l'homme fût capable de faire et même de désirer le bien. Leurs docteurs les plus célèbres, Jonathan Edwards et Hopkins, en vinrent à affirmer que le péché, là où il se rencontre,

est, en somme, meilleur pour le monde que ne le serait, à sa place, la sainteté, que non seulement il est permis par le père des lumières, mais, en son lieu, préféré par lui à la sainteté et introduit directement par son action. Enfin on mit en avant ce dogme étrange, « que le désir d'être damné pour la gloire de Dieu est nécessaire au salut. » A ces violences dogmatiques s'était opposé, dès le principe, un parti de théologiens modérés, appelé *le parti des anciennes lumières*; mais les *nouvelles lumières* prévalaient chaque jour davantage. Les Américains apportent dans la religion l'ardeur et l'impétuosité qu'ils mettent en toute chose; même aujourd'hui, dans l'hôpital de Worcester, le nombre des fous pour cause de religion égale celui des fous pour cause d'intempérance. Puis vinrent les *revivals* avec accompagnement de convulsions et de frénésie, les sermons des prédicateurs ambulans, qui insultaient les ministres établis, et décrivaient les tourmens de l'enfer à leur auditoire de manière à lui donner des attaques d'épilepsie. Le méthodiste Whitefield vint deux fois d'Angleterre aviver encore cet enthousiasme, qui touchait au délire. Les chaires, qui s'étaient d'abord ouvertes pour lui, lui furent fermées. Alors il prêcha sous le grand orme du parc, devant trente mille auditeurs. Toute cette exaltation finit par révolter le bon sens des Bostoniens. La résistance à ces saturnales du fanatisme religieux est venue, après plusieurs générations, aboutir à l'unitairianisme. Repoussé par une doctrine qui anathématisait la liberté morale, dégoûté par des excès de convulsionnaires, on s'est jeté, pour ainsi dire, à l'autre extrémité du christianisme, sauf à être tout près d'en sortir. Voilà comment l'unitairianisme a pu faire des progrès si considérables à Boston. Aujourd'hui il y a dans cette ville vingt églises unitairiennes, et il n'y en a que quatorze qui se rattachent au puritanisme, savoir : treize congrégationalistes et une presbytérienne; il y en a dix épiscopales, dix catholiques, huit baptistes; c'est donc l'unitairianisme qui est en majorité.

En attendant le sermon de M. Walker, j'ai parcouru le livre qui contient les hymnes composées pour la congrégation unitairienne devant laquelle il va prêcher. Ces hymnes sont en général consacrées aux vérités de la religion universelle. On y trouve la prière de Pope. Jésus-Christ y est appelé l'*homme du Calvaire*, le *grand prophète*. Cependant deux faits surnaturels sont mentionnés dans ces hymnes : la résurrection et le second avénement du Christ. L'unitairianisme n'est donc point un pur déisme, c'est une secte chrétienne prenant l'Ecriture pour base de sa foi et l'interprétant à sa manière. La forme extérieure du culte est la même que dans les églises calvinistes; mais le sermon ne saurait être accusé de mysticisme, ce sermon me surprend même pour un sermon unitairien. Ce n'est pas un discours

sur la théologie ou la morale, ce sont des conseils sur l'art de se conduire en ce monde, qui peuvent s'appliquer à toutes les professions aussi bien qu'à la profession de chrétien. Le point de sagesse pratique que M. Walker s'attache à développer est celui-ci : « il faut concentrer ses efforts sur un objet déterminé et ne pas les éparpiller sur plusieurs ; il faut avoir un plan bien arrêté et le suivre invariablement ; il faut, dans ce plan, subordonner les détails à l'ensemble. » Tout cela me semblait être dit au point de vue de la réussite beaucoup plus qu'au point de vue du devoir. M. Walker est cependant lui-même un homme d'une haute moralité ; mais la moralité proprement dite manquait presque entièrement à son sermon. Pour le dogme, même philosophique, il n'en a pas été question. Je dois dire que dans la dernière phrase il y a eu un mot sur l'éternité. Je ne voudrais pas juger l'unitairianisme sur le hasard d'un sermon. On me parle d'un autre prédicateur unitairien de Boston qui est plein d'onction, et d'ailleurs les unitairiens n'ont-ils pas eu leur Fénelon dans Channing?

Je suis allé voir M. Charles Sumner. Son nom fait frissonner certaines personnes, car il est *free-soiler* (1) soupçonné d'abolitionisme. Cela ne m'effraie pas trop ; du reste on ne m'en a point dit d'autre mal, et on reconnaît généralement qu'il est un des plus brillans orateurs du sénat. En attendant M. Sumner, je remarque dans son salon des vues d'Italie, des souvenirs de Rome. Le goût des arts et de l'antiquité n'est donc pas étranger ici. Allons, quoi qu'on en dise, je ne suis pas tout à fait en pays barbare. Cette veine européenne qui pénètre la société des Etats-Unis mérite d'être signalée, parce que, sans rien changer au caractère fondamental de cette société, elle en modifie considérablement l'aspect. M. Sumner me montre le Capitole, car dans le chef-lieu politique de chaque état l'édifice où se rassemblent les sénateurs et les représentans s'appelle du nom, selon moi trop emphatique, de Capitole. Celui de Boston renferme une belle statue de Washington par Chantrey. C'est bien le héros simple et rigide de la révolution américaine. Tout près, dans l'*Athenæum*, est un buste marqué d'un caractère plus individuel, et qu'on dit la seule effigie vraiment ressemblante du plus pur des grands hommes : Washington, extraordinaire par la rectitude et la simplicité, qui ne fut ni un éloquent orateur ni un subtil diplomate, mais que nul n'a surpassé pour la droiture du cœur et de l'intelligence, et qui eut le vrai génie politique, le génie de la vertu.

M. Sumner ne propose point que le gouvernement intervienne dans la constitution des états à esclaves ; une pareille pensée serait

(1) On nomme ainsi ceux qui s'opposent à l'introduction dans l'Union d'un nouvel état à esclaves.

trop contraire à la politique de ce pays, politique dont l'essence est le respect du droit qu'a chaque état de se conduire comme il l'entend. Ce qu'il demande, c'est que le gouvernement ne protége point l'esclavage, que l'esclavage soit, comme il dit, *sectionnel* et non national, que par exemple le gouvernement fédéral ne prête point main-forte aux propriétaires d'esclaves fugitifs, quand ceux-ci viennent dans les états du nord pour les réclamer. C'est au nom de l'indépendance même des états qu'il repousse cette intervention, car, si les états du sud ont le droit d'avoir des esclaves, les états du nord ont le droit de donner asile à ceux qui viennent chercher la liberté sur une terre libre (1).

Cambridge.

Près de Boston est l'université de Cambridge. Professeur moi-même, ayant visité les universités de l'Allemagne et étudié dans l'une d'elles, j'éprouve un vif désir de voir ce que peut être cette université américaine.

D'abord, il n'y a rien ici de pareil à ce qu'en France on appelle *université*. Le gouvernement est entièrement étranger à la fondation de l'établissement, qui remonte presque à l'origine de la colonie (1636) et n'est due qu'à des dons particuliers. Le premier de ses bienfaiteurs, Harvard, lui a donné son nom; on l'appelle *Harvard College*, collége d'Harvard, en l'honneur de ce théologien de la Nouvelle-Angleterre qui lui légua la moitié de son bien et toute sa bibliothèque. De même un particulier nommé Yale fut dans le Connecticut le fondateur du collége de New-Haven, et lui a donné son nom. D'autres ont établi des chaires qui portent également leur nom. A Cambridge, un professeur de grec s'appelle *professeur d'Elliot*, parce que c'est à un M. Elliot qu'est due l'existence de la chaire qu'il occupe. On voit que dès l'origine de la colonie, de simples citoyens ont fait ici ce que faisaient en Europe la royauté et les aristocraties. Il y a aux Etats-Unis le collége d'Harvard, le collége d'Yale, comme il y avait à Paris le collége Montaigu et le collége d'Harcourt. Seulement ce sont des noms de théologiens et de commerçans, au lieu d'être des noms de grands seigneurs.

Aujourd'hui, plus que jamais, les particuliers font pour l'instruc-

(1) M. Sumner vient de prononcer, sur cette thèse, dans le sénat de Washington, un discours très hardi et très brillant, dont le succès coïncide avec le succès immense du roman de Mme Stowe Beecher, *My uncle's Tom Cabin*. A propos des esclaves que possédait Washington, et que, par son testament, il ordonna d'affranchir, l'orateur a dit : « J'en appelle de l'âme de Washington, encore engagée dans les ombres de la vie terrestre, à cette âme déjà illuminée par les clartés d'une autre sphère. J'en appelle de Washington sur la terre à Washington dans le ciel. »

tion ce que font en Europe les gouvernemens. M. Lawrence, le ministre actuel des Etats-Unis à Londres, a créé à Cambridge un ensemble de chaires scientifiques, une sorte de faculté des sciences; il a donné pour cela 500,000 francs. On peut citer dans les annales du collége un grand nombre d'autres dons; mais il n'en est pas de plus touchans que les dons en nature offerts à cette institution dans ses faibles commencemens. C'était peu de temps après l'établissement de la colonie, l'argent était rare, et le zèle se produisait par des offres modestes. Un particulier donna pour le collége une pièce d'étoffe de coton de la valeur de 9 shillings; un autre, un pot d'étain du même prix; un troisième, un plat à fruit, une cuillère, une petite salière et une grande. Les noms de ceux qui firent à la science ces simples offrandes ont été conservés et méritaient de l'être. Cambridge compte parmi ses bienfaiteurs des noms illustres : le chronologiste Usher, le célèbre théologien Baxter, enfin le philosophe idéaliste Berkeley, qui a nié la matière comme d'autres ont nié l'esprit, et qui a vécu plusieurs années en Amérique, où il était venu dans l'intention de travailler à l'éducation des colons et à la conversion des Indiens. Walpole contraria ses généreux desseins; quant à son système, il n'a pas laissé de trace en Amérique : la négation de la matière ne pouvait être la philosophie des Etats-Unis.

Cambridge a toujours été un point lumineux dans la Nouvelle-Angleterre. La première presse établie en Amérique le fut à Cambridge, en 1635, dix-sept ans après l'arrivée des *pélerins*. Le premier journal qui ait paru dans les colonies fut publié à Boston en 1704. Comparez à cela l'état intellectuel de la Virginie, où l'imprimerie ne se montra que quatre-vingt-dix ans après son apparition à Cambridge, et où en 1761 un gouverneur pouvait dire : « Grâce à Dieu, nous n'avons ni écoles, ni imprimerie, et j'espère que nous n'en aurons pas de cent ans, car la science a mis au monde la désobéissance, l'hérésie, les sectes et les intrigues contre le gouvernement. »

En effet, ce fut de la Nouvelle-Angleterre, affligée du double fléau des écoles et de la presse, que sortit le mouvement vers l'indépendance, suivi bientôt, du reste, par la Virginie. Les idées de liberté pénétrèrent à Cambridge bien avant l'affranchissement des colonies. Dès le milieu du XVIIIe siècle, les thèses qu'on y agitait préludaient à l'insurrection. En 1743, Samuel Adams y posait celle-ci : « S'il est légitime de résister au magistrat suprême lorsque la république ne peut pas être autrement conservée, » et il soutenait l'affirmative. En 1745, Gerry en soutenait une encore plus explicite et directement applicable aux discussions qui s'élevaient déjà entre l'Angleterre et ses colonies, savoir : « qu'à une innovation dans les lois financières qui détruit le commerce d'un peuple, les sujets peuvent légitime-

ment se soustraire sans cesser d'être fidèles. » Presque tous les orateurs de la révolution ont été gradués à Cambridge.

Le calvinisme, qui a présidé à la fondation de cet établissement, y est devenu avec le temps presque entièrement étranger. De là un grand soulèvement de l'esprit de secte contre l'esprit tolérant de Cambridge. On permet aux élèves juifs d'observer le sabbat, aux catholiques de célébrer toutes les fêtes reconnues par leur église. Le collége de New-Haven, dans le Connecticut, et le collége d'Amherst sont restés davantage sous l'empire du vieil esprit puritain. Cependant, à Cambridge même, il s'est conservé quelque chose de cet esprit : les élèves protestans doivent aller tous les jours une fois à l'église, et deux fois le dimanche; celui d'entre eux qui s'en est dispensé, sans excuse valable, trois fois en quatre ans est renvoyé.

Dans l'université de Cambridge, on a très bien combiné avec l'indépendance des professeurs la surveillance de l'état et l'intervention du public; l'un et l'autre sont représentés par le comité des surveillans (*overseers*). Ce comité se compose du gouverneur de l'état, du lieutenant-gouverneur, du président du sénat et du président de l'assemblée représentative, de quinze ecclésiastiques et de quinze laïques. Les personnages officiels sont là pour exercer le contrôle de l'état; les autres, celui de l'opinion publique. En somme, le comité surveille, modère, mais ne dirige pas.

La *corporation*, composée du président de l'université, de cinq *fellows* et d'un trésorier, a une importance beaucoup plus grande : c'est entre ses mains qu'est déposée toute la propriété de l'établissement. Les vacances sont remplies par les votes des membres de la corporation et des surveillans, ce qui donne à ceux-ci une large part dans cette élection; mais, une fois élus, les membres de la corporation nomment les professeurs et les maîtres, et font tous les règlemens universitaires, lesquels doivent être confirmés par les surveillans.

L'application de ces lois et de ces règlemens appartient à la faculté, composée de tous les officiers qui sont employés à l'instruction et à la discipline du collége. C'est la faculté qui confère les grades, inflige les punitions, et gère tout le département de l'instruction et de la discipline. Le président des facultés veille à ce que les lois et règlemens soient observés, et dénonce au gouvernement de l'état les abus qui peuvent naître de la violation ou de la lacune de ces règlemens.

Telle est l'histoire et l'organisation de la république littéraire que je vais visiter.

L'omnibus m'a transporté en une demi-heure à Cambridge : il m'arrête *aux colléges*. Je vois de jolies petites maisons de bois semées au milieu des arbres : ce sont les maisons des professeurs. De grands

bâtimens en briques servent de demeures aux étudians; le tout a un aspect recueilli et solitaire. On est bien loin de l'Amérique industrielle, ou plutôt on a l'air d'en être bien loin; mais elle est à une demi-lieue, et je crains que les préoccupations matérielles, le besoin de s'enrichir, ne soient également à la porte de ce séjour scientifique, et n'attirent prématurément les jeunes gens que je vois errer sous ces paisibles ombrages. Comment se plaire longtemps ici avec des livres, quand, à deux pas de soi, on sent l'activité inquiète d'un peuple calculateur et entreprenant? comment ne pas être bientôt entraîné par le tourbillon, et ne pas quitter de bonne heure des occupations sans résultat positif, pour celles qui donnent la fortune, l'influence, la considération, le pouvoir?

Ma première visite est pour M. Sparks, président actuel de l'université. M. Sparks a consacré sa vie à l'histoire de son pays. Il a publié des documens importans sur l'histoire de la révolution américaine; il en a recueilli un bon nombre dans les archives du ministère des affaires étrangères à Paris, et se loue beaucoup de la libéralité avec laquelle ces archives ont été ouvertes à ses recherches. M. Sparks a écrit la *Vie de Washington*, et donné au public la correspondance annotée de ce grand homme. Il est auteur de plusieurs biographies très bien faites sur les principaux personnages qui ont figuré dans l'histoire de son pays. C'est le Plutarque américain.

A ceux qui douteraient qu'on pût rencontrer aux Etats-Unis le type parfait du *scholar* et du *gentleman*, je citerais M. Ed. Everett, qui vit à Cambridge, où il a été président de l'université, comme il a été gouverneur de l'état du Massachusetts et ambassadeur en Angleterre. M. Everett est surtout renommé pour l'élégance de son style; la collection de ses discours offre un modèle classique de la prose américaine. M. Everett a tout à fait les manières d'un homme d'état anglais. Nous parlons des institutions des Etats-Unis; il ne voit pour elles qu'un danger, mais ce danger lui paraît grand : c'est la terrible difficulté de l'esclavage. En abordant ce sujet, sa figure sérieuse et douce exprime une inquiétude profonde, et cet homme si éclairé ne semble voir aucune solution au redoutable problème. Comment ne pas reconnaître, en effet, que l'esclavage est en soi un fait monstrueux et une institution détestable? S'il s'agissait de l'établir aux Etats-Unis, la question ne serait pas douteuse, et il faudrait le repousser comme le repoussèrent à plusieurs reprises les colonies anglaises, quand la métropole leur envoyait, malgré leurs réclamations, à la fois des nègres et des forçats; mais il ne s'agit pas d'établir l'esclavage, il s'agit de le conserver dans les états où il existe, ou bien de l'y abolir. Le conserver est déplorable, l'abolir ne peut se faire que du consentement de ces états, aussi complétement maîtres chez eux, à cet égard,

vis à vis les autres états, que la France le serait vis à vis l'Angleterre. Dans les états à esclaves, beaucoup d'hommes éclairés gémissent de l'esclavage. Des planteurs de la Virginie m'ont dit combien ils préféreraient faire travailler leurs terres par des mains libres. La culture du blé n'a nullement besoin des noirs, et partout en reconnaît tout d'abord les états à esclaves à ce qu'ils sont moins actifs, moins prospères : — il me suffirait de voir le bout d'une haie, disait un Américain, pour savoir si je suis dans un état à esclaves ou dans un état libre; — mais la difficulté est de passer du régime de l'esclavage au régime de la liberté. Comment jeter demain, au sein d'une société dans laquelle la contrainte joue un si faible rôle, et qui n'a pour appui que le bon sens général développé par l'éducation universelle, une population de trois millions d'esclaves brusquement émancipés? Comment leur condition présente les aurait-elle préparés à prendre place dans la démocratie énergique et intelligente des États-Unis? A part la question de race, l'esclavage est peu propre à former des citoyens, et quand les noirs auraient en eux de quoi devenir tels, le préjugé invincible de la majorité des blancs les maintiendrait dans une situation inférieure, dans une humiliation flétrissante. Que pourraient-ils faire alors, si ce n'est, comme il arrive déjà trop souvent, aller grossir d'un chiffre énorme les classes dangereuses de la société? Les états à esclaves défendent avec passion, avec fureur, ce qui est à leurs yeux le droit de propriété : les abolitionistes sont pour eux ce que sont les communistes pour les propriétaires français. De plus, cette odieuse propriété est liée pour eux à la possession des droits politiques, puisque cinq esclaves donnent trois votes (1). Le sentiment si profond aux Etats-Unis de l'indépendance propre à chaque état se révolte à la pensée de l'intervention du gouvernement central dans une question que la constitution a soustraite à l'autorité de ce gouvernement. D'autre part, l'indignation qu'inspire si naturellement l'esclavage gagne tous les jours du terrain dans les états du nord, et s'y exalte de plus en plus. Ce sentiment est fortifié par l'enthousiasme religieux, et l'enthousiasme religieux ne recule jamais.

L'irritation est à son comble entre les défenseurs et les adversaires de l'esclavage; l'Union semble toujours au moment de se dissoudre et ne subsiste que par des mesures de compromis auxquelles la majorité se rallie encore, mais qui sont plus violemment attaquées chaque jour. Si l'on ne se hâte de prendre un parti, la difficulté ne fera que s'accroître avec le nombre des esclaves. Il y en a en ce mo-

(1) Dans la Caroline du nord, l'assemblée représentative est élue par la population fédérale, dont le chiffre est déterminé en ajoutant aux personnes libres les trois cinquièmes des esclaves. Ainsi cinq personnes de couleur comptent pour trois blancs.

ment trois millions; dans un certain nombre d'annés, il y en aura six millions. En présence d'une situation si tendue, on conçoit les patriotiques inquiétudes de M. Everett.

Mais je ne suis pas venu dans une université pour ne m'occuper que de politique. Je vais chercher M. Agassiz, ce naturaliste du premier ordre que la Suisse a donné à l'Amérique, que j'ai entrevu à Paris, et qui me semble ici un compatriote, parce qu'il est Européen. Il m'accueille comme un ami, et je crois que dans peu ce nom nous conviendra tout à fait. Certes, la froideur américaine n'a pas gagné M. Agassiz; il est impossible d'avoir l'esprit plus vif, la conversation plus animée, des manières plus cordiales. Les travaux de M. Agassiz sont très-divers. Une grande question sur le rôle des glaciers aux époques anciennes partageait les géologues. M. Agassiz, pour la résoudre en connaissance de cause, voulut étudier de près la nature et les mouvemens des glaciers, l'action qu'ils exercent sur les murs de rochers entre lesquels ils cheminent, sur les débris qu'ils entraînent à leur surface, ou poussent devant eux en marchant. M. Agassiz, en véritable enfant des Alpes, alla camper et vivre plusieurs mois sur les glaciers. M. Agassiz a fourni à cette histoire de la création avant l'homme, que de notre temps l'homme a osé entreprendre, une autre page plus considérable par son grand travail sur les poissons fossiles; il a fait pour les poissons ce qu'avait fait pour les mammifères et les reptiles antédiluviens M. Cuvier, dont il se proclame l'élève reconnaissant et dont il est le digne continuateur. Avec des empreintes fugitives et presque effacées, quelquefois avec une écaille épargnée seule par les siècles, il a reconstruit des milliers d'espèces; de plus, il les a classées en groupes naturels, correspondant aux divers âges de l'apparition de ces êtres. Dans tous ses travaux, M. Agassiz fait marcher de front l'anatomie, la géologie et l'embryogénie, et, dans chacun des grands plans d'organisation établis par Cuvier, les vertébrés, les mollusques, les articulés et les zoophytes, il fait concourir à la classification des êtres les données de ces trois sciences, déterminant la supériorité des divers types d'animaux selon qu'ils sont plus parfaitement organisés et moins anciens dans l'ordre géologique. M. Agassiz étudie tous les êtres vivans, sous le triple aspect de leur organisation présente et de leur organisation antérieure, soit dans le sein de leur mère, soit dans l'état de développement moins avancé atteint aux époques primitives par les espèces qui étaient comme les embryons des espèces actuelles. On sent ce que les harmonies de ces diverses sciences ont de grandeur; mais, pour les cultiver et les approfondir simultanément, il faut l'étendue et l'activité d'esprit qui caractérisent M. Agassiz, qui lui permettent de suivre à la fois plusieurs ordres de connaissances et plusieurs publications entièrement

différentes, et, sous ce rapport, le rendent très-propre, quoique enfant de la vieille Europe, à représenter dans la science l'énergie, l'ardeur et l'impétuosité de la jeune Amérique.

Comment l'Amérique a-t-elle fait une conquête que les corps savans et toutes les capitales de l'Europe pourraient lui envier? Il faut faire ce récit, qui est à la louange de l'Amérique autant que de M. Agassiz.

M. Agassiz n'avait point de fortune personnelle. Sa jeunesse a connu de mauvais jours. Il m'a raconté comment il s'était trouvé, à Paris, dans un tel dénuement, qu'il n'avait pas même de quoi retourner en Suisse. Un ami, qui n'était pas plus riche que lui, en ayant parlé devant M. de Humboldt, que M. Agassiz n'avait jamais vu, le lendemain celui-ci recevait, dans sa petite chambre d'hôtel-garni, une lettre flatteuse de l'illustre savant qui le priait, de la manière la plus aimable, d'accepter l'avance de la somme dont il avait besoin. M. Agassiz aime à raconter cette histoire. Après me l'avoir racontée, il ajouta : « J'ai demandé à M. de Humboldt de ne pas lui rendre cette petite somme, alors si considérable pour moi. Il me plaît de me sentir toujours son obligé. » J'espère que tous mes lecteurs comprendront comme moi la délicatesse d'un tel sentiment. Au bout de quelques années, M. Agassiz s'était fait un nom dans la science; mais pour publier son ouvrage sur les poissons fossiles, de grands frais avaient été nécessaires. Il devait cent mille francs à son frère. Ceux-là, il ne voulait pas les devoir toujours. Où, en Europe, aurait-il trouvé à s'acquitter rapidement en faisant des cours? Il vint aux Etats-Unis et professa la géologie dans l'institut de Lowell à Boston. Cet institut est encore l'œuvre d'un particulier, M. Lowell, que la passion des voyages entraîna en Orient, où il mourut, consacrant, par un testament daté de Louqsor, sa fortune à l'établissement d'un ensemble de cours destinés à montrer l'harmonie de la religion naturelle et de la religion révélée. Ce legs généreux de M. Lowell rappelle celui que dicta également en Egypte à un Français, M. le baron Gobert, un désir semblable d'être utile à la science et à son pays.

M. Agassiz vint professer la géologie à l'institut de Lowell; improvisant dans une langue qui n'était pas la sienne, il produisit un effet immense. Le public payant qui venait l'entendre était si nombreux, qu'il fut obligé de faire deux fois chaque leçon. Les vastes salles de l'institut ne pouvaient contenir que la moitié des souscripteurs. En deux ans, il eut gagné ainsi les cent mille francs qu'il devait. Voilà ce qui s'est passé dans la mercantile Amérique. Il semble que parfois on n'y est pas indifférent au savoir, et que si l'on aime à gagner de l'argent, on sait le dépenser noblement. La démocratie libre, qui a ses petitesses et ses misères, peut donc faire pour les sciences ce que faisaient les anciennes aristocraties, et ce que ne font pas toujours

les gouvernemens. L'examen géologique de deux comtés de l'état de New-York a été exécuté aux frais d'un particulier. Ne vient-on pas de voir un simple négociant, M. Grinnel, équiper deux vaisseaux pour aller à la recherche du capitaine Franklin, perdu dans les glaces du pôle? Le capitaine Franklin est Anglais, M. Grinnel est Américain; le sentiment qui l'a inspiré est donc pur même de l'égoïsme de la patrie, il n'a obéi qu'à l'humanité en consacrant une partie de sa fortune à aller au secours d'un homme qui appartient à une nation et à une marine rivales.

Cambridge a une bonne bibliothèque, un laboratoire de chimie, d'après les perfectionnemens introduits par MM. Liebig à Giessen, et un cabinet d'histoire naturelle, où j'ai vu avec intérêt quelques-unes de ces empreintes si curieuses laissées par des animaux antédiluviens sur le sable humide, qui garde aussi des traces de gouttes de pluie, vestiges durables de ce qui semble le plus fugitif. M. Hitchcock, professeur au collége d'Amherst, a attaché son nom à l'étude de ces pas fossiles, abondans surtout en Amérique, mais dont on a trouvé aussi quelques exemples en Ecosse et en Allemagne. M. Hitchcock a cru, d'après ces indices si certains et si légers tout ensemble, pouvoir déterminer quarante-sept espèces d'animaux : douze quadrupèdes, douze reptiles, vingt-deux oiseaux, etc.; mais il n'a pas, comme un de ses compatriotes, cru y reconnaître l'empreinte de *chaussures de femme*.

Nous sommes allés visiter le cimetière de Mont-Auburn, à une petite distance de Cambridge; je profite de l'occasion pour interroger M. Agassiz sur la géologie de l'Amérique. Chose curieuse, le Nouveau-Monde est le plus ancien. Quand les diverses parties de l'Europe étaient encore envahies par la mer, du sein de laquelle émergeaient seulement quelques îles, déjà l'Amérique était un continent. Aussi, dit M. Agassiz, les animaux et les végétaux de cette partie du monde ressemblent moins aux êtres organisés existant en Europe, dans l'époque actuelle, qu'à ceux des époques antérieures à l'homme. L'Amérique du Nord est physiquement le pays de l'unité. Les formations géologiques y ont plus d'étendue et plus de constance; les mêmes animaux, les mêmes plantes, y habitent de plus vastes espaces que dans l'ancien monde. Il y a des serpens à sonnettes depuis le Mexique jusque dans le Maine, le plus septentrional des états de l'Union; les colibris, qui vivent sous les tropiques, remplissent durant l'été les jardins aux environs de Boston. D'autre part, les oiseaux du nord s'avancent vers le midi beaucoup plus loin que ceux d'Europe ne s'avancent en Afrique. De même, les races indigènes de l'Amérique septentrionale offrent, sur des points éloignés, d'étonnantes ressemblances. M. Agassiz ne croit point à l'origine asiatique

de ces races. Selon lui, la pommette saillante de la joue est autrement placée chez elles que chez les races tartares; elle n'est point à la hauteur de l'œil, mais plus bas.

Nous arrivons au cimetière de Mont-Auburn vers l'heure dont Gray peint si bien la mélancolie dans son élégie sur un cimetière de village. Il est cependant un peu de meilleure heure que dans l'élégie. Ce soleil méridional, dont je m'émerveille toujours, illumine de l'or le plus vif les beaux arbres du cimetière. Ces arbres sont très-variés, car nulle part il n'y a une plus grande diversité parmi les essences des forêts que dans l'Amérique du Nord. M. Agassiz me montre les différences des espèces de pins, de chênes, de noyers; il me dit qu'il y a *quarante* espèces de chêne aux Etats-Unis. — Ce cimetière est un lieu trop charmant pour la mort, mais où l'on reposerait cependant volontiers. Les tombes sont blanches, simples, espacées, au lieu de cette affreuse cohue de sépulcres de nos cimetières. Ici on serait à l'aise au frais, à l'ombre; c'est à donner envie d'y rester. De plus, on serait en bonne compagnie : cette statue est celle de Bowditch, ce simple matelot américain qui a écrit un ouvrage classique dont se servent les marins anglais, et qui plus tard, en dirigeant une compagnie d'assurances, traduisit la *Mécanique céleste* de Laplace. Ce n'était pas une simple traduction; Bowditch a commenté l'ouvrage de l'illustre géomètre français, il l'a simplifié en quelques parties et y a fait entrer les découvertes plus récentes. Laplace disait : « Je suis sûr que M. Bowditch m'a compris, car non-seulement il a relevé dans mon livre quelques erreurs, mais m'a montré comment j'y étais tombé. »

La vie de Bowditch est une des plus belles vies de savant. Dès l'enfance, ses dispositions furent extraordinaires; apprenti chez un *ship-chandler* (fournisseur de navires), il traçait sans cesse des figures et des calculs sur une ardoise. Un voisin qui s'en émerveillait assurait qu'il ne serait nullement surpris si, avec le temps, le jeune apprenti arrivait à être un faiseur d'almanachs. Jamais homme n'eut une âme plus belle et plus pure. Sensible à la gloire et modeste tout ensemble, ses yeux se mouillaient de larmes quand on lui disait qu'il était admiré en Europe, et rien cependant ne l'avait touché autant que de recevoir du fond des bois (*backwoods*) l'indication d'une erreur; car c'était bien une erreur, ajoutait-il. Il disait encore : « Ce simple fait que mon ouvrage eût atteint un homme vivant aux limites de la civilisation, et qui pouvait le comprendre et l'apprécier, m'a causé plus de plaisir que les éloges des savans et des académies. » Bowditch fut toujours soutenu par sa courageuse femme. L'ouvrage devait coûter 500,000 francs; elle l'exhorta à tout sacrifier pour l'achever; dans sa reconnaissance, il voulait lui dédier ce livre, à la production duquel elle avait concouru,

Bowditch avait préparé un plan de Salem, sa ville natale. Ce plan lui fut dérobé, et l'auteur du larcin en annonça effrontément la publication. Bowditch fut d'abord furieux, exprima au plagiaire toute sa colère et tout son mépris, et le menaça de l'attaquer en justice; puis, ayant appris que cet homme était pauvre, il retourna le lendemain chez lui, et lui parla ainsi : « Je vais vous dire ce qu'il faut faire; je terminerai le plan, je corrigerai quelques fautes qui s'y trouvent maintenant, vous le publierez à votre bénéfice, et j'écrirai mon nom en tête de la liste des souscripteurs. »

En véritable savant américain, Bowditch s'était formé lui-même, comme le cordonnier pensylvanien Thomas Godfrey, qui apprit tout seul le latin pour lire les *Principia* de Newton, — comme le jeune Ebnezer Mason, mort à vingt et un ans victime de son ardeur pour les sciences, qu'il avait toutes embrassées, et en particulier de sa passion pour l'astronomie, les veilles ayant achevé de détruire une santé usée par la misère, la maladie, les efforts faits pour gagner sa vie dans les heures qu'il dérobait à l'étude afin d'avoir du pain. L'énergie et la résolution, si éminentes chez le peuple américain, se retrouvent souvent dans la carrière des hommes de science comme dans les autres carrières; ils font eux-mêmes leur savoir, ainsi qu'on fait ici soi-même sa fortune. La tendance de l'esprit scientifique est marquée de ce caractère d'intrépidité et de confiance en soi qui signale toutes les entreprises. Les études de Franklin sur la foudre montrent une combinaison de sagacité, de courage et de sang-froid qui est bien américaine. L'audace poussée jusqu'à la déraison a conduit un mathématicien des Etats-Unis à chercher, pour la géométrie, d'autres élémens que le point sans étendue et la ligne sans largeur. Les tentatives de M. Seba Smith sont un saut hardi dans l'impossible.

Malgré mon goût pour le cimetière de Mont-Auburn, j'aimerais encore mieux rester à Cambridge, y obtenir une chaire, et vivre dans une de ces petites maisons blanches, au milieu des arbres, n'était le climat, qui ne conviendrait nullement à mon larynx; car dans ce lieu, où l'on peut maintenant se croire en Italie, il fait, l'hiver, jusqu'à vingt degrés de froid, et on se chauffe neuf mois de l'année. A cela près, la vie doit y être fort douce. Les professeurs y vivent en très-bonne intelligence. Il n'y a jamais eu à cela qu'une exception : c'est le professeur de chimie qui a tué un de ses collègues, et caché le corps dans son laboratoire; mais on espère que la chose ne se renouvellera plus. Sérieusement, les professeurs vivent très bien ensemble. Tous les quinze jours, ils se rassemblent chez l'un d'entre eux, qui donne un souper et lit une dissertation.

Aujourd'hui nous allons finir la soirée chez un autre professeur étranger, ami de M. Agassiz, Suisse comme lui, et, comme lui, attes-

tant par ses fonctions à Cambridge l'hospitalité américaine. Dans son livre intitulé *la Terre et l'Homme*, M. Guyot a tenté d'expliquer l'histoire par la géographie. Il voit dans la configuration variée des contrées de l'Europe et de l'Asie où la civilisation a fleuri la raison de cette civilisation, et dans la simplicité, l'unité géographique du continent américain, la condition d'un développement commun par le principe de l'association. L'ancien monde a fait l'éducation du genre humain; le Nouveau-Monde est le théâtre magnifique sur lequel doivent s'accomplir les destinées progressives de l'humanité. Cette conclusion ne pouvait déplaire à des auditeurs américains. Le remarquable ouvrage de M. Guyot est le produit d'un cours fait à Cambridge. Un professeur de l'université, M. Felton, avec un zèle d'obligeance pour l'étranger et une abnégation personnelle qui méritent d'être cités, passait les nuits à traduire en anglais les leçons de M. Guyot.

Les langues et les littératures anciennes sont l'objet de l'enseignement de M. Felton. Je trouve chez lui les travaux les plus récens de l'érudition germanique. Lui-même a traduit plusieurs *traités* de Jacobs, donné une édition d'Homère, et publié quelques-uns des chefs-d'œuvre de la poésie et de l'éloquence grecques. Sur sa table, la littérature allemande figure, représentée par l'épopée satirique de *Reinecke Fuchs* et par l'épopée nationale des *Niebelungen*. Il paraît que les jeunes gens quittent trop tôt le collége pour *make money*, gagner de l'argent. S'ils étudient un peu les littératures anciennes, c'est dans l'intention d'acquérir le talent de la parole, talent nécessaire aux Etats-Unis, car la vie y est tout oratoire comme dans l'antiquité, et encore plus; c'est là le fâcheux, selon moi; Démosthène et Cicéron préparaient et composaient un discours qui était un chef-d'œuvre d'étude et d'art; ils n'improvisaient pas tous les jours un *speech* à la fin du dîner. Malgré cette différence et bien d'autres, il y a une certaine analogie entre tous les pays libres, où la parole est la puissance.

Je suis allé visiter l'observatoire de Cambridge, dans lequel se trouve un grand télescope qui est un des premiers du monde; il a coûté 100,000 francs, et le support en granit 25,000. Tout est dû à des souscriptions volontaires. Les noms des principaux souscripteurs sont gravés sur une table de marbre, l'un d'eux a donné 60,000 fr. Les puissans instrumens que l'on a construits depuis quelques années ont permis de pénétrer plus avant et de mieux voir dans les profondeurs du ciel. Les nébuleuses perdues aux plus lointaines extrémités de l'espace, taches blanchâtres qui sont formées de myriades d'étoiles, dont chacune peut être le centre d'un système planétaire pareil à celui où la terre occupe une si petite place, les nébuleuses, si curieusement étudiées par Herschell, ont agrandi l'univers. Herschell con-

sidérait les nébuleuses comme des masses d'une matière sidérale en voie de condensation; mais, observées à l'aide des grands télescopes, ces masses flottantes se décomposent et se résolvent en une immense et lumineuse poussière de mondes. On conçoit les transports que fait éprouver aux astronomes ce triomphe de leurs instrumens, qui leur permet de voir les astres se multiplier pour eux dans le champ de l'infini. « Vous partagerez ma joie, écrivait le directeur de l'observatoire de Cambridge, en apprenant que la grande nébuleuse d'Orion a cédé à la puissance de notre incomparable télescope..... Cette nébuleuse avait résisté à l'habileté sans rivale des deux Herschell armés de leurs excellens réflecteurs. Elle avait défié le miroir objectif de trois pieds de lord Ross, et même quand son grand réflecteur et six forts *speculums* de six pieds furent dirigés vers cet objet, on ne découvrit pas la plus petite apparence d'une étoile,... et notre télescope a fait ce que n'ont pu faire jusqu'ici les plus grands réflecteurs du monde. »

L'astronomie est une des sciences qui sont cultivées avec le plus de succès aux Etats-Unis. Franklin avait déjà remarqué que cette pureté, cette transparence de l'atmosphère, qui m'a frappé moi-même, y était très-favorable aux observations astronomiques. Le goût de cette étude est si général en ce pays, que beaucoup de négocians font construire de petits observatoires d'où ils s'amusent à étudier le ciel. Des travaux plus sérieux ont permis à M. Lomis d'écrire un livre sur les *Progrès de l'astronomie en Amérique*. Dans cet observatoire de Cambridge, M. Bond, qui en est directeur, aidé de son fils, a découvert un troisième anneau de Saturne. Le premier avait été observé par Huyghens, et le second par Cassini. Ce sont des noms à la suite desquels il est glorieux de placer le sien. Les deux observateurs de Cambridge ont ajouté un satellite aux satellites déjà connus de la même planète. Ce peuple ne tire donc pas seulement d'une terre vierge toutes les richesses qu'elle peut produire, il trouve encore dans ses loisirs le temps d'enrichir la science et le ciel.

Non loin de l'observatoire est le jardin botanique. L'étude de la botanique n'est pas étrangère aux Etats-Unis. La flore nouvelle que l'Amérique offrait aux investigateurs de la science a eu ses zélateurs passionnés. Les colonies anglaises, avant leur émancipation, avaient vu naître ce Bartram, qui, selon le génie du pays, s'était formé lui-même, que Linné appelait *un botaniste de nature*, et qui fonda le premier jardin botanique, bien qu'il fût tellement pauvre qu'un naturaliste anglais, son ami, lui envoyait de temps en temps du papier gris pour son herbier et du drap pour se faire des habits. Un second jardin botanique fut fondé par Marshall, qui, comme Bartram, se bâtit lui-même une maison sur un terrain qu'il défrichait, et où s'élève aujourd'hui une ville qui porte son nom. Le directeur actuel du jardin

botanique de Cambridge, M. Grey, est connu par sa *Flore des Etats-Unis*. Il revient d'Europe. J'ai été heureux de trouver chez lui, reproduits par le daguerréotype, les traits d'un botaniste français qui m'est bien cher, de celui qui porte si honorablement la gloire héréditaire du nom des Jussieu.

Tout près de Cambridge, une belle maison de bois s'élève au milieu des arbres; elle a été habitée par Washington, qui, au commencement de la guerre, y avait établi son quartier-général. Elle est doublement historique, car elle est aujourd'hui la demeure d'un poète éminent des Etats-Unis, M. Longfellow. Dans ce pays, où je ne me représentais que des existences tourmentées par l'activité politique et industrielle, je ne m'attendais pas à rencontrer le spectacle d'une existence empreinte d'un calme si noble et si doux. Dans une habitation élégante, près d'une femme aimable et belle, entouré de charmans enfans, M. Longfellow me semble l'idéal du poète heureux, et on dit que ce bonheur a été précédé par un beau roman plein de constance et de délicatesse. Le poète américain a voyagé dans toute l'Europe, il en connaît toutes les langues; il possède une foule de curiosités littéraires, depuis des chants populaires danois jusqu'à des chansons havanaises. Il a reproduit des poésies de presque tous les pays : des ballades allemandes et des vers de Jasmin; il s'est inspiré une fois de M. Augustin Thierry. M. Longfellow a visité les diverses contrées du vieux monde, et sa muse en a gardé de nombreux souvenirs. Il a vu ces mœurs primitives et patriarcales de la Suède qu'il peint si bien dans la préface placée en tête de sa traduction d'un gracieux poème suédois de Tegner, *la Communion des enfans*. Il a vu l'Italie et la France; il a senti le charme des vieilles villes d'Allemagne. A Nuremberg, l'enfant de l'industrielle Amérique a sympathisé avec cette industrie lettrée du XVIe siècle, qui, dans les rangs les plus humbles, suscitait des hommes tels que Jacob Bœhme, le cordonnier philosophe, et Hans Sachs, le cordonnier poète, *the cobbler bard*. Il célèbre ces artisans inspirés. « Tandis que le tisserand maniait sa navette, il tissait les vers mystiques, et le forgeron frappait ses mètres de fer au retentissement de l'enclume. Ainsi, ô Nuremberg, un voyageur venu d'une contrée lointaine, comme il parcourait tes rues et tes places, chantait dans sa pensée son chant rêveur, recueillant entre tes pavés, comme une petite fleur de ton sol, la noblesse du labeur, la longue généalogie du travail. »

M. Longfellow a célébré sa patrie : quel Américain peut l'oublier? Il a écrit *un Chant de Vie* (*a Psalm of Life*), qui exprime avec force le sentiment de l'action, comme il convenait au fils d'une société énergique et travailleuse. C'est une réponse à la parole de l'*Ecclésiaste* : « Tout est vanité ! »

« Ne me dis pas dans tes versets mélancoliques : la vie est un vain rêve, car pour l'âme le sommeil, c'est la mort, et les choses ne sont pas ce qu'elles semblent.

« La vie est réelle, la vie est sérieuse; le tombeau n'est pas le but. Tu es poussière, tu retourneras en poussière, cela ne fut point dit de l'âme.

« Ce n'est pas la jouissance, ce n'est pas la tristesse qui est notre fin, notre destinée, notre voie; c'est agir, afin que chaque lendemain nous trouve plus avant qu'aujourd'hui. Sur le vaste champ de bataille du monde, dans le bivouac de la vie, ne sois pas comme le troupeau muet que le berger chasse devant lui, sois un héros dans le combat.

« Ne te confie pas à l'avenir, quels que soient ses charmes. Que le passé enterre ses morts. Agis, agis dans le présent qui vit, ton cœur dans ta poitrine, et Dieu sur ta tête.

« Les vies des grands hommes nous rappellent toutes que nous pouvons faire notre vie sublime, et en partant laisser derrière nous l'empreinte de nos pas sur les sables du temps.

« Peut-être un autre, naviguant sur la mer solennelle de la vie, un frère égaré et naufragé reprendra cœur en les voyant.

« Debout donc et agissons, le cœur prêt à tout événement, achevant et recommençant toujours; sachons travailler et attendre. »

Toute l'ardeur de l'activité américaine me semble concentrée dans cette énergique poésie; mais le plus souvent M. Longfellow se complaît dans une poésie entièrement désintéressée du présent, amoureuse de l'idéal, le poursuivant partout, le cherchant à la manière de Goethe ou de Tieck. La plume spirituelle de M. Chasles a fait connaître le charmant poème d'*Evangeline* (1), inspiré par *Hermann et Dorothée,* et qui nous intéresse particulièrement, car il célèbre les malheurs de quelques-uns de ces habitans d'Acadie que se disputaient, se prenaient et se reprenaient tour à tour l'Angleterre et la France, qui, Français d'origine, de mœurs et de langage, furent un jour arrachés violemment et soudainement de leur village par un ordre du gouvernement britannique, séparés les uns des autres et dispersés comme une tribu d'Israël. M. Longfellow vient de publier, sous le titre de *Légende dorée* (*Golden Legend*), un poème dramatique qui, certes, ne se rattache en rien à l'Amérique, à la démocratie, au présent, mais qui, du milieu de tout cela, transporte le lecteur en plein moyen âge. Rien ne prouve mieux à quel point les progrès naturels de la civilisation et les communications toujours plus faciles et plus fréquentes des Etats-Unis avec l'Europe tendent à les rapprocher d'elle, que de voir un poète favori du public américain prendre pour sujet d'une œuvre applaudie une légende du moyen âge, de cette époque des sociétés modernes qui est si complétement étrangère aux souvenirs de la société américaine.

(1) Voyez, dans cette *Revue,* la livraison du 1er avril 1849.

Le sujet du poème de M. Longfellow est emprunté à un vieux fabliau français. L'empereur ne sera guéri que si une jeune fille donne sa vie pour lui; la jeune fille se trouve, et, au lieu de mourir, devient impératrice. Cette histoire bizarre et touchante est devenue entre les mains de M. Longfellow comme un cadre gracieux dans lequel il a enchâssé une vue du moyen âge. La scène dans laquelle la jeune Elsie apprend à ses parens qu'elle a résolu de mourir pour le prince et finit par obtenir leur consentement et leur bénédiction, cette scène est très belle. M. Longfellow, qui sent vivement la poésie du moyen âge, a aussi un sourire pour les formes naïves de sa dévotion et de sa croyance. Il connaît les singulières imaginations des prédicateurs de ce temps. L'un d'eux monte en chaire, tenant à la main un fouet qu'il fait claquer sous les voûtes de l'église, puis, feignant de s'adresser au courrier dont le fouet vient de retentir, il lui demande ce qu'il y a de nouveau. « Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De la cour. — Oh! alors je n'en crois rien; c'est une plaisanterie. » Le fouet retentit de nouveau : c'est un autre courrier qui arrive. « Courrier, quelles nouvelles? — Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De la ville. — Alors je ne vous crois pas. Poursuivez votre chemin. » Le fouet retentit une troisième fois pour annoncer l'arrivée d'un troisième courrier. Il donne la même nouvelle : «Christ est ressuscité. — D'où venez-vous? — De Rome. — Ah! je vous crois maintenant, il est ressuscité. Allez donc, et galopez de toute la vitesse de votre coursier. » Rien n'est plus charmant que la conversation du prince et d'Elsie chevauchant ensemble à travers les forêts de l'Allemagne. La vie silencieuse et recueillie des religieux fidèles à leur vocation et les désordres qui souillaient parfois les cloîtres mal réglés sont opposés dans ce poème comme dans l'histoire. Quoi de plus naïf, de plus pur, de plus senti que ce monologue du frère écrivain dans le *Scriptorium :* « Que Dieu me pardonne! il me semble qu'une certaine satisfaction se glisse dans mon cœur et dans mon cerveau... Oui, je pourrais presque dire au Seigneur : Voici une copie de ta parole, écrite par moi d'un bout à l'autre avec beaucoup de labeur et de fatigue; prends-la, ô Seigneur! et que ce soit quelque chose que j'aie fait pour toi... (Il regarde par la fenêtre.) Que l'air est doux! que cette vue est belle! Je voudrais avoir un vert aussi charmant pour peindre mes paysages et mes feuilles. Comme les hirondelles gazouillent sous les gouttières du toit! Il y en a une en ce moment qui est sur son nid, justement je puis saisir une vue de sa tête et de sa poitrine. Je ferai une esquisse du joli oiseau dans son tranquille abri, et je la réserverai pour la marge de mon évangéliaire. » Ce morceau me semble d'une naïveté charmante. Il est impossible de se transporter plus complétement loin de la vie ardente et occupée de la société américaine, dans

le calme et le recueillement de la vie claustrale du moyen âge; puis viennent les orgies des mauvais moines, et le terrible comte Hugo, dompté par la religion et l'abbesse Irmengarde, dont les passions réveillées s'endorment de nouveau, bercées par les sons de la cloche.

Le prince et la jeune fille voyagent toujours ensemble. En passant le pont de bois couvert de Lucerne, elle dit : « Le tombeau lui-même n'est qu'un pont couvert conduisant du jour au jour par de courtes ténèbres. » Cette comparaison est charmante. Un des mérites que j'ai remarqués dans les poésies de M. Longfellow, ce sont des comparaisons neuves et ingénieuses. Ailleurs l'aspect de Bruges, la vieille et singulière ville flamande, *the quaint old flemish city*, et le carillon de son antique beffroi évoquent pour le poète étranger les souvenirs du passé, et il ajoute : « Le passé et le présent s'unissent ici sous le courant des siècles comme des empreintes de pas cachées par un ruisseau, mais qu'on voit sur les deux bords. » Ailleurs encore, en parlant du charme d'une lecture faite le soir par une bouche adorée, il s'écrie : « Et le soir sera rempli d'enchantemens, et les soucis qui infestent le jour replieront leur tente, comme font les Arabes vers la nuit, et comme eux disparaîtront en silence. » Revenons à Elsie : quand elle approche de son sacrifice, elle adresse ces paroles vraiment belles à ceux qui la plaignent : « Ne vous alarmez pas au craquement de la porte qui s'ouvre et par laquelle je vais passer, je vois ce qui est par-delà. » Et au prince : « Que mon souvenir reste dans votre existence, non pour la troubler et la déranger, mais comme quelque chose qui doit la compléter, en ajoutant une vie à une vie, et si quelquefois, le soir, près du foyer, vous voyez mon visage se montrer parmi d'autres visages, ne le considérez pas comme un fantôme, mais comme un hôte qui vous aime, plus encore, comme quelqu'un de votre famille dans l'absence duquel quelque chose vous manquerait autour de vous. »

L'auteur a créé véritablement l'ensemble de son œuvre; mais, en lisant ce dernier produit de la muse américaine, on ne peut se dissimuler que *l'Europe a passé par là*.

On a dit : La littérature est l'expression de la société; selon moi, c'est la civilisation que la littérature exprime. Or, aux États-Unis, la société est démocratique, mais la civilisation est européenne. La démocratie ne saurait être littéraire, car la démocratie, c'est la foule. Il peut sortir de la foule des inspirations poétiques, c'est ce qu'atteste partout la poésie populaire; mais nulle part on n'a vu la foule produire ou inspirer une littérature perfectionnée. L'art lui est nécessairement étranger; aussi en Amérique, où la multitude règne, on n'écrit point pour la multitude. Une littérature peut être démocratique par les sentimens, elle ne saurait l'être par la forme, à moins d'être inculte, violente, négligée, c'est-à-dire de n'être plus une littérature. Les masses,

aux États-Unis, ont une presse à leur usage : c'est la presse quotidienne, très importante au point de vue politique, mais qui ne compte point dans la littérature. La presse quotidienne est exclusivement américaine; mais littérairement l'Amérique est en Europe, parce que la civilisation lui est venue d'Europe et lui en vient chaque jour, surtout maintenant que les deux mondes se touchent; car si Louis XIV a pu dire dans son orgueil : Il n'y a plus de Pyrénées! — la vapeur, cette puissance plus conquérante encore et plus souveraine, dit aujourd'hui : Il n'y a plus d'Océan.

Voilà pourquoi un pays dont l'organisation politique est si particulière est entré dans la littérature générale du monde : je dis la littérature générale, car l'uniformité toujours croissante de la civilisation moderne, qui a effacé presque partout la diversité des costumes, efface aussi la diversité des génies littéraires. Peut-être est-ce un malheur, mais certainement c'est un fait. Ce rapprochement entre les littératures des nations européennes a été d'abord une copie servile de la France par les autres peuples ou une contrefaçon de l'étranger par la France. A cette période d'imitation outrée a succédé une ère de développemens parallèles qui ne résultent point d'une reproduction artificielle, mais qui proviennent de la parité du développement social. Les littératures étaient d'abord entièrement différentes, puis elles se sont ressemblé parce qu'elles s'imitaient; aujourd'hui elles se ressemblent sans s'imiter. Or ce qui est vrai des littératures de l'Europe s'applique à la littérature des Etats-Unis. Profondément distincte par son fonds des sociétés européennes, la société américaine tend à s'en rapprocher au moins dans sa portion la plus cultivée par le progrès naturel de la vie policée. La littérature des Etats-Unis ne sera pas un nouveau monde sans doute, mais elle sera une province de plus dans le vaste empire des littératures civilisées.

J.-J. Ampère.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

LA DOMINATION HOLLANDAISE DANS L'ARCHIPEL INDIEN.

Notre long séjour sur les côtes de l'île de Luçon (1) ne nous avait fait connaître qu'une des faces de la colonisation européenne dans l'archipel indien : la transformation morale de la race malaise. Nous avions à observer encore cette action civilisatrice cherchant à se combiner avec les exigences d'une habile exploitation, et appuyant ses progrès sur le développement continu d'une admirable prospérité matérielle. C'est dans les possessions hollandaises que ce grand spectacle devait nous être offert; c'est au milieu de ce groupe d'îles fécondes, réunies par le génie de la Hollande en un vaste faisceau, que la *Bayonnaise* allait passer une des périodes les mieux remplies de sa longue campagne.

Sur deux millions de kilomètres carrés et 23 millions d'habitans qu'une évaluation approximative attribue à la totalité de l'archipel indien, la Hollande revendique la possession ou la suzeraineté de près de quinze cent mille kilomètres et de 16 millions de sujets. Au sud de l'équateur, elle ne reconnaît pour frontières que l'Océan austral et la mer Pacifique; sa suprématie s'étend du 3e degré de latitude nord au

(1) Voyez, dans la livraison du 15 juillet 1852, l'étude sur *la Domination espagnole à Luçon et dans les Philippines.*

10e degré de latitude sud, du 95e au 133e degré de longitude orientale. Ce cadre immense embrasse près des trois quarts de Bornéo et des quatre cinquièmes de Sumatra; il comprend la majeure partie de l'île Célèbes, presque aussi vaste que la monarchie prussienne; — Java, qui occupe sur la carte du monde plus d'espace que la Bavière et le Hanovre réunis; Timor, égale en étendue au royaume des Pays-Bas; Florès et Sumbawa, Banca et Sandalwood, moindres que la Sardaigne, plus grandes que la Corse; Bali et Lombok, dont la superficie représenterait cinq fois celle de l'île de Rhodes; les Moluques enfin, au milieu desquelles la plus importante des îles Baléares, Majorque, tiendrait à peine la place de Waigiou, de Batchian ou de Misole, et ne formerait que le tiers de Bourou, que la cinquième partie de Gilolo et de Céram. La plupart des îles que nous venons de nommer relient par un long soulèvement volcanique les rivages de l'Hindoustan à ceux de l'Australie, ou rattachent les côtes de la Nouvelle-Guinée au groupe des Philippines. Les autres, telles que Célèbes et Bornéo, se trouvent enclavées au milieu de cette partie de la mer des Indes, transformée en lac hollandais. Tel est dans son ensemble l'empire colonial dont les traités du 14 août 1814 et du 17 mars 1824, conclus entre l'Angleterre et le gouvernement des Pays-Bas, ont, à deux reprises différentes, réglé les limites.

Il ne faudrait point cependant se laisser éblouir par l'immense développement de ces possessions. Les îles de Java et de Banca à l'entrée de la mer de Chine, celles de Banda et d'Amboine dans la mer des Moluques, sont encore aujourd'hui les seules portions de ce vaste empire sur lesquelles s'exerce dans toute sa plénitude l'autorité de la métropole, les seules dont les revenus aient jusqu'ici excédé les dépenses. La domination de la Hollande est loin d'offrir l'unité politique qui distingue dans ces parages les possessions de l'Espagne. Rien n'est au contraire plus complexe que les liens qui rattachent l'un à l'autre les divers groupes des Indes néerlandaises. Pour comprendre de quelle façon s'est propagée d'île en île cette suprématie si variable dans ses formes et dans ses conditions, pour apprécier la réalité des droits et l'étendue des priviléges qu'elle confère, il faut se rappeler quelle était, sous le gouvernement des princes malais, l'organisation de l'archipel indien : c'est l'histoire même de cet archipel, avant et depuis l'arrivée des Européens, qu'il faut interroger. On arrive ainsi à saisir le vrai caractère des relations établies entre la Hollande et ses populations coloniales; on embrasse, dans toute la diversité de ses combinaisons, la politique appelée à maintenir ou à étendre sur tous les points de ces lointaines contrées l'action vivifiante du génie hollandais. Cette étude du passé peut seule expliquer les tendances et les actes d'une administration qui n'a point toujours été bien comprise en Europe. Nous nous l'étions imposée avant de songer à pénétrer

dans les colonies dont le spectacle avait provoqué des jugemens si divers. Nous devons la faire servir d'introduction au récit de nos courses dans la partie hollandaise de l'archipel indien, immense arène qui s'ouvrait à nous éclairée et comme élargie par les grands enseignemens de l'histoire.

I.

Aux débuts de ce qu'on pourrait appeler les annales de l'archipel indien, nous trouvons deux forces en présence : d'une part la civilisation hindoue, de l'autre la civilisation musulmane. L'île de Sumatra, voisine de la presqu'île de Malacca, paraît avoir été le principal foyer de la propagande musulmane; la partie orientale de Java fut au contraire le centre où vinrent aboutir, de la côte de Coromandel, les dernières migrations des Hindous. Les brahmes et les sectateurs de Bouddha ont laissé à Java de nombreux monumens de leur passage; ils y ont fondé des villes, élevé des temples, institué des souverains. L'empire de Modjopahit, qui vers la fin du XIVe siècle étendait sa domination jusque sur la côte méridionale de Bornéo et la partie orientale de Sumatra, était un empire hindou. C'est à l'influence de ces migrations que les Javanais ont dû probablement leurs allures patientes et doucement résignées, leur goût pour les travaux agricoles. Il fallut plus d'un siècle à l'islamisme, qui venait d'envahir l'Hindoustan, pour triompher de cette antique civilisation. Enfin en 1476 l'invasion mahométane remporta une victoire décisive. Les princes de Modjopahit s'enfuirent vers l'extrémité orientale de Java, ou cherchèrent un refuge dans l'île de Bali. La destruction de l'empire hindou se trouva consommée, et sur les débris de cet empire s'élevèrent deux dominations distinctes : les provinces de l'est appartinrent au sultan de Demak, celles de l'ouest au sultan de Cheribon. Ces deux états ne tardèrent pas eux-mêmes à se morceler, et Bantam, Jacatra, eurent ainsi que Grissé, Pajang et Mataram, leurs princes indépendans.

L'époque qui suivit la destruction de l'empire hindou fut la période d'expansion de la race malaise. Convertie à l'islamisme, dirigée par des prêtres ou des aventuriers arabes, elle porta le glaive et le Coran jusqu'aux îles Soulou et jusqu'aux bords lointains de Mindanao. Bornéo, Célèbes, les Moluques, les moindres îles de l'archipel indien virent ces guerriers fanatiques inonder leurs rivages et y jeter les fondemens de principautés belliqueuses. Le sultan d'Achem au nord de Sumatra, celui de Ternate au centre des Moluques, les princes de Boni et de Goa dans l'île de Célèbes, balancèrent même pendant longtemps la puissance des sultans javanais; ils eurent des flottes et des armées, et cherchèrent à étendre leur prépondérance sur les autres îles de la Malaisie. Les Portugais se mêlèrent à ces querelles et s'en

servirent pour hâter les progrès qui, avant l'apparition des Hollandais, avaient assis leur domination sur une partie de l'archipel indien.

Ce fut en 1596 que le pavillon des Provinces-Unies se montra pour la première fois dans les mers où il était destiné à jouer bientôt le premier rôle; il trouva la société javanaise se défendant par la force de ses traditions contre les causes d'affaiblissement que lui créaient des agitations toujours renaissantes. L'empire de Mataram, consolidé après de longues luttes intérieures, remplaçait alors à Java l'empire hindou de Modjopahit. Malheureusement la suprématie que le souverain de Mataram, sous le nom de *sousouhounan*, exerçait sur les divers états du littoral, n'avait point délivré les Javanais du fléau des guerres intestines. Les sultans installés sur les autres points de l'île n'en donnaient pas un moins libre cours à leurs rivalités. L'instinct de soumission propre aux races orientales et le culte des anciennes coutumes maintenaient cependant une apparence d'ordre et un certain bien-être dans cette société si divisée. L'anarchie n'était qu'à la surface. Les princes se trahissaient, s'égorgeaient mutuellement : leur personne demeurait toujours sacrée pour le peuple. La société javanaise reposait alors sur cette base qui, après tant de siècles et d'événemens, la supporte encore aujourd'hui : le respect superstitieux des masses pour tout homme dans les veines duquel coulait le sang des anciens chefs.

La noblesse javanaise ne ressemble en aucune façon à la noblesse européenne; celle-ci s'est constituée par la force des armes, en dépit des protestations tacites d'un peuple plus civilisé que ses vainqueurs; l'autre est moins une institution politique qu'un dogme religieux, elle a son origine dans la reconnaissance et l'étonnement des tribus primitives arrachées par leurs conquérans à la barbarie. Les honneurs héréditaires qu'elle a conférés furent, dans le principe, le premier pas de hordes sauvages vers la civilisation. Le Coran ne fit point disparaître ces inégalités sociales, il les compliqua. Les nombreux descendans des prêtres arabes qui vinrent prêcher l'islamisme à Java formèrent, à côté de la noblesse princière, déjà multipliée à l'infini par une polygamie féconde, une sorte de noblesse hiératique. Les titres de *radin*, *radin mas*, *radin mas hario*, indiquaient, à des degrés divers, la parenté impériale. Les fils du *sousouhounan* étaient des *pangherans*, ses filles des *radin-hagous*. Les mésalliances étaient rares à Java; on n'y avait point cependant poussé le fanatisme nobiliaire au même point qu'à Bali, et le *sousouhounan* ne se croyait point obligé, comme le prince balinais de Klong-Kong, d'épouser une de ses sœurs pour perpétuer la pureté de sa race. La société javanaise n'avait rien non plus qui rappelât les castes de l'Inde; elle ignorait les élévations subites et les brusques reviremens de fortune. Le gouvernement des provinces, l'administration de la justice, le comman-

dement des armées, n'appartenaient qu'aux hommes dont la vénération publique avait inscrit les titres de noblesse au livre d'or de la tradition. Depuis la fin du XVe siècle, le Coran était devenu à Java la loi écrite, sans altérer en rien les rapports des diverses classes entre elles. La loi orale, l'*adat*, profondément empreinte du caractère immuable des coutumes hindoues, assignait encore à chacun des habitans la limite de ses droits et de ses devoirs. L'*adat* réglait, avec autant de minutie que le *Tcheou-li* des Chinois, les priviléges et les attributs de la souveraineté; il était à la fois un code judiciaire et un code d'étiquette. C'est grâce à lui que la constitution primitive de la société javanaise a survécu aux troubles intérieurs et aux invasions étrangères. Depuis le jour où elle a reçu de l'Inde les premiers élémens de la civilisation, l'île de Java n'a connu pour ainsi dire que des révolutions de palais. La hiérarchie sociale n'en a reçu nulle atteinte, et c'est encore elle qui préside aujourd'hui à l'organisation de la propriété.

D'après l'*adat*, la terre appartenait au souverain. Les communes ou *dessas* n'en avaient que l'usufruit. En vertu de son droit de propriétaire, le prince prélevait le cinquième épi de la moisson; en sa qualité de chef politique, il pouvait exiger que chacun de ses sujets employât un jour sur quatre à son service; mais le droit de propriété du souverain était fictif; celui des *dessas*, établi par les travaux d'irrigation et de défrichement exécutés en commun, était très-réel et très-sérieusement respecté. La propriété existait donc à Java; seulement, au lieu d'être individuelle, elle était collective. Le terrain arrosé, la *sawa*, était un terrain communal. La commune était divisée en groupes ou *tjatjas* de vingt-deux personnes, la *sawa* en parcelles. Il fallait être reconnu membre d'une commune, être un *orang-dessa*, pour pouvoir être compris dans la distribution des terres que le chef du village, le *kappoula-campong*, répartissait chaque année entre les *tjatjas*. Le cultivateur que son inconduite ou l'insuffisance du terrain communal obligeait à quitter la *dessa* se trouvait, par le fait seul de cet exil, déclassé. Il cessait d'être un *orang-dessa* pour devenir un *orang-menoumpang*, véritable paria déshérité de sa part du territoire et condamné à errer de commune en commune pour offrir ses services aux usufruitiers privilégiés du sol. Au-dessous de la classe nobiliaire, on rencontrait donc à Java deux classes distinctes de cultivateurs : les uns, fermiers héréditaires, se trouvaient assujettis, en échange de leur privilége, au paiement de l'impôt; les autres, simples journaliers, n'avaient d'obligations à remplir qu'envers le maître qui les admettait à cultiver son champ et qui se chargeait de leur fournir les instrumens de travail. Le droit de commercer avec les étrangers était encore dans l'archipel indien un des attributs de la souveraineté. Le

Javanais avait la libre disposition des produits destinés à sa subsistance; les épices, le poivre, les plantes coloniales étaient, comme aujourd'hui le coton en Egypte, le sucre en Cochinchine, l'objet d'un monopole (1).

Les premiers navires hollandais avaient été expédiés à Java par une société de marchands qui ne pouvait avoir d'autre but que le commerce. Toutefois les transactions commerciales avaient toujours dans l'Inde et dans la Malaisie un caractère essentiellement politique. La compagnie néerlandaise fut entraînée sur la pente qui devait, dans des circonstances analogues, conduire les marchands anglais à la conquête de l'Hindoustan. Ce fut le monopole exercé par le souverain javanais qui substitua forcément à des opérations pacifiques des démonstrations militaires, à des échanges librement consentis les livraisons forcées et les contingens obligatoires. Après avoir fondé des factoreries à Bantam et à Jacatra, ce fut dans l'île d'Amboine, arrachée à la domination du sultan de Ternate et des Portugais, que les négocians des Provinces-Unies jetèrent les premiers fondemens de leur puissance politique. Bientôt cependant, mieux instruits de l'importance prépondérante de Java, ils cherchèrent un point de station plus rapproché de cette île que le port d'Amboine, situé à quatre cent cinquante lieues du détroit de la Sonde. Après de longues hésitations, ils firent choix de la factorerie de Jacatra, et, vers la fin de l'année 1618, ils entourèrent d'un fossé et d'un retranchement l'emplacement sur lequel s'élevaient leurs magasins.

Les Portugais, qu'il avait fallu vaincre avant de songer à commercer, ne s'étaient retirés des mers de l'Indo-Chine que pour faire place à des rivaux plus redoutables. Ce fut une flotte anglaise qui vint au secours des sultans de Bantam et de Jacatra conjurés contre l'établissement hollandais. L'enceinte inachevée de la factorerie renfermait heureusement une garnison héroïque. Ces braves soldats défièrent pendant six mois tous les efforts des princes indigènes et de leurs alliés européens; ils furent délivrés par les secours qui leur arrivèrent des Moluques, aussitôt que la mousson d'est eut rouvert à l'escadre d'Amboine l'accès de la mer de Java. Sur l'emplacement de la ville de Jacatra livrée aux flammes, les Hollandais élevèrent la future capitale des Indes, la ville actuelle de Batavia. Cette célèbre cité ne grandit point sans combats. L'empereur de Mataram vint deux fois l'assiéger en personne ; deux fois il laissa son armée sous les murs qu'il s'était flatté de détruire. Vingt-sept ans après la fondation de

(1) Ce privilége, les princes musulmans l'exerçaient alors et l'exercent encore, dans les îles qui ne sont pas soumises à la domination directe de la Hollande, par l'entremise d'un factotum connu sous le nom de *sabhandar*; c'est en général un Chinois que l'on trouve, de nos jours, investi de ces fonctions.

Batavia, ce même souverain acceptait l'alliance ou plutôt le joug impérieux de la compagnie.

Le trône de l'empereur de Mataram était sans cesse menacé par des insurrections ou par les attaques des chefs belliqueux de Célèbes. La compagnie entretint une armée pour défendre le prince qu'elle avait pris sous son patronage. Si elle avait eu des idées de conquête, elle eût livré l'île de Java à l'anarchie. Elle n'avait alors en vue que les bénéfices d'un commerce paisible; elle protégea donc de tout son pouvoir l'autorité légitime, comme la seule garantie de l'ordre et de la sécurité, sans lesquels ce commerce ne pouvait prospérer. C'est ainsi que chaque jour engagea davantage la compagnie dans les questions de gouvernement auxquelles son intérêt semblait lui commander de rester étrangère. En 1676, quand l'empereur, fuyant devant les rebelles, abandonnait sa capitale et allait mourir au milieu des forêts de l'intérieur, la compagnie plaçait sur le trône le fils du souverain vaincu, et, après de longs efforts, réussissait à l'y affermir. A la fin du XVIIe siècle, elle était déjà l'arbitre des querelles et des destinées de tous les princes javanais. C'était elle qui choisissait entre les membres de la famille impériale le successeur du *sousouhounan*. Les sultans de Bantam et de Cheribon d'alliés incertains étaient devenus ses feudataires; les princes de Madura commandaient les cohortes fidèles qui formaient le noyau de ses armées. Chaque révolte étendait sa souveraineté et grandissait sa puissance. Deux princes du sang de Mataram résistèrent cependant de 1741 à 1755 à cet ascendant victorieux. Plus d'une fois ils mirent en péril le trône du *sousouhounan* et le pouvoir de la compagnie. Il fallut pactiser avec ces adversaires trop redoutables. Le *sousouhounan* conserva la dignité suprême et sa capitale Sourakarta; mais un des princes rebelles fut élevé à la dignité de sultan, et devint à Djokjokarta le chef d'une dynastie rivale de la souche antique des souverains de Mataram; le second prince obtint le titre de *pangheran* et un riche apanage, sous la condition de ne point quitter la cour de Sourakarta.

On peut regarder cette époque comme l'apogée du pouvoir de la compagnie néerlandaise. Des traités successifs l'avaient substituée, sur la majeure partie du territoire, aux droits des souverains javanais, et la puissance politique était passée tout entière dans ses mains; mais cette puissance qu'elle avait conquise à regret, la compagnie n'en comprenait ni les avantages ni les obligations. Contente d'avoir assuré par des contrats, trop empreints de l'esprit mercantile pour être équitables, les livraisons qui devaient annuellement remplir ses magasins, elle abandonnait entièrement à l'aristocratie indigène l'administration intérieure de ses possessions. Ce despotisme local ne tarda point à produire ses fruits. Livrée aux caprices des régens héré-

ditaires, assujettie, dans la vaste province des Preangers, premier apanage de la compagnie, à la culture forcée du café, la population javanaise se dégoûta des travaux agricoles. Aussi la dernière moitié du XVIIIe siècle fut-elle une époque de décadence pour la prospérité de Java et pour les finances de la compagnie. On peut croire cependant que, s'ils n'eussent possédé que l'île de Java, les négocians hollandais, malgré les fautes qu'ils avaient commises, auraient encore trouvé, dans les inépuisables ressources de ce sol fécond et de cette population laborieuse, le moyen de faire face à leurs embarras pécuniaires; mais les plus grandes entreprises ont leur fatalité, et celle de la compagnie des Indes, basée sur de fausses doctrines économiques, était condamnée à un développement illimité. Le commerce des épices, dont la compagnie voulait s'arroger le monopole, devait la conduire inévitablement à étendre sa suprématie sur la plupart des îles de l'archipel indien. De cette prétention, conforme aux préjugés de l'époque, naquirent de longues guerres, des occupations dispendieuses, une domination politique dont les bénéfices du commerce se trouvèrent impuissans à solder les frais. C'est cependant à ce principe erroné, qui précipita la ruine de la compagnie, que la génération actuelle doit le magnifique héritage sans lequel, avec ses 3 millions d'habitans et son territoire à peine égal à celui de cinq départemens français, le royaume des Pays-Bas n'aurait guère plus d'importance en Europe que la Suisse ou qu'un des états secondaires de l'Allemagne. Les droits incontestés de la Hollande sur les immenses territoires de Célèbes, de Sumatra et de Bornéo sont le fruit d'une politique condamnée à juste titre par le philosophe et par l'homme d'état, mais presque légitimée aujourd'hui par ses admirables conséquences. Il importe donc d'indiquer ici rapidement par quel enchaînement de circonstances ces trois grandes îles, dont les princes malais ou les aventuriers arabes avaient successivement conquis le littoral, se trouvèrent bientôt enveloppées dans la sphère d'influence dont le centre s'était fixé à Batavia.

La partie septentrionale de l'île Célèbes reconnaissait la suzeraineté du sultan de Ternate; elle accepta sans résistance la domination de la compagnie, dès que la compagnie fut maîtresse aux Moluques. Le sud de l'île était divisé en deux états principaux : le royaume de Goa ou de Macassar, qui, depuis sa conversion à l'islamisme, était considéré comme le plus puissant gouvernement de la Malaisie, et le royaume de Boni, dont les sujets, sous le nom de *Bouguis,* sont encore aujourd'hui les plus intrépides navigateurs de l'archipel. Avec l'aide des Bouguis, la compagnie humilia le pouvoir du roi de Goa, et lui imposa un de ces traités d'alliance par lesquels elle préludait à une domination plus absolue : elle fonda, non loin de la capitale de ce sultan

vaincu, le fort de Rotterdam et la ville de Vlardingen; puis, mettant de nouveau à profit les rivalités des princes indigènes, elle brisa l'orgueil des Bouguis avec le concours des populations mêmes que l'assistance du roi de Boni lui avait permis de dompter.

A Célèbes, aussi bien qu'à Ternate, c'était le monopole des épices que la compagnie poursuivait. Ses agens parcoururent les forêts du littoral pour en extirper les girofliers et les muscadiers, et des croisières actives s'occupèrent de mettre un terme au commerce interlope des bateaux indigènes. Dès que ce but fut atteint, les Hollandais refusèrent de pousser plus loin leurs avantages. A l'exception des trois districts de Maros, de Macassar et de Bonthain, que les péripéties d'une longue guerre avaient mis en leur pouvoir, ils laissèrent le reste de l'île sous l'autorité des chefs idolâtres, qui, avec les princes musulmans de Goa et de Boni, s'en partageaient la souveraineté.

Dans l'île de Sumatra, la compagnie avait à faire valoir les droits que le sultan de Bantam lui avait transmis sur le district des Lampongs, qui forme un des côtés du détroit de la Sonde, et ceux que les empereurs de Mataram s'attribuaient sur le royaume de Palembang, fondé par un des princes de la dynastie de Modjopahit à l'embouchure du fleuve qui se jette dans le détroit de Banca. Ces droits, d'une légitimité suspecte, n'assuraient à la compagnie qu'une autorité contestée qu'elle exerçait depuis de longues années sans profit. Sur la côte occidentale de l'île que baigne la mer des Indes, son pouvoir était encore plus limité; car il se faisait à peine sentir à quelques milles des postes fortifiés, sous le canon desquels les navires hollandais venaient chercher, au commencement de la mousson favorable, le poivre dont le monopole avait jadis enrichi le roi d'Achem. Padang était le plus important de ces comptoirs; mais Padang, ville de cinq ou six mille âmes, avait à subir la rivalité de la factorerie anglaise de Bencoulen, qui s'opposait, par tous les moyens possibles, à l'extension de la puissance hollandaise sur la côte occidentale de Sumatra.

Les négocians hollandais, qu'un intérêt purement commercial avait attirés dans les mers de l'Indo-Chine, semblèrent dirigés à cette époque par une sorte d'instinct providentiel. Ils n'eurent pas plus tôt posé à Célèbes et à Sumatra les pierres d'attente sur lesquelles la métropole devait appuyer un jour sa domination, qu'ils se hâtèrent d'aborder un territoire plus important encore par son étendue, celui de Bornéo. Dans cette île comme sur les autres points de l'archipel, les Hollandais avaient été précédés par les Portugais et par les Arabes. L'invasion musulmane y avait trouvé une population douce et inoffensive, les Dayaks, qu'elle avait refoulée dans l'intérieur. Ce peuple opprimé, auquel les Hindous et les Javanais avaient apporté les premiers élémens de la civilisation, conservait tous les signes

extérieurs d'une origine mongole : le front large et aplati, l'angle externe des paupières relevé, les pommettes proéminentes, le teint jaune tirant plus ou moins sur le brun. Depuis que les chefs malais s'étaient partagé le littoral de Bornéo, la plupart des tribus indigènes avaient adopté une existence nomade. La chasse et la pêche leur tenaient lieu des travaux prévoyans de l'agriculture. Elles erraient, sans jamais se fixer nulle part, au milieu de ces terrains d'alluvion qui occupent, dans l'île de Bornéo, de si vastes espaces, et qui rattachent l'un à l'autre les plateaux élevés de l'intérieur; terrains à demi submergés pendant la mousson d'ouest, mais entrecoupés en toute saison d'innombrables cours d'eau, sur les bords desquels se pressent des forêts impénétrables. C'était dans ces déserts marécageux qu'on rencontrait la population dépossédée par la race malaise. Quant aux Malais eux-mêmes, ils s'écartaient peu du rivage de la mer. Ils occupaient en général l'embouchure des fleuves, vivant agglomérés dans de grands villages, dont les maisons, bâties sur pilotis, voyaient, à la marée montante, des *pros* et des pirogues circuler entre leurs longues rangées de pieux, comme les noires gondoles dans les canaux de Venise. Les Malais de Bornéo n'avaient rien perdu des instincts féroces de leur race; ils passaient à juste titre pour les plus audacieux forbans de l'archipel, et leurs chefs n'avaient guère d'autres ressources que la part de butin et d'esclaves prélevée sur le produit d'expéditions qui tenaient en émoi toutes les côtes voisines.

Sous la protection équivoque de ces chefs musulmans, les Chinois du Fo-Kien étaient venus, vers le milieu du XVIIIe siècle, exploiter les richesses minérales que recèle en abondance le sol de Bornéo. Ces industrieux émigrans formaient sur divers points de l'île des communautés populaires dans lesquelles chaque membre, lié par un serment mystérieux, acquérait un droit égal aux profits de l'entreprise, et se tenait prêt à courir aux armes dès que les chefs en donnaient le signal. Quelques-unes de ces communautés pouvaient compter jusqu'à cinq ou six mille combattans et justifiaient par leur turbulence les inquiétudes qu'elles inspiraient aux souverains qui les avaient imprudemment accueillies.

Les frontières des principautés malaises de Bornéo n'avaient jamais été, on le comprendra sans peine, bien exactement définies. Sur le littoral, elles étaient quelquefois marquées par un cap avancé, colonnes d'Hercule que n'avait pu dépasser l'invasion; le plus souvent elles étaient fixées par la vaste et fangeuse embouchure d'un fleuve; mais, en s'avançant vers le centre de l'île, on eût vainement cherché la ligne de démarcation de ces états barbares. On n'eût pu recueillir à cet égard que de vagues et incohérentes traditions. Le sultan de Soulou, du fond de son nid de pirates, réclamait la possession de

toute la partie septentrionale de Bornéo; le sultan de Bruni occupait sur la côte du nord-ouest une longue zone resserrée entre les montagnes et la mer. A l'ouest, et faisant face à la presqu'île de Malacca, s'étendaient les états des sultans de Sambas et l'empire javanais de Succadana; — au sud, non loin de l'entrée du détroit de Macassar, la principauté de Banjermassing. Livrés à de perpétuelles dissensions, inquiétés par les migrations indociles des Chinois, habitués d'ailleurs à la suprématie politique et religieuse des souverains javanais, les sultans de Sambas et de Banjermassing implorèrent plutôt qu'ils ne subirent la tutelle de la compagnie. La principauté de Pontianak, qu'un Arabe avait fondée, vers la fin du XVIIIe siècle, sur les ruines de l'empire de Succadana, se rangea également sous ce joug protecteur. Tels furent les premiers titres de la Hollande à la possession d'une des plus vastes et des plus fertiles portions de la Malaisie. La plupart des colonies européennes, à l'est du cap de Bonne-Espérance, n'ont pas eu de fondemens plus sérieux et plus respectables (1).

Bornéo, Célèbes et Sumatra, malgré les ressources naturelles de leur immense territoire, étaient loin sans doute d'avoir, aux yeux de la compagnie, la même importance que les Moluques : les îles à épices laissaient à Java le premier rang et ne cédaient le second à aucune des autres possessions néerlandaises. Néanmoins, quelque embarrassés que pussent être les marchands d'Amsterdam de l'étendue de leur domination, ils n'étaient plus libres de la restreindre. Le soin d'étouffer dans l'archipel toute concurrence commerciale et d'en éloigner toute influence européenne leur avait successivement commandé l'occupation de Timor, conquête inachevée qu'ils partageaient avec la couronne de Portugal; — de Banca, dépendance de l'état de Palembang, dont les mines d'étain commencèrent à être exploitées par les Chinois à peu près à la même époque que les mines d'or de Bornéo; — de Bintang et de Linga, situées en face de l'île alors déserte de Singapore.

Les princes de Sumbawa et de Florès, les sultans de Céram, les chefs indigènes de Bouton et de Salayer se trouvaient également liés envers la compagnie par des traités dont le réseau flexible s'était insensiblement étendu jusqu'à eux. La seule île cependant dont la possession eût pu avoir un intérêt immédiat pour la sécurité des maîtres de Java, Bali, malgré l'apparente déférence de certains hom-

(1) Il suffit d'étudier ce merveilleux développement de la domination hollandaise dans l'archipel indien pour comprendre combien il importe à la France de ne laisser ni périmer, ni contester les droits que lui ont légués, sur un territoire presque aussi vaste et non moins fertile que celui de Bornéo, les entreprises coloniales qui marquèrent, dans la mer des Indes, les premières années du règne de Louis XIV. Ces droits, nous pouvons en ajourner l'usage; nous ne devons point en méconnaître la valeur ni en accorder le sacrifice.

mages, conservait en réalité la plus complète indépendance. Cette île n'est séparée que par un canal étroit de la province javanaise de Besouki. Avant de recueillir les fugitifs de Modjopahit, elle avait déjà subi l'influence de la civilisation hindoue. Un prince javanais y avait fondé l'état de Klong-Kong, et les descendans de ce premier souverain exercent encore aujourd'hui une sorte de suprématie morale sur les chefs qui gouvernent les huit autres principautés. Le culte de Siwa et l'institution brahmanique des quatre castes se perpétuèrent à Bali pendant que l'islamisme envahissait toutes les îles voisines. La densité de la population, ses mœurs belliqueuses, le dévouement fanatique qu'elle professait pour des chefs revêtus à ses yeux d'un caractère sacré, sauvèrent sa nationalité de l'irruption étrangère.

A l'exception de ce dernier vestige des royaumes hindous, le pouvoir de la compagnie embrassait donc, vers la fin du XVIIIe siècle, la portion de la Malaisie qui s'étend au sud de l'équateur. Il avait suivi pour ainsi dire pas à pas l'invasion musulmane et les progrès de la race malaise; il avait dû s'arrêter partout où ces singuliers pionniers de la civilisation ne lui avaient pas frayé le chemin. Il n'entre point dans notre plan d'énumérer toutes les causes qui finirent par amener, en 1795, la dissolution de cette célèbre compagnie. Depuis près d'un demi-siècle, ses affaires n'avaient fait que décliner sans que son influence politique en eût souffert. Elle remit aux mains de l'état une colonie momentanément obérée et un empire dont les destinées devaient être désormais unies à celles de la nation néerlandaise.

Entraînée dans le tourbillon de la révolution qui venait de s'accomplir en France, la Hollande, pendant plusieurs années, ne put rien tenter pour améliorer le sort de ses possessions d'outre-mer. Vers la fin de 1807, le maréchal Daendels fut nommé au gouvernement de Java. Le génie de cet homme énergique eut à peine le temps de déposer dans l'île le germe des réformes salutaires qui devaient éclore plus tard. Les trois années pendant lesquelles il conserva le pouvoir inaugurèrent l'intervention de l'état dans les affaires des Indes. Ce fut une période de transition marquée par de grandes choses et par de regrettables excès. Les résultats que nous admirons aujourd'hui ont presque tous leur source dans cette vive impulsion d'une dictature que le relâchement de l'administration avait rendue nécessaire.

Le général Janssens venait de succéder, en 1811, au maréchal Daendels quand les Anglais débarquèrent à Java. Leurs efforts furent secondés par l'ébranlement moral qu'apportaient jusqu'au sein des colonies les événemens accomplis en Europe. Ils ne rencontrèrent dans l'île qu'une insignifiante résistance. En moins d'un mois, les Javanais et leurs souverains passèrent sous un nouveau joug. S'il faut en croire des révélations récentes, le cabinet britannique ne

s'était proposé de conquérir l'île de Java que pour l'abandonner au gouvernement des princes indigènes. Il reconnut heureusement les funestes conséquences qu'entraînerait pour la population même de Java cet acte de vandalisme politique, et, mieux inspiré, il laissa ses agens raffermir par quelques mesures vigoureuses le prestige de l'autorité européenne qu'avaient singulièrement affaibli les dernières secousses. En 1816, la Hollande rentra en possession de ses colonies, et une nouvelle ère s'ouvrit pour les peuples de l'archipel indien.

II.

La domination anglaise ne s'était point substituée au pouvoir traditionnel de la Hollande, apportant avec un nouveau drapeau des idées nouvelles, une politique plus libérale et plus aventureuse, sans que cette révolution éveillât chez les peuples de la Malaisie quelques velléités d'indépendance. Le gouvernement de M. Van der Capellen, auquel le régime intérieur de la colonie dut, sous plus d'un rapport, d'importantes réformes, eut surtout pour mission de rétablir dans l'archipel la suprématie politique de Java, et de ressaisir de tous côtés les fils que la main négligente de l'Angleterre avait laissé échapper.

Les huit années que M. Van der Capellen passa dans les Indes revêtu du titre de commissaire-général ou de celui de gouverneur, furent remplies de séditions et de soulèvemens. Les îles d'Amboine et de Saparoua dans les Moluques, la principauté de Boni à Célèbes, la résidence de Pontianak à Bornéo, furent successivement le théâtre des troubles les plus graves. L'énergie des autorités néerlandaises réprima sans peine ces désordres; mais dans l'île de Sumatra la lutte fut plus vive. L'appui secret de l'Angleterre encourageait sur ce point la résistance des indigènes. L'établissement anglais de Bencoulen était presqu'en guerre ouverte avec le comptoir hollandais de Padang. Vaincue en 1821 dans l'état de Palembang, où elle avait soutenu de ses vœux et de ses conseils le sultan révolté, la politique anglaise revint en 1824 à des vues plus loyales. Le zèle des agens de Bencoulen fut désapprouvé par la métropole, et la pensée d'éviter de nouveaux contacts entre les deux dominations fut accueillie par le cabinet britannique. Les Hollandais durent se retirer de l'Inde continentale, et les Anglais consentirent de leur côté à évacuer l'archipel indien. L'île de Banca avait été le prix de l'établissement de Cochin, cédé par le gouvernement des Pays-Bas à celui de la Grande-Bretagne; la ville de Malacca fut livrée par la Hollande en échange de Bencoulen. Les Anglais n'imposèrent qu'une condition à leur retraite : ils voulurent demeurer garans de l'indépendance de l'état d'Achem, afin d'éloigner plus sûrement leurs rivaux des côtes de l'Hindoustan et du détroit de Malacca.

Le traité du 17 mars 1824 était la reconnaissance la plus éclatante, la consécration la moins équivoque des droits de la Hollande sur les anciennes possessions que s'était attribuées la compagnie des Indes. Si l'Angleterre se fût montrée aussi fidèle à l'esprit qu'à la lettre de ce traité, les côtes de Bornéo n'auraient jamais vu le pavillon de la Grande-Bretagne flotter sur l'île de Laboan, et un officier anglais arracher à la faiblesse du sultan de Bruni le titre de *rajah de Sarawak;* mais au moment même où le gouvernement des Pays-Bas s'applaudissait de l'heureuse issue de ces négociations, sa puissance coloniale était appelée à subir une nouvelle crise bien autrement grave que toutes celles qui l'avaient précédée. Cette fois, c'était la base même de l'édifice qui se trouvait menacée. L'administration anglaise, animée d'un sérieux esprit de bienveillance envers la population indigène, et toute préoccupée des réformes libérales par lesquelles elle voulait signaler son passage, s'était peu inquiétée de ménager les priviléges ou les moyens d'existence de l'aristocratie javanaise. Dans l'orgueil de sa force, elle avait considérablement restreint le pouvoir et les prérogatives des anciens souverains. Les Hollandais, remis en possession de Java, virent une nouvelle condition de sécurité dans cet abaissement des princes, et empiétèrent eux-mêmes hardiment sur leurs droits. Ils provoquèrent ainsi des mécontentemens qui trouvèrent bientôt un centre et un chef à la cour de Djokjokarta, où un prince enfant était confié à la tutelle de sa mère et de ses oncles. La révolte éclata sans que le résident hollandais préposé à la garde du jeune sultan eût pu la prévenir. Le chef de ce mouvement populaire était un des tuteurs du prince; il s'appelait Dipo-Negoro, et cachait sous des mœurs austères une ambition effrénée. Sous sa direction, la révolte prit un caractère formidable. C'était une guerre de cinq années dont Dipo-Negoro avait donné le signal. La Hollande triompha enfin de cet audacieux adversaire, dont il fallut poursuivre, de montagne en montagne, les bandes insaisissables. Dipo-Negoro fut déporté à Amboine, puis à la forteresse de Rotterdam, dans l'île de Macassar. La victoire était restée à la métropole; mais un instant d'erreur, — l'oubli des ménagemens dus à la personne des princes et aux priviléges de l'aristocratie javanaise, — lui avait coûté quinze mille soldats, dont huit mille Européens, et cinquante-deux millions de francs.

Pour une administration aussi intelligente que celle de Batavia, la leçon ne fut pas perdue. Répudiant les conquêtes et les traditions de la domination anglaise, le gouvernement colonial se promit de prendre désormais pour base de sa politique les préjugés de la société indigène. Le fanatisme religieux et le fanatisme nobiliaire avaient armé contre son pouvoir la population; il n'essaya point d'ébranler leur empire, mais tenta de les gagner à ses intérêts. L'*adat* et le Coran

devinrent l'étude constante des employés hollandais, et tout progrès fut condamné à l'avance, s'il devait heurter par un point quelconque l'immobilité des coutumes javanaises. On redoubla d'égards envers les régens et les prêtres. Les plus simples réformes furent mises sous la protection de leur égoïsme; leurs revenus et ceux de l'état devinrent solidaires. Ce fut l'âge d'or de l'aristocratie et du clergé indigènes. Les écrivains qui ont jugé si sévèrement le système colonial de la Hollande ont peut-être méconnu combien en réalité ce système est conforme aux idées populaires des Javanais. Ce n'est point sans danger qu'on peut troubler dans leur foi grossière des masses ignorantes. Avertis par la lutte qu'ils venaient de soutenir, les Hollandais ont pensé que l'intervention étrangère pouvait, dans la poursuite de ses desseins les plus généreux, paraître tyrannique et devenir odieuse. L'état d'abaissement dans lequel vit encore le peuple de Java est donc l'effet de ses préjugés bien plus que de la volonté de ses vainqueurs; les misères auxquelles nous compatissons témoignent moins de l'âpreté du fisc que d'un respect exagéré pour la nationalité javanaise.

M. Van der Capellen et M. Dubus de Ghisignies, qui lui succéda en 1826, avaient eu, l'un à se défendre contre des troubles incessans, l'autre à consolider la domination hollandaise dans l'archipel indien. Le comte Van den Bosch, nommé au gouvernement de Java en 1830, avait une autre tâche à remplir : il devait organiser l'exploitation d'une colonie qui, pendant de longues années, n'avait été qu'une charge ruineuse pour la métropole. Les revenus publics se composaient, dans l'île de Java, d'un impôt foncier prélevé en argent ou en nature, et d'un certain nombre de taxes indirectes, dont le produit était généralement affermé à des spéculateurs chinois. La totalité de ces revenus s'élevait à 53 ou 54 millions de francs. Dans les temps ordinaires, en l'absence de toute complication, de pareilles recettes étaient plus que suffisantes pour couvrir les dépenses des Indes néerlandaises; mais l'argent était rare à Java. Le gouvernement s'y était créé une funeste source de bénéfices par l'introduction d'une monnaie de papier et de cuivre. C'était cette monnaie coloniale, ou du riz impropre à l'exportation, que l'état recevait en recouvrement de l'impôt. L'excédant des recettes ne pouvait donc se consommer que dans la colonie. Pour venir en aide à la métropole, engagée à cette époque dans de stériles projets contre la Belgique, il fallait se procurer, en échange de cet excédant, des produits recherchés sur les marchés de l'Europe. M. Van den Bosch ne désespéra point d'y parvenir.

Il existait à Java une vaste province, les Preangers, dont les habitans, depuis le temps de la compagnie, étaient astreints à la cul-

ture forcée du café. Chaque famille devait planter, récolter, entretenir cinq ou six cents arbres et en livrer pour un prix très-modique le produit total aux agens hollandais. Le gouvernement obtenait ainsi annuellement huit ou dix millions de kilogrammes de café, qui laissaient entre ses mains un bénéfice net d'environ 1,200,000 francs. Moyennant l'acquittement de cette redevance, l'habitant des Preangers n'avait à supporter aucune taxe territoriale. Il cultivait librement ses rizières, sans avoir rien à démêler avec le trésor, et, de toutes les impositions indirectes, il ne subissait que la taxe du sel. La condition du cultivateur des Preangers était loin cependant d'être un objet d'envie pour les autres habitans de Java. On ne songea donc point à soumettre ces derniers au système des cultures forcées, mais on leur proposa (l'*adat* autorisait cet échange) de s'affranchir d'une partie de l'impôt foncier par une valeur équivalente de travail. La journée d'un ouvrier était évaluée à 20 centimes environ; l'impôt foncier, suivant la fertilité des terres, au cinquième ou au quart de la récolte. Dès que la contribution moyenne de la commune était connue, il était facile d'établir le nombre des journées de travail qui devaient exempter la *dessa* d'une fraction déterminée de l'impôt. Les chefs des fractions de commune appelées *tjatjas* acceptèrent sans répugnance cette combinaison; ils mirent à la disposition des agens hollandais une partie de leurs terrains et de leurs journaliers, ne gardant pour les besoins de la commune que le territoire et les travailleurs qui parurent strictement nécessaires. Le gouvernement se trouva ainsi en possession d'un certain nombre de bras qu'il pouvait utiliser à sa guise. Il voulut les employer à doter l'île de Java de cultures encore plus profitables que celle du café : il y transporta la culture de la canne à sucre et celle de l'indigo.

Le moment était venu d'invoquer le concours de l'industrie européenne : des contractans se présentèrent; mais l'administration ne leur confia point le soin de diriger les nouvelles cultures. Il fallait, dans ces essais, une prudence, un tact politique, un caractère d'autorité qu'on ne pouvait attendre que d'agens officiels. Les employés hollandais et les fonctionnaires indigènes, également intéressés au succès du système qu'on venait de mettre en vigueur par des primes proportionnelles, furent chargés de la surveillance générale des plantations. Sur les hauteurs, on cultiva le café, le thé et le mûrier; dans les fonds arrosés, le sucre, l'indigo, le riz. 2 ou 3 millions de Javanais, dirigés par des conducteurs de travaux chinois, se trouvèrent ainsi destinés à produire du café; 1 million donna ses soins à la canne à sucre; 700,000 cultivèrent l'indigo, 25,000 le thé, 15,000 le mûrier, tous le riz. Quant au contrat passé avec les entrepreneurs européens, il fut étrangement simplifié. Le gouvernement ne demanda

point à l'industrie privée d'apporter à Java des capitaux, il voulut lui en faire l'avance. Il s'engagea en outre à fournir aux contractans la canne à sucre et les bras dont ils auraient besoin pour faire marcher leur usine, bornant leur rôle comme leur responsabilité à la fabrication du sucre, et réservant pour lui seul les périls, les embarras de l'exploitation agricole. Pour prix de ses avances et de son concours, il stipula qu'il paierait 29 centimes le kilogramme de sucre qui en coûtait 25 au fabricant, et qui en valait communément 44 sur le marché d'Amsterdam.

L'adoption de ce système (1) eut pour premier avantage de faire rentrer l'excédant annuel dans les magasins de l'état sous une forme qui en permît l'envoi en Europe; mais ce fut la moindre conséquence de la transformation de l'impôt. La Hollande dut, en quelques années, à l'heureuse inspiration du général Van den Bosch une augmentation considérable dans ses revenus coloniaux, et, ce qui n'était pas moins important, la création d'une marine et d'une industrie nationales. Java ne cessa point d'être le grenier d'abondance de l'archipel indien, d'exporter chaque année soixante-trois ou soixante-quatre millions de kilogrammes de riz. Cette île produisit en outre presque autant de sucre que le Brésil et plus que l'Hindoustan. Elle devint le second marché de café du monde, balança la production d'indigo des états de l'Amérique centrale, exporta de la cochenille, du thé, du tabac, de la soie, — alimenta, grâce à la création d'une société de commerce privilégiée, la *Handel Maatschappy*, la navigation de cent soixante-dix navires hollandais du port moyen de huit cents tonneaux, — et versa enfin chaque année dans les caisses de l'état un bénéfice net de 43 millions de francs, de 17 millions dans celles de la *Maatschappy* (2).

(1) On peut voir, sur le *système des cultures* et l'*organisation du gouvernement colonial de Java*, la série publiée dans cette *Revue* par M. de Jancigny, livraisons du 1er novembre, 1er décembre 1848, et 1er février 1849.

(2) C'est à Java même qu'aidé par les communications les plus bienveillantes, j'essayai de pénétrer le secret de ce merveilleux *système des cultures*, car tel est le nom désormais consacré pour désigner l'œuvre du général Van den Bosch. Je dus naturellement remarquer avec une certaine surprise qu'en même temps que l'état recevait dans ses magasins du sucre, du café, de l'indigo pour une valeur considérable, la récolte des rizières et le produit de l'impôt foncier, loin de diminuer, ne faisaient que s'accroître. Cette coïncidence semblait indiquer, au premier abord, le cumul des anciennes taxes et des nouvelles cultures plutôt que la conversion de l'impôt en corvées personnelles; mais c'est ailleurs, si je ne me trompe, qu'il faut chercher l'explication du résultat que je viens de signaler. On la trouvera dans l'observation d'un des faits qui honorent le plus et qui peuvent le mieux justifier, aux yeux de tout homme impartial, la domination hollandaise; je veux parler de la progression rapide qui s'est manifestée, depuis 1816, dans le chiffre de la population indigène. De 4,600,000 habitans, ce chiffre s'était élevé, en moins de vingt ans, à plus de 7 millions. Le bienfait de la vaccine, qu'une combinaison ingénieuse a su

A Java, tout système qui ménage les intérêts de l'aristocratie et du clergé musulman a de grandes chances de réussite: L'habileté du gouvernement hollandais est d'avoir su, en toute occasion, s'effacer derrière les chefs indigènes. La population, exploitée au profit d'une domination étrangère, n'est jamais en contact qu'avec l'antique aristocratie qu'elle est habituée à vénérer. Les souverains de Djokjokarta et de Sourakarta, humiliés par l'issue de la dernière guerre, avaient beaucoup perdu de leur influence sur l'esprit du peuple javanais; mais ils couronnaient le sommet d'un édifice social basé tout entier sur les traditions nobiliaires. Les Hollandais respectèrent en eux le sang des empereurs de Mataram. Ils se contentèrent de leur retrancher leurs meilleures provinces, et s'engagèrent à leur payer, à titre de pension, une somme égale au revenu net qu'ils en retiraient. Le prince qui réside à Sourakarta, le *sousouhounan*, garde aujourd'hui 400,000 sujets et une liste civile de 1 million de francs. La part du sultan de Djokjokarta est moins considérable; on ne l'évalue qu'à 7 ou 800,000 francs et à 325,000 sujets. A l'exception de ces deux principautés et de certains districts, apanages de *pangherans* héréditaires, le domaine direct, dans l'île de Java, appartient tout entier au gouvernement des Pays-Bas.

Les possessions asiatiques de la Hollande sont partagées en trente-quatre provinces. L'île de Java seule en contient vingt-trois. Une *résidence* ou province hollandaise se compose de la réunion de plusieurs *régences*. Les régens ne sont point électifs. Le gouvernement les choisit dans les principales familles du pays. Bien qu'ils soient révocables, leurs fonctions sont en quelque sorte héréditaires. Il en est à peu près de même pour les chefs de district, dont le choix est laissé à l'intelligence du résident. Les chefs de village empruntent seuls, comme les autorités tagales aux Philippines, leurs pouvoirs à l'élection. Ces fonctionnaires élus, qui président à la répartition de l'impôt et des corvées, sont en général assistés d'un conseil de notables. L'île de Java renferme dix-neuf mille de ces chefs subalternes. Tel est le mécanisme d'une administration qui, à tous ses degrés, est intéressée au progrès des cultures. Le prêtre musulman lui-même prélève sa dîme sur la plupart des récoltes; son influence s'unit donc à celle de l'aristocratie pour favoriser l'exploitation du sol. Grâce à ce concours de volontés puissantes, il ne reste plus d'autre soin au gouvernement hollandais que de modérer, dans l'intérêt du peuple, le zèle exagéré des chefs qu'il a pris à sa solde.

imposer au fatalisme javanais par les mains des prêtres musulmans, la prospérité matérielle qu'amène à sa suite la paix intérieure, ont soutenu cette progression remarquable, et la population javanaise est le double aujourd'hui de ce qu'elle était en 1816, le quadruple de ce qu'on l'évaluait en 1774.

Dans l'administration même de la justice, la main de l'étranger apparaît à peine. Le Coran est le code suprême ; les juridictions inférieures sont indiennes. Le régent ou le chef du district, assisté du *djekso*, magistrat qui veille au maintien des lois, du *panghoulou*, premier prêtre mahométan, et de quelques *mantris*, hommes versés dans la connaissance de la langue, des institutions et des mœurs, — prononce en premier ressort sur les querelles légères, les discussions relatives aux irrigations, les différends dont la valeur n'excède point la somme de cent francs. Ces *tribunaux d'arrondissement* sont les justices de paix du pays. Au-dessus d'eux sont placés les *conseils de campagne*, qui tiennent leurs séances une fois par semaine au chef-lieu de la province. Devant cette cour de première instance, le *djekso* joue encore le rôle d'accusateur public; le *panghoulou* est également chargé de l'interprétation du Coran ; mais le résident préside, et le secrétaire de la résidence remplit les fonctions de greffier. L'instruction est orale et sommaire. La garantie d'un jugement équitable est dans le procès-verbal dressé séance tenante pour servir en cas d'appel. Il existe à Java, sous le nom de *conseils de justice*, trois cours d'appel dont la composition est tout européenne, et dont la principale mission est de déléguer un de leurs membres, qui prend alors le titre de *juge de circuit*, pour présider les assises ou *tribunaux ambulatoires*. Tous les trois mois, le juge de circuit se rend au chef-lieu de chaque résidence, y rassemble les chefs indigènes désignés par le gouverneur lui-même pour remplir ces importantes fonctions, et juge avec leur concours les crimes que la loi punit de la peine capitale. La haute cour de Batavia, tribunal suprême de la colonie, a seule le pouvoir de réformer les arrêts que ces tribunaux prononcent.

Quand on étudie de près cette grande machine administrative, quand on la voit fonctionner si régulièrement, avec si peu de bruit et d'efforts, ce n'est point seulement le génie pratique des Hollandais qu'on admire, c'est aussi ce besoin instinctif de discipline qui distingue les Javanais entre toutes les races orientales. Il ne faut point s'abuser cependant. Cette société mixte, qui semble graviter avec le calme des corps célestes dans leurs sphères, peut être jetée hors de son orbite par le moindre choc. Il existe dans ses élémens un défaut d'équilibre qui ne peut être racheté que par l'éloignement de toute cause perturbatrice. Ce n'est que par un commandement toujours grave, par un exercice ferme et mesuré de leur pouvoir, que quelques milliers d'Européens, disséminés sur un aussi vaste territoire que celui de Java, peuvent tenir en respect les masses qui les entourent. Il importait donc de prévenir, au sein de cette colonie florissante, tout prétexte d'agitation. Le bon sens du peuple hollandais a jugé le partage de l'autorité incompatible avec les nécessités d'une

domination aussi exceptionnelle. Dans les Indes néerlandaises, l'administration repose tout entière sur ce principe vigoureux : le gouvernement d'un seul. Le conseil des Indes n'a, comme l'audience de Manille, que des attributions purement consultatives. C'est dans cette concentration de pouvoirs qu'il faut chercher l'explication des rapides progrès accomplis à Java de 1830 à 1838.

Après avoir administré la colonie pendant trois années consécutives, M. le comte Van den Bosch fut appelé dans les conseils de la couronne, et de ce poste élevé il continua de présider aux destinées de Java. Quand l'illustre général rentra dans la vie privée, sa tâche était remplie ; il avait mis la dernière main à son œuvre. La place de M. le comte Van den Bosch est marquée dans l'histoire. Il prendra rang à côté des Clive et des Warren Hastings ; mais, plus heureux que ces fondateurs de l'empire indo-britannique, le gouverneur des Indes néerlandaises a pu jouir en paix de sa gloire. La faveur du chef de l'état a soutenu M. Van den Bosch au milieu des premières difficultés de son entreprise, et la reconnaissance publique a devancé le jugement de la postérité. M. Van den Bosch peut se présenter sans crainte devant ce grand tribunal : la postérité ratifiera l'opinion de ses contemporains. Comme eux, elle admirera les vues fécondes et les fermes desseins de cet esprit pratique ; elle le louera d'avoir su résister aux clameurs d'une philanthropie envieuse, et d'avoir, en ouvrant au commerce de la métropole des perspectives jusqu'alors inconnues, préparé par le travail la transformation d'un peuple dont le fanatisme repousse avec la même obstination nos doctrines politiques et notre foi religieuse.

Le seul reproche qu'on ait pu adresser avec quelque apparence de raison à l'habile organisateur de Java, c'est de s'être consacré trop exclusivement à cette œuvre capitale. En négligeant d'assurer les droits de la Hollande sur les parties litigieuses de l'archipel indien, le général Van den Bosch contribua peut-être, en effet, à encourager les empiétemens que méditait déjà l'Angleterre. On ne saurait oublier cependant sans injustice que les progrès de la domination hollandaise dans l'île de Sumatra ont été accomplis sous sa direction et tiennent dans son gouvernement une place importante. La portion de Sumatra dont les Anglais ne contestent point la possession à la Hollande était loin sans doute d'être conquise et pacifiée quand le général Van den Bosch rentra en Europe, aujourd'hui même elle ne l'est point encore; mais cet homme éminent fut le premier qui substitua une domination politique aux relations incertaines que les comptoirs de la côte entretenaient depuis longtemps avec les peuplades de l'intérieur. Sumatra est l'Algérie des Indes néerlandaises. Il y faut lutter contre les élémens épars d'un gouvernement fédéral, contre un peuple étranger à toute hiérarchie. La sédition ameutée par le fana-

tisme et par de longues habitudes d'indépendance y couve toujours quelque part. Aussi l'occupation de cette île a-t-elle donné lieu à une guerre incessante dans laquelle se sont fondées presque toutes les réputations militaires de l'armée des Indes. En 1831, le général Van den Bosch eut l'honneur de terminer cette guerre désastreuse. Le dernier retranchement des rebelles fut enlevé d'assaut vers la fin de 1833, mais ce ne fut qu'en 1840 que la prise de Baros et celle de Singkel, situés sur les confins de l'état d'Achem, vinrent compléter ce triomphe. L'île de Sumatra occupe aujourd'hui le second rang dans les possessions néerlandaises, et le port de Padang sur la côte occidentale est un des marchés les plus importans de l'archipel indien.

III.

L'organisation agricole de Java et la pacification de Sumatra avaient rempli les quinze années qui s'étaient écoulées entre le départ de M. Dubus de Ghisignies et la mort du quatrième successeur de M. Van den Bosch, M. Merkus. Lorsqu'en 1845 M. le comte de Rochussen fut nommé au gouvernement de Batavia, la sollicitude de la Hollande pour ces deux parties importantes de son établissement colonial était déjà moins exclusive. La présence des Anglais sur la côte de Bornéo, leurs tentatives pour établir des relations commerciales avec les habitans de Bali, dont l'attitude altière semblait un défi permanent porté à l'influence hollandaise, les provocations réitérées de la presse britannique, commençaient à troubler la quiétude dont le gouvernement des Pays-Bas avait joui depuis 1830.

L'administration de M. de Rochussen, si l'on étudie attentivement la portée de ses actes, ouvre une période nouvelle dans l'histoire des colonies néerlandaises. C'est l'époque où l'action gouvernementale se raffermit sur tous les points où elle s'était insensiblement relâchée. La Hollande semble alors réagir par un secret travail d'expansion contre les tendances envahissantes de l'Angleterre. M. de Rochussen n'a point seulement à défendre la prospérité de Java contre les innovations irréfléchies qui la menacent : il lui faut aussi garder de toute atteinte la suprématie morale sur laquelle repose l'avenir de ce magnifique établissement. A l'énergie de ses mesures les peuples de l'archipel indien reconnaissent le bras de leurs anciens maîtres. C'est le dernier sceau apposé aux traités de 1814 et de 1824.

Il faut bien le reconnaître, les empiétemens successifs qui ont arraché à la Hollande des plaintes si amères n'ont eu, en réalité, pour cause première que son défaut de prévoyance. Une politique plus active et plus vigilante eût certainement prévenu, en 1818, l'occupation de Singapore, et jamais les Anglais n'eussent songé à s'établir sur la

côte septentrionale de Bornéo, si les possesseurs de Java eussent mis plus d'empressement à donner aux droits qu'ils tenaient de la compagnie des Indes toute l'extension dont ces droits étaient susceptibles; mais le gouvernement néerlandais avait une entière confiance dans l'esprit qui semblait avoir dicté le traité de 1824. Il croyait les Anglais résolus à ne plus mêler dans l'archipel indien les deux dominations, et trouvait plus d'avantage à consolider l'œuvre de M. Van den Bosch qu'à s'emparer de territoires déserts ou improductifs. En un mot, la Hollande attendait flegmatiquement de meilleurs jours pour étendre sa domination sur Bornéo, ne doutant pas que cette île tout entière ne fût destinée à subir le sort des états de Sambas et de Banjermassing, puisque l'Angleterre n'avait point fait, en faveur du sultan de Bruni, les réserves qui protégeaient à Sumatra l'indépendance du sultan d'Achem. S'il n'eût fallu craindre que les projets du gouvernement britannique, cette confiance de la Hollande n'eût point été peut-être exagérée : le cabinet de Saint-James devait avoir, depuis 1830, d'autres préoccupations que de grossir le nombre de ses embarras et le chiffre de ses colonies; mais l'Angleterre nourrit une race d'agens officieux, touristes enthousiastes qui s'en vont sonder à leurs frais tous les coins du globe, et dont l'ardeur, secondée par les vœux jaloux du commerce britannique ou par la fougue du prosélytisme religieux, a souvent entraîné le gouvernement à sa suite. La première tentative qui vint alarmer la Hollande fut le fait d'un de ces esprits aventureux. En 1835, M. Erskine Murray débarqua en armes sur la côte orientale de Bornéo, à l'embouchure de la rivière Kouti. Cet officier fut tué par les indigènes, et son projet périt avec lui. Sur la côte opposée, une entreprise semblable rencontra un meilleur succès. M. Brooke était, comme M. Murray, capitaine au service de la compagnie des Indes. Riche et avide d'émotions, il parcourut, pendant plusieurs années, l'archipel indien sur un yacht de plaisance. En visitant la partie indépendante de Bornéo, il reconnut dans cette île l'existence d'une race opprimée dont l'affranchissement pouvait servir de base à un plan de colonisation. Cette idée s'empara de son esprit. Il renonça au service militaire, vint s'établir dans les états du sultan de Bruni, et acheta sur les bords de la rivière de Sarawak, au prix d'une rente d'environ 20,000 fr., la propriété perpétuelle de quatre mille hectares de terre. Il ne s'en tint point là; il voulut devenir rajah de Sarawak, et, au mois d'août 1842, l'intervention de la marine anglaise obligea la cour de Bruni à lui conférer cette dignité. Le misérable despote qui régnait à Bruni avait donné alors toute la mesure de sa faiblesse. On lui imposa la cession au gouvernement de la reine d'un îlot peu important en lui-même, puisqu'il n'avait qu'un mille de large et deux milles de long, mais qui commandait toute la baie de Bruni et la capitale même du sultan. Au mois de juin 1846, l'ami-

ral Cochrane prit possession à main armée de cet îlot, placé comme un bastion sur la route de Singapore à Hong-kong. On n'a point oublié les doléances qui accueillirent cette usurpation en Hollande, et l'ardente convoitise qu'éveillèrent en Angleterre les pompeux programmes de M. Brooke.

Au milieu de cette émotion, M. de Rochussen courut au plus pressé. Il se hâta de définir par un acte administratif les territoires de Bornéo dont la Hollande, en vertu de traités formels, pouvait réclamer la suzeraineté ou la possession. Le dénombrement des districts entre lesquels furent divisées les résidences de Pontianak, de Sambas et de Banjermassing embrassa plus de cinq cent mille kilomètres carrés, et n'en laissa pas deux cent mille aux souverains indépendans. C'était restreindre à tout hasard la part qu'il faudrait peut-être un jour abandonner à une ambition rivale. L'intérieur de l'île fut en même temps exploré par des commissions scientifiques. La Hollande, qui, depuis 1816, s'était contentée, vis-à-vis de Bornéo, d'une suzeraineté dédaigneuse, ne parut avoir, depuis l'occupation de Laboan, aucune autre possession plus à cœur. Cette sollicitude, n'eût-elle été qu'apparente, eût encore eu ses avantages : la Hollande eût ainsi écarté le reproche de mettre en interdit, par ses prétentions, des territoires dont elle ne voulait ni ne pouvait tirer aucun parti ; mais le zèle de M. de Rochussen en faveur de Bornéo était réel. Ce fut aux explorations qu'il encouragea que les Indes néerlandaises durent la découverte ou du moins la première exploitation sérieuse des mines de houille de Banjermassing, ressource inestimable pour les progrès pacifiques et pour la défense militaire de la colonie. L'occupation de Laboan eut donc cet heureux effet d'obliger la Hollande à porter ses regards et son action administrative jusqu'aux extrémités les plus reculées de son immense empire. L'événement, du reste, ne justifia ni les craintes du peuple hollandais, ni les espérances de la presse britannique. Les Anglais ne trouvèrent point « dans Bornéo un marché insatiable pour consommer leurs produits et des richesses intarissables pour charger leurs navires (1). » Les Hollandais ne furent point inquiétés dans leurs possessions, et le sultan de Bruni lui-même fut maintenu sur son trône. On vit alors le prestige qui avait un instant entouré M. Brooke et son entreprise pâlir insensiblement, puis enfin s'évanouir.

Ce fut surtout dans la question de Bali que M. de Rochussen fit preuve à la fois de prudence et d'audace. Il n'ignorait ni les dépenses, ni les périls dans lesquels il allait s'engager : il alla sans hésitation au-devant des difficultés de l'avenir. Sur un territoire dont la superficie est d'environ six mille kilomètres carrés, l'île de Bali, par-

(1) *Times* du 2 octobre 1846.

tagée en neuf principautés distinctes, renferme une population de 7 ou 800,000 âmes. Les Balinais appartiennent à la même race que les habitans de Java. Ils sont cependant plus forts et mieux conformés que les Javanais. Leur regard a plus de vivacité; leur teint se rapproche davantage de celui des Hindous. On retrouve chez eux l'orgueil héréditaire des castes de l'Inde. Les *brahmanes* et les *wasias* de Bali paraissent descendre des premiers colons de la côte de Coromandel; les *satrias* perpétuent la race du prince javanais qui, avant la chute de l'empire de Modjopahit, vint fonder à Bali l'état de Klong-Kong. Les *souddaras* occupent le dernier rang de la hiérarchie nobiliaire; ils composent la classe des chefs de village. Les Balinais n'ont point la férocité des Maures de Soulou; ils ont le point d'honneur, l'obéissance fanatique, le mépris de la mort qui distinguent encore aujourd'hui les habitans du Japon. L'influence sacerdotale est prédominante à Bali. La caste des brahmanes a le pas sur la caste des princes. Le roi de Klong-Kong, bien qu'il ne sorte point de cette famille hindoue, est cependant considéré par elle comme le chef héréditaire de la religion. Ce prince est à Bali ce que le *daïri* était au sein de l'empire japonais, avant que le *xo-goun* usurpât ses pouvoirs temporels. Les autres souverains reconnaissent sa suprématie et lui rendent un hommage superstitieux. L'île de Bali, comme l'a très-bien fait remarquer un écrivain hollandais, nous montre ce que fut l'île de Java au temps des princes hindous de Padjajaran et de Modjopahit.

Le territoire de Bali est montueux et accidenté. De nombreux ruisseaux descendant des montagnes favorisent dans cette île la fécondité naturelle du sol. Les rizières y donnent chaque année deux récoltes, et c'est le point de l'archipel indien où la culture du coton a le mieux réussi. Les femmes de Bali tissent elles-mêmes la plupart des étoffes qui se consomment dans l'île; les hommes savent tremper et corroyer les lames de leurs kris. Ce n'est donc que pour les armes à feu et pour la poudre à canon que les Balinais sont demeurés les tributaires des fabriques indigènes de Banjermassing ou des importations européennes de Singapore. Les Chinois et les Bouguis, établis sur divers points de la côte, sont les principaux agens de ce commerce, et c'est par leur intervention que les Anglais cherchaient à nouer entre Bali et Singapore des relations plus suivies et plus étendues. Dès l'année 1840, le gouvernement néerlandais avait répondu à ces tentatives du commerce britannique par l'établissement d'une factorerie dans l'île de Bali. La *Maatschappy*, par l'entremise d'un de ses agens, échangeait des étoffes hollandaises ou des produits javanais contre du riz, du coton, de l'écaille de tortue et de l'huile de coco. Les Balinais virent, dans la présence de ce résident étranger sur leur territoire, une première atteinte portée à leur indépendance. Le prince de Bleling, le plus puissant des rajahs de Bali, prit soin

d'attiser ces mécontentemens populaires. Il multiplia ses achats d'armes et de munitions à Singapore, et se montra ouvertement hostile à l'influence hollandaise. Cette agitation prématurée obligea le gouverneur de Batavia à mieux préciser les rapports de la Hollande avec les princes de Bali. Le rajah de Bleling consentit à signer un traité, par lequel il se plaçait sous la protection du gouvernement des Pays-Bas; mais ses menées n'en furent que plus actives, et son attitude n'en devint que plus offensante. Il fallait mettre un terme à cet état de choses. La Hollande ne pouvait tolérer les allures hautaines des souverains de Bali, sans s'exposer à perdre la puissance morale qui maintient sous son joug 16 millions de sujets. M. de Rochussen accepta la responsabilité d'une expédition qui pouvait tout compromettre, mais dont le succès devait aussi tout sauver.

Le 28 juin 1846, 3,000 hommes de troupes régulières, sous les ordres du lieutenant-colonel Backer, furent débarqués à l'est du village de Bleling. Ils trouvèrent 30,000 Balinais retranchés derrière de grossières redoutes formées par deux rangées de troncs d'arbres, dont l'intervalle était rempli de pierres et de claies de bambous. Soixante canons de bronze occupaient les embrasures ménagées dans ces retranchemens épais de deux ou trois mètres, élevés de six ou sept au-dessus du niveau du sol. Ce ne fut point sans de grands sacrifices que les Hollandais réussirent à enlever cette première ligne de défense; mais, une fois maîtres de la plage, ils n'éprouvèrent plus de résistance. Les Balinais s'enfuirent jusqu'à Singa-Radja, capitale de l'état de Bleling, située à trois milles dans les terres. Les Hollandais y entrèrent avec eux, et l'incendie dévora en quelques heures cette ville de bambous. Le rajah s'était réfugié dans les montagnes; il signa un nouveau traité, et contracta l'engagement de payer les frais de la guerre. Les autres princes reconnurent, comme lui, la souveraineté de la Hollande, et firent acte de soumission. Un fort armé de huit canons fut élevé sur la plage de Bleling, et le résident de Besouki fut chargé de remplir auprès des souverains de Bali le rôle de commissaire du gouvernement néerlandais.

Dix-huit mois s'étaient à peine écoulés, qu'une nouvelle expédition était devenue nécessaire. Les princes de Klong-Kong, de Karang-Assam et de Bleling, unis cette fois dans leurs projets de résistance, avaient soulevé contre les Hollandais toute la population balinaise. Le fanatisme religieux prêtait de nouvelles forces au sentiment de la nationalité. Les Balinais avaient détruit eux-mêmes le village de Bleling et la résidence de Singa-Radja. C'était au milieu de leurs montagnes, à Djaga-Raga, dans une position fortifiée avec le plus grand soin, qu'ils avaient résolu d'attendre l'armée hollandaise. Le 9 juin 1848, cette armée se mit en marche, sous le commandement du général Van der Wick. Arrivée sur le plateau de Djaga-Raga, elle

reconnut tous les avantages de la position qu'avaient choisie les princes balinais. Un combat acharné s'engagea entre les Hollandais et les insulaires, retranchés au milieu de ravins presque inaccessibles. Les Hollandais durent enfin céder au nombre, surtout à la fatigue et à la soif dévorante qu'on n'avait aucun moyen d'étancher. L'armée hollandaise comptait deux cent quarante-six morts ou blessés, dont quatorze officiers européens, quand le général Van der Wyck donna le signal de la retraite.

M. de Rochussen soutint avec fermeté ce fâcheux revers, et sa contenance assurée en atténua l'effet. La saison était trop avancée pour qu'il pût donner immédiatement le signal d'une troisième campagne; mais il en commença, sans perdre un instant, les préparatifs. Les Javanais savaient déjà que les Hollandais n'étaient point invincibles. Plus d'une fois, sous leurs yeux, les habitans des provinces de Kedou et de Djokjokarta avaient surpris et dispersé les troupes envoyées contre Dipo-Negoro. Ce qu'ils n'avaient jamais vu, c'était un échec qui eût découragé la Hollande; voilà ce qu'il importait de ne point leur montrer.

L'armée des Indes se composait de seize mille hommes environ, parmi lesquels on ne comptait que quatre mille Européens. Dans les circonstances ordinaires, sept mille hommes gardaient l'île de Java; six mille étaient employés à contenir les populations turbulentes de Sumatra et de Banca; le reste de l'armée était dispersé dans les autres possessions de l'archipel. En présence des complications que pouvaient amener les révolutions européennes de 1848, ces troupes étaient à peine suffisantes pour assurer la sécurité du vaste territoire qu'elles étaient chargées de défendre. Aussi, à la première nouvelle de l'échec de Bali, le gouvernement hollandais avait-il fait partir des renforts considérables pour les Indes. Vers la fin du mois de février 1849, une flotte de soixante voiles et de sept navires à vapeur, réunie à Batavia et à Samarang, était prête à conduire sur la côte de Bleling cinq mille soldats, trois cents *coulis* affectés au transport des vivres et des munitions, deux obusiers, huit mortiers et deux batteries de campagne; il ne restait plus qu'à faire choix d'un général. L'armée des Indes ne manquait pas de braves officiers. Trente-trois années de guerre avaient fondé plus d'une renommée éclatante. Il en était une cependant devant laquelle toutes les autres semblaient disposées à s'incliner, et à laquelle l'opinion publique déférait d'avance le commandement. Le général Michiels était arrivé à Batavia en 1816. Depuis cette époque, il avait pris part à tous les combats qui s'étaient livrés dans les Indes, et avait conquis ses grades l'un après l'autre sur le champ de bataille. La guerre de Java l'avait fait major; celle de Sumatra le fit général. Ce fut sur ce dernier théâtre que grandit sa réputation. Pendant plus de quinze ans, il avait à peine connu

un instant de repos. Intrépide, aventureux, doué du double génie de la guerre et de l'organisation, il avait su entraîner à sa suite les gouverneurs-généraux effrayés et la diplomatie hésitante. Les soldats l'adoraient, et les Malais, qui le trouvaient partout à la tête des troupes, soit qu'il fallût protéger les frontières des possessions hollandaises, ou forcer dans leurs dernières retraites les bandits de l'intérieur, les Malais lui avaient donné le surnom de *kornel madjang* (le colonel au cœur de tigre) (1). M. de Rochussen le fit venir de Padang, où il s'occupait d'organiser les provinces que son épée avait conquises, et lui confia le soin de venger l'honneur des armes néerlandaises.

Les huit états de Bali coalisés contre la Hollande pouvaient mettre sur pied quatre ou cinq mille fusils et plus de quatre-vingt mille lances; mais, incertains du point sur lequel serait dirigée la première attaque, ils n'avaient rassemblé que quinze ou vingt mille hommes à Djaga-Raga. Ce fut là que le général Michiels résolut de porter les premiers coups. Cette position, devant laquelle avaient échoué l'année précédente tous les efforts des troupes hollandaises, avait été rendue, par les soins du chef de la ligue balinaise, le *gousti* (2) Djilantik, régent de Bleling, plus redoutable encore. Des bastions et des retranchemens percés de meurtrières, garnis de canons et de pierriers, précédés de chausses-trappes, ou protégés par des haies de bambou épineux, s'étendaient, sur un développement de plus d'un kilomètre, entre deux ravins au fond desquels coulaient le Sangsit et le Bounkoulan. Le général Michiels partagea ses troupes en deux colonnes. Avec la colonne principale, il marcha droit à l'ennemi. Il chargea un brave officier, le lieutenant-colonel de Brauw, de tourner la position qu'il allait attaquer de front. Le 15 avril 1849, dès six heures du matin, les deux divisions de l'armée hollandaise se mettent en marche; à sept heures elles s'étaient perdues de vue. Le général Michiels arrive, sans avoir été inquiété, en face des ouvrages ennemis; il les fait canonner par ses pièces de campagne et harceler par un bataillon déployé en tirailleurs. Les Balinais répondent par un feu violent de toutes leurs pièces. L'armée hollandaise compte bientôt plus de cent hommes hors de combat; elle se trouve en présence d'un ennemi invisible qu'elle ne peut atteindre qu'en jetant des obus ou des grenades par-dessus les retranchemens derrière lesquels il se cache. Malgré ses pertes, elle gagne cependant du terrain; ses batteries ne sont plus qu'à cent quatre-vingts mètres du bastion qu'elles foudroient. Malheureusement, les boulets s'enfoncent dans les boulevards de terre, que soutient un double rang de troncs d'arbres, sans y pratiquer la moindre brèche. Le général Michiels hésite

(1) En l'absence du lion, inconnu dans la Malaisie, le tigre est devenu, pour les populations de l'archipel indien, l'emblème du courage et non pas celui de la férocité.

(2) *Gousti*, noble, d'origine princière.

à donner le signal d'un assaut qui semble impraticable, quand vers midi une vive fusillade se fait entendre du côté de Djaga-Raga. Le colonel de Brauw a débordé les positions de l'ennemi. Ce jeune et héroïque officier n'a pas craint, pour accomplir sa mission, d'engager la colonne qu'il commande dans le lit du Sangsit. Pendant deux heures et demie, les troupes hollandaises ont cheminé en silence au fond d'un précipice dont les parois taillées à pic atteignent une élévation de soixante-quinze mètres. Si l'ennemi eût découvert ce mouvement, il eût anéanti la division du colonel de Brauw à coups de pierres; mais le succès a couronné une audace dont les fastes de la guerre offrent peu d'exemples. La colonne hollandaise escalade homme par homme le bord du ravin, et vient se ranger en bataille sur le plateau avant que les Balinais aient pu soupçonner sa présence. Ils aperçoivent enfin sur leurs derrières ce corps de troupes qui semble tombé du ciel. L'action s'engage : le colonel de Brauw fait enlever au pas de course les redoutes qui protégent la gauche de l'ennemi. Le général Michiels, de son côté, porte ses troupes en avant; il trouve les abords des fortifications hérissés d'obstacles. Les Hollandais sont encore une fois repoussés avec perte. Ce succès momentané enflamme le courage des Balinais, qui veulent tenter une double sortie et reprendre les positions qu'ils ont perdues. Ils sont accueillis par des charges vigoureuses, et poussés, la baïonnette dans les reins, jusque dans leurs retranchemens. Toutefois ils sont bloqués plutôt que vaincus, car on n'a pu réussir encore à entamer leur position, et déjà le général Michiels redoute les lenteurs d'un siége. Il comptait sans l'intimidation des Balinais, qui prennent le parti, dès la nuit close, de commencer leur mouvement de retraite. Le colonel de Brauw croit distinguer des masses confuses qui, défilant le long des lignes ennemies, se portent à travers champs du côté de Djaga-Raga. Il fait éveiller ses troupes, et marche sur les redoutes avant qu'elles aient été complétement évacuées. Attaqués à l'improviste, les Balinais se battent en désespérés; une centaine d'hommes est passée au fil de l'épée. Au bruit de la fusillade, le corps du général Michiels s'est aussi porté contre les fortifications. L'ennemi fuit de toutes parts, et les premiers rayons du jour apprennent aux Hollandais que leur victoire est complète.

Avec les lignes formidables que l'armée hollandaise venait d'enlever, le *gousti* Djilantik voyait tomber le royaume de Bleling. Echappé au carnage, il avait pris pendant la nuit, avec le rajah de Karang-Assam, la route de cette dernière principauté, où il se flattait de trouver encore les moyens de prolonger la guerre; mais la consternation était générale dans l'île : les soumissions arrivaient de toutes parts, et le succès n'était plus douteux pour les Hollandais. Il fallait

cependant une nouvelle expédition pour briser la résistance des états de Karang-Assam et de Klong-Kong, dans lesquels Djilantik ne cessait d'attiser l'incendie. Le 8 mai, vingt-deux jours après la prise de Djaga-Raga, le général Michiels fit rembarquer ses troupes, et vint attaquer la partie orientale de l'île. Affaibli par les pertes qu'il avait essuyées en secourant le rajah de Bleling, le roi de Karang-Assam n'était plus en état d'arrêter la marche de cette armée victorieuse. Il se vit bientôt abandonné par ses troupes et fut massacré par ses propres sujets. Poursuivi dans les montagnes où il s'était hâté de chercher un refuge, le *gousti* Djilantik tomba également victime de la fureur populaire. En lui périssait le plus implacable ennemi que, depuis Dipo-Negoro, eût rencontré la domination hollandaise.

Gouverné par le chef spirituel de l'île, le *dewa-agoung*, l'état de Klong-Kong avait pris une part moins active à la défense de Djaga-Raga; ses forces étaient presques intactes, et son territoire avait, aux yeux de la population, un caractère sacré qui devait en rendre la défense plus opiniâtre. Le général Michiels savait que la soumission complète de Bali ne pouvait s'obtenir que sous les murs de Klong-Kong. Aussi transporta-t-il, sans perdre un instant, son armée, épuisée par deux mois de marches et de combats, sur ce nouveau théâtre d'opérations. Il fallut une lutte acharnée de trois heures pour s'emparer d'une hauteur qui dominait la baie, sur le bord de laquelle avaient campé les troupes. Les Balinais défendirent pied à pied cette position consacrée par la superstition publique; ils opérèrent leur retraite en bon ordre, et l'armée hollandaise, accablée de fatigue, ne put songer à les poursuivre. Le général Michiels fit bivouaquer ses troupes sur le champ de bataille; chaque soldat se coucha tout habillé, et se tint prêt à saisir ses armes au premier signal : cette précaution sauva l'armée. Vers trois heures du matin, — au milieu d'une obscurité profonde, — des coups de feu et d'horribles hurlemens se font entendre aux avant-postes. Les Hollandais forment leurs rangs en silence. Une troupe de furieux enivrés d'opium se ruent sur eux la lance en arrêt. Victimes volontaires, ces premiers combattans sont destinés à mourir; ils ne cherchent ni n'espèrent la victoire, ils crient *amok* (tue! tue!) et n'ont d'autre but que d'ouvrir un passage aux masses compactes qui les suivent. Leur frénésie vient se briser contre les baïonnettes hollandaises; ils tourbillonnent le long de ce mur d'airain, sans pouvoir en ébranler les assises. Ces fanatiques luttent en désespérés, l'écume à la bouche, jusqu'à ce qu'ils tombent sous les coups qu'on leur porte, ou qu'ils s'affaissent épuisés. Cependant le nombre des combattans grossit sans cesse; l'artillerie européenne fait en vain de larges trouées dans cette cohue que les lueurs de l'incendie ont rendue visible. Au centre de la position occupée par l'armée

hollandaise se tenait le général Michiels, avec deux bataillons formés en carré et une batterie de campagne. Habitué à de pareils assauts, il ne se laissait émouvoir ni par les cris des assaillans, ni par les gémissemens des blessés. On l'entendait donner ses ordres avec calme, et dominer par son énergie l'horreur de cette mêlée confuse. Sa voix claire et brève savait porter la confiance jusqu'au cœur du moindre soldat; il était l'âme de cette bande glorieuse, qui, depuis deux heures, opposait sa fermeté et sa discipline à la furie d'une troupe fanatisée. Tout à coup un corps de Balinais parvient, à la faveur des ténèbres, à se glisser au milieu des lignes hollandaises : une décharge à bout portant atteint le général Michiels, qui tombe, la cuisse droite fracassée par une balle. Le jour vient alors éclairer une scène de désolation et mettre les Balinais en fuite. Près de deux mille morts ou blessés jonchaient le champ de bataille. La perte des Hollandais eût été insignifiante sans le coup malheureux qui avait atteint leur général. Ils n'avaient à regretter que sept morts et vingt-huit blessés, tant le sang-froid et la discipline ont d'avantage sur le désordre d'un courage aveugle! Il fallut amputer le général Michiels sur le champ de bataille; il succomba le soir même aux suites de cette opération.

L'armée pleura ce soldat intrépide, mais ne songea point à le venger. La perte du général dans lequel elle avait mis sa confiance la laissait désormais sans ardeur. Elle comptait d'ailleurs de nombreux malades. Les moyens de transport manquaient, car la plupart des *coulis*, saisis d'effroi pendant la terrible nuit du 25 mai, avaient pris la fuite. Au lieu de marcher sur Klong-Kong, on se retira sur le territoire de Karang-Assam. Les pertes de l'ennemi avaient été heureusement trop sérieuses pour que cette retraite inopportune pût lui rendre son audace. Après quelques tergiversations, il accepta sans réserve les conditions du gouvernement hollandais. Les dynasties de Bleling et de Karang-Assam furent déclarées déchues du trône. Les autres princes conservèrent leur couronne et l'administration indépendante de leurs états, et cependant, malgré cet usage modéré de la victoire, le triomphe des armes hollandaises eut un immense retentissement dans tout l'archipel. Les velléités d'indépendance qu'auraient pu entretenir les déclamations perfides des journaux de Singapore s'éteignirent dans la terreur qui suivit la troisième expédition de Bali.

C'était en ce moment même qu'une chance inespérée ouvrait à notre corvette le chemin des Indes néerlandaises. Java dans tout l'éclat de sa prospérité, Célèbes dans la ferveur de ses espérances naissantes, l'armée hollandaise dans l'ivresse d'une victoire trop chèrement achetée, tels furent les souvenirs que nous conservâmes de notre passage au milieu de l'empire indo-néerlandais.

Nous venons de retracer l'histoire de cet empire depuis les premiers progrès de sa puissance jusqu'aux récentes tentatives que lui ont im-

posées d'inflexibles nécessités. Cette histoire nous indique la voie où tend à s'engager de plus en plus la politique coloniale de la Hollande. L'occupation restreinte vis-à-vis de peuples sauvages, il faut bien se l'avouer, n'est qu'un rêve. Les Hollandais dans la Malaisie, les Anglais sur le continent indien, comme au cap de Bonne-Espérance, les Français en Afrique, se sont vus également contraints d'étendre leurs conquêtes au delà de leurs désirs et de leur ambition. La domination européenne ne sera solidement assise dans l'archipel indien, elle ne portera tous ses fruits bienfaisans que le jour où tant de royaumes divisés, tant de fragmens d'autorité conquis par de misérables pirates qui ne vivent aujourd'hui que d'exactions et de rapines, auront disparu dans la grande unité politique dont Java est le centre. C'est vers ce but que la Hollande doit marcher et que tous nos vœux la convient. Sans l'influence du gouvernement néerlandais, sans son autorité active, sans l'organisation qui est son ouvrage, les peuples de Sumatra et de Célèbes retomberaient dans le chaos de leur anarchie. La Hollande, il est vrai, rassurée sur la possession de Java, ne croit point les autres parties de son empire si bien cimentées qu'une guerre maritime ne pût les détacher de sa domination au profit d'une autre puissance. Elle se sentirait donc disposée à concentrer ses efforts à Java, comme, en cas de guerre, elle y concentrerait ses moyens de défense; mais cette politique timide, si elle pouvait un instant prévaloir, amènerait un jour ou l'autre de dangereuses complications. L'Europe, encombrée d'une population toujours croissante, trop à l'étroit dans ses anciennes limites, ne tarderait point à contester à la Hollande la possession d'un champ que cette puissance n'oserait défricher. L'audace, dans certains cas, peut donc être de la prudence; je ne crains point de la conseiller à l'Espagne et à la Hollande. L'héroïsme des siècles passés leur a ouvert un immense domaine. Qu'elles suivent d'un effort commun cette voie fructueuse! Leur intérêt est de s'entendre et de s'unir. J'ajouterai que le nôtre est de les défendre. Il faut prévoir le jour où la race anglo-saxonne, rapprochée par ses affinités secrètes, ne fera plus qu'un seul peuple sous deux gouvernemens divers. Assise d'un côté sur la rive occidentale du Nouveau-Monde, de l'autre sur les bords du continent indien, cette race envahissante régnerait sans partage dans les mers de l'extrême Orient, si la sagesse de l'Europe ne songeait à lui opposer comme barrière l'indépendance des Indes néerlandaises et celle des colonies espagnoles. Tout ce qui se rattache à l'avenir de ces riches possessions a donc un intérêt européen; c'est à l'Espagne et à la Hollande de juger de quel côté sont leurs alliés véritables et leurs protecteurs naturels.

E. Jurien de La Gravière.

LA PRESSE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

II.

LA PRESSE EN ANGLETERRE.

SON ORGANISATION INTELLECTUELLE ET COMMERCIALE.

I. *The Fourth Estate : Contributions towards a history of news papers and of the liberty of the Press*, by F. Knight Hunt; 2 vols. London, David Bogue. — II. *Report from the select Committee on News paper Stamps*, ordered by the House of Commons to be printed.

Si l'on a suivi avec quelque attention l'histoire de la presse périodique en Angleterre, telle que avons essayé de l'esquisser (1), on y aura remarqué trois phases distinctes. A leur début, les journaux ont pour objet unique de recueillir les nouvelles et de les porter à la connaissance du public; la surveillance jalouse qui pèse sur eux ne leur permet pas d'accompagner de la moindre réflexion le récit des événemens; ils ne sont qu'une spéculation fondée sur la curiosité humaine. Plus tard, au contraire, la politique, qui a voulu les empêcher de naître, les multiplie; les partis voient dans les journaux un auxiliaire indispensable, et les personnages les plus considérables s'imposent des sacrifices, afin d'avoir à leur service un instrument dont ils ont reconnu la puissance, et qu'ils destinent à défendre leurs doctrines et à attaquer leurs adversaires. C'est là, pendant toute la durée du XVIIIe siècle, la situation de la presse en Angleterre. Enfin, à mesure qu'on se rapproche de l'époque actuelle, les journaux se soustraient peu à peu à l'étroite dépendance où les a tenus jusque-là la politique, et brisent les liens qui les attachent aux partis. Les journaux qui sont créés dans cette période ne doivent plus la naissance aux combinaisons de la politique, mais aux besoins nouveaux qu'éprouvent les grands inté-

(1) Voyez la livraison du 15 décembre 1852.

rêts mercantiles ou industriels. Le but de leurs fondateurs n'est plus uniquement de mettre sous les yeux des lecteurs l'apologie constante de certains hommes ou de certaines opinions, il est encore de procurer au commerce et à quiconque en a besoin les avantages de la publicité; la presse n'est plus considérée seulement comme un instrument politique, mais comme un intermédiaire infatigable et fidèle entre tous les intérêts. Les journaux ne se bornent pas à faire une place chaque jour plus considérable aux annonces; ils n'épargnent rien pour conquérir, en fait d'annonces, une clientèle spéciale qui leur assure d'un côté un revenu constant, et de l'autre des lecteurs assidus.

C'est aux derniers jours du XVIIIe siècle que nous avons marqué le commencement de cette troisième période : c'est à cette date, en effet, que se place la naissance ou la transformation des journaux politiques qui existent actuellement en Angleterre (1), et dont nous essaierons de faire connaître l'histoire intérieure et l'organisation. On verra qu'aucun de ces journaux n'a été fondé sous l'influence et avec le concours d'un homme politique, que ce sont de pures spéculations privées. Tous, dès le début ou bientôt après, prennent le caractère de feuilles d'annonces, qui joignent aux nouvelles du jour un commentaire politique, mais qui se préoccupent surtout de recueillir le genre de renseignemens que le public recherche le plus; on peut même citer des exemples de journaux créés uniquement en vue d'une catégorie d'annonces. Ainsi les libraires de Londres, mécontens de voir leurs annonces exclues de la première page, reléguées à la dernière et souvent retardées de plusieurs jours, fondèrent à la fois une feuille du matin, la *British Press*, et une feuille du soir, le *Globe*, qui existe encore, pour faire paraître leurs annonces quand et comment il leur plairait. Ainsi encore, les restaurateurs et les taverniers de Londres, s'étant avisés qu'ils contribuaient puissamment à la fortune des journaux par leurs annonces, et surtout par les exemplaires qu'ils achetaient pour l'usage de leurs consommateurs, se réunirent pour fonder un journal qui aurait seul entrée dans leurs établissemens, et ils affectèrent les bénéfices de l'entreprise à l'association de secours mutuels créée entre eux. Ce journal existe encore dans les mêmes conditions; c'est le *Morning Advertiser*. Dès 1802, chaque journal avait sa spécialité en fait d'annonces : pour le *Morning Post* c'étaient les chevaux et les voitures; pour le *Public Ledger*, les armemens maritimes et les ventes en gros de marchandises étrangères; le *Morning Herald* et le *Times* se partageaient les adjudications d'immeubles; le *Morning Chronicle* avait la pratique des éditeurs. Cette répartition des annonces n'a presque pas changé. On ne peut ouvrir le *Times* sans y trouver trois ou quatre colonnes au moins de ventes immobilières, et le *Public Ledger* ne doit de subsister encore qu'à l'habitude contractée par le commerce de chercher dans ses colonnes les annonces et les nouvelles maritimes.

Grâce à cette prédominance de l'élément mercantile sur l'élément politique, on pourrait presque dire que la presse anglaise est revenue aujourd'hui à son point de départ. Les journaux de Londres, en effet, sont par-dessus tout des *boutiques à nouvelles*, si l'on veut nous permettre cette expression familière.

(1) Le *Public Ledger* date de 1760, le *Chronicle* de 1769, le *Post* de 1772, le *Times* de 1788, l'*Advertiser* de 1793.

Ils peuvent bien encore avoir leur raison d'être dans une dissidence politique, mais c'est le cas le plus rare. Le plus important, le plus prospère des journaux anglais fait profession de n'appartenir à aucun parti, et de n'avoir aucune opinion traditionnelle; les autres représentent ou essaient de représenter chacun une nuance de l'opinion, mais ils n'espèrent ou n'appréhendent rien du triomphe ou de la défaite du parti qu'ils soutiennent. L'objet principal de leurs efforts n'est pas de renverser du pouvoir les hommes qui le possèdent, ni d'y faire arriver le parti qu'ils défendent eux-mêmes; ce résultat, qui pourrait flatter l'amour-propre, n'aurait aucune influence sur leur publicité. S'ils luttent entre eux et avec acharnement, c'est à qui donnera le plus tôt et le plus exactement les nouvelles intéressantes : le journal ministériel, s'il n'est pas le mieux instruit, est assuré de n'être pas lu. Pour avoir la vogue, le crédit, l'influence, les lecteurs, il faut se procurer des renseignemens que n'auront pas les autres journaux, ou devancer ses confrères dans la publication des mêmes documens. Par quelle série de progrès successifs l'esprit de concurrence a-t-il amené la presse anglaise à cette situation? Quels sont les journaux qui ont pu soutenir cette lutte de tous les instans? Quels efforts et quels sacrifices leur impose la nécessité de vivre? Les détails dans lesquels nous allons entrer répondront à ces trois questions, en faisant connaître le développement qu'a pris la presse quotidienne en Angleterre, le nombre et l'importance des journaux actuels, enfin leur budget.

I.

Trois hommes ont fait les journaux ce qu'ils sont aujourd'hui en Angleterre. Leurs noms méritent assurément d'être mentionnés ici. Ce sont : James Perry, du *Chronicle;* le second des trois Walter, et Daniel Stuart, du *Post* et du *Courrier*. Remarquons en passant que deux de ces hommes étaient Écossais, et que beaucoup des rédacteurs qu'ils s'associèrent étaient également Écossais. C'est là une preuve de plus de cette domination intellectuelle que l'Ecosse a exercée sur l'Angleterre depuis la fin du XVIIIe siècle, et contre laquelle Byron a protesté avec tant d'emportement. Cette domination n'a pas été moins réelle dans la presse quotidienne que dans la littérature des *revues*, dans la philosophie, dans le barreau et dans toutes les carrières libérales.

Dans les dernières années du XVIIIe siècle et les premières de celui-ci, les deux journaux marquans étaient le *Times*, alors tout nouveau dans les rangs de la presse, et le *Herald*, rédigé par Dudley, depuis sir Bate Dudley. Ce dernier était un ministre de l'église anglicane, que son caractère sacerdotal n'empêchait pas d'être un auteur dramatique en vogue, qui écrivait fort bien, se battait encore mieux, et que le métier de journaliste, grâce à la faveur du prince de Galles et du parti whig, devait conduire aux honneurs et à la fortune. Le *Chronicle*, fondé en 1769 et gouverné jusqu'en 1789 par William Woodfall, avait la vogue pour les comptes-rendus des débats parlementaires, que ce journal passait pour donner d'une manière plus fidèle et plus complète qu'aucune autre feuille quotidienne. Les journaux, du reste, étaient en voie d'amélioration, car Dudley, en prenant possession de la rédaction du *Herald* en 1780, avait cru devoir faire des promesses d'honnêteté qui donnent une idée

de ce qu'était alors la presse anglaise : « Le rédacteur en chef, avait-il dit dans un avis au public, se flatte de montrer bientôt, dans le cours de sa difficile entreprise, qu'il n'a négligé aucune combinaison de nature à procurer au lecteur de l'agrément ou de l'instruction. Comme il a maintenant l'autorité nécessaire pour supprimer toute obscène rapsodie et toute basse invective, il a la confiance qu'aucun article de ce genre ne se détournera jamais de sa voie naturelle pour venir salir une seule des colonnes du *Morning Herald*. Quelles que puissent être ses préférences personnelles pour un système politique, il n'en résultera aucun préjugé qui le détermine à sacrifier jamais les lettres modérées et sensées qui lui seront adressées pour ou contre. Comme il n'a aucun désir de dissimuler une syllabe de ce qu'il écrira, il estime qu'on ne peut raisonnablement exiger de lui rien de plus que d'avouer tous ses écrits, et d'en accepter la responsabilité en toute occasion. Cependant, si jamais un réel dommage est causé à quelqu'un, soit par l'inadvertance accidentelle du rédacteur, soit par la flèche cachée d'un détracteur anonyme, il a la confiance qu'une réclamation convenable ne lui sera jamais adressée en vain. »

C'est à ce moment que James Perry débuta dans le journalisme. C'était un Écossais, jeune, actif, d'opinions très-décidées en politique, intelligent en affaires et d'un esprit inventif. Né à Aberdeen, il y avait fait d'excellentes études. Le besoin de gagner sa vie le conduisit d'abord à Manchester, où il passa deux ans comme commis chez un manufacturier, puis à Londres. Perry, en quête d'un emploi, composait pour se distraire de petits essais en prose et en vers qu'il jetait dans la boîte du journal *the General Advertiser*. Un jour qu'il se présentait chez un libraire auquel il était recommandé, pour savoir si on lui avait trouvé une occupation, le libraire, qui lisait un journal, se prit à lui dire : « Que ne savez-vous écrire des articles comme celui-ci ! » Il se trouva que c'était un article de Perry, qui revendiqua la paternité de son œuvre. Le libraire était un des propriétaires du *General Advertiser*, il conduisit immédiatement Perry au journal, et l'y fit admettre comme collaborateur avec une quinzaine de cents francs par an. Perry fit un instant la fortune de ce journal, lors du célèbre procès de l'amiral Keppel. Il se chargea de rendre compte des débats, et il expédia tous les jours de Portsmouth de quoi remplir sept à huit colonnes. C'était un tour de force que personne n'avait encore fait, et qui valut au *General Advertiser* plusieurs milliers d'acheteurs tant que dura le procès. Bientôt après, Perry conçut l'idée d'un nouveau recueil mensuel, l'*European Magazine*, qu'il fonda et dont il fut quelque temps le rédacteur en chef. Il quitta ce poste pour la rédaction en chef du *Gazetteer*, dont la direction politique et littéraire lui fut entièrement abandonnée. Perry débuta dans ses nouvelles fonctions par une innovation considérable. Les journrux n'envoyaient à la chambre des communes qu'un seul sténographe, qui ne pouvait recueillir qu'un squelette décharné des débats. Quand ils voulaient publier une discussion où les grands orateurs avaient parlé, ils étaient contraints de prolonger cette publication pendant plusieurs jours consécutifs, et il y avait même des journaux qui la continuaient pendant plusieurs semaines après la clôture de la session. Le *Chronicle* faisait exception. Son propriétaire et rédacteur en chef, William Woodfall, doué d'une mémoire extraordinaire, et qu'on avait surnommé *Memory Woodfall*, assistait lui-même aux séances,

et à l'aide de quelques notes prises par lui, à l'aide du maigre sommaire donné par les autres journaux, il parvenait à reconstruire un débat tout entier. Le *Chronicle* ne paraissait que le soir, à cause du travail prodigieux imposé à un seul homme; mais il donnait seul une vraie séance, et il était fort recherché pendant toute la session. Perry lui enleva cet avantage du premier coup; il envoya à la chambre plusieurs sténographes qui se relayaient tour à tour, et, grâce à cette combinaison, il publia des comptes-rendus plus complets que le *Chronicle*, et il les publia dès le matin, au lieu de les faire attendre jusqu'au soir. Il ruina le *Chronicle* dans le cours d'une seule session, et, après l'avoir ruiné, il l'acheta en 1789, avec le concours de quelques amis qu'il s'était faits, et qui avaient confiance en sa capacité.

Maître du *Chronicle* et disposant librement d'un grand journal, Perry consomma la révolution qu'il venait d'opérer dans la presse. La curiosité du public, l'amour-propre des orateurs, les passions politiques lui vinrent en aide; l'étendue et l'exactitude des comptes-rendus du parlement et de toutes les assemblées furent désormais au nombre des conditions d'existence d'un journal. Non-seulement Perry attacha plusieurs sténographes au *Chronicle*, mais pour ne les pas voir se disperser après chaque session et pour s'assurer le concours de collaborateurs expérimentés, il les engagea à l'année. Par ces mesures habiles, il mit son journal en réputation pour la fidélité de sa sténographie, et pendant bien des années le *Chronicle* fit autorité, lorsque l'on voulait citer les paroles d'un orateur ou y faire allusion.

Ce n'est pas là la seule innovation due à Perry. Jusqu'à lui, un journal avait été l'œuvre d'un seul homme, et habituellement de son propriétaire. Nous venons de voir que William Woodfall avait été le propriétaire, le rédacteur en chef et le sténographe du *Chronicle*. Perry, homme du monde, mêlé à beaucoup d'entreprises, propriétaire et amateur d'agriculture, éditeur d'ouvrages, n'aurait pu suffire au fardeau. Il sépara la direction et la rédaction du *Chronicle*. Il se réserva l'administration du journal, dans lequel il n'écrivit plus que rarement, et il en laissa la rédaction à un de ses compatriotes nommé Gray. Après Gray, la rédaction en chef fut confiée pendant plusieurs années à Spankie, qui est devenu un des jurisconsultes les plus estimés de l'Angleterre, mais qui ne répondit pas à l'attente de Perry. Spankie, selon Perry, méconnaissait le caractère essentiel d'un journal, qui est la variété. Après Spankie, le principal collaborateur de Perry fut encore un Écossais, M. Black, qui devint rédacteur en chef du *Chronicle* après la mort du propriétaire et conserva ces fonctions jusqu'en 1843. M. Black était un grand humaniste qui avait débuté dans les lettres par de nombreuses traductions, et qui se délassait de ses travaux quotidiens par l'étude assidue des classiques grecs. Perry lui-même était plein d'esprit et de verve; comme journaliste, il avait le style de la conversation élégante, et s'il ne prenait pas les questions par leur côté le plus élevé, il les traitait au point de vue du bon sens et de la pratique et avec un jugement des plus sûrs. Il parlait infiniment mieux qu'il n'écrivait; il avait fait ses preuves dans les *sociétés de discussion*, qui étaient alors à la mode et que hantaient volontiers les hommes politiques, sans excepter William Pitt. Deux fois on offrit au journaliste puissant et à l'orateur habile d'entrer au parlement; mais Perry, qui aimait son métier, refusa obstinément. La

loyauté de son caractère, la cordialité de ses manières, la générosité avec laquelle il ouvrait sa bourse aux gens de lettres et aux malheureux, lui avaient acquis une légitime popularité parmi les écrivains. On le savait homme d'honneur, d'une discrétion à toute épreuve; il fut le dépositaire de bien des secrets, et, comme il obligeait avec délicatesse, le confident de bien des infortunes. Il était toujours en quête des gens de talent, et, outre les hommes distingués que nous avons déjà nommés, on doit citer encore, parmi ses collaborateurs, lord Campbell, qui occupe aujourd'hui une des fonctions les plus élevées de la magistrature; le poète Campbell, le spirituel et incisif Hazlitt, et enfin Dickens. Ce dernier a débuté par travailler au *True Sun*, concurrence suscitée au journal actuel le *Sun* lors de son apparition; il passa ensuite au *Chronicle*, dont il devint un des plus habiles sténographes, et, s'élevant encore par degrés, il écrivit pour ce journal, sous le pseudonyme de Boz, les premières *esquisses* qui ont fait sa réputation.

Au moment où Perry relevait le *Morning Chronicle*, le *Morning Post*, qui datait de 1772 et qui avait eu quelques années d'une grande prospérité, était tombé dans une complète décadence. Ce journal ne subsistait plus que grâce aux annonces des voitures et des chevaux à vendre, dont il avait et dont il a conservé jusqu'à nos jours le monopole presque exclusif. C'est alors, en 1795, qu'il fut acheté, pour un peu plus de 1,500 francs, par un Écossais du nom de Daniel Stuart. Celui-ci appartenait à une famille de journalistes. Son frère aîné, Pierre Stuart, était depuis longtemps dans la presse : c'est lui qui, lors de la nouvelle organisation des malles-postes par Palmer, profita des facilités nouvelles de communications ainsi créées pour fonder le *Star*, le premier journal quotidien du soir qu'on ait eu à Londres. Comme le *Post* ne vendait alors que trois cent cinquante exemplaires par jour, Stuart y joignit la propriété d'un autre journal, l'*Oracle*, acheté pour 2,000 francs.

Daniel Stuart s'occupa d'abord de recruter des rédacteurs de mérite, et ne recula devant aucun sacrifice pour s'assurer le concours de gens de talent. I demandait à ses collaborateurs de l'application et de l'exactitude, mais il rémunérait libéralement leurs services, et de temps en temps il augmentait de lui-même leurs appointemens. Par son activité, son application aux affaires et l'intelligente direction qu'il donna à son journal, il ne tarda point à lu rendre son ancienne prospérité, et avec les lecteurs revinrent les annonces. Stuart avait sur les annonces une théorie particulière. Il donnait de préférence la première page de son journal aux courtes annonces, et il les encourageait de tout son pouvoir, d'après ce principe que plus les pratiques sont nombreuses, plus on est indépendant de sa clientèle, et plus celle-ci est durable. En outre, plus les annonces sont nombreuses et variées, plus aussi est nombreux et varié le cercle des gens qu'elles intéressent, et qui cherchent dans le journal les emplois vacans, les offres de service, les mises en vente, les marchés à conclure. « Les annonces, disait-il, ont leur action directe et leur contre-coup : elles attirent le lecteur et augmentent la circulation du journal, et la grande publicité appelle à son tour et retient les annonces. »

Perry se réglait sur un principe opposé. Il voulait faire de son journal une feuille essentiellement littéraire, et il visait à lui assurer le monopole des annonces de librairie. Aussi il accumulait dans sa première page les annonces

des livres nouveaux, donnant quelquefois en trois colonnes soixante ou soixante-dix annonces d'une seule maison de librairie, et recommençant le lendemain avec une autre. Cette tactique profitait à la fois au journal et aux libraires. Les amateurs de nouveautés recherchaient le *Chronicle* pour se tenir au courant des publications de la librairie, et le public, en voyant une seule maison faire un si grand nombre d'annonces, s'en exagérait la puissance et l'activité. Il y avait à cela un inconvénient qui se fit bientôt sentir, c'est que les autres industries réclamèrent les mêmes avantages. Aujourd'hui encore les vendeurs à l'encan, pour faire croire à l'importance de leurs affaires et à l'étendue de leurs relations, exigent que toutes leurs annonces paraissent dans le même numéro et à la suite les unes des autres. Les journaux eux-mêmes se sont laissé aller sur cette pente : on en voit qui remplissent leurs colonnes de matières insignifiantes, et qui accumulent pendant quatre ou cinq jours les annonces afin d'en remplir plusieurs pages un beau matin et de donner une haute idée d'une publicité qui leur vaut une si nombreuse clientèle. Stuart ne se laissa jamais convertir par l'exemple de ses confrères. Il craignait, en adoptant une spécialité d'annonces, de se mettre à la merci de ses propres cliens. Il se refusait donc à bannir les petits avis de sa première page et à laisser envahir cette page par des annonces uniformes, par ce qu'on appelait, en termes du métier, les *nuages*, et même, quand on présentait à l'insertion de longues annonces destinées à remplir une colonne ou deux, il les taxait à un prix excessif, afin de les éloigner sans qu'on pût l'accuser de les avoir refusées.

Stuart surveillait avec le plus grand soin l'exécution matérielle de son journal. Il savait que le public est un enfant dont il faut piquer la curiosité et à qui il faut éviter jusqu'à la peine de chercher ce qui l'intéresse. Stuart ne se bornait donc pas à être à l'affût des nouvelles importantes pour être mieux renseigné que les feuilles rivales ou pour les devancer, il avait pour principe qu'il n'y a point une hiérarchie invariable entre les matières du journal, et que la nouvelle du jour, l'objet des préoccupations du moment doit toujours occuper le premier plan. Lorsque des émeutes furent causées en 1800 par la cherté des grains, le *Times* et le *Herald* se contentèrent de courts paragraphes composés en petits caractères et relégués dans un coin de leurs feuilles avec les faits insignifians. Stuart, au contraire, publia jour par jour des récits étendus et complets, rédigés par ses meilleurs collaborateurs, et il imprima ces récits à la plus belle place du journal, en gros caractères fortement interlignés, avec des titres en capitales pour appeler immédiatement l'attention. Lors de la proclamation de la paix d'Amiens, de l'ascension des premiers ballons, et chaque fois qu'un grand incendie, un procès retentissant, même un combat de boxeurs, préoccupa le public et fit le sujet des conversations, Stuart eut recours à la même industrie, et il lui dut la vogue et la prospérité de son journal. Nous n'avons pas besoin de dire que son exemple a eu tous les autres journaux pour imitateurs (1).

(1) Les lettres capitales jouent maintenant un rôle considérable dans les feuilles anglaises; ce sont elles qui indiquent les divisions principales du journal et qui guident le lecteur exercé droit à ce qui l'intéresse. En ouvrant un journal et du premier coup d'œil,

Au nombre des collaborateurs de Stuart et des hommes qui contribuèrent au succès du *Morning Post*, nous trouvons d'abord deux Écossais, George Lane et sir James Mackintosh, le propre gendre de Stuart; puis des noms célèbres dans la poésie anglaise : Coleridge, Southey, Wordsworth et Charles Lamb. Stuart avait essayé, mais inutilement, d'attacher Robert Burns au *Post* : nous avons déjà vu que Campbell collaborait au *Chronicle;* chaque journal avait alors son poète et son faiseur d'épigrammes en titre. Une feuille éphémère, le *World*, avait mis à la mode, pendant sa courte carrière, ce que les Anglais appellent les *jokes*, c'est-à-dire les pointes, les bons mots, les facéties. Les *jokes* ne devaient guère excéder six ou sept lignes et devaient autant que possible avoir trait aux événemens du jour. Charles Lamb a débuté dans les lettres par être l'épigrammatiste en titre du *Morning Post*, à raison de six pence ou douze sous par plaisanterie. La poésie tenait dans les journaux une place plus importante encore que l'épigramme. Les feuilles quotidiennes ne s'adressaient encore qu'à la classe lettrée, pour qui de beaux vers avaient un attrait naturel, et une partie de l'espace occupé aujourd'hui par les renseignemens commerciaux était réservée alors à des pièces de vers qui trouvaient des lecteurs. On a conservé le souvenir de la sensation profonde que produisirent le poème de Coleridge intitulé *the Devil's Thoughts* et le portrait de Pitt par le même auteur, et pourtant ces deux morceaux, lors de leur publication dans le *Post*, n'avaient aucun rapport avec les préoccupations du jour.

Le *Morning Post*, à qui Stuart avait donné une couleur très-libérale, était arrivé au plus haut degré de prospérité, lorsque la cour, à qui cette feuille portait ombrage, en fit acheter sous main presque toutes les actions, et obligea Stuart à se défaire de sa part de propriété. Stuart se consacra dès lors tout entier à son autre journal, le *Courrier*, dont il fit la plus libérale et la plus répandue des feuilles du soir.

Nous arrivons maintenant au plus puissant des journaux anglais, à celui sur lequel tous les autres ont fini par se modeler. Le *Times* a été fondé en 1785 par l'imprimeur Walter sous le nom de *Daily universal Register*. Walter était l'inventeur d'un nouveau système de composition, qu'il appelait *logographique*, et qui consistait à assembler des syllabes et des mots entiers au lieu d'assembler des lettres isolées (1). Walter ne se bornait pas à imprimer le *Daily universal Register logographiquement*, il imprima aussi un grand nombre d'ouvrages, et ce n'est qu'après une longue résistance qu'il se décida à revenir au mode d'impression ordinaire. Son journal avait alors changé de titre

on voit, à la disposition des titres et à la grosseur des caractères, quelle est la nouvelle importante du jour. Pourtant, dans cet emploi des lettres capitales, les feuilles américaines ont laissé bien loin derrière elles les feuilles anglaises. Il n'est pas rare de voir dans un journal de New-York ou de Boston quinze titres consécutifs en tête d'un article un peu long.

(1) Les caractères que Walter employait, et qu'il avait fait fondre tout exprès à grands frais, représentaient les radicaux et les désinences qui se reproduisent le plus souvent dans la langue anglaise, et dont la liste seule avait coûté beaucoup de recherches à Walter. Il se flattait de composer beaucoup plus vite par ce système, et surtout d'épargner les frais de correction. Les fautes typographiques, les *coquilles*, devaient être beaucoup moins fréquentes que par le procédé usuel.

et pris le nom qu'il porte actuellement. C'est en 1788 que ce changement s'opéra, et Walter en donna les raisons dans un avertissement au public en style burlesque. La principale était que le titre précédent, composé de trois mots, *Daily universal Register*, était beaucoup trop long, que le public omettait invariablement les deux adjectifs, et qu'il en résultait une confusion avec tous les autres recueils du nom de *Register*. Le mot *Times*, au contraire, était un monosyllabe facile à prononcer; il arrivait très-net et très-distinct à l'oreille, et il ne se prêtait à aucune confusion, à aucune transformation ridicule. Cet avertissement, rempli de jeux de mots et de calembours, se terminait par quelques lignes plus sérieuses, dans lesquelles John Walter promettait de ne négliger rien de ce que peuvent faire l'activité ou l'industrie, pour donner aux comptes-rendus parlementaires l'étendue la plus complète, l'exactitude la plus minutieuse et la plus stricte impartialité. Ces promesses montrent quelle importance le public attachait aux débats du parlement, et expliquent le succès que Perry avait obtenu au *Gazetteer*, ensuite au *Chronicle*, en attachant à ses journaux des relais de sténographes.

Cependant le véritable fondateur du *Times*, l'auteur de sa prodigieuse fortune, n'est pas John Walter; c'est son fils, qui prit la direction du journal en 1803, et la conserva jusqu'à sa mort, arrivée en juillet 1847. L'idé fixe du second Walter fut de bien établir aux yeux de tous la complète indépendance de son journal : il eut sans cesse pour objet de faire de la presse l'organe et comme la représentation effective de l'opinion publique, et de la constituer comme une puissance rivale à côté du gouvernement, d'en faire, en un mot, un quatrième pouvoir dans l'état. Il a lui-même, en 1810, exposé dans son journal les principes qui dirigèrent sa conduite dès le jour où il prit en main la direction du *Times*. « Le propriétaire actuel, dit-il, avait donné dès le premier jour son appui consciencieux et désintéressé au ministère d'alors, celui de lord Sidmouth. Le journal continua de soutenir les hommes au pouvoir, mais sans leur permettre de s'acquitter envers lui par des communications de nature à diminuer en rien les dépenses de l'entreprise. L'éditeur sentait trop bien qu'en acceptant cette compensation, il aurait sacrifié le droit de condamner un acte qu'il aurait regardé comme préjudiciable au bien public. Le ministère Sidmouth eut donc son appui, parce qu'il le croyait, comme c'est encore son opinion, une administration honnête et digne; mais, ne sachant si cette administration persévérerait dans la même voie, l'éditeur ne crut pas devoir aliéner son droit de libre jugement en acceptant aucun service, même offert de la façon la plus irrépréhensible. »

Quand lord Sidmouth eut été renversé par M. Pitt, le *Times* ne tarda point à se prononcer contre le nouveau ministère. Il en coûta au père de Walter la clientèle des douanes dont il était l'imprimeur depuis dix-huit ans. Walter ne voulut accepter d'aucune des administrations suivantes ni la restitution de ce privilége ni une compensation quelconque, de peur de contracter une obligation. La perte de ce privilége ne fut pourtant pas la seule conséquence de son hostilité pour le gouvernement : le ministère de M. Pitt ne négligea rien pour traverser dans son entreprise le publiciste indépendant. C'était le moment des grandes guerres du continent, et Walter, désireux d'établir la supériorité de son journal, avait organisé un vaste système de correspondances, dans leque

il avait aventuré une partie de sa fortune. Le gouvernement faisait retenir aux ports de débarquement les paquets à l'adresse du *Times*, tandis qu'on laissait passer la correspondance des feuilles ministérielles. Les journaux étrangers à l'adresse du *Times* étaient invariablement saisis ou retardés à Gravesend, et quand Walter porta ses réclamations jusqu'au ministère, il lui fut deux fois offert de laisser toute latitude à sa correspondance, s'il voulait accepter cette concession comme une faveur du gouvernement, et la reconnaître en modifiant la direction de son journal. Walter refusa de s'engager et d'aliéner ainsi son indépendance, quoiqu'il eût soutenu spontanément le ministère sur quelques questions importantes, et il préféra continuer à lutter contre le mauvais vouloir de l'administration.

Cette lutte, du reste, lui fut profitable. En lui interdisant en quelque sorte la voie régulière des paquebots et de la poste, on le mit dans la nécessité d'organiser un service pour le *Times* seul : il eut ses navires, ses malles-postes, ses courriers. Il en résulta pour lui des dépenses excessives, mais aussi une correspondance plus régulière et plus active même que celle du gouvernement. Très-souvent il lui arriva d'être plus vite et mieux renseigné que le ministère. C'est ainsi que le *Times* annonça la capitulation de Flessingue quarante-huit heures avant que la nouvelle en fût connue de personne en Angleterre. Walter mit fin du même coup à un abus qui se pratiquait à l'administration des postes, et qui consistait à retarder la distribution des lettres et des journaux de l'étranger, afin de permettre aux employés de faire imprimer et de vendre sur la voie publique les nouvelles du continent.

C'est donc à Walter qu'il faut rapporter l'initiative de cette organisation si vaste qui fait d'un journal anglais une véritable puissance, disposant de moyens d'action étendus, et aussi bien renseignée qu'aucun gouvernement. L'homme qui s'imposait de si grands sacrifices pour la partie matérielle de son journal et qui dépensait en courriers et en estafettes un revenu princier ne devait pas hésiter à rémunérer libéralement tous ceux qu'il associait à son entreprise. Il avait imité l'exemple de Perry en rétribuant à l'année les nombreux sténographes attachés au *Times*, et, désireux à la fois de ne pas violer la promesse que s'étaient faite mutuellement les propriétaires de journaux de ne pas dépasser un certain taux dans le salaire des sténographes, et cependant de s'assurer le concours des plus habiles, il leur faisait de riches présens, ou leur allouait des gratifications qui équivalaient à un supplément de salaire. En outre, il était toujours en quête des gens d'esprit et de mérite pour les attacher à la rédaction du *Times*. Il publiait en partie et il lisait en totalité les articles anonymes adressés au *Times* ou jetés dans la boîte du journal, et quand quelqu'un de ces articles attestait du talent, Walter se mettait en quête de l'auteur jusqu'à ce qu'il l'eût déterré et enrôlé parmi ses rédacteurs. C'est ainsi qu'il mit la main sur Thomas Barnes, qui, après avoir fait, comme boursier, les plus brillantes études à Cambridge, était venu faire son droit à Londres, et qui se délassait de la jurisprudence en adressant au *Times* des articles anonymes. Walter le découvrit dans son galetas d'étudiant, l'employa d'abord comme rédacteur des chambres, et finit par lui confier la rédaction en chef, lorsque l'éloquent et fougueux docteur Stoddart eut rompu avec le *Times*. A côté de Stoddart et de Barnes, il faut placer au nombre des hommes

qui ont contribué à la fortune du *Times* le capitaine Sterling, dont le talent d'amplification est demeuré célèbre. Walter envoyait à Sterling un sujet avec les deux ou trois argumens à employer, et il en recevait en retour un de ces articles pleins d'éclat, de vigueur et d'entraînement qui ont donné lieu à cette locution proverbiale : *Les coups de tonnerre du Times*. N'oublions pas non plus Henry Brougham, qui a pris plus d'une fois une part active à la rédaction du *Times*. La médisance prétend même que lord Brougham, devenu lord-chancelier d'Angleterre et assis sur le sac de laine, se défendait dans le *Times* et s'attaquait dans le *Morning Chronicle* afin d'avoir à se défendre.

Thomas Barnes est mort en 1841, et la rédaction en chef du *Times* est en ce moment entre les mains de M. John Joseph Lawson, sous la direction suprême du troisième des Walter.

C'est à M. Walter que revient l'honneur d'avoir mis la vapeur au service de l'imprimerie. Dès 1804, il s'était convaincu de la possibilité de substituer cet agent infatigable aux bras des pressiers, et de donner au tirage du *Times* une régularité et surtout une rapidité que la prospérité croissante du journal rendait nécessaires. Les presses du *Times* tiraient à l'heure 250 feuilles imprimées d'un seul côté : avec beaucoup d'effort et d'habileté, et en relevant plusieurs fois les pressiers, on arrivait à doubler ce tirage. On se voyait quelquefois obligé de faire deux, trois et jusqu'à quatre compositions pour ne point paraître plus tard que les autres journaux; trois mille exemplaires en effet eussent exigé douze heures de travail. Walter ouvrit les ateliers du *Times* à un mécanicien nommé Martyn, qui y travaillait dans le plus grand mystère, parce que les pressiers avaient déclaré hautement qu'ils feraient un mauvais parti à celui qui voulait leur ôter leur gagne-pain, et qu'ils mettraient en pièces ses inventions. Après des dépenses considérables, Walter dut renoncer à son entreprise, parce que ses ressources personnelles étaient épuisées et que son père lui refusa de nouvelles avances.; mais avec la persévérance et le ferme vouloir qui était le fond de son caractère, il n'en poursuivit pas moins la solution du problème qu'il s'était imposé, provoquant et récompensant avec libéralité toutes les inventions qui pouvaient le conduire au but. Enfin en 1814 il accueillit les offres de deux Allemands nommés Kœnig et Bauer, et leur livra une vaste pièce adjacente aux ateliers du *Times*, où ils purent construire leur machine sans éveiller les soupçons des pressiers. Au moment de terminer leur œuvre, Kœnig et Bauer perdirent courage et disparurent. On les retrouva au bout de quelques jours, on les ramena, et ils mirent la dernière main à leur machine. Il s'agissait ensuite d'en faire usage. Les pressiers du *Times* étaient venus à l'atelier à l'heure ordinaire : on ne descendit point les formes, et on dit aux ouvriers que l'on attendait des nouvelles importantes du continent. Il était six heures du matin quand M. Walter entra dans l'atelier, un exemplaire du *Times* à la main, et annonça aux ouvriers étonnés que leur besogne était faite par une presse à vapeur. C'est le 29 novembre 1814 que fut tiré le premier journal imprimé à la vapeur. Les presses du *Times* devinrent aussitôt une des curiosités de Londres; les premières tiraient seulement de douze à treize cents feuilles à l'heure; des perfectionnemens ne tardèrent pas à porter ce tirage à 2,000 et même à 2,500 en fatiguant un peu la machine; les presses actuelles, dues à M. Applegath, tirent 10,000 feuilles

à l'heure, et au besoin 12,000; ce sont les plus grandes et les plus actives que l'on connaisse en Angleterre.

C'est encore M. Walter qui a introduit, il y a une quinzaine d'années, dans la presse anglaise le sommaire des débats du parlement. Par suite de la lutte engagée entre tous les journaux, le compte-rendu des deux chambres a acquis l'ampleur de notre *Moniteur* : il n'occupe pas moins de huit ou dix colonnes, et souvent plus, imprimées dans un caractère très-fin, et qui équivalent pour la matière à un volume in-18 ordinaire. Walter comprit que ces comptes-rendus, fort utiles aux hommes politiques et aux lecteurs de loisir, n'étaient d'aucun service aux gens occupés et pressés, qui ne les pouvaient jamais lire et qui avaient cependant besoin de voir en quelques minutes ce qui s'était passé la veille au parlement. Il imagina donc de donner en tête de la partie politique du journal un sommaire des débats qui contiendrait en une colonne la substance de toute la discussion. Il fallait une plume exercée pour résumer dans ce court espace tout un débat, en faisant connaître les points principaux touchés par les orateurs. Walter confia ce travail à l'un des écrivains les plus distingués de l'Angleterre, M. Horace Twiss, qui avait été lui-même membre de la chambre des communes. Tel fut le succès de ce sommaire, que tous les journaux furent contraints d'en donner un semblable, et le soin de le rédiger est devenu un des postes importans de chaque journal.

Le *Times*, le *Post* et le *Chronicle* sont des journaux du matin : quelques mots suffiront pour expliquer la naissance des journaux du soir. La poste ne partant de Londres qu'à la fin de la journée, l'idée devait venir facilement à un homme du métier de retarder jusqu'à ce moment la publication d'un journal, afin de pouvoir donner les nouvelles reçues dans la matinée et d'arriver cependant en province en même temps que les feuilles du matin. On avait, par le fait, sur celles-ci une avance d'une demi-journée. La publication de ces journaux fut nécessairement réglée sur les jours de la poste. Aussi est-ce à la fin de 1727 qu'on trouve pour la première fois en Angleterre un journal du soir paraissant trois fois par semaine, et c'est à la fin du XVIIIe siècle seulement, quand la poste partit tous les jours, que Pierre Stuart fonda le *Star*, le premier journal quotidien du soir. Un second journal parut en 1791, et le nombre s'en est successivement accru jusqu'à cinq. La guerre continentale fut l'époque la plus prospère des feuilles du soir, parce que la curiosité publique était toujours en éveil. Nous avons vu que Daniel Stuart, en aliénant le *Morning Post*, avait gardé le *Courrier*. Avec l'aide de son associé Strutt, il en fit bientôt le journal du soir le plus en vogue et une entreprise des plus lucratives. Stuart était en bonnes relations avec le ministère Percival, et grâce à ces relations, il était toujours bien informé. Ce n'est pas qu'il tirât parti de son dévouement, car un jour le premier ministre lui ayant demandé la suppression d'un article qui pouvait avoir des conséquences fâcheuses, Stuart mit au pilon 3,500 exemplaires déjà tirés, et exigea de son associé la promesse de n'accepter aucun dédommagement pécuniaire, de peur que, le fait venant à s'ébruiter, on ne prétendît que l'article avait été fait pour extorquer de l'argent au ministère. Les journaux du soir étaient alors fort recherchés, parce qu'ils publiaient le cours des fonds publics aussitôt après la clôture de la Bourse, parce qu'ils contenaient toutes les nouvelles des feuilles du matin, et

en outre les nouvelles arrivées dans la journée. Stuart imagina de faire une seconde et une troisième éditions lorsqu'il recevait trop tard des nouvelles importantes. Les crieurs de son journal remplissaient alors de leurs clameurs les rues de Londres. Lui-même a raconté que le jour de l'assassinat de M. Percival par Bellamy, deux éditions ayant à peine satisfait l'avide curiosité du public, on entendit crier tout à coup une troisième édition du *Courrier*, avec de nouveaux détails sur l'assassin du premier ministre. Le public s'arracha aussitôt les exemplaires de cette troisième édition, et y trouva pour toute pâture à sa curiosité les deux lignes suivantes : « Nous suspendons à l'instant notre tirage pour annoncer que ce sanguinaire scélérat a refusé de se laisser raser. »

Les journaux du soir perdirent beaucoup de leur importance après la guerre; néanmoins le *Courrier* demeura une spéculation très-profitable jusqu'au jour où, Stuart s'en étant défait, les nouveaux propriétaires le vendirent au parti tory. Ce changement de politique fut fatal au journal, qui déclina rapidement et finit par périr. Tous les journaux du soir, du reste, sont aujourd'hui en baisse; l'établissement des chemins de fer leur a porté un coup dont ils ne se relèveront pas. Leur grand avantage était de partir le soir par la poste en même temps que les journaux publiés le matin, et d'arriver en même temps que ceux-ci en province, tout en donnant des nouvelles plus fraîches; mais comme la poste n'a pas le monopole des transports en Angleterre, les journaux du matin ont renoncé au bénéfice du transport gratuit que leur assure le timbre; ils s'expédient par les premiers convois du matin, de façon à être distribués dans toutes les grandes villes de province pour l'heure du déjeuner. Ce sont eux par conséquent qui ont aujourd'hui l'avance sur les journaux du soir, et ils ont à peu près expulsé ceux-ci de la province. A mesure que le service des chemins de fer s'étendra, les journaux du soir verront se resserrer leur clientèle jusqu'au jour où ils seront réduits à Londres et à sa banlieue.

Les dix années qui se sont écoulées de 1815 à 1825 ont été l'époque la plus prospère des journaux anglais. On portait alors à 10 millions le capital engagé dans les treize feuilles quotidiennes, savoir : 7 millions dans celles du matin, et 3 millions dans celles du soir; mais il aurait fallu doubler ce chiffre pour avoir la valeur réelle des actions. La propriété du *Times* était déjà évaluée à elle seule à près de 3 millions, celle du *Courrier* à 2 millions, celle du *Globe* à 1,250,000 francs. Aucun journal ne se vendait à cette époque à plus de 7 ou 8,000 exemplaires, la plupart ne dépassaient pas 3,000, et quelques-uns n'atteignaient même pas ce chiffre, puisque le tirage total de la presse quotidienne n'était que de 40,000. Leur revenu était cependant beaucoup plus considérable qu'aujourd'hui. Le *Herald* valait alors 200,000 francs à son propriétaire, et le *Times* 500,000; le *Star*, journal du soir, rapportait 150,000 francs, et le *Courrier* presque le double. En 1820, Perry retira du *Chronicle* 300,000 francs nets. Aucun journal, le *Times* excepté, ne donne aujourd'hui un revenu semblable, malgré le développement qu'a pris la publicité. Les frais des journaux se sont en effet accrus dans une proportion bien plus considérable que la vente et que le produit des annonces. A l'époque dont nous parlons, le format était beaucoup moins grand que maintenant; les journaux paraissaient avec cinq colonnes tant que le parlement siégeait, et ils se réduisaient à quatre colonnes dans l'intervalle des sessions; en outre, les frais de rédaction étaient alors bien

moins onéreux. L'augmentation des dépenses date de la lutte engagée vers 1826 par le *Herald* contre le *Times*. M. Thwaites, devenu copropriétaire et gérant du *Herald*, voulait demeurer seul maître du journal : pour contraindre son associé à lui vendre sa part, il absorba pendant plusieurs années tous les bénéfices en dépenses d'amélioration. C'est lui qui imagina d'établir des correspondans à poste fixe dans les grandes villes d'Europe. Il envoya un de ses rédacteurs en Espagne pour y suivre jour par jour la lutte engagée par les cortès contre le pouvoir royal et les mouvemens de l'armée française. Quand le roi George IV fit un voyage en Hanovre, le *Herald* expédia encore un de ses rédacteurs à la suite du monarque, pour rendre un compte quotidien du voyage royal. Il n'est point de journal anglais qui n'en fasse autant aujourd'hui en pareille circonstance; mais c'étaient alors des innovations, et tous les journaux durent suivre le *Herald* et le *Times* dans cette voie dispendieuse.

II.

Les journaux quotidiens du matin sont aujourd'hui au nombre de sept en Angleterre. Tous se publient à Londres : ce sont le *Public Ledger*, l'*Advertiser*, le *Daily News*, le *Post*, le *Herald*, le *Chronicle* et le *Times*. Le *Ledger* est un petit journal qui a conservé le format d'autrefois, et qui subsiste depuis quatre-vingts ans du produit de ses annonces. Quelques tentatives ont été faites pour l'agrandir et le transformer en un journal complet, sur le modèle des autres feuilles du matin; elles ont échoué, et après chaque essai le *Ledger* est revenu à son mode habituel de publication, qui assure à ses propriétaires un revenu fixe et assez brillant. Telle est la puissance d'une clientèle solide, qu'il ne serait au pouvoir d'aucun des grands journaux de Londres de faire concurrence à cette feuille en apparence insignifiante, dont la rédaction politique est à peu près nulle, et qui ne tente aucun effort pour se procurer cette riche variété de renseignemens qui fait le mérite des autres journaux du matin. Mais depuis quatre-vingts ans les armateurs, les commissionnaires en marchandises, les négocians à l'importation sont habitués à trouver dans le *Public Ledger* les nouvelles de mer, la liste des arrivages, les annonces des cargaisons et des parties de marchandise à vendre, et ils sont tous obligés de recevoir ce journal; précisément aussi parce qu'ils le reçoivent tous, tous les gens qui ont un navire ou des marchandises à vendre sont obligés de mettre leurs annonces dans le *Ledger*. Voilà pourquoi une spécialité reconnue et consacrée par de longues années assure à une feuille des plus médiocres une vente quotidienne qui suffit à ses frais, et des annonces qui lui donnent un assez beau revenu.

Nous avons dit comment l'*Advertiser* fut fondé en 1793 avec le concours des restaurateurs et des taverniers de Londres. Ce journal s'est maintenu depuis sans s'élever jamais à une prospérité bien haute, mais aussi sans voir décroître sa clientèle en quelque sorte forcée. En politique, il soutient les opinions du parti radical, et, sans aller jusqu'au chartisme, il fait une rude guerre à l'aristocratie anglaise et à l'église anglicane. Depuis que M. Cobden et M. Bright n'ont pas dédaigné, dans un *meeting*, de réclamer publiquement l'appui de leurs auditeurs pour le *Daily News*, ce journal, qui est de beaucoup le plus jeune des grands journaux anglais, doit être considéré comme

l'organe de ce qu'on appelle en Angleterre l'école de Manchester. Ce patronage ne semble pas avoir porté bonheur au *Daily News*. On ne saurait imaginer de débuts plus brillans que ceux de ce journal. Dickens y a publié des *Lettres sur l'Italie* et diverses séries d'articles, et les autres écrivains n'étaient point indignes d'un tel collaborateur. Les opinions du journal étaient, en politique et en religion, d'un libéralisme très-décidé, mais qui n'avait rien d'exagéré; elles étaient défendues avec vivacité et avec esprit, mais en même temps avec une modération de langage et un bon goût qui ne sont pas ordinaires à la presse anglaise. Des articles de critique littéraire distingués, des travaux remarquables sur les classes laborieuses et sur les districts manufacturiers répandaient beaucoup de variété sur ce journal, et en rendaient la lecture intéressante. Soit épuisement des écrivains, soit économie, toute cette partie du *Daily News* a disparu pour faire place aux comptes-rendus de l'association pour la réforme électorale et parlementaire et à d'autres remplissages. Dickens s'est séparé du *Daily News* pour fonder et rédiger une revue populaire, et l'on est tenté de croire que de nombreux changemens ont eu lieu dans le personnel de la rédaction, car le *Daily News* a beaucoup perdu de sa valeur littéraire, et le ton habituel du journal est tout à fait changé. Le libéralisme du *Daily News* aurait pu prendre une teinte radicale assez prononcée sans que la forme s'en ressentît; mais ce journal ne se borne plus à censurer l'aristocratie et l'église établie, il les diffame : à des satires fines et spirituelles ont succédé des philippiques violentes et exagérées; la brutalité et la grossièreté ont trop souvent remplacé, dans la polémique, la vivacité et la verve.

Depuis le jour où il est sorti des mains de Daniel Stuart, le *Post* est toujours demeuré fidèle au parti tory. Ce journal a été l'organe spécial de la sainte-alliance, et il est encore l'avocat inflexible de toutes les légitimités déchues : il est carliste en Espagne et miguéliste en Portugal; il a été le partisan déclaré de l'alliance russe, même aux jours où florissaient la quadruple alliance et l'entente cordiale; aussi ses adversaires ne se faisaient pas faute de l'appeler le journal de la Russie. Il est assurément le journal de prédilection de l'aristocratie et du monde élégant, et il reçoit le premier confidence des fêtes et des mariages de haut parage; aussi une partie de l'espace réservé par les autres journaux à la politique est-elle consacrée par le *Post* aux nouvelles du monde fashionable, aux allées et aux venues de la cour et des familles aristocratiques, au compte-rendu des courses et des chasses, à l'analyse des livres et des recueils à l'adresse du grand monde. Ces relations avec le grand monde et la chancellerie russe ont été très-profitables pour le *Post*, qui est longtemps demeuré dans les meilleurs termes avec les représentans des puissances à Londres; c'est à lui naturellement que la diplomatie continentale s'est adressée chaque fois qu'elle a eu besoin de faire démentir un bruit, ou de livrer à la publicité, sans qu'on en sût l'origine, une nouvelle ou un document. Ces communications précieuses étaient un des élémens de la prospérité du *Post;* nous ne savons s'il en conserve aujourd'hui le privilége. En effet, un changement singulier s'est opéré au sein de ce journal il y a maintenant deux ans. Le *Post* était l'adversaire des whigs, et par suite de lord Palmerston; néanmoins on apprit un matin que son rédacteur en chef était nommé à un poste diplomatique très-lucratif. Cette nomination inattendue a eu pour résultat incontes-

table un revirement dans les opinions du *Post*. Ce journal est demeuré tory en politique et protectioniste en économie; mais il a pris assidument et avec éclat la défense de lord Palmerston et de toute sa politique extérieure, et il est aujourd'hui considéré comme l'organe de cet homme d'état éminent.

Le *Herald* a été whig à ses débuts : patroné par le prince de Galles, depuis prince-régent, et ensuite roi sous le nom de George IV, il a suivi ce prince dans toutes ses variations, et il a fini par être conservateur quand son protecteur porta la couronne. Le *Herald* est demeuré fidèle jusqu'au bout à sir Robert Peel, et lorsque cet homme d'état eut rompu avec son propre parti, le *Herald* se trouva pendant quelques mois le seul journal du matin qui soutînt le gouvernement. Le *Standard*, journal du soir, qui appartient, comme le *Herald*, à M. Balduin, suivait naturellement la même ligne : aussi la presse opposante ne manquait pas de comparer ses deux adversaires à Castor et Pollux, et ne tarissait pas en plaisanteries sur les *jumeaux ministériels*. A l'avénement des whigs, en 1846, le *Herald* se rangea de nouveau sous la bannière conservatrice et protectioniste; il a soutenu avec habileté et persévérance lord Derby et M. Disraéli dans leurs campagnes contre lord John Russell, et il était l'organe avoué du ministère qui vient de tomber.

Le *Chronicle* a été pendant cinquante ans l'organe des whigs, et il a dû à ses relations avec ce parti une longue prospérité. La popularité de ce journal subit une éclipse momentanée vers 1822, à l'époque du procès de la reine Caroline, parce que Perry montra quelque hésitation à prendre parti, et tarda trop à se prononcer pour la reine, en faveur de qui l'opinion des masses s'était déclarée avec éclat. Le *Chronicle* arriva à son apogée vers 1834, après la conquête de l'émancipation des catholiques et de la réforme électorale, lorsque le *Times* abandonna quelques mois le parti libéral pour le premier et éphémère cabinet de sir Robert Peel. Beaucoup de lecteurs du *Times* passèrent alors au *Chronicle*, qui vit s'accroître considérablement sa clientèle. Cette grande prospérité fut de courte durée, et le *Chronicle* déclina peu à peu avec le parti whig, malgré d'énergiques efforts pour ressaisir la prééminence. En 1847, les propriétaire, alarmés d'une baisse graduelle et constante dans la vente du journal, baisse qui était déjà d'un tiers sur la moyenne des quatre ou cinq années précédentes, firent une tentative qu'ils croyaient décisive : ils abaissèrent le prix du *Chronicle* de 50 à 40 centimes le numéro. Cet essai n'eut point de succès : il diminua le produit du journal sans ramener les lecteurs. Un changement eut lieu alors dans la propriété. Les anciens collègues de sir Robert Peel, tombé du ministère en 1846, n'avaient pas renoncé, comme leur chef, à tout avenir politique. Cette brillante phalange d'hommes de talent pouvait alors faire pencher la balance du pouvoir par les voix dont elle disposait encore dans une chambre des communes très-divisée : l'éloquence, le savoir, l'expérience des affaires, lui donnaient droit de demander que l'on comptât avec elle. Elle n'avait pas d'organe dans la presse : le *Chronicle* fut acquis et fut placé sous l'influence spéciale de M. Gladstone et de M. Sidney Herbert. Il revint à son ancien prix. Depuis 1849, le *Chronicle*, de défenseur des whigs, est devenu insensiblement, comme les hommes qu'il représente aujourd'hui, l'adversaire le plus vif de ce parti. Il a fait une guerre acharnée à lord John Russell, et dans cette session même, tout en combattant avec acri-

monie le ministère tory, il a soutenu contre lord John Russell les droits de sir James Graham à la direction de l'opposition. Le *Chronicle* défend donc en politique les principes des hommes qui s'intitulent conservateurs libéraux, pour se distinguer à la fois des tories et des whigs. En économie politique, ce journal est le libre-échangiste le plus décidé de la presse anglaise. En religion enfin, le *Chronicle*, comme M. Gladstone, est le défenseur ardent de cette fraction de l'église anglicane qui voudrait affranchir l'église de la tutèle spirituelle de l'état, qui revient à la réforme d'Henri VIII, qui tend à renouer la tradition ancienne, et par là se rapproche de l'église romaine, et qu'on appelle l'école puseyite.

Aujourd'hui le *Chronicle* a pour rédacteur en chef M. Henri Williams Wills. On doit reconnaître que la transformation que ce journal a subie lui a été favorable. Depuis 1849, il a fait une place plus grande et plus régulière à la littérature, et il a publié sur la question religieuse, sur l'éducation, sur l'état des classes agricoles et laborieuses en Angleterre, sur l'agriculture des diverses parties du continent des séries d'articles du plus grand mérite et du plus haut intérêt. Une partie de sa polémique trahit une plume d'un talent élevé et flexible et d'une aisance toute mondaine. Si même il pouvait nous être permis d'assigner des rangs après des années de lecture assidue et de commerce quotidien avec la presse anglaise, nous n'hésiterions pas à dire que le *Chronicle* est le journal anglais dont la rédaction est la plus variée, et offre au lecteur l'intérêt le plus constant. Les correspondances étrangères sont la partie faible de ce journal, surtout la correspondance parisienne, qui fait tache avec le reste de la rédaction; il est impossible de rien imaginer de plus ridicule, de plus niais et de plus ignare que ce recueil de commérages qui trahit une complète ignorance des hommes et des choses de notre pays.

Le *Times* occupe dans la presse anglaise une place à part. Il n'est enrôlé sous la bannière d'aucun parti, et il n'a de relations habituelles et avouées avec aucun homme politique. Il a été longtemps le défenseur des lois sur les céréales, il est aujourd'hui libre-échangiste, mais il a accepté le libre-échange sous toutes réserves, comme un fait accompli et irrévocable plutôt que comme un principe infaillible qu'on doive appliquer partout. Il est de fait l'adversaire du parti protectionniste, et pourtant il ne perd pas une occasion de maltraiter M. Cobden, M. Bright et toute l'école de Manchester, qu'il poursuit incessamment de ses sarcasmes. En politique, le *Times* n'a pas davantage d'opinions arrêtées : il use largement du droit de changer d'avis et du droit de se contredire. Après les orateurs de la ligue, la fraction radicale de la chambre des communes est l'objet favori de ses attaques, et pourtant il vient de se déclarer récemment partisan d'une nouvelle réforme parlementaire, et il a attaqué comme insuffisante la loi proposée l'an dernier par lord John Russell. Le *Times* a combattu avec acharnement la politique de lord Palmerston comme trop tracassière et trop guerroyante : aujourd'hui il est le plus belliqueux des journaux anglais. Chacune de ces contradictions semble augmenter son autorité au lieu de l'affaiblir, et aucun journal au monde n'exerce sur son pays une influence qui approche de celle du *Times* sur l'opinion publique en Angleterre.

La grande fortune du *Times* est du reste toute récente. Il y a quinze ans,

après l'élan considérable que l'abaissement des droits de timbre avait donné aux journaux, la vente quotidienne du *Times* ne s'élevait pas tout à fait à 10,000 numéros. Il était déjà le journal le plus répandu, mais sa circulation n'était pas, comme aujourd'hui, hors de proportion avec celle des autres feuilles quotidiennes. L'activité de ses propriétaires, le mérite incontestable de sa rédaction, le nombre et la valeur de ses correspondances, ne suffiraient pas à expliquer sa rapide prospérité : deux faits y ont contribué, et les raconter fera comprendre quel rôle l'opinion publique en Angleterre attribue à la presse.

Au printemps de 1841, le correspondant que le *Times* avait alors à Paris, M. O'Reilly, reçut secrètement avis d'un plan formé par des escrocs habiles pour dépouiller simultanément les banquiers des principales places d'Europe. Au moment même où il était révélé à M. O'Reilly, ce plan, dont le succès paraissait infaillible et qui devait rapporter à ses auteurs une vingtaine de millions, recevait, par manière d'essai, un commencement d'exécution. Un peu plus de 250,000 francs étaient escroqués avec la plus grande facilité à une maison de Florence. La position des auteurs du complot, qui avaient su se faire admettre dans le plus grand monde, le secret extrême et l'habileté qui avaient présidé à toutes leurs opérations, le soin avec lequel ils faisaient disparaître à mesure toute preuve matérielle, rendaient fort hasardeuse toute tentative individuelle pour dénoncer et faire échouer leur entreprise. Le *Times* n'hésita pas cependant à publier tous les renseignemens recueillis par son correspondant; seulement il data ses lettres de Bruxelles, afin de dépister les conjurés et de mettre M. O'Reilly à l'abri d'une tentative d'assassinat. Le plan fut dévoilé dans tous ses détails, et son exécution devint impossible, tous les banquiers d'Europe étant désormais sur leurs gardes L'entreprise abandonnée, on aurait pu traiter de roman toutes les révélations du *Times*, sans le commencement d'exécution qu'attestait l'escroquerie commise à Florence, escroquerie que l'on comptait bien renouveler avec tactique, et dont les auteurs sont demeurés absolument inconnus. Le *Times* n'avait à sa disposition aucune preuve valable en justice, et un certain Bogle, qui avait été désigné dans une des lettres de M. O'Reilly comme jouant un rôle tout à fait secondaire dans le complot, se prétendit calomnié et intenta au *Times* un procès en diffamation. Ce procès fut jugé aux assises de Croydon en août 1841. Par suite de l'impossibilité où le *Times* était de prouver contre Bogle un délit matériel, et en présence du texte formel de la loi, les jurés durent condamner le journal, mais ils n'allouèrent à son adversaire qu'un farthing, c'est-à-dire un liard pour tous dommages-intérêts. Les frais du procès, qui s'élevaient à 125,000 francs, demeurèrent à la charge du journal, comme partie condamnée. Mais les débats et les plaidoiries avaient fait connaître les recherches patientes auxquelles s'était livré le correspondant du *Times*, et les dépenses considérables que le journal s'était imposées pour se rendre maître de tous les fils de l'intrigue, enfin les précautions infinies qu'il avait fallu prendre pour faire usage des renseignemens recueillis. Le commerce de Londres s'émut. On proclama d'une voix unanime que le *Times* avait rendu un grand service public, et qu'il n'était pas juste de lui laisser supporter les charges d'un procès encouru pour l'utilité générale. Une souscription fut ouverte pour rembourser le journal de

toutes ses dépenses. Les propriétaires du *Times* déclarèrent qu'ils ne pourraient rien accepter, parce qu'ils n'avaient fait que remplir leur devoir de journalistes. La souscription s'élevait déjà à plus de 60,000 fr.; une réunion fut convoquée sous la présidence du lord-maire, pour décider de l'emploi de cet argent et chercher les moyens de rendre au *Times* un hommage public. Il fut arrêté que deux tablettes de marbre portant une inscription commémorative seraient posées, l'une dans la Bourse de Londres, l'autre dans les ateliers du *Times*, et que le produit de la souscription serait placé en fonds de l'état et consacré à la création de deux bourses appelées *bourses du Times*, pour entretenir perpétuellement à Oxford ou à Cambridge un élève sorti de Christ's Hospital et un élève de l'école de la Cité de Londres.

Dans cette circonstance, la Cité de Londres s'est reconnue la débitrice du *Times*. Le soin qu'a toujours mis le puissant journal à prendre en main et à soutenir les réclamations du commerce, et la facilité avec laquelle il accueille même les plaintes individuelles lorsqu'elles sont fondées, et leur donne l'appui de sa retentissante publicité, ont habitué peu à peu le public anglais à considérer la presse, le *Times* en particulier, comme le défenseur naturel de tous les intérêts lésés. Aussitôt qu'un particulier croit avoir à se plaindre d'un fonctionnaire, ou d'un employé de chemin de fer, ou d'une entreprise privée, son premier mot, pour se faire rendre justice ou pour traduire son mécontentement, est de menacer d'en écrire au *Times*, comme si ce journal était le redresseur de tous les torts, et avait un droit de censure universelle.

Le second fait que nous choisirons entre tous ceux qui ont contribué à la popularité du *Times* est d'une nature toute différente du premier. C'était au temps de la grande controverse sur le libre-échange; le *Times*, qui avait longtemps et habilement défendu la législation sur les céréales, venait de se prononcer un peu brusquement contre elle, et l'opinion publique n'était pas encore remise de l'étonnement causé par cette conversion inattendue, lorsque ce journal annonça un matin que le sort des lois sur les céréales était décidé, que les ministres alors au pouvoir en demanderaient l'abrogation. Sir Robert Peel et ses collègues n'étaient entrés au ministère que pour défendre cette législation; la déclaration du *Times* excita donc une incrédulité universelle. Le *Times* ne se défendit pas, laissa rire les railleurs, et soutint sans mot dire les attaques et les dérisions de toute la presse. Six mois après, à la veille de la convocation du parlement, une crise ministérielle éclatait, et, sur le refus fait par les whigs de prendre le pouvoir, sir Robert Peel gardait son portefeuille et proposait à la chambre des communes l'abrogration des *corn-laws*. La prédiction du *Times* se trouvait complétement justifiée. Ce fait a acquis à ce journal, aux yeux du public anglais, le prestige d'une sorte d'infaillibilité : quoi que dise le *Times*, et quelque étranges que puissent sembler ses affirmations, on n'ose plus révoquer absolument en doute rien de ce qu'il imprime. Par cela seul qu'elle est dans ses colonnes, une opinion acquiert un certain degré de probabilité. Il plairait demain au *Times* d'annoncer que l'empereur du Japon a envoyé une flotte pour conquérir l'Angleterre, qu'il se trouverait de bons Anglais pour prendre peur et pour réclamer des mesures de précaution. Dans toute crise, chaque fois qu'un fait grave se produit, qu'une question difficile est soulevée, la première idée qui vienne au public est de s'in-

former de l'opinion du *Times*. Que dit ou que va dire le *Times?* se demande immédiatement toute la Cité. On ne saurait imaginer, pour un journal, de situation plus forte que celle que font au *Times* cette portée attribuée à toutes ses paroles et cette autorité attachée à chacun de ses jugemens; mais cette situation a un danger auquel le *Times* n'a point échappé: c'est de faire naître chez les écrivains la tentation d'éblouir sans cesse, de frapper chaque matin l'esprit du lecteur. Il ne suffit pas au *Times* que son opinion soit plus comptée que celle des autres journaux, il faut qu'il fasse et qu'il pense au rebours des autres. Depuis plusieurs années, il cherche perpétuellement à se singulariser. Lorsqu'on voit les journaux anglais tomber d'accord sur un fait ou sur une question, on peut être assuré que le *Times* prendra le contre-pied de leur opinion. La révolution du 2 décembre en fournit un exemple frappant : la plupart des feuilles anglaises ayant applaudi les premiers jours aux événemens de Paris, le *Times*, qui jusque-là avait été très-favorable au président de la république, se prononça immédiatement contre lui avec une âpreté et une violence extrêmes.

Le *Times* se prétend libre de tout engagement; il répudie très-haut toute relation avec les hommes politiques; il refuse d'être l'organe d'un parti parce qu'il veut être l'organe de l'opinion tout entière. Il se donne comme le traducteur attentif et fidèle de la pensée populaire; il se place volontairement dans la position où se trouvent forcément les journaux américains; il prend le rôle d'un miroir destiné à refléter toutes les impressions du public. En réalité, il ne revendique son indépendance vis-à-vis des hommes politiques que pour l'abdiquer devant la multitude, dont il est à la fois le pourvoyeur de nouvelles et l'écho. Nous allons laisser le *Times* définir lui-même sa situation. Au commencement de la session dernière, tous les chefs de parti, y compris lord John Russell et le comte de Derby, blâmèrent le langage tenu par la presse anglaise sur les événemens de France, comme excessif, imprudent et de nature à créer des embarras à l'Angleterre. Le *Times* répondit à ces reproches de la façon suivante : « La dignité et la liberté de la presse cessent d'exister dès que la presse accepte une position subalterne (*ancillary*). Pour pouvoir remplir ses devoirs avec une entière indépendance, et par conséquent au plus grand avantage du public, il ne faut pas que la presse contracte d'alliance ni intime ni assujettissante avec les hommes politiques, et elle ne saurait non plus sacrifier ses intérêts permanens aux convenances du pouvoir éphémère d'un cabinet.

« Le premier devoir de la presse est de se procurer la connaissance la plus exacte et la plus prompte possible des événemens contemporains, et, par une révélation immédiate, de faire entrer tous ces faits dans le domaine public. L'homme d'état recueille ses informations en silence et par des moyens secrets; il tient en réserve avec un luxe risible de précautions même le courant des faits de chaque jour jusqu'à ce que la diplomatie soit vaincue dans cette tentative par la publicité. La presse vit au contraire d'indiscrétions; tout ce qui tombe en sa possession prend place aussitôt dans la science et dans l'histoire du temps. La presse chaque jour et à tout instant fait appel à la force éclairée de l'opinion publique : elle devance autant qu'il lui est possible la marche des événemens; elle se tient sur la brèche qui sépare le présent de l'a-

venir, et de là elle étend son regard vigilant jusqu'à l'horizon du monde. Le rôle de l'homme d'état est précisément tout l'opposé du sien. »

C'est sans doute une position très-forte pour un journal que d'être l'organe de l'opinion publique. On peut faire tête à bien des adversaires lorsqu'on sent derrière soi tout un peuple; mais le miroir n'est fidèle qu'autant qu'il reproduit toutes les variations de son modèle : de même on ne saurait se trouver toujours en accord parfait avec le courant des idées populaires, à moins de suivre la foule dans toute la mobilité de ses impressions. C'est une servitude différente de celle contre laquelle le *Times* proteste, mais qui a aussi ses mauvais côtés et ses dangers. Cette perpétuelle mobilité qu'on est contraint de subir et d'absoudre chez la multitude, la pardonnera-t-on à un journal? L'autorité du *Times* sur les classes élevées et intelligentes n'a-t-elle pas déjà souffert des brusques évolutions que ce journal ne justifie que par le besoin de demeurer en communion d'idées avec le public? Pour nous mettre à un point de vue plus élevé, la foule a-t-elle toujours raison, et faut-il la suivre jusque dans ses erreurs? Ce sont là des questions qui, pour être résolues, nécessiteraient une comparaison étendue de la presse anglaise avec la presse française, qui a toujours été essentiellement une presse de partis. Nous devons donc les ajourner, car il nous faut achever avant tout de faire connaître l'organisation intérieure et les moyens d'existence des journaux de Londres.

III.

On ne connaît encore en France que bien imparfaitement ce qu'on nous permettra d'appeler le *mécanisme de la presse anglaise*. Un journal du matin se compose de huit pages grand in-folio divisées chacune en six colonnes, soit en tout quarante-huit colonnes; c'est presque le double des plus grands journaux français. La première et la huitième pages, c'est-à-dite la surface extérieure du journal, sont consacrées aux annonces; la seconde et la troisième contiennent les débats des deux chambres et, à leur défaut, les extraits des enquêtes parlementaires, les assemblées générales des compagnies de chemins de fer, ou bien encore les prix courans des marchés, les documens commerciaux ou industriels qui, pendant la session, passent à la sixième page. Les matières importantes sont réservées pour la quatrième et la cinquième pages, qui forment la surface intérieure du journal : la quatrième contient les annonces des théâtres, le sommaire des séances des chambres et les articles politiques, au nombre de quatre au plus, de la longueur d'une colonne en moyenne. La cinquième page est occupée par les nouvelles du jour, le bulletin de la cour, les audiences ou les réceptions ministérielles, la malle des Indes, celle des Antilles ou celle des États-Unis, selon la date du mois, et la correspondance de France ou celle d'Irlande suivant leur importance. La sixième page est consacrée aux correspondances étrangères et à l'analyse raisonnée de la Bourse, et quand la place est libre, à l'analyse des pièces de théâtres et des livres nouveaux. La septième est remplie par les comptes-rendus des tribunaux.

Telle est invariablement la composition d'un journal du matin. On sera sans doute frappé du peu d'espace qu'y occupe la politique proprement dite,

et de la part considérable qui est faite aux renseignemens utiles. Les articles de fond eux-mêmes ne sont souvent que des résumés où sont analysés en substance et appréciés les documens publiés ailleurs par le journal. Près d'un huitième de l'espace total est consacré aux tribunaux, non pas, comme en France, pour satisfaire la curiosité publique : le côté pittoresque et dramatique est au contraire presque toujours sacrifié au côté juridique; mais en Angleterre la législation n'est pas fixée comme chez nous, beaucoup est laissé à l'arbitraire des tribunaux et à l'autorité des précédens : les opinions et les décisions des juges, les considérans des arrêts, sont donc d'une extrême importance pour les gens de loi et pour les plaideurs. Un autre trait caractéristique de la presse anglaise est l'importance extrême attachée à l'article sur la Bourse, ou, pour prendre le terme consacré, « aux nouvelles du marché à l'argent. » On peut dire que c'est là l'article capital, celui qui est le plus lu et qui peut exercer l'influence la plus décisive sur l'autorité d'un journal. Il ne s'agit pas, comme en France, de résumer en quelques lignes les variations des fonds et de rapporter les bruits qui ont couru; il faut recueillir et donner en substance l'opinion des marchands d'argent et de crédit sur les événemens du jour, et analyser tous les mouvemens des fonds en rapportant les effets aux causes; il faut apprécier à sa valeur chaque affaire à mesure qu'elle se présente sur la place, savoir invoquer et rappeler à propos les faits matériels, les renseignemens statistiques, les documens diplomatiques qui peuvent éclairer sur la condition présente ou l'avenir d'une entreprise ou d'un fonds étranger. C'est donc une des fonctions importantes d'un journal que la tâche d'y écrire chaque jour l'article sur la Bourse. M. Alsager, qui avait su s'acquérir la notoriété en ce genre, et dont les articles faisaient autorité dans le monde commerçant, recevait du *Chronicle* un traitement annuel de 40,000 francs.

Les annonces commencent et finissent le journal anglais : elles occupent au moins le quart de sa superficie, et le *Times* publie plusieurs fois par semaine des supplémens de quatre et même de huit pages remplis tout entiers d'avis au public. Rien de ce que nous voyons dans les journaux français ne peut nous donner une idée de la quantité d'annonces publiées journellement par les feuilles anglaises ou américaines. Les commerçans en France ne se rendent pas un compte suffisant de l'utilité des annonces : ils s'effraient d'une dépense qui doit se renouveler souvent et dont l'effet est lent à se produire; ceux même qui regardent la publicité comme une nécessité croient y satisfaire en s'imposant un sacrifice unique, et recourent à l'affiche, c'est-à-dire à l'annonce la moins efficace et la plus dispendieuse. L'affiche est éphémère, et si passager que soit le journal, il dure encore plus qu'elle. Il est rare que l'affiche échappe plus de deux ou trois jours au crochet du chiffonnier; le journal ne figure que vingt-quatre heures sur la table du café ou du cabinet de lecture, mais de là il part pour la province; il passe successivement dans les mains de cinq ou six familles, et huit jours après sa publication il trouve encore des lecteurs. Tant qu'un fragment en subsiste, les quelques lignes imprimées sur ce fragment peuvent être un avertissement ou une tentation pour celui dont le regard se pose avec le plus d'indifférence sur ce qui n'est qu'un chiffon sans valeur. L'affiche en outre est immobile, et son action est toute locale; la sphère d'influence du journal est illimitée, il pénètre partout. Le

commerçant anglais n'ignore pas cette universalité du journal, et, à mesure que les chemins de fer augmentent la masse des acheteurs qui veulent se pourvoir dans la capitale, il multiplie lui même ses annonces afin de répandre le nom de sa maison. L'annonce est pour lui le principal et presque l'unique moyen de publicité. Par contre-coup, le chaland qui n'a pas d'habitudes faites et qui veut être assuré de trouver du premier coup ce dont il a besoin, ne se met guère en route pour une emplette sans avoir vérifié si son journal ne contient pas l'adresse de quelque maison spéciale et l'indication du prix courant de la marchandise.

La presse anglaise a proclamé l'égalité des annonces. Dans les journaux français, l'annonce tient encore beaucoup de l'affiche, elle recherche la singularité dans la rédaction et dans les caractères, elle prend volontiers des proportions immenses. Rien de semblable ne se rencontre dans les journaux anglais. Toutes les annonces sont imprimées dans le même caractère et en la même forme, avec des titres de la même dimension; il est rare qu'elles dépassent dix ou douze lignes, hormis pour les propriétés à vendre dont la description est quelquefois donnée avec d'amples détails. Ces annonces sont classées méthodiquement, de sorte que toutes celles qui sont de même nature se trouvent à côté les unes des autres. C'est là encore une des causes qui multiplient les annonces, car les maisons dont les noms se trouvent souvent répétés acquièrent, par l'habitude que l'on contracte de les voir à la même place, une notoriété qui constitue peu à peu dans l'esprit du public une certaine prééminence. Il en est résulté une autre conséquence, la spécialité des annonces dont nous avons déjà parlé; par cela seul que le public s'est habitué à chercher dans un journal les annonces d'une certaine nature, tous les gens qui ont des annonces semblables à faire ont intérêt à s'adresser à ce même journal, et cela finit par être indispensable. Le même fait s'est produit pour les mêmes causes aux États-Unis. Le *Times*, pour sa part, a deux spécialités, ou plutôt il a le monopole absolu de deux sortes d'annonces. C'est à lui que s'adressent tous les gens qui cherchent un emploi et tous ceux qui cherchent un employé. Tous les jours deux cents laquais, valets de chambre, domestiques, bonnes, cuisinières, etc., demandent une place par la voie du *Times*, et tous les jours aussi deux cents personnes demandent dans les colonnes parallèles un domestique, une bonne, un commis, une institutrice. Ces annonces, qui n'ont chacune que deux lignes, trois au plus, constituent un des plus beaux revenus du *Times*, parce qu'elles doivent approcher du chiffre de cent mille par an. L'autre spécialité est plus étrange encore. La quatrième colonne de la première page du *Times* est en quelque sorte une poste aux lettres supplémentaire. C'est un moyen de correspondre sans rompre l'anonyme et sans savoir l'adresse des gens. Il ne se passe guère de jours sans que quelque femme abandonnée ou quelque famille attristée n'adresse, par la voie du *Times*, un appel à un époux fugitif, à un fils indocile, à une fille en route pour quelque Gretna-Green continental. Toutes les lettres de l'alphabet s'appellent, se supplient et se menacent réciproquement par la voie de cette quatrième colonne. L'an dernier, pendant près de trois mois, nous y avons vu chaque semaine « une colombe qui n'avait plus qu'une aile » implorer à grands cris le « retour du ramier qui devait la protéger. »

Les journaux anglais ont à supporter des frais énormes : il serait trop long de les énumérer tous, et nous devrons nous borner à en indiquer les principaux. Nous rencontrons en premier lieu les frais préalables, et d'abord le droit sur le papier, qui, tout modique qu'il soit en apparence, n'en constitue pas moins un impôt fort lourd pour les journaux, à cause des quantités de papier considérables qu'ils consomment. Ce seul droit sur le papier est pour le *Times* une charge de 1,500 francs par jour ou de 400,000 francs par an. Vient ensuite le timbre, qui fait office de droit de poste et qui s'élève à 1 penny, c'est-à-dire à 10 centimes par numéro. Comme ces deux impôts s'acquittent en quelque sorte journellement et d'avance, ils exigent de la part des journaux un fonds de roulement considérable qui est un premier obstacle à la multiplication des feuilles quotidiennes. Il est juste cependant de remarquer que le *Times* est presque seul à faire timbrer directement son papier, et que les autres journaux achètent habituellement leur papier tout timbré, en sorte que c'est le marchand de papier qui fait les avances. Le droit sur les annonces, qui est de 1 shilling six pence ou 1 franc 80 centimes par annonce, ne pèse en apparence que sur le public qui l'acquitte; mais il n'en est pas moins funeste aux journaux, parce qu'il porte à 2 shillings et demi, c'est-à-dire à plus de 3 francs le prix d'une annonce de deux lignes, et qu'il empêche ainsi les petites bourses de recourir fréquemment à la publicité. En outre, quand les annonces sont si coûteuses, le public ne se borne pas à en faire moins souvent, il cherche avec raison à tirer le meilleur parti possible de sa dépense, et il ne porte ses annonces qu'aux journaux qui sont le plus répandus et où il est assuré qu'elles seront lues par un plus grand nombre de personnes. Il en résulte qu'un journal qui se fonde ne doit compter sur aucune annonce avant d'avoir prouvé sa vitalité par plusieurs années d'existence, et d'avoir acquis une certaine popularité; encore ne doit-il espérer que le superflu des autres journaux. Il ne faut pas être grand calculateur en effet pour s'apercevoir qu'une annonce de 3 francs mise dans un journal où elle a chance d'être lue par cinq mille personnes, et dans un journal qui a trente mille lecteurs, coûte en réalité six fois plus cher dans le premier que dans le second. Par conséquent, toute personne qui n'aura qu'une seule annonce à faire la portera au journal qui a la clientèle la plus nombreuse. C'est ainsi que le droit sur les annonces a contribué puissamment à créer l'espèce de monopole dont le *Times* est investi. Les journaux sont tenus d'acquitter jour par jour le droit sur les annonces; ils doivent, en faisant leurs versemens, remettre aux employés du bureau du Revenu deux exemplaires de leur numéro, pour servir de moyen de vérification et de pièces de conviction en cas de fraude.

L'inconvénient le plus grave des charges que nous venons d'énumérer est de nécessiter une mise de fonds considérable; mais ce que le journal verse chaque matin au trésor, sous la forme de droit de timbre et de taxe sur le papier et sur les annonces, lui est remboursé dans la journée par le public. Il est d'autres frais bien plus onéreux, qui sont invariables de leur nature, et que le journal doit supporter également, soit qu'il n'imprime qu'un seul numéro, soit qu'il ait plusieurs milliers d'acheteurs : ce sont les frais de rédaction et d'impression. Ces frais se sont démesurément accrus depuis quelques années. Nous savons ce que le *Public Advertiser* coûtait de rédaction

en 1773, un an après la dernière lettre de Junius; la dépense totale, en y comprenant bien des faux-frais, ne s'élevait pas tout à fait à 20,000 francs par an, dont 2,500 pour frais de traduction des nouvelles étrangères, 350 francs d'abonnemens aux journaux étrangers, et 5 à 600 francs d'abonnemens aux journaux anglais. Cependant le *Public Advertiser* était un journal bien fait pour le temps et en grande réputation. Cinquante ans plus tard, en 1821, les seuls frais d'impression et de tirage du *Chronicle* montaient à 1,500 francs par semaine, c'est-à-dire au quadruple des dépenses de toute sorte du *Public Advertiser* de 1773. A la même époque, les dépenses annuelles d'une feuille du soir étaient de 150,000 francs; celles d'une feuille du matin, même avec la plus stricte économie, ne pouvaient se réduire au-dessous de 225,000 francs, et un journal de premier ordre, désireux de conquérir ou de garder la faveur publique, devait compter sur une dépense de 350,000. Les déboursés pour les nouvelles extérieures se réduisaient pourtant alors à un abonnement de 3,000 francs, payé aux employés de la poste, qui recevaient en avance les feuilles étrangères, et en fournissaient à chaque journal l'analyse et des extraits tout traduits. Tous ces chiffres sont aujourd'hui de beaucoup dépassés. Un journal du matin emploie maintenant un premier et un second prote, un metteur en pages spécial pour les annonces, trois premiers et trois seconds correcteurs, de 45 à 50 compositeurs en titre (le *Times* en a 110) et 8 ou 10 suppléans, un mécanicien en chef, un aide-mécanicien, 15 ou 18 personnes pour le service de la machine à vapeur et des presses. La composition, l'impression, le tirage, en un mot la préparation matérielle du journal, reviennent en moyenne à 5,000 francs par semaine, c'est-à-dire à plus de 250,000 francs par an.

Nous devons ranger au nombre des dépenses éventuelles dont il n'est pas possible d'indiquer le chiffre approximatif l'acquisition des publications officielles et les abonnemens aux feuilles de l'étranger, des colonies et de la province. M. Hunt évalue à cent cinquante le nombre des feuilles qu'un journal est obligé de recevoir, et comme nous pourrions citer tel journal français qui en reçoit trois ou quatre fois autant, ce chiffre est loin d'être exagéré. Les frais de poste pour les lettres et les missives des correspondans, les dépêches télégraphiques, s'élèvent chaque mois à une somme importante. Souvent il est nécessaire d'employer un courrier pour devancer la poste ou pour l'atteindre. Un rédacteur du *Times*, en février 1848, a traversé le détroit dans une barque non pontée, pour porter plus tôt à Londres la nouvelle de la révolution accomplie à Paris. Lorsqu'une réunion importante a lieu en province, lorsqu'un personnage politique de premier ordre doit prendre la parole, on est obligé de recourir à un train spécial. Lors de l'élection de M. Hudson à Sunderland, le rédacteur de l'un des journaux de Londres traversa deux fois l'Angleterre en quinze heures, pour aller entendre et sténographier le discours du *roi des chemins de fer*. La dépense d'un train spécial, quand elle doit être supportée par un seul journal, s'élève à 1,200 francs. Ce sont là de lourdes charges, et nous n'avons encore rien dit du personnel de la rédaction.

A la tête de la rédaction est l'*éditeur* ou rédacteur en chef, qui est responsable vis-à-vis de la loi de tout ce qui s'imprime, qui représente le journal dans ses relations avec les hommes politiques et avec le public, et qui seul est

en rapport immédiat avec les propriétaires, quand il n'est pas propriétaire lui-même. Sa fonction est de régler chaque jour la composition du journal, de décider des matières qui seront traitées et de désigner les écrivains qui les traiteront, de revoir les articles politiques, rarement d'écrire lui-même. Le traitement d'un éditeur varie de 25 à 40,000 francs, selon l'importance et les ressources des journaux. Au second rang vient le *sous-éditeur*, qui est chargé de tous les détails, qui lit et dépouille les journaux de la capitale et de la province, qui fait pour le gros du journal ce que fait l'éditeur pour les articles politiques, c'est-à-dire qui revoit la *copie*, la corrige, l'abrége, s'il y a lieu, et la classe. Dans plusieurs journaux, cette tâche laborieuse est partagée entre deux personnes. Un rédacteur spécial, sous le titre de *sous-éditeur étranger*, est chargé de parcourir et d'extraire les journaux étrangers, de lire et de réviser les dépêches des correspondans, et de les classer par ordre d'importance en élaguant tout ce qui est dépourvu d'intérêt. Le traitement du sous-éditeur varie de 12 à 15,000 francs. C'est là l'état-major du journal; mais l'éditeur seul connaît les écrivains auxquels il demande les articles politiques, leur nom n'est jamais prononcé dans les bureaux ni écrit sur les livres. Ils sont rétribués à tant par article, et la dépense de ce seul chapitre ne peut s'évaluer à moins de 40 à 50,000 fr. par an. Les comptes-rendus des deux chambres exigent un chef de la sténographie à 12,000 francs, et quinze sténographes à 8,000. Les comptes-rendus des douze ou quinze juridictions de l'Angleterre, confiés d'ordinaire à autant d'avocats, coûtent un millier de francs par semaine, hormis pendant les vacances des cours. Il y a encore les assises de province et les quinze tribunaux de simple police. Quelques journaux y attachent des rédacteurs spéciaux; d'autres se contentent de ce qui leur est apporté par les coureurs de nouvelles à deux sous la ligne. On voit que la partie judiciaire du journal exige à elle seule toute une armée. La plupart des jurisconsultes célèbres de l'Angleterre ont commencé par être attachés comme rédacteurs à l'un des grands journaux. Le dernier rédacteur important que nous rencontrions est le rédacteur de la Bourse, qui a au moins 10,000 francs de traitement. Deux rédacteurs spéciaux sont en outre attachés aux deux grands marchés de Mark-Lane et de Mincing-Lane, et une petite dépense est aussi nécessaire pour se procurer exactement et de bonne heure les relevés des marchés secondaires, c'est-à-dire des marchés aux bestiaux, aux fourrages, à la viande, au poisson, aux légumes, au charbon. Mentionnons en dernier lieu les rédacteurs tout à fait subalternes qui sont chargés des théâtres, des concerts, des courses et des expositions artistiques.

Cette liste formidable du personnel, et par conséquent des dépenses d'un journal, est loin d'être épuisée, car nous n'avons pas dit encore un mot des correspondances. La malle de l'Inde a été une des plus lourdes charges des journaux anglais, à qui elle a coûté jusqu'à 250,000 francs par an. Il y a quelques années, le *Times*, outre un traitement annuel de 2,500 francs, donnait plus de 2,000 francs par voyage à un courrier, à la condition de faire en soixante-seize heures le trajet de Marseille à Calais, et d'apporter ainsi, avec quelques heures d'avance sur la poste, un sommaire en dix lignes de la malle de l'Inde. Cette dépense se renouvelait tous les mois, et s'ajoutait à toutes celles qu'entraînait le courrier ordinaire. L'achèvement des chemins de fer fran-

çais et l'établissement du télégraphe électrique auront pour effet de diminuer beaucoup tous ces frais. Au premier rang par l'importance, après la malle de l'Inde, est la correspondance de Paris,, qui, avec toutes les dépenses accessoires, coûte de 20 à 25,000 francs par an. Outre le correspondant ordinaire, chaque journal avait autrefois à Paris une personne chargée de recueillir jusqu'à l'heure de la poste les débats des chambres françaises. Des correspondans sédentaires sont établis à Berlin, à Vienne, à Naples, à Rome, à Madrid et à Lisbonne. Ils sont envoyés d'Angleterre aux lieux où ils doivent résider, et leur traitement varie de 4 à 6,000 francs par an. Un journal doit en outre se procurer un correspondant dans chacune des localités suivantes : Hambourg, Malte, Athènes, Constantinople, Bombay, Hong-kong, Singapore, New-York, Montréal, la Jamaïque. Il faut également entretenir un agent à Boulogne pour les dépêches françaises, à Alexandrie pour la malle de l'Inde, à Boston et à Halifax pour les nouvelles des États-Unis et du Canada. Comme la malle des États-Unis part de New-York et fait escale à Boston et à Halifax, on expédie dans ces deux villes, par le télégraphe électrique, les nouvelles arrivées après son départ. Malgré ce grand nombre de correspondans, chaque fois qu'une révolution ou une guerre éclate dans un pays, qu'un événement considérable doit s'accomplir dans une ville, que des fêtes extraordinaires ou de grandes manœuvres sont annoncées, on ne manque jamais d'y envoyer un correspondant spécial. Enfin, pour avoir promptement les nouvelles de tous les arrivages et des sorties des bâtimens, les mouvemens des escadres, les promotions dans la marine, les journaux ont un correspondant attitré dans les douze ou quinze ports principaux d'Angleterre, et spécialement à Douvres, à Southampton et à Liverpool. En résumé, on ne saurait évaluer à moins de 150,000 francs la dépense totale des correspondances; ajoutez-y 250,000 francs pour frais d'impression et de tirage, et de 250,000 à 300,000 francs pour la rédaction proprement dite, et vous arriverez au chiffre énorme de 700,000 fr., indépendamment du droit sur le papier, du timbre et du droit sur les annonces.

En présence de pareils chiffres, on cesse de s'étonner du petit nombre des journaux anglais. La nécessité de réunir un capital de plus d'un million avant de songer à la publication d'un seul numéro, la perspective de voir la plus grande partie de ce capital absorbée en quelques mois par les frais de premier établissement et les dépenses courantes, la difficulté de rassembler un personnel qui ne soit point au-dessous de sa tâche, sont autant d'obstacles de nature à arrêter ceux qui voudraient s'aventurer dans la carrière périlleuse du journalisme. On peut regarder les journaux actuellement existans comme en possession d'un véritable monopole, jusqu'au jour où la suppression du timbre et du droit sur le papier viendra modifier cet état de choses. Aussi est-ce à peine si, depuis le commencement du siècle, deux ou trois tentatives ont été faites pour créer des journaux politiques nouveaux. De 1825 à 1830, on vit un journal, fondé dans la pensée de faire concurrence au *Times*, se transformer plusieurs fois et devenir successivement le *Jour* (*the Day*), le *Nouveau Times*, le *Journal du Matin*, sans obtenir, sous aucun de ces titres, la faveur publique et les moyens d'exister. Vers la même époque, Murray, le célèbre libraire, qui était en relations avec tous les littérateurs du temps, crut qu'avec le concours

des auteurs les plus en vogue il ne pouvait manquer d'éclipser tous les journaux : il fonda à grands frais le *Representative*, qui comptait M. Disraëli parmi ses actionnaires et sans doute parmi ses écrivains. M. Murray abandonna la partie au bout de quelques mois, après avoir perdu près de 400,000 francs. Quelques années plus tard, vers 1836, des écrivains radicaux essayèrent de transformer le *Public Ledger* en un journal politique à grand format auquel ils donnèrent le nom de *Constitutionnel*. Au bout de quelques mois, il fallut renoncer à cette tentative, qui coûta 150,000 francs à ses auteurs. Depuis l'apparition du *Morning Advertiser* en 1793, un seul journal a su triompher de tous les obstacles et se faire une place dans la presse : c'est le *Daily-News*, qui date de 1846, et qui a par conséquent six années d'existence.

Plusieurs des écrivains qui ont fondé le *Daily News* avaient appartenu précédemment au *Chronicle :* ils avaient donc la pratique du métier, et, malgré quelques erreurs coûteuses, ils évitèrent la plupart des fautes qui font échouer les entreprises nouvelles. Le *Daily News*, à ses débuts, parut sur huit pages, et tout à fait sur le même pied que les journaux du matin : seulement, comme il avait besoin de se faire connaître et de conquérir la popularité, il déploya une grande activité et fit de véritables tours de force. Ainsi, lors de la fameuse séance dans laquelle sir Robert Peel développa son plan financier et proposa l'abolition des *corn-laws*, le ministre ne finit de parler qu'entre deux heures et demie et trois heures du matin, et à cinq heures le *Daily News* se vendait dans Londres, contenant *in extenso* le discours du premier ministre; à huit heures, il arrivait à Bristol et à Liverpool par des convois spéciaux; à midi, il était en Écosse, et le lendemain, à dix heures du matin, il arrivait à Paris : le chemin de fer du Nord ne marchait pas encore. Une pareille célérité dans l'impression et la distribution d'un journal était encore sans exemple. Au bout de six mois, quand le *Daily News* eut constaté sa vitalité et montré ce qu'il pouvait faire, il se réduisit tout d'un coup à quatre pages très-compactes, et il se vendit deux pence et demi ou cinq sous. C'était tout ce qu'il en coûtait pour lire les autres journaux dans les cabinets de lecture de la Cité. Le *Daily News* prétendait donner à moitié prix un journal complet : il essayait d'accomplir en Angleterre la révolution qui s'était opérée dans la presse française douze ans auparavant. Ce dessein, hautement avoué, souleva contre le nouveau journal une véritable tempête qui servit à le populariser. Le *Times* entreprit de démontrer, par des calculs, que la tentative du *Daily News* devait conduire promptement ce journal à la ruine. Le *Daily News* sembla le reconnaître lui-même lorsque, le 27 janvier 1847, il se mit à trois pence ou six sous. Il lutta courageusement à ce prix pendant deux ans, et, par l'attrait du bon marché, il arriva à avoir un moment jusqu'à vingt-trois mille lecteurs; mais il ne put se soutenir plus longtemps, faute d'une clientèle d'annonces suffisante, et il dut renoncer à sa tentative. Une circonstance qui avait servi ses débuts contribua à sa défaite. Au moment où naissait le nouveau journal, une lutte acharnée était engagée entre le *Times* et le *Herald*. A la suite d'explorations laborieuses, par des sacrifices d'argent considérables et à force de persévérance, le *Times* avait réussi à accomplir ce que le gouvernement anglais n'avait pu faire : il avait organisé un service mensuel de dépêches entre l'Inde et l'Angleterre par la voie de Suez et d'A-

lexandrie. Pour alléger le poids d'une dépense qui s'élevait à 250,000 francs par an, le *Times* s'engagea à communiquer ses nouvelles en temps utile au *Chronicle* et au *Post*, à la condition qu'ils supporteraient leur quote-part des frais. Le *Herald* fut exclu de cet arrangement. Le propriétaire du *Herald*, homme entreprenant et actif, résolut non-seulement d'avoir des courriers comme le *Times*, mais même de gagner de vitesse ses rivaux. Assuré de la bienveillance du gouvernement français, il organisa de Marseille à Boulogne un service de relais de poste; il acheta en outre à la compagnie commerciale de la navigation à vapeur le meilleur de ses bateaux à vapeur, l'*Ondine*, qui eut ordre de stationner dans le port de Boulogne, de sortir en rade à marée basse et de chauffer jour et nuit, afin d'être toujours prête à transporter en Angleterre, contre vent et marée, les dépêches de l'Inde dix minutes après leur arrivée à Boulogne. Grâce à ces moyens extraordinaires, le *Herald* eut plusieurs fois la bonne fortune de devancer le *Times* pour les nouvelles de l'Inde; mais comme une seule administration ne pouvait supporter de si lourdes charges, il avait mis le *Daily News* de moitié dans la dépense. Ce fut un grand avantage pour le nouveau journal de trouver une organisation toute prête, et les victoires du *Herald* lui profitèrent autant qu'à son allié; mais le *Times*, qui avait surtout à cœur de détruire le *Daily News*, comme représentant du journalisme à bon marché, ouvrit des négociations avec le *Herald*. Un jour, le *Daily News* reçut les épreuves de la malle de l'Inde trop tard pour en faire usage, et trouva le lendemain dans le *Times* et le *Chronicle* les mêmes nouvelles que dans son associé. Le mois suivant, les courriers du *Times* ayant eu l'avantage, le *Times* communiqua fraternellement une épreuve au *Herald*, et le *Daily News* parut seul sans nouvelles de l'Inde. La défection du *Herald* était manifeste; elle eut pour conséquence une rupture. Le *Daily News*, au lieu de lutter à deux contre trois, se trouvait désormais seul contre quatre. Dans ces conditions, il lui fut impossible de conserver ses prix : le 1er février 1849, il reprit le format de huit pages et se mit à dix sous comme les autres journaux. Dès lors, la coalition qui s'était formée contre lui n'avait plus d'objet; ses adversaires lui ouvrirent leurs rangs et cessèrent une guerre onéreuse pour tous. Aucune tentative pour fonder un journal n'a eu lieu depuis le *Daily News*. L'année dernière, nous avons vu annoncer pendant assez longtemps un journal qui devait porter le nom du *Politician;* mais nous ne croyons pas qu'un seul numéro ait paru.

Non-seulement le nombre des journaux ne semble pas devoir s'accroître sous l'empire de la législation actuelle, mais on peut dire qu'il tend plutôt à se restreindre. Si après l'abaissement du timbre, en 1836, tous les journaux sans exception ont vu le cercle de leurs lecteurs s'étendre, cette augmentation n'a pas tardé à faire place à un mouvement en sens contraire, ainsi que cela résulte du tableau suivant, qui présente le nombre des feuilles que chacun des journaux quotidiens de Londres a fait timbrer de 1837 à 1850. Ces chiffres, puisés aux sources officielles, établissent qu'à partir des années 1843 ou 1844, tous les journaux, à deux exceptions près, ont vu décroître régulièrement leur publicité. L'*Advertiser*, qui n'a point perdu, doit ce privilége à sa position toute spéciale, qui lui ouvre tous les restaurans et toutes les tavernes. Quant au *Times*, il a vu quadrupler sa clientèle.

ANNÉE.	TIMES.	ADVERTISER	DAILY NEWS	HERALD.	CHRONICLE.	POST.	SUN. GLOBE. STANDARD.	TOTAL.
1837	3,065,000	1,380,000	—	1,928,000	1,940,000	735,000	2,988,000	12,036,000
1838	3,065,000	1,565,225	—	1,925,000	2,750,000	875,000	3,339,000	13,519,220
1839	4,300,000	1,535,000	—	1,820,000	2,028,000	1,006,000	3,161,000	13,850,000
1840	5,060,000	1,550,000	—	1,956,000	2,075,500	1,125,000	3,318,800	15,084,500
1841	5,650,000	1,470,000	—	1,630,000	2,079,000	1,165,210	3,319,000	15,313,210
1842	6,305,000	1,445,000	—	1,559,500	1,918,500	1,195,025	3,274,050	15,697,075
1843	6,250,000	1,534,000	—	1,516,000	1,784,000	1,900,000	2,966,125	15,950,000
1844	6,900,000	1,415,000	—	1,608,070	1,628,000	1,002,000	2,610,000	15,163,070
1845	8,100,000	1,440,000	—	2,018,025	1,554,000	1,200,500	2,796,500	16,709,025
1846	8,950,000	1,480,000	3,520,500	1,752,500	1,356,000	1,450,500	2,648,000	21,067,500
1847	9,205,230	1,500,000	3,477,000	1,510,000	1,233,000	990,100	2,258,500	20,173,830
1848	11,025,000	1,538,000	3,530,638	1,335,000	1,150,304	964,500	2,265,812	21,809,254
1849	11,300,000	1,528,200	1,375,000	1,147,000	937,500	905,000	2,042,000	19,234,700
1850	11,900,000	1,549,843	1,152,000	1,139,000	912,547	828,000	1,911,500	19,391,843

Ce tableau prouve irrécusablement deux faits : le premier, c'est que les feuilles annuellement envoyées au timbre se sont élevées de douze millions à dix-neuf, et que la publicité générale s'est par conséquent accrue de 50 pour 100; le second, c'est que le nombre total des lecteurs ayant augmenté, et tous les journaux, sauf un seul, ayant perdu des leurs, le journal favorisé a dû bénéficier non-seulement de l'accroissement régulier des lecteurs, mais aussi de tout ce que ses confrères ont perdu. On peut donc dire que le *Times*, qui a déjà la plus grosse part des annonces, tend à absorber graduellement toute la masse abonnable, et prévoir qu'il demeurera seul le jour où ses empiétemens ne laisseront plus aux autres journaux qu'une clientèle insuffisante à couvrir leurs frais. Cette hypothèse serait déjà un fait, si les journaux anglais ne pouvaient compter que sur la vente de leurs numéros, et si les annonces ne leur donnaient les moyens d'exister. Aussi le principal sujet d'alarme des concurrens du *Times* est-il moins la diminution du nombre de leurs lecteurs que le dépérissement de leurs annonces. Il suffit de feuilleter la collection d'un journal anglais pour se convaincre que l'espace occupé par les annonces est moindre que par le passé. On peut tirer encore de tous ces faits cette conclusion, bonne à méditer pour les législateurs et les écrivains, que partout où des taxes comme l'impôt sur les annonces et le timbre rendent la publicité coûteuse, les annonces, et avec elles les recettes, les moyens d'amélioration, la possibilité des sacrifices, vont où se trouve la publicité la plus grande, que par contre-coup les abonnés prennent le même chemin que les annonces, et qu'il en résulte, au profit du journal dominant, un monopole que chaque jour fortifie. Supposez le droit sur les annonces établi en France, ce qui arrive en Angleterre au *Times* serait, entre des mains habiles, arrivé soit au *Constitutionnel*, soit au *Siècle*.

Il importe d'ajouter que le timbre met obstacle aux envahissemens du *Times* en rendant onéreux pour ce journal l'excès de la prospérité. Pour suffire aux annonces qui affluent de toutes parts, le *Times* s'est mis à publier régulièrement des supplémens, de quatre et même de huit pages, entièrement remplis d'annonces; mais ces supplémens sont assujettis au timbre comme le journal lui-même : il en résulte que la dépense croît avec le nombre des exemplaires; au delà d'un certain chiffre, les frais croissans de papier, de tirage et de timbre

dépassent le produit des annonces, qui demeure invariable, et les supplémens cessent de donner des bénéfices et donnent même de la perte. Le *Times* en est là depuis qu'il a plus de 35,000 abonnés. Pour ne pas décourager sa clientèle d'annonces et ne pas la faire refluer vers les autres journaux, il n'a pas voulu renoncer à ses supplémens; mais il s'est astreint à n'en publier que trois fois par semaine. Ces supplémens qui, tirés à 10,000 exemplaires, représenteraient un revenu énorme, coûtent au journal plus qu'ils ne lui rapportent.

Les journaux du soir sont dans des conditions toutes différentes de celles des journaux du matin. Les plus importans sont le *Globe*, le *Sun* et le *Standard*. Le *Globe* date de 1811; il fut fondé en même temps qu'un journal du matin intitulé *the British Press*, et par les mêmes personnes, qui voulaient faire à la fois concurrence au *Morning Post* et au *Courrier*. Le journal du matin ne tarda pas à périr; le *Globe* fut sauvé par l'habileté et l'activité de son rédacteur en chef, George Lane, et la persévérance de son principal propriétaire, M. Thomas Chapman. En 1824, le *Globe* s'unit à un autre journal du soir, le *Traveller*, dont le nom est encore joint au sien comme sous-titre, et dans les quatre années qui suivirent, il absorba successivement cinq autres journaux du soir, le *Statesman*, le *True Briton*, l'*Evening Chronicle*, la *Nation* et l'*Argus*, dont quelques-uns n'ont eu que quelques mois d'existence. Depuis que le *Chronicle* a changé de mains, le *Globe* est le seul représentant du parti whig dans la presse; il est l'organe reconnu de lord John Russell et de lord Grey. Le *Sun*, qui date de 1792, a langui longtemps; de 1828 à 1830, il dépensa 400,000 francs en améliorations et s'acquit bientôt une grande réputation pour l'abondance, la variété et la promptitude de ses nouvelles. Aujourd'hui encore, c'est le journal le mieux renseigné pour les courses : il donne chaque jour avec une merveilleuse exactitude la liste des chevaux engagés, les prévisions des connaisseurs et l'état des paris, ce qu'on pourrait appeler la cote de la bourse hippique. En politique, le *Sun* soutient les opinions radicales extrêmes; il touche même par certains côtés aux écoles socialistes. En religion, il est partisan du système volontaire; il est par conséquent l'adversaire de toute subvention au clergé, de tout lien matériel entre l'église et l'état. En économie politique, il est l'organe de l'école qui s'intitule *anti-bullioniste*, qui poursuit l'abolition de la monnaie métallique et l'emploi exclusif du papier-monnaie. Le mieux fait et le plus intéressant des journaux du soir, celui dont la rédaction est la plus littéraire, est le *Standard*, fondé en 1827 pour combattre l'émancipation des catholiques et la réforme électorale. Il est encore dirigé, comme au premier jour, par un écrivain à idées très-arrêtées, mais d'un remarquable talent, le docteur Gifford. Les journaux du soir ont à supporter beaucoup moins de frais que les journaux du matin, parce qu'ils sont nécessairement primés par ceux-ci pour une grande partie des nouvelles. Les réunions électorales, les banquets politiques, ayant lieu dans la seconde partie de la journée, les feuilles du soir se bornent à résumer le lendemain les comptes-rendus que les journaux du matin se sont procurés dans la nuit par l'emploi de rédacteurs et de courriers spéciaux. Il en est de même pour les séances de nuit, pour les nouvelles de l'Inde et du continent. Les journaux du soir n'ont donc besoin que d'un petit nombre de sténographes, et ils n'ont point cette armée de correspondans qui surcharge le budget des journaux du matin. Il

leur suffit d'avoir un ou deux correspondans en Irlande, et d'entretenir un agent dans chacun des ports qui sont le point d'arrivée des malles, et spécialement à Liverpool et à Southampton. Cet agent n'attend pas qu'une malle entre dans le port; dès qu'elle est signalée à l'aide de puissans télescopes, il va au-devant d'elle en rade, se fait remettre les lettres et journaux à son adresse, les parcourt chemin faisant, et, en abordant au port, il expédie à Londres par le télégraphe électrique un sommaire des nouvelles apportées de la Péninsule, des États-Unis, du Brésil ou des colonies. Souvent, avant que les passagers aient pu débarquer, les nouvelles venues avec eux sont imprimées et criées dans les rues de Londres, et commentées à la Bourse. Quand le général Parédès, chassé du Mexique, se rendit en Angleterre, il prit passage incognito sur la malle des Antilles qui aborde à Southampton. L'état de la marée n'étant pas favorable, la malle dut attendre quelques heures avant d'entrer dans les docks et de débarquer ses passagers. Parédès croyait que son incognito n'avait pas été pénétré; quel ne fut pas son étonnement en mettant pied à terre d'entendre les vendeurs de journaux crier à l'envi : « Les nouvelles importantes du Mexique! L'arrivée de Parédès à Southampton! » Pendant que la malle remontait la Solent, les nouvelles qu'elle apportait avaient eu le temps d'aller à Londres, d'y être imprimées et de revenir à Southampton. Ce sommaire des nouvelles, dont le détail sera dans les journaux du lendemain, et les dépêches électriques expédiées le matin de Paris après l'apparition du *Moniteur*, de Bruxelles après l'arrivée de la poste de Berlin, constituent aux yeux des hommes d'affaires et des spéculateurs l'intérêt des journaux du soir. Pendant la durée des sessions, on cherche en outre dans ces journaux la première partie des séances de la chambre des communes qui commencent à midi; et le *Sun*, grâce à l'habileté de ses sténographes et à la célérité de ses compositeurs, s'est acquis une incontestable supériorité sur ses rivaux : il parvient à donner les débats parlementaires presque jusqu'à l'heure de la poste; il ne s'écoule pas vingt minutes entre le moment où le dernier sténographe quitte la plume et celui où le journal tout imprimé part pour la province. Dans sa troisième édition qui paraît à dix heures du soir, il donne les débats jusqu'à neuf heures et demie. Mais l'apogée des journaux du soir, ce sont les temps de crise ministérielle où ils font des éditions d'heure en heure pour enregistrer les allées et venues des hommes politiques.

Les emprunts perpétuels que les journaux du soir sont dans la nécessité de faire à leurs confrères du matin devaient naturellement suggérer l'idée d'une combinaison qui rattacherait l'une à l'autre une feuille du matin et une feuille du soir. Nous avons dit que le *Standard* appartient au même propriétaire que le *Herald*, et cette union, qui d'un concurrent fait un auxiliaire, n'est peut-être pas étrangère à la supériorité du *Standard*. La réunion de deux états-majors en un doit entraîner une économie considérable dans les frais généraux, et les propriétaires peuvent utiliser pour le journal du soir les nouvelles dont ils n'ont pu faire usage le matin, et qui risquent d'être défraîchies. Ces avantages sont si bien appréciés, que le *Globe* et le *Sun* sont les seuls journaux du soir qui soient complétement indépendans. L'*Express*, fondé en 1846, est vis-à-vis du *Daily News* dans la même situation que le *Standard* vis-à-vis du *Herald*. Le *Times* est propriétaire de l'*Evening Mail*, qui se publie de deux

jours l'un, et qui n'est que la réimpression, moins les annonces, des deux numéros du *Times*, auxquels il correspond. C'est une combinaison imaginée en faveur des petites bourses qui ne peuvent faire la dépense d'un journal quotidien. Dans le même but le *Herald*, outre le *Standard*, possède encore le *Saint-James Chronicle*, avec lequel s'est fondu le *General Evening Post*, et qui ne paraît également que trois fois par semaine. Le *Chronicle* a publié longtemps un journal quotidien du soir qui portait son nom : après une interruption de deux ou trois ans, il a fondé, sous le nom d'*Evening Journal*, une feuille du soir qui paraît de deux jours l'un, et qui n'est chaque fois que la reproduction des deux numéros précédens du *Chronicle*. Le premier numéro de l'*Evening Journal* a été publié le 6 octobre 1851.

Les annonces des journaux du soir sont généralement peu nombreuses; elles peuvent se décomposer ainsi : quelques ventes immobilières, les livres nouveaux, et spécialement les romans, les revues et les brochures politiques, les annonces des gens qui en mettent partout, débitans de pilules ou de remèdes secrets, montreurs de curiosités, marchands d'objets confectionnés. Ce petit nombre d'annonces permet aux journaux du soir de ne paraître que sur quatre pages au lieu de huit, et leur format, en exceptant celui du *Sun*, est un peu inférieur à celui des grands journaux français. La distribution des matières est à peu près la même que dans les journaux du matin. La première page est consacrée partie aux annonces, partie à la reproduction des articles principaux des journaux du matin ou à l'analyse de leurs correspondances. Les articles politiques, les nouvelles du jour, la bourse, les nouvelles d'Irlande ou du continent, remplissent la seconde page. La troisième et la quatrième sont dévolues aux débats du parlement ou, en l'absence des chambres, aux comptes-rendus des réunions politiques. Les courses, les régates, les tribunaux occupent l'espace qui demeure libre. Le mode de publication de ces journaux nécessite une extrême rapidité dans la mise en pages : aussi chaque matière commence-t-elle en haut d'une colonne, et, quand elle ne suffit pas à remplir la colonne, le vide qui reste est comblé avec des historiettes, des citations de livres, des sentences morales composées d'avance à cet effet. Les journaux du matin ont également recours à ce procédé quand les séances de la chambre des communes, en se prolongeant dans la nuit, leur font craindre de manquer les convois du matin.

Avant de parler des recettes des journaux anglais, citons encore quelques chiffres qui donneront une idée des dépenses que ces recettes doivent couvrir. Le *Times* a paru le 26 mai 1851 avec un supplément; ce jour-là il a versé au trésor public 6,100 francs pour timbre, 1,600 francs pour droit sur le papier, et 2,200 francs pour droit sur les annonces, en tout 9,900 francs. En 1850, le même journal a acquitté 400,000 francs pour droit sur le papier, 500,000 fr. pour droit sur les annonces, et 1,670,000 francs pour timbre, en tout 2 millions 570,000 francs, soit en moyenne 8,210 francs par jour de publication. Quelles recettes ne faut-il pas à un journal pour supporter des charges semblables! Mais le jour où le *Times* acquittait 2,000 francs de droit d'annonces, il contenait de douze à treize cents annonces distinctes, et le supplément seul représentait une recette de 6,750 francs. Tous les journaux de la Grande-Bretagne, pris ensemble, publient annuellement un peu plus de deux millions

d'annonces ou *advertisements*. C'est un chiffre considérable et fort supérieur au nombre des annonces françaises, mais ce n'est guère que le cinquième des annonces publiées aux États-Unis, et qu'on ne saurait évaluer à moins de dix millions par an. Sur ces deux millions d'annonces, la presse de Londres peut en revendiquer 900,000, dont le tiers à peu près appartient au *Times*. En effet, le droit attribué au trésor étant de 1 franc 80 centimes, les 500,000 fr. payés par le *Times* en 1850 représentent, en nombres ronds, 275,000 annonces, et à ne prendre que 10 francs pour prix moyen de chacune, on trouve encore que les recettes du *Times*, de ce seul chapitre, ont dû s'élever à près de 3 millions. L'année 1845, tous frais payés, y compris l'intérêt du capital, a donné au *Times* 750,000 francs de bénéfices nets; nous avons expliqué pourquoi ces bénéfices ont dû diminuer plutôt que s'accroître avec le développement excessif qu'a pris la circulation de ce journal.

La vente des exemplaires est la seconde source du revenu des journaux. Nous disons la vente, parce que l'abonnement n'est point entré dans les habitudes anglaises. C'est une dernière trace de la condition première des journaux, qui étaient faits pour être criés et vendus dans la rue. Plus d'un Anglais répugne à l'idée de s'astreindre à recevoir toujours le même journal, et à s'interdire de prendre au jour le jour la feuille qui se trouvera la mieux renseignée ou la plus intéressante. Joignez-y l'instabilité d'une partie de la population, sans cesse en voyage, et que le journal ne peut suivre dans toutes ses pérégrinations. En France, les abonnés sont servis directement par l'administration de chaque journal; en Angleterre, le public est obligé de s'adresser à un intermédiaire, le courtier ou vendeur de nouvelles (*news vendor*). Le *Daily News*, à sa naissance, a essayé d'introduire le système de l'abonnement, en accordant aux personnes qui s'adressaient directement au journal une légère remise; mais cette tentative n'a point eu de résultat assez satisfaisant pour engager à y persévérer. Chaque administration renvoie à quelqu'un des courtiers toutes les demandes qui lui arrivent directement. Ce système a ses avantages et ses inconvéniens. Le public, habitué à ne traiter qu'avec les courtiers, peut subir dans une certaine mesure leur influence, et le journal peut être rendu responsable d'exigences, d'irrégularités ou d'exactions qui ne sont pas de son fait. En outre, le journal ne connaît jamais le chiffre exact de sa clientèle, et ne peut asseoir sur elle des calculs certains. Il vit un peu au jour le jour, exposé à tirer un trop grand nombre d'exemplaires et à perdre timbre et papier, ou à ne faire qu'un tirage insuffisant un jour où la vente dans les rues et aux stations des chemins de fer aura pris un développement inaccoutumé; mais d'un autre côté l'intervention des courtiers dispense les journaux de frais de bureaux onéreux, simplifie considérablement leur comptabilité, et les garantit contre les non-valeurs. L'abonnement, qui, en France, se paie d'avance, ne s'acquitte en Angleterre qu'à l'expiration du trimestre, et le courtier est responsable vis-à-vis du journal, avec lequel il règle d'ailleurs chaque jour ou plutôt chaque semaine. Les maîtres de postes faisaient autrefois l'office de courtiers, et la législation leur assurait même certains priviléges : leurs journaux étaient reçus, par exemple, jusqu'à la limite du départ. Les chemins de fer ont mis toute cette industrie de la commission entre les mains d'un certain nombre de maisons dont quelques-unes sont fort con-

sidérables, et placent annuellement jusqu'à cent millions de journaux, de revues et de brochures. Ces maisons se chargent de distribuer les journaux dans Londres, elles les font vendre au besoin dans la rue, elles les expédient en province. Le timbre de dix centimes qui frappe les journaux anglais sert en même temps de droit de poste : il leur donne le droit de circuler gratis. Cependant le transport par la poste est l'exception au lieu d'être la règle, l'administration des postes ayant eu l'habileté de ne point contraindre le public à l'employer. Comme la poste n'apporterait les journaux du matin que dans la soirée à Liverpool, à Manchester, à Birmingham, où les négocians tiennent beaucoup à les recevoir avant déjeuner, les maisons de commission expédient les journaux par les convois du matin, et les font distribuer à domicile par leurs employés. Le chemin de fer transporte de Londres à Manchester pour 2 shillings (2 francs 50 centimes) cent livres pesant, qui représentent dix-sept cents numéros des feuilles hebdomadaires et cinq cents numéros du *Times;* les courtiers peuvent donc prendre le transport et la distribution à leur charge, sans être obligés d'augmenter considérablement le prix de l'abonnement. Dans les petites villes, où le nombre des personnes qui prennent des journaux est moins grand, il n'en est plus ainsi, et les courtiers sont souvent obligés d'ajouter un penny ou dix centimes au prix de chaque numéro, ce qui élève l'abonnement d'un sixième.

Le *Times* possède un brevet d'imprimeur, et il cède aux courtiers au prix uniforme de 40 centimes ses numéros, qui sont cotés à 50. Les autres journaux sont imprimés et publiés sous la responsabilité d'un imprimeur patenté qui prend le nom de *publisher,* ou, comme nous dirions en français, d'éditeur ou de gérant du journal. Le *publisher* n'a d'autres fonctions que d'être responsable aux yeux de la loi, de compte à demi avec l'*editor* ou rédacteur en chef. Outre la location de son brevet, il trouve la rémunération du risque qu'il court dans une retenue sur la remise faite aux courtiers, qui ne traitent qu'avec lui. Le journal passe au *publisher* chaque *quire* ou rouleau de vingt-sept exemplaires aux trois quarts du prix fort de 50 centimes. Le *publisher* gagne donc un quart sur chaque numéro vendu isolément dans les bureaux du ournal, il gagne un exemplaire par *quire* sur les numéros vendus aux libraires, aux papetiers, aux petits courtiers qui en prennent moins de vingt-sept et auxquels il ne fait pas la remise entière; enfin il prélève une légère retenue sur les grands courtiers qui prennent plusieurs rouleaux. Ceux-ci lui font à leur tour une remise sur les demandes d'abonnement qui arrivent directement à l'administration et qu'il leur renvoie. En somme, chaque numéro est passé au *publisher* à raison de 3 pence trois quarts, il est cédé aux courtiers aux environs de 4 pence, et il est vendu 5 pence au public. La remise de 20 à 25 pour 100 faite aux courtiers ne paraîtra pas trop considérable, si l'on songe que ceux-ci prennent à leur charge toutes les non-valeurs, qu'ils font l'avance de toutes les sommes représentées par la vente des numéros, puisqu'ils ne rentrent dans leurs fonds qu'à la fin du trimestre; qu'en outre ils sont obligés de faire prendre à leurs frais le journal aux bureaux, de le plier, de le mettre sous bande, de faire écrire ou imprimer l'adresse que porte la bande, et de faire transporter le journal ainsi préparé à la poste ou au chemin de fer.

Voici, du reste, comment se décompose le prix d'un journal anglais.—Avant la diminution du timbre, le prix était pour le public de 7 pence ou 70 centimes. Le timbre, fixé nominalement à 40 centimes, n'en représentait en réalité que 32 à cause de la remise de 20 pour 100 qu'accordait le trésor; le papier, à raison de 70 shillings les mille feuilles, revenait à 8 centimes la feuille, en tout 40 centimes. Le rouleau était vendu aux courtiers 13 shillings ou 53 centimes l'exemplaire, il restait donc 13 centimes par numéro pour couvrir l'intérêt du capital engagé et toutes les dépenses du journal. La loi de 1836 abaissa le timbre de 4 pence à un, mais en supprimant toute remise. On ne tarda point à essayer d'établir des journaux à 3 pence ou trente centimes. De ces 30 centimes, si on déduit 10 centimes de timbre, 10 centimes de papier à cause de la dimension plus grande des journaux et de la rapidité du tirage, qui exige l'emploi d'un papier solide et fortement collé, enfin 8 centimes pour la remise des courtiers, on voit qu'il reste 2 centimes par numéro pour couvrir des dépenses que nous avons évaluées à 700,000 francs pour un journal établi. A un million de feuilles par an, cela ne donnerait que 20,000 francs, et nous avons vu que la plupart des journaux ne vendaient pas même un million de feuilles dans une année. Un journal est donc impossible, soit à 3 pence, soit même à 4. Au prix actuel de 5 pence, la vente d'un million d'exemplaires ne produit encore que 120,000 francs à un journal, et l'oblige à demander 600,000 francs aux annonces pour aligner les recettes et les dépenses.

Nous avions besoin d'entrer dans ce détail pour faire comprendre pourquoi dans un pays où la presse est libre et honorée, où le besoin de s'occuper des affaires publiques est universel, où l'agitation politique est dans les mœurs, les journaux ont une clientèle très-restreinte. Un journal ne peut se donner, nous venons de le démontrer, à moins de 50 centimes le numéro. A ce prix, l'abonnement d'un an revient à 156 francs à Londres et à 170 en province : or il a été dit dans l'enquête parlementaire de 1851 qu'il n'y avait pas en Angleterre une personne sur mille en état de s'imposer une pareille dépense. C'est donc merveille que les journaux quotidiens de Londres, les seuls quotidiens de la Grande-Bretagne, soient arrivés à publier entre eux tous 60,000 numéros par jour, ce qui donne un abonné par 500 âmes sur toute la population des îles britanniques. On peut évaluer à 38,000 la part du *Times*, à 12,000 celle des autres feuilles du matin, et à 10,000 celle des feuilles du soir. Ces chiffres ne sont point à comparer au tirage des feuilles importantes de New-York ou de Paris. Les journaux quotidiens distribuent dans Londres les deux tiers ou même les trois quarts de leurs exemplaires. Ce fait s'explique par le nombre des établissemens publics, hôtels, restaurans, cafés, cabinets de lecture, clubs, qui sont dans l'obligation de recevoir des journaux; mais la presque totalité de ces exemplaires part le soir pour la province. Un nombre très-considérable de personnes ne reçoit les journaux de Londres que de seconde, de troisième et même de quatrième main. Quarante-huit heures après sa publication, le *Times* se place encore à raison de 10 centimes le numéro. L'impossibilité de se procurer à prix réduit une feuille de Londres peut seule déterminer les gens à s'abonner aux journaux reproducteurs. Après avoir passé de main en main, et circulé de Londres à la petite ville et de celle-ci au

village, les journaux ne sont pas encore au terme de leurs pérégrinations. Comme la législation accorde la transmission gratuite aux colonies des feuilles timbrées qui n'ont pas plus de huit jours de date, les courtiers reprennent ou rachètent ces journaux fatigués pour les expédier au Canada, aux Antilles ou en Australie, où s'achève leur destinée.

Les journaux anglais, par cette voie lente et détournée, pénètrent dans toutes les classes et arrivent à la portée de toutes les bourses : il ne faudrait donc pas calculer le nombre de leurs lecteurs par le nombre de leurs souscripteurs directs. On doit reconnaître cependant qu'à l'inverse de tout ce qui a lieu dans les autres pays, la grande publicité n'appartient pas en Angleterre à la presse politique quotidienne; elle est le privilége des journaux hebdomadaires à trois pence, comme le *Lloyd's Weekly Paper*, qui a 50,000 abonnés, le *Weekly Times*, qui en a 40,000, les *News of the World*, qui en ont 60,000, et surtout des feuilles non politiques à 2 et à 4 sous, dont il se vend toutes les semaines plusieurs centaines de mille. Le *Family Herald*, qui tire à 147,000 exemplaires par semaine, et le *London Journal*, qui tire à 130,000, sont à la tête de ces sortes de publications. C'est là un côté curieux et peu connu de la presse anglaise qui mérite que nous nous y arrêtions quelque jour, mais dont l'étude n'entre pas dans le cadre que nous nous sommes tracé.

Nous avons essayé de faire connaître l'organisation des journaux anglais, et de montrer au prix de quels efforts et de quels sacrifices ils se disputent les lecteurs. Au fond, l'idée qui anime les écrivains anglais, c'est qu'un journal est avant tout le serviteur du public, et qu'il ne mérite de vivre qu'à la condition d'être utile. Éclairer et renseigner ceux dont il a obtenu la confiance, rassembler avec exactitude et activité tout ce qui peut instruire, distraire ou servir le lecteur; porter à sa connaissance toutes les nouvelles, tous les faits, tous les documens qui peuvent le guider dans ses plaisirs ou ses affaires : tels sont les devoirs qu'un journal anglais s'impose vis-à-vis du public. Ce n'est donc point à tort que le peuple anglais aime et honore la presse, et met sa liberté au rang d'un besoin national. L'estime et l'influence qu'il lui accorde sont le prix mérité d'incontestables services.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

LA

GUERRE DE CHINE

D'APRÈS LES DOCUMENS CHINOIS.

China during the war and since the peace, by sir John Francis Davis. London, 1852.

La guerre que la Grande-Bretagne a entreprise en 1840 contre la Chine, et qui s'est terminée le 26 août 1842 par la signature du traité de Nankin, comptera assurément parmi les actes les plus mémorables du XIXe siècle. Une nation de trois cents millions d'âmes vaincue par une poignée d'Européens, le plus grand empire de l'Asie ouvert au commerce et à la civilisation de l'Occident, tels sont les résultats de cette lutte, qui tient une place à part dans l'histoire contemporaine. La campagne de Chine a été souvent racontée. Les rapports des chefs de l'expédition figurent dans la collection des *blue-books*, si libéralement distribués au parlement. Plusieurs officiers, de retour en Angleterre, se sont hâtés d'écrire, pour l'amusement de leurs compatriotes, les impressions de voyage d'une armée anglaise en pays ennemi. Ici même on a plus d'une fois raconté les événemens dont les côtes de Chine ont été le théâtre de 1840 à 1842 (1). Tout n'est pas dit encore cependant sur la question anglo-chinoise, et une publication récente est venue réveiller l'inté-

(1) A l'époque même où les hostilités étaient ouvertes entre l'Angleterre et la Chine, la *Revue* publiait, sur la question anglo-chinoise, dans ses livraisons du 15 février, 1er mars, 1er et 15 juin 1842, une série de *lettres* de M. Adolphe Barrot, alors consul-général de France à Canton. Plus récemment, dans ses *Souvenirs d'une station sur les côtes de l'Indo-Chine*, M. Jurien de La Gravière a eu l'occasion de retracer les événemens que la Chine a vu s'accomplir depuis 1842, notamment dans les livraisons du 1er septembre 1851 et du 15 mars 1852.

rêt qui s'attache aux relations de l'Angleterre avec le Céleste Empire. Sous ce titre : *China during the war and since the peace*, sir John Francis Davis, ex-gouverneur de la colonie de Hong-kong et plénipotentiaire de sa majesté britannique en Chine, nous montre sous un jour nouveau les grandes affaires auxquelles il a pris part depuis le traité de Nankin; il nous fait toucher du doigt, par des révélations curieuses, quelques-unes des causes qui ont laissé la société chinoise dans un état d'infériorité si marqué vis-à-vis de l'Europe.

Les mœurs politiques et administratives de l'Angleterre permettent à certains personnages éminens de rendre compte des événemens au milieu desquels ils ont joué un rôle. Le gouvernement anglais ne redoute pas ces confidences personnelles, destinées à jeter la lumière sur des faits généralement peu connus. Il sait que les agens investis de sa confiance observeront dans l'exposé ou dans la défense de leurs actes la discrétion et la mesure que commande le patriotisme. Grâce à cette tolérance, qui s'accorde avec les institutions d'un peuple libre, la politique extérieure de la Grande-Bretagne, discutée chaque jour au parlement et dans les *meetings*, possède de nombreux historiens dont nous pouvons dès à présent recueillir le témoignage et que l'avenir consultera avec fruit. C'est dans les rapports adressés ainsi à l'opinion publique que se rencontre l'explication fidèle des incidens qui se sont produits dans les régions les plus lointaines où s'exerce l'infatigable action de la diplomatie anglaise. A ce titre, le livre de sir John Davis présente un attrait particulier : il nous transporte à l'extrémité de l'Asie, au milieu des armées chinoises, au sein même du cabinet impérial, sur un théâtre entièrement neuf, dont l'Europe, hier encore, devinait à peine les scènes étranges et les aspects infiniment variés.

Quelle opinion le gouvernement chinois, avant la guerre de 1840, s'était-il formée de ces *barbares* avec lesquels il se préparait à entrer en lutte? Quelle impression produisaient, à Pékin et dans les provinces, les événemens dont chaque courrier apportait la nouvelle? En quels termes étaient rédigées les instructions transmises aux mandarins et les dépêches que ceux-ci envoyaient à l'empereur? En un mot, que se passait-il à l'intérieur de l'empire pendant que l'escadre et l'armée anglaises promenaient si aisément leurs drapeaux victorieux des rives du Chou-kiang au golfe de Petchili? Voilà, à vrai dire, le point de vue le plus intéressant, le plus nouveau surtout, à étudier dans l'histoire de la campagne de Chine. Les correspondances saisies dans le cours de l'expédition et traduites par le docteur Gutzlaff ont fourni à sir John Davis les tableaux et les personnages du drame singulier qui se jouait derrière le champ de bataille. Il faut suivre les péripéties de ce drame parfois comique, dont le dénoûment amena l'union forcée et médiocrement assortie du Céleste Empire et de l'Europe. Il y a là des enseignemens qu'il est utile aujourd'hui de méditer, en présence du mouvement qui rapproche de plus en plus les intérêts de l'Europe et ceux de l'extrême Orient.

La Chine passe avec raison pour un pays de lettrés. L'instruction y est en grand honneur : chaque village possède une école où les enfans de la condition la plus humble vont recevoir le premier enseignement. Dans les chefs-lieux de districts et dans les capitales de provinces, les docteurs sortis victorieux des

concours expliquent et commentent devant une jeunesse nombreuse les œuvres sacrées de Confucius et de Mencius. La quantité de livres qui s'imprime et se vend dans le Céleste Empire est immense. Comment donc se fait-il que les Chinois n'aient aucune notion sur les peuples étrangers? Un lettré, un membre de la célèbre académie des Han-lin, pourra aisément réciter de mémoire toutes les sentences des *Sse-chou* et remonter, de dynastie en dynastie, aux époques fabuleuses de la mythologie chinoise, mais sa science ne franchira jamais les frontières et ne cherchera point à s'enquérir des événemens qui se sont accomplis dans le monde des *barbares*. Singulière nation, chez laquelle l'ignorance des choses du dehors n'est, pour ainsi dire, qu'un trait d'orgueil! Pour les politiques, pour les poètes, pour le vulgaire, il ne saurait y avoir d'autre pays que l'Empire du Milieu, l'Empire des Fleurs, l'Empire du Ciel : qu'importe le reste? Voyez sur la carte chinoise l'immense étendue de territoire que s'adjuge la patrie de Confucius et l'avare portion qui est laissée, comme par grâce, aux principautés d'Europe! Rien n'est plus sérieux que cette fière confiscation du globe au profit de la race chinoise. Les missionnaires jésuites admis pendant le dernier siècle à la cour de l'empereur Kang-hi ont dressé quelques cartes où l'Europe et l'Amérique sont dessinées avec plus d'exactitude; mais leurs travaux ne sont pas descendus à la portée de l'enseignement populaire, qui se complaît dans l'ignorance classique des géographes nationaux.

A la veille de combattre les Anglais, Lin, vice-roi de Canton, voulut se rendre compte des ressources de l'ennemi. Il savait bien que l'orgueil chinois se faisait de grandes illusions sur la prétendue supériorité du Céleste Empire, et le sentiment de la responsabilité qui pesait sur lui (il avait ordre de châtier les barbares) lui inspira le désir très-naturel d'étudier avec quelque attention la situation respective des peuples européens. C'était s'y prendre un peu tard. Lin se mit bravement à l'œuvre; il fit recueillir en toute hâte les documens étrangers qu'il put se procurer en Chine ou dans l'Inde; il consulta des Américains ou des Russes qu'il pensait être fort peu intéressés dans le démêlé anglo-chinois, et, à force de recherches et d'études, il parvint à réunir les matériaux d'une vaste compilation qui fut imprimée en douze volumes, sous le titre de *Notes statistiques sur les royaumes de l'Ouest*. Les extraits de cet ouvrage cités par sir John Davis contiennent de singulières révélations. Après avoir établi que les Anglais ont dans l'Ouest trois ennemis puissans, la Russie, les États-Unis et la France, le document chinois découvre que la Cochinchine, Siam, Ava et le Népaul inspirent à la Grande-Bretagne de vives inquiétudes. Cela posé, le savant compilateur indique très-sérieusement deux plans de campagne : il propose, soit d'expédier à travers le territoire russe une armée chinoise qui s'emparerait de l'Angleterre, soit d'envoyer une flotte de jonques à la conquête du Bengale. — C'était un personnage éminent, un lettré, un vice-roi, qui écrivait ou dictait de pareilles extravagances à l'usage de la cour de Pékin : voilà les renseignemens qui devaient servir de base aux opérations stratégiques des armées chinoises! Est-il besoin de démontrer quelle influence désastreuse cette ignorance des faits les plus simples exerça sur les destinées du Céleste Empire, sur la conduite de ses négociateurs et de ses généraux?

Toutefois ce qui paraît le plus extraordinaire, c'est que, pendant tout le cours de la lutte, le gouvernement chinois, qui recevait à chaque rencontre de si rudes leçons, s'opiniâtrait de plus en plus dans ses vieux préjugés et repoussait comme une lumière importune les enseignemens que lui prodiguaient de continuelles défaites. Il y avait entre les différentes classes de mandarins militaires et civils une complicité de mensonge qui endormait dans une sécurité fatale la cour de Pékin et transformait en victoires signalées les déroutes les plus éclatantes. Les généraux chinois ne voulaient absolument pas être battus; ils racontaient avec un superbe aplomb leurs fuites triomphales; dans les proclamations qu'ils adressaient au peuple, dans les bulletins qu'ils envoyaient à l'empereur, ils annonçaient en style pompeux la prochaine extermination des barbares. Qui eût osé ne pas les croire sur parole? La nation chinoise est élevée dans le respect du langage officiel : elle accueillait volontiers ces communications, qui lui paraissaient d'ailleurs très-vraisemblables et fort naturelles, car il lui eût été bien difficile de s'imaginer que les troupes impériales pussent être vaincues par une poignée d'étrangers. Aujourd'hui encore, le fait est certain, les provinces intérieures demeurent convaincues que l'empereur a triomphé de tous ses ennemis, et que les Européens ne doivent qu'à son inépuisable clémence la faculté de résider et de trafiquer sur quelques points de la côte. Dans la relation si intéressante de son voyage en Tartarie et au Thibet, M. Huc rend compte d'une conversation qu'il eut avec deux Tartares appartenant aux *bannières de Tchakar*, c'est-à-dire à l'armée de réserve, qui est convoquée seulement dans les grandes occasions : « Les Anglais, disaient naïvement ces Tartares, ayant appris que les invincibles milices approchaient, ont été effrayés et ont demandé la paix. Le saint maître, dans son immense miséricorde, la leur a accordée, et alors nous sommes revenus dans nos prairies veiller à la garde de nos troupeaux. »

Ce fut dans le port de Tinghae (Chusan) qu'eut lieu le premier engagement entre les Anglais et les Chinois. Située en face de l'embouchure du fleuve Yang-tse-kiang, qui traverse le Céleste Empire de l'est à l'ouest, et qui baigne les murailles de Nankin, l'île Chusan est un point militaire et commercial de la plus haute importance. Lorsque le chef de l'escadre fit sommer l'amiral chinois de livrer la place, celui-ci parut fort étonné de voir que les Anglais fussent venus de si loin lui chercher querelle : « C'est avec les gens de Canton que vous êtes en mésintelligence; allez donc attaquer Canton, et laissez-nous en repos. » La logique de cet argument toucha médiocrement sir Gordon Bremer: en neuf minutes, toutes les jonques rangées le long du rivage étaient détruites, et le lendemain les troupes anglaises entraient à Tinghae. On trouva sur les parapets des provisions de chaux pilée destinée à aveugler les barbares qui essaieraient d'escalader les murs. Le gouverneur du Che-kiang ne pouvait guère dissimuler ce grave échec. Dans son rapport, il parle assez légèrement de quelques jonques coulées et de Tinghae prise, ou plutôt surprise par la faute de l'amiral; mais il se hâte d'ajouter : « Attendons que notre grande armée soit réunie, nous attaquerons les Anglais et nous les aurons tous vivans. » Le gouverneur du Kiang-sou, Yu-kien, déploya dans son style plus de bravoure encore que son collègue du Che-kiang. Voici en quels termes il rassurait ses administrés : « Chassés de Canton et de Macao, où ils faisaient le commerce de

l'opium, les Anglais sont venus au Fo-kien, d'où ils ont été expulsés. Ils ont profité d'un vent favorable pour remonter dans le nord. Ils n'ont d'autres ressources que leurs navires, qui tirent soixante pieds d'eau, et qui ne peuvent par conséquent approcher de nos côtes... Que chacun de vous dorme tranquille ! Moi, qui depuis ma jeunesse ai lu une foule de livres sur l'art de la guerre, et qui ai répandu la terreur de mon nom dans le Turkestan, je considère ces ennemis comme de faibles joncs. Malheur à eux s'ils osent venir à nous !... » Un autre mandarin, adressant un long rapport à l'empereur à la suite des mêmes événemens, annonçait qu'il suffirait de lancer quelques brûlots pour incendier la flotte anglaise, et qu'alors on pourrait « ouvrir sur les navires le feu des batteries, déployer la terreur céleste et exterminer l'ennemi sans perdre un seul homme. » C'est ainsi que les documens officiels écrivaient l'histoire !

Cependant l'empereur Tao-kwang fut un moment tenté d'ouvrir les yeux, lorsque l'escadre anglaise, ayant à bord le plénipotentiaire Elliot, entra résolument dans le golfe de Petchili, et vint mouiller à l'embouchure du Pei-ho. Jamais armée ennemie ne s'était aventurée si près de la capitale. Les projets d'extermination furent ajournés. Le mandarin Kichen, qui remplissait alors les fonctions de premier ministre, et qui s'était toujours montré hostile aux mesures de violence prises par le vice-roi de Canton, voyait enfin triompher sa politique, et il fut écouté avec empressement lorsqu'il s'offrit à éloigner les Anglais par les voies de la conciliation. Il fallait à tout prix délivrer l'empereur d'un voisinage incommode. Kichen réussit. Ce résultat doit être assurément compté au nombre des plus beaux succès diplomatiques que la ruse et le mensonge aient jamais remportés. Le mandarin se garda bien de faire connaître à l'empereur les exigences des Anglais, et à M. Elliot les décisions superbes que la cour de Pekin se croyait encore le pouvoir de formuler en face des barbares. Il supprima de part et d'autre les correspondances qu'il avait mission d'échanger; il arrangea à son gré les demandes et les réponses, — laissant croire au plénipotentiaire anglais que ses réclamations étaient favorablement accueillies, et qu'il y serait fait droit à Canton, — persuadant à l'empereur que les barbares étaient repentans et soumis, et qu'ils sollicitaient humblement la faveur de rentrer en grâce. En un mot, il sut mentir tant et si bien, que les Anglais commirent la faute de quitter le Petchili, et que l'empereur, charmé de la fuite de ses ennemis, s'empressa de conférer à Kichen ses pleins pouvoirs pour continuer à Canton l'œuvre de paix si heureusement commencée.

Cependant sur les rives du Chou-kiang les affaires changèrent de face. Le rusé mandarin comptait traîner les négociations en longueur, et il espérait que tout se passerait en conférences. Il avait vu l'escadre anglaise d'assez près pour n'être point désireux de faire parler la poudre. Par malheur pour Kichen, les dispositions de la populace de Canton étaient bien différentes : la découverte d'un complot tramé contre les Anglais amena l'attaque et la destruction des forts de Chuenpi, et Kichen, pour conjurer de plus grands malheurs, se vit obligé de signer avec le capitaine Elliot une convention par laquelle il accordait aux Anglais une indemnité de six millions de dollars et la cession de l'île de Hong-kong, en échange de l'abandon de Chusan.

Comment annoncer à l'empereur ces tristes nouvelles? La situation était délicate. En partant de Pekin, Kichen n'avait-il pas pris l'engagement de mettre l'ennemi à la raison? Aussi rien de plus curieux que ses dépêches : « Canton ne se trouvant pas encore en état de défense, écrit-il d'abord, j'ai dû consentir à un arrangement provisoire; mais ces barbares m'ont causé tant d'ennui, que je veux les exterminer à tout prix, et j'attends mon heure! » — « En vérité, dit-il dans un autre rapport, ces barbares n'écoutent rien! leurs officiers n'ont pas pu les empêcher de s'emparer des forts de Chuenpi. Depuis ce moment, ils ont montré un vif repentir et ils sont pleins de crainte... » Enfin la vérité parvint aux oreilles de l'empereur. Tao-kwang, qui avait ordonné à Kichen « de lui envoyer dans des paniers les têtes des Anglais, » fut naturellement fort indigné de ne recevoir qu'un projet de convention qui lui enlevait son argent et Hong-kong. Voici comment il répondit aux dépêches de Kichen, on ne saurait vraiment trop admirer un pareil langage dans la bouche d'un vaincu : « Les Anglais devenant chaque jour plus extravagans, j'avais prescrit à Kichen de se tenir sur ses gardes et de profiter de la première occasion pour ouvrir l'attaque. Au lieu de cela, il s'est laissé circonvenir et corrompre par les barbares. Livrer Hong-kong aux Anglais, leur permettre de trafiquer à Canton! Est-ce que chaque parcelle de terre, chaque sujet chinois, n'est point la propriété exclusive et inaliénable de l'état? Honte sur Kichen! Qu'il soit dégradé, couvert de chaînes et amené sous escorte à la capitale; que ses biens soient confisqués! » Et l'infortuné Kichen, qui la veille possédait une fortune évaluée, d'après les documens chinois, à plus de deux cents millions, n'avait plus que quelques pièces de cuivre lorsqu'il fut jeté en prison, la chaîne au cou!

Il y a pourtant des juges à Pekin. Kichen fut cité devant leur tribunal, et il eut à se défendre sur treize chefs d'accusation. Son plus grand crime est de n'avoir pas vaincu l'escadre anglaise : on lui reproche d'avoir invité le capitaine Elliot à dîner, de s'être avili par la signature d'un traité, etc. Kichen répond fort humblement qu'il a été victime de son ignorance; — qu'il n'a pas invité à dîner le chef des barbares, mais que, celui-ci ayant faim après une longue conférence, on lui a fait servir une collation; — que le traité conclu n'était qu'une feinte pour tromper les Anglais jusqu'à l'arrivée des troupes, et que lui, Kichen, se proposait bien de ne pas tenir sa parole, etc. On voit, par les pièces de ce singulier procès, quels sont, en matière de droit des gens, les principes des mandarins chinois. Kichen fut condamné à mort, comme coupable de trahison; mais l'empereur daigna lui faire grâce. MM. Huc et Gabet l'ont retrouvé au Thibet; aujourd'hui il exerce les hautes fonctions de gouverneur dans la province du Sse-tchouen, et il a de nouveau amassé d'immenses richesses (1).

(1) Voici un extrait de la conversation fort curieuse que MM. Huc et Gabet eurent à Lhasa avec Kichen : « Kichen nous demanda des nouvelles de Palmerston, s'il était toujours chargé des affaires étrangères... — Et *Ilu* (Elliot), qu'est-il devenu? Le savez-vous? — Il a été rappelé : ta chute a entraîné la sienne. — C'est dommage. *Ilu* avait un cœur excellent, mais il ne savait pas prendre de résolution. A-t-il été mis à mort ou exilé? — Ni l'un ni l'autre. En Europe, on n'y va pas si rondement qu'à Pékin.—Oui, c'est vrai : vos mandarins sont bien plus heureux que nous. Votre gouvernement vaut mieux que le nôtre;

En même temps que Kichen, on voit figurer au premier plan, sur le théâtre de la lutte anglo-chinoise, le mandarin Elipou, qui avait passé de longues années dans le gouvernement du Yunnan, province située au sud de la Chine, sur les frontières de l'empire birman. Il avait donc plus d'une fois entendu parler de la puissance des Anglais dans l'Inde, et il devait apprécier les périls sérieux qui menaçaient son pays, lorsque la confiance de la cour le plaça à la tête des deux Kiang. Elipou se rendit à son nouveau poste. Il ne partageait pas les illusions de Pékin; il n'avait point le feu sacré qui animait la plupart de ses collègues, et cependant il avait reçu, selon l'usage, les instructions les plus énergiques. Il devait protéger la côte des deux provinces qui étaient le plus exposées aux attaques de l'ennemi, chasser les Anglais de Chusan, et soutenir, sur terre comme sur mer, l'honneur du drapeau impérial. On s'empressait d'ailleurs de lui indiquer les moyens d'obtenir une victoire signalée : il ne s'agissait que de construire des canons de fort calibre et de remplacer les jonques chinoises, dont on reconnaissait un peu tard l'infériorité, par des navires de guerre semblables à ceux des Anglais. Les mandarins à bouton rouge, qui tenaient conseil auprès de l'empereur, croyaient avoir trouvé le secret infaillible. Peut-être éprouvaient-ils quelques remords en s'abaissant à imiter les constructions navales de leurs ennemis, et en abandonnant les formes traditionnelles de la jonque; mais la gravité des circonstances justifiait cette dérogation temporaire aux habitudes de l'empire. Le sage Elipou se mit en devoir d'exécuter les ordres qu'il avait reçus. Une immense fonderie fut établie à Chinhae, on y fabriqua de gigantesques pièces de canon; malheureusement la plupart éclatèrent au milieu des artilleurs improvisés que l'on avait fait venir du Fokien. Quant aux vaisseaux de ligne qui étaient destinés à lutter avec tant de succès contre la flotte anglaise, il fut impossible d'en dresser le plan. L'ingénieur que l'on avait chargé de cette honorable commande ne put se tirer d'affaire qu'en se suicidant. Accusé par ses ennemis d'incapacité et de tiédeur, Elipou se vit obligé, à son tour, d'enfler le style de ses rapports et de chanter victoire avec les autres mandarins. D'après la convention provisoire signée à Canton, le capitaine Elliot s'engageait à abandonner l'île Chusan. Dès que les troupes anglaises eurent évacué Ting-hae, le gouverneur général des deux Kiang se hâta d'écrire à l'empereur qu'à l'approche de l'escadre chinoise, composée de cent trente jonques et formant trois divisions sous les ordres de trois généraux, les barbares étaient partis de l'île « dans le plus grand désordre. » Cet innocent mensonge ne sauva

notre empereur ne peut tout savoir, et cependant c'est lui qui juge tout, sans que personne ose jamais trouver à redire à ses actes. Notre empereur nous dit : —Voilà qui est blanc.... Nous nous prosternons, et nous répondons : Oui, voilà qui est blanc. — Il nous montre ensuite le même objet, et nous dit : Voilà qui est noir... Nous nous prosternons de nouveau, et nous répondons : Oui, voilà qui est noir. — Mais enfin si vous disiez qu'un objet ne saurait être à la fois blanc et noir? — L'empereur dirait peut-être à celui qui aurait ce courage : Tu as raison;.... mais en même temps il le ferait étrangler ou décapiter. Oh! nous n'avons pas, comme vous, une *assemblée de tous les chefs* (*tchoung-teou-y;* c'est ainsi que Kichen désignait la chambre des députés). Si votre empereur voulait agir contrairement à la justice, votre *tchoung-teou-y* serait là pour arrêter sa volonté. »

point Elipou. Le pauvre vieillard fut mandé à Pékin pour y rendre compte de sa conduite; pendant trois jours, il attendit à genoux, à la porte du palais impérial, la faveur d'une audience. Jugé comme Kichen, il fut condamné à la déportation sur les rives du fleuve Amoor, où l'on exile les criminels de la plus vile espèce. Second exemple de la grandeur et de la décadence des mandarins!

Kichen avait été remplacé à Canton par un triumvirat de généraux ayant à sa tête Yhshan, parent de l'empereur. Les Anglais remontèrent le Choukiang et mirent le siége devant la ville (mai 1841). Bien qu'il eût écrit à Pékin dépêches sur dépêches pour annoncer la défaite des rebelles, Yhshan fut obligé de capituler. Voici enfin un rapport assez modeste; il n'est pas sans intérêt de voir comment un général chinois s'y prend pour avouer qu'il n'a point triomphé de tous ses ennemis : « Nos décharges d'artillerie se succédaient sans interruption; mais il était impossible de repousser tous les navires des barbares. L'ennemi finit par débarquer : il attaqua les forteresses situées au nord de la ville, et il lança tant de boulets et d'obus, qu'une foule de soldats et d'officiers furent tués ou blessés. Les habitans encombraient les rues, criant, se lamentant, nous suppliant de les sauver. A cette vue, le cœur me manqua. J'allai demander aux barbares ce qu'ils voulaient. Ils me répondirent tous qu'ils n'avaient pas encore reçu l'indemnité pour l'opium saisi, dont la valeur s'élevait à plusieurs millions de taëls. Ils ne réclamaient que le paiement de cette somme; après quoi ils promettaient de se retirer au-delà du Bogue. J'insistai alors pour qu'ils nous rendissent Hong-kong; mais ils dirent que cette île leur avait été régulièrement cédée par Kichen, et qu'ils pouvaient en fournir la preuve écrite. Considérant que Canton courait le plus grand danger et que tout, autour de moi, n'était plus que confusion et misère, j'accédai provisoirement à leur requête... Cependant je me mettrai plus tard en mesure de reprendre Hong-kong. En ce moment, il me reste à vous supplier de me punir, ainsi que mes collègues, pour les fautes dont nous nous sommes rendus coupables, et je vous conjure en tremblant, au nom du peuple tout entier, d'approuver les conditions de la paix. »

Lorsque les Anglais s'en furent allés (avec 6 millions de dollars, prix de la rançon), Yhshan changea immédiatement de style. Il envoya à Pékin la tête d'un soldat anglais en la présentant comme celle de l'amiral sir Gordon Bremer. Un tel cadeau devait plaire à l'empereur. « J'ai reçu, dit Tao-kwang, une dépêche de Yhshan annonçant que les barbares, après avoir attaqué la ville, ont été deux fois repoussés. Notre courage a réduit l'ennemi à la dernière extrémité. Les susdits barbares ont demandé humblement que l'on implorât en leur faveur la grâce impériale. Votre sagesse a pensé qu'il ne fallait point leur refuser la faculté de faire le commerce; mais en même temps vous auriez dû leur ordonner de gagner immédiatement la pleine mer... Que les forts soient remis en état de défense... Si les Anglais montrent la moindre velléité de rébellion, vous les taillerez en pièces avec votre armée. » Peu de temps après cette expédition sur le Chou-kiang, l'escadre anglaise fut assaillie par un affreux typhon. Tao-kwang, apprenant par les récits de ses mandarins que la mer était couverte de cadavres, exprima sa satisfaction et ordonna que l'on brûlât dans les pagodes de Canton vingt bâtons d'encens; il fit accomplir la

même cérémonie à Pékin par quatre princes de la maison impériale. Il publia ensuite plusieurs édits annonçant au peuple que les Anglais étaient anéantis, leurs soldats noyés et leurs navires coulés. En réalité, l'escadre avait réparé très-promptement ses avaries, et le cabinet de Londres venait de placer à la tête de l'expédition un nouveau chef, sir Henry Pottinger, qui devait causer aux mandarins et à l'empereur tant de cruelles insomnies!

Les récits qui précèdent ne nous ont laissé voir que les correspondances échangées entre les généraux chinois et l'empereur Tao-kwang : au-dessous de ces nobles personnages, qui, par ignorance ou par calcul, composaient des narrations si divertissantes, que disait et que pensait le peuple? On admet à la rigueur que Tao-kwang, relégué dans sa capitale au fond d'un palais entouré de plusieurs murailles, ait été plus ou moins longtemps dupé par ses plus fidèles serviteurs, et qu'il ait ajouté foi aux bulletins de victoire qu'on lui adressait de si loin; mais les Chinois, les soldats qui étaient si rudement menés par les troupes anglaises, les habitans du littoral, qui voyaient passer et repasser à l'horizon l'escadre des barbares; les citoyens de Canton, qui avaient entendu le canon de l'ennemi et qui venaient de payer argent comptant leur dernière défaite; en un mot ces millions d'hommes, acteurs ou témoins dans les différens épisodes de la lutte, pouvaient-ils conserver la moindre illusion et croire encore à l'invincible majesté du Céleste Empire? Eh bien! tous les documens établissent que les masses populaires, si promptes à fuir devant les forces anglaises, ne perdaient rien de leur imperturbable confiance. Ces désastres matériels dont il eût été bien difficile de contester les déplorables effets, on les attribuait à l'incapacité des chefs, à la faiblesse de Kichen, qui n'avait pas su rassembler à temps les troupes impériales, à la trahison d'un grand nombre de Chinois qui s'étaient glissés dans les rangs ennemis. Ce dernier motif se trouvait reproduit, par une préférence singulière, dans la plupart des manifestes que les lettrés de Canton adressaient à la populace, en paraphrasant les maximes de Confucius. Les Chinois demeuraient ainsi persuadés qu'ils n'avaient pu être vaincus que par des Chinois, et ils prenaient volontiers à leur compte des triomphes déshonorés par la trahison. L'escadre britannique avait à peine quitté les eaux du Chou-kiang, que les murailles de Canton furent couvertes de placards où l'orgueilleux pinceau des lettrés vengeait en ces termes l'honneur national : « Nous sommes les enfans de l'Empire Céleste, et nous sommes assez forts pour défendre notre pays. Nous n'avons pas besoin de nos mandarins pour vous exterminer, et vous avez comblé la mesure de vos crimes. Si le traité signé par nos chefs n'avait point mis obstacle à nos projets, vous auriez éprouvé la puissance de nos bras. N'ayez plus l'audace de nous offenser, car nous sommes décidés à faire un exemple. Vous ne pourriez cette fois nous échapper. » Ces déclamations ridicules, avidement lues et chaudement applaudies par la populace, n'expliquent-elles pas les mensonges officiels que les mandarins entassaient dans leurs dépêches? Dès que l'ennemi n'était plus là, les habitans de Canton se croyaient sincèrement victorieux. Comment les chefs auraient-ils tenu un autre langage? Ils écrivaient pour ainsi dire sous la dictée de l'enthousiasme populaire, et ils annonçaient sur la foi des placards que les Anglais allaient être foudroyés.

Investi du commandement supérieur de l'expédition britannique, sir Henry

Pottinger comprit que le moment était venu de pousser vigoureusement les opérations et d'en finir avec ce système de conventions provisoires qui aurait dû lasser plus tôt la patience du capitaine Elliot. La campagne qu'il entreprit immédiatement, avec la ferme résolution de ne déposer les armes que devant une capitulation régulière, aboutit, en peu de mois, à la signature du traité de Nankin. L'île de Chusan fut occupée de nouveau; Amoy, Koolongsou, Chinhae, Ningpo, Changhai, Chapou, tombèrent successivement au pouvoir des troupes que les *steamers* de l'escadre transportaient de victoire en victoire, à la grande stupéfaction des Chinois, émerveillés de voir des navires sans voiles marcher contre le vent ou remonter le courant des fleuves. Les mandarins ne se faisaient aucun scrupule de placer sous les yeux de l'empereur le récit de leurs prétendus triomphes; leur style nous est connu. Cependant, à mesure que l'ennemi pénètre au cœur de l'empire, les généraux ne paraissent plus aussi sûrs d'eux-mêmes; on peut en juger par les stratagèmes étranges à l'aide desquels ils comptent avoir raison des Anglais et qu'ils laissent discuter sérieusement dans leur camp. Il faut, dit l'un, envelopper les barbares dans des nuages de fumée et les attaquer à l'improviste. Un autre propose d'expédier une troupe de plongeurs qui brisera les gouvernails et pratiquera des voies d'eau en perçant les coques des navires. Celui-ci demande que l'on prohibe l'exportation du soufre et du salpêtre, afin d'enlever aux Anglais les moyens de fabriquer de la poudre. Le vertige s'emparait ainsi de toutes les têtes, et il enfantait les idées les plus grotesques. On trouva un placard qui engageait les Anglais à retourner dans leur pays pour y avoir soin de leurs vieux parens. Ce conseil était sincère, car les Chinois pratiquent religieusement les devoirs de la piété filiale. Dans une autre proclamation, le général Yiking garantissait aux cypayes la vie sauve, s'ils s'abstenaient de tirer sur les Chinois, et il promettait le bouton de mandarin à ceux qui livreraient un officier. Il avait appris que les cypayes, les *hommes noirs*, comme il les appelait, appartenaient à une race conquise par les Anglais; il pensait donc qu'ils saisiraient avec empressement l'occasion de se débarrasser de leurs maîtres. — Enfin, dit sir John Davis, on ramassa, dans un camp que les Chinois venaient d'abandonner, la copie d'une lettre adressée au général anglais pour l'inviter à remettre son armée entre les mains de Yiking, lequel, en retour d'un si grand service, le recommanderait très-vivement aux bonnes grâces du fils du ciel (l'empereur). — Voilà où en étaient réduits ces infortunés mandarins; ils ne savaient plus comment éloigner les barbares : menaces, prières, conseils, mensonges, tout échouait contre les progrès de l'invasion; il fallait donc affronter le courroux impérial, plus redoutable mille fois que l'armée ennemie. On vit alors les généraux, et même les autorités civiles, préférer le suicide à l'aveu d'une défaite. Ces incidens devinrent de plus en plus fréquens. Ajoutons cependant que les suicides, en Chine, ne sont pas toujours mortels. Après l'assaut de Tinghae (Chusan), le magistrat civil prit la fuite avec la caisse, et se réfugia dans une île voisine; mais, au sortir de la ville, il eut soin de déposer sur le bord d'un canal son costume de cérémonie et ses grandes bottes de mandarin. On crut qu'il s'était noyé de désespoir, et il passa naturellement pour un héros! N'était-ce pas bien joué?... Par malheur, au bout de quelque temps, l'espiéglerie fut découverte, et notre mandarin, convaincu

de n'être pas noyé, se vit condamner à mort pour crime de désertion; il eut l'esprit de faire commuer sa peine en celle de bannissement, puis il en fut quitte pour une forte amende; enfin il rentra tout à fait en grâce, et il fut nommé gouverneur civil de Chusan *in partibus*, pour reprendre ses anciennes fonctions le jour où les barbares auraient évacué l'île. Il dut attendre cinq ans. Dans l'intervalle, comme il s'était montré généreux à l'égard des prisonniers anglais et qu'il pouvait ainsi rendre d'utiles services dans les négociations, il fut adjoint aux plénipotentiaires chargés de conclure le traité de Nankin. Telles sont, en Chine, les vicissitudes d'une carrière de mandarin.

Elipou lui-même nous est rendu. Nous l'avons laissé tout à l'heure déchu de tous ses grades et condamné à terminer sa longue carrière sur les frontières de la Sibérie. Il était encore en route pour ce lointain exil, lorsqu'un exprès le rappela à Pékin, où l'empereur, effrayé de la tournure que prenaient les événemens, lui confia pour la seconde fois la direction des affaires. Après avoir si longtemps écouté le parti qui, dans son conseil, prêchait la guerre à outrance, Tao-kwang s'était enfin rallié à la politique de paix et de conciliation dont les mandarins Kichen et Elipou avaient, dès l'origine, démontré l'impérieuse nécessité. Il était las (et cela se conçoit) de recevoir chaque jour un pompeux récit des victoires remportées par son armée et d'apprendre en même temps que chaque jour les Anglais gagnaient du terrain et se rapprochaient de sa capitale. Il ne songea donc plus qu'à arrêter à tout prix la marche des barbares. Tel fut le sens des instructions données à Elipou, qui devait être secondé, dans cette volte-face de l'orgueil chinois, par les lumières et la sagesse du mandarin Kying, destiné à jouer un rôle si éminent dans la politique extérieure du Céleste Empire.

Les deux messagers auxquels Tao-kwang confiait ainsi la branche d'olivier, Elipou et Kying, étaient d'origine tartare. Il convient de placer ici une curieuse remarque qui jette un nouveau jour sur le caractère des deux races établies en Chine. Pendant tout le cours de la lutte, les mandarins qui représentaient, soit à Pékin, soit dans les provinces, l'élément tartare, c'est-à-dire la race conquérante, semblaient pencher vers la paix. Les plus ardens conseillers de la guerre, les fanatiques, les sanguins, ceux qui ne voulaient jamais entendre parler de transaction ni de trêve, c'étaient les mandarins de la race conquise, les Chinois de la vieille roche, toujours prêts à s'indigner de l'indulgence qui épargnait les barbares. Ces lettrés à plumes de paon s'épuisaient à rédiger de fières proclamations et à venger par des phrases le territoire violé; mais, sur le champ de bataille, les autorités chinoises, si éloquentes dans le conseil, ne se distinguaient le plus souvent que par la prudence exagérée de leurs promptes retraites; les chefs tartares, au contraire, se défendaient avec résignation, et ils déployèrent parfois une noble intrépidité, à laquelle les officiers anglais se sont empressés de rendre hommage. Il n'y eut jamais de lutte sérieuse que là où les troupes tartares étaient engagées.

L'escadre anglaise a jeté l'ancre devant Nankin. Toute résistance est impossible : les Tartares viennent de s'ensevelir bravement sous les ruines de Chinkiang-fou; les Chinois, mandarins et soldats, se sentent perdus; une éclipse de soleil, sinistre augure, leur a prédit l'inévitable défaite. Elipou et Kying remplissent alors leur mission; ils subissent la loi du vainqueur, et, dans une

longue dépêche, ils annoncent à l'empereur la triste nouvelle : « Nous proposons, disent-ils (pour notre crime la mort serait un châtiment trop faible), nous proposons d'accueillir les demandes des Anglais. Nous savons bien que leurs exigences accusent une avidité insatiable; elles n'ont toutefois pour objet que l'intérêt du commerce, et elles excluent pour l'avenir toute pensée hostile. Aussi, afin de sauver la province et de mettre fin aux calamités de la guerre, nous sommes-nous déterminés à accepter ces conditions. Nous avons promis aux Anglais, sur la foi du serment, que s'ils montraient quelque repentir pour le mal qu'ils nous ont fait, et s'ils concluaient un armistice, leurs propositions seraient agréées...» Par un autre rapport, les plénipotentiaires chinois rendent compte du progrès des négociations, dont Tao-kwang avait approuvé l'ensemble, sauf quelques réserves. Il s'agit d'obtenir, pour les Européens, la faculté de résider avec leurs familles dans les ports qui doivent être ouverts au commerce. « Nous avons remarqué que les barbares subissent l'influence de leurs femmes et qu'ils obéissent à la voix de l'affection. La présence des femmes dans les ports adoucirait donc leur caractère et nous donnerait plus de sécurité. Si les barbares ont auprès d'eux tout ce qui leur est cher et s'ils voient leurs magasins abondamment garnis de marchandises, ils seront en notre pouvoir, et nous les gouvernerons plus aisément.—Tout bien considéré, disait Kying, nous avons placé notre sceau au bas du traité; au risque d'encourir le mécontentement du grand empereur et d'attirer sur nos têtes les plus sévères châtimens, nous osons solliciter de nouveau la ratification de nos actes...» Et le traité de Nankin, signé le 26 août 1842, fut en effet ratifié par l'empereur Tao-kwang!

L'issue de la guerre de Chine ne pouvait être un instant douteuse. La civilisation européenne et la discipline devaient infailliblement triompher. Cependant l'empereur ne possédait-il pas d'immenses ressources? Maître absolu d'un vaste territoire, il disposait à son gré d'une population nombreuse et fidèle : les impôts ordinaires et extraordinaires, les ventes de titres, les dons, les exactions alimentaient son trésor, et l'on a calculé que les dépenses, durant les deux années de lutte, s'étaient élevées à 250 millions. Les approvisionnemens d'armes répondaient à tous les besoins, puisque les Anglais prirent et enclouèrent, dans les villes et sur les champs de bataille, deux mille trois cent cinquante-six pièces de canon; enfin, même dans les proclamations ridicules dont nous avons cité quelques fragmens, il y avait un vif sentiment de patriotisme, une foi profonde dans l'inviolabilité du sol, une haine ardente de l'invasion étrangère. Devant une escadre anglaise et quelques régimens bien commandés, tous ces élémens de résistance demeurèrent stériles. L'empereur, tremblant dans son palais, dut capituler. L'histoire du monde ne présente en aucun temps le spectacle d'une humiliation pareille. Jamais non plus elle n'a démontré plus éloquemment la loi providentielle qui impose à toutes les nations, à toutes les races, le devoir de se rapprocher, de s'unir, d'échanger leurs idées et leurs richesses, et d'apporter en quelque sorte à la masse commune le contingent de leur génie. Pourquoi la Chine fut-elle si honteusement battue? Suffit-il d'accuser de lâcheté une nation entière? L'explication paraît simple, mais elle serait aussi injuste qu'injurieuse pour l'honneur du Céleste Empire. Les Chinois, et surtout les Tartares, savent braver

le péril et sacrifier au besoin leur vie. Bien qu'ils placent les dignités civiles au-dessus des dignités militaires, ils honorent, comme tous les peuples, le courage déployé dans le combat : ils ont souvent fait la guerre, ils ont remporté des victoires, ils conservent dans leurs annales le souvenir de princes conquérans et de généraux glorieux. Cherchons donc ailleurs le motif de leurs récentes défaites. Ce ne sont point les soldats de l'Angleterre, ce sont les armes de l'Occident qui les ont vaincus : ils sont tombés victimes de leur ignorance, non de leur lâcheté. Quelle résistance pouvaient-ils opposer avec leurs sabres à double lame, leurs fusils à mèche et leurs canons inoffensifs, à ces troupes disciplinées dont chaque décharge lançait la mort dans leurs rangs? Dès que le vent avait dissipé la fumée de leur artillerie qu'ils croyaient si formidable, ils voyaient s'ébranler en bon ordre des bataillons intacts qui les mitraillaient à coup sûr. Les Chinois fuyaient donc, quel que fût leur nombre, et la panique leur donnait des ailes. A leurs yeux, les Anglais n'étaient plus des hommes, mais des démons! Comment la lutte n'eût-elle pas été inégale? La Chine, qui, durant tant de siècles, avait persisté à se séparer de la grande famille humaine, devait expier tôt ou tard son isolement orgueilleux. Pendant qu'elle demeurait stationnaire et se fiait à la solidité de ses vieilles armures, les peuples de l'Occident forgeaient le fer destiné à la conquérir; ils dérobaient à la science les secrets de la guerre. En dédaignant de prendre part à cet enseignement qui se transmet par le contact et se développe au foyer de la civilisation commune, l'Empire Céleste se préparait d'éternels remords, car il en est des peuples comme des hommes : malheur à ceux qui vivent seuls!

La Chine a toujours vécu seule. Étrangère aux progrès accomplis dans l'art de la guerre, elle ignorait également les moyens de se ménager des alliances qui auraient pu, au jour du péril, lui venir en aide, et le caractère de sa politique lui interdisait tout appel aux intérêts ou aux sympathies des autres nations. Méprise grossière, dont les mandarins les plus éclairés du cabinet impérial reconnurent trop tard les funestes conséquences! Dans la lutte engagée contre l'Angleterre, le Céleste Empire ne représentait-il pas, en définitive, la race asiatique attaquée par la race européenne? Et dès lors ne devait-il point rattacher à sa cause tous les peuples de l'extrême Orient? Si les alliés n'avaient point envoyé de troupes à Canton ou à Nankin, ils auraient du moins opéré d'utiles diversions sur les frontières de l'Inde, et peut-être la Grande-Bretagne eût-elle sérieusement réfléchi devant la perspective d'une conflagration générale. En outre, est-il bien sûr que certaines nations de l'Europe et les États-Unis aient applaudi sans réserve à l'initiative prise par l'Angleterre pour forcer à coups de canon les portes de la Chine? L'événement a prouvé que le commerce du monde entier avait largement profité du triomphe obtenu par les armes britanniques; mais, à l'époque où la guerre fut déclarée, on craignait que l'Angleterre ne s'attribuât, après la victoire, des priviléges exclusifs, et ne se fît, suivant son habitude, la part du lion. Ces appréhensions, qui furent complétement démenties, il faut le reconnaître, par les clauses libérales du traité de Nankin, devaient exciter de vives défiances, que l'habileté la plus vulgaire se fût empressée d'exploiter au profit de la cause chinoise. Enfin les conseillers de Tao-kwang pouvaient-ils ignorer à quel point la Russie et les États-Unis sont jaloux des progrès de l'invasion anglaise

dans l'Asie orientale? Il y avait là, pour eux, les élémens d'une imposante médiation qui eût été en mesure de prévenir ou de pallier la honte des derniers désastres. Malheureurement le cabinet de Pékin ne songeait guère à ces détails de politique extérieure, et sa diplomatie n'allait pas si loin.

Dès 1840, les Ghorkas, tribu puissante qui touche à la fois aux frontières de la Chine et à celles de l'Inde, s'abouchèrent avec le ministre chinois qui réside à Lhasa (Thibet), et lui offrirent leur concours contre les Anglais: ils auraient pu, dit le ministre de Lhasa, envahir l'Inde, s'emparer du pays qui produit l'opium, et tarir ainsi la principale ressource de l'ennemi; mais les Ghorkas demandaient qu'on leur envoyât d'abord des canons et des hommes, et plus tard ils jugèrent prudent de demeurer neutres. Les empires d'Ava et de Cochinchine gardèrent la même réserve, en sorte que, par son imprévoyance et par suite du peu de confiance qu'elle inspirait, la cour de Pékin perdit ses alliés naturels et resta seule exposée aux coups des barbares.

D'après les documens chinois consultés par sir John Davis, un officier russe, accompagné d'un détachement de Cosaques, serait arrivé dans le Turkestan, au commencement de 1841, en sollicitant la permission d'entrer en Chine. L'empereur aurait répondu par un ordre d'expulsion et fait ramener l'officier russe et ses Cosaques de brigade en brigade jusqu'à l'extrême frontière. On suppose que le but de cette mission était d'enseigner aux troupes chinoises le maniement du fusil et la manœuvre du canon. Comment vérifier l'exactitude d'un pareil récit? Les historiens du Céleste Empire ne sauraient être crus sur parole, et cette apparition subite d'un officier russe à la frontière, ce refus dédaigneux de l'empereur, cet escadron de Cosaques expulsé si cavalièrement et reconduit entre les rangs de gendarmes chinois, tout cela n'est probablement qu'une fable sortie de l'imagination des mandarins. D'ailleurs, si le tsar avait eu la pensée très-ambitieuse d'apprendre l'exercice aux Chinois, il lui eût été fort aisé de connaître à l'avance les dispositions de la cour de Pékin par l'intermédiaire du collége russe établi dans cette capitale. Les relations avantageuses que la Russie entretient avec la Chine sur le marché de Kiakhta, aux confins de la Sibérie, permettent jusqu'à un certain point de croire que le tsar, désireux d'étudier de plus près la politique suivie à l'égard de l'Angleterre, aurait envoyé dans les provinces du nord des émissaires chargés de lui rendre compte des événemens. Peut-être encore quelque officier de fortune, s'ennuyant au fond d'une garnison de Sibérie, sera-t-il venu offrir son épée et ses services, à l'exemple de ces nombreux officiers français, italiens, espagnols, que l'on retrouve au milieu des armées asiatiques. En tout cas, malgré le secret dépit que devait inspirer au gouvernement russe le triomphe des Anglais, il n'est point présumable que les faits se soient passés officiellement ainsi que le rapportent les documens chinois.

La France n'était point aussi directement intéressée que la Russie aux conséquences de la guerre. Depuis longtemps nous avons à peu près renoncé à disputer à la Grande-Bretagne le rôle prépondérant en Asie : nous avons perdu l'Inde; notre navigation et notre commerce sont presque nuls dans les mers de l'extrême Orient. Fatale abdication que nous ont imposée les secousses révolutionnaires et la triste issue de nos luttes européennes! La France devait donc envisager avec une certaine indifférence les événemens qui mettaient

aux prises, à l'autre bout du monde, l'Angleterre et le Céleste Empire. Peut-être eût-elle vu sans déplaisir l'ambition démesurée de sa rivale se briser contre la grande muraille, car il arrive souvent que le patriotisme, égaré par d'aveugles haines, se complaît dans les désastres d'autrui; mais il faut laisser au vulgaire ces préjugés étroits et stériles. Si l'on observe les choses de plus haut, on reconnaîtra qu'il ne s'agissait point seulement d'une querelle survenue entre l'Angleterre et la Chine à l'occasion de quelques caisses d'opium : la civilisation, l'honneur même du nom européen, combattaient dans les rangs de l'expédition britannique; c'était le génie de la vieille Europe qui se décidait à demander raison d'injurieux dédains et d'humiliations trop longtemps subies. Du jour où la Grande-Bretagne commençait le feu, les autres nations de l'Occident étaient tenues de respecter, sinon d'appuyer, cette initiative qui leur ouvrait les portes du plus vaste empire de l'Asie. Le gouvernement français prit, dès l'origine, cette louable attitude. Il garda la plus stricte neutralité; mais il eut soin d'entretenir constamment sur les côtes de Chine un navire de guerre qui suivait, sans les contrarier, tous les mouvemens de l'escadre anglaise. *La Danaïde, la Favorite, l'Érigone,* commandées par des officiers du plus haut mérite, MM. Ducampe de Rosamel, Page et Cécille, remplirent tour à tour cette mission délicate. En outre, un agent spécial, M. de Jancigny, fut envoyé en Chine à bord de la frégate *l'Érigone,* pour étudier particulièrement les ressources que pouvaient offrir au commerce les marchés conquis par les armes de l'Angleterre.

Il est assez curieux de connaître l'effet produit sur les Chinois par la présence de nos navires de guerre. Tantôt on nous supposait de sinistres projets, et les mandarins donnaient ordre de se défier de nous, vu notre qualité de barbares; tantôt, au contraire, notre pavillon apparaissait comme une menace contre les Anglais. Yhking, qui, après l'occupation de Ningpo, fut placé à la tête des troupes du Chekiang, avec le titre de « général inspirant la terreur, » crut devoir un jour rassurer ses compatriotes en leur disant, dans une proclamation, que les ennemis, réduits à la dernière extrémité, avaient été obligés d'implorer l'appui des Français, « peuple qui leur ressemble par le costume. » On se figure aisément toutes les suppositions auxquelles l'imagination si féconde des mandarins et des lettrés pouvait se livrer sur notre compte. Sir John Davis a recueilli à ce sujet une pièce fort intéressante qui mérite d'être reproduite textuellement : c'est un rapport adressé à l'empereur par Yshan, l'un des généraux de l'armée de Canton.

« Pendant la douzième lune de l'année dernière (janvier 1842), les chefs Jancigny et Cécille arrivèrent à Hong-kong à bord d'un bâtiment de guerre, en annonçant que d'autres navires ne tarderaient pas à les joindre. Tandis que nous prescrivions une enquête sur cet incident, on nous apprit que Cécille était venu à Canton dans une barque, et les marchands hanistes nous dirent qu'il désirait avoir une entrevue avec les mandarins. Nous dûmes considérer que les Français avaient été respectueux et dociles dans leurs relations de commerce, tandis que les Anglais, en se montrant rebelles et en faisant la guerre, avaient entravé le négoce des autres nations et provoqué ainsi de vifs ressentimens. Comme les chefs français ne demandaient qu'un entretien purement officieux, nous avons cédé aux circonstances et nous nous sommes relâchés de

notre dignité, afin de combiner nos plans et de semer la division entre les barbares. Pendant la conférence, Cécille déclara que son souverain avait eu connaissance de la guerre engagée avec les Anglais et qu'il l'avait envoyé en Chine pour protéger les navires français, et, au besoin, pour offrir sa médiation. Nous avons répondu : « Votre souverain a toujours été obéissant et dévoué, nous nous plaisons à le reconnaître. Les Anglais sont pervers, cruels, incorrigibles; aussi ont-ils offensé toutes les nations. Puisque votre roi vous a envoyé ici avec un navire de guerre, déployez votre vaillance, et alors nous nous empresserons d'en référer au grand empereur, qui vous accordera, n'en doutez pas, des faveurs extraordinaires. — Cécille répliqua que, si les Anglais étaient en guerre avec la Chine, ils étaient en paix avec la France, et qu'il n'avait, quant à lui, aucun motif pour commencer les hostilités. — Si je les attaquais sans raison, ajouta-t-il, les autres peuples en seraient indignés; il vaut bien mieux que l'Empire du Milieu cesse de faire la guerre et qu'il arrive à conclure une paix honorable. — Nous lui avons alors demandé comment il croyait possible d'obtenir un arrangement. Il nous dit qu'il s'adresserait aux Anglais, que si ses propositions étaient accueillies, toute difficulté disparaîtrait, mais que si elles étaient rejetées, la guerre était inévitable. Comme à cette époque les Anglais avaient encouru la juste indignation de votre majesté en s'emparant de Ningpo et de plusieurs villes, et que d'ailleurs le général qui répand la terreur (Yhking) avait déjà reçu l'ordre de les exterminer, nous ne pouvions autoriser Cécille à leur porter des paroles de conciliation. L'officier français nous dit alors qu'il allait voir le général anglais, et que, s'il obtenait quelque nouvelle, il se hâterait de nous la communiquer. Pour répondre à ce bon procédé, nous résolûmes de lui décerner une récompense. »

Si l'on dégage de ce récit l'emphase chinoise, sur laquelle nous devons être maintenant fort édifiés, il faut avouer que le sens, sinon le texte, des paroles rapportées par le mandarin de Canton paraît assez vraisemblable. Le cabinet de Pékin eût été très-désireux d'employer à l'égard des Européens les moyens de répression dont il fait usage à l'égard des pirates. On sait que les côtes de Chine sont, de temps immémorial, exposées aux déprédations d'une piraterie parfaitement organisée. Lorsque le pillage devient trop scandaleux, le gouvernement prend le parti d'offrir à l'un de ces forbans une bonne somme et un bouton d'or ou de cristal, à condition que le nouveau mandarin donnera la chasse à ses anciens complices. Cette politique est la seule qui obtienne quelque succès, la marine impériale étant tout à fait incapable de se mesurer avec l'ennemi. Les gouverneurs du littoral s'estiment très-heureux et se montrent très-fiers de battre les pirates avec les pirates. De même ils avaient imaginé de battre les barbares avec les barbares, et la proposition que le général chinois adressait, en janvier 1842, à l'honorable commandant de *l'Érigone* était aussi sérieuse que naïve. Quant aux réponses de M. Cécille, elles ne laissèrent aucun doute sur l'attitude que la France entendait garder entre les deux puissances belligérantes. Les mandarins en furent satisfaits au point de les juger dignes d'une récompense impériale; cependant elles ne pouvaient nous compromettre aux yeux des Anglais, et elles refusaient formellement aux Chinois l'appui matériel que ceux-ci se croyaient en droit de réclamer.

Il y a encore dans le rapport d'Yshan un autre passage bon à citer. « Pendant la seconde lune (mars 1842), Jancigny nous fit remettre une dépêche dans laquelle il traitait également de la paix, en exprimant l'espoir que l'île de Hong-kong serait laissée aux mains des rebelles. Après avoir examiné avec plus d'attention la conduite de ces Français, nous reconnûmes qu'ils étaient amis de l'Angleterre, qu'ils voulaient tirer parti de leur médiation, et qu'ils songeaient à partager nos dépouilles. Alors nous ne les avons plus considérés que comme des gens rusés et imbus des principes barbares. Nous avons repoussé leurs offres, en leur conseillant de ne point aider les rebelles, de peur que les pierres précieuses et les pierres brutes ne fussent broyées dans le même mortier. Toutefois nous leur avons promis une récompense, s'ils voulaient s'employer au service de la Chine, et en même temps nous avons recommandé à nos officiers d'avoir toujours l'œil sur eux... » Ce rapport, dont le début décorait presque un officier français de la plume de paon, et dont la fin nous remet si brusquement à notre place de barbares, ne fut communiqué à l'empereur qu'au mois d'août 1842, c'est-à-dire au moment où Elipou et Kying signaient le fatal traité de Nankin. M. le commandant Cécille, ainsi que M. Page, qui avait intrépidement remonté le Yang-tse-kiang avec sa corvette, étaient conviés à assister à ce grand acte, et dans la suite les mandarins regrettèrent plus d'une fois de n'avoir point compris les paroles sincères et désintéressées que leur apportaient les agens de la France.

Par la conclusion du traité de Nankin, les Chinois s'engageaient à rembourser une forte indemnité, 21 millions de dollars, représentant les frais de l'expédition (les peuples battus par les Anglais paient toujours l'amende). L'île de Hong-kong était cédée en toute propriété à la couronne britannique; les étrangers obtenaient la permission de résider et de trafiquer dans cinq ports, sous la protection de consuls investis d'attributions et de priviléges fort étendus; le monopole des marchands hanistes était aboli, et le commerce devenait complétement libre; les droits d'entrée et de sortie sur les marchandises étaient fixés par un tarif spécial; l'opium ne figurait pas dans ce tarif, il demeurait officiellement prohibé. — En garantie du paiement de l'indemnité, les Anglais retenaient l'île de Chusan, où deux fois le sort des armes avait été si contraire aux troupes impériales.

Les termes de l'amende furent versés, à chaque échéance, avec une exactitude irréprochable. Le commerce légal suivit son cours régulier, et les mandarins fermèrent les yeux sur la contrebande de l'opium (1). Les Chinois attendaient trop impatiemment le jour où les barbares évacueraient Chusan, ils étaient trop désireux de purger l'hypothèque et de rentrer en possession de leur territoire pour ne pas éviter avec soin toute discussion qui eût déterminé l'Angleterre à s'approprier le gage. Chusan est placé dans une situation

(1) « Kying, dit M. Davis, m'adressa en 1844 une note par laquelle il proposait ouvertement de laisser, d'un commun accord, toute latitude au commerce de l'opium. En conséquence, il n'y a pas eu, depuis la paix, un seul édit contre l'opium, et lorsque le consul anglais de Changhai, se conformant aux clauses du traité, signalait aux mandarins les navires qui se livraient à la contrebande, les autorités locales paraissaient peu empressées de recevoir ces sortes d'avis. Il ne manquait plus au commerce de l'opium que la sanction d'un édit impérial, mais cette sanction officielle ne put jamais être obtenue. »

si favorable, que le cabinet de Londres eût été ravi de trouver un prétexte pour ne s'en point dessaisir. Sir John Davis, qui exerçait à cette époque les fonctions de gouverneur de Hong-kong et de plénipotentiaire de sa majesté britannique en Chine, ne fait point mystère des intentions de son gouvernement. Il déclare qu'il reçut l'autorisation de négocier l'achat de l'île; mais, ayant acquis la certitude que les Chinois ne se prêteraient à aucune transaction sur ce point et qu'ils n'écouteraient pas davantage les propositions des États-Unis ou de la France, considérant d'ailleurs que l'importance commerciale de Hong-kong s'accroissait de jour en jour, et que dès lors il était moins urgent d'obtenir la cession d'une autre colonie sur la côte de Chine, sir John Davis ne jugea point à propos de faire usage de ses pleins pouvoirs. Le 7 juillet 1846, il restitua solennellement aux quatre commissaires délégués par l'empereur l'île de Chusan et le port de Tinghae.

A partir de ce moment, les relations diplomatiques entre le gouvernement de Hong-Kong et le vice-roi de Canton devinrent moins cordiales. Kying, qui avait si ardemment défendu les idées de paix, au risque de compromettre son autorité à Pékin et sa popularité à Canton, Kying lui-même, l'ami des barbares, se refroidit tout à coup. Diverses tentatives furent faites pour reconstituer, sous une forme indirecte, le monopole des hanistes : le gouvernement chinois établit, à l'intérieur de l'empire, des droits de transit sur les produits destinés aux cinq ports, afin de neutraliser, par un simple déplacement de perception, les avantages de tarif stipulés en 1842; la cité de Canton continuait d'être fermée aux étrangers, contrairement au texte formel du traité. Enfin la populace, dans un délire de sauvage patriotisme, attaqua les factoreries, où les Européens, privés de la protection des autorités, furent obligés de se défendre eux-mêmes. A ces divers griefs venaient s'ajouter plusieurs attentats isolés, commis dans les environs de la ville contre des sujets anglais. Les consuls et le gouverneur de Hong-kong adressèrent sucessivement à Kying des représentations officielles, en invoquant le droit des gens ainsi que les clauses du traité de Nankin. Évasives d'abord, les réponses du vice-roi devinrent insolentes. Il fallut recourir aux grands moyens. Au mois de mars 1847, sir John Davis, se conformant aux instructions de lord Palmerston, fit embarquer sur les *steamers* les troupes dont il pouvait disposer, entra dans le Choukiang, s'empara des forts, encloua ou jeta à l'eau huit cent vingt-sept pièces de canon, et ne s'arrêta que devant Canton. Ce coup de vigueur, qui aurait pu rallumer la guerre et créer à la politique anglaise de graves embarras, fut frappé si à propos, que les Chinois, mal préparés à la résistance, se confondirent immédiatement en excuses, et souscrivirent, sans hésiter, aux conditions imposées par le représentant de la Grande-Bretagne.

En rendant compte des incidens qui se rattachent aux principaux actes de son administration, sir John Davis envisage l'avenir de la question anglo-chinoise : il exprime l'avis que, jusqu'en 1855, époque fixée pour la révision facultative des traités que le Céleste Empire a conclus avec la France et les États-Unis, il ne saurait être apporté aucun changement à la situation actuelle. Dans trois ans, si les négociations sont reprises, on pourra solliciter l'ouverture d'un plus grand nombre de ports et provoquer le règlement définitif de certains points demeurés en litige. Nous avons déjà essayé de démon-

trer ici (1) que les Anglais et les Chinois sont également intéressés à vivre en bonne intelligence, et qu'ils doivent, au besoin, pratiquer la politique des concessions plutôt que de se lancer dans les aventures d'une nouvelle guerre. La même opinion est exposée et défendue avec beaucoup plus d'autorité par l'ancien gouverneur de Hong-kong. Toutes les idées ne sont-elles pas aujourd'hui tournées vers la paix? La paix n'est-elle pas en quelque sorte le mot d'ordre de tous les empires? Plus qu'aucun autre, l'empire chinois, épuisé d'argent et déchiré par des révoltes intérieures, doit se montrer conciliant à l'égard des puissances étrangères et prévenir les éventualités d'une seconde lutte, qui ne serait pour lui qu'une seconde humiliation, car il ne paraît pas que, depuis 1842, il ait amélioré ses moyens de défense ni fait apprendre l'exercice à son armée.

On pourrait croire que le gouvernement impérial, à peine délivré des Anglais, s'empressa de mettre à profit la rude leçon qui venait de lui être infligée, qu'il comprit la nécessité de se ménager des alliances et de réformer l'organisation de ses troupes. Plusieurs mandarins osèrent en effet appeler l'attention de la cour sur les mesures de salut public que réclamait l'avenir des relations désormais établies avec les nations européennes. Malheureusement la guerre a partout en Chine introduit le désordre, et le jeune successeur de Tao-kwang a hérité d'une bien lourde tâche! Pendant que les Anglais envahissaient le territoire, les généraux chinois imaginèrent de distribuer dans les villes et jusque dans les moindres villages une grande quantité de fusils, qui furent particulièrement recherchés par les pirates et les voleurs. Le brigandage a pris, depuis cette époque, un développement inouï, et il est probable que les armes ainsi gaspillées en 1841 et 1842 se trouvent aujourd'hui entre les mains des rebelles du Kwang-si. A Canton, Kying eut l'idée malencontreuse de créer une sorte de garde nationale qui ne tarda pas à écouter la voix des démagogues, à ouvrir des clubs et à menacer le gouvernement. N'est-il pas permis de sourire à la lecture de ces curieux détails, qui peignent trop fidèlement la situation intérieure de la Chine? Mais, au fond, que penser d'un pays où les autorités ne savent pas même arrêter les voleurs? Peuple étrange, qui conserve toujours à nos yeux son caractère grotesque, et qui ne peut échapper à notre gaieté, alors même qu'il apparaît au milieu de ses désastres! — Nous venons de lire quelques pages de son histoire, écrite en quelque sorte par lui-même; nous avons vu les proclamations victorieuses des mandarins, les éloquentes colères des lettrés, la majestueuse sérénité de l'empereur; nous avons assisté aux scènes à la fois tristes et ridicules qui se sont succédé pendant le cours de ce long drame où se jouaient les destinées du Céleste Empire. Eh bien! cette nation, si naïve en apparence, est douée d'une intelligence supérieure : elle est lettrée, délicate, polie; elle a reçu depuis des siècles les lumières de la civilisation, mais elle n'est point *sociable*. Voilà son erreur, voilà le crime, qu'elle expie cruellement. Voilà l'explication de sa honteuse défaite. Jamais Dieu n'a consacré en caractères plus éclatans les droits et les devoirs sur lesquels repose la société humaine.

C. LAVOLLÉE.

(1) Voyez la *Revue* du 15 février 1851, *la Politique européenne en Chine*.

BEAUX-ARTS.

LA CHAPELLE DE L'EUCHARISTIE A NOTRE-DAME DE LORETTE.

Je ne voudrais proposer à personne l'exemple de M. Périn, car cet exemple est trop difficile à suivre, et le courage manquerait aux plus hardis pour s'engager dans la voie qu'il a choisie. Il y a vingt ans que M. Périn est chargé de décorer à Notre-Dame-de-Lorette la chapelle de l'Eucharistie, et depuis vingt ans il n'a pas perdu un seul jour. Il a voulu accomplir la tâche qui lui était échue avec un dévouement sans limites. Tous les artistes, tous les amis de l'art doivent le remercier de sa persévérance, mais je n'oserais inviter personne à marcher sur ses traces, car pour suivre un tel conseil il faut ne pas attendre le prix de son travail, et bien peu d'artistes se trouvent placés dans une telle condition. M. Périn s'est enfermé dans son œuvre avec la ferme résolution de donner dans cette œuvre unique la mesure complète de ses facultés, et je dois dire que cette résolution lui a porté bonheur. Il a fait sa chapelle comme les poètes d'autrefois faisaient leur livre, et ne s'est pas inquiété des succès bruyans dont le monde s'occupe un jour pour n'y plus songer le lendemain; or, pour s'isoler ainsi, il faut un singulier respect pour la tâche acceptée, une estime profonde pour les juges à qui l'on veut offrir son œuvre, et en même temps une sincère défiance de soi-même. C'est par ces trois motifs que j'explique la persévérance de M. Périn.

Le dirai-je cependant? je crois que M. Périn a dépassé le but en prodiguant toutes ses forces pour l'atteindre plus sûrement. Il n'a rien négligé pour réunir tous les élémens d'information dont il avait besoin, mais je crois qu'il ne s'est pas arrêté à temps. Au lieu de s'en tenir

au texte des Evangiles, qui, du XIIIe au XVIe siècle, a fourni aux peintres les plus éminens de l'Italie tant de compositions émouvantes, il a pensé qu'après avoir épuisé cette source primitive, il devait s'adresdresser à une source plus récente, interroger les pères de l'église. A mon avis, c'est une méprise. Si M. Périn, au lieu de manier le pinceau, eût entrepris de nous expliquer la formation du dogme catholique, j'approuverais sa méthode comme excellente, car il y a certainement dans le catéchisme de Meaux, signé du nom de Bossuet, bien des idées qui ne se trouvent pas dans les Evangiles; mais puisqu'il ne voulait aborder ni l'histoire ni la philosophie, puisqu'il ne se proposait pas de scruter le développement du dogme catholique, et de comparer les croyances décrétées par le concile de Trente aux traditions du Nouveau-Testament, il eût agi plus sagement en prenant pour thème unique de ses compositions les évangélistes. Sa tâche ainsi comprise eût été singulièrement simplifiée; saint Matthieu, saint Marc et saint Luc rapportent l'institution de l'eucharistie d'une manière uniforme; il est vrai que saint Jean n'en dit pas un mot, et de la part du disciple bien-aimé, ce silence est au moins étrange; mais comme le récit de saint Jean s'accorde sur les autres points avec le récit des autres évangélistes, son silence sur l'institution de l'eucharistie ne suffit pas à dérouter la foi chrétienne. Ce que je tiens à établir, ce qui demeure évident pour tous les esprits habitués à comparer la tâche du philosophe et de l'historien avec la tâche de l'artiste, c'est que le texte des Evangiles convient beaucoup mieux à la peinture que les commentaires les plus éloquens des pères de l'église. Utiles à consulter dès qu'il s'agit d'étudier le développement historique des croyances, les pères de l'église ne sauraient lutter d'autorité avec le texte des Evangiles, et cette vérité si évidente pour les philosophes n'est pas moins évidente pour les peintres et les statuaires. La tradition des évangélistes nous offre des scènes très simples, et qui se prêtent naturellement au travail du pinceau et de l'ébauchoir, tandis que les commentaires prodigués par les pères des églises grecque et latine, souvent très remarquables comme preuve de finesse et de subtilité, n'ajoutent rien à l'évidence de la tradition, et souvent même réussissent à en troubler le sens à force de vouloir l'expliquer. C'est pour avoir méconnu cette différence, si facile pourtant à signaler, que M. Périn n'a pas obtenu tout d'abord les sympathies et les applaudissemens qu'il mérite. Les qualités les plus solides de son talent sont trop souvent masquées par un raffinement de pensée que les pères de l'église peuvent expliquer, mais que l'Evangile n'accepte pas.

Cependant je ne voudrais pas insister trop longtemps sur cette méprise, car je ne crains pas qu'elle devienne contagieuse. Si M. Périn

a dépassé le but par excès de persévérance, la plupart de ses confrères demeurent en-deçà du but par excès d'indolence. Il suffit donc d'indiquer la faute sans essayer d'en démontrer toutes les conséquences. Toute tradition prise à son origine offre un caractère poétique, et se prête volontiers à toutes les tentatives de l'imagination, peinture, statuaire ou poésie. Expliquée, commentée par les docteurs, philosophes, théologiens, elle se dérobe bientôt à tous les efforts de la fantaisie; à mesure qu'elle devient plus intelligible et plus précise, elle perd une partie de sa splendeur et de sa majesté. On dirait que la discussion, après l'avoir ébranlée, la réduit en poussière, et en effet tous ceux qui ont étudié l'histoire des religions sont en mesure d'affirmer que les croyances ont plus d'une fois succombé sous la défense même des docteurs, qui prétendaient étayer leurs croyances par l'argumentation, et fournissaient trop souvent à leurs adversaires des armes terribles. Au lieu d'affermir le dogme qu'ils défendaient, ils en montraient, sans le savoir, les parties lézardées, et leur apologie aggravait le danger. M. Périn a donc eu tort d'attribuer aux pères de l'église une trop grande autorité; toutefois, malgré ces réserves, son travail mérite une étude attentive.

Le sujet de cette chapelle, l'institution de l'eucharistie, devrait être placé au-dessus de l'autel; mais l'architecte en a décidé autrement. Que mettra-t-on au-dessus de l'autel? Je l'ignore. Ce que je sais, c'est qu'il n'a pas dépendu de M. Périn de peindre *la Cène* dans un endroit mieux éclairé que l'espace demi-circulaire qui domine la porte de la sacristie. Il ne faut donc pas imputer au peintre la faute qui ne lui appartient pas. M. Lebas, lorsqu'il achevait son église, croyait avoir très heureusement imité Sainte-Marie-Majeure; il doit comprendre maintenant qu'il s'est trompé. Si Sainte-Marie-Majeure n'est pas un chef-d'œuvre, ce qui me paraît facile à démontrer, du moins la lumière n'y est pas distribuée d'une main avare; il ne manque aux peintures qui la décorent qu'un solide mérite pour être admirées. Dans Notre-Dame-de-Lorette, la lumière est mesurée avec tant de parcimonie, que le regard le plus attentif découvre à grand'peine ce que le peintre a voulu exprimer. Les deux coupoles placées à droite et à gauche de la porte principale, plus généreusement traitées que les coupoles du fond, laissent pourtant beaucoup à désirer sous le rapport de la lumière. Quant aux coupoles échues à MM. Orsel et Périn, il est impossible d'imaginer une disposition plus hostile à la peinture. La nature des lieux ne pouvant être changée, à moins qu'il ne plaise au conseil municipal d'obliger l'architecte à réparer sa faute en ouvrant à la lumière un nouvel accès, force nous est d'étudier la chapelle de M. Périn, comme si nos yeux pouvaient sans effort en embrasser toutes les parties.

Je reviens donc à *la Cène*. Il y a dans cette composition une gravité qui rappelle les meilleurs temps de la peinture. L'auteur a compris toutes les difficultés de sa tâche et les a franchement abordées. Ce que j'aime surtout dans cet ouvrage, c'est que, tout en respectant la tradition, il est empreint cependant d'une véritable originalité. Aussi religieux dans l'expression que Giotto et Fra Angelico, M. Périn ne s'est pas permis de copier les têtes inventées par ces deux maîtres éminens : il a senti la nécessité de créer des types nouveaux, et non-seulement il a donné pleine carrière à son imagination, non-seulement il a conçu en pleine liberté tous les convives assis à la table du Christ, mais il n'a pas oublié un seul instant qu'il devait, tout en restant fidèle au sentiment chrétien, tenir compte de toutes les conquêtes, de tous les progrès de son art. Il n'y a pas dans *la Cène* une seule figure qui mérite le reproche d'archaïsme, et c'est à mon avis un mérite digne des plus grands éloges. Le Christ, debout au milieu de ses disciples, prononce les paroles rapportées par l'Evangile : « Buvez, ceci est mon sang; mangez, ceci est ma chair. » Ce thème difficile, déjà traité par tant de mains habiles, M. Périn a su le développer dans un style sévère et sans copier personne. Il ne s'est pas contenté d'éviter avec un soin respectueux tout ce qui aurait pu reporter la pensée du spectateur vers le réfectoire de Sainte-Marie-des-Grâces. Il n'a pas montré moins de discrétion envers Rome et Florence, de telle sorte que *la Cène* de Notre-Dame-de-Lorette lui appartient tout entière. L'expression de chaque physionomie est tellement arrêtée, qu'elle doit être née d'une pensée profonde. Il est probable que M. Périn, avant de choisir ses modèles, s'est donné la peine de les prévoir et de les concevoir; puis, une fois en possession de ces types gravés au fond de sa conscience, il s'est mis en quête, et n'a pas tardé à rencontrer l'image vivante de sa pensée. Grâce au travail préliminaire dont je viens de parler, il lui a suffi, pour exprimer fidèlement sa volonté, de modifier ou d'interpréter les modèles qu'il avait sous les yeux. Si cette méthode n'est pas la plus rapide, c'est du moins la plus sûre, et je sais bon gré à M. Périn de l'avoir choisie. Il aurait pu, comme tant d'autres, copier de vieilles gravures ou reproduire littéralement les modèles que la nature lui offrait : les peintres archaïstes, qui prétendent posséder seuls le secret de l'expression religieuse, l'auraient applaudi à outrance, ou bien les *réalistes* l'auraient vanté comme un homme vraiment sage, désabusé de toutes les traditions, et revenu au véritable but de l'art tel qu'ils le comprennent, à l'imitation. M. Périn connaissait de longue main ce double écueil, et, pour passer entre l'archaïsme servile et le réalisme vulgaire, il n'a eu qu'à demeurer lui-même. Nourri des leçons de l'école italienne, il l'embrasse et la conçoit tout entière, depuis ses

premiers bégaiemens jusqu'à sa corruption, depuis Florence jusqu'à Bologne. Il ne croit pas, Dieu merci, que Raphaël soit un païen; aussi, tout en s'efforçant d'atteindre à l'expression fervente des fresques de Saint-Marc, il n'oublie jamais que les fresques du Vatican doivent être consultées à toute heure, comme l'idéal de la beauté. Ce que je dis n'est point une conjecture capricieuse qui doive s'écrouler sous les premiers argumens d'une discussion sérieuse. Il suffit, pour vérifier ce que j'affirme, d'étudier une à une toutes les têtes de *la Cène*. Ferveur d'expression, beauté des contours, harmonie des lignes, tout révèle chez M. Périn l'intelligence complète de son art et la connaissance approfondie de tous les monumens que le passé nous a légués. Il est fâcheux que M. Lebas n'ait pas éclairé plus généreusement la porte de la sacristie.

Les sujets traités dans la coupole, dans les pendentifs et dans les pieds-droits sont destinés à développer la pensée de *l'Eucharistie*. Chacune de ces trois séries mérite un examen spécial. Le soin scrupuleux avec lequel sont rendues toutes les parties de ces diverses compositions tantôt profondes, tantôt ingénieuses, commande le respect à ceux mêmes qui ne partagent pas les idées de l'auteur. Commençons par la coupole. M. Périn a choisi pour thème cinq lignes d'une prose chantée par l'église le jour de la fête du Saint-Sacrement, prose écrite par saint Thomas d'Aquin. On sait que ces hymnes, qui n'ont rien à démêler avec les lois de la versification, sont écrites en latin rimé. « La chair du Christ est l'aliment, son sang est le breuvage. Les bons et les méchans reçoivent le Christ avec un sort différent, de vie ou de mort. Le Christ est la mort pour les méchans, la vie pour les bons. » Dans l'arc placé au-dessus de l'autel, le Christ sort du tombeau. Vainqueur de la mort, il donne la vie et le ciel à qui suivra ses traces. Les anges descendent, présentant l'eucharistie sous les deux espèces. Il est impossible de méconnaître la majesté de cette composition. La figure du Sauveur, tout en rappelant le type du maître au milieu de ses disciples que nous avons admiré dans *la Cène*, a cependant quelque chose de plus solennel. En se dégageant des étreintes de la mort, il a pris une austérité qu'il n'avait pas dans le dernier banquet avec les apôtres. Les anges qui descendent du ciel expriment très bien la ferveur et l'humilité. Dans l'arc opposé au précédent, nous voyons le Christ sur son trône déchirant les sceaux du livre de vie. Messagers de sa colère contre les pécheurs, deux anges descendent avec la trompette et le feu de l'encensoir. Ici M. Périn emprunte à l'Apocalypse l'interprétation de la pensée tracée par saint Thomas d'Aquin. Ce troisième Christ n'est assurément ni moins beau ni moins imposant que les deux premiers. C'est le même type renouvelé, agrandi. Le Christ de *la Cène* exprime la mansuétude; le *Christ sortant du*

tombeau exprime tout à la fois l'enseignement et la promesse; le *Christ jugeant les méchans* a quelque chose de terrible. Pour moi, je ne me lasse pas d'admirer cette prodigieuse variété. Pourquoi les deux anges ne sont-ils pas traités plus hardiment? C'est à coup sûr grand dommage. J'ai peine à comprendre que M. Périn, qui semble posséder tous les secrets de son art, ait reculé devant les difficultés du raccourci. Les deux anges n'offrent au spectateur que deux figures incomplètes; les membres inférieurs sont cachés derrière le Christ. C'est, à mon avis, une faute grave. Le raccourci pouvait seul laisser aux anges le caractère surnaturel qui leur appartient. Tels que les a représentés M. Périn, ils forment aux pieds du Christ une sorte de croissant qui est loin de contenter le regard. Toutefois, cette faute que je signale à cause du respect même que m'inspire l'auteur passera sans doute à peu près inaperçue, grâce à l'avarice avec laquelle M. Lebas a distribué la lumière; aussi je crois inutile d'insister plus longtemps.

Au-dessus de *la Cène*, saint Pierre debout tient et montre les clés. Saint Jean et saint Matthieu, tenant chacun son Evangile, sont assis à ses côtés. En regard de cet arc, saint Paul debout montre la première *épître aux Corinthiens*. Près de lui, saint Marc et saint Luc tiennent leur Evangile. Dans ces deux compositions, l'auteur a voulu exprimer *les bons récompensés*. Quoique saint Pierre, saint Paul et les quatre évangélistes soient traités dans un style très élevé, j'avouerai sans détour que je préfère aux *bons récompensés* — *le Christ sortant du tombeau* et *le Christ jugeant les méchans*. L'élégance et la grandeur de l'exécution ne sauraient dissimuler tout ce qu'il y a d'incomplet dans l'expression, comparée à la volonté de l'auteur. Que saint Pierre et saint Paul par leurs prédications, comme les évangélistes par leurs écrits, aient porté témoignage de l'eucharistie, c'est ce qui est acquis à l'histoire; qu'ils soient les soutiens de l'église, personne ne songe à le contester, mais je n'aperçois pas, je ne réussis pas à deviner comment ces deux faits expriment *les bons récompensés*. Il est vrai que M. Périn ajoute dans le programme de sa chapelle : « Dieu leur prépara des trônes dans le ciel. » S'il était donné à la peinture de rendre cette dernière pensée, je me déclarerais satisfait. Malheureusement le pinceau le plus habile ne mènera jamais à bonne fin une pareille tentative. La peinture n'arrive à l'intelligence que par les yeux, et toute idée qui ne peut pas être *vue* dans le sens matériel du mot doit être bannie du domaine de la peinture. Je m'étonne que M. Périn, qui a montré tant de sagacité dans *le Christ sortant du tombeau* et dans *le Christ déchirant les sceaux du livre de vie,* ait pu tenter d'exprimer une pensée qui échappe à la peinture, ou plutôt, pour parler plus nettement, qu'il ait sous-entendu cette pensée et se soit fié à la pénétration du spectateur. Je

ne crois pas d'une manière absolue qu'il soit interdit à la peinture de traiter un tel sujet, je me borne à croire que pour le traiter il faudrait choisir une autre méthode. Que signifie en effet cette double composition réduite à elle-même, c'est-à-dire à ce que nos yeux voient? Elle nous rappelle les services éclatans rendus à la foi chrétienne par les quatre évangélistes et par les deux plus illustres apôtres; mais je n'aperçois nulle part l'idée complémentaire : « Dieu leur prépara des trônes dans le ciel. » Or cette idée, que j'appelle *complémentaire* parce qu'elle nous révélerait le sens intime de ces deux compositions, si elle trouvait une forme visible, n'est pas moins que l'idée mère de l'œuvre. J'aperçois clairement le mérite des évangélistes et des apôtres; quant à la récompense, l'esprit peut la prévoir, mais l'œil ne la voit pas. C'est pourquoi je n'hésite pas à condamner la méthode adoptée par M. Périn pour traduire l'idée de rémunération exprimée par saint Thomas d'Aquin.

Cette méprise s'explique par le désir immodéré de bien faire. L'auteur, après avoir sondé toute la profondeur du sujet qu'il avait accepté, a voulu rendre toutes les faces de sa pensée; il a résolu de transcrire sur les murailles d'une chapelle toutes les conséquences prochaines et lointaines d'une idée première aperçues par la réflexion. Vivant loin de la foule, seul avec sa conscience, avec le souvenir de ses lectures, il a perdu de vue pendant quelques jours la limite qui sépare la pensée parlée de la pensée peinte. Il a cru naïvement que tout le monde associerait comme lui l'idée de récompense à l'idée de mérite. L'événement nous a prouvé qu'il s'était trompé. Bien des spectateurs qui rendent d'ailleurs à son talent pleine justice se demandent de très bonne foi ce que signifient dans la chapelle de l'Eucharistie ces personnages, groupés trois par trois, qui ne prennent part à aucune action déterminée. Il est probable que M. Périn reconnaît aujourd'hui sa méprise. Malgré la persévérance avec laquelle il a poursuivi l'achèvement de son œuvre, il doit comprendre que les esprits les plus bienveillans, et j'ajouterai les plus éclairés, ne saisissent pas toujours sans effort ce qu'il a voulu dire. J'attribue, sans hésiter, à l'excès de la méditation l'obscurité ou du moins l'ambiguité dont je me plains. C'est pour avoir trop longtemps réfléchi avant de se mettre en route que l'auteur a dépassé le but. Si, au lieu d'analyser avec la patience d'un solitaire toutes les parties de son sujet, au lieu de le décomposer, de l'épeler ligne par ligne, il se fût contenté d'interroger la tradition chrétienne dans sa forme primitive, il n'eût pas manqué de nous offrir des compositions très simples et très faciles à comprendre.

Je sais que son exemple ne sera pas contagieux; je sais que, dans le temps où nous vivons, l'abus de la méditation n'est pas à craindre.

Pour éviter l'abus plus sûrement, le plus grand nombre s'interdit jusqu'à l'usage. Cependant je ne crois pas inutile de signaler le danger d'une telle méthode, car s'il arrive à quelques esprits d'élite de marcher sur les traces de M. Périn, il faut qu'ils connaissent d'avance le sort qui les attend. S'ils ne consentent pas à s'arrêter dans leur travail d'analyse, s'ils s'acharnent à sonder leur pensée, une partie de leur énergie se trouvera dépensée en pure perte. Les intentions les plus excellentes, les idées les plus vraies se présenteront couvertes d'un voile que la foule ne prendra pas la peine de soulever. L'avertissement n'est pas à négliger.

Je passe maintenant aux pendentifs qui nous offrent la pensée de M. Périn sous un nouvel aspect. Si la coupole, malgré les réserves que j'ai cru devoir faire, est à mes yeux une des œuvres les plus considérables de notre temps, sous le double rapport de la composition et de l'exécution, les pendentifs ne sont pas conçus moins habilement que la coupole, ni rendus dans un style moins élevé. C'est plaisir de suivre sur la pierre le développement d'une pensée mûrie à loisir, d'assister à l'accomplissement d'une volonté précise, de voir se dérouler toutes les parties d'une œuvre où le hasard ne joue aucun rôle, où la mémoire n'est appelée qu'à titre d'auxiliaire et ne prend jamais la place de l'imagination. C'est de nos jours une joie trop rare pour que la critique oublie de remercier les hommes qui lui offrent cet imposant spectacle. C'est pour la pensée un salutaire exercice que d'étudier dans leurs moindres détails une série de compositions où rien ne relève du caprice, où la ligne et la couleur s'unissent dans une fraternelle obéissance pour dire clairement ce que l'auteur a voulu dire.

Ayant à couvrir quatre pendentifs, M. Périn ne pouvait se dispenser de peindre, outre la Foi, l'Espérance et la Charité, une quatrième vertu; il a choisi la Force morale, et voici dans quel ordre sont distribuées ces compositions : l'Espérance, la Foi, la Force, la Charité. Ce parti, qui semblerait singulier si l'artiste se fût borné à représenter les vertus par des figures symboliques, s'explique très-bien par les compositions mêmes qui expriment ces quatre vertus. Pour l'Espérance, en effet, nous avons la naissance du Christ; pour la Foi, le Christ guérissant les aveugles et les sourds; pour la Force, le Christ couronné d'épines, et, pour la Charité, le Christ au tombeau. Le Christ naît dans l'étable entre le bœuf et l'âne. La sainte Vierge et saint Joseph adorent sa divinité. Derrière le fils de Marie, un ange tient un lys, symbole de pureté. M. Périn n'a méconnu aucune des conditions que lui imposait un sujet si simple en apparence, mais pourtant si difficile, quand on reporte sa pensée vers les maîtres éminens qui l'ont traité. La Vierge est pleine de grâce et de chasteté; un

divin sourire anime le visage de l'enfant; quant à saint Joseph, il exprime à la fois l'étonnement et l'humilité; c'est dire assez que l'auteur a très-bien rendu ce dernier personnage. M. Périn donne au Christ guérissant les aveugles et les sourds le nom de *Christ enseignant*. Quoique les miracles soient un moyen de persuasion dans les questions de foi religieuse, je crois qu'il eût mieux valu nous offrir le Christ au milieu des docteurs. Il me semble qu'un tel choix eût été plus conforme aux traditions évangéliques. La foule ne comprend qu'à grand'peine comment une guérison miraculeuse est un enseignement. Cette objection une fois soumise à l'auteur, il est juste de reconnaître qu'il a tiré de son sujet un excellent parti. Le Sauveur et les malades qu'il convertit en les guérissant sont d'un beau dessin et d'un grand caractère. Expression des visages, ajustement des draperies, tout est conçu, tout est rendu selon l'esprit du sujet. — Le Christ couronné d'épines ne soulève aucune objection. C'est en effet la représentation éloquente de la force morale. Un bourreau couronne le Christ d'épines; un autre lui donne le roseau; ils rient et l'injurient. Le visage du personnage principal respire le courage et la résignation. Quant aux bourreaux, M. Périn a su donner à leur physionomie l'accent de la brutalité en évitant pourtant de descendre jusqu'à la laideur. En somme, c'est une composition très-digne d'éloges. Enfin, dans le dernier pendentif, nous voyons le Christ près du tombeau, soutenu par saint Joseph d'Arimathie et saint Nicodème. De l'autre côté sont la sainte Vierge et sainte Magdeleine; debout, derrière le Christ, le disciple bien-aimé montre la couronne d'épines et les clous. Il est permis de se demander si le Christ sur la croix n'exprimerait pas la Charité plus vivement que le Christ mort. Cependant je n'oserais blâmer le parti adopté par M. Périn, car la couronne d'épines et les clous rappellent assez clairement le supplice du Sauveur. La Vierge, la Magdeleine, saint Jean, sont empreints d'une douleur profonde; je dirai même que leur douleur a quelque chose de passionné. Saint Joseph d'Arimathie et saint Nicodème semblent contenir leur affliction par pitié pour Marie.

Ainsi les pendentifs ne sont pas inférieurs à la coupole. C'est la même grandeur de conception, la même élévation de style. En contemplant ces murailles animées par la pensée religieuse, il n'est pas difficile de comprendre que toutes ces figures ont été créées lentement, qu'il n'y a pas dans ces compositions un seul personnage improvisé. Chaque mouvement paraît nécessaire, il ne semble pas possible de le concevoir autrement; mais pour atteindre à cette simplicité, à cette évidence, il a fallu passer par de nombreux tâtonnemens. Aux yeux des improvisateurs, c'est un signe de faiblesse; aux yeux des hommes sensés, c'est une preuve de respect pour l'art et pour le pu-

blic. Qu'importent les ratures, puisque nous avons la page mise au net? Les œuvres qui durent s'achèvent lentement. C'est une nécessité que les artistes ne méconnaissent guère sans s'exposer à l'oubli. M. Périn, dont la persévérance même révèle toute la modestie, a pris le moyen le plus sûr de résister aux injures du temps : il s'est défié de lui-même, et n'a rien livré aux hasards de la fantaisie. Aussi le public récompense son labeur par une respectueuse sympathie, et parmi les hommes du métier, ceux mêmes qui ne partagent pas les doctrines de l'auteur, ceux qui préfèrent Venise et Anvers à Rome et à Florence, ne peuvent se lasser d'admirer la coupole et les pendentifs de cette chapelle. Ils regrettent que le coloris n'ait pas plus d'éclat, mais ils sont obligés de s'incliner devant la grandeur du style, devant l'harmonie et la simplicité qui recommandent toutes ces compositions.

Par la ferveur, par la persévérance, M. Périn appartient au passé; par son respect constant pour les progrès de la science, il se place au premier rang de ses contemporains. Comme la mode n'est pour rien dans les nombreux suffrages qu'il a recueillis, je ne crois pas que la mode entame la valeur de son nom. Il vient d'achever une œuvre de conscience, et de telles œuvres sont traitées avec déférence par les artistes même qui n'oseraient les entreprendre. J'ai la ferme confiance que dans dix ans, dans vingt ans, la chapelle de l'Eucharistie ne sera pas étudiée avec moins de sympathie qu'elle ne l'est aujourd'hui. Bien des peintures plus séduisantes au premier aspect, qu'on applaudit comme des prodiges d'habileté, seront alors oubliées depuis longtemps. Les prôneurs les plus empressés s'étonneront de leur engouement, et peut-être même ne s'en souviendront plus. La chapelle de l'Eucharistie, traitée dans un style sobre et contenu, qui n'attire pas le regard par le prestige de la couleur, mais qui offre aux yeux une combinaison harmonieuse de tons fins et vrais, gardera toute sa valeur, parce que l'approbation ainsi conquise n'est pas sujette à repentir.

M. Périn a complété le développement de sa pensée en peignant sur les quatre pieds-droits de la chapelle des sujets purement humains qui se distinguent nettement des compositions précédentes. Il y a dans toute cette série de scènes chrétiennes une simplicité naïve qui étonne bien des spectateurs. Pour les juges peu éclairés, c'est une suite de tableaux de genre. Telle n'est pas la pensée des artistes qui ont pris la peine de pénétrer le dessein de l'auteur. La simplicité n'exclut pas l'élévation. Si le doute était permis, il suffirait pour le résoudre de contempler les pieds-droits de la nouvelle chapelle. Au-dessous de *la Naissance du Christ*, c'est-à-dire au-dessous du pendentif de *l'Espérance*, nous retrouvons l'expression de cette vertu sous quatre formes diverses. Une mère au pied d'un crucifix apprend à son fils à espérer et à se résigner; un prisonnier garrotté voit la liberté

dans le ciel en recevant l'hostie des mains du prêtre; un évêque partage le pain divin entre le pauvre et le roi, tous deux chargés de soucis et de misère; abandonné de tous, un mourant se réfugie en Dieu. Pour ma part, je loue sans réserve l'élégance et l'accent presque familier de ces quatre scènes. M. Périn a suivi très heureusement l'exemple des peintres florentins qui, après avoir représenté une action importante sur le panneau qui leur était confié, peignaient dans la *predella*, c'est-à-dire dans une bande placée au bas du panneau, une suite d'épisodes qui expliquaient l'origine et les conséquences de l'action principale. Il y a d'ailleurs dans toutes les figures une précision, une pureté, qui contentent les yeux les plus sévères. Sous le pendentif de la Foi, le prêtre élève l'hostie et la consacre; les acolytes soutiennent ses vêtemens et s'inclinent. — Plus loin le pape, tenant dans ses mains les saints Evangiles, élève ses regards vers le ciel et y puise ses inspirations et ses décrets. Le passage provisoire de la sacristie n'a pas permis de peindre les deux compositions qui doivent occuper la partie inférieure de ce pied-droit. — Sous le pendentif de la Force, l'auteur a figuré la confession des fautes, le mépris des richesses, le mépris des douleurs, et la table des martyrs. Voici comment sont exprimées ces quatre pensées. Agenouillé près du tribunal de la pénitence, un pécheur attend avec anxiété, tandis que le prêtre remet à celui qui s'est confessé et repenti la discipline dont il doit se frapper. Plus loin, un chrétien plein de confiance dans l'Evangile refuse les richesses que le mahométan lui offre avec le Coran. Un jeune martyr sur le bûcher lève les yeux au ciel et n'entend plus la voix du prêtre des gentils, qui lui présente la statue de Jupiter. Enfin, au sommet du pied-droit, le tombeau du martyr devient l'autel sur lequel Dieu lui-même s'offre en sacrifice. Toutes ces pensées sont très fidèlement rendues et dans un style fort élevé. Parmi les plus habiles, bien peu seraient capables de pénétrer aussi avant dans la foi chrétienne et d'en traduire les préceptes avec autant d'élégance.

Reste le pied-droit de la Charité. Accueillir le pèlerin, secourir le pauvre, pardonner à son ennemi, ensevelir les morts, telles sont les maximes que le peintre a douées de vie. Le riche reçoit le pèlerin, prépare son lit et lui lave les pieds. Un jeune homme donne au vieillard pauvre sa seconde tunique, le pauvre donne son morceau de pain à l'estropié, et regarde l'hostie qui est sur l'autel. Un homme amène devant l'autel celui qui voulait l'assassiner, et qui s'est repenti. Le prêtre partage entre eux le pain sacré comme gage de réconciliation. Un jeune homme soutient le mort, tandis que le prêtre prie le Seigneur, au bord de la fosse qu'il a creusée lui-même.

Après cette série de compositions, on devrait croire la pensée de

l'auteur complétement épuisée, et pourtant il n'en est rien, car sur les revers de ces mêmes pieds-droits, il y ajoute de nouveaux développemens. Je les passe sous silence, malgré le charme et la vérité qui les recommandent, parce qu'ils m'obligeraient à répéter purement et simplement les éloges que j'ai donnés aux faces des pieds-droits.

Quant aux couleurs adoptées pour les fonds de la coupole, des pendentifs et des pieds-droits, il me suffit qu'elles s'harmonisent parfaitement avec la décoration générale de la chapelle, et je ne tiens pas à savoir que le fond d'or signifie la *lumière céleste*, le fond rouge le *sang du Christ*, et le fond vert l'*espérance du chrétien;* toutes ces distinctions sont, à mon avis, de purs enfantillages, et je croirais perdre mon temps, si j'essayais de les discuter. Ce qui est vrai, ce qui frappe tous ceux qui ont visité l'Italie, c'est que le fond d'or de la coupole rappelle très heureusement les œuvres de l'art byzantin et les mosaïques de plusieurs églises de Rome. Il n'en faut pas davantage pour justifier pleinement le parti adopté par M. Périn. Quant aux tons rouge et vert, abstraction faite de leur valeur symbolique, il est facile d'invoquer en leur faveur de nombreux précédens.

Si j'essaie maintenant de résumer l'effet général de ce travail, je crois pouvoir affirmer qu'il laisse dans l'esprit du spectateur une émotion tendre et pieuse, et comme c'est là, sans nul doute, le but que l'auteur s'est proposé, il reste démontré qu'il a réussi. Cependant, malgré la sympathie qui s'est attachée tout d'abord à cette chapelle, malgré l'approbation de la foule qui se laisse aller au plaisir que lui donnent les belles choses, et l'approbation réfléchie d'un grand nombre d'esprits habitués à s'interroger avant de battre des mains, les objections ne manqueront pas, et déjà même nous en avons recueilli plusieurs. Dans le domaine purement esthétique, on reproche à M. Périn d'avoir traité avec trop de dédain l'éclat et la variété des couleurs qui réjouissent les yeux et préparent le spectateur à l'indulgence. Reproche vulgaire et qui ne mérite pas d'être relevé! Si Rome et Florence ont traité la peinture religieuse avec plus de gravité que Venise et Anvers, le bon sens ne conseillait-il pas de consulter Rome et Florence plutôt qu'Anvers et Venise? On ajoute qu'il y a dans cette chapelle un caractère mystique dont notre temps ne saurait s'accommoder. Exprimé dans ces termes généraux, l'argument n'est pas soutenable, car il n'y a pas de religion sans mystères. Il ne sera jamais donné à personne d'identifier la religion à la philosophie. Dans la chapelle de l'Eucharistie, le surnaturel est de droit, et je ne comprends pas qu'on puisse contester une vérité tellement évidente. Mais je crois, et je l'ai déjà dit, que M. Périn n'a pas toujours choisi, pour l'expression de sa pensée, la forme la plus accessible; en d'autres termes, il lui est arrivé plus d'une fois d'interroger les pères de

l'église au lieu de s'en tenir au texte même de l'Evangile. Or les pères de l'église, excellens à consulter dans les questions théologiques, ne sont d'aucun secours lorsqu'il s'agit de représenter un épisode du Nouveau-Testament. Les explications qu'ils prodiguent n'ajoutent rien à l'évidence du fait, et la peinture ne peut tirer aucun profit de ces commentaires, quelque lumineux qu'ils soient. Heureusement la plupart des compositions qui décorent la chapelle de l'Eucharistie échappent à ce reproche. Si l'obscurité s'y rencontre, c'est comme un défaut accidentel.

Ainsi les deux objections principales que j'ai notées ne résistent pas à la discussion. La sobriété de la couleur n'est pas un signe de faiblesse, mais une preuve de sagacité. Les ornemens ingénieux distribués par l'auteur sous les voussures attestent qu'il possède le sentiment de la couleur. Si dans la peinture des figures il a réagi contre son instinct, loin de le blâmer, nous devons lui en savoir gré. Quant au caractère mystique, dont l'esprit de notre temps ne s'accommoderait pas, si l'argument était vrai, il n'entamerait pas la valeur de cette chapelle, car dans ce cas l'auteur se serait trouvé obligé de choisir entre deux partis : omettre le côté surnaturel de son sujet pour se plier au goût de son temps, ou respecter toutes les conditions de la donnée acceptée, sans tenir compte des idées qui règnent aujourd'hui. La question ainsi posée ne me semble pas difficile à résoudre. M. Périn a-t-il trop compté sur le bon sens public? Je ne le crois pas. Il a eu raison de mettre la nature même de son sujet au-dessus des caprices de la mode. Si, tandis que les archaïstes essaient de nous reporter au delà de Fra-Angelico, au delà même de Giotto, jusqu'à Cimabue, jusqu'à Giunta, jusqu'aux Byzantins, et que des esprits non moins étourdis voient dans Rubens et dans Paul Véronèse les seuls modèles dignes d'étude, — il a choisi pour guides les grands maîtres du XVe siècle, s'il s'est efforcé de concilier l'expression de la foi avec la beauté de la forme, pouvons-nous sans folie lui jeter la pierre? Il a négligé la mode pour chercher l'idéal, c'est-à-dire qu'il est demeuré fidèle à la mission suprême de son art.

Il serait à désirer que le succès obtenu par M. Périn décidât le conseil municipal de Paris à multiplier les peintures murales dans nos églises, car il n'y a pas de travaux qui développent plus sûrement le talent d'un peintre préparé à cette épreuve par des études sérieuses. Il n'y a pas de sujets plus difficiles à traiter que les sujets religieux, et cela se conçoit sans peine. Pris en eux-mêmes, abstraction faite des précédens, ils offrent à résoudre un double problème, l'expression des sentimens les plus élevés et la représentation de la forme humaine dans les meilleures conditions, c'est-à-dire nue ou traduite par quelques draperies largement disposées; et comme ils

ont déjà été traités mainte et mainte fois par les artistes les plus éminens, ils offrent aux survenans l'occasion d'une lutte glorieuse. J'entends dire qu'il serait temps de renoncer à cette lutte, plus souvent stérile que féconde, et qu'on devrait abandonner les sujets déjà traités par les maîtres. Ce serait à mes yeux une grossière bévue. Les plus belles œuvres, les plus savantes, étudiées de bonne foi, ne mènent pas au découragement. *La Cène* de Léonard, *la Transfiguration* de Raphaël, *l'Assomption* de Titien, *la Descente de Croix* de Rubens, malgré les mérites éclatans qui les recommandent, peuvent suggérer à des esprits ingénieux ou hardis des pensées que ces grands hommes n'avaient pas entrevues quand ils ont pris en main le pinceau. Sans doute, il y a moins de danger à choisir un sujet vierge, on évite ainsi toute comparaison; mais n'y a-t-il pas quelque chose de plus glorieux à réussir en s'exposant à la comparaison?

Si je préfère pour le développement du talent les sujets religieux aux sujets historiques, c'est que trop souvent dans ces derniers l'armure ou le vêtement masquent la forme, et permettent de sous-entendre plus d'un détail ou d'escamoter plus d'une difficulté. Dans les sujets religieux, il est bien difficile de ne pas accuser nettement la limite de son savoir. En peignant Job ou Abraham, comment ne pas trahir son insuffisance, sa maladresse, si l'on n'a pas fait une étude complète de la forme humaine? Les sujets empruntés au moyen âge ou aux temps modernes n'offrent pas le même danger. Une cuirasse, un pourpoint habilement traités éblouissent parfois les yeux de la foule, et permettent au demi-savoir de triompher. Ainsi, au point de vue purement technique, les sujets religieux mériteraient la préférence; mais, en dehors même de la pratique du métier, il se présente d'autres argumens. Depuis la Genèse jusqu'aux Machabées, quelle prodigieuse variété d'épisodes! Quel livre a jamais offert à l'imagination une moisson aussi abondante! La Bible est pour la peinture une source inépuisable d'inspirations. Pour s'en convaincre, il suffit de consulter l'histoire de l'art depuis le berger prédestiné qui dessinait l'ombre de ses moutons avant de recevoir les leçons de Cimabue jusqu'au divin Sanzio. Quelle histoire purement humaine a jamais trouvé de si nombreux, de si éloquens interprètes? Il faut donc, bon gré, mal gré, accepter la suprématie de la peinture religieuse; mais pour que cette peinture soit vraiment féconde, pour que la génération recueille et mette à profit tous les enseignemens qu'elle contient, il faut que l'autorité municipale distribue les travaux de décoration de nos églises avec plus de discernement. Si les amis de l'art se rappellent avec reconnaissance que M. Hippolyte Flandrin a donné à Saint-Germain-des-Prés des preuves éclatantes de son savoir, ils n'oublient pas, ils ne peuvent oublier que M. Lépaulle a barbouillé sur

les murailles de Saint-Merry de véritables caricatures. Comment et pourquoi M. Lépaulle a-t-il été chargé de travestir et d'enluminer Saint-Vincent-de-Paul? Le devine qui pourra. Quant à moi, j'y renonce; mais il importe au développement de la peinture qu'une bévue aussi grossière ne se renouvelle pas. On peut à la rigueur reléguer un mauvais tableau dans une cave ou dans un grenier : que faire d'une chapelle barbouillée en dépit du goût et du bon sens? Il faudrait la gratter, et souvent la fabrique n'y consent pas, car il peut se trouver parmi les fabriciens des esprits forts qui aiment la peinture de M. Lépaulle.

Les peintures murales de nos églises ne devraient être confiées qu'à des hommes qui auraient déjà donné des gages. Je n'entends pas exclure ceux qui entrent dans la carrière, pourvu qu'ils aient montré ce qu'ils peuvent faire. Ce n'est pas tout. Il ne faudrait pas abandonner aux paroisses le choix des sujets, car elles sont trop souvent disposées à s'exagérer la valeur des faits les plus obscurs, dès que ces faits se sont accomplis dans un rayon donné. Dans ce cas, il arrive aux plus habiles de s'acharner inutilement contre un sujet ingrat. Tous les saints du calendrier ne fournissent pas des sujets de tableau, et malheureusement ceux qui distribuent les travaux, dans les bureaux de la ville, paraissent animés d'une conviction contraire. Ils mettent volontiers Godescard sur la même ligne que l'Ancien et le Nouveau Testament. Tout patron de paroisse a droit aux honneurs de la peinture. Tant que l'autorité municipale ne suivra pas d'autres erremens, elle courra le risque de gaspiller la moitié des fonds qu'elle consacre à la décoration de nos églises. Et non-seulement il est puéril d'obliger le pinceau à s'exercer sur des sujets ingrats, mais il est dangereux d'émietter en parcelles trop nombreuses les travaux d'un même monument. Je ne demande pas qu'on fasse pour toutes les églises ce qu'on a fait pour Saint-Germain-des-Prés : un tel parti serait souvent d'une application difficile; et voyez pourtant comme M. Flandrin a dignement récompensé la confiance du conseil municipal! Croyez-vous que ses peintures derrière le maître-autel seraient d'un aussi bel effet, si une autre main eût été chargée de décorer le chœur? Je souhaite sans l'espérer qu'il s'accommode du voisinage de M. Picot à Saint-Vincent-de-Paul; mais, sans confier à un seul homme la décoration d'une église entière, il est toujours permis d'assortir les artistes qu'on veut associer pour l'accomplissement de cette tâche. Or le conseil municipal ne tient pas compte de cette donnée : il réunit pêle-mêle les talens qui ne sont unis entre eux par aucun lien de parenté lointaine ou prochaine. Ainsi, par exemple, à Notre-Dame-de-Lorette, M. Blondel fait pendant à Roger, c'est-à-dire qu'un praticien vulgaire, qui de sa vie n'a conçu une composition religieuse,

qui ne connaît pas la forme du corps, bien qu'il l'enseigne officiellement, se trouve mis en regard d'un artiste nourri de fortes études, comme Orsel et comme M. Périn. Non-seulement Roger montre tout le néant de M. Blondel, ce qui n'est pas un malheur; mais la coupole de M. Blondel gâte le plaisir que nous a donné la coupole de Roger.

Je sais tout ce qu'on pourra dire contre l'application de mes conseils. On me répondra que l'autorité municipale a bien plus à cœur d'encourager les artistes que d'encourager l'art. Cette distinction n'est à mes yeux qu'un pur enfantillage. C'est grâce à cette distinction, dont Escobar serait jaloux, que souvent les plus dignes se voient écartés, tandis que les incapables sont appelés. Quoi qu'on fasse et qu'on dise, la distribution des travaux de peinture ne saurait être assimilée aux largesses d'un bureau de bienfaisance. Quand il s'agit de décorer les monumens civils ou religieux d'une ville telle que Paris, il faut s'adresser aux plus habiles, et venir en aide à ceux qui n'ont pas encore fait leurs preuves, sans livrer à leur inexpérience les murailles de nos chapelles ou de nos palais.

Je reviens à M. Périn, qui m'a suggéré toutes ces réflexions. Il y a vingt ans, il n'était connu que d'un petit nombre d'amis. Il avait surtout porté son attention vers le paysage historique, et s'était instruit à l'école de Nicolas Poussin. Aujourd'hui nous avons sa mesure, nous savons tout ce qu'il y avait en lui d'énergie et de sagacité, d'invention ingénieuse et de pénétration savante. Il devait au hasard l'indépendance et le loisir qui permettent les œuvres de longue haleine. Il a dignement profité de ces dons précieux. Placé dans une autre condition, il eût été forcé d'abandonner sa tâche ou de l'accomplir imparfaitement. Quatorze mille francs pour un travail de vingt ans, c'est un salaire insignifiant sans doute, mais personne n'est à blâmer, car personne ne pouvait prévoir la durée du travail, et je crois volontiers que M. Périn ne songe pas à se plaindre, car il lui a été donné sinon de se contenter, ce qui est bien rare parmi les artistes éminens, du moins d'épuiser pour réaliser son rêve tous les moyens dont il pouvait disposer. Parmi les hommes qui ont voué leur vie à l'expression de leur pensée, combien peuvent se vanter d'un pareil bonheur?

Si j'insiste avec tant de prédilection sur la chapelle de l'Eucharistie, ce n'est pas seulement parce qu'elle se recommande à l'attention publique par de solides mérites, c'est aussi et surtout parce que j'y vois une protestation éloquente contre les tendances réalistes de notre école. Dût-on m'accuser d'imiter ce vieux Romain qui terminait toutes ses harangues en demandant la destruction de Carthage, je ne me lasserai pas de répéter en toute occasion que la forme sans l'idée, la forme réduite à elle-même dans les arts mêmes du dessin,

qu'on est convenu d'appeler arts d'imitation, ne saurait enfanter de belles œuvres. Rubens et Paul Véronèse ne sont pas aussi matérialistes que le prétendent leurs disciples infidèles. Il y a dans ces deux maîtres une part d'idéal facile à démêler. Seulement, au lieu de poursuivre l'idéal dans l'harmonie des lignes, ils le poursuivent dans la splendeur de la lumière, dans l'exubérance de la vie : on aura beau dire, ils agrandissent leurs modèles, ils inventent à leur manière, et ne se bornent pas à transcrire ce qu'ils ont sous les yeux. Or les réalistes de nos jours n'aperçoivent rien au delà de l'imitation littérale, et malheureusement une partie de la foule accepte comme vraie cette doctrine répudiée par l'histoire tout entière. Il faut donc saisir avidement toutes les occasions qui s'offrent à nous de rajeunir et de raviver tous les argumens déjà produits contre l'imitation pure. A ce titre, la chapelle de l'Eucharistie ne saurait être louée en termes trop sympathiques. Supposez un instant qu'une pareille tâche fût échue au pinceau d'un peintre franchement réaliste, non pas à la manière de Rubens ou de Paul Véronèse, mais à la manière de M. Courbet : qu'aurions-nous maintenant? Une suite d'épisodes où la tradition évangélique se trouverait défigurée par la fidélité même de l'imitation. Et pour que cette conjecture ne ressemble pas à un jeu de mots, je me hâte de l'expliquer. Il y a cent manières de comprendre, le crayon ou le pinceau à la main, la tradition évangélique, depuis Albert Dürer jusqu'à Titien, c'est-à-dire depuis l'austérité jusqu'à la splendeur; mais l'imitation littérale de tous les élémens de la réalité ne dissimulera jamais l'absence de l'esprit évangélique. Et, dans l'*Assunta* même qui se voit à Venise, il y a quelque chose de plus que le mérite de l'imitation.

Je vois dans la chapelle de l'Eucharistie un argument nouveau à l'appui de la doctrine que j'ai soutenue bien des fois déjà, et qui me paraît seule féconde. M. Périn n'eût-il prouvé qu'une intention excellente, je me croirais obligé de lui venir en aide et d'appeler sur lui la sympathie de la foule; mais il ne s'en est pas tenu à l'excellence de l'intention, il a conçu, il a composé, il a mené à bonne fin une œuvre que signeraient avec joie les plus habiles, une œuvre pleine d'enseignemens pour la génération nouvelle. Puissé-je trouver bientôt l'occasion de louer aussi franchement une œuvre qui se recommande par la même profondeur de pensée, par la même élévation de style; car la louange ne réjouit pas seulement l'oreille qui la recueille, mais bien aussi la bouche qui la prodigue : une belle œuvre console des œuvres mesquines; l'expression d'un sentiment généreux efface le souvenir des sentimens vulgaires. C'est pourquoi je remercie cordialement M. Périn.

GUSTAVE PLANCHE.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

V.

LE PROCÈS GOËZMAN.

I. — LES PARLEMENS ET LA ROYAUTÉ AU DIX-HUITIÈME SIÈCLE. [1]

Le procès Goëzman ouvre la période éclatante de la vie de Beaumarchais. Tour à tour homme de cour, spéculateur, dramaturge, le fils de l'horloger Caron, sur ces chemins divers, n'avait encore rencontré que des succès douteux, contestés, et des inimitiés ardentes; il allait enfin maîtriser la fortune, conquérir pour longtemps la popularité et associer son nom à un fait considérable dans l'histoire de notre pays.

De quoi s'agissait-il dans ce fameux procès de Beaumarchais contre le conseiller Goëzman? Il s'agissait de savoir si la femme d'un juge avait gardé ou non quinze louis reçus d'un plaideur. Pour comprendre qu'un débat si peu important en lui-même ait pu passionner un instant la France entière, prendre les proportions d'un événement historique, contribuer à la chute d'un parlement et à l'avortement d'un coup d'état, il faut d'abord se rendre compte de la situation des affaires au moment où ce procès s'empare de l'attention publique.

L'histoire du gouvernement en France au XVIIIe siècle présente avec

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852.

la vie de Beaumarchais cette similitude, qu'elle n'est aussi qu'une longue série de procès. Soixante ans d'anarchie officielle et de conflits de pouvoirs ont précédé et préparé l'état révolutionnaire dans lequel la France s'agite depuis soixante ans. Le règne si brillant, mais si absorbant de Louis XIV avait arrêté l'éducation politique de notre pays. « En établissant pour lui-même, comme l'a dit un sage historien (1), un gouvernement que lui seul était capable de maintenir, » le grand roi léguait à ses successeurs un fardeau difficile à porter. Il avait reçu des mains de Henri IV et de Richelieu une nation dégagée du chaos féodal, et dont la tête au moins était mûre pour des institutions nouvelles; il donna à cette nation tous les genres de gloire, il sut lui faire accepter et aimer, en l'entourant du prestige le plus séducteur, le pouvoir le plus absolu qui eût figuré jusque-là dans notre histoire; il accomplit de grandes et utiles réformes dans toutes les branches de l'administration publique; mais, en même temps qu'il faisait faire un pas immense à la civilisation, il ne préparait rien pour la satisfaction d'un besoin que la civilisation entraîne avec elle et qui allait éclater après lui. Il ne faisait rien pour organiser sous une forme quelconque un contrôle normal du pouvoir, une intervention régulière du pays dans ses propres destinées. Après avoir détruit le peu qui restait des institutions anciennes, concentré en lui toute autorité, il disait : « L'état, c'est moi, » et vivait comme s'il eût dû être immortel, oubliant que la dictature est personnelle et disparaît avec le dictateur. Par l'irrésistible ascendant de sa gloire, par la durée et l'éclat d'un règne de soixante-douze ans, par la suppression de tout élément hostile, nul monarque ne fut, comme lui, à portée de résoudre ce problème impérieux qui épuise et dévore nos générations démoralisées : créer des institutions qui survivent aux hommes. Malheureusement la tendance des pouvoirs illimités n'est pas de se limiter eux-mêmes, et l'histoire attend encore ce miracle d'un souverain tout-puissant usant de sa puissance envers son peuple à la façon d'un père qui prépare son fils à se passer de lui.

Louis XIV est à peine descendu dans la tombe, que déjà commence la dissolution de ce gouvernement dont il était l'âme. Les trois grandes influences sociales d'alors, — noblesse, clergé, parlemens, — qui, formées à la vie politique par une main ferme et investies d'attributions déterminées, eussent pu diriger l'esprit public, présider à la transformation sociale qui se préparait, conjurer l'aveugle et violente irruption des masses, — ces trois grandes corporations, au sortir d'un régime où elles n'avaient appris qu'à obéir en silence, se re-

(1) Droz, *Histoire du règne de Louis XVI*, introduction.

trouvent étrangères à l'esprit de gouvernement et livrées à l'antagonisme le plus mesquin, le plus tracassier, le plus turbulent. Leurs jalousies et leurs discordes implantent l'anarchie au sommet de la société en attendant qu'elle descende dans les couches inférieures. « Il y a, écrivait à cette époque Montesquieu, il y a en France trois sortes d'états, l'église, l'épée et la robe. Chacun a un mépris souverain pour les deux autres. » Tel est en effet le lien des trois classes qui à cette époque composent l'aristocratie française. Tantôt c'est la noblesse d'épée qui triomphe de voir les prétentions des parlemens momentanément réprimées par des lits de justice, et il faut lire avec quelle exaltation de haine et de dédain le duc de Saint-Simon célèbre ce triomphe (1); tantôt c'est la morgue parlementaire qui s'étale dans toute sa splendeur et s'efforce de courber toutes les têtes sous la suprématie qu'elle s'arroge (2). Toutefois cette lutte sourde, ininvétérée, du patriciat et de la robe, cette lutte entremêlée d'alliances passagères contre l'arbitraire ministériel n'est rien auprès du conflit éclatant, acharné, permanent du parlement et du clergé : conflit sans issue, car chacun des contendans se prétend juge suprême dans la

(1) « Ce fut là, dit-il, où je savourai, avec toutes les délices qu'on ne peut exprimer, le spectacle de ces fiers légistes qui osent nous refuser le salut, prosternés à genoux et rendant à nos pieds un hommage au trône, tandis que nous étions assis et couverts sur les hauts siéges aux côtés du même trône. Ces situations et ces postures si grandement disproportionnées plaident seules avec tout le perçant de l'évidence la cause de ceux qui véritablement et d'effet sont *laterales regis* contre ce *vas electum* du tiers-état. Mes yeux, fichés, collés sur ces bourgeois superbes, parcouraient tout ce grand banc à genoux ou debout, et les amples replis de ces fourrures ondoyantes à chaque génuflexion longue et redoublée... vil petit-gris qui voudrait contrefaire l'hermine en peinture, et ces têtes découvertes et humiliées à la hauteur de nos pieds... Pendant l'enregistrement, je promenais mes yeux doucement de toutes parts, et si je les contraignis avec constance, je ne pus résister à la tentation de m'en dédommager sur le premier président : je l'accablai donc à cent reprises dans la séance de mes regards assénés et forlongés avec persévérance. L'insulte, le mépris, le dédain, le triomphe, lui furent lancés de mes yeux jusqu'en ses moelles; souvent il baissait la vue quand il attrapait mes regards. Une fois ou deux il fixa le sien sur moi, et je me plus à l'outrager par des sourires dérobés, mais noirs, qui achevèrent de le confondre. Je me baignais dans sa rage, et je me délectais à le lui faire sentir. » *Mémoires* du duc de Saint-Simon, édit. in-8°, t. XVII, p. 140 et suiv.

(2) Voici comment le parlement de Toulouse traite un duc et pair, gouverneur du Languedoc, et exécutant les ordres du roi : « La cour, toutes les chambres assemblées, considérant que le duc de Fitz-James, parvenu aux derniers excès de l'audace et du délire, oubliant sa qualité de sujet, aurait osé parler en souverain aux membres de la cour, mettre à leur liberté des conditions insensées, etc., ordonne que ledit duc de Fitz-James sera pris et saisi au corps en la part où il sera trouvé dans le royaume, conduit et amené sous bonne et sûre garde dans les prisons de la conciergerie de la cour, et, ne pouvant être appréhendé, ses biens seront saisis, etc. » Il va sans dire que l'arrêt ne fut point exécuté, mais le duc de Fitz-James fut rappelé, quoique le roi déclarât expressément qu'il n'avait fait qu'obéir à ses ordres.

cause. Décrets de prise de corps contre les curés qui refusent la sépulture aux jansénistes, excommunication des parlemens par les évêques; des prêtres tonnant du haut de la chaire contre des magistrats, ceux-ci contraignant par huissier des prêtres à porter les sacremens; le parlement de Paris faisant brûler le même jour, par le bourreau, le *Dictionnaire philosophique* de Voltaire et une instruction pastorale de l'archevêque de Paris, et cela au milieu de controverses ridicules dont profitent les philosophes du temps pour déconsidérer la religion : tel est le spectacle qui compose la plus grande partie de l'histoire de France sous Louis XV.

Au milieu de ces querelles, que devient la royauté? Absolue de nom, impuissante de fait, elle s'irrite, sévit, ou cède sans autre règle que l'accident de chaque jour et la fortune momentanée du combat. Si elle agit contre les évêques, ils ferment les portes des églises et suspendent l'administration des sacremens; si elle veut réprimer les parlemens, ils suspendent l'action de la justice et infligent à la société une paralysie périodique. L'embarras de la royauté est bien rendu dans ce tableau d'intérieur que nous a laissé Mme du Hausset dans ses *Mémoires*. « Un jour, dit-elle, le *maître* (Louis XV) entra tout échauffé. Je me retirai, mais j'écoutai de mon poste. — Qu'avez-vous? lui dit *Madame* (Mme de Pompadour). — Ces grandes robes et le clergé, répondit-il, sont toujours aux couteaux tirés; ils me désolent par leurs querelles; mais je déteste bien plus les grandes robes. Mon clergé, au fond, m'est attaché et fidèle : les autres voudraient me mettre en tutelle. — La fermeté, lui dit Madame, peut seule les réduire. — Robert de Saint-Vincent est un boute-feu que je voudrais pouvoir exiler, mais ce sera un train terrible. D'un autre côté, l'archevêque est une tête de fer qui cherche querelle. — M. de Gontaut entra... Le roi se promenait agité; puis tout d'un coup il dit : — Le régent a eu bien tort de leur rendre le droit de faire des remontrances : ils finiront par perdre l'état. — Ah! sire, dit M. de Gontaut, il est bien fort pour que de petits robins puissent l'ébranler. — Vous ne savez ce qu'ils font et ce qu'ils pensent, reprit le roi : c'est une assemblée de républicains. En voilà au reste assez; les choses comme elles sont dureront autant que moi... » *Les choses dureront autant que moi,* tel était déjà le *nec plus ultra* de l'ambition d'un souverain en France. Aujourd'hui un gouvernement qui durerait la vie d'un homme est un phénomène que nous ne connaissons plus. Du reste Louis XV ne se trompait pas en considérant l'opposition des parlemens comme bien plus dangereuse que celle du clergé : par son caractère, sa forme, ses accidens, ses caprices, cette opposition fut au XVIIIe siècle le dissolvant le plus actif de la monarchie.

On sait généralement comment se passaient les choses à Paris quand

le parlement entrait en lutte avec le pouvoir royal : refus d'enregistrement, lit de justice, persistance du parlement, exil ou emprisonnement des magistrats, concessions réciproques, soumission ou victoire du parlement suivant les circonstances, réconciliation d'un jour bientôt suivie de nouveaux combats, telles étaient les phases ordinaires de la lutte à Paris. En province, le conflit d'autorité entre la royauté et le parlement prenait un caractère beaucoup plus grave et plus dangereux. L'éloignement du pouvoir central, l'obligation d'employer des intermédiaires, le mépris de chaque parlement pour tout ce qui n'était pas la royauté elle-même en personne, et, d'un autre côté, la brutalité des agens militaires chargés de faire triompher la volonté du roi, tout cela provoquait journellement des scènes qui démoralisaient les populations. Un remarquable et consciencieux ouvrage publié de nos jours (1) nous met à même d'apprécier ce côté moins connu de l'anarchie officielle au XVIIe siècle. On y voit la royauté s'efforçant en vain de faire reconnaître l'autorité du conseil d'état ou grand conseil, par lequel elle fait casser les arrêts des parlemens; ceux-ci refusant de livrer leurs registres aux huissiers du grand conseil chargés de biffer leurs arrêts. Souvent un huissier du grand conseil et un huissier du parlement de la province viennent intimer aux habitans d'une même commune deux ordres diamétralement contraires, et celui des huissiers qui a des gendarmes fait arrêter l'autre. Plus loin, on voit le roi envoyant un officier-général avec des troupes pour dompter le parlement. Les magistrats le reçoivent sur leurs siéges et refusent de livrer leurs registres. Des officiers de dragons s'emparent des registres, et, la plume à la main, bâtonnent les sentences de la justice. Les magistrats décrètent d'accusation les exécuteurs des ordres du roi et font proclamer leur jugement sur les marches mêmes du palais, devant la population émue. Le gouverneur de la province fait saisir toutes les presses pour empêcher la publication de l'arrêt des magistrats. Le procureur-général, sommé à la fois par les deux autorités en conflit de faire transmettre à tous les juges du ressort deux arrêts contradictoires et n'osant résister à personne, se met en devoir de promulguer en même temps le oui et le non. Le parlement suspend l'administration de la justice pendant quatre mois, jusqu'à ce que le roi ait fait droit à ses remontrances. Tous les autres parlemens prennent fait et cause pour celui qui résiste. Le roi irrité mande les magistrats à Versailles, les réprimande, les exile, puis finit toujours par céder et par révoquer ses propres actes avec les formes les plus impératives, tandis que les magistrats, toujours victorieux avec

(1) *L'Histoire du Parlement de Normandie*, par M. Floquet. Il serait bien à désirer que chacun des douze parlemens de l'ancienne France fût l'objet d'un travail aussi distingué.

les formes du respect, remontent sur leurs siéges au milieu des applaudissemens de la population, des illuminations, des feux de joie, des *Te Deum* et des députations de toute la province qui viennent les féliciter de leur énergie.

C'est sous ce régime pernicieux des conflits de pouvoirs qu'ont été élevés nos pères, c'est ainsi que la France se préparait peu à peu à l'anarchie; c'est ainsi qu'en voyant chaque jour sur tous les points du pays l'église en lutte avec la magistrature, la magistrature en lutte avec la royauté, le peuple contractait de plus en plus le mépris de l'autorité et l'idolâtrie de la force. Certes, les parlemens, fondés d'abord spécialement pour rendre la justice, eussent été embarrassés pour démontrer la légitimité du droit qu'ils s'arrogeaient de représenter la nation et de contrôler l'autorité royale. « Un des plus éclairés, dit Duclos, et des plus zélés parlementaires, à qui je demandais de me marquer précisément les bornes qui séparent l'usurpation d'avec le droit des parlemens, me répondit : Les principes en cette matière sont fort obscurs; mais, dans le fait, le parlement est fort sous un roi faible et faible sous un roi fort. — Un ministre de bonne foi donnerait peut-être la même réponse, s'il était obligé de s'expliquer sur la puissance royale relativement à la nation. » On voit que le droit des parlemens était douteux, mais celui de la royauté ne l'était pas moins; sur la terre de France, le despotisme pur et simple a pu être accepté quelquefois comme un fait, il n'a jamais été reconnu comme un droit. Fatiguée des sanglantes convulsions du XVIe siècle et des troubles de la fronde, la France s'était courbée docilement sous le sceptre glorieux de Louis XIV; mais ce sceptre, tombé aux mains de Louis XV, ne lui inspirait plus de respect; la prétention d'un roi gouverné par des femmes avilies et des favoris méprisés — de disposer d'elle à son gré et de ne rendre compte de ses actes qu'à Dieu — la blessait dans sa fierté. L'esprit de résistance à l'arbitraire était l'esprit général, les parlemens se présentaient comme l'unique barrière qu'on pût opposer aux caprices d'un pouvoir déréglé, et quels que fussent les vices particuliers de ces corps amphibies, à la fois judiciaires et politiques, malgré leur morgue, leur fanatisme du *statu quo*, leur opposition systématique à toutes les réformes, même les plus justes et les plus sages, chaque fois qu'ils entraient en lutte avec la royauté, ils avaient pour eux les sympathies de l'opinion.

Appuyés sur cette faveur de l'opinion, les parlemens voyaient leur ascendant grandir chaque jour. Etroitement unis les uns aux autres, ils se déclaraient les membres d'un seul et même corps indivisible, inhérent, disaient-ils, à la monarchie, organe de la nation, dépositaire essentiel de sa liberté, de ses intérêts et de ses droits, et chacun de leurs combats contre la royauté se terminait par une victoire,

lorsqu'un homme sorti de leur sein, le chancelier Maupeou, caractère audacieux et obstiné, entreprit de les soumettre ou de les briser.

Appuyé sur la faveur de Mme Du Barry, qui gouvernait le roi et qu'animait le ressentiment du duc d'Aiguillon flétri par un arrêt du parlement de Paris, le chancelier Maupeou arrache à l'hésitation de Louis XV l'édit du 7 décembre 1770, qui changeait toute l'organisation des parlemens; celui de Paris proteste et repousse l'édit. Le chancelier, au lieu de suivre la marche ordinaire, casse le parlement, confisque les charges des magistrats, les exile, et installe un nouveau parlement composé des membres du conseil d'état. Les onze parlemens de province adressent au roi les remontrances les plus véhémentes; celui de Normandie va jusqu'à rendre un arrêt qui déclare *intrus, parjures et traîtres* les membres du nouveau parlement, et *nuls* tous les actes émanés de ce tribunal bâtard. Tous les princes du sang, à l'exception d'un seul, refusent de reconnaître le parlement établi par Maupeou; treize pairs adhèrent à cette protestation. La cour des aides proteste également par la voix éloquente de Malesherbes. Le chancelier fait tête à l'orage; il fait interdire l'entrée de la cour aux princes dissidens; il casse la cour des aides, casse successivement tous les parlemens de province, et les remplace au milieu d'une fermentation inouïe. « Ce n'est pas un homme, écrit Mme Dudeffand, c'est un diable; tout est ici dans un bouleversement dont on ne peut prévoir quelle sera la fin... c'est le chaos, c'est la fin du monde.» Briser ces corps antiques et redoutables dont l'existence semblait inséparable de la monarchie, c'était en effet une entreprise des plus hasardeuses. Le chancelier avait eu soin de la colorer, aux yeux des masses, en y mêlant quelques réformes importantes depuis longtemps réclamées par l'opinion : l'abolition de la vénalité des charges, l'abolition des épices payées aux juges, la distribution gratuite de la justice, l'établissement de cours souveraines plus nombreuses, la diminution des ressorts trop étendus, de manière à rapprocher les justiciables des tribunaux chargés de les juger. Ce sont sans doute ces réformes qui, combinées avec la rancune qu'il gardait aux anciens parlemens, déterminèrent Voltaire à se ranger du côté du chancelier; mais il ne fut pas suivi dans ce mouvement, et si la masse du peuple resta assez indifférente au coup d'état, toute la partie éclairée de la nation refusa d'accepter quelques avantages de détail achetés au prix d'une servitude honteuse et se prononça avec énergie pour la magistrature détruite. Ce fut bientôt un déchaînement de fureurs, de sarcasmes et de pamphlets (1) contre le roi, sa maîtresse, Mau-

(1) On trouve dans Bachaumont la mention ou la reproduction de la plupart de ces innombrables pamphlets en prose et en vers.

peou et le nouveau parlement. Celui-ci, composé à la hâte d'élémens hétérogènes et dans lequel on avait fait entrer des hommes peu estimés, n'avait trouvé au début ni avocats, ni procureurs, ni plaideurs qui voulussent paraître devant lui. Cependant Maupeou, comptant sur la mobilité française, opposait la persistance aux clameurs; au bout d'un an, la plus grande partie des avocats s'étaient fatigués du silence, et, sous l'influence du célèbre Gerbier et de ce même Caillard que nous avons vu si violent contre Beaumarchais, ils avaient consenti à reprendre leurs fonctions (1). Les princes dissidens demandaient à rentrer en grâce, les magistrats dépossédés consentaient à la liquidation de leurs charges, les pamphlets diminuaient, les choses reprenaient leur cours ordinaire, tout semblait calmé; Maupeou se tenait pour assuré du triomphe et se vantait d'*avoir retiré* la *couronne du greffe* : il se trompait. Quand l'esprit public d'une nation est profondément blessé, la blessure paraît quelquefois se fermer, mais ne se guérit pas; ce qui a été d'abord une flamme devient un feu latent qui couve sous la cendre et que la moindre étincelle suffit pour ranimer. Il était réservé à Beaumarchais de rallumer, avec un procès de quinze louis, la flamme qui devait dévorer Maupeou et son parlement.

On se souvient de la situation de Beaumarchais au moment où s'instruisait en appel son procès contre le comte de La Blache. Prisonnier au For-l'Evêque, il avait obtenu, aux approches du jugement, la permission de sortir pendant la journée pour aller solliciter ses juges. L'affaire avait été mise en délibéré, et devait être décidée sur le rapport d'un conseiller du nouveau parlement nommé Goëzman. Ce Goëzman, d'abord conseiller au conseil souverain d'Alsace, avait vendu sa charge, et en 1765 était venu s'établir à Paris. C'était un jurisconsulte assez érudit; entre autres ouvrages, il avait publié, en 1768, un *Traité du droit commun des fiefs* qui n'était pas sans mérite. Seulement, à en juger par une foule de renseignemens que je trouve dans les papiers de Beaumarchais, soit que le prix de sa charge en Alsace ne lui appartînt pas, soit qu'il eût été dissipé par lui, il paraît qu'il menait à Paris une existence assez aventureuse et

(1) C'est à ce sujet qu'on fit circuler le vaudeville suivant :

L'honneur des avocats,
Jadis si délicats,
N'est plus qu'une fumée;
Leur troupe diffamée
Subit le joug enfin,
Et de Caillard avide
La prudence décide
Qu'il vaut bien mieux mourir de honte que de faim.

d'une moralité équivoque, lorsque le chancelier Maupeou le fit entrer, en 1771, dans le parlement décrié qu'il venait d'établir pour remplacer l'ancien parlement. Ce juge avait épousé en secondes noces une femme jeune, jolie, mais peu scrupuleuse, et dont les propos étaient de nature à faire peu d'honneur à la probité de son mari et à la sienne, car il fut démontré dans le cours du procès qu'elle avait dit devant plusieurs témoins : « Il serait impossible de se soutenir honnêtement avec ce qu'on nous donne; mais nous avons l'art de plumer la poule sans la faire crier. » On voit que si le chancelier Maupeou avait supprimé les *épices*, quelques-uns des nouveaux magistrats trouvaient le secret de les remplacer avantageusement. Des propos de ce genre étaient fréquemment tenus par Mme Goëzman chez un libraire nommé Lejay, qui vendait les ouvrages du mari et recevait de temps en temps la visite de la femme. Ce libraire ne connaissait point Beaumarchais; mais, apprenant par un ami commun que ce dernier se désespérait de ne pouvoir trouver accès auprès de son rapporteur, il lui fit dire que le seul moyen d'obtenir des audiences et de s'assurer de l'équité du juge était de faire un présent à sa femme, et il demanda pour elle 200 louis. Beaumarchais donna 100 louis, plus une montre enrichie de diamans d'une valeur égale. La dame fit demander encore 15 louis, qu'elle disait destinés au secrétaire de son mari. Les 15 louis furent envoyés; la dame fit dire en même temps que, si Beaumarchais perdait son procès, tout ce qu'il donnait lui serait restitué, excepté les 15 louis, qui resteraient acquis au secrétaire; le lendemain, Beaumarchais obtint une audience du rapporteur Goëzman; deux jours après, ce juge conclut contre lui, et il perdit son procès. La dame renvoya fidèlement les 100 louis et la montre; mais Beaumarchais, s'étant informé auprès du secrétaire, à qui dans le cours du procès il avait déjà donné 10 louis, s'il avait reçu en plus de Mme Goëzman 15 louis, apprit que cette dame n'avait rien donné au secrétaire, et que les 15 louis étaient restés dans sa poche. Irrité déjà de la perte d'un procès aussi important pour sa fortune et son honneur, il trouva mauvais que Mme Goëzman se permît cette spéculation détournée, et il se décida à lui écrire pour lui réclamer les 15 louis. Cette démarche était grave, car si cette dame, refusant la restitution, niait l'argent reçu, si Beaumarchais insistait, si la chose faisait du bruit, il pouvait en surgir un procès dangereux. Ses amis cherchèrent à l'en détourner; mais la démarche, offrant des périls, offrait aussi des avantages. Persuadé à tort ou à raison qu'il n'avait perdu son procès que parce que son adversaire avait donné plus d'argent que lui au juge Goëzman, Beaumarchais, en affrontant le danger d'une lutte personnelle avec ce magistrat, pouvait espérer de le convaincre de vénalité et de faciliter d'autant la cassation du jugement rendu sur son rap-

port. L'éventualité qu'il avait prévue arriva. Mme Goëzman, obligée d'avouer le détournement des 15 louis en les restituant ou de nier qu'elle les eût reçus, prit ce dernier parti : elle déclara qu'on lui avait en effet offert de la part de Beaumarchais des présens dans l'intention de gagner le suffrage de son mari, mais qu'elle les avait rejetés avec indignation. Le mari intervint et dénonça Beaumarchais au parlement comme coupable d'avoir calomnié la femme d'un juge après avoir vainement tenté de la corrompre.

Le fait des présens acceptés et des 15 louis gardés par Mme Goëzman ayant été démontré jusqu'à l'évidence par l'information judiciaire, on s'explique difficilement que le mari ait eu l'imprudence d'intenter un pareil procès. En supposant qu'il ignorât d'abord le trafic auquel s'était livrée sa femme, il était trop bon criminaliste pour admettre, sur la simple dénégation de celle-ci, que Beaumarchais pût être assez téméraire ou mieux assez insensé pour lui réclamer 15 louis qu'elle n'aurait pas reçus. Il dut donc se convaincre facilement, et dès le premier jour, de la réalité d'un fait auquel avaient pris part plusieurs personnes. Je vois dans les papiers remis à Beaumarchais par M. de Sartines qu'avant de recourir au parlement, Goëzman essaya de se débarrasser de ce plaideur incommode au moyen d'une lettre de cachet, et qu'il espéra un instant qu'on lui rendrait ce petit service, car il écrit à M. de Sartines, en date du 5 juin 1773, le billet suivant :

« Je vous supplie que la *punition* ait pour cause d'une manière *ostensible pour moi* l'injure faite à ma femme et par contre-coup à moi. Vous voudrez bien m'informer demain du parti qui aura été pris et compter sur mon éternel dévouement. »

Le gouvernement n'ayant point osé risquer cette iniquité et Beaumarchais continuant à réclamer ses 15 louis, le juge Goëzman prend ses précautions pour le perdre : il fait venir le libraire Lejay, qui a été l'agent de sa femme, et, après l'avoir épouvanté par des menaces et rassuré en même temps sur les conséquences de l'acte qu'il exige de lui, il lui fait copier la minute d'un faux témoignage qu'il a rédigé lui-même, dans lequel Lejay, appuyant le mensonge de Mme Goëzman, déclare que Beaumarchais l'a poussé à tenter de corrompre cette dame en lui faisant offrir des présens, mais que celle-ci a tout rejeté avec indignation. Armé de ce faux témoignage, il se décide enfin à appeler la vengeance du parlement sur la tête d'un homme décrié qu'il espère écraser facilement.

La situation de Beaumarchais était en effet déplorable. Le procès La Blache, perdu sous l'influence de ce même Goëzman, avait détruit sa réputation et jeté le désordre dans sa fortune; l'adversaire triomphant avait fait saisir tous ses biens et ne lui laissait pas un instant

de repos. Au milieu de ce trouble, Beaumarchais se voyait maintenant poursuivi en corruption et en calomnie par un juge devant des juges intéressés à le trouver coupable. Le procès, étant criminel, devait, suivant l'usage du temps, être instruit dans le secret et décidé à huis clos. Le parlement ne pouvait que s'empresser de punir avec la dernière rigueur un homme traduit devant lui pour des faits qui compromettaient l'honneur, l'existence même de ce corps judiciaire, et la jurisprudence criminelle était d'une latitude effrayante, car elle permettait d'infliger à Beaumarchais, pour le fait dont on l'accusait, la peine la plus dure après la peine de mort : *omnia citra mortem.*

Beaumarchais était donc arrivé à cette période extrême où le poète a dit : *Una salus victis nullam sperare salutem.* Placé entre deux chances à peu près égales, d'être perdu s'il se défendait régulièrement par devant ses juges, et d'être au moins ménagé s'il se plaçait avec éclat sous la protection de l'opinion publique, il n'hésite pas. Alors que les esprits les plus clairvoyans doutaient encore de ce pouvoir naissant de l'opinion, Beaumarchais n'en doute pas et s'y confie hardiment. Aucun avocat n'ose le défendre contre un adversaire aussi redoutable que Goëzman; il sera à lui-même son propre avocat, c'est lui qui plaidera sa cause, et il la plaidera par la fenêtre. Il foulera aux pieds tous les règlemens qui ordonnent le secret des procédures criminelles, qui empêchent la nation de juger les juges, et tandis qu'on se prépare à le sacrifier dans l'ombre, il introduira la lumière partout, et appellera l'opinion à son aide; mais pour que l'opinion réponde à l'appel d'un homme qu'elle ne connaît pas ou qu'elle ne connaît que défavorablement, il faut que cet homme sache attirer les lecteurs, les retenir, les passionner, les indigner, les attendrir, et surtout les amuser. La situation de Beaumarchais est telle qu'il est obligé, on pourrait presque dire sous peine de mort, de déployer un merveilleux talent pour donner à une affaire peu intéressante par elle-même tout l'intérêt d'un drame, d'une comédie et d'un roman. S'il se contente de se défendre convenablement, s'il se renferme dans les faits de sa cause, s'il ne sait pas rattacher à cette cause de piquans détails de mœurs et de grandes questions d'intérêt public, s'il n'est pas à la fois très émouvant et très amusant, si en un mot il n'a pas un succès de vogue, il est perdu; le parlement se montrera d'autant plus sévère envers lui, qu'il s'est montré plus défiant de la justice à huis clos du parlement, et il a en perspective... *omnia citra mortem.*

Cette situation, bien faite pour démoraliser un esprit ordinaire, est précisément ce qui aiguillonne l'esprit de Beaumarchais, et lui donne comme une sorte de fièvre, reconnaissable au mouvement rapide et continu de son style, même dans les parties d'argumentation.

Au point de vue du droit, sa cause n'est pas aussi facile que le dit

La Harpe, qui a examiné un peu légèrement le fond des choses. Pour repousser l'accusation de calomnie, il est obligé de prouver qu'il a donné de l'argent à Mme Goëzman; mais alors comment repoussera-t-il l'accusation de corruption? En s'attachant à démontrer qu'il n'a pas voulu acheter le suffrage du mari en payant la femme, qu'il a seulement voulu obtenir des audiences indispensables, qu'il avait le droit de réclamer de la justice du conseiller et que sa femme mettait à prix d'argent. Mais le juge, au début du procès, persuadé que sa femme ne sera point compromise, croit avoir intérêt à prouver l'intention de corrompre; aussi ne manque-t-il pas de faire observer qu'il est peu vraisemblable qu'un plaideur, à la veille d'un jugement, offre à la femme de son rapporteur 100 louis, une montre de même valeur et 15 louis, c'est-à-dire plus de 5,000 francs, uniquement pour obtenir la faveur de présenter quelques observations à un rapporteur impartial. A cela, Beaumarchais répond qu'il n'a rien offert, qu'on a tout exigé, qu'il n'a jamais été question entre lui et Mme Goëzman que d'audiences, que la justice prononce sur des faits et non sur des probabilités; puis, retournant avec une dangereuse adresse sur l'accusateur lui-même l'arme des probabilités, il le montre complice de sa femme, très suspect d'avoir vendu, dans le procès La Blache, la justice au plus offrant, et cherchant à réduire au silence, en l'écrasant, celui des deux plaideurs qu'il a déjà sacrifié. L'intention de Beaumarchais, en payant Mme Goëzman, pouvait paraître douteuse; ce qui toutefois résultait clairement du débat, c'est ce que, s'il y avait eu corruption, elle venait non de Beaumarchais, mais de la maison Goëzman; que Beaumarchais, qui ne connaissait ni la femme du juge ni le libraire qui avait parlé en son nom, n'avait fait que subir les conditions qu'on lui imposait. Ce qui ressortait enfin du débat, c'est que la vénalité sordide de la femme rendait très suspecte l'intégrité du mari, et par suite l'intégrité du parlement Maupeou tout entier. Ce dernier point était la question brûlante du procès; c'est en y touchant avec une habileté audacieuse et prudente à la fois, mêlée d'allusions transparentes et de réticences meurtrières, que Beaumarchais se trouvait tout à coup l'organe des colères et le ministre des vengeances de l'opinion contre le coup d'état qui avait détruit l'ancienne magistrature.

A cet intérêt général se joignait l'intérêt mêlé de surprise qu'excitait un homme, dont les précédens ouvrages semblaient médiocres, se montrant doué du talent le plus original, le plus varié, et donnant à des *factums* judiciaires tous les genres de beauté et d'agrément. Tout a été dit sur le mérite littéraire des *Mémoires* de Beaumarchais contre Goëzman, et nous n'avons pas l'intention d'insister beaucoup sur ce point du sujet qui nous semble épuisé. Nous voulons surtout

nous attacher à mettre en lumière les faces les moins connues de cette polémique célèbre.

Quand nous lisons aujourd'hui à distance les *Mémoires* contre Goëzman, nous sommes parfois choqués de ce qu'ils offrent d'excessif et d'injurieux dans l'attaque et dans la riposte. Un maître éminent, appréciateur exquis en matière de goût, M. Villemain, dans la brillante analyse qu'il a faite de cet ouvrage, ne peut s'empêcher de se récrier contre certaines parties, qui révoltent, dit-il, quelquefois en nous un sentiment de décence et de vérité. Le public contemporain de Beaumarchais était beaucoup moins frappé que nous du caractère violent de cette polémique, et cela tient à deux causes : l'une générale, l'autre particulière.

A cette époque, la publicité n'était point réglée, mais en général prohibée par les lois; elle se produisait, malgré les lois, sous l'influence d'un besoin d'esprit plus puissant qu'elles et par conséquent avec des allures nécessairement désordonnées. Quand on parcourt la masse des ouvrages licencieux et effrénés dans tous les genres qui circulent partout aux temps dont nous parlons, on ne se douterait guère qu'on vivait alors, en fait de publicité, sous le régime légal d'une certaine ordonnance de 1769, qui ne badinait pas, puisqu'elle condamnait tout simplement *à mort tout auteur d'écrits tendant à émouvoir les esprits*. On en concluait que les écrivains plats et ennuyeux avaient seuls quelques chances de n'être pas pendus, et chacun écrivait sans faire plus de compte de la loi que si elle n'eût jamais existé. Les lois, on l'a dit avec raison, qui sont en contradiction flagrante avec les idées et les mœurs d'un peuple, deviennent bientôt pour lui des mots, et rien de plus.

Le même régime légal du secret vainement imposé sur les affaires publiques n'était pas moins vainement établi en principe dans les débats judiciaires. Les tribunaux prétendaient s'entourer de mystère comme le gouvernement, et à aucune époque on ne vit plus de procès scandaleux engendrer plus d'écrits injurieux et envenimés. Aujourd'hui que le régime de la publicité tend de plus en plus à prévaloir, aujourd'hui qu'il est, en général, sanctionné par une législation qui le règle sans l'étouffer, il se tempère par l'habitude, et trouve dans l'opinion un contrôle salutaire et permanent. Quand les portes des tribunaux sont ouvertes à tous, quand tout plaideur, quand tout accusé peut dire ou faire dire publiquement par son avocat tout ce qui est utile à sa cause, quand les journaux existent pour reproduire les débats, les *factums* judiciaires échangés entre des adversaires furieux deviennent rares, inutiles, et quand ils se produisent, ils gardent presque toujours une certaine mesure. Toute polémique imprimée au XVIIIe siècle tirait au contraire de son caractère clandestin quelque

chose d'indécent, d'excessif, qui n'étonnait point et semblait comme excusé par la prohibition même.

Une autre cause qui rendait le public très indulgent pour la vivacité de Beaumarchais, c'est que, s'il était parfois violent, ses adversaires l'étaient beaucoup plus que lui; leurs mémoires, aujourd'hui oubliés, étaient lus en même temps que les siens; on admirait d'autant plus l'énergie et l'habileté de sa défense, qu'on la voyait toujours proportionnée à la violence de l'attaque, et par bonheur pour lui tous ses adversaires étaient non-seulement très-ridicules, mais aussi très emportés et très méchans au moins d'intention « On riait, dit justement La Harpe, de les voir écorchés, parce qu'ils avaient le poignard à la main. »

II. — LES ADVERSAIRES DE BEAUMARCHAIS ET LEURS MÉMOIRES.

Les mémoires des antagonistes de Beaumarchais sont devenus fort rares; je me les suis procurés afin de bien saisir la physionomie de ce combat. En les lisant, on voit mieux à quel point l'homme qu'ils attaquaient était doué du génie comique, et avec quelle puissance de pénétration il saisit et reproduit fidèlement la nuance de platitude et de méchanceté qui distingue chacun de ses ennemis. On reconnaît aussi qu'à tout prendre, la modération est de son côté, et qu'il ne commence à attaquer à outrance que lorsqu'il a été lui-même attaqué sans mesure et sans pudeur. Ainsi, dans son premier *Mémoire*, il se contente d'exposer les faits avec clarté et précision; il discute la question de droit, repousse la dénonciation du juge Goëzman, mais se montre réservé dans son langage et très-sobre de personnalités. A peine avait-il publié ce premier *Mémoire*, que cinq adversaires furieux fondent presque en même temps sur lui. Alors seulement il engage le fer et prend l'offensive avec une vigueur toujours croissante jusqu'à ce qu'il ait mis sur le carreau les cinq champions qu'il nous reste à passer rapidement en revue.

Le premier qui paraît, c'est Mme Goëzman, qui écrit sous la dictée de son mari, et lance à la tête de Beaumarchais un mémoire hérissé de termes de procédure et de citations latines. Rien de plus lourd, de plus hétéroclite que ce langage d'un légiste prenant le masque d'une femme et écrivant : « Je me suis *remplie* de cette cause autant qu'il est au pouvoir d'une femme; » ou bien : « Sa récrimination doit donc être repoussée conformément à cette loi qu'*on m'a citée*, *neganda est accusatis licencia criminandi.* » Beaumarchais résume spirituellement la profonde bêtise de ce mémoire, quand il s'écrie : « On m'annonce une femme ingénue, et l'on me présente un publiciste allemand. » Mais si le mémoire est ridicule dans la forme, il est, quant

au fond, d'une violence extrême : « Mon âme, — c'est ainsi que débute Mme Goëzman, — a été partagée entre l'étonnement, la surprise et l'horreur en lisant le libelle que le sieur Caron vient de répandre. L'audace de l'auteur étonne, le nombre et l'atrocité de ses impostures excitent la surprise, l'idée qu'il donne de lui-même fait horreur... » Quand on songe que l'honnête dame qui parle ainsi a dans son tiroir les quinze louis dont la réclamation excite en elle l'*étonnement*, la *surprise* et l'*horreur*, on est porté à excuser Beaumarchais d'avoir pris à son égard quelques libertés de langage. On sait du reste avec quel mélange de politesse ironique et d'argumentation pressante il réfute, irrite, embarrasse, complimente et confond Mme Goëzman. Tout le monde a lu l'excellente scène de comédie où il se peint dialoguant avec elle par-devant le greffier. La scène est si plaisante, qu'on serait tenté de la prendre pour un tableau de fantaisie. Il n'en est rien cependant. Le second mémoire par lequel Mme Goëzman répond à l'exposé de Beaumarchais confirme pleinement l'idée qu'il nous a donnée d'elle. Ici ce n'est plus le mari qui parle, c'est la dame elle-même; on reconnaît facilement le ton d'une femme en colère : « J'ai *reproché*, dit-elle, le sieur Caron lors de ma confrontation comme un homme *atroce*, reconnu pour tel. L'épithète a paru l'offenser, il faut donc la justifier. » Elle divise son mémoire en *première*, *seconde*, *troisième atrocité*, et après cette belle division elle conclut ainsi : « Cela ne vous a pas suffi, homme atroce! vous avez osé, en présence du commissaire, du greffier et d'une autre personne, me proposer de me ranger de votre parti, chercher à rendre mon mari odieux à mes propres yeux. Vous avez poussé l'impudence plus loin encore, vous avez osé ajouter (pourquoi suis-je obligée de rapporter des propos aussi insolens qu'ils sont humilians pour moi?) vous avez osé ajouter, dis-je, que vous finiriez par vous faire écouter, que vos soins ne me déplairaient pas un jour, que..... Je n'ose achever, je n'ose vous qualifier. »

Cette préoccupation de coquetterie féminine dans une affaire aussi grave donne une idée de la force de tête de Mme Goëzman. C'est par une réponse amusante et légère que Beaumarchais la rassure, se défend de lui avoir tenu, par devant un austère greffier, la plume à la main, des propos de nature à ne pouvoir être indiqués que par des points, et lui rappelle que, si elle l'a d'abord en effet qualifié d'*homme atroce*, elle a fini par le trouver seulement *un peu malin*, à la suite d'une interpellation ainsi conçue : « Je vous interpelle, madame, de nous dire à l'instant, sans réfléchir et sans y être préparée, pourquoi vous accusez dans tous vos interrogatoires être âgée de trente ans, quand votre visage, qui vous contredit, n'en montre que dix-huit? »

Le juge Goëzman, le dénonciateur de Beaumarchais, qui conduit toute l'affaire, n'entre personnellement en scène qu'au milieu du procès. Il avait cru à un triomphe rapide et facile, et voilà que la question se complique d'incidens fâcheux pour lui. Beaumarchais, poussé à bout par les insinuations atroces d'empoisonnement et de faux que ce magistrat se permet dans les mémoires de sa femme, use de représailles, et scrute à son tour la vie de Goëzman. Après avoir prouvé que dans le procès actuel il a induit le libraire Lejay en faux témoignage, il découvre que quelque temps auparavant, pour cacher une conduite déréglée, il a signé sous un faux nom dans un acte de baptême, et il le dénonce de son côté comme faussaire devant le parlement. Un cri public s'élève contre lui, le parlement est obligé de décréter d'ajournement personnel un de ses membres, et voilà le juge Goëzman qui cumule l'état d'accusateur et celui d'accusé. Le début de son mémoire donne une idée très nette de la situation : « Une voix s'est élevée, dit-il; le malheur des circonstances, le plaisir méchant d'inculper un magistrat dans les conjonctures actuelles, ont fait aussitôt une infinité d'échos. La persuasion s'est communiquée comme par une contagion secrète; il s'est formé un orage qui s'est fixé sur ma tête, etc. » Si Goëzman continuait à se défendre de ce ton, il pourrait inspirer quelque intérêt; mais on le voit bientôt s'emporter avec autant de rage que de mauvaise foi contre un homme qui n'a fait que se défendre de sa propre attaque. Dans un moment où il est évident pour Goëzman que sa femme a gardé les quinze louis, et que Beaumarchais n'a employé pour les lui transmettre d'autre artifice que d'accepter l'intervention d'un homme à elle, d'un agent inconnu jusqu'alors à Beaumarchais lui-même, — dans un tel moment, le juge persiste plus que jamais à noircir son adversaire, et cependant, comme il voit que sa dénonciation (une fois que la vénalité de sa femme est avérée) lui fait jouer un rôle odieux, il termine par des protestations d'hypocrite douceur que dément toute sa conduite, et qui prouvent seulement qu'il se sent compromis.

L'influence des *Mémoires* de Beaumarchais se reconnaît même dans les réponses du juge Goëzman. A l'exemple de son adversaire, auquel il a tant reproché de dévoiler au public les mystères du greffe, le juge viole à son tour les règles établies. On sait combien Beaumarchais excelle à faire ainsi dialoguer devant un greffier deux accusés alternativement confrontés l'un à l'autre et interpellés l'un par l'autre. Goëzman se pose interpellant Beaumarchais : « Je l'ai *interpellé*, dit-il, de déclarer pourquoi le lendemain il a fait offrir à ma femme un bijou précieux; — *il a battu la campagne.* — *Interpellé* pourquoi il s'est servi du mot *traiter* dans sa lettre écrite à ma femme; — *a battu la campagne.* » Et c'est par ce mot *a battu la campagne* que Goëzman

remplace habilement les réponses de Beaumarchais. Le procédé était commode et le dispensait de se mettre en frais; mais le public se permettait de douter que Beaumarchais battît si facilement la campagne, et il se moquait du juge Goëzman en attendant que Beaumarchais publiât sa confrontation avec lui. Cette confrontation devait composer un sixième mémoire (1) qui ne fut point rédigé, le jugement intervenu bientôt après l'ayant rendu inutile; mais on peut deviner qu'il eût été fort comique, d'après le mémoire même de Goëzman, car lorsqu'il s'agit de peindre Beaumarchais l'interpellant à son tour, Goëzman se dispense d'aller plus loin, pour n'avoir pas à retracer, dit-il, une scène révoltante de hardiesse et d'insolence; il nous en donne cependant une idée par le petit trait suivant : « Il (Beaumarchais) me montra, en portant ses deux mains l'une contre l'autre, un espace vide assez considérable qu'il pourrait, dit-il, remplir avec les journaux qu'il s'est clandestinement procurés sur ma conduite depuis que mon existence est devenue intéressante pour lui. Je me suis contenté de lui dire en riant que je voyais bien que, dans un pays d'inquisition, il aurait de l'aptitude à devenir un *excellent familier*, et qu'il est étonnant que le saint-office ne l'eût pas retenu en Espagne, où il a fait un si glorieux voyage, mais qu'en France, où l'espionnage des citoyens est un crime public, ce petit métier-là pourrait le conduire quelque jour à quelques cents lieues de Paris, vers les côtes. » C'est assez spirituel pour le juge Goëzman, mais ce n'est peut-être pas très magistral, et on dirait d'un homme qui a quelque motif de redouter l'*inquisition*.

Les trois autres adversaires de Beaumarchais ne lui sont pas moins utiles que les deux premiers. L'un est une espèce de banquier agioteur nommé Bertrand, qui a été l'intermédiaire entre Beaumarchais et le libraire ami de Mme Goëzman. Effrayé de se voir compromis par la dénonciation du juge et persuadé d'avance que Beaumarchais était un homme perdu, après avoir d'abord déclaré la vérité, il s'était rangé du côté qui lui paraissait le plus fort, et inclinait à charger Beaumarchais au profit de Mme Goëzman. Le premier mémoire de celui-ci le redressait assez doucement et assez poliment. Bertrand lui décocha en réponse un mémoire avec cette épigraphe tirée des psaumes : *Judica me, Deus, et discerne causam meam de gente non sancta, et ab homine iniquo et doloso erue me.* Beaumarchais ne se vengea du *grand Bertrand* qu'en lui infligeant l'immortalité du ridicule. Ici comme toujours la nuance des physionomies est parfaitement saisie. C'est en vain que Bertrand s'efforce d'être excessivement méchant,

(1) On ne compte en général que quatre mémoires de Beaumarchais dans l'affaire Goëzman; mais il y en a cinq en y comprenant le supplément au premier, qui est, après le quatrième, le plus intéressant de tous.

c'est en vain qu'il écrit des phrases comme celle-ci : « Orateur cynique, bouffon, sophiste effronté, peintre infidèle qui puise dans son âme la fange dont il ternit la robe de l'innocence, méchant par besoin et par goût, son cœur dur, vindicatif, implacable, s'étourdit de son triomphe passager et étouffe sans remords la sensible humanité. » Son spirituel adversaire ne s'irrite pas trop contre lui : il nous le peint vulgaire, âpre au gain, indécis, timide à la fois et emporté, mais plus sot que méchant, tel en un mot qu'il se montre lui-même dans les quatre mémoires grotesques qu'il a écrits contre Beaumarchais.

Le quatrième adversaire qui se précipite sur Beaumarchais tête baissée et se fait transpercer du premier coup est un romancier du temps assez célèbre dans le genre sombre, qui se piquait, disait-il, d'avoir *l'embonpoint du sentiment*. C'est d'Arnaud-Baculard, qui, pour être agréable au juge Goëzman, lui écrit une lettre contenant un renseignement faux, et qui, redressé très poliment aussi dans le premier mémoire de Beaumarchais, lui répond dans le style que voici : « Oui, j'étais à pied et je rencontrai dans la rue de Condé le sieur Caron en carrosse, *dans son carrosse !* » Et comme Beaumarchais avait dit que d'Arnaud avait l'air sombre, d'Arnaud s'indigne et s'écrie : « J'avais l'air non pas sombre, mais pénétré. L'air sombre ne va qu'à ces gens qui *ruminent le crime*, qui se travaillent pour étouffer le remords et pour faire le mal..... On vous suit pas à pas dans votre mine, vous marchez à l'éruption... Il y a des cœurs dans lesquels je frémis de lire; j'y mesure toutes les sombres profondeurs de l'enfer. C'est alors que je m'écrie : Tu dors, Jupiter! A quoi te sert donc ta foudre? »

On voit que si d'Arnaud, de son côté, n'est pas méchant, ce n'est pas faute de bonne volonté. Il est peut-être intéressant de reproduire ici la réponse de Beaumarchais; on y verra avec quelle justesse d'esprit il fait la part de tout le monde et quelle sérénité gaie il apporte dans ce combat. Il commence par reproduire la phrase de d'Arnaud sur le carrosse :

« Dans son carrosse! répétez-vous avec un gros point d'admiration. Qui ne croirait, après ce triste *oui, j'étais à pied*, et ce gros point d'admiration qui court après mon carrosse, que vous êtes l'envie même personnifiée? Mais moi, qui vous connais pour un bon humain, je sais bien que cette phrase *dans son carrosse* ne signifie pas que vous fussiez fâché de me voir dans mon carrosse, mais seulement de ce que je ne vous voyais pas dans le vôtre.

« Mais consolez-vous, monsieur, le carrosse dans lequel je courais n'était déjà plus à moi quand vous me vîtes dedans. Le comte de La Blache l'avait fait saisir ainsi que tous mes biens : des hommes appelés *à hautes armes*, habits bleus, bandoulières et fusils menaçans, le gardaient à vue chez moi ainsi que tous mes meubles, et pour vous causer malgré moi le chagrin de me mon-

trer à vous *dans mon carrosse*, il avait fallu ce jour-là même que j'eusse celui de demander, le chapeau dans une main, le gros écu dans l'autre, permission de m'en servir à ces compagnons huissiers, ce que je faisais, ne vous déplaise, tous les matins; et pendant que je vous parle avec tant de tranquillité, la même détresse subsiste encore dans ma maison.

« Qu'on est injuste! On jalouse et l'on hait tel homme qu'on croit heureux, qui donnerait souvent du retour pour être à la place du piéton qui le déteste à cause de son carrosse. Moi, par exemple, y a-t-il rien de si propice que ma situation actuelle pour me désoler? mais je suis un peu comme la cousine d'Héloïse, j'ai beau pleurer, il faut toujours que le rire s'échappe par quelque coin (1). Voilà ce qui me rend doux à votre égard. Ma philosophie est d'être, si je puis, content de moi, et de laisser aller le reste comme il plaît à Dieu. »

C'est par de tels passages, qui abondent dans les *Mémoires* contre Goëzman, que Beaumarchais savait détruire dans le public les préventions répandues contre lui, désarmer les envieux, ramener les malveillans, se faire aimer des indifférens, et intéresser tout le monde à sa cause. Cette page que je viens de citer me semble une de ses meilleures sous le rapport du naturel, de la facilité et de la variété des nuances, surtout si l'on y ajoute ces quelques lignes qui complètent sa réponse à d'Arnaud, et offrent après le miel l'aiguillon : « Pardon, monsieur, si je n'ai pas répondu, dans un écrit exprès pour vous seul, à toutes les injures de votre mémoire; pardon si, vous voyant mesurer dans mon cœur les sombres profondeurs de l'enfer, et vous écrier : *Tu dors, Jupiter, à quoi te sert donc ta foudre?* j'ai répondu légèrement à tant de bouffissure; pardon, vous fûtes écolier sans doute, et vous savez qu'au ballon le mieux soufflé il ne faut qu'un coup d'épingle. »

De tous les adversaires de Beaumarchais, celui qu'il a le plus maltraité dans ses *Mémoires*, celui contre lequel sa plume s'emporte souvent jusqu'à l'excès, c'est le gazetier Marin; mais il faut dire aussi que, de tous ses adversaires, celui-là est sinon le plus violent en paroles, au moins le plus sournois, le plus perfidement venimeux dans l'insinuation, et par conséquent le plus dangereux. Quand on a lu ses factums, on comprend et on excuse l'acharnement de Beaumarchais. Marin était un de ces littérateurs sans talent (2), qui, ne pouvant devenir *quelqu'un*, s'attachent opiniâtrément à devenir *quelque chose*, et arrivent parfois, en se remuant beaucoup, à con-

(1) Beaumarchais affectionne cette comparaison; on se souvient qu'il l'a déjà employée dans une lettre à son père.

(2) Il existe de lui une *Histoire du sultan Saladin*, que nous n'avons pas lue, mais pour affirmer sans scrupule qu'il n'avait aucun talent, il suffit de lire les mémoires contre Beaumarchais, qui sont détestables, et quelques-uns de ses articles de la *Gazette de France*, que les recueils du temps citent souvent avec raison comme des modèles de platitude.

quérir une sorte de situation. Toutefois, comme leur crédit n'a aucune base, ni littéraire ni morale, il s'ébranle et s'écroule à la première secousse. Sorti, comme dit Beaumarchais, du préceptorat, il avait obtenu le privilége lucratif de la *Gazette de France*, où il avait perfectionné ce genre de nouvelles auxquelles on donne aujourd'hui le nom d'un oiseau de basse cour, et qu'on nommait alors des *marinades* (1). Il était de plus censeur, chef du bureau de la librairie, agent du chancelier Maupeou pour la confection et la distribution des brochures destinées à soutenir les nouveaux parlemens. On assurait de plus que, comme il aimait à manger à plusieurs rateliers, il faisait également circuler sous le manteau les brochures très recherchées et très prohibées des adversaires du chancelier. Il passait aussi, à tort ou à raison, pour prêter de l'argent à gros intérêts et pour diriger des bureaux de *nouvelles à la main* où l'on vendait la diffamation au plus juste prix. En un mot, c'était un de ces *publicistes* dont l'espèce n'est peut-être pas absolument perdue. Il n'en était pas moins une manière de personnage assez influent pour que Voltaire, dans un jour de bonne humeur, ait eu l'idée de le patroner comme candidat à l'Académie. « Les Gaillard, écrit-il à Duclos le 22 décembre 1770, les Delille, les La Harpe sont sur les rangs, et ils ont des droits véritables; mais s'il est vrai qu'il y ait des difficultés pour l'un d'eux, je vous recommande très instamment M. Marin, qui joint à ses talens le mérite de rendre continuellement service aux gens de lettres. »

Les petits services que Marin rendait à Voltaire consistaient à faire arriver, sous son couvert de chef du bureau de la librairie, les ouvrages prohibés du philosophe, qu'il colportait lui-même dans les grandes maisons, ce qui ne l'empêchait pas de faire, pour l'exemple, envoyer de temps en temps aux galères de pauvres diables de colporteurs coupables du même délit que lui. Du reste, il est instructif d'étudier Voltaire dans ses rapports avec Marin : on y voit combien il épousait peu les causes perdues, car il le renie et le bafoue à

(1) Marin portait le goût de l'invention jusque dans les documens semi-officiels. C'est ainsi que dans un prétendu recensement de la population il avait presque *doublé* les chiffres. On fit sur lui, à ce sujet, l'épigramme suivante :

D'une gazette ridicule
Rédacteur faux, sot et crédule,
Qui, bravant le sens et le goût,
Nous racontes sans nul scrupule
Des contes à dormir debout,
A ton dénombrement immense,
Pour que l'on pût ajouter foi,
Il faudrait qu'à ta ressemblance
Chaque individu fût en France
Soudain aussi double que toi.

outrance aussitôt que les mémoires de Beaumarchais ont fait de lui une sorte de brebis galeuse.

Marin vivait d'abord en assez bons termes avec l'auteur d'*Eugénie ;* en apprenant le procès criminel que lui intentait le juge Goëzman, il s'était entremis sous prétexte d'arranger l'affaire; mais, dans l'espérance sans doute de plaire au chancelier Maupeou, il ne visait à rien moins qu'à dégager Goëzman aux dépens de Beaumarchais, et voici comment. — On se souvient que toute la force de Goëzman était dans la fausse déclaration imposée par lui au libraire Lejay. Pour obliger le libraire à avouer la vérité, Beaumarchais s'appuyait sur le témoignage du banquier Bertrand, qui avait traité en son nom avec Lejay; or Bertrand, qui avait d'abord contredit Lejay, était l'ami intime de Marin, et c'était sous son influence que, redoutant les suites d'une lutte contre un membre du parlement, il commençait à tergiverser sur la question capitale des 15 louis reçus et gardés par Mme Goëzman. En même temps que Marin poussait Bertrand à se rétracter, il disait à Beaumarchais : « Ne parlons pas de ces 15 louis, j'assoupirai l'affaire. Il n'y aura que Lejay de sacrifié. » Mais le sacrifice de Lejay et la rétractation de Bertrand laissaient Beaumarchais à la discrétion du juge, et tel était, suivant lui, le but de Marin. « Cette manœuvre, dit-il en empruntant le langage de Rabelais, était le joli *petit coutelet* avec lequel l'ami Marin entendait tout *doucettement m'égorgiller.* »

Dans son premier mémoire, Beaumarchais s'était contenté de parer le coup porté par Marin; il ne mêlait à son exposé du fait aucune personnalité, aucune injure. Marin, persuadé comme Bertrand, comme d'Arnaud, que l'homme était perdu, et que le meilleur moyen de lui imposer silence, c'était de l'effrayer, répond par un mémoire des plus outrageans. Tandis que l'agioteur Bertrand emprunte des épigraphes aux psaumes, le gazetier Marin, qui a écrit une *Histoire de Saladin* et qui se pique d'être orientaliste, arbore en tête de son mémoire une maxime persane du poète Saadi : « Ne donne pas ton riz au serpent, parce que le serpent te piquera. » C'est Beaumarchais qui est le serpent; mais Beaumarchais prouvera bientôt à sa manière que c'est Marin « qui, dit-il, au lieu de donner son riz à manger au serpent, en prend la peau, s'en enveloppe, et rampe avec autant d'aisance que s'il n'eût fait autre métier de sa vie. »

Pour signer en même temps que lui, comme le voulait la règle, son premier mémoire, Beaumarchais n'avait trouvé qu'un pauvre avocat obscur nommé Malbête. Marin, qui vise à l'esprit, profite de cette circonstance, et débute ainsi : « On a distribué à toutes les portes de Paris et l'on vend publiquement un libelle signé Beaumarchais-Malbête. » C'était assez joli, mais c'était imprudent, car le gazetier provoquait Beaumarchais à un genre de combat dans lequel tout l'a-

vantage était du côté de l'auteur des mémoires. Aussi la réponse ne se fait pas attendre : « Le gazetier de France, dit Beaumarchais, se plaint de la fausseté des calomnies répandues dans un libelle signé, dit-il, Beaumarchais-Malbête, et il entreprend de se justifier par un petit manifeste signé Marin, qui n'est pas Malbête. »

Si les mémoires de Marin n'étaient que plats, on pourrait trouver cruelles les réponses de Beaumarchais; mais ils sont d'une méchanceté vile et sournoise qui irrite et indigne. Marin prend l'air d'un homme sensible déplorant l'ingratitude de Beaumarchais. Faisant allusion au procès La Blache, il s'écrie : «Il le perdit, ce procès qui compromettait *si singulièrement son honneur* et sa fortune; il me fit part de ce malheur, j'en fus touché, et je courus lui porter dans sa prison le seul secours qui fût en mon pouvoir : celui de le plaindre et de le consoler. Il obtint enfin sa liberté, vint me remercier de mes soins, et, quoi qu'il y eût chez moi plusieurs personnes, il se livra à son indiscrétion ordinaire, et se permit des propos plus qu'imprudens et contre son rapporteur, et contre sa partie, et contre... » (L'honnête Marin met ici plusieurs points : cela veut dire contre *le parlement* et contre *le gouvernement;* puis il continue) : « J'en fus affligé par l'amitié dont je le croyais digne, et je lui en fis des reproches. » C'est la délation politique, on le voit, pratiquée bassement, par insinuation et avec réticence. Les passages de ce genre abondent dans ses mémoires : « Ah! si j'étais capable, s'écrie-t-il ailleurs, d'abuser de ces effusions que l'amitié motive, pardonne et oublie!..... (Ici encore des points.) Il ne se souvient donc pas des propos qu'il a tenus et chez moi et ailleurs en présence de plusieurs témoins, et qui lui attireraient une peine un peu plus grave que celle qu'il pourra encourir par le jugement à intervenir. » Honnête et sensible Marin! la peine qui menace Beaumarchais, c'est *omnia citrà mortem*, et cela ne suffit pas au gazetier! — En effet, dans un autre mémoire, il écrit fort naïvement : « Quand la calomnie répandue dans un libelle déchire la réputation d'un citoyen honnête, ceux qui en sont les auteurs doivent être soumis à des peines afflictives, *souvent même à la peine capitale.* » Aussi a-t-il soin de répéter sans cesse que Beaumarchais parle des ministres et *des personnes en place* avec une hardiesse punissable; qu'il attaque la religion et le gouvernement, que si lui, Marin, n'était pas trop doux pour abuser de ses avantages, il pourrait prouver jusqu'à l'évidence que son adversaire a commis des crimes atroces et qu'il est le dernier des scélérats; « mais il n'est pas, dit-il, dans mon caractère de faire du mal à mes propres ennemis. » Ce ton hypocrite d'un homme qui cherche à poignarder les gens par derrière en ayant l'air de les ménager révoltait à bon droit les consciences, et lorsqu'on voyait Beaumar-

chais poussé à bout s'avancer gaiement et résolument contre ce sycophante, l'aborder de face, l'accabler de coups pressés et vigoureux, on applaudissait avec fureur; on lui pardonnait même, après l'avoir terrassé, de le fouler aux pieds sans miséricorde.

Tout le monde a lu ce beau début du quatrième mémoire, le plus remarquable de tous, où l'auteur, trouvant le secret de rajeunir un sujet qui semblait épuisé, se suppose engagé dans un colloque avec Dieu même, qui lui dit : « Je suis celui par qui tout est; sans moi tu n'existerais point; je te douai d'un corps sain et robuste, j'y plaçai l'âme la plus active : tu sais avec quelle profusion je versai la sensibilité dans ton cœur et la gaieté sur ton caractère; mais, pénétré que je te vois du bonheur de penser, de sentir, tu serais aussi trop heureux si quelques chagrins ne balançaient pas cet état fortuné : ainsi tu vas être accablé sous des calamités sans nombre, déchiré par mille ennemis, privé de ta liberté, de tes biens, accusé de rapines, de faux, de corruption, de calomnie, gémissant sous l'opprobre d'un procès criminel, garrotté dans les liens d'un décret, attaqué sur tous les points de ton existence par les plus absurdes *on dit*, et ballotté longtemps au scrutin de l'opinion pour décider si tu n'es que le plus vil des hommes ou seulement un honnête citoyen. » Beaumarchais se prosterne, accepte sa destinée, et demande à Dieu de lui accorder au moins des ennemis tels qu'ils puissent seulement exercer son courage sans l'abattre, et il part de là pour les passer tous encore une fois en revue et les peindre au complet. Nous ne citerons que le paragraphe où il demande à Dieu de lui donner Marin : « Je désirerais, dit-il, que cet homme fût un esprit gauche et lourd, que sa méchanceté maladroite l'eût depuis longtemps chargé de deux choses incompatibles jusqu'à lui : la haine et le mépris public; je demanderais surtout qu'infidèle à ses amis, ingrat envers ses protecteurs, odieux aux auteurs dans ses censures, nauséabond aux lecteurs dans ses écritures, terrible aux emprunteurs dans ses usures, colportant les livres défendus, espionnant les gens qui l'admettent, écorchant les étrangers dont il fait les affaires, désolant pour s'enrichir les malheureux libraires, il fût tel enfin, dans l'opinion des hommes, qu'il suffît d'être accusé par lui pour être présumé honnête, son protégé pour être à bon droit suspect : donne-moi Marin. »

On ne sera peut-être pas fâché de savoir comment Marin apprécie ce morceau. Il demande au parlement la tête de Beaumarchais, non pas précisément pour l'avoir insulté, lui, Marin, — il est trop désintéressé pour s'occuper de sa propre injure, — mais pour avoir insulté la *Divinité par une imprécation scandaleuse* et un *badinage impie*. A la fin de sa requête, il insiste encore *sur cette prière sacrilége que le sieur Caron fait à la Divinité* en lui demandant de *coopérer*

avec lui à des crimes. « C'est une licence, dit Marin, dont il n'y a pas d'exemple depuis le commencement de la monarchie. » C'est ainsi que Marin justifie l'application que lui fait Beaumarchais des deux vers de Boileau sur Cotin :

Qui méprise Marin n'estime point son roi,
Et n'a, selon Marin, ni Dieu, ni foi, ni loi.

Le second portrait de Marin, qui se trouve dans le même mémoire, est encore plus coloré; mais il est aussi beaucoup plus chargé, et en quelques points il touche au mauvais goût. Beaumarchais se laisse entraîner par les applaudissemens, et il abuse (1). Le fait est que l'infortuné gazetier de France sortit de ce combat blessé à mort; il ne s'en releva plus. Il ne pouvait se montrer nulle part sans se voir assailli de quolibets. Tous les petits théâtres exploitaient la vogue du ridicule attaché à son nom (2). Bientôt le ministère, éclairé apparemment sur quelques méfaits, lui ôta toutes ses places, et sa chute fut aussi rapide que l'avait été son élévation. Cependant, comme il avait su gagner de l'argent, il prit le parti philosophique de se retirer dans son pays natal, à La Ciotat, où il acheta une charge de lieutenant-général de l'amirauté. Après la révolution, quand le souvenir de ses disgrâces eut été effacé par d'autres événemens beaucoup plus importans, il revint à Paris, où il mourut en 1809, à quatre-vingt-neuf ans, doyen des gens de lettres. Il eut encore le temps

(1) On sait que l'interrogation provençale, *quesaco?* (qu'est-ce que cela?) qui termine le second portrait du provençal Marin, parut si plaisante à la dauphine, depuis Marie-Antoinette, que, comme elle la répétait souvent, sa marchande de modes eut l'idée de donner ce nom à une coiffure nouvelle composée d'un panache en plumes, que les femmes portaient sur le sommet de la tête. « Cette coiffure, dit Bachaumont, perpétue l'opprobre du Marin bafoué jusqu'aux toilettes. »

(2) Citons, à ce sujet, un document inédit, émané d'une célébrité du XVIIIe siècle dans le genre burlesque, c'est ce qui m'engage à lui donner place dans une note. C'est une lettre du fameux Taconnet, auteur et acteur du théâtre de Nicolet, qui, envoyant à Beaumarchais une de ses pièces, lui écrit la lettre suivante, où se peint bien, en même temps que la licence des petits théâtres d'alors, la sensation très vive que produisait le procès Goëzman dans toutes les classes de la société. « Voici, monsieur, le motif qui m'engage à prendre la liberté de vous offrir ma petite pièce. L'acteur qui jouait le cocher dans ma pièce, étant arrivé à l'interrogat : *En veau?* page 8, ajouta à son rôle : *En veau marin*, ce qui fut très applaudi, et il le fut de même quand il continua par dire au mot *vache : En vache Goëzman*, affectant de parler allemand pour faire allusion aux vaches suisses, dont le lait est devenu en grande réputation, surtout depuis que les gazetiers en parlent. La pièce continua jusqu'à la scène IV, où Lisette dit : *Mon cher Guillot, laissons ces mauvais caractères;* l'actrice ajouta : *Les marins ne sont pas faits pour être sur terre.* La pensée n'est pas mauvaise; quant à la rime, elle n'est pas exacte, à une lettre près. Au surplus, on ne trouve pas d'*s* dans *Marin;* par conséquent, comme a dit un homme célèbre, *tout est bien.* J'espère, monsieur, que vous pardonnerez mon importunité, je n'ai pas d'autre intention que celle de me dire très respectueusement, etc.

« TACONNET. »

de voir paraître la première édition générale des œuvres de son rude adversaire. Il ne méritait sans doute pas toute la mauvaise réputation que lui valut son démêlé avec Beaumarchais; il faut toujours faire la part de l'excès dans ces sortes de polémiques personnelles, qui heureusement ne sont plus guère dans nos mœurs; mais il est très certain que c'est lui qui avait pris l'initiative, non pas de l'attaque, mais de l'outrage, — et si la polémique de Beaumarchais est parfois choquante pour le goût, la sienne a des allures obliques de délateur et de tartufe qui le rendent très peu intéressant.

Parmi tous les témoignages défavorables pour Marin qui se rencontrent dans les papiers de Beaumarchais, je n'en citerai qu'un, qui emprunte quelque prix au nom de l'auteur. Dans son troisième mémoire, Beaumarchais, opposant aux éloges que Marin se donne à lui-même le témoignage de diverses personnes qui ont à se plaindre de lui, s'exprime ainsi : « Oseriez-vous compter sur le témoignage de M. de Saint-P., qui depuis cinq ans gémit du malheur de vous avoir confié ses pouvoirs pour un arbitrage, et qui ne cesse de demander vengeance au ministère contre vous? » Ce *Saint-P.* n'est autre que Bernardin de Saint-Pierre, qui végétait alors à Paris, pauvre, inconnu, et qui, ayant eu à se plaindre de Marin, répond à Beaumarchais, qui l'interroge, par une lettre dont j'extrais le passage suivant, peu flatteur pour le gazetier :

« Je vous plains, monsieur, d'avoir trouvé dans votre chemin un homme aussi dangereux, aussi profondément pervers, et qui peut emprunter des forces particulières d'un inspecteur de police, son ami, nommé d'Hémery... Je souhaite pour le bien public, pour mon repos et pour l'avantage de la littérature, que votre affaire puisse donner lieu à éclairer la marche de ces gens-là. Il me semble que l'on voudrait que je concourusse à servir de vengeur; mais je le répète, monsieur, je me suis livré à la justice et aux effets de l'exact honneur de M. de Sartines. Le jour où il m'ouvrira la bouche, je parlerai dans les termes les moins obscurs, et l'on ne pourra méconnaître les caractères du galant homme et du bon citoyen. Vous pouvez juger, monsieur, par mes détails, que je n'ai nulle intention de vous désobliger. Je vous prie même d'être bien persuadé que je vous rends tout ce que je dois à un homme de lettres fait pour atteindre à la réputation de Molière, et que c'est avec ces sentimens que j'ai l'honneur d'être, etc.

« DE SAINT-PIERRE,

« Quai des Miramiones, le 12 décembre 1773. »

Indépendamment de l'intérêt qu'offre ici ce témoignage sur Marin, la fin de cette lettre prouve la sagacité de Bernardin de Saint-Pierre, qui, à une époque où Beaumarchais n'a encore publié que des drames, devine, à la seule lecture de ses mémoires qu'il est avant tout né pour réussir dans la comédie.

Marin n'avait épargné à Beaumarchais aucun genre de mauvais procédés; car, non content de lui imputer vaguement les crimes les plus noirs, c'est lui qui le premier a cherché à insinuer qu'il n'était pas même l'auteur des mémoires publiés en son nom, qu'il fournissait seulement les malices, et que d'autres fournissaient les idées et le style. A cette absurde hypothèse, Beaumarchais répondait gaiement à sa manière : « Puisque c'est un autre, disait-il, qui écrit mes mémoires ce maladroit de Marin devrait bien lui faire rédiger les siens. » Gudin affirme que Jean-Jacques Rousseau disait à ce sujet : « Je ne sais pas qui écrit les mémoires de Beaumarchais; mais ce que je sais bien, c'est qu'on n'écrit pas de tels mémoires pour un autre. » En effet, la personnalité de l'auteur perce à chaque ligne de ce singulier ouvrage, dont la lecture suffit pour réduire à néant la ridicule hypothèse de Marin; mais, puisque cette hypothèse a été reproduite quelquefois, et puisque j'ai sous les yeux les *brouillons* mêmes des mémoires, on aimera peut-être à trouver ici quelques détails nouveaux sur la manière dont ils ont été composés. On lit avec plaisir, dans le *Port-Royal* de M. Sainte-Beuve, les détails qu'il a recueillis sur la composition des *Provinciales*. Les mémoires contre Goëzman sont peut-être d'un ordre moins élevé, mais ils ne sont pas sans quelque analogie avec le célèbre ouvrage de Pascal sous le rapport de la rédaction, de la publication et de l'effet produit. Ils embrassent, comme les *Provinciales*, peut-être même plus que les *Provinciales*, une grande variété de sujets. Indépendamment des tableaux de mœurs, des portraits et de la polémique personnelle, on y trouve des discussions de droit, des détails de procédure, des critiques voilées de l'organisation judiciaire d'alors, des aperçus historiques; on y lit même une dissertation sur le baptême, où Beaumarchais cite Marc-Aurèle et Tertullien, et prend le ton austère du sujet en s'excusant d'être obligé de consacrer, dit-il, sa plume *inégale* et *profane* à une question si imposante; il y a de tout enfin dans les mémoires contre Goëzman, il y a même un peu de chirurgie, ne serait-ce que l'énoncé du plaisant problème sur le cerveau de Bertrand, dont les deux *lobes* ne sont pas également sains. La souplesse du talent de l'auteur lui permettait de prendre facilement tous les tons; mais, pour le fond des idées, il était nécessairement obligé de recourir parfois à autrui, et de même que Pascal mettait à profit l'érudition d'Arnauld, de Nicole, et luttait contre les jésuites entouré d'un groupe de jansénistes très-vivement mêlés à tous les incidens du combat, de même Beaumarchais livrait bataille à Goëzman, Marin, Bertrand, et par suite au parlement tout entier, assisté d'une petite phalange d'amis moins austères que les jansénistes, mais non moins ardens, qui se montraient empressés à lui fournir tous les renseignemens, tous les conseils dont il pouvait

avoir besoin. Chacun lui apportait des idées, des notes, quelquefois même des morceaux; il changeait, transformait, fondait tout cela, imprimant à tout le cachet de son esprit facile, animé, flexible et mordant.

III. — LES AMIS DE BEAUMARCHAIS. — LA SENTENCE.

Ce ne sont point, à l'exception de Gudin, des littérateurs de profession qui viennent en aide à Beaumarchais dans sa lutte contre Goëzman; ces collaborateurs sont ses parens et ses amis les plus intimes. C'est d'abord le père Caron, qui, avec ses soixante-seize ans, donne encore son avis sur les mémoires de son fils; c'est sa sœur Julie, dont on connaît maintenant la vocation littéraire, et dont nous allons montrer l'intervention dans les mémoires contre Goëzman; c'est M. de Miron, le beau-frère de Beaumarchais, homme d'esprit dont nous avons parlé ailleurs, et qui fournit des notes pour la partie satirique; c'est Gudin, qui, très-fort sur l'histoire ancienne, aide à composer quelques morceaux d'érudition, et dont la prose lourde et pâle s'assouplit et se colore sous la plume de son ami; c'est un jeune avocat très-distingué, nommé Falconnet, qui surveille la rédaction de l'auteur quand il s'agit de questions de droit; c'est enfin un médecin provençal, nommé Gardanne, qui dirige spécialement la *dissection* des deux Provençaux, ses compatriotes, Marin et Bertrand.

Telle est la petite phalange que Mme Goëzman, dans ses mémoires, appelle une *clique infâme*, et que le grand Bertrand, moins féroce et plus sensé, nomme tout simplement la *bande joyeuse*. Ils sont en effet assez joyeux, tous ces bourgeois spirituels, groupés autour de Beaumarchais, combattant avec lui contre une foule d'ennemis, et non sans courir quelques dangers personnels, car Julie notamment fut dénoncée en forme par le conseiller Goëzman : il y a une requête imprimée de ce juge dirigée spécialement contre elle, mais qui n'eut pas de suite. Tous, du reste, ont subi interrogatoires, confrontations et récolemens; ils ne s'en portent pas plus mal, et leur gaieté entretient le courage et l'ardeur de l'homme auquel ils sont dévoués corps et âme. Le quartier-général n'est pas chez Beaumarchais. Depuis la perte du procès La Blache, il a rompu sa maison : il a placé sa sœur Julie comme pensionnaire libre à l'abbaye Saint-Antoine; son père est en pension chez une vieille amie; deux autres sœurs sont dans un couvent de Picardie. Quoique ses affaires soient très-dérangées, il n'en continue pas moins, comme toujours, à pensionner toute sa famille. Quant à lui, il vit en camp volant, aux prises avec les huissiers du comte de La Blache et les décrets d'*ajournement personnel* du juge Goëzman. Toujours courant, toujours

luttant, il vient préparer et concerter, avec ses amis, ses moyens de défense et d'attaque dans la maison de celle de ses sœurs qui a épousé le célèbre horloger Lépine, et qui demeure précisément dans le voisinage du Palais-de-Justice. C'est dans cette maison qu'on se réunit, c'est là qu'on apporte les renseignemens, les notes, et qu'on discute les élémens de chaque mémoire. Tous les brouillons sont écrits de la main de Beaumarchais; tous les morceaux brillans sont refaits par lui trois ou quatre fois. S'il n'exécute pas à la lettre le précepte de Boileau : *vingt fois sur le métier*, etc., c'est qu'il n'a pas le temps; il n'en est pas moins vrai que, comme tous ceux qui veulent bien écrire, il corrige beaucoup et recommence souvent. Son premier jet, tracé d'une écriture rapide, est presque toujours trop abondant, trop prolixe, il offre souvent des constructions incorrectes, des expressions trop fortes et de mauvais goût. A la seconde rédaction, Beaumarchais coupe, amende, resserre, épure le tout. S'il lui arrive parfois de se contenter trop facilement, il a des amis *prompts à le censurer* et qui ne lui ménagent pas les critiques, à en juger par cette note que je trouve écrite de la main de son beau-frère, M. de Miron, au sujet du manuscrit du troisième mémoire qu'on avait sans doute examiné en l'absence de Beaumarchais avant l'impression.

« *Bovine*, dit M. de Miron, déplaît à tout le monde.

« Ce qui est rayé au bas de la quatrième page paraît absolument de trop et dégoûtant (1).

« Ce qui l'est dans la cinquième semble être de Baculard. On trouve l'exorde trop long. Les avis se réunissent pour raccourcir au moins ce paragraphe.

« Le premier paragraphe de la septième page ne paraît pas clair, à moins qu'on ne retranche *pour bien prouver ce que je n'ai fait qu'avancer*, et qu'on ne mette, en ce cas, *ne plus revenir* au lieu de *me taire*. Voici comme sera la phrase : Que me reste-t-il à faire? ne plus revenir sur ce que j'ai prouvé, prouver ce que je n'ai fait qu'avancer, et répliquer en bref à une foule de mémoires, etc. »

Beaumarchais fait très-docilement son profit de toutes ces critiques; aussi les *Mémoires* contre Goëzman, s'ils ne présentent pas, à cause même de la nature du sujet, tout l'intérêt du *Barbier de Séville* et du *Mariage de Figaro*, n'en sont pas moins le plus remarquable de tous les ouvrages de Beaumarchais sous le rapport du style, celui où les belles qualités de l'écrivain sont le moins mêlées de défauts. Il y a des morceaux d'une perfection achevée. Plus tard, après le grand succès des mémoires, l'auteur devint plus rétif aux observations; nous en verrons la preuve et la conséquence aux

(1) On voit que ses amis poussaient la liberté jusqu'à rayer provisoirement sur son manuscrit ce qui leur déplaisait.

temps du procès Kornman. A l'époque où nous sommes, Beaumarchais tire parti de tout, même de la prose de sa sœur Julie; c'est ainsi qu'ils ont rédigé à deux un des passages des mémoires contre Goëzman que l'on cite quelquefois avec raison comme un des plus gracieux : c'est celui où Beaumarchais répond à Mme Goëzman, qui lui reprochait d'être le fils d'un horloger; le texte primitif était bref et un peu sec. « J'avoue, répondait Beaumarchais, que rien ne peut me laver du très-grave reproche que vous me faites d'être le fils de mon père; en vérité, je n'en vois aucun autre contre qui je voulusse le troquer, mais je connais trop bien le prix du temps qu'il m'apprit à mesurer pour le perdre à relever de pareilles fadaises. »

Julie, trouvant sans doute ce passage trop dépourvu de couleur, propose une autre rédaction, qu'elle écrit de sa main à deux reprises sur une feuille détachée; la voici :

« Vous entamez, dit Julie, ce chef-d'œuvre par me reprocher l'état de mon père, *qu'il était horloger : oh! la bonne gaieté! et vous vous êtes battus, dit-on, avec Marin pour lui voler ce trait dont il s'était paré* (1). Eh bien! monsieur et madame, il est trop vrai qu'à plusieurs branches de commerce, il avait réuni une assez grande célébrité dans l'art de l'horlogerie : forcé de passer condamnation sur cet article, j'avoue avec douleur que rien ne peut me laver du très grave reproche que vous me faites d'être le fils de mon père; mais je m'arrête, car, *tenez*, je le sens derrière moi qui lit ce que j'écris, et rit en m'embrassant, comme s'il était charmé que je lui appartienne.»

Il est visible que l'esquisse primitive s'est colorée et animée sous le pinceau de Julie; son frère n'a plus qu'à retoucher, et c'est ce qu'il fait avec une parfaite justesse d'esprit et de goût, car voici le texte définitif et tel qu'il a été publié :

« Vous entamez ce chef-d'œuvre par me reprocher l'état de mes ancêtres; hélas! madame, il est trop vrai que le dernier de tous réunissait à plusieurs branches de commerce une assez grande célébrité dans l'art de l'horlogerie. Forcé de passer condamnation sur cet article, j'avoue avec douleur que rien ne peut me laver du juste reproche que vous me faites d'être le fils de mon père... Mais je m'arrête, car je le sens derrière moi qui regarde ce que j'écris et rit en m'embrassant. O vous, qui me reprochez mon père, vous n'avez pas l'idée de son généreux cœur. En vérité, horlogerie à part, je n'en vois aucun contre qui je voulusse le troquer; mais je connais trop bien le prix du temps, qu'il m'apprit à mesurer, pour le perdre à relever de pareilles fadaises. »

Le tableau ainsi complété et retouché est parfait de ton et de nuances, mais il est incontestable que l'idée la plus heureuse vient de Julie. Peut-être aussi cette idée lui avait-elle été inspirée par le

(1) On reconnaît tout de suite le tour leste de la phrase de Julie; mais le ton ici était trop familier, et l'on va voir Beaumarchais supprimer très justement cette phrase.

père Caron lui-même, qu'on se figure tout naturellement assistant à cette rédaction et passant sa tête blanche par dessus l'épaule du frère et de la sœur. Ce passage est d'ailleurs le seul où la rédaction d'autrui entre pour une aussi forte part dans celle de Beaumarchais. Les mémoires sont donc bien de lui, entièrement de lui. L'emprunt fait à Julie ne compte même pas, car, en utilisant l'esprit de sa sœur, Beaumarchais pouvait dire : Cela ne sort pas de la famille.

Il ne me reste plus maintenant qu'à essayer de peindre exactement l'effet produit par cette lutte entre un simple particulier et un parlement détesté, que le public identifiait avec la personne de Goëzman. Cet effet fut immense et entretenu par la durée du combat, dont l'issue, retardée de jour en jour par divers incidens, se fit attendre sept mois, depuis août 1773 jusqu'au 26 février 1774. Durant ces sept mois, en l'absence d'événemens plus importans, Paris tout entier, la France, et on peut même dire l'Europe, eurent les yeux fixés sur Beaumarchais et son procès.

On sait avec quelle ardeur de curiosité et d'intérêt Voltaire suivait ce combat des hauteurs de Ferney. Bien qu'il eût d'abord écrit en faveur du chancelier Maupeou, il désertait maintenant sa cause et subissait l'influence des mémoires de Beaumarchais. « Quel homme! écrivait-il. Il réunit tout, la plaisanterie, le sérieux, la raison, la gaieté, la force, le touchant, tous les genres d'éloquence, et il n'en recherche aucun, et il confond tous ses adversaires, et il donne des leçons à ses juges. Sa naïveté m'enchante, je lui pardonne ses imprudences et ses pétulances. » — « J'ai peur, dit-il ailleurs, que ce brillant écervelé n'ait au fond raison contre tout le monde. Que de friponneries, ô ciel! que d'horreurs! que d'avilissement dans la nation! quel désagrément pour le parlement! »

Le flegmatique Horace Walpole, quoique moins ému que Voltaire, cède également à l'attrait des mémoires. « J'ai reçu, écrit-il à Mme du Deffand, les mémoires de Beaumarchais; j'en suis au troisième, et cela m'amuse beaucoup. Cet homme est fort adroit, raisonne juste, a beaucoup d'esprit; ses plaisanteries sont quelquefois très-bonnes, mais il s'y complaît trop. Enfin je comprends que, moyennant l'esprit de parti actuel chez vous, cette affaire doit faire grande sensation. J'oubliais de vous dire l'horreur qui m'a pris des procédés en justice chez vous. Y a-t-il un pays au monde où l'on n'eût puni sévèrement cette Mme Goëzman? Sa déposition est d'une impudence affreuse. Permet-on donc chez vous qu'on mente, qu'on se coupe, qu'on se contredise, qu'on injurie sa partie d'une manière si effrénée? Qu'est devenue cette créature et son vilain mari? Répondez, je vous prie. »

En Allemagne, l'effet n'était pas moindre qu'en Angleterre. Goethe

nous a raconté lui-même comment, à Francfort, dans une société où on lisait tout haut les mémoires de Beaumarchais, une jeune fille lui donna l'idée de transformer en drame l'épisode de Clavijo. A Paris, l'impression était naturellement plus vive encore; l'adversaire de Goëzman avait pour lui non-seulement les jeunes gens et les femmes, mais tous les magistrats de l'ancien parlement et tout ce qui tenait à eux. Bien plus, telle était l'inconsistance des esprits, que Louis XV lui-même s'amusait de cet ouvrage; Mme Du Barry en riait, elle faisait jouer chez elle des proverbes où l'on mettait en scène la confrontation de Mme Goëzman et de Beaumarchais. Maupeou seul ne riait pas. L'enthousiasme excité par les mémoires de Beaumarchais me paraît vivement rendu dans les deux lettres suivantes, qui sont de la femme d'un président de l'ancien parlement, Mme de Meinières (1); elles contiennent de plus une spirituelle analyse du quatrième mémoire, et c'est ce qui me détermine à les citer presque tout entière.

« Je l'ai fini, monsieur, cet étonnant mémoire. Je maudissais hier les visites qui interrompaient cette délicieuse lecture, et, quand elles étaient sorties, je les remerciais d'avoir prolongé mes plaisirs en les interrompant. Bénis soient au contraire et à jamais le *grand cousin*, le *sacristain*, le *publiciste* et tous les *respectables* qui nous ont valu la relation de votre voyage en Espagne! Vous devez des récompenses à ces gens-là. Vos meilleurs amis ne pouvaient vous faire aussi bien valoir par leurs éloges et leur attachement que vos ennemis ont fait en vous forçant de parler vous-même de vous-même. Grandisson, le héros de roman le plus parfait, ne vous vient pas à la cheville du pied. Quand on vous suit chez ce M. Clavijo, chez M. Whall, dans le parc d'Aranjuès, chez l'ambassadeur, chez le roi, on palpite, on frémit, on s'indigne avec vous. Quel pinceau magique que le vôtre, monsieur! quelle énergie d'âme et d'expressions! quelle prestesse d'esprit! quel mélange incroyable de chaleur et de prudence, de courage et de sensibilité, de génie et de grâce! J'eus l'honneur de voir hier Mlle d'Ossun (2), et nous parlâmes de vous, de votre mémoire; peut-on parler d'autre chose? Elle me dit que vous aviez passé à sa porte. Si vous aviez besoin de la rencontrer, elle vient assez exactement les dimanches aux Pavillons (3), et je vous offre de vous y rassembler. C'est une fille du premier mérite dont le cœur et la tête sont excellens; mais, à propos de cœur et de tête, qu'en faisiez-vous chez Mme de Saint-Jean? Vous m'y paraissiez aimable comme un joli homme, et ce n'est pas la façon de l'être la plus attrayante pour une vieille femme telle que moi. J'ai bien vu que vous aviez de l'esprit, des talens, de la confiance, des agrémens dans le commerce; mais je n'aurais jamais deviné en vous, monsieur, un vrai père de famille et l'auteur sublime de vos quatre mémoires (4); il faut que je sois bien bête, et que les

(1) Mme de Meinières avait une certaine réputation littéraire; elle avait traduit l'*Histoire d'Angleterre* de Hume.

(2) La sœur du marquis d'Ossun, ambassadeur de France en Espagne.

(3) Aux Pavillons de Chaillot.

(4) Cette phrase donne une idée très nette de l'impression de surprise que produisaient

points qui forment un cercle brillant, comme était celui de cette femme charmante, éblouissent, fatiguent une sauvage de mon espèce jusqu'à l'empêcher de les distinguer.

« Recevez mes remerciemens de l'enthousiasme où vous entraînez vos lecteurs et les assurances de la véritable estime avec laquelle j'ai l'honneur d'être, monsieur, etc.

« GUICHARD DE MEINIÈRES. »

« Ce 18 février 1774. »

« Quel que soit l'événement de votre querelle avec tant d'adversaires, je vous félicite, monsieur, de l'avoir eue; il en résultera toujours que vous êtes le plus honnête homme du monde, puisqu'on n'a pu, en feuilletant votre vie, démontrer que vous étiez un scélérat, et assurément vous vous êtes fait connaître pour l'homme le plus éloquent dans tous les genres d'éloquence qu'il y ait dans notre siècle. Votre prière à l'Être suprême est un chef-d'œuvre de sublime et de comique, dont le mélange étonnant, ingénieux, neuf, produit le plus grand effet. J'avoue avec Mme Goëzman que vous êtes un peu *malin*, et, à son exemple, je vous le pardonne; car vos malices sont délicieuses. J'espère, monsieur, que vous n'avez pas assez mauvaise opinion de moi pour me plaindre d'une lecture de cent huit pages quand vous les avez écrites. Je commence par les dévorer, et puis je reviens sur mes pas; je m'arrête tantôt sur un endroit digne de Démosthène, tantôt sur un autre supérieur à Cicéron, et enfin sur mille aussi plaisans que Molière; j'ai tellement peur d'achever et de ne pouvoir plus rien lire ensuite, que je recommence chaque alinéa pour vous donner le temps de produire votre cinquième mémoire, où l'on trouvera sans doute votre confrontation avec M. Goëzman; je vous demanderai volontiers en grâce de m'avertir seulement par la petite poste la veille que le libraire en enverra des exemplaires à la veuve Lamarche; c'est elle qui me les a toujours fournis. J'en prends plusieurs à la fois pour nous et pour *nos amis* (1), et je suis furieuse lorsque, faute de savoir qu'ils paraissent, j'y envoie trop tard, et qu'on me rapporte qu'il faut attendre au lendemain. »

C'était à qui enverrait à Beaumarchais des renseignemens, des conseils, des félicitations et des encouragemens. Plusieurs même poussent la bienveillance jusqu'à lui adresser modestement des mémoires tout faits, comme si son esprit ne pouvait se passer de leur concours. Voici un de ces correspondans qui ne signe pas, mais qui me fait tout l'effet d'être un membre de l'ancien parlement; il envoie un mémoire, recommande instamment le secret, et termine ainsi : « La machine se détraque, on vous en a l'obligation, ne serait-ce pas le moment le frapper les grands coups? Je m'en rapporte à votre prudence pour le tout. D'après vos écrits, je vous crois aussi honnête homme que moi, ce que je ne dirais pas de tout le monde; je

les mémoires sur ceux qui ne connaissaient Beaumarchais que comme un homme du monde très gai et un peu fat, ayant (pour employer l'expression fine et polie de Mme de Meinières) de la *confiance*,

(1) Nos *amis*, c'étaient les membres de l'ancien parlement.

ne crains rien. » La lettre est sans signature. Quel Bayard que ce correspondant! Le monde est ainsi plein de gens héroïques qui exhortent les autres à l'audace sous le voile de l'anonyme.

Beaumarchais ne manquait pas d'audace, mais il ne voulait point pousser le parlement à bout, il savait que la faveur publique est fragile et inconstante. Le prince de Conti, son plus chaud protecteur, lui avait dit : « Si vous avez le malheur d'être touché par le bourreau, je serai forcé de vous abandonner. » Il s'agissait donc de conserver et d'entretenir la puissance qu'il empruntait à l'opposition sans exaspérer des juges déjà irrités, de proportionner toujours son ton à la qualité des personnes, et de savoir au besoin, comme on l'a dit très-spirituellement, donner des soufflets, mais à genoux. C'est ce qu'il fit surtout avec une merveilleuse souplesse à la suite d'un incident qui augmenta encore l'intérêt qu'il inspirait. Un colonel de cavalerie dont Maupeou a fait *ex abrupto* un magistrat, le président de Nicolaï, très-lié avec Goëzman et furieux contre Beaumarchais, le rencontre dans la salle des Pas-Perdus et l'insulte en ordonnant aux huissiers de le faire sortir. Beaumarchais porte plainte contre ce magistrat. Le premier président le fait venir, l'invite à retirer sa plainte. Beaumarchais obéit, et dans son dernier mémoire il consigne avec respect le dédaigneux pardon qu'il accorde à M. de Nicolaï. Bientôt son influence est telle que cet homme si méprisé par ses juges au début du combat et qui sollicitait vainement des récusations par la voie judiciaire, n'a plus qu'à désigner dans ses mémoires ceux des magistrats qu'il considère comme ses plus violens ennemis, pour leur arracher cette récusation. C'est un de ceux-là, un conseiller de grand'-chambre, nommé Gin, qui lui adresse une sorte de mémoire de six grandes pages, dont j'extrais quelques passages où l'on voit la fierté du juge s'effacer devant la popularité toujours croissante de l'accusé.

« J'ai lu votre dernier mémoire, monsieur, écrit ce conseiller; je cède à vos instances en cessant d'être votre juge; mais, pour éviter toute équivoque sur les motifs qui m'ont empêché jusqu'ici de prendre ce parti et sur ceux qui m'y déterminent aujourd'hui, je crois devoir vous faire part et au public de ces motifs..... »

Et après une longue apologie de sa conduite, ce juge, jusque-là ennemi déclaré de Beaumarchais, termine ainsi :

« Je crois vous avoir prouvé, monsieur, que j'ai encore dans cet instant toute l'impartialité nécessaire pour juger M. et Mme de Goëzman et vous-même; mais vos attaques se multiplient au point que j'aurais lieu de craindre, en vous jugeant, que le public ne soupçonnât mon âme de quelque émotion qui vous fût peu favorable. C'est à cette délicatesse que je sacrifie mes sentimens particuliers, et, pour vous donner une nouvelle preuve de mon impartialité, je vous déclare, monsieur, que je n'exige d'autre réparation des imputations

contenues dans *vos* mémoires *que de rendre publique* cette lettre que je remets en même temps à M. le premier président.

« Je suis, monsieur, avec les sentimens qui vous sont dus, votre très-humble, etc. »

« GIN. (1) »

« Ce 15 juin 1774. »

A travers la morgue parlementaire, on sent dans cette lettre la pression exercée par l'ascendant de Beaumarchais; c'est lui qui maintenant va donner une leçon de dignité à ce juge, son ennemi, en écrivant à son tour au premier président une lettre dont j'extrais ces quelques lignes :

« MONSEIGNEUR,

« J'ai l'honneur de vous adresser une copie de la lettre *apologétique* que j'ai reçue de M. Gin. Mon profond respect pour la cour m'empêche de donner à cette lettre la publicité que ce magistrat semblait d'abord désirer qu'elle reçût, persuadé qu'en y réfléchissant mieux il me saura gré de renoncer au projet de l'imprimer avec mon commentaire. »

Quoi de plus étrange, en effet, pour le temps que de voir un juge demander lui-même à un accusé dont les mémoires sont en contravention avec la loi et seront tout à l'heure condamnés à être brûlés, de lui accorder dans ces mémoires une place pour sa justification auprès du public? Je ne connais rien qui donne une idée plus nette que cette lettre du conseiller Gin de la situation de Beaumarchais à la fin de ce fameux procès.

Cependant, si la peur agissait sur quelques magistrats du parlement Maupeou, la colère subsistait chez le plus grand nombre à l'état latent, et ils voyaient avec joie approcher l'heure de la vengeance. Le jour du jugement arriva enfin, le 26 février 1774, au milieu de l'attente universelle. « Nous attendons aujourd'hui, écrit Mme du Deffand à Walpole, un grand événement : le jugement de Beaumarchais... M. de Monaco l'a invité ce soir pour nous faire la lecture d'une comédie de sa façon qui a pour titre *le Barbier de Séville*..... Le public s'est affolé de l'auteur, on le juge tandis que je vous écris. On prévoit que le jugement sera rigoureux, et il pourrait arriver qu'au lieu de souper avec nous il fût condamné au bannissement ou même au pilori; c'est ce que je vous dirai demain. »

Voilà bien la dose d'intérêt que Mme du Deffand prenait aux gens. Quel dommage pour elle si Beaumarchais eût été condamné au pilori!

(1) C'est ce magistrat qui avoue à Beaumarchais l'influence qu'ont exercée les bruits publics sur son jugement dans le procès La Blache. L'aveu est précieux à recueillir. — « Soit raison, écrit-il, ou suite des impressions que les bruits publics, même calomnieux, laissent dans les esprits, je ne vous dissimule pas, etc. »

Elle eût perdu sa lecture du *Barbier*. Elle la perdit néanmoins; la délibération des juges se prolongeant (elle dura douze heures), Beaumarchais adresse au prince de Monaco le billet inédit suivant qui répond à la lettre de Mme du Deffand :

« Beaumarchais, infiniment sensible à l'honneur que veut bien lui faire M. le prince de Monaco, répond du palais, où il est cloué depuis six heures du matin, où il a été interrogé à la barre de la cour, et où il attend le jugement qui se fait bien attendre; mais, de quelque façon que tournent les choses, Beaumarchais, qui est entouré de ses proches en ce moment, ne peut se flatter de leur échapper, qu'il ait à recevoir des complimens de félicitation ou de condoléance. Il supplie donc M. le prince de Monaco de vouloir bien lui réserver ses bontés pour un autre jour. Il a l'honneur de l'assurer de sa très-respectueuse reconnaissance.

« Ce samedi 26 février 1774. »

Au moment où il écrivait ce billet, Beaumarchais, après s'être rendu au palais, où il avait vu passer devant lui tous ses juges, venait de subir, selon l'usage, son dernier interrogatoire. La nuit précédente avait été consacrée par lui à régler ses affaires : il paraît qu'il était décidé à se tuer, s'il eût été condamné au pilori. Voyant que la délibération se prolongeait et vaincu par la fatigue, il se rendit chez Mme Lépine, sa sœur, se coucha, et s'endormit d'un profond sommeil.

« Il dormait, dit Gudin dans son manuscrit, et ses juges veillaient, tourmentés par les furies, divisés entr'eux. Ils délibéraient dans le tumulte, opinaient avec rage, voulaient punir l'auteur des *Mémoires*, prévoyaient les clameurs du public prêt à les désavouer, et remplissaient la salle de leurs cris contentieux. »

Ils s'arrêtèrent enfin à une sentence par laquelle ils espéraient donner satisfaction au public en se vengeant eux-mêmes. Ils condamnèrent Mme Goëzman au *blâme*, son mari fut mis *hors de cause*, sentence équivalente au blâme pour un magistrat et qui le force à quitter sa charge; enfin ils condamnèrent Beaumarchais également au *blâme*.

La peine du *blâme* était une peine infamante qui répondait à peu près à ce qu'on appelle aujourd'hui la dégradation civique; elle rendait le condamné incapable d'occuper aucune fonction publique, et il devait recevoir cette sentence à genoux, devant la cour, tandis que le président lui disait : « La cour te blâme et te déclare infâme. » On éveilla Beaumarchais pour lui annoncer ce résultat; il se leva tranquillement, maître, dit Gudin, de tous ses mouvemens comme de son esprit.

« Voyons, dit-il, ce qui me reste à faire. Nous sortîmes ensemble de chez sa sœur. J'ignorais si on ne veillait pas autour de la maison pour l'arrêter; j'igno-

rais ses desseins, je ne voulais point le quitter. Après avoir fait assez de chemin pour nous être assurés qu'on ne le cherchait pas où il était, il me congédia et me donna rendez-vous pour le lendemain dans l'asile qu'il s'était choisi, car il était à craindre qu'en exécution de l'arrêt on n'allât le chercher dans sa propre maison; mais cet arrêt avait été si mal reçu de la multitude assemblée aux portes de la chambre, les juges avaient été si conspués en levant l'audience, quoique plusieurs se fussent évadés par de longs corridors inconnus du public, qu'on appelle les détours du palais; ils voyaient tant de marques de mécontentement, qu'ils ne furent pas tentés de mettre à exécution une sentence qui ne leur attirait que le *blâme* universel. »

On connaît le triomphe éclatant qui suivit ce jugement, dont l'exécution s'arrêtait devant la popularité de Beaumarchais : tout Paris se faisant inscrire chez lui, le prince de Conti et le duc d'Orléans lui donnant une fête brillante le lendemain même du jour où un tribunal avait tenté de le flétrir; M. de Sartines lui disant : « Ce n'est pas assez que d'être *blâmé*, il faut encore être modeste. » Quand de telles discordances se produisent dans une société, elle est bien malade. Ajoutons à ces détails connus un détail intime et délicat que j'emprunte au manuscrit inédit de Gudin.

« Il eut, dit Gudin, des consolations plus touchantes encore que celles de l'amitié. Sa célébrité attira sur lui les regards d'une femme douée d'un cœur sensible et d'un caractère ferme, propre à le soutenir dans les combats cruels qu'il avait encore à livrer. Elle ne le connaissait point; mais son âme, émue par la lecture de ses mémoires, appelait celle de cet homme célèbre. Elle brûlait du désir de le voir. J'étais avec lui lorsque, sous le prétexte de s'occuper de musique, elle envoya un homme de sa connaissance et de celle de Beaumarchais le prier de lui prêter sa harpe pour quelques minutes. Une telle demande dans de telles circonstances décelait son intention. Beaumarchais la comprit; il y fut sensible, et il répondit : — Je ne prête point ma harpe; mais si elle veut venir avec vous, je l'entendrai, et elle pourra m'entendre. Elle vint; je fus témoin de leur première entrevue. J'ai déjà dit qu'il était difficile de voir Beaumarchais sans l'aimer. Quelle impression ne devait-il pas produire quand il était couvert des applaudissemens de tout Paris, quand on le regardait comme le défenseur de la liberté opprimée, le vengeur du public! Il était encore plus difficile de résister aux regards, à la voix, au maintien, aux discours de cette jeune femme, et cet attrait que l'un et l'autre inspiraient à la première vue augmentait d'heure en heure par la variété de leurs agrémens et la foule des excellentes qualités qu'on découvrait en eux à mesure qu'on les connaissait davantage. Leurs cœurs furent unis dès ce moment d'un lien que nulle circonstance ne put rompre, et que l'amour, l'estime, la confiance, le temps et les lois rendirent indissoluble (1). »

(1) La charmante personne dont parle ici Gudin, et qui devint la troisième femme de Beaumarchais, se nommait Marie-Thérèse-Émilie Willermawlaz. Elle était d'origine suisse et appartenait à une famille distinguée du pays de Charmey. J'ai vu un grand portrait d'elle où elle est représentée avec la toilette qu'elle avait sans doute le jour de l'entrevue, car elle porte le fameux panache en plumes à la *quesaco*, et sous cette coiffure

Ces ovations populaires et princières, ces félicités de cœur plus douces encore, dédommageaient sans doute Beaumarchais du coup que le parlement venait de lui porter; cependant le coup était cruel. A la vérité, le parlement Maupeou ne devait pas survivre longtemps à cet acte de colère et de vengeance. En frappant de mort civile un homme que l'opinion portait en triomphe, il s'était lui-même frappé à mort. L'opposition se déchaîna contre lui avec un redoublement de fureur, les pamphlets en prose et en vers prirent une vivacité nouvelle (1).

elle est ravissante. Quelques lettres d'elle que nous citerons en leur lieu prouveront qu'elle était de plus une femme très remarquable par l'intelligence, l'esprit et le caractère.

(1) Par un de ces jeux de mots dans le goût des Parisiens, on disait, en faisant allusion au procès Goëzman : « Louis XV a détruit le parlement ancien, 15 louis détruiront le nouveau. » Bachaumont parle sans le citer d'un noël satirique très couru où figuraient tous les personnages et tous les incidens du procès de Beaumarchais. Je trouve ce noël dans les papiers de Julie, et comme il y en a deux exemplaires écrits de sa main avec des variantes, comme elle aimait beaucoup à se livrer à ce genre de poésie un peu burlesque, je serais porté à croire qu'elle est l'auteur du *noël* en question, dont voici quelques couplets; il est sur l'air des *Bourgeois de Chartres*.

D'une vierge féconde
L'enfantement, dit-on,
Attira bien du monde
A Jésus et l'ânon.
Nous étouffons ici, dit l'enfant à sa mère,
Renvoyez-moi ce parlement.
Non, dit Maupeou tout doucement,
A l'âne il pourra plaire.

C'est devant l'âne, en effet, que comparaissent successivement tous les personnages immortalisés par les mémoires de Beaumarchais, depuis le conseiller et sa femme jusqu'à Marin et Baculard. Le premier président lui-même, M. Berthier de Sauvigny, n'est pas oublié, comme on en jugera par ces couplets, qui terminent le *noël :*

Le président suprême,
Avec ses yeux de bœuf
Et son esprit de même,
Porte un édit tout neuf.
Donnez-le, dit l'ânon, j'en veux un exemplaire.
Il suffit qu'il n'ait pas de sens,
Je le lirai de temps en temps
Pour m'exciter à braire...

Certain ex-militaire (*)
Dont on sait la valeur,
De Goëzman le faussaire
Digne solliciteur,
Voyant près du Sauveur Beaumarchais à sa place,
Dit en jurant comme un païen :
« Gens du guet, prenez le coquin,
Il me fait la grimace. »

Jésus s'écrie : « Arrête,
Modère ton ardeur :
Capitaine tempête,
Surtout de la douceur;

(*) Le président de Nicolaï.

Il se traîna encore quelques mois au milieu du mépris public; la fin du règne de Louis XV hâta sa chute, et un des premiers actes de Louis XVI fut de rétablir l'ancien parlement; mais en attendant cet événement, qui pouvait être encore éloigné, la terrible sentence rendue contre Beaumarchais subsistait avec toutes ses conséquences. Il voyait sa carrière brisée : deux procès perdus à la fois, dont l'un l'avait ruiné dans sa fortune et son honneur, et dont l'autre, en le relevant dans l'estime publique, l'avait tué légalement, pesaient sur lui de tout leur poids. Il avait à poursuivre la révision de ces deux procès; il fallait d'abord faire casser le dernier jugement. Demander sans bruit cette cassation au conseil d'état, c'était s'exposer à un échec presque certain; publier de nouveaux écrits était impossible. Louis XV, bien qu'il se fût amusé parfois des mémoires contre Goëzman, était cependant irrité de tout le bruit qui s'était fait autour de Beaumarchais; il lui avait ordonné par M. de Sartines de garder un silence absolu; mais les délais prescrits pour le recours en cassation s'écoulaient, et le jugement allait devenir irrévocable. Heureusement pour Beaumarchais que sa destinée, toujours un peu singulière, voulut que Louis XV, le jugeant sur l'habileté même qu'il venait de déployer dans l'affaire Goëzman, crut avoir besoin de lui. Comme les rois pouvaient alors, au moyen de lettres de relief, relever du laps de temps écoulé pour la révision d'un procès, il promit à Beaumarchais de le mettre à même de reconquérir son état civil, s'il remplissait avec zèle et avec succès une mission difficile à laquelle il attachait une grande importance,—et le triomphateur du parlement Maupeou partit pour Londres en qualité d'agent secret!

L. DE LOMÉNIE.

Pour tes concitoyens sois aussi débonnaire,
Aussi doux sur les fleurs de lys
Qu'on te vit pour les ennemis
Quand tu fus militaire.

Joseph, avec colère,
Dit à tous de sortir,
Et qu'après cette affaire
L'enfant voulait dormir.
Ah! c'est donc sur ce ton qu'on nous met à la porte?
Quoi! Beaumarchais seul restera;
Mais son mémoire on brûlera. —
L'auteur dit : Peu m'importe.

O troupe incorruptible,
Retournez à Paris :
Ce coup sera sensible
A tous les bons esprits.
La bêtise chez vous a passé la mesure,
Peut-être que cet accident
Nous rendra l'ancien parlement;
On dit la chose sûre.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 décembre 1852.

Encore une année qui finit, encore une année nouvelle qui commence. La dernière heure de cette période expirante est là et déjà nous échappe, marquant la fuite mélancolique des choses : heure mystérieuse et solennelle, car elle rappelle aussitôt à l'esprit et ce qu'on a fait et ce qu'on a manqué de faire, et les tentatives irréparables, et les espoirs trompés, et les illusions déçues, et tout ce qu'on a laissé en chemin de soi-même. Ainsi les années s'écoulent et tombent en tourbillon dans l'abîme du temps; chacune a son irrévocable part dans l'histoire, chacune aura son stigmate ou son signe glorieux, et au bout de chacune d'elles revient périodiquement cet instant suprême où on s'arrête, comme au terme d'un voyage, pour mesurer encore du regard cet espace qu'on vient de parcourir, pour embrasser cet ensemble de choses où on ne peut plus rien changer. L'homme dans sa faiblesse a besoin de ces haltes auxquelles la tradition et l'usage ajoutent un caractère particulier; il aime à poser devant lui sur sa route ces bornes milliaires, sortes de frontières du temps : frontières que l'imagination seule fixe, car en réalité, qu'est-ce qui nous sépare du passé? qu'est-ce qui nous sépare de l'avenir? Rien; quelque chose d'insaisissable, un voile mystérieux et invisible que nous sommes sans cesse occupés à déchirer, et qui se reforme sans cesse devant nous. C'est le lot de la destinée humaine de marcher toujours vers l'inconnu, souvent dans l'inconnu; c'est la dignité de l'homme de le savoir et d'y pourvoir. Il en a toujours été ainsi; mais depuis un demi-siècle il semble que chaque moment ait contribué à épaissir le voile devant nos yeux. Les révolutions et les ébranlemens nous ont enlevé la faveur des horizons étendus, des perspectives certaines, des choses durables, en détruisant ou altérant les principes, faute desquels les sociétés, sans sécurité et sans ressort, deviennent le jouet de perpétuels hasards; ils nous ont fait cette atmosphère épaisse, lourde et brûlante où il nous est arrivé souvent de ne voir qu'à la lueur des éclairs et où chaque phase de notre existence a été marquée par des coups de foudre, de telle sorte que

plus que jamais pour le monde contemporain il y a quelque chose de saisissant dans cette dernière heure jetée entre une période qui s'achève et une période qui recommence.

Il a dix-huit mois, toute cette ombre, toutes ces ténèbres qu'amassent et condensent les révolutions, enveloppaient l'année 1852. Tous les regards se tournaient avec anxiété vers cette date comme vers un point noir et menaçant. Plus on approchait, plus le trouble universel augmentait. La France pressentait pour elle-même une catastrophe qui n'aurait point eu d'égale. Les partis en lutte se mesuraient de l'œil, ne sachant à quoi se résoudre. L'Europe émue et inquiète attendait. Le pire de tout, c'est qu'on était arrivé à croire que le droit et la justice ne pouvaient triompher par eux-mêmes et régulièrement. Aussi tout s'organisait-il pour le combat depuis les régions politiques supérieures jusqu'au dernier village : — triste conséquence des situations faussées! Enfin que devait contenir dans ses flancs obscurs cette année 1852? Qui aurait pu répondre à cette question universellement posée par l'effroi public? La voilà maintenant tombée à son tour dans le passé, cette année redoutée et mémorable! Elle a dit son dernier mot; elle a révélé tout ce qu'elle contenait. Rien de ce qu'on entrevoyait avec le plus de terreur n'est arrivé, et ce qui s'est réalisé était bien sans doute dans la logique mystérieuse des choses, mais ne pouvait être dans le pressentiment de la foule, qui ignore cette loi secrète du monde moral en vertu de laquelle les révolutions sont condamnées à périr par la force, comme elles naissent le plus souvent. C'est l'épée, en effet, qui a crevé l'outre pleine de tempêtes et de terreurs; c'est l'épée qui a dompté le sphinx et lui a imposé une réponse plus favorable à la paix publique. Au lieu du triomphe du socialisme, nous avons assisté à la plus immense réaction d'autorité; nous avons vu se reconstituer les pouvoirs les plus entiers, et les révolutions de 1848 ne se survivre que par les tendances qu'il était dans leur nature d'enfanter. Partie de la France comme du grand et unique foyer du mouvement européen, la réaction s'est communiquée partout, à l'Allemagne, à l'Italie, à l'Espagne, qui avait cependant échappé aux commotions révolutionnaires. Si on parcourait tous les pays en interrogeant cette énigmatique année sur ce qu'elle a produit, partout elle pourrait répondre : affaissement de l'esprit libéral d'autrefois, transformation radicale du pouvoir, redevenu l'unique régulateur de la vie et de la pensée des peuples. Déjà le 1er janvier 1852 éclairait une société violemment rassise, mais étonnée encore et incertaine de l'issue de l'entreprise du 2 décembre 1851. Le 1er janvier 1853 se lève sur les dernières conséquences de cette évolution qui a changé l'avenir, sur la restauration impériale qui date d'hier à peine, du moins de nom; il vient éclairer une société chez qui la fatigue de tout tient lieu de foi politique, et qui, sans regret à coup sûr pour les institutions républicaines, assiste à la renaissance des institutions et des usages monarchiques, uniquement préoccupée de voir les intérêts se raffermir, son foyer sauvegardé, l'activité publique reprendre peu à peu son cours, le goût des choses durables retrouver sa puissance.

Est-ce à dire que tous les problèmes soient épuisés, et que l'avenir, — cet avenir de demain qui s'annonce, — soit sans mystère? Non sans doute : les questions d'un certain ordre vidées, d'autres se lèvent et naissent de cette

transformation même qui s'opère dans la vie des peuples. L'heure qui sonne nous avertirait au besoin que l'inconnu recommence sans cesse, et de même qu'aujourd'hui, en rejetant un coup d'œil vers ce passé d'un an, il y a lieu de nous demander : Qu'avons-nous fait? qu'avons-nous conquis? qu'avons-nous perdu? quels gages avons-nous donnés dans nos actions à la vérité et à la justice? — Nous pouvons aussi nous demander, au seuil de cette période nouvelle qui s'inaugure : Que ferons-nous? quelle destinée nous attend? que laissera dans l'histoire cette année qui va s'écouler encore? 1852 a dévoilé tous ses secrets; que porte dans ses flancs 1853? Nous ne sommes point les maîtres des événemens; nous ne pouvons pas pénétrer l'avenir, même le plus rapproché,—l'avenir de l'heure ou de la minute qui va suivre; mais ce qui est en notre pouvoir, c'est de demeurer fidèles au vrai et au bien : c'est la seule manière qui nous soit donnée de disposer de notre avenir. Entrons donc dans cette année qui s'ouvre avec un cœur libre et une volonté droite, avec un esprit éclairé par l'expérience et une pensée dégagée des passions d'autrefois. Heur ou malheur, ce sera alors la bonne année. La bonne année pour tous! Nous souhaitons au bon sens et à la vérité plus de bonheur qu'ils n'en ont eu en mainte rencontre dans ces dernières années. Nous souhaitons aux peuples la modération qui fait qu'ils supportent leurs gouvernemens, et aux gouvernemens la modération qui fait qu'ils supportent les peuples tels qu'ils sont. Aussi bien il en coûte trop de tenter de supprimer les uns ou les autres. Il faut qu'ils s'accoutument à vivre ensemble avec leurs conditions mutuelles, avec leurs besoins et leurs instincts légitimes. Nous souhaitons à la littérature de meilleurs jours, aux écrivains un public et au public des écrivains. Nous souhaitons à notre pays, si ingénieux à se tourmenter, de savoir toujours ce qu'il veut, et quand il finit par l'avoir, de ne point l'échanger pour ce qu'il n'aurait point voulu. Nous souhaitons enfin à cette civilisation européenne, qui subit par momens de si terribles éclipses, de triompher dans ce qu'elle a de bon, de juste, de sensé et d'intelligent. C'est au point de vue de cette civilisation moderne que seront définitivement jugés tous les événemens, toutes les périodes qui se succèdent.

Maintenant, aux derniers bruits de cette année qui finit et qui se rattache par tant de liens au mouvement général de ce siècle, les choses ordinaires n'en suivent pas moins leur cours. Par quels faits, par quels incidens se caractérisent ces derniers jours? L'année 1852 ne s'est point terminée sans un nouveau succès de notre armée en Afrique. Il y a deux ans à peu près, à pareille époque, c'était Zaatcha emportée d'assaut; aujourd'hui c'est la prise de Laghouat. Dirons-nous que c'est un pas de plus de la civilisation dans ce monde barbare? Sans doute il reste beaucoup à faire : il reste à peupler cette terre, à la coloniser, à la conquérir au travail et à l'industrie, comme le disait le prince Louis-Napoléon à la veille de ceindre la couronne. Il reste surtout à faire en sorte que l'Algérie se suffise à elle-même, et qu'elle devienne de moins en moins une charge pour la France; mais n'est-ce point cette œuvre même que préparent depuis si longtemps nos soldats avec un infatigable courage? N'est-ce point pour servir ce grand dessein que vont se dévouer quelquefois obscurément tant de brillans officiers, dont l'un, le général Bouscarin, vient de périr encore sous Laghouat? Tandis que la France s'épuise en

dissensions qui énervent les âmes, obscurcissent la mâle et simple notion du devoir, et risquent si souvent de donner aux courages une fausse impulsion, nos soldats en Afrique poursuivent la plus difficile des œuvres, celle aussi qui est le plus remplie d'héroïsme sans mélange. Ils n'ont point de ces momens de doute si fréquens dans les révolutions, où il faut un effort prodigieux pour distinguer ce que le patriotisme commande. Pour eux, il n'y a point de choix à faire; la route est droite et simple, et ils peuvent tomber au bout avec cette héroïque sérénité du général Bouscarin, faisant crier à ses soldats, au moment où la balle l'atteignait : « Vive la France! » Laghouat violemment emportée, Abd-el-Kader au même instant faisant route vers Brousse, où il doit, comme on sait, vivre interné, — ne sont-ce pas là des gages de sécurité que l'année 1852 laisse à l'Algérie? En réalité, cette conquête de l'Afrique est une des plus grandes entreprises auxquelles la France se soit attachée depuis longtemps. Elle y aura trouvé un champ d'activité, une pépinière de soldats, un empire nouveau qu'elle donnera plus tard à la civilisation. Le doute n'est plus permis aujourd'hui, en effet, sur la convenance de la civilisation de l'Afrique. L'œuvre actuelle, comme nous le disions, c'est de faire fructifier tous les sacrifices faits sur cette terre, et c'est aussi ce qui nous reste à accomplir. La conquête par les armes, c'est déjà le passé; la conquête par l'instruction religieuse et morale, par le travail, par le commerce et l'industrie, c'est l'avenir et l'inconnu. Combien de générations s'y useront encore et quel sera le résultat? C'est là le mystère; mais nulle part n'éclate mieux à coup sûr la nécessité d'une action suivie, persistante, émanant d'un gouvernement stable.

Eh bien! au point de vue de cette stabilité intérieure du gouvernement, comme sous le rapport de la situation matérielle et financière du pays, que laisse encore après elle l'année 1852? Dans l'ordre politique, rien ne peut mieux dessiner, à ces derniers instans, le mouvement réel accompli en France que les récens sénatus-consultes venus à l'appui du rétablissement de l'empire et le rapport de M. Troplong qui accompagne l'un d'eux. D'une part, l'empereur a choisi dans sa famille l'héritier éventuel qui lui doit succéder en cas d'absence d'héritier direct; le successeur désigné est le prince Jérôme, qui fut roi de Westphalie. D'un autre côté, un second sénatus-consulte résume et consacre les changemens apportés à la constitution du 15 janvier 1852. Ces changemens ne modifient pas sensiblement sans doute le mécanisme et les ressorts de la loi politique qui régit la France; cette constitution elle-même n'était autre chose que l'organisation et la forme de l'empire, moins le nom. Les modifications actuelles ne font évidemment que développer la même pensée, en investissant l'autorité souveraine de plus hautes prérogatives. Ces modifications touchent principalement à trois points essentiels : l'une d'elles attribue au chef de l'état le droit de signer des traités diplomatiques ou commerciaux, et même de changer les tarifs de douane sans la ratification législative. Jusqu'ici, depuis la fondation du régime constitutionnel en France, les chambres avaient eu le droit d'intervenir en ces matières, — droit contesté par le gouvernement sous la restauration, reconnu après 1830, démesurément étendu par la république, et aboli aujourd'hui par une interprétation nouvelle, comme cela existait d'ailleurs sous le premier empire. Une autre disposition du sénatus-consulte fait passer dans le domaine du décret l'exécution

des travaux d'utilité publique, en réservant ceux qui emportent un subside ou une dépense de l'état, et qui devront, à ce titre, recevoir préalablement la sanction législative. Enfin désormais le budget continuera d'être présenté par chapitres au corps législatif, mais celui-ci ne pourra le voter que par département ministériel, laissant au pouvoir exécutif la liberté de se mouvoir dans les limites d'un ministère pour l'affectation des fonds. Tels sont quelques-uns des changemens les plus graves destinés à coordonner la législation française avec les institutions actuelles. M. Troplong, dans son rapport, expose les motifs de ces changemens sans déguiser les questions qu'ils soulèvent, lesquelles ont paru suffisamment tranchées par l'esprit même de la constitution. Nous exposons à notre tour le résultat des délibérations du sénat. Ce qui nous frappe dans le rapport de M. Troplong, c'est que ce travail ressemble par momens à un bulletin racontant un long combat entre le principe des pouvoirs sans partage et le principe des pouvoirs pondérés, mitigés par l'intervention et le contrôle des assemblées politiques. La bataille s'engage sur toute chose : sur les finances, sur les travaux publics, sur la moindre prérogative. Chacun a la victoire à son tour, selon le vent qui souffle. Malheureusement dans cette lutte, quel que soit le vaincu, n'est-il point vrai que c'est toujours un élément essentiel de toute organisation publique? Et cela ne démontre-t-il pas qu'il a dû y avoir depuis longtemps quelque vice secret dans notre vie politique pour qu'elle se soit si souvent résumée dans cet antagonisme ardent entre deux forces appelées à agir ensemble, à concourir, chacune dans sa sphère, au bien commun, à l'administration commune de la société et du pays? Puissions-nous, à la lumière des expériences de ce demi-siècle, nous apercevoir que la meilleure manière d'entendre la liberté ce n'est point de contester, de harceler sans cesse le pouvoir jusqu'à ce qu'il succombe, et que le meilleur moyen de fonder l'autorité, c'est de l'asseoir sur des garanties libérales et justes! Dans l'ordre politique, il n'est pas d'enseignement plus éclatant. Quant à la situation matérielle et financière du pays, on sait le degré d'activité qui régnait depuis quelques mois dans ce domaine des affaires et des intérêts. Il semble que cette activité se soit un moment suspendue, ou du moins que ce qui n'était qu'une ardeur fiévreuse se soit un peu apaisé, pour ne laisser place qu'au mouvement ordinaire de cette époque de l'année. On n'en peut douter, il s'est manifesté depuis un an une réelle amélioration dans le domaine matériel. Pour donner une mesure de cette amélioration, le gouvernement publiait, il y a peu de jours, un exposé financier de l'exercice courant. Les revenus indirects, qui avaient été évalués pour 1852 à 37 millions de plus que pour 1851, ont déjà dépassé le chiffre des évaluations primitives. L'augmentation est jusqu'ici de 51 millions. Quelque réel que soit cependant le progrès des recettes publiques, il n'y en aura pas moins un déficit que le gouvernement fixe à 40 millions, mais dont l'importance diminue à ses yeux devant la renaissance de l'activité, de l'industrie, du commerce et de la richesse nationale. Ainsi donc, au point de vue politique comme au point de vue matériel, l'année 1852 laisse la France calme sous l'empire de ses institutions nouvelles, oubliant dans le repos les préoccupations d'autrefois, ayant encore des déficits, mais faisant ses affaires et ne demandant pas mieux que de goûter les bienfaits d'une prospérité retrouvée. Elle laisse le gou-

vernement reconstitué et agrandi, aussi libre que possible de faire le bien et aussi dégagé que possible de tous les embarras de la lutte des partis.

La résurrection de la monarchie impériale sera, à n'en pas douter, dans l'avenir, le fait capital de l'histoire de la France en 1852, ce qui s'explique par le déplacement qu'elle entraîne dans toutes les conditions de notre existence politique intérieure. Quant à la situation de la France en Europe, au moment où cette année s'achève, où faut-il en chercher les symptômes? Est-ce dans la promptitude d'acquiescement à l'empire de certaines puissances? Est-ce dans la lenteur de certaines autres? Est-ce dans la réduction de l'armée autrichienne, dont on parlait récemment, ou bien dans le voyage du jeune empereur à Berlin, dans ses toasts et dans ses discours? Il est évident à coup sûr que chaque mouvement de la France a un profond retentissement en Europe, et a pour résultat de réveiller une multitude de questions qui touchent à la grandeur même et au rôle de notre pays dans le monde, à l'équilibre des puissances, à l'ordre européen. Par une coïncidence étrange ou plutôt assez naturelle peut-être, il se trouve qu'en ce moment même il se publie plusieurs ouvrages où se retrouve quelque chose de ces grandes questions de politique générale, de ces préoccupations qui naissent perpétuellement des évolutions où notre pays est entraîné. M. de Ficquelmont continue un livre qu'il commençait l'an dernier sous le titre de *Lord Palmerston, l'Angleterre et le Continent.* Une autre brochure vient traiter aujourd'hui des *limites de la France.* Le titre seul dit la pensée de l'ouvrage. On connaît déjà le premier volume du livre de M. de Ficquelmont. L'honorable homme d'état autrichien avait jeté dans ces premières pages plus d'une vue ingénieuse et sensée, plus d'un trait net et juste. Peut-être, pour plus de fidélité à son titre, s'est-il cru trop obligé de poursuivre incessamment l'Angleterre et lord Palmerston pour ce qu'ils ont fait et pour ce qu'ils n'ont point fait. M. de Ficquelmont reconnaît deux grands coupables des désordres de l'Europe dans ce siècle : Napoléon avec son ambition, lord Palmerston avec ses principes. Il voit ces désordres naissant du trouble moral qui s'est introduit dans les relations entre les grands gouvernemens; mais n'en peut-on pas aussi placer la source dans le règlement des affaires du continent à l'issue de l'empire? S'il y a des coupables, ne peuvent-ils pas être de diverse sorte? Quelle a été la politique de l'Europe en 1815 et durant les trente-quatre années qui ont suivi? Chose étrange, deux gouvernemens se sont succédé en France dans cet intervalle, celui des Bourbons et celui du roi Louis-Philippe. L'un était aimé de l'Europe, et elle lui a fait à sa naissance des conditions insupportables, en identifiant en quelque sorte son avénement avec les humiliations du pays, dont il n'était pas coupable, en irritant contre lui tous les ressentimens du patriotisme déçu, en livrant à ses ennemis l'arme la plus meurtrière peut-être sous laquelle il ait succombé. L'autre, qu'une partie du continent ne pouvait point aimer sans doute, mais qui avait fait de grands et véritables sacrifices pour le maintien de la paix, l'Europe l'environnait de difficultés et de piéges; elle le mettait en suspicion et se plaisait parfois à l'affaiblir; elle était heureuse quand elle pouvait le jeter dans un périlleux isolement, et peut-être même les déboires personnels n'étaient-ils point épargnés. L'Europe ne voyait pas que la France, étant nécessairement appelée par sa position, par son passé,

par son génie, par ses instincts, à exercer une grande influence sur le continent, il fallait qu'elle occupât son rang par la puissance territoriale, qui ne s'obtient que par les armes, ou par l'ascendant moral, par le prosélytisme de l'intelligence. La seule manière de faire oublier les traités de 1815, c'était l'action de ce prosélytisme qui supprimait en quelque sorte les frontières. Louis-Philippe semblait avoir résolu ce problème par le développement de la liberté politique et de tous les moyens d'influence pacifique. Sa politique, pour bien des causes, entre lesquelles il faut compter à coup sûr la malveillance d'une partie de l'Europe, a été emportée. C'est ce qui fait que les mêmes questions renaissent après lui, et qu'on fait encore des brochures sur les limites de la France.

Ce petit livre des *Limites de la France* d'ailleurs, à part toute considération actuelle, est loin d'être sans mérite. Il met notamment en relief deux ou trois points des plus importans de la vie politique de notre pays. Ce qu'il montre surtout, c'est que la révolution, bien loin de servir la France dans son développement légitime, dans la formation de sa puissance territoriale, n'a fait que l'arrêter au contraire dans cette œuvre, en brisant ces traditions monarchiques auxquelles se liait son agrandissement progressif, en mettant l'instabilité à la place des gouvernemens durables, en rendant impossibles les pensées suivies et persistantes, les desseins longuement conçus, en énervant enfin le sentiment national. Vous souvenez-vous de ce cri éloquent de M. Cousin dans une de ses pages sur Mme de Longueville : « C'est la fronde qui a commis l'inexpiable crime d'avoir suspendu l'élan de Condé et de la grandeur française? » Au fond, la révolution, dans des circonstances différentes, a produit le même résultat. De ses victoires et de ses conquêtes éphémères, il ne reste rien, — rien que le souvenir d'une sombre et inutile énergie, et des excès de génie de celui qui la mena tambour battant sur tous les champs de bataille. Ce que l'auteur montre encore, c'est que dans le mouvement des peuples contemporains, tandis que la plupart des puissances européennes se sont agrandies, la France seule est restée stationnaire, ouverte et sans défense par tout un côté de son territoire. Il ne faut pas s'étonner que les esprits se tournent quelquefois vers ces questions où est engagé le problème de la destinée européenne, qu'ils les agitent comme s'il était aussi facile de les résoudre pratiquement qu'en théorie. Il est moins aisé à coup sûr de fixer des frontières véritables sur le terrain, et surtout de les garder, que de les tracer sur le papier; mais ce n'est point, dans tous les cas, une étude vaine que de se pénétrer, par le spectacle de l'histoire de la France, des conditions de son existence et de sa grandeur, de rechercher de quel côté sont ses alliances naturelles, de s'instruire sur les causes qui ont pu, en certaines heures, amener de si prompts et si terribles revers après des tentatives qui excédaient toute proportion. C'est là l'objet de la littérature politique. Autrefois on dissertait sur la pondération des pouvoirs; à la fin de 1852, on écrit des essais sur les frontières naturelles de la France. Les livres ne peignent-ils pas les temps?

Mais dans la littérature proprement dite n'y a-t-il point autre chose encore? Quelle œuvre éloquente se produit ou se prépare? De quelle merveille l'imagination contemporaine nous a-t-elle comblés dans ces derniers jours? Quel signe de vie l'esprit littéraire vient-il de donner comme pour saluer l'an-

née qui s'en va? C'est à lui surtout qu'il faut souhaiter de voir se relever les jours de l'inspiration et de la fécondité au seuil de cette période nouvelle. Que l'année 1853 ait de riches moissons pour compenser celles que nous n'avons pas cueillies jusqu'ici! Et cependant voici un des plus rares esprits de ce temps qui vient de s'enfoncer tout exprès dans les curiosités historiques de la Russie pour nous retracer la romanesque destinée d'un de ces aventuriers mystérieux qui arrivent à tout, même au trône. Cet esprit, c'est M. Mérimée, et son histoire est celle des *faux Démétrius*. Dans la peinture de cette existence agitée et hasardeuse, M. Mérimée se retrouve avec cette sobriété et ce nerf d'un talent accoutumé à se mesurer avec les réalités les plus étranges. N'en voyait-on pas l'autre jour un exemple ici même dans ces scènes rapides et fortes où revit l'aventurier russe? Le prétendu fils d'Ivan-le-Terrible est son héros, cette fois, comme Colomba ou Carmen, seulement avec l'exactitude historique de plus. Une chose bizarre d'ailleurs et qu'il est facile de remarquer, c'est que M. Mérimée semble être un aussi bon historien dans ses récits d'imagination que dans ses histoires véritables; il met autant de relief et de vie réelle dans les personnages qu'il invente et qu'il crée que dans ceux dont il recueille les traits épars dans les documens poudreux. A quoi cela tient-il, si ce n'est à la nature spéciale d'un talent merveilleusement doué pour le récit ou le conte? M. Mérimée a surtout dans ses tableaux la fermeté, la netteté, la précision du trait, qualités plus rares que jamais aujourd'hui, et qui ne se retrouvent ni au théâtre, ni dans le roman, ni en rien de ce que l'imagination enfante.

Pour peu qu'on observe en effet la littérature actuelle, il est facile de le remarquer, ce qui manque le plus, c'est une certaine mesure dans l'invention comme dans le langage, c'est cette force secrète qui se contient et ne se répand qu'à moitié, c'est un certain art de composition qui proportionne les faits, les passions, les sentimens, les nuances diverses d'un caractère, et fasse vivre cela d'une vie nette, réelle et logique. Ce qui fait défaut dans notre siècle, ce n'est point certes l'art du développement : c'est l'art du développement juste. Avec quelques-unes de ces qualités de plus, la comédie jouée l'autre jour au Théâtre-Français, *le Cœur et la Dot*, n'eût-elle point été infiniment moins contestable? Il y avait là des germes, sans nul doute; il y avait une idée, bien qu'assez peu nouvelle; il y a des ébauches de caractères et des échappées sur les mœurs. Aux premières scènes du drame, il semble que tout se dispose pour ne représenter qu'un monde vivant et vrai; mais bientôt l'auteur laisse échapper le fil, la logique va où elle peut, le factice se mêle à tout, l'action n'est plus qu'une série de complications puériles, et on ressent cet indicible malaise que vous cause toute œuvre où le comique vous laisse sérieux et distrait. Il faut bien pourtant que cette pauvre année finissante et cassée se déride un peu et nous réserve du moins quelque réjouissante aventure littéraire. Nous tenons *le Monde des Oiseaux* de M. Toussenel pour très supérieur en ce genre à toute comédie. Quoi! la comédie, direz-vous, dans une étude ornithologique, dans la peinture des oiseaux, de leurs lois et de leurs mœurs? Oui, vraiment. O puissance de la magie phalanstérienne et de l'accord de la tonique avec la dominante! le monde des oiseaux n'est-il point en réalité la plus invincible démonstration de la loi du progrès humanitaire par le pha-

lanstère? La *formule du gerfaut*, telle que la révèle l'auteur, ne résume-t-elle pas la prochaine évolution de l'humanité qui doit faire succéder le règne de la femme au règne de l'homme? Nous ne pouvons nier au surplus que l'auteur n'ouvre des aperçus historiques d'une véritable nouveauté. Savez-vous, par exemple, pourquoi la révolution française a si fastueusement échoué à deux reprises? C'est parce que les assemblées ont négligé de décréter l'égalité de la femme et même sa supériorité, si nous ne nous trompons. Tout est là en effet : prééminence de la femme. Savez-vous à quoi tiennent les malheurs de la France? C'est à l'iniquité de la loi salique. Et savez-vous, au contraire, à quoi tient la grandeur de l'Angleterre? C'est que les Anglais font le plus d'efforts possibles pour ressembler à des femmes *en se rasant sans cesse*. Nous n'inventons rien à coup sûr, et nous trouvons qu'il serait amusant de suivre encore l'auteur. Gageons que l'autre soir, quand lord Derby et M. Disraëli sont tombés du ministère, c'est qu'ils avaient oublié de se raser de frais, en quoi la destinée anglaise et la loi du progrès humanitaire étaient également en défaut.

Heureusement pour elle l'Angleterre s'occupe de choses plus sérieuses, et ses crises ministérielles rappellent à un monde plus réel.

Le cabinet présidé par lord Derby vient de tomber du pouvoir, comme on sait; il aura à peine existé quelques mois; l'année 1852 l'aura vu naître et mourir. Le ministère anglais est tombé justement sous le poids de ce plan de finances de M. Disraëli, qui était certainement une des œuvres les plus remarquables et les plus habiles, et qui au point de vue politique semblait le mieux combiné pour diviser, neutraliser et annuler les oppositions. Que reste-t-il maintenant du passage de lord Derby et de M. Disraëli aux affaires? Il reste au-dessus de tout un fait important, c'est l'acquiescement des chefs du parti tory à la liberté commerciale et aux grandes réformes économiques de sir Robert Peel; mais cette adhésion même n'a pu les sauver du naufrage. Le dernier cabinet n'avait point sans doute une grande force dans les communes: sa majorité était numériquement peu considérable et il avait contre lui la plupart des illustrations parlementaires; mais cette majorité était compacte en face d'adversaires divisés, et il pouvait vivre à la faveur de ces divisions : il tirait sa raison d'être de l'impuissance de chacune des fractions parlementaires à former par elles-mêmes un gouvernement. La force des oppositions était dans une coalition possible, qui s'est effectivement réalisée au dernier moment sur les propositions financières de M. Disraëli, et il en est résulté cette situation, unique peut-être en Angleterre, qui a fait monter au pouvoir tout ensemble lord Aberdeen et lord John Russell, lord Palmerston et M. Gladstone, sir James Graham et sir Charles Wood, en un mot tous les chefs de partis, tories, whigs, *peelites*, et jusqu'aux radicaux, représentés dans le nouveau cabinet par sir W. Molesworth. Chose étrange, lord Aberdeen et lord John Russell se sont combattus toute leur vie, et les voilà réunis dans un même ministère. Il y a quelques mois à peine, lord John Russell évinçait aigrement du cabinet dont il était le chef lord Palmerston, lequel peu après à son tour renversait lord John Russell dans le parlement, et tous deux aujourd'hui se retrouvent ensemble au pouvoir. Par une anomalie nouvelle, c'est lord Russell qui passe au *Foreign-Office*, et lord Palmerston est à l'intérieur. Au fond

d'ailleurs, ce n'est point une aussi grande anomalie qu'il peut le sembler au premier abord; c'est une combinaison ingénieuse ou plutôt patriotique qui a l'avantage de n'éveiller aucune suceptibilité en Europe, de laisser libres les relations de la Grande-Bretagne avec les puissances continentales et de placer lord Palmerston à la tête de la plus grande force nationale de l'Angleterre, la milice qu'il a contribué à former l'an dernier. Le nouveau cabinet britannique par sa composition réunit donc bien des élémens de force et de grandeur? C'est peut-être le plus considérable qui ait existé en Angleterre. La seule chose qu'on puisse dire de lui, c'est qu'il est trop considérable. Il n'est point aisé de faire sortir d'une coalition un pouvoir durable; il est difficile que tant de chefs de partis vivent longtemps ensemble sans que les difficultés et les impossibilités ne s'élèvent. Oui, il en pourrait être ainsi, si depuis bien des années il ne s'opérait en Angleterre une réelle transformation des partis, si les nuances ne tendaient à s'effacer. Quelle différence y a-t-il, par exemple, entre les tories et les wighs, entre les vues de lord Aberdeen et les vues de lord Russell en beaucoup de points de la politique intérieure? Reste la politique étrangère, l'action de l'Angleterre au dehors, et c'est ici qu'éclate véritablement le patriotisme anglais. C'est devant ce grand intérêt que plient toutes les prétentions personnelles, c'est lui qui règle toutes les combinaisons. On ne saurait se dissimuler que le nouveau cabinet britannique semble surtout formé en vue de la situation de l'Europe. Seulement on peut se demander quelle circonstance nouvelle a pu rendre faciles tous ces rapprochemens qui paraissaient hier impossibles, comme si l'Angleterre voulait réunir toutes ses forces. Quel conflit s'est élevé? Quelle lutte est imminente? Que le nouveau ministère anglais réunisse bien des élémens de force, cela n'est point douteux. Durera-t-il néanmoins? Telle est la question à laquelle le parlement seul peut répondre. Le nouveau cabinet va se trouver en présence de la phalange compacte des tories dont lord Derby et M. Disraëli restent les chefs, l'un dans la chambre des lords, l'autre dans les communes, et l'ancien et très spirituel chancelier de l'échiquier, qui a été l'objet de nombreuses attaques, est très certainement homme à les rendre avec usure. Lord Derby de son côté a presque ouvert la guerre. Le parlement au reste s'est ajourné après la première déclaration du chef du ministère, de lord Aberdeen, et c'est à l'issue des vacances de Noël que se rouvriront les grandes discussions. Peut-être aussi quelques-uns des mystères de cette crise s'éclairciront-ils. Dans tous les cas, un intérêt nouveau vient s'attacher aujourd'hui à la marche de l'Angleterre.

Ce n'est point, au surplus, en Angleterre seulement que la fin de l'année se signale par des crises politiques, et tous les pays ne sont point assez vigoureusement organisés pour n'y rien laisser d'eux-mêmes. Le ministère espagnol à son tour vient de succomber devant la gravité de la tâche qu'il avait assumée. On n'a point oublié que M. Bravo Murillo avait présenté aux cortès un ensemble de projets dont l'effet était d'introduire plusieurs changemens essentiels dans la législation politique de la Péninsule. Nous avons parlé de ces changemens, qui s'effacent aujourd'hui devant la péripétie nouvelle dont l'Espagne est le théâtre. Il y a souvent quelque difficulté, on le sait, à pénétrer le secret des crises qui éclatent au delà des Pyrénées. Toujours est-il que la cause la plus apparente de la chute de M. Bravo Murillo, c'est qu'il était

arrivé à une situation extrême sans s'être préparé peut-être les moyens d'y pourvoir et sans être en mesure de dénouer avec autorité les difficultés qui l'environnaient; il est tombé au dernier moment, ne trouvant pas un général pour en faire un ministre de la guerre. Le principal caractère du nouveau ministère, c'est d'être venu pour détendre cette situation, pour apaiser l'irritation des partis. La reine-mère ne paraît point avoir été étrangère à ce résultat. Qu'on nous permette seulement une remarque : c'est que cela crée pour la reine Isabelle une situation qui n'est pas sans péril entre une constitution imprudemment ou non déclarée défectueuse par la couronne — et une réforme devenue aujourd'hui plus difficile à coup sûr. Quoi qu'il en soit, le cabinet de M. Bravo Murillo n'existe plus; mais, par une étrange bizarrerie, ce n'est point à ses adversaires les plus naturels et les plus éminens du parti constitutionnel conservateur que le pouvoir vient de passer. On peut même observer un certain soin apporté à éloigner les hommes politiques qui ont figuré dans le comité modéré formé en vue des élections prochaines.

Quels sont les membres du nouveau cabinet? Le président du conseil, le général Roncali, est un des officiers qui ont grandi dans la dernière guerre de succession. Il était, il y a quelques années, gouverneur de Cuba, lors de la première expédition de Lopez. Une sorte d'inimitié personnelle semble exister entre lui et le général Narvaez. C'est à l'influence de la reine Christine que le général Roncali doit la position de président du conseil. L'homme le plus politique peut-être du cabinet est le ministre de l'intérieur, M. Llorente. Publiciste distingué, orateur facile, M. Llorente était autrefois de cette fraction puritaine qui marchait sous les ordres de M. Pacheco. Plus récemment, il était avec M. Bravo Murillo. Les autres ministres sont des hommes spéciaux ou des généraux. Il est difficile évidemment que de cette composition et des circonstances actuelles il puisse ressortir pour le nouveau cabinet de Madrid un caractère bien précis et bien saillant. Il cherche précisément à se créer ce caractère que son origine ne lui donne pas; il s'efforce de vivre et de se tracer une ligne politique. Comme nous l'indiquions, son principal mérite a été de tempérer et d'adoucir ce qu'il y avait d'extrême dans la situation de l'Espagne. Si on y regardait d'un peu près, bien des complications se retrouveraient dans toute cette crise. Quant au côté politique, il est aisé de le pressentir : c'est la question même de la réforme constitutionnelle. Cette réforme s'accomplira-t-elle maintenant? Le nouveau ministère n'a point hésité à se prononcer sur son utilité, et la meilleure raison qu'il pût donner, c'est toute l'histoire contemporaine de l'Espagne, d'où il résulte qu'il n'est point de cabinet qui n'ait été forcé de suppléer par des moyens dictatoriaux aux moyens que lui donnait la constitution. Les conservateurs espagnols qui repoussent absolument cette réforme ne songent point qu'il est des heures où il faut que des institutions se modèrent pour vivre. Seulement l'essentiel est que cette œuvre s'accomplisse mûrement, librement, qu'elle soit éclairée par des discussions réfléchies, et qu'elle évite toute apparence de réaction excessive, comme le dit M. le marquis de Miraflorès dans une brochure instructive qu'il vient de publier sur ces matières. Ainsi, on le voit, l'année 1853 se lève en Espagne sur une crise ministérielle à peine dénouée et sur des difficultés qui peuvent n'être point vidées encore.

C'est la bonne fortune du Piémont d'échapper à ces soubresauts de l'histoire contemporaine. Malgré plus d'une crainte légitime qui pouvait s'éveiller il y a un an, le régime constitutionnel est resté debout à Turin, et le Piémont jouit en paix de ses institutions libres. Le parlement continue la session à cette heure même et discute les affaires du pays. Deux questions essentielles ont surtout attiré l'attention publique dans ces derniers temps : l'une est la discussion de la loi sur le mariage civil, qui a eu lieu au sénat; l'autre est la présentation du budget, qui a fourni au président du conseil, M. de Cavour, l'occasion d'exposer la situation financière du Piémont dans la chambre des députés. L'affaire du règlement du mariage civil est sans aucun doute la plus grave et celle qui pèse le plus sur l'état moral du jeune royaume constitutionnel. Il est également difficile aujourd'hui de l'éluder et de la résoudre. La question est toujours de savoir dans quelle mesure le pouvoir spirituel et le pouvoir temporel doivent concourir à cet acte de la vie. Aux yeux de l'église, le mariage est un sacrement, et il ne vaut que par la consécration religieuse; aux yeux de la loi civile, c'est un contrat ayant par lui-même toute sa force. Il s'agit de concilier ces deux interprétations pour imprimer tout ensemble au mariage la double sanction religieuse et civile. On peut s'en souvenir, une loi a été votée à ce sujet l'an dernier par la chambre des députés piémontaise. Cette loi est passée au sénat, qui vient de la soumettre à une élaboration nouvelle, en y introduisant des modifications de nature à désarmer les scrupules du pouvoir spirituel. Le sénat de Turin avait-il réussi à concilier les intérêts divers engagés dans cette délicate question? Nous ne savons jusqu'à quel point il ne serait pas résulté des inconvéniens graves du moyen imaginé par le sénat, et qui consistait à se marier en quelque sorte provisoirement devant l'état civil, le mariage étant nul s'il n'était suivi de la cérémonie religieuse. Toujours est-il que l'article 1er de la loi a été rejeté, et que la loi tout entière a été emportée, de telle sorte que le gouvernement piémontais se retrouve encore en présence de cette épineuse difficulté. Quant à la situation financière du pays, le budget de 1853 en offre le plus exact résumé; malheureusement elle ne se présente pas sous un aspect des plus brillans. M. de Cavour au reste sonde la plaie avec franchise; il montre le déficit pesant sur les finances piémontaises. Ce déficit sera, pour 1853, de 25 millions sur un budget total de 125 millions. Pour le combler, M. de Cavour compte faire quelques économies et demander à l'impôt de nouvelles ressources. Les réformes qu'il propose portent sur les gabelles, sur la taxe personnelle et mobilière, sur la taxe du commerce et de l'industrie. Un impôt est ajouté sur les voitures publiques. Ces charges nouvelles devront nécessairement froisser bien des intérêts déjà en souffrance. C'est un malheur assurément, pour un régime qui se fonde à peine, de faire payer sa bienvenue aux peuples par des aggravations d'impôt. C'est à la sagesse et à la prudence du gouvernement piémontais d'alléger le plus possible le fardeau sous lequel ploient les populations pauvres et laborieuses de certaines parties du pays.

La Turquie continue d'occuper assez vivement l'opinion dans tous les grands états de l'Europe. On ne saurait dire quel tort a causé au gouvernement de la Porte le refus de ratifier ce malheureux emprunt, qui était cependant si ingénieusement combiné pour lui fournir les moyens de sortir d'une crise ef-

froyable et mettre dans ses intérêts les petits capitalistes de France et d'Angleterre, ainsi que les cabinets de Paris et de Londres. Cette résolution, que l'on ne saurait comment qualifier, a soudainement ouvert les yeux aux plus confians sur les plaies de l'empire ottoman. Jusqu'alors, l'esprit de civilisation avait eu la faveur du sultan, et si cet esprit ne pénétrait que lentement dans cette société si rebelle à toute pensée de réforme, au moins il était à l'ordre du jour et pouvait faire illusion. Ceux même qui, frappés de l'indolence des hommes chargés de le représenter, doutaient du plein succès de l'entreprise, se sentaient portés à l'indulgence dans les jugemens qu'ils formulaient sur l'état et l'avenir de la Turquie. Si désireux que l'on fût aujourd'hui de trouver matière à l'éloge dans la politique de la Sublime-Porte, on ne pourrait que blâmer la voie fâcheuse où ce gouvernement s'engage de plus en plus. La défense intimée aux paquebots étrangers de faire le service du Bosphore et l'interdit qui frappe la circulation des monnaies étrangères en Turquie sont venus ajouter des fautes nouvelles aux fautes qui s'enchaînent depuis quelques mois dans ce malheureux pays. C'est dans les plus hautes régions et sous toutes les formes que règne l'influence funeste qui entraîne le gouvernement turc dans une série de mesures fatales, et les intrigues qui ont renversé les derniers ministères assiégent le sérail lui-même.

On sait que, contrairement à l'usage, contrairement à la loi fondamentale de l'empire, Abdul-Medjid a laissé vivre, au détriment de ses fils, son frère, Abdul-Azis, héritier présomptif du pouvoir. Cet acte de générosité, que l'on ne saurait trop louer du point de vue de l'humanité, n'aura pas eu cependant de brillantes conséquences politiques. Le frère du sultan est devenu le centre de toutes les manœuvres qui mettent aujourd'hui en danger le peu de bien accompli durant les dernières années. Pendant que le jeune prince s'attache volontiers par goût et par politique à flatter les préjugés des vieux Turcs, à réveiller le fanatisme et à remettre en pratique celles des vieilles mœurs qui semblent le moins conformes à la morale des temps modernes, le sultan tremble pour sa vie dans le palais, où il tend de plus en plus à se tenir enfermé. Chaque nuit, sa mère, la sultane Validé, croit devoir, dans sa tendre sollicitude, coucher en travers de la porte d'Abdul-Medjid, pour mieux le garantir contre quelque tentative coupable des amis d'Abdul-Azis.

Pendant que les intrigues du sérail prennent cette attristante gravité, l'insurrection des Druses et celle des Monténégrins ne perdent rien de leur importance. Il est désormais bien constaté que les troupes impériales ont été battues dans l'expédition qu'elles ont dirigée contre les rebelles du Liban. Seulement le général turc a voulu colorer sa défaite d'un semblant de dignité; il a accordé aux insurgés un armistice sous prétexte de leur donner le temps de revenir à de meilleurs sentimens. Cela signifie qu'il leur laisse tout l'hiver pour préparer une résistance plus formidable encore, et qu'au printemps les troupes ottomanes tenteront quelque nouvelle attaque, qui aura moins de chance encore d'être heureuse. C'est à cette triste condition que les Turcs gouvernent une partie du vaste empire qu'ils possèdent; plutôt nominale que réelle, leur domination est à chaque moment contestée sur divers points.

Les Druses toutefois font moins de bruit que les Monténégrins. Ceux-ci occupent chaque jour les cent voix de la presse allemande sous toutes les

formes. L'histoire, la géographie, les mœurs du Monténégro sont l'un des intérêts du moment. Dans les études approfondies dont ce pays est l'objet de l'autre côté du Rhin, nous reconnaissons avec une satisfaction particulière le fruit qu'ont porté les travaux si nombreux publiés depuis dix ans par la *Revue* sur les Slaves du midi, dans une juste prévision de l'avenir réservé à ces peuples (1). Les Turcs, de leur côté, prennent fort au sérieux la question du Monténégro. L'armée de Bosnie reçoit depuis quelque temps tous les renforts que l'on peut lui envoyer de Constantinople; mais cette armée a d'immenses difficultés à vaincre pour arrêter les progrès audacieux des Monténégrins. Non-seulement ceux-ci lui opposent tout l'entrain de leur patriotisme et de leur courage du haut de cette forteresse naturelle que forme la Montagne-Noire : les Bosniaques, encore mal soumis après une longue guerre, menacent de lui créer des difficultés en tombant sur ses derrières. Aussi, n'est-ce point sans de grandes précautions que les troupes turques s'avancent au milieu de populations défiantes contre un ennemi belliqueux protégé par une position presque inaccessible. La population du Monténégro est tout entière sous les armes; les vieillards et les enfans gardent les maisons; les hommes valides courent en masse à la frontière. Dans ces contrées, où l'état de guerre règne presque en permanence, tout citoyen, si pauvre soit-il, est armé au moins de deux pistolets, qui ne quittent point sa ceinture le jour, et qui chaque nuit reposent à côté de lui soigneusement chargés. Si les fusils sont moins nombreux, la Russie et l'Autriche sont là pour en fournir. L'artillerie, à la vérité, fait presque entièrement défaut aux Monténégrins : ce n'est point l'arme favorite des peuples primitifs; mais si les Turcs sont à cet égard très supérieurs aux Monténégrins, cette supériorité ne peut avoir, dans les défilés où l'action se concentrera, les conséquences qu'elle entraînerait en rase campagne. Les Monténégrins recherchent surtout la guerre de surprises, dans laquelle ils excellent, et où l'artillerie est souvent une gêne, presque toujours un appareil inutile. Malgré les avantages incontestables que possèdent les Turcs sous le rapport de l'armement et du matériel de guerre, les chances ne paraissent donc point leur être favorables, et il est malheureusement à craindre que la Turquie ne donne à cette occasion une nouvelle preuve de faiblesse.

Que si de ces points divers de l'Europe nous jetons les yeux au delà des mers, vers le Nouveau-Monde, là s'agitent encore des questions d'un ordre souvent différent, mais qui n'en ont pas moins de portée. Pour en saisir toute la grandeur, il faut pénétrer le mystère de cette vie d'une race puissante comme la race anglo-américaine, de cette conquête permanente, de cette lutte avec toutes les forces de la nature, de ce travail gigantesque qui a pour résultat de porter la civilisation dans les contrées les plus reculées. Chaque année qui s'en va éclaire quelque nouveau progrès de cette prodigieuse puissance. Comme on le sait, les États-Unis sont aujourd'hui dans une sorte d'interrègne politique entre un président dont les pouvoirs vont bientôt expirer et un président déjà élu qui entrera bientôt en fonctions. M. Fillmore vient

(1) Voyez plusieurs articles de M. Cyprien Robert et de M. Desprez, notamment dans les livraisons du 15 décembre 1842, 1er mars 1843 et 1er juin 1848.

d'adresser au congrès de Washington son dernier message, prêt à descendre du pouvoir où il n'est monté que par une circonstance fortuite, par suite de la mort du général Taylor. Certes il y a toujours une grandeur véritable dans ce spectacle d'un simple citoyen quittant un poste suprême pour rentrer dans la vie privée. En constatant les progrès qu'a faits encore cette année l'Union américaine, M. Fillmore peut s'attribuer légitimement une part dans ces résultats. Le message du président des États-Unis touche à bien des points de politique intérieure et extérieure qui ont nécessairement un moindre intérêt aujourd'hui en présence du changement prochain de la direction suprême de ce puissant état. Seulement M. Fillmore rappelle avec autorité et non certes sans à-propos, au moment où le parti démocrate va monter au pouvoir, cette grande doctrine de la non-intervention qui a été toujours un des premiers dogmes des hommes d'état de l'Union. Le message de M. Fillmore ne peut que constater les bonnes relations des États-Unis et de l'Europe, et il est même modéré dans le passage qui concerne l'Espagne et Cuba. Au fond cependant, ce n'est point sans laisser percer la véritable pensée des États-Unis dans le refus qu'a fait, il y a quelques mois, le gouvernement de Washington d'accéder à une proposition de l'Angleterre et de la France. Cette proposition tendait à signer une convention par laquelle les trois gouvernemens désavoueraient, pour le présent et pour l'avenir, toute intention d'obtenir par une voie quelconque la possession de l'île de Cuba. Le gouvernement de Washington désavoue tout projet pour faire honneur au droit public, et il refuse de s'engager, réservant ainsi le droit de l'ambition et de la conquête populaire. Il sait bien que c'est une question dont il n'a pas à se mêler et où il ne peut non plus se lier les mains.

Ainsi marche et se développe l'Union américaine, tandis qu'à côté d'elle le Mexique tombe de plus en plus chaque jour dans l'anarchie. Sur tous les points, l'insurrection éclate, toutes les provinces sont en feu, et on ne peut plus prévoir où s'arrêtera cette dissolution. Au milieu de toutes ces scènes, un des épisodes les plus curieux, n'est-ce point cette conquête de la province mexicaine Sonora, faite par un Français, M. de Raousset-Boulbon, à la tête d'une centaine de nos compatriotes? M. de Raousset-Boulbon a bel et bien battu déjà un corps d'armée mexicain, et il ne semble point homme à s'arrêter là. Étrange destinée du XIXe siècle, de voir se renouveler quelques-uns de ces hasards et de ces coups d'audace qui font la fortune des premiers explorateurs de l'Amérique!

Tels sont quelques-uns des traits mobiles et caractéristiques de l'histoire de l'Europe et du Nouveau-Monde en cet instant où l'année 1852 va se perdre dans le passé. Crises ministérielles, réforme de constitutions, insurrections, discussions parlementaires, tout cela, c'est la surface; au fond, ce qui l'agite, c'est la destinée humaine, c'est la liberté morale, c'est la civilisation universelle. Tous ces intérêts nous ont précédés, ils nous survivront; ils étaient d'hier, ils seront de demain, mais ils ont leurs épreuves et leurs éclipses. C'est à ces grands intérêts qu'il faut souhaiter que la dernière heure de 1853 les trouve florissans et prospères. C'est à eux qu'il faut répéter encore : la bonne année!

CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

Le théâtre de l'Opéra-Comique vient enfin de trouver ce qu'il cherche depuis si longtemps, un succès. *Marco Spada*, opéra en trois actes, dû à la collaboration antique, mais fort peu solennelle, de MM. Scribe et Auber, a réussi, et ce mot-là est un talisman qui, en France, ouvre toutes les portes et tous les cœurs. Réussissez, n'importe comment, et il vous sera beaucoup pardonné par le peuple malin qui a créé le vaudeville. Le sujet de *Marco Spada* est tiré de cette légende inépuisable de célèbres aventuriers qu'affectionne M. Scribe, et qui forme à peu près le fonds de son théâtre lyrique. C'est une nouvelle édition, considérablement affaiblie, de *Fra Diavolo*, des *Diamans de la Couronne*, de *la Sirène* et de *Zampa*, dont le libretto, pour avoir été écrit par M. Mélesville, n'en appartient pas moins à l'épopée héroï-comique que la France doit au plus ingénieux de ses dramaturges. Quel beau thème de méditations ce serait, pour un vrai critique, que le théâtre de M. Scribe! Au milieu d'une société paisible et tout heureuse de vivre sous un régime d'égalité civile qui protége les personnes et les choses, au milieu d'une bourgeoisie fière de son bien-être et de sa récente émancipation, au milieu d'une nation guerrière et conquérante qui vient de subir le plus grand des malheurs, l'invasion de l'étranger, survient un homme d'esprit qui chante les héros qui vivent du bien d'autrui, qui narguent la loi et le gendarme protecteur de l'innocence, ces aventuriers de bonne humeur enfin qui ne se plaisent que sur les grandes routes et dans les montagnes escarpées, où, une escopette à la main, ils consacrent leur vie à redresser les torts de la justice et la mauvaise politique des gouvernemens établis. Le bon bourgeois, assis commodément dans sa stalle et tranquille sur l'avenir de sa soirée en apercevant à la porte de l'orchestre le gendarme qui lui permettra de rentrer chez lui sans mésaventure, écoute de toutes ses oreilles le récit des plus terribles événemens; il se laisse charmer par la poésie de la vie sauvage et les chansons agrestes, en s'écriant avec Lucrèce :

> Suave, mari magno, turbantibus æquora ventis,
> E terra magnum alterius spectare laborem!

A côté d'une littérature audacieuse qui visait aux grands effets lyriques, et qu'on pourrait qualifier la littérature des fils des croisés, pour nous servir du mot spirituel de M. de Montalembert, se trouvait aussi la littérature des petits-fils de Voltaire, qui se moquait volontiers des grands mots et des grands sentimens, et monétisait la malice exquise de son aïeul en railleries qui s'adressaient aux moindres intelligences. Or M. Scribe n'est pas sans quelque parenté avec cette nombreuse descendance du grand patriarche de Ferney, et c'est à un filon réel de gaieté et de malice françaises que l'auteur de *la Camaraderie* et de *Bertrand et Raton* doit ses nombreux succès.

Sous le pseudonyme du baron de Torrida, un de ces héros de grande route qui ont été chantés si souvent par M. Scribe, Marco Spada, vit dans les environs de Rome, où depuis quinze ans il répand la terreur. Né en France, où il a vu massacrer toute sa famille dans une guerre civile dont on ignore la date, Marco Spada s'est expatrié, a levé l'étendard de la révolte contre la

société en général, et particulièrement contre le gouvernement des états de l'église, dont il maltraite les fonctionnaires et dépouille les caisses. Riche, aimant le luxe et les superfluités de la vie, Marco Spada habite un château somptueux et inexpugnable, où il cache à tous les yeux le plus précieux trésor, une fille unique et charmante. En effet, Angela est toute la joie de son père. C'est pour elle qu'il brave la sévérité des lois, et qu'il s'expose chaque jour à tomber sous les coups de la vindicte publique. Élevée avec le plus grand soin, douée de talens aimables, Angela, qui est loin de se douter quelles sont les occupations de son père, et d'où lui vient le luxe vraiment insolent qui l'environne, Angela, disons-nous, qui vit dans la plus complète solitude, n'en a pas moins le cœur rempli de l'image d'un jeune inconnu. Pendant les longues absences de Marco Spada, qui s'adonne avec fureur *aux plaisirs de la chasse*, dit-il, pour ne point éveiller les soupçons de sa fille qu'il adore, un voyageur égaré est entré dans le château du baron de Torrida, où il a reçu l'hospitalité. Angela n'a pu voir le comte Fredericci, le propre neveu du gouverneur de Rome, sans en être touchée, et le sentiment qu'elle éprouve est également partagé par le jeune inconnu. Telle est la situation des principaux personnages lorsque le rideau se lève, en laissant apercevoir l'intérieur du château du baron de Torrida, où l'on voit arriver pendant la nuit le gouverneur de Rome, la *marchesa* sa nièce, et le comte Pepinelli son *cisisbeo*, que le hasard a conduits dans cette habitation singulière. Étonnés de trouver tant de luxe dans un château isolé et loin de Rome, ils le sont bien davantage lorsqu'ils voient apparaître tout à coup une jeune fille qui, avec la meilleure grâce du monde, les prie d'accepter l'hospitalité. Après de nombreux incidens amenés avec plus ou moins de vraisemblance par la baguette magique de M. Scribe, il est décidé que le baron de Torrida, qui ne sait rien refuser à sa fille, ira, au péril de sa vie, au bal que le gouverneur de Rome doit donner le lendemain.

Le second acte tout entier se passe donc dans le palais du gouverneur qui a juré d'illustrer son administration par la prise de Marco Spada. Cela lui paraît d'autant plus facile qu'il vient d'apprendre, par trahison, que le terrible bandit a conçu le projet audacieux de venir exercer son industrie dans le palais même du gouverneur de Rome. Au moyen d'un frère quêteur qui a été jadis au service de Marco Spada, mais qui est revenu à de meilleurs sentimens, le gouverneur espère découvrir le fourbe caché au milieu de la foule. La scène où le frère Borromée présente sa requête successivement à chacun des invités est très adroitement conduite, et la manière dont Marco Spada échappe au danger qui le menaçait forme un coup de théâtre tout à fait piquant. Le drame se dénoue, au troisième acte, d'une manière assez vulgaire, par la mort de Marco Spada, qui, pour sauver l'honneur de sa fille et rendre possible son mariage avec le neveu du gouverneur, désavoue son propre enfant par un pieux mensonge. Comme cela arrive à presque toutes les pièces de M. Scribe, ce n'est ni par la vraisemblance des événemens, ni par la vérité des caractères que se recommande l'imbroglio dont nous venons d'esquisser le canevas. Il est à présumer que l'auteur aura été gêné par la censure dans le développement de sa fable, qui se passe à Rome dans les dernières années du XVIIIe siècle, et où il n'est pas plus question du pape que

du grand Turc. Quelques scènes plus spirituelles que neuves, une complication de mise en scène qui tient l'esprit en éveil, la musique de M. Auber et la grâce de Mlle Duprez ont sauvé la fortune de *Marco Spada*.

L'école française, dont l'origine ne remonte pas au delà de la seconde moitié du XVIIIe siècle, est un enfant de l'école italienne. La France et l'Italie, qui se touchent par les Alpes et qui se tiennent par tant de liens historiques, s'unissent encore plus étroitement par la similitude des penchans, qui ont produit une civilisation à peu près uniforme. Filles toutes deux de la race latine, dont elles parlent la langue, l'Italie et la France ne se distinguent entre elles que par des nuances. Dans la littérature et dans les arts, qui sont la manifestation la plus essentielle des caractères et de l'individualité nationale, la France se fait remarquer par la supériorité de son goût, par la finesse des aperçus, par la clarté des idées, par l'élégance des détails, la sobriété du langage, et toutes les qualités qu'on pourrait dire secondaires, et qui appartiennent plus à la logique de l'esprit qu'à l'intuition de l'âme. L'Italie brille surtout par la sublimité des conceptions, par l'élévation de la pensée, par la force des passions qui s'épurent en s'épanouissant, et vont aboutir à des formes grandioses, d'une sérénité admirable. Dante, Palestrina, Raphaël, le Tasse, Michel-Ange, Palladio, Titien, Cimarosa, Rossini, sont des génies différens qui tous révèlent les propriétés du sol, de la race et de la civilisation italiennes. Rabelais, Molière, La Fontaine, Voltaire, Poussin, Jean Goujon, Corneille, Racine, Lebrun, Greuze, Puget, Rameau, Méhul, expriment aussi d'une manière saisissante les divers aspects du génie littéraire et esthétique de la France. Veut-on saisir le trait par lequel ces deux peuples se ressemblent le plus? Qu'on étudie la comédie et toutes les manifestations de la gaieté ou de la malice de l'esprit; car le rire étant un éclat involontaire de la raison qui aperçoit une dissonance de mœurs, dissonance qui la blesse sans l'indigner, il n'y a pas de preuve plus certaine qu'on appartient à la même civilisation que lorsqu'on se voit rire des mêmes contrastes et des mêmes ridicules. *Dis-moi de quoi tu ris*, a dit un philosophe, *et je te dirai qui tu es et dans quel milieu social tu vis*. L'Arioste ne faisait-il pas les délices de Voltaire? Voilà pourquoi aussi l'opéra comique français doit l'existence à l'opéra buffa des Italiens. Monsigny, Philidor, Grétry, ces charmans musiciens qui ont créé la comédie lyrique, sont des imitateurs heureux et spirituels des Pergolèse, des Vinci, des Leo et des Piccini. Qu'on lise ces agréables partitions, — *les Chasseurs et la Laitière, la Fée Urgèle, le Déserteur, le Roi et le Fermier, le Maréchal ferrant, le Tableau parlant, Zémire et Azor*, etc., et l'on sera frappé, comme l'a été en 1770 le docteur Burney, d'y trouver plus qu'un souvenir de la *Serva padrona*, de la *Cecchina*, et autres opéra buffe des premiers maîtres de l'école napolitaine. Cimarosa, Païsiello, Anfossi et leurs successeurs ont eu également une influence directe sur Dalayrac, Berton, Boïeldieu et Nicolo, compositeurs distingués qui remplissent toute la période qui s'écoule depuis la révolution jusqu'à l'avénement de Rossini, Boïeldieu surtout encore tout imprégné de la grâce de Cimarosa, lorsque dans *la Dame blanche*, qui est son vrai chef-d'œuvre, il accuse d'une manière sensible que l'auteur du *Barbier de Séville* est arrivé depuis longtemps. Toutefois les deux compositeurs français qui sont pour ainsi dire les fils légitimes du grand maître de

Pesaro, ce sont Hérold et M. Auber. On le voit donc, le genre prétendu national de l'opéra comique a constamment subi les influences de la musique italienne depuis le milieu du XVIIIe siècle jusqu'à nos jours.

M. Auber est entré assez tard dans la carrière de compositeur dramatique. Homme du monde, brillant cavalier qui se plaisait aux doux loisirs de la vie de dilettante, il avait étudié la musique par goût et s'était même acquis une certaine réputation parmi les artistes, lorsqu'un triste événement de famille le força à tirer parti de ses talens. Élève de Cherubini et disciple de Mozart, M. Auber, après un ou deux essais sans importance, débuta au théâtre de l'Opéra-Comique, en 1820, par *la Bergère châtelaine*, opéra en trois actes, qui obtint un succès de bon augure. *Emma ou la Promesse imprudente*, opéra en trois actes, qui fut donné l'année suivante, en 1821, confirma la bonne opinion qu'on avait déjà conçue du nouveau compositeur. *La Neige*, opéra en trois actes qui fut représenté en 1823, *le Concert à la Cour*, qui est de l'année 1824, annoncèrent que l'esprit vif de M. Auber avait été touché par la grâce du grand rénovateur de la musique dramatique. Depuis lors l'ingénieux et charmant compositeur n'a cessé de marcher dans la même voie et de produire des ouvrages qui témoignent surabondamment que l'auteur de *la Muette de Portici* et du *Domino noir* est bien le fils de Voltaire et de Rossini. Tel est en effet le double caractère de l'œuvre de M. Auber, où l'esprit, la finesse et le sentiment dramatique de l'école française s'allient, dans de justes proportions, au coloris et à la mélodie lumineuse du grand *maestro*. C'est dans *la Muette*, grand opéra en cinq actes représenté en 1828, et dans *le Domino noir*, opéra comique en trois actes qui a vu le jour en 1837, qu'on trouve les qualités les plus saillantes du talent et de la manière de M. Auber. *L'Enfant prodigue*, grand opéra en cinq actes, et *Zerline*, opéra en trois actes, qui a été composé pour l'admirable voix de Mlle Alboni, loin d'ajouter à la réputation de M. Auber, auraient pu en ternir l'éclat devant un public moins respectueux que le public parisien. M. Auber, qui a trop d'esprit pour confondre la politesse avec le véritable succès, n'a pas voulu rester sous le coup de cette double disgrâce, et voilà pourquoi il vient de reparaître sur le théâtre de sa fortune par un opéra en trois actes, *Marco Spada*.

L'ouverture débute par un *andante* d'une harmonie soutenue et remplie de modulations incidentes qui fuient devant l'oreille comme ces vers luisans qu'on aperçoit de loin dans une nuit obscure. M. Auber excelle à vous bercer ainsi dans un *flou* harmonique qui n'est plus le jour et n'est pas encore la nuit et vous procure tour à tour la sensation de la tonalité majeure et mineure sans que le maître daigne les caractériser par une phrase bien arrêtée. L'allegro, formé d'une *tarentelle* bien connue, en ramène plusieurs fois le thème d'une manière ingénieuse, et la symphonie se termine par une chaleureuse péroraison qui n'apprend rien de nouveau à ceux qui connaissent les charmantes ouvertures du répertoire de M. Auber. La romance *ne grondez pas*, qu'Angela chante tout d'abord en croyant s'adresser à son père, dont elle ne peut discerner les traits, puisqu'il fait nuit et qu'elle ignore qu'elle a devant elle le gouverneur de Rome, la *marchesa*, sa nièce, et le comte Pepinelli, cette romance en deux couplets est agréable et fort bien écrite pour la voix délicate de Mlle Duprez. Le quatuor qui suit, entre les quatre person-

nages que nous venons de nommer, est moins un morceau d'ensemble proprement dit qu'un air de soprano avec accompagnement de voix. C'est rapide et conduit avec esprit. La romance de ténor que l'inconnu Fredericci chante derrière la coulisse, et qui se termine par une *coda* à deux voix, n'a-t-elle pas quelque analogie avec la jolie sérénade de *l'Amant jaloux* de Grétry? L'air de basse dans lequel Marco Spada exprime à sa fille toute la tendresse qu'il ressent pour elle, renferme une première partie, un *adagio sostenuto*, que M. Bataille chante avec goût. Dans l'allegro, où l'on remarque une forte réminiscence des formes rossiniennes, M. Bataille ajoute un point d'orgue de sa façon peut-être, qui achève de donner à ce morceau tout le piquant d'un lieu commun. Le duo pour basse et soprano entre Marco Spada et sa fille est encore écrit dans un style tout italien, et le finale du premier acte n'est pas autrement remarquable, si ce n'est qu'il se termine par de jolies vocalises pour deux voix de soprano accompagnées en accords plaqués par la masse chorale. Les couplets du second acte :

Vous pouvez soupirer,
Vous pouvez espérer,

que la *marchesa* laisse échapper de ses lèvres moqueuses, et qui exhalent toute la *morbidezza* de la coquetterie féminine, sont délicieux, et Mlle Favel les dit avec esprit. L'entrée des invités au bal du gouverneur est annoncée par un fort joli chœur qui est répété lorsque la noble compagnie quitte la scène pour aller souper. Dans l'intervalle, et pendant que le gouverneur est renfermé dans son cabinet, où il reçoit l'avis important que Marco Spada est au nombre de ses convives, — les dames et les seigneurs réunis, n'ayant rien de mieux à faire, prient la fille du baron de Torrida de vouloir bien chanter quelque chose. C'est alors que Mlle Duprez chante une déclaration d'amour en quatre langues, en russe, en anglais, en italien et en français, sorte de proverbe que la jeune actrice joue avec beaucoup d'esprit et dont elle aura probablement suggéré l'idée. La prière du moine, qui vient quêter pour son couvent en servant la politique du gouverneur, est d'un bon caractère, ainsi que l'air de basse que chante Marco Spada pendant que sa fille Angela s'est évanouie en apprenant pour la première fois le véritable nom de celui qui lui a donné le jour. Le trio sans accompagnement entre Marco Spada, sa fille et le comte Fredericci est un morceau très difficile, ingénieusement agencé, et qui conviendrait mieux à un concert d'instrumens à vent qu'à la peinture d'une situation dramatique. Au troisième acte, on peut encore signaler un bel air de soprano dont l'andante surtout est remarquable, mais dont l'allegro exige de Mlle Duprez des efforts au moins imprudens, et puis un charmant trio pour soprano, tenor et basse.

L'opéra de *Marco Spada*, sans contenir rien d'entièrement nouveau, est une production agréable qui n'est pas indigne du charmant et délicieux compositeur qui depuis trente ans amuse la France. La romance de soprano, l'air de basse du premier acte, les jolis couplets que chante Mlle Favel au commencement du second acte, la déclaration d'amour en quatre langues, le trio sans accompagnement et l'air de basse dans lequel Marco Spada implore le pardon de sa fille, l'air de soprano et le trio du troisième acte,

sont des morceaux qui n'ont pas sans doute un caractère bien tranché et qui rappellent un grand nombre de souvenirs, mais qu'on écoute avec plaisir, parce qu'ils sont adroitement écrits pour les voix et les virtuoses qui les chantent. L'instrumentation, toujours élégante, fourmille de jolis détails, de rhythmes piquans et guillerets où l'on reconnaît l'esprit et la dextérité de l'auteur du *Domino noir*, génie aimable qui vise moins à la profondeur qu'à la justesse de l'expression, musicien facile et vrai qui ne se paie pas de grands mots et dont l'harmonie, très fine et scintillante de modulations, est toujours subordonnée à l'idée mélodique dont elle relève l'éclat. L'œuvre entière de M. Auber est un mélange heureux de gaieté, de finesse et d'élégance.

« Tenez, tous vos discours ne me touchent point l'âme, »

dit Agnès dans *l'École des Femmes*,

« Horace avec deux mots en ferait plus que vous. »

C'est ce qu'on pourrait dire aussi à ces compositeurs qui fatiguent le public de leurs savantes combinaisons, mais qui n'ont pas reçu comme M. Auber le don de charmer.

Mlle Caroline Duprez a beaucoup contribué au succès de *Marco Spada*. Fille d'un artiste incomparable, dont le nom restera dans l'histoire de la musique de notre temps, jeune, jolie et spirituelle, elle porte avec elle un parfum de bonne compagnie, qui n'est pas la moins précieuse de ses qualités. Musicienne, comme on dit, jusqu'au bout des ongles et toute remplie de ce fluide divin qui tourmente et consume ceux qui le possèdent, Mlle Caroline Duprez est du petit nombre des élus. Nous aurions bien, sans doute, à lui soumettre quelques observations et à lui demander compte de certains points d'orgue hasardeux, de certaines inflexions de voix, de certains mots empruntés à Mlle Rachel, et qui ne sont pas mieux dans la bouche de la célèbre tragédienne que dans celle de la jeune cantatrice, car notre temps est fertile en contrefaçons de la simple nature; mais à Dieu ne plaise que nous imitions l'exemple de cette méchante fée qui mettait dans le berceau des enfans les mieux doués des mots cabalistiques et de mauvais augure! Que Mlle Caroline Duprez jouisse donc de son beau succès, mais qu'elle ménage cette voix fragile qui nous inquiète parfois, car, en l'écoutant franchir certains intervalles scabreux, comme dans son grand air du troisième acte, nous serions tenté de nous écrier avec Mme de Sévigné : *Oh! ma fille, j'ai mal à votre poitrine.* M. Bataille, qui ne manque pas de mérite, mais qui porte dans tous ses rôles une sorte de *grognement* de vieux Cassandre dont il ne peut se dépêtrer, se tire avec assez de bonheur du rôle de Marco Spada, et M. Couderc le seconde bien dans le personnage ridicule du *patito* Pepinelli. Il y a de l'ensemble dans l'exécution, et l'orchestre surtout est conduit avec intelligence par M. Tillemann.

L'opéra de *Marco Spada*, qui est comme une anthologie de l'œuvre de M. Auber, devrait clore, ce nous semble, la carrière si brillante de l'illustre compositeur. Il serait peut-être dangereux d'exiger davantage de cette muse coquette et partant capricieuse qui vient de vous sourire encore une fois avec tant de grâce, mais qui pourrait se fatiguer de vos importunités. Si Boïeldieu

se fût arrêté à *la Dame Blanche*, il n'aurait pas écrit *les Deux Nuits*, dont la mésaventure a dû attrister ses derniers jours.

Si vous voulez que j'aime encore,
Rendez-moi l'âge des amours,

a dit admirablement Voltaire, qui n'a eu garde d'oublier ce sage précepte dicté par la nature. M. Auber a suffisamment travaillé pour sa gloire; qu'il se repose et qu'il jouisse en paix de la position éminente qu'il s'est acquise et que personne ne lui conteste. Un ouvrage de plus n'ajoutera rien à sa réputation et pourrait troubler le plaisir que vient de nous procurer le dernier écho d'une muse qui restera chère à la France.

Le Théâtre-Lyrique vient aussi d'obtenir un succès qu'il cherchait depuis assez longtemps. *Tabarin*, opéra-comique en deux actes, a réussi malgré les longueurs, les invraisemblances et les lieux communs dont la pièce est remplie. La musique en est vive, claire, distinguée et toujours en situation, si ce n'est très originale. Nous y avons remarqué une agréable ouverture écrite avec soin, et qui rappelle la manière de M. Auber, les couplets en style syllabique, *je suis Tabarin*, qui ont du mordant; un joli quatuor chanté pendant la scène de la *prédiction*, et qui gagnerait à être moins long; un trio entre Tabarin, Francisquine, sa fiancée, et petit Pierre, trio dont la première partie à deux voix a beaucoup de grâce. La fin de ce morceau se prolonge trop en récits dialogués qui manquent d'intérêt. L'allegro du duo entre Tabarin et Francisquine, devenue sa femme, est bien rhythmé, ainsi que les couplets *Cent écus* que chante le cabaretier Pansarot, et qui ont été redemandés par le public. Nous pourrions encore signaler la scène où Tabarin raconte au public du Pont-Neuf sa mésaventure matrimoniale, scène qui produirait de l'effet, si elle était bien rendue, et puis de très jolis chœurs. En somme, *Tabarin*, sans être une œuvre bien originale, est la meilleure partition qui ait été exécutée au Théâtre-Lyrique depuis *la Perle du Brésil* de M. Félicien David. On voit que l'auteur procède de l'école italienne tempérée par l'esprit et les allures de M. Auber, et on est heureux de constater un succès qui va trouver un musicien de mérite, un artiste modeste et un honnête homme, M. George Bousquet.

A l'Opéra, où les nouveautés sont encore plus rares que les beaux jours, on vient de représenter un ballet en deux actes, *Orfa*, pour la rentrée de Mme Cerrito. La scène se passe en Islande, au milieu de la sombre mythologie scandinave. Orfa, une jeune Islandaise, voudrait épouser Lodbrog, chasseur intrépide qui est déjà son fiancé; mais, au moment de conclure l'hyménée, le tonnerre se fait entendre et semble annoncer que ce mariage est contrarié par une puissance supérieure. En effet, Loki, le dieu du feu, enlève Orfa et la transporte dans le cratère du mont Hécla, siége de son empire. Odin, le dieu qui règne au Walhalla, vient délivrer Orfa, qui épouse enfin son fiancé Lodbrog. Ce ballet, qui ne brille pas précisément par l'invention ni par l'intérêt, a le mérite d'être court et d'offrir le prétexte à quelques beaux décors. Celui du second acte, qui représente l'intérieur du mont Hécla, est assez beau. La musique, fort commune, est de M. Adolphe Adam, qui n'a pu trouver un seul motif original pour aider la charmante Mme Cerrito à bondir sur la scène. La

danseuse, qui paraît avoir perdu quelque chose de son audace, a été fort bien accueillie par le public, qui aime son talent.

Les concerts sont en pleine floraison. M. Vieuxtemps en a donné deux où il a fait entendre un nouveau concerto de sa composition qui est tout à fait remarquable. M. Sivori, un autre célèbre violoniste, se dispose à se faire entendre aussi du public parisien dans un concert qui aura lieu bientôt. Mlle Clauss, ce talent si exquis et qui joue du piano comme une fée chaste et inspirée, a exécuté dernièrement un concerto de Mendelssohn avec accompagnement de grand orchestre où elle a été admirable. Mlle Clauss doit patrir pour Saint-Pétersbourg, où l'art musical fait tous les jours des progrès, car le théâtre italien de cette grande métropole est aujourd'hui le premier de l'Europe. Aussi la maison Brandus de Paris vient-elle de fonder à Saint-Pétersbourg une succursale qui sera l'entrepôt musical du Nord et où l'on pourra se procurer tous les chefs-d'œuvre des écoles française et allemande soigneusement édités.

P. SCUDO.

Le 18 janvier prochain, on doit vendre, à l'hôtel de la rue des Jeûneurs, la galerie de tableaux du feu prince royal, monseigneur le duc d'Orléans. Cette collection, formée par le prince dans les dernières années de sa trop courte vie, est justement célèbre et précieuse à plus d'un titre. Nous ne parlons pas, on le comprend, de ce prix d'affection qui, pour l'auguste veuve du prince, pour tous les siens, et nous pouvons ajouter pour tous ceux qui l'ont connu et aimé, rend à jamais regrettable la perte de cette galerie; nous parlons des tableaux eux-mêmes : ils sont d'une rare et incontestable valeur. Le goût du prince, délicat et exercé, le guidait presque toujours heureusement et dans le choix des sujets et dans le choix des maîtres. Cette collection correspond par sa date à une des plus brillantes périodes de notre école moderne, et en est peut-être l'expression la plus complète et la plus élevée. Presque tous nos artistes, aussi bien ceux qui dès lors étaient dans l'éclat de leur renommée que ceux dont le nom perçait à peine, y sont représentés par quelque morceau d'élite propre à caractériser la nature de leur talent. Le prince, comme tous ceux qui aiment et qui sentent la peinture, avait ses prédilections, ses penchans; mais une certaine impartialité, commandée par son rang, lui faisait rechercher toute production où brillait le talent même au travers du système. Peu d'amateurs si haut placés ont donné aux arts et aux artistes une plus intelligente protection.

Parcourez le catalogue de cette vente : pas un nom justement célèbre n'a manqué à l'appel, et chacun y figure dignement, à commencer par l'illustre doyen de nos peintres. Son *OEdipe* et sa *Stratonice* sont là comme deux nobles témoins de deux des phases principales de sa belle vie d'artiste. Dans l'*OEdipe*, il s'est déjà frayé sa route; soumis en apparence à ses maîtres et à son temps, il les devance et les abandonne; il peint comme eux le bas-relief, mais pour y introduire la vie et l'expression; dans la *Stratonice*, c'est le maître donnant un délicieux exemple de perfections qui semblent s'exclure, la vérité du costume poussée jusqu'au scrupule archéologique, et le trouble, les combats, les violences de la passion rendus par les traits les plus fugitifs et les plus inspirés.

A côté de ces deux toiles, nous en trouvons trois autres qui feraient aussi à elles seules l'honneur d'une galerie, la *Françoise de Rimini* et *le Christ consolateur* de M. Ary Scheffer, puis *la Mort du duc de Guise* de M. Delaroche, tableau qui, malgré sa dimension, est une des œuvres capitales de ce talent souple et élevé, de cet intelligent pinceau. La scène est largement conçue; les effets épisodiques, les vérités de détail, malgré leur fini merveilleux, ne détournent pas l'attention : ce bijou qu'aurait signé Terburg produit une impression solennelle et terrible. Quant à la *Françoise de Rimini* et au *Christ consolateur*, la gravure les a rendus populaires. Il semblerait, tant la pensée tient de place dans les compositions de M. Ary Scheffer, que le burin d'un Calamata et d'un Henriquel dût toujours réussir à les traduire tout entières; mais on voit qu'il n'en est rien devant ce *Christ* et surtout devant cette *Françoise de Rimini*. C'est un tableau qui vivra, aussi bien par la qualité de la peinture que par le charme indéfinissable de la composition, rêverie pleine de larmes et de délices, si chaste et si voluptueuse à la fois.

N'oublions pas cinq tableaux ou études de M. Eugène Delacroix. Tous les trésors de cette riche palette, toute la fantaisie de cette libre pensée, sont prodigués et dans l'*Assassinat de l'évêque de Liége* et dans l'*Hamlet et le Fossoyeur*. Nous devons signaler aussi trois des plus hardies et des plus fougueuses compositions de M. Decamps, la *Bataille des Cimbres, Joseph vendu par ses Frères* et *Samson combattant les Philistins*. Pour ceux même qui n'admettent pas sans réserve cette manière de peindre, ces trois tableaux sont d'un prix inestimable et par l'éblouissante magie de la couleur, et par l'accent vraiment original du dessin et de la composition.

Citons encore les noms si justement aimés du public, de Granet, de Bonington, de Marilhat, de Tony Johannot, — tous quatre enlevés déjà par la mort; citons enfin MM. Aligny, Cabat, Corot, Gudin, Paul Huet, Isabey, Jadin, Lehmann, Lepoitevin, Meissonier, Robert Fleury, Roqueplan, Rousseau, Henri Scheffer, etc., qui tous avaient travaillé pour le prince, parfois même sous ses yeux et sous son inspiration.

Telles étaient les richesses de cette galerie. Le dimanche 16 et le lundi 17 janvier, l'exposition en sera publique; on pourra une fois encore voir ces tableaux réunis, puis ils iront, comme tous les biens de cette royale maison, se disperser en des mains étrangères.

L. VITET.

REVUE LITTÉRAIRE.

Le Danemark, dont nous retracions, il y a quelques semaines, le mouvement littéraire depuis cinquante ans (1), a donné, dans le cours de l'année qui vient de s'écouler, de nouvelles preuves de cette activité intellectuelle déjà révélée par tant d'importans travaux. C'est surtout dans la voie des études archéologiques et ethnographiques que le mouvement a été sensible, c'est dans quelques publications récentes qu'il est curieux de l'observer. L'ethnographie et l'archéologie sont devenues des sciences populaires en Danemark.

(1) Voyez la livraison du 15 novembre.

On sait ce qu'a produit dans d'autres pays l'accord de l'esprit d'entreprise et de l'érudition; on n'a pas oublié quelles magnifiques révélations ont été arrachées aux siècles passés par les fouilles de MM. Lajard et Botta en Assyrie, par les découvertes de M. Fellower en Cilicie et par l'ouverture de tant de tombeaux étrusques. La science archéologique a obtenu, depuis trente ans environ, les plus beaux triomphes; elle a ramené au jour des inscriptions et des monumens tels que sans l'interprétation de l'historien ils étaient à eux seuls et à la première vue des pages d'histoire admirables et tout à fait inattendues. L'impulsion avait sans aucun doute été donnée par l'école historique moderne, à qui la France a fourni quelques-uns de ses plus grands noms. On conçoit que le Danemark, notre dernier et notre plus fidèle allié dans les guerres de l'empire, et qui avait, comme toute l'Europe, applaudi au glorieux et paisible essor de notre littérature nouvelle, ait été épris comme nous et avec nous des grandes découvertes faites en Orient et destinées à renouveler la science. Il s'appliqua comme nous à l'étude féconde des langues et des littératures orientales; Lassen et Westergaard furent associés aux nobles travaux d'Eugène Burnouf. Retrouver les origines de l'Europe moderne, suivre la filiation et les migrations diverses des races qui la peuplent aujourd'hui, tel fut, tel est encore, il faut le dire, le problème à résoudre. D'une solution complète dépendront et la connaissance plus entière du caractère et des institutions de chaque peuple et l'intelligence meilleure de toute son histoire.

Parmi les rares ouvrages qui ont abordé la question dans toute son étendue, il faut citer celui dont M. Schiern, jeune professeur d'histoire à l'université de Copenhague, a publié, il y a quelques mois, le premier volume (1). M. Schiern ne s'est pas contenté d'étudier scrupuleusement les anciens titres des races dont il veut retrouver les vicissitudes et constater l'identité : il a de plus observé avec une profonde attention leur physionomie actuelle, leurs traits originaux, leurs coutumes nationales, et, remontant du connu à l'inconnu, il a découvert par cette recherche plus d'une trace curieuse du passé. Après un long chapitre sur la race finnoise, dont il croit l'immigration fort ancienne, M. Schiern étudie les destinées des races ibérique et italique, puis celles des Hellènes; il n'a fait dans ce premier volume que raconter l'histoire de quelques populations aujourd'hui fort mêlées; l'ordre chronologique qu'il a adopté amènera dans les volumes suivans les races scandinave, germanique et slave, qui ont mêlé à la civilisation romaine leur génie particulier.

M. Schiern est à peu près le seul des écrivains modernes du Nord qui ait étendu si loin le cercle de ses études ethnographiques. Les autres ont limité leur sujet; négligeant l'archéologie qu'on peut appeler classique, ils ont étudié de préférence celle des peuples que n'a point touchés l'influence des civilisations grecque et latine, et en particulier celle des nations scandinaves. C'était à leurs yeux une œuvre de patriotisme autant que d'érudition pure, et les attaques récentes de l'Allemagne n'ont fait que raviver les souvenirs de la nationalité scandinave qu'il s'agissait de ne pas laisser confondre avec la nationalité germanique. M. Worsaae, inspecteur des monumens

(1) *Europas Folkestammer. Historiske Undersögelser og Omrids*, af Fred. Schiern. 1 vol. in-8, Copenhague.

historiques du Danemark, s'est montré le plus ardent des archéologues du Nord pour revendiquer envers l'Allemagne les titres de son pays à l'indépendance et pour restituer à l'histoire, par l'interprétation des monumens du paganisme, des époques jusqu'à présent inconnues. Venu à une époque où l'étude des antiquités scandinaves et de l'écriture runique avait, il est vrai, séduit les imaginations, mais sans obtenir de résultats réels, M. Worsaae pensa qu'une critique sévère, seule capable de faire avancer la science, devait remplacer désormais un enthousiasme dangereux; il osa, en 1844, contester la découverte que le savant Finn-Magnussen avait cru faire à propos de la fameuse inscription de Runamo (1). Les érudits du Nord avaient pendant longtemps cherché l'explication de certains caractères qu'on croyait apercevoir sur le rocher de Runamo, dans la province de Bleking, au sud de la Suède, et qui semblaient se rapporter à une ancienne inscription mentionnée par Saxo Grammaticus. En 1833, le roi de Danemark chargea Finn-Magnussen, de concert avec MM. Forchhammer et Molbech, d'examiner de nouveau et de résoudre, s'il était possible, la question. Finn-Magnussen, après un an d'études, annonça qu'il avait enfin déchiffré cette inscription runique en la lisant de droite à gauche, et, construisant sur sa découverte un système ou tout au moins des inductions nouvelles, il crut avoir obtenu des résultats inattendus, soit pour la science historique en général, soit en particulier, pour la connaissance de l'ancienne écriture runique. Cependant, tandis que Finn-Magnussen était occupé à rédiger un long et savant rapport, qui devint un ouvrage important (2), le célèbre chimiste suédois Berzélius et M. le professeur Nilsson, de l'université de Lund, le premier en 1838, et le second en 1841, publièrent des mémoires dont les conclusions, tout à fait contraires à celles de la commission danoise, tendaient à établir que ce qu'on avait pris pour des runes n'était que les accidens d'un filon de *trapp* dans le rocher granitique. L'attention des savans de l'Europe était vivement excitée par cette singulière polémique, lorsque M. Worsaae, après deux voyages en Suède, apporta dans la discussion de nouveaux argumens, et ruina la découverte prétendue de ses savans compatriotes. Toutefois, comme un grand esprit ne descend jamais dans un débat sans l'agrandir et le féconder, il se trouva que la science profonde de Finn-Magnussen avait découvert, chemin faisant, des aperçus qu'il n'avait pas jusqu'alors soupçonnés; M. Worsaae s'est plu à reconnaître lui-même cet heureux résultat; il a pu se consoler ainsi d'une lutte inévitablement pénible contre un tel adversaire. — La seconde période des travaux archéologiques de M. Worsaae s'est inspirée du sentiment patriotique qui animait tout le Danemark en 1848 et 1849. Contre l'Allemagne envahissant les duchés, tout Danois devint soldat, de la plume ou de l'épée, et pendant que se gagnaient les journées de Fredericia et d'Idstedt, les poètes et les érudits danois entretenaient l'amour de la patrie en évoquant ses plus glorieux souvenirs. M. Holst écrivait un poème devenu populaire au milieu des camps, *le*

(1) *Runamo et les Runes*, avec trois dissertations concernant les lettres runiques, l'inscription de Runamo et quelques autres monumens anciens, Copenhague, 1841, in-4°.

(2) Ce mémoire parut en 1844, sous le titre de *Runamo et la bataille de Braavalla*, 1 vol. in-4° avec fig. Une traduction allemande en a été publiée en 1847 à Leipzig.

Petit trompette. M. Wegener, suivant les armées, pénétrait dans chaque place ennemie, et trouvait dans chacune des archives la matière de quelque factum d'une logique pressante qui, après la bataille, éclatait au milieu des Augustenbourg et complétait leur déroute. M. Worsaae crut que l'archéologie avait aussi son rôle à remplir dans l'œuvre commune; il rappela la glorieuse histoire de ce rempart national, le *Danevirke*, élevé par des mains danoises contre les attaques de Charlemagne, un peu au nord de l'Eyder, et limite constante, malgré les prétentions allemandes de 1848, des deux nationalités germanique et scandinave (1). Les Danois du XIXe siècle avaient le droit de faire respecter la frontière que n'avait pu franchir la conquête romaine elle-même,

Eidora romani terminus imperii.

Avec le *Danevirke*, M. Worsaae célébra aussi, en retraçant minutieusement son histoire, l'étendard sacré, le *Danebrog*, qui tomba du ciel au milieu de la bataille de Wolmar, et apporta aux Danois ébranlés un secours divin qui ramena la victoire (2). L'archéologue a développé avec une érudition complaisante cette monographie qu'un chant devenu national a résumée et gravée dans les souvenirs du peuple : « Flotte fièrement sur la Baltique, Danebrog rouge comme le sang!... Ta croix blanche a porté jusqu'aux cieux le nom du Danemark... Frémis vaillamment au bruit du combat, frémis en l'honneur d'Juul (c'est le fameux amiral danois); chante le brave Tordenskjold et parle devant les étoiles du courageux Hvitfeld... mais pas un héros n'efface ton grand Christian IV... »

La lutte est finie dans le Nord; elle s'est terminée à la gloire du peuple danois; grâce à elle, non-seulement il a revendiqué dignement sa nationalité, mais, en étudiant de nouveau son histoire, il a conçu un orgueil légitime pour les graves destinées qu'ont accomplies dans le passé les races scandinaves et pour le grand rôle qui leur a été assigné dans les origines et la formation de l'Europe moderne. Il a donc chargé ses archéologues et ses historiens de rechercher avec soin toutes les traces de la civilisation scandinave et de l'influence qu'elle a exercée sur les autres peuples de l'Europe. C'est pour accomplir cette mission que l'habile antiquaire M. Thomsen a fondé les deux beaux musées ethnographique et scandinave que les gens du peuple de Copenhague visitent et admirent autant que les étrangers, et c'est aussi pour contribuer à cette tâche patriotique que M. Worsaae a publié, après d'autres écrits moins importans, mais tous curieux (3), un livre intitulé *les Danois et les Norvégiens en Angleterre, en Écosse et en Irlande* (4). Cet ouvrage a paru cette année

(1) *Danevirke, der alte Grœnzwall Dœnemarks gegen Süden, aus dem dœnischen übersetzt:* Kopenhagen, in-8o, 1848, avec carte.

(2) *Om Danebrog*, af J. J. A. Worsaae. Kjœb, in-8°, 1849, avec figures.

(3) *Die nationale Alterthumskunde in Deutschland* (De la Connaissance des Antiquités nationales en Allemagne,) in-12, Copenhague. — *The Antiquities of Ireland and Denmark*, in-8o, Dublin. — *Dœnemarks Vorzeit durch Alterthümer und Grabhügel beleuchtet* (le Passé du Danemark éclairé par les antiquités et les tombeaux), in-8o, Copenhague, avec gravures.

(4) *An Account of the Danes and Norwegians in England, Scotland and Ireland*, in-8o, Londres, 1852, avec de nombreuses gravures.

en même temps en danois à Copenhague et en anglais à Londres. C'est une enquête scrupuleuse de tous les vestiges scandinaves conservés dans les monumens, dans les tombeaux, dans les traditions, dans la langue et les mœurs des îles britanniques, des Shetland, des Hébrides et des Fœroë. Quiconque a lu *le Pirate* de Walter Scott et son recueil de chants du *Border* écossais sait quelle empreinte particulière le contact et la domination des peuples du Nord ont laissée sur le caractère anglais. Walter Scott eût encouragé avec bonheur le jeune archéologue danois recueillant avec piété sur les inscriptions tumulaires et dans les chansons ou les récits du peuple tous les souvenirs, toutes les syllabes scandinaves. Grand archéologue lui-même par la science et surtout par le sentiment du passé, il avait commencé, on peut le voir dans les notes savantes qui accompagnent presque toutes ses œuvres, ce travail d'érudition que M. Worsaae vient d'achever avec des connaissances plus spéciales. M. Worsaae parcourt avec zèle, afin de mener à bonne fin son enquête, tous les pays de l'Europe du nord. Il recommence les courses des anciens vikings scandinaves; il voudrait reconnaître leurs sillons sur les mers qu'ils ont traversées. Après avoir visité l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande en 1846 et 1847, il est venu cette année même explorer notre Normandie, et nous attendons de lui pour l'année prochaine un livre qui ajoutera une page intéressante non-seulement à l'histoire d'une de nos plus grandes provinces, mais à celle de notre moyen âge.

A côté des antiquaires qui scrutent le passé, se rencontrent les statisticiens qui vérifient et enregistrent les faits du présent. Depuis quelques années, le Danemark s'est élevé au rang des états de l'Europe qui sont le mieux pourvus à cet endroit, et la statistique y est devenue une science bien ordonnée. Un bureau spécial de statistique a été créé auprès de l'administration centrale, et M. Bergsoe, chef de ce bureau, lui a imprimé une direction qui a déjà produit des résultats excellens. Parmi les meilleures publications de la statistique officielle, il faut signaler les *Tableaux* (1) dressés par ordre du gouvernement pour obtenir un compte exact des résultats qu'avait amenés en Danemark le suffrage universel en 1849 et 1850. Ces tableaux offrent un singulier spectacle, qui doit être une leçon, en montrant par diverses colonnes que les électeurs les plus jeunes et les moins instruits votaient constamment et avec ensemble pour ceux des candidats qui offraient le moins de garanties politiques et morales, et qu'ils étaient en majorité. Il serait certainement curieux et utile qu'un pareil travail, divisé selon les âges et les professions, fût dressé pour la France; il intéresserait toute l'Europe et serait du moins une pièce importante pour qui veut étudier sérieusement l'expérience du suffrage universel. Doué d'une rare activité, M. Bergsoe, en dehors de ces travaux minutieux et difficiles à diriger, a conduit cette année même à bonne fin sa grande *Statistique du Danemark* (2), ouvrage consciencieux, judicieusement mêlé d'exposés historiques nets, précis, intéressans, et d'aperçus économiques tout à fait dignes de la science moderne.

Telle est la vigueur du génie danois. Il apporte dans l'archéologie et la sta-

(1) *Statistik Tabelvœrk*, in-4°.

(2) *Den Danske Stats Statistik*, in-8°, 4 vol., 1846-52.

tistique une exactitude et une critique qui le distinguent profondément de l'esprit germanique. Les résultats qu'ont obtenus sur ce terrain quelques écrivains danois font bien augurer de l'avenir d'un mouvement d'études si digne de l'attention et des encouragemens de l'Europe. A. GEFFROY.

SOUVENIRS DE VOYAGES ET D'ÉTUDES, par M. Saint-Marc Girardin (1). — En recueillant ces *Souvenirs*, M. Saint-Marc Girardin ne fait pas seulement une chose agréable au public, il fait aussi un acte de fidélité. Pourquoi ne le dirions-nous pas sans détour? Dans ce livre adressé aux lecteurs de 1852, ils trouveront à chaque page un homme de 1828 et de 1830. Cela s'entend : un homme de 1830, c'est un partisan de la liberté honnête et réglée, de la philosophie sans libertinage, de la religion sans fanatisme et sans hypocrisie, un ami de toutes les choses généreuses, enfin, pour trancher le mot, un esprit libéral. Oui, c'est en esprit libéral et en philosophe que M. Saint-Marc Girardin a visité l'Europe, jugé les hommes, les lieux, les institutions. Soit qu'il voyage aux enfers de Virgile, l'Énéide à la main; soit qu'il aille à Munich s'entretenir de métaphysique avec Schelling, de mysticisme avec Baader et Goerres, de statuaire avec Cornélius; soit qu'il descende le Danube de Vienne à Galatz, pour étudier sur place la question d'Orient et observer les principautés qui en sont le nœud, partout il se plaît à recueillir les traces des idées françaises de 89, se répandant à travers tous les obstacles par les livres de nos grands écrivains mieux encore que par les conquêtes de nos soldats.

Ce que nous aimons en M. Saint-Marc Girardin, c'est qu'il est un des rares esprits qui, de notre temps, ont conservé une foi. Quelle est donc, dira quelqu'un, la foi de cet impitoyable et charmant railleur qui médit si volontiers de son siècle, de son pays et du genre humain, qui souffle sur nos chimères, se joue de nos exaltations, perce à jour nos vanités et nos ridicules? S'il croit au vrai et au bien, quel est son système? Nous répondrons avec candeur que le système de M. Saint-Marc Girardin nous est complétement inconnu. Quand il nous vante les secrètes beautés de l'ontologie transcendante de M. Hegel, nous nous défions de lui. Il a beau nous citer ses deux saints de prédilection, saint Paul et saint Augustin, nous ne le croyons pas janséniste pour cela. En fait de systèmes, nous le soupçonnons d'être de l'école de *Micromégas*. Mais n'allez pas confondre sa raillerie avec celle de *Candide*. Elle est vive, légère, charmante, j'en conviens, mordante quelquefois, mais amère, mais cruelle, jamais. Sous ce ton de moquerie enjouée, on sent l'amour et le respect de la dignité humaine. Ce doute, qui pénètre ou effleure tant de choses, s'arrête toujours à propos. Son contrepoids n'est pas seulement dans la raison, il est dans le cœur. M. Saint-Marc Girardin nous raille, mais il nous aime. Il nous croit faibles, non incorrigibles. Il nous tient en garde contre l'exaltation, il ne nous jette pas dans l'indifférence. Cette foi morale qui jamais ne l'abandonne, il sait la répandre et la communiquer. De là cette chaleur douce et pénétrante qui vient animer sa raison et la préserver de la sécheresse; de là, le caractère d'honnête homme empreint à toutes les pages de son livre.

E. SAISSET.

(1) 1 vol. in-12, chez Amyot, rue de la Paix.

V. DE MARS.

BURKE

SA VIE ET SES ÉCRITS.

PREMIÈRE PARTIE.

De tous les hommes célèbres de l'Angleterre, il n'en est pas dont le nom me semble avoir dans ces derniers temps plus grandi que celui de Burke. Il est rare qu'il soit cité dans son pays sans quelque magnifique éloge par les écrivains les plus graves, et son autorité n'est jamais invoquée sans déférence. On peut s'étonner de ce retour de faveur envers sa mémoire; car, dans les années qui suivirent sa mort, il semblait n'avoir laissé qu'une de ces réputations de parti qui n'excluent pas des talens supérieurs, mais qui atteignent rarement à la gloire incontestée. Depuis lors, il ne s'est accompli, dans les opinions ni dans les faits, aucune de ces révolutions qui donnent tout d'un coup raison et crédit à un homme d'état longtemps méconnu, à un penseur longtemps mal compris. Rien ne s'est passé en Angleterre qui puisse être regardé comme l'ouvrage de Burke. La France a quelquefois justifié, plus souvent démenti ses prédictions. Les hommes qui illustrent depuis vingt ou trente ans le gouvernement britannique ne se proclament ni ses disciples ni ses continuateurs. A mes yeux, cette renaissance de renommée est surtout littéraire. Elle est due au grand écrivain dont le talent a fait école. Quoique ce soit malheureusement le mérite dont nous osions le moins juger, quoique celui de Burke en général nous semble un peu au-dessous du rang qu'on lui

assigne, il nous a paru intéressant de chercher à peindre, même après de plus habiles, un homme éminent, dont chacun sait le nom, dont peu connaissent les traits. Aussi bien, diverses circonstances se réunissent pour donner de l'à-propos à l'histoire de l'un des juges les plus cités et les plus sévères de la révolution française. Ceux-là qui auraient, en d'autres temps, accueilli avec impatience ou dédain les rudes avertissemens d'un publiciste ennemi, laissent voir des dispositions différentes, et il ne serait pas impossible que Burke reprît faveur. En cela du moins, nous suivrons le courant, dans le choix du sujet bien entendu, car pour le fond des idées nous ne promettons rien. Nous sommes du parti des hommes sans progrès et que les événemens n'éclairent pas.

On doit chercher Burke dans ses actions, ou plutôt dans ses écrits et ses discours, qui furent ses principales actions. Puis, il faut s'enquérir de ce qu'on a dit de lui et de ce qu'on a publié sur son compte. Outre les deux grandes revues, *Quarterly* et *Edinburgh*, qu'on doit consulter toujours, de quelque sujet qu'il s'agisse intéressant l'île fameuse, il y a encore des mémoires sur Burke, publiés par James Prior, Anglais conservateur du commencement du siècle, et qui professait exactement les opinions dans lesquelles Burke a fini sa vie. En tête d'une édition de ses œuvres (1845), un écrivain qui nous paraît plus habile, M. Henry Rogers, a placé une introduction biographique et critique où il y a beaucoup à profiter. En 1827, une correspondance intéressante entre Burke et le docteur Laurence a été imprimée. Enfin, il y a huit ans, lord Fitzwilliam et sir Richard Bourke, l'un fils d'un ami de Burke, l'autre membre de sa famille, ont publié en quatre volumes le recueil de ses lettres, un de ces recueils qui, avec le temps, ne manquent jamais en Angleterre et qui sont si utiles à lire, s'ils ne sont très agréables. Nous avons ainsi un ensemble de matériaux à peu près complet pour apprendre à connaître et, s'il se peut, à peindre le *right honourable Edmund Burke*.

Il était Irlandais. Quoique l'on hésite en Angleterre à désigner ainsi tout protestant né en Irlande, et que généralement on réserve ce titre peu favorisé au descendant de la race celtique resté fidèle au christianisme selon saint Patrick, il nous semble que le fils d'un avocat de Dublin peut, encore qu'il ne fût pas catholique, être considéré comme un enfant de la *verte Erin*, et son origine d'ailleurs se trahissait par quelques-uns des traits du caractère national. La puissance et la vivacité de l'imagination, la haine de la tyrannie jointe au respect de la tradition, une indépendance personnelle qui résistait à l'opinion commune et au commun exemple, une raison plus haute que sûre, un esprit fécond, vigoureux, mais rarement calme et tempéré, une tendance constante à l'exagération, ne sont pas les traits

ordinaires d'un Anglais de race, mais plutôt les signes distinctifs d'une riche nature irlandaise. A diverses reprises, on l'a même soupçonné de dissimuler des croyances catholiques pour lui, pour sa famille, pour sa femme, ainsi que les souvenirs d'une éducation reçue chez les jésuites à Saint-Omer. Aucun fait réel ne justifiait ce soupçon; il est vrai seulement qu'il soutint constamment les intérêts ou plutôt les droits des catholiques irlandais, et que la naissance seule l'avait fait protestant. Il était fidèle au culte de ses pères plutôt qu'à l'esprit du protestantisme, et peut-être eût-il été plus à l'aise dans la foi catholique s'il y fût né, car il était de ceux qui reconnaissent la vérité à l'antiquité; mais la foi anglicane était pour lui la tradition; elle faisait partie de ces institutions nationales, toutes sacrées à ses yeux. Il faut même le louer de ne s'y être pas attaché jusqu'à l'intolérance, car ce qui le caractérisait, c'était d'unir les idées d'un Anglais de 1688 au génie d'un Irlandais.

Né le 12 janvier 1728, d'une famille qui, malgré une différence d'orthographe, est la même que celle de Bourke ou Burgh, race normande établie depuis longtemps dans le Galway, Burke avait une sœur et deux frères qui n'étaient pas sans mérite. L'aîné demeura à Dublin, simple attorney comme son père, et Richard, le troisième, suivit Edmund de loin dans la carrière des lettres et de la politique. La faiblesse de sa santé détermina son père à le faire élever à la campagne, et, d'une école de village à Castletown-Roche, il passa, avec ses frères, à une école de Dublin, puis à l'Académie de Ballitore, collége estimé dans le comté de Kildare et dirigé par le chef d'une famille du nom de Shackleton. C'étaient des quakers, et près d'eux sans doute Burke enfant contracta la simplicité de goûts et même une certaine sévérité de mœurs qui ne l'abandonna jamais. Il ne cessa de porter aux quakers une bienveillance qu'il accordait rarement aux autres sectes dissidentes. Le fils du principal du collége, Richard Shackleton, demeura pendant plus de cinquante ans, et jusqu'à sa mort, l'ami de celui dont il avait été le camarade d'études. Les longues amitiés sont aussi respectables que des vertus.

Le jeune Burke était un écolier plus remarquable par sa facilité, sa mémoire, son ardeur à s'instruire, que par des talens précoces. On remarquait l'indépendance de ses penchans et son goût pour le genre de domination qui s'obtient en enseignant aux autres ce qu'ils ignorent. On a de lui des lettres de 1744 adressées à son ami Shackleton; l'une contient des vers descriptifs passables pour un écolier; l'autre exprime des sentimens vivement chrétiens, un peu quakers. Il avait seize ans; c'est l'âge où il entra à Trinity College, de l'université de Dublin. Il s'y distingua bientôt assez pour gagner successivement, avec plus de travail que d'éclat, tous les grades académiques.

Cependant son imagination s'était éveillée : son premier goût pour la poésie se montrait par quelques traductions d'un assez bon style. En même temps il se portait, avec une curiosité qu'il appelle de la fureur, vers les études les plus diverses, mais surtout vers l'histoire, vers la philosophie morale et politique. Quoiqu'il cultivât la logique et la métaphysique, c'est le spectacle de la nature humaine sur le théâtre de la société qu'il aimait à contempler. A tous les poètes et à tous les philosophes il dit qu'il préférait Plutarque.

Il avait dix-neuf ans, lorsqu'il publia sa première composition, et l'on a remarqué qu'il commença comme il devait finir. Il combattit à Dublin l'opposition démocratique, y réfutant un docteur obscur qui avait gagné une certaine importance locale en s'attirant les rigueurs de l'administration. Mais il se destinait au barreau anglais; il était inscrit à Middle-Temple, et, dans l'intention d'y prendre ses grades, il vint à Londres en 1750. Une lettre qu'il écrivit peu après son arrivée est remplie d'une sorte d'enthousiasme. Voici pourtant ce qu'il dit de la chambre des communes, déjà brillante de la rivalité du premier Pitt et du premier Fox : « Il s'y produit souvent des explosions d'une éloquence qui s'élève plus haut que la Grèce et Rome, même dans leurs jours de plus grand orgueil. Cependant un homme après tout y fera plus par les figures de l'arithmétique que par les figures de la rhétorique. » Voilà comme sous Walpole ou Pelham on jugeait l'assemblée du peuple.

Le jeune étudiant s'attacha médiocrement à la loi, et ne poussa pas jusqu'au bout son apprentissage. L'étendue de son esprit et la diversité de ses facultés ne lui permettaient guère de se renfermer dans une étude exclusive. Sa poitrine délicate lui faisait redouter les fatigues de la profession d'avocat. Il y renonça et se jeta dans cette situation indécise, dans cet état de disponibilité universelle qui tente souvent les jeunes gens, et qui peut satisfaire également l'amour comme l'aversion du travail, attirer ceux qui peuvent beaucoup comme ceux qui ne peuvent rien. C'est une phase que les uns traversent pour préparer et découvrir leur aptitude; les autres y demeurent sous prétexte d'attendre leur jour, et tout en se réservant pour un avenir qui ne vient pas, ils s'habituent au désœuvrement et ne se disposent qu'à la stérilité. La vanité des uns et des autres peut s'y complaire; mais là elle vit d'espérances ambitieuses, ici elle se nourrit des dégoûts de l'impuissance. A ce moment de la vie, pour les esprits doués d'activité, nos sociétés modernes offrent une ressource, c'est la presse périodique. Quand on a de l'esprit dans la jeunesse, on pense à tout; point de sujet sur lequel on n'ait son mot à dire et sa leçon à donner. Or les journaux parlent de tout et font l'éducation de tout le monde, même de ceux qui les rédigent. Burke

écrivit donc dans les journaux; mais ces premiers essais de sa plume sont restés inconnus.

On sait aussi qu'il fréquentait les théâtres, qu'il recherchait les gens de lettres, mais ne négligeait pas les études les plus sérieuses. La philosophie, qu'il appelle « la reine des sciences et la fille du ciel, » l'occupa quelque temps, quoiqu'il ne fût point, par la nature de son esprit, destiné à y faire de grands progrès. Deux ou trois ans après son arrivée à Londres, il se porta candidat à la chaire de logique de l'université de Glasgow, et composa, pour se donner des titres, une réfutation du système de Berkeley qui n'a pas été conservée. C'est vers le même temps qu'il fit en France un premier voyage dont il n'est pas resté de traces. Peut-être alors visita-t-il la maison des jésuites de Saint-Omer où beaucoup de jeunes Irlandais étaient élevés, et c'est cette relation momentanée que la malignité aura exploitée plus tard. Ses premières années de jeunesse furent tellement obscures, qu'il a été facile d'y semer des fables. Ce n'est qu'à vingt-huit ans qu'il put enfin se faire un peu connaître, en publiant sa *Défense de la société naturelle.*

Il ne faut pas se méprendre au titre : ce n'est pas l'exposition d'un système, ni la démonstration de cette thèse qu'il y a un ordre social fondé sur la nature; c'est, sous une apparence sérieuse, une dissertation étendue, trop étendue, où l'on prouve que tous les maux de l'humanité lui viennent de la société artificielle, c'est-à-dire des gouvernemens et des lois. D'où put naître cette conception singulière si peu d'accord avec les opinions générales de Burke, qui toute sa vie fit profession de mépriser les abstractions politiques? Etait-ce un paradoxe adopté légèrement par un jeune écrivain qui veut un début brillant et cherche à surprendre pour être admiré? Nullement; l'ouvrage est d'un bout à l'autre ironique. C'est une thèse soutenue avec l'art d'un sophiste à dessein de montrer qu'il faut se défier du talent et du raisonnement, et qu'il est aisé de rendre l'erreur plausible et l'absurdité persuasive.

Les ouvrages philosophiques de Bolingbroke avaient paru quelque temps après sa mort (1754). Cette publication fit du bruit et même du scandale. De son vivant, la liberté de ses opinions en matière religieuse était connue; ses écrits sur ce sujet ne l'étaient pas. Or, dans ces essais adressés à Pope et qui sont peu lus aujourd'hui, il insistait tant sur les tristes effets de la superstition et de l'intolérance, qu'il semblait conclure à la condamnation de la religion même. Sa réputation d'écrivain était telle, que les gens d'esprit se croyaient obligés d'exalter son génie malgré son caractère, et ses ouvrages malgré ses principes. On proclamait sa manière inimitable. Le jeune Burke entreprit de l'imiter, et il y réussit tellement, que Mallett, l'éditeur

de Bolingbroke, jugea nécessaire de désavouer la nouvelle publication. Le novice auteur, en reproduisant avec adresse les artifices et les beautés d'un style admiré, avait adopté une thèse manifestement fausse comme fondement ruineux d'une déduction puissante et peut-être irrésistible, espérant ainsi prémunir les esprits contre la tromperie possible de toute dialectique éloquente. Nous devons convenir que l'ouvrage est bien écrit, le raisonnement spécieux, les preuves exposées avec suite et clarté, et qui le lirait sans être averti pourrait croire l'auteur de bonne foi, ou lui attribuer la sincérité relative d'un esprit paradoxal dont les opinions sont des caprices ou des moyens de briller. On imaginerait aisément lire quelque chose comme le discours de Rousseau sur les sciences et les arts, comme un de ces ouvrages que l'auteur commence sans conviction et qui finissent par le persuader à mesure qu'il les écrit.

Il paraît que le premier effet fut équivoque, et l'idée mal comprise, preuve au reste que l'auteur avait réussi, car l'illusion était son but. Dans la préface d'une nouvelle édition, il expliqua sa pensée, et l'on sut enfin que ce débutant, qui se montrait déjà maître des secrets du métier, promettait un défenseur de plus aux conventions et aux croyances générales de l'humanité. Ce point nous frappe dans ce premier essai. Burke y paraît déjà ce qu'il fut toujours, même au temps où il brillait au premier rang des défenseurs de la liberté politique, l'adversaire déclaré des nouveautés hasardeuses et des utopies subversives qui furent de vogue au dernier siècle, et qui ne manquent jamais de se produire à la veille des transformations sociales. Burke était un écrivain hyperbolique plutôt qu'un écrivain paradoxal; ses opinions étaient d'ordinaire pratiques et modérées, bien qu'exprimées souvent sans modération. Ce n'est pas son esprit, mais son talent qui était original et hardi. Penseur sage, avec un cœur passionné et une ardente imagination, il a dû plus d'une fois donner le change à ses amis et à ses ennemis, et c'est un contraste dont il faut tenir compte, si l'on veut le bien juger.

Nous regardons d'ailleurs comme assez puérile la supercherie littéraire de son premier écrit. Il est trop long pour n'être pas sérieux. Quand on le croit sincère, il impatiente; quand on le sait ironique, il ennuie. Son plus grand mérite est de manifester dans un début l'habileté savante d'un écrivain expérimenté.

La réputation de Burke pouvait commencer alors; mais, la même année 1756, il l'établit, autant que le peut faire un auteur qui ne signe pas ses ouvrages, en publiant ses *Recherches philosophiques sur l'origine de nos idées du sublime et du beau.* C'est un pendant de l'ouvrage d'Hutcheson sur l'origine des idées de beauté et de vertu. On sait que Hutcheson, Irlandais comme Burke, devint pro-

fesseur à Glasgow, et fut le fondateur de l'école écossaise. Burke, ayant songé à lui succéder, avait étudié ses écrits, et il se sentit excité à marcher sur ses pas. De là le seul livre qu'il ait fait, ou du moins le seul de ses ouvrages qui ne soit pas de circonstance, et dont on cite encore le titre plus qu'on n'en connaît le contenu. Le sujet était assez à la mode. Hogarth, le peintre spirituel, avait récemment publié son *Analyse de la beauté*, ouvrage médiocre de métaphysique et d'art, dont l'une des belles Gunning, célébrées par H. Walpole, lady Coventry, disait avec ennui : « Encore un ouvrage sur moi ! c'est insupportable. » Le livre de Burke pouvait difficilement donner lieu à la même méprise, quoique Dugald Stewart lui reproche d'avoir, en le composant, trop exclusivement eu devant les yeux pour exemple du beau la beauté des femmes.

Dans une dissertation préliminaire sur le goût, Burke appelle ainsi la faculté ou les facultés de l'esprit qui sont affectées par les ouvrages d'art ou d'imagination, ou qui servent à en porter un jugement. Quoiqu'on accuse ces affections de varier sans aucunes règles, l'identité, chez tous les hommes, des moyens de communication avec les objets extérieurs ne permet pas d'admettre que cette diversité soit infinie. Tous trouvent que l'amer est amer et que le doux est doux; pour tous, la lumière est plus agréable que l'obscurité. Quoique le degré de plaisir ou de peine attaché aux sensations puisse varier d'un homme à un autre, l'imagination est soumise à une certaine uniformité comme les sensations mêmes. C'est par une loi générale de sa nature qu'elle se plaît aux images, aux comparaisons, aux métaphores. Point d'homme qui, la première fois qu'il voit une statue, n'éprouve un plaisir qui ne diffère qu'en raison de l'éducation, des études et des souvenirs. Nous aimons de la même manière les ouvrages d'esprit, sans aimer également les mêmes ouvrages, parce que les intelligences ne sont pas douées de la même puissance, de la même délicatesse, et n'ont pas reçu la même culture. Nos passions ajoutent à ces différences, dès qu'au lieu d'images qui parlent aux sens il s'agit des choses morales. Au fond, le goût ne varie en ces matières que parce que la sensibilité et le jugement ne sont pas constamment parfaits, et cela même prouve qu'il y a une telle chose qu'une sensibilité vive, qu'un jugement droit. Or les causes qui altèrent la sensibilité ou le jugement sont accidentelles; viennent-elles à suspendre leur action, le goût se redresse et reprend son uniformité. Tout le monde alors juge de même en matière de goût, quoique tout le monde ne goûte pas le même genre de beauté avec le même plaisir. Il y a donc une logique du goût.

Mais si le goût n'est pas arbitraire, s'il n'est pas une pure affection individuelle, il faut que nous ayons tous des idées de beau et

de sublime. Quelle est l'origine de ces idées? Digne sujet d'une recherche philosophique.

La curiosité est la première émotion de l'âme humaine. Nous cherchons d'abord la nouveauté; mais quoiqu'une certaine nouveauté soit une des conditions de l'attrait des choses, elles nous affectent directement par le plaisir ou la peine, qu'il ne faut pas tenter de définir. Cependant on peut distinguer le plaisir qui ne résulte pas de l'absence d'une peine, et qui est conséquemment un plaisir par lui-même, et le plaisir mixte, qui se compose ou s'accroît de la cessation d'une peine, de la disparition d'un danger, et que l'auteur appelle du nom bizarre de *délice*. Les sentimens qui suivent ou accompagnent le plaisir et la peine sont la joie et la douleur.

Les passions qu'engendrent le plaisir et la peine tendent à la conservation de l'individu ou à celle de la société. Les premières, principalement excitées par la peine et le danger, sont les plus puissantes de toutes. Tout ce qui est fait pour provoquer ces idées de peine et de danger, tout ce qui est terrible, est une source de sublime ou de la plus forte émotion que l'âme soit capable de ressentir. Parmi les passions qui intéressent la société, celles qui regardent la *société des sexes* admettent immédiatement l'idée de beauté; mais une idée de volupté s'y mêle, et cette dernière idée est étrangère aux autres passions sociales, à la sympathie, à l'imitation, à l'ambition. On peut dire en général que l'amour a pour objet la beauté. Le plaisir que nous donne l'imitation est la source de notre goût pour les arts, où sous une nouvelle forme trouvent place le sublime et le beau.

Quoi qu'on pense de cette métaphysique (et il est facile d'en apercevoir à la première vue l'insuffisance, l'inexactitude et la confusion), on prendra plus de plaisir à suivre l'auteur dans l'analyse particulière des passions ou pour mieux dire des affections qu'excite le sublime. Ici encore manquent la clarté et la méthode, les divers genres de sublime sont confondus avec leurs effets divers, et les causes de nos affections avec nos affections même; mais pourtant ce qu'il dit de l'étonnement, de la terreur et du respect, de l'obscurité, de la puissance, de la grandeur, de l'infini, fera penser, et s'il est difficile de rencontrer quelque part dans ce livre une théorie satisfaisante, même une vue large et lumineuse, on trouvera une constante élévation d'idées et des remarques détachées qui frappent par la justesse ou par l'expression. Les rapports de certaines causes de pure sensation avec la sublimité des objets naturels et artificiels, par exemple les effets de la lumière, de la couleur, du son, de l'odeur, de la saveur, de la soudaineté et de l'intermittence, sont étudiés avec une sagacité ingénieuse, et les vérités se rencontrent là pêle-mêle avec les singularités.

La troisième partie, qui roule sur la beauté, est certainement beaucoup mieux traitée et mérite plus le titre de recherche philosophique. L'auteur, discutant les idées de Locke, de Shaftesbury, d'Hutcheson, établit avec développement que la beauté n'est ni la proportion, ni la convenance, ni la perfection, et, après avoir indiqué avec quelle réserve l'idée de beauté doit être appliquée, soit aux qualités de l'âme, soit surtout à la vertu, si l'on ne veut pas confondre le goût avec la morale, il prétend que la beauté se réalise à sept conditions, petitesse comparative, douceur de l'ensemble, diversité dans la direction des parties, gradation de ces mêmes parties, qui ne doivent pas être anguleuses, mais se fondre les unes dans les autres, délicatesse de la forme, éclat du coloris, ou couleurs claires et brillantes, enfin mélange de celle qui domine par son éclat avec d'autres qui la diversifient et la tempèrent. Dans la pensée de Burke, tout ce qui est proprement beau est sensible, et il n'admet qu'indirectement et par extension ce qu'on appelle la beauté morale.

Dans la quatrième partie, il revient sur l'objet des deux premières en se proposant de rechercher la cause efficiente du sublime et du beau. L'association des idées et certains mouvemens des nerfs qu'il affirme plutôt qu'il ne les prouve donnent, selon lui, naissance à ces émotions, à ces affections que nous rapportons au beau et au sublime. Reste à savoir pourquoi certains objets sont ainsi qualifiés. On trouve ici tantôt de la psychologie, tantôt de la physique; mais ni l'une ni l'autre ne satisfait aux conditions rigoureuses de la science. Il vaut mieux passer au dernier livre, qui traite des mots et qui appartient à la métaphysique de la littérature. Ici l'homme de lettres se retrouve. La puissance de la langue et surtout de la langue poétique est exposée par un critique capable de la sentir, et, quoiqu'il soit difficile de rattacher solidement cette partie à l'ensemble, on ne peut regretter de la rencontrer.

Cet ouvrage, qu'il serait oiseux d'examiner au fond, n'a fait faire aucun progrès à cette science du beau que les Allemands nous ont forcés d'appeler l'esthétique. Le mérite est plutôt dans le choix du sujet que dans la manière dont il est traité. Quelques vérités particulières, quelques observations neuves, quelques pensées finement justes, plus rarement brillantes, ne suffisent point pour faire un livre, et l'essai de Burke n'est qu'une suite de discours qui auraient parfaitement réussi dans l'improvisation de l'enseignement, ou plutôt d'une sérieuse conversation entre Reynolds et Johnson. On dit que, plus avancé dans la vie, Burke riait parfois de quelques-unes des théories hasardées dans cette œuvre de sa jeunesse; mais nous doutons, avec un de ses biographes, qu'à aucune époque il les eût remplacées par des doctrines mieux liées, plus approfondies, plus con-

cluantes. Son esprit n'était pas philosophique, à prendre ce mot dans le sens propre; la dialectique dans l'abstraction ne lui allait pas. Il est remarquable que dans une matière qui touche par tant de points aux choses d'imagination, son style n'offre pas cette vivacité de couleur qui brille dans ses autres écrits. On dirait que, gêné par son sujet ou par son plan, mal à l'aise dans la déduction, il cherche avant tout, et cherche vainement la clarté, l'exactitude et la précision. Evidemment, en abordant les recherches spéculatives, il manquait sa vocation et forçait son talent.

Cependant son ouvrage eut un certain succès, et a conservé quelque réputation. Il dut placer l'auteur dans ce monde littéraire où il n'avait jusqu'alors aucun rang, et il lui donna crédit parmi les artistes, qui firent toujours cas de son jugement. On a conservé de ses lettres, qui sont d'intéressantes dissertations sur la peinture et la sculpture. Il jugeait beaucoup mieux l'art dans ses productions que dans ses principes. On raconte que, quelques années plus tard, le peintre irlandais Barry l'avait invité à visiter son atelier. Burke, en discutant le mérite d'un tableau, amena, sans y penser, le peintre à lui opposer quelque règle de goût empruntée à ces recherches sur le beau, dont il ne le savait pas l'auteur; car l'ouvrage était anonyme. Burke contesta, récusa la citation comme sans autorité, et indigna tellement son contradicteur, qu'il fallut enfin pour le calmer lui révéler le nom qu'il ignorait, et l'artiste transporté lui sauta au cou. Barry devint le protégé et l'ami de Burke, qui le présenta dans le monde, le fit connaître de Reynolds, et même le décida, par ses conseils et ses secours, à faire un voyage en Italie. Les lettres qu'il lui écrivit pendant ce voyage sont remplies de bons avis pour l'homme et d'idées précieuses pour l'artiste. Pendant longtemps Barry, qui lui-même écrivait assez bien sur les arts, trouva chez Burke un utile protecteur, et s'il finit par perdre sa bienveillance, c'est que le caractère vain, inquiet, irritable du peintre lui rendait impossible une éternelle reconnaissance.

Mais avant de pouvoir patroner personne, Burke eut pendant des années besoin lui-même de protection. Ses premiers ouvrages ne l'enrichirent pas, et son père, mécontent de ne lui voir aucune profession, venait peu à son aide. En 1757, Burke rencontra à Bath la fille presbytérienne d'un docteur irlandais et catholique établi à Bristol. Il aima Jane Mary Nugent, et il l'épousa; mais cette union, qui fit son bonheur, ne lui donna pas de fortune. Bientôt la naissance d'un fils, sur lequel il fit longtemps reposer de douces espérances, et dont la perte devait désoler les dernières années de sa vie, lui rendit encore plus nécessaire la prévoyance qui assure l'avenir. De tous temps, en Angleterre, le talent littéraire a été un moyen

des meilleurs de se faire une position dans le monde. Les liaisons nombreuses que Burke avait formées à Londres commençaient la sienne. Elisabeth Montagu, qui dans le genre épistolaire a renouvelé sans l'égaler la réputation du nom qu'elle portait, écrivait à propos de l'ouvrage sur le beau : « L'auteur est dans ses écrits et sa conversation un homme ingénieux et ingénu, modeste et délicat, et sur les grands et sérieux sujets, rempli de ce respect, de cette vénération qu'une âme bonne et grande est assurée de ressentir, tandis que des insensés sautent par dessus l'autel devant lequel les sages s'agenouillent et paient leur mystérieux tribut. » La grave jeunesse de Burke devait produire cette impression. Des hommes dont le suffrage est une autorité se portaient déjà caution de la distinction de son esprit. Dès le commencement de son séjour à Londres, il avait formé des relations assez étroites avec Garrick, qui était presqu'un homme de lettres et un homme du monde. Une liaison plus intime, et qui devint une intime amitié, l'unissait à sir Joshua Reynolds, cet habile artiste et cet habile critique qui marquait dans la société, grâce à son talent, dont les œuvres sont chaque jour plus estimées, grâce à sa conversation, dont ses écrits portent plus d'un brillant témoignage. Samuel Johnson, ce juge difficile qui gouvernait l'opinion dans les matières d'esprit, et dont l'influence et la renommée ont surpassé les ouvrages, avait connu Burke à dîner chez Garrick, et il aperçut de bonne heure sa supériorité naissante. Il prisait très haut sa conversation, quoiqu'il lui refusât l'esprit de mots. Cette conversation, en effet, était admirée de tous les contemporains. Elle frappait à la première vue. « Un homme de sens, disait Johnson, ne pourrait rencontrer Burke par hasard, en s'arrêtant sous une porte pour éviter une averse, sans partir convaincu que c'est le premier homme de l'Angleterre. »

A trente ans néanmoins, le premier homme de l'Angleterre était encore obligé de travailler pour vivre. M. Prior, qui met beaucoup de soin à le disculper, comme d'une faute, de la gêne toujours honorable dans laquelle il vécut, dit que son père, enfin touché de ses succès, lui donnait alors deux cents livres sterling par an. Cela n'empêcha pas qu'il ne formât le projet de passer en Amérique, pour essayer du commerce, et peu s'en fallut que l'Angleterre ne perdît un des hommes qui l'ont le plus honorée. Il aurait brillé certainement parmi les fondateurs de la liberté des Etats-Unis : cette révolution-là était dans son génie ; mais il resta à Londres, et il écrivit. C'est en 1757 qu'il publia, avec l'aide, dit-on, d'un collaborateur inconnu, un tableau des établissemens européens en Amérique, ouvrage qui lui fut suggéré par le livre de Raynal, et que Dugald Stewart appelait une esquisse de maître. C'est ainsi qu'un an après il fonda, avec le libraire

Dodsley, une publication périodique, dont l'idée était heureuse, et dont l'existence a contribué à répandre utilement en Angleterre, la connaissance des faits de l'histoire contemporaine. On doit à Burke l'*Annual Register*. On sait que ce recueil, qui paraît tous les ans, rend compte des événemens écoulés dans l'intervalle d'un volume à l'autre, et donne les documens qui servent à les éclaircir. Les trois ou quatre premiers volumes passent pour être en grande partie de la main de Burke, et en tout temps il continua de s'intéresser à l'ouvrage et d'y contribuer quelquefois. Cette histoire annuelle du monde se publie tantôt depuis un siècle, et forme une collection d'un grand prix. Nulle composition n'était plus propre à former un homme public. On ne peut trop bien savoir les faits, quand on veut diriger les hommes.

Cependant sa situation restait précaire. L'agrément de son commerce multipliait ses relations. George, lord Lyttleton, dont les ouvrages historiques sont encore estimés, Fitzherbert, un membre du parlement qui aimait les lettres, Pulteney, comte de Bath, dès longtemps hors de la politique, cité pour sa conversation piquante, Anne Pitt, la sœur du grand Pitt, et dont Burke admirait l'esprit très original, Hume, qui lui fit connaître Adam Smith, et dont il trouvait l'histoire trop peu libérale et la philosophie trop peu religieuse, goûtaient tous son entretien, louaient son esprit, mais n'aidaient point à sa fortune. Heureusement dans le nombre de ses amis était son compatriote lord Charlemont, dont il parla toujours avec l'enthousiasme de la reconnaissance. C'est ce seigneur, l'ami de Montesquieu, le généreux défenseur de l'Irlande, qui présenta Burke à Gerrard Hamilton, nommé principal secrétaire du lord-lieutenant de cette île, quand en 1761 ce gouvernement fut donné à lord Halifax.

Hamilton avait débuté avec beaucoup d'éclat à la chambre des communes. On raconte que son premier discours parut si beau, qu'il désespéra de l'égaler et ne parla plus. Aussi l'appelait-on Hamilton au seul discours, *singlespeech*. La vérité est qu'il parla rarement, parce qu'il apprenait par cœur des discours écrits, et qu'ayant quitté la chambre des communes pour l'Irlande, il sembla renoncer, en Angleterre du moins, aux succès parlementaires. L'union n'était pas alors établie par la loi entre les deux îles. Le principal secrétaire accompagnait le lord-lieutenant, dont il était comme le ministre dans le parlement de Dublin. Burke partit avec Hamilton sur le pied mal défini de secrétaire, de conseil et d'ami. Dans cette position ambiguë, un collaborateur de cette vigueur d'esprit dut prendre une grande part au gouvernemeut de son pays; mais cette part est restée secrète. On sait seulement que ses services lui valurent la troi-

sième année une pension de trois cents livres sterling sur le fonds de l'établissement de l'Irlande, souvent grevé de dons plus abusifs. A ce prix, Hamilton crut apparemment acheter un dévouement absolu et s'acquérir envers un subordonné le droit de disposer à la fois de ses opinions, de son jugement, de son travail et de son temps; mais Burke ne pouvait renoncer au droit de penser et de dire sa pensée. Il n'approuvait pas toute l'administration de lord Halifax; son indépendance se heurtait souvent à l'orgueil de Hamilton; il brisa le joug, et rendit, avec une dignité un peu hautaine, un bienfait que le bienfaiteur ne dédaigna pas de reprendre pour son compte, sous le nom d'un de ses agens. Tous les liens furent rompus, et Burke revint à Londres avec de nouveaux titres à l'estime et à l'intérêt de ses amis.

Il avait mis, pour ainsi dire, le pied dans la politique. Le mouvement était donné, et ne devait plus s'arrêter qu'avec sa vie. Ses relations et ses études n'eurent plus qu'un objet. Histoire constitutionnelle, précédens parlementaires, faits économiques, il voulait tout connaître. Assidu à suivre les travaux de la chambre des communes, il se formait à la parole dans une société de discussion (*debating society*) connue sous le nom de *Société de Robin-Hood*. En même temps, il ne négligeait pas le Club littéraire, institution dont il fut un des fondateurs avec Reynolds et Johnson.

Malgré sa liaison avec le célèbre docteur, il n'était nullement de son école en politique. A cette époque, le court passage de lord Bute au pouvoir, la rude manière de gouverner de George Grenville avaient soulevé l'opinion contre le favoritisme de cour et l'arbitraire ministériel. Diverses questions constitutionnelles, comme les droits des colonies en matière d'impôt, comme la légalité des mandats généraux d'arrestation qui intéressait la liberté individuelle, comme la destitution des membres militaires du parlement pour un vote indépendant sur cette question même, avaient vivement agité la tribune et la presse. Un mouvement d'opinion chaque jour plus prononcé laissait chaque jour le pouvoir plus isolé et plus affaibli. L'esprit ardent et généreux de Burke ne pouvait que suivre ce mouvement, ou plutôt il le devançait. On a dit qu'il n'avait été whig que par accident; cela est vrai, si l'on veut dire qu'il ne pouvait l'être que dans un temps où le débat n'était pas ouvert entre l'esprit de conservation et l'esprit de révolution, mais entre une cour justement soupçonnée de prétentions usurpatrices et un parti populaire jaloux de sauver ou de revendiquer les principes de la constitution établie; le torisme était alors à peu près le synonyme d'absolutisme; c'est lui qui menaçait les institutions; être whig, c'était les défendre. En aucun temps, Burke n'a eu ni les goûts, ni les mœurs, ni les principes d'un cour-

tisan. En aucun temps non plus, malgré l'étendue de son esprit, il ne s'est beaucoup soucié de l'abus qu'on pouvait faire de ses idées; jamais il n'a embrassé une opinion à demi pour la soutenir faiblement. Ce fut donc sans hésitation ni scrupule, ce ne fut ni par intérêt ni par imitation, mais avec conviction, mais avec feu, qu'il se jeta dans le parti du pays, comme s'appelait alors l'opposition. Il ne crut pas un moment faire ainsi preuve d'infidélité ou d'indifférence à la cause de la monarchie ni de l'ordre, qui ne lui semblait nullement en question. Ce sont là des craintes d'un autre temps, et c'était dès lors l'heureux privilége de l'Angleterre qu'on pouvait y combattre pour la liberté sans avoir les allures d'un tribun ni les passions d'un novateur.

En 1765, sans que la majorité eût changé dans le parlement, le ministère changea. Il se sentait miné à la cour et dans le public. Cette retraite honora Grenville sans le rendre populaire; mais ses adversaires prirent sa succession, et lorsque le marquis de Rockingham eut formé son ministère, M. Fitzherbert lui présenta Burke, qu'il choisit pour son secrétaire particulier.

Il suffit de s'approcher du pouvoir pour rencontrer la délation. Presque aussitôt on dénonça (il paraît que ce fut le duc de Newcastle), on dénonça au premier ministre Burke comme un jacobite et un papiste déguisé. Il donna à l'instant sa démission; mais Rockingham était un homme juste et bienveillant, capable de reconnaître la loyauté; il voulut garder Burke, qui devait être un si fidèle ami. Bientôt même le nouveau secrétaire entra dans la politique pour son propre compte. Par un arrangement avec lord Verney, qui fut nommé membre du conseil privé, il siégea au parlement pour le bourg de Wendover, Buckinghamshire. De ce jour, sa destinée fut accomplie. L'homme de lettres, dont la conversation était déjà éloquente, paraissait sur le théâtre où le talent n'a d'égal que le talent, là où il ne devait relever que de lui-même. Burke est du petit nombre de ceux qui, n'étant rien, sont arrivés à tout, car c'est être tout que se faire écouter d'un peuple libre. « Burke a la grandeur naturelle, disait Johnson; il lui faut la grandeur civile. »

La question pour laquelle avait été formé le cabinet était, pour employer les désignations abréviatives de la langue parlementaire, la question américaine. Elle fut l'occasion du premier discours de Burke (janvier 1766) : il n'en reste pas de traces, ni d'aucun de ceux qu'il prononça jusqu'en novembre 1767; mais son début fut très brillant; Pitt lui adressa un de ces éloges que l'on regardait comme *des passeports pour la renommée*. Lord Charlemont, son ami, Richard Burke, son frère, William, son cousin, qui venait d'être élu et qui était sous-secrétaire d'état sous Conway, virent leurs plus présomp-

tueuses espérances dépassées. « Probablement aucun homme avant lui, écrivait Johnson, ne s'était, à son premier coup d'essai, fait autant de réputation. » Il prit une part active à tous les débats. On sait que l'abolition de l'impôt du timbre aux colonies et l'interdiction de tout mandat d'arrêt conçu en termes généraux furent les deux mesures capitales qui signalèrent la session et caractérisèrent le ministère. Mais ce ministère était sans force, et presque aussitôt que les chambres furent dispersées, il disparut (juillet 1766). On doit louer en lui le désintéressement, cette honnêteté de libéralisme que les gens du monde trouvent puritaine, un des mérites assurément qu'il est le plus difficile de soutenir; car, dédaigné des prétendus habiles, il est détesté des prétendus honnêtes. La pruderie politique, comme on l'appelle, a besoin, pour se faire accepter, de se couvrir de l'éclat du talent, de s'armer de la puissance du caractère. A ces deux conditions le ministère Rockingham était loin de pleinement satisfaire. L'opinion lui tenait trop peu compte de sa probité pour lui passer la modestie et l'indécision. Il avait contre lui les hautes ambitions et les sordides intérêts, ceux qui concevaient dans le pouvoir plus de grandeur, et ceux qui ne l'appuyaient qu'à la condition de ses abus. Il tomba, et le tableau de ses principaux actes, tous marqués du sceau de l'équité et de la modération, devait, pourvu qu'on distinguât ses œuvres de sa manière, devenir sa meilleure apologie. Burke l'écrivit en deux pages, qui furent remarquées, sous ce titre : « Compte sommaire de la dernière administration. »

Pitt ou plutôt lord Chatham avait cependant formé ce cabinet incohérent, dont la politique, obscure dès sa formation, est encore un problème pour l'histoire. Burke eut à refuser plus d'un emploi; mais il jugea le ministère dès le premier jour avec une parfaite sagacité. Elle se montre dans sa correspondance avec lord Rockingham, que dans aucun cas l'honneur ni l'amitié ne lui permettaient d'abandonner. Jamais, au reste, il ne goûta la personne ni le talent de lord Chatham. L'inégalité impérieuse, la confiance hautaine, les variations que l'imagination, le tempérament et l'intérêt imprimaient à la conduite de ce singulier homme d'état, une supériorité qui se manifestait plutôt par des inspirations soudaines et des coups de génie que par des conceptions méditées avec profondeur, poursuivies avec méthode, accomplies avec persévérance, devaient effaroucher ou intimider l'esprit vif mais réfléchi, étendu mais sévère, régulier dans sa verve, opiniâtre avec enthousiasme, d'un homme de lettres scrupuleux et irritable, simple dans sa vie, consciencieux dans ses études, et qui n'agissait ni ne parlait que laborieusement préparé. Décidé à n'entrer point dans l'administration, Burke quitta même à dessein l'Angleterre. A son retour d'Irlande, il s'occupa de régler, suivant ses

goûts, sa vie future. Il avait perdu son père et son frère aîné, et, joignant à leur héritage ce qu'il dut à la générosité du marquis de Rockingham, il acheta dans le Buckinghamshire le domaine de Gregories, près de Beaconsfield. Ce bien devint pour lui un séjour de prédilection. Il y fit des travaux utiles et des travaux d'agrément. Il se prit de goût pour l'agriculture, et l'on assure qu'il y devint habile; mais il ne devint jamais riche, et, quoi qu'en dise son biographe Prior, il paraît avoir eu bien souvent à lutter contre de sérieux embarras de fortune.

Le général Conway était resté dans le nouveau ministère; Burke devint donc le *leader* ou le guide dans le parlement du parti de l'ancien cabinet. Pitt était retiré dans la chambre des lords, et Charles Fox n'était pas encore dans celle des communes; Burke s'en trouva le premier talent. Son opposition fut vive et brillante. Le ministère, que ne gouvernait pas son chef apparent, le duc de Grafton, cherchait des alliances, et Conway, qui voulait n'être resté au pouvoir que pour rapprocher les partis, essaya une conciliation que Burke, dans ses lettres, loue Rockingham d'avoir refusée (1er avril 1767). L'abandon que fit alors Conway des fonctions de secrétaire d'état, la séquestration étroite à laquelle Chatham malade se condamnait, la mort soudaine du chancelier de l'échiquier, Charles Townshend, vinrent ajouter à la nécessité d'une recomposition ministérielle. Lord North succéda à Townshend, et l'accession des amis du duc de Bedford, ancien collègue de Grenville, acheva d'altérer le caractère plus franchement libéral que le nom et la présence de Chatham auraient dû conserver à cette administration. Burke se prévalait de tous ces avantages, et contre un cabinet flottant et faible, il fit d'énergiques appels à l'opinion publique, qui commença à reconnaître sa voix.

Pas plus que l'orateur, l'écrivain ne manqua à sa cause. George Grenville avait publié ou fait publier une défense du ministère de lord Bute et du sien. George Grenville était ce qu'on appelle dans le monde politique un homme d'affaires. Il en avait toutes les qualités, excepté celles qui d'un homme d'affaires feraient un homme d'état. Exact, laborieux, passionné pour le bien public, indifférent aux plaisirs du monde et aux jouissances de l'esprit, il ne se plaisait que dans le maniement et la discussion des intérêts positifs du gouvernement. Les yeux constamment fixés sur la balance de fin d'année, il était consterné et scandalisé toutes les fois que l'équilibre du doit et de l'avoir était sacrifié à la politique. Persuadé que lui seul comprenait le danger et pouvait le conjurer, il soutenait audacieusement que tout était perdu. A lire le pamphlet qu'il avait écrit ou signé, la guerre de sept ans était la ruine de l'Angleterre. Par un éclat trompeur, elle avait fasciné l'Europe et humilié la France, qui ne savait pas combien

elle avait au fond gagné à ses défaites. On n'avait pu trop se hâter de conclure la paix, et le ministère de lord Bute, en se pressant de la signer, s'était dévoué pour arrêter le pays sur le penchant de sa perte. Une dette écrasante, un commerce en déclin, des colonies en souffrance, des finances en désordre, tels sont les maux que par des mesures énergiques le cabinet Grenville commençait à réparer, et, après que le cabinet Rockingham les avait ramenés, augmentés, ils s'accroissaient encore sous ses successeurs. L'état était en péril, si l'on n'appelait pas ceux qui, seuls ayant prévu le mal, seuls le pouvaient guérir.

Burke entreprit une réfutation complète. Contre un antagoniste fort par les faits et les chiffres, il ne s'en tint pas à des considérations générales; il le suivit sur son terrain, et, discutant les questions techniques avec une clarté supérieure, il détruisit pièce à pièce tout l'échafaudage d'une spécieuse argumentation. Un écrit de ce genre ne saurait être analysé, et l'on admettra aisément, je pense, que l'auteur réussit à montrer qu'une guerre qui donne à un grand pays de la gloire et des conquêtes ne le ruine pas, quoi qu'elle lui coûte, et qu'inévitablement la paix après la victoire amène la richesse et la prospérité. Si le présent a ses dangers, tels que la crise du commerce et des colonies, ces dangers sont dus aux mesures irréfléchies et rudes auxquelles Grenville a attaché son nom. Or, loin de les désavouer, il ne propose que de les renouveler en les aggravant encore. La pire de toutes avait été l'établissement du droit de timbre. Jusque-là, le parlement d'Angleterre, sans douter de son droit de taxer les colonies, avait toujours douté qu'il fût sage d'en user pour accroître le revenu public. Les colonies, sans contester un droit dont elles ne ressentaient pas l'atteinte, jouissaient en paix de leurs institutions propres, qui pour leurs affaires intérieures leur assuraient tous les droits d'un peuple libre. Aucun débat inutile ne s'élevait sur les limites des deux prérogatives, « sur des questions qui sont plus du ressort de la métaphysique que de la politique, et qui ne peuvent jamais être remuées sans ébranler les fondemens des meilleurs gouvernemens qu'ait pu instituer la sagesse humaine. » C'est en rompant ce compromis, cette conciliation suffisante et toute pratique, qu'on a comme à plaisir allumé les passions d'un peuple sensible et fier. En trouvant la querelle ouverte entre la métropole et les colonies, le cabinet Rockingham n'avait pour la calmer qu'une conduite à tenir : abandonner l'exercice malencontreux du droit de taxer, sans abandonner le droit lui-même. Il était fâcheux sans doute de paraître céder; il l'était davantage, en persistant dans une faute, de perdre et le commerce et les colonies. Dans cette alternative, deux actes avaient été rendus, l'un qui déclarait la prérogative de la métropole, l'autre qui révoquait

l'acte du timbre. Ces mesures, comme toutes celles du ministère, ne tendaient qu'à réparer le mal par un retour aux principes de conduite que l'administration précédente avait abandonnés. Le premier et le plus moral de tous ces principes, c'est que les hommes et les partis soient fidèles à eux-mêmes, c'est que, sous le prétexte de faire les affaires avant tout, on ne brise pas tous les liens de l'honneur politique.

Quoique cet ouvrage de Burke soit excellent et qu'il puisse même se lire avec intérêt, si l'on veut bien connaître les affaires anglaises à cette époque, on devra chercher encore ailleurs la plus haute mesure du talent de l'écrivain. Les *Pensées sur les Causes des mécontentemens actuels*, qu'il publia en 1770, sont à nos yeux le premier de ses écrits qui l'ait classé à son véritable rang. Le cabinet était changé; lord North était premier ministre; la haine publique ne poursuivait spécialement aucun de ses collègues. Les atteintes portées du temps de Wilkes à la liberté des citoyens avaient vieilli. Lord Bute était sorti du pouvoir depuis sept ans. L'aveuglement obstiné qui devait conduire le roi et son conseil à la perte des colonies américaines n'inquiétait pas l'opinion et flattait même l'orgueil national. Cependant l'Angleterre était mécontente. Une vague inquiétude s'élevait sur la vertu même de ses institutions : répondaient-elles bien à la confiance qu'elles inspiraient? n'avaient-elles pas souffert de l'action du temps, des atteintes de la corruption? quelque révolution ne les menaçait-elle pas, qu'elle vînt d'un complot de la cour ou d'une explosion populaire? Il régnait dans les esprits beaucoup de défiance, d'irritation, d'anxiété, de découragement. La division des partis, et surtout de leurs chefs, semblait rendre impossible à l'opposition le succès, au pouvoir le gouvernement. Ce moment de l'histoire parlementaire mérite d'être étudié. Voici comment on pourrait, d'après Burke, rendre raison de la situation.

Tout le monde en effet était mécontent. Le gouvernement accusait les partis, le public s'en prenait au pouvoir; cependant le pays était riche et prospère. On ne saurait prétendre qu'en de tels conflits d'opinion jamais la nation n'ait tort; mais la présomption est en sa faveur. La nation n'est pas intéressée, par système ou par amour-propre, à persister dans une erreur; elle ne peut avoir de mauvaise intention; son intérêt est le bien public; elle se plaint parce qu'elle souffre. Toutefois, si elle se plaignait en 1770, ce n'est pas que ses griefs fussent les mêmes que ceux qui l'avaient irritée dans le siècle précédent, et les défenseurs du pouvoir prenaient ou donnaient le change, lorsqu'ils s'évertuaient à prouver qu'il n'y avait rien à craindre de ce qu'on avait justement craint sous les Stuarts. Les temps étaient changés, et avec les temps les abus et les dangers. Si l'on

avait dû, au XVIIe siècle, s'alarmer pour les droits et l'existence du parlement, aujourd'hui le parlement n'était plus menacé, au moins de la même manière; mais il ne s'ensuivait pas que la prérogative de la couronne ne fût pas à redouter, et n'eût point puisé dans des circonstances nouvelles une nouvelle manière d'altérer la constitution. La royauté, placée par la révolution dans l'impuissance de reprendre les vieilles luttes, avait été forcée d'entrer en partage d'influence, en communauté d'action avec les hommes ou les familles qui avaient vu en 1688 triompher leurs principes et leur cause. Le parti whig était devenu le parti gouvernemental et presque le gouvernement. Pendant plus d'un demi-siècle la couronne était demeurée, sauf de courts intervalles, liée étroitement et comme solidaire avec les auteurs ou les représentans de la révolution. Sous Walpole, la cour et le ministère ne faisaient qu'un. Les Pelham avaient fini par en arriver au même point. Le roi George II s'était de bonne grâce, ou plutôt avec conviction, soumis à l'association; on peut dire qu'il était le roi des whigs. Cependant il naquit bientôt une secte de courtisans qui appelèrent cette association politique un assujettissement. On commença à dire que la royauté était subjuguée par une aristocratie. Les tories, d'anciens tories, ne manquèrent pas de répéter le reproche, attestant ainsi leur vieille aversion pour la dynastie comme jacobites, leur zèle pour la royauté comme cavaliers, dénonçant l'une comme faible, plaignant l'autre comme opprimée. Jusque dans le parti populaire il s'était rencontré des mécontens qui, par tactique ou par haine, avaient tenu un langage analogue. Il n'est pas sans exemple, même en Angleterre, que la minorité essaie de grandir le pouvoir exécutif contre la majorité, et une opposition, pour si peu qu'elle soit démocratique, n'est pas incapable de chercher contre le parti qui gouverne l'alliance de l'absolutisme. Cela s'est vu plus d'une fois depuis l'époque où Burke écrivait, même aujourd'hui le haut torisme ne s'interdit pas de spéculer sur cette faiblesse des partis populaires, et le brillant et insidieux écrivain qui en est devenu dans ce moment le plus véhément orateur a plus d'une fois accusé le gouvernement anglais de n'être qu'une copie de l'aristocratie vénitienne, espérant convier par là la démocratie à se jeter dans les bras de la monarchie administrative. Puisse ce conseil de Sinon n'être jamais écouté!

Au vrai, les cours seules sont le sol naturel de cette dangereuse politique, et sous le règne du second roi de la maison d'Hanovre, c'est dans la petite cour de la princesse de Galles que se forma une coterie qui ne rêvait pas moins que de pervertir la constitution britannique. Tant que le prince avait vécu, il avait intrigué et souvent avec l'opposition. Sa veuve continua religieusement de faire de

Carlton House un monde à part et l'asile des disgraciés de la fortune parlementaire. Lord Bute, qui à tous les titres régnait dans ce palais, était d'une race écossaise, et comme tel il avait au moins conservé l'ancien loyalisme de sa race. Il ne connaissait, et même n'ambitionnait que l'influence attachée par la faveur occulte à un dévouement et à une habileté plus domestique que politique. C'est au point que lorsque l'avénement de George III le fit chef du ministère, il s'y trouva bientôt mal à l'aise et renonça sans nécessité et presque sans prétexte au gouvernement. Mais la politique qu'il semblait personnifier, et qui continua à rendre son nom odieux, persista après lui et domina en son absence. Elevé dans ces idées, le médiocre et obstiné George III se fit toujours un devoir (car les bigots appellent devoirs leurs passions) de mettre, comme on disait alors, la royauté hors de page. S'il n'eût pas échangé sa stupidité contre la folie, son règne aurait pu devenir funeste à la constitution et se terminer dans une crise révolutionnaire. Dès les premiers temps, il donna les mains à tous les efforts pour séparer la cour et le ministère. Tandis que constitutionnellement c'est le roi qui possède le pouvoir et les ministres qui l'exercent, les nouveaux Strafford renversèrent les rôles. Il fut entendu que sous le nom d'influence, il fallait assurer au roi et à sa coterie permanente une force en dehors de son gouvernement avoué, force qui paralysât l'autorité de ses ministres, c'est-à-dire son pouvoir officiel, lors même qu'elle ne parviendrait pas à le soumettre et à fabriquer un cabinet de courtisans. Pour atteindre ce but, il fallait le concours ou la tolérance du parlement. Le premier soin fut de dissoudre ces associations puissantes qui y avaient exercé une si grande autorité, d'entretenir ou de susciter la division dans l'ancien parti du gouvernement, de faire même appel à l'indépendance jalouse ou à l'envieuse versatilité, pour briser le joug de ces guides dont le talent impérieux pèse toujours un peu à ceux qu'ils conduisent. On s'efforça de persuader, soit par la critique toujours facile des partis et de leurs chefs, soit par la puissance corruptrice des faveurs innombrables dont la liste civile disposait en maîtresse, aux gens intéressés ou faibles, qu'il y avait plus de sûreté à s'attacher à la royauté qui dure qu'aux ministères qui changent; on tendit enfin à former un parti de la cour qui fût l'appoint nécessaire et bientôt peut-être le corps de bataille de la majorité gouvernementale. Cette intrigue avait, dès 1761, forcé à la retraite Pitt au milieu de ses triomphes. Par elle, le duc de Newcastle, suspect à raison non de son caractère, mais de la force de sa clientèle, avait été bientôt sacrifié à la vieille rancune des hôtes de Carlton House contre les Pelham. George Grenville, choisi parce qu'il ne pouvait arriver seul au pouvoir sans rom-

pre tous ses liens de famille, n'avait pu se maintenir malgré sa manière presque absolue de gouverner, quand on vit que, plus jaloux de servir que de plaire, il préférait l'état à la cour, et voulait dominer dans le cabinet comme dans le parlement. Abandonnés par la couronne, les deux ministères suivans n'avaient pu se soutenir, ou du moins l'administration du duc de Grafton n'avait été qu'une suite inconsistante de remaniemens, et une déviation graduelle de l'esprit apparent et primitif de son institution. Toutes ces circonstances qui n'étaient point uniquement créées de mains de courtisans, et auxquelles contribuèrent inconsidérément, par leurs rivalités, leurs exigences et leurs variations, les premiers hommes des deux chambres, étaient de nature à seconder la propagation des nouvelles doctrines inconstitutionnelles, à discréditer les principes mêmes qui sont comme le droit des gens de la guerre parlementaire. Ainsi l'exclusion avait été successivement donnée à tous les hommes grands par la situation, le talent et la renommée, et un ministère était venu au monde qui, sans être formé de purs favoris, ne pouvait se passer de la faveur royale, qui, sans renfermer aucun des maîtres de la tribune, était assez rompu aux affaires et aux débats pour suffire aux besoins de chaque jour; un ministère qu'il eût été impossible de classer dans aucun parti, quoiqu'il ne fût l'adversaire déclaré d'aucun, prêt à les combattre tous au nom de la prérogative qui faisait sa force et son appui; un ministère enfin qui, par nécessité au moins autant que par conviction, devait s'appuyer sur la cour et convenir au goût du roi, grâce à la modestie de ses talens, à la petitesse de ses vues et à la fermeté de son attitude. On peut supposer, en effet, que George III n'eut jamais de ministre qui fût plus selon son cœur que lord North. Lorsque, beaucoup plus tard, le grand torisme conservateur eut été créé, comme une arme de défense forgée au feu de la révolution française, il put trouver que si la monarchie n'en souffrait pas, le monarque, rengagé dans les liens d'un parti, y perdait en indépendance propre et en influence personnelle. Aussi, tant qu'il fut capable de penser et de vouloir, accepta-t-il M. Pitt comme un sauveur, et jamais comme un favori.

Mais, à l'époque où Burke écrivait, cet avenir était au-delà de toute humaine prévoyance. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'en dehors de tous les ministères il existait une cabale qui *doublait* en quelque sorte le cabinet. Il y avait, outre le parti du gouvernement, un parti des *hommes du roi*, des *amis du roi*, dissolvant ou négation de tous les partis, coterie d'intrigans et de docteurs, professant en principe que le choix des ministres était libre, que les ministres étaient d'autant plus au roi qu'ils avaient moins d'amis, et qu'enfin les chambres leur devaient aide et confiance par cela seul qu'ils étaient les

ministres du roi. Ce système, sans violer la lettre de la constitution, pouvait la vicier dans son essence. « Cette infusion du favoritisme agissait dans le gouvernement comme un poison, dans le public comme un ferment. » De là tout le mal de la situation, de là le discrédit du pouvoir et le soulèvement de l'opinion. Il y avait urgence de raffermir sur ses véritables bases la constitution ébranlée.

La royauté pouvait la menacer par la corruption comme par l'usurpation. Le parlement pouvait se dénaturer en se subordonnant. Si la révolution l'avait associé au gouvernement, ce n'était pas pour qu'il cessât d'être un pouvoir de contrôle. C'est à mieux régler l'emploi des ressources abandonnées à la couronne, c'est à relever, à ranimer dans le parlement le sentiment de sa responsabilité que Burke concluait, après avoir admirablement décrit la situation que nous venons d'esquisser. Il espérait peu des réformes dont on parlait alors. Abréger la durée des parlemens lui paraissait un moyen certain, en multipliant des réélections ruineuses, de donner au pouvoir l'avantage sur les particuliers; car, entre eux et lui, la partie serait de moins en moins égale. Augmenter le nombre des places incompatibles avec les fonctions parlementaires, c'était écarter des influences avouables, sans détruire les pratiques occultes et les marchés clandestins par lesquels on achète ceux qu'on n'oserait récompenser. Ce qu'il réclame, c'est « l'interposition du peuple; le remède aux maux du parlement n'est pas dans le parlement même. » Que le peuple veille et agisse sur ses représentans, et pour cela qu'il les connaisse; que, dans toutes les questions importantes, la liste exacte des votans soit mise sous les yeux de tous. Burke se fie à cette publicité pour perdre à la fois et ceux qui trahissent leur parti, et ceux qui soutiennent tous les pouvoirs. Ainsi il espère rétablir la fidélité politique. Il faut voir avec quelle force de raison, avec quelle profonde connaissance des conditions d'un état libre, il explique, il justifie l'existence des partis, et montre que, sans les liens qui les unissent, les citoyens désarmés laissent périr entre leurs mains la liberté publique. Point de parti de l'opposition, point d'obstacle à l'arbitraire. Un pouvoir sans parti est faible, s'il n'est tyrannique. Cette formule dès lors inventée : « Non les hommes, mais les mesures, » est pour Burke une profession d'indifférence politique; elle affranchit les individus de tout engagement; elle rabaisse au même niveau tous les talens et tous les caractères; elle pousse à l'anarchie, si elle ne mène au despotisme.

Telle est en gros l'idée de ce pamphlet, un des chefs-d'œuvre de la littérature politique. Je ne sais si l'on a fait aussi bien; on n'a pas fait mieux. Encore aujourd'hui, cet ouvrage de circonstance est cité comme un ouvrage de principes. C'est un livre classique; c'est, a-t-on dit, *le Credo des whigs de l'Angleterre*. Il faut le lire, si l'on veut com-

prendre le fond du gouvernement représentatif, curiosité innocente! On y trouvera toute la solidité et tout le piquant, toute l'élévation et toute la vivacité que ce genre d'écrit peut réunir, tout ce que la méditation de l'histoire et l'expérience des affaires peuvent enseigner sur un sujet donné à un esprit fécond et pénétrant, tout le vrai et rien que le vrai. Burke ne s'était pas encore élevé aussi haut; il a déjà toutes ses qualités, et ne laisse encore apercevoir aucun de ses défauts. Les premières ont pu grandir, mais alors les seconds ont paru. Comme il est un des hommes qui ont le mieux prouvé que l'imagination est une des facultés qui vieillissent le moins, qu'elle peut, au contraire, devenir avec l'âge et plus vive et plus riche, il a pu faire depuis des choses plus brillantes, mais non de meilleures choses; il a écrit avec encore plus de mouvement, avec encore plus d'éclat, mais il s'est quelquefois ébloui, quelquefois emporté; son talent n'a été parfait qu'une fois.

Johnson lui-même répondit indirectement à Burke. C'est alors du moins qu'il publia *la Fausse Alarme*, écrit mesquin d'un tory lettré, qui vous enseigne que la liberté n'a pas de meilleure garantie qu'un bon roi. Cela est digne de sa réponse à Junius, dont les lettres paraissaient alors et produisaient une vive sensation, encore accrue par le mystère de leur origine. Ce moment est cité comme celui où la presse politique a pris son rang. Burke et Junius ont doté leur pays d'une branche de littérature nouvelle. Jamais avant eux le talent ne s'était immortalisé par un pamphlet. Leurs deux noms se rapprochent si naturellement, qu'on a même essayé de n'en faire qu'un, et dès le temps où il parut, le succès de l'écrit de Burke fut tel qu'il donna crédit au bruit déjà répandu, qu'il pouvait bien être le terrible et impénétrable anonyme. Quoique, à mon avis, la supposition ne soit pas soutenable, elle fit fortune alors et depuis, et sir Philip Francis lui-même renvoyait quelquefois à Burke l'honneur qu'il refusait d'accepter.

Burke et Junius ont tous les deux un rare talent, mais chacun un talent bien différent. Celui de Junius est dur et orné, travaillé dans sa violence, et la passion qui l'échauffe ne dissimule pas l'art qui le guide. Il mêle la logique et l'invective; il aiguise ses mots et concentre une idée dans chaque phrase, mais répète l'idée en variant la phrase, car il a plus d'invention dans le style que dans la pensée. Quand il raisonne, il se serre davantage, il devient sec et nerveux; mais sa dialectique est plus forte que sa raison n'est puissante. Il est élevé, mais étroit, et l'on ne sent pas en lui un de ces riches esprits qui se prodiguent et ne s'épuisent pas. Burke assurément ne manque ni de vivacité ni de chaleur, et, quoique de fortes convictions l'animent, il se souvient en écrivant des secrets du métier. Telle est cepen-

dant son abondance naturelle, que ses écrits ressemblent à l'improvisation d'un homme qui a beaucoup pensé : ses idées se pressent et le débordent; il a peine à choisir dans le nombre, et il lui faut quelque effort pour leur donner de l'ordre et de la clarté. L'éclat même du style lui vient tout naturellement. Il est brillant, il est coloré, non parce qu'il s'efforce de l'être, mais parce que son imagination l'est pour lui. Il expose plutôt qu'il ne discute, et il a plus à cœur d'entraîner ses lecteurs que de désoler ses adversaires. Sans leur épargner les traits piquans et dédaigneux, il s'abstient en général de l'insulte, fuit les noms propres, et son indignation n'est pas de la rage. A ce temps surtout de la force de l'âge et de la maturité du talent, il conserve jusque dans le feu de la polémique cette sérénité d'âme qui laisse à l'esprit toute sa grandeur. Se convictions peuvent lui donner de la colère, mais la colère ne lui a pas donné ses convictions, et son regard s'étend bien au-delà des intérêts d'un moment, bien au-dessus de la foule qui l'environne. Même en écrivant sur les circonstances, il tend à la vérité durable. Aussi, tandis que les lettres de Junius ne seront un jour qu'une curiosité littéraire et anecdotique, et ne devront être étudiées que comme des invectives bien faites, les *Pensées sur les Causes des mécontentemens actuels* continueront de mériter l'attention des hommes d'état des pays libres, et resteront un des monumens de l'histoire du gouvernement britannique.

Pour identifier d'ailleurs Burke et Junius, il faudrait braver des invraisemblances qui deviennent de solides objections. Et d'abord le caractère moral de Burke proteste. Il était franc et loyal; il attaquait les doctrines et les hommes à visage découvert. Ses haines, qui ne connaissaient pas les déguisemens, ne descendaient pas à la calomnie; elles se fondaient, même les plus injustes, sur des motifs généraux et élevés, et ne l'auraient jamais abaissé aux indignes détours d'une noire vengeance ou d'une venimeuse envie. C'est dire qu'il n'eût pas écrit les lettres de Junius. Enfin, si la colère ou l'esprit de parti avaient pu jamais l'emporter jusque là, au moins n'aurait-il commis de pareils excès de plume que pour soutenir ses opinions et ses affections les plus chères, et que Junius ne partageait pas. Dédaigneux pour l'administration du marquis de Rockingham, Junius n'a d'égards, il n'a d'admiration que pour George Grenville, et son homme d'état de prédilection est celui même que Burke venait de traiter en adversaire déclaré. Sur la question des colonies, Junius suit le préjugé métropolitain, et Burke le brave. Des premiers, il a professé à l'égard de l'Amérique le système des concessions libérales, et il en a fait le thème habituel de ses discours et le trait saillant de sa politique. Et l'on voudrait qu'il eût trahi ses amitiés et ses opinions pour mieux cacher

une œuvre de perfidie et se donner les émotions d'un libelliste éloquent!

Cependant il faut convenir que ce soupçon, qui nous semble injurieux, fut accrédité par l'admiration même qu'il inspirait. Il eut souvent à s'en défendre, et, chose singulière, il n'en est pas fort énergiquement défendu par M. Prior, qui est pourtant un biographe bien dévoué. M. Prior admet que si Burke n'a pas écrit les fameuses lettres, il doit en avoir assisté l'auteur. Il donne en preuves des analogies sans importance; mais il cite un fait qui en aurait davantage : c'est que Burke aurait dit à Reynolds qu'il savait le grand secret, en le priant de ne le point presser là-dessus. Il ajoute que Reynolds et Malone croyaient qu'on faisait faire un premier canevas par un certain Dyer, un ami de Chamier, mort en 1772, l'année où Junius a cessé d'écrire. Ce premier jet était soumis à Burke, qui retouchait l'œuvre et lui donnait ainsi cette forme étudiée, si différente de son style ordinaire. On prétend qu'à la mort de Dyer, William Burke, un cousin d'Edmund, entra dans sa chambre et y détruisit beaucoup de papiers. Enfin on ne manque pas de remarquer que l'éditeur des lettres de Junius reçut, par une voie secrète et avec un billet qui lui parut de sa main, quoique signé d'initiales différentes, le texte d'un discours de Burke, prononcé le 24 novembre 1767, dans un temps où la chambre des communes n'admettait pas de journalistes dans la galerie. Ce discours, d'un ton très vif, fut publié dans le *Public Advertiser*, et il a été placé, avec le billet d'envoi, par le fils de l'imprimeur de Junius, dans le recueil authentique de ses lettres.

Mais on ne dit pas sur quelle autorité on répète l'anecdote de Reynolds. Où est la preuve que Burke ait lui-même noté son discours, ou que, l'ayant rédigé, il l'ait transmis au journal, et non pas donné à des amis, à des écrivains de l'opposition, pour le répandre et le faire publier au besoin? Malone, que l'on cite, a écrit pour prouver que Junius était Gerrard Hamilton. Si ce Dyer dont on parle était l'ami de Chamier, il a indignement outragé son ami en se couvrant du redoutable pseudonyme. Puis, s'il est incontestable que Burke ut soupçonné dès l'origine, si, comme on le dit, c'était l'avis de lord Mansfield et de Blackstone, un des premiers adversaires de Junius, sir William Draper, qui partageait ses soupçons entre lord George Sackville et Burke, interrogea formellement ce dernier et obtint pour réponse une dénégation catégorique, dont il se déclara satisfait. Johnson a raconté que Burke non provoqué lui avait spontanément tenu le même langage. Enfin, répondant à un des Townshend, qu'on avait aussi soupçonné, Burke lui écrivait dans une lettre du 24 novembre 1771, qui a été conservée : « Je vous donne maintenant ma parole d'honneur que je ne suis pas l'auteur de Junius et que je ne

connais pas l'auteur de ce papier. » En voilà plus qu'il ne faut pour prouver qu'il n'a point écrit des lettres où ne se reconnaissent ni ses opinions, ni son caractère, ni ses passions, ni ses intérêts, ni son style.

C'est dans la chambre des communes que nous devons chercher Burke, si nous voulons le retrouver. Pour tracer l'histoire parlementaire d'un chef d'opposition, il faudrait raconter toute celle de son pays, et, passant avec les assemblées d'un débat à un autre, traiter successivement les questions dans l'ordre où elles se produisent, les abandonner quand elles font place à d'autres, y revenir quand elles reparaissent, multiplier les détails et les redites, porter dans le récit toute la confusion des affaires humaines. On sait quelle multitude de griefs et quelle variété de débats éleva l'opposition à cette époque. Burke la suivit ou la guida dans presque toutes les voies qu'elle s'ouvrit. Presque aucun discours de la couronne ne passa sans qu'il en fît la libre et sévère critique. Toutes les mesures pour garantir la pureté des élections eurent son appui. Comme pour attester qu'il n'était pas Junius lui-même, il défendit Junius et avec lui la liberté de la presse, en s'efforçant de faire régler les accusations d'office pour libelle, et d'assurer au jury, dans ces sortes de procès, la juste latitude de sa compétence. C'est dans un de ces derniers débats qu'il rencontra sur son chemin un jeune homme qui venait à dix-neuf ans d'entrer au parlement, et qui cherchait encore la voie où il devait glorieusement marcher. Charles Fox était le fils de Henri, premier lord Holland. Elevé, pour ainsi dire, dans le giron du gouvernement, il ne se doutait pas qu'il deviendrait l'orateur populaire que chacun sait. En avril 1769, il avait débuté par soutenir une des énormités de la chambre des communes contre Wilkes. « Il a parlé, dit Horace Walpole, avec insolence, mais avec une infinie supériorité de talent. » Le sergent Glynn ayant proposé une enquête sur l'administration de la justice criminelle, accusée communément de violence et d'arbitraire dans les affaires politiques, Fox s'éleva vivement contre cet appel à l'opinion du dehors, quand la pensée de la majorité devait seule être regardée comme la pensée de la nation (6 décembre 1770). Burke traita cette doctrine avec un assez rude dédain, et rien alors ne semblait préjuger que ces deux hommes dussent bientôt s'unir dans la plus libérale des oppositions, puis se séparer un jour encore, mais en sens inverse, Burke pour se ranger sous le drapeau conservateur, Fox pour agiter la bannière des révolutions.

Pour le moment, Fox devint lord *junior* de l'amirauté dans l'administration de lord North. Il paraît cependant que des relations bienveillantes l'avaient déjà rapproché de Burke. Du moins celui-ci rappelait-il, au temps de leur grande rupture, que Fox avait été comme

son élève, qu'on le lui avait amené à l'âge de quatorze ans, et qu'il avait formé sa jeunesse à la politique.

Mais il faut retracer avec de plus grands détails les débats mémorables où Burke porta au plus haut degré sa renommée d'orateur.

Le premier, qui occupa treize sessions, est le débat sur les affaires d'Amérique. Le second des discours de Burke conservés dans les recueils est celui qu'il prononça sur ce sujet dans la discussion de l'adresse de 1770, et peu après il proposa, dans la même question, la censure de la conduite du cabinet Les colonies anglaises étaient dans l'usage de faire suivre leurs affaires auprès de la métropole par des mandataires de leur choix. Quoique cette position, dont l'analogue existait en France il y a quelques années, m'ait toujours paru peu compatible avec l'indépendance du membre d'une assemblée représentative, Burke accepta en 1771 le titre d'agent de l'état de New-York, avec un traitement annuel de 1,000 livres sterling. Ces fonctions, qu'il ne garda qu'un temps, purent lui ôter de son autorité, mais servirent à lui donner, touchant les affaires d'outre-mer, des connaissances encore plus approfondies. « Cet homme est surprenant, disait en 1774 un ami de Franklin, il en sait plus sur l'Amérique que toute la chambre ensemble. » Franklin lui-même, pendant tout le temps qu'il resta à Londres comme délégué du Massachusets, eut de fréquentes entrevues avec Burke. On sait que l'habile docteur disait que dans tout le cours de sa mission il n'avait trompé le conseil privé qu'en lui disant la vérité; mais la vérité qui trompait les ministres éclairait Burke. Il voyait grossir l'orage, et dans la conversation de Franklin il puisait les moyens de le conjurer. C'est ainsi qu'il ne parlait que bien instruit. Une étude complète de son sujet, c'était sa manière de se préparer. Aussi la solidité est-elle un des mérites de ses discours. Quoique très étendus, il sont remplis; parfois ils ressemblent trop à des traités sur la matière, composés pour l'éducation de son auditoire. Ses qualités brillent éminemment dans son discours du 19 avril 1774 sur la taxation américaine, discours comparable aux plus beaux qu'il ait prononcés, le premier qu'il ait jugé digne de l'impression, et qui doit nous arrêter quelques instans.

On se rappelle que Grenville avait établi un droit de timbre aux colonies, et que Rockingham l'avait aboli. Le ministère de lord Chatham ou plutôt Charles Townshend, son chancelier de l'échiquier, fit adopter six taxes nouvelles, dont une sur le thé, et celle-ci resta seule, quand en 1769 le parlement eut révoqué les cinq autres. En 1774, M. Rose Fuller proposa de supprimer la sixième. Ce débat remettait en présence les deux systèmes, la résistance et la conciliation. Tous les cabinets étaient remis en scène, et Burke ne pouvait

défendre Rockingham sans rencontrer devant lui Grenville et Townshend, dont une mort récente consacrait la mémoire, lord Chatham si redouté, et enfin Conway, qui avait été le collègue de Rockingham et de Townshend. On va voir comment il se tira de cette difficulté. La citation est longue, mais c'est un fragment d'histoire.

« Personne ne peut croire qu'à cette heure je songe à charger la vénérable mémoire d'un grand homme dont nous déplorons la perte en commun. Nos petits différends de parti ont été dès longtemps apaisés, et j'ai depuis lors marché plus avec lui, et certes de meilleur cœur avec lui, que jamais je n'avais marché contre lui. Sans aucun doute, M. Grenville était un personnage de premier ordre dans ce pays. Avec un esprit mâle, un cœur ferme et résolu, il avait une application que rien ne pouvait distraire ou lasser. Il prenait les affaires publiques non comme un devoir à remplir, mais comme un plaisir à goûter; il ne semblait trouver nulles délices hors de cette chambre, si ce n'est aux choses qui se rapportaient par quelque endroit à l'affaire qui s'y devait traiter. S'il était ambitieux, je dirai ceci pour lui, son ambition était de race noble et généreuse. Il voulait s'élever, non par la politique à vil prix des cours, mais pour se frayer une voie au pouvoir par les laborieux degrés du service public, et pour s'assurer un rang loyalement gagné dans le parlement, par la connaissance approfondie de sa constitution, par la pratique parfaite de toutes ses affaires.

« Monsieur, si un tel homme a pu tomber dans quelques erreurs, ce doit être nécessairement l'effet de défauts qui n'étaient pas dans sa nature. Il faut les chercher plutôt dans les habitudes particulières de sa vie, dans ces habitudes qui, si elles n'altèrent pas le fond du caractère, le teignent cependant de leurs propres couleurs. Il avait été élevé dans une profession; il avait été élevé pour la loi, une des premières et des plus nobles sciences, à mon avis, parmi les sciences humaines, une science qui fait plus pour aiguiser et fortifier l'intelligence que toutes les autres sortes d'études mises ensemble, mais une science qui n'est pas tout à fait propre, hormis chez les hommes bien heureusement nés, à ouvrir et à *libéraliser* l'esprit à un égal degré. Sortant de cette étude, il ne s'était pas largement répandu dans le monde, mais il s'était plongé dans les affaires, j'entends dans les affaires de bureau, avec toutes les méthodes et toutes les formes inflexibles et limitées qui dominent là. Il y a beaucoup à apprendre, sans aucun doute, à cette école, et il n'est point de connaissances qui ne soient précieuses; mais on peut dire avec vérité que les hommes trop versés dans les matières de bureau sont rarement des esprits d'une remarquable largeur. Leurs habitudes officielles les inclinent à penser que le fond d'une affaire n'est pas beaucoup plus important que la forme dans laquelle elle est conduite. Ces formes sont adaptées aux circonstances ordinaires, et partant les personnes nourries dans l'office administratif font admirablement bien aussi longtemps que les choses vont leur train accoutumé; mais lorsque les grandes routes sont coupées et que le torrent déborde, lorsqu'une scène nouvelle et orageuse s'ouvre, lorsque la pratique ne fournit aucun précédent, c'est alors qu'il faut une plus grande connaissance de la nature humaine, une plus vaste compréhension des choses que jamais l'officiel ne l'a

donnée, que l'officiel ne la peut donner jamais. M. Grenville pensait mieux de la sagesse et de la puissance des législations humaines qu'elles ne le méritent réellement. Il supposait, et beaucoup ont à ses côtés supposé avec lui, que le florissant commerce de ce pays devait grandement à la loi, à la réglementation, et pas autant à la liberté; car il n'y a que trop de gens disposés à croire que les règlemens sont du commerce et que les taxes sont du revenu. »

Après avoir montré comment un aveugle attachement aux principes de l'acte de navigation avait conduit Grenville aux mesures financières et législatives qui avaient soulevé l'Amérique, l'orateur rappelle comment il a fallu les révoquer. Or on avait soutenu que cette révocation avait été arrachée à la faiblesse du ministère Rockingham et proposée à regret par Conway, alors secrétaire d'état.

« Mais je veux, mais je dois rendre justice à l'honorable gentleman qui nous guidait dans cette chambre. Bien loin de cette duplicité qu'on lui a indignement imputée, il jouait son rôle avec entrain et résolution. Nous nous sentions tous inspirés par l'exemple qu'il nous donnait, tous jusqu'à moi, le plus faible de la phalange. Je le déclare pour mon compte, je connaissais assez bien à qui l'aurait-on pu cacher? le véritable état des choses; mais de ma vie je ne suis venu le cœur si animé dans cette chambre. C'était pour un homme le moment de s'y montrer. Nous avions des ennemis puissans, mais nous avions des amis fidèles et déterminés, et une glorieuse cause. Nous avions un grand combat à rendre, mais nous avions les moyens de combattre; ce n'était pas comme aujourd'hui où nous avons les bras liés derrière le dos. Nous sûmes combattre ce jour-là, combattre et vaincre.

« Je me rappelle avec un plaisir mêlé de tristesse la situation de l'honorable gentleman qui fit la motion du rappel (le général Conway), dans cette crise où tout le commerce de cet empire inondait nos vestibules, dans une attente inquiète et tremblante, à l'heure presque où paraît l'aurore d'un jour d'hiver, espérant leurs destinées de vos résolutions. Et lorsque enfin vous eûtes prononcé en leur faveur et que vos portes, en s'ouvrant, laissèrent voir la figure de leur libérateur dans le triomphe bien mérité de cette importante victoire, il s'éleva de toute cette grave multitude une explosion involontaire de reconnaissance et de transport. Ils coururent vers lui comme des enfans vers un père longtemps absent; ils se pressaient autour de lui comme des captifs autour de leur rédempteur. Toute l'Angleterre, toute l'Amérique, s'unirent à leurs applaudissemens. Et il ne paraissait pas insensible à la meilleure des récompenses de la terre, l'amour et l'admiration de ses concitoyens, *l'espérance dressait et la joie faisait briller son panache.* J'étais auprès de lui, et son visage, pour employer l'expression de l'Écriture parlant du premier martyr, son visage était comme celui d'un ange. J'ignore comment les autres sentent, mais, si j'avais une fois connu une semblable situation, jamais je ne l'aurais échangée contre tout ce que les rois peuvent donner dans leur munificence. J'espérais que le danger et l'honneur d'un pareil jour seraient un lien qui nous tiendrait unis pour jamais, mais, hélas! avec bien d'autres rêves heureux cet espoir est dès longtemps évanoui.....

« J'en ai fini avec la troisième période de votre politique, celle de la révocation des actes et du retour à votre ancien système, à votre ancienne tranquillité et à votre concorde. Monsieur, cette période n'a pas été aussi longue qu'elle a été heureuse; une autre scène s'est ouverte et d'autres acteurs ont paru sur le théâtre. L'état, dans la situation que j'ai décrite, fut confié aux mains de lord Chatham, nom grand et illustre, nom qui rend celui de ce pays respectable à tous sur le globe. On peut dire de lui avec vérité :

Clarum et venerabile nomen
Gentibus, et multum nostræ quod proderat urbi.

« Monsieur, l'âge vénérable de ce grand homme, son rang mérité, son éloquence supérieure, ses éclatantes qualités, ses éminens services, la place immense qu'il remplit aux yeux du genre humain, et, plus que tout le reste, sa chute du pouvoir qui, telle que la mort, canonise et sanctifie un grand caractère, ne me permettraient de censurer aucune partie de sa conduite. Je puis craindre de le flatter; je suis sûr de n'être pas disposé à le blâmer. Que ceux qui l'ont trahi par leurs adulations l'insultent aujourd'hui dans leur malveillance. Mais ce que je n'oserais censurer, il peut m'être permis de le déplorer. Pour un homme de cette sagesse, il m'a paru se trop gouverner à cette époque par des maximes générales. Je parle avec la liberté de l'histoire, et, je l'espère, sans offense. Une ou deux de ces maximes inspirées par une opinion qui n'était pas des plus indulgentes pour notre malheureuse espèce, et sûrement un peu trop générales, l'ont conduit à des mesures qui sont devenues bien funestes à lui-même, et, pour cette raison entre autres, fatales peut-être à son pays, mesures dont les effets, j'en ai peur, sont à jamais irréparables. Il a formé une administration si divisée, si bigarrée, il a composé une pièce de marqueterie si bizarre dans ses entrecroisemens, si changeante dans ses couleurs, un cabinet si diversement parqueté, une mosaïque si variée, un pavé de carreaux sans ciment, ici un morceau de pierre noire, là de pierre blanche, patriotes et courtisans, amis du roi et républicains, whigs et tories, traîtres amis et ennemis déclarés, que c'était véritablement un curieux spectacle, mais quelque chose de peu solide au toucher, de peu sûr pour qui voulait y poser le pied. Les collègues qu'il avait appareillés dans les mêmes bureaux étaient surpris de se rencontrer et obligés de se demander : « Monsieur, votre nom? — Monsieur, vous êtes mon supérieur. — Monsieur un tel. — Je vous demande mille pardons. » J'oserai dire qu'il est arrivé que des personnes eussent chacune moitié du même office sans s'être parlé de leur vie, jusqu'au jour où elles se rencontraient ainsi, sans savoir comment, couchant ensemble tout de leur long dans le même lit.

« Monsieur, lorsque, par suite de cet arrangement, il a eu en bloc une majorité d'ennemis et d'opposans dans le pouvoir, la confusion a été telle que ses propres principes ne pouvaient plus avoir d'effet ni d'influence sur la conduite des affaires. S'il venait à être atteint d'une attaque de goutte ou si quelque autre cause l'arrachait aux soins publics, des principes directement opposés aux siens étaient assurés de prédominer. A peine son plan a-t-il été mis en vigueur qu'il ne lui est plus resté un pouce de terrain pour se tenir debout. Sa combinaison ministérielle était à peine achevée qu'il a cessé d'être ministre.

Sa face se voilait-elle un moment, tout le système flottait en pleine mer sans carte ni boussole. Ceux de ses amis parlementaires qui, pourvus des titres de divers départemens ministériels, avaient été admis à paraître jouer un rôle sous lui, avec une modestie qui sied à tous les hommes, et avec une confiance en lui dont l'excès même était justifié par ses talens supérieurs, n'osaient en aucune circonstance avoir une opinion de leur chef. Privés de l'influence qui les guidait, ils étaient tournés en tout sens, livrés en jouets à tout coup de vent, et se laissaient aisément entraîner dans tous les ports. Et comme ceux qui leur étaient associés dans le maniement du vaisseau étaient les plus directement opposés à ses mesures, à ses opinions, à son caractère, et de beaucoup les plus habiles et les plus puissans de la bande, ils l'emportaient facilement et s'emparaient des esprits vacans, inoccupés, délaissés, de ses amis, et tout aussitôt ils faisaient virer le vaisseau tout à fait hors de la direction de sa politique. Comme pour l'insulter aussi bien que pour le trahir, longtemps même avant la clôture de la première session de son administration, lorsque toutes les affaires étaient publiquement réglées, et avec un grand étalage, en son nom, ils ont fait passer un acte portant déclaration qu'il était hautement juste et utile de tirer un revenu de l'Amérique; car même alors, monsieur, même avant que cet astre éclatant se fût couché et tandis que l'horizon de l'Occident étincelait des feux de sa gloire descendante, du côté opposé du ciel un autre astre se levait qui devait à son tour dominer en maître la situation.

« Cette lumière aussi a passé, et elle s'est éteinte pour jamais. Vous comprenez, j'en suis sûr, que je parle de Charles Townshend, le reproducteur officiel de ce plan fatal, lui dont je ne saurais même aujourd'hui rappeler le souvenir sans quelque émotion. En effet, monsieur, il était les délices et l'ornement de cette chambre; il était le charme de toutes les sociétés qu'honorait sa présence. Peut-être ne s'est-il jamais élevé dans ce pays, ni dans aucun pays, un homme d'un esprit plus perçant et plus accompli, et, quand ses passions n'étaient pas intéressées, d'un jugement plus fin, plus exquis, plus pénétrant. S'il n'avait pas, comme ceux qui florissaient avant lui, un aussi grand fonds de savoir longtemps amassé, il savait, bien mieux qu'aucun homme à moi connu, comment rassembler en un moment tout ce qui était nécessaire pour établir, éclairer, décorer le côté de la question qu'il voulait soutenir. Il dominait sa matière en maître habile et puissant; il excellait particulièrement dans l'exposition la plus lumineuse et le développement de son sujet; son mode d'argumentation n'était ni usé et vulgaire, ni abstrait et subtil. Il touchait cette chambre au point juste, entre le vent et l'eau, et, n'étant troublé par un zèle passionné pour aucune question en débat, jamais il n'était ni plus fatigant ni plus pressant que ne le demandaient les opinions préconçues et l'humeur actuelle de ses auditeurs, avec lesquels il était toujours à l'accord parfait. Il se conformait exactement au tempérament de la chambre, et il paraissait la guider, parce qu'il était toujours assuré de la suivre.

« Je demande pardon, monsieur, si, lorsque je parle de lui et d'autres grands hommes, je tombe dans l'apparence d'une digression en disant quelque chose de leur caractère. Dans cette histoire si bien remplie des révolutions de l'Amérique, le caractère de pareils hommes est d'une grande importance. Les grands hommes sont dans l'état comme les poteaux qui montrent le chemin

ou marquent la frontière. Leur crédit à la cour ou dans le pays est la seule cause de toutes les mesures de gouvernement. Ce serait une œuvre d'envie bien étrangère, je m'en assure, aux dispositions que vous attendez de moi, que de signaler les erreurs dans lesquelles l'autorité de ces grands noms a entraîné la nation, sans rendre justice en même temps aux grandes qualités qui donnaient naissance à cette autorité. Le sujet est instructif pour tous ceux qui désirent se former sur tout ce qui les a précédés d'excellent. Il y a beaucoup de jeunes membres dans cette chambre, tant a été rapide dans ces derniers temps la succession des hommes publics, qui n'ont jamais vu ce prodige, Charles Townshend, et qui ainsi ne savent pas quelle fermentation il savait exciter en toute chose par l'ébullition violente du mélange de ses vertus et de ses émotions. Des émotions, il en avait sans doute, beaucoup d'entre nous se le rappellent, nous en contemplons aujourd'hui les effets; mais il n'avait point d'émotions qui ne dussent leur origine à une noble cause, à une ardente, généreuse, peut-être immodérée passion pour la renommée, une passion, l'instinct des grandes âmes. Il rendait hommage à sa déesse partout où elle se montrait; mais il l'adorait surtout dans son asile favori, dans son temple de choix, la chambre des communes. Outre les caractères individuels qui composent le corps de cette assemblée, il est impossible, monsieur l'orateur, de ne pas remarquer que cette chambre a pour son propre compte un caractère collectif. Ce caractère aussi, sans être parfait, n'est pas de ceux qu'on pourrait haïr. Comme toutes les grandes réunions publiques d'hommes, vous avez un amour marqué pour la vertu et l'horreur du vice; mais, parmi les vices, il n'en est aucun que cette chambre abhorre autant que l'obstination. L'obstination, monsieur, est certainement un grand vice, et, dans le cours changeant des affaires politiques, elle est une cause fréquente de grandes calamités. Il arrive toutefois, et bien malheureusement, que toute la série des grandes et mâles vertus, la constance, la gravité, la magnanimité, le courage, la fidélité, la fermeté, sont étroitement voisines de cette odieuse disposition dont vous avez une horreur si juste, et, dans leur excès, toutes ces vertus n'y aboutissent que trop aisément. Celui qui étudiait avec une attention si minutieuse tous vos sentimens prenait assurément grand soin de ne pas les choquer par ce vice qui vous déplaît plus que tout autre. La crainte de déplaire à ceux à qui il fallait le plus plaire l'a entraîné quelquefois dans un autre extrême. Il avait voté, et dans l'année 1765 il avait parlé pour l'acte du timbre. Les choses et la disposition des esprits vinrent à changer; bref, l'acte du timbre commença à n'être plus en faveur dans cette chambre; il assista en conséquence à la réunion privée où furent préparées les résolutions tendantes à révoquer l'acte. Le jour suivant, il vota pour le rappel, et il aurait aussi parlé pour le soutenir, si une maladie, non pas politique, comme on le dit alors, mais à ma connaissance une maladie bien réelle, ne l'en avait empêché. A la session prochaine, la mode avait changé encore; ce rappel commençait à être en aussi mauvaise odeur dans cette chambre que l'acte du timbre dans la session précédente. Pour obéir à la disposition qui commençait à dominer, et à dominer surtout parmi les plus puissans, il déclara de très-bonne heure, dans l'hiver, qu'il fallait tirer un revenu de l'Amérique. Aussitôt il est enchaîné aux engagemens qu'il vient de prendre par des gens qui n'avaient pas d'ob-

jections à ces nouvelles expériences, dès qu'elles se faisaient aux dépens de personnes pour qui ils n'avaient pas de considération particulière. Tout le corps des courtisans le pousse alors dans l'abîme. Il semblait, à les entendre, que le roi fût dans une situation d'humiliation, tant qu'on n'aurait rien fait de ce genre

« Ici cet homme extraordinaire, le chancelier de l'échiquier, se trouva dans de grands embarras. Plaire universellement était l'objet de sa vie; mais taxer et plaire n'est pas plus donné aux hommes qu'unir la sagesse et l'amour; cependant il le tenta. Pour faire goûter la taxe aux partisans du revenu américain, il fit un préambule où la nécessité d'un tel revenu était établie. Pour se rapprocher d'une distinction faite par les Américains, ce revenu fut assis sur un impôt à l'extérieur, un droit de port; mais aussi, pour le rendre plus doux à l'autre parti, ce fut un droit de subsides. Pour être agréable au parti colonial, ce droit fut établi sur les produits des manufactures anglaises. Pour satisfaire les négocians de la Grande-Bretagne, le droit fut insignifiant, et, hormis celui sur le thé qui touchait uniquement la dévouée compagnie des Indes, l'impôt ne portait sur aucun des grands objets de commerce. Pour neutraliser la contrebande américaine, le droit sur le thé fut réduit d'un shilling à 3 deniers; mais pour s'assurer la faveur de ceux qui voulaient taxer l'Amérique, le lieu de la perception fut changé, et, comme les autres taxes, c'est dans les colonies que celle-ci fut levée. Qu'ai-je besoin d'en dire davantage? Le plan filé si fin eut le sort ordinaire à toute politique raffinée; mais la conception originaire de ces droits et le mode d'exécution sont nés purement, exclusivement, de la passion de vos applaudissemens. Il était en vérité l'enfant de cette chambre, car il n'a jamais pensé, fait ni dit aucune chose, si ce n'est en songeant à vous. Chaque jour, il s'accommodait à votre disposition et s'ajustait devant elle comme devant un miroir. Il avait observé, et cela ne pouvait effectivement lui échapper, que plusieurs personnes, infiniment inférieures à lui sous tous les rapports, s'étaient antérieurement rendues considérables dans cette chambre par cette unique méthode. C'était une race d'hommes (j'espère de la bonté de Dieu qu'elle est éteinte) tels que s'ils se levaient de leurs places, homme vivant n'aurait pu deviner, d'après une adhésion connue à des partis, des opinions ou des principes, d'après un ordre ou système quelconque dans leur politique, ou d'après une suite ou liaison quelconque dans leurs idées, de quel côté ils allaient se ranger dans le débat. Il est surprenant combien cette incertitude même, principalement dans les momens critiques, appelait l'attention de tous les partis sur ces sortes de gens. Tous les yeux étaient fixés sur eux, toutes les oreilles ouvertes pour les entendre. Chaque parti attendait bouche béante, comptant tour à tour sur leur vote presque jusqu'à la fin de leur discours. Tandis que la chambre flottait dans cette incertitude, les *écoutez! écoutez!* (*the hear hims*) tantôt s'élevaient d'un côté, tantôt résonnaient de l'autre, et le parti vers lequel ils tombaient, à la fin de cette danse en équilibre, les accueillait toujours avec une tempête d'applaudissemens. La fortune de pareils hommes était une tentation trop grande pour qu'il y pût résister, lui à qui l'on ne pouvait retirer une seule bouffée d'encens, sans lui faire plus de peine qu'il n'éprouvait de plaisir à en respirer les nuages amoncelés journellement autour de lui par la superstition prodigue de ses innom-

brables admirateurs. Il était candidat à des honneurs contradictoires, et son grand but était de réunir dans une commune admiration pour lui ceux qui n'étaient jamais réunis en aucune autre chose. De là naquit cet acte malheureux, sujet du débat de ce jour, fruit d'une disposition singulière, qui, après avoir créé pour plaire à l'un un revenu américain, l'abolit pour plaire à d'autres, et le ressuscite dans l'espérance de plaire à un troisième, et de cueillir quelque chose dans les idées de tous. »

La politique de Burke n'avait pas la majorité. La nouvelle Angleterre irritait la vieille Angleterre et ne l'intimidait pas; mais cette lutte ruinait le commerce. Eclairée par ses intérêts, la ville de Bristol, qui était le Liverpool du temps, voulut offrir à Burke l'honneur gratuit de la représenter au parlement (1774). Séparé par quelque différend de lord Verney et par suite du bourg de Wendover, il recherchait les suffrages des électeurs de Malton, lorsqu'à l'appel de ceux de Bristol il se rendit dans leur ville et les harangua par deux fois. Un de ses discours a été souvent cité jadis à la tribune française. En se présentant comme le défenseur également dévoué de la liberté et de l'ordre, il y réclame avec franchise la liberté de l'élu après l'élection. La confiance oblige, l'opinion des commettans est d'un grand poids; il faut toujours la consulter, mais non la suivre toujours. Celui qu'ils ont choisi leur doit le sacrifice de ses plaisirs, de son repos, de son bonheur; mais son jugement, mais sa conscience, ne sont à personne; il ne peut aliéner ces dons de la Providence. Le gouvernement n'est point une affaire de goût, mais de raison. Le parlement n'est pas une conférence de mandataires liés par des instructions; c'est une assemblée politique où doit régner un seul intérêt, l'intérêt général. L'élu de Bristol n'est pas un membre de Bristol, mais un membre du parlement. Ainsi, en acceptant la mission, il s'engageait à l'indépendance.

A l'ouverture de la session, la crise américaine s'était aggravée. Les mesures prises pour fermer le port de Boston avaient engagé la lutte. Le premier congrès s'était assemblé à Philadelphie. La fusillade de Lexington annonçait la guerre civile. Des deux côtés de l'Atlantique, les esprits étaient diversement émus. Des pétitions demandant un accommodement commençaient à affluer sur le bureau de la chambre des communes. Ce mot de conciliation, lord North lui-même était forcé de le faire entendre, tout en renouvelant les actes de rigueur contre le commerce colonial. La majorité semblait ébranlée dans sa confiance au système jusqu'alors suivi. Après quelques variations, lord Chatham se prononçait. Il parut qu'un plan de pacification largement conçu pouvait encore réussir : Burke se chargea de le proposer (22 mars 1775).

Son discours est une œuvre de méditation et d'art. Il se fonde sur

cette idée qu'avec un peuple de même race, avec des concitoyens, la paix ne peut être obtenue par la guerre; les moyens doivent être aussi pacifiques que le but. Il faut beaucoup céder, parce que le temps a marché et rend insuffisant ce qui, peu d'années auparavant, eût été efficace. Il faut beaucoup céder, parce que le peuple américain est un peuple fier. « L'Angleterre, monsieur, est une nation qui, je l'es-« père, respecte encore, qui autrefois adorait la liberté. » Les colons ont quitté cette première patrie, alors que cette passion était le plus vivement allumée. La taxation a toujours été une question décisive pour les droits du peuple. Cette question, on peut ne pas la résoudre, mais c'est à condition de ne point la poser et d'assimiler autant que possible, comme la principauté de Galles ou le comté palatin de Chester, les colonies à la métropole. Qu'on leur donne une représentation régulière, elles useront de leurs droits pour la grandeur du pays qui les aura reconnues.

Traduire ce discours est impossible. L'analyser c'est l'éteindre. Fox disait vingt ans après en plein parlement : « Que les jeunes membres lisent ce discours le jour et qu'ils le méditent la nuit; qu'ils le repassent et le repassent encore, qu'ils l'étudient, le gravent dans leur esprit, l'impriment dans leur cœur; c'est là qu'ils apprendront que la représentation est le souverain remède à tous les maux. » — Il n'y parut pas cependant cette fois, et les treize propositions conciliatrices furent écartées par la question préalable à 270 voix contre 78.

L'histoire de la sibylle est souvent celle des gouvernemens. Au début des grandes affaires, ils croient avoir bien des feuillets à lire avant d'arriver au dernier. Confians dans l'avenir, fiers de leurs forces, ils refusent ou dédaignent de céder; c'est le pis, disent-ils, qui puisse arriver, et il sera toujours temps. Mais l'occasion n'est pas si complaisante, et qui la renvoie quand elle s'offre s'expose à la poursuivre en vain lorsqu'elle a fui. Ce qui était décisif d'abord devient insignifiant, ce qui était facile devient impraticable, et l'on risque d'appeler la sibylle, lorsqu'elle a déchiré jusqu'à la dernière page du livre qui renfermait le secret de l'avenir.

Ainsi le ministère opposa une résistance opiniâtre soit aux instances répétées de l'opposition, soit aux leçons des événemens. La guerre avait commencé au combat de Bunker'shill; Washington commandait une armée; les Américains avaient proclamé leur indépendance. Aussi les motions parlementaires se succédaient-elles rapidement. A l'ouverture de la session de 1777, Burke éclata avec la dernière véhémence, et, dans un discours que l'on n'a plus, éleva aux nues l'héroïsme de ces nouveaux soldats de la liberté. « Est-ce aux vieux Bretons, disait-il, d'insulter une telle vertu? Persisteront-ils à l'opprimer? » Et les débats atteignirent un tel degré de violence, que la par-

tie de l'opposition qui suivait le drapeau de lord Rockingham forma le projet de quitter la scène et de s'abstenir de discuter plus longtemps. Cette retraite, qui ressemble à un acte de découragement quand elle n'est pas la tactique de la sédition, n'eût été justifiée ni par les principes ni par les circonstances. Deux adresses explicatives furent cependant écrites par Burke et au nom du parti, l'une au roi, l'autre aux colonies, et il envoya pour son compte, aux shériffs de Bristol, une longue apologie qui fut rendue publique. L'argument principal est celui-ci : les lois proposées contre l'Amérique sont inamendables, et, contre des mesures qui violent les principes de la constitution, l'absence est une protestation expressive et permise. Nous préférerons à ces hasardeux raisonnemens qui pourraient trop souvent autoriser soit l'inaction du représentant, soit la résistance du représenté, une nouvelle et frappante exposition de l'état de la question américaine, et surtout une réponse très élevée et très éloquente à ceux qui, ne voyant dans la politique qu'une lutte d'intérêts et d'ambitions privées, mettent sur la même ligne tous les systèmes, toutes les conditions, tous les hommes. Ce lieu commun de la sottise dénigrante ou de la perversité sceptique sert trop souvent de sagesse à une partie du public qui croit faire preuve d'esprit en ne distinguant ni le bien du mal ni le vrai du faux. Burke proteste énergiquement contre cette incrédulité politique qui ne saurait engendrer que la servitude. Que devient en effet la liberté, si la corruption est universelle? A quoi bon la résistance ou même la simple opposition? C'est pour décrier un peuple généreux luttant pour ses droits que l'on ruine ainsi les fondemens de la cause qu'il défend. On ne craint pas de mettre en poudre les principes même qui ont dans le passé sauvé et grandi l'Angleterre, depuis qu'il s'en prévaut contre elle et la menace de ses propres armes. Pour qu'elle conserve sa tyrannie sur une moitié de son empire, on est prêt à sacrifier sa liberté. L'artifice est bien digne d'une cour, diffamer une nation pour l'asservir, et remettre l'Amérique sous le joug, en rendant l'Angleterre digne de le recevoir!

Pour suivre Burke dans la pratique de ses idées, pour le voir cinq ans encore débattre tous les incidens successifs d'une guerre perpétuée par les mêmes passions et les mêmes fautes, il faudrait copier les pages quelquefois décolorées des recueils parlementaires, car tous ses discours n'ont pas été imprimés avec une égale exactitude. On ne connaît même que par un extrait de quatre pages la mémorable philippique où, pendant trois heures et demie, il dénonça au monde l'emploi des tribus sauvages comme auxiliaires dans la guerre de l'indépendance (6 février 1778). Aucun sujet ne prêtait plus à la déclamation passionnée, et l'on sait par quels mouvemens d'éloquence impétueuse Chatham émut la chambre des lords. Les pa-

roles de Burke produisirent un effet égal. Un membre demanda qu'elles fussent imprimées et affichées à la porte de toutes les églises. Un autre membre félicita les ministres que le public fût exclu de la galerie, car ni leur maison, ni leur vie n'aurait été en sûreté. « Qui n'a pas entendu Burke ce jour-là, écrivait sir George Savile, ne connaît pas le plus éclatant triomphe que puisse remporter l'éloquence humaine. » Mais le ministère avait encore plus de cent voix de majorité. Chaque jour, les faits donnaient plus raison à la politique de l'opposition, et rendaient plus difficile d'y revenir; car à mesure qu'elles étaient plus nécessaires, les concessions devenaient plus humiliantes et moins efficaces. Les revers engageaient l'honneur, l'orgueil du moins, à la plus funeste persistance. La hauteur provocante du gouvernement affaiblie par des retours de modération sans à-propos et d'indulgence sans sincérité, la prétention de pousser vivement la lutte en laissant une porte ouverte à l'accommodement, la confiance dans la force, sans l'art de l'employer, l'insolence et l'insuffisance des moyens, la raideur et l'inertie, tout devait amener la défaite comme un dénouement naturel. L'insurrection triompha; la guerre civile aboutit à une révolution, et l'opposition fut au pouvoir.

Mais, avant de l'y suivre et pour mieux juger de la situation de Burke quand ses amis devinrent ministres, voyons, en revenant sur nos pas, par quels autres actes il l'avait fondée, illustrée, et un peu compromise.

L'Irlande, traitée comme une colonie, était condamnée au monopole de l'Angleterre, et ne pouvait recevoir que d'elle les produits des établissemens britanniques dans les autres parties du monde. Un bill fut proposé pour lever en partie ces iniques restrictions, et cette fois d'accord avec le ministère, Burke l'appuya avec autant de franchise que de raison. On a remarqué qu'en toute occasion, à une époque où l'économie politique naissait à peine, il en professa les plus saines maximes. Supérieur aux préjugés du temps, il paraissait avoir pressenti les vérités de la science. Sur ce point, les précédens ne lui imposaient pas, et la tradition le touchait peu. Son esprit, guidé par ses principes généraux de liberté, devançait l'opinion et tendait à la liberté du commerce. C'est un des éloges qu'on aime le plus à lui décerner maintenant; mais les armateurs de Bristol étaient moins éclairés : ils lui cherchèrent querelle, et l'accusèrent de représenter l'Irlande plutôt que leur cité. Il répondit par deux lettres qui attestent à la fois les lumières de son esprit et l'indépendance de son caractère, et fidèle à ses principes sur la liberté de conscience parlementaire, il sut déplaire à ses commettans plutôt que de leur sacrifier la politique et la justice.

Avant de comparaître de nouveau devant eux, il acquit cependant

de nouveaux titres à la popularité. Le 15 décembre 1779, il annonça et le 11 février suivant il proposa son célèbre bill pour la réforme économique. C'était une attaque aux sinécures, à l'abus des pensions, à l'irrégularité des dépenses de la liste civile. Disons mieux, c'était le feu porté dans l'arsenal de la corruption.

C'est une des premières fois que nous rencontrons ce mot de réforme destiné à une telle fortune dans l'histoire du gouvernement anglais. Une réforme sérieuse est une des entreprises les plus difficiles que puisse former un homme d'état. Rien n'est plus simple pour un parti. Le plus souvent il part d'une idée absolue, et une idée absolue conduit d'ordinaire à un changement radical. Qu'il y ait des pays et surtout des temps où l'on ne puisse guère procéder autrement, il serait téméraire de le nier contre le témoignage de l'histoire; mais c'est avouer qu'il y a des pays et surtout des temps faits pour les révolutions. Idée absolue et suppression radicale sont généralement des moyens révolutionnaires. Excellent pour la destruction, l'emploi de ces moyens ne rend pas facile de remplacer ce qu'on a retranché, de rebâtir après avoir démoli. Peut-être est-ce une tâche au-dessus de la sagesse humaine que celle de refaire intégralement de quoi remplir le vide qu'elle a creusé, car cette tâche ressemble à de la création. La réforme est au contraire le triomphe du véritable homme politique. Elle demande autant de courage, quoiqu'elle suppose moins de témérité. Elle doit être entreprise au nom d'une idée générale, quoiqu'elle n'émane pas d'une idée absolue, car il faut qu'elle se rattache à un système, et qu'elle ait un autre but qu'elle-même. Autrement, elle se réduirait à une simple amélioration administrative. Elle exige dans son auteur une sûreté de jugement qui en marque le but et le moment, qui en détermine la portée, — un esprit pratique qui tienne compte des faits et ne s'y asservisse pas, une raison ferme que ne troublent ni les difficultés apparentes, ni les obstacles réels, ni les objections bruyantes, ni les objections spécieuses, — la persévérance et l'autorité du caractère qui surmontent sans trouble et sans emportement la résistance opiniâtre des intérêts, des préjugés et des passions; car il faut qu'une réforme vienne à propos, qu'elle devance la nécessité sans être prématurée, qu'elle soit mesurée et non timide, efficace et non perturbatrice, et que, fondée sur une grande idée et un intérêt public, elle satisfasse l'expérience et la raison, en ne blessant que la routine et l'égoïsme. L'honneur d'un homme public est d'attacher son nom à une réforme heureuse.

Burke était propre à cette noble tâche. Ses convictions une fois faites, elles le passionnaient assez pour qu'il les servît avec vigueur. Peu fait pour les spéculations philosophiques, il aimait cependant ces

généralités moyennes, ces *axiomata media* dont parle Bacon, que les Anglais affectionnent, et qui sont comme les règles naturelles de la politique. Il était excessivement laborieux, et sa sagacité puissante, aidée d'une puissante mémoire, embrassait toutes les difficultés d'une question, tous les détails d'une affaire. Dans l'étude des faits, il ne se contentait pas à demi; il n'omettait rien, il épuisait tout. S'il était peu propre à traiter avec les hommes, à ménager et à manéger les esprits, à désarmer des opposans, à diriger des auxiliaires, la force de sa conviction, la hauteur de son talent, l'abondance de ses idées, sa confiance dans la vérité et en lui-même, son émotion communicative, le rendaient propre à braver tous les obstacles et à marcher résolument au but.

La pensée générale de sa proposition était d'assurer par de nouvelles garanties l'indépendance du parlement; le moyen était une réforme économique. On sait combien de dons pécuniaires, de profusions autorisées par l'usage, motivées, soit par des circonstances dès longtemps oubliées, soit par des institutions ou des prérogatives qui n'existaient plus ou qui n'existaient que de nom, combien de droits, d'offices ou de pouvoirs qui n'avaient plus leur raison d'être, constituaient à la royauté un véritable approvisionnement de moyens d'influence permis ou tolérés, et ces abus avaient une origine historique qui semblait en faire des conditions organiques de la monarchie.

La réforme de Burke, et qui devait être, il le dit lui-même, substantielle et systématique, se fonde sur un certain nombre de principes qu'il établit en commençant et qui aboutissent à cinq bills spéciaux. J'aurais voulu en donner une idée et analyser un plan qui dévoile tout l'intérieur d'une curieuse administration; mais, pour faire accepter ces détails arides, il faudrait y joindre l'exposition lucide et piquante qui gagna au discours de Burke la faveur de la chambre. Lord Brougham appelle ce discours le manuel du réformiste. « Le projet, dit quelque part Gibbon, qui était alors membre du parlement, a été conçu avec habileté, présenté avec éloquence, soutenu par de nombreux suffrages. Je ne pourrai jamais oublier le plaisir avec lequel le fécond et ingénieux orateur a été écouté par tous les côtés de la chambre et même par ceux dont il supprimait l'existence. » On peut en croire l'illustre historien, car il était du nombre. Il figurait parmi les lords commissaires du commerce et des colonies. Aussi, quand le bill eut été pris en considération et qu'on débattit la clause de la suppression d'un bureau où Locke, Prior, Addison avaient précédé Gibbon, Burke lui rendit-il un juste hommage, et il demanda qu'on ouvrît aux grands écrivains une autre académie des belles lettres que le bureau du commerce. Ce fut en effet la seule clause qu'on adopta; les autres succombèrent sous

de faibles majorités, et le projet échoua pour cette fois; mais bientôt d'autres motions plus générales et qui tendaient au même but vinrent prouver de nouveau que la question était mûre. Dunning, appuyé par Burke, obtint de la chambre quelques résolutions contre ceux de ses membres qui accepteraient de la liste civile des pensions ou des sinécures, et proposa de déclarer que l'influence de la couronne avait augmenté, qu'elle augmentait et qu'elle devait être restreinte.

C'est de cette époque, on peut le dire, que l'esprit de réforme devint en Angleterre sérieux et puissant. Jusque-là, les institutions de 1688 s'étaient maintenues sans changement essentiel. Peu d'abus graves avaient été supprimés; quelques abus nouveaux s'étaient introduits. La proposition d'abréger la durée du parlement ou de modifier la composition de la chambre élective avait été mise en avant comme l'expression des griefs plutôt que des vœux publics. On sentait qu'il manquait quelque chose à l'indépendance, à la pureté, à la responsabilité des assemblées, et, sans bien s'expliquer le mal, on y cherchait un remède. Burke, qui innova dans la politique par une morale plus sévère, contribua puissamment à déterminer un mouvement qu'il ne devait pas suivre dans toutes ses directions. Quoiqu'il exaltât en théorie l'utilité des partis et la valeur des engagemens qui les unissent, toute solidarité lui pesait, et il n'acceptait pas indistinctement tous les nouveaux mots d'ordre que se donnait l'opposition. Ainsi il avait refusé son concours à un comité du Buckinghamshire pour la réforme parlementaire : elle touchait, disait-il, au fondement de la constitution, et il la combattit même en plein parlement, mais il avait appuyé la motion présentée en faveur des catholiques par sir George Savile, un des défenseurs les plus respectés des idées de généreuse justice. Un bill avait, en 1778, aboli quelques-unes des incapacités qui pesaient sur ces moins populaires de tous les dissidens. Ce bill devint le prétexte et le cri des émeutes menaçantes qui, sous les auspices de lord George Gordon, troublèrent Londres en 1780. Burke, dans ces jours de désordre, se vit, au moment où il voulait entrer à Westminster, entouré par un attroupement, et, sommé violemment de rendre compte de sa participation à des actes hostiles à la religion protestante, il répondit sans détour ni faiblesse. Cependant, lorsqu'au mois de septembre il fallut se faire réélire, il eut à s'expliquer, devant les électeurs de Bristol, sur l'accusation de n'être qu'un Irlandais en matière religieuse comme en matière de commerce. Le cri de la passion : *No popery*, retentissait autour de Guildhall, où, devant un *meeting* nombreux, il se défendit noblement. Le vrai protestantisme, disait-il, n'était point l'oppression d'une église par une autre : si tel avait été le premier pas de la réformation, un second restait à faire, et le protestantisme ne serait réellement victo-

rieux que lorsque toutes les consciences seraient libres. Il fut toujours bien inspiré devant les électeurs. Il leur parla toujours un langage mâle et hardi, et n'acheta jamais leurs suffrages au prix d'une seule vérité. Cette fois, il semblait d'abord qu'on l'eût compris, et il se rendit le front levé au lieu de l'élection; mais trois jours après, il vit le résultat douteux; la lutte s'annonçait très-vive, et, en quelques mots brefs et sévères, il déclara qu'il se retirait. Le bourg de Malton lui offrit un humble asile pour tout le reste de sa vie publique.

A l'ouverture du nouveau parlement, l'opposition se sentit plus forte. Burke renouvela sa motion de la réforme économique, et trouva un auxiliaire nouveau dans le jeune Pitt, qui parlait pour la première fois (février 1781). Ainsi Fox en commençant l'avait combattu, et Pitt à son début l'appuyait. Mais les réformes ne s'accomplissent guère, si le pouvoir n'est aux mains de ceux qui les proposent. Ce n'est qu'en 1782, sous l'administration du marquis de Rockingham, que plusieurs bills successifs réalisèrent les vues de Burke et abolirent deux cent seize places inutiles. S'il eut l'honneur d'ouvrir cette voie de réforme où quelques-uns des derniers ministères de la Grande-Bretagne ont de nos jours marché à si grands pas, n'oublions point que de ce premier et grand essai date un notable progrès d'indépendance et de dignité parlementaire. Jusqu'alors, en matière de places et de pensions, il régnait un relâchement de principes incroyable. A dater de cette époque, les mœurs politiques se sont épurées, ennoblies, et c'est aujourd'hui à de tout autres conditions qu'au dernier siècle qu'en Angleterre un homme public peut se dire un honnête homme. Le mouvement naturel de la société portait dans ce sens; mais la sévérité et l'élévation d'esprit de Burke y fut aussi pour quelque chose. Ses discours et ses écrits ont le caractère d'un historien moraliste, et son influence eut le caractère de son talent.

Il put appuyer le succès de ses idées par l'exemple du désintéressement personnel, car au mois de mars 1782 il était payeur-général des forces, poste très-lucratif qu'avaient occupé Robert Walpole, lord Holland, lord Chatham. Il fit sur cet emploi des réformes qui rendirent au trésor 47,000 livres sterling par an et qui réduisirent de 25,300 les émolumens auxquels il avait droit.

Mais comment Burke n'était-il pas ministre? Comment ne siégeait-il pas, dans le même cabinet, avec Rockingham dont il s'était montré l'ami si fidèle, avec Fox, auquel l'unissait alors tant de confiance et d'affection? Burke avait été dix-sept ans un des chefs et pendant quelques années le chef de l'opposition dans les communes. Son talent était du premier ordre, sa considération égalait son talent. M. Prior convient que trois ans plus tôt il eût été un ministre influent; mais, en qualité de tory très-décidé, le biographe s'en prend à l'esprit ex-

clusif et aristocratique des whigs. Cette raison ne peut s'admettre : le parti de Rockingham et de Fox n'était pas alors ce noyau du parti whig auquel on a depuis adressé ce reproche. Le duc de Bedford et tous les siens n'y figuraient pas, et Fox en particulier était bien loin d'appartenir à l'aristocratie de 1688, ni d'être lié par d'invariables antécédens de famille au côté libéral de l'opinion whig. M. Prior convient que la position de Burke avait baissé. Voilà qui est plus vrai. Nous avons nous-même indiqué quelques circonstances qui avaient pu diminuer son influence. On voit dans ses lettres qu'il était accusé d'avoir conduit l'opposition avec trop de violence. Il consultait peu, il se concertait peu; il agissait sous l'empire de pensées formées par la méditation et par l'étude. Son talent, littérairement oratoire, était plus propre à illustrer un parti qu'à le servir, et ne satisfaisait pas aux nécessités journalières du débat. Il s'inquiétait trop peu des dispositions de ses adversaires ou de ses amis; il ne savait pas mener les hommes, et l'on peut conjecturer que l'opinion s'était établie qu'il ne devait pas, peut-être qu'il ne voulait pas être ministre. A raison même de son importance et du genre de son esprit, on devait le redouter dans l'intérieur d'un conseil, et il me semble entendre les raisons que les hommes d'expérience et d'habileté, que tous les médiocres qui prétendent à ce titre, donnaient apparemment pour prouver qu'il n'était pas propre aux affaires. M. Royer-Collard, à qui l'on pourrait d'ailleurs découvrir des points de ressemblance avec Burke, a eu quelque chose de cette situation parmi ses amis, et, quoiqu'il fût incontestablement le premier d'entre eux, on les a vus rarement disposés à l'avouer pour chef, encore moins à le porter au pouvoir. Au reste, Burke lui-même ne parut pas se regarder comme appelé au ministère. Peut-être avait-il trop attaqué la cour, c'est-à-dire le roi, pour ignorer que sa présence dans le conseil, difficile à obtenir, affaiblirait le crédit du cabinet. Peut-être même les circonstances qui l'en éloignaient et tout ce qui l'isolait parmi les siens, son indépendance, sa sévérité, le ton de ses opinions, le portaient à éviter de paraître ambitieux, et moitié naturel, moitié affectation, il secondait, par un puritanisme d'orgueil et de désintéressement, la timidité ou l'ingratitude de ses amis, en les autorisant à n'être pas ambitieux pour lui. Toutefois il est difficile que Burke n'ait pas ressenti ce procédé avec quelque amertume. Il ne le montra pas, il essaya même de ne pas se l'avouer, et rien dans sa conduite, rien dans sa correspondance ou dans ses conversations ne semble avoir trahi la mauvaise humeur ou le désappointement. Nous ne disons pas cela pour justifier les ministres de 1782 : un parti doit se défendre de ces jalousies, de ces pruderies, de ces défiances, et soutenir, et entourer, et grandir toujours ce qui le décore et l'ennoblit. Fox sur-

tout nous paraît peu excusable; sans doute il avait pris la tête de l'opposition, mais il y avait présomption ou négligence à ne pas entrer au pouvoir mieux accompagné. D'ailleurs sa place de *leader* de la chambre des communes était si bien marquée, que Burke lui-même ne la lui eût pas disputée, et pour Fox aucune rivalité n'était à craindre.

On sait, au reste, que cette administration ne dura qu'un moment. Une mort soudaine lui enleva son chef. De tous ceux qui pouvaient aspirer à sa succession, le secrétaire d'état des affaires étrangères, lord Shelburne, parut presque aussitôt appelé à la recueillir. C'est lui qui est mort avec le titre de marquis de Lansdowne, et ce nom réveille aujourd'hui de tels sentimens de respect et d'affection, que l'on a peine à concevoir que celui qui l'a porté le premier inspirât la défiance et l'antipathie. Il est certain cependant que lord Shelburne, qui avait de l'esprit, de l'expérience, des opinions libérales et philosophiques, qui a fourni dans les affaires une carrière honorable et joui d'une sorte de faveur dans la société française, était un des hommes avec qui l'association dans le pouvoir rencontrait le plus de difficultés et de répugnances. Fox, qui proposait le duc de Portland pour la première place, déclara qu'il ne restait pas si son collègue Shelburne l'obtenait, et il se retira. Burke le suivit, on a même dit que cette scission était principalement son ouvrage. Quoi qu'il en soit, elle fut peut-être un grand événement; elle sépara Fox de Pitt, qui resta du côté du ministère et y entra même comme chancelier de l'échiquier. Qui sait quelle influence exerça cette séparation sur les destinées de la Grande-Bretagne?

Dès le mois de juillet, Burke attaqua vivement lord Shelburne, en défendant la démission de Fox, et tous deux réunis mirent le cabinet en minorité (février 1783). Pitt fut député à Fox pour négocier un rapprochement; mais il fallait accepter la primauté de Shelburne. Inflexible sur ce point, Fox se condamnait à l'impuissance dans sa victoire, s'il ne se donnait des alliés. Le ministère conservait dans ses rangs une partie de l'ancienne opposition. Il avait pour ennemis naturels lord North et ses amis, encore nombreux. Fox ne voulait pas se réconcilier avec Shelburne; il ne pouvait détacher Pitt; une seule alliance lui restait, celle de North. Il osa s'y résoudre et fit le ministère de la coalition. Le duc de Portland en était le chef; North, secrétaire d'état pour l'intérieur; Fox, pour les affaires étrangères; Burke redevint payeur général.

A peine sorti du gouvernement, Pitt proposa la réforme parlementaire et le rencontra pour antagoniste. Cette question fameuse, qui avait commencé à s'agiter dans les premières années de l'administration de lord North, n'était pas encore devenue une permanente question de cabinet, ni, en des sens divers, le mot de ralliement des

partis. Chatham, dans les derniers temps de sa vie, avait accueilli l'idée d'une réforme; mais il l'avait conçue à sa manière. Il ne voulait qu'augmenter le nombre des membres sérieusement élus, de ceux qui représentaient les comtés, mais sans dépouiller aucun bourg de la franchise électorale. Junius avait également résisté à tout dessein de porter atteinte aux droits acquis. Burke, chez qui le profond respect de la tradition constitutionnelle s'unissait aux idées d'amélioration, pouvait donc sans inconséquence repousser des projets d'innovation que, sans inconséquence également, le jeune Pitt pouvait appuyer avec ce ton d'autorité qu'il avait naturellement.

Ce n'est pas à propos de cette question que sa conduite nous étonne. Une autre question était à l'ordre du jour et devait amener de graves conséquences. La compagnie des Indes orientales, en possession plus que séculaire d'un monopole commercial, avait été conduite à se créer un empire; mais elle en avait, dans les derniers temps, reculé si loin les limites, le pouvoir politique de ses agens avait pris de si grandes proportions, ses actes avaient fini par intéresser à si haut point, non-seulement la richesse et le négoce, mais la puissance et l'honneur de l'Angleterre, que les chambres, engagées souvent par les conséquences de sa conduite, avaient dû s'en enquérir plus sévèrement, et que tous les ministères avaient projeté de réviser les principes de son organisation, de régler son action et de la soumettre plus directement à la surveillance de l'état. Dans ces vastes et riches contrées, où tout offrait une proie, où rien ne mettait un frein aux passions du plus fort, où l'on ne connaissait ni la loi, ni la publicité, ni l'opinion, une compagnie dont le pouvoir se mesurait aux nécessités de son commerce, dont l'ambition était excitée par la cupidité, qui soutenait ses spéculations par sa diplomatie et sa diplomatie par la guerre, qui faisait enfin sa fortune par la conquête, avait dû tout permettre à ses lointains délégués pour la servir, et n'interdire qu'au malhabile ou au malheureux la violence, la fraude, la rapacité, la tyrannie. Lord Clive avait couvert de la gloire des armes des perfidies que l'Orient seul pouvait souffrir. Lord Chatham le protégeait, car il aimait les victorieux; mais le pouvoir de la compagnie lui semblait exorbitant, et en 1767 il avait pensé à lui enlever le droit de possession et d'agrandissement territorial. En 1773, on reconnut la nécessité de lui poser des limites. Un emprunt, pour lequel elle avait besoin d'une autorisation législative, la mettait à la discrétion du parlement, et un acte de régularisation, *regulating act*, plaça toutes les présidences de l'Inde anglaise sous un gouverneur-général résidant à Calcutta, en établissant dans cette ville une cour de justice à la nomination de la couronne. En même temps les directeurs furent tenus de communiquer au gouvernement toute

la partie de leur correspondance qui avait rapport aux questions territoriales. Le gouverneur-général et quatre conseillers associés à son administration étaient nommés pour cinq ans par l'acte même qui les instituait. La première place fut donnée à Warren Hastings, simple agent de la compagnie, placé par elle à la tête de la présidence du Bengale, et lord North fit entrer dans son conseil Philip Francis, qui peut-être vendit à ce prix le silence de Junius.

Cette administration n'avait pas marché paisiblement. Bientôt ses divisions intérieures et la conduite de son chef firent souhaiter aux ministres le rappel de Hastings; mais il ne pouvait être révoqué que sur une demande de la cour des directeurs qui représentaient la compagnie. Celle-ci soutenait son agent, et quand on vit approcher la rupture avec la France, on ne put regretter d'avoir laissé la garde de l'Inde à un homme habile et entreprenant, dont l'esprit plein de ressources n'était entravé dans ses hardies combinaisons, ni par la faiblesse du caractère, ni par la sévérité de la conscience. Cependant, vers la fin de la guerre d'Amérique, la chambre des communes, dont l'attention était éveillée par les plaintes du parti opposé au gouverneur-général, avait formé pour l'examen de ces affaires deux comités : l'un sous la conduite de Henry Dundas, l'autre de Burke, et ce dernier s'était plongé dans ce nouveau travail avec son ardeur accoutumée. Déjà souvent l'Inde l'avait occupé dans le parlement. Jamais elle n'était l'objet d'un débat sans qu'il prît la parole. Sa curiosité infatigable eut bientôt pénétré jusqu'au fond de ce grand sujet. Sa vive imagination se familiarisa avec les lieux, les faits, les hommes; sa haine pour l'iniquité et la violence prit feu contre un despotisme qui ne devait qu'à la distance son impunité. Il savait et jugeait l'histoire de l'Inde anglaise comme un historien sensible et sévère; la justice même se passionnait dans cette âme ardente. Des rapports émanés du comité qu'il dirigeait, le neuvième et le onzième, passent pour être de lui, et ils sont insérés dans ses œuvres. Ces deux pièces ont tout le mérite du genre, l'ordre, la clarté, la solidité, et l'on y peut apercevoir les premiers fondemens de l'accusation célèbre dont il mit tant d'années à élever de ses mains le formidable édifice.

Entre le pouvoir immense par le fait du gouvernement établi au Bengale et le pouvoir de surveillance du ministère et du parlement, l'indépendance d'une compagnie à demi souveraine formait un milieu opaque et résistant, qui rendait tout contrôle illusoire. Aidé des conseils de Burke, encouragé par lord North, qui dans son premier ministère avait été sur le point de réduire la compagnie des Indes à ses attributions commerciales, Fox, à la fin de 1783, proposa un bill qui supprimait la cour des directeurs de la compagnie, et con-

fiait à Londres le haut gouvernement de ses possessions à sept commissaires nommés dans l'acte pour quatre ans, et dont le chef devait être le comte Fitzwilliam. Auprès de ce bureau, neuf directeurs assistans, choisis parmi les actionnaires, auraient été chargés seulement des affaires du commerce. Les vacances dans le bureau supérieur auraient été remplies par nomination royale. C'était toute une révolution, surtout dans la Cité. On conçoit quelle y devait être la puissance de la compagnie des Indes, et avec quelle énergie elle dut résister au projet qui la détrônait. Elle employa tous les moyens, fit jouer tous les ressorts, ameuta l'opinion. Son patronage, ce qui veut dire en bon anglais la quantité de places qu'elle avait à donner, était l'instrument d'une influence qu'elle exploitait dans son intérêt, et qu'elle prêtait clandestinement à la cour et à son parti. Tout cela allait être régularisé, soumis à la publicité et livré à un pouvoir officiel, plus dépendant du parlement que de la couronne. L'état se ressaisissait d'un empire qu'il n'aurait dû jamais abandonner; mais l'état était représenté par l'administration actuelle, qui allait recueillir l'honneur et la force attachés à cette grande innovation. Il se forma donc une masse redoutable d'opposans au bill de Fox, qui dut y suspendre son existence ministérielle. Les membres du dernier cabinet ne pouvaient laisser échapper une si belle occasion de revanche. Pitt surtout, avec une habileté qui ressemblait fort à l'intrigue, et que Burke à toutes les époques lui a sévèrement reprochée, se mit à la tête de tous les mécontens. Intérêts, abus, préjugés, il souleva tout contre une réforme qu'il savait nécessaire. Lui aussi, il fit sa coalition. Il épousa jusqu'aux griefs de la cour, et les éleva à la hauteur d'un scrupule constitutionnel. On soutenait, en effet, avec une apparence de raison, que la nomination législative d'un comité ou bureau administratif était une atteinte à la prérogative royale, et sans aucun doute le principe de la responsabilité aurait dû ramener plus immédiatement au pouvoir exécutif la direction d'une nature d'affaires qui étaient en elles-mêmes du ressort du gouvernement général. Cette considération fut développée avec autant de force qu'un chef d'accusation. Fox se vit personnellement attaqué avec une violence inouïe. Tous les ressentimens suscités par la coalition éclatèrent sous cette forme. Burke ne fit pas défaut dans la lutte. Son discours, fort travaillé et très étendu, suivant son usage, est presque en entier consacré à l'exposition des torts de la compagnie. Mille faits curieux de l'histoire de l'Inde et des débuts de l'administration de Hastings sont vivement retracés, et il en ressort l'urgence d'une réforme profonde. Toutes les objections sont imputées à des intérêts occultes, à des intrigues de courtisans. L'objection constitutionnelle elle-même n'est pas prise fort au sérieux, et Burke se con-

tente d'observer que la prérogative royale ne doit rien perdre au nouveau projet, puisque, dans l'état présent des choses, ni les directeurs, ni le gouverneur-général, ni son conseil institué par l'acte de 1773, ne sont à la nomination de la couronne.

« J'ai parlé du bill, dit Burke en finissant; que je dise maintenant un mot de son auteur. Je devrais l'abandonner à ses nobles sentimens, si l'indigne et illibéral langage employé contre lui par delà tout exemple de la liberté parlementaire ne rendait quelques paroles nécessaires, moins pour donner satisfaction à lui qu'à mes propres affections. Il faut donc que je dise que ce sera une honorable distinction pour notre âge que la délivrance du plus grand nombre d'êtres de la race humaine, qui ait jamais été aussi lourdement opprimé par la plus grande tyrannie qui ait existé jamais, soit échue en partage à des talens et à des sentimens égaux à la grandeur de la tâche; que l'œuvre soit échue à un homme qui possède l'étendue d'esprit pour concevoir, le courage pour entreprendre, l'éloquence pour soutenir une si grande mesure de hasardeuse générosité. Son courage ne saurait être attribué à l'ignorance de l'état des hommes et des choses. Il sait bien quels piéges sont semés sur son chemin et par l'animosité personnelle, et par des intrigues de cour, et peut-être par l'illusion populaire; mais il a risqué son repos, sa sécurité, son intérêt, son pouvoir, même sa popularité chérie, pour le bien d'un peuple qu'il n'a jamais vu. C'est la route qu'ont avant lui prise tous les héros. On l'accuse, on l'outrage pour les motifs qu'on lui suppose. Il se souviendra que la calomnie entre comme élément nécessaire dans toute véritable gloire; il se souviendra que non-seulement c'était l'usage des Romains, mais qu'il est dans la nature et la constitution des choses que la diffamation et l'injure soient des parties essentielles d'un triomphe. Ces pensées soutiendront une âme qui ne vit que pour l'honneur, sous le poids d'accusations passagères; car il travaille à faire un grand bien, un bien comme il s'en rencontre rarement et dans la destinée d'un homme et en même temps dans ses désirs, chose presque aussi rare. Qu'il emploie sa journée, qu'il lâche les rênes à la bienveillance de son cœur. Il est maintenant sur une hauteur où le vont chercher les regards du genre humain. Il peut vivre longtemps, il peut beaucoup faire; mais il a atteint le sommet : jamais il ne pourra s'élever au-dessus de ce qu'il fait aujourd'hui.

« Il a des défauts, mais ce sont des défauts qui, bien qu'ils puissent ternir son éclat et quelquefois entraver la marche de ses talens, n'ont rien par eux-mêmes qui puisse éteindre le feu des grandes vertus. Dans ces défauts, pas un atôme de tromperie, d'hypocrisie, nul orgueil, nulle arrogance, nul despotisme de tempérament, nulle insensibilité aux maux de l'humanité. Il a les défauts qui pourraient se retrouver dans un descendant du Henri IV de la France, comme ils se rencontraient dans ce père de son pays. Henri IV souhaitait vivre assez pour voir une poule dant le pot de chaque paysan de son royaume. Ce sentiment de bonté familière vaut tous les mots brillans que l'on rapporte de lui. Mais il désirait peut-être plus qu'il ne pouvait accomplir, et la générosité de l'homme dépassait le pouvoir du monarque. Mais celui dont je parle, lui, un sujet, peut au moins dire dans ce jour avec vérité qu'il

assure le riz dans le pot de tout homme aux Indes. Un poète de l'antiquité regardait comme une des premières distinctions chez un prince qu'il voulait célébrer, qu'à travers une longue suite de générations il eût été l'ancêtre d'un habile et vertueux citoyen qui, par des moyens pacifiques, avait réformé des gouvernemens oppressifs et supprimé des guerres de rapine.

Indole proh quanta juvenis, quantumque daturus
Ausoniæ populis ventura in sæcula civem.
Ille super Gangem, super exauditus et Indos,
Implebit terras voce; et furialia bella
Fulmine compescet linguæ.

Voilà ce qui se disait du prédécesseur du seul homme à l'éloquence duquel on puisse sans injustice comparer celle de l'auteur du présent bill. Mais le Gange et l'Indus sont le domaine de la renommée de mon honorable ami, et non pas de celle de Cicéron. Je l'avoue, c'est avec joie que je pressens la récompense de ceux dont tout le crédit, tout le pouvoir, toute l'autorité n'existe que pour le bien de l'humanité, et ma pensée s'étend à tout ce peuple, à tous les êtres de races et de noms divers qui, relevés par ce bill, auront à bénir l'ouvrage de ce parlement et la confiance accordée par la meilleure chambre des communes au plus digne de l'obtenir. Les petites critiques de parti ne seront plus entendues, lorsque la liberté et le bonheur se feront sentir. Il n'y a pas une langue, une nation, une religion dans l'Inde qui ne bénisse le soin tutélaire et la noble bienfaisance de cette chambre et de celui qui vous a proposé ce grand ouvrage. Vos noms ne seront jamais séparés devant le trône de la divine bonté, dans quelque langue et dans quelque rite qu'il soit demandé grâce pour les pécheurs et récompense pour ceux qui imitent la divinité dans sa charité universelle pour ses créatures. Ces hommages, vous les méritez, et ils vous seront assurément rendus, lorsque tout ce jargon d'influence, de parti et de patronage sera plongé dans l'oubli. J'ai dit ce que je pense et ce que je sens pour l'auteur de ce projet. Un de mes honorables amis, en parlant de son mérite, a été accusé d'avoir fait un panégyrique étudié. Je ne sais ce qui en était; mais le mien, j'en suis sûr, est un panégyrique étudié; c'est le fruit de beaucoup de méditation, le résultat d'une observation de près de vingt années. Pour ma part, je suis heureux d'avoir assez vécu pour voir ce jour. Je me sens plus que payé de dix-huit ans de travaux, puisque enfin je suis en mesure de prendre par un humble vote ma part de l'abolition d'une tyrannie qui existe pour la honte de ce pays et pour la destruction d'une aussi nombreuse portion de l'espèce humaine. »

Mais le complot ourdi contre le projet, et surtout contre le ministère, était puissant. Le bill, après avoir réuni des majorités considérables dans les épreuves préliminaires, finit par ne passer qu'à 208 voix contre 201. La chambre des lords s'anima pour la prérogative royale, et rejeta le projet à 19 voix de majorité. Le roi avait pris personnellement l'affaire à cœur, et son intervention fut si peu cachée, qu'il n'attendit pas, selon l'usage, la démission du cabinet. Il

fit demander aux secrétaires d'état leurs sceaux, et les remit à lord Temple, qui expédia aux autres ministres leurs lettres de renvoi, et résigna trois jours après, Pitt étant nommé premier lord de la trésorerie et chancelier de l'échiquier. Ce fut comme un coup d'état constitutionnel fort dans le goût de George III, qui dut enfin se croire roi, mais qui ne devait pas recommencer, car il venait de se donner un maître. Le procédé était nouveau envers la chambre des communes, qui fut vivement offensée; on lui arrachait des ministres qui possédaient sa confiance. Aussi ne crurent-ils pas d'abord que le pouvoir leur échappât pour longtemps. Les règles ainsi que les probabilités du jeu étaient en leur faveur, et cependant vingt-deux ans se passèrent avant que Fox redevînt ministre.

Les partis étaient décomposés. La diversité des calculs, la rivalité des ambitions, l'incompatibilité des caractères, ou plutôt des amours-propres, avaient amené ce résultat plus que la division sérieuse et systématique des opinions. Au contraire, on peut dire que l'absence d'une de ces questions fondamentales qui classent les hommes et les partis avait surtout contribué à éparpiller toutes les forces parlementaires. En de tels momens, l'individualité reprend le dessus. Les intérêts et les caprices personnels, l'humeur, la rancune, la vanité, décident de tout. Ce ne sont pas les beaux jours du gouvernement représentatif. Cette situation aurait dû être insupportable pour un esprit tel que celui de Burke, défenseur décidé de la consistance des opinions et des conduites, grand prôneur de la fidélité aux principes, aux antécédens et aux amitiés; mais il avait approuvé la coalition, cet acte si sévèrement reproché à Fox, et qui plus qu'aucun autre pouvait être regardé comme un signal de décomposition des partis. Toute coalition, même honorable dans son principe, a, j'en conviens, un air d'intrigue, et besoin d'apologie. Cependant, lorsque l'on considère à quels hommes ce genre d'apologie a été nécessaire, il faut ou que la tentation soit irrésistible, ou plutôt que l'action, en elle-même toujours hasardeuse, soit quelquefois imposée par une nécessité publique ou par une noble ambition. Comme tant d'autres actions, elle doit se juger par ses motifs et par ses conséquences. Si l'on n'a sacrifié aucun principe en formant l'alliance, si on l'a formée avec un grand but, si ce but on a eu le bonheur de l'atteindre, l'opinion, non contente d'absoudre l'entreprise, doit la glorifier. Aussi les coalitions sont-elles plus difficiles à ceux qui viennent du côté du pouvoir qu'à ceux qui sortent de l'opposition, car si ce n'est pour quelque réforme devenue nécessaire, pour quelque innovation amenée à maturité que les hommes du parti gouvernemental l'abandonnent, la coalition cesse d'être irréprochable. Elle peut l'être, si elle a pour but ce que M. Canning a tenté, ou ce que sir Robert Peel a fait. Dans l'al-

liance de North et de Fox, c'est donc le rôle du premier surtout qui aurait besoin d'excuse; c'est à lui, non au second, qu'auraient dû s'adresser les reproches de l'histoire, si, par une inégalité dont nous ne nous plaignons pas, on ne jugeait toujours les amis de la liberté avec une sévérité plus exigeante. Visant plus haut, ils ont droit à moins d'indulgence. Toutefois on expliquera difficilement, à l'honneur de lord North, que le chef d'un ministère ennemi des concessions, tombé du pouvoir pour avoir couvert de sa responsabilité l'entêtement royal, ait pu, avec une parfaite conséquence de principes et une scrupuleuse conviction, s'engager dans une combinaison perdue pour avoir, dit-on, livré aux chambres la prérogative de la couronne. Quant à Fox, il ne paraît point qu'il ait fait dans ce ministère rien qu'il n'eût fait dans un autre, et du moins aucun sacrifice de principe ne lui saurait être reproché. Mais voici la faute : lorsqu'on a dit et pensé de la conduite, de la capacité, des doctrines et du caractère d'un homme d'état, tout ce qui s'était pu lire depuis dix ans dans les discours de l'opposition, l'union avec cet homme d'état n'est permise qu'à la dernière extrémité et quand le salut public la commande. Or cette excuse manque à Fox. Malheureusement les hommes supérieurs sont sujets à une illusion, qui même n'en est pas toujours une : ils se figurent volontiers que le pouvoir leur revient de droit, et que leur présence dans le gouvernement est une condition du salut public. Walpole pensait peut-être ainsi, quand il attaquait ses anciens collègues, Stanhope et Sunderland. Une semblable conviction dirigea certainement Chatham dans toute sa carrière. Elle fit sa gloire lorsqu'en 1757 il s'allia au duc de Newcastle; elle l'égara quand en 1766 il composa le cabinet inexplicable du duc de Grafton. Un homme d'état que nous avons nommé, Peel, eut assurément la même confiance en soi, et bien en a pris à son pays et à sa renommée. Quant à Fox, il avait débuté avec un tel éclat, il s'était senti porté au premier rang par des qualités si solides et si brillantes, qu'il avait bien pu, lui aussi, se persuader que le ministère lui appartenait, et qu'il devait à tout prix gouverner. Ses partisans n'étaient pas éloignés de le croire, et Horace Walpole incline à cette idée dans ses lettres. Burke, dans l'orgueil de son amitié, pouvait concevoir pour son ami de ces présomptueuses pensées, et, qui sait? en garder quelque chose pour lui-même. Ainsi s'explique en partie leur conduite à tous deux dans le pouvoir et dans l'opposition. Le public est d'ordinaire fort sévère pour ces illusions des hommes supérieurs; il ferait mieux cependant de garder ses rigueurs pour celles des hommes médiocres, car ceux-là aussi se croient quelquefois une mission.

Pitt, qui avait formé le nouveau cabinet, fit alors un acte audacieux. Après avoir tâté la chambre par un bill sur l'Inde qu'elle re-

jeta, il osa dissoudre le parlement (mars 1784). On aurait cru que l'opinion décernerait le pouvoir à Fox plutôt qu'à lui, car sa réputation était alors bien inférieure à celle de son rival, et pourtant la réélection lui donna raison. Cent soixante opposans restèrent sur le champ de bataille. On les appela *les martyrs de Fox;* c'est le titre d'un martyrologe protestant. Fox et Burke furent réélus; mais le changement avait été si brusque, Pitt avait paru si téméraire, il était si jeune et si nouveau, que les vieux athlètes ne pouvaient croire encore à sa victoire. Ils en doutèrent longtemps, et ils agirent en conséquence. Burke demeura toute sa vie si touché et pour ainsi dire si scandalisé de ce résultat, qu'il ne le pardonna jamais à Pitt, et que, même en se rapprochant de lui, il n'eut jamais ni goût pour sa personne ni admiration pour ses talens. Il l'appelait le sublime de la médiocrité.

La situation d'hommes politiques qui ont perdu la majorité n'est jamais facile. Elle ne fut point favorable à Burke. Il n'avait pas comme Fox ce caractère ouvert et simple, cette humeur facile et liante, cette flexibilité de talent, cet art de discussion, qui séduisaient jusqu'à ses adversaires et le rendaient populaire encore quand ses opinions cessaient de l'être. Plus âgé que lui de vingt et un ans, plus homme de lettres et moins homme politique, Burke avait plus de raideur dans l'esprit, des prétentions plus tranchantes, un ton plus absolu et plus intolérant. Transporté dans un monde nouveau, entouré de jeunes ambitieux dont il était peu connu, il ne se préserva pas assez de l'impatience et du dédain. Inhabile aux ménagemens, irrité, dégoûté, il ne sut pas s'accommoder au temps, et la chambre des communes devint pour lui un auditoire sévère, hostile même. Ses discours avaient toujours paru trop longs et trop fréquens. Le respect et l'habitude avaient empêché longtemps qu'on ne l'en fît apercevoir; mais le respect et l'habitude manquaient à la nouvelle chambre. Burke s'en aperçut plus d'une fois. Un jour, il s'était levé tenant à la main un rouleau de papier d'une grosseur effrayante. Un membre de la classe de ceux qu'on nomme *country gentlemen* eut l'impertinence de dire qu'il espérait que l'orateur n'avait pas l'intention de lire cette énorme liasse de pièces, en y joignant un long discours par dessus le marché. Burke interdit et indigné sortit de la chambre sans trouver une parole. « La fable est réalisée, dit George Selwyn, si fameux par ses bons mots; un âne qui brait donne la chasse à un lion. »

On peut faire remonter à cette époque la décadence parlementaire de Burke. Cependant il ne se découragea pas, et il eut encore de bien beaux jours, mais ses échecs furent nombreux. Dès l'ouverture de la session, il proposa avec Windham, Irlandais de grande

espérance qui venait d'entrer au parlement et qui s'attacha étroitement à lui, d'adresser des représentations au roi sur la dernière dissolution. Cette mesure avait eu, disait-il, un caractère insolite, celui d'une condamnation prononcée du haut du trône contre le parlement. La dernière chambre, *la meilleure chambre des communes*, avait été dénoncée au peuple comme usurpatrice des droits du prince. Cette calomnie de cour avait égaré l'opinion. Le discours de la couronne faisait encore une leçon à la chambre sur les limites de son pouvoir. Celle-ci ne pouvait accepter ni remontrance ni menace, et c'était lui faire injure que de paraître en attendre moins d'indépendance que de la chambre précédente. Une défense raisonnée de la conduite tenue dans l'affaire du bill de l'Inde venait ensuite. Burke n'a jamais été tory sur ce point. Sa motion, qui était au fond une attaque envers la nouvelle chambre, fut rejetée sans débat. Il publia son discours avec une préface où il cachait mal son humeur contre le parlement. Le dépit d'une défaite imprévue perça désormais dans ses discours. Il reprochait même à Fox de ne pas sentir assez vivement leur commune offense. Neuf ans plus tard, dans le fort de sa colère contre la révolution française, il se plaignait encore qu'il ne l'eût pas bien secondé dans ses efforts pour faire repentir le premier ministre de la manière odieuse dont il s'était élevé au pouvoir, et, dans sa rancune implacable, il accusait Pitt d'avoir intrigué avec la cour, les dissidens religieux et tous les factieux du dehors, pour décrier et affaiblir la chambre des communes. Il est remarquable que Windham, qui, dix ans après, entra dans l'administration de Pitt, continua toute sa vie de juger comme Burke la dissolution de 1784, et d'en regarder le résultat comme funeste.

Une guerre sans relâche fut donc faite au cabinet. Pitt n'avait pas renoncé à ses idées de réforme parlementaire; il appuya une motion à cette fin de l'alderman Sawbridge, qui passait pour républicain. Il en fit une lui-même, soutenu par Fox et combattu par des ministres. Chaque fois il eut contre lui Burke et la majorité. Ce dernier lui demanda un jour ironiquement comment il pouvait se plaindre du système actuel de représentation, lui qui s'en était si bien servi? Quant à son bill de l'Inde, la vive critique qu'en fit Burke a été, dit-on, justifiée par l'expérience. Il contenait cependant les principes de l'organisation qui s'est maintenue jusqu'à nous. L'idée d'une commission de gouvernement ou de surveillance au-dessus de la compagnie ne pouvait être abandonnée. Aucun ministère ne pouvait songer à laisser la compagnie à elle-même. Seulement, cette commission, sous le nom de bureau du contrôle, dut être composée de membres du conseil privé et présidée par un ministre spécial, dont cette présidence même serait le titre. Aujourd'hui, les membres de ce bureau sont

des ministres et ne forment en réalité qu'un comité du cabinet; mais la nouvelle organisation, au moment où elle fut adoptée, ne faisait pas tomber les griefs élevés contre l'administration antérieure de la compagnie, et Pitt était loin de défendre tout le passé.

L'Inde est la région du monde où les Anglais ressemblent le plus aux Romains. Avec une poignée de fonctionnaires ou de magistrats, avec quelques légions, ils y gouvernent, sur un territoire immense, près de quatre-vingts millions de sujets, qui conservent leurs lois, leur culte et leurs mœurs. Ce pouvoir sans égal s'exerce avec équité et modération; mais il n'a pu s'établir ainsi. La tyrannie est presque toujours la compagne de la conquête, et de terribles proconsuls ont plus d'une fois porté parmi ces peuplades tremblantes les faisceaux du peuple-roi. L'âme pure et sévère de Burke devait s'émouvoir à ce spectacle. Il ne consentait pas à séparer la politique de la justice. Et en même temps la grandeur des choses, la nouveauté des scènes frappait, échauffait son imagination. On a parfois trouvé aux imaginations irlandaises quelque chose d'oriental. Telle était celle de Burke; elle ne pouvait que se plaire et s'exalter à l'aspect de ce monde de l'Asie ouvert devant elle, où les événemens, les monumens, la nature, tout prend un caractère pittoresque et poétique. Aussi, trouvant là comme une inspiration nouvelle, le vit-on rajeunir en quelque sorte son talent, le grandir à des proportions inconnues, et, suivant le penchant de son esprit, exagérer souvent les idées, les formes et les couleurs. Son goût comme sa colère put passer les bornes, car il se crut tout permis : il peignait l'Orient et combattait la tyrannie.

CHARLES DE RÉMUSAT.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

I.

LES ANIMAUX DOMESTIQUES.

Quand l'exposition universelle attirait à Londres un immense concours de curieux venus de tous les points du monde, la puissance industrielle et commerciale du peuple anglais a frappé les regards sans les étonner. On s'attendait généralement au gigantesque spectacle qu'ont présenté les produits de Manchester, de Birmingham, de Sheffield, de Leeds, entassés sous les voûtes transparentes du palais de cristal, et à cette autre scène non moins merveilleuse qu'offraient, en dehors de l'exposition, les docks de Londres et de Liverpool avec leurs magasins sans fin et leurs vaisseaux sans nombre; mais ce qui a surpris plus d'un observateur, c'est le développement agricole que révélaient les parties de l'exposition consacrées aux machines aratoires et aux produits ruraux anglais : on était en général assez loin de s'en douter.

En France plus qu'ailleurs peut-être, malgré notre extrême proximité, on a trop cru jusqu'ici que l'agriculture avait été négligée en Angleterre au profit de l'intérêt industriel et mercantile. Un fait mal étudié dans son principe et dans ses conséquences, la réforme douanière de sir Robert Peel, a contribué à répandre parmi nous ces idées inexactes. Ce qui est vrai, c'est que l'agriculture anglaise, prise dans son ensemble, est aujourd'hui la première du monde, et qu'elle

est en voie de réaliser de nouveaux progrès. Je voudrais faire connaître sommairement son état actuel, en indiquer les véritables causes, et en induire l'avenir; plus d'un enseignement utile peut sortir pour la France de cette étude.

Une crise grave et douloureuse s'est déclarée presque en même temps, quoique par des causes différentes, il y a maintenant bien près de cinq ans, dans les intérêts agricoles des deux pays. J'essaierai d'en apprécier à part la portée; mais il importe auparavant d'examiner quelle était, avant 1848, la situation des deux agricultures. Deux ordres de questions se rattachent à cette comparaison, les unes fondamentales, qui dérivent de l'histoire entière de leur développement, les autres transitoires qui naissent de leur condition pendant la crise; les premières doivent passer avant les secondes.

I.

Avant tout, il importe de se bien rendre compte du théâtre même des opérations agricoles, c'est-à-dire du sol.

Les îles britanniques ont une étendue totale de 31 millions d'hectares, c'est-à-dire les trois cinquièmes environ du territoire français; qui n'en a pas moins de 53; mais ces 31 millions d'hectares sont loin d'avoir une fertilité uniforme : il s'y trouve au contraire des différences plus grandes peut-être qu'en aucun autre pays. Tout le monde sait que le royaume-uni se décompose en trois parties principales, l'Angleterre, l'Ecosse et l'Irlande. L'Angleterre forme à elle seule la moitié environ du territoire; l'Ecosse et l'Irlande se partagent le reste à peu près également. Cette division, qu'il ne faut jamais perdre de vue, se retrouve dans les faits agricoles, et chacune de ces trois grandes fractions doit elle-même se partager, sous le rapport de la culture comme sous tous les autres points de vue, en deux parties principales.

L'Angleterre se divise en Angleterre proprement dite et pays de Galles; l'Ecosse, en haute et basse; l'Irlande, en région du sud-est et région du nord-ouest. Des différences énormes se remarquent entre ces diverses contrées.

L'Angleterre proprement dite est la portion la plus grande et la plus riche des trois royaumes; elle comprend 13 millions d'hectares, ou un peu plus du tiers de l'étendue totale des îles britanniques et l'équivalent d'un quart de la France. C'est d'elle surtout qu'il doit être question dans cette étude. En lui comparant le quart de la France le mieux cultivé, c'est-à-dire l'angle du nord-ouest, qui comprend les anciennes provinces de la Flandre, de l'Artois, de la Picardie, de la Normandie, de l'Ile-de-France, et même en y ajoutant les départe-

mens les plus riches des autres régions, nous n'avons pas une égale étendue de terres bien cultivées à lui opposer. Certaines parties de notre sol, comme le département du Nord presque tout entier et quelques autres cantons détachés, sont supérieures comme production à ce qu'il y a de mieux en Angleterre; d'autres, comme les départemens de la Seine-Inférieure, de la Somme, du Pas-de-Calais, de l'Oise, peuvent soutenir la comparaison; mais 13 millions d'hectares comparables comme culture aux 13 millions d'hectares anglais, nous ne les possédons pas.

Serait-ce que le sol et le climat de l'Angleterre seraient naturellement supérieurs aux nôtres? Bien loin de là. 1 million d'hectares sur 13 sont restés tout à fait improductifs et ont résisté jusqu'ici à tous les efforts de l'homme; sur les 12 millions restans, les deux tiers au moins sont des terres ingrates et rebelles que l'industrie humaine a eu besoin de conquérir.

La pointe sud de l'île, qui forme le comté de Cornouailles et plus de la moitié du Devon, se compose de terrains granitiques analogues à ceux de notre Bretagne. Il y a là, dans les anciennes forêts d'Exmoor et de Dartmoor, dans les montagnes qui finissent au Land's End et dans celles qui avoisinent la presqu'île galloise, près de 1 million d'hectares qui n'ont que bien peu de valeur. Dans le nord, d'autres montagnes, celles qui séparent l'Angleterre de l'Ecosse, couvrent de leurs ramifications les comtés de Northumberland, Cumberland, Westmoreland et une partie de ceux de Lancastre, Durham, York et Derby. Cette région, qui comprend plus de 2 millions d'hectares, ne vaut guère mieux que la première. C'est un pays pittoresque par excellence, parsemé de lacs et de cascades, mais qui n'offre, comme les pays pittoresques en général, que peu de ressources à la culture.

Presque partout où le sol n'est pas montueux, il est naturellement couvert de marécages. Les comtés de Lincoln et de Cambridge, qui comptent aujourd'hui, surtout le premier, parmi les plus productifs, n'étaient autrefois qu'un vaste marais couvert en grande partie par les eaux de la mer, comme les polders de Hollande qui leur font face de l'autre côté du détroit. De grandes tourbières appelées *mosses* montrent encore çà et là l'état primitif du pays. Sur d'autres points sont de vastes étendues de sables délaissés par l'Océan; le comté de Norfolk, où a pris naissance le système agricole qui a fait la fortune de l'Angleterre, n'est pas autre chose.

Restent les collines onduleuses qui font la moitié environ de la surface totale, et qui ne sont ni aussi arides que les montagnes, ni aussi humides que les plaines sans écoulement; mais ces terres elles-mêmes n'ont pas toutes la même composition géologique. Le bassin de la Tamise est formé d'une argile tenace nommée argile de Lon-

dres, dont sont tirées les briques pour la construction de l'immense capitale, et qui ne s'ouvre qu'avec difficulté sous la main du laboureur. Les comtés d'Essex, de Surrey et de Kent appartiennent, avec celui de Middlesex, à cette couche argileuse désignée en Angleterre sous le nom de *stiff land*, terre forte, et dont les agriculteurs de tous les pays connaissent bien les inconvéniens, que vient aggraver encore la fraîcheur du climat. Livrée à elle-même, cette argile ne sèche jamais en Angleterre, et quand elle n'est pas transformée par des amendemens et assainie par le drainage, elle fait le désespoir des fermiers. On ne la trouve pas seulement dans les comtés désignés, elle domine dans tout le sud-est et reparaît sur beaucoup de points du centre, de l'ouest et du nord.

Une longue bande de terres crayeuses de médiocre qualité traverse du sud au nord ce grand banc d'argile, et forme la plus grande partie des comtés de Hertford, Wilts et Hants; la craie presque pure s'y montre à la surface.

Les terres argilo-sableuses à sous-sol calcaire, les terres limoneuses ou *loams* du fond des vallées, n'occupent que 4 millions d'hectares environ. Les rivières étant plus courtes dans cette île étroite et les vallons plus resserrés qu'ailleurs, les alluvions y tiennent peu de place. Ce sont les sols légers qui dominent, ceux qu'on appelait autrefois *poor lands*, terres pauvres. Ces terres formaient, il n'y a pas bien longtemps, de vastes landes qui venaient jusqu'aux portes de Londres du côté de l'ouest, et presque partout elles sont devenues par la culture presque aussi productives que les *loams*. Il a fallu un mode d'exploitation parfaitement approprié à leur nature pour en tirer un si bon parti.

Il en est de même du climat. Les agriculteurs britanniques ont su admirablement utiliser les caractères distinctifs de ce climat particulier, mais en soi il n'a rien de séduisant. Ses brumes et ses pluies sont proverbiales; son extrême humidité est peu favorable au froment, qui est le but principal de toute culture; peu de plantes mûrissent naturellement sous ce ciel sans chaleur, il n'est propice qu'aux herbes et aux racines. Des étés pluvieux, des automnes prolongés, des hivers doux, entretiennent, sous l'influence d'une température à peu près constante, une végétation toujours verte. Là s'arrête son action; ne lui demandez rien de ce qui exige l'intervention du grand créateur, le soleil.

Combien le sol et le climat de la France sont supérieurs! En comparant à l'Angleterre, non plus seulement le quart, mais la moitié nord-ouest de notre territoire, c'est-à-dire les trente-six départemens qui se groupent autour de Paris, à l'exclusion de la Bretagne, nous trouvons plus de 22 millions d'hectares qui dépassent en qualité

comme en quantité les 13 millions d'hectares anglais. Presque pas de montagnes, très-peu de marécages naturels, de vastes plaines presque partout saines, un sol suffisammment profond et formé dans des proportions assez justes des élémens les plus favorables à la production, de riches dépôts dans les larges vallées de la Loire, de la Seine et de leurs affluens, un climat un peu moins humide mais plus chaud, moins favorable peut-être à la végétation des prairies, mais plus propre à la maturation du froment et des autres céréales, tous les produits de l'Angleterre, obtenus avec moins de peine, et avec eux des produits nouveaux et précieux, tels que le sucre, les plantes textiles, les oléagineux, le tabac, le vin, les fruits, etc.

Il serait facile de suivre pas à pas cette comparaison et d'opposer par exemple au comté de Leicester, qui est le plus naturellement fertile des comtés anglais, notre département du Nord, aux terrains crayeux du Wiltshire ceux de la Champagne, aux sables les sables, aux argiles les argiles, aux *loams* les *loams*, et de chercher ainsi pour la plupart des districts anglais un district correspondant dans le nord de la France. Cette étude de détail, qui ne peut pas être entreprise ici, démontrerait en quelque sorte, hectare par hectare, sauf un petit nombre d'exceptions, la prééminence de notre territoire; il n'y a pas de terrains, parmi les plus mauvais du sol français, qui ne rencontrât plus mauvais encore de l'autre côté du détroit; il n'y a pas de si riche sol en Angleterre qui ne trouvât chez nous son équivalent et souvent même son supérieur.

Quant au pays de Galles, c'est un massif de montagnes couvertes de terrains stériles appelés *moors*. En y ajoutant les îles qui l'avoisinent et la partie du sol anglais qui le touche de plus près, il comprend 2 millions d'hectares, dont la moitié seulement est susceptible de culture. On trouve en France l'analogue du pays de Galles dans la presqu'île de Bretagne, dont les habitans sont unis aux Gallois par une origine commune; mais, outre que la Bretagne occupe relativement moins de place sur la carte de France, l'Armorique anglaise est naturellement plus âpre et plus sauvage que notre Armorique; l'analogie n'est vraiment complète que pour quelques cantons. Les cinq départemens bretons donnent un total de plus de 3 millions d'hectares.

Les deux parties de l'Ecosse ont une étendue à peu près égale, elles sont toutes deux bien connues par des noms que la poésie et le roman ont popularisés; les basses terres ou *lowlands* occupent le sud et l'est, les hautes terres ou *highlands* l'ouest et le nord; chacune de ces deux moitiés, avec les îles adjacentes, comprend environ 4 millions d'hectares.

La Haute-Ecosse est sans comparaison un des pays les plus infertiles et les plus inhabitables de l'Europe. L'imagination ne le voit

qu'au travers des rêves charmans du grand romancier écossais; mais si la plupart de ses sites méritent leur réputation par leur grandeur agreste, ces belles horreurs se soumettent peu à la culture. C'est un immense rocher de granit, tout découpé de cimes aiguës et de profonds précipices, et qui, pour ajouter encore à sa rudesse, s'étend jusqu'aux latitudes les plus septentrionales. Les *highlands* sont en face de la Norwége, qu'ils rappellent à beaucoup d'égards. La mer du Nord, qui les entoure et les pénètre de toutes parts, les bat de ses tempêtes éternelles; leurs flancs, sans cesse déchirés par les vents et tout ruisselans de ces eaux intarissables qui vont former à leurs pieds des lacs immenses, ne se couvrent que rarement d'une mince couche de terre végétale. L'hiver y dure presque toute l'année, et les îles qui les accompagnent, les Hébrides, les Orcades, les Shetland, participent déjà de la sombre nature islandaise. Plus des trois quarts de la Haute-Ecosse sont incultes; le peu de terre qu'il est possible de travailler a besoin de toute l'industrie des habitans pour produire quelque chose. L'avoine elle-même n'y mûrit pas toujours.

Où trouver en France l'analogue d'un pareil pays? Ce qui s'en rapproche le plus, c'est le noyau des montagnes centrales avec leurs ramifications qui couvrent une dizaine de départemens et vont se rattacher aux Alpes par delà le Rhône, c'est-à-dire les anciennes provinces du Limousin, de l'Auvergne, du Vivarais, du Forez et du Dauphiné; mais les départemens des Hautes et des Basses-Alpes, les plus pauvres et les plus improductifs de tous, ceux de la Lozère et de la Haute-Loire, qui viennent après, sont encore bien au-dessus, comme ressources naturelles, des célèbres comtés d'Argyle et d'Inverness et du comté plus inaccessible encore de Sutherland. Cette supériorité est de plus en plus marquée dans ceux du Cantal, du Puy-de-Dôme, de la Corrèze, de la Creuse, de la Haute-Vienne, et elle devient tout à fait incommensurable quand on oppose aux meilleures vallées des *highlands* la Limagne d'Auvergne et la vallée du Grésivaudan, ces deux paradis du cultivateur jetés au milieu de notre région montagneuse.

La Basse-Ecosse elle-même est loin d'être partout susceptible de culture : de nombreuses chaînes la traversent et unissent les montagnes du Northumberland à celles des *Grampians*. Sur les 4 millions d'hectares dont elle se compose, 2 sont à peu près improductifs, les deux autres présentent presque partout, notamment autour d'Edimbourg et de Perth, les prodiges de la culture la plus perfectionnée; mais le sol n'est véritablement riche et profond que sur 1 million d'hectares environ, le reste est pauvre et maigre. Quant au climat, il suffit de rappeler qu'Edimbourg est à la même latitude que Copenhague et que Moscou. La neige et la pluie y tombent presque sans

interruption, et les fruits de la terre n'ont pour se développer qu'un été court et chanceux.

Ce qui offre en France le plus de rapports avec la Basse-Ecosse, ce sont les dix départemens qui forment la frontière de l'est, et qui s'étendent des Ardennes au Dauphiné par les Vosges et le Jura; mais là encore, la supériorité du sol et du climat est sensible. La nature a fait les pâturages de la Lorraine et de la Franche-Comté au moins égaux à ceux d'Ayr et de Galloway; l'Alsace vaut bien les Lothians. La pointe septentrionale de cette région est à six degrés de latitude au-dessous de Berwick, et sa pointe méridionale à la hauteur de Venise; le souffle ardent de l'air d'Italie arrive jusqu'à Lyon.

Des deux fractions de l'Irlande, celle du nord-ouest, qui embrasse un quart de l'île et qui comprend la province de Connaught avec les comtés adjacens de Donegal, de Clare et de Kerry, ressemble beaucoup au pays de Galles, et même, dans ses parties les plus mauvaises, à la Haute-Ecosse. Il y a là encore 2 millions d'hectares disgraciés, dont l'aspect effrayant a donné naissance à ce proverbe national : *Aller en enfer ou en Connaught.* L'autre, celle du sud-est, beaucoup plus considérable, puisqu'elle embrasse les trois quarts de l'île et comprend les trois provinces de Leinster, d'Ulster et de Munster, c'est-à-dire environ 6 millions d'hectares, est au moins égale à l'Angleterre proprement dite en fertilité naturelle. Tout n'y est cependant pas également bon; le fléau du pays est l'humidité, qui y est plus grande encore qu'en Angleterre. De grands marais bourbeux, appelés *bogs*, couvrent un dixième environ de cette surface; plus d'un autre dixième est à déduire pour les montagnes et les lacs. En somme, 5 millions d'hectares sur 8 sont seuls cultivés.

Déduction faite du nord-ouest que nous avons comparé à l'Angleterre, du centre et de l'est que nous avons comparés à l'Ecosse, la France ne nous offre plus que le midi à comparer à l'Irlande. Ce rapprochement se justifie à certains égards, car la France du midi est à l'égard de celle du nord un pays distinct et inférieur en richesse acquise, comme l'Irlande à l'égard de l'Angleterre; mais là s'arrête l'analogie, car rien ne se ressemble moins sous tous les rapports. Le parallèle est comme les précédens, et plus qu'eux encore peut-être, en faveur de la France. Notre région méridionale s'étend de l'embouchure de la Garonne à celle du Var; elle embrasse une vingtaine de départemens environ et 13 millions d'hectares, ce qui maintient la proportion : elle a aussi, dans les Pyrénées et les Cévennes, sa partie montagneuse; mais il y a déjà loin, comme fécondité, des montagnes de l'Hérault et du Gard, qui produisent la soie, et même des cantons pyrénéens, où la culture peut s'élever jusqu'au pied des neiges éternelles, aux glaciales aspérités du Connaught et du Donegal; à

mesure qu'on descend dans les plaines, la supériorité devient de plus en plus frappante, malgré les avantages naturels qui ont fait donner à l'Irlande ce surnom poétique : *la plus belle fleur de la terre et la plus belle perle de la mer.*

La plaine qui s'étend de Dublin à la baie de Galway, dans toute la largeur de l'Irlande, et qui fait l'orgueil de cette île, est dépassée en richesse comme en étendue par la magnifique vallée de la Garonne, un des plus beaux pays de culture de la terre. La vallée d'or, *golden vale*, dont se vante Limerick, les pâturages des bords du Shannon, les terres profondes si favorables à la production du lin des environs de Belfast, ont sans doute une grande valeur; mais les vignobles du Médoc, les sols du Comtat qui portent la garance, ceux du Languedoc, où le froment et le maïs peuvent se succéder, ceux de la Provence, où mûrissent l'olive et l'orange, valent plus encore. L'Irlande a sur l'Angleterre cet avantage, qu'elle a moins d'argiles, de sables et de craies, et que le sol y est généralement de bonne qualité; mais le midi de la France a sur elle la supériorité de son ciel. Quant aux *bogs* irlandais, ils n'ont pas leur équivalent dans les landes marécageuses de la Gascogne et de la Camargue, moins impropres qu'eux à la production.

Ainsi notre territoire l'emporte de tous points sur le territoire britannique, non-seulement en étendue, mais en fertilité. Notre région du nord-ouest vaut mieux que l'Angleterre et le pays de Galles, celle du centre et de l'est vaut mieux que l'Ecosse, celle du sud vaut mieux que l'Irlande.

Il y a soixante ans qu'Arthur Young, le grand agronome anglais, a reconnu cette supériorité naturelle de notre sol et de notre climat : « Je viens de passer en revue, dit-il à la fin de son *Voyage agronomique en France*, de 1787 à 1790, toutes les provinces de France, et je crois ce royaume supérieur à l'Angleterre en fait de sol. La proportion de mauvaises terres qui se trouvent en Angleterre, par rapport à la totalité du territoire, est plus grande qu'en France; il n'y a nulle part cette prodigieuse quantité de sable sec qu'on trouve dans les comtés de Norfolk et de Suffolk. Les marais, bruyères et landes, qui sont si communs en Bretagne, en Anjou, dans le Maine et dans la Guienne, sont beaucoup meilleurs que les nôtres. Les montagnes d'Ecosse et du pays de Galles ne sont pas comparables, en fait de sol, à celles des Pyrénées, de l'Auvergne, du Dauphiné, de la Provence et du Languedoc. Quant aux sols argileux, ils ne sont nulle part aussi tenaces qu'en Angleterre, et je n'ai pas rencontré en France d'argile semblable à celle de Sussex. » Plus tard, en parlant de climat, le célèbre agronome anglais rend le même hommage au ciel de la France : *Nous savons tirer parti de notre climat*, dit-il avec

orgueil, *et les Français sont encore dans l'enfance sous ce rapport*, mais quant aux propriétés intrinsèques des deux climats, il n'hésite pas à donner la préférence au nôtre : cette conviction se reproduit à chaque ligne de son livre.

Et cependant, malgré des exceptions de détail nombreuses sans doute, mais qui ne détruisent pas la règle, l'Angleterre, même avant 1848, était mieux cultivée et plus productive, à surface égale, que le nord-ouest de la France; la Basse-Ecosse rivalisait au moins avec l'est, et l'Irlande elle-même, la pauvre Irlande, était plus riche en produits que notre midi. Il n'y a que la Haute-Ecosse qui, comme région, soit dépassée par la région correspondante, et ce n'est pas la faute des hommes. Encore est-il possible de trouver, hors du territoire continental, mais toujours dans un département français, l'île de Corse, une contrée comparable à la Haute-Ecosse pour la valeur actuelle de sa production, malgré l'immense disproportion que la nature a mise entre leurs ressources, et ce n'est pas la seule comparaison qu'il serait facile d'établir entre ces deux pays, tous deux d'un accès si rude, tous deux anciennement habités par une population indomptée de pâtres et de bandits.

Hâtons-nous de dire que si la France est restée ainsi en arrière du royaume-uni, elle est bien en avant des autres nations du monde, excepté la Belgique et la Haute-Italie, qui ont sur elle des avantages naturels. Les causes de cette infériorité relative ne tiennent pas d'ailleurs à notre population agricole, la plus laborieuse, la plus intelligente et la plus économe qui existe peut-être. Ces causes sont multiples et profondes, je me propose de les rechercher; mais auparavant je dois prouver ce que je viens d'avancer. Je suis obligé d'entrer à cet effet dans quelques détails purement agricoles. Je dirai d'abord *comment* l'agriculture anglaise est plus riche; je me demanderai ensuite *pourquoi*.

II.

Le trait le plus saillant de l'agriculture britannique comparée à la nôtre, c'est le nombre et la qualité de ses moutons. Il suffit de traverser, même en chemin de fer, un comté anglais pris au hasard, pour voir que l'Angleterre nourrit proportionnellement beaucoup plus de moutons que la France; il suffit de mesurer d'un coup d'œil un de ces animaux, quel qu'il soit, pour voir qu'ils sont beaucoup plus gros en moyenne, et qu'ils doivent donner plus de viande que les nôtres. Cette vérité, qui saisit en quelque sorte de tous les côtés l'observateur le plus superficiel, n'est pas seulement confirmée par l'examen attentif des faits; elle prend, par cette étude, des pro-

portions inattendues : ce qui n'est pour le simple voyageur qu'un objet de curiosité devient pour l'agronome et l'économiste le sujet de recherches qui l'étonnent lui-même par l'immensité de leurs résultats.

Le cultivateur anglais a remarqué, avec cet instinct de calcul qui distingue ce peuple, que le mouton est de tous les animaux le plus facile à nourrir, celui qui tire le meilleur parti des alimens qu'il consomme, et en même temps celui qui donne, pour entretenir la fertilité de la terre, le fumier le plus actif et le plus chaud. En conséquence, il s'est attaché, avant toute chose, à avoir beaucoup de moutons; il y a dans la Grande-Bretagne d'immenses fermes qui n'ont presque pas d'autre bétail; pendant que nos cultivateurs se laissaient distraire par beaucoup d'autres soins, l'élève de la race ovine était, de temps immémorial, considérée par nos voisins comme la première des industries agricoles. Qui ne sait que le chancelier d'Angleterre, président de la chambre des lords, est assis sur un sac de laine, afin de montrer, par un pittoresque symbole, l'importance que la nation entière attache à ce produit? La viande de mouton est à son tour aussi populaire que la laine, et fort recherchée en général par les consommateurs anglais.

Depuis cent ans, le nombre des moutons a suivi la même progression en France et dans les îles britanniques : de part et d'autre, il a doublé. On calcule qu'en 1750 ce nombre, dans chacun des deux pays, devait être de 17 à 18 millions de têtes; il doit être de 35 aujourd'hui. La statistique officielle française dit 32 millions, et Mac Culloch arrive exactement au même chiffre pour le royaume-uni, mais de part et d'autre on est, je crois, un peu au-dessous de la vérité. Cette égalité apparente cache une inégalité profonde. Les 35 millions de moutons anglais vivent sur 31 millions d'hectares, ceux de la France sur 53; pour en avoir proportionnellement autant que nos voisins, nous devrions en avoir 60 millions. Cette différence, déjà sensible, s'accroît encore quand on compare à la France l'Angleterre proprement dite; les deux autres parties du royaume-uni n'ont que peu de moutons relativement à leur étendue : l'Ecosse n'en peut nourrir, malgré tous ses efforts, que 4 millions environ; l'Irlande, qui devrait rivaliser par ses pâturages avec l'Angleterre, n'en compte tout au plus que 2 millions sur 8 millions d'hectares, et ce n'est pas là un des moindres signes de son infériorité; la seule Angleterre en a 30 millions environ, sur 15 millions d'hectares, c'est-à-dire proportionnellement trois fois plus que la France.

A cette inégalité dans le nombre vient se joindre une différence non moins importante dans la qualité.

Depuis un siècle environ, indépendamment des progrès antérieurs

qui avaient été déjà plus grands en Angleterre que chez nous, les deux pays ont suivi dans l'éducation des troupeaux deux tendances opposées. En France, la laine a été considérée comme le produit principal et la viande comme le produit accessoire; en Angleterre, au contraire, la laine a été considérée comme le produit accessoire, et la viande comme le produit principal. De cette simple distinction, qui paraît peu importante au premier abord, datent des différences dans les résultats qui se comptent par centaines de millions.

Les efforts tentés en France pour l'amélioration de la race ovine depuis quatre-vingts ans se résument presque tous dans l'introduction des mérinos. L'Espagne possédait seule autrefois cette belle race, qui s'était formée lentement sur l'immense plateau des Castilles; la réputation méritée des laines espagnoles engagea plusieurs autres nations de l'Europe, notamment la Saxe, à tenter l'importation. Cette tentative ayant réussi, la France voulut en essayer à son tour, et le roi Louis XVI, ce prince excellent, qui donna le signal de tous les progrès réalisés depuis, sollicita et obtint du roi d'Espagne l'envoi d'un troupeau espagnol pour sa ferme de Rambouillet. C'est ce troupeau qui, amélioré et en quelque sorte transformé par les soins dont il a été l'objet, est devenu la souche de presque tous les mérinos répandus en France. Deux autres sous-races, également d'origine espagnole, celle de Perpignan et celle de Naz, ont été dépassées par lui.

Les propriétaires et les fermiers français hésitèrent beaucoup d'abord à adopter cette innovation. La révolution étant survenue, plusieurs années se passèrent sans qu'aucun résultat sérieux fût obtenu; ce ne fut guère que sous l'empire que les avantages de la nouvelle race commencèrent à se répandre. Le mouvement une fois engagé gagna de proche en proche, et, de grands bénéfices ayant été faits, l'enthousiasme finit par succéder à l'indifférence,

Beaucoup de fortunes de fermiers, notamment dans les environs de Paris, datent de cette époque. La production de béliers pour la propagation de la race était devenue, dans les premières années de la restauration, une industrie fort lucrative. Un bélier de Rambouillet fut vendu 3,870 francs en 1825. C'est qu'en effet, quand le mouton indigène donnait à peine quelques livres d'une laine grossière, le mérinos dépouillait le double ou le triple en poids d'une laine fine d'un prix plus élevé. Ce profit était considérable, il parut suffisant à nos cultivateurs, qui n'en imaginaient pas d'autre; c'est ainsi que la propagation des mérinos fut considérée en France comme le but suprême que devait rechercher l'économie rurale dans l'élève du mouton. Un quart environ des moutons français est aujourd'hui composé de mérinos ou métis-mérinos; le reste a gagné en même temps, soit en viande soit en laine, par le seul effet de soins plus intel-

ligens et d'une meilleure nourriture, de sorte qu'on peut affirmer, sans crainte d'exagération, que le revenu de la France en moutons doit avoir quadruplé depuis un siècle, bien que le nombre de ces animaux n'ait que doublé. C'est beaucoup sans doute qu'un pareil progrès, mais nous allons en constater un plus grand, en comparant à l'histoire des troupeaux en France, depuis cent ans, la même histoire en Angleterre pendant la même période.

Il y a toujours eu beaucoup de moutons en Angleterre; ces îles étaient déjà, sous ce rapport, célèbres du temps des Romains. Les races primitives vivaient à l'état sauvage, on retrouve encore leurs derniers descendans dans les montagnes du pays de Galles, de la presqu'île de Cornouailles et de la Haute-Ecosse. Cette tendance naturelle du sol et du climat n'a fait que s'accroître et se fortifier avec le temps. Déjà, il y a près de trois siècles, au moment où l'esprit commercial et manufacturier a commencé à se développer en Europe, l'élève des moutons avait pris brusquement en Angleterre une extension inusitée partout ailleurs : c'était alors la laine qu'on recherchait avant tout, comme de nos jours en France. On les distinguait en races à longue laine et races à laine courte, les premières surtout étaient très estimées. L'Angleterre avait sur nous une grande avance, quand nous avons commencé à nous occuper de nos troupeaux, et cette avance s'est accrue par la révolution nouvelle qui a inauguré chez elle la supériorité de la viande sur la laine comme produit. Cette fois encore, nous avons été devancés.

Vers le temps où le gouvernement français travaillait à introduire en France les mérinos, des tentatives du même genre furent faites en Angleterre. A l'exemple de Louis XVI, le roi George III, qui était fort occupé d'agriculture, fit venir à plusieurs reprises des moutons espagnols qu'il établit sur ses propres terres. Les premiers importés périrent : l'humidité des pâturages leur donnait des maladies qui devenaient bientôt mortelles. On plaça les derniers venus sur un terrain plus sec, et ils vécurent. Dès ce moment, il fut démontré que le climat anglais, s'il mettait une limite à la propagation des mérinos, n'était pas du moins un obstacle invincible à leur introduction. Des grands seigneurs, des agriculteurs célèbres, s'occupèrent activement des moyens de naturaliser cette nouvelle race; mais les fermiers firent, dès le début, des objections plus fondamentales que celles du climat; les idées avaient changé, on commençait à pressentir l'importance du mouton comme animal de boucherie. Peu à peu cette tendance nouvelle a prévalu, la race espagnole a été abandonnée par ceux même qui l'avaient le plus vantée à l'origine, et aujourd'hui il n'existe plus de mérinos ou métis-mérinos en Angleterre que chez quelques amateurs, comme objet de curiosité plutôt que de spéculation.

Le plus grand promoteur de cette préférence a été le célèbre Bakewell, un homme de génie dans son genre, qui a fait autant pour la richesse de son pays que ses contemporains Arkwright et Watt. Avant lui, les moutons anglais n'étaient mûrs pour la boucherie qu'à l'âge où sont abattus encore aujourd'hui les nôtres, c'est-à-dire vers quatre ou cinq ans. Il pensa fort justement que s'il était possible de porter les moutons à leur complet développement avant cet âge, de les rendre, par exemple, propres à être abattus à deux ans, on doublerait par ce seul fait le produit des troupeaux. Avec cette persévérance qui caractérise sa nation, il poursuivit, dans sa ferme de Dishley-Grange, en Leicestershire, la réalisation de cette idée, et il finit, après bien des années d'efforts et de sacrifices, par en venir à bout.

La race obtenue ainsi par Bakewell porte le nom de *nouveaux Leicester*, du nom du comté, ou de *Dishley*, du nom de la ferme où elle a pris naissance. Cette race extraordinaire, sans rivale dans le monde pour sa précocité, fournit des animaux qui peuvent s'engraisser dès l'âge d'un an, et qui, dans tous les cas, ont acquis tout leur volume avant l'expiration de leur seconde année. A cette qualité, précieuse entre toutes, ils joignent une perfection de formes qui les rend, à volume égal, plus charnus et plus lourds qu'aucune race connue. Ils donnent en moyenne 50 kilogrammes de viande nette, et il n'est pas rare d'en trouver qui vont beaucoup au-delà.

Le procédé que Bakewell a suivi pour obtenir un si merveilleux résultat est connu de tous les éleveurs sous le nom de *selection*. Il consiste à choisir, parmi les individus d'une race, ceux qui présentent au plus haut degré les qualités qu'on veut perpétuer, et à s'en servir uniquement comme reproducteurs. Au bout d'un certain nombre de générations, en suivant toujours la même méthode, les caractères qu'on a recherchés chez tous les reproducteurs mâles et femelles deviennent permanens, et la race est constituée. Ce procédé est extrêmement simple; mais ce qui l'est moins, c'est le choix même des qualités qu'il faut s'attacher à reproduire, afin d'arriver au meilleur résultat. Beaucoup d'éleveurs s'y trompent, et travaillent dans un sens contraire à leur propre dessein.

Avant Bakewell, les fermiers des riches plaines du Leicester, dans l'intention de produire le plus de viande possible, recherchaient avant tout dans leurs moutons une grande taille. L'un des mérites de l'illustre fermier de Dishley-Grange fut de comprendre qu'il y avait de plus sûrs moyens d'augmenter le rendement pour la boucherie, et que la précocité de l'engraissement d'une part, la rondeur des formes de l'autre, valaient mieux, pour atteindre le but, que le développement excessif de la charpente osseuse. Les nouveaux Leicester ne sont pas plus grands que ceux qu'ils ont remplacés, mais l'éleveur

peut en envoyer trois au marché dans le temps qui lui était autrefois nécessaire pour en produire un, et s'ils n'ont pas plus de hauteur, ils sont plus larges, plus ronds, plus développés dans les parties qui donnent le plus de chair, ils n'ont que les os absolument nécessaires pour les supporter, et presque tout leur poids est en viande nette.

L'Angleterre fut émerveillée quand les résultats annoncés par Bakewell furent définitivement acquis. Le créateur de la nouvelle race, qui, comme tout bon Anglais, tenait avant tout au profit, tira largement parti de l'émulation que sa découverte excita. Comme tout le monde voulait avoir du sang Dishley, Bakewell imagina de louer ses béliers au lieu de les vendre; les premiers qu'il loua ne lui rapportèrent que 22 francs par tête, c'était en 1760, et sa race n'était pas encore arrivée à sa perfection; mais à mesure qu'il fit de nouveaux progrès et que la réputation de son troupeau s'accrut, ses prix s'élevèrent rapidement, et en 1789, une société s'étant formée pour la propagation de sa race, il lui loua ses béliers pour une saison, au prix énorme de 6,000 guinées (plus de 150,000 fr.). On a calculé que, dans les années qui suivirent, les fermiers du centre de l'Angleterre dépensèrent jusqu'à 100,000 livres par an (2,500,000 fr.) en location de béliers; Bakewell, malgré tous ses efforts pour garder le monopole, n'était plus le seul qui louât des reproducteurs, cette industrie s'était répandue autour de lui, et plusieurs troupeaux s'étaient formés sur le modèle du sien.

La richesse dont Bakewell a doté son pays est incalculable; s'il était possible de supputer ce que la seule race de Dishley a rapporté aux cultivateurs anglais depuis quatre-vingts ans, on arriverait à des résultats prodigieux.

Mais ce n'est pas tout. Bakewell n'a pas seulement créé une espèce particulière de moutons qui réalise le maximum de précocité et de rendement qu'il paraît possible d'atteindre, il a encore indiqué, par son exemple, les moyens de perfectionner les races indigènes placées dans d'autres conditions. Les purs Dishley ne peuvent pas se répandre uniformément partout; originaires de plaines basses, humides et fertiles, ils ne réussissent parfaitement que dans les contrées analogues; c'est une race tout à fait artificielle, conséquemment délicate, un peu maladive, chez qui la précocité n'est qu'une disposition à une vieillesse prématurée, et qui, par sa conformation même, est incapable d'effort; il lui faut, avec un climat froid et une nourriture abondante, un repos à peu près absolu et des soins continuels, qu'elle paie ensuite avec usure, il est vrai, mais qu'il n'est pas toujours possible de lui donner.

On peut diviser le sol anglais, comme tous les pays possibles, en trois parties : les plaines, les coteaux, et les montagnes. Le Dishley

est resté le type du mouton de plaine et en même temps le modèle unique et supérieur dont toutes les races doivent se rapprocher le plus possible; deux autres races ont été choisies : l'une un peu inférieure au Dishley, mais tendant toujours vers lui, pour en faire le type des pays de coteaux, c'est le mouton des dunes méridionales du Sussex ou *South Downs;* — l'autre, inférieure à son tour aux *South Downs*, mais tendant toujours vers eux, est devenue le type des pays de montagne; c'est celle qui a pris naissance dans le nord du Northumberland, entre l'Angleterre et l'Ecosse, au milieu des montagnes des *Cheviot.*

Les dunes méridionales du Sussex sont des rangées de collines calcaires de deux lieues de largeur moyenne sur vingt-cinq de longueur environ, qui courent de l'est à l'ouest le long des côtes de la Manche, en face de la France. L'élégante ville de Brighton, célèbre par ses bains de mer qui attirent tous les ans une grande partie du beau monde anglais, est située au pied de ces collines, qui présentent un aspect particulier à l'Angleterre; elles sont entièrement dépouillées de bois, semées çà et là de quelques bruyères, et couvertes sur toute leur surface d'une herbe courte, fine et serrée. De tout temps, ces pâturages ont servi à nourrir des moutons à qui ils conviennent parfaitement; mais l'ancienne race de ces *South Downs* était petite, rustique, donnait peu de viande; leur chair était d'ailleurs très estimée, et leur laine recherchée pour certaines espèces de draps.

Un propriétaire du pays, nommé John Ellman, entreprit, vers 1780, d'appliquer à l'amélioration de cette espèce les procédés qui réussissaient si bien à Bakewell pour le perfectionnement des races à longue laine. Une circonstance particulière lui permettait de tenter cet essai avec quelque chance de succès; le long des collines du Sussex s'étend une bande de terres basses et cultivées, qui pouvait fournir et qui fournit en effet un supplément de nourriture artificielle pour les moutons des dunes pendant l'hiver. Ce qui retient en général les moutons de montagne dans un état chétif, c'est moins la maigreur du pâturage en été que le défaut à peu près complet de nourriture en hiver. Cette vérité a été surabondamment démontrée par les expériences d'Ellman et de ses successeurs sur le mouton des dunes.

Dès que ce mouton a ajouté à son régime d'été un bon régime d'hiver, on l'a vu prendre rapidement des proportions plus fortes, et comme en même temps, par un choix de bons reproducteurs, on s'appliquait à lui donner, autant que possible, l'aptitude à l'engraissement précoce et la perfection de formes qui caractérisaient le Dishley, il a fini par devenir presque le rival de la création de Bakewell. Aujourd'hui, après 70 ans de soins bien entendus, les moutons *South Downs* donnent en moyenne 40 à 50 kilos de viande nette. Ils s'engrais-

sent en général vers deux ans, et se vendent après leur seconde tonte. Leur chair est considérée comme meilleure que celle des nouveaux Leicester. Le poids de leur toison a doublé comme celui de leur corps, et comme ils ont conservé l'habitude du pâturage pendant l'été, ils ont gardé leur tempérament robuste et leur rusticité primitive.

On a calculé que les dunes du comté de Sussex et les plaines qui les avoisinent devaient nourrir aujourd'hui un million de moutons améliorés, et la race n'est plus renfermée dans ses anciennes limites, elle en est sortie pour se répandre au dehors, soit en se substituant purement et simplement aux variétés locales, soit en s'y mêlant et en les transformant de fond en comble par des croisemens; elle a pénétré partout où le sol, sans être assez riche pour nourrir des Dishley, l'est assez cependant pour joindre à de bons pâturages d'été une suffisante alimentation d'hiver. Elle domine dans toutes les contrées de formation calcaire; elle tend à remplacer les anciennes espèces des comtés de Berks, de Hants et de Wilts, et dans le nord, on la retrouve jusque dans le Cumberland et le Westmoreland.

L'histoire des moutons Cheviot n'est pas tout à fait aussi brillante que celle des Dishley et des *South Downs*. Cette race n'est pourtant pas moins précieuse que les autres en ce qu'elle permet de tirer tout le parti possible de régions froides et incultes. Sortie des montagnes intermédiaires entre les hautes chaînes du nord de l'Angleterre et les terres cultivées, elle a dû son amélioration, comme les *South Downs*, à un supplément de nourriture artificielle pendant l'hiver, autant du moins que l'ont permis les lieux agrestes où elle vit; elle a été de plus, autant qu'aucune autre, l'objet de sélections conduites avec beaucoup de soin, et ses formes sont aujourd'hui aussi parfaites que possible. Les moutons Cheviot perfectionnés s'engraissent dans leur troisième année, et donnent en moyenne 30 à 40 kilos d'excellente viande. Leur toison est épaisse et courte; ils passent l'hiver même sur leurs montagnes, exposés à toutes les intempéries des saisons, et ne s'abritent jamais dans des bergeries.

En Angleterre, les Cheviot n'ont guère été introduits hors de leur pays natal que dans les parties les plus montagneuses du pays de Galles et de Cornouailles. En Ecosse, au contraire, où ils ont été importés par sir John Sinclair, ils se sont répandus en très-grand nombre; ils ont commencé par envahir les *highlands* du sud, et ils ont pénétré de là, en suivant les monts Grampians, jusqu'aux extrémités septentrionales, où ils se propagent avec rapidité. Partout, dans ces régions élevées et orageuses, ils disputent le terrain à une autre race encore plus rustique, la race à tête noire des bruyères, qui recule peu à peu devant eux, leur abandonnant les meilleures prairies pour se réfugier sur les cimes les plus sauvages.

Ces trois races tendent aujourd'hui à absorber toutes les autres et à envahir la Grande-Bretagne tout entière. Quelques variétés locales persistent cependant et se développent à part : telles sont celle des marais de Romney dans le comté de Kent, celle des plateaux ou *cost-wolds* du comté de Glocester, les races de Lincoln et de Teeswater à laine longue, celle de Dorset et de Hereford à laine courte, etc. Toutes ces espèces sont améliorées par des procédés analogues à ceux qui ont été suivis pour les Dishley, les *South Downs*, et les Cheviot. Dans toute l'Angleterre, l'éleveur de moutons s'attache avant tout aujourd'hui, soit en perfectionnant sa race par elle-même, soit en la croisant avec d'autres déjà perfectionnées, soit en substituant l'une de ces races à la sienne, suivant que l'un ou l'autre de ces moyens lui paraît plus efficace, à augmenter la précocité et à arrondir les formes de ses produits. On peut dire que le génie de Bakewell a pénétré tous ses compatriotes.

Essayons maintenant de comparer approximativement les produits annuels que les deux pays retirent de ce nombre égal de moutons.

La production de la laine doit être en France de 60 millions de kilos environ; la même production est évaluée en Angleterre à 550,000 packs de 240 livres anglaises, soit encore 60 millions de kilos. Les deux pays seraient donc sur un pied d'égalité pour la laine; mais l'Angleterre prend le dessus dans une proportion énorme dès qu'il s'agit de la viande.

On abat tous les ans dans les îles britanniques environ 10 millions de têtes, dont 8 millions en Angleterre seulement, qui donnent, au poids moyen de 36 kilos de viande nette par tête, 360 millions de kilos.

On doit abattre en France environ 8 millions de têtes qui, au poids moyen de 18 kilos de viande nette, c'est-à-dire la moitié des moutons anglais, donnent 144 millions de kilos.

D'où il suit que le produit des 35 millions de moutons français serait représenté par les chiffres suivans :

Laine.	60	millions de kilos.
Viande.	144	—

Et le revenu des 35 millions de moutons anglais par ceux-ci :

Laine.	60	millions de kilos.
Viande.	360	—

Le second de ces deux totaux est le double de l'autre.

Sans doute ces chiffres ne sont pas d'une exactitude mathématique; mais ils se rapprochent assez de la vérité pour donner une idée suffisante des faits généraux. J'ai plutôt réduit qu'accru les

chiffres donnés par les statistiques ordinaires en ce qui concerne l'Angleterre, et, au contraire, plutôt accru que réduit ce qui concerne la France. David Low, le savant professeur d'agriculture à l'université d'Edimbourg, dans son *Traité des animaux domestiques*, publié il y a déjà plusieurs années, porte à 227 millions la valeur de la laine produite annuellement en Angleterre; mais cette évaluation est évidemment exagérée; le commentateur français de David Low évalue en même temps le produit des moutons anglais en viande à 640 millions de kilos, ce qui ne serait possible que si tous les moutons anglais étaient des Dishley. D'un autre côté, M. Moreau de Jonnès, dans sa statistique agricole faite sur des documens officiels, porte à 6 millions le nombre des têtes abattues en France, à 13 kilos la moyenne de rendement, et à 80 millions de kilos le produit total; j'ai relevé toutes ces moyennes, qui m'ont paru trop basses.

On pressent aisément combien ce résultat, qui paraît déjà si grand pour les îles britanniques en général, doit devenir énorme quand il s'agit seulement de l'Angleterre proprement dite. L'Angleterre nourrit 2 têtes de moutons par hectare, tandis qu'en France la moyenne est des deux tiers d'une tête, et le produit des moutons anglais étant en outre le double de celui des moutons français, il s'ensuit que le revenu moyen d'une ferme anglaise en moutons est à surface égale six fois plus élevé que celui d'une ferme française.

Cette disproportion affligeante n'est pas vraie sans doute de quelques fermes françaises où l'éducation de l'espèce ovine est aussi savamment entendue qu'en Angleterre, où même on est en voie de dépasser nos voisins par le mélange intelligent du sang anglais et du sang mérinos. Il suffit de citer entre autres le magnifique troupeau de M. Pluchet à Trappes (Seine-et-Oise), celui de M. Malingié à La Charmoise (Loir-et-Cher), et les croisemens qui se poursuivent dans les bergeries de l'état, notamment à Alfort; mais il n'en est pas moins vrai que la France en général est restée fort en arrière. L'Irlande seule, dans les îles britanniques, a une richesse ovine égale à la nôtre; l'Ecosse elle-même est au-dessus. Ajoutons que ces chiffres, déjà si frappans, sont loin de donner la mesure complète des avantages que l'agriculture anglaise retire de ses moutons; il ne faut pas oublier que ce précieux animal ne donne pas seulement au cultivateur sa viande et sa laine, il l'enrichit encore par son fumier, et tout ce revenu est obtenu en améliorant encore le sol qui le produit. C'est en quelque sorte le beau idéal de la production rurale.

Si maintenant nous portons nos regards hors d'Europe, dans les colonies britanniques, nous y retrouvons l'éducation du mouton pratiquée à l'exemple de la mère-patrie avec une prédilection marquée. Ici la population étant plus rare et la richesse consistant surtout dans

l'exportation, ce n'est plus la viande qui est recherchée, c'est la laine, parce que la laine s'exporte plus aisément. Au même moment où l'Angleterre bannissait de chez elle le mérinos, elle le transportait dans ses colonies. Il s'est trouvé, à l'autre extrémité des mers, des régions désertes et indéfinies admirablement propres à la race espagnole. Cette race s'y est largement multipliée, et un nouveau monde a été créé. Des villes magnifiques se sont élevées comme par enchantement sur ces parages inhabités. Le flot de l'émigration britannique s'y répand comme une mer toujours montante. C'est pourtant un faible animal, le mouton, qui produit toutes ces merveilles. Un moment on a pu craindre que la découverte des mines d'or ne fît abandonner les pâturages, et toute l'Angleterre s'en est émue, mais ces craintes sont un peu calmées, et le mouton le dispute même à l'or.

Au commencement de ce siècle, l'Angleterre tirait de l'Espagne la moitié de ses laines importées; aujourd'hui l'Espagne ne paraît plus que nominalement sur ses états d'importation. Des pays qui ne donnaient pas une livre de laine il y a cinquante ans, dont le nom même était à peu près inconnu, figurent aujourd'hui sur ces états pour des quantités énormes. Telles sont les colonies britanniques dans l'Australie, qui fournissent 40 millions de livres de laine, la colonie du cap de Bonne-Espérance et les possessions anglaises de l'Inde, qui en envoient 10 à 12 millions. Ces laines sont d'une qualité excellente et s'améliorent tous les jours. Les producteurs viennent de ces pays lointains disputer à nos cultivateurs les béliers de Rambouillet, qu'ils paient fort cher. En réunissant au produit de ses moutons indigènes celui de ses moutons coloniaux, l'Angleterre réalise tous les ans une richesse de 6 à 700 millions qu'elle double ensuite par ses manufactures. Admirable pouvoir de l'industrie humaine quand elle sait tirer habilement parti des dons de la Providence!

Dépassée pour la production de la viande par la partie européenne de l'empire britannique, la France l'est encore pour la production de la laine par l'union des colonies et de la métropole. Ce ne sont pourtant pas les ressources naturelles qui nous manquent, et nous avons, soit dans notre propre sol, soit dans notre colonie africaine, bien autrement rapprochée de nous que les colonies australiennes, de quoi rivaliser largement. La même distinction qui s'est établie chez nos voisins devra probablement s'introduire un jour entre notre sol national et notre possession coloniale; chez nous, sans renoncer précisément à la laine, les éleveurs tourneront leur attention vers la production de la viande plus qu'ils ne l'ont fait jusqu'ici; à leur tour, les éleveurs algériens ont devant eux un immense avenir pour la production de la laine; les uns et les autres devront travailler acti-

vement à accroître le nombre en même temps que la qualité de leurs moutons. L'impulsion est donnée de toutes parts, et de grands pas s'accomplissent tous les jours dans cette double voie, mais nous nous sommes mis en marche un peu tard, et l'Angleterre a sur nous une avance que nous parviendrons difficilement à regagner.

III.

La supériorité de l'agriculture britannique sur la nôtre n'est pas tout à fait aussi grande pour le gros bétail que pour la race ovine; elle est cependant encore sensible.

Le nombre des bêtes à cornes que possède la France est évalué à 10 millions de têtes; le royaume-uni en nourrit environ 8 millions, c'est-à-dire un peu moins; mais si la quantité absolue est inférieure, la quantité proportionnelle ne l'est pas. Sur ce nombre, l'Angleterre et le pays de Galles comptent pour 5 millions de têtes, l'Ecosse pour 1 million, l'Irlande pour 2, c'est-à-dire que l'Angleterre a une tête sur trois hectares, l'Ecosse une sur huit, l'Irlande une sur quatre. En France, la moyenne est d'une tête sur cinq hectares. On voit que la moyenne de la France n'est réellement supérieure qu'à celle de l'Ecosse, dont le sol fait exception; nous sommes au-dessous de l'Irlande elle-même et assez loin de l'Angleterre. Voilà pour le nombre; quant à la qualité, notre désavantage est plus grand.

L'homme peut demander à la race bovine, indépendamment de son fumier, de son cuir et de ses abats, trois sortes de produits : son travail, son lait et sa viande. De ces trois produits, le moins lucratif est le premier, et nous retrouvons ici une distinction tout à fait analogue à celle que nous avons faite pour les moutons. Pendant que l'agriculteur français demandait surtout au bétail à cornes du travail, l'agriculteur britannique lui demandait surtout du lait et de la viande. Cette seconde distinction a amené des différences presque aussi marquées que la première.

Voyons d'abord les produits du lait dans les deux pays. La France possède 4 millions de vaches en état de porter, et le royaume-uni 3 millions; mais les trois quarts des vaches françaises ne sont pas laitières, et presque toutes les vaches anglaises le sont. Les exigences du travail, qui demande des races fortes et dures, se concilient difficilement avec le tempérament favorable à l'abondante production du lait. La mauvaise nourriture, le défaut de soins, l'absence de toute précaution dans le choix des reproducteurs, et peut-être aussi, dans l'extrême midi, la sécheresse et la chaleur du climat, achèvent ce que le travail a commencé. Dans les parties de la France où l'attention des éleveurs a été portée par des circonstances locales sur la pro-

duction du lait, des résultats comparables et souvent supérieurs à ceux qu'on obtient en Angleterre montrent que nous sommes en général placés, pour cette industrie, dans d'aussi bonnes conditions que nos voisins; mais si nos races laitières valent autant et quelquefois plus que les leurs, elles ne sont pas aussi répandues.

Il n'y a en Angleterre aucune espèce de vaches qui dépasse sensiblement nos vaches flamandes, nos normandes, nos bretonnes, pour la quantité et la qualité du lait, ainsi que pour la proportion du rendement en lait à la quantité de nourriture consommée. Quant aux produits de la laiterie, si les fromages anglais sont en général supérieurs aux nôtres, le beurre français est bien au-dessus du beurre anglais; il n'y a rien en Angleterre de comparable aux bonnes qualités de beurre que produisent la Bretagne et la Normandie. Malgré ces avantages incontestables, le produit total des vaches anglaises en lait, beurre et fromage dépasse de beaucoup le produit des vaches françaises, bien que celles-ci soient plus nombreuses, et sur certains points aussi bonnes ou même meilleures laitières. C'est la généralité d'une pratique qui peut seule donner de grands résultats en agriculture, et l'entretien d'une ou plusieurs vaches laitières est une pratique universelle en Angleterre.

La race laitière par excellence de l'empire britannique est originaire de ces îles de la Manche, fragmens détachés de notre Normandie. On la désigne généralement sous le nom de l'île d'Alderney, qu'on appelle en français Aurigny. Les précautions les plus minutieuses sont prises pour maintenir la pureté de cette race, qui n'est, au bout du compte, qu'une variété des nôtres. Les îles de la Manche produisent beaucoup de génisses vendues pour l'Angleterre, et fort recherchées par les gens riches pour leurs laiteries de campagne. Quiconque a fait le voyage de Jersey a pu admirer ces jolies bêtes, à l'air si intelligent et si doux, qui peuplent les pâturages de cette île, et qui font partie de la famille chez tous les cultivateurs. Elles sont naturellement bonnes sans doute, mais les soins affectueux dont elles sont l'objet n'ont pas peu contribué à les rendre si productives. Les habitans de Jersey en sont fiers et jaloux comme d'un trésor unique au monde.

Cette race trouve cependant une rivale dans une autre qui lui ressemble beaucoup, et qui doit en être sortie par des croisemens : c'est celle du comté d'Ayr, en Ecosse. Il n'y a pas longtemps que l'Ecosse en général était dans un état d'inculture presque complet; le comté d'Ayr en particulier n'est cultivé avec quelque soin que depuis cinquante ou soixante années. Cet ancien pays de bruyères et de marais est devenu une sorte d'Arcadie. Robert Burns, le berger poète, y est né; ses poésies champêtres, qui datent de l'époque de la ré-

volution française, ont été contemporaines du réveil agricole de son pays natal. La même inspiration qui a produit les chansons bucoliques de Burns a créé cette charmante race laitière d'Ayr, dont les formes gracieuses, le pelage bariolé, l'humeur paisible, les larges mamelles, le lait abondant et crémeux, réalisent l'idéal de la vie pastorale. Une bonne vache de cette espèce peut donner plus de 4,000 litres de lait par an; elles en donnent en moyenne 3,000, et on les rencontre partout, soit en Ecosse, soit en Angleterre.

Toutes les autres races anglaises sont plus ou moins laitières; on peut dire qu'une vache qui n'a pas de lait est une exception dans ce pays. L'Irlande elle-même possède deux races de vaches laitières : l'une petite et rustique, tout à fait analogue à notre race bretonne et originaire des montagnes sauvages du Kerry; l'autre, grande et forte, qui s'est développée dans les riches pâturages des bords du Shannon.

La consommation du lait, sous toutes les formes, a pris chez les Anglais un développement énorme; leurs habitudes sont anciennes sous ce rapport; il y a bien longtemps que César disait des Bretons : *lacte et carne vivunt*. Ils n'ont pas, comme une grande partie des Français, l'usage de préparer leurs alimens à la graisse ou à l'huile; le beurre leur sert pour toutes les préparations culinaires, le fromage figure à tous leurs repas. Les quantités de beurre et de fromage qui se fabriquent d'un bout à l'autre des îles britanniques passent toute idée. Le comté de Chester produit à lui seul pour un million sterling ou 25 millions de fromage par an. Non contens de ce que produisent leurs laiteries, ils font encore venir beaucoup de beurre ou de fromage de l'étranger, et cette circonstance, qui montre jusqu'à quel point est poussé le goût national, explique pourquoi le prix moyen du lait est plus élevé chez eux qu'en France. Quand nos producteurs obtiennent en moyenne 10 centimes par litre de lait, les producteurs anglais en obtiennent 20.

En somme, on peut évaluer la production en lait des vaches anglaises à 3 milliards de litres, dont 1 milliard environ sert à la nourriture des veaux et 2 à la nourriture de l'homme; c'est une moyenne d'environ 1,000 litres par tête de vache. La production de la France est tout au plus de 2 milliards de litres à raison de 500 litres par tête, dont la moitié au moins est absorbée par les veaux.

Ainsi, quand les producteurs français n'ont à vendre pour la consommation humaine qu'un milliard de litres, les producteurs anglais en vendent deux, et comme ils obtiennent de leur lait, par leur industrie, un prix double de celui qu'en obtiennent les nôtres, il s'ensuit que le produit des laiteries doit être quatre fois plus élevé en An-

gleterre qu'en France; les deux produits seraient alors représentés par les chiffres suivans :

France, 1 milliard de litres à 10 cent.	100 millions.
Iles britanniques, 2 milliards de litres à 20 cent.	400 millions.

Ces différences, quelle que soit leur gravité, n'étonneront pas quiconque aura comparé, même en France, le produit des vacheries sur les différens points du territoire. Entre une étable de Normandie, par exemple, où la production et la manipulation du lait sont habilement entendues, et une étable du Limousin ou du Languedoc, où la faculté lactifère n'a pas été développée chez les vaches, le contraste est plus grand qu'entre une étable française en général et une étable anglaise. Non-seulement la quantité de lait est infiniment moindre, mais le prix qu'on en retire est moindre aussi; le producteur du centre ou du midi ne sait que faire de son lait, quand il en a; le producteur du nord en tire au contraire admirablement parti. Par tout pays, l'art de produire et d'utiliser le lait est une excellente industrie, et les contrées qui fabriquent du beurre et du fromage sont toujours plus riches que les autres.

Si le travail que nous imposons à notre gros bétail nous prive d'un grand revenu en lait, il nous prive aussi d'un revenu non moins précieux en viande de boucherie.

Il semble, au premier abord, que le travail de la race bovine ne doive avoir que peu d'influence sur son rendement en viande, on peut même se persuader aisément que ce travail, en utilisant la vie du bœuf, permet de faire de la viande à meilleur marché. L'expérience a démontré que si c'était quelquefois une vérité de détail, c'était un erreur d'ensemble. L'habitude du travail forme des races dures, vigoureuses, tardives, qui, comme les hommes livrés à un labeur pénible, mangent beaucoup, s'engraissent peu, développent leur charpente osseuse, font en définitive peu de chair et la font tard. L'habitude de l'inaction donne au contraire des races molles, tranquilles, qui s'engraissent de bonne heure, prennent des formes rondes et charnues, et donnent, à nourriture égale, un plus beau produit à l'abattoir. Les soins de l'éleveur viennent en aide à cette disposition naturelle, et l'accroissent en quelque sorte à l'infini. A cette cause générale de supériorité peuvent se joindre des causes secondaires qui dérivent toutes du même principe. Ainsi, quand on se préoccupe avant tout de la somme de travail que peut donner un animal, on ne l'abat que quand il a fini sa tâche; quand au contraire on ne lui demande que de la viande, on saisit pour l'abattre le moment où il peut en donner le plus. Ainsi encore, pour les animaux de trait, les cul-

tivateurs pauvres sont facilement entraînés à en multiplier le nombre en proportion du besoin qu'ils en ont, sans s'inquiéter de la nourriture qu'ils peuvent leur donner; ils sont ainsi amenés à produire des races petites et maigres qui remplissent après tout, comme l'âne, leur destination, mais qui ne sont d'aucune ressource au-delà; quand au contraire on spécule sur la viande, on apprend bien vite à n'avoir de bêtes que celles qu'on peut bien nourrir, parce que la nourriture leur profite mieux.

Cet ensemble de causes fait que, contrairement aux apparences, ce sont les races de boucherie qui paient le mieux ce qu'elles consomment, et que le travail des bêtes à cornes, nécessaire ou non, au lieu d'être un bénéfice, est une perte.

C'est encore le célèbre fermier de Dishley-Grange, Robert Bakewell, qui a donné l'élan en Angleterre pour le perfectionnement de la race bovine, considérée exclusivement au point de vue de la boucherie. Ses procédés étaient les mêmes que pour les moutons. Seulement, il a moins bien réussi personnellement. Le mouton produit par Bakewell est resté le type le plus parfait du mouton de boucherie; la race de bœufs qu'il a créée n'a pas eu la même fortune. C'est une race défectueuse à beaucoup d'égards, celle à longues cornes du centre de l'Angleterre, qu'il avait choisie pour en faire le sujet de ses efforts. Malgré son habileté et sa persévérance, il n'a pas pu la modifier assez profondément pour lui enlever ses défauts primitifs, la race à longues cornes est aujourd'hui abandonnée à peu près généralement; mais, si ce grand éleveur n'a pas tout à fait réussi dans son entreprise, il a du moins donné des exemples et des modèles qui ont été suivis de toutes parts et qui ont fini par transformer toutes les races anglaises. Il n'existe peut-être pas aujourd'hui dans toute la Grande-Bretagne une seule tête de bétail qui n'ait été profondément modifiée suivant la méthode de Bakewell, et si aucune ne porte son nom, comme parmi les bêtes à laine, toutes ont également subi son empreinte.

Parmi ces races améliorées de longue main, figure au premier rang celle à courtes cornes de Durham. Elle a pris naissance dans la grasse vallée de la Tees, et paraît avoir été formée à son origine par le croisement de vaches hollandaises avec des taureaux indigènes. Cette race était déjà remarquable par son aptitude à l'engraissement et ses qualités lactifères, quand les idées de Bakewell se répandirent en Angleterre. Les frères Collins, fermiers à Darlington, imaginèrent, vers 1775, d'appliquer ces procédés à la race de la vallée de la Tees, et ils obtinrent presque dès le début des résultats considérables. L'étable de Charles Collins avait acquis une telle réputation en trente

ans, que, lorsqu'elle se vendit aux enchères en 1810, les 47 animaux dont elle se composait, dont douze au-dessous d'un an, furent achetés 178,000 francs. La race à courtes cornes améliorée s'est étendue depuis cette époque dans toute l'Angleterre, en Ecosse et en Irlande, et elle s'introduit depuis quelque temps en France. Les animaux qui en sont issus peuvent s'engraisser dès l'âge de deux ans, et atteindre à cet âge un poids énorme qu'aucune autre race ne peut donner aussi vite. Leur tête, leurs jambes et leurs os en général ont été réduits à de si minces proportions, et les parties du corps les plus charnues si largement développées, qu'ils rendent près des trois quarts de leur poids en viande,

Après la race à courtes cornes de Durham, qui est pour les bœufs ce qu'est pour les moutons la race de Dishley, viennent celles de Hereford et de Devon, qui peuvent être comparées aux South-Downs et aux Cheviot. La race de Hereford suit de près celle de Durham et est même plus généralement recherchée qu'elle, comme offrant presque la même précocité, la même aptitude à l'engraissement, avec plus de rusticité. Le comté de Hereford, d'où elle est sortie, est situé au pied des montagnes du pays de Galles, et, bien que renommé pour ses bois, ses pâturages et ses sites, n'a que des terres d'une fertilité médiocre. Les bœufs qu'il produit sont rarement engraissés dans le pays, ils sont achetés en général par des herbagers qui les emmènent dans des cantons plus fertiles, où ils prennent leur entier développement, ce qu'il est difficile de faire pour les Durham, qui exigent dès leur naissance une alimentation abondante. Le comté de Hereford est ainsi, pour une grande partie de l'Angleterre, ce que sont en France l'Auvergne ou le Limousin, une contrée d'élevage dont les produits s'exportent de bonne heure et vont de proche en proche alimenter le marché de la capitale. C'est à un contemporain de Bakewell, nommé Tomkins, qu'est dû le perfectionnement des Hereford.

La race de Devon est une race de montagne, qui travaillait beaucoup autrefois et qui est encore soumise au travail sur quelques points; elle est petite, mais admirablement conformée.

Toutes les autres races de la Grande-Bretagne, sans avoir atteint précisément la même perfection, ont été améliorées dans le même sens. L'Ecosse en produit aussi plusieurs qui jouissent d'une grande réputation; les bœufs écossais sortent de leurs montagnes à l'âge de trois ou quatre ans pour venir s'engraisser en Angleterre; tels sont les bœufs dits de Galloway, la race noire sans cornes du comté d'Angus, et cette admirable race des *highlands* de l'ouest, une des plus merveilleuses créations de l'homme, qui vit sans abris sur les plus sauvages montagnes du nord, et qui, malgré la stérilité du sol et la

rudesse du climat, arrive à un poids moyen extraordinaire, dont la valeur s'accroît encore par l'excellente qualité de sa viande (1).

Voici maintenant quels sont à peu près les résultats comparatifs des deux systèmes :

En France, le nombre des bestiaux abattus annuellement pour la boucherie doit être de 4 millions de têtes, produisant en tout 400 millions de kilogrammes de viande, à raison de 100 kilos de poids moyen. La statistique officielle dit 300 millions seulement.

Dans les îles britanniques, le nombre des bestiaux abattus annuellement est de 2 millions de têtes, produisant en tout 500 millions de kilogrammes de viande, à raison de 250 kilos de poids moyen.

Ainsi, avec 8 millions de têtes et 30 millions d'hectares, l'agriculture britannique produit 500 millions de kilos de viande, tandis que la France, avec 10 millions de têtes et 53 millions d'hectares, n'en produit que 400.

Cette nouvelle disproportion s'explique parfaitement, outre la différence des races, par la différence dans l'âge des animaux abattus. Les bœufs français sont abattus trop tôt ou trop tard; la nécessité de nourrir avant tout nos animaux de travail nous force à tuer un grand nombre de veaux à l'âge où la croissance est la plus rapide. Sur nos 4 millions de têtes figurent 2 millions et demi de veaux qui ne donnent pas plus de 30 kilos de viande nette en moyenne; ceux qui survivent ne sont immolés qu'à un âge où la croissance a cessé depuis longtemps, c'est-à-dire après que l'animal a consommé pendant plusieurs années de la nourriture qui n'a pas servi à accroître son poids. Les Anglais, au contraire, ne tuent leurs animaux ni aussi jeunes, parce que c'est dans la jeunesse qu'ils font le plus de viande, ni aussi vieux, parce qu'ils n'en font plus; ils saisissent le moment précis où l'animal a pris son *maximum* de croissance.

Ces résultats, si favorables à l'économie rurale anglaise, s'atténuent, il est vrai, par la valeur du travail que donnent en France les bêtes bovines. Nous possédons en tout deux millions environ de bœufs qui travaillent pour la plupart, et parmi les vaches, il en est beaucoup aussi qui traînent la charrue. Si nous avions, comme les Anglais, supprimé à peu près partout le travail des bœufs, nous aurions été forcés de les remplacer par des chevaux; ces chevaux entraîneraient des dépenses qui représentent la valeur actuelle du travail des bêtes à cornes. En évaluant ce travail à 200 francs environ par attelage, ce serait une somme annuelle de 200 millions à ajouter au crédit de notre race bovine.

(1) Une collection complète de ces races précieuses avait été réunie en France à l'Institut national agronomique, elle a été dispersée par la destruction de cet établissement.

Le compte des produits du gros bétail dans les deux pays pourrait donc s'établir en gros de la manière suivante, en négligeant de part et d'autre la valeur des issues et celle des fumiers, qui doivent se compenser à peu de chose près, et en évaluant le kilogramme de viande à 1 franc :

FRANCE.

Lait.	100 millions.
Viande.	400
Travail.	200
Total.	700 millions.

Soit 70 francs par tête et 14 francs par hectare.

ILES BRITANNIQUES.

Lait.	400 millions.
Viande.	500
Total.	900 millions.

Soit 110 francs par tête et 30 francs par hectare. Dans l'Angleterre proprement dite, ce produit est d'environ 50 francs par hectare.

Ces chiffres se contrôlent par un fait extrêmement simple et facile à constater : c'est le prix moyen des animaux dans les deux pays. En général, le prix courant d'un animal donne une mesure assez exacte du bénéfice que l'acheteur espère en retirer; or, il est constant que la valeur moyenne des bêtes à cornes est en Angleterre fort au-dessus de ce qu'elle est en France. Il n'est même pas nécessaire d'aller en Angleterre pour constater une semblable différence; nous avons en France deux régions, l'une où le gros bétail ne travaille pas, et l'autre où il est soumis au travail. Si nous recherchons la valeur moyenne dans les deux régions, nous voyons qu'elle est dans la première bien au-dessus de ce qu'elle est dans la seconde. Et cependant l'art d'élever des bestiaux pour la boucherie uniquement est encore en France à peu près inconnu. Que serait-ce s'il était parvenu au point où il est aujourd'hui en Angleterre?

Je sais que la substitution des races de laiterie et de boucherie aux races de travail n'est pas toujours possible, je dirai plus tard pourquoi l'agriculture britannique a pu à ce point prendre les devans sur nous. Je ne fais aucun reproche aux portions de notre territoire qui sont cultivées par des bœufs, je ne conseille aucune transformation brusque et irréfléchie; je me borne à constater ce qui est, et je crois avoir démontré que, par le seul fait de l'abandon à peu près complet du travail par les bœufs, le sol britannique, même y compris l'Écosse

et l'Irlande, est arrivé à un produit double du nôtre pour le gros bétail. Telle est en agriculture la puissance d'une idée juste, quand il est possible de l'appliquer.

Les autres espèces d'animaux domestiques sont les chevaux et les porcs. Pour les chevaux, la prééminence des producteurs anglais est depuis longtemps reconnue. Nous possédons en France environ 3 millions de chevaux de tout âge, ou 6 têtes environ sur 100 hectares; on en compte en Angleterre, Ecosse et Irlande, 2 millions, soit encore 6 têtes environ par 100 hectares; mais nos 3 millions de chevaux ne peuvent être estimés en moyenne que 150 francs par tête, soit en tout une valeur capitale de 450 millions, tandis que les 2 millions de chevaux anglais sont estimés en moyenne 300 francs, ce qui donne une valeur capitale de 600 millions. Il est vrai que, pour compléter la comparaison, il faut ajouter, à notre capital en chevaux, la valeur de nos mulets et ânes, que la statistique officielle porte à 80 millions, et qui approche probablement de 100; mais, même en ajoutant cette dernière somme à l'autre, nous restons encore en arrière, quand l'étendue de notre sol devrait nous assurer une grande supériorité.

On peut dire que la valeur moyenne de nos chevaux a été réduite dans l'estimation qui précède, et celle des chevaux anglais accrue. Je ne crois pas que ce reproche soit fondé. Sans doute, tous les chevaux anglais ne sont pas des chevaux de course; mais, s'ils étaient tous des chevaux de course, ils seraient estimés plus de 300 francs. La valeur du cheval de course anglais est tout à fait idéale, mais elle porte sur un petit nombre de têtes, et dans cette mesure, elle se justifie à beaucoup d'égards par le haut prix que les Anglais attachent à tout ce qui peut améliorer leurs races. C'est précisément parce que des étalons sans défaut se paient des prix énormes, que les éleveurs britanniques ont pu perfectionner comme ils l'ont fait leurs chevaux communs. Chaque espèce d'animaux domestiques a son utilité spéciale; celle du cheval est la force unie à la vitesse. Les Anglais se sont attachés à développer dans leurs chevaux ces deux conditions, quoi qu'il leur en coûte au premier abord, et il se trouve, en définitive, qu'ils ne paient pas l'unité de force et de vitesse plus cher que nous, parce qu'ils concentrent autant que possible leurs moyens de production et d'entretien sur des individus choisis, au lieu de les disperser sur des animaux sans valeur.

Outre leurs célèbres chevaux de selle, il ont des races de trait également précieuses. Tels sont, par exemple, les chevaux de charrue, qui viennent pour la plupart du comté de Suffolk. Nous avons vu qu'on avait généralement substitué le travail des chevaux à celui des bœufs pour la culture; on a pensé avec raison que, le cheval allant

plus vite, son travail était plus productif. On a fait plus : on a substitué les chevaux aux hommes eux-mêmes, toutes les fois que le travail de l'homme, le plus coûteux de tous, pouvait être remplacé par une machine mise en mouvement par un cheval. En même temps on a recherché les méthodes de culture qui permettaient de supprimer tout effort inutile ou peu productif, et on s'est attaché à remplacer tant qu'on a pu les bêtes de trait par tout autre moteur plus économique, comme l'eau, le vent et la vapeur. Malgré ces simplifications, la somme de travail agricole exécuté en Angleterre par des chevaux est beaucoup plus considérable qu'en France, et le nombre de ces animaux employés par l'agriculture n'est pas augmenté en proportion. C'est que leurs attelages, étant en général plus choisis et mieux entretenus que les nôtres, ont plus de vigueur et d'agilité.

Les chevaux qui servent aux travaux des brasseries, aux transports des charbons et autres marchandises lourdes et encombrantes sont célèbres par leur force et par leur masse. Les meilleurs atteignent des prix très-élevés. Il en est de même des chevaux de voiture : la race des chevaux bais de Cleveland, dans le comté d'York, est une des plus parfaites qui existent pour les attelages de luxe.

Quant au cheval de course et à son rival le cheval de chasse, tout le monde sait par quel ensemble d'efforts on est arrivé à produire et à maintenir ces espèces supérieures. Ce sont des créations de l'industrie humaine, de véritables œuvres d'art, obtenues à grands frais, et destinées à satisfaire une passion nationale. On peut dire sans exagération que toute la richesse britannique semble n'avoir d'autre but que l'entretien des haras d'où sortent ces créatures privilégiées. Un beau cheval résume pour tout le monde l'idéal de la vie élégante, c'est le premier rêve de la jeune fille comme le dernier plaisir de l'homme vieilli dans les travaux; ce qui tient à l'éducation des chevaux de selle, aux courses, aux chasses, à tous les exercices où se déploient les qualités de ces brillans favoris, est la grande affaire du pays entier. Le peuple s'y intéresse comme les grands seigneurs, et le jour où se court le Derby à Epsom, tout vaque; il n'y a plus de parlement, plus d'affaires, toute l'Angleterre a les yeux fixés sur ce turf, où courent quelques jeunes étalons et où des millions de paris se gagnent ou se perdent en quelques minutes.

Nous sommes encore bien loin de cet engouement national, et certes ce n'est pas que nos races nationales soient sans valeur : elles ont au contraire des mérites naturels que l'art seul a pu donner aux chevaux anglais, la production n'est jamais, à vrai dire, restée au-dessous de la consommation; mais ce qui nous manque en général et ce qui importe le plus au perfectionnement de nos races, c'est que nous apprenions à payer les bons chevaux ce qu'ils valent : tout est

là. Tant que nous chercherons avant tout le bon marché, les beaux et bons chevaux ne seront chez nous que des exceptions, quand il nous serait bien facile de les multiplier. Nos Percherons, nos Boulonnais, nos Limousins, nos Bretons, nos Béarnais, offrent déjà des types admirables qui se répandraient et se perfectionneraient aisément, si nos éleveurs trouvaient une rémunération suffisante.

Les porcs anglais ne sont pas en moyenne plus gros que les nôtres, mais ils sont beaucoup plus nombreux et ils se tuent plus jeunes. C'est toujours le grand principe de la précocité préconisé par Bakewell et appliqué à toutes les espèces d'animaux comestibles. La seule Angleterre nourrit autant de porcs que la France entière; ceux de l'Ecosse et de l'Irlande sont en sus, et bien peu de ces animaux vivent au-delà d'un an. Ils appartiennent tous à des races qui s'engraissent vite, et dont les formes ont été améliorées de longue main. La statistique officielle porte à 290 millions de kilogrammes la production annuelle de la viande de porc en France. Ce chiffre doit être très inférieur au total réel, un grand nombre de ces utiles animaux étant abattus et consommés dans les ménages de campagne sans que leur existence ait pu être constatée; mais même en le portant à 400 millions, le royaume-uni doit produire beaucoup plus, 600 millions de kilogrammes. Encore une supériorité dont on ne saurait s'étonner, quand on a vu avec quelle habileté est entendue chez nos voisins la conduite des porcheries. Les fermes où l'on engraisse les porcs par centaines ne sont pas rares, et presque partout ils figurent parmi les principales branches de revenu.

Tels sont en aperçu les avantages obtenus par l'agriculture britannique dans l'élève des animaux domestiques. Il est vrai que la France prend sa revanche pour une autre branche de produits animaux à peu près nulle en Angleterre et très considérable chez nous, celle des basses-cours. Les Anglais élèvent peu de volailles, c'est tout au plus si les statistiques portent à 25 millions par an la valeur créée par ce moyen, tandis qu'en France on a évalué à 100 millions le seul produit annuel des œufs, et celui des volailles de toute espèce à une somme équivalente. Une portion notable de la population s'en nourrit, surtout dans le midi, et ce supplément remplace une partie de ce qui nous manque en nourriture animale; mais tout en rendant justice à l'importance réelle et trop souvent négligée de cette ressource, on ne peut méconnaître qu'elle ne comble qu'imparfaitement le déficit. Nous retrouverons les mêmes différences en examinant les cultures proprement dites.

LÉONCE DE LAVERGNE.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LA NOUVELLE ANGLETERRE ET LA NOUVELLE FRANCE. [1]

FÊTES POPULAIRES A BOSTON. — LES OUVRIÈRES DE LOWELL. — PORTRAIT DE M. WEBSTER. — LA JEUNE FILLE SOURDE, MUETTE ET AVEUGLE. — MONTRÉAL. — LA FRANCE AU BOUT DU MONDE. — QUÉBEC. — WOLFE ET MONTCALM. — LE CANADA ET L'ANGLETERRE. — DINER POLITIQUE.

Un heureux hasard m'a amené à Boston au moment où vont avoir lieu de grandes solennités populaires qui dureront trois jours. Les trois journées de Boston seront célébrées en l'honneur d'une révolution, mais d'une révolution toute pacifique. Il s'agit de fêter l'ouverture d'une ligne de chemin de fer qu'on vient d'établir entre les Etats-Unis et le Canada. Le gouverneur, lord Elgin, va venir à Boston, où doit se rendre de son côté le président des Etats-Unis. Toute la ville est en émoi. L'affluence des visiteurs est considérable. Les hôtels sont tellement encombrés, qu'on m'a menacé de me forcer à partager ma chambre avec un autre voyageur. Ce qui est parfaitement américain, c'est que le maître de l'hôtel où j'habite, et où doivent descendre M. Fillmore et lord Elgin, s'est bien gardé, en m'annonçant cette détermination, de m'en expliquer le motif. Sans daigner m'apprendre ce qui causait cette mesure extraordinaire, il s'est borné à me répéter qu'il me donnerait un compagnon de chambre; cependant, grâce à des protections puissantes, j'ai obtenu que ce désagrément me serait épargné.

(1) Voyez la livraison du 1er janvier 1853.

J'ai été au sénat assister à la réception du président des Etats-Unis par le gouverneur de l'état de Massachusets. Le président est arrivé suivi de trois de ses ministres, parmi lesquels était M. Webster, le lion du jour et candidat lui-même à la présidence pour l'année prochaine. Le gouverneur de cet état est fils d'un petit fermier : entré au service d'un homme de loi, il passait ses soirées à s'instruire dans les *écoles du soir;* il a fondé un athénée dans sa petite ville, y a fait des cours, et est devenu un des chefs du parti démocrate dans son état. Le président a été, me dit-on, charpentier. M. Webster a eu une jeunesse laborieuse. Ces trois hommes ont des manières parfaitement convenables à leur situation actuelle. Tout s'est passé simplement et dignement. Quand le président est entré, on s'est levé. Le président et le gouverneur se sont salués. Le gouverneur a adressé au président un discours commençant par la formule d'usage : *Please your excellency* (plaise à votre excellence). Le président a répondu par des éloges de la population de Boston, de ses *marchands princes*, de ses ouvriers *nobles de par la nature;* le gouverneur, bien qu'il soit du parti opposé à celui de M. Webster, a introduit avec assez d'à-propos un éloge de celui-ci dans la réponse qu'il adressait au président. M. Webster a pris la parole au milieu des applaudissemens; mais, de l'aveu général, le grand orateur a été aujourd'hui mal inspiré. Il a flatté un peu grossièrement le peuple américain dans un discours qu'autour de moi on trouvait de mauvais goût. Un autre ministre, qui est Virginien, a eu beaucoup de succès, « Un Virginien, a-t-il dit, ne se sent pas étranger à Boston, » et, réunissant le midi et le nord dans ses hommages : « si vous avez votre *Bunker-hill*, a-t-il dit, nous avons notre *Yorktown*. Si vous avez votre Daniel Webster, nous avons notre Washington, qui vous appartient aussi, *our and your Washington.* » Comme le nord et le sud sont toujours disposés à se quereller, la sagesse des hommes d'état de tous les partis s'applique à ranimer les sentimens d'union si nécessaires au maintien de la fédération américaine.

Voici un trait de mœurs assez curieux. J'ai appris que le *speaker* de l'assemblée représentative de l'état s'est si bien conduit dans des momens difficiles, que les différens partis se sont réunis pour lui témoigner leur reconnaissance en lui donnant..... une montre.

18 septembre.

Ce jour est consacré à une promenade dans la rade de Boston. Plusieurs bâtimens à vapeur ont été mis par la ville à la disposition de ses hôtes. Une place m'a été accordée sur celui de ces bâtimens qui porte aussi les députés canadiens venus de Montréal et de Québec pour fraterniser avec les habitans de Boston. Le temps est merveilleusement beau. La ville, entourée presque de tous côtés par la mer

et bâtie sur plusieurs collines, s'élève au milieu des mille navires qui lui forment comme une couronne de mâts. Les fanfares, les hourras, les coups de canon, retentissent. On distribue une brochure sur la condition présente de Boston. Le premier chemin de fer destiné à être parcouru par la vapeur qui ait été construit en Amérique l'a été en 1829 par Boston. Il avait treize milles, moins de cinq lieues; maintenant mille lieues de chemin de fer rayonnent de Boston dans le Massachusets et les états voisins, et les Etats-Unis sont traversés en tous sens par plus de dix mille milles de chemins de fer, plus de trois mille lieues, plus que le diamètre terrestre (1).

La nouvelle ligne dont on célèbre aujourd'hui l'ouverture est d'autant plus importante, qu'elle offre un chemin direct aux émigrans qui arrivent d'Europe à Boston pour se rendre dans l'ouest, sans aller chercher l'Hudson, qui est la ligne directe de New-York; les produits de l'ouest peuvent par la même voie venir s'embarquer à Boston. Ce qui donne surtout une grande impulsion à la création des chemins de fer américains, c'est la rivalité des différens états qui cherchent sans cesse à se supplanter les uns les autres, et tâchent, si j'ose employer cette expression, de *se souffler* le transport des passagers et surtout des marchandises. Les Etats-Unis sont comme un grand échiquier où chacun tâche d'arriver à dame le premier.

Des tables, jointes à la brochure qu'on nous a distribuée, montrent que, pour ce qui concerne le port de Boston depuis 1842 jusqu'à 1850, le produit des douanes a presque triplé, et que le tonnage a augmenté de plus d'un tiers (2) en dix ans; le chiffre de la population de Boston a été porté de 158,000 âmes à 269,000; ces chiffres s'appellent ici des *figures;* il faut avouer que, comme les figures de rhétorique, celles-ci ont bien leur éloquence.

Le déjeuner que nous donne la ville est médiocre, il faut en convenir, et les plats sont disputés avec énergie; mais le vin de Champagne est à discrétion, c'est l'important pour la chaleur de l'enthousiasme et la gaieté de la réunion. Bientôt commencent les *toasts* et les *speeches;* on demande *monsieur un tel,* et il paraît et il parle, et des transports d'approbation accueillent invariablement son discours. Ce sont surtout les Canadiens, et parmi eux les Canadiens français, qui jouissent d'une popularité sans bornes. On crie : Vive la belle France! Trois hourras pour la belle France! Un habitant de Montréal entonne la vieille romance de la *Claire fontaine*. Un habitant de Québec chante :

(1) Le chiffre exact, tiré d'un document officiel, était, pour 1852, 10,814 milles de chemins de fer terminés, et 10,898 de chemins de fer en construction. Le capital engagé est de 592,770,000 doll. (plus de 3 milliards et demi).

(2) Augmentation de 2,780,186 dollars pour les douanes, et de 193,502 à 313,192 dollars pour le tonnage.

Nous aimons la Canadienne
Pour ses beaux yeux doux.

La foule se porte brusquement vers un orateur qui surgit, le chanteur est abandonné, et je perds la suite de ce morceau de poésie nationale que je m'apprêtais à recueillir.

Dans les discours, il n'est question des deux côtés que d'alliance, d'union *par des liens de fer :* les Etats-Unis semblent déjà tenir le Canada; mais comme on descend du bateau, j'aperçois un homme à figure anglaise qui cherche à se hisser sur un toit pour être entendu; le toit est assez élevé, il faut le soutenir par les jambes; enfin il s'accroche des pieds et des mains à cette tribune glissante, et de la position difficile qu'il a conquise il parle avec beaucoup d'énergie. Il commence par glorifier la race anglo-saxonne en Angleterre et en Amérique; puis, se souvenant de la population française du Canada, il rappelle qu'elle est du même sang que le noble Lafayette. Après les complimens, il entre en matière; il déclare nettement que le Canada est content de l'Angleterre et veut rester sous sa domination; l'orateur convient qu'il n'en a pas été toujours ainsi, mais il affirme que les Canadiens ont obtenu ce qu'ils désiraient. Il ose même ajouter : « Nous vous avons enviés, nous ne vous envions plus, l'Angleterre nous a donné ce que vous avez. » Je dois dire que ce discours a eu moins de succès que les autres, et qu'il faisait naître autour de moi des murmures qui n'étaient pas des murmures d'approbation. Je me disais : Voilà sans doute quelque fonctionnaire anglais au Canada qui ne veut pas laisser passer cette cérémonie sans avoir protesté de sa loyauté. Quelle était mon erreur! Celui qui venait de parler ainsi était M. Neilson, qui, bien qu'Anglais d'origine, est depuis vingt ans un des chefs les plus distingués et les plus ardens du parti national au Canada, au point qu'il a pris les armes, commandé les insurgés, et à leur tête a gagné sur les Anglais la bataille de Saint-Denis; mais, comme il le disait tout à l'heure, le pays a obtenu ce qu'il désirait : l'Angleterre, mieux éclairée sur ses intérêts et comprenant que le seul moyen de ne pas précipiter le Canada dans l'union américaine, c'est de le bien gouverner, — l'Angleterre a changé de politique envers lui, elle lui a donné un vrai gouvernement représentatif, dans lequel les Canadiens français, grâce à l'accession d'un certain nombre d'Anglais raisonnables, ont la majorité. De plus, le gouverneur actuel, lord Elgin, s'est montré favorable à leur égard jusqu'à provoquer un soulèvement du parti anglais violent, émeute odieuse qui a déconsidéré ce parti. Dans ces conjonctures, M. Neilson, comme les plus sages patriotes du Canada, s'est attaché franchement à l'Angleterre du jour où elle voulait être juste, comprenant bien que la nationalité cana-

dienne court beaucoup moins de risque avec elle qu'avec les Etats-Unis, et qu'une annexion opérée par ce peuple envahissant serait la mort de cette nationalité. Autant vaudrait tomber dans le gouffre du Niagara. Voilà ce qui faisait parler aujourd'hui M. Neilson; du reste, il n'a jamais changé. Il y a vingt ans, il disait à M. de Tocqueville : Nous resterons avec les Anglais jusqu'à ce qu'ils nous forcent de les combattre. Cette nécessité est venue, M. Neilson les a combattus et même battus. Aujourd'hui, avec un égal patriotisme, il résiste aux annexionistes et vient le déclarer dans une fête au fond de laquelle est, pour un grand nombre de ceux qui m'entourent, la pensée de l'annexion.

Le soir, j'ai été dans le beau monde. Le président a paru dans un salon, où il ne s'était pas trouvé autant d'uniformes anglais depuis la guerre de l'indépendance. On venait saluer Mlle Fillmore, qui prenait très-bien sa situation de *princesse du sang* et ne montrait ni hauteur ni embarras.

J'ai terminé cette journée par une délicieuse promenade sous les ormes du parc, dont une lune magnifique découpait le sombre et gracieux feuillage.

19 septembre.

Ce jour est le grand jour. D'abord procession des métiers, puis dîner de quatre mille personnes; le soir, illumination et feu d'artifice : tout cela en l'honneur de sa majesté le chemin de fer. — Boston, me dit M***, veut se montrer avec toutes ses ressources, *with all his power*.

Quelques précautions sont prises contre les vols. Partout on lit affiché : Prenez garde aux filous, *beware of pick-pockets*. On a fait venir tous les individus suspects, on les a montrés à la population, pour que chacun pût les reconnaître au besoin. Du reste, j'ai compté près de deux cents *policemen*, bel et bien armés de *truncheon;* seulement, à cause de la fête, cette petite massue était enveloppée de papier doré.

Vers midi, la procession commence. En tête sont le président et ses ministres, lord Elgin et les autorités de Boston. Ce qui me frappe d'abord, c'est le grand nombre d'uniformes qui figurent dans cette fête toute civique : voici des lanciers qui n'ont pas, il est vrai, la tournure aussi militaire que ceux que je voyais, il y a un mois, galoper dans le Champ-de-Mars; voici des bonnets à poil, des habits bleus, gris, rouges, des vestes à la hongroise, etc. S'il existait autant de régimens qu'il y a d'uniformes, la ville de Boston aurait sur pied une armée formidable; mais j'apprends que ce sont des compagnies de volontaires, qui, s'étant organisées librement, choisissent leur costume comme elles nomment leurs officiers. Evidemment les Amé-

ricains ont un faible pour l'art militaire; en cela, ils diffèrent des Anglais. Les Anglais sont aussi braves qu'aucun autre peuple, mais chez eux l'état militaire est peu considéré. Un père, même dans une condition modeste, ne le voit prendre à son fils qu'à regret. L'on n'a en Angleterre nul goût pour le tambour et l'uniforme; il n'en est pas de même aux Etats-Unis. J'ai vu des enfans s'amuser à faire l'exercice et manœuvrer pour leur récréation, comme des gamins de Paris. La guerre du Mexique a développé cette disposition guerrière. On s'accoutume aux présidens militaires; il y a là peut-être le germe d'un grand changement dans le caractère et les institutions du peuple américain.

En principe, tout le monde fait partie de la milice; mais il se trouve assez de miliciens de bonne volonté, portant l'uniforme, enrégimentés en compagnies de volontaires et faisant l'exercice, pour qu'on n'exige rien de semblable des autres citoyens. Seulement, à Boston du moins, chacun sans exception est obligé d'avoir des armes. Deux fois par an, on est requis de montrer qu'on est armé au complet.

M. Fillmore n'est pas un de ces présidens belliqueux dont je parlais plus haut. Hier, il a passé une revue. Après quelque hésitation, disait le journal, on lui a donné un bon cheval, que les *policemen* retenaient chaque fois que les coups de canon le faisaient cabrer. Les Américains n'éprouvent pas le besoin, depuis longtemps proverbial en France, que le pouvoir *sache monter à cheval.*

J'ai vu avec plaisir qu'en tête de la procession industrielle était porté un objet d'art, une statue, *l'Indien mourant*, œuvre d'un statuaire américain. Il est vrai que tout de suite après venait, probablement pour désigner le métier de fourreur ou de marchand de pommade, un ours empaillé; puis, différentes voitures se sont succédé. Un groupe de voitures était suivi d'un groupe de soldats. Sur l'un de ces véhicules il y avait des fauteuils et des chaises, sur l'autre des chapeaux. Un modèle de vaisseau était porté sur un char que traînaient six chevaux blancs. Le *Museum* était représenté par un éléphant de bois que traînaient des Indiens, puis venaient les fabricans de drap, les teinturiers, les fondeurs, les orfévres, etc. Plusieurs industries étaient en exercice : sur le char des menuisiers on rabotait, sur le char des forgerons on forgeait, sur le char des imprimeurs on imprimait et l'on distribuait des prospectus; la foule se les disputait, comme à Rome on se dispute l'indulgence lancée d'une fenêtre après la bénédiction du pape. Au reste, il y avait dans tout cela beaucoup de ce que nous nommons *réclame.* Les noms des principaux fabricans de Boston étaient très en évidence dans la procession. On lisait des inscriptions en général amusantes par leur emphase, par exem-

ple, au-dessus d'un coffre de sûreté, *safe*, qui a résisté à un incendie, *le feu n'est pas mon ennemi*, *nous défions les élémens*. Le bureau des domestiques à louer et des nourrices offrait une exhibition de sujets des deux sexes. Quand les jeunes gens de l'université de Cambridge ont passé, ils ont été salués de hourras très empressés, surtout par les spectatrices. Les compagnies de secours mutuels établies parmi les étrangers fermaient la marche. On a vu passer tour à tour des Ecossais, la cornemuse en tête, portant des plaids aux couleurs des différens clans; des Irlandais, précédés par la harpe d'Erin et par des drapeaux sur lesquels étaient figurées des images de saints, entre autres celle de saint Joseph.

Je n'ai cité que quelques détails de cette procession : le défilé a duré deux heures; il me rappelait certains tableaux flamands du XVIe siècle, où l'on voit toutes les corporations figurer dans un cortége avec leurs bannières. Ici il y avait quelque chose de plus : non-seulement l'ouvrier, mais le métier lui-même était en scène; c'était une exhibition dramatique; ceux qui avaient un rôle semblaient s'en amuser au moins autant que les spectateurs. Pour moi, charmé de voir ainsi le peuple américain en joie, dans la rue, hors de lui, et moitié gaiement, moitié sérieusement, célébrant une fête qui le divertit et l'enorgueillit tout ensemble, je suis rentré en me disant : Le roi s'amuse.

Ce qu'il y avait peut-être de plus intéressant dans la cérémonie, c'étaient les enfans des écoles faisant haie dans le parc, criant *hourra !* au président et à la procession, et commençant ainsi à s'associer dans cette fête nationale au sentiment public. L'enthousiasme de ces petits citoyens était certainement le plus vif et le plus pur.

Puis est venu le dîner de quatre mille personnes; il a eu lieu sous une tente, au milieu du parc. Les convives étaient soumis au régime de la tempérance, c'est-à-dire que le vin était interdit, ce qui m'a paru sage dans une réunion aussi nombreuse; mais tout le monde a eu du café. Le président, obligé de retourner à Washington, n'a pu assister au banquet. Lord Elgin a prononcé un discours spirituel et sans façon, très bien conçu pour plaire aux Américains en ne les flattant point. Il leur a donné des louanges convenables sans exagération; il a revendiqué pour le gouvernement monarchique en Angleterre une somme de liberté égale à celle que contiennent les institutions républicaines des Etats-Unis. Il a employé fort à propos quelques expressions empruntées au langage parlementaire de ce pays. M. Everett a répondu à lord Elgin avec son élégance de langage ordinaire. Certaines locutions écossaises, placées dans le discours qu'il adressait à un lord écossais, m'ont paru un trait de courtoisie plein d'à-propos et de bon goût.

Voilà comment les choses se sont passées. Voici maintenant ce que j'ai lu dans un journal qui rendait compte de ce banquet : « L'aspect de la vaste assemblée, quand les tables furent garnies, était frappant au-delà de toute expression. Il y avait *là une Méditerranée de fraternité humaine sous un firmament de drapeaux*, et dans cette mer il y avait des célébrités innombrables des deux hémisphères. »

Le soir, on a illuminé, c'est-à-dire la ville et les particuliers ont illuminé. Le vieux Faneuil-Hall, ce bâtiment à forme antique, aux nombreuses fenêtres garnies aujourd'hui de lampions, dessinait sa forme singulière sur le ciel. Le Capitole était dans une obscurité complète, car l'état de Massachusets n'est pour rien dans la fête de Boston. Il n'y avait point de feu d'artifice officiel, mais chacun pouvait en toute liberté tirer des pétards devant sa porte et lancer des fusées par sa fenêtre. Des particuliers se sont établis au milieu de la promenade publique, et y ont organisé sur le gazon, très sec en ce moment, un tir de soleils et de chandelles romaines qui a duré jusqu'à minuit. Le principe volontaire qui préside aux associations religieuses et à une foule d'établissemens utiles préside aussi aux divertissemens publics; le gouvernement n'intervient ni pour les donner au peuple, ni pour empêcher le peuple de les prendre; en toute chose, la nation fait ses affaires, et même quelquefois la besogne du gouvernement. Ici, comme en Angleterre, les mœurs surveillent les mœurs. Si l'on met en vente un mauvais livre ou une gravure indécente, on s'expose à un procès de la part de la société pour la suppression du vice. Les citoyens font la police et maintiennent le bon ordre. L'autre jour, un meurtre a été commis; quatre cents personnes se sont mises à la poursuite du coupable. Naguère, au sujet d'un acteur, il y a eu à New-York un commencement d'émeute; la milice est arrivée, a tiré et a tué trente ou quarante personnes, ce que tout le monde a fort approuvé. C'est toujours le même principe : l'ordre par la liberté.

Lowell, 20 septembre.

A quelques lieues de Boston est la petite ville de Lowell, célèbre par ses manufactures et surtout par la moralité et la culture intellectuelle de ses ouvrières. Lowell, qui date de 1821, compte maintenant plus de 30,000 âmes. Les ouvrières employées dans les manufactures sont au nombre de 9,000, et les ouvriers au nombre de 4,000; c'est presque la moitié de la population. Les principales industries de Lowell sont la teinture et la fabrication des étoffes de coton. Ce qu'on fabrique de celles-ci à Lowell dans une année pourrait former une bande de 1 mètre de largeur qui ferait deux fois le tour du globe. On produit d'une telle bande d'étoffe une longueur de dix-

sept milles à l'heure, ce qui est travailler avec la vitesse ordinaire des chemins de fer.

La plus intéressante de ces fabrications est celle des tapis à la machine; on conçoit combien l'entrelacement des fils et la combinaison des couleurs avec les lignes du dessin offrent de difficultés à une pareille industrie. Il paraît que ces difficultés n'avaient pu être surmontées en Angleterre; elles l'ont été complétement en Amérique. Il est amusant de voir les navettes, qui portent des fils de différentes couleurs, soulevées et lancées l'une après l'autre par un mécanisme que la vapeur met en mouvement, venir à leur tour et à leur rang créer comme par magie les fleurs et les ornemens du tapis; ce qui ne l'est pas moins, c'est de voir les jeunes filles qui conduisent l'opération arrêter soudainement de leurs doigts délicats la force terrible ou lui rendre la liberté. On frémit quand ces petites mains s'avancent sur le tissu pendant l'instant très court où s'éloigne le fer qui, en revenant, si elles tardaient une demi-seconde à se retirer, les écraserait. Les ouvrières de Lowell ont plus encore que je m'y attendais un air de distinction et de fierté. Plusieurs de celles que j'ai vues debout ou assises auprès de leur métier me rappelaient la dignité calme des femmes romaines. Je ne reviendrai pas sur tout ce qu'on a si bien dit de l'excellente conduite et de l'excellente tenue de ces ouvrières, des maisons où elles vivent ensemble et où chacune est surveillée par le point d'honneur de toutes. Attaquées avec peu de chevalerie par des journaux, elles se sont défendues elles-mêmes dans leur *revue*, car les ouvrières de Lowell, qui se cotisent pour avoir des livres, pour se faire faire des cours, écrivent aussi. Elles ont publié plusieurs volumes d'un recueil littéraire intitulé : *Offrandes de Lowell* (*Lowell's Offerings*). Je n'y ai pas trouvé de chefs-d'œuvre, mais j'y ai remarqué des sentimens simples et honnêtes exprimés en fort bon langage.

Cette organisation morale de Lowell est due aux grands fabricans, qui ont pour ainsi dire créé la ville. Je pense que la querelle de l'intérêt agricole et de l'intérêt manufacturier, qui est la querelle du sud et du nord, a contribué aux beaux résultats que nous voyons. Le parti qui combattait les manufactures, entre autres argumens, alléguait la démoralisation qui en Europe règne trop souvent dans les classes ouvrières des villes. Ceux qui ont établi les manufactures de Lowell sur un pied si respectable ont voulu répondre à ces objections par un frappant exemple.

En France, on se plaint que l'industrie enlève trop de bras à l'agriculture et accumule trop d'ouvriers dans les villes; aux Etats-Unis, j'ai vu les hommes les plus éclairés craindre le contraire : l'attrait vers le défrichement est si vif, qu'il pourrait prévaloir à l'excès. Les

partisans des manufactures citent, parmi les avantages qu'elles peuvent offrir, celui de retenir dans les villes une partie des populations, qui autrement leur échapperaient (1). Ce n'est pas en général ce qu'on redoute chez nous. Qu'un tel point de vue soit celui des whigs, c'est-à-dire des conservateurs américains, cela montre assez combien diffèrent les situations des deux pays et les dangers qui menacent leur avenir.

Enfin j'ai trouvé un interrogateur. On m'avait annoncé que je serais accablé de questions aux Etats-Unis. Jusqu'ici j'en ai adressé beaucoup, et on ne m'en a pas adressé une seule; mais à Lowell, ayant demandé mon chemin à un paveur, celui-ci, que je crois Irlandais, m'a questionné sur les fêtes de Boston. Je n'ai point été scandalisé, comme un touriste anglais l'eût été peut-être, de la liberté grande. J'ai répondu à ses questions, me promettant bien de me venger par les miennes sur le premier Américain que je rencontrerai. En errant dans les rues de Lowell, je rencontre une exhibition de l'industrie locale. C'est en petit ce que je viens de voir à Londres; tout cela est produit par une ville de 30,000 âmes. Ce soir, on jouera *l'Ouvrière,* ici pièce de circonstance. Je vois aussi qu'il y aura un concert où l'on exécutera des morceaux d'Haydn, de Mozart et de Weber; les places sont à 25 sous.

On m'avait recommandé de visiter le nouvel hôpital. J'ai passé deux fois devant la porte sans m'en douter. Comment croire que cette charmante villa est un hospice? L'intérieur répondait à l'extérieur; les chambres étaient d'une propreté poussée jusqu'à la recherche; il y avait même des *rocking-chaise*, ces fauteuils-balançoires dont l'usage est si répandu aux Etats-Unis. Ce qui m'a étonné, c'est de ne trouver qu'un malade; mais il y a un autre hôpital, et je suppose qu'on se fait beaucoup traiter à domicile.

Boston, 22 septembre.

L'intérêt scientifique, si puissant à Cambridge, n'est pas absent de Boston. Je demande pardon au lecteur de lui parler encore géologie; mais je ne puis me dispenser de mentionner le squelette de mastodonte que possède M. le docteur Warren, et qui offre un des débris les plus curieux et les plus complets de l'ancienne création. C'est, je crois, avec l'éléphant antédiluvien de Saint-Pétersbourg et le *megatherium* de Madrid, le vestige le plus considérable de l'époque antérieure à l'homme. Dans l'intérieur de ce grand quadrupède, on a trouvé des feuilles dont on a pu reconnaître la nature; elles appartiennent à une espèce de pin (le *hemlock*) qui croît encore aujourd'hui dans le lieu où le squelette a été trouvé; ce qui fait voir que, depuis l'époque où

(1) M. Ed. Everett, t. II, p. 69.

vivait ce mastodonte, la végétation, et par suite la température de l'Amérique septentrionale, n'ont pas changé notablement.

On a trouvé en assez grand nombre des débris de mastodonte dans diverses parties des Etats-Unis. En 1706, on fit une trouvaille de ce genre près d'Albany, dans l'état de New-York. A ce sujet, le gouverneur Dudley écrivait à un théologien de Boston que « ce devait être un débris de quelque être humain dont le déluge seul avait pu triompher, qui, pendant la catastrophe, avait dû tenir sa tête au-dessus des nuages, mais avait fini par succomber. » Le révérend Cotton Mather, à qui étaient adressées ces considérations géologiques, avait, pour son compte, sur la foudre des opinions fort différentes de celles que fit prévaloir la découverte de Franklin. Le bon théologien considérait la foudre comme un produit du malin esprit, « et c'est pour cela, ajoutait-il, qu'elle frappe volontiers les clochers. »

Outre cette exhibition géologique, qui est permanente, il y a en ce moment à Boston une exhibition artistique à l'Athenæum, établissement particulier qui est parvenu à se former une bibliothèque de quarante mille volumes. On y voit depuis quelques jours un tableau d'Hayley où est représenté le grand orateur whig M. Webster, prononçant ces paroles qui résument la politique de tous les patriotes éclairés des Etats-Unis : Liberté et union pour toujours ! En ce moment, M. Webster est à Boston. Il est question de relever le parti whig abattu dans les dernières élections. Le moment est bien choisi pour exposer le tableau d'Hayley, car aux Etats-Unis la politique a le pas sur tout le reste, et l'intérêt pour les arts a grand besoin d'être aidé par elle. Ce tableau est un portrait. Tout est sacrifié à la figure principale; les traits caractérisés, la tête puissante, l'attitude dominatrice de l'orateur, sont rendus avec énergie et avec un peu d'affectation, ce qui n'est peut-être pas un défaut de ressemblance. J'ai éprouvé un vif sentiment de plaisir en reconnaissant, parmi les auditeurs représentés dans le tableau, un Français que le peintre a eu la pensée d'associer aux notabilités américaines, tant sa célébrité est inséparable de l'Amérique : c'est nommer M. de Tocqueville. Presque au début d'un voyage inspiré par son livre, et protégé par son amitié, il m'a été doux de le rencontrer sur cette terre étrangère, comme s'il m'y attendait pour me tendre la main.

Avant de quitter Boston, j'ai été assez heureux pour contempler un des résultats les plus extraordinaires de la puissance du sentiment d'humanité : j'ai vu Laura Bridgeman, cette jeune fille née sourde-muette et devenue aveugle peu de temps après sa naissance, dont l'histoire est déjà connue en Europe, surtout par le récit de M. Dickens. Ce voyageur, si sévère et si ingrat pour l'Amérique, n'y a guère admiré que Laura Bridgeman, apparemment parce qu'elle ne par-

lait point. On ne saurait trop revenir sur une semblable merveille, qui honore le pays où elle s'est produite. Voilà une pauvre créature séparée de la société par une triple barrière, condamnée, ce semble, à rester en dehors de la condition humaine, qui a été replacée à son rang d'être intelligent et mise en communication avec ses semblables par un prodige de dévouement ingénieux et de patience. L'auteur de ce prodige est le docteur Howe. J'ai passé une soirée bien intéressante avec Laura Bridgeman, le docteur et Mme Howe, qui traitent Laura comme leur fille. Tous deux causaient avec elle en lui traçant des lettres dans la main. C'est par le toucher qu'elle *voyait* les sons. Qu'on songe combien il a été difficile d'établir un rapport entre les signes et les objets qu'on ne pouvait lui montrer. On lui apprit d'abord à distinguer par le tact un groupe de lettres en saillie, qui formaient le nom d'un objet, puis on parvint, après beaucoup d'efforts, à lui faire recomposer le mot en rapprochant les lettres séparées, et en même temps on lui faisait toucher l'objet. Un jour vint où elle comprit. Puis on lui apprit à représenter les lettres par l'alphabet manuel des sourds-muets, ce qu'elle fit assez facilement. Son intelligence s'était déjà développée, et elle parvint à épeler un objet avec les doigts, c'est-à-dire en le touchant; elle en vint à imiter avec ses doigts les lettres dont se composait le nom de l'objet. Une fois arrivée là, on l'a accoutumée à reconnaître par le toucher les signes qui lui sont connus. On lui parle dans la main : sa main est à la fois son oreille et sa langue. Il y a plus : Laura sait écrire avec nos caractères. Je possède un autographe de l'aveugle-sourde-muette. C'est cette phrase en anglais : « J'ai toujours du plaisir à *voir* des Français. » Elle se dit parfaitement heureuse et semble très gaie; elle rit sans cesse et ne s'ennuie jamais. Elle a toujours eu d'instinct une extrême délicatesse de femme; caressante avec les personnes de son sexe, elle est très réservée avec les hommes. L'histoire de son intelligence est curieuse. Il a fallu deux ans pour qu'elle comprît les adjectifs; elle a eu besoin d'un temps encore plus long pour saisir le sens des substantifs abstraits, comme *dureté*. L'idée de rapport exprimée par la préposition *dans* lui a donné beaucoup de peine. Ce qui a le plus tardé à venir, c'est le verbe *être*, ce verbe qui exprime un degré d'abstraction auquel ne peuvent parvenir les langues des sauvages. Ce n'est pas du reste le seul rapport qu'ait son langage avec le leur; ainsi elle disait *deux dimanches* pour *deux semaines*, comme ils disent, et les poètes avec eux, *vingt printemps* pour *vingt années*. Laura a appris très facilement à écrire, et a su bientôt faire des additions et des soustractions de petits nombres. Rien n'est plus touchant que le récit véridique de la manière dont elle a reconnu sa mère. Celle-ci parvint à se faire reconnaître en

plaçant sous les doigts de Laura des objets familiers à son enfance. Après n'avoir longtemps manifesté que de l'indifférence, un souvenir vague, un soupçon, s'élevèrent tout à coup dans l'âme de Laura. Elle pâlit, rougit, se jeta sur le sein de sa mère et fondit en larmes. M. Howe m'a raconté comment elle est arrivée à comprendre l'existence de Dieu : c'est comme les philosophes, par l'idée de causalité. « Il y a des choses que les hommes ne peuvent faire, disait-elle, et qui pourtant existent, la pluie par exemple. » Ce n'est pas le spectacle de la nature ou le bruit de la foudre qui lui ont révélé la Divinité, car pour elle la nature est voilée et la foudre est muette; il a suffi de l'impression produite par une goutte d'eau pour faire naître dans son esprit cette question de la *cause* que l'homme pose nécessairement, et à laquelle il n'y a qu'une réponse : Dieu.

Canada.

J'ai pris le chemin de fer, dont je viens de voir célébrer l'ouverture avec tant de solennité, et qui conduit de Boston à Montréal.

Quelques heures après notre départ, le chemin de fer nous a conduits au milieu des défrichemens. Le spectacle qu'on allait chercher, il y a quelques années, avec des fatigues infinies, au fond des forêts vierges, aux limites de la civilisation, on le rencontre maintenant sur les bords d'un chemin de fer. Voilà bien les divers degrés du *settlement,* les restes des troncs brûlés pour éclaircir le sol, la maison de bois qu'on vient de construire avec les arbres que la hache a couchés, des essais de culture entre ces maisons de bois et ces troncs d'arbres noircis par le feu. C'est ainsi que commencent les sociétés. Ces pierres d'attente de l'avenir parlent à mon imagination un autre langage que les débris du passé, mais elles ne l'ébranlent pas moins fortement. Quand je contemplais des ruines en Italie, en Grèce, en Egypte, je rêvais à ce qui a été : en contemplant ces rudimens d'habitations humaines, je rêve à ce qui sera. Des tronçons de colonne épars sur le sol sont sans doute plus beaux que ces tronçons de sapin à demi brûlés; mais je ne sais s'ils ont plus de poésie, et surtout plus d'éloquence. Et puis, il est si étrange de voir fuir et tournoyer cette scène d'une civilisation encore sauvage, emporté que l'on est soi-même à travers les sapins, les cabanes de bois, les défrichemens, par ce boulet qui entraîne avec fracas quatre cents personnes, dont un grand nombre se précipite dans l'ouest, pour aller faire plus loin ce qui me frappe ici.

Enfin nous arrivons au bord du Saint-Laurent. Il y a quelques jours, j'avais à Boston la température de Naples. C'est un autre climat, un autre monde; le froid est vif; l'eau verte du Saint-Laurent, les montagnes noires qui bornent l'horizon ont un air septentrional,

un air de Baltique. Un pâle soleil est réfléchi par des toits couverts de fer-blanc. L'impression que je ressens est une impression de tristesse, de silence, d'éloignement. Je descends sur le beau quai de Montréal; on y embarque quelques bûches, on y entend retentir de rares coups de marteau. Que sont devenus le mouvement et le tumulte qui animaient les ports des Etats-Unis?

A peine débarqué, une querelle survenue entre deux charretiers fait parvenir à mon oreille des expressions qui ne se trouvent pas dans le dictionnaire de l'Académie, mais qui sont aussi une sorte de français. Hélas! notre langue est en minorité sur les enseignes, et, quand elle s'y montre, elle est souvent altérée et corrompue par le voisinage de l'anglais. Je lis avec douleur : *manufactureur de tabac,* sirop *de toute description;* le sentiment du genre se perd, parce qu'il n'existe pas en anglais; le signe du pluriel disparaît là où il est absent de la langue rivale. Signe affligeant d'une influence étrangère sur une nationalité qui résiste, conquête de la grammaire après celle des armes (1)! Je me console en entendant parler français dans les rues. On compte par écus, par louis et par lieues. Je demande l'adresse de M. Lafontaine, qui n'écrit pas des fables, mais qui est le chef d'un ministère libéral et modéré, et j'apprends avec un certain plaisir qu'il demeure dans le faubourg Saint-Antoine. Le faubourg Saint-Antoine de Montréal est beaucoup plus agréable que celui de Paris : il est plus propre, moins bruyant; c'est un vrai faubourg champêtre, avec beaucoup de jardins. Le faubourg Saint-Antoine, au temps de Mme de Sévigné, devait ressembler à cela.

En sortant de chez M. Lafontaine, je suis revenu par un chemin à mi-côte, bordé de jolies maisons en bois, souvent ornées de moulures et de fenêtres gothiques. Je m'étonne que la végétation ne soit pas plus septentrionale; je m'attendais presque à ne voir que des arbres toujours verts, et j'en vois très peu. J'aperçois en revanche de très-beaux chênes. Le pommier de Normandie croît à côté de l'orme américain dans cette France américaine. Le soleil est plus chaud que ce matin; je trouve la ville moins triste; la rue principale est bordée d'assez beaux magasins. La cathédrale, quoique peu ancienne, a un aspect de gothique européen, un faux air de Notre-Dame. Les maisons sont généralement bâties en granit ou en bois; on peint ce bois en gris pour imiter le granit. La couverture métallique

(1) Un poète canadien s'est plaint de cette invasion de l'anglais dans des vers comiquement barbares :

Très souvent, au milieu d'une phrase française,
Nous plaçons sans façon une tournure anglaise.
Presentpment, indictment, impeachment, fireman,
Sheriff, writ, verdict, bill, roast-beef, foreman.

des toits, les vêtemens des gens de la campagne, tout est de la même nuance. Chaque ville a sa couleur : Constantinople est rouge, Malte est blanche, Londres est noire, Montréal est gris.

Avant de rentrer dans la ville, j'ai désiré gravir la hauteur qui la domine et lui donne son nom; mais, de ce côté, je ne pouvais pénétrer qu'en traversant des propriétés particulières. J'ai franchi plusieurs portes et plusieurs cours sans rencontrer personne; enfin une bonne femme, occupée à jardiner, m'a dit, avec un accent plein de cordialité et très-normand : *Montais, m'sieu, il y a un biau chemin.* En montant, j'ai trouvé de beaux arbres et une vue admirable. Par delà l'arc bleu du Saint-Laurent s'étendaient des montagnes peu élevées, dont les tons gris cendré ou gris de perle se détachaient sur les nuages ou se noyaient dans la lumière. La ville se montrait par-dessus les arbres qui étaient à mes pieds; la cathédrale et plusieurs clochers gothiques dessinaient comme une silhouette blanche sur le ciel.

Ainsi qu'on vient de le voir, l'accent qui domine à Montréal est l'accent normand. Quelques locutions trahissent pareillement l'origine de cette population, qui, comme la population franco-canadienne en général, est surtout normande. Le bagage d'un voyageur s'appelle *butin*, ce qui se dit également en Normandie et ailleurs, et convient particulièrement aux descendans des anciens Scandinaves. J'ai demandé quel bateau à vapeur je devais prendre pour aller à Québec; on m'a répondu : Ne prenez pas celui-là, c'est le plus *méchant*. Nous disons encore *un méchant bateau,* mais non *ce bateau est méchant.* Nous disons un *méchant vers*, quand par hasard il s'en fait de tels; mais nous ne dirions pas, comme le Misanthrope :

J'en pourrais, par malheur, faire d'aussi méchans.

Pour retrouver vivantes dans la langue les traditions du grand siècle, il faut aller au Canada.

Ayant eu soin de ne pas prendre le *plus méchant* des bateaux à vapeur, je suis parti pour Québec avant que la saison soit plus avancée, sauf à m'arrêter encore à Montréal en revenant.

Sur ce bateau est un ouvrier de Québec, qui me traite avec une déférence presque affectueuse, en ma qualité de Français de la vieille France, et m'assure qu'on suit toujours avec intérêt ce qui se passe chez nous. Des Canadiens vivans ont encore vu des vieillards qui attendaient notre retour, et disaient : Quand viendront nos gens? Aujourd'hui, la pensée de redevenir Français n'est plus dans aucun esprit; mais il reste toujours un certain attachement de souvenir et d'imagination pour la France.

Aux premiers rayons du jour, je suis au pied du cap Diamant et

de ces grands rochers qui forment comme le soubassement de Québec, et en font une position si forte. Ils me frappent par une singulière ressemblance avec la montagne du Roule, qui domine Cherbourg.

La situation de Québec est magnifique. Au pied des rochers que la ville couronne, la rivière Saint-Charles vient se jeter dans le Saint-Laurent; en face sont de beaux villages, de blanches maisons semées au milieu des arbres; de légères embarcations et de gros navires voguent sur le fleuve majestueux : la vue les suit jusqu'au moment où ils tournent derrière ce promontoire sombre et grandiose qui s'appelle le cap Tourmente, et la ville domine cet ensemble pittoresque d'eaux, de rochers, de villages, au-dessus desquels elle est suspendue.

Avant tout, je suis allé voir le champ de bataille où s'est décidé le sort de Québec, du Canada et de la France en Amérique. Il y a eu un temps où les Français dominaient par une ligne de forts les points les plus importans d'une étendue de douze cents lieues, depuis Terre-Neuve jusqu'au Mississipi. Alors le lac Ontario s'appelait lac Frontenac ou Saint-Louis; le lac Erié, lac de Conti; le lac Huron, lac d'Orléans; le lac Michigan, lac Dauphin; le lac Supérieur, lac de Tracy ou de Condé; la rivière des Illinois, rivière Seignelay; le Mississipi, rivière Saint-Louis ou rivière Colbert. En voyant une carte d'Amérique gravée en 1688, je croyais voir une carte de France. Tout cela composait la Nouvelle-France, et de tout cela il ne nous reste rien. Dans le pays que nous possédions étaient ces régions de l'ouest vers lesquelles se précipite aujourd'hui l'activité américaine, et qui seront un jour la portion la plus riche et la plus peuplée des Etats-Unis. Je ne sais, du reste, si nous eussions pu conserver ce vaste empire. Pendant que la France lançait dans les profondeurs inexplorées du nouveau continent ses missionnaires et ses guerriers, l'Angleterre établissait sur le littoral des colonies agricoles et marchandes, et s'avançait d'un pas lent, mais sûr, vers l'intérieur du pays. Surtout depuis l'affranchissement de ces colonies, comment nos établissemens auraient-ils pu subsister sur cette longue ligne, séparés par elles de la mer? Les Etats-Unis pouvaient-ils nous abandonner le Mississipi et laisser lier l'artère principale de leur commerce sans étouffer (1)? Ce que nous avions à faire, c'était de défendre et de garder le Canada; or c'est ce que nous ne fîmes point : presque jamais on ne comprit en France l'importance de cette colonie. Dès 1629, le Canada fut momentanément occupé par les Anglais. Le conseil de Louis XIII tenait si peu à cet établissement, qu'il proposait de n'en pas demander la restitution; mais Richelieu,

(1) Peut-être aurions-nous pu nous étendre à l'ouest et atteindre l'Océan Pacifique et la Californie. Turgot soumit au roi un plan pour peupler rapidement les vastes contrées qu'on aurait appelées la France équinoxiale : il fut traité de visionnaire.

avec ce grand instinct de nationalité qui fut le génie de sa politique, ne partagea point cet avis et revendiqua une possession qu'on voulait livrer à l'Angleterre. Il fit armer six vaisseaux pour aider à la réclamation, et trois ans après l'Angleterre rendait le Canada à la France. Sous Louis XV, il n'y avait plus de Richelieu, et Voltaire, dont l'esprit était plus français que le cœur, écrivait : « Dans ce temps-là, on se disputait quelques arpens de neige au Canada. » On a vu ce que c'était que ces arpens de neige, et qu'il y allait pour nous de possessions plus vastes que l'Europe, dans lesquelles étaient comprises les meilleures terres des Etats-Unis. Plus fidèle à la France, le paysan canadien n'a point pardonné à la politique de ce temps, et, personnifiant dans un nom cette politique désastreuse, accuse encore aujourd'hui *la Pompadour*.

Tandis que, plein de ces souvenirs glorieux et tristes tout ensemble, j'errais à travers les rues de Québec, j'ai levé les yeux. Devant moi était un obélisque de granit sur lequel j'ai lu : *Montcalm*. Une autre face de l'obélisque porte le nom de *Wolfe*. On sait que, dans la bataille livrée devant Québec, les généraux des deux armées succombèrent le même jour, l'un enseveli dans son triomphe, l'autre dans son héroïque défaite. Il est bien à l'Angleterre d'avoir consacré dans un commun hommage la mémoire de Wolfe et la mémoire de Montcalm. Une inscription d'une noble simplicité se lit au-dessous de leurs noms : *Mortem virtus, communem famam historia, monumentum posteritas dedit;* — leur courage leur donna la mort, l'histoire une gloire commune, la postérité ce monument.

Nous devons à notre tour proclamer que Wolfe était un généreux cœur, et capable d'un autre enthousiasme encore que celui de la gloire militaire. Pendant la nuit qui précéda l'assaut de Québec, dans la barque qui glissait sur le fleuve au pied des rochers, Wolfe, entouré de ses officiers, lisait à demi-voix, pour ne pas être entendu par les sentinelles ennemies, l'élégie de Gray *sur un Cimetière de Campagne* (1), dans laquelle sont exprimées avec tant de charme et de mélancolie les douceurs paisibles de la vie obscure, et qui était nouvellement arrivée d'Europe. En terminant sa lecture, Wolfe dit : « Messieurs, je serais plus fier d'avoir fait ces vers que de prendre Québec. » Paroles vraiment belles dans la bouche de celui qui allait donner sa vie pour prendre Québec! Blessé à mort et sa vue s'affaiblissant, il se faisait raconter les détails de sa victoire, et s'écriait : « Je meurs content! » Montcalm disait de son côté : « Je suis heureux de mourir; je ne verrai pas les Anglais dans Québec. » Rien de plus

(1) Le grand orateur des États-Unis, Webster, vient de mourir; à sa dernière heure, il se faisait lire aussi l'élégie de Gray.

touchant que cette joie magnanime chez ces deux hommes, tombant à la même heure pour leur pays, l'un heureux d'un succès dont il ne jouira pas, l'autre s'applaudissant d'une mort qui lui épargne la douleur de voir le triomphe de l'ennemi, tous deux d'accord pour bénir une noble fin (1).

M. Garneau, qui a bien voulu être mon obligeant cicérone, a écrit une histoire du Canada, fruit de recherches consciencieuses et animée d'une sympathie sincère pour la France, qui n'est du reste que de la justice historique. Quelques imperfections de langage disparaîtront dans une nouvelle édition qu'il prépare aujourd'hui ; je les regretterai presque : elles sont une expression de plus de la séparation que nous avons laissée s'accomplir et une accusation contre le gouvernement qui l'a lâchement permise.

J'ai été admirer la belle cascade qui porte le nom si français de Montmorency et visiter les cultivateurs des environs de Québec, chez lesquels les mœurs de la vieille France vivent dans toute leur intégrité. La colonisation du Canada ne fut point composée de gens sans aveu, d'aventuriers de bas étage, mais d'honnêtes campagnards, de petits gentilshommes et de soldats. On m'assure même qu'un bâtiment qui apportait une population moins respectable fut renvoyé avec elle en France. Aussi l'*habitant* canadien (le mot de paysan n'est pas connu) est-il en général religieux, probe, et ses manières n'ont rien de vulgaire et de grossier. Il ne parle point le patois qu'on parle aujourd'hui dans les villages de Normandie. Sous son habit de bure grise, il y a une sorte de noblesse rustique. Quelquefois il est noble de nom et de race, et descend de quelque cadet de Normandie. Nous avons, par exemple, rendu visite à un *habitant* qui menait la vie d'un paysan aisé et s'appelait M. de Rainville.

La cascade Montmorency est formée par une belle nappe d'eau légèrement tortueuse qui tombe de deux cent trente pieds, presque dans les eaux du Saint-Laurent, entre des arbres et des rochers. La chute, comme il arrive souvent, s'est fait jour au point où se joignent deux terrains différens, les schistes et le calcaire.

Pendant le temps que j'ai passé à Québec, j'ai beaucoup entendu parler politique. J'ai trouvé dominante l'opinion que j'avais rencontrée à Montréal : rester attaché au gouvernement anglais tant qu'il continuera lui-même à marcher dans la voie libérale où il a fini par entrer. Les Canadiens français sentent parfaitement que la réunion

(1) Tel est l'intérêt historique et national qui s'attache au combat mémorable livré sur les hauteurs qu'on appelle *les plaines d'Abraham*, et dans lequel Montcalm perdit la vie. Ce qui est moins connu, c'est qu'un Français dont le nom ne doit pas être oublié, le général Levi, revint peu de temps après, par une victoire remportée sur les Anglais aux lieux même qui les avait vus triompher, venger la mort de Montcalm, mais il ne put reprendre Québec.

aux Etats-Unis entraînerait la perte de leur nationalité. Les Etats-Unis en ce moment font toute sorte d'avances aux Canadiens; ils semblent dire :

J'embrasse mon rival, mais c'est pour l'*absorber*.

Le Canada jouit de toute la liberté désirable, et de plus n'est soumis qu'à des taxes locales. Il n'a rien à payer pour un gouvernement central qui réglementerait les travaux publics et le commerce, rien pour une armée. Il est vrai que ce gouvernement gratuit a l'inconvénient d'être à Londres, et que, si l'on ne paie pas d'armée, c'est qu'on est *gardé* par une armée étrangère. C'est là ce qui déplaît aux ardens; de plus ils comparent l'activité de production des Etats-Unis, l'accroissement de leur population, de leur richesse, de leur puissance, avec la langueur relative du Canada, langueur du reste qui a été exagérée. La population française a décuplé, en quatre-vingts ans (de 60,000 âmes à 600,000), et cet accroissement de la population s'est opéré sans le secours de l'immigration; il ne s'est peut-être pas établi 4,000 émigrans dans le Bas-Canada depuis la conquête. En délivrant la terre des embarras de la législation féodale, on espère qu'un beaucoup plus grand nombre de colons pourrait venir s'établir dans un climat rude, mais sain, qui, pour les populations catholiques ou parlant le français, comme les Belges, les Suisses, les Français eux-mêmes, aurait des avantages que n'offrent pas les Etats-Unis. Il ne faut pas croire que le gouvernement se soit endormi dans l'inaction, tandis que le peuple voisin multipliait avec une si grande rapidité les voies de communication sur son vaste territoire. Un Anglais, qui du reste est loin de partager les préjugés de quelques-uns de ses compatriotes sur les Etats-Unis, exprime, dans un voyage récemment publié (1), combien il a été surpris en trouvant les routes au Canada dans un beaucoup meilleur état qu'il ne l'espérait. Jusqu'à l'année 1849, on a dépensé au Canada, en routes et ponts, plus de 450,000 livres sterling, et pour deux canaux seulement, plus de deux millions de livres. L'un d'eux est le canal Welland, établi pour éviter la chute du Niagara. Un chemin de fer, dont les fonds sont votés, ira d'Halifax à Montréal, en passant par Québec. Le Saint-Laurent est une voie de commerce magnifique, mais pendant six à sept mois le passage est fermé par les glaces.

Les Canadiens nous appellent *les Français de la vieille France*, mais c'est le pays appelé autrefois la *Nouvelle-France* qui est aujourd'hui l'ancienne. La propriété foncière y est encore soumise au droit seigneurial. En 1852, il faut aller jusqu'en ce pays reculé pour entendre parler de seigneurs et de seigneuries; ces seigneurs,

(1) *Notes on Public subjects made during a tour in the United States and Canada*, by Hugh Seymour Tremenheere, 1852.

il est vrai, ne sont pas des personnages féodaux. Il n'y a point de noblesse reconnue au Canada. Après la conquête, tout ce qui appartenait aux rangs les plus élevés de la société quitta le pays; ce fut un malheur pour lui. On trouve bien, comme je l'ai dit, dans la classe des cultivateurs, et quelquefois dans les derniers rangs de la société, des noms nobles; mais ceux qui les portent, gentilshommes d'origine, ne le sont plus de fait, et se confondent dans le reste de la population. Les prétentions d'un particulier qui voulait prendre le titre de baron n'ont pas été admises par le gouvernement. La démocratie règne ici comme aux Etats-Unis; tous les hommes influens sont sortis de la bourgeoisie ou du peuple; cela n'empêche pas que les terres n'appartiennent à des seigneurs, seulement ces seigneurs sont souvent de très minces propriétaires. Le plus riche est le séminaire de Montréal, qui possède tout le terrain de la ville et le pays à plusieurs lieues à la ronde, ce qui lui fait un revenu de 26,000 louis. Les droits seigneuriaux se composent principalement de ce que l'on paie pour la *tenure* du sol, ce qui est très peu de chose, et d'un droit sur les ventes qui s'élève à 12 pour 100; ce dernier droit est seul onéreux. Celui qui garde sa propriété pour la transmettre à sa famille, ce qui est en général le cas pour les Canadiens français, ne souffre pas de la législation du pays, car il ne paie que le droit de *tenure*, qui est insignifiant; mais la transmission de la propriété foncière est très gênée par le droit de vente. Le plus grand inconvénient des seigneuries est d'immobiliser la terre, et surtout d'écarter les émigrans, qui veulent une possession plus complète et la liberté de disposer du sol à leur gré.

Un tel état de choses ne peut durer, mais la difficulté est d'en sortir. Quelques-uns proposent de supprimer le droit des seigneurs, ce qui serait une véritable spoliation. Le chef du ministère actuel, M. Lafontaine, est d'avis qu'il ne faut point dépouiller les seigneurs de leur droit, mais déclarer la commutation forcée (1), c'est-à-dire donner à l'occupant la faculté de devenir propriétaire en achetant le fonds pour un prix établi sur une évaluation équitable. C'est aux seigneurs à faire un arrangement, sans quoi ils seront dépouillés tôt ou tard. Malheureusement, ils semblent peu disposés aux concessions, et ils pourraient finir par tout perdre pour avoir voulu tout garder. Le clergé catholique est très populaire parmi les habitans d'origine française, et dans une complète sympathie avec eux. Il a pour revenu la *dixme*, qui n'est pas un dixième, mais un vingt-sixième des produits ruraux. Le paysan préfère beaucoup un impôt en nature à un autre impôt.

(1) Le séminaire de Montréal est le seul seigneur que le consistoire puisse forcer à la commutation.

C'est sous le rapport de l'instruction que l'avantage des Etats-Unis sur le Canada est peut-être le plus considérable. Les puritains de la Nouvelle-Angleterre, malgré leur fanatisme intolérant et persécuteur, furent conduits par le principe protestant, qui fait à tout chrétien une loi de lire la Bible et d'y puiser directement sa foi, à établir des écoles, « le principal objet de Satan, disaient-ils, étant d'empêcher les hommes de connaître l'Ecriture, en les détournant de l'étude des langues, à cette fin que l'instruction ne soit pas enfouie dans les tombeaux de nos pères..... » Après ce considérant, dans lequel le diable joue le premier rôle, viennent des dispositions qui établissent des écoles dans chaque district *sous peine de grosse amende*. On était loin du principe volontaire, mais enfin on fondait des écoles; par un motif ou par un autre, on apprenait à lire à tout le monde. Au Canada, le clergé catholique a beaucoup fait pour l'instruction. Les séminaires de Québec et de Montréal, les jésuites, les récollets, ont contribué largement à cette œuvre. J'ai trouvé dans le séminaire de Québec (1) un cabinet de physique très complet. J'ai reconnu notamment les appareils électro-magnétiques inventés par mon père. J'ai vu un vieux prêtre, autrefois professeur de physique, tout ému par la présence du fils de celui dont il avait longtemps exposé les découvertes.

Tout cela montre combien le clergé canadien est éclairé, combien il a soin de se tenir au courant des progrès de la science européenne. Avec la meilleure volonté du monde pourtant, il était impossible à ce clergé de répandre les bienfaits de l'instruction parmi des populations disséminées sur un si vaste espace. Ces populations avaient aussi sur ce point, il faut le dire, des sentimens bien différens de ceux que manifestent généralement les citoyens des Etats-Unis. Parmi eux, un des premiers soins des communes qui se forment sur un terrain défriché d'hier est d'organiser des écoles (2); mais au Canada, quand, il y a quelques années, la législature a décrété l'établissement d'écoles paroissiales, les *habitans* ont accueilli cette fondation avec peu d'empressement. L'on avait voté pour cet objet une somme considérable, et l'on voulait appliquer le principe américain d'une contribution des communes égale à la somme donnée par l'état; mais les communes très souvent nommaient des commissaires à condition qu'ils ne feraient rien, et, quand ils voulaient faire quelque chose, ils couraient risque

(1) La chapelle du séminaire contient quelques tableaux de Lagrenée, de Vanloo, de Parrocel, et trois attribués à Philippe de Champagne. Les collections de tableaux sont si rares aux États-Unis, que celle de Québec est probablement la plus considérable qui existe dans toute l'Amérique septentrionale.

(2) Cet empressement n'est cependant pas universel. En 1834, la législature de Pensylvanie publia un acte pour un système général d'écoles dans l'état. Il y eut dans Philadelphie 2,084 pétitions pour, et 2,576 contre. Parmi les derniers pétitionnaires, 66 ne savaient pas signer leur nom. (*American Almanach*, 1836, p. 349.)

d'être assommés. En quelques endroits, on a mis le feu à la maison de ces commissaires. Là où la commune consentait à payer sa part du traitement des instituteurs, chaque habitant voulait avoir un instituteur à sa porte. Certaines communes en ont demandé dix-sept, ce qui réduisait singulièrement les appointemens de chacun. Cette disposition des esprits s'est, grâce au ciel, beaucoup améliorée : des faits pareils ne se reproduiront plus; mais pour qu'ils aient pu avoir lieu, il a fallu que, parmi les honnêtes cultivateurs du Canada, un certain nombre fût bien étranger à ce besoin d'instruction qui est si général aux Etats-Unis.

Quant à la conduite du gouvernement anglais, elle a commencé par être odieuse et perfide toutes les fois que ce gouvernement ne se croyait pas menacé. Peu de temps après la conquête, une proclamation royale enjoignit au gouverneur de convoquer des assemblées provinciales, comme dans les autres colonies anglaises de l'Amérique : les Canadiens étaient invités à se confier à la protection royale *pour la jouissance et le bienfait des lois de notre royaume d'Angleterre*. Les assemblées ne furent point convoquées, mais les lois anglaises furent brusquement introduites à la place de la coutume de Paris. A ce changement on gagnait l'établissement du jury; on recevait un don moins précieux dans le chaos de lois que l'usage et la tradition peuvent rendre supportable en Angleterre, mais qui, au Canada, sans rapport avec les antécédens du pays, étaient un véritable fléau. Les Canadiens français réclamèrent contre ces lois, « infiniment sages et utiles, disaient-ils, pour la mère patrie, mais qui ne peuvent s'allier avec nos coutumes sans renverser nos fortunes et détruire entièrement nos possessions (1). » Ceci se passait au moment où l'Angleterre commençait à craindre pour ses autres colonies, il ne fallait pas trop désaffectionner la population française, en grande majorité au Canada. On lui rendit donc, par l'*acte de Québec*, l'usage de l'ancienne coutume française, tandis que, pour rassurer les sujets anglais contre l'arbitraire et les *lettres de cachet*, on introduisit dans la législation l'*habeas corpus* et le jugement par jury dans certains cas déterminés.

C'est probablement à ces concessions prudentes que l'Angleterre dut la conservation du Canada lors de l'insurrection américaine. Il est certain qu'à cette époque une grande portion du peuple canadien sympathisait avec les Etats-Unis. Il y avait deux cents Canadiens dans l'armée du général américain Montgomery, qui vint, comme Wolfe et Montcalm, mourir sous les murs de Québec. Les seigneurs et le clergé s'opposèrent à ce mouvement et conservèrent le Canada à l'Angle-

(1) Pétition de divers habitans de la province de Québec, présentée à sa majesté en février 1774.

terre. Il faut avouer que les colonies anglaises qui invitaient les Canadiens à secouer le joug de la métropole, ne faisaient rien pour se les attacher. Le congrès, dans une adresse au peuple américain, reprochait à l'Angleterre l'*acte de Québec*, qu'il dénonçait comme une tentative criminelle pour établir la foi catholique, comme un exemple de tyrannie dans l'empire britannique, et d'autre part, dans une lettre aux Canadiens, le même congrès leur disait que cet acte ne pouvait être bien mis à exécution par les Anglais. Ces contradictions durent contribuer à retenir le Canada sous la domination anglaise. M. de Lafayette désira tenter dans ce pays une expédition, il se flattait que son nom y réveillerait des souvenirs français; mais il ne put réaliser ce dessein, auquel il tenait beaucoup.

En 1791, Pitt divisa la province en haut et bas Canada, et voulut y établir une constitution faite à l'image de la constitution britannique. Cette image était très infidèle, comme Fox le fait remarquer. Au lieu d'une chambre des lords représentant une aristocratie indépendante, laquelle n'existait pas au Canada, Pitt créait un conseil législatif sans indépendance; il plaçait à côté de lui une assemblée représentative nommée par un corps électoral très nombreux et peut-être peu préparée par ses habitudes et son éducation à exercer ce pouvoir. Cette constitution à la fois trop monarchique et trop démocratique, et l'incurie du gouvernement anglais, n'ont produit pendant longtemps dans les deux Canada que confusion et désordre. Le Haut-Canada était presque exclusivement anglais, le Bas-Canada presque exclusivement français. Il y avait entre les deux pays animosité de race, de langue, de religion; on n'échappait aux inconvéniens de la constitution de Pitt qu'en ne l'appliquant pas. Enfin, en 1837, lord John Russell imagina de la faire abolir par le parlement. Le conseil législatif cessa d'être électif, et comme l'assemblée représentative avait refusé de voter les fonds nécessaires pour les services publics, le gouvernement fut autorisé à prendre dans le trésor provincial, pour en disposer à son gré, des sommes qui avaient été votées, il est vrai, par la législature canadienne, mais dont l'appropriation avait été jusque-là réservée à cette législature aussi bien que le vote. Ce fut un coup d'état parlementaire contre les droits constitutionnels du Bas-Canada.

On sait ce qui a suivi. Les Canadiens ont pris les armes, ont livré aux Anglais trois combats dans l'un desquels ils ont eu l'avantage; puis leurs vaillantes milices ont été écrasées par les troupes régulières de la métropole. La victoire a été cruelle; on a frappé surtout les jeunes gens appartenant aux meilleures familles. Après les exécutions des insurgés, on a voulu décapiter le pays, noyer la population française dans la population anglaise, en prononçant la réunion du Haut et du Bas-Canada. C'était le rêve du parti anglais, et ce que ses

organes demandaient avec passion depuis plusieurs années. On est parvenu à faire voter ce changement par les deux législatures. Celle du Haut-Canada a été unanime, et à force d'argent on a obtenu dans le Bas-Canada quelques voix qui ont donné la majorité à la mesure tant désirée; mais le résultat a été diamétralement opposé à celui qu'on attendait. Dans l'assemblée, où siégent réunis les représentans des deux provinces, les Français du Bas-Canada ont voté de concert et ont attiré à eux un certain nombre d'Anglais éclairés et influens. Depuis ce temps, ils ont la majorité. C'est ainsi qu'ils ont pu obtenir ce que lord John Russell avait refusé, la responsabilité des ministres. Le parti anglais violent, exaspéré de voir tourner en faveur du parti français une mesure au moyen de laquelle il avait espéré l'anéantir, s'est soulevé à son tour; mais sa campagne a été honteuse, elle s'est bornée à une ignoble émeute qui, après avoir tenté de pendre les ministres, a brûlé la salle des séances du corps législatif et la bibliothèque : tel a été l'exploit principal de ceux qui se nommaient au Canada les tories et les conservateurs. Quelques-uns de ces tories émeutiers et incendiaires, par le dernier effort d'un machiavélisme désespéré, poussent aujourd'hui à l'annexion, pour anéantir, même au profit de leurs adversaires naturels, le pays qu'ils n'ont pu opprimer. Enfin le gouvernement anglais a compris qu'après tant d'iniquités et de maladresses il était temps d'appliquer au Canada la maxime de Fox : « Le Canada doit être conservé à la Grande-Bretagne par le choix de ses habitans; mais pour cela il faut que leur condition ne soit pas plus mauvaise que celle de leurs voisins. » La grande majorité des Canadiens français, voyant cette disposition impartiale du gouvernement, résiste à l'attraction que les Etats-Unis exercent sur une portion peu considérable, il est vrai, mais très-vive de l'opinion libérale. A la tête de cette fraction, séparée des Anglais par une rancune irréconciliable, est M. Papineau, le plus grand talent oratoire du Canada. Il est fâcheux que dans les circonstances présentes il ne puisse jouer un rôle. Retiré dans sa seigneurie, sur les bords de l'Ottawa, il attend un jour, qui viendra peut-être, si les antipathies de race assoupies momentanément se réveillent entre les descendans des Anglo-Saxons et les descendans des Normands, qui ont changé de rôle en Amérique et semblent, sur cette terre lointaine, poursuivre les représailles d'un ancien combat. La sagesse de l'Angleterre doit prévenir ce réveil, qui lui serait fatal et donnerait certainement le Canada aux Etats-Unis.

Avant de quitter Québec, j'ai passé quelques heures fort agréables chez un homme très français d'esprit comme de manières, M. Chauveau. J'ai appris de lui, ce qui m'a été confirmé par d'autres, combien la population canadienne est occupée de la France. A peine si on lit les livres nouveaux qui se publient en Angleterre; mais tout le monde lit les ouvrages français. Voltaire disait un peu ironiquement :

Partout, même en Russie, on vante nos auteurs.

Maintenant la Russie est à notre porte, c'est une province littéraire de la France; mais un peu plus loin, au Canada, il en est de même qu'en Russie : toutes les jeunes filles savent par cœur *l'Automne* de M. de Lamartine. M. Chauveau, bien que jurisconsulte et homme politique, cultive avec goût la poésie; il a écrit, pour défendre son pays contre quelques sévérités françaises, des vers très français de tour et d'esprit, et qui ne semblent point du tout venir de l'autre monde.

Autrefois le commerce du Canada consistait surtout en fourrures. Il faut lire dans l'introduction d'*Astoria*, tracée par la plume élégante de Washington Irving, la peinture de l'existence presque féodale des membres de la compagnie du nord-ouest; l'auteur peint aussi la vie aventureuse des *voyageurs canadiens*, qu'il a vus dans sa jeunesse. Les premiers apparaissent dans la splendeur patriarcale de leurs banquets hospitaliers; les autres, tels qu'ils sont encore aujourd'hui, campant et bivouaquant près des feux allumés au bord des fleuves ou faisant entendre aux rives solitaires des grands lacs les refrains grivois qui charmaient nos pères, et qui, maintenant oubliés d'une génération plus morale ou plus morose, vont expirer, contraste bizarre, dans les majestueuses solitudes des forêts du Nouveau-Monde.

Aujourd'hui le principal commerce du Canada est le commerce des bois. On l'accuse de séduire et de démoraliser les Canadiens par l'existence tour à tour très pénible et très oisive qu'il impose. Un proverbe dit que le *raftsman* (celui qui amène le bois coupé dans les forêts le long des fleuves) se trouve à la fin de l'été avec une constitution épuisée, des habitudes d'ivrognerie, une paire de pantalons et un parapluie.

Cette vie misérable n'est pas sans poésie, et cette poésie a été exprimée assez heureusement dans un chant composé aux Etats-Unis. Le Maine a aussi dans ses forêts des *abatteurs* (*lumberers*), et c'est l'un d'eux que le poète fait parler :

« Frappons, que chaque coup ouvre passage au jour, que la terre longtemps cachée s'étonne de contempler le ciel! Derrière nous s'élève le murmure des âges à venir, le retentissement de la forge, le bruit des pas des agriculteurs rapportant la moisson dans leur demeure future.

« Reste qui voudra dans les rues des villes, ou se plaise sur la plaine nivelée. Donnez-nous la vallée couverte de cèdres, les rochers et les sommets du Maine. Tenons-nous-en à notre pays boréal, sauvage et boisé; rude nourrice, mère vigoureuse, garde-nous sur ton cœur. »

30 septembre, Montréal.

Je suis parti hier soir de Québec, et ce matin me voilà de retour à Montréal. La sympathie pour un *Français d'Europe* que j'ai trouvée

à Québec, je la retrouve ici. J'en reçois en arrivant un témoignage qui me touche vivement. On donne demain un dîner d'honneur à M. Lafontaine, qui, après avoir contribué plus que personne au succès de la sage politique dont le Canada ressent aujourd'hui les bienfaits, s'est décidé à quitter le ministère au sein de son triomphe, ce qui ne peut s'expliquer que par les raisons qu'il donne lui-même, des raisons de santé. Je suis invité à ce dîner d'adieu. Je m'associerai de grand cœur à cette expression de l'opinion publique, et je verrai là réunis pour une manifestation des meilleurs sentimens canadiens les hommes les plus distingués, Français et Anglais, du parti constitutionnel. En attendant, j'enregistre quelques renseignemens qui me sont donnés sur ce pays et qui dessinent le caractère des deux races qui l'habitent. Un changement notable s'est opéré depuis quelques années dans la situation commerciale de nos compatriotes du Canada. Le commerce de ce qu'on appelle les marchandises sèches (*dry goods*) était entièrement entre les mains des Anglais. Il n'y avait qu'un commerçant français à Montréal, pas à un à Québec; aujourd'hui il n'en est plus ainsi. Les autres branches de commerce, les vins, les huiles, les épiceries, sont encore principalement entre les mains des Anglais. Je demande d'où provient cette différence; on me répond en souriant, — c'est un Français qui parle, — que ces branches du négoce s'arrangent mieux d'une conscience un peu élastique. On convient en même temps que les Canadiens français, en cela très semblables à leurs frères d'Europe, sont trop accoutumés à compter sur la protection du gouvernement, trop peu disposés à combiner librement leurs efforts et leur action. Dans le Haut-Canada, au contraire, où prévalent, comme en Angleterre et aux Etats-Unis, le principe volontaire et l'esprit d'association, on se concerte fréquemment pour entreprendre un chemin, un canal. Ce contraste fait voir combien des tendances diverses semblent inhérentes au génie des deux peuples, puisqu'elles les suivent dans leurs plus lointaines migrations.

Cœlum non animum mutant qui trans mare currunt.

Certains traits qu'on peut plus particulièrement rapporter au naturel normand se montrent dans les habitudes des Canadiens français. Le Canadien n'est pas prêteur; il lui coûte de se dessaisir de son argent. En même temps, ce qu'il y a de généreux dans le caractère français se trahit par une assez grande facilité à se faire caution pour obliger. La population du Haut-Canada se recrute par l'émigration, celle du Bas-Canada par un moyen plus direct. Un paysan disait à M. Johnston l'agronome : « Oh! monsieur, nous sommes terribles pour les enfans. » En général, l'Anglais ne fait qu'une chose; le Français exerce à la fois plusieurs industries. Cette assertion ne m'a pas étonné,

car j'ai vu l'autre jour un magasin où l'on vendait des bijoux, des fromages et des balais. Ceci au reste n'est point propre aux Canadiens français (1); partout l'on commence par-là : la division du travail et du négoce est le produit du temps et du raffinement qu'il amène avec lui. Je me souviens qu'à Athènes en 1843 presque tout s'achetait dans le même magasin : un chapeau, des bottes, une selle de cheval, un matelas; et, comme le magasin était dans l'hôtel, le voyageur n'avait qu'à demander au garçon ces divers objets, ainsi qu'il lui aurait demandé une côtelette ou une tasse de chocolat, et on les mettait sur la carte avec le prix de la chambre et du dîner.

J'ai fait une promenade avec M. Lafontaine autour de la colline qui domine Montréal, en suivant de belles allées d'arbres. On a par momens une vue admirable. Nous sommes rentrés par le quartier où se trouve le grand bassin. C'est un magnifique travail : on l'a élargi récemment, des écluses permettent d'y introduire la quantité d'eau dont on a besoin. Je trouve ici plus d'activité que je ne m'attendais à en rencontrer. Ce n'est pas Boston ou New-York, mais la disproportion ne me paraît pas si grande qu'en arrivant.

Il est étrange, quand la plupart des nations européennes ont des consuls au Canada, que la France n'en ait pas dans un pays qui lui est uni par son origine, sa langue, ses sympathies, où sa protection pourrait attirer et aider des émigrans français; nous pourrions aussi augmenter nos rapports d'échange avec ce pays. Après l'incendie de l'arsenal de Toulon, la France a acheté des bois au Canada, et l'on s'en est bien trouvé. Pourquoi ne pas nouer des relations dont le résultat serait de maintenir et d'étendre notre influence morale sur des populations françaises par le sang, et qui défendent, avec une persévérance touchante, leur nationalité contre le double envahissement de l'Angleterre et des Etats-Unis?

1er octobre.

J'ai visité le séminaire de Montréal, lieu respectable, car de là s'est répandu sur le pays presque tout ce qu'il possède de culture intellectuelle. Aujourd'hui le séminaire a huit écoles, dont deux sont industrielles. Un ecclésiastique a bien voulu me servir de guide dans le jardin; il m'a montré de vieux arbres fruitiers d'origine française. M. l'abbé Villeneuve a pour l'horticulture une vive passion qui me rappelait M. d'Andilly à Port-Royal; il m'a conduit à la maison de campagne du séminaire, où l'on voit encore les ruines du petit fort dans lequel les sauvages chrétiens se réfugiaient en temps de guerre. Nous avons visité ensuite l'établissement des sœurs grises; enfans, vieillards, malades, tout est soigné avec la plus active charité par

(1) On verra que j'ai observé les mêmes choses dans les nouvelles villes de l'Union.

cinquante sœurs dans cet établissement, qui contient quatre cents personnes. Ce qui m'a frappé, c'est l'air de sérénité, de bonheur et même de gaieté des religieuses. Ces saintes sont aimables comme des enfans. Puis je me suis rendu au dîner qu'on donnait à M. Lafontaine. Traité avec une distinction qui s'adressait à ma qualité de Français, j'ai été placé à côté du héros de cette fête patriotique. Les deux races, représentées par ce qu'elles ont à Montréal de plus respectable, fraternisaient franchement. M. Morin, que l'opinion désigne comme devant succéder dans le ministère à M. Lafontaine et y continuer sa politique, présidait le banquet. Il proposait les toasts, mêlant à ses paroles pleines de cordialité quelques traits narquois de vieille gaieté française, puis traduisait en anglais ce qu'il avait dit d'abord dans notre langue. Les discours ont été prononcés, les uns en anglais, les autres en français, et tous étaient inspirés par un sentiment de conciliation. Un seul orateur n'a pas caché sa préférence pour les Etats-Unis, qu'il a fait valoir aux dépens du Canada. On l'a laissé dire. M. Lafontaine a parlé en homme politique. M. Cartier, qui porte avec honneur le nom du célèbre Malouin, premier explorateur du Canada, s'est exprimé avec une chaleur toute bretonne. M. Loranger, jeune avocat de Montréal, a prononcé un discours très amusant à propos du toast aux dames. On m'a fait l'honneur de désirer que je répondisse à celui qui était adressé aux hôtes. L'expression très simple d'une sympathie bien vraie a été accueillie avec une faveur que je devais à ma qualité de compatriote. C'est ainsi du moins qu'il me semblait être accueilli, et quand, après avoir remercié l'assemblée de vouloir bien permettre à un étranger de prendre la parole dans cette solennité nationale, j'ai ajouté, ce qui pourra sembler singulier à mes lecteurs de Paris, si un *Français* peut *être étranger au Canada*, les bravos m'ont prouvé que ce sentiment n'était pas seulement dans mon cœur. Ce qui m'a le plus frappé, c'est l'effet qu'a produit le nom de Montmorency, ce nom, ai-je dit, le plus français de l'aristocratie française. Alors, dans cette assemblée libérale et démocratique, d'unanimes acclamations ont salué le symbole de la vieille patrie. Rien ne m'a mieux montré combien le culte des souvenirs nationaux s'est conservé fidèlement au Canada.

Je m'arrêterais bien volontiers plus longtemps dans cette autre France; malheureusement l'hiver approche, je ne veux pas être surpris par la neige et les glaces. Je vais donc remonter le Saint-Laurent et traverser le lac Ontario pour atteindre Niagara et l'ouest des Etats-Unis; mais je m'arrêterai dans un village habité par des Iroquois chrétiens. Ce village est peu éloigné de Montréal. Ainsi aujourd'hui parmi des Français, demain chez les Iroquois!

J.-J. Ampère.

DU

MOUVEMENT INTELLECTUEL

PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES.

LES OUVRIERS DE LA LOIRE.[1]

Au milieu des montagnes du Forez, dont la base sépare le bassin du Rhône de celui de la Loire, s'étend, à partir des environs de Givors, à travers Rive-de-Gier et Saint-Chamond jusqu'au-delà de Saint-Etienne, une succession de vallées plus ou moins profondes, sillonnées par des torrens, tantôt nues et arides, tantôt fécondes et verdoyantes, où l'industrie possède un magnifique domaine. Les ouvriers qui habitent cette région forment un groupe isolé dont la physionomie s'encadre d'une façon fort originale entre les sommets de leurs montagnes. Les uns tissent les rubans de tout genre dont les flots étincelans vont ensuite inonder le monde; les autres, à demi nus près de brasiers ardens, travaillent le fer rougi ou le verre en fusion; enfin les derniers, voués à l'extraction de la houille, ont pour atelier les profondeurs mêmes de la terre.

Prise en bloc, en comptant les rubaniers disséminés dans les montagnes et dont Saint-Etienne est la métropole, la population laborieuse de ce district ne saurait être évaluée à moins de cent cinquante mille

(1) Voyez les livraisons des 1er juin, 1er septembre et 15 novembre 1851, des 15 février et 1er août 1852.

individus. Son éloignement ne l'a pas garantie, sur les points où elle est agglomérée, contre la violente secousse qui ébranla les classes ouvrières après la révolution de 1848; mais le soulèvement s'est produit chez elle sous un aspect singulier. Nulle part on ne peut mieux distinguer les deux influences auxquelles l'histoire rapportera tout le mouvement intellectuel des populations ouvrières au milieu du XIXe siècle : l'une provenant d'une source étrangère à ces populations, l'autre sortant de leur propre sein. Le flot terrible qui venait du dehors atteindre les ouvriers de la Loire sur leurs montagnes tendait à les entraîner sur une mer sans rivages; quant aux aspirations intérieures qui les agitaient, bien que souvent aveugles et souvent excessives, elles renfermaient au contraire certains germes dont il était facile de tirer parti. Avant de pouvoir apprécier la portée relative de ces deux élémens, il faut connaître aussi les deux faces distinctes sous lesquelles s'offre à nous la vie des ouvriers forésiens, observée tour à tour dans les ateliers où s'exerce leur industrie et dans les modestes habitations où se conserve depuis si longtemps l'originalité de leurs mœurs.

I. — INDUSTRIES DE LA LOIRE ET RÉGIME DU TRAVAIL.

La contrée qu'occupe le groupe des ouvriers de la Loire est traversée par le chemin de fer de Lyon à Saint-Etienne, qui a donné une si vive impulsion à l'industrie locale. Après avoir longé le Rhône jusqu'à Givors, on monte par une pente ininterrompue au sommet de la chaîne du Forez : sur un court espace de quatre lieues, entre Rive-de-Gier et Saint-Etienne, la différence de niveau est d'environ 1,000 pieds. On s'élève de la vallée du torrent du Gier, qui se jette dans le Rhône, à celle d'un des affluens du Gier, le Janon, et puis à la vallée de l'impétueux ruisseau le Furens, qui, après avoir traversé Saint-Etienne, où il a plus d'une fois causé de grands désastres, va se précipiter dans la Loire. Le chemin de fer se déploie au milieu d'un nuage d'épaisse fumée s'échappant sans relâche des usines dont la contrée est couverte. Tantôt les rails perchés sur la cime d'un coteau dominent des fourneaux embrasés construits dans le bas de la vallée; tantôt, s'enfonçant sous la montagne, ils atteignent aux régions que peuple la noire armée des mineurs. Sous le tunnel de Terre-Noire, on passe si près des puits de charbon, qu'il serait impossible d'élargir la voûte, reconnue pourtant beaucoup trop étroite. Etabli dans des conditions extrêmement difficiles, ce *railway* est ouvert au public depuis l'année 1832. Il n'existait alors en France qu'un seul tronçon de voie ferrée de 18 kilomètres de long, et appartenant à cette même région, ce-

lui de Saint-Etienne à Andrézieux sur la Loire, terminé en 1827 (1). Le chemin de Lyon était donc un essai, essai hardi, mais dans lequel on sentait ces tâtonnemens qui se rencontrent au début de toutes les carrières où s'élance le génie de l'homme. A l'origine, on le comparait dans le pays à un cheval boiteux trottant sur des cailloux. La traction s'est faite pendant longtemps, en partie du moins, à l'aide de chevaux, même de bœufs. Il n'y a pas plus de sept à huit ans que la remonte des trains de Saint-Chamond à Saint-Etienne s'opère avec des locomotives. A la descente, les convois, lancés sur la pente de la montagne, reviennent seuls, par l'effet de la pesanteur, jusqu'à Rive-de-Gier, où la machine est allée les attendre. Malgré diverses améliorations réalisées à mesure que la science a étendu son domaine, ce chemin présente toujours des particularités vicieuses qui tiennent aux conditions primitives de son établissement et à la nature du sol. Il existe d'ailleurs beaucoup moins pour les voyageurs que pour les produits de la contrée, auxquels il doit la prodigieuse prospérité dont il jouit.

Quand on veut voir à l'œuvre l'industrie locale et pénétrer parmi les ouvriers dont elle utilise les bras, il faut, en venant de Lyon, quitter la voie ferrée à Rive-de-Gier, et, laissant derrière soi, sur la gauche, les dernières élévations des Cévennes, gravir pas à pas la chaîne du Forez. Rive-de-Gier, qui marque le commencement de cette ruche laborieuse échafaudée le long des montagnes, est une cité exclusivement industrielle : il n'y en a peut-être pas une autre en France où la production occupe aussi complétement tous les bras. On n'y trouve pas une seule maison de commerce ou de commission. Dans cette ville d'ouvriers, tous les hommes, riches ou non, travaillent de leurs mains : pas de bourgeoisie, pas de classe ayant des loisirs. Tel avait commencé sa carrière par servir les maçons, portant sur ses épaules ce récipient incommode appelé *l'oiseau*, qui, devenu millionnaire, ignore toujours ce que c'est que le repos. Tel autre, simple ouvrier de forge d'abord, puis chef d'un établissement métallurgique dont les produits rivalisent avec les plus beaux fers de l'Angleterre, reste encore le premier forgeron de son usine. On n'a pas besoin d'entrer à Rive-de-Gier pour y

(1) Le chemin d'Andrézieux, construit avec une seule voie, avait reçu d'abord des rails en fonte qui n'avaient pas plus de 1 mètre 20 centimètres de longueur. Il suit tous les accidens d'un sol tourmenté, avec des courbes de 50 à 100 mètres de rayon, quand elles devraient en avoir au moins 500 pour répondre aux règles de l'art. Cette même contrée possède encore le *railway* de Saint-Étienne à Roanne, qui vient se souder sur celui d'Andrézieux à la Quérillière, mais dont la construction est postérieure d'une année à celle du chemin de Lyon à Saint-Étienne. Il se compose d'une série de plans inclinés et de remblais dans les montagnes, puis de longs alignemens dans les plaines du Forez. Ces voies plus ou moins défectueuses possèdent des tarifs élevés que l'industrie du pays trouve extrêmement lourds.

reconnaître la patrie du travail : la ville est enveloppée d'un nuage de fumée qui s'aperçoit des hauteurs voisines et laisse à peine entrevoir le faîte des cheminées. Les ouvriers sont groupés dans des ateliers de différentes natures : des *aciéries*, des forges, des verreries produisant des verres de toute sorte, principalement des bouteilles et des verres à vitre (1).

En se rendant de Rive-de-Gier à Saint-Chamond, à dix kilomètres plus haut dans les montagnes, on longe une suite d'usines : la belle fabrique d'acier d'Assailly, les forges de l'Horme, et de nombreux fours à coke brûlant en plein air. A Saint-Chamond, le bruit diminue, le ciel s'éclaircit; on sent que dans cette ville, où des vestiges de monumens romains rappellent une certaine splendeur évanouie à travers les siècles, le sol est moins profondément imprégné de l'esprit industriel. Saint-Chamond s'est laissé ravir à peu près complétement la fabrication des rubans. Elle compte toutefois plusieurs fabricans d'une haute habileté, et elle règne encore en souveraine sur l'industrie des lacets, qui occupe ici 21 ateliers et 8,000 métiers, mis la plupart en mouvement par des appareils hydrauliques et exclusivement surveillés par des femmes. Plusieurs établissemens pour le moulinage de la soie ne renferment également que des femmes. La clouterie à la main et un petit nombre d'usines à vapeur emploient seules des hommes (2).

En quittant Saint-Chamond, on traverse un pays fortement accidenté, mais où rien ne rappelle, jusqu'à ce qu'on ait atteint les forges de Terre-Noire, le mouvement de la région inférieure. Située au fond d'une gorge pittoresque, l'usine de Terre-Noire fait vivre une population de 1,800 individus. La fabrique a créé tout ce qui existe autour d'elle; un village est pour ainsi dire sorti de terre dans ce lieu sauvage, qui semblait voué à une perpétuelle immobilité. L'établissement a été construit en 1822, à une époque où des forges commençaient seulement à s'installer dans le département de la Loire. Ces usines, qui marchent toutes à la houille, ont réalisé les premières applications des procédés anglais dans notre pays. Elles placent leurs fers le long du littoral de la Loire et du Rhône, et à Paris, Marseille, Toulon,

(1) Il n'est pas sans intérêt de remarquer ici que les bouteilles de nos fabriques sont sans concurrence au dehors; l'augmentation de prix qui résulte du transport est le seul obstacle à de plus abondantes exportations. Quant à nos verres à vitre, ils ne s'écoulent plus au-delà de nos frontières, la Belgique ayant, grâce à diverses circonstances, ravi à nos verriers de Rive-de-Gier le marché des Échelles du Levant, où ils plaçaient autrefois une partie de leurs produits.

(2) Une usine où se fabriquent pour les voitures de chemin de fer, à l'aide d'un procédé nouveau et rapide, des bandages de roues qui sortent du laminoir ronds et soudés, renferme environ 80 ouvriers; mais cette usine n'est qu'une dépendance immédiate de Rive-de-Gier.

Rochefort, etc. Elles alimentent encore sur les lieux mêmes plusieurs industries métallurgiques; leur prospérité intéresse ainsi un personnel nombreux dans le district de Saint-Etienne.

Quand on monte jusqu'au plateau sur lequel est située cette dernière ville, sous un ciel froid et neigeux, on croirait au premier abord qu'elle est condamnée par sa position à un éternel isolement. On a vu pourtant qu'elle avait été mise en rapide communication avec deux grandes voies fluviales, qui lui permettent de diriger ses produits soit vers l'Océan, soit vers la Méditerranée. C'est que la Providence avait enfoui sous les montagnes de cette région une matière qui vivifie l'industrie moderne, et que cette matière nécessite d'immenses moyens de transport. Le voisinage de la houille profite d'abord à diverses fabrications de Saint-Etienne, telles que la quincaillerie et la fabrique d'armes, qui date de François Ier, et qui comprend, en dehors d'un bel établissement placé sous la direction de l'état, un grand nombre de petits ateliers particuliers. La plus importante des industries stéphanoises, celle des rubans, tire elle-même un avantage de la richesse minérale du pays; elle lui doit la facilité des communications créées pour le transport de la houille. La rubanerie du Forez a le monde entier pour marché, et bien qu'elle rencontre aujourd'hui au dehors, notamment à Zurich en Suisse, une concurrence redoutable pour certains articles, bien qu'on lui ait enlevé quelques-uns de ses plus habiles ouvriers, elle reste toujours incomparablement supérieure à ses jalouses rivales pour le bon goût et pour l'élégance des produits. L'opulente ville de Saint-Etienne, dont la fondation semble dater du xe siècle, n'est réellement sortie de son obscurité que dans l'ère industrielle où nous vivons. Singulier effet des situations! tandis que la cité des montagnes prenait un prodigieux accroissement, l'ancienne capitale du Forez, Feurs, qui devait regarder autrefois avec dédain, des rives de la Loire où elle est bâtie, la bourgade juchée sur des hauteurs inaccessibles, est tombée de son rang politique dans une insignifiance absolue. Autre circonstance digne d'être remarquée, voilà une place enrichie surtout par une industrie de luxe, dans laquelle le goût exerce le principal rôle: eh bien! en dehors de sa fabrication spéciale, elle ne laisse pas percer le moindre sentiment de l'art. Les beaux-arts fuient cette ville enfumée, mal pavée, à l'aspect monotone et triste, où la domination appartient exclusivement à l'esprit d'industrie, qui s'y montre infatigable et éminemment habile dans sa sphère, mais toujours replié sur lui-même.

Dans ce pays, où tout est de création récente, le développement donné à l'exploitation de la richesse minérale du sol remonte à peine au-delà d'une trentaine d'années. Les extractions de la houille, qui ont dépassé 15 millions de quintaux métriques en 1847, n'arrivaient

pas à quatre millions en 1820. On les a vues monter sans cesse depuis cette époque, surtout après l'établissement des nouvelles voies de communication. Le bassin houiller de la Loire, qui n'a que 22,000 hectares de superficie, est devenu le plus productif de tous les bassins houillers de la France (1). Il présente la forme d'un triangle très allongé, dont la base s'appuie sur la Loire et dont le sommet vient aboutir jusque sur la rive gauche du Rhône, en face de Givors. Tout ce territoire appartient à un même système au point de vue de sa formation, mais il est d'usage de le diviser en trois parties : les deux riches bassins de Saint-Etienne et de Rive-de-Gier, et un espace intermédiaire désigné sous le nom de bassin de Saint-Chamond, longtemps regardé comme stérile et encore peu productif aujourd'hui. Le mode d'exploitation de ces terrains offre divers caractères qui touchent au sort de la nombreuse population vivant du travail des mines. Le gîte carbonifère de la Loire est partagé entre soixante-deux concessions d'une étendue et d'une fécondité extrêmement inégales. Il y en a qui se composent seulement de 10 hectares, telles que la concession de Verchères-Feloin, tandis que d'autres en renferment près de 6,000, comme celles de Firminy et Roche-la-Molière. On en compte vingt-cinq à peu près qui sont inactives ou improductives. Certaines concessions sont exploitées isolément et parfois même fractionnées entre plusieurs mains; mais trente-deux, dont quelques-unes sont des plus riches et des mieux situées, appartiennent à une seule société, la *Compagnie des mines de la Loire*, qui, au moment de sa formation, avait donné lieu dans la presse parisienne à une polémique ardente, et qui est encore dans le pays l'objet des plus vives discussions. Née à Rive-de-Gier, où elle grandit rapidement, cette association compléta son réseau en s'adjoignant, en 1845, une autre compagnie créée dans le bassin supérieur sous le nom de *Société des mines de Saint-Etienne* (2).

Le travail du mineur varie suivant la disposition des couches : quelquefois le charbon est presque à fleur de terre, et on se borne à percer des voûtes sous lesquelles on descend par une pente plus ou moins

(1) L'étendue des concessions atteint dans la Loire près de 27,000 hectares, mais elle dépasse la ligne carbonifère. D'après le dernier compte-rendu publié par l'administration des mines, le bassin produisait 3,248,000 quintaux métriques de plus que celui du Nord, qui vient immédiatement après sous le rapport des quantités extraites, et qui embrasse 54,000 hectares. Dans la France entière, 453,000 hectares de terrains concédés, renfermant 268 mines exploitées, avaient donné, la même année, 44 millions de quintaux métriques. Les massifs dont l'existence est démontrée dans la Loire contiennent plus de 2 milliards et demi d'hectolitres, et il est permis de conjecturer la présence d'une autre masse de charbon au moins équivalente.

(2) La compagnie figure dans la production générale des houilles de la Loire pour un peu plus des deux tiers. La concurrence a plutôt gagné que perdu du terrain durant ces derniers temps.

inclinée; le plus souvent on est obligé de creuser des puits pour atteindre jusqu'aux filons carbonifères; on perce ensuite des galeries souterraines qui se ramifient comme les rues d'une ville. Une particularité de l'exploitation des houillères du bassin de Rive-de-Gier, quoique situées au pied des montagnes, c'est l'extrême profondeur des puits. La plupart n'ont pas moins de 200 à 400 mètres. Le plus profond de tous, celui du Plat de Gier, situé entre la Grande-Croix et Saint-Chamond, atteint 550 à 560 mètres, et il est encore en creusement. Aux environs de Saint-Étienne, les puits n'ont souvent que 25 à 30 mètres. La profondeur la plus grande à laquelle on soit descendu est de 320 mètres dans le percement de Montsalson, au point culminant de tout le bassin. L'exploitation des houillères de la Loire, et par suite le travail qui en résulte pour la population forésienne, se trouvent assurés par la diversité et la qualité tout-à-fait supérieure des produits. On rencontre à Saint-Étienne les charbons de forge les plus renommés du monde. Une concession du même district, celle de la Ricamarie, renferme des houilles à gaz, c'est-à-dire des houilles riches en principes volatiles, très recherchées pour les usines d'éclairage de Lyon et d'une partie des villes du Midi. La variété appelée *charbon de grille*, qui convient au foyer des chaudières à vapeur et aux usages domestiques, abonde particulièrement dans le rayon de Rive-de-Gier. Les houilles de ces montagnes s'écoulent en quantités bien plus considérables par le Rhône que par la Loire. On les trouve dans une grande partie de la France, à Paris, à Nantes, à Mulhouse, à Toulon, à Toulouse, dans les forges de la Champagne, de la Bourgogne, de la Nièvre, de la Haute-Bretagne. Les charbons qui leur font particulièrement concurrence sur certains marchés sont ceux de la Belgique, de la Flandre française, de l'Auvergne, du Bourbonnais et du Languedoc. La valeur des produits annuels de l'industrie extractive dans la Loire est de 15 à 17 millions. Ce chiffre forme à peu près le sixième de la production totale du district industriel de Saint-Etienne, estimée à 110 ou 120 millions, dont 55 ou 60 reviennent à la rubanerie et à la passementerie, et 40 ou 43 aux industries du fer et aux verreries.

La vie industrielle des ouvriers, c'est-à-dire le régime du travail, doit varier profondément entre des industries aussi différentes. Dans la rubanerie de Saint-Etienne, l'organisation des ateliers ressemble en général à celle des ateliers lyonnais. L'ouvrier possesseur de métiers travaille chez lui, soit seul, soit avec un ou plusieurs compagnons, et reçoit du fabricant les matières premières à mettre en œuvre. Ici comme à Lyon, des améliorations considérables ont été introduites récemment dans les instrumens du tissage. Jadis on se servait seulement de métiers à la main, appelés *métiers à basse* ou *à haute lisse*,

qui ne permettaient de confectionner qu'une seule pièce à la fois, soit unie pour les métiers à basse lisse, soit façonnée pour les autres. Maintenant, si on excepte les femmes et quelques travailleurs isolés des campagnes, on n'emploie plus que des métiers dits *métiers à barre*, avec lesquels un seul homme peut fabriquer jusqu'à 32 ou même 36 pièces à la fois (1). Le prix de ces appareils est beaucoup plus élevé que celui des métiers de l'industrie de Lyon, où chacun peut devenir chef d'atelier avec 250 ou 300 francs d'économie. Les métiers à barre coûtent en moyenne 1,000 francs; il y en a qui sont en noyer ou même en acajou, et qui valent de 2,000 à 3,000 francs. Ces derniers brillent comme des pianos; mais le bruit monotone qui s'en échappe suffirait pour apprendre que le bras qui les manie est réduit à répéter sans cesse les mêmes mouvemens. Le tisseur de rubans, une fois le métier monté, n'a plus, en effet, qu'à lever et à pousser une longue barre en bois placée en avant de l'appareil, et les petites navettes chargées de fils marchent comme par enchantement. La barre étant souvent lourde à remuer, il faut avoir l'habitude de ces saccades continues pour ne pas être promptement hors d'haleine. Les yeux se fatiguent cependant plus que les bras. On est obligé, à tout moment, quand se brisent des fils extrêmement ténus, de les rattacher à un faisceau d'autres fils dont les couleurs variées et scintillantes causent un continuel éblouissement. Aussi la vue s'affaiblit-elle plus vite dans le tissage des riches articles façonnés que dans la plupart des autres fabrications. L'industrie des lacets n'impose point de semblables exigences : d'ingénieux appareils se chargent de toute la partie pénible du travail, et ne laissent aux femmes que des soins peu fatigans, soit pour les yeux, soit pour les bras. On a bien essayé d'employer aussi dans les rubans le secours d'un moteur mécanique. On cite, à quelques lieues de Saint-Etienne, un atelier hydraulique qui renferme 85 métiers; mais la tendance de cette fabrication à se constituer en grands ateliers est très peu sensible : la rubanerie paraît un peu plus disposée à quitter la ville pour se répandre dans la campagne; toutefois elle émigre de Saint-Etienne moins vite que le tissage des étoffes de soie unie n'émigre de la cité lyonnaise.

Les rubaniers stéphanois ne prolongent pas, comme à Lyon, la journée de travail effectif durant quatorze et seize heures; depuis 1848, ils ne travaillent que douze heures sur vingt-quatre. Bien que la loi sur la durée du travail laisse les ateliers proprement dits en dehors de ses dispositions, il n'est pas douteux qu'il n'y ait ici, comme partout, un véritable intérêt public au point de vue moral et au point

(1) Ces appareils sont de deux sortes, à *barre tambour* pour les pièces unies, et à *barre Jacquart* pour les pièces façonnées.

de vue économique, à ce que la limite de douze heures prévale dans les usages industriels; mais, dit-on, les commandes de rubans arrivent parfois en masses énormes aux maisons de fabrique, et semblent réclamer un supplément de travail. Si cette exigence se manifestait rarement, on pourrait, sans grands inconvéniens, s'écarter d'une règle à laquelle la loi, même dans les industries où elle est applicable, permet, en certains cas, d'apporter des exceptions. Malheureusement l'exception tend bientôt à prendre la place de la règle, et alors reparaissent ces abus contre lesquels se sont élevés, avec une énergie qui les honore, d'éminens manufacturiers dans les diverses régions de la France. La limitation de la durée du travail journalier à douze heures, qui doit être regardée comme un des bienfaits de notre législation industrielle, a d'ailleurs l'avantage de réagir contre l'habitude à laquelle le commerce cédait de plus en plus, et souvent sans nécessité, d'attendre à la dernière heure pour transmettre ses commandes en fabrique. Quand les commissionnaires sauront bien qu'on ne travaille plus seize et dix-huit heures par jour, ils s'y prendront un peu plus tôt, au grand avantage de l'industrie comme à celui des travailleurs; il est bien rare qu'ils ne soient pas libres de gagner quelques jours. On ne verra pas plus qu'aujourd'hui les commandes s'en aller vers les fabricans du dehors : elles ont la plupart du temps trop de raisons pour rester en France. Qu'on ne l'oublie pas, — dans la rubanerie, le travail prolongé la nuit peut avoir des suites funestes et réduire considérablement la période durant laquelle un individu jouit d'une assez bonne vue pour conduire un métier de rubans façonnés. En répartissant l'ouvrage sur un plus grand nombre de journées, la limitation tend aussi à réduire les temps de chômage. Il vaut mieux, pour l'économie domestique et pour la moralité privée, que le tisseur gagne une certaine somme en trois mois que de la gagner en six semaines pour rester six semaines inoccupé. Les ouvriers de la passementerie sont, de tous les travailleurs de Saint-Etienne, ceux qui reçoivent les plus forts salaires. Un chef d'atelier peut tirer d'un métier 100 à 125 francs par mois en laissant au compagnon qu'il emploie une somme égale. Quelques ouvrages de luxe rapportent même davantage.

Le régime de l'industrie métallurgique de Saint-Etienne se rapproche, du moins sous un rapport, de l'organisation de la rubanerie : tous les ouvriers de la quincaillerie et presque tous ceux de l'armurerie travaillent à leur domicile et avec des instrumens qui leur appartiennent; les matières qu'ils emploient sont en outre achetées par eux. Les ouvriers armuriers attachés à la fabrique nationale se trouvent dans une position exceptionnelle, qui ne permet pas de les prendre pour terme de comparaison. Exposés depuis une vingtaine d'années à d'assez dures vicissitudes, les autres ouvriers de cette catégorie

ont profité, après 1848, de l'activité imprimée aux armemens militaires; ils peuvent en ce moment gagner de 50 à 55 sols par jour. Le travail des quincailliers est plus ingrat; leur industrie est en pleine décadence; dans l'intention fort louable de la ranimer, on a songé à ouvrir une exposition publique de ses produits et à distribuer quelques encouragemens honorifiques ou pécuniaires. Par malheur, le mal tient à la constitution même de cette industrie, à l'éparpillement de la force productive dans de très petits ateliers où ne sauraient s'installer les grands appareils propres à simplifier et à perfectionner le travail. Comment ces forges imparfaitement outillées pourraient-elles lutter contre nos magnifiques usines du Haut et du Bas-Rhin, de la Moselle, du Nord et de la Seine? De plus, les ouvriers quincailliers de Saint-Etienne, qui vendent à des commissionnaires les produits de leur travail, se font entre eux une concurrence désespérée auprès de ces acheteurs peu empressés, ils ne tirent que difficilement de leur labeur quotidien 40 ou 45 sols. A Saint-Chamond, parmi les cloutiers à la main, dont l'industrie est également en déclin, et aux environs de Rive-de-Gier, dans quelques petites communes peuplées de forgerons à domicile, on trouve aussi, malgré des habitudes laborieuses, une situation très gênée et parfois misérable.

La rétribution du travail est bien supérieure dans les grands ateliers métallurgiques de cette même contrée : à Rive-de-Gier notamment, les ouvriers en fer reçoivent de 3 francs 50 centimes à 4 francs 50 centimes par jour. Les ouvriers verriers sont beaucoup plus favorisés encore. Leur gain, qui représente près de 30 pour 100 dans la valeur des produits fabriqués, s'élève pour les souffleurs de verres à vitre à environ 300 francs par mois; mais aussi quelle pénible besogne! Les verriers travaillent, pour ainsi dire, dans le feu, qui dessèche en eux les sources mêmes de la vie. On sait que cette industrie avait reçu des anciens rois de France des faveurs exceptionnelles; les verriers se considéraient comme anoblis. Un usage, invariablement consacré par une durée de plusieurs siècles, formait en outre, au profit de leurs familles, un privilége qui a survécu à tous les priviléges de l'ancien ordre féodal, et auquel il n'a été apporté que de récentes et timides dérogations. Les souffleurs en verre jouissaient de la faculté de n'admettre dans leurs rangs que les fils de verriers; aucun autre apprenti n'était reçu sur les fours. Eh bien! ce gain considérable, cette digue élevée contre la concurrence, n'ont pas toujours été suffisans pour les retenir dans le pays. Rive-de-Gier a eu à souffrir plus d'une fois, notamment en 1846 et 1847, de l'émigration d'un assez grand nombre d'ouvriers appelés par les verreries d'Angleterre, d'Espagne et d'Italie, où on leur assurait 5 à 600 francs par mois, quelquefois même davantage. Cette espèce de *drainage* des forces vives de la

fabrique a provoqué les premières atteintes au privilége des fils de verriers. Dès que la pépinière privilégiée devenait insuffisante pour le recrutement des fabriques, il fallait bien prendre en dehors les agens indispensables à la production.

La dernière catégorie des ouvriers de la Loire comprend les travailleurs occupés à l'extraction de la houille. Le labeur du charbonnier, qui paraît si brutal quand on l'envisage seulement en lui-même, prend une place éminente sur l'échelle des travaux industriels dès qu'on le regarde du point de vue des services qu'il rend à la société. Ces troglodytes, dont le visage noirci ne rappelle plus qu'imparfaitement la face humaine, sont les agens de la production universelle. Agriculteur d'un genre singulier, le mineur déchire la terre non pour la féconder, mais pour lui arracher le principal aliment de l'industrie moderne; au-dessous de nos riantes prairies et de nos champs verdoyans, il récolte des moissons là où les mains de l'homme n'ont rien semé; mais il ne peut pas porter ses regards vers le firmament, il touche son ciel avec la main, parfois même il lui est impossible de se dresser de toute sa hauteur, et il a plus réellement qu'Atlas la terre sur ses épaules. Point de lumière autour de lui; son soleil consiste dans la petite lampe attachée à son chapeau, et dont la lueur blafarde lui fait mieux sentir l'obscurité où il est plongé. Les charbonniers passent au moins douze heures par jour sous terre : ils emportent avec eux leur nourriture quotidienne. Menacés à tout moment, tantôt par un soudain éboulement des terres, tantôt par le choc de quelque appareil inaperçu, tantôt par la subite atteinte de cet ennemi perfide qu'ils appellent tout simplement le *grisou*, ils s'accoutument bientôt néanmoins à leur existence au point de ne pouvoir plus guère, au bout d'un certain temps, reprendre le travail en plein soleil.

On voit quels frappans contrastes divisent les travaux exécutés dans ces industrieuses montagnes du Forez; ces contrastes ne sont pas sans influence sur l'état moral des diverses classes d'ouvriers qui les habitent.

II. — MOEURS ET CARACTÈRE DES OUVRIERS DE LA LOIRE.

Quel que soit le milieu où l'homme se trouve placé, à quelque labeur qu'il ait voué sa vie, toujours une partie de lui-même reste immuable : c'est celle qui compose le fonds de la personnalité humaine; mais les objets qui entourent chaque individu, la carrière dans laquelle s'exerce son activité, viennent ensuite agir singulièrement sur ses inclinations et lui imprimer ce sceau profond de l'habitude qu'on nomme une seconde nature. On croit souvent que l'homme choisit sa profession alors que sa liberté est dominée ou considérablement

réduite par l'empire des circonstances; sa préférence fût-elle d'ailleurs indépendante et éclairée, une fois dans la carrière, il n'en recevrait pas moins de son état des impressions destinées à colorer sa vie tout entière. Cette inévitable conséquence offre un large aliment à l'analyse morale dans un pays où se rencontrent côte à côte, comme dans la Loire, des groupes d'individus consacrés à des travaux d'une nature aussi diverse. Les variétés de caractères naissent alors de la différence des occupations journalières. On les voit se former auprès du métier du tisseur de rubans, de la fournaise du verrier et du forgeron, ou dans l'antre du mineur. Chaque classe d'ouvriers étale à nos yeux ses mœurs, ses goûts et son esprit.

Parmi les charbonniers, le trait de caractère le plus saillant, c'est l'insouciance, cette insouciance qui dérive d'un travail à peu près assuré et toujours semblable à lui-même. Le mineur considère son état comme un emploi qui, en lui assurant à peu près un revenu fixe, l'affranchit de toute préoccupation. On serait enclin à s'apitoyer sur sa dure existence; mais le charbonnier ne s'en plaint pas, et, pourvu que l'exploitation de la houille ne soit pas menacée d'un chômage, ou qu'une réduction n'atteigne pas le chiffre du salaire, il descend heureux dans son puits. La bonhomie forme un trait original dans la physionomie morale du mineur; n'ayant pas d'intérêts à débattre chaque jour, le charbonnier vit étranger aux ruses dont certaines transactions se compliquent trop souvent. Chez le verrier, on reconnaît l'orgueil d'un état longtemps fermé à la concurrence par un privilége de race, et, comme l'ouvrier de cette catégorie a entendu dire que la nature de son travail abrégeait sa vie, il semble se hâter de jouir avec une sensualité souvent grossière, mais toujours étudiée et systématique. L'ouvrier en fer est bruyant dans son existence extérieure, comme s'il voulait imiter le retentissement du marteau sur l'enclume, il a quelque chose de la rudesse du métal qu'il manie; mais, de même qu'on parvient à ployer le fer en le soumettant à certaines préparations, de même ces natures abruptes ont un fonds de flexibilité qui les empêche de résister quand on sait les prendre. Les rubaniers se distinguent par un goût prononcé pour tout ce qui brille, et ce goût se traduit dans la vie réelle en habitudes dispendieuses. On dirait qu'ils sont jaloux de se donner à eux-mêmes l'éclat de leurs tissus, sauf à en partager la fragilité. De cette inclination vient, dans les rapports des rubaniers entre eux, une certaine suffisance qui s'irrite de la moindre contradiction. Ont-ils une discussion même des plus frivoles, surtout en présence d'un tiers, — ils se passionnent avec une sorte de frénésie pour paraître avoir raison.

A cette première source de variétés morales qui tient à la nature des travaux quotidiens, il s'en joint une autre entre le groupe des tra-

vailleurs de Saint-Etienne et celui de Rive-de-Gier : je veux parler d'une différence de race. Quand on examine de près les populations de ces deux cités, la ville haute et la ville basse, qui se jalousent ouvertement, il est impossible de croire qu'elles proviennent d'une souche identique. Sur la hauteur vit une race petite, trapue, musculeuse, qui paraît être la lignée autochthone des montagnes du Forez. Les femmes ont, du reste, les traits agréables et le visage frais comme la brise de ces régions élevées. A Rive-de-Gier, la stature est haute, les formes sont minces et élancées. Les femmes, avec leurs cheveux noirs et leur œil allongé, ont une beauté qui porte je ne sais quelle empreinte méridionale. Evidemment la souche d'où cette race descend n'appartient pas à notre sol. Peut-être, dans les temps lointains où les compatriotes d'Abdérame envahissaient le midi de la France, quelque colonie de Sarrasins a-t-elle cherché un asile au pied de ces montagnes et y a-t-elle pris racine.

Au milieu de ces différences de race et de profession, un signe est commun à tout le groupe des ouvriers de la Loire : c'est la vie en famille; mais les conditions de cette vie offrent des variétés notables d'après le genre de travail. Parmi les rubaniers stéphanois, la vie intérieure respire une certaine aisance qui serait plus marquée sans leur habitude d'aller les jours de repos s'installer au cabaret, où ils consomment de gaieté de cœur un gain que la prévoyance commanderait de mettre en réserve. L'intérieur des quincailliers atteste un dénuement à peu près complet. Les charbonniers de Saint-Etienne, jouissant d'un revenu plus sûr, pourraient être chez eux un peu moins tristement installés; mais leurs femmes se font remarquer par une extrême indifférence pour l'arrangement de leur ménage, dont la malpropreté est proverbiale dans le pays. Au premier abord, on pourrait croire que cette négligence tient au travail des mines et s'étend à tous les ouvriers qui s'y livrent; mais non, il faut s'en prendre ici à une habitude locale, car à Rive-de-Gier la propreté règne dans le logis du mineur. Tandis qu'aux environs de Saint-Etienne le charbonnier, sale et tout noir de houille, a toujours l'air de sortir de son puits, dans le bassin inférieur il a soin de sa personne, et, une heure après son travail, on ne devinerait presque plus son métier.

Le nœud de la famille est assez généralement respecté, et garde quelquefois toute sa force primitive chez les charbonniers des campagnes. Il n'est pas rare de voir une famille nombreuse prendre à sa charge l'enfant orphelin d'un parent même éloigné, sans songer à se plaindre du fardeau qui en résulte pour elle. La situation des femmes n'est pas la même parmi les travailleurs de Saint-Etienne, de Saint-Chamond et de Rive-de-Gier. Dans les deux premières villes, les femmes ont généralement part au travail industriel, soit dans l'ate-

lier de leur mari, soit dans les établissemens des manufacturiers. A Saint-Etienne, dans la rubanerie, elles se chargent en outre le plus souvent des transactions extérieures; elles vont prendre elles-mêmes l'ouvrage chez le fabricant, et elles débattent le prix des façons, tandis que le chef de la famille reste à son métier. Rien de semblable ne se produit à Rive-de-Gier, où court ce dicton, qui, sous une forme un peu naïve, contient un grand fonds de vérité : « Rive-de-Gier est le paradis des femmes, le purgatoire des hommes, et l'enfer des chevaux. » En effet, les femmes d'ouvriers ne sont ici assujetties à aucun travail; on ne les voit point, comme dans les pays d'agriculture, affronter dans les champs les intempéries des saisons, ou, comme dans les contrées manufacturières, passer le jour auprès d'un métier, ou bien enfin porter de lourds fardeaux comme dans certaines villes de commerce; elles restent chez elles et vivent absolument en rentières. Les hommes ont un travail pénible, mais un gain élevé; la récompense suit l'épreuve. Les chevaux, soumis au plus rude labeur, soit dans des chemins défoncés et montueux, soit dans les mines, où ils sont descendus pour n'en plus sortir, trouvent ici un véritable enfer. Voilà le proverbe expliqué.

La condition des femmes de Rive-de-Gier est assez enviée dans les cités du voisinage, et l'envie amène, comme toujours, des insinuations malveillantes. Ce n'est pas néanmoins dans la ville basse que les mœurs sont le plus relâchées. Le souffle de la démoralisation a davantage affligé Saint-Etienne : de même que le vent des montagnes, il s'affaiblit en descendant vers la plaine. De toutes les industries du pays, la rubanerie est celle qui en a le plus souffert. L'ivrognerie est plus commune parmi les travailleurs de la Loire que chez les tisserands de la fabrication lyonnaise; elle forme le vice principal des ouvriers du fer et de la houille, qui ne connaissent point d'autre délassement que le cabaret. C'est là qu'on voit s'épanouir en eux le sentiment du bonheur; l'âme brille un instant à travers leurs yeux animés, mais pour s'anéantir bientôt dans des excès qui éteignent jusqu'à la dernière lueur de l'activité morale.

On s'imagine peut-être qu'au milieu de tout cet abandon, les habitudes religieuses doivent être singulièrement affaiblies, surtout à Saint-Etienne : il n'en est rien cependant. Les églises n'y sont pas désertées, comme à Lyon, par la population laborieuse. Si on excepte une partie des compagnons rubaniers, tous les travailleurs, hommes et femmes, se font remarquer par leur assiduité aux offices des dimanches; mais, désolante contradiction ! on ne rapporte du temple presque aucun enseignement pour la conduite de la vie. Les ivrognes ne deviennent point tempérans, la dissolution des mœurs ne fait point place à la mâle domination des sens, la patience et la ré-

signation ne rentrent point dans les ames ulcérées. En un mot, la religion est pratiquée sans opposer un frein au débordement des passions; l'habitude et la routine font presque tous les frais de ce zèle extérieur. A tout prendre, cette disposition est encore préférable à ces aveugles défiances qui semblent ailleurs avoir creusé un abîme entre l'église et les masses laborieuses. Si le terrain est également desséché par l'indifférence, on peut du moins y pénétrer plus aisément. Les oreilles ne sont pas fermées à l'enseignement religieux, qui, dans des temps moins agités que ceux d'où nous sortons, finira sans doute par trouver le chemin des cœurs.

Les intelligences populaires ont reçu là, comme partout, depuis une vingtaine d'années, une forte impulsion. L'arène dans laquelle se distribue l'instruction s'est élargie, et, sans être encore suffisantes, les écoles gratuites, dirigées le plus souvent par des frères de la doctrine chrétienne, se sont beaucoup multipliées. Malheureusement, parmi les enfans qui apprennent à lire et à écrire, un petit nombre cultivent seuls plus tard ce premier enseignement; toutefois, ceux mêmes qui négligent les germes confiés à leur enfance gardent encore quelques notions plus ou moins vagues qui les placent, sous le rapport intellectuel, au-dessus des individus restés étrangers à tout essai d'instruction. Les charbonniers sont les plus ignorans parmi les ouvriers de ce district : sur vingt travailleurs de cette catégorie pris à l'âge de vingt-cinq à trente ans, on en rencontre à peine deux ou trois qui puissent écrire quelques lignes. Les passementiers de Saint-Etienne sont au contraire les plus instruits : comme ils ont de petits comptes à tenir dans leurs travaux journaliers, ils sentent le prix de l'écriture, et n'en perdent pas tout-à-fait l'habitude. Ils montrent aussi certaines dispositions pour la musique; on en a vu se livrer avec entraînement à leur goût pour cet art, et y consacrer presque tous leurs momens de loisir. Une faculté qu'il ne serait pas impossible de rattacher au sentiment de l'harmonie semble inhérente à ce pays : c'est une merveilleuse aptitude à saisir le mécanisme d'un travail quelconque, une rare habileté pour cadencer suivant de justes proportions les parties diverses d'un appareil. Cette faculté se révèle chez les ouvriers des usines métallurgiques et surtout chez les rubaniers, qui jouissent, pour la dextérité de leurs mains, d'une renommée sans égale dans toutes les villes où se fabrique la passementerie. A Paris, par exemple, où cette fabrication a pris un si grand développement depuis quelques années, on n'occupe guère que des ouvriers stéphanois, du moins pour les métiers à barre. Le noyau de ces travailleurs, s'étant peu à peu grossi, compose, à l'heure qu'il est, au milieu de la capitale, une véritable colonie forésienne, colonie singulière qui conserve intactes ses mœurs originales. L'attitude et les mouvemens de ces expatriés

volontaires éclairent même d'un jour vif, à cause du contraste du milieu où ils vivent, les traits essentiels du groupe dont ils sont passagèrement détachés. Ce groupe a ses traditions, ses institutions, son esprit politique, et ce n'est pas un des aspects les moins intéressans sous lesquels s'offrent à nos yeux les populations laborieuses des bords de la Loire (1).

III — INSTITUTIONS ET TENDANCES POLITIQUES DES CLASSES OUVRIÈRES DE LA LOIRE.

On connaît l'état moral des nombreux ouvriers dont Saint-Etienne, Rive-de-Gier, Saint-Chamond, sont les centres industriels. Qu'a fait la société pour améliorer cet état? qu'ont fait les ouvriers eux-mêmes? C'est une dernière question à examiner.

On sait dans quelle voie fâcheuse avait été dirigée l'éducation politique des classes ouvrières quand la révolution de 1848 les appela violemment à un rôle inattendu. D'innombrables efforts ont été tentés depuis cette époque pour éclairer les masses sur leur intérêt véritable et pour les rattacher à la société par des institutions particulières. Les ouvriers de la Loire, placés dans l'orbite de la grande et turbulente métropole assise au confluent de la Saône et du Rhône, avaient reçu, plus que d'autres populations industrielles, un enseignement vicié. Saint-Etienne figurait au nombre des villes où l'esprit d'agitation était le plus enraciné. Une première manifestation désordonnée y avait éclaté dès longtemps comme contre-coup des journées de Lyon en 1834. En réalité, cette émeute, aisément comprimée du reste, venait plutôt d'une pensée de confraternité industrielle que d'un sentiment déjà hostile au gouvernement établi. La situation était moins tendue à Saint-Etienne qu'à Lyon, l'inimitié entre les divers élémens de la fabrique moins vive et moins alarmante. Les circonstances qui pesaient sur les salaires dans l'industrie des étoffes de soie n'affectaient pas au même degré la fabrication des rubans. Le fond des âmes couvait ce-

(1) Ces enfans d'un même pays habitent très rapprochés les uns des autres sur les hauteurs du faubourg du Temple, aux alentours des barrières de Ménilmontant et de l'Orillon, dans des maisons garnies assez proprement tenues, et qui parfois leur sont exclusivement réservées. Logés deux par deux, ils ne se casernent jamais dans ce qu'on appelle des *chambrées* contenant jusqu'à douze ou quinze lits, comme les travailleurs d'autres corps d'état, les maçons, les terrassiers, les scieurs de long, etc. Considéré en bloc, cet essaim semble extrêmement uni; mais si on pénètre dans ses rangs intimes, on reconnaît que la similitude des situations et des destinées ne le soustrait pas toujours à la discorde. Il est scindé en deux partis, les *compagnons* et les *ouvriers libres*. Les compagnons sont les plus exclusifs; ils se regardent comme des ouvriers d'élite et comme formant une sorte d'aristocratie. Ils ne se font pas scrupule de faire renvoyer d'un atelier un de leurs compatriotes étranger à leur société, quand ils peuvent le remplacer par un des leurs. Les ouvriers non compagnons sont plus tolérans, au moins dans leur langage, et ils condamnent hautement ces divisions entre des hommes liés par une même origine et par un même état.

pendant un ferment d'irritation continuellement réchauffé par les factions politiques, et qui, plus tard, à la nouvelle de la révolution de février, amena des actes de la plus odieuse brutalité. Seulement, le choc ne porta pas sur les magasins des fabricans, et on s'en tint envers ces derniers à des menaces. S'il y avait eu à Saint-Etienne autant de motifs de haine qu'on s'est plu à le dire entre le travail et le capital, si les ouvriers y avaient été victimes de la cupidité de la fabrique, croit-on que, dans ces jours de folie, ils eussent épargné leurs spoliateurs?

Le torrent se dirigea vers des maisons religieuses où, comme à Lyon, quelques métiers à tisser avaient été établis. C'était une concurrence qu'on voulait abattre, et, dans le bouillonnement des cerveaux, on ne songeait guère à se demander si elle ne profitait pas aux membres les plus malheureux de la famille ouvrière. Comme les travaux exécutés dans les couvens appartenaient surtout à la catégorie de ceux qui sont habituellement confiés aux femmes, des femmes se mirent à la tête de l'attaque. Elles furent secondées et promptement dépassées par l'élément le plus vicié de la population, par ce ramas mobile d'individus qu'on rencontre dans toutes les grandes cités, et qui n'appartiennent positivement à aucun métier. On escalada les couvens dont les murailles s'élevaient au-dessus de la ville, sur quelques mamelons de la montagne. Les meubles furent brisés, et, comme dans une place prise d'assaut par des forces indisciplinées, l'incendie vint en aide à la dévastation. Les envahisseurs étaient descendus dans les caves, ils y avaient défoncé quelques pièces de vin; plusieurs d'entre eux sortirent ivres-morts du milieu des flammes. Les chefs d'atelier de Saint-Etienne se vantent aujourd'hui de n'avoir pas concouru à ces horribles scènes : s'ils entendent parler d'un concours purement matériel, ils disent vrai; mais où étaient-ils donc pendant le sac des couvens? Ne s'étaient-ils pas rendus sur les gradins de la colline, où ils assistaient au désordre comme à un spectacle? Par leurs cris et par leurs gestes, n'appuyaient-ils pas les dévastateurs plutôt que la force publique impuissante? A-t-on le droit, après cela, de décliner la responsabilité de pareils déportemens? Les ouvriers de la rubanerie furent d'ailleurs l'âme de l'agitation, qui se perpétua longtemps après la ruine des maisons religieuses. Pendant quelques mois, l'autorité fut si complétement annulée, qu'on n'osait pas dresser un procès-verbal pour des contraventions de police, même quand ces contraventions étaient le plus évidemment nuisibles à la communauté. Ce n'est qu'un peu plus tard qu'une administration municipale vigoureuse et intelligente put rétablir l'empire des lois.

La situation morale était de plus troublée par d'ardentes préoccupations politiques. On lisait tous les soirs dans les cafés, et souvent à

haute voix, les journaux les plus exaltés, et on les commentait avec frénésie. Les publications irritantes circulaient de main en main. Dans les vœux exprimés alors par les masses, on ne rencontrait que ces deux idées jetées à tous les vents de la tempête : les ouvriers sont exploités par les fabricans; ils ont besoin de s'unir pour résister à cette exploitation. Quand les rubaniers stéphanois se plaignaient de ne pas recevoir une suffisante rétribution, de ne pas profiter en une assez large mesure du développement de la richesse à Saint-Etienne, l'exagération était manifeste. Le prix des façons était plus élevé dans la passementerie que dans aucune autre industrie textile. On pouvait citer un grand nombre de petites fortunes réalisées parmi les chefs d'atelier, et dans l'agrandissement de la ville, plus de dix-huit cents maisons avaient été bâties par eux en dix années. Les rubaniers réclamaient sans doute avec plus de raison contre l'excessive durée des journées de travail; mais le seul tort des fabricans avait été de ne pas chercher à réagir contre les usages du commerce. Quant au désir des travailleurs de puiser en eux-mêmes des points d'appui et des moyens de soulagement, il se rattachait à des tendances qui caractérisent de plus en plus, depuis un quart de siècle, les évolutions de notre société industrielle : on cherchait visiblement à remplacer les garanties qui, malgré les plus graves inconvéniens, découlaient du régime des corporations antérieur à 1789; mais quel résultat utile espérer de ces aspirations dans un moment où elles se manifestaient par le désordre et la violence? Si on veut que l'union des intérêts identiques puisse devenir une utile sauvegarde, il faut qu'elle s'accomplisse dans le calme et qu'elle se rattache à l'intérêt général. Autrement, loin d'apporter aux classes ouvrières quelques élémens de sécurité et de bien-être, elle engendrerait autour d'elles, en semant l'inquiétude et en paralysant le travail, mille causes de ruine et de misère. S'emparant avec une audacieuse habileté des idées qui séduisaient les masses, les meneurs politiques s'efforçaient d'irriter les ames et d'armer les bras. Ils voulaient organiser les travailleurs, mais les organiser comme s'ils avaient eu devant eux un ennemi implacable à combattre. La population, ainsi remuée, fut bientôt envahie par les doctrines socialistes, qu'elle ne comprenait point, mais qui flattaient son double désir de recevoir de plus forts salaires et de s'affranchir de toute dépendance vis-à-vis des fabricans. Au fond, les rubaniers stéphanois n'appartenaient pas plus au socialisme par les habitudes de leur vie que par leurs traditions morales. S'ils regardaient d'un œil jaloux les propriétaires, ce n'était pas en haine de la propriété privée, c'était par regret de ne pas être au nombre de ses détenteurs. Affectionnant passionnément son chez-soi, ambitieuse d'avoir sa maison, cha-

que famille répugnait instinctivement à toute atteinte portée à son individualité.

Les charbonniers de la Loire n'avaient pas pris feu aussi facilement que les passementiers : il fallait du temps pour soulever cette masse ordinairement inerte. Peut-être même ne serait-on pas parvenu à l'agiter si le chômage de toutes les industries n'avait pas diminué la production des houillères. Le désordre n'éclata que vers la fin du mois de mai 1848. Les procédés mis en œuvre par les travailleurs de cette catégorie se ressentirent de leur grossière ignorance : on aspirait à des augmentations de salaire, on les exigea par la force; on supportait impatiemment les préposés qui commandaient dans les puits, on les chassa et on en nomma d'autres à leur place; on voulait que l'extraction de la houille ne diminuât pas, même quand la consommation s'arrêtait : on décréta purement et simplement que les propriétaires des mines seraient obligés de faire travailler les ouvriers six jours par semaine. Comment se défendre d'un sentiment de tristesse en voyant des hommes dont les sentimens n'étaient pas pervertis, des chefs de famille qui avaient leurs enfans à nourrir, tomber dans de pareilles extravagances ? Si le régime improvisé par eux avait pu subsister, il était facile d'en prévoir l'effet : comme la houille ne se vendait plus, on n'aurait pu que leur abandonner une caisse vide. Cette rude population fut lente à se calmer, comme elle avait été lente à se mettre en mouvement. En 1849, lors des troubles de Lyon, on réussit encore à faire sortir de Rive-de-Gier près de deux mille individus et à les entraîner vers le Rhône; mais ils se trouvèrent dépaysés aussitôt qu'ils eurent perdu de vue l'atmosphère fumeuse de leur cité; la plupart se débandèrent, et ceux qui voulurent poursuivre leur route furent dispersés par quelques pelotons militaires. A dater de cette échauffourée, les charbonniers sont restés tranquilles jusqu'à la *grève* toute récente qui vient d'inquiéter le bassin de Rive-de-Gier; cette *grève*, aujourd'hui calmée, n'avait son origine dans aucune excitation politique : elle avait eu pour cause la substitution, dans quelques puits, du travail à la tâche au travail à la journée (1).

La triste histoire des agitations qui ont eu lieu dans le district industriel du Forez met dans la plus complète évidence ce fait, — qu'en laissant les populations ouvrières à elles-mêmes, on les avait livrées aux perfides suggestions des ennemis de l'ordre social. Ce n'est plus seu-

(1) Le système du travail à la tâche, appliqué déjà sur d'autres points du bassin de la Loire, quand il n'est pas calculé de manière à réduire le salaire antérieur, ne soulève aucune objection. Disons cependant qu'il exige dans les houillères de nombreuses distinctions à cause des différences qui s'y rencontrent à chaque pas sous le rapport de la nature du terrain, et qui augmentent ou diminuent la difficulté du travail.

lement en vue de secourir, comme on l'a toujours fait, les individus isolés qui tombent sur l'âpre chemin du travail, qu'il fallait s'occuper des masses laborieuses; c'était surtout en vue de satisfaire à des besoins nouveaux, besoins collectifs nés du développement de l'industrie; c'était en vue de fortifier les liens qui, malgré les différences de situation, unissent naturellement les divers intérêts engagés dans la production. La société dispose, sans doute, d'une assez grande force pour triompher des attaques auxquelles elle est exposée; mais son vrai triomphe, c'est d'en rendre l'emploi inutile et de faire naître la sécurité publique de la cohésion même des intérêts. Quelles sont donc les institutions qui existent dans la contrée stéphanoise soit pour éclairer les ouvriers, soit pour les soutenir dans les épreuves de la vie?

Les institutions de ce genre appartiennent ici à l'initiative des communes ou à celle de quelques grands établissemens industriels. En fait de créations municipales, vous trouvez comme partout des salles d'asile et des écoles primaires. Saint-Etienne possède neuf asiles dirigés par les sœurs de l'ordre de Saint-Joseph et occasionnant une dépense annuelle de 6 à 8,000 francs. Les écoles pour les garçons et pour les filles en coûtent environ 40,000, et reçoivent à peu près quatre mille enfans. Sur sept écoles de garçons jouissant d'une allocation municipale, six sont tenues par des frères de la doctrine chrétienne, et toutes les classes de filles sont dirigées par des religieuses. Deux classes d'adultes pour les hommes, et une pour les femmes, s'ouvrent le soir durant une partie de l'année. Quelque étendus que soient ces moyens d'instruction gratuite, ils sont encore trop restreints, si on les compare aux besoins d'une ville de plus de 50,000 âmes, où la population ouvrière occupe une si large place. A Rive-de-Gier, le vide est plus grand encore : huit ou dix frères doivent y suffire à l'éducation d'un millier d'enfans. Certains grands établissemens particuliers sont allés plus loin que les communes dans le champ des institutions destinées aux classes laborieuses. A Terre-Noire, par exemple, ces fondations embrassent toute la vie du travailleur. Salles d'asile pour les jeunes enfans, écoles pour les garçons jusqu'au moment où ils sont admis au travail, classes du soir pour les adultes, écoles pour les jeunes filles, caisse de secours mutuels largement dotée par l'usine, infirmerie ouverte à tous les membres de la famille ouvrière, tels sont les principaux traits d'un tableau que vivifie partout le sentiment de la charité chrétienne. Sur un théâtre beaucoup plus vaste, la compagnie des mines de la Loire possède des institutions analogues qui intéressent 15 à 18,000 individus. Certes, de graves devoirs étaient imposés, sous ce rapport, à cette puissante association. Les grandes sociétés privées participent en quelque sorte du caractère de l'autorité publique. Plus sont nombreuses les individualités qu'elles em-

brassent dans leur orbite, et plus elles participent de près à la mission du gouvernement. Profitant de la paix sociale, elles doivent contribuer à la maintenir en se tenant dans leurs œuvres au niveau de l'esprit du temps, en se montrant toujours justes, libérales et bienveillantes envers les travailleurs dont elles utilisent les bras.

Il était d'avance évident qu'une association de capitalistes comme celle des mines de la Loire aurait pour effet d'ouvrir de nouvelles sources de travail. De toute nécessité, il lui fallait tirer parti des fonds accumulés sous sa main, ou subir une rapide et désastreuse liquidation. La compagnie possédait d'ailleurs des moyens d'action infiniment plus larges que les anciennes exploitations, dont la rivalité devenait une source intarissable de procès dispendieux. Fidèle à la loi qui dominait son existence, elle a développé largement la production des houillères, soit en reprenant des travaux abandonnés, soit en étendant le rayon des mines qui existaient déjà, soit en perçant de nouveaux puits. Elle a donc fourni à la masse des travailleurs un nouvel élément d'occupation. Qu'on suppose un instant le cas où cette grande association viendrait à s'écrouler, le désœuvrement et la misère s'étendraient comme une plaie sur le pays. Qui pourrait recueillir cette succession dont l'ouverture serait une véritable calamité publique? Une autre conséquence devait sortir de l'établissement d'une compagnie en mesure de suffire à de larges avances : c'était l'amélioration des moyens de travail. Autrefois on ne descendait pas en général très avant dans les mines de ces contrées; dans les galeries souterraines, les transports s'effectuaient souvent à dos d'homme, le charbonnier marchait de pair avec le cheval. Aujourd'hui de meilleurs procédés d'extraction permettent d'attaquer le sol plus profondément. De plus, on a établi dans les galeries des voies ferrées et des *bennes* (1) à roulettes, qui demandent, il est vrai, à être maniées avec précaution pour éviter les accidens résultant au sein des ténèbres de la rapidité des mouvemens, mais qui constituent néanmoins un véritable progrès. Nous donnerons une idée de la puissance des agens mécaniques employés, en disant qu'à Rive-de-Gier, où des inondations souterraines avaient causé d'immenses ravages en 1836, il existe une vaste machine à épuisement, d'une force de 400 chevaux, qui soutire les eaux des entrailles de la terre dans presque toute l'étendue des concessions de ce bassin appartenant à la compagnie de la Loire.

Cette société dont relèvent tant de familles, cette société exposée aux regards de l'opinion publique et qui avait à justifier son existence mise en question, a dû en outre, dans un temps comme le nôtre, être amenée à prendre une prompte initiative en fait d'institutions d'assis-

(1) Les *bennes* sont d'immenses paniers dans lesquels on met le charbon.

tance ou d'éducation pour les ouvriers. Ses efforts en ce genre datent presque de sa fondation. Son organisation lui permettait d'ailleurs de grouper des élémens divers et, en agissant dans de vastes proportions, d'atteindre à des résultats inaccessibles aux forces individuelles. Trois établissemens ont été créés par la compagnie, sous l'heureux nom de *maisons des ouvriers*, à Lorette, près de Rive-de-Gier, au Soleil, et à la Ricamerie, près de Saint-Etienne. Ces trois établissemens, qui sont le pivot de toute son action secourable, supposent une immense clientèle de travailleurs et de grandes ressources financières. Entourée de cours, de jardins et de prairies, chaque *maison d'ouvriers* renferme un hôpital pour les mineurs blessés en travaillant (1), un asile pour les enfans des deux sexes, une école et un ouvroir pour les jeunes filles. Les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul sont à la tête de ces établissemens, et à une charité touchante elles joignent des exemples d'ordre et de propreté qui trouveront là une voie pour se répandre parmi les familles laborieuses. S'il est un moyen de réagir sur les habitudes des ménages d'ouvriers, c'est précisément dans l'éducation des filles qu'on le trouvera. L'instruction des jeunes garçons formerait sans doute, bien qu'à un moindre degré, un autre élément d'influence. Aussi est-il à regretter que la compagnie laisse aux parens le soin de les envoyer aux écoles communales jusqu'au moment où ils descendent dans les puits. On avait eu la pensée de fonder, sous la direction des ingénieurs de la société, une classe de mineurs qui aurait servi de pépinière pour recruter les chefs des travaux. Ce projet, dont diverses circonstances ont empêché la réalisation, serait un utile encouragement donné au travail.

L'aide prêtée aux familles laborieuses ne se renferme pas dans les *maisons d'ouvriers*. Pour tous les charbonniers malades par l'effet d'autres causes que des blessures reçues en travaillant, et pour leurs familles, on a organisé un service médical à domicile entièrement gratuit, et dans lequel une large part est encore laissée aux sœurs de charité. Bien que ces soins réduisent un peu le rôle des sociétés d'assistance mutuelle entre ouvriers, la compagnie, réunissant en bloc plusieurs associations de ce genre qui existaient isolément avant sa formation, a créé une caisse générale de secours au moyen d'un léger prélèvement sur les salaires, d'une subvention égale à la masse de ces prélèvemens (2), et du produit des amendes disciplinaires. Exonérée des frais de maladie, la *société mutuelle* donne des secours en argent aux ouvriers blessés ou malades, à leurs enfans en bas-âge, aux mères,

(1) Dans les concessions isolées, on ne délaisse point les ouvriers blessés; les propriétaires de mines les font soigner à leurs frais à l'hôpital civil.

(2) La compagnie s'est réservé le droit de supprimer la subvention; mais il n'est sans doute pas à craindre qu'elle use de ce droit.

veuves ou enfans des ouvriers décédés à la suite de blessures occasionnées par le travail, et en certains cas à leurs frères et sœurs. L'institution remplit ainsi quelques-unes des fonctions d'une caisse des retraites, mais elle n'y supplée pas complétement. Il serait fort utile d'instituer une caisse de ce genre en la rattachant à la caisse nationale des retraites. Depuis 1846, la compagnie de la Loire a consacré environ 1,200,000 fr. à ses établissemens de bienfaisance, si on compte le prix d'acquisition et les frais d'appropriation des *maisons d'ouvriers* (1).

Comment ces fondations, ces secours, ces services sont-ils appréciés par la population laborieuse qui en tire avantage? Quand on fouille le fond des âmes, quand on cherche à en faire sortir, dans l'abandon des conversations familières, la pensée intime, s'en échappe-t-il une expression de reconnaissance envers la compagnie? Non; on semble croire qu'il s'agit pour elle de payer une dette. Qu'au point de vue du devoir social, qu'au point de vue de la charité chrétienne il y eût là en effet une obligation sacrée, de pareils actes n'en restent pas moins volontaires devant la loi positive, et ce n'est pas à ceux qui en profitent de se considérer eux-mêmes comme des créanciers. Cette disposition des esprits est en partie l'œuvre des influences de diverses sortes qui ont tâché de répandre parmi les mineurs l'idée qu'ils sont la proie d'une réunion de capitalistes; mais elle tient surtout à la nature des rapports de la compagnie avec les masses. Il est plus facile à une grande association de se montrer bienfaisante à l'aide de dispositions générales que de mettre dans ses relations quotidiennes une bienveillance constante et appropriée à tous les cas particuliers. On est obligé de regarder les choses de haut et de s'arrêter seulement à l'ensemble des résultats obtenus. On est dès lors exposé à ne voir que des chiffres là où il y a des hommes, et à considérer des organes vivans comme les rouages d'un vaste mécanisme qui fonctionne pour produire. La compagnie de la Loire, on ne saurait trop l'en féliciter, a voulu amoindrir ces conséquences fâcheuses en multipliant les institutions protectrices; mais la sympathie envers les souffrances individuelles peut seule conquérir réellement les cœurs. De plus, pour prévenir le gaspillage et assurer l'ordre dans les secours, on a dû adopter des règles sévères; on a dû s'efforcer aussi de réduire les dépenses, de les renfermer dans les strictes prévisions des statuts. Rien n'est mis en oubli pour alléger, par exemple, le fardeau des pensions allouées soit à des ouvriers frappés d'une incapacité absolue de tra-

(1) Le seul entretien des maisons d'ouvriers a coûté, depuis 1846, en bloc, plus de 300,000 francs, et les secours de toute nature ont dépassé 500,000 francs. Les ouvriers ont eux-mêmes largement contribué au soulagement commun, les retenues sur les salaires s'étant élevées, durant le même espace de temps, à 400,000 francs environ.

vail, soit à des veuves de charbonniers. Certaines vérifications utiles obligent parfois d'entrer dans le domaine de la vie privée. Toutes ces précautions altèrent aux yeux abusés des travailleurs le caractère des services rendus. La compagnie des mines de la Loire ne s'est point laissé décourager par ces interprétations malveillantes; mais l'idéal à réaliser pour elle, c'est de joindre à la prudence nécessaire dans la répartition des secours cette générosité qui sait au besoin tempérer la rigueur des règlemens.

A côté des institutions de prévoyance aidées par le concours des chefs d'industrie, les ouvriers passementiers de Saint-Etienne avaient avec leurs seules ressources formé entre eux, en 1848, une société d'assistance mutuelle destinée à prêter secours aux sociétaires malades et à faciliter le placement des travailleurs sans ouvrage. Par malheur, l'institution était née sous de mauvaises inspirations. Après le 24 février, les rubaniers avaient d'abord voulu ressusciter à Saint-Etienne cette question du tarif si stérilement débattue à Lyon en 1831. Leurs tentatives n'ayant pu triompher d'impossibilités matérielles, un homme exalté, mais habile, qui n'appartenait point à la classe ouvrière, mais qui fut alors l'âme de ses mouvemens, conçut le plan de cette association de secours qui devait, dans sa pensée, imposer, par voie indirecte, aux manufacturiers un minimum de salaire. En permettant de faire manœuvrer les ouvriers comme un régiment, cette société, nommée *Société populaire*, devenait en outre un puissant engin politique. Elle était partagée en *divisions* et en *sections*. C'était dans la *section*, composée des hommes d'un même quartier et se réunissant une fois par semaine dans quelque café, que résidait effectivement la délibération. Quant à l'assemblée générale de la société, comme on n'avait pas trouvé de local assez vaste pour la contenir, elle se tenait en plein vent, au Champ-de-Mars, entre les pics des montagnes. Cette institution, qui obtint parmi les ouvriers un succès considérable, voulut imposer dans l'industrie rubanière une loi absolue, sans tenir aucun compte des volontés récalcitrantes. En ce qui regarde la durée du travail par exemple, des violences furent commises, sinon par la société agissant en corps, du moins par quelques-uns de ses membres animés de sa pensée, envers certains chefs d'ateliers dissidens. De plus, en intervenant sans cesse dans les rapports des ouvriers et des patrons, la société formait un germe permanent de coalition. Elle était d'ailleurs parfaitement administrée sous le rapport financier, et, quand elle a été dissoute comme dangereuse pour l'ordre par un arrêté de M. le général de Castellane le 3 janvier 1852, elle possédait en caisse 26,320 fr., qui ont dû être répartis entre tous ses membres par les soins du commissaire central de police. La *Société populaire* a été amèrement

regrettée par les ouvriers; de nombreuses démarches ont été faites pour obtenir son rétablissement. Des chefs d'atelier honnêtes et rangés nous ont déclaré à nous-même, à Saint-Etienne, que la dissolution leur avait ravi un précieux moyen de soulagement.

Quelle que soit la sympathie qu'inspire toute institution susceptible de prêter appui aux familles laborieuses, il est impossible de méconnaître que dans l'association stéphanoise une pensée excellente en elle-même avait été gâtée par un alliage funeste. Les fabricans, a-t-on souvent répété, l'avaient jugée avec une sévérité trop systématique, c'est possible; mais si le bien était par eux méconnu, le péril n'en débordait pas moins de tous côtés. Est-ce à dire que l'idée fondamentale de l'œuvre, l'idée d'assistance mutuelle ne saurait être dégagée des ruines de la caisse populaire? Non sans doute, pourvu qu'on se place sous l'égide d'un principe plus vrai et moins intolérant. L'harmonie des intérêts étant le but de toute société, une institution qui sème la haine porte en elle sa condamnation. Longtemps méconnue ou trop contrariée par les lois, l'idée de mettre en commun, parmi les groupes d'ouvriers, certaines chances de la vie, en vue de soutenir les individus que la maladie ou l'âge empêche de travailler, a obtenu récemment une satisfaction importante. Un décret du 26 mars 1852 est venu élargir la voie devant les sociétés de secours mutuels; cet acte peut recevoir à Saint-Etienne, comme ailleurs, les plus utiles applications. Il facilite le rapprochement des intérêts sans permettre aux passions aveugles de se réunir en faisceau. Il a surtout ce mérite de permettre de la part des patrons un concours direct qui est une des meilleures garanties pour le succès de pareilles institutions. Il ne s'est pas établi jusqu'à ce jour, dans la riche cité forésienne, un concert entre les fabricans pour créer, à l'aide de sacrifices volontaires et proportionnels, quelqu'une de ces œuvres qui, comme la *Caisse des Ouvriers en soie* de Lyon et la *Société d'encouragement à l'épargne* de Mulhouse, répondent si bien au caractère de notre époque et aux exigences de l'ordre industriel. Ce n'est pas que la bonne volonté ait ici fait défaut; mais on avait eu le tort de subordonner la réalisation des projets conçus à des éventualités trop douteuses. Ainsi, dans une délibération de 1851, la chambre de commerce de Saint-Etienne disait à ce sujet : « Ne devons-nous pas désirer voir arriver le moment où le commerce pourra venir en aide à la classe laborieuse, non par des vœux, mais par des dotations aux caisses de retraite? » La chambre aurait voulu pouvoir, comme à Lyon, rattacher le concours des négocians à l'établissement connu sous le nom de *Condition des soies*. Or, les revenus de cet établissement sont versés à Saint-Etienne dans la caisse municipale, et non dans les mains de la

chambre de commerce. Ce n'était pas là cependant un motif pour s'arrêter : Mulhouse n'a pas de *Condition*, et la redevance des fabricans est calculée sur la somme des salaires payés par eux. La souscription volontaire pourrait encore être basée sur le chiffre de la patente. La chambre de commerce de Saint-Etienne s'honorerait elle-même et rendrait un véritable service à la communauté stéphanoise en conduisant à bonne fin une question jusqu'ici trop stérilement débattue. Le moment est d'ailleurs favorable pour agir. Si les traditions de désordre ne sont pas complétement anéanties à Saint-Etienne, elles sont du moins amoindries et paralysées. Quoique fermentant encore sourdement dans quelques têtes, le levain de l'ancien esprit a perdu de sa force, et le terrain s'est raffermi. Les ouvriers, en voyant qu'on s'occupe activement de leur bien-être, comprendront plus vite qu'ils ont tout à gagner à ce que les questions industrielles restent des questions purement industrielles, dont il est absurde de croire la solution attachée à des révolutions dans le gouvernement du pays.

Lorsque l'on rassemble en un vaste cadre tous les traits de l'état intellectuel et moral du district industriel de la Loire durant ces dernières années, on s'aperçoit aisément qu'en fait de politique et de socialisme, les brandons de désordre venaient du dehors; l'irritation, bien que rapidement développée, était purement artificielle. Les idées qu'on émettait touchant les heures de travail et les sociétés d'assistance révélaient au contraire un vrai sentiment des intérêts de la population ouvrière. Sur ce terrain, la société peut non-seulement accepter la discussion, mais elle peut encore exercer une action appropriée à tous les besoins légitimes. Il suffit d'ouvrir les yeux pour s'en convaincre : loi sur les caisses de retraite, loi sur les sociétés de secours mutuels, loi sur l'apprentissage, loi sur la durée du travail, loi sur les avances aux ouvriers, loi sur les bureaux de placement, et d'autres encore, voilà de larges assises pour notre société industrielle, qui ressemblait trop, depuis la destruction de l'ancien régime, à un édifice sans fondemens. Les lois pourront encore, sans tomber dans les inconvéniens de la réglementation, en se bornant à faciliter la route devant les activités individuelles à mesure que la nécessité s'en produira, exercer au profit du travail une action tutélaire ; mais elles ne sauraient accomplir leur mission qu'en réduisant à l'impuissance ces passions aveugles, ces haines envenimées, qui seraient prêtes à sacrifier à l'attrait de satisfactions impossibles le maintien même de l'ordre social.

A. Audiganne.

SOUVENIRS

DE LA

SORBONNE EN 1825.

DÉMOSTHÈNES ET LE GÉNÉRAL FOY.

..... Nil-ne salit lævâ sub parte mamillæ?
(PERS. in Satir.)

Dans le temps où, un peu reposée de l'empire, la France avait, depuis quelques années, retrouvé deux tribunes politiques et des hommes de cœur et de talent pour y monter, un de ces hommes, le plus populaire peut-être et certainement le plus agréable à l'esprit français par l'origine de sa renommée, les souvenirs de sa vie, la grâce loyale de son langage et tout son aspect militaire et spirituel, le général Foy, étant un jour apparemment fort de loisir, sans séance de la chambre, sans réunion dans les bureaux, avait pris la route du quartier latin. Il venait assister au cours vulgairement appelé d'*éloquence française*, qui se faisait dès lors à la Sorbonne, et qui attirait grande affluence, surtout pendant l'interruption temporaire d'un célèbre enseignement de philosophie ancienne, que récemment, pour plus de sûreté, on a supprimé tout à fait.

La leçon commençait à peine dans cet amphithéâtre du concours général, dont les deux grandes tribunes étaient ouvertes et remplies jusqu'au faîte, comme la salle. Soudainement un immense cri est répété coup sur coup : *Place au général Foy! vive le général Foy!* La

foule debout dans les corridors se presse et se resserre, la foule assise se lève pour saluer, et entre deux rangs épais qui se fendent à grand'peine, porté, soutenu sur les bras, le général Foy arrive dans l'hémicycle, et est déposé sur le banc d'honneur, à la place où siége, à certains jours solennels, M. le préfet de la Seine, tout cela au milieu d'un tonnerre d'applaudissemens et d'acclamations.

Le professeur, assez déconcerté de cet incident, je m'en souviens, après quelques efforts inutiles pour obtenir un moment de silence et apaiser cette tempête d'enthousiasme, réussit enfin à dire, de manière à être entendu : « Messieurs, ici nous ne devons applaudir que les orateurs antiques, et nous n'avons de couronne à décerner qu'à Démosthènes. » Puis, se raffermissant, le moins mal qu'il peut, contre ce choc subit d'une popularité si éclatante, dont la présence accablait la parole pacifique de la Sorbonne, en même temps qu'elle la compromettait, il reprend enfin son discours interrompu et sa thèse du jour. Elle portait épisodiquement sur la *Rhétorique* d'Aristote et sur les grands principes de morale et d'art que l'élève indépendant de Platon et le précepteur d'Alexandre avait recommandés à l'éloquence de tous les temps et par conséquent à la nôtre.

Mais ce sujet, un peu éloigné du titre même de la chaire et choisi par la circonspection du professeur, devait paraître, en ce moment, bien technique et bien froid pour la passion de la jeunesse, toute distraite et tout agitée par un nouvel auditeur qui semblait lui-même la vive image de l'éloquence militante, au milieu de tous ces souvenirs de gloire patriotique et de liberté, seule âme de la parole, et laissant si fort en arrière la scolastique de l'art et la science des rhéteurs. Ce n'est pas tout : à part l'émotion du public, la personne même du général, l'air de supériorité naturelle empreint dans tous ses traits, l'expression de sa physionomie, toujours en mouvement comme sa pensée, rendait fort périclitant de parler devant un esprit d'une si pénétrante et si vive nature.

Ayant à peine dépassé le milieu de la vie, quoique d'apparence moins jeune que son âge, non pas fatigué ou refroidi, mais cicatrisé par la guerre, le général Foy, avec son front large et chauve, où retombaient de loin quelques mèches de cheveux blanchis, son profil ouvert et martial, et surtout le feu incessamment mobile de ses regards, portait en lui une sorte de fascination, de séduction impérieuse, donnée bien rarement à l'homme de tribune, et sous laquelle j'avais vu souvent ailleurs s'incliner l'esprit de parti, et se courber, en frémissant, l'intolérance politique.

Par momens, sur ce visage sévère et fier, et aux deux coins de cette bouche expressive, passait un sourire à glacer l'*improvisateur* le plus confiant ou le plus modestement résigné aux vicissitudes de la parole.

Promptitude d'esprit et hauteur d'âme, merveilleuse facilité à tout saisir, impatience naturelle de toute lenteur et de toute faiblesse dans autrui, c'était, au premier abord, la disposition imminente et comme l'irrésistible instinct du général Foy. Ajoutons que l'ardeur d'opinion commune alors, le mouvement public vers des institutions de liberté, un certain zèle libéral répandu dans l'air tournait les esprits à n'estimer que l'éloquence vigoureuse et pratique servant à la défense des intérêts nationaux, ou parfois à la passion calculée qui simulait habilement cette défense.

Quoi qu'il en soit, même devant cette préoccupation générale, et pour cette époque animée d'une si généreuse ardeur de droit et de légalité, il pouvait y avoir plus d'un attrait, piquant alors, dans l'étude de la grande *Rhétorique* d'Aristote, et surtout dans ce qu'on pourrait nommer sa *psychologie politique*, dans son analyse originale et profonde des caractères nationaux et individuels, des mœurs et des passions sur lesquelles doit agir la parole oratoire. En dehors de cette monnaie courante de la parole banale si fort usitée dans le gouvernement des états modernes, libres ou non, paraissaient là, gravées et rangées par la main d'un sage, comme autant de médailles de la nature humaine, reconnaissables après deux mille ans. Ces types de vérité, choisis et définis par le grand philosophe, comme la matière vivante que doit connaître à fond et dominer l'orateur, en ramenaient sous nos yeux quelques autres, épars dans les historiens et surtout dans Thucydide, homme de guerre, homme d'état, et proscrit politique avant d'être historien, et comme pour s'y préparer.

Rien, par exemple, ne pouvait paraître alors moins suranné, et n'est plus instructif pour tous les temps que le portrait tracé par Thucydide du peuple dont les orateurs d'Athènes se disputaient la conduite, de ce peuple mobile avant tout, ardent, découragé, fier, humble, vif, ingénieux, inerte, se laissant lourdement tromper, de ce peuple esclave ou tyran, dont Aristophane se moquait en face, et qu'un peintre, Parrhasius, selon Pline (1), avait représenté sous les traits prodigieux d'un personnage qui réunissait tous les contrastes imaginables de caractères et de passions, tous les extrêmes d'élévation et de bassesse. Le portrait qu'en avait fait Thucydide était plus grave et moins satirique, sans être moins vrai.

« Les Athéniens (2) sont grands faiseurs de nouveautés, également vifs à concevoir et à réaliser par l'exécution ce qu'ils ont conçu. Vainqueurs de leurs ennemis, ils vont à tout; vaincus, ils s'abattent au dernier degré; ils usent de leur corps au service public, comme de la

(1) *Plinii Historiæ naturalis lib.* XXXV, *c.* 36.
(2) Thucyd., *Hist.*, lib. Ier, § 70.

chose qui leur est le plus étrangère, et de leur esprit, comme d'une propriété qui appartient à la patrie et doit sans cesse être en action pour elle. N'emportent-ils pas ce qu'ils ont projeté, ils se croient dépouillés d'un bien à eux. Saisis de ce qu'ils poursuivent, ils en font peu de cas, par comparaison aux chances à venir. S'ils échouent au contraire dans quelque entreprise, ils ont aussitôt rempli ce vide en se faisant une espérance inverse. Seuls en effet, la chose dont ils ont l'idée, ils la possèdent, en même temps qu'ils l'espèrent, par leur promptitude de main à exécuter ce qu'ils résolvent, et tout cela, ils le font à travers des labeurs et des périls soufferts toute la vie. Ils jouissent peu des biens présens, par cela qu'ils y voient possession toujours uniforme, et que pour eux il n'y a de jour de fête que celui où ils achèvent une œuvre nouvelle, ne regardant pas la tranquillité sans trouble comme un moindre mal que l'agitation sans relâche, de sorte que, si quelqu'un, les prenant en masse, disait qu'ils sont mis au monde pour n'avoir jamais de repos, et pour n'en laisser jamais aux autres hommes, il dirait juste. »

Ces paroles, fidèlement copiées de l'original et librement redites, si près de nos grandeurs et de nos revers, dans un temps où le souffle de la France, même en paix, semblait encore agiter l'Europe et semer partout les révolutions, en Grèce, à Naples, en Espagne, en Piémont, ces paroles toutes historiques intéressaient vivement le public d'alors, et nos jeunes Athéniens de 1825 n'étaient pas fâchés de croire s'y reconnaître.

D'autres leçons, bien anciennes, mais toujours oubliées, sortaient de cette étude de l'homme dont Aristote a fait si justement le fondement de l'art de persuader, ce grand art, le premier de tous chez un peuple libre et éclairé, mais le plus inutile et par conséquent le plus abandonné sous la conquête, ou sous le pouvoir absolu, qui n'est que la conquête à l'intérieur.

On écoutait donc avec ardeur, dans cette studieuse assemblée, la reproduction exacte de quelques-unes de ces pages antiques, qui ne sont devenues des lieux communs que parce qu'elles sont des vérités profondes. Le portrait de la jeunesse surtout attacha le jeune auditoire, si souvent alors ému par les passions et les controverses du temps : « Les jeunes hommes (1) sont d'humeur changeante et promptement dégoûtés dans leurs désirs; ils souhaitent fortement et se lassent bientôt. Leurs volontés sont vives, elles ne sont pas grandes; elles passent comme les soifs et les faims des malades.

« Impétueux, ardens, emportés par leur fougue, ils ne se gouvernent point; passionnés pour ce qui honore, ils ne supportent pas

(1) Aristot., *Rhet.*, lib. II, c. 12.

d'être comptés pour rien, mais s'indignent, s'ils se croient offensés; ils aiment les distinctions, surtout celle de la victoire, car la jeunesse est jalouse de prééminence, et la victoire est une prééminence. Ils ressentent ces deux ambitions, bien plus que la convoitise d'argent; ils sont très-peu avides, parce qu'ils n'ont pas fait encore l'essai du besoin. Leur disposition naturelle n'est pas malveillance, mais candeur, parce qu'ils n'ont pas encore eu le spectacle de nombreuses perversités, et de même ils sont confians, parce qu'ils n'ont pas encore été souvent trompés; ils sont prompts à l'espérance, parce qu'ils sentent en eux une ardeur venant de nature qui les anime, comme des gens échauffés par le vin, et aussi parce qu'ils n'ont pas encore éprouvé beaucoup de mécomptes.

« Ils vivent surtout dans l'avenir. L'espérance appartient à l'avenir : le souvenir fait partie lui-même des choses passées. Or, chez les jeunes gens, l'avenir est vaste, le passé fort court. Aux premiers jours de la vie, il leur semble qu'ils n'ont à se souvenir de rien, mais qu'ils doivent espérer tout, et par là même, ils sont faciles à décevoir, car ils espèrent aisément : ils en sont plus hardis à entreprendre, étant chauds de cœur et bien présumant des choses : deux conditions dont l'une ôte la crainte, et l'autre donne l'audace, car l'homme ardemment excité ne redoute rien, et celui qui s'attend à quelque avantage est entreprenant. Ils sont sensibles à la honte, parce qu'ils ne savent pas encore prendre pour belles les choses qui ne le sont pas, et qu'ils n'ont encore reçu que l'enseignement de la loi. Ils ont l'âme généreuse, car ils n'ont pas encore été rapetissés par la vie, et ils n'ont pas l'expérience des nécessités du monde : et puis, la générosité d'âme, c'est de s'estimer soi-même digne de ce qui est grand, et cela va bien avec l'espérance. Ils aiment mieux aussi faire ce qui est beau que ce qui est utile, car ils vivent de sentiment plus que de raisonnement; or le raisonnement relève de l'intérêt, le sentiment ne relève que du beau moral.

« Ils ont, plus que les autres âges, le goût de l'amitié, de la camaraderie, par l'attrait de vivre ensemble, et aussi parce que, habitués à ne porter encore nulle part une vue d'intérêt, ils n'en portent pas non plus dans le choix des amis. En tout, ils pèchent par l'ardeur et l'excès, à l'encontre de la maxime du sage : ils font toutes choses trop; ils aiment trop, ils haïssent trop, et de même pour tout le reste; ils croient tout savoir, et ils dogmatisent. Cela même est la cause de l'exagération qu'ils mettent en tout; s'ils font quelque mal, c'est plutôt insolence que malignité. Ils sont sensibles à la pitié, sous une impression qui les porte à croire tous les hommes honnêtes et bons, car ils jugent autrui par l'innocence d'intention qu'ils ont eux-mêmes, de telle sorte qu'ils croient volontiers que les autres souffrent

injustement. Ils aiment à rire, et partant, ils sont moqueurs; la moquerie est de l'insolence bien élevée. Voilà, ce me semble, en général les caractères des jeunes gens. »

Pour concevoir l'effet direct, l'involontaire allusion que pouvait offrir, il y a plus d'un quart de siècle, ce calque fidèle d'antiques observations gravées, il y a deux mille ans, par le génie, d'après le peuple le plus civilisé du monde, il faut se reporter à notre France de 1824 et de 1825, à l'ardeur d'étude, à l'émulation publique et privée, au goût, aux habitudes de discussion qui régnaient alors, grâce au jeu libre des institutions et au mouvement des esprits, plutôt excité qu'amoindri par les tendances ou les velléités contraires du pouvoir.

Cette peinture de la jeunesse semblait être la peinture même de la nation dans le noble travail dont elle était préoccupée, et qui, de la tribune éclatante et libre, rejaillissait sur tout le pays tranquille et animé, industrieux et savant, réunissant au même degré les profits du commerce, la splendeur du luxe et l'élégante activité des arts. L'illustration des grands talens dont brillaient les chambres, l'écho prolongé de leurs débats, la liberté quelque peu contenue mais réelle des discussions extérieures, l'avénement d'une école nouvelle en littérature, et l'heureuse inspiration de quelques-uns de ses chefs, inspiration plus durable et plus vraie que leurs théories, tout concourait à élever le niveau de la pensée française et à entretenir la nation dans un progrès d'émulation et d'espérance. Ce qu'il pouvait y avoir de résistances et de vœux rétrogrades dans une partie de la société n'arrêtait pas un si noble et si naturel élan. Ce que la pratique et la prospérité même du gouvernement parlementaire amenaient çà et là de vues intéressées et de corruptions ne détruisait pas les germes heureux que la liberté jetait dans les âmes. Le mot profond, littéralement traduit d'Aristote : « Ils ont l'âme généreuse, car ils n'ont pas encore été rapetissés par la vie, » fut senti vivement du jeune auditoire, qui semblait se l'appliquer volontiers, par maligne comparaison à quelques exemples, en ce temps-là célèbres, de désertions et d'apostasies bien effacées depuis, il faut en convenir. L'esprit français alors se croyait, se sentait, se voulait prédestiné à la possession d'un gouvernement libre et régulier, fondé sur l'intérêt de tous, la participation effective dans les affaires de la classe indépendante et éclairée, l'extension laborieuse et continue de cette classe, et la promotion de l'expérience et du talent, sous les yeux du public et avec l'assentiment de l'opinion.

La France jouissait déjà d'un grand nombre de réformes obtenues au milieu de ces controverses spéculatives et pratiques qui sont la vie morale des peuples; en dix ans de gouvernement représentatif incomplet d'abord, elle s'était remise des plus grands désastres que

les fatalités de l'esprit de conquête aient jamais attirés sur un peuple, et e le était parvenue à un point élevé de bien-être et de liberté réunis.

Il ne faut donc pas s'étonner que le sentiment, le reflet, l'effervescence même de cette vie publique, si heureusement réalisée dans les grandes choses, pénétrât partout, se produisît sous toutes les formes et se mêlât presque aux études comme aux affaires. S'il restait encore quelque trace des rancunes militaires ou des réminiscences démagogiques qui, par voie d'affiliations ou même de complots, avaient paru menacer d'abord l'heureuse forme de gouvernement inaugurée pour la France par la charte de 1814, ces souvenirs et ces obstacles semblaient s'affaiblir chaque jour et se perdre dans le progrès d'un ordre légal affermi. Dégoûtée de l'esprit de trouble et d'impatience révolutionnaire qui s'était réveillé après 1815, la jeunesse n'était pas lasse, Dieu merci, de l'esprit d'émulation et de liberté que légitimait la constitution même de l'état.

En vue de ce noble avenir, tout ce qui dans cette jeunesse était distingué par le talent naturel, aidé par la fortune ou stimulé par la pauvreté, se livrait avec ardeur à de laborieuses études, et, mettant à cette ambition scolaire une sorte de patriotisme, se croyait destiné à vivre et à s'élever sous de libres institutions, dont ses efforts serviraient un jour à garantir et à marquer honorablement la durée. Cette pensée répandue dans l'élite de la jeunesse (et le mot d'*élite* ne s'appliquait pas alors par privilége à la profession des armes), cette pensée, dis-je, pouvait être encore exagérée ou mal comprise, et aboutir parfois à des démonstrations imprudentes; mais le caractère général, l'esprit dominant de la société nouvelle était de plus en plus analogue aux institutions espérées et méritées par la France.

On sentait surtout cette conviction utile et vraiment morale, que la liberté politique n'est pas seulement une force, un droit, une puissance du grand nombre, qu'elle est une science qu'il faut acquérir et perfectionner par l'étude, une vertu qu'il faut maintenir par le caractère, et au besoin par les sacrifices. Ainsi l'idée du devoir était entrée dans l'esprit de la jeunesse avec les idées de liberté constitutionnelle. L'amour de la patrie, inséparable de l'orgueil pour la patrie (car on n'aime que la patrie dont on s'honore), se fortifiait par la pensée du grand rôle que la France paisible et libre avait en Europe. On se disait que ce peuple guerrier, qui pendant quinze ans avait troublé ou dominé le monde de ses victoires et de sa dictature, et n'avait pu parler que par les sanglans bulletins et les décrets absolus de son chef, il était beau de l'entendre aujourd'hui reprenant la parole, pour faire assister tous les peuples à l'œuvre législative de fondation et de bien-être national qui s'accomplissait dans son sein. On savait que partout, à l'étranger, les yeux étaient fixés sur la France, les esprits

attentifs aux délibérations de ses assemblées, au caractère d'équité, de modération, qui parfois, en dépit des hommes, par la force des institutions, par la vertu de la tribune publique, se communiquait à nos lois nouvelles.

De nos jours, ce n'est guère l'usage de flatter le passé, à moins que le présent n'y soit intéressé : nos souvenirs ne peuvent donc être suspects d'exagération; mais quelle ne fut pas alors, quelle n'avait pas été, dès 1819, l'influence extérieure de la législature de France! Quels n'avaient pas été surtout l'éclat et l'enseignement des mémorables discussions touchant la liberté de la presse et l'organisation légale de l'armée! Quel ne fut pas, en 1823 et dans les deux années qui suivirent, le retentissement des débats sur l'expédition d'Espagne, sur les réfugiés espagnols, sur les lois électorales, sur la formation des listes du jury, enfin sur les flux et reflux divers d'une liberté plus développée ou plus restreinte, mais toujours du moins garantie par la publicité et la loi! Quelle célébrité, quelle autorité n'avaient pas obtenue dans toute l'Europe les noms des Lainé, des Royer-Collard, des Camille Jordan, des de Serre! N'était-ce pas, en quelques années, comme un titre nouveau acquis à l'esprit français? Quelle lumière semblait au dehors portée dans l'administration et dans les finances de la France par la parole intègre et précise d'un Benjamin Delessert, le fondateur charitable de l'institution des caisses d'épargne, ou par la polémique instructive et piquante de M. Casimir Périer et de M. Laffitte lui-même!

De toutes parts éclatait, pour ainsi dire, une noble rénovation de l'esprit français. Des hommes qui, entraînés et comme absorbés dans la dévorante activité de l'empire, y avaient silencieusement occupé de grands emplois, rendu de grands services, déployaient, à l'air libre de la France constitutionnelle, un autre ordre de talens, une supériorité meilleure, et les Pasquier, les Molé, les Daru, faisaient apprécier au loin, avec l'habileté politique et la science des affaires, l'ascendant, nouveau pour eux, de la discussion publique et de la parole applaudie. Le problème d'une double assemblée à fonder dans ce pays d'extrême égalité était résolu par l'éclat intellectuellement aristocratique dont brillait l'assemblée où siégeait, à côté de M. Molé, M. le duc de Broglie, armé d'une science de publiciste si élevée et si exacte, et d'une parole si forte avec simplicité, et où, près des traditions variées et de l'esprit supérieur avec grâce de M. de Talleyrand, se rencontrait le duc de Fitz-James avec sa vive éloquence, M. de Tracy, le courageux Lanjuinais, et la splendeur oratoire de M. de Chateaubriand.

Là souvent la discussion la plus approfondie et même les opinions les plus généreuses corrigeaient l'apparente inégalité de faveur po-

pulaire entre les deux chambres, et donnaient à la pairie judicieuse et modératrice plus de crédit que n'en avait l'impétuosité de zèle monarchique prédominante dans la chambre élective.

Ainsi, malgré les difficultés de toute restauration, malgré les entraînemens inévitables de tout parti vainqueur après une longue attente, même sous une administration fréquemment abusive et sans grandeur, la France, libre et prospère, était le spectacle de l'Europe. L'activité, la richesse, le mouvement général des intelligences et l'esprit de légalité s'y développaient à la fois, et la nation reprenait, par l'ascendant heureux de ses lois, plus d'autorité morale qu'elle n'en avait exercé par ses victoires.

L'arbre cependant était piqué au cœur, et il y avait un défaut grave, un péril prochain dans le grand succès qui suivit la guerre d'Espagne, et qui permit, quelques années après, l'expédition d'Alger; mais ce péril, cet écueil caché, si redoutable à la monarchie restaurée, ne semblait pas menaçant pour la nation même, que l'on vit, à la suite des secousses profondes de 1830, reprendre et mûrir encore, avec l'active habileté du gouvernement représentatif, tous les avantages de la paix, et tous les genres de prospérité qui s'accroissent par l'ordre et la liberté. Ce danger prochain et non soupçonné de la monarchie en 1825, c'était le triomphe même de ses dernières entreprises, le progrès apparent de sa force, et la tentation pour elle de s'affranchir un jour, comme d'un obstacle, de la *constitution* qui lui était une contrariété et un appui. Pour tout pouvoir en effet, il y a deux sortes de dangers : la lutte intérieure, les résistances à vaincre, les ennemis à désarmer, puis la pleine et excessive victoire, sans obstacles survivans et sans libres remontrances. De ces deux périls, le premier n'est pas le plus grand.

La pensée que la restauration, puissante dans le cercle des lois, ayant comprimé ou découragé ses ennemis, relevé et indemnisé ses amis, aspirait encore au-delà, et voulait se délivrer un jour de la charte, cette pensée, vraie ou supposée, était le poison du règne de Charles X. Il s'y mêlait cette considération relative aux personnes, toujours si capitale dans les chances qui décident du sort des états, la vieillesse et l'esprit à la fois léger et opiniâtre du roi, le peu de supériorité du dauphin, le peu de popularité de son héroïque et sainte épouse.

Il y avait donc à la fois en France beaucoup de bonheur et point de sécurité, beaucoup d'ordre matériel et une grande agitation des esprits.

Le général Foy, le moins conspirateur des hommes, était cependant très accessible à cette anxiété publique, et souvent il l'excitait par la vivacité de son langage et ses colères de tribune; dans les

abus d'administration qu'il combattait et dans l'action permanente de la *majorité* dite royaliste, il voyait un danger continu pour les intérêt de révolution et de liberté, et il aimait, comme les hommes populaires de ce temps, à s'appuyer contre cette crainte des manifestations extérieures de la jeunesse, des journaux, de la littérature, de tout ce qu'on appelait alors l'opinion publique. Il sortit donc de la Sorbonne singulièrement satisfait et flatté de cette ovation accidentelle que quinze cents jeunes gens, destinés pour la plupart à recruter les professions savantes de la société, avaient improvisée pour lui autour d'une chaire qui, toute scolastique et innocente qu'elle était, leur paraissait, en quelque sorte, faire partie des habitudes légales et des mœurs nouvelles de la France.

Mais, aux yeux de certaines personnes importantes, les choses ne pouvaient se passer ainsi. On fit grand bruit de cette séance, et du fanatisme littéraire et politique de la jeunesse pour le général Foy.

Quelques esprits extrêmes voulaient la suppression immédiate du cours; d'autres, l'interdiction future des cours publics à toute personne étrangère aux études; d'autres, le changement du professeur. L'affaire fut discutée à fond; mais d'après le décret du 17 mars 1808 et même une ordonnance de 1815, les professeurs étaient alors réputés inamovibles, et de plus le ministre de l'instruction publique et des cultes était un homme considérable, un évêque d'un caractère grave et doux, célèbre pour avoir lui-même parlé en public avec mesure et dignité dans des jours de défiante oppression. Il écouta peu les plaintes et les exclamations des personnes zélées, et il se contenta de répondre que « le professeur d'éloquence française aurait mal fait son devoir, si les jeunes gens qui l'écoutaient, et qu'on ne pouvait pas empêcher de lire les journaux monarchiques et libéraux, n'avaient pas pris un goût très vif pour la parole brillante du général Foy. » Le mot scandalisa certains politiques qui se plaignirent de la faiblesse de Mgr l'évêque d'Hermopolis, et insinuèrent avec tristesse qu'il était d'ailleurs malheureusement un peu *gallican;* mais on lui en sut gré dans la minorité de la chambre des députés, et à la discussion, très longue alors, du budget, lorsque vint le chapitre jusque-là très attaqué du ministère de l'instruction publique et des cultes, M. Casimir Périer, un des rares adversaires que l'opposition fort réduite pouvait mettre en campagne contre le ministère, combattit le prélat-ministre avec une expression particulière d'égards et une courtoisie vraiment édifiante, où la majorité vit avec satisfaction un signe du *progrès religieux.*

Cependant, dès les premiers jours, le général Foy, un peu grondé par M. Royer-Collard sur l'explosion inévitable de ses visites en Sorbonne, et se la reprochant lui-même avec cette chaleur de bienveil-

lante inquiétude qui lui était innée, était venu voir le professeur, qu'il craignait d'avoir compromis. Celui-ci parut assez confiant, cita les décrets de 1808 et de 1810, l'article 26 de l'ordonnance royale de février 1815, qui déclare les *professeurs de facultés nommés à vie*, et du reste il affirma qu'il n'avait entendu parler de rien, hormis une dénonciation très violente dans quelques journaux ultra-monarchiques. Le général Foy, calmé sur son scrupule d'affectueuse bonté, se livra tout entier au plaisir que lui avait fait cet élan cordial d'une jeunesse studieuse.

« Quel noble pays, disait-il, que cette terre qui donnait, il y a quinze ans, de si vaillans *conscrits* pour les champs de bataille d'Espagne ou de Russie, de si intelligens officiers après un an de *Fontainebleau*, et qui aujourd'hui, sans que nous ayons de moins braves gens dans nos armées de paix et de police monarchique au dehors, peuple nos écoles d'une si brillante jeunesse! Avec quelle émotion je les voyais se lever, se pencher de toutes parts vers moi! Quels auditeurs! combien de bon sens et d'esprit dans leurs approbations et parfois dans leurs silences! Il y aura là des gens qui vaudront mieux que nous, déjà vieux ou demi-jeunes. Quels avocats! quels magistrats! quels futurs députés dans cette jeunesse ainsi nourrie de grec, de latin, d'histoire, de droit public, à l'occasion du droit civil, et tout entretenue d'Aristote et de Bossuet! Vous faites bien de ne les occuper que de l'admiration des grands écrivains. Comme disait l'empereur, « il n'y a que les grands esprits qui forment les « grandes nations. » Malheureusement, lui, il ne voulait pas que les esprits, grands ou petits, fussent libres le moins du monde, de sorte que dans tout son empire il n'y avait ou il ne restait de grand esprit que le sien. Cela ne nous a pas profité, car un seul ne suffit jamais à tout.

« Mais revenons à ce temps-ci, continua-t-il. Que j'aime la jeunesse de vos écoles! et que ne deviendra pas ce pays lorsqu'il aura seulement, par-dessus nos souvenirs de révolution et de gloire militaire, vingt ou trente ans de bonne liberté constitutionnelle! Ce qui doit y préparer surtout, ce sont les sérieuses, les opiniâtres études. Rien n'est meilleur pour élever et pour discipliner l'âme.

« Voilà ce dont je sais gré à votre Université. Je suis sûr que bien des jeunes gens ne sortent de vos cours publics que pour aller aux bibliothèques demander de vieux livres, et s'y accouder pour le reste du jour. C'est là où je les aime. Il y a deux ans, à l'époque des escobarderies sur la loi électorale, j'étais désolé quand je voyais des encombremens d'étudians, qu'on appelait *des émeutes*, entassés autour de la chambre et sur le pont, et j'étais impatienté plus que je ne puis dire le jour où Benjamin Constant faisait écho à ces démonstrations

et nous parlait de cette jeunesse *vénérable* que repoussaient assez brutalement les agens de police. Ce sont là de ces ridicules de parti que je ne subis pas, et de ces vaines provocations que je déteste; mais qu'après de fortes études dans les lycées, des études concentrées et vigoureuses comme les voulait l'empereur, il y ait de grands cours publics librement suivis où, pendant les trois ou quatre années des *inscriptions* de droit et de médecine, et pendant le premier stage du barreau et parfois de la magistrature, on se fortifie dans les connaissances générales de philosophie, d'histoire et de lettres anciennes ou modernes, cela me charme, cela me paraît la vie morale et la perpétuité croissante d'un peuple.

« Dans nos temps modernes, pour aimer la liberté et pour en bien user, il faut beaucoup savoir, beaucoup comparer, beaucoup juger.

« Que l'éducation prépare à cela, il ne restera plus qu'à supprimer cette barrière des quarante ans, qui ne nous laisse passer que trop vieux, et attarde nos successeurs; alors, quel que soit le mode électoral, ce pays d'esprit et de travail donnera d'excellens députés. Ah! je ne puis vous dire combien je suis heureux de ce que j'ai vu. On serait bien coupable et bien maladroit de vouloir, par esprit de réaction et de défiance, ôter à la France un tel avenir, et on n'y réussirait pas, du moins pour longtemps. »

Tout ceci n'est qu'une bien faible image des expressions mêmes du général Foy dardées de sa voix et de son regard, avec cet air de franchise et de passion qui faisait sa physionomie. — Déjà cependant la fatigue de cinq ans de tribune, succédant à plus de vingt ans de guerre continue, était fort sensible en lui, et mêlait par momens une impression de souffrance à cette parole vibrante et forte, à cette intonation toujours émue et rapide, où semblaient retentir les battemens trop précipités de son noble cœur. Je l'écoutais, je le regardais, et, muet devant lui, j'avais l'air sans doute d'avoir appris de mémoire les paroles que je disais naguère en Sorbonne, avec assurance, devant un si nombreux auditoire. Subjugué ainsi, j'éprouvais en toute humilité l'ascendant de l'éloquence effective et virile sur la spéculation studieuse : c'est ce que Pascal exprimait si bien, quand il parlait de la satisfaction d'avoir devant soi, *non pas un auteur, mais un homme.*

Je me bornai enfin à remercier le général Foy de la bonne opinion qu'il avait, du bon augure qu'il tirait de nos études classiques ainsi prolongées, puis je hasardai là quelques souvenirs, qui m'étaient déjà familiers, sur la forte éducation et l'éloquence savante, quoique libre et pratique, des orateurs anglais.

Le général Foy avait médiocre sympathie pour eux; ce qu'il en avait lu, me dit-il, était trop technique, trop local, trop peu mar-

qué de cette philosophie généreuse, de cet esprit d'humanité, autant que de patriotisme, qui lui semblait à bon droit l'honneur de la tribune française. « C'est un grand pays, disait-il, que l'Angleterre, mais c'est un pays de droit coutumier; oh! si la France pouvait être régulièrement libre et stable pendant un ou deux règnes constitutionnels, comme elle établirait mieux le droit et l'égalité! Et puis, ajoutait-il, je sortais de l'école d'artillerie de La Fère en 1792; j'ai vu la première invasion et la terreur, et, jeune lieutenant, je dis en face son fait au proconsul Joseph Lebon, sauf à être guillotiné quelques jours après, s'il n'était survenu le 9 thermidor. Je ne pouvais tenir à cet excès d'horreur; mais aussi j'ai gardé du même temps grande aversion pour la politique anglaise. M. Pitt, si froid et si dur, est pour moi Machiavel à la tribune. »

« — Ce jugement est bien sévère, général, essayai-je de dire; le discours de M. Pitt pour l'abolition de *la traite des nègres*, ses touchantes paroles sur le malheur des indigènes arrachés à la côte d'Afrique, ce rapprochement si pathétique entre le sort des races encore barbares et opprimées — et la splendeur sociale de cette Angleterre qui, du temps de César, conquise et sauvage elle-même, ne semblait pas, nous dit Cicéron, capable d'envoyer au marché de Rome un esclave intelligent : cela me semble animé d'un souffle sublime de morale et d'éloquence. Que j'aime dans la discussion sur la traite des noirs, à la fin de cette longue séance de nuit dominée par la parole de M. Pitt, ce beau souvenir de Virgile qui se rencontre avec le lever du jour, et qui semble l'image allégorique du réveil alternatif des peuples et de la pitié secourable qu'ils se doivent l'un à l'autre!

Et nos primus equis oriens afflavit anhelis;
Illic sera rubens accendit lumina Vesper. »

« — Bien, bien, dit le général en riant, vous êtes trop candide; c'est là de la rhétorique fort belle, j'en conviens, comme M. Pitt, premier ministre à vingt-deux ans, en apportait au parlement; c'est de l'humanité ostensible et bruyante, comme il lui en fallait pour se recommander à la grâce divine des méthodistes et de M. Wilberforce. Que les Anglais abolissent la traite des blancs dans l'Inde! qu'ils n'aient pas gardé Malte contre les traités, incendié Copenhague sous la caution de la paix, et soldé quatre coalitions pour forcer une révolution égarée à devenir atroce, et un grand capitaine, digne d'être un législateur, à se perdre dans une guerre à mort contre l'Europe! alors je croirai à leur pieuse philanthropie... Non, continua-t-il avec impatience, j'aime la liberté anglaise, l'industrie anglaise, la valeur anglaise même, telle que je l'ai vue de près en Espagne, en Portugal et à Waterloo; mais tout cela, je le tiens bon pour l'Angleterre, et

je veux les mêmes choses autrement et plus grandement encore pour la France.

« Ce n'est pas à leur mesure qu'il faut régler nos dicours, pas plus que nous ne marchons de leur pas; je n'aime ni qu'on les cite sans cesse, ni qu'on les imite trop. Nous ne datons pas du *bill des droits*, mais de 1789, et des grands *interim* nationaux qu'avait remplis la royauté sous Henri IV, sous Richelieu, sous Louis XIV. La France, au lieu du gouvernement par vieux précédens parlementaires et par influences aristocratiques, doit avoir une tribune éclatante, agissant directement sur l'opinion du pays, et une administration tirant toute sa force et son meilleur titre de cette tribune. Avec cela, de très grandes choses seraient encore possibles, même pour la vieille dynastie des Bourbons, même avec quelques émigrés dans le ministère, pourvu qu'ils soient éloquens comme de Serre, et loyaux et honnêtes comme ce bon M. de Corday... »

Et le général, s'animant, allait tomber tout à fait dans la politique, et bien loin de la distraction qu'il avait cherchée dans la visite dont il m'honorait; mais, s'arrêtant tout à coup, avec un demi-sourire : « Je disais donc, reprit-il, que votre littérature anglaise, vos orateurs anglais, leurs énormes discours, leurs démonstrations sans fin ne sont pas à notre usage. En France, on ne sait pas s'ennuyer, bien que cela arrive souvent. Il faut une parole plus agile, plus prompte à l'assaut, plus vive à la riposte, comme la course de nos vélites, qui emportaient une redoute avant que Wellington n'eût, en arrière, déployé toute sa ligne. Le modèle que je souhaite à nos orateurs, l'inspiration efficace, après l'étude profonde des choses s'entend, c'est l'éloquence antique; c'est pour cela que j'aime les fortes études des lycées de l'empire, bien que le maître ne songeât guère à ce résultat en les fondant; c'est ce que j'approuve encore dans la jeunesse actuelle, et ce qui me fait lire avec une extrême satisfaction les écrits de nos jeunes publicistes, de nos jeunes historiens, de votre ami Thierry, éloquent avec des lambeaux de chroniques barbares, et qui a pour moi découvert le moyen âge, comme Colomb l'Amérique, de mon ami de Barante, si touchant et si neuf dans ses *Mémoires* de Mme de La Rochejacquelein, de Philippe de Ségur, vraiment admirable et d'un intérêt qui dévore dans son récit de Moscou, enfin de deux jeunes gens de notre bord, qui ont grand succès et grand avenir, je crois, Thiers et Mignet, avec leurs *Histoires de la Révolution* tant soit peu polémiques, selon la loi du temps, mais singulièrement intelligentes et instructives, ou par l'analyse habile qui concentre les choses, ou par la narration facile et complète qui les déploie.

« J'apprécie surtout à ce titre les solides et nerveux écrits de Guizot. Voyez comme l'antiquité lui sert, même pour la polémique du

jour. Par exemple, dans sa brochure *de la Peine de mort en matière politique*, quelle citation et quel commentaire de Tacite! et par-là comme la controverse est élevée à la hauteur du droit éternel et de la morale! Jusque dans une simple notice, celle du colonel Edmund Ludlow, on sent sous sa plume un coloris tout empreint de cette vigueur classique des anciens. Nous l'attendons à la tribune en personne et pour son compte, et je ne doute pas qu'il n'y grandisse, trouvant là autant de matière à la passion sérieuse qu'il apportera de savoir et de talent.

« Les anciens, ajoutait-il, outre le génie, avaient l'âme libre et haute, même sous l'empire. Je suis persuadé que, malgré toutes les différences de conditions sociales et de mœurs, l'étude des anciens est encore aujourd'hui la plus excitante et la plus nourrissante pour notre tribune de France. Où voulez-vous qu'on se prépare à cette éloquence mâle et sensée que demande le bon gouvernement d'un état libre? car c'est là qu'il faut aboutir. Sera-ce dans Voltaire, qui se moque de tout, qui sape et mine, même sans vouloir abattre, et qui pensait pouvoir n'ôter du monde que la foi et le respect, le christianisme et l'honneur, sauf à garder d'ailleurs tout l'ancien régime, y compris les maîtresses de princes et les gentilshommes de la chambre? Sera-ce dans Rousseau, qui voit si souvent faux, qui déclame tant et qui confond perpétuellement le despotisme du nombre avec la souveraineté de la justice? Sera-ce même chez Montesquieu, que je relis sans cesse, que j'admire passionnément, mais qui, dans son style si fort et si brillant, ne donne guère que la raison du passé, ne célèbre que ce qui n'est plus, et nous ouvre si peu de voies nouvelles, si peu de perspectives sur l'avenir, sauf son fâcheux pronostic, que je ne veux pas admettre : *L'Europe se perdra par les gens de guerre?*

« Je ne parle pas de notre XVIIe siècle, aussi grand, mais non pas plus grand dans l'éloquence et les lettres que dans la science de la guerre et dans le gouvernement : il est admirable, mais il vivait d'une autre vie que la nôtre; il met la grandeur dans le pouvoir absolu corrigé par le sentiment de la gloire. Ce n'est pas là ce qu'il nous faut, ni ce qui est possible aujourd'hui. Il fait coexister la dignité des classes, l'honneur des individus, le génie des écrivains et la toute-puissance du monarque. Aujourd'hui, sans liberté parlementaire et civile, nous n'aurions que la nullité des classes, la servitude intéressée des individus, et le despotisme onéreux au dedans et sans force à la frontière. Inspirer en France l'esprit de justice et de liberté, faire des hommes publics, créer une génération dévouée à la défense et à la science des intérêts de l'état, c'est là l'œuvre du patriotisme, et l'intérêt bien entendu de la royauté, dont je suis fort partisan, vous le savez, pourvu qu'elle soit française et libérale.

« Pour cela, le XVIIIe siècle ne nous donne rien, quoiqu'il ait eu par momens, à la tête des affaires, de grands hommes de bien, Turgot, Malesherbes. Mais ce n'étaient pas des hommes de bien assez armés en guerre; ils n'auraient pas vécu dans le feu des débats publics; ils n'auraient pas discipliné une assemblée par l'ascendant de la raison munie d'éloquence. Mirabeau seul était capable de cela; mais la maison était en ruine, quand on l'appela pour la soutenir; il ne parut lui-même qu'un homme de destruction. Parlement, noblesse, royauté qu'il voulait garder, il abattait tout à coups de hache, et il mourait au milieu de cette démolition, sans qu'on voie ce que vivant il aurait pu faire pour en relever quelque chose. Par-là, ses discours ont peu d'application pour nous. Lorsqu'il n'était que véhément ou emporté par le souffle du temps, il nous paraît déclamateur. Que nous fait aujourd'hui d'ailleurs la *déclaration des droits de l'homme* et la constitution civile du clergé? Qui concevrait le droit de paix et de guerre comme Barnave ou Mirabeau l'étendaient ou le resserraient? Il nous faut maintenant quelque chose de plus précis et de plus pratique. Il ne s'agit pas des *droits de l'homme,* mais de garanties légales bien déterminées pour le citoyen; pas de tribunaux d'exception, commissions militaires ou autres : personne distrait de ses juges naturels; le jury pour tous les crimes ou délits politiques, et les délits de la presse compris dans cette catégorie : tout cela est simple et d'une logique usuelle; tout cela se coordonne et se tient. De Serre a posé là-dessus les vrais principes, et, il faut en convenir, admirablement. Je ne connais rien, en débats législatifs, au-dessus des mémorables discussions sur la loi de la presse en 1819 : ce sont des vérités acquises. Un peuple serait bien à plaindre de les oublier jamais. Il peut y avoir ensuite des réactions, des reviremens de majorité, des mutilations partielles du droit; mais le principe est fondé, et ce qui en reste ramènera tôt ou tard ce qu'on a perdu.

« Quant au droit de guerre et de paix et à toutes les formes de droit extérieur, nul doute que cela n'appartienne à la royauté, quand il y a royauté; mais par le fait aussi, tout cela relève indirectement des chambres par le vote de l'impôt et la fixation des dépenses et des recettes de l'état, car on ne fait la guerre qu'avec de l'argent, beaucoup d'argent, et les chambres seules peuvent donner l'argent du pays.

« La monnaie est marquée à l'effigie du prince; mais c'est le peuple seul qui bat monnaie, ou qui du moins par son travail fournit le lingot d'or.

« Mais ne faisons pas de polémique actuelle. Ce que je vous disais donc, c'est que sauf l'imprévu, toujours à prévoir en France, malgré la réaction commencée dès 1820, malgré la guerre d'Espagne votée

contre nous et mieux conduite que nous ne l'aurions cru, les principes constitutionnels s'enracinent chaque jour en France, et que ces principes, trop souvent déclamatoires et destructeurs au temps de Mirabeau, sont aujourd'hui précis, sensés, conservateurs. C'est à la science positive, à la connaissance approfondie des affaires, au bon sens parlant juste et bien, qu'il appartient de les accréditer de plus en plus et de les perpétuer. — La France, comme me disait l'empereur au retour de ma mission à Constantinople, a toujours besoin de commander, par les armes ou par l'esprit, et souvent par tous deux; si on lui ôtait l'un et l'autre, elle ne se reconnaîtrait plus, et elle se croirait morte.

« Dieu merci, ce péril est loin; mais il n'est pas impossible. Malgré le juste orgueil de notre renaissance constitutionnelle après 1815, malgré le spectacle de laborieux progrès que donne aujourd'hui la France et l'influence électrique de sa parole dans l'Europe, je ne me fais pas illusion sur l'état général du monde; j'ai souvent regardé d'un œil fixe, dans le cabinet de mon camarade Haxo, cette carte topographique des accroissemens de la Russie depuis un demi-siècle, qui en dit plus que tous les livres. Je vois distinctement cette puissance d'organisation, ces forces immenses amoncelées au nord de l'Europe, et avancées d'un siècle sur nous par la folie de notre grand capitaine. Je me figure de quel œil, là, on doit suivre notre travail de liberté et l'ébullition constitutionnelle des états du Midi. Par momens, je me dis que nos efforts sont peut-être en pure perte, et que nous courons risque de ressembler à ces villes grecques du temps de Philippe (1), qui discutaient admirablement sur la place publique, pendant que de la Macédoine et de la Thrace s'acheminait la phalange organisée qui devait les asservir; mais je me réponds bien vite à moi-même qu'une Athènes qui a trente millions d'âmes et peut mettre en campagne douze cent mille soldats est invincible, à moins qu'elle n'ait à jour donné, par une fatalité singulière, réuni tous les peuples contre elle. Son généralissime, son empereur a pu être renversé par la coalition des rois entre eux et des nations avec les rois; mais hors de là, elle seule, avec un drapeau libre et des lois sensées qui lui rallieraient la moitié du monde, elle est inexpugnable. »

Et le général, en achevant ces mots, se levait, marchait à pas pré-

(1) « Lorsque le colosse russe aura un pied aux Dardanelles, un autre sur le Sund, le vieux monde sera esclave; la liberté aura fui en Amérique. Chimères aujourd'hui pour les esprits bornés, ces tristes prévisions seront un jour cruellement réalisées, car l'Europe, maladroitement divisée comme les villes de la Grèce devant les rois de Macédoine, aura probablement le même sort. » (*Histoire du Consulat et de l'Empire*, par M. Thiers, tome VIII, p. 448.) Cette réflexion confirme l'inquiétude et le parallèle qui se présentaient à l'esprit du général Foy, et nous regrettons qu'elle ne soit pas, chez le célèbre historien, accompagnée du démenti motivé que le général opposait, sur ce point, à ses propres craintes.

cipités, avec un feu d'expression dans les regards inoubliable comme ses paroles.

« Mais, continua-t-il, comme il arrive toujours après de longues guerres, comme il est arrivé en Europe après les conquêtes et les revers de Louis XIV, nous sommes, je le crois, destinés à une longue paix, troublée tout au plus par de courts incidens, par des expéditions de police monarchique, telles que le *principe d'intervention* en autorise aujourd'hui. Avant que les masses de l'Océan se déplacent de nouveau, avant qu'on revoie au grand complet des états-majors de souverains en campagne et des *conscriptions* de peuples, il faut bien des années de repos, et qu'une ou deux générations soient mortes ailleurs qu'au bivouac.

« Malgré les fanfares parlementaires de Canning, je crois donc que, de notre vivant, nous n'assisterons pas de rechef à la grande guerre, et tant mieux pour la liberté! mais cette liberté, il faudrait qu'elle se hâtât de former en France des âmes fortes et fidèles, des esprits animés d'un sentiment sérieux du droit et du devoir légal. Des bras, des cœurs de soldat, il n'en manquera jamais! cette terre de France les produit dans chaque sillon. Des esprits patriotes autant qu'éclairés, une succession d'hommes publics poursuivant la même voie, nourris dans les mêmes doctrines, les défendant, les honorant, et ne les exagérant pas, cela est plus difficile! Que de fois nous avons changé (on ne peut presque y penser, sans que la tête ne tourne)! De la convention au directoire, du directoire au consulat, du consulat à l'empire, de l'empire aux cent jours, et des cent jours aux phases diverses de la restauration, que de principes proclamés, rejetés, repris! que de masques plusieurs fois empruntés! Il est temps que la lumière continue de la vie publique nous donne, par conviction ou du moins par pudeur, des caractères plus fixes, des hommes voués à une cause, à une vérité. Je suis frappé de ce que, sous ce rapport, malgré les misères du temps et les misères de l'homme en général, le régime constitutionnel a déjà fait pour nous, des corruptions publiques qu'il a réprimées ou déshonorées, de la clarté qu'il a portée dans les finances, de l'élan généreux qu'il communique aux esprits, de l'élévation qu'il rend aux lettres, et je reviens à mon dire : qu'à l'enseignement des chambres et du débat public se joigne une forte éducation de la jeunesse, et nous aurons une grande époque de fondation et de durée! Je mets en premier rang, pour cela, ces études approfondies de lettres et de sciences dont l'empereur faisait ses draperies de couronnement, et que je demande pour étais de notre édifice légal.

« Ce n'est pas l'élégante parole de Regnault qui nous convient; ce n'est pas non plus l'avocasserie bruyante de Bedoch ou de Dumolard; c'est la vraie parole politique, une parole grave, nourrie de la connais-

sance intime des faits, et étendue, enhardie par la méditation philosophique et l'histoire. C'est là le grand ascendant, la prédominance morale de Royer-Collard dans cette chambre, où nous avons tant d'hommes d'affaires habiles et de parleurs diserts. Mais quelles études cet homme a faites toute sa vie! quel travail de lecture et de réflexion! J'en suis honteux pour nous, réquisitionnaires de 1792, toujours en campagne depuis, et qui, jusqu'à Waterloo, n'avions pas eu même un seul quartier d'hiver tranquille, pour étudier un peu. »

Le général Foy se calomniait ou se vantait en exagérant ainsi son défaut de savoir. Malgré sa vie errante et guerrière dès l'âge de dix-huit ans, peu d'hommes étaient plus instruits, avaient plus ajouté aux premières études une assidue variété de lectures et d'observations, et mieux saisi les principales parties des grandes connaissances. Nul esprit de notre temps peut-être n'était plus promptement sagace et plus attentif. La science militaire, liée à l'étude de l'histoire, avait été sa passion de jeunesse. Les récits d'Arrien, de Polybe et de César lui étaient présens, comme les campagnes de Turenne et de Napoléon. La plus belle littérature avait charmé sa vive imagination, comme elle colorait son langage.

Depuis son entrée dans la vie sédentaire, ou, comme il disait, dans la rude milice de tribune, nul n'avait appliqué à l'examen approfondi des questions et à l'art de les exposer un travail plus ardent et plus opiniâtre. Je le savais par lui-même, car ce noble esprit était au-dessus de toute dissimulation vaniteuse : malgré les heureux accidens de sa parole soudaine, ses discours le plus librement, le plus hardiment jetés, étaient le fruit d'une laborieuse préparation. Il disait parfois avec modestie qu'il était obligé de suppléer ainsi à ce qui lui manquait d'art et de science générale; mais en réalité, il ne faisait là que ce que veut la perfection même de l'art en si haute matière. Seulement, par la vivacité de sa nature, son travail solitaire, sa préparation était dévorante, comme la lutte même. Fortement étudié dans tous les documens matériels, médité longtemps, dicté avec ardeur, déclamé à quelques oreilles amies, et souvent à sa noble et spirituelle femme, chacun de ses discours était ainsi un rude et passionné labeur qui se reprenait et s'achevait enfin à la tribune, où le général ne récitait pas de mémoire, mais retrouvait d'instinct et d'enthousiasme tout l'ordre de ses pensées, ses mouvemens, ses images, suppléant de verve à ce qui pouvait manquer encore ou paraître trop faible dans le feu de l'action même.

Je savais tout cela très bien, et j'avais lu quelques pages de ses remarquables récits de la guerre d'Espagne; je pouvais donc contredire le général, et je le fis en peu de mots. « Oui, me dit-il alors, je me donne beaucoup de peine; je respecte la tribune, je respecte cette

grande mission de traiter en public les intérêts de l'état, de servir ses concitoyens, de les éclairer, de les modérer, car tout cela est dans le mandat étroit du député. Je voudrais donc que, comme en Angleterre, mais par le droit du travail, au lieu d'un privilége de naissance et de fortune, on se préparât de bonne heure à la vie politique; que les études dans la jeunesse, la profession dans l'âge adulte, la manière d'être avocat, propriétaire, industriel, officier, magistrat, concourût à faire des hommes de choix pour la députation, ce but de la notabilité et du patriotisme, cette force incessante du pays, où le pouvoir gouvernant doit trouver tout ce qui fait régner, conseil, action, crédit extérieur, adhésion populaire, et dont il doit par conséquent se servir et non se défier, qu'il doit mettre en vue, et non en cage.

« Quant aux études premières qui peuvent conduire à cette noble vocation, et qui sont si péniblement remplacées plus tard, je cherche parfois quel est le meilleur mode de les fortifier et de les prolonger. Franchement, je ne crois pas que ce soient nos petits *clubs* de jeunes gens aristocrates ou libéraux. On y fait plus d'esprit de parti que de besogne, et on obtient des succès trop aisés en prenant la facilité, accrue par l'exercice, pour cette improvisation, la seule bonne, qui, lentement nourrie de faits et d'idées, trouve, sous le coup de la nécessité et de la passion, le mot nécessaire. Pour arriver là, j'estime bien plus, je regarde comme bien plus efficace l'étude solitaire, laborieusement faite, l'étude de nos grands anciens.

« Rien ne prépare à la facilité que l'effort. On ne parle puissamment que lorsqu'on a beaucoup médité. Cicéron, Démosthènes, les grands historiens de l'antiquité, voilà les maîtres qu'il faut encore de nos jours aux orateurs politiques. Je l'avouerai seulement, Cicéron a pour moi trop de *longueries d'apprêts*, comme disait Montaigne; il me paraît trop beau, trop pompeux; il me semble M. Lainé devenu correct et grand écrivain. Je crois que j'aimerais mieux Démosthènes; je dis Démosthènes tel que je le pressens, tel que je le conjecture, car toutes les traductions me le changent et le gâtent plus que de raison, j'en suis sûr. Où est-il donc? Où le trouver dans son langage comme dans sa puissante méthode, dans son attitude et sa physionomie comme dans ses os et ses muscles, que je sens partout?

« Je ne sais si c'est la faute des mots de notre langue; mais on me le fait lourd et long, même dans un discours assez bref, et j'affirme que sa parole était vive comme son raisonnement, qu'elle saisissait, qu'elle entraînait, qu'elle broyait. Autrement, eût-il été ce que nous dit l'antiquité? eût-il vécu et fût-il mort, comme il a vécu et comme il est mort?

« Je crois donc de foi à un Démosthènes dont j'admire la stratégie, l'ordonnance, l'opiniâtre courage, mais dont je ne puis entendre la voix et reconnaître le cri de guerre.

« Voyez, me dit-il alors en jetant la main sur une tablette de mes livres : je ne prendrai point un traducteur vulgaire, ni trop éloigné de nous; je ne choisirai ni le bon abbé Auger, ni Toureil, qui appelle les Athéniens *messieurs*. Je m'arrête à un de nos maîtres modernes, à un critique justement célèbre, qui, de 89 à 93, avait entendu des orateurs politiques et des hommes éloquens à faire trembler; je le prendrai dans le chapitre où, plein d'admiration pour l'éloquence de Démosthènes, il nous le montre, dans un discours à la fois judiciaire et politique, revendiquant sa vie et tous ses actes de tribune contre les calomnies d'un rival. Eh bien! je l'avouerai, je ne puis me faire à cet exorde, comme l'appelle M. de La Harpe, du plaidoyer de la couronne. Dans Athènes, dans cette ville des grands monumens et des immortels exploits, je cherche un langage digne de l'héroïsme des uns et de la majesté des autres; je cherche, j'attends l'âme de ce Démosthènes qui a lutté dix ans contre Philippe, qui lutte encore contre Alexandre, qui n'est dompté au dedans de lui-même ni par la défaite de Chéronée, ni par la conquête de l'Asie, et qui réclame de ses concitoyens une couronne publique pour son patriotisme, comme un désaveu de leur faiblesse et une protestation contre leur servitude. Le cœur me bondit à cette pensée; j'ouvre la traduction, et je lis : « Je commence par demander aux dieux immortels qu'ils vous inspirent à mon égard, ô Athéniens! les mêmes dispositions où j'ai toujours été pour vous et pour l'état; qu'ils vous persuadent, ce qui est d'accord avec votre intérêt, votre équité et votre gloire, de ne pas prendre conseil de mon adversaire pour régler l'ordre de ma défense. Rien ne serait plus injuste et plus contraire au serment que vous avez prêté d'entendre également les deux parties, ce qui ne signifie pas seulement que vous ne devez apporter ici ni préjugés ni faveur, mais que vous devez permettre à l'accusé d'établir à son gré ses moyens de justification. Eschine a déjà dans cette cause assez d'avantages sur moi; oui, Athéniens, et deux surtout bien grands. D'abord nos risques ne sont pas égaux : s'il ne gagne pas sa cause, il ne perd rien (1). »

« Où sommes-nous? s'écria vivement le général en interrompant sa lecture. Plaidons-nous une affaire de mur mitoyen? *Établir à son gré ses moyens de justification*, *gagner* ou ne pas *gagner* sa cause, est-ce là ce que j'attends de cette lutte à mort entre deux ennemis,

(1) *Cours de Littérature ancienne et moderne*, par La Harpe, t. II, p. 220.

sur leur politique, leur vie entière, leur part à chacun dans la gloire ou l'oppression d'Athènes? On aura beau me dire :

Que le début soit simple et n'ait rien d'affecté;

je cherche là Démosthènes et ne le retrouve pas, même à cet état de dignité calme et de méditation imposante qui précède l'ardeur de la parole. J'éprouve le même mécompte dans la suite du discours; je me perds dans les décrets et les dépositions de témoins cités et commentés par l'orateur; je cherche cette parole de feu qui incendiait la Grèce.

« — En vérité, général, repris-je alors, votre indignation de bon goût m'instruit plus que toutes choses et me prouve ce que je soupçonnais : que le seul art pour traduire Démosthènes serait, en le lisant beaucoup, d'arriver à le sentir, à le prendre sur le fait, comme vous le devinez, vous autres orateurs, puis de le traduire bien littéralement, avec des mots expressifs qui rendent, s'il est possible, l'ordre, le mouvement, la couleur de ses paroles et comme l'accent de sa voix. Ce mot à mot, par exemple, vous choquerait-il? ajoutai-je en prenant quelques pages retravaillées bien des fois :

« Avant tout, ô hommes athéniens! je supplie dieux et déesses ensemble que le bon vouloir dont je suis animé sans cesse pour la ville et pour vous tous, je le retrouve en vous tout entier pour moi au combat de ce jour; puis, ce qui importe souverainement à vous, à votre religion et à votre gloire, que les dieux vous inspirent de ne pas prendre mon adversaire pour conseil sur la manière dont vous devez m'entendre (ce serait une bizarre injustice), mais de consulter les lois et votre serment, où, parmi toutes les autres conditions de justice, est écrite aussi celle d'écouter semblablement les deux adversaires. Et cela ne consiste pas seulement à n'avoir rien présumé sur eux et à leur partager également votre bienveillance, mais encore à les laisser chacun disposer son ordre d'attaque et de défense, comme il l'a voulu et l'a prémédité. J'ai dans ce combat plusieurs infériorités devant Eschine, deux surtout, ô hommes athéniens! deux grands désavantages : l'un de ne pas lutter pour un prix égal; car ce n'est pas chance pareille aujourd'hui, pour moi de déchoir de votre faveur, ou pour lui de ne pas emporter son accusation. »

« — Bien, me dit le général. Mon admiration n'est plus dépaysée par quelques méchans mots. Je ne suis plus au greffe de la Tournelle; je sens l'air libre et le jour de la place publique d'Athènes. Jusqu'à cette invocation aux dieux et aux déesses ne m'étonne pas trop devant les statues sublimes du Jupiter olympien et de la Minerve éloquente et guerrière. Mais poursuivez, je vous prie. »

Je repris alors ma lecture.

« Moi, si... Mais je ne veux pas commencer par une parole de fâcheux augure. Lui, au contraire, bien à l'aise, n'expose rien, en m'attaquant. Mon second désavantage, c'est que par nature il appartient à tous les hommes d'écouter volontiers sur autrui le blâme et l'invective, et d'être fatigués de ceux qui se louent eux-mêmes.

« De ces choses donc, celle qui plaît et attire lui a été donnée, et moi, pour dire le mot, celle qui est importune à tous m'est laissée en partage. Et si, par précaution contre ce danger, je ne raconte pas les choses que par moi-même j'ai faites, je paraîtrai n'avoir ni de quoi repousser les accusations qu'on m'intente, ni de quoi justifier mes titres à vos honneurs; et cependant, si je touche à ce que j'ai fait, à mes actes politiques, je serai contraint à parler souvent de moi.

« Je tâcherai donc de le faire le plus modérément qu'il est possible, et cette nécessité, que la situation même m'impose, celui-là seul en est justement responsable, qui a voulu établir un tel combat; mais vous, ô juges, vous reconnaîtrez, je crois, que ce combat m'est commun à moi autant qu'à Ctésiphon, et que ce n'est pas de ma part qu'il mérite moins d'efforts. Se voir dépouillé de tout est en effet une intolérable souffrance, surtout si elle nous arrive par la main d'un ennemi, surtout encore si c'est votre bienveillance et votre affection qu'elle nous enlève, et d'autant plus que les avoir acquises est le plus grand des biens. La lutte étant donc engagée sur cela même, je vous adjure et vous supplie tous également de m'écouter avec équité, comme les lois l'ordonnent, ces lois que Solon, d'abord qu'il les fonda dans un esprit tout affectueux pour vous et tout populaire, voulut rendre souveraines, non pas seulement par l'inscription publique, mais par le serment que vous leur prêtez tous avant de juger. Il ne se défiait pas, en cela, de vous, je le crois; mais il voyait que, contre les griefs et les calomnies dont s'arme l'accusateur par l'avantage de parler le premier, il n'est pas possible à l'accusé de prévaloir, à moins que chacun de vous qui jugez, gardant fidèle respect aux dieux, n'accueille avec même bienveillance les choses justes dans la bouche de celui qui parle le dernier, et, donnant à l'un et à l'autre audience également favorable, ne forme ainsi son jugement sur le débat entier.

« Ayant donc aujourd'hui, comme il me semble, à donner le compte de toute ma vie, et aussi des choses que j'ai faites en commun avec l'état, je veux, ainsi qu'au commencement, invoquer de rechef tous les dieux, et en face de vous, je les supplie d'abord que tout le bon vouloir dont je suis animé sans cesse pour la ville et pour vous tous, je le retrouve en vous pour moi, au combat de ce jour; puis, ce qui doit profiter à votre bonne renommée, à la religion de chacun de vous, que les dieux vous inspirent de le discerner dans cette accusation. »

« — A la bonne heure, dit le général, j'entrevois Démosthènes : il y a bien encore çà et là quelques paroles qui languissent et que je mets à votre compte; mais en principe vous devez avoir été écho fidèle, car vous m'avez ému. Quel cœur de citoyen on sent là! quelle gravité, quel calme dans la véhémence! quelle puissance de mépris!

« Ah! je conçois la grandeur qu'aura cette défense d'un homme où est enfermée l'apologie d'un peuple et la justification des derniers et stériles combats qu'il a livrés pour la liberté de la Grèce. Au fond, c'est Athènes qui va juger si, dans sa défaite, elle mérite encore une couronne. Pour Athènes, Chéronée était mieux qu'un Waterloo, car elle y combattait aussi l'étranger, mais pour elle-même et non pour un maître intérieur. Et cependant nous aussi, nous avons mérité la couronne civique au pied du mont Saint-Jean, sous ces pics hérissés de feu, sous ces batteries plongeantes, car ce n'est pas le succès, mais le dévouement qui fait la gloire; et ce que nous défendions là, c'était le sol et le drapeau, la substance et le signe extérieur de la patrie. Que n'avions-nous alors à défendre aussi des lois, des institutions, des mœurs publiques, une liberté ancienne et inviolable! Cette garde-là ne serait pas tombée à Waterloo; elle se fût relevée dans chaque village français. De la Loire au Rhin, elle eût couvert et revendiqué le sol de la France. Mais j'ai tort, dit le général; pas de regards en arrière, à de si courtes distances; pas de ces revues d'un passé récent qui importune comme un remords inutile, qu'on touche presque et qu'on ne peut changer. Soyons encore dans l'antiquité.

« A travers ce bon abbé Auger que j'ai voulu lire cent fois, comme on cherche impatiemment à déchiffrer, sous une mauvaise écriture, une nouvelle qui intéresse, j'ai présent le squelette de Démosthènes, sa nerveuse méthode, son bras tendu pour écarter les vains obstacles; je le crois bien, il n'accepte pas pour commencement de son discours les questions de forme et de droit; il court à ce qu'il a de commun avec le peuple, son juge : la question de courage et de liberté, l'entreprise, même malheureuse, pour l'indépendance de la Grèce. On dirait qu'il ne daigne pas même s'occuper de son honneur privé jusqu'à ce qu'il ait relevé l'honneur public d'Athènes, le drapeau de la guerre sainte contre Philippe; mais revoyons, je vous prie, un peu au vrai, s'il est possible, avec quelles couleurs il a retracé cette division des Grecs, présage de leur servitude, ces accroissemens de Philippe, despote et conquérant, et cette corruption qui est de tous les temps, et qui achemine si facilement les peuples au pouvoir absolu. Il y a, sous ce rapport, dans Démosthènes mille traits historiques toujours contemporains, toujours applicables. Il n'y a

plus là d'antiquité. L'intérêt égoïste, la corruption, cela est toujours vieux, toujours jeune, toujours vrai. Cherchons le passage sur l'abaissement et l'accaparement des villes grecques par Philippe, sur les trahisons des principaux et la servitude de tous, pour le loyer de vente de quelques-uns. »

Je tournai quelques feuillets, et je lus le passage suivant (1) :

« Les villes de la Grèce étaient alors malades, ceux qui avaient le gouvernement et l'action étant gagnés par des présens, corrompus à prix d'or, et les particuliers, la foule, d'une part sans prévoyance de l'avenir, et d'autre part leurrée à l'attrait du repos et de l'inertie, tous enfin affectés de l'un ou de l'autre de ces maux, chacun croyant d'ailleurs que le danger ne viendrait pas jusqu'à lui, mais qu'aux dépens du péril des autres, il garderait en sûreté ce qu'il possède, pourvu qu'il le voulût sérieusement. Mais bientôt il advint, ce me semble, que les peuples, pour prix de leur grande et inopportune indolence, perdirent leur liberté, et que les chefs, ceux qui croyaient avoir tout vendu, hormis leur personne, comprirent qu'ils s'étaient tous vendus eux-mêmes les premiers; car, au lieu de ces noms *d'amis* et *d'hôtes* dont ils étaient salués quand ils s'étaient livrés pour argent, désormais ils s'entendent appeler *sycophantes*, *ennemis des dieux*, et autres noms qui leur vont si bien. C'est justice, car personne, ô hommes athéniens, à l'heure où il donne de l'argent, n'a en vue l'intérêt du lâche qui le reçoit. Personne, une fois maître de ceux qu'il a achetés, ne prend le traître pour conseil sur ce qui reste à faire. Autrement il n'y aurait rien de plus fortuné que le traître; mais il n'en va pas ainsi, non, il n'en va pas ainsi! Comment donc! il s'en faut de tout.

« Aussitôt que celui qui aspire à dominer s'est mis en possession des affaires et se sent maître des hommes qui les lui ont vendues, connaissant bien leur corruption, alors surtout, alors il les hait, les soupçonne et les crosse du pied. Soyez bien attentifs à cela, car, si le moment de semblables transactions est passé, le moment d'en bien connaître est toujours là pour les esprits sensés. Lasthenès était nommé l'ami de Philippe jusqu'au jour où sa trahison livrait Olynthe, Timolaüs jusqu'au jour où il perdait Thèbes, Eudic et Simos de Larisse jusqu'à ce qu'ils aient mis la Thessalie sous Philippe. Après cela, chassés, outragés, en butte à tous les maux, de ces traîtres la terre a été remplie. Qu'est devenu Aristrate à Sicyone et Périlaüs à Mégare? Ne sont-ce pas les balayures de la terre? Et de là peut se voir clairement que qui défend le mieux son pays, qui résiste le mieux à de tels hommes, celui-là, ô Eschine, vous ménage, à vous autres

(1) Demosth. *Oper.*, t. 2.

traîtres et mercenaires, l'occasion d'être payés, et c'est grâce au nombre et à la fermeté de ceux qui contredisent vos projets que vous êtes maintenus en sûreté et en salaire; car, abandonnés à vous-mêmes, dès longtemps vous seriez perdus. »

— « Quelle peinture! quelle leçon! interrompit vivement le général. Quelle image de tous les temps! L'avidité des corrompus, l'apathie de la foule, le calcul de quelques habiles, et finalement l'ingratitude très-juste des corrupteurs : on ne dira pas, j'espère, qu'il n'y a rien là de pratique pour nous; que c'est un autre monde, une autre société. Je tiens cela pour vrai dans le présent, pour vrai dans l'avenir; mais, franchement, cela m'intéresse moins, par l'excès même de la ressemblance. Ce qui me ravit dans l'antiquité, ce que je saurais gré de voir exhumer, comme une statue dont les belles proportions nous étonnent, c'est ce qui s'éloigne de notre égoïsme moderne, de notre esprit mercantile, sujet à passer trop vite de l'intelligence des arts utiles au trafic des personnes. Demandons aux anciens de préférence ce qui est rare parmi nous, les illusions de gloire et d'enthousiasme, illusions bien justement appelées ainsi du temps de Démosthènes, car elles ne purent rien sauver, rien prévenir. Et cependant ce n'est que lorsque ces illusions-là sont tout à fait mortes qu'un peuple tombe en décadence. Nous en sommes loin, j'espère, si la liberté se conserve en France. Mais voyons aujourd'hui cette noble inspiration dans l'homme qui ne voulut pas survivre à la liberté de son pays.

— « Mon travail, peu digne de Démosthènes et de vous, n'est pas achevé, dis-je au général : j'aurais besoin de votre aide. J'ai lu quelque part qu'un livre des *Sections coniques* d'Apollonius, perdu dans l'original grec, ne s'étant retrouvé que dans une version arabe, un célèbre mathématicien, Viviani, qui ne savait pas un mot d'arabe, et un honnête arabisan, Abraham Echellensis, qui ne savait pas un mot de mathématiques, se réunirent pour interpréter ce texte unique, et qu'il s'en fit ainsi une très bonne traduction. Il faudrait de même, général, pour donner l'idée de cette magnanimité de Démosthènes, joindre à mon grec de collége votre âme oratoire, ou, pour dire plus, votre âme guerrière et les épreuves de votre vie; car, je le crois, ce Démosthènes tant calomnié, dont la jeunesse, avant d'être toute dévouée à la patrie, est mêlée de quelques faiblesses ou de quelques obscurités, fut un cœur héroïque. Je ne sais s'il s'est mal battu à Chéronée; mais il y avait plus de courage et de péril à faire décréter la guerre et à l'organiser, qu'il n'y en aura jamais dans aucun combat, et vous savez d'ailleurs comment il est mort.

— « Voyons, dit le général, ce qu'il a dit dans cette dernière défense de sa vie publique : prenons votre traduction, et ne comptez pas sur la *nôtre*. La chose fût-elle possible, je n'en ai pas le temps; je suis

pour cela trop occupé à mettre en pièces les marchés *Ouvrard* sur le dos de M. de Villèle. »

Et, feuilletant avec rapidité mes pages incomplètes, il tomba, comme d'instinct, sur le passage mémorable où Démosthènes, après avoir résumé, comme il résume, tout ce qu'il avait espéré, conseillé, machiné pour la guerre contre Philippe, déclare avec serment que, si la défaite eût été prévue comme infaillible, il aurait encore fallu tenter l'entreprise et livrer la bataille. Il y attacha les yeux avec passion, et, se levant, il lut à haute voix, pour un seul auditeur, ce que Démosthènes appelait le paradoxe de son discours, la pleine revendication du projet de guerre après la défaite :

« Puisque cet homme (1) insiste tant sur le hasard des événemens, je veux lui opposer en réponse un hardi paradoxe : et, par Jupiter et tous les dieux, que nul de vous ne s'étonne en cela de mon exagération! mais que chacun considère avec bienveillance ce que je dis! Si les choses de l'avenir nous avaient été manifestes à tous, si tous les avaient sues d'avance, et que toi, Eschine, tu nous les aies prophétisées et attestées avec tes cris et tes beuglemens, toi qui n'as pas soufflé mot, alors même Athènes n'aurait pas dû se départir de la voie qu'elle a suivie, pour peu qu'elle tînt compte de sa gloire, de ses ancêtres et de la postérité. Aujourd'hui, en effet, elle paraît avoir échoué dans une entreprise, ce qui est la chance commune à tous les hommes, quand la Divinité le veut ainsi; mais alors, après s'être elle-même jugée digne de se mettre à la tête des autres, elle eût encouru le reproche d'avoir ensuite abandonné la place et livré tous les peuples à Philippe.

« Si elle eût quitté de tels biens sans combat, lorsqu'il n'est pas de périls que nos ancêtres n'aient affrontés pour les défendre, quel homme ne t'aurait pas conspué? Car le mépris ne serait pas retombé sur Athènes ni sur moi; mais alors de quels yeux, par Jupiter! oserions-nous regarder les hommes qui arrivent dans cette ville si, les choses en étant où elles en sont aujourd'hui, et Philippe élu général et maître de tout, le combat, pour qu'il n'en fût pas ainsi, eût été soutenu par d'autres, en dehors de nous, et cela lorsque la ville d'Athènes, dans les temps qui ont précédé, n'avait jamais, un seul moment, préféré une sûreté sans honneur aux périls cherchés pour la gloire?

« Qui des Hellènes, qui des barbares ignore que, soit les Thébains, soit les Lacédémoniens, maîtres avant eux, soit même le roi des Perses, auraient concédé volontiers de tels biens à la ville d'Athènes, avec la liberté de prendre la part qu'elle eût voulue et de garder ce qu'elle

(1) *Orat. græc.*, t. I, p. 294, 295, 296.

avait, pour peu qu'elle eût consenti d'obéir et de laisser à un autre la domination sur la Grèce? Mais cela n'était pas, à ce qu'il paraît, dans les usages héréditaires des Athéniens d'alors, ni supportable pour eux, ni conforme à leur génie, et dans toute la durée des âges il ne fut jamais au pouvoir de personne de persuader à cette ville de se tenir, sous la main d'oppresseurs puissans et injustes, dans un tranquille esclavage. Mais lutter sans cesse, aventurer son salut, pour les plus nobles prix de l'honneur et de la gloire, voilà ce que, dans tous les temps, Athènes a fait avec constance. Et cela, vous le jugez si digne en soi, et si d'accord avec nos mœurs, que vous réservez surtout vos éloges à ceux de nos ancêtres qui l'ont pratiqué. C'était justice : qui n'admirerait, en effet, la vertu de ces hommes capables de quitter la patrie et la ville, montant sur des galères, pour ne pas se soumettre, alors que, Thémistocle leur ayant conseillé ce départ, ils l'élurent aussitôt pour chef, et Cyrcile, au contraire, leur parlant d'obéir, ils le lapidèrent sur place, et non pas lui seulement, mais vos femmes, la sienne; car les Athéniens d'alors ne cherchaient pas l'orateur ni le général grâce auquel ils pourraient jouir d'une heureuse servitude : ils ne croyaient pas même digne d'eux de vivre, s'il ne leur était donné de vivre libres. Chacun d'eux pensait qu'il avait été mis au monde non pas seulement pour son père et pour sa mère, mais aussi pour son pays. Quelle différence y a-t-il entre ces deux choses? La voici. L'homme qui se croit né seulement pour ses parens attend la mort fixée par l'ordre du destin et venant d'elle-même à son heure; mais celui qui se croit aussi né pour sa patrie veut mourir pour ne pas la voir esclave, et il juge plus affreuses que la mort les humiliations et les injures qu'il faut subir dans une ville asservie.

« Si donc je me hasardais à dire que c'est moi qui me suis mis en avant pour vous inspirer des pensées dignes de vos aïeux, il n'est personne qui ne dût avec raison me prendre à partie; mais aujourd'hui, moi, je confesse que de telles déterminations étaient les vôtres, et je prouve qu'avant moi Athènes avait à elle cette manière de penser. Une part d'action auxiliaire dans chacune des choses qui ont été faites, voilà ce que je dis m'appartenir aussi. Mais cet homme, au contraire, qui incrimine tout, et vous ordonne d'être implacables pour moi, comme pour l'auteur des alarmes et des dangers de la ville, en même temps qu'il aspire à me dépouiller, dans le présent, d'un titre d'honneur, il vous arrache à tout jamais votre gloire; car, si par cette considération que ma politique n'a pas été la meilleure vous condamnez Ctésiphon, vous paraîtrez avoir failli vous-mêmes dans le passé, et non pas seulement avoir succombé à la malignité de la fortune. Mais il n'en est pas ainsi : non, vous n'avez pas failli, hommes athéniens, en

ayant choisi le côté du péril à braver pour l'indépendance et le salut de tous. Non, je le jure par ceux qui s'exposèrent les premiers à Marathon, et par ceux qui étaient rangés en bataille à Platée, et par ceux qui combattirent à Salamine et aussi à la journée d'Artémise, et par beaucoup d'autres gisant aujourd'hui sous la pierre dans nos monumens publics, vaillans hommes que la ville, les jugeant dignes du même honneur, a tous également ensevelis, ô Eschine! et non pas ceux-là seulement qui avaient réussi; elle était juste en cela, car l'œuvre des hommes de cœur, tous l'avaient accomplie; mais ils avaient eu la part de destinée que le Dieu avait faite à chacun d'eux. »

J'écoutais, sous la voix grave et passionnée du lecteur, ce serment immortel, reconnaissant à peine mes faibles paroles françaises, que remplaçait l'accent d'une âme antique, et, suspendu entre le souvenir de l'original qui retentissait tout bas en moi et l'expression vivante qui m'en rendait le sens véritable et toute la grandeur, je sentais pour ainsi dire dans chaque son une sympathie, une complicité généreuse de l'éloquent général avec l'héroïque orateur de la liberté grecque. Ce sentiment d'un périlleux effort tenté sans succès, et qu'il aurait fallu tenter malgré la certitude du revers, jaillissait comme un cri du cœur, et confondait, à deux mille ans de distance, deux douleurs patriotiques dans un même élan de résignation enthousiaste.

Je restais muet d'admiration devant l'œuvre de Démosthènes ainsi interprétée, ainsi retrouvée : la lecture inspirée avait anéanti la traduction, à peu près comme une admirable harmonie, jetée par l'artiste sur les lignes d'un *libretto*, remonte, par-delà les paroles, à la pensée première, à la passion du personnage, à son agonie de douleur ou à sa crise de délivrance, et traduit directement par la musique ce que la langue n'avait pas exprimé.

« Que cela est beau! reprit lentement le général, comme épuisé par ce court, mais complet effort. De quelle main cet homme relève le peuple auquel il s'associe! et à quel degré il se relève lui-même en se rendant indépendant de la destinée, et en se proposant un but moral plus haut que le succès et qui n'en a pas besoin! A la guerre, dans le monde, dans la vie publique, partout, il faut ainsi se faire un idéal de devoir et d'honneur, en dehors de tout calcul sur les chances de succès, et même avec la chance contraire volontairement choisie. De cette sorte, on n'est jamais trompé, car dans l'amertume des revers, il reste au cœur la satisfaction et la justice de l'entreprise. Les peuples, comme les individus, doivent ainsi se faire une perspective dominante, un horizon de gloire. De nos jours, près de nous, nous voyons tomber et avorter bien des tentatives de liberté. Vaudrait-il mieux cependant qu'elles n'eussent pas été faites? et l'essai même

n'est-il pas une protestation, et la protestation un accroissement du droit?

« Je ne suis pas encore, ajouta-t-il, pleinement assuré des progrès continus de la France dans la noble carrière où elle est entrée. Ce n'est pas l'étranger que je redoute pour elle : sans lui, elle peut pécher par excès ou par inconstance; mais qui voudrait, n'importe l'avenir, que la France n'eût pas donné un si bel exemple? Qui voudrait qu'elle n'eût pas travaillé à cette œuvre glorieuse du gouvernement constitutionnel, de l'impôt librement voté, de la loi librement faite, du droit individuel garanti, de l'arbitraire aboli, du droit public fondé sur la liberté de chacun et la puissance de tous, dans les limites de la loi? »

En achevant ces mots, le général prit congé de moi, pour aller à la chambre, me laissant sous une impression bien souvent présente depuis à mon souvenir, mais qu'aucune parole de moi ne peut assez rendre. Peu de jours après, à l'occasion des comptes de la guerre d'Espagne, et d'une de ces liquidations financières, conclusion finale de la gloire dans nos temps modernes, il prononçait son dernier et en même temps son meilleur, son plus simple, son plus austère discours. Quelques mois encore, et il n'était plus : la tribune avait consumé ce noble survivant de la guerre; à cinquante ans à peine, le général Foy, dans toute la vigueur de son talent, dans le progrès de sa raison politique, au milieu d'une estime justement croissante et d'une admiration salutaire à l'esprit public, était enlevé, je ne dirai plus à son parti, mais à la France, qu'il eût servie dans toutes les épreuves avec non moins de modération et d'énergie honnête que Casimir Périer; et il laissait seulement, dans le spectacle inouï jusqu'alors de ses obsèques vraiment nationales, une grande leçon trop tôt perdue pour notre oublieuse patrie.

VILLEMAIN,
Membre de l'Académie Française.

L'ASTRONOMIE

EN 1852 ET 1853.

Quid dem, quid non dem?
(HORACE.)
Que dire, que taire?

Autant il est agréable de répondre, dans un salon, aux questions que les gens du monde adressent à ceux qu'ils savent s'occuper des phénomènes du ciel, autant il est périlleux de traiter en astronomie un sujet déterminé quand il n'est indiqué ni par la curiosité du lecteur ni par l'à-propos de quelque nouvelle scientifique. Depuis que les influences de la lune, des éclipses, des planètes et des comètes ont été reléguées dans l'astrologie, et celle-ci elle-même reléguée dans l'immense magasin des vieilles erreurs que l'esprit humain a abandonnées en arrivant à l'âge mûr, les brillans phénomènes célestes ont beaucoup perdu de l'intérêt populaire qui s'y rattachait, quand on croyait y trouver des pronostics de médecine, de politique ou de religion. On ne s'occupe plus maintenant de l'*âge de la lune* dans les soins qu'on donne aux malades et dans les travaux de l'agriculture. Les comètes n'annoncent plus la mort des rois; on ne tire plus l'horoscope des princes. Wallenstein, s'il eût vécu de nos jours, n'aurait point eu sa planète Jupiter. Enfin l'indifférence naturelle du public pour ce qui ne peut être ni objet de crainte ni sujet d'espérance a mis d'étroites bornes à la curiosité active qui s'enquérait autrefois des mouvemens des astres, et rappelle l'expression singulière de l'astronome Delambre, qui qualifiait d'inutiles les petites étoiles qui ne servaient pas à rectifier les instrumens des observatoires, ou à déterminer d'une manière plus précise les mouvemens du soleil, de la lune, des planètes et des comètes au travers du ciel étoilé.

Ainsi donc, à part les savans spéciaux et ceux qui sont voués aux arts pratiques qui se rapportent à l'astronomie,—comme la marine, la géographie, les voyages de découverte, la chronologie, la mesure des temps par toute sorte

d'horloges, la détermination de la figure de la terre, — c'est toujours la pure curiosité, sans mélange d'intérêt matériel, qui fait que le public interroge un astronome, comme il interrogerait un voyageur qui arriverait d'un pays inconnu, mais avec lequel on ne pourrait aucunement présumer avoir un jour à lier des relations d'un ordre quelconque. Les taches du soleil, les montagnes de la lune, l'absence d'habitans sur cette vaste masse si près de nous, les phases de Mercure et de Vénus, les éclipses de soleil et de lune, les étoiles que cache la lune en passant entre elles et nous, les lunes nombreuses de Jupiter, de Saturne et d'Uranus, les nuages mobiles de Jupiter, les neiges que l'on voit s'amasser sur chaque pôle de la planète Mars, quand le soleil les abandonne, exactement comme sur la terre, les étoiles doubles qui tournent l'une à l'entour de l'autre et nous donnent dans le ciel de véritables cadrans séculaires qui enregistrent les longues dates chronologiques comme nos calendriers le font pour nos années; enfin toutes les perturbations que développe l'action mutuelle de tous les corps planétaires qui circulent autour du soleil, corps dont la terre fait partie, — tout cela et mille autres résultats intéressans de l'observation et du calcul tirent, je le répète, leur plus grand prix aux yeux du public de la circonstance fortuite qui appelle son attention sur telle ou telle partie de la science.

D'ailleurs l'astronomie, séparée de son utile et mensongère sœur l'astrologie, qui s'adressait aux imaginations et au sentiment de l'amour du merveilleux inné dans l'homme, n'offre rien de dramatique, rien d'imprévu, rien qui soit le résultat de la volonté, du choix, de la spontanéité, encore moins de la passion. Les comètes elles-mêmes, quoique leur apparition ne puisse être prévue, marchent avec une telle régularité, qu'après trois observations l'astronome fixe leur marche subséquente. Le soleil parcourt éternellement l'écliptique; la lune ne sort jamais du zodiaque pour aller éclipser l'étoile polaire. Plusieurs siècles à l'avance, on peut prédire la direction où l'astronome, qui sera aussi loin de nous dans l'avenir que Jules César, l'auteur de notre année solaire, l'est dans le passé, devra pointer son télescope pour trouver une des planètes dont les éphémérides de notre *Bureau des Longitudes* donnent annuellement la position aux marins, aux géographes, aux voyageurs, aux horlogers et aux astronomes eux-mêmes.

Cependant l'astronomie, réduite aux exigences sévères de la plus mathématique des sciences, n'est point abandonnée par les peuples que la civilisation met au premier rang pour la puissance comme pour le développement intellectuel. Les deux plus anciens observatoires du monde, celui de Paris et celui de Greenwich, près de Londres, ont été imités dans un grand nombre de nations. L'Allemagne, la Russie, l'Italie, et depuis peu les États-Unis d'Amérique, n'ont rien maintenant à envier à la France et à l'Angleterre. De plus, chez les deux peuples qui parlent la langue anglaise aux deux bords de l'Atlantique, et dont la population surpasse aujourd'hui cinquante millions d'âmes, la distribution moins égale de la richesse parmi les particuliers, les grandes fortunes aristocratiques et commerciales, ont permis à plusieurs amateurs opulens d'élever de magnifiques instrumens spéciaux dans des observatoires privés. Il suffira de citer le télescope presque fabuleux de lord Rosse en Irlande. Ce télescope a six pieds anglais d'ouverture et une longueur totale

de près de soixante pieds; il est porté sur des murs de soixante-douze pieds de long et cinquante de hauteur; il pèse quinze mille kilogrammes et a coûté 300,000 francs à son noble constructeur. Qu'on se figure un moment l'œil d'un géant dont la prunelle aurait six pieds de diamètre! Les observatoires de Paris, de Poulkova près Saint-Pétersbourg et de Cambridge près Boston, aux États-Unis, possèdent en outre d'immenses lunettes de quatorze pouces français de diamètre. L'année dernière, 1852, a vu établir en Angleterre, chez un modeste ecclésiastique, une lunette dont les verres sont encore plus grands, mais dont les effets comparatifs ne sont pas encore bien appréciés.

Qu'a-t-on fait de tous ces moyens d'observation dans ces dernières années, notamment en 1852? Commençons par les étoiles.

I.

Il n'est personne qui ne sache que notre soleil fait partie d'une vaste agglomération de soleils semblables au nôtre qui sont les étoiles innombrables dont le ciel serein nous semble parsemé; mais ce que l'on sait beaucoup moins, c'est que cet amas prodigieux de soleils forme dans le ciel un ensemble limité, une sorte d'agglomération distincte dont l'imagination peut à peine se figurer l'étendue, quand on pense que le soleil le plus voisin du nôtre est au moins deux cent mille fois plus loin de nous que la terre ne l'est du soleil, et que cette dernière distance de la terre au soleil est au moins douze mille fois l'épaisseur de la terre. Tout cet ensemble de soleils, fondus à l'œil par la distance, forme ce que l'œil aperçoit tout autour du ciel sous la forme d'une clarté pâle et blanchâtre et qu'on nomme la voie lactée. Il n'est point de chiffres, point de nombres qui puissent représenter la quantité de ces soleils accumulés, entassés les uns derrière les autres dans ce vaste système de soleils qui couvre pour nous une immense région du ciel. A mesure que les télescopes, en se perfectionnant, ont pénétré plus avant dans cette masse d'étoiles, on en a aperçu de nouvelles derrière celles que le télescope pouvait atteindre et distinguer. Faisons de cet ensemble, de cette voie lactée de soleils tous distincts, une *île* au milieu du ciel, suivant l'expression admirable de M. de Humboldt, et, malgré l'immensité des dimensions de cet amas d'étoiles, nous serons bien loin encore d'avoir peuplé, d'avoir rempli, d'avoir comblé les profondeurs de l'espace accessible à nos instrumens. En effet, l'ensemble des soleils dont le nôtre fait partie,—notre voie lactée, notre nébuleuse stellaire,—n'est pas le seul dans le monde. Avant le télescope de lord Rosse, ceux des deux Herschell, père et fils, avaient sondé à fond les espaces célestes. Mais combien de *voies lactées*, d'îles de soleils isolées les astronomes ont-ils trouvées avec leurs admirables instrumens et leur habileté encore plus extraordinaire? Sont-ce deux ou trois nébuleuses, comme Huyghens en voyait vers la fin du XVIIe siècle, ou bien une centaine, comme Messier les cataloguait vers la fin du XVIIIe? Non, la dernière revue du ciel que vient de faire paraître M. John Herschell nous en enregistre plus de quatre mille! Combien en verrait-on avec le télescope de lord Rosse?

Ainsi nous marchons d'infini en infini. Notre terre, comparée à l'homme, semble infiniment grande; elle n'est cependant qu'un point, comparée à notre soleil et à la distance qui sépare deux soleils voisins. De ces soleils, il y en a

une infinité tout à fait incalculable dans notre voie lactée, et si, par l'imagination comme par le télescope, nous espaçons les unes derrière les autres les voies lactées dans l'univers comme le sont les soleils *individuels* dans chacune des voies lactées *individuelles*, nous arrivons à des limites tellement distantes de nous, que l'imagination la plus ambitieuse sent plutôt le besoin de se replier vers notre coin du monde que de poursuivre encore plus loin ces amas de soleils entassés les uns sur les autres à perte de vue télescopique.

Ceci bien compris, voici les résultats des dernières années et même des derniers mois dans l'observation astronomique de ces amas distincts d'étoiles que l'on désigne ordinairement sous le nom de nébuleuses, parce qu'ils ressemblent, comme les petites portions de la voie lactée ordinaire, à de petits nuages faiblement lumineux. Les télescopes et les lunettes de nos jours ont montré que toutes ces agglomérations nébuleuses n'étaient réellement que des amas d'étoiles qui se séparaient et se montraient distinctes sous la puissante inspection d'un instrument plus grand et plus parfait. Les limites du monde se sont ainsi trouvées reculées prodigieusement, car, suivant l'opinion qui voyait dans ces nébuleuses, non pas des entassemens de soleils, mais bien une véritable matière continue disséminée dans l'espace, rien n'obligeait à reculer ces limites, comme l'exige l'idée de soleils distincts et d'amas de soleils distincts espacés les uns à côté des autres à partir du point d'où nous les observons. Ainsi, d'après les observations modernes, de l'homme à la terre un infini, de la terre au soleil un second infini, du soleil à l'amas de soleils qui constitue la voie lactée un troisième infini, enfin un quatrième infini de la voie lactée à l'ensemble de toutes les voies lactées qui peuplent le ciel. Voilà quatre infinis successifs de grandeurs que nous franchissons à l'aide de nos instrumens d'optique, et personne ne pensera sans doute que nous ayons atteint les bornes du monde matériel.

Passons de ces ensembles illimités à l'observation individuelle des étoiles: un autre étonnement nous attend dans cette localité, aussi restreinte que le champ des nébuleuses était vaste. Dans plusieurs cas, à côté d'une étoile brillante on distingue une seconde étoile moins brillante, et qui semble presque la toucher, avec des instrumens de faible pouvoir. En observant ces étoiles doubles pendant plusieurs dizaines d'années, William Herschell le père constata que les deux étoiles tournaient l'une à l'entour de l'autre. Observées en plein ciel, tantôt la petite était au-dessus de la brillante, plus tard elle se voyait à côté, plus tard encore elle se voyait au-dessous. Il y a telle étoile double qui accomplit cette évolution en un tiers de siècle, telle autre en un demi-siècle; d'autres exigent pour leur période plusieurs centaines d'années. Quel embarras peuvent maintenant trouver les chronologistes à fixer des ères éternellement stables, puisque telle année où telles étoiles doubles auront telle position relative entre elles ne pourra être confondue avec aucune autre année, dût-on prolonger le temps à dix mille, à cent mille années? Il suffit déjà, pour établir ces grandes périodes, de prendre les étoiles doubles à mouvement bien connu que contient le grand ouvrage dont M. Struve, le directeur de l'observatoire impérial de Poulkova, vient d'enrichir la science des étoiles, qui semble son domaine exclusif et privilégié par le mérite et par la renommée.

Nous ne nous étendrons pas sur ce qui a été fait dans cette branche de l'astronomie : pour ce qui regarde la scintillation des étoiles expliquée par M. Arago, d'après sa théorie et ses observations sur les étoiles variables ainsi que sur bien d'autres récentes découvertes d'astronomie stellaire, les savantes et claires notices scientifiques insérées par l'illustre académicien dans l'*Annuaire du Bureau des Longitudes* n'ont laissé rien à dire. Dans ces notices, on reconnaît l'expérience d'un observateur consommé aidé de la science d'un mathématicien de l'école de Laplace et de connaissances complètes dans la science de la lumière, qui lui doit de son côté ses plus admirables progrès. Dans toutes les branches de la science des étoiles en un mot, l'année 1852 a continué partout l'activité des années précédentes.

En descendant des étoiles à notre soleil par un pas qui, comme nous l'avons déjà dit, n'est pas moindre que deux cent mille fois la distance de la terre au soleil, laquelle surpasse elle-même 150 millions de kilomètres, nous voilà dans la région des planètes entre lesquelles nous comptons notre terre. Les anciens, qui mettaient à tort le soleil et la lune au rang des planètes, en comptaient sept; nous en connaissons maintenant, ou pour mieux dire aujourd'hui, trente et une. Je dis aujourd'hui et au moment où j'écris (1), car, quoique la dernière découverte date du 15 décembre 1852, il est possible que cette année, féconde en planètes (elle nous en a révélé huit), nous en donne encore une avant le 1er janvier 1853. On peut grouper commodément ces trente et une planètes, en remarquant qu'à partir du soleil quatre planètes de grosseur moyenne, Mercure, Vénus, la Terre, ou si l'on veut Cybèle, et Mars, circulent autour de cet astre central et dans son voisinage, tandis qu'aux limites du domaine du soleil quatre grosses planètes, Jupiter, Saturne, Uranus et Neptune, se meuvent dans d'immenses orbites; la dernière même est trente fois plus éloignée du soleil que ne l'est Cybèle. Entre ces deux groupes, c'est-à-dire entre Jupiter, le moins éloigné du soleil dans le groupe des grosses planètes, et Mars, la plus distante du soleil parmi les planètes moyennes voisines du soleil, sont venues se grouper vingt-trois petites planètes formant une sorte de volée de très petites planètes peu distantes les unes des autres, et occupant l'espace qui sépare l'orbite de Mars de celle de Jupiter. Voici les noms et les dates de découverte de ces vingt-trois petits corps célestes, avec les noms des astronomes à qui nous les devons; on y voit que l'année 1852 nous a donné huit de ces corps célestes :

1801.	Cérès.	Piazzi.	Palerme.
1802.	Pallas.	Olbers I. . . .	Brême.
1804.	Junon.	Harding. . . .	Lilienthal.
1807.	Vesta.	Olbers II. . .	Brême.
1845.	Astrée.	Hencke I. . . .	Driesen.
1847.	Hébé.	Hencke II. . .	Driesen.
1847.	Iris.	Hind I.	Londres.
1847.	Flore.	Hind II. . . .	Londres.
1848.	Métis.	Graham. . . .	Markree (Irlande).
1850.	Hygie.	Gasparis I. . .	Naples.
1850.	Parthénope. . .	Gasparis II. .	Naples.

(1) 25 décembre 1852.

1850.	Victoria.	Hind III. . . .	Londres.
1850.	Égérie.	Gasparis III. .	Naples.
1851.	Irène.	Hind IV. . . .	Londres.
1851	Eunomia. . . .	Gasparis IV. .	Naples.
1852.	Psyché.	Gasparis V. .	Naples.
1852.	Thétis.	Luther.	Dusseldorf.
1852.	Melpomène. . .	Hind V. . . .	Londres.
1852.	Fortuna.	Hind VI. . . .	Londres.
1852.	Massalia. . . .	Chacornac. . .	Marseille.
1852.	Lutetia.	Goldschmidt..	Paris.
1852.	Calliope.	Hind VII. . .	Londres.
1852.	Thalie.	Hind VIII. . .	Londres.

On sera peut-être surpris du grand nombre de petites planètes que MM. Hind et Gasparis ont ajoutées et ajouteront sans doute encore au groupe placé entre Mars et Jupiter. Pour juger du mérite et de l'immensité du travail nécessaire pour découvrir des astres d'un si faible éclat, il nous suffira de dire que c'est en intercalant sur une carte d'étoiles déjà faite toutes les petites étoiles que le télescope peut atteindre, que l'on arrive, en y regardant bien soigneusement, à reconnaître que quelques-uns de ces points brillans ont changé de place et sont de véritables planètes dont on assigne ensuite la distance au soleil et le temps de la révolution. C'est ainsi qu'en 1846 M. Galle, à Berlin, sur les indications de M. Leverrier, reconnut la planète Neptune. Tout le monde sait encore qu'Uranus fut trouvé en 1781 par William Herschell. Quant aux planètes visibles à l'œil nu, on est libre de faire remonter jusqu'à Adam la date de leur première observation.

Les astronomes, si heureusement récompensés de leurs travaux en 1852 par la conquête de huit planètes, petites sœurs de notre terre, ne l'ont pas été moins dans la découverte des comètes télescopiques, c'est-à-dire invisibles à nos yeux sans l'aide des instrumens d'observatoire. Mais quel intérêt le public peut-il prendre aujourd'hui à l'un de ces mille petits nuages du chaos arrivant des profondeurs du ciel pour y retourner à jamais, incapables de servir ou de nuire, et si légers qu'on peut dire à la lettre que, sous le rapport de leur ténuité, de leur peu de solidité, de leur peu de substance matérielle enfin, ces astres, — plus légers cent mille fois que l'air qui constitue le souffle des vents, — ces astres, disons-nous, sont sur l'extrême limite de l'existence? Il est difficile même de bien se figurer à quel point est diffuse la matière nuageuse dont ils sont formés. En empruntant aux anciens alchimistes l'expression par laquelle ils désignaient une certaine vapeur métallique très légère, nous dirons que les comètes sont *un rien visible*. Elles n'ont pour nous pas d'autre qualité, d'autre propriété physique que leur visibilité. — Eh bien! alors, me disait un interlocuteur enchanté d'en finir avec les comètes, s'il en est ainsi, — *comète, que me veux-tu?*

Je serais cependant fâché de diminuer l'importance scientifique réelle de ces astres, et surtout celle des quatre comètes à révolution fixe que nous connaissons déjà : savoir, celles qui portent les noms de Halley, de Encke, de Biéla, et de notre compatriote M. Faye. Ces comètes *inutiles* au public ont vérifié la loi de Newton sur l'attraction, permis de sonder les cieux autour

du soleil à de grandes distances, donné des lumières sur la constitution des espaces célestes, et enfin, suivant les idées timidement mais obstinément présentées par l'illustre inventeur des locomotives, M. Séguin, de l'Institut de France, elles nous promettent des notions sur cet amas de petits corps, de matière chaotique, suivant l'expression de Chladni, qui circule autour du soleil dans la région zodiacale concurremment avec les grosses planètes, et qui nous donne les météores appelés étoiles filantes d'une part, et de l'autre ces redoutables bolides ou globes solides qui s'engagent parfois dans notre atmosphère, s'y échauffent et y font explosion en canonnant la terre, sur toute leur direction, de leurs éclats pierreux. Ces pierres *tombées du ciel*, comme on les appelle ordinairement, ont plusieurs fois tué des hommes et incendié des habitations.—Pour prendre ces malfaisans visiteurs des espaces célestes sous un point de vue moins sérieux, espérons qu'avec le progrès des sciences et la diffusion des connaissances astronomiques, les romanciers et les auteurs dramatiques trouveront dans les bolides de nouveaux moyens de punir le crime triomphant et de relever la vertu appauvrie et souffrante. Une masse de fer comme celle que Pallas observa en Sibérie viendra des espaces célestes écraser le pervers opulent, et un lingot d'or non moins immense tombera dans la triste retraite du juste indigent.

L'année 1852 a vu commencer la publication des beaux travaux ordonnés par l'empereur de Russie pour la détermination de la figure de la terre. Ces travaux sont dus à M. Struve. La *géodésie*, car c'est ainsi qu'on désigne la mesure de la terre et la détermination de sa figure, est vraiment une science française par l'initiative de notre nation. Écoutons l'astronome royal d'Angleterre, M. Airy, homme aussi élevé moralement au-dessus des injustes vanités nationales reprochées à sa nation qu'il l'est scientifiquement par ses beaux travaux de théorie et d'observation. M. Airy s'exprime ainsi : « On lit dans l'*Histoire de la Civilisation*, par M. Guizot, que *la France a été le grand pionnier de la science; que, généralement parlant, la civilisation est originaire de France*. Je pense qu'en matière de science, il en est ainsi que l'affirme M. Guizot. Quand la question de la figure de la terre vint à être débattue, deux expéditions célèbres s'effectuèrent sous les auspices du gouvernement français. Ce furent les deux premières grandes expéditions inscrites dans l'histoire du monde. L'une fut envoyée en Laponie, près du pôle; l'autre le fut au Pérou, sous l'équateur,—et jamais expéditions ne se rendirent plus justement célèbres que ces deux-là. » On était alors presque au milieu du XVIIIe siècle. Au commencement de celui-ci, les travaux faits en France ont continué la gloire nationale et illustré les noms de MM. Delambre, Méchain, Biot et Arago. L'Angleterre, dans son territoire restreint, a mesuré très exactement sa portion de surface terrestre dans les deux sens, et notamment de l'est à l'ouest, par le beau travail de M. Airy, dont je viens de citer le nom, mais, dans ses immenses possessions de l'Inde, l'Angleterre a fait mesurer un arc de même étendue que l'arc de France. Celui de Russie pose une de ses extrémités au cap Nord, et l'autre sur la Mer Noire. Enfin les États-Unis, en ce moment même, mesurent la terre sur leur vaste territoire. Les travaux, confiés à la direction de M. Bache, l'arrière-petit-fils de Franklin, sont dignes d'un peuple qui a tout un continent pour territoire, et dont la population, au-

jourd'hui presque égale à celle de la France, comptera en 1900 plus de cent v ngt millions d'âmes. Dans la vie des peuples, 1800 c'était hier; 1900, ce sera demain!

II.

Ainsi que le remarque Laplace, l'astronomie actuelle est la seule science en possession de prédire les événemens futurs plusieurs siècles à l'avance. Il est bien entendu que ces prédictions n'ont pour objet que la prescience des faits astronomiques, c'est-à-dire de la position des astres dont les mouvemens enchaînés par les calculs théoriques sont infailliblement nécessaires, autant infaillibles, par exemple, que l'heure du lever et du coucher du soleil dans telle localité, à tel jour de l'année. Où sera le pôle dans trente siècles? Où sera le soleil? Où seront les planètes? Quel sera l'aspect des étoiles doubles? Quelle longueur auront les différentes saisons? Tout cela peut être prédit, et sous ce point de vue, la curiosité s'en rapporte volontiers à l'infaillibilité des mathématiques. Cherchons donc ce qui est moins certain. D'après l'activité scientifique universelle, essayons de préciser ce que nous pouvons espérer pour 1853.

La grande lunette de l'Observatoire de Paris, convenablement portée sur le pied parallactique voté par la chambre française, marquera une ère dans la science des astres, où, suivant Fontenelle, *l'art d'observer, qui n'est que le fondement de la science, est lui-même une très-grande science*. Tous les problèmes sur lesquels les observateurs de Paris doivent interroger le ciel sont déjà prêts. Les observatoires de France, d'Allemagne, d'Italie, de Russie, de l'Inde, du cap de Bonne-Espérance, d'Angleterre, du Canada, les nombreux observatoires des États-Unis, tous les observatoires privés de l'Angleterre et de l'Amérique, ne resteront pas oisifs. Le nombre des petites planètes s'accroîtra sans doute jusqu'à trente, en descendant jusqu'aux points presque imperceptibles du ciel étoilé, observés avec des télescopes de plus en plus puissans. La théorie de la lune, dont les positions guident le navigateur et le voyageur dans les déserts des océans et des pays inconnus, sera perfectionnée, et, au lieu d'atteindre un demi-siècle de prévisions exactes, franchira un ou deux siècles d'intervalle. Les comètes dont le retour est attendu se montreront à l'appel des éphémérides mathématiques; d'autres seront découvertes, et on pourra raisonner sur leur ensemble. Enfin la géographie astronomique, en Russie et en Amérique surtout, atteindra la précision qu'elle a depuis longtemps en France et depuis plusieurs années en Angleterre. De nouvelles lunes seront, comme dans ces dernières années, ajoutées à celles que l'on connaissait déjà autour de Saturne, d'Uranus et de Neptune, et peut-être même autour de Jupiter et de Vénus. Les éclipses n'offriront pas, en 1853, grand intérêt. Les observateurs qui, en juillet 1851, s'étaient trouvés réunis en Norvége et en Prusse pour l'éclipse totale de soleil, se sont donné rendez-vous en Algérie pour celle de 1861. Enfin nous aurons la géographie de la lune, que les grands instrumens permettent d'observer à peu près aussi bien que du sommet du Puy-de-Dôme on observe la Limagne d'Auvergne, ou bien les vallées du Roussillon du sommet du Canigou, ou enfin les vallées suisses du sommet des Alpes. Cette géographie de la lune, ou plutôt cette géologie,

plaines par plaines, volcans par volcans et même rochers par rochers, nous dévoilera de curieuses lois de formations de terrains sur ce vaste globe désert où rien ne change, rien ne végète, où il n'y a ni pluies, ni vents, ni mers, ni rivières, encore moins aucune trace ou empreinte des travaux ou de l'existence des êtres vivans, tandis que sur Mars, qui est quatre cents fois plus éloigné, et même sur Jupiter, bien plus éloigné encore, nous apercevons les effets de plusieurs des météores qui se développent sur une si grande échelle dans notre atmosphère. L'atmosphère elle-même semble totalement manquer à la lune. Lord Rosse nous promet une étude complète de la géologie de notre satellite, qui a déjà été l'objet de plusieurs observations de M. William Bond, de l'observatoire de Cambridge, près Boston, pourvu, comme nous l'avons dit, d'une lunette égale à celles des observatoires de Paris et de Saint-Pétersbourg.

Mais, dira-t-on, voilà de la science d'observatoire qu'il faut acheter au prix de la construction d'instrumens immenses, difficiles à se procurer et encore plus difficiles à manier et à utiliser dans le petit nombre d'heures où le ciel, parfaitement limpide et serein, permet de pousser les instrumens à toute la puissance dont ils sont susceptibles! En défalquant les nuits où la clarté de la lune gêne les observations délicates autant que le jour gêne les observations ordinaires des étoiles, William Herschell, que l'on peut regarder comme l'incarnation du génie observateur, ne comptait pas en Angleterre plus de cent heures par an pour les observations parfaites; nous n'en avons pas le double à Paris. Transporter les grands instrumens astronomiques au sommet des Alpes, des Pyrénées, des chaînes de l'Himalaya dans l'Inde ou des Cordillères d'Amérique, c'est ce qui se fera, mais qui est encore moins accessible au public que la construction des observatoires. N'y a-t-il donc rien pour l'*astronomie bourgeoise*, pour ainsi dire, pour l'astronomie populaire, peu ambitieuse, qui voudrait vérifier seulement les principaux phénomènes célestes, sauf à croire sur parole les observateurs que leur position professionnelle ou l'amour de la gloire porte à tenter ce qu'il y a de plus difficile dans cette difficile science d'observation? Nous nous sommes occupé, il y a plus de vingt ans, de cette question d'un mérite modeste en apparence, mais en réalité recommandable par le grand nombre de personnes auxquelles elle ouvre la contemplation des plus beaux phénomènes célestes. Sous notre direction, M. Soleil, l'excellent opticien, après de persévérantes tentatives, a construit une lunette ou télescope astronomique et terrestre tout à fait portatif et de la même force à peu près que les instrumens avec lesquels, sur les places publiques de Paris, le public est admis, pour quelques centimes, à l'observation des objets les plus curieux que chaque saison nous présente dans le ciel.

Je suppose donc un instrument de cette force, qui est à peu près celle des lunettes employées dans la télégraphie non électrique ou par les capitaines de marine sur les vaisseaux bien approvisionnés; je le suppose, dis-je, en 1853, entre les mains d'un amateur tout à fait inexpérimenté. Il mettra d'abord le tuyau des oculaires terrestres, et il se donnera le plaisir très vulgaire, mais toujours nouveau, de lire un livre à une distance d'une centaine de mètres ou l'heure sur un cadran beaucoup plus éloigné, de distinguer les arbres, les escarpemens des montagnes ou les vaisseaux en mer, de jour et de nuit, avec une merveilleuse facilité; il discernera les détails microsco-

piques de la végétation et les mouvemens des insectes d'un bout à l'autre d'un jardin de grandeur ordinaire; il verra enfin, par les ondulations de l'air, courir le vent sur les plaines et sur les collines, comme on le voit quand il fait ondoyer les épis d'une vaste moisson près de sa maturité. Déjà familier avec la vision télescopique, il substituera l'oculaire astronomique à l'oculaire terrestre, et, observant la lune avant son premier et après son dernier quartier, le soir ou le matin, il reconnaîtra les cavités arrondies de ses cratères volcaniques et les ombres que projettent les montagnes et les collines sur les plaines et sur le fond des abîmes des cratères. De jour en jour et presque d'heure en heure, l'aspect changera, comme changent les ombres terrestres, d'heure en heure, à mesure que le soleil s'élève ou s'abaisse. Tout cela se voit en tout temps. Voici pour 1853 : le 29 mars prochain, la lune éclipsera la brillante étoile Bêta, du scorpion; l'étoile sera couverte par la lune vers midi trois quarts, et l'éclipse, quoiqu'en plein jour, sera parfaitement visible à la lunette astronomique. Une heure après, l'étoile reparaîtra à l'autre côté de la lune. Le même phénomène, avec la même étoile, se reproduira deux lunaisons plus tard, savoir le 22 mai prochain, au moment de la pleine lune. L'éclipse commencera à huit heures trois quarts du soir, et durera jusque vers neuf heures trois quarts. Dans la même année, la planète Mars sera éclipsée par la lune le 1er août, un peu avant six heures du matin; l'éclipse durera plus d'une heure un quart. La facilité de pointer sur la lune rendra l'observation sûre; la planète disparaîtra du côté brillant de la lune, et reparaîtra à sept heures un quart du côté obscur de cet astre.

L'observateur, après avoir armé son oculaire d'un verre noir disposé tout exprès, verra en 1853, comme dans toute autre année, les taches noires du soleil, que rien ne nous peut faire prévoir jusqu'ici, mais qui manquent rarement pendant plusieurs mois. En suivant la position de ces taches, il s'assurera que cet astre dominateur de notre système planétaire, et qui est quatorze cent mille fois plus gros que la terre, tourne sur lui-même en vingt-cinq ou vingt-six jours.

La planète Vénus n'offrira point cette année ces beaux croissans analogues à ceux de la lune, qui font la délectation des amateurs d'astronomie populaire, et qui servirent si bien à Galilée pour prouver, d'accord avec Copernic, que la terre n'est point le centre des mouvemens des planètes. Ce ne sera que tardivement, le 28 décembre 1853, qu'elle nous montrera son disque à demi illuminé et coupé en deux, comme la lune à son premier et à son dernier quartier. Ses beaux aspects en croissans, à cornes très aiguës, ne se montreront qu'en 1854.

Mercure, quoique plus petit et plus difficile à voir bien nettement, offrira des croissans très aigus le 5 et le 16 avril 1853, le 13 et le 23 août, le 1er et le 11 décembre; il aura l'aspect d'une lune âgée de trois à quatre jours. Il sera préférable pour la netteté de la vision aussi bien que pour Vénus d'observer la planète avant la fin du crépuscule et quand le ciel est encore bien illuminé par le reflet atmosphérique des rayons solaires.

Mars n'offrira rien d'intéressant aux lunettes ordinaires.

Jupiter sera dans son plus grand éclat et dans sa plus grande proximité de la terre pendant le mois de juin, et à cette époque il sera en plein ciel à mi-

nuit. Quoique cette année cette belle planète soit très abaissée vers le sud, le télescope montrera très bien les bandes obscures qui suivent son équateur, et que l'on assimile à l'aspect que doivent offrir les courans de nos vents alisés pour les observateurs de la terre situés dans les autres planètes. Notez que dans Jupiter, où règne un printemps perpétuel, les courans atmosphériques doivent avoir une régularité qui ne peut appartenir aux courans aériens de notre terre, lesquels sont perpétuellement troublés par les changemens des saisons. Je renvoie aux éphémérides astronomiques ceux qui voudraient être témoins d'une de ces éclipses des quatre lunes de Jupiter si curieuses par leur analogie avec nos éclipses de lune. Ces quatre lunes elles-mêmes, avec toutes leurs configurations de chaque côté de la planète principale, sont un objet du plus haut intérêt, même pour les personnes les plus indifférentes aux notions astronomiques. La *Connaissance des Temps pour* 1853, publiée par le Bureau des Longitudes de France, donne pour chaque jour la configuration des quatre lunes de Jupiter des deux côtés de leur planète principale, et c'est toujours une surprise pour les personnes peu habituées à la précision astronomique de trouver dans le champ de la lunette l'aspect indiqué longtemps d'avance par le calcul — reproduit fidèlement dans le ciel.

Saturne et son anneau seront bien visibles au milieu de novembre 1853. Un faible télescope peut à peine atteindre à la visibilité du plus brillant de ses huit satellites ou lunes. Saturne, en 1853, sera très haut dans notre ciel boréal et très-favorablement situé pour l'observation. Quant à Uranus, qui, dit-on, était connu des habitans d'Otahiti, qui l'observaient à l'œil nu avant qu'Herschell le découvrît en Angleterre, il y a si peu de cas où son voisinage d'une étoile bien visible permette de l'observer commodément, qu'il serait superflu d'insister sur les moyens de le trouver, surtout quand on pense que le résultat de cette pénible recherche ne serait que la vue d'un point faiblement brillant tout semblable à une petite étoile.

Aucune des comètes à période connue ne revient en 1853. La comète attendue en 1848 manque depuis lors au rendez-vous et fait conjecturer quelque perturbation extraordinaire; mais cela n'a rien à fournir à l'astronomie populaire.

Depuis qu'en Amérique le télégraphe électrique a été employé à la détermination des longitudes, cet admirable appareil peut être considéré comme un véritable instrument d'astronomie. Notre belle administration télégraphique française vient d'atteindre Marseille ces jours derniers, et dans le courant de 1853, le réseau télégraphique de la France sera complété. Déjà, en septembre 1851, le télégraphe électrique sous-marin avait relié l'Angleterre à la France et l'Observatoire de Paris à celui de Greenwich. Plus tard, l'occasion s'offrira peut-être de constater ici plusieurs des curieux résultats obtenus dans l'ancien et le nouveau continent par l'électricité de la pile de Volta. Je me bornerai à dire aujourd'hui que l'idée de faire traverser l'Atlantique tout entier à un câble électrique allant d'Europe aux États-Unis me semble d'une difficulté insurmontable, et que la seule voie pour relier télégraphiquement les deux mondes, c'est de passer par le détroit de Behring, qui, avec les îles qui le partagent en deux, n'offre pas plus de difficulté que la Manche pour la pose d'un câble électrique sous-marin.

Si les astres, en perdant toute influence sur les destinées des hommes, ont aux yeux du vulgaire perdu tout l'intérêt qui s'attachait à leurs mouvemens et à leur position, nous trouvons cependant un cas où cette influence se manifeste sur notre globe; il est bien entendu que c'est une influence physique et non une influence morale : je veux parler des marées. Tous les jours, sous l'influence de la lune et du soleil, les océans terrestres se soulèvent et s'abaissent deux fois. Deux fois par jour, le rivage est envahi par le flux et ensuite abandonné par le reflux. Cette incessante énergie des astres moteurs, et cette perpétuelle obéissance des plaines liquides aux lois mécaniques de la nature, se traduisent par des mouvemens tellement continus, que l'Océan semble animé; mais c'est surtout sur les côtes de France que ces alternatives se déploient sur une grande échelle. Un phénomène encore plus curieux est celui dont nous avons donné ici même la description et l'explication (1) : je veux parler de la barre ou *mascaret* de la Seine, c'est-à-dire de cet immense et formidable flot qui, aux époques des pleines lunes et des nouvelles lunes des équinoxes, envahit subitement le bassin de la Seine dans les parages de Quillebœuf, à l'embouchure du fleuve. Pour être témoin de ce grand mouvement des eaux, supposons en 1853 un curieux partant de Paris pour Rouen, et de cette dernière ville arrivant en peu d'heures à Quillebœuf, par la voie de Pont-Audemer. Si c'est au 26 ou au 27 mars 1853, au 24 ou ou 25 avril, au 3 ou au 4 octobre, ou bien enfin au 2 ou au 3 novembre, il contemplera le plus beau et le plus curieux de tous les phénomènes de l'Océan. Des grèves à perte de vue, sablonneuses et vaseuses, des rives basses, une rivière indigente d'eau, comparativement à son lit immense, seront, à une heure prévue, inscrites dans les éphémérides astronomiques, envahies avec fracas par une profonde plaine liquide poussée d'un mouvement irrésistible, au milieu du calme le plus complet, et dans le silence des vents et des orages. Ce n'est pas savoir profiter des beautés de la nature que de ne point aller observer ces magiques coups de théâtre de l'Océan, quand ils sont si près de nous et d'un accès si facile.

Je terminerai en émettant le vœu que le goût et la pratique de l'astronomie deviennent assez populaires en France pour engager les amateurs à soulager autant que possible dans leurs travaux les astronomes de profession, écrasés par les observations et les calculs réguliers des grands observatoires. Pourquoi ne verrions-nous pas chez nous, comme en Angleterre et aux États-Unis, des amateurs intelligens et dévoués établir dans des observatoires privés des instrumens spéciaux, pour suivre telle ou telle branche de cette belle science de la nature, dont le domaine embrasse l'immensité de l'univers? Le grand Herschell lui-même, qu'était-il par rapport à l'observatoire royal d'Angleterre, sinon un simple amateur? Et cependant qui jamais a fait plus que lui pour l'astronomie? A part toute bravade d'esprit national, la France, dans l'astronomie comme ailleurs, peut-elle accepter une infériorité?

BABINET, de l'Institut.

(1) Voyez la *Revue* du 1er novembre 1852.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 janvier 1853.

Puisque donc nous voici entrés dans une année nouvelle et que cette année elle-même n'est déjà plus entière devant nous, puisqu'il ne nous est point donné de suspendre le vol rapide du temps, ou plutôt puisqu'il est en dehors de notre pouvoir de nous arrêter nous-mêmes, selon la pensée d'un vieux poète, ne faut-il pas du moins, à mesure que se déroule le spectacle des choses actuelles, essayer du mieux qu'il se peut de les recueillir et de les coordonner? Sur ce fond mystérieux et changeant d'une époque, l'historien n'est tenu de saisir que les grandes lignes, les grands résultats. Que d'élémens obscurs y trouvent place cependant! Que d'impressions fugitives viennent s'y mêler! Que d'événemens qui ne sont des événemens que pour les contemporains et qui forment néanmoins ce que nous pourrions appeler le tissu de l'existence quotidienne d'un peuple! Rien ne passe sous nos yeux qui n'ait son caractère et sa signification; rien ne se produit qui ne puisse offrir à quelque degré la mesure du mouvement des choses, depuis l'inauguration d'une église jusqu'à ces questions diplomatiques où se manifestent les dispositions réciproques des gouvernemens, depuis les démembremens d'un parti jusqu'aux changemens qui s'opèrent dans l'organisation politique d'un pays. Chaque jour heureusement ne voit point éclater quelqu'un de ces faits qui transforment radicalement la vie d'une nation; mais les révolutions une fois accomplies et une situation étant donnée, chaque jour peut montrer cette situation sous une face nouvelle et par des côtés divers. Autant d'incidens qui se produisent, autant de traits de la physionomie du moment; et quand ces traits se dessinent avec quelque confusion, c'est à qui sait bien regarder de les voir d'une manière distincte. L'année qui s'ouvrait il y a peu de jours a-t-elle déjà vu naître quelques-uns de ces incidens caractéristiques? Peut-être en est-il plus d'un où se peint la situation de la France vis-à-vis d'elle-même en quelque sorte et vis-à-vis des autres pays. Deux faits d'un ordre bien différent, — l'inauguration de Sainte-Geneviève et la reconnaissance du nouvel empire par

les grandes puissances continentales, — ne sont point, il nous semble, sans avoir leur place dans l'histoire la plus récente de notre pays, non pas qu'ils aient rien de commun, mais parce qu'ils expriment sous des formes diverses la situation actuelle de la France.

C'est le lendemain du jour où l'année commençait que le Panthéon était de nouveau rendu au culte catholique. Ce nom même de Panthéon s'effaçait devant le nom plus chrétien de Sainte-Geneviève, patronne de Paris. La religion reprenait solennellement possession de cette enceinte et la ranimait de ses pompes. C'est une destinée singulière parfois que celle des monumens. Le Panthéon, dans son histoire, ne semble-t-il pas résumer d'une manière saisissante toutes les luttes, les fluctuations, les incertitudes de notre temps? Dans sa destination première, il y a un siècle, ce devait être une église; cinquante ans plus tard, la révolution y entrait en souveraine et en faisait une sorte de temple païen élevé à l'homme; elle envoyait ses scribes verbaliser sur l'enlèvement des reliques et de la châsse de sainte Geneviève, œuvre du « ci-devant soi-disant saint Éloi, *orfévre et évêque de Paris.* » Marat allait remplacer la sainte de Nanterre. Toutes ces obscénités épuisées, l'empereur venait rendre l'enceinte profanée au culte religieux. Ce ne fut cependant que sous la restauration, en réalité, que cette mesure trouva son plein accomplissement. Mais déjà commençait la réaction contre le clergé et les influences de l'église, et bientôt, en 1830, le Panthéon redevenait ce que la révolution l'avait fait une première fois. Enfin survint la révolution de 1848, et ici, comme pour résumer notre histoire dans ce qu'elle a de plus tragique, ce temple étrange était destiné à devenir le théâtre d'un des plus sanglans épisodes des journées de juin. Après ces scènes funèbres, il semble que la prière seule pût s'élever sous ces voûtes où la guerre servile avait pénétré comme la dernière dérision de l'orgueil humain. Un décret, en effet, rendait, il y a un an, le Panthéon à sa destination première, et c'est l'autre jour que l'autel se relevait au fond de ce sanctuaire, où ont régné les influences les plus opposées. A travers toutes ces alternatives, qu'on le remarque bien, il y a quelque chose de plus profond qu'une série de changemens dans la destination d'un monument public. A chacun de ces changemens, il s'agit de savoir quelle est la direction des idées; il s'agit de savoir de quel côté l'homme moderne incline ses adorations, du côté de Dieu ou du côté de lui-même. Sans doute rien n'est plus juste et plus moral pour un peuple que d'honorer les hommes qui l'ont servi par leurs vertus, leur héroïsme ou leur génie, de conserver leur image et de perpétuer leur souvenir. Ce qui est une triste et violente pensée, c'est le fanatisme de l'homme pour lui-même poussé au point de s'ériger un temple et un culte. Là est le renversement de toutes les notions. Il n'y a point de temple pour l'homme. Pour l'écrivain de génie, le véritable temple, c'est le livre qui porte son nom et l'influence de ses idées à tous les coins du monde; pour l'artiste, c'est le musée où figurent ses ouvrages; pour l'homme d'état, c'est l'histoire qui raconte ses actions et ses services. C'est par tout cela que les uns et les autres se survivent. Voilà pourquoi, en soi-même, tout ce qui ramène le culte de l'homme à Dieu seul, tout ce qui replace un temple sous son invocation naturelle est une restitution salutaire. Seulement, que cette restitution, pour être durable, s'accomplisse en dehors de tout esprit de réaction intempestive,

et évite tout ce qui pourrait ressembler à une victoire de parti ou à une vengeance. Si de toutes les vicissitudes du Panthéon il peut ressortir des lumières pour tous les esprits réfléchis, n'en ressort-il point aussi pour la religion elle-même? Mgr l'archevêque de Paris, à l'inauguration de Sainte-Geneviève, rappelant une des phases de l'histoire de ce monument sous la restauration, ajoutait qu'en 1830 il avait porté le poids d'une funeste solidarité politique. Cela est vrai, et c'est un motif de plus pour la religion de rester elle-même. Si elle ne doit jamais participer aux passions du moment, encore moins doit-elle aller réveiller des passions rétrospectives. — Hommes et gouvernemens, et même membres de l'église, nous avons tous traversé des années où on n'a pas toujours fait tout ce qu'on aurait voulu faire, et où on n'a pu toujours éviter tout ce qu'on n'approuvait pas. Il faut bien se sentir soi-même sans péché pour jeter la pierre à d'autres. Nous soumettrions volontiers une considération à Mgr l'archevêque de Paris : après quinze ans de faveur sans limite et d'identification presque complète avec l'autorité politique sous la restauration, la religion s'est trouvée haïe, suspectée et menacée; après dix-huit ans de persécutions et d'injures, comme on ne craint pas de le dire, la religion s'est trouvée populaire, honorée et invoquée, en possession de toutes ses forces pour aider au salut de la société. Il faut bien que sous ce régime il y eût quelque chose qui ne fût point entièrement défavorable au progrès de l'influence religieuse. Quoi qu'il en soit, la restitution du Panthéon au culte chrétien est très certainement un des signes les plus caractéristiques de notre temps, un des symptômes palpables des tendances qui renaissent à l'issue des révolutions. C'est un des faits qui marquent le mieux ce que nous appelions la situation de la France vis-à-vis d'elle-même, du moins dans cet ordre d'intérêts moraux et religieux. Il y a longtemps que le nouveau gouvernement a reçu de l'église ses lettres de reconnaissance.

Dans une sphère d'intérêts plus temporels, dans les rapports de la France avec les autres nations, où en est cependant aujourd'hui cette question de la reconnaissance des nouvelles institutions impériales? Il y a eu, comme on sait, les gouvernemens qui ont reconnu tout d'abord l'empire; et il y a eu ceux qui ont pris le temps pour méditer leur acquiescement. L'Angleterre, l'Espagne, Naples, la Belgique, sont au nombre des premiers; la Russie, la Prusse, l'Autriche, sont au nombre des seconds. C'est à une date assez récente que les ministres de ces dernières puissances ont remis leurs lettres de créance. Serait-ce soulever indiscrètement le voile de dire que tout a bien pu ne point se passer sans commentaires, sans négociations épineuses, et surtout sans rumeurs au dehors? Quand il en serait ainsi, où donc serait le sujet de surprise? Évidemment les transformations politiques d'un pays comme la France ne s'accomplissent pas sans soulever des questions qui touchent à plus d'un intérêt. Seulement ceux qui résoudront ces questions dans un esprit supérieur de conciliation et de prudence, ceux-là auront infailliblement raison devant la civilisation, devant le monde, devant les peuples mêmes qu'ils sont appelés à diriger. Par la rapidité de ses évolutions, par la brusquerie de ses métamorphoses, la France sans doute est un pays avec lequel il n'est point toujours facile de vivre : elle étonne assez souvent et déconcerte encore plus; elle multiplie peut-être les embarras en multipliant pour les gouverne-

mens les occasions de résolutions délicates; mais, s'il n'est point facile de vivre avec elle, il serait encore plus difficile de vivre sans elle ou tout à fait en dehors d'elle en Europe. Ce n'est point d'aujourd'hui qu'elle ébranle ou qu'elle rassure le monde. Les traités n'ont point prévu tous ses gouvernemens : soit; les traités ont subi bien d'autres infractions depuis trente ans. De nouveaux états se sont formés, des territoires ont été absorbés, des agrandissemens territoriaux se sont produits, et ce n'est pas seulement dans ces détails que les traités ont reçu des atteintes, c'est dans leur esprit même. La politique de non-intervention, qui domine aujourd'hui, n'est-elle pas la contradiction éclatante de la politique de solidarité entre les dynasties, sur laquelle reposait la sainte-alliance? Quel est le sens profond de ce changement dans l'esprit qui préside aux relations internationales? C'est de mettre au-dessus de tout l'intérêt de la paix générale, c'est de concilier cette paix avec l'indépendance intérieure des peuples. L'Angleterre n'a point de peine à reconnaître cette politique : elle dérive du droit des souverainetés nationales. Nous concevons qu'elle ne trouve point partout la même faveur en Europe; mais le pire encore serait de mêler un peu de la politique de la sainte-alliance et un peu de la politique de non-intervention, de pratiquer la seconde avec l'esprit de la première, de dire à des gouvernemens investis de la plus grande autorité : Vous êtes des gouvernemens, mais non pas des gouvernemens comme nous; nous serons amis, mais politiquement, avec les différences que comportent les traditions et les circonstances. A tout cela, il nous semble, il serait trop aisé de répondre, et il serait encore plus facile d'opposer à des questions secondaires ce besoin universel de paix, garantie de la sécurité sociale et de cet immense développement d'intérêts qui suit aujourd'hui son cours en Europe. Qu'on se souvienne qu'après 1830 il fallut dans le régime nouveau la plus rare longanimité et l'amour profond de la paix qu'il nourrissait, pour ne point céder parfois à des susceptibilités légitimes, qui l'eussent infailliblement popularisé. L'exemple est assez récent, il a même porté ses fruits, assure-t-on, quand il n'était plus temps, il est vrai, pour le régime de 1830 de recueillir les témoignages de ces dispositions nouvelles; mais l'expérience n'est point perdue sans doute. Nous sommes bien convaincus aujourd'hui que tout le monde en Europe désire la paix, — une paix honorable, intelligente, protectrice de tous les intérêts. En ce qui touche le gouvernement français, il ne faudrait pour preuve que le soin qu'il met à constater les faveurs dont sont l'objet de la part de leurs cabinets les ministres accrédités auprès de lui par les puissances étrangères et les témoignages qu'il n'a cessé de multiplier. Il est assez difficile souvent de pénétrer le mystérieux travail des chancelleries; mais au fond, leur secret, nous le connaissons : il ne peut être autre chose que le vœu universel des peuples, qui aspirent au calme, au repos et au développement tranquille de leur génie et de leur activité.

C'est donc une question vidée maintenant en fait et en principe que cette reconnaissance de l'empire par les principaux états de l'Europe continentale. Au fond, ce qui reste, c'est le résultat; et en même temps que le régime nouveau, par cet acte diplomatique, prenait définitivement aux yeux du monde le caractère d'un gouvernement régulièrement reconnu, il achevait de s'organiser à l'intérieur. Un décret du 31 décembre venait compléter le sénatus-

consulte qui a modifié la constitution. D'après les changemens apportés dans la loi fondamentale, on a vu déjà quelles prérogatives, sinon nouvelles peut-être, du moins plus nettement accentuées, sont conférées à l'autorité exécutive. Finances, exécution des travaux publics, répartition des crédits votés par le corps législatif pour chaque ministère, traités diplomatiques et commerciaux, fixation des tarifs de douane, — le pouvoir de l'empereur s'étend à ces diverses matières qui résument elles-mêmes les plus grands intérêts du pays. Quelles modifications subit le pouvoir législatif d'après le dernier décret? Ce ne sont, à vrai dire, que des modifications de détail, dont quelques-unes semblent avoir pour but de pallier des inconvéniens qui, au point de vue même du mécanisme de la constitution du 15 janvier 1852, s'étaient fait sentir dans la session passée. D'après l'une de ces modifications, la présidence des bureaux est à l'élection, au lieu d'être dévolue au hasard de l'âge. En cas de dissentiment entre le conseil d'état et le corps législatif sur un amendement proposé à une loi, cette dernière assemblée peut déléguer trois de ses membres pour discuter la proposition avec les membres du conseil d'état. D'un autre côté, le récent décret affecte une dotation fixe aux sénateurs et une indemnité aux membres du corps législatif pour le temps des sessions. Enfin le nouveau règlement crée une distinction entre le procès-verbal des séances législatives, qui ne fait que résumer les opérations et les votes de l'assemblée, et le compte-rendu destiné à la presse, lequel continue à reproduire nominativement l'analyse des opinions et des discours de chaque orateur. Ce compte-rendu est soumis à la surveillance et à l'approbation d'une commission formée du président du corps législatif et des présidens de chaque bureau. Comme on voit, les précautions ne manquent pas dans ce prudent mécanisme, pour tracer le domaine de l'action du corps législatif et des journaux. Sur un autre point d'ailleurs, la presse vient de trouver quelque adoucissement dans un décret nouveau. Jusqu'ici, toute amende résultant d'une condamnation essuyée par un journal devait être comptée dans le délai de trois jours au trésor, à qui elle restait dès ce moment acquise,—de telle sorte que, si peu après le chef de l'état venait à exercer son droit de grâce, cette mesure ne pouvait avoir d'effet pour le journal quant à l'amende payée par lui. Maintenant cette amende devra rester déposée à la caisse des consignations pendant trois mois, et pourra être restituée au journal en cas d'exercice du droit de grâce dans cet intervalle. C'est un adoucissement dans le régime matériel de la presse, qui n'a plus trop de tous ses moyens pour mener la laborieuse existence que les événemens lui ont faite.

De toutes les élaborations successives par lesquelles la législation politique de la France passe, on le voit, le pouvoir sort toujours entier, souverain, affranchi de toute sujétion et de tout obstacle. Ce ne sont point les prérogatives qui lui manquent pour imprimer un mouvement fécond aux intérêts généraux du pays. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre matériel, dans l'instruction publique comme dans les finances, dans les travaux publics comme dans l'industrie, le champ est vaste, à la condition de marcher avec prudence. Pour ne parler que du commerce, une des plus grandes questions, dont nous avons déjà dit quelques mots, c'est celle des paquebots transatlantiques. Comme toute affaire sérieuse, cette question continue à être l'objet

d'ardentes préoccupations dans les principaux foyers commerciaux; mais il semble qu'elle soit sur le point d'entrer aujourd'hui dans une phase nouvelle. Jusqu'à présent, c'était à qui aurait une tête de ligne pour les États-Unis ou l'Amérique du Sud entre les villes commerciales les plus considérables : — Le Havre, Bordeaux, Nantes, Marseille. La difficulté était de concilier toutes ces prétentions, outre qu'au dernier moment il se trouvait toujours quelque impossibilité résultant soit de la situation, soit de l'imperfection des divers ports de commerce. Or, tandis que Le Havre, Bordeaux, Marseille, se disputent la prééminence, le gouvernement parait dans l'intention de trancher la difficulté en faisant d'un port de guerre, de Cherbourg, par exemple, l'unique point de départ des paquebots destinés à relier la France au Nouveau-Monde. Le gouvernement se montrerait disposé à concéder le privilége à une seule compagnie, qui serait tenue d'entretenir un assez grand nombre de paquebots, lesquels pourraient, au besoin, être mis au service de l'état et former une flotte à vapeur d'une certaine importance. Ici, on le voit, l'intérêt politique vient se joindre à l'intérêt commercial d'une manière plus sensible. Nous ne saurions rechercher en ce moment si cette considération est de nature à compliquer la solution ou à la rendre plus facile. L'un et l'autre peut être vrai à la fois. Toujours est-il que, quelque décision qui soit prise, les difficultés de divers genres qui se rattachent à cette sérieuse affaire ne peuvent manquer d'être prochainement résolues.

Pour statuer souverainement sur ce grave intérêt comme sur bien d'autres, le gouvernement est d'autant plus à l'aise aujourd'hui qu'il est politiquement plus affranchi. Il n'est point embarrassé à coup sûr par les contestations, par l'action intérieure des partis disciplinés et en armes. Les partis au contraire semblent se dissoudre et se démembrer chaque jour sous nos yeux, aussi incertains sur ce qu'ils doivent faire que sur ce qu'ils doivent éviter. Lorsque M. de Pastoret et M. de La Rochejacquelein entrent au sénat, lorsque tant d'autres, à des titres différens, prennent part à l'administration publique, ce n'est point évidemment l'abdication du parti légitimiste, mais n'est-ce point le signe de cette dissolution dont nous parlons? Et n'en est-il pas toujours de même? Tant que les grandes questions de gouvernement sont en suspens et que la victoire peut échoir au plus actif, au plus habile, au plus heureux, les partis ont une raison d'être; ils s'entretiennent dans leur ardeur et leur discipline; ils ont devant eux l'horizon et l'avenir. Dès que ces questions sont résolues, le plus grand élément de cohésion, l'espoir du succès, leur manque; le sol fuit sous leurs pieds. Il n'y a plus de partis à vrai dire; il n'y a que des individualités dispersées qui règlent leur conduite sur leurs intérêts, leurs convenances, leurs ambitions, leurs ressentimens, ou se rattachent même au pouvoir par un mobile plus honorable, celui de servir le pays en tout état de cause. Encore ce ne sont point ceux-là souvent qui, par leur promptitude à trouver partout leur place, font le plus de mal à leur parti; ce sont ceux qui, au milieu de la dissolution, excellent à diviser encore, ceux qui réussissent à beaucoup empêcher pour ne rien faire, ceux qui se font de petites églises où ils récitent chaque jour l'oraison qui doit les sauver; ce sont ceux qui restent insensibles au mouvement des choses, et font de leur immobilité une sorte de reproche pour tout le monde. Malheureusement c'est là un genre de disso-

lution qui travaille depuis longtemps le parti légitimiste, sans qu'il s'en doute peut-être, et son histoire ne serait pas la moins curieuse dans la mêlée des opinions contemporaines.

Une des suprêmes illusions des partis d'ailleurs, c'est de ne jamais s'imputer à eux-mêmes leurs défaites et leur impuissance. Interrogez le parti légitimiste; il ne reconnaîtra point, à coup sûr, que c'est à lui surtout que la restauration a dû de périr, et cependant chaque œuvre qui paraît, en éclairant cette époque, met à nu cette vérité, qui n'est point nouvelle. Un livre que publie M. de Marcellus, — *la Politique de la Restauration en* 1822 *et* 1823, — montre comment une grande entreprise telle que l'expédition d'Espagne devient inutile. Le dernier volume de l'*Histoire de la Restauration* de M. de Lamartine fait voir la crise de cette époque à son triste et fatal dénouement. Une chose nous frappe dans l'ouvrage de M. de Marcellus : l'auteur, alors chargé d'affaires de France à Londres, rapporte que, dès 1823, Canning, dans une conversation, laissait percer le pressentiment d'une révolution de 1688 pour notre pays. Ce n'était point, autant que le pouvait croire M. de Marcellus, un soupçon de conspiration jeté sur un prince rapproché du trône. Ce que pensait et ce que voyait Canning, c'est qu'il y avait en France un parti ardent et compacte qui héritait de toutes les fautes du gouvernement, que chaque violence des majorités victorieuses popularisait dans le pays, qui grandissait chaque jour par toutes les occasions qu'on lui offrait, et qui devait nécessairement, à la dernière heure, trouver sa personnification couronnée. Le gouvernement français ne tenait nul compte de la communication de son jeune envoyé à Londres, et il avait tort. Il aurait dû y voir, non une complicité qui ne peut être construite qu'après coup, mais un symptôme de son propre danger. Il aurait dû y puiser le sentiment d'une politique de nature à désarmer ces éventualités redoutables, à vaincre par la modération même et la prudence, l'hostilité des partis, et à fonder sur des bases solides ce régime politique, qui offrait peut-être les meilleures conditions de durée à la monarchie constitutionnelle, au prix d'une intelligente sagesse. Le livre de M. de Marcellus, au reste, est moins une étude sur la restauration tout entière qu'une curieuse collection de documens sur un incident, la guerre d'Espagne, et sur l'homme qui a le plus contribué à l'accomplissement de cet acte politique, M. de Chateaubriand. L'auteur des *Mémoires d'Outre-tombe* n'était point homme évidemment à laisser à M. de Marcellus les meilleures pièces de son portefeuille. Quelque rapides et légères que soient ces lettres, cependant, comme l'homme s'y peint bien encore, facilement enivré sur la scène où il est enfin monté : sceptique sur tout, hors sur lui-même, quoi qu'il en dise; dédaigneux en apparence des applaudissemens et écrivant : Soignez bien les journaux; peu soucieux d'ailleurs de ses intérêts pécuniaires, mais plein de caprices d'imagination, et trouvant le temps de songer, au milieu des préoccupations politiques, à faire passer à Méhémet-Ali la voiture de gala de son ambassade à Londres, uniquement pour voir l'effet de cette combinaison : une voiture de Chateaubriand allant rouler vers le Nil!

Le livre de M. de Marcellus, nous le disions, n'est qu'une intéressante esquisse faite avec des documens sur un point, un épisode de la restauration; le volume de M. de Lamartine qui paraît aujourd'hui est le tableau des catastro-

phes suprêmes. Seulement on dirait que l'auteur veut réparer le temps qu'il a perdu en commençant son ouvrage. Il a consacré plus d'une moitié de son livre à peindre les premières années de la restauration; maintenant cinq ans d'histoire sont contenus dans un volume. Autant M. de Lamartine s'attardait au début, autant il se hâte aujourd'hui vers le dénouement, précipitant son récit, dessinant à peine l'attitude des partis, négligeant les faits et laissant d'ailleurs toujours tomber en courant ses traits prestigieux et ses couleurs opulentes. L'esprit de l'auteur dans tout ce livre flotte entre bien des influences. Il a été juste plus d'une fois pour cette époque dont il reproduisait le tableau, et où il a vécu lui-même. Il semble qu'arrivé au terme il ait voulu placer le dernier mot de son livre sous l'invocation de cette politique nébuleuse et fantasmagorique qu'il s'est faite. M. de Lamartine, en effet, parle de « la souveraineté divine qui se manifeste par la souveraineté du peuple et se légitime par la liberté ! » Voilà, il nous semble, de grands mots, pour exprimer une idée assez peu compréhensible. Il serait peut-être utile d'avoir de meilleurs renseignemens sur cette souveraineté divine qui à besoin d'une légitimation et qui se confond avec la souveraineté populaire. Au fond, avec toutes les différences de nature et de génie, M. de Lamartine se rapproche en bien des points de Chateaubriand. Tous deux ont eu le même goût des traditions monarchiques du passé et les mêmes flatteries pour ce qu'ils considéraient comme l'avenir; tous deux ont eu l'ambition de la vie politique, et tous deux à leur heure ont contribué à des révolutions. Ils se sont trouvés au milieu des ruines sans en avoir le remords, parce que les ruines sont encore une poésie. C'est que c'étaient des imaginations puissantes, et non des raisons calmes et fortes; ils avaient plus l'instinct des choses dramatiques et éclatantes de la vie que des choses sensées; ils suppléaient à la réalité par des images : la chimère évanouie, il n'est pas même resté sous leurs pas le sol où ils s'étaient élevé un piédestal!

Ce que l'imagination a jeté d'élémens périlleux dans la politique, il serait difficile de le dire. Là même où elle est reine, où elle domine naturellement, dans les lettres, — faute d'une règle et d'un frein, elle a été une occasion de chute et d'égarement pour les esprits. La littérature est allée à la dérive, ne sachant où se fixer, traversant tous les domaines, moissonnant au hasard, se moquant de toutes les notions; elle a abouti aux merveilles de la fantaisie ou aux merveilles de l'industrie, quand les deux, par aventure, ne se trouvaient pas sur le même chemin. Elle n'a point mis l'histoire en madrigaux précisément, mais elle l'a peut-être bien mise en ballades ou en sonnets, si ce n'est en nouvelles. L'art littéraire s'est trouvé un beau jour résider tout entier dans les combinaisons étranges, dans les assemblages bizarres, dans le choc des mots, dans le mélange de toutes les couleurs. Il faut convenir que M. Arsène Houssaye, avec un esprit délicat, n'est point sans multiplier les gages à ce genre à la fois prétentieux et futile. *Talons rouges et bonnets rouges*, le titre n'est-il point merveilleux pour compléter celui de *Sous la Régence et sous la Terreur*? Tel est en effet le titre du nouveau livre de M. Houssaye. Seulement il est à craindre que l'auteur n'ait épuisé toute son imagination dans la recherche d'un titre et dans sa préface, et voilà pourquoi il ne lui en sera resté que tout juste pour joindre ensemble quelques nouvelles d'un médiocre inté-

rêt. Mais la préface reste comme le monument de l'auteur; elle prouve tout au moins qu'il est très chanceux d'être à la fois directeur de théâtre et écrivain; on risque d'oublier tour à tour les deux métiers. L'étrange déviation des idées littéraires contemporaines explique comment il est si difficile aux jeunes esprits de ressaisir une inspiration plus juste, plus vraie et plus simple. C'est déjà un mérite de l'essayer, comme le fait M. Paul Deltuf dans un recueil de *Contes romanesques*. — *Contes romanesques*, direz-vous, n'est-ce pas là encore un titre singulier dans sa simplicité apparente? Cela se peut, mais enfin il y a dans ces pages empreintes de vivacité et de jeunesse tous les germes d'un habile et ingénieux talent. La grâce du style ne manque point à M. Deltuf, non plus que l'art du dialogue. Il y a dans la *Vendetta parisienne*, l'un des contes de l'auteur, plus d'une fine remarque et un certain attrait de distinction. M. Deltuf réussirait sans doute à peindre, sans profondeur peut-être, mais avec une spirituelle humeur, les mystérieux caprices de la vie élégante. Ce qui manque jusqu'ici dans ses pages, c'est l'invention. Les *Contes* de M. Deltuf ne dépassent pas les proportions de l'esquisse rapide et légère, mais ils ont souvent cet attrait dont nous parlions, — la distinction : qualité rare depuis qu'on a imaginé de démocratiser la littérature et de passer le niveau sur tout ce qui faisait de l'art le culte délicat et charmant des esprits les plus élevés. Quand on parle si souvent des révolutions, elles ne consistent pas dans ce va-et-vient perpétuel qui met la république à la place de la monarchie, la monarchie à la place de la république. Elles consistent dans ce déplacement de toutes les notions, dans cette falsification de toutes les idées sur l'art aussi bien que sur le devoir moral ou sur les conditions de la vie politique. C'est cette falsification intellectuelle et morale qui marque les progrès de la révolution et est en même temps le signe fatal de l'affaiblissement des peuples, comme aussi il reste toujours un secret ressort, une mystérieuse vigueur chez ceux qui nourrissent un sentiment exact de toutes les réalités de la vie.

Telle est encore aujourd'hui l'Angleterre. Dans ses momens de plus grand repos, dans le développement le plus calme et le plus régulier de son activité, on sent la puissance d'un corps sain et vigoureux; dans ses crises mêmes et au milieu des excentricités, des contradictions dont sa vie est parsemée parfois, on sent encore cette énergie secrète des peuples fortement trempés. La formation du dernier ministère n'est qu'une preuve nouvelle de cette puissance de vitalité. Il s'est trouvé qu'à un jour donné, où il pouvait y avoir péril pour le pays, les hommes les plus considérables de l'Angleterre ont pu se réunir dans un même ministère et composer le plus puissant faisceau peut-être que l'Angleterre elle-même ait vu. Le cabinet de lord Aberdeen, au reste, en est encore, en quelque sorte, à sa période de formation. Pendant que le parlement est en vacances, il achève de s'organiser et de prendre possession du pouvoir; les divers membres qui appartiennent aux communes sont successivement réélus. Lord John Russell dans la Cité de Londres, sir James Graham à Carlisle, lord Palmerston à Tiverton, n'ont éprouvé nulle difficulté pour le renouvellement de leur mandat. Chacun de ces hommes d'état a fait son discours aux électeurs, et naturellement c'était une apologie de soi-même et de sa politique; lord Palmerston et sir James Graham ont même semé dans leurs discours les excentricités humoristiques propres au caractère anglais. Une

seule réélection ministérielle reste en suspens et semble éprouver quelque difficulté, c'est celle du chancelier de l'échiquer, M. Gladstone, à Oxford, l'une des citadelles du torisme. M. Gladstone a trouvé un redoutable concurrent dans M. Dudley-Perceval. La bataille dure encore, le *poll* ne doit point être fermé de quelques jours; mais il est évident que ce n'est point là une difficulté pour l'administration nouvelle. Les difficultés véritables ne pourront naître que quand le parlement reprendra ses travaux, le 10 février, et que le ministère devra arriver à des actes politiques, aux mesures qu'il a lui-même annoncées, à l'abrogation des lois religieuses qui ferment la vie politique aux israélites, à la réforme parlementaire. Quant à la liberté commerciale, elle se trouve plus que jamais hors de cause très certainement, et n'est plus même une question. La protection ne peut plus être un drapeau après les concessions récemment faites par lord Derby et M. Disraëli, pendant qu'ils étaient au pouvoir. C'est donc sur un autre terrain que la lutte s'engagera, probablement à l'occasion de quelques-uns des projets que lord Aberdeen a fait entrer dans l'exposé des principes de l'administration nouvelle avant les vacances parlementaires. Si quelque chose peut prouver cette transformation profonde des partis en Angleterre dont nous parlions l'autre jour, c'est ce que disait lord Aberdeen dans le discours par lequel il a inauguré son avènement au pouvoir : « Il n'y a de possible aujourd'hui qu'un gouvernement conservateur, et j'ajoute qu'il n'y a aussi de possible qu'un gouvernement libéral. » Ainsi voilà donc le caractère du nouveau cabinet anglais : c'est une conciliation entre les idées de conservation et les idées de progrès; c'est un essai de transaction à la place de l'ancien antagonisme des whigs, des tories et des radicaux entre eux. Nous verrons ce qui en résultera. La difficulté n'est point évidemment de rédiger ce programme, c'est de l'appliquer et de trouver effectivement le secret d'une politique nouvelle qui en même temps rassure les intérêts traditionnels et les intérêts nouveaux de l'Angleterre. Dans tous les cas, jamais une pareille œuvre n'aura été tentée par une administration plus brillante, composée d'hommes plus éminens. C'est un cabinet dont plusieurs des membres au moins pourraient aspirer à être premiers ministres. Là est sa force et là est aussi sa faiblesse, aujourd'hui comme hier et tant qu'il vivra, à moins de circonstances impérieuses qui tiennent disciplinés et compactes tant d'élémens brillans et incohérens.

Tandis que l'Angleterre vient de traverser une crise politique qui ne suspend en rien d'ailleurs la marche de ses puissans intérêts et laisse à l'existence nationale tout son ressort et sa grandeur, quelle est aujourd'hui la situation des autres pays constitutionnels de l'Europe, — de la Belgique, du Piémont, de l'Espagne? Quels faits récens et propres à chacun de ces peuples viennent se mêler à l'histoire générale contemporaine? En Belgique, nul incident sérieux, nulle crise publique, nulle discussion orageuse même. Le dernier débat important a été celui de la loi sur la presse, qui a été votée et promulguée. C'est tout au plus si, à l'occasion du budget, il y a eu quelque escarmouche rétrospective contre l'ancien cabinet. Dans l'état d'impuissance et d'indécision des partis, le ministère actuel reste, pour le moment, le paisible possesseur du gouvernement de la Belgique. Il est arrivé au pouvoir, comme on sait, avec la mission spéciale de renouer des rapports plus amicaux avec

la France. La convention récemment signée est la preuve des efforts qu'il a faits pour atteindre ce but. L'échange des ratifications de ce traité provisoire vient d'avoir lieu, et le gouvernement francais, quant à lui, a fait suivre cet échange de ratifications de l'abrogation du décret de septembre sur les houilles et les fontes belges. Maintenant donc, le terrain reste libre pour les négociations qui vont s'ouvrir. Les intérêts des deux pays peuvent être discutés en dehors de toute pression et de toute excitation, et comme les deux nations ont un égal avantage à s'entendre, il ne saurait évidemment y avoir lieu qu'à un arrangement définitif, inspiré par un esprit de bienveillance et d'équité mutuelle. Si l'industrie française est intéressée à la conclusion d'un traité qui remplace le traité expiré de 1845, peut-être la Belgique y est-elle plus intéressée encore au point de vue politique comme au point de vue commercial. Tant que cette question ne sera point résolue, elle dominera sans doute toutes les autres en Belgique.

Quant au Piémont, bien que dans des conditions très calmes et très régulières, il se trouve néanmoins sous l'empire d'une de ces difficultés intérieures qui renaissent sans cesse une fois qu'elles sont soulevées, et qui ne se résolvent qu'avec le temps et une extrême sagesse : c'est la question du mariage civil, dont nous parlions l'autre jour. Le gouvernement de Turin est dans une situation d'autant plus délicate, qu'il se trouve placé entre l'épiscopat piémontais, qui publie son opposition contre tout changement apporté à la législation existante, et les partisans d'une réforme beaucoup plus absolue que celle qu'il médite peut-être au fond lui-même. Il n'ignore pas qu'il y a là le germe d'un redoutable antagonisme entre le pouvoir religieux et le pouvoir civil. Cependant la loi de 1850 sur l'abolition du *foro ecclesiastico* lui fait un devoir de régler les conditions du mariage, considéré comme contrat civil. Déjà, on l'a vu, le sénat de Turin a rejeté les premières dispositions d'une loi qui devait atteindre ce but, et, à la suite de ce rejet, le cabinet a retiré le projet tout entier. Aujourd'hui, on le conçoit, le ministère sent le besoin de procéder avec maturité et réflexion dans l'élaboration d'une loi nouvelle. Ce n'est point là, à ce qu'il paraît, l'affaire des démocrates piémontais, qui ne ressentent nullement un tel besoin, et qui ont récemment interpellé, dans la chambre des députés, le cabinet sarde sur ses lenteurs, sur ses condescendances à l'égard du clergé. M. Brofferio, l'un des héros du radicalisme turinois, n'y va point de main légère. Ce n'est pas seulement la loi sur le mariage civil qu'il réclame; il demande encore toute sorte de réformes sur les biens ecclésiastiques, sur les couvens, sur les circonscriptions des diocèses. Un autre coryphée de la démocratie, M. Siotto Pintor, rappelle tout simplement l'exemple d'Henri VIII d'Angleterre, et reproche aux ministres de ne pas savoir dompter l'épiscopat par l'intimidation ou la corruption : à quoi M. de Cavour a justement et habilement répondu que les évêques piémontais n'étaient susceptibles ni d'être corrompus ni d'être intimidés. C'est, en effet, par cet esprit de modération et de conciliation que le cabinet de Turin peut réussir beaucoup plutôt que par les violences démocratiques. Le président du conseil actuel, M. de Cavour, est assurément un des nouveaux hommes d'état les plus distingués du Piémont. Il a eu l'ambition du pouvoir, ambition un peu impatiente quelquefois peut-être, mais il en a aussi l'intelligence et la capacité. Il a aujour-

d'hui de belles occasions d'appliquer ses rares qualités aux finances de son pays, à toutes les questions qui mettent aux prises l'autorité civile et l'autorité religieuse, et sont toujours un dangereux levain. Placé dans la situation la plus éminente, à la tête des affaires, c'est à lui de diriger, de régler, de contenir, pour le rendre fécond, ce système constitutionnel implanté dans un coin de l'Italie. Quant à nous, nous ne pouvons que désirer qu'il réussisse, pour toutes sortes de raisons. La première, c'est que le Piémont est infiniment plus lié à la France, étant ce qu'il est aujourd'hui, que dans des conditions différentes de gouvernement intérieur.

Que le régime constitutionnel ait ses inconvéniens, oui, sans doute; qu'il donne lieu à beaucoup de paroles et entrave l'action souvent, cela se peut. Il n'en faut conclure qu'une chose, c'est qu'au milieu de vicissitudes comme celles de notre siècle, il est facile de saisir successivement et à peu d'intervalle les inconvéniens de tous les régimes. Sans sortir du Piémont, pensez-vous donc que le régime absolu n'y fût occupé que de grandes choses quand il existait? Ouvrez à ce sujet un livre récemment publié par un homme considérable qui a exercé le pouvoir comme ministre des affaires étrangères pendant quinze ans sous le roi Charles-Albert, M. le comte Solar Della Margarita : le *Memorandum historique et politique* de M. Della Margarita est l'histoire intime du gouvernement absolu à Turin. Or, il en faut bien convenir, ce gouvernement avait, lui aussi, ses épisodes d'un genre particulier, ses crises qui suspendaient tout, qui arrêtaient tout. Un jour, par exemple, en 1838, éclate ce que M. le comte Solar appelle l'affaire des *barbes*, grande affaire s'il en fut! La femme du ministre de Russie, Mme d'Obrescoff, paraît à la cour avec des dentelles blanches. L'étiquette cependant n'autorise que le noir, réservant la couleur blanche à la reine et aux princesses. Là dessus, grand et sérieux émoi! On se remue, on s'agite, on s'arme en guerre contre le caprice d'une jolie femme qui aime les dentelles blanches, parce que probablement elles vont mieux à sa beauté. Le grand-maître des cérémonies et le ministre des affaires étrangères aidant, il est fait notification des lois de l'étiquette à l'agent de la Russie et aux autres ministres étrangers; mais ici surviennent les péripéties, et on peut commencer à voir comme quoi la chose est d'importance. Le corps diplomatique résiste et se fâche; les paroles aigres volent dans l'air, les notes se succèdent; les courriers partent sur tous les points pour en référer aux gouvernemens. L'Europe, du coup, ne fut point en feu; mais ce fut un rude hiver à Turin que celui de 1838, à cause de l'affaire des *barbes*. Circulaires, notes diplomatiques, discussion solennelle du code de l'étiquette, expédition de courriers, M. Della Margarita est-il bien sûr qu'il n'y ait point là autant de temps et d'argent perdu que dans une séance parlementaire où M. Brofferio a parlé deux heures durant? L'ancien premier ministre de Turin affirme que dans la fureur du corps diplomatique il y avait un coup monté pour le renverser du pouvoir. Voici, ce nous semble, qui égale bien au moins les intrigues ministérielles qui s'agitent dans les parlemens! Nous extrayons ce bizarre épisode d'un livre qui contient d'ailleurs bien d'autres chapitres instructifs et plus d'une curieuse donnée sur le gouvernement du roi Charles-Albert. Qu'en faut-il conclure? C'est que probablement tous les régimes ont leurs petits côtés, et que là où le régime parlementaire est debout, ce n'est

point une raison de le supprimer, uniquement parce qu'il existe. L'essentiel est de tempérer ses inconvéniens, de tirer de son mécanisme et de ses ressources le plus de fruit qu'on peut, et d'y faire tenir tous les besoins, tous les instincts d'un pays, toutes les conditions d'un bon et juste gouvernement.

C'est là le but que semble poursuivre aujourd'hui le gouvernement espagnol après la transformation récente qu'il a subie. La situation du cabinet de Madrid n'est point facile sans doute en présence des difficultés qui lui ont été léguées, de celles qui naissent de sa propre composition et de l'embarras perpétuel de coalitions menaçantes; mais il suit jusqu'ici avec une persévérante prudence la voie qu'il s'est tracée, il s'efforce de son mieux de désarmer les susceptibilités légitimes de l'opinion, sans céder à l'intimidation des partis. Les élections sont maintenant fixées au 4 février, et les chambres doivent toujours se réunir au mois de mars, de telle sorte que le mouvement électoral devient aujourd'hui l'unique préoccupation au-delà des Pyrénées. Le ministère agira sans nul doute dans ce mouvement; toutefois en même temps, il laisse pleine liberté aux opinions, et un de ses premiers actes a été une modification du décret royal rendu au mois d'avril dernier sur la presse. On ne l'a point oublié, ce décret portait l'empreinte du moment et de la situation particulière où s'était placé le cabinet alors au pouvoir. Il entourait la presse de restrictions et de sévérités qui équivalaient à peu près à l'interdiction de toute discussion politique. Le décret nouveau tempère singulièrement la situation de la presse. Ce n'est pas qu'il ne soit lui-même encore suffisamment sévère; il modifie cependant la législation de l'an dernier sur plusieurs points des plus essentiels. Il diminue les conditions nécessaires pour être éditeur d'un journal. Il abolit le droit de suspension que l'ancien décret conférait à l'autorité administrative. En même temps il défère le jugement des délits de la presse à un tribunal composé de magistrats civils, et non plus au tribunal mobile du jury. Au fond d'ailleurs, par cette dernière mesure, le cabinet espagnol ne fait que réaliser une pensée de bien des hommes politiques de la péninsule, même plus libéraux, qui n'ont qu'une médiocre foi au jury. C'est une institution jusqu'ici trop peu entrée dans les mœurs de ce pays, où trop souvent on cède à l'ardente impression du moment, et où bien des excès resteraient impunis. Dans son ensemble, le décret sur la presse rouvre l'arène à la discussion de tous les intérêts publics dans un moment où le pays a à se prononcer sur la réforme de son organisation politique tout entière. Dans une circulaire adressée aux gouverneurs des provinces en leur transmettant ce décret, le ministre de l'intérieur, M. Llorente, ne met hors des atteintes de toute discussion que deux points : la monarchie personnifiée dans Isabelle II et le principe même du gouvernement représentatif, c'est-à-dire le droit pour le pays d'intervenir dans la discussion de ses propres affaires; en cela même évidemment les intérêts constitutionnels de la Péninsule se trouvent rassurés et garantis. La plume habile de M. Llorente a su donner une forme nette à la politique mixte inaugurée par le cabinet espagnol à Madrid. Chacun des actes du ministère est une application nouvelle de cette politique conciliante et modérée. Et qu'en résulte-t-il? C'est que, le premier moment passé, le comité de l'opposition modérée, qui s'était formé en vue des élections sous le précédent cabinet, a tendu insensiblement à se dissoudre, ou plutôt beaucoup d'hommes

politiques s'en sont séparés pour se rapprocher du cabinet; pourtant il est malheureusement vrai qu'il reste toute une fraction du parti conservateur qui continue son opposition, et c'est là ce qu'il y a de grave dans la situation de l'Espagne. M. Mon, M. Pidal, le général Concha, le duc de Rivas, sont du nombre des opposans, et, chose étrange, cette fraction du parti modéré fait aujourd'hui alliance avec le parti progressiste. Que peut-il y avoir de commun cependant entre ces deux opinions qui sont séparées par quinze ans de luttes, par leurs idées, par leurs instincts, par leurs traditions? Le régime libéral à sauvegarder, dira-t-on; mais le parti conservateur dissident et le parti progressiste l'entendent-ils de même? Des hommes comme M. Pidal et M. Mon ne doivent-ils pas comprendre que de telles coalitions sont faites plus que tout le reste pour compromettre l'avenir du régime constitutionnel en Espagne, pour le discréditer aux yeux du peuple par le spectacle d'alliances aussi étranges? La belle victoire, quand les réformateurs de la constitution de 1837 amèneraient par leur concours l'élection de M. Mendizabal à Madrid! La modération même du ministère est une occasion pour les conservateurs espagnols de reconstituer leur parti, et nous croyons que ce grand intérêt dominera encore les résolutions et la conduite des hommes dont les susceptibilités inquiètes pourraient bien finir par devenir un péril pour ce qu'ils veulent défendre et préserver.

De tous les états constitutionnels, la Hollande est peut-être le plus calme. Dans cet heureux pays, le soin des affaires domine; la politique y conserve ce caractère pratique, propre à un peuple sensé et industrieux, et le même esprit se retrouve naturellement dans les discussions législatives. Les chambres néerlandaises ont tout récemment pris des vacances, comme le parlement anglais en prend d'habitude aux fêtes de Noël; mais ce n'est point sans avoir préalablement réglé les affaires les plus urgentes, le budget, par exemple, qui a été adopté à une assez grande majorité. Une autre question se présentait à l'attention des chambres hollandaises, c'était la proposition de la conversion du 4 pour 100. L'opportunité de cette mesure ne pouvait être plus évidente en présence des résultats favorables des trois derniers exercices financiers, de la situation actuelle du trésor et des symptômes de prospérité de la présente année. Tout cela conduisait le gouvernement hollandais à la pensée de réduire le taux de l'intérêt; mais dans quelle mesure s'opèrerait cette réduction? dans quelles conditions pourrait-elle être utilement réalisée? Là est la question que les chambres ont eu à discuter, et elles l'ont résolue en laissant au gouvernement le choix, selon les circonstances, entre une conversion en 3 3/4 et une conversion en 3 1/2. Ce vote même est une singulière preuve de confiance envers le ministre des finances, M. Van Bosse. Quelque paisible qu'ait été cette discussion, et quelque favorable qu'ait été le résultat au cabinet hollandais, elle n'a point laissé cependant de susciter un incident qui a produit quelque impression. Un député, M. Sloet, s'est plaint avec une certaine amertume que le ministère transformât la majorité en une sorte de machine à voter. L'incident, d'ailleurs, n'a point eu de suite; mais il peut être un utile symptôme pour le cabinet de La Haye. A part ces questions financières, les discussions récentes des chambres ont eu peu d'importance. L'attention de la Hollande se porte aussi avec un intérêt particulier sur les Indes. D'après les dernières nouvelles de ces contrées, le gouverneur-général

était rentré à Batavia après un voyage dans l'intérieur du pays. L'ordre et la tranquillité régnaient à Palembang; seulement quelques escarmouches avaient eu lieu sur les frontières de Lematang-Oulou. Une expédition dirigée contre le chef indigène qui, depuis dix ou douze ans, n'avait pas payé la rente territoriale, avait été couronnée d'un plein succès.

Revenons à l'Europe. En Allemagne, l'attention des hommes politiques s'est portée presque exclusivement depuis quelques semaines sur les nouveaux rapports diplomatiques à nouer avec la France. L'ouverture des chambres prussiennes, la question douanière elle-même non encore terminée, tous les intérêts purement germaniques s'étaient complétement effacés devant les pourparlers engagés à cette occasion. A vrai dire, le nombre était petit de ceux qui pensaient que cette conjoncture diplomatique pût amener des difficultés sérieuses, et plus petit encore celui des esprits malveillans qui eussent désiré qu'elle fût l'occasion d'un conflit en règle et d'une nouvelle coalition de l'Europe contre la France. Il s'est rencontré cependant quelques esprits de ce genre, et il suffira de les nommer pour que l'on cesse d'en être étonné : ce sont les opiniâtres adversaires des sociétés modernes, non ceux qui la hache à la main voudraient les saper dans leurs fondemens pour les rebâtir d'après les conceptions d'un prétendu progrès, mais ceux qui, au nom d'un passé fallacieusement dépeint sous un jour attrayant, voudraient les ramener sous le joug inflexible et immobile de la féodalité. En Prusse notamment, ce parti, qui a ses théoriciens et qui exerce encore une certaine influence sur la marche des affaires, n'a pas vu, sans manifester son mauvais vouloir, le nouvel ordre de choses qui se constituait de ce côté-ci du Rhin; et si la reconnaissance de l'empire français n'a point été aussi prompte que l'avait été en 1851 celle du coup d'état du 2 décembre, si la Prusse a cru devoir se concerter avec l'Autriche et avec la Russie avant de donner à cet égard une adhésion qui ne pouvait pas être refusée, c'est beaucoup moins l'œuvre du cabinet que la conséquence d'un succès obtenu dans les régions extra-constitutionnelles par la *Gazette de la Croix*. Il est du moins hors de doute que l'homme éminent à qui la Prusse doit d'avoir évité, en 1848, la guerre civile et, en 1850, la guerre étrangère, M. de Manteuffel en un mot, opinait fortement pour une reconnaissance sans conditions et immédiate.

En Allemagne et surtout en Prusse, le parti féodal, quoique représenté par un certain nombre d'écrivains et d'orateurs actifs et élevés, est numériquement trop peu considérable et trop suspect à la nation pour réussir à fonder un gouvernement solide et durable. Il n'ignore pas quelle serait sa faiblesse le jour où il arriverait au pouvoir; il sait qu'il a plus d'intérêt à voir appliquer quelques-unes de ses idées par un cabinet pris hors de ses rangs qu'à gouverner lui-même. Aussi essaie-t-il moins de renverser le cabinet actuel que de lui imposer de temps à autre, en dehors des voies constitutionnelles, quelques-unes de ses vues. Les taquineries étroites et imprudentes qu'il aurait voulu faire prévaloir dans les rapports de la Prusse avec la France se conçoivent toutefois d'autant moins, que, s'il était au pouvoir, il serait dans l'impossibilité absolue de proposer raisonnablement une politique différente de celle de M. de Manteuffel. De là les regrets qu'expriment dès aujourd'hui les esprits prévoyans en présence du rôle fâcheux que ce parti s'est efforcé de

prendre dans l'incident diplomatique qui vient de se produire. En Allemagne, on s'accorde à dire que les communications faites par M. Drouyn de Lhuys étaient empreintes de toute la franchise et de toute la loyauté désirables. M. de Manteuffel était d'avis de répondre avec la même loyauté et la même franchise, et, sans les intrigues du parti féodal, la Prusse eût été, parmi les puissances, une des premières à reconnaître le nouveau gouvernement français. Quoi qu'il en soit, la sage politique de M. de Manteuffel a déjà repris le dessus, par la raison bien simple qu'en dehors d'une bonne entente avec la France, il n'y a que des incertitudes et des hasards. Le parti de la *Kreuzzeitung* ne se tiendra pas sans doute pour battu. Il faut s'attendre à le voir tenter quelques nouveaux essais de son influence, soit sur les affaires extérieures, soit sur celles du dedans, à la cour et dans les chambres; mais il est à espérer que Frédéric-Guillaume saura distinguer parmi les hommes d'état de la Prusse quels sont les amis les plus intelligens de la couronne et du pays, et conservera sa confiance au ministre qui, après avoir sauvé la Prusse de l'anarchie, a su épargner à l'Allemagne une conflagration fédérale.

Dans les chambres prussiennes, les partis ont quelque peine à se dessiner. La nomination des membres du bureau de la seconde chambre s'est faite laborieusement et non sans difficulté. Pour la présidence, les votes se sont divisés en deux fractions absolument égales, 154 en faveur du candidat des constitutionnels modérés, le comte Schwerin, et 154 en faveur du candidat de la droite, M. de Kleist-Retzow. Il a fallu, pour trancher le différend, recourir à la voie du sort, et c'est grâce à cet expédient que le nom de M. de Schwerin a triomphé. Ces élections devaient fournir le témoignage d'un fait qui, sans être nouveau en Prusse, tend depuis quelque temps à se développer dans toute sa force : c'est le progrès du parti catholique dans le parlement. Ce parti a profité sur ce terrain de tout ce que le catho icisme a gagné dans les dernières révolutions de l'Europe. Son chef, M. de Waldbott, a été élu premier vice-président. Le second vice-président est M. d'Engelmann, l'un des membres les plus distingués de la droite. Le parti intermédiaire, qui a essayé de se former en 1851, sous le nom un peu douteux de *parti de la vieille Prusse*, sorte de centre gauche aristocratique et libéral, n'a pu en cette occasion réunir que 84 voix sur son chef, M. Bethmann-Hollweg. Ces soi-disant vieux Prussiens, que l'on pourrait appeler peut-être, à plus juste titre, des jeunes conservateurs, ne sont pas cependant sans importance parlementaire. Trop peu nombreux pour imposer leur politique aux chambres, ils le sont assez pour former dans la plupart des grandes questions un appoint décisif au profit soit de la droite soit de la gauche modérée, suivant qu'ils voudront faire pencher la balance de l'un ou de l'autre côté. En somme, les forces des deux opinions principales qui partagent la seconde chambre sont à peu près égales. On peut donc entrevoir en Prusse une session curieuse, dans laquelle la majorité sera vivement disputée.

Le gouvernement autrichien vient de publier le tableau du revenu des douanes de la monarchie depuis le 1er novembre 1851 jusqu'au 31 octobre 1852. Les données que renferme ce document attestent l'importance croissante du commerce de l'Autriche. Elles indiquent aussi les résultats qu'il est permis d'attendre du nouveau tarif des douanes mis en vigueur le 1er février

1852. Les droits d'entrée présentent une augmentation de plus de 2 millions de florins sur la période correspondante de 1851. Pendant cette dernière année, les droits d'entrée ne s'étaient élevés qu'à 19 millions et demi de florins; ils ont dépassé 22 millions en 1852. C'est dans toutes les régions du monde financier que le progrès se fait aujourd'hui sentir. La grande plaie de l'Autriche au sortir de la dernière révolution, c'était la dépréciation du papier-monnaie. Ce papier tend de plus en plus à reprendre sa valeur nominale. L'*agio* de l'argent, qui l'année dernière était encore de 20 pour 100, a fléchi jusqu'à 7 pour 100. On assure même que, dès à présent, les maisons de change ne reçoivent pas sans difficultés les pièces de 20 kreutzers contre du papier-monnaie ou des billets de la banque. Ainsi l'Autriche, grâce à une activité et à une persévérance qu'aucun autre gouvernement n'a dépassées, voit de jour en jour s'affermir la situation calme et prospère qui a succédé pour elle aux cruelles épreuves de 1848.

Le Monténégro ne cesse pas d'être l'objet de la plus vive curiosité en Allemagne, et particulièrement en Autriche. Il n'est question en ce moment que d'une grande concentration de troupes autrichiennes en Dalmatie et sur les confins de la Turquie occidentale. Ces bruits ont tout le caractère de la vraisemblance. Depuis deux ans, profondément blessée par l'affaire des réfugiés hongrois qu'elle ne paraît pas devoir oublier de si tôt, l'Autriche n'a négligé aucune occasion de témoigner les dispositions les plus amicales aux Bosniaques dans leurs querelles avec la Turquie. Le cabinet de Vienne d'ailleurs représente spécialement le catholicisme dans les provinces européennes de l'empire ottoman; les Bosniaques sont en majorité catholiques; des rapports suivis ont existé de tout temps entre ces populations et le gouvernement autrichien, surtout depuis que la France a cessé d'avoir des agens sur ce terrain trop peu étudié. — Si les Monténégrins ne sont pas catholiques, depuis vingt ans, une idée non moins puissante que celle de religion, l'idée de race, a établi entre les Slaves de Turquie et ceux d'Autriche des relations dont le gouvernement autrichien ne dédaigne pas de se servir, ne pouvant plus les empêcher. Les Monténégrins l'intéressent d'autant plus sous cet aspect, que la Russie, depuis 1805, se regarde comme protectrice et presque suzeraine du Monténégro, et qu'elle a su en faire un de ses principaux points d'appui dans ses démêlés avec l'empire ottoman. Et c'est par là en effet, comme par la Serbie, que cet empire est particulièrement menacé, s'il ne sait faire un effort généreux pour échapper aux redoutables difficultés que le vieux parti des *fanatiques* a suscitées au pays dans les derniers mois de 1852.

La politique du divan à l'égard du Monténégro est de pousser la guerre avec toute la vigueur qui lui reste; c'est Omer-Pacha qui est chargé de conduire cette expédition. Omer est certainement le plus brillant officier-général de l'armée ottomane; malheureusement, pour se faire pardonner par les Turcs son origine slave, il croit devoir, toutes les fois qu'il est aux prises avec les Slaves, faire preuve d'un zèle musulman qui n'est guère propre à pacifier les différends. — Pendant que la Sublime-Porte envoie des renforts en Bosnie, elle proclame le blocus du rivage voisin de la Montagne-Noire, séparée de la mer seulement par une langue de terre de quelques centaines de mètres. Le but de ce blocus est d'interdire aux Monténégrins la ressource des ravitaillemens

du côté de la mer. En fait, cette démonstration maritime, conseillée, dit-on, par l'Angleterre, est plutôt une occasion favorable de montrer une escadre turque dans l'Adriatique à côté de l'escadrille autrichienne qu'un moyen sérieux de cerner le Monténégro. Si les Turcs en attendent d'autres résultats, ils se font illusion. La Russie est en mesure de faire parvenir aux Monténégrins l'argent et les munitions qui leur manquent, par les routes serbes et par le cœur même de la Turquie, aussi bien que l'Autriche par ses propres frontières. La solution de cette guerre, acceptée peut-être imprudemment par la Turquie, reste donc douteuse. Il est à regretter que quelque grande puissance amie ne soit pas venue interposer sa médiation amicale dans ce conflit, et empêcher une effusion de sang qui ne sera pas moins fatale aux Turcs dans le cas d'une victoire que dans celui d'une défaite, car les Slaves de Bosnie, de Serbie et de Bulgarie, leur pardonneraient difficilement l'invasion du Monténégro.

CH. DE MAZADE.

PAYSAGES.

BETHLÉEM ET JÉRUSALEM.

Je suis bien loin de vous, mère, — à Jérusalem!
A deux pas du Calvaire, — à quatre de Bethlem.
Ah! les fils! — n'est-ce pas? — quelle race maudite!
Les avoir tant choyés et les perdre si vite!
Les ingrats, ils s'en vont, sans souci de vos pleurs,
Et s'ils paient votre amour, c'est avec des douleurs.
Depuis que ce pays, où germaient les miracles,
Étonne mes regards de ses mornes spectacles,
J'ai senti bien souvent, plein d'un pieux émoi,
Mes souvenirs d'enfant se réveiller en moi.
Je retourne à ce temps, de paisible mémoire,
Où de l'enfant Jésus vous m'appreniez l'histoire,
Où pas une ombre encor ne flottait entre nous,
Où Dieu seul partageait mon amour avec vous.
Les yeux déjà tournés vers l'avenir immense,
Vous jetiez dans mon âme une austère semence.
Parmi ces grains tombés de votre chère main,
Beaucoup sont demeurés aux buissons du chemin.
Combien je suis changé, ma mère, et quel ravage
Chaque année en passant a fait dans votre ouvrage!
Comme on compte en pleurant les amis qui sont morts,
Je compte mes vertus et mes grâces d'alors.

Quand je marche à travers ces abruptes vallées,
D'arbres et d'habitans à jamais dépeuplées,

Où rien ne rit à l'œil, si ce n'est le ciel bleu,
Où tout raconte encor la colère de Dieu,
Où tout parle de mort, de sang et de supplices,
Je sens saigner en moi d'anciennes cicatrices.
Tous mes amis perdus, tous mes amours brisés,
Mes rêves, mes espoirs au hasard dispersés,
Cortége triste et long de visions funèbres,
Pour passer devant moi, s'échappent des ténèbres.
Et quand ces souvenirs me viennent accabler,
O foi, ce n'est pas toi qui peux me consoler!
Je cherchais une amie, et je rencontre un juge :
C'est au sein maternel que je trouve un refuge.
Votre indulgence à vous ne se lasse jamais;
Mères, vous n'avez pas d'enfer pour les mauvais,
Et rien ne tarira ces sources éternelles :
L'amour dans votre cœur, le lait dans vos mamelles!

Aussi c'est à Bethlem qu'est ma dévotion.
Je vais m'y reposer de la triste Sion.
Ici, c'est le tombeau, la ville désolée;
Une plaine déserte, une aride vallée;
Un rocher que le Christ a marqué de son sang;
Une église, un tombeau d'où le mort est absent;
Quelques Juifs inquiets, dans une humble attitude,
Des bazars délaissés troublant la solitude :
Voilà Jérusalem pendant dix mois de l'an.
Que j'aime mieux Bethlem, le beau village blanc!
Il est caché là-bas, derrière les collines,
Avec ses pâtres bruns armés de javelines,
Ses tableaux ciselés, ses naïfs ouvriers,
Ses champs de seigle et d'orge entourés d'oliviers,
Ses femmes dont la robe à longue draperie
Ressemble au vêtement de la vierge Marie.
Et déjà mon cheval en connaît le chemin.
Là je vois mieux Jésus sous son visage humain :
C'est l'enfant pauvre et nu; c'est la touchante image
Du pasteur à genoux à côté du roi mage;
C'est la Vierge surtout, veillant sur ce berceau
D'où va tantôt sortir tout un monde nouveau,
L'étoile du matin et la rose mystique,
Comme vous l'appelez, je crois, dans le cantique.
La mère des douleurs, — c'est son nom le plus doux, —
Elle est là, souriante, et me parle de vous;
Car, des sages leçons faites à mon enfance,
Il m'en est demeuré, mère, plus qu'on ne pense,
Le meilleur m'est resté de ce riche trésor,
Et tout n'est pas perdu si je vous aime encor!

Vous, le soir, en priant, vous songez, ô ma mère!
A votre enfant parti pour la terre étrangère;
Vous le rêviez pieux et fidèle au foyer;
L'oiseau s'est envolé loin du toit familier.
Inquiète toujours, de nouvelles avide,
Vous errez tristement dans votre maison vide.
La nuit, les songes noirs vous visitent souvent;
Vous redoutez la mer, les caprices du vent,
Le simoun meurtrier, le désert sans limite;
Vous voyez votre fils sans amis et sans gîte,
Et vous invoquez Dieu pour le cher voyageur
Qui trompa tant de fois l'espoir de votre cœur.

Non, mère. La fortune est avec la jeunesse;
Elle garde ses coups à l'austère sagesse,
Et je porte avec moi la robuste santé
Des oiseaux du bon Dieu qui vont en liberté.
Du gîte et du repas vous êtes inquiète?
— Quand le repas est mince, eh bien! je fais diète,
Et je dors mieux le soir lorsque j'ai bien marché.
Il faut porter gaîment le mal qu'on a cherché.
Ah! ce pays n'est pas le pays de Cocagne;
Mais votre souvenir est là qui m'accompagne.

LA FERME A MIDI.

Il est midi... La ferme a l'air d'être endormie;
Le hangar aux bouviers prête son ombre amie.
Là, profitant de l'heure accordée au repos,
Bergers et laboureurs sont couchés sur le dos,
Et, près de retourner à leurs rudes ouvrages,
Dans un calme sommeil réparent leurs courages.
Autour d'eux sont épars les fourches, les râteaux,
La charrette allongée et les lourds tombereaux.
Par une porte ouverte, on voit l'étable pleine
Des bœufs et des chevaux revenus de la plaine;
Ils prennent leur repas; on les entend de loin
Tirer du râtelier la luzerne et le foin;
Leur queue aux crins flottans, sur leurs flancs qu'ils caressent,
Fouette à coups redoublés les mouches qui les blessent.
A quelques pas plus loin, un poulain familier
Frotte son poil bourru le long d'un vieux pailler,
Et des chèvres, debout contre une claire-voie,
Montrent leurs fronts cornus et leur barbe de soie.
Les poules, hérissant leur dos bariolé,

Grattent le sol, cherchant quelque graine de blé;
Tout est en paix, le chien même dort sous un arbre,
Sur la terre étendu comme un griffon de marbre.
Au seuil de la maison, assise sur un banc,
Entre ses doigts légers tournant son fuseau blanc,
Le pied sur l'escabeau, la ménagère file,
Surveillant du regard cette scène tranquille.
Seul, perché sur un toit, un poulet étourdi
Croit encor au matin et chante en plein midi.

Par-delà l'horizon heureux de cette ferme,
Un orage pourtant déjà se montre en germe.
Il est encore loin, ce n'est rien qu'un point noir;
En montant sur ce mur, on peut l'apercevoir.
Le nuage s'avance au souffle de la bise,
Il porte sur son flanc comme une tache grise...
C'est la grêle! — Elle est là, sur le pays voisin,
Écrasant sans pitié le seigle et le raisin.

Rien ne trouble pourtant votre repos robuste,
Laboureurs endormis dans le sommeil du juste!
Vous dormez, confians en la bonté de Dieu,
Heureux d'être abrités sous ce pan de ciel bleu.
On vous a vus dormir de ce sommeil tranquille
Quand sonnait le tocsin de la guerre civile,
Alors qu'on entendait, de vos hameaux fleuris,
Le tonnerre lointain du canon dans Paris.
Laboureurs obstinés, semeurs que rien n'effraie,
Cicatrisant toujours quelque nouvelle plaie,
Réparant les dégâts faits par l'homme ou le ciel,
Vous travaillez au blé comme l'abeille au miel.
Que le tonnerre gronde au ciel ou dans les rues,
Chaque jour vous revoit, penchés sur vos charrues,
Confier aux sillons le pain des nations,
Indifférens au bruit des révolutions!

C. Reynaud.

V. de Mars.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

CÉLÈBES. — LES HOLLANDAIS A MENADO ET A MACASSAR. (1)

Le moment que nous n'avions cessé d'appeler de nos vœux était enfin arrivé. Le 3 mai 1849, *la Bayonnaise* appareillait de la rade de Macao et se dirigeait vers les colonies néerlandaises.

Nous avons déjà indiqué les grandes divisions politiques de l'archipel indien : nous essaierons également de fixer par une rapide esquisse le contour général des mers que nous nous apprêtions à parcourir. A deux cents lieues environ des côtes que découpent le golfe du Tong-king et le golfe de Siam, le groupe des Philippines sépare la mer de Chine de l'Océan Pacifique. Le méridien qui traverserait ces îles espagnoles rencontrerait, non loin de l'équateur, la grande île de Célèbes. A l'est de cette ligne idéale, on verrait se déployer l'archipel des Moluques. Plus à l'ouest s'étendraient Palawan et ses nombreux récifs, puis l'immense Bornéo, faisant face à la presqu'île de Malacca et aux côtes du Camboge. Si venant de Macao vous laissez Bornéo sur la gauche, vous suivrez pour gagner Batavia la voie la plus directe. Trois passages différens vous seront alors ouverts : le canal de Carimata, le détroit de Gaspar, ou celui de Banca. Si la mousson vous est contraire, il vous faudra probablement faire un plus long détour et aller chercher le vent favorable à l'est de Bornéo, souvent même à l'est de Célèbes. Le vent ne souffle point

(1) Voyez la livraison du 1er janvier.

en effet de la même direction au nord et au sud de l'équateur. La mousson d'est règne dans la mer de Java et y ramène le beau temps et la sécheresse, quand la mousson de sud-ouest fait éclater ses orages dans la mer de Chine. L'époque où nous devions quitter Macao et le projet que nous avions formé de visiter les principaux ports de l'île Célèbes, Menado et Macassar, nous traçaient notre itinéraire. C'était à l'est de Célèbes et par la mer des Moluques que nous devions passer.

I.

Le 10 mai 1849, sept jours après son départ de Macao, *la Bayonnaise* se trouvait à l'entrée de la baie de Manille. Sans nous arrêter cette fois sur les côtes de Luçon, nous laissâmes derrière nous la pointe de Maribelès, et, comme au mois de mai 1848, nous nous engageâmes dans le long et sinueux détroit de San-Bernardino; mais, au lieu de suivre ce détroit jusqu'au point où il débouche dans l'Océan Pacifique, nous descendîmes brusquement vers le sud, dès que nous eûmes franchi le premier goulet, celui que forment en se rapprochant la côte de Mindoro et la pointe méridionale de l'Ile Verte. Longeant alors, à l'aide de brises variables, les îles de Panay, de Negros et de Mindanao, nous atteignîmes, après dix-huit jours de traversée, le mouillage de Samboangan.

Cet établissement européen a longtemps marqué la limite des possessions de l'Espagne dans les mers de Chine. Il fut fondé en 1635 par le gouverneur de Manille pour contenir la piraterie, dont l'archipel de Soulou fut pendant plusieurs siècles le foyer le plus redoutable. En regard de la forteresse espagnole se dressent les hauts sommets de l'île de Basilan. On sait les prétentions devant lesquelles nous nous arrêtâmes après avoir obtenu du sultan de Soulou, vers la fin de l'année 1845, la cession formelle de cette île. La France voulut respecter jusque dans leur exagération les droits d'une puissance alliée; elle donna en cette circonstance à l'Angleterre, qui préparait déjà l'occupation de Laboan, un exemple de modération que l'Angleterre se garda bien de suivre. — Le détroit formé par l'île de Basilan et la côte de Mindanao est un des passages les plus fréquentés par les navires qui se rendent en Chine à contre-mousson. La partie du canal qui longe le rivage de Samboangan est rétrécie par les îles basses de Santa-Cruz, et sillonnée par des courans rapides qui, soumis à l'influence périodique des marées, favorisent plutôt qu'ils n'entravent la navigation (1).

(1) La vitesse de la marée sur la rade de Samboangan est souvent de trois ou quatre milles à l'heure. Le jour même où nous mouillâmes devant le fort espagnol, une heure

Samboangan fut jadis peuplé par des Indiens venus de Luçon : l'exemption de toute espèce de tribut les attira sur les côtes de Mindanao. Le nombre des habitans s'est peu accru depuis cette époque, il ne s'élève encore qu'à sept ou huit mille âmes. La fusion des races s'est cependant opérée avec une facilité merveilleuse sur ce coin de terre isolé. Les métis forment à Samboangan la majorité de la population. Ils sont fiers de leur origine espagnole et parlent le castillan avec plus de pureté que la majeure partie des habitans de l'Espagne. Ils ont d'ailleurs les défauts et les qualités propres aux races créoles : la bravoure et l'indolence. Placés à proximité des côtes de Bornéo et des îles Soulou, menacés sur leur flanc gauche par les Illanos, ils ont pris l'habitude de se protéger eux-mêmes. La plupart des habitans portent, outre leur mousquet, le fameux *campilan*, grand sabre à large lame et à lourde poignée, destiné à pourfendre les *Maures;* tel est encore, dans les colonies espagnoles, le nom sous lequel les Indiens catholiques désignent les Indiens infidèles. Cette population guerrière a plus de goût pour le métier des armes que pour les travaux de l'agriculture. La partie cultivée de ses possessions se réduit à une étroite lisière de terrain défriché que bornent les eaux limpides de la Toumanga; au-delà de cette zone restreinte, la forêt vierge couvre de ses masses impénétrables le flanc des montagnes.

Avant de pénétrer dans les colonies néerlandaises, il n'était point sans intérêt d'accorder au moins un coup d'œil à cette dernière empreinte de la domination espagnole. Un guide intelligent et actif, *el señor* Molina, nous avait offert ses services. Nous le chargeâmes de nous procurer des chevaux, et, dès le lendemain de notre arrivée, nous nous mîmes en route pour visiter les bords de la Toumanga. La nature tropicale a des heures magiques. Le disque du soleil venait à peine d'apparaître au-dessus de l'horizon, quand nous atteignîmes le pont qui unit les deux rives du torrent. Au fond du ravin, sur un lit de galets bleuâtres, coulait la Toumanga. La brise du matin agitait doucement le feuillage des arbres; mille oiseaux bourdonnaient autour des tubes de bambou dans lesquels se recueille la

environ après le coucher du soleil, un jeune mousse tomba de dessus les bastingages à la mer. Les embarcations étaient hissées sur leurs porte-manteaux; l'obscurité était profonde. Il y avait mille chances contre une pour que le malheureux enfant disparût avant qu'on pût lui porter secours. Un de nos chirurgiens, M. Henri Lerond, noble et bon jeune homme qui n'en était point à son premier acte de dévouement, se trouvait par bonheur sur la dunette. Il se jette à l'eau et atteint le mousse que déjà le courant entraînait rapidement au large. Sans un canot qu'un hasard providentiel amena en ce moment le long du bord, M. Lerond eût été victime de sa sublime imprudence. Quand il remonta sur le pont de la corvette avec le mousse qu'il avait sauvé, les matelots, bons juges en fait de noblesse et de courage, lui firent une véritable ovation. Ce fut sa première récompense. Si ma voix peut être un jour entendue, ce ne sera pas la seule.

sève enivrante des palmiers. C'était l'heure du réveil pour les hôtes des bois, pour les bois eux-mêmes, dont le feuillage tout appesanti de rosée s'épanouissait aux premières clartés du jour.

Après avoir franchi au galop le pont dont les madriers frémissent sur leurs trois piliers de lave, nous cheminons entre deux haies de ricins et de goyaviers. Tout à coup une large échappée paraît s'ouvrir devant nous. Nous faisons encore quelques pas; nous tournons un dernier buisson. Ce n'est plus la splendeur d'une nature étrangère que nous contemplons; ce sont les plus rians coteaux de l'Europe, les plus belles prairies de la France, dont les gracieuses ondulations viennent charmer nos regards. Des troupeaux, non pas de buffles stupides et fangeux, mais de fiers taureaux et de grasses génisses, errent au milieu de ces vastes pâturages. Que l'herbe paraît belle dans ces contrées où l'on ne voit jamais que des arbres! Ce gazon, qui s'étend comme un tapis de Perse sur les flancs arrondis de la colline, sourit plus à nos yeux que la végétation opulente dont nous voyons les derniers efforts se perdre dans les nuages. Nous gravissons la pente du coteau : du sommet qui domine la plaine, nous apercevons un nouveau détour de la Toumanga, bouillonnant à nos pieds et se frayant un passage à travers de nombreux rochers de basalte. Au-delà de cette capricieuse rivière, à l'entrée d'une gorge sauvage, une hutte de paille et de bambou annonce la présence de quelques bûcherons, timide et indolente avant-garde de la domination espagnole. Quel étrange et soudain contraste! A deux lieues à peine de la mer, à quelques pas de la prairie féconde, la nature sauvage et la forêt vierge! Une affreuse misère se cache malheureusement sous le luxe déréglé de cette végétation. On a vu quelquefois arriver jusqu'à Samboangan de malheureux avortons décharnés, tout couverts de plaies, au visage aplati, au crâne déprimé, — des brutes à face humaine : ce sont là les enfans de cette riche nature, ceux pour lesquels elle a suspendu le coco à la cime du palmier et fait descendre le ruisseau murmurant du sommet des montagnes, ceux qu'elle berce au chant des tourterelles et caresse des tièdes haleines de la nuit. Ce sont les derniers débris des tribus indépendantes de l'archipel indien, les *Negritos* de Luçon et de Mindanao.

A côté de ces misérables créatures, voyez l'homme ennobli et enrichi par le travail. Le feu a purgé la terre des stériles végétaux qui la dévorent. Au milieu de l'espace dont il s'est rendu maître, l'Indien se hâte d'élever sa modeste cabane. Il entoure d'une enceinte le terrain qu'il veut défricher. L'igname, le taro, la patate, le maïs, la canne à sucre, le riz, qui nourrit à lui seul près de la moitié des habitans de la terre, lui assurent d'abondantes récoltes. Sa famille possède un abri contre les intempéries des saisons, et mollement balancée dans le hamac en fil d'abaca suspendu aux parois de

la case, sa femme tisse en se jouant la chemise de *pina* ou de *nipis*. On ne peut séjourner quelque temps sous les tropiques sans se sentir saisi d'une admiration toute nouvelle pour le travail, et sans reconnaître dans ce divin précepte la grande loi et le premier devoir de l'humanité.

Rentrés dans le village avant que le soleil de midi eût rendu la température intolérable, nous passâmes le reste de la journée sous le toit hospitalier de notre guide Molina. Ce fut alors qu'il nous montra ses armes et nous entretint de ses exploits. Quand le général Claveria dirigea, au mois de février 1848, une expédition contre le grand repaire des pirates, — l'île à demi noyée de Balanguingui, — trois cents volontaires de Samboangan lui offrirent leurs services. Sans eux, assurait Molina, l'expédition eût échoué. Le canon des navires à vapeur foudroyait vainement depuis vingt-quatre heures des remparts formés d'une triple enceinte de troncs de cocotiers et de pierres madréporiques. Il fallut dresser des échelles contre ces murs, dans lesquels on désespérait de faire brèche. Les soldats de Manille n'avaient jamais vu le feu. Les officiers qui s'étaient portés à la tête de la colonne venaient d'être tués à bout portant. L'armée s'ébranlait déjà, et la journée semblait perdue quand, à la voix du général, on vit s'avancer les volontaires de Samboangan. Couverts de leur écu, serrant la poignée du *campilan* de leur main droite, ils relèvent les échelles renversées et gagnent sous une pluie de balles la plate-forme du rempart. Les Maures se jettent alors dans le réduit où ils ont enfermé leurs femmes et leurs enfans; ils égorgent leur famille pour lui épargner la honte de tomber au pouvoir des chrétiens. Avant que les Espagnols aient pu forcer l'entrée du réduit, la boucherie est complète. « Nous n'avons plus devant nous, s'écriait Molina, dont la verve échauffée avait trouvé des accens poétiques, qu'un monceau de cadavres et qu'une mare de sang. Du milieu des mourans, un *desesperado* s'élance vers moi pour me frapper de son kris : d'un revers de mon campilan je l'étends à terre. Le cri des *Samboanguenos* était : Point de quartier aux Maures! Bien peu de ces infidèles obtinrent d'avoir la vie sauve; on recueillit pourtant quelques enfans qui avaient par miracle échappé au carnage. Cette fille au teint brun que vous avez pu remarquer à la porte de la case fut ma part de butin. C'est du sang de pirate qui coule dans ses veines; elle n'en sera pas moins un jour une honnête fille et une bonne catholique. »

Feliciana, — tel était le nom de la jeune moresque, — avait alors dix ou onze ans à peine. Ses grands yeux noirs, sa peau brune et luisante, ne permettaient pas de la confondre avec les pâles rejetons du métis espagnol. Au milieu de ce paisible bercail, elle me rappelait involontairement un jeune loup apprivoisé. Je l'observais pendant que Molina nous débitait d'une haleine infatigable ses rodomontades

et nous faisait toucher du doigt la rouille sanglante de son campilan. Je ne sais quel éclair intelligent et farouche brillait alors dans le regard de la fille de Balanguingui, et semblait indiquer qu'à la première occasion l'instinct d'une nature sauvage reprendrait le dessus. J'espère cependant que mon imagination n'aura point eu raison contre les pronostics plus favorables de notre guide, et que Feliciana n'a point cessé de faire l'orgueil de la famille Molina et l'édification de la paroisse (1).

Samboangan nous eût arrêtés trop longtemps si nous n'eussions écouté que nos désirs. La douce musique d'une langue qu'on ne peut entendre sans un charme secret, les allures chevaleresques d'une population qui défend encore ses rivages contre les Maures, ce parfum de poésie que la race espagnole laisse partout où elle passe, il n'en fallait point davantage pour captiver des gens lassés d'une longue station sur les côtes de la Chine. Un intérêt plus sérieux nous appelait au sud de l'équateur. Samboangan, avec ses terrains vierges, nous avait fait comprendre la grandeur morale du travail; Célèbes et Java allaient nous en montrer les œuvres.

II.

Le 25 mai, favorisée par la marée et par la brise, *la Bayonnaise* faisait route vers la pointe septentrionale de Célèbes. Le 4 juin, elle mouillait au pied du fort hollandais de Menado. On trouverait difficilement un plus dangereux mouillage. Au fond d'une vaste baie, entre deux ruisseaux qui se jettent à la mer, un talus rapide de gravier volcanique vous permet de jeter l'ancre par 40 brasses, à 200 mètres environ de la plage. Plus au large, on ne trouverait qu'un abîme sans fond. Pendant la mousson du sud-est, qui règne assez régulièrement dans la mer de Célèbes depuis les premiers jours de mai jusqu'à la fin d'octobre, on peut séjourner sans trop d'inquiétude sur cette rade foraine; mais, dès que les vents de nord-ouest sont à craindre, il faut aller chercher un refuge de l'autre côté du cap Coffin, dans la baie mieux abritée de Kema.

(1) Feliciana n'était point seule étrangère et captive à Samboangan. Un jeune gibbon des îles Soulou, le plus intéressant, le plus gracieux des singes, joyeux comme un enfant, souple comme Mazurier ou Auriol, un singe qui ne marchait jamais à quatre pattes et montrait sous ce rapport plus de dignité que bien des bipèdes, *Moro*, — c'était le nom qu'il portait à Samboangan, — devint à cette occasion notre compagnon de voyage. Avec nous, il visita bien des parages inconnus à sa race, les îles de l'Océanie, les mers glacées du cap Horn et les rivages plus clémens du Brésil. Il triompha, en dépit de toutes les prévisions, de tant de rudes épreuves; mais ses poumons délicats ne purent résister au climat de Paris. Après une année de séjour au Jardin des Plantes, il est mort, pleuré des gardiens qui, les larmes aux yeux, me parlaient encore, il y a quelques mois, de la douceur et de l'aménité de son caractère.

La résidence de Menado, quoique située sur le territoire de Célèbes, dépend du gouvernement des Moluques. Elle se compose des districts de Menado et de Tondano, possédés en toute souveraineté par la Hollande, et du district de Gorontalo, où un sultan vassal conserve encore, pour le malheur des plus misérables habitans de l'archipel, toutes les prérogatives d'une autorité tyrannique. Les derniers recensemens attribuent à la résidence de Menado, dont le cercle administratif embrasse le groupe des îles Sanguir, une population d'environ 200,000 âmes (1). Ce chiffre n'est point en rapport avec l'importance des possessions néerlandaises dans le nord de Célèbes. Le développement naturel de la population ne peut tarder à le grossir, quand bien même de nombreux colons ne seraient point attirés un jour ou l'autre à Menado par la salubrité du climat. Nulle part d'ailleurs ces colons ne rencontreraient un sol plus fertile. Le feu souterrain qui a donné naissance au mont Klobath, au Sepoutang, au Roumengan, à l'Empong, dont les cimes s'élèvent à cinq ou six mille pieds au-dessus du niveau de la mer, semble activer encore la fougueuse vigueur d'une végétation que baigne incessamment la rosée des nuits ou qu'inondent de leur déluge périodique les pluies équatoriales.

Mouillés à portée de voix du rivage, près duquel notre poupe était retenue par un câble fixé à deux piliers solidement enfoncés dans le sable, nous mesurions d'un regard étonné la hauteur du Klobath, dont l'ombre se projetait au loin sur la mer. Cette masse noirâtre, assise au bord de la baie comme un géant pétrifié, semblait menacer de son cratère béant encore la ville aux toits de palmiers, qui, presque inaperçue du mouillage, occupe la base même du volcan. Une heure environ après le coucher du soleil, nous pûmes descendre à terre, et notre premier soin fut de nous diriger vers la demeure du résident. La lune versait alors ses lueurs discrètes sur la campagne, et embellissait le gracieux paysage qui se déroulait devant nous. Nous avions laissé sur la droite les remparts de la citadelle de Menado, simple bastion carré destiné à servir de logement à la garnison plutôt que de défense à la ville; à notre gauche s'étendaient le *campong* des Chinois et le quartier malais, borné par la rivière. Deux haies d'hibiscus, taillées au ciseau, bordaient les détours d'un sentier où le sable criait joyeusement sous nos pas; la brise de terre ap-

(1) La population de la résidence de Menado était ainsi divisée en 1849 :

Européens ou métis	1,111 âmes.
Chrétiens indigènes	9,242
Idolâtres ou mahométans de nom	199,057
Mahométans zélés	2,091
Chinois	1,040
Esclaves	416
Total	212,957 âmes.

portait une douce fraîcheur des sommets nuageux du Klobath, et répandait sur la ville tous les parfums qui dorment pendant le jour au sein de la forêt. Notre surprise et notre ravissement s'augmentèrent sans doute de la sensation de bien-être que nous apportait cette heure tiède et sereine. Nous n'avions cru trouver dans Menado qu'un chétif village de Malais : nous retrouvions encore une fois les chemins de Ternate et d'Amboine, non plus alignés, il est vrai, comme les rues d'une ville, mais capricieusement contournés comme les allées d'un parc. Après quinze ou vingt minutes de marche, nous arrivâmes à l'entrée du parterre qui précédait l'habitation du résident. Ce modeste palais, au fond duquel veillait la flamme vacillante des bougies enfermées dans leurs globes de verre, était soutenu par de frêles colonnettes et couronné d'un toit de chaume qui s'avançait au-dessus d'une longue galerie aérienne. C'était moins un kiosque oriental qu'un châlet transporté par un coup de baguette des campagnes de la Suisse sous le ciel des tropiques. Dominée par le front sourcilleux du Klobath au lieu de l'être par les cimes neigeuses des Alpes, entourée de manguiers et de rimas aux vastes ombres au lieu d'être cachée sous un noir rideau de sapins, cette architecture pittoresque ne semblait pas déplacée sous les feux de l'équateur. Elle offrait un abri non moins sûr contre les ardeurs dévorantes du soleil que contre les intempéries des hivers.

Nous arrivions à Menado chargés d'une sorte de mission agricole. Peu de temps après la révolution de février, l'attention du ministre de l'agriculture et du commerce avait été appelée sur une espèce particulière de riz de montagne dont l'acclimatement pouvait être tenté, disait-on, avec quelque espoir de succès dans le midi de la France. Le signalement de ce riz, connu à Sumatra et à Célèbes, ajoutait la circulaire officielle, sous le nom de *riz noir*, — noir en effet, — nous avait été envoyé par M. le ministre de la marine avec l'invitation de lui en adresser le plus tôt possible des semences. Nous n'avions toutefois emporté de Macao qu'un faible espoir de répondre aux désirs du ministre. Les personnes que nous avions interrogées, et dont quelques-unes avaient longtemps habité les îles de la Malaisie, connaissaient je ne sais combien de qualités différentes de riz arrosé ou de riz de montagne : du riz blanc, du riz gris, voire du riz rouge; aucune d'elles n'avait entendu parler de riz noir. Par un heureux hasard, le gouverneur espagnol de Samboangan, auquel je faisais part un jour de mes perplexités, se souvint d'avoir entrevu ce riz fabuleux, dont le nom n'était déjà plus accueilli que par un sourire d'incrédulité à bord de *la Bayonnaise*. Les Negritos de Mindanao cultivaient le riz noir dans les gorges de leurs montagnes, et nous parvînmes, après bien des recherches, à nous en procurer quelques livres. Nous étions munis de ce précieux échantillon quand nous

nous présentâmes chez le résident de Menado, avec l'intention de renouveler nos instances pour obtenir des indications sur le riz noir. Cette précaution ne fut point inutile, car à Menado même le riz noir était depuis longtemps sorti du domaine de la réalité. Jamais on ne le voyait entrer dans les magasins du gouvernement ou s'étaler sur les échoppes du *campong* chinois. Si la culture s'en perpétuait, ce n'était que dans les districts les plus reculés de la résidence. M. Van Olpen nous promit cependant que nous n'aurions point vainement sollicité son intervention. Nous emporterions de Menado du riz noir, et, ce qui valait mieux suivant lui, sept ou huit autres variétés du riz blanc de montagne.

Ce n'était point assez cependant d'avoir conquis ces utiles semences : il fallait surprendre encore les secrets de la culture dont on nous avait confié le soin de doter la France. Les Parmentier ne sont immortels qu'à ce prix. M. Van Olpen, dont l'aimable obligeance devançait nos désirs, nous offrit gracieusement de nous mettre en rapport avec un chef de village, un *kappoula-balak*, que la voix publique désignait comme un des plus habiles agriculteurs du pays. Le lendemain même de notre arrivée, pendant que quelques-uns des officiers de la corvette allaient visiter le district de Tondano, où règne, à quelques milliers de pieds au-dessus du niveau de la mer, un printemps éternel, une cavalcade plus paisible poursuivait, sous la conduite de M. Van Olpen, des recherches fort étrangères aux occupations habituelles d'un officier de marine. Deux ou trois heures après le lever du soleil, nous avions atteint les premières pentes du Klobath, et nous gravissions, par un chemin tournant, la croupe accidentée de la montagne. La végétation des Moluques est sobre et contenue, si on la compare à celle de la résidence de Menado. Jamais nous n'avions vu la nature déployer cette puissance de production. Ce n'était plus le spectacle d'une fécondité luxuriante, c'était le désordre d'une orgie. La route, hardiment tracée à travers les précipices, nous montrait à chaque pas des forêts suspendues aux parois des abîmes, des gouffres à demi comblés par des avalanches de verdure, des palmiers séculaires étouffés sous les mille replis des lianes ou fléchissant sous le poids d'innombrables corbeilles de plantes parasites. Du point culminant que M. Van Olpen avait marqué d'avance pour le terme de notre course; nous pûmes embrasser l'ensemble de ces magnifiques horreurs et la beauté plus calme de l'immense horizon qui se déroulait jusqu'à la mer. Nous redescendîmes alors vers le village où le *kappoula-balak* attendait avec impatience ses illustres hôtes.

Les habitans de la résidence de Menado se rapprocheraient plutôt des naturels de la Polynésie, des Harfours de Bourou et des Dayaks de Bornéo, que des Malais de Sumatra ou des pirates cuivrés de Sou-

lou. Il suffit d'un coup d'œil pour reconnaître qu'ils n'appartiennent pas à la dernière invasion qui, vers le milieu du xve siècle, vint occuper les côtes de l'archipel d'Asie. J'hésiterais à croire cependant qu'il fallût chercher aux Harfours de Menado et à la race malaise une origine distincte. Ces tribus dispersées ont subi l'influence de climats divers et de dogmes différens; mais elles ont fait partie de la même famille humaine. Les Harfours de Menado, retranchés au centre de montagnes inaccessibles, n'ont été ni conquis ni fanatisés par les prêtres arabes. Ils composent encore la population la plus douce et la plus respectueuse de l'archipel, la plus aveuglément soumise aux chefs dont le résident hollandais confirme chaque année le pouvoir. La plupart de ces chefs indigènes ont embrassé le christianisme et semblent avoir perdu jusqu'aux dernières traditions de la vie sauvage. Le *kappoula-balak* que nous honorions de notre visite était vêtu, comme les chrétiens d'Amboine, d'un pantalon de couleur foncée et d'un habit noir. Sans la face osseuse et brune qu'encadrait la haute bordure d'un col de percale, nous n'eussions jamais reconnu dans ce vénérable *gentleman* le chef d'une tribu indienne : j'aurais plutôt cru voir une apparition du vicaire de Wakefield. La maison même dans laquelle nous fûmes introduits avait quelque chose de la modeste élégance d'un presbytère. Un ameublement simple, mais de bon goût, une table couverte des mille superfluités du luxe européen, voilà ce que nous trouvâmes sous le toit de cet homme, dont les ancêtres, au lieu de nous réserver un semblable accueil, n'auraient probablement songé qu'à se faire un sanglant trophée de nos dépouilles.

Ce ne fut qu'après le déjeuner que nous pûmes expliquer au *kappoula-balak* le but de notre visite. Le fonctionnaire indien, enchanté de pouvoir donner des leçons à son tour, fit immédiatement apporter devant nous divers instrumens aratoires, le *peda benkok*, couteau recourbé avec lequel on abat les arbres, le *patjol*, espèce de houe qui sert à défoncer la terre, et voici ce que nous écrivîmes presque sous sa dictée. — Quand un terrain a été choisi pour y cultiver le riz de montagne, on commence par abattre à la hache tous les arbres qui le couvrent. Il suffit de quinze jours de soleil pour dessécher ces arbres abattus. On y met le feu, et quand tous les troncs, toutes les branches ont été consumés, à l'aide de la pioche on défonce le sol pour y mêler les cendres. On brûle alors une dernière fois les herbes et les racines qui ont résisté à un premier incendie; on aplanit le terrain et on se dispose à l'ensemencer. Pour mieux assurer leur subsistance, les indigènes font en général marcher de front la culture du riz et celle du maïs. Le défrichement et la préparation du sol ont été achevés en septembre : au mois d'octobre, commencement de la saison pluvieuse, on sème le maïs. Des trous de quatre pouces de profondeur, prati-

qués à deux mètres de distance les uns des autres, reçoivent chacun cinq ou six grains de maïs que l'on recouvre ensuite de terre. Au bout de trois mois, vers la fin de décembre, on s'occupe de semer le riz. Les uns le sèment à pleines mains; d'autres, plus soigneux, en mettent dix ou douze grains dans des trous d'un pouce de profondeur. Deux mois après, en février, on arrache les jeunes pousses de riz et on les plante par petites touffes séparées, à une distance d'environ huit pouces l'une de l'autre et dans les intervalles laissés entre les tiges du maïs. Le riz peut avoir acquis alors une hauteur d'un pied à un pied et demi. On a soin pendant tout ce temps de sarcler et de nettoyer le champ pour que les jeunes épis ne soient pas étouffés. L'espace ménagé entre les touffes de riz permet aux femmes chargées de cette opération de l'exécuter sans froisser les tiges. Quatre ou cinq mois après qu'on a semé le maïs, en mars généralement, cette première récolte est parvenue à la maturité. Semé en décembre, le riz est rarement mûr avant le mois de juin. On le cueille alors à la main, épi par épi, et on le foule aux pieds sur une aire de bambou pour en détacher les grains. Malgré l'extrême fertilité du sol, on ne demande jamais au même champ deux récoltes de riz successives. Après la première récolte, le terrain se repose souvent pendant cinq années, ou, si on lui demande de nouveaux produits, ce ne sont que des haricots, des fèves ou des plantes moins exigeantes encore.

Pendant que le kappoula-balak nous initiait ainsi aux plus minutieux procédés de la culture indienne, le sommet du Klobath s'était couvert de nuages qui s'étendaient insensiblement sur la voûte du ciel. Les roulemens du tonnerre, répétés par toutes les gorges de la montagne, annoncèrent bientôt que la crise approchait. En quelques instans, l'orage fut au-dessus de nos têtes; le ciel sembla s'ouvrir, et un véritable déluge inonda la campagne. Aux éclats de la foudre, au pétillement de la pluie tombant sur le feuillage, on entendait se mêler je ne sais quel bruit sourd qu'on eût pu comparer au lointain mugissement de la mer. C'était la voix du torrent qui, grossi par cette inondation soudaine, grondait au fond du ravin, emportant dans son cours des branches d'arbres et des fragmens de rochers. En moins d'une heure, l'orage eut épuisé sa furie, et, bien que le ciel hésitât encore à reprendre sa sérénité, nous pûmes nous acheminer sans crainte vers la ville de Menado. Il est peu de jours parmi les plus beaux qui soient exempts de ces déluges temporaires. C'est ainsi que l'atmosphère se dégage et se purifie des vapeurs dont elle est incessamment saturée. Voilà donc les conditions que le riz de l'île Célèbes rencontre sur sa terre natale : d'épaisses couches d'humus toutes chargées de sucs nourriciers, de constantes intermittences de pluie et de soleil, une température qui varie, — dans la plaine de 26 à 31 de-

grés centigrades, de 18 à 26 degrés sur les hauteurs! On comprend que le riz, sous un pareil climat, puisse aisément se passer du secours des irrigations; mais en France, sous le ciel presque toujours voilé de Paris ou sous le ciel pétrifié de la Provence, je crains bien que le *wench rousiep*, — tel est le nom sous lequel les Harfours désignent le riz noir, — ne trahisse insolemment notre attente (1).

A Menado même, le riz de montagne, dont on compte près de trente espèces différentes, ne produit, année commune, que vingt à quarante fois la semence, tandis que le riz arrosé ne rapporte jamais moins de cinquante à soixante grains pour un. Une partie de la récolte, — 1,500,000 ou 1,600,000 kilogrammes, — est livrée aux autorités hollandaises à raison de 3 fr. 8 cent. le *picol* (2), un peu moins de 5 centimes le kilogramme. Le dixième environ du produit de cet impôt foncier est expédié à Ternate pour les besoins de la garnison; le reste est vendu aux indigènes à raison de 5 francs 63 centimes les 62 kilogr. Le gouvernement réalise ainsi un bénéfice de 50,000 francs, qui sert à couvrir une partie des frais d'occupation, sans élever au-delà de 12 ou 13 fr. le prix des 137 kilogrammes de riz que chaque Indien consomme annuellement pour sa subsistance.

Le riz n'est point d'ailleurs le seul produit agricole de la résidence. On récolte chaque année à Menado près de 6,000 kilogrammes de café, et 70,000 kilogrammes de cacao. L'exportation du café est le monopole du gouvernement, qui en paie le kilogramme 43 centimes aux indigènes pour le revendre quelquefois le triple de cette somme sur le marché d'Amsterdam. Le cacao est, au contraire, abandonné sans restriction au commerce libre : des navires espagnols viennent en chercher la récolte, qu'ils transportent à Manille, où on le préfère au cacao du Pérou. On ne saurait se figurer un plus gracieux coup d'œil que celui des jardins de cacaotiers qu'on rencontre à quelque distance de la ville de Menado. Aussi loin que la vue peut s'étendre, on voit fuir de verdoyans quinconces dont le tronc pyramidal chargé

(1) Mes prévisions n'ont été que trop bien confirmées. Le 8 juin 1850, M. le ministre de l'agriculture fit parvenir à l'institut agricole de Versailles diverses variétés de riz de montagne, — riz blanc et riz noir, — que je m'étais empressé d'expédier à Nantes et au Havre par deux navires français que je rencontrai, le premier à Singapore, le second à Macao. Malgré la saison avancée, l'expérience fut tentée dès le 13 juin. Ce semis tardif ne permit point à la plante d'arriver à maturité. Elle végéta pendant toute la belle saison, et, malgré les châssis dont les plants avaient été couverts pour favoriser la maturation, lorsque les froids survinrent, tout jaunit et cessa de croître. L'année suivante, on sema le riz le 12 avril; cette fois, malgré toutes les précautions prises, *les grains n'ont pas même germé!* Le climat de l'Algérie eût probablement mieux convenu à ces essais que celui de Versailles; mais avant de doter la terre d'Afrique du riz de Célèbes, que ne lui apporte-t-on le bambou!

(2) Le *picol*, qui forme la trentième partie du *coyang* et se divise en 100 *cattis*, équivaut à peu près à 62 kilogrammes.

d'un clair feuillage laisse pendre de longs fruits à l'enveloppe charnue, que le soleil a dorés de tons jaunes ou vermeils. Si vous ouvrez cette écorce rugueuse, au milieu de la pulpe blanchâtre vous trouverez répandues les graines qui contiennent la précieuse amande. Le cacao se vend communément à Menado 1 franc 73 centimes le kilogramme. Cette culture avait contribué à répandre une certaine aisance parmi les habitans de Menado. Quelques jardins comptaient plus d'un million d'arbres, et la récolte annuelle s'élevait à 93,000 kilogrammes; mais depuis le tremblement de terre du 8 février 1845, qui détruisit un grand nombre d'habitations, les cacaotiers de Menado ont été atteints d'une maladie qui paraît menacer sérieusement l'avenir de ces florissantes plantations. Nous avons vu des parcs immenses où les trois quarts de la récolte se trouvaient avariés : sous une enveloppe en apparence intacte se cachait le fungus rongeur. On eût cru voir ces fruits décevans dont parle l'Écriture, qui ne sont à l'intérieur que cendres et poussière.

A ces trois produits principaux, le riz, le cacao et le café, on pourrait joindre le *gomoutou,* espèce de cordage fabriqué avec les fibres ligneuses du palmier *areng* et expédié à Java pour le service de la flotte coloniale; mais une source de revenu bien autrement importante, c'est l'or que l'on extrait du district de Gorontalo. Cet or, répandu en paillettes presque imperceptibles dans une roche calcaire, se recueille dans quatre-vingt-trois mines. Le sultan, qui nourrit ses malheureux sujets avec deux ou trois bananes par jour, s'est engagé à livrer annuellement au gouvernement hollandais plus de 3,000 onces d'or, à raison de 34 fr. l'once. Il est loin cependant de remplir exactement les conditions de ce contrat. Les *pros bouguis* transportent chaque année à Singapore quatre fois plus d'or que n'en reçoivent les autorités de Menado.

Les Bouguis ont été de tout temps, par leurs habitudes de contrebande, les ennemis déclarés du fisc hollandais. Les habitans de Menado ne se sont point laissé tenter par leur exemple. Sur toute la côte septentrionale de Célèbes, on ne verrait pas un seul *pro*, pas même une embarcation de pêcheur. La crainte que leur inspiraient les pirates de Soulou paraît avoir à jamais dégoûté les Harfours de la navigation. Ce sont les habitans des îles Sanguir, moins étrangers par nécessité au métier de la mer, qui construisent et manœuvrent la flottille avec laquelle le résident de Menado parcourt solennellement le littoral de la province à certaines époques de l'année. Les navires de commerce qui visiteront la rade de Menado ne devront donc compter que sur leurs propres moyens pour embarquer ou pour porter à terre leur cargaison.

Avant les récentes mesures qui ont ouvert trois des ports de l'île

Célèbes au libre commerce, Menado, faisant partie du gouvernement des Moluques, vivait sous les mêmes lois et les mêmes restrictions que les îles d'Amboine et de Ternate. Le monopole des importations appartenait à la *Maatschappy*, cette grande association dont le roi Guillaume fut le fondateur, et dont l'intervention pouvait seule soustraire à la navigation et à l'industrie britanniques l'exploitation commerciale des Indes néerlandaises. La contrebande faisait au privilége de la *Maatschappy* une terrible concurrence. Les ventes opérées par cette société dans la résidence de Menado ne dépassaient pas, année moyenne, la somme de 200,000 fr., tandis qu'il était avéré que le total des importations ne s'élevait pas à moins de 1 million. Des bâtimens espagnols venant de Manille empruntaient le pavillon des îles Soulou pour commercer librement avec Menado, et, sous le titre de manufactures indigènes, ils importaient dans ce port des marchandises anglaises qui ne payaient plus dès lors qu'un droit de 6 pour 100. Les baleiniers se livraient aussi de leur côté à une contrebande très active. Sous prétexte de se procurer des provisions et d'user du privilége qui leur était accordé d'en solder le prix en marchandises, ces commerçans déguisés emportèrent de Kema, en 1849, plus de 200,000 francs en échange des armes, de la poudre et des étoffes de coton qu'ils avaient livrées. L'abandon d'un monopole si facilement éludé a donc été une des plus sages mesures conseillées par M. de Rochussen. La *Maatschappy* a conservé le transport et l'achat exclusif des denrées dont le gouvernement se réserve la culture; mais le port de Menado offre déjà au commerce privé divers produits que recherchent avidement les marchés des Philippines et ceux du Céleste Empire (1).

Ce n'est point cependant un entrepôt commercial que l'on parviendra jamais à créer dans la province de Menado. Le véritable

(1) Voici quelle était au mois de juin 1849 l'évaluation générale des produits de la résidence de Menado. Cette évaluation comprenait le commerce interlope dont les pros bouguis se sont faits les commissionnaires.

PRODUITS.	VALEUR.
5,900 onces d'or.	517,623 fr.
558,000 kilog. de café. . .	481,500
62,000 kilog. de cacao. . .	107,000
1,448,000 kilog. de riz. . . .	205,440
Écaille de tortue.	4,822
Gomouton.	14,744
Nids d'hirondelle.	1,070
Tripang.	6,676
496 kilog. de cire.	1,712
Ailerons de requins.	684
Total.	1,341,371 fr.

intérêt qui s'attache à la partie septentrionale de Célèbes tient à un ordre d'idées tout différent. Depuis longtemps, les Hollandais ont songé à trouver dans l'archipel indien l'écoulement de leur population exubérante. Quelques économistes auraient voulu organiser à Java même la colonisation européenne. On craint néanmoins qu'à Java le prestige inhérent à la qualité d'Européen ne souffre de l'introduction dans la colonie de ces nouveaux travailleurs. Dans la résidence de Menado, cet inconvénient disparaît. On n'y rencontre qu'une population indigène peu considérable, disposée à écouter les leçons des missionnaires protestans, et qu'on pourrait sans crainte associer aux priviléges des cultivateurs hollandais. Le gouvernement des Pays-Bas n'a point de parti pris dans les questions coloniales. Nul mieux que lui ne sait plier sa politique aux circonstances. Il peut faire dans le nord de Célèbes ce que l'Espagne a fait aux Philippines, appuyer sa domination non plus sur les abus séculaires du pays, mais sur la prédication religieuse et sur la fusion des races. Cette œuvre honorable, nous ne doutons point qu'il ne l'accomplisse un jour, et c'est dans cet avenir que réside à nos yeux l'importance de la province de Menado.

On connaît la configuration bizarre de l'île Célèbes, divisée par les golfes de Gorontalo, de Tolo et de Boni en quatre péninsules distinctes; on dirait au premier abord je ne sais quelle araignée monstrueuse étendue sur la carte. Grâce à sa forme irrégulière, Célèbes n'a peut-être aucun point de sa vaste surface qui se trouve à plus de cinquante milles de la mer. La péninsule septentrionale, celle qui nous avait attirés d'abord, est la plus étroite de toutes. Sa largeur moyenne est de trente-cinq ou quarante milles. On comprend tout l'avantage d'une pareille disposition pour l'exploitation des immenses forêts qui couvrent encore la majeure partie du sol de la résidence. C'est dans ces forêts qu'on rencontre l'ébène, dont nous avons vu d'énormes madriers de trois et quatre pieds de largeur; le *lingoa* ou bois d'Amboine, qui fournit d'admirables meubles; le bois de fer, dont le tronc atteint parfois plus de huit pieds de diamètre; le bois de *gofaffa* et le bois de *bintanger*, qui offrent des matériaux plus appropriés à la construction des navires. De belles routes bien entretenues, et chacune d'un développement d'environ trente milles, gravissent déjà les pentes des montagnes et relient aux deux ports de Menado et de Kema le fertile district de Tondano. Une route semblable établit entre ces deux ports une communication facile. Malheureusement ce n'est point la dixième partie de la résidence qui se trouve ainsi ouverte par des travaux qui seraient partout ailleurs imposés aux colons. Il y aurait encore près de cent cinquante lieues de route à percer à travers les montagnes, de la baie de Palos au port franc de

Kema. Dès que la soumission, aujourd'hui incomplète, de cette longue péninsule serait achevée, l'industrie européenne, favorisée par la température modérée des plateaux sur lesquels elle devrait s'établir, n'aurait plus qu'à se mettre à l'œuvre. La résidence compterait alors quatre districts placés dans des conditions également favorables : le Minahassa ou province de Menado, qui comprend un territoire d'environ cinq mille kilomètres carrés; l'état de Magondo et tous les petits royaumes limitrophes du district de Tondano; les possessions du sultan de Gorontalo et celles du sultan de Bewool; les alentours de la baie de Palos et le petit état de Tontoli. L'emploi de quelques *steamers* et d'un millier de soldats assurerait promptement la pacification de la province : les colons hollandais et les subsides du gouvernement feraient le reste.

III.

Pour nous rendre vers un autre point de l'île Célèbes, le district de Macassar, nous avions une assez longue navigation à faire. Le 9 juin 1849, nous quittâmes dès la pointe du jour le mouillage de Menado, et nous nous dirigeâmes, en passant entre les îles Sanguir et le cap Coffin, vers la mer des Moluques. Nous revîmes encore une fois les sommets de Tidore et de Ternate, l'île déserte d'Oby et Lissa Matula, de fastidieuse mémoire (1). Il nous fallut louvoyer pendant plusieurs jours avec un temps constamment pluvieux et des brises inégales pour atteindre le large passage qui s'ouvre entre les îles Xulla et la côte septentrionale de Bourou. Dès que cette dernière île fut dépassée, le temps s'éclaircit, et la mousson d'est nous conduisit rapidement, par les détroits de Wangi-Wangi et de Salayer, au fond de la baie de Bonthain, où nous devions faire une courte station avant de reprendre notre route vers Macassar.

Les districts contigus de Boule-Comba et de Bonthain comprennent une population de 29,000 âmes sur une étendue d'environ 260 lieues carrées; c'est la population la plus fière et la plus belliqueuse de l'île, on peut même ajouter de l'archipel indien; aussi ne saurait-on assez admirer l'ascendant moral par lequel deux ou trois Européens gouvernent cette race indomptable. Il existe à Bonthain une sorte de forteresse aux boulevards de gazon et de terre garnis de quelques pièces d'artillerie. C'est dans cette enceinte qu'est logée la garnison javanaise. L'employé hollandais qui remplit sur ce point isolé les fonctions de résident habite à quelques pas de la plage une

(1) Voyez, dans la livraison du 15 octobre 1851, *les Moluques sous la domination hollandaise.*

vaste habitation dont le palmier a fourni la charpente, le toit et les cloisons. Les Espagnols transportent avec eux, sur tous les points du globe, leur sobriété insouciante et leur dédain des superfluités de la vie. Il n'est plage si déserte, établissement si sauvage où l'on ne trouve le Hollandais entouré d'un bien-être qu'il aime à partager avec le voyageur. L'hospitalité de M. Scholten eût fait honneur à un vice-roi : sa gaieté, la libre et charmante effusion de son entretien auraient pu donner du prix au brouet noir. Nous ne pûmes accorder cependant qu'un jour à ses instances; mais cette journée, nous la passâmes presque tout entière à table ou à cheval.

On rencontre à chaque pas dans les Indes néerlandaises des cours d'eau qui se précipitent tout échevelés du sommet des montagnes au fond des précipices. Ces cascades servent ordinairement de but aux promenades des touristes. Je n'en connais point de plus imposante que celle de Bonthain. M. Scholten ne voulut céder à personne le plaisir de nous montrer cette merveille; mais il fallut quelque temps pour rassembler les chevaux qu'exigeait une troupe aussi nombreuse que la nôtre. Le résident hollandais avait cependant près de lui un homme auquel rien n'était impossible. C'était un chef indigène spécialement attaché à sa personne, — un capitaine des gardes, dont le premier devoir était de veiller à la sûreté du résident, qui ne le quittait point d'un pas, et le suivait partout avec la tendresse et le dévouement d'un séide. Ce vieux guerrier, dont les vêtemens entr'ouverts laissaient apercevoir de nombreuses cicatrices, avait jadis conduit les troupes du général Van Geen vers la capitale du roi de Boni. Il passait pour l'homme le plus brave du district, et la sécurité du résident au milieu des hordes féroces dont il était entouré s'expliquait peut-être un peu par la présence tutélaire de cet ange gardien. On ne saurait toutefois méconnaître l'influence en quelque sorte magnétique qu'exerce sur ces hommes violens la calme fermeté de la race hollandaise. Quelques jours avant notre arrivée, deux hommes de noble extraction avaient échangé quelques propos railleurs. L'un d'eux se croit insulté, il marche droit à son adversaire et le frappe de sa sagaie; l'autre, quoique blessé, riposte, puis tous deux, par un mouvement simultané, abandonnent leurs javelines. Ils se saisissent au corps, et, s'embrassant d'une main, de l'autre ils se plongent à coups redoublés leur kris dans la poitrine. Le moins vigoureux des champions s'affaisse enfin sur lui-même. Le résident accourt. Le vainqueur, dont le sang fuit par vingt blessures, cède sans résistance au regard de l'Européen. Il remet lui-même entre les mains du résident l'arme qu'un bataillon d'indigènes n'eût pu lui arracher, et se laisse, sans oser proférer une plainte ou une menace, entraîner vers la prison.

Pendant que nous examinions avec un intérêt curieux et un secret frisson le fer des deux javelines, les lames veinées et flamboyantes des deux kris, pièces de conviction où la rouille se mêlait déjà au sang fraîchement coagulé, notre imagination ne pouvait s'empêcher d'évoquer tous les détails de cette scène cruelle. Il nous semblait voir ces deux tigres cramponnés l'un à l'autre et prêts à se dévorer. Les Malais de Célèbes sont mahométans, mais leur première loi est un barbare point d'honneur. Leur férocité est le résultat infaillible de leur éducation. Il eût fallu voir de quel éclat sauvage brillèrent les yeux d'un jeune enfant de huit ou dix ans à peine, quand nous lui demandâmes s'il serait heureux de pouvoir à son tour porter un kris à sa ceinture. La prunelle d'un chat-tigre n'a pas de feux plus livides. Ce misérable enfant semblait avoir l'instinct du meurtre : il n'en avait peut-être que l'admiration dépravée.

Les chevaux cependant piaffaient à la porte de la résidence. Nous partons, et nous nous trouvons, à peine sortis, sur la place du marché du village de Bonthain. On eût cru pénétrer au milieu d'un camp. A côté des bestiaux qu'ils avaient amenés de la montagne veillaient de nombreux cavaliers fièrement appuyés sur la hampe de leurs sagaies. Avant qu'on ait pu assujettir aux patiens travaux de l'agriculture ces pasteurs au regard hautain, il se passera sans doute bien des années; mais le temps n'est rien pour les Hollandais : ils n'ont ni la *furia* des Français ni la *fogosidad* des Espagnols, ils marchent à leur but avec persévérance; aussi ces collines incultes que nous traversions au milieu des hautes herbes des jungles, la génération qui nous suit les verra probablement couvertes de blonds épis ou de féconds roseaux. Ces jungles, entrecoupés de fourrés épais, de bois de nipa et d'areng, servent de retraite à de nombreux troupeaux d'axis. On sait que cette espèce de cerfs est moins grande et moins vigoureuse que celle qui peuple nos forêts : elle se laisse aisément atteindre par les chevaux de l'île Célèbes. Accroupi sur sa selle, le cavalier malais, dès que le cerf est lancé, ne le perd plus de vue; il franchit à sa suite les ravins et les fossés, jusqu'au moment où il peut lui jeter autour des cornes un nœud coulant fixé au bout de sa javeline.

Nous atteignîmes sans accident les bords du ruisseau dont il faut remonter le cours pour arriver au pied de la cascade. Ce ruisseau n'a pas de rives; il coule entre deux murailles de basalte sur lesquelles un chamois ne trouverait pas à poser le pied. Si l'on veut contempler la nappe d'eau dont on entend au loin la chute assourdissante, il faut suivre le lit même de la rivière, franchir sur la pente arrondie des rochers ou sur l'arête aiguë de quelque bloc de lave des bassins dans lesquels un des grenadiers de Catherine II aurait

disparu jusqu'au cou; il faut, en un mot, se résigner à un bain froid et à un certain nombre de chutes. Mais quel glorieux spectacle devient le prix de tant de peines! C'est un fleuve qui s'échappe d'une urne gigantesque et déploie avec fracas le volume majestueux de ses eaux. Il ne manque à cette magnifique chute d'eau qu'un belvéder d'où l'on puisse l'admirer à son aise. Debout au centre du bassin où l'on nous avait placés, éblouis par la poussière liquide que la cascade en tombant soulevait tout autour de nous, nous ne tardâmes point à battre en retraite. Avant le milieu du jour, nous avions regagné le village de Bonthain, et dès le lendemain, reprenant, comme Ahasvérus, notre bâton de voyageur, nous faisions voile vers Macassar.

De la baie de Bonthain à la rade de Macassar, notre traversée put s'accomplir sans peine dans l'espace d'une journée. La brise, d'abord très faible, ne tarda point à fraîchir, et le soleil était à peine depuis une demi-heure sous l'horizon, quand nous atteignîmes ce nouveau mouillage. Macassar est le chef-lieu des établissemens hollandais sur la côte méridionale de l'île Célèbes. Une excellente rade, protégée contre la mousson d'ouest par deux bancs de sable à fleur d'eau, attira sur ce point, dès l'année 1538, les Portugais commandés par Antonio Galvano. En 1545, Martin Souza y établit un poste militaire, et, pour la première fois, en 1607, les Hollandais y apparurent sous la conduite de Cornelis Matelief. En 1665, l'amiral Spielman battit les indigènes, et prit possession du fort Ondjong Pandang (le Point de Vue), qui fut agrandi et reçut le nom de fort Rotterdam. La ville actuelle de Vlaardingen ne fut bâtie qu'en 1708. On lui donna pour armes un cocotier traversé d'un glaive, en mémoire de l'amiral Spielman. Vainqueur du sultan de Goa, l'amiral, auquel la nature avait donné le courage d'Achille et la force d'Hercule, passa, dit-on, son épée à travers le tronc d'un des arbres qui croissaient alors sur la plage. « Vous doutiez, dit-il aux indigènes rassemblés autour de lui, que mon bras eût la force de percer cet arbre; eh bien! ne doutez pas que la Hollande n'ait le pouvoir de vous réduire, car, aussi vrai que je puis d'un seul coup traverser le tronc d'un cocotier, la Hollande, quand elle le voudra, pourra soumettre votre île. » L'avenir n'a pas démenti cette prophétie, et le cocotier de l'amiral Spielman peut figurer, à plus juste titre que bien des emblèmes adoptés par un blason menteur, au centre de l'écusson de la ville de Vlaardingen.

Le fort de Rotterdam et la ville de Vlaardingen ont un nom commun : Macassar. C'est sous ce nom, qui désigne l'ensemble de l'établissement hollandais, que le chef-lieu de la côte méridionale de Célèbes est connu dans les Indes. Habitués à séjourner sur les rades

de Macao et de Manille, où *la Bayonnaise* devait s'arrêter à trois ou quatre milles de terre, nous éprouvions une certaine douceur à nous trouver mouillés à 150 mètres à peine de la plage, au centre d'un étang dont la brise pouvait rider, mais non gonfler la surface. Quelques navires de commerce, deux bricks-goëlettes de guerre, *l'Amboine* et *le Hussard*, commandés par les capitaines Dibbetz et Wipff, animaient, avec une foule de pros indigènes ou de bateaux-pêcheurs, ce paisible canal, dans lequel une flotte eût trouvé assez d'espace et assez de profondeur pour jeter l'ancre. Je ne sais quel peut être l'aspect de la rade de Macassar quand la mousson d'ouest roule jusqu'à Célèbes les lourdes vapeurs de l'Océan Austral; mais sous le ciel bleu et limpide de la mousson d'est, ce paysage présentait le 26 juin 1849, quelques instans après le lever du soleil, un des spectacles les plus ravissans qu'on puisse imaginer.

De la rade de Macassar, on aperçoit encore, à demi effacées, il est vrai, par la distance, les montagnes dont le versant méridional descend brusquement vers la mer pour former la baie de Boule-Comba et de Bonthain. Une plaine immense, entrecoupée de mille bouquets d'arbres, se déploie jusqu'au pied de ce lointain amphithéâtre. Sur la droite, ombragé par un long rideau de cocotiers, s'étend un des quartiers de la ville malaise. Le fort de Rotterdam domine la rade de ses hauts parapets et développe parallèlement au rivage ses murailles d'une éclatante blancheur. La ville européenne est resserrée entre la forteresse et le *campong* bouguis assis à l'autre extrémité de la baie sur ses pilotis de palmier sauvage. Si l'on porte ses regards vers un autre point de l'horizon, si l'on cherche, au-dessus de la digue sablonneuse à laquelle la rade doit sa tranquillité, l'étendue infinie de l'océan, ce n'est pas l'espace désert et morne que l'on rencontre, c'est la mer égayée par de nombreux îlots, verdoyantes oasis au milieu desquelles circule un bleu méandre. C'est surtout au nord de Macassar, sur une largeur de cinquante milles environ, que, du sein de leurs grottes sous-marines, les zoophytes se sont plu à faire surgir d'innombrables écueils aujourd'hui couronnés de verdure. Sous le nom d'archipel de Spermonde, ces îlots forment un des labyrinthes les plus inextricables dans lesquels le navigateur puisse jamais se trouver engagé.

Ce riant tableau ne tarda point à perdre une partie de ses charmes. Des teintes vives et dures, un éclat uniforme, remplacèrent bientôt les fraîches couleurs et les nuances délicates du matin. Le gouverneur de Célèbes, M. Bik, avait eu l'aimable attention d'envoyer à notre rencontre deux voitures, dans lesquelles nous trouvâmes un refuge lorsque, vers dix heures, nous mîmes le pied sur le débarcadère. Il nous avait suffi toutefois d'affronter pendant quelques minutes la morsure d'un soleil féroce pour juger de ce que nous eussions souf-

fert, s'il nous eût fallu à pareille heure traverser à pied la ville de Macassar. Une belle allée de tamariniers nous eût conduits jusqu'à la résidence du gouverneur; mais, à deux pas de cette voie ombragée, en face de l'hôtel du gouvernement, s'étendait, sahara redoutable, une vaste place quadrangulaire destinée aux exercices de la garnison. Le fort de Rotterdam occupe un des côtés de ce champ de manœuvres, et à l'angle le plus rapproché de la route s'élève probablement aujourd'hui un temple protestant dont, au moment de notre passage, on posait la toiture.

La résidence du gouverneur de Célèbes n'est pas un palais comme le massif édifice qu'habite à Manille le capitaine-général des Philippines. Dans les moindres détails, on retrouve le contraste des deux peuples qui se sont partagé l'archipel indien. La modeste habitation dans laquelle nous fûmes introduits n'affichait nulle prétention à l'ampleur fastueuse d'une résidence; elle promettait néanmoins plus de *comfort* que n'en a jamais abrité le toit d'un hidalgo. Au fond d'une longue cour était assis le corps de logis principal, précédé d'un portique ouvert à toutes les brises qui pouvaient rafraîchir l'atmosphère. Deux ailes ajoutées à cet édifice renfermaient une salle de bain et trois ou quatre chambres toujours prêtes à recevoir les commandans des navires de guerre hollandais ou quelque voyageur étranger. Les capitaines de *l'Amboine* et du *Hussard* étaient en ce moment les hôtes du gouverneur. M. Bik me pressa si vivement de partager son hospitalité avec eux, que je me laissai vaincre par tant de grâce et de courtoisie. Une heure à peine après cette première visite, je revenais prendre possession de l'appartement qui m'avait été destiné.

En pénétrant pour la seconde fois dans la cour de l'hôtel du gouverneur, je crus m'être mépris; les domestiques, les gardes, tout avait disparu. Pas une âme vivante sous le péristyle, pas une voix qui vînt répondre à mon inquiet monologue. Midi avait secoué son mystique rameau sur la résidence. C'était pour quelques heures un palais enchanté. Dès le lendemain, j'avais compris les coutumes de cette vie régulière, et pendant le peu de jours que je passai à Macassar j'éprouvai un grand charme à m'y conformer. Au lever du soleil, il fallait être prêt à monter à cheval. On parcourait alors les environs de la ville ou le *campong* bouguis animé par les étalages des armuriers et des marchands indigènes. Vers huit heures, on battait en retraite devant les rayons du soleil. Onze heures réunissait tous les hôtes de la résidence dans la salle à manger. Midi les dispersait de nouveau. Vers trois heures et demie, le charme léthargique commençait à se dissiper. On voyait de blancs fantômes enveloppés du *sarong* et du *cabaya* des Malais se glisser vers la salle de bain pour en sortir au bout de quelques minutes. Chacun prenait à son tour le chemin

de cette fontaine de Jouvence. Quelques ablutions d'une eau glacée qu'on puisait à l'aide d'un gobelet de fer-blanc dans une vaste cuve rétablissaient la circulation du sang et raffermissaient la fibre. On s'habillait alors à la hâte, car les voitures étaient déjà prêtes. Un fringant attelage de quatre chevaux isabelles emportait le gouverneur vers la campagne. Debout derrière la voiture, le chef des gardes déployait le *payong*, ce parasol doré qui annonce aux populations le représentant du *touan-besar* (le *grand monsieur*) (1). La soirée appartenait tout entière au plaisir. Le bal succédait au banquet, et jamais plus de gaieté, plus de grâce, plus de fraîcheur n'avaient défié les feux énervans des tropiques.

Si Batavia n'existait point, Macassar serait le seul endroit de la Malaisie où je pourrais me résigner à vivre; mais Macassar aurait-il à mes yeux les mêmes attraits, si je n'y retrouvais plus le cercle aimable au milieu duquel nous avons passé les plus heureux momens de notre campagne? Sur ce sol mouvant des colonies, la société européenne se renouvelle sans cesse. M. Schaap, l'assistant-résident, un des hommes les plus distingués dont je doive la connaissance à mon trop rapide passage à travers les Indes néerlandaises, M. Schaap vit aujourd'hui au milieu des Chinois de Banca. J'ai perdu la trace des officiers de *l'Amboine* et du *Hussard*, du capitaine Dibbetz, qui, envoyé à Macassar afin d'y rétablir une santé altérée par de longues fatigues, oubliait ses souffrances pour nous entourer des soins les plus délicats; du capitaine Wipff, qui n'avait été notre prisonnier à la suite de l'expédition d'Anvers, que pour apprendre à mieux aimer la France. Il est peu de pays qui aient eu plus à se plaindre des oscillations de notre politique que la Hollande, et je ne crois pas qu'on en puisse trouver dans l'Europe entière qui soit attiré vers nous par une plus sérieuse sympathie. Ce que je ne pouvais voir surtout sans une secrète émotion, sans un plaisir presque patriotique, c'étaient les représentans de cette belle armée qui, depuis 1816, a pour ainsi dire conquis une seconde fois les Indes néerlandaises. Chez eux, je retrouvais l'esprit chevaleresque, le dévouement au drapeau, la piété militaire, qui font l'honneur de notre armée d'Afrique. Si ce n'étaient point là des officiers français, c'étaient assurément les émules qui pouvaient le mieux nous les rappeler. Le commandant militaire de Macassar, le major Kroll, avait longtemps servi à Sumatra sous les ordres du général Michiels. Ce fut lui qui le premier nous révéla l'existence de cette Algérie des Indes où tant d'héroïsme s'est dépensé à l'insu de l'Europe, théâtre obscur arrosé de flots de sang, et sur lequel dix années de combats

(1) Tel est le titre du gouverneur-général des Indes néerlandaises.

ont formé des bataillons que Java pourrait opposer sans crainte aux Cipayes de l'Inde anglaise.

Malgré la voluptueuse mollesse de ma nouvelle existence, le temps que je passais à Macassar n'était pas entièrement perdu. Avec le major Kroll, j'apprenais à connaître le parti que de bons officiers peuvent tirer des recrues indigènes. M. Schaap, revêtu du double caractère de sous-préfet et de magistrat, me montrait comment un résident hollandais, le Coran à la main, peut rendre la justice aussi sommairement que saint Louis sous son chêne. M. Bik me faisait assister à l'investiture des *orang-kayas*, chefs subalternes qui remplissent à Célèbes le rôle des *gobernadorcillos* de l'île Luçon. Là, je vis des chefs de village ne recevoir l'emblème de leurs fonctions qu'après avoir paru comprendre les obligations qu'ils allaient contracter. En ma présence, on leur exposa longuement les devoirs de leur charge; puis on leur fit jurer, la main étendue sur le livre du prophète, de demeurer fidèles à la Hollande, de maintenir la paix et le bon ordre dans leurs communes. Le gouverneur lui-même présidait cette séance, et ce fut lui qui reçut les sermens des *orang-kayas*. Aucun sourire ne troubla la cérémonie. Jusqu'au dernier moment, on mit à la consécration de ces officiers municipaux un appareil de sérieux et de gravité qui devait nous frapper d'autant plus que nous avions été à Luçon les témoins inattendus d'une investiture semblable. La mise en scène était à peu près la même, mais l'effet nous en avait paru légèrement compromis par la verve moqueuse et la pétulance des compatriotes de Michel Cervantes. Les Hollandais ont plus d'empire sur eux-mêmes. Le spectacle ridicule de demi-sauvages transformés en fonctionnaires européens ne parvient pas à triompher de leur sang-froid. Ces hommes du Nord ont des nerfs inébranlables : ils feraient, sans dérider leur front, endosser l'habit noir à tous les maires et à tous les adjoints de la Nouvelle-Guinée. Il est fort heureux, après tout, que les maîtres de l'île Célèbes ne soient pas nés plus railleurs, car une gaieté intempestive ne serait point sans danger avec les Macassars. Ce peuple, bien que soumis, sort d'une race fière et chatouilleuse. Il n'eût jamais été subjugué par une poignée d'étrangers, si avec sa bravoure il eût possédé ce qui fait la force des nations, — l'union et la discipline. A Macassar comme à Bonthain, l'arme favorite des indigènes est le kris, poignard à manche d'ivoire et à lame flamboyante, que l'homme du peuple et le noble portent également à la ceinture. Outre cette arme, souvent frottée d'un mélange d'arsenic et de jus de citron, les guerriers de Célèbes se servent de lances et de boucliers; l'usage seul du sabre leur est inconnu.

On compte environ dix-sept mille âmes dans la ville de Macassar,

dix mille dans les îles environnantes. La pêche est la grande ressource de cette population. Les eaux de la baie sont si poissonneuses, le riz et les fruits de toute espèce sont à si bas prix, que chaque habitant subvient sans peine à sa subsistance. On rencontrerait même une certaine aisance parmi les pêcheurs d'holothuries et de tortues, si la passion du jeu et celle de l'opium ne venaient épuiser en quelques heures les économies amassées pendant un long voyage. Macassar présente donc ce qu'on chercherait vainement sous un autre ciel que celui des tropiques, le singulier spectacle d'une population que la paresse, le jeu et le sensualisme le plus grossier n'ont point jetée dans l'abjection et dans la misère. Il y a plus, si vous parcouriez l'archipel indien, vous ne trouveriez nulle part chez les nobles une apparence aussi générale de bien-être; chez le peuple, des haillons portés avec plus de fierté. Il n'y a point de pauvres ni de mendians à Macassar. Qui pourrait tendre la main, quand il suffit de lever le bras pour recevoir l'aumône de la nature? Il y a des lépreux : le gouvernement les recueille, et, grâce à sa bienfaisance, ces malheureux n'encombrent jamais la voie publique. On éprouve donc un plaisir sans mélange à parcourir les rues ou les environs du chef-lieu méridional de l'île Célèbes. Le bon ordre n'y a pas le cachet de la servitude; la liberté n'y a pas engendré la famine. L'impôt des loyers et la ferme du bétel sont les plus lourdes charges qui pèsent sur la population indigène. Ces deux contributions, calquées sur celles que les Anglais ont imposées aux habitans de Singapore, doivent tenir lieu à l'état des droits de douane qu'il a sacrifiés. Il eût été plus généreux et plus politique de renoncer à de pareils dédommagemens. Il faut dans toute l'étendue de l'archipel indien, mais dans l'île Célèbes surtout où les dominations sont mélangées, que le sort des populations qui vivent sous la loi hollandaise soit un objet d'envie pour celles qui subissent encore le joug capricieux de leurs chefs.

Les Hollandais ne possèdent en toute souveraineté, dans la partie méridionale de Célèbes, que quelques districts peu considérables. Le reste de l'île appartient à des princes vassaux ou à des rois alliés. Plus libre ici, plus dégagé de toute influence extérieure qu'à Sumatra ou à Bornéo, le gouvernement des Pays-Bas n'accepte point cet état de choses comme définitif. Les peuplades idolâtres qui vivent sous le régime de la tribu, il espère les convertir et les amener à la civilisation par l'Evangile. Les populations musulmanes, il se propose de les soumettre ou tout au moins de resserrer par de nouveaux traités les liens qui les rattachent à la Hollande. Les sultans de Goa et de Boni, les deux principaux souverains de l'île, n'ont pas, comme le sultan d'Achem, de protecteurs étrangers. Leur première imprudence sera sans doute le signal d'une transformation politique que

nous pouvons dès aujourd'hui considérer comme accomplie, tant elle est devenue inévitable.

C'est dans les états du sultan de Goa que se trouve enclavé le district de Macassar. Ce royaume allié comprend une étendue d'environ 300 lieues carrées et une population de 65,000 âmes. Le royaume de Boni, sur un territoire de 600 lieues carrées, ne compte pas moins de 200,000 âmes, dont 40,000 hommes capables de porter les armes. Ce sont les habitans de ce royaume de Boni, connus sous le nom de Bouguis ou Bouguinais, qui traversent l'archipel indien dans leurs frêles embarcations et se rendent jusque sur les côtes de l'Australie pour y pêcher le tripang que l'on exporte ensuite de Singapore sur les côtes du Céleste Empire. La population insulaire directement soumise à l'autorité hollandaise ne dépasse guère le chiffre de 300,000 âmes. 7 ou 800,000 indigènes, 1 million peut-être, échappent au contrôle de cette autorité, et par l'intermédiaire des pros bouguis entretiennent avec Singapore des relations commerciales dont l'importance a été évaluée, année moyenne, à 2,700,000 fr. Ce fut dans l'espoir de reconquérir cette clientèle, qui, avant la création de Singapore, appartenait tout entière à Java, que les Hollandais décrétèrent la franchise du port de Macassar.

Grâce au laisser-aller de la police anglaise, Singapore doit avoir de grandes séductions pour les navigateurs malais. C'est dans ce port que viennent s'approvisionner d'armes et de munitions tous les pirates de l'archipel indien. On peut espérer cependant que, lorsqu'il s'agira de se procurer des articles moins suspects, les pros du golfe de Boni trouveront plus simple de se rendre à Macassar que d'entreprendre un voyage de quatre cents lieues, aujourd'hui que ce voyage ne pourrait plus offrir, en compensation des fatigues et des périls qu'il entraîne, un bénéfice sur les marchandises de retour de 30 ou 50 pour 100. La franchise du port de Macassar date de 1847, et dans cette même année, les importations s'accrurent de plus de 3 millions de francs, les exportations de 2 millions. Depuis lors, il s'est fait annuellement à Macassar pour 10 ou 11 millions d'affaires. Outre sa situation unique à l'embranchement de la mer de Java, de la mer des Moluques et d'un large détroit qui remonte vers le nord, Macassar peut citer avec un légitime orgueil la salubrité de son climat, la sûreté de son ancrage, les facilités que présente sa rade pour le chargement et le déchargement des navires. Il est impossible de ne pas voir dans ce port le futur entrepôt des produits de Timor, de Céram, des Moluques et de la Nouvelle-Guinée. L'industrie européenne y trouvera l'immense avantage de pouvoir associer à ses opérations une population essentiellement commerçante, la seule parmi les peuples soumis à la domination hollandaise que n'effraient point

les hasards de la mer, la seule aussi qui promette quelques garanties de probité commerciale. Des marchands arabes, protégés par leur qualité de compatriotes du prophète, pénètrent quelquefois dans l'intérieur de l'île, demeuré inaccessible aux Hollandais. Ces voyageurs ont cru reconnaître sur leur route la trace de richesses minérales dont l'exploitation, bien qu'elle ne doive passer qu'après celle du sol, pourra devenir un jour un nouvel appât pour les émigrans chinois et pour les capitaux européens. L'avenir de l'île Célèbes ne nous semble donc pas douteux, et ce qui ajoute à l'intérêt que le port de Macassar en particulier doit nous inspirer, c'est que la France peut avoir sa part dans l'approvisionnement et dans les bénéfices de ce nouveau marché. L'Angleterre se gardera bien de favoriser par des expéditions suivies une place qui s'est posée comme la rivale de Singapore. Le commerce français, au contraire, a tout intérêt à se présenter sur un point où il ne doit pas trouver la concurrence écrasante des produits de l'industrie britannique. Il est rare que nos bâtimens de commerce, quand ils se rendent dans les mers de Chine, puissent compléter leur cargaison dans un seul port. Tel navire qui doit embarquer du thé à Canton s'arrête d'abord à Java pour y prendre du café, à Manille pour y charger des joncs et du bois de sapan. Macassar pourrait être une relâche plus avantageuse que Batavia pendant une moitié de l'année. Le détroit de Macassar, dont la reconnaissance sera bientôt achevée par les soins de la marine hollandaise, offre, pour gagner les côtes du Céleste Empire à contre-mousson, une route moins périlleuse que le passage de Palawan. De la poudre grossière et du fer en barre, des mouchoirs, des *sarongs* à grandes fleurs, des indiennes de Mulhouse pour les Malais, peut-être même quelques soieries brochées d'or, ou des draps écarlates, de bons vins de Bordeaux et quelques articles de mode pour la population chrétienne, voilà ce que trois ou quatre navires français pourraient apporter chaque année à Macassar. Ils y prendraient en retour, pour l'Europe, du café, de la nacre de perle, de l'écaille de tortue et de la poudre d'or; pour la Chine, du riz, des rotins, de l'huile de coco et surtout du tripang. Ce qu'il m'est permis d'affirmer, c'est que, nulle part au monde, les bâtimens couverts du pavillon français ne rencontreront un accueil plus cordial et plus empressé que celui qui les attend dans les nouveaux ports francs de Menado et de Macassar.

E. Jurien de La Gravière.

BURKE

SA VIE ET SES ÉCRITS.

DERNIÈRE PARTIE. (1)

Si la révolution française n'était survenue, c'est l'Inde britannique qui aurait occupé toute la dernière partie de la vie politique de Burke. Nous devons en parler avec quelque développement.

Une première occasion s'offrit d'entretenir de l'Inde la chambre des communes. Le nabab d'Arcot, qui résidait à Madras et passait pour le plus considérable des princes de la contrée, était débiteur envers des sujets anglais d'une somme qu'on évaluait à près de trois millions sterling. Cette dette, tant apparente que réelle, était attribuée à de secrètes conventions avec des agens de la compagnie. Il avait, dit-on, acheté d'eux les moyens ou la liberté d'agrandir ses domaines et son pouvoir. Guerre, dévastation, pillage, tels étaient les actes protégés ou exploités par le concours ou la tolérance de ceux qui lui avaient à ce prix vendu l'appui de la compagnie, trompée, faible ou complice. Une enquête approfondie avait été précédemment ordonnée par la chambre, et maintenant Dundas, président du bureau du contrôle et jadis promoteur des mesures rigoureuses, proposait d'allouer la dette sans examen et d'en imputer le paiement sur le revenu de la province de Carnate. Fox demanda que les pièces de l'enquête fussent mises sous les yeux de la chambre, et c'est sur cette question que Burke

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

prononça un discours regardé par de bons juges, et notamment par lord Brougham, comme le plus beau qu'il ait fait. Dans cette composition, dont le seul défaut est d'être trop achevée, une immense et difficile affaire est admirablement expliquée. Burke excelle dans l'art des expositions claires, complètes, et cependant attachantes, animées. Celle-ci est semée de narrations dignes de l'histoire. Dans les cours de littérature, on cite comme des modèles la description du Carnate et le récit pathétique de l'invasion de cette contrée ravagée par Hyder-Ali. Nous avons vu que les traitans de toutes sortes, patronés par la compagnie des Indes, passaient pour les auxiliaires occultes de l'avénement de Pitt au ministère; on pouvait le soupçonner envers eux de gratitude et d'indulgence. L'attitude de Dundas était suspecte. Un certain Paul Benfield était le chef ou principal représentant des créanciers vrais ou fictifs du nabab d'Arcot. Il avait, ainsi que ses pareils, brigué et même obtenu des siéges au parlement. Par les mille ressources dont disposait leur activité, ces gens avaient joué un rôle dans la dernière dissolution et contribué à en rendre le résultat favorable aux ministres. Il était donc facile de trouver un lien entre les intrigues de l'Europe et celles de l'Asie, entre les cruautés et les brigandages commis de Madras à Tanjore, la vénalité des subalternes, la connivence de la compagnie, le trafic électoral et la corruption ministérielle. Burke se plut, avec un art cruel, à river aux anneaux de la même chaîne Pitt et Paul Benfield. — Les associés de Paul Benfield, obscurs et mercenaires complices des dévastations d'un barbare, voilà, disait-il, au loin les législateurs de l'Inde, et ici la nouvelle et pure aristocratie créée par M. Pitt pour sauver la couronne et la constitution. Paul Benfield, voilà le grand réformateur parlementaire de M. Pitt. — Il y a là des pages terribles d'esprit, de sarcasme et d'injure.

La motion de Fox fut rejetée; mais, malgré ses apparences de froideur et de dédain, Pitt n'était pas insensible à ces attaques. Ses prétentions de pureté et de rigorisme lui rendaient de certains reproches insupportables, et l'on pouvait prévoir qu'en les renouvelant avec art et avec insistance, on le forcerait quelque jour à céder. Il y avait en toutes choses un point où il refusait de se confondre avec ceux qu'il employait, et il les brisait sans pitié plutôt que de compromettre la dignité de sa personne dans les pratiques mêmes de son ministère. Comme un nuage qui grossissait à l'horizon, il s'élevait de tous ces débats une notoriété menaçante contre Warren Hastings, qui avait tout à la fois mérité l'indignation et la reconnaissance de son pays, car ses services étaient aussi grands que ses fautes. La compagnie, plus satisfaite de ses succès que convaincue de son innocence, s'occupait peu de le défendre, espérant sans doute que l'opinion ferait comme elle, et ne rechercherait pas bien sévèrement de quel

prix l'humanité et la justice avaient payé ses conquêtes. Peut-être cet exemple eût-il été suivi, peut-être l'orgueil britannique eût-il jeté un voile sur les excès d'un despotisme victorieux, peut-être le gouvernement eût-il même appelé sur Hastings les marques de la reconnaissance nationale, si le comité de la chambre, formé en d'autres temps sous l'influence de sentimens opposés, acharné pour ainsi dire à la poursuite de la vérité, n'avait, par ses révélations, soulevé la morale ou la pudeur publique, et découragé l'indulgence par la peinture répétée de ces excès que les assemblées ne pardonnent qu'à la condition de pouvoir les ignorer. Hastings, quoique confiant dans le prestige de ses succès, se voyant attaqué et non défendu, revint, dès 1785, spontanément en Angleterre, au moment où la compagnie croyait répondre à tout en lui votant des remerciemens pour ses services. Accueilli par elle avec de grands honneurs, par le roi et par la reine avec une faveur marquée, poursuivi seulement par une opposition vaincue, il se croyait assuré de l'appui du gouvernement. Il osait compter sur des récompenses égales ou supérieures à celles qu'avait obtenues lord Clive, sur un ordre de chevalerie, sur la pairie elle-même; mais, conformément à un rapport de Dundas parlant au nom d'un comité spécial, un vote de censure avait passé trois ans auparavant contre Hastings, et restait inscrit sur les journaux de la chambre. Dundas, quoique ramené par ses fonctions ministérielles à des sentimens plus doux pour la compagnie des Indes, ne pouvait cependant ne compter pour rien une résolution qu'il avait lui-même provoquée. Il y avait dans la majorité des hommes scrupuleux qu'aucun engagement politique n'aurait déterminés à couvrir d'une approbation formelle les excès d'une tyrannie tout asiatique. Les dernières élections avaient amené dans la chambre l'implacable Francis, dont le séjour dans l'Inde n'avait été qu'une longue lutte contre Hastings; Francis, qui, fier de sa sévérité, se souciait peu qu'elle eût les allures de la colère et de la vengeance; Francis, qui, par là du moins, semblable à Junius, se faisait une vertu de sa haine, et répandait dans tous les cœurs le fiel dont le sien était rempli. Mû par des passions plus pures, emporté par une colère honnête et désintéressée, Burke éprouvait contre l'oppresseur de l'Inde tous les sentimens qui pouvaient soulever Tacite contre les tyrans de Rome, et son imagination, enflammée par les peintures mêmes qu'elle s'était faites des misères de toute une partie du monde, demandait en quelque sorte à s'épancher dans les invectives d'une vengeresse éloquence. Enfin l'âme généreuse de Fox s'animait pour un thème d'opposition qui se rapportait cette fois, non à des intérêts de parti, mais à la défense des droits de l'humanité.

Cependant la question n'aurait donné lieu probablement qu'à de

véhémentes harangues ou même à quelques votes de blâme, et l'opposition aurait reculé devant les difficultés d'une accusation en forme, si Hastings, enhardi par la cour, n'eût voulu avoir, comme on dit, le cœur net de tant de reproches dirigés contre lui, et obtenir de force, en défiant tout à la fois ses ennemis et ses défenseurs, la justice qu'il croyait ou disait mériter. Dans la session de 1785, Burke avait annoncé qu'il aurait des charges à produire contre l'administration de l'Inde, et l'on croyait que son parti ne donnerait aucune suite à cette menace, quand le premier jour de la session suivante, un ami de Hastings demanda si elle était sérieuse. Le gant fut aussitôt relevé; l'opposition ne pouvait reculer, et Burke commença par réclamer une communication de pièces. Le ministère en refusa quelques-unes en des termes qui sembläient indiquer le projet de défendre Hastings, et le 4 avril 1786 Burke fit connaître son intention de procéder contre ce dernier par la voie de l'*impeachment*, et produisit vingt-deux articles d'accusation.

L'*impeachment*, ou la poursuite devant la chambre des lords par la chambre des communes, est le mode le plus solennel d'accusation. Dans un temps calme et régulier, cette procédure aboutit difficilement à une condamnation. La politique, qui joue un grand rôle dans de telles affaires, se contente, quand les passions ne l'égarent pas, d'un effet produit sur l'opinion. Or, pour cela, le fait de la poursuite suffit, et l'acquittement même ne relève pas un ministre, un négociateur, un général, de l'atteinte qu'il en a reçue. Cependant les méfaits imputés à Hastings étaient assez graves pour que ses accusateurs pussent compter sur une condamnation, et ses chances s'aggravèrent encore, lorsque avant la délibération des communes il fut venu lire à la barre une longue défense écrite, qui ne parut ni habile ni intéressante, et ne se fit pas même écouter.

Chaque chef d'accusation devait être admis ou rejeté par un vote spécial. Le premier article chargeait Hastings d'avoir, contrairement aux ordres formels de la compagnie et sans en rendre compte, encouragé et secondé, par l'envoi de troupes anglaises, le nabab d'Oude dans une guerre d'extermination contre la nation des Rohillas, et compromis par là l'Angleterre, qui n'avait contre cette nation aucun sujet de plainte, dans les perfidies et les cruautés dont cette guerre avait été souillée. C'était pour cet acte, un des moins justifiables de son gouvernement, que la chambre avait, trois ans auparavant, demandé son rappel sur les conclusions de Dundas; mais Dundas, maintenant ministre, ne fut nullement embarrassé de plaider la thèse connue des faits accomplis : il fit valoir les services subséquens de Hastings. Pitt garda le silence, mais vota avec son collègue, et le grief sur lequel l'accusation comptait le plus fut écarté par 119 voix

contre 66. Les amis de l'accusé le jugèrent sauvé, victorieux; ils ne cachèrent pas leurs espérances. Encore deux ou trois votes semblables, et Hastings serait élevé à la pairie; son titre était déjà choisi; le grand sceau était tout prêt dans les mains du chancelier lord Thurlow, qui le protégeait.

Le 13 juin, Fox présenta avec tout son talent le chef d'accusation relatif au traitement infligé au rajah de Benarès. Hastings avait, de son autorité privée, exigé de ce prince des secours non prévus par les traités, et, sur sa résistance, l'avait mis à l'amende. Il en était résulté des troubles, des guerres, la chute de Cheyte-Sing, et trois révolutions à Benarès. Francis, qui avait lutté sur ce point contre Hastings dans le conseil de Calcutta, appuya vivement la motion. Pitt, dont l'habitude était de lui répondre avec un amer dédain, ne le ménagea pas; il reprit toute la conduite tenue à l'égard de Cheyte-Sing, il la justifia dans toutes ses parties, et il semblait conclure à l'abandon de ce chef d'accusation, lorsque tout à coup il trouva exorbitante l'amende imposée au rajah, et dit qu'il voterait pour la motion de Fox.

Ce fut un véritable coup de théâtre. On alla aux voix; le ministère se divisa dans le vote; Dundas suivit son chef, et la motion passa. Un article adopté en entraînait d'autres, et dès ce moment l'*impeachment* était inévitable. La conduite de Pitt étonna beaucoup, et fut expliquée diversement. Il était dans la nature de son esprit, ou il fut quelquefois dans sa politique, de faire un choix parmi les motifs d'une opinion, d'écarter les plus nombreux et les plus forts, ceux du moins que les partis jugeaient tels, pour se décider dans le même sens par une seule raison d'une importance secondaire, et se séparer ainsi de ceux mêmes avec lesquels il votait. Peut-être était-ce raideur de caractère; il voulait, même en cédant, paraître résister. Peut-être était-ce prudence; il voulait s'engager le moins possible, et se ménager une issue pour revenir au besoin ou se retirer à propos. Nous le verrons tenir une conduite analogue dans les questions de paix et de guerre, et prendre les mêmes sûretés quand il faudra se décider contre la révolution française. Dans cette occasion-ci, on a recherché ses motifs. On a dit que l'initiative prise par la cour, par le chancelier, par d'autres ministres en faveur de Hastings, l'avaient blessé; qu'il ne pouvait souffrir que l'on protégeât, que l'on honorât par avance un homme que la chambre n'avait pas encore réhabilité, et qu'on regardât comme tranchée une question sur laquelle il n'avait pas dit son dernier mot. Tous ces motifs sont plausibles. Ajoutons qu'il inclinait naturellement à la sévérité morale, toutes les fois que la raison d'état ne faisait pas taire ses scrupules. Il devait y avoir, dans la majorité avec laquelle il comptait, des membres con-

sciencieux de qui il n'aurait osé exiger ou attendre le sacrifice d'un sentiment de justice et d'humanité. Comment croire, en effet, qu'un homme tel que Wilberforce, qui venait d'entrer au parlement, eût consenti sans peine à immoler cette fois ses scrupules aux besoins de la politique ministérielle? Nous supposons que Pitt vota contre Hastings, comme il votait contre la traite des noirs.

L'affaire fut interrompue par la séparation des chambres. A la session suivante, Sheridan proposa l'accusation sur le quatrième chef, la spoliation des princesses d'Oude, et prononça le plus beau discours, au dire de quelques témoins, qu'aient entendu les murs de Westminster. Pitt, cette fois encore, se déclara pour la motion, et successivement d'autres charges furent admises, les amis de Hastings cessant désormais une inutile résistance; l'accusation, pour divers crimes et délits, fut dressée en vingt articles, par délibération de la chambre. L'accusé fut arrêté par le sergent d'armes, mais admis à la liberté sous caution, et un comité présidé par Burke eut mission d'aller soutenir la résolution devant la cour des pairs. Dans ce comité, la chambre aurait mis Pitt lui-même, s'il ne s'était récusé, et lord North, si son âge et ses infirmités ne l'en avaient dispensé; mais auprès de Burke on y voyait Fox, Windham, Sheridan et le jeune Charles Grey, qui débutait alors avec la faveur de tous, et qui devait, plus de quarante ans après, jeter un nouveau lustre sur le parti whig par la réforme de 1832.

Le 13 février 1788, la cour s'assembla dans la grande salle de Westminster, dans cette salle haute et vaste comme une église, dont on dit que le toit fut posé par le fils de Guillaume le Conquérant, dans ce théâtre de tant de scènes historiques, et qui ne vit jamais réunie plus nombreuse ni plus imposante assemblée. C'est à M. Macaulay qu'il faut demander de ce procès célèbre le tableau le plus brillant et le plus animé : le rôle qu'y joua Burke nous intéresse seul ici. Il fut chargé d'ouvrir le débat, et il parla pendant quatre jours de suite. Il fit, suivant son usage, un tableau complet. Avec une grande abondance d'idées et de faits, avec un grand luxe d'images et de mouvemens oratoires, il exposa, dans son origine et dans son histoire, tout le gouvernement de l'Inde. Ce discours est resté célèbre; il émut, il troubla l'auditoire jusqu'aux frémissemens et aux larmes, et c'est au milieu d'une assemblée palpitante que l'orateur termina par ces mots :

« Ainsi donc c'est avec une pleine confiance que, de l'ordre de la chambre des communes de la Grande-Bretagne, j'accuse Warren Hastings pour hauts crimes et délits. Je l'accuse au nom de la chambre des communes assemblée en parlement, dont il a trahi la foi parlementaire; je l'accuse au nom de la

nation anglaise, dont il a souillé l'antique honneur; je l'accuse au nom du peuple de l'Inde, dont il a foulé aux pieds les droits et changé la contrée en un lieu de ravage et de désolation; je l'accuse au nom de la nature elle-même, qu'il a dans les deux sexes outragée, insultée, opprimée, et je l'accuse enfin au nom et en vertu de ces lois éternelles de justice qui doivent dominer également tous les âges, toutes les conditions, tous les rangs, toutes les situations de ce monde. »

Il serait impossible, sans de longs détails, d'exposer tous les incidens d'un procès qui, commencé en 1788, ne devait finir qu'en 1794, la cour ayant siégé cent dix-huit jours répartis en sept années. La dissolution de 1790 elle-même n'interrompit pas le cours de cette affaire, et les pouvoirs du comité d'accusation furent continués. On conçoit que pendant un temps si rempli d'événemens variés et saisissans, de grands changemens durent s'opérer dans les dispositions des juges, des chambres, du public. On dit qu'aux derniers débats il ne siégeait plus que vingt-un lords des cent soixante qui avaient assisté au commencement de l'affaire; soixante étaient descendus dans la tombe; la cour n'était plus présidée par le même chancelier, et l'acquittement définitif fut prononcé par la bouche de lord Loughborough, qui au début du procès, membre ardent de l'opposition, opinait dans le sens des accusateurs. Le résultat, du reste, était depuis longtemps prévu, et l'intérêt du public parut en déclin à dater de la discussion de l'article des *begums* d'Oude, où Sheridan excita au plus haut point l'émotion de l'assemblée. Son discours dura deux jours, et il le termina théâtralement en tombant épuisé dans les bras de Burke, qui hurlait d'une généreuse admiration.

Seul peut-être, Burke fut le même au terme qu'au début de cette longue épreuve. A l'âge où les forces déclinent, agité par des diversions puissantes, entraîné par des spectacles tout nouveaux dans des passions toutes nouvelles, ayant rompu ses plus chères amitiés, entouré dans le comité d'accusation de collègues dont il avait fait ses ennemis, obligé de poursuivre l'œuvre commune de concert avec des hommes à qui il ne parlait plus, voyant désormais d'un autre œil et le gouvernement et l'opposition, il fut jusqu'au terme énergiquement fidèle à la cause qu'il avait embrassée. Il ne souffrit pas qu'aucun sentiment accessoire ou étranger affaiblît en lui celui de l'humanité et de la justice; il conserva sans interruption la même verve, la même chaleur, la même indignation et presque la même éloquence. A la reprise de l'affaire, en 1789, il avait prononcé sur la sixième charge un vigoureux et remarquable discours, et en 1794, vers les derniers jours, il fit entendre une réplique finale que les rares auditeurs des premiers jours trouvaient à peine inférieure au réquisitoire du commencement des débats. Burke, le contre-révolutionnaire Burke a tou-

jours regardé le procès de Hastings comme l'œuvre capitale qui couronnait sa vie.

On ne peut trop rendre justice à la sincérité de conviction, au zèle persévérant, au talent inépuisable qu'il déploya dans cette grande entreprise. Y porta-t-il en toute circonstance une exacte équité, une convenable modération, ou même cette mesure de conduite et cet art de langage nécessaires au succès? On peut en douter. Ces dernières qualités n'étaient celles ni de son caractère ni de son talent. Ses passions étaient honnêtes, élevées; mais c'étaient des passions. Sa déclamation était véhémente, ornée des plus beaux traits; mais c'était de la déclamation. Il savait émouvoir encore plus que persuader; il emportait moins l'assentiment que l'admiration, et en reproduisant incessamment les mêmes effets, en tâchant même d'enchérir sur les effets déjà produits, il fatiguait au lieu de toucher, il révoltait parfois ceux qu'il voulait gagner. Il *surmenait* ses auditeurs, si l'on me passe cette expression familière, qui me semble rendre ma pensée. Ce défaut, qui finit par lui rendre presque intenable la chambre des communes, l'entraîna devant la cour de Westminster à quelques excès de pensée ou de langage qui compromirent au moins sa cause. Une fois même, en 1789, une pétition de Hastings dénonça une expression violente qui lui était échappée, en qualifiant d'assassinat (peut-être avec justice) la mort du bramin Nuncomar, condamné pour faux sans règle ni merci, et l'on profita de l'occasion pour le faire censurer par la chambre. On espérait, par là, arrêter l'accusation en décriant ou en dégoûtant les accusateurs. Burke subit la censure avec une patience qu'il n'aurait pas eue en toute autre conjoncture. Il voulait atteindre son but et ne se montra ni moins animé ni moins résolu. Cependant, quoique Pitt ait déclaré en pleine chambre que M. Burke avait « conduit l'accusation avec beaucoup de dignité, de loyauté et de candeur, » il est certain que cette affaire, non-seulement ne lui gagna pas d'amis, mais lui en fit perdre, et qu'elle servit à donner plus de relief à ses défauts, épiés alors soigneusement par une double malignité. Il avait commencé le procès avec la défaveur des partisans du gouvernement; dans le cours de la poursuite, il n'acquit pas leur amitié, et il rejeta celle de l'opposition, conservant tous ses ennemis et devenant impopulaire sans être agréable au pouvoir. Chaque parti se souvint de ses offenses plus que de ses services. Pour nous, en accordant tout ce qu'on voudra à cette prétendue et glaciale sagesse que scandalise toute passion, nous ne pouvons nous résoudre à blâmer Burke dans l'affaire de Hastings. Nous croyons que, sans l'exagération même des qualités ou des défauts qu'on lui reproche, l'accusation n'aurait été ni intentée ni soutenue; et, fût-elle mal fondée dans quelques parties, outrée dans quelques qualifications, eût-elle

été plaidée avec un certain emportement, nous nous reportons au souvenir des Verrines et des Philippiques, et c'est sur ces modèles, c'est sur l'exemple de Cicéron que nous demandons que Burke soit jugé. Au fond, la principale excuse, la seule peut-être que l'on allègue en faveur de Hastings, c'est qu'il ne paraît pas avoir été guidé par des intérêts privés, et que ses crimes, s'il en a commis, sont des crimes politiques. Et l'on ajoute que le niveau de la morale était si peu élevé dans l'Inde, qu'au milieu d'un monde d'avarice, de perfidie et de cruauté, il n'était guère possible de résister au mauvais exemple et de réussir sans l'imiter. Ce n'est pas enfin pour des services plus irréprochables que Clive a obtenu des titres et des honneurs. Il est vrai, mais c'est peut-être parce que Clive a été loué et récompensé qu'il fallait poursuivre Hastings, et c'est parce que Hastings a été poursuivi que le gouvernement de l'Inde est remonté dans une sphère plus pure et plus haute, et que les Hastings et les Clive ont fait place aux Bentinck et à leurs imitateurs.

Il faut maintenant revenir à l'époque où le procès de Hastings commença. Burke, dans cette entreprise, allait chercher des inimitiés, et il en était entouré déjà. Il déplaisait souverainement à la majorité. On accuse les jeunes amis de Pitt d'avoir formé, sans respect pour son âge et pour son talent, le projet de lui interdire la parole, ou du moins de la lui rendre laborieuse par des murmures et des ricanemens systématiques. Il leur dit un jour qu'il se ferait fort de dresser une meute de chiens à aboyer avec plus de mélodie et autant d'intelligence. On inventa ou l'on répéta contre l'orateur un peu vieilli un sobriquet moqueur; on l'appelait *la cloche du dîner*. Dans l'opposition même, il rencontrait des dissentimens ou des jalousies. Il ne savait pas rajeunir sa manière ni se familiariser avec personne. Il se singularisait sans nécessité. Parmi les membres nouveaux, à l'exception de Windham, de Laurence et peut-être de Francis, il ne s'était pas fait un ami. Sheridan, indocile, déréglé, au talent plein de verve et de saillies, se moquait de ses conseils, de ses leçons, et peut-être de ses exemples. Un de ces anciens whigs qui avaient toute sa confiance, sir George Savile, était mort en 1784. Bientôt il visita à son lit de mort un des hommes qui l'appréciaient le plus, Johnson, qui se ranimait pour l'admirer. Fox lui restait, et, quoique Burke eût souffert de voir que dans leurs luttes communes toute la haine fût pour lui seul, il ignorait ou plutôt il s'interdisait la jalousie; il l'aimait ou plutôt il voulait l'aimer, ce qui arrive à de nobles âmes, froissées malgré elles par des succès qu'elles ne veulent pas envier, atteintes par des sentimens qu'elles veulent ignorer. Je m'imagine qu'à partir de 1783, il ressentit au fond du cœur un mal auquel toute sa vertu n'échappait pas, mais ne cédait pas. Seulement un peu de

gêne, des inégalités, de la tristesse, de la hauteur, et pour se consoler, des accès de travail, de passion et d'éloquence, voilà quels étaient les fruits d'une disposition qu'il est plus facile de concevoir que de décrire.

Cependant rien n'indiquait, à le voir dans le parlement, qu'aucun découragement eût pénétré dans son âme. Il se raidissait contre les mécomptes de toutes sortes, et l'activité si laborieuse qu'il déploya dans le procès de Hastings ne le rendit ni moins assidu ni moins ardent à la chambre des communes. N'essayons pas de compter ses discours; le temps nous presse, et la révolution française approche. L'année qui la précéda, Fox était en Italie, et une grande question s'éleva. Le roi George III était tombé malade. Déjà, plusieurs années auparavant, quelques symptômes avaient fait craindre pour sa raison, qui, cette fois, parut s'éteindre. Il fallut songer à la régence. Pitt ne s'y décida qu'à la dernière extrémité. Il n'avait de confiance, ni pour l'état ni pour lui-même, dans l'héritier présomptif, dont toutes les inclinations étaient pour Fox. C'est de fort mauvaise grâce, c'est avec des restrictions humiliantes que la régence fut déférée au prince de Galles, qui, par une lettre qu'écrivit Burke et que retoucha Sheridan, déclara qu'il refuserait l'autorité à de telles conditions. Le roi parut se rétablir, et tout fut mis à néant; mais pendant les deux mois qu'avait duré la discussion d'une question neuve et délicate, Burke avait soutenu contre le premier ministre une lutte quotidienne et obstinée, dans laquelle on assure que Fox, absent quelque temps, lui reprochait d'avoir apporté trop d'aigreur, et, en ménageant trop peu la famille royale, compromis les intérêts du parti. Ce qui est certain, c'est qu'à cette époque il devint singulièrement importun à la chambre des communes.

Mais le moment arrive où le grand événement du siècle va porter un trouble bien autrement profond dans les relations de Fox et de Burke, et dans le sein même des partis qui divisent la Grande-Bretagne. La révolution française retentit jusqu'aux extrémités du monde; l'Angleterre n'en est pas ébranlée, mais émue, et c'est encore un sujet d'étude que l'impression produite sur le plus ancien pays libre par cette explosion de ce qui parut un moment la liberté moderne.

Le génie anglais est admirablement pratique. Dans la science même, il se garde des périls de la spéculation. Sa philosophie se définit elle-même une induction fondée sur les faits, et sa politique est baconienne comme sa philosophie. Quoique l'esprit de la France goûte peu les hypothèses aventureuses où se perd la mysticité scientifique des Allemands, c'en est plutôt la mysticité que la hardiesse qui le repousse. Une certaine promptitude à rendre l'abstraction claire par

le langage et par l'ordonnance est le mérite et le danger du caractère intellectuel de notre nation. Le raisonnement est facile en français, et c'est pour cela qu'il est puissant. Or nul n'ignore par quelles fatales circonstances historiques l'appui de toute bonne tradition de gouvernement nous a manqué, et la raison seule, la périlleuse et brillante raison, est devenue notre flambeau, quand nous avons conçu la nécessité ou la prétention de nous donner des lois. Faire des lois avec des idées, voilà l'œuvre et l'honneur et la fatalité de la révolution française. A qui la faute? A tous, et surtout au passé. Les institutions irréformables condamnent aux révolutions radicales.

Burke ne connaissait pas beaucoup la France ni sa littérature, et il nourrissait contre les anciens ennemis de Guillaume III et de George II l'aversion excusable d'un whig, d'un protestant et d'un Anglais. Il ne parle avec bienveillance ni de Louis XIV ni de son successeur. Cependant, comme la plupart de ses compatriotes éclairés, il n'avait pas vu sans intérêt les efforts du gouvernement de Louis XVI pour se relever et s'améliorer. Il avait loué ce prince et son ministre Necker en plein parlement, et, dans les vives luttes de la guerre d'Amérique, il avait cédé au penchant de toute opposition à vanter un gouvernement étranger aux dépens du gouvernement national qu'elle combat. Après avoir dans sa jeunesse visité la France, il y était retourné en 1773, puis en 1775; il avait vu Mme du Deffand, qui lui trouvait beaucoup d'esprit. C'est dans un de ces voyages que, conduit à Versailles, il vit la cour et cette dauphine dont l'image resta si gracieuse et si belle dans son imagination. Il ne fit que traverser les salons de Paris, et dans la session suivante, au printemps de 1773, il dénonçait dans la chambre des communes la conspiration de l'athéisme *à la jalousie vigilante des gouvernemens*. « Sous les attaques systématiques de certains hommes, je vois quelques-uns des appuis du bon gouvernement commencer à tomber; je vois propager des principes qui ne laisseront à la religion pas même la tolérance, et qui feront moins qu'un nom de la vertu elle-même. » Quand les premières lueurs de 1789 commencèrent à briller, en Angleterre même les yeux furent éblouis; la prise de la Bastille y fut saluée par l'enthousiasme. Burke ne le contredit pas, mais ne le partagea pas; il attendit.

« Toutes nos pensées, écrivait-il le 9 août à son ami lord Charlemont, sont suspendues par notre étonnement au surprenant spectacle qu'étale un pays voisin et rival. Quels spectateurs et quels acteurs! l'Angleterre contemplant avec étonnement la France luttant pour la liberté, sans savoir s'il faut applaudir ou blâmer! L'événement, en effet, quoique je pense avoir vu quelque chose de pareil se préparer et venir depuis quelques années, a pourtant en soi du paradoxal et du mystérieux. Le courage entreprenant (*the spirit*), il est impossible de ne pas l'admirer; mais la vieille férocité parisienne a éclaté

d'une manière révoltante. A la vérité, ce peut n'être qu'une explosion instantanée, et dans ce cas, point d'indice à en tirer; mais si cela est caractéristique plutôt qu'accidentel, ce peuple alors est peu propre à la liberté : il a besoin d'une vigoureuse main, comme celle de ses anciens maîtres, pour le contenir. Il faut aux hommes un certain fonds naturel de modération pour les rendre aptes à être libres; autrement la liberté leur devient funeste, et elle est un danger pour tous les autres. Quel sera l'événement, c'est ce que je crois difficile encore à dire. Former une constitution solide est une chose qui requiert sagesse autant que courage, et si les Français ont parmi eux de bonnes têtes, et si, au cas qu'ils les aient, elles possèdent une autorité égale à leur sagesse, cela reste encore à savoir. En attendant, la marche de toute l'affaire est un des plus curieux sujets de spéculation qui se soient jamais présentés. »

A ce peu de mots, on voit dans quel sens devaient se développer les idées de Burke. Les événemens, en se pressant, ne pouvaient que fixer promptement ses doutes. Il est probable que sa conversation exprima bientôt un triste et sévère jugement sur la chose *paradoxale* qui cessait d'être pour lui *mystérieuse*. Il avait avec des Français quelques correspondances où l'on voit, vers l'automne de 1789, se former comme un orage dans son esprit. L'orage ne tardera pas à éclater.

Ses relations avec Fox n'étaient déjà plus les mêmes, car il montra de l'étonnement d'apprendre que Fox approuvât la révolution française; mais ce dissentiment demeurait secret, lorsqu'au mois de février 1790 Fox, à propos du vote sur les crédits de l'armée, ne retint pas la vive expression de ses sentimens sur le grand événement du monde. Burke aussitôt se leva, et après avoir dit que la confiance seule dans les ministres pourrait accorder une augmentation de l'établissement du pied de paix, et qu'il ne voyait dans l'état de l'Europe absolument aucun motif à cette demande, il prononça cette parole célèbre : « La France doit aujourd'hui, au point de vue politique, être considérée comme effacée du système de l'Europe. » Il ignorait, ajoutait-il, quand elle pourrait recouvrer l'existence politique; mais si la chute était rapide, remonter était lent et difficile. La France avait tout perdu, jusqu'à son nom; en peu de temps, les plus habiles architectes en ruines qui se fussent jamais vus l'avaient réduite à un état où vingt Ramillies, vingt Blenheim, ne l'auraient pas fait descendre. Le gouvernement de Louis XIV n'était qu'une tyrannie dorée, dont une religion intolérante s'était fait l'auxiliaire. Cependant la contagion de l'exemple avait gagné la cour d'Angleterre; heureusement qu'elle n'en sortit pas, et la nation se préserva. Aujourd'hui une distance plus grande ne sépare pas les deux pays, et la France donne un exemple bien autrement dangereux. Le peuple anglais peut être plus facilement séduit par *falsa species libertatis* que par *fœdum crimen*

servitutis. Rien de plus à craindre que l'exemple d'une nation dont le caractère ne connaît pas de milieu, et qui, après avoir enseigné l'intolérance et le despotisme, ouvre école d'athéisme et d'anarchie. C'était donc avec chagrin qu'il avait entendu M. Fox. Il ne pouvait attribuer ses paroles qu'à son zèle bien connu pour la plus belle de toutes les causes, la liberté. Il avait en lui une confiance qui allait jusqu'à la docilité; il lui était attaché par des liens qui ne se rompraient pas aisément. « Il lui souhaitait, comme un des plus grands bienfaits pour le pays, une part éminente dans le pouvoir, parce qu'il savait que son ami joignait à sa grande et supérieure intelligence le plus haut degré possible de cette modération naturelle qui est le meilleur correctif du pouvoir, que nul n'était plus sincère, plus loyal, plus bienveillant, plus désintéressé, plus généreux; mais enfin, en relevant quelques expressions échappées à son meilleur ami, il prouvait à quel point il était opposé à tout ce qui tendrait à l'introduction dans son pays d'une telle chose que la démocratie française. But et moyens, tout lui était odieux, et afin de résister aux tentatives d'un aussi violent esprit d'innovation, il se séparerait de ses meilleurs amis pour se joindre à ses plus grands ennemis. »

Burke termina son discours par une vive peinture de l'état de la France. La conduite de la nation, celle de l'assemblée, les principes de la constitution, surtout l'intervention de la force armée dans la querelle au nom du peuple, tout est jugé avec une sévérité éloquente, et un parallèle très animé entre la révolution d'Angleterre et la révolution française répond à tous ceux qui pensent que leur admiration pour l'une les oblige à admirer l'autre. On devine tout ce qu'un esprit supérieur peut dire sur ce texte, et Burke, qui ne cessa pas d'y revenir pendant le reste de sa vie, n'ajouta rien de bien neuf ni de fondamental à ce qui se trouve sommairement dans ce premier discours. Nous devons même prévenir les ennemis de la révolution française qu'ils rencontreront dans ces quatre pages tout ce qu'on peut écrire contre elle de plus fort et de plus sensé. On n'y a guère ajouté depuis que des exagérations et des paradoxes.

Fox ne laissa pas ce discours sans réponse; mais il paraît qu'il se justifia plutôt qu'il ne le réfuta. Ses éloges ont, dit-il, porté sur l'ensemble et non sur certains actes. Il n'aspire nullement d'ailleurs à la démocratie, car il est ennemi de tout gouvernement simple. La monarchie pure, la pure aristocratie, la pure démocratie, sont des formes vicieuses ou imparfaites; mais, malgré sa déférence pour l'homme dans la conversation duquel il a plus profité que dans le commerce de tous les hommes réuni à la lecture de tous les livres, il ne peut s'empêcher de lui dire que dans son discours, un des plus brillans de pensée et d'éloquence qu'il ait prononcés, la haine de

l'innovation l'a entraîné trop loin. Burke répondit qu'il connaissait bien les principes invariables de son honorable ami, mais qu'il craignait que, protégés par le nom de Fox, des esprits pervers ne conçussent l'espoir de faire réussir leurs destructives machinations. La discussion se terminait paisiblement, si Sheridan ne s'était levé. Il attaqua Burke avec beaucoup de vivacité, l'accusa de trahison envers son parti et envers la liberté universelle, et prononça le mot de déserteur. La réponse fut la déclaration d'une rupture politique éternelle. Pitt avait assisté au débat avec autant de satisfaction que de curiosité; il n'avait pas donné l'exemple, il n'éprouvait nulle envie d'attaquer la révolution française. Les violences de Burke, en l'étonnant un peu, le firent réfléchir. Cependant, en prenant la parole pour résumer la discussion, il s'abstint d'exprimer une opinion sur les affaires de la France, disant qu'il n'avait parlé d'elle que pour le cas, dans sa pensée peut-être assez prochain, où elle unirait avec la liberté qu'elle avait acquise les bienfaits de l'ordre et des lois. Il ne pouvait d'ailleurs qu'applaudir aux sentimens de Burke sur la révolution et la constitution de l'Angleterre, et tout le parti ministériel s'unit à ses applaudissemens.

Cette discussion produisit un grand effet. Sans aucun doute, rien n'en était imprévu ni nouveau : les deux opinions s'étaient déjà montrées dans les clubs ou dans la presse. Les conversations de Burke et de Fox ne pouvaient être un mystère; mais la parole publique est douée d'une merveilleuse puissance, on pourrait dire qu'elle est créatrice, car elle donne l'être à ce qu'elle exprime. Tant que des opinions, tant que des dissidences sont restées muettes, si connues qu'elles soient, elles peuvent s'effacer et disparaître : le silence est comme le néant; mais dès qu'on a parlé, tout change, et l'irréparable commence. Avec quelque courtoisie ou quelque tendresse que les deux amis eussent parlé l'un de l'autre, ils avaient parlé l'un contre l'autre. Sur une question qui s'en allait devenir la question du siècle, deux avis, deux tendances s'étaient prononcés. C'en était fait; comme deux lignes qui divergent à peine en quittant leur point de départ commun sont, en se prolongeant, séparées par l'infini, ces deux grandes intelligences, si unies naguère, ne se rejoindront plus, et marcheront, chacune dans sa voie, sans pouvoir bientôt ni se rapprocher ni s'entendre. En même temps, tout le monde est averti : on sait qu'il y a deux opinions très autorisées sur la révolution française, et on est comme sommé d'avoir à choisir. Ce qui était conjecture tourne en conviction, ce qui était hypothèse en certitude; un penchant devient une passion, et une tendance une résolution irrévocable. De là bientôt deux causes et deux partis. Ainsi, le 9 février 1790, à cette tribune, libre avant, libre après toutes les autres, dans cette

assemblée où se dit tout ce qui se pense en Europe, s'ouvrit solennellement la grande controverse qui dure encore, et que ne paraissent prêts à terminer ni les événemens, ni la science, ni l'histoire.

Il est probable que l'exemple d'un homme tel que Burke inspira grande confiance et hardiesse nouvelle aux opinions que venait flatter et soutenir un allié si peu attendu. Ces opinions en Angleterre étaient de deux sortes. Les unes étaient celles qu'on doit appeler par excellence contre-révolutionnaires. Ce qui pouvait rester de jacobitisme, le torisme pur, l'esprit de cour, la routine gouvernementale, cet honnête et timide instinct de conservation naturel à certains esprits modestes ou à certaines classes de la société, tout dut se réunir pour composer, pour animer un parti qui, aussi scandalisé qu'effrayé des maximes et des procédés de la France, regardait comme une œuvre de salut dans ce monde et dans l'autre de les réduire au néant, et bientôt Burke, dans sa véhémence, devait aller jusqu'aux extrémités de ce parti; mais d'autres opinions, moins absolues, plus modérées, moins logiques si l'on veut, plus éclairées pourtant, se rapprochèrent peu à peu de celles-là. Le libéralisme anglais, pourvu qu'il fût bien anglais, pouvait sans contradiction être hostile au libéralisme français. Soit habitude d'esprit, soit prudence politique, soit orgueil national, soit tous ces motifs à la fois, on pouvait priser très haut la liberté historique de l'Angleterre et peu estimer la liberté philosophique de la France. La bonté du but, l'honnêteté ou l'utilité des moyens, la possibilité du succès, l'avantage même ou l'inconvénient pour l'Angleterre d'être imitée ou égalée, formaient autant de questions que l'esprit britannique pouvait naturellement résoudre contre nous. L'indépendance mesurée du protestantisme ne devait pas goûter la licence religieuse du dernier siècle. Les vaincus de la guerre d'Amérique pouvaient regarder d'un œil ennemi la transplantation et le triomphe apparent des principes américains. Ce qui s'était passé cent et un ans auparavant différait profondément de ce qui se passait en 89. Il n'est nullement sûr que Somers ou Burnet eussent pensé comme Lafayette ou Mirabeau. Sans aucun doute, Walpole ou Pelham s'en seraient bien gardés. On peut hésiter à dire de quel côté de la question aurait penché lord Chatham; mais son aversion pour la France ne l'aurait-elle pas emporté sur son goût pour l'extraordinaire et le gigantesque? En tout cas, on pouvait avoir été whig, même rester whig, et passer du côté de ceux qui se défiaient de notre révolution. Il put donc se former un whiggisme conservateur, un whiggisme de résistance, qui devint peu à peu un torisme constitutionnel qu'il ne faut pas confondre avec le torisme absolutiste. C'est au premier que le pouvoir est à peu près constamment resté jusqu'à la révolution française de 1830.

C'est vers cette opinion qu'en 1790 commença à verser M. Pitt. Il avait hésité jusque-là. Même dans sa politique intérieure, il était difficile de lui contester absolument le titre de whig. Gouvernemental par position, par caractère, mais mauvais courtisan, personnellement peu agréable au roi, ennemi des abus, raide et impérieux, il était, comme fils de Chatham, attaché par divers liens à l'ancienne opposition et même au parti réformiste. Il déférait beaucoup au parlement, il étudiait et suivait l'opinion. Les circonstances et les nécessités de la lutte l'avaient conduit une fois à se faire le champion de la prérogative royale et à combattre par toutes armes un rival aussi redoutable que Fox; mais il n'était pas tenté de prendre décidément et définitivement l'allure d'un ministre de pure résistance. Si la révolution française n'avait éclaté, on l'aurait bien pu voir changer d'alliances ou d'attitude suivant les exigences du temps, et renouveler les évolutions qui avaient rempli la première moitié de sa carrière. Même après 89 nous le verrons éviter tant qu'il pourra les résolutions irrévocables, et, plus absolu de caractère que d'idées, mécontenter, par ses demi-mesures et ses opinions moyennes, l'esprit emporté des partis qu'il guidait sans les satisfaire. Il est même certain que, dans les premiers temps, la révolution française avait produit sur lui une impression favorable. Il s'était exprimé dans ce sens, et c'est l'exemple et le succès de Burke qui contribuèrent à le rendre plus réservé et bientôt plus sévère. Nous verrons toutefois que Burke ne fut jamais content de lui.

Cependant on avait essayé de réparer le trouble que la scission de Burke avait jeté dans son parti. On lui ménagea avec Sheridan une entrevue de laquelle ils sortirent plus séparés que jamais. Depuis quelques années, l'acte du *test*, c'est-à-dire la loi qui imposait pour remplir certaines fonctions un témoignage d'adhésion à l'église établie, était mis en question. Fox en proposa l'abrogation. On sait que, dans les questions religieuses, Burke réprouvait l'intolérance politique; mais les temps étaient changés, et il trouvait maintenant que les questions religieuses étaient devenues des questions politiques. Dix ans plus tôt, dit-il, il aurait voté l'abrogation, depuis deux ans il s'abstient; mais aujourd'hui il voit chez les dissidens, ces hérétiques de l'anglicanisme, un esprit de violence et de témérité qui le décide à faire un pas de plus : il votera contre la motion. Ce changement, qu'il essaya de se faire pardonner en adressant autant de complimens à Fox que d'épigrammes au premier ministre, fut le signe irrécusable de l'empire qu'une pensée dominante allait désormais prendre sur son esprit.

Son manifeste devait bientôt paraître. Il était en correspondance avec M. de Menonville, membre de l'assemblée constituante. Sous

la forme d'une lettre qu'il lui adressait, il écrivit son plus célèbre ouvrage. Les *Réflexions de M. Burke sur la révolution de France et sur les procédés de certaines sociétés de Londres par rapport à cet événement* furent imprimées au mois de novembre 1790. Elles produisirent une vive impression. Le succès fut immense : trente mille exemplaires se vendirent en un an. Tous les rois de l'Europe envoyèrent de Pilnitz à l'auteur des complimens et des tabatières. « C'est un livre qu'il est du devoir de tout *gentleman* de lire, » disait George III, et il en distribuait à ses amis des exemplaires élégamment reliés. L'université de Dublin décerna à Burke de nouveaux titres; celle d'Oxford lui fit remettre une adresse par l'intermédiaire de Windham. Un hommage plus curieux est celui de Gibbon. « Le livre de Burke, écrivait-il, est le plus admirable remède contre la maladie française. J'admire son éloquence, j'approuve sa politique, j'adore sa chevalerie, et je vais presque jusqu'à lui pardonner sa vénération pour les églises établies. »

L'ouvrage de Burke, quoique peu lu aujourd'hui, est cependant en France le plus connu de ses écrits. Nous en rappellerons seulement la forme et le contenu.

Deux sociétés anglaises, l'une la *Société constitutionnelle*, fondée pour la propagation d'écrits propres à répandre l'amour de la constitution, l'autre la *Société de la révolution*, ont voté des adresses de félicitation et de sympathie à l'assemblée nationale, qui s'en est montrée fort touchée. Burke prend la plume pour contester la valeur de ces manifestations et pour en discuter l'esprit. Elles ne représentent pas l'opinion de l'Angleterre, car l'opinion qu'elles représentent est contradictoire avec les principes de sa révolution et de sa constitution. Ces principes condamnent ceux de la révolution et de la constitution françaises. Exposer les uns, c'est réfuter les autres : double tâche que l'auteur entreprend. Au nom des principes anglais, il examine, critique, accable toute la conduite, toute l'œuvre encore inachevée de l'assemblée constituante. Avec 1688, il bat 1789.

Des deux sociétés anglaises qu'il traite fort légèrement, il appelait l'une un club dont il n'avait point entendu parler, un club de dissidens qui étaient dans l'usage de célébrer l'anniversaire de la révolution d'Angleterre en se réunissant dans une de leurs églises pour entendre un sermon. Cette année, le sermon avait été prêché par le révérend Richard Price, qui l'avait publié avec les réponses à lui adressées au nom de l'assemblée nationale par le duc de La Rochefoucauld et l'archevêque d'Aix. Le docteur Price n'était pas un homme inconnu. « C'est un ministre non-conformiste éminent, » dit Burke lui-même. Il était pasteur, et pasteur tendant à l'arianisme, d'une paroisse voisine de Londres. Il a écrit un livre remarquable sur

les divers systèmes de philosophie morale. Ses ouvrages d'économie publique et de finances sont estimés, et il passe pour l'auteur du plan d'amortissement que Pitt adopta. Quoi qu'il en soit, c'est lui que Burke prend à partie dans le premier tiers de son ouvrage. Price avait essayé d'identifier les principes de l'une et de l'autre révolution, et en dégageant ceux de 1688 de leur enveloppe historique, en élaguant toutes les formes de droit positif, toutes les considérations de fait qui les recouvrent, on peut en effet les ramener à des idées abstraites et leur trouver avec les maximes de 89 une certaine ressemblance, surtout en ce qui touche les droits respectifs des peuples et des rois. Burke se soulève contre cette assimilation. Il montre par mille preuves, et avec un grand bonheur d'expression, que les auteurs de la révolution d'Angleterre n'ont point invoqué de principes métaphysiques, qu'ils ont toujours entendu revendiquer des droits traditionnels, ramener leur gouvernement à sa propre nature, ne le modifier que pour l'affermir; et lorsqu'ils se sont écartés des lois absolues de la monarchie héréditaire, ce n'est qu'à titre d'exception et parce qu'ils y étaient à la fois autorisés par de justes griefs et contraints par la nécessité. Tout cela est supérieurement établi, et si Burke avait uniquement besoin de démontrer quel est le caractère réel de la révolution d'Angleterre, quel fut en fait et quel est resté l'esprit du peuple anglais et de ses institutions, sa démonstration serait sans réplique. Peut-être n'a-t-il pas aussi bien réussi à prouver, peut-être même a-t-il oublié de prouver que le principe supérieur de la conduite des whigs du XVIIe siècle, celui qui les justifie devant la morale universelle, — réduit par conséquent à un principe général, fallût-il l'appeler métaphysique, — soit sans analogie avec le principe de 1789. On pourrait faire voir même que quelques-uns d'entre les whigs de cette époque avaient l'esprit bien assez philosophique pour concevoir ainsi les choses; mais il est vrai qu'ils aimaient à ne pas séparer les idées spéculatives de la forme légale que leur donnait la tradition et des sentimens de droit et d'équité qui, sous cette forme, dominaient autour d'eux; il est vrai que par prudence autant que par conviction ils s'attachaient étroitement aux croyances politiques ou religieuses qui formaient la foi nationale. Tout cela est vrai; seulement, qu'en conclure pour la France? Avait-elle le passé de l'Angleterre? Burke omet une chose, c'est de lui découvrir des traditions dont elle pût se faire des droits : comme on invente des aïeux à qui veut vieillir sa noblesse, il fallait lui refaire son histoire pour que sa liberté fût historique; mais en France la liberté est une nouvelle venue qui devait être la fille de ses œuvres. Que Burke déplore une telle situation, qu'il soutienne qu'une révolution opérée dans les conditions anglaises diffère profondément d'une révolution

entreprise au nom des pures idées, que la première est plus sûre, plus gouvernable, plus heureuse, plus stable que la seconde; qu'il ajoute même que celle-ci est de sa nature si hasardeuse qu'elle ne devrait jamais être tentée, et que dans l'état de la société française elle doit enfanter des crimes et des désastres, — on ne contestera pas qu'il n'y ait de la vérité et de la force dans cette thèse; et pour tout esprit raisonnable, une seule question demeurera : la thèse, vraie en général, l'est-elle dans tous les cas sans exception, et doit-elle être érigée en règle absolue?

Burke décrit à merveille la puissance de la tradition dans les choses humaines, cette action pour ainsi dire sanctifiante du temps qui prête à des conventions accidentelles l'apparence et l'autorité de principes éternels; mais il ajoute : « Vous auriez pu, si vous aviez voulu, profiter de notre exemple. » Il veut que nous aussi nous eussions nos priviléges, quoique interrompus par le temps, — notre constitution, quoiqu'elle eût *souffert du dégât et de la dilapidation.* Il le suppose plutôt qu'il ne l'établit. On ne peut à volonté retrouver dans les ruines d'un vieil édifice des titres, des armes antiques; pour en retirer ces choses, il faut qu'elles y soient, il faut au moins qu'on croie qu'elles y sont. Au vrai, ce qui importe en politique, ce sont les sentimens des hommes. Si un peuple regarde ses libertés comme un patrimoine, s'il y est attaché, non-seulement par la conviction de leur excellence, mais par cette foi dans son passé qui a quelque chose de religieux, il sera sage et fier, énergique et respectueux; peu importe même que les érudits ne soient pas de son avis et que, lui contestant ses croyances, ils lui montrent dans ses institutions plus de nouveauté qu'il n'en sait. Son esprit est fixé, son caractère formé, et un peuple ainsi fait donnera son empreinte à ses révolutions. Mais si la fatalité des événemens a voulu qu'un peuple ne trouvât pas ou ne sût pas trouver ses titres dans ses annales, et si aucune époque de son histoire ne lui a laissé un bon souvenir national, toute la morale et toute l'archéologie du monde ne lui donneront pas la foi qui lui manque et les mœurs que cette foi lui eût données. Il serait puéril à un homme d'état de prêter à une société certaines opinions, et de raisonner ensuite comme si elle les avait. Là est le faible de l'argumentation de Burke. Si pour être libre il faut l'avoir été jadis, si pour se donner un bon gouvernement il faut l'avoir eu, si du moins il faut s'imaginer ces deux choses, la situation des peuples est immobilisée par leurs antécédens, leur avenir est fatal, et il y a des nations désespérées. Or Burke ne frappe pas la France d'un arrêt si cruel. Il ne lui prêche pas l'absolutisme; il ne la condamne pas à la servitude à perpétuité; il nous permet d'en sortir, et retombe ainsi dans la faute

qu'il nous reproche, car c'est nous prescrire une révolution après nous l'avoir interdite, et la violence de ses attaques ne sert qu'à mettre plus en relief la vanité de ses conseils.

Partant de cette idée sans base, qu'il fallait corriger les anciennes institutions par ces institutions mêmes, il entreprend l'examen de tout ce qui s'est fait. Il commence par la composition des états-généraux, où il blâme le doublement du tiers, surtout la réunion des trois ordres, et où il trouve trop de praticiens et trop de curés. De la composition de l'assemblée il passe à son esprit : c'est l'esprit d'égalité, qui, considéré d'une manière générale encore et dans ce qu'il a de philosophique, ne lui paraît bon qu'à construire la théorie révolutionnaire au service de la violence. Qu'il le combatte dans le docteur Price ou dans nos orateurs, cet esprit n'est à ses yeux que le provocateur et l'apologiste d'événemens tels que ceux des 5 et 6 octobre. On a souvent cité la peinture qu'il trace de ces funestes scènes et surtout un mouvement d'éloquente émotion, d'enthousiasme chevaleresque, à la pensée de cette reine infortunée qu'il avait admirée dans sa grandeur et dans sa beauté. Le passage est brillant en effet, et mérite tout le bien qu'en a dit M. de Chateaubriand.

Les crimes et les théories criminelles sont ensuite rapportées, comme à leur cause, à l'incrédule philosophie du siècle. Il la peint des plus sombres couleurs, et la juge avec plus de bon sens que de conséquence. Quand on a dit de la religion romaine ce qu'en disent les Anglais, on ne peut logiquement reprocher aux nations catholiques qu'une chose, c'est de n'être pas protestantes. Burke s'élève avec force contre la réunion des biens du clergé au domaine de l'état; mais il oublie de nous apprendre de quel droit l'église anglicane jouit des propriétés de l'église catholique. Il se demande ensuite quelle est l'autorité établie par une révolution qui a commencé par l'insurrection et la confiscation. Il lui paraît que c'est la pure démocratie, dont il explique la venue et les fautes par une peinture assez vraie des différentes classes de la société française; mais il n'échappe pas à la difficulté fort grande de défendre l'ancien régime en condamnant la société qui en est sortie. Enfin il passe à l'établissement politique. La grande mesure de la nouvelle division du territoire et de cette hiérarchie d'autorités locales qui le couvre, la prépondérance excessive que cette organisation assure à la capitale, la constitution du pouvoir exécutif, celle du pouvoir judiciaire, celle de l'armée, le système enfin des finances et des assignats, tout est passé en revue avec une sévérité outrageante, et, quoique l'exagération du langage donne à l'ensemble une tournure déclamatoire, rien n'est superficiel, tout est solide, et demande examen ou réfutation. Encore aujourd'hui ceux

qui voudront étudier l'histoire de ce temps-là devront lire Burke, et ils se convaincront qu'après lui les censeurs de la révolution n'ont rien inventé.

C'est défigurer un tel ouvrage que d'en donner la substance. Les vues de détail, les développemens, les mouvemens, les traits, n'en forment pas le moindre mérite : il faut le lire pour l'admirer et l'analyser pour le combattre; mais ce que nous en avons dit suffit pour distinguer l'auteur des autres adversaires de la France. Chez nous, les écrivains éminens de la contre-révolution ont réfuté le rationalisme par le rationalisme. Ils ont opposé idée à idée, le pouvoir à la liberté. Leurs théories logiquement déduites condamnent le gouvernement anglais comme les constitutions françaises, 1688 comme 1789, le protestantisme comme la philosophie. Ils ont fait la métaphysique de l'absolutisme. Burke eût étouffé sous le régime de M. de Bonald et du comte de Maistre. *L'Angleterre est une île morte*, écrivait jadis M. de Lamennais. M. de Fontanes et tous les publicistes de 1804 ou de 1810 parlaient avec autant de pitié et de dédain des institutions de nos voisins que des idées du XVIIIe siècle, et l'oligarchie britannique était alors anathématisée par tous les déserteurs de la cause de 89. Une des grandes erreurs de Burke a été de se figurer que parce qu'il haïssait les révolutionnaires, il s'entendait avec les contre-révolutionnaires, et que parce qu'il partageait leurs inimitiés, ceux-ci partageaient ses idées. L'ancien régime qu'ils regrettaient n'était pas le sien. La monarchie de ses rêves n'était pas celle de leurs vœux. Il est très facile et très commun en politique de signaler les vices d'un système ou d'un gouvernement, puis, sans autre examen, de donner gain de cause à ceux qui s'en portent les ennemis, et de se déclarer pour le système ou le gouvernement contraires; mais les questions ne sont pas si simples. La monarchie constitutionnelle a péri : elle avait des côtés faibles; il ne s'ensuit pas que la république soit possible, ou que la monarchie absolue soit désirable. La révolution est mauvaise, cela ne prouve pas que la contre-révolution soit bonne. Les victimes sont peu intéressantes; la tyrannie n'en est pas meilleure. Burke a toujours trop légèrement, trop aveuglément adopté pour juste et vrai l'opposé de ce qui échauffait sa bile. Il me rappelle ce critique romantique qui, trouvant des défauts dans Racine, en concluait que les tragédies de Pradon devaient être excellentes.

Un tel ouvrage ne pouvait paraître sans exciter une bruyante polémique. Les idées françaises avaient des partisans dans la littérature comme dans la politique; parmi ses amis, Burke trouvait des contradicteurs : le premier de tous fut Francis, qu'il paraît même avoir consulté avant de publier. Avant et après, Francis lui écrit des lettres encore amicales, toutes pleines d'objections. Ce sont plutôt des

assertions que des raisonnemens; l'amour de la liberté, sous quelque forme qu'elle se montre, lui inspire plus d'indulgence et plus d'espérance. Quant aux excès qu'il faut condamner, il s'en tire par la comparaison connue : « Dieu lui-même n'a-t-il pas commandé ou permis à la tempête de purifier les élémens? » Richard Price ne lutta pas longtemps. La mort l'enleva sans qu'il eût complété sa défense. Il fut remplacé par le docteur Priestley, savant illustre par ses découvertes, et à qui il n'a manqué peut-être qu'une seule observation pour faire dans la chimie la révolution qui a immortalisé le nom de Lavoisier. Il devint le philosophe des dissidens, qui, ayant aussi un joug à briser, enviaient l'exemple de la France. Priestley avait écrit témérairement sur des questions de métaphysique. En religion, il était au moins unitairien, ce qui ressemble beaucoup à déiste. Son talent n'égalait pas son esprit, et sa polémique fut animée, soutenue, sans être fort brillante. Enfin Thomas Payne, qui a laissé en France une réputation d'ennui, fit assez de bruit avec son livre des *Droits de l'Homme;* il était en relation, même en correspondance avec Burke : tous deux entrèrent en lutte, et dans plusieurs de ses ouvrages, le dernier lui fit l'honneur d'une réfutation. Mais de tous ses adversaires, ou plutôt de tous les défenseurs de la France, celui à qui elle doit le plus reconnaissant souvenir, c'est Mackintosh. Il était fort jeune alors. Ses *Vindiciæ Gallicæ* sont un ouvrage tout français, plein de l'esprit de l'assemblée constituante, de cet esprit éclairé, généreux, qui remplaçait les préjugés par les illusions. C'était le noble et brillant début de l'un des hommes les plus distingués que nos contemporains aient connus. Quoiqu'il ne ménage point son adversaire, il ne lui fait pas l'injustice, alors commune, de l'accuser d'apostasie : il démêle avec sagacité dans ses opinions antérieures le germe de ses opinions actuelles; il le condamne, mais ne le défigure pas. On peut lire encore avec plaisir son spirituel ouvrage, quoiqu'il ait, en le composant, comme tant de nobles esprits de l'époque, péché par la foi et par l'espérance.

M. de Menonville avait écrit à Burke pour lui soumettre quelques observations et l'interroger sur la conduite à tenir. La réponse fut sa *Lettre à un membre de l'assemblée nationale* (janvier 1791). Sur les moyens de salut, Burke s'y montre réservé et vague; mais il redouble de violence contre les auteurs de la révolution, contre les philosophes, surtout contre Rousseau, auquel il consacre de longues et injurieuses pages. Dans tout cela, il manque plutôt d'impartialité que de justice; presque tout ce qu'il blâme est blâmable, mais il dit le mal sans le bien, et ne tient aucun compte de ce qui atténue, rachète ou justifie. Le point le plus saillant de cet écrit, c'est qu'après avoir refusé d'indiquer un remède, il avoue qu'il l'attend *du dehors*. La France a

droit à la compassion de ses voisins. Aucun pays de l'Europe ne peut connaître de tranquillité, tant qu'il existe sur le continent *un collége de fanatiques armés pour la propagation des principes de l'assassinat, du vol, de la rébellion, de la fraude, de la faction, de l'oppression et de l'impiété*, et il cite en exemples les différentes circonstances où des puissances étrangères sont intervenues pour réprimer des désordres moins graves et moins odieux. La conclusion qui sort de là n'est que trop évidente, et nous verrons désormais Burke pousser ouvertement à la guerre. Le premier dans son pays, il conçut l'idée d'une guerre de principes, idée qui n'y fut jamais complétement adoptée; mais avant de recourir à la force, il indiqua les voies diplomatiques, et nous avons encore un projet de mémorandum par lequel il voulait que le roi d'Angleterre proposât au roi de France sa médiation entre ses sujets et lui, à l'effet de rétablir l'ordre sur la base d'une constitution libre, car, il faut rendre cette justice à Burke, il n'a jamais rêvé pour la France le rétablissement pur et simple du pouvoir absolu. La transformation volontaire de l'ancien régime en monarchie constitutionnelle était-elle possible? C'est ce qu'il n'a jamais examiné, et ce que cherchaient encore moins ceux des Français dont il embrassait la défense et briguait l'amitié. A peine si quelques hommes estimables, mais sans force et sans parti, Mounier, Lally, se seraient prêtés à cette tentative, et quant au roi, s'il pouvait ainsi ramener en arrière la révolution, il aurait pu bien plus aisément la prévenir.

Retournons dans la chambre des communes. La controverse du moment y devait prendre de plus grandes proportions et des formes plus dramatiques. Fox ne négligeait aucune occasion de manifester ses sympathies pour la France, et Burke avait laissé échapper celle de lui répondre. Une fois il le voulut faire, et l'opposition, malgré Fox, l'en empêcha. Cependant une rupture publique entre eux était prévue, et le matin du 21 avril 1791, jour où la discussion d'un bill sur la constitution du Canada pouvait amener un éclat, Fox, accompagné d'un ami, fit à Burke une visite qui fut la dernière. Celui-ci lui exposa sommairement ce qu'il comptait faire et dans quelles limites il entendait se renfermer. Fox s'ouvrit à lui avec confiance : on croit qu'il lui fit entendre que le roi avait témoigné à son égard de la bienveillance, et que le ministère, effrayé, avait donné pour mot d'ordre de l'accuser de principes républicains. Ses idées un peu radicales sur la constitution du Canada servaient de prétexte à l'accusation. Burke aurait été choisi pour servir, en provoquant le débat, d'instrument à un complot. — Celui-ci ne nia point qu'on l'eût engagé à parler, mais ne put promettre de supprimer ni d'ajourner son discours. Cependant les deux amis (ils l'étaient encore) se rendirent en-

semble au parlement. Ils trouvèrent en entrant que, malgré les efforts de Sheridan pour obtenir un ajournement, le bill de Québec était en discussion; Fox prit son parti et saisit un moment pour expliquer ses paroles antérieures. Faisant appel à sa réputation de sincérité, il nia hautement avoir jamais, ni dedans ni dehors, demandé pour son pays rien qui ressemblât à la république. Burke, avec une émotion contenue, annonça la résolution de prendre le premier jour où le débat se continuerait pour s'expliquer définitivement sur la révolution française. Ce défi fut accepté, et le 6 mai, quand la lecture du bill par paragraphes fut demandée, Burke se leva et le défendit, parce qu'il n'infligeait pas au Canada une répétition de la constitution des droits de l'homme. A peine avait-il commencé sur ce ton et quitté Québec pour Paris, que l'on demanda le rappel à l'ordre. Fox, sans l'appuyer, dit que c'était un jour privilégié, où chacun avait le droit de choisir pour plastron le gouvernement qu'il lui plairait. Burke reprit avec plus d'aigreur, et, continuant, justifiant sa digression, il provoqua et repoussa plus d'une interruption, et finit par donner à ses attaques une telle vivacité, une telle étendue, que lord Sheffield, soutenu cette fois par Fox, demanda un rappel à l'ordre motivé.

Le rappel à l'ordre était une censure. Il fallut bien que Pitt intervînt. Il se félicita de voir la question réduite à une question d'ordre, et dit que l'orateur ne lui semblait nullement hors de l'ordre. Naturellement Fox devait répondre au ministre. Il le fit d'une manière piquante, mais sans emportement, et, en s'expliquant sur la question, il ne put éviter d'attaquer assez vivement l'opinion de Burke, en ménageant sa personne. Toutefois, malgré les louanges dont il entremêla ses sarcasmes, le vieil athlète, surpris et blessé de se voir ainsi discuté, reprit la parole avec la gravité d'un ressentiment profond. Il se plaignit que ses opinions fussent méconnues, ses confidences trahies. Il revint sur le passé, tantôt attestant d'anciennes sympathies, tantôt rappelant d'anciennes dissidences. Aucune cependant n'avait interrompu leur amitié; mais aujourd'hui, quoiqu'il fût hasardeux, et surtout à son âge, de provoquer l'inimitié, de s'exposer à être abandonné par des amis, si son ferme attachement à la constitution de son pays le réduisait à cette extrémité, il était prêt à tout braver, et ses derniers mots seraient : « Fuyez la constitution française! — Mais point d'amitié rompue, dit Fox à demi-voix. — Si, répondit Burke, rupture d'amitié. Je connais le prix de ma conduite : j'ai fait mon devoir au prix d'un ami. Notre amitié a atteint son terme, car telle est cette détestée constitution française qu'elle empoisonne tout ce qu'elle touche. » Fox ne put répondre qu'en fondant en larmes, et ce fut une des plus pathétiques scènes qui aient jamais ému une assemblée. Lorsqu'il se leva pour parler, son trouble ne lui permit pas pendant quelque temps de se

faire entendre. Enfin il dit avec simplicité qu'il n'acceptait pas de si tristes adieux; il rappela tous les souvenirs du passé : il n'était presque qu'un enfant qu'il avait pris l'habitude de recevoir les conseils de celui qu'il ne voulait pas cesser d'appeler son honorable ami. Leur intimité avait duré vingt-cinq ans; elle avait survécu à d'autres dissentimens : ne pouvait-elle résister à celui-ci? Il s'excuse avec modestie, il supplie avec dignité. Il y a dans son discours des passages d'une simplicité pleine de grâce, une tendresse d'âme qui touche chez un tel homme et qui devait désarmer le plus implacable. Un moment il allait se plaindre de quelques termes injurieux : « Je ne me souviens pas d'en avoir prononcé aucun, dit Burke. — Mon très honorable ami ne se souvient pas de ces épithètes, s'écrie Fox; elles sont sorties de sa mémoire : elles sont complétement et pour jamais sorties de la mienne. » Cependant il se défendit, il défendit son parti; il le fit avec mesure, mais il ne put s'empêcher de rappeler sans aigreur, bien que sans détour, à son nouvel adversaire, quelques paroles, quelques actes de son passé qui l'auraient dû rendre plus indulgent pour les opinions qu'il n'avait pas aujourd'hui. Il était difficile en effet d'avoir défendu les Américains insurgés pour la république et d'anathématiser de tout point la révolution de 89.

Il y a presque toujours dans le cœur de l'homme une petitesse qui se mêle même aux grandes passions. On ne peut se défendre d'apercevoir au milieu des sentimens qui agitaient Burke une impatience de la critique, un dépit de se voir mis en opposition avec lui-même, qui l'irritait autant que le reste. La froideur obstinée de sa réponse montre ce que son orgueil a souffert, et, sans parvenir à dissimuler un peu d'embarras, il ne dit rien de propre à pacifier les esprits. La discussion fut terminée par quelques mots de Pitt plutôt sur l'incident que sur le fond, et, à sa demande, la proposition du rappel à l'ordre fut retirée.

L'effet d'une telle journée fut grand dans le public. Les deux opinions s'en émurent; celle dont Burke se séparait éclata contre lui. Ce que lui-même ne regardait nullement comme une conversion fut appelé une apostasie. Son ancien parti le menaça de ses rigueurs. A la séance d'un des jours suivans, quelques explications données de part et d'autre firent pressentir les conséquences de la rupture. Vainement Fox redit qu'au Canada non plus qu'ailleurs il ne songeait à introduire la république, et renouvela des protestations dont Pitt se félicita. Burke persista à reprocher aux whigs leur froideur pour la constitution anglaise, et, acceptant la scission, il déclara que, disgracié par un parti, il ne rechercherait plus l'amitié de Fox, ni de personne, ni d'aucun côté de la chambre, et il se rassit tristement. Aussi le *Morning Chronicle* annonça-t-il, le 12 mai 1791, que le grand corps

des whigs de l'Angleterre avait décidé que dans le débat entre M. Fox et M. Burke, le premier avait soutenu les pures doctrines auxquelles ils étaient irrévocablement attachés. « La conséquence est que M. Burke se retire du parlement. » Cette sentence ainsi signifiée le toucha vivement, et il en appela des nouveaux whigs aux anciens. C'est le titre d'un écrit que nous regardons comme un de ses meilleurs, quoiqu'il ne renferme rien de bien neuf. Burke y prend un ton modéré avec ses anciens amis; il parle de Fox avec égards; on voit qu'il est atteint dans ce qu'il a de plus cher, son honneur politique, et qu'il tient à prouver qu'il n'a jamais abandonné ni ses amis ni ses principes. Il revient sur sa vie passée, et il montre, selon nous avec évidence, que rien dans tous ses précédens ne le liait envers un événement futur, imprévu, comme la révolution française, et que les connexions de parti formées sur des questions connues et pour des éventualités ordinaires n'impliquent pas l'engagement de suivre, à tout prix et dans toute hypothèse, l'opinion à venir de ceux avec qui l'on s'est uni. Il retrouve aisément dans ses discours antérieurs les germes épars des idées qu'il soutient aujourd'hui. Qu'avec des circonstances nouvelles il ait changé de point de vue, que ses dispositions envers les hommes, que son appréciation des choses soient modifiées, il essaierait vainement de le contester; mais changer ainsi, nous le lui accordons volontiers, ce n'est pas trahir. Ce qu'il démontre avec le même succès, c'est le caractère défensif de la révolution de 1688, et par suite la grande distance qui sépare les anciens whigs des sociétés démocratiques qui prétendent continuer leur école. Là se trouve une dissertation où les doctrines des ancêtres du parti sont établies, pièces en main, de la manière la plus intéressante. Il termine en discutant, non pas la souveraineté du peuple, mais la notion même du peuple dans les sociétés civilisées. Ce n'est pas un nombre pris au hasard de créatures humaines qui, considérées en dehors de leur histoire, n'auraient plus même une patrie : c'est une société déterminée, ayant des traditions, un sol, des institutions, des lois, des souvenirs, des mœurs, et dont les droits ainsi constitués ne dérivent pas d'un état de nature sauvage ou chimérique. Cet écrit, qui n'a rien de fort brillant, est un des mieux raisonnés qui soient sortis de sa plume, et comme il est ici sur un terrain purement anglais, il est plus pratique et plus modéré, et ses sentimens plus contenus en acquièrent plus d'autorité.

Cependant sa position politique devenait très pénible. Il n'avait rien de ce qu'il faut pour ménager une transition. Fier et irritable, il ne savait qu'accabler ou négliger ses adversaires; il était dégoûté de la vie parlementaire. Entre l'assemblée et lui, il n'y avait plus intelligence; il l'ennuyait, c'est là un mal irréparable. Son talent vieillissait et pre-

nait je ne sais quoi de forcené qui dépassait ses auditeurs. Il le sentait sans se le reprocher, et il cessa d'assister exactement aux séances de la chambre des communes. Les questions qui s'y débattaient ne l'intéressaient plus. Seuls, les opprimés dont il avait embrassé la cause le trouvèrent fidèle. Il continua de poursuivre l'oppresseur de l'Inde. Il n'abandonna pas les catholiques d'Irlande. Leur émancipation, ou du moins l'adoucissement du régime qui pesait sur eux, était alors une question tout irlandaise, c'est-à-dire qu'elle s'agitait dans le parlement de Dublin. De tout temps, Burke avait pris parti pour la tolérance. Dès 1782, une lettre à lord Kenmare, dans laquelle il s'élevait contre les lois pénales si justement maudites des Irlandais, avait été publiée sans son aveu; mais il ne la démentit pas, et il développa de nouveau ses vues, dix ans après, dans une lettre publique à sir Hercules Langrishe, membre du parlement. Quoique, dans cette question, il lui fallût plaider contre les traditions des anciens whigs, ses lumières l'emportèrent sur ses préjugés, et la crainte d'arracher une pierre au vieil édifice de 1688 ne l'arrêta point. En matière de liberté religieuse, il resta libéral. C'est, dit-on, qu'il était Irlandais. Il se peut, et il n'est pas défendu de haïr l'oppression par sympathie pour les opprimés. Quand on ajoute qu'il se ressentait de son éducation chez les jésuites de Saint-Omer, on répète une fable. Si l'on veut que ses relations avec les émigrés français, avec des prêtres fugitifs, aient contribué à le rendre plus sensible aux intérêts des catholiques, rien n'est plus vraisemblable; mais comment en faire un reproche? Le clergé du continent, de son côté, n'a guère compris les principes de liberté que par les discussions sur l'Irlande. Ainsi le malheur enseigne la justice. Pour Burke, en aucun temps il n'a admis que la force armât le christianisme contre le christianisme. Nous ne sommes pas sûr que des philosophes eussent obtenu de lui la même indulgence. Tolérance pour les hérétiques, intolérance pour les incrédules, telle pourrait bien avoir été, vers la fin, sa devise, et quand les protestans dissidens devenaient démocrates, il était tout prêt à les prendre pour des incrédules.

Burke était malheureux : il avait perdu l'amitié de Fox; au commencement de 1792, la mort lui ravit sir Joshua Reynolds, qui le nomma son exécuteur testamentaire avec un legs honorable. C'était perdre encore un ami. Burke, qui aimait les arts et qui en parlait bien, avait donné au grand peintre quelques idées pour ses leçons sur la peinture. Reynolds avait laissé de lui un portrait qu'on dit fort ressemblant, et qui est un de ses bons ouvrages. A sa mort, Burke traça quelques lignes pleines de sentiment et de goût qui furent accueillies aussi comme un excellent portrait. Les admirateurs de tous deux disaient que c'était l'éloge de Parrhasius prononcé par Périclès.

Cependant la révolution française marchait toujours. Rien n'arrivait qui dût désarmer Burke, et les événemens, au contraire, pouvaient décourager Fox et ses amis. Ceux-ci néanmoins ne croyaient pas que l'Angleterre fût menacée dans son repos, ni qu'un danger imaginaire prescrivît l'abandon d'aucun principe de liberté. Non-seulement ils demandaient la réforme parlementaire, au risque d'effrayer les conservateurs, mais ils appuyaient les pétitions des dissidens unitairiens, au risque de scandaliser les dévots. Burke avait autrefois soutenu les dissidens, il avait voulu affranchir de toute restriction la liberté religieuse (1773); mais aujourd'hui il regardait les dissidens comme des sectateurs de la philosophie française, comme les précurseurs des athées. « C'est des sociétés unitairiennes que vient tout le mal, » écrivait-il à son fils, et il lui prédisait qu'il vivrait assez pour voir le christianisme extirpé de l'Angleterre comme de la France. Selon lui, les ministres ne savaient prendre que des demi-mesures. Et pourtant ces demi-mesures, qu'ils accordaient moins à leurs propres craintes qu'aux alarmes de leur parti, trouvaient dans Fox et Sheridan de violens contradicteurs. A propos d'une proclamation contre les écrits et les doctrines anarchiques, un nouveau schisme éclata parmi les whigs.

Le duc de Portland, ancien premier ministre de la coalition, chef de l'opposition modérée, songeait à se rapprocher du ministère pour le maintenir ou l'attirer dans un système de politique intermédiaire dont Pitt ne semblait pas éloigné, car il était mécontent du lord-chancelier, et le reste du cabinet ne le satisfaisait pas entièrement. Il ne se souciait d'ailleurs d'être l'instrument de personne, et peut-être n'eût-il pas été fâché de se fortifier par des alliances modératrices contre les exigences d'une cour quasi-absolutiste et des tories excessifs. On parlait donc d'une fusion des partis, d'une administration formée sur une large base. Les négociateurs étaient Dundas et lord Loughborough. Le duc de Portland, qui savait que Pitt fatiguait le roi, aurait délivré ce prince d'une domination exclusive en devenant le lien d'un nouveau cabinet; mais il n'avait pas lui-même des idées bien arrêtées, et Pitt autorisait les pourparlers sans donner aucune espérance positive. Au dernier moment, il n'eût jamais consenti à céder la trésorerie. Fox ne la réclamait pas, mais il ne voulait ni que Pitt la gardât, ni que le duc de Portland la prît. C'était rompre la négociation avant de la commencer. Cependant des hommes honorables et modérés l'avaient prise fort à cœur. Leur pensée était de fortifier, par cette réconciliation, la monarchie anglaise contre l'esprit révolutionnaire, tout en prenant contre la France un ton moins agressif. Aussi Burke, après s'être prêté à la négociation, avait-il fini par tout désapprouver, et le début de la session suivante trouva les par-

tis plus animés que jamais. La monarchie avait péri en France. Des réunions politiques, qu'en toute autre occasion on eût dédaignées, agitaient l'Angleterre. Le gouvernement s'armait de mesures de précaution ou de répression. Fox ne reculait pas : il sommait le cabinet d'envoyer un ambassadeur à la république; il s'opposait à l'*alien-bill*, c'est-à-dire à la loi qui soumettait les étrangers à une police particulière. Le 28 décembre 1792, on discutait la seconde lecture du bill, quand Burke, après avoir de nouveau évoqué à sa manière le sinistre fantôme de la révolution française, annonça que trois mille poignards venaient d'être commandés à Birmingham; puis, en tirant un qu'il tenait caché sous son habit, il s'écria : « Voilà ce que vous gagnerez avec la France; c'est ainsi que vous fraterniserez. Où les principes pénètrent, la pratique doit suivre. Préservons nos esprits des principes français et nos cœurs des poignards français. Sauvons tous nos biens dans la vie et toutes nos consolations dans la mort, toutes les bénédictions du temps et toutes les espérances de l'éternité. » Et il jeta le poignard sur le carreau. On remarqua que, vers la fin de son discours, il dit, en désignant Fox : « Celui qui n'est plus mon honorable ami; » et, traversant la salle, il alla s'asseoir auprès de Pitt. Cette scène théâtrale, préparée avec plus d'artifice que de goût, réussit médiocrement. Elle ne provoqua que cette plaisanterie assez froide de Sheridan, et qui ne fut pas trouvée mauvaise : « Monsieur nous a apporté le couteau, mais où est la fourchette? » Toute cette mise en scène donnerait presque des doutes sur la parfaite sincérité de Burke, si l'on ne savait ce que c'est que les natures déclamatoires.

Les whigs restaient au fond divisés. Dans le langage des partis, on appela les uns les *whigs jacobins* : c'étaient Fox, Grey, Sheridan et leurs amis; les autres, les *whigs alarmistes* : c'étaient le duc de Portland, lord Fitzwilliam, lord Spencer, Windham. Burke avait été le premier des alarmistes; mais, s'il était conservateur, contre-révolutionnaire, tory, il n'était pas encore ministériel. Cependant la rupture de toutes négociations pour une fusion, la violence des luttes parlementaires, la marche des événemens en France, devaient imprimer un mouvement plus énergique à la politique du cabinet et la rapprocher de celle de Burke. Lié depuis longtemps avec le duc de Portland et le comte Fitzwilliam, il devint leur conseiller sans voir toujours par eux ses conseils suivis. En même temps il entretint par Windham, qui traitait avec lord Loughborough, des communications avec le ministère. On agitait alors la question de la guerre avec la France, et cette question est si importante, qu'il faut reprendre les choses de plus haut.

Burke n'avait pu attaquer la révolution française sans devenir

l'idole de ses ennemis. Dès que son premier ouvrage avait paru, les princes français, émigrés de fait ou de cœur, avaient uni leurs voix aux acclamations de l'Europe couronnée. Nos compatriotes fugitifs qui venaient en Angleterre regardaient comme un devoir de rendre hommage à l'illustre défenseur que le ciel envoyait à leur cause. On ne se contentait pas de l'admirer, on lui demandait des conseils. Il répondait avec réserve, mais il formait cependant chaque jour de plus étroites liaisons avec les Français que la révolution offensa d'abord et persécuta bientôt. Leurs colères et leurs douleurs pénétraient dans son âme, et nous voyons par sa correspondance que, dès le mois de janvier 1791, il conçut la nécessité d'une guerre. La reine Marie-Antoinette, qui cherchait avec une ardente anxiété des conseils qu'elle n'aurait pu suivre quand elle l'aurait voulu, autorisa une des dames de sa maison à entrer en rapport avec lui. Il se borna à des recommandations vagues de prudence, de froideur; mais avec d'autres il s'ouvrait davantage, il donnait son avis jusque sur des détails. On le voit prendre soin d'écrire à un frère de Rivarol que ce dernier, dont il loue les écrits, devrait davantage ménager les moines. Bientôt il entra en communication plus intime avec ce qu'il faut bien appeler le parti de l'émigration. Son fils, qui avait toute sa confiance et qui partageait ses idées avec la chaleur d'un jeune homme, fut envoyé à Coblentz, auprès de Monsieur et du comte d'Artois, chargé de quelques instructions. — Il serait à propos d'enlever le dauphin et de lui donner, hors de France, une éducation chrétienne; il serait bien important de ne rien céder, de ne pas même négocier; surtout point de rapprochement avec Lafayette, non plus qu'avec Barnave! — Le jeune Burke revint avec une lettre admirablement insignifiante de Monsieur, qui reçut une réponse du même style; mais l'envoyé repartit et continua à être chargé d'une mission qui n'était pas inconnue du gouvernement. Dundas lui écrivit à lui-même que l'on pouvait à Coblentz compter sur un vif intérêt, mais dans les conditions d'une stricte neutralité. Burke tâchait d'amener le cabinet à se départir de cette neutralité. Il avait dîné avec Pitt pour la première fois de sa vie. C'était en petit comité, à Downing-Street, avec lord Grenville et M. Addington, orateur de la chambre des communes. Burke s'était efforcé d'exciter chez le premier ministre des craintes pour l'Angleterre, s'il laissait impunément grandir et se propager les principes français. Il n'avait pas réussi. Pitt ayant dit que son pays et la constitution étaient en sûreté jusqu'au jour du jugement : « Oui, répondit Burke; mais ce que je crains, c'est le jour sans jugement. » Quelque temps après, une réunion un peu plus solennelle eut lieu chez le duc de Portland, où assistaient aussi les lords Spencer et Fitzwilliam. On y parla avec découragement de la ruine de la monarchie française,

et, lorsqu'on se leva pour aller prendre le café, Burke dit en élevant la voix et comme dernier avertissement :

Illic fas regna resurgere Trojæ,
Durate, et vosmet rebus servate secundis.

En écrivant à son fils, en lui parlant de ces conférences et de l'inutilité de ses efforts, il le charge de conseiller aux princes la rédaction d'un *bill des droits*, contenant les garanties d'une constitution libre, car il trouve insuffisante leur déclaration. Sur ce point, il reste un homme d'état anglais; il est contre la révolution, il est contre l'absolutisme. Cette politique était spécieuse; par malheur, elle avait pour premier acte nécessaire et pour instrument obligé la coalition de Pilnitz. Burke conseillait le contradictoire, et il espérait l'impossible; mais les rois absolus pour alliés ne l'effrayaient point, et dans ses *Pensées sur les affaires de France*, écrites en décembre 1791, il s'efforce de prouver que la France, n'ayant été traitée par l'Europe que sur le pied d'une monarchie, affranchit, en cessant d'en être une, les puissances étrangères de tout engagement. Une révolution de doctrine et de dogme crée pour chaque état de nouveaux intérêts qui peuvent changer tous les rapports de la politique. Il ne faut attendre des seules causes intérieures aucune contre-révolution en France; le système dominant s'y fortifie à proportion qu'il dure, et l'intérêt de ceux qui le soutiennent est d'agiter, de bouleverser tous les pays. Les gouvernemens de l'Europe n'ignorent pas entièrement le danger, mais ils préfèrent la défensive. Il y a partout un parti modéré français; la philosophie française a gagné les cours, les cabinets, les souverains eux-mêmes. Ce parti modéré, qui prévaut en France depuis la fuite de Varennes, est le pire de tous, et cependant il fait des dupes. C'est, dit-il, la dernière fois qu'il s'exprime sur ce sujet; mais il a voulu seulement montrer que l'ancien ordre de choses est ébranlé par toute l'Europe, et que le moment est venu de décider s'il faut le maintenir ou l'abandonner. La conséquence à tirer de cet exposé, écrit avec une indignation contenue et désespérée, n'était pas fort obscure : c'était une sorte de mise en demeure de l'Europe; mais Burke paraissait peu compter que l'Europe fît droit à sa requête.

Presque toute la première partie de l'année 1792 fut donnée à la politique expectante. La position de neutralité était décidément prise. Le jeune Richard Burke, revenu de ses missions d'outre-mer, avait été nommé agent des catholiques d'Irlande, c'est-à-dire qu'il était chargé de suivre en Angleterre leurs réclamations et la grande affaire de l'émancipation. Son père, qui s'en occupait alors avec zèle, correspondait avec lui sur cet important sujet, désespérant d'ailleurs d'amener le gouvernement anglais à ses idées sur la France. C'était

le temps des négociations du duc de Portland. La politique du cabinet paraissait plutôt en voie de se modérer encore que de devenir plus entreprenante. La guerre, provoquée par l'Europe continentale et déclarée par la France, s'ouvrit au mois de juillet, et l'abstention pacifique de l'Angleterre n'en était que plus marquée. Cependant les émigrés concevaient mille espérances que Burke était loin de partager. Un jour qu'il s'exprimait en leur présence avec sa vivacité ordinaire sur les maux de la révolution, un d'eux lui dit : « Mais enfin, monsieur, quand retournerons-nous en France? — *Jamais*, » répondit-il. Ses paroles étaient des oracles, et il se fit un silence de consternation; puis il reprit en français : « *Messieurs, les fausses espérances, ce ne sont pas une monnaie que j'aie dans mon tiroir... Dans la France vous ne retournerez jamais.* — Comment donc! s'écria quelqu'un, ces coquins-là... — *Coquins*, reprit-il, *ils sont coquins, mais ils sont les coquins les plus terribles que le monde a connus.* Ce qui est étrange, ajouta-t-il en anglais, c'est que je crains d'être le seul homme de France ou d'Angleterre qui connaisse la grandeur du danger dont nous sommes menacés. — Mais, dit Charles Butler qui était présent et qui nous a conservé cet entretien (1), le duc de Brunswick arrangera tout cela. — Le duc de Brunswick! le duc de Brunswick, faire quelque bien! Une guerre de positions pour soumettre la France! » Il se fit encore un silence, et Burke le rompit en français : « *Ce qui me désespère le plus est que quand je plane dans l'hémisphère* (2) *politique, je ne vois guère une tête ministérielle à la hauteur des circonstances.* »

Cependant les événemens devinrent si graves, à partir du mois d'août, que les idées de Burke se trouvèrent moins éloignées de celles des ministres. Il écrivit plusieurs fois à lord Grenville, secrétaire d'état des affaires étrangères. Il demandait qu'en gardant la neutralité de fait, on n'érigeât point la non-intervention en principe. C'était, disait-il, une flatterie envers les jacobins anglais. Il insistait pour le rappel de l'ambassadeur, ou tout au moins pour une déclaration qui expliquât les sentimens et les maximes du gouvernement; mais il ne parvenait pas à communiquer aux ministres ses terreurs pour l'Angleterre. Cette sécurité d'un orgueil patriotique lui paraissait une folle illusion. Il s'indignait de la mollesse des rois de l'Europe; il la comparait avec douleur à la vigueur du gouvernement français. La trahison du roi de Prusse, écrivait-il après l'évacuation de Longwy, n'a pas son égale dans l'histoire. Au reste, on peut chercher ses opi-

(1) On peut le lire dans les *Réminiscences* de Charles Butler. Nous avons mis en italiques tout ce qu'il donne en français. M. Prior place l'entretien en août 91. Ce qui est dit du duc de Brunswick semble indiquer qu'il eut lieu l'année suivante.

(2) Hémisphère ou atmosphère?

nions dans ses *Points capitaux à considérer dans l'état présent des affaires* (novembre 1792); c'est un résumé de la situation. L'auteur ne se nomme pas et ne se livre point à sa manière d'écrire accoutumée. Il rédige un vrai mémoire diplomatique, où les victoires de la France, sa force, ses desseins, les dangers et les intérêts des états divers, les fautes ou les faiblesses des cabinets, sont représentés de manière à faire ressortir la nécessité pour l'Europe de former une coalition offensive, et pour l'Angleterre d'en être la tête et l'âme. L'ouvrage était de nature à faire réfléchir les gouvernemens; il coïncidait avec la bataille de Jemmapes.

Ce furent en effet les victoires de la France, plus que les dangers de son exemple et de ses doctrines, qui changèrent enfin la politique du cabinet anglais. La conquête de la Belgique touchait beaucoup plus le fils de Chatham que les massacres de septembre ou la hache suspendue sur la tête du noble prisonnier du Temple. Il n'eût jamais fait la guerre pour un sentiment ou pour une idée, et il avait raison : c'est à la politique seule qu'il appartient d'armer un gouvernement sensé. Le défi sanglant qu'au 21 janvier la convention jeta à l'Europe monarchique parut une occasion décisive, et l'Angleterre accéda à la coalition, entraînant la Hollande avec elle. Tout était disposé pour une guerre maritime, et c'est sur les colonies que Pitt portait son ambitieuse pensée. Mirabeau l'avait appelé le ministre des préparatifs, et ces préparatifs, qui paraissaient à Burke les lenteurs de l'indécision, trahissaient surtout un désaccord entre les vues du ministre et les siennes, désaccord qui persista même après que les idées guerrières semblaient avoir triomphé. Il ne concevait pas que l'on conquît des Antilles pour dompter Paris. Il ne se croyait pas l'ennemi de notre pays. Il distinguait entre la révolution et la France, et c'est la première seule qu'il prétendait anéantir. Il voulait une guerre de parti, tandis que Pitt faisait une guerre politique. L'un demandait que l'on déployât la plus grande énergie, que l'on prît la plus violente offensive, mais que l'on s'attaquât *à la faction, non à la nation*, tandis que l'autre songeait surtout à se défendre contre l'esprit de conquête et à se venger du traité de Versailles. Dans ses conversations, Pitt exprimait l'espérance que la guerre serait de courte durée, et, en cas qu'elle se prolongeât, il admettait comme résultat possible le démembrement de la France. Burke, qui s'indignait à cette pensée, continuait de critiquer le ministère, quoiqu'il s'en fût rapproché. Vivant beaucoup avec les émigrés, lié avec Cazalès, correspondant avec l'abbé Edgeworth, il avait en partie adopté leurs sentimens, et cherchait sans relâche à les faire adopter par l'Angleterre. « J'ai la ferme conviction, écrivait-il à Windham, que les émigrés ont plus de lumières (*have better parts*) que le peuple chez

lequel ils ont trouvé un asile, ce qui, je le sais, sera taxé d'hérésie, de blasphème, de démence. » Aussi conseillait-il fortement de soutenir la Vendée, et c'est à lui que s'adressa le comte d'Artois, lorsqu'il projeta de débarquer dans l'ouest avec l'aide du gouvernement anglais (octobre 1793). Burke eut grand soin de lui répondre qu'il n'avait nul pouvoir, et que les ministres ne le consultaient pas. Il était membre du conseil privé, simple titre qu'il ne pouvait ne pas avoir après les fonctions qu'il avait remplies. Les Français en concluaient qu'il devait être quelque chose dans le gouvernement, ce qui l'obligeait à sans cesse expliquer qu'il n'était rien, et pas même écouté. C'est ce qui apparaît clairement dans ses *Remarques sur la politique des alliés relativement à la France*. Il y oppose la politique de l'émigration française à la politique de la coalition. Les cabinets de l'Europe veulent rétablir en France la monarchie, et ils évitent de faire cause commune avec tout ce qui la représente, avec les princes, avec la noblesse, avec le clergé proscrit : ils ménagent la France actuelle, la France du jacobinisme; mais si l'on consulte cette France-là, c'est la république qu'elle donnera, ou tout au moins la démocratie royale de 1791, toujours la révolution. Il faut choisir, ou la monarchie, ou la révolution; point de milieu, point de parti neutre. Si l'on est pour la monarchie, il faut regarder la France morale comme séparée de la France géographique; la France n'est plus en France. C'est donc la restauration pure et simple que les puissances doivent annoncer et accomplir. Au lieu de reconstituer la France dans sa force, leur politique conduisait à l'affaiblir, à la morceler, à l'anéantir, précisément parce qu'on n'oserait anéantir la révolution. C'est la politique qui vient encore de partager la Pologne, car Burke, ami de tous les droits consacrés par le temps, ne parle jamais sans indignation de ce marché d'iniquité. C'est aussi pour lui un exemple révolutionnaire, comme tout abus de la force. Un autre exemple pourrait lui être objecté : c'est la restauration des Stuarts; mais il répond que la révolution anglaise avait été une guerre civile, que le gouvernement de Cromwell était un gouvernement, et que c'était la nation qui avait amnistié Charles II. Singulière manière de se délivrer de la difficulté! De même, à force d'avoir dit que les Français sont des athées, que la guerre est une guerre de religion, il se trouve un peu embarrassé de ce qu'il fera des protestans dans la restauration de l'église catholique. La question de l'amnistie le gêne aussi, et, sans pencher vers un excès de clémence, il hésite à proportionner le châtiment à la grandeur et à la généralité du crime, telles qu'elles ressortent de l'exagération de ses tableaux. On conçoit qu'il trouvât beaucoup d'inconséquence et une certaine duplicité dans la politique de son gouvernement, on peut admettre même qu'une guerre de parti parût

moins anti-nationale aux Français assez malheureux pour espérer dans l'étranger, et que Burke s'imaginât faire preuve de générosité en séparant la France de sa révolution; mais au fond il n'y a ni justice ni politique dans aucun système absolu, et, en devenant tout à fait homme de parti, il perd peu à peu les qualités de l'homme d'état. Absorbé par une idée fixe, il ne faut plus espérer de lui ce reste d'équité et de modération que perdent difficilement les grandes intelligence. Cette fatale influence de l'esprit de parti lui arracha celui de ses écrits qu'on lui a le plus reproché.

Pendant la session de 1793, Fox avait tenu une conduite au moins très hasardée. Rien n'est plus difficile que la conduite d'un ami de la liberté dans les temps de révolution. Ceux qui prétendent éviter jusqu'au contact de l'esprit révolutionnaire en persistant à défendre la liberté tentent l'impossible ou se condamnent à un isolement spéculatif, sans responsabilité peut-être, mais sans influence. Ils sont irréprochables, je le veux, mais inutiles. Ceux qui se décident à emprunter le secours, à suivre le drapeau, à avouer les actes des révolutions, même avec mesure ou pour un temps, n'échappent guère au danger d'être entraînés au-delà de leurs intentions et de leurs principes, et de se compromettre avec la liberté qui s'égare. Innocens dans leurs actions, ils n'évitent point un air de complaisance envers des partis insensés ou criminels, et la pureté de leurs principes, comme celle de leur conscience, ne sort pas toujours intacte de l'épreuve. La situation de Fox en Angleterre était sans doute moins difficile que celle des hommes de 89 en France. L'esprit révolutionnaire ne pénétra jamais profondément la société anglaise. Quoi que Burke en ait dit, la propagande du jacobinisme n'y fut jamais redoutable. Les lieux communs démocratiques n'y étaient guère qu'un thème d'opposition. Cependant il était rude de paraître soutenir ou favoriser de telles doctrines, alors commentées par des actes terribles, et avouer, même d'une manière abstraite, les principes de notre révolution était difficile, lorsque cette révolution en compromettait l'honneur. Nous avons tous passé par cette difficulté-là. Elle était grande, surtout pour un homme d'état qui aspirait au pouvoir dans une société opposée par ses préjugés autant que par ses lumières, par ses intérêts autant que par ses institutions, aux doctrines révolutionnaires. Par la marche qu'il avait adoptée, Fox risquait au moins sa renommée, et cependant il était difficile que le généreux défenseur de la liberté n'applaudît pas au grand effort de la France, et que les héritiers de Hampden et de Sidney fussent du parti de la coalition des rois absolus. Le ministère hésitait lui-même à se déclarer contre-révolutionnaire. Il existait dans les chambres une opinion flottante et modérée qu'effarouchaient les extrémités de Burke. On pouvait croire que la presse oppo-

sante finirait par être la plus forte et par faire pencher la balance de l'opinion. Une opposition libérale ne peut guère rompre avec les partis populaires, même quand elle s'en distingue et qu'elle est décidée à ne pas les suivre. En Angleterre d'ailleurs, les mœurs accordent une grande latitude dans le choix des moyens d'opposition. Le rigorisme en cette matière y paraît une duperie, et l'expérience après tout a montré que cette liberté d'action était là sans danger. Enfin l'ardeur du combat, l'entraînement de parti, l'imagination, l'ambition, la colère, expliquent assez comment Fox put aller très loin dans les voies d'une opposition quasi-révolutionnaire, et, sans partager les idées ni les desseins des partis subversifs, s'exposer à les encourager en excusant leurs actes, en soutenant quelques-uns de leurs principes, surtout en combattant leurs ennemis. Il avait plutôt un cœur noble qu'une conscience rigoureuse, et son esprit, plus pratique que philosophique, n'était pas toujours bien correct dans le choix de ses théories. Il est remarquable au reste qu'il fut suivi dans cette voie par les hommes les plus éminens de son parti. Non-seulement Sheridan, qui était comme son extrême gauche, mais Grey, Tierney, Whitbread, Erskine, firent campagne avec lui. Lorsqu'à la fin de la session il publia, pour se défendre, sa lettre aux électeurs de Westminster (janvier 1793), le club whig, par une résolution expresse, déclara « que sa confiance en M. Fox était confirmée, fortifiée et augmentée par les calomnies dirigées contre lui, » et, chose remarquable, le duc de Portland et lord Fitzwilliam concoururent encore à cette résolution.

Ce fut pour Burke un très sensible coup. Ces *calomnies*, ce ne pouvaient être que ses attaques contre la politique de Fox. Lord Fitzwilliam était son ami, et dirigeait, avec le duc de Portland, cette fraction des whigs dont la révolution française alarmait la prudence et tempérait l'ardeur. Inquiet et blessé, Burke jeta sur le papier ses *Observations sur la conduite de la minorité*, ce qui veut dire la conduite de M. Fox. Elle y est censurée en cinquante-quatre articles comme inconséquente, imprudente, dangereuse, et quelquefois pis que cela. Ce ne sont point, comme on l'a dit, cinquante-quatre chefs d'accusation, quoiqu'il y ait telle imputation qui touche à la haute trahison; la plupart des reproches sont purement politiques, et le langage est plus dur qu'il n'est injurieux. Ce qu'on y voit surtout, c'est combien Burke avait sur le cœur tout ce qui montrait comme séparée de lui la masse du parti whig, combien il craignait que ce parti, reformé en parti de gouvernement, ne s'emparât des affaires et ne revînt au pouvoir avec le concours du duc de Portland. C'est pour prévenir ce dernier malheur qu'il écrit. Il rappelle combien de fois l'opposition de Fox a éclaté contre des actes approuvés ou conseillés par le noble

duc, par Fitzwilliam et ses amis, combien désormais leur réunion dans le pouvoir avec Fox et Sheridan serait contraire à toute prudence et à toute dignité. Cette réunion, lui-même il l'a désirée, il dit s'y être employé jusqu'à la dernière session, il ne se croyait pas alors irrévocablement séparé de son ancien parti; mais aujourd'hui tout est consommé. Même l'aversion qu'il ne cache pas pour M. Pitt, même l'espoir de le punir justement des moyens par lesquels il est arrivé en 1784, car ce grief subsiste, n'excuserait pas en 1793 une coalition contre lui. M. Pitt serait le pire des hommes et M. Fox le meilleur, que, devant la révolution française, il vaudrait mieux s'allier avec le premier.

Burke garda ce papier tout à fait secret pendant quelque temps, puis il l'envoya au duc de Portland dans une lettre où il le priait de ne le point montrer, même de ne le point lire, tant que quelque réflexion impérieuse (*compulsory reflection*) ne l'y ramènerait pas. C'est un dernier témoignage, c'est une protestation testamentaire qu'il doit à sa cause et à sa mémoire (septembre 1793). Nous oserons dire qu'en parlant ainsi Burke n'est pas d'une bonne foi parfaite. Quelle pouvait donc être son intention, s'il était sincère en demandant à n'être pas lu par le duc de Portland? Il appelle lui-même cet écrit *son apologie*. Elle est assurément bien indirecte, car il n'y est question que des torts des autres, et ce n'est pas la manière naturelle de défendre sa mémoire que d'établir en cinquante-quatre points que Fox n'a fait que des fautes. Cependant, si nous reconnaissons que le ressentiment et la malveillance se sont mêlés à de vraies convictions pour dicter cet écrit, nous devons dire qu'il est devenu odieux par l'usage surtout que les ennemis de Fox en ont fait, et nous tenons pour accordé que Burke ne l'avait pas composé avec l'intention de le publier. Contesté dans ses convictions et même dans son talent, inquiet pour sa cause et même pour sa gloire, irrité contre d'anciens amis, sévère pour les nouveaux, il s'éloignait chaque jour davantage des affaires et de la chambre : il songeait à céder son siége au fils sur lequel se reportait toute son ambition. Lorsque le général Fitzpatrick produisit sa célèbre motion pour intéresser le gouvernement anglais à la détention du général Lafayette, Burke se ranima pour attaquer celui dont le sort inspira à Fox un discours d'une incomparable beauté (17 mars 1794). On dit qu'il jeta les lueurs suprêmes de son éloquence au dernier jour du procès de Hastings (16 juin). Il parut encore à la chambre des communes le 20, à la séance où, sur la motion de Pitt, elle vota des remerciemens aux membres qui avaient conduit l'accusation. Il répondit en quelques mots, les derniers qu'il ait fait entendre après vingt-huit ans de parlement. Il avait accepté le *chiltern hundreds*, une de ces humbles sinécures qui obligent à une

réélection. Sa tâche était finie. Depuis longtemps, il ne tenait plus au parlement que par le procès de Hastings : c'était l'œuvre de réparation, d'expiation, par laquelle il imaginait épargner à l'Angleterre le fléau de la révolution. Il avait écrit quelque temps auparavant à Murphy, qui lui dédiait sa traduction de Tacite : « J'ai lutté de toute ma puissance contre deux maux publics, provenant des plus saintes de toutes les choses, la liberté et l'autorité. Dans les écrits que vous êtes assez indulgent pour supporter, j'ai lutté contre la tyrannie de la liberté. Dans ma longue et dernière lutte, j'ai combattu contre la licence du pouvoir. » C'est cette *longue et dernière lutte* qui lui laissa le meilleur souvenir. Quelque temps avant sa mort, il chargea ses amis, l'évêque de Rochester et le docteur Laurence, de publier après lui l'ensemble de ses travaux dans l'affaire de Hastings.

« Comme il est possible, écrivait-il à Laurence dans la dernière année de sa vie, que mon séjour de ce côté-ci du tombeau soit plus court que je ne calcule, permettez-moi de rappeler à votre souvenir la charge solennelle et le dépôt que je vous ai confié en quittant la scène politique... Ne laissez pas cet exemple cruel, audacieux, inouï de corruption publique, de crime, de bassesse, descendre à la postérité, peut-être aussi insouciante que la race présente, sans la marque d'animadversion qui lui est due... Que mes efforts pour sauver la nation de cette honte et de ce crime soient mon monument à moi, le seul que je veuille avoir jamais. Que tout ce que j'ai fait, dit ou écrit soit oublié, excepté cela. J'ai lutté pour cela, avec les grands et avec les petits, durant la plus grande partie de ma vie active, et je souhaite, après ma mort, laisser ce défi porté aux jugemens de ceux qui considèrent le glorieux empire qu'une dispensation inconcevable de la divine Providence a mis dans nos mains — uniquement comme un moyen de satisfaire, pour le plus vil des buts, les plus viles de leurs passions... Je me reproche extrêmement de n'avoir pas employé l'année dernière à cet ouvrage, et je demande pardon à Dieu de ma négligence. J'avais encore assez de forces pour le faire, si je n'en avais perdu en de compromettantes querelles avec l'indolence qui s'endort et oublie, et si je n'avais employé quelques-uns des momens où je me sentais renaître à l'activité de l'âme en faibles efforts pour relever ce peuple imbécile et léger des châtimens que sa négligence et sa stupidité ont attirés sur lui pour ses iniquités et ses oppressions systématiques. Mais vous êtes fait pour continuer tout ce que j'ai fait de bien et pour l'augmenter encore, grâce aux ressources variées d'une âme fertile en vertus et cultivée par mille sortes de connaissances et de talens en toutes choses. Faites sentir la cruauté de cet acquittement prétendu, mais en réalité de cette barbare et inhumaine condamnation de tribus et de peuples, et de toutes les classes qui composent ces peuples. Si jamais l'Europe recouvre sa civilisation, cet ouvrage sera utile. Souvenez-vous ! souvenez-vous ! souvenez-vous ! »

Au même moment, le duc de Portland entra dans le cabinet comme secrétaire d'état de l'intérieur; lord Fitzwilliam suivit son exemple,

et Windham fut secrétaire de la guerre; Burke fit élire son fils à sa place par le bourg de Malton, et l'on disait que lui-même devait être élevé à la pairie.

Cependant de cruelles épreuves lui étaient réservées, qui devaient condamner ses derniers jours à la retraite et à la douleur. Il avait perdu beaucoup d'amis : Reynolds et Shackleton en 1792; Richard, son frère, en février 1794, qui toute sa vie l'avait aimé avec dévouement. C'est lui ou son cousin qui fit, d'une adresse de Brissot à ses commettans, une traduction que Burke publia avec une préface vivement écrite contre les jacobins et les girondins. Il y poursuit sa guerre obstinée contre tous les partis révolutionnaires modérés. Après la perte de son frère, il lui restait son fils, sa consolation et son orgueil. Une triste réflexion se présente souvent à l'auteur ou au lecteur d'une biographie. Combien le sentiment ou l'événement qui a le plus fortement ébranlé le cœur d'un homme tient peu de place quelquefois dans les pages où l'on écrit sa vie! Un voyage curieux, une anecdote piquante, la critique d'une brochure, l'explication d'une démarche politique, exigent ou permettent souvent que l'écrivain insiste et s'étende, et la postérité ne regrette pas d'apprendre avec détail ce qui peut-être n'avait laissé qu'un indifférent souvenir à celui dont elle lit l'histoire, tandis que l'émotion cruelle, le déchirement de cœur, le malheur personnel qui a bouleversé son âme ou son existence se raconte en deux lignes, et n'arrache pas au lecteur une seconde de sensibilité ou d'attention. Le coup le plus terrible que Burke éprouva fut la mort de son fils. Les dernières années de sa vie en furent tristement obscurcies. Et pourtant que nous importe aujourd'hui? Pourrions-nous sans affectation recueillir dans les lettres qui sont sous nos yeux quelques traits épars pour en composer un lugubre tableau d'intérieur, celui du désespoir d'un père arraché, par la mort inattendue de son fils, aux espérances et aux illusions que les progrès lents d'un mal cruel auraient dû dès longtemps dissiper? A peine pouvons-nous dire que le jeune Richard Burke, atteint mortellement, s'avançait vers le terme fatal sans que son père, pieusement trompé, s'en aperçût. Ce n'est que dans les derniers jours qu'il vit le danger. Il ne quitta plus son fils, qui, peu de momens avant d'expirer, lui disait : « Parlez-moi, mon père, parlez-moi de religion, parlez-moi de morale, parlez-moi de choses indifférentes, je prends plaisir à tout ce que vous me dites. »

Le désespoir de Burke dura autant que sa vie, mais son esprit ne s'éteignit point, et resta ouvert à toutes les inspirations qui l'animaient depuis cinq années. Il continua de suivre d'un œil triste et vigilant les convulsions de cette société européenne dont il avait prédit la crise et les périls. Il continua de s'occuper avec zèle des affaires

des catholiques irlandais. C'était ce qui avait rempli les dernières années de son fils, mort secrétaire du comte Fitzwilliam, le nouveau lord lieutenant de l'Irlande. Nous avons, des premiers mois de 1795, deux lettres que Burke publia sur cet important sujet, l'une à William Smith, membre du parlement irlandais, l'autre à sir Hercules Langrishe. Il y rattache l'intérêt des catholiques à la guerre qu'il fait aux jacobins. — La religion n'a pas de plus grands ennemis. Ils la poursuivent sous toutes ses formes, dans toutes les sectes. Contre eux, toutes les religions sont solidaires; toutes en effet reposent sur la tradition, sur les souvenirs de famille, sur le respect des aïeux. Il faut donc les défendre contre les ennemis de toutes ces choses, et ne pas travailler pour eux en opprimant le catholicisme, qui est en Irlande, comme le presbytérianisme en Ecosse, la meilleure barrière contre le jacobinisme.—Ces raisonnemens ont leur force, mais ils sont purement politiques, et n'indiquent pas un fidèle vivement attaché aux articles spéciaux de sa croyance. En tout temps, dans tous ses écrits, Burke, quoiqu'il tînt à la foi chrétienne assez pour confondre sous le nom d'athées tous ceux qui s'en écartent, ne paraît pas avoir eu en matière de dogmes une préférence raisonnée ni même une connaissance approfondie. Il semble regarder ces différences comme de pures questions de controverse ou comme des accidens de la nationalité. Le protestantisme anglican est sacré pour lui, mais pas beaucoup plus que toutes les institutions à l'ombre desquelles a vécu et grandi son pays. Il est protestant comme il est Anglais; je dirais presque qu'il est chrétien comme il est européen. Aussi tout esprit de prosélytisme lui est-il étranger, tout fanatisme lui paraît-il odieux, excepté quand la religion lui semble attaquée comme garantie sociale. Son louable zèle pour tout ce qui fait l'honneur et la force des sociétés humaines peut s'exalter alors au point de prendre quelques traits du fanatisme. Toutefois rien dans ces sentimens ne pouvait le rendre accessible aux haineux préjugés qui si longtemps ont opprimé l'Irlande, et qui même ont fini par pervertir son sens politique à force de l'opprimer. Il y avait une puissance à laquelle il accusait M. Pitt de trop sacrifier, et qu'il appelait le *job*. C'est quelque chose comme l'agiotage, ou l'intrigue appliquée aux affaires publiques dans un intérêt de lucre. Il s'en prenait au *job* du crédit de la compagnie des Indes et de toutes les iniquités que ce crédit protégeait. C'était le *job* encore qui, suivant lui, exploitait l'Irlande et l'opprimait pour l'exploiter. C'est à ses détestables calculs qu'il imputait le système de vexation qui avait « poussé le catholicisme à un jacobinisme contre nature, pour accroître le pouvoir de la junte perverse et folle à laquelle l'Irlande était livrée comme une ferme. » — « L'opposition jacobine, écrivait-il au docteur Laurence, s'empare de cela pour exciter la sédition en Irlande, et

le ministère jacobin s'en sert pour maintenir la tyrannie dans le même pays... Je commence, en vérité, à croire que M. Pitt est fou. » Aussi ne vit-il pas sans regret le rappel de lord Fitzwilliam après une trop courte administration.

Dans un débat que provoqua ce rappel à la chambre des lords (mai 1795), quelques traits furent lancés contre Burke, qui se réveilla pour écrire à William Elliot une lettre où il n'épargne pas les sarcasmes à ceux qui l'ont attaqué. C'était un noble duc, — probablement le duc de Bedford, — c'était aussi le grand avocat Erskine, qui avaient mêlé son nom aux toasts d'un club. Il s'amuse à les mettre sur la même ligne que Thomas Payne, et ni l'âge ni la douleur ne paraissent avoir refroidi sa verve. Il semble seulement que son style ait pris plus d'âcreté. Il en donna bientôt une nouvelle preuve.

Aux chagrins de l'âme, aux ennuis d'une santé délicate, se joignaient pour lui ceux d'une fortune en désordre. Il n'avait jamais été riche, et il avait mené sans luxe une vie facile. Ses lettres contiennent des passages pénibles à lire sur sa situation. Il s'était décidé à ne plus quitter la campagne, lorsqu'il reçut une lettre ministérielle qui l'informait qu'une pension de 1,500 livres sterling lui était accordée sur la liste civile. Pitt lui annonça peu après une autre indemnité de 2,500 livres affectée sur le fonds du 4 et demi pour 100, en ajoutant que c'était par la volonté du roi, et qu'il soumettrait plus tard l'affaire au parlement. Cependant jamais il ne voulut donner suite à cette promesse. Peut-être lui répugnait-il d'affronter une discussion pour un homme dont les opinions dépassaient les siennes, et qu'il ne voulait ni défendre en tout ni désavouer en rien. La pension n'en fut pas moins attaquée à la chambre des lords par le duc de Bedford et lord Lauderdale (1796). Vivement offensé, Burke répondit par sa *Lettre à un noble lord,* le plus violent et non le moindre de ses écrits. Du haut de la fortune princière d'un des premiers pairs du royaume disputer une libéralité du roi ou de l'état à un vieillard pauvre, triste, souffrant, illustré par de grands talens et de réels services, uniquement parce que ce don peut paraître la récompense d'opinions qu'on désapprouve; le lui reprocher comme le salaire de l'apostasie et le prix de la défection, c'est manquer à la dignité et à la justice; c'est une de ces violences de l'esprit de parti dont Fox aurait rougi d'être témoin dans la chambre des communes, et qui vraiment ne peut s'expliquer que si le duc de Bedford, partageant une erreur commune, croyait encore dans Burke atteindre Junius et venger contre un diffamateur la mémoire de son grand-père. Mais, si telle était son espérance, qu'elle a été déçue! si telle était son erreur, qu'il a dû s'y sentir confirmer en reconnaissant son ennemi! La réponse de Burke est digne de Junius. Burke, qui avait quitté

Londres pour jamais, qui vivait dans la retraite et la tristesse, était autorisé peut-être à la vengeance : la sienne fut terrible. Pour la verve, l'ironie, la vigueur, le trait, sa lettre est des plus remarquables. Il parle dignement de ses travaux et de sa vie. Il rétorque contre le grand seigneur la gigantesque fortune que la faveur de cour a faite à ses ancêtres, et il le met aux prises lui, son rang, ses titres, ses palais et ses domaines, avec la faction niveleuse dont il l'accuse d'être le courtisan. On conçoit en lisant cette lettre que Prior ait pu l'appeler le chef-d'œuvre de la prose anglaise. Ce qui étonne surtout, c'est l'excessive vivacité d'imagination et d'esprit qu'elle manifeste chez le triste et souffrant solitaire de Beaconsfield. M. Macaulay remarque avec raison qu'il est singulier que l'*Essai sur le beau et le sublime* et la *Lettre à un noble lord* soient les ouvrages du même auteur, et plus étrange encore que l'*Essai* soit une production de sa jeunesse, et la *Lettre* l'œuvre de ses vieux jours. « Le même homme, dit-il, qui, en vieillissant, discutait des traités et des tarifs dans un style de roman, avait écrit sur la beauté dans la langue d'un rapport au parlement. »

Un mérite égal, mais différent, brille dans quelques pages sur la disette qu'il adressa vers cette époque au premier ministre. On a observé que, dans les matières économiques, la rectitude de son esprit ne se démentit jamais. Les systèmes de réglementation n'étaient point de son goût, et la question des subsistances est une de celles où ils exerçaient la plus fâcheuse influence. Cependant l'insuffisance des produits nécessaires à la vie est, de tous les accidens économiques, celui qui engendre le plus de maux réels et imaginaires, et porte le plus puissamment les masses souffrantes à réclamer l'intervention du gouvernement. C'est ce qui arrivait en ce moment au ministère, et c'est pour le fortifier contre toute tentation d'accorder aux alarmes publiques des mesures inefficaces ou dangereuses que Burke prend la plume. Il traite la question avec la triple compétence d'un agriculteur, d'un législateur et d'un politique. Cette courte dissertation est encore excellente aujourd'hui. Il la termine par une observation d'une grande portée. « Un des plus beaux problèmes de législation, dit-il, qui l'aient occupé du temps que c'était son métier, est celui-ci : Qu'est-ce que l'état doit prendre sur lui de diriger par la sagesse publique, ou, réduisant son intervention aux moindres termes, abandonner à la discrétion des individus? Autant qu'une ligne de démarcation peut être tracée, et toute règle à cet égard admet, au moins par circonstance, nombre d'exceptions, le gouvernement ne doit se réserver que les affaires de l'état et des corps qui tiennent de lui l'existence : ainsi l'établissement extérieur de la religion, la magistrature, l'armée, les finances, tout ce qui est vraiment public.

Dans sa police préventive, il ne doit se montrer qu'avec réserve; s'il descend de l'état à la province, de la province à la paroisse, de la paroisse à la maison, il marche à sa perte. Aucun gouvernement n'est, sous ce rapport, resté dans la mesure, et si, par exemple, les jacobins ont prévalu contre une antique monarchie, c'est qu'ils ont usé des armes que leur ont fournies ses fautes. Or la plus grande de ses fautes, son vice capital était un insatiable besoin de trop gouverner. De là en partie la révolution. » Que dirait-on de mieux aujourd'hui?

Burke concluait que si un gouvernement ne voulait sentir bientôt sa faiblesse, il devait ménager sa force, et surtout ne pas s'épuiser en vains efforts pour garantir la subsistance du peuple. Ces sages idées, il y revient dans une de ses dernières lettres adressées à Arthur Young. Il s'y montre ennemi des mesures restrictives en matière d'approvisionnement, et les hommes d'état de l'Angleterre aimeront à en conclure qu'il les eût secondés dans leur généreuse réforme des lois commerciales de leur patrie. Heureux s'il n'avait eu à donner que de tels conseils à son gouvernement! mais notre siècle en réclame de plus difficiles et de plus périlleux, et Burke s'était jeté tête baissée dans la fournaise qui consume tout. Son esprit soutenait une lutte désespérée contre la révolution française, et sa prétention était que son pays fît avec les armes tout ce qu'il croyait accomplir avec son esprit. Son exaltation était encore accrue par la pitié respectueuse qu'une âme telle que la sienne devait porter au malheur. Tous les proscrits venaient à lui. Avant de quitter Londres, il avait reçu avec reconnaissance la visite du comte d'Artois et de ses fils. Plus que jamais il se sentait animé à prêcher la croisade contre la France, et plus que jamais l'armée sainte semblait loin d'escalader les murs de Jérusalem. La conquête de la France intimidait au lieu d'exciter les puissances européennes. Le roi de Prusse s'était retiré de la coalition. La guerre, qui devait être courte, se prolongeait ou n'amenait que des mécomptes et des revers. L'Angleterre avait bien obtenu des résultats dans le Nouveau-Monde et dans l'Inde; mais elle se sentait à regret engagée dans la lutte du continent européen; ses liens avec l'Autriche la retenaient seuls : elle aspirait à s'en affranchir sans les rompre, et à profiter de sa situation, qui lui permettait de négocier séparément, pour ménager la paix générale. L'esprit public n'avait jamais bien ardemment soutenu la guerre; l'état des finances et du commerce en faisait souhaiter la fin. Le gouvernement du directoire était de ceux avec lesquels on pouvait traiter; contre lui ne se soulevaient pas les sentimens passionnés que révoltait le régime de la terreur. Attentif à suivre le mouvement de

l'opinion, surtout dans son propre parti, Pitt désirait la paix malgré quelques-uns de ses collègues, malgré lord Grenville lui-même. Il était disposé à d'assez grands sacrifices, et le directoire, s'il eût été sensé, pouvait traiter à de glorieuses conditions. Après quelques ouvertures indirectes, un plénipotentiaire partit pour Paris. Les mémoires de ce diplomate, lord Malmesbury, ont été publiés, et l'on ne peut plus douter de la réalité, de l'ardeur même des dispositions pacifiques du premier ministre. On y voit, par les lettres de Canning, alors son confident intime, qu'il croyait que l'Angleterre n'était plus moralement en état de continuer les hostilités. Quoiqu'il dissimulât ce découragement, on le devinait, et les amis de Burke, pour qui la guerre était une affaire de principe, ne pouvaient contenir leur indignation : « Pitt, écrivait lord Fitzwilliam, a fait la guerre pour gagner un duc, et il courtise la paix pour conserver un gentilhomme campagnard; il n'est ni jacobin ni royaliste. » — « L'esprit monarchique de ses amis ne brûle pas, écrivait Windham, avec une flamme bien brillante. » De ces amis-là étaient Wilberforce et les siens, que Windham appelle, dans une de ses lettres, des comédiens de vertu, *simulars of virtue*. On disait que lord Malmesbury avait mis beaucoup de temps à se rendre à Paris : « Je le crois bien, répondit Burke; il a fait toute la route à genoux. » C'est dans ces circonstances, et quoique le parlement eût, en s'ouvrant au mois d'octobre 1796, salué d'une approbation unanime les intentions pacifiques du gouvernement, que Burke écrivait ses quatre lettres *sur une paix régicide*.

C'est son dernier ouvrage; il ne l'a même pas achevé. Les deux premières lettres seules furent imprimées de son vivant, et la quatrième n'est pas finie. On y retrouve tout son talent, et quelques parties égalent ce qu'il a fait de meilleur. Le titre est déclamatoire, mais l'ouvrage ne l'est pas dans son ensemble autant qu'on pourrait le craindre. Burke ne pouvait s'empêcher de reconnaître qu'un mouvement d'opinion se prononçait pour la paix. Il compare ce mouvement à celui qui arracha, en 1739, la guerre avec l'Espagne à sir Robert Walpole. Il le trouve donc factice, irréfléchi, il l'impute aux manœuvres de l'opposition; mais pour empêcher que le public et le pouvoir n'en soient dupes, il faut leur parler raison, il faut leur montrer à quelles humiliations les expose, et en pure perte, l'arrogance de la république française. Il faut rappeler que l'Angleterre n'est pas dans l'usage de sacrifier l'avenir au présent, et de préférer son bien-être à son devoir, son repos à sa grandeur. Burke s'acquitte à merveille de cette tâche; il s'arme habilement du grand exemple de Guillaume III, et, son idée fondamentale une fois admise, on ne peut nier qu'il ne défende sa cause par la politique et par l'histoire avec une

supériorité digne de ses plus beaux temps. Il y a là des pages vraiment écrites de la main d'un homme d'état, et que tout homme d'état ferait bien de lire encore.

Un tel ouvrage était dirigé contre Pitt. C'est lui qu'il attaque lorsqu'il parle de l'affectation à déplorer la guerre, à ne pas la vouloir, même en la faisant, de la prudence qui ménage toutes les opinions, qui s'assure les moyens de revenir toujours sur ses pas. C'est à lui qu'il pense en peignant ceux « qui, froids comme la glace, n'ont jamais su allumer au fond des cœurs une étincelle du zèle nécessaire pour lutter contre un zèle opposé, qui n'ont jamais répondu aux prétendues exigences de l'opinion populaire que par des argumens flasques et languissans, faibles et évasifs, qui n'ont rien fait pour inspirer à tous cet esprit de persévérance et d'opiniâtreté qui seul peut soutenir les vicissitudes de la fortune dans une longue guerre. » Vainement à la fin de la lettre s'excuse-t-il auprès de Pitt, le loue-t-il de ce qu'il a fait, lui demande-t-il uniquement d'être fidèle à ses propres exemples, et lui promet-il, au jour du péril, d'aller mourir à ses côtés; assurément l'altier ministre, dans le fond du cœur, ne lui pardonna jamais.

Quoique nous ayons une lettre de Burke où il se faisait excuser auprès de Canning, qui avait loué son ouvrage, de s'être exprimé sur M. Pitt avec un peu d'âpreté, il persista. On lui disait un jour que les négociations réussiraient peut-être, et que la révolution finirait. « La fin de la révolution! s'écria-t-il, la révolution finir! elle est à peine commencée. Jusqu'ici vous n'avez entendu que l'ouverture; vous allez entendre les acteurs à présent; mais ni vous ni moi nous ne verrons le dénouement du drame. » La paix ne se fit pas; lord Malmesbury quitta la France au mois de décembre, et quant à la fin de la révolution, on sait ce qui en est advenu.

En 1797, les *Observations sur la conduite de la minorité* parvinrent inopinément à la connaissance du public. On a dit qu'un copiste infidèle, nommé Swift, les avait livrées à l'impression sous ce titre : *Cinquante-quatre chefs d'accusation contre le très-honorable Charles-James Fox*. Ce fut, comme on pense bien, un grand scandale, et qui pèse encore sur la mémoire de Burke. Cependant il s'empressa de désavouer la publication et d'adresser une requête au chancelier pour qu'il y fût mis obstacle. — Ce n'était, disait-il, qu'une lettre privée, — bien longue en vérité et bien politique. Mais cette lettre privée n'était pas destinée à être anéantie, et elle est une œuvre de haine plus calculée qu'il ne faudrait pour qu'on l'attribuât uniquement à l'entraînement de la polémique. Nous ne pouvons dire qu'une chose, c'est que Burke croyait sincèrement défendre la cause des honnêtes gens. Il nous a été imposé de voir tant d'exemples de l'empire de certains

sentimens de terreur et d'indignation sur les meilleurs cœurs et les meilleurs esprits, que nous ne parlerons qu'avec réserve de ces excès de pensée et de parole où fut entraîné un homme assurément digne des respects de son pays. L'expérience des troubles civils nous a enseigné l'indulgence, si elle ne nous l'a pas toujours obtenue. Toutefois les contemporains de Burke, habitués à un certain sang-froid, à une certaine mesure, même dans la passion, en jugèrent autrement. Ils ne purent concevoir tant de violence et de prévention, et on accueillit assez facilement un bruit répandu, soit pour l'excuser, soit pour le discréditer : on répéta que sa raison était altérée. Burke n'était que malheureux, faible et passionné. Il était en proie à cette fixité d'idées que subit une vive imagination dans une nature qui décline, à cette misanthropie amère qui suit la douleur et la vieillesse, et malgré cent erreurs et de violens préjugés il avait assez raison pour parler encore le langage imposant et irrité d'un prophète méconnu. C'est un magnifique fou, disait-on devant Fox (*a splendid madman*). « Insensé ou inspiré, répondit Fox; le destin semble avoir décidé qu'il serait un prophète politique comme il ne s'en rencontre guère. » Mais il était arrivé au terme fatal; ses forces tombèrent tout d'un coup; il comprit le sens de ce triste avertissement. Sans espérer de guérison, il chercha du soulagement. Il se fit porter aux eaux de Bath, et n'obtint aucune amélioration. Il ne songea plus qu'à retourner à Beaconsfield, où il voulait mourir. C'était le lieu qu'il chérissait, où s'étaient écoulées ses heures les plus douces, où son frère et son fils étaient ensevelis. Son mal était une maladie du cœur, dont les progrès ne laissaient pas d'espoir. Au milieu des langueurs et des angoisses de son état, il se ranimait dès qu'il entendait un mot sur les affaires publiques, et retrouvait un peu d'ardeur et d'éloquence : cette passion mourait la dernière; sur tout le reste, il était calme. Peu de temps avant de finir, il s'occupa de quelques amis, leur envoya des marques de souvenir, disant qu'il pardonnait, demandant à être pardonné; puis il entendit la lecture de quelques pages d'Addison touchant des sujets religieux, et, pendant qu'on le portait sur son lit, il expira (9 juillet 1797). Il était âgé de soixante-huit ans.

On vient de lire qu'il pardonna. Cependant, avant le jour suprême, Fox, ayant appris de lord Fitzwilliam la gravité de son état, écrivit à Mme Burke. Celle-ci répondit par un billet que la rupture avait sans doute coûté au cœur de son mari, mais que, quel que fût le temps qu'il lui restât à vivre, il pensait qu'il devait vivre pour les autres et non pour lui-même, que les principes qu'il s'était efforcé de maintenir étaient essentiels au bonheur et à la dignité de son pays, et ne pouvaient recevoir de force que par la persuasion générale où l'on serait de sa sincérité. Ainsi il refusait une dernière entrevue,

voulant que sa mort fût un argument en faveur des opinions qui avaient passionné ses dernières années. Au parlement, Fox demanda en quelques paroles émouvantes qu'il fût enseveli avec des honneurs publics à l'abbaye de Westminster; mais, par une clause expresse de son testament, Burke avait prescrit qu'on l'enterrât à Beaconsfield, auprès de son frère et de son fils, avec la plus grande simplicité.

Il nous reste peu à dire, et les réflexions qui nous ont échappé en racontant sa vie indiquent assez quelle est notre opinion sur cet homme remarquable. Nous avons laissé voir toutes ses bonnes qualités. C'était une âme élevée, mais irritable, un cœur ouvert, sensible, mais extrême dans ses sentimens, et que l'indignation pouvait conduire jusqu'à la haine. Franc, désintéressé, capable de générosité, quoique la générosité lui coûtât, ardent pour la justice, quoique souvent injuste, il a porté dans les affaires publiques ces motifs de haute moralité qui ennoblissent les torts mêmes qu'ils ne préviennent pas, et peu d'hommes publics se sont attachés davantage à soumettre la politique aux principes universels de l'honnêteté et de l'humanité. Par là surtout, par la dignité de ses idées et la sévérité de ses discours, il a certainement contribué à élever le niveau moral du monde où il vivait, et je le regarde sous ce rapport comme un des plus vrais réformateurs du parlement britannique.

Les hommes de ce caractère réservent toutes leurs passions pour les affaires publiques. C'est dans le sénat qu'ils ont leurs inégalités, leurs inimitiés, leurs violences. Il faut aux choses une certaine grandeur pour les émouvoir, au point de les arracher par instans à leur bonté native. Dans la vie privée, ils n'ont presque toujours que leurs qualités. L'existence intérieure de Burke fut pure et douce. Il était au-dessus de toutes ces petitesses qui agitent les âmes communes, de tous ces sordides intérêts qui les dégradent. Sincère, affectueux, tendre même, il donna et reçut le bonheur. La femme qu'il avait choisie justifia son choix; avec beaucoup de grâce, il avait écrit pour elle son *Idée d'une femme parfaite,* et il persista dans cette idée. On a vu combien il aimait le fils dont la mort laissa dans son cœur une si large et incurable plaie. Son frère Richard, tous ses autres amis le chérissaient en l'admirant, et son commerce empruntait un grand charme d'une conversation facile, attachante, toujours aux ordres de son esprit. Souvent sérieuse, parfois enjouée, jamais frivole, elle captivait moins par des saillies piquantes que par l'abondance des idées et la variété des points de vue. Johnson mettait la conversation de Burke au-dessus de ses ouvrages, tout en remarquant qu'il avait peu de traits. Sa vivacité, sa chaleur ajoutaient au prix de son entretien, et pour le trouver irritable dans ses impressions et impérieux dans ses idées, on était trop naturellement porté devant lui à la défé-

rence. Sa supériorité se décelait en effet à la première vue, et l'on ne s'étonnait pas qu'il parlât en maître. Entouré, écouté des siens, il n'était que bon et facile dans cette retraite des champs où il se partageait entre la vie de famille, l'agriculture et la bienfaisance.

Les Anglais, en parlant du génie de Burke, mettent peu de limites à leur admiration. C'est l'élévation, c'est l'originalité même; c'est l'imagination la plus riche; c'est la raison la plus féconde. Il y a du vrai dans ces éloges, pourvu qu'on rabatte quelque peu de tant de superlatifs. « Burke a l'allure d'un géant, dit Hazlitt, qui abhorrait sa politique et sa conduite; si la grandeur ne se trouve pas dans Burke, elle ne se trouve nulle part. » Le choix des autorités nous embarrasserait seul si nous voulions appuyer ainsi le bien que nous sommes prêt à dire de lui. C'est assurément un esprit d'une rare puissance: il a ce caractère éminent de prodiguer la force et d'en conserver encore, il s'élève assez pour voir au loin s'il ne monte pas à la dernière hauteur, sur le faîte de ce *temple serein* d'où la philosophie domine la politique; mais il sait plus de philosophie que l'homme d'état pratique, il sait plus les choses réelles que le philosophe spéculatif. Sa large intelligence embrasse ensemble une foule de faits et d'idées. Sa mémoire n'encombre pas sa raison, et ni l'une ni l'autre ne gêne ou n'éteint son imagination. C'est un ensemble heureux de facultés d'une intensité peu commune et qui ne sont jamais au-dessous de ce qu'il entreprend. Au contraire, elles semblent toujours avoir quelque chose de reste et pouvoir faire encore plus qu'elles n'accomplissent. Il est vrai qu'en rien elles n'ont fait ni tenté le plus difficile : elles se sont consumées dans le présent, elles n'ont rien essayé d'immortel.

Burke est, selon nous, plus orateur qu'homme d'état et plus écrivain qu'orateur, quoiqu'il ne fût médiocrement aucune de ces choses. Johnson disait même n'avoir dans toute sa vie connu que deux hommes qui se fussent de beaucoup élevés au-dessus du niveau commun, lord Chatham et Edmund Burke, et tous deux paraissaient à lord Byron les seuls orateurs anglais qui eussent approché de la perfection. Dans l'avenir, on maintiendra Burke à cette place, car la postérité lit les orateurs et ne les entend pas. Le jugement du lecteur est celui du critique littéraire, celui que Burke moins qu'un autre doit redouter. Cependant les juges les plus compétens savent que l'éloquence politique ne doit pas plus être appréciée indépendamment du forum que la poésie dramatique indépendamment du théâtre, et ceux-là ont bien aperçu ce qui pouvait manquer au rival de Fox, de Pitt et de Sheridan. Nos voisins, qui, par un goût savant non moins que par orgueil national, prennent leurs points de comparaison dans la tribune antique, reprochent à l'éloquence de Burke de n'être pas *démosthénéenne*. Lord Brougham lui reconnaît toutes les qualités excepté

deux : « la déclamation nerveuse qui emporte et qui écrase, et l'argumentation rapide et serrée. » Burke surtout ne méritait pas l'éloge qu'il donnait lui-même à Fox, d'être « devenu, par de lents progrès, le discuteur (*debater*) le plus brillant et le plus accompli que le monde ait jamais vu. » Il y a des discours dont on peut dire qu'ils sont des actes de gouvernement. On ne peut le dire des discours de Burke. En général, il ne savait pas gouverner, et, à vrai dire, il n'y prétendait pas. Nous l'avons vu souffrir un peu, mais prendre son parti de n'avoir point touché au pouvoir. Pour qu'il n'ait pas été ministre avec la coalition, il faut bien qu'il s'y soit prêté. Il se sentait plus propre à influer sur les affaires qu'à les diriger, et sa parole même excellait à éclairer, à instruire, à émouvoir, plutôt qu'à dissiper des préjugés, à résoudre des difficultés, à détruire des objections. Il savait mieux surpasser un adversaire que le réfuter. La force dans la discussion pratique est l'éloquence éminente de l'orateur de gouvernement. Ce talent était incomparable chez Fox, et c'est là le talent utile; l'homme d'état le prise au-dessus de tout autre : ce n'est pas celui que devait le plus apprécier Burke, et ce n'était pas le sien. Il parlait pour satisfaire son cœur et sa raison, plus possédé par sa pensée que par son rôle, plus préoccupé de son sujet que de son auditoire. Il visait au vrai et au beau plus qu'au triomphe du vrai et du beau. Il écoutait trop son talent, et ne songeait à s'emparer des assemblées que par l'admiration. Quoiqu'il portât sur les affaires humaines une vue perçante, il les jugeait plutôt avec la sagacité de l'historien et du publiciste qu'avec le coup d'œil pratique qui sert à les conduire. Il décrivait le mal, indiquait parfois le remède : il n'aurait pas su l'appliquer. De même ses discours laissent apercevoir un certain défaut d'habileté. Le métier d'orateur n'est supérieur à celui d'écrivain que parce qu'à plusieurs des meilleures qualités de l'écrivain, il faut ajouter quelque chose de l'habileté qui gouverne les hommes, et tout cela encore, il faut le mettre en valeur et l'animer par le don inné de la présence d'esprit. Cependant, si les discours de Burke ne satisfont pas à toutes ces conditions, s'ils satisfont à d'autres peut-être plus brillantes, la forme n'en est pas moins belle, et précisément parce qu'ils ont pu dans leur temps paraître plus propres à remporter le succès du talent que celui de la cause, ils y gagnent de pouvoir être lus mieux que les discours de Fox et des deux Pitt. Non pas que je veuille dire que ce sont des discours écrits, et qu'il manque d'improvisation; mais on y remarque surtout l'improvisation d'un artiste, et par l'ordonnance, la composition, l'étude approfondie du sujet, l'abondance des ornemens, la richesse des allusions et des souvenirs, ils ont un caractère de haute littérature. Lord Erskine disait qu'il avait un grand défaut pour un orateur

politique, celui d'être épisodique. Certains discours de Cicéron ne mériteraient-ils pas quelque reproche de ce genre? C'est en effet à la manière de Cicéron qu'on peut comparer celle de Burke. Il a même pour nous un avantage, c'est une plus grande solidité. Jamais il n'est vide ou énervé. S'il est déclamateur, c'est en ce sens qu'il tend sans cesse à l'effet, c'est qu'il manque de simplicité, et qu'à force de grandir les choses il les exagère quelquefois. Son esprit, sans être rigoureusement philosophique, se plaît à généraliser et à prendre les faits et les questions par le côté qui prête le plus à la réflexion et au talent. Il faut donc un peu d'effort pour le suivre, et son élocution ne repose pas de sa manière de penser. Il abuse des mouvemens et des figures, et chez lui le goût ne tempère pas toujours l'imagination.

Ces remarques que suggèrent ses discours s'appliquent à ses écrits, mais elles cessent d'être au même degré des critiques. Nous serions assez de l'avis de Gerrard Hamilton, qui disait de lui : « Dans la chambre des communes, je le regarde quelquefois seulement comme le second homme de l'Angleterre; hors de la chambre, il est le premier. » Un demi-siècle d'épreuve n'a point cassé ce jugement. Ses écrits, qui, à l'exception des essais de sa jeunesse, sont des ouvrages de circonstance, intéressent et instruisent encore la postérité. Ils frappent par la pensée et charment par le talent. Il est vrai que, tandis qu'un air de composition littéraire se laisse apercevoir dans ses discours, ses écrits à leur tour tiennent de la harangue. Ils ont un peu la prolixité et tout à fait le mouvement de l'improvisation. Les images du style ne sont pas de celles que la réflexion combine, mais qui se trouvent du premier coup. Il ne négligeait rien, mais son travail devait être facile et ne refroidissait ni sa verve ni son émotion, car Burke, même judicieux et sage, n'est jamais calme. Il porte dans ses écrits les plus vrais, les plus lumineux, ce que les anciens appelaient la passion oratoire. C'est qu'il compose les yeux fixés sur la place publique : aussi sa manière a-t-elle gagné le grand nombre. Il a influé sur la littérature de son pays en y faisant pénétrer le style irlandais, ce style dont les caractères sont la fantaisie et le pathétique (*fancy and pathos*), et qui a modifié dans ces derniers temps l'élégance un peu froide de l'ancienne prose anglaise. Les critiques l'appellent le plus poétique des prosateurs, en observant que sa prose ne se change jamais en poésie. On ajoute qu'il sentait peu l'harmonie des vers; mais il est un des écrivains auxquels s'applique le mieux cette qualité que M. Villemain définit admirablement en l'appelant l'imagination dans le style. Son défaut est celui qu'il portait en tout, le défaut de mesure. Le grandiose lui plaît, il ira jusqu'au gigantesque; les contrastes le séduisent, il n'évitera pas les dissonances; il a raison pres-

que toujours, il forcera la vérité et passera le but. Lorsqu'il suffit de convaincre, il voudra encore émouvoir, et comme il mêle tous les genres, le ton de la composition et celui de la conversation, il pourra pousser l'élévation jusqu'à la solennité, et le laisser-aller jusqu'à la grossièreté. Il pourra avoir tous les défauts excepté la froideur et la sécheresse, toutes les qualités excepté la précision sévère et l'élégante simplicité. Son ami Reynolds devait lui trouver quelque chose du dessin de Michel-Ange et du coloris de Rubens.

Enfin les Anglais agitent d'ordinaire deux questions au sujet de Burke : — a-t-il été consistant? a-t-il été un prophète politique? Nous devons, en finissant, dire un mot de toutes deux, quoique la première, nous l'avouons, ne nous intéresse qu'autant qu'elle peut servir à éclairer la seconde.

On n'ignore pas combien l'inconsistance est en Angleterre un reproche redouté des hommes publics. « Si grand est l'effet, dit sir James Mackintosh en parlant de Burke, d'un seul acte inconsistant avec le cours entier d'une longue et sage vie politique, que le plus grand philosophe de la politique (1) que le monde ait vu jamais passe auprès du superficiel vulgaire pour un enthousiaste à cerveau brûlé. » C'est en effet au vulgaire qu'il convient surtout de juger de la probité ou de la fermeté politique d'un homme par l'accord de ses actes avec ses principes, et de ses opinions présentes avec ses opinions passées. La constance dans les sentimens de toute la vie, la fidélité à soi-même, sont les signes les plus apparens du genre d'esprit et de caractère que les affaires publiques réclament. Celui qui se dément lui-même, fût-ce par de justes motifs, perd au moins son autorité, et quiconque se convertit fera bien de s'abstenir du prosélytisme. Après une longue erreur sur les principes, il peut être beau de la reconnaître, mais il faut renoncer à gouverner les hommes. Le libéral qui s'amende et devient absolutiste doit se repentir et se taire : la retraite sied à la pénitence. Il ne faut jamais que la nouveauté d'une conviction paraisse intéressée, et que les gens qui se convertissent ressemblent à des gens qui se retournent. Mais est-ce le cas d'une inconsistance reprochable, de celle qui indique la versatilité d'esprit ou l'incertitude des principes, lorsque en temps différens on tient et l'on conseille des conduites différentes? et à des maux qui changent ne faut-il pas changer les remèdes? Pour avoir maintenu la paix, ne doit-on jamais faire la guerre, et faut-il conduire les temps de troubles de la même manière que les temps calmes? Non, sans doute, mais une situation étant donnée, s'il y a

(1) Il y a dans le texte *in practice*, mais il s'agit évidemment de la *pratique* des affaires humaines.

deux façons de la juger, tant qu'elle se prolonge même en subissant des changemens sensibles, ce n'est guère à ceux qui ont soutenu l'un des systèmes de pratiquer l'autre. Lord North ne pouvait être le ministre qui reconnût l'indépendance de l'Amérique, quoique cette reconnaissance lui parût inévitable, et Pitt, qui avait pu négocier encore pour la paix en 1796, ne voulut pas, bien qu'il la jugeât nécessaire en 1801, qu'elle fût signée de son nom. Ce sont là de ces convenances qui importent tout au moins à la dignité du caractère.

Toutefois, quand il s'agit de deux événemens différens séparés par des années, accomplis dans des pays divers, bien que ces événemens soient comparables et qu'ils aient des points communs, la raison ni même la logique n'obligent de les apprécier absolument de la même manière. Ils peuvent différer par leurs causes, leur gravité, leur opportunité, leurs conséquences, leurs chances de succès, et, pour en venir tout de suite aux révolutions, il y en a de légitimes, il y en a qui ne le sont pas; il y en a de nécessaires, il y en a qui ne le sont pas. Les unes sont faciles, les autres impraticables; celles-ci réussissent sans crimes, celles-là poursuivent par une voie sanglante un succès contesté. Fussent-elles toutes inspirées par une noble pensée, eussent-elles toutes un noble but, le plus noble de tous, la liberté, aucun esprit ferme et sensé ne voudrait s'enchaîner indistinctement à toutes, et se consacrer sans choix à leur défense. La révolution française est venue à la suite de la révolution d'Amérique. Moins que personne, nous voudrions rompre le lien qui les unit, et pourrions méconnaître combien les principes promulgués par l'une ont contribué à susciter et à caractériser l'autre; mais enfin motifs, circontances, difficultés, événemens, durée, tout diffère assez entre l'une et l'autre pour que l'esprit ne soit pas tenu de porter sur toutes deux un jugement identique. N'y eût-il que ce point, la révolution américaine a réussi.

Parce que Burke a finalement approuvé la déclaration d'indépendance des Etats-Unis, on ne saurait donc lui reprocher d'avoir vu avec inquiétude la tentative à la fois plus grande et plus vague que la vieille France a faite à la fin du XVIIIe siècle. Il n'y a point là de véritable inconsistance. Cependant, comme par les principes généraux les deux causes se ressemblaient, comme la révolution de 1688 elle-même offrait avec les deux événemens quelques analogies d'idées et de résultats, comme les whigs de 1780 se portaient les continuateurs de l'œuvre constitutionnelle, comme ils étaient éminemment les défenseurs de la liberté, il était plus naturel qu'ils applaudissent au mouvement de 1789. On a pu trouver l'adhésion de Fox imprudente dans sa vivacité, mais elle n'a étonné personne, et jamais on ne l'a signalée comme une inconséquence dans sa vie politique. Ainsi

qu'on l'a dit avec finesse, si le roi George III a été consistant, il faut bien que Burke ne l'ait pas été. Ceux en effet qui admirent le plus complétement les dernières années de sa vie sont d'ordinaire obligés de chercher aux premières des excuses ou des explications, s'ils ne les condamnent point formellement. Peu trouvent que Burke ait eu raison tout à la fois contre George III, contre lord North, contre Hastings, contre Pitt, contre Fox et contre nous. Il faut donc reconnaître quelques disparates dans cette noble vie. Si son ardeur naturelle ne l'eût emporté, lui-même il aurait pu les rendre moins saillantes par une gradation mieux ménagée. Dans son opposition à la révolution française, il se serait mieux souvenu de son passé; il se serait plus sévèrement demandé s'il n'avait pas soutenu des doctrines, approuvé des actes, conseillé des mesures qui pouvaient préparer, justifier, atténuer au moins ce qu'il condamnait aujourd'hui. Moins absolu dans sa réprobation, il aurait été plus juste; moins violent dans ses haines, il aurait été plus clairvoyant. Il n'aurait pas tout confondu dans un vaste anathème où lui-même pouvait par avance se trouver compris. Il aurait pris des choses une plus juste mesure, et son opposition n'en aurait été que plus éclairée; mais alors il n'aurait pas été Burke : il aurait cessé d'avoir cette imagination passionnée, ce talent hyperbolique. Plus habile à modérer les mouvemens de son esprit, plus attentif à maintenir l'accord de toutes ses opinions, il aurait été moins fidèle à lui-même, il aurait démenti son caractère.

On a donc eu raison de chercher, dans ses discours antérieurs à 1789, sur les rois et les cours, sur les monarchies de l'Europe, sur l'aristocratie, sur les droits des peuples, sur la résistance, sur la révolte, des passages qui auraient dû le rendre plus modéré ou plus circonspect. Ayant ainsi pensé, il aurait dû tolérer qu'on pensât de même en d'autres circonstances, et, donnant à son jugement plus d'étendue et de profondeur, supprimer une bonne part de ce que lui dictaient la partialité ou la peur, sans rien abandonner de ce que lui suggéraient la prudence et la sagacité politiques. On pouvait se défier du succès de la révolution française, sans changer du tout au tout sur les hommes et sur les choses. Celui qui en 1770 ne voyait de recours contre les fautes d'un mauvais ministère que dans l'interposition du peuple en personne aurait pu comprendre que le peuple aussi se montrât dans une lutte contre le pouvoir absolu : quand on s'est permis certaines exagérations pour la défense de la liberté, il ne faut pas trop se scandaliser de celles qui échappent aux gens qui en essaient la conquête. Burke a répondu d'une manière ingénieuse : « Le danger d'une chose bien chère écarte de l'âme pour le moment toute autre affection. Quand Priam a toutes ses pensées absorbées par la vue du corps de son Hector, il repousse avec indignation et

chasse loin de lui avec mille reproches tous ses autres fils, qui viennent en foule, dans leur officieuse piété, l'entourer de leurs soins. Un bon critique (il n'y en a pas de meilleur que M. Fox) dirait que c'est là un de ces coups de maître qui attestent dans le père de la poésie une intelligence profonde de la nature; il mépriserait un Zoïle qui conclurait de ce passage qu'Homère a voulu représenter ce vieillard, dans sa douleur, comme plein de haine ou même d'indifférence et de froideur pour les tristes restes de sa maison, et qu'il préférait à ses enfans vivans un cadavre inanimé. » Mais Priam est un père au désespoir, et ne siége pas, en ce moment-là, parmi les vieillards, délibérant en roi sur le destin d'Ilion.

Il existe une raison meilleure pour expliquer les variations de Burke, et montrer, sans les absoudre entièrement, qu'elles sont moins extraordinaires que ne l'ont trouvé ses contemporains. Il ne se peut pas qu'une inconsistance désintéressée soit un effet sans cause, et dont le principe logique n'existe pas dans l'esprit auquel on la reproche. En ce sens, il n'y a point de pure inconséquence, et nous n'avons pas négligé de faire entrevoir comment Burke avait pu, sans trop de contradiction, être amené à des opinions toutes nouvelles dans sa vie. Le public juge assez grossièrement les hommes d'après la cause qu'ils soutiennent, et non d'après les raisons qui les déterminent. Le caractère du libéralisme de Burke a déjà été indiqué. On ne saurait trop le redire, toute société bien réglée, toute société qui ne languit pas sous une oppression accidentelle est gouvernée par deux principes : la tradition et la raison; — la tradition, qui n'est pas toujours contraire à la raison, la raison, qui n'est pas toujours conforme à la tradition. En Angleterre, l'un et l'autre principe se partagent l'empire, et quand par aventure entre l'un et l'autre survient un conflit, il est le plus souvent terminé par une transaction dans laquelle la raison gagne quelque chose sans que la tradition perde tout. Les révolutions de l'Angleterre ne sont que des réformes. L'histoire et la réflexion lui servent de guides. Tout Anglais concilie dans son esprit en proportions diverses, mais concilie cependant le fait et l'idée : c'est l'heureuse destinée que la Providence a faite à cet heureux pays. Bien rarement un esprit sain se porte en Angleterre à l'une de ces extrémités qui sacrifient absolument la pensée à la routine ou l'expérience au raisonnement; mais la plupart des esprits penchent vers l'une ou l'autre, quoique tous s'efforcent de tenir la balance égale. Burke avait toujours prétendu, non-seulement tempérer l'une par l'autre, mais unir, mais confondre la raison et la tradition. Il employait toute la puissance de ses facultés à créer en chaque chose la théorie de la pratique, à trouver aux faits une philosophie conforme. On citerait vingt passages très explicites, très réfléchis, où il parle avec aversion

de l'invasion des idées abstraites dans la politique, où il fait gloire de n'être point un professeur de métaphysique. « J'éprouve, dit-il en appuyant la réforme de l'administration de l'Inde, j'éprouve une insurmontable répugnance à prêter les mains à la destruction d'une institution de gouvernement établie, en vertu d'une théorie quelque plausible qu'elle puisse être. »

La France a été réduite à faire ce qu'il redoutait, ce qu'il fuyait avec effroi; c'est le caractère philosophique de notre révolution surtout qui provoqua ses craintes et ses scrupules, et, dans une nature telle que la sienne, les craintes et les scrupules se tournaient bientôt en épouvante et en indignation. L'abstraction est un guide mal sûr dans l'action, une base peu solide pour les institutions; elle ne saurait donner ni appui, ni barrière, ni frein à l'esprit ou à la conscience des peuples; c'est à la lumière de ces idées que Burke jugea la révolution française, et que de bonne heure il en désespéra. On pourrait dire que l'état révolutionnaire pur est celui où les abstractions règnent seules avec les passions. La France était destinée à réaliser trop souvent l'état révolutionnaire pur ou peu s'en faut. Burke le vit, et il en sut peindre admirablement les conséquences générales. C'est là sa pensée juste, sa grande pensée, le trait de sagacité politique qu'on appellera, si l'on veut, un trait de génie. Là est tout le prophète. Le développement large, éloquent, de cette idée est ce qui a fait dire ce que nous nous souvenons d'avoir lu : « Burke est le Bossuet de la politique. »

Mais, s'il ne se trompe pas sur ce point, sur combien d'autres il s'est trompé! Une grande erreur d'abord, et cette erreur conduisait à l'injustice, c'est d'avoir semblé croire que cette condition fatale où se trouvait la France fût de son choix, que fortuitement, spontanément et comme par fantaisie elle en fût venue là. On dirait qu'il a oublié le passé, et qu'il s'en prend de toute l'histoire de France à la génération de 89. Il ne sait plus rien de ce qu'il a lui-même dit. C'est lui pourtant qui écrivait en 1772 en parlant de la victoire de Louis XV sur les parlemens : « Les faibles restes de liberté publique que conservaient ces illustres corps ne sont plus. En un mot, si nous considérons la mode d'entretenir de grandes armées permanentes, qui prévaut de plus en plus chaque jour, il paraîtra évident qu'il ne faudra pas moins qu'une convulsion qui ébranle le globe sur son centre pour rétablir jamais les nations de l'Europe dans cette liberté qui jadis les distinguait si éminemment. Le monde occidental en a été le siége jusqu'à ce qu'un autre monde plus occidental encore ait été découvert, et cet autre en sera probablement l'asile, lorsqu'elle aura été chassée de toute autre partie de l'univers. Il est heureux que, pour le pire des temps, il reste encore un refuge à l'humanité. » Il y a

loin de ces pensées aux déclamations contre les gardes françaises au 14 juillet.

Si ces pensées ne se fussent pas tout à coup effacées de son esprit, il aurait mieux jugé les événemens, les jugeant dans leurs causes; il aurait été plus juste pour les hommes, voyant leur conduite dans leurs motifs; il ne serait pas tombé dans cette erreur grossière de faire de la révolution le mal absolu, afin de prêter à la contre-révolution tout le bien dont il avait besoin pour qu'elle vainquît en tout la première. Il n'aurait pas, historien sans passé, général sans armée, inventé un parti pour sa cause, supposé des antécédens selon ses idées, des traditions selon ses vœux, et multiplié les conseils et les promesses mensongères au gré des illusions qu'il fallait à sa raison pour justifier sa colère. Celles des prédictions de détail que l'événement a pu confirmer sont en petit nombre dans ses écrits. Il commença presque par juger la révolution comme une folie de la faiblesse. Elle avait annulé la France, elle l'avait rayée de la carte. « Je vois, dit-il, un abîme à la place de la France. » Il comprit bientôt la réponse de Mirabeau : « Cet abîme est un volcan. » Alors il vit avec plus de grandeur les conséquences de ce qu'il aurait voulu dédaigner sans le moins haïr. Cependant il ne devina pas quelles ressources la guerre trouverait dans la France soulevée, et, bien qu'il eût raison de désapprouver les plans des alliés, il eut tort de ne pas voir qu'aucun plan militaire n'était capable de réaliser alors l'oppression de la France par les armes, et qu'il lui fallait le despotisme pour être conquise. Ses invectives contre tous les hommes à qui la révolution a fait un nom, sa haine pour toutes les opinions modérées, sa colère à la moindre apparence de transaction, quoiqu'il prétende repousser la restauration du despotisme, l'admiration et la confiance aveugle qu'il porte à tout ennemi, à toute victime des jacobins, son intolérance outrageante envers quiconque se sépare de lui, même par une nuance, tous ces travers, toutes ces violences, toutes ces faiblesses sont indignes de la grandeur de son intelligence et quelquefois de la noblesse de son cœur. Des torts de l'esprit de parti, aucun ne lui fut inconnu. Il ouvrit son âme à toutes les passions, à toutes les chimères qui ne vont qu'aux proscrits, jusque-là que, dans ces hallucinations de la haine et de la peur, il crut voir la forte et saine Angleterre dévorée par tous les poisons de la révolte et de l'impiété. Nous qui vivons dans les révolutions, redoublons de pitié pour l'esprit humain, même dans sa grandeur.

CHARLES DE RÉMUSAT.

MOBY DICK

LA CHASSE A LA BALEINE, SCÈNES DE MER.

The Whale, by Herman Melville, 3 vols. London, Rich. Bentley.

C'est une campagne à bord du *Pequod* que nous allons faire aujourd'hui, — à bord du *Pequod*, l'un des plus vieux baleiniers de l'île Nantucket, du *Pequod*, ainsi baptisé en mémoire de l'une des tribus peaux-rouges que la civilisation a détruites en s'établissant sur les côtes nord-américaines.

Voyez-le dans le port, ce vénérable navire, ce patriarche des mers, bruni sous les soleils et les tempêtes des quatre océans, comme un grenadier de la grande armée sous les cieux de Rome, Thèbes, Saint-Domingue et Moscou! Depuis plus de cinquante ans qu'il fend les mers, mutilé, radoubé en vingt endroits, il a des mâts japonais, des espars du Chili, des haubans polynésiens, des mousses, des végétations de presque tous les points du globe, qui lui font une sorte de barbe limoneuse et verdâtre comme celle d'un fleuve mythologique. Son vieux pont se plisse en reliefs inégaux, sillonnés de fentes, qu'on prendrait pour des rides, et on y voit des planches usées comme ce degré de la cathédrale de Canterbury où tant de bouches chrétiennes cherchent depuis des siècles les traces du sang de Becket. Sur ce pont et ces bordages constellés d'incrustations étranges, en guise de chevilles et de tenons, luisent çà et là maintes dents de cachalot, maintes plaques d'ivoire, employées avec un magnifique laisser-aller. On dirait un souverain yolof, un roi du Congo dans tout l'attirail de ses pompes sauvages.

Tandis qu'il repose sur ses ancres au bord des quais de Nantucket, on distingue, dressé derrière son grand mât, une façon de *wigwam* monté sur des fanons de baleine, tiges souples et chevelues qui forment, au sommet de ce pavillon mobile, une manière de touffe pareille au *scalp* des guerriers indiens, au bouquet d'un bonnet de mandarin. C'est là, dans cet *office* monté comme un parasol, que l'enrôlement des matelots a lieu. C'est là que les candidats se présentent et sont triés, toisés, examinés, appréciés par les deux plus forts actionnaires du *Pequod*, MM. Peleg et Bildad, deux anciens capitaines baleiniers, retirés du service actif et devenus commerçans. Malheur au novice qui arrive, inaverti, entre ces deux terribles représentans du capital! Ballotté de l'un à l'autre, tombant d'athée en quaker, de Bildad en Peleg, tour à tour étourdi par la brutale assurance et les affreux blasphèmes du premier, par la mielleuse hypocrisie et les pieux mensonges du second, dupe de leurs feintes discussions à son sujet, il est à peu près certain d'en passer par où ils voudront; et Dieu sait quelle part minime ils lui feront dans les bénéfices nets du voyage, bien que cette part constitue, avec sa nourriture pendant la campagne, tout le salaire qu'un matelot puisse espérer à bord d'un baleinier.

Le marché conclu, ou peut-être même avant de le conclure, l'hôte futur du *Pequod* éprouve sans doute la curiosité de connaître le capitaine sous les ordres duquel, pendant deux ou trois années, il doit parcourir toutes les mers du globe. Ici commence la difficulté. Le capitaine est invisible. On ne sait de lui que son nom, et son nom est celui d'un tyran, de cet Ahab dont le sang royal fut léché par les chiens dévorans, — l'Ecriture sainte en fait foi. Du reste, les honorables armateurs, le sacrilége Peleg et le dévot Bildad, répondent corps pour corps de ce personnage mystérieux.

— Voir le capitaine chez lui, cela ne se peut guère, dit Peleg; de plus, nous ne savons au juste pourquoi, mais on le rencontre rarement hors de sa maison. Ce n'est pas qu'il soit malade; — cependant on ne peut pas dire qu'il se porte bien. A nous-mêmes il refuse fort bien sa porte; il n'est pas croyable que ce soit pour l'ouvrir à d'autres. Peu de gens lui ressemblent : c'est un original, cet Ahab. — Pourtant il n'a rien qu'on doive craindre, rien qui empêche de s'attacher à lui. Peu de paroles, mais quand il parle, il faut ouvrir l'oreille. Un homme hors ligne, qui a tout vu, tout essayé : la vie des savans de collége et celle des sauvages cannibales. Il a sondé bien autre chose que les flots de la mer, combattu de bien autres ennemis que les baleines, et de meilleur harpon que le sien cependant, on n'en trouve pas dans tout Nantucket..... Ce n'est pas un dévot comme Bildad, ce n'est pas non plus un bon compagnon comme moi.

Ahab n'a pas son pareil. Dire qu'il est toujours bon compagnon serait un peu hasarder : il faut bien reconnaître qu'à son dernier voyage il avait la tête tournée à l'endroit des sorcelleries et des charmes; mais c'étaient les horribles souffrances de sa blessure qui le faisaient ainsi déraisonner, et qui l'a contemplé tout sanglant sur son lit de douleurs ne s'en étonnera pas plus que nous. J'avouerai encore que depuis lors, depuis qu'il s'est vu mutilé pour jamais par cette maudite baleine qui lui a brisé la jambe, son caractère s'est légèrement aigri... et qu'il n'est pas toujours aussi gai qu'on le voudrait... Mais, baste!... mieux vaut encore un brave capitaine enclin à la mélancolie qu'un mauvais marin très jovial.... D'ailleurs n'oubliez pas que cet homme, dont on vous a peut-être dit beaucoup de mal, n'est pas, à tout prendre, un sorcier ou un démon. Il est marié; sa femme, douce et résignée créature, lui a déjà donné un enfant... Il ne faut donc pas désespérer de lui, tout foudroyé, tout desséché qu'il paraisse.

Ainsi donc on est bien averti. C'est avec un profond misanthrope, sorcier ou non, qu'on va faire campagne. Misanthrope, est-ce bien cela? Ne faudrait-il pas trouver un autre mot pour exprimer cette sombre monomanie d'un homme que la Providence a frappé, qui s'insurge contre la Providence, et qui, ne pouvant l'atteindre autrement, a formé le projet insensé de la poursuivre dans l'agent aveugle qu'elle a choisi pour le briser? Ahab ne hait pas ses semblables, à peine les trouve-t-il dignes qu'on s'occupe d'eux; mais, l'œil fixé sur ce morceau d'ivoire qui remplace tant bien que mal sa jambe perdue, c'est à Dieu lui-même qu'il adresse son farouche ressentiment, et c'est à *Moby Dick*, — ne pouvant harponner l'auteur de toute chose, — c'est à *Moby Dick* qu'il destine les fruits amers de sa vengeance.

Moby Dick, quel est ce nouveau personnage? Une baleine, ni plus ni moins, mais une baleine comme on n'en voit pas. Dans son espèce, Moby Dick vaut Ahab dans la sienne. Quel *Nantucketer* ne connaît Moby Dick, la baleine blanche aux proportions énormes, à l'humeur belliqueuse, aux excentriques et mortelles rancunes, espèce de sorcière des eaux, cent fois harponnée, jamais prise, et fatale à maint ennemi, comme au plus ardent de tous, à l'intrépide capitaine Ahab : monstre de ruse et de férocité dont les exploits défraient les traditions du gaillard d'arrière et du gaillard d'avant, de la dunette et de l'entrepont; — la seule baleine peut-être qu'on signale à regret, qu'on poursuive sans enthousiasme, et qui ait su inspirer aux champions les plus renommés de ce terrible *sport* un respect mêlé de haine et de superstitieuse terreur? — Sa renommée fatale hante leurs rêves de la nuit, leurs longues méditations du jour, avec tout un long cortége de souvenirs affreux de chevilles tordues, de poignets foulés, de tibias

rompus, d'amputations effrayantes. Leur parler de la *baleine blanche*, c'est parler à un Valaque, à un Monténégrin, du vampire et du mauvais-œil, à un Ecossais du *kelpie*, à un Napolitain de la *jettatura;* encore faut-il reconnaître que ni la *jettatura*, ni le *kelpie*, ni le mauvais-œil, ni le vampire, — non pas même les *fadettes* du Berry et les *wilis* allemandes, — n'ont un mauvais renom d'aussi bon aloi que Moby Dick.

Au nombre des qualités surnaturelles qui lui sont attribuées est le don singulier d'ubiquité : on l'a rencontrée sous les latitudes les plus lointaines, et à des dates si rapprochées, qu'à moins de lui supposer l'infatigable essor d'une machine à vapeur, elle n'avait pu s'y transporter par les moyens de locomotion ordinaires à son espèce. Quinze jours après que son énorme front ridé, aussi blanc que la neige, et sa bosse pyramidale avaient été remarqués à la surface de l'Océan Pacifique, on les signalait parmi les récifs du Groenland. Comment admettre qu'elle eût franchi dans un si court délai une si énorme distance? Et que croire cependant, pour peu qu'on regarde comme au-dessous de soi les contes de sorcellerie dont se repaissent encore tant d'imaginations dociles? D'un autre côté, son humeur tout exceptionnelle, sa malice intelligente, ses ressources de tactique, ses fuites perfides, ses brusques retours, ses vengeances à longs termes, aussi bien que sa couleur étrange, — cette couleur qui tranche si bien sur l'azur des mers, — et la difformité de ses redoutables mâchoires font bien réellement de Moby Dick un être à part, un cétacé hors ligne, une baleine presque merveilleuse.

Voilà l'ennemie d'Ahab depuis le jour où, — parmi ses trois canots chavirés, tandis qu'armé d'un coutelas et nageant derrière Moby Dick, il fouillait avec fureur l'épaisse cuirasse qu'elle opposait à ses coups, — elle saisit à l'improviste, dans le croissant de sa mâchoire taillée comme une faucille, la jambe de l'intrépide capitaine, et la lui trancha net, comme fait le moissonneur d'une poignée d'herbe. A partir de cet instant, il conçut contre elle une de ces haines sans nom que les hommes ont adorées, ne pouvant les comprendre, qui tourmentent et rendent fou l'être assez malheureux pour s'absorber en elles, qui mêlent leur intolérable amertume à toutes choses et à tous instans, qui tiennent en éveil, dans le cœur dévoré par elles, toutes ces facultés subtiles et comme empoisonnées par lesquelles l'homme s'assimile au démon. Cette haine, il l'avait couvée, étendu dans son hamac, pendant les interminables ennuis d'une traversée d'hiver, en longeant les côtes arides de la Patagonie : durant ces longues heures de souffrances et d'impuissante rage, le fiel de sa pensée se mêlant au sang de sa blessure, l'âme et le corps s'étaient comme imprégnés de la même passion, âcre et violente par-delà ce qu'on peut dire, dé-

lirante au début, indélébile quand elle se fut en apparence éteinte ou calmée. Sa raison revenue, son intelligence restée intacte, furent désormais asservies à cette passion dominatrice, qui se servait d'elles, — si pareille figure est admissible, — comme l'ennemi victorieux des batteries enlevées à la baïonnette. Ahab, esprit puissant, volonté subjuguée, ne se comprenait-il pas lui-même? méconnaissait-il le caractère phénoménal de sa maladive existence? — Pourquoi le croirions-nous? Chaque homme sait par expérience combien il lui est difficile de régler sa conduite sur ce qu'il se connaît de bonnes et utiles tendances, et chacun trouve au dedans de lui le type de quelque tyrannie invisible à laquelle, vainement révolté, il est plus ou moins contraint d'obéir.

Mais revenons au *Pequod*. Nous connaissons le navire et son capitaine. Au tour de l'équipage maintenant, et passons en revue l'état-major : nous avons d'abord le second, Starbuck, natif de Nantucket, quaker d'origine, personnage réfléchi, sérieux, même un peu triste, homme du Nord en un mot, mais bronzé, desséché par le soleil de l'équateur, et, dans sa maigreur austère, assez semblable au biscuit de mer deux fois remis au four. Sa conscience, pour une conscience d'eau salée, est d'une exquise délicatesse. On peut même le supposer enclin à quelque superstition; il n'envisage pas sans une secrète inquiétude l'espèce de *possession* qui fait d'Ahab une créature perdue pour Dieu, acquise à Satan. D'ailleurs, s'il a du courage, — et quel baleinier en manqua jamais? — il n'est pas de ceux qui prodiguent à tout propos cette denrée de prix, cet approvisionnement indispensable. Combattre une baleine est à ses yeux une affaire de commerce, et la bravoure une mise de fonds qu'il faut proportionner à l'importance du bénéfice présumé.

Tel n'est point le contre-maître Stubb, insouciant compagnon, toujours bavard et de bonne humeur, qui se lance après une baleine comme un jeune chien après une couvée de poules, accablant ses rameurs de joviales injures et stimulant leur ardeur par les plus comiques adjurations. Il porte au milieu du péril le plus imminent, et dans les instans les plus critiques, le paisible *lillaburelo* de l'oncle Toby; en sifflant, il côtoie une baleine; en sifflant, il lui lance le harpon fatal. Ce qu'il pense de la mort, personne ne le sait, lui moins que personne, et s'il lui arrivait par hasard, après un bon dîner, de résumer ses idées à ce sujet, on découvrirait probablement qu'il l'envisage comme une sorte de *quart* assez long, assez ennuyeux, mais qu'un bon officier ne peut décliner quand l'heure est venue de le monter. Encore ce *quart* perdrait-il, à ses yeux, beaucoup de ses inconvéniens, si Stubb pouvait se flatter d'emporter sa pipe dans les régions inconnues où l'homme passe en quittant ce bas monde; sa pipe, la

cause première et l'*ultima ratio* de sa philosophique indifférence; sa pipe, petit *brûle-gueule* du plus beau noir, si invariablement collé à ses lèvres, qu'il en semble un appendice naturel, une inséparable végétation!

Après Stubb, et au-dessous de lui, vient maître Flask, jeune cadet d'humeur belliqueuse, qui n'a garde de prendre les baleines au sérieux, et ne voit qu'une série de bonnes plaisanteries dans les incidens variés d'une croisière de trois ans aux alentours du cap Horn; — dans les cachalots, une espèce de rats d'eau, plus grands, il est vrai, que les autres, et quelque peu plus difficiles à prendre, mais qu'il faudrait détruire par point d'honneur et pour s'amuser, alors même qu'il n'y aurait pas d'autre avantage à cela.

Derrière ces trois hommes, par lesquels se manifestent à l'équipage les volontés de l'invisible Ahab, se rangent en première ligne leurs trois seconds, leurs trois écuyers, si on veut. Queequeg est fils d'un roi, rien que cela, l'héritier présomptif de la couronne de Kokovoko; — cherchez cette île sur la carte, et vous ne l'y trouverez pas, ce qui pourra vous faire soupçonner qu'elle existe. Queequeg, à bord du *Pequod*, c'est quelque chose comme Pierre le Grand à Saardam. Il a compris la supériorité des *hommes blancs*, il veut en surprendre le secret, et rapporter à son peuple, au retour d'une croisade qu'il entreprend à lui seul, les bienfaits de la civilisation. Fidèle aux dieux de la patrie, Queequeg ne voyage jamais sans son fétiche, petite image difforme devant laquelle il brûle matin et soir, en guise d'encens, un morceau de son biscuit-capitaine. Queequeg est attaché spécialement, comme le meilleur harpon de l'équipage, au canot commandé par Starbuck : Tashtego et Daggoo remplissent les mêmes fonctions auprès de Stubb et de Flask. Le premier est un Indien peau-rouge, de race pure, reconnaissable à ses pommettes proéminentes, à ses longs cheveux pendans, à l'éclat de ses grands yeux noirs, au lustre satiné de sa peau, semblable à celle d'un serpent. Digne rejeton des chasseurs iroquois et algonquins, il poursuit la baleine sur les vastes eaux, comme ses ancêtres le daim et l'élan sur les prairies immenses. Le second a été ramassé sur la côte d'Afrique un jour qu'il s'ennuyait, le ventre au soleil, et que la tentation le prit de monter à bord d'un baleinier qui venait faire eau dans sa baie natale. Ce géant noir, à l'allure impériale, poserait fort bien pour le portrait d'Assuérus, et le peintre lui laisserait volontiers les deux énormes anneaux dorés qui pendent à ses oreilles.

On le voit par cet échantillon, l'équipage d'un baleinier américain est un assemblage hétérogène et pittoresque, recruté partout ailleurs qu'aux Etats-Unis. De fait, sauf les officiers, on ne rencontre guère à bord de ces navires qu'un ramas d'hommes nés sur tous les points

du monde connu et réunis par le hasard : Provençaux, Maltais, Islandais, Siciliens, matelots des Açores, de la Hollande, de l'île de Man, lascars de Sumatra, gens du Fo-Kien ou de Tahiti. — Circonstance notable, il en est à peu près ainsi pour l'armée de terre et la marine militaire des Américains, — de même pour sa marine marchande, de même pour le matériel humain employé par les ingénieurs qui, chez ce peuple jeune et superbe, creusent les canaux ou aplanissent les voies de fer. Pour tous ces travaux si divers, l'Américain se réserve la direction intelligente, la volonté, le calcul. Il emprunte au dehors les bras, l'activité musculaire, la force brute; c'est un phénomène qui rappelle Sparte et les Ilotes.

Dans cette revue de l'équipage du *Pequod*, n'oublions pas toutefois cinq personnages mystérieux, plutôt gnômes que matelots, cachés par Ahab dans quelque obscur recoin de la cale, pour lui servir d'aides et de seconds dans son grand duel avec Moby Dick. Embarqués à ses frais, ils ne figurent point sur les rôles, et bien des jours après le départ du *Pequod*, pas un homme ne soupçonne leur présence à bord. A peine se trahit-elle, dans le silence des nuits, par quelques vagues rumeurs filtrant à travers les écoutilles, et quand elle est révélée à la longue, quand on voit ces fantômes émerger, un à un, des entrailles du navire, après le premier étonnement et les premières conjectures, chacun se fait par degrés à l'aspect étrange, au langage inintelligible de ces hôtes tout d'abord suspects. Leur chef tout au plus reste comme une énigme vivante dont il y a quelque intérêt à connaître le mot : c'est Fedallah l'Indien, au teint fauve ou jaune-tigre, aux cheveux blancs roulés en turban, aux lèvres couleur d'acier, aux vêtemens de coton noir, taillés sur le patron chinois, au parler à peine articulé, qui siffle entre ses dents blanches comme la menace d'un serpent irrité. En le voyant, aux momens de crise, apparaître tout à coup sur le pont, suivi de ses sombres acolytes, et dans un frêle esquif emporter Ahab au plus fort des combats et du péril, il est malaisé de ne pas se rappeler la barque d'enfer et le nautonnier de Pluton.

Tandis que nous faisons ainsi connaissance, un par un, avec les principaux soldats de cette vaillante troupe, le vaisseau marche toujours. Deux mois de traversée nous ont amenés sur le théâtre où doit avoir lieu le premier *lowering* (1), la première *aventure*.

Quel est ce cri prolongé qu'on dirait tombé des nuages? C'est Tashtego qui l'a tiré de sa poitrine, perché sur les barres de perroquet. Son corps penché, son bras étendu vers l'horizon, cette clameur sauvage qu'il répète à courts intervalles, ne laissent aucun doute : il

(1) De *lower*, abaisser. — On désigne ainsi la mise à l'eau des chaloupes suspendues au flanc du navire.

signale une baleine qui souffle au vent du *Pequod*. Et que dis-je, une baleine? — une bande, un troupeau de baleines se jouant à une demi-lieue de leurs ennemis. Ce sont des cachalots (*spermwhale* en anglais, *pottsfich* en allemand, *macrocephalus* dans les dictionnaires d'histoire naturelle) : — on les reconnaît à leurs bruyantes émissions d'eau, régulières comme le tic-tac d'une montre.

— L'heure!... l'heure! et vite! s'écrie Ahab aussitôt arrivé sur la dunette.

L'heure et la minute consignées sur le livre de *loch*, il s'agit de rejoindre les cachalots, qui ont plongé tous à la fois et nagent toujours, — Tashtego l'assure, — au vent du vaisseau, preuve certaine qu'ils n'ont pas pris l'alarme. L'équipage, depuis le premier homme jusqu'au dernier, est en mouvement. Les matelots désignés pour la chasse sont remplacés à leur poste par les *ship-keepers* ou gardes-navires; les lignes de pêche, roulées autour de leurs tonneaux comme la laine autour du rouet, sont mises en place sur les pirogues, que des grues solides vont soulever et déposer en mer; leurs équipages, alignés le long de la muraille, une main sur les lisses, un pied sur le plat-bord, n'attendent que l'ordre de s'élancer; on les croirait prêts à aborder un vaisseau ennemi.

A ce moment, pour la première fois, Ahab apparaît entouré de ses cinq démons couleur de tigre, prompts à détacher sans bruit un canot suspendu à tribord. Quand il est paré : « *Amenez* par là, » crie le capitaine d'une voix de tonnerre, et malgré l'espèce de stupeur qui les a d'abord saisis à l'aspect inattendu de Fedallah et de ses quatre démons subalternes, les hommes de l'équipage sautent sur les lisses; les rouets tournent dans les poulies qui grincent; les trois pirogues tombent sur les flots, et, comme une troupe de chevreaux agiles, les matelots sautent l'un après l'autre, sans tenir compte des oscillations du navire, sur ces coques mobiles, qui s'éloignent, faisant assaut de vitesse, dans la direction du vent. Le canot du capitaine, bien qu'elles aient de l'avance sur lui, puisqu'il a dû, pour les rejoindre, doubler la proue du *Pequod*, est bientôt en ligne avec elles; les maigres Indiens qui le dirigent semblent des mécanismes vivans montés sur des ressorts d'acier. Ils profitent d'ailleurs de la surprise que leur fantastique évocation a jetée parmi les autres rameurs. Indigné de se voir distancé, Stubb prend la parole et déploie son éloquence habituelle, si variée de tons, si féconde en ressources : — Enfans, c'est le cas ou jamais de se briser l'échine!... Allons, mes petits, mes bien-aimés, mes héros!... Pourquoi détourner les yeux?... que vous font ces cadets couleur pain d'épice?... Bah! ce sont cinq bonnes paires de bras, venues d'on ne sait où, mais qui ne seront pas de trop à la fête... Plus on est de fous, plus on rit... Ramez, ramez, ramez, bijoux adorés... Le diable vaut mieux que sa réputa-

tion... Bon! nous y sommes!... Voilà un coup de rames qui vaut mille livres sterling.... Quelques-uns encore, et nous gagnons le prix... Hourra pour la coupe d'or, que nous emplirons de bonne huile et de blanc!... Doucement... prenez votre temps!... rien ne vous presse... Allons, marauds!... mordez vos rames... mordez donc, chiens que vous êtes!... Moins vite à présent... plus long et plus raide!... Plus raide, vous dis-je, misérables maroufles, vauriens, bélîtres!... Vous dormez donc?... allez-vous ronfler?... Ramez, ramez!... Ah! voilà qui va bien... Bien, mes petits, bien, mes brins d'acier!...

Pour conserver à cette harangue toute sa verdeur et tout son effet, il faut se bien pénétrer de l'accent tragi-comique avec lequel sont jetées ces adjurations en partie double, à demi plaisantes, à demi furibondes, et de l'attitude parfaitement indolente qui contraste, chez Stubb, avec l'énergie démesurée de son commandement. Ahab cependant, qui a enjoint à ses lieutenans de « couvrir la mer, » c'est-à-dire de s'étendre dans des directions différentes, est resté à l'avant-garde. C'est de lui que vient le signal du combat. Il le donne en arrêtant brusquement sa barque sur un point où son œil perçant a deviné que les cachalots vont revenir à la surface de la mer. Les trois autres pirogues font halte à son exemple. A l'avant de chacune est une petite caisse, ou plate-forme triangulaire, où le harponneur est debout, le genou dans une embrasure faite pour le fixer, l'œil rivé sur les flots bleus. A la poupe, appuyée à l'étambot, une autre plate-forme, également taillée en triangle, reçoit l'officier commandant, non moins attentif à tout ce qui se passe autour de lui. Pas un mot n'est prononcé, pas une rame ne bouge. Flask seulement, que sa petite taille empêche de dominer les « trois mers » qu'il surveille, se hisse sur les épaules du gigantesque Daggoo comme sur les huniers d'un mât vivant. Stubb se console avec sa pipe de l'attente passive à laquelle le condamnent les cachalots en retard.

Tout à coup les flots bleus se troublent, frémissent, bouillonnent; l'air vibre au-dessus d'eux comme à la surface d'un fer rouge. Sous cette écume d'un vert blanchâtre, sous ces jets de vapeur humide qui l'empanachent çà et là, le banc des baleines nage entre deux eaux, laissant après lui une trace sur laquelle les quatre barques s'élancent à l'envi l'une de l'autre. Le moment est venu de leur donner tout leur essor : Stubb redouble d'éloquence; le petit Flask lui emprunte ses tropes les plus hardis. Starbuck, le tranquille et silencieux Starbuck, arraché à son apathie naturelle, stimule ses hommes par quelques phrases dont l'accentuation énergique double la valeur. Pour Ahab, les horribles blasphèmes qui se pressent sur ses lèvres couvertes d'écume effraieraient un requin athée, si un tel requin existait et les pouvait entendre. C'est un spectacle que celui de ces quatre frêles embarcations lancées tour à tour au sommet des vagues

et dans leurs mouvans abîmes, les rameurs penchés et redressés en cadence, les cris des officiers dictant les manœuvres, et dans le fond, comme un énorme animal qui suit de loin sa couvée en péril, le *Pequod* au pont d'ivoire avançant sous ses voiles blanches.

Cependant l'écume des flots semble devenir plus brillante : c'est que le ciel se couvre de nuages, de ces nuages chargés de vent et de pluie que les marins appellent « des *bouillards.* » Une rafale menace. Les baleines se séparent, et chaque barque est entraînée dans un sillage différent. On se perd de vue; mais d'une chaloupe à l'autre les cris partent encore. — Debout! — Ce seul mot prononcé par Starbuck d'une voix brève et sourde fait dresser le harponneur Queequeg comme si une décharge électrique l'avait atteint. Pas un homme dans la barque qui ne devine une crise imminente. N'entend-on pas, en effet, sous la mer, un bruit semblable à celui que feraient cinquante éléphans se roulant sur leur litière? Et les vagues dressent en sifflant leurs crêtes écumantes comme les monstres fabuleux du poème antique. — Ici!... le voilà... frappez! — C'est Starbuck qui parle, montrant du doigt à Queequeg une éminence blanchâtre qui se dessine à fleur d'eau. Une brusque et sifflante vibration annonce que le harpon a traversé l'air: mais au même moment la poupe de la barque est soulevée comme si elle eût touché sur un récif : versée à l'avant, elle semble heurter une autre muraille de rochers. La voile éclate et se rompt; l'équipage, balayé, roule pêle-mêle dans la mer. La baleine, à peine effleurée, fuit dans la rafale.

La pirogue est sauvée, bien que submergée un moment. Autour d'elle, ses matelots nagent après leurs rames qu'ils rattrapent et jettent par-dessus le plat-bord, puis eux-mêmes remontent, trempés, sur leurs bancs ruisselans d'eau et se hissent à l'arrière de la barque, encore abaissée sur les flots en ligne à peu près perpendiculaire. Ramer serait peine perdue, les rames ne servent plus que comme ressource de sauvetage. On hèle, mais en vain, les autres embarcations aux prises avec la mer déchaînée. Starbuck, faisant sauter le cordon de la caque aux allumettes, réussit, non sans peine, à allumer une lanterne qu'il fixe au bout d'une perche, et qui, remise à Queequeg, constitue le seul signal de détresse que le tumulte des vagues et l'obscurité du ciel permettent à ce moment d'arborer. Mais lui-même sait bien à quoi s'en tenir sur ce dernier moyen, employé en désespoir de cause. Les heures se passent; la nuit s'achève; l'aube perce les brouillards de quelques lueurs indécises. Depuis longtemps déjà l'inutile lanterne gît, écrasée, au fond de la barque. Tout à coup on entend un bruit sourd de bois qui craquent, de cordages qui grincent en glissant l'un sur l'autre. Une masse noirâtre se dessine vaguement dans la brume épaisse : c'est le *Pequod*, à quelques mètres de la pirogue, sur laquelle il vient, et qu'infailliblement il va couler

bas. Starbuck et ses compagnons ont à peine le temps de se jeter à la mer. Du milieu des flots auxquels ils disputent leur vie, ils assistent au choc des deux nefs, à la destruction de celle qui les portait, et sont repêchés un à un par leurs camarades, tout surpris de les retrouver en vie.

Pareil début ne promet-il pas une croisière animée? Cependant, après cette première rencontre, le *Pequod* sillonne vainement quatre stations familières aux bâtimens baleiniers : celle des Açores, celle du Cap-Vert, l'embouchure du Rio de la Plata, et le *Carrol-Ground*, au sud de l'île Sainte-Hélène. Là, pour la première fois, le nom de Moby Dick est prononcé à bord. Trois ou quatre nuits de suite, au clair de lune, les vigies signalent une baleine soufflant à l'avant du navire. Chaque fois on tente la poursuite, chaque fois il semble démontré qu'on a été dupe d'une sorte de mirage, d'une espèce de jet-fantôme; or cette apparition nocturne, attribuée à Moby Dick par les traditions des baleiniers expérimentés, était, selon eux, le piége habituel qu'elle tendait à ses ennemis pour les attirer sur ses traces jusqu'à l'endroit où elle leur voulait livrer bataille.

Puis on doubla le cap de Bonne-Espérance; on s'enfonça dans les froides régions du pôle antarctique, parmi les tempêtes et les frimas, et peu de jours après on était au nord-est des *Crozetts*, — autre station baleinière, — parmi de vastes champs de cette espèce de grain flottant qui, à l'encontre de toutes les idées vulgaires, sert de nourriture aux baleines. Cette substance particulière, appelée *brit*, va d'elle-même, tandis que l'énorme animal nage paresseusement la gueule ouverte, s'attacher aux fanons radiculés qui treillissent le fond de son palais. Elle couvre, çà et là, des gisemens marins de plusieurs lieues carrées qu'elle dore comme si on y eût détruit des flottes chargées de froment.

A la hauteur de Java, Moby Dick fut signalée, et, le cœur palpitant d'un haineux espoir, Ahab fit mettre les pirogues en mer; mais sa vengeance allait encore être trompée. Ce qu'on avait pris pour la baleine blanche était un énorme polype dont la masse informe dégageait, dans tous les sens, comme des faisceaux de serpens, ses longs bras enroulés et tordus. Il s'enfonça lentement sous les eaux, avec le bruit d'une sourde aspiration. Starbuck, l'intrépide Starbuck, paraissait consterné. Plutôt que de rencontrer le *squid* vivant, — cet épouvantail des baleiniers, — il eût affronté de grand cœur vingt combats avec les pirates malais. L'apparition de ce fantôme des mers passe pour un présage certain que le navire qui l'a trouvé sur sa route ne rentrera jamais au port. La description du *kraken* fabuleux donnée par l'évêque Pontoppidan, — déduction faite des énormes proportions qu'il lui attribue, — se rapporte assez à ce que les baleiniers disent du *squid*, qu'ils rencontrent rarement, jamais sans ter-

reur, et qui est, selon eux, l'unique aliment du cachalot. En effet, par exception aux autres espèces de baleines, les cachalots n'ont pas laissé surprendre le secret de leur nutrition. Quelquefois seulement, poursuivis à outrance, ils dégorgent ce que l'on suppose être les longues pattes du *squid*, par lesquelles il se cramponne au fond des mers, et que les cachalots dévorent en essayant de l'en arracher.

S'étayant de ces notions, passablement apocryphes, d'une histoire naturelle à son usage particulier, Queequeg avait pris en bonne part la rencontre du *squid*. Elle annonçait, selon lui, que les cachalots n'étaient pas loin, et le lendemain, en effet, à quarante brasses au vent du *Pequod*, un dos noir et poli s'éleva du fond de la mer. Ainsi qu'un bon bourgeois hollandais vient fumer sa pipe au soleil, un cachalot aux proportions gigantesques, flâneur comme on en voit peu, venait donner l'essor aux humides bouffées de ses évens. Les plus grandes précautions furent prises pour s'approcher sans lui donner l'alarme, et les rameurs eurent ordre de ne se servir de leurs avirons que lorsqu'il serait superflu de vouloir dissimuler au colosse la chasse dont il allait être l'objet. Cependant, bien qu'il s'éloignât lentement et parût n'avoir pris aucun ombrage des acclamations indiscrètes poussées par les matelots quand il avait été signalé, il ne se laissa pas prendre comme on l'espérait. Soulevant tout à coup son énorme queue à plus de quarante pieds au-dessus de l'eau, il disparut ensuite comme une tour engloutie dans quelque abîme. Heureusement pour l'équipage, la barque de Stubb, lancée en avant des autres, le serrait de près, et quand le cachalot reparut, nageant la tête en l'air pour fendre l'eau plus à son aise, le terrible harpon de Tashtego l'atteignit. Aussitôt la ligne de pêche glissa sur son dévidoir, fumante et prête à s'enflammer sous le rapide frottement qui lui était ainsi imprimé. En passant par les mains de Stubb, dégarnies par accident des gantelets de toile qui servent en ces occasions, elle les ouvrait au vif sans qu'il parût s'en apercevoir, et voulût, pour si peu, renoncer à une bouffée de sa pipe. Petit à petit le mouvement se régularisa, la corde se tendit, et la chaloupe, remorquée par la baleine, glissait du même train que celle-ci à travers les flots bouillonnans. Après quelque temps, l'allure du monstre se ralentit, les avirons jouèrent de plus belle, et barque et baleine voguèrent bord à bord. Stubb alors, qui s'était fait céder la place de Tashtego, debout à l'avant, un genou solidement fixé dans l'embrasure destinée à le recevoir, dardait lance après lance, javelot après javelot, ouvrant à chaque coup une source de sang qui teignait en rouge les flots où se débattait l'animal expirant. Les évens de la baleine s'ouvraient à des jets convulsifs, précipités, comme la pipe de Stubb à des bouffées saccadées et fréquentes, tandis qu'il ramenait à lui (par les cordes dont ils sont garnis) ses harpons tordus, qu'il lançait de rechef après les avoir re-

dressés à la hâte sur le plat-bord. Un moment vint où le cachalot épuisé parut rester immobile, à la discrétion de son ennemi qui, tranquillement, à loisir, fouillait d'un fer plus long et plus acéré les derniers recoins de ce corps immense où pouvait s'abriter un reste de vie et de fureur. L'instant d'après, le cachalot, dont l'agonie commençait, fit un suprême et dernier effort, et, battant à coups redoublés les eaux sanglantes, sembla chercher à disparaître dans la rose vapeur dont il s'entourait ainsi; ensuite on le vit flotter, masse inerte; ses évens seuls, dilatés encore et contractés çà et là par quelques spasmes, par quelques tressaillemens convulsifs, trahissaient les angoisses et comme le râle de sa mort; puis, comme la lie d'un tonneau épuisé, ils laissèrent fuir quelques jets d'un sang épaissi, qui retombèrent sur ses flancs désormais immobiles et rigides.

— La voilà morte! dit Tashtego.

— Oui, répondit Stubb. Nos deux pipes *sont fumées.*

Et ôtant la sienne de ses lèvres, il en secoua dans la mer les cendres éteintes.

C'était le soir : trois barques, attelées à l'énorme proie, la remorquèrent péniblement jusqu'au vaisseau. Là, des chaînes de fer, adroitement passées à la tête et à la queue de l'animal, l'amarrèrent à l'arrière et à l'avant du *Pequod,* et l'obscurité venue, quand les objets ne se distinguèrent plus que par masses, ces deux grands corps, liés l'un à l'autre, semblaient deux taureaux gigantesques maintenus sous le même joug.

Alors les hommes de quart, qui venaient deux par deux veiller aux ancres, eurent un étrange spectacle. La mer se couvrit de requins voraces, pressés et grouillant à la surface des flots. Armés de la *bêche à baleine*, instrument bien affilé, dont le nom indique assez la forme, et dont le manche a vingt ou trente pieds de long, les veilleurs de nuit *piochaient* à dire d'expert sur ces convives malappris, mais sans les pouvoir écarter. A peine l'un d'eux était-il blessé, que ses compagnons le dévoraient vif, arrachant de son corps entr'ouvert ses entrailles près de sortir. Et parfois même quelqu'un de ces gloutons, aveuglément insatiable, saisissait au hasard la première proie offerte à sa voracité, happait ses propres boyaux épanchés hors de ses blessures béantes!

Le matin suivant, dès l'aurore, les requins furent chassés : quatre hommes prirent leur place. La grande boucherie commença. On eût dit une hécatombe de mille bœufs sanglans offerte aux divinités de la mer. Un crochet de fer — cent livres de poids — lesté de blocs de bois peints en vert, qu'un homme aurait peine à soulever, va saisir la baleine et s'insérer dans une ouverture en demi-lune préparée par les harponneurs. Le cabestan tournant sous l'effort de l'équipage en masse, au bruit des chœurs sauvages qui marquent les

temps et donnent l'ensemble aux efforts combinés, soulève l'énorme animal. La carène du navire penche, frémit et craque; les mâts s'inclinent; on peut craindre que le *Pequod* ne se disjoigne et ne s'effondre, mais au moment décisif, un bruit sec, un subit relâchement des palans tendus à se rompre, annoncent que la peau de la baleine, écorchée en spirale ni plus ni moins qu'une orange, se détache en un long ruban et suit sur le pont l'immense crochet, qui finit par l'enlever à hauteur du mât, tandis que la baleine tourne sur les flots, peloton monstrueux dont le fil saignant se dévide ainsi. Un des matelots s'approche, armé d'un sabre de bord; il commence par ouvrir dans la partie inférieure du ruban une cavité nouvelle où un second crochet trouve sa place, et ensuite, en quelques vigoureuses estafilades, il sépare du reste la partie supérieure, qui va lourdement se coller le long du mât. Les chœurs reprennent alors, et le cabestan vire de nouveau, attirant une nouvelle bande de cette épaisse enveloppe, tandis que la première, toujours suspendue par une espèce de câble dit *guinderesse*, que l'on largue peu après, tombe dans une pièce obscure de l'entrepont (le *blackbrum* des baleiniers français, le *blubber-room* des Américains) où l'attendent des mains expertes qui la roulent et la logent dans un coin. Ainsi continue et s'achève sans s'interrompre cette manœuvre capitale appelée, — pardon si les mots élégans nous manquent ici! — l'*embarquement du gras de baleine*.

Ce n'est pas la plus délicate ni la plus périlleuse de toutes les opérations qui suivent une capture comme celle de notre ami Stubb. Que direz-vous, par exemple, de ces deux hommes qui descendent sur le dos de la baleine, y fixent deux harpons auxquels ils se tiennent pour n'être pas balayés par les vagues, et lui coupent bravement la tête, à coups de hache, pour avoir les mâchoires du monstre et ses fanons incrustés de coquillages énormes? Et cette langue pesant quinze cents kilos qu'il faut détacher tandis que vingt hommes s'essoufflent au guindeau pour la hisser à bord, qu'en dites-vous? Que s'il s'agit d'une de ces baleines par excellence dites *spermwhales*, après la décapitation vient la mise à sec de ce grand puits cérébral où reste close la liqueur précieuse appelée *spermaceti* (blanc de baleine), huile épaisse, crème odorante, infiltrée dans mille cellules formées par des fibres élastiques, comme le miel dans les alvéoles de la ruche.

Au-dessus de ce puits aérien, à l'extrémité de la grande vergue, Tashtego, l'agile Indien, s'est glissé rapidement, et de là, le long d'une simple corde jouant sur une poulie à rouet unique et dont une main vigoureuse retient sur le pont l'un des bouts, il se laisse tomber sur le crâne de la baleine. Ce crâne arrondi rappelle le minaret turc à peu près comme Tashtego lui-même, criant et gesticulant, rappelle le muezzin appelant les fidèles Osmanlis à la prière du matin. Une sorte de bêche bien affilée, au manche très court, lui sert à prati-

quer l'ouverture de la citerne qu'il s'agit de vider. Un seau cerclé de fer y est introduit par lui, et sort de là rempli jusqu'aux bords de ce qu'on prendrait pour du lait écumant : l'Indien l'accroche à la corde dont il s'est aidé pour se rendre à ce poste périlleux. Le seau, vidé sur le pont dans une grande tonne, retourne à Tashtego par la même voie. C'est ce qu'on appelle *to bale the case*, mot pour mot, *écoper* ou *assécher la boîte*, opération qui peut se compliquer, on va le voir.

La *boîte* était vide aux deux tiers. Tashtego, muni d'une longue perche, poussait le seau jusqu'aux profondeurs les plus intimes de ce foudre immense, et venait de l'en retirer tout fumant, lorsque son pied venant à glisser, et avant qu'il eût pu se retenir au câble tendu près de lui, notre homme disparut tout à coup dans la cavité béante. Daggoo, le géant noir, avait heureusement l'œil au guet. — *Un homme à la mer!* s'écria-t-il. L'expression n'était pas juste, mais l'éveil n'en était pas moins donné. D'ailleurs l'intrépide nègre ne perdait pas une seconde. Il avait déjà un pied dans le seau, une main autour du palan, et descendait à son tour sur la tête de la baleine, laquelle, comme mue par quelque pensée soudaine, s'agitait de droite et de gauche. Tashtego s'y démenait de son mieux.

Tandis que son compagnon organisait à la hâte des moyens de sauvetage, — incident nouveau plus terrible que le premier ! — l'un des crochets de fer auxquels la tête énorme est suspendue craque et se brise sous le poids qui le charge; l'autre, seul désormais, semble près de céder aussi. — Descendez! descendez! crie-t-on de toutes parts à Daggoo; mais il ne se déconcerte pas, et, s'acharnant à son entreprise, il pousse de plus belle à l'aide de sa longue perche, dans le puits où Tashtego se débat, le seau qui doit l'aider à en sortir. Le ciel devrait une récompense à tant de dévouement, et, au lieu d'un secours inespéré, c'est un nouveau désastre qu'il envoie aux deux pauvres diables ainsi compromis. Le second crochet se rompt à son tour : la tête du cachalot glisse dans la mer avec un bruit pareil à celui du tonnerre, et tout disparaît, pour quelques instans, derrière un voile d'écume.

Daggoo était heureusement, lorsqu'on le revit, accroché au cordage qui pendait encore le long du bord; mais Tashtego, l'infortuné Tashtego, toujours enfoui dans cette tête qui s'abîmait au fond de la mer, quelle main pouvait le tirer de là? Tout le monde le croyait perdu. On n'avait pas remarqué qu'au moment décisif le bon et généreux Queequeg, le digne souverain de Kokovoko, s'était élancé au secours de son camarade. Il plongea, un sabre entre les dents, et, pratiquant une rapide incision dans l'espèce de tonne qui s'enfonçait lentement, il en retira par les cheveux, plus qu'à moitié suffoqué, notre Indien, ravi par miracle au plus bizarre trépas.

Maintenant que les principaux incidens de la pêche à la baleine sont connus, faudrait-il détailler les opérations qui la complètent. Elles sont du ressort de *la Cuisinière bourgeoise* malgré leur côté poétique et pittoresque. Lorsque sur le pont, ruisselant de graisse et de sang, on fait fondre dans des chaudières scellées aux fourneaux les *crétons* de baleine, les navires baleiniers, devenus autant de phares flottans, dérivent sur la mer, enveloppés de flammes, et devancés ou suivis par des masses de fumée que le vent balaie. La lune mêle ses pâles rayons aux vives et mobiles clartés des navires qui louvoient, aux phosphorescences des flots sur lesquels ils glissent. L'albatros aux larges ailes et les damiers blancs qui lui servent d'escorte, attirés par l'odeur du poisson, viennent dans l'espoir d'enlever à la volée quelques-uns des débris qu'on jette par-dessus les lisses; et lorsque la carcasse du cachalot est larguée, lorsque les vagues l'emportent vers quelque grève ou quelque récif, ces oiseaux voraces la suivent obstinément, tantôt effleurant la mer, tantôt s'élevant à de prodigieuses hauteurs pour s'élancer de là sur leur proie.

Malgré le caractère imposant de ces tableaux maritimes, il faut revenir à notre drame et à notre héros. La haine d'Ahab, cette colère impie, ce besoin de vengeance qu'il éprouve en songeant à Moby Dick, voilà le lien de ce récit trop souvent interrompu.

Comme toute tragédie classique, celle-ci a ses mystérieux pronostics, ses augures sinistres. Telle est la rencontre du *Jéroboam* et du *Pequod*. Lorsque ces deux baleiniers se hélèrent, un personnage étrange apparut à bord du premier. C'était un jeune homme élevé parmi les *shakers* de Neuskyeuna, aux yeux desquels il passait pour un grand prophète. Saisi tout à coup d'un caprice apostolique, il avait quitté ses coreligionnaires, et s'était enrôlé parmi les matelots du *Jéroboam*, sur lesquels, à leur tour, il exerça la plus bizarre fascination par son fanatisme froid et positif, sa folle audace, et le récit puissamment coloré de ses rêves délirans. Il se prétendait l'*archange Gabriel*, le *libérateur des îles de la mer*, le *vicaire-général de l'Océanie*, et ces âmes simples, dominées par l'incohérence même de ces titres pompeux, le respectaient et le craignaient comme un être de nature supérieure. Le capitaine, moins facilement acquis aux extravagances de ce matelot qu'il déplorait d'avoir embarqué, voulait se débarrasser de lui à la première occasion; mais tel était l'ascendant déjà pris par le *voyant* sur tout l'équipage, que son expulsion fût devenue le signal d'une désertion en masse. Il avait donc fallu le garder à bord.

Tel était le singulier compagnon que le capitaine Mayhew, du *Jéroboam*, avait dans sa chaloupe lorsqu'il vint côtoyer le *Pequod*, où il ne voulait pas monter, ayant à bord une maladie contagieuse.

Notez que c'était là une conférence difficile, car tantôt les vagues, tantôt l'archange Gabriel coupaient la parole au capitaine du *Jéroboam*, et l'empêchaient de répondre aux questions d'Ahab, toujours en quête de Moby Dick. La *baleine blanche* avait été vue récemment, et, selon l'usage, elle avait signalé sa présence par de nouveaux désastres. Le *Jéroboam* lui-même l'avait rencontrée et poursuivie, — au grand dommage d'un de ses officiers que la terrible baleine avait tué, — au grand triomphe de l'archange Gabriel qui avait prédit, si on attaquait Moby Dick, quelque sinistre aventure. Il prétendait que dans la peau de Moby Dick se cachait le dieu des *shakers*, et que de là venait cette puissance de la mystérieuse baleine, la fatalité attachée à tous ceux qui osaient engager contre elle une lutte sacrilége.

— Ah! dit Ahab, lorsque Mayhew eut fini, apprenez-moi seulement en quels parages on peut rencontrer Moby Dick.

— Voudriez-vous donc lui donner la chasse?

Et Gabriel, à ces mots, se dressant sur son banc de rameur : — Ecoutez! écoutez le blasphème! s'écria-t-il avec des gestes frénétiques... Prends garde au sort de tes pareils!... garde mémoire de leur fin tragique!

— Capitaine, reprit dédaigneusement Ahab sans tenir compte de ces paroles insensées, il me semble que j'ai à bord une lettre pour un de vos officiers... Starbuck, allez la chercher!

La lettre fut apportée. Elle était recouverte d'une couche de moisissure qui en rendait l'adresse presque illisible, et semblait sortir de quelque humide tombeau. Tandis que Starbuck préparait une longue baguette à l'extrémité de laquelle il voulait fixer cette épître pour la tendre au capitaine Mayhew, Ahab s'efforçait de déchiffrer la suscription. Il y parvint enfin, et le nom qu'il prononça fut justement celui de l'officier du *Jéroboam* victime de son courage dans le dernier combat livré à Moby Dick.

— Pauvre diable! C'est de sa femme, s'écria Mayhew... c'est de sa veuve, ajouta-t-il plus tristement encore. N'importe, passez-moi cette lettre...

— Non, garde-la, cria de nouveau Gabriel, le doigt étendu vers Ahab, garde-la, blasphémateur!... Tu vas à la même destination!

— Que mille malédictions serrent le gosier de ce fou, — hurla le capitaine du *Pequod*... Approchez, Mayhew, Starbuck va vous remettre le pli.

Et Starbuck en effet, insérant la lettre à l'extrémité fendue de sa longue baguette, la tendit vers la chaloupe du *Jéroboam*, que les rameurs, immobiles, laissaient dériver exprès du côté du *Pequod*; mais elle arriva ainsi à portée de l'archange Gabriel, qui l'attrapa au passage, et du couteau de bord, qu'il avait saisi, la traversa de part en part. Puis, ainsi poignardée, il la rejeta vers Ahab, aux pieds

duquel elle vint tomber. Cependant, et comme si le destin s'en fût mêlé, la chaloupe du *Jéroboam* s'éloignait à force de rames. Par le fait, Gabriel avait commandé cette manœuvre; or Gabriel, à certains momens, était plus obéi que le capitaine.

Et la croisière du *Pequod* continua, les prises succédèrent aux prises, les barils d'huile s'emplirent, les fanons s'entassèrent dans toutes les soutes du vaisseau, le *spermaceti* n'avait plus un seul vase qui le pût recevoir; mais Ahab ne songeait point au retour. Il lui fallait *Moby Dick,* coûte que coûte. A ses armateurs les dollars si la campagne était bonne, ce qui lui était à peu près indifférent! — à lui la vengeance, dût-il la payer de sa vie!

Starbuck et Stubb, effrayés de cette énergie insensée, et *partners* fort peu décidés à courir les chances désespérées d'un jeu pareil, échangeaient, consternés, de tristes réflexions; mais comment tenir tête à cet irascible capitaine, doué de la plus intraitable volonté qu'ils eussent encore rencontrée? Un jour déjà, fatigué des instances de son premier lieutenant, qui, alléguant une voie d'eau près d'endommager toute la cargaison, demandait à quitter des parages dangereux où le *Pequod* s'attardait sans utilité, Ahab l'avait menacé de lui faire sauter la cervelle. Une aggravation marquée se pouvait d'ailleurs noter dans son état mental. Lui-même, ne s'en fiant point à l'armurier du vaisseau, avait voulu forger la pique du harpon mystérieux dont il comptait se servir au jour de la suprême lutte. Il avait employé, pour ce travail à part, l'acier le plus résistant que l'on connaisse, celui qui a servi à ferrer les chevaux de course, et qu'ils ont pétri longtemps sous leurs pieds vigoureux. L'arme terminée, il l'avait trempée, avec des rites païens, dans le sang librement donné de Tashtego, Daggoo et Queequeg; puis, tandis que ce sang coulait et s'évaporait sur l'acier encore rouge, il avait baptisé son harpon *in nomine Diaboli.* — Pouvait-on jeter à la Providence un défi plus insensé?

Une autre fois, — au moment où il venait de prendre la hauteur méridienne, — on l'avait entendu maudire son quart de cercle, la science et le soleil lui-même, qui ne le mettaient point sur les traces de Moby Dick. — Au moment où il proférait cet anathème contre l'astre du jour, son démon familier, l'Indien Fedallah, parsi de religion et prophète à ses heures, avait laissé échapper un sourire de funeste augure. Très certainement Ahab courait à sa perte, et sa perte pouvait entraîner celle de tous ses compagnons.

Maintenant figurez-vous, par une tempête horrible, sur l'Océan Pacifique, au milieu des typhons que soulève l'explosion des volcans souterrains, parmi les feux Saint-Elme qui se jouent à la pointe des mâts, aux éclats de la foudre, aux mugissemens du vent déchaîné, un homme paisiblement endormi : c'est Ahab, que la tourmente n'a pas ému un instant, et qui s'est complu, lorsque les flammes élec-

triques parcouraient son navire dans tous les sens, à les appeler à la pointe de son fameux harpon. Il est rentré dans sa cabine, et il dort. Le vent, contre toute espérance, vient de changer subitement. Starbuck, fidèle à une consigne donnée, descend pour avertir son capitaine de cette circonstance rassurante. Les voilà seuls. La vie de l'homme qui dort est à la merci de l'homme qui veille. Derrière Ahab brille, accroché à la paroi, ce même fusil dont il a placé la gueule à six pouces du front de Starbuck dans un moment de folie furieuse. Le brave second, qui n'a pas perdu la mémoire, le reconnaît à sa monture garnie de clous. Quel moment favorable! quelle arme providentielle! quelle tentation presque irrésistible! Aussi, tandis que la lampe mobile continue à osciller sur la tête inclinée du vieillard, Starbuck, l'honnête, le consciencieux Starbuck a décroché le mousquet; il s'est assuré que la balle est à son poste et le bassinet plein de poudre; il a conçu l'idée, il la caresse, il la repousse, il hésite, il pèse, il se débat. Cette vie, qu'il peut anéantir par un simple mouvement du doigt, menace d'une destruction presque complète trente autres existences enchaînées à elle par une étrange fatalité... Que faire pourtant? — Inutile de songer à fléchir un homme tel qu'Ahab. Le saisir, le garrotter pendant son sommeil? — moyen hasardeux, vu la terreur qu'inspire le capitaine et l'autorité qu'il a su ressaisir d'un mot dans les circonstances les plus critiques. Or la terre la plus proche est à des centaines de lieues, et c'est le Japon, terre interdite et close. Entre Starbuck et la loi qui peut l'atteindre, il y a deux mers et un continent tout entier. Aussi le lieutenant pense-t-il à la foudre qui tout à l'heure encore pouvait frapper Ahab, si quelque génie malfaisant ne l'eût détournée. Il pense à sa femme, à ses enfans chéris, dont il se sent à jamais séparé, si la mort de ce vieillard insensé ne préserve le *Pequod* d'une perte assurée. Mais une seconde d'hésitation a tout décidé : Ahab s'est dressé sur son séant, les yeux hagards, encore à demi plongé dans le sommeil.

— Capitaine, lui dit Starbuck... le vent vient d'adonner, on a largué les ris des huniers. Ils sont établis... Le vaisseau a le cap en route.

— En route donc, rugit Ahab, que ces mots n'ont pas tout à fait réveillé..... O Moby Dick, je te tiens le cœur!...

Starbuck a perdu courage : — il comprend que désormais il lui serait impossible d'immoler son chef par trahison. — Il replace à petit bruit le fusil à ses crochets, et remonte désespéré sur le pont.

* * *

Moby Dick, ton heure est-elle venue? Le *Pequod* rencontre la *Rachel*, et, à l'inévitable question : « Avez-vous vu la *baleine blanche?* » le commandant de la *Rachel*, porte-voix aux lèvres, répond par ces

mots qu'Ahab recueille avec extase : — Oui,... rencontrée hier. — Avez-vous *arraisonné* une chaloupe en dérive?

Evidemment, Moby Dick avait encore fait des siennes. Informations prises, il se trouva que cette barque perdue sur l'immensité des mers, et dont le capitaine de la *Rachel* demandait des nouvelles avec une anxiété si profonde, portait son propre fils, son fils unique, égaré à la poursuite de la fatale baleine. — Un enfant de douze ans! ajoutait l'infortuné père avec une émotion contenue. Il promettait à lui seul plus que tous ceux de Nantucket... Capitaine, continuait-il, je vous supplie de vous joindre à moi pour battre la mer et le retrouver... Quarante-huit heures... je vous demande de me laisser fréter le *Pequod* pour quarante-huit heures!... Je paierai, je paierai grandement... Songez donc!... mon fils!... Vous le devez!...

Mais sous ces prières, redoublées avec une insistance fiévreuse par un malheureux père pâle de désespoir, Ahab reste aussi impassible que l'enclume sous le marteau qui la frappe et la frappe encore. — Capitaine Gardiner, finit-il par répondre, je ne puis faire ce que vous désirez... A vous écouter même je perds un temps précieux, des minutes qui valent tout l'or avec lequel vous pensez me séduire.... Dieu bénisse vos efforts... et puissé-je me pardonner un jour ce que je fais en ce moment!... Mais il faut que je parte. Adieu, sans plus de paroles... En route, Starbuck! Orientez au plus près du vent!...

Trois ou quatre jours se sont passés. Moby Dick n'a pas été signalée. Ahab commence à se méfier de son équipage, qui peut-être conspire contre ses desseins. Il se fait hisser, dans une chaise en cordes tressées, à la pointe du grand mât, et de là ses regards perçans balaient la mer dans toutes les directions. Si l'on veut préserver la vie d'un homme placé à cette hauteur, il faut qu'un autre homme veille sans cesse sur la corde qui l'y maintient. Sentinelle attentive, pour éviter une méprise mortelle, il faut que ce dernier ne la perde pas du regard, ne la quitte pas de la main. A qui pensez-vous qu'Ahab remette ce soin? A la merci de qui place-t-il sa vie menacée? Il choisit le seul homme qui ait osé combattre ses projets et le mettre en garde contre sa propre folie, et Starbuck, une seconde fois, dispose de la vie d'Ahab. Instinct merveilleux que cette témérité insensée!

Surprise des surprises! Ahab a pleuré. Une grosse larme est tombée de ses yeux dans la mer, pendant qu'il contemplait cette mer endormie sous un ciel d'une admirable pureté, pendant qu'il regardait les blancs oiseaux de l'air effleurer de leurs ailes sans tache le limpide azur des flots, pendant qu'il aspirait à pleine poitrine les pénétrans aromes de la brise d'orient. Pour attendrir ce cœur farouche,

la nature semble avoir revêtu ses plus brillans atours : elle cherche, dirait-on, à l'enivrer de ses caresses maternelles; elle lui promet oubli pour ses fautes, pardon pour ses crimes, s'il abdique sa passion fatale, s'il renonce à ses projets impies. Starbuck a surpris ce moment inespéré de faiblesse : il s'est approché, se gardant bien de parler le premier, ou d'interrompre une si salutaire émotion. Sa prudence est récompensée. Ahab se tourne vers lui :

— Starbuck!

— Capitaine!

— Ah! Starbuck!... quelle douceur dans l'air! quelle sérénité dans le ciel!... C'est par une matinée comme celle-ci qu'à dix-huit ans je harponnai ma première baleine. Il y a quarante ans de cela, — quarante années de pêche continuelles, de privations, de périls, de tempêtes, — quarante années sur l'impitoyable mer! De ces quarante ans, je me trompe, j'en ai passé *trois* à terre. Quand je pense à la vie que j'ai menée!... à cette solitude austère, à cet esclavage sans fin que l'exercice de l'autorité nous impose... quand je pense à cette jeune fille que j'épousai, déjà vieux, et que je dus quitter le lendemain même des noces pour me rendre au cap Horn, ne laissant sur l'oreiller conjugal que l'empreinte d'une seule tête... à cette veuve, mon ami, car en l'épousant je l'ai faite veuve!... veuve, Starbuck, avec un mari qui vit encore!.... quand je réfléchis de plus à cette fureur, à ces rages permanentes au milieu desquelles ces quarante années se sont passées, toujours sur la trace de quelque proie après laquelle je m'acharnais..... Et quand je me demande pourquoi?... Regardez, Starbuck! regardez ce pauvre corps mutilé... regardez ces cheveux gris qui retombent sur mes yeux et me font pleurer malgré moi... Qu'ils ont blanchi depuis quelque temps!... Je suis donc bien vieux, Starbuck?... Je me sens si faible sous le fardeau qui m'écrase... Il me semble que je suis Adam, et que j'ai sur les épaules tous les siècles écoulés depuis la sortie du paradis... Amère raillerie de ces cheveux blancs! — Ai-je donc tant vécu de la vraie vie, de la vie heureuse, pour me trouver tout à coup si vieux?... Plus près, plus près de moi, Starbuck... Laissez-moi contempler un œil humain... Cela vaut mieux que regarder le ciel ou la mer... C'est un miroir magique, homme, que votre œil... J'y vois ma femme... mon enfant... la terre et sa verdure... le foyer et son doux éclat... Starbuck, vous ne quitterez plus le bord... Quand je donnerai chasse à Moby Dick, restez, mon ami, restez sur le vaisseau... De tels hasards ne sont plus faits pour vous...

— Ah! capitaine... noble âme, cœur généreux après tout... Pourquoi vous plus que moi, pourquoi l'un ou l'autre, ou tous deux, nous acharner après cet odieux poisson?... Ne parlons plus de moi seul.

Quittons ensemble ces mers fatales!... Moi aussi j'ai une femme et des enfans bien-aimés... Partons!... Laissez-moi commander qu'on vire de bord. Quel bonheur de revoir notre vieux Nantucket!... Même là, on trouve des journées comme celle-ci.

— Je le sais... je le sais... l'été, le matin... Tenez, à cette heure même, après son sommeil de midi, mon garçon s'éveille... Il est assis sur sa petite couchette. Sa mère lui parle de moi... de ce vieux cannibale ici présent... Elle lui raconte que je suis bien loin, que je reviendrai le faire danser sur mes genoux.

— Et ma Mary, donc?... Tous les matins, elle doit mener le petit sur la hauteur, afin qu'il voie des premiers blanchir à l'horizon la voile du *Pequod*... Allons, c'est fini, c'est décidé... En route vers Nantucket!

Mais la face d'Ahab se détourne à ces mots. Il secoue sa tête grise, et de là, comme d'une tige brûlée par les froids, tombe à terre le dernier fruit qu'elle portât encore : bonne pensée qui avorte, fruit doré au dehors, au dedans plein de cendres amères.....

Il a vu Moby Dick; il l'a poursuivie, atteinte, combattue. Le premier jour, elle a saisi dans ses mâchoires puissantes la barque d'Ahab, et la barque a cédé, séparée en deux, comme ces énormes barres de fer que les ciseaux d'une forge coupent sans le moindre effort. Ahab, précipité dans les flots, et ses Indiens, cramponnés aux deux fragmens de leur pirogue rompue, ont failli périr, enveloppés par la baleine dans le cercle rapide qu'elle décrivait autour d'eux, tourbillon factice dont elle rétrécissait, à chaque évolution, les mortelles spirales. Le *Pequod*, venant se placer entre eux et leur redoutable ennemi, les a sauvés et repris à bord. Ahab est remonté sur son navire, exaspéré par ce premier échec, mais bien déterminé à renouveler le combat. Le lendemain, la chasse a repris de plus belle. Trente hommes qui composent l'équipage du *Pequod* ont fini, sous l'impulsion d'un vouloir énergique, par s'associer à l'ardente haine de leur chef. Eux aussi veulent vider ce duel à mort; ils ont équipé les barques de rechange, et, lorsque Moby Dick, bondissant hors des flots, leur apparut à la marge bleuâtre de l'horizon, c'est un cri de triomphe qu'ils ont poussé, cri terrible que la voix d'Ahab, précipitant ses ordres, dominait encore. Le monstre est entouré. Les dards, les lances, les harpons pleuvent sur ses larges flancs, qui se hérissent d'acier. Il se débat dans les replis et les nœuds de trois cordes qui, clouées à sa chair épaisse, s'enroulent autour de lui, de plus en plus inextricables; mais par un dernier élan, par une dernière charge irrésistible, Moby Dick s'est débarrassée de ses trois ennemis, entrechoquant et brisant les barques, balayant les bancs de rameurs, et, d'un coup de son

énorme tête, envoyant par les airs le canot d'Ahab. L'indomptable capitaine, que le *Pequod* retrouve cramponné à un débris de sa barque, n'est pas plus tôt monté sur le pont, qu'il s'informe de la direction prise par Moby Dick, et ordonne de mettre au vent toutes voiles pour la rejoindre. Cependant il est frappé au cœur par un sinistre présage.

Entre Fedallah et lui, comme entre Macbeth et les *sœurs barbues*, existent des rapports d'un ordre surnaturel. Le parsi lui a prédit une mort violente, mais sous deux conditions : d'abord Fedallah doit prendre les devans; ensuite, une fois mort, il doit réapparaître au capitaine du *Pequod*. Or, après la lutte du second jour, Fedallah, sans qu'on s'explique sa disparition, ne s'est plus retrouvé parmi l'équipage.

Maintenant voici la troisième et suprême journée, celle qui semble devoir tout décider. Au lever du jour, Moby Dick n'est plus en vue. Les heures s'écoulent, — il est près de midi; elle n'a pas encore été signalée. Ahab réfléchit alors que la *baleine blanche*, frappée de tant de coups, garrottée de tant de liens, n'a pas dû voyager avec sa rapidité habituelle, et que dans son aveugle élan, servi d'ailleurs par la brise qui enfle ses voiles, le *Pequod* doit l'avoir dépassée. Il ordonne alors de virer, et revient sur ses pas à la rencontre de cette formidable ennemie. Ils se rencontreront cette fois face à face et seule à seul, car, dès le début du combat, les deux barques des seconds sont chavirées par Moby Dick; celle d'Ahab résiste seule à ce premier choc, et bientôt elle est bord à bord avec l'ennemi. A ce moment, le flanc de Moby Dick est hors de l'eau, et là, maintenu par le réseau des cordes entrecroisées et nouées qui enveloppent depuis la veille sa masse énorme, le cadavre du parsi apparaît à demi-nu sous ses noirs vêtemens en lambeaux; ses yeux ternes et fixes, tournés vers Ahab, semblent lui dire que la prédiction s'accomplit. A cette vue, l'intrépide capitaine sent ses mains prêtes à lâcher le harpon qu'il brandissait sur Moby Dick; mais cette faiblesse n'arrête qu'un instant l'arme meurtrière, et la barque d'Ahab, entourée de requins qui, préludant ainsi à d'autres festins, essaient leurs dents sur les rames des matelots, poursuit encore la baleine blessée. Celle-ci, renonçant à la lutte, s'éloigne sans répondre à cette dernière attaque.

Ahab se trouve ainsi ramené près du *Pequod*, assez près pour distinguer Starbuck accoudé aux lisses, et lui enjoindre de le suivre à distance. Il voit en même temps Tashtego, Daggoo et Queequeg monter aux trois mâts, tandis que Flask et Stubb s'occupent, sur le pont, à faire réparer leurs barques avariées. Enfin, dans ce moment décisif, il avise que le pavillon est tombé du grand mât, et il ordonne

à Tashtego d'y en élever un autre. Moins que jamais, à cette heure, il voudrait avoir l'air de baisser pavillon.

Encore une fois les deux ennemis se joignent. Le harpon d'Ahab plonge dans le corps de Moby Dick, comme dans un marais aux fanges épaisses. La baleine se retourne alors pour combattre; mais ses yeux obliques, méconnaissant l'ennemi placé en face d'elle, ne lui montrent que la masse noire du *Pequod*, et c'est vers lui qu'elle s'élance, poussant en avant, comme un irrésistible bélier, son large front blanc sillonné de rides. Fascinés à l'aspect du monstre qui arrive sur eux, chassant devant lui un large demi-cercle de bouillonnante écume, Starbuck et ses collègues, les trois harponneurs placés en vigie, l'équipage tout entier, attendent, immobiles, le choc prévu. Les deux masses se heurtent. Le *Pequod* s'entr'ouvre, les flots pénètrent dans ses flancs avec un bruit sourd. La baleine, étourdie par la force du coup, glisse sous la quille, et va reparaître à l'autre extrémité du navire, où elle demeure un instant à l'état de masse inerte. Ahab, furieux, désespéré, a profité de ce moment pour la rejoindre. Il la frappe une dernière fois. Une dernière fois Moby Dick entraîne, stimulée par cette nouvelle blessure, le harpon qui dévide après lui une corde brûlante... Cette corde dévie un moment et sort de sa rainure... Ahab se penche pour la rajuster; un des anneaux qu'elle forme et déroule en une seconde s'enlace autour de son cou. C'en est fait de l'intrépide vieillard, qui disparaît aux yeux de ses compagnons avec la rapidité muette de ces éclairs que la foudre ne suit point.

Moby Dick a plongé, entraînant ainsi avec elle sous les flots où elle va mourir, son ennemi déjà mort. Quant au *Pequod*, les rameurs d'Ahab n'entrevirent plus, à travers l'écume de toutes parts soulevée, que sa forme vague, et comme son ombre, couchée sur les flots prêts à l'engloutir. Bientôt la pointe du grand mât fut seule hors de l'eau; — le pavillon d'Ahab, le pavillon rouge y flottait encore, car Tashtego, fidèle à la consigne, continuait bravement à l'y clouer. Un faucon de mer qui planait depuis quelques instans, avec l'instinct des oiseaux de proie, au-dessus du navire près de faire naufrage, crut pouvoir saisir au vol ce vestige flottant dont la couleur brillante agaçait ses yeux; — mais au moment où son aile se collait à l'extrémité du mât, un dernier coup de marteau vint l'y fixer. On eût dit que le *Pequod*, semblable à Satan, ne voulait prendre la route de l'enfer qu'en y entraînant avec lui un des habitans du ciel. Sur l'oiseau et sur le navire engloutis, la mer se referma, paisible et sereine, les cachant sous ce vaste linceul, toujours le même depuis cinq mille ans...

•

Est-ce un roman, est-ce un livre positif, plein de souvenirs et de réalité, que nous avons tenté de résumer en quelques pages? D'au-

tres que nous décideront cette question. L'auteur, M. Herman Melville, est un des conteurs les plus populaires aux États-Unis. En Angleterre même, quelques-uns de ses livres ont obtenu depuis quelques années une certaine vogue; les premiers surtout (*Typee* et *Omoo*), peintures animées des mœurs insulaires polynésiennes, venant à paraître au moment où les luttes de la Grande-Bretagne et de la France, relativement au protectorat des îles Marquises, préoccupaient l'attention publique, participèrent de la popularité acquise alors aux déportemens du missionnaire Pritchard et de la grande reine Pomaré.

Une fois en possesion d'une renommée qui lui donnait libre carrière, M. Herman Melville en a profité pour étendre le champ de ses conquêtes littéraires, et, comme tant d'autres, revendiquer les bénéfices en même temps que les dangers d'une individualité et d'une originalité plus complétement accusées. Nous ne l'en blâmerions point, il s'en faut, si, dans l'essor trop peu modéré qu'il a pris ainsi, il ne nous semblait s'être aventuré un peu plus loin que de raison. Sa verve incontestable, la valeur pittoresque de son style, l'imprévu de ses conceptions, gagneraient, selon nous, à être maintenus sous le contrôle d'un bon sens plus rigoureux, d'un goût plus épuré; puis, comme Nathaniel Hawthorne, auquel est dédié l'ouvrage que nous venons d'analyser, M. Herman Melville s'est imbu, peut-être plus qu'il ne faudrait, de la prestigieuse philosophie dont Emerson est l'apôtre inspiré. Cette philosophie, nous la goûtons et nous l'adoptons très-volontiers dans ses origines comme dans ses conclusions, mais avec cette réserve cependant, qu'elle ne vienne pas, se mêlant aux réalités de l'ordre le plus positif, — par exemple à des récits de pêche,—introduire des créations purement allégoriques (fantastiques si l'on veut) au milieu de créatures en chair et en os que le voisinage de ces fantômes finit par dénaturer étrangement.

Nous pensons aussi que M. Herman Melville eût gagné à ne point user autant de ces excentricités purement extérieures qui consistent dans une grande prodigalité de titres bizarres, de digressions inattendues, de bibliographie à contre-temps, d'érudition superflue. Il avait assez de talent naturel, d'esprit *argent comptant,* d'invention réelle pour dédaigner ces semblans dont on a trop abusé à notre époque. Cependant, avec ces réserves, nous n'hésitons pas à reconnaître que l'auteur de *Redburn*, *Mardi*, *White-Jacket* et de *the Whale* s'est placé à un rang distingué parmi les romanciers américains qui continuent de nos jours, Brockden Brown, Washington Irwing et Fenimore Cooper.

E.-D. Forgues.

MOUVEMENT LITTÉRAIRE

DE L'ALLEMAGNE.

I.

LE ROMAN ET LES ROMANCIERS.

I. *Der deutsche Roman des achtzehnten Jahrhunderts in seinem Verhæltniss zum Christenthum* (*le Roman allemand du dix-huitième siècle dans ses rapports avec le Christianisme*), par M. le baron d'Eichendorff; 1 vol. Leipzig, 1851. — II. *Die Ritter vom Geiste* (*les Chevaliers de l'Esprit*), par M. Charles Gutzkow; 9 vol. Leipzig, 1852. — III. *Neues Leben* (*Vie nouvelle*), par M. Berthold Auerbach; 3 vol. Mannheim, 1852. — IV. *Moderne Titanen* (*les Titans modernes*); 3 vol. Leipzig, 1852. — V. *Zeitgeist und Bernergeist* (*l'Esprit du siècle et l'esprit de Berne*), par M. Jérémie Gotthelf; 2 vol. Berlin, 1852. — VI. *Albrecht Holm*, par M. Frédéric d'Uechtriz; 4 vol. Berlin, 1852. — VII. *Carrara*, 2 vol. Leipzig, 1851. — VIII. *Furore*, par M. Wolfgang Menzel; 2 vol. Leipzig, 1851. — IX. *Die Sibylle von Mantua* (*la Sibylle de Mantoue*), par M. Léopold Schefer; 1 vol. Hambourg, 1852. — X. *Aus dem Waldleben Amerika's* (*Scènes de la Vie des Forêts en Amérique*), par M. Frédéric Gerstæcker; 6 vol. Leipzig, 1853, etc.

Il y a longtemps que les états de l'Europe ont été considérés comme une sorte de république fédérative; il y a longtemps aussi que la France est accoutumée à régler l'esprit de ce grand corps. Vaincue ou victorieuse, misérable ou prospère, c'est toujours elle qui ralentit ou précipite le mouvement général, qui propage l'agitation inquiète ou qui ramène les heures tranquilles. Je lisais récemment dans un journal de Londres qu'un écrivain écossais, l'auteur d'une savante histoire des états européens de 1789 à 1815, M. Archibald Alison, venait de conduire son travail jusqu'à nos jours et s'apprêtait à le publier sous ce titre : *Histoire de l'Europe depuis la chute de Napoléon jusqu'à l'avénement de Louis-Napoléon Bonaparte*. Ce titre, vivement blâmé, on le devine, et signalé comme une bizarrerie, exprime avec sincérité l'opinion de la république européenne sur ses propres affaires. L'histoire de l'Europe, aujourd'hui plus que jamais, c'est l'histoire de nos révolutions; la guerre et la paix nous appartiennent. Cette influence n'est-elle pas manifestement écrite dans les littératures des peuples qui nous entourent? L'Allemagne surtout, malgré la différence de langue et l'opposition de race, l'Allemagne, si jalouse de l'originalité de son génie, est de plus en plus associée à nos destins et en-

traînée dans notre orbite. De 1815 à 1848, le développement brillant, l'activité aventureuse, les tentatives fécondes et les misères de toutes sortes qui avaient signalé cette période s'étaient reproduits chez nos voisins avec une merveilleuse exactitude. Après la révolution de février, les clameurs de Paris retentissent à Berlin et à Vienne; le socialisme, déchaîné dans nos carrefours, se crée au-delà du Rhin une langue et des systèmes particuliers; chaque peuple, conservant sa physionomie, obéit cependant à une impulsion commune que la France a le privilége de conduire, et pendant trois années les lettres germaniques, comme les lettres françaises, présentent toutes les péripéties d'une lutte immense; il n'y a plus qu'une cause en jeu, une cause suprême, la ruine ou le salut du monde. Aujourd'hui enfin que voyons-nous? — Une période nouvelle qui commence. La littérature s'éloigne de plus en plus des voies politiques. L'Allemagne cherche comme nous des routes plus calmes; le roman, la poésie, la philosophie, les lettres charmantes et sérieuses, s'y relèvent peu à peu, comme les arbres et les fleurs après que la tempête a passé.

Je voudrais rassembler ces symptômes, je voudrais suivre dans ses directions diverses ce mouvement d'un grand peuple. Depuis deux ans déjà, désabusée de ses chimères ou ajournant ses espérances, l'Allemagne avait senti combien d'obstacles s'opposaient à son vœu le plus cher; l'unité germanique était redevenue ce qu'elle était jadis, ce qu'elle sera toujours peut-être, un idéal proposé aux sentimens des peuples, et qui, repoussé par les institutions, doit rayonner de plus en plus dans le domaine de la culture morale. La terreur du socialisme, les souvenirs de la guerre civile, tout cela s'effaçait. Des révolutions de 1848, il ne restait que certaines conquêtes légitimes, certains principes bien établis, une rupture décidée avec les restaurateurs du moyen âge, un sentiment de la vie publique, trop étouffé naguère, et qui est aussi indispensable au développement intellectuel d'un peuple que la circulation du sang à la nourriture du corps humain. Ajoutez à cela le repos, le loisir, biens si précieux au lendemain des crises sanglantes. L'Allemagne ne devait-elle pas revenir avec joie aux enchantemens de l'étude? Ceux-ci, que ne satisfait pas la situation présente, ont trouvé dans la poésie une consolation à leurs espérances trompées; ceux-là, guéris de leurs ambitions, ou salutairement troublés par ces grands coups que frappe la Providence, ont confié aux lettres le résultat de leurs épreuves. Des inspirations bien différentes se croisent, comme on voit, dans ce mouvement simultané des esprits; il y aurait profit à les distinguer avec soin. Sans doute, cette phase nouvelle que je signale ne présente pas jusqu'à présent un groupe de monumens glorieux : qu'importe, si l'on se préoccupe ici, avant toute chose, des symptômes de la pensée publique? Parmi les représentans de la génération qui occupait la scène avant 1848, les uns se taisent, les autres ont repris la parole, et nous font assister aux transformations de leur esprit. La génération qui s'avance, bien qu'indécise encore, apporte aussi maints élémens nouveaux, et les triomphes exagérés qui couronnent certaines ébauches ont souvent, pour l'observateur attentif, plus d'importance que les œuvres elles-mêmes. Ce sont ces divers courans de l'opinion, ce sont ces tendances ou secrètes ou déclarées, c'est toute cette vie de l'intelligence et de l'âme qu'on aime à découvrir dans le mouvement littéraire de l'Allemagne.

Ce mouvement est incontestable, et il s'étend déjà à tous les domaines de la pensée. S'il s'agissait seulement de citer des noms illustres ou des œuvres considérables, l'érudition, l'histoire, la haute philologie, appelleraient tout d'abord notre attention. Dans ces calmes régions de la science où ne pénètrent guère les inquiétudes de la vie publique, la docte Allemagne a maintenu ses traditions et accru ses trésors. Le troisième volume du *Cosmos* de M. de Humboldt; l'*Histoire de la langue allemande*, par Jacob Grimm, et le savant dictionnaire que l'illustre philologue publie en ce moment même avec son frère Wilhelm, l'*Histoire de la France aux* XVIe *et* XVIIe *siècles*, dont M. Léopold Ranke vient de donner le premier volume; les récentes publications de M. Frédéric Hurter sur l'Autriche pendant la guerre de trente ans; l'*Histoire de l'Antiquité*, où M. Max Duncker a résumé avec précision les principales découvertes de la renaissance orientale du XIXe siècle; la belle monographie de M. Curtius sur le *Péloponnèse*, les *Antiquités indiennes* de M. Lassen, tous ces travaux, dont quelques-uns mériteront un examen spécial, attestent dans la science allemande une activité qui ne s'est jamais ralentie. Aujourd'hui toutefois un sujet plus pressant nous attire : ce n'est pas le passé, mais le présent; ce n'est ni la science ni l'histoire, c'est la conscience vivante de plusieurs millions d'hommes, au sortir de ces rudes épreuves qui sont chargées de faire l'éducation des peuples. Les romanciers, les poètes et les philosophes ont le précieux privilége d'exprimer tout haut les secrètes pensées d'une époque; ils indiquent au moins les tendances, les désirs, les aspirations, et révèlent, par le plus ou moins de sympathie qu'ils inspirent, les sentimens et les instincts de la foule. C'est aux romanciers et aux poètes, c'est aux philosophes et aux moralistes, que je veux m'adresser. Les conteurs, rassemblant leur auditoire dispersé, ont renoué le fil de leurs récits; les poètes, chassés de la république, se sont mis à chanter comme autrefois; les philosophes, abandonnant la tribune politique ou sortant de leurs retraites, ont repris leurs méditations et dégagé à leur manière la formule des événemens. Quel est le secret de leurs récits ou de leurs poèmes? quel est le dernier mot de leurs théories? La réponse, si nous savons la trouver, éclairera une situation tout entière.

I.

« De toutes les formes que revêt l'imagination, le roman est celle qui dénonce avec le plus de sincérité les fluctuations de la pensée allemande. La poésie lyrique est trop spontanée, la poésie didactique trop spéciale, pour remplir cet office. Le théâtre sans doute est la plus haute expression de la vie intellectuelle des peuples; mais le théâtre allemand, malgré tous ses efforts, n'a jamais atteint ce caractère profondément national qui donne un intérêt si précieux aux tragédies de Racine et de Corneille, aux mystères de Calderon et aux drames de Shakspeare. Tenons-nous-en donc au roman : c'est la vraie carte routière indiquant les bas-fonds et les abîmes de notre littérature, c'est le résumé le plus complet de nos croyances et de nos folies. » Celui qui écrit ces paroles est un des plus charmans poètes, un des conteurs les plus aimables de ce groupe romantique où brillèrent tant de dons heureux et que les luttes du siècle ont depuis longtemps dispersé : c'est M. le baron Joseph

d'Eichendorff. M. d'Eichendorff n'appartenait plus au mouvement littéraire. Après avoir pris une part brillante aux tentatives de l'école qui rajeunissait, avec Achim d'Arnim et Clément de Brentano, les sources de l'inspiration poétique, le suave auteur de tant de *lieder* populaires, l'émule harmonieux des chantres du *Wunderhorn*, le spirituel humoriste qui avait si bien raconté les *Mémoires d'un Vaurien* et déclaré si gaiement la guerre aux Philistins du bon sens, semblait n'avoir plus de place désormais dans la littérature turbulente qui avait détrôné ses maîtres. Il était le dernier des romantiques, et, si l'on songeait encore à ce représentant d'un monde disparu, on se le figurait plongé dans une mystique extase ou endormi par ses propres accens au fond des forêts enchantées. Il y avait quinze ans qu'il se taisait; sa plus récente publication, le recueil complet de ses poésies, date de 1837. Le voilà qui reparaît aujourd'hui avec une vive et vaillante étude sur le roman et les romanciers de l'Allemagne au XVIIIe siècle. Le baron d'Eichendorff a soixante-quatre ans, mais son imagination est toujours jeune, son style toujours mélodieux et pur. Ce qu'il y a de nouveau dans son livre, c'est la décision de la pensée. A vingt ans, il aimait le repos cher aux vieillards, il avait peur du bruit de son siècle et se plaisait aux chimères de je ne sais quel âge d'or aperçu dans le passé; à l'heure où la lassitude serait permise, il revient armé de pied en cap et jette au milieu d'une littérature découragée son hardi manifeste.

« Toute notre histoire moderne, s'écrie-t-il, est une lutte révolutionnaire, la lutte de ce qui est et de ce qui voudrait être. Dans ce conflit formidable, c'est la littérature qui se bat au premier rang. La pensée, saine ou coupable, voilà son glaive; sa force, ce sont les masses toujours mobiles et prêtes au premier appel. Laissons de côté les tirailleurs isolés, ceux qui ne font que brûler leur poudre au vent; allons droit aux gros escadrons et marquons les péripéties de la bataille. » Ainsi parle le critique résolu, et, parcourant à grands pas toute l'histoire du roman germanique depuis les aventures de Siegfried ou de Parceval jusqu'au commencement du XVIIIe siècle, il s'arrête et s'établit dans cette audacieuse époque où s'est livré le fatal combat de l'humanité contre le christianisme. Les romanciers philosophes qui se croient appelés à régénérer la société et qui prêchent une sorte de religion naturelle affranchie des dogmes chrétiens, les conteurs efféminés qui prétendent mettre le sentiment à la place du devoir, leurs adversaires qui écrivent des romans piétistes sans se soucier de la poésie, Klinger, Heinse, Auguste Lafontaine, Gellert, Hermès, sont ingénieusement mis en scène. Les mystiques comme Jung Stilling et Lavater, les rationalistes comme Jacobi, les pédans comme Basedow, surtout les coryphées du culte de l'homme, l'auteur du *Titan* et l'auteur de *Wilhelm Meister*, passent tour à tour sous nos yeux, très nettement caractérisés dans leurs œuvres et leurs tendances secrètes. Un souffle léger circule à travers ces pages éloquentes; l'auteur a beau rédiger une déclaration de guerre, c'est en poète qu'il parle des poètes. Quant au fond des idées, une belle inspiration conduit sa plume. Personne n'a mieux le sentiment des merveilleuses ressources que le christianisme fournit à l'imagination humaine. Prêtez l'oreille aux commentaires de sa théologie, il vous expliquera comment le réel et l'idéal dans le système chrétien sont unis par de mystérieuses attâches. On dirait que le ciel se penche vers la terre, car le monde infini des vérités surnaturelles

éclaire et transfigure sans cesse toutes les choses d'ici-bas. Grâce à ces rayons qui nous enveloppent, la poésie est partout; les choses les plus vulgaires se transforment, l'existence la plus humble se couronne de splendeurs miraculeuses, et l'artiste chrétien vit et travaille au milieu d'un continuel enchantement. « Que faut-il pour cela? dit l'auteur; rester fidèles au caractère national. Le monde était épuisé et ne pouvait plus ni vivre ni mourir; un enfant parut qui prononça ces paroles : Si vous ne devenez pas comme un enfant, vous n'entrerez jamais dans le royaume des cieux. Mais le vieux monde ne comprit pas le sens si simple et si profond de ce langage. Alors accoururent les peuples germaniques, qui détruisirent le vieux monde et élevèrent l'enfant sur leurs boucliers de peaux. De cette union de l'esprit du Nord et du dogme chrétien est sorti le monde moderne. » — Redevenez enfans, dit le brillant poète aux artistes de son siècle, et vous retrouverez tous les mystérieux liens de la terre et du ciel, c'est-à-dire toutes les ressources et toutes les inspirations de la poésie qu'a entrevue le moyen âge et dont nous soupçonnons à peine les trésors. — Le problème, comme on voit, est posé de la façon la plus nette, et le manifeste du baron d'Eichendorff ouvre convenablemen notre étude.

Redevenir enfans! C'est déjà là ce que disait il y a trois ans, au plus fort des luttes révolutionnaires, ce naïf poète que l'Allemagne a accueilli avec une sympathie si cordiale, M. Oscar de Redwitz; M. d'Eichendorff s'approprie la même pensée, une foule d'écrivains la répètent; il semble que ce soit le mot de la situation. Ceux qui ne prennent pas cette formule dans le sens chrétien s'en rapprochent cependant par de singulières analogies; ils expriment le désir d'une existence nouvelle, ils recommandent d'oublier le passé, de recommencer leur tâche mal conduite, de se remettre à l'œuvre sans découragement et sans rancune. Plusieurs romans, quoique très défectueux dans leur ensemble, ont été en cela les interprètes d'une inspiration générale. Voyez la dernière œuvre de M. Gutzkow, *les Chevaliers de l'esprit!* M. Gutzkow, en publiant cet ouvrage, a eu le tort d'inaugurer en Allemagne le roman-feuilleton, le roman qui se déroule sous la plume de l'écrivain, comme la soie ou la laine sur le métier du tisseur. Il a eu l'ambition peu glorieuse de rivaliser avec la fabrique française; les volumes ont succédé aux volumes, et l'entreprise a dû mériter de graves reproches. Peu à peu cependant le conteur a ressenti l'influence des émotions publiques; son récit, qui se traînait péniblement, s'est débarrassé de l'imitation d'une certaine école, et les dernières parties du tableau ont exprimé d'une façon assez vive les tristesses et les vœux de la période où nous entrons. Il s'en faut bien, on peut le croire, que le roman de M. Gutzkow soit une composition de premier ordre et mérite le succès bruyant que les deux derniers volumes surtout ont obtenu au-delà du Rhin; ce succès n'en est pas moins un symptôme. Que l'auteur ait résolu ou non les difficultés de sa tâche, qu'il ait donné de bons ou de mauvais conseils à ceux pour qui il a composé son livre, il est impossible de nier qu'il ait hardiment touché en finissant aux problèmes les plus vifs de notre époque.

J'aperçois deux choses très distinctes dans l'œuvre de M. Gutzkow : d'abord un long roman, un tableau minutieux, compliqué, où l'imitation de M. Eugène Sue n'est que trop flagrante, puis une histoire qui confine sans cesse

au symbole, et dont maintes scènes sont la vivante image de l'Allemagne. Laissons de côté les péripéties du roman, laissons l'auteur rivaliser avec nos conteurs sans fin et sans mesure. Les deux frères Wildungen, Dankmar et Siegbert, derniers descendans d'un de ces templiers qui périrent sur le bûcher de Jacques Molay, sont à la recherche d'une fortune immense laissée par leur ancêtre, et cette fortune doit servir à la fondation d'une société gigantesque d'où sortira l'affranchissement du monde. Un jeune prince qui a volontairement quitté son palais pour vivre de la vie démocratique, un prince qui a porté la blouse et manié le rabot, est le collaborateur de Dankmar et de Siegbert pour cette mystérieuse entreprise. Encore une fois, laissons le romancier se complaire à des inventions de cette nature; ne troublons pas les lecteurs allemands qui y trouvent leur plaisir, ne troublons pas tant de critiques enthousiastes qui semblent heureux de pouvoir opposer M. Gutzkow à l'auteur du *Juif errant* et des *Mystères de Paris*. Ce qui nous frappe, nous, au milieu de ces prétentieuses fadaises et de ces mélodrames surannées, ce sont çà et là certaines personnifications hardies où nous apparaît dramatiquement, avec ses espérances et ses mécomptes, avec son exaltation et ses chimères, la fiévreuse Allemagne du XIXe siècle. Très fastidieux au début, le récit change de caractère vers la fin; lorsque nous n'avons plus à suivre l'auteur au milieu de mille personnages dont il a entrepris l'étude psychologique, lorsque les menues aventures du juriste Dankmar, du peintre Siegbert, du prince Égon Hohenberg, du demi-prolétaire Fritz Hackert, du prolétaire complet Louis Armand, du fonctionnaire Schlurk, de sa fille Mélanie, de Pauline de Harder, de l'Américain Murray, du poète Oleander et de bien d'autres encore, font place à une peinture plus vigoureuse et plus large, lorsque tous les traits épars du tableau se concentrent enfin dans une situation simple, je ne sais quel souffle poétique transforme soudain cette chronique bavarde, et l'intérêt s'éveille. J'ai remarqué surtout deux idées assez profondes et pathétiquement exprimées. Ce mystérieux écrin qui contient les titres de la famille Wildungen, et qui est, on peut le dire, le véritable héros du roman, est condamné à subir de singulières vicissitudes. Tour à tour perdu et retrouvé, il est sauvé une dernière fois par un de ces êtres déclassés qui ne sont ni ouvriers ni bourgeois, et dont la spécialité est de faire les révolutions. Dankmar a été emprisonné comme agitateur, et l'écrin est aux mains de ses ennemis; or ce personnage équivoque dont je viens de parler, le demi-prolétaire Hackert, réussit à dérober l'écrin; il arrache Dankmar lui-même à la prison, malgré la répugnance de celui-ci à se donner un tel associé. Victoire aux frères Wildungen! le talisman est reconquis, et leurs projets vont s'accomplir! Non, tout est perdu; l'imprudence ou l'ineptie de ce même Hackert a mis le feu au château qui sert d'asile aux conspirateurs, et la précieuse cassette disparaît dans l'incendie. Voyez-vous ce démagogue chargeant sur ses épaules la cassette qui contient l'avenir! Pour la sauver, il a bravé mille fois la mort; une heure après, il sera cause de l'anéantissement de ce dépôt sacré et retardera pour longtemps les destinées du monde! Il met sa force brutale, il met son audace désespérée au service d'une idée qu'il peut à peine comprendre; on accepte son aide, et voilà que tout est fini. Énergique image, ce me semble, des rapports de la bourgeoisie et du prolétariat! Cruel symbole des révolutions!

Un autre tableau qui pourrait être plus expressif encore, si l'auteur n'hésitait pas entre deux principes absolument contraires, c'est la conclusion du récit. Dankmar Wildungen a voulu fonder une société dont le but est d'accélérer par tous les moyens le progrès de la civilisation, le triomphe de l'humanité sur la servitude et la misère. Ses illusions à ce sujet, et l'auteur semble les partager, sont vraiment des plus étranges. Cette riche cassette lui semble un victorieux talisman; une fois maîtres du trésor légué à Dankmar par le templier du moyen âge, les *chevaliers de l'Esprit* auront enfin le point d'appui que demandait Archimède pour soulever le monde. Qu'arrive-t-il? Ce naïf espoir est détruit, et la plupart des fondateurs de l'ordre sont obligés de chercher un asile hors de leur pays. Or il semble d'abord que cette catastrophe ne soit pas perdue pour eux; on dirait qu'ils en comprennent le sens et qu'ils ouvrent à leur pensée une direction nouvelle. Un soir, à la faveur de la nuit, à la douteuse clarté de la lune qui monte, voilée, derrière les sapins, des affiliés de l'ordre se réunissent en secret non loin de ce château des templiers qui devait être le siége de leur pouvoir, et là un des plus jeunes prononce ces graves paroles : « L'ordre est constitué! la consécration que devaient lui donner des moyens matériels est compromise, il est vrai, et perdue pour le moment; notre asile est la proie des flammes. Qu'importe?... l'esprit seul doit être l'arme des chevaliers de l'Esprit! » L'ascendant légitime des influences morales remplacera donc les conventions secrètes, et les conspirateurs ténébreux reprendront à la clarté du soleil la tâche bienfaisante, l'œuvre de civilisation et de progrès que chacun dans sa sphère est toujours obligé d'accomplir? Mais non; M. Gutzkow n'ose pas conclure ainsi. Tout en refusant à ses chevaliers le moyen de bouleverser le monde, il les convie encore à je ne sais quelle œuvre mystérieuse et menaçante. Cette propagande de l'esprit, ce ne sera pas une propagande pacifique. « Ne me rappelez pas, ajoute le jeune tribun, les enfantines paroles qui ont retenti autrefois dans cette enceinte, quand les templiers recevaient les enseignemens de leurs chefs : à savoir que la croix imprimée sur leurs manteaux devait être pour eux le bien suprême et le suprême but de la vie. Ne me dites pas qu'un grand sauveur a prononcé un jour ces maximes : — Le royaume de Dieu est une perle précieuse, et ses trésors valent mieux que l'or et l'argent; il est en nous, ce divin royaume; l'homme caché, l'homme qui possède la douce et silencieuse tranquillité de l'esprit, cet homme-là a du prix devant le Seigneur! — Doux, silencieux, paisibles? Non, frères, l'esprit de ce temps ne doit pas être tout cela. Pourquoi faut-il que la longanimité ait été infructueuse pendant deux siècles? Pourquoi faut-il que la colombe ne puisse plus être le symbole de notre époque? La mouette s'engourdit de peur aux approches de l'orage; ainsi la pensée du juste, errante de tous côtés à travers nos tempêtes, ne sait autre chose que se plaindre et pousser de douloureux gémissemens. Qui peut encore dormir à l'heure qu'il est? Si l'esprit a besoin de repos, ne reposons jamais sans presser de la main le pommeau de notre épée. A l'œuvre! agissez! enrôlez vos soldats! » On voit quelle est l'indécision de l'auteur, et comme une situation qui s'annonçait si bien aboutit à des banalités vulgaires.

Ces paroles, qui contredisent si brusquement la précédente scène, M. Gutzkow les a écrites pour satisfaire une partie de son public. Elles répondent

en effet à la douleur des espérances trompées, et semblent promettre une revanche. Les patriotes sont tristes; de grands efforts ont été accomplis, de généreux sentimens ont été dépensés en pure perte : l'unité allemande n'a été que le rêve d'une heure; M. Gutzkow, par ces belliqueux accens, semble avoir à cœur de ranimer les courages. Le dernier volume de son roman a beaucoup réussi. On assure que l'auteur a reçu maintes lettres qui l'interrogeaient sur la réalité de cette association; les mystérieux enrôlemens ont tant d'attraits dans la patrie du *Wehmgericht* et du *Tugendbund!* Du nord et du sud, bien des Dankmar inconnus sollicitaient une place au sein de la chevaleresque phalange. Ce qu'il y a de vague dans les peintures de l'auteur contribuait encore à enflammer les imaginations. Que ce nom est beau : *les chevaliers de l'Esprit!* Les héros du XIIIe siècle, qui poursuivaient le Saint-Graal, les Parceval, les Titurel et tous leurs compagnons n'étaient-ils pas de cette confrérie mystique? N'y faut-il pas rattacher aussi les adeptes de Joachim de Flore, qui voulaient substituer à la religion du Christ la religion de l'Esprit-Saint, et que Dante a placés néanmoins dans les splendeurs du paradis? Mais, poétiques ou réels, orthodoxes ou hérétiques, tous les chevaliers de l'Esprit au moyen âge étaient les soldats d'une foi positive, d'une foi parfaitement définie; ils appartenaient à la communion chrétienne. Que veulent, au contraire, les chevaliers de M. Gutzkow? Où est leur évangile? quel dogme éclaire leur route dans la mêlée des choses humaines? Ce n'est pas assez de dire : nous voulons le progrès de la civilisation, nous voulons aider de toutes nos forces au triomphe de l'humanité et de la justice. Comment comprenez-vous ce progrès? où voyez-vous le triomphe de la justice, et par quels chemins marcherez-vous à votre but? Sur tout cela, M. Gutzkow est muet, et les actions de ses héros ne sont pas de nature à nous faire deviner l'énigme. Ces chevaliers n'agissent pas; ils se disent l'un à l'autre : A l'œuvre, à l'œuvre! et rien ne se fait. En vain sont-ils fiers de leur beau titre, ils ne le méritent ni par la sublimité de l'intelligence, ni par l'audace des résolutions. Je dirai à ces héros qui séduisent la jeunesse allemande : L'indécision de vos pensées vous condamne. Votre idéal est plein de contradictions et de chimères. Vous croyez être les soldats de notre siècle, et vous empruntez au moyen âge je ne sais quelles formes vides sans lui demander l'esprit souverain qui en faisait la force. Vous prétendez glorifier l'humanité, et vous en méconnaissez la noblesse. Ouvrez les yeux : le monde moderne, malgré toutes ses misères, est plus poétique et plus grand que vos conciliabules. La grande société secrète, c'est l'invisible société des âmes; or, pour que les âmes, en s'unissant, puissent préparer un avenir meilleur, apprenez-leur d'abord à se régénérer. Vous répétez sans cesse que vous êtes à une époque de rénovation sociale; cela sera vrai seulement le jour où chacun de vous, sans conspirations et sans embûches, y appliquera une volonté sérieuse.

Cette idée du renouvellement individuel est comme entrevue dans un roman dont le titre et les premiers tableaux m'ont charmé. Pourquoi faut-il que l'auteur réponde si peu aux espérances qu'il avait fait concevoir? Je parle du récit en trois volumes que M. Berthold Auerbach intitule hardiment *Vie nouvelle*. Dante a raconté sous ce titre les mystiques extases de son enfance; M. Auerbach l'applique à la situation présente de l'Allemagne, aux doutes qui

se sont emparés de bien des esprits, aux désenchantemens qui ont affligé bien des cœurs, et il imagine un symbole destiné à exprimer pour tous la nécessité d'une transformation morale. Le comte Falkenberg est le fils illégitime d'un prince et d'une jeune femme qui est allée cacher on ne sait où sa honte et sa douleur. L'enfant abandonné a été recueilli par un oncle maternel qui l'a adopté et lui a donné son nom. Destiné d'abord à la carrière des armes, il a senti bientôt que la discipline de l'armée pesait trop lourdement à son inquiète nature; il a quitté le régiment pour ce monde bruyant des lettres où s'agitaient les mille systèmes d'une turbulente époque. La philosophie des *humanistes* l'a enivré, et quand la catastrophe de février eut lâché la bride aux passions, le jeune comte prit une part active aux insurrections de l'Allemagne. Il croyait à toutes les chimères de ses maîtres; il avait espéré l'unité des peuples germaniques et rêvé le triomphe de la démocratie. Partout où le patriotisme allemand était en jeu, partout où la révolution tirait l'épée, dans le Schleswig, à Berlin, à Dresde, dans le Palatinat, le comte Falkenberg était au premier rang. Aujourd'hui que son rêve s'est évanoui comme une fumée, le voilà errant, obligé de cacher son nom, obligé de dérober sa liberté et sa vie à une répression sans pitié. Condamné aux casemates, il s'est procuré un faux passeport et voyage sous le nom de Freihaupt. Où ira-t-il? L'Amérique l'attirerait, si un devoir sacré n'enchaînait ses pas. Ce n'est pas seulement le sol de la patrie qui le retient comme par un aimant invincible, il sait que sa mère vit encore, et il veut la retrouver. Pendant qu'il marche à l'aventure, son léger bagage sur le dos, il rencontre un jeune homme, un instituteur de campagne, qui va prendre possession d'un nouveau poste. Les deux voyageurs font route ensemble, et bientôt les confidences du maître d'école éveillent une singulière pensée dans l'esprit du comte démocrate. Eugène Baumann, — c'est le nom de l'instituteur, — est attendu aux États-Unis par sa famille expatriée; sitôt qu'il aura ramassé quelque argent, il s'embarquera pour New-York. « Partez tout de suite, » lui dit le comte, et il lui remet un paquet de billets de banque; « en échange, donnez-moi votre nom. Vous n'êtes plus Eugène Baumann, vous êtes Freihaupt, et moi, je suis le nouvel instituteur du village d'Erlenmoos. » Aussitôt dit, aussitôt résolu. Les passeports sont échangés, la substitution est accomplie. Bonne chance au voyageur, bon succès au maître d'école; que l'Amérique et l'Allemagne leur soient propices! Les deux amis se serrent la main et se séparent. Dès le lendemain, le faux Eugène Baumann arrivait à Erlenmoos et commençait une nouvelle vie.

N'est-ce pas là un attrayant début? En lisant ces premiers chapitres, je devançais involontairement la narration de l'écrivain; j'aimais à me figurer le fastueux démocrate dans l'humble et laborieuse existence qu'il s'impose. Quel contraste! hier le bruit et les enivremens de la place publique, aujourd'hui un paisible devoir accompli sans fracas. Une telle situation, assurément, pouvait renfermer les leçons les plus salutaires, et le tableau de cette nouvelle vie était digne de tenter à la fois un moraliste et un poète. Malheureusement, M. Auerbach n'a fait que soupçonner la beauté de son sujet. Ce n'est pas une carrière nouvelle qui s'ouvre pour le comte Falkenberg; rien n'est changé chez lui, rien, si ce n'est la condition extérieure. Il fallait nous montrer la rénovation de son âme, et cette âme, dans l'humble salle de l'école comme dans les

clubs philosophiques, est obstinément attachée aux mêmes folies. Nous pensions que Falkenberg voulait recommencer sa vie pour en faire un meilleur usage; il veut seulement recommencer la prédication de ses utopies hasardeuses, et pour cela il se place à la source même des générations qui doivent posséder l'avenir; il s'empare de l'école primaire. La profession de foi de Falkenberg est curieuse; le faux Eugène Baumann a trouvé à Erlenmoos un collègue nommé Deeger, nature simple et droite, esprit libéral, républicain même et profondément religieux; c'est à ce digne paysan que le disciple des jeunes hégéliens exposera l'idéal nouveau des sociétés humaines et les espérances de l'avenir. Un jour que Deeger a conduit son collègue à l'église pour lui apprendre à toucher de l'orgue, l'entretien tombe bientôt sur l'éducation, sur la destinée humaine, et Deeger entend là maintes paroles qu'il a peine à comprendre. Peu à peu Falkenberg s'exalte; ce ne sont plus de simples formules jetées négligemment, c'est tout un discours, c'est un programme entier qu'il développe, comme si l'église était pleine et qu'il s'adressât à la foule :

« L'éternel exemplaire et l'immuable modèle du bien, ne dites pas que c'est le Christ, le Christ individuel, le Christ qui a vécu et qui est mort dans une époque déterminée; non, ce modèle sublime, c'est l'homme, l'homme idéal, l'homme tel que le genre humain l'a rêvé et à qui il a donné le nom de Jésus... La perfection première, la beauté accomplie de l'esprit et du corps n'existe nulle part dans tel ou tel individu; elle existe, partagée entre tous... J'aime aussi le Christ et je le révère, mais je vois en lui, comme dans Socrate, dans Aristide, dans Luther, dans Franklin, dans Washington, les imperfections qui tiennent à l'état de chaque période. Ce n'est pas le Christ individuel, c'est le Christ idéal qu'il faut avoir en soi. Tu sais ce que nous a enseigné le Grec Euclide; il n'y a ni ligne ni point dans la nature, et cependant ces abstractions de la pensée sont les mesures exactes qui nous servent à déterminer toute chose. Tu crois au Christ; moi je crois à l'idéal de l'homme, bien que cet idéal, je le sais, ne doive jamais s'offrir à moi sous une forme visible. Tu crois au monde surnaturel; je crois à ce monde où je suis né, je crois à la perfection de l'humanité ici-bas, je crois à la bonté incorruptible de l'homme. Tu crois en Dieu, et tu ne perds pas confiance, quoique ses voies te semblent mystérieuses et ses desseins impénétrables; je crois à l'humanité, je crois que sa destinée est d'atteindre à la sainteté absolue et à l'absolue beauté, bien que le spectacle du servilisme et de la tyrannie s'efforce d'ébranler ma foi. Des milliers d'hommes croient à la bonté de Dieu, de ce Dieu qu'ils ignorent et dont l'action immédiate leur est cachée : je ne les en blâme pas; qu'ils nous permettent seulement de croire à la bonté du genre humain si hautement attestée par tant d'actes héroïques. La foi, c'est l'indestructible. La foi n'a pas besoin d'une lumière qui lui vienne du dehors, elle tire, elle verse la clarté du sein de ses profondeurs; tel l'enfant merveilleux qu'a représenté le Corrège. Ne pense pas que ma croyance soit faible, parce que faible est son objet; elle est si forte qu'aucun homme, aucune nation, n'auraient la puissance de l'anéantir. L'astronomie nous apprend que les étoiles ne sont pas placées à l'endroit où nos instrumens nous les montrent; il est de même de l'homme et du foyer lumineux de sa vie spirituelle. J'estime les hommes plus qu'ils ne s'estiment eux-mêmes, car ce que j'estime en eux, c'est la pure humanité,

l'humanité idéale, c'est leur âme à sa plus haute puissance, c'est enfin tout ce qu'ils méconnaissent si souvent dans leur propre nature. Je n'admets pas qu'il y ait un seul homme au-dessus de moi, je n'admets pas qu'il y en ait un seul au-dessous. Ne discutons plus l'objet de notre foi, pratiquons seulement nos deux croyances, et voyons par les effets laquelle est la plus forte. »

M. Auerbach retombe ici dans toutes les vieilleries panthéistiques dont l'Allemagne est en train de se débarrasser chaque jour. Pourquoi donc annoncer si haut la peinture d'une vie nouvelle? Cette vie nouvelle, c'est la religion de M. Strauss, c'est l'humanisme de M. Bruno Bauer, c'est l'athéisme de M. Feuerbach; heureux encore sommes-nous que le héros de cette histoire veuille bien ne pas pousser jusqu'au *nihilisme* de M. Max Stirner! L'Allemagne ne prête plus l'oreille à ces tribuns; 1848 les a tirés de l'obscurité des écoles pour les disperser au grand jour, et voilà le romancier qui prétend les ramener sur la scène au moment même où il annonce dans un symbolique récit la régénération de son pays. Il est difficile de se tromper plus complétement; il est impossible de donner un plus fâcheux démenti aux promesses d'un titre et d'un début plein de grâce. Au point de vue purement littéraire, les détails habiles ne manquent pas dans le livre de M. Auerbach; mais rien ne fait oublier l'erreur capitale de l'ouvrage, et ce qu'on éprouve à la vue de ces peintures gracieuses ou sombres, c'est une sorte d'impatience et de colère quand on suit ce prétendu réformateur incapable de dépouiller le vieil homme, cet utopiste incorrigible qui s'imagine commencer une nouvelle vie, parce que, sous un nom et un costume d'emprunt, il s'entête plus follement que jamais dans ses impiétés surannées.

L'erreur de M. Auerbach est d'autant plus singulière, qu'il retrace avec une sincérité hardie les vices et les violences des habitans d'Erlenmoos. Les excitations de 1848 ont développé bien des mauvais instincts que le romancier ne ménage pas. A-t-il vraiment tant de confiance dans la prédication de Falkenberg, et croit-il que ce culte de l'humanité, ce dogme de l'absolue bonté de notre espèce, cet abandon de soi-même et cette fusion dans la grande âme collective du genre humain triompheront aisément des habitudes perverses? Pendant que M. Auerbach s'embarrasse en ses contradictions, l'auteur anonyme d'un roman assez énergiquement composé nous dénonce aussi les funestes influences de ces années de désordre, et il en tire une conclusion plus logique. Sous ce titre, *les Titans modernes,* le romancier a osé nous donner la plus poignante peinture de la démagogie allemande. Le héros du livre est un étudiant en théologie, un aspirant au ministère évangélique, Ernest Wagner. En vain a-t-il pour père un digne pasteur de campagne, en vain a-t-il été élevé par une mère pieuse et simple : toutes les subtilités prétentieuses de l'esprit du siècle ont de bonne heure altéré les facultés de son âme. Dès le début du récit, nous le voyons, assis auprès de sa fiancée Anna, analyser ses sentimens avec le pédantisme d'une cervelle orgueilleuse et malsaine. Mon cœur l'aime, se dit-il, mais mon esprit ne la connaît pas. Ce qu'il aperçoit dans ses rêves, c'est la femme libre, une âme fière, affranchie des lois de la vieille morale et prête à s'aventurer avec lui *dans les régions de l'absolu.* Wagner n'est pas une nature pervertie; c'est une intelligence faible que possède un immense orgueil. Il semble hésiter encore entre le bonheur paisible qui lui sourit et

les aventures orgueilleuses qui l'appellent. Nommé pasteur selon le vœu de sa famille, établi auprès de son vieux père, pasteur lui-même, dont l'exemple et la tranquille félicité lui rendent par instans un peu de calme, il trouble à plaisir cette période idyllique de sa vie, et la termine enfin par un coup d'éclat. Il publie une brochure scandaleuse contre le christianisme, et se fait chasser par le synode. Son vieux père en mourra; que lui importe? Il a rompu les liens qui l'enchaînaient; le voilà *lancé dans l'absolu!* Comme il s'applaudit de son équipée! avec quelle joie sinistre il prend congé du foyer maternel et s'engage dans la ténébreuse milice des *éclaireurs du monde!* Ce mélange de crédulité béate et d'impatience révolutionnaire est parfaitement décrit.

Wagner n'est pas encore perdu : il y a chez lui, en définitive, plus de niaiserie que de méchanceté, j'entends cette niaiserie philosophique qui est la compagne et le châtiment de l'orgueil; mais suivez-le à Berlin, et voyez-le descendre l'un après l'autre tous les degrés de l'abîme! Le maître de Wagner, le Faust ridicule dont celui-ci est le *famulus*, est un certain docteur Louis Horn, qui a puisé sa règle de conduite dans les plus cyniques théories de ces derniers temps. Louis Horn et Ernest Wagner ne sont pas, qu'on le sache bien, la caricature de certains sophistes célèbres; c'est mieux que cela, c'est l'image trop exacte, hélas! des disciples sans nom que tout agitateur est condamné à traîner derrière soi. Tandis que la dialectique continue de divaguer paisiblement dans son cabinet d'études, l'élève traduit en actes la pensée du maître, et le maître lira un matin la biographie du disciple dans quelque récit de cour d'assises. Wagner a rencontré à Berlin la femme libre que lui montraient ses songes. C'est autour de cette femme que va s'agiter un drame plein de détails burlesquement sinistres. Le docteur Horn et un certain comte César, agent de la propagande polonaise, sont les rivaux d'Ernest Wagner. Une des scènes les plus curieuses dans ce triple combat d'intrigues et de trahisons intimes, c'est la mort du docteur Horn. Après toutes sortes de vilenies, humilié dans son orgueil et dénué de toutes ressources, le docteur se tue; mais, avant de lâcher la détente de son pistolet, il a rédigé une dernière instruction philosophique à l'adresse de Wagner. « Je meurs, lui écrit-il, fidèle à mes doctrines; je meurs comme un représentant de l'absolu. La racaille humaine se soumet servilement à la mort amenée par des causes étrangères; moi, ma mort est mon œuvre. Le principe que j'ai toujours défendu, tu le sais, c'est que l'homme doit être maître de lui-même, jouir de lui-même, n'aimer que lui-même, ne dépendre que de lui-même... La conclusion est qu'il doit se tuer lui-même. » Vous trouverez peut-être que ce résumé du système et de l'existence du docteur est une charge trop bouffonne; ne le croyez pas : les choses sont si bien amenées dans la trame du roman, la génération du mal est si complétement décrite, ce malheureux est tellement la dupe des grands mots et des formules creuses de son école, que cette sinistre parade du mourant est la conclusion nécessaire d'une telle vie.

Les deux chapitres qui terminent l'ouvrage, l'un intitulé *propagande*, l'autre *bourgeois et prolétaires*, nous font assister aux dernières aventures, aux dernières avanies du théologien renégat. Un instant on croit qu'il va s'arrêter sur la pente rapide où il glisse. Il veut revenir sur ses pas, il sent se réveiller les instincts honnêtes que l'infatuation n'a pas complétement

étouffés; vain espoir! c'est une lueur qui brille et qui passe. Ernest Wagner n'est-il pas le messie d'un monde nouveau? Si les bourgeois ne sont pas séduits par ses doctrines athées, il s'adressera aux prolétaires et leur enseignera le communisme. Adieu les théories transcendentales et les apophtegmes métaphysiques! le voilà obligé de parler le langage du tailleur Krist, excellente figure, type démagogique reproduit avec une habileté magistrale. Suivez-le jusqu'au bout dans cette lamentable odyssée, vous le verrez à Vienne, au milieu de ses adeptes, chercher un trépas éclatant sur les barricades d'octobre. Pourquoi l'auteur le fait-il fusiller par les soldats du prince Windisch-Grætz? Il fallait que cet homme, dont la vanité a conduit toute la vie, rentrât obscurément dans la foule et subît la longue humiliation de son impuissance. Et maintenant, si vous vous rappelez sa première enfance, son père entouré de respect, sa mère pieuse, attentive, dévouée, sa douce fiancée Anna et toute cette famille qui marche gravement dans le sentier du devoir, ce n'est pas la mort du malheureux qui jettera le plus de tristesse sur cette impitoyable étude, c'est l'attitude du mourant et l'obstination titanique de son âme. *Les Titans modernes!* dit l'auteur, et l'on se demande pendant tout le cours de l'ouvrage si ce n'est pas un titre ironique. Où sont les Titans en effet? Nous n'avons affaire qu'à de vulgaires vanités et à des caractères lâches. L'auteur évite trop soigneusement la déclamation pour donner à ses personnages l'altière audace qui pourrait diminuer leurs misères. Mais tout à coup, au dernier moment, du sein de cette nature vide et de ce cœur desséché, du fond de ce néant, si je puis dire, s'élève une parole épouvantable : « J'ai mené une vie bien errante, écrit Wagner avant de mourir; j'ai péché de mille manières, et cependant je ne saurais éprouver de repentir. S'il existait un Dieu, je comparaîtrais devant lui sans trembler. J'ai vécu saintement, mes péchés même étaient purs. De toutes les forces de mon être j'ai poursuivi la vérité. » Qu'en dites-vous? ce titanisme que nous cherchions, il me semble que le voilà. Le Titan moderne ne puise pas son audace dans le développement gigantesque de son corps comme le Titan de la fable, mais dans la faiblesse et l'indigence de son âme. L'idée du bien s'est éteinte au fond de sa conscience; cette critique meurtrière qu'il a portée partout a fini par le détruire lui-même, et c'est parce qu'il est le néant qu'il peut s'écrier avec raison : Je ne tremble pas!

Les Titans modernes rappellent par bien des points un vif et spirituel récit publié chez nous en 1849 et qui méritait de ne pas passer inaperçu : je parle de cette peinture de mœurs politiques intitulée *Un Héros*. Tout est triste dans ce livre; l'indignation n'y tient pas de place, mais l'observation y est précise, inexorable. L'auteur n'intervient pas dans son récit; il craint la déclamation, il craint l'emphase. C'est assez pour lui de laisser parler les choses, et certes elles crient assez d'elles-mêmes. Bien qu'il y ait beaucoup de talent dans les deux ouvrages, l'invention y brille peu; on voit clairement que l'écrivain ne s'est pas proposé une œuvre d'art. Ne lui demandez pas autre chose qu'une enquête sans pitié, ou, si vous l'aimez mieux, une opération chirurgicale accomplie d'une main sûre. C'est peut-être pour ce motif que les deux romanciers ont gardé l'anonyme : s'effaçant devant leur œuvre, ils ont voulu que rien ne vînt s'interposer entre la réalité lugubre et la fidèle copie qu'ils en donnaient.

S'il y a un procédé opposé à celui-là, c'est le procédé de M. Jérémie Gotthelf. On a déjà exposé ici même les vaillantes luttes que le pasteur de Lutzelfluh a soutenues contre la démagogie du XIXe siècle. Ce ne sont pas seulement des tableaux qu'il retrace; on sent dans toutes ses œuvres une invincible ardeur de prosélytisme. Il est poète par le sentiment profond de l'existence rustique, par l'incomparable énergie des peintures, par l'audace extraordinaire d'un réalisme qu'anoblit toujours l'inspiration morale; mais, dans les plus vives inventions du poète, il est impossible de méconnaître à chaque page le pasteur qui a pris sa mission au sérieux, un rude pasteur de l'Oberland avec son bâton noueux et ses souliers ferrés, allant de porte en porte, parlant à chacun son langage, sévère ou affectueux, consolant ou redoutable, toujours libre, franc, populaire dans ses allures, et poursuivant de tous côtés par l'ironie la plus joyeuse ou la colère la plus éloquente la propagande antichrétienne, la propagande des communistes et des athées allemands, qui infeste les campagnes. On comprend que cette verve belliqueuse tienne l'Allemagne en émoi, lorsqu'un mouvement si marqué, de Berlin jusqu'à Vienne, ranime aujourd'hui les sentimens religieux et assure un succès souvent peu mérité aux interprètes de ce nouvel esprit. L'Allemagne cherche et provoque des écrivains qui répondent aux besoins de son âme; elle les applaudit d'avance sans mesurer l'enthousiasme; elle ne demande pas si M. de Redwitz est un poète inexpérimenté, elle le salue comme un maître, et bon gré mal gré elle fait de lui un chef d'école. Comment les puissantes peintures de Jérémie Gotthelf, quoique sorties d'un petit village de la Suisse, ne compteraient-elles pas au premier rang dans le travail des lettres germaniques?

Le dernier roman que nous a donné le digne pasteur a beau être consacré à une matière toute spéciale, il répond très bien à ces préoccupations. C'est une heureuse idée d'avoir mis en présence l'antique esprit des populations patriarcales de la Suisse et cet esprit nouveau qui s'intitule orgueilleusement l'esprit du siècle. *L'Esprit du Siècle et l'Esprit de Berne,* tel est le titre du livre dont je veux parler. M. Gotthelf a personnifié ces deux esprits d'une manière très attachante : Hunghans et Ankenbenz sont les deux plus riches fermiers du village de Kuchliwyl; unis par l'amitié comme par le sang, enfans du même sol, baptisés avec la même eau, ils ont grandi ensemble et en se tenant la main; cependant combien ils sont séparés aujourd'hui par la direction de leurs idées! Hunghans est fier des progrès de son temps, et il entend par ce grand mot l'abandon des croyances chrétiennes; il rit du pasteur, il se moque du dimanche, et disserte en son patois sur la mythologie de la Bible. Ankenbenz est un esprit simple qui croit à la religion et au devoir; quand il a assisté à la prédication de la parole du Christ, il se sent mieux assuré dans e droit chemin, et les prétentieuses impiétés d'Hunghans révoltent son âme droite. De l'opposition de ces deux caractères, M. Gotthelf a fait naître sans effort les tableaux les plus intéressans et les leçons les plus vives. On peut être sûr que la morale chez l'auteur d'*Uli* n'a jamais un aspect sombre et rechigné; l'auteur connaît trop bien ses paysans pour leur adresser une prédication empreinte de méthodisme. La morale luit dans ses tableaux comme un rayon de soleil, elle est joyeuse, elle est la bienvenue, elle ranime toute la ferme : *le toit s'égaie et rit.* Quel peintre que Jérémie Gotthelf! Comme il reproduit avec précision les moindres scènes de la commune! Le tribunal, le

temple, le cabaret, la place publique, c'est toute une série de tableaux flamands exécutés par un maître. La verve de l'auteur redouble quand il s'agit de politique; la politique! autrefois c'était le patriotisme, aujourd'hui c'est l'égoïsme et la cupidité. La nomination d'un membre du grand conseil est une des scènes les plus divertissantes qu'on puisse lire. Les petites perfidies des meneurs, la niaiserie de ceux qu'on dupe, la colère des ambitieux déçus, l'étonnement et la bouffissure subite du candidat insignifiant qu'on a choisi pour faire pièce au candidat qu'on redoute, tous ces incidens sont mis en relief avec la franche et copieuse gaieté qui sied si bien au romancier rustique. Parfois le ton s'élève, et la comédie ne s'interdit pas l'invective. A ceux qui blâmeraient l'audace de ces tableaux, Jérémie Gotthelf a répondu d'avance dans sa préface : « Je ne suis pas un républicain de convention; je suis né républicain, j'ai été élevé dans la liberté républicaine, dans cette liberté que nous avons vue compromise de 1846 à 1850, sous le régime des corps francs. La liberté! c'est trop peu de déclarer que je l'aime, elle est un besoin pour mon âme; j'entends la liberté chrétienne, non pas la liberté selon la chair, mais la liberté dans le domaine de l'esprit. — Il est aisé, dit saint Paul aux Galates, de connaître les œuvres de la chair, qui sont la fornication, l'impureté, l'idolâtrie, les inimitiés, les meurtres, les ivrogneries... Les fruits de l'esprit, au contraire, sont la charité, la joie, la paix, la patience, l'humanité, la douceur, la foi, la continence... Il n'y a point de loi contre ceux qui vivent de la sorte. — C'est l'amour de cette liberté selon l'esprit qui a fait de moi un écrivain. Oh! je savais nettement ce que je voulais. Je suis descendu dans l'arène pour la cause de Dieu et de la patrie; j'y suis descendu pour défendre la famille chrétienne et l'avenir des enfans. » Laissez-le donc parler, ce courageux écrivain, et n'oubliez pas qu'il est presque seul à lutter, depuis des années, contre l'armée démagogique. Laissez-le stigmatiser dans ses ardentes satires l'ineptie et la luxure de ces fonctionnaires imposés à d'honnêtes communes par la victoire des corps francs. Pardonnez-lui l'âpre rudesse de son langage, passez-lui même une certaine éloquence qui sent l'étable et la charrue, lorsqu'il poursuit dans la personne du fermier Hunghans, de sa femme Gritli, de son fils Hanz, les socialistes et les athées, les *jeunes Allemands* et les *jeunes hégéliens*, dont ces malheureux sont les victimes. Je recommande particulièrement toute la fin de l'histoire d'Hunghans, la mort du fils, le désespoir du père, les bonnes paroles d'Ankenbenz, qui ramènent son vieil ami dans le droit chemin, et le pathétique discours du pasteur sur la tombe de ce jeune homme que l'esprit du siècle a conduit là : — « Marie vint à l'endroit où était Jésus, et, s'étant jetée à ses pieds, elle s'écria : Seigneur, si tu avais été avec nous, mon frère ne serait pas mort. » Ce texte si bien approprié à la situation, l'orateur chrétien le développe avec une onction pénétrante, et les sévères leçons qu'il en fait sortir sont adoucies à la fin par de fortifiantes exhortations et des espérances immortelles. Le paysan, désabusé des influences qui l'ont perdu, recommence dans le vieil esprit, dans l'éternel esprit du christianisme, une existence purifiée.

Ainsi reparaît toujours cette même inspiration que nous avons signalée dans les ouvrages les plus dissemblables, ainsi éclate dans le récit de Jérémie Gotthelf comme dans le manifeste de M. d'Eichendorff, dans *les Chevaliers de l'Esprit* de M. Gutzkow comme dans *la Vie nouvelle* de M. Auerbach et dans *les*

Titans modernes de l'écrivain anonyme, cette pensée qui est manifestement la préoccupation constante et l'invincible besoin des âmes : ensevelir le vieil homme et recommencer à vivre. Ni les uns ni les autres ne se sont concertés pour cela. M. Gutzkow et M. Auerbach ne pensent pas comme l'écrivain anonyme et Jérémie Gotthelf; le but que les premiers assignent à cette sorte de renaissance n'est pas celui que signalent les deux autres; cependant un même instinct a parlé dans leurs écrits : libres penseurs ou moralistes chrétiens, ils sont ici les interprètes d'un sentiment général. Voudrait-on ne voir là qu'une rencontre fortuite? Ce serait fermer les yeux à une transformation évidente. Ce travail était nécessaire, et il s'accomplit autour de nous avec une spontanéité qui en révèle toute l'énergie. Il faut croire à ce mouvement des esprits signalé par tant de symptômes, on peut y mettre sa confiance et en attendre des résultats durables. La crise aura été féconde : les lettres n'en profiteront pas moins que la morale publique et la religion.

II.

Il y a deux manières de mettre fin à une mauvaise situation littéraire : c'est d'abord, nous venons de le voir par de curieux exemples, de l'arracher résolument aux influences de la veille, de faire comprendre à tous la nécessité d'un renouvellement général; c'est aussi de ne plus en parler, et d'ouvrir, sans autre préambule, la période de paix et d'activité régulière à laquelle on aspire.

L'Allemagne semble de plus en plus disposée, nous l'avons dit, à rompre avec la polémique pour revenir aux études sereines et se dévouer à la propagande du beau. Conteurs charmans ou sévères, peintres du passé ou de la société présente, on les a vus paraître en foule. Il y a eu comme un épanouissement simultané dans les domaines de la fantaisie. Je distingue surtout deux directions très différentes : le roman historique, et le roman qui se propose dans mille tableaux divers la peinture de notre XIXe siècle. Cette seconde catégorie, si l'on voulait être complet, offrirait encore maintes subdivisions intéressantes. Ici, c'est le roman de salon, le roman de *high life*, emprunté aux Anglais, et jusqu'à présent assez dépaysé en Allemagne; là, c'est le roman rustique, si accrédité chez nos voisins par les succès de M. Auerbach, de M. Léopold Kompert, de M. Jérémie Gotthelf, et qui révèle une tendance heureuse à la simplicité. Le roman national mériterait une place particulière, car il faut bien donner ce titre à ces narrations où l'auteur étudie surtout les mœurs d'une population oubliée et nous en retrace la dramatique image. Il y a enfin les romanciers voyageurs, et c'est là une nouveauté assez piquante : j'appelle ainsi les spirituels et brillans touristes qui, parcourant les terres lointaines, nous ont donné en de vifs tableaux le résultat de leurs observations. L'Allemagne en a eu plus d'un pendant ces dernières années, car cette littérature cosmopolite tend toujours à reculer ses frontières; maintenant surtout que l'émigration allemande, accrue sans cesse en des proportions terribles, va fonder au-delà de l'Océan des villes et des états, il est naturel que la littérature suive le même mouvement d'expansion.

Le roman historique, abandonné depuis quelque temps pour le roman socialiste ou le roman familier, vient de reparaître avec un certain éclat. Je

citerai au premier rang le nom de M. Frédéric d'Uechtriz. Comme M. le baron d'Eichendorff, dont nous avons salué le retour avec joie, M. d'Uechtriz avait renoncé depuis une quinzaine d'années à la place brillante que lui promettaient ses débuts. Il s'était surtout signalé comme poète dramatique dans les dernières années de la restauration. On lui doit de beaux drames, *Chrysostome, Spartacus, Othon III,* surtout *Alexandre et Darius,* vivement applaudi à Berlin en 1828 et publié avec une préface de Tieck. Par la richesse du style et la grandeur des conceptions, M. d'Uechtriz apportait à l'école romantique un secours inattendu, et, puisque cette école recrutait encore des soutiens de cette valeur, on pouvait douter qu'elle fût en décadence. Est-ce le sabbat de la *jeune Allemagne* et de la *jeune école hégélienne* qui inspira au poète le goût de la solitude et du silence? La vérité est que, depuis 1830, M. d'Uechtriz n'a guère cessé de se tenir à l'écart. Son dernier drame, *les Babyloniens à Jérusalem,* est de 1836. Ame poétique et chrétienne, M. d'Uechtriz, on peut le croire, se consolait des tristes spectacles d'une littérature infatuée en faisant revivre au souffle de son imagination les époques évanouies. Le roman qu'il vient de publier est évidemment le résultat d'un long travail; on y découvre à la fois les laborieuses recherches de l'érudit et les lentes méditations du penseur. *Albert Holm* est une large peinture de la chrétienté au XVIe siècle. Y avait-il un sujet plus beau pour une intelligence qu'attristait la sophistique de nos jours? Là, point de railleries superficielles, point de prétentieuses impertinences; les croyances étaient mâles et les passions profondes. C'est au sein même du christianisme que se débattait la lutte. L'église était déchirée et son cœur saignait, mais le christianisme recouvrait tout; amis et ennemis y étaient attachés du fond de leurs entrailles. Le vif sentiment de ces fortes passions religieuses, voilà l'inspiration de l'auteur; tous les mérites et tous les défauts de son œuvre proviennent de cette source. Ces défauts sont nombreux. N'en est-ce pas un, et très déplaisant, que de faire intervenir sans cesse des disputes de théologie au milieu des chastes amours dont le romancier est l'historien? Albert Holm est un de ces hommes de guerre qui louaient leurs services aux princes et aux cités. Jeune, beau, vaillant, il est dévoué aux doctrines de Luther, et, lorsqu'il devient amoureux d'Agnès Breitinger, la fille du bourguemestre de Francfort, il cherche à la convertir à sa foi avec l'érudition d'un docteur qui a lu et médité tous les textes. Un conteur qui cite Bellarmin, Luther et les conciles, un romancier qui est obligé de mettre des notes au bas des pages et de vous arrêter au milieu d'une scène émouvante par la production de quelque pièce latine extraite d'un in-folio, ce romancier-là, il faut l'avouer, prend trop au sérieux la tâche morale qu'il veut remplir. Rien de plus beau que ces convictions ardentes; il convient toutefois de les dissimuler plus adroitement, si l'on veut qu'elles communiquent une vertu féconde au récit. Un lecteur de contes peut s'approprier à bon droit le mot de Nicole : « Je n'aime pas à être régenté si fièrement. » Ce défaut, trop souvent renouvelé dans les quatre volumes de M. d'Uechtriz, n'efface pas cependant les rares mérites de cette composition. Les deux premiers volumes sont une peinture de l'Allemagne, les deux derniers un brillant tableau de l'Italie. Ici, la ville de Francfort, l'Autriche, la guerre avec les Turcs; là, les splendeurs de Naples, l'expédition de Charles-Quint à Alger, le Vatican et le conseil des cardinaux sous la pré-

sidence du pape Paul III. A travers ces tableaux si différens, l'auteur poursuit une idée bien digne de son âme affectueuse et de sa rare intelligence : il cherche le point où la conciliation est possible entre le catholicisme et la religion de Luther. Le héros du roman, Albert Holm, aime tour à tour deux femmes qui ne se ressemblent pas, la douce et naïve Agnès de Francfort, et la fière Napolitaine Lucrezia, comtesse de Monte-Felice. Toutes les deux sont catholiques, et fournissent à l'auteur une piquante occasion de déployer ses théories.

Albert Holm fait le plus sérieux honneur à cette renaissance littéraire dont nous signalons les symptômes. Cette belle œuvre nous offre autre chose qu'une intéressante peinture de l'Italie et de l'Allemagne au XVIe siècle; on y voit se déployer avec une cordialité sincère le christianisme de l'écrivain. Bien des esprits élevés, en Allemagne, appellent de tous leurs vœux le réveil de la pensée chrétienne. Ce désir de réunion qui préoccupa les grandes âmes de Bossuet et de Leibnitz semble se ranimer de nouveau. On ne discute plus, comme au XVIIe siècle, les bases d'une négociation théologique; mais, dans le désarroi général, on s'attache des deux côtés à se prêter assistance. On est moins frappé des dissentimens, on l'est davantage de tout ce qui peut rapprocher les deux cultes. Les protestans que l'esprit chrétien anime saluent cet esprit chrétien partout où ils en rencontrent la trace, sans se soucier des vieilles rancunes et des préjugés séculaires. Les catholiques de Vienne et de Munich, des esprits originaux et hardis comme Dœllinger et Gunther, reconnaissent que, sans le développement si hardi de la théologie protestante, la théologie catholique de l'Allemagne serait sans doute aussi stérile et aussi pauvre qu'en d'autres contrées de l'Europe. Il se forme, en un mot, une sorte de terrain commun, et il n'est pas impossible que l'Allemagne, après avoir fait une brèche si profonde à l'église du XVIe siècle, ne reconstruise un jour sur ce terrain la basilique chrétienne. Une preuve que ces idées se répandent, c'est que les voilà déjà hors de l'enceinte des écoles. M. d'Uechtriz s'en est manifestement inspiré : ses protestans n'ont pas de passions altières, ses catholiques n'ont pas de préjugés haineux. Conduit par la généreuse pensée qui le possède, l'auteur est naïvement infidèle à l'histoire; Lanoue ne reconnaîtrait pas Albert Holm pour un soldat de sa confession, et Montluc n'aurait pas envie de le pendre au premier chêne de la route. Les violences du XVIe siècle ont disparu de ce tableau; c'est une sereine et bienfaisante peinture. L'auteur, protestant pieux et zélé, ne craint pas de signaler résolument certaines influences mauvaises de cette religion qu'il aime. Qu'il continue donc ces belles études, qu'il les continue dans le même esprit d'apostolat chrétien. Il s'était préparé une place brillante comme poète dramatique : le roman, s'il y apporte toujours une inspiration aussi élevée, lui réserve plus d'un triomphe. Son style s'affermira peu à peu; son imagination deviendra plus dramatique et plus vive sans renoncer aux consciencieuses recherches. L'érudition historique et la pensée religieuse se combineront plus habilement avec la vérité poétique, et l'auteur d'*Albert Holm* reprendra le rang que les amis des lettres sérieuses regrettaient de lui voir abandonner si tôt.

Ce ne sont pas de religieuses préoccupations, ce n'est pas le souci d'une prédication morale qui se manifeste dans l'énergique roman dont je vais parler. L'auteur anonyme de *Carrara* est un débutant plein de vigueur, et il

n'a pas d'autre but que de nous donner un fidèle tableau du moyen âge italien. La lutte de la république de Venise et de la république de Padoue, voilà le sujet de son récit. L'auteur a étudié avec soin les destinées particulières de ces petits états; il sait à merveille leurs vicissitudes, leurs révolutions intérieures, les rapports de la bourgeoisie et de la noblesse, les rivalités sanglantes de ville à ville et de famille à famille. Dans cette histoire confuse et pleine de péripéties horribles, il a choisi un tragique épisode, la catastrophe de Carrara au commencement du XVe siècle. Les Carrara, famille noble de Padoue, avaient repris peu à peu, après les agitations démocratiques des XIIIe et XIVe siècles, l'ascendant de leur antique maison. C'était le temps où les républiques faisaient place, dans l'Italie entière, à une foule de petites principautés. Les Carrara étaient sur le point de devenir les maîtres de Padoue. Capitaine de Padoue, soumis encore au podestat et au conseil de la cité, Francesco Carrara devenait le seul personnage important de l'état chaque fois que la guerre éclatait. Aussi l'audacieux capitaine ne se faisait-il pas faute de susciter sans cesse de nouveaux ennemis à la république. Venise, d'un autre côté, ne voyait pas sans appréhension une famille riche et puissante s'emparer de l'autorité dans une ville si voisine. Cette guerre que désirait Carrara, Venise la prit au sérieux, et elle jura d'anéantir cette fortune qui grandissait trop près du lion de Saint-Marc. Les ruses et les injustices de Carrara furent donc châtiées, non par le peuple padouan, dont il avait confisqué les franchises, mais par la jalousie implacable de l'oligarchie vénitienne. Au milieu de ces ambitions aux prises, il n'y a guère place pour un intérêt élevé. L'auteur s'est appliqué surtout à être vrai; il a reproduit toute une partie de l'existence du moyen âge avec une vigueur digne de ces temps farouches. Si l'on s'intéresse aux Carrara vers la fin du récit, c'est que la cruauté de Venise a passé toutes les bornes. Francesco Carrara et ses enfans deviennent des personnages tragiques lorsqu'ils représentent, en face du conseil des Dix, la chevaleresque audace de la vieille Italie. Le bourreau qui les décapite, le sbire qui les égorge, semble porter la main sur toute une race; on dirait l'astuce moderne exterminant les hommes d'une période héroïque. Et puis, si les mœurs étaient violentes, si les institutions étaient barbares, les hommes valaient mieux souvent que les institutions. La suave douceur de certaines figures du moyen âge, la grâce incomparable des arts et des productions mystiques de ces vieux siècles, ne tiennent-elles pas précisément à ce contraste? Plus la société était mauvaise, plus on se réfugiait avec bonheur dans les domaines de l'idéal. Il y a de ces rayons de soleil dans le drame dont Carrara est le héros. Terzo Carrara et son frère Guglielmo, l'un vaillant et chevaleresque, l'autre mélancolique et doux, sont deux créations charmantes. La femme de Terzo, Madonna Alda, est aussi dessinée avec une rare délicatesse. Si l'auteur, dans la peinture des crimes politiques du XVe siècle, s'est trop souvent abandonné à son imagination impétueuse, il a racheté ici bien des fautes. Somme toute, ce roman est une étude brillante et forte qui méritait d'être signalée.

Où sera cependant le Walter Scott de l'Allemagne? Puisque le roman, à en croire M. le baron d'Eichendorf, est la partie la plus expressive des lettres allemandes, il y a lieu de s'étonner qu'un genre cultivé avec tant de prédilection n'ait encore produit que des ébauches. Les premiers écrivains de ce pays s'y sont presque tous essayés; ils ont donné sans doute des peintures intéres-

santes, des témoignages précieux de l'esprit de leur époque : ils n'ont pas produit une seule œuvre qui eût une valeur définitive et pût être acceptée par l'Europe. Jean Paul, avec son éblouissant génie, n'est accessible qu'aux initiés; Tieck est trop subtil, Zschokke trop prosaïque, Achim d'Arnim trop mystérieux, Clément de Brentano trop enfantin, Immermann trop spécialement germanique dans l'admirable récit de *Münchausen*. Heureusement Goethe a écrit *Werther;* mais c'était là une œuvre de jeunesse qu'il devait dédaigner plus tard, et dans les récits plus étudiés de son âge mûr, malgré les trésors qu'il y a semés, pourrait-on citer un seul roman *européen?* Cette gloire, que l'Espagne peut revendiquer au commencement du XVIIe siècle, semble réservée dans les temps plus modernes à l'Angleterre et à la France. Pour le roman historique particulièrement, ce n'est pas le zèle qui a fait défaut. L'esprit allemand a le goût des recherches; il aime ces détails intimes qui nous introduisent dans la vie d'une époque; il a un sentiment très vif de ces vieilles chroniques familières où l'auteur d'*Ivanhoe* a puisé tant d'inspirations immortelles. D'où vient que des écrivains si heureusement préparés n'aient pas mieux réussi? Ne serait-ce pas que l'ardeur même des investigations a nui chez eux à la faculté poétique? J'en faisais tout à l'heure la remarque à propos de l'auteur d'*Albert Holm;* la scrupuleuse exactitude avec laquelle il reproduit, je ne dis pas les mœurs, mais les controverses théologiques du XVIe siècle, offusque trop souvent les bonnes parties de son tableau. L'auteur de *Carrara* pèche aussi par l'emploi exagéré de la science. N'en faut-il pas dire autant du *William Shakspeare* de M. Henri Kœnig, récit bien fait, bien étudié, mais plus semblable à une biographie qu'à une œuvre d'art? Il en est enfin chez qui l'érudition seule a quelque prix. Ce sont des historiens littéraires, ce sont des esprits lumineux et sagaces; ils étudient une époque, ils la savent, ils la possèdent : pourquoi n'écriraient-ils pas un mémoire? Ce serait un travail plein de faits et de points de vue nouveaux. Non; ils composent un roman, et tous les résultats de leurs investigations sont noyés dans une fable languissante. Leur invention est froide, ils le sentent bien; alors, pour suppléer à ce qui leur manque, pour donner le change aux lecteurs et se faire illusion à eux-mêmes, ils accumulent les événemens, ils multiplient les personnages. Cette longue et traînante histoire devient inextricable. Bien habile qui pourrait débrouiller ce docte imbroglio!

Je faisais ces réflexions en lisant, avec toute l'attention que commande le nom de l'auteur, un roman de M. Wolfgang Menzel : *Furore, histoire d'un moine et d'une nonne pendant la guerre de trente ans.* Esprit incisif, écrivain élégant, M. Menzel avait jusqu'ici brillé dans la critique. Si ses appréciations des auteurs contemporains étaient trop souvent passionnées, si ses invectives contre Goethe attestaient un patriotisme étroit, si sa haine contre la France l'avait exposé aux rudes colères de Louis Boerne, il était incontestable cependant que le talent et l'honnêteté de sa parole lui assuraient une certaine autorité. M. Menzel s'est dit tout à coup : Et moi aussi, je suis peintre! et il a prouvé seulement qu'il avait fait sur l'Allemagne du temps de Wallenstein et de Gustave-Adolphe des études très profondes. Je voudrais voir résumés dans un livre sans prétention tous les faits curieux, tous les traits de mœurs, tous les détails dramatiques et bizarres que M. Menzel a recueillis dans ses lectures. Les notes de son travail, s'il voulait nous les donner, vau-

draient mieux que le roman lui-même. Un riche gentilhomme de Salerne a deux fils, Camillo et Morio. Morio est mis au couvent, et Camillo va épouser la belle Antonia, une jeune fille allemande dont le père habite ces contrées. Morio s'échappe de sa cellule, devient pirate, enlève la fiancée de son frère, et la transporte dans un château bâti sur un rocher au bord de la mer. C'est ce château qui se nomme Furore et qui donne son nom au récit. Antonia devient mère de deux jumeaux, un fils et une fille. Morio, qui ne veut pas s'embarrasser des soins d'une famille, fait porter les enfans dans la résidence des parens d'Antonia; puis il court à de nouvelles aventures, abandonnant sa victime, qui meurt de faim. Les deux enfans grandissent, et tous deux sont destinés à la vie religieuse : Florestin sera moine, Rosalie entrera au couvent. L'histoire de Florestin et de Rosalie nous fait parcourir toute l'Allemagne du XVIIe siècle, et c'est là, je le répète, que M. Menzel a déployé une science qui, mieux conduite, mieux employée et débarrassée de tout ce fatras mélodramatique, eût fait certainement honneur à l'écrivain.

Il y a aussi bien du mélodrame, et vraiment je le regrette, dans une curieuse nouvelle historique de M. Léopold Schefer, *la Sibylle de Mantoue*. Heureusement les défauts de l'auteur sont rachetés en maint endroit par un sentiment généreux de la dignité humaine. La philosophie de M. Léopold Schefer est un panthéisme très blâmable à coup sûr au point de vue dogmatique, mais purifié chez lui par la direction morale qu'il donne à sa pensée. L'humanité est divine aux yeux de M. Schefer, il la révère, il la glorifie, il a pour elle un culte, et ce culte remplit l'âme du poète d'une affectueuse piété. On voit ordinairement deux sortes de panthéisme : le panthéisme grossier des esprits plongés dans la matière, et le panthéisme subtil des songe-creux; celui de M. Schefer est d'une nature à part : c'est un panthéisme religieux, fervent, ascétique, j'oserais presque dire un panthéisme monacal. M. Schefer a écrit un poème qu'il a intitulé : *Le Bréviaire des laïques*. C'est en effet un recueil d'hymnes et de prières, un manuel de dévotion à l'usage des rares adeptes qui ont fait du panthéisme une religion austère. Quelles que soient les erreurs de M. Schefer, cette pieuse candeur de son intelligence lui assigne une place exceptionnelle; il est impossible de confondre un tel homme avec les docteurs de la jeune école hégélienne. Il y a une dizaine d'années, l'auteur du *Bréviaire des laïques* avait aussi confié au roman historique l'expression de ses ardentes rêveries : sa *Divine Comédie à Rome* retrace d'une manière émouvante la tragique fin de Giordano Bruno. On retrouvait dans son récit les religieuses extases de ses strophes; on les retrouve encore dans *la Sibylle de Mantoue*. La scène se passe au XIIe siècle, au plus fort des luttes de la papauté et de l'empire. La sibylle est une jeune fille de Mantoue qui chante, qui fait des vers, qui prophétise. L'esprit invisible qui l'inspire, c'est Virgile, ce Virgile dont l'imagination populaire avait déjà fait un mystique nécromant, et que Dante allait bientôt appeler son seigneur. Avant que Dante ait pris pour guide le chantre sublime de Pollion, la sibylle de Mantoue l'invoque magnifiquement en son religieux délire. Virgile a recueilli le souffle de la prophétesse de Cumes, et il semble qu'elle le transmette à cette belle exaltée du moyen âge : *Deus, ecce Deus!* Cette transmission mystérieuse, qui répond si bien aux idées de M. Schefer, lui inspire vraiment des beautés originales. Pourquoi faut-il qu'une fable bizarrement compliquée détruise

l'effet de cette poétique intention? Pourquoi la sibylle de Mantoue est-elle jetée au milieu d'événemens atroces? M. Léopold Schefer était peu préparé à cette difficile tâche du roman historique. Ni la ferveur chrétienne de M. d'Uechtriz, ni le dramatique réalisme de l'auteur de *Carrara*, ni l'érudition ingénieuse de M. Menzel, n'ont pu se déployer dans une belle œuvre où l'invention et l'histoire fussent savamment combinées; les mystiques éblouissemens d'un panthéiste convenaient moins encore à un tel cadre. Les œuvres que j'ai citées ont chacune leur prix, celles-ci par l'intérêt philosophique et moral, celles-là par le talent et la science; il n'en est pas une qui réponde à toutes les conditions du genre, et l'Allemagne attend toujours son Walter Scott.

Le roman de *high life* n'a guère été plus heureux jusqu'ici. L'Allemagne ne connaît pas, comme l'Angleterre, ces hautes existences aristocratiques, ce sentiment altier du *moi* et ce mouvement de la vie publique qui agrandit le théâtre des drames intimes. Si les salons de Berlin et de Vienne ont eu aussi leurs peintres dans ces dernières années, c'étaient des peintres prétentieux, c'étaient des imaginations maniérées, et encore les écrivains dont je parle avaient-ils cru nécessaire, pour faire accepter leurs tableaux, d'y introduire je ne sais quel mélange de songeries *humanitaires*. Mme la comtesse Hahn-Hahn a eu pendant une dizaine d'années un succès assez bruyant; ses gentilshommes avaient pourtant je ne sais quoi de suspect, et ses marquises étaient manifestement les cousines de Lélia. M. de Sternberg ne visait pas au socialisme, mais quelle fatuité déplorable chez ces héros de la vie élégante! Aujourd'hui M. de Sternberg se tait; ses meilleurs récits, *Galathée, Saint-Sylvan, Psyché*, ont épuisé sa verve, et ce conteur si fêté, dans lequel le monde des salons avait cru un instant se reconnaître, n'est pas de ceux qui savent changer de manière et se renouveler avec force. Mme la comtesse Hahn-Hahn a renoncé aux aventures mondaines. Récemment convertie au catholicisme, elle vient d'annoncer elle-même cet événement en d'étranges manifestes. L'étincelante virtuose n'a pas brisé sa plume, elle commence seulement une carrière nouvelle, une carrière de prédication et de pénitence publique où elle apporte, hélas! dès le début, ce qu'il y a de plus contraire aux sentimens qu'elle proclame. Il y aura lieu peut-être d'apprécier cette seconde phase de sa vie. Quant au tableau des classes supérieures, quant à la peinture fine et vraie des relations humaines, quant à ce roman qui peut devenir, entre des mains habiles, une des formes les plus ingénieuses de l'enseignement moral, ce n'est ni de la comtesse Hahn-Hahn ni du baron de Sternberg qu'il faut l'attendre; il est évident que leur règne est passé. La première condition du genre, et ni l'un ni l'autre ne la possédait, c'est l'observation pénétrante et profonde. Les touchans récits qu'on a lus ici même, *Résignation, le Médecin du village, une Histoire hollandaise*, sont des modèles qu'on peut consulter avec fruit. L'Angleterre aussi est riche en tableaux de ce genre. Or j'ai cru découvrir une œuvre de cette famille chez un écrivain qui, appartenant déjà à l'Angleterre et à la France, vient de prouver qu'il maniait la langue de Goethe avec une élégante souplesse : je parle de *Falkenburg* de Mme Blaze de Bury. C'est vraiment une belle et touchante histoire. L'aristocratie allemande et l'aristocratie anglaise y sont habilement décrites dans les ressemblances et les contrastes. Waldemar de Falkenburg est le dernier descendant de l'une

des plus grandes familles de la Souabe; ses pères ont suivi les Hohenstaufen dans leurs expéditions lointaines; le château de cette forte race était le siége d'une puissance redoutée, et maintenant il ne reste de tant de richesse et de gloire qu'un bâtiment en ruines, une tour habitée par les orfraies, des salons dégradés par la pluie et la neige, un mélange de luxe flétri et d'effrayante misère. Il y a une vraie poésie dans la description de ce manoir lugubre et de ses rudes habitans; mais ce n'est là que le fond du tableau, le cadre d'une histoire pleine d'émotion et de larmes. L'amour, le sacrifice, les plus nobles douleurs humblement supportées, voilà ce que nous montre ce pathétique récit. Hélène Marlowe est une création qui fait honneur au romancier. Placée avec art au milieu des futilités du monde, cette héroïque fille inspire des réflexions bienfaisantes : sait-on combien il y a de ces courageux sacrifices sous les dehors d'une vie insouciante et légère! combien de vertus sublimes sur le théâtre de la frivolité! Le monde aussi a ses légendes; l'écrivain qui les recueille pieusement atteint un but élevé, car il a vérifié ces belles paroles d'Uhland : La vie est triste, la poésie est sereine.

Je n'omettrai pas ici un romancier qui s'est révélé depuis peu, et dont les qualités essentielles sont la finesse et l'élégance unies à un très vif sentiment littéraire. M. Max Waldau a publié un roman intitulé *D'après Nature*, qui me semble une étude fort distinguée de la société allemande. Si la trame du récit n'a rien de très vigoureux, les peintures sont gracieuses, les détails spirituels, les conversations pleines de souplesse et de *brio*. A vrai dire, ce sont des entretiens plutôt qu'une action émouvante. M. Max Waldau est surtout un prosateur; il aime l'art; il voudrait que la langue fût l'objet d'une attention scrupuleuse. Je crois apercevoir chez lui quelque chose de cette science de la forme qui fit, il y a vingt-cinq ans, le succès des *Reisebilder* d'Henri Heine. C'est aussi à l'auteur des *Reisebilder* qu'est dédié ce livre. M. Waldau nous y conduit très agréablement du Tyrol dans la Silésie, de la Silésie dans le duché de Bade, et il semble vraiment plus occupé du cadre que de la peinture. Attendons qu'il ait mieux concentré ses forces et donné de lui-même un plus vigoureux témoignage. Je lui adresserai un seul conseil : qu'il se défie du dilettantisme. S'il sait éviter cet écueil de son talent, il peut exercer une action utile sur cette littérature qui se réveille.

La plus fertile veine de la littérature allemande, ce sont décidément les récits de la vie rustique. Le succès de M. Berthold Auerbach a suscité toute une école. Je ne dirai pas qu'on a imité le peintre de la Forêt-Noire; il suffisait que l'exemple fût donné pour que chaque contrée de l'Allemagne voulût avoir son romancier populaire. L'Allemagne est riche en traditions locales; ces traditions sont devenues une mine féconde où des mains plus ou moins habiles ont largement puisé. Il y a quelques années, on publiait des travaux historiques sur les duchés, sur les provinces; on en recueillait les chansons nationales; aujourd'hui on raconte des histoires villageoises. On ne saurait prétendre assurément que les chefs-d'œuvre soient nombreux; les écrivains dont je parle n'ont pas encore fait oublier le premier volume de M. Berthold Auerbach, ils égaleront difficilement les belles études de M. Léopold Kompert sur les populations juives de l'Autriche, et quant aux peintures de M. Jérémie Gotthelf, elles garderont toujours une place à part, grâce au prosély-

tisme ardent qui en est l'âme. Il y aurait pourtant de l'injustice à méconnaître le talent, ou du moins les inspirations aimables qui se révèlent chaque jour dans cette école. A la tête du groupe que je signale ici, il faut placer un écrivain, sans art il est vrai, sans invention, mais dont les œuvres sont bien remarquables par l'abondance et la fidélité des documens. M. Joseph Rank, déjà connu par d'intéressans tableaux de la Bohême, a publié l'an dernier trois volumes très curieux, consacrés au même sujet : *Scènes du Boehmerwald.* Ce ne sont pas des romans, ce ne sont pas des nouvelles, ce sont des études nationales. Figurez-vous le carton d'un artiste au retour d'une excursion pittoresque : tableaux de genre, détails de mœurs notés d'après nature, entretiens populaires, fêtes de village, tout cela est soigneusement recueilli par l'auteur. S'il raconte, son récit n'est qu'un prétexte, et on ne lui saurait pas mauvais gré lors même que son récit viendrait à s'arrêter en chemin. L'important pour lui, et il y réussit à merveille, c'est de peindre la vie originale de son pays, de faire connaître les principaux types, de tracer une histoire, non pas publique, mais privée, celle que les historiens ne connaissent guère. Ce qu'a fait chez nous Alexis Monteil pour les Français des temps passés, M. Joseph Rank le fait pour la Bohême contemporaine. C'est aussi en Bohème que nous conduit l'auteur anonyme d'un livre intitulé : *Herzel et ses amis* (1); seulement le sujet est ici trop particulier, et quel que soit le mérite de la narration, cette peinture d'une école de village ne devait pas occuper deux volumes. J'aime infiniment mieux les esquisses hongroises de M. Frédéric Uhl. M. Uhl a habité longtemps ces contrées, et son livre : *Aux bords de la Theiss* nous introduit chez les paysans magyares avec une rare distinction poétique. Je recommande de bien précieuses chansons populaires insérées dans le texte : la ballade de *Wuk Jerinitisch* est un petit chef-d'œuvre. Que vous semble de tous ces paysagistes? J'applaudis pour ma part à cette direction heureuse. Nous voici loin de l'époque où le romancier ne cherchait qu'à exciter les passions mauvaises; ici, il n'éveille que le goût de la nature et des courses studieuses. Tous ces livres, et j'en pourrais citer plusieurs autres, ont pris je ne sais quoi de jeune et de frais aux paysages qu'ils retracent; un souffle printanier circule dans cette littérature. Auprès de M. Rank et de M. Frédéric Uhl, plaçons l'intéressant ouvrage de M. Kohl : *Esquisses de la nature et de la vie populaire.* M. Kohl est un spirituel voyageur qui a décrit avec soin les plus intéressantes contrées de l'Europe; son dernier livre est une série de recherches sur les particularités les moins connues de certaines provinces allemandes. Les Slaves des environs de Dresde, les montagnards de la Saxe, les habitans des bords du Danube sont l'objet de ses curieuses révélations. M. Kohl n'a jamais écrit que des voyages, mais ce n'est pas sans dessein que je le rapproche des romanciers et des conteurs. Ces études ethnographiques empêcheront le roman populaire de tourner au convenu, elles le préserveront de l'affadissement. Sans méconnaître les droits de l'art, sans refuser un rang supérieur à l'écrivain qui sait dramatiser ce qu'il a vu, et joindre l'émotion poétique à la réalité, l'esprit allemand s'accoutume à chercher dans ses histoires rustiques les fragmens d'une enquête générale sur les plus obscurs enfans de la mère-patrie.

(1) *Federzeichnungen aus dem böhmischen Schulleben,* Leipzig 1853.

Le romancier est donc souvent le collaborateur du touriste, souvent aussi ces deux personnages n'en font qu'un seul. Voici un des plus intrépides voyageurs de l'Allemagne, et l'Allemagne en a eu beaucoup dans ces dernières années; voici un homme qui a parcouru les deux Amériques et visité l'Océanie : il a enrichi la *Gazette d'Augsbourg* de lettres très originales datées de San-Francisco et d'Honolulu; il a raconté ses courses hasardeuses, ses rencontres, ses fatigues, ses périls; ce n'est point assez, et l'ambition lui est venue de peindre en des scènes dramatiques la vie des contrées sauvages qu'il avait traversées. Ce ne sont pas là des romans de fantaisie, ce sont des études sérieuses; que le roman soit bon ou mauvais, que l'invention soit vigoureuse ou médiocre, il y aura toujours dans de telles œuvres un intérêt qui les fera lire. M. Frédéric Gerstæcker a l'originalité particulière aux hommes qui ont beaucoup vu; il est vif, rapide, sensé, il est plein de franchise et de bonne humeur. Sous ce titre général : *Scènes de la vie des forêts en Amérique*, l'auteur a réuni deux œuvres distinctes; le premier de ces romans est consacré aux *Régulateurs de l'Arkansas*, le second aux *Pirates du Mississipi*. Jusqu'en 1836, l'Arkansas a été ce qu'est aujourd'hui le Texas, le refuge des aventuriers et des coquins. Les colons honnêtes formèrent alliance, se donnèrent des chefs, instituèrent des *régulateurs* (c'est le nom consacré), et une sorte de république élémentaire s'organisa. La peinture de cette société primitive a tenté M. Gerstæcker. Déjà le grand romancier allemand-américain, l'auteur de *Nathan*, le peintre du meurtrier Bob, M. Charles Sealsfield, avait traité en maître des sujets analogues. M. Gerstæcker n'a pas la grandeur épique de Sealsfield, il ne sent pas comme lui la morale énergie de cette race de puritains; mais ses tableaux sont variés et instructifs. J'en dirai autant des *Pirates du Mississipi;* je vois là toute une partie, et non certes la moins curieuse, de l'histoire des États-Unis. Fenimore Cooper s'était surtout occupé de la lutte des pionniers contre les Indiens; la lutte de ces mêmes pionniers contre les scélérats que la civilisation enfante est d'un intérêt tout autrement sérieux. C'est la conquête morale, bien supérieure à la conquête matérielle; c'est véritablement la base sacrée du Nouveau-Monde.

L'Amérique a toujours eu un singulier attrait pour les populations allemandes; il y a longtemps que les émigrations annuelles portent des milliers de familles dans les contrées de l'Union. Ces grands faits commencent à trouver leur expression dans la littérature. Une femme d'un esprit distingué, Mme Talvy, célèbre par la publication des poésies nationales des Serbes, vient aussi, comme M. Gerstæcker, de consigner dans un roman ses observations sur la société américaine. Cette fois, on le pense bien, ce sera la société des villes avec toutes les questions brûlantes qui la divisent, questions religieuses, questions politiques, débats plus passionnés que jamais des états du nord et des états à esclaves. Le roman de Mme Talvy est intitulé : *Les Émigrans* (*Die Auswanderer*). Je n'aime pas la fable imaginée par l'auteur, je la trouve prétentieuse et commune; mais ce qu'on peut louer sans crainte, ce qui est vraiment digne du talent éprouvé de Mme Talvy, c'est la peinture des mœurs, le tableau de la Nouvelle-Angleterre et de ses sectes religieuses. A côté des romans de M. Gerstæckert de Mme Talvy (je persiste à les considérer surtout comme des renseignemens historiques), je devrais placer les *Esquisses de l'Amérique du Nord*, par M. Kirsten, et les *Lettres des États-Unis*, par

M. Baumbach, ouvrages remarquables par la nouveauté et l'indépendance des vues; ce serait pourtant m'éloigner un peu trop de mon sujet. MM. Kirsten et Baumbach ont leur place marquée parmi les publicistes : qu'il me suffise d'avoir signalé ici leurs noms. Le vieux monde poursuit de mille côtés sa curieuse enquête sur le nouveau; par ses voyageurs et par ses romanciers, l'Allemagne aura une part importante dans ce grand travail.

Il manquerait assurément quelque chose à ce tableau du roman et des romanciers allemands, si je n'indiquais en terminant les traductions des conteurs étrangers. Goethe parlait souvent d'une littérature cosmopolite, — *Weltliteratur*, — disait-il, où tous les produits de l'imagination humaine seraient immédiatement recueillis et confrontés. Il n'aurait rien à souhaiter aujourd'hui, son vœu est exaucé. Ce que Londres a fait il y a deux ans pour tous les travaux de l'industrie, l'Allemagne le fait tous les jours pour les œuvres de la pensée; il y a là, toute l'année durant, une exposition universelle de la littérature. Les progrès accomplis par la langue allemande depuis le XVIIIe siècle, la souplesse nouvelle communiquée à ce riche idiome par le groupe que dominent Louis Boerne et Henri Heine, ont contribué à ce résultat. Je doute qu'il y ait dans le monde une langue aussi flexible, un moule aussi docile à garder toutes les empreintes. Que de poètes traduits par les Allemands avec une perfection merveilleuse! De Valmiki à Homère et d'Homère à Shakspeare, les œuvres les plus différentes ont trouvé chez eux d'excellens interprètes. On ne s'étonnera pas que ce soit un jeu pour nos voisins de traduire les romanciers du Nord. Toutes ces traductions ne sont pas également recommandables, la précipitation et le charlatanisme sont de tous les pays; mais aussi, combien de résultats heureux! Grâce à cette *Weltliteratur* que Goethe souhaitait si ardemment, on peut aujourd'hui, sans sortir de l'Allemagne, s'initier aux littératures slaves et scandinaves; les Russes, les Danois, les Hollandais, les Hongrois ont droit de cité dans ce grand musée des lettres germaniques. J'ai sous les yeux un roman du poète populaire de la Hongrie, *la Corde du Bourreau*, par Alexandre Petœfi. Le traducteur, M. Kertbény, n'est pas toujours un de ces artistes habiles qui font honneur aux ressources de la langue allemande; mais le hongrois est peu connu en Allemagne, et il faut savoir gré à M. Kertbéni de sa bonne volonté. Au contraire, c'est avec une habileté parfaite que M. Wilhelm Wolfsohn nous a donné les principaux conteurs de la Russie (1); ses cinq volumes contiennent des nouvelles de plusieurs écrivains célèbres, vivans ou morts, Héléna Hahn, Alexandre Pouchkin, Nicolas Pawlow, Alexandre Herzen. Un curieux roman de Lermontoff, *le Héros de notre temps* (*Der Held unserer Zeit*), a aussi trouvé un interprète. M. Zeise a traduit avec talent les nouvelles d'un jeune écrivain danois, M. Christian Winther. M. Zeise eût pu faire un choix plus heureux; malgré la patriotique ardeur des érudits de Copenhague, la littérature danoise est trop souvent un reflet de la France et de l'Allemagne, et quand M. Winther n'imite pas les romantiques allemands, il s'inspire de nos mélodrames. M. Christian Winther n'est pourtant pas un écrivain sans talent; jeune encore, il a rendu de vrais services; sa traduction de *Reineke Fuchs* est estimée, et dans ce recueil même que je viens de blâmer, il y a une belle composition, *Scène du soir*, qui mé-

(1) *Russland's Novellen-Dichter*, Leipzig; — *Erzählungen aus Russland*, Dessau, 1851.

ritait d'être signalée aux lecteurs européens; M. Zeise l'a parfaitement traduite. Il est à peine nécessaire de dire que M. Andersen tient une large place dans cette exposition universelle des lettres; M. Andersen a en Allemagne une réputation beaucoup plus grande qu'en Danemark même. Son dernier ouvrage, *En Suède* (*in Schweden*), a trouvé immédiatement un traducteur; c'est un récit de voyage entremêlé de légendes, de songes, de fantaisies, et empreint de cette grâce enfantine qui a fait oublier la faiblesse de ses romans.

On voit quelle a été depuis dix-huit mois la vie intellectuelle de l'Allemagne; c'est vraiment une sorte de renaissance. Soit que les lettres, délivrées de la terreur démagogique, aient refleuri naturellement, soit que les royaumes de l'imagination aient offert un refuge toujours prêt aux espérances trompées, une phase heureuse est ouverte pour les travaux de l'esprit. C'est surtout, il faut l'avouer, une phase de transition; une période commence, et nous ne connaissons pas encore tous les élémens qui doivent en déterminer le caractère. Si je résume pourtant les directions variées que nous offre ce mouvement unanime, il me semble apercevoir trois symptômes essentiels : d'abord, c'est le sentiment d'une situation nouvelle et des devoirs qu'elle impose, c'est l'idée d'une régénération, d'une existence meilleure, idée indécise encore et exposée à des interprétations contraires, mais qui révèle un travail intérieur dont on peut attendre l'issue avec confiance. — Saluons, en second lieu, l'inspiration chrétienne qui reparaît; conservée par un petit groupe d'esprits supérieurs, elle semblait exclue des lettres : la voilà qui sort des écoles théologiques, et qui reprend jusque dans les œuvres de la fantaisie la place souveraine qui lui est due.—Partout enfin où ne brillent pas des préoccupations si hautes, comment méconnaître ce goût de l'étude, ces recherches variées, principalement cette ingénieuse enquête dont notre XIXe siècle est l'objet? Comment ne pas apprécier la sympathie, poétique et morale tout ensemble, qui pousse tant d'écrivains de talent à dresser la carte complète des mœurs et des sentimens populaires? Féconde investigation à coup sûr, n'eût-elle d'autre résultat que d'apaiser les imaginations surexcitées et de transformer insensiblement toute une part de l'invention poétique. La conscience encore vague, mais universelle, d'une transformation nécessaire, un retour à des idées religieuses d'où l'on voudrait faire disparaître les divisions et les rancunes du passé, l'amour rajeuni des lettres et, même dans les œuvres les moins réussies, une certaine fleur d'inspiration studieuse, voilà ce que nous offre, dans le domaine immense du roman, ce réveil intellectuel de l'Allemagne. Laissons à ces semences fécondes le temps de se développer; elles porteront leurs fruits. Au point de vue spécialement littéraire, la dissémination croissante des talens est un fait qu'il est permis de regretter; qu'importe cependant? puisque la démocratie est partout, ne soyons pas surpris que les lettres nous en reproduisent l'image. La chose importante, c'est de surveiller les écrivains et de leur rappeler sans cesse la dignité de leur tâche. Le XIXe siècle a reçu une mission laborieuse, une mission de paix et de réparation sociale qu'il poursuit péniblement à travers mille tentatives; je n'aurais pas pris plaisir à signaler ce rajeunissement littéraire de l'Allemagne, si je n'avais découvert dans les écoles qui se forment un vif instinct de nos devoirs et la constante préoccupation de nos destinées.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

CARACTÈRES ET RÉCITS.

LES SOLITUDES DE SIDI-PONTRAILLES.

I.

Pourquoi ne le dirais-je pas après tout, puisque c'est le fond de ma pensée? Je ne crois point que la chevalerie soit morte. *Don Quichotte* assurément ne l'a pas tuée. Le glorieux soldat qui a écrit ce livre immortel serait mort de douleur, si le fils de sa généreuse ironie eût commis une semblable action. Cervantes a tout simplement dépeint, avec une altière et moqueuse tristesse, la révolution qui de son temps commençait à s'accomplir. Il est bien certain que la chevalerie a eu à souffrir une passion qui n'est point terminée de la part de ces éternels bourreaux qu'une loi mystérieuse suscite ici-bas à toute chose et à tout être empreints d'un caractère divin. Ces impitoyables hôteliers, ces exécrables maritornes, ces muletiers de malheur qui ont conduit sous une grêle de coups et de lardons le héros de la Manche au tombeau, n'ont ni expié ni reconnu leur crime. Bien loin de là : ils ont maintes fois dirigé contre d'autres victimes leur infatigable persécution, mais, malgré leur triomphe apparent, l'ennemi qu'ils poursuivent leur échappe. L'objet de leur haine ne peut pas être anéanti. Ce n'est pas un homme, c'est un sentiment qui vivra tant que Dieu n'aura pas dépouillé du plus précieux de ses élémens la mystérieuse matière dont il nous pétrit.

— Ah! vous croyez, dit un soir Mme de Bresmes, qu'il n'y a plus de chevaliers à présent. Eh bien! il y en a : j'en connais. Oui, moi qui vous parle, j'en ai vu.

Et tout à coup elle s'interrompit sans songer à ceux qui l'entouraient, elle laissa tomber la discussion qu'elle soutenait depuis quel-

ques instans : bulle de savon colorée de son aimable souffle, qui s'évanouit en touchant la terre. Elle se mit à songer à Sidi-Pontrailles.

Vous voyez que j'entre en plein dans mon sujet. Je dirai tout à l'heure, pour ceux qui connaissent à peine l'Afrique, ce qu'est Sidi-Pontrailles. Je vais dire tout de suite, pour ceux qui n'ont jamais connu Paris, ce qu'est Mme de Bresmes.

Anne de Bresmes est la fille de ce vieux marquis de Bresmes qui se faisait pardonner une fortune comme celle de Fouquet par un incomparable cœur et un esprit comme celui d'Hamilton. M. de Bresmes mourut en 1830. Il avait été mortellement atteint par le malheur d'un roi dont il était l'ami. Anne, qui était alors un enfant, fut élevée par sa tante, la princesse de Cerney.

Je ne voudrais point médire de la princesse de Cerney; elle est morte récemment comme une sainte, on me l'a affirmé, et je le crois. Seulement je ne puis pas m'empêcher de remarquer qu'à l'opposé de la plupart des élus, elle est arrivée par les plus riantes voies au paradis. Elle avait reçu en partage une merveilleuse beauté, qu'elle avait administrée, c'est bien le mot, comme les gens qui recueillent des éloges ici-bas administrent leur fortune, avec une prudente libéralité. Elle traitait les grandes passions comme les courans d'air; elle prétendait qu'on ne pouvait mettre trop de soin à s'en garantir. Ce qu'elle protégeait, ce qu'elle recherchait, c'était un amour sociable, modéré, enclin à l'enjouement, ami de la paix, qui, semblable à l'ombre de Ninus dans la *Sémiramis* de Voltaire, entre et disparaît sans inspirer de terreur à personne. Jusqu'à son dernier jour, on l'avait vue entourée d'une troupe disciplinée d'adorateurs qui échangeaient entre eux les plus bienveillans sourires. On a dit bien souvent de sa maison : C'est le dernier salon où l'on cause encore; mot que, pour ma part, j'ai entendu appliquer déjà tantôt à un salon, tantôt à un autre. Le fait est qu'on trouvait chez elle tous les soirs cette conversation destinée à vivre aussi longtemps que le monde, cet invariable, ce traditionnel menuet qu'exécutent entre eux certain nombre d'esprits persuadés pour leur bonheur qu'à chaque instant ils inventent des figures imprévues.

Vous comprenez, n'est-ce pas, l'atmosphère où Anne grandit et se développa? Anne était faite pour vivre dans cette région, comme Mignon pour respirer l'air de l'Allemagne. Puisque j'ai nommé cette adorable création de Goethe, je dirai que Mlle de Bresmes lui ressemblait. Elle avait des formes délicates et grêles; son abondante chevelure, aux ondes noires baignées de lumineux reflets, avait l'air d'être trop pesante pour sa petite taille. Ses grands yeux sombres, aux teintes azurées, faisaient rêver des pays ardens. Son âme était bien celle qu'annonçait sa gracieuse enveloppe. Il y avait dans ce joli corps une vie passionnée qui pendant longtemps s'était révélée à

chaque heure; mais grâce aux leçons, aux conseils, à la continuelle direction de sa tante, Anne, il y a quelques années, avait fini par se cacher sous un masque plus épais que celui des dames de Venise, et ce masque s'était tellement collé à ses traits, qu'elle-même le prenait pour son visage. Les plus mondains entre les mondains en étaient venus à lui reprocher la rayonnante et glaciale indifférence qu'exprimait constamment son sourire. On ne lui connaissait ni une affection ni un enthousiasme. Elle prenait part à toute chose pourtant, mais dans une mesure que d'avance on aurait pu déterminer. On prétendait que, formée par Mme de Cerney, elle exagérait la manière du maître, et cependant elle était recherchée, fêtée, adulée, car elle était en définitive destinée à devenir une providence pour tous les oisifs des salons. Depuis qu'elle avait épousé son cousin, le comte Gérard de Bresmes, elle avait ouvert une de ces maisons dont peu à peu le monde s'empare, et qu'il finit par regarder comme une partie inaliénable de son domaine.

Ce n'était pas le comte de Bresmes, à coup sûr, qui eût pu tirer sa femme de la véritable léthargie où elle était plongée. Gérard était un de ces hommes dont nous connaissons tous un si grand nombre, que le plus fugitif rayon d'enthousiasme n'a jamais animés. Les mots de foi, de dévouement, de sacrifice, lui semblaient appartenir à une langue poétique morte depuis longues années, qu'on apprenait comme le latin et le grec, avec la certitude de ne jamais en user. Scipion de Bresmes, son père, avait été un intrépide Vendéen, émule des Bonchamp et des Charette : Gérard avait fait représenter à Mme la duchesse de Berry, lorsqu'elle était venue en Vendée, combien une insurrection royaliste était une chose insensée. Il se prétendait cependant attaché à la cause qu'avaient défendue tous les siens; mais cette cause, disait-il, on ne pouvait honorablement et utilement la servir qu'en s'abstenant de prendre part à tout gouvernement révolutionnaire; aussi restait-il dans la plus consciencieuse et la plus complète oisiveté. Toutefois il se mêlait à la politique des salons et des clubs; entre deux parties de whist, il prononçait des axiomes, car il était écouté d'habitude avec attention et bienveillance. Personne ne représentait mieux que lui l'élégante vulgarité; ce qu'il était en politique, il l'était partout. La religion ne lui avait point fait comprendre la prière, les femmes ne lui avaient rien fait deviner de l'amour; il avait, sur ce dernier point, une manière d'être que j'ai rencontrée assez souvent; il se dédoublait. Ainsi cette vieille lady Bagot, qui emportera dans l'autre monde les commérages de toutes les chancelleries européennes entassés depuis trente ans dans sa mémoire, c'était son esprit; cette Pepita, maintenant en Russie, qui un soir dans un souper exécuta une danse aérienne sur des bouteilles qu'elle venait de vider, c'était son cœur.

Quant à sa femme, elle ne lui avait jamais inspiré que le sentiment de la plus froide estime; il se le reprochait, disait-il; elle se serait bien gardée de le lui reprocher. Tous deux avaient reconnu, dès les premiers jours de leur mariage, que Dieu évidemment ne les avait point créés l'un pour l'autre. Ils ne s'inspiraient aucune aversion, mais la plus profonde, la plus incurable indifférence. Il y avait entre eux cette invisible séparation qui s'établit entre certains époux sans violence, sans douleur, sans un échange de paroles blessantes, même amères. Ils ne s'étaient pas aimés, voilà tout, et s'étaient compris sans se le dire.

Ils vivaient ainsi quand arriva l'événement, fort peu important en apparence, qui devait changer Mme de Bresmes pour toujours peut-être dans son cœur, et pour quelque temps, à coup sûr, dans sa vie. Un vieux baron de Bresmes, très-connu dans une assez mauvaise compagnie, s'avisa de mourir en laissant à Gérard, son neveu, un héritage grevé de rentes destinées à l'entretien des roses dont il avait couronné ses cheveux blancs. Ce baron de Bresmes, qui était un spéculateur, avait acquis, je ne sais trop comment, de vastes possessions en Algérie. Une après-midi, il y a de cela seulement deux années, Gérard entra chez sa femme qui jouait en ce moment une mélodie de Chopin : — Si vous voulez, lui dit-il, nous irons cette année faire un voyage en Algérie. Je ne crois pas assurément que ce soit un pays bien curieux, la domination française a dû y faire disparaître déjà toute originalité de mœurs; mais nous y avons quelques intérêts, et cela nous fera sortir un peu de la routine des touristes.

— Nous irons, répondit-elle, où vous voudrez. Je n'aime ni ne hais d'avance aucun pays.

Et ses doigts se remirent à errer sur le piano, tandis que le comte de Bresmes saisissait d'une main distraite un journal; puis elle s'interrompit, et, dirigeant vers son mari le plus nonchalant des regards : — Mais n'avez-vous pas là, fit-elle, un parent?

— Certainement nous avons dans je ne sais quel régiment de cavalerie notre cousin Guillaume de Pontrailles, qui s'est engagé il y a une dizaine d'années. J'ai récemment entendu parler de lui je ne sais trop par qui. On m'a assuré qu'il s'était distingué dans la guerre aux bœufs et aux moutons qui se fait par là.

Et tout fut dit entre les deux époux sur l'Afrique et sur Pontrailles.

II.

Ceci n'est ni un conte, ni un roman, un de ces romans du moins que font les hommes, car c'est un de ces romans que fait Dieu. Ce sont ceux-là tout simplement que je tâche d'écrire. Aussi ai-je toujours peur de les gâter par tout ce qui ressemblerait à de l'art, de

l'invention, des effets combinés, des contrastes préparés. Il faut pourtant que maintenant on se transporte dans une région qui ne ressemble guère à celle où cette histoire a commencé : c'est sur les cimes de l'Atlas que Mme de Bresmes devait aimer.

Je ne sais pas si l'Atlas porte toujours le monde : il s'est accompli tant de révolutions ; mais c'est à coup sûr une merveilleuse chaîne de montagnes. Quelques-uns de ses sommets font resplendir dans le ciel éblouissant de l'Afrique une neige sans tache comme la virginale couronne de la Yung-Frau. Ses flancs ont des teintes charmantes, rouges, orangées, lilas, toutes les teintes des soleils couchans. Ils sont entr'ouverts par des vallées où des bois d'oliviers et de liéges déploient leur métallique verdure. Toutes ces beautés sont animées par une âme plus orgueilleuse et plus sauvage que celle des Pyrénées et des Alpes. Les voyageurs n'ont pas joué encore avec la mystérieuse grandeur du Jurjura.

A trente lieues d'Alger, à peu près en face de cette montagne où il faudra qu'un de ces printemps nous fassions tonner une bonne fois nos obusiers, il y a un vieux *bordj* qui date des beaux jours du Turc. C'est une sorte de château-fort composé de quatre grands murs crénelés et bordés de terrasses. A l'extrémité d'un de ces murs s'élève, dans un singulier isolement, un marabout dont le faîte sert presque toujours de perchoir à une cigogne. Ce mélancolique édifice est construit sur une hauteur qui domine une profonde vallée ensanglantée déjà par maints combats et conduisant à des pays inconnus encore, où restera plus d'un d'entre nous. On a de là une de ces vues chères à certains esprits, parce qu'elles éveillent en eux des idées d'aventures et de dangers. Aussi était-ce le séjour favori de Sidi-Pontrailles. car le héros de cette histoire avait reçu, lui aussi, ce surnom dont l'Espagne a fait le plus glorieux de ses noms chevaleresques. Il avait été appelé *Sidi* comme Rodrigue. C'était un de ces officiers français que les Arabes révèrent presque à l'égal de leurs chérifs. Pontrailles était célèbre dans tout le pays kabyle par sa justice. Le fait est que c'était un grand justicier à la façon de quelques seigneurs du moyen âge. Sa parole était, disait-on, l'éclair de son sabre. Les Arabes ont le culte de la justice prompte et porte-glaive ; les peuples de l'Orient seront toujours ces peuples que Dieu, quand il les gouvernait lui-même, menait avec des anges exterminateurs. Les gens dont Pontrailles avait brûlé les *gourbis,* coupé les oliviers, pris les moutons, avaient pour lui une déférence presque sympathique. Ils lui auraient même pardonné d'abattre de temps en temps une de leurs têtes. Peut-être était-ce, du reste, ce qu'il faisait ; mais ce sont des secrets d'administration dont il est inutile de s'occuper ; chacun remplit de son mieux la tâche qui lui est confiée. Ce qui est certain, c'est que Pontrailles était un chef vénéré et redouté.

Si d'après cela on allait se le figurer sous des traits d'une majesté épique, marchant dans la vie d'un pas solennel entre le silence et l'austérité, on se tromperait bien complétement. Pontrailles s'était engagé dans les hussards, et il était demeuré un hussard parfait. Si la sabretache ne pendait plus à ses talons, elle était restée dans son cœur. Quiconque a porté la sabretache comprendra ce que je veux dire. Loin de prétendre à la dignité arabe, il était dans son spencer de spahi comme Lasalle et Montbrun dans leur dolman, une saisissante image de l'audace, de la pétulance et de la légèreté françaises. Pontrailles dans son *bordj*, c'était l'alouette gauloise ayant suspendu son nid à une des cimes de l'Atlas. Maintenant cela veut-il dire qu'il fût étranger à toute méditation de l'esprit, à tout attendrissement du cœur? Non, assurément; il le prouvera bientôt.

Il avait un de ces caractères qui sont la grâce et l'originalité de notre nation. Il croyait à cette gaieté qui ne chasse du regard ni le feu de l'héroïsme, ni même les nuages de la rêverie; il tendait sa coupe à cette Hébé qui n'a tué ni le goût de la gloire chez les compagnons de François Ier et de Henri IV, ni l'intelligence de l'amour chez La Fontaine et chez Marot.

Au moment où commence ce récit, il y avait déjà près de deux années que le capitaine Pontrailles vivait dans son *bordj* avec une cinquantaine de spahis et ces cavaliers des *goums* dont le nombre s'accroît et diminue suivant les vicissitudes des guerres. Dans tout cet espace de temps, il n'avait été en contact avec la civilisation européenne que par quelques rares visites à Alger. Malgré la joyeuse résignation qui faisait le fond de son humeur, il était donc, le matin du jour qui devait donner un tour nouveau à toute sa vie, dans une disposition assez mélancolique. Il fumait une longue pipe sur sa terrasse à l'entrée de son marabout, assis sur un vieux canon où les armes d'Espagne à moitié effacées rappelaient les luttes des Turcs et de Charles-Quint. Tout à coup il vit du côté opposé au pays kabyle, à l'entrée du Tell, un groupe où il crut distinguer deux costumes d'un aspect insolite dans le Jurjura. Il lui sembla qu'il voyait une amazone et un cavalier qui n'avaient rien ni du guerrier arabe ni du soldat français. En quelques instans, il était descendu dans son écurie, s'était jeté sur celui de ses chevaux qu'il aimait le mieux, un alezan doré marqué au front du signe qui porte bonheur, et avait abordé au galop les hôtes inattendus de ces montagnes. L'amazone et le cavalier que Pontrailles avait aperçus, c'étaient le comte et la comtesse de Bresmes.

Les touristes ont vraiment bien tort de ne pas affluer en Afrique, car ils reçoivent dans ce beau pays une hospitalité qu'on ne trouve nulle part ailleurs. L'Algérie est tellement habituée à être délaissée et méconnue, à se voir préférer cette Italie que les Anglais ont

imprégnée de leur spleen, cette Suisse froide et indigeste comme ses fromages, qu'elle accueille ses rares visiteurs avec une reconnaissance passionnée. On avait mis au service de M. et de Mme de Bresmes des tentes, des mulets, des cantines et une bonne escorte composée de cavaliers intelligens montés sur de vigoureux chevaux. Malgré ces excellentes conditions de voyage, Gérard regrettait un peu de s'être jeté dans de lointaines excursions, et il trouvait fort mal situé le *bordj* de son cousin Pontrailles. — Certes, disait-il à sa femme, s'il en était encore temps, je n'irais point faire à mon cher parent une visite qui nous a déjà forcés à passer trois nuits sous la tente dans une insupportable lutte contre toute sorte d'odieux insectes. Rien de ce que j'ai vu de l'Afrique ne me séduit jusqu'à présent. On n'y dort pas, on y mange incommodément, on y est tantôt mordu par le soleil, tantôt étouffé par le vent, et tantôt noyé par la pluie. Au prix de tout cela, qu'achète-t-on? La vue de grandes plaines qui ressemblent aux Landes, et de montagnes qui ne valent ni les Pyrénées ni les Alpes. Ne pensez-vous point comme moi?

Anne ne pensait pas tout à fait ainsi. Il lui semblait depuis un mois que les pensées se renouvelaient dans son cerveau, le sang dans ses veines. Mignon avait touché le sol où fleurit l'oranger, la belle au bois dormant se réveillait. Mme de Bresmes comprenait ce qui échappait à son mari, cette beauté de l'Afrique qui ne réside point ici ni là, mais partout, qui est un secret de la couleur, un arcane de la lumière, comme le charme des tableaux immortels. Puis elle jouissait d'un don que Dieu ne permet pas à tous d'apprécier, de la vie. Elle sentait son âme, tenue en captivité si longtemps, entrer en relation avec ces puissances du ciel, avec ces énergies de la nature que tant de mondains sont destinés à ne connaître qu'à l'heure où leurs yeux se fermeront pour toujours à la clarté des lustres. Cependant elle avait un pied encore dans la région où elle avait vécu. Cette poussière que le monde entasse dans le cœur se soulevait souvent en elle et étouffait un élan prêt à faire monter des larmes d'enthousiasme dans ses yeux.

Il n'y a pour mettre fin aux enchantemens funestes qu'un seul pouvoir après tout. Ce sont toujours les princes amoureux qui arrachent les princesses persécutées aux mauvaises fées, aux détestables génies. Anne laissait donc l'Afrique sans défense contre les attaques de son mari, quand elle vit venir à elle Sidi-Pontrailles. *Embarek*, — ainsi s'appelait le cheval de l'officier, c'est un nom qui veut dire *heureux*, et qu'un grand marabout a porté, — *Embarek*, en abordant le groupe sur lequel on l'avait lancé, fit de lui-même une gracieuse courbette qui ressemblait à un salut. Pontrailles se montrait sous son meilleur jour. Le regard de Mme de Bresmes le lui apprit. Je ne dirai

point pourtant que ce regard fut un coup de foudre jetant dans un cœur la flamme d'un autre cœur. Le soir du jour où ils s'étaient rencontrés, Pontrailles et sa cousine auraient juré qu'il y avait encore entre eux tous les espaces et tous les abîmes de la Méditerranée.

III.

Elle l'accusait d'être un soudard, il l'accusait d'être une précieuse. Tous deux se trompaient beaucoup, et pourtant n'avaient pas tout à fait tort. On ne peut pas dire que le baron Guillaume de Pontrailles, quoiqu'il appartînt à une des meilleures familles de la Normandie, fût un modèle de belles, surtout de discrètes manières. Depuis dix ans qu'il menait la vie militaire, il avait eu fort peu de relations avec le monde. Quand il s'était engagé, c'était un mince et blond jeune homme, n'ayant connu que son précepteur et sa mère. Ainsi que cela arrive d'ordinaire dans les régimens, le fils de famille en avait remontré à tous les enfans de la misère et de l'aventure : l'élève de l'abbé Triconnet avait, dès le lendemain de son arrivée, abattu d'un coup de sabre le nez et la moustache d'un ancien. Tout le reste de sa vie avait rapidement répondu à cet heureux et brillant début. Montaigne lui-même a prétendu que le jeune homme bien élevé devait au besoin supporter l'ivresse avec son prince. Pontrailles montra qu'il avait reçu une parfaite éducation; seulement ce ne fut point avec son prince, ce fut avec les camarades de sa chambrée qu'il défia toutes les bouteilles de l'étourdir. En même temps qu'il pratiquait les préceptes de Montaigne, il se livrait aux penchans de Mathurin Régnier :

> J'aime un amour facile et de peu de défense;
> Si je vois qu'on me rit, c'est là que je m'avance.

Pontrailles, quand il fut sous-officier, devint un véritable don Juan de garnison. On lui riait à Tours, où était alors le 4e hussards, de toutes ces fenêtres garnies de capucines que George Sand a célébrées dans *André*. Il eut le bonheur de ne se prendre d'aucun romanesque attachement pour toutes les aimables desservantes de Vénus illettrée. Là, le souvenir de l'abbé Triconnet lui fut utile. Un culte secret pour l'orthographe arrêtait les égaremens de son cœur; puis, soyons juste, un sentiment d'une plus noble nature le retenait aussi. Pontrailles avait conservé pour sa mère une sorte de piété pleine de tendre et passionné respect, comme celle des chevaliers pour Notre-Dame, et sa mère était une de ces femmes qui parfument de la plus exquise des grâces mondaines une vie de solitude et d'austérité. Il ne s'était donc jamais créé ni des Manon ni des Geneviève. Le regard sous le-

quel son âme s'était épanouie l'avait sauvé et le préservait de ces fantômes funestes. Lorsque son régiment partait des lieux où il avait trouvé les plus doux sourires, il s'en allait avec toute sa gaieté. Le boute-selle mettait fin pour lui à toute une série d'aventures; c'était un glas qui sonnait joyeusement l'enterrement de ses amours. De là un instinct qui n'était point mort dans ce sein comprimé par le dolman. Si Pontrailles n'avait point fait fructifier ce don de l'idéale tendresse qui est la pièce d'or de l'Évangile, le talent donné par le maître à chacun de ses serviteurs, il n'avait point, comme tant d'autres, laissé tomber son trésor dans la poussière des chemins.

L'Afrique lui avait été salutaire. Le grand air et le commandement avaient exercé une puissante action sur cette nature. Cette vie des postes périlleux et isolés, qui a créé dans notre armée de si énergiques caractères, lui convenait merveilleusement. Toutefois, dans le capitaine de spahis, on retrouvait à chaque instant l'ancien sous-officier de hussards. Mme de Bresmes éprouva donc d'abord quelque peine à se familiariser avec son cousin. Il avait été convenu que l'on coucherait au *bordj*. Vers six heures, Pontrailles servit à ses hôtes un dîner des plus somptueux pour un dîner du Jurjura. La cuisine arabe et la cuisine française s'étaient ingénieusement combinées. Quelques mets d'une apparence presque parisienne se montraient entre le *couscoussou* et la *tourta*. Ces ustensiles inconnus aux Arabes, les couteaux et les fourchettes, étaient en abondance sur la table. Chaque convive avait son verre, et, à côté de la gargoulette où repose l'austère breuvage des musulmans, un vaste flacon était rougi par l'ardente liqueur des chrétiens. Mais le comte de Bresmes professait en matière gastronomique les doctrines les plus absolues et les plus intolérantes. C'était le seul point sur lequel il fit trève à son habituel scepticisme. Il se mit donc à frapper la cuisine arabe d'une énergique réprobation, puis ses attaques passèrent bientôt à tout ce que renferme l'Afrique et à l'Afrique elle-même. Alors Pontrailles s'éveilla : ce fut sur les chevaux que s'engagea la plus vive et la plus opiniâtre discussion. M. de Bresmes appartenait à cette école de *sportsmen* qui semble s'être identifiée avec les chevaux anglais et regarder comme un outrage personnel l'hommage rendu à tout animal qui n'a pas du sang britannique dans les veines. Il affirma que le meilleur cheval de Pontrailles ne valait pas le dernier coureur du Champ-de-Mars, que les chevaux arabes étaient disgracieux, tarés, sans allure, propres à porter du reste le soldat français, qui est le plus ignorant des cavaliers, mais indignes d'être montés par des *gentlemen* et des jockeys. Cette loi de l'hospitalité, sacrée partout et particulièrement dans un *bordj*, empêcha seule Pontrailles de faire voler une assiette à la tête de son adversaire. Il rappela le pacha d'Égypte défiant vainement le Jockey-Club

de Londres, les courses d'automne en Algérie, et surtout ces courses de chaque jour, à travers d'exécrables terrains, où nos soldats ont la misère en croupe et le péril pour but. Il prétendit qu'avec *Embarek* il forcerait *Miss Annette* et *Prédestiné* à se casser les reins, et, du cheval arrivant au cavalier, il soutint que chasseur d'Afrique ou spahi passerait par plaisir, par devoir, tout simplement même par insouciance, où aucun pari ne pourrait envoyer ni un gentleman ni un jockey. Tout cela fut dit, il faut en convenir, d'un ton assez emporté, et dans un langage qui n'était pas des plus choisis. Mme de Bresmes pensait, en regardant tour à tour les deux interlocuteurs, que l'un était une fourchette et l'autre un sabre. Elle ne croyait pas être si près d'un cœur.

Une nouvelle discussion qu'elle souleva, pour mettre fin à celle des chevaux, sembla l'éloigner encore de Sidi-Pontrailles. Elle avait entendu parler, dit-elle, d'officiers qui prenaient pour compagnes des femmes indigènes, et faisaient de ces créatures les maîtresses de leur foyer; elle trouvait là une grossièreté d'esprit, une indélicatesse de mœurs qui l'affligeaient pour notre armée. Quel échange de pensées pouvait-on avoir avec une Mauresque ou une Kabyle? Et que devenait la vie intérieure quand tout commerce intellectuel en était proscrit? Irritée par les allures un peu rudes de son cousin, la nièce de Mme de Cerney fit cette dernière réflexion avec une sorte de pédante mignardise dont Pontrailles se sentit froissé à son tour. Aussi, laissant parler une humeur passagère, non point ses vrais et habituels instincts, il traita de besoins factices, dont nous délivrait une existence virile, les plus touchantes, les meilleures exigences de l'esprit. Il glorifia dans la femme orientale la matière heureuse de sa paix; il vanta cet amour dont le sommeil n'a jamais été troublé par des larmes brûlantes tombées des yeux de Psyché. Les trois convives se retirèrent de table fort mécontens les uns des autres, et cependant l'heure s'était déjà levée où deux âmes de plus devaient s'unir en ce monde.

On alla prendre le café sur la terrasse. Quoiqu'on fût alors en octobre, le ciel était d'une douceur merveilleuse. En Afrique, le ciel est comme la mer animé d'une vie passionnée; après ses orageux caprices, il a des instans de calme radieux, il a l'air de vouloir faire oublier, à force de paix et de clémence, ce qu'il a eu d'impétueux, de sinistre et de tourmenté. C'était donc une admirable nuit. Les montagnes dessinaient leurs sombres profils dans une atmosphère transparente; les étoiles se montraient jusqu'en de fabuleuses profondeurs, et l'on sentait sur le paysage tout entier ce charme féerique qui, sans le secours du sommeil, pénètre à certaines heures et notre regard et notre âme de la lumière enchantée des songes.

Malgré sa grande habitude du spectacle qu'il avait sous les yeux, Pontrailles se sentit ému, et il s'aperçut que Mme de Bresmes partageait son émotion. Après s'être accoudée un instant sur le petit mur percé de meurtrières qui bordait la terrasse, Anne se redressa et tourna tout à coup vers son cousin un regard animé d'une splendeur mystérieuse comme le ciel qu'elle venait de contempler. Avec un entraînement subit, Pontrailles effleura de sa bouche l'oreille de la charmante voyageuse, et, se rappelant un passage de Goethe : Ne serait-ce point, fit-il, le moment de s'écrier : « Klopstock? » Elle tressaillit, puis lui dit tout haut, mais avec un sourire qui avait une sorte de tendresse : Vous avez donc lu *Werther?*

— Ah! répondit Pontrailles, vous croyez que nous autres militaires nous n'avons jamais lu que notre *théorie?* Vous dites : Ce sont de pauvres brutes; ils boivent, ils mangent, ils se battent; mais il y a une région tout entière où ils n'ont pénétré jamais; ils ne vont dans le monde invisible que le jour où une balle leur brise le crâne. Eh bien! vous vous trompez. Tel que vous me voyez, moi, j'ai lu Goethe, Byron et Shakspeare. J'ai, comme un autre, mes heures d'étude, de recueillement et même de rêverie; seulement, quand je sens mes songeries devenir maladives, quand je tourne au René, je vais dans mon écurie, je m'assure qu'*Embarek*, *Ali* et *Sélim* ne manquent de rien, qu'ils ont mangé l'orge avec appétit, qu'on leur a fait une bonne litière; puis je regarde ces trois pauvres animaux avec leur honnête physionomie, et je sens leur calme qui me gagne. Je soupçonne lord Byron de n'avoir jamais aimé les chevaux qu'en poète pour s'élancer sur leur dos à travers l'espace. Ceux qui les aiment de cette façon ne savent point en tirer un vrai profit. Il faut aller trouver les bêtes à côté de leur mangeoire. Si Notre-Seigneur est né dans une étable, c'est parce qu'il a voulu, croyez-le bien, glorifier ce qu'un pareil séjour a de merveilleusement sain pour l'âme. Je mène une vie qui, je l'espère, au lieu de tuer mon esprit, lui fera une plus longue jeunesse que celle de mon corps; seulement, fit-il brusquement après un moment de silence, de cette jeunesse-là, que ferai-je?

Un séducteur de profession n'eût pas mieux amené la réponse qui sortit fatalement des lèvres de Mme de Bresmes.

— Elle vous servira, cette jeunesse, à aimer.

— Aimer! s'écria Pontrailles, comme s'il répétait quelque mot étrange. Et qui donc voulez-vous que j'aime?

Cette fois Anne partit d'un éclat de rire.

— Ah! fit alors Pontrailles comme frappé d'une idée subite et avec un accent bizarrement sérieux, je pourrais être amoureux de vous.

Puis il réfléchit, et du même ton : — Ce serait, ajouta-t-il, un

grand malheur pour nous deux, pour vous surtout. Votre vie de Paris vous semblerait si cruellement fade quand je vous aurais aimée!

Le regard dont il accompagna ces paroles avait quelque chose à la fois de si grave et de si ardent, que Mme de Bresmes en fut toute troublée, et ce fut avec émotion qu'elle répondit en s'efforçant d'être enjouée : — Savez-vous, mon cousin, que vous avez une fatuité d'une espèce sauvage et primitive? Vous admettez que le jour où vous aurez daigné avoir quelque tendresse pour moi, toute ma vie sera brûlée.

— Non, je ne suis pas fat, interrompit impétueusement Pontrailles, j'en atteste ma vie entière, où les vanités de toute nature n'ont guère eu occasion de se produire. Je n'ai pas de fatuité; mais ce que vous ne croiriez point, j'ai beaucoup de bon sens, et ce bon sens-là me dit que je vous ferais sentir ce que j'éprouverais. Ce n'est point par moi seul que je deviendrais votre fatalité. J'emprunterais ma puissance sur vous de tout ce qui m'entoure. Cette étrange habitation où je vous reçois, ce paysage que nous regardons ensemble, ce ciel qui nous jette dans le même rêve, voilà qui graverait à jamais mon image au fond de votre pensée. Le fantôme que vous emporteriez en vous n'aurait point de rivaux à craindre. Ceux que vous verrez là-bas n'auront ni mon *bordj*, ni mes montagnes, ni mon illumination d'étoiles. Ils vous offriront de nouveau, avec leur opiniâtre monotonie, ce que vous avez repoussé déjà. Oui, vous m'aimeriez parce que je resterais pour vous quelque chose d'unique; et vous, la seule femme qui m'ait jamais rappelé les créations des livres, les visions de mon cœur, de quel amour, moi aussi, je vous aimerais!

— Heureusement, fit-elle tout à coup en lui tendant la main, nous ne nous aimons pas.

Pontrailles la regarda et vit dans ses yeux, qu'éclairait la lumière des étoiles, deux larmes, brillans joyaux du trésor divin des tendresses. Il appuya ses lèvres sur cette main qu'on lui tendait, et sentit ce tressaillement intérieur qui indique une naissance dans notre âme. Ils s'aimaient.

IV.

Pendant tout le temps de cet entretien, le comte de Bresmes avait d'abord fumé dans un profond recueillement un chibouque sans s'inquiéter ni du ciel, ni des montagnes, ni de sa femme; puis il s'était retiré dans la chambre que Pontrailles lui avait fait préparer. Il dormait là du sommeil d'un homme que la jalousie n'a jamais hanté, quand Anne résolut de se retirer à son tour. C'était la pièce même où il couchait que Pontrailles avait cédée à sa cousine. Cette pièce était

fort peu ornée : un fusil arabe, deux pistolets, un sabre de combat, rompaient seuls la monotonie de quatre murailles blanchies à la chaux; mais d'une ouverture pratiquée auprès du lit on apercevait l'admirable site que dominait le *bordj*, et Pontrailles avait pensé que sa cousine serait réjouie à son réveil par cette *fête des yeux*, comme disent les Orientaux.

Lorsqu'elle fut dans sa chambre, Anne sentit qu'elle allait avoir l'insomnie pour compagne, non point cette cruelle insomnie aux traits de fantôme qui chasse lady Macbeth de sa couche, mais cette insomnie pleine d'inquiétude et d'ivresse comme la nuit où respire Juliette. Elle ne voulut pas faire de vains efforts pour appeler un sommeil qu'elle ne désirait pas d'ailleurs, je le crois bien; car il est des pensées semblables à ces bouquets dont on ne veut point se séparer, quoiqu'ils causent une excitation douloureuse à notre cervelle. Elle voulait songer des dernières paroles de Pontrailles.

Elle se mit à examiner la chambre où elle était. Les objets qu'elle avait sous les yeux ne pouvaient que plaire à sa rêverie. Pontrailles avait laissé sur la table à laquelle il s'asseyait quelquefois les livres, en bien petit nombre, qu'il avait emportés dans sa solitude. Les livres sont les amis auxquels s'applique le mieux un des proverbes les plus connus. Ceux que Pontrailles avait choisis racontaient avec éloquence cette singulière nature. C'était cette fleur par excellence de toutes les cellules, l'*Imitation*, présent de Mme de Pontrailles à son fils; puis comme une rose à côté d'un lys, comme des castagnettes à côté d'un crucifix, un volume de l'Arioste côtoyant cette œuvre sacrée. C'était ensuite ce recueil populaire que vous avez rencontré peut-être dans d'humbles bibliothèques, ce volume où on a réuni *René*, *Atala* et une poétique bluette que je ne dédaigne point malgré son tour un peu prétentieux, un peu suranné, *le Dernier des Abencerrages*. C'était enfin un ouvrage sérieux sorti d'un esprit rompu à l'action et d'un cœur familiarisé avec la mort : l'*Esprit des institutions militaires*, par le maréchal Marmont.

Voilà quels étaient tous les trésors littéraires de Sidi-Pontrailles. C'en était assez pour montrer que l'esprit avait sa part dans cette vie si noblement livrée à l'action. Anne devait trouver des indices plus saisissans, plus intimes encore de la pensée qu'elle cherchait à deviner. Sur cette table où errait son regard, elle aperçut quelques papiers qui semblaient dans un assez grand désordre. Sa curiosité n'était pas de celles qui savent s'imposer des limites. Elle lut ces pages que lui offrait le hasard, et bientôt elle se sentit plongée dans un singulier attendrissement. Ce qu'elle avait sous les yeux, c'était l'âme même de Pontrailles subissant ce besoin d'épanchement dont je crois qu'aucune âme n'est affranchie. Quoique le pauvre Guillaume,

à coup sûr, ne fût pas un mandarin, il lui était arrivé à certaines heures, dans son isolement, de donner une forme à ses songeries. Ses lectures lui avaient inspiré des réflexions empreintes de cette originalité qui était la grâce souveraine de sa nature. Ainsi, à propos du maréchal Marmont et de son traité, il avait écrit lui-même sur sa profession quelques lignes d'une véritable éloquence. Ce mystérieux dévouement du soldat trouvant dans la perpétuelle oblation de sa chair tantôt les élans d'une joie ardente, tantôt le mouvement paisible d'une consolation secrète, était là naturellement exprimé. Certains mots, certaines pensées d'un abandon un peu puéril rendaient plus frappant encore l'héroïsme austère de ce sentiment. Après des considérations sur l'armée, dignes de l'intelligence la plus sérieusement guerrière, on lisait : « Je remercie le ciel de ne pas être fantassin, quoique assurément je sois plein de respect pour l'infanterie. Le guerrier complet se compose d'un homme et d'un cheval. Ce malheureux fantassin me paraît toujours un soldat mutilé. Mon Dieu, soyez béni pour le compagnon à quatre jambes que vous m'avez donné ! A certains mouvemens de mon cœur, j'ai cru souvent que le cheval était né à la façon de notre mère Ève, qu'il avait été fait avec le sang et la chair du cavalier. »

De cette explosion d'enthousiasme hippique, on passait brusquement à des inspirations bien différentes. Le chapitre sur l'amour venait d'éveiller chez Pontrailles d'autres tendresses que ses tendresses chevalines. Vous connaissez l'histoire de ce saint qui s'était fait une femme de neige. De ses plus pures, de ses plus idéales pensées, Pontrailles se faisait une maîtresse à laquelle il livrait sa vie. Il composait une sorte d'idylle mystique qui rappelait le souhait de Gessner. Il se construisait un asile, seulement un asile vivant au lieu d'un asile de feuillage; il inventait pour son idole tout un culte aux pratiques d'une chaste passion : baiser le velours du prie-Dieu usé par ses genoux, se pencher, elle et lui, sur le même livre, quelquefois tomber à ses pieds et se sentir pris alors d'un désir extatique de mourir ! Tout d'un coup la mélodie changeait, l'Arioste avait passé par là, Alcine était entrée dans l'oratoire : « Il ne doit y avoir, disait-il, qu'un seul amour pour un soldat, c'est l'amour que l'on cueille et que l'on jette comme une branche de laurier rose. Aussi les Arabes, qui sont nos maîtres en fait de sentiment guerrier, traitent-ils avec raison la femme comme on traite le vin chez nous; ils ne lui demandent qu'une ivresse passagère. » Qu'on ne sourie pas trop à tout cela d'un malveillant sourire : ces pensées disparates aux formes légères, s'évanouissant quand on les touche, ne peuvent-elles pas être regardées comme des mirages? Elles étaient nées dans le pays même où se produisent ces jeux de notre cerveau et de la lumière. Anne suivait

avec une profonde émotion ces mouvemens d'un cœur chaleureux, d'un esprit hardi et gracieux s'agitant dans une région où elle n'avait jamais pénétré. Au milieu de cette nuit et de cette solitude, ce qu'elle lisait prenait des formes sensibles : elle s'imaginait avoir sous les yeux les visions de l'étrange château où l'avait conduite son destin.

V.

Mme de Bresmes s'était endormie quelques instans avant le lever du jour; elle avait été prise par un de ces sommeils aux lentes, mais puissantes conjurations, qui vous enchaînent pour longtemps au fond de leurs demeures enchantées une fois qu'ils se sont emparés de vous. Quand elle se réveilla, le soleil inondait sa chambre. Elle se sentit au cœur une allégresse qui, depuis bien longtemps, lui était inconnue. C'était le chant de ces pensées qui s'abattent sur les âmes où fleurit l'amour, comme les oiseaux sur les arbres où s'épanouit le printemps.

Une heure après son réveil, elle apprenait par Pontrailles, sur la terrasse du *bordj*, que M. de Bresmes venait de partir avec une escorte pour aller chasser le sanglier chez un caïd des environs. M. de Bresmes était un de ces maris qui font croire à l'intervention dans les affaires conjugales d'une puissance mystérieuse protectrice des célibataires. A peine réveillé, il était allé trouver Pontrailles pour lui dire qu'il voulait à toute force se donner le plaisir d'une chasse africaine. L'officier lui avait répondu qu'il ne pouvait point, à son grand regret, l'accompagner, parce que son devoir le retenait à son poste, mais qu'il le ferait chasser tant qu'il voudrait sous la direction d'un honnête caïd et sous la garde d'intrépides spahis. M. de Bresmes était parti; Guillaume était resté, remerciant Dieu d'avoir mis au cœur des hommes le goût de détruire les sangliers.

La journée qui commença pour Pontrailles après ce départ est, avec celle qui l'a suivie, de ces souvenirs qu'on craint de tirer des profondeurs embaumées où ils reposent au fond de nous. Ce sont des fantômes qui expliquent la fable divine d'Eurydice. Des accens magiques les évoquent, un regard peut les faire évanouir. Toutefois je tenterai la conjuration.

Vers trois heures, Pontrailles et sa cousine montèrent à cheval. A ce moment du jour, il y a déjà, dans le ciel si vivant, si mobile d'Afrique, un mouvement sensible pour les yeux et pour l'esprit. Quelques clartés trop vives commencent à s'effacer, et je ne sais quoi annonce l'arrivée des teintes majestueuses. C'est comme un orchestre qui nous prépare, après les danses étincelantes des notes légères, à la

marche imposante des graves accords. A cette heure, nombre de gens en ont fait l'expérience, les moins poétiques natures subissent souvent une violente action. Les Orientaux ont raison de mépriser le vin : l'ivresse est dans l'air qu'ils respirent. A ce moment donc où leur ardente terre reçoit comme un dernier baiser du soleil, il y a bien peu d'âmes qui n'éprouvent un frémissement passionné. Anne n'avait encore passé avec Pontrailles que quelques rapides instans de la matinée, elle ne lui avait parlé ni de ses lectures, ni de ses pensées de la nuit. En cet instant, ces récens souvenirs s'offrirent à elle dans toute leur puissance.

— Mon cher cousin, dit-elle, je remercie Dieu d'un voyage qui m'a fait connaître deux pays entièrement nouveaux pour moi, cette merveilleuse contrée où nous nous promenons maintenant ensemble, et votre esprit, où j'ai fait des excursions cette nuit.

— Quoi! s'écria Pontrailles, dont le teint bruni se couvrit d'une subite rougeur, auriez-vous jeté les yeux sur les paperasses que j'avais laissées entre mes livres? Je suis désolé que vous ayez lu ces fadaises, qui sont indignes d'occuper une seule minute une intelligence telle que la vôtre. Que voulez-vous? la solitude porte à la rêvasserie. Mon seul tort, c'est de ne pas avoir laissé mes rêves s'envoler comme la fumée de ma pipe.

— Si vous aviez vu ce qui se passait en moi cette nuit, répondit Anne, peut-être ne regretteriez-vous point ce tort-là.

Pontrailles garda le silence. Il y a de ces paroles chaudes et douces comme un soleil printanier qui vous donnent un bonheur dont on a besoin de se pénétrer longuement. Il baissa la tête sur son cheval, dont la crinière dorée et soyeuse ne l'avait jamais tant charmé. Son visage, quand il le releva pour regarder sa cousine, rayonnait de cette joie que Dieu tire si rarement pour nous de son trésor.

— Tenez, fit-il, hier soir je vous ai aimée. A présent je veux vous dire que je vous aime. Je sens mon âme désormais changée. Peut-être éprouverai-je de cruelles souffrances, mais je ne voudrais point, pour ce qui m'est le plus cher en ce monde, pour la part d'honneur et de danger que peut me réserver l'avenir, n'avoir point connu ce qui se passe en moi. Le dieu que m'annonçaient des voix mystérieuses vient de naître au fond de mon cœur. Je le salue et lui offre en présent toutes mes pensées. Ma cousine, je vous en supplie, aimez-moi; je mérite que vous m'aimiez. J'ai rougi tout à l'heure quand vous m'avez appris que cette nuit vous aviez fait invasion dans mes songeries, c'est de plaisir que je rougissais. Je vous ai dit que j'étais désolé, j'étais heureux; car je crois en effet digne de vous cet homme qu'à présent vous connaissez. Je n'ai vécu que pour les nobles émotions, seulement la plus noble de toutes me manquait, et vous me

l'avez donnée. Aussi votre image ne pourra jamais être détruite en moi que par une balle, si une balle peut frapper toutefois ce qui est dans mon âme au moins autant que dans ma chair.

Et il ajouta ces simples paroles que, loin de lui, Anne a cru bien souvent entendre encore vibrer :

— Mon Dieu! que je vous aime et que je vous aimerai!

Anne se pencha sur son cheval, et d'une voix brève, ardente, passionnée comme celle de Chimène laissant échapper son secret :

— Et moi aussi, lui dit-elle, je vous aime.

Si l'on me dit que ce fut là un aveu trop rapide, je répondrai que cette scène d'amour ne se passait pas dans un salon, que le ciel d'Afrique agissait sur ces deux êtres, entraînés irrésistiblement l'un vers l'autre; et pour peu que l'on me presse, j'ajouterai que dans bien des salons, du reste, des aveux aussi rapides que celui-là ont été arrachés à de fort honnêtes dames, comme dirait Brantôme. Enfin le fait est qu'entre trois et quatre heures, dans une de ces vallées où l'on se sent saisi d'émotions secrètes et profondes, Anne et Guillaume se confièrent tous deux qu'ils s'aimaient. Cette journée, dont je cherche à me rappeler les moindres souvenirs, me semble elle-même, comme la vallée où elle s'écoula, une région mystérieuse et sacrée où l'on ne peut pénétrer sans trouble. — Toute ma vie, a dit bien souvent Pontrailles, à certaines heures, je me retirerai dans ce jour-là.

L'Afrique est le pays des ruines. Comme un cheval qui secoue son cavalier jusqu'à ce qu'il l'ait renversé, cette puissante nature s'est déjà bien des fois délivrée des nations conquérantes et de leurs œuvres. Les deux amans s'arrêtèrent à une fontaine où l'on reconnaissait encore les traces de cet art solennel des Romains, qui associe avec tant de grâce majestueuse la tristesse de ses débris à la mélancolie des grands sites. Ils s'assirent sur une pierre que couvrait à moitié une mousse sombre. Là, ils laissèrent jaillir et murmurer leur amour, plus frais et plus limpide que l'eau qui coulait à leurs pieds. L'amour a ce charme, entre toutes ses magies, qu'il transforme, comme cette fée d'un vieux conte, en roses et en diamans les moindres paroles des amoureux. Le miracle, il est vrai, n'est visible que pour deux personnes; mais qu'importe, puisque ces deux personnes ont toute la vie de l'univers en eux?

Avec cette gaieté dont les amans ont le privilége à certaines heures comme les enfans, avec cette gaieté franche, irréfléchie et chaude, véritable soleil du cœur, Pontrailles lui dit tout à coup :

— Savez-vous à quoi je viens de penser, en visitant avec vous ce beau pays et ces touchantes ruines? Je viens de penser à un célèbre roman que m'a fait dernièrement parcourir le hasard des lectures

militaires, à la *Corinne* de Mme de Staël, que j'ai rencontrée dans un petit poste du Tell, chez un officier des bureaux arabes. Je trouve que nous ressemblons tous deux aux héros de ce livre, seulement j'ai peur que vous ne soyez Oswald et que je ne sois Corinne. Vous me délaisserez pour quelque blonde Lucile, c'est-à-dire pour un de ces diplomates roses et frisés qui ont parcouru le monde entier sans jamais rester douze heures à cheval, et parlent cependant à tout propos de ce qu'ils ont aperçu derrière leur *cache-nez*, à travers les glaces des chaises de poste et des wagons.

— Vous tenez là d'indignes propos, lui répondit-elle. Il y a longtemps que je connais les gens dont vous parlez et que je ne songe guère à les aimer. Vous ne méritez pas que je vous dise ce que votre regard a l'air pourtant de me demander, que vous serez mon unique tendresse.

— Oh! s'écria Pontrailles, je mérite, au contraire, que vous me le disiez; dites-le moi; dites-moi que vous m'aimerez toujours; j'aime cette insulte charmante, ce noble défi jeté à la réalité.

Et il baisa avec ardeur le petit pied qu'il prit dans ses mains pour la replacer à cheval.

Continuerai-je encore le récit de cette journée? On dit que le bonheur ne se raconte pas, et maintenant, j'y pense, il y a peut-être impiété à le raconter. Les grandes douleurs et les grandes joies sont des mystères qui s'indignent d'être produits au jour. Je voudrais pourtant que l'empreinte de ces heures qui apportèrent tant de délices à deux cœurs, dont peut-être l'un est éteint, l'autre transformé, ne fût pas effacée de ce monde. Les poètes se sont souvent révoltés contre les lieux où ils ont aimé, et dont leur amour a disparu aussi complétement que le soleil chaque soir disparaît de la cime des arbres. Si cette vallée où ils se promenèrent, si cette fontaine où ils s'assirent ne dit plus rien de ceux à qui nous pensons aujourd'hui, qu'au moins ces lignes en parlent.

Dans la soirée qu'ils passèrent ensemble, lorsqu'ils furent rentrés au *bordj*, ils pratiquèrent tour à tour ces amoureuses confessions si remplies de soulagement divin, d'intimes et vives félicités qui nous révèlent au fond de nous des sources d'une profondeur inconnue. Ils se dirent tout. Chacun fit le roman de sa vie. Celle-ci raconta ses jours arides, ses nuits frivoles, son esprit mécontent et désœuvré, son cœur assoupi; celui-là dit ses heures d'enthousiasme et de souffrance, ses pensées tantôt résignées, tantôt triomphantes; tous deux s'aimèrent encore plus lorsqu'ils se furent écoutés. Quand arriva cet instant où il faut que l'on se sépare, quand, après un de ces silences pleins de tendresse, divines fatigues qui succèdent aux étreintes passionnées des âmes, ils s'aperçurent qu'ils avaient vu ensemble le soleil dis-

paraître et les étoiles se lever, que la nuit était avancée déjà, une ardente pensée s'empara de Pontrailles. Il se mit à ses genoux et lui dit : Faut-il donc que je vous quitte, vous que je retrouverai, je l'espère, dans l'éternité, mais que je verrai si peu dans cette vie? Voyez-vous, toutes les séparations sont affreuses, même celles de quelques instans. Ce sont des provocations au malheur. Quand une fois on a trouvé la chère vision, dont on doit avoir toute son existence illuminée, on ne devrait jamais la laisser disparaître; ces ombres que nous sommes tous se dispersent et s'évanouissent si vite dans la vallée où Dieu nous fait errer. Dans ce moment-ci, je vois vos yeux, je sens vos mains. Je touche le Dieu que j'adore, ne m'abandonnez point, par pitié.

Elle était assise sur un de ces canons qui décoraient la terrasse du *bordj*; elle s'inclina sur le front de Pontrailles, et y mit un baiser, puis elle se leva et courut à la chambre où elle avait passé la nuit. Une tapisserie en défendait seule l'entrée. Quand elle fut arrivée au seuil de ce sanctuaire qu'elle voulait rendre inviolable, elle se retourna vers son amant. — Maintenant que je vous connais, fit-elle, je me sais mieux défendue par cette tapisserie que je ne le serais par les murs d'une forteresse. Adieu, mon ami, le jour vous rendra demain votre vision, car notre amour n'aura rien à redouter des rayons du soleil; je veux qu'il reste pur comme le ciel dans lequel il est né.

Pontrailles alla se jeter sur une petite natte et alluma une longue pipe, bien sûr de n'avoir cette nuit-là aucune relation avec le sommeil. Sa vie était devenue un roman, son âme une vraie élégie, et je crois pourtant que le hussard reparut en lui. Les dernières paroles de Mme de Bresmes lui parurent d'une mauvaise poésie; mais il se dit : — L'amour est comme les conquêtes, il a sa fatalité. Il y a quelque temps je me battais dans le Tell, me voici en pleine montagne aujourd'hui; j'étais dans le petit désert l'an dernier, je serai l'année prochaine dans le Sahara. Demain je la reverrai, et elle m'aime.

VI.

Elle s'endormit, elle, au contraire, d'un sommeil à la fois doux et profond. L'air qu'elle avait respiré, l'amour dont elle s'était enivrée, avaient composé un vrai philtre dont elle subissait l'influence. J'ai remarqué que les songes en Afrique s'imprégnaient d'une chaleur, se teignaient d'un coloris que les rêves n'ont point dans nos contrées. On est là sur la terre qui a porté l'échelle mystérieuse dont se servent les anges pour descendre du ciel. Elle se vit errant avec Pontrailles dans des lieux plus resplendissans encore que ceux qu'elle avait parcourus. C'était la splendide idylle de sa journée qui s'achevait dans des paysages impossibles, sous des ombrages inconnus. Elle

se voyait avec son amant au bord d'une fontaine magique dont les ondes semblaient receler toute sorte de merveilleux secrets, quand elle fut réveillée brusquement par un bruit d'armes et de chevaux. Elle se leva précipitamment, et par l'étroite ouverture pratiquée près de son lit elle aperçut un spectacle étrange. Une troupe de cavaliers était assemblée sous les murs du *bordj;* les uns étaient vêtus de burnous rouges, les autres de burnous blancs, qui, à la clarté de la lune, leur donnaient l'air de ces guerriers fantômes des ballades. Elle crut un moment que son sommeil durait encore, seulement que les songes terribles avaient succédé aux visions gracieuses; mais bientôt elle ne put plus douter qu'elle ne fût aux prises avec la réalité. Elle assistait à un de ces événemens si communs en Afrique. Une attaque nocturne avait été tentée sur une tribu amie à quelques pas du *bordj* de Pontrailles. Le grand justicier du pays kabyle allait monter à cheval, courir dans la montagne, brûler de la poudre et casser des têtes. Elle se sentit saisie d'un mortel effroi dont bientôt elle fut tirée par le mouvement de cœur le plus passionné à coup sûr qu'elle aura jamais de sa vie. Elle entendit tout près d'elle une voix qui lui disait:—Adieu, ma chère Anne, je vais à une lieue d'ici faire cesser une fusillade qui pourrait se rapprocher et troubler sérieusement votre repos. Je vous en supplie, avant mon départ, accordez-moi une seule faveur, tendez-moi votre main à travers cette tapisserie.

Anne s'élança jusqu'au seuil de sa chambre; elle fit ce qu'on lui demandait, et elle sentit sur sa main un baiser fervent comme l'acte d'adoration d'un chrétien à sa dernière heure, puis elle entendit un pas qui s'éloignait avec un bruit d'éperons et de sabre. Elle se jeta sur son lit, oubliant un moment terreur, danger, toutes les pensées sinistres et tristes, pour se livrer à l'un de ces enthousiasmes que les femmes de notre temps surtout ne sont pas d'habitude appelées à connaître. Anne était fière de son amant, heureuse de son amour; elle se sentait la compagne d'un soldat, elle combattait et triomphait de l'âme auprès de lui. Elle porta à ses lèvres la main que venait de toucher la bouche de Pontrailles, pour retrouver l'empreinte de cet héroïque baiser : son ardeur se soutint encore, lorsque derrière sa fenêtre elle vit son amant courir dans la campagne à la tête des spahis et du *goum;* mais quand, au détour de l'un de ces âpres sentiers qui conduisent au pays des coups de feu, le cheval de Pontrailles, puis celui du dernier de ses cavaliers eurent disparu, elle fut prise par un effroi accablant. Ces montagnes, qui le matin lui avaient apparu si riantes, et qui maintenant se dressaient mornes devant elle, lui semblèrent destinées à cacher un mystère de sang et de mort. Les pressentimens, ces tristes oiseaux qui s'abattent sur les âmes blessées, ouvrirent dans son esprit leurs noires ailes. Soyons vrai pourtant,

car la vérité est notre passion, elle prit à cette terreur même dont elle se sentait pénétrée un secret plaisir. Elle se dit qu'elle assistait à une aventure qui la vengeait de toute une existence de monotonie, et elle n'en eut pour Pontrailles qu'une plus tendre, qu'une plus brûlante reconnaissance. Le dragon qu'il s'agit de vaincre avant tout, pour mériter que les femmes vous saluent héros entre les héros, c'est l'ennui. Maintenant il avait disparu pour elle, ce tyran qui lui semblait si puissant qu'elle avait fini par en accepter le joug avec une morne placidité. Elle marchait dans sa vie comme dans un roman, se demandant avec anxiété ce qu'elle trouverait derrière les pages qu'elle parcourait avidement. Il est certain que le matin du 27 octobre, — elle n'oubliera jamais cette date, — elle était dans une situation où ne se représente guère aucune des femmes qui sont condamnées chaque soir à se traîner de salon en salon, retrouvant partout les mêmes visages, les mêmes propos, le même néant. Elle était seule dans un vieux château comme un château d'Anne Radcliffe, et dans un château perdu au sein d'un pays plus cher au mystère et au péril que les vallées mêmes des Pyrénées.

Vers dix heures, un nègre se présenta devant elle. C'était un ancien spahi du dey qui exerçait dans le *bordj* de Pontrailles la profession de *kavadgi*. Le *kavadgi* est d'habitude bavard, car d'habitude aussi il est médecin et barbier; mais celui-là préparait et versait son café dans un silence où il mettait à la fois son plaisir et sa vanité. Il savait pourtant quelques mots de cette affreuse languefaite avec les débris corrompus de tous les langages humains, qu'on appelle la langue franque, ou le *petit sabir*. Ce fut dans ce patois oriental qu'il apprit à Mme de Bresmes que Pontrailles lui avait confié le soin de la nourrir et de la garder. Anne se rappela que le soir de son arrivée au *bordj* elle avait entendu son cousin dire en dînant à M. de Bresmes, qui se plaignait avec une fanfaronnade de conscrit et une ignorance de touriste de ce qu'on ne cultivait plus en Algérie l'art de couper les têtes : « Voilà mon vieux Mohammed, qui pour sa part en a coupé plus d'une centaine du temps de la régence, et qui, l'année dernière, en a coupé trois encore fort convenablement dans une course où je l'avais emmené! » Ce souvenir lui revint, et elle frémit; puis elle songea aux figures qu'elle apercevait quelquefois sous des bonnets de coton, au fond de sa cour, en rentrant chez elle à l'heure du dîner. Ces bonnets de coton lui rappelèrent naturellement toute sa vie parisienne, et de nouveau elle eut un de ces mouvemens de joie mêlés à tous les mouvemens de sa terreur. Elle sut gré à Mohammed de sa noire figure et de son sanglant passé. Lui aussi, c'était un personnage nouveau. Il avait son rôle dans ce drame imprévu que composait pour elle la destinée.

Dans la journée elle se mit à parcourir le *bordj*. La solitude de

cet antique et bizarre logis avait quelque chose qui tenait du rêve et du conte de fée; un ciel inondé de lumière ne la rendait que plus saisissante, car rien n'est mystérieux comme la tristesse du soleil: elle parcourut tour à tour les cours carrées où s'élevaient quelques figuiers isolés, et les grandes pièces oblongues tapissées de nattes où dormaient et fumaient les gens de guerre qu'elle avait aperçus la nuit. Mais une partie du *bordj*, entre toutes les autres, attirait sa curiosité. La veille, en visitant une première fois cette demeure avec Pontrailles, elle avait voulu pénétrer dans le petit marabout qui surmontait une des terrasses. Pontrailles s'était jeté devant la porte en laissant paraître une vive émotion, et l'avait suppliée de ne pas entrer. Mme de Bresmes se rappela l'histoire de Barbe-Bleue, et se sentit au cœur la passion si admirablement peinte par cette légende. Elle pensa que ce marabout renfermait peut-être quelque horrible secret, un squelette, une tête coupée, une de ces choses enfin qui s'offrent tout environnées de surnaturelle épouvante à qui n'est pas obligé de vivre avec la mort en rapports fréquens et familiers. Ainsi que nombre de portes arabes, la porte du marabout avait un verrou qui se tirait en dehors. Anne pouvait entrer, elle hésita; sa main se posa crispée et tremblante sur ce morceau de fer rouillé; enfin, comme cela est toujours arrivé depuis Ève, la curiosité eut le dessus dans sa lutte avec la crainte.

Le verrou fut tiré, la porte s'ouvrit, et elle vit un spectacle qui lui serra le cœur. Ce n'était point, bien loin de là, un spectacle effrayant: elle avait devant elle une créature faite pour chasser au contraire toutes les tristes et sinistres idées. Sur un de ces tapis aux couleurs vives et bariolées qui viennent du pays des Nègres, se tenait accroupie, l'œil distrait, la cigarette entre les lèvres, une Mauresque d'Alger. Je ne dirai point que ce fût une beauté merveilleuse, qu'elle eût fait mettre Michel-Ange à genoux et pleurer d'enthousiasme Raphaël : la beauté est bien comme l'amour, on en parle d'ordinaire sans l'avoir vue; mais cette femme pourtant était belle. D'abord elle avait ces deux grands yeux qui n'appartiennent qu'à l'Orient, ces yeux d'un noir velouté et lumineux qui font songer de fleurs et de soleil. Puis tous les arcanes de la coquetterie africaine : cette ligne sombre que les Mauresques tracent entre leurs sourcils, ces teintes bleues qui donnent de voluptueuses langueurs à leurs paupières, cette couleur d'un ardent incarnat qui rougit leur bouche et fait briller sur leurs dents une féerique blancheur, la paraient d'une étrange et saisissante grâce. Enfin elle portait ce costume de péri qui est aussi tout un enchantement. Les femmes en Afrique sont, comme les maisons, le triomphe du mystère. Le grand voile blanc qui les enveloppe, c'est le mur sans fenêtres qui oppose à la vue un rempart. Derrière ce mur, il y a les jardins, les fontaines et les grandes pièces

à arceaux où l'on marche pieds nus; sous ce voile, il y a la chemise brodée, la veste étoilée de fleurs d'or et le pantalon couleur de la rose ou de l'orange. La Mauresque du marabout était sans voile; ses traits n'étaient cachés que par de longues nattes qui s'échappaient d'un bonnet de velours d'où pendait une branche de jasmin. C'eût été en définitive la plus poétique des apparitions, si je ne sais quoi n'eût imprimé à cette figure le caractère de la réalité, et même, faut-il le dire, d'une réalité assez triste. Cette péri, après tout, était une de ces Danaé dont les asiles s'ouvrent aux plus faibles gouttes de la pluie d'or. Aussi, depuis son visage jusqu'à sa parure, tout était marqué en elle de cette secrète flétrissure qui est le signe fatal auquel on reconnaît sous tous les cieux les prêtresses avouées du plaisir.

Mme de Bresmes resta pleine d'hésitation et de trouble sur le seuil de cette chambre où elle aurait voulu que son regard n'eût jamais pénétré; mais tout à coup la Mauresque l'aperçut, se leva, vint à elle, s'empara de sa main, et mit sur cette main un humble baiser. Les Africaines reconnaissent volontiers la supériorité des Européennes. Elles sentent des êtres traités autrement qu'elles dans ce monde et dans l'autre, qui sont estimés ici-bas plus que les chevaux, plus que la poudre, et dont les houris ne prendront point la place là-haut. Celle-là fit donc à Mme de Bresmes cette soumise caresse; puis elle lui dit dans un français assez pur : — Je n'ai pas encore vu le maître d'ici, ton mari sans doute. Je ne sais point pourquoi il m'a fait venir, puisque tu es auprès de lui, et qu'une seule femme remplit la maison d'un chrétien comme un seul figuier remplit la cour d'un Arabe.

Bientôt Mme de Bresmes eut tout compris; la Fatma ou la Kadoudja qu'elle avait sous les yeux était un caprice oriental de Pontrailles, qui avait trouvé trop profonde la retraite de son *bordj;* mais le jour même où l'amour africain entrait chez lui à dos de mule, l'amour européen lui apparaissait à cheval, fier, charmant, victorieux. Il avait si bien négligé la pauvre Mauresque, que c'est à peine si, sans la compassion du vieux *kavadgi* coupeur de têtes, elle ne serait point morte de faim. Mme de Bresmes courut chez elle, et revint tenant de l'or dans ses deux petites mains jointes, comme pour empêcher de s'enfuir l'eau puisée à une fontaine. La Mauresque lui avait dit que si elle avait de l'argent, elle trouverait le moyen de se faire ramener sur-le-champ à Alger. La mule qui l'avait portée et un Juif qui l'avait amenée l'attendaient, ne demandant pas mieux que de quitter le *bordj* de Pontrailles avec elle. Quand elle vit son absence achetée par une somme dix fois plus forte que celle qui payait d'habitude sa présence, elle éprouva une joie qu'elle ne chercha pas à contenir, et, après avoir embrassé les mains, les genoux, la robe de Mme de Bresmes, elle tint fidèlement sa promesse en disparaissant. Anne, quand elle fut seule, s'assit le cœur ému, le visage empourpré, sur

les tapis où reposait celle qu'elle venait de renvoyer. Cette chambre, dont elle avait chassé l'hôtesse, lui semblait une cage qu'elle avait ouverte. Que dirait à son retour le maître dont elle avait mis l'oiseau en liberté? Que dirait-elle surtout? C'était là ce qui la faisait rougir, et pourtant la satisfaction était dans ses yeux, elle n'avait point un seul mouvement de repentir. Son esprit était tout occupé moitié de pensées distinctes, moitié de confuses songeries, quand des coups de fusil, répétés par l'écho des montagnes, retentirent à ses oreilles : c'était Pontrailles qui rentrait, escorté par la turbulente *fantasia* des *goums* et des spahis. Il venait de se montrer le maître du bras, comme disent les Arabes; il avait brûlé quelques oliviers, tué quelques hommes, enfin servi de son mieux l'ordre énergique et la justice armée. Mme de Bresmes s'élança au-devant de lui, et le vit descendre de cheval. Le fait est qu'en ce moment il eût pu remuer même une imagination paresseuse et un cœur endormi. Dans son burnous blanc, tombant sur son épaule comme un manteau de templier, c'était la vivante apparition de ces guerroyeurs chrétiens qui ouvraient avec leurs épées les portes du paradis. Lorsqu'il aperçut Mme de Bresmes, une expression pleine d'ardente tendresse se répandit dans ses yeux, où brillait seule la noble et inhumaine joie du combat. Il se jeta précipitamment devant un spahi qui tenait à la main un de ces sacs que les soldats appellent des musettes, où les chevaux mangent l'orge en campagne. Il y avait sur cette musette des taches rouges, et je crois bien qu'elle pouvait renfermer quelques oreilles.

Mme de Bresmes eut un de ces mouvemens qu'on a reproduits quelquefois au théâtre, où ils sont toujours accueillis avec de violentes émotions. Elle se jeta dans les bras de Pontrailles. — Ah! dit Guillaume, aujourd'hui que j'aime mon sabre et que je vous aime! — Toute son âme à ce pauvre garçon était dans ces mots-là, et il croyait avoir atteint le faîte de son bonheur en cette vie.

Après le dîner, par une nuit semblable à celle où l'amour s'était abattu sur eux, les deux cousins se promenaient sur la terrasse. Anne se dirigea vers le marabout dont elle avait été écartée la veille, et Guillaume éprouva de nouveau un trouble visible; mais celle qui était la maîtresse de toutes ses actions et de toutes ses pensées l'entraîna impérieusement vers le seuil, qu'il ne voulait point franchir. Arrivée à la porte, Mme de Bresmes força son amant à la suivre dans cet asile, devenu désert. Là, elle dit à Pontrailles : — Il y avait ici une captive que j'ai mise en liberté; mais au lieu de prendre ses chaînes, comme faisaient ceux qui autrefois allaient en Afrique délivrer les prisonniers, c'est vous que je veux mettre à sa place; je vous laisse dans votre marabout, et je m'échappe. Vous rappelez-vous l'histoire de Barberine? Vous avez mérité d'être enfermé avec une quenouille; tâchez d'en trouver une, vous filerez, et je vous apporterai de quoi manger.

Et ce disant, elle fit mine de s'échapper; mais s'échappa-t-elle en effet? Il est des points obscurs dans toutes les histoires. Que chacun décide de cette question suivant les lumières de son cœur.

Du reste, *honni soit qui mal y pense*. J'ai toujours songé avec plaisir de cette devise qui ne veut pas dire assurément que la comtessse de Salisbury ait été aimée de telle manière plutôt que de telle autre, comme Béatrix ou comme Mlle de Lafayette plutôt que comme la Fornarina ou Mme de Montespan. Que chacun aime comme il l'entend : pourvu qu'il y ait amour, il n'y a rien où le méchant puisse mordre; — voilà ce que ces vieilles et chevaleresques paroles signifient tout simplement. Ce que je sais donc, c'est qu'Anne et Guillaume s'aimèrent autant qu'ils pouvaient s'aimer, et je me complais dans cette pensée. Cette vie est faite au rebours du paradis terrestre : elle ne renferme qu'un seul fruit qui ne soit point poussière, où l'on ne trouve pas le néant. Heureux ceux à qui ce fruit-là n'a pas été inconnu!

Maintenant, le bonheur de nos deux amans fut court. Le lendemain du jour où se passa la scène que nous venons de raconter, M. de Bresmes revint de chez son caïd après avoir tué je ne sais combien de sangliers. M. de Bresmes, c'était le réveil.

Mais le souvenir du songe est resté. A l'heure de la séparation, ils se sont juré en quelques paroles furtives qu'ils ne s'oublieraient jamais, et que même sur cette terre, si la mort ne se mettait pas entre eux, ils se réuniraient un jour. Je trouve merveille qu'ils aient tenu aussi longtemps leur serment. Tous les deux boivent continuellement un breuvage mortel à la mémoire des tendresses sacrées. Le monde verse à celle-ci son assoupissement, la guerre verse à celui-là ses ivresses. Quitterait-elle bien pour toujours, malgré l'ennui qu'ils lui inspirent, ces salons où elle a repris le cours de ses monotones plaisirs? Et lui, pourrait-il s'éloigner de ce pays rempli d'excitantes émotions comme l'onde verte de l'absinthe, où règne, où triomphe cette vie militaire si chère à l'esprit qu'elle calme et au cœur qu'elle exalte, — où tous les ans la poudre résonne, où un noble sang qui ne se lasse point de se répandre entretient un généreux éclat? J'ai peine à le croire. Ferait-il bien d'ailleurs? L'aimerait-elle, s'il n'était plus lui? Enfin ils se sont aimés; voilà ce qu'on doit se dire. Il y a là de quoi satisfaire les esprits les plus altérés d'idéal, puisqu'il est bien prouvé, — la religion confirme cette vérité, ce me semble, — qu'un élan d'amour tient en balance toute l'éternité.

PAUL DE MOLÈNES.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LES LACS ET LES NOUVELLES VILLES DE L'OUEST.[1]

IROQUOIS CHRÉTIENS. — LANGUES AMÉRICAINES. — UNE VILLE QUI POUSSE. — LAC ONTARIO. — NIAGARA. — BUFFALO. — DÉTROIT. — TABLEAU TROP ADMIRÉ. — SERMON PRESBYTÉRIEN. — CHICAGO. — COTTAGES PRÈS DU LAC MICHIGAN. — ESPRIT DES SAUVAGES. — DE LA RELIGION AUX ÉTATS-UNIS. — ÉCOLES. — COURSE EN CHEMIN DE FER A TRAVERS LA PRAIRIE.

Tout près de Montréal est le village de Canguawhaga habité par des Iroquois chrétiens. Dans ce village réside depuis quarante ans un curé nommé M. Marcou, qui est comme le chef de cette petite communauté. Aujourd'hui il n'est pas facile de rencontrer des sauvages établis chez eux et non mêlés avec les blancs, à moins d'aller du côté de l'Orégon ou au-delà du Mississipi, vers la chaîne des Montagnes Rocheuses. Un village iroquois est donc une bonne fortune pour un voyageur, même quand, comme celui de Canguawhaga, il est chrétien. Le costume des hommes est assez semblable au vêtement des paysans canadiens, mais celui des femmes est mieux conservé; elles parlent leur langue, et même, en général, ne parlent pas français. Si j'ai eu le chagrin, en entrant dans le village, de surprendre les descendans du peuple le plus puissant et le plus redoutable de ces contrées jouant au bouchon, en revanche j'ai eu le plaisir d'acheter des mocassins à des Iroquoises qui ne pouvaient me parler que par interprète, et de voir une d'elles porter son enfant attaché dans un berceau qu'elle tenait verticalement, ainsi qu'eût pu

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier.

faire la belle Céluta. L'iroquois est un langage fort doux et qui produit sur l'oreille à peu près la même impression que le grec moderne. En entrant chez M. Marcou, j'ai pu en juger en écoutant une Canadienne qui venait le consulter sur une affaire d'argent, car il est le conseiller de cette petite colonie, dont il est le père.

M. Marcou m'accueille avec sa bonté ordinaire, bien connue des voyageurs français. Il me donne sur les populations indigènes du Canada quelques détails assez curieux. Chaque tribu, me dit-il, a ses noms propres, tous significatifs : les noms de ceux qui meurent sont donnés aux enfans. Une tribu trouverait très-mauvais qu'un sauvage d'une autre tribu prît un de ces noms, son patrimoine et son héritage. Certains traits de mœurs contrastent singulièrement avec l'ensemble des sentimens et des coutumes de ces peuples. On sait que parmi eux la femme est la servante de son mari, porte les fardeaux et le gibier, etc.; eh bien, la mère est, à quelques égards, plus que le père dans la famille iroquoise. Non-seulement les enfans appartiennent à la femme, mais ils suivent l'oncle maternel plutôt que le père lui-même. Les Iroquois sont passionnés pour la musique; ils chantent très-mal, mais ils aiment beaucoup à chanter (cela se voit quelquefois même chez des peuples très civilisés). On leur permet de chanter dans leur langue le *Credo*, le *Pater*, l'*Agnus Dei* pendant la messe, qui se dit en latin. Ils viennent à l'église chaque jour pour la prière du matin et la prière du soir, et le dimanche pour les offices, enveloppés dans leurs couvertures blanches. J'ai vu près de l'autel deux arbres ornés de rubans et assez semblables aux arbres de Noël auxquels on suspend, en Allemagne, les étrennes destinées aux enfans. Ces Indiens sont eux-mêmes de grands enfans. Ils avaient, comme tous ceux de leur race, la passion de l'eau-de-vie; la tempérance prêchée par le père Schniky, qui est le Matthews du Canada, les a beaucoup améliorés. M. Marcou est très content du gouvernement anglais. Il ne lui déplaît pas d'avoir un souverain protestant, les souverains catholiques étant parfois disposés, dit-il, à toucher à l'encensoir.

Ce qui m'intéressait surtout, c'étaient les travaux de M. Marcou sur la langue iroquoise. Dans l'histoire comparée des idiomes humains, l'étude des langues américaines doit tenir une grande place. On avait cru d'abord que l'Amérique du Nord était couverte d'une foule de populations parlant des langues entièrement différentes, ce qui était difficile à concilier avec la ressemblance assez grande de leurs traits et l'analogie plus grande encore de leurs mœurs et de leurs croyances religieuses. Cette unité physique et morale et cette extrême variété de langage semblaient incompatibles. Cependant il faut reconnaître que le même fait se produit ailleurs. Quoi de plus semblable pour les yeux qu'un Chinois et un Tartare? Et pourtant il est certain

qu'entre la langue chinoise et le mongol ou le mantchou, il n'y a pas la plus légère analogie. Le même phénomène, tout inexplicable qu'il est, pouvait se présenter en Amérique; mais un examen plus approfondi des langues de ce continent a montré que tous les idiomes de l'Amérique du Nord, et quelques-uns de ceux qui sont parlés dans l'Amérique du Sud, offraient cette particularité remarquable, que, souvent fort différens pour les mots, ils avaient des grammaires analogues. On dirait des métaux divers jetés dans le même moule. Ce n'est pas non plus un fait très facile à expliquer; mais il est certain et peut s'accorder avec une parenté de race, malgré la diversité des vocabulaires, diversité matérielle, extérieure pour ainsi dire, tandis que l'identité de la grammaire est essentielle et fondamentale. Les mots sont la matière, la grammaire est la forme même du langage et de la pensée. Ce qui diminue un peu l'importance du résultat et empêche d'y voir un argument décisif en faveur de l'unité des races américaines, c'est que dans des pays bien éloignés de l'Amérique on a trouvé des exemples très semblables de ce génie grammatical qu'on pourrait croire propre au Nouveau-Monde, et qui consiste à exprimer un grand nombre d'idées par un seul mot, à avoir pour chaque groupe d'idées un mot particulier. Cette classe de langues, qu'on a nommée *polysynthétique*, n'est point propre au continent américain. On rencontre quelque chose d'analogue sans sortir de la France, dans le basque, et aussi dans les idiomes finnois du nord de l'Europe, enfin dans plusieurs idiomes africains, comme celui des nègres wolofs. Cette nature des langues polysynthétiques ou ultrasynthétiques n'est donc pas un fait local, mais semble plutôt résulter d'un état peu avancé de civilisation dans lequel l'analyse est sans puissance pour décomposer l'expression et la pensée. On voit que le problème est difficile et curieux, et qu'une conversation avec M. Marcou sur l'iroquois pouvait avoir son intérêt.

M. Marcou a composé une grammaire iroquoise et un dictionnaire iroquois, malheureusement encore inédits. Comme je demandais à un excellent prêtre du séminaire de Québec pourquoi ces importans travaux n'étaient pas publiés, il me répondit : « M. Marcou craint que les Anglais ne s'en servent pour traduire la Bible, comme ils ne l'ont déjà fait que trop. » M. Marcou, malgré ce danger, consentirait, je crois, à publier ses ouvrages iroquois, s'il trouvait moyen de le faire en France, et si quelqu'un à Paris pouvait en surveiller l'impression. Ce respectable ecclésiastique a bien voulu parcourir avec moi sa grammaire. Ayant un peu étudié des langues analogues à l'iroquois, je saisissais assez rapidement les bizarreries compliquées qu'il présente, et j'ai eu la joie d'entendre M. Marcou me dire : « Vous êtes grammairien. »

Voici ce qui m'est resté de plus saillant de cette inspection à première vue. — L'absence de l'analyse et de l'abstraction est ce qui caractérise l'iroquois comme les autres langues de la même famille. Ainsi il n'y a pas d'infinitif (1). L'infinitif, c'est l'action abstraite indéterminée; il faut tourner par *que je;* au lieu de dire *je veux aimer*, il faut dire *je veux que j'aime.* Ce qui est assez remarquable, c'est qu'il en est exactement de même dans le grec moderne (2). En se dépravant, la langue d'Homère est tombée, sous ce rapport seulement, au niveau d'un idiome sauvage. La puissance d'abstraction d'où résulte l'*infinitif*, et à laquelle l'iroquois ne s'est jamais élevé, le grec l'a perdue dans l'usage vulgaire.

Cette même impossibilité d'isoler l'idée abstraite, de l'exprimer autrement que dans telle ou telle relation, modifiée de telle ou telle manière, fait qu'on n'emploie jamais l'adjectif seul (3). La qualité qu'il exprime n'est conçue qu'inhérente à un sujet. On ne peut dire *bon*, mais un *homme bon*, une *plante bonne*, etc.

L'iroquois, comme les autres langues de même famille, étonne par une richesse surabondante de formes grammaticales. Outre le verbe actif et passif, il y a le verbe fréquentatif, qui exprime la répétition d'un acte, le verbe réfléchi, le verbe réciproque, le verbe corrélatif, par lequel on fait entendre qu'on va au-delà d'un lieu et qu'on s'arrêtera en deçà, ce qui, par parenthèse, doit rendre difficile d'annoncer en iroquois le projet d'un voyage dont on ne sait pas bien le terme, surtout pour ceux qui, comme moi, sont sujets à changer d'avis sur la route. En revanche, une autre forme verbale fort commode pour les esprits mobiles signifie qu'on prend une résolution opposée à celle qu'on a prise précédemment. Par une troisième, on désigne une chose comme cessant d'exister; c'est le contraire de l'idée que nous rendons par *devenir*. Je ne sache pas qu'une autre langue offre une semblable ressource grammaticale; elle serait excellente pour traduire ce vers de Voltaire sur l'eucharistie :

Adore un Dieu caché sous un pain *qui n'est plus*.

Tous les noms peuvent se transformer en verbes et donner naissance aux diverses formes que je viens d'énumérer et à d'autres encore, et toutes ces formes sont susceptibles de se conjuguer de cinq manières différentes. On ne saurait imaginer une langue plus compliquée que

(1) Il en est même dans le *pokonchi*, parlé par les Indiens de Guatemala, à l'autre extrémité de l'Amérique septentrionale.

(2) On dit que l'infinitif est également remplacé par le subjonctif dans le jargon parlé par les tribus errantes connues en France sous le nom de *bohémiens*.

(3) Par suite du même principe, dans la langue delaware, on ne peut pas dire *père*, mais seulement *mon père, ton père, son père*, etc.

celle que parle un petit Iroquois. Il a fallu à M. Marcou un travail de toute la vie pour se rendre compte de cette complication que le sauvage, à qui l'usage enseigne sa langue, ne soupçonne pas. De plus, il résulte de l'agglomération des radicaux qui s'altèrent en se combinant des composés d'une extrême longueur. Un seul mot iroquois veut dire : *je donne de l'argent à ceux qui sont arrivés pour leur acheter encore des habits avec cela.* Ce mot n'a que vingt et une lettres là où nous employons dix-sept mots, ce qui montre que les radicaux sont contractés ou apocopés. Il y a en sanscrit des mots aussi longs. Une des langues les plus parfaites et l'idiome d'un des peuples les moins développés se ressemblent donc jusqu'à un certain point par cette faculté de former des mots interminables, tandis que les formes de verbes fréquentatifs, réfléchis, réciproques, sont analogues à ce que présentent les langues sémitiques et surtout l'arabe. Toutes les ressources grammaticales semblent exister en germe dans le chaos des langues sauvages.

J'aurais longtemps écouté M. Marcou, qui me rappelait les anciens missionnaires des forêts de l'Amérique; je le quitte à regret et avec une véritable émotion. Je traverse le fleuve à la nuit, dans un canot conduit par des Iroquois qui parlent entre eux dans leur langue. Il ne tient qu'à moi de me croire de deux cents ans en arrière; mais l'illusion ne serait pas de longue durée. Le canot des Iroquois me conduit au bateau à vapeur sur lequel je vais par le Saint-Laurent gagner le lac Ontario. Je dis adieu au Canada avec une certaine tristesse; il me semble abandonner de nouveau la France. Heureusement j'ai en perspective la chute du Niagara.

La nuit a été employée à remonter d'écluse en écluse le canal qu'on a creusé le long du Saint-Laurent pour éviter les rapides. Nous touchons à Ogdensburg, et je découvre ce dont l'on s'était bien gardé de m'avertir (on n'avertit de rien en Amérique), que je devais ici changer de bateau. Vite on me met à terre avec mon bagage. Plusieurs grands *steamers* fument, prêts à partir de différens côtés. L'on n'est pas d'accord sur celui que nous devons prendre; il faut aller de l'un à l'autre s'informer comme on peut. Personne pour me renseigner, me conduire, porter mes malles, et pendant ce temps-là les bateaux s'éloignent. Il en reste un cependant, c'est le nôtre; mais celui-là ne partira pas ce soir ni demain dimanche. Nous resterons à Ogdensburg jusqu'au lundi matin.

J'ai remarqué qu'en voyage les contrariétés sont presque toujours l'occasion d'un incident heureux; c'est un des principes de ma *philosophie du voyageur,* et il m'est arrivé de l'appliquer parfois à autre chose qu'à des voyages. Ma philosophie a triomphé cette fois. Je serais bien fâché de n'être pas venu à Ogdensburg et de n'y avoir

pas passé un jour et demi, car je ne sais si j'aurais eu aussi bien ailleurs le spectacle d'une ville qui croît à vue d'œil, comme croissent les ailes de certains insectes. Il fallait un contretemps pour s'arrêter à Ogdensburg, dont personne ne m'avait parlé et que je n'oublierai pas.

La ligne de chemin de fer qui met Boston en communication par l'Ontario avec la route de l'ouest, cette ligne, ouverte récemment, communique à Ogdensburg un mouvement dont on ne parle pas encore parce qu'il commence à peine, mais qui n'en est que plus curieux à observer. On voit ici le passage de la bourgade à la grande ville. La peau de la chrysalide enveloppe encore le papillon qui commence à montrer ses ailes.

Un des plus intéressans spectacles que présentent les États-Unis à un Européen, c'est ce que j'appellerais volontiers l'embryogénie des villes; on peut en faire un cours complet, depuis le groupe de maisons de bois, qui est le germe informe, jusqu'à la ville arrivée à terme, bien constituée, ayant sa vie individuelle, sa conformation régulière et tous ses membres en bon état. Entre ces deux termes extrêmes, il y a une quantité infinie de degrés. Ogdensburg répond à un de ces degrés intermédiaires d'une organisation qui est en voie de développement. Je n'avais jusqu'ici rien rencontré aux États-Unis qui, sous ce rapport, m'eût autant frappé. Dans cette ville ébauchée, tout est nouveau, inachevé; en allemand, on dirait que c'est quelque chose *qui devient* (*ein werden*); c'est comme une maison qu'on commence à construire, une chambre en désordre qu'on est en train d'arranger. Imaginez de grandes rues droites, larges, bien alignées; çà et là, au milieu de ces rues, une boue noire; sur les côtés, des trottoirs en planches, remplacés dans certaines parties par des dalles magnifiques; des groupes d'arbres qui ont appartenu à la forêt primitive, des terrains grossièrement enclos et qui ont l'air abandonné, dont on a pris possession, mais qu'on ne cultive pas encore, et tout à côté, de jolis jardins, d'élégans cottages, la civilisation la plus moderne qui s'établit sur un terrain défriché d'hier, le comfortable auprès de l'inculte; des vaches paissant non loin d'un magasin de nouveautés où sont exposées les figures du *Journal des Modes* et les portraits des membres du gouvernement provisoire; les ballots de marchandises dans la rue parmi des troncs d'arbres renversés, un mélange de sauvagerie qui s'en va et d'industrie qui arrive, quelque chose d'iroquois et de chinois : — voilà ce que je trouvai dans les rues parfaitement tracées et à moitié remplies d'Ogdensburg. Ces rues me disaient l'avenir de la ville; on les fait toujours ainsi, larges, longues, régulières, car on a toujours l'idée que la cité qu'on bâtit sera une grande cité; moi-même, je me représentais ce que serait dans vingt ans celle que je voyais; elle aura peut-être cent mille âmes. Si un de mes lecteurs vient l'année prochaine à Ogdensburg, il ne trouvera

plus rien de ce que j'ai vu. Je me rappelle avoir visité une île qui était sortie, entre l'Italie et la Sicile, de la mer où elle est rentrée : on en faisait des silhouettes pour les vendre aux curieux; mais la figure de l'île volcanique changeait chaque jour, et au bout de vingt-quatre heures les portraits ne ressemblaient plus au modèle. Les villes des États-Unis, qu'on dirait sorties du sol par des éruptions subites, sont comme l'île Julia : elles changent sans cesse d'aspect, et le portrait qui est fidèle aujourd'hui ne le sera plus demain.

Après cette impression plus extraordinaire qu'agréable produite par le spectacle du développement américain à Ogdensburg, je trouve une de ces impressions délicieuses de calme et de sérénité que donne partout une promenade à travers la campagne, sur une belle route, en vue d'une grande masse d'eau tranquille; le défrichement a respecté un petit bois de chênes au bord du fleuve; j'y ai rêvé longtemps en regardant l'eau à travers les branches et en écoutant les clochettes des vaches tinter comme dans un pâturage solitaire de l'Oberland. Ma rêverie a été interrompue par une voix de femme et par ces mots : *Cette poison d'enfant...* Je ne savais pas, sur les rives du Saint-Laurent, être si près de la place Maubert, et me serais volontiers passé d'être tiré brusquement de mon rêve par ce souvenir peu poétique de la patrie.

Nous remontons sur le grand fleuve, et bientôt nous commençons à voir les îles dont l'entrée du lac Ontario est semée, et qu'on appelle les mille îles. Ces îles sont en général basses et couvertes d'arbres qui paraissent sortir du lac. La marche du bateau qui serpente à travers ce labyrinthe verdoyant leur donne une apparence de mouvement; elles semblent flotter et nager sur les eaux. Quand on a passé les dernières îles, le lac, qui avait encore quelque chose d'un vaste fleuve, s'ouvre et devient une mer. Ce n'est plus pittoresque, c'est encore poétique. Un paysagiste mépriserait ce spectacle, mais les peintres méprisent trop les effets qu'ils ne peuvent rendre, les hautes montagnes, les vastes espaces d'eau, l'immensité sous toutes ses formes. La création n'a pas pour but unique d'être renfermée dans un cadre de trois pieds et de bien faire sur un chevalet.

A l'horizon s'étend une ligne grisâtre : ce sont les bords peu élevés du lac, qui par moment se confondent avec ses eaux. Le bateau à vapeur aborde successivement à Kingston, ville canadienne, et à Oswego, ville des États-Unis. Le contraste des deux pays est frappant : Kingston est une cité tranquille, régulièrement bâtie, qui a un air ancien; le port d'Oswego, petite ville de 12,000 âmes, est encombré de bâtimens. Une extrême activité règne partout, on débarque à la hâte le fer et le charbon. Le marteau qui radoube les embarcations frappe avec rapidité; on sent qu'il est dans des mains pressées. Les passions politiques ne sont pas moins ardentes ici que

la passion du travail et du gain. Dans un journal abolitioniste d'Oswego, je trouve les plus violentes injures contre les partisans du *compromis,* contre M. Webster en particulier, qu'on appelle le bas et infâme ennemi de la race humaine, et un morceau contre les *kidnapers* (les ravisseurs), ceux qui prennent part légalement, il faut le dire, à l'arrestation des esclaves fugitifs. (Par parenthèse, les hommes du sud donnent le même nom aux abolitionistes qui favorisent la fuite de leurs esclaves). Le journaliste d'Oswego s'exprime ainsi sur les agens de la loi, d'une loi bien dure, il est vrai : « Nous nous sentons obligé de déclarer que s'il est une classe de criminels qui méritent d'être frappés sur-le-champ, ce sont les *kidnapers.* » Ce langage furibond n'est pas sans danger. Dans la ville de Christiania, un planteur qui venait réclamer un esclave fugitif a été tué il y a quelques jours. La question de l'esclavage est la seule qui produise aux États-Unis de véritables émeutes : c'est qu'il y a là plus qu'une question politique, il y a une question sociale.

7 octobre, Niagara.

J'arrive de grand matin à Niagara, et aussitôt je m'achemine vers la cataracte.

Le premier effet a été sublime; entrevu aux pâles lueurs du matin, à travers la brume, le fleuve semblait tomber des nuages. J'étais en présence de quelque chose d'extraordinaire, de miraculeux : ce n'était pas un spectacle, c'était une vision. M. de Chateaubriand a rencontré la seule expression qui puisse peindre ce que j'éprouvais quand il a dit : « C'est une colonne d'eau du déluge. » Après cette première impression confuse et sublime, je me suis orienté dans la scène qui était devant moi. J'ai distingué les deux chutes, l'une au fond du fer à cheval, déversant sa nappe d'émeraude et de neige comme dans une vaste coupe; l'autre, moins large, tombant des deux côtés d'un rocher qui partage ses eaux en deux fleuves; l'une et l'autre avec un fracas immense et continu venant se perdre dans le gouffre, d'où remonte incessamment un nuage qui en cache le fond, pareil à la blanche vapeur qui s'élèverait au-dessus d'une chaudière gigantesque. Un double arc-en-ciel semble un pont fantastique à deux étages jeté sur le gouffre plein d'écume et de bruit. Ce bruit, le plus grand que l'oreille de l'homme puisse entendre, est comme le roulement de plusieurs tonnerres. Les Indiens ont eu raison de donner à ce lieu le nom de *Niagara,* qui veut dire tonnerre des eaux (1).

Une tour a été plantée sur le roc, entre les deux chutes. Du sommet de cette tour, qui frémit incessamment de la commotion du sol, le regard tombe à la fois et sur la nappe qui déborde dans le vide, sous vos pieds, et sur celle qui s'épand un peu plus loin, le long de

(1) *O-ni-aw-ga-rah,* le tonnerre des eaux, en langue chippewa.

la paroi semi-circulaire de rochers, et sur la trombe de vapeurs qui sort de la profondeur invisible et retentissante des eaux. Il est impossible de ne pas être fasciné par ce coup d'œil incomparable, et en même temps il y a dans ces masses qui tombent quelque chose de simple et d'égal qui élève l'âme et qui la tranquillise. En bas, c'est le désordre du chaos; au-dessus, c'est le mouvement régulier et majestueux d'un monde.

Quittez-vous cette scène terrible pour faire le tour de l'île qui divise les eaux du Niagara, bientôt le bruit derrière vous n'est plus qu'un grondement sourd. Vous marchez sous de beaux arbres au bord d'une eau rapide qui frôle l'herbe en gazouillant, puis vous revenez, vous vous arrêtez à un point de vue, à un autre; vous passez un pont de planches jeté sur un petit bras du fleuve, ruisseau coulant entre des fleurs, et qui, si vous y mettiez le pied, vous entraînerait irrésistiblement dans l'abîme (1). Vous montez, vous descendez, vous vous asseyez sur un banc, vous vous appuyez contre un arbre, et toujours le même tableau s'offre à vous sous un jour différent. A l'extrémité de l'île, les rapides bouillonnent. Quelle différence entre ce bouillonnement désordonné et le déroulement uniforme de la cataracte, entre le tumulte à la surface du fleuve et la tourmente au fond du gouffre! C'est comme une agitation superficielle et une passion profonde.

Cette expression : *enfer des eaux* (*hell of waters*), que lord Byron a appliquée à la cascade de Terni, conviendrait mieux à la cataracte du Niagara. Les poètes voient la nature à travers leur âme. Pétrarque n'a trouvé que des peintures riantes au milieu des cimes nues et tristes qui entourent la vallée de Vaucluse; lord Byron a vu un enfer dans la majestueuse cascade de Terni, qui vient mourir sous des orangers.

Ce soir, il y a eu un magnifique clair de lune. L'arc-en-ciel lunaire dessinait sa courbe pâle dans le ciel; la colonne de vapeur, balancée par le vent, s'abaissait et se redressait comme un fantôme. On eût dit l'esprit de la cataracte.

8 octobre.

Il me semble ce matin qu'hier je n'avais rien vu. Le spectacle qu'on a de la rive anglaise surpasse encore celui que présente la rive américaine. Nulle part la grande chute n'apparaît plus imposante

(1) Un événement récent montre la vérité de ces paroles. Un jeune homme, en plaisantant, faisait mine de jeter dans le petit bras du fleuve une jeune fille qu'il aimait. Elle lui échappe et tombe dans le courant. Le malheureux y saute après elle. Ils étaient à deux pas du bord; l'eau n'allait pas à leur ceinture; mais le courant est rapide, et la roche polie n'offrait aucune prise à leurs pieds. Après avoir lutté quelques instans, ils disparurent ensemble dans l'abîme. Presque chaque année le Niagara est témoin de plusieurs catastrophes de ce genre. Toute imprudence peut être punie de mort. Avec un peu d'attention, le Niagara n'offre aucun péril; le seul péril est la sécurité.

que du milieu du fleuve; puis, arrivé sur le bord opposé, on découvre en plein les deux autres chutes, qu'on ne voyait que de côté ou d'en haut sur le rivage américain. On peut s'avancer entre le rocher et la cataracte. J'ai essayé de cette singulière promenade, que Volney croyait impossible, et qui se fait maintenant à peu près sans danger. Je l'ai trouvée plus extraordinaire qu'agréable, surtout quand on la fait avec des lunettes. Il me semblait être sous une immense gouttière. En somme, j'aime mieux voir la cataracte que la recevoir. Ici seulement je n'ai pas trouvé ce que j'attendais. Un autre point de vue vanté, le *Table Rock*, n'existe plus : le rocher s'est écroulé en grande partie; la saillie qu'il projetait au-dessus du fleuve est maintenant éboulée. Le lieu d'où l'effet de la chute m'a semblé le plus étourdissant, c'est l'extrémité d'une poutre qui avance au-dessus d'une espèce de degré, lequel est très près du gouffre. Debout sur cette poutre, on domine le cratère où l'eau se précipite, bouillonne et mugit. Au bout de quelques momens, on fait sagement de s'asseoir et de se laisser aller sans péril au tourbillonnement, qui paraît vous emporter et vous précipiter avec ce déluge assourdissant dans lequel on se croit entraîné. Ceci est tout-à-fait fantastique : c'est le rêve, le vertige. En présence de ce désordre immense, on se sent transporté par la pensée au temps des plantes colossales, des animaux gigantesques, au temps où se creusait le lit des océans, et où les chaînes de montagnes étaient soulevées par les forces déchaînées de la nature. Niagara vous apparaît comme le contemporain de ces êtres monstreux, comme le produit de ces forces encore déréglées, comme un cataclysme de l'ancien monde.

Il y a des gens qui trouvent les chutes du Niagara très inférieures à ce que leur imagination avait conçu. J'en fais compliment à leur imagination. Peut-être qu'en présence de l'objet, leur pensée ne peut concevoir ce que leur vue embrasse. Niagara est, comme Saint-Pierre, plus grand que nature, et par la même raison l'on n'en saisit pas toujours l'ensemble du premier coup. J'ai entendu aussi comparer diverses cascades à Niagara : c'est comparer un lac à l'Océan. J'ai vu bien des cascades en Suisse, en Écosse, en Norwége, dans les Pyrénées; — toutes ensemble se perdraient et se noieraient dans le Niagara, pygmées auprès d'un titan. Pour moi, les deux plus grandes choses de ce monde sont, parmi les monumens élevés par la main de l'homme, les ruines de Thèbes, et, parmi les œuvres de la nature, les chutes du Niagara.

Il faut songer que les grands lacs qui communiquent ensemble, l'Érié, le Michigan, le Saint-Clair, l'Huron, le Supérieur, qui, avec l'Ontario, forment le plus vaste amas d'eau douce qui existe sur la terre, et tous les fleuves qui alimentent ces lacs, n'ont d'autre issue que cette chute. C'est une mer qui tombe, voilà tout.

L'on avait d'abord exagéré la hauteur d'où les eaux se précipitent. La Hontan, qui est loin d'être un voyageur exact, la croyait de sept ou huit cents pieds. L'intrépide et malheureux Lasalle disait six cents. Ce dernier mentionne la cataracte sans paraître avoir été frappé de son aspect, tant le sentiment des grandes scènes de la nature est un sentiment nouveau dans le monde. Le père Hennepin déclara avoir été obligé de boucher ses oreilles pour ne pas devenir sourd au fracas de la cataracte. Je puis assurer que la précaution n'est pas nécessaire. Les anciens disaient bien des cataractes du Nil, qui ne sont que des brisans, qu'elles tombaient d'une hauteur énorme et rendaient sourds les habitans des lieux voisins. L'homme est toujours porté à exagérer même ce qu'il y a de plus grand.

La cataracte n'a guère que cent cinquante pieds, mais au milieu du fer à cheval la nappe a, dit-on, vingt pieds d'épaisseur. On estime qu'il s'écoule environ cinq milliards de barils d'eau (*barrels*) en vingt-quatre heures, ce qui fait à peu près soixante-neuf mille barils en une seconde. On a évalué la puissance hydraulique des chutes. Elle est de quatre millions cinq cent trente-trois mille trois cent quarante-quatre chevaux, dix-neuf fois, dit-on, le pouvoir moteur dont dispose la Grande-Bretagne, et plus qu'il n'en faudrait pour mettre en mouvement toutes les usines du monde. Je tremble en transcrivant ces chiffres. J'ai presque peur que les Américains, qui n'aiment pas l'inutile, trouvent un jour le moyen de tirer parti de cette force si bien calculée en chevaux, et qu'ils ne fassent marcher une immense usine par la chute du Niagara!

Tout n'est pas dit quand on a vu cette chute. Le fleuve mérite d'être suivi. Ses eaux vertes glissent profondément encaissées entre des rochers dont les pentes abruptes sont tantôt nues, tantôt tapissées d'arbres. Le lieu qu'on appelle le tourbillon (*whirlpool*) offre un des aspects les plus sauvages qu'on puisse rencontrer aujourd'hui en Amérique. C'est comme une espèce d'entonnoir de verdure au fond duquel l'eau tournoie, entraînant tout dans le cercle qu'elle décrit silencieusement. Enfin, à quelque distance, un pont suspendu, léger et très hardi, apparaît tendu comme un fil au-dessus d'une gorge de deux cent quarante pieds, au fond de laquelle coule paisible cette eau que du pont même on voit à l'horizon former les retentissantes chutes du Niagara.

Buffalo, 10 octobre.

Quand on voyage en Italie, on lit dans *la Guida* de chaque ville : « L'origine de cette cité se perd dans la nuit des temps. » Il n'en est pas de même aux États-Unis. Au lieu d'un fondateur héroïque, d'une mystérieuse origine, voici, si ce que l'on m'a conté est véritable, quelle fut l'origine et quel a été le vrai fondateur de Buffalo.

Un monsieur R... imagina de mettre en circulation des billets portant des noms d'endosseurs supposés. Il en fit ainsi pour dix millions, les payant exactement à mesure qu'on les lui présentait, et en forgeant de nouveaux. Au moyen de ce système de crédit aidé de faux, M. R..., qui avait les manières d'un quaker et dont la charité était célèbre, fit des entreprises immenses : il bâtit à Buffalo des quartiers et jusqu'à un théâtre. Un jour la débâcle arriva : il fut condamné à dix ans de prison. Son temps fait, on est venu le chercher dans sa prison et on l'a porté en triomphe. Il avait créé la ville de Buffalo. Voilà un singulier triomphateur. Avouons que tout ceci rappelle un peu trop la profession des premiers fondateurs de Rome.

Du chemin de fer qui m'a amené à Buffalo, on m'a montré les travaux exécutés pour donner de l'eau à la ville. — Existent-ils depuis longtemps? ai-je demandé. — Certainement, m'a-t-on répondu, depuis plus d'un an. Aux États-Unis c'est un siècle.

J'apprends que la semaine dernière un incendie terrible a détruit une partie de la ville, et j'en vois les vestiges récens. Il y a aussi des ruines aux États-Unis, mais ce sont des ruines d'une semaine. On est en train de rebâtir le quartier brûlé, on refait les trottoirs en bois, le premier étage des maisons est déjà construit. Dans un mois, il n'y paraîtra plus.

Le chemin de fer arrive, à travers la ville, jusqu'à une grande place de fiacres; seulement il ralentit sa marche, et on sonne une cloche pour annoncer le passage du train. Les rues sont spacieuses et régulières. Certainement il n'existe pas à Paris de rue à la fois aussi large et aussi longue que la *Main-Street* à Buffalo, qui en 1795 était un village d'Indiens Senécas et comptait quarante maisons. Dans cette superbe et large rue, les caisses et les ballots de marchandises sont sur le trottoir. Il y a de grands espaces vides où paissent les vaches, et où les cochons se promènent, qui sont destinés à être des *squares*. Buffalo offre tout à la fois l'aspect d'une capitale et l'aspect d'une ville qui commence, de New-York et d'Ogdensburg. Je trouve encore ici ce mélange des industries qui ne disparaît qu'avec le temps. Comme j'avais besoin d'épingles, d'un livre de notes et de plumes métalliques, je suis entré chez un horloger qui vendait en outre des couteaux, des violons et beaucoup d'autres choses.

Je m'aperçois que j'approche de l'ouest, à la plus grande familiarité des inférieurs. Un cocher m'appelle son ami (*my friend*). Cela désespérait un Anglais, et m'amuse presque autant que l'allocution d'un savetier romain à qui je demandais mon chemin, et qui me répondit : *Anima mia, non so*. Mais rien en ce genre ne vaut ce qui advint à un prince allemand. Il avait fait prix avec un Américain qui devait le voiturer à la ville prochaine. Le conducteur entra, son fouet à la main, dans l'hôtel qu'habitait le prince, et dit : Où est l'*homme*

qui part ce soir? Je suis le *gentleman* qui doit le conduire. — J'ai vu annoncé dans un journal qu'*une dame* (*a lady*) désirait trouver une place de femme de chambre.

Je monte en bateau à vapeur tandis que le soleil se couche magnifique sur la nappe immense du lac Érié. En me réveillant le lendemain, je ne vois de rivage nulle part, je suis comme en pleine mer. Ce bateau à vapeur est à la lettre une maison flottante. Cette maison a plusieurs étages : au rez-de-chaussée sont entassés les émigrans qui se rendent dans l'ouest; le premier est occupé par un grand et vaste salon où se trouvent des tables, des canapés, des fauteuils, des poëles, un piano. L'usage réserve aux dames une des extrémités de ce salon. Chacun a une petite chambre qui donne sur le lac et où l'on est chez soi comme dans un hôtel. La vie est la même, les heures des repas sont les mêmes. Quand sonne le tam-tam, on se met à table, après toutefois que les dames se sont assises; jusque-là, les garçons défendent très positivement aux *gentlemen* de s'asseoir, et personne ne s'assied. Il n'y a pas de peuple qui obéisse plus volontiers que les Américains à l'autorité qu'ils acceptent. Jamais je n'ai vu de discussion entre les voyageurs et le capitaine; quand un passager se conduit mal, le capitaine le dépose à terre, quelquefois à trente lieues d'une habitation, sans que personne demande de quel droit. En ce qui concerne cette déférence obligée pour les femmes, nul ne résiste aux garçons du bord, parce que les garçons du bord commandent au nom d'un sentiment qui est celui de la majorité. On sait de quels égards les femmes sont entourées aux États-Unis. Elles peuvent aller seules d'un bout de l'Union à l'autre sans que, parmi le grand nombre de voyageurs souvent assez grossiers avec lesquels elles sont en contact, il s'en trouve un seul qui ait la pensée de leur manquer de respect. Ce respect est poussé si loin qu'il s'étend, ce que je trouve un peu excessif, aux hommes qui ont une dame avec eux, *who have a lady in charge*. Dans ce cas, ils participent aux avantages accordés au beau sexe par la courtoisie américaine, et j'enrageais parfois de voir ces mortels privilégiés assis paisiblement, tandis que trois cents hommes moins heureux attendaient debout qu'une lady, qui très souvent n'était pas une dame et ne s'en faisait pas moins attendre, vînt prendre sa place. De même, quand on allait à la queue des billets, les femmes passaient toujours avant tout le monde, et avec elles les hommes qui les accompagnaient. J'ai vu parfois un Américain rusé aller chercher une vieille paysanne à l'étage des émigrans, et passer ainsi avant nous, parce qu'il avait *a lady in charge*. C'est un abus sans doute, mais c'est l'abus d'un principe que je ne pouvais m'empêcher d'honorer. Je ne crois point, comme un voyageur anglais, que le respect pour les femmes soit l'effet de leur rareté dans l'ouest, car il est général aux États-Unis. Je crois qu'il a une autre cause : il ré-

sulte, je pense, de la rudesse même des mœurs américaines. Dans un pays où les formes de la politesse sont très simplifiées, si ce frein n'était établi, il s'ensuivrait nécessairement, dans les rapports avec les femmes, une intolérable grossièreté. C'est, je crois, ce qui a produit la galanterie au sein des mœurs violentes du moyen âge. Dans les sociétés plus fortes que polies, un instinct avertit de respecter la faiblesse pour ne pas en venir à l'écraser. Au moyen âge, il fallait adorer les femmes comme les chevaliers pour ne pas les opprimer comme les sauvages. Une alternative analogue se présentait dans la société des États-Unis, qui, surtout là où elle commençait à s'établir, avait aussi sa rudesse. Les peuples plus raffinés n'ont pas besoin d'être retenus par des prescriptions si précises : l'élégance naturelle des mœurs est chez eux une garantie que les femmes seront traitées avec les égards qui leur sont dus; mais il faut avouer qu'en France on s'est souvent trop reposé sur notre réputation proverbiale de galanterie, et que nos compatriotes auraient parfois besoin qu'un garçon d'hôtel ou un conducteur de diligence les rappelât à l'observation d'un devoir qu'ils oublient trop souvent de remplir.

12 octobre. Détroit.

Détroit, autrefois *le fort Détroit*, porte un de ces noms français qu'on rencontre çà et là dans l'Amérique du Nord, qui rappellent la place que nous y avons tenue, et qui, hélas ! en sont l'unique vestige.

A Détroit vit le général Cass, un des chefs du parti démocrate, et dont on parle pour la présidence prochaine (1). M. Cass a attaché son nom à un voyage d'exploration scientifique dans l'ouest; il possède des propriétés considérables dans l'état de Michigan. On sait qu'il a été longtemps ministre des États-Unis en France. Il aime notre pays, et a plaisir à en parler. Le parti démocrate américain est fort différent de ce qu'on appelle en France le parti démocratique. Le général Cass est fier de son origine populaire, et a exprimé ce sentiment dans le sénat de Washington; mais il n'y a pas dans son genre de vie la moindre affectation de mœurs démocratiques. J'ai eu l'honneur de le voir à Détroit au sein de sa famille. La maison où il m'a reçu était modeste, et ne se distinguait en rien des habitations voisines; mais tout y portait l'empreinte d'une simplicité digne. M. Cass

(1) Toutes les prévisions de ce genre ont été trompées. Pendant mon séjour aux États-Unis, la question de la présidence occupait beaucoup les esprits. On parlait de M. Cass, de M. Douglas, de M. Houston parmi les démocrates, — de M. Webster, du général Scott parmi les whigs. On pensait généralement que les démocrates l'emporteraient, s'ils ne se divisaient pas. Ce parti a montré combien les Américains savent sacrifier leurs préférences personnelles au triomphe de leur opinion. D'un bout à l'autre de l'Union, les démocrates ont abandonné leurs candidats de prédilection pour se porter sur M. Pierce, dont je n'avais jamais entendu prononcer le nom. Les prétendans à la présidence qui appartenaient à ce parti se sont empressés de se désister en sa faveur, et il a été nommé à une immense majorité.

m'a beaucoup parlé du roi Louis-Philippe, à la mémoire duquel il est resté fort attaché. Il pense que la France a eu grand tort de quitter la monarchie constitutionnelle pour la république. Je dois dire que je n'ai pas rencontré un Américain qui ne fût de cet avis.

Autre différence de la démocratie américaine et de la démocratie française : je suis allé voir jouer *l'Ouvrière* (*Factory girl*), cette pièce qu'on jouait aussi à Lowell. L'héroïne, comme on peut le croire, a toutes les vertus; elle sacrifie son amour et jusqu'à sa réputation pour sauver la fille de sa bienfaitrice. Tout cela devait être ainsi; mais ce qui m'a paru plus digne de remarque, c'est que dans cette pièce, composée en l'honneur des travailleurs, où l'on se moque beaucoup des lords, des ladies, des comtes et des Français, il n'y a rien contre les riches.

En ce moment, on expose à Détroit une peinture dont l'auteur est un artiste américain; c'est un tableau de chevalet fort ordinaire. Rien ne saurait être plus divertissant que l'emphase avec laquelle le démonstrateur du chef-d'œuvre le faisait valoir. Il a dit positivement qu'en Europe parmi les tableaux anciens et modernes aucun ne pouvait être comparé à cette merveille. Hier soir, a-t-il ajouté, un *gentleman* ne pouvait croire que les figures ne fussent pas en relief, il a été obligé de s'en assurer en s'approchant. Cela est chaque jour arrivé la veille au soir, j'imagine. Cette admiration pour les effets les plus communs de l'art de peindre est puérile. Les habitans de Détroit, qui semble une ville fort civilisée, auraient dû faire taire ce charlatan. Pendant qu'il parlait, j'étais tenté d'ouvrir la fenêtre et de dire à l'assemblée : N'écoutez pas ces louanges absurdes d'un ouvrage médiocre. Il y a ici quelque chose de bien autrement merveilleux que les raccourcis et les illusions d'optique qu'on vous vante comme si vous étiez des enfans ou des sauvages; il y a une rue d'une demi-lieue, large comme les plus grandes rues de Paris et de Londres, bordée de magasins, éclairée au gaz, dans une ville de 20,000 âmes, qui en renfermait 3 ou 4,000 il y a vingt ans. En 1810, comme me le disait hier le général Cass, il y avait 20,000 habitans à l'ouest de Détroit. Aujourd'hui il y en a 5 millions. Voilà ce qu'on ne trouverait pas en Europe :

Excudant alii spirantia mollius æra.

13 octobre.

Aujourd'hui j'ai entendu un vrai sermon presbytérien. Le sujet était le déclin de la religion. Le prédicateur en a énuméré les causes :

1° La paresse, la négligence; il a tiré ses comparaisons de la vie commerciale. Si les jeunes gens préfèrent leurs chevaux, leur *buggy*, leur fusil à leur magasin (*shop*), les affaires iront mal; il en sera de même si on se relâche sur la *grande affaire;*

2° On prend la religion comme quelque chose de théorique, de métaphysique, non comme un fait; dès lors elle ne peut plus agir sur le cœur;

3° *L'infidélité* a changé de forme; elle ne se produit plus sous un aspect grossier et repoussant, escortée du blasphème et de la licence comme au temps de Thomas Payne; elle n'habite plus les tavernes et les mauvais lieux. Maintenant elle réforme le christianisme; elle prétend en savoir plus que la Bible. — Ici l'orateur a placé un morceau assez vif sur les âges des terrains selon les géologues, que pourtant des hommes très pieux, M. Frayssinous parmi les catholiques, M. Buckland parmi les protestans, ne regardent point comme inconciliables avec l'Écriture, et une autre tirade non moins vive contre l'opinion plus difficilement orthodoxe, il est vrai, qui admet diverses races humaines ne procédant pas d'une même origine.

4° L'inimitié des diverses églises et des membres d'une même église entre eux. A en croire le prédicateur, il régnerait peu de charité entre les diverses sociétés religieuses qui sont forcées de se tolérer aux États-Unis. Il pourrait bien en être quelquefois ainsi. Quant à moi, ce besoin d'intolérance si naturel à l'esprit de secte ne m'a jamais plus frappé que dans un journal universaliste. Les universalistes sont ceux qui pensent que justes et pécheurs, croyans et incrédules, tout le monde sera sauvé. Voilà une doctrine fort charitable; je n'ai nulle part trouvé plus d'amertume que dans la controverse consacrée à l'établir. Il semblait que le théologien qui avait écrit l'article en question voulût se dédommager, en insultant ses adversaires dans ce monde, du chagrin de ne pouvoir les damner dans l'autre. En revanche, il existe un poème intitulé *l'Universaliade*, écrit tout exprès pour célébrer la damnation de tous ceux qui ne sont pas orthodoxes comme l'entend l'auteur.

Le prédicateur a cité enfin comme une des causes de la décadence religieuse le désir immodéré de faire fortune. Il a vigoureusement appuyé sur ce vice national. « Dieu, s'est-il écrié, Dieu fera ce qu'il a déjà fait : il soufflera sur ces richesses, afin de laisser à leurs possesseurs plus de temps pour penser à lui. »

Ce discours a été lu lentement, le prédicateur s'arrêtant entre chaque phrase avec quelque chose dans le ton de convaincu et d'impressif.

Voilà un sermon bien différent de la dissertation utilitaire de M. Waker à Boston. Plus on avance vers l'ouest, plus on trouve de foi véhémente et d'entraînement religieux.

Chicago.

On m'avait beaucoup recommandé d'aller à Chicago. Chicago est une ville située sur le bord du lac Michigan, à l'entrée de la *prairie*,

c'est-à-dire de ces steppes immenses qui s'étendent à l'ouest jusqu'au Mississipi et par-delà : terre vierge vers laquelle se porte le flot des émigrans, et qui, entre leurs mains, se change rapidement en champs cultivés, dont les produits refluent vers l'est; grenier des États-Unis et ressource de l'Europe dans les mauvaises années. Il paraît que les Américains sont portés à s'exagérer l'étendue de leurs exportations de céréales en Europe. D'après M. Johnston, agronome anglais il est vrai, ils ne produiraient pas beaucoup plus de blé qu'il ne leur en faut pour leur consommation. Les Américains n'en sont pas moins disposés à regarder le vieux monde comme étant, sous ce rapport, à la merci du nouveau. Je me rappelle un article de journal dans lequel l'auteur, après s'être apitoyé sur ces malheureux pays de l'Europe, livrés à des révolutions perpétuelles, ne sachant pas l'art de se gouverner, ajoutait, à l'occasion des achats de blé américain faits par la France en 1847 et 1848 : « Ils ne savent pas même se nourrir et mourraient de faim, si nous n'avions pas de blé à leur envoyer. »

La prairie est pour les Américains comme un mot magique. C'est l'avenir, c'est le progrès, c'est la poésie. On ne parle guère aujourd'hui des forêts primitives; elles ont été percées à jour par les chemins de fer. Ce n'est pas à elles que s'attaque surtout maintenant l'ardeur des émigrans, plus souvent ils les laissent derrière eux pour aller exploiter la prairie, dont la culture est plus facile, plus rapide, où l'on n'a pas à défricher, à peine à labourer, où l'on sème dans une terre féconde également favorable aux moissons et aux troupeaux. L'imagination aussi est excitée par ces régions singulières, les seules où l'on trouve aujourd'hui la solitude, le charme de la vie errante, les aventures, les rencontres avec les Indiens, les troupeaux de bisons et de chevaux sauvages, la nature et la vie primitives. Le poète Bryant les a chantées, Cooper y a trouvé son trappeur *Bas-de-Cuir;* Washington Irving, l'écrivain élégant, les a décrites avec amour, et après eux une foule de touristes et de romanciers fatiguent chaque jour les lecteurs de récits et de peintures monotones, monotones comme ces plaines sans fin, et qui n'en ont pas la grandeur.

Chicago est aujourd'hui ce qu'était il y a trente ans Cincinnati, l'avant-garde de la civilisation de ce côté du Mississipi; car au-delà est Saint-Louis, le véritable poste avancé du mouvement vers l'ouest, l'avant-garde de cette armée de défricheurs que le grand fleuve n'arrête pas, et qui s'avancera jusqu'aux plaines de sable qui s'étendent au pied des Montagnes Rocheuses.

The star of empire westward moves.

J'aurais voulu voir Saint-Louis, celle peut-être des villes de l'Union dont le développement est le plus actif et le plus nouveau; mais, pour

revenir, il faudrait remonter l'Ohio, et l'Ohio est presque à sec en ce moment : je me bornerai donc à Chicago.

Chicago n'est pas une grande ville comme Saint-Louis, mais on me l'a signalée comme très-curieuse par la rapidité de ses progrès, et par sa situation aux confins, pour ainsi dire, de la civilisation, au moins de ce côté. Un chemin de fer conduit droit au lac Michigan; ce chemin traverse de vastes forêts coupées de flaques d'eau et de petites rivières. On arrive le soir au bord du lac, on le traverse en bateau à vapeur pendant la nuit, et le lendemain matin on se trouve à Chicago. Il faut se défier des prévisions et des prédictions en ce qui concerne l'extension future des villes en Amérique. On a voulu créer une capitale à Washington, et le vaste espace qu'on avait préparé pour les destinées idéales de la ville est demeuré en grande partie presque vide. D'autre part, M. Keating, qui accompagnait en 1823 le major Long dans son expédition, et traversait avec lui les tribus de Potwanies et de Chippewas qui occupaient alors le pays que je visite aujourd'hui en chemin de fer, écrivait : « Les dangers de la navigation sur le lac Michigan et le petit nombre de ports qu'offrent ses rives seront toujours un obstacle sérieux à la population de Chicago. » Or la population de cette ville, qui n'existait pas il y a quinze ans, est aujourd'hui de 34,000 âmes.

A quelques lieues de Chicago, dans un pays qui n'a rien de montueux et qui est peu élevé au-dessus de la mer, se trouve le partage des eaux qui vont se jeter dans le Saint-Laurent ou dans le Mississipi. Ici les deux bassins se touchent, sont presque de niveau, et communiquent même par un canal dans la saison des pluies. Une faible inégalité du sol détermine si une goutte d'eau ira se perdre dans la baie d'Hudson ou dans le golfe du Mexique. N'y a-t-il pas dans la vie des individus et des peuples des momens qui ressemblent à ce lieu-là?

L'hôtel où je suis descendu est un des plus grands et des mieux tenus des États-Unis; le propriétaire était, me dit-on, il y a quelques années, tailleur au fond des bois (*in the backwoods*); il fit faillite et vint à Chicago, où, avec son frère, il vendait des pantalons à cinquante sous pièce; aujourd'hui il a bâti le magnifique hôtel qu'on est tout étonné de trouver près du lac Michigan. Ce lac a un aspect sauvage comme son nom : c'est du moins ce que j'ai trouvé en me promenant aux portes de la ville, sur une plage sablonneuse et triste. Je ne voyais qu'une plaine d'eau verte tourmentée par un vent dur et froid; je n'entendais que le hoquet haletant d'une machine à vapeur, et le grincement intermittent d'une scie mêlé au bruit des vagues. Devant moi s'avançait dans le lac une longue jetée en bois; les planches et les solives sont à demi brisées; il en reste juste ce qui est nécessaire, rien de plus. La ville se trouve là comme un bateau

échoué sur une grève. Tout près est le faubourg habité par les citoyens aisés de Chicago. Ici sont de belles allées et des maisons de bois aux blanches colonnes, aux élégans portiques, entourées de jardins remplis de fleurs. Une de ces maisons est au centre d'un véritable parc. Je vois de belles serres. Suis-je encore près du lac Michigan?

Une autre maison est celle de M. Ogden, à qui je suis recommandé. Personne ne peut mieux me renseigner sur Chicago que M. Ogden; personne ne connaît mieux cette ville; il l'a vue naître et a aidé à la faire. M. Ogden est venu jeune dans ce pays, où il avait une propriété. Il a été chargé de vendre les terres de l'état; il en a acheté lui-même. Il a donc assisté, pour ainsi dire, au développement de Chicago; il y a pris une part active. Comme nous nous promenions dans son jardin, il m'a montré un arbre, reste de la forêt primitive, et il m'a dit : « Il y a quinze ans, je suis venu ici; j'ai attaché mon cheval à cet arbre, qui était au cœur de la forêt. » Ce lieu ressemble maintenant à la forêt primitive comme le jardin du plus gracieux cottage aux environs de Londres ou sur les hauteurs de Passy.

M. Ogden m'a présenté à une dame française de Chicago, parfaitement française de langage et de manières, et dont le père était un chef indien. « On n'est point humilié de cette origine, m'a-t-il dit, le préjugé de couleur n'existe point pour la race indienne : c'est une noble race. » En effet, si les mœurs des anciens maîtres du sol étaient barbares, leurs sentimens étaient souvent héroïques. Ils avaient dans leurs manières le calme et le *self possession* qui partout donnent la distinction. Leur langage était poétique, leurs discours parfois d'une véritable éloquence; ils avaient même de l'esprit et savaient employer une certaine ironie calme qui parfois embarrassait et déconcertait leur interlocuteur. On m'en a cité deux exemples. Un chef, ayant reçu la visite d'un envoyé des États-Unis, le fit asseoir près de lui sur un tronc d'arbre. Tandis que l'envoyé parlait, l'Indien le poussait doucement vers l'extrémité du tronc qui leur servait de siége à tous deux. Enfin le blanc se récria : « Vous me poussez toujours, je n'ai plus de place pour m'asseoir. — Voilà, mon père, reprit le sauvage, comme vous faites pour les Indiens. »

Le célèbre Red-Jacket, l'un des derniers parmi les aborigènes qui ait cherché à lutter contre l'envahissement de la race blanche, défendait, il y a une vingtaine d'années, devant le jury un de ses compatriotes accusé de meurtre et qui fut acquitté. Après le jugement, Red-Jacket s'approcha de l'attorney qui avait soutenu l'accusation et lui dit : « Sans doute mon frère avait fait un grand mal à quelqu'un de tes parens. » L'attorney l'assura qu'il n'en était rien, et tenta de lui expliquer quelle était la nature de ses fonctions. Le chef écouta en silence, puis il reprit : « Reçois-tu de l'argent pour remplir ces fonc-

tions dont tu parles? » Il fallut en convenir. « Eh quoi! dit alors l'Indien jouant la surprise et avec une extrême indignation, ainsi tu as vendu le sang de mon frère. » Le magistrat qui racontait cette scène avouait que dans le moment il n'avait trouvé rien à répondre.

Malgré ce qu'on me dit à l'avantage des Indiens, je vois que leurs vestiges ont été bien vite effacés. Là où est aujourd'hui la promenade publique, on ne voyait, il y a quinze ans, que leurs wigwams et leurs tombeaux. Que sont devenus ces tombeaux? ai-je demandé. *Washed away*, balayés par les eaux, m'a-t-on répondu. N'a-t-on pas aidé aux eaux? Cependant le culte des tombeaux est un des traits les plus touchans et les plus respectables du caractère indien. On m'a raconté que des sauvages étaient venus il n'y a pas longtemps, et venus de très loin, dans un canton de la Nouvelle-Angleterre, d'où ils avaient été chassés depuis plusieurs générations, pour visiter les tombeaux de leur tribu. Quand ils virent qu'on avait détruit ces sépultures, leur surprise et leur désespoir furent au comble : rien ne pouvait apaiser leur douleur ni calmer leur indignation.

C'est là ce qui perd dans l'esprit des Indiens les hommes civilisés, qu'ils ont trop souvent sujet de mépriser. Des bandits, l'écume de la population, s'établissent sur la frontière pour tromper les malheureux sauvages. Un de ces hommes disait naïvement : « Je suis venu de cent lieues pour voler des Indiens. » Aussi l'oncle de la dame que j'ai vue ce matin, auquel elle offrait de se charger de l'éducation de ses enfans, lui répondit : « J'aimerais mieux leur couper la gorge que d'en faire des coquins pareils à ceux qui nous reprennent ce qu'ils nous ont donné. »

Il y a trente-six églises à Chicago. Elles appartiennent à diverses communions chrétiennes. J'entends dire, et ce n'est pas pour la première fois : Nous aimons la diversité des sectes; nous y voyons une garantie contre la prépondérance de l'une d'elles. C'est bien là l'esprit démocratique, qui prend ombrage de tout ce qui dans la société pourrait exercer sous un nom ou sous un autre trop d'influence et trop d'empire; mais est-ce autant l'esprit religieux, cet esprit qui paraît du reste être si puissant en Amérique? Les sentimens des Américains en matière de religion sont pour moi, à quelques égards, une énigme que je ne comprends pas bien encore. Si l'on admet réellement une profession de foi quelconque, il est impossible qu'on juge également en possession de la vérité des sectes divisées sur des points très importans et qui souvent s'anathématisent les unes les autres. Peut-être aux États-Unis le grand nombre est-il plus convaincu de l'excellence et de l'utilité morale de la religion que de la vérité de tel ou tel dogme. Hommes d'action plutôt que de réflexion et très pressés peut-être, leur volonté adhère fortement à des croyances qu'ils n'ont

ni le goût ni le temps d'approfondir. Je connais à Paris beaucoup de ces Américains-là.

En suivant avec M. Ogden une belle promenade qui s'étend le long des rives du lac, j'aperçois une jolie petite maison de bois : c'est celle de l'évêque catholique, qui est fort considéré. Je demande s'il y a beaucoup de protestans qui embrassent le catholicisme; on me répond, comme on l'a déjà fait plusieurs fois, que ce sont des cas rares et exceptionnels. La population catholique augmente considérablement par l'émigration, qui est en grande partie catholique, se composant surtout d'Irlandais et d'Allemands venus principalement des parties de l'Allemagne où règne le catholicisme; mais on ne cite guère d'autres conversions que celles de quelques personnes qui ont voyagé en Europe ou d'enfans qu'on a envoyés à des écoles catholiques. En revanche, on me dit que les petits Irlandais qui suivent les écoles de la ville deviennent souvent protestans. Le catholicisme n'est aux États-Unis l'objet d'aucun préjugé malveillant; mais je ne crois pas que la majorité soit disposée à l'embrasser.

Il y a ici un grand nombre de baptistes. Comme les anabaptistes de sanglante mémoire, auxquels du reste ils sont loin de ressembler, ils n'admettent que le baptême par immersion; leur croyance se fonde sur quelques versets des épîtres de saint Paul où il est dit que celui qui est baptisé est comme plongé dans le tombeau pour ressusciter ensuite à une vie nouvelle. Prenant ces passages à la lettre, les baptistes veulent que l'on soit plongé et comme enseveli sous les eaux. Pour cela, l'immersion complète est nécessaire; aussi voit-on souvent l'hiver, à Chicago, les ministres baptistes casser la glace du lac et entrer dans l'eau jusqu'à la ceinture pour immerger les néophytes adultes qu'ils tiennent dans leurs bras. Outre ce dogme particulier, la tendance générale des baptistes comme des méthodistes, et encore plus peut-être, est de s'occuper des classes populaires, trop négligées par les épiscopaux, les presbytériens, les congrégationalistes, les unitairiens, dans les églises desquels il n'y a souvent pas de place pour les pauvres ou bien seulement une place humiliante. Les méthodistes et les baptistes ouvrent leurs chapelles à ces bannis; aussi leur langage est-il empreint d'une violente amertume contre les églises qui sont la propriété exclusive des riches. Voici ce que je lis dans un sermon baptiste prononcé récemment : « Les diacres peuvent croiser les bras, assis sur leurs siéges rembourrés, et fixer les yeux sur la chaire qui est devant eux; mais ils ne voient pas la multitude entassée sous le vestibule : ils n'en ont souci. Ils ont une bonne congrégation, une bonne église, un bon ministre : tout sent sa capitale, depuis le ministre empesé jusqu'au bas de l'échelle; mais bientôt tout cela sera flétri et desséché, et vous entendrez le vent siffler à travers ce

squelette, car dès que l'église dédaigne les hommes de basse condition, elle se dessèche immédiatement. » Ce langage violent peut paraître exagéré; mais il faut bien croire ce qu'écrivait en 1838 M. Tuckerman sur l'état des églises de Boston. Cet homme respectable, frappé du grand nombre d'habitans qui n'étaient attachés, en raison de leur pauvreté, à aucune église, à aucune congrégation religieuse, après de consciencieuses recherches, était arrivé à ce résultat que sur douze mille familles il y en avait cinq mille six cent vingt-deux, à peu près la moitié, qui étaient dans ce cas. Il disait très bien : « Une église est une propriété en commandite (*join-stock property*). Elle appartient à une corporation; elle est divisée en actions (*shares*) appelées bancs (*pews*), et ces bancs sont possédés comme une propriété foncière. Les relations du ministre avec la société religieuse dont il fait partie sont presque entièrement limitées à ceux qui paient ses services. » Il n'y a donc de bancs que pour les sociétaires qui sont propriétaires de l'église et paient le ministre. Il paraît cependant que les bancs qu'on ne trouve pas à louer sont mis à la disposition des pauvres. « Mais, dit M. Tuckerman, ces places humiliantes où l'on est admis à titre de pauvre, si elles sont acceptées en Angleterre, ne le sont pas en Amérique; personne ne veut s'y asseoir. » Et l'auteur fait ressortir tout ce qu'il y a de contradictoire entre l'importance que le plus pauvre citoyen a dans un pays démocratique, où par l'élection il concourt au gouvernement, et l'insulte qu'on lui fait subir en l'excluant de l'église, ou en lui imposant cette révoltante inégalité devant Dieu (1).

Ce qu'il y a de sûr, c'est que bien d'autres plaintes se sont fait entendre après celles de M. Tuckerman sur l'insuffisance des établissemens religieux en Amérique, malgré le zèle des particuliers et l'activité infatigable des méthodistes, dont les prêtres ambulans, véritables missionnaires, distribuent des livres et des journaux religieux en abondance. Cette distribution se fait par des ventes dont les bénéfices sont employés à la propagation des écrits que répand la société. On voit que c'est l'application, application au reste très désintéressée, de l'esprit commercial à la prédication de l'Évangile. Dans l'année qui vient de s'écouler, la société méthodiste a vendu pour deux millions de livres pieux.

Malgré les efforts ardens du zèle religieux, il ne saurait suffire

(1) Joseph Tuckerman, *the Religions principle and regulation of the ministry at large*. L'auteur de cet écrit avait entrepris de fonder des chapelles pour ceux à qui leurs moyens pécuniaires ne permettaient pas de faire partie des associations religieuses existantes. Il avait établi un corps de ministres allant visiter les pauvres chez eux pour leur porter la prédication et la prière. Noble entreprise de secours religieux à domicile! Je ne sais où elle en est maintenant.

complétement à l'accroissement prodigieusement rapide de la population. Un rapport de la société du Massachusets pour l'avancement de l'instruction chrétienne s'exprimait en ces termes : « Dans les comtés de Rockingham et de Strafford, il y a 45 districts, contenant 40,000 habitans, qui ont été privés des *moyens de grâce*, les uns pendant dix, les autres pendant vingt, quelques-uns même pendant trente et quarante ans, et dans un district qui renferme 1,063 âmes, après qu'un ministre y a eu résidé vingt ans, l'église visible du Christ a été éteinte durant plusieurs années. » Des rapports faits pour diverses sociétés religieuses, en 1833 et 1835, établissent qu'à cette époque, plus de 1,000 districts et villages n'avaient pas de culte, que 5 millions d'hommes n'avaient pas les *moyens de grâce*. Le rapport de la société des missionnaires baptistes en 1833 contient ces paroles : « Même si tous ceux qui font profession d'être des instituteurs chrétiens étaient doués des qualités nécessaires, il y aurait encore un déficit de 4,000 ministres pour satisfaire aux besoins du pays ; mais on doit faire une réduction considérable pour ceux qui propagent l'erreur, pour ceux qui ne connaissent pas assez bien la doctrine chrétienne pour l'enseigner convenablement, enfin pour ceux qui sont fortement engagés dans les occupations du siècle au point de ne pouvoir consacrer leur temps à se préparer de manière à être vraiment utiles dans leur ministère. Ces faits montrent une grande et alarmante défaillance dans l'instruction chrétienne. »

Le zèle de toutes les communions, particulièrement des baptistes et des méthodistes, lutte avec ardeur contre cette insuffisance des secours religieux. Il est question en ce moment d'instituer à New-York des prédications en plein air, comme celles de Londres et d'Édimbourg, parce que l'on a reconnu qu'il n'y avait de place dans toutes les églises de New-York que pour une moitié de la population. Il en résulte que l'autre moitié n'assiste pas au service divin.

Revenons à Chicago. Après les églises, la première chose à laquelle on songe en bâtissant une ville, ce sont les écoles. Il y a six écoles publiques à Chicago, dans lesquelles on instruit trois mille enfans. Les écoles ont le trente-sixième des terres à vendre dont l'état dispose, et le produit d'une taxe locale, qui monte ici à 30,000 francs. Les maîtres reçoivent à peu près 1,200 francs, ce qu'on trouve insuffisant. Ils sont aidés par des assistantes, qui font épeler les petits garçons et les petites filles. Aux États-Unis, on emploie beaucoup de femmes dans l'instruction primaire des deux sexes, et on s'en trouve très bien. Elles ont la patience et la douceur nécessaires à ce pénible enseignement. Trop d'autres carrières sont ouvertes à l'activité des hommes pour qu'ils se contentent longtemps d'apprendre à lire à des enfans. Une société s'est formée dans la Nouvelle-Angleterre

pour exporter des institutrices dans l'ouest. Elles y rendent les plus grands services et contribuent efficacement à la culture morale des rudes populations qui habitent ces contrées nouvelles. En même temps, ces personnes trouvent souvent à se marier avantageusement avec des colons qui ont commencé à s'enrichir. Ainsi cette institution profite à tout le monde, aux enfans, aux colons et aux institutrices.

Il y a deux mois, j'étais en Angleterre. Une solennité agricole m'avait appelé à une vingtaine de lieues de Londres. J'allais voir fonctionner une machine à moissonner. Un assez grand nombre de *country gentlemen* et de *farmers* s'étaient rassemblés dans le même but. Une scie horizontale mise en mouvement par le mouvement de la machine coupait avec une grande rapidité une quantité considérable de tiges de blé à la fois. Cette machine, traînée par un cheval, tournait autour de la pièce en abattant à chaque tour une bande d'épis large de plusieurs pieds. Un paysan placé sur la machine rejetait les épis coupés à mesure que l'action de la scie les y amoncelait. C'était la seule intervention de l'homme dans l'opération. Il me semble qu'il ne serait pas impossible de faire rejeter les javelles par la machine elle-même. Telle qu'elle est, elle eut le plus grand succès aux yeux des connaisseurs présens à l'expérience. Ce qui me rappelle aujourd'hui cette machine, c'est qu'on lisait sur un de ses côtés : Chicago. C'est en effet un habitant de cette ville, M. Mac-Cormick, qui en est l'inventeur. C'est des bords du lac Michigan, du voisinage de la prairie, de cette cité née d'hier, que provient une découverte qui excite l'intérêt des agronomes de l'Angleterre, et qui, dans plusieurs joûtes aratoires, l'a emporté sur les machines rivales. Si la machine à moissonner de M. Mac-Cormick a eu du succès en Angleterre, où l'on aime en agriculture comme en toute chose le fini et la perfection, où la terre est chère, la culture très soignée, on peut penser qu'elle doit réussir encore bien mieux en Amérique, où la terre est pour rien, où il s'agit, non de très bien faire, mais de faire vite et beaucoup, où il importe peu qu'on laisse quelques épis, si l'on a rapidement dépouillé de sa moisson une plaine immense. Adieu donc les moissonneurs de Théocrite et de Virgile, et le patriarche Booz ordonnant à ses serviteurs de laisser des épis dans le sillon pour que Ruth puisse glaner après eux! Encore un grief de la poésie contre les machines qui lui ont fait tant de tort, mais que ses plaintes n'arrêteront pas, et qui elles-mêmes ont leur poésie, au moins leur grandeur, puisqu'elles représentent la puissance et le triomphe de l'homme sur la nature.

Dans ce pays lointain où l'on fait des machines que l'Europe admire, on ne sait pas faire des vaudevilles, car on joue ce soir un vaudeville de M. Scribe, dont l'esprit est si français et dont les succès

sont cosmopolites; on joue aussi *la Bohémienne*. Cette bohémienne est la *Esméralda* de M. Victor Hugo : les personnages de *Notre-Dame-de-Paris* sont venus jusqu'ici. Je ne suis pas allé au théâtre, parce que j'ai été conduit dans un concert par souscription, où j'ai entendu une bonne pianiste et un assez bon violon. Celui-ci est, m'a-t-on dit, un négociant ruiné. L'orchestre était composé d'amateurs allemands ; puis l'on a dansé et valsé à peu près comme à Paris; seulement, autour de moi, on ne connaissait pas beaucoup cette population nouvelle, qui demain sera peut-être ailleurs. L'Américain ne s'attache pas volontiers au sol, et cependant il a très énergiquement le sentiment national. La patrie, c'est pour lui d'abord l'Union tout entière, et ensuite le point du pays où il se trouve, mais seulement tant qu'il y reste; car il connaît le patriotisme de clocher, seulement il change volontiers de clocher.

Avant de quitter Chicago, j'ai voulu au moins entrevoir la prairie. Pour cela, j'ai pris un chemin de fer qui la parcourt jusqu'à une certaine distance. Je suis descendu à une station en plein désert. Il n'y a pas de bureau, comme on peut croire; il n'y a pas de maison, il n'y a pas d'arbres. Là bas, j'aperçois une petite case rouge : elle m'apparaît comme la dernière habitation; au delà il n'y a plus que les plaines sans fin. Pas un bruit, pas un mouvement; le ciel semble, comme sur l'Océan, plonger derrière l'horizon. C'est de ces plaines que M. Bryant, poète américain, a dit : « Elles s'étendent si loin, que c'est une hardiesse au regard de plonger dans leur étendue. » Je me rappelle les beaux vers dans lesquels il a chanté l'intérieur de ces immenses steppes dont je foule les bords, mais où du moins je peux m'écrier comme lui : Je suis dans le désert seul!

And I am in the wilderness alone.

Après avoir passé deux heures au sein de cet espace vide et sans limite, j'entends le bruit lointain du train, je vois la fumée s'élever et courir à travers la solitude; je remarque alors le fil du télégraphe électrique qui la traverse; je ne comprends plus que j'aie pu me sentir si éloigné, si seul, et je reviens à Chicago, où j'arrive à temps pour passer une très agréable soirée à entendre de la musique et à prendre des glaces dans la jolie habitation de M. Ogden.

J.-J. Ampère.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 janvier 1853.

Il y a des événemens qui, aussitôt qu'ils se produisent, ont le singulier privilége d'éclipser tous les autres et de faire diversion dans les préoccupations publiques, tout en se rattachant au cours général des choses. On en parle, on les commente, ils deviennent pour quelques jours l'inépuisable aliment des conversations. Cela s'explique sans doute par l'importance qu'ils ont et aussi parce qu'ils s'adressent par quelque côté à l'imagination, — l'imagination qui joue toujours un si grand rôle dans notre histoire! Qu'a donc été bien souvent, en effet, la politique parmi nous, si ce n'est cet art étrange et passionné de chercher le romanesque dans les faits, de poursuivre l'imprévu, de mêler tous les élémens, de se jouer dans toutes les combinaisons et les interprétations que l'esprit enfante et propage? Autrefois, quand les gouvernemens étaient occupés à faire des choses simplement et vulgairement utiles, on disait que la France s'ennuyait. Si cela voulait dire, dans la pensée de l'auteur de cette parole, qu'une révolution était le meilleur moyen d'ôter à la France son ennui, c'était interpréter étrangement les penchans et les goûts de notre pays. Il pouvait y avoir du vrai, au contraire, si cela voulait dire que, dans toutes les choses de la vie politique, il y a toujours la part de l'imagination et de cette curiosité ardente de nouveauté et d'imprévu. Le mariage de l'empereur est à coup sûr un de ces événemens qui ont tout à la fois ce qui fait l'importance politique et ce qui porte à l'imagination. Il y a peu de jours encore, il n'en était nullement question. Tout au plus apercevait-on cette éventualité dans un terme plus ou moins prochain et dans des conditions que chacun arrangeait suivant sa fantaisie. A l'heure où nous sommes, l'alliance impériale est scellée du double sceau religieux et civil; la nouvelle impératrice est aux Tuileries dans l'éclat de sa récente majesté, hier brillant dans son salon, aujourd'hui portée au faîte du trône, — ce trône dont on disait autrefois qu'il était le premier de l'univers. L'empereur a agi comme il procède souvent, surprenant ceux qui devaient ou pouvaient être le plus prévenus, déconcertant peut-être autant par la rapidité de ses résolutions que par le

secret de ses délibérations intimes, et élevant tout à coup par le fait de sa situation un acte privé de sa volonté à la hauteur d'un événement politique.

Ce qui fait surtout du mariage du chef de l'état un événement politique, c'est le caractère même que l'empereur lui a donné dans le message par lequel il a communiqué sa décision aux bureaux du sénat et du corps législatif en même temps qu'au conseil d'état. Il semble au premier abord que le choix d'une épouse dans un rang social élevé sans doute, mais non dans un rang princier, dût ôter toute signification politique à ce mariage. C'est justement par là au contraire qu'il acquiert une signification. Il laisse tout son relief et sa portée à ce titre de *parvenu* sur le trône que l'empereur revendiquait l'autre jour dans son discours avec une insistance particulière, qui répondait peut-être simultanément à diverses préoccupations. Ce n'est pas que l'empereur en aucune circonstance ait décliné ce titre; mais pour peu qu'on l'observe, la nature d'un pouvoir ne se détermine pas seulement par les circonstances intérieures du pays au sein duquel il s'élève : elle se détermine aussi surtout par la situation qu'il se fait, ou qui lui est faite au milieu des autres royautés. C'est particulièrement en face de l'Europe que l'empereur revendiquait ce caractère d'une souveraineté élue et nouvelle, marquant ainsi la différence entre les royautés traditionnelles et sa propre royauté, émanée du suffrage populaire, et achevant de caractériser cette différence par une alliance contractée en dehors des traditions monarchiques. D'ailleurs, on peut bien le dire, il y a toute l'éloquence des faits dans ces paroles par lesquelles l'empereur rappelait le mauvais sort réservé depuis soixante ans aux princesses étrangères qui ont approché du trône en France. Aucune d'elles, cela est vrai, n'a vu la fortune lui sourire depuis cette noble et infortunée reine Marie-Antoinette, qui ouvre ce douloureux cortége et qui mérite le premier rang par la grâce, par la beauté et par le malheur. Cela n'ôte rien sans doute à la glorieuse efficacité de ces vieilles alliances royales d'autrefois, à l'aide desquelles s'est formée l'unité française, non plus qu'à la convenance qu'il peut y avoir encore dans les unions de maison souveraine à maison souveraine. Cela peut prouver tristement du moins que la naissance, même unie à la beauté ou à la vertu, à l'intelligence ou à la bonté, ne suffit plus pour garantir la perpétuité d'un trône. Il faut évidemment d'autres conditions. Quoi qu'il en soit, parmi les traditions du premier empire, ce n'est point à l'exemple du chef de sa maison allant chercher une archiduchesse que l'empereur actuel s'est arrêté; c'est la mémoire de l'impératrice Joséphine qui semble avoir plutôt dicté son choix. N'étant point issue de sang royal, la nouvelle impératrice n'est pas non plus d'origine française. C'est l'Espagne qui nous l'envoie. Ce n'est point d'ailleurs pour la première fois peut-être que le nom de Mlle de Montijo, comtesse de Teba, a été prononcé et jeté comme une énigme à la société parisienne au moment où il s'est trouvé tout à coup devenir le nom de la nouvelle souveraine des Français.

On ne saurait s'étonner beaucoup qu'en ces quelques jours laissés à peine à la curiosité publique, le mariage de l'empereur ait été l'objet de bien des commentaires; il a déjà ses légendes de diverse sorte et son histoire fabuleuse. Quant à l'impératrice elle-même, on n'a point oublié sa généalogie. Quelques journaux se sont plu à lui donner le titre de duchesse, parce que probablement ils le croyaient plus relevé; ils ne savaient pas qu'en Espagne ce n'est

point ce titre qui fait l'élévation du rang : c'est la grandesse qui constitue la noblesse. Or, qu'elle soit duchesse, ou comtesse ou marquise, et elle peut être tout cela à la fois, Mlle de Montijo occupe assurément ou occupait un rang élevé dans la grandesse espagnole. Elle va par son nom de pair avec les plus illustres maisons. Son père, le comte de Teba, était le second fils de la famille des Montijo, dont l'aîné était entré fort avant dans le mouvement de résistance à l'invasion de 1808; il était même un des chefs du soulèvement du royaume de Valence. Le comte de Teba entrait au contraire à cette époque dans l'armée française et servait le gouvernement de Joseph. Ce n'est que postérieurement, à la mort de son frère aîné, que le comte de Teba héritait du nom et des biens considérables des Montijo, et c'est à ce titre qu'il a été depuis, sous le règne d'Isabelle, sénateur du royaume. Il est mort en 1839, laissant deux filles, dont l'une est mariée au duc de Berwick et d'Albe, et l'autre est devenue l'impératrice des Français. Jeune encore, Mlle de Montijo s'était fait, il y a quelques années déjà, dans la société de Madrid, une grande réputation par la hardiesse de son imagination et la vivacité ardente de son caractère. Elle frappait par une sorte de grâce virile qui en eût aisément fait une héroïne de roman, et elle portait fièrement, avant de ceindre le bandeau impérial, cette couronne de cheveux dont un peintre vénitien eût aimé la couleur. La destinée nouvelle de la comtesse de Teba ne l'a point émue, assure-t-on. Elle a du moins trouvé, à la veille de monter sur le trône, l'occasion d'accomplir un acte de bon goût en faisant rejaillir sur les pauvres le produit d'un don considérable, par lequel le conseil municipal de la ville de Paris s'était cru obligé de saluer son avénement. Maintenant les derniers bruits des pompes qui avaient lieu hier à Notre-Dame s'évanouissent déjà. Une voie nouvelle s'ouvre pour la brillante Espagnole d'il y a quelques jours, en ce moment associée à l'empire, et cette voie nouvelle n'est-elle pas ouverte pour la société française tout entière? Ce n'est pas même du jour de ce mariage que notre société est entrée dans une phase de transformation. Étrange chose! combien y aurait-il eu d'hommes, il y a quelques années, qui se fussent fait un point d'honneur de braver l'étiquette et de paraître à la cour en costume démocratique! Il n'en est plus de même aujourd'hui : les fêtes se multiplient, et l'étiquette reprend son empire. Nous ne nous plaignons point assurément que les grands fonctionnaires de l'état donnent des fêtes, que les cérémonies aient leurs pompes et leurs règles, et qu'il faille se vêtir proprement pour figurer à la cour. Très probablement il est des industries qui seront fort satisfaites qu'on s'habille de velours et que le bas de soie devienne de rigueur; mais, à côté de ces choses extérieures, il y a évidemment à accomplir un travail plus profond qui consiste à ramener la société au culte de sa propre dignité, des supériorités qui font sa force, des distinctions qui ont fait l'influence de la France dans le monde. Ce travail intime et profond accompli, la transformation des mœurs et des usages suivra son cours. Elle ira jusqu'où elle peut aller, et elle s'arrêtera aux limites que comportent notre temps et la vie moderne.

Cette résurrection de certaines habitudes, de certains usages, de certaines obligations officielles est l'accompagnement ordinaire des grandes reconstitutions du pouvoir qui aime ces signes extérieurs par lesquels il se rend témoignage à lui-même et se fait visible à tous les yeux, même dans les fêtes et les

décorations. Si quelque chose peut démontrer combien les démocrates connaissent peu les hommes en général et les Français en particulier, quand ils prétendent passer le niveau égalitaire sur tous ces signes, c'est la promptitude avec laquelle on y revient au premier moment où on se sent quelque peu libre du joug révolutionnaire. Il faut bien en prendre son parti, et ce ne sont pas même souvent les plus monarchiques de la veille qui montrent le plus d'empressement à prendre le pas. Il y a beaucoup de démocrates qui ont de merveilleuses ressources de conversion; seulement ce sont les conversions subites, à la saint Paul, qui sont à leur usage, surtout quand ils voient qu'il ne reste plus d'autre moyen. Il en est plus d'un dont la langue ne tourne nullement en employant les titres de sire et de majesté. Le peuple a prononcé! disent-ils; ils avaient pourtant bien eu le soin de mettre leur république au-dessus du suffrage universel, mais on ne peut évidemment tout prévoir. Il reste donc toujours un moyen d'éluder la responsabilité de ses actes. Avec ce mot: le peuple a prononcé! on se lave les mains du passé, et on en est quitte pour rendre les armes après s'en être servi. Mais la société se guérit-elle de même en un jour et par un mot du mal qu'on lui a fait? Qu'on nous permette de le dire, nous évitons les applications personnelles, qui seraient trop faciles. Nous observons une tendance, nous touchons à un point de l'hygiène morale de notre temps. Il y a des personnes qui se plaisent souvent à considérer les fauteurs de révolution comme les hommes courageux, virils, énergiques par excellence, les seuls qui défendent vaillamment leurs principes. Nous le croyons bien. On marche sur la société comme sur l'ennemi, on jette la dévastation dans les villes, on met aux prises les plus implacables passions; le sang des victimes innocentes qui meurent pour le devoir rougit le pavé. Si la révolution triomphe, on triomphe avec elle; si elle est vaincue, le pis qui vous puisse arriver au bout de quelques années, c'est une amnistie. Tout cela tient à ce que les notions de la justice ont subi de nos jours de terribles altérations. Il s'est propagé depuis longtemps cette idée funeste, que les révolutionnaires, — ceux, bien entendu, qui sont pris les mains dans les guerres civiles et qu'une sentence vient frapper, — ne sont point des coupables ordinaires, que la justice ne les regarde pas, que la loi n'est pas faite pour eux, qu'ils sont au-dessus du châtiment,— et les gouvernemens eux-mêmes, sans le vouloir, accréditent souvent cette idée, en se hâtant, dès qu'ils le peuvent, d'effacer, comme on dit, par une amnistie les dernières traces des dissensions civiles. Certes ce n'est point une pensée blâmable chez les gouvernemens, bien qu'elle n'ait pas toujours porté tous les fruits qu'on en attendait. Ce que nous disons ici n'est point essentiellement contre les amnisties, on le comprend, contre les amnisties qui vont s'adresser aux retours vrais et sincères; encore moins serait-ce contre les adoucissemens désirables là où il n'y a que des mesures administratives exceptionnelles, là où n'y a ni jugement ni condamnation. Ce que nous disons est contre cette étrange idée qui tend à effacer ce mot de coupable là où la justice le prononce, à faire de la vie sociale une bataille où on n'a rien à craindre, si on est vainqueur, et où, si on est battu, on en est quitte pour une soumission, annulant ainsi cette loi supérieure, providentielle, qui attache un châtiment au crime, ou rusant avec l'expiation.

Nous savons bien que ce n'est point par des lois qu'on remédie à cet état moral; c'est par le rajeunissement des vraies et saines notions de justice so-

ciale. Ce qui est au pouvoir des gouvernemens, c'est de multiplier les efforts pour rendre exacte et sûre l'administration de la justice ordinaire. Sous ce rapport, le gouvernement paraît s'occuper d'un des plus importans objets sur lesquels il puisse fixer son attention : c'est la réforme du jury. On ne saurait méconnaître que cette sérieuse et difficile question se trouve débarrassée d'un de ses élémens les plus délicats, aujourd'hui que les délits de presse rentrent dans la juridiction des tribunaux ordinaires, et que les crimes politiques sont déférés, en vertu de la constitution même, à un tribunal spécial. La distraction de ces deux ordres de causes de la juridiction du jury a du moins l'avantage de placer le gouvernement à l'abri des soupçons, qu'on a souvent fait peser sur lui autrefois, de vouloir fausser cette grande institution. Le but politique s'efface ; ce qui reste, c'est l'intérêt unique d'une sérieuse et impartiale justice, et c'est sans nul doute à ce point de vue que la commission chargée d'élaborer la loi nouvelle étudie cette question. Au fond, dans cette grave et délicate réforme, il y a, il nous semble, deux points essentiels. D'un côté, l'institution du jury est aujourd'hui profondément enracinée dans les mœurs; elle est environnée de la confiance publique, ce qui est la plus grande chose dans une matière de ce genre. D'un autre côté, il est trop certain qu'il y a eu parfois des arrêts dont l'étrangeté n'a point laissé de causer quelque surprise. Ce qu'on en peut dire de mieux, c'est qu'ils n'ont en rien porté atteinte à l'institution. Elle reste donc entière, sujette sans doute à des modifications dans son mécanisme, mais non dans son essence, dans son principe. Les réformes qui se préparent aujourd'hui semblent devoir porter principalement sur la composition des listes et sur le chiffre de la majorité d'après laquelle sont rendus les jugemens. Quant au premier point, il devrait être formé désormais, par les soins du préfet, du sous-préfet de l'arrondissement et du juge de paix du canton, une liste distincte de la liste électorale. Il est bien difficile en effet d'admettre que cette dernière présente des garanties suffisantes. Après tout, le bon sens même ne suffit pas pour rendre un jugement. Il faut, pour prononcer sur la vie, l'honneur, les biens de ses concitoyens, des conditions de capacité, d'instruction même, qu'on ne remplit pas par cela seul qu'on est électeur en vertu du suffrage universel. Quant à la fixation du chiffre de la majorité, c'est là évidemment la question la plus délicate, d'autant plus délicate qu'elle met en présence l'intérêt de la société, qui souffre de l'absolution d'un coupable, et l'intérêt de l'innocent, dont le sort est livré à un léger déplacement de voix. Tout se réunit donc pour faire de cette réforme l'objet de la plus attentive et de la plus sérieuse étude. Il s'élaborerait en même temps, assure-t-on, une autre loi qui tendrait à restreindre la longueur des mises en prévention, souvent fort abusive comme on sait. Ces divers projets seront probablement soumis au corps législatif dans la session annuelle qui va s'ouvrir, en vertu d'un récent décret, le 14 février. Alors se représenteront sans doute ces questions et d'autres encore non moins importantes, telles que le budget. Nous ne savons si le corps législatif sera saisi cette fois de cette loi sur l'instruction publique dont on avait un moment parlé l'an dernier. Certes il n'est point de domaine où il y ait plus à faire que celui de l'instruction publique, et il n'en est pas aussi où il soit plus utile de marcher avec une prudence intelligente et éclairée.

Tout ce qui tend à transformer l'instruction publique touche à l'état intel-

lectuel de notre pays, et, pour peu qu'on observe cet état, on ne pourra que reconnaître l'utilité d'une nouvelle et forte impulsion. On se souvient sans doute de la querelle engagée, il y a quelque temps, par M. l'abbé Gaume, au sujet des classiques. Un ecclésiastique, M. l'abbé Delacouture, publie encore un nouvel ouvrage où revivent ces mêmes débats. Peut-être, à ce point de vue, le livre de M. Delacouture vient-t-il un peu après le combat. La thèse de M. l'abbé Gaume n'est-elle pas en effet bien épuisée? N'est-elle pas jugée définitivement? Mais le nouvel ouvrage embrasse un autre ordre de questions où la théorie des classiques chrétiens n'est mise en cause que d'une manière incidente. Dans son but spécial, comme son titre l'indique, le livre de M. l'abbé Delacouture est une série d'*Observations sur un décret de la congrégation de l'Index du* 27 *septembre* 1851. Ce décret atteignait un *Manuel de Droit canonique* publié par M. l'abbé Lequeux, très fort soupçonné de gallicanisme, et qui s'est d'ailleurs soumis à la décision rendue contre lui. Or la première question que se pose M. l'abbé Delacouture est celle de savoir si les décrets de la congrégation de l'*Index*, au point de vue religieux, ont force de loi en France. L'auteur résout cette question dans un sens contraire à l'école ultramontaine, et il cite plus d'un exemple de nature à affaiblir l'autorité de l'Index. Ce n'est point là d'ailleurs le seul intérêt des *Observations* de M. l'abbé Delacouture. Le décret de l'Index n'est qu'un point de départ d'où l'auteur arrive à discuter l'ensemble des doctrines de l'école ultramontaine au point de vue religieux, philosophique, social et même littéraire. Ainsi, on le voit, le champ s'élargit singulièrement, un vaste horizon s'ouvre à la discussion. Une des parties les plus curieuses du livre de M. Delacouture est celle où il s'efforce de rattacher les manifestations récentes du catholicisme ultramontain aux opinions anciennes de M. de Lamennais. De quelque manière qu'on envisage ces questions, il y a une chose très caractéristique à observer, c'est l'ardeur avec laquelle les esprits se portent depuis quelque temps vers l'étude de cette nature de problèmes. La vivacité des discussions religieuses s'est réveillée, comme pour montrer à tous les yeux la grande et juste place que la religion ne cesse d'occuper dans le monde, et qui lui est plus spécialement encore assignée par les défaillances de notre temps. C'est là, c'est dans cet ordre de questions qu'il se publie encore le plus d'œuvres de mérite, qu'il y a le plus de mouvement et quelquefois le plus de talent, tandis que, dans le domaine plus purement littéraire, la lassitude et l'indécision apparaissent comme les incontestables symptômes de cette situation douteuse que nous traversons.

Au milieu de l'incertitude intellectuelle contemporaine, nous cherchons où est la vie, où va le succès. Le succès continue à aller pour le moment vers une œuvre étrangère, vers le roman de Mme Beecher Stowe. Vingt traducteurs se disputent la célèbre histoire nègre; le théâtre en vit. Nous assistons à une merveilleuse recrudescence de sensibilité pour les noirs, bien qu'il ne se soit pas formé encore en France, comme en Angleterre, une société de dames pour l'abolition de l'esclavage aux États-Unis. Et ce n'était point assez de l'*Uncle Tom's Cabin* pour épuiser la curiosité; nous avons aujourd'hui les *Nouvelles américaines* de Mme Beecher Stowe. Le roman valait mieux; les nouvelles ne sont que de légères et peu profondes esquisses de la vie américaine, qui ne doivent très certainement de voir le jour en France qu'au succès de leur aîné.

Mais à part ce bruit qui se fait autour d'une invention étrangère, où donc est aujourd'hui le roman français? C'est M. Alexandre Dumas qui le représente glorieusement. M. Dumas n'avait plus à mener de front qu'*Isaac Laquedem* et ses *Mémoires*, où il raconte un peu l'histoire de tout le monde, et voilà qu'il est arrêté tout à coup dans la publication de cet *Isaac Laquedem*, — l'œuvre de sa vie, comme on s'en souvient. L'auteur était occupé à mettre en feuilletons la vie de Jésus-Christ, à partir de la conception de la sainte Vierge, et le voici cruellement condamné à suspendre ce beau travail là même où a paru cependant *le Juif Errant* de M. Sue. L'épopée s'éclipse au moment où elle montait à l'horizon, et M. Dumas n'a plus qu'à raconter dans ses *Mémoires* la révolution de 1830 comme fait essentiellement personnel. La réalité est que nul dans cette révolution n'a dû se remuer plus que M. Dumas, d'après ses *Mémoires*. Le roman, par aventure, serait-il ailleurs? Se cacherait-il dans *Blondine* de Mme Cécile de Valgand? Peut-être un autre nom se déguise-t-il sous celui-ci; mais là n'est point évidemment le germe du rajeunissement et de la vie. Cherchons encore : faute d'une meilleure chance, le roman se fait vagabond et marron. Après avoir couru le beau monde, il se met à bon marché et va en bonne fortune auprès du petit peuple qu'il nourrit de saine littérature, de purs sentimens et de bons tableaux de mœurs. C'est le roman à quatre sous. Que ce triste colportage soit au point de vue moral le plus dangereux des piéges, certes cela n'est point douteux. Au point de vue littéraire même, il est le signe de la plus étrange déviation d'idées. Au lieu d'aider l'art à se relever à sa juste hauteur, il l'abaisse au niveau de toutes les curiosités grossières de ce public qu'il va séduire, enivrer et pervertir. Voilà cependant une des plus florissantes spéculations de ces derniers temps! S'il fallait en juger par là, si on ne savait que malgré tout il y a dans notre pays de bien autres ressources d'esprit et d'intelligence, susceptibles des plus sérieuses applications, par lesquelles la France a exercé une glorieuse initiative dans le monde et qui n'ont besoin que d'un instant de halte propice pour retrouver leur action, ne faudrait-il pas trouver quelque éclair de vérité dans ces mots par lesquels commence une brochure récente : « Les sciences morales et politiques sont, comme chacun sait, fort peu cultivées en France?... »

D'où vient cependant ce trait lancé contre la France? Il vient tout droit de Belgique, ce qui serait peut-être un peu étrange, s'il ne fallait y voir une représaille du patriotisme. C'est le premier mot en effet d'un petit livre qui a pour titre : *les Limites de la Belgique*, et ce n'est pas la seule réponse faite chez nos voisins du nord aux *Limites de la France*. Ce n'est pas davantage la plus sensée et la plus juste : c'est la plus violente et la plus ardente, et il n'est point inutile parfois de voir ce qui peut fermenter de haines dans certains esprits exclusifs et gallophobes de l'Europe. L'auteur des *Limites de la Belgique* est, dit-on, M. Lucien Jottrand, fort connu à Bruxelles pour son antipathie contre la France, et qui fit l'an dernier un petit livre dont nous avons parlé : *Londres au point de vue belge*. M. Jottrand a fait un voyage à Dunkerque, où il a constaté qu'il y avait des enseignes de boutiques en flamand, et il ne lui en a pas fallu davantage pour conclure que le nord de la France devait être annexé à la Belgique. Comme on voit, l'auteur se livre avec un soin patriotique à la recherche des frontières belges. Ce n'est point certes le désir d'agrandir la Belgique qui est étrange. A ceux qui veulent de Paris annexer

la Belgique à la France, d'autres répondent de Bruxelles par l'annexion de la France à la Belgique, — rien de mieux. Ce qui est étrange, c'est la voie par laquelle l'auteur y arrive, c'est le raisonnement qu'il fait à l'Europe et par lequel il prétend prouver sans doute qu'on cultive beaucoup mieux en Belgique qu'à Paris les sciences sociales et politiques. Il y a en France, assure l'auteur, deux choses très différentes. Il y a le virus révolutionnaire, dont le midi est le siége gangrené, et il y a la puissance, la richesse de la France, qui lui sert à propager son venin du midi; cette puissance, ce sont les provinces du nord qui la représentent. Que reste-t-il à faire, si ce n'est à séparer les deux régions, à ramener le nord dans le giron de l'orthodoxie européenne et à laisser la France du midi se débattre dans l'anarchie fébrile de ses révolutions? La France en effet n'est-elle pas la grande perturbatrice du monde? Après avoir été sur le point de faire du socialisme économique contre la propriété, ne fait-elle pas du socialisme politique contre la constitution européenne par son ambition mal déguisée? Quoi! direz-vous, est-ce donc du socialisme de penser que l'état général de l'Europe a pu n'être point réglé en 1815 d'après les conseils de la plus stricte et la plus impartiale sagesse? Mais alors le nombre des socialistes peut être beaucoup plus grand qu'on ne pense. S'il fallait en revenir absolument aux traités de 1815, la France aurait beaucoup à changer sans doute pour sa part; mais l'auteur oublie qu'une des premières choses à faire serait de supprimer la Belgique, — auquel cas sa brochure s'appellerait *les Limites des Pays-Bas*, et non *les Limites de la Belgique*. Ce petit livre, qu'il ne faut pas prendre trop au sérieux, est écrit avec une verve de haine contre la France qui rappelle les beaux jours de 1813, et, chose étrange, faut-il que ce soit dans notre langue qu'il soit ainsi parlé de notre pays? Est-ce donc pour mieux prouver que c'est bien à la France de se laisser annexer à la Belgique? Heureusement pour elle, la Belgique écoutera peu et suivra encore moins la politique de M. Jottrand, politique la plus triste de toutes, puisqu'elle ne serait que de la haine sans la puissance de la satisfaire.

En Allemagne, la question religieuse prend chaque jour un intérêt nouveau, et atteste par d'incessans témoignages que la lutte de l'église catholique et du protestantisme n'est point renfermée dans les limites de l'Angleterre. La Prusse s'est effrayée des progrès que la propagande catholique a faits dans le pays à la faveur même des succès qu'elle avait obtenus en Angleterre. Le gouvernement prussien, pour satisfaire aux inquiétudes de l'opinion, a cru devoir donner aux employés supérieurs des provinces des instructions formelles sur la conduite qu'ils avaient à tenir en présence de cette propagande. Par suite d'une indiscrétion, ces instructions ont été divulguées, et elles sont devenues l'objet d'une polémique très animée entre les feuilles périodiques des divers partis. Des écrivains distingués sont eux-mêmes intervenus dans la querelle. Les opinions bizarres y ont aussi trouvé leur place, et tandis qu'on lisait avec intérêt les brochures de M. Rintel et la lettre du professeur Walter de Bonn, on trouvait une ample matière à raillerie dans une brochure anonyme portant ce titre, dont la longueur est le moindre défaut : *L'église catholique dans sa liberté, pierre sépulcrale de la révolution politique, pierre protectrice de la révolution sociale, pierre fondamentale de l'unité allemande, pierre baptismale de la science libre!* Il résulte des dis-

cussions auxquelles la question religieuse vient de donner lieu que la proportion numérique des prêtres est exactement la même dans les deux confessions, mais que, pour le nombre des églises et des institutions religieuses, les catholiques ont l'avantage. Les craintes des protestans ne sont que plus vives depuis que ce point curieux de statistique a été mis en lumière. Les instructions adressées par le gouvernement prussien aux administrations des provinces ont spécialement pour objet de paralyser les efforts des missionnaires jésuites. L'un des chefs du parti catholique dans la seconde chambre, M. de Waldbott, a fait une motion dont le but est d'obliger le ministère à retirer ces instructions. Les protestans répondent à cette démonstration des catholiques en se pressant en foule aux prédications des pasteurs Krummacher et Kunze contre l'église romaine. On a même essayé d'établir à Berlin une affiliation de l'*Evangelical Alliance* d'Angleterre, afin de concentrer toutes les forces du protestantisme contre l'agression de l'église catholique, qui passe pour méditer contre l'anglicanisme une nouvelle campagne plus formidable encore que la première. Jusqu'à présent toutefois cette affiliation n'a point réussi à se fonder.

L'Espagne, à la veille des élections, n'a point changé de situation. Le trait le plus saillant de l'état actuel de la Péninsule, on le sait, est la scission entre les diverses fractions du parti conservateur, scission qui a eu déjà bien des phases, et qui s'est aggravée récemment encore d'un incident où s'est trouvé mêlé le général Narvaez. Ce qui, à notre avis, est profondément à regretter tout d'abord, c'est qu'au milieu de la lutte des partis un homme comme le duc de Valence, avec sa situation, ses antécédens, ses services et son avenir, ait cru devoir prendre une attitude aussi militante qu'il l'a prise, au lieu de rester comme l'épée fidèle de la reine, son conseil au besoin, et peut-être l'arbitre de la crise prochaine qui s'annonçait. C'est là, sans nul doute, la première cause des complications où il s'est trouvé bientôt personnellement engagé. Le cabinet de M. Bravo Murillo, avant sa chute, avait donné au général Narvaez l'étrange mission d'aller à Vienne étudier l'état militaire de l'Autriche. Arrivé à Bayonne, le duc de Valence, sous l'empire d'une susceptibilité facile à concevoir, a adressé à la reine une supplique, qui ne serait, à vrai dire, rien moins qu'une supplique, si elle ne se terminait par la demande de rentrer à Madrid. Il en est résulté que le nouveau cabinet s'est vu forcé de renouveler au général Narvaez l'ordre formel de remplir sa mission, en l'accompagnant de l'expression du mécontentement de la reine. L'affaire du général Narvaez a provoqué la retraite du ministre des finances, M. Aristizabal, lequel s'est retiré moins, assure-t-on, parce qu'il désapprouvait la mesure prise par ses collègues qu'en raison de l'intimité personnelle qui le lie au duc de Valence. M. Aristizabal est remplacé par le ministre de l'intérieur, M. Llorente, auquel succède à son tour un des anciens membres du parti modéré, M. Benavides. Au reste, dans tous les incidens de ces derniers temps, le cabinet nouveau de Madrid semble avoir gagné plutôt que perdu. Des hommes considérables qui avaient fait acte d'opposition au gouvernement se sont rapprochés de lui. M. Martinez de la Rosa vient en effet de rentrer au conseil d'état, et son exemple doit avoir du poids assurément. Le même esprit qui a présidé à la formation de ce cabinet se retrouve aujourd'hui dans

la politique suivie par le nouveau ministre de l'intérieur. D'un côté M. Benavides multiplie les assurances en faveur du régime constitutionnel, de l'autre il combat l'influence de la coalition qui s'est formée entre la fraction dissidente du parti modéré et le parti progressiste. Quant au nouveau ministre des finances, M. Llorente, homme distingué et expert, il vient de signaler son avénement par une négociation des plus épineuses : il a obtenu de quelques capitalistes une avance de 100 millions de réaux sur les produits de la vente des biens du clergé, sanctionnée, comme on sait, par le dernier concordat. Cette somme est destinée à pourvoir aux nécessités de la situation financière, qui ne pourra manquer de s'éclaircir dans les prochaines cortès. Maintenant, que seront ces cortès? Il serait difficile de le prévoir dans la situation de la Péninsule. Bien des chances semblent se réunir en faveur du ministère. La plus grande, c'est qu'il serait assez difficile de le remplacer par un cabinet purement conservateur, et qu'il serait plus périlleux encore de glisser sur la pente des coalitions et des compromis progressistes.

Par quelque côté qu'on l'observe, l'Europe, dans la mobilité et la variété de son histoire, ne cesse point d'avoir sa physionomie propre. Les problèmes qui s'agitent pour elle, à travers les mille incidens de son existence, ont encore dans leur ensemble un caractère commun qui naît d'un travail universel pour maintenir un certain équilibre entre les peuples occidentaux : travail obstiné qui se poursuit partout, à propos de tout, et qui a nécessairement pour résultat de neutraliser les forces, d'enchaîner les grandes ambitions, de circonscrire le développement de certaines tendances. Cet équilibre, qui est la loi de l'Europe, est ce qui existe le moins au-delà de l'Atlantique où tout se produit dans le désordre gigantesque d'un monde qui se forme et qui prépare peut-être une nouvelle phase de la civilisation. En attendant ces destinées inconnues, ce vaste monde américain continue à se remplir de l'anarchie stérile des uns, de l'ambition conquérante des autres. Tout ce qui pourrait même servir de contrepoids, créer des droits ou des garanties, établir un certain équilibre, semble particulièrement en haine à cette grande race anglo-américaine dont l'audace s'accroît par le succès. Quel est aujourd'hui un des principaux soucis des États-Unis? C'est d'empêcher que l'Europe n'acquière une situation sur un point quelconque du continent américain, comme si l'Europe était bien menaçante, comme si elle allait même jusqu'à l'extrême limite de son droit pour défendre et sa juste influence politique et les quelques points qui lui restent matériellement dans le Nouveau-Monde! Dans le dernier message de M. Fillmore, on a vu déjà comment le gouvernement de l'Union a décliné l'offre, faite par la France et l'Angleterre, de garantir par une convention collective l'inviolabilité de l'île de Cuba. Les papiers relatifs à cette négociation viennent d'être communiqués au sénat américain. On peut remarquer dans ces documens le projet de convention préparé par les cabinets de Paris et de Londres, et la réponse faite par le ministre des affaires étrangères des États-Unis, M. Everett.

Comme nous le disions récemment, le cabinet de Washington, si l'on nous passe ce terme, tire son chapeau au droit public en désavouant toute préméditation de conquête officielle contre la possession espagnole, et en même temps il réserve toutes les chances possibles d'une annexion que les circon-

stances viendraient à légitimer à ses yeux. Chose singulière, il y a trente ans, les États-Unis se mettaient en quête de garanties contre les projets présumés de l'Angleterre sur l'île de Cuba; ils négociaient des traités contre l'ambition britannique. Aujourd'hui ils n'en sont plus à dissimuler leur propre ambition. Cela peut donner la mesure des progrès de l'esprit de conquête en Amérique. Cet esprit, au reste, tend à dominer dans la prochaine ère présidentielle par l'avénement au pouvoir de l'élu du parti démocrate, M. Franklin Pierce. Le parti démocrate américain n'est point du tout, en effet, ce que ce mot pourrait faire supposer en Europe. Que l'esclavage existe aux États-Unis, ses instincts d'égalité ne s'en émeuvent guère. Ce qui le distingue essentiellement, c'est l'humeur conquérante, c'est cette ardeur de convoitise territoriale qui a provoqué la guerre du Mexique en 1846 sous la présidence de M. Polk. La question est de savoir si nous assisterons à une nouvelle explosion de ces mêmes tendances. Déjà les motions se succèdent dans ce sens au sénat de Washington, et le véritable mobile se cache sous le prétexte spécieux de lutter contre l'influence de l'Europe en Amérique. Un sénateur de la Louisiane, M. Soulé, a proposé de mettre 11 millions de dollars à la disposition du pouvoir exécutif pour soutenir la lutte. Un autre des chefs principaux du parti démocrate, le général Cass, est l'auteur d'une proposition identique. A ses yeux même, toute tentative d'une puissance européenne pour coloniser une portion du continent américain est un cas de guerre. L'Amérique tout entière pour les Américains, voilà le mot! Ce n'est point le général Cass qui dissimulera ses vues sur Cuba. Nul ne confesse avec plus de naïveté cet « appétit glouton de territoires » qui est le propre de l'insatiable Yankee. Ainsi se dessine de toutes parts la politique prochaine des États-Unis. Il n'est point impossible cependant que le nouveau président ne soit plus sage que son parti. M. Franklin Pierce passe pour un homme modéré, intelligent et ferme; il ne se donnera point sans doute pour mission de satisfaire tous les farouches appétits du parti démocratique; mais pourra-t-il résister à tous les entraînemens populaires de son pays? Là est la question.

Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'un des prétextes de cette récente recrudescence de l'exclusivisme américain, c'est cette malheureuse expédition de M. de Raousset-Boulbon au Mexique dont nous avons parlé. Les bons démocrates de l'Union savaient pourtant bien à quoi s'en tenir sur les chances probables de cette petite troupe de Français engagés, non sans courage d'ailleurs, au milieu de l'anarchie mexicaine; ils n'ignoraient pas que c'était une aventure qui avait commencé par le hasard d'une victoire, et qui devait finir par le hasard d'une défaite; c'est ainsi, en effet, qu'elle vient de s'achever. La petite armée de M. de Raousset-Boulbon, un moment victorieuse, a été dispersée dans deux combats, ou a capitulé avec les honneurs de la guerre, et s'est retirée vers Guaymas pour évacuer tout à fait le sol mexicain. C'était une entreprise qui réunissait évidemment peu de chances de succès; mais c'était bien assez pour réveiller l'appétit yankee, selon le langage du général Cass, à l'endroit du Mexique. Et véritablement, en dehors même de cet épisode, qui n'a pas beaucoup ajouté aux embarras réels du Mexique, comment ne s'expliquerait-on pas l'ambition américaine en présence de l'incurable anarchie qui dévore ce pays? Chaque arrivage porte maintenant le bulletin de quelque révolution nouvelle qui enlève une portion du territoire au gouvernement

régulier. Chaque province devient un centre insurrectionnel. La guerre civile semble sévir spécialement à Tamaulipas, sur le Rio-Grande, et, ce qui est plus grave, c'est qu'à chaque instant des officiers de l'armée régulière, ou même des vaisseaux de l'état, font défection au gouvernement. D'un autre côté, comme on le pense, les aventuriers du nord affluent de toutes parts et se mêlent à ces insurrections qui tendent, à ce qu'il paraît, à se concentrer pour livrer un dernier assaut à l'ombre de pouvoir légal qui subsiste. Pendant ce temps, on discute à Mexico sur le point de savoir si le général Arista, chef suprême de la république, se saisira de la dictature ou s'il restera président constitutionnel. On fait des ministères de conciliation qui ne concilient rien, bien entendu, parce qu'on ne concilie pas l'anarchie, et le Mexique descend par degrés cette pente redoutable de la dissolution, au bout de laquelle l'annexion successive des divers états mexicains s'accomplira sans même qu'une nouvelle guerre soit nécessaire. Triste et malheureuse race qui, après n'avoir point su se conduire, sera forcée de plier la tête sous la rude main de ses envahisseurs! L'état du Mexique n'est-il point un saisissant exemple pour tous les peuples de race espagnole répandus dans le Nouveau-Monde?

Il y a malheureusement cependant en Amérique plus d'un pays qui, s'il n'a point à redouter la périlleuse proximité des citoyens de l'Union, offre plus d'une analogie d'un autre genre avec le Mexique. Voici, par exemple, la guerre civile qui vient de se rallumer dans la République Argentine. Il n'y a pas un an encore que Rosas a été renversé du pouvoir, et déjà deux ou trois révolutions ont eu lieu. La dernière, on peut s'en souvenir, date du 11 septembre dernier, et avait pour but d'émanciper la province de Buenos-Ayres de la tutelle d'Urquiza, qui avait reçu le titre de directeur provisoire de la Confédération Argentine dans un congrès composé des gouverneurs de toutes les provinces. Cette révolution accomplie, la junte des représentans, qui avait été dissoute, était réinstallée; le lieutenant laissé par Urquiza à Buenos-Ayres était expulsé, et remplacé, comme gouverneur de la province, par le général Pinto, auquel a succédé depuis le docteur Valentin Alsina. Enfin Buenos-Ayres dépouillait, en ce qui la concernait du moins, le directeur provisoire de son titre de délégué aux affaires extérieures de la confédération. La question était de savoir comment Urquiza prendrait cette rupture de Buenos-Ayres, et comment il y répondrait. Il a paru d'abord la prendre assez diplomatiquement, et n'a point essayé, immédiatement du moins, de revendiquer son autorité par la force. Peut-être attendait-il la décision d'un congrès général qui était alors sur le point de se réunir à Santa-Fé, pour statuer sur l'organisation définitive de la république. En attendant toutefois, on le pense, ni Buenos-Ayres, qui persistait dans son mouvement du 11 septembre, ni Urquiza, qui était peu disposé à abdiquer son pouvoir, ne restaient inactifs. Urquiza agissait pour conserver l'appui des autres provinces. De son côté, le nouveau gouvernement de Buenos-Ayres, par des négociations secrètes, cherchait à se ménager l'adhésion de la province de Corrientes et l'obtenait en effet; et comme une telle situation ne pouvait longtemps se prolonger, les hostilités n'ont point tardé à éclater. C'est au commencement de novembre que Buenos-Ayres a expédié deux corps d'armée, aux ordres du général Madariaga et du général Hornos, pour aller attaquer Urquiza dans l'Entre-Rios. Jusqu'ici le premier de ces généraux paraît avoir été battu; le second semble avoir obtenu quelque avantage.

Ce qui ferait croire néanmoins que cet avantage était peu décisif, c'est que, sous le coup de ces nouvelles, le gouvernement de Buenos-Ayres préparait de nouvelles forces et prenait d'assez importantes mesures militaires. Urquiza sortira-t-il victorieux de cette lutte? Rien n'est plus incertain. Mais à cette question on pourrait substituer une question bien plus sérieuse : — comment se fait-il que la merveilleuse situation faite à tous les hommes intelligens par les événemens de l'an dernier avorte si misérablement aujourd'hui dans la guerre civile? — Un émigré Argentin de talent, M. Sarmiento, dans une lettre qu'il adressait récemment du Chili au général Urquiza, disait que toutes les anciennes questions de partis auraient dû s'effacer devant ces autres questions de la navigation des rivières, des voies de communication à créer, du commerce à développer, de l'industrie à stimuler. C'est là, en effet, la seule politique féconde pour ces pays. C'est pour l'avoir oublié que la République Argentine se trouve de nouveau plongée dans la guerre civile, et tandis que l'histoire de ces provinces compte une convulsion de plus, d'autres pays sur le même continent trouvent la paix dans la pratique d'une politique plus réelle et plus efficace. Le Brésil et le Pérou viennent d'échanger les ratifications d'un traité sur la navigation du fleuve des Amazones. Non-seulement ce traité règle les relations commerciales qui s'établiront entre les deux pays par cette voie, mais il détermine les avantages qui seront faits par les gouvernemens à la compagnie créatrice de la navigation à vapeur sur le Marañon. Une compagnie s'est même organisée et a été autorisée à Rio-Janeiro; ce ne sera pas, à coup sûr, un événement vulgaire que le premier voyage d'un navire à vapeur à travers ces contrées centrales de l'Amérique, jusqu'ici partagées entre la solitude et la vie sauvage.

CH. DE MAZADE.

LE GÉNÉRAL FRANKLIN PIERCE.

La vie du nouveau président des États-Unis vient d'être racontée par un des écrivains les plus éminens de son parti. M. Hawthorne, qu'une mesure impolitique des whigs en 1848 avait privé d'une modeste position administrative, s'est vengé à sa manière en écrivant la biographie du candidat démocratique (1). Bien que M. Hawthorne se défende d'avoir été inspiré par une pensée de polémique politique, un léger sentiment de rancune court d'un bout à l'autre de son nouvel écrit. M. Hawthorne a épuisé toutes les ressources de son sujet, il a rassemblé, pour éclairer la figure, jusqu'ici très obscure, du nouveau président, les détails les plus minutieux; il a lu les lettres et les notes du général Pierce, il a analysé les plaidoyers qu'il a prononcés au barreau du New-Hampshire, il a fouillé dans les archives du congrès et des législatures locales pour y retrouver ses états de services; il craint perpétuellement de ne pas faire assez admirer son héros; en un mot, le langage de M. Hawthorne est empreint d'une exagération qui contraste avec les faits qu'il doit raconter. A-t-il pris la plume simplement par amitié, pour raconter la vie honorable et uniforme d'un ancien camarade avec lequel, il le confesse, il n'a eu depuis cette époque que de rares et passagères relations? « Tout

(1) *Life of General Franklin Pierce, the new American president*, by Nathaniel Hawthorne; London, George Routledge, 1853.

était différent entre nous, écrit-il quelque part, notre vie n'avait pas la même fin ni les mêmes élans. » A-t-il pris la plume dans l'intention d'être utile à son parti et d'employer son talent au service d'une cause pour laquelle, après tout, il n'a guère que des sympathies passives? Nous croyons plutôt que la biographie du général Pierce a été le fruit d'un petit ressentiment contre les whigs. Ajoutons que le livre a paru d'abord par numéros détachés, juste au moment le plus vif de la lutte électorale pour la présidence. Quoi qu'il en soit, cette publication a son à-propos. Il ne nous est pas indifférent de connaître la vie du général Pierce, quelque obscure qu'elle ait été. Les fonctions dont l'ancien commandant de la milice de New-Hampshire vient d'être revêtu donnent de l'importance aux moindres actes de sa vie antérieure, et la situation des États-Unis, dont il va être le premier magistrat, rehausse singulièrement sa personne.

On sait quelle est cette situation au commencement de 1853. L'influence des États-Unis grandit aussi rapidement que leur puissance matérielle. Ils ne vendent pas seulement à l'Europe leurs cotons et leur tabac, ils y exportent leurs principes. Dans toutes les grandes villes industrielles de l'Angleterre, à Liverpool, à Manchester, les Américains ont semé leurs idées républicaines, qui commencent déjà à germer; on a pu s'en apercevoir dernièrement par le discours de M. Bright au banquet offert à M. Ingersoll, le ministre américain. La politique de l'école de Manchester n'est guère autre chose que la politique américaine légèrement transformée. Liberté du commerce, extension du droit de suffrage, désirs d'égalité, décapitation progressive du pouvoir aristocratique, gouvernement transporté des classes nobles aux classes industrielles et bourgeoises, confiance illimitée dans l'énergie et dans l'activité individuelles; toutes ces ambitions, toutes ces convoitises et toutes ces idées des grands industriels des villes manufacturières ne sont autre chose que les ambitions, les convoitises et les idées des Américains, et sont encouragées, entretenues par eux. De plus en plus les citoyens des États-Unis agiront sur l'Angleterre avec le même zèle de propagande que les Anglais sur le continent. Contre tous les reproches qu'on peut leur adresser sur leurs excès et leurs injustices, ils s'arment des scandales, des abus et des injustices que le temps a engendrés dans les vieilles civilisations européennes. Si, par exemple, l'Angleterre fait des adresses et tient des *meetings* pour déplorer les abus de l'esclavage, les Américains feront des adresses, ils tiendront des *meetings* pour déplorer les abus sous lesquels saigne depuis tant de siècles la malheureuse Irlande, et, triomphans des misères accumulées par les siècles dans notre Europe, ils se proposeront résolument comme les patrons des peuples futurs, comme les modèles du gouvernement universel.

Si nous passons de l'influence exercée par les États-Unis sur l'Angleterre, c'est-à-dire sur un peuple frère, à leurs démêlés avec les états européens depuis deux ans, nous trouverons partout les marques de leur croissante ambition. L'Autriche a été insultée, la Russie conspuée, l'Espagne menacée, et toutes ces attaques ne sont cependant que les signes avant-coureurs de démêlés et de conflits plus graves. La doctrine du président Monroë sur l'exclusion légitime et nécessaire des Européens de l'Amérique est plus que jamais en faveur. Le discours du général Cass au sénat, prononcé sur le simple bruit d'une occupation par la France de la presqu'île de Samana, témoigne de la

jalouse inquiétude avec laquelle les Américains surveillent les plus légères tentatives des Européens dans le Nouveau-Monde. Propagande républicaine non plus seulement par la parole, mais au besoin par le glaive, tel est maintenant le mot d'ordre de la politique américaine, et ce mot d'ordre, il faut s'y attendre, sera prononcé d'année en année avec plus d'énergie.

Or le général Franklin Pierce a été élu précisément pour donner une plus grande force d'impulsion à ces tendances. Il est le représentant du parti qui désire le plus violemment le triomphe de ces passions. Sa personne a pu être obscure jusqu'à présent, elle ne l'est plus. Son élection est un des incidens les plus importans parmi cette masse d'événemens que chaque jour voit éclore, et qui préparent (à quoi servirait-il de le cacher?) les explosions, les tempêtes et les guerres des prochaines années. Une question se présente, qui ne permet pas de lire avec indifférence le nouvel écrit de M. Hawthorne. Quel est le caractère de l'homme? Est-il plus sensé que passionné, plus véhément que ferme? Est-il faible, et cédera-t-il aisément à la pression que ne manquera pas d'exercer sur lui la fraction la plus fougueuse de son parti? Sera-t-il au contraire susceptible de résistance et plus soucieux du bien public que de sa popularité? Cette question reçoit, par le fait du biographe de M. Franklin Pierce, la solution la plus favorable. La modération, le bon sens, l'absence complète de vanité, la fermeté et la juste mesure dans les sentimens patriotiques les plus exaltés et les opinions politiques les plus extrêmes sont au nombre des qualités qu'on ne peut s'empêcher d'attribuer à M. Pierce. Tout en lui fait espérer que son avénement au pouvoir ne sera pas l'avénement d'une politique extérieure excessive et d'un patriotisme intempérant.

La vie du général Pierce est très simple, et ne prête guère aux développemens philosophiques. Ce n'est pas un homme de génie, ce n'est pas un héros, c'est un honnête homme, un homme de bon sens. Parlons donc de lui comme nous parlerions de quelqu'un de notre connaissance, d'un brave bourgeois, d'un magistrat intègre, d'un homme d'affaires probe et exact. Le général Pierce est un homme qui a toujours fait son devoir, ni plus, ni moins. Il est remarquable que les hommes de ce caractère ne prêtent pas au commentaire et échappent à l'analyse. Il faut faire moins que son devoir ou plus que son devoir pour conquérir un nom et réaliser le mot de Juvénal :

Ut pueris placeas et declamatio fias.

Le général Franklin Pierce est né en 1804, à Hillsborough, dans l'état du New-Hampshire, qui a été également la patrie de Daniel Webster et de plusieurs autres personnages importans de l'Union. Son père, Benjamin Pierce, originaire du Massachusets, portait comme son fils le titre de général, était comme lui attaché au parti démocratique, et était, de plus que lui, un démocrate de condition, c'est-à-dire un homme du peuple et un rude laboureur. Benjamin Pierce était, sous bien des rapports, un remarquable caractère. Il avait perdu ses parens de bonne heure, avait été élevé par un oncle avec une stricte économie et selon les règles sévères des anciens états du nord. La vie des Américains d'alors, pour le dire en passant, était bien différente de celle des Américains d'aujourd'hui : c'était une vie toute d'épargne et de privations, tout intérieure, renfermée, sans éclat, comme l'est ordinairement la vie des premiers fondateurs soit d'un état, soit simplement d'une bonne et solide maison.

En 1775, alors que la révolution commençait, Benjamin Pierce laissa là sa charrue, s'enrôla dans l'armée, assista à la bataille de Bunker-Hill, et fut nommé commandant d'une compagnie. Lorsque la guerre fut achevée en 1785, il acheta un lot de cinquante acres de terre à Hillsborough, dont il fut un des premiers *settlers*. Là il se bâtit une maison, défricha la terre encore inculte, se maria, et fit ainsi disparaître graduellement autour de lui la stérilité et la solitude. A ses côtés grandirent neuf enfans, fruits de deux mariages successifs. Cependant, même au milieu de ses travaux rustiques, le vieux patriote n'oubliait pas son premier métier de soldat. Le souvenir de cet épisode de sa vie lui revenait toujours à la mémoire et faisait l'orgueil de ses derniers jours. Il avait eu ce bonheur, le plus grand qui puisse arriver à un homme, d'associer à un grand intérêt humain et patriotique les émotions de la jeunesse, l'éclosion des premiers sentimens, les épisodes romanesques du premier âge, toutes ces choses enfin que l'on se rappelle plus tard avec une si douce tristesse, et qui sont l'éternel objet de notre orgueil ou de nos remords. M. Hawthorne raconte à ce sujet quelques anecdotes véritablement touchantes. Un jour, le vieux Benjamin Pierce réunit à sa table tous ses anciens frères d'armes, et le soir, à l'heure de la séparation, il leur adressa de pathétiques paroles. « Nous nous séparons, leur dit-il, tous prêts à partir lorsque nous appellera le roulement funèbre du tambour voilé de crêpe, pour aller rejoindre notre bien-aimé Washington et tous nos autres camarades qui ont combattu et ont été blessés à nos côtés. » Le vieillard eut d'ailleurs l'occasion de prolonger pour ainsi dire jusque dans l'âge le plus avancé ce premier épisode de sa vie, car dès 1786 il fut nommé officier de brigade dans la milice du comté d'Hillsborough, et ne cessa jusqu'à sa mort d'exercer cet emploi et de former à la discipline militaire les jeunes générations. Sous la présidence de John Adams, il refusa un commandement important dans l'armée qu'on levait par crainte d'une guerre avec la république française, ses opinions politiques ne lui permettant pas d'accepter. « Non, messieurs, répondit-il aux délégués de l'état, je suis pauvre il est vrai, et dans toute autre circonstance cette proposition eût été acceptable; mais, plutôt que de prêter mon concours au dessein pour lequel cette armée est levée, je me retirerais dans les montagnes les plus reculées, je me creuserais une caverne, et je vivrais de pommes de terre rôties. » Ainsi il refusa, au nom des principes qui avaient guidé sa vie, d'entrer en guerre avec un gouvernement républicain et une nation qui avait jadis contribué à la naissance des États-Unis. Cette circonstance est peut-être la seule dans laquelle il n'ait pas consenti à servir son pays, car, dès le commencement de la guerre de 1812, il envoya deux de ses fils à l'armée, où son gendre, le général Mac-Neil, servait également. Le vieux patriote mourut en 1839, après avoir été successivement membre de la législature de l'état pendant treize années consécutives et gouverneur du New-Hampshire.

Ce vieux Benjamin Pierce nous suggère une réflexion qui ne s'applique pas seulement aux États-Unis : c'est que les générations du XVIIIe siècle, malgré tous leurs défauts, étaient dans tous les pays bien supérieures aux générations modernes. Nous n'aimons pas assez les hommes du XVIIIe siècle pour avoir le droit d'être injustes à leur égard et pour ne pas reconnaître ce qu'il y avait en eux d'excellent. Ils étaient, à notre avis, les fils dégénérés de leurs

pères; ils n'avaient plus leurs principes moraux ni leur sagesse, mais il leur restait des principes d'action au moyen desquels ils ont jusqu'à un certain point suppléé à tous les autres. Ils savaient, par exemple, qu'ils se devaient à leur patrie, qu'ils devaient mourir pour elle, si cela était nécessaire, et lui sacrifier fortune et intérêts; quelques-uns même, hélas! surtout chez nous, pensaient qu'on devait aussi lui faire le sacrifice de son honneur et de son âme, et qu'il était excusable de paraître devant Dieu chargé de crimes, pourvu que ces crimes eussent été commis au nom de la patrie. Par un singulier contraste, jamais génération attachée comme celle-là aux choses de la terre, aux plaisirs mondains, aux rêves du parfait bonheur, n'a fait, lorsqu'il le fallait, meilleur marché de toutes ces choses et n'a montré moins de regrets pour elles. Mais, pour revenir aux États-Unis, le vieux Benjamin Pierce était bien de la même génération que ce vétéran de la révolution, presque centenaire, et que Parker Willis nous raconte avoir rencontré vivant pauvrement dans un village du Massachusetts. Plusieurs fois le gouvernement lui avait offert une pension en récompense de ses anciens travaux : il avait toujours refusé. On n'avait jamais pu lui faire comprendre qu'il avait droit à cette pension : la patrie, répondait-il, avait réclamé autrefois ses services et son sang, il avait répondu à son appel; quoi de plus simple et de plus naturel, et pourquoi venait-on importuner par de telles offres d'argent la paix de ses vieux jours? Aujourd'hui comme autrefois on trouverait certainement un grand nombre d'Américains capables de se dévouer pour leur patrie; peut-être en trouverait-on beaucoup moins qui seraient capables de refuser la légitime récompense de leur dévouement.

C'est par un père imbu de tels principes que Franklin Pierce fut élevé, et en vérité il n'est pas difficile de reconnaître dans certains actes de sa vie les traces de l'influence laissée par cette éducation. L'exemple le plus mémorable que nous en puissions citer est son discours prononcé en 1840 au sénat de Washington, précisément sur cette question d'indemnités pécuniaires et de pensions à accorder aux vieux soldats de la révolution. Franklin Pierce s'y opposa en faisant remarquer avec force que le peuple américain tout entier aurait droit à de telles immunités. Nous citerons quelques passages de ce discours, où apparaissent certaines idées morales aujourd'hui peu goûtées, et où respire quelque chose de ce stoïcisme qui a été parmi beaucoup d'autres un des caractères de la fin du XVIIIe siècle. « Les pertes, les souffrances, les sacrifices de cette période furent communs à toutes les classes et à toutes les conditions de la société. Ceux qui restèrent dans leurs foyers souffrirent presque autant que ceux qui prirent une part active à la lutte. Les vieux parens ne souffrirent pas moins que leurs fils, qui auraient été la consolation de leurs derniers jours, et qui avaient été obligés de partir pour remplir un devoir encore plus sacré que celui-là sous les étendards de la patrie saignante. La jeune mère avec ses enfans luttant contre le besoin, forcée pendant de longues années de passer les jours en travaux pénibles, les nuits en anxiétés et en craintes, n'excite pas moins nos sympathies que son mari suivant la fortune de nos armes, sans habits pour protéger son corps, sans alimens pour soutenir sa force. Monsieur le président, je ne pense jamais aux soldats de cette armée patiente et dévouée qui passa la Delaware en décembre 1777, à ces soldats marchant pieds nus à la rencontre de l'ennemi, et laissant par der-

rière eux, sur une étendue de plusieurs milles, l'empreinte sanglante de leurs pieds déchirés, je ne pense jamais à leurs souffrances durant ce terrible hiver sans me demander involontairement : Où étaient alors leurs familles? Qui leur adressait des paroles de consolation et d'espoir? Qui donc allumait le feu joyeux à leurs foyers? Bien plus, qui donc les protégea alors contre les rigueurs de l'hiver et leur apporta les moyens de subsistance nécessaires? » L'argument pourra paraître singulier; mais c'est par de tels sentimens, nous devons le reconnaître, que M. Pierce a pu mériter d'être élu président des États-Unis, car il se rattache par eux à la tradition des fondateurs de la république américaine. Les vertus que la tradition du genre humain attribue aux républiques animent véritablement ce beau discours où les deux supports éternels des états, la famille et la patrie, sont mis en présence, où le dévouement privé et domestique est estimé au même prix que le dévouement politique et militaire. Or ces sentimens sont aujourd'hui très atténués, ou du moins ont pris une autre forme, et, s'ils se retrouvent chez M. Pierce, c'est grâce à l'influence de l'éducation.

Le vieux Benjamin Pierce, comme il arrive à tous les hommes illettrés qui s'exagèrent pour ainsi dire les avantages de la culture intellectuelle, voulut, malgré sa pauvreté, faire jouir ses enfans de cette instruction littéraire dont il avait su si bien se passer dans la vie. En conséquence, il envoya Franklin Pierce, après plusieurs années d'études préparatoires, à *Bowdoin College*, dans la ville de Brunswick, état du Maine. C'est là qu'il fut le condisciple de Nathaniel Hawthorne. M. Hawthorne nous laisse supposer que les progrès de Franklin Pierce dans ses études furent lents et difficiles, et qu'il ne parvenait à regagner ses camarades qu'à force de persévérance et de ténacité. M. Franklin Pierce nous apparaît, en effet, comme un de ces hommes qui rachètent ce qu'il y a d'incomplet dans leurs facultés par la patience qu'ils mettent à combler ce vide intellectuel. Il n'a pas de facultés brillantes et élevées; tout ce qu'il a fait, il l'a accompli avec lenteur, à force d'esprit de suite, d'exactitude et de calcul. Ses qualités sont surtout des qualités d'homme d'affaires, d'administrateur. Il était au sortir du collége ce qu'on peut appeler un excellent sujet, à qui on pouvait se confier en toute assurance pour l'accomplissement d'un devoir même ennuyeux, ou l'exercice de fonctions même stériles. C'est ainsi que nous nous le représentons dans ses jeunes années, alors qu'il était président du comité d'une société nommée la *Société athénienne*, et qu'il faisait, paraît-il, non-seulement sa besogne, mais encore une bonne partie de celle de ses collègues. M. Hawthorne nous dit que toutes les fois qu'il a rencontré le général Pierce, il a été frappé des progrès remarquables que son esprit avait faits pendant le temps écoulé entre les deux rencontres; nous le croyons sans peine. Cette progression indéfinie est précisément ce qui distingue les hommes de son caractère, et qui, comme lui, ne font rien qu'avec lenteur. S'ils nous paraissent s'élever, c'est qu'on peut toujours les suivre de l'œil; on les voit marcher, piétiner, s'efforcer de courir, atteindre un sommet, en escalader un autre, mais on ne les perd jamais de vue. Les hommes de génie, au contraire, qui arrivent de bonne heure à un point élevé, ne nous paraissent jamais, quels que soient leurs actes ultérieurs, plus grands qu'à leurs débuts, parce qu'ils nous habituent de bonne heure à les voir planer sur les hautes cimes.

Nous ne voudrions pas que ces paroles fussent interprétées dans un mauvais sens. En faisant ressortir ces qualités d'homme d'affaires, qui distinguent essentiellement M. Pierce, nous ne croyons ni ne prétendons le diminuer. Les hommes d'état de l'Amérique jusqu'à présent, même les plus grands et les plus passionnés, Henri Clay et même Daniel Webster et Calhoun, n'ont guère au fond d'autres mérites que ceux-là. Seulement chez eux, ces qualités pratiques touchent presque au génie. Ils n'ont pas ce tempérament passionné, cet éclat, cette fougue qui caractérisent souvent les grands hommes politiques. Ce sont des esprits sages et calculateurs, très froids, même sous une certaine chaleur apparente; leur éloquence n'est souvent qu'extérieure et leur exaltation n'est qu'une exaltation de tête. En un mot, aucun Américain n'a eu jusqu'à présent rien de cette passion réelle, de ces qualités poétiques et brillantes, de cet éclat éblouissant (*coruscation*) qui distinguent un Bolingbroke, un Fox, un Sheridan, un Mirabeau. Est-ce tant pis ou tant mieux pour eux? Ceux qui connaissent les dangers de la vie politique, les crises et les malheurs que de telles natures peuvent engendrer dans les états, se chargeront de répondre.

Outre les qualités de l'homme d'état américain, M. Pierce en a d'autres, plus précieuses peut-être et qui ne sont pas toujours le partage des grands génies dont les puissantes facultés sont trop souvent pour les affections du cœur comme l'ombre du mancenillier. Il est capable de goûter les joies de la vie domestique, il est fait pour les joies du foyer et les douces relations, il est religieux et tolérant. M. Hawthorne nous raconte qu'après son retour de la campagne du Mexique, il traversa un jour la rue pour aller serrer la main à un paysan qui conduisait sa charrette, lequel avait été, dit-il, un des bons amis de son père. Nous acceptons cette anecdote telle qu'elle nous est racontée, et sans y chercher autre chose que l'expression d'une bonne et affectueuse nature. Il ne peut y avoir ici aucune arrière-pensée, aucun charlatanisme ni recherche de popularité, car jusqu'au dernier moment, comme on le sait, M. Pierce est resté étranger à toutes les brigues pour la présidence.

Sorti du collége et ayant à faire choix d'une pro ession, Franklin Pierce, malgré certaines vagues inclinations pour l'état militaire, se décida à suivre la carrière du barreau, et, après plusieurs années d'études et comme nous dirions de stage, il fut reçu en 1827 membre du barreau d'Hillsborough. Il débuta par un insuccès complet. C'est à cette occasion qu'il prononça un mot vraiment digne d'être rapporté, car il nous donne la clef de son caractère. Un de ses collègues avait cru devoir lui exprimer ses sentimens de condoléance et lui donner des encouragemens, pensant sans doute que ce premier insuccès avait dû abattre sa confiance en lui-même. « Je n'ai point besoin d'encouragemens, répondit Franklin Pierce; je tenterai encore la fortune neuf cent quatre-vingt-dix-neuf fois, et si je ne réussis pas encore, je la tenterai pour la millième fois. » Tel est l'homme. Il sait attendre et il a confiance dans le temps. C'est toujours une excellente vertu, surtout chez un politique, que l'absence d'impatience et d'inquiétude fiévreuse; mais chez M. Franklin Pierce, chef des démocrates, parti naturellement impatient et inquiet, cette vertu est un gage de paix et de conciliation. Ses succès au barreau se firent attendre longtemps, mais enfin ils arrivèrent, et, lorsque le vote populaire est venu lui confier la suprême magistrature de l'Union, il était un des avocats les plus renommés du New-Hampshire. D'ailleurs la confiance de ses compa-

triotes, devançant sa réputation, l'entraîna pour un temps loin des cours de justice, et le jeta dans la vie politique. Attaché déjà au parti démocratique, il soutint avec ardeur la candidature à la présidence du général Jackson, et fut lui-même élu membre de la législature du New-Hampshire, dont il fut deux ans le président. A l'expiration de son mandat, la confiance de ses concitoyens croissant toujours, il fut élu représentant au congrès. Là, il se montra encore tel qu'il avait été dans sa jeunesse et dans les fonctions qu'il avait précédemment remplies, réservé et modeste, parlant peu, laissant la parole aux orateurs en renom et n'en rendant pas moins pour cela d'utiles services. Il était essentiellement ce qu'on peut appeler un homme de comité : c'était là qu'il brillait et qu'il faisait, sans grands frais d'éloquence, des remarques et des objections pratiques. Toutes les assemblées possèdent de tels hommes, et il n'est peut-être pas injuste de dire que ce sont ces personnes, dont la destinée est de rester obscures et dont les services sont presque toujours inconnus du public, qui font en réalité la besogne des assemblées et disposent les matériaux dont les orateurs s'emparent souvent comme de leur bien propre.

Plusieurs de ses opinions et de ses votes sur des questions aujourd'hui résolues sont mentionnés par M. Hawthorne; ainsi il soutint le vote du général Jackson sur le *Mayurville road bill*. Durant la présidence de Quincy Adams, les whigs avaient entrepris de poser en principe que les grands travaux d'utilité publique devaient être entrepris aux frais du trésor. C'est contre ce système de centralisation, comme on le sait, que réagit le général Jackson, dont Franklin Pierce fut à la chambre des représentans le défenseur constant. En général, M. Pierce avait peu de confiance dans les entreprises du gouvernement; il doutait de la puissance de la législation et de l'efficacité des mesures gouvernementales, même dans les matières qui paraissent devoir être le plus facilement réglées par l'action de bonnes lois, dans les questions de travaux publics et de commerce. C'est là ce qui fait en Amérique la force du parti démocratique; il se fie moins que le parti whig aux abstractions politiques, aux formules de lois; il a plus de confiance dans les libres mouvemens de la vie, dans les instincts spontanés de l'homme. Toutefois ce système poussé à l'extrême conduit, comme le système opposé, à des résultats également erronés, et M. Pierce a pu s'en convaincre par sa propre expérience. Ainsi il s'opposa à un bill pour la création d'une académie militaire, et plus tard, après la guerre du Mexique, en voyant les services rendus par cette académie, il dut reconnaître qu'il s'était trompé. Dès cette époque enfin, ses opinions étaient bien arrêtées sur la grande question de l'esclavage. Il était d'avis, dit M. Hawthorne, que les intérêts de l'Union ne devaient pas être mis en péril pour une question de philanthropie, et il n'a jamais varié depuis. M. Hawthorne approuve cette opinion, absolument comme s'il n'avait pas fait partie jadis de l'association de Brookfarm. Ainsi voilà un homme qui a rêvé le bonheur du genre humain tout entier, et qui trouve que l'esclavage a du bon. Ne vous fiez jamais à ces Anglo-Saxons; les mots ont toujours pour eux un autre sens que pour nous; ils sont pleins de contradictions et s'entendent à merveille à fouler aux pieds la logique, lorsque leurs intérêts sont menacés; avec eux, là où vous croirez rencontrer Platon, défiez-vous, — vous trouverez Hobbes.

En 1837, M. Pierce fut élu membre du sénat. C'est dans cette assemblée qu'il prononça son discours sur les pensions révolutionnaires; mais en 1840

la fortune sembla abandonner le parti démocratique : le pouvoir passa aux whigs après la présidence de Van Buren, et alors il ne fut question, parmi le parti triomphant, que de pousser à une réaction contre l'ensemble des mesures prises dans les douze années précédentes par le parti démocratique. Les whigs firent alors ce qu'ils ont fait encore très-impolitiquement en 1848 : ils destituèrent tous les fonctionnaires nommés par les deux derniers présidens. Lorsque cette question fut soulevée au sénat, Franklin Pierce prit la parole et s'éleva contre ces destitutions, accomplies au nom de la doctrine du salut public et de la nécessité d'état. Cette doctrine funeste, qui, sous prétexte de salut général, n'est qu'une arme de combat entre les mains du parti triomphant et l'instrument des vengeances et des représailles politiques, fut attaquée par lui avec une grande, une trop grande force peut-être. Dans ce discours, M. Pierce, résumant l'histoire du monde entier, montrait, par l'exemple de toutes les nations, que cette doctrine n'avait jamais produit qu'oppression et violence, et qu'elle était la doctrine de l'hypocrisie et de la ruse. Il le prouvait par l'exemple de l'inquisition, du massacre des Indiens par les Anglais, des exécutions silencieuses de Venise, de l'astucieuse politique de Strafford, de la terreur en France, etc. Nous ne pouvons nous empêcher de trouver ce résumé historique hors de propos; ce discours est énergique, mais il manque de tact et dépasse le but. La doctrine du salut public et de la nécessité d'état a produit par tous pays des maux incalculables; mais qu'est-ce que les excès de l'inquisition et les crimes de la terreur ont et auront jamais de commun avec la destitution de quelques fonctionnaires? Tel est en général le défaut des Américains : ils citeront l'exemple de Jules César et des moyens qu'il employa pour asseoir sa dictature, si quelque général se permet la plus légère parole d'orgueil, ou les exécutions de Venise, si une vingtaine de fonctionnaires sont destitués. Il ne faut voir dans de telles aberrations et dans de telles exagérations que l'envie démesurée de faire quelque chose, et la tendance à placer par conséquent les faits les plus simples, les incidens les plus naturels au niveau des plus grands faits de l'histoire. Les Américains se procurent par ce moyen une illusion de quelques instans.

Ce discours fut un des derniers actes de la première période de sa vie politique, car en 1842 le général Pierce donna sa démission de sénateur et se retira dans ses foyers. La vie politique l'avait laissé pauvre. Il était maintenant marié, père de famille; il songea à se créer des ressources pour l'avenir. Il renouvela ses tentatives au barreau, résolut de vaincre la mauvaise volonté de la fortune, et il y parvint par ses efforts. C'est à partir de cette époque seulement, 1842, que date sa véritable carrière d'avocat. Les qualités particulières qu'il a montrées dans ces fonctions sont encore des qualités de bon sens; mais elles sont au nombre des plus indispensables à un avocat. Ainsi il avait à un degré remarquable le sentiment du ridicule et l'art d'interroger les témoins. Il apportait aussi dans l'exercice de ses fonctions un grand sentiment d'équité, et se montrait toujours prêt, même aux dépens de ses intérêts, à prendre la cause des opprimés et des spoliés; aussi un grand respect environnait-il sa personne. « Les sentimens de respect et d'affection que les citoyens avaient pour le général Pierce, écrit un de ses collègues, avaient une grande ressemblance avec ce sentiment qui éclate dans la réponse de ce pauvre Écossais parlant d'Henri Erskine : « Jamais un pauvre homme en Écosse ne man-

« quera d'un ami et ne craindra un ennemi tant qu'Henri Erskine vivra. »

Les opinions politiques du général Pierce sont fermes, mais elles sont comme sa personne, modérées, réservées et presque silencieuses. On ne peut pas lui reprocher l'ambition, car plusieurs fois il a refusé les postes les plus importans. Une convention démocratique l'avait désigné comme candidat pour la charge de gouverneur du New-Hampshire; il refusa. M. Polk, en 1846, lui fit offrir la charge d'*attorney general* des États-Unis dans son cabinet. Il déclina cette offre dans une lettre modeste où il s'excusait en termes dignes d'être rapportés : « Lorsque je résignais mon siége au sénat en 1842, je le fis avec la résolution de ne plus me séparer longtemps de ma famille, excepté dans le cas où ma patrie m'appellerait au service militaire. » L'occasion ne se fit pas attendre, car la guerre du Mexique ne tarda pas à éclater. Avant cette époque, et à l'occasion des questions soulevées par le *Wilmot proviso*, M. Pierce, toujours fidèle à ses opinions sur l'esclavage, empêcha le parti démocratique dans le New-Hampshire de suivre la direction que voulait lui imprimer son chef, M. Hale, qui dès lors passa dans le camp des *free soilers*.

Lorsque la guerre éclata, M. Pierce s'enrôla comme simple volontaire; mais il reçut bientôt la charge de colonel et peu de temps après celle de brigadier-général. Il partit donc à la tête de sa brigade, composée des régimens de l'extrême nord, de l'extrême ouest et de l'extrême sud. Rien ne ressemblait moins à des régimens réguliers que ceux qu'il avait à commander : tous ses soldats étaient comme lui, leur général, de simples citoyens, des marchands, des *lawyers*, des cultivateurs, des hommes de toutes les professions; en un mot, son corps d'armée était ce qu'on pourrait appeler une garde nationale enthousiaste et téméraire. M. Pierce s'embarqua avec son détachement, en mai 1847, à Newport sur le vaisseau le *Képler*, et débarqua à la Vera-Cruz, un mois environ après son départ des États-Unis, sans savoir au juste où était le gros de l'armée et où il devait aller le rejoindre. Nous avons le journal du général Pierce durant cette marche de la Vera-Cruz à Puebla, où était l'armée du général Scott. Cette marche à travers un désert brûlant, semé çà et là de petits villages, ressemble singulièrement aux marches de nos armées en Afrique. A chaque instant, on est sur le qui-vive. Un coup de feu part à l'improviste du coin d'une montagne; on lève la tête, un détachement de l'ennemi est là qui vous ajuste. La marche est contrariée perpétuellement par ces petits obstacles et ces petites barricades vivantes composées d'une dizaine d'hommes qu'il faut mettre en déroute. Les guérillas arrivent à l'improviste, coupent un pont sur lequel l'armée devait passer, surprennent un officier qui s'est imprudemment écarté de son armée, l'enlèvent et s'enfuient avec leur proie. Ajoutez à cela les inconvéniens du climat, les chaleurs excessives ou les pluies torrentielles qui arrêtent la marche, les maladies du pays qui mettent hors de service pour un temps officiers et soldats. Mais ce qui est plus intéressant pour nous que tous ces accidens, c'est la supériorité de la race anglo-américaine sur la race hispano-américaine, dont témoigne le journal du général Pierce. Cette supériorité se révèle à nous subitement, par un bon mot, par un acte d'énergie, par une résolution prise sans hésitation. Ainsi les Mexicains ont coupé un pont magnifique, ouvrage de leurs énergiques ancêtres, et l'armée du général Pierce est forcée de s'arrêter. « Ces gens ont détruit, dit un officier, ce qu'ils ne seront jamais capables de reconstruire. » Cependant

il faut passer. Un capitaine Bodfish demande cinq cents hommes et se charge de construire en quatre heures une route sur laquelle les trains de l'armée pourront traverser la rivière. Les troupes passent, et les soldats se raillent des Mexicains, qui s'étaient imaginé jouer un bon tour aux Yankees. « La route de Bodfish, dit M. Pierce dans son journal (à moins que la nation mexicaine ne se régénère), sera pour plus d'un demi-siècle maintenant la route sur laquelle passeront les diligences mexicaines. »

Enfin, après plus d'un mois de marche, le général Pierce parvint à atteindre le principal corps d'armée à Puebla, le 7 août. Une semaine après, 19 août, eut lieu la bataille de Contreras. Les troupes américaines étaient commandées par le général Scott, et les troupes mexicaines par le général Valencia. Le général Scott avait pris toutes ses mesures pour empêcher la jonction des troupes de Valencia avec celles de Santa-Anna. Le résultat répondit à ses espérances, et la bataille fut gagnée. Le général Pierce fut blessé pendant la bataille par la chute de son cheval, et, malgré toutes les observations des officiers qui l'entouraient, il se refusa à abandonner son commandement. Sa jambe était brisée, et on lui faisait remarquer qu'il lui était presque impossible de se tenir à cheval. « Eh bien! répondit-il, vous devrez m'attacher sur ma selle. » Il refusa de se retirer et resta jusqu'au complet achèvement de la victoire à son poste. En vain le général Scott le pria de ne pas s'exposer plus longtemps. M. Hawthorne raconte ainsi l'entrevue du général Pierce et du général Scott sur le champ de bataille : « Pierce, mon cher camarade (*my dear fellow*), dit le général Scott, — et cette épithète familière sur le champ de bataille était la preuve la plus haute de l'estime, venant d'un tel homme, — vous êtes gravement blessé, vous ne pouvez pas vous tenir sur votre selle. — Pardon, général, répliqua Pierce, je le puis et je le dois dans une occasion comme celle-ci. — Mais votre pied ne peut pas toucher l'étrier? — Un de mes pieds le peut au moins. — Vous êtes obstiné, général Pierce, dit Scott. Nous vous perdrons, et nous avons besoin de vous. Il est de mon devoir de vous faire retourner à Saint-Augustin. — Au nom de Dieu! général, s'écria Pierce, ne parlez pas ainsi! Cette bataille est la dernière grande bataille, et je dois conduire ma brigade.—Le général en chef ne fit plus aucune objection et ordonna à Pierce d'avancer avec sa brigade. »

Quelques jours après la bataille, le général Scott donna une autre marque de sa haute estime pour l'homme qui devait être plus tard son rival et son compétiteur. Santa-Anna, après la journée de Contreras, fit proposer un armistice, et M. Pierce fut nommé par le général en chef un des commissaires chargés de régler les conventions de la trève. La guerre recommença bientôt cependant, et le général Pierce se distingua encore aux batailles de Molino-del-Rey et de Chepultepec. Telle fut la conduite honorable et courageuse de M. Pierce durant la guerre du Mexique : il n'était point un soldat de profession, il n'avait aucune des connaissances scientifiques nécessaires dans l'état militaire; il se bornait à exécuter avec promptitude et courage les ordres de ses chefs; en un mot, il n'était encore sur le champ de bataille qu'un simple citoyen et un patriote. Toujours modeste, il sut là encore rester à sa place, sans faux orgueil et sans présomption.

Depuis la guerre du Mexique, le général Pierce n'a point pris part à la politique générale de l'Union; il a borné son action et s'est contenté d'exercer

son influence sur son voisinage, pour ainsi dire. Tous ses actes se rapportent à la politique intérieure du New-Hampshire; mais cette politique locale touche sur plus d'un point aux grands intérêts de la confédération. Ainsi le général Pierce a soutenu vaillamment, contre les *free soilers*, si nombreux dans le New-Hampshire, les mesures du compromis Clay, et même, dans une certaine occasion, il n'hésita pas à se prononcer contre un ami personnel, M. Atwood, qui, ayant accepté du parti démocratique la candidature à la charge de gouverneur de l'état, avait, par faiblesse ou par ruse, pris des engagemens secrets avec les abolitionistes et les *free soilers*. En 1850, une convention démocratique s'assembla à Concord pour la révision de la constitution du New-Hampshire, et nomma le général Pierce son président. Là, il essaya, sans pouvoir y réussir, de faire abolir une certaine clause de la constitution portant que certaines charges et certains offices politiques ne pourront être remplis que par des protestans. Le vieil esprit puritain, si puissant encore dans les états de la Nouvelle-Angleterre, fit par deux fois rejeter cette proposition de M. Pierce, et maintint, en dépit des idées de tolérance universelle et du principe de la liberté de conscience, cette arme de défense et de guerre. Ce fut là le dernier acte de sa vie politique avant sa nomination à la présidence. En janvier 1852, certains démocrates du New-Hampshire mirent en avant le nom du général Pierce. M. Pierce refusa, et déclara que « l'usage qu'on pourrait faire de son nom dans la prochaine convocation démocratique à Baltimore répugnerait entièrement à ses goûts et à ses vœux. » Le nom du général Pierce, en effet, ne fut point porté sur la liste des candidats démocratiques à la présidence, et ce n'est, comme on peut se le rappeler, qu'après trente-cinq tours de scrutin que le parti démocratique, en désespoir de cause, commença à le prononcer. Au trente-sixième tour de scrutin, la délégation de la Virginie se déclara en sa faveur, et au quarante-neuvième, deux cent quatre-vingt-deux voix s'étaient réunies sur son nom, onze seulement sur ses compétiteurs. On sait avec quel enthousiasme la nomination de cet homme, auquel personne ne pensait la veille, fut accueillie par l'Union entière.

Telle a été jusqu'à présent la vie du général Pierce; tel est l'homme qui va occuper la première magistrature des États-Unis. Les faits qui remplissent cette vie n'ont rien, on le voit, d'extraordinaire. On a vu à toutes les époques des hommes plus remarquables que leur position, supérieurs aux affaires qu'ils avaient à diriger. Ici, quels que soient les mérites incontestables de M. Pierce, c'est le contraire qui a lieu : la situation est plus forte que l'homme, les faits sont supérieurs à la personne. Il est parfaitement inutile de chercher dans le général Pierce autre chose qu'un homme modeste, libéral, patriote, et un infatigable travailleur. C'est là en résumé le caractère de M. Pierce. Les conclusions à tirer du récit d'une telle vie, c'est l'avenir qui les cache, un avenir prochain dont nous sommes séparés par un mois seulement, et dont les limites extrêmes sont resserrées dans l'étroit espace de quatre années. Nous saurons bientôt si le général Pierce continuera à être ce qu'il a été jusqu'à présent, ou s'il donnera un démenti à sa vie passée en obéissant aux tendances les plus extrêmes de son parti.

ÉMILE MONTÉGUT.

V. DE MARS.

THOMAS MOORE

SA VIE ET SES MÉMOIRES.

Memoirs, Journal and Correspondence of Thomas Moore, edited by the right honourable lord John Russell; London, Longman, 1853, vol. I et II.

S'il était vrai, comme on l'assure, que nous fussions dans un siècle de décadence, il resterait cette consolation à notre orgueil, qu'en littérature nous pourrions nous croire encore au bon temps des décadences. Si la civilisation moderne devait avoir un Plutarque, c'est en effet aujourd'hui qu'il pourrait naître. La faculté créatrice est-elle éteinte en nous ou ne fait-elle que sommeiller? Je ne sais; la chose évidente, c'est que le penchant prédominant de l'époque est, en matière de littérature élevée, le goût des biographies. A défaut d'invention, nous avons la curiosité. Nous ne produisons plus de thaumaturges, mais nous recueillons la légende et nous décorons la chapelle de nos saints. Cette piété littéraire n'est point sans mérite; elle a de plus un grand charme. La vie d'un homme illustre, c'est-à-dire d'un homme qui a été à son heure la pensée, la parole ou le bras de milliers d'hommes, est toujours une chose poétique, et celui qui, réunissant les souvenirs d'une telle vie, fait revivre la figure et le caractère qui l'ont animée est quelquefois lui-même presque un poète.

Les Anglais, peuple de protestantisme et de liberté chez lequel le développement de l'individu, le sentiment de la force et de la dignité personnelle tiennent une plus grande place que parmi nous, se sont depuis plus longtemps que nous appliqués à la biographie. Il est de mise en France que l'homme qui a occupé vivant l'attention du pu-

blic écrit lui-même l'histoire de sa vie. L'Angleterre n'a pas, comme nous, une brillante littérature de mémoires. Le héros ne s'y fait pas son propre historien. Excepté Byron, dont l'œuvre posthume a été détruite par une pruderie que la morale justifie peut-être, mais dont la littérature se plaindra éternellement, je ne sais pas un homme marquant en Angleterre, depuis un siècle, qui ait écrit ses mémoires. Les Anglais suppléent à cette lacune par des publications d'une autre sorte. Il se trouve presque toujours auprès du mort illustre un parent, un ami, un admirateur qui rassemble ses papiers, ses journaux, sa correspondance, les coordonne, les relève de portraits et d'anecdotes en les encadrant dans un simple et scrupuleux récit biographique. Il va sans dire que ces compilations n'ont point le mordant, le pittoresque et l'unité de composition de nos mémoires. Cependant, comme elles sont tissues des reliques mêmes du mort, le caractère et la figure auxquels elles sont consacrées s'en dégagent toujours avec intérêt. Moins originales que des mémoires, elles sont plus sincères. Nous y perdons la satisfaction de nous amuser ou de nous attrister des indiscrétions et des vanités de l'homme qui se drape devant ses lecteurs d'outre-tombe; mais la mémoire du mort y gagne d'arriver à nous pure des mensonges de l'orgueil et protégée par le respect pieux d'un ami. Si même par une bonne fortune un écrivain d'élite prend goût à un pareil travail, alors la compilation, comme M. Cousin vient de le montrer chez nous à propos de Mme de Longueville, prend le rang et l'éclat d'une œuvre achevée. On citerait une foule de publications de ce genre, curieuses et attachantes, produites par l'Angleterre dans ces dernières années : en politique, par exemple, les vies de ces deux libéraux accomplis, sir Samuel Romilly et sir James Mackintosh, et celles de deux tories remarquables, lord Malmesbury et lord Eldon; en littérature, les mémoires de Walter Scott par Lockhart, ceux de Lamb par Talfourd, ceux de Southey. Ces recueils biographiques sont tellement entrés dans les mœurs anglaises, que les poètes et les hommes politiques pourvoient souvent eux-mêmes d'avance à cette partie de leurs obsèques qu'on pourrait appeler leurs funérailles littéraires, et désignent les exécuteurs testamentaires auxquels ils confient l'héritage de leur renommée. C'est ainsi qu'en mourant le grand Robert Peel léguait naguère une mission semblable à M. Goulburn et à sir James Graham.

En 1828, un des plus brillans poètes anglais de ce siècle, Thomas Moore, insérait dans son testament la disposition suivante : « Je confie aussi à mon précieux ami lord John Russell (j'ai obtenu de lui l'affectueuse promesse de me rendre ce service) la tâche de réviser tous les papiers, lettres, journaux que je pourrai laisser après moi,

afin d'en faire une publication sous forme de mémoires ou autrement, dont le produit soit assuré à ma femme et à ma famille. » A l'époque où Moore destinait ce legs à la noble amitié de lord John Russell, Moore était dans la force de l'âge et dans l'éclat de sa réputation littéraire; lord John Russell était jeune, et dans la carrière politique où l'avaient engagé son nom et les traditions de sa famille, il n'avait point dépassé encore les rangs secondaires. Rien n'annonçait la haute situation à laquelle il devait arriver à la tête de son parti et du gouvernement de son pays. Vers ce temps-là, son esprit était traversé de doutes et de découragemens : un jour, il avait témoigné à Moore l'intention d'abandonner la politique. Le poète lui adressa cette lyrique exhortation (1) : « Quoi! avec ton talent, ta jeunesse et ton nom, toi né d'un Russell, porté dans la carrière accoutumée de tes ancêtres par le même instinct qui attire sur le soleil les yeux de l'aiglon! toi à qui la noblesse est venue marquée d'un sceau mille fois plus noble que ceux dont peut disposer un monarque, scellée du sang de ta race offert pour le bien d'une nation qui jure encore par ce martyr! toi, défaillir; toi, te détourner de la lutte, quitter cette puissante arène où tout ce qui est grand, dévoué, pur, et tout ce qui décore la vie, appelle les courages élevés comme le tien! Oh! non, n'y songe jamais; tandis qu'entre les tyrans et les traîtres les gens de bien se désespèrent et les timides baissent la tête, ne pense jamais que ton pays se puisse passer d'une lumière telle que toi dans son horizon assombri... Il ne t'est point permis de dormir dans l'ombre. Si les excitations du génie, la musique de la renommée et les charmes de ta cause ne suffisent point à t'entraîner, songe combien tu es lié à la liberté par ton nom. Comme les branches de ce laurier qui, par le décret de Delphes, étaient réservées au temple et au service du dieu, — les pousses du vieux tronc de Russell, la liberté les réclame pour sa religion. » Vingt-quatre années s'écoulèrent. L'an dernier, à la fin de février, Moore s'éteignit doucement; peu de jours avant, l'homme d'état que le poète avait réconforté contre les dégoûts de ses commencemens était obligé d'abandonner ses fonctions de premier ministre. Lord John Russell consacra les loisirs que la politique lui laissait à la tâche que Moore lui avait léguée. Dans l'intervalle de deux ministères, il prépara les mémoires dont les deux premiers volumes viennent de paraître.

Que sont les œuvres d'un poète? Des fragmens de sa vie idéale. Pour en saisir l'ensemble et les bien sentir, il faudrait connaître les détails de la vie réelle où elles se sont produites, le fond d'où elles se détachent harmonieusement. L'existence des poètes n'est pas en-

(1) *Remonstrance*, after a conversation with lord J. R. in which he had intimated some idea of giving up all political pursuits. *Miscellaneous poems*.

roulée, comme celle des hommes politiques, aux événemens publics; elle n'est accidentée que des faits communs aux existences ordinaires; c'est une raison pour qu'elle nous intéresse davantage. Vivant de nôtre vie, ils sont les interprètes et les enchanteurs de nos passions; ils divinisent nos émotions; ils nous fournissent l'expression anoblie et colorée des sentimens dont nous sommes possédés. Au moment où l'image splendide ou gracieuse nous éblouit ou nous charme, nous voudrions voir de nos yeux la scène, le paysage où elle s'est peinte sur la fantaisie du poète. Quand ses accens brûlans et mélodieux nous vont à l'âme, nous voudrions savoir pour qui et au milieu de quelles circonstances son cœur a crié. Que ne donnerions-nous pas pour connaître la vie intime de Catulle ou de Virgile! Le talent de Thomas Moore était de ceux qui éveillent dans les lecteurs quelque chose de cette curiosité sympathique.

Dans le cycle de la poésie anglaise de ce siècle, Moore n'a eu de supérieurs que Scott et Byron. C'était par-dessus tout un poète lyrique. Il était Irlandais. Il avait au plus haut degré les trois qualités caractéristiques de l'esprit irlandais : la pétulance spirituelle, la note mélancolique, le luxe asiatique de l'imagination. Il avait débuté par des poésies légères et voluptueuses, imprégnées des parfums d'Anacréon, de Catulle et de l'Anthologie. Il avait écrit ensuite sur des airs nationaux de l'Irlande des chansons rêveuses, colorées, ardentes, toutes pénétrées des malheurs et des grâces de sa patrie. C'étaient de petits poèmes en deux ou trois couplets. Chacun de ces poèmes était un sourire entre deux larmes, une larme entre deux sourires, un motif d'amour ou de patriotisme touché avec une exquise tendresse de sentiment, développé avec une imagination fraîche et facile, chanté dans la langue la plus musicale que jamais poète anglais ait parlée. C'est de quelques-unes de ces chansons que Byron disait : « Elles valent toutes les épopées qui aient jamais été composées. » Les *Mélodies irlandaises* firent la popularité de Tom Moore. Plus tard, il composa les trois épisodes qui forment le poème de *Lalla-Rookh*. Moore dans *Lalla-Rookh* se plongea en plein Orient. C'était toujours la même sensibilité suave, mais cette fois surchargée des richesses d'une fantaisie débordante : une profusion, dans le style, de couleurs, de splendeurs et de parfums asiatiques, à défrayer dix volumes d'*Orientales*. Mais Moore n'avait pas été un poète séquestré dans son cœur et dans son imagination. Il était de son temps, de son pays, et comme son pays était un pays libre, il était aussi de son parti. Ses *Mélodies irlandaises* avaient plaidé la cause de l'Irlande dans tous les salons d'Angleterre où se rencontraient une jeune miss et un piano. Moore mit d'autres armes au service de sa cause : il lança contre les puissans et les rétrogrades de son temps des satires acérées et d'une excellente verve comique. Il y avait encore dans Moore quelque

chose de plus que cette vivacité de jet, cette soudaineté d'inspiration, cette floraison naturelle, lesquelles, chez ceux qui n'ont que cela, brillent un instant et s'en vont avec la jeunesse comme une sorte de poésie du diable. Moore avait autant d'instruction littéraire acquise qu'il avait d'imagination et d'esprit. Il était *scholar* dans toute l'acception du mot anglais. Aussi, à l'âge où la poésie s'attiédit, il put écrire des ouvrages de prose intéressans et distingués. Il publia une histoire de son éloquent compatriote Sheridan, et un livre sur un autre Irlandais célèbre, le malheureux lord Edward Fitzgerald, chef de la rébellion de 1796. Dans ces deux ouvrages, Moore avait abordé la politique sans tomber dans ces tons faux et criards, dans ces notes discordantes et ridicules qu'évitent rarement parmi nous les hommes qui se sont longtemps cantonnés dans la littérature pure, lorsque l'idée leur vient de faire des excursions à travers la politique. Tel était dans Moore le poète et le littérateur. De sa personne, voici ce que l'on avait pu apprendre, de son vivant, par cette légende anecdotique qui circule vaguement autour des noms célèbres. On savait que Moore était un tout petit homme au front spirituel, avec la vivacité d'allures et l'espiéglerie de mouvemens particuliers aux hommes de petite taille; on savait qu'il avait dans sa toilette et dans ses manières le raffinement et l'élégance d'un gentleman; on savait que son élément et son triomphe étaient le monde et les salons, dont il faisait les délices par son esprit et ses mélodies, qu'il chantait lui-même à ravir; on savait qu'il était bon, gai, courageux, et pour cet heureux équilibre de qualités aimables, Moore était renommé, recherché et universellement aimé.

Moore avait entrepris d'écrire lui-même ses mémoires. En 1833, il plaçait cette note en tête de son manuscrit : « Commencés depuis longtemps, ils ne seront, je le crains, jamais finis. » En effet, comme Walter Scott et comme Southey, il ne raconte que les souvenirs de son enfance et s'arrête à l'entrée de sa jeunesse.

Il était né à Dublin le 28 mai 1779. Son père était un petit marchand de vins, qui se maria vieux garçon et augmenta son établissement avec la modeste dot de sa femme. Tom fut leur premier enfant. Il est curieux de voir le poète délicat et le futur homme du monde éclore dans une arrière-boutique et se former dans cette famille de petite bourgeoisie. Comme c'est l'usage pour la plupart des hommes distingués, l'influence de sa mère fut celle qui dirigea son enfance et fixa les principaux traits de sa vie. Mme Anastasia Moore mit tout son orgueil, toute son ambition dans son jeune fils. Chaque fois que l'on pénètre dans ces intérieurs bourgeois du XVIIIe siècle, en Angleterre aussi bien qu'en France et en Allemagne, on est surpris et charmé du double caractère qui les distingue des mœurs de la bourgeoisie actuelle : c'est un goût très vif des plaisirs de société et des

plaisirs de l'esprit. La condition politique et sociale de la bourgeoisie était moins relevée au XVIIIe siècle que de nos jours; cependant il est certain qu'on s'y amusait davantage et que les aspirations y étaient plus hautes, les penchans plus intellectuels et plus fins. En croissant en importance, la bourgeoisie est devenue plus maussade et plus lourde. On remarque involontairement ce contraste dans le tableau sur le fond duquel Moore décrit ses souvenirs d'enfance. Sa mère aimait beaucoup, et elle transmit son innocente passion à son fils, ces réunions du soir, ces assemblées où l'on faisait de la musique, l'on dansait et l'on soupait. Elle excitait l'émulation de son fils. Elle se parait devant le monde de son intelligente précocité, elle l'associait à ses amusemens et s'imposait tous les sacrifices pour donner autant que possible à son éducation le fini de la perfection.

Les plaisirs de société et les impressions de collége se croisent dans les souvenirs d'enfance de Moore. L'école où il fit ses premières armes était dirigée par un M. Whyte, lequel avait été aussi, mais trente ans auparavant, le maître de Sheridan; une espèce de poétâtre qui avait des prétentions d'auteur dramatique et fréquentait beaucoup les comédiens de Dublin. Le magister fut enchanté de trouver dans Moore des dispositions à la déclamation; aussi, à la joie de l'enfant, fit-il de lui une sorte d'élève de montre et lui réserva-t-il un rôle marquant dans tous les examens publics. Un jour, M. Whyte présenta le petit Tommy à une belle actrice de Dublin et lui fit réciter devant elle une ode célèbre de Dryden. Le cœur de l'écolier bondissait d'émotion. La souriante comédienne l'encouragea. « Je doute, dit Moore, que dans un âge plus avancé un salut de Corinne couronnée au Capitole m'eût rendu plus heureux. » Une de ces fêtes qui occupent plus de place dans l'imagination d'un enfant qu'une crise sérieuse de l'existence dans l'âme d'un homme fut le jour où Moore parut lui-même sur les planches. C'était le théâtre de société de lady Barrowes. On y donnait la tragédie de *Jane Shore*. Moore fut chargé de réciter un épilogue, et, pour la première fois de sa vie, il eut l'orgueil de lire sur le programme du spectacle son nom imprimé! Moore avait alors onze ans. Ce fut vers cette époque qu'il écrivit ses premiers vers, et ses premiers vers furent inspirés par un joujou. Il y avait alors un jouet en vogue : on l'appelait en français un *bandalore*, et en anglais un *quiz*. C'étaient deux petits cercles de bois réunis au centre par une baguette; au moyen d'une ficelle qui s'enroulait sur la baguette, on faisait monter et descendre le jouet. Telle était la rage de la mode, que tout le monde, hommes, femmes de tout âge, de tout rang, à la promenade, dans les salons, aux fenêtres, jouait au *quiz*. Longtemps après, à ce sujet, un autre Irlandais célèbre, lord Plunket, racontait à Moore une étrange anecdote. « Je me souviens, disait lord Plunket, d'avoir assisté un jour à un comité de la chambre des communes

dont lord Edward Fitzgerald faisait partie. Le duc de Wellington, qui s'appelait alors le capitaine Wellesley et qui était l'aide-de-camp du lord-lieutenant d'Irlande, s'y trouvait aussi. Tant que dura la séance, le duc, je m'en souviens, ne fit autre chose que jouer au *quiz*. » Voilà une frivolité un peu niaise pour un homme qui devait être un jour le duc de Wellington. « Les dames aussi, disait Moore dans sa poésie enfantine, qui flairait déjà les grâces malicieuses, les dames, dans les rues ou à la promenade, vont jouant au bandalore pour montrer leurs formes et leur gracieuse tournure. »

Le second essai poétique de Moore fut en l'honneur de son autre jeu favori, le théâtre. Il habitait pendant les vacances une maison au bord de la mer; une troupe d'enfans s'y réunissait, Moore en fit une troupe de petits comédiens. Sa passion à lui était les rôles d'Arlequin. Son ambition eût été de posséder un véritable habit d'Arlequin. Il rêvait parfois qu'un bon génie venait lui apporter le costume à losanges. Tout ce qu'il put obtenir, ce fut une vieille batte qui avait appartenu à l'Arlequin du théâtre d'Astley. Moore la considérait avec autant de respect et de joie que si elle eût eu la magique puissance que la comédie lui attribue. Vif et preste, il prisait surtout dans Arlequin ses prouesses gymnastiques. Il s'exerçait avec ardeur sur un lit à faire les sauts les plus difficiles, et finit par piquer des têtes avec autant d'audace et de bonheur que son héros. Malheureusement les vacances finirent. Il fallut dire adieu à ce petit monde où pointaient déjà toutes les préoccupations d'un âge plus avancé, « adieu aux petites amourettes, aux ambitions, aux rivalités, dont les premières excitations ont un romanesque et une douceur que nous ne retrouvons plus. » Cet adieu, Moore le rima : « Notre Pantalon, qui paraissait si âgé, va reprendre sa jeunesse, sa tâche, son livre; notre Arlequin, qui sautait, gambadait, dansait et mourait, il faut maintenant qu'il aille se ranger tremblant à côté de son professeur. » Mais était-ce à une Colombine que s'adressait la pensée du bambin, quand, la larme à l'œil, il disait en finissant : « Quelle que soit la carrière que nous soyons destinés à parcourir, soyez-en sûrs, nos cœurs seront toujours avec vous? »

Lorsque Moore sortit de l'école de M. Whyte, il avait quinze ans. Voici le bagage d'instruction et d'impressions morales qu'il emportait. Il savait les élémens du latin et du grec; il savait aussi un peu de français que lui avait appris un pauvre émigré nommé M. La Fosse, et un peu d'italien que lui avait enseigné un bon moine, commensal habituel de la famille; voilà pour le solide. Sans parler de l'enjouement de son caractère et de ses manières, déjà dégourdies par l'amour et l'habitude des plaisirs mondains, il avait acquis plusieurs agrémens. D'abord, comme on l'a vu, il savait faire des vers; il en avait même imprimé déjà dans un *magazine*. Ensuite il avait commencé à étudier la musique. « La musique, dit-il, est le seul art pour

lequel, suivant moi, je sois né avec une vocation naturelle. Ma poésie, pour ce qu'elle vaut, n'a d'autre source que le sentiment profond que j'ai de la musique. » Tout enfant, Moore s'était essayé sur un mauvais clavecin qui était resté à son père de la faillite d'un débiteur. On découvrit bientôt qu'il avait une jolie voix et du goût pour le chant. « Au milieu de la vie joyeuse que nous menions, ce talent, dit-il, me mit en évidence, et me fit rechercher dans les soupers et les *tea-parties*. » Pourtant il fallut que la sœur du poète vînt elle-même en âge d'apprendre la musique, pour que la famille Moore se décidât à faire l'acquisition d'un piano. L'achat de ce piano fut une affaire d'état dans le modeste intérieur. Le père Moore reculait devant le prix; la mère, plus hardie et jalouse de donner un talent de plus à ses enfans, prit le parti de faire pendant six mois des économies sur les dépenses de la maison; enfin le piano fut acheté. La politique tenait aussi une grande place dans les réunions de la famille Moore. On y recevait plusieurs des hommes qui travaillaient avec ardeur à l'émancipation de l'Irlande. L'amour de son fils intéressait vivement Mme Moore aux progrès de la cause libérale. Les lois restrictives qui pesaient encore sur les catholiques élevaient un obstacle à la carrière de Tom. La famille Moore était catholique, et il n'était point permis alors aux catholiques de prendre des grades dans l'université de Dublin et d'entrer au barreau. Le jeune Moore fut échauffé de bonne heure par les controverses politiques qui passionnaient sa mère. Un jour, son père l'avait conduit à un dîner public donné à un agitateur de l'époque. Parmi les toasts, il y en eut un qui, par sa forme poétique, fit une impression ineffaçable sur l'esprit de l'enfant : « Puissent les brises de France (on était en 1792) faire verdir notre chêne irlandais ! » Ce n'était donc pas seulement un poète et un musicien qui sortait en 1794 de l'école de M. Whyte pour entrer à l'université : c'était un jeune patriote, un novice enthousiaste de la liberté.

Les brises de France ne firent point verdir le chêne irlandais, mais ouvrirent à Moore les portes de l'université de Dublin. Le gouvernement anglais sentit, en face de la révolution française, la nécessité de se rallier par quelques concessions les catholiques irlandais. Un bill voté en 1793 admit les catholiques à l'université de Dublin et au barreau. Les riches fondations qui ont doté les universités anglaises leur ont fixé des revenus destinés à entretenir les gradués de ces universités qui se distinguent par leur mérite. Ce sont les sinécures désignées du nom de *scholarships* et de *fellowships*. Le bill de 1793 maintint contre les catholiques l'exclusion de ces honneurs universitaires auxquels étaient attachés des émolumens. Comme la famille de Moore n'avait que des ressources précaires, la perspective d'un honneur lucratif auquel son mérite lui permettait un accès facile

n'était pas d'une mince considération. On délibéra un moment dans la pauvre famille si l'on ne présenterait pas Moore comme protestant à l'université. Tel est l'effet démoralisant de l'inégalité sanctionnée par les lois en matière de religion; mais l'hésitation ne dura qu'un instant dans l'esprit des parens de Moore : le vieux sentiment de la foi et de l'honneur reprit le dessus. Il fut décidé que Tom resterait catholique à tout risque, et ne songerait qu'à la carrière du barreau.

Les études de Moore à l'université ne furent point illustrées par les succès que semblaient promettre ses débuts d'écolier. Moore n'eut qu'un prix la première année; puis, dégoûté des exercices arides par lesquels se gagnaient les honneurs universitaires, il se contenta d'appliquer aux études littéraires qui l'attiraient la liberté de son esprit et sa juvénile soif de savoir. Il continua à composer des poésies légères; il poursuivit ses études musicales; il eut l'idée d'employer à une traduction en vers d'Anacréon la connaissance du grec, dans laquelle il se fortifiait. Le profit le plus net, l'avantage le plus viril qu'il retira de sa vie d'université, lui vinrent du frottement qu'il y eut avec de remarquables compagnons d'études. L'action exercée par l'enseignement des professeurs sur les jeunes gens qui suivent les cours d'une université, qui arrivent à ce moment de la vie où toutes les ambitions et toutes les audaces s'emparent des intelligences, est bien stérile, à elle seule, à côté de l'influence réciproque que ces jeunes esprits enflammés exercent les uns sur les autres dans leurs relations de camaraderie. Toutes les fois qu'une génération de jeunes gens est animée d'un généreux souffle et se sent appelée aux grandes vocations, c'est par des associations particulières qu'elle s'excite et se féconde. Le professeur, dans sa chaire, distribue la science morte; l'esprit vivant, celui qui renouvelle la vie intellectuelle d'un peuple, il est dans ces jeunes enthousiastes qui se réunissent pour échanger leurs découvertes, leurs pressentimens, leurs espérances. Moore se trouva lancé à l'université dans une réunion de ce genre, dans ce qu'on appelle en Angleterre une *debating society*. Il s'intéressa beaucoup aux discussions qui agitaient la *debating society* de l'université; mais soit réserve, soit défiance de lui-même, plus jeune ou plus léger que les autres, Moore ne prit point une part directe aux controverses effervescentes auxquelles il assista. La politique embrasait les plus éloquens de ces jeunes orateurs. L'Irlande était alors en proie à une fièvre d'impatience qui poussait les têtes ardentes à la conspiration et qui aboutit à la malheureuse rébellion de 1798. Les plus distingués des camarades de Moore furent compromis dans cette fatale échauffourée. Ce fut un bonheur pour lui d'être resté à l'écart. Il fut témoin de la triste destinée de ses amis : les uns jetés en prison, les autres forcés de s'expatrier,

les moins punis exclus des grades universitaires et par conséquent des carrières libérales. Ces martyrs du patriotisme malheureux laissèrent dans l'âme de Moore des sentimens impérissables de sympathie et d'admiration. Les scènes de désolation et de terreur qui se passèrent alors sous ses yeux demeurèrent vivantes dans sa mémoire; elles ont donné à plus d'une *mélodie irlandaise* l'accent de la douleur et de la révolte.

Pourtant Moore était jeune, friand de plaisirs. Les mauvais momens de la politique sont toujours suivis par des fougues d'amusemens. Moore ne demeura pas longtemps assombri par les malheurs auxquels il venait d'assister. Il poursuivit ses succès de société. Sa réputation de chanteur lui ouvrit les premiers salons de Dublin. Il prit à l'université le grade de bachelier ès-arts. Il termina sa traduction d'Anacréon. Enfin en 1799, à l'âge de dix-neuf ans, il partit pour Londres sous prétexte de se faire immatriculer au Temple et de commencer ses études d'avocat.

Ils sont plus intéressans qu'ils ne pensent eux-mêmes, ces Christophe Colomb de vingt ans quittant pour la première fois leur province et l'humble maison paternelle pour aller chercher, à travers l'océan de Londres ou de Paris, cette chose miroitante et incertaine, leur vie. Le départ de Moore donna lieu à des scènes touchantes. La petite somme qu'on destinait à son séjour de Londres avait été amassée sou à sou depuis des mois. La mère du poète eut la précaution de coudre les guinées qu'on lui confiait dans la ceinture de son pantalon. La pieuse femme, à l'insu de son fils, attacha un scapulaire à un autre vêtement. Ainsi lesté et protégé par la religion de sa mère, Moore arrive à Londres. C'est ici que s'arrêtent les mémoires qu'il avait commencés. Le fil conducteur par lequel nous pouvons suivre sa vie, il faut le chercher maintenant dans ses lettres, la plupart adressées à sa mère, à laquelle il écrivit, tant qu'elle vécut, deux fois par semaine.

Moore ne garda pas longtemps à Londres la gaucherie du provincial. Il demeura d'abord près de Portman-Square, quartier où campait une fourmilière de pauvres émigrés français. Sa chambre était contiguë à celle d'un vieux curé dont le lit était placé tête à tête avec celui de Moore, et comme la cloison était fort mince, le jeune Irlandais ne perdait pas un ronflement du bonhomme. L'étage au-dessous était occupé par un évêque, lequel, recevant beaucoup de visites, mais n'ayant pas de domestique, avait suspendu un tableau dans le vestibule de la maison, sur un côté duquel ces mots étaient écrits en gros caractères : « L'évêque y est, » et sur l'autre : « L'évêque n'y est pas, » en sorte qu'en regardant le tableau les visiteurs connaissaient tout de suite leur sort. L'avantage que trouvait

Moore à demeurer dans ce quartier était le bon marché des restaurateurs français. Il ne paraît pas avoir eu de liaison avec ces émigrés. Il se jeta, avec son heureuse vivacité, en plein monde de Londres; aussitôt débarqué, aussitôt lancé.

On peut se faire une idée de Moore à ce moment où il devient homme. Par la taille et la fraîcheur du teint, il a encore l'air d'un enfant; mais il a l'aplomb que donne l'usage du monde, et cette mine assurée que prennent les petits hommes, soit par l'habitude qu'ils ont de lever la tête pour regarder les autres, soit pour rattraper au moral ce qui leur manque au physique. Dans l'installation de sa petite chambre, une des premières choses qu'il se procure, c'est un piano. Quand il reste chez lui, il révise son *Anacréon;* grosse affaire, car c'est de la vente de son livre que dépendent ses ressources futures. Il a déjà hypothéqué sur le produit à venir de son *Anacréon* le prix des objets de toilette qui lui sont nécessaires pour figurer décemment aux soirées, aux *tea-parties*, aux bals où on l'invite. L'*Anacréon* est son pot au lait. Donc, dans ses jours laborieux, lorsqu'il cherche des citations françaises ou italiennes pour les notes d'*Anacréon*, ou lorsqu'il met en couplets une idée poétique qui l'a séduit, il dîne économiquement dans sa chambre : cela ne lui coûte qu'un *shilling;* il se dédommage les jours où il dîne en ville. Il est venu à Londres avec une provision de lettres de recommandation. Partout il est accueilli, plaît et devient favori. Il est à peine à Londres depuis trois semaines, qu'il écrit à sa mère : « Si j'aimais à sortir, il n'y a pas de soir où je ne pusse aller à une soirée de babil féminin, boire du thé, jouer aux bouts rimés et manger un sandwich. » La société des femmes est celle qui lui plaît le plus; il a avec elles l'aisance gracieuse, le je ne sais quoi, ce qu'en un mot Saint-Simon appelait avoir le badinage des femmes. Quant aux femmes, ce gentil poète en miniature, le front ouvert et rayonnant, l'œil espiègle, le nez au vent, la lèvre voluptueuse, les amuse et les charme lorsqu'il voltige autour d'elles; il les attendrit quand il se met au piano. « Je regarde toujours Moore, disait longtemps après un de ses amis, comme un enfant jouant sur le sein de Vénus. » Qu'était-ce donc dans la première fleur de sa jeunesse?

Moore sut tirer parti de cette veine de succès mondains. Une de ses meilleures chances fut, dès son arrivée à Londres, d'être présenté à lord Moira, grand personnage politique du temps, un des patriciens les plus influens du parti whig, et ami du prince de Galles. Lord Moira invita Moore à venir le voir dans son château, à Donington-Park. « Ce fut, dit Moore en parlant de cette invitation, un grand événement dans ma vie. Parmi mes souvenirs d'Angleterre, un des plus vifs est celui que m'a laissé la première nuit que je passai à

Donington, lorsque lord Moira, avec cette haute courtoisie qui le distinguait, me conduisit lui-même dans ma chambre. Cet imposant personnage marchait devant moi. Il traversa la longue galerie, tenant lui-même à la main mon bougeoir, qu'il me remit à la porte de ma chambre. Je trouvais cela très beau et très grand, mais cela m'embarrassait beaucoup. Je ne prévoyais pas alors combien je me trouverais un jour chez moi et à l'aise dans cette grande maison. » Sous le patronage de lord Moira, Moore mena de front ses plaisirs et ses affaires. Il fit imprimer l'*Anacréon* à ses frais et s'occupa de recueillir des souscriptions. Il eut bientôt la certitude de tirer par cet arrangement plus de 100 guinées de son livre. Un grand helléniste, le docteur Lawrence, se chargea de revoir sa traduction, et, à son intention, composa une ode en grec. Il faut voir comme tout se mêle, au milieu de naïves bouffées de joie et d'orgueil, dans ses lettres à sa mère : « Je vais dîner, et puis je vais ce soir à deux assemblées. Voilà comme nous vivons à Londres : pas moins de trois par soirée. *Vive la bagatelle!* au diantre la mélancolie! » — « Ma chère mère, j'ai obtenu le nom du prince (le prince de Galles) et la permission de lui dédier *Anacréon*. Hourra! hourra! » — « J'attends ma présentation au prince. J'ai rencontré son frère William, l'autre soir, dans une réunion très élégante chez lady Dering, et je lui ai été présenté. Une jeune personne m'a dit qu'il lui a fait des questions sur moi, ma naissance, ma parenté, etc., avec la curiosité ordinaire de la famille royale. J'ai été obligé, ce soir-là, de chanter deux fois chacune de mes chansons. Avant-hier, j'étais d'un splendide déjeuner donné par sir John Coghill : nous avons eu de la charmante musique. J'ai chanté plusieurs choses avec lord Dudley et miss Cramer. J'ai été présenté dans cette maison par lord Lansdowne. » — « J'ai été présenté hier (4 août 1800) à son altesse royale George, prince de Galles. C'est incontestablement un homme de manières fascinatrices. Quand je lui ai été nommé, il m'a dit qu'il était très heureux de connaître un homme de mon talent, et quand je l'ai remercié de l'honneur qu'il m'avait fait en acceptant la dédicace d'*Anacréon*, il m'a arrêté, disant que tout l'honneur était pour lui d'avoir pu attacher son nom à un ouvrage de ce mérite. Il a ajouté que l'hiver prochain, quand il retournerait en ville, nous aurions, lui et moi, plus d'occasions de jouir de notre société, qu'il aimait passionnément la musique et avait entendu parler depuis longtemps de mon talent en ce genre. Tout cela n'est-il pas fort beau? Mais il m'en a coûté un habit neuf. La présentation a été si longtemps ajournée, que mon vieil habit est devenu honteusement laid. Il a fallu commander un habit neuf et qu'il fût fait en six heures. Je l'ai eu par un biais économique : j'ai donné au tailleur 2 guinées et le vieux, le prix d'un

habit étant ici de 4 livres sterling. » — « Que pensez-vous de ceci? Lord Moira, qui est arrivé en ville hier (janvier 1801), est venu me faire une visite aujourd'hui en personne; il a laissé sa carte. N'est-ce pas excellent? » — « Il n'y eut jamais homme plus affairé que moi. Toujours en course. C'est trop. Je veux m'enfermer pendant quinze jours et annoncer que je pars pour la campagne. Je suis allé hier à un petit souper après l'opéra, où se trouvaient le prince et Mme Fitz-Herbert (c'était la maîtresse du prince de Galles). J'ai été présenté à cette dame. Je dîne demain chez lord Moira et vais le soir avec lady Charlotte à une assemblée chez la comtesse de Cork. Je vous assure que c'est très sérieusement que je pense à me cacher pendant quinze jours. » — « Comment vous portez-vous, ma très chère mère? Avez-vous vu mon nom sur le journal parmi les listes de la société de la plupart des derniers *routs?* C'est une sotte coutume adoptée ici d'imprimer les noms des personnes *les plus distinguées* qui ont assisté aux grandes soirées, et M. *Moore*, je vous assure, n'est point oublié. J'ai l'idée d'aller à Donington-Park m'enfermer pendant un mois, dans la bibliothèque du château. La famille est ici, mais lord Moira m'a dit que j'aurai toujours un appartement à Donington quand je le désirerai. » — « Je pars mardi. Je compte trouver une nouvelle veine d'imagination dans la solitude de Donington. J'espère que là, aidé d'une si belle bibliothèque, je pourrai produire quelque chose de mieux que mes premiers essais. J'ai dîné en famille chez lord Moira jeudi dernier. Il m'a dit que tout était prêt pour me recevoir à Donington. » — Quelques jours après, il écrit de Donington : « Le temps ne me pèse pas ici, quoique je sois si peu accoutumé à la solitude. Je me lève de bonne heure, je déjeune cordialement, je me promène, je chasse aux vieux livres, et je fais deux repas, pas moins. Le soir, je chante le soleil couchant comme un vrai pythagoricien, puis je me mets au lit, où je dors doucement, sans rêve d'ambition, quoique je sois sous le toit d'un comte. Tel est mon journal. » — « Voici trois semaines que je suis à Donington. Vous ne sauriez imaginer comme je suis devenu vermeil. Ces bonnes heures ont fait de moi un Adonis. Par pitié pour les Chloés, il faut que je me dissipe à mon retour en ville. »

J'ai cité tout au long ces enfantillages; mais ce monde qui s'ouvre si complaisamment à un jeune homme de vingt ans, ce grand seigneur, cet homme d'état qui met ses livres et son château à la disposition du fils d'un petit commerçant de Dublin, n'est-ce pas un agréable tableau de l'hospitalité de l'aristocratie anglaise et de l'accueillante libéralité de la société de Londres pour les gens de lettres? Dans la somptueuse et printanière solitude de Donington, Moore avait mis la dernière main à un petit volume de poésies légères. Il

publia ce volume sous le nom de Little, un être fantastique, une sorte de Joseph Delorme, soi-disant mort à vingt et un ans. Seulement, il n'y a pas de *rayons jaunes*, pas de toux poitrinaire dans les *Little's Poems*. C'est de la poésie pleine de santé, franchement amoureuse, avec quelque chose presque de la chaude hardiesse des premières poésies d'Alfred de Musset. Je ne sais quelle figure durent faire devant Moore ses belles patronesses, après avoir lu certains vers de ce volume où l'auteur exprimait et sentait l'amour d'une façon qui ne s'apprend pas dans les classiques. La liste déroulée dans la pièce intitulée *Catalogue* n'était pas aussi longue que celle de don Juan, pourtant le catalogue, s'il n'était pas une fatuité poétique, n'était déjà pas mal fourni comme cela pour un garçon de vingt ans, et annonçait que le Chérubin avait commencé de bonne heure à « chanter la romance à madame. » Les *Little's Poems* réussirent beaucoup. « Mes petits poèmes sont fort admirés ici, écrit-il à sa mère; mon libraire en vend vingt exemplaires par jour. » Moore reprit de plus belle sa vie de société. « Londres, écrit-il un jour, est d'une gaieté massacrante, et mon entrain est au niveau de sa gaieté. Je dîne aujourd'hui avec lady Donegal et sa sœur; nous ne serons que le trio. Le jour des illuminations, j'ai déjeuné chez le lord-maire, j'ai dîné chez lord Moira, et je suis allé le soir chez Mme Butler, la duchesse d'Athol, lady Mount-Edgecumbe et lady Call, où il y avait bal et où j'ai dansé jusqu'à cinq heures. » Mais je ne répéterai plus ces futiles bulletins fashionables, car à la fin il vous prend envie comme à lui d'envoyer toutes les duchesses et toutes les marquises au diable.

Au milieu de ces charmantes fumées, Moore avait des pensées sérieuses; sa pauvreté le forçait bien d'en avoir. De 1800 à 1803, il avait vécu de quelques cent guinées que ses productions littéraires lui avaient rapportées, d'une petite somme qui lui avait été prêtée par un de ses oncles, et d'autres avances que lui avaient faites des amis plus riches que lui. Il avait, il est vrai, conclu avec un éditeur, le libraire Carpenter, des arrangemens qui lui permettraient à l'avenir de vivre de son travail; mais il aurait voulu payer ses dettes, venir au secours de sa famille besoigneuse, et enfin s'affranchir de la dure nécessité de gagner sa vie avec sa plume. « Jusqu'à présent, j'avais vécu pour écrire, désormais il faudra que j'écrive pour vivre! » s'écriait Voltaire avec effroi dans un moment où il croyait sa fortune perdue. Écrire pour vivre, Moore aurait désiré, lui aussi, chasser de son avenir cette triste perspective. L'espoir de Moore était lord Moira. Si les whigs arrivaient aux affaires, lord Moira serait ministre et le placerait. Moore en était là de ses anxiétés et de ses espérances, quand la dignité de poète lauréat, à laquelle est attachée une pension de

100 livres sterling, lui fut offerte. Une seule considération, les besoins de sa famille, le fit hésiter un instant, malgré sa répugnance; mais son père lui ayant rendu de ce côté sa liberté d'action, Moore refusa : il ne voulut pas s'enchaîner aux conditions blessantes pour son indépendance que l'on mettait à cette faveur. Tous ses amis, lord Moira lui-même, approuvèrent sa résolution. Son éditeur, Carpenter, lui témoigna dans cette circonstance une libéralité remarquable. Lorsqu'il sut le motif qui avait un instant arrêté Moore, il lui dit qu'en dehors des affaires commencées entre eux, il aurait toujours, tant qu'il en aurait besoin, 100 livres sterling par an à son service. Moore ne perdit rien pour avoir refusé le laurier officiel. Trois mois après, lord Moira lui fit obtenir une position qui l'obligeait à s'éloigner de l'Angleterre, mais qui paraissait devoir être lucrative; c'était une place de contrôleur des prises aux Bermudes.

Shakspeare a placé aux Bermudes la scène d'une des plus ravissantes de ses comédies fantastiques, *la Tempête*. Moore n'était-il pas heureux d'aller vivre dans les jolies îles peuplées des chants suaves d'Ariel? Il le crut en arrivant dans ces vertes et odorantes cyclades de l'Océan. C'était une nature telle qu'un poète l'aurait créée à l'image de ses rêves. Moore salua d'abord avec enthousiasme ces îles coquettes, couvertes de cèdres et d'orangers, égrénées comme des émeraudes sur la vaste mer argentée qui se teignait de leur verdure en venant s'endormir dans leurs canaux et dans leurs baies. De loin, quand sur les croupes vertes des collines il apercevait les habitations « blanches comme les palais des gnômes de Laponie, » et sur les murs desquelles les cèdres découpaient des colonnes fantasques, Moore, aidé dans son illusion par sa poétique myopie, croyait voir de petits temples grecs au fond des bois sacrés. Les déceptions vinrent vite. D'abord les îles d'Ariel n'étaient habitées que par les enfans de Caliban. Les temples grecs de son imagination n'abritaient que des nègres hideux. « Ne vous étonnez pas, chère mère, écrivait Moore, que je tombe amoureux de la première jolie figure que je rencontrerai à mon retour. La divine face humaine a prodigieusement dégénéré en ce pays, et si j'étais peintre et que je voulusse conserver en moi l'idéal de la beauté immaculée, je ne souffrirais pas que la plus brillante *belle* de Bermude vînt laver ma vaisselle. » Second ennui : pas de société dans le royaume de Prospero, pas une âme où s'épancher, un esprit avec qui causer; pour toute musique, une mauvaise épinette. Comment supporter cette brusque chute des *routs* de Londres, de la fréquentation de l'aristocratie la plus riche et la plus éclairée de l'Europe, à la barbarie et au néant? Troisième déboire : les fonctions de la place occupée par Moore étaient insipides, il fallait passer son temps à interroger des maîtres d'équipage, des matelots, etc. Qua-

trième et dernier désappointement : la place n'était pas aussi lucrative qu'on l'avait représentée d'abord; il n'y avait pas d'espoir d'y acquérir rapidement l'aisance après laquelle courait notre poète. Ces considérations additionnées décidèrent Moore, au bout de trois mois, à quitter les Bermudes. Il ne se démit pas de sa place, il la fit gérer par un suppléant, ce qui lui coûta cher, comme on le verra plus tard, et revint en Angleterre en touchant aux États-Unis.

Sa courte excursion aux États-Unis ne lui laissa que des impressions défavorables. Ce n'est pas que Moore eut à souffrir aucune blessure d'amour-propre dans la jeune république; au contraire, il se trouvait devancé partout par sa réputation de poète. Le respect du mérite littéraire était encore si répandu à cette époque dans le monde, que Moore en reçut, même aux États-Unis, de charmans témoignages. Des capitaines de navire refusaient le prix de ses traversées. A Niagara, un pauvre horloger qui avait raccommodé sa montre se trouvait assez payé par l'honneur d'avoir pu rendre service à un homme dont il avait tant entendu parler. « C'est le nectar de la vie, » s'écriait Moore touché de ces hommages. Ce qui le chagrinait aux États-Unis, c'étaient les institutions républicaines et les mœurs grossières, le néant de société polie qu'il attribuait à leur influence. Il vit à Philadelphie un de ses amis d'université de Dublin que la rébellion de 1798 avait contraints à s'expatrier : « Je me sens gêné avec Hudson, écrivait-il; peut-être son séjour en ce pays l'a-t-il confirmé dans ses anciennes opinions politiques. Quant à moi, Dieu le sait, je n'y vois de toutes parts que des motifs de changer les miennes. » Il avait été reçu avec tous les honneurs littéraires à Philadelphie et dans plusieurs autres villes. « Cependant, écrivait-il, ce que je n'oublierai jamais de ce pays, c'est la nature; mais les plus beaux paysages ont peu d'attrait quand aucun sentiment du cœur ne se mêle à l'agrément ou à l'admiration qu'ils inspirent. Je défie les barbares naturels de cette terre de forger des chaînes qui puissent retenir les cœurs qui ont déjà connu les charmes de la délicatesse et du raffinement. Je devrais faire une exception pour les femmes : elles sont les fleurs de tous les climats; mais ici elles perdent leur parfum de la façon la plus déplorable. »

Moore, de retour en Angleterre, avait sa vie à recommencer : vie du monde, vie positive liée aux vicissitudes politiques, et vie littéraire. Il reprit la vie du monde où il l'avait laissée. A peine débarqué, il rencontra dans un souper le prince de Galles : « Je suis enchanté de vous revoir, Moore, lui dit le prince. D'après ce que j'avais entendu dire, je craignais que vous ne fussiez perdu pour nous. Je vous assure (en lui tapant sur l'épaule) que c'était un regret général. » Tout le monde lui faisait fête. « Si les fleurs répandues devant

moi, disait-il, avaient quelques petites feuilles d'or, je serais le plus heureux chien de la terre. » Parmi ses anciennes amies, celle dont il se rapprocha le plus fut la marquise de Donegal, dont la sœur, miss Godfrey, avait pour Moore une merveilleuse sympathie d'esprit, et l'agaçait par des lettres charmantes. Il avait retrouvé aussi le patronage et l'hospitalité de lord Moira. En ce temps-là moururent les deux plus grands hommes de l'Angleterre, Nelson et Pitt. Ce fut d'abord Nelson : « Ces deux hommes, écrivait Moore, Buonaparte et lui, se partageaient le monde, — la terre et la mer; nous avons perdu le nôtre. » Puis vint la mort de Pitt. Cette fois Moore ne fut pas tant effrayé : « Quelque chose de brillant, disait-il, sortira, je l'espère, de ce chaos; et si un rayon ou deux viennent à tomber sur moi, Dieu soit loué! » Cette chose brillante que prévoyait Moore était l'avénement des whigs au pouvoir, et, avec les whigs, la grandeur de lord Moira. Le pressentiment était juste. Les whigs vinrent au ministère, et lord Moira avec eux. Moore fut dans une crise d'espérance. Lord Moira fit d'abord donner au père de son protégé une petite place; c'était assez pour ôter à Moore la charge et le souci de sa famille. Quant à lui, on lui promettait un commissariat en Irlande. Déjà il s'apprêtait à partir pour l'Irlande et à prendre congé de la littérature et de la vie de Londres. Il écrivait à miss Godfrey : « Je n'attends que l'arrivée de la *Revue d'Edimbourg*, et puis adieu pour longtemps à toutes mes grandeurs! Londres ne me verra plus jouer la farce de la gentilhommerie, et « comme une brillante exhalaison du soir, » je m'évanouirai dans l'oubli. »

Moore ne se doutait pas que ce numéro de la *Revue d'Édimbourg* devait être la cause d'un incident célèbre de sa vie. Il venait de publier un volume, les *Odes and Epistles*. C'était la même veine d'inspiration que les *Little's Poems*, seulement avec plus de vigueur dans la touche. Cette poésie amoureuse choqua la pruderie du *reviewer* écossais. Jeffrey, qui avait déjà si durement traité les premières poésies de Byron, dépassa la sévérité dans sa critique de l'œuvre de Moore. Il accusait le poète de chercher à corrompre les mœurs de ses lecteurs. Moore crut que ce reproche excédait les droits de la critique. S'il eût eu l'argent nécessaire pour le voyage, il serait allé demander raison à Jeffrey de son insulte à Édimbourg même. Le hasard épargna les frais du voyage au belliqueux petit poète. Jeffrey vint à Londres peu après la publication de l'article. Moore lui envoya le défi le plus blessant. Le duel allait avoir lieu à Chalk-Farm. Les deux adversaires avaient le pistolet à la main, lorsque la police, avertie par une indiscrétion, intervint. La susceptibilité et la conduite de Moore dans cette circonstance furent généralement approuvées, malgré le malicieux récit que certains journaux firent de cette affaire. Jeffrey

et Moore avaient des amis communs, Rogers entre autres, le Crésus des poètes anglais de ce siècle, chez lequel se fit la réconciliation. Jeffrey présenta de loyales excuses à Moore. Le critique et le poète sortirent de cette rencontre avec un goût très vif l'un pour l'autre, et qui dura le reste de leur vie.

Cette aventure finit presque la jeunesse de Moore. Il avait alors vingt-sept ans. Dans les années qui suivent, la bonne humeur infatigable qui l'avait si légèrement et si gaiement soutenu sur le flot du monde et de la mode commence à être traversée par quelques pensées tristes. Moore ne porte plus les désappointemens avec la même égalité d'âme. Il fit de nouvelles et importantes liaisons. Il devint l'ami de Byron après avoir failli se couper la gorge avec lui comme avec Jeffrey. Il fut introduit dans le cercle politique et littéraire de Holland-House. Il vivait souvent à Donington, chez lord Moira, qui avait été renvoyé du ministère avec les whigs en 1807, et n'avait pas eu le temps d'assurer son avenir. On menait une vie princière à Donington. Moore y avait déjà connu le duc de Montpensier, frère du roi Louis-Philippe, celui qui a écrit ces naïfs et délicieux mémoires sur sa captivité pendant la révolution, une des fleurs les plus aimables de la littérature française de ce siècle, et dont le tombeau est à Westminster-Abbey. Il y vit aussi le comte d'Artois, le prince de Condé, le duc de Bourbon; mais, au milieu de ces grandeurs, il souffrait de l'incertitude de son avenir. « Lord Moira est excellent pour moi, écrivait-il à miss Godfrey dans un accès de mélancolie; mais le point important manque toujours : *Il me donne des manchettes, et je n'ai point de chemise.* Je lis plus que je n'écris, et je réfléchis plus que l'un et l'autre; mais qu'est-ce que tout cela signifie? Le monde me regrette? J'ose dire qu'en ce moment le monde me traite comme l'air fait la flèche qui l'a traversé, remplissant le vide et oubliant qu'elle a passé par là. C'est une chose terrible que de n'être pas nécessaire à quelqu'un que l'on aime et qui vous aime. » Il était trop finement organisé, il respectait trop l'art pour ne pas souffrir de l'idée d'être forcé d'écrire pour vivre : « Je ne fais pas grand' chose, écrivait-il à lady Donegal; cependant la nécessité que je sens de faire quelque chose est une des grandes raisons pour lesquelles je ne fais rien. Il faut que ces choses-là viennent d'elles-mêmes, et je hais de traiter ma muse comme un conscrit; mais je ne peux continuer la guerre sans elle; ainsi il faut marcher. » Quand il n'eut plus l'espoir d'être placé par lord Moira, il eut une velléité d'abandonner la poésie et de se faire avocat : « A être pauvre, j'aime mieux, disait-il à sa mère, être un pauvre conseiller qu'un pauvre poète; il y a un ridicule qui s'attache à l'un, et auquel l'autre peut échapper. » La vie du grand monde l'attirait sans cesse, et il sentait le besoin de s'y dérober. Il

aimait toujours, par exemple, à écrire à sa mère des nouvelles de ce genre : « J'ai dîné chez lord Holland mercredi, et hier chez le vieux Sheridan, qui nous avait remis de jour en jour comme si nous eussions été ses créanciers. Nous avions hier lord Lauderdale, lord Erskine, lord Besborough, lord Kinnaird, etc. » Et dans la même lettre il ajoutait : « J'ai enfin loué une petite chambre à deux milles de la ville, où je pourrai m'aller réfugier de temps en temps pour travailler la matinée. C'était absolument nécessaire, si je ne voulais mourir gaiement et élégamment de faim à Londres. » Ces doutes et ces déchiremens finirent par le mariage.

Moore était de ces natures faciles et généreuses qui ne se prennent au sérieux de la vie que lorsqu'une affection se rencontre avec un devoir pour leur faire aimer le lien qui les y attache. Il avait en lui, comme le prouvent ses lettres à sa mère, la fleur suave du sentiment de la famille. Son amie, miss Godfrey, sa chère Marie, comme il l'appelait, lui écrivait un jour : « Vous vous êtes arrangé, Dieu sait comment! pour conserver au milieu du monde toutes vos affections de famille et de foyer aussi pures et aussi vraies que vous les aviez en partant. C'est un trait de votre caractère que je regarde comme au-dessus de tous les éloges; c'est une perfection qui ne va jamais seule, et je crois que vous finirez après tout par devenir un saint ou un ange. » Moore se maria en 1811, à l'âge de trente et un ans, avec miss Elisabeth Dyke, dont le petit nom Bessy va remplir désormais ses lettres et ses journaux. Il n'y a pas de détail sur son mariage dans sa correspondance; une circonstance curieuse, c'est qu'il ne l'annonça que deux mois après à sa mère, lorsque déjà il avait présenté sa femme à ses plus intimes amis de Londres, à Rogers, à lady Donegal. Miss Dyke était une très belle personne qui se destinait, je crois, au théâtre. Moore paraît l'avoir tendrement aimée. Dès qu'il fut marié, il prit bravement son parti. A dater de ce jour, son existence se dessine nettement. Il quitte Londres, dont les dissipations ne lui permettraient pas de travailler et où ses ressources ne lui permettraient pas de vivre. Il fait un traité avec un éditeur de musique, Power, pour la publication des *Mélodies irlandaises;* il s'engage à donner dans l'année, moyennant 500 livres sterling par an, six livraisons de douze mélodies ou chansons. Une fois les munitions assurées, il s'établit à la campagne et se renferme dans les douceurs de la vie intérieure et du travail littéraire.

Il loua pour 20 livres par an une petite maison, Kegworth-Cottage, dans le comté de Derby, près de Donington-Park, à une lieue de la riche bibliothèque de lord Moira, qui lui était si précieuse. Lord Moira et sa sœur, lady Loudon, comblèrent sa femme de prévenances et d'attentions. Le jour où Moore alla lui faire sa visite d'installation,

lord Moira le prit à part. « Avec sa manière délicate, raconte Moore, il m'interrogea sur l'état de mes affaires pécuniaires, et, lorsque je lui dis que j'avais tout espoir d'aller confortablement, il répondit : — Je voulais savoir seulement si vous n'aviez pas quelque besoin présent; quant à l'avenir, je ne doute pas qu'il n'y ait prochainement en politique un changement qui nous remettra tous sur nos jambes. » Le changement arriva bientôt, en effet, et ce fut la dernière alerte, la crise finale de Moore du côté de l'ambition politique. Le prince de Galles, dont lord Moira était l'ami personnel, était alors régent; il avait rompu avec son ancien parti, les whigs. Lord Moira, homme honnête, mais faible, vit cette rupture avec douleur, mais se crut obligé de rester l'ami du prince qui avait trompé ses espérances politiques. Cette déception, la situation fausse où elle le plaçait vis-à-vis de son parti, lui rendaient pénible le séjour de l'Angleterre. D'ailleurs ses affaires étaient dérangées, il avait besoin, pour les rétablir, d'un voyage sur le continent ou d'une grande place. Le prince régent le nomma gouverneur-général de l'Inde, et lord Moira accepta ce splendide exil. Cet événement produisit un grand émoi dans le petit cottage de Kegworth. Le gouverneur-général de l'Inde dispose de situations considérables. Moore croyait toucher à l'échéance des promesses de lord Moira; il s'attendait à être emmené dans l'Inde par le nouveau proconsul, avec la promesse d'un grand emploi. Ses châteaux en Espagne furent promptement renversés. La cour avait imposé ses protégés à lord Moira pour les places qui étaient à la nomination du gouverneur-général. Le pauvre lord, confus, expliqua à Moore d'une façon embarrassée son impuissance. Seulement, il lui dit qu'il demanderait aux ministres de réserver à Moore, en Angleterre, la première place à sa convenance, comme un échange de ce que lui, lord Moira, pourrait faire dans l'Inde pour leurs protégés. Moore repoussa cette offre avec une noble indépendance. « De vos mains, mylord, répondit-il, je recevrais tout, et peut-être sera-t-il encore en votre pouvoir de m'être utile; mais je vous prie de ne point prendre la peine de réclamer pour moi le patronage des ministres : j'aime mieux lutter, comme je fais, que d'accepter quoi que ce soit qui pût me lier la langue sous un gouvernement comme celui-ci. » — Ainsi finissent, ajoutait Moore en racontant son entrevue, les longues espérances que j'avais mises dans le comte de Moira, chevalier de la Jarretière, etc. — La conduite de Moore fut applaudie par les whigs; les hommes importans du parti en conçurent une haute estime pour son caractère. Ils ne savaient pas à quel point la dignité du refus de Moore méritait leur admiration et leur sympathie. Au moment où il rejetait les offres de lord Moira, Moore était dans une telle pénurie, qu'il écrivait à son éditeur Power : « Vous m'obligerez,

si vous pouvez m'envoyer, par le retour de la poste, 3 ou 4 livres sterling. Je viens de passer littéralement la semaine sans un sixpence dans ma poche. »

Moore, fixé désormais à la poésie et à la littérature, demeura encore quelque temps à Kegworth. Il s'éloigna ensuite de Donington-Park, et habita, dans le même comté de Derby, non loin de la jolie ville d'Ashbourne, une petite maison qui portait le nom riant de Mayfield-Cottage. Peu d'années après, il vint s'établir à Sloperton-Cottage, près de la belle résidence de son ami lord Lansdowne, et c'est là qu'il passa le reste de sa vie. Les trois étapes de Moore à la campagne sont datées par des œuvres qui indiquent les applications et les manières diverses de son talent. A Kegworth, il fait la meilleure partie des *Mélodies;* à Mayfield, il achève *Lalla-Rookh;* à Sloperton-Cottage, mûri par l'âge et rapproché du cercle politique de lord Lansdowne, il se met à écrire en vile prose et commence la vie de Sheridan.

C'est une chose à rêver pour des travailleurs intellectuels, que cette vie de cottage dont on a la fraîche peinture dans les lettres et les journaux de Moore, et dans les vies de bien d'autres poètes anglais. Une petite maison dans les champs, enguirlandée de chèvrefeuilles, de vignes vierges, de clématites, avec un jardin fleuri et gazonné; au dedans, le comfortable simple, propre, reluisant de la vie matérielle, et cet arrangement familier et un peu désordonné des choses, qui est la poésie des lieux habités; les joies du cœur, les plus chères affections, femme et enfans, rassemblées sous le même toit, et mieux possédées dans l'isolement; pour l'esprit, des livres, Haydn, Mozart, un piano : voilà ce qu'eut Moore dans ses divers séjours. La poésie a besoin de cet air vaste et pur où le cerveau se baigne et se rafraîchit continuellement et qui est la santé; de ce fonds de silence où la pensée se concentre, où la rêverie s'épand, où les souvenirs refleurissent; de cette liberté de temps qui permet de contempler la création dans ses harmonies grandioses, et de l'épier à loisir dans ses gracieuses minuties; de ces entretiens avec la nature qui nous renvoie toutes nos idées en images et en musique. On sent mieux les *Mélodies irlandaises* quand on se reporte par l'imagination aux lieux où Moore les a composées. Rien de moins compliqué que ces petits poèmes. Moore en empruntait l'inspiration à des airs nationaux de son pays, quand il n'en faisait pas lui-même la musique. La mélodie populaire ou trouvée se mariait en lui à un sentiment, un souvenir, une impression qu'il fixait, ou dans les deux premiers vers de la chanson, ou dans un refrain; puis il développait son thème poétique d'après le dessin rhythmique du chant. Rarement il dépassait trois couplets. Moore ne noyait point le sentiment dans le flux des mots;

il le resserrait dans une forme simple et pure. Cette condensation est un des principaux mérites des *Mélodies*. Le jet du petit poème en est plus naturel; il va droit au sentiment auquel il s'adresse, sans donner le temps à l'émotion ou au charme qu'il produit de se fatiguer et de s'allanguir. On sent que Moore a laissé chanter son âme dans la calme liberté de la campagne, qu'il n'a pas subi en écrivant l'influence des diversions, des mille bruits, des saccades et des excitations artificielles de la vie des villes. L'inspiration une fois trouvée et condensée dans le moule musical, Moore ne s'occupait plus que de la perfection et du fini des détails. Il ruminait et fredonnait ses vers devant son piano ou en errant à travers champs. Il cueillait, rassemblait et assortissait ses mots comme en un bouquet. Les *Mélodies* étaient son occupation du matin; le soir, il les essayait au piano devant sa femme et des voisins en visite chez lui, ou bien il faisait des lectures à haute voix : les anciens poètes, les poètes du jour, les romans nouveaux. La vie de cottage avait même l'agrément de n'être point incompatible avec les plaisirs de société. Dans un pays où l'aristocratie et le monde distingué habitent la campagne pendant la plus grande partie de l'année, la campagne n'est jamais sans ressources pour un homme cultivé. Moore trouva dans ses trois séjours, sans parler des châteaux et de leurs nobles hôtes, d'excellentes relations de voisinage, encore assez nombreuses pour alimenter de gaies soirées avec accompagnement de danse, de musique et de souper. Enfin, de temps en temps, Moore relevait l'uniformité de son existence ordinaire par des excursions à Londres, où il se retrempait, rattrapait le ton du jour et soignait sa réputation, en donnant, comme il disait, une *exhibition* de sa personne.

Le succès des *Mélodies* fut instantané, universel. Moore eut bientôt un rare témoignage du rang qu'il prenait parmi ses contemporains : Byron lui dédia *le Corsaire*. Lord Byron disait dans sa dédicace : « Je saisis cette occasion d'orner mes pages d'un nom consacré par des principes politiques intègres et par le talent le plus incontesté et le plus divers. L'Irlande vous compte parmi les plus fermes de ses patriotes; vous êtes dans son opinion le premier de ses bardes, et la Bretagne répète et ratifie ce jugement. Permettez à un homme dont le seul regret, depuis le commencement de sa liaison avec vous, est le temps qu'il a perdu avant de vous connaître, d'unir l'humble suffrage de son amitié à la voix de deux nations... Enfin, disait-il en terminant, il peut m'être utile que l'homme qui fait les délices de ses lecteurs et de ses amis, le poète de tous les cercles et l'idole du sien, me permette de me dire ici et ailleurs son ami, etc. » — On pourra dire, remarquait Moore, qu'il me jette la louange à la pelle; mais du moins la pelle est d'or. — En ce temps-là, Jeffrey, le rédacteur en

chef de la *Revue d'Édimbourg*, fit proposer à Moore, par l'intermédiaire de Rogers, d'écrire des articles pour sa revue : « Le brillant succès de quelques-uns des derniers ouvrages de M. Moore, écrivait Jeffrey à Rogers, m'a fait penser à lui, et tout ce que j'ai appris depuis sur la virile et noble indépendance de sa conduite dans des circonstances fort difficiles a augmenté l'ambition que j'éprouve de me lier avec un homme d'un tel talent et d'un tel caractère. J'apprends qu'il vit sans profession, cultivant dans la retraite la littérature et le bonheur domestique. J'ose donc espérer qu'il pourra trouver, de temps en temps au moins, le loisir d'écrire un article, s'il n'a pas d'objection d'ailleurs à s'enrôler parmi nous. » La *Revue d'Édimbourg* avait alors une publicité énorme pour une revue; elle se tirait à 13,000 exemplaires. Ce succès, qui montre le large auditoire ouvert en Angleterre à la littérature élevée, permettait à la *Revue d'Édimbourg* de donner à ses collaborateurs une rémunération digne du labeur littéraire. Les articles ordinaires étaient payés 20 guinées (500 francs) la feuille de seize pages, les articles particulièrement soignés 30 guinées, et dans certains cas beaucoup plus. C'était dans cette dernière catégorie que Jeffrey plaçait les travaux qu'il demandait à Moore. « Quant à l'augmentation au-delà de trente guinées, j'ai quelque initiative dans cette matière, disait-il, et ne suis point disposé à en user avec parcimonie. » Moore répondit à ces ouvertures, et travailla de temps en temps pour la *Revue d'Édimbourg;* mais où il put apprécier, d'une façon singulièrement fortunée pour lui, ce qu'on pourrait appeler le taux de sa popularité poétique, ce fut à l'occasion de la vente de son poème oriental, *Lalla-Rookh*.

Il avait commencé *Lalla-Rookh* en 1813, lorsqu'il était encore à Kegworth; il le termina à Mayfield-Cottage. Il est inutile d'insister ici sur un poème si connu. On sait qu'il se compose de trois épisodes, *le Prophète voilé, les Adorateurs du feu, la Lumière du harem*, reliés par le fil léger d'un récit en prose. La poésie anglaise avait l'air, en ce temps-là, de faire la conquête de l'Asie : Byron, Southey, Moore, s'y précipitaient à la fois comme les Clive et les Hastings de l'imagination. C'était un mouvement comme celui que nous avons vu plus tard en France entraîner la peinture vers l'Orient, à la suite de Decamps, de Marilhat, de Delacroix. Moore, asiatique par l'imagination, voulut l'être par l'érudition et l'exactitude. Il se nourrit, dans la bibliothèque de lord Moira, de tout ce qui a été écrit sur l'Orient. Il n'y a, pour ainsi dire, pas une image dans *Lalla-Rookh* qui ne soit empruntée aux mœurs, à la religion, à la nature de l'Inde, de la Perse et de l'Arabie. Si l'on a reproché quelque chose au poème de Moore, c'est l'accumulation exagérée des magnificences asiatiques, la prodigalité exubérante de cette orfévrerie de langage dont il était

si riche de son propre fonds, l'obscurité qui résultait parfois de l'entassement d'érudition orientale dont il avait surchargé son poème. Le petit volume de *Lalla-Rookh* produit par moment sur les esprits délicats l'effet de ces riches essences d'Orient, suaves à la première respiration, et qui finissent par étourdir le cerveau. En 1814, tandis qu'il achevait *Lalla-Rookh*, Moore fit un voyage à Londres. Les grands éditeurs, Murray, Longman, assiégèrent le poète pour avoir son œuvre. Murray offrit 2,000 guinées (50,000 fr.) de ce simple volume de vers. Les amis de Moore trouvaient que c'était trop peu. Perry, l'influent rédacteur en chef du *Morning-Chronicle*, voulait que Moore obtînt le prix le plus élevé qui eût encore été payé pour un poème : — « Alors, dit M. Longman, ce sera 3,000 guinées. — Précisément, répliqua Perry; il ne recevra pas un penny de moins. » Le marché fut conclu dans ces termes : « Nous nous engageons, écrivit M. Longman à Moore, à vous payer la somme de 3,000 livres sterling lorsque vous nous aurez remis un poème de l'étendue de *Rokeby* (de Walter Scott). » C'était une demi-guinée le vers. Moore, avec cette superbe perspective, revint à *Lalla-Rookh* du meilleur de son cœur. Il passa encore un an sur son poème. En 1816, l'œuvre était prête pour la publication; mais c'était une année de crise commerciale, mauvaise saison pour la librairie. Moore, avec une générosité magnanime, écrivit aux Longmans qu'il leur rendait la liberté d'ajourner, modifier ou même résilier le marché. M. Longman ne voulut point abuser de la délicatesse du poète, et *Lalla-Rookh* parut en 1817, dédié à Rogers. C'est une chose touchante que la joie de Moore en se voyant maître d'une somme si considérable, et l'emploi qu'il en fait tout de suite. Arrivé à sa trente-septième année, il peut enfin, pour la première fois de sa vie, se libérer de ses dettes. Sur les 3,000 livres, il en prend 1,000 pour désintéresser ses créanciers. A Rogers seul il devait 500 livres. Rogers ne voulait pas les recevoir : « Je les prends, dit-il, vaincu par les instances de son ami, et je les garde pour les tenir à votre disposition. » Les dettes payées, Moore ne pense qu'à ses parens. Son père venait de perdre sa place et d'être mis à la demi-solde; Moore laisse chez les Longmans les 2,000 livres qui lui restent, et en abandonne l'intérêt annuel de 100 livres à ses vieux parens.

Pour veiller à l'impression de *Lalla-Rookh*, Moore avait quitté Mayfield-Cottage et était venu s'établir à Hornsey, à deux lieues de Londres; il assista à son succès. « Le livre marche fameusement, » écrit-il à sa mère. Il y a de ces époques exceptionnelles en littérature où auteur, monde, public semblent animés d'une même ferveur; temps heureux pour le talent, car il y donne toute sa valeur; temps heureux pour le public qui se livre sans entraves à une des plus nobles

jouissances de l'esprit, l'admiration; temps, hélas! bien éloignés de nous. Déjà un ami de Moore, sir James Mackintosh, en prévoyait alors le déclin : « L'âge de l'admiration va finir, » disait-il avec un poétique regret. Moore eut le bonheur de venir assez tôt pour profiter de cette veine, et il était digne de ce bonheur, qui exaltait son émulation : « Vous ne pouvez concevoir, écrivait-il à sa mère, à quel point tout le monde ici est bienveillant pour moi. Mon voyage à Londres me fera tout le bien du monde en m'inspirant plus de confiance en moi et en me montrant la position élevée que j'occupe. » Les témoignages de son succès lui arrivaient de toutes parts. Un mois après la publication, la première édition de *Lalla-Rookh* était épuisée. Une jeune fille de Bristol, qui ne disait pas son nom, lui envoyait, comme preuve de son admiration pour *Lalla-Rookh*, un billet de 3 livres sterling. Dans un dîner public, M. Croker, alors secrétaire de l'amirauté, le même qui aujourd'hui encore dans sa vieillesse rédige avec une puissante verdeur la politique de la *Quarterly Review*, M. Croker portait la santé de Moore et s'enorgueillissait de l'amitié du poète plus que de celle de Peel et du duc de Cumberland. Ses amis influens offraient à Moore la direction d'un journal politique qu'il avait la prudence de refuser. Un libraire voulait fonder avec lui une revue, et Moore avait encore le bon esprit d'échapper à cette proposition. Un soir, chez lady Besborough, lord Lansdowne engagea Moore à fixer sa résidence près de son château de Bowood. Moore accepta cette invitation avec empressement; mais avant de s'établir aux environs de Bowood, il fit un petit voyage à Paris.

Il passa en France deux mois de l'été de 1817. On ne trouve dans sa correspondance d'autre trace des impressions de ce court voyage que cette phrase : « Paris est le lieu le plus délicieux que j'eusse pu rêver au monde. En vérité, si je puis y décider Bessy, mon intention est de venir vivre ici deux ou trois ans. » En écrivant ces mots, le pauvre Moore ne pensait pas qu'une triste nécessité, au lieu d'une attrayante fantaisie, le forcerait bientôt à réaliser son projet. Le séjour de Moore en France lui fournit ce qu'il fallait de couleur locale pour un pamphlet politique en vers comiques qu'il intitula : *la Famille Fudge à Paris*. C'était le second essai de Moore en ce genre. Il avait publié quelques années auparavant de petites satires auxquelles le public avait mordu de bel appétit. Cela s'appelait « la petite poste, » *the two penny post-bag*. C'était une collection de lettres rimées en parodie, où Moore, mal déguisé sous le pseudonyme de Tom Brown, faisait parler certains personnages tories du temps. Le prince-régent, le même à qui Moore avait dédié son *Anacréon*, et avec lequel il avait fait de petits soupers, mais dont les whigs ne virent plus que les ridicules et les vices lorsqu'il les eut abandonnés, y avait les hon-

neurs de la caricature. Une bonne charge du *post-bag* est la lettre du prince-régent à son compagnon de plaisir, le comte d'Yarmouth. Une autre bouffonnerie amusante est la lettre de congratulation écrite par un officier du prince à un M. Gould Francis Leckie. Ce M. Leckie avait eu l'extravagance de faire un livre en l'honneur du pouvoir absolu. Entre autres excentricités, cet original conseillait aux rois de l'Europe, pour éviter les embarras des mariages princiers, de prendre exemple sur le grand-turc et d'envoyer chercher leurs femmes en Géorgie et en Circassie. *La Famille Fudge* était de la même veine que *la petite poste*, c'était aussi une satire épistolaire. Les ridicules des Anglais à Paris formaient la broderie; le fond était la politique anti-libérale du gouvernement anglais de ce temps-là, présentée, appréciée, défendue en charge par des adeptes abjects, grossiers, grotesques de cette politique. Le prince-régent faisait encore les frais de cet amusant persiflage. Lord Castlereagh et lord Sidmouth étaient criblés de pointes. Pendant que Moore travaillait à *la Famille Fudge*, lady Donegal lui envoya une liste de personnes qu'elle le priait d'épargner. « Votre liste m'embarrasse beaucoup, lui répondait Moore; il faut étouffer au berceau de jeunes épigrammes. Vos noms cependant seront épargnés, excepté lord Sidmouth. » Lord Sidmouth (plus connu en France sous le nom de M. Addington, le ministre de la paix d'Amiens) était un bonhomme assez faible de caractère et de talent; mais Moore ne pouvait lui pardonner l'odieux réseau de police dans lequel il avait essayé de garrotter la libre Angleterre. « Il serait contre nature, disait-il, que le patron des espions n'eût pas un trait ou deux. Je vous promets de ne pas l'appeler « vieille pécore, » et c'est tout ce que ses amis les plus chauds peuvent attendre de mieux pour son compte. » Un des gais morceaux de *la Famille Fudge* est en effet un parallèle burlesque de Tibère et de lord Sidmouth, Tib et Sid, comme dit Moore, où les rimes en *tib* et en *sid* se croisent et tombent de la façon la plus comique.

Nous avons déjà vu Moore plusieurs fois en contact avec la politique : dans sa vie personnelle, lorsqu'il refuse par esprit d'indépendance la position de lauréat et l'intervention de lord Moira en sa faveur auprès des ministres ; dans ses œuvres, lorsque par les *Mélodies irlandaises* il devient l'organe et le poète d'une nation opprimée, et par ses satires livre au ridicule les sottes et basses tendances d'un gouvernement rétrogade. La tenue politique de Moore est un des beaux côtés de son caractère, et j'ajouterai une des harmonies de son talent, car nous ne savons que trop que l'esprit détonne et que le talent se fausse là où manque le caractère. Moore était libéral; quoique Irlandais, il n'allait pas au-delà. Il était de ces esprits et de ces cœurs fermes, rares natures, il est vrai, qui dans nos temps

d'instabilité révolutionnaire restent debout et ne se laissent ni emporter à la démagogie ni abattre sous le despotisme, suivant le courant du jour ou la fatalité du moment. Il n'aimait pas la démocratie qu'il avait entrevue aux États-Unis, parce qu'elle lui paraissait oppressive pour la liberté des hommes distingués. Il détestait les excès de la révolution française pour le mal qu'ils avaient fait à la liberté. « Honte aux tyrans! disait-il dans la mélodie :

'Tis gone and for ever the light we saw breaking,

honte aux tyrans qui nous ont ravi ce bonheur (la liberté), et honte à la race légère, indigne de son bien, qui sur l'autel fumant de la mort, caressant comme les furies la jeune espérance de la liberté, l'a baptisée dans le sang! Alors s'évanouit pour toujours cette belle et lumineuse vision dont l'image, en dépit des esclaves et des cœurs glacés, vivra longtemps pure, brillante, céleste comme d'abord elle se leva, mon Érin perdue, sur toi! » Le souvenir vivant de la révolution française lui inspira un inguérissable dégoût pour toutes les agitations qui font appel aux passions ignorantes de la foule. Il savait que la démagogie est une des formes les plus viles de la servitude; aussi ne fit-il jamais cause commune avec les Irlandais de l'école d'O'Connell. « S'il y a quelque chose au monde qui m'ait inspiré plus de mépris et de haine que quoi que ce soit depuis longtemps, écrivait-il en 1815, ce sont ces politiques de Dublin auxquels vous craignez de me voir associé. Je ne crois pas qu'une bonne cause ait jamais été gâtée par une clique de démagogues plus fanatique, plus braillarde et plus dégoûtante. Quoique ce soit la religion de mes pères, je dois dire que ce vil et grossier esprit doit être attribué en grande partie à cette misérable secte qui souille encore l'Europe de jésuitisme et d'inquisition, la plus étroite et la plus funeste de celles qui ont abruti l'humanité. Jugez si je suis en danger de m'unir à MM. O'Connell, O'Donnell, etc. » Mais le même sentiment qui faisait voir à Moore dans la démagogie l'avant-garde du despotisme lui montrait dans les fauteurs du pouvoir arbitraire des provocateurs de révolution. Du moins en Angleterre les conditions essentielles de la liberté avaient été respectées : la liberté y était bien en pénitence sous la férule de lord Castlereagh; mais les pacifiques efforts des libéraux avec lesquels marchait Moore ont suffi pour lui rendre, sans convulsion, le mouvement et la fécondité.

Moore, au retour de son excursion en France, alla s'établir près de Bowood. Il loua, pour 40 livres par an, tout meublé, le cottage de Sloperton, un vrai cottage couvert en chaume. Tout lui souriait : il commençait à goûter les agrémens de son nouveau séjour; il se louait des attentions de lord et de lady Lansdowne pour sa femme

et pour lui; *la Famille Fudge* lui procurait des succès nouveaux; les profits de *Lalla Rookh*, joints aux *Mélodies nationales* et aux *Chants sacrés*, qu'il continuait à publier, et à la *Vie de Sheridan*, pour laquelle Murray devait lui donner 1,000 livres sterling, lui promettaient enfin une vie d'agréables travaux et d'honnête aisance; il semblait, n'est-ce pas? avoir le droit de regarder l'avenir avec une confiante sécurité. C'est juste en ce moment qu'un accident terrible vint bouleverser l'existence de Moore. On se souvient qu'en partant de Bermude, il y avait laissé à sa place un suppléant. Moore ne put jamais obtenir de son remplaçant des comptes réguliers; il avait fini par oublier l'homme et la place. Voilà que le 1er avril 1818 il reçoit une citation à comparaître devant le tribunal connu sous le nom de *Doctors' Commons*. Le gérant de Moore avait refusé de restituer le produit d'un navire vendu avec son chargement qui avait été déposé entre ses mains en attendant une décision du tribunal des prises. Moore était cité pour avoir à répondre du détournement imputé à son remplaçant. Il s'agissait d'une somme énorme, 6,000 livres sterling. Si Moore perdait son procès, comme il lui était impossible de payer une somme aussi considérable, il serait frappé de la contrainte par corps. La ruine, la prison, la prison pour la vie peut-être, voilà la fin où Moore voyait aboutir les efforts et les succès de tant d'années.

Il fit face à cette affreuse tribulation avec une admirable sérénité d'humeur. En annonçant la catastrophe à lady Donegal, il lui disait : « Il est heureux que ce coup ne soit pas tombé sur moi plus tôt; j'aurais pu en perdre la gaieté qui m'était nécessaire pour achever ma *Famille Fudge*. Je ne sais pourtant comment cela se fait, ma conscience étant en repos, et la peine n'étant point la conséquence d'une faute, je doute que même la prison altère ma bonne humeur; — des murs de pierre ne font point une prison. » En écrivant à son éditeur Power sur le même sujet, il disait : « Quelle vie! Je ne suis cependant, grâce au ciel, pas du tout abattu de cette perspective. Comme je n'aurai pas à souffrir pour une mauvaise action commise par moi, il n'y aura dans mon malheur rien d'amer pour ma conscience, et je pourrai toujours narguer la fortune. On ne m'enlèvera ni ma propre estime ni mon talent, et avec cela je peux vivre heureux partout. » Moore prit courageusement son parti. Le procès qu'il avait à soutenir serait long; tout n'était pas encore perdu. Il rassura ses parens, ne voulut point profiter des offres empressées de ses amis, se blottit en les savourant plus avidement encore dans les douces joies de son intérieur, animé par sa douce et charmante Bessy et les deux enfans qui lui restaient, et en attendant le dénoûment il se remit intrépidement au travail.

L'arrêt des *Doctors' Commons* se fit attendre un an. Durant cette année, l'existence de Moore fut ainsi distribuée : pour ses travaux, il continua les mélodies sacrées, les chants nationaux, et s'occupa principalement des recherches relatives à la vie de Sheridan; comme séjour, il habita Sloperton-Cottage, mais fit de fréquentes courses à Londres pour veiller à son procès et pour recueillir de la bouche des amis survivans de Sheridan des informations sur les principaux accidens de sa vie politique, et les anecdotes qui pouvaient servir à illustrer son caractère; quant aux relations, il eut à la campagne l'intimité de lord Lansdowne, à Londres il vécut beaucoup dans la société de lord Holland. Au reste, nous avons, par le journal qu'il tint depuis cette époque jusqu'en 1836, le bulletin moral et le détail presque quotidien de sa vie.

Il faut citer quelques-unes de ces notes pour donner une idée de la façon dont se passaient les journées de Moore à Sloperton-Cottage, et des phases de sentimens qu'il traversait dans un moment si critique. En voici quelques échantillons : « 27 octobre 1818. Jour pluvieux : dîné de bonne heure. Travaillé le matin à Sheridan. Après dîné et après le thé, copié un *Benedictus* de Mozart et le *Et incarnatus est* de Haydn, tous deux le *merum sal* de la musique. Avant souper, je les ai chantés et d'autres morceaux avec Mary Dalby et Bessy. La pauvre Bessy a pleuré à mon chant sacré : « Oh! qu'il est doux de penser à la vie à venir, » et dans une conversation que nous avons eue ensuite sur la perspective consolante de retrouver dans un autre monde ceux que nous aimons : elle pensait à la pauvre Barbara (une jeune fille de Moore morte récemment). Lorsqu'elles se sont couchées, j'ai essayé quelques sonates de Clementi; j'ai été ravi de celles qui sont dédiées à miss Gavin, parce que ma sœur les jouait et qu'elles m'ont rappelé d'anciens jours. Lu un peu des discours de Sheridan avant d'aller au lit. — 29. Une journée est si semblable à l'autre qu'il est difficile d'en distinguer la différence; ce sont les plus heureuses, vrais jours de cottage tranquilles et industrieux, sans autre alliage que la faible santé de ma douce Bessy, qui s'améliorera, j'espère, quand elle aura accouché. Poursuivi ma tâche tout le jour dans le jardin. La soirée délicieuse! on eût dit le dernier doux adieu de l'été. Les Hughes sont venus pour le thé et le souper. Nous avons joué et chanté. Je leur ai lu la comédie de Morton : *l'École de la Réforme.* — 30. Même répétition pour la plus grande partie; dans la soirée, encore un éclair de l'été qui s'en va; ce sera certainement le dernier. Copié, après le thé, une partie d'une chose glorieuse de Haydn, commençant par le chant : *Amen dico tibi*, etc., le passage *Oggi con me* est divin. — 31 décembre. Tout est en l'air pour les préparatifs de notre bal de ce soir; le souper dressé dans mon cabinet de travail. La

pauvre Bessy est tout le jour sur les jambes, afin que tout soit aussi propre que possible; ma principale occupation, après tirer le vin, est de tenir le petit Tom tranquille. Tout s'est passé très gaiement. Nous avons fait notre possible pour rendre nos gens heureux; il faut reconnaître que nos hôtes semblent être venus tous avec le parti pris de s'amuser. Soupé à minuit et demi. J'avais fait venir des homards, des huîtres et du Champagne de Londres exprès pour la circonstance, et le souper a été non-seulement gai, mais élégant. Vingt-deux personnes ont soupé dans mon petit cabinet. J'ai chanté après le souper, puis l'on a encore dansé jusqu'à quatre heures du matin. Joyeux commencement pour la nouvelle année. Dieu fasse que cela continue et qu'ainsi « nos jours et nos nuits, avec toutes leurs heures, s'en aillent en dansant sur la pointe du pied. » On voit ici, comme par une fenêtre de son cottage ou à travers la grille de son jardin, le Tom Moore que nous avons essayé de dépeindre, homme d'intérieur, de travail délicat, de douce flânerie, fou de musique, toujours amoureux des réunions et des fêtes, même sous la menace d'un grand malheur. A travers cette paix enjouée, la tristesse pourtant ou quelque attendrissement pénible commençait déjà à jeter parfois un nuage. — 11 janvier 1819. Une remarque d'un article sur mes dernières *Mélodies* m'a fait en quelque sorte froid au cœur. « Nous pouvons reconnaître l'influence de l'âge qui s'avance aux feux maintenant plus calmes du moderne Anacréon. » Hélas! ce n'est que trop vrai. Je vais avoir bientôt accompli mon huitième lustre. — 13. Le *Mémoire de Cribb* (une nouvelle satire politique) est presque fini. Je me suis promené quatre heures. La journée était exquise. J'ai senti des élans de dévotion en me promenant et en contemplant le monde glorieux autour de moi, qui m'ont fait plus de bien que des volumes de théologie. — 20 février. Une tristesse sur moi, quelquefois semblable à celle des jeunes années et agréable, mais quelquefois mêlée de reproches que je m'adresse, et par conséquent pénible. — 11 avril. Commencé des paroles sur un très joli air français. Splendide coucher du soleil ce soir; si je m'étais laissé aller, j'aurais pleuré comme un enfant aux pensées qui me venaient devant ce spectacle : je pensais au peu que j'ai fait dans ce monde, et à tout ce dont mon âme se sent capable. Mais il y a certainement une sphère meilleure pour ceux qui n'ont fait que commencer leur course dans celle-ci. — 23. A mon arrivée chez moi, j'ai trouvé une lettre de Toller (son avocat) renfermant des déclarations de mes parties adverses, et demandant des instructions, car mes adversaires veulent pousser les choses aux extrémités. La catastrophe est donc à la veille d'éclater. Cela m'a un peu attristé, car j'avais presque oublié toute l'affaire, et voilà qu'elle revient sur moi plus sombre que jamais. C'est peut-être pour le

mieux. — 24. Jour pluvieux, sombre; mon humeur de la même teinte. Souvent je désirerais trouver une bonne cause pour laquelle je pusse mourir. »

On n'a ici que la moitié du tableau de la vie de Moore à la campagne. Ses relations avec lord Lansdowne défrayaient une grande partie de son temps. Lord Lansdowne avait consenti à être le parrain du fils de Moore, et s'attachait tous les jours davantage le poète par les témoignages de sa noble amitié. « J'ai vu lord Lansdowne, écrit une fois Moore sur son journal, affectueux et aimable comme d'habitude. Je trouve qu'il gagne les cœurs de la bonne façon, *piano è sano.* » Il y avait toujours société nombreuse à Bowood, recrutée dans l'aristocratie ou parmi les hommes éminens de la politique et de la littérature. Moore y était souvent en voisin. Il y faisait une moisson d'anecdotes sur la politique du temps de Sheridan. Ses journaux reproduisent une foule de conversations politiques ou purement littéraires, dont les interlocuteurs, outre lui et lord Lansdowne, sont des hommes comme Dumont de Genève, Dugald Stewart, sir James Mackintosh. Ces entretiens roulent sur des sujets trop particuliers à l'Angleterre pour qu'on en puisse détacher des fragmens; mais à la variété qui les anime, à l'élévation du ton et à la finesse des aperçus, on comprend le charme et l'utilité de cette vie de société large et libérale. A Londres, Moore avait Holland-House pour lui tenir place de Bowood. Il y avait plus de mouvement, plus de brillant, plus de grâces légères chez lord Holland que chez lord Lansdowne. Moore y était accueilli sur le même pied d'intimité : il y avait toujours sa chambre et son couvert. Il a esquissé dans son histoire de Sheridan quelques traits de la figure de lord Holland qui montrent bien ce qui l'attirait lui-même dans l'heureuse nature du neveu de Charles Fox. En fait d'opinions, droiture, amour de la justice, esprit de tolérance qui ne savait s'irriter que contre la tyrannie; dans le caractère une simplicité ouverte et rayonnante, un accueil si riant, qu'il faisait dire à Rogers : « Quand lord Holland vous aborde, on dirait qu'il a toujours quelque bonne nouvelle à vous annoncer; » comme causeur, une étendue de connaissances, une façon d'être au courant des choses et une vivacité d'esprit qui touchaient à tout, dit Moore, et qui ne touchaient à rien sans l'embellir; pour mieux peindre la conversation de lord Holland, Moore empruntait une image de Dryden : « C'est le matin de l'esprit, disait-il (*the morning of the mind*), produisant successivement au regard de nouveaux objets, de nouvelles images, et répandant sur chaque chose une fraîche lumière.» Les journaux de Moore apportent de nouvelles preuves de l'influence exercée par la société que lord Holland réunissait chez lui sur la politique et la littérature anglaises. La maison de lord Holland fut en

Angleterre un prolongement des salons français du XVIIIe siècle. Le rédacteur en chef de la *Quarterly Review*, Gifford, témoignait à Moore le regret que le parti tory n'eût pas un centre attrayant à opposer à Holland-House. Toujours, en effet, et partout où un homme, une femme d'un cœur élevé et d'un esprit élégant, sauront fixer et marier chez eux ces choses qui se fortifient et se parent si bien l'une par l'autre, le monde, la politique et la littérature, — le résultat est infaillible : une œuvre pareille exercera sur la société un irrésistible ascendant, et laissera sur son temps une ineffaçable empreinte.

C'est à Londres et dans les délices de cette société polie, où il tenait si bien sa place, que Moore reçut l'arrêt qui le condamnait à restituer les 6,000 livres sterling détournées par son agent infidèle. Les offres de services vinrent de toutes parts à Moore. Jeffrey, à la première nouvelle du désastre, lui avait proposé 500 livres et plus. Rogers voulait lui faire reprendre les 500 livres que Moore lui avait rendues. Lord Holland se mettait à sa disposition. Lord Lansdowne était prêt ou à l'aider de sa bourse, ou à lui donner sa garantie. Le marquis de Tavistock, fils aîné du duc de Bedford et frère de lord John Russell, offrait aussi de l'argent. Plus pauvre en sa qualité de cadet, lord John Russell, qui venait de publier une vie de lord Russell, le martyr du XVIIe siècle, voulait consacrer le produit de son livre à Moore. Ses éditeurs, les Longmans, étaient disposés à lui faire l'avance des 6,000 livres sterling. D'autres amis de Moore parlaient d'ouvrir une souscription qui eût été promptement couverte. Sir Francis Burdett voulait faire à la chambre des communes une motion afin que le gouvernement abandonnât sa part dans la créance pour laquelle Moore était menacé de la prison. Moore fut touché et reconnaissant de ce zèle, mais il ne voulut point en profiter. Il préféra s'expatrier, afin de se mettre en mesure d'entrer en accommodement avec ses créanciers sans subir la contrainte de la prison.

Mais ici s'arrêtent les deux volumes publiés des mémoires de Moore. Dans les volumes suivans, qui ne tarderont point à paraître, c'est en France que nous le retrouverons. Il y vint avec lord John Russell. Admirable rencontre qui associe deux fois le nom de Russell au nom de Moore, et qui ne fait pas moins d'honneur à l'homme d'état illustre qu'au poète malheureux : lord John Russell se fit le compagnon de Moore après son désastre, comme aujourd'hui après sa mort il accompagne encore Moore dans le livre qui doit porter à l'avenir l'histoire de sa vie et sa renommée.

EUGÈNE FORCADE.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

LA BAYONNAISE A BATAVIA.

Le 2 juillet 1849, nous quittâmes le port de Macassar, et nous tournâmes notre proue vagabonde vers la baie de Batavia. Lorsqu'au mois d'avril 1847 j'avais quitté la France pour me rendre dans les mers de Chine, je ne m'étais point promis de plus grand dédommagement d'une longue absence et d'un lointain voyage que le plaisir de visiter la capitale des Indes néerlandaises. Mon père avait fait, sous les ordres de M. d'Entrecasteaux, la campagne qu'accomplirent, de 1791 à 1795, dans l'Océan Pacifique et dans l'archipel indien, les deux corvettes envoyées par le roi Louis XVI à la recherche des navires de La Pérouse. Après la mort des deux chefs de l'expédition, M. d'Oribeau conduisit les corvettes françaises dans le port de Sourabaya, et mon père, alors enseigne de vaisseau, se vit contraint d'attendre, pendant plus d'une année, sur les côtes de Java, l'occasion de rentrer en Europe.

Les colonies hollandaises étaient à cette époque sur leur déclin. Cependant, après cinquante-trois ans passés à parcourir le monde, l'ancien officier de d'Entrecasteaux affirmait encore que l'île de Java et les Moluques étaient ce qu'il avait vu de plus beau sur la terre. Je m'étais pénétré de ces impressions enthousiastes, et je ne pouvais songer sans émotion au bonheur que j'éprouverais à visiter moi-même ces merveilleuses contrées. Une circonstance imprévue était

venue d'ailleurs, peu d'années avant mon départ, raviver ces souvenirs de famille, et avait contribué à enfoncer plus avant encore dans mon cœur l'aiguillon de la curiosité. Nous avions rencontré à Paris un naturaliste allemand, le docteur Burger, qui avait suivi M. Van der Capellen à Java et M. Siebold dans l'intérieur du Japon. Le docteur Burger n'était point seulement un savant botaniste et un philosophe doué d'un profond esprit d'observation, il avait en outre le don si rare de rendre ses récits attachans. Sa jeunesse avait été laborieuse; mais, comme le Beppo de Byron, il avait fini par amasser, au prix de mille périls, une fortune honorable et d'intéressans souvenirs.

> Whate'er his youth had suffer'd his old age
> Whit weath and talking made him some amends.

Je ne me lassais point de suivre en esprit l'aimable et bon docteur à travers les rues de Jédo ou d'errer avec lui au milieu des forêts vierges des tropiques. Les entretiens d'un pareil conteur auraient décidé ma vocation de marin, si j'avais encore eu le choix d'une carrière à faire. Réunis par les mêmes goûts et par une secrète sympathie, au bout de quelque temps le docteur Burger et moi nous étions devenus inséparables. Pendant tout un hiver, nous courûmes ensemble, comme deux écoliers, des bancs de la Sorbonne aux amphithéâtres du Jardin-des-Plantes. Quelques mois encore, et l'histoire naturelle comptait un adepte de plus. Le docteur Burger dut malheureusement retourner à Batavia, et il emporta tout mon zèle avec lui. En me quittant, il avait voulu conserver l'espoir de me revoir un jour dans cette belle île de Java dont si souvent il m'avait vanté les charmes. Un singulier enchaînement de circonstances allait réaliser, après quatre années d'attente, ce vœu amical.

Dès que l'écueil du *Brill* fut dépassé, la mousson nous fit franchir en cinq jours les 250 lieues qui séparent les côtes de Célèbes de la rade de Batavia. Déjà les îlots d'Edam et d'Alkmaar se montraient à l'horizon, et nous nous flattions de gagner le mouillage avant le coucher du soleil, quand le calme vint nous surprendre. Nous parvînmes cependant à nous traîner, avec un dernier souffle de brise, jusqu'à la hauteur de la pointe de Krawang, qui servit longtemps de limite aux possessions de la compagnie. Nous laissâmes alors tomber l'ancre pour attendre le jour, et vers huit heures du matin nous déployâmes de nouveau nos voiles. La brise du large ne tarda point à s'élever, marquant d'un cercle noir une partie de l'horizon, et jetant de toutes parts sur la surface jusqu'alors immobile de la baie les empreintes d'une griffe invisible.

La baie de Batavia ne ressemble point à la mer intérieure qui baigne la plage de Manille; elle ne rappelle ni la rade foraine de Me-

nado, ni le calme étang de Macassar; elle offre un coup d'œil qu'on chercherait vainement sur un autre point de l'archipel indien. Dans le lointain se dressent les hauts sommets du Salak et du Guédé, qui s'élèvent à 2 et 3,000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Ce n'est point cependant la majesté de ces grandes lignes qui attire les regards, c'est sur la baie, émaillée comme un pré de bouquets de verdure, que l'œil fasciné s'arrête et se repose; mais dès qu'on a dépassé les îlots boisés entre lesquels s'égare la mer limpide et bleue, dès qu'on n'a plus devant soi que les écueils de la rade, une teinte de deuil et de tristesse vient s'étendre sur ce gracieux paysage. L'atmosphère a perdu sa transparence; le sommet des montagnes commence à disparaître sous un dôme de vapeurs. Les terres basses qui forment le fond de la baie montent au niveau de l'horizon par un mouvement presque insensible. Au-dessus de ces plages marécageuses, on croirait voir planer un air lourd et pestilentiel. C'est bien là le mélancolique aspect que l'imagination prêtait d'avance à la plaine de Batavia, à cette terre qu'un enfant égaré des îles de l'Océanie (1) appelait, dans son poétique langage, *Enoua maté*, la terre qui tue. Heureusement, non loin de ces marais fétides s'étend une plaine assainie par de nombreuses tranchées, et dont la pente, légèrement inclinée vers la mer, procure un écoulement facile aux eaux stagnantes. Les terrains d'alluvion qui bordent le rivage n'en sont pas moins encore aujourd'hui, comme aux temps les plus funestes de Batavia, un foyer de miasmes délétères.

Si de sombres pensées traversèrent alors notre esprit, l'attention que nous devions donner à la manœuvre de la corvette vint bientôt nous en distraire. Nous entrions dans la rade, poussés par une brise aussi fraîche que l'*embat* qui souffle aux beaux jours de l'été dans le golfe de Smyrne. Au milieu des nombreux navires qui occupaient déjà le mouillage, il semblait qu'il ne restât plus une place libre pour *la Bayonnaise*. Sur divers points de cette masse confuse, on distinguait de loin ou la croix de Saint-George ou les blanches étoiles des Etats-Unis. Les trois couleurs de la Hollande flottaient au vent dans toutes les parties de la rade. A côté des bricks de Java montés par des subrécargues arabes se montraient les grandes frégates marchandes de la *Maatschappy*, et sur le premier plan la flotte de guerre, qui revenait victorieuse de Bali. Trois frégates de 40 et 50 canons, trois corvettes, un brick, huit goëlettes et huit navires à vapeur témoignaient de la renaissance d'une marine qui fut jadis la seconde de l'Europe. A peine *la Bayonnaise* eut-elle jeté l'ancre à une demi-encâblure de la magnifique frégate qui portait le pavillon du vice-

(1) Orontou, devenu le compagnon de voyage de Bougainville après le passage de ce célèbre navigateur à Taïti.

amiral Machielsen, que de chaque navire hollandais nous vîmes se détacher une embarcation qui venait nous porter des complimens de bienvenue et des offres de service. Nous ne voulûmes point rester en arrière d'un aussi aimable empressement, et dans la journée même nous visitâmes l'un après l'autre les nombreux bâtimens de l'escadre hollandaise; nous ne rentrâmes à bord qu'une heure après le coucher du soleil. Nous ne songions plus dès lors qu'à nous reposer des fatigues de ce long pélerinage, quand nous apprîmes que le gouverneur-général, M. de Rochussen, avait bien voulu exprimer le désir de nous recevoir dans la soirée. Nous reprîmes donc nos sabres, nos grands chapeaux rougis par l'air salin, nos lourds habits de drap, plus pesans sous les tropiques que la cotte de mailles d'un chevalier, et nous nous dirigeâmes, au milieu des ténèbres, vers l'entrée du port.

L'ancienne ville de Batavia avait été bâtie sur le bord de la mer. Des atterrissemens successifs l'en ont éloignée de près d'un mille. Une rivière qui recevait autrefois les bateaux indigènes et jusqu'aux plus grandes jonques de la Chine, mais dont un courant affaibli par d'imprudentes saignées ne pouvait plus dégager l'embouchure, le Tji-Liwong, a été détournée vers l'ouest pour faire place à un canal contenu entre deux digues qui s'avancent à plus d'un kilomètre de la plage. Notre premier soin fut de chercher des yeux le fanal qui devait nous signaler l'extrémité de ces longues jetées. Nous parvînmes, non sans peine, à le découvrir, et en moins d'une heure nous atteignîmes le débarcadère de la douane. Le succès de notre voyage ne fut cependant assuré que lorsque nous eûmes réussi à nous procurer une voiture. Un cocher malais monté sur le siége attendait nos ordres; un autre Malais demi-nu agitait la torche flamboyante qui devait projeter sa lumière sur la route. Nous donnâmes le signal du départ, et nos coursiers javanais, lancés à fond de train, dévorèrent l'espace.

De hautes maisons bordaient chaque côté du chemin. Éclairées un instant par les reflets de la résine ardente, les grandes façades de ces édifices rentraient l'une après l'autre dans l'obscurité de la nuit. Ce n'était pas une cité vivante que nous traversions, c'était le fantôme d'une ville qui s'enfuyait en silence derrière nous. Nul bruit, nulle clarté ne sortait de ces palais déserts; on eût dit que ces sombres masses de briques et de laves n'étaient plus habitées que par les âmes des générations que pendant deux siècles le climat de Batavia avait dévorées. Qui sait si à l'heure de minuit les conseillers des Indes n'errent pas encore au milieu de cette nécropole, si les gouverneurs-généraux, précédés de leurs gardes du corps et de leurs trompettes, ne parcourent pas en carrosse ces rues solitaires! Les dragons, vêtus d'habits de drap écarlate et tout galonnés d'or, suivent à cheval leur voiture; les cavaliers qui les rencontrent mettent pied à terre quand ils passent. Des ombres en justaucorps de ve-

lours d'Utrecht ou en pourpoint de soie se rangent le long des murs pour ne pas encombrer la chaussée. Combien de milliers d'Européens sont venus chercher la mort dans cette enceinte! S'ils sortaient tous à la fois de leurs tombeaux, la vieille ville de Batavia ne serait plus assez grande pour les contenir!

L'atmosphère cependant était devenue moins humide et moins épaisse; la nuit paraissait moins noire. Nous n'étions plus tentés de peupler de spectres et d'apparitions funèbres la longue avenue dans laquelle nous venions d'entrer. La route était bien encore silencieuse et déserte; mais c'était la solitude des campagnes, ce n'était plus celle d'une ville abandonnée. Depuis près d'un quart d'heure, nous roulions ainsi entre deux rangées de grands arbres. A notre gauche, un canal aux flots assoupis baignait sans murmure ses talus de gazon, et dans le lointain, sur la droite, des lumières scintillaient à travers le feuillage. Tout à coup la clarté devient plus vive, et comme des profondeurs d'un bois sacré se dégagent, à mesure que nous avançons, de blanches colonnades et de frais péristyles. Des lampes versent sous ces portiques une douce clarté. Mollement étendues dans de grands fauteuils de rotin ou groupées autour d'une table à ouvrage, des femmes en robes de mousseline et de gaze, les bras nus, les épaules découvertes, apparaissent à nos yeux éblouis comme les déités plutôt que comme les prêtresses de ces temples. On se figurera difficilement notre émotion à la vue de ce spectacle inattendu. Chacun de nous demeurait immobile et muet, le regard attaché sur ce tableau féerique comme sur un miroir que l'on craint de ternir, comme sur une image qu'un souffle peut faire disparaître. C'est ainsi que l'esprit du mal se plaisait, dit-on, à troubler les saintes pensées des ermites de la Thébaïde. Rassurons-nous : ce n'est point l'œuvre du démon que nous venons de contempler. Nous voici arrêtés devant un de ces péristyles : les colonnes ne s'enfoncent pas dans le sol; les murailles ne s'abîment pas l'une sur l'autre comme les débris d'un château de cartes; nos pieds mêmes ont foulé ces parvis de marbre sans que la terre ait frémi sous nos pas, sans que le gouffre se soit entr'ouvert. Nous ne sommes donc le jouet ni d'une hallucination ni d'un rêve, et notre enchantement n'aura pas de réveil.

Le résident de Batavia, M. van Rees, avait bien voulu se charger de nous introduire auprès du gouverneur-général, et c'était à son hôtel que nous avions commandé à notre cocher de nous conduire. Malgré notre activité, nous nous étions fait attendre. M. van Rees s'avança gracieusement à notre rencontre et nous offrit de monter dans la calèche découverte qu'il avait eu soin de faire atteler à l'avance. Pendant le temps que le cocher mit à se ranger devant le perron, nous pûmes jeter un regard autour de nous. Un goût délicat avait présidé à l'architecture et à l'ameublement de cette délicieuse

demeure. L'éclat du stuc qui couvrait les murailles, la blancheur des colonnes, la fraîcheur des grandes dalles, la paraient mieux que n'auraient pu le faire les lourdes draperies et les lambris dorés de nos salons. Ce n'était qu'une miniature de palais, mais les ouvriers de l'Ionie avaient dû, aux plus beaux jours de la Grèce, en élever de semblables. Point de porte à ouvrir pour passer du vestibule dans le salon ou du salon dans la galerie intérieure. La brise errait librement d'une pièce à l'autre sans avoir à soulever une tenture. Des meubles de laque et de rotin, des vases d'albâtre, des globes de cristal, voilà les seuls objets que nos yeux rencontraient dans ces appartemens. Tout à coup, d'un des angles du salon nous vîmes s'élancer, avec un jappement joyeux, la plus ravissante petite créature qui ait jamais mérité de dormir sur les genoux d'une marquise : c'était un chien du Japon à la robe noire et soyeuse marbrée de raies blanches et de taches de feu, un chien de la grosseur d'un rat, doué de la vivacité d'un écureuil. Il y avait une noblesse dans sa petite tête, une intelligence dans son regard, qui l'élevaient au-dessus de la classe ordinaire des roquets. Les caniches lilliputiens de Manille, les bassets de Péking avec leurs jambes torses et leurs gros yeux à fleur de tête, auraient eu l'air de Calibans auprès de lui. M. van Rees l'avait payé un prix fabuleux; ne fallait-il pas cet Ariel pour garder ce palais enchanté?

Dès que la voiture de M. van Rees fut avancée, nous partîmes pour nous rendre chez M. le comte de Rochussen, et, au bout de quelques minutes, nous montions les degrés de l'hôtel du gouvernement. Le vice-roi des Indes néerlandaises ne saurait être entouré de trop de splendeur. Il faut que les populations se prosternent devant le faste qui l'environne. Nulle somptuosité de mauvais goût ne dépare pourtant la demeure qu'il habite. On a su donner à cet édifice un cachet de grandeur sans rien sacrifier de la simplicité qui convient aux palais de l'Orient. Des salles vastes et nues, froides comme une statue qui vient de sortir d'un bloc de Carrare, des plafonds supportés par des piliers doriques, des siéges rangés en demi-cercle au milieu d'une immense galerie, je ne sais quelle gravité imposante, qui semblait avoir passé des lignes de cette architecture dans les habitudes de cette enceinte, rembrunirent nos fronts et imprimèrent soudain à notre démarche une raideur officielle. A l'entrée du vestibule, nous trouvâmes un aide-de-camp qui nous conduisit auprès du gouverneur-général. M. de Rochussen portait l'uniforme de maréchal, symbole des vastes pouvoirs qui lui étaient conférés. De nombreux officiers en grande tenue entouraient le gouverneur, et semblaient composer sa maison militaire. Je ne sais si le palais du roi Guillaume eût présenté un aspect plus royal; j'avais sûrement vu pour ma part plus d'une tête couronnée qu'environnaient moins d'éclat et

moins d'étiquette. Avant de nous faire asseoir, M. de Rochussen voulut nous présenter lui-même à M. le duc Bernard de Saxe-Weimar, lieutenant-gouverneur et commandant de l'armée des Indes. Tous les étrangers qui ont eu l'honneur d'être reçus à Batavia par M. de Rochussen savent quelle aménité et quelle grâce bienveillante tempéraient chez cet homme d'état la réserve et la dignité dont ses hautes fonctions lui faisaient un devoir. Le duc Bernard est à bon droit cité comme l'un des hommes les plus aimables et les plus spirituels qu'aient produits ces maisons princières de l'Allemagne unies par tant de liens intimes à la plupart des souverains de l'Europe. Nous ne prolongeâmes point cette première visite; mais, quand nous quittâmes le gouverneur-général de Batavia, nous avions appris une fois de plus que la véritable courtoisie peut ne rien perdre de son charme aux formes solennelles dont une étiquette rigoureuse l'entoure.

M. van Rees voulut nous ramener à son hôtel; il m'y réservait une aimable surprise : la première personne qui s'offrit à mes regards, quand je descendis de voiture, ce fut le docteur Burger. Instruit de mon arrivée par le résident, il accourait pour m'enlever au passage. Ce n'eût point été de la discrétion, c'eût été de l'ingratitude, que de vouloir me soustraire aux empressemens d'une amitié qui avait si bien résisté à quatre années d'absence. Le docteur triompha donc aisément des objections que j'essayai d'opposer à ses instances. Dès cette nuit même, je devins son hôte. Les émotions de la journée ne m'empêchèrent pas de goûter un sommeil paisible. Lorsque j'ouvris les yeux, le globe du soleil se montrait déjà comme un météore enflammé au-dessus de l'horizon. Le docteur était levé depuis plus d'une heure. Selon son habitude, il s'était empressé de quitter sa chambre pour venir s'asseoir sous le péristyle. Vêtu de la *cabaya* malaise et d'un large pantalon d'indienne qu'un cordon de soie serrait autour de sa taille, étendu dans un grand fauteuil à dossier renversé, les pieds posés sur les barreaux d'une chaise, le coude appuyé sur un guéridon, il aspirait en rêvant la fraîcheur du matin. Je me hâtai de m'habiller et d'aller prendre place à côté de lui. La rencontre d'un ami est toujours une bonne fortune; mais, quand cette rencontre a lieu sur la terre étrangère, quand elle transforme une ville indifférente en un lieu de refuge où le cœur longtemps comprimé ne craint plus de s'ouvrir, il faut remercier le ciel d'une double faveur. Jamais je ne m'étais senti mieux disposé à admirer les beautés de la nature. La température en ce moment était délicieuse. La brise de terre qui avait régné toute la nuit avait rafraîchi l'atmosphère, et les premiers rayons du soleil venaient de condenser cette humidité pénétrante qui tombe incessamment du ciel bleu des tropiques. La maison de M. Burger était bâtie sur le bord du canal que nous avions entrevu la veille. On n'avait que quelques pas à faire pour se plonger au sortir du lit

dans un large bassin d'eau courante. Des cloisons et un toit de bambou cachaient les baigneurs aux regards des passans. Les massifs d'un parterre, où brillaient toutes les richesses de la flore javanaise, s'étendaient entre la façade de la maison et la grille du jardin. Là croissaient au milieu des ébéniers, des cassiers et des mimosas, le *sapan* aux longues étamines, le *gebang* dont les palmes rigides se développent comme un éventail, le *dadap* aux grappes de corail, le *kayou-pouti* au tronc argenté, le *warou* aux fleurs jaunes ou aux corolles écarlates, mille autres plantes dont le nom m'est resté inconnu, et dont je crois encore voir frémir le feuillage. D'élégantes voitures se croisaient déjà sur la route et passaient devant nous avec la rapidité d'une flèche. D'infatigables piétons portaient suspendus aux deux extrémités d'une perche flexible des paniers remplis de volailles ou de fruits, et s'en allaient d'un pas cadencé offrir de maison en maison les produits de leurs basses-cours ou ceux de leurs vergers. C'était une scène de singulière activité dont l'aspect variait à chaque instant, comme si une main complaisante eût voulu faire passer sous mes yeux toute une galerie de tableaux.

Cette belle et tiède matinée me rendait cependant un peu honteux de mon inaction. Il me semblait que la promenade eût été à pareille heure un exercice éminemment salutaire. Tel n'était pas l'avis du docteur Burger. « Tout effort, disait-il, est funeste sous un ciel qui énerve. Sortez en voiture, si cela vous convient; montez même à cheval, je n'y vois pas d'inconvénient; mais, dans l'intérêt de votre santé, ne marchez jamais. » Bien peu de personnes s'écartent à Batavia des règles de cette hygiène. La plupart des Européens ne s'y servent de leurs jambes que pour passer d'un appartement dans l'autre. C'est assurément le pays où un paralytique sentirait le moins le malheur de sa condition. Docile au vœu du docteur, je ne me permis de toute la matinée d'autre effort que de jeter au vent la fumée de quatre ou cinq cigares. Nulle part, si ce n'est à Smyrne, je n'avais fumé d'une façon plus orientale. Assis sur les moelleux divans du café des Roses, je n'avais qu'à prononcer d'une voix gutturale : *verbana bir tchibouk!* et *verbana atesh!* pour qu'Ismaël m'apportât à la fois une longue pipe et du feu. Sous le portique hospitalier du docteur Burger, j'avais encore moins de frais à faire. La langue malaise est si douce et si musicale! *Sapada!* disais-je sans m'érailler le gosier comme aux jours où j'essayais de parler turc. — *Ia touan!* répondait un jeune Javanais qui se tenait accroupi dans un coin de la verandah, une mèche en bourre de cocotier à la main. — *Cassi api!* apporte-moi du feu! Je prenais un cigare sur le guéridon placé près de moi, et, sans avoir eu la peine de détourner la tête, je continuais à suivre les mille créations de ma fantaisie au milieu des blanches spirales qui s'échappaient de mes lèvres.

Vers onze heures, le déjeuner vint m'enlever aux douceurs de cette vie contemplative. Je fus surpris de l'étonnante profusion qui régnait sur la table du docteur, profusion d'autant plus inutile que sous les tropiques on ne se sent guère disposé à faire honneur à de tels festins. Le regard se détourne avec dégoût des viandes fumantes et des mets substantiels que l'estomac répudie. L'appétit émoussé ne se ranime un instant que sous l'influence excitante des épices. Le docteur Burger possédait encore à ce sujet de précieux aphorismes. « Le poivre est échauffant, disait-il, le piment seul rafraîchit. » Le fait est qu'au bout de quinze jours le docteur m'avait guéri d'une irritation d'entrailles par un usage judicieux du *karrick à l'indienne*. Un partisan aussi décidé de la médecine tonique devait naturellement s'élever contre l'abus des fruits. L'ananas, la pamplemousse, le litchi, le sursak, avec leur saveur acide et sucrée, lui semblaient encore plus dangereux que le poivre. Il n'exceptait guère de la proscription générale que la figue banane et le roi des fruits, le mangoustan, semblable à une orange renfermée dans la peau d'une grenade, dont la pulpe fondante et blanche ne saurait être mieux comparée qu'à un sorbet à la pêche.

Quand à Batavia on a perdu sa matinée, il faut savoir faire trêve à ses projets, et chercher dans le sommeil l'oubli d'une curiosité impatiente. Je me décidai sans peine à remettre au lendemain le plaisir de parcourir la vieille ville et la ville neuve; mais avant d'endosser la *cabaya* et de revêtir le pantalon moresque, indispensable préliminaire d'une sieste javanaise, je voulus faire plus ample connaissance avec la maison de M. Burger. La salle à manger donnait sur une vaste cour intérieure. Un figuier aux rameaux étendus et aux racines multipliantes, le *waringin,* si cher aux Javanais et aux Chinois, s'élevait au centre de cette cour et couvrait de son ombre tout un village indigène. Chacun des nombreux serviteurs de M. Burger avait là son toit de chaume. C'était un phalanstère où rien n'était en commun, si ce n'est la providence du docteur. Aussi la paix et l'abondance régnaient-elles au sein de cette heureuse peuplade. Les femmes n'avaient d'autre soin que d'allaiter leurs enfans, de piler le *paddy* (1) ou de tisser le *sarong* conjugal; les jeunes filles allaient dès le matin suspendre aux rameaux du figuier la cage où la tourterelle roucoulait jusqu'au soir son long gémissement d'amour. Une foule de petits êtres à la peau cuivrée rampaient dans la poussière ou demeuraient assis sur le seuil de la case, promenant autour d'eux des regards solennels. Tout cela vivait sans effort, sans souci du passé, sans inquiétude de l'avenir, attendant le *paddy* quotidien du docteur comme

(1) *Paddy* à Java, *palay* à Manille : c'est le riz avant qu'il soit dépouillé de son enveloppe.

l'herbe des champs attend la rosée des nuits, comme les grands arbres se confient pour alimenter leur sève aux sucs nourriciers de la terre. C'était le bonheur insouciant du sauvage abrité sous l'aile d'une philosophie bienfaisante.

La chaleur cependant était devenue accablante. Il fallait se rendre aux douceurs énervantes du climat, Européens et Javanais m'en donnaient l'exemple. Je me décidai à me jeter sur mon lit; je n'y trouvai qu'un sommeil agité. Vers quatre heures, l'orage qui grondait depuis quelque temps dans les gorges profondes du Guédé s'abattit sur le jardin comme une avalanche. La foudre dardait de tous les points du ciel ses langues fourchues, le vent soulevait des nuages de poussière, et la maison ébranlée tremblait sur ses fondemens. Cette convulsion violente ne dura que quelques minutes. Réveillé par l'orage, je me hâtai de m'habiller, car un nouveau repas m'attendait. Entre le déjeuner et le dîner on n'avait mis que l'intervalle de la sieste. N'allez point croire à ce trait que les Hollandais aient apporté dans les Indes l'appétit de Pantagruel. Mon Dieu! non : une foule de plats couvre, il est vrai, la table, mais ces plats n'obtiendront des convives qu'un sourire dédaigneux. Le dîner, à tout prendre, n'est à Batavia qu'une coutume importune. Si l'on en avance l'heure, je croirais volontiers que c'est pour en être débarrassé plus tôt. La soirée est au contraire le moment où la gaieté renaît, où les amis se visitent, où les causeries de tous côtés s'éveillent. La température pendant la journée s'élève souvent jusqu'à 32 degrés centigrades; elle redescend aux approches de la nuit à 22 et 23 degrés. Le voyageur qui n'aurait visité Batavia que pendant le jour n'envierait point, à coup sûr, le sort de ses habitans. Celui qui pourrait y arriver avec les premières ombres du soir pour en sortir une heure après le lever du soleil s'imaginerait avoir traversé ces champs délicieux que les Grecs n'avaient osé placer que sur l'autre rive du Styx.

J'aurais pu, sans sortir de chez le docteur Burger, étudier dans ses moindres détails la vie intime des colons hollandais, de ceux du moins dont la fortune est faite, et pour lesquels l'île de Java est devenue une seconde patrie. En se retirant des affaires, ces heureux créoles ont songé pour la plupart à fixer leur résidence en Europe; lorsque l'hiver est arrivé avec ses frimas, ils se sont pris à regretter leur beau paradis des Indes, leur existence somptueuse et facile, et ils sont revenus à Batavia, non plus pour y demander un salaire au gouvernement ou tenter d'y grossir leur fortune, mais pour y passer la vie plus doucement qu'ailleurs. L'entretien d'une maison entraîne cependant à Batavia des frais considérables. Le budget d'un modeste ménage y dépasse souvent le chiffre des appointemens attribués en France à un lieutenant-général : trente mille livres de rente constituent à peine

dans cet Eldorado une honorable aisance. Ce qui serait luxe en Europe est besoin impérieux ou rigoureuse convenance à Java. A moins de marcher sous un dais à l'instar des Chinois, qui se font souvent suivre d'un esclave portant au-dessus de leur tête un immense parasol (1), vous ne pourrez vous transporter à vingt pas de votre demeure sans monter en voiture. L'intérêt de votre santé et votre réputation de *gentleman* l'exigent. Il vous faudra aussi habiter à vous seul une maison tout entière. Vous y rassemblerez, en dépit de tous vos projets de réforme, une armée de domestiques; car, semblables aux *coulis* de l'Inde, les domestiques javanais n'exercent qu'une fonction et ne souffrent guère qu'on les détourne de leur emploi spécial. Vous aurez deux voitures au moins, et dans votre écurie trois ou quatre attelages. Je ne parle point des dîners, du théâtre et des fêtes. Si vous ne dépensez pour vous tenir au niveau de la classe moyenne que 2,000 francs par mois, vous serez économe; mais aussi vous aurez été servi, traîné comme un nabab; vous aurez savouré les plus molles délices que puisse procurer la richesse.

2,000 francs par mois sont aux Indes le traitement d'un colonel ou d'un conseiller de la haute cour de justice. C'est le moins qu'on puisse allouer aux employés supérieurs de la colonie, si l'on veut leur fournir les moyens de faire honneur à leur rang et de ne pas déchoir de leur position sociale. L'existence d'un fonctionnaire ou d'un négociant hollandais à Java ne ressemble guère à celle du créole indépendant qui n'a d'autre souci que de mettre d'accord ses goûts avec ses revenus. Dans les sphères actives de la société, on retrouve à Batavia comme partout ailleurs le zèle persévérant, l'assiduité au travail qui distinguent la race hollandaise. Ce n'est ni un des employés du gouvernement, ni un des commis de la *Maatschappy* que l'on prendra jamais pour Renaud au milieu des jardins d'Armide. Dès dix heures du matin, chacun court à son bureau et n'en sort qu'à quatre ou cinq heures du soir. Le docteur Burger devait la douceur de ses loisirs à de longues années de cette vie laborieuse. Il avait acquis péniblement le droit de philosopher à son aise. Si chère que lui fût la rêverie, il n'en pouvait cependant goûter le charme que lorsqu'il n'y avait pour lui aucun bien à faire ni aucun ami à obliger. A l'occasion, il redevenait l'homme infatigable dont toute la colonie avait pu admirer le zèle

(1) On compte dans l'île de Java 4,751 esclaves; mais nous avons pu voir de nos propres yeux, pendant notre séjour à Macassar, de quelle sollicitude le gouvernement hollandais entourait cette classe trop nombreuse encore. Le propriétaire qui maltraite un de ses esclaves est à l'instant frappé d'une amende. Cette intervention du magistrat dans le moindre conflit domestique a rendu la possession de l'esclave une chose si onéreuse et souvent même si irritante, qu'un affranchissement général ne peut tarder à effacer des possessions hollandaises dans les Indes la dernière trace de l'esclavage.

dans la triple situation de fonctionnaire, de négociant ou de planteur. Il savait combien j'étais désireux de mettre à profit les trop courts instans que je devais passer à Java, et il se promettait d'avance de jouir de mes émotions. Aussi fut-il le premier, dès le lendemain de mon arrivée, à me proposer de parcourir la vieille ville et les nouveaux quartiers de Batavia.

J'allais donc voir cette fastueuse rivale de Calcutta et de Bombay, cette ville dont mon père m'avait tant de fois entretenu et qu'il avait visitée plus d'un demi-siècle avant moi! Lui-même à cette heure n'eût-il pas mis en doute la fidélité de ses souvenirs à la vue des changemens qui s'étaient accomplis sur ces rivages, non moins funestes à l'expédition de M. d'Entrecasteaux qu'aux équipages du capitaine Cook et du capitaine Bougainville (1)? Les enfans de Japhet ont porté jusque dans l'extrême Orient la mobilité de leurs goûts et l'audace de leur esprit novateur. Une ville nouvelle a tué l'antique capitale des Indes. La citadelle de Batavia a disparu; les palais de l'ancienne régence jonchent la terre, ou sont convertis en bureaux et en magasins. Les fondateurs de Batavia, comme ceux de Manille, n'avaient songé qu'à élever une place forte. Ils donnèrent à cette ville la forme d'un rectangle entouré de murs et de bastions, dont la face septentrionale était occupée par une vaste citadelle. Le Tji-Liwong traversait Batavia dans toute sa longueur. Une infinité de canaux la sillonnaient dans tous les sens. Des quais plantés d'arbres, des rues spacieuses et se coupant à angle droit, des maisons à plusieurs étages donnaient alors à la capitale des Indes un caractère de grandeur qui

(1) Il ne sera peut-être point sans intérêt de reproduire ici les lignes suivantes que j'extrais, sans y rien changer, des journaux que m'a laissés mon père. « Notre arrivée devant Batavia, écrivait-il en 1795, nous donna une haute idée de la richesse de cette ville. Un nombre considérable de bâtimens était à l'ancre, et, parmi eux, on pouvait compter plusieurs vaisseaux de 64 et de 50 canons. La rade est vaste et abritée des vents du large par plusieurs petites îles sur lesquelles on a élevé des forteresses et des établissemens pour le radoub des navires, ou des magasins pour y déposer leurs cargaisons. Le mouillage est un peu éloigné de l'embouchure de la rivière qui conduit à la ville. Les eaux de ce canal sont sales et bourbeuses. Les rives en sont couvertes, à marée basse, d'une vase liquide qui, échauffée par un soleil ardent, donne naissance à des émanations fétides qui pourraient à elles seules expliquer l'insalubrité du climat. Nous ne tardâmes pas à en ressentir la funeste influence. Deux de nos lieutenans de vaisseau ainsi que plusieurs de nos marins furent atteints dès les premiers jours de fièvres pernicieuses auxquelles ils succombèrent. Pendant notre séjour à Batavia, la compagnie hollandaise éprouva dans ses états-majors des pertes cruelles. Elle essaya de recruter, parmi les jeunes gens de notre expédition qui venait de se dissoudre, des capitaines et des officiers pour ses vaisseaux. Bien que je n'eusse pas encore dix-neuf ans, on me proposa le grade de capitaine et le commandement d'un vaisseau de 50 canons. Cette offre était séduisante. Deux ou trois voyages aux Moluques pouvaient m'assurer une belle fortune. Je refusai cependant. Il fallait renoncer à mon pays, prendre la cocarde orange, changer de pavillon. Cette pensée me révoltait. »

répondait à sa richesse et à son importance. Malheureusement l'air circulait à peine à l'abri de ces hautes murailles et au milieu de ces maisons contiguës. Les canaux à demi comblés laissaient échapper des miasmes infects. Le climat faisait chaque année des milliers de victimes. Le général Daendels conçut, en 1808, un projet qu'il accomplit avec la rare énergie de son caractère. Décidé à couper le mal dans sa racine, il fit raser les murs et la citadelle de Batavia : il ne se contenta point d'assainir ainsi l'ancienne ville, il voulut en fonder une nouvelle. A trois milles environ du rivage, sur un terrain déjà élevé de 30 pieds au-dessus du niveau de la mer, il fit construire de vastes casernes, d'élégantes habitations pour les officiers, et un immense édifice destiné à devenir le palais du gouverneur-général, mais dans lequel M. Van der Capellen, effrayé des proportions de ce monument disgracieux, établit pendant son gouvernement les bureaux de l'administration. Cette cité militaire reçut le nom de *Weltevreden*. Dès l'année 1816, elle menaçait d'un entier abandon la vieille ville. Les employés avaient donné le signal de l'émigration. Les négocians les suivirent. De charmantes villas se groupèrent de toutes parts autour du nouveau quartier fondé par le général Daendels, et la ville maritime ne fut plus visitée par les Européens que pendant les heures destinées aux affaires. Batavia aujourd'hui a en partie disparu; un grand nombre de maisons tombaient en ruines, on s'est hâté de les démolir. On n'a respecté que les rues principales où de vastes hôtels serrés l'un contre l'autre élèvent encore dans l'air un double et triple étage. En pénétrant sous ces voûtes épaisses depuis longtemps dépouillées de leur magnificence, en gravissant les larges escaliers de pierre qui me conduisaient d'un comptoir à une chambre encombrée de barriques de sucre ou de sacs de café, je m'étonnais du caractère de solidité et de durée qu'avaient osé imprimer à leurs demeures les premiers colons hollandais. Il fallait que l'esprit de ce siècle fût bien empreint des idées de grandeur héréditaire pour que les fondateurs de Batavia songeassent à ériger de pareils monumens sur un sol où la vie humaine était pour les Européens si précaire et si courte (1).

De la vieille ville de la compagnie, il ne subsiste plus aujourd'hui dans son intégrité que le *campong* chinois. Ce quartier, habité par

(1) Je retrouve encore dans les mémoires inédits de mon père le souvenir du faste que déployaient à cette époque dans leurs gouvernemens les employés supérieurs de la compagnie des Indes. « Nous étions depuis très peu de jours à Sourabaya, lorsque le gouverneur de cette partie de l'île fut appelé à Batavia pour y siéger au conseil de la haute régence. Son remplaçant, M. Hogendorp, homme d'esprit et de cœur, parlant toutes les langues vivantes et joignant à une instruction profonde une physionomie des plus gracieuses, avait de plus à nos yeux le mérite de beaucoup aimer les Français. Nous n'eûmes donc qu'à nous louer de ses procédés affables. Il ne donnait pas une fête que

une population de 32,000 âmes, est situé près du bord de la mer, à l'ouest du canal qui traverse la ville européenne. C'est un des faubourgs de Canton transporté sous ce ciel étranger avec ses ruelles étroites et ses carrefours, avec ses magasins et ses échoppes, avec ses enseignes et ses lanternes. La colonie chinoise a menacé plus d'une fois la sécurité de l'établissement hollandais. En 1660, elle soutint les prétentions d'un prince de la famille de Mataram, qui reçut des Javanais le surnom dérisoire d'empereur des Chinois. En 1740, elle tenta de s'emparer de Batavia. Des rassemblemens se formèrent dans la campagne et se portèrent en armes sous les murs de la ville. Il ne fallut qu'une démonstration vigoureuse pour les disperser. Craignant cependant que l'insurrection vaincue ne comptât de nombreux complices parmi les étrangers qui n'y avaient point pris une part active, ou voulant par un grand coup effrayer à jamais les rebelles, le gouverneur hollandais osa, dit-on, ameuter contre les Chinois les instincts féroces de la populace javanaise. Des troupes de furieux se ruèrent, la torche en main, sur le *campong*, et le livrèrent aux flammes. Dix mille victimes furent égorgées dans un seul jour. C'est le souvenir le plus néfaste de l'histoire de la compagnie. Les Chinois heureusement s'émeuvent peu de pareils désastres. Sous le courroux des despotes ou sous les fureurs populaires, ils courbent la tête comme à l'approche de l'ouragan. Ils ne font cas ni d'un massacre ni d'un typhon. Leur immense population ressemble à ces tours vivantes dont parle Bossuet, qui réparent à l'instant leurs brèches. Quelques années après la catastrophe de 1740, ils avaient reparu à Batavia aussi nombreux, aussi actifs qu'auparavant. Un écrivain hollandais a fait remarquer, non sans raison, que, si les lois du Céleste Empire cessaient de s'opposer à l'émigration des femmes, la Malaisie ne tarderait point à devenir une province de l'empire chinois. Jusqu'à présent, le trop plein des provinces méridionales de la Chine ne se déverse point chaque année sur les côtes de l'archipel indien dans l'intention de s'y établir. Il est peu de Chinois qui abandonnent la terre natale sans emporter l'espoir de la revoir avant de mourir. On comptait cependant à Java, en 1849, 108,000 Chinois. Il n'y avait à la même époque, dans toute l'île, que 16,000 Européens et 20,000

nous n'y fussions invités. Son hôtel nous était tous les jours ouvert, et chaque soir nous y étions accueillis avec l'urbanité la plus flatteuse. M. Hogendorp étalait dans son gouvernement un faste asiatique. Sa garde était composée de cavaliers vêtus d'un élégant uniforme. M. Hogendorp ne sortait qu'en voiture à six chevaux et toujours suivi d'une nombreuse escorte. Dans les fêtes auxquelles nous étions conviés, deux esclaves jeunes et belles étaient affectées au service de chaque convive, et une excellente musique se faisait entendre pendant toute la durée du repas. » Par une singulière coïncidence, j'ai eu le plaisir de rencontrer à Batavia le fils du général Hogendorp, devenu lui-même conseiller des Indes après avoir été l'un des plus braves officiers de l'armée française.

Bouguis ou Arabes. Le gouvernement hollandais a voulu, en temps opportun, limiter le chiffre de ces turbulens auxiliaires. Sous l'administration de M. Duymaer van Twist, une ordonnance du conseil des Indes a interdit jusqu'à nouvel ordre, aux habitans du territoire céleste, l'entrée d'une île où leur industrie offrait moins d'avantages que leurs pratiques usuraires et leurs brigues sournoises ne présentaient de dangers.

Il existe à Batavia trois populations distinctes. On y peut reconnaître aussi trois villes plutôt que trois quartiers séparés. Les Chinois, nous l'avons dit, au nombre de 32,000, habitent le bord de la mer. Une ceinture de villages, dans lesquels vivent agglomérés 240,000 Javanais, enveloppe la ville européenne. Cette dernière compte à peine 3,500 habitans, et embrasse cependant un immense espace. Le quartier fondé par le général Daendels a étendu un de ses bras vers la mer, l'autre vers les montagnes. Weltevreden, par ses dépendances, touche d'un côté au faubourg méridional de la ville basse, de l'autre au quartier javanais de Meester-Cornelis, élevé de trente-trois mètres au-dessus du niveau de l'océan et distant de six milles environ du rivage. Molevnliet, Noordwyk, Ryswyk, Koning's-Plein, Weltevreden, Gounong-Saharie, composent moins une ville qu'un parc sans limites, entrecoupé de mille bouquets d'arbres, de longues avenues remplies d'ombre, de prairies, de cours d'eau, de délicieux pavillons cachés par la main des fées au milieu de touffes de verdure. Les places ménagées au centre de cet échiquier fantastique ne sont point d'arides déserts d'asphalte ou de granite. Ce sont de vastes pelouses dont les bœufs du Bengale, au garrot renflé comme la bosse du bison, viennent tondre en mugissant l'herbe épaisse et courte. Des allées couvertes par les grands rameaux du *djatti*, du *waringin* ou du tamarinier, encadrent d'une double enceinte ces tapis de gazon. De brillantes cavalcades errent chaque matin sous leurs ombrages, d'élégantes calèches traversent rapidement les rues voisines, et de légères pirogues descendent, emportées par le courant, les canaux qu'alimente le Tji-Liwong. La ville neuve de Batavia est, à mes yeux, la plus ravissante création qu'ait enfantée la fantaisie humaine. Une exquise propreté en complète la grâce et en fait valoir les plus minutieux détails. Moins de recherche présidait à l'entretien des carrés de tulipes d'Haarlem, et les jardins du Généraliffe auraient paru sans poésie à côté de semblables merveilles. Un magnifique résultat a couronné cette œuvre intelligente. Batavia a cessé de dévorer sa population. Nulle part sous les tropiques, la mortalité n'est moins considérable que dans cette ville, où jadis la vie d'un Européen ne durait souvent qu'une saison. Sans doute on y est encore exposé aux maladies qu'amène l'influence débilitante

du climat; la fibre y perd son énergie, le sang son oxygène; on peut y languir, on n'y meurt plus.

Je ne veux point essayer de cacher ma partialité pour Batavia. C'est la ville où je crois que je pourrais le mieux supporter tout le poids de l'exil. Je ne me plaindrais point cependant de trouver dans cette ville de prédilection un peu moins des grands airs que lui donne son rang de capitale. Tout y respire un peu trop, pour mes goûts, le faste et l'opulence. Point de fête qui n'y réunisse des milliers d'invités, point de festin qui n'y prenne les proportions d'un banquet. Quand nous dînions chez le gouverneur-général, une table de soixante couverts rassemblait dans une vaste galerie des fonctionnaires dont le rang était marqué d'avance. Derrière chaque convive se tenait immobile un domestique en livrée. Ce double front de broderies et d'épaulettes, cette armée de turbans rangés en bataille, cette salle éblouissante de lumières, cette splendeur orientale unie à ce luxe européen, auraient tenté le pinceau d'un Paul Véronèse. L'île de Java, grâce aux différentes zones botaniques que présentent ses hautes montagnes, peut offrir au palais blasé du voyageur des fruits de tous les climats. Les navires des Etats-Unis y apportent chaque année les gros blocs de glace bleuâtre des lacs américains. On oublierait donc aisément que l'on dîne à cent vingt lieues de l'équateur, si à côté des fraises ou des raisins cultivés sur les pentes du Guédé, à plus de mille mètres au-dessus du niveau de la mer, on ne voyait figurer les trésors embaumés de la plaine.

J'aimais surtout dans cette gracieuse ville de Batavia ses goûts européens et ses habitudes françaises. C'était là ce qui me consolait de l'ennui de traîner en tout lieu mon grand sabre et mon uniforme. Dans les salons, je n'entendais parler que notre langue; sur la scène, je retrouvais nos auteurs et nos pièces de théâtre. *Les Mousquetaires de la Reine* et *la Favorite* se partageaient, pendant notre séjour dans l'île de Java, la faveur publique. Je n'oublierai de ma vie le coup d'œil que présentait la salle de spectacle la première fois que j'y fus conduit par M. Burger. Les deux loges d'avant-scène étaient occupées par le gouverneur-général et par le duc Bernard, entourés de leurs aides-de-camp. Les conseillers des Indes avaient leurs places réservées au centre du balcon. Sur un double rang brillaient tout autour d'une longue galerie de forme elliptique les fraîches toilettes des dames. Par une singularité que je ne tenterai point d'expliquer, les femmes du midi de l'Europe résistent moins bien au climat des tropiques que les femmes du nord. Sous l'influence accablante de la zone torride, les grands yeux noirs des Espagnoles ne tardent pas à perdre leur vivacité; vous voyez leurs lèvres pâlir, leur teint se plomber, la fatigue et l'ennui creuser sur leur beau front une ride pré-

coce. Le sang flamand, au contraire, ne cesse point de parer du plus vif incarnat l'aimable visage des créoles hollandaises et leur bouche vermeille, qui semble toujours sourire. Je n'ai jamais beaucoup admiré les beautés de la famille malaise ou les charmes de la race chinoise. Aussi j'éprouvai, je l'avoue, en jetant les yeux sur cette galerie tout étincelante de fraîcheur et de beauté, quelque chose de l'émotion du sauvage retrouvant dans les serres de Jussieu les verts arbustes de son île.

Nous n'étions pas les seuls étrangers qu'un pareil spectacle captivât. Les ambassadeurs que l'île de Bali avait envoyés à Batavia pour régler les conditions d'une paix définitive semblaient exprimer par leurs regards une admiration vive et sincère. Ces ambassadeurs étaient peut-être moins des négociateurs que des otages. Le gouvernement hollandais se plaisait toutefois à les entourer d'égards et à déployer devant eux l'éclat de sa puissance. Il leur avait donné pour interprète et pour guide un Arabe de Bornéo, caractère subtil et insinuant, d'une fidélité jadis douteuse, que des faveurs récentes avaient enfin conquis aux intérêts de la Hollande. Ce compatriote du prophète, vêtu d'une longue robe de soie et coiffé d'un large turban d'une blancheur irréprochable, dominait de sa haute taille les princes balinais accroupis sur leur banquette comme des chefs iroquois autour du feu du conseil. Le profil régulier et sévère de l'Arabe, les belles lignes de ce type biblique ne faisaient que mieux ressortir la face écrasée et les traits sans noblesse de la race hindoue. Le costume des ambassadeurs de Bali était d'une extrême simplicité. Cette simplicité cependant avait sa poésie et sa grandeur; elle convenait aux guerriers à demi sauvages qui avaient figuré sur les champs de bataille de Djaga-Raga et de Klong-Kong; une pièce de coton enroulée autour du corps leur tombait jusqu'à mi-cuisse; leur buste était entièrement nu; leurs cheveux, relevés et attachés sur le sommet du crâne, étaient ornés d'une fleur d'hibiscus. C'était ainsi que les compagnons de Léonidas, après s'être frottés d'huile, avaient dû se présenter au combat. Les princes balinais ne portaient d'autre arme que leur kris, placé, suivant leur coutume, derrière le dos. L'extrémité du fourreau était enfoncée dans les plis de leur ceinture, tandis que la poignée, enrichie d'or et de pierreries, dépassait presque la hauteur de leur tête. Tel était autrefois le costume de cour de la noblesse javanaise, et tel est encore aujourd'hui celui des habitans de Bali. Le buste découvert a toujours été considéré dans l'archipel indien comme un signe de déférence et de respect. Avec leur peau fauve et dorée, leur coiffure de femme, leur regard à la fois effronté et intrépide, ces princes hindous me rappelaient bien le mélange de sensualité et d'audace qui forme le trait distinctif des populations

malaises. Tout à coup l'orchestre fit retentir une marche guerrière : c'était l'hymne de Djaga-Raga, le chant de victoire de l'armée hollandaise. Les ambassadeurs balinais tressaillirent; un éclair fanatique jaillit de leurs yeux moroses. Quand la voix des clairons se tut, quand les vibrations des cymbales s'apaisèrent, ils reprirent leur attitude indifférente, et ne parurent accorder d'intérêt au drame qui se déroulait devant eux que lorsqu'il y eut des épées brandies en l'air ou replongées brusquement dans le fourreau. Cette soirée, où la civilisation européenne s'efforçait de déployer toutes ses séductions sous les yeux des derniers champions de l'indépendance malaise, me frappa vivement. Je me rappelle surtout quel légitime orgueil brillait sur ces belles figures militaires qui venaient de se bronzer au soleil de Bali. Plusieurs officiers hollandais étaient encore convalescens de leurs blessures. On me les montrait dans la salle en me racontant leurs récens exploits. Ces glorieux souvenirs, présens à tous les esprits, laissaient dans l'air je ne sais quelle odeur de poudre, quel parfum d'héroïsme qui faisait plaisir à respirer.

C'est ainsi que chaque jour me réservait à Batavia une émotion nouvelle. Tantôt on me faisait visiter les vastes salons du *Cercle de l'Harmonie*, le plus gracieux monument de Batavia, celui qui, par sa blancheur de marbre, ses terrasses à l'italienne, ses arceaux, ses portiques, me rappelait le mieux les palais du Bosphore; tantôt on me conduisait dans l'immense galerie où sont appendus les portraits des quarante-six gouverneurs qui, de 1601 à 1845, ont présidé aux destinées des Indes néerlandaises. D'autres fois, un chemin que bordaient de rians buissons de *cæsalpinia* en fleurs me menait, à mon insu, jusqu'au pied des glacis de la citadelle. Je ne me lassais point de revoir les mêmes sites, d'admirer les mêmes merveilles. Il suffisait d'un nuage, d'un rayon de soleil, d'un souffle de brise pour en changer l'aspect : c'était la nature à la fois la plus riche et la plus mobile que j'eusse encore contemplée. Mais ce sont là des souvenirs qui s'effacent aisément et que je m'étonne de retrouver encore. Ce qui se grave bien mieux dans la mémoire, quand on a vécu pendant quelque temps au milieu des colons hollandais, c'est leur bienveillance sincère, leur urbanité sans faste et sans effort. Dans quelques années, si des chances imprévues ne m'ont pas de nouveau conduit vers le détroit de la Sonde, mon esprit n'aura plus gardé qu'une impression confuse de tous ces frais jardins, de tous ces rians portiques; j'aurai peut-être oublié Batavia : je suis bien sûr que je me souviendrai de ses habitans.

E. Jurien de la Gravière.

LE CAMP

DU

MARÉCHAL RADETZKY.

Erinnerungen eines oesterreichischen Veteranen aus dem italienischen Kriege der Jahren 1848-1849, Stuttgart und Tübingen 1852, Cotta.

Quel que soit le sentiment qu'on professe à l'endroit de la domination étrangère en Italie, il est impossible aujourd'hui de ne pas reconnaître les services que l'armée autrichienne a rendus à la cause de la civilisation pendant les années 1848 et 1849. Ce que nous disons ici, les cœurs les plus sympathiques à cette noble terre n'ont point à le prendre en mauvaise part, car c'est la révolution européenne plus encore que l'indépendance nationale que l'Autriche a vaincue en Italie, et là-dessus les Piémontais eux-mêmes sont d'accord. Lisez l'ouvrage remarquable à plus d'un titre, quoique trop personnel peut-être, que le général Bava a écrit sur cette guerre, — et vous verrez quelle détestable impression ont laissée de ce côté Mazzini et ses tristes complices. Un officier autrichien ne s'exprimerait pas sur leur compte avec plus de dédain et d'amertume. Il était dans la destinée de ces hommes hypocrites et pervers de soulever contre eux, à un moment donné, ceux-là même qui le plus généreusement avaient obéi à l'impulsion de leur propagande. On devait finir par comprendre dans le camp de Charles-Albert que les plus implacables ennemis de la monarchie piémontaise n'étaient pas sous les drapeaux de Radetzky, et la journée de Gênes, où le général de La Marmora eut affaire aux mêmes adversaires que Wimpffen, Haynau et d'Aspre foudroyaient dans Livourne, Bologne et Brescia, vint dé-

montrer suffisamment que si la première phase de cette guerre avait eu pour objet l'extermination des *barbares tudesques*, il s'agissait purement et simplement, dans la seconde, de jeter à bas toute espèce de pouvoir sans tenir acte de la nationalité de son origine.

Pendant le siége de Milan, il y eut une heure singulièrement caractéristique : ce fut celle où la révolution se trouva prise entre deux feux; Autrichiens et Piémontais tiraient sur elle indistinctement. C'était bien là, en effet, l'ennemi commun. L'Autriche, dès le premier jour, se le tint pour dit, et ne cessa de manœuvrer en conséquence; quant à Charles-Albert, placé naturellement à un autre point de vue, la raison ne lui vint que plus tard; son imagination ardente parla d'abord, et très imprudemment il s'y laissa entraîner, sans voir que ces illusions, auxquelles il aimait tant à se livrer, étaient l'œuvre d'un infernal thaumaturge, de ce froid et mystique Mazzini, qui, pareil à ces nécromans orientaux, évoquait aux yeux du roi qu'il voulait égarer de fabuleux mirages. Persuadé de la profonde impuissance d'un carbonarisme caduc et sceptique, dont la police autrichienne se complaisait à déjouer chaque effort avec une méthodique persistance, instruit par trois ou quatre échauffourées de l'entière inutilité des tentatives partielles, Mazzini entreprit de s'instituer le pontife souverain d'une idée nouvelle, d'un système. De là ce plan de réunir sous une même couronne les divers états de l'Italie, plan sublime par lequel il enrôlait dans sa croisade contre l'Autriche, son seul épouvantail, certains princes dont il ne lui coûtait rien d'allécher l'ambition, quitte à susciter contre eux ses bandes révolutionnaires, lorsqu'il se serait servi de leurs armées pour renverser un ennemi ferme et vigilant, et sur lequel lui et les siens ne pouvaient mordre. *Ora e sempre*, — maintenant et toujours! avait dit Mazzini à son début, alors qu'il se révélait comme chef de la *jeune Italie*. On voit qu'il demeurait fidèle à sa devise : chez lui, le conspirateur n'abdique jamais, il se modifie. Le carbonarisme avait été sa première manière; la combinaison machiavélique et puissante de l'*Italia unita* fut sa seconde, et jusqu'à présent du moins son chef-d'œuvre. Pour arriver à ses fins, pour mettre l'idée en pratique, il lui fallait deux choses également indispensables : de l'argent et des circonstances. La mauvaise humeur adroitement exploitée des plus riches familles de l'aristocratie de son pays lui fournit le nerf de la guerre, la révolution de février et la chute du gouvernement de Louis-Philippe furent l'occasion.

Il y avait, on le sait, dans l'Italie de 1848 deux partis politiques tendant par les voies les plus contraires vers l'indépendance et l'unité nationales. A la tête de l'un était l'abbé Gioberti, qui voulait une sorte de confédération avec le pape au sommet. L'autre parti, le parti

de l'idée révolutionnaire dans toute la force de son expansion, avait Mazzini pour grand-prêtre. Son système à lui était des plus simples : il voulait la destruction de tous les gouvernemens, et, sur leurs ruines amoncelées, la république romaine; mais si tel était son dernier mot, il n'avait garde, on le suppose, de l'articuler, et laissait volontiers passer devant lui les plus pressés, leur donnant au besoin un coup de main dans l'occasion. Tandis que Gioberti, esprit romanesque et fantasque, trop philosophe pour un prêtre, trop prêtre pour un philosophe, se livrait à ses divagations triomphantes, tandis que le comte Cesare Balbo exposait, dans les *Speranze d'Italia*, cette idée au moins bizarre — que l'Italie ne renaîtrait qu'au jour de la dissolution de l'empire ottoman, l'impénétrable Mazzini, quoique plein de dédain pour ces travaux d'idéologue, ne cessait pas de les encourager, car les théories du libéralisme de l'époque avaient à ses yeux leur utilité pratique : elles déblayaient le terrain, elles démocratisaient les princes et les gouvernemens, et l'on sait ce que valent, au jour où l'insurrection se démasque, les princes et les gouvernemens démocratisés. Avant même qu'ils eussent eu le temps de s'en douter, la plupart des souverains de l'Italie étaient devenus la proie de la révolution. Évoquant à la fois le mécontentement des cabinets, l'ambition des princes, les sourdes mais implacables rancunes d'un patriciat humilié, l'esprit dominateur du clergé, — habile à se faire arme de tout contre l'Autriche, à réunir en un seul faisceau tous les patriotismes, tous les aveuglemens, toutes les impuissances, — étape par étape, le cauteleux Mazzini s'avançait de la sorte vers sa république universelle. L'idée d'une fédération italienne avait entraîné déjà Pie IX dans sa cause; par la chimérique promesse d'un royaume de la Haute-Italie, il venait de leurrer Charles-Albert; le monde obéissait à l'impulsion du fanatique ascète, et l'*idée* allait triompher, lorsqu'en face d'elle se dressa tout à coup la force matérielle, représentée par le maréchal Radetzky et ses armées.

« Il était réservé à notre époque, a dit ingénieusement un célèbre orateur espagnol, de nous montrer le double spectacle de la barbarie amenée par les idées et de la civilisation restaurée par les armes. » A défaut de tant d'autres exemples que nous pourrions citer en abondance, l'histoire de la campagne d'Italie en 1848 et 1849 est là pour démontrer la profonde justesse de cette parole de M. Donoso Cortès. Nous espérons ici qu'on ne se méprendra point sur notre pensée. A Dieu ne plaise que nous prétendions nous extasier devant la domination autrichienne en Italie et proclamer sans réserve le gouvernement militaire du maréchal Radetzky comme le plus grand bienfait dont le ciel ait jamais doté un peuple! Ce régime, quoique d'ailleurs très peu barbare et ne ressemblant en rien au tableau que

journellement on nous en donne, ce régime a son côté triste et ses abus, nous en convenons. Ainsi que bien d'autres, nous aimerions à voir cette glorieuse terre rendue à son indépendance, et plus d'une fois notre cœur a saigné à entendre le sabre des Croates retentir sur l'antique dalle de Saint-Marc; mais était-ce la fin de cet abaissement que devait amener le triomphe de Mazzini? Les Autrichiens repoussés au-delà de Vérone, au-delà des Alpes tyroliennes, aurait-on eu l'indépendance nationale? — Interrogez là-dessus ceux qui ont pris à cette guerre une part mémorable, les officiers piémontais tous les premiers, et vous verrez ce qu'ils vous répondront.

En écrasant la révolution en Italie, l'armée autrichienne combattait pour la cause de l'ordre européen, et c'est à ce titre qu'elle a mérité tant de sympathies. Qu'il y eût ensuite à ses yeux dans la question sociale une question politique, personne n'en saurait douter. Un grand empire ne se laisse point ainsi démembrer sans coup férir; mais, je le répète, c'est là une question qui regarde les traités, et ceux qui ne pardonnent point à l'Autriche d'avoir maintenu par la force ses droits sur l'Italie n'ont qu'à refaire la carte de l'Europe. Quant à nous, il nous plaît mieux de nous placer à un point de vue plus élevé et de voir dans cette guerre moins l'Italie en cause que la révolution, rendant de la sorte à chacun ce qui lui appartient : à la nationalité italienne les regrets que mérite une généreuse entreprise indéfiniment et fatalement ajournée, à l'armée autrichienne ce tribut d'éloges et d'admiration que réclame un exemple d'héroïque initiative qui, dans les temps d'universel abattement où il fut donné, eut pour conséquence immédiate de relever le moral de l'Europe.

C'est l'histoire de cette guerre qu'un des principaux lieutenans du maréchal Radetzky vient de publier en deux volumes auxquels je ne reprocherai qu'une chose, la modestie du titre. *Souvenirs d'un Vétéran des campagnes d'Autriche en* 1848 *et* 1849, n'est-ce pas trop peu dire, quand on écrit de véritables annales? La campagne d'Italie, qui déjà dans M. de Zedlitz avait eu son poète, et son conteur humoristique dans M. Hackländer, l'amusant et spirituel auteur du si renommé *Soldatenleben*, nous semble avoir trouvé cette fois un historien digne d'elle. Quel est cet écrivain, tout le monde le sait aujourd'hui, et nous serions les seuls à ne le pas nommer. Soldat et diplomate, de plus l'un des écrivains militaires les plus habiles de son temps, le général comte Schoenhals réunissait tous les titres pour rédiger l'histoire d'une guerre à laquelle il a pris une part si brillante. Dans son gouvernement de Milan, alors qu'il administrait encore le pays sous les ordres de l'archiduc vice-roi, Radetzky avait avec lui deux aides-de-camp intimes, Hess et Schoenhals, deux noms tellement inséparables, qu'en Autriche on ne les prononce guère l'un

sans l'autre. Plus tard, lorsque les mauvais jours arrivèrent, il va sans dire que les deux acolytes montèrent à cheval aux côtés de leur capitaine, qu'ils ne quittèrent pas d'un instant aussi longtemps que l'expédition se prolongea, celui-ci, tacticien profond, imperturbable, s'appliquant de préférence à combiner les plans d'opération, celui-là, plus homme du monde et plus porté à se répandre, esprit sagace et pénétrant, parole éloquente et persuasive, s'employant davantage aux négociations, aux dépêches, aux affaires de cabinet. Il appartenait à la plume d'où sortirent à cette époque tant de manifestes fameux, qui resteront dans la mémoire de l'Europe, d'écrire les *Souvenirs d'un Vétéran*, qui sont, à proprement parler, les vrais commentaires d'un général. Une idée me venait en lisant ce livre, d'un style si naturel et pourtant si achevé, d'une lecture si variée, si engageante, et pourtant si féconde, où la stratégie touche à la politique, l'observation des mœurs à la narration, où les événemens sont exposés avec une éloquence chaleureuse qui trouve le secret de ne point tomber dans le plaidoyer : je me demandais comment il se fait qu'un homme ainsi voué à la carrière des armes, ne se tournant vers les lettres en quelque sorte que par occasion, puisse atteindre du premier coup, et comme sans y viser, aux plus rares conditions de l'art. Serait-ce donc que pour écrire un bon ouvrage il importerait d'ignorer le métier d'auteur? Je n'oserais affirmer une semblable irrévérence. On m'avouera cependant que chez l'écrivain ce qu'on est convenu d'appeler la profession offre bien aussi ses inconvéniens et ses misères. A force de se dépenser en menue monnaie de chaque jour, d'effleurer vingt sujets en une semaine, et de toucher à tout, l'esprit perd à la longue ses facultés de concentration et d'originalité. Ce grand art de la mise en œuvre, que chacun désormais possède plus ou moins, cette habileté de main qui court les rues, ne s'exercent trop souvent qu'aux dépens de la conviction. Vous avez des virtuoses par centaines; mais des écrivains sincères qu'une vérité anime, et qui passent leur vie à la proclamer, combien en comptez-vous? Faire le métier d'homme de lettres, cela signifie aujourd'hui écrire même lorsqu'on n'a rien à dire. Or tel n'est point le cas dans certaines exceptions dont je parle. Quand un général éminent, quand un homme d'état ayant marqué dans une période telle que celle que l'Europe vient de parcourir depuis cinq ans, prend pour texte l'histoire des événemens auxquels il s'est trouvé mêlé si activement, ce n'est pas, je le suppose, le point de vue qui lui manque. La haute connaissance du sujet lui rend d'avance aisée la classification, et c'est dans ses convictions, ce *pectus* des anciens, qu'il puise les ressources de son style.

Nous avons vu dernièrement, à propos de Goergey, quels trésors

de verve humoristique, d'observation ingénieuse, d'excellente littérature, peuvent chez l'homme d'action jaillir en un moment d'une veine ignorée jusqu'alors. L'ouvrage du comte Schoenhals offre un nouvel exemple de ce genre. Seulement Goergey, ainsi que d'ordinaire il arrive aux individus dont le rôle, après tout, reste équivoque, Goergey est plus personnel. Il raconte en quelque sorte en homme préoccupé de se justifier, et son observation des faits ne s'étend jamais beaucoup au-delà de sa propre circonférence. Le général Schoenhals au contraire, cœur austère et loyal, esprit droit et que l'amour du vrai possède seul, s'efface tout entier devant le récit et l'appréciation des événemens. Tandis que l'un laisse parler sa passion et ses haines, l'autre ne s'inspire que du pur sentiment de son patriotisme, et si Goergey a composé de ravissans mémoires, le général Schoenhals, on peut le dire, a fait un livre d'histoire. Au reste, il faut le reconnaître à l'honneur de l'armée autrichienne, le mouvement régénérateur de 1848, déjà si fécond sur les champs de bataille, a suscité en elle, dans les régions de l'intelligence, nombre de remarquables productions. Les titres ne me manqueraient pas si je voulais citer, et je me contente de nommer en passant l'ouvrage si substantiel, si plein d'intérêt sous sa forme didactique, du colonel Saint-Quentin : *A notre armée* (*Unserer Armee*), les écrits si judicieux et si recommandables du vicomte Corberon, l'ami de cœur du noble Jellachich.

Ces commentaires du général Schoenhals ont à mes yeux le très enviable mérite d'offrir en deux volumes l'exposé le plus lucide et le plus frappant de l'état de l'Europe pendant la crise révolutionnaire de 1848 et 1849. Dans ce livre, où l'Autriche et son armée occupent naturellement la première place, aucun pays n'est oublié, et c'est surtout dans ses excursions épisodiques à l'étranger que le noble écrivain, par son intelligence des faits, par la courtoisie de son langage, gagne du crédit sur son lecteur. Comment celui qui connaît si bien et juge avec tant de mesure ce qui se passait chez les autres à la même époque, n'aurait-il point, en effet, complète autorité pour nous parler de ce qu'il a vu? Quant à sa manière d'apprécier les principaux acteurs du drame qu'il raconte, on peut s'en fier là-dessus à la sûreté de son coup d'œil. Ce n'est pas lui qui refusera de reconnaître le talent et la supériorité chez ses adversaires, ces talens, d'ailleurs, ne dussent-ils s'exercer jamais qu'au préjudice de la cause qu'il défend. L'opinion que le comte Schoenhals exprime au sujet de Mazzini est sur ce point significative. Chaque fois que le cours de son récit le ramène en présence de cet homme, il l'étudie et l'analyse avec une impartialité calme, et toujours des quelques phrases qu'il lui consacre ressort la haute idée qu'il a des éminentes facultés de son adversaire, « d'un homme, ajoute-t-il, sur lequel

les gouvernemens feront bien de veiller, car, tel que je le connais, c'est l'ennemi le plus dangereux de l'ordre social existant. Et je frémis quand je pense qu'un pareil fanatique n'a peut-être pas dit encore son dernier mot. »

Puisque nous en sommes au chapitre des portraits, j'avouerai franchement que je me serais attendu à plus de détails. Ce qui manque dans l'ouvrage du comte Schoenhals, c'est, le croira-t-on? la partie anecdotique. A cet endroit, le noble auteur se montre d'une réserve inexorable. Chaque trait de physionomie un peu intime est repoussé comme trivial, et tant de précieuses confidences, qu'on aimerait à recueillir d'une bouche si bien informée, s'arrêtent au bout de la plume, comme pouvant faire longueur et ne s'accordant point avec le style soutenu de l'ensemble. Aussi voudrions-nous, sans trop nous éloigner des brillans commentaires du général autrichien, essayer à notre tour d'esquisser ici certains côtés de cette guerre. Il a peint les larges traits, nous nous attacherions plus volontiers à cette partie, trop souvent omise chez lui, de biographie et d'analyse, étudiant même, en dehors du cadre où le comte Schoenhals les a posées, plusieurs de ces figures de *héros* dont la curiosité publique longtemps encore sera préoccupée, et complétant, à l'aide de nos souvenirs personnels, mainte physionomie qui nous est restée présente.

I.

Le 18 mars 1848, le maréchal Radetzky était à travailler dans son cabinet de Villa-Reale, lorsqu'on vint lui apprendre que des barricades se dressaient de tous côtés dans Milan, et que le podestat Casati, accompagné de l'archevêque, promenait par les rues un drapeau tricolore. A peine avait-il reçu cette nouvelle, qu'un officier d'ordonnance entre à la hâte disant que le palais du gouvernement vient de tomber au pouvoir des insurgés. A ces mots, sans manifester la moindre émotion, le maréchal pose sa plume, et se tournant vers le comte Schoenhals, son adjudant-général : — Ne vous semble-t-il pas, dit-il, que le moment soit venu de mettre sur pied la garnison? — Ceci, en effet, répond alors le comte Schoenhals, n'est plus une émeute, excellence, mais une révolution. — Eh bien! donc faites tirer le canon, et tout le monde à cheval! — En dix minutes, l'alarme était partout, et Milan voyait s'engager dans ses rues une lutte terrible qui devait servir de prélude à la campagne d'Italie. C'est peut-être la première fois qu'un chef d'armée passait ainsi sans transition de son cabinet de travail en pleine expédition militaire.

Au milieu de l'entraînement général, l'insurrection de Milan ne comptait guère que comme un détail, et ce n'était plus seulement à la Lombardie révoltée, mais à l'Italie entière soulevée, que Radetzky

allait avoir à tenir tête. Attaqué dans Milan par l'insurrection triomphante, menacé du côté de la Suisse et du Piémont, voyant à l'intérieur du pays toutes ses communications interceptées, inquiet du sort de ses forteresses partout occupées par d'insuffisantes garnisons, Radetzky, plutôt que de sacrifier à un faux point d'honneur le salut de ses armées et de la monarchie, prit la détermination de se retirer sur Vérone, afin de s'y organiser militairement pour la campagne qui s'annonçait à lui sous les auspices les plus sévères.

Ce fut le 22 mars, au jour levant, que le maréchal, passant devant le front de son régiment de hussards, fit part à l'état-major de cette résolution. On avisa sur-le-champ aux mesures à prendre pour assurer l'exécution des ordres supérieurs. Les généraux Clam et Wohlgemuth reçurent l'injonction de nettoyer tous les édifices d'où l'insurrection pourrait inquiéter la marche des troupes. Une chose surtout préoccupait vivement Radetzky; je veux parler du manque absolu de moyens de transport, qui le forçait à laisser aux mains de l'ennemi un grand nombre de ses blessés et de ses malades, et en même temps le privait de la faculté d'emporter quantité d'objets de la plus haute importance : la caisse centrale du gouvernement, par exemple, enfermée dans le *palazzo Marini*, construction massive et dont les portes, vigoureusement verrouillées, ne pouvaient s'ouvrir qu'à l'aide du canon, tous les employés étant en fuite ou cachés. Quatre ou cinq cent mille florins furent tout ce qu'il parvint à sauver de la bagarre. Le soir venu, vers dix heures, les troupes, rassemblées en cinq colonnes, se déroulèrent. A la tête de la troisième colonne s'avançait Radetzky. La nuit était froide et sombre, l'incendie des maisons, la sanglante lueur des barricades en flammes éclairaient au loin les ténèbres, du haut des tours grondait le canon, et sur le passage des soldats s'engageait à chaque instant la fusillade. Morne au dehors et le deuil dans l'âme, le maréchal assistait à cette lutte, qui ne lui semblait plus qu'une escarmouche, comparée aux meurtriers combats que depuis tantôt cinq jours ses troupes soutenaient sans désemparer. Arrivé à une certaine distance, il regarda en arrière, du côté de Milan, comme s'il eût voulu adresser un dernier adieu à la cité rebelle, et murmura entre ses dents : « Nous reviendrons bientôt. »

Après avoir campé à Melegnano, les Autrichiens s'avancèrent sur Lodi, où le maréchal passa l'Adige. Ce fut là que vint l'atteindre la nouvelle de la défection de Venise. Un pareil coup manquait à ses désastres. Que toutes les villes de *terre ferme* eussent obéi au mot d'ordre de la capitale, c'était un grand dommage, mais qui pouvait se réparer, tandis qu'aux yeux des moins clairvoyans, Venise perdue, c'était le coup de mort porté aux destinées de l'Autriche en Italie. Quelle force morale la révolution n'emprunterait-elle pas d'un tel

triomphe! quelles ressources matérielles et quels trésors ses mains n'allaient-elles pas puiser dans ses magasins et ses arsenaux! Venise perdue, tout devenait possible. On connaît l'histoire de ce roi Rodrigue pleurant sa défaite au milieu des débris de sa puissance, énumérant le soir de la bataille les armées, les citadelles, les châteaux, les immenses richesses qu'il avait le matin et qu'il n'a plus. Tel on se représente le vieux Radetzky à cette heure suprême. « Qui me dira des nouvelles de Mantoue? Vérone tient-elle encore pour l'empereur? l'Autriche a-t-elle bien encore un empereur?... » Par Crémone, Manerbe et Montechiari, il se précipite sur le Mincio; à Crémone, Dieu soit loué! il avait appris que Mantoue, quoique réduite aux plus terribles extrémités, jusqu'alors n'avait point mis bas les armes.

Que se passait-il à Mantoue? Cette importante forteresse avait, comme toutes les places fortes du royaume lombardo-vénitien, subi les conséquences d'une paix de plus de trente années, c'est-à-dire qu'on s'était borné aux réparations les plus indispensables pour l'empêcher de crouler de fond en comble. La plus grande partie du matériel de guerre, avariée par le temps, n'avait été ni réparée ni remplacée. Du reste, point d'approvisionnemens, et quant aux munitions, il les fallait aller chercher à deux lieues de la citadelle, dans des magasins à poudre disposés pour les temps de paix. L'état de la garnison, d'ailleurs très peu nombreuse, et que venaient de compléter des recrues italiennes fraîchement arrivées de Brescia, était des moins rassurans vis-à-vis d'une population effervescente et dont la nouvelle des journées de mars à Vienne avait porté le patriotisme jusqu'à l'ivresse. Le général Gorczkowsky, qui commandait la forteresse, sentant le côté critique de sa position, évitait soigneusement toute espèce de conflit avec la ville. Les choses en étaient là quand on apprit que le général attendait le régiment *Ferdinand d'Este*, qui, revenant de Modène et Parme, devait passer par Mantoue. Aussitôt le comité révolutionnaire de dépêcher partout des émissaires pour enlever les ponts, barricader les routes, et rendre impossible l'arrivée des auxiliaires impériaux. Gorczkowsky, de son côté, envoie pendant la nuit un détachement chargé de faciliter le passage du Pô à ce régiment, sur lequel reposent désormais toutes ses espérances. Informé de cette mesure, le comité redouble d'activité pour la faire échouer, et bientôt le général voit apparaître une députation qui le somme de rendre la forteresse. Repoussés avec hauteur par le commandant, les membres de cette députation se répandent dans le peuple et se mettent à l'exciter au combat. Aussitôt le signal est donné, et des barricades s'organisent à la porte *Ceresa*, par où doit entrer le régiment d'*Este*.

Cependant, à l'aide du détachement envoyé à sa rencontre, le régi-

ment avait pu rétablir le pont de bateaux et, tournant la porte où le guettait l'insurrection, était entré par un autre point dans la citadelle. Ce renfort rendait sans doute un peu moins désespérée la situation du commandant. N'oublions pas toutefois que Mantoue compte trente mille habitans, et que, mal rassuré sur les dispositions du personnel italien de sa garnison, le général autrichien veut ne s'aventurer qu'à la dernière extrémité dans une lutte de carrefours. Une commission envoyée par le parti de l'*insurrection modérée* s'était rendue auprès du vice-roi, alors à Vérone, lequel avait répondu simplement qu'il laissait le général commandant la forteresse libre d'agir selon ce que son devoir et sa conscience lui dicteraient. Le comité voulait voir à toute force un encouragement dans cette parole, et réitéra sa démarche auprès de Gorczkowsky, l'invitant derechef à livrer la forteresse. Le général répondit froidement que d'abord il n'avait point reçu du vice-roi un ordre de la sorte, mais que, le fait existant, il refuserait de s'y soumettre, n'ayant à rendre compte de sa conduite qu'au maréchal Radetzky; que dès lors on cessât de l'importuner à ce sujet, car il était résolu à ne livrer qu'avec sa vie la place où l'avait mis la confiance de son empereur. Furieux de se voir ainsi éconduits, les hommes du mouvement précipitent la collision; le peuple ameuté charge ses armes, la garnison s'apprête à vendre chèrement sa vie, des ruisseaux de sang vont couler. Tout à coup en dehors des murailles une fanfare retentit, des escadrons couvrent la plaine. Hurrah! c'est Radetzky; Mantoue est sauvée! Il y a dans cette péripétie je ne sais quoi de dramatique et d'émouvant qui vous attire. Cette garnison impériale aux abois sur les remparts de Mantoue, ce vieux guerrier qui, juste à l'instant voulu, accourt à sa délivrance, ces clairons, ces drapeaux, ces escadrons secouant devant eux la poussière, on se croirait en plein moyen âge, en plein Shakspeare.

La faiblesse du général Zichy avait perdu Venise; l'attitude ferme et décidée du général Gorczkowsky sauva Mantoue. Ces deux faits, qui eurent lieu à si peu de distance l'un de l'autre, provoquent involontairement la comparaison, et l'admiration que vous ressentez pour celui-ci augmente encore, s'il est possible, la triste impression que celui-là vous inspire. Ce n'était cependant, à Dieu ne plaise, ni un traître ni un lâche que le général comte Zichy, l'un des plus illustres gourmands que les temps modernes aient vu naître, et qui, dans son trop *comfortable* hôtel du *Campo San-Stefano*, donnait des dîners à désespérer l'ombre de Lucullus. Le comte Zichy connaissait à merveille son poste de gouverneur de Venise, il en savait le fort et le faible, et possédait en outre l'estime et la confiance du maréchal Radetzky; mais Zichy aimait passionnément la bonne chère, en dissertait volontiers et à toute heure, et comme jadis chez nous le duc Des Cars, joignant l'exemple au précepte, s'entendait à merveille à préparer

les fins morceaux qu'il offrait à déguster à ses convives. Mauvaise note pour un général d'aimer ainsi la table et le bien-vivre! Qu'un diplomate caresse un pareil goût, rien de mieux : remettre au lendemain, prendre son temps, c'est son affaire; mais le général d'armée en campagne, le commandant d'une forteresse en pays conquis, cet homme sur lequel pèse une responsabilité du jour et de la nuit, y pensez-vous? « J'en appelle à Philippe à jeun, » disait l'Athénien; Venise en appela à Zichy sortant de table, à Zichy bien repu, et Venise eut certes raison. Le seul maréchal de France qui n'ait jamais gagné de batailles a laissé un nom immortel dans les fastes gastronomiques : *côtelettes à la Soubise*, quelle impitoyable satire!

Quiconque a séjourné à Venise aura pu se convaincre qu'il existe peu de villes moins faites pour servir de théâtre à l'insurrection. En dehors de la place Saint-Marc et du quai des Esclavons, pas un seul point favorable aux rassemblemens. Maître de ces deux positions, le gouvernement pouvait fermer toute issue à l'émeute, la reléguer au fond de ruelles étroites et rendre impuissans tous ses efforts en amenant du canon sur la Piazzetta, et en faisant garder le Grand-Canal par quelques chaloupes canonnières; mais dans cet effroyable chaos où l'Europe se débattait alors, tout ce qui était autorité, pouvoir, gouvernement, semblait possédé du vertige. L'armée avait cessé partout de soutenir l'autorité politique; d'autorité politique, à vrai dire, il n'en existait plus nulle part: C'est ici qu'on se sent irrésistiblement pris de sympathie pour ces généraux dont l'altière initiative, en sauvant leur patrie, sauvait peut-être le monde de la barbarie. En Hongrie, à Vienne, en Italie, où la révolution n'était-elle pas alors? « Je venais de battre les Hongrois à Schwéchat, nous disait un jour Jellachich, et mon devoir de militaire me commandait de les refouler de l'autre côté de la Laytha; mais, au milieu de l'épouvantable déchirement de la monarchie, un autre devoir parlait à ma conscience : sauver l'empire! Si l'empire existe encore quelque part, pensai-je alors, c'est dans la capitale. Et je fondis sur Vienne à la tête de mes *manteaux rouges.* » Cette idée, en même temps qu'elle s'emparait du ban de Croatie, inspirait à Prague Windisch-Graetz, et, sans s'être concertés ensemble, sans s'être donné le mot, tous les deux arrivaient sous les murs de Vienne. Ainsi en Italie, ainsi de tous ces généraux, — Zichy seul excepté, — qui, les uns bloqués dans une forteresse démantelée, les autres isolés avec un faible détachement au fond d'une province, sans communications possibles avec le quartier-général, s'apprêtaient à mourir glorieusement, comme Gorczkowsky à Mantoue, ou ne songeaient, comme d'Aspre à Padoue, qu'à marcher sur Vérone. C'était là que le maréchal devait arriver et qu'il fallait aller se joindre à lui, tant était grande la confiance qu'inspirait à ses lieutenans ce mâle vieillard dont un poète a pu dire

avec raison cette parole cornélienne : « Dans ton camp est l'Autriche; » *in deinem Lager ist Oesterreich!*

Les sanglans conflits de Milan et de Venise n'étaient cependant que les préludes d'une lutte plus sérieuse. La partie allait se jouer entre l'armée autrichienne et les forces combinées de toute l'Italie. Les mémoires du général Schoenhals nous font pénétrer dans les deux camps : d'abord à la veille de la guerre, puis pendant les diverses péripéties des deux campagnes de 1848 et 1849. Il convient maintenant de jeter un coup d'œil sur les deux armées au moment où la lutte va s'engager. Nous n'aurons plus après cela qu'à les suivre dans les incidens les moins connus de la série d'opérations auxquelles donna lieu le soulèvement de Milan.

L'armée piémontaise se composait de la garde et de la ligne. La garde comptait quatre régimens de grenadiers et deux bataillons de chasseurs; la ligne, dix-huit régimens d'infanterie, six régimens de cavalerie, un bataillon de sapeurs, une compagnie de mineurs, soutenue d'un bataillon de marine, le tout prenant part à la guerre. Ajoutons ce fameux bataillon des *bersaglieri*, qui peut être augmenté à volonté, troupe exercée, prompte à l'attaque, infatigable, et qui, pour l'agilité du mouvement, la hardiesse intrépide, l'adresse dans l'art de tirer, mérite d'être comparée à nos chasseurs de Vincennes. Cet effectif formait neuf brigades d'infanterie, une de la garde, trois de cavalerie. Chaque brigade avait trois régimens; chaque régiment, trois bataillons. A compter mille hommes par bataillon, à prendre pour six mille hommes la garde, les *bersaglieri* et le bataillon de marine, on avait ainsi soixante mille hommes d'infanterie. Chaque régiment de cavalerie contenait cinq escadrons; à huit cents hommes par régiment, on avait une cavalerie forte de quatre mille huit cents chevaux. De plus, en appelant les réserves sous les armes, l'infanterie pouvait facilement atteindre le chiffre de cent mille hommes. Il faut dire aussi que le Piémont, ayant été un peu, comme tout le monde à cette époque, surpris par les événemens, ne se trouvait pas entièrement préparé. Ses troupes n'étaient pas concentrées, et force lui fut de les rassembler, ce qui fit que Charles-Albert, lorsqu'il parut sur le Tessin, n'avait pas avec lui plus de quarante à quarante-cinq mille hommes; mais son effectif grandissait tous les jours, et, vers le milieu d'avril, le chiffre s'élevait au moins à soixante mille hommes. On connaît la réputation de l'artillerie piémontaise, véritable corps d'élite, richement pourvu quant au matériel, et que recommandaient à la fois et l'aptitude de ses officiers et l'intelligence de ses soldats. Cent pièces de canon, réparties en batteries de huit pièces chacune, formaient son contingent.

L'armée piémontaise, bien montée d'ailleurs, ne laissait pas d'avoir ses côtés critiques. De l'aveu même du général Bava, le service

des vivres s'y faisait mal. Au sein du pays le mieux approvisionné de la terre, le soldat y souffrait de la faim, et souvent des retards apportés dans sa nourriture entravèrent l'exécution des manœuvres. Le roi, jaloux de se concilier la tendresse des Italiens, évitait partout de mettre le pays en frais : généreux mouvement qui du reste manqua son but, ce qui arrive aux meilleures choses de ce monde. En effet, le soldat qu'on nourrit mal devient pillard, et plus d'un exemple, à ce qu'on assure, vint pendant la campagne corroborer cet axiome du troupier. L'armée entière était partagée en deux corps, lesquels se disloquaient chacun en deux divisions; à la tête du premier corps était le lieutenant-général Bava, à la tête du second le lieutenant-général Sonnaz. Le duc de Savoie, prince royal, avait sous ses ordres une division de réserve, et le roi dirigeait en personne le commandement supérieur.

C'était un prince militaire que Charles-Albert, militaire en ce sens qu'il se plaisait aux batailles, et n'eût point volontiers laissé se perdre l'occasion de mettre en avant cette bravoure qu'il tenait de sa race; mais de cet instinct belliqueux, de cette fougue magnanime qu'on aime dans les princes, aux qualités supérieures d'un général d'armée, il y a loin. Et ces grandes qualités, il est permis aujourd'hui de le dire, Charles-Albert ne les posséda jamais. L'insurrection militaire de 1821, pour la première fois, nous le montre sur la scène politique. On sait comment, après avoir encouragé le mouvement, après avoir souffert qu'on l'en déclarât le chef, au moment du danger le prince de Carignan rompit tout à coup en visière à son monde, et, prenant sa course vers Florence, laissa la conspiration se débrouiller à sa guise. Cette fâcheuse aventure, tout en ruinant Charles-Albert dans l'esprit des révolutionnaires, n'était point faite pour lui valoir la sympathie des cabinets. Aussi le voit-on, à dater de cette époque, s'évertuer à détruire cette mauvaise impression donnée à l'Europe. Engagé comme volontaire sous les drapeaux de la France, il prend part, en 1823, à l'expédition du duc d'Angoulême en Espagne, et reçoit de son régiment, pour récompense de sa vaillante conduite au siége du Trocadéro, les épaulettes de laine de grenadier. L'Autriche en même temps le décorait de son ordre de Marie-Thérèse.

Devenu roi de Sardaigne à l'extinction de la ligne directe, Charles-Albert ne s'attacha que davantage à faire oublier les entreprises du prince de Carignan. Au lendemain des journées de juillet, ce fut lui qui fournit à Mme la duchesse de Berry les moyens de débarquer sur la côte. On se souvient du nom que portait le bâtiment monté par la princesse. Le gouvernement français avait alors un ambassadeur à Turin; sut-il le chaleureux concours que prêta Charles-Albert à cette expédition, dans laquelle il était de tous ses vœux, de toutes ses sympathies, de toutes ses forces? « Je le vois encore, nous disait un soir

un des personnages qui prirent la plus vive part à cette affaire, je le vois encore assis, grand et maigre, dans son cabinet du château de Raconis, et dépliant une dépêche de Madame, que je venais de lui remettre. Comme la page, toute blanche, n'offrait de haut en bas aucune trace d'écriture visible, il ouvrit un tiroir, prit une fiole remplie d'un réactif, y trempa les barbes d'une plume qu'il promena ensuite méthodiquement sur le papier; puis, cette opération chimique terminée, les caractères ayant apparu, il se mit à déchiffrer la note à laquelle il répondit séance tenante, en ayant soin de recourir aux mêmes artifices. » Versatilité humaine! Qui jamais eût soupçonné que ce prince, alors si ardent à conspirer pour la cause de la légitimité monarchique, lèverait un jour l'étendard de l'indépendance italienne? Il est vrai que la question ici s'offrait complexe. Sur le premier plan flamboyait l'idée de nationalité, idée sainte, idée souveraine. Pie IX l'avait saluée de son enthousiasme; un prince italien, un roi de Piémont pouvait-il ne se point armer pour sa défense? On n'a point assez admiré avec quelle habileté prodigieuse toute cette partie fut jouée au début par les révolutionnaires. Quel homme que ce Mazzini, fanatique dont le type semblait avoir cessé d'appartenir à nos âges, sectaire de la pire espèce! Comme il s'insinue au cœur de l'Italie, comme il la prépare et l'élabore, cette crise qui doit lui livrer le monde! Au fond de lui est la république universelle, l'utopie insensée; au dehors, le masque du moment se montre seul. Libéralisme, nationalité, peu lui importent les causes, pourvu qu'elles l'aident à s'emparer de l'heure présente. Jusque dans les conseils des rois s'étend son influence, jusque dans l'urne du conclave sa main plonge. Au milieu de cet Éden de l'Italie, on dirait le serpent tentateur. A la belle âme de Pie IX, enivrée des acclamations du monde catholique, il parle de la sainte ligue des peuples; aux oreilles de l'ambitieux Charles-Albert, il chuchotte : « Tu seras roi d'Italie! » Puis, la croisade à peine entamée, les choses tout à coup changent d'aspect, et voilà que, par un subit revirement, il se trouve que l'ennemi commun, ce n'est plus seulement désormais l'Autrichien, mais Pie IX, mais le roi de Naples, mais le roi de Sardaigne et tous les princes italiens qui s'étaient levés pour la défense du territoire. Derrière la question nationale se dresse maintenant la question sociale : monarchie ou république. Plus de rois, plus de papauté, en un tour de main l'escamotage s'est accompli, et, tandis que la puissance du Piémont s'effondre à Novare sous le canon de Radetzky, Mazzini entre à Rome, où il règne et gouverne à la place de Pie IX, qui est à Gaëte.

« Il n'était point Alexandre, mais il eût été son premier soldat. » Ce mot ingénieux de Voltaire sur Charles XII s'applique admirablement à Charles-Albert. Une fois engagé dans la révolution, bien lui en prit d'être ce premier soldat, car ne l'eût-il pas été, la force des

événemens ne l'en aurait pas moins entraîné vers la guerre. Par la guerre seule, il pouvait en effet reconquérir cette liberté d'action qu'il avait perdue en tirant l'épée pour une cause qu'il croyait être vraiment la cause de l'Italie. Vainqueur, il se serait tôt ou tard retourné contre la révolution; vaincu, il se vit emporté par elle. Quelles épreuves pour ce prince hautain que celles qui l'attendaient, lui et son armée, dans les rues de Milan! Cette ingratitude féroce, inouïe, avait laissé au fond de son âme un tel levain d'amertume et de colère, que, si le sort des batailles se fût prononcé en sa faveur, les Milanais auraient peut-être trouvé en lui un triomphateur, un juge bien autrement sévère que Radetzky. Et le soir de la bataille de Novare, se figure-t-on l'immense désespoir qui dut s'emparer de ce cœur de roi? Charles-Albert, dans l'insondable profondeur de son découragement, avait laissé à d'autres la direction de la bataille. C'était assez pour lui de se jeter partout au plus épais de la mêlée. « Il fut un des derniers qui abandonnèrent les hauteurs de la *Bicoque*, et plusieurs fois, en se retirant, il se retourna vers nous, arrêtant son cheval au milieu du feu, puis, comme les balles semblaient ne le vouloir pas atteindre, il mit son cheval au pas et gagna la ville. » Ainsi s'exprime le général Schoenhals, l'aide-de-camp de Radetzky. Continuons le récit de cette dernière heure, elle a sa grandeur et son enseignement. « Pendant ce temps, nos batteries avaient occupé les hauteurs d'où nous venions de débusquer l'ennemi et faisaient un feu terrible sur la ville. Les Piémontais nous répondaient du sein des remparts démantelés. Là se tenait le roi, debout derrière les canons, promenant son œil morne sur cette plaine dans laquelle il venait de laisser sa couronne, indifférent désormais aux ravages que la mitraille exerçait autour de lui. A chaque instant, ceux qui l'accompagnaient s'attendaient à le voir tomber, et comme le général Jacques Durando s'efforçait de l'entraîner par le bras : « Laissez-moi, général, s'écria le malheureux monarque, laissez-moi, c'est mon dernier jour, et je veux mourir! »

Cette scène se passait le 23 mars 1849. Il y avait un an, jour pour jour, que Charles-Albert avait lancé son fameux manifeste et franchi le Tessin à la tête de son armée. Avoir rêvé la couronne de fer, rêvé les duchés de Plaisance, de Parme et de Modène, s'être vu sacrer par la main du pape au Capitole, et se réveiller d'un songe si magnifique dans la défaite, dans l'isolement, dans l'abîme de toutes les douleurs morales et physiques! La religion seule pouvait en ce moment venir en aide à cette puissance brisée dont la tombe refusait d'ensevelir le désespoir. Laissons les railleurs plaisanter des pratiques dévotes de Charles-Albert, et rire de ce roi qui mettait ses étendards sous l'invocation spéciale de la sainte Vierge. Sans doute, le temps n'est plus

où des archanges cuirassés parcouraient l'espace en brandissant leurs glaives flamboyans, et c'est par d'autres signes que les miracles du Dieu des armées se manifestent; mais ce qui a survécu et ce qui toujours subsistera, c'est cette force d'âme que donne une croyance, cette faculté souveraine qu'inspire la foi, de s'élever au-dessus des humiliations et des catastrophes du moment, et de regarder plus haut et plus loin. Il y avait dans l'expression sévère et mystique de Charles-Albert, dans cette figure ascétique et martiale, beaucoup de la physionomie d'un chevalier du moyen âge. Évidemment, il crut jusqu'à la fin accomplir une mission providentielle et marcher à la croisade. Au début de la seconde campagne, en franchissant l'Adige au milieu de son état-major, il se découvrit solennellement, comme aurait pu faire Godefroy de Bouillon mettant le pied en Terre-Sainte!

Autour de Charles-Albert et de son armée se groupaient les divers détachemens de la force armée italienne proprement dite. Naples envoya quinze mille hommes bien organisés, sous la conduite du général Pepe; il est vrai que le roi Ferdinand eut en même temps l'heureuse inspiration de conserver auprès de lui sa garde et les Suisses, élite de ses troupes, à laquelle il dut le salut de sa couronne à la journée du 15 mai. Aux Napolitains vinrent se joindre dix-sept mille Romains ou Suisses de l'armée papale, formant deux bataillons de grenadiers, deux bataillons de chasseurs, cinq de fusiliers, avec deux batteries et un régiment de dragons, troupe aguerrie et vigoureuse que renforçait partout sur son passage la célèbre milice des *Crociati*. Comptons en outre les Toscans au nombre de six à sept mille, la cohorte livournaise et la bande des étudians de Pise. Quant au chiffre du contingent fourni par Modène et Parme, il pouvait s'élever à quatre mille hommes. Si maintenant on estime à quarante ou cinquante mille hommes la masse de ces alliés, à cinquante mille l'armée lombardo-piémontaise, il résulte de ce calcul que le maréchal allait, dès son entrée en campagne, se trouver en présence d'un effectif de cent mille hommes.

Quelles étaient, d'autre part, les forces militaires de Radetzky? Le maréchal, au moment de quitter Milan, disposait en tout (y compris la gendarmerie et la police) de soixante-quinze mille hommes, dont il avait fallu détacher une brigade pour l'envoyer en toute hâte maintenir le Tyrol, et que la capitulation ou la désertion avaient au moins réduits de vingt mille hommes, de sorte qu'après sa jonction avec son second corps d'armée il pouvait compter de quarante-cinq à cinquante mille combattans, ce qui lui faisait, en ôtant quinze mille soldats que réclamait impérieusement la défense des forteresses, trente à quarante mille hommes de troupes disponibles.

L'Italie, à cette heure, semblait donc perdue à tout jamais pour

l'Autriche. De cité en cité retentissait l'appel aux armes, de clocher en clocher gagnait l'insurrection. Partout s'allumait la guerre sainte; partout, au cri de : *Dieu le veut!* on *se croisait*. Temps singuliers, étranges, poétiques, et dont le romantisme rappelle certaines périodes du moyen âge! Des universités de Pavie, de Padoue et de Pise, des murs crénelés de Mantoue, se précipitent, l'escopette au dos, le poignard à la ceinture, des légions de hardis jeunes gens, ceux-ci vêtus en bandits de théâtre, ceux-là portant la croix rouge en pleine poitrine. Un prêtre, Gavazzi, fait le coup de feu dans les rues; un pontife, l'archevêque de Milan, bénit les barricades; une femme, la princesse Belgiojoso, exécute dans la capitale de la Lombardie son entrée triomphale, on dirait *Semiramide in Babilonia;* puis soudain, péripétie imprévue! l'ovation change de caractère, le cri de triomphe devient huée, Sémiramis disparaît de la scène comme par une trappe, et le secret de ce coup de théâtre, c'est que la princesse est républicaine, et que l'agitation milanaise tient encore pour la monarchie du roi de Piémont (1). On s'était trompé sur l'esprit de Milan; mais grâce à Dieu, Rome a de l'avance, et on part pour la ville éternelle, où bientôt arrive Mazzini, car l'Italie, à cette époque, offre ce trait curieux, que sa révolution développe des variétés de toutes sortes. Allez d'une ville à l'autre, ce n'est plus le même caractère insurrectionnel : vous reculez ou vous avancez. Pour les royalistes et les partisans de la fusion, il y a la Lombardie; pour les républicains, Bologne et Brescia; pour les rouges, Livourne et Rome. C'est comme un immense clavier rendant à volonté toutes les notes de la gamme révolutionnaire, et dont le maëstro Mazzini fait vibrer chaque touche. Néanmoins, qu'on ne s'y trompe pas, pour mettre d'accord toutes ces haines, pour réunir en un même foyer toutes ces incandescences, il suffisait de crier : Mort à l'Autrichien! Nous parlions des universités, c'était aussi le tour aux grandes villes de déclarer la guerre aux *habits blancs*. Florence, Rome, Naples, obéissaient à l'impulsion commune. A Naples, la multitude furieuse arrachait de l'hôtel d'Autriche l'écusson impérial, et l'aigle à deux têtes roulait dans la fange du ruisseau, sous les yeux de Schwarzenberg frémissant. L'homme habile et résolu auquel devait échoir un jour la première place dans les conseils de son empereur sentit alors ce qu'il avait à faire. Le prince Félix de Schwarzenberg se ressouvint de son premier état, et se rendit auprès du vieux maréchal, qui lui donna un commandement. C'était le temps où les diplomates quittaient la plume pour l'épée, où les hommes de cabinet des deux partis se rencontraient volontiers sur les champs de bataille : le marquis d'Azeglio, ministre des affaires

(1) On lira aussi avec intérêt dans l'ouvrage du général Schoenhals l'anecdote originale et pittoresque de cette comtesse Pallavicini, qui menait en guerre son piano, à cette fin d'animer ses soixante chevaliers au combat en leur chantant : *Sul Campo della Gloria!*

étrangères du roi de Piémont, blessé à Vicence; le prince de Schwarzenberg, atteint au bras d'un coup de feu à Goïto, nobles exemples qui vous reportent involontairement vers cet autre grand ministre, le cardinal de Richelieu, à cheval sous les batteries des forts de La Rochelle!

Le maréchal, du reste, ne se faisait pas d'illusions, et voyait clairement que l'Italie était devenue un terrain qu'il lui fallait reconquérir pied à pied; aussi, dans ce désastre universel, n'accordait-il qu'une attention assez médiocre aux mille défections dont chaque jour, chaque heure apportait la nouvelle. Une ville de plus ou de moins, c'était là désormais à ses yeux une question secondaire, et tout son intérêt, toutes ses préoccupations se concentraient sur les places fortes dont il méditait de faire dans l'avenir ses bases d'opération. Ah! si Venise eût tenu bon comme Mantoue, les choses, sans nul doute, auraient pu prendre un autre aspect : livrer à Charles-Albert un combat décisif, l'écraser avant qu'il eût le temps de rassembler ses forces sur le Mincio, rien de cela n'était impossible; mais qu'on réfléchisse à la situation où se trouvait Radetzky. Les nouvelles de Vienne prenaient de plus en plus un caractère alarmant; esclave des partis ameutés, misérable jouet du flot révolutionnaire, le cabinet Pillersdorf marchait de concessions en concessions, et faisait litière de tous les droits de la couronne. Était-ce le moment de jouer sur un coup de dés la fortune de l'empire? Le maréchal ne le pensa point; il prit la ferme résolution de se retrancher dans Vérone, et de n'en venir aux mains qu'autant qu'on oserait l'y attaquer. L'heure avait sonné pour Radetzky de démontrer par la pratique l'importance qu'il accordait volontiers en théorie à cette place forte. Vers ce point convergeait pour le moment toute sa stratégie; là il ravitaillerait ses troupes, organiserait son matériel; là il attendrait l'armée de réserve que Nugent lui amenait. Quelle victoire pouvait valoir les avantages qu'on allait tirer d'un pareil plan? Heureusement pour le maréchal, Charles-Albert, tranquille sur le Mincio, ne troubla point sa retraite et lui laissa le temps de préparer à loisir ses plans de campagne.

L'armée de réserve ne pouvait, dans l'état du pays, lui arriver qu'en passant par de nombreux détours, et avec cela point de nouvelles! Qu'on se figure ses impatiences, ses perplexités, ses découragemens! Quand il pourrait enfin commencer ses opérations, lui-même l'ignorait, car tout dépendait de sa jonction avec Nugent, et comment prévoir l'heure où cette jonction se ferait? Venise coupée, le seul moyen qui lui restât de communiquer avec l'intérieur de la monarchie, c'était la voie éloignée et difficile du Tyrol, et encore cette voie menaçait d'être interceptée dès l'instant que l'ennemi s'avancerait sur le lac de Garda. Les nouvelles n'arrivaient plus que

lentement; celles qui arrivaient étaient sinistres. Jours d'épreuve et d'amertume pour ce vieillard de quatre-vingt-un ans! Souvent on le voyait assis la tête dans ses mains, silencieux, morne, abattu. Qu'un intendant militaire entrât alors, avec quelle vivacité soucieuse il l'interrogeait sur l'approvisionnement de l'armée! Bon nombre d'écrivains ont voulu voir un système dans ce qui fut, à cette première époque de la guerre d'Italie, la nécessité absolue du moment; de là ce caractère temporisateur, cette physionomie de *Fabius Cunctator*, faussement attribués à un homme dont le génie est bien plutôt la décision, l'audace, l'intrépidité du coup de main. Quand il ne procède au début qu'avec tant de mesure et de circonspection, quand il affecte de ne rien livrer aux chances d'une rencontre, c'est qu'alors le vieux soldat, sur qui pèse une responsabilité si énorme, sent qu'il ne peut donner aux opérations militaires proprement dites que la moitié de son application : tandis que d'un œil il observe Charles-Albert et le tient à distance, de l'autre il regarde Vienne, ce cœur de l'empire où la révolution lui suscite des ennemis non moins menaçans et non moins acharnés. La guerre d'Italie se divise, on le sait, en deux parts, dont la première va jusqu'à l'armistice de Milan et remplit l'espace de plus d'une année, et dont la seconde, enlevée en dix jours, marche à pas de géant de la reprise des hostilités à la bataille de Novare. Rien qui se ressemble moins que ces deux campagnes. D'un côté lenteurs, attermoiemens, prudence; de l'autre, vigueur, entraînement, soudaineté, inspiration dans l'attaque, imprévu dans l'offensive! Charles-Albert y fut pris, ou plutôt le général Chrzanowsky, car à Novare Charles-Albert ne commandait pas; il ne fit que se battre en soldat, en héros. Nul doute que le souvenir de ses temporisations précédentes n'ait merveilleusement servi la fortune de Radetzky à cette période définitive. Comme la première fois, il battit en retraite; mais cette retraite n'était plus, en 1849, qu'une feinte habile pour tromper l'ennemi. Le général polonais qui dirigeait les forces piémontaises ignorait encore quelle direction il avait prise, que Radetzky, se retournant, fondait sur lui comme un lion et l'écrasait. « Jamais, nous disait un jour le maréchal à Vérone, je n'ai tendu un piége à Charles-Albert sans qu'il y soit tombé tout aussitôt! »

Radetzky, toujours sans nouvelles du corps de Nugent, était donc occupé à se fortifier dans Vérone, lorsque le 6 mai 1848, enhardi par son heureux passage du Mincio et les succès de Pastrengo, se voyant à la tête d'une armée qui chaque jour grandissait en nombre, tandis que le dénûment, les blessures et la contagion diminuaient celle de ses adversaires, comptant bien aussi quelque peu sur l'insurrection viennoise qui forçait à cette heure même l'empereur à se réfugier dans le Tyrol, — Charles-Albert, résolu d'en finir, vint assaillir le général

autrichien jusque dans son dernier retranchement. Cette affaire de Sainte-Lucie, commencée par des escarmouches d'avant-postes, prit en peu d'instans les proportions d'un véritable combat; l'engagement fut acharné, terrible. Les Piémontais ne se lassaient pas d'attaquer, les Autrichiens de leur opposer une imperturbable défensive. Le roi, toujours défiant à l'endroit de son aptitude stratégique, après avoir remis le commandement supérieur au général Bava, vint se mêler aux rangs de ses soldats; puis, lorsqu'il les eut un moment animés de son exemple, il quitta le champ de bataille pour se rendre à une *villa* voisine autour de laquelle, disent les récits de la journée, il fit ensevelir quelques officiers de son état-major tombés victimes du sort de la guerre. Quand la dernière pelletée de terre eut recouvert le dernier trépassé d'entre ses adjudans, ce monarque pâle et comme marqué au front de ce signe de découragement et d'ennui que la fatalité semble imprimer à certaines figures mélancoliques de l'histoire, ce triste roi monta au belvéder de la villa *Fenilone*, d'où, sa lunette braquée sur Vérone, il attendait qu'un mouvement insurrectionnel se déclarât pour lui dans l'intérieur de la place; ce qui toutefois n'eut pas lieu, grâce aux énergiques mesures de Radetzky et à la proclamation laconiquement sévère qu'il adressa aux Véronais en montant à cheval.

Des deux côtés les traits de courage et d'abnégation militaire ne manquèrent pas. J'en veux citer un qui rappelle à sa manière le sublime stoïcisme du colonel Combes à Constantine. Au début de l'action, le colonel Pottornaz, commandant le régiment *François-Charles*, a le bras emporté par un boulet. Il quitte les rangs, se dirige au pas de son cheval vers le général d'Aspre, et, du ton dont il aurait fait son rapport : « Excellence, dit-il, je viens d'avoir le bras droit emporté, et j'ai l'honneur de vous informer que je me vois forcé de me retirer du champ de bataille. » — « Ma bague! ah! ma bague! » s'écriait à Fontenoy un brillant capitaine aux gardes-françaises courant après sa main enlevée par la mitraille. Élégance, esprit, légèreté, galanterie aimable et frivole jusque dans la mêlée et le carnage, n'est-ce point là le Français? Formalisme, gravité didactique, culte chevaleresque de la discipline, de la hiérarchie, du protocole, voilà l'Autrichien.

La journée de Sainte-Lucie fut une de celles où, les circonstances paralysant l'action et le génie d'un chef d'armée, tout est remis à l'intrépide initiative des soldats. Le terrain glissant s'opposait aux mouvemens, la faiblesse numérique des troupes autrichiennes ne permettait pas les dispositions stratégiques. Il fallait mourir ou vaincre l'arme au bras : on vainquit. Aux uns et aux autres cette affaire coûta cher, aux Piémontais surtout, qui perdirent beaucoup de monde et quittèrent la place en plein désarroi. Lorsque le len-

demain, à l'aube, le maréchal visita le champ de bataille, les morts et les blessés encombraient le terrain, et parmi les ustensiles, les bagages, les équipemens de toute espèce qui couvraient le sol, au milieu des monceaux d'épaulettes, d'armes, de shakos, de trompettes, on trouva (singulière rencontre en pareil lieu!) nombre de masques de théâtre figurant Belzébuth avec ses cornes (1). On se souvient du fameux diable vert du ballet de *la Tentation;* plusieurs cadavres, lorsqu'on les releva, portaient encore ce déguisement. Quel pouvait être le sens de cette mascarade? Les officiers de l'état-major de Radetzky se le demandèrent et finirent par découvrir qu'à l'aide de ces oripeaux fantastiques on avait voulu tout simplement terrifier les Croates. Et dire qu'en même temps qu'on estimait ces braves Croates assez naïfs pour se laisser intimider par des épouvantails d'enfans, les journaux de l'époque nous les représentaient comme des fléaux de Dieu et d'invétérés bandits massacrant les vieillards, pillant les églises, et portant toujours leur giberne pleine de mains de femmes qu'ils coupaient à la hâte chemin faisant, se réservant d'en ôter les bagues plus tard, comme on coupe une branche pour avoir le fruit! Rien ne saurait se comparer à ces fables au moyen desquelles on exploitait alors la crédulité publique. Les blessés piémontais, qu'on transportait à l'hôpital de Vérone, suppliaient les soldats autrichiens de ne pas les priver de la vue, et les officiers qui dirigeaient l'escorte eurent toutes les peines du monde à rassurer ces braves gens, à qui on avait fait accroire que les impériaux arrachaient les yeux à leurs prisonniers. Les choses allèrent même si loin, que le maréchal dut se rendre en personne auprès de ces malheureux, et qu'après les avoir consolés, après avoir donné des ordres pour qu'ils fussent traités avec autant de soins et d'égards que ses propres soldats, il en écrivit vertement au ministre du roi de Sardaigne, le sommant de mettre un terme à de si ridicules manœuvres.

S'il y eut des journées plus brillantes que celle de Sainte-Lucie, il n'y en eut point de plus féconde en résultats. Elle marque, à vrai dire, l'heure exacte, le moment où la fortune accomplit son évolution, et des drapeaux de Charles-Albert, qu'elle avait jusque-là suivis, passe définitivement au camp du maréchal. Au point de vue de l'influence morale, ce succès fut immense : il raffermit le courage des troupes, leur discipline, ralluma leur foi dans l'avenir, et fut l'heureux point de départ d'une période nouvelle. Deux archiducs y gagnèrent hardiment leurs éperons sous les yeux du *père* Radetzky : l'archiduc Albert, digne fils de l'illustre archiduc Charles, et le prince François-Joseph, que son courage désigna dès ce jour à l'armée, ignorant encore que, dans ce blond guerrier marqué au front

(1) Nous empruntons ce fait au récit du général Schoenhals.

de l'étoile de la jeunesse, elle saluait le futur empereur militaire dont les circonstances lui faisaient souhaiter l'avénement!

Les jours d'épreuve étaient passés, l'arrivée tant réclamée du corps de réserve venait enfin le 25 mai augmenter de dix-neuf mille hommes l'effectif du maréchal. Les rôles allaient changer : c'était à Radetzky maintenant de prendre l'offensive et de poursuivre cet adversaire qu'il avait jusque-là évité en si ingénieux et si consommé tacticien.

II.

« C'était par une magnifique nuit de printemps; le roulement de nos fourgons nombreux, de nos équipages, ébranlait l'air comme un grondement de tonnerre. A une distance assez rapprochée brillaient les feux de bivouac de l'ennemi, dont nous longions les avant-postes à une portée de canon. A la tête du second corps d'armée, ayant à ses côtés le futur souverain de l'Autriche, s'avançait à cheval Radetzky, gai, dispos, l'œil rayonnant, le visage en belle humeur. Par intervalle un coup de feu lointain, échangé entre nos patrouilles et les avant-postes ennemis, troublait seul le calme de la nuit. »

Ainsi on quittait Vérone, ainsi on marchait allègre et joyeux à la journée de Curtatone, où les Toscans de Laugier furent défaits, à la journée de Vicence, où les Romains de Durando trouvèrent leurs fourches caudines. Dès le soir du premier jour d'attaque, Vicence n'était plus tenable pour les Italiens, forcés dans leurs derniers retranchemens intérieurs. Toutes ces hauteurs des *Monti Berici,* ces délicieuses collines que surmonte l'église et le cloître de la *Madona del Monte*, et au pied desquelles s'étend la ville au sein d'un paysage vraiment édénique, les Autrichiens victorieux les occupaient lorsque la nuit vint mettre fin au combat. « Sous nos yeux se déroulait la cité magnifique si richement dotée par le génie de Palladio. Le maréchal allait s'en retourner à son quartier-général après avoir pris toutes ses dispositions, le feu devait se rouvrir au jour levant, nos colonnes se massaient aux portes de la ville, et, de l'éminence où nous étions, nous pouvions en un moment anéantir Vicence sous une pluie de bombes et d'obus. L'issue de cette affaire avait donc cessé pour nous d'être douteuse, mais nous nous demandions ce qui adviendrait de tant de chefs-d'œuvre pendant l'assaut du lendemain. » La question était superflue : Vicence capitula. Déjà, vers le déclin du jour, au plus chaud de l'action, le drapeau blanc avait été vu flottant çà et là sur divers points; il est vrai que presque aussitôt le drapeau rouge l'avait partout remplacé. On prétend que ce furent les gardes nationaux vicentins qui prirent sur eux de couper cour aux préliminaires pacifiques; mais Durando, vieux soldat, et, comme

tel, jugeant mieux de la situation, ne partagea point l'avis de ces messieurs. Les seules forces qui lui restaient étaient les bataillons suisses, lesquels, après s'être vigoureusement battus pour l'honneur à la défense du *Monte Berico*, sentant qu'ils étaient là contre la volonté du pape, commencèrent à dire tout haut qu'ils ne se souciaient point de servir davantage d'instrumens aux complots d'un ministère révolutionnaire avec lequel ils ne s'étaient jamais engagés. Durando négocia donc : pendant cette nuit même, des parlementaires furent envoyés aux avant-postes autrichiens, et sur-le-champ une capitulation eut lieu, par laquelle le général Durando s'obligeait à se retirer avec toutes ses troupes de l'autre côté du Pô, et à ne plus porter de trois mois les armes contre l'Autriche.

Disons-le cependant, la fortune avait ses retours, et tout au début de cette phase nouvelle on compta plus d'un échec. « A Goïto, par exemple, deux fautes graves furent commises : nous tînmes Bava pour plus faible qu'il n'était, tandis que d'autre part nous nous exagérâmes les forces du roi; ce qui fit qu'on attaqua le premier trop à la hâte et sans être en nombre, alors qu'on se laissait imposer par le second, qui n'avait auprès de lui que neuf bataillons. Le général Benedeck, à mesure qu'il arrivait en vue de Goïto, rangea ses troupes en bataille. Nous n'avions jusque-là rencontré que d'assez faibles détachemens de cavalerie qui s'enfuyaient à notre approche, quand soudain, vers quatre heures de l'après-midi, la tête de nos colonnes fut saluée à coups de canon. Nous répondîmes à l'instant par le feu de nos batteries; mais la supériorité de son artillerie nous indiqua bientôt que l'ennemi avait concentré ses forces sur ce point. » Dès lors l'engagement prit un caractère plus sérieux. Wohlgemuth d'abord, puis Clam, reçurent l'ordre de se porter au secours de Benedeck; mais la difficulté du terrain s'opposait à l'exécution des manœuvres. Pendant ce temps, Benedeck à lui seul soutenait rudement l'assaut, non toutefois sans éprouver de grosses pertes, de sorte que lorsqu'arrivèrent les brigades de renfort, il avait trop souffert pour leur pouvoir prêter un secours utile. L'ennemi gagnait du terrain, et peu à peu on se voyait réduit à renoncer à tous ses avantages. Que faisait le général d'Aspre? Comment cet intrépide pourfendeur tardait-il tant d'accourir sur le champ de bataille, où sa valeureuse présence aurait suffi pour captiver la victoire incertaine? A tout moment on s'attendait à le voir déboucher sur le flanc droit de l'ennemi... Personne! Misères de l'humanité, faut-il bien que jusque chez les héros on vous rencontre! Le général d'Aspre était sujet à d'horribles accès de goutte, et cette maladie avait pour premier effet de paralyser en un clin d'œil tous ses mouvemens. Il souffrait alors les tortures d'un damné; mais à l'entendre, les tortures

physiques n'étaient que peu de chose auprès du supplice moral qu'il endurait à se voir ainsi impotent et perclus. Impotent, ce fier soldat dont le cheval hennit aux apprêts de la bataille! perclus, ce vainqueur de la veille de qui dépend l'affaire du lendemain! Sentir dans sa poitrine battre le cœur d'un d'Aspre et ne pouvoir remuer la main pour boucler son ceinturon quand déjà gronde la canonnade!

Pends-toi, brave Crillon, on s'est battu sans toi!

D'Aspre, lui, ne voulait pas qu'on se battît. Il aimait mieux, cet homme intraitable, compromettre le succès d'une journée que d'envoyer ses troupes au combat quand il ne pouvait pas les y conduire. Lorsque, après Goïto, le maréchal lui demanda sévèrement pourquoi il n'était pas arrivé au bruit du canon? — Le canon, répondit d'Aspre avec amertume, je ne l'ai pas entendu. — La goutte l'avait rendu sourd!

De semblables infirmités, on le conçoit, ne laissent point à la longue d'aigrir le caractère, et lorsque le patient, de sa nature, n'est pas un saint, mais tout bonnement un homme comme les autres, et plus que les autres peut-être porté à l'égoïsme, elles finissent par en faire un personnage impraticable. Tel était devenu le général d'Aspre. Ennuyé, maussade, sarcastique, dégoûté de tout, il n'écoutait que l'humeur du moment : tantôt, comme à l'affaire de Goïto, refusant de donner parce que ses souffrances le clouaient au lit, et tantôt, comme à Novare, s'exposant à compromettre l'action par l'incroyable excès de son audace. On eût dit qu'aux jours de bien-être il voulût regagner le temps perdu et se montrer héroïque à la fois pour l'heure présente et pour le lendemain, dont il ne pouvait, hélas! jamais répondre. Le tort d'un pareil calcul était d'intéresser son amour-propre beaucoup plus que le salut de l'armée. On sait comment à Novare la témérité du général d'Aspre faillit coûter cher aux Autrichiens : dédaignant tout préliminaire, il entame l'attaque avec quinze mille hommes, et ce n'est qu'à la formidable résistance qu'on lui oppose qu'il s'aperçoit qu'il a affaire non point seulement à une arrière-garde, mais à l'armée royale elle-même, forte de soixante mille hommes. Tout autre que d'Aspre, en ouvrant les yeux sur son erreur, se fût hâté d'appeler à son aide; mais lui ne prévient même pas le maréchal. C'est par l'immense bruit de la canonnade que Radetzky devine la gravité de la situation où s'est engagé son lieutenant, car pour d'Aspre, il ne s'en effraie pas le moins du monde, et ses premiers bulletins sont rassurans. Quinze mille hommes contre soixante mille, cela lui paraît tout naturel, et pendant cinq heures il soutient le choc sans perdre un pouce de terrain. « Du secours! je me suis fourvoyé, » voilà ce que cet intraitable orgueil s'entêta jus-

qu'à la fin à ne vouloir pas reconnaître. Cette audace qui la veille, à Mortara, avait si magnifiquement décidé la victoire, il allait la payer de son sang, du sang de tous ses braves, plutôt que de condescendre à s'en accuser comme d'une faute militaire.

Qu'on s'en soit ou non, du côté des Piémontais, exagéré l'importance, bataille ou combat, cette rencontre de Goïto fit plus d'un illustre blessé. Charles-Albert y reçut un éclat d'obus, le roi de Sardaigne actuel, alors duc de Savoie, un coup de feu dans la cuisse. Ce fut là aussi, et non point à Curtatone comme on l'a prétendu, que le prince Félix Schwarzenberg, à la tête de sa division, eut le bras fracassé par une balle. Physionomie remarquable que celle de cet homme d'état au camp de Radetzky! La vie du prince Schwarzenberg, quand on y pense, est une des mieux remplies qui se puissent voir. Tout y vient à son heure, à son point. Homme de plaisir, grand seigneur, diplomate, soldat, premier ministre, il sut toujours combiner et fondre en de justes proportions certaines qualités particulières à ces divers états. Chez lui, le soldat toujours un peu se ressentit du négociateur, le diplomate du guerrier, le tout sans préjudice de l'homme de plaisir, du grand seigneur libertin qui jusqu'à la fin brocha merveilleusement sur l'ensemble. Après avoir, sous un couvert diplomatique qui ne messied pas, fort occupé le monde du bruit de ses galantes équipées, la campagne d'Italie survint très à propos pour opérer une diversion devenue nécessaire dans une existence qui depuis mainte aventure par trop romanesque commençait à tourner au scandale. Tel il avait été dans les boudoirs de Naples, de Londres et de Paris, tel il fut plus tard dans son cabinet du palais de la chancellerie à Vienne, — et tel il se montre sur les champs de bataille, impassible, dédaigneux, superbe. Son visage avait quelque chose de glacial qui déconcertait, même alors qu'il affectait son expression la plus aimable, et vous vous demandiez, à voir ce corps si long et si maigre que l'étroitesse de son *attila* militairement boutonné rendait encore plus efflanqué, à voir ces traits pâles et durs, où se peignait, à côté d'une ironie hautaine, le sentiment de la plus inflexible personnalité, — vous vous demandiez par quelle inexplicable force d'attraction cet homme, sans jeunesse, sans beauté, sans agrément, agissait ainsi sur la plus séduisante moitié du genre humain. Pour grand seigneur et brave, il l'était, qui en doute? mais les Lobkowitz, les Windisch-Graetz, les Lichtenstein aussi sont des braves, et de très grands seigneurs. Quel charme particulier possédait-il donc, ce prince Schwarzenberg, pour qu'on le préférât aux plus beaux, aux plus vaillans, aux plus jeunes? Quel était son secret pour entraîner tant de cœurs à sa suite? car, cet homme étrange, on ne se contentait pas de l'aimer, on l'adorait jus-

qu'à l'extravagance, jusqu'au délire, jusqu'à la mort. Les passions, il les inspirait par douzaines, cela même aux derniers temps de sa vie. Zerline, Elvire, dona Anna, que de victimes! C'était, à vrai dire, le don Juan d'un siècle comme le nôtre : à cette soif du plaisir, à cette ardeur éternellement inassouvie il joignait l'intelligence et l'amour des affaires, ce noble emploi des hautes facultés de l'esprit dont le sensualisme de nos jours a besoin pour savourer pleinement ses délices. Aussi bientôt ses forces se consumèrent. Un soir, comme il s'habillait pour aller dîner chez l'empereur, la mort vint le prendre. — Qui frappe là? — C'est la statue! Toujours le même dénoûment. — Le prince Schwarzenberg n'existait plus; la Prusse respira, se sentant délivrée de l'antagoniste superbe qui, à Dresde, à Francfort, à Cassel, à Olmütz, tant de fois l'avait humiliée, du rival qui, dans la question imminente du *Zollverein*, n'eût pas manqué de se dresser devant elle aussi inflexible, aussi cassant qu'il s'était montré dans les affaires du Sleswig-Holstein.

Le prince Schwarzenberg était surtout l'homme du succès; nul jamais ne s'entendit mieux à profiter de l'occasion quand et comme elle s'offrait à lui. Reste à se demander s'il eût été aussi habile à la faire naître. Il est permis de douter, en tous cas, que les calculs de sa politique eussent une très grande profondeur. Il traitait les affaires militairement, et, disons-le, un peu en casse-cou. Certes, son idée de concentration de l'Allemagne dans l'Autriche était d'un esprit ferme et capable d'entreprises hardies; mais n'y avait-il donc point aussi quelque témérité à prétendre confier uniquement au sort des armes une question comme celle-là? Il semble qu'en pareil cas un Richelieu eût compté davantage avec les mœurs et les institutions d'un pays protestant et parlementaire. Je l'ai dit, il y avait du soldat dans ce diplomate; et si l'esprit militaire, qui communiquait à ses desseins l'énergie et la soudaineté, l'empêcha souvent de porter sa vue au-delà du moment, c'est peut-être qu'en somme, toute bonne qualité a son défaut, ainsi que toute médaille son revers. D'ailleurs, heureux comme il l'était, c'eût été faillir à sa destinée que de ne se point montrer aventureux. N'avait-il pas son étoile, n'avait-il pas son influence magnétique? et quand j'écris ce mot, je l'emploie non plus au figuré, mais dans son acception réelle, médicale. A l'époque où le prince Hohenlohe mit le magnétisme à la mode dans les salons de Vienne, le prince Schwarzenberg avait senti se développer en lui une puissance nerveuse qui jusque là était demeurée à l'état latent, et dont il usa ensuite tant bien que mal durant le reste de sa vie. Cette force surnaturelle ne cessa même jamais de s'exercer depuis sur une de ses sœurs de complexion délicate et souffrante, laquelle empruntait au pouvoir magnétique de son frère le peu de santé dont elle

jouissait. Du temps où le prince était ambassadeur à Naples, cette sœur se rendit, à diverses reprises, de Vienne à Rome, où celui-ci arrivait de son côté pour la rencontrer et la faire en quelque sorte revivre au contact de cette vie nerveuse dont il possédait les mystérieux trésors.

Quand le prince Schwarzenberg mourut, il touchait au plus haut point de sa fortune politique, il avait reconquis l'Italie à la couronne d'Autriche, écrasé la révolution, humilié la Prusse, affermi partout la souveraineté de son jeune maître. Sortir à temps de ce monde qui n'avait cessé de lui prodiguer toutes ses fêtes, ce ne fut peut-être pas le moindre signe par où se laissa voir l'heureux arrangement de sa destinée. *Sis Felix Schwarzenberg!* disaient ses camarades au camp de Radetzky, en jouant sur son nom. *Heureux* en effet, car la mort, qu'il bravait insolemment, semblait prendre à tâche de l'épargner! A Goïto, tandis que la mousqueterie et la mitraille dévastaient les rangs, il fouettait sa botte du bout de son épée, non moins dédaigneux vis-à-vis des balles et des boulets, non moins altier en sa contenance qu'il ne le fut plus tard dans son cabinet de premier ministre. Le bonhomme Radetzky l'appelait spirituellement son *feld-diplomate,* et, chaque fois qu'une négociation se présentait, l'en chargeait. L'Autriche offrait alors le spectacle inouï d'un état dont la puissance au dehors se relève et se régénère, lorsqu'à l'intérieur tous les élémens de force et de vitalité périclitent et se détraquent. A Vienne florissait un de ces ministères à la Necker, fléaux des monarchies, et qu'on retrouve malheureusement au début de toutes les crises sociales, un de ces pouvoirs néfastes qui, trop ambitieux pour abdiquer, trop faibles pour résister au flot envahissant, trahissent un peu tout le monde et finissent par devenir la proie de l'émeute après avoir été quelque temps son jouet. Kossuth et Mazzini avaient leurs agens alors à Vienne comme à Turin (1).

On voit à quelles difficultés avait affaire cette armée d'Italie. Vaincre au jour le jour tant d'ennemis coalisés, c'était pour elle la moindre chose; il lui fallait en outre tenir tête au mauvais vouloir de son gouvernement, que possédait l'esprit de Mazzini. A ces soldats dont le sang coulait sur tous les champs de bataille, la patrie, représentée à Vienne par les hommes de Kremsier, marchandait les vêtemens et le pain. Eux pourtant, sans se laisser décourager, continuaient stoïquement leur marche. Affamés, meurtris, déguenillés, ils répondaient par des victoires à l'indifférence et aux insultes de la métropole. Ils envoyaient à Vienne les drapeaux pris à Sainte-

(1) Au quartier-général de Charles-Albert se trouvait, par exemple, un certain baron Spleni, ancien officier au service d'Autriche, et qui jouait le rôle d'intermédiaire entre le roi et Kossuth.

Lucie, à Curtatone, à Vicence, et la capitale de l'empire, qu'une poignée d'étudians et d'émeutiers tenait sous sa domination, jetait aux égouts ces trophées. Il est beau de voir éclater l'indignation du soldat au souvenir de pareils opprobres : « Ces temps douloureux, ces temps ignobles, aucun de nous ne saurait se les rappeler sans frissonner d'horreur et de dégoût. Nous repoussions partout l'ennemi, partout en Italie nous relevions le sceptre impérial et la dignité de la maison d'Autriche, et pendant ce temps s'écroulait en poussière l'œuvre de tant de siècles, l'héritage sacré de tant de souverains que nous défendions au prix de notre vie. Et dire que l'ennemi nous clouait à notre place et nous empêchait de voler au cœur de cette patrie où nous appelait la voix de l'honneur et de la foi jurée! Que de fois, du milieu de la canonnade, nos yeux se retournèrent avec anxiété du côté de Vienne, car là s'agitaient, nous le savions, des adversaires bien autrement puissans et redoutables que ceux que nous avions en face! »

A peine remis des fatigues de Curtatone et de Vicence, le maréchal Radetzky s'apprêtait à poursuivre sa marche en avant, lorsqu'un matin une dépêche de l'empereur Ferdinand lui arrive d'Innsbruck. A cette lecture, le vieillard pâlit, sa main tremble, ses sourcils se froncent. Ce que contenait ce message, c'était l'ordre de proposer immédiatement l'armistice à Charles-Albert. Lui, Radetzky, s'humilier devant son rival et tourner brusquement le dos à la fortune qu'il voyait, après tant de traverses héroïquement endurées, revenir sous ses drapeaux! « Un boulet de trente-six qui fût tombé à mes pieds, racontait-il plus tard, m'eût semblé la colombe de l'arche auprès de ce message de malheur, inspiré, je n'eus pas grand'peine à le reconnaître, par le machiavélisme combiné de Batthyány et de Palmerston! » Que faire cependant? Soldat, son premier mouvement fut de se résigner et d'obéir. La rougeur au front, l'âme navrée, il commence une dépêche au roi de Piémont; mais bientôt la plume lui tombe des mains, il a trop présumé de ses forces. Non, avant de consommer un pareil acte, il tentera auprès de son empereur une dernière démarche. L'épître à Charles-Albert vole en morceaux; il se lève, fait quelques pas, puis se rassied et supplie son gracieux maître de révoquer son ordre ou d'accepter sa démission, l'assurant d'ailleurs d'une prompte victoire au cas où les motifs qu'il développe seraient accueillis. Sa dépêche écrite, le maréchal envoya chercher, pour la porter en toute hâte à l'empereur, l'homme à ses yeux le plus capable, par sa connaissance de la situation et les ressources de son esprit, de mener à bien l'entreprise. Le général Félix Schwarzenberg était alors fort souffrant de sa blessure reçue à Goïto. On raconte qu'en apprenant la mort de l'empereur Charles VI, le grand Frédéric sauta à bas de

son lit, disant qu'il avait bien autre chose à faire qu'à soigner sa fièvre. Le prince Schwarzenberg agit de même, et, sans écouter davantage l'avis des médecins, il partit dans la nuit pour Innsbruck, où l'autorité de sa présence déjoua l'intrigue ourdie par le cabinet hongrois autour du faible Ferdinand. Le prince Schwarzenberg fut depuis un grand ministre, et l'histoire un jour appréciera l'impulsion féconde que sa main sut imprimer aux destinées nouvelles de son pays; mais parmi les immenses services rendus par lui à l'Autriche, s'il en est de plus éclatans et de plus fameux, on n'en trouverait pas de plus utile. Qu'on pense, en effet, aux résultats qu'en de semblables circonstances un temps d'arrêt dans les hostilités aurait amenés. L'armistice, c'était en ce moment l'abandon de tous les avantages conquis, l'abdication dans la victoire, la démoralisation de l'armée, suprême élément de salut. De la réussite de cette démarche tout dépendait donc à cette heure, et le vieux Radetzky le savait à n'en pas douter, lui qui, au retour de Schwarzenberg, s'écriait en l'embrassant : « Bravo, prince, voilà une victoire qui nous coûte moins cher que Custozza et qui vaut mieux! »

Du reste, cette capitulation, à laquelle la diplomatie de lord Palmerston paraissait prendre un si vif intérêt, revenait sur le tapis à quelques semaines de là. Seulement cette fois les rôles n'ont plus la distribution tant souhaitée des conseillers secrets de la cour d'Innsbruck. C'est le roi de Piémont qui propose, et le maréchal qui dispose. A dater de Somma-Campagna, les opérations de Radetzky avaient pris le véritable caractère d'une marche triomphale. *Vengono i nostri!* s'écriaient sur son passage les populations, heureuses d'être enfin débarrassées de ces hordes révolutionnaires, contre lesquelles l'armée piémontaise ne les sauvegardait plus qu'à demi. L'affaire de Volta, dernier effort de Charles-Albert pour reconquérir ses positions sur le Mincio, et l'immense déroute qui suivit ce coup de tête venaient de jeter le découragement et la confusion au camp des Piémontais. Au milieu des horreurs d'une débâcle générale, le roi tint conseil, et, rassemblant ses officiers autour de la couche de paille où la fièvre le consumait, il leur demanda ce qu'il y avait à faire. Tous furent d'avis que, dans l'état actuel des choses, continuer la guerre était devenu impossible, et qu'il fallait, coûte que coûte, gagner du temps. On arrêta donc que des ouvertures d'armistice seraient immédiatement entamées.

Le maréchal Radetzky était en train de prendre ses dispositions d'offensive pour le lendemain, lorsqu'on lui annonça l'arrivée à Volta des plénipotentiaires de Charles-Albert : « Schwarzenberg est là, se contenta de répondre le narquois guerrier; dites que je m'en remets à lui du soin de cette négociation! » Le roi proposait la ligne de

l'Oglio, se doutant bien que son offre serait repoussée; mais à cette proposition l'ennemi, dans sa pensée, répondrait par une contre-proposition, et, comme ce qu'on voulait avant tout c'était gagner du temps, on arriverait de la sorte au but qu'on se ménageait. Du premier coup d'œil, le prince Schwarzenberg vit de quoi il s'agissait, et, repoussant avec sa superbe ordinaire les ouvertures en question, il posa carrément la ligne de l'Adda, plus l'évacuation de Venise, de Peschiera, Rocca d'Anfo, Pizzighetone, Modène et Parme, plus la retraite de la flotte, la levée du blocus de Trieste, plus enfin la mise en liberté et le renvoi immédiat au quartier-général autrichien de tous les officiers ou fonctionnaires illégalement retenus. Ces conditions, si dures qu'elles semblent, Charles-Albert commit une faute grave en ne les agréant point, car son refus amena l'armée autrichienne sous les murs de Milan, et c'était bien sur quoi l'altier Schwarzenberg avait compté.

A peu de jours de là, Radetzky, en marche vers Milan, apprenait que l'envoyé d'Angleterre à la cour de Turin, sir Ralph Abercromby, désirant lui parler, attendait aux avant-postes qu'un officier d'état-major vînt l'aider à franchir les colonnes de l'armée impériale. Si l'on s'en souvient, à cette époque les pérégrinations politiques du comte Minto avaient fort émotionné l'Italie, et il s'en fallait certes de beaucoup que la figure d'un agent anglais fût bien venue des officiers de Radetzky. Cependant le maréchal ne crut pas devoir à cette occasion se départir de ses habitudes de bonhomie et de politesse. Il envoya donc le général Walmoden chercher à l'avant-garde le négociateur britannique, et, quand sir Ralph descendit de cheval, il l'accueillit de son air le plus empressé, et lui parla de la pluie et du beau temps en homme qui s'évertue de son mieux à divertir son monde. Seulement, l'ambassadeur ayant voulu, après mainte digression, aborder un nouveau terrain et causer un peu des affaires pendantes : « Oh! pour cela, voyez-vous, moi, je n'y comprends rien! s'écria-t-il en coupant court à la conversation. La diplomatie et les diplomates m'ont toujours été lettre close; mais tenez, voici Schwarzenberg, chapitrez-le tout à votre aise; c'est votre homme! » Schwarzenberg, c'était, nous l'avons dit, sa réponse ordinaire en pareil cas, et le malin vieillard s'esquiva tout joyeux, laissant nez à nez les deux augures. Le prince Félix détestait cordialement lord Palmerston, et cela de vieille date. Avant de se retrouver sur le terrain de la politique, ces deux hommes d'état, tous deux hommes de plaisir et passés maîtres en l'art de plaire, s'étaient rencontrés dans un champclos moins vaste sans doute, mais non moins brûlant et périlleux, et peut-être que si l'on essayait de remonter à l'origine de cette implacable animosité qui faillit compromettre la paix du monde, on la

trouverait dans certaine rivalité de boudoirs ignorée des uns, oubliée des autres, mais dont l'âpre et cuisant souvenir ne cessa jusqu'à la fin d'irriter au combat les deux puissans antagonistes. Quoi qu'il en soit, on peut s'imaginer l'accueil que fit ce jour-là au ministre de lord Palmerston le *feld-diplomate* du maréchal Radetzky. Aux paroles officieuses de l'intermédiaire britannique, le froid et raide Schwarzenberg répondit en quatre mots que la convention qu'on lui proposait n'avait pas d'objet au point où les choses en étaient, et qu'on la reprendrait s'il y avait lieu dans Milan, alors que le dernier Piémontais aurait évacué le sol de la Lombardie. Il était d'usage que toute personne de distinction venue en visite au quartier-général y fût retenue à dîner. Sir Ralph Abercromby accepta donc très gracieusement l'invitation du maréchal, et l'on se mit à table résolus de part et d'autre à ne plus dire un mot de politique. Laissons l'officier autrichien raconter l'histoire de ce dîner avec une fine pointe de persiflage bien pardonnable, après tout, chez un soldat.

« La table du maréchal était des plus simples, et se distinguait très peu de l'ordinaire du troupier. Une soupe au riz, le bœuf, quelquefois, dans les grandes occasions, un rôti de veau, voilà tout le festin. L'Anglais, en consentant à rester, savait-il nos habitudes, et Radetzky n'avait-il pas mis quelque malice à le retenir? Je l'ignore, toujours est-il que sir Ralph fit contre fortune bon cœur. *Nous autres Italiens,* nous aimons généralement le riz un peu croquant et la viande assez tendre; mais, juste ce jour-là, voyez la mésaventure! maître Jean (c'était le cuisinier du maréchal) s'était complétement oublié, et, par extraordinaire, ce fut le riz qui se trouva mou et la viande dure! Pour notre appétit à toute épreuve, l'inconvénient fut médiocre, et l'on se contenta de boire un coup de plus; mais le malheureux sir Ralph! je le vois encore, et ne puis, sans un véritable serrement de cœur, songer à la douloureuse expression qui se peignit sur son visage pendant la seconde moitié de ce mémorable dîner qu'il n'oubliera de sa vie, j'en réponds. Il y eut surtout un moment où son découragement me fendit l'âme, celui où le veau fut trouvé détestable. J'avoue que, pour ma part, j'allais compatir à ses misères, lorsque je pensai qu'il était venu parmi nous dans l'intention d'arrêter notre marche triomphale et de nous faire rebrousser chemin derrière l'Adda que nous avions franchi : Bah! me dis-je alors, c'est de bonne guerre, et mieux vaut en rire! »

A Lodi, le maréchal apprit, à n'en plus pouvoir douter, que Charles-Albert battait en retraite sur Milan. La désorganisation de l'armée piémontaise était complète. Des bandes de fuyards, des convois de bagages, le parc entier d'artillerie de réserve, se précipitaient vers le Tessin, et d'après les bruits recueillis par l'état-major autrichien, il était facile de conclure que le roi ne devait plus avoir avec lui qu'une faible partie de ses troupes. Une députation de Milanais était venue implorer Charles-Albert, l'assurant qu'il trouverait leur capi-

tale pourvue de vivres et de munitions, et parfaitement en mesure de soutenir un siége, pour peu qu'il consentît à lui prêter l'appui de ses armes. Les généraux protestèrent bien, par leur silence, contre une expédition à tous les points de vue si romanesque; mais trop souvent le romanesque était ce qui séduisait davantage ce roi paladin. Cette fois encore, il voulut n'écouter que la généreuse impulsion de son cœur, et ce fut sa perte. Quiconque a parcouru la campagne de Milan, quiconque a visité ces prairies sillonnées de fossés, ces champs où les arbres foisonnent, et qu'en tous les temps inondent des irrigations sans nombre, avouera qu'il y avait au moins quelque témérité à jouer son dernier atout en un si étrange terrain. Les hommes du métier vous diront tous là dessus la même chose. Ici point de jonction possible entre les différens corps d'armée, aucun moyen de faire manœuvrer l'artillerie, difficultés de toute espèce pour la défense plus encore que pour l'attaque, car celui qui attaque a la liberté de ses mouvemens, et peut cacher à l'ennemi ses opérations à l'aide de ces forêts de cultures, jungles impénétrables où l'œil à vingt pas ne voit rien. La fatigue et les privations avaient d'ailleurs brisé les forces de l'armée piémontaise, et les Milanais ne tardèrent point à s'apercevoir que ces troupes, ainsi décimées par le jeûne et la souffrance, ne leur offriraient qu'un secours impuissant contre les victorieuses légions de Radetzky. Ce fut alors que leur ingratitude éclata dans toute sa noirceur. Vainement les Piémontais, pleins du souvenir de l'enthousiasme qui les avait accueillis à leur première apparition, et forts de la conscience des glorieux services qu'ils venaient de rendre à la cause de la liberté italienne, avaient compté sur un peu de sympathie hospitalière; vainement ces nobles martyrs de la patrie commune avaient espéré trouver au sein de la cité fraternelle un jour de repos et de subsistance : hélas! devant eux tout ce qui pouvait fuir s'empressait de quitter la place, les rues étaient désertes, et les quelques figures qu'ils rencontraient les regardaient d'un air farouche et se détournaient aussitôt, en proférant d'une voix sourde le mot sacramentel de *tradimento!*

Les illusions de ce genre n'étaient plus désormais de nature à tromper l'âme du vieux Radetzky. Arrivé en vue de Milan, son visage se rembrunit soudain; au souvenir de tant d'affronts essuyés naguère à cette même place, qu'il foulait aujourd'hui en vainqueur, ses sourcils se froncèrent, mais ce ne fut là qu'un éclair, et presque aussitôt sa physionomie reprit son calme accoutumé. En transcrivant les annales de cette guerre, l'aide-de-camp du maréchal ne pouvait omettre l'histoire d'un moment si solennel, et la page qu'il y consacre décrit avec l'éloquence de l'imprécation les sourds ressentimens de l'état-major autrichien.

« Elle était donc en notre main, cette ville de Milan qui dans son délire superbe s'imaginait anéantir le trône des Habsbourg, cette ville qui hier encore interdisait le sol de la patrie à des femmes, à des enfans dont le crime unique était d'avoir à leurs noms des consonnances allemandes! La voilà donc, la cité altière, en présence de ce vieillard et de cette armée qu'elle humilia si cruellement, et qui reparaissent aujourd'hui devant ses murailles forts de soixante mille hommes et de deux cents bouches à feu! Comme dans les journées de mars, le tumulte grondait à l'intérieur de la ville, et cent cloches hurlaient le tocsin. Inutiles efforts, peine perdue! Cette fois, personne n'accourait; bien au contraire, c'était à qui fuirait ce sol de la discorde et de la haine. Des milliers d'individus, tournant le dos à la patrie, couvraient déjà les routes de la Suisse et du Piémont. Les émeutiers de profession avaient beau dresser des barricades, nul bras ne se levait pour les défendre : on sentait désormais que l'armée n'était plus là. Cette armée, unique soutien, unique force de l'insurrection milanaise, elle regagnait le Tessin, entraînant avec elle son roi vaincu, son infortuné roi qui devait, plus amèrement peut-être encore que Radetzky, ressentir l'ingratitude de Milan. Où donc étaient-ils, ces héros si empressés jadis à lancer leur pays à travers l'abîme? Où donc étaient-ils, à cette heure où le roi qu'eux-mêmes avaient choisi servait de point de mire à l'insulte et aux balles de la populace? Où étaient-ils, alors que la bataille s'engageait devant leurs portes et que cette vaillante, cette infatigable armée piémontaise versait son sang pour leur salut? »

Le maréchal, grave et silencieux, avait arrêté son cheval; ses regards se portaient sur Milan. Tout à coup la canonnade retentit dans la direction de la *Porta Romana* : c'était le combat qui s'engageait. Désormais il ne dépendait plus de Radetzky d'arrêter le cours des événemens. Que serait-il arrivé dans le cas où le roi de Piémont aurait trouvé chez les Milanais de sérieux auxiliaires et poussé la défense à ses dernières extrémités? Le maréchal s'est depuis mainte fois posé la question en frémissant. « Dieu m'est témoin que je n'avais au cœur en ce moment ni haine ni vengeance; mais que pouvais-je faire, ajoutait-il, placé comme je l'étais à la tête de soixante mille soldats exaspérés et résolus à soumettre la cité rebelle par tous les moyens de destruction dont ils disposaient! »

Longtemps Charles-Albert parcourut les remparts, s'efforçant de relever le moral de ses troupes, que la pluie qui tombait par torrens pénétrait jusqu'aux os, comme si ce n'eût pas été assez pour elles des tortures de la faim. Puis, ayant passé sa lugubre revue, il se retira, la mort dans l'âme, au palais Greppi. Et là, congédiant son escorte, loin de son armée et des siens, il commit la très magnanime imprudence qui pensa lui coûter la vie, de confier sa garde au peuple de Milan. A peine descendu de cheval, le roi convoqua son conseil de guerre, auquel assistèrent les députations de la municipalité et du comité de défense. Il n'y avait de vivres que pour deux jours au

plus, et quant aux munitions, on en manquait absolument. Le conseil, d'un avis unanime, décida qu'il fallait demander à capituler. L'occasion s'offrait trop belle pour que le parti républicain la laissât échapper. *Tradimento!* s'écrièrent les furieux, et les équipages de Charles-Albert, qui s'apprêtaient à quitter la ville, pillés et mis en pièces, servirent à fabriquer des barricades autour du palais Greppi. Scène émouvante et solennelle de cette romantique épopée de la vie de Charles-Albert! Le roi paraît à son balcon. « Vous le voulez, dit-il d'une voix ferme, eh bien! soit! je resterai, mais à une condition, une seule, vous m'entendez tous, — c'est que vous vous battrez! » Et la foule de répondre : — « Cent mille bras italiens se lèveront pour la liberté de l'Italie! — Pas de phrases, ajoute le monarque, mais battez-vous! » Et là-dessus il rentre et s'enferme. Cependant l'émeute se recrute, la capitulation lui fournit son mot d'ordre, encore quelques instans, et cette ville qu'un empereur et qu'un roi se disputent va devenir la proie d'une horde de forcenés. C'est alors que l'armée piémontaise, avertie des périls qui menacent son auguste chef, interrompt tout à coup sa lutte avec l'Autrichien, et braque résolument ses canons sur Milan, qui se voit à la fois tenu en respect par les ennemis et par ses propres alliés. Le duc de Gênes, — ce fils que Charles-Albert entourait entre tous d'une prédilection particulière, — le duc de Gênes se fraie un chemin jusqu'au palais Greppi; mais à peine a-t-il essayé de haranguer cette multitude, qu'une immense clameur couvre sa voix et ne lui permet pas de s'offrir en otage pour sauver les jours de son père. Des coups de feu partent d'en bas, et les balles viennent trouer le plafond de la chambre où le roi, la pâleur au front, le dédain sur la lèvre, calme et silencieux, attend la fin de cette scène, triste et misérable plagiat du 10 août, qui devait avorter grâce à l'ingénieux dévouement des généraux de La Marmora et Tonelli, sortis secrètement du palais par une fenêtre de derrière, au moyen d'une échelle oubliée là. Ils courent sonner l'alarme parmi les soldats et reviennent bientôt, au pas de charge, avec une compagnie de la garde et des *bersaglieri*. Il était grandement temps, car la populace, que dispersa la seule vue des baïonnettes, charriait déjà le baril de poudre destiné à faire sauter la tour du palais. Le roi se rendit à pied au milieu de ses troupes et donna l'ordre de la retraite.

On sait l'histoire de l'armistice du 9 août 1848, et comment cette convention de six semaines, après s'être prolongée quelque temps de l'aveu tacite des deux partis, avait fini par aboutir à un état qui n'était ni la paix ni la guerre, et que Charles-Albert, cédant à d'aventureuses sollicitations, rompit brusquement un matin. Chose étrange et curieuse que la situation respective des deux pays et des deux camps à cette période : du côté de l'Autriche, c'était l'armée qui vou-

lait la guerre et le parlement révolutionnaire de Kremsier qui voulait la paix, tandis qu'en Piémont au contraire, pour la reprise des hostilités, la chambre était de feu et l'armée de glace. Le soldat piémontais, pas plus que l'Autrichien, n'était révolutionnaire. Entraîné à la guerre par un juste sentiment d'obéissance pour son roi, il avait bravement fait son devoir; mais bientôt, déçu dans ses espérances de victoire, forcé par les plus douloureux revers à reconnaître l'insuffisance militaire de son auguste chef, il commençait à sentir beaucoup diminuer son zèle, lorsque les saturnales de Milan vinrent effacer en lui jusqu'à la dernière trace de sympathie pour la cause lombarde. Cette cause, son instinct lui dit dès ce moment qu'elle n'était plus la sienne, qu'elle n'était plus celle de son roi; et quand l'armée s'aperçut du peu d'égards qu'on lui témoignait et se vit sacrifiée, — elle qui n'avait pas marchandé son sang sur les champs de bataille, — au parasitisme remuant et vain d'une garde nationale omnipotente, son découragement fut au comble. Dans les conseils de Charles-Albert, au sein des assemblées politiques, les agitateurs fomentaient la guerre; la tribune retentissait d'un continuel appel aux armes, et les démagogues s'obstinaient à n'attribuer qu'à la trahison les désastres récemment subis, aimant mieux mettre en suspicion aux yeux de la patrie la généreuse et loyale conduite de l'armée que de reconnaître, même tacitement, la supériorité militaire du général ennemi. « Je sais ce que vous m'apportez et vous en remercie, » dit le maréchal Radetzky en allant familièrement au-devant de l'officier chargé de lui dénoncer l'armistice (16 mars 1849). Le croira-t-on? le cabinet de Turin mit une telle hâte à ce coup de tête, que le général Chrzanowsky, — lequel, en sa qualité de commandant en chef des forces piémontaises, méritait assez cependant qu'on le tînt au courant des choses, — ne fut qu'au retour du courrier informé de ce qui se passait. Il faut dire aussi quel acte singulier, quelle pièce inouïe c'était que cette déclaration d'armistice signée non par le roi, non par le commandant en chef de l'armée, mais tout simplement par le conseil des ministres. « Depuis quand, remarquait plus tard le maréchal Radetzky, des ministres constitutionnels s'arrogent-ils le droit de faire la paix ou la guerre? Ce document, il n'eût tenu qu'à moi de le refuser comme nul, car j'avais conclu l'armistice avec le roi en personne, avec le roi général en chef et représentant de l'armée piémontaise; mais le dirai-je? ce malencontreux document, tout absurde qu'il fût, nous remplissait le cœur d'une joie trop vive pour que l'idée me vînt d'ergoter sur les termes. »

Dans l'attente des événemens qui se préparaient, le maréchal avait d'avance démembré son armée, de telle sorte qu'en huit jours elle pouvait se trouver concentrée sur le point d'opération le plus éloigné.

Radetzky connaissait à peu près les forces ennemies; il savait qu'elles se dirigeaient vers Novare. Il s'agissait donc pour lui de faire croire au général polonais qu'on évacuait Milan pour se porter derrière l'Adda, puis tout à coup de franchir le Tessin par un mouvement rapide et de se jeter avec toute son armée sur le flanc droit de son adversaire avant que celui-ci eût le temps de préparer son offensive. Ce plan, tout simple qu'il était, ne fut pas déjoué par Chrzanowsky. Tout commandait à Radetzky une stratégie d'initiative et de vigueur : la force de ses troupes, leur supériorité morale, conséquence de leurs récens succès, le calme du pays, en un mot ces divers avantages qui décident un capitaine à porter chez l'ennemi le théâtre de l'action. Et pourtant on s'entêta jusqu'au dernier moment à croire qu'il allait, comme par le passé, recommencer à battre en retraite; déjà on le voyait sur l'autre rive de l'Adda, que dis-je? de l'autre côté du Mincio. Illusion funeste que rien ne dissipait! « A Turin! » s'était écrié le maréchal dans une proclamation à ses soldats, et ce mot superbe où la vérité se faisait jour sous la colère passait au camp ennemi pour une hâblerie de rodomont. « Mes adversaires avoueront du moins qu'ils n'eurent pas à s'en prendre à moi de leur aveuglement, car je leur avais dit franchement, et le cœur sur la main, ce que j'allais faire. Il est vrai que probablement cette raison fut cause qu'ils ne me crurent pas. » En effet, personne n'y voulut croire, témoin cette anecdote assez bouffonne. Le maréchal, quittant Milan à la tête de son état-major, sortit par la *Porta Romana,* laquelle est juste à l'opposite de la *Porta Vercellina,* qui est celle qui conduit à Turin; sur quoi un mauvais plaisant, faisant allusion à l'ordre du jour de la veille, imagina de hisser à la *Porta Romana* un écriteau avec cette inscription dérisoire : *Via per Turino;* — absolument comme si, à la grille de la barrière de l'Étoile, quelqu'un s'amusait à mettre : *route d'Italie.* Le maréchal, quand on lui rapporta ce coq-à-l'âne, s'en divertit beaucoup, et continua sa marche sur Lodi à la grande satisfaction des rieurs dupes de son jeu, et dix jours après (28 mars 1849) le vainqueur de Novare rentrait à Milan, mais par la porte *Vercellina* cette fois!

Pour combattre l'Autriche, le Piémont avait dû recourir à la plus dangereuse des alliées : la révolution. La bataille de Novare ayant tranché la question entre les deux états, la couronne de Sardaigne eut à son tour à tenir tête à son alliée, qui ne tarda point à lui rompre en visière. Gênes la républicaine, Gênes, l'antique foyer des bouderies patriciennes et pour le moment l'objet des plus tendres sollicitudes de Mazzini et de ses préoccupations les plus vives, joua dans cette affaire à l'égard du Piémont le rôle de Venise envers l'Autriche. Au premier bruit de la défaite de Novare, l'insurrection éclate, et

après avoir (toujours comme à Venise) contraint le général d'Azara à livrer les forts à la garde nationale, elle le chasse de la ville avec ses troupes, et proclame la république. Sans la vaillante et rapide manœuvre du général de La Marmora, et nous pouvons ajouter aussi sans la généreuse intervention du maréchal Radetzky, lequel usa de tout son pouvoir pour empêcher la flotte de l'Adriatique, composée en majeure partie de Génois, de se déclarer pour le gouvernement insurrectionnel, l'acte de séparation était consommé. Et qui peut dire quelles complications nouvelles n'aurait pas amenées, non-seulement pour le Piémont, mais pour le repos de l'Italie entière, cette république génoise, renforcée de la division lombarde, dont un article de l'armistice conclu au lendemain de Novare semblait prononcer en vain la dissolution?

Le 4 avril, La Marmora paraît devant les murs de Gênes. Avezzani, qui préside à la révolte, au lieu d'organiser la défense en haut des forts et des remparts, se contente de barricader les rues. La Marmora pénètre dans la ville et s'empare de quelques forts, d'où il bat en brèche par derrière les barricades, que ses bataillons attaquent de front. Les républicains prennent la fuite, et les derniers efforts de la résistance se concentrent dans le palais Doria, qui va devenir la proie des flammes, lorsque le général La Marmora fait suspendre l'attaque. L'insurrection est vaincue, on parlemente, le roi consent un armistice, et le 9 Avezzani et toute sa bande s'embarquent pour Rome, où ils vont en grande hâte préparer de la besogne à nos soldats. N'est-ce pas un incroyable spectacle de voir ce personnel des barricades plier bagage, une fois le rideau baissé sur tant de ruines et de cadavres, et reprendre imperturbablement de ville en ville la même pièce, toujours interrompue par la canonnade! Chassés de Milan par Radetzky, ils arrivent à Gênes; La Marmora les en débusque, ils tombent sur Livourne; de Livourne d'Aspre ne les a pas plus tôt expulsés, que les voilà à Bologne, où, traqués par Wimpffen, ils se donnent rendez-vous à Rome! « La république interrompue, » ainsi pourrait s'appeler cette œuvre de sang et de terreur, ce mauvais mélodrame dont tous les tréteaux de l'Europe ont vu le prologue, et dont aucun, grâce au Dieu des armées, n'a vu cette fois le dénouement.

Toute cette fin de la campagne d'Italie a le caractère romantique des guerres de châteaux-forts au moyen âge. Plus de batailles rangées dans les plaines de la Lombardie, mais des expéditions partielles sur tous les points. Le maréchal a fourni sa tâche, c'est le tour à ses intrépides lieutenans de guerroyer. — Brescia, Livourne, — Bologne, — épilogue terrible d'une épopée sanglante! — A réduire Livourne, le fougueux d'Aspre met trois jours. A Brescia, Nugent est blessé à

mort. Haynau quitte son quartier-général de Padoue, s'empare du commandement, et va foudroyer la ville du haut de la citadelle, lorsqu'un prêtre se présente en parlementaire, et lui annonce que, les insurgés étant maîtres de l'hôpital, il doit s'attendre à ce que chacun des coups qu'il s'apprête à tirer sera suivi du massacre immédiat d'un soldat autrichien. On le voit, ce n'est plus la guerre, mais le carnage, l'extermination. Adieu Charles-Albert et ses braves Piémontais, adieu les antiques traditions du code militaire! Il s'agit maintenant d'assiéger dans leurs forteresses les bandes fanatiques de Mazzini. A ce siége de Brescia d'horribles souvenirs sont restés attachés, et comme il faut toujours aux partis vaincus un bouc émissaire sur lequel s'acharnent par la suite leurs haines inextinguibles et leurs posthumes anathèmes, le général Haynau fut chargé de toute l'exécration de cette néfaste journée. Ainsi nous avons vu durant plus de dix ans le maréchal Bugeaud, malgré le témoignage irrécusable de sa parole, malgré des explications écrites maintes fois renouvelées, accusé impitoyablement des massacres de la rue Transnonain. L'euménide révolutionnaire est aveugle et secoue au hasard la torche de ses vengeances; malheur à celui sur qui tombe l'étincelle fatale! Jusqu'à la fin, et quoi qu'il fasse, il en subira l'incurable morsure. Convaincu de cette vérité, le général Haynau a pris son mal en patience, et porte ce stygmate d'impopularité comme une cicatrice de plus sur son visage balafré. Ce qui du reste suffit pour dénoncer un homme de guerre à la fureur des partis, le sait-on jamais bien? Une anecdote de journal, moins que cela, un air de tête qui déplaît, une façon plus austère et plus âpre d'exercer le commandement. A ce compte, le général Haynau, par son œil d'oiseau de proie, sa longue moustache grise et sa physionomie rébarbative de vieux pandour, avait des droits naturels à cette renommée de chat-tigre qu'on s'est plu à lui faire, et, chose assez étrange, cette renommée existe beaucoup plus à distance, — à Paris ou à Londres, par exemple, — que sur les lieux mêmes où le soldat sauvage aurait commis les détestables cruautés qu'on lui impute. Serait-ce qu'il en est de cette qualité de bête féroce comme de la qualité de prophète, que nul n'exerce en son pays?

J'étais en Hongrie au milieu des événemens qui terminèrent cette triste guerre, et je puis presque dire que j'entends encore tinter à mes oreilles les vibrations lugubres de la cloche d'Arad sonnant l'agonie et les funérailles de quelques-uns des infortunés chefs de la révolution. Eh bien! à cette époque et sur ce terrain encore tremblant des commotions civiles, le nom du général Haynau n'avait rien de ce caractère odieux, infâme, dont on l'a depuis entouré. Ceux-là même qui maudissaient davantage l'Autriche n'avaient pour le vainqueur de

Temeswar ni plus ni moins de haine que pour tel ou tel autre membre du tribunal militaire qu'il présidait à cette heure. Le type poétique ne s'était, si l'on me passe l'expression, pas encore dégagé : comme l'Attila de la légende, le Haynau *flagellum Dei* n'a pris naissance que plus tard, dans l'imagination des rapsodes du comité de Londres. Quant à l'affaire de Brescia, tout porte à croire que les choses se passèrent là comme ailleurs, et que si la répression fut terrible, c'est que la violence de l'attaque ne permettait pas de moyens termes. Voyons comment s'explique à ce sujet un homme d'une loyauté militaire partout reconnue, le général comte Schoenhals, esprit impartial, mesuré, politique, aussi incapable d'amnistier chez un compagnon d'armes un acte de félonie que de le commettre lui-même :

« La prise de Brescia fut sanglante et nous coûta cher; le régiment de *Baden*, à lui seul, eut douze officiers tués et plus de sept cents hommes tués ou blessés; la perte des insurgés n'a jamais été connue officiellement; toutefois elle dut être énorme, si l'on réfléchit à l'acharnement de la résistance et à la fureur avec laquelle nos soldats combattaient. Cette fureur avait été poussée à son comble par les atroces traitemens dont furent victimes, de la part des insurgés de Brescia, deux de nos blessés qui tombèrent entre leurs mains. On ne saurait imaginer rien de plus sauvage que l'anarchie qui régnait dans la ville; nos soldats et nos officiers, que l'insurrection avait surpris hors de la citadelle, furent massacrés sans rémission, nos malades égorgés dans l'hôpital! Quand nous entrâmes dans Brescia, nous trouvâmes dans les prisons de la préture des cadavres des nôtres déchiquetés comme par la main d'un peuple de cannibales. Personne plus que nous ne déplore ces journées de carnage; mais il faut dire aussi que la ville, par son incroyable levée de boucliers au moment où tout se pacifiait autour d'elle, par ses manœuvres anarchiques et ses détestables cruautés envers nos soldats, avait mérité de recevoir un châtiment exemplaire, et que notre justice aurait pu être plus sévère, sans la discipline de nos troupes et la *modération* du général Haynau, si indignement décrié depuis. »

Tandis qu'après la soumission de Livourne, ce foyer de tous les troubles de la Toscane, Florence s'ouvrait paisiblement au général d'Aspre, Wimpffen, chargé de rétablir l'ordre dans la Romagne, s'avançait à la tête de sa division. Dans ce malheureux pays, aucune espèce d'autorité n'avait survécu. Du pape, naturellement il n'était plus question; mais pouvait-on appeler du nom de république le gouvernement de quelques milliers de *condottieri* de toutes les nations, transportant de côté et d'autre leurs nomades colonnes, et sous la conduite de chefs tels que les Garibaldi, les Zambeccari, les Montanini, levant des taxes odieuses, pressurant les populations, et les forçant, le couteau sur la gorge, à soutenir d'horribles siéges, plus barbares cent fois eux-mêmes et plus détestés que les prétendus tyrans contre lesquels ils prêchaient la croisade? En quelles effroya-

bles saturnales cette guerre au début si noble avait dégénéré, et comment, le Piémont s'étant retiré de la scène, la république d'abord, puis le communisme, avaient fini par prendre la place de l'indépendance de l'Italie, — il suffit pour s'en convaincre de voir se dérouler ces tristes annales. Chaque province, chaque bourg se gouvernait à sa guise, et dans le chaos qui régnait, impossible à un général de calculer le plus ou moins de résistance que telle ou telle ville allait opposer à ses armes. On croyait occuper, on avait à dresser un siége en règle. Ce fut aussi ce qui nous arriva devant Rome : à l'approche des corps d'armée de d'Aspre et de Wimpffen, les bandes mazzinistes débusquées de la Romagne et de la Toscane refluèrent vers la ville, ce qui, pour un moment, augmenta les forces de l'éphémère république, tellement que les troupes avec lesquelles la France paraissait sur le terrain se trouvèrent d'abord insuffisantes. Avant que les renforts arrivassent, Mazzini et les siens eurent le temps de s'organiser et de se fortifier si bien, que, le combat traînant en longueur, il fallut finalement en venir à un siége.

Brescia, Livourne et Bologne furent les derniers épisodes de cette sanglante et inutile campagne de 1849, qui mit fin à la révolution si imprudemment galvanisée par la dénonciation de l'armistice. A vrai dire, le mouvement italien avait joué sa dernière partie dans la plaine de Novare. Une fois l'armée piémontaise vaincue, tout ce que cette cause, même chimérique, renfermait d'élevé, de saint, de magnanime, disparaît, et désormais il ne reste debout que les forces de l'insurrection que Charles-Albert avait un moment tirées du chaos pour s'en faire un auxiliaire, hydre partout écrasée et partout renaissante, et qui semblait défier les baïonnettes combinées de la France et de l'Autriche. Vainement Rome tenait encore : en Italie comme dans toute l'Europe, la crise touchait à son terme, et d'avance était prévu le dénoûment. Au mois d'avril 1849, l'Autriche était rentrée en pleine possession de la Lombardie, et du sein du Milanais reconquis le maréchal Radetzky préparait la soumission de Venise, dont tant de travaux et de vicissitudes l'avaient empêché jusque-là de s'occuper sérieusement.

Venise donc menacée sans espoir de secours, le Piémont réduit à demander la paix, Gênes contrainte à l'obéissance, en Toscane la république culbutée avant de naître, Rome en proie à l'anarchie, la Sicile engagée avec le roi de Naples dans une lutte impossible, tel était au printemps de 1849 le tableau de la péninsule, tel était l'abîme de désolation où Mazzini et ses complices avaient précipité l'Italie. Cependant, qu'on ne s'y trompe pas, Mazzini, s'il exploita miraculeusement cette situation, ne la créa point. Son grand art fut de se trouver prêt à heure dite. On ne le répétera jamais assez, ceux qui

font les révolutions, d'habitude, n'en profitent guère. Quels bénéfices ont valus les journées de mars et d'octobre à tant d'illustres mécontens qui, las de clabauder inutilement dans les salons de l'aristocratie viennoise contre l'autorité caduque du prince de Metternich, donnèrent la main à la révolution pour renverser un pouvoir dont le pire tort à leurs yeux était de vivre trop longtemps pour leurs ambitions? Quels avantages ont retirés de l'insurrection milanaise les Casati, les Borromeo, les Litta, dupes aujourd'hui de lord Palmerston, demain jouets de Mazzini, soulevant au nom de l'indépendance italienne leur pays, que d'un côté guettaient le protectorat britannique et de l'autre le communisme? Aux époques de révolutions, les hautes classes s'agitent, et les escamoteurs les mènent. Où les conduisent-ils? Nous le savons tous; mais ce que nous savons aussi, c'est que l'anarchie n'a qu'un jour, et qu'alors, un extrême remplaçant l'autre, aux arbres de la liberté, aux drapeaux rouges, aux tumultueuses assemblées, succèdent l'état de siége, la suppression de toutes les anciennes garanties constitutionnelles et le régime militaire, plus sévèrement exercé par une armée victorieuse, qui peut-être se souviendra longtemps encore de tant d'ignobles traitemens dont elle fut l'objet.

« Ce siècle n'est point mûr pour mon idéal! » s'écrie dans la tragédie de *Don Carlos* le marquis de Posa. Cette parole du héros de Schiller ne s'applique-t-elle pas à ce rêve sublime de l'*Italia unita*, pour lequel, à diverses périodes, ces peuples d'une même origine, d'une même langue, d'une même littérature, semblent se passionner, et qui, trois fois en moins de cinquante ans, n'aboutit qu'à d'insignes avortemens? 1820, 1831, 1848, dates faites pour décourager les plus intrépides! Le libéralisme aventureux d'un prince de la maison de Carignan, l'avénement d'un pontife patriote, ravivent par intervalle sur cette terre des morts le sentiment de sa grandeur passée, et la voilà debout; mais bientôt les dissensions éclatent, et chaque parti commence à tirer à soi. Tandis qu'invinciblement l'esprit municipal anime une ville contre l'autre, les divers souverains, peu jaloux de fonder la suprématie de tel ou tel confédéré, ne tardent pas à voir leur zèle se refroidir. Peu à peu les armées, ou rappelées ou vaincues, disparaissent de la scène que les intrigans et leurs mercenaires occupent seuls un moment, et d'où ils sont chassés par la force des baïonnettes. Triste dénoûment, et par trop prévu, sur lequel le rideau tombe! Après quoi tout reprend son cours dans l'univers pacifié, et, personne n'ayant rien appris ni rien oublié, les princes s'en retournent à leurs abus, les populations à leur indifférence, les démagogues à leurs éternelles conspirations.

BLAZE DE BURY.

DES

VOIES MARITIMES.

LES PAQUEBOTS TRANSATLANTIQUES.

La Grande-Bretagne et les États-Unis possèdent aujourd'hui des flottes de paquebots. Partout où se porte l'activité humaine, ces deux puissances se hâtent de créer des services de bateaux à vapeur qui multiplient les relations et les rendent faciles, régulières et rapides. L'Atlantique, la mer du Sud, l'Océan Indien, les mers de l'Australie, sont sillonnés en tous sens par ces bâtimens merveilleux qui bravent, sur leurs ailes de flamme, les courans et les brises contraires, l'ouragan et les calmes. La France a jusqu'ici abandonné à d'autres peuples l'exploitation de ces vastes domaines, et les roues de ses paquebots ne connaissent encore que les flots de la Méditerranée.

Le 16 mai 1840, M. Thiers, président du conseil des ministres, montait à la tribune de la chambre des députés, et présentait un projet de loi relatif à la création des services transatlantiques. « La navigation par la vapeur, disait-il, a fait de tels progrès depuis quelques années, que des questions naguère encore douteuses se trouvent maintenant complétement résolues. De grands espaces ont été parcourus en peu de jours par des bâtimens à vapeur : plusieurs ont déjà fait de nombreuses traversées d'Angleterre en Amérique, et il n'est bruit que de projets d'établissemens nouveaux formés chez nos voisins pour correspondre avec toutes les parties du globe. Au milieu de ce mouvement imprimé à des entreprises éminemment utiles, la France ne saurait demeurer inactive; notre commerce souffrirait nécessairement des retards que les communications de nos ports avec l'Amérique éprouveraient, tandis que celles de nos concurrens deviendraient chaque jour plus nombreuses et plus rapides. Il y a donc pour nous nécessité absolue de marcher dans la même voie et de ne pas nous y laisser devancer plus longtemps par d'autres nations.» Voilà plus de douze ans que ces paroles ont été prononcées. Les prédictions de M. Thiers se sont réalisées : nos concurrens nous ont devancés sur tous les points. En France, suivant l'expression consacrée, la question est encore à l'étude.

Notre intérêt et notre honneur exigent que la solution ne se fasse plus attendre. Divers essais tentés sous le gouvernement de juillet ont malheureusement avorté; puis sont venues les révolutions. Aujourd'hui la sécurité matérielle est rétablie; les capitaux et les intelligences se portent avec ardeur vers les spéculations de l'industrie et du commerce; les principes de l'association se développent et s'appliquent à la construction des chemins de fer, qui, dans peu d'années, couvriront notre territoire. Toutes les imaginations et, ce qui vaut mieux, tous les bras travaillent. Le gouvernement doit encourager cet heureux mouvement, et le diriger vers les entreprises d'utilité nationale. Au premier rang se présentent les paquebots transatlantiques. Ne sont-ce pas les chemins de fer de l'Océan? Mais, avant de se mettre à l'œuvre, il importe de se rendre compte des besoins et des intérêts qui se rattachent à cette grande question. Il ne suffit pas d'éviter un nouvel échec, il faut aussi que les services soient établis dans les conditions les plus favorables pour l'industrie, le commerce, la navigation et la défense du pays; il faut profiter des études qui ont été faites depuis 1840 et de l'expérience de nos concurrens. Alors seulement on sera en mesure de décider quelles sont les lignes qu'il convient de créer, — quels doivent être les points d'arrivée et de départ, le mode et les conditions financières de l'exploitation.

I.

Le projet de loi présenté en 1840 par M. Thiers, pour la création des lignes de paquebots, fut accueilli par les deux chambres avec un égal empressement : les pouvoirs publics comprenaient que la France devait, même au prix de sacrifices considérables, se lancer dans les voies que la vapeur avait ouvertes. A cette époque, la marine commerciale de l'Angleterre comptait 840 steamers, représentant une force de 64,700 chevaux, alors que nous ne possédions encore qu'un petit nombre de navires attachés au service de la Méditerranée et quelques remorqueurs à l'entrée des ports et des fleuves. Il y avait dans cette comparaison un argument décisif : l'honneur national était en jeu. La pensée exprimée par le président du ministère du 1er mars répondait ainsi à l'une des plus vives préoccupations du pays, et les chambres se hâtèrent d'y donner suite. Les rapports rédigés par MM. de Salvandy et Daru attestent l'intérêt sérieux qu'inspirait l'établissement des communications transatlantiques; ils préparèrent la loi qui fut promulguée le 16 juillet 1840. En vertu de cette loi, le ministre des finances était autorisé à traiter, dans le délai de six mois, avec une compagnie commerciale, pour le service du Hâvre à New-York, moyennant une subvention annuelle qui ne pouvait excéder 880 francs par force de cheval; le nombre des paquebots devait être de trois au moins et de cinq au plus. On créait en outre, aux frais et pour le compte de l'état, deux lignes principales desservies par des navires de 450 chevaux : l'une partant de Bordeaux tous les vingt jours et de Marseille tous les mois pour les Antilles françaises et étrangères; l'autre partant tous les mois de Saint-Nazaire à destination du Brésil. Enfin trois lignes secondaires, se rattachant aux lignes principales et desservies par des navires de 220 chevaux, devaient aboutir au Mexique, à l'Amérique centrale et à Buénos-Ayres. Une somme de 28 millions, répartie entre quatre exercices, était mise à la dis-

position du gouvernement pour la construction et l'armement des navires affectés aux différens services.

Cette loi ne fut pas exécutée. Il ne se présenta point de compagnie sérieuse qui entreprît de se charger de la ligne du Hâvre à New-York, et, pour les autres lignes, le ministère du 29 octobre, qui remplaça l'administration de M. Thiers, ne crut pas devoir adopter les calculs sur lesquels avaient été basées les dispositions de la loi. Une commission spéciale, embarquée à bord du *Gomer* (1842 à 1844), étudia les itinéraires et dressa le devis des recettes et des dépenses probables de l'opération. Près de cinq années s'écoulèrent avant que le gouvernement fît connaître aux chambres sa pensée définitive, et pendant ces cinq années, l'Angleterre, aussi prompte à exécuter qu'à entreprendre, doublait le nombre de ses paquebots. Ce fut seulement le 29 mars 1845 que le ministre des finances soumit à la chambre des députés un nouveau projet de loi. D'après l'exposé des motifs, la loi votée en 1840 plaçait le trésor en face d'une dépense certaine de 12 millions par an et d'un revenu éventuel de 4 à 5 millions : les progrès de l'art nautique, la substitution du fer au bois dans les constructions navales, l'emploi de l'hélice et des chaudières tubulaires, avaient complétement modifié les conditions des services transatlantiques : la vitesse étant devenue l'élément principal de succès pour les lignes de bateaux à vapeur, les navires construits par l'état et destinés à porter une forte artillerie en cas de guerre ne pouvaient plus être avantageusement employés au transport des correspondances et des passagers. D'ailleurs, plusieurs compagnies s'étant offertes pour exploiter toutes les lignes à l'aide d'une subvention, il paraissait préférable de faire appel à la concurrence des capitaux plutôt que d'imposer à l'état les frais et les embarras de l'entreprise. En conséquence, le ministère proposait de concéder à des compagnies quatre grandes lignes allant à Rio-Janeiro, aux Antilles, à la Havane et à New-York, ainsi que deux lignes secondaires aboutissant à la Plata et au Mexique; le projet de loi s'abstenait de déterminer les points de départ et les conditions financières des différentes concessions : il demandait pour le ministre des finances un véritable blanc-seing. Il prévoyait toutefois le cas où les compagnies ne seraient pas en mesure d'exploiter toutes les lignes : l'état devait alors se charger, aux conditions fixées par la loi de 1840, des services non concédés.

Telle était l'économie du projet de loi de 1845. Le ministère avait eu le tort très-grave de présenter son système trop tardivement; mais ce système était plus simple, plus praticable que celui de 1840. Il laissait le ministre libre d'agir suivant les circonstances et dans l'intérêt général, sans lui créer à l'avance des obligations qui pouvaient, le cas échéant, ajourner ou même arrêter complétement la signature d'un contrat sérieux. Cependant la commission qui fut chargée, à la chambre des députés, d'examiner le projet, n'admit point d'abord les propositions du gouvernement. Dans un premier rapport rédigé par M. Lanjuinais, elle exprima l'avis que le pouvoir parlementaire ne devait pas abandonner le droit de déterminer le point de départ de chaque ligne, et elle maintint formellement les désignations qui avaient été déjà consacrées par la loi de 1840. Plus tard, il est vrai, dans un rapport supplémentaire de M. Estancelin, elle revint sur sa première opinion et se contenta d'exiger que l'une des lignes à concéder fût réservée à Marseille; mais l'ensemble du projet, amendé par elle, se ressentait trop visiblement de cette

manie réglementaire qui, s'appliquant aux moindres détails, devait écarter les offres des compagnies. Pour ne citer qu'un exemple, la commission limitait le poids des marchandises que les paquebots auraient été autorisés à transporter, et, dominée par l'intention très-louable de ménager les intérêts de la marine à voiles, qui s'effrayait de la concurrence des navires à vapeur (1), elle semblait avoir pris à tâche d'éloigner les spéculations qu'elle avait précisément en vue d'encourager.

Les études de 1845 demeurèrent à l'état de rapport. La question ne se représenta qu'en 1847, sous la forme de deux projets de loi déposés le 17 février. Le premier projet avait pour but de sanctionner un marché passé entre le gouvernement et la compagnie Hérout et de Handel pour l'exploitation de la ligne du Hâvre à New-York : le gouvernement livrait à la compagnie, pour un délai de dix ans, 4 bateaux à vapeur de 450 chevaux, construits en vertu de la loi de 1840; ce prêt devait tenir lieu de subvention. La compagnie, de son côté, s'engageait à accomplir gratuitement le service postal. Cette proposition fut adoptée par les chambres et mise immédiatement en vigueur. — Le second projet de loi reproduisait à peu près les dispositions préparées par la commission parlementaire de 1845. Dans un rapport très développé, M. Ducos soutint les conclusions suivantes : le gouvernement devait procéder, par adjudication, à la concession pour dix ans au plus de trois lignes principales : 1° Saint-Nazaire à Rio-Janeiro; 2° Bordeaux à la Havane avec prolongement sur la Nouvelle-Orléans; 3° Marseille à la Martinique et à la Guadeloupe. Ces trois lignes pouvaient être remises aux mains d'une seule et même compagnie; le maximum de la subvention annuelle de l'état se trouvait limité à 5 millions de francs pour l'ensemble des services; dans le cas où l'adjudication ne serait pas valable, le ministre des finances était autorisé à accorder des concessions à l'amiable en se renfermant dans la limite des crédits ouverts. Indépendamment des trois lignes principales, la commission de 1847 proposait de créer, par voie de concessions directes, quatre services secondaires aboutissant à la Plata, aux Antilles espagnoles et à Haïti, à la Côte-Ferme et au Mexique. — Ce projet de loi fut adopté par la chambre des députés, mais il n'eut pas d'autres suites. — La compagnie qui avait entrepris le service de New-York ne put, de son côté, remplir ses engagemens. Est-il besoin de rappeler l'échec complet qu'elle éprouva?

En résumé, la révolution de 1848 trouva dans les archives parlementaires quatre projets de loi et autant de rapports relatifs aux communications transatlantiques; mais la France n'avait pas, sur l'Océan, un seul paquebot! Ses correspondances, ses marchandises, ses passagers en étaient réduits à demander asile aux *steamers* anglais ou américains!

On ne saurait se défendre d'un certain découragement, lorsqu'au début d'une étude aussi difficile et aussi complexe, on ne découvre en quelque sorte dans le dossier de l'affaire que des plans inexécutables et des projets avortés. Comment! depuis 1840, le gouvernement et les chambres, les hommes les plus distingués dans l'administration, dans la politique, dans l'industrie, se

(1) Cette crainte n'était point fondée. L'un des premiers armateurs de l'Angleterre, M. Lindsay, a récemment déclaré à Southampton que la navigation à voiles avait tout à gagner au développement de la marine à vapeur, et il ajoutait, à l'appui de ses paroles, que pendant l'année 1852 le taux du fret avait éprouvé une hausse de 100 pour 100.

sont épuisés en travaux stériles, et, toutes les fois qu'ils se sont mis à l'œuvre, ils n'ont abouti qu'à l'impossible! A quelles causes faut-il attribuer ces tristes déceptions? Voilà ce qu'il importe de rechercher avant de procéder à de nouvelles expériences. A ce point de vue, il était indispensable de rappeler les différens systèmes qui ont été successivement proposés et discutés en d'autres temps.

Lorsque la monarchie de juillet, obéissant à une pensée nationale, eut résolu de créer, à l'exemple de l'Angleterre, des lignes de paquebots transatlantiques, elle craignit que l'industrie ne fût pas assez avancée, assez hardie pour exploiter une navigation aussi coûteuse. Il y avait d'ailleurs à cette époque, une certaine défiance contre le prétendu monopole des compagnies. Le gouvernement offrit d'abord de construire les navires dans ses arsenaux et de se charger de l'ensemble des services (à l'exception de celui du Hâvre à New-York). Cette combinaison lui fournissait le moyen d'obtenir du pouvoir législatif, ordinairement peu flexible en matière de finances, les crédits nécessaires pour ajouter à la flotte une escadre de bateaux à vapeur. Les crédits furent votés; mais les navires, construits plutôt pour la guerre que pour la course, ne possédaient point les qualités requises pour les traversées rapides, et ils durent être purement et simplement inscrits dans les cadres de l'effectif militaire. On dépensa donc de fortes sommes sans atteindre le but désiré, ou tout au moins avoué par l'exposé des motifs du projet de loi de 1840. On reconnut en outre que l'état se montre en général peu habile à diriger de semblables entreprises. Il serait superflu d'insister sur ce fait, qui est aujourd'hui consacré par l'expérience, et qui, après de longues discussions, est devenu un principe d'économie sociale. Les Anglais surent éviter les deux écueils sur lesquels se brisèrent nos premiers efforts : ils confièrent à des compagnies commerciales fortement organisées l'exploitation des lignes, et, dans la construction des paquebots, leurs ingénieurs se préoccupèrent principalement de la vitesse à obtenir, sans négliger l'éventualité d'un service militaire. Ils réussirent; la France, qui avait agi en sens inverse, échoua.

Ce n'est pas tout. Lors de la discussion des projets de 1845 et 1847, le gouvernement et les chambres se donnaient beaucoup de peine pour tracer sur l'Océan, dans les directions les plus favorables, les lignes principales et les embranchemens : ils fixaient le tonnage et la force des navires; ils déterminaient les conditions du trafic; ils multipliaient les articles du futur contrat, et chaque article contenait d'ordinaire une obligation ou une servitude à la charge des concessionnaires. Malheureusement ce travail était nul, car les concessionnaires n'existaient pas. On dressait un plan idéal où tout était prévu, ordonné, réglementé : il n'y manquait qu'une compagnie pour le débattre, l'accepter et l'exécuter, de sorte qu'après de consciencieuses études la question pratique n'avait point fait un pas. Est-ce ainsi que l'on organise des opérations aussi vastes? A quoi bon multiplier de gaieté de cœur des difficultés qui sont déjà si grandes, en se liant les mains par la rédaction prématurée d'un cahier des charges inflexible comme la loi? Il n'y avait alors et il n'y a encore aujourd'hui qu'un seul mode praticable. Le gouvernement doit provoquer les propositions des compagnies pour l'exploitation des lignes que l'intérêt public commande d'établir : il examine les divers projets, se met en rapport direct avec ceux qui les ont émis, et discute avec soin les offres qui lui paraissent

être les plus avantageuses, et qui présentent les garanties les plus solides. S'il réussit à s'entendre avec une ou plusieurs compagnies, il arrive devant le pouvoir législatif avec un contrat en bonne forme, exécutoire immédiatement après le vote. La plupart des compagnies anglaises et américaines ont été constituées ainsi. Comment s'étonner que les projets si péniblement élaborés en France n'aient eu aucune suite? On commençait par où l'on aurait dû finir, et l'on ne votait que des abstractions.

Les inconvéniens de cette méthode étaient si flagrans, qu'ils ne pouvaient échapper aux esprits désintéressés; mais en face des prétentions contradictoires qui s'agitaient bruyamment autour des projets de loi, ils étaient devenus presque irrémédiables. Chaque port voulait posséder au moins une ligne de paquebots, comme chaque bourg voulait avoir un tronçon de chemin de fer. De là, au sein de l'assemblée élective, des luttes ardentes qu'entretenait l'animosité des passions locales. Le gouvernement, craignant de se compromettre vis-à-vis de tel ou tel port, demeurait impassible ou se bornait à prêcher la conciliation. On s'attachait alors à imaginer des transactions, des combinaisons mixtes qui fussent de nature à apaiser les querelles intestines et à satisfaire aussi équitablement que possible les prétentions rivales. L'intérêt public disparaissait sous les exigences des localités, représentées à la fois dans le ministère, dans le parlement, dans la presse. De guerre lasse, on partageait entre les principaux ports les lignes transatlantiques : Marseille, Bordeaux, Nantes, Le Hâvre, étaient appelés à prendre part à la distribution des services. Les passions se calmaient, les ports se félicitaient de voir sanctionner par la législature leur droit aux paquebots. Quant aux compagnies improvisées pour les besoins de la cause sur les rives de la Méditerranée et de l'Océan, elles avaient cessé d'exister au moment même où le vote de la loi les conviait à se mettre à l'œuvre et à réaliser les merveilles de leurs prospectus.

Aussi, dans les conditions où ont été examinées, avant 1848, les propositions relatives à l'établissement des paquebots, l'échec était-il à peu près certain. En premier lieu, la question était nouvelle en France. Bien que l'on désirât de tous côtés la création des services transatlantiques, les esprits n'étaient pas encore suffisamment éclairés sur les moyens d'exécution. De plus, les discussions tombaient en quelque sorte dans le vide, puisqu'elles se bornaient à la rédaction de contrats imaginaires, dont l'acceptation n'était garantie par aucun engagement sérieux. Enfin le gouvernement de cette époque, assuré d'une majorité considérable dans les luttes politiques, reculait trop aisément devant la responsabilité que lui imposait la direction des intérêts matériels. Il s'attachait surtout à ne pas se créer d'embarras, à ne point exciter d'opposition trop vive, système peu habile, car il n'est pas de grande mesure qui ne froisse et ne sacrifie même des intérêts puissans, et il faut bien qu'un gouvernement se résigne à ne pas contenter tout le monde.

Ces erreurs du passé nous apportent d'utiles enseignemens. Aujourd'hui, la situation paraît beaucoup plus favorable pour le succès des paquebots transatlantiques. On connaît mieux l'ensemble et les détails de ces opérations gigantesques dont l'Angleterre et les États-Unis ont si merveilleusement perfectionné le mécanisme. Le gouvernement peut tirer parti des expériences faites par les nations rivales. A l'intérieur, aucun obstacle, aucune opposi-

tion ne le gêne; les ardeurs parfois immodérées de la spéculation le sollicitent sans relâche pour qu'il jette des *steamers* français sur les océans. La décision est donc imminente, et elle est attendue avec une légitime anxiété.

II.

Quand un particulier entreprend de construire une usine et d'exercer une grande industrie, son premier soin est de mesurer avec exactitude la force et les ressources de ses concurrens ou des industriels qui l'ont précédé dans la même carrière. C'est une règle élémentaire : elle s'applique à la création des services à vapeur.

Les *steamers* anglais et américains sillonnent aujourd'hui les Océans Atlantique et Pacifique, la Méditerranée, la mer des Indes. Les différentes lignes sont réparties entre plusieurs compagnies très puissantes, pourvues de capitaux considérables et soutenues par les subventions de l'état. Il est indispensable d'exposer succinctement les moyens d'action dont ces compagnies disposent, leurs itinéraires, les résultats qu'elles obtiennent, et l'influence qu'elles exercent sur l'industrie et le commerce des pays dont elles assurent et développent les relations maritimes.

Ce fut au mois d'avril 1838 que partirent de Bristol et de Cork les deux navires (le *Great-Western* et le *Sirius*) qui les premiers affrontèrent la traversée de l'Atlantique à l'aide de la vapeur (1). Le *Great-Western* n'avait à bord que sept passagers dont on admirait l'audace. Dès la fin de 1838, le gouvernement anglais se mit en mesure d'établir entre les États-Unis et l'Angleterre une communication régulière, et il conclut avec M. Cunard un arrangement en vertu duquel le concessionnaire s'engageait à desservir deux fois par mois la ligne de Liverpool à Halifax, moyennant une subvention annuelle de 45,000 livres sterling (1,125,000 fr.). Le service fut inauguré en 1840, et quatre *steamers*, de 1200 tonneaux et de la force de 400 chevaux, y furent affectés. En 1849, une nouvelle convention organisa les départs hebdomadaires à destination de Boston ou de New-York, sauf pour les quatre mois d'hiver, pendant lesquels les départs ne devaient avoir lieu que par quinzaine, et porta la subvention à 145,000 livres sterling (3,625,000 francs). Les anciens navires furent remplacés par des bâtimens de 1800 à 2000 tonneaux, et d'une force de 650 à 800 chevaux. Enfin, en 1852, *la subvention a été élevée à* 186,000 livres sterling (4,650,000 francs). Dans une enquête récente, M. Cunard a déclaré que la valeur du capital engagé dans l'opération était de 25 millions de francs. Le service s'accomplit avec la plus grande régularité. Chaque jour, la compagnie, stimulée par la concurrence américaine, améliore son matériel naval; les *steamers* qu'elle fait construire mesurent un plus fort tonnage et sont pourvus de machines plus puissantes.

En 1840, l'amirauté signa un contrat avec la *Royal West India Mail steam packet Company*, pour le transport des correspondances aux Antilles, à la Côte-Ferme et au Brésil. La subvention annuelle fut fixée à 240,000 liv. sterl.

(1) En 1819, le *Savannah* avait fait en vingt-six jours la traversée de New-York à Liverpool; mais c'était un navire mixte, se servant à la fois de la voile et de la vapeur, et l'expérience ne pouvait être considérée comme décisive.

(6,000,000 de francs), pour l'entretien de 14 paquebots de 400 chevaux et de 4 navires à voiles de 100 tonneaux. Les services de la compagnie embrassent les points les plus importans des Antilles anglaises ou étrangères et de la côte d'Amérique. Le contrat a été renouvelé en 1852, pour un délai de onze ans, moyennant une subvention annuelle de 270,000 livr. sterl. (6,750,000 fr.).

Une troisième compagnie (*Pacific Ocean steam navigation Company*) dessert la ligne de Chagres à Valparaiso. Fondée en 1840, elle absorba en six ans les deux tiers de son capital, bien que ses navires, exemptés de toute taxe dans les ports des républiques américaines, eussent obtenu dès le principe le monopole du transport des correspondances. Un premier contrat, signé en 1846 avec l'amirauté, lui accorda une subvention annuelle de 20,000 livres sterling (500,000 francs), qui dut être élevée ultérieurement au double, soit un million de francs, pour un service bi-mensuel effectué par 4 navires de 400 chevaux.

La *Compagnie Péninsulaire et Orientale* débuta, en 1837, par l'établissement d'un service mensuel entre l'Angleterre, les principaux ports du Portugal, Cadix et Gibraltar. Elle recevait un subside de 29,600 livres sterling (740,000 fr.). En 1839, elle se chargea de transporter directement les dépêches d'Angleterre à Alexandrie, en touchant à Gibraltar et à Malte. Quatre ans plus tard, elle organisa, moyennant une subvention de 160,000 livres sterling (4,000,000 de francs), ses services des mers de l'Inde et de la Chine. En vertu de son dernier contrat, qui date du 26 février 1852, elle prélève sur les fonds du trésor une somme de 199,600 livres sterling (4,990,000 francs), pour desservir de nombreuses lignes sur les côtes de Portugal et d'Espagne, dans la Méditerranée, la Mer Noire, la Mer Rouge, l'Océan Indien, la Malaisie et l'Australie. L'énumération de ces lignes et de leurs embranchemens occuperait ici une trop grande place; il suffit de signaler l'étendue et l'importance des services exploités par la *Compagnie Péninsulaire* et de constater qu'elle possède actuellement 27 navires à flot, 11 sur les chantiers, 4 *steamers* servant de magasins, et que dans deux ans son matériel représentera la somme énorme de 2 millions de livres sterling (50 millions de francs).

Trois autres compagnies sont chargées de services réguliers partant de Southampton et aboutissant à la côte occidentale d'Afrique, à Sidney et à Calcutta, par le cap de Bonne-Espérance. Leurs navires font escale dans toutes les colonies anglaises de l'Océan Atlantique et de la mer des Indes.

Telle est, en résumé, l'organisation des communications à vapeur subventionnées par l'échiquier : le total des subsides accordés aux compagnies atteint près de 20 millions de francs.

Les services établis jusqu'à ce jour par le gouvernement des États-Unis sont beaucoup moins nombreux. Il n'existe actuellement entre les États-Unis et l'Europe que trois lignes régulières, savoir : 1° celle de New-York à Liverpool, exploitée par la compagnie Collins, qui, après une période d'opérations désastreuses, a dû réclamer du congrès l'augmentation de sa subvention, et qui a obtenu 33,000 dollars (178,200 francs) par voyage; 2° celle de New-York à Brême avec escale à Southampton, qui reçoit du gouvernement 16,666 dollars par voyage (89,996 francs); 3° celle de New-York au Hâvre avec escale à Cowes, qui ne touche pour ce service que 12,500 doll. par voyage (67,500 fr.). Les concessionnaires de ces deux dernières lignes ont déclaré que les subsides

mis à leur disposition étaient complétement insuffisans. Par un acte du 31 août 1852, le congrès a autorisé le gouvernement à conclure un contrat nouveau qui stipulerait l'accroissement de la subvention, l'augmentation du nombre des voyages et la substitution du port d'Anvers au port du Hâvre, comme point de destination de la troisième ligne. Indépendamment de ces communications transatlantiques, les États-Unis possèdent un service régulier de *steamers* de Charleston à la Havane, de New-York à Chagres, de Panama à San-Francisco, et le gouvernement se propose d'établir prochainement de nouvelles lignes de Boston à Halifax et de la Nouvelle-Orléans à Vera-Cruz avec escale à Tampico.

Bien que les Américains soient encore distancés de très loin par les Anglais pour la création des lignes de paquebots, ils ont accompli, depuis cinq ans, d'immenses progrès. En 1848, le chiffre des subventions allouées aux services transatlantiques dépassait à peine 100,000 dollars (540,000 fr.); il a atteint en 1852 1,896,250 dollars (10,239,750 fr.). Le congrès ne reculera devant aucun sacrifice pour venir en aide aux entreprises de l'industrie privée. Il est entraîné dans cette voie, non-seulement par les exigences de l'intérêt commercial et maritime, mais encore par une sorte de passion nationale qui veut, en toute occasion, vaincre la concurrence de la Grande-Bretagne, et l'opinion publique aux États-Unis devient très ardente dès qu'il s'agit de multiplier les relations postales, d'encourager le commerce, de fortifier la marine, et surtout de lutter contre les Anglais.

On voit, dès à présent, par l'exemple de l'Angleterre et des États-Unis, que les services de navigation à vapeur ne peuvent subsister sans avoir recours à une subvention de l'état. Les premiers efforts qui ont été tentés pour exploiter librement cette industrie n'ont abouti qu'à des désastres. Et encore avec les subsides alloués par les contrats existans, subsides qui, au premier examen, paraissent si considérables, les compagnies retirent-elles des bénéfices? font-elles, comme on dit vulgairement, de bonnes affaires? En ce qui touche les compagnies américaines, il n'est pas douteux que jusqu'ici leur budget ne se soit soldé en déficit, puisque le gouvernement et le congrès ont dû augmenter récemment la subvention de la ligne Collins, et que les compagnies chargées des services du Hâvre et de Brême sollicitent instamment qu'on les assiste d'une manière plus efficace. Quant aux compagnies anglaises, la question est beaucoup plus difficile à éclaircir. Si l'on en jugeait par le dividende de 8 pour 100, que la Compagnie Péninsulaire distribue annuellement à ses actionnaires, non compris les économies inscrites au fonds d'assurance qui forment un compte à part, on pourrait supposer que les capitaux employés dans la navigation à vapeur sont amplement rémunérés; mais les lignes des États-Unis et des Antilles sont loin de produire des résultats aussi brillans. Il a été déclaré dans une enquête officielle que, de 1842 à 1848, les dividendes avaient à peine dépassé 3 pour 100, année moyenne.

Personne, assurément, ne conteste la nécessité de faire peser sur le budget de l'état une partie des dépenses qu'entraîne l'entretien des services à vapeur; mais on s'effraie aisément à la vue des gros chiffres, et il est nécessaire, en France surtout, que les esprits se familiarisent avec l'idée d'accorder aux compagnies de navigation transatlantique des sommes très considérables. L'argent des subventions n'est point d'ailleurs dépensé en pure perte. Les gouver-

nemens d'Angleterre et des États-Unis se sont réservé les recettes des postes sur toutes les correspondances transportées par les paquebots. Ces recettes sont importantes. M. Cunard a déclaré en 1851, devant une commission d'enquête nommée par la chambre des communes, que la seule ligne de Liverpool à New-York faisait rentrer dans les caisses de l'état, à titre de droits de poste, une somme de 140,000 livres sterling. Dans son rapport de 1852, le directeur-général des postes de l'Union a constaté que le produit de la taxe des lettres à bord des paquebots Cunard et Collins avait procuré au trésor, pendant l'exercice 1851-52, une somme de 463,615 dollars (2,503,521 fr.) (1). Ainsi dans certains cas le revenu postal couvre une grande partie des frais de la subvention.

Le bénéfice est également très sensible, si l'on considère le développement que les *steamers* impriment aux transactions et l'augmentation qui en résulte dans les recettes des diverses branches de l'impôt indirect, notamment de la douane. Pendant l'année 1851, les marchandises importées d'Europe en Amérique par les lignes de Liverpool (Cunard et Collins), du Hâvre et de Brême, ont payé à la douane de New-York près de 39 millions de francs à titre de droits d'entrée. Une grande partie de ces marchandises, consistant surtout en objets de luxe, n'aurait sans doute pas été expédiée, si l'exécution des commandes avait dû être subordonnée aux lenteurs inévitables de la navigation à voiles. Pour justifier l'accroissement qu'ils sollicitaient dans le taux de leur subvention, les concessionnaires de la ligne de Brême à New-York ont fait observer avec raison que, depuis l'établissement de ce service, les envois de l'Allemagne à destination des États-Unis s'étaient élevés de 3 millions de dollars à 10 millions, c'est-à-dire qu'ils avaient plus que triplé. En Angleterre, les mêmes résultats se sont produits; on en peut juger par une déposition de M. Anderson, membre du parlement et directeur de la Compagnie Péninsulaire, devant la commission d'enquête *on steam navy*. — Il y a quelques années, dit M. Anderson, on demanda au chancelier de l'échiquier une subvention supplémentaire pour établir entre Londres et Constantinople un service qui pouvait réduire à treize jours (au lieu de vingt-quatre) la durée des voyages et des communications postales. Après quelques hésitations, le crédit fut accordé, et en peu d'années les exportations de l'Angleterre pour la Turquie s'accrurent de plus de 30 millions de francs. En 1848, les *steamers* de cette ligne exportèrent de Southampton pour 25 millions de marchandises, et les négocians grecs, qui se livrent principalement à ce commerce, déclarèrent que le développement des affaires devait être attribué à la création des services de paquebots, qui permettaient de multiplier l'emploi du capital et assuraient l'arrivée à jour fixe des marchandises destinées aux différens marchés. A l'aide de calculs incontestables, M. Anderson démontrait que l'accroissement signalé dans le chiffre des exportations pour la Turquie procurait à l'échiquier, par suite des perceptions de l'impôt indirect, un supplément de recettes de 120,000 livres sterling (3 millions de francs). Les autres lignes

(1) D'après le même rapport, les *steamers* transatlantiques ont transporté, en 1851-52, 4,431,545 lettres, qui se répartissent ainsi entre les différentes lignes :

Lettres transportées par les lignes	Cunard. . . .	2,758,096
—	Collins.	763,692
—	De Brême. . .	354,470
—	Du Hâvre. . .	345,287

établies par l'Angleterre ont exercé une égale influence sur le commerce et sur le revenu; elles ont provoqué la production et l'échange d'immenses richesses qui, sans elles, n'auraient point trouvé au dehors de débouchés avantageux et certains.

Le chiffre élevé des subventions se justifie encore par ce fait, que les compagnies transatlantiques ne se sont pas bornées à exécuter les clauses onéreuses de leurs contrats, quant à la répartition et à la fréquence des services qu'elles s'étaient engagées à effectuer. Elles n'ont pas hésité à agrandir spontanément leurs opérations, à étendre leur parcours, à augmenter le nombre des voyages, en un mot à donner au public plus qu'elles ne lui devaient. Par exemple, la compagnie Cunard, qui n'est tenue qu'à accomplir un service bimensuel pendant la saison d'hiver, a organisé pour toute l'année des voyages hebdomadaires. De même la Compagnie Péninsulaire a établi plusieurs lignes qui ne sont pas expressément stipulées dans sa charte, et ces accroissemens de dépenses ont été volontairement supportés par les concessionnaires sans que le trésor y contribuât. Il est rare que les choses se passent ainsi dans les entreprises ordinaires, où les résultats demeurent le plus souvent bien au-dessous des promesses inscrites dans les prospectus; mais dans l'industrie des transports maritimes, une opération en amène sans cesse une autre. Le service d'une ligne a besoin d'être complété par un service supplémentaire ou par un embranchement dont on ne prévoyait pas d'abord l'utilité; l'obligation de lutter contre une concurrence qui vient exploiter les mêmes marchés impose à la compagnie concessionnaire de nouveaux sacrifices, en sorte que, tantôt pour accroître les bénéfices, tantôt pour sauver le capital engagé, on est constamment entraîné à augmenter le matériel et à améliorer les conditions offertes aux passagers et aux marchandises. Les cahiers des charges ne sauraient tenir compte de ces éventualités qui peuvent surgir à tout moment, et qui altèrent, dans des proportions très sensibles, les clauses fondamentales du bail passé entre une compagnie et l'état. Pour être dans le vrai, il faut apprécier le taux de la subvention, non point en présence des obligations créées par le cahier des charges, mais en présence des services effectivement accomplis, et alors on remarquera que les sacrifices du trésor sont beaucoup moindres, puisque pour une même somme le public est appelé à profiter de communications plus fréquentes, plus rapides et plus économiques.

Enfin il est une dernière considération qui ne permet plus aux peuples jaloux de leur dignité et de leur influence politique de reculer devant aucun sacrifice pour organiser dans leurs ports le matériel et le personnel nécessaires à l'entretien d'une flotte à vapeur. A mesure que l'Europe se répand sur le monde et promène à travers les mers ses émigrans, son génie et ses richesses, l'élément maritime conquiert une part plus grande dans la constitution militaire des nations : l'Océan est désormais le champ de bataille où se joueront les destinées de l'avenir. Aujourd'hui des millions d'hommes se pressent et se croisent en tous sens jusque dans les zones les plus lointaines : l'échange des marchandises que l'industrie humaine confie à la fortune des mers a atteint des proportions merveilleuses. C'est la vapeur qui, en moins d'un demi-siècle, a opéré ces prodiges : c'est elle qui a rapproché les rivages que Dieu semblait avoir séparés par des distances infranchissables, c'est elle qui resserre les liens de la civilisation et favorise la prospérité commerciale

en temps de paix; mais c'est elle aussi qui donnera la puissance et assurera la victoire en temps de guerre. Ces majestueux vaisseaux dont les immenses voiles et l'artillerie formidable défiaient les vents et l'ennemi, ces frégates élégantes et rapides que les croisières les plus aventureuses entraînaient aux extrémités du monde, les voici qui subissent à regret la loi de la vapeur et réclament le secours de l'hélice! La révolution est accomplie. L'Angleterre dépense des sommes énormes pour appliquer à sa flotte le mécanisme nouveau qui a modifié si profondément les constructions navales; les États-Unis l'imitent. La France a compris qu'elle ne pouvait demeurer inactive, et qu'à tout prix elle devait organiser sa force maritime à l'exemple de ses rivaux. A ce point de vue, les services transatlantiques sont indispensables. En effet, aux États-Unis comme en Angleterre, la marine commerciale possède déjà un nombreux effectif de bâtimens à vapeur qui, en cas de guerre, seraient promptement pourvus d'artillerie et trouveraient des équipages tout formés. En France, au contraire, la marine commerciale à vapeur ne compte encore qu'un effectif de 20,000 tonneaux, et ses progrès sont très lents, si on les compare à ceux qu'accomplissent chaque jour les États-Unis et la Grande-Bretagne. Il faut donc que l'état intervienne sans retard pour suppléer à l'insuffisance de l'industrie privée, encourager la construction des navires et des machines, créer un corps de mécaniciens et de chauffeurs. Une somme de plus de 4 millions est inscrite au budget à titre de primes en faveur de la pêche de la morue et de la baleine : ces primes ont pour but de réserver à la marine de guerre une pépinière de matelots. La subvention accordée aux paquebots transatlantiques répondrait à la même pensée. Il n'y a point de dépense qui soit plus légitime, qui puisse être consacrée plus utilement à l'indépendance et à l'honneur de notre pavillon.

Lorsque l'on pense que, dans le projet de loi de 1847, on proposait d'accorder comme *maximum* une subvention annuelle de 5 millions seulement pour l'établissement de trois grandes lignes aboutissant au Brésil, à la Havane et aux Antilles, on est vraiment surpris d'une si étrange parcimonie. Quant à la compagnie Hérout et de Handel, comment aurait-elle pu remplir ses engagemens pour le service du Hâvre à New-York, avec une subvention qui consistait dans le simple prêt de 4 paquebots construits pour la marine militaire? Les énergiques efforts tentés par l'Angleterre et les États-Unis nous enseignent à quel prix reviennent ces vastes entreprises, si l'on veut qu'elles soient sérieuses et solides. Il faut, bon gré mal gré, prodiguer les millions; autrement, mieux vaudrait s'abstenir, car un subside insuffisant demeurerait complétement improductif, et en peu d'années tout serait perdu, capital et intérêts.

Ainsi les concurrences que nous devons affronter sont déjà très puissantes; c'est assurément un grand désavantage pour nous d'arriver si tard dans la carrière : cependant cette infériorité est en partie compensée par l'expérience gratuite que nous donnent les succès et même les erreurs des deux peuples qui nous ont devancés.

III.

Les services de paquebots transatlantiques seront-ils administrés par l'état ou confiés à l'exploitation de l'industrie privée? Telle est la première ques-

tion qui se présente lorsqu'il s'agit de créer en France des lignes de *steamers*. Hâtons-nous de dire que la réponse à cette question ne saurait plus être douteuse. Il y a douze ans, on discutait encore, et très-vivement, sur les avantages et les inconvéniens des deux systèmes appliqués aux grands travaux d'utilité publique, notamment à la construction des chemins de fer. Le système qui conseillait d'attribuer à l'état l'exécution et l'exploitation des travaux comptait au sein des chambres de nombreux partisans qui ne voyaient dans les compagnies industrielles, commerciales ou maritimes, subventionnées par le trésor, que des corporations égoïstes, vivant d'agiotage et disposées à sacrifier en toute occasion l'intérêt général aux exigences de leur monopole. Aujourd'hui, l'expérience en Angleterre, aux États-Unis, en France même, a souverainement prononcé, et il serait inutile de faire ressortir la supériorité incontestable du système qui a prévalu : on peut admettre comme établie la nécessité de laisser à l'industrie privée l'administration des services transatlantiques.

Il est un autre point qui a été l'objet de vives controverses : c'est le mode de concession. Des entreprises aussi vastes seront-elles concédées à l'amiable par le gouvernement (sauf l'approbation du corps législatif pour le règlement de la subvention), ou bien doivent-elles être mises aux enchères et adjugées au soumissionnaire qui offre à l'état les conditions les plus avantageuses? Il semble d'abord que ce dernier mode, conforme à ce qui se pratique en général pour les approvisionnemens et les fournitures des grands services publics, mérite d'être préféré. En effet, l'équité est satisfaite, puisque chacun a le droit de concourir, et le gouvernement se trouve dégagé de toute responsabilité morale, puisque son rôle se borne à dresser le procès-verbal de l'adjudication; aussi les esprits ont-ils quelque peine à se détacher d'un système qui concilie, en apparence, toutes les difficultés en même temps que toutes les délicatesses de la concession, et nous voyons qu'en 1847 la commission de la chambre des députés maintenait fermement, par l'organe de M. Ducos, le principe de l'adjudication publique. L'équité qui résulte du concours de tous les capitalistes convoqués aux enchères est assurément une condition très-précieuse; mais, en pareille matière, ce qui importe le plus, c'est que le sort de l'entreprise soit assuré et que les travaux se fassent. Or le système de l'adjudication ne donne à cet égard aucune garantie. Il peut, au hasard, mettre l'affaire entre les mains de la compagnie la moins sérieuse, qui n'aura point suffisamment étudié le projet ni mesuré ses forces, et qui, après avoir épuisé toutes ses ressources, sera obligée de se déclarer en faillite. Que deviendraient alors les lignes transatlantiques? Le trésor saisira le cautionnement déposé pour répondre de l'exécution du contrat; il usera, cruellement peut-être, de son droit, comme il en a usé envers la compagnie Hérout et de Handel, mais l'industrie, le commerce, l'intérêt général en seront-ils plus avancés? On procédera à une adjudication nouvelle, et, en attendant, les services seront interrompus. Que l'on songe en outre à l'effet moral produit sur les capitalistes qui éprouveraient une légitime répugnance à s'engager dans une opération discréditée par un premier échec!

La concession directe par l'état est, pour le début, le seul mode praticable. Certains esprits méticuleux et défians craindraient-ils que la décision du gouvernement ne fût influencée par des considérations étrangères à l'intérêt pu-

blic, ou qu'elle n'accordât aux compagnies des bénéfices exagérés? Mais, dans de si graves conjonctures, le gouvernement n'est-il pas intéressé lui-même, plus que personne, à organiser l'entreprise sur les bases les plus solides et avec la plus stricte économie? Comment supposer que son choix ne portera pas de préférence sur la compagnie qui présentera les meilleures conditions de crédit et d'habileté? Lors même qu'il ne demeurerait pas assujetti au contrôle du pouvoir législatif pour le vote des subventions, il n'irait pas follement se compromettre par une concession irréfléchie, et l'on reconnaîtra que la responsabilité des ministres qui gouvernent est pour le public une garantie plus sûre que l'aveugle décision d'une enchère. Admettons cependant que les concessionnaires aient obtenu un contrat qui leur permette de réaliser, pendant un temps donné, des bénéfices exceptionnels. Ce résultat nous paraîtrait, après tout, peu regrettable. Il n'est pas inutile que les capitalistes qui traitent avec l'état pour l'accomplissement d'un service public soient satisfaits de leur opération : le gouvernement se ménage ainsi, pour l'avenir, leur concours et en quelque sorte leur clientèle, et de plus il acquiert le droit de réclamer, soit à l'expiration du bail, soit même durant le cours du contrat, des modifications favorables à l'industrie et au commerce. Par exemple, la Compagnie Péninsulaire et Orientale, dont la situation financière est si florissante, s'est toujours montrée disposée à étendre ou à multiplier ses lignes de paquebots lorsque le gouvernement anglais en a exprimé le désir; elle ne marchande pas avec l'échiquier, qui n'a pas marchandé avec elle, et l'administration qui la dirige avec tant d'habileté comprend que son premier devoir est de servir largement le public, qui la rétribue largement. Cette entente cordiale, qui existe entre les compagnies et l'état et qui efface en certains cas les restrictions du cahier des charges pour y substituer une interprétation libérale également avantageuse aux deux parties, n'est-elle pas mille fois préférable aux luttes de chaque jour, aux arguties, aux chicanes que provoquerait à coup sûr une compagnie pauvrement dotée, besoigneuse, obligée de se retrancher derrière tous les faux-fuyans pour échapper à la ruine? C'est de ce point de vue élevé que l'on doit envisager la question. Si l'on se laissait encore aveugler par les sentimens de jalousie mesquine, qui, en France plus qu'ailleurs, s'attaquent aux bénéfices recueillis par les compagnies, si, au lieu de se réjouir à la vue d'un capital amplement rémunéré, on s'obstinait à considérer les dividendes distribués aux actionnaires comme un gain illicite extorqué aux dépens de l'état, il faudrait renoncer absolument aux grandes entreprises. Le gouvernement, on le répète, est seul en mesure de tenir compte de ces considérations par le choix direct des capitalistes auxquels doivent être confiés les services maritimes.

On est généralement d'accord sur la désignation des lignes à établir entre la France et les pays transatlantiques. Les points de destination sont indiqués par la nature même et l'importance des relations politiques ou commerciales que nous entretenons avec les différentes zones du littoral américain. Ce sont : 1° les États-Unis, 2° les Antilles et le golfe du Mexique, 3° le Brésil et les rives du Rio de la Plata. Dans les mers d'Asie, où nos intérêts sont malheureusement presque nuls et que sillonnent d'ailleurs avec tant de succès les *steamers* de la Compagnie Péninsulaire et Orientale, nous n'avons point

encore à nous préoccuper de la création d'un service à vapeur. On a quelquefois songé, il est vrai, à rattacher la colonie de la Réunion, soit à Aden, soit à Bombay, soit à Pointe-de-Galle, par un paquebot qui correspondrait avec les navires de la compagnie anglaise; mais il n'y a là qu'un intérêt purement local auquel on pourrait aisément donner satisfaction au moyen d'un *steamer* de guerre appartenant à la division navale des mers de l'Inde. Jusqu'ici le département de la marine a reculé devant la dépense, et il attend, avec quelque raison, que le gouvernement anglais ait pris en faveur de l'île Maurice, voisine de la Réunion, l'initiative de la mesure qui profiterait en même temps à notre colonie. Il ne faut pas en outre perdre de vue que depuis peu de mois un nouveau service part régulièrement de Southampton pour Calcutta, en passant par le cap de Bonne-Espérance et en faisant escale à Maurice. Nos communications avec la Réunion sont ainsi devenues plus rapides et plus fréquentes, et elles paraissent suffire aux intérêts du service administratif comme aux besoins du commerce. Quant au Sénégal et à la côte occidentale d'Afrique, où nos échanges ont acquis pendant ces dernières années un développement considérable, la ligne qui desservira le Brésil pourra, soit directement en touchant à Gorée, soit par un embranchement établi à Madère, assurer leur correspondance mensuelle avec la France. Il n'y a donc en réalité que trois services principaux dont la création immédiate soit aujourd'hui nécessaire; ils doivent aboutir aux trois zones où se concentre, sur l'Atlantique, l'activité commerciale du Nouveau-Monde.

Si l'on consulte les documens statistiques publiés par l'administration des douanes, on observe que, pour 1851, la valeur totale des marchandises transportées entre la France et les États-Unis s'est élevée à 359 millions de francs. Les échanges avec les Antilles et le golfe du Mexique ont atteint, pour la même année, 160 millions; avec le Brésil et le Rio de la Plata, 102 millions. L'ensemble de ces chiffres représente environ le tiers du commerce maritime de la France.

Sur la ligne des États-Unis, nos paquebots auront à lutter contre la double concurrence des *steamers* anglais et américains; sur les deux autres lignes, ils ne rencontreront que les compagnies anglaises; ce sera donc le service de New-York qui exigera de notre part le plus d'efforts et de sacrifices. Assurer à nos paquebots la clientèle des passagers et des marchandises qui, jusqu'à ce jour, ont emprunté la voie de l'Angleterre pour être transportés de France aux États-Unis, et *vice versa,* attirer sur notre territoire le transit des produits que l'Europe centrale expédie dans le Nouveau-Monde, tel est le problème à résoudre. Dans cette vue, il serait nécessaire que le service français fût égal, sinon supérieur, à ceux des compagnies Cunard et Collins, tant pour la fréquence des voyages que pour la rapidité des traversées. Les départs des paquebots Cunard étant hebdomadaires, et ceux des paquebots Collins bi-mensuels, nous ne saurions avoir moins de deux départs chaque mois à destination de New-York. Les lois de la concurrence conseilleraient même d'organiser un départ chaque semaine, car, en matière de transports, l'avantage demeure infailliblement au service qui offre les plus grandes facilités pour les communications et qui appelle ainsi les préférences du commerce. Les Américains ne se dissimulent pas la supériorité des Anglais à cet égard sur la

ligne de New-York à Liverpool, et ils seront probablement entraînés un jour ou l'autre à établir, comme leurs rivaux, des départs hebdomadaires. Nous pourrions cependant, pour le début, nous en tenir à une correspondance bimensuelle, et, dans ce cas, il faudrait employer 5 *steamers*, soit 4 pour le service régulier et 1 de réserve.

Les paquebots anglais qui sont chargés de la ligne des Antilles et du golfe du Mexique partent de Southampton deux fois par mois; ils se rendent à Saint-Thomas, d'où rayonnent six embranchemens qui desservent toutes les colonies anglaises et étrangères, et qui aboutissent à Chagres, Vera-Cruz, la Havane, Demerara, la Trinité et Nassau. Les paquebots français devront fournir le même nombre de départs; mais leur parcours sera beaucoup moins compliqué, attendu que nos intérêts coloniaux dans la mer des Antilles n'exigeront pas autant d'escales, et qu'il suffira de rattacher à la ligne principale, aboutissant à la Martinique, deux embranchemens qui se dirigeront, l'un vers le Mexique, l'autre vers Chagres. Ce service emploierait douze navires ainsi répartis : 5 sur la ligne principale et 7 sur les deux embranchemens.

Les départs des paquebots anglais à destination du Brésil n'ont lieu qu'une fois par mois. L'établissement d'un pareil service exigerait en France l'emploi de 3 *steamers*, auxquels s'ajouteraient deux autres navires pour l'embranchement de la Plata. Peut-être les conditions particulières de notre commerce avec le Brésil, Montevideo et Buénos-Ayres permettraient-elles d'effectuer avec profit deux voyages par mois. Cette hypothèse sera examinée en son lieu.

En résumé, le nombre des navires strictement nécessaires pour le service des communications transatlantiques sur les trois lignes des États-Unis, du golfe du Mexique et du Brésil, y compris les embranchemens, serait de 22; c'est toute une flotte à construire et à équiper dans le plus bref délai.

Ici se présentent plusieurs questions techniques qui sont encore aujourd'hui très controversées. Les navires affectés à la navigation transatlantique seront-ils construits en fer ou en bois? Seront-ils mus par les roues à aubes ou par l'hélice? Quelle sera leur force en chevaux de vapeur? Quel sera leur tonnage? — Au premier abord, on serait assez disposé à penser que la solution de ces différens points, en ce qui concerne chaque ligne, pourrait être laissée à l'appréciation de la compagnie concessionnaire, qui sera naturellement très intéressée à adopter les combinaisons les plus avantageuses pour opérer des transports économiques et rapides. Cependant il ne faut pas perdre de vue que le service des paquebots, tel qu'on veut l'établir, offre tous les caractères d'une entreprise nationale, qu'il sera largement subventionné par le trésor, et que dès lors l'état possède le droit incontestable d'intervenir dans les détails qui se rattachent à la construction et à l'armement des navires. Comment d'ailleurs parviendrait-on à fixer équitablement le taux de la subvention, si chaque contrat ne contient pas sur les principaux chapitres de dépenses des règles précises auxquelles la compagnie concessionnaire sera obligée de se conformer? Les prix d'un navire en fer et d'un navire en bois, d'une machine à roues et d'un propulseur à hélice ne sont pas les mêmes : le chiffre de la subvention sera donc plus ou moins élevé selon que le gouvernement imposera, par le cahier des charges, des conditions plus ou moins coûteuses, et ce sont ces conditions qu'il importe d'abord de stipuler.

Avant d'exprimer une opinion définitive sur le mode de construction, il importe de déterminer exactement quel sera le principal rôle des *steamers*. Si l'on veut obtenir des bâtimens propres au combat et pouvant, à un moment donné, entrer en ligne dans les rangs d'une escadre de guerre, les constructions en bois doivent être évidemment préférées, car il a été reconnu que les boulets, frappant la coque des navires en fer, produisent des avaries très graves et souvent irrémédiables. Si au contraire on veut obtenir une marche rapide et une exploitation économique, les constructions en fer doivent l'emporter. On a fait à ce sujet de nombreuses expériences, et l'un de nos plus habiles constructeurs, M. Benet, entendu dans la dernière enquête parlementaire sur la marine, a émis son opinion en ces termes : « Je suis convaincu que, pour le commerce, les constructions en fer remplaceront celles en bois. Dans la marine militaire, pour les bâtimens qui ne sont pas des navires de guerre proprement dits, pour les avisos, on continuera à se servir du fer; pour les vaisseaux destinés à combattre, on est déjà revenu au bois. » Cela posé, il faut que le gouvernement décide s'il entend sacrifier l'intérêt commercial à l'intérêt militaire, en exigeant la construction de navires en bois. Or il nous semble que, dans les circonstances actuelles, à la suite de l'échec éprouvé par les navires en bois de 450 chevaux prêtés à la compagnie Hérout et de Handel et en présence de la concurrence anglaise, il serait imprudent d'adopter un parti aussi radical. Quelle est la fonction habituelle, normale des paquebots? Dans quel intérêt crée-t-on les lignes transatlantiques? N'est-ce point surtout afin de faciliter l'échange des correspondances, les relations du commerce, le transport des passagers? Et dès lors comment pourrait-on hésiter entre les deux systèmes? D'ailleurs, les navires en fer ne seraient point inutiles en temps de guerre; on les emploierait aux transports de troupes, de munitions, d'approvisionnemens, et ils rendraient, à ce titre, d'immenses services qu'il est superflu d'énumérer. Le contrat signé le 5 juillet 1850 entre l'amirauté et la Compagnie Royale pour l'exploitation de la ligne des Indes occidentales et du Brésil stipule l'entretien de quinze navires, dont dix seront construits en bois et mis en état de porter au besoin de l'artillerie d'un fort calibre; mais, il y a deux ans, on n'était pas encore complétement fixé sur les qualités respectives du bois et du fer, et aujourd'hui la compagnie anglaise se trouve gravement lésée par la condition expresse qui lui a été imposée dans son contrat. — Au point où en sont les choses et pour donner satisfaction à l'intérêt militaire, qui tient évidemment une grande place dans les préoccupations du gouvernement, on pourrait à la rigueur exiger qu'une partie des paquebots affectés aux grandes lignes, la moitié au plus, fussent construits en bois; aller au-delà, ce serait, nous le croyons, dépasser la mesure.

Les expériences récentes ont démontré que les *steamers* à roues conviennent surtout aux courtes traversées, et les *steamers* pourvus de l'hélice, aux longs voyages. Les paquebots Cunard et Collins, qui font le service entre l'Angleterre et les États-Unis, sont mus par des roues, tandis que l'hélice est généralement employée pour les services lointains qui, depuis deux annés, se sont multipliés en Angleterre, à destination de la côte occidentale d'Afrique, du cap de Bonne-Espérance, de Calcutta, de l'Australie. Sur onze navires actuellement en chantier pour le compte de la Compagnie Péninsulaire

et Orientale, huit seront à hélice. Cette préférence s'explique aisément. Les roues, jusqu'ici du moins, possèdent une force de propulsion plus énergique, et, pour les courtes traversées, surtout lorsque l'on doit naviguer vent debout (ainsi qu'il arrive dans les voyages de Liverpool à New-York), ce mécanisme produit une vitesse plus grande; mais quand il s'agit de longs parcours où le navire rencontre des moussons et des brises de travers qui permettent d'aller à la voile, l'hélice offre des avantages incontestables : on rentre le propulseur, on éteint les feux, et le paquebot, prenant les allures d'un bâtiment à voiles, n'est point gêné dans son sillage par l'immense obstacle qu'opposerait au vent et à la mer l'appareil des tambours attachés aux flancs des navires à roues. Il en résulte une notable économie de combustible, sans perte de vitesse. L'observation de ces faits, qui sont chaque jour confirmés par de nouveaux exemples, guidera naturellement le gouvernement français pour l'organisation des services transatlantiques : la ligne de New-York sera exclusivement livrée aux paquebots à roues, tandis que celles des Antilles et du Brésil, particulièrement cette dernière, qui traverse la zône des vents alisés, pourront être exploitées avec profit par des paquebots à hélice.

De même, la force en chevaux de vapeur qu'il convient de donner aux navires ne saurait être fixée uniformément pour toutes les lignes. Elle variera en raison des distances ou des conditions nautiques, et sous le stimulant plus ou moins actif de la concurrence étrangère. Le point essentiel, c'est d'entrer en lice avec une puissance de vitesse au moins égale à celle des paquebots anglais et américains. Par exemple, sur la ligne de New-York, on voit que les *steamers* américains, pourvus de machines de 1,000 chevaux, l'emportent sur les *steamers* anglais de la compagnie Cunard, dont la force est de 650 à 800 chevaux. Cette victoire, qui flatte singulièrement l'amour-propre national des Yankees, engagera la compagnie anglaise à augmenter la force de ses paquebots. Que l'on s'attende donc à ne plus voir bientôt sur l'Océan, entre les États-Unis et l'Europe, que des navires de 1,000 chevaux, si même on s'en tient là. Ce chiffre doit être adopté, quant à présent, par la ligne française, puisque les faits l'ont en quelque sorte consacré. Pour les services des Antilles et du Brésil, il ne paraît point nécessaire d'employer des machines aussi puissantes. Le contrat passé entre l'amirauté et la compagnie anglaise oblige celle-ci à entretenir 10 navires de 400 chevaux au moins et 4 de 250; mais il ne faut pas se dissimuler que, dans la pensée d'accroître sans cesse la vitesse, il y a aujourd'hui une tendance très prononcée à augmenter partout la force de propulsion. En outre, le commerce devient de plus en plus exigeant. Le 22 décembre dernier, il s'est tenu à Londres un *meeting* considérable qui se plaignit en termes très vifs des irrégularités signalées dans le service de la compagnie des Indes occidentales et du Brésil; on accusait cette compagnie de ne pas introduire dans la construction de ses navires et dans le mode de propulsion les améliorations indiquées par les découvertes nouvelles de la science. Cette démonstration, à laquelle ont pris part les principaux négocians intéressés dans le commerce des colonies, ne demeurera pas stérile. Aussi serait-il prudent de placer dès à présent sur nos lignes principales aboutissant à la Martinique et à Rio-Janeiro des bâtimens de 500 chevaux au moins, et sur les embranchemens de Chagres, de la Havane et de la Plata, des navires de 300 chevaux.

Quant au tonnage, il serait impossible d'établir une règle précise. Dans les *steamers* anglais, le chiffre du tonnage est double, triple, parfois quadruple de celui qui représente la force en chevaux de vapeur. Les contrats passés entre l'amirauté et les compagnies ne fixent point de maximum ni de minimum : les compagnies sont libres de donner à leurs bâtimens les dimensions et la capacité qui leur conviennent; le gouvernement se borne à leur imposer des conditions de vitesse pour chaque section de parcours, en stipulant le paiement d'amendes assez fortes en cas de retards non justifiés. Ce mode est à la fois le plus sage et le plus simple. Il n'y a pas en effet d'industrie plus variable dans ses élémens, plus progressive que celle des constructions navales. En 1840, un *steamer* de 2,000 tonneaux eût été considéré comme une merveille; aujourd'hui, cependant, ce chiffre rentre dans les limites ordinaires, et déjà les calculs des ingénieurs, dépassant toutes les hardiesses de l'imagination, promettent des navires de 5,000 tonneaux, qui se rendront en droite ligne de Southampton à Calcutta, sans être obligés de renouveler en route leur approvisionnement de charbon. Il en est du tonnage comme de la puissance de la vapeur : partout on procède par accroissemens énormes dans les proportions jusqu'ici connues; on cherche une combinaison qui procure l'économie en même temps que la vitesse; la trouvera-t-on au bout de ces conceptions gigantesques qui semblent un défi jeté à l'Océan? Quoi qu'il en soit, c'est aux compagnies qu'il appartient d'étudier ces intéressans problèmes, et le gouvernement, qui profitera pour son propre compte des expériences faites sous ses yeux, n'a point à intervenir dans la question de tonnage. Encore moins doit-on réglementer la calaison des navires et fixer un minimum de tirant d'eau. Ce sont là des détails de construction qui ne relèvent que du jugement des concessionnaires, et il serait même désirable que le tirant d'eau fût plus faible que celui des paquebots anglais ou américains (près de 7 mètres), car les navires qui présenteraient une profondeur aussi grande éprouveraient beaucoup de difficultés à entrer dans la plupart de nos ports.

Nous arrivons à l'examen de deux points très importans, qui touchent à des intérêts particuliers et locaux, et qui ne peuvent être décidés qu'après de mûres réflexions. La concession des paquebots transatlantiques sera-t-elle faite à une ou à plusieurs compagnies? Les lignes partiront-elles d'un ou de plusieurs ports?—Il suffit de savoir que différentes compagnies briguent instamment la concession fractionnée ou collective des trois services, et que chacun de nos principaux ports réclame au moins l'une des lignes à établir, pour se rendre compte de l'agitation extrême que soulèvent ces deux questions. Le Hâvre, Cherbourg, Lorient, Nantes, Bordeaux et Marseille, c'est-à-dire six ports et un nombre de compagnies à peu près égal se disputent les trois lignes. Les uns se tiendraient satisfaits d'en obtenir une; les autres, plus ambitieux, les voudraient toutes. A quel système, à quel port sera accordée la préférence? Quelle que soit la décision, il y aura plusieurs ports qui se prétendront sacrifiés. Quand on se trouve ainsi en face de passions ardentes qu'envenime une rivalité d'ailleurs fort naturelle, il faut prendre hardiment son parti, et marcher droit dans la direction de l'intérêt général. Un seul port, une seule compagnie, telle est la solution qui nous paraît devoir être adoptée.

Sous le rapport de l'économie, il ne saurait subsister aucun doute sur l'avantage que présente un point de départ unique. Si tous les services trans-

atlantiques sont réunis dans un même port, les frais d'administration, tant pour le personnel que pour le matériel, seront évidemment beaucoup moindres. La compagnie, au lieu d'entretenir pour chaque ligne un navire de réserve, soit trois navires pour les trois lignes, pourra, avec deux navires seulement, être en mesure de parer à toutes les éventualités et de garantir la régularité des voyages. Il y aura un seul magasin pour les marchandises, un seul chantier pour les réparations, un seul atelier pour les machines, un seul dock pour le stationnement des paquebots. En Angleterre, cet argument serait moins décisif : les onze navires que fait construire en ce moment la Compagnie Péninsulaire et Orientale sont répartis entre cinq chantiers situés dans cinq ports différens. L'immense développement des opérations maritimes a déterminé sur toutes les côtes l'érection d'usines fortement organisées qui peuvent exécuter immédiatement, et avec leurs seules ressources, les commandes les plus considérables. Les principaux ports possèdent des docks et des cales qui donnent accès aux plus grands navires. En France, au contraire, la plupart de ces ressources nous manquent encore : docks, usines, tout est à créer, ou du moins à compléter, par une organisation nouvelle et au prix de sacrifices très coûteux. Il serait donc plus économique de concentrer, quant à présent, tous les travaux dans l'un de nos ports. Cette considération est à nos yeux très puissante; elle ne suffirait pas cependant, il faut le reconnaître, pour justifier la proposition, et les ports, qui se préoccupent bien plus de leur intérêt que de celui du trésor, affirment qu'elle doit fléchir sous les exigences du commerce et des communications postales. Ainsi, Lorient soutient qu'il est le point le plus rapproché des États-Unis, et que dès lors la ligne de New-York lui est naturellement dévolue. Nantes et Marseille pour la ligne du Brésil, Bordeaux pour celle des Antilles, invoquent le même argument et s'appuient sur l'importance de leurs relations avec ces contrées. Le Hâvre, plus éloigné des rivages du Nouveau-Monde, fait ressortir sa proximité de Paris, la facilité et la rapidité de ses communications avec l'Allemagne et la Suisse, l'accroissement de ses échanges transatlantiques. Enfin Cherbourg se présente dans le débat et retient à son profit toutes les lignes. Il déclare que l'intérêt militaire lui donne d'incontestables droits, et que l'achèvement du chemin de fer qui doit le relier à la capitale lui permet de servir, autant et même mieux que le Hâvre, les intérêts du commerce, des correspondances et des passagers. — Telles sont les prétentions qui assiégent depuis plusieurs mois les conseils du gouvernement : la presse locale, les assemblées municipales, les chambres de commerce, élèvent partout la voix. Nous assistons de nouveau aux luttes qui se livraient, en 1840, 1845 et 1847, au sein des commissions législatives, et les discussions sont d'autant plus vives, que l'on pressent l'approche d'une sérieuse décision. En même temps qu'il exalte ses propres mérites pour établir sa supériorité, chaque port est amené à dénigrer ses rivaux, et l'observateur impartial se trouve pris entre un feu croisé de critiques et de récriminations qui intimident son jugement. Le vent, la marée, les bas-fonds, le brouillard, jouent un grand rôle dans la lutte, en sorte que si l'on ajoutait foi aux divers organes de cette curieuse polémique, il n'y aurait peut-être pas en France un seul port en état de recevoir des paquebots.

Pour les communications à vapeur, la vitesse est assurément une condition très essentielle; aussi recommande-t-on en général de prendre le point de départ le plus rapproché du pays de destination; mais cette règle n'est point absolue, elle se combine avec un second élément non moins essentiel, à savoir l'élément de trafic. En d'autres termes, il est nécessaire que le point de départ soit également à portée de la région politique, industrielle, commerciale, qui doit prendre le plus d'intérêt à l'existence de services rapides et qui est appelée à contribuer pour la plus forte part au chargement des paquebots. En 1850, le gouvernement anglais a procédé à une enquête dont les résultats méritent d'être étudiés : il s'agissait de savoir si le point de départ de la ligne des États-Unis pouvait être utilement transféré de Holy-Head, c'est-à-dire de Liverpool, à l'un des ports de la côte occidentale d'Irlande. Tous les argumens que l'on invoque aujourd'hui en France pour faire prévaloir la condition de vitesse furent produits par les délégués des ports irlandais; cependant, bien que la combinaison soumise à l'examen du comité d'enquête abrégeât évidemment la durée de la traversée entre la Grande-Bretagne et l'Amérique, le rapport conclut, en termes très explicites, au maintien de l'état de choses actuel, dans l'intérêt des relations commerciales dont Liverpool est le centre. De même, c'est de Southampton, non de l'extrémité sud-ouest de l'Angleterre, que partent les paquebots de la compagnie des Indes occidentales, parce que l'on a compris la nécessité de placer le port d'attache à proximité de Londres. De même encore, aux États-Unis, c'est New-York qui est demeuré le principal point d'arrivée et de départ des paquebots; si l'on ne tenait compte que de la vitesse, Halifax, placé sur la côte de la Nouvelle-Écosse, se trouverait dans une situation plus favorable. Il semble donc naturel d'appliquer à la création des services que l'on se propose d'établir en France le même raisonnement, et à ce point de vue il convient de rechercher quelle est dans notre pays la région qui peut être considérée comme le foyer le plus actif du commerce transatlantique.

Il serait superflu de démontrer, à l'aide des chiffres, que la navigation de la France avec les États-Unis se concentre presque exclusivement dans la Manche. Quant à l'intercourse avec le golfe du Mexique et les Antilles et avec le Brésil, voici quelle est, d'après les tableaux officiels publiés par l'administration des douanes, la part respective de nos principaux ports. En 1851, le Hâvre a entretenu avec le golfe du Mexique et les Antilles un mouvement de 70,000 tonneaux (entrée et sortie); Marseille, 47,000; Bordeaux, 41,000; Nantes, 16,000. Le mouvement avec le Brésil et la Plata a employé, au Hâvre, 36,000 tonneaux; à Marseille, 34,000; à Bordeaux, 12,000; à Nantes, 1,000. Le rôle de Lorient et de Cherbourg dans l'ensemble des transactions maritimes est presque insignifiant. — Mais les calculs qui précèdent ne sauraient être encore tenus pour décisifs. En effet, il ne suffit pas de connaître le nombre des tonneaux transportés de part et d'autre; il faut surtout apprécier la nature des marchandises que ces tonneaux représentent, particulièrement à la sortie de France. Or n'est-il pas constaté que les tissus et les produits de luxe, dont le transport procurerait du fret à la navigation à vapeur, sont expédiés par Le Hâvre? Ne sait-on pas également que la plupart des passagers arrivant de l'étranger en France se dirigent vers Paris? Il en résulte que le

commerce transatlantique qui s'effectue par la Manche est beaucoup plus important pour une ligne de paquebots que le commerce des places situées sur les rives de l'Océan ou de la Méditerranée.

Si l'on agrandit le cercle de la comparaison et que l'on envisage l'intérêt du transit, la supériorité des ports de la Manche devient encore plus manifeste. C'est par la France que doivent passer les marchandises, les voyageurs, les correspondances de l'Europe centrale à destination des deux Amériques : la France est en quelque sorte au seuil de l'Europe et de l'Océan, position merveilleuse qui rend l'étranger tributaire de notre sol. Déjà Strasbourg et Mulhouse sont reliés au Hâvre par des chemins de fer : on achève en ce moment le chemin de Cherbourg. Pour ces riches et populeuses contrées allemandes qui accroissent chaque jour leur commerce extérieur, et dont les habitans se sentent entraînés vers les rivages américains par un attrait presque irrésistible, la route est toute tracée, — Paris et la Manche. Il n'en est pas qui soit plus directe et moins coûteuse. Pourquoi détourner ce courant? Si dans l'emplacement des services transatlantiques on néglige les intérêts et les convenances de la Suisse, de l'Allemagne, de la Prusse, on court risque de perdre une grande partie de notre transit, qui passerait à l'Angleterre ou s'écoulerait par les ports anséates, hollandais et belges. Southampton et Liverpool, Anvers, Brême, Hambourg, se hâteront de profiter de notre erreur en se partageant les transports dont nous n'aurons pas su garder le bénéfice. Que l'on établisse ailleurs que dans la Manche le principal point de départ des lignes du golfe du Mexique et du Brésil, les Allemands du nord qui se rendront en Californie par Chagres ou dans l'Amérique du Sud iront s'embarquer à Southampton; les correspondances et les marchandises de luxe, qui suivent d'ordinaire la route des voyageurs, échapperont à nos paquebots, et ceux-ci n'auront plus alors, pour alimenter leur vaste tonnage, que le mouvement français au lieu du mouvement européen. Toutes les raisons que l'on peut alléguer en faveur de la Méditerranée et de l'Océan ne changeront pas le cours naturel des choses; la Manche est, pour ainsi dire, le confluent de l'Europe financière et commerciale : c'est là que nous devons nous placer, en face de l'Angleterre et sur le chemin de ses ports.

On compte dans la Grande-Bretagne et aux États-Unis plusieurs places de premier ordre où le crédit et les transactions présentent une activité à peu près égale : par exemple, Londres et Liverpool, New-York et la Nouvelle-Orléans. On s'explique que dans ces deux pays divers ports soient en mesure d'entretenir avec leurs propres ressources des lignes de paquebots. En France, au contraire, Paris est demeuré le centre des opérations de banque et du commerce d'exportation. Paris prête ses capitaux et donne l'impulsion aux différentes branches de l'industrie nationale, aux manufactures comme aux armemens; il exerce sur toute la France une influence prépondérante. Que cette influence soit excessive, regrettable à beaucoup d'égards; que l'on en prenne texte, suivant l'usage, pour faire le procès à la centralisation, ce n'est point là ce qu'il s'agit de discuter. Le fait existe : quelle conséquence faut-il en tirer en ce qui concerne l'emplacement des services transatlantiques? — C'est que les points de départ doivent être surtout rapprochés de Paris, où viennent aboutir les correspondances, les ordres de vente et d'a-

chat, où se traitent les plus grandes affaires, où se rencontrent les voyageurs du monde entier. En vain prétendrait-on que les chemins de fer transporteront de Bordeaux ou de Marseille à Paris les marchandises et les voyageurs, que le fil électrique transmettra avec la rapidité de l'éclair les dépêches et les nouvelles. Ne sait-on pas que, pour les voyageurs et les marchandises arrivant par mer, la condition principale est de débarquer aussi près que possible du lieu de destination, et *vice versâ* pour l'embarquement? Quant au télégraphe électrique, ce n'est, après tout, qu'un mode exceptionnel de transmission pour un nombre limité de dépêches. L'enquête suivie en Angleterre au sujet de l'entrée des paquebots des États-Unis dans les ports d'Irlande a tranché ces deux questions avec une autorité décisive.

Il nous reste à développer, en faveur de la Manche, un dernier argument : c'est l'argument politique et militaire. Si le gouvernement se décide à faire de larges sacrifices pour doter la France d'un système de communications transatlantiques, il lui est assurément permis de se préoccuper en même temps des intérêts de notre puissance navale et d'assigner aux paquebots un rôle actif dans les guerres qui pourraient survenir. Les paquebots ne remplaceront jamais les vaisseaux de ligne, mais ils seraient, le cas échéant, d'utiles auxiliaires pour la flotte. Aujourd'hui la paix règne, et personne ne songe à la troubler. Quel peuple, quel souverain oserait prendre sur lui la terrible responsabilité d'une guerre qui mettrait le monde en feu et transformerait en instrumens de destruction ces nobles et fraternels navires, instrumens de civilisation, de commerce et de paix? Mais est-ce une raison pour ne point entretenir une armée et une flotte, des soldats et des matelots? M. Cobden et ses amis, les *amis de la paix*, auraient-ils par leur éloquence supprimé les luttes internationales? Plût à Dieu qu'il en fût ainsi! Malheureusement l'histoire est là pour enseigner aux peuples qu'ils doivent être prêts à défendre leur territoire et leur drapeau. L'Angleterre, dit-on, s'alarme; elle nous voit avec défiance construire tant de *steamers!* Singulière méprise! Peut-on considérer comme un acte hostile la réalisation si tardive d'un projet conçu dès 1840, la création d'un service de paquebots nécessaire à notre commerce, à notre industrie, au maintien de notre influence légitime? Depuis plus de dix ans, l'Angleterre a organisé de vastes compagnies qui sont obligées par leurs contrats à employer des navires assez forts pour recevoir au besoin de l'artillerie du plus gros calibre. L'intention de cette clause était évidente; elle n'a causé aucun étonnement. Les États-Unis ont suivi l'exemple dont nous nous emparons à notre tour. De la part de l'Angleterre, des États-Unis, de la France, cette conduite est toute naturelle; elle est prudente, et rien de plus. Les découvertes de l'industrie moderne transforment chaque jour et perfectionnent les armes de guerre. Il y a vingt ans, on n'aurait conduit au combat que des navires à voiles; aujourd'hui, tous les peuples ont reconnu les avantages particuliers que procurerait l'emploi des navires à vapeur. Comment donc resterions-nous privés d'un moyen puissant de défense et d'attaque, alors que nos rivaux en sont largement pourvus? Comment la France hésiterait-elle à adopter, pour son propre compte, les ressources militaires et navales qui existent dans d'autres pays? N'est-ce pas d'ailleurs au sein de la paix que les grandes nations trouvent les loisirs et l'argent indispensables pour orga-

niser fortement leurs armées et leurs flottes? Nous n'avons à prendre conseil que de nos intérêts en présence de cette question franchement posée : — En cas de guerre maritime, quel serait notre ennemi le plus redoutable? Sur quels points nous serait-il avantageux de concentrer nos forces? — Eh bien! nous ne pensons pas faire injure à la Grande-Bretagne en déclarant qu'aucune marine ne serait pour nous plus redoutable que la sienne, et dès lors n'est-ce point dans la Manche, pour la défense de nos côtes ou pour l'attaque des côtes ennemies, que doivent être naturellement concentrés nos plus puissans moyens de transport? La question se résout par la question même. Placer dans la Manche les paquebots transatlantiques, ce n'est point, faut-il le répéter? menacer ni provoquer l'Angleterre; c'est agir avec prévoyance, avec sagesse, mettre à profit les leçons de l'expérience et obéir aux plus simples notions du bon sens.

Mais dans quel port de la Manche les paquebots seront-ils établis? A Cherbourg ou au Hâvre? S'il y a rivalité entre les trois mers, la concurrence entre ces deux ports n'est pas moins vive. Situé à l'extrémité d'une presqu'île qui se dresse pour ainsi dire en avant de la France et fait saillie sur la mer, Cherbourg semble arrêter au passage et attirer à lui les navires arrivant d'Amérique : il leur offre une entrée saine, un abri sûr, un chemin de fer qui, prochainement achevé, les mettra en communication directe avec Paris et le centre de l'Europe. De plus, Cherbourg est l'œil de la France constamment fixé sur l'Angleterre. Ce sont là de grands avantages. De son côté, Le Hâvre insiste sur la supériorité incontestable de son mouvement maritime : quoi qu'on puisse attendre de l'avenir commercial réservé à Cherbourg lorsque le chemin de fer sera terminé, il paraît certain que le courant d'affaires apporté au Hâvre par la navigation de la Seine et par le *rail-way* ne se détournera pas aisément. Au point de vue militaire, la position du Hâvre ne manque pas d'importance : elle commande l'embouchure d'un fleuve, protége une longue étendue de côtes, et regarde le rivage anglais.

Quant à la vitesse des traversées entre la France et les pays transatlantiques, Cherbourg possède sur Le Hâvre un avantage de six heures, qui ne serait plus que de trois à quatre heures, si l'on calcule en même temps la distance respective qui sépare de Paris chacun de ces ports. La différence est donc à peu près nulle pour les dépêches et les passagers comme pour les marchandises, celles-ci devant même préférer la route qui abrége le plus leur transport par chemin de fer, car ce mode de roulage est le plus coûteux. Que le point de départ soit fixé au Hâvre ou à Cherbourg, les paquebots français conserveront, dans les deux cas, l'avantage de la vitesse sur les paquebots anglais, et c'est là le point essentiel. Il faut en outre tenir compte d'une éventualité très sérieuse. Si les États-Unis, rivalisant ou se concertant avec nous, établissaient une ligne bi-mensuelle entre New-York et la France, de telle sorte que les deux lignes combinées fournissent un service hebdomadaire, il est probable qu'ils dirigeraient leurs paquebots vers Le Hâvre, où leur commerce est et demeurera très influent; ils enlèveraient ainsi aux départs de Cherbourg une grande partie des passagers et du fret. Ici encore, observons ce qui se passe en Angleterre. Le gouvernement ayant laissé entrevoir l'intention de transférer de Liverpool dans un autre port de la Manche

le service de la compagnie Cunard, celle-ci résiste, en affirmant que cette mesure livrerait à la compagnie américaine, dont le siége serait maintenu à Liverpool, tous les bénéfices du trafic.

Il semble donc qu'à beaucoup d'égards Le Hâvre devrait l'emporter sur Cherbourg. On objecte pourtant que ce choix rencontrerait, dans la pratique, des obstacles insurmontables : on dit que l'entrée et le fond du port du Hâvre ne sont pas en état de recevoir des navires ayant la largeur et le tirant d'eau que comportent les paquebots; mais cette assertion n'est pas concluante. Lors même que l'on désignerait Cherbourg, il faudrait exécuter dans ce port des travaux considérables pour organiser le service des *steamers* transatlantiques, qui ne pourraient sans inconvénient être placés dans le même bassin que les navires de guerre. Il s'agit donc de savoir, en premier lieu, si la nature s'oppose absolument à l'élargissement de l'entrée du Hâvre, au creusement de nouveaux bassins assez profonds et assez vastes pour donner accès aux paquebots, et il est difficile de croire qu'il en soit ainsi; en second lieu, si les dépenses à faire pour mettre le port en état sont tellement considérables, qu'il faille de prime abord y renoncer. Posée en ces termes, la question rentre complétement dans la compétence des ingénieurs, dont la décision sera souveraine. S'il était constaté qu'à l'aide de quelques sacrifices d'argent on pourrait compléter les avantages déjà si grands que Le Hâvre doit à sa situation naturelle, aux habitudes prises, aux échanges établis par son intermédiaire entre l'Amérique et une portion de l'Europe, est-il besoin de démontrer combien il serait important pour la France d'introduire la navigation à vapeur à côté de ces nombreux bassins où se dressent les mâts de tant de navires venus de tous les points du monde? Le Hâvre deviendrait alors la première place commerciale du continent. Son entrepôt de douanes, depuis longtemps insuffisant, a été, il y a quelques années, doublé d'une succursale : aujourd'hui les magasins sont encore trop étroits, et l'on songe à construire un dock. Pourquoi ce dock ne serait-il pas établi de manière à répondre aux exigences d'un service de paquebots? Cette combinaison ne semble-t-elle pas naturellement indiquée par les intérêts du commerce, et, avec le patronage de l'état, n'offre-t-elle point de grandes chances de succès à la compagnie qui voudrait la tenter?

En concentrant dans la Manche, dans un même port, tous les services transatlantiques, on excitera d'ardentes jalousies et de vives rancunes; on provoquera sur les rives de la Méditerranée et de l'Atlantique de violentes colères : il faut s'y attendre. Excusées par les illusions de l'intérêt local, ces plaintes seront vite étouffées sous l'éclatante manifestation des intérêts généraux, et l'on n'aura plus qu'à se féliciter d'avoir opposé une ferme résistance aux entraînemens d'une popularité stérile. Si depuis 1840 la plupart des projets relatifs aux paquebots transatlantiques ont échoué misérablement, c'est surtout à la division des lignes que doivent être attribués tous les échecs. Le moment est venu d'éviter la faute tant de fois commise et d'échapper par l'adoption d'un autre système à d'inévitables déceptions. Du reste, le principe d'unité et de concentration ne s'oppose point à ce que dans l'avenir ou même dans le présent l'état encourage l'établissement de services supplémentaires dont l'utilité serait démontrée. Marseille, par exemple, entretient avec

le Brésil et la Plata une navigation de 34,000 tonneaux, et le mouvement de ses échanges avec le Sénégal, la côte occidentale d'Afrique et les îles Canaries représente au moins 30,000 tonnes. C'est dans son port que viennent aboutir un grand nombre de paquebots qui visitent les échelles du Levant. Une ligne mensuelle partant de Marseille pour le Brésil, et desservie par des navires de force moyenne, ne ferait donc pas double emploi avec la ligne principale partant de la Manche, et n'entraînerait pas de grandes dépenses. Elle serait alimentée par le midi de la France, l'Espagne, une partie de la Suisse, et par les passagers et les marchandises que les navires du Levant recueillent dans leurs fréquentes escales; elle prendrait l'avance sur les ports étrangers de la Méditerranée qui tenteraient, comme Gênes, de nous enlever le transit en créant pour eux-mêmes une société de paquebots. — La ligne supplémentaire de Marseille ne porterait point atteinte au principe d'unité qui conseille impérieusement de réunir sur le même point, à portée du centre des affaires européennes, l'ensemble des services transatlantiques.

Ce principe admis, il devient presque inutile de prouver qu'il conviendrait de traiter avec une seule compagnie tant pour les grandes lignes que pour les lignes supplémentaires; il en résulterait une économie notable. La subvention de l'état serait moins élevée, la surveillance plus simple. Le commerce et le public n'auraient point à redouter les abus d'un monopole, puisque les paquebots français seraient exposés pour toutes leurs destinations à la concurrence très active des paquebots américains ou anglais. Les motifs qui ont déterminé dans ces derniers temps la fusion de plusieurs lignes de chemins de fer s'appliquent également aux opérations de transports maritimes, et, à la suite d'un banquet qui vient d'avoir lieu à Southampton pour célébrer la naissance d'une nouvelle compagnie, il s'est manifesté en Angleterre de vives tendances vers une réunion, au moins partielle, des nombreuses compagnies qui exploitent les paquebots. En présence de ces faits et de ces symptômes, la question ne saurait demeurer douteuse.

IV.

L'exposé que nous venons de faire permet d'apprécier les difficultés, les complications de toute nature qui ont entravé jusqu'ici l'organisation de nos services à vapeur sur l'Océan. Comment concilier tant d'intérêts contradictoires? et si la conciliation est impossible, comment affronter les mécontentemens de ces intérêts froissés? Ce n'est pas tout, il y a une foule de détails techniques dont l'étude est indispensable et qui soulèvent les problèmes les plus ardus. Enfin, quelle que soit la décision, il faut que le trésor débourse une très forte somme. La subvention de l'état est la base de tout l'édifice : comment la calculer de telle sorte qu'elle contribue efficacement au succès de l'entreprise, sans grever outre mesure la fortune publique?

Le gouvernement a chargé une commission spéciale d'examiner ces différens points, d'entendre les propositions des compagnies et de préparer les clauses du futur contrat. Le taux de la subvention devant dépendre du nombre des navires, de leur échantillon, de leur force de vapeur, de leur mode de construction, de la fréquence des voyages, de la longueur des itinéraires,

il serait tout à fait superflu de rédiger ici un devis de dépenses, avant de connaître les dispositions qui seront arrêtées par les autorités compétentes. La subvention variera nécessairement suivant que les conditions imposées à la compagnie seront plus ou moins onéreuses; mais, en laissant de côté les chiffres, il n'est pas sans intérêt d'indiquer les procédés à l'aide desquels on peut déterminer, au moins approximativement, le taux d'une subvention. — Le mode qui paraît, au premier abord, le plus simple consiste à accorder une somme fixe par cheval de vapeur. Il est surtout praticable lorsqu'il s'applique à des services nettement définis, qui exigent l'emploi constant de la vapeur, et pour lesquels les navires doivent tous être construits sur le même modèle et avec la même force, car alors on sait exactement quelle sera la dépense de chaque voyage. — D'après un second procédé, on calcule le nombre de milles que les paquebots sont tenus de parcourir pendant l'année; on évalue les frais en raison des conditions de vitesse, et la subvention est allouée par mille. Ainsi la compagnie anglaise des Indes occidentales et du Brésil, dont le parcours annuel est de 547,296 milles, reçoit une somme de 270,000 liv. sterl., qui représente, par mille, 9 sh. 10 d., et, en vertu du contrat, ce dernier chiffre est pris pour base des supplémens qui devraient être alloués à la compagnie dans le cas où l'état jugerait à propos d'allonger les itinéraires. A ce point de vue, la subvention *par mille* présente, pour certaines lignes dont le parcours ne saurait être définitivement établi au moment de la concession, un avantage très appréciable, en ce qu'elle résout à l'avance les difficultés auxquelles donneraient lieu les modifications prescrites par le gouvernement dans la direction des services. — Suivant une troisième méthode, on estimerait le capital nécessaire pour l'exploitation des services, et l'état accorderait, à titre de subside, une somme représentant une certaine proportion de ce capital (25 ou 30 pour 100, par exemple). — Enfin l'enquête qui a été ordonnée en Angleterre sur le service des paquebots a révélé un dernier procédé qui mérite d'être signalé. En 1848, avant l'expiration du contrat passé avec la Compagnie Péninsulaire et Orientale pour une ligne mensuelle de Southampton à Alexandrie, le gouvernement, désireux d'obtenir à plus bas prix le transport des malles, mit le service en adjudication. La Compagnie Péninsulaire fit observer qu'il serait injuste de lui enlever une exploitation à laquelle elle avait consacré un capital considérable; mais, ses propositions n'ayant pas été agréées, elle offrit de livrer ses comptes de toute nature, pendant la durée d'un nouveau contrat, à l'examen d'inspecteurs délégués par l'échiquier, et elle s'engagea à verser au trésor les produits excédant la somme nécessaire pour payer aux actionnaires un intérêt net de 10 pour 100. Assurément, on s'imaginerait, avec quelque raison, que le plus grand obstacle pour l'emploi d'un procédé de cette nature viendrait des compagnies elles-mêmes; les entreprises commerciales n'aiment pas, en général, à dévoiler le secret de leurs opérations. Cependant, on le voit, l'une des plus grandes compagnies de l'Angleterre suggérait spontanément ce moyen, que l'échiquier n'eût sans doute pas osé lui proposer. — Pourquoi, dans la concession des services français, le gouvernement ne se réserverait-il pas la faculté que la Compagnie Péninsulaire offrait à l'échiquier? Il jugerait ainsi, par ses propres yeux, si la subvention est insuffisante ou excessive.

L'exploitation des lignes à vapeur est si peu connue en France, que l'on risque fort de se tromper dans la rédaction du premier cahier des charges, et la compagnie elle-même doit comprendre que le gouvernement sera beaucoup plus libéral à son égard, si la fixation d'un maximum de dividende le garantit à l'avance contre les résultats prolongés d'une erreur préjudiciable au trésor. D'ailleurs, la limitation des bénéfices ne constituerait pas précisément une innovation dans la jurisprudence administrative sur la matière. Il y a des compagnies de chemin de fer qui sont tenues de partager avec l'état les produits dépassant une certaine proportion.

C'est en combinant ces divers modes que l'on parviendra à fixer le taux de la subvention réclamée par les paquebots transatlantiques. Cette subvention, il faut le prévoir, atteindra un chiffre élevé; autrement on ne trouverait point de capitaux disposés à courir les chances de l'entreprise, et il est de toute nécessité que l'opération soit enfin tentée sérieusement; l'intérêt national veut qu'elle réussisse. Aussi, ne doit-on pas se contenter de garantir à la compagnie l'assistance pécuniaire de l'état; il importe également de rechercher si, par d'autres moyens, on ne pourrait pas lui procurer soit une diminution de dépenses, soit un accroissement de recettes. On sait, par exemple, que la construction des navires coûte plus cher en France qu'à l'étranger : ce désavantage tient aux règlemens de notre législation douanière, qui interdit l'achat des navires à l'étranger et frappe de droits élevés les matières propres aux constructions navales. On a déjà proposé de supprimer ces restrictions, que l'Angleterre, les Pays-Bas et la plupart des peuples maritimes ont rayées de leur tarif; mais la mesure est vivement combattue par les industriels, et il est difficile de prévoir à quelle époque elle remplacera définitivement le régime si défavorable qui pèse sur nos armemens. Dans cette situation, ne devrait-on pas au moins admettre une exception pour les paquebots transatlantiques et autoriser leur construction en entrepôt (1)? L'économie serait importante pour les navires en fer. On pourrait aller plus loin. S'il est reconnu que nos chantiers et nos ateliers ne sont pas aujourd'hui suffisamment outillés pour livrer, dans un délai assez court, une vingtaine de navires d'un tonnage et d'une force qui dépassent les constructions ordinaires, pourquoi ne permettrait-on pas à la compagnie de se procurer à l'étranger la moitié de ses bâtimens? Les industriels seraient-ils en droit de se plaindre et d'invoquer, suivant l'usage, le grand argument de la protection due au travail intérieur? Nous ne le pensons pas. Le gouvernement a, depuis un an, imprimé une impulsion si vigoureuse aux travaux publics, surtout à la construction des chemins de fer, il a donné tant de gages de son respect pour le principe de la protection manufacturière, que les maîtres de forges ne sauraient, sans ingratitude, s'élever contre une faveur exceptionnelle, temporaire, accordée à une œuvre essentiellement nationale. Cette dérogation à notre régime économique aurait un double effet : elle accélérerait, au profit du public, l'organisation des services; elle diminuerait les frais des navires et par suite le chiffre de la subvention payée par l'état.

(1) La loi du 6 mai 1841 a exempté de tous droits de douanes les machines à vapeur de fabrication étrangère destinées à la navigation internationale maritime.

Ce n'est point la seule économie qui pourrait être obtenue. Les navires français sont soumis, dans les ports étrangers, à des droits de tonnage plus ou moins élevés : un dollar par tonneau aux États-Unis, 12 réaux (8 fr.) à la Havane, 300 reis (80 centimes) au Brésil. Acquittés à chaque voyage par des bâtimens d'un fort tonnage, ces droits représentent une somme considérable. Les paquebots étant appelés à rendre à tous les pays qu'ils desserviront d'immenses services, ne paraît-il pas naturel qu'ils soient partout exemptés des taxes de tonnage? L'Angleterre et les États-Unis accueilleraient sans doute cette proposition; le Brésil a déjà réduit les droits d'ancrage, et il ne refuserait probablement pas la franchise complète pour favoriser les relations de Rio-Janeiro, Bahia et Fernambouc avec les plus grands marchés de l'Europe. Quant à l'Espagne, elle a tellement besoin de ses ressources fiscales que son concours serait peut-être plus difficile à obtenir; il s'agirait en effet pour elle d'abandonner une recette assez importante. Cependant les réformes que le cabinet de Madrid a récemment introduites dans la loi maritime de la métropole et des îles Canaries révèlent une tendance marquée vers le libéralisme, et la pensée qui les a inspirées ne devrait voir dans les encouragemens accordés aux *steamers* que l'application des saines doctrines économiques. Quoi qu'il en soit, l'occasion est favorable pour appeler sur ce point particulier de la législation internationale la sollicitude des gouvernemens.

La nécessité de réduire, autant que possible, les charges qui pèsent sur les transports deviendra chaque jour plus évidente et plus impérieuse. On ne tardera pas à comprendre que le maintien de toute rigueur fiscale est incompatible avec le progrès des communications nouvelles. Plus les nations se rapprochent et se pénètrent, plus elles aspirent à resserrer encore les liens qui les unissent. On ne se contentera point de franchir vite et à l'aise les plus grandes distances : on voudra que les échanges ne soient plus entravés par les prohibitions ou par des taxes trop souvent excessives, et tôt ou tard l'essor imprimé à la navigation à vapeur amènera la réforme des lois de douanes. La conséquence est logique. A quoi bon multiplier les navires, améliorer leur construction, accroître leur vitesse, si l'on ne songe en même temps à leur procurer du fret? Cette observation se rattache intimement à la création de nos services transatlantiques. L'abaissement des tarifs augmenterait le trafic des lignes et permettrait de diminuer le chiffre des subsides alloués à la compagnie. En effet, tout se suit et s'enchaîne dans l'exécution d'une œuvre utile comme dans le développement d'une pensée juste. Le jour où la France possédera enfin des lignes de paquebots, elle verra s'ouvrir devant elle une longue carrière de progrès; elle améliorera les commmunications postales; elle facilitera de plus en plus les entreprises du commerce, les conquêtes de l'industrie, les nobles travaux de la science; elle se répandra sur les rives les plus lointaines par l'envoi régulier de ses produits et de ses colons. Qu'elle se hâte donc! Il faut que, dès aujourd'hui, elle parcoure avec ses rivaux les grandes routes de l'Océan.

C. LAVOLLÉE.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

LA REINE DE L'OUEST ET LES ANTIQUITÉS DE L'OHIO.[1]

ABSENCE DE RENSEIGNEMENS. — CINCINNATI. — DÉMOCRATIES DE L'OUEST. — LES COCHONS. — PROMENADE AUX BORDS DE L'OHIO. — DE LA SCULPTURE ET DE L'ARCHITECTURE AUX ÉTATS-UNIS. — COURS DE CHIMIE POUR LES OUVRIÈRES. — ANTIQUITÉS. — MONUMENS D'UN PEUPLE INCONNU. — CONJECTURES SUR CE PEUPLE. — LES ALLEMANDS EN AMÉRIQUE. — UN COIN DE LA FORÊT PRIMITIVE.

Ce voyage sans repos qui dure depuis près de deux mois commence à me fatiguer. Ma santé s'altère, sans cela j'aurais gagné Saint-Louis en suivant à travers la *prairie* le canal et la rivière des Illinois; mais je crois plus sage de songer à regagner New-York, dont je suis encore assez éloigné. Je ne conseille à personne de tomber malade aux États-Unis, surtout loin des grandes villes : tout le monde est si affairé, si pressé, que nul n'aurait le temps de s'occuper de vous. Cependant je ne veux pas être venu dans l'ouest sans voir Cincinnati, les bords de l'Ohio, et quelque chose au moins des antiquités indiennes qu'on a découvertes dans la vallée que traverse la *Belle-Rivière* (2). Je vais donc retourner à Détroit, et, coupant l'extrémité du lac Érié, aller à Sandusky prendre le chemin de fer de Cincinnati, puis, de Cincinnati, retourner à New-York après avoir visité les antiquités indiennes de la vallée de l'Ohio.

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier, et du 1er février.
(2) Les Français lui avaient donné ce nom, qui est la traduction du mot indien *ohio*.

18 septembre.

Je reprends le bateau à vapeur, je traverse de nouveau le lac Michigan, et j'arrive à New-Buffalo trop tard pour pouvoir partir ce soir même par le chemin de fer de Détroit. Nos bagages sont délivrés immédiatement au bureau, et demain, à six heures du matin, nous nous mettrons en route avec eux pour Détroit.

Il n'y a pas moyen d'avoir un lit ou même un matelas pour cette nuit. On nous entasse dans une immense salle à manger, nous et les passagers d'un autre bateau à vapeur qui part demain matin dans la direction de l'ouest. Ces passagers sont surtout des émigrans, compagnons de chambrée assez bruyans et assez peu policés. Pour moi, je place, pour me servir d'oreiller, un petit sac de cuir, où sont mes notes et mes livres, sur une table au-dessous d'une lampe suspendue au plancher; je tire du sac un roman anglais, je me mets à lire, couché sur ce lit un peu dur, jusqu'à ce que les hommes aient cessé de parler, les femmes de gronder leurs enfans, les enfans de crier, et alors je tâche de dormir. Je suis réveillé un peu incivilement par le garçon de la taverne, qui me jette une serviette dans le ventre en me criant : Allons, camarade, éveillez-vous ! Il est vrai qu'il avait à servir le café sur cette table où j'étais établi, et que tout le monde était debout depuis longtemps.

En grondant un peu contre la rudesse des subalternes aux États-Unis, je me mets en marche vers la station du chemin de fer, où nos effets ont été déposés la veille au soir. Dans le trajet, l'incurie américaine pense m'être fatale : une caisse lancée sur un plan incliné, sans dire *gare*, selon l'usage, vient passer à deux pouces de mes jambes, qu'elle aurait brisées, si elle m'eût atteint. C'était le jour des mésaventures : je ne trouve à la gare ni locomotive ni aucune apparence de départ. Je demande si le train va bientôt partir, on me répond qu'il partira dans vingt minutes, sans autres explications. Les Américains ont horreur des explications.

Le temps s'écoule, et *je ne vois rien venir*. Enfin j'avise quelques voyageurs qui marchaient d'un pas précipité. Je les interroge, et j'apprends que les trains vont partir non pas de l'endroit où ils s'étaient arrêtés il y a quatre jours en venant de Détroit, mais d'un autre point situé à un quart de lieue. On avait reçu nos bagages sans avoir l'idée de nous avertir de cette disposition, grâce à laquelle il s'en est fallu d'une minute que je n'aie manqué le convoi, qui aurait emporté mes malles au bord du lac Érié. Je raconte ces petits incidens, qui doivent intéresser médiocrement le lecteur, et je raconterai toutes les contrariétés de ce genre qui me surviendront, parce qu'elles peignent le caractère national, qui se retrouve dans les plus petites choses

comme dans les grandes. Le principe de la politique et de la société aux États-Unis, c'est que chacun se tire d'affaire comme il l'entend. On lui laisse entière liberté d'action en ce qui ne choque pas les opinions ou les passions de la majorité; mais cette liberté d'action de l'individu lui est accordée à ses risques et périls. On ne le dirige point, on ne l'avertit point. C'est à lui de s'informer d'où part le chemin de fer, c'est à lui de prendre garde si on ne lui lance point une caisse à travers les jambes. Tout se résout dans le mot sacramentel: Aidez-vous vous-même (*help one self*), qu'on traduit quelquefois ainsi : « Dieu pour tous, en avant, et que le diable emporte le dernier! »

Si ces pages tombaient sous les yeux des Américains, je ne serais pas fâché de leur faire un peu honte de leur incurie en tout ce qui se rapporte au *comfort* des voyageurs. Je n'ai trouvé, au moins parmi les gens à qui j'ai eu affaire, nulle trace de cette grossièreté de mœurs qu'on leur a tant reprochée : je ne l'ai rencontrée que chez les inférieurs; mais ce que j'ai trouvé partout, c'est une absence d'indications, d'avertissemens, de direction pour les voyageurs, qui est extrêmement incommode. Je voudrais inspirer aux Américains le désir de réformer cet abus du *self-government*, qui n'en est point une conséquence nécessaire. Je ne les crois point incorrigibles; ils ont profité des diatribes les plus violentes et souvent les plus injustes. Mme Trollope, à qui, dit-on, une situation qui n'était point égale à son esprit et à son caractère n'aurait pas ouvert précisément les meilleures maisons, a fait sur l'Amérique un livre outrageant, qui a charmé en Europe les vanités aristocratiques au service desquelles elle se trouvait assez singulièrement enrôlée (1). Eh bien! les Américains ont eu le bon esprit de tirer parti de ces injures, auxquelles se mêlaient quelques vérités. Quand un homme, au théâtre, plaçait ses pieds à la hauteur de sa tête, on lui criait en riant : Trollope! Trollope! et cette mode peu aimable a passé. Je suis convaincu que les manières américaines se sont beaucoup améliorées depuis quelques années, car tout ne pouvait pas être faux dans ces tableaux grotesques, dont je n'ai retrouvé presque aucun trait au sein des mœurs actuelles; mais il reste à prendre quelques mesures de prévenance et de soin pour les voyageurs, mesures qu'ils ont le droit d'attendre de toutes les nations civilisées, et qu'ils ne rencontrent presque jamais aux États-Unis.

(1) Je serais désolé de manquer de respect à Mme Trollope, qui est une femme respectable; mais il est certain qu'elle était venue à Cincinnati établir un bazar de modes qui ne réussit point, et qu'elle ne vit presque personne. C'est ce que dit tout le monde en Amérique, et ce que confirme le capitaine Marryat lui-même, très peu favorable aux États-Unis.

Ma santé, qui ne se remet point, augmente peut-être ma disposition chagrine. J'ai passé tout ce jour en chemin de fer sans manger, car je me rappelais trop l'exécrable chère que j'avais faite dans les stations où l'on s'arrête pour les repas. Il est vrai que l'on traverse des forêts à peine défrichées; mais, puisqu'il y a un chemin de fer, il semble qu'il pourrait y avoir de quoi dîner.

A Détroit, je n'ai que le temps de monter sur l'*Arrow* (la flèche), bateau à vapeur dont le nom pourrait être la devise d'un voyageur aux États-Unis. Avec le jour, je débarque à Sandusky, et prends presque aussitôt le chemin de fer de Cincinnati, où j'arrive à la nuit. J'ai fait à peu près deux cents lieues depuis hier matin, et ne m'en trouve pas mieux.

Cincinnati, 20 septembre.

Je me lève tard, un peu faible et triste, et je marche au hasard dans les rues droites et spacieuses de la *reine de l'ouest*. Le temps est assez froid, le vent aigre, le ciel gris; ma première impression n'est pas gracieuse. Je descends au bord de l'Ohio. Les eaux de la *Belle-Rivière* sont basses; sur ses deux bords s'étendent de grands espaces ordinairement recouverts par elles, et qui ont cet air de marais à demi desséchés que présente le rivage de la mer pendant le reflux. Pas de quai au bord du fleuve, trop peu de ponts. Les ponts ici sont les nombreux bateaux à vapeur qui passent sans cesse d'un bord à l'autre, rompant le silence du dimanche par leur essoufflement. Je remonte dans la ville. Les rues portent des noms d'arbres : le nom du châtaignier, du noyer, du pin, ce qui semble un souvenir des forêts qu'elles ont remplacées. Plusieurs sont belles et plantées. L'horreur de l'inutile et par suite l'amour de l'abréviation ont fait retrancher le mot *street* (rue) sur les écriteaux. Les trottoirs, en larges dalles, s'interrompent parfois brusquement; on sent une capitale fabriquée à la hâte et qui n'est pas finie. Je descends derrière la ville, je trouve des faubourgs en construction, et par delà les faubourgs des hauteurs dépouillées, où restent quelques troncs à demi brûlés, comme dans les défrichemens, et quelques arbres que la hache a respectés; lieux d'un aspect triste et pénible à voir : ce n'est plus la campagne, mais ce sera bientôt la ville. Cincinnati, cité de 116,000 âmes, compte environ une demi-année pour chaque millier d'habitans, et renferme, dit-on, un citoyen plus vieux qu'elle. Elle augmente toujours avec une grande rapidité, car elle a plus que doublé depuis dix ans. Communiquant par les chemins de fer avec les lacs, par l'Ohio avec le Mississipi, elle est le point central du commerce intérieur des États-Unis.

On appelle Cincinnati la reine de l'ouest; elle est la capitale de ce

qui était, il y a vingt ans, le *far-west*. Maintenant l'*ouest lointain* a reculé à mesure que la civilisation avançait. Tandis que je suis dans l'Ohio, l'un des derniers venus d'entre les états de l'Union et aujourd'hui un des plus florissans, c'est peut-être le moment de dire quelque chose touchant la manière dont se forment les états nouveaux et ce qui caractérise la constitution politique de ceux qui ont été le plus récemment admis dans l'Union. J'emprunte ces détails surtout à l'ouvrage intéressant de M. James Hall, intitulé *Esquisses de l'ouest*.

Avant d'être élevés au rang d'état, les pays nouvellement cultivés, et dont la population est encore insuffisante pour qu'ils soient représentés dans le congrès, sont désignés par le nom de *territoires* et régis pendant cet intervalle par des dispositions particulières habilement combinées. C'est comme une initiation graduelle qu'on leur fait subir avant de les admettre à l'égalité de la représentation. Dès qu'ils sont reconnus, les territoires sont régis par un gouverneur, un sénat et une cour composée de trois juges. Le gouverneur et la majorité des juges adoptent et promulguent celles des lois des autres états qui conviennent à l'état nouveau, et en réfèrent au congrès, qui peut annuler leur décision. Le gouverneur nomme les employés civils et tous les officiers inférieurs; les officiers-généraux sont nommés par le congrès.

A ce premier degré d'existence ou plutôt d'enfance politique un second succède lorsque le territoire en est venu à contenir cinq mille mâles libres et majeurs. Alors une chambre représentative est accordée au territoire. Il y a un représentant pour cinq cents citoyens jusqu'à la concurrence de vingt-cinq; au-delà, le nombre des représentans est réglé par la législature, qui se compose du gouverneur, de son conseil et de la chambre des représentans. Le conseil est formé par cinq membres nommés pour cinq ans, à moins que le congrès ne borne à un temps moins long la durée de leur mandat. Ce conseil est nommé par le congrès sur une présentation faite par les représentans du territoire. Les candidats doivent posséder une propriété de 500 acres. Tous les bills passés dans la chambre des représentans ou dans le conseil ont besoin de l'assentiment du gouverneur, qui réunit, proroge et dissout l'assemblée. Les représentans et les membres du conseil réunis nomment un délégué au congrès qui a le droit de prendre part au débat, mais non de voter.

Toutes ces mesures me paraissent porter l'empreinte d'une grande sagesse. L'administration des territoires est fondée sur des principes entièrement différens de ceux qui président au gouvernement des états. Intervention du congrès, droit du gouverneur de proroger et de dissoudre l'assemblée représentative, conditions d'élection qui ont pour base la propriété, tout cela est opposé à l'esprit général des insti-

tutions américaines; mais le bon sens américain a compris qu'on ne devait pas appliquer la même forme de gouvernement aux états anciens, dont l'éducation politique avait été faite par cent cinquante ans de lutte avec la métropole et qui avaient une vieille habitude de se gouverner eux-mêmes, et aux états nouveaux, sans éducation politique, sans passé, et qui se formaient d'élémens hétérogènes de toute nature et de toute origine. A ceux-là il fallait une tutelle provisoire qui les préparât graduellement au rôle d'état indépendant et à une complète égalité de prérogatives.

Du reste, la population des *territoires* de l'ouest s'est si rapidement accrue, qu'ils ont bientôt atteint le chiffre qui les élevait au rang d'état. A ce moment tout a changé. Maîtres d'eux-mêmes, ils se sont donné des constitutions de leur choix, et ces constitutions sont en général très-démocratiques. On ne saurait se dissimuler que le mouvement politique est partout en ce sens. Dans les constitutions de l'Ohio, de l'Indiana, de l'Illinois, le principe démocratique prévaut beaucoup plus que dans les constitutions des états anciens. La prépondérance de ce principe se manifeste par le peu de durée des fonctions publiques : — dans l'Indiana, celles des représentans ne durent qu'une année ; — par la défiance dont la force armée est l'objet : — dans le même état, les militaires, et même leurs parens, ne peuvent voter; — par la facilité à réviser la constitution : — tous les douze ans on délibère s'il y a lieu de nommer une convention dans ce but; — par l'incompatibilité entre les fonctions de représentant et un emploi conféré soit par l'état particulier, soit par le gouvernement central. Dans ces nouveaux états, le divorce est en général très-facile. Dans l'Illinois, il est accordé par le juge sur le témoignage du demandeur, sans en donner connaissance à l'autre intéressé. L'ivrognerie, une absence de deux ans, sont considérés comme des motifs suffisans pour prononcer la dissolution du mariage. Les lois contre les débiteurs sont très-douces, comme il arrive partout où prévalent les influences démocratiques. L'inquiétude ombrageuse des démocraties est poussée si loin dans ces états nouveaux, qu'elle s'attaque même aux associations volontaires. On y a empêché, par exemple, des banques de s'établir, comme si l'on craignait l'oppression de l'intérêt individuel par la ligue des capitaux. De même on y a souvent refusé d'autoriser des associations formées dans un but religieux ou dans le dessein d'établir des écoles; on leur a dénié le droit de posséder quelques acres de terrain pour y bâtir une église ou y placer un cimetière, toujours par la crainte immodérée de fonder quelque chose de plus puissant que l'individu, par l'effroi de la seule aristocratie qui puisse naître dans un pays d'égalité et de liberté, cette aristocratie collective que constitue légitimement l'association. Arrivé à cet excès, le fanatisme

démocratique combat ce que le véritable esprit démocratique favorise, la puissance de l'association libre. Par un effroi déraisonnable d'une tyrannie chimérique, on en est venu à priver l'individu qu'on croit protéger contre elle de son droit d'agir. Il faut que les Américains se défendent de cette tendance extrême, trop marquée dans les nouveaux états, et qui est contraire à ce qui fait surtout la force et la grandeur de leur pays, l'accord volontaire des efforts particuliers pour un but commun.

On sait, par les gaietés de mistress Trollope, que le commerce des porcs est considérable à Cincinnati. Dans l'état actuel des sociétés, dont le commerce détermine la prospérité et la puissance, il n'est peut-être pas intelligent de traiter légèrement l'immense développement d'une branche de négoce, quelle qu'elle soit. Eh bien! oui, on tue et on sale beaucoup de porcs à Cincinnati, et c'est en partie pour cela qu'au bout d'un demi-siècle il se trouve sur le bord de l'Ohio, au lieu des sauvages qui scalpaient les navigateurs, une ville de cent mille âmes, des églises, des écoles, des théâtres, et même un observatoire. Je ne suis pas cependant à la hauteur d'un écrivain indigène qui s'écrie : « L'étranger qui se trouve ici durant la saison où l'on encaque (*packing*), et surtout celle où on expédie cet article, perd la tête (*is bewildered*) en cherchant à se tenir au courant, par l'œil et par la mémoire, des procédés divers qu'il a successivement observés, tandis qu'il suivait les différens degrés de la préparation du porc jusqu'à l'état final dans lequel il est vendu, et en contemplant les lignes de charettes interminables, ce semble, qui, à cette époque occupent les principales rues, allant et retournant en files continues sur une étendue d'un mille et plus de longueur, excluant tout autre emploi de ces rues depuis l'aube jusqu'au soir. » Voilà une période digne de Cicéron, au moins pour la longueur. Cela est presque lyrique et rappelle en vérité (pardon pour le rapprochement) les vers de Dante peignant les files innombrables de pèlerins allant et venant de Saint-Pierre au pont d'Adrien, et du pont à Saint-Pierre pendant la solennité du jubilé. L'auteur continue avec le même enthousiasme : « Et l'étonnement de l'étranger n'est pas diminué quand il considère cette immense quantité de barils de porc, de caques de lard pour lesquelles on ne peut trouver de place sur le plancher des magasins, quelque étendus qu'ils soient, et qui, pour cela, sont éparses sur le rivage, et encombrent tout espace demeuré libre, sur les trottoirs, dans les rues, et même dans les terrains adjacens, ordinairement vides (1). »

Sans être pénétré de l'admiration empreinte dans l'hymne qu'on

(1) *Cincinnati in the year* 1851, p. 257.

vient de lire, il est impossible de ne ne pas être frappé du développement vraiment gigantesque de l'industrie porcine dans ce pays; un seul établissement, qu'on appelle l'*établissement Mamouth*, a expédié dans une saison près de 12,000 cochons. La moyenne, pour Cincinnati, est de plus de 300,000 par an; une année, le chiffre s'est élevé à 725,000; dans la vallée du Mississipi, à plusieurs millions. Les grands nombres étonnent toujours l'imagination, qu'il soit question d'années, de distances, d'individus quelconques, même quand ces individus sont des cochons.

Après le dîner, je suis sorti par un plus beau temps que celui de ce matin, mieux portant et de meilleure humeur; j'ai suivi les rives de l'Ohio en remontant son cours, et j'ai trouvé cette fois la *Belle-Rivière* avec tout le charme de ses eaux et de ses bords. Il a fallu traverser un faubourg plein de magasins et de hangars destinés à ces opérations qu'admire tant l'écrivain cité plus haut; puis je suis arrivé sur la rive du fleuve, et ici le ravissement a commencé. Glissant au pied de collines arrondies couvertes de beaux arbres aux teintes automnales et qu'éclairait la plus belle lumière, l'Ohio décrivait une gracieuse courbe d'azur. Sur ma droite, à quelque distance, s'élevaient d'autres collines plus abruptes; de leur sommet j'ai contemplé la ville baignée dans les splendeurs du couchant, s'étalant en amphithéâtre, et d'où s'élançaient de blancs clochers sveltes comme les minarets d'une ville d'Asie. Cette masse lumineuse se détachait sur un fond sombre. Un nuage pluvieux planait sur une partie de la ville éclairée par le soleil. Je suis redescendu sur la rive du fleuve : les nuages ont disparu, et je n'ai plus vu que des tons dorés étincelant sur le feuillage et diaprant le sol à mes pieds. La soirée était sereine, le paysage calme. Une barque traînée par des chevaux fuyait sans bruit sur l'onde unie et transparente, d'élégans cabriolets découverts, aux roues légères, ramenaient dans la ville des familles qui revenaient de la campagne. Tout ce monde paraissait pénétré de la satisfaction paisible que donnent une existence facile, des habitudes douces, l'aisance sans luxe, les richesses sans ostentation, l'égalité du bien-être, car tous les cabriolets, tous les chevaux, je dirais presque toutes les familles, se ressemblaient. J'aurais voulu marcher toujours devant moi sur les bords de cette charmante rivière, au pied de ces collines, à l'ombre de ces beaux arbres, parmi ces promeneurs qui me semblaient heureux. La nuit m'a forcé de regagner la ville, et en rentrant je me disais : Ce sont pourtant les cochons qui ont fait tout cela!

21 septembre.

Je suis souffrant. L'exaltation d'hier soir est un peu calmée. Je lis dans l'ouvrage que j'ai déjà cité : « Cincinnati est considérée comme

la ville artistique et scientifique de notre république, comme le centre de la culture et du goût des arts, et par conséquent de la population la plus perfectionnée de notre continent. » C'est beaucoup dire, Boston et Philadelphie pourraient réclamer. Cependant il y a là, je crois, quelque chose de vrai en ce qui concerne les arts; le paysage est particulièrement essayé dans cette ville déjà un peu méridionale, dans ce pays dont j'admirais hier la belle lumière. Le sculpteur Powell, dont la statue de *la jeune Esclave* a été remarquée à Londres dans le Palais de Cristal, est de Cincinnati. Seulement, comme on l'a remarqué, il était singulier que le spécimen de la sculpture américaine fût une esclave. Pour les états libres, c'était un contre-sens; pour les états où subsiste l'esclavage, une épigramme trop méritée. La statue est gracieuse, malgré quelques défauts; s'il y a un art où les Américains aient réussi, c'est la sculpture.

Outre M. Powell, M. Greenough, dont j'ai vu l'atelier à Florence, et M. Crawfurd, qui vit à Rome, sont des hommes de talent. Ce fait peut, je crois, s'expliquer. La sculpture est un art en dehors des mœurs modernes; c'est presque toujours plus ou moins une imitation de l'antique. Or l'Europe n'est pas plus semblable à l'antiquité que l'Amérique. Pour toutes deux, l'idéal de la statuaire est une tradition qui peut leur être commune. L'infériorité artistique des États-Unis se fait sentir principalement dans l'architecture, où il faut créer de nouveaux types pour des besoins nouveaux. C'est là que l'invention est indispensable; mais il n'y a pas de raison pour qu'un homme né aux bords de l'Ohio ne s'inspire aussi bien qu'un homme né au bord de la Seine ou du Rhin en présence des mêmes modèles. Seulement il faut pouvoir étudier ces modèles; pour y parvenir, il suffit d'un voyage en Italie, et les bateaux à vapeur sont là pour rendre ce voyage facile, même à un habitant de Cincinnati. C'est à Rome que s'est formé M. Powell; il était pauvre, et son début fut, dans sa première jeunesse, des plus bizarres et des plus incroyables. La chose vaut la peine d'être racontée.

Les Américains ont la mauvaise habitude de donner aux choses des noms trop pompeux, surtout à celles où ils excellent le moins. Dans ce pays, où ce qui manque surtout, c'est la haute culture littéraire, il y a beaucoup d'académies, mais on appelle ainsi des écoles ou des colléges, tandis qu'un muséum est souvent une collection de bric-à-brac où l'on donne des représentations dans lesquelles figurent des faiseurs de tours ou des funambules. Il y a à Cincinnati un muséum. Ce muséum renferme, il est vrai, outre mille objets insignifians, quelques antiquités curieuses déterrées dans les tertres dont je parlerai bientôt. J'y ai vu même une petite figure égyptienne qu'on dit avoir été trouvée sur une des pyramides mexicaines, ce qui serait

très curieux si c'était vrai, mais ce que je n'hésite pas à déclarer impossible. Malheureusement, dans ce muséum se voit aussi une exhibition grotesque et parfaitement ridicule. C'est un squelette auquel on fait faire des contorsions; un lion empaillé que l'on tire par des ficelles hors de sa grotte, tandis qu'un homme caché pousse des hurlemens; le chien Cerbère qui aboie; un serpent empaillé qui paraît ramper, et autres momeries bonnes à faire rire les matelots et pleurer les enfans. Eh bien! ce fut à arranger tout ce spectacle de la foire que dut employer son talent naissant le jeune Powell. Heureusement, dans cette ville industrielle se trouvait un riche particulier, nommé M. Longworth. Celui-ci comprit que ce talent pouvait être bon à autre chose. Un citoyen fit encore cette fois ce que font en Europe les gouvernemens : il envoya à ses frais M. Powell étudier à Rome pendant plusieurs années. Ce même M. Longworth a donné le terrain sur lequel un observatoire a été bâti, comme on dit ici, par le peuple, c'est-à-dire par les souscriptions volontaires des citoyens. Il y a aussi une société astronomique à Cincinnati. La composition de cette société est curieuse : on y compte 25 médecins, 33 avocats, 39 épiciers en gros, 15 épiciers en détail, 5 ministres, 16 marchands de porcs, 23 charpentiers et menuisiers. Évidemment les membres de cette société ne feront pas de grandes découvertes astronomiques, mais ils contribuent de leur bourse à l'étude de l'astronomie. Le docteur Locke, de Cincinnati, a contribué plus directement à l'avancement de la science par son horloge électrique, qui, combinée avec le télégraphe électrique, a fourni un moyen plus parfait de déterminer les longitudes, et à propos de laquelle le célèbre directeur de l'observatoire de Washington, M. Maury, a pu dire dans son rapport officiel : « Ce problème, qui avait tourmenté les astronomes et les navigateurs durant des siècles, a été réduit pratiquement, par la sagacité américaine, à la forme et à la méthode la plus simple et la plus exacte. Maintenant, grâce à ce procédé, les longitudes peuvent être déterminées en une nuit avec beaucoup plus d'exactitude qu'elles n'auraient pu l'être par des années d'observation d'après toutes les méthodes employées jusqu'ici. »

Je m'informe des moyens à prendre pour voir les antiquités de la vallée de l'Ohio. On m'assure que dans la petite ville de Chilicothe je trouverai M. Davies, qui a publié un ouvrage important sur ce sujet. J'hésite à faire cette course, qui me jette hors de la ligne des chemins de fer; mais, me sentant un peu mieux, je me décide à m'arrêter à Columbus, chef-lieu politique de l'état, et à me rendre de là comme je pourrai à Chilicothe.

22 septembre, Columbus.

Aux États-Unis, le gouvernement ne réside presque jamais dans la ville principale de l'état. Ainsi ce n'est point à Cincinnati qu'est le capitole de l'état de l'Ohio, c'est à Columbus, dont la population est à peu près douze fois moins nombreuse que celle de Cincinnati. Il est sage de placer ainsi le pouvoir exécutif et les assemblées délibérantes hors des grands centres de population. Le gouvernement fédéral réside non dans une des vastes cités ou dans un des grands états de l'Union, mais dans le petit district de Columbia et dans la ville de Washington, qui ne compte que 40,000 âmes. A Columbus, la ville n'est guère qu'une rue, mais longue d'un quart de lieue et large comme la rue de la Paix. Au bout, on trouve la forêt. A droite et à gauche, il y a bien d'autres rues; mais les maisons y sont en général petites et encore clair-semées, comme dans un village. Au milieu de ce village s'élève un monument immense qui sera le capitole, image de cette société où l'individu est petit, où la communauté est grande.

Partout, dans les rues agrestes de Columbus, on entend retentir le marteau et crier la poulie. On a le spectacle d'une ville qui s'élève. On pourrait dire comme Virgile peignant les commencemens de Carthage naissant à la parole de Didon :

> Instant ardentes Tyrii; pars ducere muros
> Molirique arcem et manibus subvolvere saxa.

Mais ici Didon, c'est l'état de l'Ohio.

Je ne sais ce que sera le capitole de Columbus. Ce que j'ai vu jusqu'à présent de l'architecture aux États-Unis ne m'a pas charmé, excepté les grands travaux d'utilité publique, comme les réservoirs de Boston, qui sont construits avec une simplicité et une solidité vraiment romaines. Je n'ai pas encore visité ceux de New-York. Les Américains vont comme nous de l'antique au gothique, non-seulement pour les églises, mais pour les douanes, les banques, les colléges : leur antique ne vaut pas celui de la Bourse ou de la Madeleine; ils ne savent pas faire le gothique comme les Anglais, qui parfois le font très bien, et, quand ils veulent imaginer du nouveau, ils tombent dans le baroque. Si la sculpture me semble l'art dont ils se tirent le mieux, je trouve que l'architecture est celui où ils brillent le moins. Je crois que le même principe rend compte de leur succès dans l'un de ces arts et de leur insuccès dans l'autre. Si la sculpture est un art sans rapport avec les mœurs modernes, un art où l'imitation de l'antique domine encore plus aujourd'hui que l'imitation de la nature, et si par conséquent il n'y a pas de raison pour qu'on n'y excelle pas dans un pays aussi bien que dans un autre, l'architec-

ture est au contraire un art essentiellement lié à la vie réelle, aux habitudes, aux nécessités de la société au sein de laquelle il se produit. Combiner les lois du beau avec la destination d'un édifice, c'est le problème que doit résoudre l'architecte. Il faut donc créer de nouvelles formes pour les approprier à de nouveaux besoins. Or c'est là le difficile; en Europe même, on y est rarement parvenu : il est encore plus malaisé d'atteindre à ce but dans un pays où, au milieu de la préoccupation incessante et impérieuse de l'utile, le sentiment du beau n'a pas encore eu le temps de se développer assez pour marcher sans guide, et pour l'architecture usuelle, on n'a aucun type qu'on puisse copier dans l'antiquité ou le moyen âge. En se soumettant aux conditions imposées par le temps, il faut trouver le beau et le combiner avec l'utile. On s'attend peut-être qu'aux États-Unis l'utile doit être la loi de l'architecture, que les architectes y seront les disciples de cette école qui compte des adeptes parmi nous, et dont M. Durand a exposé les principes avec tant de confiance, donnant un plan de Saint-Pierre refait d'après son système, et pour démontrer ce système donnant aussi le chiffre précis des millions et des hommes qui eussent été épargnés, si on l'eût suivi au XVIe siècle; car, selon cet auteur, on eût évité ainsi le protestantisme et par suite les guerres de religion, dont, comme chacun sait, les indulgences vendues par le pape pour aider à la construction de Saint-Pierre ont été la seule cause. Les Américains, tout *utilitaires* qu'ils sont, ne poussent pas si loin le fanatisme de l'utile. Les défauts de leur architecture ne viennent pas de là. Loin de subordonner tout dans cet art à des conditions d'utilité et de s'interdire les recherches du beau, ils le cherchent, mais malheureusement, mal inspirés, ils ne le rencontrent presque jamais. Ils ont aussi très souvent l'ambition de l'originalité, de la nouveauté; or l'architecture est celui de tous les arts où, sauf certaines époques extraordinaires, il est le plus rare d'inventer; ils imaginent y parvenir en mêlant de la manière la moins heureuse les différens styles d'architecture et en y mêlant aussi des ornemens de leur fantaisie, le tout en général sans nul égard pour la destination du monument qu'ils construisent. Ces réflexions m'étaient suggérées aujourd'hui par un singulier édifice qui s'est présenté à moi dans une rue de Columbus. Cet édifice est construit en brique avec une grande tour hexagone, une foule de tourelles, des portes et des fenêtres en marbre blanc, ayant un faux air, très faux il est vrai, de l'Alhambra. J'ai demandé quel pouvait être cet étrange bâtiment à un passant, qui m'a répondu en souriant d'un air assez satisfait : *C'est comme un château.* — Ce château bizarre est une *école de médecine.*

Voici qui vaut mieux que cette construction féodale en l'honneur d'Hippocrate. Je lis dans le journal de Scioto, petite ville de

11,000 âmes, que 1,000 ouvrières y suivent un cours de chimie, assises parmi les filles et les femmes de bourgeois et en tricotant. Ceci est encore au-delà de ce que j'ai souvent vu avec admiration au Conservatoire des arts et métiers à Paris : des familles d'ouvriers venant assister aux cours de M. Pouillet, dont le merveilleux talent de professeur est perdu désormais pour tout le monde. 1,000 ouvrières dans une ville de 11,000 âmes suivre un cours de chimie en faisant des bas! il faut venir aux États-Unis pour trouver un pareil amour de l'instruction dans le peuple.

23 septembre, Chilicothe.

Pour aller de Columbus à Chilicothe, on prend une diligence. Je suis bien aise de savoir par expérience comment l'on voyage aux États-Unis autrement qu'en chemin de fer, ne serait-ce que pour mieux sentir les bienfaits et être plus indulgent pour les inconvéniens de ce mode de transport. La diligence que je prends est assez propre à le faire valoir et à le faire regretter. C'est un véhicule mal fermé par des rideaux de cuir. La route est mauvaise et les cahotemens très rudes. J'admire plus que je ne les envie ceux qui ont parcouru ce pays avant l'établissement des chemins de fer. Il y a vingt ans, on ne voyageait pas autrement que je n'ai voyagé cette nuit. Cette incommodité tombe pour moi assez mal en ce moment, où j'aurais besoin de repos; mais il faut bien aller à Chilicothe, où j'espère trouver des monumens indiens et la collection d'antiquités de M. Davies.

Malheureusement pour moi, M. Davies est à New-York. Je m'adresse à son beau-père, qui, avec une politesse parfaite et un empressement très aimable, me prête le livre de son gendre pour m'orienter dans mes recherches, et me met en rapport avec un jeune médecin allemand au fait des localités environnantes, et qui a plusieurs fois accompagné M. Davies dans ses excursions archéologiques. M. Rominger, à qui je procure le plaisir de parler allemand et de parler de l'Allemagne, me reçoit avec beaucoup de cordialité et m'emmène dans son cabriolet visiter plusieurs de ces grands tertres et de ces vastes travaux de défense qui attestent l'existence d'une population plus nombreuse et d'une race plus puissante que celles qu'on a rencontrées dans la portion de l'Amérique du Nord occupée aujourd'hui par les États-Unis. Sur une immense étendue, depuis les grands lacs jusqu'au-delà du Mississipi, on a trouvé des fortifications en terre fort considérables et des tertres contenant une classe d'antiquités d'un caractère tout particulier, et qui ne ressemble à aucune autre. Je n'ai vu encore, dans les collections de Cincinnati, qu'un petit nombre de ces antiquités, des poteries, des figures d'animaux remarquablement sculptées, etc., et je remets pour en parler à l'époque où

j'aurai visité la collection de M. Davies, qui est comme lui à New-York. Quant aux tertres et aux enceintes dont les unes paraissent avoir été des enceintes religieuses, et les autres étaient certainement des fortifications, j'en ai visité plusieurs aux environs de Chilicothe : elles sont quadrangulaires ou circulaires et forment toujours des cercles et des carrés parfaits. Il est de ces enceintes carrées qui ont plus de mille pieds sur chaque côté (1). Celles qui ont été construites dans un but de défense sont entourées d'un fossé extérieur. Le rempart qui est en dedans du fossé est le plus souvent en terre. Cependant on a trouvé aussi des murs composés de pierre, et quelquefois ces pierres paraissent avoir été apportées d'assez loin (2). Ce sont des travaux considérables qui supposent une population trop abondante pour avoir pu vivre autrement que par l'agriculture, et que les races faibles et rares découvertes par les premiers explorateurs de ces contrées n'auraient pu exécuter. De plus, il est certain que ces constructions et les tertres artificiels qui les accompagnent remontent à une époque plus ancienne. Quelques-uns des arbres qui les couvraient ont été coupés, et en comptant les couches annuelles de leurs troncs, on a reconnu que plusieurs d'entre eux étaient âgés d'au moins huit cents ans (3). Comme ces arbres n'étaient probablement pas nés sur le dernier en date de ces monumens, on peut sans exagération donner à ceux-ci un millier d'années, et par conséquent une origine bien antérieure à la découverte de l'Amérique. Les enceintes que j'ai vues étaient carrées ou rondes; mais il existe dans d'autres parties de la vallée de l'Ohio des élévations en terre auxquelles on a donné la forme d'animaux. L'une d'elles représente un grand serpent de cent cinquante pieds de long avec un œuf au-devant de sa tête. Cette figure est d'autant plus curieuse, que quelque chose de semblable se voyait en Angleterre auprès du fameux monument de Stone-Henge, dans la plaine de Salisbury. En rapprochant de ces faits le rôle que le serpent a joué dans les anciennes religions de l'Orient, M. Squiers, collaborateur de M. Davies, a formé un système historique sur le culte du serpent. M. Squiers me paraît confondre, comme beaucoup d'autres auteurs de systèmes mythologiques, des choses entièrement différentes. Les faits en eux-mêmes n'en sont pas moins curieux et les rapprochemens moins singuliers.

Mais, à part tous ces rapprochemens, il demeure établi qu'une classe de monumens évidemment de même origine, renfermant des antiquités de même sorte, s'étendent sur un espace de plusieurs cen-

(1) *Ancient Monuments of the Valley of Mississipi*, by Davies and Squiers, 31, 40.
(2) *Ibid.*, II, 23.
(3) Lyell, *Travels in Am.*, t. II, 29.

taines de lieues dans l'ouest des États-Unis, attestent la présence, dans cette immense région, d'une race supérieure à toutes les races indiennes de ces contrées, et remontent à une époque antérieure d'au moins six cents ans à la découverte de l'Amérique. Cette race a entièrement disparu et n'a laissé d'autres vestiges d'elle-même que ces monumens gigantesques, pareille à ces oiseaux et à ces lézards dont l'espèce est perdue et dont l'existence n'est attestée que par les empreintes de leurs pas sur le sable humide qui les a gardées. On ne sait pas le nom de ce peuple, et on est obligé de désigner ceux qui ont élevé ces tertres et construit ces remparts par l'appellation de *bâtisseurs de tertres* (*mound-builders*). Chose assez remarquable, on ne trouve aucun signe de la présence de ces populations inconnues à l'est des Alleghanis, chaîne de montagnes qu'évidemment elles n'ont pas traversée. Ainsi on peut faire, en quelque sorte, la carte des régions qu'elles ont occupées. Cette carte a été tracée par M. Davies, qui, sans appui, a considérablement avancé l'étude des antiquités de l'Ohio et duquel date une nouvelle ère dans ces recherches. Il serait bien à désirer qu'un gouvernement européen voulût envoyer une expédition à la recherche de ces antiquités sur les points nombreux où elles existent. Guidé par la carte de M. Davies, on pourrait faire des fouilles à coup sûr. J'ai pris à Chilicothe des renseignemens précis; on trouverait toutes les directions désirables auprès d'un négociant distingué de cette ville, M. Clemensen. Le travail des fouilles reviendrait à 5 francs par jour pour chaque homme. Il faudrait se hâter, car chaque jour tertres, enceintes sacrées, fortifications, disparaissent sous la charrue du défricheur. Dans vingt ans, il ne subsistera peut-être plus rien de ce passé inconnu. Ne serait-il pas désirable de sauver de la destruction les débris de ce qu'on peut appeler une civilisation relative qui semble avoir été intermédiaire entre la culture plus avancée des peuples du Mexique et la barbarie des sauvages? On ne peut faire que des conjectures sur la race puissante qui a construit des retranchemens et élevé des autels et des tombeaux dans toute la région de l'ouest. Les Indiens des prairies disent que cette race est antérieure à leurs traditions; ils les attribuent au *grand Manitou*. Heckenwelder, missionnaire morave, qui a beaucoup vécu au milieu des sauvages, parle d'un peuple qu'il appelle Talligewi ou Alligewi, et qui, dit-il, habitait à l'est du Mississipi et sur les rives de l'Ohio (1). « Ces hommes, ajoute Heckenwelder, qui ont bâti les fortifications et les retranchemens qui subsistent encore, étaient remarquablement grands et forts, et quelques-uns avaient la taille et la

(1) Les Delawares prétendaient avoir autrefois vaincu ce peuple et l'avoir contraint de fuir vers le Mississipi.

vigueur des géans. » Il semble que ce soit là une tradition indienne recueillie par le missionnaire morave; mais elle n'a probablement pas beaucoup d'importance, parce qu'il est naturel que les sauvages aient supposé l'existence d'un peuple de géans pour expliquer la présence de monumens dont ils ignoraient l'origine, et qu'après avoir imaginé ce peuple de géans, ils aient fait à leurs ancêtres l'honneur d'en triompher.

Quand on voit ces monumens singuliers s'avancer des bords du Saint-Laurent jusqu'au Mexique, on ne peut se défendre d'une conjecture qui se présente naturellement. Le peuple inconnu qui les a construits, n'est-ce pas ce peuple que les peintures mexicaines montrent marchant du nord au sud, et dans lequel on est porté à voir une émigration asiatique entrant en Amérique par l'extrémité septentrionale de ce continent? Il y a une certaine analogie entre les ouvrages défensifs du peuple inconnu et ceux des Mexicains (1), entre les pyramides tronquées, et quelquefois à degrés, de la vallée de l'Ohio ou du Mississipi, et les *téocallis* mexicains. Les monumens que j'ai visités et leurs analogues seraient les premiers efforts d'une civilisation encore imparfaite qui se serait développée plus complétement sur le plateau du Mexique. On s'expliquerait ainsi la présence de ce peuple dans ces contrées à une époque ancienne et sa disparition.

Peut-être faut-il attribuer à ce peuple disparu de la surface de la terre certaines traces de demi-civilisation, comme ces anciennes cultures qui semblent avoir été abandonnées, et qu'on a suivies sur un espace de cinquante lieues à travers la prairie, depuis la source du Wabash jusqu'à la vallée de la grande rivière du Michigan, et surtout ces vestiges d'exploitation du cuivre près du Lac Supérieur, qui semblent antérieurs à l'arrivée des blancs, et sur lesquels un observateur, qui paraît exact et qui les visita en 1849, a donné de curieux détails. Il a trouvé de vastes tranchées larges de 10 à 15 pieds et d'une profondeur qui varie de 5 à 25 pieds, un pilier naturel ménagé dans l'épaisseur du terrain pour soutenir le toit, comme cela se pratique dans les mines de houille, enfin une masse de cuivre natif reposant sur un treillis de bois, et que les anciens mineurs avaient essayé de soulever au moyen de coins, mais qu'ils avaient été obligés d'abandonner à cause de son grand poids, qui était de douze mille livres environ. Tout à l'entour étaient des monceaux de charbon et de cendre, qui témoignaient de l'emploi du feu. Un rocher très dur avait été ouvert sur une ligne longue de plusieurs milles. Ce qui prouve l'antiquité de ces travaux, c'est l'absence d'instrumens en

(1) *Ancient Monuments of the Valley of Missisipi*, p. 18, 45.

métal et au contraire la grande quantité de marteaux de pierre trouvés çà et là, enfin la présence au-dessus de la masse de cuivre d'un arbre dont les racines la recouvraient entièrement, et qui, d'après le nombre des anneaux concentriques de son tronc, ne pouvait avoir moins de deux cent quatre-vingt-dix ans, — ce qui prouve que les travaux étaient déjà abandonnés à une époque bien antérieure aux premiers établissemens européens près du Lac Supérieur.

Ces traces d'une agriculture étendue, ces exploitations de mines qui surpassent si fort ce que peuvent exécuter les peuples sauvages tels qu'on les a trouvés dans les forêts de l'Amérique, rapprochées des grands travaux de défense et des objets travaillés avec un certain art recueillis dans les tertres qui avoisinent ces travaux, n'indiquent-elles pas l'existence d'une population plus nombreuse et moins barbare? Cette race entièrement détruite n'offre-t-elle pas un mystère historique d'un intérêt extraordinaire? Enfin n'aurait-elle point communiqué aux tribus errantes qui lui ont survécu, peut-être après l'avoir anéantie, quelques idées de religion pure et de morale assez haute qui contrastent bizarrement avec leurs sentimens féroces et leurs superstitions grossières, comme elle a laissé dans leurs déserts des vestiges d'une société plus avancée et d'un art moins imparfait? Tout cela vaut la peine qu'on s'en occupe, et bien que ma course à Chilicothe eût surtout pour but de visiter la collection d'antiquités américaines rassemblées par M. Davies et que je ne verrai qu'à New-York, je ne regarderais pas ma fatigue comme perdue, si j'inspirais la pensée d'une exploration facile, peu coûteuse, dont les résultats seraient à peu près certains, et qui pourrait achever de faire entrer un élément entièrement nouveau dans l'histoire du genre humain.

Tout en m'occupant des générations ignorées qui ont élevé les curieux monumens de Chilicothe, je découvre ce qu'il y a encore d'arriéré dans une petite ville de l'ouest, comme j'ai appris à connaître dans la maison du beau-père de M. Davies ce qui s'y rencontre aussi de politesse et de prévenance. On m'assure que le gros des habitans n'a aucun respect pour le savoir. Ils ne peuvent se figurer qu'un médecin quitte l'Europe, s'il a quelque valeur; ils sont souvent dupes d'un charlatan qui a l'avantage d'être américain. On m'a montré une maison neuve en me disant : C'est la propriété d'un peintre en bâtimens qui s'est avisé de devenir médecin et qui a fait fortune.

Un des plus grands intérêts d'un voyage aux États-Unis, c'est le spectacle des destinées et des caractères que les circonstances ont jetés sur cette terre ouverte à tous les genres d'entreprises. M. Rominger, qui a bien voulu me servir de guide, était venu en Amérique pour y faire des études géologiques; mais il a été amené à ajourner ses plans et à en préparer l'exécution en se livrant pendant quelques

années à la pratique de la médecine, et il s'est arrêté à Chilicothe. Il m'invite à entrer dans sa maison pour voir sa curieuse collection de coquilles de l'Ohio et goûter le vin de Catawba, le champagne américain (1), dont la saveur est encore un peu sauvage, mais qu'on pourra perfectionner. Là, sur des tablettes, je trouve les *Animaux fossiles* de Cuvier, la *Chimie* de Berzelius, des livres de géologie et aussi des poètes, Gray, Shakspeare, et par hasard un crâne humain au-dessus des œuvres de lord Byron.

Je ne crois pas qu'il y ait sous le soleil deux natures d'homme plus différentes que l'Yankee et l'Allemand : l'un tout pratique, tout positif, homme d'action, d'énergie, presque toujours avec un but matériel; l'autre tout intellectuel, tout idéal, homme de spéculation, parfois de rêverie, vivant pour la science et par la pensée. Il n'est pas surprenant que ces deux peuples si différens, bien qu'ils soient l'un et l'autre d'origine germanique, aient beaucoup de peine à s'entendre et à se convenir réciproquement. Cependant la population des États-Unis reçoit chaque année une forte couche de population allemande. Les Allemands comptent maintenant dans l'Union par millions (2), et lui fournissent une classe en général très laborieuse et très respectable d'agriculteurs. Celle-ci a moins de peine à se fondre dans la nationalité américaine que les lettrés, et encore remarque-t-on que les émigrans allemands s'agrègent volontiers en associations particulières et conservent assez longtemps leur langage et leurs mœurs. C'est surtout dans les villes que la séparation et l'antipathie subsistent. Je lisais l'autre jour dans un journal qu'à New-York une troupe de ces bandits qu'on appelle des *rawdies*, et qui remplissent de désordre et de violences pas assez réprimés les quartiers peu fréquentés de cette ville, avait, il y a quelque temps, juré haine aux Allemands et en a tué plusieurs.

En cherchant des antiquités, j'ai rencontré un petit coin de forêt qui, plus qu'aucun autre lieu que j'aie vu jusqu'ici, m'a donné le sentiment de cette beauté tranquille et sauvage qui est celle des forêts primitives; les arbres qui croissent sur les tertres n'ont pas été abattus, et autour de ces arbres droits et magnifiques serpentent et s'enlacent en lianes ligneuses des vignes vierges de cinquante pieds de hauteur. Quand je cesse de marcher, le silence est complet autour de moi. A quelques pas coulent à travers la forêt, comme enfoncées entre deux grands espaces de verdure, les eaux vertes elles-mêmes

(1) Il y a maintenant plus de 1,300 acres de vignes dans la vallée de l'Ohio. Le principal propriétaire de ces vignobles a fait venir de Paris un homme exercé à la préparation du vin de Champagne. Il en vend cent mille bouteilles par an.

(2) Cette année, l'émigration allemande a égalé en nombre l'émigration irlandaise : toutes deux ont importé environ 120,000 hommes sur le sol américain.

du Scioto. Ce fleuve sans bruit et comme sans rives semble perdu dans la solitude; on dirait qu'il dort et qu'il rêve.

Ce coin de forêt est bien un reste de la forêt primitive, la hache n'a jamais frappé les arbres autour desquels s'enroulent les lianes et les vignes sauvages; mais l'homme, qui ne l'a pas encore cultivé, en a déjà pris possession; il l'a entouré d'une barrière qu'il a fallu escalader pour pénétrer dans cette solitude. Un groupe remarquable de M. Greenough, statuaire américain, représente la race anglo-saxonne contenant et désarmant la race indienne : de même ici la civilisation étreint, pour ainsi dire, le désert qu'elle va faire disparaître.

Je dois aux antiquités de l'Ohio d'avoir joui comme je ne l'avais pas fait encore de ce charme silencieux des eaux et des forêts américaines. Le pays est ravissant; partout on aperçoit des montagnes arrondies couvertes de belles forêts, en ce moment parées de toutes les splendeurs de l'automne. Nulle part dans le monde, les teintes du feuillage en cette saison ne sont vives et variées comme dans l'Amérique du Nord; la diversité des arbres dans les forêts est très grande, et plusieurs de ces arbres se teignent en automne des couleurs les plus brillantes : le rouge sanglant, l'orangé, le brun doré, y éclatent à côté l'un de l'autre au milieu d'une verdure tantôt sombre, tantôt claire. Le regard est vraiment ébloui de cet arc-en-ciel de la végétation, il n'en est pas toujours complétement satisfait. Quelquefois ces tons si vifs ne sont pas harmonieusement fondus et crient, mais par momens on rencontre au contraire les combinaisons les plus harmonieuses, en même temps que les plus éclatantes. Alors c'est un spectacle qui, je crois, n'a point son pareil dans un autre pays, et, pour emprunter les expressions d'un poète américain, « les teintes que déploient les bois d'érables sont comme le bouton qui s'ouvre ou la rose qui pâlit, ou variées comme les couleurs des nuages au coucher du soleil. »

J.-J. Ampère.

ADELINE PROTAT.

I. — LE DÉSIGNEUX.

Chaque année, au retour de la belle saison, les peintres paysagistes s'abattent par essaims dans les environs de Fontainebleau. Le village de Barbizon, qui avoisine une des plus remarquables parties de la forêt connue sous le nom de *Bas-Bréau*, demeura longtemps le séjour favori des artistes, et leur présence annuelle dans ce pays a été une source de fortune pour deux ou trois aubergistes qui s'y étaient établis. L'une de ces hôtelleries est même comprise parmi les curiosités que les itinéraires désignent aux voyageurs, et ceux-ci ne manquent pas d'aller visiter son réfectoire, où beaucoup de peintres illustres ont laissé sur les murailles une trace de leur passage et formé ainsi une espèce de musée qui est une véritable richesse pour le propriétaire. Mais depuis quelque temps, Barbizon et Chailly ont trouvé des concurrens dans deux ou trois villages situés à l'extrémité de la forêt, sur des points où elle renferme des sites moins parcourus, et par conséquent moins exploités. Les nouvelles résidences préférées aujourd'hui par les colonies d'artistes nomades sont Bourron, Montigny, Marlotte et Recloses, bâti à pic sur un rocher élevé, duquel on découvre une immense étendue de pays.

Vers le milieu du mois d'août, à l'heure la plus chaude d'une brûlante journée de moisson, un jeune homme que la voiture qui fait le service entre Fontainebleau et Nemours venait de déposer au bas de la montagne de Bourron s'engagea, après avoir traversé ce village, dans le chemin rural qui relie Bourron à Montigny. Le voyageur semblait accablé par la chaleur suffocante qui tombait du ciel incendié; la sueur ruisselait de son visage, et avait pénétré le feutre de son

chapeau gris à larges bords. Pour assurer sa marche autant que pour alléger la pesanteur d'un sac qui paraissait bourré outre mesure, il s'appuyait sur un long bâton dont l'extrémité ferrée faisait jaillir des étincelles chaque fois qu'elle rencontrait du grès ou du pavé. Ce piéton, dont le costume et les allures indiquaient au premier examen un artiste touriste, s'appelait Lazare, et se rendait au village de Montigny, où il avait coutume d'habiter depuis deux années. Derrière lui, à quelque distance, cheminait, traînant le pied comme un gibier blessé, un jeune paysan qui paraissait âgé de douze à treize ans. Lui aussi ployait l'échine sous le poids d'une lourde boîte sur laquelle étaient bouclés un chevalet de campagne et un de ces grands parasols en toile blanche dont les peintres se servent pour se ménager une lumière égale lorsqu'ils travaillent en plein air. Lazare et le jeune paysan traversaient alors une grande plaine très animée par les travaux de la moisson. A chaque minute, l'éclat du soleil, en frappant le fer des faucilles, allumait un éclair dans la main des moissonneurs à demi cachés dans l'épaisseur des sillons, et dont les rumeurs effarouchaient les bandes d'alouettes qui tournoyaient au-dessus des blés, inquiètes de leurs couvées. A la droite des deux piétons, derrière la ligne mobile de peupliers qui indique le cours du Loing, un horizon peu accidenté, rappelant les terrains plats de la Beauce, prolongeait ses lointains bleuâtres jusqu'aux confins du Gâtinais. On apercevait distinctement Grez, qui fut autrefois une ville, et où se trouvent encore les ruines informes d'un château bâti par la reine Blanche pendant sa régence. A côté de ces débris, on voit une église qui marque, au dire des archéologues, la première époque du temps où l'influence de l'architecture sarrasine, rapportée des croisades, commença à se faire sentir dans les monumens. A peu près dans la même direction, mais à un point plus reculé de l'horizon, entre Nemours et La Chapelle de la Reine, le sommet noirci de la haute tour de Larchant s'élève au-dessus de la profonde vallée où est situé ce bourg, qui fut un point d'occupation militaire à l'époque de l'invasion des Gaules, et devint au moyen âge une place fortifiée et un lieu de pélerinage célèbre où les fidèles venaient de plus de vingt lieues à la ronde pour adorer les reliques de saint Mathurin. A la gauche des voyageurs, la lisière de la forêt de Fontainebleau s'étendait, enfermant de ce côté le pays par une ligne de verdure qui s'en allait rejoindre le village de Bourron à l'endroit où passe la route qui conduit à Nemours. Au bas de cette sorte de rampe, les maisons de Marlotte élevaient leurs toitures rousses. Devant eux, et dans la même direction qu'ils suivaient pour se rendre à Montigny, la rivière du Loing découpait ses pittoresques sinuosités, en arrosant la campagne fertile au bout de laquelle se trouve la petite ville de Moret, où le marteau de l'embellissement public fait tomber

chaque jour quelques débris des anciennes constructions qui faisaient de cette bourgade une véritable curiosité historique.

Bien que le pays qu'il traversait ne fût pas nouveau pour lui, puisqu'il l'avait déjà habité, Lazare s'arrêtait quelquefois pour regarder autour de lui cette vaste campagne surprise en plein travail de fécondité, et dans un seul jour payant à la faucille le prix des laborieux travaux qu'elle avait pendant un an coûtés à la charrue. Durant les courtes haltes que faisait son compagnon, le jeune paysan déposait son fardeau à terre, s'asseyait dessus gravement, et, posant la tête dans ses mains, il semblait s'abîmer dans des réflexions profondes; puis, quand il entendait retentir sur le chemin le bâton ferré de l'artiste, il rechargeait la boîte sur ses épaules, essuyait avec la manche de sa blouse une larme qui roulait dans le coin de ses yeux, et reprenait sa route en poussant un gros soupir. L'un suivant l'autre, ils marchaient ainsi depuis environ une demi-heure, et les premières maisons de Montigny étaient encore à une distance assez éloignée.

— Ces diables de lieues de pays n'en finissent pas, murmura l'artiste en s'essuyant le front; plus on approche, moins on arrive.

Et comme il avait insensiblement ralenti sa marche, le petit paysan, qui avait maintenu son allure, se trouva bientôt sur ses talons. Lazare, qui s'était retourné machinalement, s'aperçut alors de la tristesse peinte sur le visage du jeune garçon. Il remarqua aussi que ses yeux étaient rougis par des larmes récentes.

— Ah ça, mon pauvre Zéphyr, lui demanda-t-il amicalement, où as-tu pris cette mine d'enterrement? Sais-tu que tu m'as accueilli assez mal quand je suis arrivé à Bourron tout à l'heure? Quand je suis parti l'an passé, tu pleurais presque en venant me conduire à la voiture, et maintenant tu pleures en me voyant revenir : ce n'est pas naturel, mon garçon. Est-ce que tu aurais du chagrin? Le père Protat t'aurait-il battu un peu plus que de coutume? Tu dois commencer à t'y habituer pourtant. Il ne faut pas lui en vouloir; il a la main un peu prompte, mais pas trop lourde, et le plus souvent il y a de la caresse dans ses tapes. D'ailleurs, si tu es paresseux comme un loir, tu n'es guère plus douillet qu'un bœuf, et les coups ne t'émeuvent guère. Et puis réfléchis, Zéphyr, que si le bonhomme Protat a toujours une chiquenaude au bout des doigts, mieux vaut qu'elle tombe sur ton nez que sur le mignon visage de la mignonne Adeline. Est-ce vrai, mon garçon? Lève un peu les yeux, qu'on te voie. Tu n'as pas changé, va; tu as toujours ta bonne figure, moitié bonté, moitié bêtise, un peu triste cependant, un peu fatiguée même. Ah! j'y pense : tu n'as peut-être dormi que douze heures, et ça ne fait pas ton compte.

— Excusez-moi, monsieur Lazare, je n'ai pas dormi du tout la nuit

passée, ni l'autre nuit, ni celle d'avant, répondit Zéphyr en traînant la voix.

Il y avait dans ces simples paroles un accent d'affliction si pénétré, que Lazare ne put s'empêcher d'examiner le jeune paysan avec plus d'attention. Celui-ci, s'étant aperçu de l'examen dont il était l'objet, avait baissé les yeux comme s'il eût craint que ses regards ne révélassent les pensées qui semblaient agiter son esprit, — et, comme s'il eût voulu éviter de nouvelles interrogations auxquelles il ne souhaitait pas répondre, il essaya de retarder sa marche et de mettre entre ses pas et ceux du jeune homme la distance qui les avait séparés pendant la première partie du chemin; mais Lazare, que l'attitude dolente de son compagnon commençait à étonner et même à intriguer, le rappela auprès de lui et le força à régler son pas sur le sien. Quoi qu'il pût faire cependant, et si habilement qu'il s'y prît, il ne put rien apprendre ni même rien deviner du secret qui causait la tristesse de Zéphyr. Celui-ci s'obstinait dans son silence, et, si la politesse l'obligeait quelquefois à le rompre quand Lazare le pressait trop vivement, il ne répondait que par d'insignifiantes paroles auxquelles la plus ingénieuse subtilité n'aurait pu faire dire que ce qu'elles disaient réellement, — oui ou non. Durant cette petite lutte entre la curiosité de Lazare et la discrétion de Zéphyr, on était arrivé au village de Montigny. Tous les habitans étant occupés aux champs, le peintre traversa d'un bout à l'autre la grande rue sans rencontrer aucune figure de connaissance, sinon quelques petits enfans que sa grande barbe avait d'abord effrayés les années précédentes, mais que Lazare avait su apprivoiser en leur achetant des joujoux le jour de la fête du pays. En reconnaissant leur bon ami *le désigneux* (c'est le nom qu'on donne aux artistes dans le pays), les bambins l'entourèrent en poussant des cris joyeux et ne le laissèrent continuer sa route que lorsqu'il les eut embrassés les uns après les autres.

— Enfin nous voilà arrivés, dit Lazare en entendant le bruit prochain causé par le barrage établi en amont du moulin de Montigny. Allons, Zéphyr, un peu de courage, mon garçon; nous allons nous débarrasser de nos fardeaux et boire un bon coup de vin frais sous la tonnelle du père Protat.

Mais en parlant ainsi Lazare s'aperçut que le jeune paysan était disparu; seulement, avant de s'enfuir, il avait eu la précaution de déposer sur un banc de la rue la boîte à peindre et le parasol de l'artiste.

— Que diable est-ce qui prend à ce petit drôle? murmura celui-ci en retournant sur ses pas pour aller chercher les objets abandonnés par Zéphyr. Est-ce qu'il est devenu fou? L'an dernier il n'était qu'imbécile.

Très embarrassé par le surcroît de charge qui venait de lui tomber sur les épaules, Lazare reprit sa marche, ralentie autant par l'incommodité que par le poids de son fardeau. Heureusement qu'il ne lui restait plus à faire qu'une centaine de pas. Comme il arrivait harassé devant la maison où il se rendait, il aperçut à la fenêtre du premier étage la figure enluminée du bonhomme Protat, en train d'évider un sabot déjà à moitié dégrossi.

— Eh! père Protat! s'écria Lazare en faisant au sabotier signe de descendre, venez donc m'aider à monter mes bagages. Je sue comme un mulet qui revient de la foire.

Le père Protat mit le nez à la fenêtre, et en voyant l'artiste seul et chargé en effet comme une bête de somme, sa surprise fut si grande, qu'il laissa tomber à terre son sabot et son émardoir.

— Eh bien! s'écria-t-il quand il fut descendu sur le seuil de la porte, qu'est-ce que vous avez donc fait de Zéphyr?

— Zéphyr m'a planté là au milieu de la rue il y a cinq minutes. Je ne sais pas quelle mouche l'a piqué, mais il s'est envolé sans dire gare.

— Ah! le petit gredin! Quelle mitonnée de calottes je vais lui faire chauffer pour son souper! murmura entre ses dents le père Protat, qui aidait Lazare à se débarrasser de ses bagages.

— Vous m'obligeriez au contraire en ne le maltraitant pas, dit Lazare. Ce pauvre garçon a quelque chagrin caché sans doute, car il m'a paru fort triste. C'est à peine s'il m'a dit quatre mots tout le long de sa route, et je me suis aperçu qu'il avait pleuré... J'ai voulu le confesser afin de le consoler s'il était en peine; mais il est resté bouche close. Peut-être bien est-ce aussi que vous le brutalisez un peu trop.

— Allons donc! fit le sabotier, est-ce que j'ai mauvais cœur! et si je le corrige, n'est-ce pas pour son bien? Faudrait-il, par hasard, mettre des gants pour lui tirer les oreilles, à ce fainéant, qui passerait sa vie couché à côté de la besogne, si on ne le réveillait pas avec des torgnolles? C'est né sur la paille et ça voudrait vivre comme un fils de millionnaire, en regardant l'eau couler. Voyez-vous, monsieur Lazare, je suis encore trop doux avec lui, et il arrive plus d'une fois que Zéphyr va se coucher sans avoir reçu le compte des horions qu'il a gagnés dans la journée. Aussi est-ce pour cela qu'il ne change guère. Fer mal battu, fer mal forgé.

Tout en causant, Lazare et son hôte étaient entrés dans une chambre basse qui semblait avoir destination de salle à manger. Un couvert était préparé sur une table garnie d'une nappe de grosse toile bien blanche exhalant l'odeur de la lessive. La table était placée auprès d'une fenêtre ayant vue sur la rivière du Loing, dont l'eau claire et

rapide comme celle d'un torrent baignait le jardin planté devant l'habitation du père Protat.

— Père Protat, dit Lazare en se laissant tomber sur une chaise, j'ai dans le ventre quinze lieues de voiture à jeun, et dans le gosier deux lieues de poussière; ainsi j'étrangle de soif et je meurs de faim.

— Un peu de patience. La *petiote* est au fourneau et s'occupe de vous, répondit le sabotier. On va vous servir une matelotte d'anguilles qui fretillaient encore il n'y a pas une heure dans la boîte à poisson du meunier. Notre voisin le charcutier a tué un porc hier, et comme je vous attendais ce matin, je vous ai fait préparer des andouillettes comme vous aimiez tant les manger l'an dernier. Quant au dessert, vous irez le cueillir vous-même : il vous attend au bout des branches de l'espalier; mais en attendant que le déjeuner soit prêt, si vous souhaitez vous désaltérer, nous allons trinquer à votre bon retour parmi nous.

Et ce disant, le père Protat emplit jusqu'au bord un large verre anciennement doré qui était sans doute la pièce d'honneur de son rustique dressoir, et dont l'usage devait être exclusivement réservé pour les grandes solennités domestiques.

— Pourquoi me donnez-vous ce verre-là? dit l'artiste en jetant à son hôte un regard de reproche amical. Je pourrais avoir le malheur de le briser, et je ne m'en consolerais pas, ni vous non plus; car vous y tenez, vous me l'avez dit plus d'une fois.

— Oui, sans doute, je l'ai dit et je le répète, fit le sabotier d'une voix émue en regardant le grand verre à fleurs. J'y tiens presque autant qu'à l'un de mes membres; c'est un cadeau de ma défunte; elle me l'a donné le jour de ma fête, qui tombait précisément la veille de notre mariage; ça me repousse loin, ces souvenirs-là, monsieur Lazare, car voilà bientôt trente ans que j'ai dansé à ma noce. Ah! nous faisions un joli couple, ma chère femme et moi. Si le bon Dieu est fâché de la manière dont j'aurai vécu, quand je trépasserai, il pourra bien, s'il veut, m'envoyer dans son enfer : je n'y oublierai pas les quinze ans de paradis que m'aura donnés ma pauvre Françoise.

— Père Protat, dit l'artiste véritablement touché par ce naïf regret si simplement exprimé, voulez-vous me faire le plaisir de boire avec moi à la mémoire de votre femme?

— Ah! monsieur Lazare, exclama le bonhomme avec une cordiale vivacité, de tout mon cœur.

Et, après avoir respectueusement retiré son bonnet de coton, il approcha son verre de celui de Lazare.

— De tout mon cœur aussi, brave homme, répondit le peintre en retirant également son chapeau.

Cette marque de respect donnée par un étranger au souvenir de sa femme parut causer au sabotier une impression qu'il n'eut pas la force de contenir, car il s'empara de la main du jeune homme et la serra dans la sienne avec une telle rudesse, qu'elle arracha à Lazare un tressaillement involontaire.

Le père Protat, qui s'était mépris sur la cause de ce mouvement, craignit sans doute de s'être montré trop familier, et commença une litanie d'excuses; mais Lazare l'arrêta tout à coup. — Eh quoi! lui dit-il, auriez-vous honte de m'avoir rendu témoin d'une sensibilité qui atteste l'excellence de votre cœur? Ignorez-vous donc qu'il est des circonstances où l'on est aussi coupable en dissimulant un bon sentiment qu'en essayant de cacher une mauvaise pensée?

— Vous parlez bien, fit le bonhomme, dont la figure reprenait progressivement son apparence d'humeur réjouie.

— Mais je mangerais encore mieux, répliqua Lazare en frappant sur son assiette avec un couteau.

— Justement voici votre déjeuner qui descend, fit le sabotier. En effet, un pas léger qui semblait se hâter ébranlait l'escalier de bois par lequel on atteignait à l'étage supérieur.

— Arrive donc, petiote, cria doucement, si cela peut se dire, le père Protat à sa fille, qui venait de paraître au bas de l'escalier tenant un plat dans ses mains, voilà monsieur Lazare qui meurt de faim.

— Eh! bonjour, mignonne, dit l'artiste en prenant la taille de la jeune fille, — et avant qu'elle eût pu se dégager, ce qu'elle tenta au reste bien faiblement, il l'avait embrassée sur le front. Cette chaste et familière caresse, que la présence de son père rendait toute fraternelle, fit cependant naître une vive rougeur sur le visage de la jeune Adeline, et, pour cacher son embarras, elle fit semblant de ranger quelque chose sur la table, où toute chose était à sa place.

Adeline Protat allait avoir dix-huit ans, et c'était à peine si on lui en eût donné quinze, tant l'épanouissement de sa jeunesse était resté tardif. Délicate comme le sont presque toujours les enfans dont les premières années ont été tourmentées par ces cruelles maladies qui sont le martyre des mères, les vives couleurs de sa santé, qui depuis peu de temps seulement n'inspirait plus aucune crainte, commençaient à nuancer son visage pâli par des souffrances hâtives; mais ce tendre coloris n'avait aucune ressemblance avec le fard champêtre que la vivacité de l'air des champs plaque sur les joues des paysannes en couches de vermillon brutal. Adeline avait une petite tête bien proportionnée avec son corps frêle et mignon; ses traits, empreints d'une douceur quasi-sérieuse, offraient un mélange où l'élégance se mêlait confusément à la naïveté. En l'examinant avec

soin, on aurait pu comparer sa physionomie à un dessin retouché par un maître habile, qui, sans altérer l'expression originelle, l'aurait comme anoblie en rectifiant l'irrégularité du contour primitif. Par une habitude où la coquetterie pouvait ne pas être étrangère, Adeline restait la tête nue en toute saison, et prenait un soin particulier de ses jolis cheveux châtains, fins comme la soie la plus fine, et qu'elle portait en bandeaux plats et luisans, ramenés derrière ses oreilles, dont le dessin pur et la blancheur se trouvaient ainsi mis en relief par le voisinage de sa chevelure foncée. Bien qu'il fût en apparence celui des femmes de la campagne, son costume se distinguait par l'harmonie qui régnait dans la couleur paisible des étoffes communes et grossières qui le composaient. Les tons criards ne s'y injuriaient pas entre eux par ces violentes oppositions que les villageoises combinent à dessein dans leurs vêtemens, et que l'on peut, même à la ville, remarquer dans la toilette d'une certaine classe de femmes qui forment comme le conservatoire du mauvais goût. Adeline taillait d'ailleurs et cousait elle-même ses habits, et elle savait toujours risquer à propos quelque ingénieux coup de ciseau qui donnait de la tournure au vêtement le plus vulgaire. Dans l'arrangement de sa personne, dans sa démarche, dans ses attitudes et ses mouvemens, enfin dans toutes ses façons d'être ou d'agir, cette jeune fille, encore enfant par les apparences, indiquait en elle une recherche de distinction qu'elle atteignait avec d'autant plus de facilité, qu'elle y était portée par ses instincts naturels. Sa voix, qui n'avait aucun accent de terroir, était très douce. Elle la traînait quelquefois comme font les personnes qui s'écoutent parler et veulent qu'on les écoute. Il y avait certains mots insignifians par eux-mêmes auxquels sa façon de les dire donnait un charme qu'on subissait sans pouvoir s'en rendre compte. Quant à son langage, il suffisait de l'avoir entendue causer cinq minutes pour deviner que ce n'était pas seulement aux leçons du magister communal qu'elle avait appris à s'exprimer avec autant de correction et de facilité.

Pour achever l'ébauche de ce portrait rapide, qui se trouvera complété plus tard, entre autres singularités de nature à étonner chez une petite paysanne, fille du sabotier d'un petit village, nous ajouterons qu'Adeline avait des mains sinon très pures de forme, au moins suffisamment soignées pour ne pas faire un contraste trop violent avec la délicatesse un peu maladive de sa personne. Il était évident que ces petites mains ignoraient les durs travaux de la vie rustique. En effet, pour des raisons que nous ferons connaître, et qui donneront l'explication de certains détails qui pourraient sembler étranges dans le portrait de cette jeune fille, Adeline n'avait jamais mis le pied dans les champs, et son père possédait cependant quelques arpens de dif-

férens rapports qu'il faisait valoir lui-même, tout en exerçant son état. Impuissante et inhabile à tout ce qui était travail pénible ou grossier, Adeline n'aurait pas su, comme beaucoup de jeunes filles de son âge et de sa condition, sarcler un champ, botteler une gerbe ou biner une vigne; son père avait été obligé de prendre à gages une vieille voisine qui faisait dans la maison le gros de la besogne, tel que veiller la basse cour, où voletaient une quarantaine de canards, poules et dindons, soigner la petite mule, traire la vache et préparer les repas. Adeline entretenait seulement le linge et veillait surtout à ce que la plus grande propreté régnât dans la maison; un grain de poussière resté sur un meuble, une goutte d'eau répandue sur le carreau suffisaient pour l'inquiéter, comme une hermine qui voit sa robe tachée. Aussi, la vieille Madelon, qu'elle tourmentait sans cesse à ce propos, aurait-elle pu, au bout d'un certain temps, être appréciée par une ménagère flamande.

Telle était cette jeune fille, peut-être dangereusement gâtée par l'aveugle bonté de son père, dont la tendresse savait trouver pour elle un langage et des manières qui pouvaient surprendre chez un paysan, et surtout chez un homme connu, comme il l'était, par une brusquerie allant quelquefois jusqu'à la brutalité. Adeline n'ignorait pas l'étendue de son influence sur la volonté paternelle, qu'un simple mot de sa bouche rendait malléable comme une cire; mais il faut déclarer, à sa louange, qu'elle n'en abusait pas : elle apportait, au contraire, une grande modération dans l'exercice de son despotisme. Lazare, que deux ans de séjour dans la maison avaient rendu familier avec le père Protat, lui avait souvent représenté qu'il agissait peut-être avec imprudence en aliénant aussi complétement son autorité entre les mains d'une enfant, et que cette faiblesse dont il faisait preuve pourrait par la suite devenir nuisible à sa fille et lui préparer des regrets à lui-même. A ces sages remontrances, le bonhomme Protat secouait négativement sa tête grisonnante, et répondait avec orgueil que sa fille avait été trop bien élevée pour désirer jamais quoi que ce soit que son devoir de père le mît dans l'obligation de refuser. — C'est égal, reprenait alors Lazare en secouant la tête à son tour, j'ai dit ce que j'ai dit : vous agissez légèrement, et la façon même dont Adeline a été élevée, au lieu de vous rassurer sur son compte, devrait précisément vous inquiéter. — Le sabotier, qui n'aimait pas à être contrarié sur ce chapitre, répliquait ordinairement de manière à faire comprendre au jeune homme qu'il éprouvait de la répugnance à s'entendre contredire.

Durant les premiers instans de son repas, Lazare, dont l'appétit avait été aiguisé par un voyage de dix-huit lieues, car il arrivait de Paris, se jeta sur le premier plat qu'on lui servit avec une véritable

voracité. Le père Protat, voulant laisser à son hôte le temps d'apaiser sa première faim, gardait le silence et se tenait à quelque distance de l'artiste, autour de qui se mouvait Adeline, veillant toujours à ce qu'il eût du pain coupé auprès de son assiette, remplissant son verre dès qu'il était vide, et ne lui donnant pas le temps de rien demander qu'il ne le trouvât aussitôt sous sa main. Cet empressement dégagé de toute forme servile était remarqué de celui qui en était l'objet, et de temps en temps il laissait échapper un geste affectueux ou une obligeante parole qui semblait doubler le plaisir que la jeune fille éprouvait à l'entourer de ses soins.

— Voilà du poisson délicieux, s'écria Lazare, et merveilleusement accommodé. Il faudra que j'en complimente Madelon; mais à propos, où donc est-elle?

— Elle est à la cuisine, répondit Adeline. Je vais la rejoindre, et je lui dirai que vous avez trouvé la matelotte à votre goût; ça lui fera plaisir, car elle avait bien peur de ne pas la réussir.

Au même instant, la vieille servante, de qui l'on parlait, parut sur le seuil de l'escalier.

— Eh! bonjour, mère Madelon! s'écria Lazare, qui l'aperçut le premier. Arrivez donc que l'on vous complimente! Savez-vous que vous êtes devenue un vrai cordon bleu?

— Dam, monsieur Lazare, dit la vieille en faisant une révérence, on sait que vous êtes une fine bouche, et on tâche de se distinguer. Vous allez me dire si vous êtes content de ça, ajouta-t-elle en déposant sur la table le plat qu'elle tenait dans ses mains. C'est de la viande peu cuite, elle n'a fait que passer devant le feu; mais je me suis souvenue que vous aimiez à manger les côtelettes vivantes.

— Parfait, dit Lazare en découpant la viande, qui laissa jaillir un jet de sang sous le couteau.

— Comment pouvez-vous manger ça sans que le cœur vous lève? dit la vieille en faisant un geste de répugnance. Défunt mon pauvre Caporal, qui n'était pourtant pas une bête difficile, n'en aurait jamais voulu.

— Mère Madelon, c'est délicieux, fit l'artiste.

— J'aime mieux le croire que d'y aller voir, répondit la bonne femme. Et se retournant vers Adeline : Viens avec moi, ma fille, lui dit-elle, j'ai besoin de toi là-haut pour préparer le café de M. Lazare. Je ne saurais jamais me servir de cette mécanique que nous avons achetée ce matin à Moret.

Adeline et la vieille Madelon disparurent ensemble par l'escalier qui conduisait à la cuisine.

La maison du bonhomme Protat devant être le centre principal où se passeront les scènes de cette histoire et les principaux person-

nages appelés à y jouer un rôle s'y trouvant réunis, nous en profiterons pour donner dès à présent la connaissance de certains détails qui compléteront le portrait et le caractère de chacun d'eux, en même temps qu'ils serviront de prologue naturel au drame domestique dont l'intérieur du sabotier doit être le théâtre.

II. — LA MÈRE MADELON.

La mère Madelon était une pauvre veuve de soixante ans passés. Elle avait le dos voûté comme presque tous les gens qui ont pendant un demi-siècle creusé le sillon qui les a nourris, eux et les leurs. Malgré son âge avancé, elle avait conservé cette vivacité trotte-menue qu'on remarque chez certains vieillards, et qui est plus commune chez les hommes que chez les femmes. Sa figure, qui avait dû être belle dans sa jeunesse, était creusée de rides profondes qui semblaient avoir été des ornières à larmes, et la peau basanée qui la recouvrait avait la couleur brune d'une panicule de roseau. Au milieu de cette physionomie dévastée par le temps et par les chagrins d'une vie rudement éprouvée, ses yeux, brillans comme des trous lumineux, prenaient quelquefois une expression qui donnait à son visage un caractère hautain et presque dédaigneux. Chez les êtres les plus vulgaires par le fait ou l'apparence, l'accumulation d'un grand nombre de maux endurés avec résignation et courage provoque passagèrement, quand le souvenir leur revient, les accès de fierté soudaine qu'éprouve toute créature en se retrouvant encore solitaire, mais debout, au milieu des ruines que la fatalité a faites autour d'elle.

En effet, la mère Madelon n'avait pas été toujours ce qu'elle était alors. La vieille veuve avait tenu son rang dans le pays, où elle passait pour une des plus riches propriétaires; mais après dix ans de prospérité et d'une union heureuse, son mari, qui possédait l'une des belles fermes que l'on voit encore sur les bords du Loing en arrivant à Grez, s'était laissé entraîner par une bande de mauvais sujets qu'il avait connus en allant à Nemours pour ses affaires. Après quelques années, cette vie dissipée amena sa ruine complète. Toutes les pièces de terre furent vendues ou dévorées par des emprunts usuraires, et bientôt il ne resta plus dans ses étables une seule tête de bétail qui ne fût menacée par tous les huissiers de Nemours ou de Fontainebleau. Acculé par ses fautes volontaires au fond d'une impasse terrible, le fermier rêva un crime pour en sortir. Les bâtimens de sa ferme et les nombreuses dépendances que l'obstination de sa femme avait su maintenir libres de toute hypothèque étaient assurés pour une somme quatre fois plus élevée que leur valeur réelle.

Le fermier pensa qu'un incendie le sauverait de la ruine; il mit le feu à sa grange le jour de la fête de Grez, pendant qu'on tirait des pièces d'artifice à quelque distance de sa ferme. Il espérait à tort que le désastre serait attribué à quelque fusée égarée : son crime avait eu des témoins. Un garçon et une fille de ferme, dont sa présence dans la grange avait dérangé le galant tête-à-tête, l'avaient aperçu sans qu'il s'en doutât. Ils appelèrent au secours, mais trop tard; la ferme brûla jusqu'au dernier brin de chaume. Le fermier fut arrêté, jeté en prison, où il mourut fou la veille de son jugement.

Restée seule devant un tas de cendres, la pauvre veuve remercia encore le ciel, qui, en la laissant inféconde, lui épargnait du moins la douleur de traîner à sa suite, sur les chemins du hasard, un pauvre enfant à qui elle n'aurait pu donner qu'un nom entaché par l'infamie du crime paternel. Elle quitta alors le village de Grez, où son infortune n'éveillait qu'une pitié indifférente, à laquelle se mêlaient encore les malveillantes consolations suggérées par l'instinct de farouche égoïsme qui pousse l'homme à se réjouir des maux de son semblable. Comment elle avait vécu depuis trente ans que ces événemens l'avaient frappée, c'était le secret de cette industrieuse nécessité qui fait pain de tout labeur, espèce de génie de la misère que Dieu révèle à ceux qu'il y condamne. C'était seulement depuis une douzaine d'années que la mère Madelon était venue se fixer à Montigny. Elle habitait à l'extrémité du village, et sur la lisière d'un bois qu'on appelle les *Trembleaux*, une méchante masure grossièrement édifiée avec des fragmens de grès empruntés aux carrières des environs, et dont la toiture était un mélange de chaume, de genêts et de hautes bruyères. Au moment où la mère Madelon était arrivée à Montigny, la vachère qui menait paître au communal les vaches du pays venait de mourir. La vieille veuve avait demandé et obtenu sa survivance. Comme elle n'avait point d'asile, les gens du village s'étaient réunis pour lui bâtir à frais communs cette habitation d'une apparence toute primitive dont nous avons parlé. Au reste, les habitans de Montigny n'avaient guère eu à débourser que la main-d'œuvre, puisque les élémens de la construction avaient été fournis par la forêt même, et ce fut sur les faibles gages de sa place que la mère Madelon remboursa peu à peu les avances faites pour lui bâtir cette pauvre cabane, dont elle ne tarda pas à devenir propriétaire.

Dans ce pays, l'endroit où l'on mène paître les troupeaux s'appelle *dormoir*, néologisme rustique dont l'étymologie semble indiquée par la sieste à laquelle se livrent les bêtes quand elles ont pâturé. Le *dormoir* qui servait de communal aux vaches de Montigny était situé dans la partie la plus voisine de la forêt qu'on appelle les *Longs-Rochers*. En y menant son troupeau, la mère Madelon avait remarqué

que ces gorges, dont l'aspect est bien plus sauvage et le caractère plus grandiose que celles qu'on admire, sur programme d'itinéraire, à Franchard ou Apremont, étaient souvent visitées par les curieux et quotidiennement fréquentées par les artistes. La nouvelle vachère imagina alors d'installer au milieu de ces solitudes une industrie qui devait plus tard lui mériter le surnom de *vivandière des arts*. Elle apporta tous les jours avec elle un grand panier contenant des gourdes remplies de liqueurs, du tabac, des cigares, des pipes, et tous les objets employés par les fumeurs. Cette idée devait avoir des résultats très lucratifs, car, pour les artistes qui venaient travailler dans les Longs-Rochers ou les environs, le panier providentiel de la mère Madelon arrivait comme la manne au milieu du désert. Elle eut bientôt toute une clientèle de rapins qui venaient de temps en temps au dormoir couper par un quart d'heure de *farniente* leur laborieuse étude en plein air.

En succédant à la vachère défunte, la mère Madelon avait hérité de son chien. C'était une vieille bête intelligente et pacifique, au poil hérissé tel qu'un buisson de houx, avec des yeux pleins de malice qui luisaient comme des braises; ce chien s'appelait *Caporal*. Il avait été ainsi baptisé par des soldats qui l'avaient adopté quand il était jeune, et il avait fait les campagnes d'Afrique à la suite d'un régiment. Dressé par les loustics du camp, Caporal était devenu un chien savant; il faisait l'exercice comme le meilleur sergent instructeur; il portait les armes au nom des officiers supérieurs de l'armée, et croisait baïonnette dès qu'on parlait d'Abd-el-Kader. Acrobate comme Auriol, il franchissait un faisceau de fusils. Mathématicien comme Munito, qui fut le Newton de la race canine, il jouait aux dominos et devinait quelquefois l'âge du capitaine. A ces menus talens de société, qui faisaient les délices de la garnison, Caporal ajoutait au besoin les qualités du chien de chasse, plus utiles en campagne. Quand son régiment faisait une razzia dans quelque tribu ennemie, Caporal y prenait une part active en dévalisant les poulaillers, et plus d'une fois il paya largement son écot en augmentant par l'appoint d'une volaille la maigre pitance du bivouac. S'il avait la ruse du renard en maraude, il avait le courage du lion devant le feu. A l'assaut de Constantine, Caporal monta le premier sur la brèche et se mêla au combat en étranglant un chien turc. Une nuit, dans un défilé de l'Atlas, sa vigilance avait sauvé de la destruction imminente un détachement qui allait être surpris pendant le sommeil par une bande d'Arabes. Cette belle action lui valut la croix. Un soldat qui avait été perruquier lui tondit le poitrail de façon à ce que le dessin de la tonte représentât l'étoile des braves; on augmenta d'un petit verre quotidien sa ration d'eau-de-vie; il fut dispensé des corvées, et les sentinelles lui pré-

sentaient les armes. Ramené en France et rentré dans la vie civile, Caporal était devenu chien de berger, et faisait à la satisfaction commune la police du troupeau confié à sa garde.

L'industrie exercée dans les Longs-Rochers par sa nouvelle maîtresse devait initier Caporal à un métier nouveau pour lui, qui en avait déjà tant pratiqué. Les artistes disséminés dans la forêt, trouvant quelquefois incommode de se déranger quand ils avaient besoin de quelque chose à la cantine, avaient coutume d'appeler de loin la cantinière pour lui demander ce qu'ils souhaitaient. Cela était d'autant plus facile, que les Longs-Rochers possèdent un écho d'une telle fidélité de répercussion, que le son y est distinctement reproduit à la distance d'un kilomètre. La mère Madelon, qui trouvait pénible de courir à travers les escarpemens des gorges, dressa Caporal à la remplacer. Cette invention devint pour elle une nouvelle source de profits. Les peintres, qui trouvaient originale la métamorphose de Caporal en garçon d'estaminet, renouvelaient plus fréquemment leurs consommations pour se procurer le plaisir de voir l'intelligent animal bondir à travers les roches, chargé d'un petit panier qu'il portait suspendu au cou, et dans lequel sa maîtresse déposait les choses que lui demandait sa clientèle nomade. A sa double fonction de garçon de café et de chien de berger, Caporal en ajouta une troisième, qui augmenta encore de temps en temps le gain modique de sa vieille maîtresse.

Il y a dans les Longs-Rochers des espèces de grottes qui ont conservé le nom de chambres du *Croque-Marin*, en souvenir d'une tradition dont nous avons en vain cherché l'origine. Ces grottes, qui n'ont autrement rien de bien curieux, sont situées dans la partie la plus solitaire des gorges, et il est assez difficile de les trouver quand on ne connaît pas le terrain. Les gens qui désiraient visiter les grottes s'adressaient à la mère Madelon, qui se faisait volontiers leur guide et recevait d'eux quelque menu salaire. De même qu'elle s'était fait remplacer par son chien pour le service de la cantine, la vachère de Montigny utilisa son instinct en lui confiant le soin de conduire au Croque-Marin les étrangers. Caporal connaissait d'ailleurs tous les coins de la forêt aussi bien que s'il eût fait partie de la meute princière; il suffisait de prononcer devant lui le nom d'une vente, d'une croix, d'un carrefour ou d'un site quelconque, pour qu'il en prît sur-le-champ la direction. Cette connaissance des lieux lui permettait donc d'étendre ses fonctions de guide au-delà du rayon dans lequel étaient situés les Longs-Rochers, et si quelque visiteur s'informait du chemin qu'il fallait suivre pour aller à la *Mare aux Fées* ou à la *Gorge au Loup*, la vachère proposait aussitôt Caporal, qui conduisait son monde par les sentiers les plus pittoresques. Caporal avait, sur les *ciceroni* que l'on prend en location à Fontaine-

bleau, l'avantage de son mutisme : il n'ennuyait point les promeneurs par une érudition bavarde et vulgaire, et ne cherchait point, comme ses confrères bipèdes, à leur imposer son impression personnelle. De plus, il donnait aux personnes qu'il conduisait le temps d'examiner les curiosités de la forêt, et quand une compagnie de bourgeois parisiens ou une spleenétique famille anglaise restait durant un quart d'heure extasiée devant un bloc de rocher d'une forme bizarre, Caporal attendait patiemment qu'ils missent fin à leur admiration. Gravement assis sur son train de derrière, il secouait dédaigneusement la tête en se rappelant les cols de Mouzaïa ou le défilé des Portes de Fer, et il semblait se dire à lui-même : J'en ai vu bien d'autres.

On comprendra donc facilement l'attachement profond que la mère Madelon éprouvait pour Caporal. Pour elle en effet, il était plus qu'un serviteur utile, c'était un ami véritable, la seule affection de ses derniers jours, le seul compagnon de sa pauvreté solitaire et résignée. Aussi, bien qu'elle l'entourât des soins les plus touchans et qu'elle le traitât comme s'il eût été un être humain, la bonne vieille ne se croyait pas encore quitte avec cette bête fidèle, soumise et dévouée, dont l'intelligence, appliquée à tant de petits métiers, lui permettait d'introduire de temps en temps dans son existence précaire certaines douceurs auxquelles elle eût été forcée de renoncer, si elle n'avait pas eu Caporal. Le gain qu'elle retirait de son commerce avec les artistes et de ses relations avec les visiteurs des Longs-Rochers améliora peu à peu la situation de la vieille veuve, et progressivement lui permit d'apporter des modifications dans son misérable intérieur. D'abord elle fit remplacer par une couverture de tuiles la mince toiture de chaume de sa cabane, devenue pénétrable au vent et à la pluie. Un jour elle acquit quelques toises de terrain autour de son habitation et y sema des plantes potagères. Une autre fois l'unique chambre de sa maisonnette se meubla d'un lit véritable, qui remplaça la paillasse de fougère. Lentement, bien lentement, grâce à ces combinaisons économiques connues seulement de ceux qui ont pratiqué longtemps l'abstinence des choses considérées comme étant de première nécessité, la mère Madelon s'entourait d'un semblant de bien-être. Enfin, trois ans environ après son arrivée dans le village, elle se rendit chez le notaire de Montigny et le pria de lui garder en dépôt et de faire valoir comme il l'entendrait une somme de cent écus, qu'elle lui apportait dans un vieux sac. Cette consignation de fonds, divulguée par l'un des clercs du notaire à l'auberge de *la Maison-Blanche*, qui était le seul café du pays, fut bientôt connue de tout le monde, et pendant un mois il ne fut question que de cela aux veillées; mais comme en résumé la source de cette petite fortune avait son explication naturelle dans les bénéfices

que la mère Madelon retirait de l'exploitation de sa cantine en plein vent, après avoir beaucoup parlé de ses cent écus, il arriva qu'on n'en parla plus. Seulement la bonne femme y gagna l'espèce de considération qui, au village peut-être encore plus qu'à la ville, s'attache à tous ceux qui possèdent. Les gens de Montigny se montraient plus affectueux avec elle dans leurs rapports familiers, et ces apparences d'égards, nouveaux pour elle, rejaillissaient sur Caporal en attentions dont celui-ci profitait sans pouvoir en deviner la cause.

Au bout d'une résidence de neuf années à Montigny, pendant lesquelles la mère Madelon avait continué à mener les vaches au dormoir, elle déposa successivement chez maître Guérin le notaire plusieurs sommes qui, avec les intérêts des placemens, avaient fini par produire un capital de dix-huit cents francs. C'était déjà beaucoup pour elle, mais cependant elle ne trouvait pas encore que ce fût assez. Son rêve était d'amasser 100 francs de rente. Avec ces trois chiffres, sobre comme elle était et vivant de peu, elle pensait assurer la tranquillité aux jours que Dieu voudrait bien lui compter encore en récompense de la résignation avec laquelle elle avait supporté la rigueur des jours passés. Avec l'obstination commune aux vieilles gens lorsqu'ils s'accrochent à une idée, elle ne voulait pas résigner ses fonctions avant d'avoir arrondi le dernier zéro du modeste trésor dont elle convoitait la possession. Cependant il y avait des jours où elle fût volontiers restée close dans sa maisonnette, plutôt que d'aller conduire le troupeau à la pâture; mais ses cent francs de rente étaient son rêve, et elle voulait absolument qu'ils devinssent une réalité. Quant à Caporal, lui aussi se faisait vieux et cassé; son poil blanchissait et se faisait rare. Il commençait à trouver pénibles ses longues courses quotidiennes. Son haleine devenait courte, son ouïe moins subtile, son flair s'émoussait. En faisant le service de la cantine, il lui arrivait quelquefois de faire attendre la pratique. En guidant les étrangers, il perdait la mémoire, se trompait de chemin et égarait les personnes qu'il avait mission de conduire. Il oubliait les arts d'agrément dans lesquels il avait jadis excellé. Si un peintre l'invitait à faire l'exercice avec son appuie-main, Caporal demeurait penaud comme une nouvelle recrue à qui on commanderait la charge en douze temps. Le troupeau confié à ses soins souffrait aussi de l'affaiblissement de ses instincts. Sa vigilance endormie ne s'apercevait point des écarts des jeunes génisses attirées sur les pentes dangereuses des rochers, où elles voyaient les chèvres brouter le cytise. Il ne savait plus le compte des animaux dont il avait la garde, et il arrivait souvent que la cornemuse de la mère Madelon donnait le signal du retour aux étables, sans que Caporal eût pris garde qu'une vache manquait à l'appel. Il fallait alors que la vachère se mît elle-même à la recherche de la bête égarée, dont elle était respon-

sable. Enfin Caporal subissait la loi commune, sa bonne volonté de bien faire commençait à faillir sous le poids de l'âge. Il éprouvait cet impérieux besoin de repos nécessaire à tous les êtres qui approchent de leur fin. Aussi, quand elle le surprenait en faute, la mère Madelon ne le grondait jamais : elle comprenait que le moindre reproche eût été injuste, et qu'une dure parole aurait blessé cette bête docile, qui avait toujours fait plus que son devoir. Elle le caressait au contraire davantage et s'entretenait avec lui, comme s'il eût pu la comprendre, de l'existence paisible dont ils jouiraient prochainement l'un et l'autre, car la mère Madelon estimait dans sa pensée que le jour où elle aurait gagné le dernier sou de ses vingt écus de rente, la moitié au moins serait la propriété légitime de Caporal.

Ce fameux jour arriva enfin. Le notaire annonça à sa cliente que la somme déposée à son étude s'élevait à deux mille francs passés.

— Souhaitez-vous reprendre votre argent? lui demanda maître Guérin.

— Non, répondit-elle, gardez-le; — moi et Caporal nous avons assez travaillé pour amasser ces écus, c'est à leur tour de travailler pour nous. Continuez à faire valoir mon argent; seulement j'exigerai que l'intérêt me rapporte cent francs, vingt écus tout ronds, pas un liard de moins.

— J'ai en vue un placement plus avantageux. Je ferai entrer vos deux mille francs dans une somme plus considérable que m'a demandée le meunier de Sorgues. L'emprunt sera de cinq ans, et garanti par hypothèque. Les fonds sont un peu rares dans ce moment-ci, le meunier est à court, nous lui prêterons à cinq et demi.

— N'est-ce pas trop cher? lui demanda la mère Madelon.

— Mon confrère de Nemours lui demande six, répondit maître Guérin.

III. — CAPORAL.

Le lendemain, la mère Madelon alla pour la dernière fois au dormoir. Chaque soir, en revenant du pâturage à l'heure où le soleil descend sur l'horizon, le troupeau avait l'habitude de se disperser à l'entrée du village, et chaque bête regagnait isolément l'étable quittée le matin au premier appel de la cornemuse; mais ce soir-là, en revenant des Longs-Rochers, la mère Madelon, accompagnée de Caporal, reconduisit sous leur toit chacune de ses vaches, et leur laissa, avant de les quitter, un petit mot d'amitié et une caresse en signe d'adieu. Caporal, comme s'il eût deviné l'intention de sa maîtresse, tournait et retournait vingt fois autour des pacifiques animaux, et ses démonstrations empressées semblaient vouloir dire : Ne regretterez-vous pas un peu votre vieux gardien, et n'aurez-vous pas souvenir de son indulgence et de la protection active dont il vous entourait?

Le passage subit d'une vie laborieusement occupée à une existence presque indépendante ne s'opère pas sans qu'on éprouve l'espèce de gêne qui résulte d'une habitude rompue. Si pénible que soit un travail, quand on l'a fait tous les jours pendant dix ans, le corps, fait par une longue pratique aux luttes quotidiennes avec la fatigue, souffre presque de son immobilité dans les premiers instans du repos qu'il a tant souhaité. Aux colonies, on a vu souvent des esclaves affranchis ne point savoir trouver l'emploi de leur liberté, et venir se replacer volontairement sous le fouet de la commanderie. Dans les grandes villes, les gens de commerce, dont le seul rêve est de se retirer, subissent, dès qu'ils ont vendu leur fonds, cet état de malaise, et ceux qui n'entreprennent pas une nouvelle industrie sollicitent de leurs successeurs la permission d'aller de temps en temps respirer l'air du magasin. Madelon se trouva, elle aussi, fort dépaysée quand elle n'eut plus qu'à s'occuper d'elle-même et à soigner son intérieur, ce qui n'était ni bien long ni bien fatigant. Les heures lui semblaient doubles, et, habituée au mouvement, elle était fort embarrassée de son immobilité.

Chaque matin, en voyant passer devant sa porte son ancien troupeau conduit par la nouvelle vachère, elle ne pouvait s'empêcher de jeter un regard sur ses bêtes, qui, en défilant devant elle, s'arrêtaient un moment et la regardaient aussi avec leurs grands yeux toujours étonnés. Quant à Caporal, il avait encore plus de peine à se faire à l'état de rentier, et depuis que le repos lui était permis, il paraissait plus que jamais avoir repris goût à l'activité. Il semblait surtout privé de ne plus aller au dormoir, et pendant les premiers jours, sa maîtresse fut obligée de l'attacher pour l'empêcher de suivre les vaches. Caporal restait soumis, mais il ne pouvait retenir un aboi plaintif tant qu'il entendait résonner au loin les clochettes du troupeau, dont la garde était maintenant confiée à un chien plus jeune. Cette tristesse avait sa source dans une sympathie particulière que Caporal éprouvait depuis longtemps pour une belle *Cotentine* qui faisait partie du troupeau. Née au milieu des plantureuses vallées du Calvados, cette vache, qui s'appelait Bellotte, avait la nostalgie du terrain natal. En broutant les gazons ras et les fougères brûlées qui croissent dans les Longs-Rochers, on eût dit qu'elle regrettait les herbages aromatiques et salés de la côte normande. La préférence que lui témoignait Caporal allait souvent jusqu'à l'injustice, et il lui laissait prendre bien des privautés qu'il n'eût pas tolérées chez les autres. Ainsi il lui permettait de s'écarter au-delà des limites ordinaires, afin qu'elle pût aller dans les places où la végétation du sol offrait une pâture plus abondante et plus verte. S'il voyait Bellotte, encouragée par sa négligence volontaire, s'aventurer du côté des bois-taillis pour donner un coup de dent aux jeunes pousses, il détournait la tête d'un autre côté, et lui laissait tout le temps de se repaître avant d'aller lui rappeler

qu'elle était en faute. La vache normande ayant vêlé, il n'y eut pas de soins et d'attentions dont Caporal n'entourât son veau quand il fut en état d'accompagner sa mère au dormoir, et lorsqu'il mourut de la maladie, Caporal en fut presque affligé pendant plusieurs jours. Aussi, dès que sa maîtresse lui donnait un moment de liberté, il prenait sa course dans la direction des Longs-Rochers pour aller passer quelques instans auprès de Bellotte.

Un soir qu'il errait dans le village à l'heure où rentraient les vaches, Bellotte, suivant une mauvaise habitude que l'indulgence de Caporal lui avait laissé contracter, était restée bien en arrière du troupeau. Arrêtée devant une haie qui servait de clôture à une habitation, elle mordait nonchalamment les branches vertes, sourde aux cris de la vachère, qui l'avait déjà appelée plusieurs fois. Celle-ci, impatientée de n'être pas obéie, indiqua la vache à son chien, pour qu'il eût à lui faire rejoindre le troupeau. En quelques bonds, le chien atteignit la bête retardataire, et comme elle faisait résistance, il la mordit au jarret pour lui faire lâcher la verdure. Bellotte partit comme un trait en poussant un mugissement de douleur.

Caporal avait vu de loin l'agression dont sa favorite venait d'être victime, et tout son poil se hérissa de colère. Caporal nourrissait d'ailleurs un commencement de haine contre son remplaçant, qui, de son côté, ne voyait pas d'un bon œil les assiduités de Caporal au dormoir. Au moment où Bellotte, emportée dans sa course et toujours poursuivie par le chien de la vachère, passait devant son ancien ami, qu'elle n'eut pas le temps de voir, Caporal se mit en travers de la rue et coupa brusquement le passage au nouveau gardien du troupeau. Celui-ci tenta une feinte pour passer outre et continuer sa poursuite; mais Caporal, ayant retrouvé son agilité, le rejoignit lestement et lui barra de nouveau le passage. Les pattes tendues en arrêt et tout prêt à l'élan, la queue immobile et basse, l'œil allumé, l'oreille dressée, la gueule écartée, laissant voir la double rangée de ses longues dents jaunies, qui semblaient s'aiguiser dans un grondement sourd, Caporal avait l'attitude d'un molosse flairant la curée. En dépouillant l'apparence débonnaire de sa race, il était superbe de férocité impatiente, et avait retrouvé toute l'ardeur dont il avait jadis fait preuve à l'assaut de Constantine. Après un premier moment de surprise, le chien de la vachère, devinant une attaque, s'était de son côté mis sur la défensive : plus jeune que son adversaire, il était plus vigoureux; mais, peu habitué aux luttes, il ignorait les ruses que celui-ci pouvait appeler au secours de sa faiblesse. Caporal, voyant que sa provocation était acceptée, fondit brusquement sur son ennemi au moment même où celui-ci ramassait son corps pour prendre son élan et porter la première agression. Le chien de la vachère, subitement étreint à la gorge, faillit sur le coup être mis hors de combat.

Malheureusement pour Caporal, cette scène se passait devant un débit de tabac et de liqueurs dont la propriétaire en avait beaucoup voulu à la mère Madelon, à cause de l'établissement que celle-ci avait ouvert dans les Longs-Rochers. Elle prétendait que cette concurrence, bien indirecte cependant, lui était nuisible en ce sens que les artistes qui résidaient dans le village, au lieu de se munir chez elle, préféraient donner leur pratique à la mère Madelon. Cette inimitié qu'elle éprouvait pour la vieille vachère, la débitante la reportait sur Caporal, dont l'intelligence avait, comme on se le rappelle, puissamment concouru à la prospérité de la cantine des Longs-Rochers. Cette femme, qui avait assisté aux préliminaires de la lutte engagée entre les deux animaux, avait pu remarquer que Caporal s'était montré l'agresseur; elle vit dans ce fait une occasion légitime d'exercer sa rancune contre l'animal et sa maîtresse, et à l'instant où Caporal allait infailliblement étrangler son ennemi, la débitante lui assena sur la tête un coup de la fourche qu'elle tenait à la main. Caporal poussa un hurlement plaintif qui dut retentir dans tout le village, lâcha aussitôt l'autre chien, et s'en fut lui-même rouler à quelques pas, tout étourdi d'un coup qui aurait dû l'assommer. L'adversaire de Caporal, sauvé si à propos de ses crocs furieux, fondit sur lui dès qu'il se sentit libre. La cuisante douleur de sa blessure, qui laissait fuir un double ruisseau de sang, l'avait rendu terrible. Caporal, surpris à son tour au moment où il commençait à peine à se remettre de son étourdissement, se trouva lui-même dans la position dangereuse où il avait, l'instant d'auparavant, mis le chien de la vachère. La débitante, qui avait sans doute juré la mort de Caporal, s'avança encore sur lui la fourche haute; mais le vaillant chien venait alors de se dégager de la gueule qui le déchirait, et, s'apercevant de l'hostilité de la débitante, il s'élança sur elle avec une vivacité tellement furibonde, qu'elle en fut effrayée et se sauva dans la cour de sa maison en laissant tomber sa fourche. Les deux animaux blessés se rejetèrent l'un sur l'autre. Une haine intelligente semblait diriger leurs attaques et portait leur acharnement aux dernières limites. Chacun de leurs coups de dents faisait une plaie, et chaque plaie épuisait le sang de leurs veines.

Cependant la vachère, inquiète de son chien, était revenue sur ses pas. En le trouvant aux prises avec Caporal, elle ameuta des paysans qui passaient pour qu'ils séparassent les deux combattans; mais la lutte était arrivée à un degré de furie qui rendait toute intervention dangereuse, et les témoins de cette boucherie y semblaient au contraire trouver du plaisir. Au lieu de chercher à y mettre un terme, ils excitaient du geste et de la voix les deux bêtes, comme s'ils eussent assisté à une scène de cirque; il s'en fallait même de peu qu'ils n'ouvrissent des paris sur l'issue de ce duel de fauves. Sur ces

entrefaites, un garde forestier qui rentrait chez lui pénétra dans le groupe et s'informa de ce qui se passait; ce fut la marchande de tabac qui donna des explications.

— C'est une mauvaise bête, ajouta-t-elle en montrant Caporal; c'est lui qui a commencé à mordre l'autre. Il est tombé dessus en traître, j'ai voulu l'en empêcher, et il s'est jeté sur moi comme s'il était enragé.

En entendant ce mot, que la débitante avait laissé échapper sans intention, tous les paysans reculèrent avec effroi. On était alors dans les jours les plus chauds de la canicule, et deux cas d'hydrophobie qu'on avait signalés dans les environs répandaient l'épouvante dans les esprits au seul nom de ce mal horrible. On comprendra donc le mouvement qui se produisit subitement autour de la pauvre bête. Les cris de : « il faut le tuer ! — tuez-le ! » s'élevèrent de toutes parts, et en même temps les regards se fixèrent sur le fusil que le garde forestier portait en bandoulière.

— C'est le chien de la mère Madelon, répondit le garde; elle a grand soin de lui, car elle l'aime autant que ses petits boyaux. Il serait bien surprenant qu'il eût attrapé le mal de rage.

— Attendez donc, insinua la débitante en s'apercevant de la disposition hostile où ses premières paroles avaient mis les assistans; attendez donc un peu ! La mère Madelon se plaignait l'autre jour que sa bête n'était plus douce et obéissante avec elle ; elle disait encore que dimanche dernier, en menant Caporal au lavoir pour l'approprier, le chien s'était sauvé dès qu'il avait vu la rivière. Quand ces bêtes-là craignent l'eau, c'est mauvais signe ; et puis, s'il était dans son état naturel, est-ce qu'il aurait attaqué son camarade? est-ce qu'il se serait jeté sur moi comme un frénétique? Seigneur ! j'en tremble rien que d'y penser. Bien sûr qu'il est enragé, ajouta-t-elle en se retournant vers un groupe de commères accourues au bruit.

Cette révélation, complétement mensongère, mais faite sur un ton de précipitation et d'effroi qui lui donnait une apparence de sincérité, produisit l'effet que l'ennemie de la mère Madelon et de Caporal en avait attendu. — Si Caporal est enragé, comme tout porte malheureusement à le croire, dit le garde, l'autre chien ne tardera pas à le devenir, car il a reçu plus de coups de crocs qu'il n'en faudrait pour rendre tout un chenil hydrophobe. Comme les ordonnances sont précises, ajouta-t-il en indiquant du doigt une affiche de la préfecture apposée sur le volet du débit de tabac, il est prudent de les abattre tous les deux; ça les mettra d'accord, acheva le garde en armant son fusil à deux coups.

A cette menace, la vachère se mit à pousser des cris et s'opposa énergiquement à ce que l'on abattît son chien avant qu'il fût examiné par le vétérinaire. Le garde forestier se borna à faire observer

que, l'hydrophobie de Caporal étant à peu près constatée, on ne pouvait mettre en doute qu'il ne l'eût déjà incurablement inoculée à son adversaire, et que la sûreté publique exigeait qu'on se débarrassât de ces animaux dès qu'ils étaient seulement soupçonnés dangereux. Tous les paysans qui se trouvaient rassemblés furent de cet avis et étouffèrent les réclamations de la vachère dans les cris de mort que la frayeur leur faisait pousser contre les deux chiens, qui se mettaient littéralement en lambeaux. Le garde forestier ajusta celui qui se présenta le premier le plus favorablement à découvert pour ne pas être manqué, bien que le fusil ne fût chargé qu'avec du plomb à lièvre. Le coup, tiré presque à bout portant, avait fait balle, et le chien de la vachère tomba raide mort. Au même instant, une seconde détonation se fit entendre, et Caporal alla rouler auprès du premier cadavre. Seulement Caporal n'avait pas été tué sur le coup : un mouvement brusque de sa tête quand il avait senti le canon du fusil s'y appuyer avait fait dévier l'arme, et la charge n'avait porté qu'à moitié. Il avait l'épaule brisée, le col et l'échine fracassés.

— C'est assez de poudre brûlée pour une aussi mauvaise chasse, dit le garde forestier en rejetant son fusil sur son épaule; et, s'adressant aux paysans qui ne paraissaient point complétement rassurés, il ajouta en leur montrant Caporal agonisant : — Il n'y a plus de danger, prenez des fourches, et achevez-le.

Comme il allait s'éloigner, la mère Madelon, informée de ce qui se passait par l'apprenti du sabotier, accourait précipitamment sur le lieu de l'exécution. En apercevant sa maîtresse, Caporal tourna la tête de son côté, comme pour lui demander du secours : il essaya de se traîner jusqu'à elle; mais, après de vains efforts, il retomba lourdement sur le pavé, noyé dans une mare de sang. En le voyant dans cet état, la pauvre femme poussa des cris à fendre l'âme : elle voulut s'approcher du moribond, qui semblait toujours l'appeler du regard; mais le garde forestier la retint avec vivacité.

— Mère Madelon, lui dit-il d'un ton assez triste, la perte de votre chien doit vous affliger, je le comprends; mais sa mort était devenue nécessaire pour éviter de graves accidens. Caporal est enragé; c'est moi qui lui ai tiré un coup de fusil tout à l'heure. Il n'est pas tout à fait mort, mais on va l'achever.

Et le garde, prenant la vieille femme par le bras, essaya de l'emmener avec lui. La mère Madelon lui résista durement.

— Caporal enragé! s'écria-t-elle, qui a pu vous le faire croire?

— Mais, répondit le garde, les symptômes que vous aviez remarqués en lui devaient vous le faire craindre.

— Quoi? répliqua vivement la mère Madelon, je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Eh! répondit brusquement le garde, vous en saviez assez pour deviner quelle peut être la maladie d'un chien qui craint l'eau, surtout dans cette saison. Vous avez même agi imprudemment en ne le conduisant pas chez le vétérinaire aux premiers signes inquiétans. Vous exposiez tout le monde à un mal terrible, sans compter que vous auriez pu vous-même en devenir la première victime. Bref, votre chien s'est jeté tout à l'heure comme un furieux sur celui de la vachère; on m'a dit qu'il était enragé, il en avait l'air, j'ai dû les abattre tous les deux. Mon basset *Finaud*, auquel je suis bien autant attaché que vous l'étiez à Caporal, se serait trouvé dans le même cas, que j'aurais tué Finaud sans miséricorde.

Comme le garde forestier achevait de parler, la débitante de tabac, prévoyant des explications auxquelles elle ne souhaitait pas prendre part, se retira du groupe et rentra chez elle.

— Il n'y a d'enragé que vous, s'écria de nouveau la mère Madelon en empêchant le garde de se retirer. Caporal était encore ce matin ce qu'il a toujours été, inoffensif comme un agneau. Si on l'a attaqué, il s'est défendu, et il a bien fait. Quant à craindre l'eau, il ne la craint pas plus que vous ne craignez la chopine, et la preuve, c'est qu'il n'y a pas deux heures, en jouant avec le petit garçon du meunier, Caporal a sauté dans la rivière pour aller repêcher le bourrelet que l'enfant avait laissé tomber.

— Ça, c'est vrai, dit un garçon de moulin qui se trouvait là.

— Mon pauvre chien n'était malade que de vieillesse, reprit la vieille, dont le désespoir allait croissant, et cette maladie-là lui aurait permis de vivre encore quelque temps pour me tenir compagnie. Pourquoi l'avez-vous laissé tuer comme une bête malfaisante? Il ne vous a jamais fait de mal; il amusait vos petits enfans, et se montrait reconnaissant quand vous lui jetiez un os ou un morceau de pain dur; enfin depuis quinze ans il gardait vos vaches. Une bête n'est qu'une bête; mais quand elle a été utile, on peut s'en souvenir et en avoir pitié à l'occasion. S'il était vraiment malade, je l'aurais conduit chezun vétérinaire de Fontainebleau qui me l'aurait guéri. Ça aurait peut-être coûté gros; mais *j'ai de l'argent à lui.*

Et pendant que cette révélation naïve faisait sourire grossièrement quelques spectateurs, avant qu'on eût songé à la retenir, la mère Madelon s'était élancée auprès de son chien.

— Prenez garde! prenez garde! lui crièrent plusieurs voix.

— Je n'ai pas peur, reprit-elle; vous voyez bien que je n'ai pas peur, moi! — Et s'étant agenouillée auprès de la bête moribonde, elle lui prit la tête dans les mains et examina ses blessures. Caporal se plaignit faiblement, et tourna vers sa maîtresse ses yeux mourans injectés d'une lueur sanglante. Il y avait à la fois du remerciement et

du reproche dans ce regard vague qui ne voyait déjà plus, et dont l'expression semblait dire : — Merci d'être venue; mais pourquoi venez-vous aussi tard?

— Hélas! murmurait la vieille femme, il n'en reviendra pas! — Caporal paraissait en effet blessé mortellement. De temps en temps sa gueule s'ouvrait dans une contraction pénible et laissait voir, au milieu d'une écume rougie, sa langue épaissie et pendante. Son poil, souillé de sueur et de poussière, se hérissait sous des frissons subits; son corps se raidissait dans des convulsions douloureuses. Tout à coup, à une certaine façon dont il regarda sa maîtresse en même temps qu'il remuait la queue, celle-ci comprit qu'il était altéré.

— Il a soif! s'écria-t-elle en regardant le cercle autour duquel elle se trouvait et qui s'augmentait de plus en plus, car les deux coups de fusil avaient attiré tout le village. — Il a soif, vous voyez bien!

— Eh bien! qu'on lui donne à boire, fit le garde. Nous allons savoir à quoi nous en tenir sur son état.

Un paysan alla tirer de l'eau dans un puits voisin; on en remplit une écuelle que la mère Madelon osa seule placer à la portée de son chien. Un grand silence se fit dans l'assemblée. Caporal se jeta sur l'écuelle; mais soit que la fraîcheur de l'eau eût saisi la chair vive de sa gueule mutilée pendant la rixe, soit que le mouvement qu'il venait de faire rendît plus violentes les douleurs causées par sa double blessure, il se recula brusquement, et pendant un instant l'expression égarée qui est un des caractères de la rage alluma sa prunelle. Un cri d'effroi s'échappa aussitôt de toutes les bouches, les femmes prirent la fuite, et les hommes eux-mêmes firent un mouvement de retraite.

— Il faut en finir, dit le garde, qui se disposait à recharger son fusil. Mère Madelon, retirez-vous; vous voyez bien cette fois que votre chien est dangereux.

— Il ne vous reconnaîtra pas. — Vous vous ferez mordre! — Est-ce que vous êtes folle? s'écrièrent à la fois plusieurs voix effrayées.

— Tonnerre! fit le garde forestier en frappant du pied, allez-vous vous ôter de là, la vieille? Vous voulez donc mourir étouffée entre deux matelas? — Et en parlant ainsi il glissait une charge de chevrotines dans le double canon de son fusil; mais la courageuse femme restait sourde à tous les avertissemens de la prudence. Une crédulité aussi touchante qu'absurde lui disait qu'elle ne devait rien avoir à craindre de son chien, fût-il véritablement atteint du mal qui faisait réclamer sa mort.

— C'est impossible! répétait-elle toujours : je l'ai quitté, il y a deux heures, tranquille et bien portant.

— Il aura été mordu par quelque chien errant, et le mal ne s'est

déclaré que tout à l'heure, répondit le garde. Allons, ma bonne femme, soyez raisonnable, retirez-vous.

Avant d'obéir à cette injonction, la mère Madelon voulut encore essayer une nouvelle tentative pour sauver Caporal. Elle approcha auprès de lui l'écuelle remplie d'eau, et la lui indiqua de la main en lui jetant pour ainsi dire un regard de supplication impérative. L'esprit de soumission qui avait toujours été sa principale vertu se réveilla soudainement chez Caporal, et, comme s'il eût voulu que le dernier acte de la vie qu'il allait quitter fût un témoignage d'obéissance, malgré la répugnance qu'elle lui avait inspirée, il s'approcha de l'écuelle et but quelques gorgées. Puis, une soif véritable s'étant emparée de lui, il absorba avec une avidité précipitée tout le contenu du vase.

— Il a bu! il n'est pas enragé! s'écria joyeusement la mère Madelon. — Êtes-vous rassurés maintenant? continua-t-elle en s'adressant aux paysans, qui se rapprochèrent. — Il a bu! voyez, l'écuelle est vide!

Le garde, suffisamment convaincu par cette épreuve, désarma son fusil. Malheureusement la joie de la mère Madelon ne devait pas être de longue durée. La fraîcheur glacée de cette eau de puits dont Caporal venait d'absorber, sans reprendre haleine, une énorme quantité, détermina bientôt un étouffement. Il tourna ses yeux éteints du côté de sa maîtresse, flaira ses vêtemens, se tordit dans une convulsion suprême, et, poussant un hurlement aigu, il vint expirer aux pieds du garde forestier, qui ne put s'empêcher de reculer d'un pas.

— Ma pauvre femme, dit-il en s'adressant à la mère Madelon, je suis désolé de ce qui est arrivé; mais après tout j'ai fait mon devoir. — Quant à vous, continua le garde en montrant à la vachère le cadavre de son chien, la commune vous le remplacera. Vous ne l'aviez que depuis un mois; celui-là ou un autre, cela doit vous être égal. Ce n'est pas la même chose que la mère Madelon, qui vivait avec le sien depuis dix ans.

— C'est sa faute aussi, à la Madelon, si on a tué nos bêtes, fit la vachère avec humeur.

— C'est ma faute! comment ça? intervint la vieille femme, qui jusque-là était restée silencieuse.

— Bien sûrement que oui, continua la vachère avec la même aigreur. Pourquoi avez-vous jasé dans le pays que votre chien devenait hargneux, et que ça *l'aguichait* de voir seulement couler la rivière? Il n'en fallait pas davantage pour donner la peur au monde.

— Mais encore une fois, répondit la mère Madelon, je n'ai jamais tenu de ces propos-là. — Et quand vous me les avez répétés tout à l'heure, dit-elle en se tournant vers le garde, je ne vous ai pas compris; je ne comprends pas davantage à présent.

Le garde forestier n'était pas fâché de se débarrasser de la responsabilité de ses deux coups de fusil.

— Voyons, dit-il à la mère Madelon, rappelez-vous bien. N'avez-vous point dit tout dernièrement à quelqu'un du village que votre chien vous donnait des inquiétudes, qu'il n'était plus le même qu'à son ordinaire?

— C'est un conte! exclama la vieille femme; je n'ai pas dit un mot de ça. Où est-il, celui qui m'a entendu? Qu'on me le montre!

— Cette personne n'est plus là, reprit le garde en cherchant autour de lui; mais elle y était tout à l'heure. C'est la débitante de tabac. Elle m'a assuré que vous aviez, vous, mère Madelon, manifesté dans le pays des inquiétudes à propos de votre bête, et ce sont ses révélations alarmantes qui m'ont décidé, pour la sécurité commune, à agir comme je l'ai fait.

— Elle vous a menti! fit la vieille femme indignée. Elle a inventé ça pour faire assassiner mon vieux compagnon. Ah! je comprends tout maintenant; mais c'est bon... patience... On verra comment la Madelon se venge, toute vieille qu'elle est.

Et, se détournant du côté du débit de tabac, elle étendit son bras en fermant sa main jaune et ridée, et répéta encore, mais plus lentement et plus bas : On verra! En parlant, son visage avait soudainement pris une expression de menace effrayante. A la voir dans cette attitude, qui transfigurait son être chétif en une figure presque poétique, avec le geste farouche de son bras tendu qui semblait secouer la malédiction, un esprit enclin au merveilleux l'eût prise pour une magicienne fabuleuse appelant, dans une terrible invocation, la colère des dieux sur le toit d'un ennemi. Ceux qui entendirent ces paroles menaçantes n'y prirent point autrement garde, ou les attribuèrent à un emportement passager; mais la débitante de tabac, aux oreilles de qui elles étaient parvenues, car elle écoutait derrière un rideau, en éprouva une si grande impression d'épouvante, qu'elle tomba à demi évanouie dans son comptoir.

Quand la foule se fut dispersée, la mère Madelon fit placer dans une brouette le cadavre de Caporal et le fit transporter chez elle. Le même soir, elle creusa un trou profond dans le terrain qui entourait sa maison, et elle y enterra les restes du seul ami qu'elle avait au monde.

Ce fut environ trois mois après la scène que nous venons de retracer, que la mère Madelon, pour échapper à l'ennui de la solitude, entra comme servante chez le père Protat, sabotier du pays. Le bonhomme, qui l'avait connue au temps où on l'appelait encore la belle fermière de Grez, ne la considérait pas absolument comme une étrangère prise à gages. En outre, dans sa jeunesse, la mère Madelon avait été un peu l'amie de sa femme, et, fidèle comme il l'était à la mémoire de sa chère Françoise, cette ancienne liaison était déjà une

recommandation à ses yeux. D'un autre côté, Protat savait que la petite rente dont jouissait la bonne femme la mettait à l'abri du besoin, et que c'était moins encore pour en retirer du gain que pour ne point rester seule chez elle, qu'elle avait consenti à aider sa fille dans les travaux du ménage. En lui confiant la direction des dépenses domestiques, il ne craignait donc pas qu'elle grattât les centimes pour en faire des sous. Or, sans être avare, le bonhomme Protat était soigneux de son petit avoir, et volontiers aimait à s'enfermer dans un coin pour mirer ses vieux louis dans des écus neufs. — La mère Madelon, installée dans cette maison, y vécut sur un certain pied de familiarité qui aurait pu faire quelquefois supposer aux étrangers qu'elle faisait partie de la famille.

Les seules contestations qui s'élevaient entre elle et le père Protat avaient pour cause la protection dont elle essayait de couvrir, autant que cela lui était possible, le petit apprenti Zéphyr, et les remontrances qu'elle adressait à la jeune Adeline à propos de certaines tendances de son caractère, dont elle essayait d'arrêter les développemens. Sur ces deux points seulement ils ne s'entendaient pas toujours, car le père Protat, qui n'était point tendre, comme on l'a pu voir, aux défauts de Zéphyr, souffrait beaucoup, pour peu que l'on hésitât à reconnaître en sa fille l'assemblage de toutes les perfections. Dans son aveuglement injuste, quand une altercation s'élevait entre la mère Madelon et sa fille, il ne voulait même pas savoir le motif qui l'avait fait naître, et donnait *de confiance* tort à la première, sans vouloir comprendre combien l'infaillibilité qu'il accordait à la seconde, même dans les choses où elle était le plus inexpérimentée, pourrait devenir dangereuse par la suite. Le père Protat partageait une erreur commune aux parens dont les enfans ont reçu une éducation au-dessus de l'état dans lequel ils sont appelés à vivre, et c'était précisément le cas où Adeline se trouvait par suite de circonstances que nous avons aussi à faire connaître.

IV. — UN MAUVAIS PÈRE.

La fille du sabotier avait à peine trois ans à l'époque où sa mère était morte. Les maladies qui avaient rendu ses premières années indécises, les soins et les peines qui en étaient résultés pour sa mère contribuèrent puissamment au dépérissement de celle-ci, dont la santé s'était trouvée profondément altérée à la suite de ses couches. Le père Protat avait accueilli avec la joie la plus vive la naissance tardive de cette enfant, venue au monde après douze ans de mariage; mais après la mort de sa femme, il éprouva un étrange sentiment pour la chétive créature qui lui restait entre les bras. En regardant le berceau où luttait sa vie incertaine, il ne pouvait s'em-

pêcher de penser que sa mère aurait peut-être vécu, si les veilles passées auprès de ce berceau n'avaient point hâté le terme de ses jours, et malgré lui il se surprenait à regretter l'heure où sa femme l'avait rendu père.

Par une singulière bizarrerie, cette amertume, dont au reste il souffrait lui-même, disparaissait durant les périodes où l'enfant reprenait momentanément une apparence de vigueur. Son père alors l'accablait de caresses; il quittait son travail pour la mener promener dans les champs, et durant des heures entières il la prenait sur ses genoux, s'efforçant de retrouver dans ses traits une ressemblance qui pût lui rappeler la défunte regrettée; mais aussitôt qu'elle retombait dans son état maladif, sa tendresse paternelle se changeait en brusquerie, en impatiences involontaires qui rendaient la petite muette et chagrine, et quelquefois même la faisaient hésiter à se plaindre, tant elle redoutait la grosse voix de son père. Malgré son âge peu avancé, son intelligence précoce saisissait bien les contradictions qui se faisaient remarquer dans la conduite du bonhomme; mais elle ne pouvait pas deviner pourquoi celui-ci se montrait moins doux et moins patient avec elle dans les occasions où elle avait le plus besoin de patience et de douceur. Comme les êtres que l'on habitue à la crainte, et aux oreilles de qui toute parole arrive avec le son d'un reproche, l'enfant devint peu à peu timide et contrainte. Il en résulta que dans les momens où le père Protat se trouvait bien disposé, il ne retrouvait plus dans sa fille les gentillesses et le naïf abandon de son âge; elle avait perdu cette charmante et confuse expression du langage enfantin, et ce rire bruyant qui ouvre la bouche des enfans quand ils n'ont pas d'autre moyen d'exprimer leurs joies puériles, ou de montrer le bonheur qu'ils éprouvent à se sentir aimés. La petite Adeline recevait alors les caresses de son père et les lui rendait avec une timidité inquiète. En la trouvant silencieuse quand il aurait souhaité entendre son petit bavardage confus, Protat se chagrinait d'abord, puis il s'emportait et se mettait en colère pour forcer sa fille à être bruyante et à paraître joyeuse; il lui ordonnait de jouer du même ton bourru avec lequel il le lui défendait lorsque ses jeux l'ennuyaient. Adeline obéissait, car elle connaissait l'obéissance à l'âge où l'on ignore encore le sens de ce mot; mais cette soumission cachait tout un petit monde d'arrière-pensées dans lesquelles le bon sens paternel du père Protat pouvait clairement deviner que l'enfant appréciait ses façons d'être. Il s'alarmait alors en remarquant le changement opéré chez cette frêle créature déjà pensive et réfléchie, qui s'abstenait de laisser voir ses désirs, dans la crainte qu'on ne s'y rendît pas, ou qu'on ne les satisfît qu'avec mauvaise grâce.

Lorsqu'il voyait sa fille affecter, pour lui complaire, une apparence de gaieté ou de plaisir qu'elle n'éprouvait point réellement, le

sabotier se reprochait de lui avoir enseigné la dissimulation à une époque de la vie où toutes les impressions portent ordinairement le cachet de la franchise. Il s'en voulait alors à lui-même et se disait son fait dans des soliloques où il ne se ménageait pas. Quoi qu'il pût se dire cependant, on en disait encore bien plus dans le pays, où l'espèce d'éloignement qu'il avait laissé percer pour sa petite fille avait été exagéré jusqu'à l'aversion. Ces bruits malveillans étaient basés sur quelques propos qu'il aurait laissé échapper à l'occasion des ordonnances du médecin, qui le ruinaient, avait-il dit, sans guérir l'enfant, qui ne faisait que geindre.

C'est, au reste, une habitude assez commune aux paysans de remettre dix fois dans leur poche l'argent qu'ils doivent donner au pharmacien : pour eux, toute dépense qui reste sans profit quelconque, qu'elle ait pour cause la nécessité ou le plaisir, leur semble une prodigalité inutile, et leur saigne le cœur autant que la bourse : ils ont, disent-ils naïvement, le moyen d'être pauvres, mais pas celui d'être malades. Aussi les voit-on souvent nier le mal qu'ils ressentent jusqu'au moment où il les couche de force dans leur lit, ou bien ils attendent encore leur guérison du repos, remède banal, mais qu'ils estiment, par un manque de raisonnement, moins coûteux que les visites du médecin. A l'époque où sa femme avait tenu le lit pendant trois mois, sa maladie coûta gros. Cependant Protat n'avait jamais fait la plus légère récrimination. Ne se fiant point à la science du médecin de Montigny, il avait fait appeler un docteur de Fontainebleau, dont les visites le forçaient à ouvrir largement le sac aux écus, et, pour les avoir de meilleure qualité, il faisait venir les *médecines* de Paris. Il aurait certainement vendu avec joie son dernier arpent pour prolonger l'existence de sa femme. On avait su tout cela dans le pays, où il avait été longtemps parlé des soins dont il avait entouré la défunte jusqu'à ses derniers momens et de la profonde douleur qu'il avait témoignée à sa perte. Aussi ce furent peut-être ces mêmes souvenirs qui rendaient inexplicables les paroles que dans un moment de mauvaise humeur il avait laissé échapper à propos de la maladie prolongée de la petite Adeline.

— Est-ce la faute de cette petiote, si elle est souffrante? disaient les uns. Ce n'*est* pas les drogues qu'elle prend qui ruinent son père, puisqu'à la Saint-Jean dernière il s'est encore *agrandi* en achetant le pré aux frères Thibaut, même qu'il le leur a payé d un seul coup pour l'avoir à meilleur compte.

— Eh! reprenait un autre, quand bien même il ne lui resterait plus en plaine un épi ni un brin d'avoine, quand il serait réduit, pour toute possession, à ses deux bras et à ses outils, est-ce qu'il devrait, comme ça, laisser voir son mauvais cœur? A la fin des fins, c'est-il bien vrai qu'il aimait tant la mère, puisqu'il ne peut pas souffrir l'enfant?

Il y avait dans tous ces discours l'exagération qui de bouche en bouche arrive à faire une poutre d'un fétu. Il fut un jour reporté au père Protat qu'on avait dit dans le pays que le chagrin qu'il avait montré après la mort de Françoise n'était pas sincère, puisqu'il martyrisait son enfant depuis qu'elle n'était plus en vie. Cette révélation le mit dans une de ces fureurs qui rendent un homme assassin. Il s'enquit de la personne qui avait tenu le propos, et jura qu'il le lui ferait rétracter devant tout le monde. Ayant appris que c'était un de ses voisins, le dimanche qui suivit, il fut l'attendre sur la place de l'église, à la sortie de la messe. Au moment où il l'aperçut, il lui sauta à la gorge, et, sans lui dire pourquoi, il lui administra une correction terrible. Le curé, qui venait de quitter l'église, intervint pour rétablir la paix.

— Monsieur le curé, dit le sabotier, ce n'est pas une vengeance, c'est une justice. Ce gredin-là a dit que je n'aimais pas ma femme et que je rendais ma fille malheureuse. Je ne le lâcherai que lorsqu'il aura demandé pardon à Dieu devant sa maison de son mensonge abominable, et, s'il n'obéit pas tout de suite, je lui coupe entre ses propres dents sa méchante langue d'aspic.

Voyant que le sabotier était disposé à lui faire un mauvais parti, le voisin s'exécuta, non sans protester, dès qu'il se vit libre, contre la violence dont il avait été victime.

Le lendemain de cette scène, qui fut diversement commentée sans amener aucun retour dans l'opinion qu'on avait sur lui, le père Protat s'en alla à Nemours. Il en revint le soir même, ramenant avec lui un gentil petit chariot auquel était attelée une chèvre blanche portant de jolis harnais. Le chariot était rempli de joujoux de toutes sortes. Le père Protat avait dépensé plus de cent francs pour prouver à tout le monde qu'il adorait sa fille. On vit donc bientôt la petite Adeline parcourir le village de Montigny dans la voiture traînée par la chèvre blanche. Cela causa sans doute un grand émoi, surtout parmi les enfans, qui ne pouvaient se lasser d'admirer le chariot et son charmant attelage; mais, durant cette marche triomphale, la petite Adeline ne semblait pas éprouver, même intérieurement, la joie qu'aurait dû lui causer ce riche cadeau, dont son père avait eu l'idée en voyant une gravure qui représentait *le roi de Rome* dans un équipage pareillement attelé.

En se promenant ainsi dans tout le village avec un orgueil qu'il ne dissimulait pas, le sabotier s'étonnait de ne point rencontrer dans les yeux de sa fille le remerciement du plaisir qu'il pensait lui procurer. Nonchalamment renversée dans sa voiture, la petite se voyait regardée et se devinait enviée sans que rien dans sa personne indiquât cette satisfaction d'amour-propre qui rend les enfans, aussi bien que les

hommes, sensibles à tout témoignage d'attention. Comme ils passaient devant une maison, une petite fille qui jouait auprès de sa mère voulut s'approcher pour caresser la chèvre, et, comme elle trahissait malgré elle le plaisir qu'elle aurait eu à se trouver à la place d'Adeline, sa mère la rappela auprès d'elle, la prit dans ses bras, où elle l'embrassa trois ou quatre fois en lui disant de manière à être entendue du sabotier : — Ne sois pas jalouse, ma fille, les caresses valent mieux que de beaux joujoux.

Le père Protat sentit aussitôt la colère bouillonner dans ses veines, car ces paroles, qui s'adressaient à lui comme un reproche indirect, avaient été entendues et comprises de plusieurs personnes. Il arrêta le chariot, s'approcha d'Adeline, et l'embrassa aussi en lui disant : Embrasse ton père, mon enfant; mais, malgré lui, l'agitation qu'il essayait de contenir donnait de la brutalité à ce mouvement de tendresse, et sa parole, devenue brève, avait le ton impératif du commandement. La petite fille fut effrayée, et son effroi devint visible. Pendant qu'elle lui rendait son baiser, le père Protat s'aperçut qu'elle tremblait dans ses bras, et, quand il la regarda de plus près, craignant qu'elle ne fût plus malade, il vit qu'elle était pâle et faisait des efforts pour ne pas pleurer.

Aucun détail de cette scène rapide ne fut perdu pour ceux qui observaient le père et l'enfant, restés aussi tristes l'un que l'autre. — C'est le baiser de Judas, murmura la mère de la petite fille à l'oreille d'une voisine. — Heureusement le sabotier n'entendit pas cette monstrueuse parole. Il ramena sa fille, et, comme la petite chèvre ne marchait pas à son gré, tant il avait hâte d'être rentré chez lui, il la battit durement pour la faire aller plus vite. Il arriva enfin à sa maison fou de rage et de chagrin. — Malheureux que je suis! s'écria-t-il en se frappant la tête avec ses poings, on croit que je n'aime pas mon enfant, et moi je suis sûr que c'est mon enfant qui ne m'aime plus!

Pendant qu'il se désolait ainsi, la petite Adeline était couchée, en proie à une douleur nerveuse qui la surprenait par intervalles; mais, intimidée par la présence de son père et craignant d'être grondée si elle faisait du bruit, elle n'osait se plaindre ni remuer, bien que ces sortes de crises chez les enfans comme chez les grandes personnes trouvent une espèce de soulagement dans les cris.

Quoi qu'elle fît cependant pour se contraindre, il arriva un moment où la douleur fut si vive, que l'enfant laissa échapper une plainte étouffée qui parvint à l'oreille du père. Il s'élança aussitôt vers la barcelonnette; mais la petite Adeline, ayant entendu ses pas, s'était blottie sous la couverture et mordait son drap pour comprimer les cris que lui arrachait la douleur. En se voyant découverte, elle imagina que son père était mécontent à cause du bruit qu'elle avait

fait, et pour conjurer la colère qu'elle croyait lire dans ses traits bouleversés par le chagrin, elle croisa les mains et lui dit d'une voix suppliante : — Mon papa, ne me grondez pas, je vous promets de ne plus être jamais malade.

Ces simples paroles, qui semblaient reprocher innocemment au sabotier le manque de patience qu'il avait témoigné plusieurs fois dans des circonstances semblables, le rendirent stupide d'épouvante. Cette pauvre enfant qui, depuis cinq ans qu'elle était au monde, ne connaissait encore la vie que par la douleur, et qui s'accusait de son mal comme d'une faute, c'était un spectacle navrant dont la vue faillit un instant ébranler la raison du père. — Malheureux! malheureux que je suis! s'écria-t-il en donnant un libre cours à ses larmes, toi qui es dans le ciel, et qui connais la vérité, ô ma chère Françoise, prie le bon Dieu qu'il ait pitié de moi, et qu'il me rende le cœur de notre enfant.

Le sabotier passa toute la nuit auprès du lit d'Adeline, qui se réveilla le lendemain en proie à une fièvre alarmante. Le médecin appelé en toute hâte parut embarrassé. Il fit son ordonnance et se retira sans avoir prononcé une parole rassurante. Protat embrassa sa fille pendant qu'elle dormait, et, ayant laissé une garde auprès d'elle, il sortit pour se rendre à l'église. Le sabotier n'était pas dévot; mais à défaut de piété, il avait la croyance religieuse qui se fie à la Providence, et sait qu'aux plus grands maux d'ici bas le dernier remède peut tomber d'en haut. De son vivant, sa femme l'avait déshabitué de mal parler des prêtres, qui dans certaines campagnes subissent encore les rigueurs d'un préjugé grossier répandu dans l'esprit populaire par les doctrines philosophiques du dernier siècle, continuées par l'ancien libéralisme. Quand le sabotier rencontrait le curé de Montigny, il ne manquait jamais de le saluer et lui témoignait tout le respect que méritait ce vieillard. Le desservant de ce village était un prêtre irlandais ordonné en France. Son dévouement et sa charité avaient eu l'occasion de faire leurs premières armes dans sa malheureuse patrie, que Dieu semble avoir placée exprès au milieu des flots pour qu'elle ne donnât pas aux autres peuples la contagion de sa misère. Le désintéressement de cet obscur et pieux serviteur du ciel le rendait quelquefois lui-même aussi nécessiteux que le plus pauvre d'entre ses paroissiens. Il n'avait presque rien à lui; mais le peu qu'il possédait était le bien de tous, car son évangélique charité laissait toujours la clé sur la porte. Aussi le sabotier, s'étant aperçu souvent que, durant les grands froids de l'hiver, la cheminée de la cure était, dans tout le pays, la seule où l'on ne voyait pas de fumée, y envoyait de temps en temps une *ânée* de bourrées ou un stère de bois coupé dans ses baliveaux. Comme Protat se dirigeait vers l'église, il rencontra le curé,

qui venait d'en sortir, et celui-ci parut surpris de voir son paroissien, qui ne venait ordinairement à l'église que pour assister à la messe du bout de l'an dite en mémoire de sa femme.

— Est-ce que vous aviez à me parler? demanda le prêtre.

— Non, monsieur le curé, pas à vous, mais au bon Dieu. Je viens lui demander d'avoir pitié de ma petite fille, qui va bien mal.

— Dieu vous entende et vous exauce! répondit le prêtre. Je le prierai aussi pour qu'il vous conserve votre enfant. — Et il ajouta doucement, avec une intention qui semblait vouloir reprocher au sabotier la rareté de ses apparitions à l'église : Dieu n'est pas comme les hommes qu'on ne rencontre jamais quand on a besoin d'eux. Si rarement qu'on vienne le voir, on est toujours sûr de le trouver. Entrez, père Protat, ajouta-t-il en désignant la porte de l'église; vous serez seul!

— Je n'ai pas peur qu'on me voie, répondit fermement le sabotier. Je voudrais, au contraire, que tout le village fût là pour écouter ma prière. Quand on l'aurait entendue, on ne dirait peut-être plus les vilaines choses qu'on dit.

Le curé savait vaguement les calomnies dont son paroissien était l'objet.

— Je sais que vous êtes un honnête homme et un tendre père, dit-il à Protat. Celui que vous allez prier le sait aussi, et c'est pourquoi il vous écoutera.

— Merci de m'avoir dit ça, monsieur le curé, fit le sabotier avec émotion, cela me donnera de la confiance. — Et il entra dans l'église.

C'était un petit temple rustique où l'on ne voyait aucune apparence de luxe. Les murailles, blanchies à la chaux, étaient nues, sauf une douzaine de lithographies grossièrement coloriées et encadrées de sapin, qui représentaient les douze stations du chemin de la croix. Le grand autel, situé au fond de la nef, n'avait aucun ornement d'art. La nappe était bien blanche, mais sans broderie, et reprisée en mille endroits. Les chandeliers étaient de bois tourné, la croix en métal imitant l'argent, et, pour la conserver plus longtemps, on l'enveloppait d'un morceau de gaze que l'on retirait seulement les jours de fête et les dimanches. Le chœur était entouré d'une demi-douzaine de stalles de chêne verni, sans aucune sculpture. Au milieu du chœur brûlait la lampe du tabernacle, seul objet de valeur que possédât la fabrique. Cette lampe était en argent, et avait été offerte à l'église de Montigny par l'évêque du diocèse pendant une de ses tournées. Dans cette modeste maison édifiée à son culte, Dieu paraissait aussi pauvre que le jour où il vint au monde dans une étable. L'impression que l'on éprouvait au milieu de cette simplicité n'était peut-être point la même que celle qui s'empare de l'âme sous les voûtes des

grandes basiliques; mais là du moins la pensée n'était point distraite forcément par l'admiration que sollicitent les chefs-d'œuvre et les merveilles du génie humain, qui, dans les cathédrales, rehausse et glorifie la grandeur de la Divinité. A genoux sur le carreau nu, le chrétien venu là pour prier sentait que sa prière était moins éloignée de celui qui devait l'entendre.

Au moment où le père Protat pénétrait dans l'église, des bruits singuliers troublaient le silence du lieu saint : c'étaient des bataillons de rats qui couraient dans les charpentes délabrées de sa couverture. Ces hôtes incommodes étaient devenus si audacieux, que le bedeau était obligé de retirer chaque soir les cierges des chandeliers, pour qu'ils ne vinssent pas les manger pendant la nuit. Le sabotier alla s'agenouiller devant la chapelle de la Vierge. C'était précisément celle où il avait été marié il y avait dix-sept ans. On était alors dans le mois de mai, consacré spécialement au culte de Marie, et la chapelle était ornée de fleurs dont le parfum pénétrant embaumait tout ce coin de l'église. Le père d'Adeline pria longtemps, avec une ferveur vraie et cette éloquence touchante qu'une douleur sincère met aux lèvres des êtres les plus grossiers. Il pleura ces chaudes larmes qui brûlent les joues, et trouva des invocations passionnées qui eussent attendri l'être le plus insensible. Il y eut un moment où, par un jeu de la lumière extérieure, l'un des vitraux de la chapelle projeta son coloris rosé sur la figure de la Vierge, et pendant une minute la blancheur du plâtre se revêtit d'une apparence de chair vivante. Au milieu de son exaltation, le père, qui implorait pour sa fille la Vierge dont le cœur maternel avait été percé par les sept glaives douloureux, crut la voir compatir au récit de ses souffrances, et il lui sembla qu'elle lui promettait sa protection dans un sourire de miséricorde. Avant de quitter la chapelle, le sabotier fit vœu, si sa fille était sauvée, de recueillir et d'élever le premier orphelin dont il aurait connaissance dans le pays. Protat sortit de l'église en emportant une fugitive espérance qui devait presque se trouver réalisée à son retour à la maison. Il y trouva Adeline plus calme que lorsqu'il l'avait quittée, et l'enfant exprimait le bien-être qu'elle ressentait en entr'ouvrant ses lèvres comme pour un sourire. Pour la première fois aussi depuis bien longtemps, elle offrit à son père une physionomie plus sympathique, et elle lui demanda ses joujoux sans que sa voix parût exprimer la crainte de se voir refusée. Chacun des jours qui se succédèrent apporta une amélioration sensible dans l'état de la petite Adeline, et au bout de deux semaines elle parut, pour quelque temps du moins, complétement rétablie.

HENRY MURGER.

(La seconde partie au prochain n°)

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 février 1853.

Est-il donc des momens où il passe dans l'air quelque chose d'inconnu et de mystérieux qui réveille subitement les esprits en faisant naître les incidens brusques et inattendus? Et par quel capricieux hasard ces incidens viennent-ils se mêler aux bruits expirans d'un temps de fêtes et de plaisirs quelque peu échevelés? Des arrestations en assez grand nombre à Paris, une tentative d'insurrection à Milan, tout cela presque le même jour, presque à la même heure, comme des nuages montant à deux points différens de l'horizon! Heureusement la simultanéité est le seul lien entre ces incidens; il n'y a aucune autre analogie dans la nature des faits, et encore moins peut-il y en avoir dans les résultats; il semble au contraire que le caractère primitif des arrestations opérées à Paris tende à s'atténuer de plus en plus, soit par la mise en liberté successive de la plupart des personnes arrêtées, soit par la lumière qui se fait sur les inculpations dont sont encore l'objet celles qui restent détenues. D'un complot contre la sûreté de l'état, l'accusation passe à un délit de propagation de fausses nouvelles, et, sous cette forme, elle rentre dans le ressort de la justice ordinaire. Les tribunaux auront donc à se prononcer sur ce qui semblait dès l'abord être un acte préventif de sûreté publique, et revêtir à ce titre un caractère essentiellement politique. S'il y a eu délit, la justice le dira infailliblement, de même que s'il y a quelque question de légalité douteuse, elle fixera les incertitudes de la loi; c'est là sa mission et son œuvre dans ce cas spécial. En assumant la responsabilité de la mesure qu'il a cru devoir prendre, le gouvernement avait visiblement pour but d'atteindre d'une manière plus générale un commerce suspect de fausses nouvelles, de bruits injurieux, de correspondances agressives, et c'est là le seul point où on peut s'arrêter.

C'est toujours sans doute une triste guerre que celle qui consiste à propager des bruits nés on ne sait d'où, à accréditer l'injure clandestine, à imaginer

chaque jour des scissions et des crises, à travestir les hommes et les choses; il n'en faudrait point cependant grossir l'importance. De tout temps, on a pu voir à l'œuvre cet étrange besoin de savoir plus que ce qui existe réellement et de dire plus que ce qui est vrai. Naturellement ce besoin change d'expression selon les circonstances; il trouve une issue dans les journaux quand les journaux ont le droit de tout dire, de tout imprimer, de tout divulguer. Il prend la forme d'un bruit, d'une rumeur voyageuse, d'un mot échangé en passant, d'une confidence qui, sans être publique, appartient à tout le monde, sous l'empire des régimes qui imposent une plus étroite réserve. Si ces régimes sont quelquefois une garantie, ils ont souvent aussi un inconvénient dont ils souffrent eux-mêmes : c'est qu'ils fournissent un prétexte pour dire tout bas ce qu'en aucun cas on n'oserait dire tout haut; c'est que la crédulité s'y développe d'une manière singulière, au point d'ajouter foi aux plus ridicules commérages comme aux fables les plus impossibles. Tout ce que peut faire l'autorité publique, c'est d'intervenir là où cette propagation clandestine prend le caractère de la diffamation et de l'injure. Quant au reste, quant à ce besoin particulièrement inhérent à l'esprit français de chercher partout un aliment, de se répandre dans les conversations, de faire tout comparaître à son tribunal, souvent plus amusant que juste, mieux que tout autre le gouvernement peut savoir s'il est toujours facile et même s'il est utile de lutter avec l'impalpable et l'inconnu, avec ce délit perpétuel et insaisissable des imaginations inventives et médisantes. Si les gouvernemens s'imposaient un tel travail, ils trouveraient probablement bien des coupables, à commencer fréquemment par leurs amis eux-mêmes, car quel est l'homme en France qui se refuse le plaisir d'une saillie, même contre le pouvoir qu'il sert? Ce qu'il y a donc de mieux pour le gouvernement, il nous semble, c'est, sans abdiquer le droit de réprimer, quand il peut, les fables injurieuses et les nouvelles mensongères, de leur opposer surtout les actes d'une politique intelligente et juste. Quelque place qu'occupent parfois dans le mouvement social les bruits et les rumeurs, les choses sérieuses ne laissent point d'y reprendre naturellement leur rang; il y en a un nombre suffisant aujourd'hui. La session législative s'ouvre à l'heure où nous sommes. Hier à peine M. le ministre des finances, dans un rapport à l'empereur, exposait les résultats de l'exercice financier de 1852 et l'état présent des ressources du trésor. Il y a peu de jours, le gouvernement décrétait la création d'un conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. Plus que jamais l'Algérie devient en ce moment l'objet de l'attention universelle. Enfin, depuis quinze jours, le conseil supérieur de l'instruction publique tient une laborieuse session. A travers les mobilités de la politique, n'aperçoit-on pas là quelques-uns des élémens les plus sérieux de la présente situation de la France au point de vue de ses intérêts positifs et permanens?

C'est aujourd'hui même en effet que s'ouvre la session législative légale et régulière. Elle s'ouvrait il y a un an au lendemain du 2 décembre, elle s'ouvre maintenant au lendemain du rétablissement du pouvoir monarchique. Très probablement une communication de l'empereur viendra exposer l'état général des affaires du pays. On sait suffisamment du reste que le corps législatif n'a point à délibérer de réponse à ces manifestations du chef de l'état; il

n'y a plus de discussion de l'adresse, selon les usages parlementaires d'autrefois. Il est hors du domaine des assemblées de passer en revue dans de solennels et vifs débats tous les points de la politique extérieure et intérieure. Le corps législatif se retrouvera tout de suite en face de ses travaux, en présence de quelques-uns des projets dont il a pu être saisi l'an dernier et de ceux qui pourront être proposés à ses délibérations cette année. Moins ses prérogatives sont étendues au point de vue politique, plus il semble que ses investigations et son contrôle doivent se porter sur certaines matières des plus graves encore, telles que l'état des finances. Le budget est une occasion naturelle. C'est au corps législatif de vérifier, d'analyser, de décomposer cette situation financière dont M. Bineau traçait l'autre jour le tableau dans ce rapport dont nous parlions. Envisagée dans son ensemble, certes cette situation n'a rien que de pleinement rassurant. L'ordre a rendu leur essor aux affaires, et en le rendant aux affaires, il l'a rendu aux recettes publiques. Que voit-on dans le rapport de M. Bineau? C'est que les revenus indirects de 1852 non-seulement ont dépassé de plus de 60 millions les produits de 1851, mais qu'ils ont encore surpassé de 28 millions les prévisions sur lesquelles était basé le budget. 1851 a laissé un découvert de 100 millions, celui de 1852 est réduit à 28 millions; il était primitivement porté à 103 millions. En comptant sur le développement régulier et normal des intérêts, sur le progrès de la fortune publique, on pourrait espérer voir les recettes de l'état s'élever insensiblement au niveau des dépenses, et le budget atteindre à l'équilibre, cet équilibre tant souhaité et toujours si vainement poursuivi. La situation financière de notre pays se présenterait donc sous un jour des plus favorables, si ce n'étaient les déficits permanens et toujours accrus, qui s'élèvent maintenant à 700 millions environ. Il est pourvu à ces charges, on le sait, avec les ressources de la dette flottante, qui se compose des fonds des caisses d'épargne, des bons du trésor, etc., et qui monte aujourd'hui à 690 millions.

Le chiffre élevé de la dette flottante ne constitue pas une difficulté pour le moment; en serait-il ainsi dans toutes les éventualités? On peut éviter le danger, dira-t-on, en évitant les révolutions. Soit, nous ne demandons pas mieux que de voir cette chance disparaître de la liste des éventualités humaines; mais telle est l'extrémité singulière que créent les révolutions : si on compte sans elles dans les calculs financiers, on est imprudent et téméraire. Si on fait trop de place à ces redoutables probabilités, on craint d'agir, on restreint toute prévision, on vit au jour le jour, et l'essor du pays se trouve paralysé. Il faut donc tâcher de passer à travers ces écueils, en engageant l'avenir avec une prévoyante modération, en disposant du présent avec sagesse. Quant au présent, M. le ministre des finances donne une assurance qui sera certainement reçue avec joie, c'est que de nouvelles charges ne seront point imposées au pays, ce qui exclut d'avance toute pensée de faire revivre les projets de taxe qui avaient été présentés l'an dernier au corps législatif. Si le rapport ministériel révèle d'une manière générale l'amélioration des intérêts et des affaires, le compte-rendu annuel de la Banque l'exprime aussi sous une forme particulière par l'immense accroissement des opérations de cet établissement. Dans le compte-rendu de la Banque comme dans le rapport de M. Bineau, il y a une chose qui nous frappe, c'est que dans ces deux

exposés financiers, on se félicite également de voir la fortune publique remonter aujourd'hui au niveau de 1847, et en effet cela suppose un grand et vigoureux effort; il y a bien de quoi s'arrêter un moment à constater le point où on se trouve ramené, comme lorsqu'on a parcouru une route longue et scabreuse. Mais tout ce qui a été perdu dans l'intervalle, mais les déficits qui restent comme un poids sur le pays, mais toutes les forces employées pendant quatre années à lutter contre la ruine, au lieu de se tourner vers les entreprises fécondes! Le seul progrès que permettent les révolutions consiste-t-il donc à revenir au point où on se trouvait avant qu'elles éclatassent? Encore n'y revient-on que meurtri, avec bien des plaies à guérir et dans des conditions totalement transformées. Dans cette situation nouvelle, plus le gouvernement est investi d'une immense autorité, plus il lui est utile de s'entourer de toutes les lumières dont le concours peut rendre son initiative intelligente et efficace. N'est-ce point là la pensée qui a présidé à la création d'un conseil supérieur de l'agriculture, de l'industrie et du commerce? Le rapport de M. Troplong sur le sénatus-consulte qui rétablissait l'empire laissait pressentir cette création, aujourd'hui réalisée. Le nouveau conseil est nommé par le gouvernement, il ne saurait donc entraver son action. Les avis ne sont pas obligatoires, mais ils doivent nécessairement avoir un grand poids. C'est un organe attitré des besoins et des intérêts, un intermédiaire utile dont l'influence toute pratique peut contribuer à faire marcher d'accord le gouvernement et l'opinion publique vers la solution des grands problèmes de l'industrie et du commerce.

Cet accord de l'opinion publique et du gouvernement sur quelques-uns des points qui touchent le plus essentiellement à la grandeur du pays n'est-il point la première garantie d'une impulsion juste et féconde? N'est-il point la condition la plus nécessaire et la plus favorable? La France aujourd'hui, après avoir épuisé toutes les fortunes politiques, est en train d'aimer le repos et de chercher partout des alimens à son ardeur de conquêtes matérielles et pacifiques. L'Algérie lui en offre un naturellement. Lorsque l'empereur, dans son discours de Bordeaux, disait qu'il y avait pour la France, de l'autre côté de la Méditerranée, un royaume à fonder, il indiquait une de ces œuvres où cet accord dont nous parlions entre l'opinion publique et le gouvernement est le plus nécessaire: il montrait un champ nouveau d'activité. Ce n'est pas qu'il n'ait été fait beaucoup jusqu'ici en Afrique. La guerre d'abord a été faite résolument, victorieusement, de manière à ne laisser aucun doute sur les chances de notre domination. Il peut y avoir encore des soulèvemens partiels en Afrique, les grandes résistances sont vaincues, les grands obstacles sont brisés. L'Algérie tout entière est au pouvoir de nos armes, et la récente prise de Laghouat n'a fait qu'ajouter une garantie de plus à notre prépondérance. Maintenant, sous la protection de l'épée de nos soldats, la place reste libre à l'organisation, au travail, à la colonisation, à l'assimilation complète de ce vaste territoire. Il a été question dans ces derniers temps, assure-t-on, d'un sénatus-consulte destiné à régler la constitution de l'Algérie, et à cette question s'en joignait une autre, celle de savoir en quelles mains reposerait le gouvernement supérieur de la colonie. On n'en est point à savoir que le nom d'un prince de la famille impériale a été prononcé. Les futurs ministres de la

future vice-royauté étaient même déjà désignés par la rumeur publique, ce qui, vu quelques-uns des noms mis en avant, ne pouvait être évidemment qu'une calomnie à l'égard du gouvernement et à l'égard des hommes ainsi désignés. Autant qu'on en puisse juger d'après les apparences actuelles, rien ne semble, pour le moment, aussi avancé qu'on a pu le croire. Ceci est en quelque sorte le côté purement politique des affaires de l'Algérie. Mais le gouvernement paraît en même temps porter son attention sur bien d'autres matières : il s'occupe, dit-on, d'une réorganisation judiciaire de l'Algérie. Une des plus graves réformes qui se préparent est celle de l'impôt foncier sur les indigènes, impôt dont l'assiette varie jusqu'ici selon les lieux, selon les tribus, et qu'il s'agirait d'établir sur un plan plus uniforme et moins incertain. Et au-dessus de ces divers projets administratifs, il reste enfin la grande affaire de l'Algérie, la colonisation.

Comment arrivera-t-on à peupler l'Afrique? Comment le travail et l'industrie parviendront-ils à transformer ce sol et à s'approprier ses immenses ressources? Ce n'est pas qu'à ce point de vue même l'Algérie n'ait fait déjà de notables progrès : on en pourra mieux juger quand le gouvernement aura mis au jour les résultats du mouvement commercial de la colonie en 1852; mais le problème de la colonisation reste évidemment entier encore. Or c'est ici que les projets abondent sous toutes les formes. Il y en a de très gigantesques, et il pourrait bien y en avoir aussi de très chimériques. On a parlé d'une puissante compagnie qui se formerait à l'instar de la compagnie anglaise des Indes, et qui se chargerait exclusivement de la colonisation algérienne. Elle demanderait le monopole de l'exploitation des mines, des forêts, de toutes les industries en un mot, sans compter l'exploitation agricole. Il y a une condition qui n'est point de nature, ce nous semble, à faire réussir l'entreprise, c'est que le gouvernement devrait garantir un minimum d'intérêt. Selon un projet différent, l'état, agissant directement, devrait jeter en Afrique cinq cent mille hommes et 500 millions; mais pense-t-on qu'il soit très facile de trouver ces 500 millions et ces cinq cent mille hommes? L'état peut beaucoup, il ne peut pas tout cependant. Cela ne veut point dire qu'il doive se mettre à l'écart et laisser tout à faire à l'effort individuel, qui, livré à lui-même, serait impuissant; cela veut dire que le meilleur système de colonisation est peut-être celui qui exclut tout esprit de système, qui combine l'intervention de l'état avec l'effort individuel. Il est le meilleur parce qu'il est le plus pratique, parce qu'il tient compte de tous les élémens et se prête aux tentatives les plus variées.

Voilà donc quelques-uns des projets les plus récens nés de cette préoccupation très vive des destinées de l'Algérie. Il en est encore d'autres pourtant qui ne sont pas même tous éclos en France. Ainsi il s'est formé à Genève une compagnie dont les propositions sont actuellement soumises au gouvernement français, qui ne semble point éloigné de les accepter. La compagnie genevoise demande une concession de 20,000 hectares aux environs de Sétif. Cette concession sera faite par annuités, à raison de 2,000 hectares par an. La compagnie, quant à elle, s'engage à construire un village de cinquante feux sur chacune de ces portions de 2,000 hectares. Elle déposera au besoin, pour chaque colon, la somme de 3,000 francs que celui-ci devra

apporter. Le bénéfice de la compagnie résultera d'un prélèvement de 800 hectares fait à son profit sur chaque concession annuelle. Comme nous le disions, ces propositions sont en ce moment à l'étude. Elles peuvent aboutir à un résultat heureux, justement parce qu'elles ne sont pas gigantesques et qu'elles se présentent dans des conditions plus praticables. Il reste enfin un dernier projet, qui n'est certes point le moins ingénieux : c'est celui de la création de villages départementaux, ou, en d'autres termes, de villages dont la population serait empruntée à chaque département de France. Dans un pays comme l'Afrique, en effet, on a pu le remarquer, les villages se composent souvent d'habitans dont la langue, les mœurs, les usages sont différens; ce sont des individus qui vivent juxtaposés, ce n'est point une population homogène, vivant de la même vie. Les villages départementaux dont on parle auraient pour but de remédier à cette incohérence, de fortifier la population française, relativement faible en Afrique, de rendre l'émigration plus facile et moins rebutante pour les paysans de nos campagnes, en changeant le moins possible leurs habitudes et en leur faisant retrouver sur le sol africain une sorte d'image de leur patrie européenne. Joignez à tous ces plans de colonisation les projets de chemin de fer, qui commencent à se produire et à se multiplier pour l'Afrique. Il est déjà question de propositions faites au gouvernement pour créer des lignes de fer entre Alger et Blidah, entre Philippeville et Constantine, d'Arzew vers Oran. Comme on voit, l'Algérie exerce sur les imaginations l'influence des terres merveilleuses; elle fait germer les combinaisons. Dans tous ces projets, ce qui nous semble le plus utile, c'est de faire le moins de part possible au chimérique et au gigantesque. Il ne suffit pas de jeter dans le monde de la spéculation quelque combinaison qui frappe et qui étonne; on sait ce qui en arrive souvent : l'outre gonflée se crève, après toutefois que les inventeurs ont commencé par se payer de leurs inventions. Il a été fait sur le sol de l'Afrique assez d'expériences pour que l'opinion publique ne s'intéresse qu'aux tentatives sérieuses, et que le gouvernement ne seconde avec une sage hardiesse que les entreprises possibles et réellement fécondes.

Nous parlons ici d'un intérêt en quelque sorte à demi extérieur, puisqu'il suppose une expansion de la France hors de sa sphère d'action continentale. C'est une pensée pratique qui doit régler et féconder cette expansion, et n'en est-il pas toujours ainsi, de quelque intérêt qu'il s'agisse? La même pensée prudente et pratique ne doit-elle pas présider aux profonds remaniemens que le gouvernement croit devoir accomplir dans diverses parties de l'administration intérieure, notamment dans l'instruction publique en ce moment? C'est la loi du 15 mars 1850, on ne l'a pas oublié, qui a commencé de modifier d'une manière sensible le principe même du régime de l'enseignement. Le décret du 10 avril 1852, qui trace tout un nouveau programme d'études, est venu, dans un autre ordre d'idées, ajouter à cette transformation. Ce changement profond dans la direction générale de l'instruction publique entraînait nécessairemant un assez grand nombre de modifications dans l'économie du régime universitaire. C'est de cet ensemble de modifications, sorte d'appendice du décret du 10 avril, que s'occupe depuis quelques jours le conseil supérieur, sur les propositions de M. le ministre de l'instruction publique.

Les règlemens nouveaux soumis au conseil sont de diverse nature; ils touchent à l'agrégation des lycées, à l'enseignement des facultés des lettres, à l'enseignement du droit romain, à la licence pour les sciences physiques, mathématiques et naturelles, enfin au régime financier des lycées. Déjà des décrets ou des arrêtés sont intervenus sur certains de ces règlemens, notamment sur celui qui concerne l'enseignement du droit romain; les autres sont encore en discussion au sein du conseil supérieur, et ne tarderont pas, à ce qu'il paraît, à voir le jour. Quelle influence exerceront sur l'instruction publique en France les réformes accomplies depuis quelque temps et poursuivies encore par le gouvernement? L'expérience seule peut répondre évidemment. Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est de marcher avec prudence dans une voie où il a été conduit par un de ces reviremens d'opinion si fréquens aux heures de révolution.

L'instruction publique en effet, telle qu'elle a été longtemps constituée, a été l'objet de bien des accusations : cela tient un peu à ce qu'on est en général bien aise de se décharger sur quelqu'un ou sur quelque chose de la responsabilité d'un mal universel où tout le monde a sa part. L'instruction publique, cette fois, a été un des coupables. Sans partager bien des injustices et bien des préjugés d'esprits superficiels, quelle a été en réalité la faute de l'instruction publique? C'est d'avoir été de son temps, d'avoir flatté peut-être quelquefois des goûts, des instincts, des enivremens factices au lieu de les réprimer, d'avoir cédé à des tendances qui l'éloignaient insensiblement de son but. La discipline morale a commencé par disparaître de l'éducation publique, et cette discipline, ce n'est point malheureusement avec des règlemens ou des décrets qu'on peut la faire renaître. Une fois sur ce terrain, d'autres déviations sont venues et se sont manifestées sous plus d'une forme. S'il y a bien des professeurs de tout âge et à tous les degrés de l'enseignement qui sont restés fidèles à leur rôle, à leur mission, à leur caractère, n'est-il pas vrai qu'il en est bien d'autres qui ont été moins occupés de rester des maîtres attentifs et pratiques que d'être des esprits brillans et instruits parfois, il est vrai, mais plus habituellement tournés vers le dehors que vers l'intérieur modeste de leur classe? Le caractère propre du maître s'est atténué en eux. En ce qui touche les élèves eux-mêmes, n'est-il point vrai encore que l'enseignement a été considéré comme une sorte de gymnastique à l'aide de laquelle ils se sont accoutumés à prendre avec hâte et précipitation une teinture générale de tout, qui leur procurait l'illusion de la science sans leur en laisser la réalité? L'instruction publique est devenue ainsi telle que nous l'avons vue,—plus littéraire que morale, plus superficielle que profonde, plus étendue que substantielle.

Si les réformes actuelles ont pour résultat de ramener l'instruction publique à son but, de coordonner les études, de les fortifier en les spécialisant, de leur faire regagner en solidité ce qu'elles peuvent perdre en étendue, il ne faut pas s'en plaindre. C'est ce qui doit dominer les modifications auxquelles l'enseignement est soumis depuis quelque temps; c'est là, il nous semble, la pensée des divers règlemens que le conseil supérieur a eu à discuter dans ces derniers mois. C'est aussi à cette pensée que se rattachent toutes les dispositions qui tendent à rendre un caractère plus pratique au professorat dans

les lycées. Le projet sur l'agrégation n'est, au reste, que l'application du décret du 10 avril. Quant au règlement sur le régime financier des lycées, il a un double but, celui de combler le déficit permanent qui existe dans le budget de l'instruction publique et d'améliorer la situation matérielle des professeurs. M. le ministre de l'instruction publique se propose d'y arriver sans demander à l'état un supplément de dotation, par l'élévation modérée des rétributions que paient les familles pour l'éducation de leurs enfans. La modicité de ces rétributions produit aujourd'hui un fait singulier : c'est que le nombre des élèves, au lieu d'être un élément de prospérité pour un lycée, est au contraire un élément de ruine. Ainsi les lycées les plus renommés de Paris sont ceux qui ont besoin de la plus forte part dans la subvention de l'état. Une légère élévation de prix doit suffire, dans la pensée de M. le ministre de l'instruction publique, pour combler le déficit de 300,000 fr. qui existe dans le budget de l'enseignement, et pour améliorer la situation des professeurs, en augmentant leur traitement éventuel, qui se compose d'une part proportionnelle dans les rétributions universitaires. A cela on objecte que l'élévation du prix aura pour effet d'éloigner un grand nombre d'élèves et d'altérer le caractère démocratique de l'université; mais n'est-ce point mêler à cette question une considération qui lui est étrangère? Le but de l'instruction publique n'est point d'instruire le plus grand nombre, mais d'instruire le mieux possible, dans les conditions les plus efficaces et les plus favorables. Le but de l'état en particulier est de maintenir dans ses lycées un niveau d'enseignement qui les rende toujours préférables pour ceux qui recherchent les études élevées. C'est là la pensée supérieure à réaliser, et dont on ne paierait pas trop cher la réalisation, dût-on être obligé, pour cela, d'améliorer sous une autre forme la situation des professeurs. Il y a dans le nouveau règlement une disposition qui, nous l'avouons, est à nos yeux plus susceptible d'être contestée. D'après le règlement, le traitement affecté au professorat serait alloué à l'ancienneté et au choix sans distinction de grade et de nature d'enseignement, de telle sorte qu'un professeur élémentaire pourrait toucher un traitement supérieur à celui d'un professeur de rhétorique. Il y a là, il nous semble, une innovation assez grave, fondée peut-être sur une erreur qui consiste à attacher exclusivement à l'homme le traitement qui s'attache souvent à la fonction. De quelque manière qu'on juge, et sans déprécier aucun service, il y a évidemment une distinction à faire entre une chaire élémentaire et une chaire de rhétorique; c'est le même principe qui fait la différence entre les fonctions de substitut et celles de procureur-général. Quoi qu'il en soit, le règlement sur le régime financier des lycées se lie à un ensemble de réformes dignes de toute considération, et auxquelles M. Fortoul consacre une incessante activité.

Toutes ces choses que nous énumérons, les finances en voie de s'améliorer, la colonisation de l'Algérie qui s'élabore, l'instruction publique qui se transforme, ce sont là des intérêts supérieurs et permanens qui sont la meilleure garantie de la paix. Ils ont besoin de l'ordre et du calme au dedans et au dehors. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est qu'au moment même où la paix semble ressortir le plus invinciblement de la situation morale et matérielle

des peuples, il y a des esprits qui s'amusent à allumer pour leur passe-temps toutes sortes d'incendies européens, à brûler de la poudre dont l'odeur ne se fait sentir heureusement que dans les brochures. C'est le contraste entre l'imagination et la réalité. On n'a point sans doute oublié la grande querelle récemment engagée entre les *Limites de la France* et les *Limites de la Belgique*, querelle où nous avons mêlé à tort, à ce qu'il paraît, le nom de M. Jottrand, avocat de Bruxelles. M. Jottrand n'est point l'auteur des *Limites de la Belgique;* nous nous sommes trompés sur le nom, point sur les idées, dont M. Jottrand ne semble guère décliner la solidarité, et encore notre erreur était-elle celle de bien des gens en Belgique, par une raison assez naïve : c'est qu'on supposait que l'honorable avocat de Bruxelles pouvait seul avoir l'idée d'annexer la France à la Belgique. Il paraît qu'il n'en est pas ainsi. Au fond, d'ailleurs, peut-être eût-il mieux valu que M. Jottrand fût l'auteur de ce singulier livre, parce qu'enfin il n'eût risqué que lui-même; il n'eût pu, par sa position, éveiller la pensée d'une solidarité que le gouvernement belge désavouerait certainement, à moins que le cabinet de Bruxelles ne sente le besoin à son tour de jouer son rôle dans ce drame de l'imagination effarée dont nous parlions. Pour le moment, la question reste donc indécise sur le point de savoir si c'est la Belgique qui sera annexée à la France, ou la France à la Belgique. Le feu s'éteint de ce côté; mais il s'ouvre aussitôt sur un autre point, et nous voici retombés en pleine invasion de l'Angleterre. C'est là tout simplement ce que l'auteur des *Lettres franques* a à proposer au gouvernement français. Il ne faut à l'ardent ennemi du nom britannique rien moins que l'immolation de l'Angleterre, pour le plus grand honneur de l'humanité et de la morale. Faute de voir son idée acceptée par le gouvernement, l'auteur se verra dans l'obligation de la porter à M. le comte de Chambord, qui la mettra très certainement à exécution au premier jour. L'auteur des *Lettres franques* semble en effet appartenir à une certaine fraction du parti légitimiste qui fait beaucoup d'articles avec les Anglais de l'extérieur et de l'intérieur, et qui n'a jamais pu trouver une aiguille assez fine pour y mettre son parti en équilibre. Heureusement, dans la présente brochure, les Anglais de l'intérieur ne viennent qu'en post-scriptum; autrement nous nous figurons qu'ils allaient être convenablement pulvérisés, au moins autant que les Anglais de l'extérieur.

Ce qu'il y a de mieux, c'est que les *Lettres franques* ont eu à Londres un succès étrange et colossal : elles ont fait baisser les fonds dans la Cité, et probablement aussi la nouvelle milice a fait dans tous les comtés une promenade patriotique, pour repousser les Français prêts à débarquer. Il y a ainsi bon nombre d'Anglais, à ce qu'il paraît, qui croient à une toute prochaine descente d'une armée française. Par bonheur, la paix a trouvé un rude champion en Angleterre : c'est M. Richard Cobden. M. Cobden tient des *meetings* pour la concorde universelle et rédige des brochures. Il réunit le congrès de la paix et tient bon contre tous. Rien n'ébranle cet homme intrépide, pas même quand on lui dit, comme à Manchester, que ledit congrès réunit en sa faveur toutes sortes de considérations, mais qu'il n'a pas le sens commun. Qu'a donc fait cette pauvre paix des nations pour être ainsi défendue? Et comme il faut que l'humour britannique trouve toujours son issue, M. Cobden

fait des paris contre l'invasion française en véritable incrédule, et il trouve qui lui répond. Les *Lettres franques* ont pu lui faire croire un moment qu'il était bien près de perdre sa gageure : il n'en est rien pourtant, et M. Cobden est encore en possession de ses 10,000 livres sterling. Sérieusement, il est assez curieux d'observer tout ce tapage d'imaginations échauffées qui se mettent en une aussi flagrante contradiction avec les besoins, les instincts, les intérêts des peuples, avec leurs goûts même, qui ne sont point du tout aux collisions, aux luttes guerrières et aux conquêtes par les armes. Nous sommes un peu de l'avis de M. Jottrand, qui disait l'autre jour à peu près : Que chacun reste chez soi, et que cela finisse! Très certainement les gouvernemens ne s'associent pas à tout ce bruit de plume; autrement qu'en faudrait-il penser? et que faudrait-il croire de ce colosse britannique pour aller s'émouvoir, — de quoi? D'une assez pauvre littérature à qui il a pris fantaisie d'éclore un jour d'hiver où la moisson littéraire n'était guère abondante.

Ce qu'il y a de plus triste en effet, c'est que les *Lettres franques* ne sont point du tout un pamphlet amusant, ce qui est cependant une condition indispensable pour un livre qui se passe si bien de tout le reste. Heureusement, à l'autre bout de l'horizon littéraire il se préparait une de ces fêtes où le monde accourt pour voir comment un vif esprit se jouera avec l'impossible. Une femme d'imagination entreprenait de changer le sexe de Tartufe et de jeter sur la scène cet étrange personnage ainsi transformé et transplanté dans notre monde contemporain, dans nos mœurs, dans le capricieux mouvement de la vie élégante. Oui, Tartufe en robe de satin et en coiffure de dentelles, Tartufe dame de charité et patronesse, ayant ses pauvres et faisant des uniformes pour les singes des petits Savoyards, par amour de l'humanité, — Tartufe ayant une variété d'histoires galantes dans son passé et dans son présent, excellant à s'introduire dans les familles, à lancer la calomnie sur un ton mielleux, à compromettre les jeunes filles, à monter l'esprit d'un vieux maréchal pour l'épouser! telle est la pensée de la comédie nouvelle qui s'appelle *Lady Tartufe*. Faire pour le sexe féminin, sans déguiser nullement cette prétention, ce que Molière a fait pour notre sexe, certes ce n'était point une entreprise vulgaire. Le malheur est que dans une œuvre de ce genre il faut plus que de l'imagination et de l'esprit; il faut une rare puissance d'observation, l'art de saisir la réalité, de communiquer la vie, d'animer les personnages, de représenter les caractères dans leurs nuances et dans leur profondeur; il faut cet instinct dramatique qui fait d'une œuvre de l'esprit l'image fidèle de la vie humaine. « Comme je suis mal coiffée! » dit pour son premier mot lady Tartufe en se regardant dans une glace. N'est-ce point tout à fait ainsi que doit commencer la comédie d'une femme? Et à bien d'autres traits encore on peut reconnaître une main féminine, ne fût-ce qu'à tout ce que l'auteur dit de spirituellement brutal sur son sexe. Quel homme en eût pu dire autant? quel homme eût osé mettre cette hardiesse ou cette crudité dans certains détails!

Maintenant le succès a-t-il couronné cette bizarre et hardie tentative? C'est ici véritablement une autre question. Par quoi *Lady Tartufe* aurait-elle donc réussi? Est-ce par l'action? Mais l'action est souvent lente, traînante, mono-

tone. Elle repose sur une fable impossible, sur une calomnie à laquelle on ne croit pas. On fait comme l'amant de cette jeune fille que la calomnie cherche à flétrir : on la regarde, et l'histoire s'évanouit. Est-ce donc par les caractères que la comédie nouvelle se soutient? Mais la plupart manquent de vérité; ils ne vivent pas, parce que l'artifice de l'imagination s'y fait sentir en mille dissonances et en mille affectations. Il y a dans la pièce un homme d'esprit qui fait la bête, selon le langage de l'auteur, et qui pourrait passer pour jouer le personnage tout contraire. La seule figure vraie et vivante peut-être est celle de cette jeune fille, passant à travers toute cette atmosphère de calomnie qui l'environne, comme un oiseau qui, par sa légèreté, échappe à tous les piéges. Mlle Rachel n'a pu changer la fortune de *Lady Tartufe;* elle l'a peut-être aggravée au contraire. Mlle Rachel se démène au milieu de cette frêle action comme une âme en peine, comme une ombre tragique qui cherche le poignard et qui va poser la main sur le fameux uniforme du singe du petit Savoyard. Dans l'impuissance de Mlle Rachel, dans la figure qu'elle fait, éclate tout entière l'inégalité entre l'idée que l'auteur s'était proposée et les forces réelles de son esprit. Et cependant dans cette comédie, qui n'est vraie que par l'idée première, qui n'intéresse que par momens, où le dialogue ressemble le plus souvent à un monologue de l'auteur parlant sous tous les masques, dans cette comédie il y a encore bien des saillies mordantes, bien des détails d'une observation non pas profonde, mais spirituellement paradoxale. Il y a tout ce mouvement, tout ce pétillement d'un esprit distingué qui est peut-être mieux à sa place dans un roman que sur la scène. On pourrait, à la rigueur, être adorablement faux dans un roman, non au théâtre. Aussi n'est-il pas surprenant que Mme de Girardin se trouve au même instant lancer dans le public une comédie qui n'aura qu'un succès douteux, et un roman qui est une lecture agréable et charmante, comme *Marguerite.*

Dans le système des compensations qui régit heureusement les choses humaines, *Marguerite* vient à propos à côté de *Lady Tartufe.* Là, tous ces détails piquans, tout cet esprit mobile et léger, tout ce manége de l'observation féminine, ces allusions qu'on jette ou qu'on retient, tous ces traits de passion intime ou de fantaisie moqueuse, perdent bien moins leur relief ou leur grâce. Mme de Meuilles, Marguerite, est une jeune femme merveilleusement belle, languissante et pâle. Elle relève de maladie et a cet attrait charmant de la beauté qui renaît. Déjà veuve, elle est sur le point de se remarier avec un cousin, Étienne d'Arzac, qui l'aime passionnément. Elle l'aime aussi; elle l'aime avec calme, avec bonheur, avec un cœur content. Consultez l'auteur; il vous dira que c'est là le danger, qu'on n'aime pas pour être heureux, mais pour être malheureux, que le véritable amour n'est pas celui qui jette la joie dans votre vie, mais celui qui la ravage et la dévaste, — ce qui, à vrai dire, dépend très probablement des goûts. Toujours est-il que Marguerite se trouve bientôt, sans y songer, entre l'amour heureux, représenté par Étienne d'Arzac, et l'amour malheureux, fatal, impossible et inévitable, qui s'offre à elle sous la figure de M. de La Fresnaye. L'amour heureux a beau lutter, il est vaincu par l'amour ravageur, et le triomphe de ce dernier est le signal de la mort de la pauvre Marguerite. Ce n'est point, on le voit, le

sujet qui peut faire, par sa nouveauté, le suprême intérêt de *Marguerite*, ce n'est ni la variété ni la puissance de l'action; mais sur ce thème délicat et subtil l'auteur a brodé toutes sortes de variations charmantes. La fantaisie railleuse se mêle à l'observation fine et pénétrante. La main féminine se fait sentir dans l'analyse des orages, des frivolités, des délicatesses d'un cœur de femme, comme dans un détail de toilette jeté en passant. Ce qui distingue donc *Marguerite*, c'est une certaine grâce mondaine, une certaine fleur de distinction et d'élégance qui tranche avec les vulgarités du roman contemporain. Que faut-il de plus? N'est-ce point assez qu'une lecture de deux heures qui intéresse et amuse? C'est un mérite assez grand, il nous semble, de ne point laisser place à l'ennui : il n'en faudrait pour preuve que *Lady Tartufe*.

Brillantes réunions de théâtre, spirituelles peintures des amours mondains, succès ou échecs littéraires, tout cela cependant ne s'efface-t-il pas devant la réalité qui reprend en certains momens son empire et se manifeste dans ce qu'elle a de plus saisissant au dehors? L'esprit d'insurrection, qu'on croyait étouffé et qui n'était pas même endormi, vient en effet de faire une apparition nouvelle à Milan, comme nous le disions. C'est le jour même du carnaval que cette étrange tentative a eu lieu et a ensanglanté une fois de plus la Lombardie. Des barricades ont été élevées, quelques attaques ont été dirigées contre des casernes et des postes autrichiens; mais il a suffi de quelques heures pour comprimer l'insurrection naissante. Malheureusement, à la suite sont venues déjà des rigueurs trop explicables : un certain nombre d'exécutions ont accompagné le soulèvement du 6 février. Ce mouvement était-il préparé et combiné de longue date? Ce qui tendrait à le faire croire, c'est l'agitation qui s'est produite simultanément sur divers points de la Lombardie; mais il y a une preuve plus certaine : c'est la publication des manifestes des comités de Londres. Il y avait longtemps que M. Mazzini et M. Kossuth n'étaient apparus, la foudre en main, comme les Jupiters de l'olympe révolutionnaire. Ce silence va mal à leur nature : ils ont besoin de souffler la guerre quelque part. Il faut que ces inflexibles orgueils s'attestent à eux-mêmes leur puissance par les immolations qu'ils causent et dont ils sont les premiers coupables. M. Mazzini s'adresse donc aux Italiens pour leur prêcher la guerre au couteau, et M. Kossuth prend la parole pour sommer les soldats hongrois de faire cause commune avec les insurgés italiens. Rien n'est plus curieux, au reste, que ce mélange d'excitations inouïes et de jactance révolutionnaire, de fanatisme et de despotique violence, qui fait le fonds de ce manifeste. M. Kossuth daigne apprendre au monde qu'il est *plein d'activité*, et qu'il est sur le point d'atteindre son but. Il ne peut se défaire de ses allures de dictateur, et voici qu'au nom de sa nation il contracte gravement des alliances; il fait des pactes avec M. Mazzini, qui a tout autant de titres pour contracter au nom de l'Italie. Savez-vous les résultats? Ce sont de pauvres diables qui vont pendre à une potence ou se faire fusiller à Milan, tandis que MM. Mazzini et Kossuth rédigent des manifestes. Aujourd'hui, et on ne saurait s'en étonner, l'Autriche redouble de vigilance et de sévérité. Les lois de l'état de siége sont appliquées dans toute leur rigueur

sur toute la surface de la Lombardie, et viennent ajouter leurs dures conditions aux froissemens légitimes de l'instinct national. Il reste à souhaiter que l'Autriche use avec modération d'une victoire facile sur la plus insensée des tentatives; mais d'après l'incessant travail des sectes démagogiques, on peut voir si c'est encore le moment pour la société européenne de se créer des périls de fantaisie. Cette étrange et lumineuse révélation vient à point pour les gouvernemens qui seraient tentés de se laisser aller à la politique des armemens capricieux et des expectatives hostiles. En Angleterre même, il est douteux que les principaux hommes d'état conservent les mêmes sentimens qu'à l'époque des tournées provocatrices de lord Minto en Italie.

Les récentes affaires de Milan seront très probablement l'objet de quelque discussion en Angleterre. Le parlement vient en effet de se rouvrir et de rendre quelque animation à la vie politique, qui n'avait été variée, dans ces derniers temps, que par l'excentrique gageure de M. Cobden. Dès les premières séances du parlement, lord John Russell est venu faire une sorte de nouveau programme; mais il est singulier de voir comme tous les programmes se débarrassent successivement de leurs promesses. Des divers projets qui avaient été annoncés au début de l'administration nouvelle, la plupart, et la réforme électorale notamment, sont renvoyés à l'année prochaine, et d'ici là, le mot de la fable de La Fontaine peut à coup sûr trouver sa réalisation. Au fond, plus on examine, plus on sent qu'il y a dans le cabinet actuel, si considérable et si brillant par les hommes, quelque chose qui doit empêcher sa durée et le faire tomber quelque jour, au moment le plus imprévu, en dissolution. Les élémens d'opposition ne manquent pas; les occasions ne feront pas défaut, et la division des partis pourra bien faire le reste. En attendant, les chefs du parti tory, lord Derby dans la chambre des lords, et M. Disraëli dans les communes, préparent leur campagne. Le ministère écarte bien le plus qu'il peut les débats dangereux; mais, avant ou après les vacances de Pâques, il faudra bien que la discussion des grandes questions ait son jour, et alors peut-être pourra-t-on mieux voir quel fonds il faut faire sur la destinée du cabinet actuel.

Les affaires de France n'ont pas cessé d'occuper vivement l'Allemagne. A peine avait-on épuisé la question de la reconnaissance de l'empire, que celle du mariage de l'empereur est venue ranimer la polémique. En Prusse, le parti qui a dépensé tant d'activité pour retarder la reconnaissance du nouvel empereur ne pouvait, sans inconséquence, applaudir à un acte si contraire aux idées reçues parmi les théoriciens de la monarchie historique. Si les fervens apôtres du parti féodal ont voulu rester fidèles à leurs immuables principes, les organes semi-officiels du ministère prussien ont persévéré dans les sentimens de conciliation qu'ils ont jusqu'à ce jour témoignés pour le second empire français. Leur langage est d'autant plus à remarquer, que l'opinion l'attribue en grande partie à M. Quehl, membre de la seconde chambre, employé supérieur du ministère des affaires étrangères et généralement regardé à Berlin comme le confident de M. de Manteuffel. On peut donc, à bon droit, voir dans les articles favorables à la France impériale l'expression de la pensée du gouvernement. Le désir de M. de Manteuffel est évi-

demment de repousser ostensiblement les déclamations fiévreuses des journaux piétistes, bonnes seulement à entretenir entre les peuples l'irritation et l'inquiétude.

Les débats parlementaires se poursuivent d'ailleurs en Prusse avec vivacité. Le parti féodal vient de remporter coup sur coup deux avantages importans dans les deux questions les plus graves qui aient depuis longtemps occupé les chambres, la question de la pairie et celle de l'administration communale. La première chambre a voté l'amendement du chef de l'extrême droite, le De Maistre protestant de la Prusse, M. Stahl, qui confère au roi le pouvoir de nommer les pairs à vie ou héréditairement. Il est vrai qu'avant d'avoir force de loi, cet amendement a besoin d'être agréé par la seconde chambre, et qu'il peut encore échouer dans cette nouvelle épreuve. Cependant la seconde chambre vient, de son côté, de voter l'abolition de la loi communale, de cette loi célèbre qui devait être, dans l'espoir du parti libéral, le complément et l'appui de la constitution de 1850, et qui, à peine proclamée, a suscité contre elle l'opposition ardente et aujourd'hui victorieuse de la haute noblesse et des hobereaux. La seconde chambre, elle aussi, cède donc, momentanément du moins, aux influences sur ce point triomphantes de la féodalité.

L'affaire du Monténégro continue en même temps d'occuper l'Allemagne, et les mouvemens de troupes qui ont eu lieu en Autriche vers la frontière ottomane ont un moment fait croire que la question ne se terminerait pas sans un conflit diplomatique. Les inquiétudes que l'on pouvait concevoir à cet égard semblent devoir se dissiper peu à peu. Le cabinet de Vienne, on le sait, a envoyé à Constantinople en mission extraordinaire le prince de Leiningen, et cette mission, à laquelle l'opinion s'était plu à attribuer d'abord un caractère agressif, se présente maintenant sous un jour beaucoup plus rassurant. D'après un article de la *Gazette* officielle de Vienne, le cabinet autrichien, qui a été accusé d'encourager l'insurrection des Monténégrins, se bornerait aujourd'hui à demander à la Porte le maintien du *statu quo ante bellum* et la promesse de quelques concessions aux chrétiens de la Bosnie. Il est impossible toutefois de ne pas être frappé du soin que l'Autriche met à se poser en protectrice des chrétiens dans les provinces voisines de ses frontières. C'est depuis quelques années seulement qu'elle a pris cette attitude, et il semble qu'elle veuille suivre en cela de tout point l'exemple de la Russie. Comme la Russie se pique de protéger les Bulgares et les Serbes, l'Autriche affecte de revendiquer le protectorat des Bosniaques et des Albanais catholiques. Au Monténégro, les deux puissances se disputent le terrain; seulement ici la Russie a de l'avance sur sa rivale. Cette rivalité d'ailleurs est exempte de tout sentiment d'hostilité. L'Autriche croit avoir le même intérêt que la Russie à viser au partage de l'empire ottoman. Tout spécieux qu'il soit, ce calcul est erroné, et l'Autriche aurait moins à s'applaudir peut-être qu'elle ne l'imagine de la chute de la Turquie; mais le rôle de protectrice des Slaves catholiques de Turquie lui sourit depuis que les Slaves de la Hongrie méridionale et de la Bohême lui ont rendu de si grands services dans les révolutions de 1848 et 1849. Le gouvernement autrichien ne sait comment payer les services que lui rappellent chaque jour avec amertume ces peuples non récompensés; c'est à

peine en effet s'il leur a accordé quelques-unes des nombreuses libertés qu'il leur avait promises lorsqu'il avait si grand besoin de leur concours. Aujourd'hui il espère leur donner le change en les berçant de l'espoir d'affranchir leurs frères, les raïas de la Turquie d'Europe. On a vu en effet que c'est à Jellachich, serviteur zélé, depuis deux ans en disgrace, mais dont le nom est aujourd'hui nécessaire pour produire l'effet voulu, c'est à Jellachich que l'on a donné le commandement du corps d'armée chargé de surveiller la frontière ottomane. L'Autriche néanmoins ne saurait trop éviter d'intervenir par les armes dans les troubles qui agitent en ce moment une partie de la Turquie. Jouer avec une insurrection quelconque, c'est jouer avec le feu, et s'il est un pays qui ne puisse pas se permettre ce jeu-là sans danger, c'est peut-être l'Autriche. En déclarant, par l'organe de la *Gazette de Vienne*, que la mission du prince de Leiningen était une mission pacifique et conciliatrice, le gouvernement de l'empereur François-Joseph a donné un gage de la modération intelligente qu'il continuera de porter, on aime à le croire, dans ses rapports avec la Turquie.

A Constantinople, la publication du nouveau firman relatif à l'administration du pays a causé d'abord de vives inquiétudes. On a craint, dans le premier moment de surprise, que la charte de Gulhané ne fût menacée dans ses principes mêmes. La politique incertaine que le ministère suit depuis quelques mois entre les idées du parti de la réforme et celles du vieux parti turc semblait justifier ces craintes. Le nouveau firman n'a pas cependant le caractère fâcheux qu'on s'était trop pressé de lui attribuer. Il n'a pour but que de centraliser l'action du pouvoir et de resserrer les forces des administrations provinciales, jusqu'alors trop éparpillées et sans unité. Il profitera à la fois aux gouverneurs des provinces, qui tiendront désormais sous leur main tous les agens secondaires de leur ressort, et à l'autorité centrale, devant laquelle les gouverneurs seront seuls responsables pour leurs propres fautes, comme pour celles de leurs agens. En un mot, une plus grande unité règnera dans l'administration, et la responsabilité, en se simplifiant, deviendra plus réelle. Tels sont les points saillans du nouveau firman. Pour en juger plus à fond, il faut en attendre les conséquences. Puisse-t-il servir à réparer les fautes qui ont été commises depuis quelques mois en Turquie! CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

La saison musicale se développe, cette année, avec une grande richesse d'incidens. Une fièvre de distractions s'est emparée de la société parisienne. Les réunions des gens de loisir et de goût, vivant des mêmes idées, aspirant au même but, se multiplient. On s'assemble, on cause, on s'entend, et, en se voyant, en si nombreuse compagnie, participer aux mêmes jouissances de l'esprit, on se raffermit dans cette pensée, que rien de grand et de durable ne peut se faire en France en dehors des classes éclairées, qui sont les dépositaires de la civilisation européenne.

L'Opéra s'est enfin passé la fantaisie de la *Louise Miller* de M. Verdi, dont la première représentation avait été retardée indéfiniment et qu'on aurait pu retarder encore sans grand dommage pour l'art et les plaisirs du public. Traduit en français par un homme d'esprit qui a l'habitude de ces sortes de *trahisons*, comme dit le proverbe italien, l'ouvrage du compositeur ultramontain, bien loin de gagner à ce changement de climat, y a perdu quelques-unes des qualités qu'il possède dans la langue où il a été conçu. Nous ne reviendrons pas sur la musique et le sujet de *Louise Miller*, dont nous avons déjà apprécié le mérite et signalé les faiblesses. Il nous suffira d'ajouter aujourd'hui que, dans la grande salle de l'Opéra, l'œuvre de M. Verdi a produit un effet encore plus fâcheux qu'au Théâtre-Italien, et qu'il sera bien difficile au trop célèbre *maestro* de réparer le double échec qu'il vient d'éprouver à Paris. Tout le monde a été frappé de la pauvreté de cette musique violente et de courte haleine, qui ne révèle ni l'originalité de l'inspiration ni la main d'un vrai maître. C'est une très mauvaise imitation de l'école allemande et particulièrement du *Freyschütz* de Weber, qui est à M. Verdi ce que Corneille est à Crébillon. L'exécution est très imparfaite. MM. Gueymard et Morelli crient et hurlent à l'envi l'un de l'autre, et, quant à Mme Bosio, qui est chargée du rôle de Louise, c'est une cantatrice sur le retour, dont la voix de soprano aigu manque de timbre dans les cordes du médium et accuse la fatigue dans le registre supérieur par une vibration qui tourmente l'oreille. Du reste, Mme Bosio est une artiste de mérite qui a du feu, de la flexibilité dans l'organe. Elle a fait ressortir certaines parties de son rôle que Mlle Cruvelli avait complétement négligées. On peut se demander cependant s'il était bien nécessaire d'engager une cantatrice nouvelle pour chanter la partie de Louise, et si Mme Tedesco, avec sa belle voix limpide et froide comme de la glace, n'aurait pas suffi à l'entreprise. Que faites-vous donc de Mlle La Grua, jeune et jolie personne que vous laissez se morfondre avec sa belle voix vigoureusement trempée, et qui n'a pu se produire jusqu'ici que dans *le Juif errant*, qui ne marche plus, ou dans *Robert*, pour remplacer de temps en temps Mlle Poinsot, dont vous aimez tant les intonations fausses et la voix criarde?

Depuis que *Marco Spada* a pris possession de son succès, qui est loin de s'épuiser, le théâtre de l'Opéra-Comique, dont on ne peut que louer l'activité, a donné un tout petit acte, *le Miroir*, dont la musique est de M. Gastinel, grand prix de Rome, qui vient de faire avec distinction ses premières armes. *Le Sourd ou l'Auberge pleine*, cette grosse facétie du comédien Desforges, qui remonte à l'année 1790 et qui a été arrangée depuis pour tous les théâtres de Paris, vient aussi de prendre le masque d'un opéra-comique en trois actes. La musique de cette bonne plaisanterie de carnaval a été accommodée avec esprit et adresse par M. Adam, qui était là dans son véritable élément. M. Sainte-Foy, dans le rôle de Danières, est d'un comique achevé. Mlle Lemercier rend aussi avec malice l'accent et les allures d'une franche Provençale. Un succès de meilleur aloi est celui que vient d'obtenir un charmant petit opéra en un acte, *les Noces de Jeannette*. Le sujet de cette pièce, qui n'est pas sans présenter à l'esprit quelque rapport lointain avec *le Champi* et les autres fables *paysanesques* de Mme George Sand, a été choisi avec goût et leste-

ment mené par MM. Carré et Barbier, les auteurs du poème un peu profane de *Galatée*. Jean, un joyeux compagnon de village, vient de l'échapper belle : il a failli se marier! Mais au moment de signer le contrat, le cœur lui manque, et il se sauve comme un conscrit qui préfère la liberté aux illusions de la gloire. Rentré chez lui, Jean ne se sent pas d'aise de se retrouver Jean tout court comme devant; mais Jeannette n'est pas de cet avis, et elle vient lui demander raison de l'outrage qu'on lui a fait. Elle s'établit sans façon dans la chaumière de son fiancé rebelle, et par un tissu de petites ruses féminines, d'agaceries et de bons sentimens, elle parvient à changer les dispositions libertines de son amant, qu'elle enlève au célibat, au grand contentement de Jean lui-même. Telle est la donnée de cette petite pièce, que certains mots un peu risqués et une scène de brusquerie maritale un peu forte n'empêchent pas d'être écoutée avec plaisir. La musique est de M. Victor Massé, connu déjà par deux autres ouvrages qui ont eu du succès, *la Chanteuse voilée* et *Galatée*. L'ouverture, composée d'un seul motif qui n'a rien de bien saillant, commence par une sonnerie de cloches qui annonce le mariage qui va s'accomplir, et qui ne mérite pas autrement d'être remarquée. Il y a quelques détails heureux dans le premier air que chante Jean en se félicitant d'être encore garçon, et la première romance de Jeannette est agréable aussi, sans sortir toutefois des banalités du genre. Les couplets bachiques chantés par Jean derrière la coulisse ont de la couleur. C'est le morceau le mieux réussi de tout l'ouvrage, en y ajoutant la charmante petite romance qui s'échappe du cœur de Jeannette pendant qu'elle raccommode la veste de son futur. L'air un peu prétentieux et tout rempli de vocalises par lesquelles Jeannette agace le cœur de son mari, en luttant avec le rossignol, ressemble à tous les morceaux de bravoure possibles qui n'ont d'autre mérite que de faire briller la flexibilité d'organe de la cantatrice. Ce petit ouvrage, sans rien ajouter à la réputation que M. Massé s'est honorablement acquise comme musicien gracieux, qui a plus de distinction que de force et d'originalité, la confirme en laissant subsister le doute si, dans un cadre plus grand, le jeune *maestro* serait aussi heureux. A la place de M. le directeur de l'Opéra-Comique, nous engagerions M. Massé à ne point se hâter de quitter le rivage fleuri de l'idylle, et à rester encore quelque temps dans un genre modeste et limité. Un ou deux actes tout au plus doivent suffire à la muse délicate de M. Massé, qui a besoin d'apprendre beaucoup de choses : à varier son style et ses couleurs, à renforcer ses mélodies par un meilleur choix de la seconde phrase complémentaire, partie délicate de la composition où échouent tant de musiciens qui visent à chanter le *vainqueur* des *vainqueurs de la terre*. Et puisque nous engageons M. Massé à contenir son ambition et à retarder de quelque temps encore son vol dans une sphère plus élevée, mais plus dangereuse, qu'il nous permette de lui signaler un sujet qui conviendrait à son agréable talent. Nous voulons parler du roman de Mme Sand, *André*, d'où l'on pourrait tirer deux actes d'une fine et charmante comédie qui serait, ce nous semble, une heureuse continuation de *Galatée* et des *Noces de Jeannette*, fort bien jouées par M. Coudère et par Mlle Miolan, qui chante comme un ange.

Le Théâtre-Italien se débat toujours au milieu d'inextricables difficultés. Après *Luisa Miller*, dont les représentations ont été brusquement interrom-

pues, on a repris *il Proscritto*, c'est-à-dire l'*Ernani* de M. Verdi, opéra en quatre actes, dans lequel Mlle Cruvelli nous est apparue il y a trois ans. Ni le talent de la jeune cantatrice qui est chargée du rôle d'Elvira, ni la partition du compositeur italien n'ont retrouvé cette année la même faveur qu'en 1850; c'est que le temps marche vite pour les talens surfaits et pour les œuvres qui ne sont ni les enfans du génie, ni le produit de la science des maîtres. Le directeur, M. Corti, qui est un homme actif et qui commence à comprendre que le public de Paris n'est pas tout à fait aussi facile à séduire que le public de Milan, a voulu porter un grand coup en mettant en scène le *Don Juan* de Mozart. *Nous ne ferons pas l'éloge d'Hercule*, comme dit un proverbe grec, et nous nous abstiendrons d'apprécier une œuvre qui est classée depuis longtemps au nombre des rares merveilles de l'esprit humain; nous nous permettrons seulement de dire à la direction du Théâtre-Italien que la partition de Mozart exige, pour être dignement interprétée, six virtuoses de premier ordre, un grand spectacle et des chœurs nombreux et bien disciplinés. Excepté M. Calzolari, qui n'a pas trop mal chanté l'air de don Ottavio, *il mio tesoro*, excepté le trio des masques qui a été rendu au moins avec ensemble, tout le reste de cette création divine, qui ne sera jamais comprise que d'un petit nombre d'initiés, a été complétement défiguré. On ne s'imaginerait jamais quels gestes, quels accens, quelles vociférations tudesques Mlle Cruvelli a prêtés au caractère si noble et si pathétique de dona Anna! Pardonnez-leur, Seigneur, car ils ne savent ce qu'ils font.

Au troisième théâtre lyrique, où règne une activité vraiment désespérante, on vient de représenter une sorte de mimodrame, *le Lutin de la Vallée*, pour servir de prétexte aux exercices chorégraphiques de M. Saint-Léon, qui a quitté l'Opéra avec armes et bagages. M. Saint-Léon a le très grand tort de jouer beaucoup trop du violon pour un danseur, et d'abuser de ses jambes encore plus que de son archet. Nous ignorons vraiment quel plaisir on peut éprouver à voir ces espèces de monstres qu'on nomme vulgairement des danseurs venir grimacer sur une scène et présenter aux regards des poses au moins indécentes qui n'expriment ni la grâce de la femme, ni la virilité sérieuse et noble qui sied à l'homme. Quoi qu'il en soit de ces luttes de boxeurs dans lesquelles brille surtout M. Saint-Léon, *le Lutin de la Vallée* n'a d'autre mérite que d'avoir mis en évidence le talent d'une charmante danseuse, Mme Guy-Stephan, qui s'y est fait justement applaudir.

La Société des Concerts a inauguré le 7 janvier la vingt-sixième année de son existence. La Symphonie Héroïque de Beethoven y a été exécutée avec la perfection accoutumée, sauf l'intégrité de certains mouvemens que M. Girard, le chef d'orchestre, semble disposé à ralentir de plus en plus. Après des fragmens de l'*Armide* de Gluck, un jeune virtuose sur la flûte, M. Altès, a exécuté avec un rare talent *les Chants du Rossignol*, espèce de vocalises de sa composition, où il a su grouper avec goût toutes les difficultés de son instrument. M. Altès, qui est élève de M. Tulou, est digne de marcher sur les traces de son maître. La séance s'est terminée par le chœur final de l'oratorio de Beethoven, *Christ au mont des Oliviers*, morceau grandiose et d'un effet vraiment dramatique. La seconde séance de la Société des Concerts a eu lieu le dimanche 23. La symphonie avec chœurs de Beethoven remplissait le pre-

mier numéro du programme. Cette composition colossale, où le maître semble avoir voulu fondre dans une même conception tous les styles et toutes les formes musicales connues, depuis le récitatif dramatique jusqu'à l'hymne de grâce, et dans laquelle il offre le spectacle d'une imagination où l'on trouve la fantaisie adorable de l'Arioste s'unissant à la fougue idéale de Shakspeare, cette neuvième et dernière symphonie a été exécutée avec un très grand ensemble dont le public commence à comprendre la grandeur. Toutefois nous devons ajouter que le scherzo a été pris trop lentement par M. Girard, qui communique à tout ce qu'il touche son flegme désespérant. Après l'hymne d'Haydn, exécuté par les instrumens à cordes, morceau exquis par la suavité des idées autant que par la clarté de l'harmonie, Mme Laborde a chanté un *Incarnatus est* de Mozart avec accompagnement obligé de flûte, hautbois et basson, qui est aussi peu digne du nom qui l'a signé que de la Société des Concerts qui l'a choisi. Il faut honorer les maîtres dans les œuvres immortelles qu'ils ont laissées et couvrir leurs faiblesses d'un silence respectueux. C'est l'auteur d'*Athalie*, de *Britannicus* et d'*Andromaque* qu'admire la postérité, et non pas celui des *Frères ennemis* et d'*Alexandre*. Le goût d'une époque éclairée comme la nôtre ne doit se laisser fasciner par aucun génie particulier, il faut juger les choses dans leur essence et conformément à la raison. Les chœurs des génies de l'*Oberon* de Weber, qui ont été chantés avec beaucoup d'ensemble et de justesse, et l'ouverture de *Guillaume Tell*, ont complété le programme de cette belle fête de l'art. Le troisième concert, qui a eu lieu le 6 février, a commencé par une agréable symphonie de M. Félicien David, qui renferme quelques parties estimables, entre autres l'*andante*, dont on a remarqué le thème élégant, qui rappelle fortement la manière d'Haydn. M. Félicien David est un musicien distingué, un homme de goût qui, sans avoir un grand nombre d'idées nouvelles, tire assez bon parti de son inspiration, et se meut avec grâce dans les limites très étroites de son empire. Après une scène de l'*Euryanthe* de Weber, dont M. Girard a encore méconnu le caractère et le mouvement, la scène s'est terminée par la symphonie en *la* de Beethoven.

La Société de Sainte-Cécile, fondée et dirigée par M. Seghers, marche à grands pas sur les traces de la Société des Concerts, son aînée et son émule. Dans un premier concert en dehors de l'abonnement, on y a exécuté avec un ensemble parfait la cinquante et unième symphonie d'Haydn et puis un *Ave, verum*, pour voix de ténor et chœurs de M. Gounod, morceau moins remarquable par la nouveauté de la mélodie que par le style vraiment religieux dont il est empreint. Les deux concerts d'abonnement qui ont succédé ont été aussi très brillans, et le public a pris définitivement sous sa protection cette réunion d'artistes courageux qui, sous la direction d'un chef habile et tenace, ont élevé presque une institution publique qui mériterait de fixer l'attention du gouvernement.

A côté de ces deux grandes sociétés consacrées à l'exécution des admirables poèmes de la musique instrumentale, il est juste de mentionner quatre vaillans virtuoses, MM. Maurin, Chevillard, Mas et Sabattier, qui se sont voués à l'interprétation (le mot est ici parfaitement à sa place) des derniers grands quatuors de Beethoven. Est-il nécessaire de rappeler qu'au milieu de l'œuvre immense de Beethoven, ce génie aussi fécond que sublime a composé

dix-sept quatuors pour instrumens à cordes, dont les cinq derniers renferment de telles difficultés et de telles hardiesses d'harmonie, qu'ils sont restés à peu près incompris jusqu'à nos jours? A Vienne et presque sous les yeux de Beethoven, on essaya vainement de les déchiffrer d'une manière suffisamment intelligible, en sorte que les uns considéraient ces terribles quatuors comme le dernier effort d'un génie grandiose, mais affaibli par l'âge et les infirmités, tandis que les autres y voyaient la révélation d'une phase nouvelle de la musique instrumentale. La vérité, comme on le pense bien, n'était dans aucune de ces opinions extrêmes, et, grâce à l'exécution tout à fait remarquable de MM. Maurin, Chevillard, Mas et Sabattier, nous pouvons apprécier maintenant avec plus de confiance quelle est la valeur des dernières compositions du sublime symphoniste. Comme tous les hommes supérieurs qui ont beaucoup écrit et que la Muse a visités de bonne heure, Beethoven a modifié son style et ses idées en suivant l'impulsion irrésistible du temps. Après avoir procédé d'Haydn et de Mozart, il s'est brusquement dégagé de la tradition de ses maîtres en donnant l'essor à son propre génie et en produisant les grandes conceptions de sa maturité, qui se prolonge jusqu'en 1820. A partir de cette époque, Beethoven entre dans une nouvelle voie; il conçoit des combinaisons plus hardies, entrevoit des horizons inexplorés, il *veut* enfin produire des œuvres qui ne ressemblent en rien à celles déjà connues. La neuvième symphonie avec chœurs dont nous avons parlé plus haut, les cinq derniers grands quatuors et quelques sonates pour piano sont le résultat de cette détermination un peu systématique. Sans entrer dans les détails techniques dont nous pourrions appuyer notre jugement, on peut affirmer que le caractère général des dernières compositions de Beethoven, c'est la hardiesse parfois excessive des combinaisons harmoniques et le dédain des formes consacrées non-seulement par la théorie, mais aussi par les œuvres des maîtres. Pour résumer notre opinion sur les cinq derniers quatuors de Beethoven, nous dirons franchement qu'à côté de pages incomparablement belles, on y remarque des étrangetés, des bizarreries qui semblent plutôt le résultat d'un système arrêté que le libre épanchement d'une inspiration nouvelle. Il y a des parties merveilleuses qui ne ressemblent à rien de ce qu'on connaît et où chaque instrument s'agite dans un espace immense, et comme s'il était chargé de la partie dominante; mais le tout manque de proportions et de cette coordination des idées secondaires qui est le signe indélébile des conceptions vraiment belles. Quoi qu'il en soit de l'opinion qu'on peut avoir de ces quatuors, ce qu'il y a de mieux à faire, c'est d'aller les entendre exécuter par les quatre artistes courageux et habiles qui attirent à leurs séances tout ce qu'il y a à Paris d'amateurs distingués.

Depuis que la symphonie a été créée par Haydn, admirablement traitée par Mozart et agrandie par le génie prodigieux de Beethoven, une foule de compositeurs s'est éprise d'un attrait bien dangereux pour cette forme suprême de la musique instrumentale. Sans parler de l'Allemagne, où s'est produit un grand nombre d'imitateurs, parmi lesquels Mendelssohn est incontestablement le plus distingué de tous, la France a vu naître aussi quelques compositeurs de mérite qui se sont essayés avec plus ou moins de succès

dans la musique instrumentale. MM. Onslow, Reber, Berlioz, Félicien David, ont fait des symphonies qui ont trouvé des appréciateurs plus ou moins chaleureux, mais que la grande masse du public éclairé a laissé passer sans trop y prendre garde. C'est qu'il en est un peu de la symphonie comme d'un poème épique : s'il n'est exquis, s'il ne reflète pas les vives et puissantes clartés de la passion et du génie, il n'a pas de raison d'être. Pour un Homère, pour un Virgile, pour un Dante, un Tasse, un Arioste, un Milton, un Camoëns, un Wieland, etc., que de milliers de prétendus poèmes ont été fabriqués, dont le souvenir ne s'est conservé que dans le catalogue des bibliomanes! De nos jours encore, et malgré le naufrage de *la Henriade*, n'a-t-on pas vu des hommes d'esprit conserver l'illusion du poème épique, et charger leurs bagages littéraires du poids énorme d'une *Philippéide!* Redisons-le, la symphonie n'est point une conception ordinaire qu'il soit permis d'aborder sans terreur. Elle suppose de la part de l'artiste la plus grande ambition et les plus hautes facultés de l'esprit, et c'est pourquoi il n'est donné qu'à un très petit nombre d'êtres privilégiés d'y réussir.

M. Théodore Gouvy est un jeune compositeur français qui habite l'Allemagne et qui cultive avec succès la musique instrumentale. Disciple de Mendelssohn, comme le sont presque tous les symphonistes modernes, parce qu'il est plus facile d'imiter un maître qui a plus de savoir que de génie, M. Gouvy s'est fait connaître par une symphonie qui a été exécutée par la société Sainte-Cécile il y a deux ans. Celle qu'il a fait entendre cette année dans un concert qu'il a donné le 10 janvier renferme de très bonnes parties, le *larghetto*, par exemple, et le *scherzo*, qui a de la grâce. Une sérénade pour instrumens à cordes, qui remplissait le troisième numéro du programme, est aussi un morceau agréable, rempli d'émotion et d'élégance. Sans doute qu'on pourrait désirer plus d'invention dans la musique de M. Gouvy, et quelques-unes de ces témérités qui font pardonner bien des fautes; mais des détails ingénieux, de la clarté dans le plan général, de la sobriété et parfois de l'onction et de la grâce dans les mélodies, sont des qualités secondaires qu'on rencontre souvent dans les compositions de M. Gouvy, et qui recommandent son nom à la critique sérieuse. N'est-il pas curieux aussi de trouver une femme parmi le très petit nombre de musiciens français qui se sont voués à la musique instrumentale? Mme Farrenc, professeur de piano au Conservatoire, est sans contredit une artiste de distinction. Élève de Reicha pour l'harmonie et le contre-point, Mme Farrenc a composé des sonates, des trios, un septuor pour instrumens à vent, et trois symphonies, dont la dernière en *sol mineur*, a été exécutée dans la salle Herz le 14 janvier. Il y a de très bonnes choses dans cette symphonie, et le *scherzo* surtout est rempli de détails piquans, déduits avec beaucoup d'adresse et ramenés au thème avec une sûreté de main vraiment remarquable, et dont beaucoup de compositeurs célèbres pourraient être jaloux.

Deux célèbres violonistes, MM. Vieuxtemps et Sivori, se trouvent actuellement à Paris. M. Vieuxtemps, dont nous avons déjà apprécié le mérite, a donné deux concerts qui ont été fort suivis, et puis il s'est fait entendre deux fois à l'Opéra, où il a produit moins d'effet que dans la salle Herz, mieux

appropriée à la nature de son talent, plus énergique que tendre. En effet, M. Vieuxtemps, qui est sans contredit un virtuose de premier ordre, possède les plus rares qualités du violoniste sévère, un style grandiose, une puissante sonorité, une justesse remarquable et une netteté parfaite dans les difficultés les plus ardues. Son coup d'archet est vraiment magistral; il se promène avec noblesse sur la corde frémissante, qui chante toujours et ne crie jamais. Les effets de la double corde accompagnés de *pizzicato*, les sons harmoniques les plus aigus, les grands arpéges qui embrassent presque simultanément deux et trois octaves, enfin tous les artifices du mécanisme semblent un badinage sous les doigts de l'artiste. Au milieu de ces prodiges d'exécution, on regrette de ne pas trouver chez M. Vieuxtemps une sensibilité plus expansive et plus pénétrante, une imagination plus colorée, quelques rayons de cette spontanéité divine qui est le signe des vocations supérieures. Les compositions de M. Vieuxtemps, sans atteindre, ainsi qu'on a osé l'affirmer étourdiment, à la hauteur de la musique des maîtres, se font remarquer cependant par des qualités solides. Le *Concerto en ré mineur* qu'il nous a fait entendre à ses deux soirées renferme des parties excellentes, l'*andante religioso* et le *scherzo*, et l'on peut dire que dans M. Vieuxtemps le compositeur et le virtuose s'étaient et se complètent d'une manière tout à fait remarquable.

M. Sivori est Italien. Il est de Gênes, de la ville même qui a vu naître Paganini, dont il est l'élève. Aussi, de tous les violonistes qui se sont précipités sur les traces de l'admirable virtuose, M. Sivori est-il celui qui approche le plus de son modèle. De la fougue, du brio, de la passion, une sensibilité exquise, une bravoure extraordinaire, et tout cela avec une justesse, un fini, une désinvolture vraiment incroyables, telles sont les principales qualités du talent de M. Sivori. Il chante, il pleure, il rit sur son violon comme un vrai démon. Il faut lui entendre jouer le grand concerto en *si mineur* de son maître Paganini. Quel charme, quelle bonne humeur, quelle gaieté franche et naïve! Il y a du poète dans l'imagination de M. Sivori, quelque chose de cet *estro* lumineux et enfantin qu'on trouve dans l'Arioste ou dans les *fabbie* de Gozzi. M. Sivori est né violoniste, et il joue tout aussi bien la musique de Mozart et de Beethoven que celle des Corelli, des Tartini, des Viotti et des Paganini. MM. Vieuxtemps et Sivori sont aujourd'hui les deux plus habiles et plus célèbres violonistes qu'il y ait en Europe. Un jeune allemand nommé Joachim, qui est venu à Paris en 1849, qui a longtemps habité Leipzig, et qui réside maintenant à la cour de Weimar, ne tardera pas à s'élancer aussi dans la carrière, où il ne sera pas facile de le vaincre et de lui disputer le premier rang auquel aspire son ambition.

Bien que né en Belgique, M. Vieuxtemps est un violoniste de l'école française, dont il possède les qualités les plus saillantes, tandis que M. Sivori ne saurait récuser l'Italie pour sa mère, qui l'a nourri de ses mamelles fécondes. S'il nous fallait caractériser en quelques mots ces deux artistes et les deux pays qu'ils représentent, nous dirions que l'un joue du violon en grand professeur et en musicien consommé, l'autre en enfant gâté de la nature, qui l'a doué des dons les plus précieux. Lutteurs intrépides tous les deux et maîtres de leur instrument, ils s'en servent chacun d'une manière différente. M. Vieux-

temps ne vous laisse jamais oublier qu'il joue du violon, que les merveilles de mécanisme qu'il accomplit sous vos yeux sont de la plus grande difficulté et lui ont coûté bien de la peine, tandis que M. Sivori a l'air d'ignorer qu'il tient à la main l'un des instrumens les plus compliqués qui existent, et il vous chante comme une Malibran ou comme un *fanciullo :*

Che piangendo e ridendo pargoleggia.

P. SCUDO.

REVUE LITTÉRAIRE.

L'HISTOIRE ET LA LITTÉRATURE EN DANEMARK.

Nous avons signalé tout récemment (1) quel ascendant avait acquis en Danemark, pendant l'année qui vient de s'écouler et pendant celles qui l'ont précédée immédiatement, les études d'archéologie et de statistique. La littérature religieuse, et celle qu'on peut appeler la littérature d'imagination, c'est-à-dire le poème, le roman, le théâtre, n'y sont pas restées stériles. Sincèrement protestante, la presse danoise publie chaque année un grand nombre de dissertations théologiques, de sermons et d'exégèses, sans égaler pourtant sous ce rapport l'activité un peu diffuse des presses américaine et anglaise. Cette littérature religieuse a surtout produit dans les dernières années les nombreux ouvrages de MM. Kierkegaard et Martensen, le premier animé d'une foi profonde et appliquant la méthode socratique à l'enseignement d'un dogme rigoureusement observé, le second se rapprochant davantage des méthodes du rationalisme, tous deux ennemis des systèmes sceptiques de l'Allemagne et tous deux popularisant leurs idées par le charme d'un style pur et élevé. Avec ces deux écrivains de talent, des hommes de mérite, comme le fougueux M. Grundtvig et le vénérable évêque de Copenhague, M. Mynster, donnent à la parole évangélique en Danemark la dignité et l'éclat. L'histoire religieuse, étudiée par de nombreux théologiens, y produit de nombreux mémoires, destinés soit aux différens recueils théologiques, soit à la section historique et philosophique des *Actes de la société royale danoise*. C'est dans ce dernier recueil qu'a paru tout récemment, pour être ensuite publié à part, un beau travail de M. Scharling, professeur de théologie à l'université de Copenhague, sur les doctrines, l'influence et la vie si peu connues de Molinos (2).

Le livre de M. Scharling mérite qu'on s'y arrête. Les luttes religieuses de l'époque dont il s'occupe ont été trop rarement étudiées. Le XVIe siècle avait été pour l'église une époque d'agitations et de déchiremens : le siècle suivant

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

(2) *Michael de Molinos, Et Billede fra det 17de Aarhundredes Kirke Historie* (*Michel de Molinos, Épisode de l'Histoire ecclésiastique du dix-septième siècle*), in-4°, Copenhague, 1852.

amena un grand mouvement de ferveur et de foi. Parmi les protestans, c'était une ardeur de néophytes; quant à l'église romaine, elle s'était réformée elle-même en présence de la réforme luthérienne : de part et d'autre, les âmes se rattachaient plus fortement au dogme et à toutes les prescriptions du culte extérieur. Contre cet ascendant qui semblait ennemi de toute liberté d'esprit, on vit s'élever, pendant la seconde moitié du XVIIe siècle, une réaction dont les effets, qui se sont produits dans le protestantisme aussi bien que dans le sein de l'église romaine, ont pris les différens noms de *quakérisme*, *piétisme*, *jansénisme* et *quiétisme*. Le quiétisme en particulier, sans offrir la même élévation de doctrine que la plupart des systèmes mystiques sur lesquels il croyait cependant renchérir, en offrait tous les dangers. Il n'atteignait pas à leur hauteur, car il ne donnait pas à l'âme le ressort nécessaire pour un pareil élan; mais il la détachait également des liens qui lui sont salutaires. L'âme a besoin, non à cause de sa nature tout indépendante et divine, mais à cause sans doute de son alliance avec le corps, que certaines attaches la maintiennent dans la voie où notre intelligence peut l'accompagner et la suivre. C'est justement le sens précis du mot *religion* de signifier que le dogme et le culte extérieur sont destinés à remplir ce rôle nécessaire. M. Scharling, habile théologien, nous semble pourtant avoir tenu trop peu de compte de ces principes dans son récent travail sur Molinos. Le théologien danois ne refuse pas à l'église catholique le droit dont elle a usé de condamner et de réprimer les erreurs du quiétisme, mais il considère volontiers Molinos comme une sorte de saint qui tenta, au XVIIe siècle, d'introduire dans l'église romaine une réforme consistant à ramener les âmes du culte extérieur à la religion intérieure. M. Scharling appellerait volontiers Molinos un protestant au milieu de l'église romaine; il pense que Molinos a dissimulé, afin d'échapper le plus longtemps possible à toute condamnation. Il va jusqu'à croire qu'il n'était pas véritablement mystique ou quiétiste, et qu'il a feint cette hérésie pour faire passer sous une apparence peu redoutée les doctrines destinées à régénérer l'église catholique dans le sens protestant. Il le nomme un *Hamlet religieux*. — Cependant M. Scharling sait fort bien que Hamlet, à force de contrefaire la folie, est devenu fou lui-même, et que la contagion de sa démence a coûté la vie à la pauvre Ophélia. Que Molinos ait feint ou non d'être quiétiste, ce serait donc tout un pour ce qui le concerne et pour ses disciples. L'a-t-il été en effet, et ses doctrines étaient-elles réellement dangereuses? Nous ne croyons pas qu'il soit possible de le nier.

Une chose entr'autres peut expliquer que M. Scharling soit devenu partial pour son héros, c'est qu'il en a étudié la vie et toutes les pensées avec un soin curieux. Nous ne possédions pas de biographie exacte de Molinos avant ce travail si complet, dont la lecture éclairera plusieurs points de l'histoire religieuse du XVIIe siècle. M. Scharling s'est montré, dans ce travail, non pas seulement théologien disert et délié, mais historien sévère. Il a recueilli dans des livres et des manuscrits peu connus nombre de témoignages sur Molinos qui voient le jour pour la première fois, et, ce qui ne gâte rien, il met habilement en scène les épisodes dramatiques de la vie de son héros, qu'il suit jusqu'aux derniers momens.

Le sentiment religieux, toujours présent, donne au livre de M. Scharling sur la vie de Molinos une valeur plus grande encore que celle qu'il emprunte à l'étendue et à l'exactitude des documens nouveaux rassemblés par l'auteur. C'est ce même sentiment, souvent profond, presque jamais mystique, chez les écrivains danois, qui a plus d'une fois inspiré les poètes contemporains. Il a dicté tout récemment à M. C.-H. Thurah une intéressante paraphrase du Cantique des Cantiques, *Sarons Rose*. Nous le retrouvons surtout comme le trait principal d'un curieux poème : l'*Adam Homo*, de M. Paludan-Muller. M. Muller s'est surtout appliqué à donner, dans son récit presque épique, une peinture exacte et piquante de la vie réelle; mais, malgré les spirituelles couleurs et la finesse de son pinceau, souvent satirique, j'aime mieux relever d'abord ce que la pensée religieuse donne d'élévation à sa conception poétique. Adam Homo, après une enfance naïve et un pur amour contracté au village, voit la ville et le grand monde; il y perd ses croyances et le sentiment d'une passion qui était généreuse et que partageait la douce Alma. Ses aventures dissipent ses belles années et lui ravissent, après l'espoir du bonheur, celui de la fortune. Il retrouve à son lit de mort cette Alma qu'il a abandonnée, qui s'est vouée au soin des malades, et qui, devenue son bon ange, inspire les dernières comme les premières pensées de son âme. Il meurt avec la conscience amère d'une vie perdue, il meurt misérable, mais du moins il emporte aux cieux le souvenir de cette amie qu'il avait délaissée sur la terre. Alma le suit elle-même de près, et ici vient se placer, dans le douzième et dernier chant, l'épisode le plus curieux du poème. Adam Homo est appelé pour le jugement. L'*avocat de l'enfer* vient l'accuser, et son plaidoyer est une curieuse satire de la société mortelle au milieu de laquelle Adam a vécu. Un *céleste avocat* défend sa cause, l'excuse en rappelant sa bonne volonté, ses bonnes intentions, difficiles à mettre en pratique entre tous les périls de la terre. Les argumens de l'accusation l'emportent; déjà l'âme coupable se sent entraînée par la force irrésistible du châtiment vers les ténèbres éternelles, quand tout à coup brille à ses yeux une belle étoile; elle approche : c'est l'âme d'Alma, qui vient d'échapper à ses liens mortels; elle aussi vient plaider la cause de celui qui l'a aimée, ou plutôt elle l'absout et le sauve en s'offrant pour lui, en déversant sur lui les mérites de son véritable et constant amour, de son dévouement et de son sacrifice, et elle l'entraîne victorieuse vers le purgatoire, d'où elle saura encore lui faire conquérir les cieux.—Voilà l'issue singulière de cette épopée, inspirée plus d'une fois par la vraie poésie. Elle a surpris, elle a ému les compatriotes protestans de M. Paludan-Muller. Nous ne voyons cependant pas que, pour s'être approchée du dogme catholique, elle se soit éloignée du type éternel de l'élévation poétique et de la beauté morale.

L'esprit de nationalité, plutôt que l'idée religieuse, a guidé M. Goldschmidt dans la composition de son roman *le Juif*. Son héros abandonnerait sans doute la loi de Moïse, si ses coreligionnaires n'étaient persécutés. Ce spirituel ouvrage nous fait connaître une des faces, non la moins singulière, de la question religieuse dans le Nord. Le sentiment d'une nationalité menacée récemment et sauvée par des prodiges de valeur est devenu d'ailleurs pour le

Danemark, depuis 1850, la source de toute une littérature, comprenant beaucoup d'écrits de polémique,—tels que la série des *Fragmens anti-slesvig-holsteïnois*, publiée par les soins de M. Krieger, et dont la plupart des livres de M. Wegener font partie, — puis des ouvrages de stratégie sur chacune des batailles gagnées ou perdues, des récits anecdotiques, dont quelques-uns sont devenus promptement populaires, comme les *Tableaux de guerre, Krigs-Billeder*, de M. W. Holst; enfin des chansons et des poésies, comme la marseillaise danoise intitulée : *le Vaillant Fantassin danois* (*den Tappre Landsoldat*), et encore le joli poème de M. H.-P. Holst, *le Petit Trompette* (*den Lille Hornblœser*). Ce petit ouvrage doit autant sa popularité à l'élégance de son style et au charme de ses descriptions qu'aux circonstances qui l'ont fait naître, et puisque le texte en est danois, sans que des traductions soient venues encore, que nous sachions, le répandre en Angleterre ou en Allemagne, il convient ici de compléter l'analyse par quelques citations. Jean-Pierre s'est engagé pour aller sonner de la trompette *contre les Allemands*. « Le roi, lui a-t-on dit, lui donnera sa nourriture, 12 skillings, et le galon sur la manche. D'ailleurs le roi a besoin de lui... Je ne te ferai pas honte, petit père. Toi, bonne mère, ne pleure pas. La mauvaise herbe ne meurt pas facilement, et puis je ferai bien attention à moi. — Dès le lendemain, le navire l'*Hékla* enfle ses voiles pour aller à Slesvig. Il tarde au beau navire d'essayer vraiment ses forces. Il ne s'est encore abandonné qu'en jouant à des périls imaginaires; il ne connaît pas le déchirement furieux des gros canons tonnans. Il n'a pas tremblé sous la bordée ennemie; le boulet ennemi n'a pas encore béni sa carcasse pour les combats. Il n'a pas entendu à travers le fracas les cris des mourans, et son blanc tillac n'a pas vu le sang couler dans les flots. Comme la jeune fille qui va pour la première fois à la danse, il est impatient et rejette l'écume à droite et à gauche. — Écoutez! Du fort un salut d'adieu résonne, et du navire la réponse retentit, pendant qu'on agite les chapeaux. Jean-Pierre, au premier rang, crie hourra pour son père et sa mère, hourra pour son beau vaisseau. Il part; à travers les larmes, sa mère suit le navire, jusqu'à ce que le haut des mâts disparaisse sous la courbe des flots. — Jean-Pierre a pleuré, lui aussi; mais le vent sèche ses larmes, et son jeune courage triomphe de son cœur. Pendant qu'il s'élance dans la vie pour y disperser son chagrin, sa mère retourne lentement chez elle, et conserve fidèlement sa douleur. Le chagrin fuit le pied rapide et léger du jeune homme; mais il alourdit la marche de ceux que la vie a fatigués. Il s'envole loin de celui qui se lance gaiement sur la scène mobile de la vie, tandis qu'il établit sa demeure chez celui qui vit seul et abandonné... » — On aborde au nouveau rivage. Alors commence la vie des camps et des bivouacs... « Pendant qu'un feu clair, qui pétille dans le silence de la nuit, se reflète sur les arbres de la forêt et sur les vedettes placées à l'entour, tout à coup on entend à distance un pas pressé; c'est un officier qui s'approche. Chacun de secouer le sommeil et de se lever aussitôt. C'est un grand et bel homme, son œil brillant sourit avec majesté et douceur; mais sur ses lèvres repose une expression de tristesse. Il remplit un des gobelets qui sont encore à terre : — Buvons cette nuit, mes enfans, demain nous nous battrons... — Nous nous battrons demain?

s'écrie toute la troupe. Eh bien! hourra pour la bataille! — A notre première victoire! dit l'officier, et souhaitons à qui tombera au sort une joyeuse mort de soldat. — Puis il s'en alla, doux et grave; nos soldats entonnèrent le chant national. Le chant s'élevait sous la voûte des arbres, la flamme montait claire et pétillante; tous s'endormirent avant le matin, mais celui qui dormit le dernier, ce fut Jean-Pierre. Plus les autres avaient chanté, plus il était devenu silencieux. Il songeait aux paroles du capitaine, à son regard profond, et mille diverses images se présentaient à ses yeux. Il écoutait ces chants du Danemark, il les avait chantés bien souvent dans son enfance; cependant combien ils lui paraissaient nouveaux, et comme il les comprenait pour la première fois! Puis sa pensée fatiguée se réfugia en arrière, vers sa mère et son foyer... et, lasse de réflexion, elle jeta l'ancre dans la maison paternelle, dans Nyboder... et il sommeilla doucement, jusqu'à ce que le bruit du camp et la fraîcheur du matin vinssent le tirer du sommeil... » Suivent les récits de la bataille, de la captivité, de la trève, enfin du retour dans la patrie, écrits avec âme et avec une connaissance parfaite des circonstances locales qui fait dire à chaque Danois : « J'y étais! mon fils, mon frère, mon père y était! » De pareilles qualités font vite un bon livre, et un livre pareil, qui s'apprend par cœur et inspire le plus humble, ressemble fort à un acte de patriotisme, à une bonne action.

L'année 1852 a vu se multiplier en Danemark, à la suite de celles que nous venons de citer, les publications relatives à la guerre des duchés. Outre un petit recueil de nouveaux *Contes*, par M. Andersen, et quelques œuvres dramatiques originales, comme *un Episode* (de la vie d'Ewald), par M. Ch. Juul, et *la Jeunesse de Tycho-Brahé*, par M. Hauch, — l'année littéraire a vu aussi se produire de nouvelles et belles éditions, comme celles des œuvres d'Œhlenschlæger et d'Œrsted (1), d'Ewald et de Hauch (2). On a continué d'importans ouvrages, comme le *Dictionnaire des auteurs danois*, par M. Erslew. Si on ajoute à ces travaux les incessantes recherches des sociétés savantes du Danemark, si justement renommées, on reconnaîtra dans ce petit royaume une singulière activité littéraire, au moment où, à peine délivré des tristes diversions d'une guerre redoutable, il rencontre encore dans la politique intérieure une nouvelle cause de préoccupations. A. GEFFROY.

(1) Chez le libraire Hœst à Copenhague.
(2) Chez le libraire Reitzel.

V. DE MARS.

LE PÈRE VENTURA

ET

LA PHILOSOPHIE.

La Raison Philosophique et la Raison Catholique, conférences prêchées à Paris dans l'année 1851.

Il est remarquable que les trois hommes qui ont dans ces derniers temps le plus illustré le clergé de l'Italie sont trois métaphysiciens, Vincent Gioberti, M. l'abbé Rosmini Serbati et le père Ventura de Raulica. Au point de vue de la philosophie, il y a certainement des distinctions à faire entre eux, et le second est le seul peut-être qui puisse être considéré comme ayant une doctrine propre et comme le promoteur d'un système; mais enfin tous trois ont jugé de ce monde par l'esprit humain, ce qui est le caractère du philosophe. Tous trois ont traité de la religion comme d'une science et embrassé dans leurs méditations toutes les sciences morales avec elle. Par là, ils ont un trait commun qui les signale à l'attention des historiens de la philosophie.

Un autre trait qui leur est propre augmente pour nous leurs droits à une respectueuse attention. Il n'en est aucun qui, au moment favorable, n'ait accueilli la pensée d'une réforme dans l'état politique de l'Italie. Ici avec plus d'éclat, là avec plus de discrétion, tous, en voyant luire les jours bien courts de 1847, ont conçu pour leur pays, ont donné à leur pays des espérances trop tôt dissipées, et, dans ces jours mémorables, les regards du public se sont portés sur eux, comme sur les précurseurs ou les conseillers, les confidens ou les interprètes de celui qui fut alors un instant l'espoir du monde. C'était là une belle époque, un de ces momens que le ciel ne fait que mon-

trer aux hommes, et qu'aveugles ou ingrats, ils laissent perdre ou corrompre sans retour. On put croire que l'heure d'une régénération nécessaire avait sonné; mais, depuis plusieurs années, le règne des extrêmes approchait. Les opinions intermédiaires avaient commencé à décliner. L'esprit conservateur avait cessé d'être capable de profiter de l'occasion; l'esprit radical n'était capable que d'en abuser. L'aube se couvrit d'orageux nuages, et bientôt tout disparut dans la tempête. L'Italie, à l'exception du noble pays où règne la loyale maison de Savoie, se replongea dans son néant, et d'éminens esprits, découragés par l'expérience, rentrèrent dans la retraite avec de plus tristes pensées.

Vincent Gioberti sera bientôt, nous l'espérons, dignement apprécié dans ce recueil. Nous laisserons aujourd'hui M. Rosmini dans la sainte obscurité où se cachent la piété de sa vie et la gravité de ses travaux. Seulement nous pourrons quelque jour lui demander le secret de ses doctrines métaphysiques. Dès à présent, nous prendrons plus de liberté avec le père Ventura. Aussi bien s'est-il mis lui-même à notre portée. Il a été donné aux oreilles françaises d'entendre de sa bouche la parole chrétienne. Ramené par les événemens à la préoccupation unique de ce qui, pour le prêtre, commence et finit tout, de ce qui est pour lui l'*alpha* et l'*oméga* de la pensée et de la vie, il est venu de Rome faire entendre dans cette capitale aux mille croyances un écho des catacombes et du Vatican.

Je crois que la première fois que son nom parvint à ce public insouciant, ce fut par la traduction de son oraison funèbre d'O'Connell. Ce discours, écrit avec beaucoup de verve et de liberté, accueilli par l'enthousiasme des fidèles dans une des basiliques de Rome, consacré par l'approbation de l'autorité pontificale, n'avait pas seulement l'avantage de nous révéler un orateur chrétien, il annonçait quelque chose de plus grave et de plus nouveau. C'était l'alliance de la vieille foi de nos pères avec l'esprit libérateur des sociétés modernes. Un éloquent appel venait de la métropole des églises à toutes les églises, à tous les fidèles, et les conviait à célébrer comme des serviteurs du christianisme les défenseurs des droits des hommes. Leur nom était loué dans la chaire de vérité; ils étaient mis au rang des esprits qui peuvent être selon Dieu, *probate spiritus si ex Deo sint*. L'Irlande a ce privilége, que ses souffrances ont touché ceux qu'avait jusque-là faiblement émus l'oppression, et qu'une éloquence tribunitienne, consacrée à répéter ses plaintes et à réclamer sa liberté, a fait comprendre à des hommes qui semblaient l'ignorer que liberté, jury, pétition, parlement, n'étaient pas de vains mots, et que le christianisme aussi pouvait, plus sûrement qu'à l'ombre des trônes, se réfugier sous l'égide des constitutions.

Mais si l'oraison funèbre d'O'Connell fit connaître au public un prédicateur dont le nom lui était nouveau, ce nom n'était pas ignoré de ceux qui suivaient avec quelque intérêt dans tous les pays l'enseignement de la philosophie. On savait, du moins on pouvait savoir que le père Ventura avait de bonne heure porté son attention sur ceux de nos écrivains qui ont, dans les commencemens du siècle, paru défendre la cause de l'église, et qu'un de ses premiers travaux avait été la traduction de *la Législation primitive*. On savait qu'il s'était formé par l'enseignement à la prédication, et qu'il avait professé la philosophie théologique à Rome dans un des premiers établissemens du monde catholique. Lors donc que la révolution romaine eut perdu la cause même pour laquelle elle était entreprise, lorsque ce triste dénouement amena en France l'ancien général des théatins, qui se rencontra parmi les vaincus sans avoir été du nombre des combattans, il parut parmi nous précédé d'une double renommée, celle de l'orateur et du théologien. Un curieux empressement réunit un nombreux auditoire autour de sa chaire, et, après un premier mouvement de surprise causé par des formes toutes méridionales, par un accent inaccoutumé qui était cependant comme un souvenir de Saint-Pierre de Rome, on se fit à sa manière franche et animée; on lui trouva une facilité abondante, toute la passion compatible avec la sainteté du ministère; on lui trouva enfin, chose assez rare, une éloquence naturelle dans une langue étrangère. Depuis vingt ans, l'art de la prédication s'est relevé parmi nous, et notre église a donné aux Bourdaloue et aux Massillon d'honorables successeurs. Nous ne serons pas ingrat envers le talent dont ils ont fait preuve (comment le serions-nous? nous aimons le talent de la parole, et il devient si rare!), mais ils nous permettront de leur dire que le succès du père Ventura est dû à des qualités qui méritent d'être étudiées. D'abord nulle affectation; point de trace des idées et des formes de la littérature à la mode; de la simplicité et du mouvement, ce qui prouve ou ce qui vaut l'improvisation; une mémoire vaste et présente, un habile emploi des autorités, un choix heureux des textes sacrés, une connaissance méthodique des questions, enfin les apparences pour le moins d'une science positive qui rassure l'auditeur ému par le talent et laisse une instruction dans la pensée après que l'émotion a disparu. Nous avons maintenant sous les yeux ses paroles fixées par l'impression. Hors de la scène animée où elles ont été entendues, elles doivent perdre beaucoup de leur mérite et de leur effet. Quoique jamais Sicilien n'ait manié notre langue avec cette justesse et cette clarté, le style n'atteint pas, on doit s'y attendre, à l'élégance parfaite, à la dernière précision, et les beautés d'expression sont rares. De l'éloquence il ne reste que les mouvemens; mais

les mouvemens, quand ils sont naturels, peuvent suffire à l'éloquence, et, sans accepter les exagérations ridiculement exprimées que les éditeurs ont eu le tort de mettre en tête du volume, nous pensons que l'église de France doit se féliciter d'avoir entendu le père Ventura. Elle n'oubliera ni l'hommage qu'il lui a rendu, ni les exemples qu'il lui a donnés.

Mais c'est un livre qui est devant nous. Ce recueil de neuf conférences prêchées à Paris en 1851, dans l'église de l'Assomption, a pour titre : *la Raison philosophique et la Raison catholique.* Oublions l'éloquence et ne voyons plus que la doctrine. Séparons de la foi du prêtre les systèmes de l'écrivain; ceux-ci nous regardent seuls. Les dogmes sont sacrés, qu'ils restent inviolables; mais la manière de les établir ne l'est pas, et celle du père Ventura diffère assez des méthodes jadis préférées dans l'église pour que nous puissions, entre lui et nous, séculariser le débat et discuter librement, sans craindre de paraître un moment discuter la religion même.

Ce dernier ouvrage n'est pas son coup d'essai. Sa doctrine était connue par un livre publié en 1828, *de Methodo philosophandi.* Je me souviens de l'avoir lu, il y a plus de vingt ans. Il me parut une tentative de conciliation entre la théologie dogmatique et la doctrine de M. de Lamennais, qui exerçait alors sur une portion très intelligente du clergé une influence si funeste, et dont les erreurs, encore qu'un peu dissimulées, continuent d'y faire école, même aujourd'hui que l'éloquent écrivain les a échangées contre des erreurs nouvelles. Je viens de relire cet ouvrage, peu destiné à devenir populaire, et il convient d'en déterminer exactement le caractère avant de rendre compte du nouveau livre du même auteur. Nous connaîtrons mieux la route que son esprit a suivie, nous verrons mieux s'il marche ou s'il s'arrête; nous saurons ce qu'il a appris des vingt ans qui viennent de s'écouler.

Il faut se reporter en 1828. L'impiété fait chaque jour des progrès; tel était le point de fait d'où l'on partait alors. Elle prend, à l'égard de la vérité divine, tantôt les formes de la haine, tantôt celles de l'indifférence; mais quelle est la cause de ses progrès? Les passions, l'ignorance, les sciences? Non, la méthode adoptée en philosophie. La bonne ou mauvaise philosophie est de peu de conséquence pour la religion; la bonne même ne sert pas à connaître la vérité, mais seulement à donner de la vérité connue une notion scientifique. Une mauvaise méthode, au contraire, peut conduire à méconnaître la vérité même et à détruire la foi dans ce que l'on sait. Or, en examinant la présente méthode de la philosophie, on trouve qu'elle est de tout point contraire à la sagesse chrétienne; cela suffit pour expliquer l'impiété du siècle. Considérez-vous en effet la méthode en elle-même ou dans son

sujet? L'observation ou l'expérience, qui n'était que le moyen de connaître les choses corporelles, du temps que l'on consultait l'autorité sur les choses divines, sur les choses humaines le sens commun, est devenue la méthode universelle des sciences ramenées toutes au même niveau. L'égalité a confondu les sciences comme elle a bouleversé la société. Quant à l'objet de la méthode, ce n'est plus l'explication démonstrative de la vérité connue, c'est la recherche ou la découverte de la vérité : définition qui suppose qu'il n'y a que des vérités naturelles ou qu'aucune vérité n'est révélée, et l'une et l'autre supposition nient le christianisme. Quel est le fondement de la certitude? Autre question qui importe beaucoup à la méthode philosophique. Tandis que Platon, qui semble à quelques-uns toucher aux vérités chrétiennes, cherchait la certitude dans la raison individuelle, Aristote, qui la plaçait dans le sens commun, était en cela plus près que Platon du christianisme, dont ses doctrines s'éloignaient davantage. La foi dans le sens privé est le dogme commun à Luther et à Descartes; elle domine dans la philosophie moderne, tandis que la science orthodoxe s'appuie sur le sens commun ou sur le témoignagne universel, c'est-à-dire sur l'autorité ou l'infaillibilité de l'église. Enfin le quatrième point à considérer dans une philosophie, c'est son principe. Suivant le père Ventura, le principe de la philosophie moderne peut s'exprimer ainsi : « Dans aucun composé substantiel ou accidentel ne se rencontre l'unité; » ce qui est contraire à cet autre principe, le fondement, suivant l'auteur, de toute philosophie orthodoxe : « Là où soit deux, soit plusieurs principes s'unissent (*coalescunt*) substantiellement, il y a unité réelle. » L'intelligence, par exemple, est une simple puissance tant que la vérité ne l'illumine pas. Ce n'est que de la vérité unie à l'intelligence, comme la forme à la matière, que résulte l'unité de la raison humaine, tandis que les philosophes présupposent la raison à la vérité; de même ils regardent l'âme seule comme l'unité dans l'homme, tandis que celle-ci résulte de l'union substantielle du corps et de l'âme. Ainsi encore, dans l'ordre social, l'unité du pouvoir résulte de l'union du sujet et du ministre, et, dans l'ordre politique, l'unité consiste dans l'union substantielle de l'église et de l'état.

Telles sont, suivant le père Ventura, sur le sujet, l'objet, le fondement et le principe de la méthode philosophique, les différences capitales de la doctrine vraie à la doctrine fausse, ou, ce qui est la même chose, de la philosophie scolastique à la philosophie du siècle. Il n'est nullement difficile, et l'on voit d'avance par quelles analogies, de rattacher ces idées générales à quelques-uns des dogmes de la religion, et l'unité de la science et de la foi est ainsi constituée. L'omission ou la violation de quelqu'une de ces conditions de la

méthode a donné naissance à toutes les hérésies, à toutes les erreurs de la théologie, de la métaphysique, de la morale, de la politique. Ces erreurs, l'auteur les signale jusque dans des doctrines tenues communément pour orthodoxes, par exemple la *philosophie de Lyon*; et il n'a pas de peine à établir qu'il est à propos de restaurer sur ses véritables fondemens la méthode de la philosophie, *methodus philosophandi*. C'est l'objet de son livre.

L'ouvrage, quoique digne d'être lu, ne contient rien de bien essentiel en dehors des idées qui viennent d'être résumées. Tout s'y réduit à cette pensée : la philosophie ne peut être la recherche de la vérité, puisque la vérité est connue, ou bien elle suppose l'ignorance, autorise le doute, admet ou réalise l'erreur. C'est *la philosophie de démonstration* (lisez d'*explication*, car une philosophie démonstrative serait un rationalisme absolu) substituée à *la philosophie d'inquisition*. Telle est restée au fond la doctrine du père Ventura; seulement il la soutient aujourd'hui d'une manière plus exclusive. Ainsi, il y a vingt ans, il admettait encore une théologie naturelle avant la surnaturelle, concession que ses principes lui interdiraient aujourd'hui; mais s'il est plus absolu en philosophie, il l'est moins en politique. Sous ce rapport du moins, il suit assez exactement saint Thomas. Ayant quelque peu souffert pour certaines opinions que les partis dominans ne pardonnent guère, il s'en venge sur la philosophie, et il espère se réhabiliter en l'attaquant.

Sur le titre de son nouvel ouvrage, on prévoit en effet qu'il compare la raison catholique à la raison philosophique, non pour les concilier, mais pour les opposer, peut-être même pour exclure l'une par l'autre. C'est la vieille distinction entre la raison et la foi, distinction légitime que l'on peut pousser jusqu'à l'antithèse, mais dont on ne doit pas faire un conflit : or, c'est un conflit que le père Ventura semble chercher. La raison, il le reconnaît, est faite pour la vérité; mais en la poursuivant, elle ne la peut atteindre et ne l'a jamais atteinte. La vérité a été divinement révélée à l'homme après la création par celui qui est la vérité même. Ainsi elle s'est conservée, elle s'est transmise dans l'humanité, et une tradition plus ou moins pure est devenue le fond et l'aliment de toute connaissance, de toute science digne de ce nom. Cette tradition perpétuelle, universelle, a maintenu sur la terre la foi à ces dogmes fondamentaux, Dieu, la loi morale, les peines futures. Telle est la religion éternelle. Aussi n'y a-t-il pas eu, à proprement parler, de polythéisme dans l'antiquité. Lorsque la raison des sages, secouant le joug des superstitions, a prétendu chercher par elle-même la vérité, elle n'a rien trouvé, ou elle n'a trouvé que ce qu'il y avait de vrai dans ces superstitions mêmes; elle n'a trouvé que la vérité religieuse recouverte, mais con-

servée par ces préjugés populaires qu'un orgueil savant prétendait dissiper comme des rêves. Bien loin que la vérité fût nouvelle, l'antique seul était vrai, et toutes les nouveautés n'offraient qu'erreur ou ignorance. Cette prétention de la raison à découvrir seule et par elle-même la vérité est le rationalisme ou la raison philosophique. Dès le temps du paganisme, celle-ci avait pour antagoniste la raison religieuse de l'humanité ou la tradition permanente des vérités primitiment révélées. Depuis la chute des faux dieux, la religion universelle et perpétuelle, c'est le catholicisme. La science, la philosophie, si elle veut atteindre la vérité, n'a pas à la chercher ailleurs, ou plutôt elle ne doit pas la chercher, elle doit la prendre là où elle est toute trouvée, la recevoir de qui la possède. Quand la raison cherche, elle est perdue. La raison inquisitive, c'est la raison philosophique, c'est-à-dire quelque chose qu'on ne peut qualifier que par des épithètes outrageantes. La raison catholique, c'est la raison qui sait qu'elle n'est bonne qu'à exposer, non à chercher la vérité; qu'elle doit être non *inquisitive*, mais *démonstrative*. Telle est en effet la philosophie chrétienne; car il y a une science, une philosophie légitime, en d'autres termes un légitime emploi de la raison. Il ne suffit pas d'avoir établi que la philosophie toute seule n'apprend rien, que la vérité est révélée d'en haut, que cette révélation universelle et perpétuelle dans l'humanité est comme en dépôt dans l'église catholique; il faut ajouter et montrer que la révélation, la tradition, la religion, le catholicisme a produit une philosophie. C'est la théologie scolastique, ou plutôt c'est la philosophie de saint Thomas d'Aquin.

Ce dernier point est en France le côté original ou du moins particulier de la doctrine du père Ventura. C'est par là qu'il a étonné les esprits et produit un effet de nouveauté dans le clergé même. Au milieu de l'ignorance universelle, de ce déclin des études sérieuses, sous un reste d'influence de l'esprit du dernier siècle, sous l'empire des méthodes et du langage modernes, aucune école, et l'église elle-même, ne voulait ou n'osait, ou ne daignait relever publiquement l'étendard des doctrines du moyen âge. Il en résultait, il faut bien l'avouer, une lacune dans l'enseignement ecclésiastique. Ostensiblement du moins, il y manquait une philosophie. Par la nature des choses, en créer une nouvelle était interdit, et parmi toutes celles qui datent de la révolution cartésienne, il était dangereux de choisir, pour ceux-là du moins qui ont déclaré une mortelle guerre au principe même de la philosophie moderne. La conséquence était donc de remonter à ce moyen âge dont on célébrait déjà si complaisamment les arts, les mœurs et l'histoire. Dans ce recueil même, cette réaction a été habilement décrite et jugée; mais nous devons avouer qu'à certains égards, elle était logique et naturelle. Lors donc

qu'un orateur docte et véhément est venu proclamer avec hardiesse et développer avec un incontestable talent cette réhabilitation de la scolastique, lorsqu'il est venu dire à la face du siècle ce qui se murmurait sans doute dans les séminaires, je ne sais s'il a satisfait, mais il a certainement rencontré un besoin réel; à des esprits incertains et curieux, il a offert une ressource qu'ils cherchaient vaguement, et peut-être a-t-il paru combler le vide en le signalant. S'il n'eût fait que porter une nouvelle accusation de fragilité contre la philosophie, il répétait un lieu-commun du temps, et peut-être avec moins de subtilité et de force que certains de ses prédécesseurs. Ceux-ci avaient plus réfuté qu'enseigné, plus détruit qu'édifié; ils s'efforçaient de faire le vide dans la science et ne le remplissaient pas, et ce n'est pas le moindre mérite du nouveau prédicateur que d'avoir osé dire ce qu'ils osaient à peine penser.

Voici donc les points capitaux traités dans ses conférences de l'Assomption : d'abord la comparaison entre la raison philosophique et la raison catholique, distinguées profondément et opposées l'une à l'autre, tant dans leurs principes que dans leur méthode; la première condamnée par ses œuvres dans les temps anciens et modernes, et la seconde justifiée par les siennes dans les temps catholiques et par les caractères de l'enseignement de l'église dans tous les temps; enfin l'exposition de quelques points de doctrine pouvant servir de preuves et d'exemples, qui sont, en philosophie, la nature de l'âme et l'origine des idées, — en théologie, la Trinité, l'incarnation et la rédemption, que l'auteur appelle à dessein la restauration de l'univers.

Traiter toutes ces questions serait infini; nous nous bornerons à juger, selon nos lumières, la partie polémique, puis la partie dogmatique, non pas de la théologie, mais de la philosophie, et nous terminerons par quelques réflexions sur la révolution qu'on a voulu opérer de nos jours dans la manière de défendre la religion.

I.

La polémique du père Ventura est toute moderne. C'est au fond l'acte d'accusation si connu contre l'instabilité de la philosophie. Les motifs ne manquent pas, et le grief n'est pas neuf. Ce qui est, non pas nouveau, car les pyrrhoniens l'avaient fait, mais caractéristique, c'est d'induire de la diversité des systèmes l'incertitude universelle, en essayant de faire ensuite en faveur du dogme une exception subreptice à l'universel. Cette doctrine, si c'est vraiment une doctrine, le père Ventura l'établit par des argumens qui ressemblent fort à ceux de l'auteur de l'*Essai sur l'Indifférence*, et il se persuade qu'il répète saint Thomas d'Aquin. Faire remonter sa doctrine du

XIXe siècle au XIIIe serait en effet un coup de maître, car rien n'est vrai, s'il n'est vieux; mais c'est ici que notre opposition commence.

Dans les discussions de ce genre, il ne suffit pas d'une parfaite sincérité ni d'une intelligence générale des questions et des systèmes : sous ces rapports, l'auteur est irréprochable; mais il faut encore la plus juste mesure dans l'appréciation des doctrines, ne rien surfaire, ne rien atténuer, se défendre des entraînemens de l'argumentation oratoire, combattre le penchant de l'éloquence à donner aux vérités relatives une forme absolue, aux simples considérations une apparence démonstrative, aux expressions modérées une valeur hyperbolique. Par exemple, voulant prouver que la raison philosophique est absurde dans sa méthode, l'auteur, après avoir, selon son bon plaisir, défini cette méthode, nous annonce que saint Thomas l'a *écrasée de toute la puissance de son génie,* et il analyse les objections de son maître, pour conclure que la raison, procédant par ses seules forces, est aussi insensée qu'arrogante et tombe dans l'impuissance de s'élever à la première vérité, à la connaissance de Dieu.

Sur cela, j'ai plusieurs observations à faire. Je remarque d'abord que c'est une argumentation qu'on nous promet, une *argumentation imposante, triomphante,* qui nous donnera *l'évidence, l'évidence mathématique.* Soit; elle n'en perd pas pour cela son caractère d'argumentation. Donner par le raisonnement *une évidence mathématique,* c'est, s'il en fut jamais, un procédé de rationalisme. Ceci importe, parce que nous sommes au principe de la science. Assurément, on ne peut exiger que la théologie ne raisonne point : tout le monde sait que la logique y joue un grand rôle, et que, hormis sur ses principes qu'elle emprunte à l'autorité, c'est une science argumentative, comme le disent les scolastiques; mais nous ne sommes point encore en théologie, nous cherchons la science. Malgré son horreur pour l'inquisition, le père Ventura débute par elle. Comment ferait-il autrement? Saint Cyrille a très bien dit : « Le principe de la connaissance est l'inquisition. » Le père Ventura cherche donc; il se demande où est la vérité, sur quels fondemens elle repose, quelle est la méthode qui y conduit. Or comment décide-t-il cette question première? Par une argumentation. Que place-t-il au début de la science? Le rationalisme.

Nous ne lui reprochons pas de faire ainsi; c'est, selon nous, chose inévitable; nous lui reprochons de ne pas s'en apercevoir. Quant à l'argument dont il se sert, c'est, dit-il, celui de saint Thomas; mais avant d'être jugé, l'argument doit être bien compris. Nous ne savons s'il le serait de qui ne l'aurait lu que dans son interprète. Nous avouerons que dès le premier moment l'assertion nous a surpris. Ce n'est guère l'usage des scolastiques de se gendarmer contre le

rationalisme. De leur temps, la science était très honorée, très ménagée. La raison humaine, même la philosophie païenne, n'était guère traitée avec dédain, du moins par les hommes d'école. Le scepticisme était peu connu, par conséquent peu redouté, et l'accusation d'engendrer le scepticisme, cette accusation banale, dirigée aujourd'hui si facilement contre toute philosophie, n'était pas l'arme ordinaire des philosophes de l'église. Je m'étonnais surtout que le sage saint Thomas, avec ce calme d'un esprit vaste, pût avoir expressément soutenu des maximes violentes, telles que celles-ci : » Il n'y a point de science humaine; la raison par elle-même n'arrive à rien; Aristote et les philosophes de l'antiquité ne savaient rien. »

Qu'ai-je donc fait? J'en demande pardon au père Ventura; je me suis adressé à saint Thomas lui-même. Voyons donc ensemble ce qu'il dit, voyons s'il dit bien ce qu'on lui fait dire.

J'ouvre avec le père Ventura la *Somme contre les Gentils*. Le livre est destiné à la conversion, non des hérétiques, non des Juifs, mais des païens, mais des *mahométistes*, de tous les infidèles, de tous ceux qui n'ont avec les chrétiens aucun principe commun. Le saint docteur va-t-il donc avec ceux-là commencer par proscrire la raison philosophique? Non; il dit en propres termes qu'avec eux, il est nécessaire de recourir à la raison naturelle, *necesse est ad naturalem rationem recurrere*. Va-t-il éclater contre la raison inquisitive? Non; sans cesse, en parlant des vérités premières touchant la Divinité, il se sert du mot de recherche, *investigatio;* il les déclare accessibles à l'inquisition de la raison, *inquisitioni rationis pervia*. Sur Dieu, en effet, les vérités, suivant saint Thomas, sont de deux sortes. Les unes excèdent la puissance de l'humaine raison, comme celle-ci : que la Trinité s'accorde avec l'unité de Dieu. Les autres sont celles que la raison naturelle peut atteindre, comme celles-ci : Dieu existe, il n'y a qu'un Dieu, — et d'autres semblables. Les philosophes que la lumière de la raison a conduits à ces vérités les ont prouvées démonstrativement. Leur part de la vérité est la vérité démonstrative, *veritas demonstrativa*. Mais si la vérité était réservée uniquement à l'investigation de la raison, il en résulterait des inconvéniens pour l'instruction religieuse de l'humanité. La bonté divine a voulu que, dans ses prescriptions, la foi fût d'accord avec la raison dans ses recherches. Quant aux dogmes uniquement révélés, la vérité n'en est pas, comme celle dont il vient d'être parlé, intelligible par elle-même, ou susceptible de démonstration. Elle ne peut être établie que par des similitudes, par des raisons vraisemblables, encore qu'un peu débiles, *quantumque debilibus*, et par la solution des difficultés qu'on lui oppose. Et, après ces préliminaires, l'auteur entre en matière, annonçant expressément *l'intention de poursuivre, par la voie de la raison,*

les choses que la raison humaine peut rechercher touchant Dieu. Ces choses sont, entre autres, l'existence, l'unité, la bonté de Dieu, ses attributs généraux, puis la simplicité, l'immortalité et les facultés de l'âme.

On le voit, nous sommes loin du père Ventura. Il nous interdisait la raison inquisitive et ne nous laissait que la raison démonstrative, qu'il identifiait avec la raison catholique, prêtant sans doute à ce mot de démonstration un sens que ne connaît ni la géométrie, ni la logique, ni la scolastique, et voilà que saint Thomas refuse à la vérité révélée la démonstration, et, admettant en dehors d'elle, plaçant avant elle l'inquisition de la raison ou la raison inquisitive, il tient celle-ci pour seule démonstrative. La contradiction peut-elle être plus directe qu'entre le maître et le disciple?

Mais nous voulons faire beau jeu au père Ventura. Nous n'avons cité comme lui que la *Somme contre les Gentils*. L'ouvrage a été contesté. L'auteur ne s'y adresse qu'à des incrédules. Peut-être leur a-t-il fait quelque concession pour se mettre à leur portée. Consultons un livre plus célèbre, plus complet, d'une autorité plus grande, *la Somme théologique*. C'est son dernier ouvrage; nous aurons ici toute sa pensée. Ici il parle à ceux qui ne nient pas tous les principes de la théologie, non pas aux hérétiques seulement, mais *aux commençans, aux novices, aux philosophes qui veulent s'instruire.* Dès la première page, il établit ce que c'est que la théologie. Peut-être va-t-il immoler toute philosophie aux pieds de la théologie; c'est le moment ou jamais de faire de celle-ci la science unique : l'essaie-t-il? Nullement; il n'y pense pas. Il ne révoque pas en doute un instant l'existence de la science philosophique, qui est du ressort de la raison. Il recherche si elle est, comme il le semble, la science suffisante, et il établit pourquoi la doctrine chrétienne a été nécessaire et comment elle est une science aussi. Mais exposons sa pensée en n'employant guère que ses expressions.

Est-il nécessaire qu'il y ait une autre science que les sciences philosophiques? Oui, car l'Écriture sainte, divinement inspirée, est utile pour nous enseigner la justice, c'est-à-dire ce qui donne le salut. Or elle n'est pas du ressort de la raison humaine. Elle nous apprend elle-même que l'homme est ordonné pour une fin qui ne lui est connue que par une révélation divine. Celle-ci lui est nécessaire, même pour les choses touchant Dieu qui peuvent être cherchées par la raison humaine, car la science ainsi acquise demande trop de temps, elle est à la portée de trop peu de monde, et elle n'arriverait pas au commun des hommes sans se mêler de beaucoup d'erreurs. De la nécessité d'une révélation divine pour le salut se tire la nécessité d'une science qui soit comme la doctrine de cette révélation. La

science philosophique traite des choses en tant qu'elles sont connaissables par la lumière de la raison naturelle; rien n'empêche qu'une autre science ne traite des mêmes choses, en tant qu'elles sont connues par la lumière de la révélation divine; quoique cette théologie sacrée ne soit pas du même genre que la théologie qui fait partie de la philosophie, on ne doit pas lui refuser le titre de science, parce qu'elle ne procède point de principes connus par eux-mêmes. Comme la perspective a ses principes dans une science supérieure, la géométrie, ainsi la science sacrée procède de principes connus par la lumière d'une science supérieure, qui est celle de Dieu et des bienheureux. Elle surpasse en dignité les autres sciences, puisqu'elle puise sa certitude dans une science divine, c'est-à-dire infaillible, puisqu'elle traite principalement de choses qui sont supérieures à la raison humaine, et que, si elle emprunte quelque chose aux sciences philosophiques, ce n'est point ses principes. Toutefois cette science est argumentative. Sans doute elle n'argumente point pour prouver ses principes, qui sont les articles de foi; mais elle argumente de ses principes pour prouver le reste. Dans les sciences philosophiques, les sciences secondaires ne discutent pas avec quiconque nie leurs principes; elles laissent cela à une science supérieure, à la métaphysique, qui elle-même ne discute pas, si l'adversaire ne lui accorde rien, mais qui peut alors résoudre seulement ses objections. Ainsi fait la science sacrée. Elle est en droit de s'appuyer sur l'autorité, base très faible pour les sciences fondées sur la raison humaine, mais non pour une science qui se fonde sur une révélation divine et qui peut apparemment invoquer l'autorité de ceux qui l'ont directement reçue. Elle emploie également la raison humaine, non pas afin de prouver la foi, ce qui en détruirait le mérite, mais pour donner plus d'évidence à quelques-uns de ses enseignemens. Quant à ses autorités, ce sont les livres canoniques, sur lesquels elle fonde des raisonnemens nécessaires. L'autorité des docteurs de l'église ne peut donner lieu qu'à des argumens probables.

Voilà exactement la pensée de saint Thomas. Quelle sagesse! quelle mesure! quel juste partage entre la science révélée et la science humaine! Y a-t-il rien ici de ces prétentions absolues, de ces exclusions impérieuses où l'on se complaît aujourd'hui? Dit-il que la philosophie n'existe pas? Il établit seulement que la théologie existe comme elle. Récuse-t-il la raison, la science, le raisonnement? Il dit seulement qu'il y a une science qui prend ses principes ailleurs que dans la lumière naturelle. Soumet-il la philosophie à la théologie? Il dit seulement que la théologie est supérieure en dignité, parce qu'elle tient ses principes de Dieu même. Tout ce qu'il dit, il est en droit de le dire, et si tous les écrivains de l'église tenaient aujourd'hui son

langage, entre eux et les philosophes la discussion ne serait pas longue. Jamais homme de sens ne contestera à l'église le droit de soutenir la doctrine que voici : — Les vérités fondamentales de toute croyance religieuse peuvent être connues par les recherches de la raison; mais si elles ne pouvaient être connues que par cette voie, la longue durée, la difficulté d'une telle étude, la diversité des esprits, l'imperfection ou la paresse de l'intelligence, les préoccupations et les travaux nécessaires à la vie, ne permettraient d'acquérir que lentement, rarement, une science sans uniformité. Ce sont là de sérieux inconvéniens, et c'est pour les éviter que la vérité touchant les choses divines a dû être révélée aux hommes sous une forme invariable. C'est là, non par des argumens d'une *évidence mathématique*, ainsi qu'on l'avait promis, mais par de solides motifs, établir l'utilité de la foi ou plutôt de la révélation. C'est de la révélation qu'on peut dire en effet qu'elle n'a pas les lenteurs, les ambiguités, les inégalités d'une science humaine : ce n'est point de la théologie, qui est aussi difficile, aussi longue à étudier qu'aucune science humaine, et qui est comme elle exposée à des variations et à des erreurs. Mais dans ces considérations, que nous empruntons à saint Thomas, la raison ni la science ne sont niées en elles-mêmes, et rien ne rappelle cette maxime tranchante : Hors de la foi point de vérité.

Je ne puis assez insister sur cette distinction, elle est capitale. Dire que la science humaine est variable, sujette à l'erreur comme l'homme même, et dire sans restriction qu'elle est incapable de certitude, qu'elle prend mensongèrement le nom de science, et ne conduit légitimement qu'au doute et à l'ignorance, c'est dire deux choses fort différentes. La première thèse est l'expression d'un fait, d'un fait général, universel, qui doit toujours être présent à l'esprit du philosophe comme du théologien, du chrétien comme de l'incrédule, et dont la pensée doit nous inspirer une salutaire défiance de nous-mêmes. La seconde thèse est celle même du scepticisme, thèse absolue, qui détruit toute science, sciences sacrées, sciences profanes, et c'est là ce qu'en général aucune bonne théologie, y compris la théologie scolastique, n'a soutenu. C'était une thèse de désespoir dans Pascal; c'est, je le crains, une thèse d'esprit de parti chez les écrivains de l'école actuelle. Ces opinions extrêmes ne deviennent communes que dans les temps de troubles, comme toutes les opinions extrêmes. Provoquée par l'incrédulité absolue, la foi absolue croit par là se mieux défendre. C'est la tyrannie qui succède, comme une réaction naturelle, à l'anarchie; mais ce sont là, de part et d'autre, des excès de la raison humaine, et nous voudrions que le père Ventura s'en fût plus sévèrement préservé. Nous le reconnaissons, il ne s'y jette pas aveuglément; mais il n'a pas évité l'écueil, et le secta-

teur de M. de Lamennais est caché dans le disciple de saint Thomas.

La doctrine de saint Thomas est celle-ci : — Les vérités divines, ou, si l'on veut, théologiques, sont de deux sortes, les unes accessibles à la raison, les autres non. Celles-ci comme celles-là peuvent être et sont révélées; mais celles-ci ne sont que révélées. Les premières seules sont l'objet d'une science selon la raison. Les premières et les secondes, mais surtout les secondes, sont l'objet d'une science selon la révélation; puisque la révélation complète la vérité, la science selon la révélation achève la science selon la raison, qu'elle surpasse, mais qu'elle ne détruit pas.

Et voilà, pour emprunter le langage de M. Ventura, la véritable distinction entre la raison catholique et la raison philosophique. L'une peut, si l'on veut, dépasser, perfectionner, éclairer l'autre, mais elle ne l'anéantit point. On aura beau faire, il sera toujours certain que Dieu, ses attributs généraux, sa bonté, sa puissance, sa providence, que l'âme, son unité, ses facultés, son immortalité, que les principes fondamentaux de la morale peuvent être connus de la raison, non pas parfaitement connus, — rien n'est connu parfaitement d'un être imparfait, — mais suffisamment pour le plein repos de l'esprit et pour la conduite de la vie. Il sera toujours certain qu'à côté de ces idées philosophiques et religieuses il y en a d'autres, telles que la Trinité, l'incarnation, la rédemption, qui surpassent la raison, en ce sens que la raison à elle seule n'y parviendrait jamais, — et celles-là, il était nécessaire qu'elles fussent révélées, et comme telles elles se font croire d'autorité, mais elles sont connues par la foi. Si l'on veut qu'elles soient mieux connues encore, elles doivent être exposées, expliquées, ordonnées avec méthode, et elles deviennent alors l'objet d'une science, de la théologie sacrée, qui est aux vérités de la révélation ce que la philosophie est aux vérités de la raison. Si ces vérités ne sont pas contraires les unes aux autres, et la vérité ne peut jamais être divisée contre elle-même, pourquoi la philosophie et la théologie seraient-elles opposées entre elles? Celle-ci suppose les mêmes vérités que celle-là, et non-seulement elle les suppose, mais encore elle les confirme en y ajoutant des lumières nouvelles. L'une n'est donc pas nécessairement opposée à l'autre, quoiqu'elle en soit distincte, et de ce que l'une soutient qu'elle est supérieure à l'autre, pourquoi conclure que celle-ci soit nulle? car c'est de nullité qu'il s'agit. Ou les mots ne signifient rien et tout est déclamation, ou l'école dont je parle tient la philosophie pour néant; ce qui est dire en d'autres termes qu'aucune vérité touchant les choses divines ne peut être connue par la raison. Nous verrons plus tard si cela est vrai, et s'il serait utile que cela fût vrai. Dans tous les cas, c'est ce que saint Thomas n'a pas dit.

Le docteur angélique, nous le croyons du moins, distinguait profondément la révélation de tout ce qui alors n'en portait pas le nom. Il appelait révélation la parole de Dieu, soit qu'elle eût été miraculeusement entendue, soit qu'elle eût été miraculeusement inspirée, telle qu'elle est consignée dans les livres saints. Il n'appelait pas révélation ces enseignemens, ces instructions, originairement divines pourtant, mais naturelles, que Dieu donne par ses œuvres générales; mais s'il en eût nié l'existence, saint Paul lui aurait rappelé que tous les hommes ont connu ce qui se peut découvrir de Dieu, que ses perfections invisibles, sa puissance éternelle, sa divinité même, ont été manifestées depuis la création du monde par la connaissance que ses créatures nous en donnent, et qu'il y a là un enseignement pour tous, dont tous doivent profiter, puisqu'ils le peuvent, et sont responsables de méconnaître le sens et l'autorité. Quoi que l'on pense sur l'origine des connaissances humaines, ou plutôt de la connaissance parmi les hommes, il y a deux sources différentes d'instruction sur les choses divines, l'une la révélation spéciale, surnaturelle, plus ou moins directe, qui est la force et la joie du chrétien; l'autre, la révélation générale, naturelle, souvent indirecte, mais non moins divine, et qui est indistinctement départie à tous les hommes. Cette duplicité de connaissances, lors même qu'on la ramènerait à une première origine commune, est, depuis les temps historiques, un fait établi, avoué, que les pères de l'église, que les écoles théologiques ont admis, et dont on s'est même prévalu, non sans fondement, pour marquer une différence importante entre la science sacrée et la science humaine. On a pu, dans des intentions fort diverses, noter entre elles deux des ressemblances, des points communs, des vérités concordantes, dire tantôt, comme les premiers pères, que la philosophie avait préparé les voies à la religion, tantôt, comme d'autres docteurs, que quelques vérités révélées avaient transpiré jusque dans la philosophie et en composaient le meilleur et le plus solide; mais ce n'est que dans ces derniers temps qu'on a poussé plus loin, qu'on a fait d'une certaine communauté d'idées un fonds identique, et que l'on a voulu ramener les deux sciences à l'unité, soit en absorbant l'une dans l'autre, soit en annulant l'une au profit de l'autre.

Singulière fortune des raisonnemens humains! Nos pères ont vu, et nous avons vu nous-mêmes, le temps où l'on ne poursuivait la démonstration de cette identité que dans un dessein hostile au christianisme. Pendant le XVIIIe siècle, on s'attachait, avec l'ardeur de cette époque passionnée, à retrouver, dans ce qu'on appelait la religion naturelle et la loi naturelle, les principes les plus élevés, les maximes les plus salutaires que le christianisme ait répandus parmi

les hommes. On s'efforçait de prouver qu'il n'avait rien ajouté d'essentiel aux croyances qui fortifient la raison et la vertu, et l'on ne manquait pas d'en conclure que tout l'excédant de la foi sur la philosophie était accessoire, superflu, on disait même alors chimérique, absurde, etc. On connaît tous ces adjectifs, les mêmes que la théologie rend aujourd'hui à la philosophie. Et les apologistes de la foi avaient grand soin de répondre que les analogies entre la religion et la morale révélées d'une part, et de l'autre la religion et la morale naturelles, étaient incomplètes, apparentes, exagérées à dessein, et que, bien loin que la raison humaine eût en tout temps conservé le dépôt de croyances identiques, le christianisme seul avait possédé le privilége incommunicable d'enseigner la vérité morale et la vérité religieuse. Ce n'était pas sur des accessoires, sur des détails qu'il avait innové; c'était sur le fond même, c'était sur les principes, et ses dogmes n'étaient qu'à lui.

Peut-être est-ce un souvenir de notre éducation; mais nous ne pouvons nous défendre de croire que cette dernière doctrine, même ainsi outrée, était plus conforme à l'esprit de l'église. Cependant depuis trente ou quarante ans une doctrine opposée s'est élevée et a fini par triompher dans certaines écoles. Ce ne sont plus des incrédules, ce sont des orthodoxes qui ont entrepris de prouver qu'en tout temps le genre humain avait connu les articles essentiels de la foi chrétienne, que ces articles composaient ce qui avait été confessé pour vrai partout et toujours, et que non-seulement la vérité de ces croyances en avait fait l'universalité et la perpétuité, mais bien plus, qu'elles n'étaient vraies que parce qu'elles étaient universelles et perpétuelles. Nul à notre connaissance n'a établi cela d'une manière plus ingénieuse et plus forte, nul n'y a consacré les fruits d'une érudition plus heureuse dans le choix de ses preuves que M. l'abbé de Lamennais. On peut lire les deuxième, troisième et quatrième volumes de l'*Essai sur l'Indifférence*, on sera intéressé et surpris par la multitude de citations et de faits qu'il y a rassemblés; mais, je l'avoue, on se demandera plus d'une fois où il en veut venir, et si c'est bien le christianisme qui doit sortir de cette apothéose de la science et de la croyance du genre humain. On sait en effet où l'éloquent apologiste en est venu. Je ne voudrais pas dire que c'est cette sorte d'argumentation qui l'y a conduit, cependant elle pouvait l'y conduire; car ceux qu'elle persuade peuvent être facilement inclinés à penser que la prédication de l'Évangile n'a eu d'autre but et d'autre effet que de rendre plus nette, plus formelle dans son expression, surtout plus populaire et plus puissante, la croyance que le genre humain conservait sans l'Évangile, — et l'avénement du christianisme serait ainsi ramené aux proportions tout humaines de la plus heu-

reuse des révolutions. Hâtons-nous de dire que ces conséquences énormes ne sont pas sorties pour tout le monde de ces prémisses. Des membres très-fidèles du clergé soutiennent, sans faiblir dans la foi, cette doctrine, qui semble au premier abord lui ôter quelque chose de son caractère surnaturel et, si j'ose ainsi parler, de sa divine originalité. Le père Ventura reprend ce thème de la perpétuité universelle des croyances chrétiennes avant le christianisme et en dehors du christianisme. Il cite en ce sens des paroles très-positives de Mgr le cardinal Gousset. On peut même dire que cette idée, qui longtemps n'avait été admise que renfermée dans des limites fort étroites, a rompu ses digues, et qu'acceptée sans réserve, elle est soutenue d'une manière absolue par de grandes autorités, unanimes à proclamer que tous les peuples, je me sers à dessein des expressions mêmes d'un prélat respecté, ont *admis comme venant de Dieu les principales vérités de la religion, même celles de l'ordre surnaturel.*

Dans la philosophie de M. de Lamennais, cette opinion était obligée. Il n'admettait comme signe de la vérité que le témoignage universel. Il était contraint à prétendre que tout le monde était catholique. Sa doctrine a été désavouée, tout au moins modifiée, par les écrivains de son école; mais nous craignons qu'ils ne se paient de mots, s'ils croient l'avoir tout à fait renoncé. Il pourrait bien être le vieil homme qu'ils n'ont pas dépouillé, et j'en vois une forte et triste preuve dans le besoin qu'ils éprouvent tous qu'il n'y ait qu'une seule philosophie de vraie, le scepticisme. C'est un mauvais signe pour une doctrine que de commencer, avant de relever l'esprit humain, par exiger qu'il abdique.

Nous n'aurions pas, quant à nous, d'intérêt à contester cette identité des croyances religieuses de l'humanité, quoiqu'il nous semble qu'on l'exagère un peu. Nous souhaitons même que l'on prouve que cette identité est l'effet, le vestige, le reflet de la révélation dont l'Ancien Testament porte témoignage. Nous ne voyons pas que la religion ait beaucoup à gagner à ce que ce soit vrai, mais nous voyons encore moins que la philosophie ait rien à y perdre. Ici seulement nous demanderons au père Ventura s'il s'est bien rendu compte des motifs qui lui ont fait admettre la nécessité d'une révélation chrétienne universelle. Qu'il nous permette de le lui dire, il tombe à l'égard de la raison humaine dans l'hypothèse de la *tabula rasa*, qu'il reproche avec tant de fondement à Épicure et à toute l'école sensualiste. Que signifient en effet, hors de cette hypothèse, toutes ces attaques contre la raison inquisitive, contre la raison philosophique, contre la raison cherchant par elle-même la vérité? Pour qui se comprend en parlant, cette entreprise de la raison ne peut être taxée d'absurdité, d'arrogance, de folie, que si l'on considère l'esprit hu-

main comme quelque chose de vide, de neutre entre le faux et le vrai, n'ayant ni lois, ni principes, aucun rapport préétabli avec la vérité, — comme une pure capacité d'être affecté d'une manière accidentelle, et de tirer tout au plus de ses sensations des inductions arbitraires, — en un mot comme une succession fortuite de phénomènes. Si l'esprit humain est cela, s'il est incapable de connaissances absolues, s'il n'y a point pour lui de vérités nécessaires, s'il n'a point en lui de principes primitifs qu'il découvre en les appliquant, mais qu'il ne crée pas *à posteriori,* s'il n'est pas dans un certain rapport avec les choses, s'il n'a pas l'idée légitime de l'universel, s'il n'est pas en harmonie avec le principe de toute intelligence, si la raison n'est pas en quelque participation de la raison infinie, alors, j'en conviens, c'est une insigne outrecuidance que de chercher la vérité avec nos facultés. Chercher est absurde; il n'y a pas moyen de trouver. L'homme est en dehors de tout; il est dans un isolement complet, dans une indépendance absolue; il n'a de rapport avec quoi que ce soit au monde. Mais alors pourquoi nous arrêter? A quoi bon la révélation? Nous ne sommes plus même en état de la comprendre. Oui, pour un tel être, pour une intelligence ainsi faite, l'être infini sortirait vainement de la lumière inaccessible; et quand, apparaissant sous la forme ineffable que la foi n'ose décrire, il parlerait encore à l'homme *ainsi qu'à un ami,* sa miséricorde s'abaisserait vainement jusqu'à sa créature, il n'en serait pas entendu, ou du moins, entendu par les sens, il ne persuaderait pas l'esprit; il n'y ferait point pénétrer la lumière de la vérité incréée, s'il ne recommençait la création, s'il ne repétrissait le limon primitif et ne l'animait d'un nouveau souffle. Mais ce n'est point là l'homme fait à l'image de Dieu.

Quand nous prononçons ces nobles paroles, titre immortel de noblesse de l'humanité, nous entendons qu'il brille dans l'homme un rayon de la lumière infinie; nous croyons, non pas seulement en chrétiens, mais en philosophes, que le Verbe illumine tout homme venant au monde, ou, pour parler le langage d'une prosaïque science, que la raison est la faculté de la vérité, et qu'il y a de la vérité en elle : faculté qui n'est pas infaillible, en qui toute la vérité n'est pas, — vérité cependant; et quand, depuis Descartes et même avant Descartes, on a dit que l'homme devait rentrer en lui-même pour chercher la vérité, on a toujours compris que c'était y chercher ce que Dieu y avait mis. Je n'exclus pas assurément la révélation surnaturelle, et il était digne de vous de recueillir et de donner les raisons qui rendent tout au moins très difficile de concevoir sans elle le commencement de l'humanité; mais je dis que cette révélation elle-même n'était possible et efficace qu'à la condition d'une révélation antérieure qui est la nature même de l'homme. Et qu'est-ce

donc que la création, si elle n'est pas la première des révélations? Ne me dites pas que j'abuse des termes; la vérité se révèle quand elle se communique. Cette communication n'est jamais, sur cette terre du moins, cette vision parfaite dont nos célestes espérances nous donnent quelque idée. Nous le savons par la plus constante, la plus universelle, la plus intime expérience, le jour se fait peu à peu dans notre esprit; la vérité, sortant par degrés de l'invisible, y apparaît, y pénètre, s'y établit, et finit par se rendre chaque jour même plus sensible et plus familière, à l'aide de toutes ces affections du dehors qui sont comme les occasions de l'activité de l'intelligence, et qui l'excitent sans la maîtriser, qui la servent sans lui obéir. Pourquoi cela est-il ainsi? Pourquoi ce mystère dans l'intérieur de notre être? Pourquoi ce demi-jour dans le seul temple où Dieu veut faire sentir sa présence? Pourquoi ce je ne sais quoi d'indécis dans nos connaissances, qui fait que la réflexion la plus attentive ne suffit pas toujours pour nous aider à distinguer sûrement nos sensations de nos idées, nos idées acquises de nos idées primitives, nos opérations de nos lois, ce qui est vérité, ce qui est illusion, le nécessaire, le contingent, l'éternel, le variable?... Je l'ignore; mais dans les manifestations même externes et surnaturelles du Dieu de Jacob, dans les paroles inspirées du livre saint, il y a des nuages, il y a des ombres; le sens caché sous des figures flottantes ne se décèle qu'à la sagacité patiente et parfois abusée de l'interprète, *vere Deus absconditus*. Image fidèle, harmonieuse répétition de cette obscurité relative dont l'ordonnateur des choses a voulu s'envelopper en se communiquant par le verbe intérieur à l'esprit humain! Mais quelle que soit la difficulté d'éclairer d'une lumière suffisante les profondeurs de l'âme, la plupart des philosophes ont reconnu et prouvé qu'il s'y rencontre des lois, des principes, des vérités, des anticipations, peu importent ici les termes, tout au moins une raison qui s'égale aux choses, une intelligence faite pour la vérité, une communauté, une société, une harmonie avec Dieu même; vous trouverez ces expressions et bien d'autres dans leurs livres : elles ne signifient rien que de naturel, quoique merveilleux; mais la nature est une merveille de tous les jours. Elles signifient seulement que la raison est faite pour la vérité. La raison atteint souvent la vérité d'une manière directe et qui semble inspirée; c'est ainsi que s'offrent à elle, qu'apparaissent en elle ces notions nécessaires dont aucune intelligence n'est dépourvue. L'intelligence, comme l'homme même, et parce qu'elle est l'homme même, est assujettie au travail. Par des efforts lents et réfléchis, par l'emploi raisonné de ses facultés, elle s'éclaire, elle s'agrandit, elle voit d'une manière distincte ce qu'elle entrevoyait confusément; elle découvre dans ce qu'elle connaît ce

qu'elle n'apercevait pas. Par la méditation et le raisonnement, elle arrive laborieusement à la vérité. Elle la trouve ainsi; mais la trouver, ce n'est pas la faire. Comment donc accuser la raison de présomption parce qu'elle dit qu'elle la cherche, qu'elle la cherche en elle-même, comme si c'était arrogance et folie que d'étudier l'homme pour le connaître? Qui donc, en disant que la raison cherchait à s'instruire par elle-même ou par ses seules lumières, a entendu qu'elle créait l'objet même de ses recherches, et que ses lumières étaient son ouvrage? On a entendu qu'il fallait chercher pour trouver; *cherchez et vous trouverez,* ces mots sont vrais aussi dans ce sens. D'où vient qu'il y aurait plus d'orgueil à dire qu'on cherche la vérité et plus d'humilité à dire qu'on la possède? La raison, qui fait effort vers la connaissance parfaite, se reconnaît par là même dépendante de la vérité. Souveraine dans l'homme, la raison a sa loi en elle-même, mais qui vient de plus haut qu'elle. Où est la chimère, où est l'orgueil? Est-ce de croire que la raison humaine est faite pour la vérité? Nous avons cet orgueil, parce que nous croyons en Dieu.

Vous bornez-vous à dire qu'il vaudrait mieux chercher la vérité dans les opinions communes, dans les traditions permanentes de l'humanité? Ceci est plus soutenable, mais ne mérite pas qu'on en fasse tant de bruit. Interroger les croyances des peuples, l'histoire de leurs cultes, c'est une inquisition comme une autre, et, remarquez-le bien, c'est toujours chercher dans l'homme ce qu'il faut croire de Dieu, car les croyances humaines sont dans les hommes apparemment. Toute la question est de savoir quel est le meilleur procédé d'enquête, s'interroger soi-même ou passer en revue les opinions humaines. Le second procédé n'est sûrement pas à dédaigner, mais il tombe plus que tout autre sous la remarque de saint Thomas; il demande plus de temps, de travail, d'érudition; il est moins à la portée du commun des hommes. Je ne sache pas au reste qu'aucun philosophe ait renoncé à s'enquérir de ce que pensent les hommes en général; on apprend également par là à connaître la nature humaine. Cependant, si les deux procédés sont distincts, si l'on peut préférer l'un à l'autre, en doit-on exclure aucun? Celui qui cherche en lui-même, dans ses idées, dans le moi, si vous voulez, poursuit l'universel, car c'est l'objet propre de la science; et cette investigation aurait beaucoup moins de prix à ses yeux, s'il n'était assuré qu'il trouve en lui toute la nature humaine, et que sa raison est celle de tout le monde. De même celui qui passe la revue des croyances reçues dans toutes les sociétés d'hommes ne les comprend, ne les apprécie que parce qu'il peut les contrôler par ses propres idées et les rapporter aux types qu'il rencontre dans son esprit et dont elles ne sont que des exemplaires plus ou moins différens. Je suis certain

qu'il y a l'homme dans tout homme, que dans l'erreur la plus grossière on peut retrouver quelque chose de la vérité primitive; mais j'ai le malheur de croire aussi que l'homme la défigure étrangement, que non-seulement sa raison, même exercée, cultivée, développée, peut errer, mais surtout que l'irréflexion, la préoccupation dominante de ses besoins et de ses passions, la faiblesse, la violence, la misère, la grossièreté d'esprit, la barbarie des mœurs, l'oppression, l'imposture, peuvent, si ce n'est altérer la nature, au moins retenir l'essor ou faire dévier la marche de sa raison, et qu'il y a de grands préjugés et de grandes ignorances en ce monde. Voilà pourquoi l'on peut trouver plutôt curieux que nécessaire l'examen complet de toutes les croyances et de tous les cultes. Mais sans contredit, de ce que les hommes pensent en général, du témoignage des peuples pris en masse, peuvent se tirer des inductions précieuses. Une certaine coïncidence entre l'humanité et le vrai peut être ainsi reconnue *à posteriori*, et il serait assurément injuste de reprocher à la philosophie d'avoir négligé cette source d'instruction. En France surtout, je ne l'ai entendu que trop souvent accuser d'être plus historique que dogmatique. Le vrai, c'est qu'aucun philosophe n'a prétendu s'isoler absolument de l'humanité. Descartes ne prisait pas l'érudition ni l'histoire; il faisait peu de cas des opinions d'autrui. On pense à lui probablement, lorsqu'on reproche à la philosophie d'avoir conseillé à l'homme de chercher en soi la certitude et la science. Il a été sans doute un grand observateur de la pensée, et sa prétention, très fondée sous quelques rapports, était de marquer dans la science comme un inventeur et d'instituer une doctrine originale. Et cependant il est si loin d'exclure ce que sait le commun des hommes, qu'il dit en propres termes que « toutes les vérités qu'il met au nombre de ses principes ont été connues de tout temps de tout le monde. » Enfin, et pour ne rien laisser sans réponse, au cas que l'on insiste sur cette objection de Bonald, que l'homme, en écoutant sa raison, *n'entend jamais que l'écho de sa propre voix*, je demanderai si l'on prétend lui contester la faculté, le devoir de se connaître soi-même. Il faudrait donc abandonner ce plus vieux, ce plus divin des préceptes. J'ai entendu l'objection de la bouche des matérialistes; comment concevoir, disaient-ils, que l'observateur et l'observé ne fassent qu'un? Mais s'il résultait de l'identité de l'esprit humain sous ces deux aspects qu'il ne pût valablement se connaître, il ne pourrait rien connaître du tout. Ce n'est jamais que dans la conscience de ses actes, sensations, perceptions, idées, que l'esprit humain puise ses connaissances; il n'a jamais que lui-même pour garant de ce qu'il affirme, et c'est en lui qu'il croit d'abord lorsqu'il connaît quelque chose. Si ce fait suffit pour mettre en préven-

tion d'incertitude toutes ses connaissances, pour donner droit de le récuser lorsqu'il prononce, parce qu'il est à la fois juge et témoin, il y a une doctrine fondée sur cette récusation de l'esprit humain, et cette doctrine, au fond toute semblable à celle qui lui refuse des principes nécessaires de vérité et de connaissance, et qui lui conteste le droit et la puissance d'arriver à aucun savoir, cette doctrine, soutenue sous sa première forme par M. de Bonald, admise sous la seconde par le père Ventura, elle porte un nom fort connu : elle s'appelle le scepticisme.

II.

Après avoir établi peut-être surabondamment notre dissidence sur le fond, nous serons moins sévère pour un genre de raisonnement que le père Ventura emprunte bien encore au scepticisme, mais qui, renfermé dans de justes limites, a sa valeur et sa force. *Vous les connaîtrez à leurs fruits*, dit-il des philosophes. C'est un valable moyen de discussion que d'examiner, que de comparer entre eux les différens produits de la réflexion et de tirer de la discordance des systèmes, de la succession pour ainsi dire périodique des écoles, quelques inductions contre la certitude de la science, et surtout contre l'infaillibilité de la raison. On ne peut contester à notre prédicateur le droit de se servir de cet argument, encore qu'un peu usé, et il s'en est servi en consacrant deux conférences à l'examen des œuvres de la raison philosophique dans les temps anciens et modernes; mais plus cette critique de la philosophie venait naturellement dans son sujet, plus il eût été désirable qu'elle fût présentée d'une manière saisissante, et qu'un certain choix dans les preuves, un certain bonheur dans la forme, sauvassent la trivialité du fond. Nous ne pouvons nous défendre de dire que ces deux conférences sont parmi les plus faibles du recueil. Nous ignorons où en est la science de l'antiquité en Italie; mais elle doit être encore assez florissante pour qu'on fût en droit d'attendre ici une connaissance plus exacte des systèmes, un emploi plus judicieux et plus équitable des autorités. En France du moins, il est nécessaire et facile de ne point parler des écoles grecques sans les connaître, et l'on y éviterait par exemple d'attribuer à l'école de Platon la doctrine de Protagoras, contre laquelle Platon a écrit un dialogue, et qu'il poursuit avec acharnement. La philosophie antique, c'est la philosophie grecque. Or le père Ventura semble ne la connaître que par la philosophie latine, et il ne cite guère que Cicéron. Nous pourrions réclamer. Cicéron aimait passionnément la philosophie; il en dissertait avec beaucoup d'élégance et de charme; il exposait les systèmes avec un rare talent, et quel-

ques-uns de ses traités sont des chefs-d'œuvre. Cependant, soit l'imperfection et la pauvreté d'un idiome impropre à l'expression des idées métaphysiques, soit le tour d'esprit de l'auteur, qui le portait au doute et à la raillerie, qui lui faisait préférer l'argumentation oratoire à la sévérité de la dialectique, et les grâces de la parole à l'exactitude des choses, ce n'est pas à lui qu'il faudrait toujours demander une détermination précise et une exposition rigoureuse des systèmes enfantés par la subtilité féconde du génie de l'hellénisme. Mais nous n'insisterons pas sur cette remarque, et nous convenons qu'on peut s'aventurer sur la foi d'un guide qui s'appelle Cicéron, et se résigner à ne pas comprendre la Grèce mieux que lui, à une condition cependant, c'est qu'on discernera dans ses ouvrages ce qu'il dit et ce qu'il veut dire. En philosophie, Cicéron n'a rien inventé, hormis peut-être quelques argumens de détail, et, je le crois, quelques parties de la morale dans l'admirable traité *des Devoirs*. Il aimait tant les systèmes, il était si heureux de montrer comme il savait les entendre et les traduire, qu'il se borne quelquefois à les exposer presque sans conclure, et qu'on sait à peine ce qu'il en pense. Il était grand amateur d'opinions, *magnus opinator*, et il ne faudrait pas toujours lui attribuer celles dont il s'est rendu l'interprète. Au reste, ses ouvrages, lus et cités avec attention, préviennent cette méprise. Ce sont, comme l'on sait, presque toujours des dialogues. Il y fait soutenir par divers interlocuteurs les thèses les plus diverses, mais sans admettre toutes celles qu'il déduit sous leur nom. Ordinairement, un de ses personnages, et souvent ce personnage est lui-même, discute les opinions produites, distingue, critique, réfute, et termine enfin par en adopter ou en présenter une, au moins comme la plus probable; car c'était le genre de crédibilité que la nouvelle académie substituait à la certitude, et que Cicéron regardait comme aussi digne de la foi pratique de la raison. Ainsi, par exemple, le traité *de la Nature des dieux* est destiné évidemment à présenter, sous la forme d'un débat entre un épicurien et un stoïcien, une libre discussion sur la religion païenne, que Cicéron, lorsqu'il ne parlait pas politique, était loin de ménager autant que le fait parfois le père Ventura. Dans ce dialogue, Velleius commence par exposer la doctrine d'Épicure, qui ressemble fort à l'athéisme. Balbus la réfute par les argumens du stoïcisme et par une profession de foi religieuse dans laquelle il y a du vrai et du beau. Un académicien, ce qui ne veut pas dire ici un disciple de Platon, mais de Carnéade, Cotta, fait à Balbus quelques objections, et Cicéron, avec promesse qu'elles seront un jour résolues, clôt la séance en déclarant qu'il incline à l'avis de Balbus. Cicéron est loin dans cet ouvrage de conclure aussi énergiquement sur la question

de la Providence qu'il l'a fait dans d'autres écrits, et, quoiqu'il n'y suive pas son ami Cotta, nous le trouvons encore trop préoccupé des doutes subtils de l'école d'Arcésilas; mais il y a souveraine injustice à lui imputer ce qu'il met dans la bouche de l'adversaire des dieux et à présenter comme un *cri de détresse* du rationalisme, comme un aveu de découragement, ce qui serait plutôt un cri de triomphe de l'épicurien Velleius, lorsque, après s'être attaché à mettre en contradiction Cléanthe avec lui-même, il s'écrie que ce Dieu tour à tour cherché dans le monde, dans l'éther, dans la raison, n'apparaît définitivement nulle part, *nusquam prorsus appareat.* C'est l'athée qui parle ainsi, et l'on croirait que c'est son adversaire quand on lit M. Ventura. On pourrait signaler d'autres preuves d'une certaine négligence de l'exactitude qui n'est pas de mise en de si graves sujets, et surtout quand on se pique de discuter pièces en main; mais ces critiques finiraient par lasser, et nous ne ferons que résumer la conclusion de cette partie de l'ouvrage. D'une part il y avait dans le monde païen une raison religieuse bien supérieure à la raison philosophique. C'est comme témoins des cultes populaires que les grands écrivains ont conservé et professé le dogme de l'unité de Dieu, la foi dans la loi morale, dans le sacrifice, dans la vie à venir. *Tous et toujours les peuples y ont cru;* ils n'ont jamais cru en plusieurs dieux; les gentils ont connu le véritable. Et d'un autre côté, quoi qu'en aient dit plus d'un père de l'église, et saint Clément, et Lactance, et saint Augustin lui-même, les esprits supérieurs, les écrivains, les philosophes, ont méconnu ces vérités; ils n'ont pas démêlé sous l'idolâtrie l'adoration d'un Dieu suprême, à travers la diversité des lois positives la persistance d'une loi invariable, au milieu des contes puérils du Tartare et de l'Achéron la croyance à une autre vie et à un jugement futur entre les bons et les méchans. Pythagore, Socrate, Platon, Cicéron lui-même, n'ont pas vu toutes ces choses; ils ont corrompu le monde païen par leurs subtilités et par leurs doutes. Il n'est pas vrai que, comme l'a prétendu Bossuet, « les philosophes ont connu que le monde était régi par un Dieu « bien différent de ceux que le vulgaire adorait;... que cette belle « philosophie... de quelque endroit qu'elle soit venue... commençait « à réveiller le genre humain; que les philosophes, qui ont dit de « si belles choses sur la nature divine, n'ont osé s'opposer à l'erreur « publique et ont désespéré de la vaincre; qu'Athènes prenait pour « athées ceux qui parlaient des choses intellectuelles; qu'ils étaient « bannis comme des impies; que toute la terre était possédée de la « même erreur. » Non, c'est la vérité qui régnait par toute la terre; l'erreur était avec les sages. Cicéron était en particulier *un athée, un matérialiste et un hypocrite,* les philosophes *des idiots.* La philosophie

a été *ignoble, abjecte, ineptie de l'orgueil, imperturbable effronterie.*

On comprend que la raison philosophique dans les temps modernes n'est pas traitée par l'orateur avec plus d'indulgence. Elle est *stupide* et *coupable;* quand elle est spiritualiste, elle est *inepte;* si elle affirme un dieu, c'est l'athéisme avec *l'hypocrisie de plus.* Laissons ces misères. Le tableau que le père Ventura trace de la philosophie moderne est loin d'être frappant ni complet, et nous trouvons ici plus d'assertions que de raisons. Ses critiques sont des armes émoussées par l'usage, et qui, dans d'autres mains, ont porté de plus rudes coups; mais le trait saillant, ce qu'on était déshabitué de lire, et ce qui nous choque le moins, c'est que le grief principal contre la philosophie est moins d'avoir propagé le doute et l'erreur, — elle ne faisait en cela qu'obéir à sa nature, — que d'avoir décrié et renversé « une philosophie véritable, une philosophie raisonnable dans son but, naturelle dans son principe, solide dans son fondement, sûre dans sa méthode, heureuse dans ses résultats, utile dans ses conséquences. » A ces traits, vous devrez reconnaître la scolastique.

Nous conviendrons que la chute de l'empire de Constantinople, et plus encore peut-être la découverte de l'imprimerie, répandirent, vers la seconde moitié du xve siècle, une connaissance plus délicate et plus complète de l'antiquité, surtout de l'antiquité grecque, et que l'on vit alors poindre l'aurore de la renaissance. L'esprit moderne a ainsi commencé, et il faut accorder aux auteurs d'une polémique devenue fameuse que ce commerce intelligent avec le génie d'un passé qui n'était pas chrétien est devenu le signal, si ce n'est la cause, d'une grande révolution morale que l'église ne saurait en tout bénir. Ce fut une restauration du paganisme, dit M. Ventura; les premiers coups contre la scolastique datent de là. Il est vrai, Platon se vengea d'Aristote; car la scolastique n'était pas, comme on sait, si exclusivement chrétienne dans ses origines, que le péripatétisme, par des causes, suivant moi, plus accidentelles que générales, ne se fût étroitement entrelacé à la théologie orthodoxe. J'admettrai moins facilement que l'esprit byzantin ait exercé une grande influence sur la réforme. Quoi qu'il en soit, la réforme suivit la prise de Constantinople, l'imprimerie, la renaissance des lettres antiques, et elle s'éleva tout d'abord contre l'église et contre sa philosophie. On connaît les anathèmes dont Luther poursuivit la scolastique, et quoiqu'à son point de vue il reprochât à la scolastique d'être une science profane, sans aucun doute, en l'attaquant comme le reste, il contribua à préparer l'avénement de cet esprit d'indépendance qui devait aussi *protester*, mais contre tout le moyen âge. Cinquante ans se passèrent entre la mort de Luther et la naissance de Descartes; nous ne mettons entre l'un et l'autre aucun lien intellectuel, si ce n'est que l'in-

dépendance fut un caractère de leur génie. Pendant ce demi-siècle, la littérature philosophique fut très animée. Elle enfanta cent livres curieux, hardis, chercheurs, des tentatives plutôt que des doctrines. *Enfin Descartes vint,* et c'est bien lui, en effet, qui ferma les portes du temple. Ce temple de la Jérusalem scolastique, le père Ventura voudrait le rouvrir aujourd'hui, en réparer les ruines. Ce n'est pas nous qui nous rirons de cette entreprise, ni qui chercherons à disperser les travailleurs. Nous les avons visitées quelquefois ces ruines fameuses avec une curiosité pleine de respect, et nous ne serions pas scandalisé de les voir se relever de terre; mais franchement la chute a été bien lourde, le discrédit est bien grand, Descartes a terriblement réussi. Le père Ventura aurait bien fait de rechercher pourquoi, et d'examiner si la scolastique est de ces puissances dont la restauration soit possible. Il se borne à comparer, dans un morceau brillant et animé qui a dû produire de l'effet en chaire, la raison humaine, errant depuis quatre siècles hors du giron de l'église, à l'enfant prodigue, et il la conjure éloquemment de revenir se jeter dans les bras qui s'ouvrent pour la recevoir. C'est bien dit; mais les choses humaines auraient d'étonnans retours, si les générations nouvelles devaient, pour demander le pain de la science, revenir frapper à la porte de l'école de saint Thomas d'Aquin.

C'est ici qu'il est assez piquant d'opposer le père Ventura à ses devanciers. M. de Maistre, M. de Bonald soupçonnaient assez vaguement qu'il devait se trouver plus de bon grain qu'on ne croyait dans cette ivraie de la scolastique; mais ils n'étaient nullement tentés d'y aller voir, et confondant, comme on le fait sans cesse et comme le fait un peu le père Ventura, la philosophie scolastique et la théologie scolastique, ils savaient en gros que la première était un aristotélisme verbal, et se souciaient peu de vérifier si, appliquée à la traduction et à la déduction des dogmes chrétiens, cette langue et cette méthode en avaient fait un tout scientifique très propre à l'enseignement et à la controverse. Ce n'est pas sous cette forme qu'on aimait alors à présenter, à célébrer le génie du christianisme. On préférait la forme du XVIIe siècle; M. de Lamennais lui-même l'appelait le siècle de la religion et de la gloire, ce siècle du gallicanisme et du jansénisme. En ce temps-là, on s'inquiétait fort peu des hardiesses de Descartes; on avait de bien autres soucis. C'étaient Volney et Dupuis qu'il fallait ruiner. C'était contre l'école de Bacon et contre Bacon lui-même qu'il fallait réagir, et Joseph de Maistre écrivait tout un volume pour démolir l'édifice de sa renommée. Moins délicat et moins exigeant qu'aujourd'hui, on n'éprouvait aucun besoin de se moquer de la *Logique de Port-Royal,* et l'on se serait tenu pour très heureux si les jeunes esprits avaient bien voulu y revenir, sans jamais remon-

ter plus haut. On leur aurait à ce prix bien volontiers permis de laisser dans un profond oubli tous les anges de l'école, tous les aigles de la théologie, et d'ignorer à jamais qu'il y eût une certaine science philosophique et religieuse répandue dans les in-folios de saint Anselme, de saint Bernard, d'Hugues et Richard de Saint-Victor, enfin de saint Bonaventure, science dont saint Thomas d'Aquin avait fait l'encyclopédie méthodique, christianisme dont le Dante avait été le poète. L'esprit littéraire de la France, cet esprit formé par l'antiquité, élégant et difficile, plus amoureux du beau que du vrai, du talent que de la pensée, un peu dédaigneux, un peu vain, libre avec goût, cherchant la raison facile, la dignité, la grâce, la clarté, et redoutant le travail et l'ennui comme des restes de barbarie, dominait tout, la philosophie, la science, la religion. Il aurait cru déroger en prenant date d'une autre époque que celle où Montaigne avait commencé d'écrire; il aurait craint de se salir en retournant chercher des paillettes d'or dans le fumier du moyen âge, lui qui remuait à boisseaux les brillantes médailles frappées sous le règne de Louis XIV.

Aussi M. de Bonald, qui le premier a osé dire qu'il fallait répondre à la révolution française par une philosophie, et transporter la guerre dans le domaine des idées, cherchant à réaliser cette grande pensée et à élever de ses mains le monument, n'imagina pas d'aller demander au moyen âge ses méthodes et ses principes, pas plus qu'il n'eût conseillé à l'émigration de lui emprunter ses armes de guerre pour combattre l'artillerie des soldats de la république. Dans ses ouvrages, aujourd'hui si peu lus, mais où brille un esprit élevé, subtil, et le talent d'un écrivain, il défend la cause du passé sans en étudier l'histoire, et, quoique ennemi des témérités de la raison pure, il ne prend pas son point d'appui dans les livres et n'affecte nulle érudition. Il est de son temps; il sait peu de chose, pense beaucoup, raisonne encore plus, et montre autant d'esprit qu'il peut, ce qui n'est pas peu dire. En devisant sur la métaphysique, il rencontre le moyen âge, et il en parle comme en parlait tout le monde. Il se heurte aux scolastiques, et il les traite comme aurait fait Daunou, qui cependant passait pour les connaître. C'étaient *des esprits incultes*, dit-il. Des esprits incultes, s'écrie le père Ventura, Albert le Grand et saint Thomas! Leur science, poursuit M. de Bonald, était *une mécanique du raisonnement*, une *idéologie ténébreuse;* ainsi aurait parlé l'inventeur même du nom de l'idéologie; puis, ayant occasion de donner une définition de l'homme, il en rédige une fort élégante qui n'est pas trop mauvaise, qui a fait scandale à l'École de médecine de Paris, mais qui n'est pas celle de saint Thomas. Enfin, chose plus grave encore, dans ses *Recherches métaphysiques*, après une revue de toutes les écoles depuis Thalès, y compris *les écoles chrétiennes*

(qu'entendait-il par-là? je ne le sais trop), il décide, ce qui à cette époque n'embarrassait personne, que *depuis trois mille ans* on n'y a rien compris, et que *l'Europe attend encore une philosophie.* On disait cela couramment dans l'école opposée. Bacon, Descartes en avaient touché quelque chose; Voltaire, Condillac, Tracy ne se faisaient pas scrupule de le redire; pourquoi M. de Bonald ne le répéterait-il pas? Mais quoique la philosophie qu'il promettait n'ait rien de commun avec la leur, quoique ses principes aient une grande analogie avec ceux que le père Ventura recommande, elle est nouvelle : il suffit; elle suppose que l'église catholique, qui philosophe depuis dix-huit cents ans, a philosophé en vain; c'en est assez pour que le nouvel apologiste de l'église relève avec sévérité, quoique sans amertume, toutes ces témérités d'un écrivain catholique. Après les Grecs du bas-empire, après les protestans, après les cartésiens, M. de Bonald arrive à son rang dans le dénombrement des adversaires de la scolastique et du père Ventura. Un petit-fils de M. de Bonald, qui lui-même cultive les lettres, a relevé le gant; il a répondu à l'agresseur, qui a répliqué. Dans cette controverse où, comme il arrive souvent, personne n'a tout à fait tort, l'ancien général des théatins a porté beaucoup d'insistance et quelque vivacité; il a publié une brochure, écrite un peu lourdement, pas très obligeamment, où il établit et motive son dire et sa pensée avec une parfaite clarté; mais encore une fois, pour décider qui a raison dans cette controverse, il faudrait traiter du fond des choses, dire où est la vraie philosophie, et quant à ce procès-là, nous demandons l'ajournement.

Donc le père Ventura a entrepris la réhabilitation de saint Thomas. Nous n'avons rien contre. Saint Thomas est un grand esprit. Si quelques-uns lui refusent toute l'originalité permise au philosophe, cette sagacité profonde qui fait pénétrer la science d'un pas de plus dans la vérité, il n'a pas du moins de supérieur pour l'étendue et la capacité de l'intelligence, pour la subtilité raisonnable, pour la facilité dialectique, pour la bonne foi dans la recherche et l'exposition, pour la droiture de sens au milieu même des systèmes singuliers que lui imposent son temps et son école. Il n'est point de scolastique dont la lecture soit plus instructive, et nous aimons à voir l'église s'inspirer de son génie. Il était un grand partisan de la raison, ce dont nous le louons fort; un zélé disciple d'Aristote, ce qui ne nous offense point; un sectateur assez vif de la philosophie des sensations, ce que nous ne lui reprocherons pas trop sévèrement; mais il mérite la grandeur de sa renommée. Au reste, elle n'est pas demeurée à l'abandon. Il n'y a pas longtemps que le père Lacordaire, qui avait commencé à le rappeler à la mémoire des hommes, en écrivant pour le rétablissement des frères prêcheurs, est venu prononcer son pané-

gyrique dans cette imposante église de Saint-Sernin de Toulouse, où reposent les froides reliques de l'*ange de l'école*. M. l'abbé Carle a publié sur la vie et les écrits de saint Thomas un ouvrage d'un luxe monumental, qu'on lit avec beaucoup d'intérêt. Un jeune métaphysicien protestant, trop tôt enlevé à la science, M. Léon Montet, a publié deux très bons mémoires sur la philosophie du même maître. Enfin un écrivain qu'il faut toujours citer quand on parle de scolastique, M. Hauréau, qui est lui-même un peu thomiste, a consacré dans son ouvrage deux chapitres d'un grand prix à la doctrine de saint Thomas d'Aquin. Voici maintenant le père Ventura qui vient l'enseigner dans la chaire chrétienne. Comme lui, l'illustre descendant des comtes d'Aquino avait quitté l'Italie pour venir enseigner à Paris, et on a entendu dans l'église de l'Assomption quelques-unes des théories que Thomas, en 1253, développait sur la montagne Sainte-Geneviève. Ce que le père Ventura a exposé en présence d'un auditoire un peu mondain, n'aurons-nous pas licence d'en dire ici quelques mots? Ce n'est pas moins que la réponse à cette question : « Qu'est-ce que l'homme? » car le docte prédicateur la pose, cette question, sans faire réflexion que la poser ainsi, *quærere*, et entreprendre de la résoudre, comme on va le voir, par le raisonnement, c'est chercher la vérité, et faire, j'en suis bien fâché, de la philosophie inquisitive.

Voyons laquelle. M. de Bonald a défini l'homme — une intelligence servie par des organes : — *définition radicalement fausse*, définition cartésienne, qui ne tient aucun compte de ce que pense le genre humain, savoir que l'homme est un tout substantiel, composé de l'âme et du corps. L'âme est unie au corps; ce n'est pas union accidentelle, c'est unité substantielle : vérité qui nous est donnée par la définition même de l'âme; « l'âme intellective est la forme substantielle du corps humain. » C'est la définition de saint Thomas, c'est ce *principe profond et important* que le concile de Vienne, en 1311, a décrété et prescrit sous peine d'hérésie. Il n'en faut pas vouloir aux anciens philosophes, ajoute avec beaucoup de charité notre vénérable auteur, de n'avoir pas su cette grande vérité : pour connaître ainsi l'homme, il fallait connaître Jésus-Christ.

Voilà qui étonnera tout lecteur ayant la moindre teinture des choses philosophiques. Il se demandera sur quels témoignages ou par quelle inadvertance un savant théologien a pu écrire des choses aussi surprenantes, et qu'un étudiant n'aurait pas écrites. C'est qu'un étudiant n'aurait pas eu un système à justifier et le besoin de chercher contre la philosophie des griefs à tout prix, même au prix de la vérité des faits.

D'abord la définition de M. de Bonald n'est pas cartésienne. Elle

est plutôt platonicienne, car elle se rapproche fort de celle de Bossuet, qui dit, d'après Platon : « L'homme est une âme se servant du corps. » Descartes parle autrement. Il définit l'âme une chose qui pense, c'est vrai; mais je doute que nulle part il définisse l'homme. Il a donné maintes fois de la nature humaine une théorie développée, et il dit positivement, dans une réponse à Arnauld, qu'il a bien pris garde que personne ne pût penser *que l'homme n'est rien qu'un esprit usant et se servant du corps.* Il combat, comme le père Ventura, la doctrine qui assimile l'âme dans le corps *à un pilote en son navire,* et tous deux se gardent bien de nous dire qu'en cela ils ne font que répéter Aristote. Enfin il convient, avec le père Ventura, qu'il y a union réelle entre l'âme et le corps; que l'un et l'autre sont *substantiellement unis;* mais j'avoue qu'il entend par là qu'il y a union de substance à substance et non unité de substance. Il sait trop bien que ce sont deux choses distinctes, deux natures séparables, et qu'il importe à l'homme, avant toute chose, que l'âme soit en elle-même une substance.

Il est vrai que Descartes professe peu de respect pour *les formes substantielles.* Il déclare qu'il s'en passe; il les appelle une fois de *misérables êtres,* une autre fois de *pauvres innocens.* C'est avouer qu'il n'admet pas la définition de l'âme d'après saint Thomas, devenue un article de foi de par le concile de Vienne, et que le pape Jean XXII estimait à ce point qu'il fit exhumer et brûler les os d'un théologien qui l'avait niée. Mais ne semblerait-il pas, à entendre le père Ventura, qu'il s'agisse d'un dogme révélé, quand il exalte cette définition, *ce principe profond et important, base de toute philosophie,* ce principe inconnu des philosophes anciens à qui il faut pardonner, puisqu'ils ignoraient le christianisme? Or ce principe est tout simplement, qui donc l'ignore? la définition d'Aristote. Il faut qu'il y ait longtemps que le père Ventura ait lu, je ne dis pas Aristote, Dieu l'en préserve! mais saint Thomas, car dans les dix-sept questions de la première partie de la *Somme théologique,* qui forment un véritable traité de l'âme, il aurait vu, à chaque page, le philosophe de Stagire plus souvent cité que l'Écriture et les pères, et notamment question 76, article I, il aurait lu, à la suite des éclaircissemens sur la définition classique de l'âme, ces propres mots : *Hæc est demonstratio Aristotelis in II de Anima, text.* 24. Et si le père Ventura veut s'édifier complétement sur un point aussi connu de l'histoire de la philosophie, nous le prierons de passer de la *Somme théologique* à la *Somme contre les Gentils;* il y verra, livre II, chapitre 70, saint Thomas soutenir contre Averroès sa définition comme étant le vrai sens d'Aristote. Enfin, si ces deux autorités ne suffisent pas, nous l'engagerons à consulter le commentaire même de saint Thomas sur Aris-

tote, *in tres libros Aristotelis de Anima præclarissima expositio;* il y retrouvera développée, élucidée, interprétée cette doctrine, que l'âme est la *forma* ou *species*, non pas forme *accidentelle*, mais *substantielle*, l'acte premier, la perfection, l'achèvement du corps organique, tous ces mots n'exprimant, selon Aristote et Thomas, que des points de vue de la même idée. Nous ne sommes pas grand admirateur de cette définition; mais, pour l'honneur d'Aristote et de saint Thomas, nous devons faire remarquer qu'ils la rendent plus exacte que ne l'a fait le père Ventura. Si l'âme n'était que la forme substantielle du corps, tout corps, même inorganique et inanimé, ayant en scolastique une forme substantielle, sous peine de ne pas exister, tout corps aurait une âme; mais Aristote et saint Thomas insèrent presque toujours dans la définition ces mots : *corps naturel, organique;* et comme le corps organique peut être sans vie, ils ajoutent : *corps organique ayant la vie en puissance*. En effet, l'âme n'est la forme substantielle du corps qu'autant que le corps est vivant. La définition signifie que l'âme est le principe qui fait passer le corps de la vie en puissance à la vie en acte. Aussi est-ce la définition de l'âme comme principe d'*animation*, la définition de *l'anima* dans *l'animal*, et Aristote et saint Thomas sont obligés de montrer subséquemment que l'âme intellective dans l'homme est, avec de grandes perfections de plus, semblable au principe de vie de tout être animé.

Mais nous ne sommes point ici pour discuter la scolastique. Bonne ou mauvaise, le père Ventura est fort en droit d'adopter une définition de l'âme qui a contenté saint Thomas, pourvu qu'il veuille bien ne pas omettre désormais de dire que saint Thomas avait emprunté presque toute sa psychologie d'Aristote, et qu'en cette matière comme en toute autre il ne s'écarte des leçons de celui qu'il appelle par excellence *le philosophe* que lorsqu'il est décidément impossible de les accorder avec les dogmes de la foi. Avant d'accuser les philosophes de *crétinisme orgueilleux,* il ne serait pourtant pas inutile de se rappeler ces choses-là.

Nous y insistons parce que le père Ventura a fait de la définition de l'âme un point capital de son enseignement. S'il en concluait seulement que l'âme est unie au corps, et que cette union constitue un tout dans lequel, en cette vie du moins, l'une ne peut se passer de l'autre, il dirait une chose fort raisonnable, vulgaire pour quiconque ne croit pas à l'homme matière, et que, suivant saint Augustin, Varron, grand collecteur de systèmes, avait conclue de l'analyse des diverses opinions des philosophes; mais cela ne suffit pas au père Ventura : il veut que cette union soit substantielle, c'est-à-dire qu'il en résulte unité de substance. Par là, dit-il, toutes les questions qui ont embarrassé et égaré les savans s'évanouissent comme des

rêves. Plus de difficulté pour expliquer les rapports de l'âme et du corps, plus de nécessité de recourir aux chimères de l'harmonie préétablie, de l'influx physique et des causes occasionnelles. En même temps l'origine des idées est découverte; elles ne viennent pas de l'âme, elles ne viennent pas du corps; elles viennent de l'âme et du corps. Le corps en est la cause matérielle, l'âme la cause efficiente. Le corps donne les fantômes, sans lesquels l'intelligence ne comprendrait pas, et de ces images sensibles l'âme exprime les conceptions intentionnelles qui sont les idées. L'intelligence humaine est bien faite pour comprendre l'universel, mais elle ne pourrait l'atteindre, ou du moins elle ne l'atteindrait qu'en général et d'une manière imparfaite et confuse, si les images déterminées des objets sensibles ne lui étaient données par l'organisation corporelle à l'effet d'en abstraire les conceptions intellectuelles nécessaires à la connaissance parfaite. C'est pour son plus grand avantage que l'âme est unie au corps. Séparée du corps, l'âme intellective perd l'instrument de son opération parfaite. Elle n'en peut donc être à jamais séparée, car ce serait contraire à sa nature.

Ce que c'est que de parler sans contradicteur, et de citer dans un langage aujourd'hui peu usité un auteur aujourd'hui peu étudié. On vous donne avec confiance ces vieilles formules « comme *une belle et simple solution* par laquelle la raison catholique a fait cesser toute dispute parmi les philosophes chrétiens touchant une si grave question. » Le monde sait en effet si les disputes ont cessé, même dans le sein de l'église, sur la question de l'origine des idées depuis l'an 1471 que parut la première édition datée de la *Somme* de saint Thomas. Et d'ailleurs, comment la doctrine qui vient d'être résumée pourrait-elle satisfaire la juste curiosité de l'esprit humain et dissiper tous ses doutes? Comment l'unité de substance du corps et de l'âme en expliquerait-elle clairement les rapports? Ce n'est pas de savoir s'ils sont unis qu'il est question, c'est de savoir ou plutôt de conjecturer comment deux substances ou, si l'on veut, deux natures aussi différentes peuvent être en communication et dans un certain rapport d'action et de passion. Ce n'est pas le fait, c'est le comment du fait qui étonne, qui trouble, et plus vous aurez rapproché, confondu les deux substances, plus vous aurez épaissi le voile derrière lequel se dérobe ce mystère de notre nature. L'âme connaît et le corps sert à connaître, voilà un fait certain et familier. Comment le corps ou la matière, qui ne connaît rien, peut-elle transmettre à l'intelligence les élémens de la connaissance? Quand vous soutiendrez que l'intelligence ne saurait connaître sans cela, vous aurez fait un pas vers une proposition tant soit peu périlleuse de M. de Tracy, savoir qu'une intelligence sans organes est incompréhensible; vous aurez peut-être

un peu rabaissé l'intelligence, mais vous n'aurez pas relevé la matière, ni mieux éclairci les clauses du contrat qui les unit. Vous ajoutez que le corps donne les fantômes, et que l'intelligence en exprime les idées. La doctrine est connue, c'est encore une doctrine d'Aristote; mais en vérité vous seriez plus clair, si vous disiez que les idées sont tirées des sens, que l'intelligence généralise ou transforme les sensations. Ne voilà-t-il pas une belle solution et bien propre à satisfaire, non pas même le spiritualisme platonicien, mais le spiritualisme chrétien? Enfin que signifient ces mots : le corps transmet les fantômes? Comment les donne-t-il? que sont-ils? Quelle expérience ou quel raisonnement prouve, indique seulement que cette masse organisée soit une fabrique d'images? La croyance universelle ne confirme pas assurément cette invention scientifique. Le genre humain croit qu'il voit par les organes des objets réels, et que, se rappelant qu'il les a vus, il y pense et il en raisonne. Quant à l'hypothèse des fantômes, il faudrait la prouver avant de s'en servir avec tant de confiance. Ignoreriez-vous que ces fantômes, ces images, ces espèces sensibles ont été niées d'une manière absolue, et qu'elles seraient surtout insoutenables, si elles étaient, comme vous semblez le prétendre, purement physiques? Si, pour vous épargner beaucoup de volumes à feuilleter, vous voulez bien lire seulement sur cet article quelques pages laissées par M. Royer-Collard, vous trouverez contre votre hypothèse une argumentation qui, si elle ne vous semble péremptoire, vous paraîtra du moins fort sérieuse.

Mais voici qui est plus grave. Si l'âme est confondue avec le corps au point qu'il y ait, non pas union de deux substances, mais *unité de substance* dans l'homme, comment l'âme peut-elle être séparée du corps sans cesser d'exister? Cette unité de substance est une pensée d'Aristote très-mal venue dans une philosophie chrétienne. Aristote, lui, n'admettait pas l'immortalité de l'âme, du moins de l'âme tout entière. La substance ne résultait pour lui que de la réunion de la forme et de la matière. Cette forme qu'on appelle âme, perdant sa substance en perdant son corps, comment pourra-t-elle subsister sans lui? *Il y sera suppléé*, nous dit-on, *par d'autres moyens*. Ce n'est là qu'une assertion, encore peu rassurante. On me dit bien que l'âme comprend par elle-même; mais, comme on ajoute qu'elle ne connaît que par le corps, je me demande comment elle comprendra sans connaître? *Par habitude*, répond le père Ventura. N'importe; de la mort à la résurrection générale, l'intervalle est long à traverser, et bien imprudent est le vœu que formait saint Paul d'être délivré de ce corps de mort. Il est vrai que saint Paul s'imagine qu'il y a une lutte entre la chair et l'esprit. Il était venu avant le concile de Vienne, et peut-être était-il de l'avis du père Malebranche,

qui appelait les formes substantielles *des inventions de gens oisifs.*

Parlons sérieusement, et concluons que la philosophie catholique (nous ne disons pas la foi catholique, c'est tout autre chose), interprétée du moins par le père Ventura, est loin de tenir les promesses qu'il nous a faites, et qu'au point de vue de la science et de la religion elle n'a pas les caractères éclatans de la vérité, et pourrait avoir quelques-unes des conséquences de la mauvaise philosophie. Il est bien entendu que nous ne faisons pas à un écrivain respectable l'injure que l'on fait quelquefois aux philosophes. Ces fâcheuses conséquences, le ciel nous préserve de l'accuser de les admettre ni de les enseigner. Nous savons très bien qu'après avoir soutenu la philosophie des sensations, il n'en croit pas moins ce qu'elle nie. Nous n'ignorons pas qu'en ayant sur la nature de l'âme et sur la nécessité du corps une doctrine qui obscurcit, affaiblit les signes de l'immortalité de la première, il proclame d'une foi ardente l'avenir glorieux et redoutable de la personne humaine. Nous disons seulement que sa métaphysique contraste avec sa foi, et que si cette métaphysique était la nôtre, nous tomberions dans un grand découragement. La suite de son ouvrage, plus exclusivement théologique, si le temps nous permettait de l'analyser, nous donnerait d'autres exemples de l'influence de certaines doctrines abstraites sur la manière de concevoir les dogmes de la religion. Nous doutons que l'église souscrivît formellement à toutes les opinions théologiques du savant docteur; mais nous aimons mieux répéter que les dernières conférences se lisent avec intérêt, qu'il s'y rencontre des morceaux écrits de verve, par exemple la seconde moitié de la quatrième, et qu'il faut envier ceux qui ont entendu quelques-unes de ces éloquentes paroles retentir dans la chaire évangélique.

III.

Fermons le livre maintenant, et, laissant de côté les systèmes, essayons de nous rendre compte de la nature et des motifs de l'argumentation adoptée de notre temps par de célèbres apologistes de la foi. On ne contestera pas, je pense, qu'ils s'occupent moins que ceux d'une autre époque de l'expliquer et de la démontrer par elle-même, et que le travail cent fois plus attachant de rechercher dans ses dogmes la preuve de sa vérité a fait place à l'habitude batailleuse d'accuser d'erreur, de contradiction, de mensonge et de pis encore, non-seulement les doctrines contraires, mais toutes les doctrines humaines, d'opposer l'unité à la discordance, la constance à la variation, l'autorité à l'examen, en sorte que ce qu'on appelle la question de l'église est devenue la principale question, et que l'on

pourrait dire, ou peu s'en faut, non que l'église est fondée sur la vérité, mais la vérité sur l'église. Disons bien que cette méthode n'est pas absolument condamnable; nous savons dans quelle mesure elle est admissible, et surtout combien elle peut être utile; nous remarquons seulement qu'elle est dominante, presque exclusive, et nous craignons que, ainsi employée, elle ne soit plus propre à produire des réactions religieuses que des conversions religieuses.

Apercevoir et dénoncer l'erreur est facile. Plus facile encore est de convaincre la science humaine d'inconstance, et l'histoire de l'esprit humain est celle de ses contradictions. La satire de l'esprit humain est si aisée et si tentante, qu'elle est la philosophie de ceux qui n'en ont pas. Non-seulement les esprits profondément moqueurs, Montaigne, Rabelais, Voltaire, s'y plaisent, mais les hommes frivoles qui ne pensent à rien, les heureux du monde, les gens blasés, ceux qui livrent toute leur âme aux plaisirs et aux intérêts de cette vie, sont prêts à dire et aiment qu'on leur répète que la science est vanité. On se trouve d'intelligence avec tous ceux qui envient ou imitent les voluptés de Salomon, quand on leur redit ses railleuses conclusions. La polémique amuse la malignité de notre esprit. Il faudrait bien de la maladresse pour qu'elle ne rencontrât pas souvent juste; il y a des objections à tout; point de doctrine qui n'ait son faible; la vérité est parfaite, mais elle n'est qu'imparfaitement connue, et rien n'est facile comme d'appuyer sur les obscurités et les lacunes de la connaissance pour ébranler et décrier la connaissance même. Cette entreprise a quelque chose qui divertit et qui passionne. Voilà bien des motifs pour exciter beaucoup d'esprits à préférer la négation à l'affirmation, l'attaque à la défense, l'invective à l'enseignement; mais de telles raisons ne peuvent déterminer des écrivains et des prédicateurs habiles et convaincus à suivre la voie où nous les voyons marcher.

La critique dirigée avec talent et avec énergie contre des systèmes dépourvus de l'appui d'une autorité extérieure, livrés à l'inquisition de l'esprit, aux hasards et aux caprices du talent, modifiés ou altérés suivant les époques, toujours incomplets ou obscurs par quelque côté, toujours discutables en un point, puisqu'il y a de l'insoluble dans les choses, cette critique conduit à peu près sûrement le commun des intelligences à l'incertitude, au doute, parfois à une incrédulité dédaigneuse. Puis, comme le scepticisme n'est pas une situation tenable pour des esprits sérieux, ni même pour tous les esprits frivoles, il se change en une disposition favorable à une doctrine qui parle avec autorité, se proclame hautement immutable, et ajoute à la grandeur des dogmes la beauté des préceptes, l'éclat et la multitude des exemples, les promesses et les consolations. Peu importe que, pour se recommander à des esprits désolés, cette doctrine, telle qu'on

la prêche aujourd'hui, affirme après avoir nié, se joue des objections dont elle s'est servie, et qu'après avoir poussé au doute, elle rappelle à la croyance. Si l'on a suscité ou développé le mal, on apporte le remède. Les sentimens qu'on a excités tournent au profit des idées qu'on veut inspirer. Le découragement ramène à la foi. En affaiblissant dans la raison le ressort de la conviction, on augmente parfois dans les cœurs le besoin de croire. Pascal n'a pas caché combien il trouvait puissante cette manière de gagner les âmes, et l'on a pu dire : Faites cent sceptiques, vous ferez cinquante croyans. — Je ne les appelle pas tout à fait des chrétiens, parce que ce titre convient à une foi assise sur des fondemens plus fermes et d'un ordre plus élevé.

Le temps où nous vivons est singulièrement favorable à l'art de prendre les hommes par le découragement. Les traditions de toutes sortes sur lesquelles s'appuyaient les sociétés modernes ayant été, depuis la fin du siècle dernier, ébranlées, il est devenu nécessaire, quand même ce n'aurait pas été le goût général, de leur donner, par voie d'examen et de recherche, de nouvelles institutions, presque de nouvelles mœurs. Il a fallu tenter de transformer des opinions en coutumes. C'est la raison moderne qui a entrepris de reconstituer la société, et avec tout le respect qu'on lui doit, on est forcé de lui dire que jusqu'à présent elle a médiocrement réussi. Il y a eu de grandes tentatives et de petits succès. De là d'innombrables déceptions. La faiblesse et le scrupule, l'honnêteté et le préjugé, l'intérêt qui se donne pour la vertu, la peur qui se fait passer pour la raison, jettent des masses entières dans une aveugle réaction contre des idées dont on désespère pour en avoir trop espéré. En France surtout, où l'on croit que pour être logique il faut être extrême, on se lance dans un pyrrhonisme illimité. C'est à l'aide d'une disposition semblable qu'au commencement de ce siècle, des écrivains distingués crurent pouvoir rétablir le passé tout entier dans la croyance sociale, et essayèrent la restauration morale de toutes les sortes d'ancien régime, la religion comprise, qu'ils semblaient considérer surtout du côté de la politique. On peut douter que ce mélange de ce qui est consacré à l'éternité avec des établissemens de leur nature périssables ait été heureusement conçu, et l'église a paru, depuis quelques années, vouloir s'affranchir d'une importune solidarité; mais elle n'a eu garde de renoncer à employer pour une fin spirituelle les besoins moraux d'une société souffrante. Nous parcourons une période qui présente quelques analogies avec le début de ce siècle. Plus que jamais les gémissemens se font entendre depuis dix à douze ans sur l'état anarchique des intelligences. On a encore propagé, envenimé ce mal en le déplorant. Dans ces dernières années, les événemens,

toujours si puissans sur les imaginations, ont achevé d'abattre les esprits. On dirait que le ressort de la raison est brisé. De nobles souffrances, de honteuses misères ont détruit dans la société tout bon sentiment d'elle-même, ce que Cicéron appelait *bona spes suî*. Certes, ce ne serait pas un mauvais service à rendre à cette multitude humiliée que de relever ses regards vers les choses célestes, et si l'église, sans tremper dans aucune politique, saisit cette occasion de reprendre plus d'empire, qui pourrait s'en plaindre et surtout le lui reprocher? Que pour une telle œuvre, dans une telle situation des esprits, les raisonnemens pris de l'incertitude des opinions humaines aient une grande valeur de circonstance, qu'il soit naturel et licite de s'en servir, c'est ce qu'on ne saurait contester, dût la foi ainsi obtenue ressembler à une simple opinion, et rester à la surface de l'esprit, sans pénétrer jusqu'à l'homme intérieur.

D'ailleurs, si l'on peut abuser de ce moyen de prosélytisme, s'il ne produit pas toujours des résultats profonds ni solides, s'il doit beaucoup aux circonstances, il n'est pas en lui-même dénué de valeur rationnelle. Décréditer successivement tous les systèmes, comme variables et discordans, comme dépourvus d'une autorité durable et étendue sur les esprits, enfin comme liés par un fil logique à d'autres opinions dangereuses en politique ou en morale, qui paraissent condamnées par les événemens, et de là conclure en faveur d'une doctrine qui, en fait, a plus de fixité, qui se maintient au milieu des vicissitudes du monde sous la garde d'une autorité extérieure, c'est attaquer les esprits par des considérations sérieuses, à défaut d'argumens démonstratifs, et il peut se rencontrer des intelligences qui en seront plus touchées qu'elles ne le seraient d'une preuve directe de la vérité de la doctrine.

Mais c'est une règle importante que de réduire cet argument à sa juste portée, et que d'en user avec une rigoureuse bonne foi. Ainsi d'abord, il faut éviter une certaine faute très commune contre la logique. On oppose ordinairement la philosophie à la foi catholique, c'est-à-dire quelque chose de général et de vague, à quelque chose de déterminé. Qu'entend-on par philosophie? — Toutes les philosophies. —L'autre terme de comparaison devrait donc être la religion, en désignant par ce mot toutes les religions. Alors on serait en droit d'étaler les luttes et l'influence successive du scepticisme, du matérialisme, de l'idéalisme, du spiritualisme, et de faire combattre entre eux Anaxagore, Zénon, Épicure, Platon, Aristote, Carnéade, Plotin, et la multitude des modernes; mais on examinerait par contre quelles ont été les variations et les dissidences des religions, celles de l'Inde et de l'antiquité, le judaïsme et ses divisions, enfin, dans notre christianisme même, ses hérésies, au nombre desquelles plusieurs écri-

vains religieux comptent jusqu'au mahométisme. A la diversité des écoles on opposerait la diversité des sectes, et peut-être verrait-on qu'il faut s'en prendre de ces tristes variations moins aux doctrines qu'à la nature de l'esprit humain. Pour raisonner régulièrement, il faudrait, par exemple, comparer la foi catholique, non assurément sous le rapport de la vérité, mais sous celui de la stabilité, à une doctrine déterminée. Et pour ne pas choisir la meilleure, l'épicuréisme, par exemple, a-t-il beaucoup changé? Je ne sais, mais rien ne se ressemble plus, pour la manière de raisonner de Dieu et de l'homme, que la doctrine d'Épicure ou même de Démocrite et celle des écoles sensualistes qui la représentent chez les modernes. Rien n'est changé, excepté les noms. En insistant trop sur ces réflexions, je laisserais croire que je ne vois, en effet, aucune différence, au point de vue de la fixité et de l'autorité, entre la religion et la philosophie, quand je veux dire seulement qu'il ne faut pas exagérer cette différence à l'aide d'un paralogisme. Seconde observation. On fait valoir quelquefois l'argument de la perpétuité du catholicisme, en telle sorte qu'il se réduit à dire que l'église catholique est encore catholique. Si sa perpétuité avait été de fait combinée avec l'universalité, si les hérésies n'étaient pas sorties de son sein, on pourrait prétendre qu'elle ne s'est jamais divisée. Mais ses divisions à elle ce sont les hérésies, et il serait trop commode de faire abstraction des sectes qui s'en sont séparées, pour ne considérer que les fidèles qui sont restés dans son sein, et conclure qu'elle n'a connu ni variations, ni discordes. Ce serait un *truisme* que de dire que le catholicisme est invariable chez les catholiques qui n'ont pas changé. Il a changé apparemment chez tous les catholiques qui sont devenus grecs, luthériens, calvinistes, déistes, incrédules. Cette observation d'une puérile évidence a pourtant été incessamment négligée.

Voici, ce me semble, en quoi est fondé un argument qu'il faut limiter mais non proscrire. D'abord la religion, par sa nature même, a plus d'autorité que la philosophie. Par les sentimens auxquels elle s'adresse, par les formes qu'elle emploie, par le langage qu'elle parle, par le salutaire effet de la crainte et de l'espérance, elle donne aux dogmes qu'elle enseigne et aux préceptes qu'elle en déduit plus d'empire, de solidité, de popularité. La foi qu'elle inspire est donc plus forte, plus stable, plus transmissible que la conviction philosophique. Si l'on sort des généralités, il sera facile de montrer que ces avantages appartiennent éminemment à l'église catholique, et d'établir par sa constitution et son histoire qu'elle est particulièrement propre à s'emparer de l'indocilité du cœur et de l'esprit humain. De là à opposer sa force de conservation à l'instabilité des choses du monde, l'ordre intérieur qu'elle peut maintenir autour d'elle quand

on croit en elle au désordre toujours renaissant des intelligences dispersées par le vent du siècle, le pas est facile à franchir, et l'on arrivera par cette voie, non à démontrer en principe la vérité de la doctrine, mais à y ramener beaucoup d'esprits, surtout à leur persuader qu'il est désirable qu'elle soit vraie, ou du moins que la foi se raffermisse et s'étende.

Cet argument, j'en conviens, est plutôt politique ou moral que métaphysique. Il est politique, car il appuie la foi sur le bien de la société; il est moral, car il admet que l'état de foi est meilleur pour l'âme que l'état d'incrédulité. Il provoque par de sérieuses considérations les dispositions favorables à la religion : il motive suffisamment les réactions religieuses, et toute église qui saura s'en servir avec dignité et modération pourra déterminer en sa faveur un mouvement durable; mais ce serait, je crois, outrer cet argument que d'en faire sortir le scepticisme universel, ou que de le regarder comme suffisant pour établir la vérité du christianisme. A lui seul il ne fera jamais un bon chrétien, il pourra seulement disposer à le devenir.

On remarquera en effet que les considérations prises de l'état des âmes croyantes dans ses rapports avec le bien moral de la société et de l'individu pourraient s'accommoder avec une religion fausse comme avec une véritable. Plus d'un auteur moderne a plaint les Romains d'avoir, avant César, négligé le culte des faux dieux, et l'on a imputé à l'affaiblissement de leur religion la chute de leurs mœurs et de la république. Ce qui est plus vrai et ce qui doit donner à réfléchir, c'est que quand on raisonne au point de vue de la discipline morale de la société, l'exemple des pays protestans doit être cité le premier. Les écrivains de l'église ne sauraient donc se servir avec trop de précaution d'une arme qui peut les blesser, et cet argument, pliable en plusieurs sens, ne les dispense pas d'appuyer la religion catholique sur la démonstration directe de sa vérité, œuvre grande, difficile, que l'état des esprits et des doctrines rend nouvelle et ne permettrait pas de traiter sans une philosophie profonde. Ce que nos pères appelaient une démonstration évangélique serait une œuvre très opportune; car ce qui provoque nos objections chez les modernes apologistes, ce n'est pas la thèse, mais l'argument. Une certaine défaveur s'attache, je le sais, à toute réfutation, si mesurée qu'elle puisse être, d'une doctrine qui se donne pour orthodoxe. Autant on aimerait à braver les attaques de l'esprit de secte ou de parti, autant on est porté à tenir compte du sentiment de regret qu'éprouvent d'honnêtes gens, pleins de foi, ou de respect, ou de scrupules, lorsqu'ils voient, au milieu de tant d'autres erreurs plus répréhensibles ou plus funestes, la critique s'attacher à celles qui peuvent se

rencontrer dans un ouvrage dicté par le sentiment chrétien. Où est l'intérêt en effet, si l'on ne nourrit pas contre la foi d'inimitié cachée, de signaler quelques faibles raisons, qui, mêlées à d'excellentes, peuvent contribuer à la défendre, à la propager, à l'affermir? Une rigueur excessive à l'égard des moyens de la cause ne trahit-elle pas plus que de l'indifférence pour la cause même? Que faut-il désirer après tout dans ces temps de péril? N'est-ce pas que l'humanité croie? et qu'importe comment la croyance est obtenue?

Je pourrais répondre en me couvrant de grands exemples, dont quelques-uns sont sacrés. Combien de docteurs chrétiens, dans leur sévérité consciencieuse, n'ont pas voulu souffrir une adultère alliance de la vérité et de l'erreur, et, au risque de perdre quelques bonnes semences, ont passé au crible les plus pieuses théories! La doctrine du christianisme doit être ce métal pur qui, éprouvé par le feu, reste au fond du creuset. Je pourrais ajouter que, malgré des apparences dont on fait grand bruit, les temps d'empire de la philosophie ne sont pas tellement éloignés, qu'il soit indifférent de souffrir la confusion de la bonne avec la mauvaise, et d'encourager des systèmes qui ne laissent à l'intelligence humaine aucun milieu entre la foi absolue, toujours rare comme une grâce spéciale, et des doctrines de pyrrhonisme qui dégradent la conscience et la raison. Quand on pense avec Descartes et Leibnitz, avec saint Thomas et Bossuet, qu'il y a des vérités communes à la science et à la religion, vérités que la première démontre à la raison comme la seconde les révèle à la foi, c'est un devoir envers la vérité que de défendre le droit et le nom de la philosophie contre tout effort pour l'ébranler dans ses fondemens et pour la diffamer dans son honneur. Aucun de ces motifs ne m'est étranger et ne me trouve insensible, je l'avoue; mais il en est d'autres encore, et dont l'importance est plus grande pour la société et pour l'église. Ceux-là, je les dirai sans détour.

La raison par elle-même ne saurait atteindre à la vérité : voilà le principe absolu qu'au mépris des autorités les plus augustes, des antécédens les plus respectés, on veut placer au centre des sciences, appuyées toutes sur le principe contraire. Si l'on en croyait les nouveaux Tertulliens, ce principe unique serait toute la philosophie qui resterait à l'esprit humain, et cette philosophie serait rigoureusement identique au scepticisme universel; elle ferait donc crouler sur leurs bases toutes les croyances, et, selon moi, toutes les vérités que l'esprit humain s'est conquises par ses propres forces, non pas seulement depuis soixante ans, mais depuis trois siècles. Ce n'est point par accident ni caprice, c'est par une conséquence naturelle, irrésistible, que la réaction, renversant tout sur sa route, est remontée jusqu'au moyen âge. Comme un conquérant vaincu, l'esprit humain, dans cette

désastreuse retraite, devrait tout ravager sur son passage et ne laisser que des ruines en se retirant. Qu'on ne dise pas que j'exagère : il n'y a rien de ce que nous croyons avoir appris de neuf en législation, en économie publique, en morale sociale et dans les sciences mêmes, qui ne soit remis en doute, si par ses propres forces la raison humaine ne peut atteindre à la vérité. Je ne parle pas des idées libérales en particulier, je ne parle pas des principes de 89; je n'en parle pas, mais j'y pense. Est-il besoin de dire que la nouvelle doctrine les emporte en débris? Comment le lui reprocher? Elle n'a, j'en ai peur, été inventée que pour cela.

Mais s'il en est ainsi, quelles sont les conséquences? Souffrez que je vous les dise, et vous me direz si vous les acceptez. Elles sont graves pour la société entière; elles le sont pour les fidèles, elles le sont pour l'église elle-même. Supposez que toute voix qui s'élève dise aux hommes que rien de ce qui n'est pas révélation ne mérite foi ni respect; ces hommes sont des fidèles ou ils n'en sont pas. Pour ceux-ci, leur situation est claire : ayant rejeté la révélation, ils ont tout rejeté. Le divin flambeau est éteint dans leur âme, et, livrés à eux-mêmes dans une nuit funeste, ils n'y marchent qu'à tâtons, non plus guidés par la raison ou la conscience, mais poussés par des appétits ou emportés par des passions. Comme les aveugles chez qui se perfectionnent tous les sens qui restent, ces gens ne se développent plus que dans l'art de la fortune ou du plaisir. Voilà pour les incrédules. Quant aux fidèles, sans doute un asile leur demeure, et qui ne leur envierait alors le saint privilége de croire à quelque autre chose que la volupté ou le profit? mais le monde n'est pas un monastère, la théocratie n'est pas réalisée. La société laïque est réglée, dirigée, soutenue par une foule de lois et de croyances sur lesquelles l'église et la révélation sont muettes. Tout ce qui s'est accompli, tout ce qui s'est commandé, tout ce qui s'est pensé en dehors de l'autorité sacrée, sur la foi de la raison humaine, dans ces derniers siècles et surtout de nos jours, tout cela est donc vain, tout cela est arrogance et chimère! toutes les sciences humaines, n'étant qu'humaines, ne méritent que mépris ou pitié! Il n'y a point en elles de vérité, puisque la seule autorité dépositaire de la vérité n'y commande pas. Vainement la raison veut-elle distinguer entre les opinions, les systèmes, les partis, là condamner, ici absoudre : qu'en sait-elle? Par elle-même, elle n'atteint pas à la vérité. Que parle-t-on de principes? il n'y en a pas; la société temporelle n'en saurait avoir. Elle en a donc manqué depuis soixante ans. Depuis soixante ans, tout est indifférent. La politique est l'empire légitime du scepticisme : ni vrai, ni faux, ni bien, ni mal. Ainsi le scepticisme, en inspirant aux incrédules le culte des faits, aux croyans l'indifférence

à tous les faits, conduit les uns et les autres au même néant, la négation du droit.

Parlé-je ici d'un mal possible? Plût à Dieu, hélas! C'est le mal du temps. Je suis convaincu, et il y a longtemps, et ce mal a fait de cruels progrès, que le scepticisme est le vice mortel de la société française. — Le scepticisme religieux, va-t-on me dire. — Est-ce qu'il y en a deux? Les principes sur lesquels on fonde le doute absolu en matière de science humaine ont-ils des limites possibles dans leur application? Quand la raison a succombé sous leur atteinte, peut-elle se relever pour défendre le dogme et leur fermer le ciel après leur avoir abandonné la terre? Quiconque aujourd'hui travaille pieusement pour le scepticisme porte du bois à l'incendie, et les incrédules de la raison, qu'ils le sachent bien, livrent le monde aux incrédules de la foi.

Si donc par impossible les nouvelles doctrines venaient à prévaloir dans le sein de l'église, elle tiendrait elle-même, sur tout ce qui n'est pas dogme, école de doute et d'indifférence; elle autoriserait par ses leçons le mépris de toute leçon, et tendrait à constituer à la lettre en dehors d'elle une société sans foi ni loi. Compromise elle-même par un dédain qui aurait les mêmes effets que la complaisance, elle paraîtrait se prêter à toutes choses, parce qu'elle n'adhérerait à rien, et, récusant toutes les règles qu'elle n'a point posées, elle encouragerait ceux qui osent tout et ceux qui souffrent tout; elle donnerait des prétextes à l'audace et des excuses à la bassesse. L'idée chrétienne du néant des choses humaines, qui ne doit inspirer que le désintéressement spirituel, viendrait en aide à l'insouciance qui déprave les sociétés, et la sagesse désabusée de Salomon servirait à justifier la morale d'Épicure. Une pitié superbe pour les vaines contentions du monde engendrerait un détachement sans conscience, la parure et le sophisme de la servitude. Que l'église daigne y réfléchir; pour le chétif plaisir de se venger de quelques écrivains qui lui ont déplu, est-il bon qu'elle porte la sape aux fondemens de toute croyance, et lui importe-t-il qu'il y ait sur la terre du respect et du dévouement de moins? Est-ce rendre hommage à la Providence que d'affaiblir systématiquement la confiance dans le vrai, l'espérance dans le bien, que de délier la raison de toutes les convictions qui l'obligent, et de rendre les choses humaines plus méprisables, afin de mieux satisfaire le triste orgueil de les mépriser? Nous osons conjurer le clergé de France d'avoir toujours présente à la pensée cette belle parole de saint Augustin : « Ce qui avilit la dignité de l'homme ne peut être un moyen de plaire à la majesté divine. *Nullo modo his artibus placatur divina majestas quibus humana dignitas inquinatur.* »

CHARLES DE RÉMUSAT.

ADELINE PROTAT.

DEUXIÈME PARTIE.[1]

I. — LA FILLE ADOPTIVE.

Un matin, le sabotier, qui avait droit de pêche sur le littoral, traversait la rivière dans un bachot pour aller visiter ses lignes de fond; comme il arrivait à la hauteur d'une passerelle que l'on a depuis remplacée par un pont suspendu, un cri terrible lui fit relever la tête; ce double cri avait été poussé par deux dames qu'il aperçut alors sur la passerelle, où elles donnaient les signes d'une indicible épouvante. Voici ce qui était arrivé. L'enfant de la plus jeune des dames, petite fille de cinq ans, était tombée dans l'eau. Comme elle s'appuyait pour examiner le paysage sur une mince perche, déjà rompue, qui formait une rampe de parapet, le bois avait cédé sous le poids de son corps, si léger qu'il fût, avant que celle-ci eût pu la retenir, et elle avait échappé à sa mère. La rivière du Loing n'est pas très profonde; mais dans l'endroit où l'accident avait eu lieu, le lit, plus resserré, active encore la rapidité de l'eau. L'enfant était déjà à plus de vingt pas lorsque le sabotier s'aperçut de sa chute; il fit un signe à la mère pour lui indiquer qu'il allait porter du secours à sa petite fille. Protat se trouvait alors au milieu de la rivière et dans une place où elle est, en toute largeur, embarrassée par de hautes herbes tellement serrées, que la navigation du plus frêle batelet n'y est praticable

(1) Voyez la livraison du 15 février.

qu'à l'aide de la gaffe. Le sabotier jugea que le jeu des avirons serait gêné, et qu'avant d'avoir franchi cet obstacle, la petite fille aurait dix fois le temps de périr. A la grande inquiétude des deux femmes, qui ne comprenaient rien à cette manœuvre, au lieu de descendre le courant dans son bachot, il fut s'aborder à une rive, et, prenant sa course avec rapidité dès qu'il eut touché terre, il atteignit en quelques secondes l'endroit en face duquel passait alors la petite fille, que ses robes avaient d'abord maintenue à fleur d'eau, mais qui commençait à s'enfoncer. Protat se jeta à l'eau; en trois brasses, il atteignit l'enfant qui allait disparaître. En abordant au rivage opposé, il y trouva les deux femmes accourues au-devant de lui. La jeune mère était folle de douleur; en voyant que sa fille respirait encore, elle devint folle de joie. Le sabotier lui offrit d'entrer dans sa maison pour porter les premiers secours à la petite noyée. Dès qu'on y fut arrivé, Protat fit flamber une bourrée dans sa grande cheminée, et mit toute la garde-robe d'Adeline au service des dames. Au bout de deux heures, l'enfant avait complétement repris connaissance. Comme sa grand'mère était sortie un moment dans la rue pour expliquer aux paysans rassemblés devant la maison ce qui s'était passé, l'un d'eux coupa brusquement les éloges qu'elle prodiguait au sauveur de sa petite fille :

— Il a de la chance, le sabotier; pour un méchant bain de pieds qu'il aura pris, on lui donnera une grosse récompense.

— Eh! oui, ajouta un autre, et si c'était sa petiote qui était tombée à l'eau, il aurait peut-être regardé à deux fois avant de se mouiller.

La vieille dame ayant précisément interrogé parmi les paysans ceux-là qui étaient le plus indisposés contre le père d'Adeline, leurs confidences la convainquirent que ce même homme qui venait d'arracher sa petite fille aux flots était un père dénaturé, et elle ne fut pas éloignée de croire, comme elle venait de l'entendre dire, que ce sauvetage avait été moins inspiré par un dévouement spontané que par un intérêt réfléchi. En rentrant dans la maison, elle examina plus attentivement la petite Adeline, qu'elle avait à peine eu le temps de remarquer, et, la trouvant pâle et chétive, elle attribua cette apparence de langueur aux mauvais traitemens et à la négligence dont on avait rendu le père coupable à ses yeux. Sur ces entrefaites, le gendre de la vieille dame, qui se trouvait dans une maison du voisinage pendant l'accident, entrait tout effaré dans le logis du sabotier. En retrouvant son enfant vivante et déjà en état de répondre à ses caresses, il se jeta dans les bras de Protat et embrassa le paysan avec un élan de sincérité dont celui-ci fut profondément touché. — Que puis-je pour vous, brave homme? ajouta-t-il; vous avez sauvé

ma petite Cécile, et ce serait me rendre un nouveau service que de m'indiquer un moyen de vous prouver ma reconnaissance.

Dans l'homme qui lui parlait ainsi, Protat avait reconnu l'un des riches propriétaires des environs, le marquis de Bellerie, qui possédait un château à Moret, où il résidait pendant la belle saison.

— Monsieur le marquis, répondit-il avec une certaine dignité, j'ai fait ce que le premier venu aurait fait à ma place, et pour cela je n'ai couru aucun danger. Je suis d'ailleurs suffisamment récompensé par la joie que j'éprouve d'avoir pu rendre un enfant à ses parens, car moi, qui suis père aussi, je comprends ce bonheur-là, ajouta-t-il en allant embrasser Adeline.

— Quelle hypocrisie ! dirent les deux femmes qui avaient déjà eu le temps de se parler; et la jeune marquise, ayant pris son mari à part, l'entretint à voix basse pendant une minute. Elle lui répétait sans doute les choses que lui avait apprises sa mère, car la figure du marquis exprima subitement l'indignation, et lorsqu'il revint auprès du sabotier, celui-ci put remarquer le brusque changement opéré dans sa physionomie.

— Nous vous avons occasionné du dérangement, et il est juste que vous soyez dédommagé, dit le marquis, faisant violence à ses sentimens et à ses manières, ordinairement affables, pour leur donner un caractère hautain dont Protat fut subitement choqué.

— Puisque vous voulez absolument me payer, monsieur le marquis...

Sur ce mot du sabotier, un dédaigneux sourire courut sur les lèvres du gentilhomme; il prit un petit portefeuille dans sa poche et le jeta sur une table, tandis que ses regards semblaient dire à sa femme et à sa belle-mère : — Voilà ce que cet homme attendait. Tous ces gens ont le même bas instinct de cupidité. — Le sabotier devina le sens de ce rapide coup d'œil. Un vieux levain populaire l'irrita contre ces nobles qui l'avaient si mal compris. Il regarda le marquis avec un front rouge de honte et empreint d'une hauteur au moins égale à la sienne; puis, après un moment de silence, il répondit d'une voix contenue en indiquant le billet de banque :

— Puisque vous voulez vous acquitter de cette *façon,* monsieur le marquis, je vais vous faire votre compte, — et ce ne sera pas long. J'ai brûlé deux bourrées de trois sous pour sécher votre demoiselle; ça nous fait six sous; je lui ai prêté les vêtemens de ma petite qu'il faudra faire blanchir, une chemise, une camisole, un jupon, six sous aussi; — ça nous fait douze; — plus deux verres d'eau sucrée pour les dames, quatre sous; — ça nous fait seize. — Quant à mon temps perdu, je ne le compte pas; j'ai le moyen de flâner. Nous disions donc, monsieur de Bellerie, que vous me devez seize sous. Si vous n'avez pas de cuivre, ajouta-t-il en prenant le billet de banque, je

vais vous rendre. — En parlant ainsi, la joie railleuse et rageuse de Jacques Bonhomme humiliant son seigneur éclatait dans la physionomie du sabotier; mais le marquis se borna à lui répondre froidement :

— La marquise et moi, nous ne pouvons pas souffrir que l'on nous ait servis gratis. — Gardez cette somme, ajouta-t-il en indiquant le billet de banque.

— Je ne suis que le serviteur de ma volonté, dit Protat, et je lui obéis toujours quand elle me dit de bien faire. Elle me conseilla tout à l'heure de secourir une créature en péril : je ne me le suis pas fait dire deux fois; elle me défend maintenant de recevoir le prix d'une action que vous aviez d'abord appelée dévouement, et qu'il vous plaît ensuite de considérer comme une besogne : je ne me ferai pas répéter sa défense deux fois non plus.

— Que voulez-vous donc de nous? demanda plus doucement le marquis, qui commençait à croire que les actes et le langage de cet homme étaient inspirés par un sentiment vraiment honorable, et qui craignit de l'avoir blessé.

— De la reconnaissance toute pure, répondit le sabotier; un franc merci venu du cœur, et une pauvre petite caresse à ma fille, qui a prêté à la vôtre ses vêtemens et son lit, et que vous n'avez pas seulement regardée les uns et les autres, ajouta-t-il avec un accent de reproche.

Le marquis regarda sa mère et sa femme, qui observaient Protat avec étonnement.

— Ah ça! qu'est-ce que vous me disiez donc? laissa échapper M. de Bellerie, et, par un signe, il indiquait aux deux femmes Protat, qui s'était approché d'Adeline pour la caresser. Le sabotier se retourna sur cette parole; il s'aperçut de l'attitude embarrassée de ces trois personnes, et lut dans leurs physionomies la surprise que paraissait leur causer son empressement autour de son enfant. Il se frappa le front avec un geste rapide, et s'écria avec vivacité : — Gageons qu'on vous a causé sur moi dans le pays.

Mme de Bellerie et sa mère gardèrent le silence; mais le marquis répondit à l'interrogation de Protat par une inclination de tête affirmative.

— Tonnerre de Dieu! s'écria le sabotier en se laissant tomber sur une chaise; ces gredins-là me feront faire un crime.

Le marquis, sa femme et sa belle-mère, inquiétés par son état d'exaltation, s'empressèrent autour de lui pour le calmer. Pendant ce temps-là, la petite marquise, complétement remise de son accident, s'amusait dans un coin avec Adeline, qui lui montrait ses joujoux.

Quand il eut recouvré un peu de sang-froid, Protat n'eut pas besoin de parler longtemps pour détruire la mauvaise impression que

de misérables calomnies avaient fait naître dans l'esprit de ses hôtes. La vieille dame, qui ne pouvait pas souffrir les paysans et qui parlait par proverbes, avait beau insinuer qu'il n'y avait pas de fumée sans feu; le marquis et sa femme avaient reconnu que le cœur d'un bon père pouvait seul trouver les élans de tendresse et d'indignation dont le sabotier avait fait preuve en leur parlant de sa fille et des bruits répandus contre lui par la méchanceté publique.

Lorsque le marquis et sa femme songèrent à se retirer, ils eurent toutes les peines du monde à emmener la petite Cécile, qui s'était déjà fait une amie d'Adeline et ne voulait pas la quitter. De son côté, la fille du sabotier avait trouvé dans cette communauté de jeux un plaisir tout nouveau pour elle, et semblait voir avec peine les préparatifs de départ qui allaient l'éloigner de sa petite camarade. En montant dans leur voiture, qui était venue les attendre à la porte de Protat, les parens de Cécile exprimèrent une dernière fois au sabotier leur reconnaissance, et la jeune marquise, ayant pris Adeline dans ses bras, l'embrassa avec une tendresse toute maternelle, à laquelle l'enfant répondit par des caresses qui parurent causer un mouvement de jalousie à son père.

Trois ou quatre jours après ces événemens, comme on en causait encore dans tout Montigny, Protat, en revenant des champs, fut tout étonné de trouver chez lui Mme de Bellerie, qui attendait son retour en causant avec un homme déjà âgé qui l'accompagnait. Après quelques mots d'amicale politesse, la marquise indiqua l'étranger à Protat.

— Monsieur, lui dit-elle, est le docteur C..., un des grands médecins de Paris et l'ami de notre famille. Il est venu passer quelques jours au château, et j'ai eu l'idée de vous l'amener pour qu'il examine votre petite fille. Je lui avais expliqué tout ce que vous m'aviez fait connaître de sa maladie. Tout à l'heure il a vu l'enfant, et il se trouve maintenant assez renseigné pour vous dire ce qu'il en pense.

Une grande inquiétude se peignit sur le visage du sabotier, qui regarda tour à tour le docteur et la marquise.

— Est-ce que monsieur aurait de mauvaises choses à me dire sur ma pauvre petiote? demanda-t-il en s'inclinant devant le célèbre médecin, dont l'air froid n'avait, en effet, rien de bien rassurant. Avant de répondre, celui-ci indiqua du doigt la petite Adeline, qui jouait dans la chambre avec la fille de la marquise. Devinant que l'on s'occupait d'elle et intriguée par les questions que le médecin lui avait adressées avant l'arrivée de son père, l'enfant semblait, tout en jouant, tenir une oreille à l'affût des paroles. Mme de Bellerie, ayant deviné la pensée du docteur, prit les deux enfans par la main, et les emmena dans le petit jardin qui était derrière la maison. Quand ils furent seuls :

— Êtes-vous courageux, brave homme? demanda le médecin en regardant Protat fixement.

— Seigneur mon Dieu! s'écria celui-ci en se laissant tomber sur une chaise. C'est comme ça que m'a répondu le docteur de Fontainebleau quand je lui demandais ce qu'il pensait de ma pauvre défunte, et trois jours après... on l'a mise en terre... Est-ce que ma pauvre petite?...

— Rassurez-vous, reprit le docteur, l'état de votre enfant n'est pas désespéré; mais il va vous obliger à prendre une détermination qui doit coûter à un père. C'est pourquoi je vous ai demandé si vous aviez du courage. — Écoutez-moi : votre fille est atteinte du mal qui a tué sa mère. Celui de mes confrères qui la soigne doit le savoir aussi bien que moi.

— Mais tout dernièrement, interrompit Protat, le médecin de Montigny me donnait quasiment des espérances; il disait qu'en prenant de l'âge et de la force la petiote pourrait s'en tirer.

— Mon confrère avait raison de parler ainsi, bien qu'il ne crût pas sans doute à ses paroles, dit le docteur C... Notre devoir, même en ayant les plus tristes convictions, est de ne jamais les laisser voir. D'ailleurs, au-dessus de la science, il y a quelquefois le hasard... Votre enfant peut être sauvée; mais si elle reste auprès de vous, dans ce pays, à moins d'un miracle, elle n'atteindra pas la fin de son enfance.

En écoutant ces paroles dites avec l'accent de certitude qui donne aux déclarations de la science la solennité d'une sentence de mort, le sabotier sentit un frisson lui parcourir le corps. Il observa attentivement la figure du docteur comme pour découvrir dans ses traits quelle était la véritable pensée qui lui avait fait prononcer ces terribles mots : *Votre enfant mourra, si elle reste auprès de vous.*

— Monsieur, dit Protat en déguisant de son mieux l'émotion qu'il éprouvait, j'aime ma petite fille avec passion. C'est le seul enfant que j'aie eu d'une femme que je regrette encore comme au premier jour de sa perte. Rien ne me coûtera pour conserver la vie à cette pauvre créature, qui n'a encore fait que souffrir et pleurer depuis qu'elle est au monde. S'il fallait que je voie un jour son petit lit vide, je vous jure que je n'aurais plus qu'à me jeter dans notre rivière, dans l'endroit le plus creux; car, si je ne mourais pas, je deviendrais un bien méchant gueux... Je ferai donc tout ce qu'il faudra... tout, monsieur le docteur... Quoique vous soyez de Paris, je vous ferai venir ici pour la soigner, et je vous paierai vos visites sans vous demander de me faire grâce... Je ne suis pas si pauvre que j'en ai l'air. J'ai du bien dans le pays, sans compter du bon argent qui ne doit rien à personne. S'il le faut, tout y passera, jusqu'à mon dernier sou. Quand je verrai ma petite Adeline avec une grosse figure

rouge, je ne croirai pas que ses couleurs auront été payées trop cher; mais, ce que je ne comprends pas bien, c'est que vous me disiez qu'elle ne pourra guérir que si elle s'en va d'auprès de moi. Faudrait-il la conduire à Paris pour qu'elle soit mieux soignée? Si c'est cela que vous avez voulu dire, nous allons faire nos paquets, ça ne sera pas long.

— Le séjour de Paris ne vaudrait pas mieux que celui de cette campagne, et encore moins, reprit le docteur; laissez-moi achever. Mme de Bellerie, qui m'a amené ici, se dispose à aller habiter le midi de la France pour quelque temps. Tout à l'heure, quand elle m'interrogeait sur le compte de votre petite fille, je lui ai répondu : La seule chose qui pourrait sauver cet enfant, c'est le soleil chaud et l'air salubre d'un autre climat; mais comment dire à ce pauvre homme : Votre fille mourra, si elle ne va pas habiter l'Italie ou les îles d'Hyères? La marquise m'a interrompu pour me dire : Nous allons partir pour la Provence, où nous resterons peut-être deux hivers; ce brave homme a sauvé mon enfant de la mort; si la vie de sa fille dépend d'un peu de soleil, dites-lui que nous l'emmènerons avec nous. Maintenant, dit le docteur en regardant le sabotier, voilà ma commission faite. La marquise est la meilleure des femmes; elle aura pour votre enfant les soins de la plus tendre des mères. La reconnaissance qu'elle vous doit est une garantie de l'affection que votre enfant trouvera au sein de cette famille, où elle sera traitée comme la sœur de la petite Cécile. Autant l'évidence m'oblige à vous instruire de l'état dangereux où se trouve votre petite, autant je puis prendre sur moi de vous faire espérer sa guérison, si vous consentez à vous séparer d'elle en la laissant partir avec Mme de Bellerie. Elle et moi, nous n'avons pas songé un instant que vous auriez besoin de réfléchir, acheva le médecin en voyant que le sabotier ne répondait pas.

Au même instant, la marquise rentrait dans la chambre avec les deux enfans.

— Votre petite se plaint du froid, dit-elle à Protat en lui montrant Adeline qu'elle avait enveloppée dans la pèlerine de Cécile. Protat prit Adeline sur ses genoux et l'embrassa silencieusement. Pendant ce temps, la marquise interrogeait le docteur du regard en lui désignant le sabotier, qui paraissait plongé dans ses réflexions. Le médecin fit un geste qui voulait dire : Il n'a pas encore répondu. Adeline, qui semblait mal à l'aise dans les bras de son père, laissa échapper une petite toux sèche, et les efforts qu'elle faisait se peignaient sur son visage par une contraction douloureuse. La crise passée, l'enfant, redevenue insouciante à ce mal dont elle avait l'habitude, parut s'admirer dans la riche pelisse de soie blanche dont elle était vêtue.

— Eh bien! dit la marquise au sabotier en lui montrant sa fille, le docteur vous a dit ce qu'il fallait faire...

— Me séparer d'elle! murmura le père avec tristesse, et en parlant il regardait le médecin, et semblait lui demander mentalement : C'est donc bien vrai, ce que vous m'avez dit?

Un nouvel accès de toux, plus violent que le premier, interrompit la petite Adeline au milieu d'un éclat de rire, et une nuance d'un rouge foncé vint colorer passagèrement les pommettes de ses joues amaigries.

— Reconnaissez-vous le mal de la mère dans les souffrances de l'enfant? demanda le médecin à Protat, qui restait muet.

— Oui, monsieur, répondit-il faiblement, c'est bien malheureusement la même chose; mais si ma pauvre femme était là, je crois bien qu'elle ne laisserait point partir la petite : elle aurait trop peur de ne pas la voir revenir.

Sur ces entrefaites, le curé de Montigny, qui passait devant la maison de Protat, entra, comme il le faisait souvent, pour demander des nouvelles d'Adeline. En apercevant des étrangers, il se disposait à se retirer; mais la marquise et le docteur se joignirent pour le faire rester, et en quelques mots l'instruisirent de ce qui se passait.

— Comme père et comme chrétien, c'est votre devoir d'accepter, dit le prêtre gravement en s'adressant au sabotier. Il y a peu de temps, vous êtes allé demander à Dieu le salut de votre enfant. Il vous a entendu sans doute, car c'est la Providence qui se manifeste dans l'intérêt que vous témoigne Mme la marquise. Repousser cette proposition serait commettre une double faute; ce serait à la fois méconnaître la générosité d'une personne qui veut utilement prouver sa reconnaissance, et la volonté du ciel qui lui en a inspiré la pensée. Protat, je vous ordonne de confier votre fille à madame.

— Mais si je laisse partir ma petite, ils vont dire dans le pays que j'ai été bien content de me débarrasser d'elle.

— Votre tendresse de père est-elle donc au-dessous de quelques méchans propos? répondit le curé, et d'ailleurs ne dirait-on pas encore plus, quand on saurait que vous avez refusé une offre dont le résultat pouvait conserver les jours de votre enfant?

Ces derniers mots parurent convaincre le père d'Adeline. Il alla prendre la petite par la main, et la conduisit auprès de la marquise.

— Emmenez-la donc, madame, lui dit-il en essuyant du revers de sa main deux grosses larmes qui coulaient le long de ses joues; emmenez-la.

— Nous ne partons pas tout de suite, dit la jeune femme; mais pour préparer votre fille à une absence qui pourra être longue, peut-être feriez-vous bien de lui laisser passer quelques jours au château

avant l'époque du départ. Je vous l'amènerai une ou deux fois par semaine, ou vous viendrez la voir à Moret. De cette façon, elle et vous trouverez déjà moins cruelle cette séparation quand le moment en sera arrivé.

— C'est juste, dit le médecin : un enfant de cet âge n'a pas ordinairement de volonté; mais la précaution est bonne à prendre. — Et d'un regard il sollicita l'avis du curé, qui acquiesça par une inclination de tête.

— Mais il faudrait au moins que j'aie le temps de préparer ses petites affaires, dit le sabotier.

— Que cela ne vous inquiète pas, interrompit la marquise; Adeline a prêté une fois ses vêtemens à ma fille, ma fille lui prêtera les siens. A compter d'aujourd'hui, ajouta-t-elle en pressant les deux enfans entre ses bras et en les flattant d'une même caresse, elles sont sœurs.

Sans rien comprendre à tout ce qui se passait autour d'elle et à cause d'elle, la petite Adeline se laissa emmener par la marquise. Quand elle fut dans sa voiture, elle brisa le cœur de son père par l'impatience qu'elle témoignait à voir rouler le brillant équipage. Lorsqu'il eut disparu à ses yeux, Protat resta longtemps devant sa porte avant d'oser rentrer dans sa maison.

Un mois après, Adeline partait pour la Provence.

Avant son départ, son père était allé la voir cinq ou six fois à Moret; chacune de ses visites lui avait rendu plus visible le sentiment d'indifférence avec lequel Adeline avait quitté la maison paternelle. Le changement de lieux, qui plaît communément aux enfans, l'aspect de mille choses nouvelles dont la jouissance lui était permise, le luxe qui l'entourait, la recherche de ses vêtemens, qu'elle portait avec une coquetterie enfantine, avaient cependant déjà modifié ce qu'il y avait de taciturne dans son caractère; le besoin de caresses, qu'un poète appelle *le pain de l'enfance,* — besoin qu'elle avait dû refouler en elle, quand elle était chez son père, — trouvait à se satisfaire amplement dans cette maison, où, recueillie d'abord par reconnaissance, elle ne tarda pas à se faire aimer pour elle-même. Quand son père lui disait qu'on allait l'emmener bien loin et qu'elle resterait longtemps sans le voir, la petite demeurait pensive et ne répondait pas. Protat s'affligeait alors de ce silence, car il ne comprenait point qu'un enfant ne pût pas avoir le sentiment exact des distances et du temps. — Apprenez-lui à ne pas m'oublier, dit-il à la marquise le jour où il alla dire adieu à sa fille.

— Je la ferai vivre pour vous aimer comme la plus tendre des filles, répondit Mme de Bellerie, qui avait déjà remarqué l'espèce de réserve que la petite Adeline gardait en face de son père.

Dans les premiers temps qui suivirent le départ de sa fille, le cha-

grin du sabotier fut si vif, qu'il ne pouvait pas tenir à la maison. Il avait même commencé à hanter les cabarets pour tromper son ennui. Un événement qui fera connaître l'origine d'un des personnages de cette histoire fit rentrer Protat dans ses habitudes laborieuses. Un jour qu'il était allé à Fontainebleau pour affaire, au lieu de revenir à Montigny par les chemins de la forêt, Protat, qui s'était attardé, préféra prendre la grand'route, pour éviter de passer au pied du mont Merle, où une bande de loups, rendus féroces par la rigueur de la saison, avait été aperçue récemment. Comme il arrivait à la hauteur de la croix de Saint-Hérem, le sabotier crut entendre de petits cris plaintifs qui paraissaient sortir d'une cahute que des cantonniers avaient construite au coin de la Route-Ronde. Protat s'avança, guidé par la lune, dans la direction où il avait entendu les cris, et quand il pénétra dans la cabane, il y trouva, couché à terre et à peine enveloppé dans un mauvais lange troué, un petit enfant à demi mort de froid. Protat mit la petite créature sous sa limousine, et gagna en courant le village de Bourron, qui est à un quart d'heure de la croix de Saint-Hérem. Une auberge de rouliers était encore ouverte; le sabotier y entra pour donner du secours à l'enfant qu'il venait de trouver. C'était un garçon; il paraissait âgé de quinze ou seize mois; il semblait chétif et mal venu.

— C'est égal, dit Protat, comme je le trouve, je le prends. Demain il fera jour, je ferai ma déclaration au maire de la commune, et si on ne découvre pas les parens de ce mioche, je le garderai.

— Qu'est-ce que les gens de Montigny disaient donc, que vous n'aimiez pas les enfans? dit l'aubergiste. Ça ne s'arrange guère avec ce que vous voulez faire cependant.

Protat fronça le sourcil sans répondre, et, quand le petit garçon fut complétement réchauffé, afin de rester moins longtemps en route, le sabotier emprunta la carriole de l'aubergiste pour retourner à Montigny. Le lendemain même, il fit sa déclaration au maire, qui l'autorisa à garder l'enfant.

— Il est bien laid comme le diable, dit-il au curé en lui contant l'aventure; mais j'avais fait le vœu de recueillir un orphelin, si ma fille retrouvait la santé. Depuis qu'elle est partie, j'ai reçu de bonnes nouvelles, et j'ai profité de l'occasion pour tenir ma promesse. Un abandonné, c'est tout comme un orphelin. D'ailleurs cet innocent-là me tiendra compagnie. J'avais pris la mauvaise habitude d'aller au cabaret, il me fera rester chez moi. Je l'ai couché dans le lit d'Adeline, et ma maison ne me paraît plus si triste depuis que ce petit lit n'est pas vide. Quand il aura l'âge, je lui apprendrai à faire des sabots. — C'est égal, ce marmot-là a eu de la chance que je sois passé sur la route à minuit, et, pour que sa mère l'ait oublié dans

cet endroit-là, elle avait sans doute un bien mauvais dessein, car depuis huit jours tout le monde sait que les loups courent la forêt.

Comme nos lecteurs l'ont déjà deviné sans doute, cet enfant abandonné était le petit apprenti Zéphyr, que l'on a vu dans le premier chapitre de ce récit, et que l'on retrouvera prochainement.

Environ quinze mois après le départ de la petite Adeline, la veille du jour de l'an, le sabotier reçut une lettre de Provence. Elle était de la marquise, et en renfermait une autre dont l'écriture irrégulière, mais cependant lisible, ressemblait à celle des enfans qui commencent à écrire. Cette lettre, qui ne contenait que quelques lignes, était signée Adeline Protat. C'était en effet Adeline qui adressait à son père un compliment de jour de l'an que lui avait dicté Mme de Bellerie. Cette épître enfantine finissait par ces mots : « Tu verras, mon cher papa, comme je suis devenue belle, et je ne tousse plus du tout. » Le sabotier courut montrer la lettre de sa fille à toutes ses connaissances. Il l'aurait volontiers affichée à la porte de la mairie pour que tout le monde pût la voir. Ayant rencontré le garde champêtre du pays qui venait battre un ban sur la place, Protat l'interrompit dans l'exercice de ses fonctions pour lui montrer la lettre d'Adeline.

— Gageons que c'est aussi bien écrit que vos procès-verbaux, père Talot, lui dit le sabotier rouge d'orgueil.

— Pardi oui, ma foi! Et c'est la petiote qui n'avait plus que le souffle qui est déjà si instruite! — Elle ne doit pas être loin d'être guérie pour lors. — C'est que l'orthographe y est presque, ajouta le bonhomme d'un air capable.

Protat le quitta pour aller montrer la lettre au notaire, qui sortait de son étude.

Huit mois après, Adeline était de retour après une absence de plus de deux ans. Protat ne la reconnut pas, tant elle était changée. Cette chétive créature, qui semblait ne pas tenir à la vie plus que ne tient à la branche une feuille tourmentée par le vent, était devenue une belle enfant, non point d'épaisse et robuste carrure comme l'aurait souhaité son père, mais distinguée à ne plus reconnaître sa race. Un mot peindra l'impression qu'elle causa au bonhomme.

— J'ai presque envie de l'appeler mademoiselle, disait-il à la marquise.

— Je vous la ramène, lui dit celle-ci, mais je ne vous la rends pas.

Par mille raisons que sut trouver la marquise et dont quelques-unes flattaient la vanité du sabotier, elle lui persuada de lui laisser Adeline, à qui elle voulait faire partager l'éducation que recevrait sa fille Cécile.

— Que fera-t-elle de tant de savoir? demanda le sabotier.

Mme de Bellerie, un moment arrêtée par cette réflexion, sut néanmoins apaiser les scrupules de Protat.

Après avoir passé quelques jours à Montigny, Adeline accompagna la marquise à Paris. L'été suivant, elle revint habiter Moret, où Protat la voyait fréquemment. Selon la promesse de la marquise, Adeline était devenue la plus tendre des filles. Son père aurait bien voulu la reprendre avec lui; mais, chaque fois qu'il en manifestait l'intention, la marquise lui répondait : — Demandez à Cécile si elle veut se séparer de sa sœur.

Protat s'en revenait seul, moitié triste, moitié content : — triste, parce qu'il lui semblait qu'Adeline ne paraissait point pressée de quitter sa famille d'adoption; content, parce que sa fierté paternelle trouvait son compte à voir son enfant élevée comme une fille de grande maison.

Cet état de choses se prolongea ainsi pendant six années. Adeline passait les étés au château de Moret, et l'hiver elle retournait à Paris. Habituées à la voir traiter avec une affectueuse familiarité par cette famille, les personnes qui fréquentaient la maison de Mme de Bellerie lui témoignaient un intérêt où la politesse était sans doute pour beaucoup, mais dont les apparences ne laissaient point soupçonner qu'elles s'étonnaient de voir son séjour se prolonger aussi longtemps à l'hôtel de Bellerie. Quant à la jeune Cécile, son attachement était sérieux; c'était plus qu'un sentiment d'habitude qui lui faisait chérir cette compagne avec qui elle avait presque échangé les premiers mots qu'elle eût prononcés et les premières idées qu'elle avait pu concevoir. Désintéressée comme on l'est à l'âge où l'on ignore les nécessités de la vie et les obligations du rang que l'on y occupe, Cécile aurait joyeusement fait l'abandon d'une moitié de sa fortune à venir pour que la fille du sabotier fût aussi bien sa sœur de sang qu'elle l'était de sympathie. Aussi la voyait-on s'attrister jusqu'aux larmes lorsque, dans ses conversations intimes, Adeline lui faisait comprendre qu'un jour viendrait où leur séparation serait imminente.

— Pourquoi me quitterais-tu? demandait Cécile. N'es-tu donc pas bien dans cette maison?

— Mais toi-même tu n'y resteras plus, répondait Adeline. Bientôt l'on songera à te marier, si l'on n'y songe pas déjà. Et ton mari.....

— Je n'épouserai qu'un homme qui fera mes volontés, répliquait la pétulante jeune fille, et la première que je lui imposerai sera de te laisser vivre auprès de moi.

Adeline souriait à ces folies.

— Et mon père, ajoutait-elle, il resterait donc seul?

Cécile baissait la tête en répondant : — C'est vrai.

— Quand le moment de nous quitter sera venu, reprenait Adeline, il sera bien temps de nous chagriner; n'y pensons donc pas d'avance.

Et, tout entières à l'heure présente, les deux jeunes filles oubliaient l'avenir pour ne plus songer qu'au bonheur de vivre l'une auprès de l'autre en partageant les mêmes plaisirs, les mêmes études, et en faisant ensemble ces jolis rêves qui troublent les cervelles de quinze ans. — Quand Mlle de Bellerie eut achevé son éducation, ses parens songèrent à la produire dans le monde. Adeline, qui était admise aux réunions intimes de l'hôtel de Bellerie, ne pouvait pas suivre sa jeune amie dans les fêtes parisiennes où la marquise conduisait sa fille. Comme elle avait beaucoup de sens naturel, développé encore par l'instruction qu'elle avait reçue, la vanité d'Adeline ne souffrait aucunement de cet ostracisme dont Cécile, au contraire, s'affligeait au point de se faire malade quelquefois pour refuser les invitations qu'elle ne pouvait pas faire partager à son amie. Douée d'un cœur excellent, cette jeune fille aurait voulu pouvoir refaire les lois de la société au bénéfice de ses affections. Née de grande race, elle se révoltait avec une vigueur singulière contre les préjugés qu'elle disait rapportés des croisades, et s'étonnait naïvement de ne pouvoir emmener Adeline dans le monde, lorsque devant tout ce monde elle l'emmenait au théâtre, au concert ou à la promenade. — Un jour, elle s'emporta, assez vivement pour s'attirer les représentations de sa mère, contre un jeune homme qui, l'ayant rencontrée avec Adeline, avait salué celle-ci plus légèrement qu'il n'avait fait pour elle-même. La mercuriale maternelle augmenta encore le dépit qu'avait causé à Cécile la nuance de politesse qu'elle considérait comme un affront fait à Adeline. Plus tard, dans les soirées où elle rencontra ce jeune homme, elle le mit obstinément au ban de tous ses quadrilles. Lorsqu'elle entra dans sa seizième année, ses parens s'occupèrent de son établissement. Le premier prétendant qui s'offrit fut précisément celui pour qui elle éprouvait un commencement de sympathie. Les paroles échangées entre les deux familles, le mariage de Cécile fut fixé à six mois; mais les derniers jours de sa vie de jeune fille furent réclamés par une de ses parentes paternelles qui habitait la Touraine. Cécile voulait emmener Adeline avec elle; celle-ci, prévenue en secret par la marquise, fit entendre à son amie que cela n'était pas possible, et que le moment où elles devaient se séparer était arrivé. Leurs adieux furent touchans. Avec une égale sincérité, elles se jurèrent une amitié éternelle, et, avant de partir pour la Touraine, Cécile exigea de son fiancé qu'Adeline assisterait à son mariage. Celui-ci avait consenti naturellement, comme un homme qui ne voyait dans ce désir que l'enfantine puérilité d'une jeune fille sentimentale.

Un matin du mois de novembre, Cécile ramena Adeline chez son père, accompagnée de ses parens. M. de Bellerie, qui se portait candidat aux futures élections du département, voulant se rendre populaire, accepta sans façon la respectueuse invitation à dîner que le sabotier lui fit transmettre par sa fille. Le curé de Montigny fut également invité. Une heure après, tout le village était instruit du retour d'Adeline, et on savait que le sabotier traitait un marquis. Ce fut pour la soirée un texte à glose dans toutes les veillées, qui commençaient précisément ce jour-là.

Le surlendemain, un fourgon amenait de Paris à Montigny tout le mobilier de la chambre qu'Adeline avait occupée à l'hôtel de Bellerie. En ouvrant l'un des tiroirs de sa commode, elle y trouva dix mille francs en billets de banque renfermés dans un petit portefeuille brodé par Cécile. Le portefeuille contenait en outre ces quelques mots :

« Ce sont mes économies de jeune fille; prends-les sans compter, comme je te les donne. Cette goutte d'eau de moins dans ma fortune n'y fera pas le vide que ton absence laissera dans mon cœur. Un remerciement serait presque une offense, pense à ce que serait un refus. Il me ferait croire que je ne suis déjà plus pour toi ce que je veux rester toujours, de loin comme de près, ta sœur, CÉCILE. »

Adeline consulta néanmoins son père, pour savoir si elle devait accepter une si grosse somme. Protat se trouva embarrassé d'être pris pour juge dans une cause où il se considérait un peu comme partie, et où nécessairement son jugement se trouvait fait d'avance. Il feignit de partager l'hésitation de sa fille, il trouva des pour et des contre, et au milieu de cette apparence de discussion ingénieuse il sut finalement amener Adeline à une acceptation, en insistant surtout sur le chagrin qu'un refus pourrait causer à la donatrice. « Si elle t'avait mis ça dans la main comme une aumône, il aurait fallu voir, dit-il; mais c'est offert si gentiment qu'il n'y a pas moyen de refuser. D'ailleurs nous ne sommes pas assez pauvres pour nous montrer orgueilleux. Faute de cet argent-là, tu n'aurais pas coiffé sainte Catherine; mais quand tu te marieras, mon gendre ne sera pas fâché de trouver ces chiffons-là dans ta corbeille de noces, et de plus ils te permettront de te montrer difficile. »

Le retour de la jeune fille dans la maison paternelle y fut l'objet d'un bouleversement général. Protat voulut qu'elle habitât la plus belle chambre, et, ne la trouvant pas assez belle, il fit venir le meilleur tapissier de Nemours, pour que cette pièce fût ornée de façon à ne pas jurer avec le joli mobilier qui devait la garnir. Adeline laissa faire son père en tout ce qui concernait l'embellissement de son intérieur; mais, au grand étonnement du bonhomme, elle ne voulut pas

consentir à porter ses toilettes de ville, et se fit habiller à la façon des filles du pays. Elle voulut même d'abord se charger de tous les soins de la maison; mais soit faiblesse, soit inhabileté, elle n'y put tenir longtemps, et permit alors l'introduction d'une servante. On sait quelles raisons décidèrent Protat à prendre la mère Madelon. Le sabotier fut si heureux d'avoir enfin la jouissance de sa fille, qu'il en perdit presque la tête dans les premiers jours. Il avait laissé son établi, et passait tout son temps à regarder sa petiote se mouvoir avec grâce dans cette même chambre où ses premiers pas avaient été pendant longtemps si chancelans. Il se rappelait comment il s'était montré injuste avec elle dans son jeune âge, et combien de fois il avait peu ménagé à sa chétive enfance les colères et les brutalités qui lui avaient mérité sa réputation de mauvais père. Il se demandait si les remords et les douleurs qu'il avait endurés depuis étaient une expiation suffisante. Il s'inquiétait surtout de savoir si aucun souvenir de ses premières années n'avait laissé de traces dans le cœur de son enfant. Il osait à peine l'interroger sur le passé, tant il craignait d'entendre sortir de sa bouche une seule parole qui lui prouvât que la jeune fille, maintenant florissante de santé, et qu'il étouffait de caresses, se rappelait le temps où elle comprimait les cris de sa souffrance pour ne pas éveiller sa mauvaise humeur. Sans cesse en observation devant sa fille, il l'étudiait dans toutes ses actions, dans les propos les plus insignifians. Psychologue sans le savoir, il passait toutes les pensées d'Adeline au crible d'une minutieuse analyse, pour découvrir s'il ne restait aucune amertume au fond de cette âme qu'il avait froissée. La nuit, il se relevait pour aller la voir dormir. Il écoutait le souffle pur et régulier qui s'échappait de cette poitrine longtemps déchirée par une toux cruelle. Il ramenait sur ses épaules le drap qui s'était écarté, il la bordait dans sa couverture; son idolâtrie devinait par intuition toutes ces délicatesses de soins et d'attentions qui viennent seulement à l'esprit des mères les plus tendres ou des amans les plus épris.

Une nuit, Adeline se réveilla pendant que son père était au pied de son lit.

— J'avais cru t'entendre tousser, dit-il, un peu embarrassé.

— Tu sais bien que je ne tousse plus, dit-elle en riant, et puis j'en aurais envie que je me retiendrais.

Quoique ces paroles eussent été dites très naturellement et sans aucun dessein, Protat crut y voir une allusion au passé. Adeline le vit si triste, qu'elle comprit que son père avait vu un reproche dans ces quelques mots. Elle le convainquit qu'il s'était trompé avec des propos si câlins, elle le combla de caresses si douces, si filialement passionnées, que le bonhomme lui dit, moitié riant, moitié pleurant :

— Oh! fais-moi du mal souvent, si tu dois me guérir comme ça.

Malgré toute l'affection qu'on lui témoignait dans la maison de Mme de Bellerie, Adeline avait souvent remarqué des nuances qui établissaient une différence entre les soins dont elle était l'objet et ceux qui entouraient la fille de la maison, que ses parens aimaient jusqu'à l'adoration. En se voyant l'idole de son père, elle comprit et apprécia bientôt de quel amour elle avait été privée pendant tout le temps où elle avait été l'enfant d'une famille étrangère. Fille de cœur et de sens, elle sut convenir qu'elle n'était qu'une modeste figure villageoise qu'un caprice du hasard avait pendant quelque temps placée, ou peut-être déplacée dans un cadre brillant. Aussi oublia-t-elle promptement les recherches de son ancienne existence, les habitudes de luxe et d'élégance qui lui avaient été familières, et si elle ne les oublia point complétement, au moins ne donna-t-elle aucun signe extérieur qui pût faire supposer à son père qu'elle regrettait sa vie passée. Installée reine et maîtresse dans ce rustique intérieur, elle s'efforça d'y faire sa loi douce, et de n'y régner que pour donner de la joie à qui lui donnait tant d'amour. A son retour, elle avait retrouvé l'enfant recueilli par son père, le petit Zéphyr, qui avait alors onze ans, et qu'on avait, par une ironique antiphrase, ainsi nommé à cause de sa nonchalance et de la lourdeur de sa démarche. Ce petit bonhomme aimait l'oisiveté avec impudence, et son penchant à ne rien faire s'était manifesté dès ses premières années. Quand le sabotier, son père adoptif, avait voulu l'envoyer à l'école communale pour qu'il y apprît à lire et à écrire, Zéphyr n'était jamais sorti de classe sans être coiffé du bonnet d'âne, et chacune des vingt-cinq lettres de l'alphabet lui avait valu un millier de *palettes*. Toutes les remontrances du sabotier n'y faisaient rien, les plus rudes corrections le trouvaient insensible. Il avait l'activité en horreur. Le jeu même, cette passion de l'enfance, lui paraissait une fatigue; mais pour dormir une heure de plus par jour, il aurait avec joie renoncé à un repas. Lorsque le bonhomme Protat l'avait mis à son établi de sabotier, autant pour l'utiliser comme apprenti que pour lui mettre entre les mains un état dont il pourrait vivre plus tard, Zéphyr resta plus d'une année avant de connaître par leur nom les outils de son métier. Dès que son maître tournait le dos, il s'échappait de la maison pour aller regarder pendant des heures les *bouillons* que faisait l'écluse du moulin. Un autre de ses plaisirs était de se coucher en plein soleil dans la prairie située de l'autre côté du Loing. Enfoui dans les hautes herbes qui le cachaient, il regardait courir les nuages chassés par le vent. Quand la faim le pressait par trop, il rentrait à la maison et subissait l'ouragan du père Protat avec la placidité d'une brute ou d'un roc. Zéphyr n'était cependant pas un idiot; il avait au contraire beaucoup d'intelligence, mais il dédaignait de la laisser voir, comme s'il eût craint que son maître n'eût essayé d'en tirer parti. Un trait

peindra le caractère de cet enfant bizarre, né pour mener la paresseuse vie du lazzarone napolitain. Un jour qu'il s'était montré encore plus négligent que de coutume, Protat lui dit très gravement : — Va-t-en dans les Trembleaux couper un bâton de cornouiller, pour remplacer celui que je viens de te casser sur les épaules.

Zéphyr alla dans les Trembleaux, et rapporta six bâtons qui pouvaient passer pour des gourdins.

— Je ne t'en avais demandé qu'un, dit le sabotier, en voilà une demi-douzaine.

— C'est pour ne pas y retourner si souvent que j'en rapporte une provision, répondit tranquillement l'apprenti.

Adeline s'intéressa à Zéphyr, et essaya de le corriger de son incurable nonchalance. L'apprenti, rebelle aux durs accens de Protat, tenta de se montrer obéissant à la voix douce de cette jeune fille, qui tamponnait pour ainsi dire les gourmades paternelles avec des caresses.

Tels étaient les antécédens, utiles à connaître, des personnages que le peintre Lazare avait rencontrés dans l'intérieur du sabotier Protat, quand un hasard l'avait rendu pour la première fois l'hôte de celui-ci, deux ans avant l'époque où nous l'avons vu revenir à Montigny pour la troisième fois.

II. — QUERELLES DOMESTIQUES.

Nous reprendrons le récit de cette histoire à l'endroit où elle commence véritablement, c'est-à-dire à l'arrivée du peintre Lazare à Montigny, où nos lecteurs se rappelleront sans doute la bienveillante réception que s'était hâté de lui faire le sabotier Protat. On n'aura pas oublié non plus que la jeune Adeline n'avait pu dissimuler entièrement le trouble ingénu que lui causait le retour de l'artiste, bien que ce retour eût été annoncé plusieurs jours à l'avance et qu'elle eût eu le temps nécessaire pour se préparer une attitude réservée. La vieille mère Madelon elle-même, comme on l'a pu voir au commencement de ce récit, avait contribué au bon accueil que tout le monde faisait au jeune *désigneux*, en tâchant de se distinguer plus que jamais dans l'accomplissement de ses fonctions de cordon bleu. Après être venue recevoir les complimens que lui méritait le triomphal déjeuner qu'elle avait préparé à l'appétit du voyageur, la bonne femme, on voudra bien se le rappeler encore, était retournée à ses fourneaux, emmenant avec elle sa jeune maîtresse pour qu'elle lui indiquât la façon de se servir d'une cafetière d'un nouveau modèle inaugurée le matin dans la maison à l'occasion du retour de leur hôte. Enfin, et pour derniers souvenirs qui relieront complétement dans l'esprit du lecteur les détails contenus dans le premier chapitre,

nous conclurons par lui rappeler que l'apprenti Zéphyr était dans toute la maison le seul qui se fût montré hostile à l'arrivée de Lazare. Sans que personne en eût pu soupçonner la raison, il avait quitté l'artiste au seuil du logis de son maître, et avait disparu aussi rapidement que si on l'eût escamoté.

— Mais, demandait Lazare à son hôte en l'obligeant à trinquer encore une fois avec lui, pourquoi donc la fillette Adeline est-elle remontée là-haut si vite? J'ai eu à peine le temps de la féliciter sur sa bonne mine.

— Je suis sûr, répondit le sabotier en lapant son vin avec la satisfaction d'un propriétaire, je suis sûr que ma fille et la Madelon sont remontées pour vous mijoter encore quelque friandise.

— Vous me recevez beaucoup plus en ami qu'en pensionnaire, savez-vous? dit le jeune homme.

— En seriez-vous fâché, et l'amitié de pauvres gens comme nous vous serait-elle importune?

Lazare protesta par un mouvement rapide.

— Non, n'est-ce pas? continua le sabotier. En tous cas, ce serait bien mal. Quand, il y a trois jours, votre lettre est venue annoncer votre arrivée, elle a éclaté ici comme une bombe de joie. La petite n'y tenait plus d'aise, et la mère Madelon en était quasiment rajeunie. Il n'y a que Zéphyr qui ne s'est pas réjoui, et comme ça m'ennuyait de lui voir faire la mine quand nous étions tous contens, j'ai été forcé de le talocher pour le mettre de bonne humeur.

— Est-ce que j'aurais eu le malheur de déplaire à M. Zéphyr? dit l'artiste en riant. Je m'étais bien douté qu'il n'était pas satisfait de mon retour à Montigny; mais qu'est-ce que ça peut lui faire?

— Ah! je m'en doute un brin, répondit le père Protat : il se méfie que vous allez comme les autres années lui faire trimbaler vos outils sur le dos quand vous irez en forêt, et lui qui trouve déjà sa peau trop lourde à porter, ça va le gêner. Ah! tenez, monsieur Lazare, je n'ai pas eu la main heureuse le soir où je l'ai ramassé tout bleu de froid sur le pavé de Bourron, et sans reproche, le bon Dieu aurait pu aussi bien mettre un autre chrétien que lui dans le sale torchon où je l'ai trouvé. Ah! si je n'avais pas fait le vœu de recueillir un orphelin, après l'avoir retiré humainement, comme je l'ai fait, de la gueule du loup, il y a longtemps que je lui aurais dit : Mon garçon, tu dois avoir quelque part des parens dans le monde. Tu me diras que le monde est grand; mais tu as des jambes, fais-moi le plaisir d'aller chercher ta famille!

— Allons, allons, père Protat, interrompit Lazare, vous ne dites pas ce que vous pensez, et ce n'est pas vrai que vous vous repentez d'une aussi bonne action dont Zéphyr se montrera reconnaissant tôt ou tard, quand il appréciera ce que vous avez fait et ferez encore pour lui.

— Reconnaissant! allez-y voir! Je gage qu'il ne connaît seulement pas plus le mot que la chose. Est-ce qu'il n'aurait pas eu le temps de me la prouver sa reconnaissance, depuis douze ans qu'il mange le pain de ma huche? On ne peut pas dire qu'il pèche par ignorance quand il fait mal, car il est encore plus mauvais que bête. C'est pour ça que je le rudoie plus que je ne voudrais; mais ce drôle-là tenterait la patience d'un saint. Depuis que j'essaie de lui apprendre mon métier, croiriez-vous qu'il n'est pas en état de mettre proprement une paire de sabots sur talon? Ah! c'est une mauvaise graine. Tenez, n'en parlons plus.

— C'est drôle cependant! fit Lazare. Je me rappelle que l'an dernier je faisais de lui tout ce que je voulais.

— C'est vrai, répondit le sabotier, il a eu quelques mois de bonnace, c'est même pendant ce temps-là qu'il a appris le peu qu'il sait, comme lire et écrire, par exemple; mais Dieu sait ce qu'il en a coûté à Adeline de patience et de morceaux de pain tendre! J'étais même assez content de lui après votre absence; les bons conseils que vous lui aviez donnés, l'habitude qu'il avait prise, en courant la forêt avec vous, de connaître la fatigue et de la supporter, l'avaient un peu corrigé de sa fainéantise. Il entendait volontiers raison quand je lui expliquais qu'un jour viendrait où il serait bien aise de savoir se servir de l'état que je lui mettais dans les mains; enfin je commençais à croire que je pourrais tirer quelque chose de lui. En m'apercevant de ces changemens favorables, dus en partie aux remontrances de ma fille, qui le câlinait comme s'il eût été son frère, je me disais en moi-même : Je m'y suis mal pris avec lui. Je l'ai tapé, il n'a pas bougé; Adeline le caresse, il remue. Pendant six mois, ça a bien été ou pas trop mal; il commençait à évider proprement un morceau de frêne ou de châtaignier. Quand on lui disait de faire ceci ou ça, il n'était plus sourd, on ne l'entendait plus geindre du matin au soir, et de mon côté, s'il m'arrivait de lui abattre une chiquenaude sur les oreilles quand il restait un peu longtemps à faire une course ou à comprendre une explication, la chiquenaude partie, je m'en voulais presque à moi-même, et je l'envoyais jouer un moment pour se consoler. Quand je dis jouer, c'est-à-dire qu'il allait s'asseoir de l'autre côté de l'eau à regarder voler les hirondelles, sauter les grenouilles, ou qu'il s'amusait à voir tourner la roue du moulin. Mais un beau jour il paraîtraît qu'il s'est lassé d'avoir pris le bon chemin. Comme s'il eût regretté les coups et les bourrades, il s'est mis à les rappeler en reprenant ses mauvaises habitudes : il a rechigné à la besogne; il fallait lui expliquer trois fois une chose pour qu'il ne la fît pas seulement une. J'ai décroché martin-bâton; ah *ouiche!* c'était taper dans l'eau. Adeline s'est remise à le sermonner; mais ses douceurs n'ont pas mieux réussi que ma branche de cornouiller, et encore moins. Ma

fille et moi nous en désespérons maintenant. Aussi j'y suis bien décidé : un de ces matins, je lui ferai son sac, je mettrai dix écus au fond, et je le pousserai sur la route, à la grâce de Dieu ou à la volonté du diable.

— C'est singulier! dit Lazare, qui avait écouté avec une apparence d'intérêt le récit de son hôte. Malgré la farce qu'il m'a faite tantôt, malgré la mauvaise disposition qu'il montre à mon égard, je m'intéresse à ce petit drôle! Je ne peux pas croire qu'on naisse mauvais, comme une plante empoisonnée. Vous l'avez eu encore aux langes; vous êtes un brave et honnête homme qui n'avez pu que lui donner de bons conseils; votre fille a eu pour lui les soins d'une bonne sœur; ce n'est donc pas dans votre maison qu'il s'est gâté.

— Je ne pense pas comme vous, monsieur Lazare, répliqua le bonhomme Protat en secouant la tête, je crois qu'il y a des gens qui viennent au monde tout mauvais. Nous avons une voisine qui prend des nourrissons; elle en avait un petit dernièrement qui n'a pas plus tôt eu sa première dent qu'il s'en est servi pour la mordre. Vous voyez donc bien!

Cette preuve, sur laquelle le sabotier appuyait naïvement sa croyance, fit sourire l'artiste, qui ne voulut cependant pas entamer une discussion avec lui sur une matière aussi sérieuse que celle du mal originel. Il avait pour système que toute singularité a une cause connue ou cachée, et il pria le sabotier de patienter encore quelque temps avant d'abandonner son apprenti.

— Il n'a point le cœur ni l'esprit vicié, dit Lazare. L'an dernier particulièrement, pendant nos courses dans ce pays, j'ai causé avec lui comme on peut causer avec un gamin; eh bien, je vous avouerai qu'il m'a souvent étonné, et que je lui ai entendu faire des remarques deux fois plus vieilles que son âge. Il a surtout une sensibilité extrême, ce qui est presque toujours l'indice d'un bon cœur. Il est paresseux, c'est vrai; mais sa paresse n'est pas la fainéantise : c'est la paresse qui recherche l'immobilité de l'être, afin de pouvoir donner toute son activité à la pensée. Il est paresseux à la manière des gens qui rêvent.

— A quoi peut-il rêver? demanda Protat étonné.

— C'est son secret, répondit Lazare. Je pourrais m'étendre plus longuement à propos de certaines étrangetés que j'ai constatées dans la nature de votre apprenti, mais il faudrait entrer dans des détails et des explications qui, sans vous offenser, père Protat, ne vous expliqueraient rien.

— Et pourquoi donc cela? fit le sabotier en manifestant un doute.

— Pourquoi? continua l'artiste. Mon Dieu... parce que... Enfin je vous promets que vous n'y entendriez rien.

— Je comprends tout ce que peut comprendre un homme qui a

du bon sens et l'habitude d'en faire usage à la satisfaction des autres et à la sienne, répondit le père Protat avec un peu de dépit. Aussi je comprends, par exemple, que vous êtes un bon jeune homme qui vous intéressez au sort de ce petit drôle et que vous tâchez de le blanchir de ses défauts, qui deviendront des vices. Je comprends que vous voulez profiter de ce que vous êtes ici pour lui faire de la morale, et lui expliquer qu'il me vole toutes les bouchées de pain qu'il mange; mais je ne crois pas que lui veuille vous comprendre. Et, comme s'il avait deviné vos intentions à son égard, voilà qu'il détale comme un lièvre forcé.

— Il est vrai que, loin de me faire accueil, comme je m'y attendais, dit Lazare, ma présence a paru l'effaroucher. Il y a sans doute dans sa fuite un motif qui se rattache au secret dont je vous parlais, et c'est aussi probablement ce même secret qui exerce une influence mystérieuse sur son caractère et ses façons d'agir. D'ailleurs sa disparition n'est qu'une boutade, il ne doit pas être loin, et si tard qu'il revienne, il reviendra toujours.

— Assurément qu'il reviendra! dit le sabotier. Il reviendra dès qu'il sentira l'odeur de la soupe.

— Eh bien! reprit l'artiste, dès qu'il sera revenu, je le prendrai à part, et je saurai bien découvrir pourquoi mon arrivée l'a mis en fuite.

— J'ai peur que vous n'en tiriez rien, dit Protat. Zéphyr restera muet comme un poisson. Quand il s'est mis dans la tête de ne pas répondre, il se laisserait tuer sur la place plutôt que de desserrer les dents, même pour dire un mensonge.

— Il n'est pas menteur en effet, j'ai eu occasion de le remarquer, fit Lazare. L'absence de ce défaut-là excuse l'absence de bien des qualités. C'est un bon signe que la franchise. Un enfant qui ne ment pas deviendra difficilement un malhonnête homme. C'est chose si facile et si tôt faite de dire autrement que l'on n'a pensé ou agi, — quand la vérité peut nuire. — Si Zéphyr était menteur, combien de fois aurait-il pu, quand il avait mal fait, trouver des excuses qui l'eussent mis à l'abri de vos corrections! En préférant ne pas s'y soustraire, il faisait preuve de courage en même temps qu'il se rendait justice. Eh bien! ma foi, c'est encore là une qualité.

— Mais, monsieur Lazare, s'écria le sabotier, vous me surprenez beaucoup en vérité; si je vous laissais aller, avant un quart d'heure vous m'auriez persuadé que ce petit gueux-là est un modèle de toutes les vertus.

— Je ne vais pas si loin, fit l'artiste, je constate celles qu'il possède, voilà tout. Je vous demande de ne point abandonner ce garçon avant mon départ. Je crois qu'à cette époque et même avant, vous aurez remarqué du changement dans sa personne. Si vous m'accor-

dez cela, je vous demanderai en outre de ne plus vous occuper de lui et de le laisser complétement livré à mon influence.

— Je ne suis pas curieux, fit Protat, mais je voudrais bien savoir comment vous comptez vous y prendre. Songez donc, monsieur Lazare, que moi, à qui il devrait obéir comme à un maître, sinon comme à un père, il m'est impossible d'en faire rien qui vaille.

— C'est peut-être précisément le sentiment de cette autorité que vous le voulez forcer à reconnaître, qui éveille en lui le sentiment de la résistance. Peut-être possède-t-il des instincts qui ne peuvent trouver leur application dans l'existence qu'il mène. C'est tout cela que j'aurai à débrouiller. Comment je m'y prendrai? Autrement que vous, cela est sûr; — n'étant pour lui qu'un étranger, il se trouvera plus libre en face de moi. — Pour gagner sa confiance, je me ferai, s'il le faut, son camarade. Enfin, soyez tranquille, j'ai mon plan.

— Tenez, dit le sabotier, vous êtes véritablement trop bon de vous intéresser à ce vaurien-là.

— Ma bonté!... fit l'artiste en souriant. Mon Dieu! père Protat, ne me faites pas meilleur que je ne suis. Dans l'intérêt que je porte à votre apprenti, ma bonté est beaucoup moins en jeu que ma curiosité. Ce garçon m'intrigue : c'est une espèce de rébus que je veux deviner. Dame, à la campagne, quand il fait mauvais temps, que l'on ne sait que faire, on s'ennuie. Les distractions ne sont pas communes ici. Je m'amuserai à déchiffrer le problématique Zéphyr. Autant vaudra cette occupation que d'aller jouer au piquet à la *Maison-Blanche*.

— Faites à votre désir, monsieur Lazare, conclut le sabotier; mais ne parlons plus de Zéphyr, ça m'obligera.

— C'est entendu, répondit l'artiste. Nous ne reparlerons de lui que lorsque nous aurons du bien à en dire. Espérons seulement que cela ne tardera pas.

Comme la conversation s'achevait, Adeline parut, apportant le café.

Lazare, qui était particulièrement un fin gourmet à propos de cette liqueur, durant son précédent séjour dans la maison du sabotier s'était plaint plusieurs fois de la manière dont la mère Madelon préparait le café. En effet, la bonne femme s'obstinait à employer le procédé élémentaire, qui consiste à faire bouillir en même temps marc et café dans un vase de terre et à précipiter ensuite dans le breuvage une braise ardente pour obtenir la clarification. Comme toutes les vieilles gens que le progrès épouvante, sous quelque forme qu'il se manifeste, la mère Madelon, même dans les plus petites choses, avait l'amour des anciennes coutumes. Aussi s'était-elle toujours refusée, tantôt sous un prétexte et tantôt sous un autre, à adopter l'invention que lui avait signalée Lazare; mais le matin même,

en allant au marché à Moret, Adeline, qui s'était rappelé les nombreuses recommandations de l'artiste à ce propos, avait, malgré une dernière opposition de la Madelon, qui voulait rester fidèle aux anciens *us*, acheté le fameux ustensile, et elle venait d'obliger la servante à en faire usage. Pour convaincre la servante de la supériorité du nouveau procédé sur l'ancien, quand le breuvage fut passé, Adeline voulut le faire goûter à la bonne femme : celle-ci refusa d'abord, puis elle finit par consentir. Mais, soit qu'elle ne voulût pas se rendre à l'évidence, parce que cet aveu eût donné tort à l'obstination qu'elle avait montrée, soit par tout autre motif, elle trouva le café détestable, prétendit qu'il avait pris l'odeur du fer-blanc, et mêla beaucoup de mauvaise humeur à ses réflexions. Enfin une discussion, très pacifique au début, s'éleva à ce propos entre elle et sa jeune maîtresse. Adeline, habituée aux familiarités de la Madelon, lui répondit d'abord très doucement et avec toute sorte de mesure, pour ne point l'irriter, car celle-ci se montrait vraiment agressive quand elle rencontrait une contradiction. Dans ces occasions, il arrivait souvent que sa langue allait plus vite qu'elle ne voulait; il lui échappait alors des paroles qu'elle regrettait sans doute, mais qui n'en étaient pas moins dites et qui n'en avaient pas moins produit leur effet. Ces orages intérieurs avaient toujours pour point de départ quelque détail futile, comme celui que nous venons de signaler. Ordinairement Adeline n'avait pour mettre fin à ces querelles domestiques d'autre moyen que de laisser la place à la vieille servante, qui ne voulait jamais avoir le dernier, estimant dans son for intérieur qu'il était de son devoir de ne pas céder à une *enfant gâtée*. Il lui était même arrivé plus d'une fois de répondre à Adeline comme celle-ci n'eût pas osé lui répondre, si elle eût été la servante et Madelon la maîtresse. La fille de Protat s'efforçait de n'y prendre point garde; mais elle souffrait cependant de voir que la Madelon ne tenait pas compte de la réserve qu'elle lui témoignait à cause de son grand âge. Comme toutes les natures qui possèdent en elles le sentiment de la justice et ne peuvent s'empêcher de l'invoquer même dans les circonstances où cela peut leur être préjudiciable, Adeline était péniblement affectée d'être souvent obligée d'acheter la paix et le silence de la vieille femme, en lui faisant tacitement des concessions qui affaiblissaient chaque jour son autorité. Il arrivait alors ce qui arrive presque toujours en pareil cas, c'est que la Madelon, se faisant une force de la faiblesse d'Adeline, perdait tout sentiment de retenue, et, par la vivacité de son langage, elle forçait la jeune fille à élever tout à coup le sien au ton du commandement, et à lui faire comprendre clairement qu'après tout, eût-elle tort ou raison, en définitive elle était la maîtresse de la maison et voulait être obéie.

Mise en demeure de rentrer dans l'infériorité de sa condition, la Madelon épanchait alors toute sa bile.

— Maîtresse! s'écriait-elle. Ah! le voilà donc lâché le grand mot. Parce qu'on a été élevée dans du coton et qu'on a porté les modes des dames de Paris, on croit qu'on n'a jamais tort; on pense tout savoir sans avoir jamais rien appris. Par la raison qu'on a passé tout son temps à se laver les mains dans de l'eau de Cologne et à se fourrer de grandes épingles dans les cheveux, en se regardant dans le miroir; parce qu'on a un bonhomme de père qui s'use le corps du matin au soir, pendant que nous restons les bras croisés à lire dans des livres qui n'apprennent rien de bon, pour passer le temps, il faut qu'on taquine les domestiques. Si une pauvre vieille femme comme moi, dans l'intérêt de la maison, s'avise de vous remontrer avec douceur une bonne vérité, dont elle est sûre, on lui donne un démenti. — De quoi vous mêlez-vous, la vieille? Où donc avez-vous appris à servir, pour ne point savoir que les maîtres ont toujours raison? — Eh bien! moi qui vous parle, mam'zelle, reprenait la Madelon avec une nouvelle animation, je n'ai pas toujours eu une mauvaise jupe comme celle-ci, qui serait bonne à accrocher dans les cerisiers pour épouvanter les oiseaux. J'ai eu une maison aussi, qui en aurait bien tenu trois comme la vôtre : dans une année, mon homme et moi nous avons envoyé à moudre aux moulins d'Essonne plus de grain que ne pourrait en engranger en dix récoltes M. Protat, votre père, qui est si fier d'occuper le plus de faucilles en plaine quand vient le temps de la moisson. J'ai eu des domestiques aussi, pas un ni deux, mais jusqu'à dix, et c'est en leur commandant que j'ai appris à servir. Quand une créature à mes gages me faisait voir mon tort, comme c'était, après tout, une manière de prendre mes intérêts, je ne la rudoyais pas comme vous me rudoyez, mam'zelle; — je ne cherchais pas à humilier, parce qu'on était pauvre et vieux, et que j'étais, moi, jeune et riche, et belle aussi, par-dessus le marché; je disais : — Un tel, ou une telle, tu sais cela aussi bien et même mieux que moi, puisque c'est ta besogne et pas la mienne. Fais donc comme tu l'entends, à ta guise, et n'en parlons plus... Et la maison n'en allait pas plus mal, et ce serait encore la première et la meilleure ferme du pays, sans des malheurs... Mais voilà! on devient pauvre, puis arrive le temps qui marie ensemble misère et vieillesse, et alors, pour un morceau de pain qu'on vous donne, faut tout subir, tout entendre, sans dire un mot. Ah! qu'il est dur le pain du maître, qu'il est raide à monter l'escalier des autres! ajoutait la Madelon, sans se douter qu'elle parlait ainsi le langage même du vieux Dante. Et, comme si les souvenirs de sa fortune passée lui eussent rendu plus triste l'aspect de sa situation, un levain d'acrimonie se répandait dans toutes

ses paroles, et elle se laissait emporter à dire des choses qui étaient souvent de nature à faire douter si elle n'était pas en chemin de perdre sa raison.

Ces longues litanies se reproduisaient invariablement dans les mêmes termes chaque fois que la jeune Adeline, ayant épuisé toute sa patience, revendiquait son autorité de maîtresse de maison. La fille du père Protat, sachant par expérience qu'une fois partie sur ce ton il était impossible d'arrêter la mère Madelon, l'écoutait sans lui répondre, et même sans l'entendre. La plupart de ces reproches n'ayant de près ni de loin aucun rapport avec la cause où la querelle avait pris naissance, elle laissait la servante se défendre aussi longuement qu'elle voulait contre des accusations chimériques. Elle lui permettait d'abuser trop souvent de l'infériorité de sa position pour lui faire, à elle pauvre enfant qui ne demandait qu'à adoucir son amertume, un reproche de la supériorité où la plaçait le sort. Dans toutes les conditions, c'est un fait à remarquer que les gens qui ont éprouvé de grands malheurs méconnaissent presque toujours la pitié que leur infortune inspire, et sont portés à prendre pour du dédain toutes les paroles ou tous les actes par lesquels cette pitié tend à se manifester. La mère Madelon, nous l'avons déjà dit, plus que tout autre partageait cette erreur. Adeline ne s'émouvait donc pas de tous les mots que sa servante pouvait lui lancer à propos de quelques habitudes prises autrefois dans la maison de la marquise et auxquelles elle n'avait pas cru utile de renoncer. Elle n'en voulait pas à la Madelon, lorsque celle-ci lui reprochait presque d'avoir de la dentelle à ses oreillers ou de mettre une jupe de soie les jours de fête; mais si la vieille se laissait emporter jusqu'à hasarder quelque méchant propos, faisant allusion à l'aveugle bonté que lui témoignait son père, la fille du bonhomme Protat se dressait alors de toute la hauteur de son orgueil jusque-là contenu, et sa parole et son geste, empreints d'une même dignité impérative, réduisaient soudainement au silence sa trop familière servante, qui ne reconnaissait plus la jeune paysanne timide dans cette Adeline transfigurée, à la voix brève, au geste imposant. Le bonhomme Protat avait eu vent quelquefois de ces discussions domestiques. Dans les commencemens, il avait essayé d'y prendre part; mais Adeline savait que son intervention serait plus dangereuse qu'utile. En effet, ce n'eût pas été lui qui eût attendu patiemment que la mère Madelon eût égrené son chapelet de récriminations; aussi la jeune fille avait-elle prié son père (et cette prière était un commandement) de ne jamais se mêler aux débats qu'elle pourrait avoir avec la Madelon, donnant pour motif à cette exclusion qu'il fallait conserver dans une maison l'unité de l'autorité. Dans ces deux mots, le sabotier avait seulement compris que sa fille ne voulait pas d'autre maîtresse

qu'elle-même, et il avait commencé par obéir. Cela ne laissait pas de le mettre dans un singulier embarras, car lorsque la Madelon faisait quelque chose qui n'était pas à sa convenance, le sabotier n'osait pas hasarder la moindre observation, tant il craignait que sa réprimande n'allât à l'encontre de la volonté de sa fille, et qu'il ne compromît ainsi *l'unité de l'autorité*. Réduit à ce rôle passif qui l'obligeait au silence, quelque envie de parler qu'il eût d'ailleurs, il se dédommageait avec le petit Zéphyr, qui manquait rarement de laisser passer un jour sans fournir au bonhomme l'occasion de se dégourdir la langue, et aussi la main.

Pendant la conversation qu'il venait d'avoir avec l'artiste, le sabotier avait entendu plusieurs fois les éclats d'une discussion commencée dans la cuisine. Le fausset aigu de la vieille Madelon, comme d'habitude, dominait la querelle; mais Protat, ainsi qu'on l'a vu, ne s'était pas occupé un seul instant de ce qui se passait à l'étage supérieur. Il ne s'était pas interrompu quand c'était lui qui parlait, de même qu'il n'avait pas interrompu son pensionnaire quand celui-ci lui répondait; il s'était borné à penser en lui-même : — Il y a encore du grabuge là-haut : voilà ma fille qui secoue la Madelon, celle-ci sera de mauvaise humeur, et le dîner s'en ressentira tantôt; tant pis. — Seulement, dans cet instant-là, si l'apprenti Zéphyr s'était trouvé à la portée du sabotier, il est probable qu'il aurait ressenti jaillir sur ses épaules quelques éclaboussures du dépit que son maître éprouvait de ne pouvoir aller aider sa fille à gronder la servante, sans doute en défaut.

La discussion qui avait lieu à la cuisine, commencée à propos du futile prétexte que nous avons fait connaître, avait suivi la marche ordinaire en pareille circonstance. Madelon, irritée du trop grand succès qu'elle avait obtenu avec le premier essai du nouvel appareil dont elle avait combattu l'emploi, avait déclaré le café détestable, sans faire la remarque que, tout en le décriant, elle n'en laissait pas une goutte dans la tasse où Adeline venait de lui en verser pour qu'elle le goûtât. La jeune fille, en surprenant cette contradiction, n'avait pu s'empêcher de rire comme une folle. Cette gaieté inextinguible, dont le bruyant éclat couvrait sa voix, impatientait Madelon, qui passa de la mauvaise humeur à la colère. Adeline rit plus haut et plus fort. Madelon s'emporta outre mesure. Adeline cessa de rire; mais en ce moment surtout elle était si peu fâchée, qu'eût-elle eu aussi bien dix fois raison, comme elle l'avait une, elle aurait cédé à Madelon plutôt que de disputer avec elle, tant elle avait d'autres choses à faire. Irritée encore davantage par le silence de la jeune fille, qui demeurait impassible quand elle avait déjà dépassé la limite où la patience d'Adeline s'arrêtait ordinairement, la mère Madelon se buta à vouloir forcer sa maîtresse à lui imposer silence.

Elle avait tant dit de choses inutiles, injustes, qu'elle était embarrassée pour continuer à parler; mais un amour-propre sans nom la poussait toujours. A chaque mot qu'elle ajoutait, elle s'attendait à ne pouvoir pas l'achever, arrêtée qu'elle serait par Adeline, qui prendrait soudain son *grand air de princesse;* mais Adeline paraissait à cent lieues d'elle. Elle regardait par la fenêtre le tranquille paysage qui bordait les rives du Loing, et sa pensée était aussi loin de la sotte querelle qu'elle avait à subir, qu'elle-même était éloignée du nuage qui passait dans les hauteurs du ciel, où son regard se fixait de temps en temps. Madelon, outrée de cette indifférence qui venait la convaincre qu'elle parlait depuis une heure, non-seulement à une muette, mais encore à une sourde, ne put pas résister plus longtemps à cette apparence de dédain. Elle se précipita vers Adeline, qui était appuyée contre une table; elle lui arracha la cafetière qu'elle tenait entre les mains, et s'écria : — Pendant que vous restez là, comme une borne, à rêvasser, le café s'est refroidi, et, quand je vais descendre le servir, *votre amoureux,* qui est en bas, me mettra ça sur le dos, et votre père me donnera un savon, comme si c'était de ma faute... Voilà encore une belle invention que ta satanée cafetière, qu'on n'a pas le temps de jaser un brin que le café est à la glace. Tu vois bien, petite, que j'avais raison de n'en pas vouloir. C'est encore dans les vieux pots qu'on fait la meilleure soupe, va !... Si je m'étais servie du mien, le *cafiau* serait encore bouillant, au lieu que va falloir le faire réchauffer, et qu'il perdra tout son goût.

Aux premiers mots de la phrase de la mère Madelon, Adeline, mue comme par un ressort intérieur, s'était relevée subitement. Elle avait jeté sur la servante un regard qui la foudroya presque. Aussi, comme on l'a vu, celle-ci essaya-t-elle d'effacer l'impression qu'elle venait de causer à la jeune fille en reprenant dans un ton familier, qui devait, selon elle, hâter la conciliation; mais, si habile qu'elle fût, cette manœuvre n'eut pas le résultat qu'elle en avait espéré. Adeline n'avait pas entendu le reste de cette phrase; elle en était encore à réfléchir sur un mot qui avait retenti dans son cœur comme un coup de foudre.

— Mère Madelon, dit la jeune fille après une courte hésitation, il faut absolument que cette querelle soit la dernière.

— Une querelle, mon enfant! dit la vieille femme, redevenue câline non par esprit de servilité, mais parce qu'elle s'apercevait qu'elle avait blessé Adeline, et qu'elle en éprouvait du regret; une querelle entre nous!... tu veux rire? Nous avons causé un peu haut, comme ça nous arrive souvent, voilà tout. Tu sais, je suis obstinée, et un peu vive, — défaut de naissance, ma petite, je suis trop vieille pour m'en corriger; — faut pas m'en vouloir, et tu ne m'en voudras pas, Adeline, j'en suis bien sûre. Tu es trop bonne fille pour ça.

— Je vous en veux cependant, Madelon, répondit tranquillement la fille du sabotier. C'est précisément parce que je suis bonne, ou que je tâche de l'être avec tout le monde, et surtout avec vous, que vous avez tort d'abuser de ma bonté. Ce n'est pas la première fois que nous avons des discussions; il est rare que je les fasse naître, plus rare encore que je ne cherche pas à les éviter quand c'est vous qui les commencez. Vous êtes injuste avec moi, qui toujours m'efforce d'être équitable et patiente, et qui m'en voudrais toute ma vie de vous dire une chose qui pût vous faire le moindre chagrin, parce que vous êtes vieille et que vous avez été durement éprouvée. Cependant, Madelon, vous ne laissez jamais échapper une occasion de me donner à entendre que je n'ai pas pour votre âge et pour vos malheurs passés le respect qu'ils méritent. C'est déjà coupable de penser cela, c'est plus coupable encore de le dire, car vous savez bien que je ne tire aucune vanité de ma position actuelle, et que je n'ai d'ailleurs aucune raison pour le faire. Si autrefois j'ai vécu passagèrement dans un monde où je n'étais pas née, dans ce temps-là j'ai dû prendre les habitudes de la société où je vivais; mais quand je suis revenue chez mon père, vous, comme les autres, Madelon, et mieux que les autres, puisque vous étiez plus souvent auprès de moi, ne m'avez-vous pas vue me dépouiller des habitudes qui étaient des devoirs quand j'habitais chez madame de Bellerie, et qui eussent été des ridicules, si je les avais conservées au village? Vos plaisanteries à ce sujet, je vous les pardonne de bon cœur; mais ce qui me fâche un peu, c'est quand l'intention qui vous les dicte semble en faire une méchanceté. Il m'est pénible aussi, je vous l'ai dit plusieurs fois, et vainement, puisque j'ai à vous le redire, d'entendre parler comme vous le faites souvent d'un monde que vous ne connaissez pas, et que je n'ai aucun regret d'avoir appris à connaître, puisque c'est dans ce monde-là que j'ai trouvé, quand j'étais une enfant chétive et débile, une famille où j'ai été protégée, aimée comme dans la mienne propre, qui m'a fait donner une instruction qui ne me servira jamais, cela est possible, mais qui, du moins, en me la faisant donner, prouvait qu'elle me croyait digne de la recevoir. La seule chose qui avait la puissance de me courroucer véritablement contre vous, c'est quand je vous entendais blâmer mon père à propos de la tendresse qu'il me témoigne. Pendant tout le temps que j'ai passé dans une maison étrangère, et même pendant les années qui ont précédé mon départ de Montigny, j'ai été privée de l'amour de mon père, comme il a été privé du mien. Nous nous rattrapons tous les deux du temps perdu; pourquoi nous en vouloir de cela, à l'un comme à l'autre? Vous pourriez avoir raison dans vos observations, si j'étais assez coupable pour abuser de sa bonté. Je lui fais faire tout ce que je veux, c'est la vérité; mais ce que vous appelez mes caprices a-t-il un autre but que

de le flatter dans tous ses désirs, et de mettre le plus de bonheur que je pourrai dans les jours qui lui restent à vivre? M'a-t-on vue mériter la malice des propos publics par des actes ou des paroles qui témoigneraient que je suis tourmentée par des sentimens au-dessus de mon humble condition? Encore une fois, et pour la dernière, Madelon, plus un mot, plus une allusion à ce propos. Quant à la parole que vous avez dite tout à l'heure, ajouta Adeline en baissant les yeux, vous avez dépassé toute retenue, toute convenance; vous avez été injuste en même temps que cruelle... vous m'avez presque injuriée. Dans le monde où j'ai vécu, Madelon, on m'a appris à respecter le grand âge. Ce respect est un hommage que l'on rend partout à l'expérience d'une vie qui s'achève. Laissez-moi vous dire que les vieilles gens doivent avoir le même respect pour la jeunesse en certaines occasions, et tout à l'heure vous en avez manqué avec moi.

Dans la crainte d'embarrasser la Madelon et même le bonhomme Protat, Adeline ne se servait que le moins possible du langage que l'instruction et l'éducation lui avaient appris à parler. Elle s'exprimait ordinairement de façon à ce que tous ses termes fussent compris sans équivoque de ceux à qui elle s'adressait, et évitait avec soin, dans ses conversations avec les gens du pays, de s'attirer le reproche d'être une *belle parleuse*, qualification épigrammatique qui, au village, signifie ordinairement *faiseuse d'embarras*. En écoutant la mercuriale qui venait de lui être adressée par sa jeune maîtresse, bien que le ton avec lequel celle-ci l'avait prononcée accusât moins la colère et le dépit que le chagrin réel éprouvé par la jeune fille, obligée de s'exprimer avec une apparence de sévérité, la Madelon demeura quelques secondes tout interdite. Elle roulait dans ses doigts le cordon de son tablier, et semblait se demander en elle-même si *ce beau discours* n'était pas hérissé de sottises. Tous les gens qui ont le caractère mal fait sont portés à dénaturer l'intention la plus pacifique des mots qu'ils ne comprennent pas sur-le-champ. Dans le seul emploi d'un langage plus correct que le leur, ils voient même une préméditation à les humilier. C'était là un des défauts les plus saillans de la Madelon. Une dureté franchement dite, et comme elle-même savait les dire, lui était moins désagréable à entendre qu'un reproche formulé dans des termes les plus ménagés. Pendant sa courte hésitation, elle eut dix fois l'envie de se jeter au cou d'Adeline, et de lui dire en l'embrassant : — Eh bien! oui, ma fille, j'ai eu tort. Je t'ai fait du chagrin, pardonne-moi. — Mais au moment où elle allait se décider, l'amour-propre la retenait. Elle voulait bien s'avouer à elle-même qu'elle avait eu tort; mais il lui répugnait de l'avouer à Adeline. Elle accusait sa maîtresse de ne pas comprendre qu'exiger de sa part l'aveu de ce qu'elle avait pu faire ou dire de

mal, c'était vouloir, par cette confession, lui faire sentir plus amèrement l'infériorité de sa condition. Enfin, comme le peintre Lazare le lui avait dit un jour assez brutalement, la Madelon abusait de ses cheveux gris.

Cette lutte entre le bon et le mauvais sentiment se termina malheureusement sous l'influence de ce dernier.

Madelon fit la brave; elle recommença plus aigrement la discussion et employa ce terrible système mis en œuvre par les gens qui sont dans leur tort, et qui consiste à discuter à côté de la question qui est l'objet de la querelle, de telle façon que tout accord devient impossible, et que les natures les plus patientes, aiguillonnées sans cesse par toute sorte de propos irritables, n'ont d'autre porte de sortie que la colère.

Ce fut enfin ce qui arriva pour Adeline. Cette franche et loyale nature s'indigna de voir qu'elle était si mal comprise. Ses instincts de justice se révoltèrent en s'apercevant que l'excès de sa bienveillance se tournait contre elle-même. Blanche, tremblante et comme étonnée de se sentir en elle cette puissance d'indignation, elle ne daigna plus même répondre à sa servante; et profitant d'un moment où la Madelon épuisée par son emportement restait silencieuse, Adeline lui ordonna brièvement de se préparer à quitter la maison.

— C'est bon, dit la Madelon, qui ne paraissait point s'attendre à celle-là; on reparlera de ça; nous avons le temps; tantôt, demain ou un autre jour, n'est-ce pas, *mam'zelle?*

— Il ne s'agit pas de tantôt ni de demain, c'est tout de suite que vous allez partir, dit Adeline.

— Faut d'abord voir ce que pensera monsieur votre père de ce déménagement, reprit la Madelon en redoublant d'impertinence.

— Mon père n'a pas d'autre volonté que la mienne, fit Adeline, vous le savez bien.

— Ce n'est pas ce qu'il y a de mieux dans la maison, répliqua la servante.

— Que ce soit bien ou mal, cela est ainsi, personne n'a rien à y voir, et vous moins que personne.

— Ce que vous m'empêchez de dire, vous n'empêcherez point les autres de le penser, mam'zelle.

— L'opinion des autres nous est indifférente, à mon père comme à moi; nous sommes au-dessus de tout le monde.

— Ah! fit la Madelon avec un méchant sourire, on sait que vous êtes fière, mam'zelle, et vous n'êtes pas fâchée de rencontrer des occasions comme celle-ci pour laisser échapper des bouffées d'orgueil, sans ça on vous trouverait étouffée un matin dans votre lit à beaux rideaux... *M'n'enfant,* — continua la vieille en redoublant d'ironie,

— faut être bien grands pour être au-dessus de tout le monde, et quand bien même on y serait encore pour de bon au-dessus de tout le monde, c'est souvent plutôt un mal qu'un bien; car, une supposition : qu'on vienne à tomber, plus qu'on est haut, plus qu'on se fait de mal, donc. *C'est-y* point ça, mam'zelle? acheva la Madelon en regardant sa maîtresse avec un coup d'œil si aigu, que celle-ci ne put s'empêcher de rougir et de baisser la tête.

— Que voulez-vous dire? reprit Adeline, honteuse d'un moment d'embarras, qui pouvait autoriser la domestique à croire que ses insinuations malveillantes lui avaient donné de véritables craintes.

— Ce n'est point besoin de répéter; vous m'avez suffisamment comprise, dit la Madelon.

— Eh bien! je vous ordonne de vous expliquer, à la fin, s'écria Adeline.

— Vous n'avez plus droit de rien me commander, puisque je ne suis plus à votre service.

— Vous devez m'obéir tant que vous serez ici, fit la jeune fille.

— Je n'y suis plus, puisque je m'en vas, répliqua l'irascible vieille en détachant son tablier de service qu'elle jeta sur une chaise.

— Madelon! dit Adeline en adoucissant sa voix.

Et elle regarda la vieille femme, de façon à lui prouver que celle-ci aurait bien peu à dire et bien peu à faire pour que cette scène déplorable fût oubliée.

La servante se méprit sur le sens de cet appel et de ce regard conciliateur; elle pensa que sa jeune maîtresse, inquiétée par ses propos ambigus, dont elle avait dû deviner le sens, craignait de la voir partir de la maison en emportant la première lettre de son secret. Ce n'était donc pas à la bienveillance naturelle d'Adeline, mais à la peur, que Madelon attribuait cette tentative de retour; aussi n'eut-elle point égard à cette espèce d'avance, et se retournant brusquement du côté où était la fille du sabotier, elle se borna à lui répondre sèchement : — Mademoiselle!

Une larme vint aux yeux d'Adeline; mais, par un sentiment d'orgueil justement blessé, elle s'efforça de ne point la laisser paraître.

Quand on commence la vie, de quelque nature qu'elle soit, et quelle que soit aussi la place qu'elle tienne dans le cœur, la rupture de toute affection est pénible, et la jeune fille éprouvait une affection réelle pour la vieille Madelon.

Témoin de l'émotion que sa maîtresse ne pouvait dissimuler entièrement, la servante ne put se défendre, de son côté, d'être réellement émue; mais, plus expérimentée que la jeune fille, elle sut contenir ce qu'elle éprouvait intérieurement, et pas une ligne de son visage ne démentit sa rigidité.

— Nous avons un petit compte; quand faudra-t-il que je vienne pour le régler? demanda-t-elle tranquillement.

— Quand vous voudrez, mère Madelon, répliqua Adeline sur le même ton. Comme vous n'avez pas pris... elle allait dire : vos gages; mais, par une délicatesse qui passa inaperçue, elle évita de prononcer ce mot, qui rappelait cette condition de domesticité dont l'amour-propre exagéré de la Madelon avait tant à souffrir... Comme vous n'avez pas pris d'argent, nous vous devons même une certaine somme...

— A combien que ça peut aller, à votre idée? demanda la vieille, qui savait parfaitement son compte.

— Dam! dit la jeune fille, ça peut monter à quarante francs.

— Oh! vous faites erreur, mam'zelle.

— C'est possible, fit Adeline; s'il y a plus, on vous le donnera.

— C'est pas ça que je veux dire; vous me devez au moins dix francs de moins. Dam! trois mois à dix francs, ça nous compte trente.

— En effet, reprit Adeline; mais nous ajouterons dix francs pour le mois qui suivra votre départ, c'est l'usage.

— Dans votre monde, c'est possible, dit la vieille, mais pas chez nous, où on ne paie jamais plus qu'on ne doit. Vous me donnerez mon dû, et pas un liard avec. Dieu merci, je n'ai plus besoin qu'on me fasse l'aumône. En sortant d'ici, je sais où aller sans être à la charge de personne. Je ne sais même pas pourquoi on se met chez les autres quand on peut rester chez soi. Quand je suis entrée ici, c'était moins par nécessité que pour obliger votre père. Dans ce temps-là, je n'étais point de trop dans la maison; mais aujourd'hui c'est différent : on s'aperçoit que j'ai des yeux, aussi on m'ouvre la porte... comme à un chien... et on me dit : Va-t'en... C'est bon! on s'en va, et votre café aussi, que vous avez laissé sur le feu dans votre machine. Dépêchez-vous donc de le descendre au *désigneux*... au lieu de perdre votre temps à me regarder comme un *ecce homo*. Le bonjour à votre père. Je fais mon paquet.

III. — LE SECRET D'ADELINE.

Lorsque Adeline redescendit dans la salle, encore toute bouleversée par la scène qui venait de se passer dans la cuisine, Protat s'apprêtait à lui demander la cause de son trouble; mais, en lui désignant Lazare par un rapide coup d'œil, elle mit le doigt sur sa bouche et regarda son père, comme pour lui faire comprendre qu'il n'était pas utile de parler devant un témoin. Le bonhomme entendit sa recommandation et garda le silence, il s'efforça même de détourner l'attention de l'artiste, qui n'avait pu s'empêcher de remarquer le chan-

gement opéré dans les manières de la jeune fille depuis qu'elle s'était absentée. L'attitude contrainte d'Adeline et l'inquiétude du sabotier jetèrent un certain embarras dans la dernière partie du déjeuner. Le fameux café, source de l'orage domestique que nous venons de raconter, fut servi d'une main tremblante par la jeune fille. Au lieu de le déguster avec une lenteur reposée, comme il en avait l'habitude, le sabotier l'avala d'un seul coup, sans même remarquer qu'il était presque froid. Lazare n'eut pas besoin d'une plus longue attention pour deviner que le père et la fille avaient à s'entretenir. Il prétexta un accablement causé par la chaleur et le voyage pour aller prendre une heure ou deux de repos.

— La chambre est prête depuis hier, dit le sabotier en se levant pour donner la clé à l'artiste. On vous enverra réveiller pour l'heure du dîner.

Après la pièce occupée par Adeline, la chambre du pensionnaire était la plus belle de la maison. Elle était située au premier étage et donnait sur la rivière, que l'on voyait serpenter à travers le gai paysage. En y pénétrant, Lazare s'aperçut que, depuis son dernier séjour, elle avait subi de notables changemens. Selon le désir qu'il avait exprimé plusieurs fois, pour la commodité de son travail, on avait donné à cette pièce les apparences d'un atelier. Le papier, dont les tons criards agaçaient les yeux, avait été remplacé par une couche de badigeon gris, et la fenêtre élargie avait été disposée en châssis. Lazare, qui était réellement brisé par la fatigue, se jeta tout habillé sur son lit, et s'endormit aussitôt.

Dès que le peintre se fut retiré, le père Protat avait interrogé sa fille au sujet de son émotion. Adeline lui raconta tout ce qui s'était passé entre elle et la mère Madelon.

— Tout ça ne m'explique pas pourquoi tu as les yeux rouges, dit le sabotier. Si la Madelon te tracasse et ne veut pas faire tes volontés, comme c'est son devoir, puisque c'est toi qui es la maîtresse dans la maison, tu as bien fait de la renvoyer; mais ça n'est pas une raison pour pleurer. Il y a quelque chose que tu ne me dis pas.

Adeline répondit qu'il lui avait été pénible d'user de son autorité, et qu'elle éprouvait un véritable chagrin du renvoi de la vieille femme. La jeune fille ne mentait pas certainement en donnant cette raison de sa tristesse; mais elle n'osait pas confesser à son père ce qu'elle osait à peine s'avouer à elle-même, c'est-à-dire qu'elle était atteinte au cœur par l'insinuation récidivée que la mère Madelon avait laissé échapper au plus fort de sa violence. Protat s'obstinait à ne pas croire que le motif invoqué par sa fille fût réellement le seul qui l'eût bouleversée à ce point. Son instinct paternel lui disait qu'il existait au fond de cette querelle quelque chose de plus sérieux

qu'une affaire de ménage. Ce fut en vain qu'il déploya toute son adresse et fit des prodiges de diplomatie inquisitoriale que n'eût point désavoués un juge d'instruction; Adeline se maintint dans son silence. Pour mieux convaincre son père et lui prouver que sa tristesse n'avait pas d'autre cause que le départ de Madelon, elle supplia même le bonhomme de parler à la vieille femme et d'essayer d'arranger les choses.

— Parbleu! non, s'écria le sabotier, je ne garderai pas dans ma maison une entêtée et une querelleuse qui ne veut pas comprendre qu'on ne se met pas chez les autres pour faire ses volontés. Pour que la Madelon t'ait mise dans la nécessité de la renvoyer, il faut qu'elle ait de grands torts envers toi.

Adeline rougit extrêmement; elle connaissait le caractère emporté de son père; elle savait que, si le bonhomme se mettait dans la tête que la Madelon l'avait sérieusement offensée, il irait lui faire une scène violente, et dans les dispositions hostiles où elle avait laissé la servante, elle craignit que celle-ci ne pensât à se venger de son renvoi en répétant à son père quelque propos de nature à l'alarmer. Les allusions qui l'avaient tant effrayée, il lui semblait déjà les entendre murmurer sur son passage par tous les gens du pays, instruits par les indiscrétions de la servante chassée; à tout prix, il fallait donc renfermer dans la maison, entre elle et Madelon, le secret que celle-ci avait découvert, et que sa rancune pouvait aller répandre au dehors, si on lui laissait passer la porte. Adeline, appelant à son aide toutes ses ruses, toutes ses câlineries d'enfant gâtée, manœuvra son père de façon à ce qu'il prît sur lui d'opérer sa réconciliation avec Madelon.

— A tout bien considérer, — lui dit-elle en rougissant, moins encore à cause de ce mensonge que pour le motif qui le lui faisait commettre, — c'est moi qui ai manqué de patience. J'ai été vive, trop vive avec Madelon; elle a beau être notre servante, c'est une vieille femme un peu susceptible, comme tous les gens âgés; je l'aurai mortifiée en lui parlant un peu trop haut, d'ailleurs j'étais mal disposée depuis ce matin.

— Mal disposée, allons donc! dit Protat; jamais, au contraire, je ne t'avais vue si gaie et de plus franche humeur; tu paraissais si légère, que tu aurais pu marcher sur une mouche sans l'écraser. Pour que ce bel entrain-là soit parti, la vieille t'aura fait quelque grosse misère que tu ne veux pas me dire pour que je ne me mette pas en colère après elle; mais, ajouta-t-il en faisant mine de sortir, attends un peu, je vais aller la remuer, moi.

— Mais je t'assure que non, reprit Adeline très agitée en retenant son père, et si tu veux me rendre bien contente comme je l'étais ce

matin, tu vas aller trouver la Madelon, et tu feras ma paix avec elle.

— Si ça te fait plaisir, je veux bien; mais elle ne restera qu'à la condition...

Adeline interrompit vivement son père.

— Sans condition... dit-elle, puisque c'est moi qui ai eu tort... Je t'assure que si, ajouta-t-elle en voyant que le bonhomme secouait la tête d'un air de doute; c'est pour ça que je suis fâchée de ce qui est arrivé; il faut nous raccommoder; d'ailleurs elle est très utile dans la maison... nous ne pourrions pas la remplacer facilement... Dis-lui que tu m'as grondée quand tu as appris que je voulais la renvoyer; je ne te démentirai pas.

— Comment dis-tu? fit Protat étonné et effrayé de voir que sa fille songeait à atténuer *l'unité du pouvoir* en plaçant son autorité à lui au-dessus de la sienne; pas de ça, Lisette, c'est toi qui commandes ici, et, quand j'obéis moi-même, il me semble qu'une domestique n'a pas le droit de se montrer plus fière que moi. Je vais appeler Madelon. Nous allons nous expliquer tous les trois. Si elle est raisonnable, nous ne la renverrons pas; mais si elle s'obstine encore et fait sa mauvaise tête, dit le sabotier en prenant sa grosse voix, eh bien! elle s'en ira, et bon voyage...

— Allons! fit Adeline, voilà que tu veux tout gâter avec ton emportement. Ce n'est pas ainsi qu'il faut s'y prendre, et d'ailleurs je ne dois point paraître dans tout ceci. Il faut au moins avoir l'air de ménager mon amour-propre devant Madelon. Va la trouver, et dis-lui tout doucement : — Eh bien! qu'est-ce que j'apprends donc, que vous nous quittez, mère Madelon? Mais je ne donne pas la main à cela, moi. Qu'est-ce que c'est que ces bêtises-là? Je suis un peu le maître aussi, que diable...

— La Madelon va me rire au nez si je lui dis ça, fit Protat avec conviction.

— Jure un peu comme si tu étais en colère après moi, dit Adeline en continuant à faire la leçon au bonhomme. Dis-lui encore : — Est-ce que vous devriez faire attention aux vivacités d'une étourdie qui a la langue un peu prompte et qui a été mal élevée?

— Mal élevée, toi, qui as été instruite comme une princesse! s'écria le sabotier en faisant un bond de surprise.

— C'est précisément à cause de cela que je n'ai pas été bien élevée pour une paysanne. Dis ça à Madelon, ça lui fera plaisir; tu sais bien que c'est son idée. Quand on a besoin des gens, il faut flatter leur manie.

— Comment, besoin? mais je n'ai pas besoin de Madelon, ni toi non plus, dit le bonhomme, ahuri par les étranges conseils que lui donnait sa fille.

Adeline comprit qu'elle avait laissé échapper un mot imprudent, et se mordit la lèvre.

— Il faut bien croire que tu as besoin d'elle, puisque tu veux qu'elle reste chez nous, et, pour la garder, il faut bien faire des concessions.

— Comment? je veux,... s'écria le sabotier, qui ne comprenait plus rien; mais je ne veux rien du tout, moi. Que Madelon parte ou demeure, ça m'est bien égal.

— Mais non, fit Adeline en lui passant les bras autour du cou et en le tenant embrassé, cela ne t'est pas égal, puisque tu désires tout ce que je souhaite, et que moi je désire que Madelon ne s'en aille pas.

— Ah! comme ça, c'est autre chose, balbutia Protat, pris à la fois dans les rêts des caresses de sa fille et dans la glu de sa subtilité. — C'est égal, continua-t-il, tu conviendras que c'est un peu fort d'aller faire des excuses à une servante... quand c'est elle au contraire...

— Mais, va donc, répondit Adeline en le poussant du côté du jardin, dans lequel elle venait de voir entrer Madelon.

— J'y vais, j'y vais, murmura le sabotier en faisant quelques pas dans la direction que lui indiquait sa fille; mais, comme il se retournait subitement avant de quitter la chambre, il aperçut Adeline qui venait de se laisser tomber sur une chaise, et qui se cachait la tête dans ses mains comme si elle pleurait. Protat se disposait à revenir sur ses pas, quand il réfléchit qu'il ne pourrait rien apprendre par Adeline, qui semblait avoir une grave raison pour se taire. Il pensa que Madelon seule était instruite du motif de cette affliction, qui lui paraissait plus que jamais devoir se rattacher à la querelle qu'il avait mission de concilier.

— Allons trouver Madelon, dit Protat, qui commençait à être inquiet.

Et il ajouta tout bas : — Que diable se passe-t-il, et qu'est-ce que je vais trouver au fond du sac?

Adeline, restée seule, ne demeura pas longtemps dans la salle basse. Craignant d'y être surprise au milieu de ses larmes par le retour de son père et de sa servante, elle remonta dans sa chambre, qui n'était séparée de celle qu'habitait actuellement Lazare que par une espèce de cabinet où couchait l'apprenti Zéphyr.

Cette chambre, décorée avec une recherche voisine du luxe, était, comme nous l'avons dit, garnie des meubles apportés de l'hôtel de Bellerie. C'était un réduit charmant, et rendu presque mystérieux par les doubles rideaux de la fenêtre, qui ne laissaient pénétrer qu'une lumière paisible. Il régnait dans cette pièce cette douce

odeur des solitudes virginales, un parfum de cellule monastique tempéré par les émanations subtiles que laissaient échapper les tiroirs des meubles, renfermant des aromates destinés à conserver les étoffes des vêtemens d'Adeline. Les meubles, comme tous les objets de fantaisie qui les garnissaient, attestaient toutes les minuties d'un soin particulier, dans lequel se révélaient les mains gracieuses d'une femme habituée à toucher les fragiles caprices qui sont pour elle autant de souvenirs. Adeline, en effet, faisait elle-même son *ménage intime.* Tous les jours, elle passait deux heures à chasser grain par grain la poussière qui s'introduisait dans sa chambre. C'était pour elle un plaisir quotidien en même temps qu'un devoir de soigner tous ces objets inanimés, qui semblaient quelquefois prendre une voix pour lui parler de l'amie qui lui en avait fait don, et lui rappeler une époque qu'elle ne regrettait pas sans doute avec l'amertume qui accompagne ordinairement le regret, mais à laquelle elle ne pouvait s'empêcher de penser sans qu'il lui échappât un soupir. Parmi les meubles, il en était un pour lequel la fille du sabotier avait une prédilection particulière. C'était un petit bureau en bois de rose, qui pouvait en même temps servir de table de travail. A ce joli meuble était adaptée une glace surmontée d'une ornementation formant blason; sur le champ de gueules étaient gravées les initiales A P. Cécile, qui avait donné cette table à sa jeune compagne, l'avait fait exécuter sur le même dessin qui avait servi pour la sienne, et elle avait poussé l'imitation jusqu'à exiger que l'on n'oubliât pas ce détail d'apparence héraldique. C'était dans les tiroirs de ce meuble que la jeune paysanne serrait les bijoux de son modeste écrin, ainsi que les lettres que son ancienne amie lui écrivait de temps en temps.

En entrant dans sa chambre, ses yeux tombèrent d'abord sur ce meuble gardien de ses richesses et de ses souvenirs, et elle parut surprise en s'apercevant que la clé, qu'elle avait ordinairement grand soin de retirer, était restée sur l'un des tiroirs.

Cet incident n'éveilla d'abord aucune crainte dans sa pensée. Elle attribua la présence de la clé sur le meuble à un oubli causé par les préoccupations qui l'avaient agitée depuis trois jours, et particulièrement dans cette matinée, qui avait précédé le retour de Lazare à Montigny. Adeline était une jeune fille naïve; mais sa naïveté n'allait point jusqu'à l'ignorance qu'on prête aux Agnès. Elle n'en était plus à chercher quelle était la nature du sentiment qu'elle éprouvait depuis environ une année pour le jeune peintre qui était l'hôte de son père, et dont le nom, lorsqu'on le prononçait devant elle, lui causait un trouble qu'elle pensait bien tenir invisible, et que sa dissimulation même aurait pu rendre encore plus apparent, si on y eût pris garde.

Adeline aimait Lazare; elle le savait, elle le sentait, et, pour se convaincre de cette vérité, elle n'avait pas besoin d'en appeler aux souvenirs de quelques romans que la grand'mère de Cécile lui avait fait lire autrefois. Cet amour était bien né de son cœur et point de son imagination, comme naissent le plus souvent les premières passions de jeunes filles. Avant de voir Lazare, elle n'avait jamais caressé le vague idéal qui enchante les premiers rêves. Les livres qu'une vieille femme imprudente avait mis entre ses mains n'avaient éveillé aucune curiosité dans son esprit, aucun émoi dans son âme tranquille. Elle les avait lus parce que sa position dans l'hôtel de Bellerie ne lui permettait pas de refuser cette complaisance à la mère d'une personne qu'elle considérait comme sa bienfaitrice; mais elle échappait aux dangers de ses lectures parce que, dans les romans qui étaient du goût de la vieille dame, la passion était présentée sous une forme exaltée, pleine d'invraisemblance, et traitée dans un langage violent qui rendait ces récits incompréhensibles pour un esprit ingénu comme l'était le sien. *Paul et Virginie,* ou telle autre histoire du même genre où la simplicité du sentiment s'allie à la vérité de l'expression, est plus dangereuse pour une jeune imagination que tel roman écrit pour des gens corrompus. Au début de son amour, qui avait commencé par les enfantillages traditionnels, Adeline avait subi le charme sans même essayer de lutter contre lui. Quand Lazare venait pendant trois mois de l'année habiter la maison de son père, elle était heureuse de se trouver sous le même toit que lui, heureuse de le rencontrer plusieurs fois dans la journée, d'être assise auprès de lui pendant les repas. Quand le soir elle entendait retentir sur le pavé de la rue la pique ferrée annonçant le retour de l'artiste rentrant de l'étude, ses mains tremblaient bien un peu en mettant le couvert, elle sentait bien qu'elle rougissait s'il la poursuivait autour de la table pour l'embrasser, jouant avec elle comme un frère avec sa sœur; mais ce bonheur était si calme, si douce était l'impression que lui laissaient les familiarités du jeune peintre, qu'elle ne songeait pas à s'en effrayer. Quant au bonhomme Protat, il était à cent lieues de se douter que sa fille pensât à l'artiste autrement qu'il y songeait lui-même, c'est-à-dire comme à un hôte agréable dont la compagnie lui plaisait, dans la conversation duquel il trouvait souvent à s'instruire, et dont il avait pu apprécier le caractère loyal et le cœur excellent. S'il faut tout dire aussi, le sabotier aimait Lazare parce que c'était un hôte exact à lui payer sa pension, et que son séjour dans sa maison lui procurait un bénéfice. Il était donc loin de s'inquiéter de cette familiarité que les rapports de la vie en commun établissaient entre lui et sa fille, dans laquelle il voyait toujours ce qu'Adeline paraissait être restée, même aux yeux de Lazare, — une

enfant. Ce fut seulement vers la fin du second séjour que le peintre fit à Montigny que les sentimens de la jeune fille se précisèrent plus complétement; sa tranquillité était traversée par des rêveries qui la pénétraient de langueur; à de fugaces éclairs d'une gaieté folle succédait soudainement une inquiétante immobilité ou un brusque changement d'humeur : Adeline se montrait irritable, capricieuse... elle rudoyait Madelon, elle rudoyait Zéphyr; elle sevrait son père des câlineries qui faisaient la joie du bonhomme, et quand le peintre demandait à celui-ci : — Qu'a donc la petiote? le sabotier répliquait : — Bah! c'est la croissance.

Il ne savait point dire aussi vrai, quand il répondait cette banalité. C'était en effet la croissance de son amour qui modifiait l'humeur, toujours si égale, de cette jeune fille. Ces changemens s'étaient opérés en elle depuis un soir où, au milieu du dîner, Lazare avait annoncé à son hôte qu'il allait retourner à Paris dans huit jours. Un incident était venu troubler ce repas : comme Lazare achevait de parler, le bonhomme Protat s'aperçut qu'au lieu de remplir le verre qu'il lui tendait, sa fille répandait le vin sur la table.

— Eh bien! fillette, qu'est-ce que tu fais donc? avait dit le père en regardant Adeline, devenue toute pâle.

— Rien, dit-elle. — Et montrant le petit apprenti qui se trouvait assis en face, elle ajouta : — C'est Zéphyr qui vient de me marcher sur le pied. Ça m'a fait faire un mouvement.

Zéphyr avait eu beau protester, le bonhomme Protat, lui allongeant un coup de pied sous la table, l'envoya manger à la cuisine.

Cette nuit-là Adeline n'avait pas dormi, et elle avait pleuré.

La veille du jour où il devait quitter Montigny, comme il rentrait chez lui pour faire ses préparatifs, Lazare trouva Adeline dans sa chambre. Il fut surpris moins de cette rencontre que de l'embarras qui se peignit sur le visage de la jeune fille, et presque de l'effroi qu'elle avait laissé paraître à sa vue. Adeline avait motivé sa présence dans la chambre du jeune homme par quelque détail de ménage qu'elle lui avait expliqué en balbutiant; puis elle était sortie. Quand Lazare s'était trouvé seul, il avait voulu achever une lettre commencée le matin, et dans laquelle il annonçait son retour à Paris. Cette lettre, qui était restée sur sa table, il ne la retrouva plus. mais plusieurs dessins, qu'il avait également laissés sur cette même table, placée auprès de la fenêtre, et qu'il trouva dispersés dans la chambre, lui firent supposer que le grand vent qui soufflait avait emporté sa lettre dans le jardin, et du jardin dans la rivière. Il ne fit pas d'autres recherches, et écrivit une nouvelle lettre.

Pendant qu'il écrivait, Adeline, retirée dans sa chambre, enfermait à double tour, dans le petit meuble dont nous avons parlé, la

lettre que l'artiste croyait emportée par le vent. A cette lettre étaient joints un petit lorgnon d'écaille brisé et un bout de croquis à la plume qui avait une vague ressemblance avec Lazare, et qu'un des amis du jeune homme avait dessiné sur un coin de l'album que le *désigneux* portait toujours dans sa poche.

C'était avec ces souvenirs qu'Adeline avait nourri, pendant l'année qui avait suivi le départ de Lazare, l'amour que celui-ci n'avait pas senti battre dans l'embrassement de l'adieu.

On comprendra donc facilement le soin qu'elle prenait de fermer à double tour le tiroir à la garde duquel elle avait confié ce reliquaire amoureux, — où elle faisait quotidiennement ses dévotions, — non pas sans avoir eu la précaution de pousser le verrou à la porte de sa chambre et de tirer son rideau, pour éviter toute surprise.

C'est par tous ces degrés, dont l'analyse était nécessaire, que l'amour d'Adeline avait passé successivement. Sa joie, en apprenant le retour du peintre, de l'aveu même de son père, elle n'avait pu la contenir. Pendant les trois jours qui avaient précédé son arrivée, elle avait fait mettre les ouvriers à la chambre de Lazare, convertie, comme nous l'avons dit, en atelier, et elle avait activé leurs travaux, craignant qu'ils n'eussent pas achevé à temps. Dans toute cette agitation, le bonhomme Protat ne voyait que le désir innocent d'être agréable à l'hôte attendu, et, comme toujours, il y donnait les mains.

La vieille Madelon, plus expérimentée, et qui était femme après tout, avait flairé une fraîche odeur d'amourette dans tout le mouvement que se donnait la jeune fille, sans que celle-ci s'en fût même doutée. Pendant la course qu'elle avait faite à Moret pour aller aux provisions, la servante avait fait parler Adeline, qui ne demandait pas mieux que d'épancher en paroles le trop plein de sa joie, et, sauf les détails que nous avons révélés, elle avait dit son secret tout entier, qu'elle était encore à se croire seule à le connaître. La Madelon n'avait vu dans cet innocent amour qu'un fait très naturel et prévu peut-être par son bon sens dès la première année où Lazare était venu habiter la maison. Assez familière avec l'artiste, elle avait compris que le jeune homme ne prenait pas garde à sa jeune maîtresse; rassurée sur ce point, elle n'avait rien dit au bonhomme Protat, et elle avait continué à fermer les yeux sur l'inclination d'Adeline.

Cependant le mot qui lui était échappé dans sa querelle avec la fille du sabotier avait assez effrayé celle-ci. En supposant qu'Adeline en eût encore été à chercher le nom du sentiment qu'elle éprouvait pour Lazare, la peine lui en avait été épargnée par la vieille servante. *Votre amoureux*, avait-elle dit...

Assise auprès du petit meuble, Adeline se demandait ingénument

comment la Madelon avait pu découvrir ce secret, et elle avait beau repasser dans sa mémoire tous les incidens des jours précédens et de la matinée; dans sa conduite et dans ses paroles, elle ne se rappelait aucun fait, aucun propos qui eût pu la trahir. Tout à coup elle trembla de tous ses membres, en songeant que, dans cet instant même, son père avait une explication avec Madelon. Si, au lieu de lui porter des paroles de paix, comme elle l'en avait chargé, le bonhomme se laissait gagner par son penchant à la colère et faisait échouer cette réconciliation, sur laquelle elle comptait pour acheter le silence de la servante, celle-ci, avant d'aller répandre son secret par tout le village, commencerait par le jeter comme une menace à la tête de son père. A cette pensée, tout son sang se glaça. Elle sentit son cœur s'arrêter dans sa poitrine. Un nuage passa devant ses yeux. Elle allait s'évanouir, lorsque sa main brûlante tomba sur un objet qui lui causa une fraîcheur soudaine; elle venait de s'appuyer sur la clé restée au tiroir de son petit meuble.

Adeline s'aperçut alors d'une chose qu'elle n'avait pas remarquée jusque-là, c'est que cette clé était précisément restée sur celui des tiroirs qui contenait la lettre, le lorgnon et le portrait appartenant à Lazare.

— C'est singulier, murmura-t-elle avec un commencement d'inquiétude, je suis pourtant sûre de l'avoir fermé, et cette clé! continua-t-elle; mais je l'avais retirée, comme toujours. — Et son inquiétude redoublait. Tout à coup, comme ses yeux erraient vaguement autour d'elle dans sa chambre, elle vit se mouvoir les plis d'un rideau formant portière et destiné à cacher une communication condamnée ayant issue sur le petit cabinet habité par l'apprenti Zéphyr. Adeline se leva, souleva entièrement le rideau, et vit que la porte condamnée avait été ouverte. On ne l'avait pas même entièrement refermée. Un courant d'air avait agité le rideau qui signala cette quasi-effraction à la jeune fille, dont l'inquiétude s'était changée en soupçon. Cette découverte fit d'abord oublier à Adeline l'incident de la clé; mais les deux faits ne tardèrent point à se réunir. L'un semblait la conséquence de l'autre.

— On est entré chez moi par la chambre de Zéphyr, pensa Adeline, et tout à coup la lueur se fit dans son esprit. Elle courut au meuble, ouvrit le tiroir, y jeta un regard rapide.

Il était vide.

— Ah! s'écria-t-elle en poussant un cri, tout s'explique; c'est la Madelon qui a fait le coup.

L'indignation, la terreur, les larmes la suffoquèrent; elle voulut crier : sa bouche devint muette, ses yeux se fermèrent, elle tomba évanouie.

Pendant que ceci se passait dans la chambre d'Adeline, Lazare, qui avait terminé sa sieste, venait de se mettre à la fenêtre et fumait tranquillement en regardant le père Protat, qui semblait avoir, au bout du jardin, une explication très animée avec la Madelon.

— Décidément, pensa Lazare, il se passe quelque chose dans la maison : la fillette Adeline pleurniche, maman Madelon crie, le père Protat jure. Je suis très fâché de ça, le rôti sera brûlé, et mon ami Zéphyr aura des coups.

Depuis une demi-heure environ, le bonhomme Protat rusait avec la vieille servante pour savoir le secret des pleurs de sa fille. Sa colère une fois refroidie, la Madelon, qui était bonne femme au fond, reconnut qu'elle avait eu tort dans la discussion, et qu'elle avait obligé Adeline à lui signifier son renvoi. « J'ai été dure, pensait-elle en se promenant de long en large, très dure avec cette enfant. Dam! c'est vif, ça porte la tête aussi haut que le cœur. Où est le mal, quand on n'a rien à se reprocher? C'est vrai au moins, ce qu'elle m'a dit, qu'il y avait des occasions où les vieilles gens devaient respecter la jeunesse. Qu'est-ce que j'avais besoin d'aller lui parler de ces bêtises-là? O vieille langue, ajoutait la bonne femme, tu ne pourras donc jamais t'arrêter à temps? » Elle en était là de son monologue, quand elle fut abordée par le sabotier. Lorsqu'elle apprit par lui qu'il avait quitté Adeline dans les pleurs, la Madelon, qui savait être la cause de ce chagrin, recommença tout haut ses récriminations contre elle-même.

— Ah! vieille mauvaise, va; gredine... sans cœur que tu es, vois ce que tu as fait. Voilà *ma* fille qui pleure à présent!

— A quel diable en avez-vous? demanda le sabotier surpris.

— Eh! à moi donc, répliqua la vieille. Tenez, monsieur Protat, menez-moi vers l'*enfant*, que je lui fasse excuse. C'est vrai, ça, je ne sais pas ce que j'ai *à* ce matin, mais je l'ai taquinée tant et tant, que le bon Dieu lui-même aurait perdu patience. Menez-moi, que je lui dise mon tort. Nous autres vieux, ça nous offusque toujours de voir les jeunes gens plus adroits que nous de la parole et des mains. Moi aussi, j'ai été jeune et j'ai eu mon temps. Chacun son tour, c'est naturel.

— Qu'est-ce que vous me chantez là? fit Protat impatienté. C'est donc vous qui êtes dans vos torts?

— Oui, c'est moi, *qu'est-ce* qui dit le contraire, puisque j'en conviens?

— Eh bien! alors pourquoi ma fille m'envoie-t-elle vous demander pardon?

La Madelon n'était point sotte. Elle devina quelle crainte avait dû passer dans l'esprit d'Adeline, pour que la jeune fille, qu'elle savait

orgueilleuse, et ne ployant jamais quand elle avait le bon droit pour elle, eût consenti à faire faire une pareille démarche.

« Oh! pauvre enfant, murmura la vieille servante en se parlant à elle-même, je l'ai donc bien cruellement offensée, pour qu'elle me suppose capable de la trahir! »

— Allons trouver votre fille, dit-elle vivement au bonhomme.

— Ah ça, répliqua celui-ci, me direz-vous au moins ce que tout ça signifie?

— Oui, plus tard, répondit Madelon d'un ton qui semblait indiquer au sabotier qu'il y avait bien réellement quelque chose à lui expliquer.

Comme ils se dirigeaient vers la salle à manger, Lazare, qui était resté à sa fenêtre, poussa un grand cri.

La Madelon et son maître relevèrent en même temps la tête.

— A votre bachot... démarrez, vite, s'écria Lazare en faisant signe au sabotier... il y a quelqu'un qui se noie. Et l'artiste quitta brusquement sa fenêtre. Le bruit qu'il fit en descendant l'escalier et les cris qu'elle entendit monter du jardin tirèrent peu à peu Adeline de son engourdissement; elle put se traîner jusqu'à la fenêtre et l'entr'ouvrir à demi. Une bouffée d'air frais qui la frappa au visage lui rendit complétement l'usage de ses sens.

Voici ce qu'elle aperçut:

Dans le jardin, sur le bord de l'eau, la Madelon faisant des grands bras et poussant des cris d'effroi; au milieu de la rivière, son père dans son bachot ramant avec vigueur d'après les indications que semblait lui donner Lazare, placé à l'avant du bateau, à moitié déshabillé et une gaffe à la main.

— Encore un coup... là... s'écriait l'artiste, qui jeta la gaffe comme pour sonder; c'est là, s'écria-il, le croc a mordu; — et il se laissa tomber dans l'eau.

Adeline descendit dans le jardin.

— Ah! ma fille, s'écria la Madelon en l'apercevant, ne reste pas là, ça te ferait trop de mal à voir; on le ramènera mort, bien sûr.

— Qui donc, qui donc? dit la jeune fille.

— Eh! Zéphyr qui s'est laissé tomber dans l'eau! M. Lazare est allé le pêcher.

Adeline devint toute pâle; il fallut que la Madelon la soutînt pour l'empêcher de tomber.

— N'aie point peur, lui dit-elle tout bas... c'est pas pour lui qu'il y a du danger.

A cette parole, Adeline se rejeta rapidement loin de Madelon, à qui elle lança un regard de mépris.

— Sacrebleu! tonnait le père Protat, debout dans son bachot, dont

il avait rembarqué les rames, M. Lazare qui ne revient pas!... Et le sabotier se disposait à retirer ses habits. Comme il allait plonger, l'eau s'entr'ouvrit sous ses yeux, Lazare reparut. Il tirait par les cheveux un corps à demi enveloppé d'herbes aquatiques.

— Aidez-moi, aidez-moi! cria-t-il au sabotier, il va encore couler.

Aidé par les vigoureux efforts du sabotier, Lazare parvint à retirer entièrement le noyé hors de la rivière.

— Tonnerre! qu'il est lourd, exclama le père Protat, qui devint tout pâle, en reconnaissant la figure de son apprenti... yeux morts, bouche violette.

— Je crois bien, dit Lazare, il a une pierre à chaque pied. A terre! à terre!

En deux coups de rames, le bachot atterrissait.

Aidé du sabotier, Lazare déposa le corps du jeune garçon sur le rivage.

— Descendons vite! vite! Il vit encore! s'écria l'artiste, qui avait posé sa main sur le cœur de l'apprenti, et l'avait senti battre fortement.

Adeline voulait aider Madelon, mais elle se sentait clouée sur la place par la terreur et par la pitié.

— Tiens! fit Lazare, qui, en écartant les herbes, avait rencontré un petit sac de toile pendu à même la peau par une ficelle, qu'est-ce que ça? Voyez donc un peu, mademoiselle Adeline; et vous, père Protat, allez chercher du secours, un médecin...

Le sabotier disparut.

Adeline ouvrit le sac et en tira trois objets tout mouillés. En les reconnaissant, Adeline posa une main sur son cœur, voulut parler et s'évanouit une seconde fois.

Lazare, l'ayant vue tomber sur le banc, voulut connaître le motif de cet évanouissement : il prit le sac échappé des mains d'Adeline et en retira : — une lettre, — un lorgnon cassé — et un petit dessin, que l'humidité n'avait point encore assez effacé pour qu'il ne pût pas le reconnaître. Une seconde avait suffi pour éclairer l'artiste. Il comprit tout ce qui se passait, et devina qu'il était la cause du drame dont il était le témoin.

— Pauvre enfant! dit Lazare en regardant Zéphyr, qui ne donnait pas signe de vie. — Pauvre fille! ajouta-t-il en regardant Adeline toujours évanouie. Et, après avoir paru réfléchir un moment, il coula le sac dans la poche de la jeune fille. Au même instant, Protat arrivait ramenant des secours.

HENRY MURGER.

(*La troisième partie au prochain n°*).

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

II.

LES CULTURES.[1]

I.

Toute culture a pour but de produire la plus grande quantité possible d'alimentation humaine sur une surface donnée de terrain; mais pour arriver à ce but commun, on peut suivre des voies très différentes. En France, les cultivateurs se sont surtout préoccupés de la production des céréales, parce que les céréales servent immédiatement à la nourriture de l'homme. En Angleterre, au contraire, on a été amené, d'abord par la nature du climat, ensuite par la réflexion, à prendre un chemin détourné qui ne conduit aux céréales qu'après avoir passé par d'autres cultures, et il s'est trouvé que le chemin indirect était le meilleur.

Les céréales en général, et surtout le froment, sont sans doute un des plus beaux produits du travail agricole, mais elles ont un grand inconvénient qui n'a pas assez frappé le cultivateur français : elles épuisent le sol qui les porte. Ce défaut est peu sensible avec certaines terres privilégiées qui peuvent porter du froment presque sans interruption; il peut être d'un faible effet tant que les terres abondent pour une population peu nombreuse : on est libre alors de ne cultiver en blé que les terres de première qualité, ou de laisser reposer les autres pendant plusieurs années avant d'y ramener la charrue;

(1) Voyez la livraison du 15 janvier.

mais quand la population s'accroît, tout change. Si l'on ne s'occupe pas sérieusement des moyens de rétablir et même d'accroître la fécondité du sol à mesure que la production des céréales la réduit, il arrive un moment où les terres, trop souvent sollicitées à porter du blé, s'y refusent. Même avec les climats et les terrains les plus favorisés, l'ancien système romain, qui consistait à cultiver le blé une année et à laisser le sol en jachère l'année suivante, finit par devenir insuffisant; le blé ne donne plus que des récoltes sans valeur.

La terre s'épuise plus vite par la production des céréales dans le Nord que dans le Midi; de cette infériorité de leur sol, les Anglais ont su faire une qualité. Dans l'impossibilité où ils étaient de demander aussi souvent que d'autres du blé à leurs champs, ils ont dû rechercher de bonne heure les causes et les remèdes de cet épuisement. En même temps, leur territoire leur présentait une ressource qui s'offre moins naturellement aux cultivateurs méridionaux : c'est la production spontanée d'une herbe abondante pour la nourriture du bétail. Du rapprochement de ces deux faits est sorti tout leur système agricole. Le fumier étant le meilleur agent pour renouveler la fertilité du sol après une récolte céréale, ils en ont conclu qu'ils devaient s'attacher avant tout à nourrir beaucoup d'animaux. Outre que la viande est un aliment plus recherché des peuples du Nord que de ceux du Midi, ils cherchent dans cette nombreuse production animale le moyen d'accroître par la masse des fumiers la richesse du sol et d'augmenter ainsi leur produit en blé. Ce simple calcul a réussi, et, depuis qu'ils l'ont adopté, l'expérience les a conduits à l'appliquer tous les jours de plus en plus.

Dans l'origine, on se contentait des herbes naturelles pour nourrir le bétail; une moitié environ du sol restait en prairies ou pâturages, l'autre moitié se partageait entre les céréales et les jachères. Plus tard, on ne s'est pas contenté de cette proportion, on a imaginé les prairies artificielles et les racines, c'est-à-dire la culture de certaines plantes exclusivement destinées à la nourriture des animaux, et le domaine des jachères s'est réduit d'autant. Plus tard encore, la culture des céréales a elle-même diminué; elle ne s'étend plus, même en y comprenant l'avoine, que sur un cinquième du sol, et ce qui prouve l'excellence de ce système, c'est qu'à mesure que s'accroît la production animale, la production du blé s'augmente aussi : elle gagne en intensité ce qu'elle perd en étendue, et l'agriculture réalise à la fois un double bénéfice.

Le pas décisif dans cette voie a été fait il y a soixante ou quatre-vingts ans. Au moment où la France se jetait dans les agitations sanglantes de sa révolution politique, une révolution moins bruyante et plus salutaire s'accomplissait dans l'agriculture anglaise. Un autre homme de génie, Arthur Young, complétait ce que Bakewell avait

commencé. Pendant que l'un enseignait à tirer des animaux le meilleur parti possible, l'autre apprenait à en nourrir la plus grande quantité possible sur une étendue donnée de terrain. De grands propriétaires, que d'immenses fortunes ont récompensés de leurs efforts, favorisaient la diffusion de ces idées en les pratiquant eux-mêmes avec succès. C'est alors que le fameux assolement quadriennal, connu sous le nom d'assolement de Norfolk, du comté où il a pris naissance, a commencé à se propager. Cet assolement, qui règne aujourd'hui avec quelques variantes dans toute l'Angleterre, a transformé complétement les terres les plus ingrates de ce pays et créé de toutes pièces sa richesse rurale.

Je ne referai pas ici la théorie de l'assolement, qui a été faite cent fois. Tout le monde sait aujourd'hui que la plupart des plantes fourragères, puisant surtout dans l'atmosphère les élémens de leur végétation, ajoutent au sol plus qu'elles ne lui prennent, et contribuent doublement, soit par elles-mêmes, soit par leur transformation en fumier, à réparer le mal fait par les céréales et les cultures épuisantes en général; il est donc de principe de les faire au moins alterner avec ces cultures; c'est ce que fait l'assolement de Norfolk. De grands efforts ont été tentés aussi en France, dès le commencement du siècle, par des agronomes éminens, pour y répandre cette pratique salutaire, et des progrès réels ont été accomplis dans cette voie; mais les Anglais ont été beaucoup plus vite que nous, et par là s'est accru sans cesse entre leurs mains ce précieux capital de fertilité que tout bon cultivateur ne doit jamais perdre de vue.

Près de la moitié du sol cultivé a été maintenue en prairies permanentes; le reste forme ce qu'on appelle les terres arables et est divisé en quatre soles, d'après l'assolement de Norfolk : — 1re année : racines et notamment navets ou turneps; — 2e année : céréales de printemps (orge et avoine); — 3e année : prairies artificielles (notamment trèfle et *ray-grass*); — 4e année : blé.

Depuis, on a généralement ajouté une année à la rotation en laissant les prairies artificielles occuper la terre pendant deux ans, ce qui rend l'assolement quinquennal. Ainsi, sur une terre de 70 hectares par exemple, 30 seraient en prairies permanentes, 8 en pommes de terre et navets, 8 en orge et avoine, 8 en prairie artificielle de première année, 8 en prairie artificielle de seconde année, et 8 en blé. Dans les parties du pays les plus favorables à la végétation herbacée, la proportion des prairies est encore accrue, et celle du blé réduite; dans celles qui ne se prêtent pas autant à la végétation des racines et des prés, on substitue aux turneps les féveroles, et on étend les soles de céréales aux dépens des autres récoltes, mais dans l'ensemble ces exceptions se compensent à peu près, au moins pour la Grande-Bretagne. En Irlande, tout est différent : la culture des na-

vets n'a pas fait de progrès, le froment et l'orge sont peu répandus, les grandes cultures sont l'avoine et la pomme de terre.

En somme, déduction faite des 11 millions d'hectares incultes que renferment les îles britanniques, les 20 millions d'hectares cultivés se décomposent à peu près ainsi :

Prairies naturelles.	8,000,000	d'hectares.
Prairies artificielles.	3,000,000	
Pommes de terre, turneps, fèves. . .	2,000,000	
Orge.	1,000,000	
Avoine.	2,500,000	
Jachères.	500,000	
Froment.	1,800,000	
Jardins, houblon, lin, etc.	200,000	
Bois.	1,000,000	
Total.	20,000,000	

En France, nous avons aussi 11 millions d'hectares incultes sur 53; les 42 millions restans se décomposent ainsi :

Prés naturels.	4,000,000	d'hectares.
Prés artificiels.	3,000,000	
Racines.	2,000,000	
Avoine.	3,000,000	
Jachères.	5,000,000	
Froment.	6,000,000	
Seigle, orge, maïs, sarrasin.	6,000,000	
Cultures diverses.	3,000,000	
Vigne.	2,000,000	
Bois.	8,000,000	
Total.	42,000,000	

De la comparaison entre ces deux tableaux ressort toute la différence des deux agricultures.

Il semble au premier abord que la France ait l'avantage sur le royaume-uni pour la proportion des terres incultes aux terres cultivées; mais les terres délaissées par nos voisins sont incultivables, elles se trouvent presque toutes dans la Haute-Écosse, le nord de l'Irlande et le pays de Galles, tout ce qui ailleurs était susceptible d'être défriché l'a été, tandis que, chez nous, la plupart des terres en friche seraient susceptibles de culture. Nous avons du reste beaucoup plus de bois que nos voisins; en ajoutant nos terrains forestiers aux terres incultes, nous trouvons 19 millions d'hectares sur 53 soustraits en France à la culture proprement dite; c'est à peu près la même proportion. Grâce à leurs mines de charbon, qui leur fournissent en abondance un combustible excellent et à bon marché, grâce aussi à leur climat, qui leur rend l'abri des arbres moins utile qu'à nous, les Anglais ont pu se défaire des grands bois qui couvraient autrefois leur île, et racheter ainsi leur infériorité sous d'autres rapports.

Il ne reste plus aujourd'hui des anciennes forêts que quelques vestiges tous les jours menacés de destruction.

Le véritable domaine agricole se compose donc, d'une part de 19 millions d'hectares, et de l'autre de 34. Nous trouvons à première vue que, sur les 19 millions d'hectares anglais, 15 sont consacrés à la nourriture des animaux, et 4 tout au plus à la nourriture de l'homme; en France, le nombre des hectares consacrés aux cultures améliorantes est de 9 millions, tandis que les cultures épuisantes en couvrent le double; le domaine des jachères est encore énorme, et dans leur état actuel elles ne peuvent être que d'une faible ressource pour renouveler la fertilité de la terre. L'examen des détails ne fera que confirmer ce que fait pressentir ce premier aperçu.

D'abord s'offrent les prairies naturelles, représentées chez nous par 4 millions d'hectares et dans les îles britanniques par 8. Ici moins du huitième, là presque la moitié du sol cultivé; il est vrai que, dans les prés anglais, figurent ceux qui ne sont que pâturés, mais ces pâturages valent pour le produit nos prairies fauchées.

C'est à coup sûr une des plus frappantes originalités de la culture britannique, du moins jusqu'ici, que cette extension du pâturage. On fait peu de foin en Angleterre, la nourriture d'hiver des animaux est surtout demandée aux prairies artificielles, aux racines, et même aux céréales. Depuis quelque temps, des systèmes nouveaux dont je parlerai ailleurs tendent à substituer la stabulation, même en été, à l'antique tradition nationale; mais ces tentatives ne sont encore et n'étaient surtout il y a cinq ans que des exceptions. L'usage à peu près universel est au contraire de n'enfermer le bétail que le moins possible. Les trois quarts des prés anglais sont pâturés, et comme la moitié des prairies artificielles le sont aussi, surtout dans la seconde année, comme les turneps eux-mêmes sont en grande partie consommés sur place par les moutons, comme enfin les terres incultes ne peuvent être utilisées que par le parcours, les deux tiers du sol total sont livrés au bétail. C'est ce qui fait le charme particulier des campagnes britanniques. Hors de la Normandie et de quelques autres provinces où le même usage s'est conservé, notre territoire présente rarement le spectacle riant qu'offre partout l'Angleterre avec ses vertes pelouses peuplées d'animaux en liberté.

L'attrait de ce paysage s'accroît par l'effet pittoresque des haies vives, souvent plantées d'arbres, qui entourent chaque champ. L'existence de ces haies est aujourd'hui fort attaquée, mais jusqu'ici elles ont été considérées comme un accessoire obligé du système général de culture. Chaque pièce de terre étant pâturée à son tour, il est commode de pouvoir y parquer en quelque sorte les animaux et les y laisser sans gardien. Avec nos habitudes nationales, il nous paraît étrange de voir des bestiaux, surtout des moutons, complétement

livrés à eux-mêmes dans les pâturages et quelquefois assez loin des habitations. Il faut se rappeler que les Anglais ont détruit les loups dans leur île, qu'ils ont, par des lois terribles sur la police rurale, défendu la propriété contre les déprédations humaines, et qu'enfin ils ont eu soin de clore exactement tous leurs champs, pour comprendre cette sécurité générale. Ces belles haies apparaissent alors comme une défense utile aussi bien que comme une riche parure, et on s'étonne qu'il puisse être question de les supprimer.

La pratique du pâturage a, aux yeux du très grand nombre des cultivateurs anglais, plusieurs avantages; elle épargne la main-d'œuvre, ce qui n'est pas pour eux une petite considération; elle est favorable, ils le croient du moins, à la santé des herbivores; elle permet de tirer parti de terrains qui ne seraient autrement que d'un faible produit et qui s'améliorent à la longue par le séjour du bétail; elle fournit une nourriture toujours renaissante et dont la somme finit par être égale, sinon supérieure, à celle qui aurait été obtenue par la faux. En conséquence, ils attachent un grand prix à avoir dans chaque ferme une étendue suffisante de bonnes pâtures; même dans les prés qu'ils fauchent, ils intercalent souvent une année de pâturage entre deux années de fenaison. Aussi, quand nos pâturages sont en général négligés, les leurs sont, au contraire, soignés admirablement, et quiconque a un peu étudié ce genre de culture, le plus attrayant de tous, sait quelle immense distance peut exister entre un pâturage inculte et sauvage et un pâturage cultivé.

On peut affirmer hardiment que les 8 millions d'hectares de prés anglais donnent trois fois autant de nourriture pour les animaux que nos 4 millions d'hectares de prés et nos 5 millions d'hectares de jachères. La preuve en est dans le prix vénal de ces différentes espèces de terrains. Les prés anglais se vendent en moyenne, qu'ils soient fauchés ou non, environ 4,000 fr. l'hectare; on en trouve qui valent 10,000, 20,000 et jusqu'à 50,000 francs. Les bons herbages de la Normandie sont parmi nous les seuls qui puissent rivaliser avec quelques-uns de ces prix; nos prés valent en moyenne les trois quarts environ de ce que valent les prés anglais, et quant à nos jachères, elles en sont à une grande distance. Nulle part l'art d'améliorer les prés et pacages, de les assainir par des conduits d'écoulement, de les fertiliser par des irrigations, par des engrais habilement appropriés, par des défoncemens, des épierremens, des terrassemens, des amendemens de toute sorte, d'y multiplier les plantes nutritives et d'en exclure les mauvaises, qui s'y propagent si facilement, n'a été poussé plus loin; nulle part on ne regarde moins à la dépense de création et d'entretien quand on la considère comme utile. Ces soins intelligens, favorisés par le climat, ont produit de véritables merveilles.

Ensuite viennent les racines et les prairies artificielles. — Les ra-

cines universellement cultivées en Angleterre sont les pommes de terre et les turneps. Les betteraves, si usitées en France, le sont encore très peu de l'autre côté du détroit, et commencent à peine à s'y répandre. Les pommes de terre y étaient fort en honneur avant la maladie : on sait que, dans les habitudes nationales, elles servent plus qu'en France à la nourriture des hommes, et on en consacre en même temps d'immenses quantités à la nourriture du bétail; mais ce qui est encore plus que la pomme de terre un des élémens caractéristiques de l'agriculture anglaise, ce qui en forme en quelque sorte le pivot, c'est la culture de la rave, navet ou turneps. Cette culture, qui couvre à peine chez nous quelques milliers d'hectares et qui est peu connue hors de nos provinces montagneuses, est pour les Anglais le signe le plus sûr, l'agent le plus actif du progrès agricole; partout où elle s'introduit et se développe, la richesse la suit; c'est par elle que les anciennes landes ont été transformées en terres fertiles; le plus souvent la valeur d'une ferme se mesure à l'étendue du terrain qu'on y consacre. Il n'est pas rare de rencontrer, en traversant le pays, des centaines d'hectares en raves d'un seul morceau; partout, dans la saison, on voit briller leur belle verdure.

La sole de raves est le point de départ de l'assolement de Norfolk; de son succès dépend tout l'avenir de la rotation. Non-seulement elle doit assurer les récoltes suivantes par la quantité de bétail qu'elle permet de nourrir à l'étable et qui y laisse un abondant fumier, non-seulement elle produit beaucoup de viande, de lait et de laine par cette large alimentation qu'elle fournit à tous les animaux domestiques; mais encore elle sert à nettoyer la terre de toutes les plantes nuisibles par les nombreuses façons qu'elle exige et par la nature de sa végétation. Aussi n'est-il point de culture, même celle qui produit directement le froment, qui soit plus perfectionnée. Les cultivateurs anglais n'y épargnent aucune peine. C'est pour elle qu'ils réservent presque tous les fumiers, les sarclages les plus complets, les soins les plus assidus. Ils obtiennent en moyenne cinq à six cents quintaux métriques de navets par hectare, ou l'équivalent de cent à cent vingt quintaux métriques de foin, et ils arrivent quelquefois jusqu'au double. Les turneps exigent un sol léger et des étés humides, ce qui les rend si propres à réussir en Angleterre.

On comprend ce qu'une pareille ressource, qui n'a que peu d'analogues en France, doit ajouter au produit des prairies naturelles. Les féveroles remplissent le même office dans certains terrains, et dans tous, les prairies artificielles complètent le système.

Dans la statistique officielle de la France, l'étendue des prairies artificielles n'est portée qu'à 1,500,000 hectares; j'ai pensé que cette indication n'était plus exacte, attendu le progrès constant que fait parmi nous ce genre de culture, et je l'ai portée au double, c'est-à-dire

à 3 millions d'hectares, en réduisant d'une quantité équivalente l'étendue des jachères. Même après cette augmentation, nous sommes encore loin des Anglais; ils ont, sur les 15 millions d'hectares de l'Angleterre, l'Irlande et l'Écosse laissées de côté, la même surface en prairies artificielles que nous sur 53. Il est vrai que nos prairies artificielles valent bien les leurs; leur sol se prête peu à la luzerne; ils n'ont guère que du trèfle et du *ray-grass*, et le produit de ces deux plantes, quelque beau qu'il soit, ne dépasse pas le produit des espèces supérieures que nous possédons; c'est déjà beaucoup que de l'égaler. Depuis quelque temps, ils obtiennent, avec le *ray-grass* d'Italie, de magnifiques résultats.

La dernière culture consacrée à la nourriture des animaux est celle de l'avoine. La France ensemence tous les ans environ 3 millions d'hectares en avoine; les îles britanniques n'en ensemencent pas autant, et on y obtient une récolte bien supérieure. Le produit moyen de l'avoine en France, semence déduite, doit être de 18 hectolitres par hectare; il est du double dans le royaume-uni, ou de cinq quarters par acre (1), et il s'élève quelquefois jusqu'à dix. Les mêmes différences se retrouvent en France entre les pays où la culture de l'avoine est bien entendue, bien appropriée au sol, et ceux où elle ne l'est pas; c'est d'ailleurs, de toutes les céréales, celle qui prospère le plus naturellement sous les climats du Nord. La nation écossaise tout entière n'avait pas autrefois d'autre nourriture, d'où était venu à l'Écosse le surnom de terre des gâteaux d'avoine, *land of cakes*, comme on donnait à l'Irlande celui de terre des pommes de terre, *land of potatoes*.

Ainsi, sur une surface totale de 31 millions d'hectares, réduite à 20 par les terres incultes, les îles britanniques produisent beaucoup plus de nourriture pour les animaux que la France entière avec une étendue double. La masse des fumiers est donc proportionnellement trois ou quatre fois plus forte, indépendamment des produits animaux qui servent directement à la consommation, et cette masse d'engrais n'est pas encore considérée comme suffisante. Tout ce qui peut accroître la fertilité du sol, les os, le sang, les chiffons, les tourteaux, les résidus de fabrication, tous les débris animaux et végétaux, les minéraux qui sont considérés comme contenant quelques principes fécondans, le plâtre, la chaux, etc., sont recueillis avec soin et enfouis dans la terre. Les vaisseaux britanniques vont chercher en outre des supplémens d'engrais jusqu'au bout du monde. Le guano, cette matière si riche et si chère, arrive par nombreuses cargaisons des mers les plus lointaines. La chimie agricole fait d'incessans efforts pour découvrir soit de nouveaux engrais, soit ceux qui conviennent le mieux à chaque culture spéciale, et au lieu de mépriser ces re-

(1) L'acre anglais équivaut à 40 ares 46 centiares, et le quarter à 2 hectolitres 90 litres.

cherches, les cultivateurs les encouragent par leur concours actif. Tous les ans, dans les dépenses de chaque ferme, figure un chiffre assez rond pour l'achat de matières fécondantes; plus on peut en payer, plus on en a. La vente de ces engrais supplémentaires donne lieu à un commerce énorme.

Ce n'est pas tout. La terre ne demande pas seulement des engrais et des amendemens, elle a encore besoin d'être creusée, ameublie, nivelée, sarclée, assainie, travaillée dans tous les sens, pour que l'eau la traverse sans y séjourner, pour que les gaz atmosphériques la pénètrent, pour que les racines des plantes utiles s'y enfoncent et s'y ramifient aisément. Une foule de machines ont été imaginées pour lui donner ces diverses façons. On a pu se convaincre de l'immense importance de l'industrie des machines aratoires en Angleterre, et des débouchés qu'elle rencontre, par l'étendue qu'elle occupait à l'exposition universelle; on comptait près de trois cents exposans de cette catégorie, venus de tous les points du royaume-uni, et parmi eux il en est, comme les Garrett et les Ransome, dans le comté de Suffolk, qui emploient des milliers d'ouvriers, et font tous les ans pour des millions d'affaires. Ces machines économisent singulièrement la main-d'œuvre et suppléent à des millions de bras.

Deux céréales profitent de tous ces travaux et de toutes ces dépenses: l'une est l'orge, qui donne la boisson nationale, et l'autre la plante-reine, le froment.

L'orge occupe tous les ans un million d'hectares environ : c'est à peu près autant qu'en France, où cette plante n'a pas la même importance relative; mais, comme pour l'avoine, le produit moyen est environ le double de ce qu'il est chez nous; ce produit est de 15 hectolitres en France, il est de 30 en Angleterre, ou d'un peu plus de 4 quarters par acre. Une moitié environ de cette récolte sert à la fabrication de la bière; le droit perçu sur le *malt* ou orge germé constate tous les ans l'emploi de 14 à 15 millions d'hectolitres; l'autre moitié offre une ressource de plus pour la nourriture et l'engraissement du bétail. Les hommes consomment aussi un peu d'orge comme ils consomment un peu d'avoine, mais l'usage de ces grossières nourritures diminue de jour en jour.

Outre l'orge et l'avoine, les Anglais mangeaient autrefois beaucoup de seigle. Le seigle est en effet, avec les céréales de printemps, le grain qui s'accommode le mieux des courts étés du Nord. Tout le nord de l'Europe ne cultive et ne mange que du seigle. En Angleterre, il a presque complétement disparu; il ne sert guère plus qu'à produire du fourrage vert au printemps, et son prix, qui est ordinairement fort bas, n'est coté sur les marchés qu'à l'époque des semailles. L'importation en est nulle, comme la production. La plupart des terres qui ne portaient autrefois que du seigle portent aujourd'hui du fro-

ment; celles qui s'y sont absolument refusées ont été utilisées autrement. Les Anglais ont justement pensé que cette culture, qui donne autant de peine et consomme presque autant d'engrais que le froment pour des produits bien inférieurs, ne méritait pas l'intérêt qu'elle obtient dans le reste de l'Europe et même en France. C'est encore là une de ces idées justes en économie rurale qui suffisent pour transformer la physionomie agricole d'un pays. Il en est de l'abandon du seigle comme de l'abandon du travail par les bœufs, de l'extension du nombre des moutons, et de toutes les autres parties du système agricole anglais.

Le seigle est encore cultivé en France sur 3 millions d'hectares environ, en y comprenant la moitié des terres emblavées en méteil. C'est en général une production misérable qui ne donne pas plus en moyenne de cinq ou six pour un, et qui paie à peine les frais de culture. Il y aurait avantage à y renoncer, mais ce n'est pas toujours possible : il ne suffit pas d'abandonner le seigle, il faut encore être en état de produire autre chose avec succès, et tout le monde n'est pas en mesure de forcer la nature. Pour arriver à leur production actuelle en froment, les Anglais ont dû faire violence à leur sol et à leur climat. C'est l'emploi de la chaux comme amendement qui les y a surtout aidés, et le même moyen a produit les mêmes effets sur plusieurs points de la France. En même temps, il ne faut pas perdre de vue cet autre principe qu'ils ont également posé, que s'il n'est presque jamais avantageux de faire du seigle, il n'y a profit à faire du froment que dans de bonnes conditions. 10 hectares en bon état valent mieux pour la production du blé que 20 ou 30 mal réparés et mal travaillés.

Quand le quart presque de notre sol est en céréales pour la consommation humaine, moins du seizième du territoire britannique, soit 1,800,000 hectares sur 31, est en blé; mais aussi, quand sur nos 11 millions d'hectares, déduction faite de l'orge et de l'avoine, 5 portent des grains inférieurs, les 1,800,000 hectares anglais ne portent que du froment. On évalue à 70 millions d'hectolitres de froment, 30 de seigle, 7 de maïs et 8 de sarrasin, la production totale de la France en grains, déduction faite des semences; celle des îles britanniques est de 45 millions d'hectolitres de froment, sans mélange de seigle et d'autres grains.

Le produit moyen doit être chez nous de 12 hectolitres de froment ou de 10 hectolitres de seigle à l'hectare, semence déduite; en y ajoutant le maïs et le sarrasin, et en répartissant le tout sur le nombre d'hectares ensemencés, on trouve un résultat moyen pour chaque hectare d'un peu plus de 6 hectolitres de froment, un peu moins de 3 hectolitres de seigle et un peu plus de 1 hectolitre de maïs ou de sarrasin, soit en tout environ 11 hectolitres. En Angleterre, ce même produit

est de 25 hectolitres de froment ou d'un peu moins de 4 quarters par acre; c'est bien plus du double en quantité et trois fois autant en valeur vénale. Cette supériorité n'est certes pas due, comme on peut le supposer pour les prairies naturelles et artificielles, pour les racines, et jusqu'à un certain point pour l'avoine et l'orge, à la nature du sol et du climat, mais à la supériorité de la culture, qui se manifeste surtout par la réduction du sol emblavé à l'étendue qu'il est possible de bien mettre en état. Quant au maïs et au sarrasin, au lieu d'être des causes d'infériorité, ils devraient être des richesses, car ces deux grains sont doués par la nature d'une bien plus grande puissance de reproduction que les deux autres, et ce qu'on en retire chez nous sur quelques points montre ce qu'on pourrait en retirer ailleurs.

L'Écosse et l'Irlande sont comprises dans ces chiffres. Si l'on se borne à la seule Angleterre, on arrive à des résultats bien plus frappans. Ce petit pays, qui n'est pas plus grand qu'un quart de la France, produit à lui seul 38 millions d'hectolitres de froment, 16 d'orge et 34 d'avoine. Si la France produisait proportionnellement autant, elle récolterait, semence déduite, 150 millions d'hectolitres de froment, et 200 d'orge, d'avoine ou d'autres grains, c'est-à-dire le double au moins de sa production actuelle. C'est, comme on voit, la même proportion que pour les produits animaux; les uns sont la conséquence des autres, et nous devrions obtenir beaucoup plus d'après la nature de notre sol et de notre climat, plus favorables aux céréales que le sol et le climat anglais. Ainsi se vérifie par les faits cette loi agronomique — que, pour recueillir beaucoup de céréales, il vaut mieux réduire qu'étendre la surface emblavée, et qu'en consacrant la plus grande place aux cultures fourragères, on n'obtient pas seulement un plus grand produit en viande, lait et laine, mais encore un plus grand produit en blé. La France atteindra les mêmes effets quand elle aura couvert de racines et de fourrages ses immenses jachères, et réduit de plusieurs millions d'hectares sa sole de céréales.

Voilà toute la culture anglaise. Rien n'est plus simple. Beaucoup de prairies soit naturelles, soit artificielles, pour la plupart utilisées par le pâturage; deux racines, la pomme de terre et le turneps; deux céréales de printemps, l'orge et l'avoine, et une céréale d'hiver, le froment; toutes ces plantes enchaînées entre elles par un assolement alterne, c'est-à-dire par l'intercalation régulière des céréales dites récoltes blanches, *white crops,* avec les plantes fourragères dites récoltes vertes, *green crops,* et débutant par des racines ou plantes sarclées pour finir par le froment; — c'est tout. Les Anglais ont écarté toutes les autres cultures, comme la betterave à sucre, le tabac, les oléagineux, les fruits, les unes parce que leur climat s'y oppose, les autres parce qu'ils les ont trouvées trop épuisantes, et qu'ils n'ai-

ment pas en général à compliquer leurs moyens de production. Deux seules ont échappé à cette exclusion, le houblon en Angleterre, et en Irlande le lin. Là où ces deux plantes sont cultivées, elles le sont avec un grand succès. La récolte du lin atteint en Irlande une valeur de 1,000 fr. l'hectare; mais elle ne s'étend que sur 100,000 acres ou 40,000 hectares. Le houblon est un produit plus riche encore, mais qui ne s'obtient que sur 20,000 hectares environ.

Les jardins et vergers occupent relativement beaucoup moins de place qu'en France, et leurs produits sont loin de valoir les nôtres. Les Anglais mangent en général peu de légumes et de fruits, et ils ont raison, car les uns et les autres sont chez eux sans saveur. Tout se concentre, dans leur régime alimentaire comme dans leur production, sur un petit nombre d'articles obtenus avec une extrême abondance.

Comme pour les produits animaux, la France peut invoquer un certain nombre de cultures à peu près inconnues chez nos voisins, et dont les produits viennent s'ajouter chez nous à ceux des cultures similaires. Telle est d'abord la vigne, cette richesse spéciale de notre sol, qui ne couvre pas moins de 2 millions d'hectares et ne produit pas moins de 250 francs par hectare; tels sont encore le colza, le tabac, la betterave à sucre, la garance, le mûrier et l'olivier; tels sont enfin les jardins et vergers, qui ne comprennent pas moins d'un million d'hectares, et d'où sortent en abondance des fruits, des légumes et des fleurs. Tous ces produits réunis ont une valeur annuelle d'un milliard au moins.

Ce sont là des trésors incontestables qui rachètent en partie notre infériorité, et qui pourraient la racheter plus encore, car leur avenir est indéfini. La diversité de nos climats et, mieux encore, notre génie national, qui tend naturellement à la qualité dans la variété, comme le génie anglais à la quantité dans l'uniformité, nous promettent des progrès immenses dans ces cultures, qui tiennent de l'art. Nous sommes loin d'avoir dit notre dernier mot à ce sujet, et nos ouvriers ruraux, comme nos ouvriers d'industrie, peuvent compenser de plus en plus par la perfection et l'originalité ce qui nous manque pour la masse des produits. L'art de l'horticulture, qui crée de si grandes valeurs sur une petite étendue de terrain, doit, en se répandant, accroître beaucoup nos richesses; il en est de même des procédés perfectionnés pour la fabrication des vins et eaux-de-vie, pour la production du sucre, de la soie, de l'huile, etc.

Cependant il est impossible de se dissimuler que, dans l'état actuel des choses, avec leurs deux ou trois cultures appliquées en grand, les Anglais obtiennent, par la généralité et la simplicité des moyens, des résultats d'ensemble bien supérieurs, résultats que nous obtenons nous-mêmes dans les parties de la France qui suivent les mêmes

méthodes. Ceux de nos départemens qui ressemblent le plus à l'Angleterre pour la nature et la proportion des cultures sont encore ceux où l'on arrive en somme aux meilleurs résultats, et s'ils restent sur quelques points au-dessous de la moyenne anglaise, c'est que la proportion des cultures épuisantes y est encore trop forte, malgré les progrès faits depuis cinquante ans par les cultures améliorantes.

II.

Essayons maintenant d'évaluer la production totale des deux agricultures. Cette évaluation est fort difficile, surtout quand il s'agit d'une comparaison.

Les statistiques les mieux faites et les plus officielles contiennent des doubles emplois. Ainsi, dans la statistique de la France, le produit des animaux figure trois fois : d'abord comme revenu des prés et pâturages, ensuite comme revenu des animaux vivans, enfin comme revenu des animaux abattus. Ces trois n'en forment qu'un : c'est le revenu des animaux abattus qu'il faut prendre, en y ajoutant le produit du laitage pour les vaches, celui de la laine pour les moutons, et le prix des chevaux vendus en dehors de la ferme pour des usages non agricoles. Tout le reste n'est qu'une série de moyens de production qui s'enchaînent pour arriver au produit réel, c'est-à-dire à ce qui sert à la consommation humaine, soit dans la ferme elle-même, soit en dehors. Ainsi encore il n'est pas rationnel de porter en compte la quantité qui sert à renouveler les semences; les semences ne sont pas un produit, c'est un capital; la terre ne les rend qu'après les avoir reçues. Ainsi enfin il est impossible de compter, comme le font quelques statistiques, la valeur des pailles et fumiers; les fumiers sont bien évidemment, sauf une exception importante dont je parlerai plus bas, un moyen de production, et, quant aux pailles, elles ne constituent un produit qu'autant qu'elles servent hors de la ferme, par exemple à nourrir les chevaux employés à d'autres usages.

Tout ce qui se consomme dans la ferme pour obtenir la production, comme la nourriture des animaux de travail et même des animaux en général, les litières, les fumiers, les semences, doit figurer dans les moyens de production et non dans les produits. Il n'y a de véritables produits que ce qui peut être vendu ou donné en salaires. Sous ce rapport, les statistiques anglaises sont beaucoup mieux faites que les nôtres; les notions économiques étant plus répandues en Angleterre que chez nous, on y sépare nettement ce qui doit être séparé, et les produits réels, les denrées exportables, sont comptés à part des moyens de production. Nous devons d'autant mieux faire de même que, les moyens de production étant beaucoup plus multipliés chez nos voisins que chez nous, la comparaison serait encore

plus à notre désavantage, si nous les comprenions dans le calcul.

Cette première difficulté levée, nous en trouvons d'autres. — Les propriétaires français se sont plaints d'erreurs et d'omissions dans la statistique officielle; ces imperfections sont réelles, quoiqu'elles n'aient pas une aussi grande importance qu'on pourrait le croire; je les ai indiquées déjà, et j'ai essayé de les réparer. Ce n'est pas là l'embarras le plus grave; la véritable pierre d'achoppement, c'est la différence des prix. Rien n'est variable comme les prix, soit d'une année à l'autre dans le même lieu, soit d'un point à l'autre du même territoire, à plus forte raison quand il s'agit de mettre en regard des contrées aussi dissemblables. Même en France, les anomalies sont nombreuses; les prix ruraux ne sont pas ceux des marchés, les prix de la Provence ne sont pas ceux de la Normandie, les prix de 1850 ne sont pas ceux de 1847; il en est absolument de même de l'autre côté du détroit, et quand, pour sortir de là, on a recours à des moyennes, on trouve que la moyenne générale du royaume-uni n'est pas la même que la moyenne générale de la France.

Malgré ces causes d'hésitation, il n'est pas absolument impossible de se faire une idée, au moins approximative, de la masse de valeurs créées annuellement dans les deux pays par l'agriculture. En déduisant les produits qui ne sont que des moyens de production, en réparant autant que possible les omissions de la statistique officielle, et en ramenant les prix à la moyenne des années antérieures à 1848, on trouve que la valeur annuelle de la production agricole française devait être, il y a cinq ans, d'environ 5 milliards, divisés à peu près comme il suit :

PRODUITS ANIMAUX.	
Viande de bœuf, de porc et de mouton.	800 millions.
Laines, peaux, suifs, abats.	300
Lait, beurre, fromage.	100
Volailles et œufs.	200
Chevaux, ânes et mulets de trois ans.	100
Soie, miel, cire et autres produits.	100
Total.	1,600 millions.

PRODUITS VÉGÉTAUX.	
Céréales pour la consommation humaine.	1,500 millions.
Pommes de terre, *ibid.*	100
Vin et eau-de-vie.	500
Bière et cidre.	100
Foin, paille et avoine pour les chevaux non agricoles.	300
Lin et chanvre.	150
Sucre, garance, tabac, huiles, fruits, légumes.	500
Bois.	250
Total.	3,400 millions.

Soit en moyenne, pour les 50 millions d'hectares de notre sol, déduction faite de 3 millions d'hectares occupés par les chemins, les

rivières, les villes, etc., un produit brut de 100 francs par hectare, terrains incultes et terrains cultivés tout compris. Le minimum est dans les terres incultes et dans les terrains forestiers, qui rapportent, les uns dans les autres, de 15 à 20 francs; le maximum est obtenu dans les jardins, les vignobles estimés, les terres qui portent le lin, le houblon, le mûrier, le tabac ou la garance, et dont le produit brut s'élève jusqu'à 1,000, 2,000, 3,000 francs et au-delà; en retranchant à la fois ces deux extrêmes, on retrouve pour la grande majorité des terres cultivées, soit 32 millions d'hectares environ, la moyenne générale de 100 francs par hectare.

En partageant la France en deux moitiés égales, l'une au nord, l'autre au midi, on arrive pour la moitié septentrionale à un produit brut moyen de 120 francs l'hectare, et pour la partie méridionale de 80.

Cette disproportion est d'autant plus regrettable, que la région méridionale pourrait être la plus riche; sur quelques points, comme aux environs d'Orange et d'Avignon, dans les vignobles de Cognac et du Bordelais, dans les cantons qui produisent l'huile ou la soie, etc., on arrive à des rendemens magnifiques; mais les landes et les montagnes, qui couvrent un quart du sol, n'ont presque pas été mises en valeur, et, dans la plus grande partie du reste, la culture languit, sans capitaux et sans lumières. Le nord l'emporte par la même raison qui met l'Angleterre au-dessus de nous, parce que la bonne culture y est plus générale.

Enfin, si l'on compare entre eux les divers départemens pris dans leur ensemble, les départemens les plus productifs paraissent toujours être ceux du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme, de l'Oise, de la Seine-Inférieure, où la moyenne du produit brut est de 200 fr. par hectare. Le département du Nord produit au moins 300 francs, mais il est le seul à ce taux. Ceux au contraire qui produisent le moins sont ceux des Landes, de la Lozère, des Hautes et Basses-Alpes, et surtout de la Corse. Le produit brut moyen de ces départemens doit être de 30 fr.; en Corse, il est tout au plus de 10. Le reste de la France s'échelonne entre ces deux points extrêmes.

On arrivait aussi à un total brut de 5 milliards de francs pour la production agricole du royaume-uni avant 1848. Ce total se divisait à peu près ainsi : 3,250 millions pour l'Angleterre proprement dite, 1 milliard pour l'Irlande, 250 millions pour le pays de Galles, et 500 pour l'Écosse. Réparti par hectare de la superficie totale, ce revenu donnait le résultat suivant :

Angleterre.	250 francs.
Irlande, Basse-Écosse et Galles. .	125
Haute-Écosse.	12
Moyenne générale.	165

Ce résultat, si énorme en comparaison, puisqu'il se maintient pour l'ensemble, malgré l'extrême stérilité d'une portion de l'Irlande et de toute la Haute-Écosse, à plus d'un tiers en sus du produit moyen de la France, était obtenu avec un petit nombre de produits. Voici comment il se divisait :

PRODUITS ANIMAUX.

Viande de bœuf, de mouton et de porc	1,700 millions.
Laines, peaux, suifs, abats	300
Lait, beurre, fromage	400
Chevaux de trois ans	100
Volailles	25
Total	2,525 millions.

PRODUITS VÉGÉTAUX.

Froment	1,100 millions.
Pommes de terre pour la consommation humaine	300
Orge, avoine, *ibid.*	400
Foin, paille, avoine pour les chevaux non agricoles	400
Lin, chanvre, légumes, fruits	200
Bois	75
Total	2,475 millions.

La comparaison de ces deux totaux fait ressortir les résultats suivans : France, 1,600 millions de produits animaux et 3,400 millions de produits végétaux; royaume-uni, 2 milliards et demi de produits animaux et 2 milliards et demi de produits végétaux. Le bois figure d'une part pour 250 millions, et de l'autre pour 75 seulement.

Je dois me hâter de dire que la disproportion n'était pas en réalité aussi grande qu'elle le paraît d'après ces chiffres. Le calcul qui précède repose sur les prix courans anglais avant 1848; or ces prix étaient en moyenne de 20 pour 100 au-dessus des prix français. Quand le blé était chez nous à 20 francs l'hectolitre, il était chez eux à 25; quand la viande se payait chez nous 1 franc le kilo, elle se vendait chez eux un shilling, et ainsi de suite. Pour établir une comparaison exacte, il faut ramener les prix anglais aux prix des denrées similaires en France, c'est-à-dire réduire les 5 milliards de 20 pour 100. Nous nous trouvons alors en présence d'un total de 4 milliards, qui paraît représenter bien réellement la valeur de la production anglaise comparée à la nôtre. Réparti par hectare, ce total donnait le résultat suivant :

Angleterre	200 francs.
Irlande, Basse-Écosse et Galles	100
Haute-Écosse	10
Moyenne générale	135

Voilà, je crois, la vérité, autant du moins qu'on peut l'obtenir au moyen d'évaluations aussi générales. On voit que la moyenne de production la plus élevée, celle de l'Angleterre proprement dite, était

atteinte et même dépassée dans quelques-uns de nos départemens. Les différences qui existent sur notre propre sol doivent donc nous aider à comprendre la distance générale entre les deux pays. Ce produit de 200 francs par hectare, qui était obtenu dans le royaume-uni sur une moitié du territoire, ne l'est chez nous que sur un dixième environ; quatre autres dixièmes se tiennent au niveau de l'Irlande et de la Basse-Écosse; c'est la dernière moitié qui abaisse surtout la moyenne, bien que l'équivalent de la Haute-Écosse ne s'y trouve pas.

Cette supériorité de produits se démontre d'ailleurs par deux faits qui servent à contrôler les chiffres donnés par la statistique : le premier est l'état de la population, le second le prix vénal des terres.

Lors du dénombrement de 1841, la population totale du royaume-uni était de 27 millions d'âmes, et celle de la France de 34. Ainsi, quand le royaume-uni nourrissait presque une tête humaine par hectare, la France en nourrissait une seulement par hectare et demi : en supposant la consommation égale des deux parts, ce qui doit être exact dans l'ensemble, car si la population anglaise consomme en général plus que la population française, la population irlandaise consomme moins, nous retrouvons à peu près le même résultat que par l'examen comparatif des deux agricultures; la balance penche même un peu du côté du royaume-uni : c'est l'importation des denrées alimentaires qui rétablit l'équilibre.

Si nous divisons les deux populations par régions, la comparaison nous donnera encore les mêmes résultats.

L'Angleterre proprement dite, même en y comprenant le pays de Galles, nourrissait en 1841 quatre têtes humaines sur 3 hectares, ce qui se retrouve en France dans les départemens où la production est aussi forte; l'Écosse prise dans son ensemble n'avait qu'une tête sur 3 hectares, et notre région du centre et de l'est une sur 2; l'Irlande comptait une tête par hectare, et notre région du sud-ouest une sur 2, ce qui indiquerait pour l'Irlande une production double; mais la malheureuse population irlandaise étant beaucoup moins bien nourrie que la nôtre, le rapport se rétablit.

Quant à la valeur moyenne des terres, qui se proportionne en général à la quantité des produits obtenus, elle était, pour les terrains de l'Angleterre proprement dite, de 1,000 francs l'acre ou 2,500 francs l'hectare, et pour le reste du royaume-uni, non compris la Haute-Écosse, de la moitié environ de ce chiffre, ou 1,250 francs. La Haute-Écosse avec ses terres incultes valait tout au plus 125 francs l'hectare. En retranchant 20 pour 100 de ces prix, on arrive à une moyenne de 2,000 francs pour l'Angleterre, de 100 francs pour la Haute-Écosse, et de 1,000 francs pour le reste du pays, soit en moyenne générale 1,350 francs.

En France, les terrains cultivés de la moitié septentrionale doivent valoir en moyenne 1,500 francs l'hectare, et ceux de la moitié méridionale 1,000 francs. En évaluant les 8 millions d'hectares de terres incultes à 125 francs, et les 8 millions de terrains forestiers à 600 fr. l'hectare, on trouve pour moyenne générale 1,000 francs.

Ainsi l'examen comparatif des produits agricoles, le chiffre de la population, la valeur vénale des terres, tout se réunit pour prouver, même avec les estimations les plus réduites, que le produit de l'agriculture britannique pris dans son ensemble était, il y a cinq ans, au produit de l'agriculture française, à surface égale, comme 135 est à 100, et qu'en comparant la seule Angleterre à la France entière, la première produisait au moins le double de la seconde. Cette démonstration me paraît avoir acquis le caractère de l'évidence.

L'Irlande elle-même participait à cette grande production; ses souffrances lui viennent d'autres causes. On évaluait, avant 1848, à près de 600 millions sa production en avoine et en pommes de terre seulement, dont la plus grande partie servait à la nourriture des habitans, et ses exportations pour l'Angleterre en blé et en viande étaient considérables. J'ai donc eu raison de dire en commençant que l'Irlande, à surface égale, produisait plus que notre midi, bien que les deux tiers de son sol seulement soient cultivables.

A ces produits, il faut, pour être complétement exact, en ajouter un autre qu'il est fort difficile d'apprécier, mais qui n'en est pas moins des plus importans : c'est la fertilité qui s'accumule dans le sol par les fumiers, les amendemens, les travaux de toute sorte, quand les récoltes annuelles n'en épuisent pas les effets. C'est pour en tenir compte que la plupart des statisticiens ont été entraînés à mentionner les fourrages, pailles et fumiers, dans les produits; mais il y a dans cette façon de calculer une exagération évidente, puisque les récoltes absorbent annuellement la plus grande partie de la puissance acquise par ces moyens. Ce qui en reste est le seul produit vrai, mais comment le mesurer? Un seul élément peut nous l'indiquer avec quelque sûreté : c'est l'augmentation de la valeur du sol; cette augmentation de valeur peut elle-même être amenée par d'autres causes, mais la plus constante et la plus active est l'accroissement de fertilité qui résulte de la bonne culture. On peut l'évaluer en moyenne, chez nos voisins, à 1 pour 100 de la valeur par an, soit 10 à 15 francs par hectare pour l'ensemble des trois royaumes, et 20 francs pour l'Angleterre proprement dite. En France, il doit être en moyenne de 1/2 pour 100, soit 5 francs par hectare; dans nos départemens les mieux cultivés, il doit atteindre la moyenne anglaise, mais dans d'autres il est presque nul.

Bien que cette évaluation ne soit et ne puisse être qu'hypothé-

tique, elle peut suffire pour expliquer la supériorité de produit des terres en Angleterre, malgré l'infériorité naturelle du sol et du climat; la fertilité acquise y supplée. Elle a déjà constitué un capital foncier proportionnellement très supérieur et qui grossit toujours.

Trois sortes de capitaux concourent au développement de la richesse agricole : 1° le capital foncier, qui se forme à la longue par les frais de tout genre faits pour mettre la terre en bon état; 2° le capital d'exploitation, qui se compose des animaux, des machines, des semences, et qui s'accroît en même temps; 3° le capital intellectuel, ou l'habileté agricole, qui se perfectionne par l'expérience et la réflexion. Ces trois capitaux sont beaucoup plus répandus en Angleterre qu'en France. Pourquoi? Nous nous le demanderons bientôt, et nous nous étonnerons alors que la supériorité des Anglais ne soit pas encore plus marquée. Nous avons racheté par la fécondité naturelle de notre sol, par le travail persévérant de notre population et par l'esprit d'invention individuelle qui la distingue, une partie de ce qui nous a manqué. « Mon Dieu, disait Arthur Young dans son langage original, en traversant en 1790 nos pauvres campagnes, donne-moi patience pour voir un pays si beau, si favorisé du ciel, traité si mal par les hommes. » Il ne dirait pas tout à fait la même chose aujourd'hui, ou du moins il ne pourrait le dire que des portions les plus arriérées de notre territoire. On pourrait lui montrer des provinces entières presque aussi bien cultivées que sa chère Angleterre, et partout les élémens du progrès prêts à éclater. Malheureusement le plus grand nombre végète encore; mais ce sont les circonstances favorables qui ont fait défaut.

III.

Pour donner le dernier trait à ce tableau, il reste à nous demander comment se partageait, avant 1848, le produit brut que nous venons d'indiquer, c'est-à-dire quelle était, sur ces 5 milliards de valeur nominale, déduction faite de l'impôt et des frais accessoires, la part qui revenait aux propriétaires du sol, ou *la rente*, — celle qui payait les peines et rétribuait le capital des fermiers, ou *le profit*, — et celle qui servait à rémunérer le travail manuel proprement dit, ou *le salaire*. Quand nous aurons fait le même travail pour la France, notre comparaison entre les deux agricultures sera complète.

Avant tout, la part qui se prélève pour les dépenses générales de la société, ou l'impôt. — Beaucoup d'erreurs ont été répandues et sont encore accréditées en France sur le système d'impôts qui règne en Angleterre. On croit assez généralement, sur une fausse apparence,

que la terre anglaise est à peu près affranchie d'impôts, et que les taxes indirectes y forment tous les revenus publics. C'est une grande méprise. Nulle part, au contraire, la terre ne supporte un aussi lourd fardeau qu'en Angleterre. Seulement, ce n'est pas l'état qui perçoit ce que la terre paie directement, ou du moins il n'en revenait presque rien à l'état avant l'établissement de l'*income tax*. L'impôt direct à son profit n'était représenté que par une taxe insignifiante que les propriétaires ont rachetée en grande partie, le *land tax;* mais si les taxes indirectes forment presque tout le revenu de l'état, les impôts directs n'en existent pas moins sous la forme de taxes locales.

Ces impôts sont au nombre de trois, la taxe des pauvres, les taxes de paroisse et de comté, qui équivalent à nos revenus des communes et des départemens, et la dîme de l'église. La taxe des pauvres s'élevait encore, il y a cinq ans, malgré tous les efforts qui avaient été faits pour la réduire, à 6 millions sterling ou 150 millions de francs pour la seule Angleterre. Les taxes de paroisse et de comté, pour les chemins, les ponts, la police, les prisons, etc., dépassent encore, pour l'Angleterre seule, 4 millions sterling ou 100 millions de francs, en tout 250 millions. La propriété rurale paie à elle seule plus des deux tiers de cette somme. En y joignant la partie non rachetée du *land tax*, qui s'élève pour l'Angleterre à 25 millions de francs, et enfin la troisième charge de la propriété rurale anglaise, la dîme, autrefois variable et arbitraire dans sa perception, et qui, depuis sa commutation en une rente à peu près fixe, atteint au moins 175 millions, on trouve un total de 375 millions, soit, pour les 15 millions d'hectares de l'Angleterre et du pays de Galles, une moyenne de 25 francs par hectare, ou 8 shillings par acre.

Cette moyenne elle-même ne donne qu'une idée inexacte du fardeau qui pèse sur certains points du sol anglais. Une partie de la dîme ayant été rachetée aussi bien qu'une partie du *land tax*, la taxe des pauvres étant aussi très inégalement répartie, puisqu'elle n'est point centralisée et qu'elle suit les variations du paupérisme d'après les localités, il s'ensuit que certaines régions sont fort au-dessous de la moyenne, et certaines autres fort au-dessus. Il n'est pas rare de trouver en Angleterre des terres qui paient jusqu'à 50 fr. l'hectare de taxes de toute sorte.

L'Irlande et l'Écosse sont moins surchargées, l'Écosse surtout; la plupart des taxes anglaises y sont inconnues. L'Écosse paie environ 12 millions de francs, et l'Irlande 38. Voilà 425 millions pour le royaume-uni payés par la terre proprement dite.

L'impôt foncier sur le sol, déduction faite des propriétés bâties, s'élève en France, en principal et centimes additionnels, et en y comprenant la prestation en nature pour les chemins, à 250 millions

en tout, ou 5 francs par hectare; cet impôt est donc le cinquième environ, en valeur nominale, de ce qu'il est en Angleterre.

A ces chiffres, il faut ajouter l'*income tax*, qui a quelque analogie avec notre contribution personnelle et mobilière, et qui emporte encore environ 3 pour 100 du revenu net des propriétaires et 1 1/2 pour 100 de celui des fermiers. Les impôts sur les propriétés bâties, dont les propriétaires ruraux supportent leur part, sont dans la même proportion que ceux qui portent sur la terre proprement dite. Enfin les taxes indirectes, outre qu'elles réduisent en fait le revenu des propriétaires en élevant le prix de toutes les denrées, pèsent lourdement sur quelques-uns des produits agricoles, notamment sur l'orge, qui sert à la fabrication de la bière et qui ne paie pas moins de 125 millions de francs; il a été récemment question de réduire cet impôt, mais rien n'est encore décidé. Notre impôt des boissons produit, comme on sait, 100 millions.

La propriété rurale anglaise est, il est vrai, affranchie en partie d'une charge qui atteint largement la terre en France, l'impôt sur les successions, les mutations et les hypothèques; mais cette franchise, qui n'est réelle que pour les terres de franc-aleu ou *freeholds*, et qui manque aux terres soumises aux droits seigneuriaux ou *copyholds*, perd beaucoup de son importance, quand on songe aux frais de tout genre qu'entraîne l'incertitude de la propriété anglaise par l'absence d'un bon système d'enregistrement.

Voilà donc un premier résultat de cette grande production anglaise, l'élévation possible de l'impôt. Je ne m'arrêterai pas à montrer la richesse qui en résulte pour le pays en général et pour l'agriculture elle-même, qui profite la première des dépenses faites avec son argent. Il est bien évident que, si la propriété rurale française pouvait payer beaucoup plus d'impôt, la face de nos campagnes changerait bien vite : elles se couvriraient de chemins ruraux, de ponts, d'aqueducs, de travaux d'art, qui leur manquent aujourd'hui faute de fonds, et qui abondent chez nos voisins.

Après l'impôt viennent les frais accessoires de la culture : tels sont les achats d'engrais artificiels, l'entretien des machines aratoires, les renouvellemens de semences et d'animaux reproducteurs, etc.; c'est tout au plus si le cultivateur français peut consacrer en moyenne 4 ou 5 francs par hectare à ces dépenses si productives, tandis qu'on ne pouvait pas les évaluer, même avant 1848, à moins de 25 francs par hectare en moyenne pour tout le royaume-uni, et à moins de 50 francs pour l'Angleterre proprement dite. C'est, comme on voit, de huit à dix fois plus qu'en France, même avec la réduction de 20 pour 100. Tel est le second effet de cette production supérieure : plus on produit, plus on peut consacrer de ressources à l'accrois-

sement de la production, et la richesse se multiplie par elle-même.

Malgré cette part faite à l'impôt et aux frais accessoires, quand ce qui reste du produit brut se divisait entre ceux qui avaient concouru à le former par leur capital, leur intelligence et leurs bras, la part qui revenait à chacun d'eux était plus grande en Angleterre qu'en France.

D'abord la rente du propriétaire ou le revenu du capital foncier. — L'idée de la rente n'est pas aussi généralement dégagée en France qu'en Angleterre, elle se confond avec le profit de l'exploitant et le revenu du capital d'exploitation, quand le propriétaire dirige lui-même la culture, et même avec le salaire proprement dit, quand il cultive son bien de ses propres mains. On peut cependant évaluer à 30 francs par hectare la rente moyenne des terres en France, c'est-à-dire le revenu net du capital foncier, déduction faite de tout revenu du capital d'exploitation, de tout salaire et de tout profit, soit en tout 1,500 millions pour nos 50 millions d'hectares cultivés ou non. On sait plus exactement, par suite de l'organisation de la culture anglaise, qui sépare presque toujours la propriété de l'exploitation, quelle était avant 1848 la rente des propriétés rurales dans les diverses parties du royaume-uni.

Le *minimum* de la rente se trouve à l'extrémité nord de l'Écosse, dans le comté de Sutherland et dans les îles voisines, où elle descend jusqu'à 1 franc 25 centimes par hectare de valeur nominale, soit 1 franc de valeur comparative. L'ensemble des *highlands*, qui comprend, avons-nous dit, bien près de 4 millions d'hectares, ne rapporte en moyenne que 3 francs par hectare à ses propriétaires. Le *maximum* est obtenu dans quelques prairies des environs de Londres et d'Édimbourg, qui se louent jusqu'à 2,000 francs l'hectare; les rentes de 500 francs, 300 francs, 200 francs, ne sont pas rares dans les Lothians et dans les parties de l'Angleterre qui avoisinent les grandes villes. Toute la partie centrale de l'île, qui comprend, outre le comté de Leicester, le plus central de tous, ceux qui l'environnent, rapporte en moyenne 100 francs par hectare; c'est sans comparaison la région la plus riche des trois royaumes. A mesure qu'on s'éloigne de ce cœur du pays, la rente descend; au sud, elle tombe en moyenne, dans les comtés de Sussex, de Surrey et de Hants, à 50 francs l'hectare; au nord, dans ceux de Cumberland et de Westmoreland, à 30 francs, et à l'ouest, dans les plus mauvaises parties du pays de Galles, à 10. Pour l'Angleterre entière, la moyenne est 75 francs.

Dans la Basse-Écosse, le million d'hectares qui entoure les deux embouchures du Forth et du Tay rapporte presque autant que le comté de Leicester et ses annexes; mais, à mesure aussi qu'on s'éloigne de ces terres privilégiées, la rente descend, et la moyenne de la

Basse-Écosse est égale en somme à celle de ses voisins d'Angleterre, les comtés de Cumberland, de Westmoreland et le pays de Galles.

En Irlande, nous trouvons dans le comté de Meath, en Leinster, et dans les comtés annexes de Louth et de Dublin, un autre million d'hectares dont la rente est aussi élevée que dans le centre de l'Angleterre, mais nous trouvons en même temps dans les montagnes de l'ouest et dans le Connaught presque tout entier une moyenne beaucoup plus basse.

En résumé, en adoptant pour la classification des rentes les mêmes divisions que pour l'appréciation générale du produit brut, voici le résultat qu'on obtient :

	Rente moyenne par hectare.
Angleterre.	75 francs.
Basse-Écosse et Galles.	30
Haute-Écosse.	3
Trois quarts de l'Irlande.	50
Nord-ouest de l'Irlande.	25
Moyenne générale.	50 francs.

Tous ces chiffres doivent être réduits de 20 pour 100 d'après la base que nous avons adoptée; ils deviennent alors les suivans :

Angleterre.	60 fr.
Basse-Écosse et Galles.	24
Haute-Écosse.	2 40 cent.
Trois quarts de l'Irlande.	40
Nord-ouest de l'Irlande.	20
Moyenne générale.	40 francs.

En France, dans le département du Nord, la rente atteint en moyenne 100 francs l'hectare, ce qui le maintient au niveau et même au-dessus des meilleurs comtés anglais. Dans ceux qui le touchent de plus près, elle est encore de 80 francs, et elle descend progressivement jusqu'aux départemens de la Lozère et des Hautes et Basses-Alpes, où elle tombe à 10 francs. Dans l'île de Corse, elle est tout au plus de 3, comme dans les *highlands*.

En second lieu, le bénéfice des exploitans. — On l'évaluait généralement en Angleterre à la moitié de la rente, soit 25 francs par hectare pour tout le royaume-uni ou en valeur réduite 20 fr. Cette richesse se divise en deux parts : le revenu des capitaux engagés dans la culture, et le profit proprement dit, ou la rémunération de l'industrie agricole. Le revenu des capitaux étant évalué à 5 pour 100, la part du profit doit être en général égale, ce qui porte à 10 pour 100 le revenu du capital engagé. Le capital d'exploitation devait être alors pour les trois royaumes de 250 francs par hectare en moyenne ou 200 francs de valeur réduite. Ce capital appartenant presque universellement à des fermiers, c'est à eux que revenait à peu près en totalité cette part du produit brut. Dans l'Angleterre proprement

dite, le revenu moyen des fermiers devait être de 40 francs par hectare en valeur nominale, ce qui supposait un capital d'exploitation de 400 francs ou en valeur réduite 320.

En France, c'est tout au plus si l'équivalent de ce bénéfice s'élève à 10 francs par hectare, c'est-à-dire à la moitié de la moyenne du royaume-uni et au tiers de celle de l'Angleterre proprement dite. Il n'y a que le nord de l'Écosse et l'ouest de l'Irlande qui soient au-dessous de la moyenne française; le reste est généralement fort au-dessus. Il est d'ailleurs aussi difficile de distinguer en France le bénéfice que la rente. Un quart seulement du sol est affermé, et dans les trois autres quarts le bénéfice est confondu soit avec la rente, soit avec le salaire. En somme, la moyenne du capital d'exploitation peut être évaluée chez nous à 100 francs l'hectare. Là est un des plus grands signes de notre infériorité, car en agriculture, comme dans toute espèce d'industrie, le capital d'exploitation est un des agens principaux de la production.

Les fermiers de l'Angleterre proprement dite possédaient donc, à surface égale, le même revenu que nos propriétaires français au moins. Le fermier d'une terre de cent hectares, par exemple, avait l'équivalent de 3,000 fr. de revenu net; le propriétaire d'une terre de même étendue, dans les conditions moyennes, n'aurait pas eu davantage chez nous. Dans les parties les plus riches, les fermiers gagnaient 50, 60, jusqu'à 100 francs par hectare; on en trouvait qui jouissaient de 10,000, 20,000, 30,000 francs de revenu. De là l'importance sociale de cette classe qui n'est pas moins assise sur le sol que la propriété elle-même. On les appelle des gentilshommes fermiers, *gentlemen farmers*. Ils vivent pour la plupart dans une aisance modeste, mais comfortable; ils sont abonnés aux journaux et aux revues, et peuvent faire paraître de temps en temps sur leur table la bouteille de claret et de Porto; leurs filles apprennent à jouer du piano. Quand on visite les campagnes en Angleterre, on est parfaitement reçu, pour peu qu'on ait quelques lettres d'introduction, dans ces familles cordiales et simples, qui cultivent souvent la même ferme depuis plusieurs générations. L'ordre le plus parfait règne dans la maison; on y sent à chaque pas cette régularité d'habitudes qui révèle le long usage. L'aisance est venue peu à peu par le travail héréditaire, c'est surtout depuis le temps d'Arthur Young qu'elle s'est développée, on en jouit comme d'un bien honnêtement et laborieusement acquis. J'ai vu un jour dans un des comtés d'Angleterre les moins fertiles, le Nottinghamshire, une réunion de fermiers après un marché; des pairs d'Angleterre n'auraient pas mieux dîné. Aucun d'eux ne songe à devenir propriétaire, leur condition est bien meilleure; pour avoir 3,000 francs de revenu comme propriétaire, il faut

au moins 100,000 francs de capital, tandis qu'il suffit de 30,000 fr. pour les avoir comme fermier.

Viennent enfin les salaires.—Ici l'avantage paraît être du côté de la France, en ce sens que la France emploie en salaires une part du produit brut plus considérable que le royaume-uni; mais cette question des salaires est très complexe, et, quand on l'examine de près, on voit que l'avantage revient encore à nos voisins, au moins en ce qui concerne les trois quarts du pays. Seulement leur supériorité était moins marquée sur ce point que sur les autres avant 1848, et c'était là la partie la plus faible de leur organisation rurale. Sur quelques points du territoire, le mal était sérieux et profond, et il menaçait de le devenir pour le reste.

Quand on cherche à se rendre compte de la répartition des salaires avant 1848, soit en France, soit dans les diverses parties du royaume-uni, on trouve, en laissant pour le moment l'Écosse de côté à cause des phénomènes particuliers qu'elle présente, qu'en Angleterre on ne consacrait aux salaires que le quart environ du produit brut, soit l'équivalent de 50 francs par hectare ou à peu près, tandis qu'en France et en Irlande on en employait la moitié, soit encore 50 francs par hectare ou l'équivalent; mais le revers de la médaille n'est pas loin, c'est le nombre des travailleurs exigé de part et d'autre pour la production. En Angleterre, ce nombre avait été réduit autant que possible; en France, il était déjà beaucoup plus grand, et en Irlande beaucoup plus encore; voici quel était approximativement le chiffre de la population rurale dans les trois pays :

Angleterre, 4 millions d'âmes sur 16 de population totale;
France, 20 millions sur 35;
Irlande, 5 millions sur 8.

D'où il suit que la population rurale formait en Angleterre le quart seulement de la population totale, en France les quatre septièmes, et en Irlande les deux tiers; la répartition sur la surface du sol donnait les résultats suivans : Angleterre, 30 têtes par 100 hectares, France, 40 têtes, Irlande, 60.

Tout s'explique par le rapprochement de ces chiffres. Bien que l'Angleterre n'employât en salaires que l'équivalent de 50 francs par hectare, tandis que la France et l'Irlande en employaient autant, le salaire effectif devait être plus considérable en Angleterre qu'en France et en France qu'en Irlande, parce qu'il se répartissait sur un moindre nombre de têtes.

Nous pouvons en même temps y trouver la mesure de l'organisation du travail dans les trois pays : en Angleterre, 30 personnes suffisaient pour cultiver 100 hectares et leur faire rapporter l'équivalent de 200 francs par hectare, tandis qu'en France il en fallait 40

pour n'obtenir qu'un produit moyen de 100 fr., et en Irlande 60; d'où il suit que le travail en Angleterre devait être beaucoup plus productif qu'en France, et en France qu'en Irlande.

Ces données générales sont confirmées par les faits de détail. En Angleterre, la moyenne du salaire rural pour les hommes était, avant 1848, de 9 à 10 shillings par semaine ou 2 francs par jour de travail, et en valeur réduite, 1 franc 60 centimes. Sur les points les plus riches, cette moyenne s'élevait à 12 shillings ou 2 francs 50 centimes par jour de travail, et en valeur réduite, 2 francs. Sur les points les moins riches, elle tombait à 8 shillings, ou un peu plus de 1 franc 50 centimes par jour, et en valeur réduite, 1 franc 25.

Dans la Basse-Écosse et le pays de Galles, la moyenne des salaires était de 8 shillings par semaine ou de 1 franc 25 centimes, valeur réduite, par jour de travail. Dans la Haute-Écosse et les trois quarts de l'Irlande, la moyenne était de 6 shillings par semaine, ou, en valeur réduite, 1 franc par jour de travail. Dans l'ouest de l'Irlande, la moyenne tombait à 4 shillings, soit 70 centimes par jour.

En France, la moyenne du salaire rural des hommes doit être de 1 franc 25 centimes à 1 franc 50 par jour de travail. Sur certains points, il s'élève à la hauteur du salaire anglais; sur d'autres, il tombe au niveau du salaire irlandais.

Des considérations de l'ordre le plus grave se rattachent à cette question des salaires; j'y reviendrai. Il me suffit pour le moment de constater que, grâce à la réduction de main-d'œuvre, qui forme une des bases de leur système agricole, les Anglais avaient pu élever chez eux le niveau des salaires en même temps que celui des rentes, des profits, des impôts et des frais accessoires, mais dans une moindre proportion. L'Irlande et l'Écosse faisaient exception.

En sus de la somme annuellement consacrée aux salaires, et qui s'élevait, pour la seule Angleterre, à plus de 700 millions de valeur nominale, les classes ouvrières rurales de ce pays trouvaient encore une grande ressource dans la taxe des pauvres, qui n'est, en définitive, qu'un supplément de salaire, et qui venait accroître de 150 millions leur dotation annuelle.

Du reste, il suffit d'entrer, en Angleterre, dans un *cottage* de paysan, et de le comparer à la chaumière de la plupart de nos cultivateurs, pour sentir une différence dans l'aisance moyenne des deux populations. Bien que le paysan français soit souvent propriétaire et ajoute ainsi un peu de rente et de profit à son salaire, il vit moins bien en général que le paysan anglais. Il est moins bien vêtu, moins bien logé, moins bien nourri; il mange plus de pain, mais ce pain est assez généralement fait avec du seigle, avec un supplément de maïs, de sarrasin et même de châtaignes, tandis que le pain

du paysan anglais est de froment, avec un faible supplément d'orge ou d'avoine; il boit quelquefois du vin ou du cidre, ce qui manque au paysan anglais, qui n'a que de l'eau ou un peu de petite bière, mais il n'a pas de viande, et le paysan anglais en a.

Malgré ces avantages, la question des salaires était, même en Angleterre, une question brûlante avant 1848. Il est vrai que la race, le climat et les habitudes donnent aux ouvriers ruraux anglais plus de besoins qu'aux nôtres. La contrée d'Angleterre où les salaires sont le plus bas est la pointe sud de l'île qui forme les comtés de Dorset, de Devon et de Cornwall. Dans cette région, le salaire était l'équivalent de 1 franc 25 centimes par jour, et, bien qu'il fût au niveau de la plupart de nos salaires français, il était généralement regardé comme insuffisant. Dans les parties de l'Irlande et de l'Écosse où il tombait au-dessous de la moyenne française, la misère était infiniment plus grande que chez nous, à taux égal. L'équivalent de 20 sous par jour, dont se contentent en France beaucoup de nos paysans, fait jeter les hauts cris; quand on arrive à 70 centimes, comme dans les Hébrides et le Connaught, l'existence paraît absolument impossible. Hélas! je connais des contrées en France où l'on vit encore à ce prix-là, et sans trop se plaindre; il est vrai que cette pauvreté, déjà si pénible par elle-même, n'est pas aggravée par la rudesse d'un climat hyperboréen, et, ce qui est pis encore, par le sentiment d'une inégalité excessive. L'équivalent de 70 centimes par jour, c'est partout un maigre salaire; mais il doit plus qu'ailleurs paraître intolérable dans un pays où le salaire courant des ouvriers ruraux est sur quelques points de 2 francs 50, et où celui des ouvriers d'industrie s'élève en moyenne encore plus haut.

Voici, d'après ce qui précède, comment se partageait approximativement le produit brut en France et en Angleterre proprement dite :

FRANCE.

Rente du propriétaire. .	30 fr. par hectare.
Bénéfice de l'exploitant. .	10
Impôts.	5
Frais accessoires. . . .	5
Salaires.	50
Total. . . .	100 fr. par hectare.

ANGLETERRE (valeur nominale).

Rente du propriétaire . .	75 fr. par hectare.
Bénéfice du fermier. . .	40
Impôts.	25
Frais accessoires. . . .	50
Salaires.	60
Total. . . .	250 fr. par hectare.

Et avec la réduction de 20 pour 100 :

Rente.	60	fr. par hectare.
Bénéfice.	32	
Impôt.	20	
Frais.	40	
Salaires.	48	
Total. . . .	200	fr. par hectare.

Toutes les parties prenantes, sauf le salaire, avaient donc une part plus grande en Angleterre qu'en France; même en réduisant tous les prix, la rente était double, le bénéfice plus que triple, l'impôt quadruple; le salaire lui-même, quoique égal ou à peu près en quantité absolue, était relativement un peu plus élevé. Le reste du royaume-uni offrait des résultats moins satisfaisans, mais presque toujours supérieurs aux nôtres.

Tels sont les faits, ou du moins tels ils étaient il y a cinq ans. J'examinerai plus tard quels sont les changemens survenus depuis, soit en France soit dans le royaume-uni; ces changemens sont considérables, surtout chez nos voisins, où une révolution plus légitime, plus réfléchie et surtout plus féconde que notre révolution de 1848, s'est accomplie paisiblement, pendant que nous remontions avec effort la pente de l'abîme où nous nous étions jetés. Quelque chose de pareil à ce qui s'est passé en France et en Angleterre de 1790 à 1800 s'est reproduit pendant ces cinq années, si stérilement pénibles pour nous, si utilement actives pour eux. Pendant que nous posions bruyamment beaucoup de questions sans les résoudre, ils les résolvaient sans les poser, et nous sommes sortis les uns et les autres de l'épreuve, eux fortifiés et nous affaiblis.

Mais avant de raconter cette crise respective qui a augmenté encore la distance déjà si grande que nous venons de constater, il importe de rechercher les causes de la supériorité agricole anglaise jusqu'à 1847. Ces causes dérivent de l'histoire et de l'organisation entière des deux pays. La situation agricole d'un peuple n'est pas un fait isolé, c'est une part du grand ensemble. La responsabilité de l'état imparfait de notre agriculture ne revient pas à nos cultivateurs exclusivement; son progrès ultérieur ne dépend pas uniquement d'eux, ou, pour mieux dire, ce n'est pas en fixant leurs regards sur le sol qu'ils peuvent arriver à se rendre tout à fait compte des phénomènes qu'il présente, c'est en essayant de remonter aux lois générales qui régissent le développement économique des sociétés.

LÉONCE DE LAVERGNE.

BEAUMARCHAIS

SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS.

VI.

LES MISSIONS SECRÈTES DE BEAUMARCHAIS.[1]

I. — PREMIÈRES MISSIONS. — LE GAZETIER CUIRASSÉ ET LE JUIF ANGELUCCI.

L'histoire des missions secrètes de Beaumarchais est instructive pour l'appréciation des gouvernemens absolus. Les inconvéniens des gouvernemens libres ont été assez mis en lumière depuis quelques années par l'abus qu'on a fait de la liberté pour qu'il soit intéressant peut-être de considérer ici le revers de la médaille et d'étudier de près ce qui se passait dans les coulisses du pouvoir à une époque où la lumière, la discussion et le contrôle n'y pénétraient point. Il n'est peut-être pas inutile de montrer quelle importance prenaient alors de très-petites et souvent de très-misérables choses, quel gaspillage des deniers publics s'opérait à l'abri de l'irresponsabilité ministérielle, par quels détours compliqués un homme atteint d'une condamnation injuste était obligé de passer pour obtenir sa réhabilitation, et comment en revanche ce même homme, frappé de mort civile par un tribunal, pouvait devenir l'agent intime et le correspondant de deux rois et de leurs ministres, arriver peu à peu, en se rendant utile dans de petites manœuvres de diplomatie occulte, non-seulement à reconquérir son état civil, mais à s'emparer d'une grande affaire, d'une affaire digne de lui et de son intelligence, et à exercer dans l'ombre

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 octobre, 1er et 15 novembre 1852, et du 1er janvier 1853.

une influence considérable et jusqu'ici très-peu connue sur un grand événement.

Nous avons laissé l'adversaire de Goëzman vaincu devant le parlement, frappé d'une flétrissure légale, mais triomphant devant l'opinion, entouré d'hommages, accablé de félicitations, et cependant triste au milieu de son triomphe :

« Ils l'ont donc enfin rendu, écrivait-il à un ami quelques jours après la sentence, ils l'ont donc enfin rendu, cet abominable arrêt, chef-d'œuvre de haine et d'iniquité! Me voilà retranché de la société et déshonoré au milieu de ma carrière. Je sais, mon ami, que les peines d'opinion ne doivent affliger que ceux qui les méritent; je sais que des juges iniques peuvent tout contre la personne d'un innocent et rien contre sa réputation; toute la France s'est fait inscrire chez moi depuis samedi!... La chose qui m'a le plus percé le cœur en ce funeste événement est l'impression fâcheuse qu'on a donnée au roi contre moi. On lui a dit que je prétendais à une célébrité séditieuse, mais on ne lui a pas dit que je n'ai fait que me défendre, que je n'ai cessé de faire sentir à tous les magistrats les conséquences qui pouvaient résulter de ce ridicule procès. Vous le savez, mon ami, j'avais mené jusqu'à ce jour une vie tranquille et douce, et je n'aurais jamais écrit sur la chose publique, si une foule d'ennemis puissans ne s'étaient réunis pour me perdre. Devais-je me laisser écraser sans me justifier? Si je l'ai fait avec trop de vivacité, est-ce une raison pour déshonorer ma famille et moi, et retrancher de la société un sujet honnête dont peut-être on eût pu employer les talens avec utilité pour le service du roi et de l'état? J'ai de la force pour supporter un malheur que je n'ai pas mérité; mais mon père, qui a soixante-dix-sept ans d'honneur et de travaux sur la tête, et qui meurt de douleur, mes sœurs, qui sont femmes et faibles, dont l'une vomit le sang et dont l'autre est suffoquée, voilà ce qui me tue et ce dont on ne me consolera point.

« Recevez, mon généreux ami, les témoignages sincères de l'ardente reconnaissance avec laquelle je suis, etc.

« BEAUMARCHAIS. »

Cette lettre, qui jure avec l'état d'exaltation et d'ivresse dans lequel on se représente naturellement Beaumarchais au moment où des princes du sang le qualifiaient de *grand citoyen,* cette lettre avait un but; elle était adressée au fermier-général La Borde, qui était en même temps premier valet de chambre du roi Louis XV. M. de La Borde aimait les arts; il composait d'assez mauvaise musique d'opéra (1); il était lié avec Beaumarchais, et, jouissant d'un certain crédit par ses fonctions intimes auprès de Louis XV, il défendait de son mieux, contre les préventions du roi, l'audacieux plaideur qu'on appelait alors à la cour le *Wilkes français*, par allusion au tribun qui, à la même époque, agitait l'Angleterre.

On se souvient que Louis XV avait fait imposer d'autorité à Beau-

(1) C'est lui qui a mis en musique l'opéra de *Pandore,* par Voltaire.

marchais un silence absolu, et l'empêchait ainsi de se pourvoir utilement en cassation. Un jour, en parlant de ce dernier avec La Borde, il lui dit : « On prétend que ton ami a un talent supérieur pour la négociation; si on pouvait l'employer avec succès et secrètement dans une affaire qui m'intéresse, ses affaires à lui s'en trouveraient bien. » Or voici le grave sujet d'inquiétude qui tourmentait les derniers jours du vieux roi.

Il y avait alors à Londres un aventurier bourguignon nommé Morande, qui, à la suite de quelques démêlés avec la justice, avait été forcé de se réfugier en Angleterre; là, spéculant sur l'attrait du scandale, il publiait sous ce titre impudent, *le Gazetier cuirassé*, un libelle périodique parfaitement digne de l'impudence de son titre. Étendant et perfectionnant cette honnête industrie, il adressait de temps en temps à divers personnages importans de France une sommation de payer telle ou telle somme, s'ils ne voulaient voir paraître sur leur compte quelque libelle effronté; il pratiquait en un mot, avec moins de célébrité, l'ignoble métier qui au XVIe siècle avait fait surnommer l'Arétin *le fléau des princes*. Pour un industriel de cette sorte, Mme Du Barry était naturellement une mine d'or; aussi avait-il écrit à cette dame en lui annonçant la publication prochaine (sauf le cas d'une belle rançon) d'un ouvrage intéressant dont sa vie était le sujet, et dont il lui envoyait le prospectus avec ce titre alléchant pour les amateurs de scandale : *Mémoires secrets d'une femme publique*. Une autre personne que Mme Du Barry eût pu mépriser l'outrage de ce pamphlétaire, ou le traduire devant la justice anglaise; on conçoit que Mme Du Barry ne pouvait prendre ni l'un ni l'autre de ces deux partis. Alarmée et furieuse, elle avait communiqué sa crainte et sa colère à Louis XV, qui avait commencé par faire demander au roi d'Angleterre l'extradition de ce Morande. Le gouvernement anglais avait répondu que, si on ne voulait pas poursuivre judiciairement ce libelliste, il ne s'opposait point à ce qu'on enlevât un homme aussi indigne de la protection des lois anglaises, mais qu'il ne pouvait concourir à cet enlèvement, qu'il ne pouvait même le permettre qu'à une condition : c'est qu'il serait accompli dans le plus grand secret, et de manière à ne pas blesser les susceptibilités de l'opinion sur l'indépendance du sol anglais. Le gouvernement français avait donc envoyé à Londres une brigade d'agens de police pour s'emparer secrètement de Morande; mais l'aventurier était rusé et alerte : il avait à Paris des correspondans, haut placés peut-être, qui l'avaient prévenu de l'expédition, et, non content de prendre ses mesures pour la rendre infructueuse, il l'avait dénoncée dans les journaux de Londres, en se donnant comme un proscrit politique qu'on osait poursuivre jusque sur le sol de la liberté, usurpant ainsi,

au profit d'une industrie infâme, la noble hospitalité que l'Angleterre accorde aux vaincus de tous les partis. Le public anglais s'était ému, et quand les agens français arrivèrent, ils furent désignés au peuple, qui se mit en devoir de les jeter dans la Tamise. Ils n'eurent que le temps de se cacher, et repartirent au plus vite, très effrayés et jurant qu'on ne les y prendrait plus.

Fier de ce succès, Morande pressa la publication de l'ouvrage scandaleux qu'il avait rédigé. Trois mille exemplaires étaient déjà imprimés et prêts à partir pour la Hollande et l'Allemagne, pour être ensuite répandus en France. Louis XV, Mme Du Barry, les ministres d'Aiguillon et Maupeou, tous également compromis dans ce livre, cherchaient en vain les moyens de le détruire. Ne pouvant plus faire pendre l'auteur, le gouvernement français lui avait envoyé divers agens pour l'acheter. Morande se tenait en défiance, ne se laissait point approcher, et, bien qu'il ne fût qu'un spéculateur éhonté, il se posait devant le peuple anglais en vengeur de la morale publique. Tel était l'état des choses, lorsque Louis XV, à bout de moyens, fit proposer par M. de La Borde à Beaumarchais de partir pour Londres, de s'aboucher avec le *gazetier cuirassé,* d'acheter à tout prix son silence et la destruction de ses mémoires sur Mme Du Barry.

La mission de protéger l'honneur d'une personne aussi peu honorable que Mme Du Barry n'était pas, il faut en convenir, une mission d'un ordre très relevé; mais, outre qu'ici l'intérêt d'un roi de France se trouvait malheureusement associé à celui de sa trop célèbre maîtresse, il faut, avant de jeter la pierre à Beaumarchais, apprécier équitablement sa situation. Il faut se souvenir qu'injustement flétri par des magistrats décriés qui avaient été juges dans leur propre cause, il voyait ses moyens de réhabilitation paralysés par l'expresse défense d'un roi qui pouvait tout, qui pouvait lui ouvrir ou lui fermer à volonté les voies du recours en cassation, qui pouvait lui rendre son crédit, sa fortune, son état civil, et ce roi tout puissant lui demandait un service personnel en l'assurant de sa reconnaissance. L'époque où nous vivons est à coup sûr infiniment recommandable par l'austérité de ses *principes* et surtout de ses *pratiques :* cependant il ne nous est pas bien démontré que dans des circonstances semblables on ne trouverait personne pour courir au-devant de la mission que Beaumarchais se contentait d'accepter.

L'adversaire de Goëzman partit donc pour Londres en mars 1774, et comme la célébrité de son véritable nom aurait pu nuire au succès de ses opérations, il prit le faux nom de *Ronac*. En quelques jours, il avait gagné la confiance du libelliste, s'était rendu maître d'une négociation qui traînait depuis dix-huit mois, et, reparaissant à Versailles avec un exemplaire des mémoires tant redoutés et le manu-

scrit d'un autre libelle du même auteur, il venait prendre les ordres du roi pour un arrangement définitif. Louis XV, surpris de la promptitude de ce succès, lui en témoigna sa satisfaction et le renvoya au duc d'Aiguillon pour s'entendre sur les prétentions de Morande. Le ministre, fortement attaqué dans le libelle en question, tenait beaucoup moins à le détruire qu'à connaître au juste les liaisons de l'auteur en France. De là une scène avec Beaumarchais qui fait honneur à ce dernier et que nous devons reproduire pour montrer comment il comprenait et limitait lui-même le rôle un peu équivoque que sa situation l'avait forcé d'accepter :

« Trop heureux, écrit Beaumarchais dans un mémoire inédit adressé à Louis XVI après la mort de son aïeul, trop heureux de parvenir à supprimer ces libelles sans en faire un vil moyen de tourmenter sur des soupçons tous les gens qui pourraient déplaire, je refusai de jouer le rôle infâme de délateur, de devenir l'artisan d'une persécution peut-être générale et le flambeau d'une guerre de bastille et de cachots. M. le duc d'Aiguillon, en colère, fit part au roi de mes refus. Sa majesté, avant de me condamner, voulut savoir mes raisons. J'eus le courage de répondre que je trouverais des moyens de mettre le roi hors d'inquiétude sur toute espèce de libelles pour le présent et l'avenir, mais que, sur les notions infidèles ou les aveux perfides d'un homme aussi mal famé que l'auteur, je croirais me déshonorer entièrement, si je venais accuser en France des gens qui peut-être n'auraient pas eu plus de part que moi à ces indignes productions. Enfin je suppliai le roi de ne me pas charger de cette odieuse commission, à laquelle j'étais moins propre que personne. Le roi voulut bien se rendre à mes raisons; mais M. le duc d'Aiguillon garda de mes refus un ressentiment dont il me donna les preuves les plus outrageantes à mon second voyage. J'en fus découragé au point que, sans un ordre très particulier du roi, j'aurais tout abandonné. Non-seulement le roi voulut que je retournasse à Londres, mais il m'y renvoya avec la qualité de son commissaire de confiance pour lui répondre en mon nom de la destruction totale de ces libelles par le feu. »

Le manuscrit et les trois mille exemplaires des mémoires sur Mme Du Barry furent en effet brûlés, aux environs de Londres, dans un four à plâtre. Seulement on ne se douterait guère de ce que coûta cette intéressante opération. Pour acheter le silence d'un Morande et préserver des atteintes de sa plume la réputation de Mme Du Barry, le gouvernement français donna à cet aventurier 20,000 francs comptant, plus 4,000 francs de rente viagère, afin de lui fournir apparemment la facilité d'être honnête homme, si l'envie lui en prenait. On a prétendu à tort (1) que cette pension de 4,000 francs fut supprimée sous le règne suivant; ce n'était point une pension, c'était un

(1) Dans la *Biographie universelle* de Michaud, qui consacre à ce Morande un assez long article.

contrat de rente : le libelliste avait pris ses précautions, sa rente ne fut donc point supprimée. Seulement, sur sa demande, le ministère de Louis XVI lui racheta, moyennant une nouvelle somme de 20,000 francs, la moitié de cette rente viagère. C'était payer bien cher l'honneur de Mme Du Barry. Du reste, ce Morande avait su se rendre utile; comme cela arrive assez fréquemment, il était passé de l'état de libelliste à celui d'espion. « C'était, écrit Beaumarchais à M. de Sartines, un audacieux braconnier, j'en ai fait un excellent garde-chasse. » Durant les deux ans que Beaumarchais consacra à surveiller cette fabrique de libelles établie à Londres, qu'il appelle dans une de ses lettres *un nid de vipères,* Morande, qui vivait au milieu de tous les aventuriers dont se composait alors l'émigration française, lui fut d'un assez grand secours. Plus tard, dans l'affaire d'Amérique, Morande lui fournissait encore des renseignemens utiles. Ces relations avec un homme très mal famé ayant été publiquement, dans une polémique célèbre, reprochées à Beaumarchais par Mirabeau, qui, de son côté, n'avait pas toujours fréquenté des saints, j'ai voulu m'en faire une idée exacte en parcourant une liasse de lettres de cet aventurier. Ces lettres, dans leur ensemble, font honneur à Beaumarchais. Le ton de Morande n'est point un ton de familiarité, mais de respect. C'est un drôle assez spirituel, qui a épousé une femme estimable et qu'il rend fort malheureuse. Beaumarchais, dont le ton est presque toujours austère, lui prodigue les réprimandes et les bons conseils, tandis que Morande, de son côté, prodigue, en même temps que les demandes d'argent, les assurances de repentir, les promesses de bonne conduite. Il paraît qu'en vieillissant, ce Morande, rentré dans son pays après la révolution, s'était amélioré, et vivait assez honnêtement. C'est à lui que sont adressées deux des lettres publiées dans l'édition générale des œuvres de Beaumarchais, qui font le plus d'honneur à la vieillesse de ce dernier (1). La lettre inédite par laquelle s'ouvre cette correspondance, et qui suit immédiatement la destruction des mémoires sur Mme Du Barry, donnera une idée du ton de Beaumarchais avec Morande :

« Vous avez fait de votre mieux, monsieur, écrit Beaumarchais, pour me

(1) C'est dans une de ces lettres, datée du 6 juin 1797, que Beaumarchais défend en termes nobles et simples le dogme de l'immortalité de l'âme contre le scepticisme du vieux Morande, qui, quoique devenu meilleur, se sentait encore assez de méfaits sur la conscience pour aimer à douter de la vie future. Dans une autre lettre, Beaumarchais lui écrit : « Vous êtes devenu un honorable citoyen; ne redescendez jamais de la hauteur où vous voilà. » Cette lettre est adressée à M. T... — Morande portait deux noms. Celui de T... étant son nom d'honnête homme, nous n'avons pas voulu le reproduire ici, dans la crainte d'affliger ses descendans, si par hasard il en a laissé. C'est encore par erreur que la *Biographie universelle* fait périr Morande aux massacres de septembre : il se portait parfaitement bien à cette époque, et il a survécu à Beaumarchais.

prouver que vous rentriez de bonne foi dans les sentimens et la conduite d'un Français honnête, dont votre cœur vous a reproché longtemps avant moi de vous être écarté; c'est en me persuadant que vous avez dessein de persister dans ces louables résolutions que je me fais un plaisir de correspondre avec vous. Quelle différence de destinée entre nous! Le hasard me suscite pour arrêter la publication d'un ouvrage scandaleux; je travaille jour et nuit pendant six semaines; je fais près de sept cents lieues (1), je dépense près de 500 louis pour empêcher des maux sans nombre. Vous gagnez à ce travail 100,000 francs et votre tranquillité, et moi je ne sais plus même si je serai jamais remboursé de mes frais de voyages. »

L'opération, en effet, avait été plus fructueuse pour le libelliste que pour l'agent de Louis XV. Tandis que le premier touchait 20,000 fr. et son contrat de 4,000 francs de rente, Beaumarchais, revenant à Versailles pour recevoir les remercîmens du vieux roi et se disposant à lui rappeler ses promesses, le trouvait mourant. Quelques jours après, Louis XV était mort. « J'admire, écrit-il à cette même date, j'admire la bizarrerie du sort qui me poursuit. Si le roi eût vécu en santé huit jours de plus, j'étais rendu à mon état, que l'iniquité m'a ravi. J'en avais sa parole royale, et l'animadversion injuste qu'on lui avait inspirée contre moi était changée en une bienveillance même de prédilection. » Le nouveau roi, s'inquiétant beaucoup moins que Louis XV de la réputation de Mme Du Barry, devait attacher beaucoup moins de prix aux services rendus par Beaumarchais dans cette circonstance. Cependant la fabrique de libelles établie à Londres ne chômait pas. Louis XVI et sa jeune épouse étaient à peine montés sur le trône au milieu des applaudissemens de la France, heureuse de voir enfin mettre un terme aux scandales du règne précédent, que déjà s'ourdissait contre eux et surtout contre la reine un travail ténébreux de mensonge et de calomnie. Ces outrages anonymes, que la lutte des opinions sous les gouvernemens libres rend à la fois plus rares et moins dangereux, deviennent des affaires d'état sous le régime du silence. La polémique absente est naturellement remplacée par la diffamation, et la vie des pouvoirs s'use à combiner de petits moyens pour détruire de petits obstacles qui se reproduisent et se multiplient sans cesse. La mission remplie par Beaumarchais sous Louis XV fit qu'on songea à l'employer de nouveau dans des affaires de même nature. En passant de la direction de la police au ministère de la marine, M. de Sartines avait conservé avec lui des relations amicales; lui-même, dans la triste situation qu'il devait au parlement Maupeou, sentait le besoin de ne pas se laisser oublier par le nouveau gouvernement. Il y avait de plus ici pour lui un attrait qui

(1) Dans ces sept cents lieues, Beaumarchais comptait plusieurs voyages de Paris à Londres et de Londres à Paris, et un voyage fait en Hollande pour arrêter une édition de l'ouvrage de Morande.

n'existait pas dans la mission précédente. Travailler pour Louis XV et Mme Du Barry avait été une affaire de nécessité; servir les intérêts d'un roi jeune, loyal, honnête, empêcher la calomnie de ternir de son souffle impur le respect dû à une jeune, belle et vertueuse reine, pouvait certainement inspirer à Beaumarchais un zèle louable et sincère. Aussi, dans cette circonstance, il n'attend pas qu'on le recherche; c'est lui qui se met en avant. « Tout ce que le roi voudra savoir seul et promptement, écrit-il à M. de Sartines, tout ce qu'il voudra faire faire vite et secrètement, — me voilà : j'ai à son service une tête, un cœur, des bras et point de langue. — Avant ceci, je n'avais jamais voulu de patron; celui-là me plaît : il est jeune, il veut le bien, l'Europe l'honore, et les Français l'adorent. Que chacun dans sa sphère aide ce jeune prince à mériter l'admiration du monde entier, dont il a déjà l'estime. »

Le zèle de Beaumarchais ne pouvant point, à cause de son *blâme*, être utilisé officiellement, c'est toujours en qualité d'agent secret que le gouvernement de Louis XVI l'envoie de nouveau à Londres en juin 1774. Il s'agissait encore d'arrêter la publication d'un libelle qu'on jugeait dangereux. Celui-ci était intitulé : *Avis à la branche espagnole sur ses droits à la couronne de France, à défaut d'héritiers.* Sous cette apparence de dissertation politique, le pamphlet en question était spécialement dirigé contre la reine Marie-Antoinette; on n'en connaissait pas l'auteur; on savait seulement que la publication en était confiée à un Juif italien nommé Guillaume Angelucci, qui portait en Angleterre le nom de William Hatkinson, qui usait d'une foule de précautions pour garantir son incognito, et qui avait à sa disposition assez d'argent pour faire imprimer en même temps deux éditions considérables de son libelle, l'une à Londres, l'autre à Amsterdam.

En acceptant cette seconde mission, qui devait être pour lui féconde en aventures, Beaumarchais, soit qu'il éprouvât le besoin de rehausser un peu son rôle, soit qu'il jugeât que ce témoignage de confiance était nécessaire à son succès, avait demandé un ordre écrit de la main du roi. Le roi de son côté, craignant sans doute que le négociateur n'abusât de son nom, s'y était refusé. Beaumarchais était parti néanmoins; mais il était habile, tenace, peu accoutumé à renoncer à ce qu'il voulait, et c'est un spectacle assez curieux que de l'observer, dans une série de lettres à M. de Sartines, revenant sans cesse à la charge et sous mille formes différentes, jusqu'à ce qu'il ait enfin obtenu ce qu'on lui a d'abord refusé. « Il ne peut rien faire sans cet ordre écrit de la main du roi. Lord Rochford, l'ancien ambassadeur d'Angleterre à Madrid, avec lequel il est lié, et qui pourrait le servir utilement comme ministre à Londres, ne se mettra point en avant, s'il n'est pas certain qu'il s'agit de rendre au roi un service personnel;

comment peut-on craindre qu'il compromette le nom du roi? — Ce nom sacré, dit-il, sera regardé par moi comme les Israélites envisageaient le nom suprême de Jéhova, dont ils n'osaient proférer les syllabes que dans la suprême nécessité... La présence du roi, dit-on, vaut cinquante mille hommes à l'armée; qui sait combien son nom m'épargnera de guinées?» Après avoir développé ce thème de la manière la plus variée, Beaumarchais, voyant qu'il ne réussit pas, entreprend de prouver à M. de Sartines que, s'il n'obtient pas ce qu'il désire, sa mission échoue, et que si elle échoue, M. de Sartines lui-même est perdu.

« Si l'ouvrage voit le jour, écrit-il, la reine, outrée avec justice, saura bientôt qu'il a pu être supprimé, et que vous et moi nous nous en sommes mêlés. Je ne suis rien encore, moi, et ne puis pas tomber de bien haut; mais vous! Connaissez-vous quelque femme irritée qui pardonne? On a bien arrêté, dira-t-elle, l'ouvrage qui outrageait le feu roi et sa maîtresse : par quelle odieuse prédilection a-t-on laissé répandre celui-ci? Examinera-t-elle si l'intrigue qui la touche n'est pas mieux tissue que l'autre, et si les précautions n'ont pas été mieux prises par ceux qui l'ont ourdie? Elle ne verra que vous et moi. Faute de savoir à qui s'en prendre, elle fera retomber sur nous toute sa colère, dont le moindre effet sera d'insinuer au roi que vous n'êtes qu'un ministre maladroit, de peu de ressources, et peu propre aux grandes choses. Pour moi, je serai regardé peut-être comme un homme gagné par l'adversaire, quel qu'il soit; on ne me fera pas même la grâce de croire que je ne suis qu'un sot, on pensera que je suis un méchant. Alors attendons-nous, vous à voir votre crédit s'affaiblir, tomber et se détruire en peu de temps, et moi à devenir ce qu'il plaira au sort qui me poursuit. »

Dans la même lettre, Beaumarchais indique un procédé assez ingénieux à l'usage des diplomates qui auraient encore le malheur de rougir :

« J'ai vu le lord Rochford, écrit-il, je l'ai trouvé aussi affectueux qu'à l'ordinaire; mais, à l'explication de mon affaire, il est resté froid comme glace. Je l'ai retourné de toutes façons : j'ai invoqué l'amitié, réclamé la confiance, échauffé l'amour-propre par l'espoir d'être agréable à notre roi; mais j'ai pu juger à la nature de ses réponses qu'il regarde ma commission comme une affaire de police, d'espionnage, en un mot de sous-ordre, et, cette idée qu'il a prise ayant subitement porté l'humiliation et le dépit dans mon cœur, j'ai rougi comme un homme qui se serait dégradé par une vile commission. Il est vrai que, me sentant rougir, je me suis baissé, comme si ma boucle m'eût blessé le pied, en disant : *Pardon, mylord!* de sorte qu'en me relevant ma rougeur a pu passer pour l'effet naturel de la chute du sang dans la tête, relativement à la posture que j'avais prise. Il n'est pas très rusé, notre lord; quoi qu'il en soit, il ne me servira point, et je cours le plus grand risque de ne pas réussir. J'en ai plus haut établi les funestes conséquences; ceci peut être le grain d'un orage dont tout le mal se résoudra sur votre tête et sur la mienne.

« Vous devez faire l'impossible pour amener le roi à m'envoyer un ordre ou mission signé de lui, dans les termes à peu près que j'ai indiqués dans mon second extrait, et que je copierai à la fin de cette lettre. Cette besogne est aussi délicate qu'essentielle aujourd'hui pour vous. Il est venu à Londres tant de gueux, de roués ou d'espèces relativement au dernier libelle, que tout ce qui paraît tenir au même objet ne peut être vu dans ce pays qu'avec beaucoup de mépris. C'est là le fond de votre argument auprès du roi; faites-lui seulement le détail de ma visite au lord. Il est certain qu'on ne peut pas exiger décemment que ce ministre, tout mon ami qu'il est, se livre à moi pour le service de mon maître, si ce maître ne met aucune différence entre la mission délicate et secrète dont il honore un homme honnête et l'ordre dont il fait charger un exempt de police qui marche à une expédition de son ressort. »

Dans cette longue dépêche à M. de Sartines, dont nous ne citons qu'une petite partie, on peut reconnaître, sans parler de la liberté extrême des rapports de Beaumarchais avec le ministre, avec quelle insistance habile il ramène tout à son idée fixe, obtenir un ordre écrit de la main du roi. Il y a sans doute de l'exagération dans son thème. C'est un homme qui veut se faire valoir et gagner du terrain, qui grossit de son mieux et l'importance d'un libelle, et le danger de déplaire à une reine irritée, et la fragilité d'un ministre; mais il y a du vrai aussi dans ce thème, applicable aux gouvernemens où les questions de personnes absorbent toutes les autres, et M. de Sartines finit sans doute par croire que sa destinée ministérielle est liée en effet à l'accomplissement des désirs de Beaumarchais, car il fait copier au jeune roi le modèle d'un ordre que son correspondant, avec un aplomb merveilleux, a rédigé lui-même, et qui est ainsi conçu :

« Le sieur de Beaumarchais, chargé de mes ordres secrets, partira pour sa destination le plus tôt qu'il lui sera possible; la discrétion et la vivacité qu'il mettra dans leur exécution sont la preuve la plus agréable qu'il puisse me donner de son zèle pour mon service.

« LOUIS. »

« Marly, le 10 juillet 1774. »

Je n'ai pas retrouvé dans les papiers le texte de cet ordre, écrit de la main du roi; mais je vois, dans la lettre qui suit celle qu'on vient de lire, que Beaumarchais l'a enfin reçu :

« L'ordre de mon maître, écrit-il à M. de Sartines, est encore vierge, c'est-à-dire qu'il n'a été vu de personne; mais s'il ne m'a pas encore servi relativement aux autres, il ne m'en a pas moins été d'un merveilleux secours pour moi-même, en multipliant mes forces et en doublant mon courage. »

Dans une autre dépêche, Beaumarchais écrit au roi lui-même en ces termes :

« Un amant porte à son col le portrait de sa maîtresse; un avare y attache ses clefs, un dévot son reliquaire; moi, j'ai fait faire une boîte d'or ovale,

grande et plate, en forme de lentille, dans laquelle j'ai enfermé l'ordre de Votre Majesté, que j'ai suspendu avec une chaînette d'or à mon col, comme la chose la plus nécessaire à mon travail et la plus précieuse pour moi. »

Voilà donc Beaumarchais, décoré de sa boîte d'or pendue à son col, qui se met à l'œuvre pour s'emparer de l'esprit du Juif Angelucci, et le déterminer à la destruction d'un libelle pour la publication duquel les ennemis secrets de la reine lui ont promis monts et merveilles. Il y parvient à grand renfort d'éloquence, mais aussi, comme toujours, à grand renfort d'argent. Moyennant 1,400 livres sterling, environ 35,600 francs, le Juif renonce à sa spéculation. Le manuscrit et 4,000 exemplaires sont brûlés à Londres. Les deux contractans se rendent ensuite à Amsterdam pour y détruire également l'édition hollandaise. Beaumarchais fait prendre par écrit à Angelucci les plus beaux engagemens du monde, et, tranquille sur son opération, il se livre au plaisir de visiter Amsterdam en touriste. Tout à coup il apprend que le rusé Juif, dont il se croyait sûr, est parti brusquement et secrètement pour Nuremberg, emportant, avec l'argent qu'il a reçu de lui, un exemplaire échappé à sa vigilance, qu'il va faire réimprimer en français et en italien. Beaumarchais devient furieux, et se prépare à le poursuivre. Ses lettres, à cette période de sa négociation, sont d'une vivacité fiévreuse :

« Je suis comme un lion, écrit-il à M. de Sartines. Je n'ai plus d'argent, mais j'ai des diamans, des bijoux, je vais tout vendre, et, la rage dans le cœur, je vais recommencer à postillonner... Je ne sais pas l'allemand, les chemins que je vais prendre me sont inconnus, mais je viens de me procurer une bonne carte, et je vois déjà que je vais à Nimègue, à Clèves, à Dusseldorf, à Cologne, à Francfort, à Mayence, et enfin à Nuremberg. J'irai jour et nuit, si je ne tombe pas de fatigue en chemin. Malheur à l'abominable homme qui me force à faire trois ou quatre cents lieues de plus, quand je croyais m'aller reposer! Si je le trouve en chemin, je le dépouille de ses papiers et je le tue, pour prix des chagrins et des peines qu'il me cause. »

Telles sont les dispositions d'esprit dans lesquelles Beaumarchais court après le Juif Angelucci à travers l'Allemagne. Il le rencontre enfin près de Nuremberg à l'entrée de la forêt de Neuchstadt, trottant sur un petit cheval et ne se doutant guère du désagrément qui galope derrière lui. Au bruit de la chaise de poste, il se retourne, et, reconnaissant Beaumarchais, il se précipite dans le bois ; Beaumarchais saute de sa chaise et court, le pistolet au poing, sur le Juif, dont le cheval, gêné par les arbres, qui deviennent de plus en plus serrés, est bientôt forcé de s'arrêter. Beaumarchais le prend par la botte, le jette à bas de son cheval, lui fait retourner ses poches et vider sa valise, au fond de laquelle il retrouve l'exemplaire soustrait à sa vigilance. Cependant les supplications de l'Israélite adoucissent

un peu l'humeur féroce que nous avons vu Beaumarchais manifester tout à l'heure, car non-seulement il ne le tue point, mais encore il lui laisse une partie des billets de banque qu'il lui avait donnés précédemment. Après cette opération, il traversait de nouveau la forêt pour regagner sa voiture, lorsque survient un nouvel incident, déjà connu par une lettre publiée dans les œuvres de Beaumarchais. Au moment où il venait de quitter le Juif Angelucci, il se voit à son tour attaqué par deux brigands, dont l'un, armé d'un long couteau, lui demande la bourse ou la vie. Il fait feu sur lui de son pistolet, l'amorce ne prend pas; terrassé par derrière, il reçoit en pleine poitrine un coup de couteau qui, heureusement, rencontre la fameuse boîte d'or contenant le billet de Louis XVI : la pointe glisse sur le métal, sillonne la poitrine, et va percer le menton de Beaumarchais. Il se relève par un effort désespéré, arrache au brigand ce couteau, dont la lame lui déchire la main, le terrasse à son tour et se prépare à le garrotter; mais le second brigand, qui s'est d'abord enfui, revient avec des compagnons, et la scène allait devenir funeste pour l'agent secret de Louis XVI, lorsque l'arrivée de son laquais et le son du cor du postillon mettent les brigands en fuite (1).

Tout ce récit est tellement romanesque, que l'on hésiterait à y croire, si dans le dossier de toute l'affaire ne se trouvait un procès-verbal dressé par le bourguemestre de Nuremberg, sur l'ordre de l'impératrice Marie-Thérèse, et à la suite d'un autre incident non moins étrange qu'on va raconter aussi. Dans ce procès-verbal, en date du 17 septembre 1774, le bourgeois Conrad Gruber, tenant l'auberge du *Coq-Rouge* à Nuremberg, expose comment M. de Ronac (c'est-à-dire Beaumarchais) est arrivé chez lui blessé au visage et à la main le 14 août au soir après la scène du bois, et il ajoute un détail qui confirme bien l'état de fièvre que nous avons cru reconnaître dans les lettres de Beaumarchais lui-même. « Il déclare qu'on avait remarqué en M. de Ronac beaucoup d'inquiétude, qu'il s'était levé de très grand matin et qu'il avait couru dans toute la maison, de manière qu'à juger de toute sa conduite, il paraissait avoir l'esprit un peu aliéné. » Une telle complication d'incidens pouvait bien en effet avoir produit sur le cerveau de Beaumarchais une excitation que ce digne Conrad Gruber prend pour de l'aliénation d'esprit; mais le voyageur n'était pas au bout de ses aventures, et la dernière devait encore dépasser en bizarrerie toutes les autres.

Craignant qu'après son départ de Nuremberg le Juif Angelucci ne s'y rendît avec quelque autre exemplaire du libelle et jugeant qu'il serait utile de le faire arrêter et conduire en France, Beaumarchais

(1) Dans sa lettre ostensible écrite d'Allemagne pour ses amis et qu'on a publiée, Beaumarchais ne raconte que la scène des deux brigands; il se tait sur toutes les circonstances relatives à sa mission secrète et au Juif Angelucci.

prend le parti de pousser jusqu'à Vienne, de demander une audience à Marie-Thérèse, et de solliciter de l'impératrice un ordre pour l'extradition de cet homme. Les souffrances occasionnées par ses blessures lui rendant trop pénible le voyage par terre, il gagne le Danube, loue un bateau, s'embarque et arrive à Vienne. Ici nous le laisserons parler lui-même; le détail qui suit, complétement inconnu jusqu'à présent, est assez curieux et assez vivement raconté pour que la citation ne paraisse peut-être pas trop longue. Nous l'empruntons à un volumineux mémoire inédit adressé à Louis XVI par Beaumarchais après son retour en France, et daté du 15 octobre 1774.

« Mon premier soin à Vienne, écrit Beaumarchais, fut de faire une lettre pour l'impératrice. La crainte que la lettre ne fût vue de tout autre m'empêcha d'y expliquer le motif de l'audience que je sollicitais. Je tâchais simplement d'exciter sa curiosité. N'ayant nul accès auprès d'elle, je fus trouver M. le baron de Neny, son secrétaire, lequel, sur mon refus de lui dire ce que je désirais, et sur mon visage balafré, me prit apparemment pour quelque officier irlandais ou quelque aventurier blessé qui voulait arracher quelques ducats à la compassion de sa majesté. Il me reçut au plus mal, refusa de se charger de ma lettre, à moins que je ne lui disse mon secret, et m'aurait enfin tout à fait éconduit, si, prenant à mon tour un ton aussi fier que le sien, je ne l'avais assuré que je le rendais garant envers l'impératrice de tout le mal que son refus pouvait faire à la plus importante opération, s'il ne se chargeait à l'instant de rendre ma lettre à sa souveraine.

« Plus étonné de mon ton qu'il ne l'avait été de ma figure, il prend ma lettre en rechignant, et me dit que je ne devais pas espérer pour cela que l'impératrice consentît à me voir. — Ce n'est pas, monsieur, ce qui doit vous inquiéter. Si l'impératrice me refuse audience, vous et moi nous aurons fait notre devoir, le reste est à la fortune.

« Le lendemain, l'impératrice voulut bien m'aboucher avec M. le comte de Seilern, président de la régence à Vienne, qui, sur le simple exposé d'une mission émanée du roi de France, que je me réservais d'expliquer à l'impératrice, me proposa de me conduire sur-le-champ à Schœnbrunn, où était sa majesté. Je m'y rendis, quoique les courses de la veille eussent beaucoup aggravé mes souffrances.

« Je présentai d'abord à l'impératrice l'ordre de votre majesté, sire, dont elle me dit reconnaître parfaitement l'écriture, ajoutant que je pouvais parler librement devant le comte de Seilern, pour lequel sa majesté m'assura qu'elle n'avait rien de caché, et des avis duquel elle s'était toujours bien trouvée.

« — Madame, lui dis-je, il s'agit bien moins ici d'un intérêt d'état proprement dit que des efforts que de noirs intrigans font en France pour détruire le bonheur de la reine en troublant le repos du roi. — Je lui fis alors le détail qu'on vient de lire (1). A chaque circonstance, joignant les mains de surprise, l'impératrice répétait : Mais, monsieur, où avez-vous pris un zèle aussi ardent pour les intérêts de mon gendre et surtout de ma fille?

(1) C'est-à-dire le récit de toute l'affaire que nous avons résumé plus haut jusqu'à l'arrivée à Vienne.

« — Madame, j'ai été l'un des hommes les plus malheureux de France sur la fin du dernier règne. La reine en ces temps affreux n'a pas dédaigné de montrer quelque sensibilité pour toutes les horreurs qu'on accumulait sur moi. En la servant aujourd'hui, sans espoir même qu'elle en soit jamais instruite, je ne fais qu'acquitter une dette immense; plus mon entreprise est difficile, plus je suis enflammé pour sa réussite. La reine a daigné dire un jour hautement que je montrais dans mes défenses trop de courage et d'esprit pour avoir les torts qu'on m'imputait; que dirait-elle aujourd'hui, madame, si, dans une affaire qui intéresse également elle et le roi, elle me voyait manquer de ce courage qui l'a frappée, de cette conduite qu'elle appelle esprit? Elle en conclurait que j'ai manqué de zèle. Cet homme, dirait-elle, a bien réussi en huit jours de temps à détruire un libelle qui outrageait le feu roi et sa maîtresse, lorsque les ministres anglais et français faisaient depuis dix-huit mois de vains efforts pour l'empêcher de paraître. Aujourd'hui, chargé d'une pareille mission qui nous intéresse, il manque d'y réussir : ou c'est un traître, ou c'est un sot, et dans les deux cas il est également indigne de la confiance qu'on a en lui. Voilà, madame, les motifs supérieurs qui m'ont fait braver tous les dangers, mépriser les douleurs et surmonter tous les obstacles.

« — Mais, monsieur, quelle nécessité à vous de changer de nom?

« — Madame, je suis trop connu malheureusement sous le mien dans toute l'Europe lettrée, et mes défenses imprimées dans ma dernière affaire ont tellement échauffé tous les esprits en ma faveur, que, partout où je parais sous le nom de Beaumarchais, soit que j'excite l'intérêt d'amitié ou celui de compassion, ou seulement de curiosité, l'on me visite, l'on m'invite, l'on m'entoure, et je ne suis plus libre de travailler aussi secrètement que l'exige une commission aussi délicate que la mienne. Voilà pourquoi j'ai supplié le roi de me permettre de voyager avec le nom de *Ronac*, sous lequel est mon passe-port.

« L'impératrice me parut avoir la plus grande curiosité de lire l'ouvrage dont la destruction m'avait coûté tant de peines. Sa lecture suivit immédiatement notre explication. Sa majesté eut la bonté d'entrer avec moi dans les détails les plus intimes à ce sujet; elle eut aussi celle de m'écouter beaucoup. Je restai plus de trois heures et demie avec elle, et je la suppliai bien des fois avec les plus vives instances de ne pas perdre un moment pour envoyer à Nuremberg. — Mais cet homme aura-t-il osé s'y montrer, sachant que vous y alliez vous-même? me dit l'impératrice. — Madame, pour l'engager encore plus à s'y rendre, je l'ai trompé en lui disant que je rebroussais chemin et reprenais sur-le-champ la route de France. D'ailleurs il y est ou n'y est pas. Dans le premier cas, en le faisant conduire en France, votre majesté rendra un service essentiel au roi et à la reine; dans le second, ce n'est tout au plus qu'une démarche perdue, ainsi que celle que je supplie votre majesté de faire faire secrètement en fouillant pendant quelque temps toutes les imprimeries de Nuremberg, afin de s'assurer qu'on n'y réimprime pas cette infamie; car, par les précautions que j'ai prises ailleurs, je réponds aujourd'hui de l'Angleterre et de la Hollande.

« L'impératrice poussa la bonté jusqu'à me remercier du zèle ardent et raisonné que je montrais; elle me pria de lui laisser la brochure jusqu'au lendemain, en me donnant sa parole sacrée de me la faire remettre par M. de Sellern. — Allez vous mettre au lit, me dit-elle avec une grâce infinie; faites-vous

saigner promptement (1). On ne doit jamais oublier ici ni en France combien vous avez montré de zèle en cette occasion pour le service de vos maîtres.

« Je n'entre, sire, dans ces détails que pour mieux en faire sentir le contraste avec la conduite qu'on devait bientôt tenir à mon égard. Je retourne à Vienne, la tête encore échauffée de cette conférence; je jette sur le papier une foule de réflexions qui me paraissent très fortes relativement à l'objet que j'y avais traité; je les adresse à l'impératrice; M. le comte de Seilern se charge de les lui montrer. Cependant on ne me rend pas mon livre, et ce jour même, à neuf heures du soir, je vois entrer dans ma chambre huit grenadiers baïonnette au fusil, deux officiers l'épée nue, et un secrétaire de la régence porteur d'un mot du comte de Seilern, qui m'invite à me laisser arrêter, se réservant, dit-il, de m'expliquer de bouche les raisons de cette conduite que j'approuverai sûrement. — Point de résistance, me dit le chargé d'ordres.

« — Monsieur, répondis-je froidement, j'en fais quelquefois contre les voleurs, mais jamais contre les empereurs.

« On me fait mettre le scellé sur tous mes papiers. Je demande à écrire à l'impératrice, on me refuse. On m'ôte tous mes effets, couteau, ciseaux, jusqu'à mes boucles, et on me laisse cette nombreuse garde dans ma chambre, où elle est restée *trente et un jours* ou quarante-quatre mille six cent quarante minutes; car pendant que les heures courent si rapidement pour les gens heureux qu'à peine s'aperçoivent-ils qu'elles se succèdent, les infortunés hachent le temps de la douleur par minutes et par secondes, et les trouvent bien longues prises chacune séparément (2). Toujours un de ces grenadiers, la baïonnette au fusil, a eu pendant ce temps les yeux sur moi, soit que je fusse éveillé ou endormi.

« Qu'on juge de ma surprise, de ma fureur! Songer à ma santé dans ces momens affreux, cela n'était pas possible. La personne qui m'avait arrêté vint me voir le lendemain pour me tranquilliser. — Monsieur, lui dis-je, il n'y a nul repos pour moi jusqu'à ce que j'aie écrit à l'impératrice. Ce qui m'arrive est inconcevable. Faites-moi donner des plumes et du papier, ou préparez-vous à me faire enchaîner bientôt, car il y a de quoi devenir fou.

« Enfin l'on me permet d'écrire; M. de Sartines a toutes mes lettres, qui lui ont été envoyées : qu'on les lise, on y verra de quelle nature était le chagrin qui me tuait. Rien qui eût rapport à moi ne me touchait; tout mon désespoir portait sur la faute horrible qu'on commettait à Vienne contre les intérêts de votre majesté, en m'y retenant prisonnier. Qu'on me garrotte dans ma voiture, disais-je, et qu'on me conduise en France. Je n'écoute aucun amour-propre, quand le devoir devient si pressant. Ou je suis M. de Beaumarchais, ou je suis un scélérat qui en usurpe le nom et la mission. Dans les deux cas, il est contre toute bonne politique de me faire perdre un mois à Vienne. Si je suis un fourbe, en me renvoyant en France, on ne fait que hâter ma punition; mais si je suis Beaumarchais, comme il est inouï qu'on en doute après ce qui s'est passé, quand on serait payé pour nuire aux intérêts du roi mon maître, on

(1) Ces mots de l'impératrice : « Faites-vous saigner promptement, » pourraient bien être le résultat d'un sentiment analogue à celui de l'aubergiste Conrad Gruber.

(2) Souvenir d'horlogerie assez ingénieusement appliqué ici.

ne pourrait pas faire pis que de m'arrêter à Vienne dans un temps où je puis être si utile ailleurs. — Nulle réponse. On me laisse huit jours entiers livré à cette angoisse meurtrière. Enfin on m'envoie un conseiller de la régence pour m'interroger. — Je proteste, monsieur, lui dis-je, contre la violence qui m'est ici faite au mépris de tout droit des gens: je viens invoquer la sollicitude maternelle, et je me trouve accablé sous le poids de l'autorité impériale! — Il me propose d'écrire tout ce que je voudrai, dont il se rendra porteur. Je démontre dans mon écrit le tort qu'on fait aux intérêts du roi en me retenant les bras croisés à Vienne. J'écris à M. de Sartines; je supplie au moins qu'on fasse partir un courrier en diligence. Je renouvelle mes instances au sujet de Nuremberg. Point de réponse. On m'a laissé un mois entier prisonnier sans daigner me tranquilliser sur rien. Alors, ramassant toute ma philosophie et cédant à la fatalité d'une aussi fâcheuse étoile, je me livre enfin au soin de ma santé. Je me fais saigner, droguer, purger. On m'avait traité comme un homme suspect en m'arrêtant, comme un frénétique en m'ôtant rasoirs, couteaux, ciseaux, etc., comme un sot en me refusant des plumes et de l'encre, et c'est au milieu de tant de maux, d'inquiétudes et de contradictions, que j'ai attendu la lettre de M. de Sartines.

« En me la rendant le trente et unième jour de ma détention, on m'a dit : Vous êtes libre, monsieur, de rester ou de partir, selon votre désir ou votre santé. — Quand je devrais mourir en route, ai-je répondu, je ne resterai pas un quart d'heure à Vienne. On m'a présenté *mille ducats* de la part de l'impératrice. Je les ai refusés sans orgueil, mais avec fermeté. — Vous n'avez point d'autre argent pour partir, m'a-t-on dit, tous vos effets sont en France. — Je ferai donc mon billet de ce que je ne puis me dispenser d'emprunter pour mon voyage. — Monsieur, une impératrice ne prête point. — Et moi je n'accepte de bienfaits que de mon maître : il est assez grand seigneur pour me récompenser, si je l'ai bien servi; mais je ne recevrai rien, je ne recevrai surtout point de l'argent d'une puissance étrangère chez qui j'ai été si odieusement traité. — Monsieur, l'impératrice trouvera que vous prenez de grandes libertés avec elle d'oser la refuser. — Monsieur, la seule liberté qu'on ne puisse empêcher de prendre à un homme très respectueux, mais aussi cruellement outragé, est celle de refuser des bienfaits. Au reste le roi mon maître décidera si j'ai tort ou non de tenir cette conduite, mais jusqu'à sa décision je ne puis ni ne veux en avoir d'autre.

« Le même soir, je pars de Vienne, et, venant jour et nuit sans me reposer, j'arrive à Paris le neuvième jour de mon voyage, espérant y trouver des éclaircissemens sur une aventure aussi incroyable que mon emprisonnement à Vienne. La seule chose que M. de Sartines m'ait dite à ce sujet est que l'impératrice m'a pris pour un aventurier; mais je lui ai montré un ordre de la main de votre majesté, je suis entré dans des détails qui, selon moi, ne devaient laisser aucun doute sur mon compte. C'est d'après ces considérations que j'ose espérer, sire, que votre majesté voudra bien ne pas désapprouver le refus que je persiste à faire de l'argent de l'impératrice, et me permettre de le renvoyer à Vienne. J'aurais pu regarder comme une espèce de dédommagement flatteur de l'erreur où l'on était tombé à mon égard, ou un mot obligeant de l'impératrice, ou son portrait, ou telle autre chose honorable que

j'aurais pu opposer au reproche qu'on me fait partout d'avoir été arrêté à Vienne comme un homme suspect; mais de l'argent, sire! c'est le comble de l'humiliation pour moi, et je ne crois pas avoir mérité qu'on m'en fasse éprouver, pour prix de l'activité, du zèle et du courage avec lesquels j'ai rempli de mon mieux la plus épineuse commission.

« J'attends les ordres de votre majesté.

« CARON DE BEAUMARCHAIS. »

C'est ainsi que se vérifiait, aux dépens de Beaumarchais, la justesse de la maxime de Talleyrand : « Surtout, messieurs, pas de zèle. » En se remuant à outrance pour une bagatelle, il gagnait un mois de prison, et quand il se plaignait à M. de Sartines, ce dernier lui répondait : « Que voulez-vous? l'impératrice vous a pris pour un aventurier. » Il y a, ce me semble, de la candeur dans l'étonnement de Beaumarchais, qui ne peut parvenir à comprendre que sa boîte d'or pendue au col, son billet royal, son ardeur fiévreuse, son abus des chevaux de poste, son changement de nom, son assassinat et ses brigands, le tout à propos d'une méchante brochure, aient formé un composé assez bizarre pour inspirer à Marie-Thérèse quelque défiance, et que ce qui devait, suivant lui, le rendre intéressant n'ait servi qu'à le rendre suspect de folie ou de fourberie. Il paraît cependant que, pour le consoler des mille ducats qu'il avait sur le cœur, on lui remit en échange un diamant avec autorisation de le porter comme un présent de l'impératrice.

Un mot enfin sur la carte à payer de cette *importante affaire*. Beaumarchais, dont le but principal, en ce moment, est d'obtenir que le roi facilite sa réhabilitation devant le nouveau parlement, travaille gratis, et ne demande rien pour lui-même; mais les chevaux de poste coûtent fort cher, et depuis le mois de mars, en y comprenant les voyages relatifs à Morande, dont les frais ne sont pas encore payés, il a fait en allées et venues, pour le service du roi, dix-huit cents lieues. Le total, y compris l'achat du libelle Angelucci et les frais de séjour en diverses villes, se monte à 2,783 guinées, c'est-à-dire plus de 72,000 fr. Ainsi, en faisant rentrer dans ce compte les 100,000 fr. donnés à Morande, on dépensait 172,000 francs, on employait pendant six mois toute l'activité d'un homme intelligent, et cela pour arriver à la destruction de deux méchantes rapsodies qui ne valaient pas 72 deniers. Singulier moyen d'arrêter la confection des libelles, et singulier emploi de la fortune publique!

Cependant, en déployant beaucoup d'activité pour des objets de peu d'importance, Beaumarchais gagnait du terrain. Il était en correspondance suivie avec M. de Sartines; il lui transmettait avec un mélange de bon sens et de joviale familiarité ses observations et ses vues sur tous les nicidens de la politique de chaque jour; il allait et venait sans cesse de Paris à Londres pour la surveillance des libelles,

et suivait déjà avec attention la querelle des colonies anglaises de l'Amérique avec la métropole. Bientôt on eut encore recours à lui pour une troisième affaire d'un ordre plus relevé que les deux premières. Jusqu'ici, nous l'avons vu uniquement occupé de dépister, de poursuivre ou d'acheter d'obscurs libellistes; le gouvernement français va le mettre aux prises avec un personnage célèbre comme lui, aussi fin, presque aussi spirituel et beaucoup plus bizarre que lui.

II. — BEAUMARCHAIS ET LE CHEVALIER D'ÉON.

L'histoire humaine est riche en mystifications; mais de toutes les mystifications historiques, une des plus étranges et des plus ridicules est sans contredit celle qui se rattache à la vie du chevalier d'Éon. Voici un personnage qui jusqu'à l'âge de quarante-trois ans est considéré partout comme un homme, qui, en cette qualité d'homme, devient successivement docteur en droit, avocat au parlement de Paris, censeur pour les belles-lettres, agent diplomatique, chevalier de Saint-Louis, capitaine de dragons, secrétaire d'ambassade, et qui enfin remplit pendant quelques mois les fonctions de ministre plénipotentiaire de la cour de France à Londres. A la suite d'une querelle violente et scandaleuse avec l'ambassadeur, comte de Guerchy, dont il a occupé le poste par intérim, il est destitué et rappelé officiellement par Louis XV, mais maintenu secrètement par lui à Londres avec une pension de 12,000 livres. Bientôt, vers 1771, des doutes venus on ne sait d'où, engendrés on ne sait comment, s'élèvent sur le sexe de ce capitaine de dragons, et des paris énormes s'engagent à la manière anglaise sur cette question. Le chevalier d'Éon, qui pourrait facilement dissiper toutes les incertitudes, les laisse se propager et s'accroître; la fièvre des paris redouble, et l'opinion que le chevalier est une femme ne tarde pas à devenir l'opinion la plus générale. Peu de temps après, en 1775, Beaumarchais, auquel il a déclaré qu'il était une femme, vient lui enjoindre, au nom du roi Louis XVI, de rendre cette déclaration publique et de prendre les habits de son sexe. Il signe la déclaration demandée, et après avoir hésité un peu plus longtemps sur le changement de costume, il se résigne enfin, quitte à cinquante ans son uniforme de dragon pour prendre une jupe et une coiffe, et en 1778 apparaît à Versailles dans cet accoutrement, qu'il garde jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant trente-deux ans. On écrit avec sa coopération, sous le titre de *Vie militaire, politique et privée de la demoiselle d'Éon*, un beau roman dans lequel on raconte que ses parens l'ont fait baptiser comme garçon, quoiqu'il fût une fille, afin de conserver un bien que sa famille devait perdre faute d'héritiers mâles. Le chevalier écrit de son côté et publie de nombreux factums dans lesquels il pose en chevalière, se

félicite d'avoir pu, au milieu du désordre des camps, des siéges et des batailles, « *conserver*, dit-il, intacte *cette fleur de pureté*, gage si précieux et si fragile, hélas! de nos mœurs et de notre *foi*. » On le compare à Minerve et à Jeanne d'Arc! Dorat adresse des épîtres galantes à cette vieille héroïne qui a illustré son sexe. Les écrivains les plus sérieux et qu'on devrait croire les mieux informés sont dupés comme tous les autres, et le grave auteur de l'*Histoire de la Diplomatie française*, M. de Flassan, écrit sur le chevalier d'Éon les lignes suivantes :

« On ne peut nier, dit M. de Flassan, qu'elle (la chevalière d'Éon) n'ait offert une espèce de phénomène. La nature se trompa en lui donnant un sexe si opposé à son caractère fier et décidé. Sa *manie* de *vouloir jouer l'homme* et de *tromper les observateurs* la rendit quelquefois mauvaise tête, et elle traita M. de Guerchy avec une impertinence inexcusable vis-à-vis d'un ministre du roi. Du reste, elle mérite de l'estime et du respect pour la constance qu'elle mit à dérober son sexe à tant de regards perçans... Le rôle brillant que *cette femme* a joué dans des missions délicates et au milieu de tant de circonstances contraires prouve en particulier qu'elle était plus propre à la politique par son esprit et ses connaissances que beaucoup d'hommes qui ont couru la même carrière (1). »

C'est en 1809, un an avant la mort de la chevalière d'Éon, que M. de Flassan écrivait les lignes que nous venons de citer. Un an après, le 21 mai 1810, la chevalière d'Éon mourait à Londres, et à l'inspection de son corps, il était démontré et constaté de la manière la plus authentique que cette prétendue chevalière, à qui l'historien de la diplomatie française reproche la *manie de vouloir jouer l'homme et de tromper les observateurs*, que cette prétendue chevalière était *un chevalier parfaitement constitué* (2).

Que signifie cette grotesque mystification, et comment s'en expliquer le succès? Quel motif a pu porter un homme distingué par son rang, un officier intrépide, un secrétaire d'ambassade, un chevalier de Saint-Louis, à se faire passer pour femme pendant plus de trente ans? Ce rôle lui fut-il imposé? S'il fut imposé, comment et pourquoi un gouvernement a-t-il pu exiger d'un capitaine de dragons âgé de quarante-sept ans un travestissement aussi ridicule, et comment ce dragon de quarante-sept ans, qui se faisait la barbe, à l'instar de tous les dragons, qui, d'après les propres paroles de Beaumarchais, *buvait, fumait et jurait comme un estafier allemand*, a-t-il pu mystifier tant de personnes, à commencer par Beaumarchais lui-même? car ce dernier,

(1) *Histoire générale et raisonnée de la diplomatie française*, t. V, p. 454. 1809.

(2) C'est ce qui résulte de l'attestation suivante : « Je certifie par le présent que j'ai examiné et disséqué le corps du chevalier d'Éon en présence de M. Adair, de M. Wilson, du père Élysée, et que j'ai trouvé les organes mâles de la génération parfaitement formés sous tous les rapports. — Le 23 mai 1810. — Thom Copeland, chirurgien. » A cette attestation sont jointes les signatures d'une grande quantité de personnages notables, qui mettent hors de doute le sexe du chevalier d'Éon.

on va le voir, a toujours cru *très sincèrement* que le dragon était une femme, et une femme amoureuse de lui, Beaumarchais! Comment enfin et pourquoi ce problème de carnaval a-t-il pu devenir une sorte de question d'état, donner lieu à une foule de négociations, faire agir, parler, écrire, des rois et des ministres, faire voyager des courriers, et dépenser, comme toujours, beaucoup d'argent? Ces diverses questions, qui prouvent à quel point Montaigne avait raison quand il disait en son langage : *La plupart de nos vacations sont farcesques*, — ces diverses questions sont loin d'être éclaircies.

La version la plus accréditée sur le chevalier d'Éon est celle-ci. Ayant, dans sa jeunesse, les apparences d'une femme, il aurait été envoyé une fois par Louis XV, sous un déguisement féminin, à la cour de Saint-Pétersbourg. Il se serait introduit auprès de l'impératrice Élisabeth en qualité de *lectrice*, et aurait contribué au rapprochement des deux cours. Il en serait résulté quelques doutes sur son sexe. Ces doutes, disparus au milieu d'une carrière toute virile, auraient été réveillés et propagés longtemps après par Louis XV lui-même, à la suite de l'éclat scandaleux occasionné par la querelle de d'Éon et du comte de Guerchy. Ne voulant point sévir contre un agent qu'il avait employé avec utilité dans sa diplomatie secrète, voulant, d'un autre côté, donner satisfaction à la famille de Guerchy, empêcher un duel entre le jeune fils de l'ambassadeur, qui avait juré de venger son père, et d'Éon, duelliste redouté, — voulant enfin arrêter toutes les conséquences de cette querelle, le roi aurait été conduit, par le souvenir des travestissemens de la jeunesse de d'Éon, à lui enjoindre de laisser s'accréditer le bruit qu'il était une femme. Louis XVI, adoptant la politique de son aïeul, l'aurait forcé de se déclarer femme et de prendre le costume féminin. « Depuis longtemps, dit Mme Campan, ce bizarre personnage sollicitait sa rentrée en France; mais il fallait trouver un moyen d'épargner à la famille qu'il avait offensée l'espèce d'insulte qu'elle verrait dans son retour : on lui fit prendre le costume d'un sexe auquel on pardonne tout en France. »

Tel est le thème le plus généralement admis sur le chevalier d'Éon; mais il paraît bien inconcevable. Comment s'expliquer en effet qu'un roi, pour arrêter les suites d'une querelle, ne trouve pas de moyen plus simple que de changer un des adversaires en femme, et qu'un officier de quarante-sept ans préfère renoncer à toute carrière virile et porter des jupes pendant tout le reste de sa vie plutôt que de s'engager tout simplement à refuser, par ordre du roi, une provocation, ou plutôt que de rester dans la disgrâce et l'exil en gardant sa liberté et son sexe? Comment s'expliquer enfin, si le chevalier d'Éon n'est que la victime résignée des volontés de Louis XV, adoptées par Louis XVI, que lorsque ces deux rois sont morts, lorsque la monar-

chie française elle-même n'existe plus, lorsque d'Éon, retiré à Londres, n'a plus aucun intérêt d'argent et de situation à subir le travestissement imposé, comment s'expliquer qu'il persiste à le conserver jusqu'à sa mort?

Tout cela est fort singulier et peu compréhensible. Un nouveau thème s'est produit, il y a une vingtaine d'années, sur le chevalier d'Éon. Cette donnée est très hardie, nous éprouvons même quelque embarras à la reproduire; cependant, comme elle est développée dans un ouvrage en deux volumes, qu'on nous déclare emprunté à des documens authentiques (1), il faut bien en dire un mot. L'auteur de cet ouvrage affirme que, si le fameux chevalier d'Éon a consenti à passer pour une femme, ce n'est pas dans l'intérêt de la maison de Guerchy, mais pour sauver l'honneur de la reine d'Angleterre, Sophie-Charlotte, femme de George III. Il raconte que, d'Éon ayant été surpris avec la reine par le roi, un médecin ami de la reine et de d'Éon aurait déclaré au roi que d'Éon était une femme. George III s'en serait informé auprès de Louis XV, qui, dans l'intérêt de la tranquillité de son royal confrère, se serait empressé d'assurer qu'en effet d'Éon était une femme. A partir de ce jour, d'Éon aurait été condamné à changer de sexe, avec cette consolation d'avoir donné un roi à l'Angleterre, car l'auteur du livre en question n'hésite pas à nous dire qu'il est persuadé que cette prétendue femme était le père de George IV.

Cette *révélation* au sujet d'une reine, qui, si nous ne nous trompons, a toujours passé jusqu'ici pour une très honnête femme, cette révélation aurait besoin, pour être admise, d'être appuyée sur des preuves concluantes que nous cherchons en vain dans l'ouvrage intitulé : *Mémoires du chevalier d'Éon.* Sauf une lettre du duc d'Aiguillon au chevalier qui, si elle est authentique, pourrait, quoiqu'elle ne désigne pas positivement la reine Sophie-Charlotte, prêter quelque force à l'hypothèse de l'auteur, tout se réduit dans ce livre, au moins quant à la question principale, à des assertions très hasardées, à des inductions arbitraires accompagnées de récits peu vraisemblables et de dialogues de fantaisie qui donnent à cet ouvrage les apparences d'un roman, et lui enlèvent presque toute autorité (2).

(1) Cet ouvrage est intitulé *Mémoires du chevalier d'Éon*, publiés pour la première fois sur les papiers fournis par sa famille et d'après les matériaux authentiques déposés aux archives des affaires étrangères, par M. Gaillardet, auteur de *la Tour de Nesle.*

(2) Si on voulait ici discuter l'hypothèse de M. Gaillardet, les objections ne manqueraient pas. Comment s'expliquer par exemple que d'Éon, déterminé à sauver l'honneur de la reine d'Angleterre en se donnant comme une femme, favorise par son silence les paris sur son sexe et les laisse se multiplier pendant quatre ans, depuis 1771, époque de la scène racontée par l'auteur des *Mémoires*, jusqu'en 1775, époque où d'Éon signe la déclaration dictée par Beaumarchais? Et comment s'expliquer que durant ces quatre ans le roi George III, qui, dans l'hypothèse en question, aurait un intérêt capital à éclaircir

Nous ne nous proposons point ici d'exposer à notre tour un système sur le chevalier d'Éon : ce singulier personnage ne figure qu'accessoirement dans la vie de Beaumarchais, et il nous suffira de prendre la situation au moment où ce dernier entre en scène.

C'est en mai 1775. Le chevalier d'Éon est à Londres, disgracié et banni depuis sa querelle avec le comte de Guerchy, mais n'en continuant pas moins à toucher, même après la mort de Louis XV, la pension secrète de 12,000 francs que ce roi lui a accordée en 1766. Les doutes élevés sur son sexe paraissent dater de 1771. Les paris anglais sur cette question sont ouverts depuis cette époque, et d'Éon entretient par son silence l'incertitude des parieurs. Toutefois ce n'est pas la question de son sexe qui paraît à cette époque intéresser le gouvernement français : c'est une autre question. En sa qualité d'agent secret de Louis XV, d'Éon a eu pendant quelques années une correspondance mystérieuse avec le roi et les quelques personnes chargées de diriger la diplomatie occulte qu'il avait, on le sait, organisée à l'insu de ses ministres. D'Éon exagère de son mieux l'importance de ces papiers relatifs à la paix conclue entre la France et l'Angleterre en 1763. Il débite autour de lui que, s'ils étaient publiés, ils rallumeraient la guerre entre les deux nations, et que l'opposition anglaise lui a offert des sommes énormes pour les publier; il est, dit-il, trop bon Français pour y consentir, mais cependant il a besoin d'argent, de beaucoup d'argent, parce qu'il a beaucoup de dettes, et si le gouvernement veut rentrer en possession de ses papiers, il faut qu'il paie les dettes du possesseur. Ce n'est pas d'ailleurs un cadeau que d'Éon réclame : le gouvernement français est son débiteur, il lui doit beaucoup plus d'argent que d'Éon n'en doit lui-même. En effet, le chevalier envoie en 1774, à M. de Vergennes, ministre des affaires étrangères, un compte d'apothicaire des plus amusans, duquel j'extrais seulement les articles suivans, qui donneront une idée de l'intrépidité romanesque avec laquelle ce dragon chargeait à fond sur le trésor public.

« En novembre 1757, écrit d'Éon, le roi actuel de Pologne, étant envoyé extraordinaire de la république en Russie, fit remettre à M. d'Éon, secrétaire

la chose, n'emploie pour y arriver aucun de ces moyens qu'un monarque même constitutionnel trouverait facilement en un cas pareil? Enfin, si cette hypothèse, qui nous semble complétement chimérique, peut servir à expliquer la persistance de d'Éon à garder ses vêtemens de femme jusqu'à sa mort, elle rend absolument inexplicable ce fait, que la reine n'ait rien tenté pour empêcher la découverte de la vérité après le décès du chevalier. Cette découverte, suivant M. Gaillardet, aurait occasionné le troisième et dernier accès de folie du roi George III. Rien n'eût été cependant plus facile que d'éviter ce malheur, car d'Éon est mort dans un état voisin de l'indigence; et puisqu'il était, dans l'hypothèse de M. Gaillardet, assez dévoué à la reine pour lui sacrifier sa vie pendant trente ans, elle eût pu certainement, avec très peu d'argent, le déterminer à aller mourir sur une terre lointaine, au lieu de rester exposé à Londres à l'examen des chirurgiens.

de l'ambassade de France, un billet renfermant un diamant estimé 6,000 liv., dans l'intention que M. d'Éon l'instruirait d'une affaire fort intéressante qui se tramait alors à Saint-Pétersbourg. Celui-ci se fit un devoir de confier le billet et le diamant à M. le marquis de l'Hospital, ambassadeur, et de reporter ledit diamant au comte de Poniatowski, qui, de colère, le jeta dans le feu. M. de l'Hospital, touché de l'acte honnête de M. d'Éon, en écrivit au cardinal de Bernis, qui promit de lui faire accorder par le roi une gratification de pareille somme pour récompense de sa fidélité; mais M. le cardinal de Bernis ayant été déplacé et exilé, le sieur d'Éon n'a jamais reçu cette gratification qu'il se croit en droit de réclamer, ci. . . . . 6,000 liv.

N'est-ce pas une bonne plaisanterie que cette histoire d'un diamant de 1757 reparaissant dans un mémoire de 1774? — Passons à un autre article.

« M. le comte de Guerchy, dit d'Éon, a détourné le roi d'Angleterre de faire à M. d'Éon le présent de mille pièces qu'il accorde aux ministres plénipotentiaires qui résident à sa cour, ci. . . . . 24,000 liv.

« Autre article. — Plus, n'ayant pas été en état, depuis 1763 jusqu'en 1773, d'entretenir ses vignes en Bourgogne, M. d'Éon a non-seulement perdu mille écus de revenu par an, mais encore toutes les vignes, et croit pouvoir porter cette perte à moitié de sa réalité, ci. . . . . 15,000 liv.

« Plus M. d'Éon, sans entrer dans l'état qu'il pourrait produire des dépenses immenses que lui a occasionnées son séjour à Londres depuis 1763 jusqu'à la présente année 1773, tant pour l'entretien et la nourriture de feu son cousin et de lui que pour les frais extraordinaires que les circonstances ont exigés, croit devoir se borner à réclamer ce qu'exige à Londres l'entretien d'un ménage simple et décent dans lequel on se limite aux frais et domestiques nécessaires; ce qu'il évalue en conséquence à la modique somme de 450 louis ou 10,000 livres tournois par an, ce qui fait, pour lesdites dix années, ci. . . . . 100,000 liv.

Il est à noter que depuis 1766 d'Éon touche 12,000 livres de pension par an. Le valet du *Joueur*, dans Regnard, présente un compte de dettes *actives* qui ne vaut certainement pas celui-là. Tout le reste est de même force, et l'ensemble des créances de l'ingénieux chevalier s'élève ainsi à la modique somme de 316,477 livres 16 sous. D'Éon demande de plus que sa pension de 12,000 livres soit convertie en un contrat de rente viagère de même somme. On lui avait envoyé successivement deux négociateurs pour obtenir la remise de ses papiers à des conditions moins exorbitantes; l'un d'eux, M. de Pommereux, capitaine de grenadiers, et comme tel doué d'une rare intrépidité, avait été jusqu'à proposer à ce capitaine de dragons, qui passait pour femme, de l'épouser. D'Éon ne voulant point démordre de ses prétentions, on avait pris le parti de laisser tomber la négociation, lorsqu'en mai 1775 le chevalier, apprenant que Beaumarchais était à

Londres pour d'autres affaires, demanda à le voir. « Nous nous vîmes tous deux, dit d'Éon, conduits sans doute par une curiosité naturelle aux animaux extraordinaires de se rencontrer. » Le chevalier implora l'appui de Beaumarchais, et, pour lui donner une preuve de confiance, lui avoua en pleurant qu'il était une femme, et ce qui est étrange, c'est que Beaumarchais n'en doute pas un instant. Charmé à la fois d'obliger une fille aussi intéressante par son courage guerrier, ses talens diplomatiques, ses malheurs, et de mener à fin une négociation difficile, il adresse à Louis XVI les lettres les plus touchantes en faveur de d'Éon. « Quand on pense, écrit-il au roi, que cette créature tant persécutée est d'un sexe à qui l'on pardonne tout, le cœur s'émeut d'une douce compassion... J'ose vous assurer, sire, dit-il ailleurs, qu'en prenant cette étonnante créature avec adresse et douceur, quoique aigrie par douze années de malheurs, on l'amènera facilement à rentrer sous le joug, et à remettre tous les papiers relatifs au feu roi à des conditions raisonnables. » — On se demande comment Beaumarchais, qui ne manquait certes pas d'expérience en ces sortes de questions, a pu ainsi voir une fille dans la personne d'un dragon des plus masculins. Le biographe de d'Éon, que nous venons de citer, assure que le chevalier employa, pour abuser l'auteur du *Barbier de Séville*, une supercherie que nous n'exposerons pas ici, et qui est tirée d'un des *Contes* de La Fontaine. C'est possible, quoique peu probable; mais ce qui est certain, c'est qu'il n'y a pas dans tous les papiers de Beaumarchais une seule ligne qui ne prouve en effet qu'il a été complétement trompé sur le sexe du chevalier, et si l'on pouvait supposer que, dans cette inextricable comédie, Beaumarchais aussi joue son rôle et feint de prendre un homme pour une femme, on serait détourné de cette idée par la candeur avec laquelle son ami intime Gudin, qui l'accompagnait dans le voyage où se noua la négociation avec d'Éon, raconte à son tour, dans ses mémoires inédits sur Beaumarchais, les malheurs de cette *femme intéressante*.

« Ce fut, dit Gudin, chez Wilkes (1) à dîner, que je rencontrai d'Éon pour la première fois. Frappé de voir la croix de Saint-Louis briller sur sa poitrine, je demandai à Mlle Wilkes quel était ce chevalier; elle me le nomma. — Il a, lui dis-je, une voix de femme, et c'est de là vraisemblablement que sont nés tous les propos qu'on a faits sur son compte. Je n'en savais pas davantage alors; j'ignorais encore ses relations avec Beaumarchais. Je les appris bientôt par elle-même. Elle m'avoua, en pleurant (il paraît que c'était la manière de d'Éon), qu'elle était femme, et me montra ses jambes couvertes de cicatrices, restes de blessures qu'elle avait reçues lorsque, renversée de son cheval tué sous elle, un escadron lui passa sur le corps et la laissa mourante dans la plaine. »

(1) Wilkes était à cette époque lord-maire de Londres.

On ne peut pas être plus candidement mystifié que ne l'est Gudin. — Dans cette première période de la négociation, d'Éon est aux petits soins pour Beaumarchais, il l'appelle son *ange tutélaire*, il lui envoie, en les recommandant à son indulgence, ses *œuvres complètes* en quatorze volumes, car cet être bizarre, dragon, femme et diplomate, était en même temps un barbouilleur de papier des plus féconds. Il se peint assez bien dans une lettre au duc de Praslin.

« Si vous voulez me connaître, monsieur le duc, je vous dirai franchement que je ne suis bon que pour penser, imaginer, questionner, réfléchir, comparer, lire, écrire, pour courir du levant au couchant, du midi jusqu'au nord, et pour me battre dans la plaine ou sur les montagnes : si j'eusse vécu du temps d'Alexandre ou de don Quichotte, j'aurais été Parménion ou Sancho Pança. Si vous m'ôtez de là, je vous mangerai, sans faire une sottise, tous les revenus de la France en un an, et après cela je vous ferai un excellent traité sur l'économie. Si vous voulez en avoir la preuve, voyez tout ce que j'ai écrit dans mon histoire des finances sur la distribution des deniers publics. »

Sous l'impression des cajoleries de la prétendue chevalière, Beaumarchais revient à Versailles, plaide sa cause avec chaleur, s'évertue à prouver que les papiers qu'elle a dans les mains, et qu'il ne connaît pas, sont de la plus haute importance, demande la permission de renouer avec elle d'abord officieusement les négociations rompues, et l'obtient par la lettre suivante de M. de Vergennes, qui est importante en ce qu'elle ne semble pas tout à fait d'accord avec la version généralement adoptée sur les vues du gouvernement français quant au chevalier d'Éon. Voici cette lettre de M. de Vergennes à Beaumarchais, dont je ne supprime que quelques passages insignifians.

« J'ai sous les yeux, monsieur, le rapport que vous avez fait à M. de Sartines de notre conversation touchant M. d'Éon; il est de la plus grande exactitude; j'ai pris en conséquence les ordres du roi; sa majesté vous autorise à convenir de toutes les sûretés raisonnables que M. d'Éon pourra demander pour le paiement régulier de sa pension de 12,000 livres, bien entendu qu'il ne prétendra pas qu'on lui constitue une annuité de cette somme hors de France, le fonds capital qui devrait être employé à cette création n'est pas en mon pouvoir, et je rencontrerais les plus grands obstacles à me le procurer; mais il est aisé de convertir la susdite pension en une rente viagère dont on délivrerait le titre.

« L'article du paiement des dettes fera plus de difficulté; les prétentions de M. d'Éon sont bien hautes à cet égard; il faut qu'il se réduise, et considérablement, pour que nous puissions nous arranger. Comme vous ne devez pas, monsieur, paraître avoir aucune mission auprès de lui, vous aurez l'avantage de le voir venir, et par conséquent de le combattre avec supériorité. M. d'Éon a le caractère violent, mais je lui crois une âme honnête, et je lui rends assez de justice pour être persuadé qu'il est incapable de trahison.

« Il est impossible que M. d'Éon prenne congé du roi d'Angleterre; la *révélation de son sexe ne peut plus le permettre; ce serait un ridicule pour les deux cours.* L'attestation à substituer est délicate, cependant on peut l'accorder, pourvu qu'il se contente des éloges que méritent son zèle, son intelligence et sa fidélité; mais nous ne pouvons louer ni sa modération ni sa soumission, et dans aucun cas il ne doit être question des scènes qu'il a eues avec M. de Guerchy.

« Vous êtes éclairé et prudent, vous connaissez les hommes, et je ne suis pas inquiet que vous ne tiriez bon parti de M. d'Éon, s'il y a moyen. Si l'entreprise échoue dans vos mains (1), il faudra se tenir pour dit qu'elle ne peut plus réussir, et se résoudre à tout ce qui pourra en arriver. La première sensation pourrait être désagréable pour nous; mais les suites seraient affreuses pour M. d'Éon : c'est un rôle bien humiliant que celui d'un expatrié qui a le vernis de la trahison; le mépris est son partage.

« Je suis très sensible, monsieur, aux éloges que vous avez bien voulu me donner dans votre lettre à M. de Sartines. J'aspire à les mériter, et je les reçois comme un gage de votre estime qui me flattera dans tous les temps. Comptez, je vous prie, sur la mienne, et sur tous les sentimens avec lesquels j'ai l'honneur d'être très sincèrement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

« DE VERGENNES. »

« Versailles, le 21 juin 1775. »

Cette lettre de M. de Vergennes, très honorable pour Beaumarchais, prouve qu'à cette époque on ne songe point encore à imposer à d'Éon le costume de femme; son sexe féminin semble une chose admise, et la condition exigée pour son retour en France consiste seulement dans la remise de sa correspondance avec Louis XV. C'est dans une autre lettre à Beaumarchais, postérieure d'un mois et datée du 26 août 1775, que M. de Vergennes s'explique sur la question du costume féminin en ces termes :

« Quelque désir que j'aie de voir et de connaître et d'entendre M. d'Éon, je ne vous cacherai pas, monsieur, une inquiétude qui m'assiége. Ses ennemis veillent, et lui pardonneront difficilement tout ce qu'il a dit sur eux. S'il vient ici, quelque sage et circonspect qu'il puisse être, ils pourront lui prêter des propos contraires au silence que le roi impose; les dénégations et les justifications sont toujours embarrassantes et odieuses pour les âmes honnêtes. *Si M. d'Éon voulait se travestir, tout serait dit : c'est une proposition que lui seul peut se faire;* mais l'intérêt de sa tranquillité semble lui conseiller d'éviter, du moins pour quelques années, le séjour de la France, et nécessairement celui de Paris. Vous ferez de cette observation l'usage que vous jugerez convenable. »

Que signifie cette lettre du ministre, écrite un mois après la première, où le sexe féminin du chevalier d'Éon est considéré comme un

(1) C'est-à-dire l'entreprise qui a pour objet d'obtenir la restitution de la correspondance secrète avec Louis XV.

fait avéré? Par ces mots : « si M. d'Éon voulait se *travestir*, tout serait dit, » M. de Vergennes entend-il que d'Éon est un homme, et qu'il doit s'habiller en femme? Si la phrase avait ce sens, adressée à Beaumarchais, elle rendrait les lettres de ce dernier complétement inintelligibles, car il insiste perpétuellement sur le sexe féminin du chevalier d'Éon. De plus, cette lettre adressée à Beaumarchais détruirait le système qui, pour expliquer l'erreur de l'agent de M. de Vergennes, consiste à prétendre que d'Éon et le ministre étaient convenus ensemble que les agens chargés de négocier entre eux seraient eux-mêmes abusés sur le véritable sexe du chevalier. Si au contraire, ce qui est plus probable, ce mot *se travestir* est une expression impropre échappée au ministre et qui veut dire seulement : « M. d'Éon, reconnu femme, devrait s'habiller en femme, » dans ce cas il faudrait en conclure que M. de Vergennes a été trompé comme tout le monde sur le sexe de d'Éon, qu'il considère sa prise d'habits de femme comme une conséquence de la révélation de son sexe, et que s'il en fait une condition de sa rentrée en France, il n'y attache pas cependant une extrême importance. C'est Beaumarchais surtout qui insiste sur ce point :

« Tout ceci, écrit-il au ministre en date du 7 octobre 1775, m'a donné occasion de mieux connaître encore la créature à qui j'ai affaire, et je m'en tiens toujours à ce que je vous en ai dit : c'est que le ressentiment contre les feux ministres (ceux qui l'avaient destitué en 1766) et leurs amis de trente ans est si fort *en lui* (1), qu'on ne saurait mettre une barrière trop insurmontable entre les contendans qui existent. Les promesses par écrit d'être sage ne suffisent pas pour arrêter une tête qui s'enflamme toujours au seul nom de Guerchy; la déclaration positive de son sexe et l'engagement de vivre désormais avec ses habits de femme est le seul frein qui puisse empêcher du bruit et des malheurs. Je l'ai exigé hautement, et l'ai obtenu. »

Ces lettres prouvent que c'est Beaumarchais surtout qui insiste sur la prise d'habits comme condition rigoureuse, et dans ce cas, si, comme tout porte à le croire, d'Éon l'a trompé pour se rendre intéressant, il serait assez curieux que ce fût lui, Beaumarchais, abusé par d'Éon, qui fût le principal auteur de la prise d'habits imposée rigoureusement à d'Éon comme condition de sa rentrée en France.

Quoi qu'il en soit, si Beaumarchais, sur la question de sexe, est mystifié par le chevalier, il le bride à son tour sur la question pécuniaire. D'Éon, on l'a vu, pour remettre la fameuse correspondance, demandait la bagatelle de 318,477 livres. Beaumarchais, tout en repoussant ces prétentions absurdes, ne spécifie point de chiffre, et, dans la transaction du 5 octobre 1775 en vertu de laquelle le cheva-

(1) Ce mot *en lui* ne prouve rien contre l'erreur de Beaumarchais; il n'est que le résultat de l'habitude où l'on a été jusqu'ici de considérer d'Éon comme un homme.

lier s'engage à remettre tous les papiers du roi, Beaumarchais s'engage seulement à lui délivrer un contrat de 12,000 livres de rentes, ainsi que *de plus fortes sommes dont le montant lui sera remis*, dit la convention, pour l'acquittement de ses dettes en Angleterre. Chacun des deux contractans se réserve ainsi une porte de derrière : si les plus fortes sommes ne paraissaient pas assez fortes au chevalier, il comptait garder une portion des papiers pour en obtenir de plus fortes encore; Beaumarchais de son côté, n'entendant point payer toutes les dettes qu'il plairait à d'Éon de déclarer, demande au roi la faculté de *batailler*, pour employer son expression, avec la demoiselle d'Éon, depuis 100 jusqu'à 150,000 francs, se réservant de lui donner l'argent par fractions, en étendant ou resserrant la somme d'après la confiance que lui inspirerait le chevalier.

D'Éon commence par exhiber un coffre de fer bien cadenassé déposé chez un amiral anglais, son ami lord Ferrers, en nantissement, dit-il, d'une dette de 5,000 livres sterling. Il déclare que ce coffre contient toute la correspondance secrète. Ici embarras de Beaumarchais : il n'est pas autorisé à visiter ces papiers; s'il donne de l'argent, il peut recevoir, dit-il, en échange, des comptes de blanchisseuse. Après un nouveau voyage à Paris pour demander à inventorier les papiers, il obtient enfin cette autorisation, et, à l'ouverture du coffre, il se trouve que le lord Ferrers, créancier réel ou simulé, n'a reçu en nantissement que des papiers presque insignifians. D'Éon avoue alors en rougissant que les papiers les plus précieux sont restés cachés sous le plancher de sa chambre. « Elle me conduisit chez elle, écrit Beaumarchais au ministre, et tira de dessous son plancher cinq cartons bien cachetés, étiquetés : *Papiers secrets à remettre au roi seul*, qu'elle m'assura contenir toute la correspondance secrète et la masse entière des papiers qu'elle avait en sa possession. Je commençai par en faire l'inventaire et les parapher tous, afin qu'on n'en pût soustraire aucun; mais pour m'assurer encore mieux que la suite entière y était contenue, pendant qu'elle écrivait l'inventaire, je les parcourais tous rapidement. »

On voit que Beaumarchais était homme de précaution; alors seulement il paie la créance de lord Ferrers, qui lui remet en échange une somme égale de billets souscrits par le chevalier d'Éon, et il se prépare à partir pour Versailles avec son coffre. Le chevalier naturellement ne trouvait pas les *fortes sommes assez fortes;* mais, la transaction du 5 octobre n'embrassant pas seulement la remise des papiers et obligeant d'Éon au costume de femme et au silence sur tous ses anciens démêlés avec les Guerchy, Beaumarchais lui tint la dragée haute.

« J'assurai, écrit-il à M. de Vergennes, cette demoiselle que, si elle était

sage, modeste, silencieuse, et si elle se conduisait bien, je rendrais un si bon compte d'elle au ministre du roi, même à sa majesté, que j'espérais lui obtenir encore quelques nouveaux avantages. Je fis d'autant plus volontiers cette promesse que j'avais encore dans mes mains environ 41,000 livres tournois sur lesquelles je comptais récompenser chaque acte de soumission et de sagesse par des générosités censées obtenues successivement du roi et de vous, monsieur le comte, mais seulement à titre de grâce et non d'acquittement; c'était avec ce secret que j'espérais encore dominer, maîtriser cette créature fougueuse et rusée. »

Arrivé à Versailles avec son coffre, Beaumarchais est complimenté par M. de Vergennes, qui lui envoie un beau certificat déclarant que « sa majesté a été très satisfaite du zèle qu'il a marqué dans cette occasion, ainsi que de l'intelligence et de la dextérité avec lesquelles il s'est acquitté de la commission que sa majesté lui avait confiée. »

Le négociateur commençait à attirer l'attention de Louis XVI; les précédentes missions l'avaient laissé dans l'ombre, celle-ci le mettait enfin en évidence. Il n'était pas homme à en rester là et à négliger de pousser sa pointe. Ce qu'il veut maintenant, ce n'est plus seulement un ordre du roi, c'est une correspondance directe avec lui. Avant de repartir pour Londres, il adresse à Louis XVI une série de questions en le priant de vouloir bien répondre lui-même en marge, et le roi de sa main répond docilement aux questions de Beaumarchais. L'autographe est curieux. Le corps de la pièce est écrit de la main de Beaumarchais et signé de lui; les réponses à chaque question sont écrites en marge, d'une écriture assez fine, mais inégale, molle, indécise, où les T et les V sont à peine indiqués. C'est l'écriture du bon, du faible et malheureux souverain que la révolution devait dévorer dix-sept ans plus tard; et afin que Beaumarchais puisse se glorifier tout à son aise de correspondre directement avec Louis XVI, à la suite des réponses de ce monarque se trouvent les lignes suivantes, écrites et signées de la main de M. de Vergennes : *Toutes les apostilles en réponse sont de la main du roi.* Pour apprécier cette pièce comme témoignage de la discordance de toutes choses à cette époque, il faut de plus se souvenir qu'au moment où elle est écrite, Beaumarchais est encore sous le coup d'une condamnation juridique qui le déclare déchu de ses droits de citoyen, et c'est dans cette situation qu'il entame par écrit avec Louis XVI le dialogue suivant :

« Points essentiels que je supplie M. le comte de Vergennes de présenter à la décision du roi avant mon départ pour Londres, ce 13 décembre 1775, pour être répondus en marge :

« Le roi accorde-t-il à la demoiselle d'Éon la permission de porter la croix de Saint-Louis sur ses habits de femme?

« *Réponse du roi :* — En province seulement.

« Sa majesté approuve-t-elle la gratification de 2,000 écus que j'ai passée à cette demoiselle pour son trousseau de fille?

« *Réponse du roi :* — Oui.

« Lui laisse-t-elle la disposition entière, dans ce cas, de tous ses habillemens virils?

« *Réponse du roi :* — Il faut qu'elle les vende.

« Comme ces grâces doivent être subordonnées à de certaines dispositions d'esprit auxquelles je désire soumettre pour toujours la demoiselle d'Éon, sa majesté veut-elle bien me laisser encore le maître d'accorder ou de refuser, selon que je croirai utile au bien de son service?

« *Réponse du roi :* — Oui.

« Le roi ne pouvant refuser de me faire donner par son ministre des affaires étrangères une reconnaissance en bonne forme de tous les papiers que je lui ai rapportés d'Angleterre, j'ai prié M. le comte de Vergennes de supplier sa majesté de vouloir bien ajouter au bas de cette reconnaissance, *de sa main,* quelques mots de contentement sur la manière dont j'ai rempli ma mission. Cette récompense, la plus chère à mon cœur, peut en outre me devenir un jour d'une grande utilité. Si quelque ennemi puissant prétendait jamais me demander compte de ma conduite en cette affaire, d'une main je montrerais l'ordre du roi, de l'autre j'offrirais l'attestation de mon maître que j'ai rempli ses ordres à son gré. Toutes les opérations intermédiaires alors deviendront un fossé profond que chacun comblera selon son désir, sans que je sois obligé de parler ni que je m'embarrasse jamais de tout ce qu'on en pourra dire.

« *Réponse du roi :* — Bon. »

Ici le sujet du dialogue change. Tant qu'il ne s'est agi que de décider la question de savoir si d'Éon doit porter la croix de Saint-Louis sur ses habits de femme et vendre ses habits d'homme, Louis XVI a des réponses très nettes et très précises; mais Beaumarchais veut le mener plus loin, et nous verrons qu'il y réussira dans quelques mois. Pour le moment, il est trop pressé et trop pressant. Il passe sans transition de l'affaire d'Éon à l'affaire d'Amérique, et cherche à enlever d'assaut l'adhésion du roi à des plans dont il le poursuit depuis quelque temps. Louis XVI se tient sur la réserve, et ses réponses changent de couleur. Le sens de ce qui suit sera expliqué nettement quand nous traiterons de l'influence de Beaumarchais dans la question américaine; mais, comme tout ce dialogue écrit est contenu dans la même lettre, nous n'avons pas cru devoir le scinder, de peur de lui ôter de sa physionomie. Nous continuons la citation.

« Comme la première personne que je verrai en Angleterre est mylord Rochford, et comme je ne doute pas que ce lord ne me demande en secret la réponse du roi de France à la prière que le roi d'Angleterre lui a fait faire par moi, que lui répondrai-je de la part du roi?

« *Réponse du roi :* — Que vous n'en avez pas trouvé.

« Si ce lord, qui certainement a conservé beaucoup de relations avec le roi

d'Angleterre, veut secrètement encore m'engager à voir ce monarque, accepterai-je ou non? Cette question n'est pas oiseuse et mérite bien d'être pesée avant que de me donner des ordres.

« *Réponse du roi :* — Cela se peut.

« Dans le dessein où ce ministre était de m'engager dans les secrets d'une politique particulière avec lui, s'il voulait aujourd'hui me lier avec d'autres ministres, ou si, de quelque façon que ce soit, l'occasion m'en est offerte, accepterai-je ou non?

« *Réponse du roi :* — C'est inutile.

« Dans le cas de l'affirmative, je ne pourrai me passer d'un chiffre. M. le comte de Vergennes m'en donnera-t-il un?

« *Pas de réponse.*

« J'ai l'honneur de prévenir le roi que M. le comte de Guines (1) a cherché à me rendre suspect aux ministres anglais : me sera-t-il permis de lui en dire quelques mots, ou sa majesté souhaite-t-elle qu'en continuant à la servir, j'aie l'air d'ignorer toutes les menées sourdes qu'on a employées pour nuire à ma personne, à mes opérations, et par conséquent au bien de son service?

« *Réponse du roi :* — Il (l'ambassadeur) doit ignorer. »

Le roi veut dire que M. de Guines ne doit point être instruit des travaux auxquels Beaumarchais se livre à Londres relativement à la situation des colonies insurgées. Ce qui suit est la partie la plus grave de la lettre; aussi le roi n'y fait-il aucune réponse.

« Enfin je demande, avant de partir, la réponse positive à mon dernier mémoire (2); mais, si jamais question a été importante, il faut convenir que c'est celle-ci. Je réponds sur ma tête, après y avoir bien réfléchi, du plus glorieux succès de cette opération pour le règne entier de mon maître, sans que jamais sa personne, celle de ses ministres ni ses intérêts y soient en rien compromis. Aucun de ceux qui en éloignent sa majesté osera-t-il de son côté répondre également, sur sa tête, au roi, de tout le mal qui doit arriver infailliblement à la France de l'avoir fait rejeter?

« Dans le cas où nous serions assez malheureux pour que le roi refusât constamment d'adopter un plan si simple et si sage, je supplie au moins sa majesté de me permettre de prendre date auprès d'elle de l'époque où je lui ai ménagé cette superbe ressource, afin qu'elle rende un jour justice à la bonté de mes vues, lorsqu'il n'y aura plus qu'à regretter amèrement de ne les avoir pas suivies. CARON DE BEAUMARCHAIS. »

Ce singulier dialogue entre Louis XVI et Beaumarchais peint bien, ce me semble, le caractère prudent de l'un et le caractère *entrant* de l'autre. La témérité de l'agent secret finira bientôt par l'emporter sur la prudence du roi; mais ce moment n'est pas encore arrivé, et Beaumarchais, qui n'a mis en avant les petites questions sur d'Éon

(1) L'ambassadeur de France à Londres.

(2) Ce mémoire, dont nous reparlerons, a pour but de déterminer le roi à envoyer sous main, par le canal de Beaumarchais, des secours d'armes et de munitions aux colonies insurgées.

que pour arriver aux grandes sur l'Amérique, est obligé de repartir pour Londres, sachant seulement que d'Éon doit vendre ses habits d'homme. Il trouve le chevalier, qu'il prend toujours pour une chevalière, assez peu fidèle aux engagemens de modestie et de silence qu'il a pris dans la transaction du 5 octobre. Sous prétexte d'arrêter les paris faits sur son sexe, d'Éon s'affiche dans les journaux anglais avec la vanité fastueuse qui lui est familière, et ses réclames, étant rédigées de manière à laisser encore dans le mystère un point qui doit être considéré comme résolu, sont plutôt propres à affriander les parieurs qu'à les décourager. Beaumarchais lui en fait des reproches assez vifs; le chevalier, plus vif encore que Beaumarchais, voyant d'ailleurs que son *austère ami* tient serrés les cordons de la bourse du roi, se fâche tout rouge. De là une rupture et un échange de lettres où l'on voit d'Éon, après avoir adressé à Beaumarchais les injures les plus mâles, reprendre tout à coup le ton d'une demoiselle, et se plaindre amoureusement de l'ingratitude de ce perfide :

« Pourquoi, s'écrie le dragon déguisé en femme, ne me suis-je pas rappelé que les hommes ne sont bons sur la terre que pour tromper la crédulité des filles et des femmes?... Je ne croyais encore que rendre justice à votre mérite, qu'admirer vos talens, votre générosité, je vous aimais sans doute déjà; mais cette situation était si neuve pour moi, que j'étais bien éloignée de croire que l'amour pût naître au milieu du trouble et de la douleur. »

Beaumarchais répond à d'Éon du ton grave d'un homme qui remplit son devoir et veut rester insensible aux injures et aux agaceries d'une vieille fille en colère, et comme il ne paraît toujours pas se douter qu'il est mystifié par d'Éon, il écrit à M. de Vergennes :

« Tout le monde me dit que cette folle est folle de moi. Elle croit que je l'ai méprisée, et les femmes ne pardonnent pas une pareille offense. Je suis loin de la mépriser; mais qui diable aussi se fût imaginé que pour bien servir le roi dans cette affaire, il me fallût devenir galant chevalier autour d'un capitaine de dragons? L'aventure me paraît si bouffonne, que j'ai toutes les peines du monde à reprendre mon sérieux pour achever convenablement ce mémoire. »

Il est certain que, si M. de Vergennes était dans le secret du véritable sexe du chevalier, il a dû passablement rire à son tour, mais aux dépens de Beaumarchais. Toujours est-il que, d'Éon ne se montrant point sage et modeste, comme le voulait la transaction, ne prenant point d'habits de femme et ne revenant point en France, Beaumarchais ne lui donne plus d'argent. D'Éon écrit contre lui à M. de Vergennes les factums les plus violens et les plus grossiers. Cet *ange tutélaire* des premiers temps de la correspondance n'est plus qu'un *sot*, un *faquin;* il a *l'insolence d'un garçon horloger qui, par hasard,*

aurait trouvé le mouvement perpétuel, il ne peut être comparé qu'*à Olivier Ledain, barbier, non de Séville, mais de Louis XI.*

Beaumarchais reçoit ces bordées d'injures avec le calme d'un galant chevalier : « Elle est femme, écrit-il à M. de Vergennes, et si affreusement entourée, que je lui pardonne de tout mon cœur; elle est femme, ce mot dit tout. » D'Éon, voyant qu'on ne veut plus lui donner d'argent, feint d'avoir encore des papiers à publier; Beaumarchais s'en inquiète d'abord un peu, mais il se rassure bientôt. C'est une fanfaronnade de d'Éon; il n'a plus rien; il a donné pour 120,000 liv. (1) ce dont il exigeait d'abord 318,000, et Beaumarchais le tient en respect, car il a dans les mains les billets souscrits au lord Ferrers, et la pension de d'Éon étant devenue un contrat de rente, il peut au besoin la faire saisir, si cette prétendue demoiselle persiste à ne pas exécuter les conditions du traité. Du reste, connaissant bien le caractère vaniteux du chevalier, il engage M. de Vergennes, s'il veut obtenir son retour en France, à ne plus paraître s'occuper de lui. Menacé d'oubli, le chevalier arrive de lui-même à Versailles un beau matin, en août 1777; seulement il a oublié de s'habiller en femme : on lui enjoint de prendre ce costume; il obéit, excite pendant quelque temps un intérêt de curiosité; puis, voyant que la curiosité se lasse, il repart pour Londres, et comme il n'a plus dès lors aucun rapport avec Beaumarchais, nous n'avons plus à nous occuper de lui.

En abandonnant ici l'étrange problème qui se rattache au chevalier d'Éon, nous serions tenté de conclure comme Voltaire, qui écrivait à ce sujet, en 1777, les lignes suivantes : « Toute cette aventure me confond; je ne puis concevoir ni d'Éon, ni le ministère de son temps, ni les démarches de Louis XV, ni celles qu'on fait aujourd'hui; je ne connais rien à ce monde. » C'est, en effet, un monde assez incompréhensible que celui où des mascarades semblables peuvent devenir des affaires d'état. Nous dirons seulement, en prenant cette énigme sous Louis XVI, ce qui nous paraît le plus probable d'après les documens que nous avons sous les yeux. Contrairement à l'opinion la plus générale, il nous paraît probable que Louis XVI et M. de Vergennes, en imposant à d'Éon le costume féminin, le croyaient réellement femme. Le caractère sérieux du roi et du ministre ne permet guère de supposer qu'ils aient pu se prêter à une comédie aussi

(1) En payant comptant la créance réelle ou simulée de lord Ferrers, Beaumarchais, qui avait été autorisé à payer en prenant des termes, avait fait supporter à d'Éon un escompte au profit du roi, qui réduisait la somme donnée à 109,000 livres. Il avait ensuite remis à d'Éon quelques petites sommes, qui font monter le total de l'argent donné à 4,902 livres sterling. Dans toute cette affaire, Beaumarchais se montre beaucoup plus économe des deniers du roi que dans les deux précédentes.

ridicule et aussi inconvenante, où Beaumarchais seul aurait joué le rôle de dupe. Seulement, comme cette prétendue révélation du sexe féminin de d'Éon fournissait au roi et au ministre un moyen commode d'étouffer toutes les conséquences des anciennes querelles du chevalier avec les Guerchy et leurs amis, tous deux s'empressèrent de l'adopter comme un fait avéré, sans s'occuper beaucoup d'en vérifier l'exactitude. Quant à d'Éon, il est visible que du jour où, par je ne sais quelle cause, les doutes qu'avaient fait naître les travestissemens de sa jeunesse se renouvellent dans son âge mûr, il commence par les repousser, et ensuite les favorise d'autant plus habilement, qu'il feint de ne se laisser arracher qu'avec peine le secret de son prétendu sexe féminin. Sans nous arrêter à l'hypothèse complétement romanesque de M. Gaillardet, d'Éon nous semble être conduit tout simplement à jouer ce rôle par deux motifs assez peu relevés en eux-mêmes : — d'abord l'espoir d'obtenir du gouvernement français plus d'argent; — puis la vanité, le besoin de faire parler de lui à tout prix, qui est le trait le plus saillant de son caractère. Dans une lettre inédite de lui à un ami, nous lisons ces lignes : « Je suis une brebis que Guerchy a rendue enragée en *voulant la précipiter dans le fleuve de l'oubli.* » Cette phrase peint très bien d'Éon. Resté dans une condition ordinaire, il aurait passé inaperçu, surtout depuis que sa querelle scandaleuse avec le comte de Guerchy lui rendait impossible toute carrière officielle (1). Passant pour une femme ou pour un être amphibie dont le sexe était un mystère, il était sûr d'attirer l'attention générale. Ce manége lui a réussi, puisqu'il lui a valu une célébrité que n'obtiennent pas toujours de grands caractères et de belles actions (2).

Après son retour en France, d'Éon fit courir le bruit que Beaumarchais avait retenu à son profit une partie de l'argent qui lui était destiné. Ce dernier s'en plaignit à M. de Vergennes, qui lui répondit par la lettre suivante, en l'autorisant à la publier :

Versailles, le 10 janvier 1778.

« J'ai reçu, monsieur, votre lettre du 3 de ce mois, et je n'ai pu y voir

(1) On sait qu'en 1765 d'Éon, secrétaire d'ambassade à Londres, avait poussé les choses jusqu'à accuser publiquement devant les tribunaux anglais son ambassadeur d'avoir voulu le faire empoisonner et assassiner.

(2) Le même motif de vanité peut expliquer sa persistance jusqu'à sa mort dans ce travestissement, une fois adopté. Un homme distingué, qui l'a connu à Londres dans les derniers temps de sa vie, me fournit encore une explication. Suivant lui, d'Éon, après avoir d'abord trouvé les vêtemens de femme fort incommodes, avait fini par s'y habituer et les portait par goût, en y mêlant cependant toujours quelque chose du vêtement masculin. La même personne qui a bien voulu me donner ce renseignement m'assure que, si l'on croyait encore en France en 1809 au sexe féminin de d'Éon, en Angleterre, tous ceux qui à cette époque fréquentaient le chevalier ne doutaient pas qu'il ne fût un homme.

qu'avec bien de la surprise qu'il vous est revenu que la demoiselle d'Éon vous imputait de vous être approprié à son préjudice des fonds qu'elle supposait lui être destinés. J'ai peine à croire, monsieur, que cette demoiselle se soit portée à une accusation aussi calomnieuse; mais si elle l'a fait, vous ne devez en aucune manière en être inquiet et affecté : vous avez le gage et le garant de votre innocence dans le compte que vous avez rendu de votre gestion dans la forme la plus probante, fondée sur des titres authentiques, et dans la décharge que je vous ai donnée de l'aveu du roi.

« Loin que votre désintéressement puisse être soupçonné, je n'oublie pas, monsieur, que vous n'avez formé aucune répétition pour vos frais personnels, et que vous ne m'avez jamais laissé apercevoir d'autre intérêt que celui de faciliter à la demoiselle d'Éon les moyens de rentrer dans sa patrie.

« Je suis très parfaitement, monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur, DE VERGENNES. »

Beaumarchais, en effet, dans cette circonstance, n'avait pas même retenu ses frais de voyage. A la vérité, il pouvait à cette époque se montrer généreux envers le gouvernement, car le gouvernement l'était encore plus envers lui. Il avait enfin atteint son but. A force de rendre de petits services dans de petites affaires, il était entré assez avant dans la confiance de Louis XVI, de M. de Maurepas et de M. de Vergennes, pour vaincre les scrupules et les hésitations de leur politique dans la question américaine. Sous l'influence de ses ardentes sollicitations, le gouvernement s'était décidé à appuyer secrètement les colonies insurgées, et à le charger de cette importante et délicate mission. Le 10 juin 1776, Beaumarchais avait reçu du roi 1 million, avec lequel il montait et commençait cette grande opération d'Amérique, où nous le verrons déployer un talent d'organisation, une portée d'esprit, une puissance de volonté, qu'on s'étonnera peut-être de rencontrer chez l'auteur du *Barbier de Séville*. En attendant, il faut noter encore comme un témoignage de désorganisation sociale qu'à cette même date du 10 juin 1776, où Beaumarchais recevait du gouvernement une telle preuve de confiance, et devenait l'agent et le dépositaire d'un secret d'état dont la découverte pouvait d'un jour à l'autre allumer la guerre entre la France et l'Angleterre, il était toujours sous le coup du jugement rendu contre lui par le parlement Maupeou, qui le déclarait déchu de ses droits de citoyen. C'était en quelque sorte un mort civil que le gouvernement chargeait de porter des secours aux Américains, et qui allait bientôt faire pour son propre compte la guerre aux Anglais. Ces deux situations si hétérogènes ne pouvaient cependant se prolonger, et avant de commencer ses opérations d'armateur, le condamné du parlement Maupeou dut s'occuper de reconquérir son état civil.

III. — RÉHABILITATION DE BEAUMARCHAIS.

Comprenant bien son temps, Beaumarchais avait senti que le principal pour lui n'était pas d'insister sur la justice de sa cause, mais de se rendre utile d'abord, ensuite nécessaire, et que sa réhabilitation marcherait toute seule. Tandis qu'il fatiguait des chevaux de poste au service du roi, il avait eu d'abord la satisfaction d'apprendre que le parlement Maupeou, qui l'avait si cruellement frappé, était mort à son tour des blessures qu'il avait reçues de lui. Après l'avénement de Louis XVI, ce corps judiciaire était tombé à un tel degré de déconsidération, que, quelques-uns de ses membres se plaignant au vieux Maurepas, chef du nouveau ministère, de ne pouvoir plus se rendre aux audiences sans être insultés par le peuple, ce ministre leur avait répondu avec la légèreté de l'homme et du temps : « Eh bien, allez-y en *domino*, vous ne serez pas reconnus. » Cette réponse indiquait suffisamment le sort réservé aux magistrats de Maupeou; leur exécution se fit cependant attendre encore six mois. Ce ne fut que le 12 novembre 1774, qu'un édit de Louis XVI abolit la nouvelle magistrature et rappela les anciens parlemens. Le 25 du même mois, Beaumarchais écrivait à M. de Sartines :

« J'espère que vous n'avez pas envie que je reste le *blâmé* de ce vilain parlement que vous venez d'enterrer sous les décombres de son déshonneur. L'Europe entière m'a bien vengé de cet odieux et absurde jugement; mais cela ne suffit pas, il faut un arrêt qui détruise le prononcé de celui-là. J'y vais travailler, mais avec la modération d'un homme qui ne craint plus ni l'intrigue ni l'injustice. J'attends vos bons offices pour cet important objet. »

Malgré les intentions exprimées dans cette lettre, Beaumarchais ne se pressait pas, car il attend encore près de deux ans; mais quand il juge le moment venu, quand son crédit est assuré, quand M. de Maurepas, vieillard spirituel et léger, est complétement captivé par lui, Beaumarchais attaque la difficulté avec son entrain ordinaire, et l'enlève à la course. La sentence est devenue définitive depuis deux ans. Il pourrait obtenir du roi des lettres d'abolition, il n'en veut pas. Ce n'est point une grâce, c'est une justice qu'il exige, et il faut que le parlement restauré détruise l'œuvre du parlement bâtard qui avait usurpé ses fonctions. Louis XVI lui accorde d'abord des *lettres patentes*, en date du 12 août 1776, qui le relèvent du laps de temps écoulé depuis la signification du jugement du 26 février 1774. « Attendu, dit l'acte royal, que notre amé Pierre-Augustin Caron de Beaumarchais est sorti du royaume par nos ordres et pour notre service, voulons qu'il soit remis et rétabli en tel et semblable état que si ledit laps de temps n'était pas écoulé, et qu'il puisse, nonobstant icelui,

se pourvoir contre ledit jugement, soit par requête civile ou telle autre voie de droit qu'il avisera bon être. »

Restait à obtenir des lettres de requête civile, c'est-à-dire un nouvel acte royal, renvoyant Beaumarchais devant le parlement, pour l'annulation légale du jugement rendu contre lui. Or cette demande en requête civile devait être soumise au grand conseil, ou conseil d'état, qui avait servi, on s'en souvient, à composer le parlement Maupeou, et dans lequel étaient rentrés, après la destruction de ce parlement, la plupart des anciens juges de Beaumarchais. Celui-ci, obligé de quitter Paris pour aller à Bordeaux organiser l'opération d'Amérique, ne voulait point partir que la requête civile ne fût admise : « Allez toujours, lui dit le ministre Maurepas, le conseil prononcera bien sans vous. » Il part pour Bordeaux avec Gudin. Le surlendemain de son arrivée, il apprend que sa requête est rejetée par le grand conseil.

« Soixante heures après, raconte Gudin dans son manuscrit, nous étions à Paris. — Eh quoi! dit Beaumarchais au comte de Maurepas un peu surpris de le revoir si promptement, tandis que je cours aux extrémités de la France faire les affaires du roi, vous perdez les miennes à Versailles. — C'est une sottise de Miromesnil (1), répond M. de Maurepas; allez le trouver; dites-lui que je veux lui parler, et revenez ensemble. — Ils s'expliquèrent tous les trois; l'affaire fut reprise sous une autre forme; car il y en avait pour tous les cas prévus et imprévus; le conseil jugea tout différemment, et la requête civile fut admise. »

Ici se présentait un nouvel embarras : on était à la fin du mois d'août; le parlement allait entrer en vacances, et ne voulait statuer sur la requête civile qu'après les vacances; mais Beaumarchais n'ajourne pas si facilement une affaire entamée : il va derechef trouver M. de Maurepas, et, persuadé qu'on n'est jamais mieux servi que par soi-même, il fait avec le premier ministre ce que nous l'avons vu faire avec le roi. Il rédige un billet pour le premier président et pour le procureur général, fait copier et signer en double ce billet par M. de Maurepas et l'expédie; il est ainsi conçu :

« Versailles, ce 27 août 1776.

« La partie des affaires du roi dont M. de Beaumarchais est chargé exige, monsieur, qu'il fasse quelques voyages assez promptement. Il craint de quitter Paris avant que sa requête civile ait été entérinée; il m'assure qu'elle peut l'être avant les vacances. Je ne vous demande nulle faveur sur le fond de l'affaire, mais seulement de la célérité pour ce jugement. Vous obligerez celui qui a l'honneur d'être bien véritablement, etc. MAUREPAS. »

Cela ne suffit pas encore à Beaumarchais. Il veut que l'avocat-

(1) Le ministre de la justice.

général Séguier porte la parole et soit éloquent en sa faveur; de là une lettre à M. de Maurepas, accompagnée d'un nouveau billet un peu plus expressif pour M. Séguier, billet que le ministre copie avec la même docilité que le précédent. Voici d'abord la lettre insinuante adressée au vieux ministre :

« Paris, ce 30 août 1776.

« MONSIEUR LE COMTE,

« J'irais me mettre à vos pieds ce matin, si je n'avais pas un rendez-vous arrêté chez M. l'ambassadeur d'Espagne (1). Il est bien doux à mon cœur de voir que le respect qu'on vous porte rend chacun vain et jaloux de faire quelque chose pour vous plaire. M. Séguier, apprenant que vous aviez eu la bonté de recommander la célérité de mon affaire à M. le premier président et à M. le procureur général, n'a pu s'empêcher de dire à un de ses amis qui est des miens : — Une *pareille recommandation m'eût rendu bien éloquent dans cette affaire.* Oh! les hommes! Ne vous lassez pas, monsieur le comte, de faire de bonnes actions... Je ne vous demande que votre signature à la lettre ci-jointe et votre cachet sur l'enveloppe : à l'instant mon affaire acquiert des ailes, et je vous aurai l'obligation d'avoir recouvré trois mois plus tôt mon état de citoyen, que je n'aurais jamais dû perdre.

« Je suis, avec la plus respectueuse reconnaissance, etc.

« BEAUMARCHAIS. »

Voici maintenant la lettre pour l'avocat-général, rédigée par Beaumarchais et que signe docilement M. de Maurepas :

« Versailles, ce 30 août 1776.

« J'apprends, monsieur, par M. de Beaumarchais, que, si vous n'avez pour lui la bonté de porter la parole en son affaire, il est impossible qu'il obtienne un jugement d'ici au 7 septembre. La partie des affaires du roi dont M. de Beaumarchais est chargé exige qu'il fasse assez promptement un voyage; il craint de quitter Paris avant d'être rendu à son état de citoyen, et il y a si longtemps qu'il souffre, que son désir à cet égard est bien légitime (2). Je ne vous demande nulle faveur sur le fond d'une pareille affaire, mais vous m'obligerez infiniment si vous contribuez à la faire juger avant les vacances.

« J'ai l'honneur d'être bien véritablement, etc. MAUREPAS. »

On reconnaît combien la situation de Beaumarchais est changée depuis le procès Goëzman : il n'a plus seulement pour lui l'opinion, il a pour lui le pouvoir, ce qui ne l'empêche pas de cultiver avec le même soin la faveur publique; car en même temps qu'il prend ses précautions du côté du ministère et se ménage la parole officielle de l'avocat-général Séguier, il choisit pour défenseur un avocat qui, presque seul, a constamment refusé de plaider devant le parlement

(1) Pour l'affaire d'Amérique. Le gouvernement espagnol s'était associé au gouvernement français et se préparait aussi à appuyer en secret les Américains.

(2) On voit que la recommandation devient ici plus expressive, malgré la restriction d'étiquette qui l'accompagne.

Maupeou, et que cette constante opposition a rendu très populaire, l'avocat Target. En lui confiant sa défense, Beaumarchais, toujours fidèle à ses goûts de mise en scène, écrit à Target une lettre qui circule partout et qui commence par ces mots : *Le martyr Beaumarchais à la vierge Target.* C'est la *vierge* Target qui, avec son éloquence un peu vide, mais pompeuse et sonore (1), se charge de maintenir la popularité de l'ancien adversaire de Goëzman et de le défendre en associant sa cause à celle du parlement restauré et de la liberté reconquise :

« Remplissez donc enfin, messieurs, dit Target, en terminant son plaidoyer, remplissez l'attente générale, et, j'ose le dire, le vœu qu'en secret vous formez vous-mêmes pour la réparation de l'injustice. Absous par le public, il est temps que le sieur de Beaumarchais soit délivré par la loi. Elle est passée cette époque de contradictions et d'orages où le citoyen ne puisait pas toujours dans les décisions de ses juges la règle de ses propres jugemens, où un homme a pu être frappé sans être déshonoré. L'union est rétablie, la nation possède enfin ses magistrats. Les ministres, les dépositaires des lois sont rentrés dans le droit, plus grand et plus flatteur encore, d'être les arbitres des mœurs et les modérateurs des sentimens. C'est au sein de cette concorde heureuse que, sous l'œil du public, et des mains de la loi, le sieur de Beaumarchais va reprendre, comme un droit qui lui est propre, ce premier bien de l'homme en société, l'honneur, qu'en attendant le retour de l'ordre il avait confié comme en dépôt à l'opinion publique. »

Après le discours de Target, l'avocat-général Séguier conclut également à la réhabilitation, et le 6 septembre 1776 un arrêt solennel du parlement tout entier, grand'chambre et Tournelle assemblées, annulle la sentence portée contre Beaumarchais par le parlement Maupeou, le rend à son état civil et aux fonctions qu'il avait précédemment occupées. Cet arrêt fut accueilli avec le plus vif enthousiasme par la foule qui encombrait le prétoire, et l'heureux plaideur fut porté en triomphe au milieu des applaudissemens depuis la grand'-chambre jusqu'à sa voiture. Il avait préparé un discours qu'il voulait prononcer avant la plaidoirie de Target, on le détermina à y renoncer; mais comme il tenait à se mettre en règle avec l'opinion, il le publia dès le lendemain. Ce discours, qui figure dans ses œuvres, est assez bien réussi dans le genre noble, mais il est surtout très habile et très hardi. On vient de voir plus haut avec quelle souplesse Beaumarchais sait tirer parti de la faveur d'un ministre; mais tout en utilisant son crédit auprès de M. de Maurepas, il ne renonce

(1) Ce même Target, présidant plus tard la constituante, se rendit coupable d'une phrase d'avocat restée célèbre, qu'on cite quelquefois dans les traités de rhétorique pour enseigner aux jeunes gens à éviter l'abus des synonymes : « Je vous engage, messieurs, à maintenir entre vous la paix et la concorde, suivies du calme et de la tranquillité. »

point à son rôle de citoyen défenseur des droits de la nation. Dans son discours au parlement, non-seulement il ne concède rien à ses anciens adversaires, qui pour la plupart sont encore membres du grand conseil, mais il maintient toutes ses attaques contre les formes et les règles de la procédure. « Or ces formes et ces règles, comme le remarque très justement M. Saint-Marc-Girardin, n'appartenaient au parlement Maupeou que par occasion; elles appartenaient aussi à l'ancien parlement. » Les coups que Beaumarchais avait portés au premier devaient rejaillir sur le second. En combattant le secret dans les procédures, en attaquant toutes ces méthodes d'instruction, confrontation et récolemens, qui éternisaient et embrouillaient les affaires, ces référés multipliés, ces audiences qui mettaient le plaideur à la discrétion d'un rapporteur, ces secrétaires que chaque plaideur devait payer largement, ces jugemens non motivés par lesquels un tribunal décidait à huis clos de l'honneur, de la fortune ou de la vie d'un citoyen, sans autre explication que cette formule : *Pour les cas résultant du procès;* — en combattant tous ces abus divers, en faisant entrer dans l'esprit des masses le besoin d'une réforme judiciaire, Beaumarchais, après avoir aidé à détruire le parlement Maupeou aux applaudissemens de l'ancien parlement, contribuait, sans s'en douter lui-même, à préparer également la ruine du parlement qui l'avait applaudi. Lorsqu'on vit en effet ces fiers légistes, remontés sur leurs siéges, continuer les anciens erremens, lorsqu'on les vit, après une opposition systématique aussi ardente contre le bien que contre le mal, demander la convocation des états-généraux, mais s'attacher à annuler d'avance leur action en la renfermant dans les vieilles formes, de manière à se ménager pour eux-mêmes une sorte de dictature, la même impopularité qui avait renversé les magistrats de Maupeou les renversa à leur tour. Après avoir fait reculer les rois, ils furent mandés à la barre de la constituante, et là il leur fut signifié que, suivant la parole de Beaumarchais, la nation était juge des juges. Quelques jours après, un simple décret décidait que les parlemens avaient cessé d'exister. C'est ainsi que, dans sa lutte contre Goëzman, Beaumarchais avait été un instrument involontaire, mais puissant de la révolution; il l'était de même lorsque, heureux et fier de la victoire qui lui rendait enfin ses droits de citoyen, il se lançait à corps perdu dans sa grande opération d'Amérique. Avant de l'y suivre, il ne faut pas oublier qu'il a toujours mené de front plusieurs entreprises, et qu'au moment où il préparait ses quarante vaisseaux, il faisait jouer *le Barbier de Séville.*

LOUIS DE LOMÉNIE.

SOUVENIRS D'UNE STATION

DANS

LES MERS DE L'INDO-CHINE.

LES RÉGENCES JAVANAISES.[1]

Nous venions d'admirer à Batavia l'opulence et la splendeur de la colonie hollandaise : il fallait pénétrer dans l'intérieur de Java pour savoir de quelles sources fécondes découlaient ces richesses. M. Burger se chargea d'obtenir du gouverneur-général l'autorisation sans laquelle nous ne pouvions songer à entreprendre un pareil voyage. M. de Rochussen, de son côté, accueillit la demande de notre excellent hôte avec une grâce si parfaite, il adressa aux résidens des provinces que nous devions traverser des instructions si bienveillantes, que le prince Henri lui-même n'a probablement point parcouru l'intérieur de Java d'une façon beaucoup plus royale que les officiers et le commandant de *la Bayonnaise*.

Java est, on le sait, une des îles les plus vastes du globe. Bornéo, Madagascar, Sumatra, Niphon, la Grande-Bretagne, Célèbes même, ont plus d'étendue; mais le territoire de Java est le double de celui de Ceylan ou de celui de Saint-Domingue, il excède d'un dixième environ la superficie de Cuba. Cette grande île est d'une origine récente, si on la compare au noyau granitique ou aux terrains stratifiés qui ont successivement formé l'écorce de notre planète. Contemporaine des groupes de la Polynésie, elle est, après Célèbes, le fragment le plus considérable du nouveau monde qu'un effort sous-marin a fait jaillir des entrailles de la terre. Elle n'offre, à proprement

(1) Voyez la livraison du 15 février.

parler, qu'une longue chaîne de montagnes basaltiques et de pics ignivomes, entourée d'une large ceinture de terrains d'alluvion. La longueur moyenne de l'île est de cent soixante-quinze lieues, la largeur de vingt-six. Située à cent vingt lieues environ au sud de l'équateur, elle n'est point exposée à ces crises violentes qui dévastent chaque année les côtes des Philippines, mais dont l'influence se fait rarement sentir en-deçà du 10e degré de latitude septentrionale. On retrouve cependant à Java les pluies torrentielles de Luçon. Pendant les mois de janvier et de février, il n'est guère de jour où d'épouvantables déluges ne semblent menacer l'île d'une submersion totale. La mousson d'ouest est au sud de l'équateur la mousson pluvieuse; elle commence ordinairement vers la fin d'octobre. Les vents d'est lui succèdent dans les premiers jours du mois de mai, et jusqu'aux approches de l'équinoxe, des orages de peu de durée troublent seuls la sérénité du ciel.

Les Hollandais ont partagé le territoire de Java en vingt-deux résidences : la structure de l'île avait fixé avant eux ces divisions politiques. De tout temps, des administrations distinctes ont gouverné les états du littoral et les districts montagneux de l'intérieur, les provinces qui font face à l'Océan Austral et celles qui descendent par une pente moins abrupte vers la mer de Java. La province de Bantam s'étend d'une mer à l'autre. Neuf résidences, — Batavia, Krawang, Chéribon, Tagal, Pekalongan, Samarang, Japara, Rembang, Sourabaya, — occupent le versant septentrional des montagnes. Huit autres provinces, — les Preangers, Banjoumas, Bajelen, Djokjokarta, Patjitan, Kediri, Passarouan, Bezouki, — sont assises sur le versant opposé. Les résidences intérieures sont au nombre de quatre : Buitenzorg, Kedou, Sourakarta et Madioun. Les provinces du nord sont en général plus policées et mieux défrichées que celles du sud; elles ont un accès facile vers d'excellens ports, tandis que la côte méridionale est presque complétement dépourvue d'abris (1).

Le cours des événemens a cependant établi entre les diverses portions du territoire de Java d'autres distinctions que celles qui résultent de leur situation géographique. Les provinces de Sourakarta et de Djokjokarta sont les derniers vestiges de l'empire de Mataram; les souverains indigènes ont conservé dans ces deux états la propriété du sol. Dans les résidences de Batavia, de Buitenzorg et de Krawang, les ventes faites à diverses reprises par la compagnie des

(1) De récens travaux hydrographiques ont signalé cependant sur cette côte des ports demeurés jusqu'ici inconnus, des ports, assure-t-on, qui pourraient recevoir au besoin des vaisseaux de ligne. Si cette découverte se confirme, un magnifique avenir est promis aux provinces méridionales; l'île de Java en recevra un accroissement notable de prospérité, et la population javanaise, délivrée de transports dispendieux, y trouvera une augmentation sensible de bien-être.

Indes, par le général Daendels et par le gouvernement anglais, ont entraîné en faveur de capitalistes européens ou chinois l'aliénation du domaine public. La propriété individuelle se trouve ainsi constituée à Java sur une étendue de territoire qui représente à peu près le douzième des terres cultivées. Les autres résidences, au nombre de seize, ne connaissent d'autres propriétaires que l'état et la commune. Le gouvernement y partage avec la noblesse javanaise d'immenses bénéfices. C'est dans ces provinces que le général Van den Bosch a établi la compensation de l'impôt foncier par des rentes payables en nature, ou qu'il a maintenu, comme dans la résidence des Preangers, le régime du travail forcé et des livraisons obligatoires.

La résidence des Preangers occupe à elle seule près du sixième de la superficie totale de Java. Elle est subdivisée en quatre régences et gouvernée par des chefs qui descendent en droite ligne des anciens souverains auxquels obéissait, avant l'introduction de l'islamisme, la partie occidentale de Java. En visitant la province de Buitenzorg et celle des Preangers, nous pouvions donc nous flatter de comprendre le mécanisme politique et agricole appliqué à l'île tout entière. Nous allions, dans la première de ces résidences, observer les résultats obtenus par l'industrie privée, — dans la seconde, étudier les grandes cultures dirigées par les employés du gouvernement. Nous devions aussi, — cet espoir suffisait pour piquer notre curiosité, — nous trouver en présence de fonctionnaires indiens issus d'un sang non moins illustre et non moins vénéré que celui des souverains de Mataram.

Différé de jour en jour par les gracieuses instances qui s'efforçaient de nous retenir à Batavia, le moment de notre départ pour l'intérieur de l'île fut enfin fixé d'une manière irrévocable. Le 14 juillet 1849, une heure avant le lever du soleil, deux longues voitures de voyage attelées chacune de six poneys emportaient sur la route de Buitenzorg les officiers de *la Bayonnaise* et le compagnon que depuis six mois leur avait donné une heureuse fortune, le jeune duc Édouard de Fitz-James, chevaleresque héritier d'un des plus beaux noms de France. A voir la rapidité de notre course, on eût dit que ces carrosses, balancés sur leurs ressorts flexibles, au lieu de paisibles touristes, contenaient quelque couple amoureux s'envolant sur le chemin de Gretna-Green. Une véritable frénésie semblait animer cochers et poneys. Nous dévorions d'un seul temps de galop, et en moins de vingt minutes, les 9 kilomètres qui séparent les relais de la poste. C'était en langage de marin un sillage de onze nœuds à l'heure. Deux coureurs montés derrière nos voitures se jetaient, le fouet à la main, sur les jarrets des chevaux dès que la route offrait la moindre rampe à gravir, et plus le chemin montait, plus notre attelage courait ventre à terre. Pas une ornière d'ailleurs, à peine un gravier sur notre passage. La route, soigneusement macadamisée,

était unie comme la table d'un billard (1). Sur un sentier latéral incessamment labouré par le pied fourchu des buffles se traînaient lourdement, avec leurs toitures de rotin tressé et leurs roues formées par deux énormes disques d'une seule pièce, de longs convois qui portaient à Batavia le café des Preangers. La voie sur laquelle nous roulions était exclusivement destinée aux voitures suspendues et aux piétons. Des hangars d'une architecture élégante s'élevaient auprès de chaque station, et nous protégeaient contre les rayons du soleil pendant le temps qu'on mettait à changer de chevaux. De Batavia au village de Buitenzorg, on compte trente-deux piliers, ou à peu près 54 kilomètres. L'inclinaison moyenne du terrain est d'environ 5 millimètres par mètre. On ne saurait atteindre les régions supérieures par une pente plus égale et plus douce.

Dès qu'on a dépassé le faubourg de Meester-Cornelis, théâtre des brutales orgies de la populace javanaise, les maisons de campagne s'éloignent du bord de la route. Le paysage n'est plus animé que par les grands bois de cocotiers, qui, sur quelques points, se prolongent jusqu'à la mer. M. Burger avait possédé un de ces vastes domaines dont l'huile de *calapa* (2) et le sucre d'*areng* (3) forment le principal revenu. Il nous montra en passant la forêt de palmiers au milieu de laquelle il avait vécu pendant plusieurs années de la vie du planteur et de celle du seigneur féodal. Nous approchions cependant de Buitenzorg, et déjà nous aspirions un air plus léger et plus pur. Tout souriait autour de nous : les rizières étagées sur le flanc des montagnes, les villages épars dans la plaine, les arbres fruitiers balançant leur tête au-dessus des haies de cactus et d'euphorbes. Nous n'avions encore atteint qu'une hauteur de 800 pieds environ

(1) L'œuvre la plus grandiose qu'ait accomplie à Java l'administration hollandaise, c'est assurément la route militaire qui traverse l'île dans toute sa longueur, du détroit de la Sonde au détroit de Bali. Cette route ne suit pas le bord de la mer. Pour éviter les terrains marécageux qu'inonde chaque année pendant six mois la saison pluvieuse, il lui a fallu gravir les pentes escarpées des montagnes. Elle se développe ainsi à travers les cols les plus élevés, au milieu des ravins et des précipices, sur un parcours de 1,300 kilomètres. De nombreux rameaux viennent s'embrancher sur cette voie centrale. Les uns se dirigent de Samarang vers les états des princes indigènes; les autres relient les parties les plus reculées des provinces aux ports de la côte septentrionale. L'Inde anglaise possède d'excellentes routes; mais Java et la Nouvelle-Galles du Sud sont, si je ne me trompe, les seules colonies où l'on puisse voyager en poste. Sur les routes royales, le gouvernement hollandais entretient des relais de chevaux disposés de six en six milles. Entre Batavia et Buitenzorg, chaque station est pourvue de six attelages, de deux seulement dans le reste de l'île. Des buffles remplacent les chevaux sur les points où la chaise de poste doit rencontrer des pentes trop rapides, et des hommes se tiennent prêts à attacher une corde à la voiture pour en modérer la vitesse dans les descentes. C'est ainsi que les lettres, qui partent de Batavia deux fois par semaine, peuvent être transportées à Banjouwangie, le point le plus oriental de l'île, en sept fois vingt-quatre heures.

(2) Le nom du cocotier en malais.

(3) Espèce de palmier dont la séve fournit le seul sucre que consomment les Javanais.

au-dessus du niveau de la mer; mais des sommets du Salak et du Guédé, perdus dans les nuages, la brise du matin apportait à travers les bois une douce et bienfaisante fraîcheur. Trois heures après notre départ de Batavia, nous entrions, sans avoir ralenti notre course échevelée, dans le village de Buitenzorg.

Ce sont surtout les employés du gouvernement qui voyagent dans l'intérieur de Java : c'est pour eux qu'a été organisé le service des postes, pour eux aussi que chaque chef-lieu de résidence possède un vaste hôtel placé sous la surveillance et le patronage de l'administration. L'intervention de l'autorité s'étend à Java jusqu'aux moindres détails. Tout est simple et facile avec son concours. Quant au voyageur abandonné à lui-même, il pourrait bien regretter quelquefois, je dois l'en prévenir, la libre concurrence des colonies anglaises. Les frais de poste sont considérables; les prix seuls des hôtels, réglés comme tout le reste par les soins du gouvernement, sont assez modérés. Notre nombreuse caravane alla descendre à l'hôtel Bellevue, et chacun de nous put y trouver une chambre et un lit. Jamais hôtel n'a mieux mérité son nom que celui de Bellevue à Buitenzorg. Du pavillon où nous attendait un déjeuner tout européen, nos regards plongeaient sur une mer de verdure. Toute la chaîne du Salak se déployait devant nous avec ses ravins tapissés de forêts, avec ses terrasses couvertes d'épis déjà mûrs, et, presque sous nos pieds, le *campong* chinois dessinait comme une île de briques au milieu des vergers indigènes.

Pendant que nous admirions ce ravissant paysage, les heures s'écoulaient sans qu'aucun de nous parût y songer. Les rayons du soleil tombaient presque d'aplomb sur la plaine : à Batavia, notre journée eût été terminée; mais à Buitenzorg, bien qu'on ne jouisse pas encore de la température modérée des hauts plateaux de l'intérieur, on peut cependant se permettre de sortir quelquefois en plein midi. Nous prîmes donc, malgré l'heure avancée, le chemin du château, qui avait été le séjour habituel des prédécesseurs de M. de Rochussen. Ce fut la munificence de la compagnie des Indes qui, vers l'année 1745, fit de la province de Buitenzorg l'apanage princier des gouverneurs-généraux de Java. Les districts dont se composait cette province furent vendus en 1809 à des particuliers, et le gouvernement hollandais n'en conserva plus qu'un seul, au centre duquel on vit s'élever en 1816 la somptueuse retraite destinée au premier fonctionnaire de la colonie. Un tremblement de terre renversa en 1826 ce château, qu'on avait construit d'après un plan trop vaste pour qu'il pût reposer avec impunité sur la base d'un volcan. Quand on en releva les murs, on prit soin de les mettre, par un dessin plus modeste, à l'abri d'une nouvelle commotion du sol. La résidence actuelle du gouverneur-général n'a qu'un seul étage. Surmontée d'un belvédère

et entourée d'un large portique, elle n'a plus le caractère imposant du palais qu'habitait M. Van der Capellen; elle n'en est pas moins une noble et élégante demeure. Les deux ailes qui flanquent le corps de logis principal sont destinées à recevoir les aides de camp et les hôtes du gouverneur-général.

M. de Rochussen se trouvait à Buitenzorg trop éloigné du centre des affaires; l'activité de son esprit lui faisait préférer le séjour de Batavia : il avait cependant donné les ordres nécessaires pour que les portes du châtean qu'il avait cessé d'habiter nous fussent ouvertes, et nous étions certains de trouver sur ce point comme sur tous les autres un accueil empressé. L'intérieur du château de Buitenzorg, désert et en partie démeublé, eût à peine mérité notre visite sans le curieux musée qu'y avaient rassemblé les soins de M. de Rochussen. Il n'y manquait aucune des armes, aucun des barbares trophées que l'on peut rencontrer chez les divers peuples de l'archipel indien. A côté des crânes enfumés ou couverts de bandelettes d'or, orgueil du Dayak dont ils racontent les prouesses, on voyait appendus à la muraille les lances de Sumatra et les javelines de Célèbes, le bouclier de Timor taillé dans une peau de buffle, la carabine de Banjermassing, aux canons octogones et aux cannelures en spirale; le *parang*, brutalement forgé comme un couperet; le *kris*, dont la lame flamboyante est emmanchée d'une poignée d'ivoire; le *klewang*, dont le fer damasquiné laisse pendre près de la garde une sinistre houppe de crins ou de cheveux teints en rouge. Quelques-uns de ces glaives étranges avaient été recueillis sur le champ de bataille. La plupart avaient bu du sang humain. On nous montra des poignards que la superstition des princes eût payés du prix d'une province, car ces kris javanais avaient leur histoire comme les grandes épées de nos chevaliers, et leur vertu talismanique, confirmée par maint assassinat. Nous avions ainsi sous les yeux l'image, je dirai presque le symbole du degré de civilisation qu'ont atteint les divers groupes de la Malaisie. Le couperet féroce des Dayaks et des Harfours ne semble pas appartenir au même âge historique que la carabine rayée des Malais ou que le kris enrichi de pierreries des habitans de Java. Les peuples de Bornéo, de Bourou, de Céram, avec leurs armes grossières, ne sont encore que des sauvages. Ceux de Sumatra, de Célèbes, de Bali, ont appris les raffinemens de la politique et de la guerre; aussi font-ils usage d'instrumens de destruction plus perfectionnés. Les Javanais sont armés comme des courtisans soupçonneux plutôt que comme des soldats. Chez eux, la guerre a cessé d'être l'état normal de la société. Ils songent moins à se prémunir contre une attaque ouverte que contre une trahison. Le poignard au fourreau étincelant est la seule arme qui brille à leur ceinture. L'examen de ces riches panoplies fut pour nous une occupation remplie d'intérêt : il ne nous apprit point

seulement quels ennemis belliqueux les armées de la Hollande avaient à combattre; il nous rappela aussi à quelles mœurs barbares la domination européenne était venue arracher ces malheureux peuples.

Les dépendances du château de Buitenzorg formaient autrefois un des districts du royaume hindou de Padjajaran : elles sont comprises entre deux rivières ou plutôt deux torrens, le Tji-Liwong et le Tji-Danie, qui coulent sur ce point à une demi-lieue de distance l'un de l'autre. Quelques terres cultivées fournissent les revenus nécessaires à l'entretien du château. Un village indigène s'étend sur la rive occidentale du Tji-Liwong; mais la majeure partie du district est occupée par un parc immense et par un jardin botanique où se trouvent réunis tous les végétaux dont on a essayé d'acclimater la culture à Java. L'imagination des poètes n'a jamais rien rêvé de plus beau que ce parc, traversé par des eaux murmurantes, avec ses grandes pelouses peuplées de troupeaux d'axis et ses arbres géans qu'ont vus naître les cinq parties du monde. Il faut avoir parcouru cette vallée de Tempé, doux et modeste asile offert aux transfuges de tous les climats, pour savoir quelle variété infinie le grand artisan de l'univers a pu mettre dans la découpure et les teintes mobiles des feuillages, dans le port majestueux des troncs, dans le déploiement capricieux des branches. La Nouvelle-Hollande, les Moluques, le Bengale, la Chine, le Japon, l'Europe même, semblent se donner la main sous ces ombrages. Le chêne et le palmier ont trouvé une patrie commune. Le bétel enlace de sa liane grimpante l'érable ou le mélèze; le thé croît à côté du poivre, le cactus du Mexique ou l'indigofère de l'Amérique centrale à côté du coton de l'Égypte et de la canne à sucre des îles Sandwich. Il n'est pas un pays qui n'ait été mis à contribution par les botanistes de Buitenzorg. Les bambous occupent tout un côté de la rivière. Dans certaines allées, les arbres ont l'écorce odorante; dans d'autres, chaque tronc laisse suinter une gomme aromatique. Ici ce sont de larges feuilles digitées, plus loin de verts panaches, des stipes qui s'élancent ou des sarmens qui rampent, des fruits solitaires attachés sur un tronc colossal, ou des grappes qui pendent de la cime d'une tige bulbeuse épanouie comme un parasol. Bien que le château de Buitenzorg possède une ménagerie, complément presque indispensable d'un jardin botanique, nul animal féroce ne trouble de ses rugissemens le silence de cette délicieuse retraite. Des orangs-outangs pensifs, des pachydermes affables ou sans malice, tels que le tapir et l'éléphant de Sumatra, sont, avec l'oiseau royal des Moluques et le *babi-roussa* de Célèbes, les seuls représentans de la faune indienne auxquels on ait voulu donner cet éden javanais pour prison.

Après le château et le parc de Buitenzorg, que pouvions-nous visiter qui nous offrît plus d'intérêt que les cavernes au fond desquelles

la salangane bâtit ces nids visqueux que le Chinois achète au poids de l'or? Le résident de Buitenzorg voulut nous conduire lui-même aux grottes de Tjampeo, creusées par la nature dans les contreforts calcaires qui supportent la chaîne du Salak. Deux relais de chevaux disposés à l'avance sur la route nous amenèrent au pied de la montagne qu'il fallait gravir pour arriver à l'entrée de ces labyrinthes souterrains. C'est là que nous trouvâmes le fermier chinois auquel a été concédée, au prix d'une rente annuelle de 170,000 francs, la récolte totale de ces nids d'hirondelles, qui se vendent à Java 158 francs environ le kilogramme. Des chaises ou des fauteuils attachés à deux brancards avaient été disposés par les soins de cet opulent déserteur du Céleste Empire. Nous nous résignâmes une fois de plus à accepter le secours de nos semblables, et à nous laisser porter par un sentier glissant jusqu'au but difficile que nous voulions atteindre.

Il se faut entr'aider : c'est la loi de nature.

Le Javanais attelé à la chaise de l'Européen, ce n'est après tout que l'aveugle qui porte le paralytique, et j'avoue que sous ce soleil ardent, sous ce climat dont la langueur m'accablait, loin de voir dans l'assistance qui m'était offerte une offense à la fraternité humaine, j'en croyais contempler au contraire le plus touchant emblème.

La nature, à Java, est un livre à chaque page duquel il faudrait écrire : beau! admirable! prodigieux! — Parvenus à l'ouverture des cavernes, qui plongeaient brusquement dans les entrailles de la montagne, nous hésitions à nous enfoncer sous terre, quand le soleil éclairait autour de nous un si merveilleux paysage. De grands arbres aux rameaux étendus comme ceux du cèdre couvraient d'ombre et de fraîcheur les pentes de la colline. Entre leurs troncs penchés s'ouvraient vers la campagne de délicieuses échappées et des lointains infinis. Des troupes de singes noirs gambadaient au milieu du feuillage, pendant que de vieux magots demeuraient philosophiquement assis sur les branches. Les hirondelles aux reflets satinés voltigeaient d'une aile inquiète autour de nous. L'atmosphère était calme, le ciel d'un bleu d'azur. Il semblait que le Seigneur arrêtât un regard satisfait sur son œuvre. Mais chacun de nous fut bientôt saisi sous les bras par deux Javanais. Nous disparûmes en chancelant dans les profondeurs où nos guides, semblables à des génies sataniques, s'efforçaient de nous entraîner. Au lieu de la lumière du jour, nous n'avions plus, pour conduire nos pas sous ces voûtes ténébreuses, que la lueur enfumée des torches. Nous errâmes longtemps dans des galeries où l'on entendait tomber goutte à goutte l'eau qui filtrait à travers les fissures du rocher. Des milliers de nids gélatineux étaient attachés aux parois de la grotte. On en détacha quelques-uns devant

nous, et l'avare Achéron consentit à lâcher sa proie. Avec quel plaisir nous sortîmes de cet antre pour revoir la nature, épanouie et souriante comme une jeune fiancée! Le prisonnier de Chillon ou le captif échappé des plombs de Venise n'eût point salué d'un regard plus ravi le premier rayon de sa liberté. Il est des malheureux cependant qui se dévouent à fouiller comme des mineurs les longs détours de ces cavernes, qui vont ramper dans ces couloirs humides ou poser des échelles de bambou sur le bord de ces abîmes, afin de recueillir deux ou trois fois par an la précieuse moisson à laquelle ils n'ont point de part. On évalue à 800 kilog. la récolte des nids que fournissent chaque année les grottes de Tjampeo, et à plus de cent mille francs les bénéfices du Chinois auquel en est affermée l'exploitation.

Ce serait une curieuse nomenclature que celle des exportations de Java. Cette île féconde a plus d'un marché ouvert à ses produits. Ce qui ne convient ni à l'Europe, ni à la Nouvelle-Hollande, ni aux États-Unis, le Céleste Empire, l'Indo-Chine, la Malaisie, le Japon, le consomment. Le riz, le café, le sucre et l'indigo sont les grandes richesses du sol. A côté de ces importans produits, vous verrez figurer les nids d'oiseaux pour plus d'un million de francs; vous remarquerez le tabac, le gingembre, le bois de sapan, la nacre, l'écaille de tortue, les ailerons de requin, mentionnés à la suite du thé, de la cannelle, de la muscade et de la cochenille. C'est surtout l'industrie privée qu'il faut louer des essais intelligens auxquels l'île de Java est redevable de nouveaux produits et de nouvelles cultures. Les encouragemens du gouvernement ne lui ont point manqué, et ils n'ont point été prodigués, comme il arrive trop souvent, en pure perte.

A 11 kilomètres environ de Buitenzorg s'étend, sur les premiers contreforts de la chaîne centrale, le fertile district de Pondok-Guédé. C'est là que nous pouvions mieux qu'ailleurs apprécier les résultats obtenus par l'industrie privée. Sur une éminence adossée à de rians coteaux s'élève l'habitation principale, d'où l'œil du maître peut surveiller son immense domaine. On dirait un temple grec debout sur son promontoire, si, au lieu de la mer harmonieuse, on n'entendait bruire au loin le feuillage des arbres, si les moissons jaunies ne remplaçaient à l'horizon les vagues agitées qui écument et blanchissent. Une vaste terrasse occupe un des gradins du plateau; d'autres étages de verdure et de fleurs l'entourent et la dominent. Le moindre souffle de brise fait descendre de ces jardins superposés mille parfums inconnus. Les rizières s'étendent à perte de vue dans la plaine, les bois de cafiers couronnent les collines; sur les flancs inclinés de la montagne, le thé déploie ses vastes pépinières, et le nopal trace un triple sillon de raquettes épineuses.

Ce fut en 1827 que les Hollandais apportèrent du Japon les premiers arbustes à thé qui furent plantés dans le jardin d'essai de Bui-

tenzorg, où ils réussirent à merveille. Le docteur Burger partagea, si ma mémoire est fidèle, avec M. van Siebold l'honneur de doter l'île de Java de cet utile arbuste. Des plantations de thé considérables furent bientôt établies dans les environs de Batavia et dans les districts montagneux des Preangers. On fut obligé de chercher, en s'élevant à 15 ou 1,800 pieds au-dessus du niveau de la mer, une température qui se rapprochât de celle que le thé rencontre dans les provinces septentrionales du Céleste Empire, et encore, à cette hauteur, le climat de Java conserve trop d'énergie; le sol, engraissé par des détritus séculaires, a trop de puissance. Non-seulement l'activité de la sève donne naissance à des feuilles charnues et grossières, mais la présence d'un printemps perpétuel tient sans cesse le cultivateur en haleine et le contraint à épier d'un bout de l'année à l'autre le moment où les bourgeons vont éclore. Au lieu de pouvoir, comme en Chine, laisser, quand vient le mois de la verdure, des troupes de moissonneurs s'abattre au milieu des buissons qu'une seule nuit a couverts de feuilles, il faut à Java faire pour ainsi dire chaque jour une cueillette partielle; il faut choisir les bourgeons les plus tendres, les pousses les plus délicates. De là naturellement un surcroît de main-d'œuvre qui tend à élever le prix du produit dont on s'était flatté d'enlever le monopole à la Chine. Le district de Pondok-Guédé est sans contredit un de ceux où la culture du thé a été dirigée avec le plus d'intelligence, où la manipulation, confiée à des Chinois de Chin-tcheou et d'Amoy, s'écarte le moins possible des procédés usités dans la province du Fo-kien. Les résultats cependant laissent encore beaucoup à désirer. Le thé de Java, d'un goût astringent et d'un faible arome, se consomme en Europe grâce aux soins frauduleux qui en dissimulent l'origine; mais il n'est point un habitant de Batavia qui ne lui préfère le sou-chong ou le pe-koe le plus inférieur de la Chine. Les Hollandais, avec leur ténacité habituelle, n'ont point voulu perdre tout espoir; ils comprennent quelle source de prospérité s'ouvrirait pour leurs colonies, s'ils pouvaient y développer une culture à laquelle la Chine doit un revenu annuel de plus de 200 millions. Aussi ont-ils voulu multiplier les essais avant de se tenir pour battus. Si la nature n'oppose à leurs desseins des obstacles insurmontables, le thé hollandais pourra devenir dans quelques années, comme le café des Preangers, une branche de commerce importante. L'île de Java ne produit aujourd'hui que 100 ou 150,000 kilogrammes de thé. Ce chiffre serait aisément décuplé le jour où l'on obtiendrait une amélioration sensible dans la qualité des produits (1).

Plus de succès semble avoir suivi l'introduction du nopal et de la

(1) M. Burger doutait que l'on parvînt jamais à obtenir du thé de qualité supérieure sous les tropiques. Il croyait que les Anglais, occupés de semblables essais dans l'Inde, n'y réussiraient pas mieux que les Hollandais n'avaient réussi à Java; mais une opinion

cochenille à Java. Il a fallu cependant, pour acclimater cette industrie dans l'île, un luxe de précautions inconnu au Mexique et aux Canaries. Nous avions vu à Ténériffe des cactus jetés sans ordre et sans symétrie au milieu des rochers : chaque feuille portait, exposés à toutes les intempéries de l'air, une foule d'insectes au corps brun, de la grosseur à peu près d'une lentille, et recouverts d'une poussière blanchâtre. A Pondok-Guédé, on nous montra de véritables jardins de nopals. Le giroflier et le muscadier ne sont pas entourés de plus de sollicitude et de plus de tendresse. Au-dessus de sillons réguliers et uniformes s'étend un toit de palmiers porté sur des roulettes, qui protége à la fois contre les grandes pluies d'orage et l'insecte et la plante. Grâce aux sucs nourriciers qu'il aspire incessamment de la terre, grâce surtout au soin minutieux que l'on prend d'éloigner de lui toute végétation parasite, le cactus peut résister longtemps à la succion des milliers de trompes qui le dévorent. Lorsque la cochenille a, au bout de soixante-cinq ou soixante-dix jours, atteint tout son développement, on l'enlève avec précaution de la feuille à laquelle elle adhère, et elle meurt presque aussitôt. On la fait alors sécher au four pendant cinq ou six fois vingt-quatre heures et on l'expédie en Europe, où, réduite en poussière, elle livre au commerce cette couleur éclatante, rivale de la pourpre antique. On recueille à Java 30,000 kilogrammes environ de cochenille, représentant sur le marché européen 7 ou 800,000 francs. La récolte de Pondok-Guédé était, en 1849, de plus de 5,000 kilogrammes.

Le domaine privé occupe à Java la douzième partie des terrains mis en culture, et certaines propriétés rurales ont dans cette île une valeur de plusieurs millions de francs. Le bénéfice qu'en retire le trésor public est de peu d'importance : calculé au tiers pour cent de la valeur approximative des biens-fonds, l'impôt des terres européennes ou chinoises ne figure dans le budget colonial que pour une somme de 800,000 francs. Ce sont les produits de ces propriétés particulières qui alimentent à Java la navigation de concurrence, car le domaine public ne livre les siens qu'aux navires de la *Maatschappy*. Le pavillon étranger exporte cependant chaque année de Java, outre diverses denrées d'un intérêt secondaire, 9 ou 10 millions de kilogrammes de café et 14 millions de kilogrammes de sucre. De pareils chiffres ont leur éloquence; ils prouvent que le monopole créé en faveur de l'industrie et de la navigation nationales n'est point tellement exclusif, qu'il doive rendre les puissances européennes indifférentes à la prospérité de Java. La France, entre autres, n'a point dans les mers de Chine de marché plus important que celui

qu'il m'a souvent exprimée et que je crois fondée, c'est que la culture du thé conviendrait merveilleusement au sol et au climat de l'Algérie. Resterait à savoir si les frais de main-d'œuvre permettraient à ce thé exotique de supporter la concurrence du thé de la Chine.

des Indes néerlandaises. Elle exporte chaque année de Java pour près de 3 millions de francs. En échange des produits qu'elle achète, elle ne livre, il est vrai, qu'une valeur d'environ 1,200,000 francs; mais ces riches colonies ont des habitudes de luxe et d'élégance qui ne peuvent manquer de rétablir un jour l'équilibre des relations que nous entretenons avec elles (1).

La journée que nous consacrâmes à parcourir le district de Pondok-Guédé nous offrit plus d'un genre d'intérêt. Nous trouvâmes sur le même terrain un échantillon de toutes les cultures nouvelles et le type le plus complet des grandes existences que l'aliénation du domaine public a créées dans l'intérieur de Java. Des champs à défricher, des usines à conduire, tout un peuple d'ouvriers et de cultivateurs auquel il faut chaque matin mesurer sa tâche ou distribuer son salaire, voilà le côté positif de la vie créole. C'est celui qui séduirait le moins l'imagination du voyageur; c'est, il est vrai, celui qui frappe le dernier ses regards. Ce que le touriste aperçoit tout d'abord, ce sont les jardins remplis d'ombre et les salons tout embaumés de fleurs; ce sont les serviteurs empressés, les voitures sous les hangars, les bestiaux dans les étables, les chevaux qui hennissent aux mangeoires. La chasse avec une armée de piqueurs ou les courses à travers la campagne, les charmes de la rêverie ou les plaisirs de la table, tout est là, tout se trouve réuni dans la même demeure. Le voyageur enivré est tenté de se croire sous le toit d'un prince : il envie ce bien-être et cette noble élégance, sans s'inquiéter du prix auquel on les achète; mais dès qu'il pénètre plus avant dans les secrets de cette vie somptueuse, il comprend mieux les sacrifices qui en sont inséparables, et n'hésite plus à reconnaître qu'à Java comme ailleurs la fortune n'a jamais récompensé que le travail et la persévérance.

L'industrie privée peut revendiquer sa part dans les récens progrès et dans la prospérité commerciale des Indes néerlandaises. L'aliénation d'une portion du domaine public à Java, bien que singulièrement onéreuse au trésor, ne mérite donc point de sérieux regrets. Il im-

(1) On peut même affirmer déjà que ce sont moins les intérêts de notre industrie que ceux de notre navigation qu'il s'agit de préserver à Java d'une concurrence fâcheuse. Nous avons pu voir plus d'une fois, pendant notre séjour dans les Indes, des cargaisons presque entièrement composées de produits français qui avaient emprunté, pour y arriver à moins de frais, le pavillon des États-Unis ou celui de la Hollande. C'est ainsi qu'un navire de Rotterdam, le *Wilhem*, appartenant à un armateur hollandais, M. van Hoboken, apporta dans le port franc de Macassar, au mois de juillet 1849, une cargaison presque exclusivement achetée à Bordeaux, — provisions de bouche, vins fins et vins ordinaires. — Ce même navire emporta de Macassar, comme cargaison de retour, plus de 100 tonneaux de nacre et d'écaille de tortue qui auront été, en grande partie, achetés en Hollande par l'industrie française. Avant de souhaiter pour la France des relations plus actives avec l'archipel indien, il faudrait, s'il était possible, lui créer avec ces lointains parages des relations plus directes.

porte cependant de poser des limites à l'extension de ce système. De nouvelles concessions de terres ne manqueraient point de troubler l'équilibre du budget colonial, et ce ne serait pas encore le plus grave inconvénient d'une pareille mesure. Quand les chambres hollandaises, effrayées des charges de la métropole, semblaient accueillir avec une certaine faveur le projet d'amortir la dette publique par la vente de terrains considérables à Java, un ministre dont la voix éloquente avait acquis le droit d'être écoutée, M. Baud, repoussa énergiquement cette idée funeste. Il montra que le système de M. Van den Bosch reposait sur la coopération de la haute et de la petite aristocratie javanaise, que la cession des terres à des propriétaires européens aurait au contraire pour résultat l'exclusion et l'abaissement de ces classes intermédiaires. En échange de l'appui que l'aristocratie lui prête, le gouvernement hollandais souffre qu'une partie de l'impôt foncier soit interceptée en passant par les mains de ceux qui le perçoivent. Il accepte sans murmure ces inévitables réductions de profits. Le propriétaire particulier, au contraire, ne voit dans la classe des chefs de village que des parasites qui dévorent une partie de ses revenus. Pour lui, l'organisation municipale ne peut être qu'un obstacle. Aussi s'applique-t-il à la faire disparaître de ses domaines. Le système des cultures n'attaque sur aucun point les institutions indigènes. Celui des grands propriétaires, s'il recevait de nouveaux développemens, porterait à ces institutions la plus sérieuse atteinte. « Je puis comprendre, disait M. Baud, une réforme sociale qui ouvre dans l'avenir à chaque Javanais la perspective d'entrer en possession de la rizière dont il n'est quant à présent que l'usufruitier. Je n'en saurais admettre qui réduise les régens à ne plus être que les intendans salariés des capitalistes européens. »

La grande ambition de l'officier de marine, dès qu'il a touché terre, c'est de monter à cheval, de tourner le dos au rivage, de s'enfoncer dans l'intérieur du pays aussi loin qu'il lui est permis d'y pénétrer. On dirait qu'il cherche, comme Ulysse, un homme qui puisse prendre une rame pour une pelle à four. Tous les officiers de *la Bayonnaise* auraient donc accueilli avec joie le projet de visiter la résidence des Preangers; mais deux voitures voyageant à la fois eussent couru le risque de manquer trop souvent de chevaux. Il fallut donc nous résigner à nous séparer à Buitenzorg. Trois d'entre nous prirent avec M. Burger le chemin des Preangers, le reste de notre caravane dut retourner à Batavia.

La résidence des Preangers a près de 21,000 kilomètres carrés de superficie. C'est une province dont l'étendue est peu inférieure à celle de la Sicile. Dans la population des Preangers, le mélange du sang hindou se trahit moins que chez les habitans de la partie orientale de Java. Cette population se rapproche davantage de la race malaise,

dont les physiologistes la distinguent cependant à certains caractères que je n'essaierai point de définir. Les habitans des Preangers sont en général désignés sous le nom de Sondanais; le nom de Javanais est réservé pour la population qui réside à l'est de Chéribon. Les derniers recensemens attribuent 739,000 âmes à la province des Preangers. On peut juger de la richesse agricole de cette résidence par d'autres chiffres non moins significatifs. Les cinq régences de Tjanjor, Bandong, Limbangan, Soumedang, Soukapoura, nourrissent 145,000 buffles, 5,000 bœufs et 35,000 chevaux. Bien que cette vaste province soit soumise au régime du travail forcé et tenue d'entretenir au profit du gouvernement plus de 80 millions d'arbres à café, elle n'en est pas moins de toutes les résidences celle où le riz est le plus abondant et dans laquelle la subsistance des habitans est en conséquence le mieux assurée. La chaîne centrale dont le Guédé est un des sommets culminans sépare les Preangers des résidences de Buitenzorg et de Chéribon. Ni la propriété européenne, ni l'industrie chinoise n'ont franchi ces Alpes indiennes. C'est donc Java dans toute sa simplicité primitive que nous devions nous attendre à rencontrer sur l'autre versant des montagnes. On peut se figurer aisément l'intérêt que nous nous promettions d'un pareil voyage.

Suivant notre coutume, nous étions en route avant le lever du soleil. Nous avions marqué pour notre première étape le chef-lieu de la résidence des Preangers. Ce n'était qu'une journée de 59 kilomètres; mais, avant de redescendre vers la plaine de Tjanjor, il fallait atteindre par une rude montée le col du Megameudong, qui s'élève à plus de 1,500 mètres au-dessus du niveau de la mer. Notre lourde voiture, dont les ressorts, fortifiés de lattes de bambou et de tours multipliés de rotin, devaient défier tous les cahots qui les attendaient dans ce long voyage, ne put gravir le Megameudong sans le secours de six buffles, masses informes à la croupe monstrueuse qui me rappelaient les éléphans de Porus ou ceux de Runjet-Sing. Nous avions heureusement trouvé à mi-chemin de Buitenzorg et du pied de la montagne d'aimables compagnons qui voulurent bien partager avec nous les ennuis de cette ascension laborieuse. Nous suivîmes donc sans trop y songer les longs détours d'une voie escarpée et tortueuse que l'admiration des voyageurs n'a pas craint de comparer à la route du Mont-Cenis, œuvre gigantesque dont l'île de Java fut redevable à la volonté de fer du général Daendels, et dont les travaux coûtèrent, dit-on, la vie à plusieurs milliers de Javanais. On éprouve de singulières sensations quand on gravit les hautes chaînes de montagnes situées sous les tropiques. Chaque pas que vous faites vers la région des nuages équivaut à d'immenses enjambées que vous feriez sur la face aplanie de la terre. Pour vous rapprocher du pôle, vous avez trouvé des bottes de sept lieues. Aussi voyez comme

tout change autour de vous, la végétation, le ciel, la température! Tout à l'heure vous étiez dans l'Inde; vous venez de traverser l'Italie, vous voilà plongé dans les brumes glacées du Nord. Plus d'horizon infini, plus de voûte bleue, plus de haies de bambou, plus de bois de palmiers. Le vent siffle à travers de maigres feuillages, le brouillard flotte accroché comme les lambeaux d'un suaire à toutes les aspérités du sol; les rochers sont froids et humides comme les murs d'une prison.

Nous atteignons enfin le point le plus élevé du col qui s'ouvre sur les Preangers. Quelle nature tourmentée et sauvage! Aussi loin que la vue peut s'étendre, on n'aperçoit qu'un entassement confus de collines, boursouflures du sol en travail qui porte le cratère béant du Guédé. Ce gouffre, d'où s'échappe sans cesse une fumée sulfureuse, domine de plus de 1,500 mètres le cratère éteint du Megameudong. C'est un volcan debout sur les ruines d'un autre volcan : l'Etna sur le Vésuve, ou Pélion sur Ossa. Pendant qu'on prépare pour notre voiture un nouvel attelage, nous nous laissons conduire à travers la forêt sur le bord de l'abîme où le feu souterrain a cessé de gronder. Une eau pure et profonde remplit la bouche jadis écumante; des arbres et de gigantesques fougères ont percé les assises de lave; les tigres et les rhinocéros viennent s'abreuver aux sources d'où jaillissaient autrefois des scories et des flammes. Nous descendons par un sentier tournant jusqu'au fond du précipice; on ne voit plus que le ciel au-dessus de nos têtes et le sentier qui monte en spirale se cramponnant aux bords escarpés du cratère. Le lac est immobile, la forêt est silencieuse; nos guides n'osent plus parler qu'à voix basse. C'est ici le séjour du génie de la terre, d'Arang-Kouwasa, dont les mugissemens demandent, dit-on, des victimes humaines; c'est le *lac des fées*, le *Telaga Varna*. Ne nous arrêtons pas plus longtemps dans ces lieux; remontons vers le ciel, comme ces âmes souffrantes que les prières des vivans ont le pouvoir de délivrer. Nous voilà hors du gouffre; notre voiture est prête; partons sans plus tarder pour Tjanjor.

On a encore des ravins à descendre, des côtes à gravir avant d'arriver à l'extrémité du plateau, d'où le regard peut plonger sur la plaine. Voici, sur la droite de la route, le hameau de Tji-Panas et la maison de plaisance où s'arrête quelquefois pour une nuit ou pour une demi-journée le gouverneur-général; c'est peut-être la seule maison de Java qui possède une cheminée. L'air est vif à Tji-Panas; on y cultive tous les fruits et tous les légumes de l'Europe. Nous nous sommes cependant abaissés de 400 mètres depuis que nous avons quitté le col du Megameudong; encore quelques pas, et nous aurons franchi les portes de fer des Preangers. Les dernières ondulations volcaniques sont enfin derrière nous; une pente toujours égale

nous conduira désormais vers Tjanjor. Ce n'est point la flèche élancée de quelque clocher rustique qui désigne à nos regards la place où nous devons chercher ce village javanais; c'est un épais bouquet d'arbres se dessinant comme une oasis au milieu de la plaine. Tjanjor est caché sous ces berceaux de verdure. Déjà les haies de bambou s'élèvent de chaque côté de la route; le palmier et le bananier entourent la case indienne; le bazar, avec ses boutiques de tissus indigènes, succède aux premières maisons des faubourgs. Nous entrons, sans sortir de cette longue avenue, dans le quartier européen. Sur la droite s'élève la maison du résident, à gauche l'hôtel où nous allons descendre. Remarquez en passant la prison et les magasins de café, seuls monumens publics d'une résidence javanaise. Voici le *Haloun-Haloun*, vaste place plantée de figuiers waringins. Le *dalem* du régent occupe un des côtés de cette place publique. Une allée contiguë ombrage l'humble mosquée où se fait entendre d'heure en heure la voix de l'iman ou celle du muezzin.

La journée qui suivit notre arrivée à Tjanjor fut consacrée à parcourir les environs de la ville : les rizières nous parurent admirablement cultivées, le paysage se montrait à chaque instant plus varié et plus pittoresque; mais un silence de mort attristait cette belle campagne. On n'entendait point, comme à Luçon, la guitare résonner sous les toits de bambou; ni danses, ni chansons; du bien-être sans joie; de l'ordre, de la symétrie partout, de la gaieté nulle part. Les Javanais que nous rencontrions demeuraient accroupis sur le bord de la route, le salacot à la main et le regard baissé; ils n'eussent point osé se relever avant que notre voiture ne fût déjà loin d'eux. Nous avions observé ces marques de soumission craintive à Luçon aussi bien qu'à Java. Les Orientaux ont leurs usages, contre lesquels nos idées européennes auraient tort de se soulever. A Constantinople, ils se prosternent et frappent la terre du front quand le souverain passe; dans l'Inde, ils s'accroupissent; aussi n'était-ce point cette déférence à laquelle nous étions habitués qui eût pu nous surprendre; ce qui nous frappait, c'était la résignation passive empreinte sur toutes ces physionomies. Le mahométisme fait des populations graves et tristes; le catholicisme fait des populations vivantes; les Indiens des Philippines en sont un exemple; un peu de turbulence se mêle sans doute à leur obéissance comme à leurs plaisirs; ils acceptent le frein, mais ils le secouent comme un cheval qui piaffe. Les Javanais traînent leur joug en silence.

M. Burger écoutait sans impatience le parallèle qu'à l'aide de mes souvenirs j'établissais sans cesse entre les Philippines et les Indes néerlandaises. Il accueillait mes réflexions et s'efforçait d'y répondre. Il était trop bon Hollandais pour ne pas détester les utopies frivoles

qui pouvaient compromettre à Java la domination européenne. Il n'eût même point approuvé, malgré la ferveur de sa foi sincère, les tentatives d'un prosélytisme basé sur le dogme de l'égalité évangélique. Montrer aux habitans de Java — dans la poignée d'Européens auxquels le sort des armes les avait contraints d'obéir — des frères et non plus des maîtres, n'eût point été, suivant lui, une œuvre sans péril. Il eût consenti cependant à subir cette épreuve, s'il eût cru qu'il en dût sortir le bonheur et le perfectionnement moral de la race indigène; mais, doutant que la prédication de l'Évangile pût se promettre dans l'Inde un pareil résultat, il demandait qu'à Java une civilisation plus avancée précédât une foi meilleure. Il croyait qu'on pouvait faire des Javanais de bons musulmans, et craignait qu'on ne fît jamais de cette race sensuelle, de ces esprits bornés, que des chrétiens hypocrites. Quant à nous, je ne sais trop quel instinct secret nous empêchait de souscrire à ces raisonnemens. Nous avions vu de fort mauvais chrétiens aux Philippines; ces pauvres Tagals nous semblaient cependant plus heureux et plus fiers, plus rapprochés de nous que les Javanais. Vis-à-vis des Malais, le protestantisme avait donc pu se montrer infructueux, sans que le catholicisme fût condamné à la même impuissance. Il était un point toutefois sur lequel M. Burger et nous ne pouvions différer d'opinion : c'était l'inopportunité de toute réforme de nature à inquiéter le fanatisme qui avait soulevé en 1825 les provinces du Kedou et de Djokjokarta. Si, suivant la parole du comte de Maistre, les abus valent mieux que les révolutions, la foi religieuse n'est-elle point, dans une certaine mesure, obligée, comme la foi politique, de s'arrêter devant la crainte du désordre qu'entraîneraient ses prédications?

Après avoir entrevu les habitans des campagnes javanaises, nous étions impatiens de nous trouver en présence des princes qui les gouvernent. Le régent de Tjanjor nous ouvrit les portes de son *dalem*. Aux clartés douteuses que versaient sous un vaste hangar une douzaine de lampes remplies d'huile de coco, nous pûmes contempler ce descendant des anciens souverains des Preangers. Un étroit turban couvrait sa tête; une veste de soie rayée pendait le long de son buste amaigri; un *sarong* descendait jusqu'à ses genoux, attaché comme un tablier à sa ceinture. La pudeur orientale ne se trouve point à l'aise dans nos vêtemens exigus; elle aime les draperies, les longues robes flottantes, et si, pour complaire à leurs maîtres, pour leur ressembler du moins par quelque trait, les régens javanais ont dû accepter nos *inexpressibles*, ils se sont du moins empressés de cacher cette *inconvenance* sous le *sarong* de leurs ancêtres. Le résident de Tjanjor voulut nous présenter à la souveraine du dalem, la seule des nombreuses femmes du régent qui, sortie d'un sang non moins

illustre que le prince dont elle partage les honneurs et la couche, n'ait point à craindre d'être répudiée comme les humbles compagnes que lui donnent les caprices sensuels de ce tyran domestique.

Bientôt les *bedayas*, avec leur corset de velours vert, leur jupe couleur de safran, leur casque et leur ceinture d'or, s'avancèrent d'un pas nonchalant au milieu de la salle. On eût dit des scarabées venant de rouler leur robe d'émeraude dans le pollen. Je reconnus en frémissant les préludes du ballet de Ternate; la même psalmodie lente et nasillarde frappa mes oreilles, le *gamelang* y mêla ses sons discordans. J'aurais voulu fuir; un sentiment de courtoisie m'enchaîna sur ma chaise. Je n'avais cependant prévu qu'à demi mon supplice : pas un souffle de brise ne pénétrait dans cette salle, dont le toit incliné pesait sur nos épaules comme un dôme de plomb. Suffoqué et près de défaillir, je dus subir pendant plus d'une heure le maussade spectacle de ces contorsions méthodiques, qui pouvaient raconter aux adeptes un drame de guerre ou une scène d'amour, mais qui restaient, je l'avoue, sans signification pour mes sens comme pour mon intelligence. Quant au prince devant lequel les *bedayas* déployaient ambitieusement toutes leurs grâces, avec son costume efféminé, son teint hâve, son œil terne, sa bouche souillée d'une salive sanglante, je l'aurais pris volontiers pour la hideuse idole du temple de la Luxure.

Ce n'est point au sein de leurs dalems qu'il faut aller étudier les régens javanais : on les jugerait trop défavorablement. A voir leurs traits flétris, leur démarche abattue, leur regard éteint, on croirait n'avoir en face de soi que des corps énervés, digne enveloppe d'âmes sans énergie; mais qu'on amène à ces voluptueux épuisés leur coursier favori, que les cris joyeux de la chasse retentissent dans la plaine, ou les hurlemens de la guerre dans la montagne, qu'on leur montre un tigre à frapper ou un ennemi à combattre, tout le sang malais leur revient subitement au cœur; leurs yeux étincellent; ni la fatigue, ni le danger ne les arrêtent. Ils sont braves et impétueux par tempérament; aussi la mollesse de leur existence n'a-t-elle pu diminuer leur audace naturelle. M. Burger me promit qu'avant de rentrer à Batavia, il me montrerait d'autres princes javanais que le régent de Tjanjor. Plein de confiance dans cette promesse, je suspendis le jugement dans lequel mon imagination trop prompte allait envelopper la noblesse de Java tout entière.

Au-delà de Tjanjor, la grande route traverse une plaine étendue qui s'abaisse doucement vers l'est jusqu'au point où serpente le cours sinueux du Tji-Kosan. En aucun lieu du monde, on ne rencontrerait une campagne plus verte et plus fertile. L'œil aime à se reposer sur ces immenses rizières qui promettent de si riches moissons. Des vil-

lages à demi cachés derrière leurs haies de bambou vous rappellent à chaque instant que vous parcourez une des provinces les plus populeuses de l'île. Pendant que six chevaux emportent rapidement notre chaise de poste à travers la plaine, nous ne pouvons nous empêcher de remarquer l'aspect misérable des paysans accroupis sur notre passage. Vêtus d'un simple caleçon de toile grossière qui leur descend à peine jusqu'au genou, les épaules couvertes d'une chemise flottante qui n'est quelquefois qu'un haillon, ils offrent l'apparence d'un singulier dénûment au milieu de ce paradis terrestre. Si ce n'est point au fisc hollandais que ces malheureux doivent reprocher leur détresse, ils peuvent en accuser avec plus de raison la prudence politique qui les livre sans défense aux exactions de leurs propres chefs. La culture et le transport du café, la dîme des rizières, ne sont point pour les habitans des Preangers les plus lourdes charges : ce sont les abus de chaque localité, et non les redevances que l'état lui impose, qui font à Java la misère du cultivateur. Les régens, et, à leur exemple, les moindres chefs de village, ont su trouver un biais ingénieux pour tailler la gent corvéable à merci. Ils ne se permettent point d'infliger au paysan javanais le fardeau de taxes nouvelles, ils s'arrogent le droit de s'approprier de son bien ce qui leur plaît; ils l'appellent à contribuer au luxe de leurs fêtes, se font défrayer par lui dans leurs voyages, et dissipent niaisement les trésors qu'ils lui ont ravis.

Dès que nous eûmes franchi le Tji-Kosan sur un pont hardiment jeté d'une rive à l'autre, nous entrâmes dans une autre contrée. Le paysage prit un aspect dur et sauvage. Peu de traces de culture, des rochers abrupts, des coteaux couverts de hautes herbes, des palmiers ployant sous le faix d'une végétation parasite, tel fut le tableau qui succéda brusquement aux sites dont nous venions d'admirer la beauté calme et l'apparence prospère. Bientôt le Tji-Taroum se présente avec son lit profondément encaissé. Il roule avec fracas ses eaux rapides entre des rives de plus de deux cents pieds de hauteur que tapisse une éternelle verdure. On se demande avec un secret effroi comment on a pu songer à tracer une route carrossable à travers de pareils précipices. Il a fallu l'énergie du général Daendels et la patience aveugle du peuple javanais pour parvenir à triompher de tant d'obstacles. Les chétifs poneys qui traînaient tout à l'heure notre voiture ont dû céder la place à un plus vigoureux attelage. Quatre buffles monstrueux nous font gravir la rampe escarpée qui se dresse devant nous sur la rive gauche du fleuve; ils montent la tête basse, le cou tendu, les naseaux ouverts, et déploient toute la puissance de leurs muscles dans un lent, mais irrésistible effort. Dès que ces monstres dociles ont achevé leur tâche, on les détèle; un en-

fant demi-nu s'assied sur leur large dos, comme sur une plate-forme, et les ramène, en les flattant de la main, à l'étable.

Nous étions arrivés à la limite des régences de Tjanjor et de Bandong. Des montagnes calcaires, soulevées du fond des eaux par l'éruption volcanique, bordent les deux côtés de la route. On dirait les ruines de murs cyclopéens bâtis avec de larges blocs de marbre jaune. Au-delà de cette gorge s'étend le plus vaste plateau de l'île à plus de deux mille pieds au-dessus du niveau de l'océan. Cet immense plateau est entouré de montagnes dont le sommet disparaît dans les nuages. D'innombrables ruisseaux le sillonnent et vont grossir le cours impétueux du Tji-Taroum. Voici les rizières, les villages et les hauts palmiers qui reparaissent; voici les haies de bambou et d'hibiscus : nous entrons dans Bandong.

L'assistant résident, M. de Sérière, était l'ami particulier du docteur Burger. Il se chargea de nous faire les honneurs de la régence, et nous lui dûmes les plus curieux épisodes de notre voyage. La régence de Bandong produit à elle seule plus de quatre millions de kilogrammes de café. Des parcs d'une immense étendue couvrent de tous côtés les pentes de la montagne. Ici le cafier naissant croît sous l'ombre légère du *dadap*, dont le tronc fragile grandit en quelques mois et fait trembler au bout de longs rameaux des grappes de fruits écarlates. Plus loin, le cafier se déploie dans tout l'orgueil de sa sève. Le dadap a été coupé au pied; il n'y a plus de feuillage importun entre l'arbrisseau déjà fort et le soleil; les branches du cafier commencent à s'étendre, et portent avec les baies qui rougissent des milliers de fleurs aussi blanches que des flocons de neige; d'autres allées nous montrent l'arbre devenu vieux; vingt années de fécondité l'ont épuisé; quelques fruits apparaissent encore çà et là au milieu de la majesté stérile de son noir feuillage, mais il faut une échelle de bambou pour les atteindre. De nouveaux plants fourniront une récolte à la fois plus abondante et plus facile. Aussi chaque saison voit-elle disparaître quelques-uns des vieux massifs qui faisaient jadis l'ornement de la colline.

On ne saurait se figurer le charme que nous éprouvions à parcourir ces beaux parcs si coquettement alignés et entretenus. Le régent avait mis ses écuries à notre disposition, et, dès que la route cessait d'être praticable pour les voitures, nous enfourchions bravement les poneys de Célèbes ou de Sandalwood. On n'eût pu trouver de montures plus dociles, plus souples et plus infatigables. Il fallait voir ces gracieux coursiers à la robe luisante gravir d'un seul temps de galop les escaliers qui unissent le fond des ravins au sommet des collines, véritables échelles de Jacob que les Javanais ont taillées dans l'humus séculaire de leur île. C'est ainsi que nous atteignîmes les hau-

teurs où le tigre guette encore sa proie, où le paon s'envolait devant nous, laissant traîner dans l'air sa longue queue pareille à un météore. Ce qui ne peut manquer d'étonner le voyageur qui parcourt l'intérieur de Java, c'est le passage subit des campagnes les mieux cultivées aux sites les plus pittoresques et les plus sauvages. A quelques pas des jardins de café, la cascade de Djamboudissa bondit de près de trois cents pieds de hauteur, et développe jusqu'au fond du gouffre sa nappe d'eau intarissable. Vous sortez à peine d'une gorge inculte ou d'une forêt vierge que vous retrouvez les œuvres de la civilisation. Ici c'est une source d'eau minérale qui remplit une piscine profonde; là-bas une roue gigantesque dépouille les baies de café de leur enveloppe. Des femmes et des enfans descendent pieds nus de la montagne. Comme dans nos campagnes aux jours de la vendange, leur dos est chargé d'une hotte de rotin ou d'osier. Des flots de baies rouges coulent aux pieds du collecteur. Des écrivains enregistrent le nombre de *picols* que chaque moissonneuse apporte. D'autres employés sont occupés à compter les *duits*, infime monnaie de cuivre, auxquels chaque travailleur a droit pour son salaire. La roue cependant tourne sans cesse; ses dents de cuivre arrachent la pulpe charnue qu'une eau courante sépare instantanément de la fève. Le café perd ainsi peut-être une partie de la saveur qu'il empruntait autrefois à l'enveloppe dont il absorbait lentement l'arome; mais il séduira l'acheteur par la teinte bleuâtre que lui donneront les rayons du soleil.

On a voulu frapper d'un même anathème Java et Surinam, les Indes néerlandaises et les colonies à esclaves : c'est confondre, un peu légèrement peut-être, l'esclavage individuel et la servitude politique. Les habitans de Java sont plus libres que ne l'était la majeure partie des cultivateurs européens au moyen âge, car ils ne sont pas attachés à la glèbe. Vous ne rencontrerez point, il est vrai, de *rêveurs* dans cette Icarie. Chacun ici doit accomplir sa tâche : les effrayans travaux de ces routes merveilleuses pour lesquelles on a dû combler des vallées, creuser des tranchées profondes, jeter des milliers de ponts qu'il a fallu créer et qu'il faut maintenant entretenir, ce sont les distractions des bons Javanais. Ce que la culture du café et la culture des rizières leur laissent de loisir, l'entretien des voies de communication l'absorbe. La domination étrangère leur vend à ce prix les bénédictions de la paix et le bienfait d'une exacte et régulière justice. Le joug est lourd, je n'en disconviens pas, il est temps qu'on songe à l'alléger; mais mieux vaudrait encore l'appesantir que livrer cette belle île de Java aux hasards d'une émancipation prématurée. On ne peut se permettre, qu'on y songe, la plus courte trève avec la nature des tropiques. C'est un géant aux cent bras : si chaque jour on ne la châtie ou on ne la réprime, elle a bientôt étouffé l'œuvre éphémère

des hommes. Ses torrens, ses lianes, ses convulsions souterraines, accomplissent en quelques saisons ce que le temps n'achève dans nos contrées qu'à l'aide de sa lime infatigable. Haïti en est un triste exemple. Puisse le ciel préserver à jamais l'île de Java d'un pareil sort! Je suis sans cesse tenté, je l'avoue, de prendre le parti de la société contre la nature. Livrée à elle-même, la nature ne produit rien de bon. J'ai vu à Buitenzorg un savant intrépide qui venait de traverser Bornéo dans toute sa largeur, vêtu, comme un Dayak, d'une ceinture de feuillage. « Abandonné dans une forêt des tropiques, lui disais-je, quels fruits trouverait-on pour se nourrir? — On trouverait, me répondit-il, les jeunes pousses de rotin qui enlacent de leurs tiges grimpantes les troncs vermoulus des vieux arbres. » Si c'est là tout ce que nous réserve la végétation tropicale dans sa pompe fastueuse, honneur à la charrue et gloire à l'aiguillon! Le pire de tous les tyrans, c'est celui qui entrave le travail; c'est l'anarchie, ce n'est pas le despote.

Nous avions vu dans l'île de Java ce que peuvent voir tous les voyageurs qui se rendent, par la route royale, d'Anjer à Sourabaya. Si nous nous étions dirigés vers l'est, du côté de Chéribon, nous ne fussions pas sortis des sentiers battus. M. Burger aima mieux nous faire visiter complétement la province des Preangers et nous conduire jusqu'à la lisière des forêts vierges qui couvrent encore les derniers districts de la côte méridionale. Pour réaliser ce projet, il fallut mettre tout le pays en mouvement : le régent disposa des relais sur la route de traverse qui unit la régence de Bandong à celles de Limbangan et de Soukapoura. Il prit soin d'aposter des corvées pour nous aider à franchir les pas les plus difficiles, et poussa la prévoyance jusqu'à faire étendre des nattes de bambou sur quelques points où les pluies avaient dégradé la chaussée. Sans cette précaution, il est vrai, notre voiture eût enfoncé dans l'humus javanais jusqu'au moyeu, et je doute fort qu'Hercule en personne eût réussi à nous en tirer. Les petits chevaux de Java ont moins de force que d'ardeur. Ils galopent tant que la voiture les suit. Si la voiture s'arrête, ils sont incapables de faire un pas de plus en avant. Aussi, dès qu'une rampe un peu forte se présentait devant nous, il fallait voir la profonde anxiété de notre cocher malais. Il portait la main à son turban, comme s'il eût voulu invoquer Mahomet, serrait autour de sa taille sa longue robe de soie rouge, et, rassemblant toutes ses forces, assénait à ses six coursiers, en guise d'encouragement, une volée de coups de fouet qui eût fait prendre le mors aux dents à Rossinante. Les pauvres bêtes partaient ventre à terre; parfois elles franchissaient l'obstacle dans la chaleur de ce premier élan, mais si la montée était longue, la voiture, pour parler en marin, *perdait*

insensiblement *son aire*, et l'attelage à l'instant s'arrêtait court. Déposant son fouet à ses pieds, notre Malais, dans cette inquiétante conjoncture, jetait sur les champs voisins un regard de détresse et poussait d'une voix plaintive ce mot que nous eûmes bientôt appris à répéter : *sorong! sorong!* à l'aide! à l'aide! Alors, s'il se trouvait à un mille à la ronde quelque paysan occupé à tracer un sillon, quelque piéton passant sur le chemin, le secours réclamé ne se faisait pas attendre. Le paysan quittait sa charrue, le piéton déposait son fardeau. A bras d'hommes, on poussait la voiture jusqu'en haut de la montée, et les chevaux recommençaient à courir de plus belle. Ce qu'il fallait éviter, c'était de s'engager dans ces mauvais pas après le coucher du soleil, car à cette heure les champs et les chemins étaient déserts. A moins qu'on n'eût la bonne fortune de rencontrer un Chinois attardé, on s'exposait à passer le reste de la nuit à mi-côte.

Dans les régences de Tjanjor et de Bandong, nous avions voyagé comme des grands seigneurs; dans celles de Limbangan et de Soukapoura, nous voyagions comme des princes. Les notables de chaque village venaient à notre rencontre. Nous avions des escortes de lanciers et de cavaliers à grands plumets tout autour de notre voiture. Nous faisions notre entrée dans les villes au son du *gamelang* ou à la lueur des torches. Il y avait des fonctionnaires zélés qui nous faisaient passer sous des arceaux de bambou et qui décoraient les places publiques de guirlandes de verdure. D'autres nous offraient une collation dans un kiosque chinois au toit octogone. Lorsque nous acceptions ce repas officiel, c'était à peine si les gardes qui entouraient notre voiture voulaient souffrir que nos pieds touchassent la terre. Ils déployaient au-dessus de nos têtes le parasol du *kappoula campong*, et nous conduisaient jusqu'à table, abrités sous ce dais d'honneur.

C'est ainsi que nous gravîmes les pentes du Mandela-Wangi et les croupes du Gountour, fameux par ses éruptions. Vers la fin du jour, nous atteignîmes le village de Garout, chef-lieu de la régence de Limbangan. Il n'y avait point dans ce village, éloigné de la route royale, d'hôtel qui pût nous offrir les ressources que nous avions trouvées à Bandong et à Tjanjor. A défaut d'auberge, nous nous résignâmes à coucher dans un palais. Nous trouvâmes chez le régent de Garout une table servie à l'européenne, des vins fins, un billard, un péristyle aux colonnes de stuc et des lits dont la somptueuse estrade semblait faite pour des têtes couronnées plutôt que pour d'obscurs voyageurs. Le chef-lieu de la régence de Limbangan est complétement entouré d'un cercle de montagnes : le Papandajan, qui s'élève à 7,600 pieds au-dessus du niveau de la mer, le Tjikoraï et le Galoungoung, qui atteignent à peu près la même hauteur. Quand on se promène sur la place publique de Garout, on se croirait des-

cendu au fond d'un cratère. De cette place, dont le centre est occupé par un vaste tapis de gazon, nous prenions plaisir à contempler les monts que nous avions franchis. Nous avions dépassé cette fois la région visitée par les touristes, il nous était donc permis de noter minutieusement nos sensations.

A qui n'est-il point arrivé, en ses beaux jours de naïves et crédules lectures, de se transporter par la pensée au-delà des mers, de voir apparaître, comme en un rêve, des êtres aux formes étranges, entourés de paysages aux teintes inconnues? Je me souviendrai toujours de l'impression que fit sur moi, bien jeune encore, la vue de deux antiques tapisseries des Gobelins qui décoraient alors le salon du ministère de la marine. Le Nouveau-Monde avec ses caciques coiffés d'un diadème de plumes, ses aras à longue queue qui se balançaient sur une branche de palmier ou battaient des ailes sur l'épaule nue d'un sauvage; l'Asie avec ses éléphans et ses tigres, avec ses parasols et ses étoffes de soie, avec ses esclaves à genoux et ses colliers de perles, entraînèrent ma vocation, jusqu'alors indécise, et donnèrent un aspirant de plus au roi Charles X. Bien des années se passèrent cependant avant que je pusse aborder ces fabuleux rivages, et, quand la fortune m'y eut conduit, j'y trouvai presque autant de désenchantemens que de surprises; mais depuis que j'avais franchi les hauteurs embrumées du Megameudong, je commençais à retrouver insensiblement l'Asie de mes rêves, et je ne me plaignais plus d'avoir fait cinq mille lieues en pure perte. La maison du contrôleur hollandais s'élevait humble et chétive en face du palais du régent de Garout. Le contraste de ces deux demeures ne pouvait manquer de fixer notre attention. Il nous disait comment, tout en s'emparant de la réalité du pouvoir, la Hollande avait voulu en laisser aux chefs indigènes l'apparence et l'éclat extérieur. Grâce à cette fiction, un jeune homme presque imberbe encore pouvait, pour ses débuts dans l'administration coloniale, gouverner sans un seul soldat, sans un seul compagnon européen, une province séparée de Batavia par une double chaîne de montagnes et par une distance de 221 kilomètres. Le soleil cependant allait bientôt s'abaisser sous l'horizon. L'iman, du haut de la mosquée, appelait les fidèles à la prière; les *pradjouritz* (1), le mousquet à l'épaule, montaient la garde devant le palais du régent, et un nuage de chauves-souris gigantesques couvrait le ciel, n'attendant que les premières ombres de la nuit pour s'abattre comme une troupe de harpies sur les vergers. Tout annonçait autour de nous la vigueur d'une nature exceptionnelle. Ces vampires soutenus dans l'air par deux noires membranes, ces arbres dont on eût en-

(1) Milice indigène destinée au service des provinces de l'intérieur.

tendu murmurer la sève, ces gradins volcaniques qui montaient jusqu'aux cieux, ce n'était pas un spectacle usé ni un paysage vulgaire. Ce fut dans l'enthousiasme de cette belle soirée que nous fîmes vœu de ne pas revenir sur nos pas tant qu'il resterait un chemin praticable pour nous conduire vers les côtes que baigne l'Océan Austral.

Le régent poussa l'urbanité jusqu'à vouloir assister au repas qu'il nous fit servir; mais, zélé musulman, il se défendit sans affectation d'y prendre part. Nous étions au temps du carême islamite, et bien que le *pouassah* ne compte point, parmi les Javanais, beaucoup d'observateurs rigides, les princes et les grands seigneurs ne voudraient pas manquer cette occasion de montrer au peuple la sainteté de leurs mœurs et la pureté de leur foi. Le régent de Garout voulut donc attendre, pour rompre le jeûne commandé par la loi de Mahomet, le moment où, sans paraître négliger ses hôtes, il pourrait se retirer dans son *dalem*. La physionomie intelligente de ce prince javanais semblait exprimer le regret de ne pouvoir répondre à nos questions que par l'intermédiaire d'un interprète. Le nom de la France ne pouvait d'ailleurs lui être demeuré inconnu, car des gravures représentant les principales batailles de l'empire figuraient appendues à tous les murs de son palais. Nous avons, on le voit, semé les pages de notre histoire dans le monde entier et rendu nos victoires populaires jusqu'au fond des forêts de l'extrême Orient. Il faut en féliciter et en remercier notre industrie. Voilà du moins un article d'exportation que l'Angleterre ne lui disputera pas!

Vers sept heures du soir, après avoir longuement admiré le diamant noir de Bornéo que le régent de Garout portait au doigt en guise de talisman, nous lui rendîmes enfin sa liberté. Suivi de ses nombreux serviteurs, il se dirigea vers l'aile gauche du palais, occupée tout entière par les appartemens de ses femmes, et bientôt les sons du *gamelang* nous apprirent que le régent venait d'entrer dans son *dalem*.

Le lendemain, dès la pointe du jour, nous étions à cheval. Nous devions nous élever sur les flancs du Galoungoun jusqu'à près de six mille pieds au-dessus du niveau de la mer. Un lac sulfureux, le Telaga-Bodas, remplit à cette hauteur le cratère d'un ancien volcan. Là, plus encore qu'au sommet du Megameudong, il nous sembla retrouver le climat du nord de l'Europe. Le chêne, le laurier, les ronces de nos haies, bordaient seuls le chemin que nous suivions. Quand nous arrivâmes sur les bords du lac, il fallut nous envelopper de nos manteaux. Une barque montée par un Javanais nous transporta sur le rivage opposé du cratère. Cette nappe d'eau d'un blanc laiteux sur laquelle erraient d'éternelles vapeurs, ce sol cristallisé qui criait sous nos pas, ces fissures d'où s'échappait une fumée sulfureuse, ce Caron demi-nu qui, appuyé sur sa rame, nous tendait

silencieusement la main pour recevoir notre obole, tout nous rappelait involontairement les bords gémissans du Styx. Nul être humain n'habite les rives de ce lac empesté; nul bruit n'éveille les échos de cette solitude, si ce n'est parfois le rugissement lointain du tigre au fond des bois ou le craquement des branches que le rhinocéros écarte et brise sur son passage. Après avoir chargé nos guides de longs cristaux de soufre, nous redescendîmes vers Garout. Longtemps avant d'avoir atteint le niveau de la plaine, nous avions retrouvé les plantes amies du soleil, le bambou au port gracieux, le pandanus, le palmier et le manguier au vaste ombrage. Le ciel étendait sa voûte bleue sur d'immenses jardins de café. Nous avions oublié les frimas que nous venions de traverser, et nous ne songions plus au Telaga-Bodas; mais lorsque la nuit fut venue, lorsque j'eus reposé ma tête sur le double oreiller du régent de Garout, il me sembla revoir le lac infernal et les sites funèbres que nous avions visités le matin. Les vagues, en se brisant sur le rivage, rendaient je ne sais quel sourd gémissement; je m'éveillai en sursaut : l'aube dorait déjà l'horizon, et les chevaux attelés à notre chaise de poste hennissaient dans la cour. Je me hâtai de m'habiller, et bientôt, avides d'émotions nouvelles, nous roulâmes sur la route de Manon-Djaya.

Dès que nous eûmes dépassé le versant septentrional du Tjikoraï, nous entrâmes dans un vaste bassin, plus étrange encore que celui que nous venions de quitter. La plaine était littéralement semée de monticules de verdure. On eût dit le royaume des taupes, si les taupes pouvaient soulever des mottes de terre presque aussi grosses que le tombeau d'Achille ou que le tumulus de Patrocle; quelque éruption boueuse avait passé par là. Nous ne pûmes nous arrêter à étudier les causes de ce bizarre phénomène, car nous voulions atteindre, avant la fin du jour, le village de Manon-Djaya. C'est dans cette capitale naissante que réside le régent de Soukapoura, et c'est dans le palais à peine achevé de ce prince que le contrôleur de Manon-Djaya nous fit gracieusement offrir un asile.

Depuis notre départ de Garout, nous étions descendus, par une pente insensible, des hauteurs où règne l'éternel printemps des tropiques pour nous rapprocher de la zone torride. Aussi tout annonçait autour de nous une végétation plus riche et plus hâtive. L'indigofère remplaçait dans les champs le riz et la canne à sucre; le *rhamboutan* déjà mûr, la mangue et la pamplemousse se montraient à profusion sur les échoppes du bazar. Des enfans venaient nous offrir pour quelques florins des cages toutes remplies des plus beaux oiseaux que nous eussions encore vus. Nous remarquâmes surtout avec étonnement une espèce de gros merle noir et jaune, le *béo*, qui pouvait imiter à volonté le hennissement du cheval ou le doux parler

du Malais, qui n'entendait point le miaulement d'un chat ou l'aboiement d'un chien, le claquement d'un fouet ou quelque gros juron teutonique, sans essayer de contrefaire le bruit qui avait frappé son oreille. L'âme de quelque mime avait sans doute transmigré dans ce petit corps. Malheureusement ce charmant babillard est condamné à ne pas sortir de son île natale. Il est doué d'une organisation nerveuse à laquelle il doit sans doute ses talens merveilleux, et qui met incessamment son existence en péril. On le voit défaillir à la vue du sang, se pâmer au bruit du canon. Il passe de vie à trépas dans une seule contraction convulsive. Aussi délicat, mais moins intelligent que le *béo*, se montrait dans de longues cages de bambou le musc pygmée, gracieux diminutif du cerf, qui joue dans la poésie malaise le même rôle que la gazelle dans la poésie arabe ou persane. Ses jambes fines et déliées, qui semblent toujours à demi ployées par la peur, soutiennent un corps à peine aussi gros que celui du lièvre.

Non loin de Manon-Djaya, si nous eussions osé sonder les sombres profondeurs de la forêt, nous eussions rencontré des animaux plus terribles : le tigre royal, le buffle, le rhinocéros, la panthère et le *sapi-outang*, gigantesque antilope qui tient à la fois du taureau sauvage et de la gazelle. Lorsqu'un Européen veut, Nemrod intrépide, fouiller ces bois épais ou les jungles dans lesquels les bêtes fauves se réfugient pendant les ardeurs du jour, un ou deux Javanais armés de longs couteaux fauchent les herbes et abattent les lianes devant lui. Six autres Indiens, la lance en arrêt, l'environnent. Il s'avance ainsi vers l'ennemi qu'il a découvert, lui présentant de tous côtés une barrière de dards, et aussi sûrement à l'abri de ses griffes ou de ses défenses que s'il faisait feu sur lui à travers les créneaux d'une tour.

Dans les Preangers cependant, les habitans ne sont point, comme dans les provinces orientales de Java, habitués dès l'enfance à recevoir le premier bond du tigre sur la pointe de leur javeline. On y va donc rarement troubler ce monstre redoutable dans son repaire, non pas que la chasse au tigre soit moins populaire parmi les employés des Preangers que parmi ceux de Sourabaya ou de Samarang, mais parce que, suivant la naïve expression d'un chasseur, les paysans sondanais ne sont pas *assez braves*. Il était convenu néanmoins que nous ne quitterions point l'île de Java sans avoir eu le spectacle d'une de ces grandes chasses pour lesquelles il faut mettre sur pied tout le peuple d'une province. M. de Sérière nous avait promis ce plaisir féodal. Le jour était fixé où nous devions nous rejoindre au sein de la vaste plaine qu'on traverse pour se rendre de la régence de Bandong dans la régence voisine. Nous eussions plutôt voyagé jour et nuit que de nous exposer à manquer un pareil rendez-vous. Aussi résolûmes-nous de franchir d'un seul trait les 90 kilomètres qui

séparent Manon-Djaya du chef-lieu de la régence de Soumedang.

Nous avions à gravir, pour réaliser ce projet, les crêtes escarpées dont le versant oriental s'abaisse jusqu'aux provinces de Krawang et de Chéribon. C'est peut-être la partie la plus sauvage et la plus pittoresque des Preangers. Pendant plusieurs lieues, on n'aperçoit que des pics ardus ou des gorges profondes. La route, suspendue et comme accrochée aux flancs de la montagne, surplombe à chaque pas un précipice. Toute trace de culture a disparu. Privé de travail et par conséquent de salaire, le peuple de ces misérables districts n'a plus même de haillons pour couvrir sa nudité. C'est un sol qu'on croirait frappé de la colère du ciel; en descendant de ces plateaux stériles, il nous sembla retrouver la terre de Chanaan. La nuit étendait déjà ses ténèbres sur la campagne, et ce fut à la clarté des torches que nous fîmes notre entrée dans Soumedang. Le lendemain, nous nous dirigions dès le point du jour vers Bandong. Nous avions à peine dépassé la frontière des deux régences, que nous rencontrâmes les avant-postes de la grande armée de piqueurs qui tenait la campagne. A plusieurs lieues à la ronde, les cerfs avaient été rabattus dans la plaine. Une ligne de Javanais gardait le pied des montagnes, une autre ligne était échelonnée sur la route; c'était un véritable parc entouré d'une muraille vivante. Au centre de la plaine, on avait élevé pour nous recevoir un pavillon improvisé que supportaient quatre piliers de bambou et auquel on parvenait par une échelle; de là on pouvait découvrir une immense étendue de terrain et suivre sans fatigue les progrès de la chasse.

Le régent de Bandong est le prince le plus opulent de Java; il touche annuellement sur la récolte du café une remise évaluée à plus de 300,000 francs; il a en outre la dîme des rizières et le droit de requérir, quand bon lui semble, les services de ses administrés. Quelques années avant notre arrivée à Java, l'assistant résident avait été poignardé dans un désordre populaire. On soupçonna le régent d'avoir été l'instigateur du crime, ou du moins on l'en rendit responsable. Le gouvernement hollandais le dépouilla de ses dignités; mais il ne lui chercha point un successeur dans une autre famille. Le fils aîné du régent dépossédé prit à l'instant sa place, pendant que le vieux prince oubliait sa chute officielle dans les doux loisirs d'une tranquille opulence. Le régent disgracié et le régent en titre étaient tous deux à cheval quand nous arrivâmes au lieu du rendez-vous. Sans le turban qui enveloppait leur front bronzé, on les eût pris pour des cavaliers numides, tant ils semblaient faire corps avec les fiers coursiers qui piaffaient sous eux. Assis sur une selle sans étriers, le *klewang* à la ceinture, ces deux princes javanais me faisaient oublier le régent énervé de Tjanjor. Je retrouvais de l'énergie dans leur

pose, du feu dans leur regard. Tous les nobles de la régence les entouraient, prêts à lutter de vitesse et d'ardeur avec eux. Le signal est donné ; nulle meute ne mêle ses aboiemens aux cris des chasseurs; ce sont les chevaux, race énorme de géans venue du Mecklembourg, qui battent de leurs pieds les hautes herbes et en font sortir le gibier. Dès qu'un cerf paraît, un escadron tout entier se lance à sa poursuite. On voit bondir à travers la rizière et l'animal qui fuit et les chevaux, plus ardens que des limiers, qui le pressent. Sur ce terrain fangeux, le cerf a bientôt épuisé sa vigueur. Le premier cavalier qui peut l'atteindre l'abat d'un seul coup de son klewang. Les buffles, cheminant toujours deux par deux, se mettent alors en marche : le Javanais qui les guide charge sur leur dos le cerf abattu, et d'un pas indolent ils se dirigent vers le pavillon au pied duquel on apporte à chaque instant quelque nouvelle victime. On tua trente-six cerfs ce jour-là : quatre-vingts avaient succombé un mois auparavant. Le vieux régent, quand il revint près de nous, portait l'orgueil d'un vainqueur empreint sur sa figure, non pas cet orgueil communicatif qui semble mendier des éloges, mais cette fierté morose qui s'enivre du sang versé et savoure secrètement son triomphe. Aucun coursier du Mecklembourg n'avait pu devancer son cheval arabe; aucun klewang n'avait, plus souvent que le sien, brisé d'un seul revers les reins du cerf aux abois; il était, sans contestation, le roi de la chasse.

Tels sont, avec les voluptés mystérieuses du *dalem*, les seuls plaisirs de la noblesse javanaise. Contenue par la main puissante de la Hollande, elle a dû renoncer aux luttes intérieures qui flattaient son courage; elle retrouve dans la chasse l'image de la guerre, et s'y livre avec une ardeur que l'âge même ne suffit pas à éteindre. Un peu de danger vient d'ailleurs ennoblir ces massacres : il n'est pas rare de voir du milieu des roseaux s'élancer, au lieu d'un faon timide, un tigre qui rugit. C'était dans cette plaine même, où nous n'avions rencontré que des troupeaux d'axis, que M. de Sérière avait vu deux chefs javanais, montés sur leurs coursiers, combattre corps à corps un rhinocéros; l'un d'eux excitait cette lourde masse à le poursuivre; l'autre la frappait par derrière de son klewang. La lutte se prolongea pendant près d'une heure. Le monstre, à chaque coup, se retournait sur le cavalier qui l'avait frappé; à l'instant, une nouvelle blessure appelait d'un autre côté sa fureur. Enfin un coup plus hardi l'atteignit au jarret; il s'affaissa sur lui-même, et les cavaliers, mettant pied à terre, l'achevèrent.

Nous rentrâmes dans Bandong, suivis de trois chariots qui portaient les trophées de la journée. Ce curieux épisode couronnait dignement notre voyage. Un devoir importun nous rappelait maintenant à Batavia. Dès que nous eûmes pris congé de M. de Sérière,

nous n'eûmes plus qu'une pensée, celle de franchir sans nous arrêter la distance qui nous séparait encore de *la Bayonnaise*. M. Burger ne cédait qu'à regret à notre impatience. Il eût voulu parcourir avec nous la résidence de Chéribon; il eût aimé à nous faire visiter Indramayo et Samarang, à nous conduire jusqu'à Sourabaya; il eût éprouvé, — il ne le cachait point, — un légitime orgueil à nous montrer, après les Preangers, les provinces dans lesquelles le paysan javanais doit au système de M. Van den Bosch, plus de repos à la fois et plus de bien-être; nous ne pouvions malheureusement transiger avec les exigences impérieuses du service. Vingt jours après avoir jeté l'ancre sur la rade de Batavia, *la Bayonnaise* faisait voile vers le détroit de Banca pour gagner, avant la fin de la mousson de sud-est, le mouillage de Singapore.

Depuis cette époque, aucun d'entre nous n'a revu les Indes néerlandaises; mais nos regards se sont souvent tournés vers les bords hospitaliers où l'on nous avait accueillis comme des compatriotes. Nous avons suivi les héros de Bali sur les plages de Bornéo et dans les forêts de Palembang; nous avons applaudi à leurs nouveaux triomphes et appelé de tous nos vœux la consolidation de la domination hollandaise dans l'archipel indien. Cette domination, nous en souhaitons sincèrement le progrès, car nous espérons que les peuples de l'archipel, que les habitans de Java surtout, la trouveront constamment bienveillante et sagement progressive. Java est la perle de l'Orient; qu'on n'oublie point que le peuple javanais est aussi le meilleur et le plus intéressant des peuples de la Malaisie. Les efforts qu'on lui a demandés ont quelquefois dépassé la mesure de ses forces. Les primes établies par M. Van den Bosch pour stimuler l'activité des employés européens et des fonctionnaires indigènes ont poussé le zèle de quelques-uns de ces agens jusqu'à la plus folle convoitise. Il faut sauver l'œuvre de l'illustre général des dangereuses conséquences de pareils excès. Le système de M. Van den Bosch n'était point seulement une machine fiscale : dans sa pensée, il devait être avant tout une école de travail pour le cultivateur indigène. Après avoir longtemps récolté le sucre et l'indigo pour le compte de l'état, le paysan javanais devra donc trouver un jour le loisir de cultiver ces denrées commerciales pour son propre compte. C'est ainsi qu'on pourra l'élever à la dignité de propriétaire et de producteur libre. Le système des cultures a déjà enrichi la métropole : il est temps de le faire servir à la grandeur coloniale de Java et au bien-être de la race malaise.

E. Jurien de La Gravière.

LA CHASSE

EN AFRIQUE.

J'ai depuis longtemps une conviction que beaucoup d'esprits commencent aujourd'hui à partager : c'est que l'Algérie est destinée à prendre chaque jour une place plus importante dans l'existence de notre pays. Cette contrée, que d'héroïques faits d'armes nous ont soumise, semblait ne s'adresser d'abord parmi nous qu'à des pensées militaires. Plus d'un homme politique ne voulait y voir qu'une sorte de champ clos gigantesque où s'exerçait la valeur de notre armée; puis on s'est aperçu que cette terre n'était pas propre uniquement à nous donner un revenu de gloire, que si elle attirait le soldat, elle appelait aussi l'agriculteur, l'industriel et le marchand : des liens nouveaux se sont formés entre la France et sa conquête. Après avoir remué nos sentimens guerriers, notre fierté nationale, l'Algérie s'est mise en intime rapport avec les plus sérieux, les plus pratiques, les plus positifs de nos intérêts. Enfin, lorsqu'il y a plusieurs années je suis parvenu, par quelques travaux littéraires nés au sein d'une vie active, à diriger la curiosité publique vers un monde plein d'inépuisables richesses pour le poète et pour l'artiste, j'ai vu avec bonheur qu'après s'être concilié la gloire d'abord, l'intérêt ensuite, l'Algérie mettait aussi l'imagination de son parti. Or je sais qu'il y a dans notre pays certaines puissances, et l'imagination est de ce nombre, dont le concours ne doit être dédaigné par aucune œuvre. Ces pittoresques détails que j'ai pu réunir dans le *Grand-Désert* ont éveillé chez certains esprits des impressions qui, je l'espère, ne seront pas

stériles. Plus récemment (1), je me suis procuré des documens nouveaux, et qui m'ont semblé de quelque valeur, sur une vie où tout est marqué, on peut le dire, d'un caractère d'éclatante originalité.

Un homme, entre tous ceux que j'ai rencontrés dans une carrière qui m'a mis en contact avec des lieux et des caractères bien divers, possédait, suivant moi, une connaissance approfondie, une intelligence nette et certaine du peuple arabe. C'est à cet homme que je me suis adressé : j'ai demandé à l'émir Abd-el-Kader, quelques mois avant l'acte de clémence qui l'a rendu à la liberté, des observations sur les chevaux du Sahara, et en même temps de nouveaux détails sur quelques parties de l'existence africaine. Ce que l'on va lire est tiré presqu'en entier d'une longue lettre écrite de sa main. Proverbes arabes, tours orientaux, superstitions populaires en Afrique, j'ai conservé tout ce qui me semblait une séduction pour l'esprit français dans le sujet sur lequel je voulais attirer l'attention; ce sujet, c'est la chasse, qui, suivant les Arabes, est la meilleure école du guerrier. J'entrerai en matière comme Abd-el-Kader lui-même, par une légende qui m'a paru avoir un tour saisissant de grâce et de vivacité.

On raconte qu'un cheikh arabe était assis au milieu d'un groupe nombreux, quand un homme qui venait de perdre son âne s'offrit à lui, demandant si quelqu'un avait vu l'animal égaré; le cheikh se tourna aussitôt vers ceux qui l'entouraient et leur adressa ces paroles : « En est-il un parmi vous à qui le plaisir de la chasse soit inconnu? qui n'ait jamais poursuivi le gibier au risque de se tuer ou de se blesser en tombant de cheval, qui, sans crainte de déchirer ses vêtemens ou sa peau, ne se soit jamais jeté, pour atteindre la bête fauve, dans des broussailles hérissées d'épines? En est-il un parmi vous qui n'ait jamais senti le bonheur de retrouver, le désespoir de quitter une femme bien-aimée? » Un des auditeurs repartit : « Moi, je n'ai jamais rien fait ni rien éprouvé de ce que tu dis là. » Le cheikh alors regarda le maître de l'âne. « Voici, dit-il, la bête que tu cherches. Emmène-la. »

Les Arabes disent en effet : « Celui qui n'a jamais chassé, ni aimé, ni tressailli au son de la musique, ni recherché le parfum des fleurs, celui-là n'est pas un homme, c'est un âne. » Chez un peuple où la guerre est avant tout une lutte d'agilité et de ruse, la chasse est le premier des passe-temps. La poursuite des bêtes sauvages enseigne

(1) En m'occupant d'un livre qui a été accueilli en France et à l'étranger avec une sympathie sur laquelle je n'osais point compter, *les Chevaux du Sahara*, dont je prépare une édition nouvelle, qui, j'ose l'espérer, rendra cet ouvrage plus digne encore de la bienveillance du public.

la poursuite des hommes. Voici un éloge complet de cet art qui ne manque ni de bon sens ni de poésie, deux choses qui s'accouplent du reste plus souvent qu'on ne le pense : « La chasse dégage l'esprit des soucis dont il est embarrassé; elle ajoute à la vigueur de l'intelligence, elle amène la joie, dissipe les chagrins, et frappe d'inutilité l'art des médecins en entretenant une perpétuelle santé dans le corps. — Elle forme les bons cavaliers, car elle enseigne à monter vite en selle, à mettre promptement pied à terre, à lancer un cheval à travers précipices et rochers, à franchir pierres et buissons au galop, à courir sans s'arrêter, quand même une partie du harnachement viendrait à se perdre ou à se briser. — L'homme qui s'adonne à la chasse fait chaque jour des progrès dans le courage; il apprend le mépris des accidens. Pour se livrer à son plaisir favori, il s'éloigne des gens pervers; il déroute le mensonge et la calomnie, il échappe à la corruption du vice, il s'affranchit de ces funestes influences qui donnent à nos barbes des teintes grises et font peser sur nous avant le temps le poids des années. Les jours de la chasse ne comptent point parmi les jours de la vie. »

Dans le Sahara, la chasse est l'unique occupation des chefs et des gens riches. Quand arrive la saison des pluies, les habitans de cette contrée se transportent tour à tour au bord des petits lacs formés par les eaux du ciel. Aussitôt que le gibier vient à leur manquer sur un point, ils donnent un nouveau foyer à leur vie errante. Une histoire où l'on retrouve, comme dans beaucoup de chroniques arabes, l'esprit légendaire du moyen âge prouve avec quelle force la passion de la chasse peut s'emparer d'une âme africaine. — Un homme de grande tente avait tiré sur une gazelle et l'avait manquée. Dans un mouvement de colère, il fit serment de n'approcher aucun aliment de sa bouche avant d'avoir mangé le foie de cet animal. A deux reprises encore, il fait feu sur la gazelle et ne l'atteint pas; pendant tout le jour, il n'en continue pas moins sa poursuite. La nuit venue, ses forces l'abandonnent; mais, fidèle à son serment, il ne prend aucune nourriture. Ses serviteurs continuent alors la chasse de la bête, et cette chasse dure encore trois jours. Enfin la gazelle est tuée, et on apporte son foie à l'Arabe mourant, qui approche de ses lèvres un morceau de cette chair, puis rend le dernier soupir. N'est-ce point là dans sa scrupuleuse rigueur, dans son tour excentrique et dans son dénouement romanesque, le vœu de nos anciens chevaliers?

Les Arabes chassent à pied et à cheval. Un cavalier qui veut poursuivre le lièvre doit prendre avec lui un lévrier. Les lévriers s'appellent *slougui;* ils tirent leur nom de *slouguia,* lieux où ils sont nés, assure-t-on, de l'accouplement des louves avec les chiens. Ce croi-

sement n'est pas impossible; Buffon, après l'avoir nié, le constate sur des documens d'une incontestable authenticité. Le *slougui* mâle vit vingt ans, et la femelle douze. Les *slougui* capables de prendre une gazelle à la course sont fort rares; la plupart d'entre eux ne chassent ni le lièvre ni la gazelle, lors même que ces animaux viennent à passer auprès d'eux. L'objet habituel de leur poursuite, c'est le *bekeur-el-ouhach,* que d'ordinaire ils atteignent au jarret et jettent à terre. On prétend que cette bête, en essayant de se relever, retombe sur la tête et se tue. Quelquefois le *slougui* saisit le *bekeur-el-ouhach* au col et le tient jusqu'à l'arrivée du chasseur. Nombre d'Arabes poursuivent le *bekeur-el-ouhach* à cheval et le frappent par derrière avec une lance. C'est à cheval aussi que d'habitude on court la gazelle, mais on emploie toujours contre elle le fusil. Les gazelles viennent en troupeau : on vise au milieu de ses compagnes la bête que l'on veut frapper, et on la tire sans arrêter un instant le cheval qu'on a lancé au galop. Un proverbe arabe dit : « Plus oublieux que la gazelle. » Ce joli animal en effet, qui a déjà de la femme le doux et mystérieux regard, semble en avoir aussi la cervelle légère. La gazelle, quand on l'a manquée, court un peu plus loin et puis s'arrête insouciante du plomb qui, au bout d'un instant, vient la chercher encore. Quelques Arabes lancent contre elle le faucon, qu'ils dressent à la frapper aux yeux.

C'est surtout chez les Arabes du pays d'Eschoul que ce genre de chasse est en vigueur. Abd-el-Kader a rencontré là une petite tribu appelée la tribu des *Es-lib,* qui ne vivait que des produits de la chasse. Les tentes y étaient faites en peau de gazelle et de *bekeur-el-ouhach,* les vêtemens n'y étaient pour la plupart que des dépouilles de bêtes fauves. Un des membres de cette peuplade chasseresse dit à l'émir qu'il sortait d'habitude avec un âne chargé de sel. Toutes les fois qu'il abattait une gazelle, il l'égorgeait, lui fendait le ventre, frottait ses entrailles avec du sel, puis la laissait sécher sur un buisson. Il revenait ensuite sur ses pas et rapportait à sa famille les cadavres qu'il avait ainsi préparés, car dans ce pays il n'existe aucun animal carnassier qui dispute le gibier au chasseur. Les Es-lib sont tellement habitués à se nourrir de chair, que leurs enfans jetèrent des biscuits qu'Abd-el-Kader leur avait donnés, ne s'imaginant point que ce fût chose bonne à manger.

On pratique souvent la chasse à l'affût contre le *bekeur-el-ouhach* mâle et femelle. Quand la chaleur a desséché les lacs du désert, on creuse un trou auprès des sources où viennent boire ces animaux, qui trouvent la mort au moment où ils se désaltèrent.

Une des chasses qui exigent le plus d'intrépidité est celle du *lerouy,* animal qui ressemble à la gazelle, mais qui est plus grand qu'elle,

sans atteindre toutefois à la taille du *bekeur-el-ouhach*. Le *lerouy*, qu'on appelle aussi *tis-el-djebel* (bouc de montagne), se tient au milieu des roches et des précipices : c'est là qu'il faut le poursuivre à pied, à travers mille périls. Comme les animaux de cette famille courent très mal, un chien ordinaire les prend facilement aussitôt qu'ils descendent dans la plaine; mais ils ont, à ce que l'on affirme, un singulier privilége. Un *lerouy* poursuivi par des chasseurs se jette dans un précipice profond de cent coudées et tombe sur la tête sans se faire aucun mal. — On constate l'âge de la bête par les bourrelets de ses cornes; chaque bourrelet indique une année. Le *lerouy* et la gazelle ont deux dents incisives; ils n'ont pas les dents (*robaï*) situées entre les incisives et les canines.

Si la chasse au *lerouy* est le triomphe de l'homme à pied, la chasse à l'autruche est le triomphe du cavalier. Par ces journées de sirocco où une sorte de sommeil brûlant semble peser sur toute la nature, où l'on croirait que tout être animé doit être condamné au repos, d'intrépides chasseurs montent à cheval. On sait que l'autruche, de tous les animaux le moins fertile en ruses, ne fait jamais de détours; confiante en sa seule agilité, elle échappe par une course droite et rapide comme celle d'un trait. Cinq cavaliers se portent à des intervalles d'une lieue sur la ligne qu'elle doit parcourir. Chacun fournit son relai. Quand l'un s'arrête, l'autre s'élance au galop sur les traces de l'animal, qui se trouve ainsi ne pas avoir un moment de relâche et lutter toujours avec des chevaux frais. Aussi le chasseur qui part le dernier est nécessairement le vainqueur de l'autruche; cette victoire n'est pas sans danger. L'autruche, en tombant, inspire au cheval, par le mouvement de ses ailes, une terreur qui est souvent fatale au cavalier. On ne met aux chevaux qui doivent fournir ces ardentes courses qu'une seule housse et une selle d'une extrême légèreté; quelques cavaliers n'emploient même que des étriers de bois et un mors très léger, également attaché par une simple ficelle. Le chasseur porte avec lui une petite outre remplie d'eau; il humecte le mors d'heure en heure pour maintenir dans un état de fraîcheur la bouche de son cheval.

Cette course à cinq cavaliers n'est pas, du reste, la seule manière de chasser l'autruche. Quelquefois un Arabe qui connaît à fond les habitudes de ce gibier va se poster seul près d'un endroit où l'autruche passe d'ordinaire, près d'un col de montagne par exemple, et, aussitôt qu'il aperçoit l'animal, il se lance au galop à sa poursuite. Il est rare que ce chasseur réussisse, car peu de chevaux peuvent atteindre l'autruche. Abd-el-Kader a conservé le souvenir d'une jument noire qui excellait dans cette chasse. Quoique le cheval soit habituellement employé contre l'autruche, il n'est pas cependant

pour le chasseur un indispensable compagnon. C'est par la ruse qu'on se borne parfois à combattre l'autruche à l'époque de la ponte. Des chasseurs pratiquent des trous auprès des nids, s'y blottissent, et tuent la mère au moment où elle vient visiter ses œufs. Enfin les Arabes ont recours aussi à des déguisemens qui rappellent ces travestissemens sauvages que Cooper a poétiquement décrits. Quelques-uns d'entre eux se revêtent d'une peau d'autruche et s'approchent ainsi de l'animal qu'ils veulent tuer. Des chasseurs déguisés de la sorte ont été, dit-on, plus d'une fois atteints par leurs compagnons.

« Quand une autruche, disent les Arabes, a eu une jambe brisée par un coup de feu, elle ne peut plus, comme les autres bipèdes, sauter sur une seule jambe; cela tient à ce qu'il n'y a pas de moelle dans ses os, et que des os sans moelle ne peuvent guérir lorsqu'ils ont été fracturés. » Les Arabes affirment également que l'autruche est sourde, et que l'odorat chez elle remplace l'ouïe.

Arrivons maintenant à la chasse qui vraiment est digne d'aiguillonner des intelligences, d'embraser des âmes guerrières. Le chasseur arabe s'attaque au lion. Il a dans cette audacieuse entreprise d'autant plus de mérite, que le lion est en Afrique un être redoutable sur lequel existe nombre de mystérieuses légendes, et dont une superstitieuse épouvante protége la formidable majesté. Avec cet esprit observateur qui est le trait distinctif de tous les peuples dont la vie est incessamment mêlée à tous les phénomènes de la nature, les Arabes ont fait sur le lion une série de remarques dignes d'être recueillies et conservées.

Pendant le jour, le lion cherche rarement à attaquer l'homme; d'ordinaire même, si quelque voyageur passe auprès de lui, il détourne la tête et fait semblant de ne pas l'apercevoir. Cependant, si quelque imprudent, côtoyant un buisson, s'écrie tout à coup : *Ra hena* (il est là!), le lion s'élance sur celui qui vient de troubler son repos. Avec la nuit, l'humeur du lion change complétement. Quand le soleil est couché, il est dangereux de se hasarder dans les pays boisés, accidentés, sauvages : c'est là que le lion tend ses embuscades et qu'on le rencontre sur les sentiers, qu'il coupe en les barrant de son corps. Voici, suivant les Arabes, quelques-uns des drames nocturnes qui se passent alors habituellement. Si l'homme isolé, courrier, voyageur, porteur de lettres, qui vient à rencontrer le lion a le cœur solidement trempé, il marche droit à l'animal en brandissant son sabre ou son fusil, mais en se gardant bien de tirer ou de frapper. Il se borne à crier : « O le voleur, le coupeur de routes, le fils de celle qui n'a jamais dit non ! crois-tu m'effrayer? Tu ne sais donc pas que je suis un tel, le fils d'un tel? Lève-toi, et laisse-moi continuer ma route. » Le lion attend que l'homme se soit approché de lui, puis il

se lève et s'en va se coucher encore à mille pas plus loin. C'est toute une série d'effrayantes épreuves que le voyageur est obligé de supporter. Toutes les fois qu'il a quitté le sentier, le lion disparaît pour un moment seulement; bientôt on le voit reparaître, et dans toutes ses manœuvres il est accompagné d'un terrible bruit. Il casse dans la forêt d'innombrables branches avec sa queue, il rugit, il hurle, il grogne, lance des bouffées d'une haleine empestée, il joue avec l'objet de ses multiples et bizarres attaques, qu'il tient continuellement suspendu entre la crainte et l'espérance, comme le chat avec la souris. Si celui qui est engagé dans cette lutte ne sent pas son courage faiblir, s'il parvient, suivant l'expression arabe, à *bien tenir son âme*, le lion le quitte et s'en va chercher fortune ailleurs. Si le lion, au contraire, s'aperçoit qu'il a affaire à un homme dont la contenance est effrayée, dont la voix est tremblante, qui n'a pas osé articuler une menace, il redouble, pour l'effrayer davantage encore, le manége que nous avons décrit. Il s'approche de sa victime, la pousse avec son épaule hors du sentier qu'il intercepte à chaque instant, s'en amuse enfin de toute manière, jusqu'à ce qu'il finisse par la dévorer à moitié évanouie. Rien d'incroyable du reste dans ce phénomène, que tous les Arabes ont constaté. L'ascendant du courage sur les animaux est un fait incontestable. Les dompteurs de bêtes féroces nous font assister chaque jour dans nos villes aux spectacles que les forêts et les montagnes de l'Afrique ensevelissent dans la nuit.

Suivant les Arabes, quelques-uns de ces voleurs de profession, qui marchent la nuit armés jusqu'aux dents, au lieu de redouter le lion, lui crient quand ils le rencontrent : « Je ne suis pas ton affaire. Je suis un voleur comme toi; passe ton chemin, ou, si tu veux, allons voler ensemble. » On ajoute que quelquefois le lion les suit et va tenter un coup sur le *douar* où ils dirigent leurs pas. On prétend que cette bonne amitié entre les lions et les voleurs se manifeste souvent d'une manière assez frappante. On aurait vu des voleurs, aux heures de leurs repas, traiter les lions comme des chiens, en leur jetant à une certaine distance les pieds et les entrailles des animaux dont ils se nourrissaient. Des femmes arabes auraient aussi employé avec succès l'intrépidité contre le lion; elles l'auraient poursuivi au moment où il emportait des brebis, et lui auraient fait lâcher sa prise en lui donnant des coups de bâton accompagnés de ces paroles : « Voleur, fils de voleur! » La honte, disent les Arabes, s'emparait alors du lion, qui s'éloignait au plus vite. Ce dernier trait prouve que le lion pour les tribus du désert est une sorte de créature à part, tenant le milieu entre l'homme et l'animal, une créature qui en raison de sa force leur paraît douée d'une particulière intelligence. La légende destinée à expliquer comment le lion laisse échapper le mouton plus

facilement que toutes ses autres proies confirme cette opinion. En énumérant ce que ses forces lui permettaient de faire, le lion dit un jour — : *An cha Allah,* s'il plaît à Dieu, j'enlèverai, sans me gêner, le cheval.—*An cha Allah,* j'emporterai, quand je voudrai, la génisse, et son poids ne m'empêchera pas de courir. — Quand il en vint à la brebis, il la crut tellement au-dessous de lui, qu'il négligea cette religieuse formule : *s'il plaît à Dieu!* et Dieu le condamna, pour le punir, à ne pouvoir jamais que la traîner. —Il y a plusieurs manières de chasser le lion. Quand un lion paraît dans une tribu, des signes de toute nature révèlent sa présence. D'abord ce sont des rugissemens dont la terre même semble trembler; puis ce sont de continuels dégâts, de perpétuels accidens. Une génisse, un poulain sont enlevés, un homme même disparaît : l'alarme se répand sous toutes les tentes, les femmes tremblent pour leurs biens et pour leurs enfans; de tous les côtés, ce sont des plaintes. Les chasseurs décrètent la mort de cet incommode voisin. On fait une publication dans les marchés pour qu'à tel jour et à telle heure cavaliers et fantassins, tous les hommes en état de chasser, soient réunis en armes à un endroit désigné. On a reconnu d'avance le fourré où le lion se retire pendant la journée; on se met en marche, les fantassins sont en tête. Quand ils arrivent à une cinquantaine de pas du buisson où ils doivent rencontrer l'ennemi, ils s'arrêtent, ils s'attendent, se réunissent et se forment sur trois rangs de profondeur, le deuxième rang prêt à entrer dans les intervalles du premier, si un secours est nécessaire, le troisième rang bien serré, bien uni et composé d'excellens tireurs qui forment une invincible réserve. Alors commence un étrange spectacle. Le premier rang se met à injurier le lion et même à envoyer quelques balles dans sa retraite pour le décider à sortir. « Le voilà donc, celui qui se croit le plus brave! Il n'a pas su se montrer devant des hommes; ce n'est pas lui, ce n'est pas le lion, ce n'est qu'un lâche voleur; que Dieu le maudisse! » Le lion, que l'on aperçoit quelquefois pendant qu'on le traite ainsi, regarde tranquillement de tous les côtés, bâille, s'étire et semble insensible à tout ce qui se passe autour de lui. Cependant quelques balles isolées le frappent; alors il vient, magnifique d'audace et de courage, se placer devant le buisson qui le contenait. On se tait, le lion rugit, roule des yeux flamboyans, se recule, se couche, se relève, fait craquer avec son corps et sa queue toutes les branches qui l'entourent. Le premier rang décharge ses armes; le lion s'élance et vient tomber le plus souvent sous le feu du deuxième rang, qui est entré dans les intervalles du premier. Ce moment est critique, car le lion ne cesse la lutte que lorsqu'une balle l'a frappé à la tête ou au cœur. Il n'est pas rare de le voir continuer à combattre avec dix ou douze balles à travers le corps; c'est dire

que les fantassins ne l'abattent jamais sans avoir des hommes tués ou blessés.

Les cavaliers qui ont accompagné cette infanterie n'ont rien à faire tant que leur ennemi ne quitte pas les pays accidentés; leur rôle commence, si, comme cela a lieu quelquefois dans les péripéties de la lutte, les hommes à pied parviennent à rejeter le lion sur un plateau ou dans la plaine. Alors s'engage un nouveau genre de combat qui a bien aussi son intérêt et son originalité. Chaque cavalier, suivant son agilité et sa hardiesse, lance son cheval à fond de train, tire sur le lion comme sur une cible à une courte distance, tourne sa monture dès que son coup est parti, et va plus loin charger son arme pour recommencer aussitôt. Le lion, attaqué de tous les côtés, blessé à chaque instant, fait face partout; il se jette en avant, fuit, revient, et ne succombe qu'après une lutte glorieuse, mais que sa défaite doit fatalement terminer, car contre des cavaliers et des chevaux arabes, tout succès lui devient impossible. Il n'a que trois bonds terribles; sa course ensuite manque d'agilité. Un cheval ordinaire le distance sans peine. Il faut avoir vu un pareil combat pour s'en faire une idée. Chaque cavalier lance une imprécation; les paroles se croisent, les burnous se relèvent, la poudre tonne; on se presse, on s'évite; le lion rugit, les balles sifflent; c'est vraiment émouvant. Malgré tout ce tumulte, les accidens sont fort rares. Les chasseurs n'ont guère à redouter qu'une chute qui les jetterait sous la griffe de leur ennemi, ou, mésaventure plus fréquente, une balle amie, mais imprudente.

On connaît maintenant la forme la plus pittoresque, la plus guerrière que puisse prendre la chasse au lion. Cette chasse se fait encore par d'autres procédés qui peut-être même ont quelque chose de plus sûr et de plus promptement efficace. Les Arabes ont remarqué que, le lendemain d'un jour où il a enlevé et mangé des bestiaux, le lion, sous l'empire d'une digestion difficile, reste dans sa retraite fatigué, endormi, incapable de bouger. Lorsqu'un lieu troublé d'ordinaire par des rugissemens reste une soirée entière dans le silence, on peut croire que l'hôte redoutable qui l'habite est plongé dans cet état d'engourdissement. Alors un homme courageux, dévoué, arrive en suivant la piste jusqu'au massif où se tient le monstre, l'ajuste et le tue raide en lui logeant une balle entre les deux yeux. Kaddour-ben-Mohammed, des Oulad-Messelem, fraction des Ounougha, passe pour avoir tué plusieurs lions de cette manière.

On emploie aussi contre le lion différentes espèces d'embuscades. Ainsi les Arabes bédouins pratiquent sur la route de son repaire une excavation qu'ils recouvrent d'une mince cloison. L'animal brise par son poids ce léger plancher et se trouve pris comme le loup dans les

piéges que préparent nos paysans. Quelquefois on creuse auprès d'un cadavre un trou recouvert de forts madriers entre lesquels on ménage seulement une ouverture nécessaire pour laisser passer le canon d'un fusil. C'est dans ce trou appelé *melebda* que le chasseur se blottit. Au moment où le lion se dirige vers le cadavre, il l'ajuste avec soin et fait feu. Souvent le lion, lorsqu'il n'a pas été atteint, se jette sur le *melebda,* brise avec ses griffes les madriers, et dévore le chasseur derrière son rempart anéanti.

Quelques hommes enfin entreprennent contre le lion une chasse aventureuse et héroïque, rappelant les prouesses chevaleresques. Voici comment, à son dire, s'y prenait Si-Mohammed-Esnoussi, homme d'une véracité reconnue, qui habitait le Djebel-Gueroul, auprès de Tiaret. « Je montais sur un bon cheval (c'est Mohammed lui-même qui parle par la bouche d'Abd-el-Kader), et je me rendais à la forêt par une nuit où brillait la lune. J'étais bon tireur alors, jamais ma balle ne tombait à terre. Je me mettais à crier plusieurs fois : *Ataiah!* Le lion sortait et se dirigeait vers l'endroit d'où partait le cri, et je tirais aussitôt sur lui. Souvent un même fourré renfermait plusieurs lions qui se présentaient à la fois. Si une de ces bêtes m'approchait par derrière, je tournais la tête et je visais par dessus la croupe de mon cheval; puis, dans la crainte d'avoir manqué, je partais au galop. Si j'étais attaqué par devant, je détournais mon cheval et recommençais la même manœuvre. »

Les gens du pays affirment que le nombre des lions tués par Mohammed-ben-Esnoussi atteignait presque la centaine. Cet intrépide chasseur vivait encore en l'an 1253 (1836 de Jésus-Christ). « Quand je le vis, dit Abd-el-Kader, il avait perdu la vue; qu'il jouisse de la miséricorde de Dieu! »

Une chasse plus dangereuse encore que la chasse dirigée contre le lion lui-même, c'est la chasse que l'on fait à ses petits. Il se rencontre toutefois des gens pour tenter cette périlleuse entreprise. Tous les jours, le lion et la lionne sortent de leur tanière vers trois ou quatre heures de l'après-midi, pour aller au loin faire une reconnaissance dont le but est sans doute de procurer des alimens à leur famille. On les voit sur une hauteur, examiner les douars, la fumée qui s'en échappe, l'emplacement des troupeaux. Ils s'en vont après avoir poussé quelques horribles rugissemens qui sont des avertissemens précieux pour les populations d'alentour. C'est pendant cette absence qu'il faut se glisser avec adresse jusqu'aux petits, et les enlever en ayant bien soin de les bâillonner étroitement, car leurs cris ne manqueraient pas d'attirer un père et une mère qui ne pardonneraient point. Après un coup de cette nature, tout un pays doit redoubler de vigilance. Pendant sept ou huit jours, ce sont des courses

éperdues et des rugissemens atroces; le lion en devient terrible. Il ne faudrait pas alors, suivant l'expression arabe, que « l'œil vînt à rencontrer l'œil. »

La chair du lion, quoiqu'on la mange quelquefois, n'est pas bonne, mais sa peau est un présent précieux; on ne la donne qu'aux sultans, aux chefs illustres, ou bien aux marabouts et aux *zaouyas*. Les Arabes croient qu'il est bon de dormir sur une peau de lion : on éloigne ainsi les démons, on conjure le malheur et on se préserve de certaines maladies. Les griffes du lion montées en argent deviennent des ornemens pour les femmes. La peau de son front est un talisman que certains hommes placent sur leurs têtes pour maintenir dans leurs cervelles l'audace et l'énergie.

En résumé, la chasse au lion est en grand honneur dans le pays arabe. Tout combat contre le lion peut avoir pour devise le mot de don Diègue à Rodrigue : « Meurs ou tue. » — « Celui qui le tue le mange, dit le proverbe, et celui qui ne le tue pas en est mangé. » Aussi donne-t-on à un homme qui a tué un lion ce laconique et viril éloge; on dit : « Celui-là, c'est lui. — *Hadak-houa.* »

Une croyance populaire montre la grandeur du rôle que joue le lion dans la vie et dans l'imagination arabes. Quand le lion rugit, le peuple prétend que l'on peut facilement distinguer les paroles suivantes : « *Ahna ou ben el mera;* — moi et le fils de la femme. » Or, comme il répète deux fois *ben el mera* et ne dit *Ahna* qu'une seule fois, on en conclut qu'il ne reconnaît au-dessous de lui que le *fils de la femme.*

La vie du chasseur, — ces quelques épisodes auront suffi à le prouver, — est toute l'existence de l'Afrique. C'est la vie du péril, de l'aventure, des courses infatigables dans le désert, des audacieuses excursions à travers la montagne et les bois. La terre africaine est comme un dernier refuge où l'héroïsme individuel, plus inutile chaque jour en Europe, poursuit ses glorieux ébats.

GÉNÉRAL E. DAUMAS.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

28 février 1853.

Chaque jour heureusement ne vient point, au moment où nous sommes, changer la face politique du monde, et particulièrement du continent européen. On n'en est plus à ces périodes néfastes des dernières années où il n'était possible de s'aborder chaque matin qu'en s'interrogeant sur les catastrophes de la veille, sur les révolutions triomphantes, sur les trônes ébranlés, sur les couronnes traînées dans la boue des émeutes. C'est comme un torrent rentré dans son lit. La sécurité générale a fait, il est vrai, de très réels progrès, et, dans ce rétablissement d'une certaine sécurité, on ne saurait méconnaître la part qui revient à l'initiative de la France et de son gouvernement. Il n'est point cependant un esprit juste et réfléchi qui ne sente qu'au fond il reste toujours dans la situation de l'Europe quelque chose d'incertain et de précaire, tant il est difficile à tout un continent de se rasseoir dans des conditions régulières et naturelles après les commotions les plus puissantes. Les révolutions ont en effet un résultat étrange et facile à observer : même quand on a secoué leur joug, elles se survivent par les embarras et les complications qu'elles laissent après elles; elles multiplient les occasions de froissemens ou de dissidences; elles accumulent les fermens périlleux, les élémens inflammables, et comme on sait bien qu'il faut souvent peu de chose, un entraînement, une ardeur irréfléchie, une étincelle pour rallumer tant de passions à peine assoupies et contenues, pour transformer le jeu naturel des antagonismes internationaux en conflits redoutables, on s'accoutume à vivre dans une certaine inquiétude en interrogeant sans cesse l'avenir; on ne sait pas ce qu'on craint, mais on craint. Il semble qu'il y ait une force des choses qui conduise les événemens, et on finit par se dire périodiquement que si ce n'est au printemps, ce sera tout au moins à l'automne que devra se produire une explosion quelconque. L'habileté et la prévoyance des gouvernemens sauront bien empêcher, nous n'en doutons pas, que ce ne soit ni pour le printemps ni pour l'automne; mais c'est un motif de plus pour observer cet état singulier où une certaine attente inquiète se mêle au besoin du repos, comme il

arrive toujours lorsqu'on s'est beaucoup agité et qu'on travaille à reprendre son équilibre.

Qu'on le remarque d'ailleurs : ce ne sont point là des symptômes particuliers à un pays; ils sont communs à tous les pays, car c'est là encore un autre effet des révolutions : elles mettent entre les peuples une intime et invincible solidarité, qui montre leur vie gouvernée par les mêmes influences supérieures, tantôt livrée, comme il y a quelques années, à un même esprit de vertige et d'agitation, tantôt dominée comme aujourd'hui par un courant universel de réaction qui revêt partout le même caractère. C'est ce qui fait qu'au point de vue extérieur, comme au point de vue intérieur, rien de ce qui touche un pays, rien de ce qui l'ébranle ou le menace, n'est indifférent pour les autres. Chaque incident nouveau atteste cette solidarité en ravivant le sentiment de cette situation précaire dont nous parlions. Certes rien n'est plus exécrablement odieux en soi-même que cet attentat dont vient d'être l'objet le jeune souverain de l'Autriche en se promenant sur les remparts de Vienne : on a quelque peine à concevoir ce froid et criminel fanatisme de l'assassinat qui semble faire dépendre la sécurité d'un peuple de la folie d'un seul homme; mais ce qui augmente encore, s'il est possible, la gravité d'un tel attentat, ce qui ajoute du moins à sa signification, c'est qu'il se lie évidemment à une situation générale dans laquelle tout le monde est solidaire, c'est qu'il atteint un instinct universel et par le fait même du crime et par l'incessant péril dont il obsède les imaginations. Ce n'est point assurément un crime de cette nature qui peut tempérer et adoucir le courant de réaction qui règne en Europe; il le justifie au contraire. Il en est de même dans un tout autre ordre d'incidens. Il y a aujourd'hui en Europe un assez grand nombre de questions engagées. Les événemens de Milan ont mis, à ce qu'il semble, l'Autriche dans la nécessité de prendre des mesures rigoureuses contre la Suisse par un blocus du Tessin et de placer ce pays sous la menace d'une action plus directe encore. Peut-être ces mêmes événemens ont-ils réveillé dans quelques cabinets la pensée d'intervenir auprès de l'Angleterre pour réclamer l'extinction de ce foyer de propagande révolutionnaire qu'elle entretient ou qu'elle tolère chez elle. D'un autre côté, vers l'Orient, se débattent toutes ces affaires du Montenegro, des lieux saints, qui mettent en contact et en lutte toutes les influences, toutes les rivalités, toutes les ambitions, et semblent faire chanceler une fois de plus l'indépendance de l'empire ottoman. Chacun de ces incidens a par lui-même assurément une assez grande importance, mais ce qui fait qu'il s'y attache un intérêt plus vif encore, c'est qu'on sent bien que chacun d'eux est réellement comme un fil auquel est suspendue la paix générale. De toutes parts éclate ainsi cette solidarité qui existe entre les peuples, — solidarité dans la politique intérieure et dans la politique extérieure, solidarité dans les besoins d'ordre et de paix, solidarité dans le péril et jusque dans ces inquiétudes qui naissent au spectacle de complications dont on ne prévoit pas l'issue. Ces complications sont réelles; c'est là ce dont on ne saurait douter. Pour le moment, c'est peut-être sur un des points que nous indiquions, en Orient, que se préparent les éventualités les plus graves, et récemment en Angleterre même, un des principaux organes de la presse semblait laisser pressentir un singulier revirement dans l'opinion publique anglaise à l'égard de l'indépendance de l'empire ottoman. L'Angleterre, au fond, n'en

prend point autrement souci que ce qu'il faut pour avoir sa part dans une succession qu'elle prévoit devoir s'ouvrir. Cela veut-il dire, puisque nous nous sommes servis de ce terme, que ce fil auquel est suspendue la paix générale doive nécessairement être tranché sur quelque point par un caprice soudain? Il faut infiniment mieux augurer, nous le pensons, de la sagesse des gouvernemens. Il y a d'ailleurs bien des raisons de croire au maintien de la paix; la première, c'est qu'on est trop prévenu, on se tient trop depuis longtemps sur un qui-vive perpétuel, on s'attend trop à tout peut-être, pour qu'il arrive rien. Il y a un autre motif encore, c'est que, comme nous l'avons dit quelquefois, ni les goûts ni les intérêts des peuples ne sont aux conflagrations. Il règne plutôt de toutes parts un besoin ardent de mettre les premiers biens de la civilisation au-dessus des querelles incidentes, des susceptibilités et des rivalités secondaires, des alarmes factices. Il y a en outre chez tous les gouvernemens, sans nul doute, l'intelligence de cette solidarité qui existe entre l'ordre intérieur dans chaque pays et cet ordre d'une espèce plus élevée et plus générale qu'on nomme la paix du continent; peut-être n'est-il pas en Europe beaucoup de gouvernemens dont la sécurité intérieure n'eût à souffrir d'un ébranlement qui serait aujourd'hui infailliblement universel, et il y a bien là, ce nous semble, de quoi faire réfléchir.

Quant à la France, elle est naturellement et nécessairement partie principale dans cette situation, et ce qu'il y a de singulier, en présence des perpétuelles accusations portées contre elle, c'est que d'aucun côté ne sont venues plus d'assurances réitérées en faveur de la paix. L'autre jour encore, l'empereur renouvelait ces assurances dans son discours d'inauguration de la session législative. Il faisait mieux, il annonçait une nouvelle réduction de vingt mille hommes dans l'armée, ce qui porte à cinquante mille le chiffre de la réduction opérée dans les forces militaires françaises depuis 1852. Il serait cependant étrange que la France fût la seule à confirmer par des actes ses déclarations pacifiques. Tandis que l'Angleterre semble faire beaucoup de bruit des armemens des autres, uniquement peut-être pour accroître les siens, tandis que la Russie et l'Autriche font sentir le poids de leur prépondérance en Turquie, il serait singulier que la France fût la seule à ne cacher aucune ambition sous ses paroles. Ce n'est point que, le jour où certaines questions se poseraient en Europe, la France n'eût un rôle à jouer; quel que soit le gouvernement qui soit à sa tête, il y a pour elle au-dessus de tout des intérêts permanens d'influence, de grandeur, de sécurité même, et le gouvernement actuel ne l'ignore pas plus que ceux qui l'ont précédé. Mais ces questions, — qu'elles s'élèvent au cœur de l'Europe ou en Turquie, — on ne peut se dissimuler que la paix du monde y est attachée, et il serait difficile de comprendre, de la part des cabinets, une habileté et une prudence qui consisteraient à les faire naître et à imposer ainsi à notre pays une action immédiate. N'y a-t-il pas aujourd'hui pour tous les gouvernemens une conduite plus naturelle, plus juste, plus conforme aux besoins de la civilisation et qui se réduit tout simplement à permettre à l'Europe de se rasseoir, de se remettre des catastrophes qui ont troublé la société universelle jusque dans ses fondemens, de retrouver ses forces pour les appliquer, non à la guerre, mais au progrès moral et intellectuel, au développement de l'industrie, du commerce et de toutes les ressources du génie contemporain? De quelque manière qu'on

envisage la situation du continent, il n'y a, aujourd'hui comme hier, que deux politiques en présence : celle qui, en sauvegardant la paix, garantira la sécurité intérieure, l'ordre matériel dans chaque pays, et celle qui, en mettant la paix en danger, ramènera la révolution, comme une alliée pour les uns, comme une ennemie pour les autres, et probablement pour profiter des désastres de tous. Le choix des cabinets ne saurait assurément être douteux, comme le gouvernement français semble avoir déjà fait le sien jusqu'ici.

C'est là en effet, ainsi que nous le disions, un des principaux traits du discours du chef de l'état à l'inauguration de la session législative. L'empereur, une fois de plus, rattache la politique extérieure de la France à la pensée de la paix, d'une paix digne, honorable et profitable pour tous. Cette pensée même semble être pour le chef du nouvel empire l'objet d'une vive et constante préoccupation, manifestée depuis quelque temps dans plus d'une occasion et sous diverses formes par le gouvernement. Quant à l'intérieur, l'empereur dans son discours ne pouvait que constater la situation de la France après un an de repos, — le calme du pays, le progrès de la fortune nationale, l'amélioration des ressources publiques, le développement de l'industrie et du commerce. Au demeurant, dans cette phase nouvelle où la France est entrée, bien des habitudes ont dû se transformer. Les partis eux-mêmes, éprouvés par les événemens, sont tenus de chercher à se rajeunir, à se retremper au contact des intérêts réels et permanens, à se dépouiller de tout étroit esprit de coterie ou de secte. N'est-ce point ainsi que la situation d'un pays arrive graduellement à s'adoucir et à se détendre? N'est-ce point ainsi qu'on peut revenir pas à pas vers cette liberté dont l'empereur parlait l'autre jour, et qu'il représentait non comme un instrument de fondation, mais comme le couronnement des édifices politiques que le temps consolide? S'il nous était permis d'interpréter cette haute et sérieuse pensée, nous pourrions dire, nous aussi : Oui sans doute, la liberté par elle-même, considérée absolument, ne fonde rien; elle n'est qu'un mot dont on flatte les passions. La liberté n'est puissante, efficace et réelle, qu'avec les mœurs qui l'entretiennent, avec l'instinct moral qui la discipline, avec toutes les notions de vérité et de justice qui lui tracent la route, et alors elle est le couronnement naturel de ces vertus et de ces mobiles qu'elle suppose, et sans lesquels elle n'est qu'une déception périodique. Aussi ce qu'il faut prêcher aux peuples, ce n'est point la liberté en elle-même, c'est l'ensemble des vertus qui la rendent possible, infaillible et féconde; ce qu'il faut leur montrer dans la liberté, ce n'est pas un droit qu'on acquiert en naissant, c'est une conquête laborieuse et lente, achetée par le respect de la loi, par la vigueur intérieure de la conscience, par une perpétuelle surveillance sur soi-même et par un effort permanent pour concilier le respect de la société avec l'usage libre des facultés individuelles. C'est ainsi que nous nous permettrions d'interpréter une pensée qui dit d'ailleurs très-certainement tout ce qu'elle veut dire.

Maintenant la session est commencée, et les travaux qui l'alimenteront vont suivre leur cours sous nos yeux. Si le corps législatif a aujourd'hui moins d'éclat et de retentissement qu'autrefois, il lui reste du moins le domaine des affaires pratiques, où il peut exercer une utile influence. Le sénatus-consulte du mois de décembre, on s'en souvient, a tracé d'une manière

distincte la sphère d'action du corps législatif et celle du gouvernement. Le corps législatif vote les lois qui lui sont soumises, discute le budget; le gouvernement agit, administre, use des ressources mises à sa disposition, dirige ou modifie souverainement l'ensemble des services publics, et son activité est loin d'être en suspens. Il a rendu en ces derniers jours divers décrets qui touchent à des intérêts également sérieux, quoique d'une nature assez différente. L'un des plus graves de ces décrets est celui qui élève la solde des sous-officiers de l'armée : c'est la réalisation d'une pensée probablement nourrie depuis longtemps par le gouvernement et empreinte d'un juste esprit de sollicitude. L'augmentation de la solde des sous-officiers absorbe naturellement une portion de l'économie obtenue par la réduction de l'armée. La seule question qui pût se présenter était celle de savoir si cette diminution de dépenses d'un côté et cette augmentation de l'autre n'entraînaient point la nécessité d'une sanction législative. Le gouvernement l'a tranchée dans le sens de sa prérogative, et il a agi de même dans un autre ordre d'idées, en transportant toute une portion de la direction des beaux-arts, — théâtres subventionnés, encouragemens aux lettres, musées, — du ministère de l'intérieur au ministère d'état. Il en était déjà ainsi sous le premier empire; sous la restauration, ces mêmes attributions étaient du ressort du ministère de la maison du roi. Cette restitution n'a donc rien qui soit nouveau. Seulement on peut se demander s'il existe aujourd'hui un rapport bien réel entre la surveillance des autres théâtres, la censure, ce qui reste en un mot de la direction des beaux-arts au ministère de l'intérieur et l'ensemble de ce ministère tel qu'il vient d'être reconstitué par un récent décret. Ce n'est point d'ailleurs le ministère de l'intérieur seul qui subit ces remaniemens. Il y a quelques jours, c'était le ministère des affaires étrangères qui était réorganisé; le ministère des finances est sur le point, dit-on, d'avoir aussi sa réorganisation.

C'est une pensée ordinaire à chaque gouvernement nouveau, souvent à chaque nouveau ministère, de remanier ainsi les services publics. Certainement il est des modifications que les circonstances nécessitent; l'extension ou la diminution de certains travaux, le déplacement des affaires et des intérêts, peuvent exiger des organisations nouvelles. A vrai dire cependant, s'il y a quelque progrès à poursuivre, et à notre avis cela n'est point douteux, est-ce sur les mécanismes et les cadres administratifs que les changemens doivent porter? Ne serait-ce point plutôt sur l'esprit même qui préside au choix des employés, à la direction de leurs travaux, à la fixation de leur position? Il y a par malheur en France une pensée singulière que tout le monde favorise, parce que tout le monde y est intéressé : c'est que chacun doit avoir sa place dans les administrations publiques, et qu'il y va du salut de l'état d'entretenir le plus grand nombre possible d'employés, fallût-il restreindre les émolumens de chacun. Et qu'en résulte-t-il? C'est que le plus souvent sept ou huit personnes font languissamment et sans zèle ce que deux ou trois hommes intelligens et laborieux pourraient faire, c'est que les administrations se peuplent parfois de jeunes gens qui pensent toujours qu'ils font assez, vu le traitement qu'ils touchent. Ne serait-il point préférable de restreindre le nombre des employés, d'améliorer leur situation, et de faire de ces avantages le prix de la capacité et du zèle? En général, l'état excelle à tracer des hiérarchies, à

stipuler des règles d'avancement, à fixer des limites d'âge pour l'entrée et pour la retraite, en un mot à organiser et à réorganiser. Tout cela n'a jamais empêché, que nous sachions, aucun acte de favoritisme. Après chaque changement, chacun se retrouve tel qu'il était avant, chacun reprend ses habitudes, les choses suivent leur cours, la machine fonctionne, jusqu'à ce qu'il survienne une organisation nouvelle qui ne touche pas plus que la précédente à la véritable question. Au fond, l'administration française, qui est heureusement purgée de bien des vices des administrations étrangères, souffre d'un mal assez commun de notre temps : c'est qu'on se rend peu compte des conditions réelles d'un travail sérieux et utile. Il s'est propagé dans ces matières bien des notions confuses qui ne rendent pas plus facile une réforme vraie, profonde et efficace.

Et s'il faut tout dire, cette incertitude de notions et d'idées est-elle donc surprenante? Ne s'étend-elle pas à bien d'autres régions, au domaine de la pensée elle-même? Au milieu des excès, des entraînemens des caprices contemporains, ne semble-t-il pas souvent se manifester une altération étrange dans les idées sur l'art, sur l'invention littéraire, sur les choses de l'esprit et de l'imagination, sur la critique elle-même? Rien n'est plus rare que de savoir ce qu'on doit faire, et, comme on ne le sait pas bien pour soi, naturellement on l'ignore encore plus pour les autres. Il est arrivé ainsi quelquefois à ce recueil même de voir dénaturer singulièrement son esprit et son but. On s'est étonné de la manière dont il entendait la critique, du soin qu'il mettait à reproduire le mouvement des littératures étrangères, à initier notre pays à l'histoire des peuples inconnus, et de l'oubli où il laisserait la France et notre propre littérature. Il a même circulé depuis longtemps et de tradition bon nombre de plaisanteries qui avaient leur prix quand elles étaient neuves, ce qui date de loin, mais qui n'en étaient pas plus justes même alors. Multiplier les recherches et les élémens de comparaison, décrire le mouvement des races, interroger le mystère des civilisations étrangères, étudier le caractère des peuples dans leur histoire, dans leur poésie, dans les œuvres de leur imagination, n'est-ce donc point là en réalité l'esprit même de la critique moderne dans ce qu'il a de plus élevé et de plus nouveau? Malheureusement il y a toujours en France de courtes vues qui s'étonnent que tout le monde ne soit pas myope. On a sa petite fenêtre ouvrant sur son petit jardin où croissent de petites plantes d'un médiocre parfum, ou bien du seuil d'un salon on recueille les badinages élégans, les bruits qui circulent, les nouvelles qui se succèdent, — et c'est cela à coup sûr qui est de la littérature! Soit, c'est un genre comme un autre à qui il faut assurément laisser ses sectateurs; mais c'est un goût qui pourrait rigoureusement n'être point universel, et il est sans doute permis de préférer le spectacle du monde; il est permis d'aimer à aller chercher le reflet de la civilisation de la France dans les plus lointaines contrées, d'attacher quelque prix aux plus curieux épisodes qui peuvent se produire, de trouver quelque saveur dans la pensée de l'Allemagne, de l'Angleterre, des États-Unis. Cela exclut-il l'étude de la littérature française? Quel est donc le nom éminent qui n'ait illustré ces pages et les noms plus obscurs qui figuraient auprès de lui? Quelle est l'œuvre sérieuse qui n'ait trouvé une appréciation, sinon toujours du goût

de l'auteur, du moins attentive et sincère? Quel est même l'essai élevé et inconnu encore qui n'ait été recherché et observé? Et puis ceux qui pensent que nous oublions la France ont très certainement du papier au bout de leur plume; rien ne leur est plus facile que de faire fête aux merveilles nouvelles, si nombreuses à ce qu'il semble, au lieu de s'occuper parfois à découvrir des écrivains et des œuvres au moins aussi inconnus que la mer Méditerranée avant que M. Alexandre Dumas l'eût découverte. Ce qui est vrai, c'est que la littérature actuelle fait à la critique de rudes devoirs, en la plaçant entre une école en déclin et une école qui se ressent trop encore des circonstances où elle grandit péniblement.

D'un côté, en effet, parmi les œuvres de l'école d'il y a vingt ans, qu'aperçoit-on aujourd'hui? C'est un roman nouveau de Mme Sand, *Mont-Revèche*. Y a-t-il dans ces pages quelque étincelle de la chaleur d'autrefois, quelque reflet de cette éloquence enivrante et périlleuse, de cette éclatante passion dont on sentait les frémissemens? Dans une préface attachée à *Mont-Revèche*, l'auteur assure que son roman ne prouve rien, et il faut bien être de son avis; il ajoute que le roman en général ne doit rien prouver, ce qui peut être vrai et faux tout à la fois. Ce qui prouve quelque chose dans un roman, ce n'est pas la moralité oiseuse que viendra débiter à la dernière page tel ou tel personnage, ce n'est pas la morgue pédante de sermonnaire révolté qui se fera jour à chaque ligne; ce qui exprime la pensée d'une œuvre de ce genre, c'est le mouvement de l'action, c'est la combinaison des caractères, le jeu des passions. C'est justement sous ce rapport que *Mont-Revèche* ne prouve rien, et qu'il devrait prouver cependant. Un des héros du roman dit à un poète de ses amis qui joue aussi son rôle dans l'histoire : « Dieu, que les lettres t'ont gâté, mon pauvre Jules! Tu composes tant, que tu ne peins plus du tout. Il est impossible de voir à travers ta fantaisie quelque chose qui puisse exister; moi, je me méfie de ta femme de province, etc. » N'en peut-on pas dire autant de toutes les figures de *Mont-Revèche?* Oui, certes, il y a de quoi se méfier de cette jeune fille impossible, Éveline, qui, à dix-huit ans, se livre au plus savant manége de la hardiesse féminine, et se déguise en paysan morvandiot pour aller seule, la nuit, trouver son amant dans un vieux château; ajoutez que ce n'est point l'amour qui la conduit, c'est la curiosité. Ce jugement, que Mme Sand applique si singulièrement à son poète, ne pourrait-on pas l'appliquer à elle-même? Elle compose tant, qu'elle ne peint plus guère. La passion s'est refroidie chez elle, et il est resté un esprit brillant encore sans doute, mais qui s'amuse à jouer avec tous ses personnages pour leur rire au nez à la fin, nous le craignons bien, en les bénissant dans un mariage universel. Il y a loin déjà de *Mont-Revèche* à *la Mare au Diable* ou à *la Petite Fadette!* et tandis que de ce côté l'inspiration semble décliner, quels sont les symptômes de l'inspiration nouvelle? Quelles sont les œuvres où se révèle quelque vigueur de jeunesse? Il y en a sans doute, et ce n'est point de notre part que la sympathie pourrait leur manquer; il y a des talens qui s'élèvent et mûrissent, il est des esprits pleins d'une fine et pénétrante délicatesse; c'est un mouvement qui tend à se dessiner, un groupe qui se forme. En général cependant, dans bien de ces esprits nouveaux qui naissent depuis quelque temps à la vie littéraire, ce qu'on peut remarquer, c'est une certaine ténuité d'inspi-

ration, une certaine complexion délicate et frêle; ce qui leur manque, c'est l'étude et la réflexion, c'est la puissance originale et féconde. Le drame que représentait l'autre soir le Théâtre-Français, *la Mal'aria*, reproduction d'un des plus dramatiques épisodes de *la Divine Comédie*, celui de la *Pia*, serait loin de prouver le contraire. Il ne faut pas s'y méprendre du reste : si des écoles nouvelles ont tant de peine à se former, si une inspiration plus jeune est lente à germer, s'il y a aujourd'hui tant de tâtonnemens et d'incertitude dans la vie littéraire, la cause n'en est pas seulement dans la faiblesse individuelle des talens; la vérité est que la génération actuelle est moins heureuse que celle qui l'a précédée dans la carrière il y a trente ans. A cette époque, le vent soufflait dans la voile des novateurs; tout favorisait leurs efforts, tout était à tenter, à transformer, à rajeunir dans la poésie, dans le roman, au théâtre. En présence d'un but naturellement tracé, le moindre effort était presque compté pour du génie. Il y avait dans les lecteurs et dans les poètes une certaine fraîcheur d'impressions qui tenait à l'aurore d'une époque nouvelle. Ceux qui viennent aujourd'hui trouvent un sol dévasté, tous les genres littéraires épuisés ou faussés, les esprits incertains dans leur direction, un public blasé et distrait, sans ardeur et sans choix dans ses sympathies. Ils ne sont servis et soutenus par rien dans l'atmosphère qui les environne; ils ont au contraire à se frayer eux-mêmes le chemin et à faire leur temps sans nul secours des circonstances. N'est-ce point un motif de plus pour demander des forces nouvelles à l'étude, à la méditation, au travail, afin de retrouver le secret des mâles conceptions, des savantes peintures et de toutes les délicatesses puissantes de l'art? C'est ainsi seulement qu'il peut se former des écoles nouvelles capables de rendre son essor à l'imagination, à l'esprit de notre pays son prestige, et de maintenir son ascendant au milieu du mouvement des relations intellectuelles contemporaines.

Chose étrange, ces relations intellectuelles existent assurément entre la France et l'Angleterre; les relations de commerce existent aussi; les industries des deux pays se prêtent un mutuel appui : ce sont autant de garanties de paix, et c'est le moment qu'a choisi l'Angleterre pour jouer cette comédie à l'abri de laquelle elle organise des milices et accroît ses armemens maritimes! Dans le fait, c'était là peut-être uniquement le but réel, et le but une fois atteint, il n'est pas impossible que la toile ne tombe sur la représentation manquée de l'invasion française. Ce n'est pas même sérieusement, nous le pensons bien, la crainte d'une prochaine descente de la France qui a été le premier mobile de cette augmentation des forces de l'Angleterre. Ses hommes d'état ne sont pas accoutumés à se nourrir longtemps de chimères de ce genre, et il est infiniment plus probable que dans leur pensée les armemens maritimes avaient une tout autre destination, celle par exemple de mettre l'Angleterre à même de jouer un rôle dans la crise de l'Orient. C'est dans la chambre des communes au reste que s'est trouvée transportée la question des relations de l'Angleterre et de la France, sur une interpellation de M. Disraëli, — et en définitive qu'est-il résulté de cette discussion? Rien certainement de bien menaçant, rien qui réponde au mouvement factice excité en dehors du parlement. M. Disraéli a fait un très vif et très spirituel discours, auquel a répondu lord John Russell, et le débat s'est arrêté là, laissant intact des

deux côtés, et quoique par des motifs différens, le maintien des bons rapports avec la France, bien qu'à tout prendre l'un des membres du cabinet, sir Charles Wood, dans un discours prononcé il y a quelques jours à Halifax, eût pris d'assez singulières libertés à l'égard du gouvernement français.

Ce n'est pas sur une question de ce genre que le cabinet anglais peut se sentir menacé. Il y a, on le sait, en Angleterre une grande latitude laissée aux hommes d'état en tout ce qui touche la politique extérieure. Le peuple anglais se confie en ses chefs, parce qu'il sait que le nom, les intérêts, la prépondérance de la Grande-Bretagne sont partout soutenus, et que les traditions de sa politique ne fléchissent devant aucune considération. Aussi le cabinet actuel peut-être n'a-t-il pas beaucoup à craindre pour le moment d'une discussion sur les affaires étrangères, au moins au point de vue des relations entre l'Angleterre et la France; mais on n'en est point à remarquer l'intérêt qui s'attache depuis quelque temps aux questions religieuses en Angleterre. Il y a une véritable recrudescence de l'esprit anglican, recrudescence provoquée et encouragée, on peut s'en souvenir, par lord John Russell dans sa lettre à l'évêque de Durham, au sujet de ce qu'on nommait les agressions papales, et qui, par un singulier revirement, se retournera peut-être contre lui. Cet esprit anglican, le cabinet le trouvera en face de lui dans la discussion de son bill sur l'émancipation politique et civile des Juifs, qui vient de traverser heureusement une première épreuve; il le retrouvera dans la proposition déjà faite de supprimer l'allocation du séminaire catholique de Maynooth; il le retrouvera dans l'affaire des *réserves du clergé* au Canada, au sujet de laquelle M. Frédéric Peel, le fils de l'illustre sir Robert, vient de déposer une proposition. Or cet esprit anglican, c'est l'arme la plus redoutable du parti tory, et il est permis de croire que lord Derby s'en servira habilement contre le ministère. Ce qui peut être encore un nouvel et singulier embarras pour le cabinet, c'est si les gouvernemens du continent se décident, comme on l'assure, à lui demander l'expulsion des principaux chefs de l'émigration révolutionnaire, de MM. Kossuth et Mazzini notamment. L'Angleterre a l'orgueil de l'hospitalité, qu'elle donne à tous les réfugiés; mais encore faut-il que de cet asile hospitalier ne sortent point toutes les excitations à la guerre et à des révolutions nouvelles.

Ce n'est point là, au surplus, la seule difficulté que les événemens de Milan laissent après eux. On connaît les suites de ce coup désespéré de quelques insensés enivrés de prédications démagogiques. Une telle tentative ne pouvait indubitablement offrir aucune issue favorable aux susceptibilités nationales que peuvent nourrir des cœurs italiens; elle ne pouvait qu'amener le résultat qu'elle produit en effet, un redoublement de rigueur de la part des autorités autrichiennes. Tel est, dans la vie intérieure de la Lombardie, l'effet le plus clair du coup de main organisé par cette occulte démagogie dont M. Mazzini est le pontife : c'est la masse de la population paisible et étrangère à ces événemens qui paie aujourd'hui pour quelques révolutionnaires. Mais cette affaire de Milan ne laisse pas d'avoir des conséquences plus graves encore à un autre point de vue. Les mesures de défense prises par l'Autriche ne s'appliquent pas seulement à la Lombardie, elles s'étendent à la Suisse, qui porte le poids de bien des complicités révolutionnaires. Depuis quelque

temps déjà, les relations de l'Autriche et de la Suisse s'étaient compliquées d'un incident de nature à tenir en éveil l'attention du cabinet de Vienne : c'est la suppression des séminaires de Polleggio et d'Ascona par le gouvernement du Tessin et l'expulsion de quelques moines natifs de la Lombardie. Tandis que des négociations se poursuivaient à ce sujet, les événemens de Milan sont survenus, et il n'en a pas fallu davantage pour décider l'action immédiate de l'Autriche, fondée sur les incidens précédens et sur l'agitation permanente entretenue ou tolérée par la Suisse sur la frontière lombarde. Non-seulement le canton du Tessin a été bloqué, mais toute la population tessinoise fixée en Lombardie a reçu l'ordre de quitter le pays. La Lombardie comptait environ 6,000 Tessinois, maintenant rentrés en Suisse. Quel sera le dénoûment de cette complication? Dans les circonstances actuelles, il ne saurait être douteux. Les réclamations de l'Autriche, surtout au sujet des réfugiés, devront nécessairement prévaloir, soit par le consentement du gouvernement suisse, soit par la force. Seulement, dans ce dernier cas, il ne peut échapper à personne que la question entrerait dans une phase où il serait certes utile qu'il régnât un grand esprit de confiance et de bienveillance mutuelles entre les cabinets de l'Europe.

La Suisse, nous l'avons dit, expie bien des complicités révolutionnaires. Il arrive aujourd'hui pour elle ce qui serait arrivé depuis longtemps déjà sans les étranges commotions qui ont bouleversé l'Europe. Il est un pays en Italie auquel les événemens de Milan pouvaient évidemment créer des embarras peut-être plus graves encore : c'est le Piémont. Non-seulement par le rôle qu'il a joué en Italie, par les souvenirs récens de la dernière guerre, mais encore par l'asile même qu'il a offert à un grand nombre de réfugiés lombards, le Piémont pouvait être exposé à être entraîné ou compromis. Il n'en a rien été heureusement, et cela est dû surtout à la droiture et à la fermeté du gouvernement piémontais. Au premier retentissement de l'échauffourée de Milan, il a pris les mesures les plus promptes et les plus sévères pour empêcher les réfugiés de passer la frontière; il en a expulsé un certain nombre, il a interné les autres; il y en a même qui ont été transportés en Amérique pour avoir été pris les armes à la main. L'opinion publique était d'ailleurs d'accord avec l'attitude du gouvernement, on s'est même abstenu de toute interpellation dans les chambres à ce sujet. Ainsi ce qui pouvait être un péril pour le Piémont n'a servi au contraire qu'à le placer dans une situation plus nette et plus franche, tant il est vrai que la fermeté et l'esprit de conduite sont les meilleurs conseillers des gouvernemens. Cette situation ne peut porter que d'heureux fruits pour le Piémont. C'est au cabinet de Turin de maintenir, de confirmer, d'étendre au besoin le caractère conservateur qu'il a mis dans sa politique. M. de Cavour est certainement une intelligence assez élevée pour tirer parti de ces conditions nouvelles. L'esprit de conservation qu'il a apporté dans la politique extérieure, il le mettra aussi sans nul doute dans la politique intérieure. En réalité, quel est aujourd'hui le meilleur système pour le Piémont, si ce n'est d'éviter les agitations inutiles et dangereuses, d'éloigner les questions propres à soulever des orages et à remettre aux prises les passions? Les hommes d'état qui ont gouverné le Piémont depuis quelques années, ceux qui le gouvernent aujourd'hui, ont

montré une grande aptitude; ils comprendront à coup sûr que le moyen le plus assuré d'affermir au-delà des Alpes le régime constitutionnel, c'est de l'empêcher de s'égarer, c'est d'en faire un gouvernement conservateur par-dessus tout, protecteur de la sécurité publique et de tous les intérêts légitimes qui peuvent survivre aux régimes anciens. Rien n'est plus digne de tenter l'ambition d'un homme comme M. de Cavour que de conduire le Piémont dans cette voie conservatrice et libérale à la fois.

En Allemagne, voici enfin une grande question résolue; la Prusse et l'Autriche se sont entendues sur l'intérêt commercial qui les divisait depuis près de deux ans, et qui était venu comme fatalement prolonger leurs rivalités après la crise politique de 1848 à 1850. Le Zollverein n'est point dissous, et l'Autriche n'en fait point partie; mais elle contracte avec lui un traité qui satisfait aux besoins de l'industrie autrichienne, et qui permettra d'apprécier à l'avance quels seraient les avantages et les inconvéniens d'une union douanière de toute l'Allemagne. Cette solution était prévue depuis plusieurs mois. L'Autriche, après avoir dépensé beaucoup d'activité et de talent pour créer une association commerciale de toute l'Europe centrale, s'était aperçue qu'elle éveillait sur ses ambitions politiques, déjà suspectes à la confédération depuis le congrès de Dresde, des soupçons peu favorables au développement ultérieur de son influence. Elle avait cédé devant cette considération puissante, et elle avait envoyé à Berlin l'un des principaux promoteurs de l'idée du Zollverein austro-allemand, M. de Bruck, pour proposer à la Prusse un moyen terme que celle-ci ne pouvait plus repousser, et qu'il était de son intérêt d'accueillir. La Prusse, en définitive, a droit de se féliciter de ce résultat; elle le doit à la persévérante fermeté qu'elle a déployée en cette occasion, en dépit de la pression que plusieurs états de l'Allemagne méridionale ont essayé d'exercer sur elle par suite de rancunes conçues durant la crise fédérale.

Le cabinet de Berlin a suivi sur ce terrain une politique analogue à celle que les circonstances lui avaient inspirée au congrès de Dresde en 1851. La Prusse a laissé les combinaisons nouvelles, les projets d'innovation, à ses rivaux; elle s'est renfermée dans un rôle strictement conservateur, elle s'est placée à l'abri du pacte et des institutions existantes, et M. de Manteuffel, réparant ainsi les témérités de M. de Radowitz, a su détourner les représailles que le cabinet de Vienne se promettait d'exercer sur la Prusse, soit par une réforme du pacte favorable à la prépondérance autrichienne, soit par la création d'un Zollverein austro-germanique. Évidemment la rivalité des deux grandes puissances allemandes n'est point éteinte; elle se reproduirait à la première occasion décisive, parce qu'elle est non-seulement dans les traditions historiques des deux pays, mais dans la nature même des choses. La question douanière aussi bien que celle du pacte fédéral renaîtront infailliblement dans un avenir donné. L'Allemagne n'en a pas moins lieu de se féliciter d'avoir successivement échappé au double danger qui, sous forme politique et sous forme commerciale, a mis un moment en péril l'équilibre des forces fédérales.

Quant à la Turquie, elle n'a pas cessé d'être un objet de préoccupations pour ses adversaires et pour ses alliés. Il faut le dire, ceux qui attaquent

aujourd'hui sa politique sont plus nombreux et plus vifs dans leur langage que ceux qui la défendent. Il est bien des reproches que, pour notre compte, nous serions tentés de lui adresser. En voyant toutefois quelle ardeur la presse allemande et (chose plus étrange) la presse anglaise elle-même apportent dans cette polémique, nous nous demandons où l'on en veut venir et ce que signifie ce déchaînement d'injures, où, à côté de quelques vérités, on voit percer un impitoyable parti pris de dénaturer les faits et de confondre toutes les notions du juste et de l'injuste. Un mémoire récemment mis en lumière par l'organe le plus accrédité de la publicité allemande s'est chargé de nous apprendre que l'Allemagne et notamment l'Autriche auraient le même intérêt que la Russie au partage de l'empire ottoman. Si naïve que soit cette croyance, elle est spécieuse; mais il serait curieux de savoir si l'Angleterre croit aussi pouvoir se concerter désormais avec l'Autriche et la Russie pour assurer à celle-ci la possession de Constantinople, et si c'est là le secret de ces virulentes déclamations auxquelles le journal le plus important de la Grande-Bretagne se livre depuis quelque temps avec une si étrange complaisance.

Cette polémique, dont la Turquie est en ce moment le point de mire dans une partie de l'Europe, vient de provoquer en Belgique une réponse signée de deux officiers turcs de l'armée ottomane, et qui serait intéressante, si elle avait moins l'empreinte occidentale, si elle portait moins les traces d'une collaboration évidemment européenne. Quoique Rustem-Effendi et Seid-Bey parlent un peu trop comme de simples Belges qui auraient pris le *fez* pour l'occasion, ils défendent leur pays avec une vive susceptibilité, et au milieu des argumens passionnés à l'aide desquels ils essaient de repousser les attaques dont on l'accable, il en est quelques-uns qui ne manquent pas d'une certaine apparence de raison.

Le meilleur argument toutefois que la Turquie ait à employer contre ses adversaires, c'est de suivre une politique prudente et libérale, prudente au dehors de manière à ne point susciter de conflits ou de questions embarrassantes, libérale au dedans afin que ceux qui peuvent désirer l'affaiblissement de l'empire ne trouvent pas leur principal appui parmi ses populations mécontentes. Ce n'est pas que nous pensions que l'empire ottoman soit aujourd'hui dans un état de danger qui fasse craindre pour son existence. Il n'est pas vraisemblable que la mission du comte de Linange ait le caractère menaçant que les dernières nouvelles de Constantinople semblent lui attribuer. La mission donnée en même temps au prince Menschikoff de venir formuler à la Porte les griefs de la Russie ajoutera sans doute à la gravité de celle de M. de Linange; mais ce n'est pas la première fois que l'on voit la Russie et l'Autriche animées d'une pareille émulation. La question des réfugiés hongrois et polonais a fourni un spectacle exactement semblable. La situation avait même alors un côté plus fâcheux : à cette époque, l'armée russe occupait la Valachie. Cependant on vint à bout de la difficulté. Il est vrai que la Turquie s'est placée par l'expédition du Montenegro dans une position regrettable vis-à-vis de ses populations chrétiennes; elle a suscité dans les provinces voisines de ce petit pays une agitation qui offre une occasion favorable aux influences hostiles. Espérons toutefois que la Porte, instruite par les intentions qui percent dans l'attitude de l'Autriche et de la Russie, saura à temps s'en-

tendre avec les Monténégrins et dérober à ces deux puissances la force que leur procure cette faute capitale commise dans un moment d'irréflexion.

Telle est la rapidité et la multiplicité des rapports qui existent aujourd'hui entre l'ancien et le nouveau continent, qu'on peut suivre en quelque sorte jour par jour, auprès de l'histoire de l'Europe, l'histoire de ces états transatlantiques qui ont maintenant leur place dans le mouvement du monde. Puissance d'un côté, dissolution permanente de l'autre, tel est le spectacle habituel qu'offrent ces contrées dans leur double développement anglo-américain et hispano-américain. Les États-Unis attendent aujourd'hui l'entrée au pouvoir du général Franklin Pierce, qui doit avoir lieu le 4 mars, et c'est alors que la politique de la nouvelle présidence se dessinera. Jusque-là le sénat de Washington a suspendu ses débats sur les motions du général Cass. Quant à l'autre portion de l'Amérique, son histoire se marque par des révolutions. Nous avons quelquefois parlé du Mexique; le voilà plus que jamais aujourd'hui tombé dans le gouffre de l'anarchie. Jusqu'ici, il existait une ombre de pouvoir légal à Mexico; cette ombre s'est évanouie. Le général Arista s'est démis de son titre de président, et il a été provisoirement remplacé par le président de la cour supérieure de justice, M. Cevallos. Depuis longtemps, le général Arista demandait au congrès des pouvoirs extraordinaires pour dominer la situation et essayer de faire face aux périls de toute sorte qui environnaient le Mexique. Ces pouvoirs lui ont été refusés, et il s'est retiré. Il n'a point voulu prendre ce qu'on lui déniait; il a reculé devant un coup d'autorité qui d'ailleurs n'eût été sans doute qu'une complication de plus sans résultat. Le général Arista fût-il resté dictateur à Mexico, à quoi cela eût-il servi en présence du mouvement révolutionnaire qui s'étend à tout le Mexique? Dans l'état de Tamaulipas, toutes les troupes se sont tournées du côté de l'insurrection; à Matamoros, sur le Rio-Grande, population et armée se prononcent en faveur de la révolution. — Mais quelle est cette révolution? direz-vous. Là est la question; elle a autant de mobiles et de drapeaux que de théâtres et de chefs. Rien ne le prouve mieux que ce qui est arrivé à Tampico. Deux chefs d'insurgés se sont réunis pour s'emparer de la ville; une fois arrivés à leurs fins, l'un des deux s'est mis à tirer sur l'autre et à essayer de l'exterminer. Il en est à peu près de même partout. Ce qu'il y a de plus singulier, c'est que, le général Arista s'étant retiré pour ne point s'emparer de la dictature, celui qui l'a remplacé, M. Cevallos, président de la cour supérieure de justice, vient d'accomplir le coup d'état devant lequel avait reculé son prédécesseur. Il a dissous le congrès par la force, et en même temps il a rendu un décret convoquant une convention pour le 15 juin prochain. Ce coup d'état d'ailleurs semble consacrer le triomphe de la révolution, puisque M. Cevallos a ordonné aux troupes du gouvernement de suspendre partout les hostilités avec les insurgés. La confusion n'est pas près de se dissiper au Mexique, à moins que la prochaine convention n'y jette quelque jour. CH. DE MAZADE.

V. DE MARS.

PROMENADE

EN AMÉRIQUE.

NEW-YORK.[1]

COLLECTION D'ANTIQUITÉS AMÉRICAINES. — ÉCOLE DE MÉDECINE. — GRANDS TRAVAUX D'UTILITÉ PUBLIQUE. — SOCIÉTÉ HISTORIQUE. — M. BANCROFT. — OPÉRA. — CURIEUSE TRAGÉDIE SUR SAVONAROLA. — DE LA LITTÉRATURE AUX ÉTATS-UNIS. — SOCIÉTÉS DE TEMPÉRANCE. — INCURIE AMÉRICAINE. — DE LA PEINTURE AUX ÉTATS-UNIS. — INSTRUCTION PUBLIQUE. — DÉMOCRATIE.

26 septembre, New-York.

Je suis revenu directement de Cincinnati par Cleveland, le lac Érié et Dunkirk. J'ai de nouveau traversé en chemin de fer d'immenses forêts dont l'étendue paraît encore plus grande, quand on songe à la rapidité avec laquelle on les parcourt. Aller comme la foudre pendant trente-six heures, presque sans voir autre chose que des arbres, parmi lesquels on découvre de loin en loin une ville, un village ou un défrichement, et recommencer le lendemain, cela donne l'idée de l'immensité. Du lac Érié à New-York, le chemin traverse le prolongement de la chaîne des Alleghanys; des deux côtés du chemin, on voit des montagnes couvertes de forêts, des vallées remplies de forêts; même dans les régions plus rapprochées de la partie anciennement cultivée des États-Unis, combien il y a encore de terrain à défricher et d'espace à peupler!

J'arrive à New-York un dimanche. La tristesse ordinaire du dimanche aux États-Unis est augmentée par un temps sombre et froid. Quelle différence de ce jour avec le jour éblouissant de mon arrivée! C'est une autre saison, un autre ciel. Je suis souffrant, malade même. Dans cette disposition, j'apprends une nouvelle qui m'afflige profondément. Il y a de rudes momens dans la vie du voyageur. . . . . .

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 janvier, des 1er et 15 février.

J'ai été plusieurs jours presque sans sortir et sans chercher à voir personne. Il ne faut pas me laisser aller à cet abattement; il faut tâcher de me ranimer, de reprendre courage. L'étude est dans certains momens une distraction bien incomplète, mais c'est encore la seule qu'on veuille admettre. Le travail est parfois l'unique consolateur dont on puisse supporter la présence.

Ma première pensée, après ce triste intervalle d'abattement, est d'aller chercher M. Davies et les antiquités trouvées par lui dans ces singuliers monumens dont j'ai visité quelques-uns en revenant de Cincinnati. M. Davies m'a montré sa collection dans le plus grand détail et avec une extrême obligeance, prenant la peine de déballer pour moi les principaux objets dont elle se compose, et me faisant part d'une foule de renseignemens aussi précieux que les objets eux-mêmes. Ce qui domine dans cette collection, ce sont des pipes; mais ces pipes sont fort curieuses. Le fourneau représente ordinairement un animal, quelquefois une figure humaine. Les animaux sont sculptés d'une manière très remarquable; la physionomie de l'espèce est en général fort bien saisie, ainsi qu'on le remarque dans les sculptures égyptiennes et que je l'ai observé à Leyde, dans la belle collection japonaise de M. Siebold. La figure de l'animal est plus aisée à rendre que celle de l'homme. Ici les artistes indiens ont réussi admirablement à reproduire le caractère des quadrupèdes et des oiseaux dans une action conforme à leurs habitudes : un faucon déchire sa proie, une loutre saisit un poisson avec une grande réalité d'attitude et d'expression; le faucon déchire, la loutre mord véritablement. Le héron, *avec son long bec emmanché d'un long cou,* a été aussi naïvement et aussi fidèlement représenté par le sculpteur inconnu que par le grand poète. Les articulations de ses longues jambes, les écailles et les ouïes du poisson qu'il a saisi sont exprimées avec une extrême finesse; il en est de même des reptiles, de la forme de la tête d'un serpent à sonnettes, des rugosités de la peau d'un crapaud. On trouve là une véritable ménagerie américaine : l'écureuil, la tortue, le castor, l'aigle, l'hirondelle, le perroquet, le toucan, le lamantin, etc.; ce n'est pas une sculpture fantastique comme celle des Mexicains (1), ni grossière comme les dessins informes des Peaux-Rouges; c'est un art différent et supérieur, suivant de près la nature et sachant la rendre sans la défigurer. Il y a aussi des têtes d'hommes d'un travail remarquable; l'une d'elles, ayant un caractère bien individuel, représente un chef dont le visage est tatoué; une autre semble figurer la mort. Un homme à quatre pattes et versant des larmes est probablement un ennemi

(1) Depuis, j'ai vu dans le musée de Mexico des animaux et même des figures humaines sculptés avec une assez grande vérité.

ainsi représenté pour que son vainqueur pût se donner le plaisir de fumer à travers l'image de sa personne en signe de triomphe.

Ce grand nombre de pipes prouve que l'usage de fumer remonte, comme les monumens dans lesquels on les a trouvées, au moins à un millier d'années. La surprise que pourrait causer l'abondance de ces pipes disparaîtra, si l'on réfléchit que l'action de fumer a été chez diverses nations de l'Amérique une cérémonie religieuse, et qu'elle forme encore aujourd'hui, chez plusieurs d'entre elles, la portion la plus essentielle du cérémonial dans les assemblées où l'on délibère et où l'on ratifie les traités. J'ai recueilli un assez grand nombre de passages qui montrent qu'aspirer le tabac était un acte religieux, et le brûler un hommage à la Divinité. Quoi qu'il puisse y avoir à cela d'étrange pour certaines personnes, le tabac était un encens. Ainsi il y a encore aujourd'hui des peuplades dans le sud-ouest qui ont coutume de monter sur un tertre, au lever du soleil, pour lancer une bouffée de fumée vers le zénith, et une dans la direction des quatre points cardinaux; d'autres tribus disaient avoir reçu le tabac, comme le maïs, d'un messager céleste du Grand-Esprit, auquel elles offraient la fumée de leurs pipes, et cette cérémonie précédait toutes les solennités.

Une tradition singulière existe chez les sauvages qui habitent entre le Haut-Mississipi et le Haut-Missouri. Là, sur le *coteau des prairies*, se trouve une pierre rouge qui sert à faire des pipes. Toutes les tribus du voisinage s'y rendent en temps de guerre comme en temps de paix, car, disent-elles, le Grand-Esprit veille sur ce lieu, et la massue des combats aussi bien que le couteau à scalper n'y frappent jamais un ennemi. Quelques-uns des Sioux racontent que « le Grand-Esprit envoya un jour ses coureurs pour convoquer toutes les tribus dans la carrière de la pierre rouge; il prit un morceau de cette pierre, en fit une pipe, la fuma sur les Indiens rassemblés, et leur dit que, bien que se faisant la guerre, ils devraient toujours être en paix en ce lieu, qu'il appartiendrait aux uns comme aux autres, et que tous devaient fabriquer leurs pipes avec cette pierre. Ayant ainsi parlé, un énorme nuage, sorti de sa grande pipe, roula sur leurs têtes, et il disparut dans ce nuage. Les rochers furent enveloppés dans un torrent de feu, de sorte que leur surface en fut fondue. Deux femmes, alors atteintes par les flammes, tombèrent sous deux rochers sacrés, et personne ne peut enlever de la pierre rouge de cet endroit sans leur consentement. » Il y aurait plusieurs choses à remarquer dans cette légende : une sorte de trève de Dieu, le souvenir de quelque éruption volcanique. Je me borne à attirer l'attention sur le caractère religieux de l'action de fumer attribuée ici à la Divinité elle-même. D'après ce qui précède, on ne s'étonnera pas que des pipes se rencontrent avec une telle profusion dans les tertres de l'Ohio, dont la

destination paraît avoir été religieuse autant au moins que funéraire. En effet, on trouve des autels dans un grand nombre de ces tertres, et, dans quelques-uns seulement, des ossemens humains.

Dans la collection de M. Davies est un crâne américain provenant d'un grand tertre qui s'élevait sur une hauteur, à quelques milles de Chilicothe, et semblait de là dominer tout le pays. C'était probablement le tombeau d'un chef célèbre de ces populations inconnues. Ce crâne offre, selon M. Morton, qui était bon juge en cette matière, le type le plus parfait de la race américaine.

Outre les pipes et les autels, M. Davies a rassemblé dans sa collection, provenant de la même origine, beaucoup d'objets très intéressans. D'abord on y voit des instrumens de combat, des pointes de javelot ou de lance en silex, comme on en rencontre dans beaucoup de pays. Ce qui est plus particulier à l'Amérique, ce sont de pareilles pointes de lance en quartz laiteux ou en cristal de roche. Les unes et les autres semblent une imitation d'un modèle fourni par la nature dans les dents fossiles des requins. Les tertres fournissent en grand nombre ces dents, aussi bien que celles de l'ours et de l'alligator : elles paraissent avoir été employées pour former des espèces de colliers, comme certaines tribus sauvages le pratiquent encore aujourd'hui. Quelques outils semblent indiquer chez le peuple qui les employait un certain degré d'habileté. Les ciseaux en pierre ont été polis avec du sable; une espèce de roue qui présente une rainure à l'extérieur paraît avoir reçu dans cette rainure un fil peut-être métallique, au moyen duquel on pouvait faire tourner une vrille; des fils métalliques étaient aussi employés à rajuster les objets en pierre fracturés; des plaques percées de trous, dont l'intérieur va s'évasant d'un côté à l'autre, servaient peut-être de filière. Des poteries de formes variées et parfois assez gracieuses, quelques-unes présentant à leur surface des festons et des ornemens, sont, comme les pipes, très supérieures à ce que fabriquent en ce genre les races indigènes qui ont vécu depuis dans les mêmes contrées. On a trouvé aussi des coquilles entassées en monceaux, de manière à donner l'idée qu'elles servaient peut-être de monnaie. On sait qu'il en est ainsi dans l'Inde, et que le même usage existait chez certains peuples sauvages de l'Amérique septentrionale.

Il n'y a dans tout cela ni or ni fer. L'emploi du fer est postérieur à celui du cuivre. Les armes des héros d'Homère sont en bronze, et l'on n'a découvert jusqu'ici que bien peu d'objets en fer dans les tombeaux égyptiens. L'ordre des âges fabuleux de l'humanité est l'ordre historique de la découverte des métaux d'après lequel les âges ont été désignés. L'or est le premier : on rencontre ce métal à la surface de la terre ou dans le lit des fleuves. L'argent est plus enfoui, et son exploitation est difficile; aussi l'hiéroglyphe égyptien qui dé-

signe l'argent veut-il dire *or blanc*. L'âge de bronze ou de cuivre vient après l'âge d'argent, puis l'âge de fer. Ceux qui ont élevé les tertres n'en étaient pas encore à cet âge; ils employaient surtout le cuivre, et, en petite quantité, l'argent, qui accompagne le cuivre dans beaucoup de gisemens. M. Davies a cru reconnaître dans des masses de grès compacte une espèce d'enclume sur laquelle on battait le cuivre. De même que plusieurs nations de l'antiquité, ce peuple sans nom a touché de bien près à la découverte de l'imprimerie, si, comme le pense M. Davies, il avait des dessins tracés en relief, qui, enduits d'oxyde de fer pulvérisé, servaient à imprimer sur des peaux divers ornemens; mais M. Davies ne croit pas que certains tubes creux aient pu servir, comme on l'a dit, à des observations astronomiques. C'étaient plus vraisemblablement et plus simplement des tuyaux de pipe. Ces antiquités offrent ceci de singulier, c'est qu'en général chaque tertre contient une classe particulière d'objets qui y sont entassés à l'exclusion des autres : ici des pipes, là des pointes de flèche en quartz, ailleurs un amas de ces plaques de mica, qui servaient probablement d'ornemens ou d'insignes. M. Davies pense que chaque sorte d'objets était consacrée, ainsi que le tertre et l'autel, à une divinité spéciale, et que les ossemens qui les accompagnent quelquefois appartenaient à un chef ou à un prêtre particulièrement attaché au culte de cette divinité, et qu'on ensevelissait auprès de l'autel.

Les autels ont été trouvés enterrés. Plusieurs des objets déposés anciennement sur ces autels portent visiblement la trace du feu. Comment expliquer ce fait? Ces objets servaient-ils d'offrande? Les autels ont-ils été enfouis pour être mis à l'abri des vainqueurs, quand le peuple inconnu fuyait devant des populations plus barbares qui l'auraient anéanti? Ce qui est certain, c'est que ce peuple, quel qu'il fût, était en relations avec des points très divers et très distans de l'Amérique septentrionale. Il fabriquait des ornemens en os ou en coquilles, et les recouvrait de cuivre et d'argent; il avait des couteaux d'*obsidienne*, pierre volcanique très dure employée par les anciens habitans du Mexique et du Pérou; les yeux des animaux sont souvent figurés par des perles. Or le cuivre ne pouvait guère venir d'ailleurs que des bords du Lac Supérieur, l'obsidienne du Mexique, les perles du golfe auquel ce pays a donné son nom. En somme, la collection de M. Davies, unique dans son genre, — car aucune collection en Europe ne possède rien qui appartienne à cette classe d'antiquités, — serait une acquisition précieuse pour un musée européen. Je la voudrais pour la France.

M. Davies n'est pas seulement un archéologue passionné pour cette antiquité mystérieuse qu'il a contribué, plus que personne, à

découvrir; il est en même temps professeur de matière médicale dans une des écoles de médecine de New-York.

Ici une école de médecine n'est point l'œuvre du gouvernement, c'est une corporation libre qui, dès qu'elle a obtenu sa charte, se gouverne à sa manière et fait comme elle l'entend concurrence à ses rivales. Il peut y avoir autant de *colléges médicaux* que d'autres colléges. Voici comment a été fondé le *medical college* dont M. Davies fait partie. Un certain nombre de particuliers ont mis en commun 50,000 dollars (250,000 francs), et ont fait cette entreprise en commandite. Les professeurs sont des associés. Ceux qui n'ont pas le capital nécessaire pour fournir leur quote-part en paient l'intérêt, qui est retenu sur leurs appointemens, c'est-à-dire sur la rétribution de 15 dollars que donne chaque élève, plus 40 dollars pour le diplôme. On voit que c'est tout à fait une affaire commerciale : — mise de fonds pour établir les bâtimens de fabrique, une somme fournie par les associés sous forme de capital ou d'intérêt, chance de bénéfice, — le prix de la marchandise fournie, qui est la science et les diplômes, — produit net de la fabrique, mise en circulation chaque année d'un certain nombre de docteurs (1). Le public ne semble avoir d'autre garantie que l'intérêt de la manufacture à donner des produits de bon aloi pour entretenir la demande. Cela n'empêche pas qu'il n'y ait des médecins et des chirurgiens fort distingués aux États-Unis. Il est vrai que plusieurs d'entre eux ont étudié en Europe, ont suivi les cours de notre école de médecine et la clinique de nos hôpitaux. Parmi les médecins éminens que j'ai rencontrés ou dont j'ai entendu parler, je citerai M. Warren, possesseur du fameux mastodonte de Boston et portant le nom du général Warren, qui le premier mourut à Bunkershill pour la cause de la liberté américaine, et qui était aussi médecin; M. Green, qui a inventé un instrument pour introduire le nitrate d'argent liquide jusqu'au fond des bronches, et qui a guéri ainsi beaucoup d'affections graves du larynx et de la poitrine; M. Hunter de Philadelphie. M. Drake a écrit un ouvrage très estimé sur les maladies de la vallée du Mississipi. La médecine, comme l'astronomie des États-Unis, a déjà son histoire (2).

Comme j'ai eu occasion de le remarquer, le seul genre d'architecture qui mérite une sérieuse attention aux États-Unis, ce sont les grands travaux d'utilité publique, et particulièrement ceux qui ont pour but de fournir de l'eau aux habitans des villes. L'architecture

(1) Un collége médical de femmes établi à Philadelphie il y un an vient de tenir sa première séance publique annuelle. Les jeunes gens étaient d'abord disposés à rire; mais le sérieux a pris le dessus, et une douzaine de femmes ont reçu le titre de docteur.

(2) Elle a été écrite par un homonyme de M. Davies.

romaine en ce qu'elle a d'original était aussi surtout une architecture utile. Les théâtres et les temples romains n'offraient qu'une reproduction inférieure des théâtres et des temples grecs un peu modifiés; mais ce qui était vraiment romain, c'étaient les égouts comme la *cloaca maxima*, les émissaires comme ceux du lac Albano et du lac Fucino, enfin les aqueducs qui, suivant la belle expression de Chateaubriand, apportaient aux Romains l'eau sur des arcs de triomphe. Il y avait aussi les véritables arcs de triomphe et les amphithéâtres, dont l'origine et le caractère étaient purement romains. Aux États-Unis, on ne s'attend pas à trouver des arcs de triomphe, et grâce au ciel les peuples chrétiens ne connaissent pas les amphithéâtres (1); mais New-York a son aqueduc appelé *High-Bridge* et ses vastes réservoirs. Ce sont de magnifiques travaux qu'on peut admirer même après avoir vu les ouvrages des Romains.

L'aqueduc traverse la rivière de Harlem, comme le pont du Gard traverse le Gardon. Les environs d'Harlem sont très agréables. La rivière coule entre des pentes boisées. Sur la route, de jolis jardins et des maisons de campagne semées au milieu des arbres rappellent un peu l'aspect tranquille et gracieux de l'Harlem hollandais. Cependant il n'y a rien près de l'Harlem américain d'aussi charmant que cette vallée pleine de touffes de roses, et qui mérite si bien son nom de *Rosen-Dale*. L'aqueduc est en granit et fait un bel effet, jeté hardiment d'un bord à l'autre, au-dessus des arbres au feuillage empourpré et de l'eau verte qui glisse paisiblement sous les arcades élancées. Quand on le compare aux aqueducs romains, on est frappé d'une différence : les piliers sont moins majestueux parce qu'ils sont plus minces. Les Romains mettaient dans toutes leurs constructions le luxe de la force; ici on n'a fait, selon l'usage, que le nécessaire; on n'a employé que ce qu'il fallait pour la solidité du monument. L'aspect de High-Bridge est moins imposant, il a moins de masse et de grandiose; mais l'ensemble du travail est gigantesque. On est allé chercher l'eau de la rivière Craton à près de quinze lieues pour la conduire, en passant au-dessus de la rivière de Harlem, à un premier réservoir (*receiving reservoir*) qui contient 150 millions de gallons d'eau. En vingt-quatre heures, il s'écoule 16 millions de ces gallons. Ce premier réservoir couvre un espace de trente-cinq acres. C'est peu de chose en comparaison du lac Mœris, qui couvrait tout un pays; mais je ne sais rien en ce genre d'aussi vaste depuis les Égyptiens. Le réservoir est divisé en deux parties pour qu'on puisse se servir de l'une quand on répare l'autre. On a réservé un terrain égal à celui qu'il

(1) Il faut excepter le petit amphithéâtre de Doué, où il paraît que les rois mérovingiens ont fait combattre des animaux. Il y a aussi les cirques espagnols pour les combats de taureaux, lesquels sont assez semblables pour la barbarie aux jeux sanglans des Romains.

couvre pour l'époque, déjà prévue, où il faudra le doubler. C'est une œuvre pleine de grandeur et d'une parfaite simplicité. Imaginez une immense caisse de granit pleine d'eau. L'eau est amenée ensuite dans un autre réservoir (*distributing reservoir*) moins étendu, divisé de même en deux parties. Celui-ci est aussi d'un grand aspect, mais on y a cédé à la faiblesse de l'imitation en lui donnant des portes égyptiennes. Du reste l'architecture égyptienne est mieux placée en ce lieu qu'au tribunal d'instruction, qu'on appelle *les tombes égyptiennes*. Ici le style égyptien ne jure pas trop avec le caractère du monument, et j'en préfère l'emploi à celui des créneaux, qui seuls gâtent un peu la majesté sévère du réservoir de Boston; mais j'aimerais encore mieux que nul ornement emprunté à un art étranger ne vînt altérer la simplicité du réservoir de New-York. On n'a pas besoin d'imiter le style des œuvres égyptiennes, quand on en reproduit si bien la solidité et la grandeur.

En revenant, je suis frappé d'une autre grandeur. Longtemps avant d'arriver à la ville, je vois se diriger en tous sens de longues allées éclairées au gaz, où s'élèvent çà et là des maisons, et qui seront bientôt des rues. La nuit et les lumières éparses en accroissent encore l'étendue. Plusieurs fois je crois être arrivé à la ville actuelle, quand je ne suis encore que dans la ville future. Enfin j'entre dans les interminables rues qui traversent New-York, et, suivant ce courant d'hommes et d'omnibus qui roule dans Broadway à travers la clarté du gaz et des magasins, j'arrive à l'hôtel de Delmonico. Il est moins splendide que l'hôtel d'Astor, où j'étais descendu en arrivant, mais on y est mieux soigné. On y vit à la française. J'ai le plaisir de dîner seul, à la carte, à mon heure, et ma santé se trouve très bien de ce régime, dont elle avait grand besoin.

New-York offre plus de ressources que je n'aurais cru à un homme qui, comme moi, a besoin de livres pour exister. Il y a d'abord la bibliothèque d'Astor, fondée par le riche particulier de ce nom, qui avait fondé aussi dans l'Orégon cet établissement dont Washington Irving a écrit l'histoire dans son curieux livre d'*Astoria*. La bibliothèque d'Astor est destinée à être une bibliothèque utile et non pas une bibliothèque de luxe. Cependant elle possède un certain nombre de beaux livres à planches et à gravures, entre autres un exemplaire du magnifique ouvrage de lord Kinsborough sur les antiquités du Mexique, et, ce qui étonne davantage, un antiphonaire, avec des vignettes du XVIIe siècle, qui a servi au sacre de Charles X.

Un autre établissement littéraire de New-York est le *Library Society*, où l'on trouve une grande quantité de *revues* et de journaux avec une bibliothèque assez considérable. Seulement les journaux français n'y sont représentés que par *la Presse*, qu'on n'y reçoit que tous les mois. C'est une véritable et impardonnable lacune. En gé-

néral, les journaux français sont très rares aux États-Unis, d'où il résulte que les Américains sont souvent aussi mal renseignés sur nos affaires que nous le sommes sur les leurs, ce qui est beaucoup dire.

Enfin il y a la bibliothèque de la *Société historique;* celle-ci est véritablement importante, car elle contient une collection très considérable de tous les ouvrages qui se rapportent à l'histoire des États-Unis. On est étonné que ce pays nouveau ait déjà tant de matériaux d'histoire. La société possède un certain nombre de manuscrits et une grande quantité de journaux anciens publiés avant, pendant et depuis la guerre de l'indépendance. Les journaux sont pour l'histoire des siècles modernes ce que sont les chroniques pour l'histoire du moyen âge, et, comme elles, ils sont souvent plus instructifs encore par le tableau des opinions et des passions d'un temps que par les faits qu'ils racontent; les faits sont altérés par l'esprit de parti, mais l'esprit des différens partis est lui-même le fait le plus important à étudier pour l'historien d'un peuple libre. Nulle part les journaux ne renferment plus d'exagérations et de mensonges qu'aux États-Unis; mais ces exagérations sont la représentation exacte, ces mensonges sont la peinture vraie des préjugés d'un grand nombre d'hommes. On a dit que l'histoire des erreurs serait la plus intéressante des histoires, et je le croirais volontiers, car l'erreur tient dans ce monde infiniment plus de place et joue un beaucoup plus grand rôle que la vérité. Bayle avait conçu le plan d'un *Dictionnaire des Erreurs;* mais le sujet lui sembla trop vaste, et il désespéra de l'embrasser. Il faut reconnaître qu'à côté de toutes les inexactitudes qui remplissent les journaux américains, il s'y trouve un assez grand nombre de renseignemens positifs. Je n'en ai presque jamais ouvert un sans y apprendre quelque chose. D'ailleurs les anciens journaux des colonies anglaises sont plus véridiques, et offrent souvent la peinture naïve des mœurs et de l'opinion d'alors. On en est si convaincu ici, qu'il est question en ce moment de faire pour les journaux, qui sont les chroniques et parfois les légendes du passé américain, ce qu'on fait en Europe pour les chroniques ou les légendes de notre passé. On propose, et cette proposition ne me semble pas déraisonnable, de rédiger une table méthodique des journaux réunis dans la bibliothèque de la *Société historique,* travail de bénédictin appliqué à ces archives d'un nouveau genre, et très propre à faciliter les recherches d'où pourront sortir les annales complètes d'une nation qui commence, et qui, pour se connaître, a déjà besoin d'érudition. Les matériaux de ces annales sont épars dans une quantité innombrable d'histoires locales d'états, de villes, d'institutions, dans des biographies, des mémoires, des correspondances, et cet ensemble n'est pas sans importance et sans intérêt, depuis les conjectures sur les anciens habitans de l'Amérique du Nord qui avaient disparu entièrement à la

venue des Européens jusqu'au spectacle, perpétuellement renouvelé sous nos yeux, d'états qui se fondent, de villes qui naissent, de peuples qui périssent comme les nations sauvages, de religions qui s'établissent comme la secte des mormons, toutes choses que nous sommes accoutumés à voir dans le passé et qui sont ici le présent. Ailleurs on lit dans l'histoire ce qui fut; aux États-Unis, l'histoire se fait chaque jour, et il faudrait une main bien agile pour sténographier cette improvisation continue sous la dictée rapide des faits.

En parcourant tous les documens de l'histoire des États-Unis, auprès desquels on a placé une collection d'armes, de vêtemens, de vases, d'ustensiles indiens, vrai musée de la vie sauvage, — en embrassant ainsi, comme d'un seul regard, tous les âges de cette contrée extraordinaire, depuis le casse-tête du Mohican jusqu'au journal imprimé ce matin là où s'élevait, il y a trois siècles, la hutte de ce Mohican, — on comprend merveilleusement la grandeur et la promptitude du développement de la société américaine.

L'historien des États-Unis est M. Bancroft, qui a représenté son pays à Londres et vécu à Paris, et dont nos hommes d'état les plus distingués ont conservé le meilleur souvenir. Ce qu'il a publié de son *Histoire des États-Unis* porte l'empreinte de qualités qui lui sont propres. Ce n'est pas l'allure paisible, le langage soigné et un peu étudié d'Irving ou de Prescott : c'est une ardeur, une véhémence de récit qui remue le lecteur et l'entraîne. M. Bancroft appartient au parti démocrate, on sent, en le lisant, le souffle de l'esprit démocratique; mais rien ne ressemble moins aux idées que ce mot réveille chez nous que les manières et le salon de M. Bancroft.

J'ai rencontré M. Bancroft à l'opéra. L'aspect de la salle a de l'élégance, mais n'a rien de monumental. Ce n'est pas assez pour une ville comme New-York. Il a été question d'ouvrir une souscription pour avoir une plus belle salle et une troupe supérieure. On ne l'a pas pu, parce que la moitié des plus riches négocians de New-York réprouve le théâtre comme une chose profane. Un professeur de l'université de New-York m'a dit que, s'il allait trop souvent au théâtre, il pourrait perdre sa place. On sait combien les puritains étaient opposés aux plaisirs de la scène, et que les théâtres furent fermés à Londres pendant la révolution. A Boston, la première représentation dramatique fut donnée en 1750, vers le temps où parut *Zaïre*. Cette représentation était clandestine et eut lieu dans un café. L'autorité en ayant eu connaissance défendit que cette impiété se renouvelât. Dans le Connecticut, le premier théâtre s'est ouvert en 1807. Comment s'étonner qu'il en ait été ainsi dans la Nouvelle-Angleterre, quand à New-York, ville où le puritanisme n'a jamais dominé aussi exclusivement, les scrupules d'une classe qui ne passe pas en général pour très austère ne permettent pas qu'on

ait un bon opéra? Je sais bien qu'on vantait beaucoup les chanteurs italiens que j'ai entendus ce soir; mais ma sincérité ne me permettait pas de m'associer à la louange, ce qui paraissait étonner un peu. En vérité, j'admire assez de choses aux États-Unis pour avoir le droit de ne pas tout admirer. En général, les théâtres ne sont pas ce qu'il y a de plus remarquable dans ce pays. On cite cependant avec éloge une tragédie, *Witchcraft*, de M. Cornélius Mathews. On représente quelquefois sur les théâtres à New-York des farces fort gaies, d'un comique local, telles qu'*une Famille sérieuse,* raillerie assez amusante des prétentions à l'austérité et à la philanthropie, un des travers du pays. On rit beaucoup de cette *Famille sérieuse*, dont la partie féminine passe son temps à coudre des habits pour les petits nègres, ce qui est pourtant une très bonne action; mais tout cela ne mérite guère qu'on s'en occupe. Pour les tragédies, un seul fait montrera où en est ce genre de production dramatique aux États-Unis. J'ai toujours lu sur l'affiche, avec grand renfort d'éloges immodérés, le nom de l'acteur ou de l'actrice qui jouait le principal rôle, et jamais le nom de l'auteur. Cela suffit à prouver que la tragédie n'a pas aux États-Unis d'existence littéraire. J'ai vu jouer par M. Forrest, le tragédien le plus en vogue, une pièce dont le héros était ce chef sauvage appelé par les Anglais le roi Philippe, l'un des premiers qui ait fait une guerre sérieuse aux colons de la Nouvelle-Angleterre. C'était un mélodrame fort ordinaire, dans lequel M. Forrest fut très applaudi. Je ne pus m'empêcher de trouver à l'acteur une certaine énergie violente, mais souvent forcée, et un certain talent pour reproduire le caractère féroce du sauvage. Du reste, l'impression était pénible, et la dignité de l'art entièrement absente. M. Forrest a dans le public des amis et des adversaires pour une cause étrangère à son mérite comme acteur. A la suite de démêlés avec mistress Forrest, qui ont produit un procès scandaleux dont les tribunaux sont saisis en ce moment, il a imaginé, dans un discours prononcé sur le théâtre, de mettre le public dans le secret de ses infortunes domestiques. L'intérêt et la passion du public se sont partagés entre lui et Mme Forrest, qui vient de choisir pour débuter sur le théâtre le moment où son nom a retenti dans une cause d'adultère. Tout cela est assez grossier selon nos idées européennes, et ne tend pas beaucoup à relever la scène américaine. Le préjugé d'une partie respectable de la société contre le théâtre est, je pense, une des causes qui l'empêchent de s'élever à la dignité qu'il peut atteindre. Frappé d'une sorte de réprobation morale, il est contraint de s'adresser à la foule : un art est comme un homme, il a besoin d'être respecté pour s'honorer lui-même.

Le hasard fait tomber sous mes yeux une tragédie intitulée *Sava-*

narola, d'après laquelle je ne veux point juger celles que je ne connais pas, et qui, j'espère, n'est point faite pour en donner une idée exacte. Cette idée serait trop défavorable. Le noble et malheureux enthousiaste de Florence est représenté d'abord comme le dernier des misérables, vivant au sein de la plus abjecte infamie, indigne complaisant des grands seigneurs, et en rapport avec des brigands de la famille de Rinaldo-Rinaldini. Puis le malheur produit en lui une révolution subite; il s'élève par une exaltation imprévue au dessein de donner à Florence la liberté; il soutient mal ce nouveau personnage, car il parle comme un démagogue de bas étage et agit de même. La réception qu'il fait à l'envoyé de Charles VIII est un modèle de non-sens et de *bombast.* Ce qui n'est pas moins ridicule, c'est l'amour sentimental de l'austère dominicain pour une jeune patricienne de Florence à laquelle il propose de l'enlever et de la conduire en Amérique. « L'ouest nous appelle! lui dit-il; on assure que les aventuriers y prospèrent. O ma bien-aimée, fuyons de cette Europe misérable et usée vers quelque doux Éden du Nouveau-Monde! » En 1495, trois ans après la découverte de l'Amérique, on ne pensait guère à aller dans le *far west,* et Savonarola y pensait moins que personne. Il finit par se battre en duel sur la scène avec Jean de Médicis qu'il désarme, et qui le tue d'un coup de stylet. Le stylet, les moines corrompus, les brigands de mélodrame, voilà tout ce que l'auteur a compris de la Florence du XVe siècle, et il a fait d'un des personnages les plus extraordinaires de ce temps un assassin, un jacobin (dans le sens politique du mot), un drôle et un niais. Je cite cette monstruosité comme un exemple de l'espèce d'extravagance à laquelle on peut arriver en Amérique au sujet de l'Europe, et qu'il serait impossible de trouver ailleurs au même degré, sans rendre au reste le moins du monde la littérature des États-Unis responsable d'une pareille œuvre.

Il y a donc une littérature aux États-Unis. On dit quelquefois en France, avec cette légèreté tranchante à laquelle nous sommes trop sujets : « Les États-Unis sont un pays où l'on ne pense qu'à faire fortune, où il n'y a point de littérature, où il ne peut point y en avoir. » Tout au plus fait-on une exception pour les romans de Cooper, parce qu'on les a rencontrés dans les cabinets de lecture. D'abord, et j'en parle d'une manière fort désintéressée, je ne trouve pas qu'il soit si mal de faire fortune quand on ne sacrifie pas à ce but sa dignité et son indépendance. C'est en tous pays le mobile de presque tous ceux qui ne trouvent pas une existence toute faite, ce qui est toujours le grand nombre. Napoléon dit bien dans ses mémoires, en parlant de lui-même et des autres généraux de l'armée d'Italie : « Nous avions notre fortune à faire. » Je ne remarque point qu'en France et en An-

gleterre l'argent soit si dédaigné de nos jours. J'ai vu la cheminée d'une scierie à la vapeur s'élever à côté des tourelles féodales du manoir des Bedford. Nos grands seigneurs sont à la tête des chemins de fer, et font bien. Quant à mes confrères les auteurs, ils n'ont point horreur du gain, et l'exemple de La Bruyère donnant le manuscrit de ses *Caractères* à la petite fille de son éditeur, enfant qui l'amusait par son babil, n'a pas eu, que je sache, beaucoup d'imitateurs.

D'ailleurs sur ce mot *littérature* il faut s'entendre : parle-t-on seulement des odes, des tragédies et des poèmes épiques? Oh! pour cette littérature-là, je n e dirai pas que son temps est passé : de grands talens existent, d'autres peuvent paraître encore; mais évidemment le monde ne va pas de ce côté. La littérature est aujourd'hui quelque chose de plus vaste et de plus compréhensif; il y a une foule d'ouvrages qui ne peuvent se classer dans aucun des genres littéraires admis, qui cependant peuvent être des chefs-d'œuvre immortels, et même, quand ils n'auraient pas cette gloire, attestent la culture d'un peuple et le mérite de leurs auteurs. Études sur un temps, sur un pays, sur un homme, sur une question de philosophie, d'art, d'histoire ou de politique, exposition des résultats de la science, voyages, considérations, que sais-je?... c'est ce que j'appellerais la littérature présente, celle qui crée des cadres et des moules nouveaux d'ouvrages, et dans laquelle surtout se produit la vie intellectuelle du temps. L'Angleterre possède une grande quantité de ces sortes de livres où l'*information* se joint au talent. L'Amérique n'en est point dénuée, et surtout rien n'empêche qu'elle n'en voie naître un grand nombre. Je crois fort que l'Amérique n'aura ni un Milton ni un Shakspeare, et je n'en prévois pas beaucoup pour l'Europe; mais qui empêche qu'il ne se produise aux États-Unis un chef-d'œuvre de discussion et de philosophie politique comme *le Fédéraliste?* qui empêche un autre Franklin de naître pour mettre sous une forme piquante des vérités pratiques? Je n'ai pas parlé des romans, et il y a d'excellentes peintures de mœurs dans les récits de Paulding, de mistress Sedgwick, d'Hawthorne, ce dernier comme romancier bien supérieur à Cooper. On connaît les contes humoristiques d'Egar Poe, dont on a souvent parlé ici même. Depuis Patrick Henry, le tribun virginien, jusqu'à M. Clay et M. Webster, les États-Unis ont eu des orateurs, et leurs mœurs politiques leur sont une garantie qu'ils n'en manqueront jamais; car partout où vit la liberté, il y a chance pour l'éloquence. L'Amérique est donc déjà et sera toujours de plus en plus dans des conditions littéraires peu dissemblables de celles de l'Europe.

Mais, dit-on, un pays commercial et démocratique n'est point propre à la littérature et aux arts! — Quant à la première de ces objections, sans parler d'Athènes, qui était la ville la plus commerçante

et la plus industrielle de la Grèce, on oublie Florence, dont la prospérité et presque l'existence reposaient sur le commerce; on oublie que c'est la corporation des marchands de laine qui a élevé la cathédrale de cette ville, où les lettres comme les sciences ont fleuri sous une dynastie de marchands, et que les vaisseaux des Médicis rapportaient avec les épices de l'Orient les manuscrits et les marbres de la Grèce. Les communes commerçantes des Pays-Bas ont bâti ces cathédrales et ces maisons de ville qui sont des chefs-d'œuvre d'architecture.

La démocratie n'offre pas non plus un obstacle invincible aux lettres. Certainement elle combat par ses tendances l'inégalité qui produit le loisir et le raffinement favorables à la culture délicate de l'esprit; mais, et c'est un des principaux résultats de mes observations sur l'Amérique actuelle, la civilisation, en se développant, corrige naturellement et corrigera toujours plus à cet égard les inconvéniens que la démocratie entraîne. Ceux qu'elle avait introduits ici s'atténuent graduellement par le progrès de la sociabilité, et des peintures qui furent vraies peut-être de l'état général des mœurs peuvent s'appliquer à peine aux nouveaux établissemens de l'ouest. Partout ailleurs, et surtout dans les grands centres, il s'est formé une société cultivée, européenne par les habitudes, par les communications aujourd'hui si fréquentes avec le vieux monde parce qu'elles sont si rapides, — société qui ne diffère pas essentiellement des classes moyennes de l'Europe. C'est pour cette classe, toujours plus nombreuse, qu'écrivent les auteurs américains; ce n'est point pour la majorité sans doute, toute souveraine qu'elle soit. En Europe aussi, qui écrit pour la majorité? En France, la majorité ne sait pas lire ou ne comprend guère ce qu'elle lit. Ce qui est vrai, c'est que la littérature des États-Unis n'est à proprement parler ni américaine ni démocratique. Elle préfère sans doute prendre ses sujets dans l'histoire de l'Amérique, elle emprunte volontiers ses tableaux à la nature et aux mœurs américaines; mais elle procède même alors comme les littératures de l'Europe, et particulièrement comme la littérature anglaise, sa sœur aînée. Elle peut être démocratique par les sentimens, elle n'est point démocratique par la forme, c'est-à-dire violente, inculte, négligée, car elle cesserait d'être une littérature. En tous pays, ce qui s'écrit pour les masses est nécessairement mal écrit. Les masses en Amérique ont une presse pour leur usage : c'est la presse quotidienne, infiniment utile au point de vue politique, mais que je ne compte pas dans la littérature, bien qu'il s'y dépense une grande activité d'esprit. La littérature véritable des États-Unis n'est point si pauvre, puisqu'elle compte dans son sein des prosateurs tels que Prescott, Irving, Everett, Bancroft, Emerson, des poètes tels que Dana, Longfellow et Bryant.

M. Bryant est le poète démocrate et le poète de New-York, comme M. Longfellow est le poète whig et le poète de Boston. Chacun d'eux a ses partisans enthousiastes, qui sont parfois injustes pour le rival de leur favori. Je tâcherai de me défendre de ces préventions et de demeurer impartial. Où l'impartialité se réfugierait-elle, si elle n'avait pour asile le jugement d'un critique transatlantique? Comme M. Longfellow, M. Bryant est un poète anglais né en Amérique. Je dirais que, pour la forme poétique, M. Longfellow est plus européen, et M. Bryant plus anglais. Le premier a reçu l'empreinte de toutes les littératures de l'Europe, et en particulier de la littérature allemande; le second est plus exclusivement dominé par l'ascendant de la littérature anglaise. Il n'a pas cette sorte d'originalité que donne à son rival le commerce des poésies les plus diverses. M. Bryant, bien qu'il ait traduit des poésies espagnoles, portugaises, françaises et allemandes, n'a devant les yeux que les modèles de la mère-patrie. Il semble qu'il ait voulu lutter avec les poètes contemporains de l'Angleterre et faire place parmi eux à un poète américain. Dans son poème des *Ages*, il a employé la vieille strophe de Spencer, telle qu'elle a été rajeunie par Byron pour *Childe-Harold;* mais si, comparé à M. Longfellow, M. Bryant est plus exclusivement anglais par la forme, il est peut-être plus américain pour le fond. Il traite plus souvent des thèmes nationaux et patriotiques. Ce poème des *Ages* par exemple, après une vue rapide et sans beaucoup de nouveauté de l'histoire successive des empires, aboutit à l'empire nouveau qui grandit de ce côté de l'Atlantique, empire dont l'auteur salue, en les affirmant avec une confiance tout américaine, les brillantes et immortelles destinées :

« Ici l'esprit de l'homme enfin libre secoue et rejette ses derniers fers. Et qui posera une limite à la force déchaînée du géant? qui limitera sa vitesse dans la carrière du progrès? car, comme la comète plonge sa course lumineuse dans l'immensité de l'espace, ta route lumineuse, et que nul n'a parcourue, s'enfonce dans la profondeur des âges! Nous pouvons seulement suivre dans le lointain l'éclat toujours croissant dont ta marche s'illumine jusqu'au point où les rayons de l'astre s'évanouissent pour les yeux mortels.

« L'Europe est livrée en proie à des destins plus sévères; elle se tord dans ses chaînes. Puissans sont les bras qui enchaînent à la terre ses peuples, qui se débattent en vain; elle aussi est forte et ne s'irritera pas toujours contre eux d'une vaine colère, mais elle jettera à terre ceux qui la foulent, et brisera le filet de fer. Oui, elle verra de meilleurs jours; elle fera de meilleures choses. Le moment qui doit la délivrer et la relever viendra; mais il n'est pas venu.

« Pour toi, ô mon pays, tu ne tomberas qu'avec tes enfans. Tes soins maternels, ton prodigue amour, tes bienfaits répandus sur tous, ce sont là tes chaînes; tes frontières ont pour les garder la mer et la tempête; derrière ces remparts défendus par tes braves enfans, tu te ris de tes ennemis; qui osera

assigner un terme à ta puissance solidement fondée, ou dire à quelle félicité les fils des hommes ne parviendront pas dans ton sein? »

La nature américaine n'inspire pas moins heureusement M. Bryant que la grandeur et l'avenir de son pays. Il a écrit des vers délicieux sur l'aspect automnal des forêts américaines. En les lisant, je me retrouve au bord du Sciotto; si je les avais eus alors sous la main, j'aurais cité, je n'aurais pas décrit. Son poème sur *les Prairies* est une peinture simple et vraie de ces régions qui ont inspiré tant de peintures fantastiques. Tandis qu'il est perdu dans la contemplation de la nature, dans une rêverie mélancolique sur le sort des races qui ont disparu, en entendant le murmure de l'abeille qui accompagne les colons en Amérique, qui les devance et les guide au désert, l'auteur, ramené au présent et à l'avenir, s'écrie : « J'écoute longtemps ce bruit domestique, et il me semble ouïr l'approche d'une multitude qui bientôt remplira les solitudes. Le rire des enfans, la voix des jeunes filles, la prière douce et solennelle du dimanche montent vers moi; le mugissement des troupeaux se mêle au frémissement du blé mûr balancé sur les noirs guérets. Tout à coup un vent plus vif s'élève, emporte mon songe, et me voilà de nouveau dans le désert seul! » Ce n'est pas uniquement au sein des forêts et dans les solitudes vierges du Nouveau-Monde que M. Bryant trouve des inspirations poétiques. Dans la ville agitée, affairée, au sein de laquelle il mène une vie agitée, affairée comme elle, il aperçoit une poésie à travers l'activité de l'homme, comme à travers le calme de la nature il aperçoit Dieu.

« Ce n'est pas seulement dans la solitude que l'homme peut entrer en commerce avec le ciel, ce n'est pas seulement dans le bois sauvage ou la vallée éclairée par le soleil que Dieu est présent; je n'entends pas sa voix là seulement où les vents murmurent et où les vagues se réjouissent : ici même je reconnais, ô Tout-Puissant, la trace de tes pas, — ici, au milieu de cette foule roulant à travers la grande cité, avec ce grave murmure qui éternellement retentit, encombrant les rues qui serpentent à travers les bâtimens, orgueilleux ouvrages de l'homme.

« Ton soleil brille pour eux du haut du ciel; sa clarté repose sur leurs demeures et éclaire leurs foyers. Tu répands l'air qu'ils respirent dans les vastes espaces. Tu leur donnes les trésors de l'océan, les moissons de ses rives.

« Ton esprit les enveloppe, animant cette masse qui marche sans relâche; le bruit sans fin des voix, des pas de l'innombrable multitude, aussi bien que la mer résonnante et la tempête, parle de toi.

« Et lorsque vient l'heure du repos, comme un calme survient en pleine mer et fait tomber les vagues, le moment de ce repos est encore ton ouvrage. Ce repos annonce aussi celui qui garde cette vaste cité tandis qu'elle dort. »

M. Bryant est un poète sérieux, moral, inclinant à la tristesse, non

à cette mélancolie rêveuse, maladie de l'oisif, mais à cette tristesse mâle, épreuve de l'homme énergique aux prises avec la destinée et soutenant cette lutte dont il a dit avec amertume : « Les soins sordides au milieu desquels je vis consument mon cœur et le racornissent ainsi que le feu racornit le papier. » Il aime à parler de la mort, à la regarder en face, comme un voyageur résolu attache un œil ferme sur le larron qui l'attend au bout du chemin, et vers lequel il marche sans joie, mais sans peur. La contemplation de la mort ramène toujours le poète américain à la moralité de la vie. « Vis, dit-il à la fin du poème intitulé *Thanatopsis* (vue de la mort), vis de telle sorte que, lorsque tu seras requis à ton tour de rejoindre la caravane qui est en marche vers ce mystérieux royaume où chacun prendra sa chambre dans la demeure silencieuse de la mort, tu n'y ailles pas comme le condamné employé aux carrières se traîne le soir vers sa prison, mais que, soutenu et consolé par une indomptable confiance, tu approches de ton sépulcre semblable à un homme qui s'enveloppe dans les draps de sa couche et s'endort pour faire un beau rêve. » Ce même sentiment de tristesse forte et résignée, mêlée d'une consolation, s'exprime ainsi dans ces vers suggérés au poète à la vue des étoiles qui disparaissent dans les lueurs du matin, et qui sont pour lui un symbole de l'oubli appelé à effacer toutes les renommées :

« Ainsi les ombres de l'oubli, du sein desquelles nous sommes sortis, glissent sur nous lorsque le crépuscule de la vie est terminé, et la foule des noms qui resplendissaient dans le ciel de la renommée pâlit et disparaît à mesure que s'écoulent les années. Que nos noms s'effacent! Mais nous, prions que cet âge dans lequel le souvenir de nous et de nos amis doit périr se lève sur le monde dans la joie et la lumière, comme cette aurore qui, en ce moment, éteint les étoiles dans les cieux. »

Il y a là un sentiment qui m'émeut. Bénir l'oubli qui nous enveloppera, pourvu que le temps qui amènera cet oubli amène la félicité des générations qui naîtront alors, cela est beau et touchant, et rappelle l'excellent Chamisso contemplant en souvenir le château de ses pères sur lequel la charrue a passé, puis se réveillant de son rêve féodal par ce cri d'humanité : « Sois bénie, ô charrue, et bénie soit la main qui te conduit! »

J'ai rencontré M. Longfellow et M. Bryant dans des circonstances bien différentes. M. Longfellow m'a reçu, avec une gracieuse hospitalité, dans un intérieur élégant, au milieu d'objets d'art et de souvenirs de tous les pays. J'ai entrevu M. Bryant au bureau de son journal, poudreux, l'air affairé comme un homme qui est dans la lutte. Ce hasard peignait les deux destinées et les deux tendances poétiques : le whig, professeur et homme du monde, conservant au

sein d'une vie reposée la sérénité qui respire dans ses vers; le démocrate, publiciste honorable et convaincu, mêlé à l'action, au combat; l'un plus européen, plus complet; l'autre plus américain, plus concentré; l'un original par la diversité des inspirations, l'autre puissant par l'intensité d'un petit nombre de sentimens jetés dans un moule moins nouveau, mais peut-être plus personnels; le premier cosmopolite un peu comme un Allemand, le second national comme un Anglais; tous deux Américains par le cœur et par la popularité.

M. Bryant a fait aussi le voyage d'Europe; il a écrit ce voyage. J'en traduirai le début : il est curieux parce qu'il fait sentir l'impression que notre vieux monde peut produire sur les habitans du nouveau. Nous sommes pour eux, à notre tour, quelque chose de nouveau, de singulier, et il est assez piquant de voir notre vie d'Europe, nos souvenirs, notre avenir, notre civilisation si ancienne à leurs yeux par comparaison, toutes ces choses qui sont pour nous la réalité quotidienne, et qui ne nous frappent point, prendre tout à coup dans leur imagination l'aspect du lointain, de l'antique, de l'extraordinaire. C'est comme si nous pouvions nous apercevoir de loin nous-mêmes dans un mirage. M. Bryant est frappé d'abord des vieilles églises de Rouen et du costume des paysannes normandes, puis il ajoute : « Nous rencontrâmes des femmes sur des ânes, cette bête de somme de l'Ancien-Testament, avec des paniers de chaque côté, ce qui était la coutume il y a cent ans. Nous vîmes de vieilles femmes sur leur porte, filant avec des quenouilles et formant le fil en le roulant entre leur pouce et leur index, comme dans Homère. Un troupeau de moutons broutait au penchant d'une colline, gardé par un berger et un couple de chiens aux oreilles dressées qui les défendaient des étrangers, ainsi qu'on faisait il y a mille ans. » Une coutume qui dure depuis cent ans semble au poète, fraîchement débarqué dans l'ancien monde, quelque chose d'incroyable; filer avec une quenouille, en tordant le fil entre l'index et le pouce, est un procédé homérique curieux par son antiquité. Cependant ce n'est que de nos jours que la quenouille a pu être remplacée, et l'auteur aurait pu se souvenir que l'on doit au génie d'un Français, M. Ph. de Girard, la découverte de la machine à filer le lin, qui permet de se passer du procédé primitif dont il s'émerveillait.

J'ai visité aussi M. Washington Irving. Les ouvrages de M. Irving sont trop connus en Europe pour que j'aie besoin de faire autre chose que de les rappeler. Historien solide et agréable de Colomb et des premiers *conquistadores*, conteur aimable sous le nom de *Geoffrey Crayon*, il a familiarisé l'Europe, où il a vécu et dont il sait reproduire le langage, avec les scènes de la *prairie*, avec les Indiens des Montagnes-Rocheuses. Il a écrit un charmant volume sur *l'Alhambra*. Il est, comme

M. Longfellow, moitié Américain, moitié cosmopolite; il représente comme lui cette alliance avec l'Europe, qui est le trait toujours plus dominant des mœurs et de la littérature des États-Unis. Je l'ai trouvé dans une belle maison qui avait presque l'air d'un palais. Sa conversation est comme son style, facile et polie. D'un âge déjà avancé, m'a-t-on dit, il paraît encore jeune, et s'animait en parlant de son excursion dans la *prairie,* que des circonstances l'avaient obligé de terminer plus tôt qu'il n'aurait voulu. Une fois lancé, disait-il, je serais allé toujours devant moi. Ainsi, évoqué par les souvenirs du désert, se réveillait, chez l'écrivain formé par l'Europe, chez le diplomate accoutumé à nos mœurs, l'instinct aventureux de l'Américain.

Mon introducteur auprès de M. Washington Irving, M. H. Tuckerman, est lui-même un homme de talent et d'esprit. Il offre encore un exemple de cette culture européenne dont je parlais tout à l'heure. M. Tuckerman est un voyageur et un *essayist :* il a raconté son *tour* en Italie, a écrit sur la vie des poètes anglais, les voyages, la conversation, les arts, la promenade, des essais qui rappellent un peu les délicieux vagabondages de Ch. Lamb, tout en ayant leur physionomie propre. Certes, rien n'est plus différent du mercantilisme affairé qui domine aux États-Unis, mais, grâce à Dieu, n'y est pas tout à fait universel, que cet esprit ingénieux et un peu subtil qui caresse paisiblement et gracieusement des sujets d'art, des données de l'observation ou de la fantaisie.

Ce soir, je suis allé entendre prêcher *la tempérance.* Ce n'était pas un sermon par un prêtre sur une vertu chrétienne, c'était un discours prononcé par un jeune homme qui a dévoué sa vie à aller de ville en ville, à travers l'Union, exhorter le public, qui se presse pour l'entendre, à l'abstention des liqueurs spiritueuses : apostolat volontaire, et je crois purement laïque. Le père Mathew, moine irlandais bien connu en Europe, quitte en ce moment l'Amérique, emportant les bénédictions de tout le monde, sans différence de sectes, et un témoignage assez considérable de la reconnaissance publique, pour avoir, par ses infatigables prédications, enrôlé, dit-on, plusieurs millions d'hommes sous la bannière de la tempérance, c'est-à-dire pour leur avoir fait prendre l'engagement solennel de renoncer à l'usage de toutes les liqueurs fermentées. Le mouvement des sociétés de tempérance a commencé en Amérique, à Boston, en l'année 1826, et cinq ans après en Angleterre. Son progrès a été immense dans les deux pays. Le gouvernement de l'Union s'y est associé en supprimant les distributions d'eau-de-vie aux soldats et en interdisant l'usage des liqueurs fortes aux marins; mais ce qui a agi surtout comme toujours, c'est le principe volontaire. En 1836, il y avait déjà 8,000 sociétés de tempérance dans les États-Unis, comprenant environ

1,500,000 membres; les femmes, les jeunes gens ont formé des sociétés de tempérance. Enfin la volonté générale sur ce point s'est manifestée par des actes législatifs. Ainsi dans l'état du Maine la vente des spiritueux est absolument interdite, sauf, en cas de maladie, sur une ordonnance de médecin, ou pour servir dans les arts. Rien ne montre mieux l'empire absolu de la majorité sur l'individu. Dans son organisation spartiate de Salente, Fénelon a placé une disposition pareille parmi beaucoup de lois somptuaires et d'autres règlemens en matière d'industrie et de commerce, tous très restrictifs de la liberté. Mettre un peuple à l'eau peut être une tyrannie salutaire; mais, à coup sûr, c'est une tyrannie qu'aucun souverain absolu de l'Europe ne pourrait se permettre.

Ce qui est bien digne de remarque, c'est que ce soit dans un pays où le grand nombre règne qu'on ait ainsi interdit l'objet de la passion du grand nombre. Du reste, on s'y est parfaitement soumis, et le maire de Portland, capitale de l'état du Maine, félicite en ce moment ses concitoyens des bons effets de la loi, qui a diminué les crimes et le paupérisme dans la cité. A Bangor, seconde ville du même état, un *watchman* a déposé que, depuis que la loi est en vigueur, c'est-à-dire depuis trois mois, le *violon* (*watch-house*) et la prison sont presque vides, que la police n'a pas fait une seule arrestation, et cet état de choses forme le contraste le plus parfait avec les scènes de violence qui troublaient sans cesse les rues de la même ville l'hiver dernier.

Il y a un parti considérable qui travaille à introduire la même interdiction dans l'état de New-York. On avait déjà essayé de l'y établir, à l'exception des villes; mais l'influence des négocians intéressés au commerce des liqueurs l'a emporté sans décourager leurs adversaires. Voilà où en est cette campagne contre l'ivrognerie, entreprise il y a moins de trente ans, et qui a déjà fort entamé l'ennemi, car en 1836 on comptait douze mille ivrognes notoires qui s'étaient corrigés. M. Gough a prononcé un discours qui contenait beaucoup de bonnes choses, mais qui auraient gagné, ce me semble, à être dites plus simplement, avec moins d'éclats de voix et moins de contorsions. On ne saurait employer à prêcher la tempérance une éloquence moins tempérée, et véritablement on aurait cru parfois l'orateur sous l'empire du poison qu'il maudissait. A travers toutes ces violences, il y a eu des momens d'un grand effet, quand le Bridaine américain a parlé de ceux qui croient qu'on peut s'arrêter sur la pente de l'ivrognerie. Amenant là une image qui était peut-être disproportionnée au sujet, il a dit : « C'est comme un homme qui descendrait les rapides au-dessus de la chute du Niagara, auquel on crierait : Arrête! arrête! et qui répondrait : Je m'arrêterai plus loin.» Et

l'orateur, par sa pantomime, représentait la scène qu'il décrivait : il élevait les bras pour retenir la malheureuse victime entraînée par le courant, et enfin un geste terrible a exprimé le moment où elle s'engouffrait dans l'abîme.

Il serait mal de traiter légèrement une question qui intéresse autant la moralité et la prospérité publiques; mais n'y a-t-il pas quelque chose d'immodéré dans cette proscription absolue de toutes les liqueurs fermentées, y compris le vin, la bière et le cidre? Peut-on mettre sur la même ligne le whisky, qui contient cinquante-quatre parties d'alcool sur cent, avec le vin de Bordeaux, qui en contient en moyenne douze, le vin de Bourgogne, qui en contient en moyenne quatorze, et la bière, qui n'en contient pas deux? La guerre à l'eau-de-vie sous tous ses noms me paraît une bonne guerre, et il faut dire que c'est elle surtout que les sociétés de tempérance avaient à combattre en Amérique; mais pour les autres boissons moins funestes, l'abstinence absolue que prêchent les sociétés ne pourrait-elle être remplacée par ce que leur nom semble promettre, la tempérance, mot qui signifie, ce me semble, usage modéré? J'avoue que j'incline assez à croire que la véritable tempérance aura triomphé le jour où ceux qui boivent aujourd'hui de l'eau-de-vie et ceux qui ne se permettent de boire que de l'eau seront réunis autour d'une table sur laquelle il y aura, comme sur une table européenne, du vin et de l'eau, en tâchant toutefois de ne pas tomber dans le Niagara. On commence à faire du vin avec les vignes de l'Ohio. Si cette culture se développe, c'est peut-être à elle qu'est réservé l'honneur de porter le coup fatal à l'eau-de-vie, et de réhabiliter la cause de la vraie tempérance, c'est-à-dire de la modération.

Je rentre ce soir très en colère contre l'incurie américaine. En me promenant dans cette magnifique rue de Broadway, j'ai manqué deux ou trois fois me rompre le col; tantôt c'étaient les matériaux d'une maison en construction entassés en désordre et près desquels on n'avait eu garde de placer un lampion; tantôt c'étaient de grandes excavations qu'il fallait traverser sur une planche étroite et mal assise, poussé par les piétons qui franchissaient au pas de course ce pont périlleux, ou bien une trappe s'ouvrait sur mon passage le long des maisons. J'ai vu dans le journal qu'une vieille femme était tombée hier par une de ces trappes et s'était tuée. On remarquait que la police avait *prévenu* ces jours derniers celui qui la tenait ouverte du danger qui en pourrait résulter; il eût mieux valu prévenir l'accident. L'autre jour, à midi, l'étage supérieur d'une maison située dans Broadway est tombé dans la rue. *Le Courrier des États-Unis,* journal français qui se publie à New-York, a présenté à ce sujet des observations fort sages sur la témérité des entrepreneurs en bâti-

mens qu'il compare aux capitaines des bateaux à vapeur du Mississipi; en fait de témérité et d'imprudence, c'est tout dire. « Ici, le premier venu, un gâcheur de plâtre un peu plus hardi que ses camarades se fait entrepreneur, et prend de sa propre autorité le titre d'architecte; il soumissionne au plus bas prix possible des travaux qu'il exécute avec des matériaux d'une qualité inférieure; les ouvriers qu'il a engagés élèvent des murs qui sont aussi minces que possible, jettent à travers quelques poutres qui tiennent tant bien que mal, y clouent au hasard quelques châssis de portes et fenêtres, surmontent tout cet échafaudage sans aplomb d'un toit dont on n'a calculé ni la pesanteur ni la puissance, et voilà une maison qui s'écroule. » Hélas! en ce moment la ville est en deuil par suite d'un désastre douloureux qu'un peu de précaution eût fait éviter. Dans une école où s'assemblent plusieurs centaines d'enfans, une maîtresse qui se trouvait mal a demandé un verre d'eau; ce mot d'eau a fait naître parmi les enfans la crainte d'un incendie, aussitôt plusieurs voix ont crié : Au feu! et la panique est devenue générale. Les enfans se sont précipités vers l'escalier; la rampe, que, malgré quelques réclamations, on avait négligé d'affermir, a cédé, et une épouvantable catastrophe a suivi. Les malheureux enfans sont tombés les uns sur les autres, et se sont entassés à une hauteur de plusieurs pieds; cent ont péri, et cinquante ont été blessés. Puisse ce terrible événement servir de leçon!

Il est rare que la journée se passe à New-York sans qu'un incendie éclate quelque part. On m'en donne plusieurs raisons : d'abord pas assez de surveillance de la police, ensuite le bas prix du combustible, qui multiplie les feux; la manière dont les maisons sont bâties, qui les rend très inflammables, et enfin, — ceci est fâcheux à dire, mais paraît vrai, — les assurances. J'ai entendu un magistrat soutenir que, pour diminuer le nombre des maisons brûlées, on devrait supprimer les assurances sur les maisons. Il faut dire aussi qu'il y a un zèle extrême dans le peuple pour aller éteindre les incendies. Dans toutes les villes sont organisés des corps de pompiers volontaires (*firemen*) : ce sont des hommes très intrépides, quelquefois un peu turbulens.

Rien ne montre mieux la différence d'un gouvernement où le peuple est tout et d'un gouvernement où le peuple n'est rien que l'empressement général de ces pompiers volontaires et de tous les autres citoyens, comparé à l'indifférence que la population romaine montre en pareille circonstance, et dont M. Bunsen me racontait à Rome, où il était alors ministre de Prusse, un singulier exemple. Un soir, se promenant aux environs du Forum, objet de ses savantes recherches, il vit que le feu avait pris dans une rue pleine de granges à foin, et qui, pour cette raison, porte le nom de rue des *Fenili*. M. Bunsen avisa en même temps un homme à sa fenêtre, qui regar-

dait paisiblement brûler la grange de son voisin. Avec beaucoup de peine, il décida cet homme à descendre pour donner l'alarme. Celui-ci ne concevait rien à l'empressement de M. Bunsen, et lui demandait s'il était donc parent de la veuve une telle, chez qui s'était déclaré l'incendie. Comme le diplomate prussien traversait rapidement la place du Capitole pour aller chercher du secours, il fit rencontre de trois bourgeois romains, qui se promenaient au clair de lune, et leur demanda s'ils n'avaient rien vu. Alors l'un d'eux s'arrêta et dit avec tranquillité : — Ce sera le feu que nous avons aperçu il y a une demi-heure. — Eh quoi! vous avez aperçu le feu, et vous êtes là? — Ah! monsieur, cela regarde le gouvernement, *tocca al governo.*

J'aime beaucoup un pays où ce qui arrive à un citoyen ne regarde pas le gouvernement, mais regarde tout le monde, et c'est là le beau côté du caractère américain, car on est si accoutumé à se passer ici en toute chose du gouvernement, que, de même qu'on a des écoles volontaires, des églises volontaires, des pompiers volontaires, on a aussi une police volontaire, qu'on préfère à celle de la ville. Cependant ce que le gouvernement s'est réservé, il devrait le bien faire, et c'est ce qui ne lui arrive pas toujours. Le service des postes s'exécute avec inexactitude. Il n'y a pas assez d'employés. Dans les comptes-rendus des postes, l'administration fait un tableau très brillant de ce service, et passe trop légèrement sur les méprises (*mistakes*), méprises très fréquentes, comme je l'ai entendu dire à plusieurs personnes, et comme je l'ai souvent éprouvé moi-même.

Il arrive quelquefois aux Américains de me dire d'un air béat : « Nous n'avons pas de police. » Je leur réponds : « Vous en avez une et même plusieurs, en quoi je vous approuve. Seulement, chez vous, la police est mal faite, et il faudrait la faire mieux. »

Dans une ville de cinq cent mille âmes comme New-York, par laquelle il passe chaque jour plus d'un millier d'émigrans, la population flottante et par conséquent dangereuse atteint nécessairement un chiffre considérable. Elle aurait besoin d'une surveillance municipale très exacte. Évidemment cette surveillance n'est point ce qu'elle devrait être. Le soir, certains quartiers sont infestés par des bandits déterminés nommés *rowdies* qui semblent avoir le goût non-seulement du vol, mais de la violence et de l'assassinat. L'autre jour, quelques-uns de ces misérables sont entrés chez un Français et l'ont tué par un pur caprice de férocité.

On parle beaucoup en ce moment à New-York d'un tableau dont l'auteur est un peintre américain, M. Leutze, et qui représente Washington passant la Delaware. Ce moment est bien choisi dans l'histoire de la guerre de l'indépendance. Après le désastre de Long-Island et ceux qui suivirent, Washington, qui avait été obligé de se

replier jusque sur la rive droite de la Delaware, reprit l'offensive, et, traversant le fleuve, qui charriait des glaces, vint sur la rive gauche frapper un coup décisif. Les débris d'une armée de volontaires et de milices mal disciplinées, mal armées, à peine chaussées et vêtues, battirent trente mille hommes de troupes régulières.

Dans le tableau, Washington, sur une barque, au milieu du fleuve, qu'enveloppe à demi la brume et dont on brise la glace, a l'œil fixé sur la rive où il va attaquer l'ennemi; il la regarde bien. Seulement j'aurais mieux aimé qu'on ne le vît pas de profil. Les hommes qui poussent la barque à travers les glaçons sont réellement à l'œuvre; leur action est vraie. Autour de la figure principale se pressent quelques officiers. Celui qui porte un uniforme blanc et un bonnet m'a frappé par l'énergie que son visage exprime. L'effet de brume m'a semblé un peu fantastique; mais l'ensemble du tableau est bien composé, et je le trouve peint avec une certaine vigueur. C'est en somme un estimable tableau d'histoire. Jusqu'ici, je n'en ai pas vu beaucoup en Amérique, j'ai même le malheur de ne pas avoir infiniment admiré West en Angleterre. Ce qui, dans la peinture aux États-Unis, excite surtout mon intérêt, c'est le paysage; c'est là que je trouve le plus de tentatives originales, et il doit en être ainsi. En effet, les Américains ont à peindre une nature à part. Les formes de leurs montagnes ont quelque chose de singulier; la végétation est très riche et très différente de toute autre végétation; les teintes que les feuilles prennent en automne produisent des aspects entièrement nouveaux pour un Européen. Enfin la lumière a dans ce pays une vivacité, et l'air une transparence que j'ai eu souvent occasion d'admirer, et en même temps cet air, cette lumière sont de telle nature que les contours des objets apparaissent avec une précision un peu dure. Les artistes indigènes ont cherché à rendre ces particularités du paysage américain, et me semblent avoir quelquefois réussi. Ces particularités mêmes de la nature transatlantique offraient aux peintres qui voulaient la reproduire un écueil, et ils ne l'ont pas toujours évité. Certains tons rouges et sanglans que j'ai bien reconnus, pour les avoir vus dans les couchers de soleil à mon arrivée en Amérique, devaient être rendus, mais sans exagération. Il ne fallait pas les outrer, et peindre, par exemple, des vaches qui ressemblent à des écrevisses. En général le rouge domine dans beaucoup de ces tableaux. Voici une chasse de buffles dans la prairie : le ciel est rouge, la terre est rouge, les buffles sont rouges. La couleur des Peaux-Rouges a déteint sur le paysage.

Ce n'est pas tout de copier exactement la nature, il faut savoir l'interpréter. Le peintre, en imitant, doit choisir et conserver le caractère du paysage en l'embellissant. Eh bien! il arrive aux paysagistes amé-

ricains de s'attaquer de préférence, pour les rendre, à des effets bizarres plus que beaux, qui étonnent l'œil, mais ne le charment point. Quelquefois ils peindront les contrastes les plus heurtés que présentent en automne les couleurs vives et tranchées des feuilles, au lieu de préférer les combinaisons harmonieuses que le même feuillage présente aussi quelquefois. Même dans des vues d'Italie ou d'Allemagne, les artistes américains transportent quelquefois une certaine crudité de ton, une certaine âpreté de couleur, une certaine dureté de lumière, reproduction trop fidèle de ce qui s'offre à eux dans leur patrie. Je signale ces erreurs, parce qu'elles dérivent d'un bon principe, et que, corrigés à propos, les défauts qu'elles enfantent peuvent devenir des qualités. Que les paysagistes américains s'attachent, comme l'ont fait avec succès plusieurs d'entre eux, à retracer les aspects de la nature et de la lumière qu'ils ont sous les yeux, — c'est là ce qui donnera de l'originalité à leurs tableaux; mais qu'ils ne se plaisent pas à rendre ce qu'il y a de plus insolite et de plus disparate dans cette nature et cette lumière. Qu'ils peignent ce qu'ils voient, mais qu'ils choisissent parmi les objets qu'ils voudront imiter, et que dans cette imitation le sentiment de l'harmonie et de la vraisemblance ne les abandonne point.

Les Américains me paraissent avoir des illusions sur l'avenir de la peinture dans leur pays, et ne pas prendre les meilleurs moyens pour en favoriser les progrès; ils disent souvent qu'il faut laisser leur société s'établir, et que le développement des arts viendra avec le temps : je n'en suis pas, pour ma part, entièrement convaincu. Ce n'est pas la maturité, mais la jeunesse des nations qui est favorable à l'imagination. En Europe, cette fleur de jeunesse dans laquelle s'épanouit le beau semble déjà passée, ou bien près de l'être, et les États-Unis sont nés mûrs. C'est une année qui n'a pas pas eu de printemps. Les riantes heures du printemps viendront-elles après les heures sévères de l'automne? J'en doute. Il ne me paraît pas impossible que ce peuple cultive les arts avec un certain succès et à peu près comme ils sont cultivés en Europe; mais je n'espère pas pour lui ce que je n'espère guère pour elle, — une nouvelle aurore du beau, — et pour lui encore moins que pour elle, précisément parce qu'il est à quelques égards plus avancé dans la voie d'une civilisation qui ne conduit pas au beau dans l'art. Quand le peuple américain se flatte que l'ère du développement artistique viendra, il me semble entendre un homme de trente ans qui n'a pas été amoureux à vingt dire : « Je le serai à quarante. »

Tout cela ne s'oppose pas, je le répète, à un certain développement des arts et de la peinture en particulier. Bien que les conditions de la société actuelle en Europe ne soient pas favorables à la peinture,

la peinture n'y est point morte; mais pour avoir quelque chance de ce genre de succès qui est encore possible, il faut que les Américains changent leur méthode d'encourager les arts. La société de New-York qui porte le nom d'*Art-Union* emploie un revenu considérable, que lui fournissent des souscripteurs nombreux, à fonder des écoles de dessin et à acheter des tableaux exécutés par des peintres américains vivans; elle en a acheté à deux cent cinquante-sept artistes : c'est dire qu'elle a dû en acheter de bien mauvais. Fonder des écoles de dessin est nécessaire, acheter des tableaux aux peintres vivans est fort utile; mais quand on a tant d'argent, il faudrait en garder une partie pour se procurer en Europe des chefs-d'œuvre qui pussent servir de modèles. Tant qu'il n'y aura pas aux États-Unis un musée contenant un certain nombre d'ouvrages d'art excellens, bien choisis dans les différentes écoles, il sera impossible que la peinture fasse de véritables progrès. Que la société achète quelques tableaux de moins aux deux cent cinquante-sept artistes qu'elle encourage, que ses membres renoncent à quelques gravures, à quelques statuettes auxquelles ils ont droit d'après le règlement actuel; qu'elle acquière tous les ans trois ou quatre tableaux des grands maîtres, dans dix ans le goût sera fondé, et il y aura chance pour une école américaine.

Dans une exhibition de tableaux qui n'appartenait pas à l'*Union des Arts*, et qui porte le nom de *Galerie des Beaux-Arts*, j'ai remarqué cinq tableaux de Cole, qui sont destinés à représenter les phases de la civilisation. Dans le premier, le soleil se lève sur de grandes forêts; quelques sauvages se combattent, ou poursuivent leur proie : c'est l'âge de la chasse et de la guerre. Dans le second, des bergers sont assis dans un lieu tranquille, parmi de beaux arbres d'un aspect plus riant que les sombres forêts du premier paysage; l'agriculture commence. Le troisième tableau représente une ville opulente remplie d'édifices magnifiques; l'or brille partout; de grands navires y apportent les richesses du monde. C'est, si l'on veut, l'ère actuelle des États-Unis traduite en poésie orientale. Dans le tableau suivant, on voit cette ville magnifique livrée aux barbares. Dans le dernier, il n'y a plus que des ruines au-dessus desquelles s'élève une grande colonne et que la lune éclaire. La composition de ce drame en cinq actes est poétique : depuis deux siècles, les trois premiers actes ont été joués en Amérique, celui des barbares n'est pas à craindre; mais le dernier est toujours possible, et qui sait si la lune ne se lèvera pas un jour sur les débris de la grande cité où je contemple aujourd'hui ce tableau, inspiré peut-être par un poème de M. Bryant, qui a pour titre *la Source*, et dans lequel l'auteur, se livrant à une rêverie ou plutôt à une méditation pleine de grandeur, trace l'histoire des âges

successifs d'une forêt d'abord habitée par les sauvages et les bêtes féroces, puis défrichée, puis devenue siége florissant du bien-être et de la civilisation! Prophète comme le peintre et perçant encore plus loin dans l'avenir, le poète se demande en finissant si l'homme n'altérera pas encore ces beaux lieux, et si la nature elle-même ne changera pas leur forme par une de ces révolutions qu'elle subit dans la suite des âges.

Le collége de New-York appelé *Columbia-College* est un des plus anciens établissemens de ce genre qu'on trouve aux États-Unis. Sa charte lui a été donnée par le roi d'Angleterre en 1754; elle a été modifiée depuis. J'y ai visité un professeur de littérature qui ne m'a pas caché une certaine antipathie pour le côté démocratique des institutions américaines. Les lettrés se sentent un peu isolés et coudoyés dans cette foule dont les préoccupations sont si ardentes et si différentes des leurs; ils s'en vengent en relisant Aristophane. M. ..... me disait qu'il y trouvait la démocratie des États-Unis traitée comme elle le mérite. Du reste, c'était sans humeur et avec une bonhomie narquoise de très bon sens et de très bon goût. Le Columbia-College a l'inconvénient très ordinaire aux États-Unis d'embrasser dans le cours des études qu'il donne un trop grand nombre d'objets en trop peu de temps. Là comme à Cambridge, comme dans l'université de Philadelphie, l'enseignement ne dure que quatre années, ce qui tient à ce qu'on ne peut plus garder les jeunes gens quand le moment est venu pour eux de gagner de l'argent, et ce moment vient de bonne heure aux États-Unis. Or, comment feraient-ils pour apprendre dans ces quatre ans tout ce que le règlement veut qu'on leur enseigne? Outre l'explication de quelques parties des classiques grecs et latins, le programme contient, entre autres choses, les antiquités grecques et romaines, un abrégé de l'histoire ancienne et moderne, une histoire générale des littératures anciennes et modernes de l'Europe, la philosophie, l'histoire de la philosophie, l'économie politique, la physique, et de plus un cours complet de mathématiques commençant à la géométrie élémentaire, se terminant au calcul intégral et à l'astronomie *selon les méthodes de Newton, de Laplace et de Lagrange* (1). Voilà pour le collége de New-York. Il en est de même pour l'université de Philadelphie, avec la minéralogie et la géologie par-dessus le marché. Je n'ai pas besoin d'assister à un examen des élèves à leur sortie de ces établissemens pour être convaincu qu'ils ne peuvent, au bout de quatre ans, savoir et surtout bien savoir tout cela.

C'est un article de foi aux États-Unis que l'instruction est la condition de la moralité. Ailleurs on l'a révoqué en doute, et les États-

(1) *Statutes of Columbia-College*, p. 12-14.

Unis eux-mêmes ont fourni des objections. MM. de Beaumont et de Tocqueville, dans leurs recherches sur le système pénitentiaire en Amérique, ont cité l'exemple du Connecticut, où l'instruction est répandue très libéralement, et où, à l'époque de leur voyage, les crimes avaient augmenté. On a dit dans le parlement britannique que, malgré l'essor imprimé à l'instruction du peuple, le chiffre des crimes s'était rapidement accru à New-York. Des anomalies pareilles ont été signalées dans plusieurs états de l'Europe. Le traducteur américain de l'ouvrage des deux publicistes français que j'ai nommés plus haut, M. Lieber, a examiné aussi la question, et, après avoir indiqué comment des circonstances particulières pouvaient modifier l'influence habituelle de l'éducation, il a établi que l'instruction n'était pas bonne d'une manière absolue. « L'arithmétique, dit-il, sert au fripon autant qu'à l'honnête homme qui travaille pour sa famille; un couteau sert au meurtrier aussi bien qu'à celui qui l'emploie à couper un morceau de pain pour un mendiant. » Puis M. Lieber ajoute à ces observations des considérations ingénieuses et vraies sur l'utilité indirecte que l'éducation en commun a pour l'enfant. Il remarque que rien n'est plus dangereux qu'un homme qui ne sait pas lire dans une société civilisée. Je trouve que M. Lieber a raison. En effet, cet homme est en quelque sorte en dehors de la société; une foule d'avenues lui sont fermées; il a comme un sens de moins; de là une humiliation et un obstacle perpétuel dont le sentiment doit le pousser au vice et au crime.

Il y a encore un autre motif aux États-Unis pour apprendre à lire à tout le monde : c'est que dans ce pays, où toutes les carrières et toutes les chances sont ouvertes à tous, personne ne veut donner à ses enfans la seule infériorité radicale que cette société admette, et créer pour eux l'unique incapacité qui puisse les empêcher d'arriver à la fortune et au pouvoir. Je crois qu'une partie de la reconnaissance qu'on professe aux États-Unis pour les bienfaits moraux de l'instruction s'adressent tout bas à l'utilité qu'on en peut retirer. C'est un motif très avouable de répandre l'instruction élémentaire, seulement il faudrait l'avouer davantage.

Les écoles publiques sont établies et entretenues, tantôt par des fonds que chaque état fournit, tantôt par des taxes que votent les villes et les communes. Le système le plus généralement adopté est celui de New-York, qui consiste dans une combinaison des deux autres. Le principe général est que la ville s'impose également ou proportionnellement à ce que lui donne l'état aux termes de sa constitution. L'état de New-York s'est réservé à perpétuité pour les écoles le produit de toutes les terres qui lui appartiennent, et un capital appelé *fonds des écoles*.

Dans la ville de New-York, les écoles ont considérablement augmenté relativement à la population. Celle-ci était, en 1831, d'environ 170,000 âmes, maintenant elle dépasse 500,000, elle a plus que triplé; mais le nombre des enfans instruits, qui est aujourd'hui de 120,000, a quintuplé. Le personnel des instituteurs est de plus de 12,000. En 1852, seulement pour les écoles du soir, on a dépensé une somme de 80,000 francs. Les écoles de l'état de New-York se distinguent aussi de celles de plusieurs autres états en ce qu'il n'y a pas d'écoles pour les enfans pauvres. Nulle distinction n'existe entre ceux-ci et les enfans riches. L'impôt qu'on prélèverait sur les parens aisés au profit des petits indigens, ils le paient pour l'école, dont ces derniers profitent avec leurs propres enfans. Le déboursé est le même, et la dignité de tous est mieux respectée. Il s'est fait depuis une douzaine d'années une *révolution* dans l'organisation des écoles à New-York, et M. Hughes, archevêque catholique de cette ville, car les Américains ne sont pas si chatouilleux à l'endroit du *papisme* que les Anglais, a amené ce changement. Il existait une ancienne corporation qui était en possession de créer et de gouverner les écoles. Cette corporation, dans laquelle se trouvait un certain nombre de quakers, laissait l'enseignement religieux à la famille et aux écoles du dimanche, seulement on lisait dans l'école la Bible sans commentaires; mais comme c'était une bible protestante, les catholiques avaient des scrupules : ils demandèrent qu'une partie du fonds des écoles leur fût attribuée. L'archevêque plaida cette cause avec beaucoup d'éloquence. Par respect pour le principe de ne rien faire qui favorise une communion chrétienne en particulier, principe qui est très dominant dans la république, l'état de New-York n'a pas cru pouvoir affecter aux églises catholiques une portion du fonds commun. Néanmoins, tout en respectant le droit de l'ancienne corporation à laquelle on a laissé le gouvernement de ses écoles, l'état en a créé de nouvelles gouvernées par des préposés (*trustees*) qui sont nommés par des hommes choisis dans chaque division de la ville, et on a formé un collége pour l'enseignement supérieur gratuit sous le nom de *Collége libre* (*Free Academy*).

Ce collége ne s'est pas établi sans difficulté. Ici tout se discute au point de vue politique; les uns approuvaient, comme très conforme à l'esprit républicain, que des enfans placés dans les situations les plus diverses fussent ainsi admis à suivre un enseignement supérieur par le seul droit de la capacité. Les autres, dans l'excès de leurs susceptibilités démocratiques, s'élevaient contre un enseignement supérieur donné gratuitement, comme créant dans la jeunesse une sorte d'aristocratie au profit de laquelle seraient détournés l'argent et les maîtres, au détriment des écoles primaires, utiles à tous. Il a fallu l'autorisa-

tion de la ville de New-York. Le consentement de la ville a été décidé par une majorité seulement de 20,000 voix, environ un dixième. La ville ayant consenti à l'établissement du nouveau collége, elle a dû demander à l'état de lui accorder par une loi la permission de se taxer pour cet objet.

Cet établissement m'a semblé très bien conçu et très bien organisé. Remarquons d'abord qu'en France il n'y a rien de pareil à cet enseignement des colléges donné gratuitement. Il va sans dire qu'on est admis d'après des examens, qui portent sur la lecture, l'écriture, l'arithmétique, le latin, la géographie, l'histoire des États-Unis. Tout élève des écoles publiques ayant plus de douze ans est admissible; les candidats sont examinés sur les différens chefs par des professeurs qui ne connaissent pas leurs noms, et écrivent, quand il y a lieu, *bon* (*good*) sur une carte anonyme qui leur est présentée par le candidat. Il faut pour être reçu un *bon* de chaque professeur. Il y a en ce moment 280 élèves. L'intention est d'obtenir ainsi un choix parmi le grand nombre d'enfans auxquels les écoles donnent l'enseignement indispensable. Les châtimens n'existent presque pas; on cherche à développer le ressort moral, et on accoutume les enfans aux procédés expéditifs qu'ils rencontreront partout sur leur chemin. Quand l'un d'eux commet une faute, on lui adresse des observations; s'il y retombe, on lui dit froidement : Vous ne pouvez plus être associé aux autres élèves de ce collége, — et on le renvoie.

Deux choses m'ont paru caractéristiques dans la visite que j'ai faite au *Collége libre,* dont l'organisation m'a été très nettement expliquée par le principal, M. Webster. D'abord, c'est la manière dont la surveillance du principal est facilitée et simplifiée par des dispositions matérielles. Dans un gros volume tout semblable au livre de comptes d'un négociant est une table construite comme une table de multiplication, et qui permet de voir sur-le-champ ce qu'à une heure donnée fait un élève, dans quelle classe il se trouve; c'est la perfection de la tenue des livres appliquée à l'administration d'un collége. L'autre trait de mœurs qui m'a frappé, c'est que les élections des *trustees* ou préposés au gouvernement du collége ont un caractère politique. Quand les démocrates sont en majorité, il est à peu près impossible qu'un whig soit nommé; mais vu la nature des partis américains, dont la diversité de tendances ne se porte que sur un petit nombre de points déterminés, l'ascendant d'un parti ou d'un autre est sans importance pour le collége. On m'a conduit dans une grande salle où a lieu tous les mois une *déclamation*. Le but de ces récitations solennelles est de donner aux élèves de bonnes habitudes oratoires, partie de l'éducation qui n'est pas à négliger dans un pays où, comme en Angleterre et encore plus, tout le monde peut être appelé

à délibérer sur les affaires publiques. La puissance de la parole est toujours en proportion de la liberté.

Je reviens très content de ma visite au *Collége libre* avec le colonel ...., qui a bien voulu m'accompagner. Il y a, dit-on, aux États-Unis plusieurs milliers de colonels, et quand au parterre on appelle quelqu'un par ce titre, vingt personnes se lèvent. On le conçoit quand on sait comme un régiment de milice s'organise. Des *gentlemen* se réunissent et se distribuent les grades, quelquefois le colonel n'accepte qu'à la condition qu'il nommera ses officiers, puis on recrute des volontaires; mais le colonel .... avait un avantage hors ligne : il est sorti de West-Point, l'école polytechnique des États-Unis, qui, sans égaler son modèle, est l'établissement de haute instruction de beaucoup le plus remarquable de l'Union, et le seul qui relève du gouvernement central. Maintenant le colonel .... a quitté les armes pour les affaires et s'est fait avocat (*lawyer*). Je crois que sa fortune le dispensait d'exercer aucune profession, que celle-ci ne l'occupe pas beaucoup, et qu'il a obéi à une exigence de l'opinion qui, contrairement à l'ancien préjugé des peuples aristocratiques, fait ici du travail un honneur et un devoir. Comme un gentilhomme eût autrefois caché qu'il était intéressé dans une entreprise commerciale, un citoyen des États-Unis déguise son loisir pour ne pas déroger à la dignité du travail : démocratie oblige.

A propos de démocratie, je revenais avec le colonel .... en suivant une rue qui s'appelle *Bowerie-Street*. Il m'a dit : — Vous voyez bien cette rue; c'est elle qui, à New-York, divise la société en deux classes : ceux qui n'ont pas fait fortune demeurent à l'est de Bowerie-Street, ceux qui ont fait fortune passent à l'ouest. — Et si l'on est ruiné? — Eh bien! on repasse à l'est.

J'irai demain à West-Point, chargé de lettres de recommandation par l'obligeant colonel ...., et de là jusqu'à Albany, chef-lieu politique de l'état de New-York, le tout sur un de ces grands bateaux à vapeur qui remontent l'Hudson, et en contemplant les bords de ce fleuve, qui est, dit-on, le Rhin des États-Unis.

J.-J. Ampère.

LA MONARCHIE

DE 1830.

PREMIÈRE PARTIE.

Nous avons exposé dans ce recueil notre pensée sur le gouvernement de la restauration (1); nous voudrions faire suivre aujourd'hui cet aperçu sur la monarchie de 1815 d'un travail analogue sur la monarchie de 1830, afin d'éclairer l'étude de ces deux époques par les similitudes organiques qui les rapprochent et les différences d'esprit qui les séparent. Nous avons mesuré d'avance, on peut le croire, toutes les difficultés d'une pareille tâche. Sans les méconnaître, nous ne les croyons de nature à enchaîner ni la liberté de la pensée, ni même celle de la parole. Sorti d'une immense acclamation populaire, le gouvernement de notre pays veut être fort; il doit donc permettre d'être juste, — quand d'ailleurs on ne demande que le droit d'apprécier avec une impartialité respectueuse les actes d'un pouvoir qu'on a servi, et dont la chute a laissé au cœur de ceux qui l'ont aimé plus de regrets que d'espérances. Si nous ne trouvons pas d'obstacles au dehors, nous osons affirmer que nous en rencontrerons moins encore en nous-mêmes. Qui que nous soyons, acteurs illustres ou obscurs de ce drame dénoué par une catastrophe dont la soudaineté a confondu toutes les sagesses et humilié toutes les présomptions, il ne reste plus rien entre nous des rivalités et des misères d'un temps dont un abîme nous sépare. Conservateurs et opposans, broyés ensemble sous le char dont le roulement lointain

(1) Voyez les livraisons du 15 mai et du 1er juin 1852.

n'avait point frappé nos oreilles, soyons modestes en présence d'une catastrophe que les uns n'ont pu prévenir, et que les autres ont peut-être provoquée sans la vouloir, et puissions-nous nous entendre du moins pour faire prévaloir en commun le seul intérêt qui survive aux révolutions, celui de la vérité dans l'histoire!

De quelles circonstances impérieuses est sortie la révolution de juillet, comment est-elle parvenue à conquérir sa liberté d'action, et quel a été son véritable caractère? — Quel jugement faut-il porter au point de vue des intérêts permanens de la France sur les principales transactions politiques intervenues de 1830 à 1848? — Dans quelles régions s'est formée la tempête sous laquelle a sombré cette monarchie au moment où, voguant avec le plus de confiance, elle paraissait avoir doublé tous les écueils? — A ces trois questions correspondront les trois parties de ce travail.

I.

Le gouvernement de la restauration avait honorablement vécu durant quinze années par une transaction habilement ménagée entre son propre principe et le principe contraire. Du moment que, par la fatalité des événemens et la témérité des hommes, le pouvoir constituant et la souveraineté parlementaire se trouvaient conduits à se heurter, et qu'une lutte était substituée à un compromis, l'imminence d'une révolution était manifeste. Celle-ci pouvait s'opérer sans doute, ou par une insurrection soudaine dans Paris, ou par un système de résistance organisé dans les départemens; les ordonnances de juillet pouvaient venir expirer en trois jours devant les barricades, ou en trois mois sous les refus d'impôt et les arrêts des cours de justice; mais, pour aucun esprit sérieux, l'illusion n'était possible sur le résultat définitif: il n'était donné à la pensée politique qui avait inspiré ces actes ni de vaincre ni même de prolonger longtemps le combat.

Assurée que l'opposition était d'avance de sa victoire, lui aurait-il été donné d'ouvrir à la crise un cours moins violent et plus régulier? Commencée au nom du droit constitutionnel violé par le pouvoir, la résistance aurait-elle pu s'arrêter à son tour à la limite de ce droit même, et la France était-elle en juillet 1830 en mesure de donner au monde le grand exemple d'un peuple soulevé pour défendre ses lois, et s'arrêtant, par respect pour ces lois elles-mêmes, devant un berceau? Enfin la question dynastique aurait-elle pu rester en dehors du conflit si malheureusement engagé? — Je ne le crois point, et j'alléguerai bientôt les motifs de mes doutes; mais, ce que je n'hésite point à affirmer, c'est que si des circonstances plus impé-

rieuses que les volontés avaient alors permis de respecter le droit monarchique reposant sur une tête innocente, aucune classe de la société française n'y aurait eu plus d'intérêt que la bourgeoisie, car celle-ci aurait consacré par le principe successorial sa propre victoire et son avénement au pouvoir.

En respectant l'hérédité monarchique, en restant dans les termes des actes portant retrait des ordonnances, la révolution de juillet 1830 conservait le caractère pacifique et régulier que les passions démagogiques furent si près de lui faire perdre, et qu'il fallut des efforts surhumains pour lui maintenir. La monarchie légitime, en quelques mains que le gouvernement en fût passé, restait, en communion avec toutes les monarchies européennes; sa liberté d'action lui demeurait entière, et tout le système de ses alliances était maintenu; elle n'aurait point eu ces terribles combats à livrer pour échapper à la guerre qui, durant trois longues années, sembla l'inéluctable fatalité de la monarchie de juillet. La bonne harmonie conservée avec l'Europe arrachait au parti républicain ses armes les plus redoutables, car, de 1830 à 1833, les questions extérieures qui rendaient la paix si incertaine furent, chacun le sait, pour la dynastie nouvelle, l'épreuve la plus périlleuse et la plus redoutée. Représentées au pouvoir par les chefs de l'opposition, les classes industrielles et lettrées se fussent trouvées dans la situation la plus favorable pour résister aux seuls ennemis qui les menaçassent alors dans une suprématie manifestement acquise, car, contre le parti républicain, elles auraient rencontré le concours des hommes de la droite : ceux-ci, de leur côté, forcément rejetés hors des affaires par la victoire de l'opposition sur une doctrine dont ils avaient dû accepter la responsabilité, se fussent trouvés placés, comme ils l'avaient été depuis l'ordonnance du 5 septembre 1816 jusqu'à la chute du ministère Dessolles, dans la position la plus profitable pour le pays et la plus honorable pour eux-mêmes; ils fussent restés en dehors du pouvoir sans le tenir pour ennemi, se retrempant ainsi dans l'opposition sans s'exposer à contracter des habitudes factieuses. En respectant l'hérédité monarchique après le retrait des ordonnances de juillet, la bourgeoisie aurait donc acquis les deux forces qui lui manquèrent le plus durant dix-huit années : un lien avec l'Europe, un point d'appui contre la révolution.

Si donc il n'avait dépendu que de cette classe, à laquelle l'instinct de ses intérêts ne manque pas, de donner aux événemens la direction la plus sûre pour elle-même, elle en aurait probablement restreint la portée au lieu de l'étendre. Aux derniers jours de la restauration, un changement de dynastie n'était guère plus dans les vœux que dans les intérêts des classes moyennes, quelque engagées qu'elles pussent

être dans les voies de l'opposition. Si l'érection d'un nouveau trône pouvait caresser l'orgueil de certains Warwick de bourse, aspirant à faire un roi après avoir fait fortune; si de rares esprits, fascinés par une date, désiraient d'appliquer à la France démocratique et catholique le programme de l'Angleterre aristocratique et protestante, ni ces rêves d'une vanité dorée, ni ce goût des imitations étrangères, n'avaient altéré sur ce point la rectitude du sens national. Après le retrait des ordonnances et l'abdication du roi Charles X, la bourgeoisie aspirait à rentrer dans la légalité bien plus qu'à en sortir, et elle aurait accepté avec joie une solution qui lui aurait apporté des inquiétudes de moins et des gages de sécurité de plus. Quiconque a suivi de près les transactions politiques de la première semaine d'août 1830 ne peut ignorer que tel aurait été le sentiment dominant parmi les députés réunis au Palais-Bourbon, si ceux-ci n'avaient pas dû compter avec d'autres passions que celles qui les inspiraient eux-mêmes, et s'ils n'avaient pas subi la pression d'une force qui leur laissait les apparences bien plus que la réalité du pouvoir.

Les ordonnances de juillet avaient blessé au plus vif de leurs croyances politiques les classes auxquelles la charte de 1814 avait attribué la puissance électorale; mais quelque ardentes que fussent ces colères, elles n'auraient pu prévaloir qu'après un certain temps contre la force militaire dont disposait le gouvernement royal, et elles étaient trop impatientes pour ne pas se chercher immédiatement des auxiliaires et des vengeurs, au risque de voir la pensée qu'elles exprimaient elles-mêmes promptement travestie et dépassée. La bourgeoisie appela donc le peuple dans la rue sans soupçonner qu'il y tiendrait bientôt plus de place qu'elle. Le peuple y descendit avec ses instincts, ses souvenirs, ses symboles, et, sans s'inquiéter de l'idée au nom de laquelle on l'avait d'abord provoqué au combat, il n'entendit servir que la pensée baptisée de son sang, et qu'il saluait obscure, mais puissante, dans les enivremens d'une lutte à mort. A peine l'insurrection eut-elle revêtu ce caractère, que la bourgeoisie en perdit la direction. Dès la seconde journée, il s'agissait beaucoup moins pour celle-ci d'en finir avec les vaincus que de contenir les vainqueurs, et si le gouvernement provisoire menaçait Rambouillet, c'est qu'il craignait l'Hôtel-de-Ville. Les membres de la commission siégeant au palais municipal disposaient dans Paris de forces bien autrement formidables que celles qui suivaient l'impulsion des députés délibérant au palais législatif. Un fait provoqué on ne sait par qui, accompli on ne sait comment, était venu tout à coup changer le caractère de l'événement. Un drapeau qui n'avait point paru depuis le jour de nos grands revers venait d'être hissé sur Notre-Dame, et une commotion électrique avait fait tressaillir aussitôt la ville, l'Eu-

rope, le monde. Quel était le sens précis de cette redoutable apparition? Était-ce l'empire avec ses conquêtes, ou la république avec ses échafauds? Rejetait-elle la France vers 1792 ou vers 1804? Nul ne l'aurait pu dire; mais ce qu'elle signifiait trop clairement pour le peuple, qui, prêt à mourir, se drapait dans ses couleurs retrouvées, c'était l'exclusion de la dynastie dont ses poètes, ses orateurs et ses maîtres lui avaient enseigné si longtemps à confondre le retour avec le triomphe de l'étranger. L'incompatibilité de la maison de Bourbon et du drapeau tricolore était, en juillet 1830, pour les combattans des faubourgs, une sorte de dogme indiscutable contre lequel se seraient brisés tous les raisonnemens et tous les efforts. L'apparition des trois couleurs ôtait toutes leurs chances aux combinaisons intermédiaires. En transformant la résistance légale en agression révolutionnaire, elle rendait impossible la royauté d'un jeune prince contraint de porter au front le signe fatal à sa race. Qui ne voit point cela ne comprend rien à ces secrètes harmonies des choses, qui, dans leur indéfinissable puissance, constituent les lois mêmes de l'histoire.

Lorsqu'on impute à crime aux fondateurs de la monarchie de 1830 la violation du principe d'hérédité monarchique, on oublie très gratuitement quelle force dominait Paris dans la fiévreuse semaine qui commença par la prise du Louvre et s'acheva par l'acclamation du Palais-Royal. On perd le souvenir de ces journées sanglantes et de ces nuits dont la canonnade et le tocsin interrompaient seuls les longs silences. Quel esprit était alors pleinement maître de lui-même et pouvait dire avec certitude d'où viendrait le salut? Où était le pouvoir au milieu de tant d'élémens confondus? Était-il sous les uniformes de la garde nationale ou sous les haillons populaires? Les manifestations de l'Hôtel-de-Ville ne faisaient-elles point pâlir alors celles du Palais-Bourbon, et les 219 députés qui avaient l'air d'y disposer de la couronne de France n'étaient-ils pas eux-mêmes à la disposition des clubs et de l'émeute? Quelle puissance égalait en ces jours-là celle du vieux général devenu le porte-étendard de la république, et qu'entouraient de jeunes séides suppléant au nombre par l'audace? Ne fallait-il pas compter avec Lafayette? était-il possible de proclamer un gouvernement sans son aveu et sans celui des hommes dont il se croyait le chef, quoiqu'il n'en fût que l'esclave? Or croit-on de bonne foi que M. de Lafayette eût abdiqué sa dictature devant le jeune représentant de la branche aînée des Bourbons, et que les hommes de l'Hôtel-de-Ville eussent subi la royauté légitime, lorsqu'il fallut prendre tant de peine pour les amener à accepter une royauté élective intronisée sous l'étiquette de *la meilleure des républiques* et sous le couvert des souvenirs de 92? Si le duc d'Orléans fut choisi par les uns comme petit-fils d'Henri IV, il fut

un moment supporté par les autres comme fils d'un conventionnel, et la fatalité des circonstances rendait le concours au moins temporaire de ces hommes-là indispensable à la fondation d'un gouvernement régulier. La responsabilité des hommes politiques se mesure à leur part de liberté, et celle des fondateurs de la dynastie nouvelle fut bien plus restreinte qu'il n'est habituel de le reconnaître et de le confesser. Le petit-fils du roi Charles X patroné par un général républicain, porté aux Tuileries sur les bras de sa courageuse mère parée des couleurs nationales et sous l'escorte des héros des trois journées, ce rêve-là a pu défrayer quelques imaginations, mais il ne saurait devenir un texte sérieux d'accusations contre personne. La proclamation de M. le duc de Bordeaux n'était malheureusement possible, en face du gouvernement de l'Hôtel-de-Ville, qu'à la condition de livrer un combat dont l'issue était trop incertaine pour qu'il y ait lieu de s'étonner que la bourgeoisie ait préféré une transaction à une lutte, et cherché dans un changement de dynastie un moyen d'échapper à la république. Des Vendéens, sans doute, auraient affronté le péril devant lequel des marchands ont reculé; mais il ne fallait pas s'attendre à ce que les croyances du Bocage animassent la rue Saint-Denis. L'avénement de la maison d'Orléans, érigé en théorie après la révolution consommée, n'a été au fond qu'un expédient sorti des terreurs d'un peuple aux abois. Le chef de la branche cadette fut préféré au représentant de la branche aînée non parce que cela agréait au salon de M. Laffite et aux rancunes de quelques personnages politiques, mais parce que la royauté de l'un fut jugée plus facile à faire accepter aux hommes de juillet que celle de l'autre, et parce que le combattant de Valmy sembla moins dépaysé sur un trône ombragé des couleurs de 92 que le petit-fils du vieux monarque qui emportait alors l'oriflamme dans l'exil. Si la France a ratifié l'acte de la capitale, c'est parce que, également alarmée de la perspective d'une longue régence et d'une crise sans issue, elle s'est plus inquiétée des périls du jour que des difficultés du lendemain. Sortie d'une délibération pleinement libre de la bourgeoisie, nous avons montré qu'une pareille résolution aurait été une grande faute politique; — provoquée par la volonté du chef de la branche cadette, la révolution de juillet aurait été un odieux crime personnel, car l'usurpation réfléchie et spontanée de la couronne eût impliqué la violation flagrante de sermens cimentés par la reconnaissance et par le sang; — mais pour peu que, répudiant les injustices comme les illusions des partis, on se replace par la pensée sous le coup des terribles nécessités du temps, on est, ce semble, conduit à reconnaître que les événemens exercèrent alors une pression égale, et sur la nation qui offrait la couronne, et sur le prince qui en acceptait le poids.

Lorsque le roi Charles X quittait le royaume, et que des masses armées s'abattaient sur Paris moins pour continuer la lutte que pour partager la victoire, le débat n'était plus entre deux monarchies, il était tout entier entre la monarchie et la république; il était entre une société qui voulait vivre et une anarchie qui déjà la possédait à moitié. Cette monarchie ne sortit point d'un conciliabule de conjurés, mais de l'effroi de tout un peuple, dont le premier besoin, dans les grands périls publics, est de se chercher à tout prix un sauveur. La royauté fut acceptée par le prince dans le sens où elle lui avait été déférée par la nation, comme un service à rendre, un combat à livrer, une vie tout entière à dévouer aux soucis et aux poignards; elle fut acceptée pour retarder de dix-huit ans un spectacle de honte et de douleur, en empêchant que le 28 juillet ne fût suivi d'un 24 février.

Sous la protection d'une légalité à grand'peine rétablie, la royauté de 1830 a été poursuivie, de son établissement à sa chute, par les hommes qui avaient poussé le roi Charles X à des témérités impossibles, en le laissant désarmé contre les suites inévitables de leurs folies. Ces inexorables accusateurs, que n'a désarmés ni l'exil ni la mort, ont dédaigné de tenir compte des extrémités où leurs propres théories avaient conduit la France, jetée par la crise de juillet entre les appréhensions d'une république qu'entouraient tous les souvenirs de la terreur et de la guerre — et l'impuissance traditionnelle d'un gouvernement de minorité dont leurs soupçons auraient bientôt fait un supplice au prince chargé de l'exercer. Vingt fois, durant le cours de dix-huit années, ce prince a déclaré à l'Europe et à la France qu'il n'avait jamais aspiré à la couronne, et qu'il ne l'avait acceptée que forcé et contraint par l'imminence du péril : n'y avait-il donc pas, du moins dans ces affirmations réitérées, matière à quelque hésitation et à quelque doute? Lorsque, renversé par la tempête du trône sur lequel la tempête l'avait porté, le vieux roi de 1830 proclamait hautement que son droit, sorti d'un fait impérieux, mais transitoire, ne pouvait survivre aux circonstances qui l'avaient créé, et qu'il disparaissait avec elles, cette confession monarchique, répétée au seuil de l'éternité, ne devait-elle désarmer aucune haine, ni modifier aucun jugement? Et fallait-il qu'entre deux interprétations possibles d'un grand événement historique, certains hommes persistassent à préférer celle qui sert leurs passions à celle qui servirait leurs doctrines et leurs intérêts?

II.

La monarchie de 1830 n'est sortie d'aucun principe : elle n'appartient pas plus à la théorie de la souveraineté du peuple qu'à celle de la tradition héréditaire; ce fut une œuvre de transaction entre des combattans qui se redoutaient les uns les autres. La royauté nouvelle eut à la fois les avantages et les inconvéniens d'un compromis entre les classes bourgeoises, qui avaient commencé la révolution, et les classes populaires, qui l'avaient achevée : ce compromis, par sa nature même, laissait toutes les questions incertaines. Si une monarchie entourée d'institutions républicaines était quelque chose d'assez difficile à définir, il faut bien reconnaître que cette formule était l'expression strictement exacte des faits qui avaient présidé à l'érection de ce pouvoir hybride, royauté singulière qui méditait le raffermissement de la paix du monde au chant de la *Marseillaise,* et qui choisissait M. le prince de Talleyrand pour la représenter au dehors, tandis qu'elle était encore gardée dans son palais par des ouvriers en carmagnole.

Tous les contrastes du présent, toutes les incertitudes de l'avenir venaient se résumer dans le premier cabinet formé par le nouveau roi et dans l'administration bigarrée organisée au lendemain de la victoire moins pour en assurer les résultats que pour en partager les profits. A côté d'hommes préparés au gouvernement par la pratique antérieure des affaires, et qui aspiraient à la sévère application des principes constitutionnels, se groupaient des débris vivans de l'empire tout pleins de ses dédains pour les théories parlementaires, et pour lesquels la seule mission de la révolution de juillet était de laver la honte des traités de 1815, de rendre à la France la situation prépondérante que la coalition lui avait arrachée. Entre de jeunes esprits dévoués à la liberté constitutionnelle, à la paix, et ces vieux adorateurs des « jeux de la force et du hasard, » se groupait une masse nombreuse et bruyante qui dissimulait sous la confuse abondance de formules empruntées à la lecture des journaux l'étique pauvreté de ses pensées et l'amertume de ses petites jalousies. Nourrie des doctrines de la *Minerve,* inspirée par les chansons de Béranger, elle avait longtemps pourfendu jésuites et missionnaires au nom de la tolérance, et confondu dans une admiration moins logique qu'exaltée les souvenirs de 91 et ceux de 1812, la dévotion de la Bastille et celle de la colonne Vendôme. Pour cette école-là, toute la politique consistait à faire échec au pouvoir, qui était à ses yeux un mal nécessaire dans les sociétés constituées, à peu près comme la mort dans l'économie animale. Il fallait donc s'engager avec lui le

moins possible, lors même que par le jeu subit des révolutions on se trouvait participer à ses faveurs, prendre sa part à son budget et concourir personnellement à son action. C'était cette sorte d'hommes sceptique et hargneuse que la monarchie nouvelle se trouvait contrainte d'appeler pour une large part à l'exercice des fonctions publiques dans son administration et dans ses parquets; c'était elle qui s'abritait dans le conseil sous le nom de certains personnages fort incapables d'imprimer par eux-mêmes une direction à la politique, mais plus propres que des révolutionnaires de profession à la maintenir dans cette situation équivoque qui livre un pays à toutes les tentatives de l'audace et à toutes les surprises du hasard.

Ces hommes-là répugnaient à la violence et plus encore à la faction; mais leurs secrètes sympathies en rendaient le triomphe assuré. Personnellement honnêtes, ils réclamaient des mesures odieuses et ne protestaient contre aucun cynisme. Ils avaient l'instinct confus de l'incompatibilité de la guerre avec la liberté, et, sans la vouloir, ils rendaient la guerre inévitable par le concours qu'ils laissaient d'avance pressentir à tous les agitateurs européens. Sans force pour aider au bien, il en avaient moins encore pour résister au mal, et leur attitude déplorable préparait à la monarchie de 1830 la pire de toutes les situations, — celle où les gouvernemens s'affaissent moins sous les coups de leurs ennemis que sous leur propre faiblesse. Au ministère, des hommes antipathiques entr'eux par toutes leurs tendances; en dehors des conseils, une sorte de lord-protecteur sous l'aile duquel se réfugiait la royauté sitôt que l'émeute hurlait aux portes de son palais, tel fut d'abord l'étrange gouvernement auquel les hommes de l'Hôtel-de-Ville permettaient à peine de s'appeler une monarchie.

Cependant, tandis que ces élémens inconciliables s'agitaient en se paralysant les uns les autres, la pensée destinée à préserver la société française se formulait nettement dans l'esprit du prince que la nécessité venait de sacrer roi. Un centre de gravité se préparait pour toutes les forces conservatrices et pacifiques, et le germe d'un pouvoir fort et régulier allait se développer au sein de cette dissolution universelle. Dès les premiers jours, Louis-Philippe avait perçu avec une pleine lucidité d'esprit le but à atteindre, et découvert à la fois les moyens et les obstacles. Des deux forces qui s'étaient un moment associées pour ériger un trône avec les débris des barricades, il en était une contre laquelle son règne ne pouvait être qu'un long combat. La faction populaire issue des souvenirs si bizarrement associés de la république et de l'empire n'avait alors qu'une seule croyance : la force; qu'une seule aspiration : la guerre ; c'était à cette époque un parti de soldats bien plus que de démagogues. En 1830, le peuple

ne connaissait aucune des formules économiques que la révolution de 1848 devait un jour mettre en circulation pour son usage. La crise le saisissait beaucoup plus sain d'esprit, mais aussi bien plus énergique de cœur. Il ne savait en ce temps-là qu'une chose, la seule d'ailleurs qui lui eût été enseignée : c'est que la France vivait depuis Waterloo dans une paix humiliante; il ne demandait au gouvernement qu'il avait fait que de rouvrir devant lui la carrière des batailles pour y recommencer ces merveilleuses fortunes dont les épiques récits défrayaient les ateliers et les chaumières. La guerre extérieure était donc pour le parti démocratique le dernier mot de la révolution de juillet.

Dans la paix se résumaient, au contraire, tous les besoins de la bourgeoisie, encore que, par l'effet de déplorables habitudes, son langage ne fût pas toujours sur ce point en parfait accord avec ses vœux, et qu'il y eût une contradiction sensible entre ses allures menaçantes et ses désirs plus que modestes. Les classes lettrées voyaient fort bien que la première conséquence de la guerre aurait été l'organisation d'un régime militaire incompatible dans son esprit et dans sa forme avec les institutions politiques dont elles venaient de revendiquer si vivement l'intégrité. Les capitalistes n'ignoraient pas davantage que la guerre aurait porté un coup mortel aux intérêts industriels et financiers, auxquels le gouvernement de la restauration avait donné un vaste développement. Si la guerre était heureuse, la nation revenait au système de conquêtes; si ses débuts étaient signalés par des revers, la méfiance publique emporterait le pouvoir; un recours aux passions révolutionnaires était inévitable, et c'en était fait dans tous les cas du gouvernement constitutionnel et de la prépondérance politique de l'intelligence et du talent. Sous le coup des événemens de 1830, entre l'insurrection de septembre à Bruxelles et celle de novembre à Varsovie, au moment où le carbonarisme soulevait la Romagne et où la démagogie allemande évoquait sur les collines de Hombach le nom de Sand et l'ombre d'Arminius, la guerre entreprise pour déchirer les traités en vertu d'un droit supérieur aux conventions écrites, ce n'était rien moins qu'une lutte furieuse contre tous les gouvernemens soutenue par un appel désespéré à toutes les vengeances et à toutes les cupidités, c'était un champ de bataille vaste comme le monde, ardent comme une fournaise, où la France fût descendue pour mettre son or et son sang au service de toutes les folies écloses au-delà du Rhin et des Alpes, dans l'ivresse des ventes et des tabagies. Les sympathies qui, dans une partie notable de l'Europe, accueillirent l'érection de la monarchie nouvelle auraient partout manqué à ce gouvernement, s'il s'était proclamé solidaire de toutes les agitations extérieures, ou s'il avait paru cacher des ambi-

tions territoriales sous le couvert de son drapeau. L'irrésistible entraînement de l'opinion contraignit en Angleterre le ministère même du duc de Wellington à accueillir avec faveur les ouvertures que M. le comte Molé faisait à l'Europe au nom de la monarchie nouvelle; mais à coup sûr l'Angleterre aurait pris vis-à-vis d'un gouvernement dont M. Dupont (de l'Eure), alors collègue de M. Molé dans le cabinet, aurait représenté la pensée intime, une attitude toute différente, et personne ne peut douter qu'aux premiers coups de canon tirés sur le Rhin ou sur la Meuse, la Grande-Bretagne ne fût passée à une hostilité implacable. L'alliance anglaise, assurée d'avance à tous les pouvoirs conservateurs et pacifiques, aurait été un non-sens avec un gouvernement résolu à changer l'état territorial de l'Europe.

C'était donc une guerre de propagande entreprise contre tous les gouvernemens, sans un seul allié, qu'on prétendait imposer à une monarchie à peine assise, sans finances, sans crédit, et alors presque sans armée; c'était à ce but qu'allaient et les divagations de l'opposition parlementaire et les manœuvres beaucoup plus habiles de l'émeute, qui, descendant chaque jour dans la rue, couverte par la tribune comme des assaillans par la tranchée, sommait un gouvernement dont elle se considérait comme la source, soit de réunir la Belgique à la France, soit d'intervenir en Italie contre l'Autriche, soit de protéger la Pologne contre trois grands états, affrontés avec une héroïque imprudence. Ce qu'on demandait en ce temps-là à une monarchie naissante, c'était ou de conquérir l'Europe, ou de disparaître devant la révolution. On la plaçait entre le suicide et la folie, et cette stupide alternative aurait été subie, si un prince ne s'était rencontré pour opposer sa pensée au désarroi de l'opinion, et s'il n'avait trouvé un ministre pour en devenir l'instrument résolu.

Il a fallu répéter à satiété ces vérités trop évidentes, il a fallu longtemps redire sur tous les tons à un pays dont on mettait une si triste persistance à fausser la conscience et la pensée, que les engagemens internationaux survivent aux gouvernemens qui les contractent, et que les révolutions honnêtes ne dispensent pas plus des traités qu'elles ne dispensent de la justice. Aujourd'hui ce soin pourrait paraître superflu. Nous avons vu, en effet, un gouvernement venu au monde pour prendre sur toutes les questions le contrepied de celui qu'il avait renversé, et qui se donnait la mission de réhabiliter l'honneur national sacrifié, dépasser, en fait d'avances empressées et d'exigences douloureusement consenties, une mesure qui n'avait jamais été atteinte : nous avons vu la république, pour écarter le fléau de la guerre, laisser succomber, sans une seule tentative pour les secourir, toutes les insurrections suscitées par son exemple. Il y aurait donc quelque ridicule à défendre désormais la monarchie

contre des reproches destinés à retomber d'un poids si lourd sur la tête de leurs auteurs. La royauté, entrée deux fois en Belgique, n'a pas rassemblé une grande armée au pied des Alpes pour assister l'arme au bras à l'invasion du Piémont; on l'a vue à Ancône quand l'Autriche était à Bologne, et il a été donné à ses flottes d'assister à d'autres bombardemens qu'à celui de Palerme. Après que la révolution de 1848 a donné de tels gages de ses résolutions pacifiques, le système extérieur de la monarchie de 1830 est définitivement jugé : il reste constaté qu'en détournant par son habileté persévérante une guerre qui menaçait l'ordre social tout entier, Louis-Philippe a pris place, à son heure, parmi ces hommes suscités pour détourner le cours de calamités imminentes, et que l'immuable pensée de son règne fut la pensée même de son siècle.

Cette base posée emportait tout un système politique. Jeté en pleine bourgeoisie, le gouvernement recevait charge d'initier aux affaires des hommes plus accoutumés à blâmer le pouvoir qu'à l'exercer, et sa préoccupation la plus constante allait être de combattre dans les masses l'esprit militaire en leur procurant et plus d'habitudes d'aisance et de plus grandes facilités de travail. Provoquer tous les intérêts pacifiques pour les opposer aux instincts belliqueux de la nation, continuer les traditions extérieures de l'antique monarchie avec des instrumens nouveaux, accepter toutes les conditions du gouvernement représentatif quant aux personnes, mais en donnant pour contre-poids à l'inexpérience et à la mobilité de celles-ci l'action personnelle de la royauté dans la sphère de ses attributions constitutionnelles : tel fut le difficile programme que se traça le duc d'Orléans au moment même où une extrémité terrible le plaçait sur un trône érigé par deux partis à la veille d'engager l'un contre l'autre une lutte à mort.

Ces partis comprenaient en effet d'une manière diamétralement opposée le rôle du gouvernement issu de leur union fortuite. — Le droit de ce pouvoir était, pour l'un, dans une insurrection triomphante, et son œuvre était la guerre, comme son titre était la force. L'autre s'efforçait de justifier l'origine de la royauté nouvelle par une sorte de droit résultant de la violation des lois fondamentales; il lui assignait pour mission le maintien de la paix du monde et le développement régulier de la liberté constitutionnelle en Europe, et répudiant comme un non-sens et un mensonge la souveraineté numérique, il s'efforçait de lui opposer, en même temps qu'à la doctrine du droit inamissible des dynasties, un droit fondé sur l'intérêt national et proclamé par les interprètes légaux de cet intérêt même.

III.

Arrêtons-nous quelques instans sur les principaux obstacles élevés, jusqu'à la décisive intervention de Casimir Périer, sur les pas de ce gouvernement débile par le contre-coup de la révolution de juillet en Europe, et par les machinations des partis qui, durant cette période d'hésitation et de faiblesse, durent se regarder comme assurés de la victoire.

Le premier en date comme en importance fut le mouvement national de la Belgique, qui renversait par sa base la combinaison fondamentale des traités de Vienne, l'établissement d'une puissance du second ordre entre la France et l'Allemagne, garde avancée de celle-ci contre celle-là. La séparation administrative entre les deux moitiés du royaume des Pays-Bas, qui s'agitait au début de l'insurrection belge, aurait pu rester une question locale; mais sitôt que la séparation politique fut consommée, et que la déchéance de la maison d'Orange eut été prononcée à Bruxelles, l'affaire revêtit un caractère européen, et rendit inévitable l'intervention de toutes les grandes cours qui avaient concouru aux arrangemens de 1815. En prenant sous son patronage l'indépendance de la Belgique, la France allait donc rencontrer immédiatement devant elle ou les armes des grandes puissances qui avaient réglé l'état territorial du monde, ou une offre de négociation collective, alors sans issue probable, et qui semblait devoir ajourner la guerre sans la détourner. Une lutte générale ou un concert diplomatique dans lequel la France se présenterait suspecte et isolée contre des cabinets unis par les souvenirs du passé et par les appréhensions de l'avenir, le renouvellement du traité de Chaumont ou l'immixtion de la monarchie de juillet dans la politique de Laybach et de Vérone : telle était l'alternative qui semblait se présenter en novembre 1830, au moment où se formait le cabinet de M. Laffitte. Les deux chances n'étaient guère moins périlleuses, car si l'une conduisait à une lutte sanglante, l'autre paraissait devoir aboutir à une nouvelle crise révolutionnaire, tant elle contrariait l'impulsion imprimée à l'opinion publique depuis les événemens de 1830.

Le nouveau gouvernement s'était à peine décidé à prendre place dans l'alliance d'Aix-la-Chapelle pour y continuer avec les quatre grandes puissance la série des transactions collectives de l'époque antérieure, que la Pologne préludait par une nuit funeste à l'audacieuse tentative de sa régénération politique. Ce fut au moment où les bulletins de Grochow, de Waver et d'Iganie exaltaient les imaginations jusqu'au délire, que les premiers protocoles de la conférence de Londres vinrent tomber comme des montagnes de glace sur cette

bourgeoisie parisienne dont l'uniforme du garde national avait momentanément fait un peuple de soldats.

Des tempêtes soufflaient de toutes les extrémités de l'horizon contre cette humble royauté du Palais-Royal, point de mire de toutes les attaques, jouet de tous les dédains, et qui n'avait encore à son service ni une renommée éclatante, ni un seul dévouement éprouvé. La France était contrainte au même moment de refuser l'incorporation de la Belgique et de laisser périr la Pologne. Pendant que Varsovie l'appelait dans un dernier cri de désespoir, Bruxelles offrait vainement la couronne du nouveau royaume à un prince français, et sous le coup d'une irritation fort naturelle, le congrès belge faisait un choix que l'opinion prévenue réputait hostile à la France. Vers le même temps, l'Italie fermentait du pied des Alpes aux rives des deux mers, et la cour de Vienne, s'appuyant sur la réversibilité que lui réservaient les traités pour certains territoires, sur le droit plus général encore de sauvegarder ses propres possessions, se résolvait à une intervention armée qui de Parme et de Modène pouvait bientôt après la conduire à Turin : complication plus redoutable pour la paix que le différend hollando-belge lui-même, car dans les affaires italiennes le contact était direct entre la France et l'Autriche, et nulle intervention diplomatique n'était possible entre les deux cabinets qui représentaient alors dans toute leur énergie la révolution et la contre-révolution en Europe.

La guerre, ou immédiate, ou ajournée, apparaissait donc comme le dernier mot de l'obscur problème de juillet, et la dynastie d'Orléans semblait assiégée par l'Europe monarchique non moins que par la démagogie républicaine. Les pouvoirs étaient sans action et les partis pleins d'espérances; chacun s'emparait de l'avenir en daignant à peine compter avec le présent. La pairie, condamnée par la charte de 1830 à une mortelle transformation, n'avait plus qu'une existence provisoire; la chambre élective, qui, sans mandat, avait constitué un gouvernement, épuisée dans un effort que l'effroyable extrémité du moment pouvait seule justifier, n'avait plus ni force ni prestige à prêter à la royauté qu'elle avait faite. Le spirituel et bienveillant financier placé à la tête des affaires voyait avec effroi s'évanouir dans les orages la popularité facile dont il avait contracté la douce habitude. Courtisan novice et libéral émérite, il s'inspirait de la pensée politique du monarque parfois jusqu'à l'exagérer, et dans ses incurables faiblesses d'opposition il tendait la main aux hommes les plus connus pour en poursuivre une autre. Par ses contradictions et ses incertitudes, M. Laffitte était bien d'ailleurs le premier ministre naturel de ce gouvernement aux abois, pour lequel le commandant général des gardes nationales traitait à Paris avec les envoyés de

toutes les insurrections, au moment où son ambassadeur à Londres stipulait avec l'Europe le maintien des traités auxquels il avait attaché son nom. C'était pis encore dans la sphère administrative. Les préfets résistaient aux ministres, et les fonctionnaires députés menaçaient du haut de la tribune les dépositaires du pouvoir de leur retirer le concours d'une popularité dont ils voulaient bien consentir à leur faire une aumône conditionnelle. Fidèles à des habitudes invétérées, ils faisaient des proclamations en style de premiers-Paris, tantôt pour désavouer leurs supérieurs hiérarchiques, tantôt pour blâmer les résolutions législatives. Si l'on montrait quelque fermeté devant l'émeute lorsqu'elle menaçait les palais, on lui laissait le champ libre quand elle se ruait sur les temples. L'on estimait habile de détourner sur Notre-Dame l'orage qui grondait sur le Palais-Royal; il n'en coûtait point de conjurer le désordre par le sacrilége, et de faire reculer la contre-révolution en évoquant la barbarie. La funeste journée de Saint-Germain-l'Auxerrois sortit de la conspiration des susceptibilités administratives avec les calculs d'un machiavélisme de carrefour. On mesurait son langage et son attitude moins sur l'importance de ses fonctions que sur celles qu'on s'attribuait dans la lutte contre le gouvernement antérieur. Les écoles étaient aussi devenues des puissances politiques; on les flattait et l'on traitait de pair avec elles, heureux lorsque les étudians ne repoussaient pas avec dédain les remerciemens qui leur étaient votés par les chambres! Les passions qui hurlaient sur la place publique étaient moins menaçantes et moins immorales que les égoïsmes hautains par lesquels s'énervaient tous les pouvoirs. Les périls étaient partout, dans les hommes comme dans les choses; le courage, le dévouement, la résolution, ne commençaient à poindre nulle part.

Cependant la misère, inséparable compagne de toutes les révolutions, grandissait à pas de géant au milieu de l'anarchie qui semblait porter dans ses flancs la banqueroute et la guerre. Le luxe avait suspendu ses commandes, l'industrie ses travaux; les ateliers étaient vides, et pour oublier la faim assise à son foyer, l'ouvrier courait s'enivrer du tumulte de la place publique. Les éloges intéressés prodigués à son héroïsme contrastaient douloureusement avec des privations rendues plus poignantes encore par ces glorifications journalières. Sous la double inspiration de son orgueil et de ses souffrances, il se livrait à ceux qui promettaient de lui payer le prix de son sang stérilement répandu en juillet pour la patrie comme pour lui-même. Aussi les sociétés secrètes allaient-elles se grossissant d'heure en heure de ces recrues ameutées par l'espérance et par la faim; elles minaient le sol sous les pas d'un pouvoir qui n'osait ni s'asseoir ni s'affirmer, et devant cet abandon de lui-même, on pouvait calculer

avec une certitude presque entière l'instant où il s'abîmerait sous ce travail souterrain.

On était à la veille d'une crise dans laquelle allaient se concentrer tous les dangers et se coaliser toutes les colères auxquelles la chancelante monarchie de juillet n'avait opposé jusqu'alors que des flatteries et des sourires. Le procès des ministres allait devenir pour elle une épreuve solennelle et définitive. La Providence lui envoyait une occasion de donner au monde la juste mesure d'elle-même, soit qu'elle demeurât enchaînée aux passions qui hurlaient sur son berceau, soit qu'elle osât les répudier en s'exposant à périr pour la justice. Ce jour-là déciderait si la royauté des barricades n'était qu'une variété de plus des pouvoirs révolutionnaires, ou si, par une courageuse et sociale inspiration, elle transformerait son titre et s'élèverait jusqu'à l'état d'autorité régulière. Livrer ces têtes au bourreau, c'était commencer par un acte de lâcheté, suivant la formule invariable de toutes les révolutions, une carrière où les crimes s'engendreraient bientôt les uns par les autres. L'inviolabilité de la vie des ministres signataires des ordonnances était en effet, pour tout esprit droit et tout cœur honnête, la conséquence même de la violation de l'hérédité monarchique. Les agens d'une royauté déclarée irresponsable ne devaient plus rien à la justice du pays du moment où celui-ci était allé frapper au-dessus d'eux. Leur rançon était écrite dans l'exil de trois générations royales, et les atteindre en vertu d'une charte qu'on avait déchirée soi-même dans sa disposition fondamentale, c'était une de ces sanglantes parodies juridiques dont il est toujours demandé un compte redoutable aux nations.

Toutefois la ferme résolution de lier au salut des accusés le sort du pouvoir impliquait pour celui-ci des chances si terribles, qu'il se trouvait dans l'une de ces situations où l'accomplissement d'un strict devoir devient presque de l'héroïsme. Les sociétés secrètes, faisant crier le sang versé dans les trois journées, échauffaient toutes les colères au cœur de ces masses plus capables de générosité que de justice. Par une fascination dont de trop fréquens exemples se rencontrent dans son histoire, la bourgeoisie parisienne se mettait à la suite de ses adversaires implacables, et partageait le vœu cruel dont l'accomplissement aurait transformé d'une manière si funeste pour elle-même la monarchie qu'elle avait acclamée. Affamée d'ordre, la garde nationale poussait en majorité à un acte qui aurait été le prélude certain de l'anarchie, et qui eût entraîné sa propre abdication devant la démagogie alléchée par le sang. Lutter contre celle-ci sans le concours moral de la bourgeoisie armée était une entreprise qui, aux derniers jours de septembre 1830, pouvait à bon droit être estimée téméraire et d'un succès impossible.

Force resta pourtant à l'honnêteté et au droit, grâce à l'énergique initiative du prince, dont la pensée personnelle s'était peu dessinée jusqu'alors. Sitôt qu'elle se fut résolument produite, cette pensée trouva un chaleureux écho dans la chambre des députés, qui, par sa proposition sur l'abolition de la peine de mort, voulut partager une responsabilité dangereuse autant qu'honorable. Le parti républicain, dans sa portion la plus généreuse, suivit l'impulsion de son chef. Le général Lafayette, au terme de sa carrière, conquit, en répudiant la popularité, une gloire moins équivoque que celle qu'il avait acquise en poursuivant la triste idole de sa vie. A partir de ce jour, l'action personnelle du roi Louis-Philippe fut plus nettement marquée, et des serviteurs nouveaux, compromis dans sa courageuse tentative, vinrent grossir le noyau de ce parti conservateur destiné à se recruter par la lutte et à disparaître un jour dans la sécurité du succès.

Cette épreuve une fois traversée, et les premiers engagemens pris avec la conférence de Londres pour le règlement en commun des affaires belges, il était moins difficile à la royauté de chercher des instrumens plus sympathiques à ses desseins, car sa liberté grandissait dans la mesure de sa force. Elle avait dû d'abord ne décourager aucun parti ni aucun homme parmi tous ceux qui, avec des vues très diverses, avaient concouru à la transaction du 9 août soit en la provoquant, soit en se bornant à la subir. Au début, le parti démocratique avait fourni à son gouvernement un contingent tout aussi considérable que le parti bourgeois, et les noms de ses principaux chefs étaient alors un talisman plus souverain pour conjurer la multitude que ceux des hommes politiques qui envisageaient la révolution de juillet comme une déviation nécessaire, mais regrettable, aux principes et aux engagemens du gouvernement antérieur. Une fois les pouvoirs constitutionnels mis hors de page par une éclatante victoire remportée sur l'émeute, ils profitèrent sans retard de la liberté qui leur était rendue pour briser le pouvoir semi-dictatorial et semi-révolutionnaire du commandant général des gardes nationales du royaume. Une habileté remarquable fut déployée par la chambre comme par la royauté pour mettre cette mesure, dans laquelle on pouvait voir quelque ingratitude, sous le couvert d'un grand principe de liberté et de droit commun. Le général Lafayette fut destitué non par le prince, mais par la loi. M. Dupont (de l'Eure) le suivit bientôt dans sa retraite, et la monarchie reconquit l'administration de la justice en même temps qu'elle reprenait la direction de la force armée. En faisant cesser la confusion dans les personnes, on se préparait à l'attaquer dans les choses, et les hommes que la surprise d'un jour avait plutôt juxtaposés que réunis s'armèrent pour la lutte parlementaire en attendant la guerre civile. M. Laffitte avait

été le représentant naturel et presque nécessaire du gouvernement de juillet à cette première période; par ses sentimens personnels, il donnait des gages à une royauté qu'il affectait de présenter comme son ouvrage, et par ses relations il en offrait de plus sûrs encore aux hommes qui l'avaient embrassée moins comme une institution définitive que comme une machine de guerre dressée contre l'ordre politique européen. Toutefois, du moment où la monarchie de 1830 avait conquis assez de force pour engager résolûment la lutte contre les tendances contraires aux siennes, le ministère du 3 novembre devait disparaître par un double motif : il avait en effet cessé d'être utile, et il n'était plus assez fort pour s'imposer. Les acteurs changeaient avec la scène; les événemens se pressaient, et l'on passait à la seconde phase, qui, sans être encore l'ère organique de la victoire, fut celle d'une lutte acharnée engagée avec confiance et conduite avec un infatigable courage.

Les grandes situations sont fécondes, et n'avortent jamais faute d'un homme. Rétablir en France la vie près de s'éteindre, arracher la nation à un parti qui ne proclamait pas même une idée pratique, et dont la seule pensée était, au fond, de la traîner frénétique et sanglante sur tous les champs de bataille de l'Europe, une telle œuvre ne pouvait être accomplie que par un bras fort, et réclamait encore plus de résolution que d'intelligence. Ce n'était pas là sans doute l'éclatante mission dévolue à ces êtres puissans qui ouvrent devant les peuples des horizons nouveaux, et les précipitent dans leurs destinées. En mars 1831, il ne s'agissait de fonder ni l'unité française avec Suger, Philippe-Auguste ou saint Louis, ni l'unité monarchique avec Richelieu, ni l'unité civile avec Napoléon : il s'agissait, pour la France, de reprendre plus que de changer le cours de sa vie, et de faire fonctionner avec sincérité les institutions politiques auxquelles l'avait accoutumée le gouvernement précédent. Hormis la propagande et la guerre qu'elle n'osait avouer, l'opposition ne possédait pas en propre une idée; ses orateurs comme ses journaux étaient des outres dont les vents pouvaient déborder en tempête. Le parti gouvernemental n'était guère plus riche en théories originales et en nouveautés. Il laissait d'ailleurs, et ce fut son incurable infirmité, en dehors de ses préoccupations habituelles, certains intérêts moraux de l'ordre le plus élevé. Le côté religieux des questions politiques était à peine soupçonné dans ce temps-là; atteinte et glacée par le scepticisme, la pensée politique ne s'agitait que dans une sphère restreinte, mais c'était assez pour stimuler des hommes de cœur qu'une tentative du résultat de laquelle dépendait le salut de la fortune publique et des fortunes privées, la reprise des transactions commerciales et du crédit, la sécurité rendue à tous les intérêts matériels,

œuvre moins vaste que hardie, dont le couronnement était la consécration de la paix du monde après des épreuves sans exemple.

Un homme se rencontra pour prendre l'anarchie corps à corps, à la tribune et dans la rue, et pour faire remonter le courant à ce gouvernement en dérive. Inférieur à son prédécesseur par la culture de l'esprit et l'agrément du commerce habituel, il le dominait de toute la distance qui sépare les convictions viriles des velléités impuissantes — et l'ambition de la victoire de la vanité du succès. Souverainement dédaigneux des applaudissemens populaires, ce qui lui plaisait dans le pouvoir, c'était la lutte, et il mettait toutes ses passions au service de ses desseins. Dans l'implacable ardeur avec laquelle il poursuivit les ennemis de la paix publique, on sentait se mêler aux héroïques colères de l'homme d'état quelque chose de l'âpreté du banquier et des angoisses du négociant. Il fut l'homme d'une crise plutôt que d'un système politique; sa main pesa durement sur la royauté chaque fois qu'il crut y trouver un obstacle. On aurait dit qu'il mettait en état de siége tous les pouvoirs en même temps que toutes les factions. Peu préparé par sa vie antérieure aux spéculations diplomatiques, son esprit dépassait rarement la frontière; mais lorsqu'il venait à soupçonner qu'on pouvait dédaigner à l'étranger le gouvernement qu'il couvrait de son corps, il ne s'inquiétait plus de faire courir des chances à la paix, quoiqu'elle fût sa pensée la plus constante. Il entrait en Belgique en face de la Prusse, il s'emparait d'Ancône contre l'Autriche, tout prêt à fondre sur l'Europe comme sur l'émeute. Casimir Périer voulait la paix de toute l'énergie de son âme, parce que, ministre d'une monarchie, il ne se croyait pas obligé de faire les affaires de la république en engageant son pays dans des entreprises dont l'issue probable aurait été l'établissement d'une dictature démocratique et militaire; mais il avait en même temps une idée si haute du service qu'il rendait à l'Europe en imprimant un cours régulier à la révolution de juillet, qu'il croyait la France en mesure de vendre la paix plutôt que de l'acheter.

« Les principes que nous professons, disait-il en abordant la tribune après la formation du ministère du 13 mars, et hors desquels nous ne laisserons aucune autorité s'égarer, sont les principes même de notre révolution. Or ce principe, ce n'est pas l'insurrection, mais la résistance à l'agression du pouvoir. On a provoqué la France, on l'a défiée, elle s'est défendue, et sa victoire est celle du bon droit indignement outragé. Le respect de la foi jurée, le respect du bon droit, voilà donc le principe du gouvernement de juillet, voilà le principe du gouvernement qu'elle a fondé, car elle a fondé un gouvernement, et non pas inauguré l'anarchie. Elle n'a pas bouleversé l'ordre social, elle n'a touché qu'à l'ordre politique. La violence ne

doit être ni au dedans ni au dehors le caractère de ce gouvernement. Au dedans tout appel à la force, au dehors toute provocation à l'insurrection populaire est une violation de son principe. Voilà la règle de notre politique intérieure et de notre politique étrangère. A l'intérieur, notre devoir est simple : nous n'avons point de grande expérience constitutionnelle à tenter; nos institutions ont été réglées par la charte de 1830. Nous imposerons aux autorités qui nous secondent l'unité que nous avons voulue pour nous-mêmes. L'accord doit régner dans toutes les parties de l'administration; le gouvernement doit être obéi et servi dans le sens de ses desseins. »

Ce programme donnait enfin au gouvernement de 1830 ce qui lui avait manqué jusqu'alors, un sens précis et nettement déterminé. Au dedans, il arrêtait la longue anarchie des prétentions administratives et circonscrivait l'action du pouvoir dans la lettre de la constitution; au dehors, il proclamait sans arrière-pensée l'acceptation de tous les traités qui régissaient, depuis 1815, l'état territorial de l'Europe. Cette politique avait, sans nul doute, des côtés très faibles et des lacunes considérables. Elle restait trop systématiquement en dehors de toutes les idées morales par lesquelles vivent les nations et de toutes les aspirations généreuses par lesquelles elles grandissent, pour être en mesure de compter sur un long et brillant avenir. Cependant, au lendemain du sac du 13 février, entre l'insurrection de Varsovie et celle de la Romagne, une revendication aussi nette du principe d'autorité devenait pour la France et pour le monde un gage précieux et presque inespéré de sécurité. En prononçant ces paroles, le premier ministre de la monarchie nouvelle la remettait en communion avec tous les gouvernemens européens; elle passait officiellement de l'état révolutionnaire à l'état régulier, et le fait enfantait le droit.

La pensée politique du 13 mars, continuée par le ministère du 11 octobre, fut appliquée dans sa modération intelligente avec une vigueur qui permit à la France de se montrer aussi résolue dans la paix qu'elle aurait pu l'être dans la guerre. Un rapide aperçu suffira pour le constater aux yeux de tous les hommes sincères, aujourd'hui que les passions ameutées font silence.

IV.

Des trois questions qui ébranlaient si profondément l'Europe lorsque Casimir Périer prit les affaires, celle de Pologne, encore que la plus douloureuse, était au fond celle qui pouvait provoquer le moins d'hésitation. Par la violence imprimée à sa révolution, la Pologne semblait avoir elle-même renoncé à provoquer le concours

régulier des cabinets. Si, en prodiguant son noble sang, elle avait su limiter ses espérances dans la sphère des choses possibles, si, échappant, comme le voulaient ses plus illustres citoyens, à la pression des sociétés secrètes, elle eût réclamé la sérieuse exécution des dispositions diplomatiques par lesquelles le bénéfice d'un gouvernement national et distinct lui était garanti, la France, qui subissait les traités de Vienne dans leurs stipulations les plus onéreuses, n'aurait pu se refuser à en réclamer l'accomplissement littéral. Sous le coup des premiers succès de la Pologne, une telle négociation aurait été d'autant moins impossible, que l'Angleterre aurait puisé le même droit dans les traités, et que cette puissance eût été stimulée dans ses réclamations contre la Russie par une rivalité plus vive encore que la nôtre. Les sympathies universelles de l'Allemagne, très prononcées, après 1830, en faveur de la Pologne, auraient d'ailleurs servi d'une manière très efficace en ce moment la sainte cause du bon droit et du malheur. L'insurrection polonaise, dans les limites où voulait la maintenir Chlopicki et où la diète elle-même paraissait d'abord désirer la circonscrire, était en mesure de susciter dans l'opinion européenne un mouvement assez puissant pour devenir irrésistible. En isolant, dans cette question, la Russie de la Prusse et de l'Autriche et en ménageant surtout l'honneur dynastique de la famille impériale, ce pays était alors en mesure d'imposer le patronage de sa révolution aux deux grands gouvernemens constitutionnels avec plus d'autorité et probablement avec moins de périls que la Belgique elle-même; mais, après la déchéance de la maison de Romanoff, accordée aux clameurs de la démagogie beaucoup plus qu'à l'intérêt national, aucune intervention régulière n'était désormais possible : il fallait s'engager dans une lutte à mort contre le système européen tout entier, et, pour donner une chance incertaine à la Pologne, courir le risque certain de transformer la monarchie constitutionnelle de 1830 en une démocratie militaire. Cette monarchie devait vouloir la paix, par l'excellente raison que tous ses ennemis voulaient la guerre. Pour peu qu'on étudie en effet les griefs accumulés par l'école républicaine contre le gouvernement de 1830, on verra qu'ils se réduisent presque toujours à reprocher à ce gouvernement de n'avoir point fait ce que cette école aurait estimé très profitable pour elle-même (1).

La question italienne, mille fois plus délicate, devait être résolue par des considérations plus complexes. Les traités de Vienne avaient fondé l'état politique de la péninsule sur une sorte d'équilibre d'in-

(1) Voyez l'*Histoire de dix ans*, par M. Louis Blanc, et l'*Histoire de huit ans*, par M. Élias Regnault.

fluence entre la maison d'Autriche et la maison de Bourbon. Au royaume lombard-vénitien se trouvait opposé celui des Deux-Siciles, et une branche de la maison de France était placée à Lucques, avec future succession à Parme, pour contrebalancer quelque peu l'action des branches impériales régnant à Florence et à Modène. Sans être de tout point satisfaisant, cet état de choses ne créait aucun péril sérieux pour les intérêts français au-delà des Alpes, à la condition toutefois que le cabinet de Paris maintînt dans une entière et constante indépendance les deux grands gouvernemens indigènes de la péninsule. Si l'influence autrichienne dominait à Rome, les premiers intérêts moraux de la France seraient menacés; si elle dominait à Turin, la sécurité de nos frontières serait compromise.

La branche cadette de la maison de Bourbon avait sur ce point les mêmes devoirs et les mêmes moyens d'action que la branche aînée, et quelles que fussent les complications révolutionnaires en Italie, la monarchie de 1830 ne pouvait permettre à l'Autriche d'étendre et de fortifier des positions déjà si nombreuses dans l'Italie centrale, et surtout de s'établir dans le nord de la péninsule, sans manquer à l'un de ses premiers devoirs envers la France. La bourgeoisie peut bien n'avoir ni le génie de la guerre, ni le goût des conquêtes : c'est là une disposition d'esprit dont le siècle présent se montre fort empressé à l'absoudre; mais si, durant sa présence au pouvoir, elle avait laissé déchoir la France de sa situation antérieure, elle aurait signé par ce seul fait l'irrémédiable arrêt de sa propre déchéance. S'il est licite à une génération de ne rien ajouter à l'œuvre des ancêtres, elle ne saurait, sous peine de forfaiture, consentir sans résistance à son amoindrissement. L'attitude de la monarchie de 1830 dans les affaires de l'Italie ne provoqua point ce reproche : cette attitude ne manqua ni de fermeté ni de clairvoyance, et les événemens ne tardèrent pas à le constater. Au lendemain de la révolution de juillet, le gouvernement français avait proclamé le principe de non-intervention, doctrine absolue, incapable de résister à l'épreuve des événemens, et qui, prise au pied de la lettre, aurait été pour la France une source d'embarras non moins sérieux que pour l'Europe. Si ce principe faisait en effet nos affaires en Italie, il ne les aurait faites ni en Espagne, ni en Belgique. En empêchant les Autrichiens d'intervenir à Modène au printemps de 1831, il nous aurait interdit d'intervenir nous-mêmes, six mois plus tard, à Bruxelles, pour protéger les Belges contre la victorieuse invasion des Hollandais. Chaque souveraineté est sans doute parfaitement indépendante en droit public, comme en droit privé chaque domicile est sacré. On ne saurait cependant refuser absolument aux citoyens le droit de pénétrer chez leurs voisins en cas d'incendie, lorsqu'il est évident que les flammes

sont sur le point d'atteindre et de dévorer leurs propres demeures; si l'on intervient en une telle extrémité, ce n'est aucunement pour préjudicier à autrui, mais pour se défendre soi-même contre un préjudice certain. La faculté éventuelle d'intervention n'est donc pas contestable en fait, lorsqu'il y a péril imminent pour l'état qui intervient; mais elle demeure subordonnée à la double condition qu'elle ne deviendra pas pour un tiers une cause de préjudice semblable à celui qu'on veut éviter pour soi-même, et qu'elle ne se prolongera jamais au-delà du terme strictement nécessaire. Ces principes furent appliqués par M. Laffitte, lorsque, modifiant avec sagacité ce que la doctrine de non-intervention offrait de trop absolu, il divisa l'Italie par zones politiques, en déclarant nettement que la guerre deviendrait ou possible, ou probable, ou certaine, selon que l'action armée de l'Autriche s'exercerait ou dans les duchés, ou dans les légations, ou dans les états sardes. Il répugne en effet au bon sens de mettre sur la même ligne l'occupation momentanée de quelques points du territoire romain et l'établissement d'une armée autrichienne à Turin, poussant des avant-postes jusqu'à Chambéry. La France pouvait, sous des garanties formelles, tolérer pour quelques mois en Romagne ce qu'elle n'eût pu admettre un seul jour pour le Piémont sans un danger véritable et sans une profonde atteinte à son honneur. L'indépendance absolue de l'état piémontais est en effet la base de toute politique française en Italie, et nous sommes en mesure de constater que la dernière monarchie, au moment même où elle s'engageait le plus étroitement avec les cours continentales, ne laissa fléchir ce principe dans aucune circonstance, ni devant aucune insinuation (1).

L'insurrection de 1831 amena l'occupation successive de Modène, de Parme, de Bologne et d'Ancône. Au mois de mars, les Autrichiens passèrent le Pô pour arrêter un mouvement qui, laissé à lui-même, aurait en quelques semaines enlevé à la cour de Vienne son dernier coin de terre en Italie; mais à cette occupation que justifiait l'imminence du péril correspondirent des assurances simultanées d'une prompte évacuation. Le 17 juillet de la même année, les troupes autrichiennes quittaient en effet les états du pape, conformément aux engagemens pris avec la France. Si une seconde insurrection les ramena quelques mois plus tard à Bologne, aux instantes prières du gouvernement pontifical, personne ne peut avoir oublié que cette interven-

(1) Voyez spécialement, dans les remarquables études de M. le comte d'Haussonville, publiées ici même, sur la *Politique extérieure de la monarchie de* 1830, les dépêches de M. le duc de Broglie, ministre des affaires étrangères, du 6 novembre et 7 décembre 1833, et celle de M. le comte de Saint-Aulaire, ambassadeur à Vienne, en date du 20 novembre. (Livraisons du 1er mai 1849 et du 15 février 1850.)

tion nouvelle provoqua l'audacieuse occupation d'Ancône par une division française. Entrer de nuit dans une place de guerre en en brisant les portes à coups de hache, c'était faire une diplomatie dont les moindres défauts étaient à coup sûr la complaisance et la faiblesse. Durant sept ans, la France, maîtresse de la plus redoutable position de l'Italie, contint et troubla profondément l'Autriche. Avant que le drapeau tricolore cessât de flotter sur les rives de l'Adriatique, les Autrichiens avaient évacué tous les points qu'ils occupaient en dehors de leur propre territoire, et la France, ainsi mise en demeure, était contrainte ou de se retirer elle-même ou de déchirer les traités. Avec quelque sévérité qu'ait été appréciée l'évacuation d'Ancône, opérée en 1838 par le ministère du 15 avril, il est impossible de méconnaître qu'elle ne fût la conséquence absolue de conventions formelles dont le cabinet de Vienne ne réclama l'accomplissement qu'après une complète et préalable exécution des engagemens pris par lui-même. Refuser de retirer les troupes françaises du cœur de l'Italie au mépris d'une stipulation écrite, afin de s'y réserver une grande position militaire et une puissante action politique, c'était substituer à la politique des traités celle des convenances, et détruire par sa base l'œuvre du 13 mars, dont tous les cabinets conservateurs acceptaient l'héritage; c'était faire ce que n'a pas depuis tenté la république, et le demander à une monarchie pacifique, c'était réclamer des ministres de 1830 ce qu'on n'a point exigé des ministres de 1848. Le cabinet du 15 avril n'était pas plus obligé que le gouvernement provisoire de servir la révolution italienne.

En appréciant d'ailleurs les actes par leurs résultats, comment méconnaître les heureux effets de la politique suivie en Italie pendant le cours des dix-huit années? Si Grégoire XVI ne réalisa qu'incomplétement, par ses édits du 5 octobre et du 8 novembre 1831, les réformes que lui conseilla la France dans un document solennel, il était écrit que toutes ces réformes seraient bientôt accomplies et dépassées, comme pour déplacer tous les torts, en les transportant du souverain aux sujets. Les généreux essais du successur de Grégoire sortirent d'une inspiration toute française. Pie IX valait pour nous deux cent mille hommes au-delà des Alpes, et son avénement consomma pour la France la conquête morale de l'Italie. Au moment où tomba la monarchie de 1830, elle voyait des institutions calquées sur les siennes établies à Turin, à Florence, à Naples, et prêtes à s'essayer là même où elles étaient d'une application impossible; l'Autriche était traquée sur tous les points de la péninsule, et la fortune de la France semblait lui préparer entre l'ordre ancien et l'ordre nouveau, entre les institutions décrépites et les périls révolutionnaires, un rôle de salutaire et suprême médiation. Les populations italiennes

l'imploraient contre les soldats du maréchal Radetzky, les cabinets contre les trames de lord Minto. La paix avait fait dépasser à la France les plus brillantes perspectives de la guerre, et sa pensée politique avait vaincu sans combat.

Dans la principale négociation entamée et si longtemps suivie par la France pour la conduite des affaires belges, le gouvernement de 1830 peut, avec une confiance égale, défier la controverse et arguer des résultats. La France de juillet, profitant de la révolution consommée à Bruxelles, avait déclaré qu'elle couvrirait la nationalité belge, et que, si elle renonçait à une extension de son propre territoire, elle ne permettrait à aucun prix le rétablissement de l'ancien royaume des Pays-Bas, élevé contre nous au jour de nos désastres. C'était imposer à l'Europe, sous la menace de la guerre, l'exclusion d'une dynastie encore désirée même en Belgique par un parti fort nombreux, et qui tenait par les liens les plus intimes aux trois maisons de Prusse, de Russie et d'Angleterre; c'était exiger de plus, aux lieu et place de la barrière élevée avec tant d'art par les négociateurs de 1815, l'érection d'un état faible, satellite obligé de la France, parlant sa langue, vivant de sa foi, s'inspirant de sa pensée, régi par les mêmes institutions, et manifestement appelé, en cas de collision européenne, à lui remettre les clefs des places formidables construites contre elle-même.

De tels avantages égalaient ceux qu'en d'autres temps on aurait pu se promettre d'une guerre heureuse. Ont-ils donc perdu leur prix parce qu'ils ont été conquis et sanctionnés par la paix? La Belgique, liée à la France par une jeune dynastie qu'une sainte princesse avait faite française, n'a-t-elle pas gravité durant dix-huit ans dans notre sphère politique? N'était-elle pas, au nord, l'avant-garde du système constitutionnel dont la France était l'âme, et sa neutralité sympathique n'était-elle pas pour les éventualités de l'avenir le gage de la sécurité de nos propres frontières? Enfin ne s'était-elle pas liée à nous par deux conventions commerciales dont il est juste de reconnaître que la France a plus profité qu'elle-même? Si jamais combinaison politique était en voie de répondre pour l'avenir aux espérances conçues, c'était assurément l'érection de cette libre et sage monarchie qui survit à celle qui l'enfanta, comme un honorable et consolant souvenir. Que si des résultats politiques amenés par cette combinaison elle-même on passe aux détails des longues négociations dont elle sortit, il faudra bien reconnaître que l'intérêt de la Belgique triompha de celui de la Hollande dans la plupart des transactions qui s'échelonnent durant une période de six années, depuis les *bases de séparation* et le traité du 15 novembre 1831 jusqu'à l'acte définitif signé, le 19 avril 1839, entre les plénipotentiaires belges et néerlan-

dais. Ceci a pu être méconnu dans l'ardeur et l'iniquité des luttes parlementaires, mais la vérité demeure acquise à l'histoire. Les Belges se sont plaints beaucoup, c'était peut-être leur droit; nos tribuns leur ont toujours donné raison, c'était certainement leur métier; mais, en dernière analyse, sur quelles bases s'est opérée la dissolution de cette communauté, qui soulevait tant de problèmes? Quel a été le résultat définitif de l'intérêt si chaleureux témoigné à la maison de Nassau par les principales dynasties de l'Europe? La Hollande, à laquelle les anciennes provinces autrichiennes des Pays-Bas avaient été attribuées en 1814, en échange de ses plus florissantes colonies, a perdu la totalité de ce riche territoire, et, relativement à l'état territorial existant en 1790, elle n'a reçu que quelques accroissemens sans importance dans le Limbourg. La Belgique a conservé la majeure partie du Luxembourg, province de la confédération germanique attribuée en 1815 à la maison de Nassau à titre de souveraineté particulière, en échange des quatre principautés nassauviennes cédées à la Prusse. Elle a obtenu de plus l'ancienne principauté ecclésiastique de Liége, à laquelle elle n'avait aucun droit, en partant de l'état antérieur à la révolution française. Enfin, pour prix de l'acquittement d'une portion de la dette hollandaise, la Belgique a reçu, sur le territoire et sur les eaux intérieures de la Hollande et dans ses colonies, des droits destinés à maintenir à son profit une grande partie des avantages attachés pour elle à l'établissement de l'ancien royaume des Pays-Bas.

A qui donc est demeuré le succès dans le cours de ces laborieuses négociations, interrompues par l'invasion hollandaise et l'anéantissement de presque toutes les forces militaires de la Belgique? Quoique ce pays, brusquement surpris par l'ennemi, n'ait dû son salut qu'à l'entrée d'une armée française, décidée et accomplie en vingt-quatre heures; quoique depuis cette funeste journée il ait vécu sous les perpétuelles menaces de la Hollande et par la protection de nos baïonnettes, a-t-il, dans la conférence de Londres, vu disparaître ses avantages dans la proportion de ses échecs? Que l'on compare les *bases de séparation* des 20 et 27 janvier 1831 acceptées sans observations par M. Laffitte et le traité du 15 novembre 1831 négocié sous l'administration de M. Casimir Périer, et l'on verra tout ce que la Belgique avait gagné, malgré les malheurs de ses armes et les imprudences de sa tribune, par le persistant patronage du pouvoir énergique et réparateur qui rassurait l'Europe depuis la date du 13 mars. Accuser de timidité le gouvernement qui, au mois d'août 1831, lançait une armée en Belgique sans consulter ses alliés, et qui la renvoyait l'année suivante pour opérer le siége d'Anvers; accuser d'impuissance le cabinet qui assura à la Belgique une situation assez favo-

rable pour que la Hollande persistât sept années à refuser d'accéder aux vingt-quatre articles, et pour qu'elle ne s'y décidât en 1838 que sous le coup d'une ruine imminente, — c'est assurément faire preuve, ou de beaucoup de mauvaise foi, ou de beaucoup d'ignorance. Et, lorsqu'on songe à la carrière diplomatique que la Providence gardait aux hommes desquels émanaient alors ces reproches, on céderait vraiment à la tentation de les écraser sous ce contraste, si la pensée de leurs malheurs ne devait les protéger contre le souvenir de leurs injustices.

La résolution au service d'une pensée pacifique et l'audace dans la modération, tel fut le caractère constant de la politique d'un ministre qui, sans avoir ni l'instinct ni la mission des grandes choses, eut du moins l'inappréciable fortune de préserver son pays de grandes calamités. La même inspiration qui jetait une armée française en Belgique pour y prévenir un incendie européen, et qui plaçait le drapeau de la France à Ancône pour contenir l'Autriche sans l'attaquer, amenait sa flotte à forcer à coups de canon la barre du Tage. En Portugal, comme en Italie, la France imposait l'observation du droit des gens et des traités, sans dépasser même contre dom Miguel, malgré les incitations violentes de l'opposition, la mesure commandée par le respect des nationalités étrangères et des gouvernemens indépendans.

Mais c'était surtout dans l'administration intérieure que cette politique se déployait avec une fière rudesse. Toujours renfermé dans la légalité constitutionnelle, sachant demander néanmoins à la répression et à la loi tout ce qu'elles pouvaient donner, Casimir Périer renvoyait enfin aux perturbateurs du repos public la terreur qu'ils avaient si longtemps inspirée à la France. A Lyon, il mitraillait l'émeute qu'avait laissée grandir la complaisance d'une administration inspirée par l'esprit du cabinet précédent; à Paris, il jetait résolument sa démission à la chambre qui, dans la nomination de son bureau, avait paru hésiter entre lui et M. Laffitte; puis, sur l'annonce de l'entrée du prince d'Orange en Belgique, il reprenait spontanément son portefeuille, et conquérait, par ce double témoignage de désintéressement et d'énergie, une indestructible majorité. C'était là le gouvernement représentatif dans sa vérité et dans sa grandeur, tel que les deux Pitt l'ont montré à l'Angleterre, et tel qu'il nous est donné de l'y revoir encore lorsqu'un péril public y surexcite le sentiment national. Casimir Périer conquit l'opinion à sa pensée politique comme il avait reconquis le territoire à l'ordre et à la loi : il ne prit des armes que dans la constitution, mais il n'hésita pas à en faire un usage parfois terrible, ne redoutant point les haines et paraissant quelquefois les rechercher. S'il mourut à la peine, il mourut vainqueur, mépri-

sant dans le cours de sa lente agonie les clameurs d'une tribune qu'il avait su dompter moins par sa parole que par ses actes, quoique les niais y vinssent opiniâtrément faire la courte échelle aux factieux. Aux violences de la presse et aux prédications incendiaires, il opposa la loi sur les crieurs publics et l'action des tribunaux; aux déclamations parlementaires, il opposa de grossières et perpétuelles contradictions entre les discours et la conduite; il montra l'opposition condamnée par le sentiment public à professer le respect de la paix, lorsqu'elle réclamait chaque jour des mesures dont la guerre était la manifeste conséquence, et son brusque bon sens plaça des adversaires plus habiles, mais moins convaincus que lui-même, dans l'alternative de nier le but auquel ils tendaient pour ne pas alarmer le pays, ou de le confesser audacieusement avec la certitude de provoquer contre eux une réaction universelle.

Lorsqu'au mois de mai 1832, Casimir Périer mourut épuisé de colère et de lutte, la monarchie de la branche cadette était fondée, et la bourgeoisie française avait enfin pris possession incontestée de cette puissance publique à laquelle elle aspirait avec une ardeur si impatiente depuis la première assemblée des notables. Tenant l'ancienne aristocratie pour anéantie et la démocratie pour impuissante, en pleine jouissance des formes politiques proclamées par elle comme les meilleures, la bourgeoisie n'allait plus avoir à combattre que contre elle-même, car l'opposition parlementaire représentait en réalité les mêmes intérêts sociaux que ceux de l'opinion dominante, et il n'y avait guère de différence entre l'éducation du parti conservateur et celle du parti qui aspirait alors à la dénomination de progressiste. Ici s'ouvrait donc une phase toute nouvelle dans l'existence politique de cette classe puissante et nombreuse. La bourgeoisie allait exercer le pouvoir avec les habitudes d'esprit que le scepticisme philosophique avait imprimées à la génération antérieure, et que l'ère révolutionnaire avait renforcées pour la génération présente; elle allait tenter l'établissement d'un gouvernement libre sans croyances religieuses, sans traditions domestiques, sans indépendance personnelle, et aborder la vie publique sous l'influence des vanités jalouses qui, chez ses chefs même les plus illustres, s'élevaient rarement jusqu'à la hauteur de l'ambition. A défaut d'ennemis, elle allait rencontrer devant elle ses propres faiblesses, épreuve nouvelle dont nous aurons à retracer les phases diverses et les périlleuses difficultés.

LOUIS DE CARNÉ.

UN ROMAN PROTESTANT

ET

UN ROMAN CATHOLIQUE

EN ANGLETERRE.

Villette, by Currer Bell.[1] — *Lady-Bird*, by lady Georgiana Fullerton.[2]

Un critique anglais d'un goût très délicat, sir James Mackintosh, observait, il y a longtemps, qu'une des influences les plus intéressantes du roman a été d'ouvrir au génie des femmes une sphère élevée dans la littérature. Comme les romans sont lus surtout par les femmes, il paraît d'abord fort juste qu'elles fassent un peu, pour leur part, les frais de ce genre d'amusement. D'ailleurs les femmes sentent beaucoup, ou observent beaucoup : nous sommes les prétextes de leurs passions, ou nous leur donnons la comédie; or la sensibilité et l'observation sont les deux principales qualités du romancier. Enfin les femmes qui ont de l'esprit s'ennuient immensément. L'ennui est un des grands moteurs des actions humaines; l'ennui fait souvent les héros. Mais que peuvent faire les femmes qui ont de l'esprit, qui ont connu la passion, qui ont observé et qui s'ennuient?

Et que faire en un gîte à moins que l'on ne songe?

Écrire un roman est une assez agréable songerie. Il n'est donc point surprenant de voir aujourd'hui les femmes s'emparer du ro-

(1) 3 vol. London, Smith, Elder et Cº, 65, Cornhill.
(2) 2 vol. in-18, Paris, Reinwald, rue des Saints-Pères, 15.

man, et y régner en plus grand nombre au moins, sinon avec plus d'éclat, qu'aux jours de Mlle Scudéry et de Mme de La Fayette.

Voici, par exemple, deux œuvres remarquables qui viennent de paraître en même temps à Londres, *Villette* et *Lady-Bird*. Elles ont pour auteurs deux femmes qui se sont placées depuis plusieurs années au premier rang parmi celles qui écrivent des romans : l'une, la mère de *Villette*, se cache sous le pseudonyme de Currer Bell; est-il trop indiscret de l'appeler une fois en public par son nom, miss Bronty? L'autre, lady Georgiana Fullerton, fille du comte Granville, qui a occupé si longtemps à Paris l'ambassade d'Angleterre, était bien connue de la société en France avant d'avoir attaché à son nom la célébrité littéraire. Currer Bell est l'auteur de *Jane Eyre* et de *Shirley*, dont nous avons rendu compte ici même; les œuvres antérieures de lady Fullerton sont *Ellen Middleton* et *Grantley Manor*, qui ont été traduits en français. Ces deux romans, *Villette*, *Lady-Bird*, sont donc chacun le troisième ouvrage de dames dont les productions méritent d'éveiller la curiosité; c'est là tout ce qu'ils ont de commun.

Il ne saurait y avoir en effet de plus complet et de plus piquant contraste que celui que présentent *Villette* et *Lady-Bird*, le talent de Currer Bell et le talent de lady Fullerton. Le contraste est partout, dans le fonds et les situations des deux romans, dans la manière, le style, l'esprit et les tendances des deux écrivains. Currer Bell affecte de placer ses romans dans la vie bourgeoise, elle recherche les réalités arides et grises de la vie, elle retrace les accidens des existences mal loties, médiocres, laborieuses; c'est un romancier des classes moyennes. Sans y mettre de prétention, lady Fullerton prend ses héros et promène ses aventures dans les régions élevées et brillantes de la société; elle reste, malgré le but religieux qu'elle poursuit, un romancier de *high life*. La manière de Currer Bell est âpre, tourmentée, un peu sauvage; l'auteur de *Villette* est minutieux dans les détails, quoique brusque et fantasque dans la façon dont il les groupe; son récit est haché, les scènes de son drame sont disposées avec une habileté qui se déguise sous le dédain du lieu commun et du convenu, et par l'art des combinaisons, des contrastes, il sait répandre sur les accidens les plus vulgaires de la vie réelle une couleur étrange et romanesque. Lady Fullerton n'a aucune de ces singularités préméditées, aucun de ces parti-pris; elle ne court pas après des effets nouveaux; elle se laisse aller sans effort au courant d'une imagination facile et gracieuse, échauffée d'une sensibilité expansive. Currer Bell a la phrase brisée, capricieuse; sa langue, suivant le mot anglais, est plus *idiomatique*, c'est-à-dire plus saxonne par les mots et les tournures. Lady Fullerton a la période unie, har-

monieuse et coulante; sa langue et sa phrase se rapprochent davantage du génie français. La différence est plus saisissante encore dans la nature et les tendances morales de ces deux femmes distinguées. Currer Bell a un mélange d'ardeur contenue et d'ironie, une sorte de force virile; les luttes où elle se plaît sont celles où l'individu abandonné à lui-même, seul, n'a pour se défendre que son énergie intime; elle ne raconte que les combats de la volonté et les victoires de la liberté; elle prêche avec un orgueil de Titan la force morale de l'âme humaine; il y a dans ses livres la vigueur et l'originalité, jamais les larmes; elle étonne, elle intéresse, mais elle n'attendrit pas; elle est protestante jusqu'à la dernière fibre du cœur. Lady Fullerton est au contraire une âme féminine; elle est de celles qui ont été transpercées par le glaive des tendresses religieuses, *cujus animam gementem pertransivit gladius*. Elle connaît, on le voit bien au charme avec lequel elle sait les peindre, les curiosités fiévreuses de la jeunesse et de la beauté qui aspirent en un seul désir tous les enchantemens de la vie, et ces novices ambitions de l'âme qui croit pouvoir conquérir ici-bas le bonheur; mais elle ne raconte que les catastrophes tragiques de la présomption humaine : elle humilie et attendrit l'orgueil, la volonté et la liberté de l'homme sous la main de Dieu, pour relever l'homme par la religion; les héros superbes de ses romans, elle les brise par le malheur, elle les transforme par l'aveu de leur erreur et le repentir; elle est, sans affectation et sans bigoterie, toute pénétrée de la grâce du prosélytisme catholique.

On va suivre ce contraste dans l'analyse des deux romans. Je commence par *Villette* et par Currer Bell.

I.

On est dans une petite ville d'Angleterre. L'héroïne de *Villette*, Lucy Snowe, est venue passer quelques mois chez sa marraine, Mme Bretton. Lucy Snowe est une jeune fille silencieuse, qui couve en dedans ses impressions. Elle aime la calme maison de sa marraine : vastes et paisibles appartemens, meubles bien en ordre et bien tenus, grandes fenêtres aux vitres claires et luisantes, un balcon qui s'ouvre sur une belle rue antique, sans bruits, et dont le pavé a ce lustre particulier de propreté qui fait qu'à voir les rues des petites villes, on croirait qu'il y règne un perpétuel dimanche. Mme Bretton est une veuve aisée, une matrone toujours bonne et encore fraîche et belle; son fils unique, Graham Bretton, est un grand, robuste et jovial garçon qui est en train de terminer ses études. Lucy Snowe vient deux fois par an chez sa marraine, et c'est pour elle un temps

de fête, quoiqu'il soit visible à sa modeste réserve qu'elle se sent là dans un milieu plus élevé que sa condition ordinaire. Ce tranquille intérieur reçoit un beau jour une nouvelle hôtesse. Un M. Home, qui a récemment perdu sa femme, une femme dissipée, folle de plaisirs, et qui va partir pour un voyage, vient confier sa petite fille à son amie, Mme Bretton. Curieux et intéressant petit être, cette enfant!

— Comment vous appelle-t-on?

— Missy.

— Mais vous avez un autre nom?

— Papa m'appelle Polly.

Polly est une petite enfant jolie, délicate, frêle, une miniature. Elle a un sérieux d'intelligence et de manières et une précocité de sentiment qui amusent et qui touchent. C'est une charmante poupée sentimentale, avec des airs de petite femme. Elle aime passionnément son père, et l'on croit qu'elle ne se consolera jamais de son départ; mais peu à peu elle reporte sur John Graham le trésor d'affection et de sensibilité qui échauffe son petit cœur. Elle sert de joujou à l'écolier rieur, qui la lutine et qui la caresse. Graham l'enlève comme une plume, la fait pirouetter ou la balance au-dessus de sa tête; Graham lui prête ses livres illustrés et lui fait réciter des vers; Graham la fait monter sur son poney. Polly a mille gentilles sollicitudes pour Graham, auxquelles souvent l'insouciant garçon ne prend pas garde; alors Polly est malheureuse, et, quand Graham travaille le soir au salon, elle se blottit à ses pieds comme un épagneul, épiant un regard sans l'obtenir. Enfin, lorsque M. Home vient enlever sa fille pour la conduire sur le continent, la douleur de Polly, plus contenue, n'est pas moins vive au fond que lorsqu'on l'a amenée dans cette maison, qui n'est plus pour elle étrangère. Lucy Snowe a vu et compris seule peut-être ces scènes de sentimentalité enfantine. Elle n'y joue d'autre rôle que de consoler cette singulière et gracieuse Polly; mais ces souvenirs restent dans sa mémoire comme les plus frais tableaux de son enfance, et c'est par-là qu'elle commence son récit, car *Villette*, comme la *Jane Eyre* du même auteur, est une autobiographie.

Huit années après, Lucy Snowe entre dans les épreuves de la vie. Par un accident qu'elle n'explique pas, elle se trouve réduite à se suffire à elle-même. Elle est seule depuis longtemps; des circonstances indépendantes de sa volonté ont interrompu ses relations avec Mme Bretton. Elle a d'ailleurs entendu dire que Mme Bretton et son fils, qui a pris une profession libérale, ont quitté leur petite ville pour Londres. Dans sa pénurie, Lucy Snowe est forcée d'accepter une place de demoiselle de compagnie ou plutôt de garde-malade auprès d'une riche vieille fille. C'est une triste existence que mène

là Lucy, attelée à la vieille demoiselle souffrante et maniaque. Une nuit, la malade sembla comprendre ce qu'il y avait de cruel et de misérable dans la vie de la jeune fille qu'elle faisait esclave de ses maux : elle en eut comme un repentir et promit à Lucy d'assurer son avenir; mais le lendemain la malade fut trouvée morte dans son lit. Lucy resta sans place, et pour toutes ressources avec quinze guinées, montant de ses économies. Sans parens, sans amis, que faire? Lucy a d'abord l'idée d'aller chercher fortune à Londres. Arrivée dans la grande ville, étourdie du mouvement et du bruit de la Cité, où elle est descendue, une pensée plus audacieuse lui traverse l'esprit. Elle a entendu dire que, sur le continent, les familles riches prennent des bonnes anglaises pour apprendre l'anglais à leurs enfans; Lucy ne sait que sa langue; n'importe, elle arrête sa place sur un paquebot et se jette dans l'inconnu, confiant sa vie au hasard. Il y a du sang de Robinson Crusoé chez tous les Anglais.

Où va Lucy Snowe? à Bouemarine : c'est le nom que Currer Bell donne à Ostende. Elle appelle la Belgique Labassecour, les Belges Labassecouriens, et Bruxelles Villette, genre de plaisanterie d'un goût très contestable, mais accepté en Angleterre. Il faudrait passer sur la traversée de Lucy et sur les premiers incidens de son arrivée, si elle ne faisait sur le paquebot une rencontre qui se lie à la suite du roman. C'est une jeune fille qui voyage seule, comme Lucy, Mlle Ginevra Fanshawe, jolie étourdie de dix-sept ans, type assez vrai. Parmi les jeunes Anglaises qui courent le continent, il y a beaucoup de ces Ginevras. Les jeunes Anglaises de moyenne condition qui viennent vivre parmi nous font parfois un singulier mélange de la liberté que les mœurs accordent aux jeunes filles en Angleterre et des amusemens qu'offre le continent; Ginevra en est un exemple. Elle appartient à une famille qui, sans fortune, mène grand train à Londres, et qui cherche à bien marier ses filles sans les doter. Un oncle, homme du monde, M. de Bassompierre, s'est chargé de pourvoir à l'éducation de Ginevra. La jeune évaporée a été déjà dans je ne sais combien de maisons d'éducation étrangères. Elle a tour à tour passé par la France, l'Allemagne, la Belgique. « Avec tout cela, je ne sais rien, dit-elle à Lucy Snowe avec sa légèreté ingénue, rien au monde : je joue du piano et je danse bien, voilà tout; ah! je parle l'allemand et le français, mais j'écris si mal l'anglais! Par-dessus le marché, j'ai oublié ma religion. On m'appelle protestante, vous savez, mais je ne suis pas sûre de l'être. Je ne sais pas bien quelle est la différence entre le catholicisme et le protestantisme; mais je m'en moque. J'étais luthérienne à Bonn, — la chère ville, la charmante ville! — où il y a tant de beaux étudians. Toutes les jolies filles dans notre pensionnat avaient leurs admira-

teurs. Ils savaient les heures où nous sortions, et à la promenade, quand ils passaient près de nous : *Schönes Mädchen,* disaient-ils. J'étais excessivement heureuse à Bonn! » Ginevra retourne, moitié plaisantant et moitié maugréant, dans son nouveau pensionnat à Villette. « Le pensionnat est affreux, dit-elle; mais il y a quelques familles anglaises distinguées à Villette, et je sors tous les dimanches. J'envoie les maîtresses et les professeurs *au diable* (vous savez, ça ne se dit pas en anglais; mais en français ça fait très bien). » Elle ne rêve que bals, soirées, grand monde et amoureux. Parmi son babil, elle dit à Lucy Snowe qu'une dame de Villette, Mme Beck, cherchait dernièrement une bonne anglaise pour ses filles. Lucy Snowe a retenu ce nom; à son arrivée à Villette, elle va frapper à la porte de Mme Beck, où elle est admise.

C'est ici que le roman commence véritablement. La maison de Mme Beck, qui tient un des premiers pensionnats de la ville, en est le théâtre. Quel monde que ce pensionnat! Je n'aurais point cru, avant de lire le roman de Currer Bell, qu'il fût possible d'intéresser pendant plusieurs heures avec des salles d'étude et leur affreux parfum de papier et d'encre, des dortoirs de pensionnaires et un jardin de récréation pour fond de tableau, avec des sous-maîtresses et des professeurs de littérature pour personnages.

Il faut d'abord se bien représenter le monde où vient tomber la jeune et pauvre Anglaise, et où va se développer son âme et se heurter son caractère. Le premier personnage de la maison est naturellement Mme Beck : une veuve encore d'âge à prétention et de figure avenante, avec des qualités de gouvernement qui en feraient une parfaite abbesse; douce et ferme, pleine de ménagemens, de réserve et de politique; rompue à cette diplomatie de directrice de jeunes filles qui subordonne l'éducation des enfans qui lui sont confiées aux goûts, aux préjugés, aux vanités des parens; vigilante et discrète, ayant l'œil ouvert pour tout voir, l'oreille tendue pour tout écouter, le génie du mystère pour tout voiler; partout invisible et présente, apparaissant toujours aux momens délicats en glissant sur ses pantoufles enchantées de la magie du silence; épiant sans cesse et ne heurtant jamais, enveloppant et liant ses sous-maîtresses de sa surveillance, en leur laissant les apparences de la liberté. A côté de Mme Beck est un de ces personnages à moitié disgracieux, attrayans à demi, à contrastes et à surprises comme les aime Currer Bell : c'est Paul Carlos Emmanuel, *Monsieur*, comme on l'appelle avec terreur ou avec respect dans la maison. *Monsieur* est le cousin de madame; il est le ministre de l'instruction publique dans le gouvernement de Mme Beck, un vrai despote, Napoléon maître d'étude. C'est un petit homme de quarante ans, au front large et blême, carrément dessiné par ses che-

veux ras, à la joue amaigrie, au regard vif et plongeant, aux allures brusques et dominatrices : nature de travail, de lutte, éclatant de feu sous sa rude écorce, dont l'abord provoque à la révolte, et dont l'ascendant s'impose. Parmi les pensionnaires de Mme Beck, Lucy Snowe retrouve sa connaissance du paquebot, la jolie et folle Ginevra Fanshawe. Lucy Snowe est la confidente amusée et grondeuse des caquets et des amourettes de la mondaine pensionnaire : la coquette a deux amans, un Anglais, bon et beau jeune homme, qui la protége de ses sollicitudes, mais qu'elle n'aime pas parce qu'il n'est pas noble, qu'il est médecin et s'appelle le docteur John tout court; elle lui préfère un jeune colonel, dandy de Labassecour, qui se nomme le comte du Hamal, et qui jette à Ginevra, par-dessus les murs du jardin, des lettres où il appelle Lucy «une véritable bégueule britannique, brusque et rude comme un vieux caporal de grenadiers et revêche comme une religieuse.» Les vanités étourdies de sa compatriote aident Lucy à s'acclimater dans le pensionnat de la rue Fossette. Elle a bientôt appris le français, et Mme Beck la charge de l'enseignement de l'anglais, et l'élève à la dignité de sous-maîtresse.

Pendant les premiers mois de son séjour à Villette, Lucy n'a guère le temps de retomber sur elle-même et de ressentir sa solitude morale. Elle est occupée de toutes façons : par les travaux qu'elle fait sur elle-même pour s'instruire, par la nouveauté du petit monde si extraordinaire pour elle où elle est obligée de vivre, par l'animation de ces jeunes et jolies têtes qui s'ébattent autour d'elle. Elle observe avec une curiosité surprise le gouvernement de cette communauté enfantine et féminine; elle y découvre à mille détails l'influence d'un esprit religieux tout opposé à celui qui a formé son âme. M. Emmanuel, avec ses brusqueries impérieuses et ses interrogations soudaines par lesquelles il semble vouloir fouiller le secret de son cœur protestant, lui semble représenter le génie du catholicisme dominateur; la vermeille Mme Beck, avec son souriant et discret espionnage, lui apparaît comme une émanation du génie jésuite. Tout cela étonne, révolte et intéresse son esprit. Les coquetteries et les intrigues de Ginevra, les visites d'un des amoureux de Mlle Fanshawe, le docteur John, qui s'introduit comme médecin dans la maison, la mission affectueuse que le docteur John lui donne avec prière de veiller sur la belle enfant et de la défendre contre ses étourderies, récréent son imagination. Dans le jardin réservé, tout paré des verdures et des fleurs de l'été, sous les vieux arbres et les tonnelles de jasmin et de vignes, le long des allées sablées, qui s'arrêtent aux grands murs couverts de plantes échevelées, elle promène ses méditations et ses rêveries; puis sur cette maison, qui a été autrefois un couvent, plane une légende de nonne voilée qui pique en elle le sentiment du mer-

veilleux, car elle a cru entrevoir elle-même une fois le fantôme de la nonne. Lucy avait eu aussi son succès mondain : dans une fête, donnée par Mme Beck, elle a joué un rôle dans un vaudeville aux applaudissemens d'un public d'élite; mais les vacances arrivent. Tout ce monde se disperse : Ginevra part pour le midi de la France avec une famille de touristes; Mme Beck va aux eaux. Lucy reste seule dans la maison de la rue Fossette. L'isolement la rejette dans les réflexions amères sur sa destinée. Elle a peur, elle a froid au cœur; elle s'abat, elle se désespère. Ce néant d'affections, cette sécheresse morale dans lesquels ses nerfs se déchirent, et son jeune sang fermente, lui donnent par momens des fièvres, des délires, des frénésies. C'est une de ces crises qu'elle décrit de la façon suivante :

« Un soir, et ce soir-là je n'avais pas le délire, j'étais dans mon bon sens, — je me levai, je m'habillai moi-même, faible et chancelante. Je ne pouvais supporter plus longtemps la solitude et l'immobilité du long dortoir. Les lits blancs prenaient des airs de spectres et de fantômes, les couronnes qui les surmontaient ressemblaient à des têtes de mort énormes desséchées et blanchies par le soleil, — des rêves morts d'un ancien monde et d'une race plus puissante étaient gelés dans leurs grands orbites ouverts. Ce soir, plus fortement que jamais éclatait dans mon âme la conviction que le destin était de pierre, et l'espérance une fausse idole, — aveugle, insensible, au cœur de granit. Je sentais aussi que l'épreuve à laquelle Dieu m'avait soumise était arrivée à sa dernière crise, et devait être renversée par mes mains brûlantes, faibles, tremblantes qu'elles étaient. Il pleuvait encore, et le vent soufflait, mais avec moins de rage, il me semblait, que durant la journée. Le crépuscule tombait, et son influence me paraissait compatissante; de la croisée, je voyais venir les nuages de la nuit, roulant bas comme des drapeaux dont les plis retombent mollement gonflés; il me semblait qu'à cette heure il y avait affection et tristesse là-haut dans le ciel pour toute peine soufferte en bas sur la terre. Le poids de mon horrible rêve s'allégea; cette insupportable pensée de n'être plus aimée, de n'être plus réclamée de personne céda presque à l'espérance contraire. J'étais sûre que cette espérance brillerait plus claire, si je sortais de dessous ce toit qui m'étouffait comme le couvercle d'une tombe, et si j'allais me promener hors de la ville, dans les champs. Couverte d'un manteau, je sortis. En passant devant une église, les cloches m'arrêtèrent; elles semblaient m'inviter au *salut*, et j'entrai. Un rite solennel, le spectacle de tout culte sincère, un appel quelconque à Dieu, venaient à moi en cet instant comme la nourriture à un affamé. Je m'agenouillai avec les autres sur la pierre. C'était une vieille église dont la lumière du soir, filtrée par les vitraux, empourprait les ombres.

« Il y avait peu de fidèles assemblés, et quand le *salut* fut fini, la plupart s'en allèrent. Je m'aperçus bientôt que les autres restaient pour se confesser. Je ne bougeai pas. Les portes de l'église furent soigneusement fermées, un saint repos descendit sur nous, et une ombre solennelle nous entoura. Après un moment de recueillement et de prière, une pénitente s'approcha du con-

fessional. J'observais. Elle murmura son aveu, elle revint consolée. Une autre entra, puis une autre. Une dame pâle, agenouillée près de moi, me dit à voix basse et avec douceur : — Allez maintenant, je ne suis pas encore prête.

« Machinalement obéissante, je me levai et j'allai. Je savais ce que j'étais sur le point de faire; ma pensée, rapide comme l'éclair, en vit la portée. Cette action ne pouvait me rendre plus malheureuse, elle pouvait me soulager.

« Le prêtre dans le confessional ne tourna pas ses yeux sur moi, seulement il inclina son oreille vers mes lèvres. Ce pouvait être un brave homme, mais ce devoir était devenu pour lui une sorte de forme, il l'accomplissait avec le flegme de l'habitude. J'hésitai, j'ignorais les formules de la confession. Au lieu de commencer par le prélude ordinaire, je dis : — Mon père, je suis protestante.

« Il se retourna droit vers moi. Ce n'était pas un prêtre du pays. Ceux-là ont presque toujours quelque chose de bas dans la physionomie. Je vis à son profil et à son front qu'il était Français. Quoique gris de cheveux et avancé en âge, il ne manquait, me semblait-il, ni de sensibilité ni d'intelligence. Il me demanda avec bienveillance pourquoi, étant protestante, je venais à lui.

« Je lui dis que je périssais faute d'un mot d'avis et d'un accent de consolation. J'avais vécu quelques semaines presque seule; j'avais été malade; j'avais eu un poids d'affliction sur l'âme dont je ne pouvais plus supporter l'accablement.

« — Est-ce un péché, un crime? demanda-t-il en sursaut.

« Je le rassurai sur ce point, et je lui montrai aussi bien que je pus ce que mon âme avait éprouvé.

« Il paraissait assiégé de pensées, surpris, embarrassé.

« — Vous me prenez à l'improviste, dit-il; je n'ai jamais eu à considérer de situation comme la vôtre. Dans les cas ordinaires, nous savons notre routine et nous sommes préparés; mais ceci fait une grande brèche dans la voie habituelle de la confession. Je n'ai pas d'avis prêt pour cette circonstance.

« Je m'attendais à cela; mais le simple soulagement d'avoir pu m'épancher dans une oreille humaine et sensible, d'avoir pu répandre au dehors une portion de la peine depuis si longtemps accumulée et fermentée dans un cœur où elle ne pourrait plus se refouler, m'avait fait du bien. J'étais déjà consolée.

« — Dois-je m'en aller, mon père? lui demandai-je, le voyant silencieux.

« — Ma fille, me dit-il avec douceur (et je suis sûre que c'était une âme tendre, il avait la compassion dans le regard), pour le moment, il vaut mieux que vous alliez; mais je vous assure que vos paroles m'ont frappé. La confession, comme toute chose, est exposée à devenir une formalité triviale. Vous êtes venue et vous avez répandu votre cœur, chose rare. Je voudrais réfléchir à votre position et la méditer dans la prière. Si vous étiez de notre foi, je saurais ce que j'aurais à vous dire. Une âme si agitée ne peut trouver le repos qu'au sein de la retraite et dans les pratiques ponctuelles de la piété. Les saints ont conduit dans la voie de la perfection des âmes comme la vôtre par la pénitence, le renoncement de soi et les bonnes œuvres. Les larmes leur sont données ici-bas pour nourriture et pour breuvage, le pain et l'eau de l'affliction. Leur récompense est après cette vie. Je suis convaincu que les impressions qui vous torturent sont des messagers de Dieu pour vous rame-

ner à la véritable église. Vous étiez faite pour notre foi; croyez que notre foi seule peut vous secourir et vous guérir. Le protestantisme est trop sec, trop froid, trop prosaïque pour vous. Plus j'envisage cette affaire, mieux je vois qu'elle sort de la règle commune des choses. Pour rien au monde, je ne voudrais vous perdre de vue; allez, ma fille, quant à présent, mais revenez me voir.

« Je me levai et le remerciai. Je me retirais, lorsqu'il me fit signe de revenir.

« — Vous ne viendrez pas dans cette église, me dit-il, je vois que vous êtes malade, et cette église est trop froide. Venez me voir chez moi. Je demeure (et il me donna son adresse). Soyez-y demain à dix heures.

« Je ne répondis à ce rendez-vous qu'en m'inclinant. Je baissai mon voile, je rassemblai mon manteau et je partis. Avais-je l'intention, supposez-vous, de m'aventurer encore une fois auprès du digne prêtre? Pas plus que de traverser la fournaise de Babylone. Ce prêtre avait des armes qui pouvaient agir sur moi : il était tendre d'une sentimentalité française, à la douceur de laquelle je savais n'être point impénétrable. Il n'y avait rien en moi qui eût pu me donner la force de résister. Si j'étais allée à lui, il m'aurait montré tout ce qu'il y a de tendre, de consolant et de gentil dans l'honnête superstition papiste; puis il aurait essayé de me lier, de me pousser, de m'éperonner au zèle des bonnes œuvres. Je sais comment tout cela aurait fini. Si j'étais allée rue des Mages, n° 10, le jour convenu, il se pourrait bien qu'aujourd'hui, au lieu d'écrire ce récit hérétique, je fusse à compter les grains de mon chapelet dans la cellule d'un certain couvent de carmélites, sur le boulevard de Crécy, à Villette.

« Le crépuscule s'était éteint dans la nuit, les réverbères avaient été allumés avant que je ne sortisse de la sombre église. Il m'était possible maintenant de retourner à la rue Fossette; mais je m'étais engagée dans une partie de la ville qui m'était inconnue : c'était le vieux quartier, plein de rues étroites, bordées de maisons pittoresques, anciennes, effondrées. J'étais trop faible pour réagir, trop insouciante de ma santé pour être prudente. Je m'embarrassai et me noyai dans un réseau de tours et retours inconnus. J'étais perdue, et je n'avais pas assez de résolution pour demander mon chemin à un passant.

« La tempête, qui s'était un peu ralentie au coucher du soleil, rattrapait maintenant le temps perdu. Le vent courait et tonnait horizontalement du nord-ouest; il emportait la pluie comme une poussière, et lançait par moment des grêlons comme les plombs d'un fusil. Il était froid et me perçait. Je baissais la tête pour l'affronter, mais il me repoussait. Le cœur ne me manqua pas dans cette lutte; j'aurais voulu pouvoir voler et monter sur l'ouragan, étendre et reposer mes ailes sur sa force, aller à sa course et m'emporter où il se précipitait. Au milieu de ce rêve, je me sentis tout à coup froidir et faiblir de plus en plus. J'essayai d'atteindre le porche d'un grand édifice tout près de là; mais la massive façade et la tour géante s'obscurcirent et s'évanouirent à mon regard. Au lieu de tomber sur les marches, comme je voulais, il me sembla que je plongeais, la tête en bas, au fond d'un précipice. Je ne me souviens plus du reste. »

Lucy se réveille de son évanouissement dans une jolie chambre où

tout lui rappelle, comme en un rêve, d'anciens et heureux souvenirs, au milieu des douces visions du temps passé, *auld lang syne*. Elle a été ramassée évanouie par le docteur John, qui l'a fait transporter dans la belle maison de campagne qu'il habite à une lieue de la ville. Or le docteur John n'est autre que Graham Bretton, le camarade d'enfance de Lucy. Mme Bretton, toujours bonne, toujours fraîche, a quitté aussi l'Angleterre, et est venue tenir la maison de son fils. La reconnaissance a lieu à travers de gracieuses scènes. Lucy est entourée de soins. La convalescence de sa santé et de son âme se fait à la campagne entre la bonne Mme Bretton et l'affectueux et brillant docteur. Lucy renaît et reverdit, non pas comme une catholique dans le confessionnal qui mène aux carmélites, mais dans un intérieur riant qui réconcilie avec la vie. « Lorsque j'eus dit mes prières, dit-elle, et lorsque je me fus déshabillée et couchée, je sentis que j'avais encore des amis, des amis qui n'étaient pas, il est vrai, animés pour moi d'un attachement véhément, qui ne m'offraient pas la tendre consolation d'une union tout à fait assortie, desquels il ne fallait par conséquent attendre qu'une affection modérée, mais vers qui mon cœur s'attendrissait et s'emportait en élans de reconnaissance que je priais parfois ma raison de tempérer. « Faites, la suppliais-je, que je ne pense pas trop à eux, trop souvent, avec trop de tendresse; que je me contente de quelques gouttes de cette onde vivante, que je ne me plonge pas, trop altérée, vers ces eaux bien venues, que mon imagination ne se trompe pas à y chercher une saveur plus douce qu'on n'en peut trouver aux sources terrestres. Oh! plaise à Dieu que je puisse me sentir assez soutenue par des rapports avec eux, accidentels, rares, courts, tranquilles! » Et, en répétant ce dernier mot, je me retournai sur mon oreiller, et, en le répétant encore, j'arrosai mon oreiller de larmes. » Curieuse résistance de cette âme souffrante aux premières brises du bonheur! Il y a là un singulier phénomène de psychologie protestante que je laisse encore exposer à Currer Bell. « Ces combats avec le caractère naturel, l'inclination forte et native du cœur, peuvent sembler futiles et stériles, mais à la fin ils font du bien. Ils tendent, quoique lentement, à donner aux actions, à la conduite le tour que la raison approuve, et auquel trop souvent le sentiment s'oppose; ils font certainement une différence dans la tenue générale de la vie, et contribuent à la rendre mieux réglée, plus égale, plus tranquille à la surface, et c'est sur la surface seule que tombe le regard humain. Quant à ce qui est dessous, abandonnez-le à Dieu. L'homme, votre égal, faible comme vous et qui n'est pas fait pour être votre juge, n'a rien à y voir; portez-le à votre Créateur, montrez-lui les secrets de l'esprit qu'il vous a donné, demandez-lui la façon de supporter les peines auxquelles il vous a soumis, age-

nouillez-vous en sa présence, et demandez-lui avec foi la lumière dans vos ténèbres, la force dans vos pitoyables faiblesses, la patience dans vos peines extrêmes. Il viendra certainement une heure, quoique peut-être ce ne soit pas la *vôtre*, où les eaux suspendues couleront, où, sous une forme qui ne sera peut-être pas celle que vous aviez rêvée, que votre cœur aimait et pour laquelle il avait saigné, l'ange de la guérison descendra vers vous. Le paralytique et l'aveugle, le muet et le possédé seront conduits à la sainte piscine. Messager du ciel, viens vite! » C'est ainsi que cette jeune âme, qui veut arriver au gouvernement d'elle-même, proteste contre l'agonie de délaissement et les spasmes de désolation qui l'ont jetée un soir haletante et fiévreuse dans un confessionnal. Tu te trompais, vieux prêtre, quand tu croyais à ses agitations qu'elle était de ces grandes désespérées qui ne trouvent le repos que dans l'humilité et l'obéissance catholiques : elle est pour cela trop savante à s'analyser, trop habile à se discipliner par la raison, trop fière et trop ferme dans sa frêle enveloppe de jeune fille; elle est protestante, elle ne peut être autre chose.

Le roman n'est plus, à partir de ce moment, que l'histoire de la végétation et de la floraison laborieuse de cette âme protestante. L'époque la plus agréable de cette histoire est celle qui suit le renouvellement des relations de Lucy avec la famille Bretton. Lucy est comme un garçon pour Graham; il la traite en camarade, la récrée, la conduit dans les musées, au concert, au théâtre, a des entretiens virils et fantasques avec elle; mais Lucy se laisse gagner par un sentiment plus vif. Quand elle rentre au pensionnat de Mme Beck, elle demande à Graham de lui écrire pour la garder contre l'isolement de la pensée et du cœur. Graham lui écrit des lettres dont Lucy se fait un trésor, — où elle court dans ses momens de solitude et dont elle compte et savoure les paroles affectueuses avec une sournoise passion d'avare. Tous ces manéges se passent sous l'œil inquisiteur, pénétrant, sarcastique de M. Paul, dont Lucy prend plaisir à braver le despotisme. Lucy pouvait encore se laisser aller à une illusion qu'elle n'osait pas s'avouer, tant qu'elle n'avait pour rivale dans le cœur de Graham que la coquette et superficielle Ginevra : Graham avait reconnu le vide de cette jolie poupée, et s'en était détaché; mais voilà qu'arrive à Villette la petite Polly du commencement, devenue une ravissante fée de dix-huit ans. Graham et Polly recordent promptement leur jeunesse à leur enfance, et sont vite amourachés l'un de l'autre. A ce moment, Lucy ressent encore la poignante morsure de la solitude morale; entre le délicat et gracieux amour de Polly et de Graham et l'amourette écervelée de Ginevra et de du Hamal, Lucy retombe un instant dans l'abandon : elle enterre dans le jardin du

pensionnat, scellées dans une boîte de plomb, les lettres de Graham, et avec elles elle croit ensevelir son cœur; mais en ce moment le caractère de M. Emmanuel se dessine et s'éclaire pour elle d'une façon étrange. Elle admire l'intelligence de M. Paul, sous l'influence de laquelle son propre esprit se développe; elle apprend que la vie strictement et fortement laborieuse de M. Paul est une vie de sacrifice, de sacrifice au souvenir d'un amour sublime. M. Paul, avec son travail, nourrit la mère, autrefois opulente, d'une jeune fille qu'il avait aimée, et qui est morte dans un couvent. Ces deux natures, celle de Lucy et celle d'Emmanuel, la protestante et le catholique, la rebelle et l'autocrate, se repoussent et pourtant s'attirent tour à tour, toutes deux sincères, vigoureuses et originales. Lucy et Emmanuel font une sorte de traité de fraternité. Lucy s'est accoutumée à cette étrange amitié, lorsqu'après bien des complications qu'il serait trop long de suivre, M. Emmanuel quitte Villette, et va aux colonies recueillir un héritage pour Mme Walravens, la vieille femme à laquelle il se dévoue. Encore une fois, Lucy se croit délaissée et se désespère; mais l'amoureux bourru, sublime et napoléonien, a pourvu à l'avenir de Lucy. Il a loué pour elle une charmante maison dans un faubourg de Villette; il y a installé le matériel d'un pensionnat; puis, au moment où on le croit déjà parti, il va chercher Lucy Snowe, et la conduit dans son petit palais de maîtresse de pension, où elle doit, en l'absence de Paul, vivre et assurer son indépendance. Graham Bretton et Polly, qui est la riche fille unique d'un comte, se sont mariés, cela va sans dire; Ginevra s'est laissé enlever par le fringant colonel du Hamal, et il n'y a rien là de surprenant; enfin, comme on le devine, Paul, après trois ans d'absence aux colonies, épouse Lucy, qui a prospéré dans sa maison d'éducation, et qui reste Anglaise et protestante. C'est ainsi que Lucy, demeurée maîtresse d'elle-même, est l'artisan de son bien-être et de son bonheur. Il est vrai que, suivant la réflexion de Currer Bell, le bonheur ne lui arrive pas à l'heure qu'elle aurait choisi, ni sous la forme qu'elle aurait rêvée.

Tel est le profil de ce long roman. Au point de vue littéraire, les qualités qui le distinguent sont précisément ce qui échappe à l'analyse. Ce sont les scènes, détaillées avec minutie, qui donnent aux caractères une vivante et piquante réalité; c'est le faire de l'auteur, qui relève d'un trait personnel, d'une touche originale et imprévue, les sujets qui paraîtraient les plus vulgaires. Ce sont ces ardeurs d'esprit et de plume qui éclatent à travers le prosaïsme systématiquement choisi des incidens et des situations. Mais j'ai hâte de mettre, en regard du roman de Currer Bell, l'œuvre de lady Fullerton.

II.

Lifford-Grange est un de ces manoirs d'aspect féodal, demeurés depuis plusieurs centaines d'années dans la même famille, reconstruits d'âge en âge, et qui, ayant conservé à chaque transformation une portion de l'ancien édifice, ressemblent à une lente pétrification des siècles. Le corps de logis le plus récent de Lifford-Grange, celui qu'on appelle le château neuf, mérite son nom à la façon du Pont-Neuf de Paris. Une froide tristesse enveloppe cette antique résidence. Les grandes salles, les immenses escaliers, les chambres dans chacune desquelles on bâtirait une maison, les cheminées faites pour chauffer des rondes de géans, tout ce vaste intérieur a des dimensions de hauteur et d'étendue que peut seul remplir à son aise le fantôme solennel de l'ennui. Rien à l'entour n'égaie les façades massives; aucune de ces végétations qui aiment les vieux murs n'attache ses vrilles aux lourds pignons qui surplombent. Dans la cour carrée, où la chaussée des voitures sépare deux bandes de gazon, d'un côté se dresse un cadran solaire qui ne voit jamais le soleil, et de l'autre une fontaine où quatre hideux tritons semblent chercher, avec une soif et des contorsions de damnés, une eau toujours absente. On arrive au château par une avenue d'arbres verts dont on a si bien nommé le sombre feuillage la parure de l'hiver et le deuil de l'été. Devant la façade opposée s'étend un jardin sans fleurs, bordé par une petite rivière qui passe d'un air de mauvaise humeur à travers ce paysage plat et morne, et s'enfuit à toute hâte vers un fourré d'arbres à l'extrémité du parc.

L'aspect de Lifford-Grange représente fidèlement le caractère du maître de cette maussade résidence. M. Lifford descend d'une famille catholique aussi ancienne que le château, et qui a traversé les siècles de persécution sans renier sa foi. L'orgueil de son vieux blason et de son antique noblesse est son unique passion. Cet orgueil l'absorbe et l'isole; il vit sans relations avec les opulentes familles du voisinage, hautain et obstiné dans une morgue d'hidalgo. Il a épousé dans sa jeunesse une noble Espagnole; mais son mariage n'a fait qu'ajouter une tristesse de plus aux tristesses de Lifford-Grange. Sa femme, après lui avoir donné un fils et une fille, a été frappée d'une paralysie qui la cloue pour la vie à la chaise longue. Le troisième hôte du château n'est pas moins assorti à ces froides murailles : c'est le père Lifford, prêtre et oncle du châtelain. Le père Lifford ne pousse pas, comme son neveu, l'orgueil de son nom jusqu'au délire irréligieux; mais il est entaché du préjugé de sa famille, et la mansuétude

du prêtre est cachée en lui sous l'écorce rébarbative de la vieillesse et de l'austérité.

Une fleur sauvage s'épanouit dans ce lugubre manoir et dans cette morose famille : Gertrude, la fille de M. Lifford et de cette mère de douleurs qui portait dans son nom, Angustia, les pâles désolations de sa vie. Gertrude s'éleva seule : son père avait toujours été négligent et dur pour elle; son oncle l'effarouchait; sa mère, éteinte par la souffrance et la résignation, n'avait pu la réchauffer de sa tendresse, la couver de sa vigilance et de ses sollicitudes. Gertrude était une vivante révolte contre ce qui l'entourait. Elle avait les fermentations du sang espagnol et l'obstination inflexible des Liffords. La prison où s'étouffait sa jeunesse lui soufflait de fougueux désirs de liberté; la solitude où bouillonnaient ses pensées allumait en elle des curiosités infinies. Pendant une maladie de son enfance, ses parens, pour unique distraction, la rapprochèrent d'une modeste famille catholique du village voisin. La maison de Mme Redmond fit un suave contraste aux tristesses de Lifford-Grange. C'était un petit cottage posé sur une corbeille de fleurs. Mme Redmond, veuve une première fois, avait eu une fille de l'âge de Gertrude, Mary Grey. Son second mari, qui la laissa veuve encore, avait eu, d'un premier mariage avec une cantatrice italienne, un fils, Maurice Redmond, pour lequel Mme Redmond fut une autre mère. Gertrude ne toucha au monde que par ses jeux d'enfant et ses longs entretiens de jeune fille avec Mary et avec Maurice, passant avec bonheur de ses insatiables lectures dans la vaste bibliothèque du château, de ses ardentes rêveries au chevet de sa mère, à la cabane verdoyante des Redmonds. Ses jeunes amis aimaient et admiraient la belle, pétulante, fantasque et bonne prisonnière de Lifford-Grange, et c'est pour la consoler d'une mutinerie charmante que Maurice lui donna un nom devenu bientôt populaire dans le pays, le nom de l'insecte aimé qu'on appelle en anglais *Lady-Bird*, l'oiseau de la Vierge, et en français la bête à bon Dieu, l'oiseau du bon Dieu.

Maurice avait suivi la carrière de son père, la musique. Un Français, le comte d'Arberg, séduit par son talent, l'avait entraîné avec lui dans un voyage en Italie. Les lettres que le jeune artiste écrivait à sa sœur d'adoption, et que celle-ci montrait à son amie, étaient pour l'imagination excitée de Gertrude d'intarissables poèmes. Maurice était une de ces natures incomplétement organisées, avides d'émotions, mais manquant de force, qui sont les plus faciles à se laisser éblouir par la première vue du monde qui scintille et poudroie autour d'elles. Quand il fut revenu en Angleterre, ses conversations, ses récits enflammaient davantage encore les rêves de Gertrude. « Le monde doit être une chose si belle et si émouvante! disait-elle à Mary; le

monde que Dieu a fait, que l'homme a orné, que le génie décrit et que l'imagination rêve! Londres, non tel que vous l'avez vu, Mary, de la fenêtre d'une petite maison écartée, dans une rue solitaire, dans son habit de travail, mais Londres avec son luxe, sa richesse, sa cour, son parlement et ce que Charles Lamb appelle sa poésie; Paris avec son brillant éclat; l'Italie avec son ciel lumineux, ses tableaux et ses ruines; les Alpes avec leurs neiges, la mer avec ses tempêtes; la politique, la littérature, les théâtres, la société, et tout ce qui change, vit, respire, s'agite; ce monde — que j'entrevois dans mes lectures, que je poursuis de mes désirs, et dont, hélas! je ne jouirai jamais! »

Maurice avait payé sa bienvenue dans les châteaux par des leçons de chant et de piano. Grâce à l'intercession de sa mère, Gertrude avait obtenu de recevoir des leçons de Maurice. Pour Gertrude, l'artiste était un poète à l'aide duquel elle remplissait et colorait les esquisses qui flottaient sur son imagination ambitieuse. Pour Maurice, âme amoureuse de la beauté, Gertrude était une forme idéale qu'il contemplait et caressait comme un motif de poésie. « Est-ce que je t'aime? se demandait-il dans des vers familiers. Non, j'éprouve pour la terre et le ciel et la mer, et pour tout ce qui est beau dans la vie, le sentiment que j'ai pour toi. Est-ce que je t'aime? Non, je contemple une rose, un lis, du même regard d'enchantement que je jette sur toi. Est-ce que je t'aime? Non, mes oreilles au printemps sont aussi charmées du chant des oiseaux que de la musique de ta voix. Est-ce que je t'aime? Non, les étoiles, le murmure des vents, le bruissement des vagues le soir, — les bosquets de citronniers embaumés ont pénétré mon âme d'un sentiment de beauté et d'amour aussi vif que celui que m'inspirent tes yeux! » Maurice était indécis entre l'humble et douce Mary, cette sœur qu'il s'était accoutumé à regarder comme celle qui devait être un jour sa femme, et ce farouche et capricieux oiseau du bon Dieu que la société plaçait au-dessus de ses désirs; mais un jour que Gertrude chantait avec passion au piano une *bravura* italienne devant son maître, qui l'admirait, M. Lifford parut à la porte, jeta son regard froid et vitreux sur les deux jeunes gens, et le lendemain le professeur de musique fut congédié. Gertrude dévora cette mortification avec une sourde colère. L'heure de l'émancipation sonna bientôt pour elle.

Une des châtelaines du voisinage, Mme Apley, allait donner une fête en l'honneur de la majorité de son fils. Toute la *gentry* du voisinage y serait. Maurice et Mary Grey devaient s'y trouver. Gertrude, qui n'avait jamais vu de fête, résolut d'y aller. M. Lifford reçut une invitation. Gertrude le supplia de la conduire; il lui répondit par un refus ironique. Gertrude, désespérée, eut l'idée de recourir à sa mère.

La chambre de sa mère était au rez-de-chaussée du château; avec ses tableaux, ses draperies et ses crucifix, elle avait presque l'air d'une chapelle. Une croisée était entr'ouverte devant le lit de repos de la malade, et laissait venir avec un vent tiède les parfums des champs. Gertrude entra sans être entendue de sa mère, et s'assit au pied de la couche sur un tabouret.

« Elle leva la tête et regarda le visage de sa mère et s'aperçut pour la première fois qu'il était beau et ressemblait au sien; que le sien fût beau, elle ne le savait que trop. Elle pensait, comme si c'était pour la première fois, qu'elle était l'enfant de cette mère, que le même sang coulait dans leurs veines, que leurs traits avaient été formés dans le même moule. Leurs cœurs ne se ressemblaient-ils pas? Leurs âmes étaient-elles donc différentes? La main de fer de la souffrance avait-elle écrasé la puissance d'émotion dans ce cœur? Sa mère avait-elle éprouvé jamais un désir au-delà de cette couche où, aussi loin que remontaient ses souvenirs, elle l'avait toujours vue attachée? Ses yeux n'avaient-ils jamais étincelé de colère ou de joie, ses lèvres n'avaient-elles jamais prononcé que ces paroles brisées qui en tombaient maintenant? « O mère, mère, avez-vous jamais été jeune, jamais irréfléchie, jamais indocile comme moi? Avez-vous jamais eu des désirs pour le bonheur de la terre, comme vous en avez maintenant pour les félicités du ciel? »

« Ces paroles n'avaient été qu'un murmure, mais les derniers mots arrivèrent à l'oreille de Mme Lifford. Elle ouvrit les yeux et sourit, ce qui lui arrivait rarement. « Le ciel, dit-elle languissamment, le ciel est lent à venir. » Alors, s'éveillant comme d'un rêve, elle étendit la main et fit signe à Gertrude de venir plus près d'elle. Elle la regarda fixement, et il sembla qu'elle lût des choses nouvelles sur la figure de son enfant et qu'elle fût étonnée de ce qu'elle y voyait, car son regard l'interrogea avec anxiété. Gertrude détourna la tête et dit : « Vous allez beaucoup mieux aujourd'hui, maman. Je ne vous ai jamais vu si bon air; — vous avez des couleurs. » Sa mère sourit tristement. Elle sentait les taches rouges marquées sur ses joues et savait que c'était le feu de la maladie et non de la santé. Mais un redoublement de fièvre lui donnait plus de force que d'ordinaire, et pour cette fois elle parut disposée à parler; elle avait si peu l'habitude de soutenir une conversation avec sa fille au-delà des cajoleries maternelles, qu'elle ne put que presser la main de Gertrude dans la sienne en l'appelant de noms de tendresse en espagnol, — jusqu'à ce que, se soulevant tout à coup et s'appuyant sur le coude, elle dit : — Gertrude, tu es heureuse, j'espère?

« Gertrude rougit, cacha son visage dans ses mains, et des larmes brûlantes débordèrent à travers ses doigts. C'était le moment de parler et de mettre sa mère dans ses intérêts; mais il y avait dans sa nature quelque chose qui la rendait prompte à la résistance, lente à la plainte. Cependant, après une lutte d'un instant, elle dit :

« — Maman, je me souviens qu'il y a douze ans j'avais une telle envie d'une poupée de cire, que je n'en dormais pas la nuit et que je pleurais en passant devant la boutique du marchand; mais je ne voulais pas la demander, par un sentiment d'orgueil et de dépit en pensant que personne n'avait songé à

me faire ce cadeau. Je parlai au père Lifford de ce dépit, et il me dit de venir vous demander la poupée. Ce fut à contre-cœur, mais je fus obligée d'obéir. J'ai souffert quand vous m'avez demandé si j'étais heureuse. Il m'en coûtait de dire que je ne le suis pas; mais je dirai la vérité : non, je ne suis pas heureuse.

« — Non! s'écria la mère, pas heureuse avec la jeunesse et la santé et la vie devant toi! O mon enfant, que ne puis-je t'enseigner à être heureuse! » Après une pause, elle ajouta avec une émotion touchante en mettant la main sur son front : « Mais il y a là tant de confusion! — Ici, dans mon cœur, je sens tout. O mon Dieu, apprends à mon enfant ce qu'est le bonheur! » Elle s'arrêta encore, et avec un léger sourire elle dit : « Qu'est-ce qui te rendrait heureuse, Gertrude? Ce n'est plus une poupée de cire à présent? »

« Gertrude se pencha sur sa mère et lui dit tout bas à l'oreille, comme si elle avait peur d'être entendue : « Si j'allais à la fête de Woodlands, je serais heureuse. J'y ai mis mon cœur autant qu'à la poupée de cire quand j'étais petite fille. »

« Mme Lifford parut surprise, perplexe. Elle pressa ses tempes dans ses mains comme pour recueillir ses idées. — Une fête, chérie! mais qui t'y conduirait? Ma Gertrude, c'est impossible.

« — Maman, on a invité le père Lifford : persuadez-lui d'y aller et de me mener.

« L'audace de cette idée frappa d'étonnement la mère muette; mais Gertrude continua : — Maman, il me faut du changement, des distractions. Je ne peux supporter plus longtemps la vie que je mène. Je suis sûre que papa me déteste.

« — Ma fille, ma fille, demande pardon à Dieu d'une telle pensée; il n'y a de refuge contre ces pensées que dans la prière. Mais que t'a fait ton père? C'est horrible! » Elle fit le signe de la croix sur le front de sa fille et poussa un profond soupir.

« — Ne vous effrayez pas, maman. Je n'ai pas dit que je le déteste, Dieu m'en préserve! J'ai tort peut-être, et il ne me déteste pas; mais il ne se soucie pas de moi, c'est certain. Personne ne s'intéresse à moi, excepté vous, maman, vous peut-être. Je ne l'ai pas toujours cru, mais aujourd'hui je ne sais comment je sens que vous vous intéressez à moi.

« — As-tu réellement supposé que ta mère?... Oh! mes longues et cruelles souffrances, mes membres engourdis, ma mémoire obscure et confuse, ma langue embarrassée, êtes-vous cause de cela? C'est juste, il devait en être ainsi; mais aujourd'hui je te remercie, mon Dieu, d'avoir écarté le voile et de lui avoir montré ce qu'il y a dans ce cœur qui bat sous le fardeau qu'il est obligé de porter, oui, qu'il aime à porter! s'écria-t-elle avec une énergie croissante et en parlant espagnol, comme elle faisait toujours quand elle était fortement émue. Elle retomba épuisée, et Gertrude fut obligée d'appeler la fille de chambre qui soignait sa mère. »

La pauvre mère gagna auprès de M. Lifford et du revêche abbé la cause de sa fille. Gertrude alla, sous la garde du père Lifford, à la matinée de Mme Apley, à Woodlands. Le grand souci de Ger-

trude fut sa toilette : elle ne connaissait rien des modes du jour. Sa mère voulut la parer. Elle ouvrit ses vieux écrins; elle lui mit aux oreilles des boutons de diamans, aux bras des bracelets moresques, à la main un précieux éventail richement colorié, et lui donna une leçon d'éventail à l'espagnole; elle plaça sur sa gracieuse robe de mousseline de l'Inde une mantille de dentelle, et ne la laissa partir qu'après l'avoir admirée dans sa pittoresque beauté. Mais le goût de sa mère, depuis si longtemps morte au monde, ne rassurait pas Gertrude. Je ne sais plus quelle est la femme qui aurait donné la moitié de sa vie pour la joie de se trouver belle devant sa glace. Gertrude aurait donné la moitié de sa beauté pour se savoir mise comme les autres. Enfin elle arriva moitié palpitante, moitié défiante. Elle fut vite rassurée : sa toilette, il est vrai, ne ressemblait pas aux autres, mais elle était dans l'harmonie de sa grâce. Gertrude sentit son âme fleurir dans cette élégante réunion de jeunes hommes et de jeunes filles. Le héros de la journée, le jeune Apley, s'empara de cette romantique sauvage comme du plus beau bouquet de sa fête. Les grands chanteurs italiens étaient venus de Londres pour le concert; Gertrude s'enivra de musique. Elle rendit le courage, par une de ces irrésistibles cajoleries, magie féminine dont le talent timide a souvent besoin, à Maurice, qui fut couvert d'applaudissemens. Pour comble de bonheur, le vieil abbé, appelé au lit d'un malade, fut obligé de confier *Lady-Bird* à la maîtresse de la maison, et par conséquent laissa la cage ouverte à l'oiseau du bon Dieu. Après le concert, le bal allait commencer. Apley papillonnait autour d'elle.

« — Voulez-vous valser avec moi, miss Lifford?

« La rougeur monta aux joues de la jeune Espagnole, et en colora les riches teintes olivâtres.

« — Je ne peux pas valser, dit-elle, je ne sais pas.

« — Quoi! n'avez-vous jamais essayé?

« — Non. Croyez-vous que l'on danse à Lifford-Grange?

« — Oh! vous danserez naturellement, j'en suis sûr, tout comme vos cheveux ondulent naturellement. Je le vois bien, car le vent, en les frappant, ne fait que les friser davantage. Ces boucles qui se sont échappées des nattes derrière votre tête n'étaient pas faites pour onduler; avouez-le.

« — Oh! rien ne va comme il faut en moi, répondit-elle, et saisissant les deux boucles rebelles, elle les tira comme pour les punir de leur inconduite, et les rejeta en arrière, les laissant flotter sur son cou. Allez danser, monsieur Apley. Je vous regarderai, et peut-être j'apprendrai.

« — Venez avec moi, lui dit-il avec vivacité; il n'y a personne dans la galerie. Je vous donnerai une leçon, ce sera l'affaire d'une minute.

« Il lui donna le bras, et ils s'envolèrent plutôt qu'ils n'allèrent à travers les salons jusqu'à celui où avait eu lieu le concert. Sur l'appui d'une croisée, Maurice était assis dans une attitude rêveuse. Il tressaillit quand ils

entrèrent dans le salon, et se remit sur ses pieds. Gertrude abandonna le bras de M. Apley et lui cria :

« — Ah! vous êtes ici. Vous vous reposez de vos succès, vous jouissez de votre triomphe.

« — Croyez-vous qu'il voudrait nous jouer une valse? dit Mark à voix basse; cela vous ferait apprendre deux fois plus vite.

« — Maurice, dit-elle d'un air pressé, jouez-moi cette valse allemande que j'aimais tant; M. Apley va m'apprendre à valser.

« — Il va? répondit froidement Maurice. Je ne sais si je pourrai me rappeler ce que vous me demandez.

— Oh! jouez n'importe quoi... seulement dépêchez-vous, parce que nous n'avons pas de temps à perdre.

« S'il y avait quelque chose d'impérieux dans son ton, c'était seulement l'étourderie d'un enfant gâté qui ne veut pas être contredit par quelqu'un qu'il a toujours vu céder à ses moindres désirs; mais Maurice était susceptible en ce moment : il fut blessé au fond du cœur. Il lui semblait que le monde agissait déjà sur la jeune fille, et qu'elle lui parlait d'un ton de supériorité offensante. Il rougit jusqu'aux tempes en s'asseyant devant le piano, et joua d'une façon brusque et rapide. Le motif n'était pas riant, ou, s'il l'était, il l'exécutait étrangement. Elle l'interpellait de temps en temps. — Pas si vite! — ou : — Vous ne jouez pas aussi bien que d'habitude, Maurice! — Et il se mordait les lèvres de colère.

« Et il est vrai qu'il ne jouait pas bien. Il y avait un accompagnement qui le mettait singulièrement hors de lui : le bruit des pas rapides, le frôlement de la robe de mousseline, les notes joyeuses du rire, le son de ces deux voix échangeant de gais reproches et des instructions. Une fois une exclamation : — Oh! arrêtez-vous, je suis si étourdie! — et la réponse : — Oh! non, non, ne vous arrêtez pas. — Mais la musique cessa tout à coup, et le musicien s'élança de sa place pour s'en aller. Qu'avait-il donc à faire? Il le sentit, et revenant aussi précipitamment il joua un air emporté de Strauss avec une véhémence fiévreuse, et puis la valse de *Robert-le-Diable*, qui entremêle des notes d'une douceur désespérante aux accens discordans de l'enfer. — « C'est bien, Maurice, je vous remercie beaucoup. J'ai appris ce que je voulais. » Et elle sortit de son pas léger, avec sa belle figure et ses yeux jaillissant de lumière, sans se douter de la douleur qu'elle laissait derrière elle. »

Maurice quitte la fête le cœur navré, emmenant Mary, dont la douce tendresse cherche à le consoler. Gertrude valse à corps perdu. Pendant la soirée, la chaleur devient étouffante dans les salons. Elle sort et se promène dans les allées du jardin avec ses nouvelles amies; elle pousse par curiosité jusqu'à une grotte au fond d'un bosquet et va y entrer, invitée par la fraîcheur et le bruit d'une fontaine, lorsqu'une voix l'arrête : « Pardonnez-moi cette liberté; mais, je vous en prie, vous avez chaud, n'entrez pas là. C'est dangereux. » Ces simples paroles étaient prononcées par une voix dont le timbre émut Gertrude. Elle se retourna. Elle n'avait jamais vu d'homme comme

celui qui était devant elle. Parmi les tableaux de la chambre de sa mère, il y avait une toile de Velasquez, le portrait du duc de Gandia, ce jeune soldat de Charles-Quint, qui abandonna le monde avant son maître et fut saint François Borgia. Depuis son enfance, cette tête du duc de Gandia, majestueuse et bienveillante, pleine d'expression et de calme, avait été pour elle le type de la beauté virile. Elle retrouvait l'image animée du héros pieux de Velasquez dans le jeune homme qui l'avait arrêtée : c'était la même élégance dans la taille, la même pureté dans la forme de la tête, un front pensif, un sourire étrange et beau, une attitude digne et aisée, la tête légèrement rejetée en arrière, la main gauche posée sur la hanche. « Je vous remercie, répondit-elle en s'inclinant avec une soumission instinctive. — J'espère, reprit l'inconnu, que vous ne m'aurez pas trouvé impertinent. » Elle sourit en lui répondant : « Oh ! non. » Elle rentra dans la salle du bal, et alla s'asseoir rêveuse dans un coin. Elle ne revit plus de la soirée ce mystérieux personnage, dont personne, sur ses indications, ne put lui apprendre le nom. Elle quitta Woodlands à minuit, et il lui semblait qu'elle avait vécu toute une vie depuis le matin. Mark Apley lui donna la main pour monter en voiture. Elle s'aperçut que Mark, debout sous le portique du château, la suivit du regard tant qu'elle fut en vue; mais au moment où elle posa sa tête sur son oreiller, une seule idée lui vint à l'esprit : « Demain je regarderai le portrait du duc de Gandia. » Le lendemain, après avoir regardé le portrait, elle prit le livre de Luigi da Porto, le roman de Roméo et de Juliette, et courut s'asseoir sous les grands arbres du parc; mais elle laissa tomber le volume sur ses genoux, quand elle lut ce beau salut, ce cri adorable de l'amour à première vue : *Benedetta sia la vostra venuta quì presso me, messer Romeo.*

Le nom qui manquait à son rêve, ce fut le vieil abbé qui le lui apprit. Le mystérieux personnage de Woodlands était le comte Adrien d'Arberg, un gentilhomme français dont la mère était Irlandaise, qui avait des propriétés en Angleterre, et qui était parent des Apleys. M. d'Arberg consacrait sa fortune aux nobles dévouemens de la charité chrétienne, et son talent à la défense des vérités catholiques. Le père Lifford avait le livre que venait de publier M. d'Arberg : Gertrude voulut le posséder, le lire. Elle le dévora avec enthousiasme. C'était de M. d'Arberg que Maurice avait été le compagnon en Italie. Elle se fit conter par Maurice mille détails sur son héros; elle se composait une légende d'Adrien, dont elle dessinait la tête d'après le portrait de Velasquez. Un accident la rapprocha une seconde fois du comte d'Arberg.

Un jour, Gertrude était montée à cheval avec son frère Edgar. Séparée de son frère, son cheval l'emporta. Renversée, évanouie, elle

se réveilla dans un château voisin de Lifford-Grange. Elle se trouvait à Audley-Park. C'était une riche et charmante résidence, placée dans un beau paysage, ornée et animée par une femme que M. Lifford avait voulu épouser dans sa jeunesse. Lady Clara Audley, imposante et belle personne, était de ces femmes que la passion n'a jamais émues, qui portent toute leur vie dans les amusemens mondains une sérénité innocente et superficielle, qui ont le don naturel de tourner en agrémens tout ce qu'elles effleurent, qui unissent la légèreté à la bonté, mêlent l'art au luxe, dispensent la grâce aux riens, et pour lesquelles ce monde serait resté un vrai paradis terrestre, s'il était possible que le bonheur des âmes ne fût qu'une sensation à fleur de peau. Il y a une petite colonie d'hommes et de femmes du monde à Audley-Park, et M. d'Arberg est du nombre. Gertrude, légèrement blessée, se remet et passe plusieurs jours au milieu de cette société élégante, heureuse, amusée. Lady Fullerton décrit avec un très spirituel enjouement ces jolis et honnêtes décamérons de société qui se groupent gracieusement, dans les salons et dans les avenues d'un château, autour d'une hôtesse aimable. Gertrude voit et respire enfin un de ces parterres du monde qu'elle a tant rêvés. Elle passe des heures lumineuses, elle s'abandonne avec espérance aux flatteries qui la bercent; elle laisse monter vers celui qui occupe ses pensées ces admirations muettes qui sont l'encens du cœur. D'Arberg a pour elle des attentions réservées et tendres qui l'élèvent et qui la protégent. Elle ne prend pas garde, absorbée dans sa joie, aux tristesses de Maurice, qui l'épie et murmure à l'écart dans son âme les vers de Métastase :

Di gelosia mi moro
E non lo posso dire.

M. Lifford avait été appelé en Espagne par des affaires de famille. Gertrude, plus libre, avait obtenu de sa mère la permission de faire un second séjour à Audley-Park. Elle s'oubliait dans ces mille petits incidens de la vie heureuse par lesquels se fait le mystérieux entrelacement des âmes, lorsqu'une lettre de son oncle la rappela à Lifford-Grange, d'où le vieil abbé allait partir pour prendre la place de M. Lifford, qui revenait. Il fallait quitter Audley-Park et se séparer d'Adrien. Elle le chercha pour lui dire adieu. Il écrivait dans un salon.

« Lorsque Adrien leva la tête et vit Gertrude qui regardait par la porte entrebâillée, il se leva en sursaut et alla vers elle : — Venez un moment, lui dit-il; voulez-vous? — Sa voix était émue; elle vint, et lui donna la lettre du père Lifford. Il la lut deux fois, et lui dit :

« — Je suis très heureux que votre père revienne si tôt.

« — Réellement? dit-elle d'un air abattu.

« — Cela ne vous fait pas plaisir? demanda-t-il.

« Elle ne répondit pas au premier moment, et fixa ses yeux sur le parquet, puis elle murmura à voix basse :

« — Je suis si triste de me séparer du père Lifford.

« — Les séparations sont toujours des choses tristes, reprit-il, et il sembla lire encore la lettre comme pour gagner du temps et la retenir. — Gertrude! commença-t-il enfin, et il s'assit près de la jeune fille tremblante; Gertrude, aussitôt que votre père sera de retour, je demanderai à le voir, et alors mon sort sera entre ses mains et dans les vôtres.

« Elle se retourna pâle comme la mort. Il y avait à la fois trop de joie et trop de crainte dans son cœur. Son sort entre les mains de son père, elle frissonnait à cette idée! mais elle n'osa exprimer ce qu'elle sentait, et ne répondit rien. Adrien fut embarrassé de sa pâleur et de son silence.

« — Gertrude, s'écria-t-il, me suis-je trompé? Ai-je trop espéré?

« Elle leva lentement les yeux vers lui. Son regard disait plus de choses que les paroles les plus éloquentes.

« — Comment pourriez-vous vous tromper? dit-elle faiblement. Oh! Adrien, est-ce bien vrai que vous m'aimez?

« — Tendrement, murmura-t-il, et il pressa la main de Gertrude sur ses lèvres.

« — Alors, s'écria-t-elle avec un mélange d'exaltation et d'émotion, alors la vie n'a pas de bonheur plus grand à me donner. Adrien, je ne mérite pas d'être votre femme. Je voudrais mourir à présent. N'est-ce pas assez pour moi d'avoir entendu ce que vous venez de dire? J'ai été heureuse. Adrien, mon âme est contente. Je n'ose rien espérer de plus dans l'avenir.

« — Chérie, cette méprise n'est-elle qu'un mouvement nerveux, ou prévoyez-vous des obstacles à mon désir?

« — Non, non, pourquoi des obstacles? Il ne peut pas en exister.

« — Je crois qu'au point de vue du monde il ne s'en élèvera point. Pour ce qui regarde ce dont vous et moi ne nous soucions pas, je pourrai satisfaire votre père. Gertrude, ma chère Gertrude, vous ne paraissez pas heureuse. Dites-moi ce que vous sentez et ce que vous craignez.

« — Je ne sais ce que je sens, ce que je crains. Je ne sens qu'une chose, c'est que je vous aime; je ne crains qu'une chose, c'est de vous quitter. Je le sens plus que je ne devrais ou du moins plus que je ne devrais le dire. — Elle avait prononcé ces derniers mots avec un tel mélange de tendresse et d'anxiété, qu'Adrien en fut profondément ému. Elle s'en aperçut et s'écria : — Il y a des larmes dans vos yeux, Adrien! cela vous fait-il de la peine que je vous aime tant? Vous apitoyez-vous sur moi dans votre cœur? Vous avez raison, si ce rêve ne doit être qu'un rêve de bonheur. Si vous n'étiez pas ce que vous êtes, j'aurais honte d'avoir été si tôt vaincue; mais je n'ai pas honte, je suis fière de vous aimer, fière de voir vos yeux me regarder avec tendresse, fière d'être quelque chose pour vous, qui êtes tout pour moi. Que le ciel me pardonne si je vous aime trop!

« Adrien prit ses mains et les baisa avec feu. Elle ne les retira pas, mais tourna ses yeux vers le ciel, et, pour un instant, parut ne pas l'entendre, tan-

dis qu'il lui parlait de son amour avec des mots qui vibraient pourtant dans son cœur. Jamais il ne l'avait vue aussi belle; jamais il n'avait éprouvé pour une créature humaine un intérêt aussi profond, aussi absorbant, aussi pénible. Peut-être en ce moment un doute, léger comme l'ombre d'un nuage à la surface d'un lac, traversa son esprit : était-ce la femme telle qu'il l'avait autrefois rêvée? Mais ce qu'il ressentait n'était ni un désenchantement ni un regret. L'étrangeté de son caractère ne faisait que la lui rendre plus chère. Il y avait dans le ton dont il lui parlait du respect autant que de la gentillesse; il pressentait dans cette nature des vertus latentes et des dangers inconnus; il ne se demandait pas si c'était pour son bonheur à lui qu'il avait pris une telle influence sur ce cœur de feu et cette âme fougueuse. Son propre bonheur était toujours la dernière de ses pensées; il ne voyait qu'un nouveau devoir dans sa vie.

« — Il faut que je parte, dit-elle, et que je triomphe de cette folle crainte de l'avenir.

« — Puis-je, demanda-t-il, passer un autre dimanche à Lifford-Grange et voir votre mère une fois encore? J'irai ensuite en Irlande et serai de retour à l'arrivée de votre père.

« — Oui, oh! oui, un autre dimanche, une autre petite vie de huit heures. Adieu. Je vois lady Clara dans le jardin. »

Mais l'heure des orages qu'avait pressentis instinctivement Gertrude allait sonner. M. Lifford était revenu. Gertrude porta légèrement les premières semaines de l'absence d'Adrien. L'espoir, l'attente d'un événement si proche, d'un bonheur si enivrant, étaient assez pour occuper les bouillonnemens de son cœur et de son imagination, sans irriter encore son impatience. Un soir, elle entendit le roulement d'une voiture dans la cour du château; il y eut du mouvement dans la chambre de son père; une heure après, la voiture repartit. C'était Adrien sans doute. Gertrude alla frapper à la porte de M. Lifford, et, affrontant sa froideur ordinaire, le supplia de lui dire quelle visite il venait de recevoir. M. Lifford lui montra une carte sur laquelle elle ne lut qu'un nom indifférent. A partir de ce moment, l'anxiété, le doute, la terreur, le martyre des espoirs conçus à toutes les minutes et à chaque instant trompés torturèrent Gertrude. La maladie de sa mère s'aggrava. Elle saisit quelques mots du dernier entretien de la mourante et de M. Lifford. « Non, disait sa mère, non, ce n'est pas possible; dites-moi que vous n'avez pas fait cela. » Ou encore : « Je vous dis, Henri, que vous avez eu tort, très grand tort. » Puis elle entendit un long cri, arraché comme par une souffrance intérieure. La porte s'ouvrit : M. Lifford sortit pâle, et lui dit : « Allez vers votre mère, Gertrude, elle se meurt. » Elle mourut quelques instans après.

Gertrude restait seule avec ce père qui la détestait : sa mère était morte; d'Arberg la délaissait; le vieux prêtre était en Espa-

gne; la bonne Mme Redmond et sa fille allaient partir pour Londres avec Maurice. Il semblait que rien ne manquait à sa désolation, lorsque, moins d'un mois après la mort de sa mère, M. Lifford fit appeler Gertrude dans sa chambre. Il s'excusa légèrement sur la nature de la communication qu'il avait à lui faire si peu de temps après le malheur qui les avait frappés; mais des intérêts majeurs et pressans l'y obligeaient. Puis il lui annonça, de son ton sec et impérieux, qu'il avait accordé sa main à un noble espagnol, lequel arriverait le lendemain. Gertrude ne répondait pas. M. Lifford l'interrogea des yeux. « Voulez-vous avoir la bonté, lui dit-elle en le regardant fixement, de répondre à une seule question? N'avez-vous reçu pour moi aucune autre proposition de la même nature? — Aucune, répondit-il après avoir hésité un instant, qui méritât d'être prise en considération. — Vous avez donc reçu une demande, dit-elle avec le même calme affecté, d'Adrien d'Arberg? » M. Lifford l'avoua. Le cœur de Gertrude ne l'avait pas trompée; la voiture qu'elle avait entendue était bien celle d'Adrien, et M. Lifford eut la confusion de se voir forcé d'avouer qu'il avait trompé sa fille. Mais à quoi sert à Gertrude cette victoire qu'elle remporte sur M. Lifford? à quoi lui sert d'écraser un moment d'un regard de révolte et presque de dédain un père dénaturé par des calculs de vanité et d'intérêt? M. Lifford se venge d'elle. « Cet homme, lui dit-il, n'était pas digne de vous, et la preuve, c'est qu'au mépris des promesses dont vous parlez, il vous a abandonnée, » et il lui montre un passage d'un journal français qui annonce qu'Adrien d'Arberg est entré dans un séminaire.

Gertrude ne prononce pas un mot. Foudroyée par la douleur, une seule pensée survit en elle : fuir cette maison odieuse. Après une nuit d'insomnie, aux premiers bruits du matin elle croit entendre l'arrivée de l'homme auquel on veut l'enchaîner. Elle sort; elle court à la maison de Mme Redmond. La veuve était déjà partie pour Londres avec Mary Grey; il n'y restait que Maurice, sur le point de partir aussi. Au lieu des consolations protectrices qu'elle allait y chercher, elle ne trouve dans le cottage à moitié abandonné que l'amour de Maurice, qui accueille son malheur avec des larmes de tendresse, des spasmes de passion, des supplications ardentes. Maurice veut l'emmener à Londres. Si Gertrude part avec Maurice, il faudra qu'elle l'épouse. Abîmée dans l'angoisse du délaissement, elle se laisse aller à ce cœur malheureux qui l'a toujours aimée; puis, ce qu'il lui faut en ce moment, c'est une vengeance de la tyrannie de son père, c'est une rupture éclatante, éternelle, outrageante avec ces préjugés auxquels M. Lifford la sacrifie. La fille d'une race des croisades devenir la femme d'un artiste! quelle tache à l'écusson des Liffords! A moitié entraînée par l'amour de Maurice, à moitié emportée par la révolte,

elle se laisse conduire au chemin de fer. Elle arrive en quelques heures à Londres, non dans le Londres poétique de son imagination, mais dans le Londres lugubre de l'hiver, dans le Londres enseveli sous les brouillards et noyé dans la boue. Maurice la conduit à sa mère, à sa sœur, muettes de consternation et d'attendrissement, comme s'il l'avait enlevée. La triste famille, le fiancé fiévreux et troublé, la fiancée dévastée et inerte, montent dans une voiture de place et vont à la chapelle catholique, où se fait le mariage furtif. « Maurice, je tâcherai d'être pour vous une bonne femme. » C'est tout ce que Gertrude eut la force de dire au jeune homme à qui elle venait de donner le cadavre de son cœur.

Cette union, marquée dès le premier jour par la fatalité, fut une fièvre lente. Gertrude, lorsque le temps et la réflexion eurent passé sur son coup de tête, ne fut pas sévère envers Maurice. Elle ne se montra pas irritée de la surprise qu'il avait faite à sa douleur en délire; elle s'efforçait d'être bonne, mais elle portait en elle ce somnambulisme de l'âme, cette hallucination de l'idée fixe que laissent après eux les grands désespoirs. Maurice, nature faible et inquiète, sentait l'obstacle dressé entre Gertrude et lui. Parfois il se soulevait contre cette infranchissable barrière, et il s'y meurtrissait; parfois il s'apitoyait sur Gertrude comme sur sa victime. A la suite de ces torturantes alternatives de désirs et de colères refoulés et d'attendrissemens débordés, un jour, Maurice fit à Gertrude un effrayant aveu. Le matin même où il avait épousé Gertrude, avant le mariage, il avait reçu une lettre d'Adrien d'Arberg : les faux bruits répandus sur son compte y étaient démentis, et Adrien demandait avec sollicitude à Maurice des nouvelles de Gertrude. Après avoir eu la coupable faiblesse de cacher cette lettre à celle qui n'était pas encore sa femme, Maurice eut la cruelle imprudence de la montrer à Gertrude pour voir si le souvenir d'Adrien vivait encore en elle. L'impassibilité à laquelle la jeune femme avait, par l'héroïsme de sa volonté, plié son âme depuis un an ne put résister à cette affreuse révélation. Elle resta résignée à sa chaîne, mais se crut affranchie vis-à-vis de Maurice de la fidélité de ses pensées. Entre elle et lui, la séparation morale était irrévocable. Maurice désespéré ne fit plus dans sa maison que des apparitions courtes et silencieuses. Il avait abandonné peu à peu les leçons de musique au moyen desquelles il répandait autour de sa femme un dernier vestige d'aisance. Il voulut se créer des ressources plus faciles à son découragement et à sa morose indolence : il engagea son petit avoir dans des spéculations qui furent malheureuses et ne lui laissèrent que des dettes. Il fut arrêté. Gertrude, pour le tirer de la prison, donna presque tout le petit héritage que lui avait laissé en mourant le père Lifford. Quand il fut libre, elle

voulut quitter l'Angleterre, où ils ne pouvaient plus vivre, et elle décida Maurice à partir pour l'Amérique.

Ils s'embarquèrent sur un de ces immenses navires qui portent les émigrans par centaines aux États-Unis; mais au moment du départ, quand il était impossible de revenir en arrière, Gertrude, confuse, rencontra à bord son ancienne amie, lady Clara Audley, qui venait faire ses adieux à un passager monté sur le même navire : ce passager était Adrien d'Arberg. Adrien, en apprenant l'étrange mariage de Gertrude, avait abandonné sa fortune à son frère et à des fondations charitables; il était venu en Irlande, s'était mis à la tête d'une troupe d'émigrans, et allait la conduire et en diriger l'établissement dans le *far west*.

La crise inévitable était arrivée. Ces cœurs naufragés trouvaient le danger sur le vaisseau même où ils le fuyaient. Adrien restait avec ses Irlandais et ne venait pas sur la partie du navire réservée aux passagers aisés. Cependant Adrien et Gertrude se rencontrèrent. L'explication fut véhémente, quoique contenue de la part de Gertrude, tendre, douloureuse, résignée du côté d'Adrien. Gertrude en sortit non moins triste, mais plus calme. Maurice s'était aperçu plus tard de la présence d'Adrien. Il y eut en lui des combats déchirans entre la jalousie et le remords, entre l'amour et le repentir, des luttes qu'il ensevelit dans son sein, mais auxquelles succomba sa frêle constitution; il tomba malade. Gertrude, comme pour expier l'idée involontaire qui avait traversé un moment son esprit, qu'entre Arberg et elle la réunion était encore possible dans l'avenir, soignait Maurice avec une vigilance empressée et inquiète. Un soir, elle attendait le médecin du navire :

« Les heures s'écoulaient, et le médecin ne venait pas. Il était tard, Maurice allait plus mal. Ses douleurs augmentaient, sa respiration était oppressée. Elle était alarmée; mais elle n'osait le quitter pour aller chercher du secours. Un instant elle sortit à la hâte, aperçut un domestique et lui dit d'aller supplier le docteur de venir sur-le-champ. Quand elle rentra, Maurice l'appela à voix basse et la fit asseoir à son chevet.

« — Écoutez-moi, Lady-Bird, car à présent je peux parler, et c'est peut-être la dernière fois que je vous appellerai de ce nom. Pardonnez-moi tout ce que je vous ai fait souffrir. Il aurait mieux valu pour vous que je ne fusse pas né; mais si je meurs maintenant, alors ma vie ne vous aura pas fait beaucoup de mal, n'est-ce pas, Gertrude? Vous êtes très jeune encore, et vous pouvez être longtemps heureuse. Vous me pardonnerez, quand vous serez heureuse, de vous avoir tant aimée pendant ma courte vie, vous pardonnerez à mon amour de m'avoir rendu égoïste, méchant et fou. Ne pleurez pas, Lady-Bird; ne détournez pas votre face de moi. Voulez-vous me donner un baiser?

« Elle passa le bras autour de son cou, et, sur ses lèvres fiévreuses, elle lui donna un baiser comme il en avait rêvé, mais comme il n'en avait jamais reçu. Il fut saisi d'une soudaine faiblesse. Il ouvrit la bouche pour respirer.

« — Une de ces potions, dit-il, vite, j'étouffe.

« Elle avait les yeux pleins de larmes; un brouillard lui couvrait la vue. Elle versa la médecine dans un verre. Il l'avala et s'écria : — Quel goût étrange!

« Quelle horrible vision était passée devant elle? Quelle terreur subite blanchit ses joues, quand, agenouillée devant la lampe, elle lut sur l'étiquette de la bouteille : *Laudanum*, poison! Il y a une force miraculeuse dans l'effroi et dans l'angoisse, car elle ne trembla pas, elle ne s'évanouit pas; mais, se précipitant vers la porte, elle demanda le docteur avec un tel accent d'agonie, que deux ou trois personnes sautèrent de leur lit pour aller le chercher. Elle s'assit à côté du lit étroit, mit la tête de Maurice sur sa poitrine, et le contempla avec des yeux pétrifiés et le cerveau en feu. « S'il allait mourir, je serais libre. » Y eut-il dans l'enfer un démon assez féroce pour lui souffler en ce moment à l'esprit ces mots qui l'avaient fait trembler hier, et qui ressemblaient aujourd'hui au cri de désespoir du condamné entendant sa sentence? C'était une affreuse chose que son visage incliné sur celui de Maurice, de façon pourtant qu'il ne pût pas la voir. Il se plaignait de sensations étranges; elle sentait la mort dans son propre cœur, mais elle parlait avec calme, car elle éprouvait une puissance inconnue de souffrir. Elle sentait que, s'il mourait, sa vie, à elle, serait une incessante torture de remords, mais que, tant qu'il vivait, il y avait une espérance pour elle, et que la merci de Dieu était immense et infinie comme sa douleur.

Le docteur vint en homme dérangé, vexé. Il y avait beaucoup de malades et de mourans sur ce misérable navire, et l'on avait crié après lui toute la nuit.

« — M. Redmond, dit-il en entrant dans la cabine, ne peut aller beaucoup plus mal que la dernière fois que je l'ai vu.

« Elle avait pris le flacon; elle le plaça entre elle et lui et lui dit à l'oreille :

« — Je lui ai donné cela.

« Il fait un mouvement en arrière et mâche un juron entre ses dents :

« — Alors, pardieu, tout est fini pour lui.

« Elle ne s'évanouit pas, mais joignit ses mains crispées et lui dit :

« — Sauvez-le! sauvez-le! Essayez au moins!

« Elle est à côté de lui, tandis qu'il emploie tous les moyens et tous les expédiens auxquels on a recours en pareil cas; elle suit tous ses mouvemens en silence, retenant sa respiration entrecoupée, avec l'anxiété de la mort.

« — Je ne peux faire davantage, dit-il enfin, et je ne peux rester plus longtemps : on a besoin de moi ailleurs. Il faut que vous le teniez éveillé, si vous pouvez; tout dépend de là. Faites comme vous pourrez. Parlez-lui, remuez-le. Il faut que je m'en aille.

« Elle lui prit le bras, et, avec un regard qui émut même cette dure nature, elle lui dit :

« — Dites à Adrien d'Arberg de venir ici à l'instant. Dites-lui que Maurice Redmond se meurt, et que c'est sa femme qui l'a tué.

« Elle s'agenouilla devant son mari; elle ne lui cachait plus son visage. Elle lui parla avec une voix, elle le regarda avec des yeux qui semblaient

l'éveiller de la stupeur croissante qui engourdissait ses sens. Elle l'appelait à haute voix, elle soulevait ses mains et les pressait dans les siennes.

« La porte s'ouvrit : Adrien était à côté d'elle, pâle, ferme, maître de lui-même. Elle murmura sans tourner ses regards vers lui : « Que deviendrai-je s'il meurt? » Les yeux de Maurice se fermaient, il ne semblait plus entendre ni sentir. Elle se retourna alors du côté d'Adrien et jeta sur lui un regard si horriblement désespéré, qu'il devint encore plus pâle. Il lui mit la main sur l'épaule et lui dit :

« — Gertrude, priez, priez de toute la force de votre désespoir, et laissez-moi veiller à côté de ce lit. Cette nuit-ci, nous la passerons ensemble, et puis, quelle que soit la volonté de Dieu, quoi qu'il arrive...

« — Nous nous séparerons pour jamais, dit-elle lentement.

« — Ainsi soit-il.

« — C'est un vœu, ajouta-t-elle.

« — Aussi solennel que cette heure, répliqua-t-il. Maintenant allez, et priez Dieu d'avoir pitié de vous et de moi. »

Ce vœu, cette immolation à Dieu de son amour que fait cette femme qui croit avoir frôlé un crime, la métamorphose. Maurice est sauvé par les soins d'Adrien et de Gertrude. Quand il revient à lui, il voit devant lui sa femme et son ancien ami. Il indique d'un regard effaré Adrien à Gertrude. — « Autrefois, mais plus à présent, lui dit-elle à voix basse en répondant à sa pensée. Croyez-moi, cher Maurice, par tout ce que j'ai souffert cette nuit, par tout ce que nous avons souffert depuis notre mariage, vous pouvez me croire maintenant. Mon amour est à vous désormais, à vous seul. Je vous l'ai donné, Maurice, dans une heure terrible, et je n'ai pas traversé en vain la plus effrayante épreuve qui ait été infligée, pour l'écraser, à une âme endurcie. » Et Maurice voit dans les yeux de sa femme la vérité de ses paroles. Gertrude, épurée par le renoncement absolu et dévoué de la passion, qui était l'orgueil de sa volonté et la volupté de son cœur, se réconcilie avec le devoir et avec la vie. Elle est sereine, elle est pieuse, elle est heureuse. J'avoue qu'au point de vue du mouvement des passions autant qu'au point de vue religieux, ce miracle de la grâce me paraît une très belle et très émouvante péripétie.

Là est le dénoûment moral du roman; en voici la conclusion en deux mots. Maurice meurt à son arrivée en Amérique; Gertrude, laissée veuve, est bientôt mère; Adrien se fait missionnaire. Quelques années après, Gertrude reçut une lettre de son frère Edgar. Depuis les malheurs de sa maison, M. Lifford avait longtemps voyagé avec son fils, ensuite il était revenu à Lifford-Grange. Le vieil orgueilleux commençait à plier sous les catastrophes amenées par ses préjugés obstinés. Il reparlait de Gertrude, dont il n'avait plus prononcé le nom depuis sa fuite. Edgar pensait que le retour de Gertrude ren-

drait la paix de l'âme au triste vieillard. Gertrude rentra donc comme le pardon avec son fils Maurice dans la maison de son père. Edgar voulut se marier et craignit de blesser par son choix les vieilles préventions de M. Lifford. Ce fut Gertrude qui demanda le consentement de son père. M. Lifford lui montra le portrait de sa mère et le sien à elle. « Vous parlez à un homme dont l'orgueil a fait leur misère, lui dit-il. Edgar croit-il que j'adore encore les idoles qui les ont détruites? » Gertrude se jeta à son cou pour le remercier; mais M. Lifford la repoussa un instant avec un regard d'inquiétude et de défiance. « Croyez-vous que je ne sois pas heureuse? » lui dit-elle avec un de ces sourires persuasifs, expression d'une paix intérieure que le monde ne peut ni donner ni retirer. Alors il la pressa sur son cœur et la bénit. « Depuis ce temps, il y eut des fleurs dans les jardins et du bonheur dans le vieux château de Lifford-Grange. »

III.

J'ai peu d'observations à faire sur ces deux ouvrages. Analyser des romans, c'est presque s'enlever le droit de les juger. Quand on résume des volumes en quelques pages, quand on remplace l'action qui se déroule avec ses gradations naturelles par une analyse qui efface ce qu'on pourrait appeler le modelé de l'œuvre, et n'en rend tout au plus qu'un trait sec et cru, on aurait mauvaise grâce à signaler des défauts que l'on a soi-même nécessairement aggravés. L'abréviateur doit des excuses à l'auteur, car c'est surtout lui qui court le danger d'être plus *traditore* que *traduttore*.

Seulement, s'il y a une préférence à exprimer entre le roman de lady Fullerton et celui de Currer Bell, je n'hésite pas. Il a fallu peut-être plus de vigueur de talent pour écrire un roman comme *Villette* que pour composer *Lady-Bird*. L'avantage reste pourtant à lady Fullerton. Le sujet de *Villette* est terne et froid; l'action de *Lady-Bird* est émouvante, ou du moins lady Fullerton a dans le style une chaleur pénétrante qui se communique au sujet du récit, en redouble l'intérêt, et gagne la sympathie du lecteur. Quoique Currer Bell veuille ennoblir, en les amenant sous le jour de l'imagination, les incidens vulgaires des existences médiocres, son livre n'a guère chance d'intéresser la classe même à laquelle il est consacré; il n'y a que les lecteurs cultivés, les malins, qui prendront la peine d'étudier et d'apprécier le talent dépensé dans les détails de *Villette*. Le roman de lady Fullerton a sur celui de Currer Bell une supériorité décisive pour les ouvrages de ce genre : il est plus attachant.

Mais ce qui donne une valeur très haute à ces romans, c'est leur

inspiration morale. Ici encore, il va sans dire que je place *Lady-Bird* au-dessus de *Villette*. J'admire sans doute cette fière apologie de l'énergie intérieure de l'âme humaine dont *Villette* est remplie. S'il y a dans le monde beaucoup de natures qui se suffisent ainsi à elles-mêmes pour arriver à l'accomplissement du devoir et au repos du cœur, j'en suis bien aise pour elles, mais je ne leur porte pas envie. Je crains d'ailleurs que ces héroïsmes de la conscience individuelle, ces victoires stoïques soient fort rares, et que, sauf un très petit nombre d'exceptions, l'on ne puisse attribuer ces vertus-là qu'au tempérament et aux circonstances. La morale de lady Fullerton me paraît, dans son humilité, bien plus universelle et bien plus humaine. Les douleurs, les douleurs infinies où aboutissent l'orgueil et le désir, voilà le critérium de la vérité morale qui force les vrais romanciers et les grands poètes, et tous ceux qui ont étudié la pathologie des passions humaines, à conduire l'homme suppliant et humilié aux pieds de Dieu. Telle est la conclusion que lady Fullerton dégage de son œuvre avec une sincérité, une conviction, une ferveur entraînantes, et il me semble impossible de l'en louer suffisamment.

Je me trompe. Je me rappelle, dans *Lady-Bird*, une juste et fine réflexion sur les éloges, qui ne saurait venir plus à propos : « Il y a, dit lady Fullerton, une joie inspirée par l'éloge qui n'a rien à démêler avec la vanité; c'est une sorte de sympathie réclamée impérieusement par tous ceux qui sont doués de quelque génie : c'est la brise qui évente la flamme, l'huile qui nourrit la lampe. L'éloge, lorsqu'il est sincèrement donné et gracieusement reçu, produit souvent une sorte de bonheur humble et timide aussi éloigné de la vanité que l'exaltation d'une mère à la beauté de son enfant diffère du sentiment orgueilleux qu'elle aurait de la sienne. » Ce bonheur humble et timide, lady Fullerton doit l'avoir souvent éprouvé depuis la publication de *Lady-Bird*, car chacun de ses lecteurs serait heureux, j'en suis sûr, de pouvoir, comme moi, lui témoigner publiquement la sympathie reconnaissante qui suffit à sa modestie.

EUGÈNE FORCADE.

LA PHILOSOPHIE

ET

LA RENAISSANCE RELIGIEUSE.

On répète volontiers partout que la philosophie s'en va. S'agit-il de savoir si elle est plus ou moins coupable, on discute un peu; mais on ne discute pas pour déclarer qu'elle est désormais parfaitement inutile. Juste ou non, l'arrêt est spécieux pour qui n'observe l'esprit général de notre temps que dans ses manifestations les plus éclatantes. Quels sont en effet, depuis un demi-siècle, les phénomènes sociaux qui frappent tous les esprits? Le premier que je veux signaler, c'est l'immense développement des intérêts matériels, phénomène d'autant plus remarquable qu'il a sa racine dans les élémens mêmes de la société moderne, telle que l'a faite la révolution de 89. Oui, qu'on s'en afflige ou qu'on s'en réjouisse, il faut dire avec un illustre orateur de la restauration que la démocratie coule à pleins bords. A tous les degrés de la vie sociale, c'est une aspiration ardente, unanime, infatigable, vers le bien-être et l'aisance, vers la richesse et le luxe, vers l'influence et le pouvoir, en un mot vers tous les biens de ce monde. Voilà un premier fait, aussi manifeste que la clarté du jour, et qui semble indiquer dans l'âme de notre société moderne des dispositions peu philosophiques. Que faut-il à une société éprise de bonheur matériel, passionnée pour les travaux et les avantages de l'industrie? Des ingénieurs, des physiciens, des chimistes, tout au plus quelques mathématiciens : elle n'a que faire de philosophes. Voulez-vous vous enrichir? défiez-vous de la métaphysique. A quoi bon lire Platon? il ne vous apprendrait pas l'art d'amasser des richesses, et puis, prenez garde à cet enchanteur, il pourrait bien vous les faire mépriser.

Le second phénomène que j'ai dessein, non plus seulement de constater, mais d'approfondir, c'est ce besoin impérieux qui se manifeste surtout dans les âmes éprouvées par les mécomptes de la vie, — le besoin de trouver au-delà du monde visible l'objet d'une adoration sans trouble et d'un amour sans illusion, d'y chercher le secret de la destinée humaine, ou tout au moins de donner quelque pâture à l'imagination, saisie de curiosité et d'effroi en face des mystères de la mort. Qui ne connaît de telles inquiétudes? Elles se rencontrent dans les hommes de tous les temps, parce qu'elles sont la vie même de l'humanité; mais le sentiment qu'elles produisent a pris de nos jours un développement si puissant, qu'il n'y a pas un philosophe, pas un homme d'état, pas une tête pensante, qui n'en ait fait le sujet de ses réflexions. Ce phénomène social a pris un nom : il s'appelle la renaissance religieuse.

S'il s'agissait ici d'un accident fugitif, d'une de ces fièvres ardentes et passagères, trop communes en notre mobile pays, il n'y aurait pas à s'en préoccuper; mais non, le mouvement religieux n'est pas un événement d'hier : il ne date pas de la fin du dernier règne, il ne date pas de la restauration, il ne date même pas du concordat. Quand les mains du premier consul entreprirent de relever l'autel, il s'était déjà relevé tout seul dans le cœur des peuples, et du jour où la France put faire entendre une voix que la terreur avait glacée, elle invoqua Dieu.

Nous savons ce qu'on peut objecter; nous ne perdons pas de vue les oppositions que la foi renaissante a soulevées et les intermittences qu'elle a subies. L'empire, d'abord si favorable à l'influence religieuse et tant caressé par elle, finit par la traiter assez rudement, et après les ivresses et les folies des ultramontains de la restauration, un retour d'opinion très énergique parut envelopper la religion même dans le décri de quelques-uns de ses ministres; mais que signifient ces temps d'arrêt et ces déviations apparentes? Il en est du mouvement religieux de la société nouvelle comme de son mouvement démocratique. Quand vous voyez un fait se produire au sein d'une grande société, durer tandis que tout passe, croître alors que tout décline, survivre à dix révolutions politiques, tour à tour favorisé ou combattu par le gouvernement et les partis, mais toujours debout, et après les tempêtes les plus formidables reparaissant avec une puissance, une sève et une vitalité nouvelles, — tenez pour certain qu'un tel fait a sa cause plus haut que la volonté de l'homme, et qu'en nier la portée, c'est nier une loi du monde moral et s'inscrire en faux contre un arrêt de la Providence.

Nous aurions moins de peine à comprendre l'aveuglement de certains esprits, si le mouvement religieux était concentré dans les limites

d'un certain pays; mais point du tout : il ne se produit pas seulement en France et chez les nations catholiques; c'est un mouvement européen. Il change de noms suivant la diversité des peuples ou des communions religieuses; c'est le piétisme à Berlin, le puseysme à Oxford et à Londres, le méthodisme à Genève, et c'est trop souvent l'ultramontanisme à Paris. Toutefois, sous ces formes changeantes, vous trouvez le même esprit intérieur; je veux dire un retour général des âmes vers une autorité surnaturelle et infaillible, et par suite un espace de plus en plus étroit laissé à la raison et à la liberté humaines.

Je crois avoir décrit le mouvement religieux avec une parfaite sincérité. Reste à le comprendre.

Si on voulait en croire certains écrivains célèbres, rien ne serait plus simple : ils y voient la sentence capitale de la philosophie, et comme ces esprits ingénieux joignent à tous les dons brillans de l'imagination et de l'éloquence une remarquable force de logique, ils ont compris qu'étant si sévères pour la philosophie, ils ne pouvaient pas l'être moins pour la société moderne, qui en est l'ouvrage. De proche en proche, ils en sont venus à répudier en bloc les trois derniers siècles, de sorte qu'à les en croire, du jour où l'esprit nouveau a produit Raphaël et Michel-Ange, Shakspeare et Milton, Pascal et Bossuet, Corneille et Molière, Descartes et Leibnitz, le monde est entré en pleine décadence. Dans cette conviction commune, les uns, ne voyant pas de remède naturel au mal, ont pris le parti de désespérer de la civilisation et de soutenir qu'en ce monde de ténèbres, Satan, c'est-à-dire l'esprit philosophique, doit être vainqueur de Dieu. D'autres, d'une humeur moins chagrine, d'une logique moins inflexible, d'un esprit plus ouvert et plus généreux, se souvenant que leur ardeur pour la religion fut contemporaine de leur jeune enthousiasme pour la liberté, se sont détournés de ce pessimisme de théorie : inconséquence généreuse à laquelle nous ne pouvons qu'applaudir, en attendant avec patience qu'un goût si noblement persévérant pour la discussion ramène ces ennemis de la philosophie à des sentimens plus doux.

Au surplus, nous n'avons dessein de discuter avec aucun de ces esprits extrêmes, surtout quand l'éblouissement du paradoxe et les fumées de la passion les emportent jusqu'à soutenir par exemple que toute vérité philosophique est dans saint Thomas, qui, dans sa modestie, croyait la tenir d'Aristote, ou quand, plus mal inspirés encore, ils engagent une croisade burlesque contre les pères de la civilisation humaine, Homère, Pindare, Platon, Virgile, et travestissent en fléaux dévorans ces chantres divins dont le peintre de *l'École d'Athènes* associait les images aux plus sublimes symboles du culte chrétien dans les fresques immortelles du Vatican. Mais laissons ces enfans perdus de

la polémique s'acharner dans l'ombre sur les restes d'un scandale épuisé; laissons-les se mettre en règle, comme ils le pourront, avec leurs supérieurs, dont la sagesse sait au besoin les avertir et les châtier : aussi bien des plumes habiles et non suspectes de complaisance pour les philosophes ont récemment fait justice de ces témérités puériles avec une force de raison qui nous dispense de rien ajouter.

La renaissance religieuse a des interprètes plus traitables. Ce sont des esprits initiés par l'étude philosophique de l'histoire moderne ou par le gouvernement des grandes affaires aux besoins de notre société. Ils la connaissent trop bien pour ne pas savoir qu'en matière de croyances religieuses, la philosophie, sous le nom de liberté de conscience, s'est incorporée pour jamais à nos institutions et à nos mœurs. Ce ne sont pas eux qui regrettent que Luther et Calvin n'aient pas eu le sort de Jean Huss, ou Descartes la destinée de Giordano Bruno, et cependant à la suite de nos récentes agitations ces graves observateurs, épouvantés sans doute de la puissance de dissolution qui a été donnée aux abus de l'esprit, se sont laissés aller à penser et à dire que la philosophie, livrée à elle-même, n'enfante guère que doute, orgueil et anarchie, qu'inutile au service du vrai, désastreuse au service du faux, elle doit céder la place à la foi, seule capable de régénérer la société. A leurs yeux, la question se pose nettement aujourd'hui entre deux influences contraires, le surnaturalisme et le rationalisme : — d'un côté, toutes les communions religieuses, que ces vastes esprits couvrent d'une égale sollicitude, jusqu'au point même de paraître les envelopper (je demande pardon du mot à leur orthodoxie) dans une sorte d'éclectisme supérieur; — de l'autre côté, toutes les influences philosophiques, pyrrhoniens, athées, panthéistes, déistes, tout cela volontiers confondu, ou du moins condamné à une commune stérilité. Voilà où le spectacle des ravages de l'esprit de doute et de négation a conduit ces intelligences attristées, ces maîtres de la parole et de la science, qui formaient il y a vingt ans notre jeunesse au mâle exercice de la pensée libre. D'où vient donc l'ascendant mystérieux de ce courant qui entraîne et qui dompte les plus fermes esprits? Pour en apprécier le caractère et la portée, il faut en chercher l'origine.

Le principe de la renaissance religieuse n'est pas difficile à découvrir : il est dans le matérialisme et le scepticisme du siècle dernier. A Dieu ne plaise que je vienne faire le procès à une grande époque de l'esprit humain! Aussi bien, avant de dire mon avis sur la philosophie du XVIIIe siècle, je demande à la définir. Est-elle tout entière dans Helvétius, d'Holbach et Lamettrie? Évidemment non. Joignez à ces pauvres esprits des hommes déjà bien supérieurs, David Hume et Condillac, Diderot, D'Alembert, Condorcet; vous n'avez encore qu'une

certaine école et qu'un certain parti. Voltaire lui-même, malgré l'étendue et la variété de son génie, n'exprime pas tout son siècle, et j'ajoute qu'il en répudie quelques-unes des meilleures inspirations. C'est ailleurs qu'il faut les aller recueillir, dans l'auteur d'*Émile*, et mieux encore dans Montesquieu et dans Turgot; c'est aussi dans ces sages aimables d'Edimbourg et de Glasgow, Hutcheson, Adam Smith, Thomas Reid, et dans le puissant méditatif de Kœnigsberg, Emmanuel Kant. Or il est certain, et on ne peut assez le répéter, que ces grands esprits ont passé leur vie à combattre le matérialisme et le scepticisme. Comment donc n'en ont-ils pas triomphé? C'est, hélas! qu'ils avaient laissé des otages entre les mains de l'ennemi : je veux dire que, tout en détestant les conséquences de la philosophie des sens, ils n'en rejetaient pas, faute de les bien connaître, tous les principes, et il a suffi, pour corrompre les bonnes semences, de ce mauvais levain. Kant commence sa célèbre *Critique* par protester contre l'empirisme de Locke avec autant de force qu'avait pu le faire Reid, et comme Reid encore, c'est du scepticisme de Hume qu'il veut affranchir la philosophie. Allez jusqu'au bout. Son dernier mot, c'est que toute affirmation spéculative sur l'âme et sur Dieu est une hypothèse arbitraire, c'est-à-dire que la religion naturelle et la théodicée n'ont aucun solide fondement. Écoutez le vicaire savoyard lançant contre Helvétius et d'Holbach ses apostrophes véhémentes, vous croyez entendre les accens du spiritualisme le plus pur. Regardez-y de près, ce grand adversaire des encyclopédistes n'est bien souvent qu'un de leurs disciples qui s'ignore. Il a appris à leur école à nier l'idée de l'infini, à déclarer inaccessible à l'esprit humain toute existence absolue, et s'il répudie la sensation, ce n'est point à l'autorité lumineuse et précise de la raison, mais aux vagues inspirations du cœur, qu'il demande sa théodicée, — mal fidèle encore à son principe, puisqu'il aboutit à fonder sur la souveraineté du nombre, c'est-à-dire sur la force, une politique pleine de chimères, après avoir fondé sur le sentiment une morale bien chancelante.

C'est ainsi que tout se mêle dans cette époque étrange, le bien avec le mal, la vérité avec l'erreur, le doute avec la foi, la revendication légitime de réformes durables et de droits sacrés avec les rêves de l'utopie et les menaces brutales de la force, le plus noble enthousiasme pour la tolérance, l'humanité, la justice, avec des doctrines qui semblent faites tout exprès pour la tyrannie. Et de là, vers la fin du siècle, quand tous ces principes contraires, venant à fermenter ensemble, amenèrent cette explosion terrible de la révolution française, alors surtout que les idées de Montesquieu reculèrent devant les doctrines de Rousseau, dépassées à leur tour par celles de Condorcet et de Mably, et que le déisme sentimental du vicaire savoyard fut aux prises

avec le scepticisme des uns et l'athéisme déclaré des autres, de là tant d'excès lamentables, tant de scènes d'une impiété licencieuse et bouffonne, souvenirs pénibles que je voudrais écarter, mais qui obscurciront de leur ombre la grande cause de la philosophie et de 89 jusqu'au jour où, pleinement dégagée de tout alliage de violence et d'impiété, elle apparaîtra aux yeux les plus aveuglés dans sa splendeur sans tache, et deviendra pour jamais l'étoile brillante et pure de la civilisation moderne.

La période la plus orageuse de la révolution s'écoula, celle des renversemens. Quand la société put se recueillir en elle-même après la tempête, deux grandes vérités saisirent les consciences, parce qu'elles sortaient toutes vivantes du sein même des faits. La première, c'est que la raison n'est pas tout l'homme. Chose étrange! le XVIIIe siècle, qui ne croyait qu'à la puissance de l'esprit, à la force illimitée de la raison, semblait se complaire en même temps à rétrécir le cercle de leur développement légitime; mais, eût-il donné à la raison son domaine le plus étendu, elle n'est après tout que la maîtresse partie de l'homme. A côté d'elle, il y a l'imagination et le cœur, il y a l'habitude et la force de la tradition, élémens tout aussi réels de la nature humaine, tout aussi pleins de fécondité et de vie. Que la raison aspire à en prendre le gouvernement, rien de plus légitime; mais elle n'a ni le droit ni la puissance de les supprimer.

M. Hegel ne voit rien de plus beau à louer dans la constituante que le dessein de refondre la société dans un moule entièrement nouveau, et de la construire en quelque sorte *a priori*, un peu comme M. Hegel construit ses systèmes. Cet éloge m'est suspect. Dieu seul, ce me semble, a pu concevoir et faire le monde *a priori*, et je me défie des hommes, même de génie, qui se mettent à la place de Dieu. S'il faut tout dire, j'ai toujours soupçonné M. Hegel, quand il fait ce pompeux éloge de la méthode des constituans de 89, d'avoir voulu indirectement glorifier la sienne; mais, de même qu'en philosophie, la raison n'est d'aucun usage, séparée de l'expérience, on ne fait rien de bon en politique, quand on rompt en visière aux mœurs et aux traditions.

Platon raconte que lorsque son illustre aïeul, Solon, se rendit à Saïs pour consulter la sagesse égyptienne, un des prêtres les plus âgés lui dit : « O Solon, Solon, vous autres Grecs vous serez toujours des enfans; il n'y a pas de vieillards parmi vous. — Et pourquoi cela? répondit Solon. — Vous êtes tous, dit le prêtre, jeunes d'intelligence, vous ne possédez aucune vieille tradition... »

Mais voici une leçon d'une portée plus haute encore que nos pères ont reçue à la dure école des événemens : c'est que la société humaine n'a pas son dernier but en elle-même, ou, en d'autres

termes, la vie humaine ne se suffit pas. Et d'abord il est assez clair que ce monde, où l'homme s'agite, n'est pas le théâtre de la justice parfaite et de la parfaite félicité. Le mal y lutte contre le bien, la violence contre le droit; la laideur, la faiblesse et la misère s'y rencontrent avec la richesse, la force et la beauté. Ce n'est rien toutefois : adoucissez les souffrances humaines, améliorez les institutions et les lois, donnez aux sciences leur plus puissant essor et leurs plus utiles découvertes, en un mot couvrez le monde des créations de l'industrie, de la parure des arts, des bienfaits de la philanthropie, — l'homme n'est pas satisfait. Vous pouvez développer toutes ses facultés, vous ne changerez pas sa nature. La perfectibilité indéfinie, si chère au XVIIIe siècle, est un rêve. Réalisez l'utopie de Condorcet, prolongez la vie humaine pendant plusieurs siècles : vous ne ferez jamais de l'homme autre chose qu'un être fini par ses organes, infini par ses désirs et par sa raison, qui vit sur la terre et qui pense au ciel.

Là est la racine de la religion. Tant que la vie terrestre ne donnera pas le parfait bonheur, tant qu'il y aura dans l'homme, avec la raison qui médite sur les mystères de l'éternité, l'imagination qui en anticipe la connaissance, le cœur qui tressaille en présence de l'inconnu, et cette inquiétude mystérieuse et profonde qu'aucun raisonnement ne peut complétement satisfaire, — la religion sera le sentiment le plus sublime du cœur humain et le ressort le plus puissant de la vie sociale. Ce sont là des vérités de tous les temps et de tous les lieux; pour qui se reporte maintenant à la situation morale de la France après les orages de la révolution, et considère les habitudes séculaires du culte violemment interrompues, le sentiment religieux, plus indestructible encore que les habitudes, comprimé par la tyrannie, un clergé — que le scepticisme avait amolli — retrouvant au sein des persécutions les vertus de la primitive église et la sympathie des peuples, tant d'illusions évanouies, tant d'espérances trompées, tant de sang répandu, tant de deuils imprévus et irréparables; pour qui rassemble toutes ces causes, j'ose dire que ce grand mouvement de renaissance religieuse, qui a laissé sa date littéraire dans *le Génie du Christianisme* et sa date politique dans le concordat, n'a plus rien qui puisse étonner.

On se plaît à dire que les amis de la philosophie sont à la fois surpris et désespérés de ce retour universel des âmes vers la religion. D'abord, ce ne serait vraiment pas la peine d'être un peu philosophe, c'est-à-dire observateur de la nature humaine, pour être surpris en la voyant se développer suivant ses lois, aller d'un matérialisme impie à l'extrémité opposée, exagérer la défiance à l'égard de la pure spéculation après s'y être confiée sans mesure, encourager les faiblesses, les violences, les puérilités qui se couvrent du manteau de

la religion, après avoir applaudi pendant soixante ans aux railleries de l'incrédulité et aux sarcasmes de l'ironie. Mais oublions ces excès en sens contraire, et dans le mouvement religieux de notre siècle ne regardons que son principe essentiel et son développement légitime. Eh bien! j'affirme que s'il est peu digne d'un philosophe de s'étonner d'un phénomène si naturel, il le serait moins encore de s'en affliger. Pour peu, en effet, qu'on réfléchisse à cette impulsion irrésistible qui emporte les nations modernes dans les voies de la démocratie, comment ne pas comprendre que le sentiment religieux, indispensable à toute société, est devenu plus particulièrement nécessaire à la nôtre? Dans un temps et dans un pays où toutes les anciennes barrières sont renversées, où chaque individu, pouvant tout espérer, désire tout, la société a besoin, pour ne pas tomber en poussière, de ce ciment spirituel que le christianisme établit entre les âmes, et c'est pourquoi son action tutélaire sera respectée et bénie de tous, à cette seule condition de n'être intolérante ni oppressive pour personne.

Reste à expliquer maintenant que des esprits accoutumés à regarder au fond des choses se soient persuadé qu'il y a une opposition radicale entre le mouvement religieux de la société et son mouvement philosophique. Pour achever de confondre cette hypothèse, examinons quel a été depuis soixante ans le caractère de la philosophie contemporaine. L'Europe a vu naître et se développer de nos jours deux grands systèmes de spéculations philosophiques, celui de l'Allemagne et celui de la France. Je les distingue fortement l'un de l'autre, et en même temps je soutiens qu'à des titres différens et à des degrés divers ils expriment tous deux un même phénomène moral : — savoir, la renaissance du spiritualisme en philosophie.

Le mouvement germanique a parcouru toutes ses phases; on en connaît le commencement, le milieu et la fin; il est possible de l'embrasser dans son ensemble et de le juger. Je dis que c'est un mouvement d'origine spiritualiste, et j'avoue que l'assertion paraîtra contestable, si on regarde où il vient d'aboutir; mais voyons d'abord par où il a commencé. Plaçons-nous par la pensée aux premières années du XIXe siècle, au moment où disparaît Kant. En quel état laissait-il la philosophie? Il faut, pour le savoir, comparer ce qu'il avait fait avec ce qu'il avait voulu faire. Son ambition était immense. Il niait sans réserve toute la philosophie du passé. Pour lui, Aristote et Platon, Descartes et Leibnitz, n'avaient pas sur le système général des êtres des idées plus justes que celles des meilleurs astronomes avant Copernic sur le système particulier du monde physique. Kant croyait avoir découvert le vrai rapport, jusqu'à lui inconnu, de l'esprit humain avec les choses. L'esprit humain dans sa théorie était

le soleil : au lieu de tourner autour des choses, il les faisait tourner devant lui.

Telle fut l'idée première de l'entreprise philosophique de Kant. Elle devait aboutir, dans sa pensée, à terminer la lutte éternelle de l'empirisme et de l'idéalisme, des dogmatiques et des pyrrhoniens, en fixant à la fois les droits certains et les limites infranchissables de l'humaine raison. Kant avait-il atteint son but? Nullement. Dégagez en effet son système de tout ce qui n'y tient pas logiquement, ôtez les remaniemens, les correctifs et les inconséquences; quelle est la conclusion finale? c'est que l'homme, enfermé dans sa pensée comme dans une prison obscure et sans issue, ne peut tirer de ses notions les plus élevées aucune lumière sur les objets qui l'intéressent essentiellement; pas la plus faible conjecture sur l'existence de l'esprit, rien sur l'existence de la matière, rien, à plus forte raison, sur celle de Dieu, de sorte que les lois universelles et nécessaires de la raison n'ont d'autre usage que de guider la pensée dans l'exploration de l'univers sensible.

La philosophie allemande en était là vers la fin du siècle dernier; c'est dire assez qu'elle retombait, en dépit d'elle-même, sous le joug de l'empirisme et du scepticisme. L'honneur de l'y avoir arrachée se partage entre trois hommes supérieurs, Fichte, Schelling, Hegel. Ces grands esprits ont bien des différences, mais dans la variété de leurs systèmes il y a un point commun : c'est un effort généreux et puissant pour retrouver par la science ce qu'on appelle en Allemagne l'objectif et l'absolu, c'est-à-dire la certitude et Dieu.

Fichte s'attache au principe de Kant, — au sujet de la pensée, et il s'efforce de démontrer par une déduction subtile et originale que le moi ne peut pas être la seule existence, qu'elle implique non-seulement un terme opposé qui la limite et la ramène sur soi, mais aussi un principe supérieur, un principe absolu, une existence pleine et sans limite, qui explique, enfante, domine toutes les oppositions. On a pu appeler Fichte le philosophe du moi; mais il est si éloigné d'un égoïsme vulgaire, que, dans sa morale, il est stoïcien, et que sa métaphysique, de plus en plus pénétrée d'un souffle religieux, est venue aboutir au mysticisme.

C'est dans l'homme, c'est par la psychologie, que le disciple de Kant trouvait Dieu. M. Schelling, sortant brusquement de l'enceinte étroite de la philosophie critique, chercha Dieu dans l'histoire de la nature et dans celle de l'humanité. L'idée générale de son système, c'est l'analogie profonde des lois de la matière et des lois de la pensée. La nature à ses yeux n'est point l'empire d'une fatalité aveugle; elle est toute pénétrée d'intelligence, mais d'une intelligence qui ne se dégage que par degrés d'une espèce de sommeil. Et d'un autre côté, l'humanité, bien que libre, a des lois, et la vie spirituelle, en-

tée sur la vie organique, en reproduit le mouvement sur une échelle plus vaste et plus complète. Or, si l'univers et l'homme manifestent sous des formes différentes une même pensée, comment expliquer cette harmonie autrement que par une unité suprême qui se manifeste à des degrés divers dans la série infinie des existences? De là un système plein de hardiesse, où M. Schelling a répandu les trésors de son érudition de savant et de son imagination de poète, système resté toujours un peu vague, qui associe de grandes vérités à de grandes erreurs, mais qui, dans son ensemble, est tout pénétré d'une inspiration religieuse; c'est au point que l'école de Munich, dont M. Schelling est la gloire, et d'où sont sortis tant de physiciens idéalistes, tant d'artistes purs et sévères, n'a pas tardé à glisser, avec Baader et Görres, sur les pentes de la mysticité. Et maintenant, faut-il déclarer sans détour ma pensée sur le système célèbre qui a succédé en Allemagne à celui de M. Schelling? Je commencerai, afin d'être juste, par rappeler que, de l'aveu de tout le monde, la philosophie de Hegel est une des plus vastes combinaisons d'idées qui soient sorties de l'esprit humain; je ferai remarquer ensuite que son trait distinctif est de chercher en toutes choses une loi nécessaire et absolue, de sorte que confondre la théorie hégélienne avec le sensualisme, c'est une criante injustice. Cela dit, je conviendrai que le système de Hegel me paraît reposer, comme celui de Spinoza, sur une illusion trop familière aux génies doués d'une grande puissance d'abstraction : c'est que l'esprit humain est capable de reproduire en ses spéculations l'ordre universel et absolu des choses, prétention exorbitante qui ne serait légitime que si l'intelligence de Dieu et la conscience humaine pouvaient s'identifier. Et voilà comment ce système audacieux, que le génie du maître maintenait à une certaine hauteur spéculative, ayant eu le malheur de tomber dans des esprits violens et médiocres, la philosophie allemande, si pure dans Fichte, si noble dans M. Schelling, si imposante encore dans M. Hegel, s'est précipitée aux derniers excès de l'athéisme, et a soulevé contre toute philosophie la plus violente et la plus injuste réaction.

J'arrive au mouvement philosophique de la France, à celui qui nous est le mieux connu et qui nous touche de plus près. Ici la pure lumière du spiritualisme brille avec une telle évidence, que, pour la méconnaître, il ne faut certes pas un aveuglement ordinaire. On l'a pourtant niée avec intrépidité. La philosophie française a été accusée de scepticisme, et comment oublier qu'une inculpation si injuste a troublé les derniers momens et outragé la tombe à peine ouverte du noble Jouffroy? Mais le mot de scepticisme n'est pas celui qui a le plus retenti et trouvé le plus d'oreilles crédules. Cette fortune était réservée au mot panthéisme.

Scepticisme, panthéisme, nous aurions le droit de dire sans ména-

gement que ce sont là deux calomnies; mais nous aimons mieux supposer la bonne foi dans nos adversaires, et nous croyons savoir ce qui a pu tromper des esprits même sincères et excellens.

Quand on parle de la philosophie française au XIXe siècle, deux noms se présentent à l'esprit : le nom de Royer-Collard et celui de M. Cousin. Or il est d'abord parfaitement certain que Royer-Collard, si original par le tour et la qualité de son esprit, n'a pas eu en philosophie des idées originales : il n'a été, il n'a voulu être qu'un Écossais. D'un autre côté, il est également certain que M. Cousin, après avoir été initié par l'enseignement de Royer-Collard à la philosophie écossaise, s'aperçut bientôt qu'excellente pour réfuter Condillac, excellente aussi pour commencer la science, elle ne suffisait pas à tous les besoins de la pensée humaine, que sa circonspection allait jusqu'à la timidité, et que, passant du vigoureux génie de M. Royer-Collard en des esprits moins naturellement dogmatiques, elle pourrait incliner à une discrétion spéculative, à un esprit de réserve et de défiance qui n'est pas le doute, mais qui pourrait bien être la stérilité.

A ces deux faits certains, il faut en ajouter un troisième, c'est que M. Cousin est coupable d'avoir étudié avec intérêt et discuté le premier d'une manière approfondie les principaux systèmes de la philosophie allemande, celui de Kant, pour en donner une admirable réfutation, ceux de Schelling et de Hegel, pour leur emprunter des vues pleines de grandeur, les unes aussi solides que neuves et hardies, les autres plus contestables, et finalement pour s'en séparer sur les points essentiels.

Voilà le vrai; vienne maintenant l'esprit de parti avec son cortége ordinaire : la légèreté qui croit sur parole, la haine qui envenime tout, la prévention qui obscurcit le jugement et la colère qui l'aveugle; unissez toutes ces puissances conjurées, et vous verrez apparaître ce monstre formidable dont on effraie l'imagination des faibles, sous le nom de panthéisme de la philosophie française.

Pour se délivrer de ce fantôme, il eût suffi à des esprits calmes et de bonne foi de faire quelques remarques bien simples. Et d'abord, l'origine de la nouvelle philosophie française remonte plus loin que M. Cousin, plus loin que M. Royer-Collard; elle est dans un penseur moins célèbre, mais d'une originalité et d'une profondeur singulières; je veux parler de Maine de Biran. Je n'ai pas entendu dire qu'on l'ait encore accusé de panthéisme; mais si cela n'a pas été dit, cela se dira, car enfin, puisque la philosophie française est coupable, comment Maine de Biran serait-il innocent, lui qui a donné à cette philosophie la méthode qui la constitue, la méthode psychologique?

Depuis Maine de Biran, le premier principe de la philosophie française, c'est la séparation profonde des phénomènes extérieurs et des

phénomènes de conscience. Pour qui sait voir dans un germe tous ses développemens à venir, le spiritualisme est là. En effet, qui a posé les principes d'une réfutation radicale de Condillac et de Cabanis, avant que M. Royer-Collard n'engageât avec tant d'éclat contre le sensualisme sa polémique éloquente et victorieuse? C'est celui que Royer-Collard appelait son maître, c'est Maine de Biran.

Le second principe de la philosophie française, c'est que le type primitif de toute existence nous est fourni dans le sentiment de l'activité personnelle. C'est par là que Maine de Biran arrêtait à son premier pas le système qui fait sortir tout l'homme de la sensation passive, vainement transformée en intelligence et en volonté par une analyse artificielle. Par là, il rattachait le spiritualisme nouveau à celui de Leibnitz, et coupait une des racines du panthéisme, puisqu'il est logiquement impossible — à une philosophie qui pose la personnalité humaine comme un principe fondamental — de la réduire à une forme accidentelle et passagère de l'être en soi. Enfin, si la philosophie française, partie de la psychologie profonde, mais un peu étroite de Maine de Biran, a pris en un génie plus vaste un vol plus libre vers les sublimes régions, quel a été son caractère propre, son principe toujours proclamé et fermement maintenu? C'est de rester fidèle à l'observation, et, dans ses inductions les plus lointaines sur le principe mystérieux des choses, de ne jamais perdre de vue la conscience; c'est de ne s'élever de l'homme à Dieu que pour revenir sans cesse de Dieu à l'homme, de peur de se laisser séduire à cette ontologie ambitieuse et vaine qui se perd en ses abstractions, loin de l'humanité, de la nature et de la vie.

Nous croyons avoir le droit de conclure que la philosophie française est dans son origine, dans sa méthode, dans son caractère général une philosophie spiritualiste, et par conséquent qu'il n'y a rien de plus superficiel et de plus factice que cet antagonisme imaginé entre les besoins religieux et les besoins philosophiques de notre société, laquelle n'a pas apparemment deux âmes contraires, mais une seule, également avide de science et de foi. Est-ce à dire qu'il n'y ait eu, dans le développement de la philosophie française à travers le demi-siècle agité qui est derrière nous, aucun écart, aucune déviation? Nous n'entendons pas soutenir cela, et pourquoi aurait-on le moindre embarras à s'en expliquer? Une école de philosophie n'est pas une église, et je ne connais, pour un homme usant librement de sa raison, qu'un seul moyen d'être infaillible : c'est de se taire. Peut-être est-ce là le genre d'innocence que nos adversaires nous souhaiteraient; mais le conseil n'est pas assez désintéressé pour qu'on y souscrive. Pour moi, convaincu que la philosophie française est dans les grandes voies du sens commun et de la vérité, mais con-

vaincu aussi que le terrain où elle marche est glissant, entouré d'écueils et de précipices, je voudrais, avant de terminer, indiquer avec franchise quelle idée je me forme des périls de la situation présente et des besoins de l'avenir. Toute ma pensée se résumerait volontiers en un seul vœu : c'est que la philosophie française se sépare chaque jour davantage de la dernière philosophie allemande.

C'est une habitude enracinée au-delà du Rhin de considérer la philosophie comme une spéculation transcendante, se déployant dans je ne sais quelle carrière illimitée d'abstractions, et se proposant pour but, non pas des connaissances proportionnées à notre raison imparfaite, mais l'explication universelle des choses. Il faut que cette explication soit conçue *a priori,* sous peine d'empirisme; il faut qu'elle ne s'appuie pas sur la conscience, sous peine de subjectivité; il faut qu'elle embrasse l'ensemble du réel et du possible, pour être, comme ils disent, *adéquate;* il faut enfin qu'elle parte d'un principe unique et en déduise tout le reste, pour être simple, homogène, rigoureuse, en un mot scientifique.

Nous dirons en deux mots qu'imposer à la science de telles conditions, c'est de deux choses l'une, — la rendre impossible ou la condamner à l'erreur. Si l'homme, en effet, n'est que l'homme, cette science le surpasse infiniment. Pour en être capable, il faudrait que l'homme fût Dieu.

Cette illusion de l'Allemagne sur la nature de la science en a enfanté une autre touchant son objet le plus élevé, et toutes deux aboutissent aux mêmes erreurs. Suivant les disciples de Hegel, on ne construit une théodicée digne de vrais philosophes qu'à la condition d'écarter sévèrement de l'idée de la Divinité toute analogie, toute détermination empruntées à l'observation de l'univers physique et moral. Quiconque se représente Dieu comme un principe distinct de l'univers, vivant en soi de la vie de l'intelligence, de la liberté, de l'amour, est déclaré suspect de superstition et d'anthropomorphisme. Voilà donc un Dieu absolument indéterminé, un Dieu sans attributs, un Dieu dont on ne peut rien dire; mais sous cette réserve apparente se cache un immense orgueil. Ce même Dieu, si parfait qu'il semble inaccessible, si loin de nous que toute analogie le défigure, l'Allemagne prétend le saisir *a priori*, décrire exactement son essence et y trouver la clé de toutes les énigmes de l'univers.

Ces doctrines, je le dis nettement, seraient la mort du spiritualisme; mais, en vérité, il est permis de ne pas s'en effrayer à l'excès, quand on les pèse d'une main ferme et d'un esprit libre de prévention. Les métaphysiciens de l'Allemagne le prennent de très haut, je le sais, avec notre méthode psychologique, avec notre respect du sens commun et de la foi du genre humain; mais, sans discuter le

fond des choses, qu'il nous suffise d'adresser une ou deux questions à leur érudition et à leur bonne foi.

Je leur demanderai qui a mis au monde la philosophie moderne? C'est apparemment Descartes. Or l'auteur du doute méthodique était-il par hasard un esprit esclave des préjugés? Reprocherait-on un excès de timidité à l'homme qui, avec de l'étendue et du mouvement, se chargeait de faire le monde? Eh bien! ce Descartes, ce novateur intrépide, ce spéculatif audacieux, sur quel principe a-t-il établi toute sa métaphysique? Sur un fait de conscience : je pense, donc je suis. Et quel est le fondement de sa théodicée? Encore un fait de conscience : cette idée de l'être tout parfait que chacun de nous trouve au fond de soi, dans le sentiment de son imperfection et de ses limites. Où aboutit enfin cette méthode? A un Dieu profondément distinct de l'univers, à un Dieu créateur, à un Dieu intelligent et bon qui a fait l'homme, comme parle Descartes, *à son image et semblance*, et dont la contemplation, comme il dit encore, *nous fait jouir du plus grand contentement que nous soyons capables de ressentir en cette vie.*

Dira-t-on que Descartes vivait dans une société chrétienne, au siècle de la règle et de l'autorité? Je consens à reculer de deux mille ans, bien au-delà du christianisme, et je demande aux idéalistes de l'Allemagne s'ils veulent bien consentir à reconnaître Platon pour maître, Platon, le père de l'idéalisme et le type des libres génies. Or ce grand métaphysicien avait appris à l'école de Socrate que le premier pas en philosophie, c'est de confesser son ignorance, et le second, de s'étudier soi-même. Est-ce lui qui se serait flatté de saisir dans toutes les profondeurs de son essence ce principe premier dont il n'ose parler qu'en tremblant au VIe livre de la *République*, « ce Bien que toute âme poursuit, en vue duquel elle fait tout, — ce Bien dont elle soupçonne l'existence, mais avec beaucoup d'incertitudes, et dans l'impuissance de comprendre nettement ce qu'il est?... »

Et puisque le principe des choses est plein de mystères, comment se flatter d'apercevoir sans voile la génération de l'univers? Écoutez Timée : « ... J'essaie de parler des dieux et de la formation du monde, sans pouvoir vous rendre mes pensées dans un langage parfaitement exact et sans aucune contradiction. Et si mes paroles n'ont pas plus d'invraisemblance que celles des autres, il faut vous en contenter et bien vous rappeler que moi qui parle et vous qui jugez, nous sommes tous des hommes... (1). »

Si maintenant je continuais à citer le *Timée* pour y trouver l'idée que Platon s'est formée du principe de l'univers; si je décrivais ce Dieu dont l'attribut suprême est la bonté, qui fait le monde non par

(1) Platon, trad. fr., t. XI, p. 126.

nécessité, mais par amour, ce Dieu qui compose le plan de l'univers l'œil fixé sur l'exemplaire éternel de la beauté et de la justice, ce Dieu qui, en voyant s'agiter le monde fait à son image, *se réjouit, et dans sa joie veut le rendre encore plus semblable à son modèle,* je sais ce que me diraient les hégéliens, que Platon se joue et qu'il paie tribut aux préjugés du vulgaire. Mais Platon se jouait-il lorsque, dans un de ses plus sévères et de ses plus profonds dialogues, il engageait contre les *éléates* (c'étaient les hégéliens du temps) une polémique si vigoureuse, quand il démontrait que leur unité absolue, sans attribut, sans pensée, sans vie, n'est qu'un abîme de contradictions, quand il s'écriait enfin : « Mais quoi, par Jupiter ! nous persuadera-t-on si facilement que, dans la réalité, le mouvement, la vie, l'âme, l'intelligence, ne conviennent pas à l'Être absolu; que cet Être ne vit ni pense, et qu'il demeure immobile, immuable, sans avoir part à l'auguste et sainte intelligence? »

Voilà le Dieu qu'enseignent Platon et Descartes, ces maîtres préférés de la philosophie française, et voilà aussi le Dieu que toute créature humaine entrevoit et adore au fond de son cœur; car enfin faites la différence si grande qu'il vous plaira entre l'intelligence d'un Leibnitz et celle du plus ignorant des hommes, — la raison leur est commune, et c'est mal s'en servir que de ne pas savoir comprendre et partager la foi des humbles d'esprit. Oui, sans doute, l'Être infini est infiniment au-dessus de toute formule et de toute image; mais ce n'est point profaner son nom que d'adorer en lui le type accompli de l'intelligence, de l'amour et de la liberté. Et dès lors l'homme n'est plus un mode nécessaire et fugitif de l'existence universelle, sorti d'un abîme et destiné à y rentrer : il est l'ouvrage d'un dessein profond et d'une Providence attentive; il a un but, un idéal; il a des devoirs et des droits, il est ferme dans la vie et tranquille dans la mort. Armée d'une telle doctrine, je ne redoute pour la philosophie ni l'ardeur industrielle de notre temps, ni son mouvement démocratique, ni son retour à la religion. Sûre d'elle-même et de son principe, qui est celui de la société nouvelle, la philosophie regarde avec calme et sans jalousie l'influence bienfaisante des sentimens et des vertus qu'inspire le christianisme. Les conquêtes de l'industrie sont à ses yeux le triomphe éclatant de l'esprit sur la matière, et dans les progrès légitimes de la bonne démocratie elle voit le mouvement ascendant des nations modernes vers un idéal de liberté, de lumière et de justice que sa mission propre est de poursuivre sans cesse pour le purifier et l'agrandir.

ÉMILE SAISSET.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN ANGLETERRE.

III.

CONSTITUTION DE LA PROPRIÉTÉ ET DE LA CULTURE. [1]

I.

On attribue assez généralement la supériorité de l'agriculture anglaise à la grande propriété; cette opinion est vraie à certains égards, mais il ne faut pas la pousser trop loin. D'abord il n'est pas exact que la propriété soit aussi concentrée en Angleterre qu'on se l'imagine communément. Il y a sans doute dans ce pays d'immenses fortunes territoriales; mais ces fortunes, qui frappent les regards de l'étranger et même du régnicole, ne sont pas les seules. A côté des colossales possessions de la noblesse proprement dite se trouvent les domaines plus modestes de la *gentry*. Dans la séance de la chambre des communes du 19 février 1850, M. Disraëli a affirmé, sans être contredit, qu'on pouvait compter dans les trois royaumes 250,000 propriétaires fonciers. Or, comme le sol cultivé est en tout de 20 millions d'hectares, c'est une moyenne de 80 hectares par famille, et, en y ajoutant les terrains incultes, de 120. Le même orateur, en évaluant, comme nous, à 60 millions sterling ou 1,500 millions de francs le revenu net de la propriété rurale, a trouvé, à raison de 250,000 copartageans, une moyenne de 6,000 fr. de rente, soit 4,800 fr. en valeur réduite.

Il est vrai que, comme toutes les moyennes, celle-ci ne donne

(1) Voyez les livraisons des 15 janvier et 1er mars.

qu'une idée fort incomplète des faits. Parmi ces 250,000 propriétaires, il en est un certain nombre, 2,000 tout au plus, qui ont à eux seuls un tiers des terres et du revenu total, et, dans ces 2,000, il en est 50 qui ont des fortunes de princes. Quelques-uns des ducs anglais possèdent des provinces entières et ont des millions de revenu. Les autres membres de la pairie, les baronnets d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande, les grands propriétaires qui ne font pas partie de la noblesse, s'échelonnent à leur suite. En partageant entre ces 2,000 familles 10 millions d'hectares et 500 millions de revenu, on trouve 5,000 hectares et 250,000 francs de rente par famille.

Mais plus la part de l'aristocratie est considérable, plus celle des propriétaires du second ordre se trouve réduite. Ceux-là cependant possèdent les deux tiers du sol, et jouent conséquemment dans la constitution de la propriété anglaise un rôle deux fois plus important. Leur lot moyen tombe à 80 hectares environ, et leur revenu foncier à 4,000 francs; en appliquant à ce revenu la réduction de 20 pour 100, il n'est plus que de 3,200. Comme il y a nécessairement beaucoup d'inégalité parmi eux, on doit en conclure que les propriétés de 1,000, 2,000, 3,000 francs de rente ne sont pas aussi rares en Angleterre qu'on le croit, et c'est en effet ce qu'on trouve quand on y regarde de près.

Un autre préjugé qui repose également sur un fait vrai, mais exagéré, c'est la persuasion où l'on est généralement que la propriété foncière ne change pas de mains en Angleterre. Cependant, si la propriété y est beaucoup moins mobile que chez nous, elle est loin d'être absolument immobilisée. Ici encore c'est un fait spécial qui a été généralisé outre mesure. Certaines terres sont frappées de substitutions ou autres droits, mais le plus grand nombre est libre. Il ne faut que parcourir les immenses colonnes d'annonces des journaux quotidiens, ou entrer un moment dans un de ces offices pour les ventes des immeubles si nombreux à Londres et dans toutes les grandes villes, et on restera convaincu de ce fait, que les propriétés rurales de 50 à 500 acres, c'est-à-dire de 20 à 200 hectares, ne sont pas rares en Angleterre, qu'il s'en vend même journellement.

Dans les journaux, ces annonces sont généralement rédigées ainsi : — A vendre, une propriété de tant d'acres d'étendue louée à un fermier solide, *substantial*, avec une résidence élégante et comfortable, un bon ruisseau à truites, une belle chasse, des jardins potagers et d'agrément, à proximité d'un chemin de fer et d'une ville, dans un pays pittoresque, etc. — Dans les offices, on vous montre en outre un plan de la terre et une vue peinte assez bien faite de la maison et de ses alentours. C'est toujours un joli bâtiment presque neuf, parfaitement entretenu, avec des ornemens extérieurs d'assez mauvais

goût, mais d'une disposition intérieure simple et commode, situé au milieu d'une pelouse plus ou moins grande, avec des bouquets d'arbres à droite et à gauche, et quelques vaches qui paissent sur le premier plan. Il y a deux cent mille résidences de ce genre réparties sur la verte surface des îles britanniques.

Malgré le goût très vif des Anglais pour la possession de la terre, qui les porte tous à devenir *landlords* dès qu'ils le peuvent, le prix des propriétés rurales n'est pas plus élevé qu'en France proportionnellement au revenu. On achète généralement à raison de trente fois la rente, c'est-à-dire sur le pied d'environ 3 pour 100. Dès qu'un homme un peu enrichi dans les affaires a quelques milliers de livres sterling à mettre dans une maison de campagne, dix domaines d'une valeur de 100,000 francs à 1 million se disputent son choix. Dans un pays où l'hectare de terre vaut en moyenne 2,500 francs, il ne faut pas plus de 20 hectares pour constituer une propriété de 100,000 fr., il n'en faut pas plus de 300 pour faire 1 million, en y comprenant la valeur de l'habitation et de ses dépendances.

Assurément la terre est, en France, beaucoup plus divisée : tout le monde connaît le chiffre célèbre des onze millions et demi de cotes foncières qui semble indiquer le même nombre de propriétaires; mais tout le monde doit savoir aussi maintenant, depuis les recherches de M. Passy, à quel point ce chiffre est trompeur. Non-seulement il arrive souvent qu'un seul contribuable paie plusieurs cotes, ce qui suffit déjà pour mettre une incertitude à la place d'un fait en apparence si positif; mais les propriétés bâties des villes figurent au nombre des recensées, ce qui réduit le nombre réel des propriétés rurales à 5 ou 6 millions au plus.

Ce n'est pas tout. Le taux des cotes a bien aussi sa valeur, et de même qu'il faut écarter en Angleterre, pour connaître l'état le plus général de la propriété, ces vastes possessions de quelques grands seigneurs qui font illusion pour le reste, de même il faut en France réduire à leur rôle véritable cette multitude de petits propriétaires qui abaisse tant la moyenne. Sur onze millions et demi de cotes, cinq millions et demi sont au-dessous de 5 francs, deux millions sont de 5 à 10 francs, trois millions de 10 à 50 francs, six cent mille de 50 à 100, cinq cent mille seulement sont au-dessus de 100 fr.; c'est dans ce demi-million que réside la propriété de la plus grande partie du sol. Les onze millions de cotes au-dessous de 100 fr. peuvent s'appliquer à un tiers environ de la surface totale, ou 18 millions d'hectares; les deux autres tiers, ou 32 millions d'hectares, appartiennent à quatre cent mille propriétaires, déduction faite de ceux qui ne sont qu'urbains, ce qui donne une moyenne de 80 hectares par propriété.

Ainsi, en retranchant d'une part les très grandes propriétés et de

l'autre les très petites, qui occupent dans les deux pays un tiers environ du sol, la moyenne serait en France, pour les deux autres tiers, égale en étendue à la moyenne anglaise. Cette égalité apparente cache une disproportion, en ce que le revenu est, à surface égale, bien plus élevé en Angleterre que chez nous; mais, tout compte fait, la différence réelle n'est pas ce qu'on suppose. Il y a en France environ 100,000 propriétaires ruraux qui paient au-delà de 300 francs de contributions directes, et dont les fortunes sont égales en moyenne à celles de la masse des propriétaires anglais; 50,000 d'entre eux paient 500 francs et au-dessus. Des terres de 500, 1,000, 2,000 hectares se rencontrent encore assez souvent, et les fortunes territoriales de 25 à 100,000 fr. de rente et au-delà ne sont pas tout à fait inconnues. On peut trouver environ un millier de propriétaires par département qui rivalisent, pour l'étendue de leurs domaines, avec la seconde couche des *landlords* anglais, celle qui est de beaucoup la plus nombreuse. Ce qui est vrai, c'est que nous en avons proportionnellement moins que nos voisins, et qu'à côté des châteaux de notre *gentry* fourmille l'armée des petits propriétaires, tandis que la *gentry* anglaise a derrière elle les immenses fiefs de l'aristocratie. Dans cette mesure, mais dans cette mesure seulement, il est exact de dire que la propriété est plus concentrée en Angleterre qu'en France.

Cette concentration est favorisée par la loi de succession, qui, à défaut de testament, fait passer les immeubles du père de famille sur la tête du fils aîné, — tandis qu'en France les immeubles se divisent également entre les enfans; mais l'application de ces deux législations, si opposées en principe, n'a pas dans la pratique des effets aussi radicalement contraires. Le père de famille peut, dans les deux pays, changer par sa dernière volonté les dispositions de la loi, et il profite quelquefois de cette liberté; d'autres causes plus puissantes et plus générales agissent aussi. En France, les mariages refont en partie par la dot des filles ce que la loi de succession défait; en Angleterre, si les immeubles ne sont pas partagés, les biens meubles le sont, et dans un pays où la fortune mobilière est si considérable, cette division ne peut manquer d'exercer, par des ventes et achats, son influence sur la répartition de la propriété immobilière. Le progrès de la population, beaucoup plus rapide chez nos voisins que chez nous, est à son tour, quoi qu'on fasse, un élément de division. En fait, beaucoup de propriétés se divisent en Angleterre, et tous les jours de nouvelles résidences de campagne se construisent pour de nouveaux *country-gentlemen;* en même temps, beaucoup de propriétés se recomposent en France, et on a remarqué, dans le mouvement des cotes foncières, que les grosses s'accroissaient plus vite que les petites.

De même qu'on s'exagère en général la concentration de la propriété en Angleterre, de même on s'exagère l'influence que la grande propriété y exerce sur le développement de l'agriculture. Cette influence est réelle comme l'existence même de la concentration; mais, comme elle aussi, elle a ses limites. Qui dit grande propriété ne dit pas toujours grande culture. Les plus grandes propriétés peuvent se diviser en petites exploitations. Il importe assez peu que 10,000 hectares soient possédés par un seul, s'ils se partagent, par exemple, en 200 fermes de 50 hectares chacune. Nous verrons tout à l'heure, en traitant de la culture proprement dite, que c'est en effet ce qui arrive le plus souvent; l'influence de la grande propriété est alors à peu près nulle. Reconnaissons cependant qu'à prendre les choses dans leur ensemble, la grande propriété est favorable à la grande culture, et que sous ce rapport elle a une action directe sur une partie du sol anglais; cette action est-elle aussi féconde que l'ont cru quelques publicistes? et tout ce qui n'est pas elle est-il aussi nuisible qu'ils l'ont affirmé? Voilà la question.

Nous avons vu que dans le royaume-uni il y a en quelque sorte deux catégories de propriétés : les grandes et les moyennes. Les grandes ne s'étendant que sur un tiers du sol, et une portion de ce tiers étant divisée en petites fermes, il s'ensuit que l'action de la grande propriété ne se fait sentir que sur un quart environ. Ce quart est-il le mieux cultivé? Je ne le crois pas. Les terres immenses de l'aristocratie britannique se trouvent principalement dans les régions les moins fertiles. Le plus grand propriétaire foncier de la Grande-Bretagne, le duc de Sutherland, possède d'un seul bloc plus de 300,000 hectares dans le nord de l'Écosse, mais ces terres valent 50 francs l'hectare; un autre grand seigneur, le marquis de Breadalbane, possède dans une autre partie du même pays presque autant de terres qui ne valent guère mieux. En Angleterre, les vastes propriétés du duc de Northumberland sont situées en grande partie dans le comté de ce nom, un des plus montueux et des moins productifs; celles du duc de Devonshire, dans le comté de Derby, et ainsi de suite. C'est surtout dans de pareils terrains que la grande propriété est à sa place; elle seule peut y produire de bons effets.

Les parties les plus riches du sol britannique, les comtés de Lancaster, de Leicester, de Worcester, de Warwick, de Lincoln, sont un mélange de grandes et de moyennes propriétés. Dans le plus riche de tous, même au point de vue agricole, celui de Lancaster, c'est la moyenne et presque la petite propriété qui dominent. En somme, on peut affirmer, surtout si l'on fait entrer l'Irlande dans le calcul, que les terres les mieux cultivées des trois royaumes ne sont pas celles qui appartiennent aux plus grands propriétaires. Il y a sans doute

des exceptions éclatantes, mais telle est la règle. On peut même trouver, non pas précisément en Angleterre, mais dans une possession anglaise, l'île de Jersey et ses annexes, un pays où fleurit exclusivement la petite propriété. Les lois normandes sur la succession, qui prescrivent le partage égal des terres entre les enfans, n'ont pas cessé d'y être en vigueur. « L'effet inévitable de cette loi, dit David Low, agissant depuis plus de neuf cents ans dans les étroites limites de cette petite île, a été de réduire tout le sol du pays en petites possessions. A peine pourrait-on trouver dans l'île entière une seule propriété de 40 acres (16 hectares); beaucoup varient de 5 à 15, et le plus grand nombre a moins de 15 acres (6 hectares). » L'agriculture en est-elle plus pauvre? Non assurément. La terre ainsi divisée est cultivée comme un jardin; elle est affermée en moyenne de 4 à 5 livres sterling par acre (de 250 à 300 fr. par hectare), et, dans les environs de Saint-Hélier, jusqu'à 8 et 12 livres (de 500 à 750 francs par hectare).

Malgré ces fermages énormes, les cultivateurs vivent dans une abondance modeste sur des étendues qui seraient insuffisantes partout ailleurs pour faire subsister le laboureur le plus pauvre. Ajoutons que le sol de Jersey est granitique et maigre, et qu'il a fallu beaucoup d'industrie pour le rendre aussi productif. L'aspect de l'île a quelque chose de charmant : on dirait une forêt d'arbres fruitiers, entrecoupée de prairies et de petits champs cultivés, avec une foule d'habitations élégantes tapissées de vignes et de myrtes, et des sentiers qui serpentent sous les ombrages. David Low remarque en même temps que le morcellement du sol, qui semblerait devoir être infini à la suite de tant de générations, dans une île aussi petite et aussi populeuse, s'est limité de lui-même en vertu d'arrangemens pris dans les familles pour l'arrêter quand il devient onéreux. Cet exemple doit rassurer de plus en plus ceux qui craignent de voir le sol français tomber en poussière.

En France, il y a aussi deux catégories de propriétés, les moyennes et les petites. Les pays où la culture est le plus avancée sont en général ceux où dominent les petites. Tels sont les départemens du Nord et du Bas-Rhin, et presque tous les cantons riches des autres départemens. C'est par la division des propriétés que le progrès se manifeste habituellement chez nous. Ainsi le veut le génie national. Le même fait se reproduit dans d'autres pays, en Belgique, dans l'Allemagne rhénane, dans la Haute-Italie, et jusqu'en Norvége. Partout ailleurs qu'en Angleterre, c'est-à-dire en Espagne, en Allemagne, en Hongrie, les très grandes propriétés ont fait plus de mal que de bien à l'agriculture. Le seigneur féodal vit en général loin de ses domaines; il ne les connaît que par les revenus qu'il en re-

tire, et qui, avant d'arriver jusqu'à lui, passent par les mains d'une foule de domestiques et d'intendans, plus occupés de leurs propres affaires que de celles du maître. La terre, dépouillée sans relâche par des mains avides, ne recevant jamais les regards qui pourraient la féconder, abandonnée à des tenanciers aussi pauvres qu'ignorans, languit dans l'inculture, ou ne donne que les maigres produits qu'elle ne peut s'empêcher de livrer. En Angleterre, il n'en est pas tout à fait ainsi; beaucoup de grands seigneurs tiennent à honneur de gérer eux-mêmes leurs domaines, et de consacrer à l'amélioration du sol la plus grande partie de ce qu'ils en retirent; mais le vice essentiel des très grandes propriétés n'est pas absolument détruit, et pour ceux qui remplissent admirablement leur devoir de *landlord*, combien en est-il qui négligent leur héritage!

Est-il donc à propos, comme on l'a fait, de vanter exclusivement la grande propriété, de vouloir la transporter partout, et de proscrire la petite? Évidemment non. En ne considérant la question qu'au point de vue agricole, le seul qui doive nous occuper ici, les résultats généraux plaident beaucoup plus en faveur de la petite propriété que de la grande. Ce n'est pas d'ailleurs chose facile que de changer artificiellement la condition de la propriété dans un pays. Cette condition tient à un ensemble de causes anciennes, essentielles, qu'on ne détruit pas à volonté. Attribuer à la grande propriété en Angleterre un rôle exclusif, en faire le principal et presque le seul mobile du progrès agricole, prétendre l'imposer à des nations qui la repoussent, c'est s'exposer à se donner tort quand on peut avoir raison, et poser en principe que le développement de la culture ne peut avoir lieu qu'à la condition d'une révolution sociale impossible, ce qui est heureusement faux.

Je n'en reconnais pas moins que l'état de la propriété en Angleterre est plus favorable en général à l'agriculture que l'état de la propriété française; je n'ai voulu combattre que l'exagération.

La question a été mal posée par suite d'une confusion. Ce qui importe à la culture, ce n'est pas que la propriété soit grande, mais qu'elle soit riche, ce qui n'est pas tout à fait la même chose. La richesse est relative : on peut être pauvre avec une grande propriété et riche avec une petite. Entre les mains de mille propriétaires qui n'ont chacun que 10 hectares et qui y dépensent 1,000 fr. par hectare, la terre sera deux fois plus productive qu'entre les mains d'un homme qui possède à lui seul 10,000 hectares et qui n'y dépense que 500 fr. Tantôt c'est la grande propriété qui est la plus riche, tantôt c'est la petite, tantôt c'est la moyenne; tout dépend des circonstances. La meilleure organisation de la propriété rurale est celle qui attire vers le sol le plus de capitaux, soit parce que les détenteurs sont plus

riches relativement à l'étendue de terre qu'ils possèdent, soit parce qu'ils sont naturellement entraînés à y dépenser une plus grande partie de leurs revenus. Or il n'est pas douteux que, dans l'état actuel des choses, nos propriétaires français sont moins riches en général que les propriétaires anglais, et conséquemment moins disposés à faire des avances au sol. Les plus petits sont parmi nous ceux qui traitent le mieux la terre, et c'est une des raisons qui ont fait prendre tant de faveur à la petite propriété. En Angleterre, au contraire, si ce n'est pas précisément la très grande propriété, c'est du moins la meilleure moitié de la propriété moyenne qui peut être et qui est en effet la plus généreuse envers le sol. Les terres les mieux cultivées et les plus productives sont celles dont les possesseurs jouissent en moyenne de 1,000 livres st. de revenu. Là en effet se rencontrent habituellement à la fois et le capital, qui manque trop souvent aux propriétaires inférieurs, et le goût des améliorations agricoles, l'intelligence des intérêts ruraux, qui manquent quelquefois aux trop grands propriétaires, faute de communications suffisantes avec les champs.

Quand cet amour des intérêts ruraux se rencontre chez un très grand propriétaire, c'est la perfection. Toute l'Angleterre se souvient avec reconnaissance des immenses services que le duc de Bedford, le duc de Portland, lord Leicester, lord Spencer, lord Yarborough et plusieurs autres ont rendus à l'agriculture nationale. Dès que la volonté de faire le bien est unie à la puissance que donnent le rang le plus élevé et la plus colossale fortune, de véritables merveilles deviennent possibles. La famille de Bedford, entre autres, a doté son pays de magnifiques entreprises agricoles. Par elle, des comtés entiers ont été conquis sur les eaux de la mer, d'autres qui n'offraient que de vastes landes sont devenus riches et productifs. L'héritier de cette noble maison jouit de 100,000 livres sterling ou 2 millions et demi de revenu en biens-fonds, et il est digne, par l'usage qu'il en fait, de succéder au grand agronome, son ancêtre, dont la statue orne un des squares de Londres, appuyée sur un soc de charrue.

Il est sans doute regrettable que cet élément nous manque, et les causes qui ont détruit chez nous la très grande propriété sont plus regrettables encore que cette destruction même; mais il faut savoir se résigner aux faits irréparables, il faut éviter surtout de se grossir la gravité du mal. Les avantages de la très grande propriété peuvent être en partie remplacés par l'action de l'état, par une bonne administration des impôts locaux, par l'esprit d'association; c'est ce qui arrive déjà sur beaucoup de points. Même en Angleterre, où l'aristocratie a tant fait pour la gloire et la prospérité nationales, sous tous les rapports, ce n'est pas elle qui a le plus fait, et, si éclatans que soient ses services, ils ne doivent pas rendre injustes pour ceux

plus nombreux et plus efficaces que rend tous les jours le corps honorable de la *gentry*.

En France, où les habitudes d'économie sont plus générales qu'en Angleterre, une moyenne de 25,000 fr. de rente n'est pas nécessaire. Pour que la propriété bourgeoise soit chez nous dans de bonnes conditions, il suffit que le possesseur jouisse de 5 à 6,000 fr. de revenu au moins. Sur ce revenu, une famille de propriétaires ruraux peut vivre convenablement dans l'état actuel de nos mœurs, et mettre de côté tous les ans pour des dépenses productives. Au-dessous commencent les embarras, à moins que l'économie ne s'accroisse en proportion. Quant à la petite propriété, comme le possesseur est en même temps cultivateur, elle prospère dans des conditions beaucoup plus humbles. Une famille de paysans peut très bien vivre d'ordinaire avec un revenu de 1,200 francs, et pourvu qu'elle ait un excédant de quelques centaines de francs, la terre ne souffre pas entre ses mains, au contraire; nulle part elle n'est l'objet de soins plus assidus, nulle part elle ne rend avec plus d'usure les embrassemens affectueux qu'elle reçoit.

Il n'est pas nécessaire d'ailleurs, et c'est là une des principales causes de l'erreur où tombent les partisans exclusifs de la grande propriété, que le revenu du détenteur lui vienne tout entier de la terre elle-même. Une portion notable de ce revenu peut sortir de toute autre source, d'une fonction quelconque ou d'une rente mobilière chez le bourgeois, d'un salaire extérieur chez le paysan. Dans ce cas, plus la propriété rurale est petite relativement au revenu, plus elle peut recevoir l'infusion féconde du capital. Presque toujours la propriété n'est négligée que parce qu'elle est trop grande pour le revenu du possesseur. C'est ce qui arrive surtout quand celui-ci est endetté; dans ce cas, plus la propriété est étendue, plus sa condition est mauvaise; ce n'est plus alors qu'une fausse apparence, une illusion funeste.

Le grand fléau de la propriété, c'est la dette, non celle qui a été contractée pour faire valoir son bien et qui est presque toujours avantageuse, quoique rare, mais celle beaucoup plus commune qui porte sur le fonds lui-même, et qui laisse le propriétaire nominal sans ressources pour l'entretenir en bon état. Voilà le mal réel de la propriété française, non la division du sol proprement dite. Il se peut même que le remède à ce mal soit, dans beaucoup de cas, une plus grande division. La plupart de nos plus grands propriétaires gagneraient à posséder moins de terre et plus d'argent. En même temps, ceux qui ont au-dessous de 5 à 6,000 francs de revenu net auraient presque tous avantage à renoncer au sol, et parmi les petits, il en est un grand nombre aussi qui feraient mieux de ne plus s'acharner à

résoudre un problème insoluble. Que cette liquidation, si elle avait lieu, dût profiter à la grande, à la moyenne ou à la petite propriété, c'est ce qu'on ne pourrait dire d'avance et ce qui importe en réalité fort peu.

La dette du sol fait moins de mal en Angleterre qu'en France, non qu'elle y soit précisément moindre, elle y est au contraire supérieure, puisqu'on l'évalue à la moitié de la valeur totale, mais parce qu'elle porte en général sur des familles plus riches. L'intérêt de la dette payé, il reste encore aux propriétaires anglais un revenu net plus élevé qu'aux nôtres. L'immense quantité de valeurs mobilières qu'ils possèdent pour la plupart contribue, avec la plus grande valeur du sol, à accroître considérablement leur richesse moyenne. Cependant l'attention publique a été attirée aussi, de l'autre côté du détroit, sur les inconvéniens de la dette hypothécaire; on commence à s'en préoccuper sérieusement, et si jamais on prend des mesures pour en diminuer le poids, la révolution qui en sortira sera plutôt défavorable qu'avantageuse à la grande propriété. C'est en effet la plus grande propriété qui est la plus obérée, et une liquidation, en appelant plus largement à la possession du sol les fortunes commerciales et industrielles, diminuerait d'autant la part actuelle des fortunes exclusivement territoriales. Cette révolution a déjà commencé en Irlande, et elle y marche à grands pas, en vertu d'une législation spéciale.

Je reconnais que le droit d'aînesse est pour quelque chose dans la supériorité de richesse des propriétaires anglais, en ce qu'il empêche la division forcée des terres; mais la substitution, qu'on présente aussi comme favorable à la culture, n'a que de mauvais effets, parce qu'elle met obstacle à la libre transmission. Il est sans doute fâcheux qu'une propriété sorte des mains qui la possèdent héréditairement, et la mobilité de la propriété en France, surtout avec les lois fiscales qui grèvent chaque changement, est un de ses plus grands vices; mais ce qui est déplorable, c'est la cause qui pousse le propriétaire à vendre, ce n'est pas la vente elle-même. Dès qu'un propriétaire est endetté, appauvri, il est à désirer, pour le bien commun, que sa propriété sorte de ses mains le plus tôt possible : elle ne peut plus y prospérer. Sous ce rapport, la loi française, qui ne met que peu d'obstacles à la transmission, vaut mieux que la loi anglaise. Quant aux successions, c'est différent. La division obligatoire des immeubles est un mal réel, et le jour viendra, je l'espère, où, dans un intérêt économique, on corrigera ce qu'elle a d'excessif. De leur côté, les Anglais seront probablement conduits, par le progrès de la richesse rurale, à supprimer la substitution; ils en ont déjà beaucoup atténué dans la pratique les fâcheux embarras, et il n'est nullement impossible de s'en affranchir quand on le veut bien. Telles qu'elles sont, les qualités et les défauts des deux législations se balancent à

peu de chose près, et la supériorité du système anglais, bien que réelle, n'est pas très sensible. Ce n'est pas là la cause la plus puissante du progrès agricole.

Cette question méritait d'être posée dans ses véritables termes; elle a été obscurcie par trop de passions et de préjugés qui n'ont rien de commun avec l'économie rurale. Si jamais il doit être question en France de donner au père de famille plus de latitude dans ses dispositions testamentaires, ou de faciliter l'indivision des immeubles dans les successions *ab intestat*, on fera bien de ne pas y mêler des considérations sur la grande propriété, qui ne sont d'aucune application. Ce n'est pas la loi qui a réduit en France la grande propriété, c'est la révolution, et non-seulement tout retour artificiel à la grande propriété est impossible, mais, avec le cours qu'ont pris les choses, il serait fort douteux qu'il fût utile.

II.

La seconde cause qu'on donne généralement à la prospérité agricole de l'Angleterre, c'est la grande culture. Cette cause a, comme la première, quelque réalité; mais là encore il y a dans les esprits beaucoup d'exagérations.

Le sol britannique n'est pas plus partagé en fermes immenses qu'en immenses propriétés. Il y a sans doute de très grandes exploitations, comme il y a de très grands domaines; mais ce n'est pas la majorité. On y trouve en même temps une foule de fermes plus que modestes, qui passeraient pour telles en France même, et le nombre des petits tenanciers y est infiniment plus grand que celui des petits propriétaires. On ne compte pas moins de 200,000 fermiers dans la seule Angleterre, ce qui donne une moyenne de 60 hectares par ferme. Dans certaines parties, comme les plateaux de Wilts, de Dorset, de Lincoln et d'York, les fermes de plusieurs centaines et même de plusieurs milliers d'hectares ne sont pas rares; mais dans certaines autres, comme les districts manufacturiers en général, celles de 10 à 12 hectares sont les plus communes. Dans le comté de Chester, on en trouve beaucoup au-dessous de 10 acres ou 4 hectares. Sur ces 200,000 fermiers, la moitié environ cultivent par leurs propres bras et ceux de leur famille.

En Écosse, le nombre des fermiers dépasse 50,000. La Haute-Écosse contient des fermes de 10,000 hectares; mais dans les *lowlands*, leur étendue moyenne n'est pas plus grande qu'en Angleterre. Quant à l'Irlande, c'est un pays de petite culture si jamais il en fut. Il n'y avait pas moins de 700,000 fermiers avant 1848; la moyenne des fermes était de 7 à 8 hectares seulement, et on en comptait 300,000 au-dessous de 2 hectares.

Nous avons en France l'équivalent de l'Irlande dans nos cinq ou six millions de petites exploitations au-dessous de 7 ou 8 hectares, mais nous avons en même temps l'équivalent de la Grande-Bretagne dans les quatre ou cinq cent mille qui ont une étendue moyenne de 50 à 60. Les fermes de plusieurs centaines d'hectares ne sont pas chez nous tout à fait sans exemple; on en trouve notamment dans les environs de Paris qui présentent le plus beau et le plus complet spécimen de la grande culture. Il ne nous manque que ces fermes immenses peu nombreuses en Angleterre, qui ne se rencontrent que dans les parties les plus stériles, comme les déserts de la Haute-Écosse ou les plateaux crayeux du sud, uniquement bons à servir de pâturages à moutons. Ce n'est donc pas précisément par l'étendue des fermes que la culture anglaise l'emporte sur la nôtre. Le rapprochement est même plus grand sous ce rapport que sous celui de la propriété. La véritable supériorité de cette constitution agricole, au moins pour la Grande-Bretagne, car l'Irlande demande à être examinée à part, se manifeste par deux signes principaux : 1° l'usage à peu près universel du bail à ferme, qui fait de l'agriculture une industrie spéciale; 2° la quantité de capital que possèdent les fermiers et qu'ils ne craignent pas d'engager dans la culture.

Les avantages du bail à ferme sur les autres modes d'exploitation du sol, et en particulier sur le métayage, se font sentir dans les parties de la France où il est usité. C'est le grand principe de la division du travail appliqué à l'agriculture. Une classe particulière d'hommes voués de bonne heure au métier des champs, y consacrant leur vie entière, se forme par-là. Ces hommes ne sont pas précisément des ouvriers; ils sont plus aisés, plus éclairés, et ils portent le poids d'une responsabilité plus grande. Pour eux, la culture est une profession, avec toutes les chances de perte et de gain, et si les chances de perte sont suffisantes pour tenir leur attention éveillée, les chances de gain suffisent aussi pour exciter leur émulation. L'Angleterre est pleine de fortunes faites dans la culture; ces exemples font de cette carrière une des plus recherchées pour le profit en même temps qu'elle est une des plus agréables, des plus honorées, des plus saines pour l'esprit et pour le corps.

Les partisans exclusifs de la grande propriété ont prétendu que c'était elle qui était la cause déterminante du bail à ferme; c'est une erreur. Le bail à ferme ne se trouve pas partout où est la grande propriété, et il se rencontre où elle n'est pas. En Russie, en Espagne, en Hongrie, il y a de grands propriétaires qui ont des métayers, des paysans de corvée, et point de fermiers; en France, dans les départemens qui avoisinent Paris, c'est la propriété moyenne qui domine, et il y a des fermiers. Le bail à ferme se concilie plus aisément avec la grande propriété qu'avec toute autre, mais il est possible

avec toutes les espèces de propriété, même avec la petite. On dit que les longs baux sont nécessaires pour faire fleurir le fermage, et que la grande propriété peut seule en faire de pareils : c'est encore une erreur. Les longs baux sont utiles sans doute, mais ils ne sont pas nécessaires. En Angleterre, ils sont à peu près inconnus, ou, pour mieux dire, il arrive assez souvent qu'on n'ait pas de bail du tout. Les trois quarts des fermiers sont ce qu'on appelle *at will*, à volonté, c'est-à-dire que de part et d'autre on peut se quitter en se prévenant six mois d'avance. Je ne dis pas que ce soit là le meilleur contrat, je sais qu'il n'est praticable que dans certains cas, je sais même que dans ce moment-ci la tendance est en Angleterre à faire des baux et de longs baux ; mais je dis, ce qui ne saurait être contesté, que la prospérité agricole de ce pays a été obtenue avec des fermiers qui n'avaient pour la plupart que des baux annuels.

On sait déjà quel est le capital dont ces fermiers disposent. On évaluait en Angleterre, avant 1848, à 8 liv. sterl. par acre ou 500 fr. par hectare le capital nécessaire à un bon fermier. Beaucoup sans doute n'en avaient pas autant, mais quelques-uns en avaient davantage. Tous font des avances à la terre avec une confiance absolue. Dans ce pays où l'industrie et le commerce sollicitent de tous côtés les capitaux et leur promettent une brillante rémunération, il en est un grand nombre qui aiment mieux se porter sur l'agriculture. Pendant que nos cultivateurs tondent, comme ils le disent eux-mêmes, sur un œuf, et considèrent ce qui est épargné comme le premier gagné, c'est à qui mettra en Angleterre le plus d'argent sur le sol. Cette confiance tient bien par quelque chose à la grande culture. C'est surtout par la grande culture que les dépenses considérables ont commencé, c'est elle qui donne tous les jours les plus frappans exemples de l'esprit d'industrie appliqué à l'exploitation du sol ; mais la moyenne et la petite la suivent de près. Le petit fermier qui n'a que quelques milliers de francs pour patrimoine n'hésite pas plus que le grand capitaliste qui en a dix fois, cent fois davantage. Les uns et les autres se lancent en même temps, et le plus souvent sur la foi d'un simple bail annuel, dans des dépenses qui paraîtraient énormes chez nous et que des propriétaires seuls voudraient entreprendre ; quand on demande de longs baux, c'est pour pouvoir se livrer avec sécurité à ces avances toujours croissantes.

On attribue généralement à la grande culture le remplacement des bœufs par les chevaux et des bras par les machines pour le travail des champs. Il en est de même des grands achats d'engrais et d'amendemens, des dépenses pour l'établissement et l'entretien des chemins et des clôtures, des travaux de nivellement, de défoncement, d'assainissement, d'irrigation, etc. Nouvelle confusion. L'usage de ces procédés perfectionnés, c'est-à-dire l'emploi intelligent du capi-

tal, est un signe de culture riche et éclairée plutôt que de grande culture. Petits et moyens fermiers en comprennent les avantages tout aussi bien que les grands, soit en Angleterre, soit partout où la culture est aussi avancée; on ne les trouve méconnus que par les cultivateurs pauvres et ignorans. Or, si la culture anglaise est riche, elle n'est pas moins éclairée et habile. Les fermiers anglais, même les plus petits, ont toute sorte de moyens de se tenir au courant des moindres progrès qui se font dans leur art. Ils mettent volontiers leurs enfans en apprentissage chez ceux d'entre eux qui se distinguent par une habileté particulière, et ils ne craignent pas de payer pour eux des pensions qui feraient reculer les nôtres bien loin. Ils tiennent de fréquens *meetings* où ils se communiquent mutuellement le résultat de leurs réflexions et de leurs expériences. Ces concours d'animaux et de charrues, que le gouvernement est obligé d'instituer et de défrayer en France, sont établis depuis longtemps sur une foule de points du royaume-uni au moyen de souscriptions particulières. Les plus grands seigneurs, à commencer par les princes du sang et par le mari même de la reine, tiennent à honneur de présider ces concours et ces assemblées agricoles, de prendre part aux discussions et de disputer les prix. Une foule de journaux spéciaux en rendent compte, et les grands journaux eux-mêmes enregistrent avec soin toutes les nouvelles qui peuvent intéresser la première des industries. Pas plus que la pauvreté, l'ignorance n'est considérée dans ce pays-là comme l'attribut de la profession agricole.

En France, la culture n'est pas une industrie à proprement parler; on y compte peu de fermiers, et la plupart de nos cultivateurs, qu'ils soient propriétaires, fermiers ou métayers, n'ont qu'un capital insuffisant. Voilà nos vrais maux. On peut, avec quelque apparence de raison, en accuser la petite propriété. Un cultivateur qui possède quelque chose aime mieux en général, chez nous, être propriétaire que fermier. C'est le contraire qui arrive en Angleterre. Il y avait autrefois beaucoup de petits propriétaires dans ce pays; ils formaient une classe importante dans l'état; on les appelait les *yeomen,* pour les distinguer des gentilshommes campagnards, qu'on appelait des *squires.* Ces *yeomen* ont disparu à peu près complétement, et il faut bien se garder de croire que ce soit une révolution violente qui les ait détruits. Ils se sont transformés volontairement, un à un, sans que le moment précis de leur disparition puisse être indiqué nulle part. Ils ont vendu leurs biens pour se faire fermiers, parce qu'ils ont trouvé qu'ils y avaient plus d'avantage, et comme ils ont presque tous réussi, la plupart de ceux qui survivent ne tarderont probablement pas à faire de même.

Pourquoi beaucoup de nos petits propriétaires ne prennent-ils pas le même parti? C'est qu'ils n'y ont pas encore un intérêt immédiat.

Les *yeomen* anglais ont, eux aussi, attendu longtemps avant de se décider. Cette transformation a besoin de circonstances favorables qui ne se sont pas encore généralement présentées, et il ne suffit pas de désirer les révolutions agricoles pour les accomplir. Aussi bien est-ce moins l'extension du bail à ferme proprement dit que celle du capital d'exploitation qui est désirable parmi nous. La supériorité du bail à ferme n'est sensible que dans le cas où les propriétaires qui cultivent par eux-mêmes n'ont pas un capital suffisant. Là où la culture est une profession pour les propriétaires et où ils possèdent tout ce qu'il leur faut, leur action vaut bien celle des fermiers : ils ont un intérêt direct, permanent, héréditaire, à l'amélioration du sol. Seulement ils ont besoin d'un double capital qui se rencontre rarement, un premier comme propriétaires, et un second comme cultivateurs. Quand cette double condition est remplie, et qu'elle vient se joindre à l'expérience traditionnelle, à l'activité qu'excitent l'esprit de famille et ce qu'on a justement appelé le démon de la propriété, il n'y a pas de mode d'exploitation qui puisse lutter contre celui-là, en même temps il n'y a pas pour un état de classe d'hommes plus morale et mieux trempée, ce qui n'est pas à dédaigner. Tout est donc dans ces deux mots : le capital et l'habileté. La grande culture sans habileté et sans capital vaut moins que la petite avec l'un et l'autre, et réciproquement. Il peut y avoir des cas où le capital et l'habileté se rencontrent surtout avec la grande culture, et d'autres où ils se rencontrent surtout avec la petite. Ces différences doivent décider.

Il viendra certainement un moment où bon nombre de petits et même de moyens propriétaires français comprendront qu'il y a avantage pour eux à sortir plus ou moins de la propriété pour s'adonner davantage à la culture. Le capital placé en terre rapportant tout au plus 2 ou 3 pour 100, et le capital placé dans la culture devant rapporter de 8 à 10, quand il est bien employé, le calcul est facile à faire. Ce jour-là disparaîtront une foule de petites et de moyennes propriétés qui sont aujourd'hui dans des conditions déplorables; mais cette révolution ne sera jamais générale, et il n'est pas utile qu'elle le soit. La petite culture est, comme la petite propriété, plus conforme à notre génie. Les capitaux étant plus divisés chez nous qu'en Angleterre, il est nécessaire, pour que le capital d'exploitation soit suffisant, que les exploitations soient plus petites. Beaucoup de nos propriétaires aimeront mieux diviser leurs propriétés que s'en séparer tout à fait, et même, en supposant la transformation complète, bien peu d'entre eux pourront réaliser assez d'argent pour exploiter convenablement de grandes fermes.

L'étendue des fermes se détermine d'ailleurs par d'autres causes, comme la nature du sol ou du climat et les espèces de cultures dominantes. La France est encore destinée par ces causes à être,

plus que l'Angleterre, un pays de petite culture. Beaucoup de ses industries agricoles exigent un grand nombre de bras et rendent la division des exploitations nécessaire. La grande ressource du pâturage est moins généralement à notre portée. Presque partout la terre de France peut répondre au travail de l'homme, et presque partout il est avantageux à la communauté que le travail de l'homme la remue avec énergie. Je connais des parties de notre pays où la petite culture est un fléau; j'en connais d'autres où c'est un bien inestimable, que la grande ne pourrait jamais suppléer.

Plaçons-nous au centre de la France, dans les montagnes du Limousin. Nous y trouvons un sol pauvre, granitique, un climat pluvieux et froid; les céréales y viennent mal et ne paient pas leurs frais de culture; toutes les cultures industrielles sont impossibles : c'est le seigle qui domine, et il ne donne que de faibles produits. Les herbes et les racines prospèrent au contraire. Les irrigations sont rendues faciles par l'abondance des sources, la qualité fécondante des eaux et les pentes du terrain; l'élève et l'engraissement des animaux peuvent se faire dans d'excellentes conditions. C'est, à peu de chose près, le sol et le climat de la plus grande partie de l'Angleterre. Tout y appelle la grande culture : malheureusement, par suite de circonstances étrangères à la question agricole, c'est la petite qui règne; elle y est nécessairement peu productive. Les céréales épuisent le sol que ne répare pas un engrais insuffisant. La main-d'œuvre est excessive pour le résultat obtenu; les bestiaux, mal nourris et exténués par le travail, ne donnent aucun profit; la rente est presque nulle, le salaire misérable.

Transportons-nous, au contraire, dans les grasses plaines de la Flandre, sur les bords du Rhin, de la Garonne, de la Charente, du Rhône; nous y retrouvons la petite culture, mais bien autrement riche et productive. Toutes les pratiques qui peuvent féconder la terre et multiplier les effets du travail y sont connues des plus petits cultivateurs et employées par eux, quelles que soient les avances qu'elles supposent. Sous leurs mains, des engrais abondans, recueillis à grands frais, renouvellent et accroissent incessamment la fertilité du sol, malgré l'activité de la production; les races de bestiaux sont supérieures, les récoltes magnifiques. Ici c'est le froment et le maïs, là c'est le tabac, le lin, le colza, la garance, ailleurs c'est la vigne, l'olivier, le prunier, le mûrier, qui demandent, pour prodiguer leurs trésors, un peuple de travailleurs industrieux. N'est-ce pas aussi à la petite culture qu'on doit la plupart des produits maraîchers obtenus à force d'argent autour de Paris?

On a vu que, même en Angleterre, elle n'a pas tout à fait cédé le terrain. Tout cependant paraît contribuer à la proscrire; elle n'a pas, comme en France, le point d'appui de la petite propriété et de la di-

vision des capitaux; elle a contre elle les théories des agronomes et le système général de culture. Depuis Arthur Young, elle est en baisse, et les progrès modernes de l'agriculture nationale ont été obtenus par des voies opposées. Elle persiste cependant, et tout porte à croire que, sur quelques points au moins, elle persistera. L'industrie des fromages, par exemple, s'en accommode parfaitement. C'est une industrie toute domestique : le soin de dix à douze vaches suffit pour occuper avec fruit une famille de cultivateurs qui se servent rarement de secours étrangers. Rien n'est charmant comme l'intérieur de ces humbles cottages, si propres, si bien tenus, où respirent la paix, le travail et la bonne conscience, et on aime à s'imaginer qu'ils ne sont pas menacés de périr.

Même dans les conditions les plus favorables à son développement, la grande culture a des bornes, posées par la nature même des choses. Les trop grandes fermes anglaises sont sujettes à des inconvéniens reconnus, à moins qu'elles ne soient exclusivement en pâtures. Dès que les céréales font partie de l'exploitation, les distances à parcourir par les hommes, les chevaux et les instrumens, même avec les moyens perfectionnés inventés de nos jours, deviennent des pertes notables de temps et de force. Un seul chef peut difficilement porter son attention sur tous les points à la fois. J'ai vu de ces fermes appartenant à des grands seigneurs, et conduites directement par leurs agens, qu'on appelle des fermes de réserve, *home farms*, et qui frappent l'imagination par leur caractère grandiose, mais où le gaspillage atteint aussi des proportions homériques. Les possesseurs attachent un orgueil héréditaire à ces gigantesques établissemens, monumens de richesse et de puissance; mais le plus souvent ils gagneraient beaucoup à les réduire pour en louer une partie à de véritables fermiers.

Si la nécessité d'employer tous les jours un capital plus considérable à la culture, pour répondre par l'accroissement de la production à l'accroissement de la consommation, doit certainement diminuer encore le nombre des petites fermes, elle ne peut manquer d'avoir aussi pour effet de réduire l'étendue des plus grandes. On commence à parler couramment en Angleterre de 1,000 francs de capital d'exploitation par hectare, et ce n'est pas trop pour les procédés nouveaux que le progrès de l'art agricole suggère tous les jours. Or, s'il est difficile à beaucoup de cultivateurs qui exploitent par eux-mêmes de fournir une pareille somme, il ne l'est pas moins, même en Angleterre, de trouver des entrepreneurs de culture qui aient un capital de plusieurs centaines de mille francs. Il est donc probable que le nombre des grandes et des petites fermes diminuera à la fois, et que les moyennes, celles de 50 à 100 hectares, 125 à 250 acres, les plus répandues déjà, se multiplieront. Cette dimension paraît la

meilleure pour le genre de culture le plus généralement adopté, mais ce n'est pas là de la grande culture, à proprement parler.

Il est probable aussi qu'en France une révolution du même genre se produira, à mesure qu'il deviendra possible de consacrer à la culture un plus grand capital. Les petites exploitations disparaîtront là où elles supposent la pauvreté, et il s'en formera de nouvelles là où elles indiquent la richesse. En somme, l'étendue moyenne pourra être, sans inconvénient, inférieure de beaucoup à la moyenne anglaise; dans l'organisation de la culture, comme dans celle de la propriété, une transformation radicale n'est pas à désirer. Encore un coup, là n'est pas la véritable question. Pourquoi la culture et la propriété sont-elles, non pas précisément plus grandes, mais plus riches en Angleterre qu'en France? Voilà ce qu'il faut rechercher.

III.

Selon moi, cette richesse agricole dérive de trois causes principales. Celle qui se présente la première, et qui peut être considérée comme le principe des deux autres, est le goût de la portion la plus opulente et la plus influente de la nation pour la vie rurale.

Ce goût ne date pas d'hier; il remonte à toutes les origines historiques, et ne fait qu'un avec le caractère national. Saxons et Normands sont également enfans des forêts. Avec le génie de l'indépendance individuelle, les races barbares dont le mélange a formé la nation anglaise avaient toutes l'instinct de la vie solitaire. Les peuples latins suivent d'autres idées et d'autres habitudes : partout où l'influence du génie romain s'est conservée, en Italie, en Espagne, et jusqu'à un certain point en France, les villes l'ont de bonne heure emporté sur les campagnes. Les campagnes romaines avaient été abandonnées aux esclaves; tout ce qui aspirait à quelque distinction affluait vers la ville. Le nom seul de campagnard, *villicus*, était un terme de mépris, et le nom de la ville se confondait avec celui de l'élégance et de la politesse, *urbanitas*. Dans les sociétés néo-latines, ces préjugés ont survécu. De nos jours encore, la campagne est pour nous, et encore plus pour les Italiens et les Espagnols, une sorte d'exil. C'est à la ville que tous veulent vivre; c'est là que sont les plaisirs de l'esprit, les belles manières, la vie en commun, les moyens de faire fortune. Chez les peuples germains, et surtout en Angleterre, ce sont les mœurs contraires qui règnent : l'Anglais est moins sociable que le Français; il a toujours en lui quelque chose des sauvages dont il est descendu; il répugne à s'enfermer dans les murs des villes, et le grand air est son élément naturel.

Quand les peuplades barbares tombèrent de tous côtés sur l'empire romain, elles se répandirent dans les campagnes, où chaque chef,

presque chaque soldat essaya de se fortifier à part. C'est de cette disposition universelle que naquit le régime féodal, et il n'est pas de pays qui ait reçu plus fortement que l'Angleterre l'empreinte de ce régime. Le premier soin des conquérans fut de s'assurer de grandes étendues de terres où ils pussent vivre sans contrainte, comme dans leurs forêts natales, ajoutant aux plaisirs de la chasse l'abondance des biens que donne la culture. Les rois barbares ne se distinguaient de leurs vassaux que par l'étendue de leurs domaines. Même en France, les rois des deux premières races n'étaient que de grands propriétaires, vivant dans de vastes fermes, aussi fiers du nombre de leur bétail et de la quantité de leurs récoltes que de la foule des hommes d'armes qui marchaient à leur voix. Le plus grand de tous, Charlemagne, n'a pas été moins remarquable comme administrateur de ses propriétés rurales que comme chef d'un immense empire.

En Angleterre, cette tendance, commune à toutes les races du Nord, se donna d'autant plus carrière, que le pays était moins peuplé, moins civilisé, moins modifié par la domination romaine. Comme il n'y avait pas de populations savantes et lettrées qui pussent lutter en faveur de la vie policée, comme les villes bretonnes n'étaient que des villages pauvres qui n'offraient rien à piller, la possession des campagnes fut seule enviée. Ces peuplades n'avaient que le sol pour tout bien, et ne pouvaient lutter que pour l'usage du sol. « Non, chantaient les poètes cambriens en se réfugiant dans les montagnes galloises contre les attaques des Saxons, nous ne céderons jamais à nos ennemis les terres fertiles qu'arrose la Wye. » A leur tour, c'est pour la défense de leurs terres que les Saxons combattirent contre les Normands, et le premier effet de la grande conquête du XIe siècle fut le partage des terres des vaincus entre les vainqueurs.

L'importance exclusive attachée par les Normands à la propriété du sol se révèle par ce monument extraordinaire du génie des conquérans, qui est resté unique, propre à l'Angleterre, et qui a exercé une si grande influence sur le développement ultérieur de ce pays. Je veux parler du relevé général des propriétés exécuté, vers 1080, par ordre de Guillaume, et qui a reçu des Saxons dépossédés le nom de *livre du dernier jugement* (*Domesday-Book*), parce qu'il consacrait définitivement l'expropriation à peu près universelle de leur race. Ce livre, conservé jusqu'à nos jours à l'échiquier, est devenu le point de départ de la propriété foncière anglaise; aujourd'hui encore il n'y a de propriété absolue, véritablement légale, que celle qui peut remonter incontestablement à cette souche commune. Aucune nation ne peut se vanter de posséder un cadastre aussi ancien, aussi détaillé, aussi authentique.

Quinze ans environ s'étaient écoulés depuis la bataille d'Hastings, quand le *Domesday-Book* fut entrepris. Les nouveaux propriétaires

s'étaient depuis plusieurs années établis sur leurs domaines, et la plupart d'entre eux s'occupaient déjà d'agriculture. Ils élevaient en grand nombre des chevaux et du bétail; *multùm agriculturæ deditus*, dit la vieille chronique en parlant de l'un d'eux, *ac in jumentorum et pecorum multitudine plurimùm delectatus*. Le travail ordonné par le roi avait pour but, non-seulement de recueillir les noms des possesseurs, mais de faire connaître avec détail le nombre des mesures de terre ou *hydes*, comme on les appelait alors, la quantité des animaux domestiques et des charrues, etc. L'enquête dura six ans, et constata un développement agricole assez avancé. Elle comprit tous les pays véritablement soumis à la domination normande, c'est-à-dire l'Angleterre entière jusqu'au-delà d'York. Les montagnes du Northumberland furent seules exceptées.

Toute l'histoire d'Angleterre au moyen âge est remplie des luttes des barons pour s'assurer la possession de leurs terres, contestée par la couronne. Une première fois, en 1101, ils obtiennent de Henri Ier un édit ainsi conçu : « Je concède en don propre à tous les chevaliers qui se défendent par le casque et l'épée la possession sans redevances des terres cultivées par leurs charrues seigneuriales, afin qu'ils se munissent d'armes et de chevaux pour notre service et la défense du royaume. » Un siècle après, en 1215, ils profitent de la faiblesse du roi Jean pour lui arracher la grande charte, qui confirme leur droit de propriété et leur donne le moyen de le défendre dans des assemblées souveraines. Forcés de s'appuyer, pour vaincre la résistance des rois, sur la population tout entière, ils avaient dû stipuler en même temps quelques droits en faveur des communes, et c'est ainsi que l'origine de la liberté politique s'est confondue en Angleterre avec la consécration de la propriété féodale.

Depuis le roi Jean jusqu'à nos jours, c'est toujours dans les campagnes que se trouve la nation véritable, la nation armée; les villes ne sont rien. Les rois eux-mêmes, cédant à l'esprit national, cherchent moins qu'ailleurs à diminuer la puissance des seigneurs féodaux. Quand Henri VIII supprime les couvens, il se croit obligé, malgré l'autorité absolue dont il jouit, de distribuer entre les nobles une partie des dépouilles des moines. C'est de là que tirent leur origine les immenses propriétés de quelques maisons. Quand sa fille Élisabeth voit les mêmes nobles sortir de leurs châteaux pour affluer à sa cour, elle les engage elle-même à revenir dans leurs terres, où ils auront plus d'importance : « Voyez, leur dit-elle, ces vaisseaux accumulés dans le port de Londres; ils y sont sans majesté, sans utilité, les voiles abattues et les flancs vides, confondus et pressés les uns contre les autres; supposez qu'ils enflent leurs voiles pour se disperser sur l'immensité des mers, chacun d'eux sera libre, puissant et superbe. » Comparaison pittoresque et vraie, mais que

Henri IV, contemporain d'Élisabeth, et son petit-fils Louis XIV n'auraient jamais faite.

Dans les révolutions du XVIIe siècle et les agitations politiques du XVIIIe, la noblesse de campagne ne cesse pas de tenir la tête; c'est elle qui fait l'établissement de 1688, qui maintient la maison de Hanovre sur le trône, qui soutient la lutte contre la révolution française; c'est elle qui forme à peu près à elle seule les deux chambres du parlement, jusqu'au moment où le bill de réforme donne une plus large place aux représentans des villes, devenues riches et populeuses; c'est encore elle qui, dans ce moment même, travaille avec énergie à maintenir sa suprématie menacée, et tient en échec les nouveaux réformateurs. Tous les grands et glorieux souvenirs de l'histoire nationale se rattachent à cette classe. De là le respect séculaire dont elle jouit; non-seulement la vie rurale est recherchée pour elle-même, pour la liberté, l'aisance, l'activité paisible, le bonheur domestique, ces biens si chers aux Anglais, mais elle donne encore la considération, l'influence, le pouvoir, tout ce que désirent les hommes quand leurs premiers besoins sont satisfaits.

A la possession des propriétés rurales se rattachent certains priviléges. Le plus riche propriétaire d'un comté est en général lord-lieutenant, titre plus honorifique qu'utile, mais qui donne à quiconque en est revêtu un reflet de l'éclat paisible et incontesté de la royauté anglaise. Les plus riches après le lord-lieutenant sont juges de paix, c'est-à-dire les premiers et presque les seuls magistrats administratifs et judiciaires, les représentans de l'autorité publique. En France, les fonctionnaires sont presque tous étrangers au département qu'ils administrent, ils ne tiennent par aucun lien aux intérêts locaux. En Angleterre, ce sont les propriétaires eux-mêmes qui sont fonctionnaires dans leur pays, et quoique la couronne les nomme en apparence, ils sont fonctionnaires par ce seul fait qu'ils sont propriétaires. Il n'y a peut-être pas d'exemple qu'une commission de juge de paix ait été refusée à un propriétaire riche et considéré.

On comprend quelle importance une pareille organisation donne à la résidence. En France, quand un propriétaire a l'ambition de jouer un rôle, il faut qu'il quitte sa terre et son manoir; en Angleterre, il faut qu'il y reste. Aussi, dans ce pays de commerce et d'industrie, tout tend vers la propriété rurale; quiconque a fait fortune achète une terre; quiconque travaille à s'enrichir n'aspire qu'à suivre un jour le même chemin. Le préjugé va si loin sous ce rapport, que, quand on a eu le malheur de naître à la ville, on le cache tant qu'on peut; tout le monde veut être né à la campagne, parce que la vie de campagne est la marque d'une origine aristocratique, et quand on n'y est pas né, on veut au moins y mourir, pour transmettre à ses enfans le noble baptême. Lisez la liste des membres de la chambre des

lords dans les publications officielles : ce n'est jamais leur adresse à Londres qui suit l'indication de leur nom, c'est leur résidence à la campagne. Le duc de Norfolk est porté comme résidant à Arundel-Castle, dans le comté de Sussex; le duc de Devonshire, à Chatsworth-Palace, dans le comté de Derby; le duc de Portland, à Welbeck-Abbey, dans le comté de Nottingham, et ainsi de suite. Chaque Anglais connaît au moins le nom de ces habitations seigneuriales aussi illustres que les noms mêmes des grandes familles qui les possèdent. Outre la magnificence qu'y déploient leurs propriétaires, quelques-unes d'entre elles ont une origine qui se lie à la gloire nationale. Le nom du duc de Marlborough est inséparable de celui de Blenheim, magnifique château donné par l'Angleterre au vainqueur de Louis XIV, et une même origine associe le manoir de Strathfield-saye au souvenir des victoires du duc de Wellington.

Il en est des membres des communes comme des lords. Quiconque possède une habitation rurale ne manque pas de l'indiquer comme sa résidence habituelle. Personne n'ignorait, par exemple, le nom de la maison de campagne de sir Robert Peel, — Drayton-Manor. L'apparence est ici parfaitement d'accord avec la réalité. Les membres des deux chambres n'ont guère à Londres qu'un pied à terre, où ils ne viennent que pour la saison du parlement. Ils passent le reste de leur temps à la campagne ou en voyage. C'est pour la campagne que chacun réserve son luxe; c'est là surtout qu'on se visite, qu'on se donne des fêtes, des rendez-vous de plaisir.

La littérature nationale, expression des mœurs et des habitudes, porte partout les traces de ce trait distinctif du génie anglais. L'Angleterre est le pays de la poésie descriptive, presque tous ses poètes ont vécu aux champs et ont chanté les champs. Même au temps où la poésie anglaise essayait de se modeler sur la nôtre, Pope célébrait la forêt de Windsor et écrivait des pastorales; si son style était peu rural, ses sujets l'étaient. Avant lui, Spencer et Shakspeare avaient eu des élans admirables de poésie champêtre; le chant de l'alouette et du rossignol retentit encore, après des siècles, dans les ravissans adieux de Juliette à Roméo. Milton, le sectaire Milton, a consacré ses plus beaux vers à la peinture du premier jardin, et au milieu des révolutions et des affaires, ses rêves le portaient vers la campagne idéale du *Paradis perdu*. Mais c'est surtout après la révolution de 1688, quand l'Angleterre, devenue libre, peut être tout à fait elle-même, que l'amour de la vie rurale pénètre profondément tous ses écrivains. Alors paraissent Gray et Thompson. Le premier dans ses élégies célèbres et entre autres dans le *Cimetière de Campagne*, le second dans son poème des *Saisons*, font résonner avec délices cette corde favorite de la lyre britannique. *Les Saisons* abondent en descriptions admirables; il suffit de citer la fenaison, la moisson, la tonte des

moutons, qui était déjà une grande affaire pour l'Angleterre au temps de Thompson, et parmi les plaisirs de la campagne la pêche de la truite. Les membres actuels du club des pêcheurs peuvent trouver dans ce petit tableau de genre tous les détails de leur art chéri. Partout on sent l'impression vive et spontanée, l'enthousiasme réel et profond pour les beautés de la nature et les joies du travail. Thompson y joint cette douce exaltation religieuse qui accompagne presque toujours la vie solitaire et laborieuse en présence du prodige éternel de la végétation. Son poème tout entier en est imprégné, surtout dans cette éloquente conclusion où il assimile le réveil de l'âme humaine après la mort au réveil de la nature après l'hiver.

Thompson chantait ainsi les charmes et les vertus de la vie champêtre vers 1730, c'est-à-dire au moment où la désertion des campagnes avait atteint en France ses dernières limites. Les grands seigneurs, attirés à la cour par Richelieu et Louis XIV, avaient fini de perdre dans les orgies de la régence tout souvenir des terres paternelles. L'agriculture, exténuée par les exigences insensées du luxe de Versailles, perdait peu à peu toute âme et toute vie, et la littérature française, occupée d'autre chose, n'avait encore consacré aux cultivateurs que cette terrible page de La Bruyère qui restera comme un cri de remords du grand siècle : « On voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible; ils ont comme une voix articulée, et, quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine, et en effet ils sont des hommes. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines; ils épargnent aux autres hommes la peine de semer, de labourer et de recueillir pour vivre, et méritent ainsi de ne pas manquer de ce pain qu'ils ont semé. »

On a dit avec raison que, dans *la Henriade*, qui parut vers le même temps que *les Saisons*, il n'y avait même pas d'herbe pour les chevaux. Cet oubli complet de la nature physique s'est maintenu jusqu'au moment où l'imitation des idées anglaises fit irruption de toutes parts dans la littérature et dans la société, c'est-à-dire jusqu'aux vingt-cinq années qui précédèrent la révolution de 1789.

Les romans anglais du XVIIIe siècle touchent tous par quelque côté à la vie rurale. Pendant que la France en était aux contes de Voltaire et aux romans de Crébillon fils, l'Angleterre lisait *le Vicaire de Wakefield*, *Tom Jones* et *Clarisse*. « Le héros de cette histoire, disait Goldsmith lui-même de M. Primrose, réunit en lui les trois caractères les plus respectables de la société : il est prêtre, agriculteur et père de famille. » Cette phrase résume tout un ordre d'idées particulier à l'Angleterre protestante et agricole. Le roman tout entier n'en est que

le commentaire; c'est le tableau d'un intérieur de famille au fond d'un pauvre presbytère de campagne. Le ministre protestant, ayant une femme et des enfans, a d'autres devoirs que le prêtre catholique; il faut qu'il fasse vivre les siens, et cette nécessité le force à mêler quelques travaux temporels à ses occupations spirituelles. La ferme que M. Primrose a louée n'est pas bien grande, elle n'a que vingt acres ou huit hectares; mais elle suffit à son ambition. Il la cultive avec amour et avec fruit, aidé de son fils Moïse, pendant que sa femme, *qui n'a pas sa pareille pour le vin de groseilles*, prépare le modeste repas du ménage. Le dimanche, quand le temps est beau, la famille va s'asseoir, après l'office divin, sur un banc ombragé d'aubépine et de chèvrefeuille; on met la nappe sur un tas de foin, et on dîne gaiement en plein air, pendant que deux merles se répondent en chantant d'une haie à l'autre, et que le rouge-gorge familier vient becqueter des miettes de pain dans les belles mains des filles du vicaire. C'est au milieu d'une de ces scènes heureuses que vient tomber le cerf poursuivi par les chiens, et qu'apparaît sur son cheval de chasse le gentilhomme du manoir voisin.

Les héros des autres romans vivent tous à la campagne. M. Western, entre autres, est le type du *squire*, grand chasseur et grand buveur, tel que toutes les traditions nous l'ont conservé. A mesure qu'on se rapproche de notre temps, l'amour de la nature champêtre devient de plus en plus un lieu commun. Tous les arts s'en emparent. Les poètes ne chantent plus que les beautés du paysage anglais; les peintres ne représentent que des intérieurs de ferme. Une école spéciale, celle des lacs, s'inspire des scènes les plus agrestes. Plus la guerre déploie ses fureurs sur le continent, plus l'imagination nationale aime à se transporter, par un de ces contrastes naturels à l'homme, dans le calme et la sécurité de la vie rurale. C'est surtout quand les révolutions balaient le monde que l'âme cherche à respirer la fraîcheur de l'éternelle idylle. L'Angleterre savoure à longs traits ce bonheur; un même sentiment de protestation et de salut la ramène vers les idées conservatrices et vers les habitudes agricoles.

Écoutez, entre autres, les vers de Coleridge, qui expriment si bien cette félicité nationale, défendue par l'Océan :

O Albion! o my native isle! etc.

Fille des mers, dans tes riches vallons,
Un doux soleil éclaire tes gazons;
Sur tes coteaux aux pentes ondulées
L'écho ne dit que la voix des troupeaux;
Tout rit et dort, tes monts et tes vallées,
Sous le rempart des rochers et des eaux;
Et l'immense Océan, dans son fracas sauvage,
Ne parle que de paix à ton calme rivage.

Un homme d'esprit disait en parcourant l'Angleterre il y a quarante ans : « Je ne conseille pas aux chaumières de s'insurger ici contre les châteaux, elles seraient bien vite écrasées, car les châteaux sont vingt contre un. » Il le dirait bien plus encore aujourd'hui, car le nombre des habitations aisées s'est toujours accru. Le même observateur remarquait qu'en Angleterre « on balaie les pauvres comme des ordures, pour les mettre en tas dans un coin. » Ce mot, d'un pittoresque brutal, mais vrai, peint parfaitement l'aspect des campagnes anglaises, où la pauvreté ne paraît à peu près nulle part. On l'a balayée vers la ville, qui est le coin où on la dépose. Comme on soigne partout ailleurs les beaux quartiers des grandes cités, ainsi on soigne la campagne en Angleterre; on la nettoie de tout ce qui peut blesser l'œil et l'âme, on ne veut y trouver que des tableaux de paix et de contentement.

Quand on voyage dans l'intérieur, on est frappé à chaque pas de ce contraste entre la ville et la campagne, si opposé à celui que présentent la France et le continent en général. Les plus grandes villes, comme Birmingham, Manchester, Sheffield ou Leeds, ne sont habitées que par des ouvriers et des commerçans; leurs immenses quartiers ont pour la plupart un aspect pauvre et triste. Peu ou point de monumens, peu ou point de luxe; on n'entend que le bruit des métiers, on ne voit que des gens affairés. L'étranger comme l'habitant a hâte de sortir de cette fumée et de cette boue, pour respirer au dehors un air plus pur et pour échapper au spectacle de ce travail incessant qui ne conjure pas toujours la misère. Même à Londres, on cherche plus à travailler qu'à jouir, et c'est ce qui dépayse si fort nos bons Parisiens quand ils y vont : ils n'y retrouvent plus leurs habitudes.

Je n'ai jamais si bien senti cette différence qu'un jour où je quittai Chatsworth pour me rendre à Sheffield. Chatsworth est la plus belle de ces fastueuses résidences où les chefs de l'aristocratie anglaise déploient un luxe de roi. Un parc immense, de plusieurs lieues de tour, tout peuplé de cerfs, de daims, de moutons et de vaches qui paissent pêle-mêle, entoure de ses pelouses et de ses ombrages un palais magnifique. Des eaux jaillissantes, des cascades artificielles, des bassins ornés de statues, qui rivalisent avec les décorations célèbres de Versailles et de Saint-Cloud; une serre immense en fer et en verre, qui a servi de modèle pour le palais de l'exposition universelle, et où les arbres des tropiques forment une haute forêt; un village entier construit par le maître pour loger ses ouvriers, et composé d'élégans cottages pittoresquement groupés; une véritable rivière, la Derwent, traversant le parc avec des contours gracieux qu'on dirait dessinés par l'art, et autour de ce tableau déjà si

grand, les montagnes du Derbyshire, formant comme à souhait une ceinture de merveilleux horizons : — tout dans ce lieu respire le loisir opulent et la puissance satisfaite. Vous franchissez le faîte aride qui vous sépare du comté d'York, et vous arrivez à la ville voisine; tout change : ce ne sont que fourneaux allumés, marteaux frappant sur l'enclume, cheminées vomissant des flots épais; un peuple de forgerons noirs et ruisselans s'agitent comme des spectres au milieu de ces flammes; on dirait l'enfer à la porte du paradis.

Ce que le château du duc de Devonshire est en grand, toutes les résidences des gentilshommes campagnards le sont en petit. Il n'est pas de propriétaire un peu aisé qui ne veuille avoir son parc; le parc, diminutif de l'ancienne *forêt*, est le signe de la possession féodale, l'accessoire obligé de l'habitation. Le nombre des parcs est énorme en Angleterre, depuis ceux qui embrassent plusieurs milliers d'hectares jusqu'à ceux qui n'en comprennent que quelques-uns. Les plus grands, les plus anciens, ceux qui méritent seuls légalement le nom de *parcs*, sont marqués sur toutes les cartes. Dans ces enceintes closes, même les plus modestes, on entretient du gibier de toute espèce, on nourrit des animaux au pâturage. De sa fenêtre et de son perron, l'heureux propriétaire a sous les yeux une scène pastorale; il peut, quand il lui plaît, galoper dans ses allées ou se donner le plaisir de la chasse à quelques pas de son manoir. C'est là qu'il aime à vivre avec sa famille, loin des agitations vulgaires, imitant l'existence du grand seigneur, comme le fermier imite à son tour celle du gentilhomme.

On connaît la passion des Anglais pour les exercices qui s'allient naturellement à la vie rurale, et qu'on appelle le *sport*, l'élégance suprême. Ceux des *country gentlemen* qui ne peuvent pas avoir de meute à eux se réunissent pour en entretenir une par souscription. Le jour où doit avoir lieu la chasse à courre est indiqué d'avance dans les journaux; les souscripteurs arrivent à cheval au rendez-vous. A des époques précises de l'année, la mode appelle sur certains points de l'Angleterre ou de l'Écosse des milliers de chasseurs en habit rouge qui courent de véritables dangers pour se livrer à cet amusement. Tantôt c'est le renard qu'on va poursuivre à Melton-Mowbray, dans le comté de Leicester; tantôt ce sont les *grouses* qu'on va chercher sur les sommets les plus inaccessibles des *highlands*. Toute l'Angleterre s'en occupe; les journaux insèrent les noms des plus adroits tireurs et des plus habiles cavaliers, ainsi que le nombre des pièces tuées. Quand vient le temps des grandes chasses, le parlement vaque. Les femmes elles-mêmes préfèrent ces plaisirs à tous les autres; donnez à une jeune fille anglaise le choix entre une promenade à cheval et une soirée au bal, son choix ne sera pas douteux; elle aussi aime à franchir les haies et à courir comme le vent.

Quand on a le malheur de n'avoir pas de campagne à soi, on veut

au moins en avoir l'apparence. Toutes les villes ont des parcs publics, qui sont tout simplement de grandes prairies avec de beaux arbres. On voit à Londres des vaches et des moutons pâturer librement sur les pelouses de Green-Park et de Hyde-Park, au bruit incessant des voitures qui roulent dans Piccadilly. Celui que ses affaires entraînent sans relâche peut au moins apercevoir en passant un coin de l'Éden. Chacun cherche à se loger le plus loin possible du centre de la ville, pour être plus près des champs. L'été, on s'échappe dès qu'on peut pour visiter un ami dans sa ferme ou pour passer quelques jours en voyage dans une contrée renommée pour ses beautés naturelles. Tous les sites un peu pittoresques du pays sont parcourus tous les ans par une foule qui en jouit avec cette joie sereine et silencieuse particulière aux Anglais. Le grand bonheur est d'aller jusqu'en Écosse, pour respirer à l'aise la senteur des bruyères et rêver de la vie vagabonde des caterans de Walter Scott.

Les monarques anglais donnent les premiers l'exemple de cette prédilection universelle; ils n'habitent la ville que lorsqu'ils ne peuvent pas faire autrement. Ce qui ne fut qu'un jeu gracieux et court pour Louis XVI et Marie-Antoinette, dans la ferme artificielle de Trianon, est une douce réalité pour la reine Victoria et le prince Albert. Le prince dirige à Windsor une vraie ferme où naît et s'engraisse le plus beau bétail des trois royaumes. Ses produits gagnent ordinairement les premiers prix dans les concours. A Osborne, où elle passe la plus grande partie de l'année, la reine surveille elle-même une basse-cour dont elle est fière, et tous les journaux ont annoncé dernièrement qu'elle venait de découvrir un remède à la maladie des dindonneaux quand ils prennent le rouge. Ce qui chez nous prêterait au ridicule est pris très au sérieux par nos voisins, et ils ont cent fois raison. Heureuse et sage entre toutes la nation qui aime à voir ses princes se livrer à ces utiles délassemens!

On devine sans peine ce que peut avoir d'effets pour la richesse des campagnes ce séjour habituel des premières familles du pays. Tandis qu'en France le travail des champs sert à payer le luxe des villes, en Angleterre le travail des villes sert à payer le luxe des champs. Là se dépensent presque tous les trésors que le plus industrieux des peuples sait produire. Il en revient une bonne partie à la culture. Plus le propriétaire touche de près sa terre, plus il est disposé à l'entretenir en bon état. L'amour-propre, ce grand stimulant, est sans cesse en jeu. On ne veut pas montrer à ses voisins des bâtimens en ruines, des chemins impraticables, des attelages défectueux, des animaux chétifs, des champs négligés; on met son orgueil à des dépenses productives, comme ailleurs à des dépenses frivoles, par la contagion de l'exemple. On a une terre bien tenue, comme à Paris un bel hôtel et un riche mobilier.

L'impôt lui-même, qui est en France une machine à épuisement pour les campagnes, n'a pas du tout en Angleterre le même caractère. Tout l'impôt direct se dépense sur les lieux mêmes où il est payé. La taxe des pauvres, la dîme de l'église, sont à peine sorties des mains du cultivateur, qu'elles y rentrent par l'achat de ses denrées. Les autres taxes servent uniquement à des travaux d'intérêt local. La moitié des impôts indirects étant absorbée par le paiement de la dette publique, qui appartient en grande partie aux propriétaires du sol, il en revient encore beaucoup à la vie rurale. Quand un tiers au moins du budget français se condense à Paris et un autre tiers dans les grandes villes de province, les trois quarts des dépenses publiques se répandent en Angleterre sur les campagnes et contribuent, avec les revenus des propriétaires et fermiers, à y répandre l'abondance et la vie.

Nous sommes, hélas! bien loin de ces mœurs; espérons que nous nous en rapprocherons peu à peu. Depuis quelques années, tout semble y conspirer. L'encombrement de la classe aisée dans les villes, l'incertitude des carrières qu'on venait y chercher, l'air fiévreux qu'on y respire, tendent à rejeter vers la vie rurale les ambitions déçues et les imaginations lassées. Quiconque a de quoi vivre honorablement à la campagne est bien près de comprendre que le plus sûr, comme le plus digne, est d'y rester, et ceux qui ne le comprennent pas encore sont bien près d'y être contraints par la difficulté toujours croissante de trouver à la ville un débouché. Une circonstance nouvelle vient d'ailleurs changer complétement les conditions de la vie champêtre; le perfectionnement continu des communications, et surtout l'extension des chemins de fer, en rapprochant les distances les plus éloignées, font que le séjour habituel des champs devient conciliable avec les plaisirs de la société, l'importance politique, la culture de l'esprit et tous les agrémens de la civilisation. Là est le principe d'une révolution salutaire pour nos campagnes délaissées. Nous ne serons probablement jamais aussi ruraux que les Anglais, nos villes ne deviendront jamais autant que les leurs de simples ateliers de commerce et d'industrie; mais, pourvu qu'une portion toujours plus grande de la société aisée vienne repeupler nos manoirs déserts, ce sera toujours un bienfait.

Quant à l'impôt, il ne sera pas moins difficile de détourner le courant qui le porte vers Paris et les grandes villes; mais, si quelque chose peut atténuer cette perpétuelle aspiration, c'est la résidence à la campagne des propriétaires influens, qui défendraient un peu plus leurs intérêts, s'ils les voyaient habituellement de plus près.

LÉONCE DE LAVERGNE.

ADELINE PROTAT.

TROISIÈME PARTIE.[1]

I. — LES FINESSES D'ADELINE.

Pareil à ce conscrit bravement parti pour la bataille, et qui, revenu sain et sauf d'une chaude affaire, se laissait choir en défaillance en voyant tomber les balles restées dans son habit, l'apprenti du sabotier avait laissé voir une grande terreur, lorsque, revenu à lui, il avait compris à quel sérieux danger on venait de l'arracher. En rouvrant les yeux pour la première fois, Zéphyr avait aperçu penché sur lui le bonhomme Protat, épiant avec angoisse un souffle, un mouvement, un regard, qui vinssent le rassurer sur le sort de son apprenti. Le jeune garçon pensa que c'était son maître qui l'avait été chercher au fond de la rivière. Il voulut d'abord remercier Protat, et regarda avec une hésitation embarrassée celui qu'il croyait être son sauveur. Puis, ne sachant que dire sans doute, il enlaça le bonhomme par le cou et l'étreignit avec une fureur d'embrassement qui en disait plus long que les plus belles protestations. Protat fut touché par ce sauvage élan, qui trouvait la parole impuissante pour traduire le sentiment qui l'inspirait. Lui aussi voulait parler, mais sa langue était embarrassée. Il semblait craindre à la fois de dire trop ou de n'en pas dire assez. Il ne se sentait pas la conscience bien nette de cette tentative de suicide. La voix intérieure qui ne parle aux hommes que dans les circonstances solennelles, et qui leur parle impérieusement alors, lui demandait tout bas s'il avait bien réellement accompli le vœu fait

(1) Voyez les livraisons du 15 février et du 1er mars.

un jour au pied de l'autel, et si, en adoptant un orphelin pour conjurer le danger qui menaçait sa fille, il n'avait pas, une fois le danger conjuré, méconnu le caractère de cette adoption, en habituant l'enfant qu'il avait recueilli à ne voir en lui qu'un maître, alors que le besoin d'affection, plus fort chez cet enfant que le sentiment de la reconnaissance, le poussait à souhaiter un père. Cette pensée, qui traversa brièvement l'esprit du sabotier, eut un contre-coup dans son cœur. En tenant dans ses bras l'apprenti, dont le visage portait encore les traces des contractions causées par l'asphyxie, Protat éprouva aussi une terreur rétrospective. Il songea que Zéphyr aurait pu ne point échapper au trépas, et il vit passer devant lui comme le fantôme d'un remords qui s'enfuyait sans doute, chassé par le souffle plus régulier que le retour de la vie ramenait aux lèvres de l'apprenti. En écoutant battre dans le cœur du jeune garçon cette reconnaissance dont il doutait encore le matin, et qui ne s'était dissimulée que parce qu'il en avait comprimé les élans, au lieu de les attirer, Protat se sentit soudainement émouvoir par un tressaillement de paternité. Il appuya la tête de Zéphyr sur sa poitrine, et, appelant d'un geste Adeline, qui se trouvait près de lui, il ajouta, en frappant sur son large buste : — Viens donc, ma fille; il y a place pour deux.

Pendant la rapide minute où les deux jeunes gens se trouvèrent réunis dans les bras du sabotier, si rapprochés l'un de l'autre que leurs deux visages se touchaient presque, Lazare observa silencieusement cette scène. Cédant à un besoin familier à tous les artistes sérieux que leur préoccupation n'abandonne jamais, et qui les pousse à établir par comparaison un rapport perpétuel entre l'art et la nature, source véritable de toute inspiration, il se disait à lui-même : — Parbleu ! voilà un motif qui ferait un joli tableau, si on ne le gâtait pas en voulant trop l'arranger. C'est un sujet de Greuze, moins la recherche de naïveté. La bonne tête grisonnante du sabotier au milieu de ces deux enfans, la Madelon qui souffle le feu, accroupie dans l'âtre, ces grosses solives jaunies par la fumée, ce rustique dressoir où s'étalent les faïences joyeusement enluminées, et ce grand coup de soleil qui crève le cul du chaudron, feraient bien l'affaire d'un peintre de genre. Je suis fâché que mon ami Bonvin ne soit pas là avec une toile de douze.

Cependant, après cette minute accordée à l'étude, l'artiste donna un autre cours à ses observations, et se préoccupa de deviner quels sentimens divers animaient dans ce moment les trois personnes composant le groupe qui semblait en effet poser devant lui.

Comme toutes les franches natures qui ne sauraient sans étouffer attacher sur leur visage un masque de dissimulation, Protat laissait

voir la joie qu'il éprouvait. Zéphyr, dont la figure pâlie s'était subitement colorée au voisinage d'Adeline, regardait celle-ci avec l'extase muette d'un dévot qui voit s'animer sa madone. Pour lui, le matin encore, paria de cette maison à qui on ne parlait que le bâton à la main et le juron à la bouche, la dure main de son maître devenait caressante, et sa grosse voix lui parlait avec douceur. Bouleversé par ce brusque changement et mal remis des émotions violentes qu'il venait de traverser, sa tête était encore si faible, que le pauvre garçon ne savait pas au juste s'il était au milieu de la réalité ou bien dans un rêve; mais songe ou vérité, il se trouvait heureux ainsi, tellement heureux qu'il n'osait pas dire une parole ou faire un mouvement, tant il avait peur de déranger son bonheur. Quant à la jeune fille, sous le repos menteur de sa physionomie, Lazare, qui l'examinait avec curiosité, devinait les confuses pensées qui l'agitaient intérieurement. Adeline, en effet, n'était pas à l'heure présente dans les bras de son père. Réunie à ce garçon qui venait de risquer la mort, une fois que la compassion éveillée par l'idée du péril avait été épuisée en elle, sa pensée était retournée en arrière de cette tentative de suicide. Une seule impression lui restait, c'était l'impression que lui avait causée la découverte faite dans le sac attaché au cou de l'apprenti des objets qu'elle avait un instant cru dérobés par la mère Madelon. La servante n'avait *pas fait le coup*, c'était Zéphyr qui était coupable : telle était la seule idée dont se préoccupait alors la jeune fille, idée obsédante qui la remplissait d'inquiétude et d'alarmes. Zéphyr lui avait *volé* les souvenirs de Lazare. Comment? pourquoi? Elle ne devinait rien et ne sentait rien. Intelligente de cœur et d'esprit, troublée néanmoins par l'égoïsme de sa passion, elle ne cherchait pas les causes et ne se donnait point la peine de rapprocher entre eux toutes sortes de faits, de menus détails, qui pouvaient isolément n'avoir aucune signification, mais dont la réunion dans la circonstance aurait pu servir de fil conducteur à son incertitude. Quant à Zéphyr, si engourdi qu'il fût dans son enchantement, il ne tarda point à s'inquiéter de son côté en s'apercevant de la façon singulière avec laquelle il était regardé par Adeline. Toujours bienveillante pour lui, dans ce moment où pour la première fois il se trouvait aussi près d'elle, souffle à souffle, au lieu de cette sympathie qu'elle lui témoignait quotidiennement, elle le regardait avec une dureté d'expression qu'il ne lui avait jamais connue. Il y avait presque de la menace dans ce regard qui semblait fouiller dans son âme. Que s'était-il donc passé? C'était le père Protat, toujours brutal et grondeur, qui lui témoignait de l'amitié, et c'était Adeline, pour lui caressante et douce, qui lui montrait... Quel nom donner à cet étrange sentiment qui changeait si brusquement la jeune fille à son égard?

le pauvre garçon n'en savait rien; mais il en éprouva une souffrance plus vive encore que toutes celles qu'il avait endurées pendant sa lutte avec la mort. Tout à coup il revint en même temps de cœur et d'esprit au sentiment de la réalité; il se rappela! et le premier souvenir qui s'offrit à sa mémoire le porta à chercher autour de son cou un objet qu'il ne trouva plus. Ses idées lui revinrent alors lucides et complètes, et la disparition du petit sac lui expliqua le changement opéré dans les manières d'Adeline.

Le mouvement fait par le jeune garçon quand il avait porté la main à son cou n'avait pas échappé à la fille du sabotier. Au moment où Zéphyr retirait sa main, Adeline s'en empara vivement, et, la pressant avec dureté, elle lui dit brièvement, en se penchant à l'oreille, si bas qu'elle ne pouvait être entendue que de lui seul : — Pourquoi m'as-tu volée, Zéphyr?

Et comme elle lui disait ces deux mots avec un accent qui lui causa plus d'effet qu'un violent reproche, Zéphyr ne sut que pâlir et fermer les yeux. Il lui fallut toute sa force pour contenir un cri qu'il étouffa dans sa gorge. La main d'Adeline, cette petite main frêle, avait acquis tout à coup cette force nerveuse qui donne une puissance passagère et factice aux natures les plus délicates. Cette main mignonne serrait les doigts de l'apprenti comme s'ils eussent été pris dans des tenailles, et il sentait les ongles s'enfoncer dans sa chair. La douleur était si vive, que le cœur lui en manqua presque. En le voyant pâlir, Adeline l'avait lâché. Surexcitée un moment et inhabituée jusqu'ici aux chocs violens, la jeune fille, brisée par l'excès même de ses émotions, retomba dans une calme immobilité.

Le jeu muet de ces sentimens, que le jeune peintre tâchait d'étudier sur le visage de ceux qui les éprouvaient, avait complétement échappé au bonhomme Protat et s'était accompli en dix fois moins de temps qu'il n'en a fallu pour le raconter.

— Eh bien! s'écria tout à coup le bonhomme en dégageant Adeline et Zéphyr de l'étreinte pleine d'effusion dans laquelle il les avait confondus un moment, comment te trouves-tu, mon garçon?

Et il regarda Zéphyr, qui n'osait lever les yeux, tant il craignait de rencontrer le regard courroucé d'Adeline : celle-ci s'était retirée dans un coin avec la Madelon. Zéphyr répondit avec une contenance embarrassée qu'il se trouvait tout à fait bien.

— Et voilà tout? continua le sabotier. Tu ne dis pas seulement merci à celui qui a été te chercher dans la rivière, au risque d'y rester avec toi!

Et le sabotier, tirant Lazare par le bras, le voulut amener devant l'apprenti; mais le peintre se recula, en faisant au bonhomme un signe négatif dont Protat, après une courte hésitation, parut com-

prendre le sens, non point cependant sans que sa physionomie eût manifesté un profond étonnement.

— C'est la seconde fois que vous me sauvez, monsieur Protat, répondit Zéphyr... C'est vrai que vous avez pu croire, en voyant ma conduite, que j'avais oublié ce que vous avez fait pour moi. A compter d'aujourd'hui, vous verrez du changement, ajouta le jeune garçon. Autant j'ai été serviteur indocile et paresseux ouvrier, autant vous m'allez voir obéissant et actif, prêt à bien vouloir et disposé à bien faire. Nous ne nous étions pas bien connus, continua-t-il plus lentement et avec une demi-intention de reproche qui n'échappa point au sabotier; mais c'est ma faute, reprit vivement Zéphyr... oui, ma faute... je n'ai pas su montrer... mais on verra que je ne suis pas, comme on a pu le croire, un mauvais et un ingrat.

Et, en disant ces derniers mots, Zéphyr avait regardé Adeline isolée dans ses réflexions.

— Ne parlons plus du passé, mon garçon; d'abord tu n'es pas ici un serviteur ni un ouvrier, comme tu as cru l'être, fit le sabotier en baissant la tête; tu es à peu près comme l'enfant de la maison. Je veux que tu t'habitues à me regarder comme si j'étais ton père, et comme la confiance est le premier devoir d'un enfant et que nous voilà en famille, tu vas commencer par nous dire *en l'honneur de quel saint* tu allais te jeter dans le Loing avec des pierres aux jambes.

A ce commencement d'interrogatoire, Adeline parut se réveiller et prêta l'oreille à la réponse de Zéphyr. Une grande inquiétude se peignit sur le visage de la jeune fille. Quant à l'apprenti, il demeura tout interdit et semblait chercher une réponse qui ne venait sans doute pas. L'inquiétude d'Adeline et l'embarras de Zéphyr avaient été remarqués par l'artiste. Maître du secret de ces deux enfans, il craignit que cet interrogatoire n'arrachât au jeune garçon quelque révélation qui pût, si aveuglé qu'il était, guider le bonhomme Protat sur la cause réelle de son suicide. Dans l'espérance qu'il était peut-être temps encore de faire renoncer Adeline à sa chimère et Zéphyr à sa folie, il se décida à brouiller le jeu, pour empêcher toute autre personne que lui d'y voir clair.

— Père Protat, dit-il brusquement au sabotier, déjà carré dans son fauteuil et méditant son *instruction*, il est tard ce soir, et il fera jour demain. Quand on est revenu d'où revient Zéphyr, ça peut passer pour un bon voyage. On est fatigué, et on aime mieux dormir que causer. Laissez-le en repos pour ce soir. Vous jaserez demain, si cela vous semble nécessaire de jaser. — Allons, mon garçon, fit l'artiste en regardant l'apprenti, dis bonsoir à la compagnie, et va-t-en au lit.

— Est-ce qu'il ne soupera pas avant? dit Protat.

— Il a assez bu comme ça aujourd'hui, répliqua le peintre en riant; cependant que Madelon lui donne un bouillon, et qu'il s'endorme par là-dessus. Demain il aura meilleur appétit. Quant à nous, qui n'avons pas fait comme lui le voyage de l'autre monde, les vivres ne peuvent pas nous faire de mal, au contraire; aussi, Madelon, le souper, et vivement. En attendant qu'on le serve, je vais mener Zéphyr dans la plume, — et je vais l'enfermer, glissa-t-il à l'oreille de Protat. — Tout à l'heure je vous dirai pourquoi, ajouta l'artiste.

L'apprenti se laissa emmener par Lazare. Quand ils furent arrivés au cabinet dans lequel couchait Zéphyr, Lazare lui dit très vite : — Demain matin, avant que tout le monde soit levé, je frapperai à ta porte; habille-toi, et sois prêt; j'aurai à te parler.

— A moi? fit l'apprenti étonné.

— Oui, à toi, et je pourrai peut-être te donner des nouvelles de quelque chose que tu as perdu. — Ce n'est pas la peine de chercher, ajouta l'artiste en voyant Zéphyr, qui, tout étonné, portait machinalement la main à sa poitrine. Tu vois bien que ton petit sac n'y est pas.

— C'est vous qui l'avez trouvé? s'écria Zéphyr avec un regard presque agressif.

Lazare ne fit pas semblant d'entendre et continua : — Si demain, au premier coup, tu n'es pas sur pied, j'instruis Protat de ce qui se passe. Te voilà prévenu, dors bien.

— Ah! monsieur Lazare, dit Zéphyr, est-ce que vous croyez réellement que je vais dormir?

— Peut-être pas si bien que si on t'avait laissé dans les roseaux du Loing; mais tu dormiras. Bonsoir. Tâche de faire de jolis rêves.

Et Lazare sortit en enfermant le jeune garçon à clé. Quand il rentra dans la salle à manger, il trouva le couvert mis. Adeline et son père occupaient leur place ordinaire. Adeline était toujours aussi agitée malgré son apparence de calme. — Allons, se dit tout bas Lazare, j'ai donné un peu de tranquillité au petit Zéphyr, donnons un peu de calme à Adeline. — Et avisant un petit bout de ficelle qui sortait de la poche de la jeune fille, il lui dit très tranquillement : — Mignonne Adelinette, nous allons perdre quelque chose.

Adeline porta la main à sa poche. Elle sentit sous ses doigts quelque chose d'humide. C'était le sac qu'on avait trouvé au cou de Zéphyr; c'était ce sac qui contenait son secret, son secret, qu'elle croyait tombé entre les mains de Lazare, qu'elle n'osait plus regarder. Ces souvenirs, qu'elle pensait perdus pour elle et retournés aux mains de celui à qui elle les avait dérobés, comme une dénonciation, comme un aveu même des sentimens qu'elle éprouvait pour lui, ils ne l'avaient donc pas quittée, son secret lui appartenait donc encore! Mais tout à coup son inquiétude, un instant apaisée, lui revint plus persis-

tante. Comme un coupable qui se croit déjà libre, et à qui une dernière interrogation du juge vient rendre son épouvante, Adeline se trouva en face d'un nouveau soupçon : comment le sac était-il dans sa poche? Tout était remis en question par ce seul fait. Procédant avec minutie à leur examen, Adeline chercha à se rappeler les faits. Lazare, en trouvant le sac au cou de l'apprenti, le lui avait-il jeté de loin pour qu'elle le visitât? En l'ouvrant, et à la vue des objets qu'il contenait, elle avait poussé un cri et était tombée évanouie. Cet évanouissement rompait la chaîne de ses souvenirs. Que s'était-il passé pendant qu'elle gisait sans connaissance sur un banc du jardin? La pensée d'Adeline s'arrêtait au bord de cette lacune; mais, faisant trêve à cette nouvelle anxiété, elle poursuivit la recherche d'une conviction rassurante. Ce ne fut qu'après un formidable travail qu'elle réussit à jeter hors d'elle-même le poids qui l'oppressait. Oh! la bonne bouffée d'air qu'elle respira, quand elle se fut ainsi persuadée! De tremblante qu'elle était, comme elle devint subitement audacieuse, et se dédommagea de n'avoir point, depuis tant de longues heures, osé lever les yeux sur l'artiste, en le regardant avec cette hardiesse ingénue qui serait l'extrême effronterie, si elle n'était pas l'extrême innocence! — Étais-je folle, insensée? pensait-elle pendant que sa main serrait convulsivement dans sa poche le petit sac. Si M. Lazare avait vu ce qu'il y a dedans, est-ce qu'il n'aurait pas deviné tout de suite, en se rappelant que j'étais dans sa chambre le jour où il n'a plus retrouvé la lettre qu'il écrivait à son ami de Paris? Et s'il avait deviné, est-ce qu'il ne serait pas changé un peu dans ses manières avec moi? — Et, en faisant en sourdine toutes ces réflexions, elle pressait toujours le petit sac d'une main, et Lazare, qui entendait bruire les papiers au fond de sa poche, se disait à lui-même : — Voilà mon baume tranquille qui opère.

Adeline, en effet, complétement rassurée du côté de Lazare, commençait à s'inquiéter à propos de Zéphyr. Et, s'il faut le dire, elle se préoccupa beaucoup moins de rechercher la cause qui avait pu le pousser à la tentative de l'après-midi qu'à deviner comment il avait surpris l'existence des objets contenus dans le tiroir mystérieux et la raison qui avait pu le pousser à s'en emparer. Aucune lueur, aucune remarque, ne venaient la guider et mettre ses suppositions confuses sur une trace aboutissant à un prétexte. Elle ne pouvait croire à un sentiment d'hostilité de la part du jeune garçon à qui elle avait toujours accordé une protection bienveillante dont Zéphyr s'efforçait de se montrer reconnaissant par tous les moyens qui étaient en son pouvoir, se trouvassent-ils même en contradiction avec ses défauts les plus coutumiers. Il était vrai cependant que depuis quelque temps Zéphyr avait paru se relâcher dans ses complaisances;

mais Adeline se ressouvint que c'était elle-même qui la première, et préoccupée par le prochain retour de Lazare, s'était montrée un peu plus tiède dans ses relations avec l'apprenti. Indifférente à tout ce qui ne se rattachait pas à cette pensée qu'elle allait revoir l'artiste, elle se rappela qu'elle n'était point intervenue quelquefois avec sa sympathie ordinaire entre les fautes commises par Zéphyr et la brutalité de son père. — Serait-ce donc, se demandait Adeline, que Zéphyr m'a gardé rancune? mais comment a-t-il pu songer à se venger par un tel moyen? Comment a-t-il pu deviner?

Un détail qu'il n'est peut-être pas inutile de faire connaître, c'est que depuis son retour à Montigny la fille du sabotier avait toujours considéré et traité Zéphyr comme elle-même était traitée et considérée par Lazare, c'est-à-dire comme un enfant. On ne s'étonnera donc pas si elle n'avait point pris garde à une foule de petits faits de nature à éclairer ses doutes et à diriger ses soupçons. Familière avec l'apprenti ainsi que Lazare l'était avec elle-même, quand elle lui donnait par ci par là une petite tape amicale en passant, elle n'avait jamais remarqué que le jeune garçon tremblait et pâlissait à la fois, comme elle-même devenait pâle et tremblante lorsqu'il arrivait à Lazare de la prendre par la taille et de la faire sauter en l'embrassant. Lorsque le bonhomme Protat employait la famine comme moyen de correction avec son apprenti, plus paresseux que de coutume, si Adeline allait porter en cachette à celui-ci son souper retranché, dans le remerciement de Zéphyr elle ne voyait qu'un remerciement; mais l'accent avec lequel il lui manifestait sa reconnaissance, son regard, son geste, le peu de souci qu'il semblait avoir d'échapper à la *diète* à laquelle il avait été condamné pour ne voir qu'elle, n'entendre qu'elle; ses brusques mouvemens à son entrée, l'animation passagère qui montait à son visage, et, quand elle lui disait de sa voix douce et traînante : — Tiens, mon *mignon,* je t'apporte à souper avec du bon pain tendre; — la lueur rapide qui illuminait l'œil de l'apprenti comme une étincelle jaillissant d'un feu couvert : — ces mille symptômes trahissant le trouble intérieur éprouvé par le jeune garçon quand il se trouvait mis en contact avec la fille de son maître, échappaient toujours à Adeline, ce qui expliquera comment elle n'en avait conservé aucun souvenir. Aussi elle regrettait que Lazare eût empêché son père de poursuivre l'interrogation de Zéphyr. Que celui-ci eût avoué ou non la véritable cause qui l'avait porté à cette tentative, il aurait parlé sans doute, et, dans quelques-unes de ses réponses, elle aurait pu surprendre peut-être un indice qui l'eût aidée à pénétrer l'inexplicable mystère de sa conduite, ou qui tout au moins aurait pu servir de point de départ à son incertitude. Cependant, comme elle savait instinctivement posséder une grande in-

fluence sur l'esprit de l'apprenti, tout en reconnaissant bien que cette influence avait un peu diminué, particulièrement depuis l'époque où le retour de Lazare avait été annoncé dans la maison de Montigny, Adeline se tranquillisa encore de cet autre côté. Elle pensa qu'elle n'en aurait point pour longtemps à reconquérir le terrain perdu dans la confiance de Zéphyr, et ne douta point qu'elle parviendrait mieux que personne, et avant personne, à voir clair dans la pensée de Zéphyr, à tirer de lui tout ce qu'elle en voulait savoir. Ce fut dans cette disposition, le souper étant achevé, que la fille du sabotier se retira après avoir embrassé son père et souhaité le bonsoir au pensionnaire.

Comme elle était déjà sur le seuil de la porte, Lazare se retourna de son côté en faisant pirouetter son tabouret.

— A propos, mignonne Adeline, lui demanda l'artiste avec l'accent d'une curiosité sincère, qu'est-ce que vous avez donc trouvé dans la bourse de Zéphyr? En voilà un gaillard égoïste, qui va se noyer avec son trésor pour ne pas faire d'héritiers! ajouta Lazare en riant.

A cette question, dont elle ne pouvait comprendre le motif, Adeline resta un moment interdite.

— Une bourse! intervint le bonhomme Protat; comment! Zéphyr a de l'argent, et il allait se noyer avec!

— Comme le vieil avare du *Déluge* de Girodet, continua l'artiste.

— Qu'est-ce que vous me dites là? reprit le bonhomme, revenu à son état normal. Où diable Zéphyr a-t-il pris cet argent? Il ne l'avait pas gagné pour sûr, il est trop fainéant, le petit gredin!

— Rassurez-vous, dit Lazare, c'était de la monnaie de sauvage, de petits cailloux du Loing, qu'il s'amuse à ramasser quand ils sont d'une jolie couleur et d'une forme bizarre. C'est une manie qu'il a; il est plein de manies, ce garçon-là. L'an dernier, lorsque nous allions en course tous les deux, il s'arrêtait tous les vingt pas pour fouiller dans le sable, et quand je l'ai repêché tantôt, il avait au cou une espèce de bourse ou de sac que j'ai donné à votre fille pour qu'elle l'examinât. J'ai présumé que c'était l'écrin où Zéphyr cachait ses pierres précieuses.

— Eh bien! demanda le bonhomme Protat en interrogeant à son tour Adeline, à qui les paroles de l'artiste prouvaient une fois de plus que le jeune homme ignorait ce qu'elle avait tant craint qu'il n'eût découvert; eh bien! petiote, qu'est-ce que tu as trouvé dans le sac de Zéphyr?

— Ce que M. Lazare avait présumé, — des cailloux, répondit Adeline avec une grande assurance. Et elle ajouta, comme pour convaincre l'artiste : Ce n'est pas étonnant; *l'autre jour*, en allant changer les draps au lit de Zéphyr, la Madelon a trouvé un tas de ces petites pierres sous son traversin.

Le fait était vrai, et Adeline le citait parce que la Madelon aurait pu le confirmer. Seulement il y avait plus de six mois que cet *autre jour* était passé.

Lazare n'avait pu s'empêcher de remarquer la présence d'esprit d'Adeline, et pour la première fois il s'étonna du sang-froid, de l'intelligence dont avait fait preuve cette jeune fille, dans laquelle il n'avait vu jusqu'ici qu'un enfant.

— Bonsoir, monsieur Lazare, lui dit-elle en se retirant; bonsoir, papa.

— Bonsoir, mignonne, répondit Lazare en la suivant des yeux.

— Dors bien, petite, ajouta le sabotier en lui adressant un geste caressant.

— Soyez tranquille, dit Lazare quand Adeline eut fermé la porte derrière elle... elle dormira bien maintenant.

La réticence de ce dernier mot passa inaperçue à l'oreille du sabotier.

II. — LA DIPLOMATIE DE LAZARE.

— Ah çà! demanda tout à coup Protat à son pensionnaire en s'accoudant devant lui et en le regardant avec curiosité, pourquoi diable m'avez-vous empêché d'interroger mon apprenti?

— N'a-t-il pas été décidé, dit le peintre, que vous me l'abandonneriez entièrement pendant tout le temps que je dois rester ici?

— C'est vrai, et je ne vais pas contre, répliqua le bonhomme, mais ça n'empêche pas que j'aurais bien voulu savoir comment cette idée de se noyer lui est venue. Ça m'inquiète pour de bon... savez-vous, monsieur Lazare! Et vous, ajouta-t-il, est-ce que vous n'êtes pas curieux de savoir ça?

— Aussi curieux que vous, répondit l'artiste; mais je suis patient.

— Vous ne l'avez donc pas questionné tout à l'heure en montant là-haut avec lui?

— Je ne lui ai pas dit un mot qui rappelât les événemens de la journée. Je suis monté avec lui pour l'enfermer.

— Ah! c'est vrai, et vous m'avez même promis de me dire pourquoi vous preniez cette précaution.

— J'ai mis Zéphyr sous clé pour qu'il ne puisse communiquer avec personne et raconter ce qui s'est passé à tout le village.

— Mais tout le village le sait! s'écria le sabotier, qui trouvait la précaution inutile.

— On sait que Zéphyr a manqué se noyer, dit Lazare; mais on ignore que c'était volontairement. — Dame! continua le peintre, j'étais le seul parmi vous qui eût conservé du sang-froid; je m'en suis

servi. J'ai pensé qu'il n'était pas nécessaire que la vraie vérité fût connue, parce que chacun dans le pays se serait livré aux suppositions, et qu'il aurait pu en résulter du désagrément pour vous.

— Vous avez pensé ça, monsieur Lazare? fit le sabotier, dont le front se rembrunit tout à coup.

— Sans doute, reprit l'artiste. Ces sortes d'événemens excitent toujours des commentaires, et dans le nombre il peut s'en trouver de fâcheux.

— Fâcheux! répéta le sabotier, qui écoutait attentivement les paroles de Lazare et semblait intérieurement les assimiler à sa propre pensée; fâcheux, dites-vous?

— Vous devez bien me comprendre. Supposez que nous n'eussions pas été là pour sauver votre apprenti, et qu'on l'eût un matin tiré de l'eau une pierre aux pieds! Croyez-vous qu'on n'aurait pas jasé dru dans ce pays? Il y a des mauvaises langues partout, et ici plus qu'ailleurs, si je m'en rapporte à ce que vous m'avez raconté de vos histoires d'autrefois.

— Eh bien!... fit vivement le sabotier, qu'est-ce qu'on aurait pu dire au cas où Zéphyr serait mort?... On ne m'aurait peut-être pas accusé de l'avoir jeté à l'eau!

— Non, du moins je le crois; mais...

— Mais quoi?... s'écria Protat en frappant du poing sur la table.

— Eh parbleu! répliqua Lazare en imitant le bonhomme, un méchant drôle qui vous en aurait voulu aurait pu dire : Ce n'est pas étonnant que l'apprenti se soit noyé, quand ce ne serait que pour se sauver de son méchant maître!

— On aurait dit ça!... Mais, monsieur Lazare, savez-vous que j'aurais étranglé le premier qui se serait permis...

— C'est possible, continua tranquillement l'artiste, mais vous auriez couru le risque de vous faire étrangler vous-même par ceux qui auraient entendu ce propos. Eh bien! père Protat, ce qu'on aurait dit si Zéphyr était malheureusement mort, on le dirait de même Zéphyr vivant, si nous ne prenions pas toutes les précautions qui pussent faire croire que l'événement de tantôt était le résultat d'un accident, et non pas un suicide bel et bien prémédité. Voilà pourquoi j'ai déjà commencé à détourner les soupçons, voilà pourquoi il faut que, dans la maison, tout le monde, c'est-à-dire vous, la Madelon et votre fille, achève ce que je crois avoir heureusement commencé. J'ai fait la leçon à Madelon; d'après mon conseil, elle doit être en train de la faire à Adeline, et moi je prends actuellement la permission de vous la faire, parce qu'étant comme je suis étranger à l'événement, je puis juger les choses avec sagacité et prévoir de plus loin que vous les conséquences qu'elles pourraient avoir. Si je

vous ai fait signe de vous taire tantôt, quand vous disiez à votre apprenti que c'était moi qui l'avais secouru, c'est qu'il était nécessaire de lui laisser cette croyance que c'était à vous qu'il était redevable de ce secours. Vous avez pu voir de quelle façon il vous a montré sa reconnaissance, et vous n'avez pas oublié les promesses qu'il vous a faites sur sa conduite future. Il ne les oubliera pas, j'en suis certain, pas plus que vous n'oublierez vous-même celles que vous faisiez tantôt.

— A qui ai-je promis quelque chose, et qu'est-ce que j'ai promis? demanda le sabotier, un peu étonné ou du moins feignant de l'être.

— Cette promesse, reprit Lazare sans s'émouvoir, c'est à vous-même que vous la faisiez, quand vous avez pensé que vous n'étiez peut-être pas étranger à la tentative de Zéphyr, et que vous vous êtes senti oppressé comme par une espèce de remords qui s'est éloigné de vous à mesure que le gamin revenait à la vie. Si j'ai deviné ce qui se passait dans votre pensée, père Protat, c'est que vous avez plus de franchise que vous ne le supposez, et que si vous taisez quelquefois vos impressions, sans que vous ayez besoin de parler, qui veut les connaître peut les lire couramment dans votre physionomie. C'est précisément à cette lecture que je me livrais tantôt quand vous teniez Zéphyr entre vos bras, et c'est alors que j'ai pu comprendre que vous vous promettiez à l'avenir d'être plus patient, plus doux que par le passé avec ce pauvre garçon, dont le chagrin devait être bien lourd, puisqu'il ne se sentait pas la force de le porter plus longtemps. Était-ce bien cela? demanda Lazare en terminant.

Protat ne répondit pas à haute voix, mais il inclina deux ou trois fois la tête en signe d'assentiment. Après un court silence, relevant les yeux qu'il avait tenus baissés, il dit au peintre : — Alors, monsieur Lazare, c'est aussi votre avis que Zéphyr...

— Quoi? demanda celui-ci.

— Eh bien donc! dit le sabotier en faisant le geste d'un plongeon, que c'est à cause... enfin parce qu'il se trouvait mal à la maison?...

— Eh parbleu! en doutez-vous maintenant?... Quel autre motif lui supposeriez-vous donc?

— C'est vrai... Aussi je le ménagerai, bien vrai.

— Ce qui vous sera d'autant plus facile, reprit Lazare, rappelant avec insistance les conventions de la matinée, que, pendant deux ou trois mois qu'il va m'appartenir, je le maintiendrai dans les bonnes dispositions qu'il paraît avoir de son côté, et que je vous le rendrai parfaitement assoupli.

— Mais, demanda tout à coup le sabotier en abordant une autre idée, ne trouvez-vous pas un peu drôle que ce soit justement le jour

de votre arrivée, et après vous avoir quitté, qu'il ait été se mettre des pierres aux jambes et la tête à l'eau?

— Diable! pensa Lazare, pourquoi le bonhomme va-t-il s'aviser de me rattacher à l'événement? Me serais-je inutilement donné tant de mal pour le maintenir dans l'erreur qu'il s'était créée lui-même?

— Et puis, continua le père Protat, comment ça se fait-il que ce soit aussi précisément le jour où nous avons reçu la nouvelle de votre retour que Zéphyr est encore devenu plus maussade que de coutume? Il se trouvait là justement quand Adeline a lu votre lettre, et comme la petiote dansait de joie, il est devenu tout pâle, et sa mauvaise humeur n'a fait qu'empirer depuis ce moment-là.

— Ah çà! père Protat, fit Lazare en riant forcément, quelle manœuvre faites-vous là? Sans que personne vous en ait soufflé l'idée, vous avez imaginé que vous êtes peut-être bien pour quelque chose dans l'aventure de Zéphyr; vous en êtes même tombé d'accord avec moi, et voilà que vous essayez maintenant de vous décharger de cette responsabilité en la rejetant sur le compte de ma présence parmi vous! Voyons, est-ce raisonnable? je vous le demande. Quand je suis ici, j'emmène Zéphyr courir avec moi toute la journée; or, si paresseux qu'il puisse être, il doit encore préférer ma société à la vôtre, puisque, à part la peine qu'il a de porter mes outils, une fois que j'ai piqué mon parasol dans un coin, Zéphyr peut s'endormir à l'ombre, rêver à son aise ou ramasser des cailloux qu'on trouve sous son lit. Encore une fois, pourquoi serait-il fâché de mon retour, lorsque j'ai pour habitude de l'emmener régulièrement tous les jours à trois ou quatre lieues de votre établi de sabotier et de votre bâton, ce qui fait pour sa paresse comme sept dimanches par semaine? Mais au lieu d'être fâché de mon arrivée, il aurait dû danser de joie.

— Eh bien! oui; mais voilà précisément ce qui *m'aguiche :* c'est qu'il n'a pas dansé, au contraire; c'est Adeline qui dansait de joie, et plus elle était joyeuse, plus elle s'occupait de vous et de tout mettre en ordre là-haut, plus il était sombre.

— Aïe! aïe! pensa Lazare; voilà ses soupçons qui sonnent la *piste*, tout à l'heure ils vont sonner la *vue*.

— C'est-à-dire, reprit le bonhomme, qu'à le voir faire la grimace chaque jour qu'on parlait de vous, et Adeline en parlait du matin au soir, on aurait dit que Zéphyr était jaloux...

— A votre santé! père Protat, s'écria Lazare, et il poussa bruyamment son verre contre celui du sabotier, espérant que le bruit causé par le choc, uni à l'éclat de la voix, étoufferait la dernière parole du bonhomme, et empêcherait peut-être que ce mot, échappé machinalement, n'arrêtât sa pensée et n'y répandît une lumière soudaine; mais le sabotier, ayant vidé son verre, le posa sur la table et reprit

comme s'il n'avait pas été interrompu : — Oh! mon Dieu, oui; on aurait pu penser ça, que Zéphyr était jaloux de vous...

Ce qui rassura heureusement Lazare, c'est que le bonhomme disait cela tout simplement, et que dans son attitude, dans sa voix, dans son regard, il n'y avait aucune intention, aucune arrière-pensée. Il comprit cependant qu'en faisant une plus longue opposition à l'idée nouvelle de Protat il courrait le risque d'augmenter ses doutes et de l'engager dans un soupçon de traverse aboutissant à la vérité.

— Au fait, dit-il à Protat, vous pouvez avoir raison. Au motif que vous supposiez d'abord, il est possible que Zéphyr en ait ajouté un autre, et c'est peut-être pour ça qu'il avait mis deux pierres à ses jambes, dit Lazare en essayant de tourner la chose en plaisanterie.

— Ah! vous voyez donc bien que vous voilà de mon avis, s'écria Protat; il y a une autre raison.

— C'est plus que probable, et c'est même, j'en suis sûr, celle-là qui, avant toute autre, aura poussé Zéphyr à faire ce qu'il a fait.

— Vous croyez? continua Protat, heureux de cet aveu, qui lui causait un soulagement. Eh bien! mais quel rapport voyez-vous entre ce motif-là et la tristesse que votre arrivée a causée à Zéphyr?

— Il y revient, se dit Lazare, et tout haut il reprit : — Pas grand rapport à première vue; mais, quand on cherche, il faut chercher partout.

— Ça, c'est vrai, dit le sabotier avec un geste approbateur. Eh bien?

— Eh bien! en cherchant, voici ce que je trouve. Écoutez-moi.

— J'y suis, fit Protat, la tête appuyée sur les mains et les coudes sur la table.

— Vous savez que c'est dans quinze jours la fête de Montigny. Or, parmi les divertissemens autorisés par M. le maire, vous savez aussi qu'il y a un certain tir à l'oie qui, outre la bête devenue le prix du vainqueur, rapporte encore une grande considération à celui-ci dans tout le village.

— Parfaitement. Zéphyr, qui pendant toute l'année était si maladroit de sa main, était même très malin à ce jeu-là. Pendant trois années de suite, c'est lui qui a gagné l'oie, et le violon venait lui jouer une aubade.

— Ce qui lui donnait par-dessus le marché le droit de choisir sa danseuse.

— Et, fit le père Protat en riant, le gaillard n'était pas bête : il allait tout droit aux plus beaux brins de fille et aux plus belles toilettes, aux joues les plus roses, aux rubans les plus rouges; mais il faut être juste, quand ma fille est revenue à Montigny, Zéphyr a été poli, il lui a fait cadeau de l'oie, et il l'a invitée, comme c'était son

droit. Cependant elle était un peu pâle encore, et elle n'avait pas de rubans rouges.

— Pardi! fit Lazare en appuyant sur cette insinuation, Adeline était toujours la plus belle et la mieux mise : si elle n'avait pas de rubans, elle avait des bijoux, un bracelet.

— En or, dit Protat avec orgueil, en vrai or.

— Et des boucles d'oreilles, continua l'artiste.

— En diamans, dit Protat, en vrais diamans, et elle en a comme ça la valeur de trois arpens, prés ou vignes, dans une petite boîte rouge.

— Ce qui explique pourquoi Zéphyr tenait tant à la faire danser. Avec son bracelet, Zéphyr croyait que votre fille le faisait reluire. Il est plein d'amour-propre, ce petit bonhomme!

— Revenons à nos moutons, dit le sabotier à Lazare. Quel rapport ces histoires-là peuvent-elles avoir avec ce qui nous intéresse?

— Attendez donc! fit le peintre; tout se tient dans la vie, comme vous venez de vous le rappeler tout à l'heure. Pendant plusieurs années, c'est Zéphyr qui a remporté le prix de l'oie à la fête du pays, et chaque fois votre apprenti a joui des honneurs attachés à cette victoire. Eh bien! rappelez-vous maintenant que l'an dernier c'est un certain Lazare de votre connaissance et de la mienne qui a eu l'avantage de l'apporter triomphalement à votre tourne-broche, et que nous avons eu le plaisir de la déguster ensemble, au grand dépit et déplaisir de votre apprenti, qui, par orgueil, n'a point même voulu accepter une part de la conquête que je lui offrais en rival généreux.

— C'est parbleu vrai, fit le père Protat en joignant les mains.

— Et voilà comment vous aviez raison tout à l'heure, quand vous disiez que Zéphyr était jaloux de moi. Zéphyr, battu par moi dans le champ-clos de l'oie l'an dernier, par moi dépossédé des avantages sus-mentionnés, n'a pas subi cet échec sans rancune. Il espérait peut-être rétablir cette année sa réputation d'adresse sur le carreau à la pointe du coupe-chou municipal; mais il apprend mon retour : il se désole, c'est tout naturel. Et notez bien encore qu'en arrivant à Bourron, où vous l'aviez envoyé me joindre, j'ai commencé, — fatale imprudence! — par lui rappeler l'aventure de l'an dernier, en le prévenant que je comptais bien encore concourir cette fois-ci!

— Vous croyez que ce serait à cause de ça?...

— Écoutez donc! vous m'avez dit : Cherchons ensemble quelle raison Zéphyr avait pour être fâché de mon retour. Je vous donne celle-là; non point qu'elle soit suffisante et me paraisse peser autant que la pierre qu'il avait aux jambes; mais c'est la seule que je trouve, et c'est la seule probable. Que cela vous surprenne, je le comprends; mais moi je m'en étonne moins que vous. L'amour-propre a fait faire à des gens plus graves que Zéphyr des folies du genre de la

sienne, et pour des causes plus futiles en apparence. Une fois par an, lui chétif, mal venu, mal mené par vous et par tout le monde, une fois par an il était triomphant, flatté, recherché. Cette journée-là, c'était la seule dans l'année où il respirât avec bonheur. Ce moment d'orgueil balançait toutes les humiliations des autres jours. Arrive un étranger, un flâneur, qui, sans raison, pour se distraire, enlève à ce pauvre diable cette heure unique de contentement qu'il découpait en autant de parts qu'il y a de jours dans l'année. Eh bien! il a souffert, et souffert cruellement. Le pauvre qui n'a qu'un sou et à qui on vole son sou souffre autant et perd autant que le millionnaire à qui on vole un million. Cette malheureuse oie, si maigre et si dure, que j'ai passée, je n'ose pas dire au fil de mon sabre, car c'était une scie, — cette oie était le trésor de Zéphyr, c'était le capital annuel de sa pauvre joie, et le souvenir lui en payait la rente. Pendant toute l'année, elle charmait ses rêveries, il ne pouvait pas rencontrer une volaille sans se dire en lui-même : Voilà ma conquête future qui s'engraisse. Il comptait peut-être sur mon absence cette année; mais me voici de retour. C'est dans quinze jours la fête de Montigny : Zéphyr a perdu la tête. Et avec l'autre raison que vous avez primitivement... supposée,... supposition que j'ai partagée avec vous, celle que je vous révèle fait bien la paire, et nous avons compte.

— Bien possible, bien possible! fit le sabotier en secouant la tête.

— Ce n'est pas bien possible, c'est bien sûr qu'il faut dire, insista Lazare.

— Oui, oui, c'est comme ça que j'entends, reprit le bonhomme avec un air et un accent également convaincus.

— Ah! pensa Lazare en lui-même, j'ai eu assez de mal à le convaincre. — Et voyant que Protat s'efforçait de dissimuler un bâillement, il ajouta : En voilà encore un qui va dormir tranquille.

Cette conversation s'était prolongée assez tard; la demie de dix heures venait de sonner à l'église de Montigny. Le bonhomme Protat, qui avait laissé passer l'heure habituelle de son coucher, semblait avoir grand besoin de dormir. Quant à Lazare, s'il ne souhaitait point le repos, il désirait au moins la solitude. Le sabotier s'étant levé, l'artiste l'imita, prit au clou la clé de sa chambre, et alluma son bougeoir, où, par une précaution d'Adeline, la bougie avait remplacé la chandelle, pour laquelle la répugnance de l'artiste était connue.

Avant de se séparer, et comme s'il eût voulu se débarrasser d'une dernière inquiétude en recevant de la bouche de Lazare une dernière confirmation de sécurité, Protat dit à l'artiste : — Comme ça, monsieur Lazare, vous pensez bien que l'événement n'aura pas de suite, et que tout est fini là?

— Les précautions sont prises, et je vous les ai fait connaître, ré-

pondit le peintre. Madelon a le mot d'ordre, et Adeline l'a reçu d'elle. Vous êtes sûr de moi comme de vous : l'affaire de Zéphyr restera donc un secret entre nous; ce n'est pas lui qui parlera. En eût-il l'idée d'ailleurs, il ne le pourrait pas, puisque je l'ai enfermé.

— Bon pour ce soir... mais demain? fit Protat.

— J'ai pensé à cela. Aussi demain, et sous le prétexte d'éviter la chaleur du soleil, dès la petite pointe du jour, j'emmène Zéphyr avec moi à la Mare aux Fées, où je compte faire une étude. Les gens de Montigny ne rôdent guère de ce côté-là, et si Zéphyr était disposé à se laisser tirer les vers du nez par les curieux à propos de son bain, j'aurai toute la journée pour le détourner de cette idée-là et le disposer au contraire, si on l'interroge, à parler comme nous allons faire tous, afin que les soupçons rentrent dans leur trou; mais je crois que c'est là un luxe de précautions, et que le petit bonhomme ne songe pas à nous démentir. Il pense vous devoir la vie une seconde fois, il vous l'a dit lui-même, et le petit discours qu'il vous a adressé tantôt indique qu'il est, d'intention au moins, prêt à racheter par sa conduite future tout ce que vous étiez en droit de trouver répréhensible dans ses anciennes façons d'agir, ou plutôt de ne pas agir. De votre côté, vous êtes, je crois, disposé à lui tenir compte de tout ce qu'il fera?

— Ah! tout prêt, dit le sabotier. Je n'ai pas besoin de vous le cacher, puisque vous vous en êtes aperçu; mais tantôt, quand je l'ai tenu tout mouillé et tout froid... ça m'a donné un coup... sacrebleu! Je n'avais rien éprouvé de pareil depuis le temps où les gens d'ici m'appelaient mauvais père. Il me semblait déjà les entendre m'appeler *mauvais maître* et *bourreau d'enfans,* et puis d'ailleurs ce garçon est un peu mon enfant au fait, puisque je l'ai adopté. Aussi, voyez-vous, je n'ai pas attendu qu'il m'ait promis de se bonifier pour me promettre à moi-même de devenir meilleur.

— J'ai vu cela, fit Lazare, quand vous le teniez dans vos bras et que vous avez appelé Adeline auprès de lui... Savez-vous de quoi vous aviez l'air? continua l'artiste en étudiant fixement le visage du sabotier.

— De quoi avais-je l'air? lui demanda celui-ci.

— Vous aviez l'air de lui donner votre fille en mariage.

L'artiste avait lancé cette parole comme on jette une pierre dans un abîme pour en sonder la profondeur. Le sabotier ne se doutait pas qu'en mettant sous forme de comparaison, et brusquement, cette idée en contact avec lui, c'était tout simplement une interrogation anonyme que lui adressait l'artiste, qui, sa phrase achevée, redoubla d'attention pour lire dans les traits du bonhomme les impressions qu'elle allait éveiller dans son esprit. Protat tomba dans le piége avec toute la naïveté désirable.

— Ah! ah! ah! fit-il en ouvrant la bouche pour un immense éclat de rire; ah! ah! ah! quelle idée vous avez là! Oh! que c'est donc drôle! Ah! ajouta le sabotier en se tenant les côtes, ça fait mal de rire comme ça! mais c'est plus fort que moi, voyez-vous? Zéphyr, Adeline... Où diable allez-vous donc chercher vos comparaisons, vous autres artistes?

— Bon, pensa Lazare, voilà pour l'étonnement : je m'y attendais bien. — Et il répondit : — Nous prenons nos comparaisons dans notre métier. Il y a au Louvre un tableau intitulé : *les Accordailles*, où un honnête paysan comme vous donne sa fille en mariage à un brave garçon de l'endroit; le groupe que vous formiez tantôt avec la petiote et Zéphyr m'a rappelé ce tableau, et de là est venue naturellement ma comparaison.

— Est-ce que le père me ressemble? demanda Protat.

— C'est une bonne tête de brave homme comme la vôtre. Il a l'air de dire en regardant son gendre : J'en aimerais mieux un autre; mais puisque ma fille préfère celui-là, ma foi, ça la regarde : c'est elle qui épouse après tout, et pas moi.

— Il pense bien, ce père-là, reprit Protat; s'il y a une inclination entre les deux jeunes gens, faut jamais se mettre en travers. C'est mauvais, ça.

— Ainsi, dit Lazare avec un mouvement de vivacité aussitôt réprimé, vous ne contrarieriez pas le choix de votre fille, quel qu'il fût?

— Quel qu'il soit... fit le bonhomme en hésitant, c'est encore à savoir. Avec la brillante éducation qu'elle a reçue, vous pensez bien que ma fille ne pourra jamais penser qu'à épouser un homme très distingué.

— Enfin, poursuivit l'artiste, si Adeline vous disait un beau matin : Tu ne sais pas? il m'arrive une drôle de chose... j'ai une inclination... pour... Zéphyr?

— Oh! oh! oh! quelle farce, dit le sabotier, qui recommença à rire; — puis, redevenant insensiblement sérieux, il répondit : — Je dirais à ma fille : Va-t-en faire un tour dans ta chambre, et, pendant qu'elle irait, je prendrais Zéphyr par les oreilles et je lui... — Protat acheva sa pensée par un geste énergique.

— C'est bon, pensa Lazare; je sais ce que je voulais savoir.

— Ah çà! mais, demanda le sabotier, de quoi parlons-nous là, au fait?

— Pardi! fit Lazare, nous parlons peinture à propos d'un tableau qui est au Louvre. — Et l'artiste se mit à rire lui-même d'une façon si bruyante, que le sabotier étonné lui en demanda la raison.

— Eh! vous ne voyez donc pas que je m'amuse, et que cette idée

du mariage de votre fille avec... ce gamin... me fait étouffer de rire moi-même...

— Adeline et Zéphyr! fit Protat en se mettant à l'unisson de la gaieté du jeune homme.

— Votre fille, qui a l'air d'une dame...

— D'une grande dame... ajouta le sabotier.

— Une demoiselle qui a au moins... mille écus de dot...

— Qu'est-ce que vous dites donc là, mille écus? dit le sabotier comme humilié par cette évaluation; mais rien que de ses propres elle a dix mille francs, qui sont en train de lui faire des petits à Fontainebleau, à Nemours, à Montereau... et jusqu'à Paris... Ajoutez ce que je lui donne... et comptez...

— C'est vrai... fit Lazare; Adeline aura une quinzaine de mille francs en mariage.

— Ptch! exclama Protat. Tenez, mon cher... voilà la dot de ma fille.—Et le sabotier, avec un indéfinissable orgueil, ouvrit six fois de suite, en la refermant chaque fois, sa large main, dont il écartait les cinq doigts en éventail.

— Diable! dit le peintre, faisant à la fois claquer sa langue et ses doigts, comme s'il eût voulu flatter par ces signes d'étonnement le sentiment d'amour-propre qui avait gonflé le sabotier énumérant cette fortune. — Eh bien! ce que vous me dites là, père Protat, rend ma supposition de tout à l'heure encore plus comique. Voyez-vous votre fille, une riche héritière enfin, épousant Zéphyr! Voyez-vous d'ici l'apprenti sabotier déclarant au contrat ses économies de paresse, un sac de cailloux!... Zéphyr en marié, disant au maire : Je ne sais pas mon nom!

Le bonhomme se tordait sur la table en écoutant ce parallèle entre sa fille, belle, riche, heureusement douée, avec cet être malingre, orphelin et pauvre, avec Zéphyr réunissant dans sa chétive personne les deux plus grandes plaies sociales : sans nom et sans le sou. Ce n'était point un méchant homme que le père Protat; mais de ce tableau évoqué devant ses yeux il ne voyait qu'un côté, et ce n'était pas le côté pitoyable, c'était l'aspect grotesque.

— O vanité! pensait l'artiste en observant le sabotier; mauvaise graine qui germe en tout terrain, aussi bien dans les meilleures que dans les pires natures! Mettez un écu dans la poche d'un gueux, et il crachera sur son ombre. — Et, après cette réflexion philosophique, Lazare frappa sur le ventre du sabotier, qui fit un brusque soubresaut.

— Oh! fit Protat, je n'en peux plus!...

— C'est bon de rire comme ça, dit l'artiste; ça purge des idées noires. — Puis, comme onze heures sonnaient au même instant, ils

se séparèrent en échangeant une poignée de main, Protat pour aller dormir, Lazare pour aller rêver.

— Et maintenant, dit Lazare en se jetant tout habillé sur son lit, récapitulons. — Et il repassa brièvement dans sa mémoire tous les faits qui avaient précédé et suivi l'événement dont son retour à Montigny avait hâté la péripétie. — Si étrange que cela paraisse, pensait Lazare, il n'y a pas à douter, les faits sont là. Cette enfant m'aime. Une enfant! eh! parbleu, non, elle ne l'est plus, quoique j'aie bien de la peine à me la figurer autrement; c'est bien une fille, et une jolie fille. Adeline a dix-huit ans; elle n'est donc ni en avance, ni en retard pour aimer; elle est à l'heure. Mais pourquoi cette ingénue a-t-elle songé à moi? Ah! pourquoi? Ce n'est pas difficile à comprendre, et le bonhomme Protat me l'a expliqué lui-même tout à l'heure en me disant qu'une fille si bien élevée n'aimerait jamais qu'un homme distingué. Eh bien! il me semble que je rentre complétement dans les conditions du programme, et tous les *beaux* qui composent la fleur des pois de Montigny ne me vont pas seulement à la cheville comme distinction. Peut-être que cette *demoiselle* de village eût songé en mon absence à quelqu'un d'entre ces messieurs; mais je suis venu : *veni, vidi, vici.* C'est la première fois qu'il m'arrive de réaliser complétement la devise césarienne; il est vrai que je n'y tâchais guère, et que nous sommes à Montigny. Enfin je ne me dédis pas. Elle est jolie, cette enfant-là, et ça me fait tout de même quelque chose de savoir qu'elle m'embrasse en effigie depuis un an. Avec cela qu'elle est rusée à ajouter des ruses au dictionnaire du genre : une vraie Rosine rustique dont je suis le Lindor. Quelle idylle à promener sous les étoiles, dans ces chemins creusés comme tout exprès pour les faux pas, au milieu de cette nature favorable aux *Oarystis!* Quel charme de faire bégayer à cette innocente l'alphabet amoureux depuis A jusqu'à Y! Seulement, mon ami Lazare, interrompit brusquement l'artiste en s'apercevant qu'il ne laissait pas d'éprouver une certaine douceur à descendre la pente de cette rêverie, vous êtes un drôle. Avoir seulement cette idée-là pour le plaisir de l'avoir, c'est déjà coupable. Songez que cette petite Adeline est comme votre sœur, que vous l'avez fait danser cent fois sur vos genoux, et que vous aviez même ce matin, en partant de Paris, l'intention de lui apporter une poupée et des dragées, ce que vous avez, heureusement pour son amour-propre de grande demoiselle, complétement oublié de faire, comme vous oubliez toujours, parce que vous êtes un étourdi, tellement étourdi, mon bon ami, qu'il ne vous est pas venu à l'idée un instant que le petit cœur de cette enfant-là sautait plus fort que ses jambes quand vous la faisiez danser à la corde. Or donc je vous conjure et au besoin vous ordonne de guérir au plus tôt le mal que vous avez apporté céans, en y développant toutes

les grâces de votre personne et les agrémens de votre esprit. Eh! au fait, s'écria Lazare en faisant un saut qui fit bondir sa pantoufle au plafond, je suis encore bien bon de me donner tant de mal que ça. Cette petite ne m'aime pas sérieusement, et il n'y a aucunement péril en la demeure. Ce qu'elle éprouve pour moi, c'est l'habituelle amourette des petites filles, c'est la première fermentation de l'imagination éveillée par des lectures de romans. Je suis sûr que sa cervelle est une bibliothèque de fadaises sentimentales. Romans et rubans, c'est avec ça qu'on amuse les fillettes dans le beau monde où son père est si fier de l'avoir fait élever. Le premier joli garçon qui se présente est habillé en Galaor par l'innocent caprice d'une innocente. C'est là mon histoire avec Adeline. J'ai été trop prompt à m'alarmer, et, sans doute parce que ma vanité y trouvait son compte, je me suis trop dépêché de crier au feu — pour une étincelle. Eh bien! non, reprit Lazare après avoir secoué la tête en manière de doute, non, je ne me trompe pas, et il n'y a point de quoi rire dans tout cela. C'est mieux qu'une fantaisie passagère, ou plutôt c'est pis : Adeline m'aime pour de bon; c'est bien l'allure de la passion qui va droit devant elle, et sans savoir où elle va; tous mes souvenirs du passé, toutes mes observations d'aujourd'hui l'attestent. A cause de moi, cette enfant va souffrir beaucoup. Il faut au moins qu'elle ne souffre pas longtemps; il faut que, le jour où la porte de cette maison se refermera derrière moi, Adeline ne pleure pas mon départ et n'espère plus mon retour. Comment opérer cette conversion? Les moyens sont à trouver, et c'est en cherchant qu'on trouve.

Quant à Zéphyr, continua Lazare, j'avoue que celui-là m'étonne et m'intrigue encore davantage, non point que ce soit précisément la précocité de sa passion qui me surprenne, — on en a vu des exemples, — mais il est rare qu'à cet âge la passion procède avec ces violences. Zéphyr amoureux d'Adeline et jaloux de moi! à quinze ans! cela peut faire rire d'abord; mais Zéphyr allant se jeter à l'eau, cela fait songer, et j'y songe. Qui diable aurait deviné cela sous cette lourde enveloppe? — Étrange, tout à fait étrange! murmurait Lazare. Heureusement, poursuivit-il, que le père Protat est déjà mieux disposé pour lui, et qu'il me l'abandonne : je pourrai étudier ce mystérieux gamin qui a les passions d'un homme, car, pour choisir un remède et l'appliquer utilement, il ne suffit pas de connaître le mal, il faut en découvrir l'origine. Oui, mais Zéphyr voudra-t-il me donner sa confiance? J'en ai besoin, et tout entière. Son bain de tantôt paraissait avoir un peu refroidi sa jalousie, il était moins farouche avec moi ce soir; mais demain sera-t-il dans les mêmes dispositions? Voudra-t-il croire à mon intérêt? Il est rusé sous son air bête. Bon, fit Lazare, j'ai un moyen de lui prouver que je suis son ami.

Et l'artiste, ayant sauté à bas de son lit, s'approcha de la table qui

était dans l'atelier, tira d'un buvard une feuille de papier à lettre sur laquelle il écrivit quelques lignes, fit sécher l'écriture à la flamme de la bougie, cacheta la lettre en hésitant un moment à choisir le pain à cacheter; puis, du ton d'un homme qui en appelle à un souvenir, il murmura tout bas : — Il était bleu. — Et la lettre fut fermée d'un cachet bleu. Ce travail achevé, Lazare s'en fut décrocher la glace qui était sur la cheminée, l'appuya sur la table où il vint s'asseoir, disposa la lumière d'une certaine façon, et commença, *d'après lui-même*, un dessin sur un feuillet d'album déjà plein de croquis. Ce travail lui prit une demi-heure.

Le dessin terminé, Lazare le mit auprès de sa lettre, et, débouclant son sac de voyage, il parut y chercher quelque chose qu'il ne put trouver sur-le-champ, sans doute à cause du désordre qui avait présidé à la confection de sa valise. Drôle de fille! murmurait le peintre en fourrageant dans son sac avec impatience; me voler mon lorgnon, et encore il était cassé! Après ça, l'amour fait relique de tout. Diable de paquet, où l'ai-je fourré? Ah! voilà! — Et il ouvrait une petite boîte dans laquelle étaient renfermés une demi-douzaine de lorgnons dits *monocles* pareils à celui qu'il portait au cou. — Dire, continua Lazare, qu'il y a des êtres qui portent ça comme un ornement! c'est bien gai d'être myope! Si on laisse tomber son lorgnon par terre, il faut en acheter un second pour retrouver le premier. — Et tout en parlant il cassait la queue d'un des monocles pris dans sa boîte. — Et maintenant, dit-il en ajoutant le lorgnon à la lettre et au portrait, avec ces trois choses-là, j'aurai le secret de Zéphyr... Oui... mais il est malin, et serait capable de ne pas les reconnaître : j'ai eu l'imprudence de me faire plus joli dans cette seconde édition de mon image que je ne l'étais dans la première; la seconde lettre est toute fraîche, l'autre était coupée par les plis. Zéphyr ne croira pas... Attends un peu, Zéphyr. — Et Lazare, ayant décacheté la lettre, la frippa légèrement, la frotta sur le carreau, dont la poussière vint adhérer au papier, et finit par la tremper dans une cuvette d'eau. Le portrait fut soumis à la même opération.

— A présent, dit Lazare en se mirant, comme on dit, dans son ouvrage, lettre et portrait sont méconnaissables, raison de plus pour que Zéphyr les reconnaisse. Résumons la situation et le plan de conduite à tenir. Me rendre indifférent à Adeline, elle ignore que je suis instruit de ce qui se passe dans son cœur et n'attribuera pas mes façons d'agir à une ruse; rendre Adeline indifférente à Zéphyr, et, tout en travaillant à rendre la paix à ces deux cœurs troublés, empêcher que Protat n'évente le secret de sa fille et celui de son apprenti; de plus, empêcher que les curieux de ce pays-ci soupçonnent un seul instant tout ce que le sabotier était en chemin de soupçonner tout à

l'heure, si je ne l'avais pas arrêté à temps. Tout orphelin et tout pauvre qu'il est, si Zéphyr, au lieu d'être plus jeune qu'Adeline, était au contraire plus vieux, il y aurait bien à manœuvrer autrement, sinon pour le présent, au moins pour l'avenir. Adeline, ne songeant plus à moi, aurait pu se retourner du côté de Zéphyr, — du bon côté; — Protat eût fait de l'opposition, mais il aurait bien fallu qu'il voulût ce qu'aurait souhaité sa fille. Malheureusement il ne faut pas songer à cela. Eh bien mais! me voilà de la besogne taillée, sur laquelle je ne comptais pas. Je croyais être venu ici pour faire du paysage, et c'est au contraire pour faire de la diplomatie. Si j'avais prévu cela, j'aurais apporté une douzaine de toiles en moins et une douzaine de cravates blanches en plus.

Minuit sonna à l'église de Montigny.

— Allons, dit Lazare en se déshabillant tout à fait, c'est moi qui dois réveiller le soleil demain matin. Il est temps de dormir.

III. — LA MARE AUX FÉES.

Le lendemain matin à la pointe du jour, Lazare sortait discrètement de sa chambre-atelier, n'emportant avec lui qu'un grand carton à dessin, son parasol et sa chaise de campagne. En passant devant la porte de Zéphyr, l'artiste y gratta légèrement pour lui dire de s'apprêter à le suivre.

— Monsieur Lazare, monsieur Lazare, murmura tout doucement Zéphyr, qui était déjà levé, ne faites pas de bruit et surtout n'ouvrez pas ma porte.

— Pourquoi ça? demanda Lazare, un peu surpris et baissant la voix.

— C'est que mamz'elle Adeline m'a *tapé* hier au soir et m'a dit au travers du mur que j'aille l'attendre au jardin ce matin. Elle veut me parler avant tout le monde. Ah! je sais bien à propos de quoi. — Et la voix de l'apprenti trahissait une crainte. — Si vous ouvrez la porte, ça va la réveiller parce que ça secoue son mur, et bien sûr elle m'empêchera d'aller avec vous.

— Il préfère venir avec moi, c'est bon signe, pensa l'artiste. Et il répondit doucement : Mais pour que tu puisses sortir, il faut bien ouvrir la porte.

— Ce n'est pas la peine, dit Zéphyr. J'ai laissé ma fenêtre ouverte exprès hier; vous me mettrez l'échelle, et je descendrai comme ça. Allez-vous-en doucement; ôtez vos souliers pour ne pas faire crier l'escalier. Je vais vous attendre à la fenêtre.

La précaution conseillée par Zéphyr était bonne, car l'escalier de bois criait et ébranlait toute la maison. Lazare retira ses chaussures,

et en descendant chaque marche il prit tant de précautions, que c'était à peine s'il se sentait descendre lui-même. Une fois dans le jardin, il trouva l'échelle, l'appliqua au mur et fit descendre l'apprenti.

— Nous allons? demanda celui-ci, qui était déjà chargé du carton et de la chaise de Lazare.

— Nous allons à la Mare aux Fées.

— Deux lieues, répliqua Zéphyr, et il fit la grimace.

— Bon, pensa Lazare, il n'a pas laissé sa paresse au fond de l'eau. Et il répondit : — Si tu n'es pas content, je t'emmène à la Mare aux Corneilles.

— Quatre lieues alors! fit Zéphyr avec un mouvement d'effroi.

— Et si tu n'es pas encore content, ajouta Lazare, nous pousserons jusqu'à Arbonne.

Zéphyr leva le nez en l'air comme s'il eût cherché à calculer les distances.

Lazare montra cinq doigts d'une main et trois de l'autre.

— Huit lieues, dit Zéphyr en laissant tomber le carton et la chaise.

— Ramasse-moi ça bien vite. Comment, tu te plains déjà, drôle, pour deux méchantes lieues?

— Oh! d'ici à la mare, fit Zéphyr, il y a bien une borne en plus.

— Mais tu n'as que le carton et la chaise à porter, ça ne pèse rien.

— Oui, mais il y a le bissac qui est lourd, le bissac, continua Zéphyr en inclinant la tête du côté de la cuisine.

Lazare ne put s'empêcher de sourire; il avait compris. L'apprenti faisait allusion au grand sac dans lequel les artistes emportent leurs provisions de vivres quand ils vont travailler dans un endroit éloigné de la forêt.

— L'appétit revient, dit Lazare en lui-même, et il ajouta en regardant l'apprenti : Tu as déjà faim?

— Déjà! répondit Zéphyr, voilà quasiment plus de trois jours que je n'ai ni mangé ni bu.

— Ah! fit Lazare, je croyais que tu avais bu hier, et un bon coup encore.

Zéphyr feignit de n'avoir pas entendu l'allusion, et se dirigea vers la salle à manger, qui ouvrait sur le jardin.

— Oh! fit Lazare en le suivant, le cri de la nature... Mais, dit-il à Zéphyr, je n'ai point prévenu Madelon que j'allais en forêt ce matin; elle n'aura point préparé le sac.

— Je vais le préparer donc, répondit Zéphyr.

— Mais les clés pour ouvrir l'armoire? Tu sais bien que Madelon les retire, dit Lazare.

— Oui, mais il y a un an Madelon a perdu une clé. Je ne sais pas comment ça se fait, dit Zéphyr en baissant la tête, mais...

— Tu l'as trouvée? dit Lazare, qui devina.

— Oui, répliqua Zéphyr en fouillant dans sa poche, d'où il retira une clé. — Dame, continua l'apprenti, quand on vous fait jeûner les trois quarts du temps...—Et ayant ouvert l'armoire, il commença à tirer un plat dans lequel restait un appétissant morceau de viande du souper de la veille.

— Brûlé, fit-il avec dépit en tournant le gigot dans tous les sens.

— C'est ta faute; la Madelon ne pouvait pas être hier à la broche et à te faire chauffer des serviettes pour te secourir.

— C'est vrai, dit Zéphyr en enveloppant le gigot dans un journal et en le glissant dans le bissac; puis il se remit à l'inventaire de l'armoire. Il amena l'un des deux brochets que l'on n'avait pas entamés la veille. Avant de le mettre dans le sac, il le flaira avec soin, et secoua la tête d'un air à demi satisfait. Il se décida à l'emporter en murmurant : — Pas frais! Enfin, avec de la sauce...

— Tu vas emporter de la sauce? fit Lazare, étonné de tous ces préparatifs; dans quoi? s'il te plaît.

— Dans ça, répondit Zéphyr avec le même laconisme. Et il se mit à verser dans une petite bouteille de l'huile et du vinaigre, en ayant soin d'ajouter le sel et le poivre, très minutieusement divisés. Ceci achevé, il mit la bouteille dans sa poche et retourna à l'armoire.

— Que cherches-tu encore? demanda Lazare.

— Vin, dit Zéphyr tranquillement, et il monta sur une chaise pour atteindre à un rayon supérieur de l'armoire, où l'on apercevait trois ou quatre bouteilles cachetées.

— Ce n'est pas le vin d'ordinaire, fit l'artiste.

L'apprenti secoua la tête, montra le cachet et murmura : — Meilleur. Puis, ayant enveloppé deux bouteilles séparément dans un torchon, pour qu'elles ne se brisassent point au choc, il les fit couler dans le grand sac, où il ajouta encore la moitié d'un pain et des couverts, ainsi que deux gobelets. Ensuite il ferma l'armoire et laissa la clé dessus.

— Tu vas donc dire à Madelon que tu as retrouvé la clé? demanda Lazare.

— Non, vous direz que c'est vous qui l'aviez emportée l'an passé.

— Pourquoi donc l'aurais-je emportée?

— Pour lui faire une niche. — Et s'étant chargé du bissac, Zéphyr sortit de la salle à manger. On était déjà sur le seuil de la porte, quand l'apprenti parut frappé d'une idée et retourna au jardin.

— Où vas-tu encore? demanda Lazare.

— Dessert, répondit Zéphyr avec son même laconisme, et il se mit en devoir de cueillir trois ou quatre beaux fruits qui pendaient à l'espalier, et dont il avait eu grand soin d'examiner le degré de ma-

turité. Il ouvrit le bissac et mit le dessert dans une double poche.

— Tu oublies le café et les liqueurs, lui dit Lazare en riant quand ils furent dehors.

Zéphyr leva les bras au ciel en ayant l'air de dire : A la guerre comme à la guerre! et il commença à cheminer.

— Quel logogriphe que cet être-là! pensait Lazare.

Lazare, ayant rejoint Zéphyr, qui marchait plus allègrement que de coutume, lui dit en plaisantant : — Mais j'y songe. Maintenant que tu as rendu la clé de l'armoire aux vivres, comment feras-tu pour t'en procurer quand le père Protat te rognera ta portion?

— Il ne me la rognera plus, répondit Zéphyr avec un accent de conviction.

— C'est selon, fit Lazare. Protat est bon homme au fond; ton accident d'hier l'a, sur le moment, rendu plus doux avec toi que tu n'étais accoutumé à le voir; mais de ton côté tu lui as promis de changer de conduite. Si tu tiens parole, ton maître te tiendra aussi compte de tes efforts; si au contraire, à peine séché de ton bain d'hier, tu reprends tes mauvaises habitudes, il est à peu près certain que Protat essaiera encore de t'en corriger, et alors gare les coups, le pain sec et le reste! Protat n'a pas la main tendre, mais tu as la tête dure.

— A quoi ça lui a-t-il servi d'être comme ça avec moi?

— Pas à grand' chose, je le veux bien, mais ce n'est pas à ta louange. Entre nous, voyons, n'est-il pas honteux pour un garçon de ton âge de n'être bon à rien? Comment, voilà je ne sais combien de temps que le bonhomme Protat essaie de t'apprendre son métier, et tu n'es pas encore en état, il le dit lui-même, de mettre une paire de sabots sur talon! C'est donc bien long et bien difficile d'apprendre à faire des sabots, hein?

— Est-ce que ça vous amuserait, vous, monsieur Lazare, d'apprendre à faire des sabots? demanda l'apprenti.

— Je ne suis pas sabotier, moi, et d'ailleurs on n'a pas un état pour s'amuser. C'est au contraire pour travailler, pour s'assurer des moyens de vivre, et acquérir plus tard, selon l'état qu'on a choisi, la fortune, ou l'aisance, ou tout au moins l'indépendance.

— Oui, murmura Zéphyr, faire ce qui vous plaît, être libre!

— Mais ce qui te plaît à toi, c'est de ne rien faire, à ce qu'il paraît, dit l'artiste. Réfléchis donc un peu que nous sommes tous au monde pour faire quelque chose, et utiliser nos bras ou notre intelligence, quand le bon Dieu a oublié de nous donner des rentes. Et d'ailleurs, si tu ne t'en doutes pas, je t'apprendrai qu'il y a beaucoup de gens riches qui travaillent...

— A s'amuser, fit Zéphyr, sans qu'il y eût pourtant dans cette parole aucune intention d'amertume ou d'envie.

— Eh! mon ami, c'est plus fatigant que tu ne crois, cette occupation-là, répliqua Lazare.

— Vous vous êtes donc bien fatigué, monsieur Lazare? demanda Zéphyr.

Cette façon de l'interroger surprit beaucoup le peintre, déjà étonné par l'interrogation elle-même. — Marchons, répondit-il très sérieusement. J'ai tout à l'heure le double de ton âge : eh bien! tel que tu me vois, à dix ans, je savais combien il fallait de jours pour gagner un écu, et j'étais déjà devenu un homme, que j'ignorais encore qu'on pût le dépenser en une heure. Or, comme je n'ai jamais été assez riche pour acheter du plaisir, ce qui est la plus chère denrée de ce monde, j'ai dû tirer mon amusement de mon propre travail, et comme j'ai beaucoup travaillé, pour ne pas dire toujours, je me suis effectivement beaucoup fatigué — en m'amusant, si c'est ce que tu veux savoir.

— Ah! vous faisiez déjà des peintures à dix ans? demanda naïvement Zéphyr.

— Je ne t'ai pas dit ça. Comme j'étais trop jeune pour travailler d'esprit, si faibles qu'ils fussent, je travaillais des membres. Tu te plains que l'état de sabotier ne soit pas amusant; celui que je faisais ne l'était guère non plus, et à la fin du jour j'étais bien aussi fatigué que pourrait l'être la roue du moulin de Montigny, si elle était une force vivante, car, moi aussi, je faisais un travail de mécanique. Mais pourquoi me demandes-tu tout ça?

— C'est pour savoir, monsieur Lazare... et puis, tenez... voulez-vous me permettre de vous demander encore quelque chose?

— Va, mon garçon, répondit l'artiste, qui étudiait sur la physionomie de l'apprenti à quel but tendaient ses questions, en même temps qu'il observait quel effet produisaient ses réponses.

— Eh bien! monsieur Lazare, continua Zéphyr, quand ça vous a ennuyé d'être *roue de moulin,* vous avez fait autre chose?

— Oui; c'est alors que j'ai commencé à faire des peintures, comme tu dis.

— Mais pour en faire, il faut qu'on vous ait appris encore?...

— J'ai d'abord commencé à m'apprendre tout seul, du moins tout ce qu'on peut apprendre sans maître.

— On peut donc apprendre quelque chose tout seul? demanda Zéphyr, feignant la niaiserie.

— Sans doute, quand on aime la chose que l'on entreprend, et qu'au désir d'apprendre on ajoute encore le goût et l'intelligence.

— C'est égal, poursuivit Zéphyr, il faut tout de même un maître.

— Oui, parce que les dispositions naturelles ont toujours besoin du secours de l'étude.

— Et il y a longtemps que vous étudiez? continua Zéphyr.

— Il y a quinze ans.

— Alors vous devez être quasiment comme maître, et parfait maître dans votre partie?

— Un apprenti, Zéphyr, un modeste apprenti. Ainsi juge un peu où tu serais, si on t'avait mis dans ma partie, toi qui en sept ou huit ans n'as point pu apprendre à faire une paire de sabots!

— Ah! fit Zéphyr en rétablissant sur son épaule l'équilibre de son fardeau d'un port plus léger que commode, il y a beau temps que je sais les faire, les sabots.

— Ah! bah! exclama Lazare en s'arrêtant au milieu du chemin.

— Mais, oui, reprit l'apprenti en s'arrêtant aussi et en examinant quel effet cette révélation venait de produire sur son compagnon.

Au même instant, ils étaient arrivés à la croix qui est au bout du *pays*. Tout droit devant eux commençait la route sablée qui traverse les *Longs-Rochers;* à gauche, le pavé qui conduit à Bourron et à Marlotte. Par ce chemin, en traversant ce dernier village, on trouvait au bout un sentier qui en se raidissant aboutit à la *Mare aux Fées*. Par les *Longs-Rochers,* route plus courte, mais rendue fatigante par les pulvérisations de grès qui ont fini par s'ensabler, on pouvait également arriver à la mare ou au *plateau,* comme on la désigne encore à cause de sa situation élevée. — Quel chemin voulez-vous prendre? demanda Zéphyr en s'arrêtant à la *croix* et en regardant Lazare, encore abasourdi par le dernier mystère que l'apprenti venait d'ajouter à tous ceux qu'il s'était donné la mission de pénétrer.

— Prenons le plus court, dit l'artiste, voulant, par cette concession faite à la paresse de son compagnon, le disposer favorablement à subir la question qu'il méditait de lui appliquer.

Zéphyr, à qui le choix de la route était abandonné, parut hésiter un instant. — Il y a du vent, dit-il en regardant un peuplier qu'une brise assez fraîche inclinait en face de lui.

— Petit vent, fit Lazare; c'est bon le matin, ça réveille. Et il ajouta en voyant que l'apprenti hésitait toujours : — Qu'est-ce que ça peut nous faire que le vent souffle d'un côté ou d'un autre? Nous ne marchons pas à la voile.

— Ça peut nous faire, répliqua tranquillement Zéphyr, que si nous prenons par-là, — et il montrait les gorges des *Longs-Rochers,* — nous aurons du sable jusqu'aux genoux, et que le vent nous en soufflera plein les yeux; mais par ici, dit-il en regardant l'autre route, c'est le plus long.

— Quand il y aurait encore deux cents pas de plus, fit Lazare impatienté.

— Eh monsieur! reprit Zéphyr, deux cents pas de plus ou de

moins, ça se sent dans les jambes et sur le dos, quand on est chargé.

— Mais, malheureux, si le bissac est lourd, c'est toi qui l'as rempli. Je ne demandais pas à emporter des vivres, puisque je comptais revenir de la mare à onze heures, pour déjeuner à la maison.

— C'est ça, fit Zéphyr, à onze heures, en plein soleil, n'est-ce pas?

— Ah ça! tu as donc peur de te faner le teint? Ah! mon ami, quand tu seras conscrit, tu feras un aussi mauvais soldat que tu fais un mauvais sabotier. Tu aimes trop tes aises, mon garçon.

— Mais je ne serai pas soldat, dit Zéphyr.

— Tu crois donc qu'on te laissera choisir ton numéro dans le sac? ou espères-tu que le père Protat t'achètera un remplaçant, si tu tombes au sort?

— Ah! le pauvre cher homme! je lui coûte déjà assez comme ça. Tenez, décidément, dit l'apprenti en détournant à gauche, prenons le pavé; ça fait qu'en passant à Marlotte, nous pourrons boire la goutte.

— Mais, dit Lazare en renouant l'entretien, tu conviens que tu coûtes gros au père Protat; ce n'est pas le tout d'en convenir; puisque tu sais ton état, ce serait bien plus honnête d'essayer de t'acquitter envers lui par ton travail. Et, si tu avais commencé plus tôt à prouver ta reconnaissance, Protat, qui t'a élevé et qui est riche, aurait pu te venir en aide quand tu tireras à la conscription.

— On se passera de lui, dit Zéphyr, et puis d'ici ce temps-là!....

— En attendant, reprit Lazare, je dois te prévenir que j'avertirai Protat, et que ce soir même il saura que tu es un excellent ouvrier.

— Il s'en apercevra bien lui-même, fit Zéphyr. Je veux, ajouta-t-il en frappant sur le pavé, qu'avant trois mois on n'entende pas sonner sur ce chemin-là une paire de sabots qui ne soit de ma façon; je veux que le père Protat n'ait pas seulement le temps de caresser sa fille ou de fumer sa pipe, tant je vais l'occuper à me débiter des frênes, des châtaigniers et des ormes. Puisqu'il faut qu'il tape, cet homme, il tapera sur du bois. Tiens donc, au fait, ça ne me fera plus de *bleus* aux épaules.

— Et la cause de ce brusque changement? demanda Lazare.

— Ah! la cause, fit Zéphyr avec un peu de tristesse, la cause... et, après une courte hésitation, il murmura entre ses dents : C'est un secret.

— Et ce secret, poursuivit Lazare, on ne peut pas le connaître, mon garçon?

— Non, monsieur, fit l'apprenti assez sèchement.

— Hé! pensa l'artiste, on dirait qu'il pousse le verrou. Puis il reprit : Mais si je te l'achetais ton secret, hein?

— Il n'est pas à vendre, monsieur, continua l'apprenti avec le même laconisme.

— Pourtant, si je t'en offrais un bon prix?

— Tenez, monsieur Lazare, reprit Zéphyr en regardant fixement son compagnon, je ne suis pas si endormi que j'en ai l'air. Vous voulez me faire jaser, je sens ça. C'est pourquoi vous m'emmenez avec vous ce matin; mais, voyez-vous bien, ajouta-t-il en se frappant le front, quand je me suis mis quelque chose là, ça y est.

— Je n'en doute pas, fit Lazare.

— Et quand ça y est, reprit Zéphyr, le diable ne me l'ôterait pas.

— Eh bien! mon pauvre Zéphyr, une drôle de chose, je m'en vais te l'ôter, ce que tu as là! dit l'artiste en se frappant le front par le même geste que venait de faire l'apprenti, et il ajouta : Je tâcherai même de t'ôter ce que tu as ici, — en se frappant la poitrine à l'endroit du cœur.

Zéphyr devint un peu pâle, et un demi-sourire railleur courut sur ses lèvres.

— Écoute, mon garçon, reprit le peintre, je suis plus ton ami que tu ne le crois. Ton secret, je le connais en partie; si je veux le savoir entièrement, ce n'est point pour te nuire. Au contraire, je t'ai proposé tout à l'heure de te l'acheter, je me suis trompé; je ne veux pas te l'acheter, je veux seulement l'échanger avec toi, et, quand tu sauras ce que je veux t'offrir en échange, je suis sûr que tu toperas au marché.

— Et qu'est-ce que vous me donnerez donc, monsieur Lazare? fit l'apprenti avec curiosité.

— Des conseils d'abord.

— Des conseils... dit Zéphyr avec méfiance, et puis encore?

— Et puis encore... ce qui est renfermé dans ce petit paquet, répondit Lazare en tirant de sa poche un papier enveloppé qu'il secoua dans sa main. Quoique tu ne m'aimes pas beaucoup, puisque tu sembles te défier de moi, j'ai découvert que tu avais mon portrait; j'ai découvert aussi que tu possédais de mon écriture, et que, pour mieux la lire sans doute et pour mieux examiner mon image, tu t'étais procuré, je ne sais comment, un petit instrument pareil à celui-ci, dit Lazare en montrant le lorgnon qui lui dansait autour du cou. Tu as donc la vue basse? acheva l'artiste.

— Et vous me rendrez tout ça! s'écria Zéphyr avec impétuosité.

— Tout est là-dedans, reprit Lazare en faisant passer rapidement le petit paquet qu'il tenait à la main devant les yeux de l'apprenti; je te le rendrai... si tu me dis tout. Tu entends bien? tout!

— Donnez! fit Zéphyr.

— Donnant, donnant, répliqua Lazare.

— C'est bon, dit l'apprenti; nous causerons quand nous aurons déjeuné.

Par une espèce de convention tacite, ils demeurèrent alors muets l'un et l'autre jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés à leur destination. Lazare prit un côté du chemin et marcha en méditant sans doute le programme de ses interrogations, et Zéphyr suivit l'autre côté, occupé probablement à préparer les explications qu'il venait de s'engager à fournir. Au bout de trois quarts d'heure de marche, ils gravissaient, l'un suivant l'autre et tous les deux un peu essoufflés, le *raidillon* par lequel on arrive de Marlotte à la *Mare aux Fées*.

Le plateau, qui doit sans doute son nom à quelque superstition légendaire dont la tradition n'a pas été conservée, domine d'un côté toute l'étendue du pays dont nous avons donné la description au premier chapitre de ce récit. Souvent reproduit par la peinture, c'est assurément l'un des lieux les plus remarquables que renferme la forêt. Aussi, l'on comprend que tous les artistes, non-seulement y viennent, mais encore y reviennent, car à la vingtième visite on peut encore découvrir une beauté nouvelle, un aspect nouveau, dans les mille tableaux, d'un caractère différent, qui d'eux-mêmes se dessinent à l'œil, et peuvent à loisir se rattacher au tableau principal ou s'en isoler, comme dans ces merveilleux chefs-d'œuvre épiques où l'abondance des épisodes apporte de la variété sans répandre de la confusion dans la grandeur et dans la simplicité de l'ensemble. Peu de sites offrent en effet autant de variété, et surtout dans un espace aussi restreint, car le plateau se développe sur une superficie de moins de quatre hectares. De dix pas en dix pas, l'aspect se métamorphose comme par un brusque changement à vue, et d'une heure à l'autre, suivant l'élévation ou la déclinaison du soleil, le tableau se modifie, dans son ensemble et dans ses accidens, comme une toile dioramique exposée successivement aux différens jeux de la lumière. Toutes les écoles de paysage peuvent rencontrer là des sujets d'étude. A ceux qui aiment les gras pâturages normands, où les troupeaux se noient jusqu'au poitrail dans les hautes vagues d'une herbe odorante et drue, que la brise fait houler comme une onde, le plateau offrira le *dormoir* où viennent les vaches de Marlotte. A ceux qui préfèrent les lointains lumineux baignés de vapeurs violettes ou dorées, et les collines aux croupes boisées, et les vallons creux d'où s'élève un brouillard bleu, le plateau échancrera par un côté son cadre de verdure, et par une brusque échappée, après les premiers plans de la forêt, océan de cimes éternellement agité comme une mer de flots, déroulera les plaines tranquilles qui s'enfuient vers la Brie et que limite aussi loin que peut atteindre le regard la bande immobile de l'horizon. Ceux qui manient la brosse enragée de Salvator, le plateau les fera descendre par un ravineux escarpement au milieu des profondeurs solitaires de la *Gorge au Loup*, qu'il domine dans

son extrémité occidentale. Là, comme si la lutte du sol avec les élémens était encore récente, on peut suivre dans toutes les traces qu'il a laissées le passage du cataclysme qui dut ébranler des carrières et pousser devant lui les blocs arrachés de leurs entrailles, comme un ouragan soulève à son approche la poussière du chemin. En pénétrant dans cette gorge, on croirait visiter les débris de quelque Ninive inconnue. Les masses gigantesques de rochers semblent encore recevoir l'impulsion du bouleversement, et se poursuivre, s'escalader comme une armée de colosses en déroute. Les uns, inclinés dans un angle de vingt degrés, paraissent prendre un nouvel élan pour continuer leur course; les autres, penchés au bord d'un ravin dans une attitude menaçante, inquiètent le regard par leur immobilité douteuse. Les arbres, comme s'ils étaient encore tourmentés par un vent de fin du monde, se courbent avec des mouvemens qui les font ressembler à des êtres en péril et faisant des signaux de détresse; les uns agitent leurs rameaux avec des torsions et des contorsions épileptiques; les autres, comme des athlètes qui se provoquent à la lutte, avancent l'un contre l'autre une branche dont l'extrémité noueuse ressemble à un poing fermé. Les grands chênes séculaires, qui plongent peut-être leurs racines dans les limons diluviens et jadis ont fourni la moisson du gui aux faucilles druidiques, ont seuls conservé leur apparence de force et de beauté primitives. Tassés sur leurs troncs formidables, ils ressemblent à des Hercules au repos qui, ramassés sur leur torse, développent puissamment leur vigoureuse musculature.

C'est au point central du plateau que se trouve la mare, ou plutôt les deux mares formées sans doute par l'accumulation des eaux pluviales qu'ont retenues les bassins naturels creusés dans les rochers. Ce roc immense règne en partie dans toute l'étendue du plateau. Disparaissant à des profondeurs irrégulières, il reparaît à chaque pas, éventrant le sol par une brusque saillie. Aux fantastiques rayons de la lune, on se croirait encore sur quelque champ de bataille olympique où des cadavres de Titans mal enterrés pousseraient hors de terre leurs coudes ou leurs genoux monstrueux. Ce qui permet de supposer que cet endroit est situé au-dessus de quelque crypte formée par une révolution naturelle, c'est que le sabot d'un cheval ou seulement la course d'un piéton éveille des sonorités qui paraissent se prolonger souterrainement. A l'entour des deux mares, et profitant des accidens de terre végétale, ont crû les herbes aquatiques et marécageuses, où les grenouilles chassent les insectes, où les couleuvres chassent les grenouilles. Dans toutes les parties que les eaux de la double mare ne peuvent atteindre par leurs irrigations, les terrains

se couvrent à peine d'une végétation avare : gazon ras et clair-semé où la cigale ne peut se cacher à l'oiseau qui la poursuit; pâles lichens couleur de soufre, qui semblent être une maladie du sol plutôt qu'une production; créations éphémères d'une flore appauvrie; plantes maladives sans grâce et sans couleur, dont la racine est déjà morte quand la fleur commence à s'ouvrir, qui redoutent à la fois le soleil et la pluie, qu'une seule goutte d'eau noie, qu'un seul rayon dessèche. Au bord de la grande mare, deux énormes buissons, surnommés les Buissons-aux-Vipères, enchevêtrent et hérissent leurs broussailles hargneuses, mêlant aux dards envenimés des orties velues l'épine de l'églantier sauvage et les ardillons de la rose grimpante, qui va tendre sournoisement parmi les pierres les lacets de ses lianes dangereuses aux pieds nus. Terrains lépreux ou fondrières, eaux croupissantes, arbustes agités incessamment par des hôtes venimeux, — tel est l'aspect de la mare qui donne son nom à l'endroit; mais cette aridité et cette désolation même prêtent un relief puissant aux splendeurs du cadre qui les environne. Qu'une vache se détache du troupeau et vienne boire à cette eau croupie; qu'une paysanne s'agenouille au bord, pour laver son linge ou plutôt pour le salir; qu'un bûcheron vienne aiguiser sa cognée sur le roc, et ce seront autant de tableaux tout faits, que le peintre n'aura qu'à copier. Aussi la *Mare aux Fées* est-elle de préférence le lieu choisi par les artistes qui vont à Fontainebleau dans la belle saison : ceux qui habitent les confins éloignés de la forêt y viennent souvent, ceux qui résident dans les environs y viennent toujours.

Lorsque Lazare et son compagnon débouchèrent sur le plateau, le soleil commençait à cribler de flèches lumineuses les futaies des *Ventes à la Reine*, qui le bordent d'un côté, et l'on entendait, dans les profondeurs d'un chemin creux, les clochettes d'un troupeau que le vacher matinal amenait au dormoir du pays.

— Ne restons pas là, dit Lazare à Zéphyr, dans une heure tous les rapins des environs vont venir planter leur parasol autour de la mare, et le plateau aura l'air d'un carré de champignons.

Comme pour justifier les craintes qu'il venait de manifester, au même instant où Lazare achevait de parler, un groupe de jeunes gens arrivaient sur le plateau par un autre chemin. Un âne, guidé par un paysan, était chargé de chevalets, de boîtes de couleurs et de havre-sacs. Au milieu de ce groupe marchait un personnage qui paraissait plus âgé que ses compagnons, et à qui ceux-ci semblaient témoigner une respectueuse attention. Lazare s'aperçut de loin que le monsieur qui semblait conduire les autres portait la décoration rouge sur son paletot d'été. Le groupe passa bientôt devant Lazare, qui s'était ar-

rêté; il observa que tous les jeunes gens étaient généralement mieux mis que ne le sont les peintres pour courir la forêt : ils avaient des chaussures vernies, quelques-uns même portaient des gants.

— Quels sont ces messieurs? demanda-t-il à Zéphyr, qui s'était tourné d'un autre côté, au passage du groupe.

— C'est les *désigneux* de Marlotte, qui vont prendre leur leçon avec leur maître.

Au même instant, celui que Zéphyr désignait ainsi se retournait vers la petite troupe, et Lazare put l'entendre dire à ses élèves, auxquels il montrait l'effet produit sur le paysage : — Messieurs, il est six heures; c'est l'heure où le jaune de Naples règne dans la nature.

— Ah! fit Lazare, je veux assister à la leçon.

— Oh! monsieur, répondit Zéphyr en regardant le sac aux provisions d'une façon si piteuse...

— C'est vrai, dit le peintre, nous avons à déjeuner d'abord et à causer après. — Et ils continuèrent dans une direction opposée à celle que venaient de suivre les paysagistes.

IV. — LA CONFESSION DE ZÉPHYR.

La place où l'on devait s'arrêter fut complaisamment abandonnée par Lazare au choix de Zéphyr. Après beaucoup d'hésitation, l'apprenti sabotier finit par découvrir un lieu qui réunissait toutes les recherches de sybaritisme désirables, telles que frais ombrages au-dessus de la tête, terrain d'une inclinaison propice à la paresse et douillettement revêtu d'un épais gazon. Quand le repas fut achevé, Lazare adressa à son compagnon un avertissement amical pour l'exhorter à se montrer confiant. Avec le langage qui devait le mieux frapper l'apprenti, l'artiste lui fit comprendre qu'en s'étant fait volontairement son allié, il avait au moins le droit d'être son confident, et que pour l'avenir il était urgent qu'il fût instruit de tout ce que sa conduite renfermait de mystérieux. — Bref, lui dit-il pour conclusion, je suis déjà intervenu entre toi et ton maître, que j'ai à mon retour trouvé si mal disposé, qu'il ne parlait pas moins que de te renvoyer de la maison. — Zéphyr devint pâle à cette révélation. — Rassure-toi, reprit Lazare; j'ai ramené Protat à l'indulgence et à la patience. Le changement que tu as déjà remarqué dans ses manières n'est pas dû seulement à ton aventure d'hier; mon influence y est pour quelque chose. Tu ne peux donc raisonnablement avoir aucune prévention contre moi, qui ne t'ai donné que des preuves d'intérêt. Hier encore, continua l'artiste en montrant à l'apprenti le paquet qui renfermait le *fac simile* des *souvenirs* d'Adeline, quand j'ai trouvé ces objets sur toi, je me suis empressé de les cacher pour qu'ils ne

pussent pas te compromettre, et je les ai conservés avec l'intention de te les rendre; je te les rendrai en effet. Comme j'ai fait déjà, je continuerai à te servir dans l'esprit de ton maître; mais pas de demi-sincérité, Zéphyr, pas de dissimulation, ou bien j'agis tout autrement que je n'ai fait jusqu'ici : je déclare par exemple à ton maître qu'il n'a pas à compter sur toi. Je parlerai à Protat, non pour te défendre, mais pour reconnaître avec lui qu'il a recueilli un mauvais sujet dont la présence dans sa maison ne peut apporter que le trouble et le désordre, et ce sera seulement quand tu l'auras perdue que tu t'apercevras combien ma protection pouvait t'être utile.

Zéphyr se montra sensible encore plus aux protestations amicales de Lazare qu'à l'espèce de menace qui les terminait; mais ce qui parut, mieux que tout le reste, le convaincre et le décider à montrer toute la confiance que l'on désirait de lui, ce fut la présence des *souvenirs* que l'artiste lui mit sous les yeux, et qu'il reconnut en effet, justement parce qu'ils étaient méconnaissables.

— Et vous me les rendrez, bien sûr? demanda Zéphyr.

— Je vais faire mieux, répliqua l'artiste en lui mettant le paquet dans la main, je vais te les rendre tout de suite; mais rappelle-toi bien ce que je viens de te dire.

— Oh! monsieur Lazare, s'écria Zéphyr avec une véritable effusion, oh! que oui, que je vais tout vous dire, car j'en ai long, et ça me pèse là, ajouta-t-il en se frappant la poitrine du poing. Au fait, je peux bien parler avec vous; vous êtes mon ami, n'est-ce pas? Si vous ne l'étiez point, vous ne m'auriez pas rendu ça.

— Oui, mon garçon, je suis ton ami; je t'en ai déjà donné des preuves, et je suis tout disposé à t'en donner de nouvelles.

— Eh bien! fit Zéphyr, que je sois piqué d'un aspic, si ce n'est toute la vraie vérité que vous allez savoir!

Lazare n'eut pas besoin d'écouter longtemps pour être convaincu que Zéphyr était véridique, comme il venait de le promettre. L'animation qu'il donna à son récit, l'abondance de ses paroles, cette persistance complaisante qui l'amenait à revenir sur certains faits, son émotion, tour à tour empreinte d'attendrissement ou d'amertume, avaient effectivement le cachet de la vérité. On ne pouvait nier qu'elles vinssent d'une source sincère, les larmes échappées de ses yeux, quand ses souvenirs renouvelaient, avec les paroles qui les traduisaient, les souffrances qui les avaient pendant si longtemps fait couler dans son isolement.

Cette confession dura plus de deux heures, pleine de confusion et de répétitions. Aussi nous ne la reproduirons pas telle que la fit Zéphyr avec une vivacité d'expressions qui élevait quelquefois la rusticité du langage à la hauteur de l'éloquence; nous n'en donnerons

que le résumé succinct, dans lequel on trouvera cependant ce que voulait y trouver celui qui la provoquait, c'est-à-dire l'explication du mystérieux caractère de notre petit personnage.

On se souvient dans quelles circonstances Zéphyr avait été recueilli par le bonhomme Protat, qui, on a pu le voir assez souvent dans ce récit, laissait passer peu d'occasions sans se plaindre du méchant cadeau que lui avait fait la Providence en lui mettant sur les bras un enfant chétif et mal venu, ainsi que l'était en réalité l'abandonné qu'il avait trouvé dans la neige au milieu de la route. La beauté ou la grâce, chez les enfans comme chez les grandes personnes, est un aimant naturel qui attire la sympathie même des étrangers, même des passans. La piteuse apparence de l'orphelin lui nuisit tout d'abord dans l'esprit de son père adoptif. Dès le premier jour où il l'avait confié à une paysanne qui nourrissait et gardait les enfans, le sabotier s'était senti mortifié par la mauvaise grâce avec laquelle cette femme avait consenti à prendre ce petit monstre. Son amour-propre était froissé de l'éloignement que Zéphyr paraissait causer aux autres enfans du pays, et chaque fois qu'il lui arrivait de faire une dépense pour l'entretien de l'orphelin, en lâchant ses écus il ne manquait jamais de dire entre ses dents : — Voilà un marmot qui me coûte gros et qui ne me fait guère honneur.

Le père Protat était de cette nature d'honnêtes gens qui, à leur insu, résument tout dans un total, qu'un premier mouvement généreux pousse à faire une bonne action, mais qui, l'action faite, considèrent ensuite quel profit ils en pourront retirer. Sans qu'il s'en aperçût lui-même, il arriva que Protat traita le petit Zéphyr comme l'enfant était traité par les gens du pays, sans dureté cependant, mais aussi sans aucune attention qui pût faire établir dans les premières réflexions de l'orphelin une différence entre la maison de son père adoptif et la rue. Doué nativement d'un grand fonds de sensibilité à laquelle s'unissait une grande timidité, Zéphyr éprouvait ce besoin de caresses et de soins naturel aux enfans. Si ignorant qu'il fût de sa position, un vague pressentiment lui disait que ce n'était point l'air de la famille qu'il respirait dans cette maison. Les rares tentatives qu'il avait faites pour quêter quelque cajolerie de son père adoptif avaient été accueillies par celui-ci avec indifférence, pour ne pas dire repoussées. Aussi Zéphyr s'était-il abstenu de toute démonstration caressante, et se tenait-il dans son coin, les yeux dans les cendres quand il était au logis, les yeux au ciel quand il était dehors. Sans comprendre que c'était sa froideur qui causait le silence du petit garçon, Protat l'accusait alors du soin qu'il prenait à chercher l'isolement.

— C'est un sournois, disait-il : tout petit qu'il est, il devrait déjà

comprendre ce que je fais pour lui, et essayer de se rendre utile dans la maison, selon son âge et sa force; mais il aime mieux se vautrer dans les coins. Patience, patience!

Enfin, sans qu'il eût un seul moment la pensée de s'en préoccuper et si peu loin que les événemens fussent derrière lui, le sabotier recommençait à être avec Zéphyr ce qu'il avait été avec Adeline. Dès que l'orphelin eut l'âge, Protat le mit à l'école. — Apprenez-lui vite tout ce qu'il faut savoir pour n'être point un âne, avait dit le sabotier au *magister*, et dare, dare! que je puisse lui mettre un outil à la main. S'il ne me fait pas honneur, au moins qu'il me fasse profit; c'est bien le moins après tout ce que j'ai fait pour lui. — Et il avait ajouté : Je crains qu'il n'ait l'entendement un peu dur; mais ne vous gênez pas, vous pouvez taper.

La recommandation allait d'autant mieux à son adresse, que le *magister* de Montigny ne pratiquait point la patience comme vertu scolaire. Quand il faisait une explication à ses écoliers, si elle n'était pas comprise du premier coup, ce n'était pas lui qui la recommençait, c'était la *palette*, et il frappait comme un sourd qu'il était. Zéphyr, aussi bien doué du côté de l'intelligence qu'il l'était peu physiquement, aurait pu, sans doute, apprendre vite et bien; mais le maître d'école, habitué à l'opacité têtue des marmots confiés à ses soins, confondit de confiance le nouvel écolier avec les autres, et ne remarqua point ou ne voulut pas remarquer les heureuses dispositions de Zéphyr, il le mit au régime commun : la brutalité et les coups. L'orphelin, s'apercevant qu'il n'y avait dans le résultat aucune différence entre bien faire et ne rien faire, prit le parti de suivre la pente naturelle qui le portait à l'indolence. Un vague sentiment de justice et de fierté froissées commencèrent à développer en lui des instans de rébellion. A l'active brutalité du maître, l'écolier opposait une obstination passive; maltraité en outre par ses petits camarades, qui avaient repoussé ses avances, ses instincts d'expansion refoulés commencèrent à déposer en lui les germes d'une misanthropie qui lui donnèrent une apparence farouche. Quant à Protat, les renseignemens du maître d'école ne firent, comme on le pense, qu'augmenter encore les fâcheuses dispositions qu'il avait à l'égard de Zéphyr, et cette fois elles se montrèrent d'autant plus agressives, qu'elles semblaient puiser dans les mauvaises notes du maître d'école une apparence de justification.

— Mauvais écolier, mauvais ouvrier, avait dit Protat en retirant Zéphyr de l'école pour le mettre à son établi de sabotier; mais nous allons voir! J'aurai Zéphyr sous ma main, et ma main a son poids, ajoutait Protat avec un geste significatif. Cependant Zéphyr, éclairé sur sa situation réelle dans la maison du sabotier, comprit que c'était

chose juste qu'il aidât par son travail l'homme qui l'avait recueilli et avait eu soin de lui pendant longtemps. N'ayant pu, quoi qu'il eût fait, trouver un père véritable en lui, l'enfant le reconnut pour maître et s'efforça de le contenter comme tel, moitié par reconnaissance et moitié par un sentiment d'honorable fierté.

Protat s'aperçut que son apprenti avait bonne envie de bien faire, il lui en sut gré, mais sans le lui témoigner, sans qu'une parole ou un geste d'encouragement vînt dire au pauvre garçon : Je suis content, continue. Protat pensait intérieurement, en voyant Zéphyr actif au travail : « Il ne fait que son devoir. » Cet aveu mental fait, il croyait que tout était dit. Par exemple, s'il arrivait à Zéphyr de ne pas comprendre du premier coup une explication, mal entendue ou mal donnée quelquefois; s'il mettait un peu plus que le temps nécessaire à ébaucher un sabot; s'il enlevait un copeau de plus, qui obligeait Protat à jeter un morceau de frêne ou de châtaignier au rebut, il poussait alors des cris qui retentissaient dans toute la maison : Zéphyr le *ruinait*, Zéphyr était un ingrat, un fainéant, un bon à rien faire! et si l'apprenti essayait de se justifier doucement, la colère du maître tonnait avec plus de violence : — C'est bien fait, s'écriait-il; ça m'apprendra à recueillir dans ma maison des gueux, des mendians! Pourquoi ne l'ai-je pas laissé au coin de la borne?

Un jour, en entendant ces paroles, Zéphyr s'était levé de son établi, avait regardé son maître en face, et lui avait dit tranquillement : — Monsieur Protat, je m'en vais. — Et où vas-tu? répliqua le maître exaspéré. — Où vous m'avez pris, dit l'apprenti. — Ah! tu crois ça, que je vais te laisser partir! Ah! tu crois que tu m'auras coûté plus d'écus que tu n'es gros, que je t'aurai élevé, instruit comme *mon enfant*, et que tu n'as qu'à t'en aller en me souhaitant le bonjour! mais je suis ton maître, sais-tu? La loi me donne tous les droits sur toi, et tu ne t'en iras que lorsque je voudrai, et je ne le voudrai que lorsque tu m'auras regagné tout ce que tu m'as dépensé depuis que tu es entré dans ma maison pour mon malheur. — Zéphyr secoua la tête et se remit à la besogne.

Cependant, ces violentes scènes se reproduisant tous les jours, la colère du sabotier faisant explosion à propos du plus petit prétexte qui lui était fourni, Zéphyr commença à se montrer indifférent. Les récriminations du sabotier étaient pour ainsi dire ponctuées de coups; l'apprenti entendait les unes sans les écouter, recevait les autres sans les sentir. Ne sachant plus distinguer lui-même quand il faisait bien ou mal, ahuri par l'éternel ouragan qui grondait au-dessus de sa tête, Zéphyr tournait presque à l'idiotisme. Ce fut alors qu'Adeline revint à Montigny. Zéphyr, assez indifférent à ce retour, parut d'a-

bord étonné lorsqu'il entendit parler Adeline. C'était chose si nouvelle pour lui qu'une voix humaine qui ne fût ni aiguë, ni bruyante, ni querelleuse, que ce frais et sonore organe le surprit comme le mouvement d'une montre surprenait jadis les sauvages. Il fallut même quelque temps à la jeune fille pour apprivoiser l'apprenti, que l'habitude des mauvais traitemens et de l'isolement avait rendu farouche; mais peu à peu le charme de cette douce voix, les câlineries de ces gentilles façons, les harmonieux mouvemens de ces gestes, cette distinction de manières qui avait d'abord éveillé la curiosité du jeune garçon, attirèrent sa sympathie. Adeline, se rappelant son enfance effrayée par les brutalités paternelles, et pensant que Zéphyr l'avait peut-être remplacée, sembla, comme nous l'avons dit, prendre à tâche de faire oublier le passé à ce frère adoptif. Recueilli pour accomplir un vœu fait à cause d'elle, elle ne fut pas longtemps à deviner de quelle façon son père avait compris l'accomplissement de ce vœu, et c'est alors qu'elle avait essayé, dans les bons soins qu'elle témoignait à l'apprenti, de donner à son père une leçon de paternité adoptive. Quant à Zéphyr, son besoin d'affection, jusque-là refoulé, ayant trouvé une issue, s'y précipitait avec la violence d'un torrent qui a rompu sa digue. Sevré de caresses, ou plutôt ne les ayant jamais connues, le premier baiser qu'Adeline lui mit au front lui causa une émotion telle qu'il faillit chanceler. Il aima Adeline, amour d'enfant sans doute, mais d'enfant plus vieux que son âge, et mûri par les méditations : sentiment étrange, si l'on veut, mais dont la précocité même avait sa cause dans des souffrances précoces qui avaient avancé moralement l'heure de la virilité; amour qui faisait explosion comme un cri de reconnaissance, et dans lequel se résolvaient toutes les tendresses méconnues d'une enfance orpheline. Si Adeline était revenue trois ans plus tôt, Zéphyr, en recevant son baiser, l'aurait peut-être appelée : Ma mère; mais elle venait déjà trop tard pour qu'il l'appelât : Ma sœur. La fraternité lui semblait un sentiment trop étroit pour contenir tout ce qu'il sentait vaguement remuer dans son cœur.

Ce fut à compter de ce moment que s'opéra dans Zéphyr cette métamorphose que le bonhomme Protat avait remarquée dans son apprenti. Autant Zéphyr, avant l'arrivée d'Adeline, avait hâte de sortir de la maison, autant il était devenu, après son retour, casanier, triste, quand on l'envoyait en course, et prompt à revenir au logis. Puis tout à coup l'apprenti était retombé dans sa paresse, dans sa lenteur, dans son insouciance des remontrances, si doucement qu'elles lui fussent adressées d'ailleurs. Ce changement coïncidait avec le deuxième séjour que Lazare était venu faire à Montigny. C'était alors que l'amour d'Adeline pour le peintre avait commencé. Avec le flair

que donne la passion, l'apprenti avait deviné celle qui commençait à troubler le cœur d'Adeline, avant que celle-ci y songeât peut-être. Il avait remarqué, si doucement qu'elle lui parlât toujours, que la jeune fille trouvait à mettre une autre douceur dans ses paroles, quand elle s'adressait à Lazare. Il la voyait trembler sous l'innocent baiser du jeune homme, comme il avait lui-même pâli et tremblé sous le sien. Il s'aperçut en outre qu'Adeline s'occupait moins de lui depuis que le peintre résidait à Montigny, qu'habituée à dormir la grasse matinée, elle se levait avant tout le monde pour rencontrer Lazare avant qu'il ne partît pour l'étude. Il la voyait dans le jardin, cueillant les plus beaux fruits pour les glisser dans le bissac de l'artiste. Enfin, quand celui-ci était parti pour Paris, la tristesse d'Adeline n'avait point échappé à Zéphyr, qui, tout en haïssant Lazare, ne lui laissait rien voir de cette haine. Le jour du départ de ce dernier, l'apprenti ne l'avait pas quitté d'un instant. Après avoir mis le peintre en voiture à Bourron, Zéphyr était revenu plus joyeux à Montigny. Il pensait que, son rival parti, il allait, comme autrefois, avoir part entière aux bons soins et aux caresses de la jeune fille; mais il l'avait, au contraire, trouvée plus triste et plus indifférente à son égard. Le jour, elle passait des heures entières dans sa chambre; la nuit, à travers sa cloison, il l'entendait se relever et fouiller dans les meubles.

Ce fut alors qu'un soupçon traversa l'esprit de Zéphyr, rapide et brûlant comme une flèche de feu. Il avait fait un trou dans la porte et avait espionné Adeline; il l'avait surprise pressant sur son cœur et portant à ses lèvres des objets qu'elle prenait dans le tiroir de son petit meuble. Longtemps la jalousie l'avait porté à violer ce secret, longtemps aussi un sentiment d'honnêteté l'avait retenu; puis était arrivée tout récemment l'annonce du retour de Lazare. La joie qu'Adeline avait témoignée avait rendu Zéphyr fou de douleur et de jalousie. Pendant trois nuits, il n'avait pas dormi; pendant trois jours, il était allé errer sur les bords du Loing; trois fois il s'était attaché des pierres aux jambes en regardant l'eau. Enfin, le matin du retour de l'artiste, et avant d'aller au-devant de lui, Zéphyr avait profité du voyage qu'Adeline avait fait à Moret; il avait forcé la porte condamnée qui séparait les deux chambres; il avait trouvé la clé du meuble; il avait ouvert le tiroir et emporté les objets qu'il contenait.

— Quand j'ai été au-devant de vous, monsieur Lazare, dit Zéphyr en terminant son récit, je m'étais condamné à mort; je ne pouvais plus vivre. Le père Protat m'aurait battu avec des barres de fer rouge que je n'aurais rien senti. Oh! tenez, quand je vous ai vu sur l'impériale de la voiture au père Orson, il y a eu un moment où le timon-

nier de droite a manqué s'abattre pendant la descente, vous avez même fait un mouvement en arrière sous le cabriolet...

— C'est vrai, dit Lazare; j'ai eu peur de verser. — Eh bien! Zéphyr?

— Eh bien! monsieur Lazare, moi, j'ai fermé les yeux, j'ai joint les mains, et j'ai prié le bon Dieu.

— Ta prière m'a porté bonheur, fit l'artiste; nous n'avons pas versé.

— Ce n'est pas cette prière-là que j'avais faite, — dit Zéphyr en baissant les yeux. — Dame, reprit-il, monsieur Lazare, vous m'avez dit de tout vous dire, je vous dis tout; je n'ai pas besoin de vous dire le reste; vous savez ce qui est arrivé.

— Et tu sais que, si Protat se doutait que tu songes à sa fille, il te renverrait?

— Aussi ne le lui apprendrez-vous pas, répliqua Zéphyr. Vous m'avez dit que vous étiez mon ami.

— Mais, après les bonnes intentions que vous aviez à mon égard, je ne sais pas si je dois vous conserver mon amitié, fit l'artiste en riant.

— Oh! monsieur, dit Zéphyr, hier j'étais fou!... fou, voyez-vous! ajouta-t-il en frappant du pied.

— Et depuis hier, tu as donc laissé ta passion au fond de l'eau?

— Non, monsieur, dit Zéphyr fermement, et il ajouta en montrant son cœur : — Elle est là, toujours! Seulement, au lieu d'en mourir, j'en vivrai.

Par le récit qui venait de lui être fait et surtout dans des termes qui l'avaient souvent ému, Lazare s'était convaincu qu'il pouvait parler, avec la certitude d'être compris, à l'apprenti du sabotier. Comme il l'avait présumé la veille, ce n'était point à un enfant ni à une amourette qu'il avait affaire. Il raisonna donc l'apprenti comme il eût raisonné un ami de son âge et de sa condition, se faisant à la fois persuasif et affectueux. Zéphyr lui répondit que toutes ses remontrances, il se les était lui-même cent fois adressées.

— Mais, mon pauvre ami, lui dit Lazare, songe donc qu'Adeline est la fille la plus riche du pays, et que son père ne la donnera qu'à un homme au moins aussi riche qu'elle.

— Et vous, monsieur Lazare, êtes-vous riche?

— A peu près comme toi, répondit le peintre en allant au-devant de la crainte que l'apprenti semblait manifester dans cette interrogation. Sois tranquille, je n'épouserai pas Adeline, et toi ou moi nous sommes des gendres trop gueux pour le père Protat. Et puis je n'aime pas Adeline. — Mais ce n'est pas tout, reprit Lazare, il te reste

encore quelque chose à m'apprendre. Tu me disais en venant que tu connaissais ton état de sabotier depuis longtemps; sais-tu que ce n'est pas honnête de ta part de ne pas avoir fait profiter ton maître de ce qu'il t'avait appris, et que ta paresse était comme un vol, puisque ton travail était un moyen de t'acquitter envers lui?

— Je m'acquitterai plus tard, dit Zéphyr avec fierté.

— Temps passé, temps perdu, dit Lazare; tu as été bien longtemps paresseux pour devenir laborieux!

— Mais, dit Zéphyr, parce que je ne faisais pas de sabots, je ne restais pas à rien faire. J'ai fait comme vous, monsieur Lazare, quand vous avez quitté un état qui vous déplaisait pour en apprendre un autre. Moi aussi, j'en ai appris un tout seul, parce qu'il me plaisait, et qu'on apprend bien quand on a du goût, et qu'on a envie de réussir, comme vous me le disiez tantôt. Si je faisais semblant de ne pas savoir mon métier, c'est que ça fatiguait M. Protat, et qu'il aimait encore mieux me savoir loin de son établi qu'occupé à lui gâcher du bois. Je recevais des coups et je mangeais du pain sec, c'est vrai, mais j'étais libre deux ou trois heures par jour, et pendant ce temps-là je travaillais en cachette de tout le monde.

— Mais à quoi? à quoi? demanda Lazare.

Au moment où Zéphyr allait répondre, des abois se firent entendre auprès d'eux, et au même instant un chien, qui venait déjà de passer devant eux, se dirigeait de nouveau vers l'un des paysagistes, qui était venu, sans que Lazare et son compagnon s'en fussent aperçus, piquer son parasol à une vingtaine de pas de l'arbre sous lequel ils avaient déjeuné. Un de ses compagnons, qui se trouvait à une égale distance, mais du côté opposé, lui cria : Théodore, donne les allumettes à *Lydie*.

— Voilà! cria le paysagiste. — Et Lazare s'aperçut que son confrère mettait un objet dans la gueule du chien qui se disposait à rejoindre son maître.

— Parbleu! dit Lazare, voilà une jolie bête, et commode!

Et pour voir le chien de plus près, au moment où il passait devant eux, l'artiste lui montra l'os du gigot. Lydie parut hésiter un moment, puis se rapprocha de Lazare; mais, pour prendre l'os, la chienne fut obligée de lâcher l'objet qu'elle tenait dans la gueule. Lazare fit un geste d'admiration en ramassant le porte-allumettes que la bête avait laissé échapper.

— Ah! la charmante chose! fit-il en tournant et retournant dans ses mains ce petit meuble de bois de houx sculpté, ciselé, fouillé avec une grâce à la fois naïve et élégante. Cela vient peut-être de la Forêt-Noire.

— Ça vient de la forêt de Fontainebleau, dit Zéphyr en se levant. Si vous en voulez un pareil, venez à ma boutique;... vous n'aurez qu'à choisir... Vous en verrez bien d'autres, monsieur Lazare!..

Et voyant que Lazare demeurait tout interdit comme un homme qui ne comprend pas, Zéphyr ajouta avec une petite pointe d'orgueil : — C'est moi qui ai fait ça!

— Avec quoi?... demanda machinalement Lazare.

— Avec un couteau, du bois et de la patience... Mais ce n'est qu'un *chétit* échantillon; allons un peu à mon atelier, vous en verrez bien d'autres!

— Attends, dit Lazare, que j'aille reporter ceci au voisin.

Celui-ci accepta très gracieusement les excuses que lui présenta Lazare en lui remettant son porte-allumettes : — Vous avez là une bien jolie chose, monsieur, lui dit l'artiste.

— Oui, reprit le paysagiste; j'ai trouvé cela à Fontainebleau, chez un marchand de curiosités.

— Ça coûte cher? demanda Zéphyr.

— Assez, répondit le jeune homme; il faut faire venir cela d'Allemagne; j'ai payé cette boîte-là vingt francs.

— Eh bien! moi, monsieur Lazare, dit tout bas Zéphyr à son compagnon, je l'ai vendue vingt sous.

Comme Lazare et l'apprenti traversaient le plateau, ils aperçurent de nouveau, au milieu de ses élèves, le professeur décoré; d'une main il tenait sa montre, et de l'autre main il indiquait autour de lui le paysage rendu incandescent par l'ardeur du soleil.

— Messieurs, dit-il, il est midi; c'est l'heure où le jaune de chrôme règne dans la nature.

Au bout de trois quarts d'heure, Zéphyr amenait Lazare devant une grotte située dans la partie la plus solitaire des *Longs-Rochers*, et y faisait pénétrer l'artiste. Dans le creux d'une excavation masquée par une pierre étaient cachés une vingtaine d'objets de fantaisie en bois sculpté applicables à plusieurs usages. Lazare les examina les uns après les autres très soigneusement et très silencieusement; quand il eut achevé, il prit Zéphyr par la main et lui dit : — A l'avenir, je te défends de faire une seule paire de sabots.

— Qu'est-ce que vous voulez donc que je fasse, puisque M. Protat...?

— Il faut acheter des outils, — et faire ta fortune.

HENRY MURGER.

(*La dernière partie au prochain n°*).

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 mars 1853.

Il règne en Europe un souffle singulier qui ne saurait rien changer sans doute, du moins d'un instant à l'autre, au fond de la situation générale du continent, mais qui court à la surface, suscite les incidens, modifie incessamment l'aspect des choses, et tient les esprits en suspens par la rapidité même avec laquelle se déplacent ou se renouvellent les questions. Un jour, les symptômes d'une certaine gravité s'accumulent, les complications se multiplient et semblent prendre une intensité presque redoutable; le lendemain, ces symptômes s'évanouissent ou diminuent tout au moins; ces complications entrent dans une voie de tranquille arrangement, la paix reprend le dessus, et l'esprit public se calme. Il y a peu de temps encore, à peu de jours de distance, l'insurrection de Milan et l'odieuse tentative dont l'empereur François-Joseph a failli être victime venaient révéler le secret et opiniâtre ravage des passions révolutionnaires. Tandis que l'Autriche infligeait à la Suisse les sévérités d'un blocus pour sa participation présumée au soulèvement lombard, une démarche collective des grandes puissances continentales semblait imminente pour demander à l'Angleterre d'éteindre ce foyer permanent de propagande que la liberté de ses institutions entretient et développe. Au milieu de ces complications, déjà assez sérieuses par elles-mêmes, se réveillait, au sujet du Montenegro ou des lieux saints, cette grande et éternelle question de l'intégrité ou de la dissolution de l'empire ottoman. Ajoutez à la réalité ce que l'imagination invente si aisément; il y avait assurément de quoi ne point envisager un avenir tout prochain sans quelque anxiété. Aujourd'hui l'affaire de Milan s'assoupit au milieu des répressions et des représailles de l'Autriche. Le jeune souverain de Vienne se rétablit d'une blessure plus grave peut-être qu'elle n'a paru au premier abord. Une note officielle, en retirant la France de ce concert supposé entre les cabinets du continent pour agir auprès de la Grande-Bretagne, ôte du moins quelque gravité à cette démarche, si elle a

lieu; enfin les différends autrichiens avec la Turquie viennent de s'apaiser. Il n'y a nullement à s'y méprendre au surplus. Cela peut témoigner des tendances et des dispositions des gouvernemens. Les difficultés elles-mêmes, en ce qu'elles ont d'essentiel, ne laissent point de survivre sous plus d'un rapport. En observant de près quelques-uns des plus récens incidens, la manière dont ils naissent, dont ils sont conduits et dont ils se dénouent, peut-être pourrait-on arriver à une autre conclusion encore : c'est que les gouvernemens ne sont point, à coup sûr, sans savoir sur quel terrain ils marchent. Ils sont dominés par toutes ces grandes questions qui sont en quelque sorte dans l'air en Europe, et qui se représentent sous toutes les formes. A chaque occasion nouvelle de résolutions décisives, ils sentent ce qu'il y a au bout de ces résolutions; ils sont moins puissans pour agir que pour se neutraliser mutuellement.

Que reste-t-il donc des complications diverses qui ont un moment surgi? Il reste indubitablement vrai, au point de vue de l'ordre public européen, qu'il y a eu la préméditation, l'espérance d'un mouvement dont les ramifications étaient loin de se borner à une seule ville, à un seul pays. Il suffirait pour le prouver de cette étrange simultanéité entre l'échauffourée de Milan, l'attentat de Vienne et l'agitation qui s'est tout à coup manifestée à Pesth ou sur d'autres points. Maintenant, après l'insuccès, nous voyons se dérouler l'édifiant épisode des récriminations démagogiques, bouffonne comédie après la tragédie sanglante. Les Jupiters olympiens de la révolution se querellent et se foudroient dans leur défaite; que serait-ce donc après la victoire! Ils échangent d'assez aigres paroles enveloppées de déclamations fraternelles. Dans le fait, il y a là un curieux spécimen des procédés révolutionnaires. M. Kossuth, il y a quelque deux ans ou plus, pendant qu'il était à Kutaya, signe un manifeste quelconque. Changez la date, ajoutez ou supprimez quelques mots de circonstance, laissez cette creuse emphase qui est toujours la même : c'est le manifeste de l'insurrection de Milan. M. Kossuth, qui paraît n'avoir point été consulté sur ces transformations de son éloquence, trouve le procédé léger, à quoi M. Mazzini répond en se couvrant la tête de cendres :—Et vous aussi, mon frère, et vous aussi vous faites comme le premier bourgeois venu, comme les conservateurs et les réactionnaires; vous dites : Malheur aux vaincus!—Pour réclamer ainsi le bénéfice de cette pitié et de ce respect qui s'attachent au malheur, M. Mazzini semble oublier qu'il y a de son fait et du fait de tous les siens bien d'autres victimes, bien d'autres vaincus dans le monde auxquels le sentiment public a bien assez à faire de s'intéresser. Il y a la sécurité universelle, l'ordre social; il y a la liberté elle-même qui n'a jamais été plus vaincue que dans ces dernières années, à Vienne, à Berlin, à Paris, à Francfort et à Rome par la république mazzinienne. L'ex-triumvir romain oublie que ses triomphes sont la déroute des sociétés, et que ses défaites sont la victoire de l'ordre général, victoire parfois chèrement achetée; c'est ce qui fait que cet intérêt réclamé par M. Mazzini pour lui-même, il est permis de le réserver pour des occasions meilleures et de plus illustres victimes, et qu'il est en même temps du devoir de l'Europe de se prémunir contre ces tentatives d'où la liberté et la justice sortent chaque fois plus meurtries.

Si, d'un autre côté, au point de vue du mouvement des influences et des intérêts internationaux, l'aspect de l'Europe semble s'éclaircir; si quelques-unes des difficultés récentes semblent s'apaiser, il reste évidemment encore le germe de bien d'autres complications. Telle est, à n'en point douter, la question d'Orient, suprême pierre de touche peut-être de la paix européenne. Aujourd'hui, il est vrai, la Turquie s'est rendue à l'ultimatum de l'Autriche, porté récemment à Constantinople par le comte de Leiningen; mais on pourrait se demander combien il faudrait de soumissions de ce genre pour que l'indépendance de l'empire turc ne fût plus qu'un mot. Il y a des esprits qui pensent que les choses ont duré longtemps ainsi pour l'empire ottoman et dureront longtemps encore. C'est justement parce qu'elles ont duré beaucoup que le dénoûment doit être plus prochain; c'est justement parce qu'on a essayé de tout que le doute s'accroît et se propage sur l'intégrité et l'indépendance de la Turquie. Le vieux parti ottoman et ce qu'on a nommé le parti réformiste ont été vus à l'œuvre, et il n'est pas facile de dire s'il y a eu beaucoup moins d'impuissance et de corruption d'un côté que de l'autre. La France une fois a cru voir en Égypte un moyen de rajeunissement pour le vieil empire, et il s'est trouvé que ce n'était qu'un mirage, l'artifice puissant d'un homme énergique qui a emporté avec lui son secret. Il est peu présumable au reste que les gouvernemens de l'Europe abordent de front cette terrible et inévitable question; mais il ne serait point impossible qu'ils ne marchassent au même but d'une manière détournée, en favorisant, comme on le fait aujourd'hui, la création de principautés à demi indépendantes, semblables à celles du Montenegro. Quelle peut être dans ces complications la politique de la France? C'est une politique toute tracée, dira-t-on : elle consiste dans le maintien de l'intégrité et de l'indépendance de l'empire ottoman. Oui, c'est toujours le mot officiel qui est dans la bouche des cabinets; mais si cette indépendance arrive insensiblement à n'être plus qu'une fiction par une série de démembremens indirects, il s'ensuivra que la question aura été résolue en dehors de toute participation de notre pays. Le malheur pour la France, c'est que depuis longtemps les révolutions sont venues fausser sa politique extérieure ou la réduire à l'impuissance; elles ont créé à notre pays cette situation singulière et anormale où l'action isolée serait la plus périlleuse des tentatives, outre son impossibilité même, et où il n'est pas moins difficile de fonder une politique efficace sur des alliances vraies, sincères et durables. Et cependant plus que jamais aujourd'hui il y a pour la France une invincible nécessité de porter un regard ferme et prudent sur ces crises qui se préparent, que la sagesse peut ajourner encore, mais qui viendront infailliblement, à un instant donné, faire subir à l'équilibre de l'Europe la plus solennelle et la plus décisive des épreuves.

A travers cet ensemble de faits et d'incidens de nature à affecter la situation générale de l'Europe, chaque peuple conserve sans doute son existence individuelle; mais, même dans cette existence, il est encore plus d'un trait commun à tous les pays. Il n'est personne qui n'ait pu observer le singulier développement qu'ont pris depuis quelques années les questions religieuses. En Angleterre, ces questions se retrouvent partout dans la politique; elles ont excité plus d'une fois les passions populaires et elles les exciteront probable-

ment encore. Dans le Piémont, on sait quels sérieux et pénibles conflits se sont élevés entre l'église et le pouvoir temporel sur les points les plus délicats de la législation. Notre pays n'est point le dernier, on le pense, où se soit réveillée l'ardeur des discussions religieuses. Voici quelques années déjà que cette lutte se prolonge, passant par des alternatives diverses, alimentée par toute sorte de sujets; dans ces derniers mois particulièrement, elle a pris un degré nouveau de vivacité. Ce n'est plus même dans les journaux et sous la forme des polémiques ordinaires qu'elle s'agite, c'est dans des mandemens, dans des actes émanés de l'autorité ecclésiastique. Il semble que l'esprit de discorde se soit glissé dans l'épiscopat. Quel a été le point de départ de cette phase nouvelle? C'est l'interdiction lancée par Mgr l'archevêque de Paris sur le journal *l'Univers*. La majeure partie de l'épiscopat français, d'après tous les indices, a approuvé la mesure prise par le prélat parisien. Il y a eu cependant des dissidences, et de là est né un nouvel incident plus grave que le premier sans nul doute. Mgr l'archevêque de Paris a cru devoir déférer au saint-siége un mandement par lequel Mgr l'évêque de Moulins se constituait en quelque sorte le juge d'un acte de sa juridiction, et opposait doctrine à doctrine. Nous n'avons point le dessein, on le conçoit, d'entrer ici dans un débat de cette nature. A travers tout, c'est toujours la guerre des doctrines gallicanes et des doctrines ultramontaines; c'est la vieille lutte entre ceux qui reconnaissent et observent les traditions d'une église de France et ceux qui remonteraient aisément au-delà du concordat, au-delà même de Bossuet. En représentant dans cette mêlée l'intérêt gallican, Mgr l'archevêque de Paris ne faisait rien que de simple et de naturel. Chose étrange cependant, et comme il est vrai que l'air de notre temps exerce partout son influence! N'est-il point remarquable que M. Sibour cède justement lui-même à cette ardeur de polémique qu'il reproche à M. de Dreux-Brézé? N'est-il point bizarre que sa correspondance avec Rome arrive au public français avant de parvenir au saint-siége? Maintenant tous ces incidens sont portés devant le souverain pontife; quelques-unes des personnes qui ont figuré dans ces polémiques ont même été déjà reçues, assure-t-on, par Pie IX, qui aurait gardé une attitude de réserve dont il ne se départira pas probablement. Et dans le fait, quelle décision pourrait-on lui demander? Il est infiniment présumable qu'il répondra aux uns et aux autres par ce mot que citait récemment un prélat : *Pax vobis!* C'est la meilleure réponse qu'il puisse faire, il nous semble. N'y a-t-il pas en effet dans ces déchiremens quelque chose de nature à affaiblir l'action de l'église elle-même? Il pourrait bien, au surplus, ressortir de tout ceci une moralité : c'est que, si les journalistes n'ont point à se transformer en docteurs et en évêques, les évêques et les ecclésiastiques doivent à leur tour le moins possible se faire journalistes, c'est qu'en un mot chacun doit rester à sa place et à son rôle. Il arrive trop souvent que les journalistes sont d'assez mauvais évêques sans que les abbés soient de très bons journalistes.

Tels sont les déplacemens qui s'opèrent parfois dans le mouvement de la vie. L'agitation est aujourd'hui dans les sphères religieuses; elle est bein loin, on le sait, d'être à un égal degré dans les régions politiques. Ici au contraire la paix règne, les polémiques sont rares, les conflits de pouvoirs ne sont guère possibles. Tandis que le corps législatif, réuni déjà depuis un mois,

poursuit une session dont les alimens n'ont pas été nombreux jusqu'ici, le gouvernement continue à agir, à administrer, à appliquer ses idées dans les divers services publics; il nomme des sénateurs, il institue par un décret une exposition universelle de l'industrie pour 1855; il s'occupe surtout du budget, qui vient d'être élaboré et discuté par le conseil d'état sous les yeux même de l'empereur, avant d'être soumis au corps législatif. Il ne faut pas s'étonner que l'intérêt, se détachant des luttes politiques, se reporte vers les affaires matérielles et financières. En définitive, c'est le dernier ordre de questions auxquelles un pays cesse de s'intéresser; c'est celui où il éprouve toujours le besoin de voir clair. Un budget n'est-il point, à vrai dire, le livre de la fortune publique? Chacun de ces chiffres qu'il contient ne va-t-il pas toucher aux plus intimes ressorts de l'existence nationale? Le prochain budget d'ailleurs, à ce qu'il paraît, doit atteindre un but depuis longtemps poursuivi sans succès : il doit réaliser pour 1854 l'équilibre entre les recettes et les dépenses. Ainsi du moins l'annonce une communication officielle. Certes on ne saurait demander mieux, à la condition qu'aucun intérêt considérable n'en souffre, et que rien ne vienne déranger cet équilibre souhaité. Dans tous les cas, on peut toujours y voir l'influence du retour vers l'ordre et vers la sécurité. La communication dont nous parlions disait qu'il était dans l'intention de l'empereur que le budget fût désormais une vérité. A la bonne heure, que cet équilibre existe en effet, qu'il soit une vérité mieux que cette charte dont les révolutions seules ont fait un mensonge, et le résultat sera d'autant plus remarquable, qu'il coïncidera avec le maintien des réductions opérées dans plusieurs impôts depuis quelques années : réduction de l'impôt du sel et de la taxe des lettres, réduction de 27 millions sur la propriété foncière, abandon du dixième appartenant à l'état dans le produit des octrois. Dans leur ensemble, ces réductions ne s'élevaient à rien moins qu'à 96 millions. L'état a retrouvé un peu plus de 50 millions par le remaniement de l'impôt des boissons et de certains impôts indirects, par l'augmentation de certains droits d'enregistrement. Il reste donc pour le pays un dégrèvement réel de près de 45 millions. Le gouvernement a le soin de multiplier les exposés où se retrouvent les élémens de notre situation financière, et il n'a pas tort assurément. Les discussions prochaines du corps législatif ne feront sans nul doute qu'éclairer de lumières nouvelles ce progrès dans les finances publiques.

Si le gouvernement voulait répondre à un désir, à un besoin du pays, il n'en pouvait rencontrer un plus réel et plus vif que celui de voir s'accomplir des améliorations de ce genre. Ce n'est pas qu'il n'y en ait bien d'autres également légitimes qui doivent être le souci d'une administration juste et vigilante; mais comment arrivera-t-elle à les découvrir pour les satisfaire? Là est la question. Peu après le 2 décembre, on s'en souvient, le chef de l'état, en créant le ministère de la police, avait attaché au nouveau ministère des inspecteurs-généraux dont les attributions étaient peut-être un peu difficiles à définir. Ces nouveaux fonctionnaires, outre une mission de sécurité publique, étaient chargés d'une sorte d'enquête permanente sur les besoins, les intérêts, les tendances des populations; mais il était aisé de voir qu'ils pouvaient n'être qu'une superfétation ou un embarras, leur action risquait de se

confondre avec celle des préfets ou de s'en trop séparer. Il faut bien que quelques-uns de ces inconvéniens se soient manifestés, puisqu'un décret vient de supprimer les inspecteurs-généraux, en ne laissant subsister que des commissaires départementaux placés sous les ordres des préfets. Cela suffit bien d'ailleurs. Il est seulement à souhaiter que cette vaste et vigoureuse surveillance organisée dans le pays fasse moins sentir ce qu'il y a en elle d'étroit et de vexatoire que ce qu'elle a d'utile et de salutaire. On ne pourrait se plaindre certainement qu'elle s'appliquât à purger le pays de ces influences occultes qui vont ravager les âmes simples dans les campagnes. Nous tenons, quant à nous, pour une juste et morale mesure celle qui vient d'interdire la circulation par le colportage de tous ces récits de procès criminels et de causes prétendues célèbres. N'admire-t-on point en effet quelle saine et substantielle nourriture peuvent trouver des intelligences ignorantes dans toutes ces perversités? Nous ne savons même jusqu'à quel point est utile la publicité donnée par la presse aux causes criminelles, du moins dans tous leurs détails. C'est là après tout un goût de décadence que ce besoin de voir à nu les hontes, les scandales, les infamies secrètes de la vie sociale, ce penchant à s'intéresser aux meurtres romanesques. Il y a eu cependant un jour où les savans artifices d'une empoisonneuse ont réussi à tenir l'attention universelle en suspens, tandis que l'Europe était sur le point de s'enflammer! Et qu'a-t-il fallu en 1848, si l'on s'en souvient, pour balancer l'intérêt de cette seconde et minutieuse profanation de la publicité imprimée au corps vierge d'une jeune fille, pour secouer l'opinion occupée à épier les gestes et les pâleurs d'un accusé? Il n'a fallu rien moins qu'une révolution : digne réveil d'un plaisir de bas empire!

Voilà donc avec quel genre de récits prétend lutter une certaine littérature qui se dit populaire, parce qu'elle se vend bon marché, — plus encore qu'elle ne vaut. Heureusement ce n'est point là qu'il faut chercher les véritables symptômes littéraires, et, quelle que soit l'incertitude qui se fasse parfois sentir, l'esprit conserve un domaine inaccessible à de telles influences. Il vit par lui-même et pour lui-même. Nous parlions l'autre jour des tendances qui se dégagent du chaos contemporain, des écoles qui tendent à se former, des talens nouveaux qui s'élèvent et mûrissent. Soit, entrons donc dans cette région des tentatives nouvelles. Aussi bien il est on ne peut plus vrai qu'il existe une littérature différente de celle d'il y a vingt ans. Fît-elle les mêmes choses, elle les fait d'une autre manière. On la voit tour à tour s'inspirer de la réalité, de la fantaisie ou du bon sens; elle réunit même parfois la finesse d'une observation pénétrante et une certaine grâce idéale de l'imagination, et ce qui prouve que ce sont là des qualités qui conservent encore leur attrait et leur empire, c'est le succès obtenu par les *Scènes et Proverbes* de M. Octave Feuillet, qui viennent d'être publiés de nouveau. M. Feuillet est une de ces rares natures auxquelles la vulgarité répugne, et qui portent dans les choses littéraires une distinction charmante. Il a su être original dans ses proverbes après M. Alfred de Musset. Si *la Crise, le Pour et le Contre, la Clé d'or,* sont des fruits cueillis au même arbre que *le Caprice,* ils gardent du moins leur propre et intime saveur. Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'aucun théâtre n'ait songé encore à transporter sur la scène quelques-unes de ces esquisses où une

juste et délicate moralité s'enveloppe d'esprit et de bonne grâce. N'y aurait-il point là une épreuve des plus curieuses et qui serait certainement favorable à l'auteur? Le public y trouverait de son côté une de ces fêtes du bon goût auxquelles ne l'ont point accoutumé les mille inventions vulgaires dont la scène se remplit tous les jours. C'est donc un succès légitime et consacré aujourd'hui que celui des *Scènes et Proverbes*, — succès qui indique à M. Feuillet la voie qu'il doit suivre : il n'a qu'à demeurer fidèle à son talent et à écouter cette ingénieuse et délicate inspiration qui fait l'attrait et la vie de ses élégantes études.

Quant à M. Champfleury, qui apparaît au pôle littéraire opposé et dont le talent assurément n'est point ordinaire, c'est un réaliste d'instinct et de système; c'est là son malheur. Le réalisme, qu'est-ce autre chose en définitive que l'absence complète de l'art? Ceux qui ont fait cette belle découverte dans la littérature, comme dans la peinture, ne remarquent point que tel détail observé dans un paysage ou dans la vie peut exister bien réellement et n'être point vrai cependant dans un sens général, parce qu'il n'est qu'une étrangeté, une bizarrerie, une discordance. Or le but essentiel de l'art, c'est de rechercher et de reproduire une certaine vérité générale dans la nature physique comme dans la nature morale, dans la combinaison des lignes comme dans la combinaison des sentimens et des caractères. Qu'importe que l'être auquel l'imagination rend la vie ait existé ou non, s'il est vrai humainement, moralement, dans les conditions où il se trouve placé? Maintenant que dirons-nous des *Contes du Printemps* de M. Champfleury et des *Aventures de mademoiselle Mariette*? C'est une étude faite sur le vif de ce monde interlope peuplé d'artistes au chapeau pointu et de femmes qui pratiquent le communisme sans l'avoir inventé. M. Champfleury est très certainement persuadé que ce qui fait l'intérêt de son histoire, c'est ce monde qu'il peint et le soin qu'il met à reproduire la réalité nue et sans voiles, comme il dit. Il se trompe singulièrement cependant. La vérité est que, pour s'intéresser aux aventures de Mlle Mariette, il faut surmonter un certain dégoût. Le côté remarquable de cette étude, c'est qu'il y a réellement, en dépit de tout, une rare faculté d'observation. Gérard et Mariette peuvent être des héros très authentiques de la Bohême; mais on sent en même temps, à travers toute cette corruption, palpiter en eux quelque chose de vrai et d'humain. Pour être un si bon réaliste d'ailleurs, il est toute une face de cette histoire de la Bohême que M. Champfleury ne peint pas, et qui nous était révélée l'autre jour par ce navrant récit qu'on a pu lire. C'étaient deux pauvres jeunes gens envoyés peut-être à Paris pour faire des études sérieuses. Ils écrivaient ou ils faisaient de l'art, eux aussi. Chaque soir, ils allaient s'établir dans un café; ils y trouvaient un abri contre le froid, ils buvaient un peu d'eau-de-vie et dévoraient à la dérobée cette râpure qu'on répand sur les tables de jeu : c'était là toute leur nourriture! Un jour, le maître du lieu s'aperçoit de ce triste manége, et, touché de leur détresse, il les engage à prendre part à son repas. Il les engage une seconde fois, puis ils ne reviennent pas, honteux d'avoir été découverts, — et quand on se met à leur recherche, on les trouve l'un et l'autre sur un grabat achevant de mourir de misère et d'inanition. Si l'histoire n'est point vraie, elle n'en a pas moins son prix. Voilà bien aussi de la

réalité, et qui a de plus le mérite de jeter un jour sinistre sur toute une région de la vie littéraire, de cette Bohême où la pauvreté n'est pas toujours aussi gaie et aussi facile à supporter que dans les romans de M. Champfleury! Misère ou non, au surplus, ce n'est point là, à coup sûr, une atmosphère où le talent puisse trouver un aliment salutaire et fortifiant.

Savez-vous où le talent peut gagner? C'est quand il se mêle au monde, quand il ne borne point son horizon à ces régions malsaines, quand il se retrempe dans l'action. Il est rare que l'action, dans ce qu'elle a de plus viril, n'exerce point une influence heureuse sur l'esprit, même sur l'esprit appliqué aux choses littéraires; elle lui donne une allure plus nette, plus précise et plus ferme. Le talent de M. de Molènes a certainement grandi dans une épreuve de ce genre. Les révolutions ont parfois d'étranges résultats; il semble qu'elles viennent mettre chacun en demeure de recommencer une nouvelle vie. Quand vint 1848, M. de Molènes était simplement un écrivain; la révolution en fit un soldat, un volontaire de la garde mobile, de cette garde dont il a retracé l'existence avec une mâle et poétique vigueur, après avoir eu sa part dans les luttes de juin et avoir été gravement blessé. Bientôt la garde mobile perdit la faveur publique, et alors M. de Molènes embrassait la véritable carrière du soldat; il entrait dans l'armée, où il est encore. Les *Caractères et récits du temps* ne sont autre chose que le fruit de cette phase nouvelle de son talent retrempé dans la vie active. Et en effet, dans beaucoup de ces pages, dans bien des analyses de passions féminines ne sent-on pas comme une main hardie et cavalière? Il passe à chaque instant comme une vision de la vie militaire; on a pu lire ici la plupart de ces esquisses : *la Garde mobile, la Comédienne, la Légende mondaine, les Soirées du Bordj.* Ce qui fait le mérite de ces récits, c'est encore l'observation, mais l'observation appliquée à un certain monde, à une certaine espèce de natures élégantes et fières, nerveuses et ardentes. L'auteur a certainement des types qui n'appartiennent qu'à lui, et où on retrouve un mélange singulier de passion, de poésie, d'ironie, de voluptueuses ardeurs. C'est un monde tout à la fois plein de réalité et de fantaisie. Poursuivons encore ce domaine, où l'observation se mêle à la fantaisie capricieuse. C'est une chose à observer : depuis quelque temps, la nouvelle fleurit avec une merveilleuse abondance. Tout prend la forme de la nouvelle et se plie à ce cadre léger et facile. D'un côté, ce sont *les Sorcières blondes*, de M. Emmanuel de Lerne; de l'autre, ce sont *les Femmes de vingt-cinq ans*, de M. Xavier Aubryet, et ce qu'il y a de particulier, c'est qu'aucun de ces livres n'est sans talent. Ce qui manque, c'est la vive originalité, cette originalité qui se retrouve après tout dans M. Champfleury. Il serait difficile de classer avec précision *les Sorcières blondes* aussi bien que *les Femmes de vingt-cinq ans*. L'un de ces recueils est empreint d'une certaine distinction élégante; l'autre est une lointaine et subtile imitation de l'analyse de Balzac : ce n'est point du réalisme, ce n'est point tout à fait de la fantaisie; mais il y a encore plus loin de là à l'école du bon sens, qui avait l'autre soir sa fête à l'Odéon par la représentation de la comédie nouvelle de M. Ponsard.

Nul écrivain n'est assurément plus digne que l'auteur de *Lucrèce* d'intéresser les esprits sérieux à ses tentatives. Aussi n'est-ce point sans une curio-

sité singulière qu'on voyait la toile se lever sur ce tableau nouveau de la vie humaine que M. Ponsard a essayé sous le titre de *l'Honneur et l'Argent*. Lorsque le bruit s'est répandu que l'auteur d'*Ulysse* travaillait à une comédie, il a pu, certes, très légitimement s'élever un doute assez grave, doute fondé sur la nature même du talent du poète, sur les habitudes de son esprit, sur ce qu'il a essayé, sur ce qu'il a fait jusqu'ici. Avec la meilleure volonté du monde, en effet, après *Lucrèce* comme après le poème d'*Homère*, après *Charlotte Corday* comme après *Horace et Lydie*, on ne saurait trouver dans M. Ponsard l'invention, la verve, le don de vive observation, le trait rapide et ferme, et moins encore cette libre et puissante humeur qui élève un Molière au-dessus de tous les génies, et pourtant ne faudrait-il point tout cela pour tenter la forte et saisissante comédie du XIXe siècle? Toutes ces qualités ne seraient-elles pas nécessaires surtout là où la nouveauté est loin d'être dans le sujet? L'honneur et l'argent! c'est une vieille histoire, c'est le contraste éternel entre l'existence laborieuse et difficile et les honneurs facilement acquis, entre la probité indigente et le vice fastueux, entre les insolens dédains de la richesse et les pudeurs de la pauvreté, entre l'instinct qui nous dit d'aller là où le bien nous appelle, et l'instinct qui nous pousse là où sont le luxe, la fortune, l'influence, le pouvoir, et avec eux l'hommage universel. Quelque vieille que soit cette histoire, nous ne disons point qu'elle n'ait sa nouveauté et son à-propos. De tous les dieux en honneur de notre temps, l'argent est assurément celui qui a le plus de sectateurs; mais enfin cette histoire, il faut la rajeunir, la rendre plus saisissante par la forme, par les caractères, par l'action. Or l'action est justement ce qui manque le plus à la comédie de M. Ponsard. C'est ce qui fait qu'on ne sait pas trop parfois ce que sont ces personnages qui s'agitent, d'où ils viennent et où ils vont. Les effets les plus saillans naissent moins de l'action elle-même que d'un laborieux artifice. Tenez, il y a là un homme d'état, il n'a point d'autre nom : c'est un type, sans doute; à quel propos vient-il? — Pour offrir au héros de la pièce, tombé dans la misère, une place d'expéditionnaire! On ne saurait certainement employer de plus grands moyens pour amener un petit effet. En réalité, l'œuvre nouvelle de M. Ponsard est moins encore une comédie qu'une satire dialoguée, qui tombe parfois dans l'épître morale. C'est un cadre commode où l'auteur développe sous ses faces diverses l'idée de ce contraste perpétuel de l'honneur et de l'argent. Il y a sans nul doute dans les développemens de M. Ponsard des traits heureux, des accens élevés, une certaine verve d'honnêteté contre toutes les capitulations intéressées de la conscience, contre la mollesse des âmes que l'appât du bien-être corrompt; mais en ceci même, par malheur, M. Ponsard ne s'élève point au-dessus du niveau d'une nature peu inventive par elle-même. Il va souvent droit contre l'écueil habituel de son talent, le lieu commun. M. Ponsard, il faut le dire d'ailleurs, porte en ce genre une certaine naïveté qui lui fait remplir ses ouvrages d'une foule de vérités qu'on est à coup sûr charmé de retrouver, mais qu'on connaissait depuis longtemps. *L'Honneur et l'Argent* contient une infinité de ces vérités trop vraies et auxquelles la poésie de l'auteur n'ajoute aucun attrait nouveau. Que si on compare au surplus *l'Honneur et l'Argent* à bien d'autres comédies contemporaines, l'œuvre de M. Ponsard est assurément supérieure,

tout en étant loin de réaliser encore l'idée d'une comédie originale et puissante. — Chose étrange cependant! nous en étions tout à l'heure à l'état de l'Europe, aux luttes du monde religieux, et nous voici au théâtre, à ses tentatives, à ses popularités éphémères. N'est-ce point là la vie sociale dans sa diversité, embrassant tous les intérêts, s'étendant à toutes les préoccupations, passant d'une impression à l'autre, faisant sans cesse marcher ensemble les plaisirs intellectuels et l'observation de tous ces pays qui ont aussi, comme la France, leur existence et leurs intérêts propres?

Le mouvement général suit son cours en effet : il ne change point dans son essence, la forme seule varie. Chaque pays a son rôle et son attitude dans cette mêlée contemporaine. Un des traits les plus caractéristiques peut-être de la situation actuelle de l'Angleterre, c'est la discussion qui a eu lieu dans le parlement au sujet de l'intervention possible des gouvernemens de l'Europe auprès du cabinet anglais pour réclamer des mesures contre les réfugiés. Lord Aberdeen dans la chambre des lords, lord Palmerston dans la chambre des communes ont eu à répondre sur ce point à des interpellations parlementaires. Le fond des déclarations des deux ministres est le même sans doute; mais c'est la réponse de lord Palmerston qui est, on le pense bien, la plus nette et la plus décisive. Cette réponse, facilement prévue, c'est que l'Angleterre n'avait aucune mesure à prendre contre les réfugiés, qu'elle n'avait point à s'occuper de la sécurité intérieure des autres états. Aucune loi d'ailleurs ne permettrait ces mesures, et le cabinet anglais n'est nullement dans l'intention de réclamer du parlement de nouveaux moyens d'action contre les réfugiés. Le seul correctif apporté par lord Palmerston dans sa déclaration, c'est que les réfugiés, à leur tour, ne doivent point abuser de la libérale hospitalité qui leur est offerte, et qu'il est de leur honneur de ne point faire du sol britannique un foyer de permanentes hostilités contre les alliés de l'Angleterre. Depuis quelque temps déjà, au reste, l'opinion publique s'était émue de cette question. L'inviolabilité du droit d'asile est un de ces priviléges dont le peuple anglais est jaloux. Et ici, qu'on le remarque, l'intervention de la presse et de la tribune, de l'opinion publique en un mot dans les affaires de diplomatie, est souvent périlleuse; elle risque de nuire aux intérêts qu'elle prétend servir; elle refroidit les relations des cabinets et embarrasse leur action. N'admire-t-on pas cependant ce que l'opinion publique, avertie et éclairée, peut prêter de force, quand elle se tient, en quelque sorte, derrière un gouvernement et lui sert de permanent auxiliaire! L'Angleterre a réalisé plus d'une fois ce rare et puissant phénomène, qui est dans ses habitudes. Maintenant quelle sera la décision de l'Autriche en présence de ces fins de non-recevoir opposées par anticipation à ses réclamations? S'arrêtera-t-elle, ou poursuivra-t-elle la démarche diplomatique dont on lui prête la pensée? Dans tous les cas, on sait déjà la réponse. Tel est donc, vis-à-vis de l'Angleterre, l'état de la question en ce qui concerne les réclamations possibles de l'Autriche.

Mais ce n'est point, on le sait, le seul côté par où cette triste échauffourée de Milan ait soulevé des difficultés; il vient même d'en surgir une nouvelle qui n'est pas la moins grave peut-être. Après la dernière tentative qui a ensanglanté la Lombardie, au milieu du calme de la masse des populations, on a pu se demander si la modération n'était pas, pour le gouvernement autri-

chien, le meilleur moyen de pacification. Malheureusement l'Autriche est comme conquérante en Lombardie; elle sent bien que dans tout soulèvement il y a quelque chose de plus qu'une émeute ordinaire : il y a le péril permanent d'une explosion de l'instinct national; de là ce besoin ardent de détruire tous les élémens de résistance, d'atteindre et de frapper tout ce qui peut lui créer un danger, et dans cette voie les rigueurs engendrent les rigueurs. Aux sévères mesures que l'Autriche a déjà prises, elle vient d'en ajouter une, bien faite pour tendre encore plus cette situation critique : elle vient de mettre sous le sequestre les biens de tous les émigrés lombards répandus aujourd'hui soit dans les autres pays de l'Italie, soit dans le reste de l'Europe. Mais c'est ici que s'élève une complication nouvelle. Beaucoup de ces réfugiés, et les plus éminens, notamment le comte Borromeo, le duc de Litta, sont aujourd'hui sujets sardes; ils sont sous la protection du gouvernement piémontais, et ne sont plus même émigrés, à vrai dire. Le cabinet de Turin peut-il laisser violer dans leur personne les priviléges de la nationalité piémontaise? Il y a là, on le comprend, une des questions les plus délicates, non point qu'elle soit douteuse en droit, mais en raison de la situation réciproque de l'Autriche et du Piémont en Italie. C'est ainsi que le gouvernement de Turin, après avoir agi avec une énergique loyauté dans l'affaire de Milan, se trouve engagé dans une complication inattendue. Déjà on a dit qu'il s'était adressé à l'Angleterre comme puissance médiatrice. Ce ne serait peut-être pas en ce moment le meilleur moyen d'arriver à un facile dénoûment. Cela suffit dans tous les cas pour faire sentir une fois de plus combien de périlleux élémens peuvent se retrouver dans les relations de l'Autriche et du Piémont. Quant à la Suisse, le blocus du Tessin n'a point cessé, et rien ne démontre que les mesures rigoureuses qui semblent être dans la pensée du gouvernement autrichien ne doivent, jusqu'au bout, recevoir leur exécution. Le conseil fédéral a espéré un moment désarmer l'Autriche en prescrivant l'internement de tous les réfugiés; mais cela n'a point suffi, et la question se trouve aujourd'hui plus compliquée que jamais. Le conseil fédéral a essayé, après une vaine tentative de conciliation, de protester tant contre le blocus du Tessin que contre l'expulsion de ses nationaux de la Lombardie, il a même distribué une somme de 10,000 francs aux expulsés tessinois, comme pour confirmer ses protestations; mais cela évidemment ne résout rien. La question reste entière. Aujourd'hui c'est aux gouvernemens européens, et particulièrement à l'Angleterre et à la France, que le conseil fédéral fait appel, assure-t-on. La Suisse a par malheur réussi à se rendre suspecte, depuis que les gouvernemens révolutionnaires l'ont en quelque sorte subjuguée, et c'est ce sentiment de défiance qui est indubitablement le plus efficace auxiliaire de l'Autriche.

L'Espagne est heureusement à l'abri de ces agitations où se trouve engagée jusqu'à un certain point la paix, ou du moins les bons rapports de plusieurs pays; mais elle en a qui lui sont propres. La crise où elle est entrée depuis quelque temps n'est point arrivée à son terme; elle continue au contraire. Il est seulement permis d'espérer aujourd'hui qu'une politique ferme et modérée à la fois réussira à ôter à la situation du pays ce qu'elle a eu un moment de critique et de périlleux. Des élections ont eu lieu récemment, comme on sait, et la majorité qui en est sortie en faveur du ministère n'est point douteuse.

Les oppositions réunies dans le congrès ne forment point un corps assez compacte pour tenir en échec le cabinet. Elles ne dépassent point d'ailleurs, dans leur ensemble, le chiffre de quatre-vingts voix, et ce qu'on a pu remarquer, c'est la défaite électorale de quelques-uns des membres les plus éminens du parti progressiste, de M. Olozaga, de M. Escosura notamment. Par contre, le ministre de l'intérieur de l'ancien cabinet, M. Bertran de Lis, a également échoué dans les élections. C'est, à ce qu'il paraît, une chose passée en usage, que cette mésaventure des ministres de l'intérieur quand ils quittent le pouvoir. Déjà, il y a deux ans, après la retraite du cabinet Narvaez, dont il faisait partie, M. le comte de San-Luis avait subi le même sort, et il est aujourd'hui rentré au congrès. C'est le 1er mars que se sont réunies les chambres, et la session est maintenant en pleine activité. Le premier acte du congrès a été la nomination à la présidence de M. Martinez de la Rosa, qui était le candidat du ministère, et qui d'ailleurs a réuni à peu près l'unanimité des voix. Aujourd'hui le congrès est absorbé par le lent et ingrat travail de la vérification des pouvoirs. Chose étrange, quelque vivacité qui éclate parfois dans ces discussions, ce n'est point cependant au congrès qu'ont eu lieu jusqu'ici les débats les plus ardens et les plus animés, c'est dans le sénat. Le sénat semble être plus particulièrement le foyer d'une opposition active et impatiente, et c'est pour cela probablement que le cabinet a pris soin de nommer un certain nombre de nouveaux sénateurs qui viendront heureusement rétablir l'équilibre. Déjà deux graves discussions ont eu lieu au sénat, l'une au sujet d'une proposition de M. Peña-Aguayo, touchant le dernier décret sur la presse, l'autre à l'occasion d'une réclamation adressée à la haute chambre par le maréchal Narvaez sur les mesures dont il a été récemment l'objet. La première de ces discussions a été résolue dans un sens favorable au ministère; l'autre a amené simplement, avec l'adhésion du gouvernement, la nomination d'une commission chargée d'approfondir la question. Dans tous ces débats, au surplus, on peut le remarquer, il y a de la part des oppositions une certaine impatience ardente et mal contenue, un penchant perpétuel à multiplier les discussions irritantes. Il semble que les partis sont sous l'obsession de ces projets de réformes constitutionnelles dont il a été si souvent question. Ces projets, en effet, paraissent devoir être prochainement présentés. Les principales modifications, assure-t-on, doivent consister dans la prérogative accordée à la reine de nommer des sénateurs héréditaires, et dans un changement de la loi électorale, qui étendrait le droit d'élection dans la classe des propriétaires et le restreindrait dans les autres classes. Il est aisé de voir que, même dans ces conditions nouvelles, le régime constitutionnel subsisterait tout entier. Le meilleur moyen, au reste, de recommander ce genre de gouvernement et de le préserver de tout danger, ce n'est point de consumer des séances entières, comme semblent vouloir le faire les oppositions de l'Espagne, en stériles débats, tels que celui de savoir comment il faut introduire une interpellation; c'est de le pratiquer avec modération, avec prudence, et surtout avec un esprit de juste et féconde conciliation.

Au milieu des alternatives de notre temps et des chances diverses des régimes politiques, on pourrait se demander, sans trop de prétention, s'il n'est point des pays qui, par leur caractère, semblent plus spécialement propres à cette vie constitutionnelle que l'Espagne travaille péniblement à main-

tenir et à régulariser chez elle. La Hollande serait assurément un de ces pays. Les chambres de La Haye poursuivent leurs travaux sérieux et pratiques. Un nouveau projet sur le régime des pauvres vient d'être soumis à la seconde chambre par le ministre de l'intérieur. La charité individuelle ou particulière ne tombe pas sous le régime de la loi, qui est appelée seulement à régir les institutions destinées à secourir les pauvres d'une manière permanente au nom de l'état. La loi nouvelle ne s'applique à aucune des manifestations isolées ou collectives de la charité privée, non plus qu'aux institutions de secours d'une communion religieuse ayant pour but de venir en aide aux pauvres de cette communion. Ces institutions ont leur administration propre. Le projet actuel, qui s'applique aux maisons de charité dirigées par l'état, les provinces et les communes, tend moins au reste à instituer de nouvelles règles qu'à réunir en une seule loi des dispositions jusqu'ici éparses. Il ne crée rien véritablement; mais il donne plus de force et d'unité à la surveillance publique, et il permet au gouvernement, d'après les communications qui devront lui être faites par les administrations de charité, de constater avec exactitude l'état du paupérisme dans le pays.

Ce n'est pas d'ailleurs sur ce seul point que le gouvernement fait un utile et fructueux appel à la statistique et à la publicité. Les documens sur les finances, sur le commerce, se succèdent et témoignent tous d'un progrès remarquable. D'après l'une de ces publications, les recettes de l'état en 1852 se sont élevées au-dessus de celles de 1851 et ont dépassé de 1,943,000 florins les prévisions budgétaires, résultat d'autant plus notable qu'il coïncide avec des dégrèvemens d'impôts qui ont eu lieu dans la même période. Le commerce, depuis trois années surtout, est dans la même voie d'agrandissement régulier. Tout vient ainsi attester un mouvement matériel qui ne peut nécessairement que s'accroître et recevoir une impulsion nouvelle des plans que médite en ce moment même l'esprit d'entreprise. Il s'agite, en effet, en Hollande, divers projets qui ont tous pour but d'étendre les relations du commerce. L'un, qui s'est produit à Rotterdam, a pour objet de multiplier et d'activer les communications par la vapeur avec l'Angleterre et la France, la Baltique, Copenhague et Saint-Pétersbourg, la Méditerranée et les Indes. A Amsterdam, une commission vient d'élaborer un projet pour rapprocher cette capitale de l'Océan par un canal à travers les dunes jusqu'à Wyck, où seraient exécutés de grands travaux hydrauliques, et où un port de mer serait établi. Bien que ce projet grandiose ne soit encore que sur le papier, on voit comment dans ce pays les idées prennent une direction d'utilité publique, et tendent à s'élever au niveau des progrès contemporains de toutes les nations commerciales et industrielles. Ne sont-ce pas là les signes de ce développement modéré et paisible qui semble si bien dans le caractère néerlandais? D'un autre côté, le gouvernement vient de mener à bonne fin une négociation d'un assez sérieux intérêt : il vient de conclure un nouveau traité avec la Société de Commerce au sujet de la dette de dix millions de florins contractée par l'état envers cette société et de la vente de produits coloniaux. L'intérêt de la dette est diminué. Le bénéfice de la société sur la vente des produits dont elle a le monopole sera de 2 1/2 pour 100 au lieu de 2 3/4. En 1855, cet intérêt ne sera plus que de 2 pour 100. En outre, une grande quantité de produits coloniaux devra être vendue aux Indes même, ce qui

amènera nécessairement une plus grande affluence de capitaux à Java. C'est la solution d'une question qui était depuis longtemps pendante.

La Hollande, qui n'est pas seulement un pays d'industrie et de commerce, vient de perdre coup sur coup quelques-uns de ses hommes politiques et de ses écrivains les plus distingués. C'est d'abord M. Van Lennep, poète octogénaire qui, pendant un demi-siècle, avait été professeur de littérature ancienne à l'athénée de La Haye. Poète latin, poète national d'une rare élégance, doué d'un patriotisme éclairé, d'un esprit religieux et plein de tolérance, Van Lennep a exercé longtemps une réelle influence. Son *Chant des Dunes* marque dans la poésie hollandaise moderne. Ses recherches archéologiques et linguistiques lui assignent une place parmi les savans de son pays, où il a contribué à propager l'amour des études classiques. Un autre de ces hommes éminens que la Hollande a récemment perdus, c'est M. le baron Van Doorn. M. Van Doorn avait été gouverneur des Flandres avant la révolution belge, et il avait su jusqu'au dernier moment maintenir l'autorité hollandaise. Il fut depuis successivement ministre de l'intérieur et vice-président du conseil d'état. Ce n'est qu'en 1848 qu'on lui enleva ces dernières fonctions par un acte qui entre peu dans les habitudes hollandaises, et le roi, pour lui témoigner sa confiance, le nomma grand maréchal de sa maison. M. Van Doorn joignait à une grande activité dans les affaires un goût remarquable pour les sciences et les lettres; c'est à ce dernier titre qu'il était un des curateurs de l'université de Leyde.

La Turquie vient de traverser une crise délicate, malheureusement elle n'en est pas sortie à son avantage. L'Autriche a pris une revanche de l'échec qu'elle avait éprouvé dans l'affaire des réfugiés hongrois. Il y avait longtemps que cette puissance cherchait à se relever d'une humiliation qui lui tenait au cœur; les fautes de la Turquie sont venues à propos lui en fournir l'occasion. Il faut convenir, en effet, que, parmi les exigences récemment formulées à Constantinople par le comte de Leiningen, toutes n'étaient pas sans fondement. Sans doute, l'Autriche a profité de la circonstance pour articuler des griefs d'une légitimité au moins contestable; mais, sur d'autres points, la Turquie avait des torts graves, et elle s'était ainsi exposée à voir la diplomatie autrichienne blessée répondre à quelques dénis de justice par des réclamations exorbitantes. Les entraves imposées par Omer-Pacha au commerce autrichien en Bosnie, la présence de réfugiés hongrois et polonais dans l'armée ottomane lancée contre le Montenegro, enfin cette expédition elle-même, qui était de nature à créer quelque agitation sur les frontières de l'Autriche, donnaient assurément quelque apparence de raison à la plupart des représentations portées à Constantinople par le comte de Leiningen. Il nous paraît, à la vérité, beaucoup plus difficile de justifier les prétentions de l'Autriche sur les deux petits ports de Kleck et de Sotorino, dont elle réclame la possession, ou du moins dont elle voudrait régler l'usage, dans le cas où ils resteraient aux mains de la Turquie. Ces ports ont toujours passé, jusqu'à présent, pour être la propriété incontestée de la Porte-Ottomane. Cette situation est assurément gênante pour l'Autriche, car ces deux ports coupent en deux points différens le territoire de la province autrichienne de Dalmatie. C'est une anomalie, sans nul doute, et l'on conçoit sans peine que l'Autriche cherche à y remédier. Cette anomalie cependant est un fait consacré par les traités, et qui ne peut

être l'objet d'un *ultimatum*. L'Autriche peut ouvrir des négociations pour acquérir la possession de Kleck et de Sotorino, nécessaire à ses communications avec l'extrémité de la Dalmatie, et c'est ce qu'elle paraît avoir essayé de faire à d'autres époques; mais aucune considération de droit des gens ne l'autorise à sommer la Porte de renoncer à une possession sur laquelle il ne s'était élevé aucune incertitude jusqu'à ce jour. Quelle a été, à cet égard, la réponse de la Porte aux injonctions du cabinet autrichien? C'est ce qui reste encore incertain après les explications données par la presse autrichienne sur le résultat de la mission extraordinaire du comte de Leiningen. Il n'est pas douteux toutefois que la Turquie n'ait cédé sur tous les autres points, et notamment sur l'expédition du Montenegro. C'est cette expédition fâcheuse qui a évidemment fourni à l'Autriche ses meilleurs prétextes, et la Turquie doit comprendre aujourd'hui pourquoi ceux qui lui souhaitent de la stabilité et de l'avenir s'alarmaient de cette guerre si imprudemment entreprise. Encore n'est-elle pas au bout de tous les chagrins que la guerre du Montenegro lui vaudra. Voici que la Russie va venir à son tour réclamer non plus seulement la suspension des hostilités, mais l'indépendance des Monténégrins. Tel semble du moins être le principal objet de la mission du prince Menschikof à Constantinople. Voilà des difficultés d'où la Turquie est loin d'être sortie, et qu'elle eût évitées avec plus de prévoyance.

Il y a ceci d'étrange et de saisissant dans cette revue des choses contemporaines, que, pour peu qu'on ne se contente pas d'observer autour de soi et qu'on étende le regard au loin, il y a toujours à faire la part des révolutions. Quand ce n'est pas en Europe, c'est au-delà des mers; quand ce n'est pas nous qui imitons le Mexique, c'est le Mexique qui nous imite. Les révolutions mexicaines passent en peu de temps par bien des phases, qui ne conduisent toutes malheureusement qu'à un résultat, la décomposition du pays. On a vu déjà que le président, le général Arista, avait donné sa démission et avait été remplacé par M. Cevallos, qui a fait un coup d'état en supprimant le congrès. M. Cevallos, à son tour, n'a pas duré longtemps. A peine l'un des chefs de l'insurrection, le général Uraga, a-t-il été arrivé à Mexico, que M. Cevallos, déjà discrédité et impuissant, a été obligé d'abdiquer le pouvoir au profit d'un dictateur provisoire, le général Lombardine; maintenant c'est le général Santa-Anna qu'on attend. Des députations sont parties de la Vera-Cruz pour aller le chercher à New-York. Santa-Anna est d'habitude l'homme des situations extrêmes au Mexique. Le malheur est que quand il a le pouvoir depuis six mois, il ne sait plus qu'en faire. Sa dernière dictature n'a pas laissé de bons souvenirs; elle date de 1846, de la guerre avec les États-Unis, et on sait comment cette guerre se termina. Santa-Anna aurait beaucoup à faire pour être plus heureux cette fois. Bien des esprits, nous le savons, au-delà de l'Atlantique et en Europe, trouvent qu'il n'y a qu'un remède à cette incommensurable anarchie : c'est la création d'une monarchie au Mexique. Oui, sans doute, la monarchie eût été une ancre, une garantie de stabilité et de durée pour ce monde hispano-américain, si on eût tenté de l'y établir à l'issue de la guerre de l'indépendance : la meilleure preuve, c'est que le Brésil, qui s'est trouvé dans ces conditions, est parvenu à s'asseoir sur des bases solides et fortes; mais, depuis plus de trente ans, les anciennes colonies espagnoles, la plupart, du moins, sont en proie aux bouleversemens, aux révolu-

tions, à la dissolution. Entre le moment où la monarchie eût été possible et raisonnable — et aujourd'hui, il y a un intervalle pendant lequel les esprits se sont désaccoutumés de toute autorité, de toute règle, de tout frein. Au Brésil, au contraire, il n'y a eu nulle interruption, nul interrègne, entre la royauté ancienne et la royauté nouvelle. C'est ce qui fait que le Brésil prospère, paisible et calme, sous le juste et libéral gouvernement d'un souverain intelligent; c'est ce qui fait que, indépendamment de l'immensité de son territoire, il jouit d'une supériorité réelle, comme état régulier, dans l'Amérique du Sud. Depuis trois ans, le Brésil a eu moins de changemens de ministères qu'il n'y a eu de révolutions au Mexique ou dans la République Argentine, par exemple.

Nous laissions, il y a peu de jours encore, la guerre allumée entre le général Urquiza et le nouveau gouvernement formé à Buenos-Ayres à la suite du mouvement révolutionnaire opéré au mois de septembre. Maintenant c'est au sein même de ce gouvernement que la discorde a éclaté. Les rues de Buenos-Ayres ont été ensanglantées au point que les résidens étrangers ont dû s'armer pour leur sûreté. Le gouverneur de la province, le docteur Valentin Alsina, s'est vu contraint de donner sa démission, et a été remplacé par le général Pinto, président de la salle des représentans. Les chefs de l'insurrection n'étaient autres que le ministre de la guerre lui-même, le général José-Maria Florès, et le colonel Lagos. C'est le 1er décembre qu'a éclaté ce nouveau mouvement. Le général Florès était sorti de Buenos-Ayres pour organiser des forces qui devaient aller rejoindre le général Paz, envoyé contre Urquiza. La réalité est qu'il se mettait à la tête de ces forces pour proclamer la déchéance du gouvernement et assiéger la ville de Buenos-Ayres. Les conditions posées par lui se résumaient en ceci : envoi de députés au congrès de Santa-Fé, éloignement de tout emploi public, pendant un an, du docteur Alsina et du colonel Mitre, ministre de l'intérieur et des affaires étrangères; déclarer glorieux, comme d'habitude, le soulèvement du 1er décembre, payer les frais du soulèvement par-dessus tout, renouveler par moitié la chambre des représentans et élire un nouveau gouverneur. Les négociations engagées dans ces termes entre les chefs insurgés et les autorités restées à Buenos-Ayres n'ont en définitive abouti à rien, et divers combats livrés aux environs de la ville ne semblent pas avoir eu plus de résultat jusqu'ici. Que peut-il maintenant sortir de ces complications nouvelles, qui ne sont qu'un accès nouveau d'anarchie ajouté aux accès précédens? Nul ne saurait le dire. Ce qui semble le plus probable, c'est que toute cette impuissance et ces violens déchiremens pourraient bien rendre des chances au général Urquiza.

Il s'en faut, en effet, que le général Urquiza fût aussi près de sa ruine qu'on le disait. Les nouvelles qui le représentaient comme vaincu et désarmé par les généraux Madariaga et Hornoz venaient de Buenos-Ayres. Voici cependant que le jour vient du côté opposé. D'après d'autres témoignages et d'autres journaux de l'Amérique, ce n'est point Urquiza qui aurait été battu, c'est lui, au contraire, qui aurait dispersé les forces de Madariaga et Hornoz, lesquels se seraient enfuis, l'un vers Corrientes, l'autre vers Buenos-Ayres. Le général Paz lui-même, envoyé contre Urquiza, aurait complétement échoué dans sa mission. En même temps, le congrès général, réuni à Santa-Fé le 20 novembre, sanctionnait la politique du directeur provisoire. Cette poli-

tique, au reste, est loin d'avoir été malhabile depuis quelques mois. Urquiza semble s'être proposé d'éloigner la guerre civile, d'empêcher la révolution de s'étendre aux autres provinces, et d'abandonner Buenos-Ayres à son propre sort. Il paraît avoir voulu laisser la révolution de Buenos-Ayres se consumer, s'épuiser, se dévorer elle-même. C'est ce qui est arrivé à peu près. L'insurrection du 1er décembre, si elle réussit, ne peut avoir d'autre résultat que de rattacher Buenos-Ayres à d'autres provinces, et de favoriser la politique du général Urquiza. D'ailleurs, ce pouvoir d'Urquiza régularisé était sans doute à l'origine la meilleure condition pour ce malheureux pays. A l'abri de cette autorité nouvelle, on eût pu travailler sérieusement, activement, au développement matériel de ces contrées; on eût pu suivre la voie tracée par l'intelligente mesure qui avait déjà ouvert au commerce les rivières argentines. Aujourd'hui cela est plus difficile, car toute autorité qui s'élèvera à Buenos-Ayres se trouvera au milieu de partis divisés, déchirés, envenimés. C'est ainsi que chaque révolution vient retarder encore malheureusement la civilisation de ces pays, qui attendent le travail de l'homme, et à qui on donne sans cesse le sang versé dans les guerres civiles. CH. DE MAZADE.

ASTRONOMIE DESCRIPTIVE.[1]

L'astronomie, ainsi que plusieurs des sciences d'observation qui sont susceptibles d'applications mathématiques, peut être étudiée ou exposée à trois degrés divers de difficulté. D'abord on peut faire connaître, ou pour ainsi dire raconter les résultats de cette belle science en exigeant du lecteur une confiance aveugle dans les calculs et les observations des savans. C'est proprement alors la science descriptive, qui enregistre toutes les conquêtes de l'esprit humain et connaît l'univers par ouï-dire. Suivant le précepte d'Horace, celui qui entreprend cette exposition difficile doit avoir principalement pour but la clarté du sujet qu'il veut développer, et *abandonner les objets sur lesquels il désespère de jeter de l'éclat*. Sous ce point de vue, les célèbres leçons de M. Arago et le *Cosmos* de M. de Humboldt sont des modèles parfaits. Une seconde manière bien plus sérieuse d'étudier l'astronomie exige l'emploi des formules mathématiques, en général assez simples, au moyen desquelles les astronomes praticiens enchaînent les observations pour en déduire les lois des mouvemens célestes. Ici on peut vérifier soi-même, en partant des observations consignées dans les registres des grands établissemens, toutes les déductions précédemment admises, et même tirer de ces observations les conséquences nouvelles qui auraient échappé à ceux qui les premiers ont eu ces registres à leur disposition. L'astronomie est tout entière dans cette union de calculs suffisamment élevés pour utiliser les données de l'expérience avec les observations portées par la sagacité, l'habileté et la persévérance des astronomes au plus haut point de précision qu'il soit donné à l'homme d'atteindre.

Le troisième degré d'études astronomiques est pour ainsi dire tout à fait

(1) Voyez un premier article, l'*Astronomie en* 1852 *et* 1853, dans la *Revue* du 15 janvier.

mathématique. Les Newton, les d'Alembert, les Lagrange, les Laplace sont partis des lois établies par la méthode précédente, et dans leurs calculs transcendans ils ont embrassé l'état passé, présent et futur du monde, pesé la stabilité de son organisation, reconnu les actions mutuelles de tous les corps célestes, déterminé leurs formes, et enfin prédit leur avenir, toujours vérifié jusqu'ici par l'observation directe. Quant aux brillans résultats de ces hautes spéculations par rapport au but que la puissance créatrice paraît avoir voulu atteindre dans le balancement de toutes les causes de perturbation qui agissent sans cesse dans notre système solaire, rien ne peut surpasser métaphysiquement, aussi bien que mathématiquement, ces chefs-d'œuvre de l'esprit humain, aussi accessibles à l'intelligence de celui qui en lit l'exposition qu'ils étaient pour ainsi dire introuvables pour tout autre que le génie mathématique qui les a tirés des mystères de la nature.

A ce point de vue, les conquêtes de l'astronomie mathématique la plus transcendante rentrent dans le domaine de la science d'exposition pure et simple, que j'appellerai *astronomie descriptive;* celle-ci est la seule qui puisse être mise sous les yeux des gens du monde, et quand Ptolémée, à la fin d'une longue vie consacrée à la science des astres, grava dans le temple de Sérapis, à Canope, les principaux résultats de ses longues recherches, il énonça *descriptivement* les élémens du système du monde. Si, pour les esprits orgueilleux, la science perd de son prix en devenant accessible à tous par le sacrifice qu'elle fait de ses théories transcendantes, la considération d'utilité publique, actuellement si bien appréciée, doit encourager, ou, si l'on veut, excuser ceux qui visent à une exposition élémentaire des vérités scientifiques. Aux mécontens qui demandent l'impossible, c'est-à-dire d'étudier à fond, sans le secours des mathématiques, la science la plus mathématique de toutes, il faut dire comme Euclide au tyran de Syracuse : Étudiez les théories comme elles sont; il n'y a point ici de chemin privilégié pour les rois !

Quelques assertions, quelques idées émises par nous dans cette *Revue* (1) ont suscité des questions importantes à traiter, — et d'abord la coopération des amateurs d'astronomie aux progrès de la science. Plus tard peut-être nous traiterons avec détail ce sujet si fécond en belles conséquences. Contentons-nous ici de quelques indications rapides. Voici donc les observations qu'on peut recommander à la curiosité des amateurs : — vérifier à l'œil nu le nombre des étoiles visibles et leur éclat relatif, — bien établir la couleur de celles qui ne sont pas blanches, — observer les étoiles variables d'éclat et leur période de variation, — découvrir de nouvelles étoiles variables par des comparaisons suivies, — faire les mêmes observations avec une petite lorgnette d'opéra grossissant deux ou trois fois, — faire la même revue avec une bonne lunette de voyage comme celle que nous avons décrite dans un premier article sur l'*astronomie*, — observer la scintillation d'après la théorie de M. Arago dans les diverses circonstances atmosphériques, — voir l'influence de l'illumination du ciel, — trouver les comètes dans les localités où le ciel est très pur, en

(1) Livraison du 15 janvier. — La première occultation de l'étoile du Scorpion, que nous annoncions dans cette livraison, aura lieu dans la nuit du 28 au 29 mars, de minuit 44 minutes à une heure 50 minutes, temps de Paris.

passant en revue avec un chercheur tout le ciel occidental le soir, et le ciel oriental le matin, — compter et observer les étoiles filantes pour déterminer les variations horaires de leur nombre, — noter l'apparition des aurores boréales et leur effet sur l'aiguille aimantée, — suivre les apparitions de la lumière zodiacale au printemps et à l'automne, et son étendue dans le ciel, — même chose pour la voie lactée afin d'avoir la mesure de la transparence de l'atmosphère, — observer et photographier les taches du soleil et les divers accidens de sa surface, — comparer entre elles avec précision les diverses étoiles, quant à leur éclat, au moyen des procédés exacts de M. Arago, — en supposant l'observateur en possession d'une lunette suffisamment forte, faire la géographie de la lune, — observer les taches, les phases et les particularités physiques des planètes, — étudier en détail diverses parties de la voie lactée, et compter les étoiles dans chaque espace qu'embrasse le champ de la lunette pour connaître leur distribution jusqu'à un certain ordre de grandeur, — voir passer les ombres des satellites sur les planètes et en tirer des résultats divers, — suivre le mouvement des taches de ces planètes et la chute des neiges aux deux pôles de Mars, — observer les curieuses variations de l'anneau de Saturne, — veiller à la réapparition des comètes périodiques (celle de Brorsen a passé sans être aperçue, en 1851, et a été ajournée à 1857); — en général, suivre toutes les observations qui n'entrent pas dans le plan régulier des travaux des grands observatoires, surtout si l'on peut porter des lunettes à de grandes hauteurs où l'atmosphère opposerait moins d'obstacles à la vision parfaite des corps célestes.

Enfin, si l'on suppose un amateur en possession d'un seul bel instrument spécial, comme cela a lieu dans les observatoires privés d'Angleterre, il pourra pousser plus loin qu'aucun autre astronome la partie de la science pour laquelle il aura installé son instrument spécial; mais le prix toujours très élevé d'un pareil instrument, et surtout le zèle et la persévérance qu'il faut avoir pour l'utiliser, ne permettent pas d'espérer que le nombre des travailleurs bénévoles soit de longtemps au niveau des besoins de la science. Là cependant est une perspective certaine de gloire pour l'amateur habile, d'utilité pour la science et d'honneur pour notre pays.

Passons à une réclamation en faveur des comètes qui a été faite à l'occasion de ce qui a été dit sur le peu d'influence physique des comètes sur la terre. On nous accuse d'avoir trop déprécié ces astres curieux. Réparation d'honneur, pourvu qu'il soit bien constaté qu'ils ne peuvent exercer aucune action ici-bas, et que la terre, dût-elle traverser une comète tout au travers, ne s'en apercevrait pas plus que si elle traversait un nuage qui serait cent mille millions de fois plus léger que notre atmosphère, et qui ne pourrait pas plus se faire jour au travers de notre air que le souffle d'un soufflet ordinaire ne pourrait traverser une enclume.

Certainement, lorsque Newton appliqua les lois de l'attraction aux comètes, lorsque lui et Halley trouvèrent la forme de l'orbite de ces corps, ce fut une belle vérification de la plus grande découverte de l'esprit humain; — lorsque, en 1838 et en 1848, la comète de Encke nous donna la mesure de Mercure, dont la masse était inconnue jusque-là, ce fut un beau résultat scientifique; mais le monde non-astronomique s'en émut-il? En 1835, la belle comète de Halley, qui revient tous les soixante-seize ans, fit-elle grande sensation? Évi-

demment non. On ne pouvait engager les gens du monde à sacrifier, sur le Pont-des-Arts, quelques minutes pour regarder ce bel astre suspendu au-dessus de l'occident, astre dont ils savaient le retour prédit par les calculateurs, dont ils n'attendaient ni bien ni mal, et qui ne parlait pas même à l'instinct naturel de curiosité inhérent à tous les esprits. Mais remontons la chaîne historique des vingt-cinq apparitions de cette comète, depuis 1835 jusqu'à l'an 13 avant notre ère, en suivant les auteurs européens et les observateurs chinois qui nous ont transmis de si précieux documens. Ces réapparitions, constatées par Halley, M. Laugier et M. Hind, font pour nous un beau tableau scientifique; mais que signifiait pour les contemporains l'apparition de cette même comète en 1456? (Je cite exprès les paroles de M. Hind et non celles de Laplace, dont on a contesté la précision rigoureuse.) « Cette comète fut vue en juin, et elle est décrite par les historiens de l'époque comme immense, terrible, d'une étendue démesurée, traînant à sa suite une queue qui couvrait deux signes célestes, c'est-à-dire soixante degrés; elle fut regardée avec la même terreur par les Turcs sous les ordres de Mahomet II et par 'armée chrétienne, les uns et les autres considérant la comète comme un présage de défaite et un signe de la colère céleste. »

Remontons à l'apparition de la même comète en 1066. Tout le monde sait que c'est l'année de la conquête de l'Angleterre par les Normands, et c'est de cette année que la dynastie actuelle date son avénement à la royauté d'Angleterre. Le fameux duc de Normandie, Guillaume le Conquérant (*William the Conqueror* placé en tête de tous les almanachs anglais), avait rassemblé des hommes d'armes français et flamands, lesquels étaient d'acier pour entamer les Anglais, qui étaient de fer; mais un de ses plus puissans auxiliaires, ce fut la comète qui porte maintenant le nom de Halley. Elle fut considérée en Angleterre comme le pronostic de la victoire des Normands, et inspira une terreur universelle qui contribua à la soumission du pays après la bataille d'Hastings, comme elle avait servi à décourager les Anglais avant la bataille. La comète est représentée sur la fameuse tapisserie de Bayeux, ouvrage de la reine Mathilde, femme du conquérant. Voilà des occasions où les préjugés donnaient une véritable importance aux comètes. Toutefois, après la brillante comète de 1811, qui inspira encore au peuple quelques craintes superstitieuses, les comètes, autrement que pour les savans, sont tombées dans le pire discrédit, l'indifférence.

Je saisis l'occasion de rectifier une assertion qui, je le crains, n'aura pas troublé beaucoup le calme d'âme des lecteurs de cette *Revue*. J'ai dit que la grande comète qui met à peu près trois cents ans dans sa course, qui avait paru la dernière fois en 1556, *et qui devait reparaître en* 1848, *manquait depuis lors au rendez-vous*. On peut se tranquilliser. Nous aurons la comète, mais en temps convenable. D'abord établissons qu'il ne s'agit pas d'une de ces petites comètes visibles seulement au télescope, dont la première moitié de ce siècle nous a déjà donné quatre-vingts et les dix dernières années seules trente-huit. Combien pensez-vous qu'il y ait de comètes dans le ciel? demandait-on à Képler. Il répondit : Autant que de poissons dans la mer, *sicut pisces in oceano*. La comète de 1556 et de 1264 est une des plus grandes dont les historiens européens et chinois fassent mention. Elle a été vue en 975, en 683, en l'an 104, et toujours avec un éclat extraordinaire. Reconnue comme

périodique par Dunthorne, calculée par lui et par Pingré, elle était annoncée partout comme devant reparaître en 1848. Je substitue à mes inquiétudes sur *la perte* de cette belle comète les inquiétudes de sir John Herschel, qui ont bien une autre autorité. Voici comment il s'exprime dans son admirable ouvrage anglais intitulé *Esquisses d'astronomie* (*Outlines of Astronomy*), dont la préface est datée de 1849 : « Une autre grande comète dont le retour dans l'année 1848 a été considéré comme hautement probable par plusieurs éminentes autorités dans le département de l'astronomie est celle de 1556, qui, par la terreur qu'inspirait son aspect, détermina, suivant quelques historiens, l'abdication de l'empereur Charles-Quint..... Quoique, au moment où ces lignes sont écrites, une telle comète n'ait point encore été observée, il faut attendre au moins qu'une seconde année s'écoule avant de prononcer que le retour de cette comète est une chose désespérée. »

Cependant 1849, 1850, 1851 et 1852 s'étaient écoulés, et la comète, cette grande comète, ne reparaissait pas! En voici enfin des nouvelles que je prends dans l'excellent traité de M. Hind que je viens de recevoir : nous les devons à un savant calculateur de Middelbourg, dans la Zélande, M. Bomme, qui semble avoir résolu la question dans toute sa rigueur. Inquiet comme tous les astronomes de la non-arrivée de la comète, M. Bomme a repris *tous* les calculs et évalué *toutes* les actions de *toutes* les planètes sur cette comète de trois cents ans de révolution. Mois par mois, semaine par semaine, et jour par jour quand cela était nécessaire, M. Bomme, aidé du travail préparatoire de M. Hind, avec une patience tout à fait hollandaise, et surtout avec une de ces *passions froides* que l'on dit les plus énergiques de toutes, a calculé, *au prix d'une vaste dépense de temps et de travail*, toute la marche de la comète. Le résultat, complétement rassurant, de ce beau travail donne l'arrivée de cet astre en août 1858, avec une incertitude de deux ans en plus ou en moins, en sorte que de 1856 à 1860 nous aurons la grande comète qui a fait mourir le pape Urbain IV en 1264 et *fait* abdiquer Charles-Quint en 1556! A part toute idée relative aux progrès de l'esprit humain, quelle admirable science que celle des astres, et quels nobles travaux que ceux dont le travail de M. Bomme est un type! « Si l'astronomie, a dit avec raison M. Arago, assigne inévitablement à l'homme une place imperceptible dans le monde matériel, elle lui décerne, d'autre part, une place immense dans le monde des idées (1). »

Quoique mon dessein ne soit pas de sortir des limites de la science proprement dite, je ne puis m'empêcher de remarquer combien, au point de vue de nos idées actuelles, nous jugeons mal les événemens qui se sont produits sous l'influence d'autres opinions tout à fait opposées. On s'excuse maintenant de prêter aux hommes des anciens temps des croyances dont la futilité fait rougir notre siècle plus éclairé. On a voulu faire du pape Calixte III, qui en 1456 *conjura la comète et les Turcs*, un profond politique qui mettait en œuvre les moyens qu'il avait à sa disposition pour arrêter devant Belgrade les progrès du conquérant de Constantinople. Nous n'avons aucun motif de ne pas admettre la sincère persuasion de ce pape au sujet des pernicieuses influences des comètes dont personne ne doutait alors, pas plus qu'on n'en doutait, même un siècle plus tard, du temps de Charles-Quint. Devant Bel-

(1) *Annuaire du Bureau des Longitudes* pour 1853, p. 388.

grade, dans la sanglante mêlée de vingt-quatre heures prolongée pendant deux jours, et qui coûta quarante mille hommes à Mahomet II, des moines désarmés, le crucifix à la main, bravaient le danger pour encourager les combattans chrétiens, en répétant à haute voix l'exorcisme et l'anathème lancés par le pape sur la comète et sur les musulmans. C'est à la même époque, pour la même cause et par le même pape *frappé de terreur* (*territus Calixtus papa*), que fut établi l'usage encore subsistant de sonner les cloches au milieu du jour pour la prière dite *Angélus de midi*. Il n'y avait pour les comètes pas plus de sceptiques parmi les chefs de nations que parmi les plus humbles hommes dans tous les peuples de cette époque.

Et de même un siècle plus tard, en 1556, Charles-Quint ne douta nullement que la grande comète que nous attendons maintenant de 1856 à 1860, et qui était une comète de premier ordre, n'adressât ses menaces à celui qui tenait le premier rang parmi les souverains. *Voilà donc*, dit-il dans un vers latin, *mes destinées qui m'appellent par ces présages!*

His ergo indiciis me mea fata vocant.

Il cessa d'être souverain, pour éviter ainsi la fatalité qui s'adressait à une tête couronnée et qui devait *ou pouvait* épargner un homme sans autorité. C'est donc à tort que Képler l'accuse de s'être trompé sur les pronostics de cette comète, parce qu'il y survécut plus de deux ans : son abdication fut la suite du préjugé alors universel. « Voilà bientôt deux ans que votre père a abdiqué, disait-on à Philippe II, son fils. — Voilà bientôt deux ans qu'il s'en repent, » répondit-il. Il n'y a pas à douter que la comète ne l'ait fait descendre du trône.

Ce sont les théories astronomiques de Newton, de Halley et de leurs successeurs qui ont véritablement détruit l'empire imaginaire des comètes. Elles nous ont montré ces astres assujettis à des mouvemens réguliers, calculables d'avance, et aussi infaillibles que le lever et le coucher du soleil. Ces théories ont fait ce que n'avaient pu faire tous les raisonnemens des philosophes, des moralistes et des théologiens. Sénèque, avec les pythagoriciens, admettait comme nous que les mouvemens des comètes n'avaient rien de fortuit. *La postérité*, dit-il, *s'étonnera que nous ayons méconnu des vérités si palpables!* Belles paroles qui, pendant seize siècles, ne furent point entendues! En fait de superstititions cométaires, nous sommes la postérité, non point du siècle de Sénèque, mais seulement du siècle qui a précédé Newton.

J'aurais bien des choses à ajouter, si je voulais suivre toutes les questions et les demandes qui m'ont été adressées de vive voix ou par écrit; mais ce n'est pas la dernière fois que j'aurai à m'occuper ici d'astronomie et de géographie physique. Voici un fait qui n'est pas moins étonnant, quoique reproduit tous les jours; il répondra à une question sur le télégraphe électrique dont j'ai dit un mot dans un article précédent. Avant-hier un de mes amis entre au bureau de la poste télégraphique. Il écrit à Marseille; il reçoit une réponse. *Il était resté dix-sept minutes dans le bureau de poste!* Voilà la science usuelle en 1853.

BABINET, de l'Institut.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU PREMIER VOLUME.

SECONDE SÉRIE DE LA NOUVELLE PÉRIODE. — JANVIER. — FÉVRIER. — MARS 1853.

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — I. — Premières Impressions, par M. J.-J. AMPÈRE. 5

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — La Domination hollandaise dans l'Archipel indien, par M. le capitaine de vaisseau E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 38

HISTOIRE ET STATISTIQUE MORALE DE LA PRESSE AU XIXe SIÈCLE. — II. — La Presse anglaise, son organisation intellectuelle et commerciale, par M. CUCHEVAL-CLARIGNY. 69

LA GUERRE DE CHINE D'APRÈS LES DOCUMENS CHINOIS, par M. LAVOLLÉE. 106

BEAUX-ARTS. — La Chapelle de l'Eucharistie à Notre-Dame-de-Lorette, par M. GUSTAVE PLANCHE. 125

BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS, D'APRÈS DES PAPIERS DE FAMILLE INÉDITS. — Procès de Goëzman, par M. L. DE LOMÉNIE. 142

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 180

REVUE MUSICALE. — *Marco Spada*, de M. Auber, par M. P. SCUDO. 195

BURKE, SA VIE ET SES ÉCRITS, première partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 209

L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — I. — Les Animaux domestiques, par M. L. DE LAVERGNE. 262

PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — II. — La Nouvelle-Angleterre et la Nouvelle-France, par M. J.-J. AMPÈRE, de l'Académie Française. 292

DU MOUVEMENT INTELLECTUEL PARMI LES POPULATIONS OUVRIÈRES EN FRANCE. — Les Ouvriers de la Loire, par M. AUDIGANNE. 320

SOUVENIRS DE LA SORBONNE EN 1825. — Démosthènes et le général Foy, par M. VILLEMAIN, de l'Académie Française. 346

L'ASTRONOMIE EN 1852 et 1853, par M. BABINET, de l'Institut. 376

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 388

PAYSAGES, POÉSIES, par M. CHARLES REYNAUD. 405

SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Célèbes et les Hollandais à Menado et Macassar, par M. E. JURIEN DE LA GRAVIÈRE. 409

BURKE, SA VIE ET SES ÉCRITS, dernière partie, par M. CHARLES DE RÉMUSAT, de l'Académie Française. 435

MOBY DICK, LA CHASSE A LA BALEINE, par M. E.-D. FORGUES. 491

MOUVEMENT LITTÉRAIRE DE L'ALLEMAGNE. — I. — Le Roman et les Romanciers allemands, par M. SAINT-RENÉ TAILLANDIER. 516

CARACTÈRES ET RÉCITS DU TEMPS. — Les Solitudes de Sidi-Pontrailles, par M. Paul de Molènes. 543
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — III. — Les Lacs et les nouvelles Villes de l'ouest, par M. Ampère. 568
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 591
LE NOUVEAU PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS. — LE GÉNÉRAL FRANKLIN PIERCE, par M. Émile Montégut. 605
POÈTES ANGLAIS DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE. — Thomas Moore, sa Vie et ses Mémoires, par M. Eugène Forcade. 617
SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — *La Bayonnaise* à Batavia et la vie coloniale des Hollandais, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 649
LE CAMP DU MARÉCHAL RADETZKY, SOUVENIRS ET PORTRAITS, par M. H. Blaze de Bury. 667
DES NOUVELLES VOIES MARITIMES POUR LA FRANCE. — Les Paquebots transatlantiques, par M. Charles Lavollée. 708
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — LES HOMMES ET LES CHOSES AUX ÉTATS-UNIS. — IV. — La Reine de l'ouest et les Antiquités de l'Ohio, par M. J.-J. Ampère, de l'Académie Française. 737
ADELINE PROTAT, première partie, par M. Henry Murger. 756
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 790
REVUE MUSICALE, par M. P. Scudo. 804
LE PÈRE VENTURA ET LA PHILOSOPHIE, par M. Charles de Rémusat. . . 817
ADELINE PROTAT, seconde partie, par M. Henry Murger. 859
L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — II. — Les Cultures anglaises comparées à celles de la France, par M. Léonce de Lavergne. 903
BEAUMARCHAIS, SA VIE, SES ÉCRITS ET SON TEMPS. — VI. — Histoire de ses Missions secrètes, Beaumarchais et le chevalier d'Éon, par M. Louis de Loménie 931
SOUVENIRS D'UNE STATION DANS LES MERS DE L'INDO-CHINE. — Les Régences javanaises, par M. le capitaine de vaisseau E. Jurien de La Gravière. 971
LA CHASSE EN AFRIQUE, par M. le général E. Daumas. 1001
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1012
PROMENADE EN AMÉRIQUE. — V. — New-York, par M. J.-J. Ampère. . . . 1025
LA MONARCHIE DE 1830, première partie, par M. L. de Carné. 1056
UN ROMAN PROTESTANT ET UN ROMAN CATHOLIQUE EN ANLETERRE, par M. Eugène Forcade. 1084
LA PHILOSOPHIE SPIRITUALISTE ET LA RENAISSANCE RELIGIEUSE, par M. Émile Saisset. 1115
L'ÉCONOMIE RURALE EN ANGLETERRE. — II. — La Constitution de la Propriété et de la Culture, par M. Léonce de Lavergne. 1130
ADELINE PROTAT, troisième partie, par M. Henry Murger. 1158
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. 1201
SCIENCES. — ASTRONOMIE DESCRIPTIVE, par M. Babinet, de l'Institut. . 1217

FIN DE LA TABLE.

AP
20
R5
n.pér.
sér.2
t.1

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY